UNIVERSITE DE PARIS X-NANTERRE, DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

HAUTES TERRES

D ' ELEVAGE AU CAMEROUN

VOLUME 1

Jean BOUTRAIS

1992

ORSTOM,

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

SOMMAIRE

DU VOLUME 1

INTRODUCTION : LE "CABBAL", MILIEU PASTORAL D'ALTITUDE

PREMIERE PARTIE : LA POUSSEE PEULE VERS LE SUD

1 : Du Sahel à l'Adamaoua

- Tableaux géographiques des Peuls
- Foulbé et Mbororo : au centre et en marge de l'histoire

2 : Une nouvelle région d'élevage : les Grassfields

- La naissance d'une région d'élevage
- L'achèvement de la première phase pastorale
- Nouvelles donnes

SECONDE PARTIE : LES GRASSFIELDS ; ENTRE NATURE ET CULTURE PASTORALES

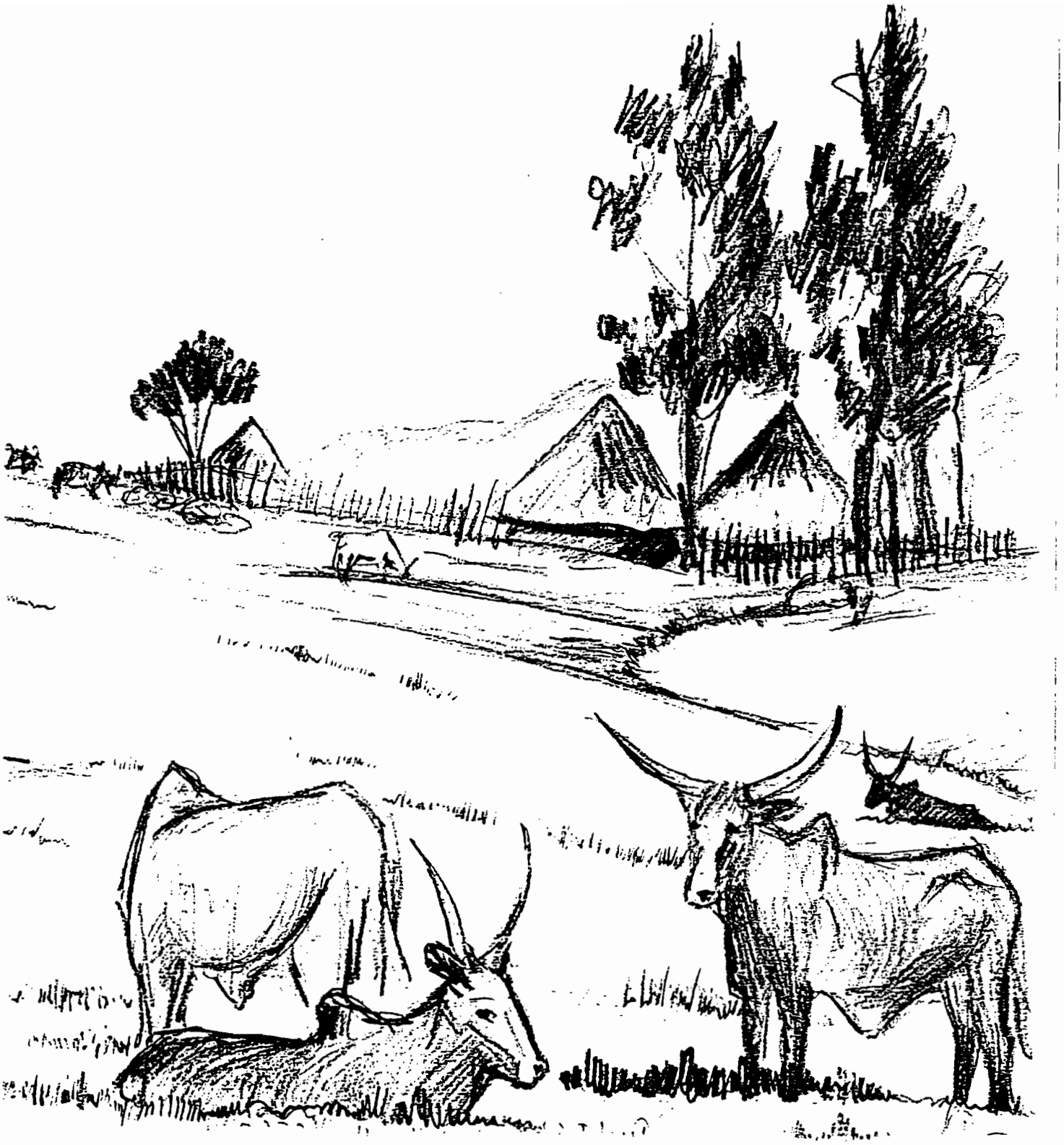
1 : Altitude et élevage

- Un relief étagé
- Un climat favorable à l'élevage
- Des pâturages anthropiques

2 : Le cheptel, marqueur culturel

- Les races bovines
- Des pressions aux charges en bétail

TABLE DES MATIERES



INTRODUCTION

LE "CABBAL", MILIEU PASTORAL D'ALTITUDE

« Je ne découvre jamais sans un coup au coeur, au sortir de la charmille foisonnante des plateaux de granit, les longues lignes ascendantes, solennelles, de la planèze presque meurtrie de soleil » Julien GRACQ, 1992, *"Carnets du grand chemin"*.

L'élevage bovin en Afrique tropicale privilégie quelques milieux géographiques : grandes vallées alluviales, dépressions retenant des mares ou, au contraire, hautes terres salubres. Les reliefs élevés renforcent les pluies et introduisent, à partir d'une certaine altitude, un étagement de la végétation. Ces particularités bio-climatiques procurent des avantages aux activités agricoles comme à l'élevage en zones sèches et arides. Elles contribuent par exemple à fixer des sociétés à économie variée sur les massifs sahariens de l'Ahaggar et de l'Aïr (1). Les montagnes soudaniennes sont surtout peuplées de cultivateurs qui ont mis à profit les fortes pentes comme sites de refuge. Mais les plateaux qui offrent de larges surfaces planes ont attiré des sociétés pastorales, aussi bien au Fouta-Djalon qu'en Afrique de l'Est. En zones pluvieuses, l'altitude introduit également des changements bio-climatiques favorables à l'élevage bovin : abaissement des températures et réduction des parasites, végétation plus graminéenne. Les ***caBBal*** de la Dorsale Camerounaise fournissent le meilleur exemple, dans cette partie du continent, de hautes terres propices à l'élevage.

1. BERNUS (E.), 1989, "Montagnes du désert ; de l'évolution comparée de deux massifs sahariens : Ahaggar et Aïr". in "Tropiques ; lieux et liens", pp. 545-553, bibliog.

Le "caBBal", haut plateau pastoral

Vocable de la langue foulfouldé, ***caBBal**** est pourtant spécifique aux dialectes orientaux et, en particulier, à l'Adamaoua (2). Le dictionnaire de F.W. TAYLOR le traduit simplement par plateau (3), de même que le lexique d'H. LABOURET (4). Il est surprenant que le terme ne soit pas usité au Fouta-Djalon, autre ensemble de hauts reliefs peuplé par les Peuls. L'équivalent serait le ***bowal*** : lieu découvert et pierreux, sans arbres et situé en altitude. Mais ***bowal*** est entré dans le vocabulaire géographique et géologique pour désigner un affleurement de cuirasse latéritique. ***CaBBal*** n'a pas connu la même fortune scientifique.

2. Le peul **"caBBal"** dérive-t-il de l'arabe "djebel", c'est-à-dire la montagne ? Les dictionnaires ne mentionnent pas cette origine.

3. TAYLOR (F.W.), 1932, "A Fulani-English dictionary", p. 23.

4. LABOURET (H.), 1955, "La langue des Peuls ou Foulbé ; lexique français-peul", p. 153.

* La forme au pluriel est **"caBBe"**. Pour simplifier, les termes transcrits en foulfouldé ne seront employés qu'au singulier, sauf pour les noms de lignages. Le B et le D majuscules correspondent à des consonnes implosives qui n'existent pas en français. Les répétitions de voyelles expriment un son allongé. Quant au c, il se prononce "tch" ; il faut donc lire "tchabbal" en français. Les lieux géographiques sont écrits sous une forme francisée, en accord avec les cartes topographiques.

Le dictionnaire récent de D. NOYE (5) tente de préciser la signification de ***caBBal*** : « plateau (sur une montagne) mais, également, sommet d'une montagne (même si ce n'est pas un plateau)... » Bien que les notions de plateau et de montagne soient employées de façon curieuse, la définition met déjà en évidence l'idée d'une grande étendue (6) et d'une altitude élevée.

En clair et simplement, il s'agit d'un haut plateau : une surface située à haute altitude et à topographie relativement plane mais entaillée de vallées profondes. L'aspect tabulaire du ***caBBal*** se différencie des versants raides et à coupures en arêtes de ***hooseere*** : la montagne, autant que des faibles pentes de ***towndiire*** : la colline. Mais le relief qui s'oppose radicalement au ***caBBal***, c'est ***luggere*** : la plaine, la dépression qui devient ***naDDere*** lorsqu'elle retient un bas-fond marécageux. Les Peuls de l'Adamaoua opposent également ***leesDiwol*** à ***caBBal***. Dans un relief étagé, ***leesDiwol*** désigne la partie basse, quelle que soit, par ailleurs, son altitude absolue. Ainsi, par rapport aux ***caBBal*** qui la dominent, la surface principale de l'Adamaoua peut être qualifiée ***leesDiwol***, alors qu'elle se trouve à plus de 1.000 mètres d'altitude.

Si le ***caBBal*** n'était qu'un haut plateau, il correspondrait, par exemple, au profil des monts Mandara au nord du Cameroun : au-dessus de pentes abruptes une grande surface se déploie, presque plane, aux environs et au sud de Mokolo. Pourtant, les Peuls ne disent pas que c'est un ***caBBal***. De même que le vrai ***bowal*** du Fouta-Djalon, le ***caBBal*** est dénué d'arbres et de cultures. C'est une étendue rocheuse ou couverte d'herbes. Au Cameroun, les hauts plateaux rocheux sont rares. Le Tchabbal Haleo (le «Mauvais Haut Plateau ») en fournit l'exemple le plus spectaculaire, au centre de l'Adamaoua : c'est un grand affleurement tabulaire de cuirasse ferrugineuse et bauxitique, parsemée en saison des pluies d'herbes frêles qui laissent à nu une dalle pierreuse en saison sèche (7). Les ***caBBal*** les plus nombreux portent une vigoureuse strate herbacée. Ces savanes ouvertes s'étendent à perte de vue, balayées par le vent et la pluie. En ce sens, le ***caBBal*** ressemble peut-être au ***heneere*** du Fouta-Djalon : « un espace découvert, sans abri, sans rien pour se cacher » (8). Mais J. RICHARD-MOLARD emploie plutôt le terme ***donghol*** pour désigner l'une des unités naturelles qui composent le plateau central du Fouta-Djalon ; c'est, précisément, le plateau ou même le haut plateau, où les troupeaux paissent en hivernage (9). Quant aux Peuls de l'Adamaoua, ils disent qu'un véritable ***caBBal*** est un espace ***perongal*** : ouvert, dégagé, sans arbres.

Pas plus que les monts Mandara, la table principale du plateau de l'Adamaoua n'est un ***caBBal***. A 1.000 ou 1.200 mètres d'altitude, la végétation reste encore trop boisée. Le paysage du plateau ne ressemble à celui d'un ***caBBal*** qu'aux environs de Gounjel, lorsque l'altitude se redresse à 1.400 et 1.500 mètres. Pourtant, ce secteur n'est pas encore considéré comme un vrai ***caBBal*** : il se situe en continuité topographique avec la table de l'Adamaoua, alors qu'un ***caBBal*** surplombe ses environs par de fortes déclivités. Une surface sommitale, ondulée en bombements et ensellements, se termine par des abrupts que des ravins cisèlent en multiples facettes. Ce profil de surface perchée ressort du bloc-diagramme d'un petit ***caBBal***, situé à la frontière entre Cameroun et Nigeria (fig.1). La rupture de pente est souvent soulignée par l'opposition entre les prairies sommitales et un manteau forestier plaqué sur les escarpements.

5. NOYE (D.), 1989, "Dictionnaire foulfouldé-français ; dialecte peul du Diamaré, Nord-Cameroun", p. 294.

6. La racine du mot est "**saBB-**" : étendre, allonger sur le sol (DAUZATS (A.), 1952, "Lexique Français-Peul et Peul-Français", p. 410).

7. LETOUZEY (R.), 1968, "Etude phytogéographique du Cameroun", photo. 44.

8. LABOURET (H.), 1955, p. 152.

9. RICHARD-MOLARD (J.), 1953, "Les traits d'ensemble du Fouta-Djalon". in "Hommage à Jacques Richard-Molard", p. 148 et 151.

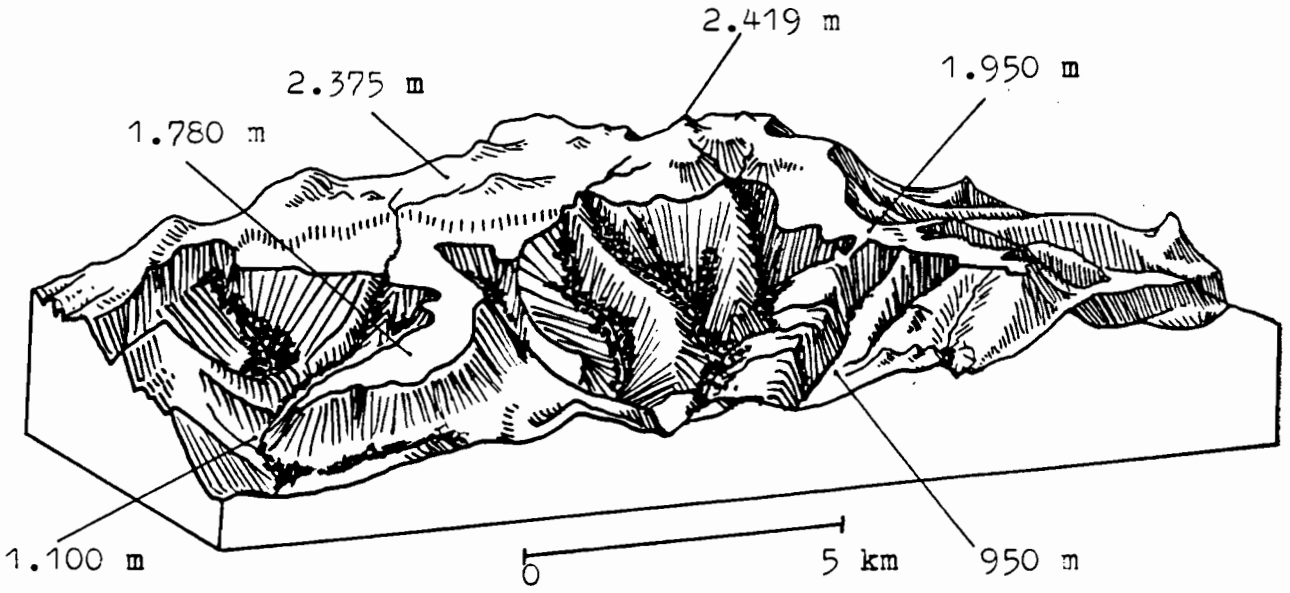


Fig. 1 : ***Bloc-diagramme d'un "caBBal" typique : le Tchabbal Wadé*** (adapté de P. TULEY et J.K. JACKSON, 1971).

Les Peuls de l'Adamaoua élargissent parfois le sens de ***caBBal*** à tout relief tabulaire qui domine les contrées voisines par des versants raides. Par exemple, ils désignent couramment ainsi la surface cuirassée de Kognoli, au sud de l'Adamaoua, qui pourtant ne présente guère un paysage typique de ***caBBal*** (fig. 2). A 1.150-1.200 mètres, elle s'étend à une centaine de mètres au-dessus des glacis du bassin du Djérem. Des glissements de terrain, des entonnoirs en tête de vallons raidissent la corniche de la table sommitale. Pour les éleveurs, elle différencie de bas ***(luggere)*** et de hauts pâturages ***(caBBal)***. Mais, à part quelques affleurements de cuirasse, la végétation est aussi boisée sur les deux ensembles de relief. Les Peuls reconnaissent volontiers que la surface de Kognoli n'est pas un vrai ***caBBal***. Haute terre sans arbres, le vrai ***caBBal*** est perçu comme ***pellel hendu : « un endroit venteux.*** » Par l'adjonction d'un suffixe diminutif, ***caBBoy*** désigne un pâturage d'altitude mais encore encombré d'arbustes. Ce type de pâturage ne libère pas complètement les animaux des insectes piqueurs : tiques, taons et mouches. Il convient moins à l'élevage que les hautes étendues herbeuses de ***caBBal***.

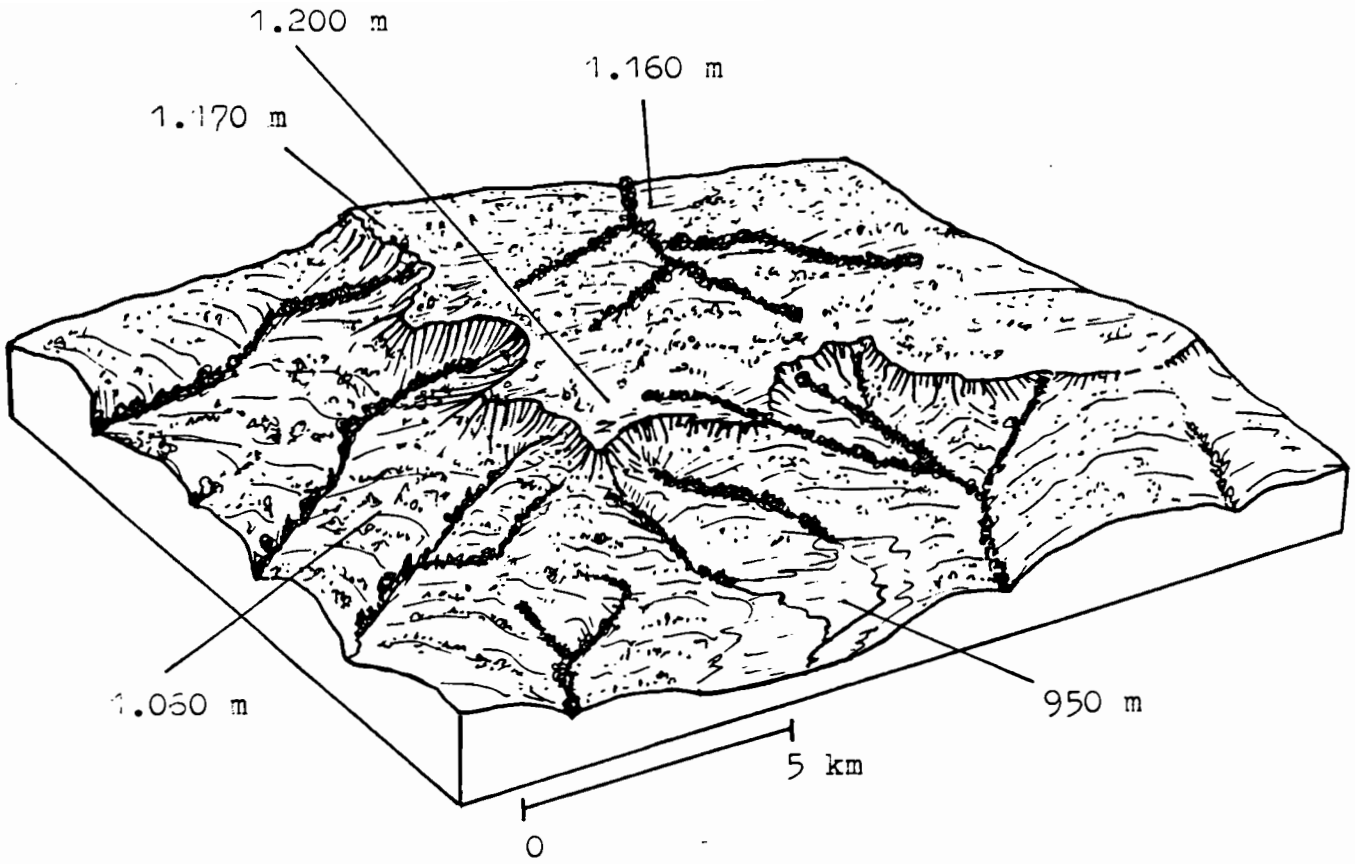


Fig. 2 : ***Bloc-diagramme d'un faux "caBBal" : la table de Kognoli (Adamaoua).***

L'arrivée en haut d'un ***caBBal*** surprend toujours : l'horizon s'élargit soudain à de vastes moutonnements herbeux qui ondulent sous les sautes de vent. Dans un récit plein d'humour qui narre les tribulations d'un zoologiste au Bamenda, l'écrivain anglais G. DURRELL a décrit la grandeur de ces paysages : « the peace and silence of these heights was remarkable ; nearly all sounds were created by the wind. It combed the grass and brought forth a soft, lisping rustle » (10). Alors que les forêts bruissent de vie, surtout à la tombée du jour et au lever du soleil, le silence règne sur les ***caBBal***. Seuls l'interrompent, le soir, les meuglements des troupeaux qui regagnent les campements.

10. DURRELL (G.), 1954, "The Bafut beagles".

Longtemps désertés par les cultivateurs, les ***caBBal*** ont offert des pâturages exceptionnels aux Peuls. Eventés à longueur d'année et souvent soumis au froid, ils sont parfaitement salubres pour le bétail. Parcourus par des troupeaux dont les couleurs de robe tranchent sur les dominantes des prairies et piquetés de campements, les ***caBBal*** représentent des paysages

pastoraux typiques. Au Cameroun, ils ne partagent cette particularité qu'avec les ***yaere*** (11) du Logone et les rives du lac Tchad. J. RICHARD-MOLARD invitait à comparer l'Adamaoua et le Fouta-Djalon, deux ensembles de hauts reliefs en zone humide et, correspondance significative, deux bastions peuls avancés au milieu d'autres populations. L'auteur attribuait la présence peule au Fouta-Djalon aux formations anthropiques de prairies, notamment sur les ***bowal*** : « c'est à coup sûr parce que sur les trois quarts de la superficie du Fouta-Djalon ils ont trouvé le bowal que les Peuhls sont venus » (12).

11. Vastes plaines herbeuses submergées par les eaux en saison des pluies et exondées en saison sèche, les "yaere" concentrent alors de grands effectifs de bétail.

12. RICHARD-MOLARD (J.), 1953, p. 146.

Peu de prairies d'altitude restent vides de bétail, sauf celles du mont Cameroun. Les hauts plateaux herbeux ont longtemps attiré et canalisé la poussée peule vers le sud. Cependant, tous les Peuls n'ont pas consenti à s'installer en haut de ces reliefs. Milieux bénéfiques aux animaux, ils se révèlent difficiles à vivre pour les hommes. A plus de 1 500 mètres d'altitude, il faut endurer le froid, l'isolement et parfois, la rareté des vivres. En secteurs isolés, des animaux sauvages attaquent encore le bétail. Le témoignage d'un Mbororo du Mambila pourrait être confirmé par tous les Peuls qui habitent en haut d'un ***caBBal*** : « he told me about his hard life, about the cold mountain rain, the mud, cowdung, and the constant difficulty in finding fresh grazing for the cattle » (13). Les pasteurs séjournent en haut des ***caBBal*** par nécessité et par dévouement aux animaux. Pour eux, ils sont devenus des montagnards, alors que leurs ancêtres nomadisaient dans les plaines sahélo-soudaniennes. Exemple de changement extrême d'écologie et d'adaptation humaine aux convenances du bétail.

13. PEAL (J.), 1961, "Local leave on Mambila Plateau".

Au fur et à mesure qu'ils s'avancent en savanes à basses altitudes, les Mbororo ont tendance à élargir la notion de ***caBBal*** à tous les plateaux peu boisés. Pour ceux qui ont migré en Centrafrique, les surfaces de l'Adamaoua et de ses prolongements (Bouar-Bocaranga) deviennent des ***caBBal***, comme a posteriori. Les Peuls nomades aventurés en savanes guinéennes attribuent aux ***caBBal*** le prestige de pâturages qui "tiennent" le bétail en parfait état : ***dow caBBal, na'i nyaama huDo pamaro, ngi'a nagge e wooDi:*** *« en hauts plateaux, les vaches ne broutent que de l'herbe courte et pourtant, elles sont belles. »* Le ***caBBal*** est un milieu pastoral par excellence. Il s'oppose aux basses savanes humides, à production herbacée plantureuse mais de médiocre qualité : les animaux s'y rassasient sans jamais être en bon état. Plus ils se trouvent éloignés de hauts plateaux, plus la notion de ***caBBal*** sert de référence au pays idéal dans l'imaginaire pastoral des Peuls.

Les "caBBal" du Cameroun (carte hors-texte 1)

L'inventaire des ***caBBal*** se réfère à la toponymie peule, davantage qu'à un modèle géomorphologique rigoureux. Tous les ***caBBal*** ne couvrent pas des étendues comparables et ne se trouvent pas à la même altitude. Leur végétation, à dominante herbeuse, s'étend sur des reliefs tabulaires qui surplombent les contrées voisines. Surtout, les ***caBBal*** introduisent toujours un contraste frappant de paysage avec les contrées voisines.

Contrairement à l'architecture du Fouta-Djalon, bâti autour d'un axe central de hauts plateaux, les ***caBBal*** ne constituent pas l'ossature médiane des plateaux camerounais. Ils s'alignent à l'ouest, le long de la Dorsale

Camerounaise et ils frangent les bordures de l'Adamaoua. Ce plateau ressemble à une grande table gauchie vers le sud. La lèvre saillante au nord, couramment appelée "falaise", est renforcée par de hauts reliefs discontinus.

Avant de dévaler vers les plaines de la Bénoué, la grande route de Ngaoundéré à Garoua gravit d'abord ce que les gens du plateau appellent simplement le ***CaBBal***. Précédé de nombreux cônes volcaniques, le Tchabbal Mounguel s'élève à 1.400 mètres, en dominant d'un côté la table principale de l'Adamaoua (1.100 mètres) et, de l'autre, le bassin de la Bénoué (550 mètres). C'est une langue étroite de hautes terres qui s'étire sur une quarantaine de kilomètres, de Margol à Saltaka. Bien que la différence d'altitude soit faible avec le plateau, elle suffit pour entraîner un changement dans les paysages. L'horizon s'élargit, les arbustes deviennent rabougris ou disparaissent sous les herbes ; c'est le domaine du vent et du froid. Autrefois dispersées, les habitations furent regroupées par l'administration coloniale en villages plantés de manguiers. A l'est, un plateau large d'une vingtaine de kilomètres s'y rattache par un étroit pédoncule. Les Foulbé le désignent par le nom évocateur de Pérongal. Pourtant, ce n'est pas un véritable ***caBBal***. De 1 400 mètres, l'altitude s'abaisse à 1.300 puis à 1.200 mètres. Surtout, une savane boisée dense compose une végétation qui ne correspond pas à l'archétype du ***caBBal***.

Pas plus que la montagne de Djinga près de Tignère, celle de Nganha n'est un ***caBBal***. Demi-caldeira éventrée vers le nord, elle offre quelques belles prairies au sud. Mais ses panneaux trachytiques sont trop pentus et trop cisaillés d'abrupts pour retenir des troupeaux en permanence. Les Foulbé y envoient du bétail seulement en début de saison sèche, afin de paître les repousses d'herbes tendres.

A plus de 1.400 mètres d'altitude, les environs de Gounjel ressemblent davantage au paysage de ***caBBal***. L'horizon embrasse de vastes étendues herbeuses, seulement piquetées d'arbustes par endroits. Accaparées en partie par une ancienne entreprise française d'élevage, c'est la zone d'élevage par excellence de l'Adamaoua. Ici, l'activité pastorale domine toutes les préoccupations. Elle est à l'origine d'une population presqu'uniquement foulbé, souvent originaire du Nord-Cameroun. En fait, les Foulbé réservent l'appellation de ***caBBal*** aux reliefs qui dominent la surface de Gounjel : Tchabbal Djilougou sur le socle granitique à l'est (1.700 mètres) et Tchabbal Bakari Bata sur des basaltes au sud (1.500 mètres), avec ses prolongements vers Wassandé et Galdi. Le premier est dit également Tchabbal Hakoundérou : « le haut plateau au milieu. » En effet, il s'intercale entre la surface de Gounjel et celle de Mbang, un épandage de basaltes qui forme la réplique de Gounjel. Au nord, le Tchabbal Silé, à plus de 1.700 mètres, surplombe les plaines soudaniennes de presque 1.000 mètres. C'est encore une petite unité de relief mais son profil tabulaire et sa prairie sommmitale en font un véritable ***caBBal***.

Les Mbororo, surtout ceux de Centrafrique, font souvent allusion au Tchabbal Ngou, du nom de la rivière qui draîne le plateau à l'est de Djohong. Il se prolonge en R.C.A. par le Tchabbal Talam. A 1.200-1.250 mètres d'altitude, l'Adamaoua se redresse par un panneau cristallin qui domine le fossé de la Mbéré avec 500 mètres de dénivelée. Ce fut une grande

aire d'élevage mbororo, avant que les mouches tsé-tsé provoquent beaucoup de départs. Bien que l'altitude reste inférieure à la plupart des *caBBal*, le paysage se dégage en de multiples vallonnements herbeux, cloisonnés de galeries forestières. Ce n'est pas franchement un faux *caBBal*, selon le modèle de la table de Kognoli. Mais une pâture intense a provoqué des recrûs arbustifs, aux dépens des herbes.

La table principale de l'Adamaoua s'incline vers la "surface intérieure" du Centre-Cameroun. Le passage s'opère graduellement, sauf lorsque des décrochements isolent des reliefs élevés. Le Tchabbal Haléo fait partie d'un ensemble de hauteurs basaltiques armées d'une cuirasse bauxitique, dénommé "surface de Minim-Martap". Le réseau hydrographique s'est encastré sur place par surimposition, en découpant de multiples lanières excarpées. Elles dominent le plateau par une marche d'une centaine de mètres au nord mais d'environ 300 mètres au-dessus du bassin du Djérem. Au-delà de ce grand cours d'eau, la table isolée de Ngaoundal figure comme une butte-témoin de la surface de Minim-Martap. Lorsque la cuirasse n'affleure pas en dalles dénudées, un cortège d'arbustes soudaniens parsème les entablements sommitaux. La surface de Minim-Martap relève donc du faux *caBBal*, comme la table de Kognoli.

Au sud de Tibati, l'Adamaoua se maintient à une altitude de 900 à 1.000 mètres sur une centaine de kilomètres. Ce prolongement du plateau s'achève par une corniche rectiligne qui, de Yoko à Linté, surplombe la pénéplaine du Centre-Cameroun par 4 à 500 mètres de dénivellation. Au sud de Yoko, une forêt dense est plaquée contre l'abrupt et déborde de plusieurs kilomètres sur le gradin supérieur. Vers Linté, la forêt se réduit à l'escarpement. Le niveau supérieur s'ouvre alors sur de vastes interfluves herbeux, séparés de forêts galeries. De 1.150 mètres, ils s'abaissent lentement vers le nord, c'est-à-dire à l'opposé du front de l'escarpement. C'est le Tchabbal Ngouté : de hauts pâturages isolés en savanes humides. Ils ont toujours exercé un attrait auprès des Mbororo de l'Adamaoua.

Tous ces reliefs, bien que recherchés par les éleveurs, ne constituent que de petites unités dispersées au-dessus de la table de l'Adamaoua. C'est seulement vers l'ouest que les *caBBal* prennent de l'ampleur.

Au nord de Tignère, un alignement de hauts reliefs que les cartes à petite échelle mentionnent Tchabbal Gandaba, s'étire sur une cinquantaine de kilomètres. En fait, l'appellation se réfère à une hauteur parmi d'autres. L'ensemble montagneux sépare le bassin du Faro de la plaine Koutine, une alvéole des plaines de la Bénoué. Des étendues de bambous soudaniens couvrent les hautes pentes du Tchabbal Mbana (« le Haut Plateau du Buffle »), situé à une vingtaine de kilomètres de Tignère. A 1.400 mètres, c'est un petit bassin perché, d'une trentaine de km2. Arbustes et bambous longent les cours d'eau, au milieu d'une prairie d'altitude.

Ensuite, les hauts reliefs se resserrent en une arête montagneuse, évitée par la piste piétonne qui descend vers la vallée d'un affluent du Faro. Une succession de montées et de descentes confère une réputation d'accès difficile au Tchabbal Gandaba. Dominée de plusieurs pitons intrusifs qui composent un paysage grandiose, la haute table de Gandaba s'élève à 1.500

et 1.600 mètres. Un peu plus étendue que Mbana, c'est également une cuvette perchée, draînée par un affluent du Faro. Les horizons plus larges qu'à Mbana, les prairies sur d'amples vallonnements cloisonnés de lignes d'arbres, tout cela dominé par des chicots rocheux : le paysage de Gandaba est spectaculaire.

De façon curieuse, l'extrémité nord de l'alignement montagneux ne dépend pas de Tignère mais de Poli. Le Tchabbal Lambang est une table qui s'allonge sur 7 km et seulement 2 de large, en étant portée à 1.900 mètres d'altitude. Un bombement culmine à 2.000 mètres. C'est un véritable bastion avancé au-dessus des plaines de la Bénoué, affaissées à 500 mètres d'altitude. Au nord, des pitons volcaniques ponctuent l'échine montagneuse qui prolonge le ***caBBal***. Une piste acrobatique serpente en suivant la ligne de crête. Les troupeaux l'empruntent en saison sèche, à la recherche d'herbe sur les flancs raides du ***caBBal***.

Les ***caBBal*** au nord de Tignère sont de petit isolats pastoraux. Spectaculaires par leur allure de belvédères au-dessus des plaines, ils ne sont pas assez étendus pour retenir de grandes communautés pastorales. Les pâturages sont chèrement disputés. Autrefois, ils étaient l'enjeu de discordes répétées entre Tignère et Poli.

De toutes les hauteurs qui bordent l'Adamaoua en une frange discontinue, le Tchabbal Mbabo constitue l'ensemble le plus vaste et le plus élevé. A Tondé Wandou, endroit culminant, le paysage est impressionnant : l'énorme extrusion volcanique de Yangaré domine un relief montagneux d'un côté et tabulaire de l'autre. Comme beaucoup d'édifices volcaniques, le profil du Tchabbal Mbabo est dissymétrique. A de longues planèzes qui s'étirent vers le sud sur 15 à 30 km, s'oppose une retombée vertigineuse au nord : plus de 1.000 mètres de dénivelée en quelques kilomètres de distance. Les abrupts du haut plateau et les alignements montagneux qui le prolongent au nord encerclent presque complètement la petite plaine de Dodéo, selon une architecture de relief qui rappelle une demi-caldeira.

A l'époque pré-coloniale, une grande piste reliant Banyo à Yola empruntait un passage à l'ouest du Tchabbal Mbabo. Depuis cette époque, la descente vers Dodéo s'appelle *Gendeeru* : « le costaud, » allusion probable à la peine des porteurs pour gravir cette dure montée. A l'époque allemande, la piste était encore parcourue à cheval et équipée de relais. Mais les difficultés du relief ont empêché, par la suite, d'y tracer une route.

Un faisceau de vallées divergentes entaille les pentes externes du Tchabbal Mbabo, en prenant parfois l'allure de véritables canyons, par exemple celle du Mayo Koui. En aval, les vallées s'élargissent, avec un plancher alluvial étagé de plusieurs terrasses. Les savanes arbustives qui ponctuent les versants raides des vallées s'effacent sur les hauteurs tabulaires. C'est le domaine de la prairie, entrecoupée de galeries forestières. Partout, des troupeaux de différentes races se dispersent et paissent librement. Les animaux mbororo de race rouge-acajou sont les plus nombreux, ce qui ne manque pas d'étonner l'observateur, habitué à d'autres races bovines sur l'Adamaoua. Des campements s'égrènent en dos de terrain. Presque pas de cultures : c'est un paysage purement pastoral.

L'une des curiosités du Tchabbal Mbabo tient aux bandes de phacochères qui déambulent tranquillement, parfois en compagnie des zébus. Ailleurs, ils seraient exterminés par les non-musulmans. Haut plateau pastoral, le Tchabbal Mbabo n'est habité que par des Peuls, alors qu'en Adamaoua ils coexistent presque toujours avec des populations "anciennes".

Au nord, une forêt dense montagnarde masque les pentes sommitales de l'abrupt au-dessus de Dodéo. De façon curieuse, elle se tient face aux vents desséchants du nord, alors que les pentes exposées aux souffles humides sont couvertes d'herbe. La forêt ne se serait maintenue qu'à la faveur d'escarpements difficilement accessibles. Les étendues herbeuses, si typiques du Tchabbal Mbabo, ne représentent-elles qu'une végétation anthropique ?

A l'ouest de la grande vallée méridienne du Mbamti, la frontière entre Cameroun et Nigeria suit une ligne montagneuse qui s'élargit au Mambila. Mais ce haut plateau s'étend presqu'entièrement au Nigeria. Seuls, quelques hauts reliefs se situent à l'est de la ligne de partage des eaux, adoptée comme tracé de la frontière.

L'alignement de hauts plateaux,au voisinage du Nigeria, commence par le Tchabbal Dalang, au-dessus de Sambolabo, puis celui de Nianyiri, à plus de 2.000 mètres d'altitude. La table sommitale, large de quelques kilomètres, tombe du côté nigerian par une corniche sub-verticale de plusieurs centaines de mètres. La dissymétrie de végétation entre les versants nigerians et camerounais devient très nette, reflétant l'opposition entre climats humide à l'ouest et d'abri à l'est. La grande faune reste abondante : phacochères mais aussi buffles, lions et léopards. En se tenant sur la corniche du *caBBal*, on aperçoit souvent, en contrebas, des troupes de buffles et de phacochères noirs qui paissent dans les clairières. Ils se réfugient en forêt, par crainte des lions. Côté nigerian, ce secteur fait maintenant partie d'une immense réserve de faune, la "Gashaka Game Reserve".

A quelques kilomètres de là, le Tchabbal Wadé (« Haut Plateau de la Mort ») est également dénommé Tchabbal Gangirwal (14). Avec une altitude de plus de 2.400 mètres, c'est le point culminant des hauteurs frontalières. Deux niveaux tabulaires s'allongent sur une dizaine de kilomètres et seulement 3 de large, partagés entre Cameroun et Nigeria. C'est un véritable belvédère, entouré de grandes parois, sauf du côté sud (fig. 1). Des forêts montagnardes denses, plaquées dans les creux du flanc occidental, montent jusqu'au rebord des tables sommitales. Celles-ci ne portent qu'une strate herbacée et des arbustes rabougris ; les herbes elles-mêmes deviennent éparses sur les dômes rocheux couverts de lichens. Le Tchabbal Wadé est l'un des secteurs d'altitude les plus isolés et les plus grandioses de la Dorsale Camerounaise.

Au sud, les altitudes se raccordent au plan du haut plateau Mambila, à 1.500 et 1.600 mètres. Cette haute surface domine le plateau de Banyo (1.200 mètres) par un escarpement festonné que longe la frontière. Avant la Première Guerre Mondiale, le Tchabbal Mambila dépendait de Banyo. Depuis lors, au grand regret des sultans de Banyo, seuls d'étroits prolongements du haut plateau se trouvent du côté camerounais.

14. Le *gangirwal* est le poteau central qui soutient la charpente d'une case ronde. Cet ensemble montagneux est parfois désigné "Gotel Mountains" sur les cartes, toponymie étendue également à tout le haut plateau Mambila. En fait, cette appellation (qui apparaît en caractères gras sur la carte "Arctique-Europe-Afrique" de l'IGN au 1/5 000 000e) n'est jamais employée par les habitants... Apparue pour la première fois sur la carte allemande MOISEL, elle est ensuite recopiée fidèlement par les cartographes.

Le Tchabbal Horé Taram est un haut bassin, d'une dizaine de km2, perché à 1.600 mètres. Ensuite, les ***caBBal*** se réduisent à des rebords tabulaires de quelques kilomètres de large, en tête des cours d'eau qui dévalent vers le plateau de Banyo (Tchabbal Benké à 1.600 mètres, Tchabbal Mourba de 1.600 à 1.800 mètres, Tchabbal Djansé à 1.600-1.700 mètres).

Le paysage de haut plateau pastoral retrouve quelque ampleur au Tchabbal Guesimi, au-dessus de Mayo Darlé (1.700 mètres). Ici, le peuplement peul s'impose sur les interfluves herbeux mais de nombreux cultivateurs occupent les vallons. Ils suppriment les galeries forestières pour semer du maïs, si bien que le ***caBBal*** perd ses derniers lambeaux de forêt. Le bois devient rare. En prévision de la longue saison des pluies et du froid, chacun fait provision de bois sec, entassé sous les avancées des toits. A 6°30 de latitude, le climat se fait plus humide.

Enfin, le Tchabbal Haynaré, à 1.650 mètres d'altitude, marque la limite de Banyo au sud. La ligne de partage des eaux et la frontière isolent de façon artificielle ce secteur du haut plateau Mambila. La topographie se prolonge selon le même plan de chaque côté de la frontière et les populations sont identiques. Par contre, le Tchabbal Haynaré plonge directement vers la plaine Tikar par un abrupt de presque 1.000 mètres de dénivelée. La véritable discontinuité géographique se trouve à la bordure du ***caBBal***.

La frontière entre Cameroun français et anglais a privé Banyo de l'essentiel de ses hauts pâturages du siècle dernier. Les éleveurs de cette partie de l'Adamaoua ont souvent contesté une délimitation qui ne tenait pas compte de leurs droits historiques, ni de leurs intérêts pastoraux. Cependant, le référendum de 1961 a confirmé cette portion de frontière, après l'inclusion du Mambila dans la partie nord du territoire sous mandat anglais. Le paysage de ***caBBal*** resterait secondaire au Cameroun, sans le rattachement de l'ancien Cameroun Occidental.

Après un étranglement entre la plaine Tikar et la vallée de la Donga, les hauts plateaux s'élargissent à presqu'une centaine de kilomètres d'est en ouest, au Bamenda. Les prairies d'altitude s'étendent à tel point qu'elles ont donné leur nom à la région : "Grassfields" ou "Grasslands". Des auteurs englobent tous les plateaux de l'ouest dans cette appellation, y compris ceux des Bamiléké. Pourtant, elle convient peu à ce plateau agricole, aux paysages bornés d'arbres domestiqués, d'où les étendues herbacées ont presqu'entièrement disparu. Dans la province du Nord-Ouest, les paysages d'altitude sont plus ouverts, terroirs et arbres utiles couvrant surtout les versants, en contrebas de hautes surfaces herbeuses. C'est là que les ***caBBal*** prennent leur plus grande extension. Bien que le relief compartimente les hauteurs en plusieurs unités naturelles, l'ensemble constitue, pour les Peuls, le Tchabbal Bamenda.

Le poste administratif de Nkambe fut créé, dans les années cinquante, au milieu des prairies, à 1.700 mètres d'altitude. D'un dos de terrain à l'autre, les bâtiments administratifs voisinaient avec les campements mbororo. Quant à la haute table de Nso, elle dépasse les 2.000 mètres sur de grandes étendues. Le dôme du Mont Oku, culminant à 3.011 mètres, réserve peu de pâturages mais, à quelques kilomètres, Tchabbel (« le petit

caBBal») se tient à 2.450 mètres. Au sud de Bamenda, les Monts Bambouto offrent les "alpages" les plus élevés après ceux d'Oku (2.700 mètres). Les hauts plateaux Meta (2.000 mètres) se prolongent jusqu'au Nigeria, par le promontoire d'Obudu qui atteint encore 1.700 mètres. La fin des hauts plateaux vers l'ouest ressemble aux reliefs du Bamenda : « the topography is one of rolling to steeply hilly grassland intersected by wooded valleys, often with sheer sides and swift streams in the bottoms » (15).

15. TULEY (P.), 1966, "The Obudu Plateau ; utilization of high altitude, tropical grassland".

Les hauteurs du Bamenda ne sont pas seulement couvertes d'herbe et propices à l'élevage. Elles portent surtout des paysanneries de plus en plus nombreuses. Des extensions agricoles, des plantations d'eucalyptus comme chez les Nso prennent le pas sur les prairies. Les Mbororo les plus âgés racontent qu'à leur arrivée, des buffles et des lions sillonnaient les grandes herbes des ***caBBal***. Il y a longtemps que cette grande faune a disparu, devant l'afflux des bovins et l'emprise des cultures. Dans quelle mesure la région de Bamenda mérite-t-elle encore l'appellation de "Grassfields" ?

Au sud des Monts Bambouto, la Dorsale Camerounaise se réduit à une crête méridienne dont les altitudes oscillent de 1.000 à 1.500 mètres, sous un manteau forestier continu. Elle rejoint le vaste édifice volcanique du Massif du Manengouba, qui culmine à plus de 2 .400 mètres. Avec l'altitude, la forêt et les cultures cèdent le pas à une prairie qui tapisse les hautes pentes et la cuvette de la caldeira sommitale. A seulement 5° de latitude Nord, c'est le ca***BBal*** le plus méridional où les Peuls se soient aventurés. Ils n'ignorent pas les prairies du Mont Cameroun (*CaBBal Buea*) mais ils n'ont jamais réussi à s'y installer avec des troupeaux.

Les Mbororo du Manengouba connaissent également le *CaBBal Mbonge*, appellation peule des Rumpi Hills, d'après le nom d'un territoire coutumier qui les voisine. Mais la forêt dense dresse un tel obstacle qu'aucun éleveur n'a pu s'y rendre avec du bétail. Bien que les Rumpi Hills culminent à plus de 1.700 mètres, la carte topographique les présente entièrement couvertes de forêts. En fait, des cartes récentes de végétation mettent en évidence plusieurs clairières de dégradation de la forêt montagnarde. Prospecteurs efficaces des milieux à potentiel pastoral, les Mbororo savent que des troupeaux pourraient prospérer sur les monts Rumpi. Dans leur quête continuelle de nouveaux pâturages, ils finiront par y conduire du bétail. A ce moment-là, moins de 100 km les sépareront du mont Cameroun et de ***Teeku*** : l'Océan Atlantique.

*

A l'ouest du Cameroun, à cheval sur l'ancienne frontière entre Cameroun français et anglais, les secteurs pastoraux se caractérisent par référence à la notion de ***caBBal***. C'est l'une des rares régions de cette partie du continent où les composantes du pastoralisme s'ordonnent selon la verticalité, en termes d'altitudes, d'étagements, de "jeux" de descente et de montée du bétail. L'analyse du système pastoral de ***caBBal*** portera essentiellement sur les plateaux à l'ouest du Cameroun. D'autres hautes terres pastorales seront brièvement présentées, à la fin, par rapport aux Grassfields.

Alors qu'au début du siècle, presque tous les *caBBal* faisaient partie du Cameroun, le partage des territoires placés sous mandats français et anglais puis la frontière issue du référendum de 1961 ont écartelé les hauts plateaux entre Cameroun et Nigeria. L'unité géographique et humaine des Grassfields et du Mambila, pourtant indéniable, ne s'insère plus dans un cadre politique commun. Aujourd'hui, au terme des vicissitudes de frontière qui ont affecté cette partie de l'Afrique, les *caBBal* s'étendent surtout du côté camerounais.

L'exception la plus notable concerne le haut plateau Mambila qui couvre environ 3.000 km2. Au nord, d'autres *caBBal* restreints se trouvent du côté nigerian de la Dorsale Camerounaise : Tchabbal Filinga et Hendu (« le Haut Plateau Venteux »). Au-delà de la vallée de Taraba, les cartes à petite échelle signalent un autre ensemble de reliefs au Nigeria : les Shebshi Mountains. En fait, les populations locales ignorent, encore une fois, cette appellation. Bien que le point culminant, dit Vogel Peak, excède les 2.000 mètres, les plateaux se tiennent surtout entre 900 et 1.500 mètres. Les Peuls y distinguent plusieurs unités pastorales. Le *CaBBal Tiba*, au nord, est un haut plateau étroit. Le *CaBBal Kiri*, au sud, correspond à de hautes tables gréseuses plus étendues mais dépourvues de point d'eau en saison sèche. De plus, des arbustes parsèment les savanes sommitales qui n'offrent pas les paysages uniquement herbeux des véritables *caBBal*. Beaucoup de Mbororo ont séjourné sur les "Monts Shebshi" avant de s'installer en haut de Mbabo ou de Gandaba. Pour eux, ***caBBal Kiri, naa Dum caBBal sosey, guube Don*** : « *le Tchabbal Kiri n'est pas un vrai tchabbal, il y a des fourrés arbustifs* ». Les Peuls pasteurs avouent qu'à part le Mambila; les "bons" *caBBal* se trouvent au Cameroun.

Isolés avec leurs animaux à de hautes altitudes, les éleveurs en *caBBal* vivent un peu en dehors du monde. Les autres Peuls les considèrent comme des gens à part, habitués au froid et à la pluie qui enveloppent les hautes prairies une grande partie de l'année. A l'écart, sur des pâturages difficiles d'accès, les Peuls de *caBBal* sont également réputés pour leur richesse en bétail. Il n'est pas exagéré d'avancer que les communautés peules sur les grands *caBBal* ont développé une véritable "civilisation pastorale".

Pourtant, de nombreux exemples africains montrent qu'une économie pastorale se maintient presque toujours grâce à des ressources extérieures. Les produits de l'élevage ne suffisent pas à couvrir tous les besoins familiaux. L'accumulation de richesses par le recours aux razzias, à l'extorsion des cultivateurs ou aux profits du commerce caravanier complétaient autrefois l'économie des pasteurs sahéliens. Aujourd'hui, les difficultés du pastoralisme en zones sèches accentuent la diversification des activités : cultures, commerce et contrebande... Au contraire, les Peuls de *caBBal* affirment souvent qu'ils ne "connaissent" que le travail auprès des animaux. Ils s'avouent incapables de toute autre activité : agriculture, artisanat ou commerce. Comment ont-ils pu développer une telle spécialisation pastorale ?

PREMIERE PARTIE :

LA POUSSEE PEULE VERS LE SUD

« Les longs voyages, les déplacements définitifs à des centaines ou des milliers de kilomètres du lieu de résidence antérieur, sont peu de chose pour les Foula » Elisée RECLUS, 1887, *"Nouvelle Géographie Universelle"*.

1. DU SAHEL A L'ADAMAOUA

En Afrique sahélienne et soudanienne, l'élevage bovin est une activité assez largement répandue. Même s'ils ne possèdent pas d'animaux, les cultivateurs sont accoutumés à leur présence. Ils n'ignorent pas les particularités de la vie pastorale, qui doit s'adapter au rythme des saisons et des pâturages. Une compréhension, voire une familiarité et des amitiés se sont nouées entre les villageois et les éleveurs. Des uns aux autres, les valeurs ne sont pas tellement différentes. Dès que les cultivateurs d'arachide ou de coton disposent d'une épargne, ils l'investissent en bétail, petits ruminants d'abord puis bovins. Les cultivateurs s'équipent en animaux de travail auprès des éleveurs dans leur voisinage. A ce titre, l'absence ou la raretré d'éleveurs peut entraver le développement de la culture attelée. Au-delà de querelles épisodiques et de ressentiments, souvenirs de dominations anciennes, une connivence existe entre les éleveurs et les autres populations du Sahel.

Au contraire, à des latitudes méridionales, l'élevage bovin est une nouveauté et encore une spécialité des Peuls. Même si des populations locales détenaient autrefois des petits taurins, cet élevage restait marginal. Ce sont les Peuls qui ont introduit (ou réintroduit) le boeuf dans toute une frange de savanes sub-humides et humides. Certes, des villageois se mettent également à l'élevage bovin (les Gbaya au Cameroun et en Centrafrique, les Nso au Cameroun) mais la liaison entre la géographie du cheptel bovin et celle des Peuls reste très forte. C'est le résultat d'une poussée générale des populations pastorales vers le sud.

TABLEAUX GEOGRAPHIQUES DES PEULS

La répartition du peuplement peul reste relativement mal connue, pour plusieurs raisons. Ils ne représentent souvent qu'une minorité mal acceptée et étrangère aux populations majoritaires. Exclus des éléments permanents du peuplement, ils sont, par exemple, parmi les plus mal recensés. Il est vrai que le peuplement peul s'avère souvent fluctuant. Les grandes perturbations climatiques des dernières décennies, en affectant gravement l'élevage, ont accentué cette instabilité. L'identité ethnique des Peuls est complexe et, elle-même, changeante à long terme. Elle évolue sur place et plus encore, à l'occasion de migrations.

Par sédentarisation, des Peuls s'alignent sur des voisins plus nombreux et finissent par perdre l'essentiel de leur identité culturelle. Mais l'inverse est également possible. Par exemple, des Peuls qui se disaient villageois sont perçus, après une longue migration, comme des nomades. En contrepoint à la spécificité pastorale, tout un jeu subtil de correspondances et de discordances s'établit entre l'ethnie et la langue peule, le foulfouldé.

Les anciennes cartes des Peuls sont, en fait, des cartes linguistiques. Or, l'extension du foulfouldé ne reflète pas exactement celle des Peuls. Parfois, elle la déborde, lorsque le foulfouldé sert de langue véhiculaire à des non-Peuls. Le phénomène est bien connu au Cameroun, à la fois en Adamaoua et au Diamaré. Il se prolonge au Nigeria dans la moyenne vallée de la Bénoué. Inversement, l'extension du foulfouldé se trouve parfois en retrait par rapport à l'ethnie. C'est le cas des Peuls associés puis assimilés à des populations voisines, plus nombreuses et porteuses d'une culture prestigieuse. Une évolution de ce type concerne les Peuls proches des Mossi au Burkina Faso, par exemple ceux du Barani. A l'ouest du Soudan, les premiers Peuls, installés parfois depuis plusieurs siècles, sont complètement arabisés ; ils ont perdu leur culture ancienne, y compris leur langue. Phénomène classique d'absorption d'une minorité par la culture dominante. Au nord du Nigeria, l'acculturation aux Haoussa touche de nombreux Peuls qui restent pourtant attachés à l'identité "fulani". L'aristocratie peule de Sokoto, Kano, Katsina et même de Bauchi a perdu sa langue d'origine. Processus original d'assimilation culturelle d'anciens vainqueurs par leurs vaincus...

En bonne logique, les cartes linguistiques du foulfouldé devraient donc être dissociées des cartes ethniques des Peuls. En fait, la séparation est rarement tranchée. Les Peuls du Soudan, en contact avec des locuteurs arabes, transforment leur langue maternelle par des emprunts à tous les niveaux linguistiques, en forgeant un foulfouldé qui serait difficilement compréhensible à l'ouest (1). Au Borgou (nord du Bénin), les Peuls préservent leur langue mais emploient la langue locale pour communiquer avec les villageois qui exercent une domination politique sur les éleveurs.

1. ABU-MANGA (A-A.), 1986, "Fulfulde in the Sudan : process of adaptation to Arabic". La carte esquissée par l'auteur ne figure que les villes à peuplement peul majoritaire ou partiel. Elle n'indique pas l'extension réelle des Peuls au Soudan.

Les cartes linguistiques devraient comporter deux volets : celui du parler peul comme langue maternelle et l'extension du foulfouldé comme langue d'emprunt, langue véhiculaire pour les non-Peuls. Les divergences entre les deux représentations peuvent être considérables. Mais des emprunts se produisent également au niveau de l'identité ethnique. Ceux qui se disent peuls au nord du Cameroun ont souvent adopté récemment cette appartenance ethnique. Au Soudan, les originaires d'Afrique de l'ouest sont dits Fellata, terme par lequel les Bornouans désignent habituellement les Peuls. Dès lors, les Fellata du Soudan peuvent être aussi bien d'anciens Haoussa et même Bornouans que des Peuls. Curieusement, ces Fellata ont de plus en plus tendance à parler le haoussa... A l'élargissement de l'identité ethnique peule s'oppose alors une contraction du foulfouldé.

Les cartes linguistiques retiennent surtout les Peuls sédentaires, alors que la langue peule se maintiendrait mieux chez les pasteurs, même dispersés et minoritaires. En fait, l'opposition entre sédentaires et nomades schématise ou déforme l'éventail des parlers peuls. Les Peuls sédentaires du Diamaré restent attachés à un parler réputé conservateur. Au contraire, d'autres sédentaires, dans la Bénoué et en Adamaoua, simplifient leur foulfouldé et introduisent des vocables locaux. Même le foulfouldé des pasteurs, au Nigeria, inclut beaucoup de vocabulaire haoussa, en particulier dans le langage des transactions commerciales. Les emprunts linguistiques tiennent peut-être à l'ouverture de l'économie des pasteurs aux échanges locaux. Les communautés sédentaires du Diamaré seraient culturellement plus fermées sur elles-mêmes.

Pourtant, la sédentarisation d'anciens pasteurs entraîne presque toujours une altération linguistique, en quelques générations. Le mimétisme tient à un rapport numérique inégal et à des changements sociaux en profondeur.

Si les discordances géographiques entre langue et ethnie peules sont réelles, surtout au Nigeria, l'extension du foulfouldé offre une première approche à la localisation des Peuls éleveurs.

"L'archipel" peul

Les grandes études anthropologiques sur les Peuls reproduisent les cartes linguistiques anciennes de M. LAVERGNE DE TRESSAN ou de D. WESTERMANN (2). Cependant, ces documents s'avèrent incomplets et deviennent de plus en plus caduques. Ils s'arrêtent au lac Tchad, excluant des communautés peules relativement anciennes au Tchad et au Soudan, localisées jusqu'à la frontière éthiopienne.

D'autre part, ces cartes privilégient les territoires autrefois dominés par les Peuls, aux dépens des espaces où s'introduisent et se fragmentent les pasteurs. C'est encore le cas des cartes relativement précises (au 1/2 000 000) qui accompagnent un atlas récent sur les langues au Cameroun (3). Elles occultent l'imbrication du foulfouldé avec les langues des populations de savanes. Quant au tableau des langues en Centrafrique, il ignore également le foulfouldé (4). Une carte linguistique du Nigeria propose une représentation plus satisfaisante, en superposant aux aires linguistiques un symbole spécifique au foulfouldé (5). Pourtant, les auteurs reconnaissent eux-mêmes que leur figuration de la langue peule reste incomplète.

L'absence de la minorité pastorale sur les cartes linguistiques est d'autant plus regrettable que la liaison est souvent forte entre la pratique pastorale et la fidélité au parler peul. Cela provient de la richesse sémantique de cette langue à propos du bétail et de l'activité pastorale. Au comportement spécifique des pasteurs peuls (refus des contraintes d'un pouvoir centralisé, émiettement lignager, mobilité pastorale) s'ajoute l'attachement à la langue ancestrale.

Une représentation cartographique plus satisfaisante est proposée par une publication anglaise (6). Elle individualise d'abord les aires où le pulaar/foulfouldé s'impose comme la langue dominante. Ensuite, elle indique l'extension maximum de la langue peule, à la fois vers le nord et le sud. Les figures 3 et 4 sont dressées à partir de cette carte, adaptée à l'aide d'informations récentes. Elles montrent la répartition des Peuls et de leur langue sur une grande partie du sous-continent africain.

A l'ouest, trois grands blocs linguistiques homogènes sont séparés par des vides ou de petits noyaux peuls résiduels : le Fouta Toro, le Fouta Djalon (avec ses prolongements guinéens et en Casamance), le Macina qui se poursuit vers l'est par une traînée discontinue de peuplement (Djelgodji, Liptako, Torodi). Le bloc oriental, bien que très vaste, est morcelé (isole-

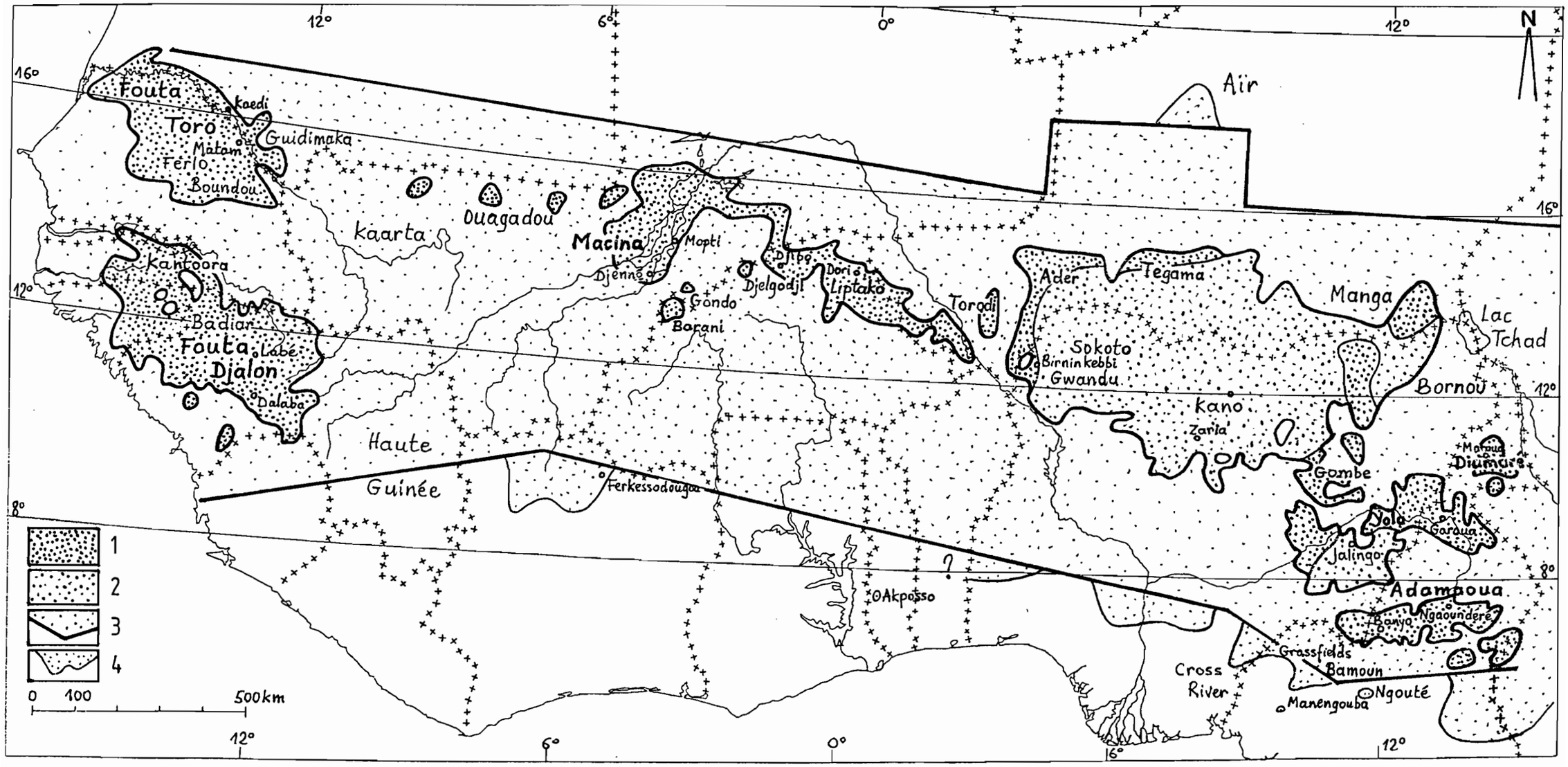
2. Cartes reproduites dans M. DUPIRE (1970, "Organisation sociale des Peul") et D.J. STENNING (1959, "Savannah Nomads").

3. Atlas linguistique de l'Afrique Centrale, 1983, "Le Cameroun".

4. Atlas linguistique de l'Afrique Centrale, , "La République centrafricaine".

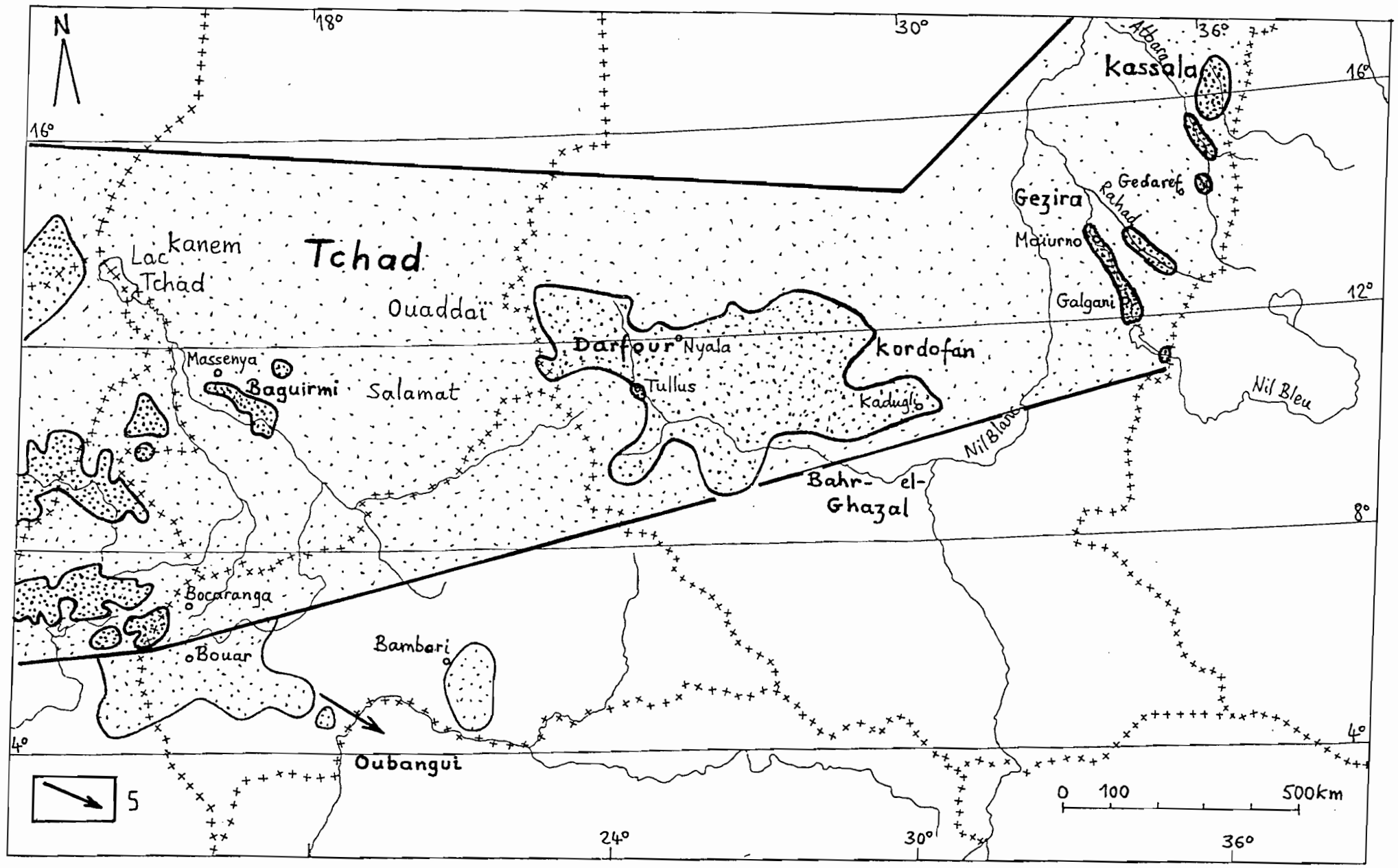
5. HANSFORD (K.), BENDOR-SAMUEL (J.), STANFORD (R.), 1976, "A provisional language map of Nigeria", carte dépl. en coul. in "Savanna", vol. 5, n° 2.

6. DALBY (D.), 1977, "Language map of Africa and the adjacent islands".



1: secteurs où la langue peule est dominante, 2: secteurs où la langue peule est la seconde langue, 3: limites d'extension de la langue peule, d'après D. DALBY, 4: limites corrigées d'extension de la langue peule

Fig. 3 : ***Répartition de la langue peule à l'ouest du Lac Tchad***
(d'après D. DALBY, 1977)



Même légende que la figure précédente, 5: tentative de pénétration peule vers le sud

Fig. 4: *Répartition de la langue peule à l'est du Lac Tchad (d'après D. DALBY, 1977)*

ment de l'Adamaoua camerounais) et évidé en son centre historique (Sokoto, Katsina et Kano). La langue peule est reléguée au second rang, après le haoussa. Parfois, elle a complètement disparu. Elle ne subsiste qu'aux périphéries de l'ensemble Niger-Nigeria : au nord (Ader et Tégama nigériens) et à l'est (Yola et Gombe). Plus à l'est, les Bornouans et Arabes Choa bloquent le peuplement peul qui contourne cependant le Bornou par le nord, jusqu'au lac Tchad.

A l'est du lac Tchad, le peuplement et surtout la langue peule deviennent discontinus. Les Peuls du Baguirmi représentent un noyau culturel de petite taille mais autonome. Au-delà, les Peuls du Ouaddaï se réduisent à des minorités. Au Soudan, le foulfouldé est la seconde langue du Darfour, de la frontière tchadienne au Kordofan. La situation linguistique serait comparable à celle au nord du Nigeria. Cependant, les immenses étendues du Darfour restent faiblement peuplées, tandis que de grandes masses humaines s'accumulent au Nord-Nigeria. La langue peule au Soudan ne résulte pas d'une ancienne domination mais de migrations régulières en provenance de l'ouest. Ici, la langue arabe s'impose comme langue prestigieuse, si bien que presque tous les Peuls du Darfour sont bilingues. Dans les provinces plus peuplées du Nil Bleu et du Kassala, les Peuls constituent des noyaux de peuplement plus soutenus mais le foulfouldé subit la concurrence du haoussa, largement parlé jusqu'à la frontière éthiopienne. Dans ces marges extrêmes de leur peuplement, les Peuls sont parfois trilingues : une situation probablement provisoire, le haoussa ayant tendance à supplanter le foulfouldé, même comme langue maternelle.

Ces ensembles culturels peuls, à cohésion plus ou moins forte, se présentent comme relativement stables. Les avancées de la langue peule en tant que langue véhiculaire ou, au contraire, ses reculs par assimilation sociale et culturelle se déroulent sur de longues durées. Cependant, l'ampleur des changements sociaux et l'influence des langues parlées à la radio accélèrent, depuis quelques années, les mutations linguistiques. Les frontières nationales commencent à jouer un rôle de limites culturelles. Ainsi, le foulfouldé progresse au Cameroun tandis qu'au Nigeria, il recule devant le haoussa, même à Yola, centre historique peul.

Les plus grandes perturbations récentes affectent l'aire d'extension maximum de la langue peule. Elle correspond à la dispersion des Peuls de brousse, infiltrés dans les interstices entre des populations majoritaires. Cette fois, les indications de D. DALBY deviennent déjà partiellement caduques. Au nord, l'auteur propose une limite coupant en oblique le 16° parallèle, de la vallée du Sénégal au Kordofan soudanais. Ensuite, elle traverse la vallée du Nil, pour aboutir à Port-Soudan, au bord de la Mer Rouge. Seul, un décrochement d'environ 200 km, en direction de l'Aïr nigérien, interrompt la première ligne droite.

La limite méridionale se présente de façon plus complexe. Elle juxtapose de longs segments disposés à distance de la forêt dense. Elle court d'abord de Freetown, en Sierra Leone, au nord de Korhogo, en Côte d'Ivoire. De là, elle "descend" en dessous du 8° parallèle, incluant toutes les régions nord des Etats côtiers, de la Côte d'Ivoire au Nigeria. La latitude la plus méridionale serait atteinte au Cameroun, aux environs de Foumban,

à 6° au nord de l'Equateur. Ensuite, la limite "monte" constamment vers le nord, en longeant la frontière entre Tchad et Centrafrique, puis en bordure du Bahr-el-Ghazal soudanais, pour venir buter sur la frontière éthiopienne, au passage de celle-ci par le Nil Bleu, à 12° de latitude Nord.

Les pasteurs peuls occupent donc, certes de manière très discontinue, une immense bande qui traverse le continent, de l'Océan Atlantique aux plaines du Nil, sur 400 à 1.000 km de large. Cette bande atteint une largeur optimale dès l'extrême ouest (du sud mauritanien à la Sierra Leone), étalement qui se renouvelle au niveau du Niger-Nigeria (1.000 km du sud de l'Aïr à la confluence Niger-Bénoué) et se maintient au Cameroun (1.000 km du lac Tchad au Bamoun). Ces élargissements correspondent à d'anciens Etats peuls, à partir desquels se sont diffusés des groupes de pasteurs.

La bande de peuplement se rétrécit entre les blocs de l'ouest et ceux du centre (600 km du Kaarta malien à la Haute Guinée) puis aux confins orientaux, au Kordofan. Le premier étranglement marque un secteur de peuplement peul très ancien mais abandonné, où ne subsistent que des noyaux de sédentaires (Kaarta et Ouagadou maliens). Au contraire, le rétrécissement soudanais correspond à une avancée plus récente du peuplement vers l'est.

La zone de dispersion des Peuls s'étale davantage au sud qu'au nord des anciens blocs de peuplement sédentaire. Les pasteurs auraient davantage pénétré en savanes qu'en direction des marges sahariennes. Deux exceptions cependant : une poussée vers l'Aïr nigérien et, à l'inverse, un peuplement apparemment contenu au sud de l'Adamaoua camerounais. Les Peuls s'avancent au nord jusqu'à des contrées qui reçoivent, en moyenne, 150 mm de pluies. Vers le sud, les pluviométries extrêmes de l'aire peule sont plus variables, de 1.000 mm (nord Côte d'Ivoire-nord Togo) à 1 500-2.000 mm (Fouta Djalon et Adamaoua). L'amplitude climatique de l'aire peule est donc plus large que celle indiquée autrefois, entre 100 et 750 mm (7). Les Peuls n'habitent plus seulement la zone sahélo-soudanienne. Ils côtoient maintenant des populations de savanes humides.

Bien qu'elles renouvellent la représentation cartographique du peuplement peul, les cartes de D. DALBY n'englobent pas toutes leurs avancées. Certes, des arrivées récentes de pasteurs peuls au sud ne correspondent peut-être qu'à un peuplement provisoire. Cependant, si les premiers arrivants partent, d'autres peuvent venir les remplacer. Vers l'est, l'aire de diffusion des Peuls ne s'arrêterait pas au Soudan. D'après E. MOHAMMADOU (8), des Peuls auraient poussé une antenne jusqu'en Ouganda, au nord du lac Victoria. Il est probable qu'ils séjournent également en Ethiopie, dans les plaines proches de la frontière soudanaise. Au nord, ils pénètrent en force dans les pâturages des Touaregs nigériens, aux environs d'Agadès et à l'ouest de l'Aïr.

Cependant, les changements les plus sensibles concernent la limite sud de la langue peule. Le rentrant ivoirien se trouve maintenant partiellement comblé par une "poche" qui avance sur plus de 100 km. La pénétration des Peuls en Côte d'Ivoire a fait l'objet de plusieurs publications, insistant sur son caractère spectaculaire et les vives tensions qui l'accompagnent (9).

7. LABOURET (H.), 1955, "La langue des Peuls ou Foulbé", p. 23.

8. MOHAMMADOU (E.), 1981, "L'implantation des Peuls dans l'Adamaoua, approche chronologique", fig. p. 233. Mais l'assertion reste incertaine, d'autant plus que ce noyau peul résulterait d'une remontée migratoire le long du Nil Blanc, déplacement improbable au milieu de pasteurs nilotiques.

9. COULIBALY (S.), 1983, "La difficile mais nécessaire intégration de l'élevage zébu dans le monde rural sénoufo (de la zébusite)". BERNARDET (P.), 1984, "Association agriculture-élevage en Afrique". BASSETT (T.J.), 1986, "Fulani herd movements". BASSETT (T.J.), 1988, "The political ecology of peasant-herder conflicts in the Northern Ivory Coast".

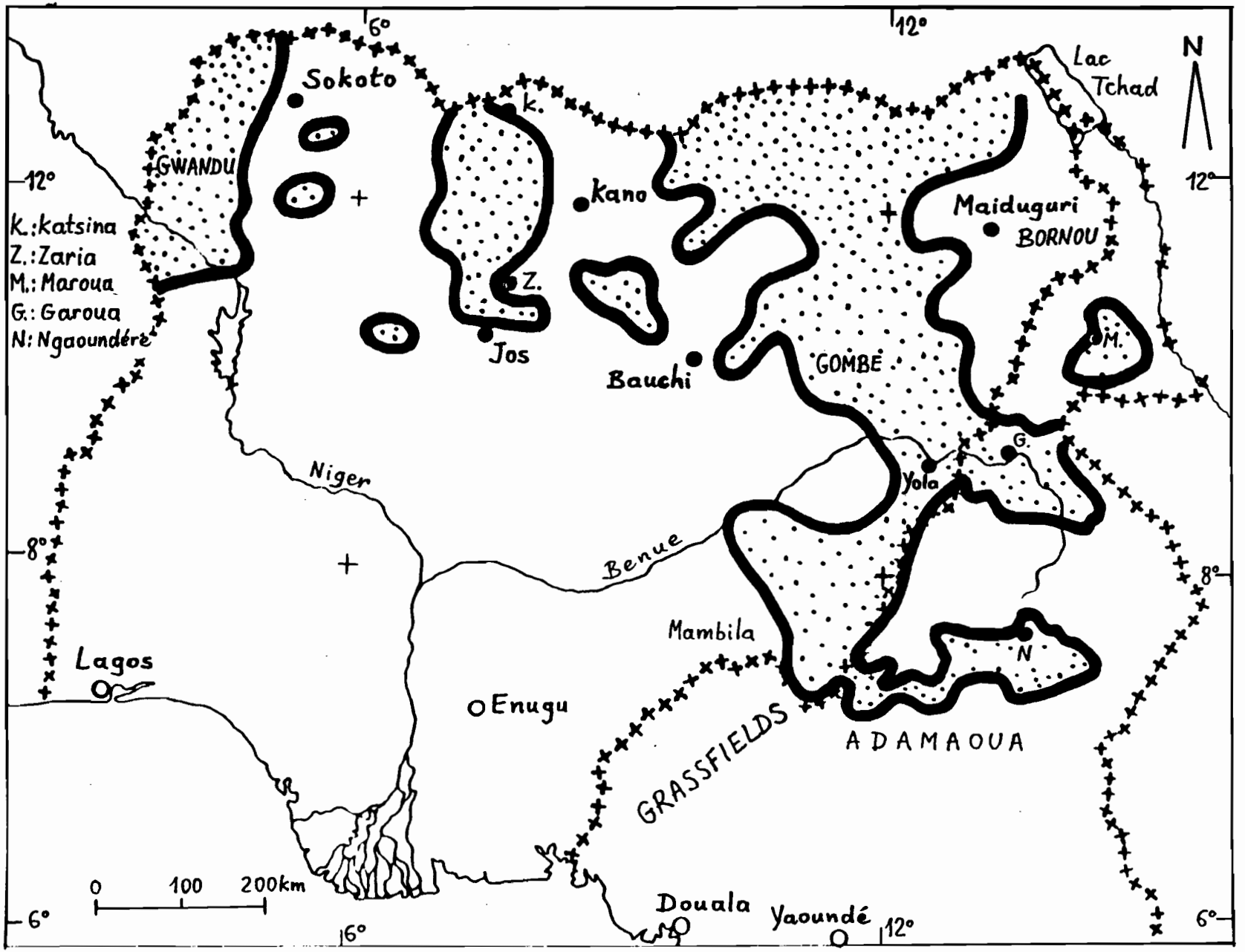


Fig. 5 : *Extension de la langue peule comme langue principale au Nigeria et au Cameroun*

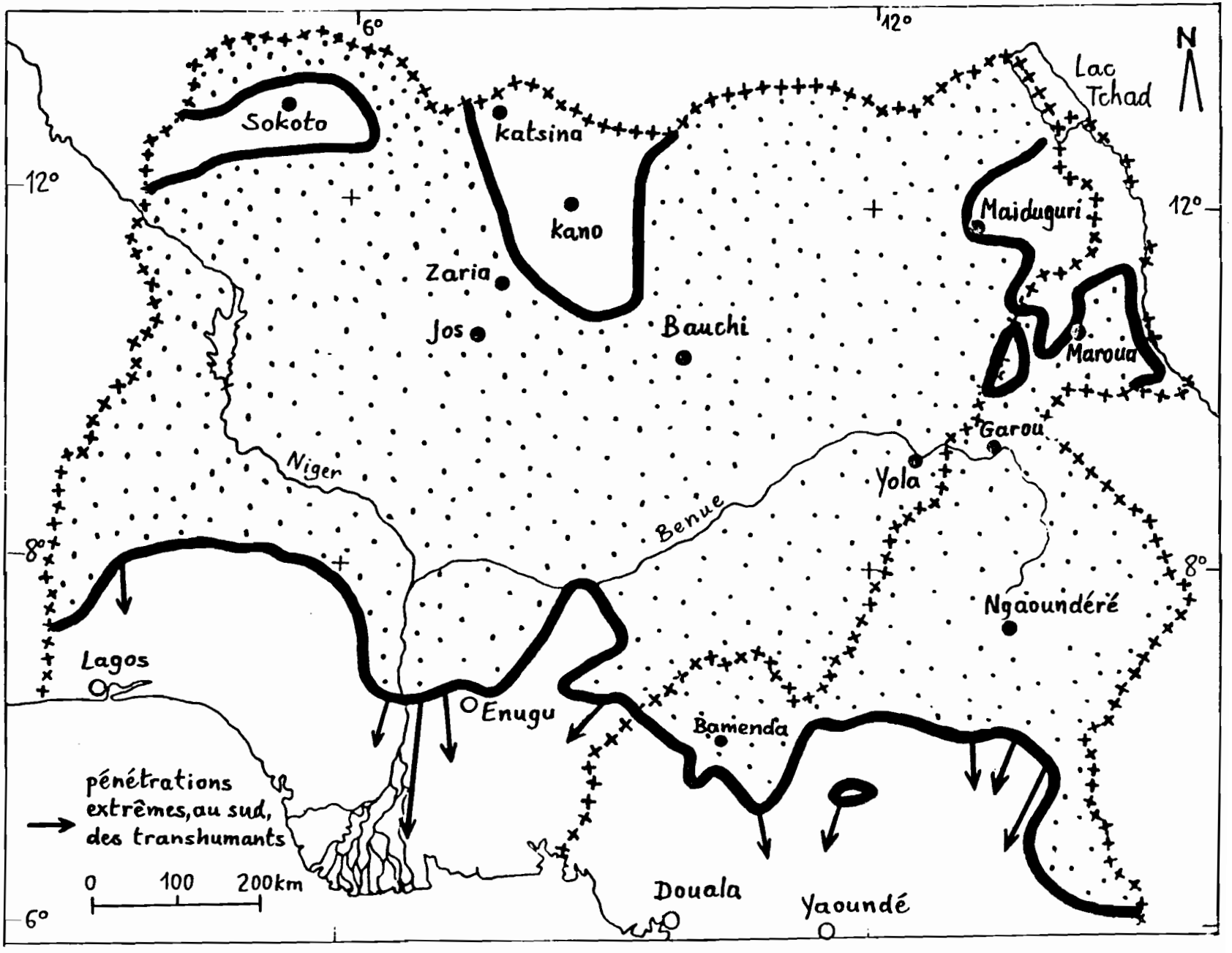


Fig. 6 : *Extension maximum de la langue peule au Nigeria et au Cameroun (d'après R. BLENCH et enquêtes personnelles)*

Au Nigeria, le "front" peul est souvent localisé à la confluence Bénoué-Niger. En fait, cette limite correspond à la localisation des Peuls avant les années soixante-dix. Les groupes pionniers parcouraient alors les savanes de la "Middle Belt" nigeriane, au niveau des plaines de la Bénoué et du Niger. Depuis lors, ils ont avancé d'une centaine de kilomètres, vers les savanes des Ibo à l'est et celles des Yoruba à l'ouest. Les antennes peules pénètrent en forêts denses, canalisées par de nombreuses clairières, en arrivant jusqu'au delta maritime du Niger (10).

10. Exposé de R. BLENCH en juin 1990 devant le "Groupe d'Etudes Comparatives Peules".

Les changements géographiques de grande ampleur qui affectent les Peuls du Nigeria et du Cameroun sont illustrés par deux cartes de la langue peule (fig. 5 et 6). Certes, la conception de la première est restrictive : elle ne figure que les peuplements peuls majoritaires et locuteurs du foulfouldé. L'espace linguistique peul apparaît comme disloqué en plusieurs ensembles. Le plus vaste ne correspond plus aux grandes régions historiques peules. Il s'est décalé vers l'est, des marges du Bornou à Yola et au Mambila, avec des prolongements camerounais. Au Nigeria, le foulfouldé n'est plus la langue des villes, sauf peut-être à Yola. Seuls, les "Peuls de brousse" parlent encore cette langue. Au contraire, au Cameroun, elle s'impose et se diffuse à partir des centres urbains. D'un côté à l'autre de la frontière, le statut de la langue bascule. Mais côté nigerian comme camerounais, cette carte ignore les avancées de peuplements peuls vers le sud.

La seconde carte représente l'extension maximum de la langue peule dans les mêmes pays. Des vides trouent l'aire peule au nord, selon des contours qui ne s'harmonisent pas toujours avec la carte précédente. Le foulfouldé n'a jamais réussi à s'imposer à l'est, chez les Bornouans, Mandara et Arabes Choa des plaines tchadiennes. Autour de Kano et de Sokoto, l'unification linguistique par le haoussa provient d'un recul, puis d'une élimination de la langue peule. Les plus grandes nouveautés, par rapport à la carte précédente, portent sur la limite sud. Au Nigeria, le décalage atteint en moyenne une ampleur de 300 km (11). Il est moindre au Cameroun mais il s'élargit à nouveau à la frontière centrafricaine. L'avancée peule dans les savanes de l'Est-Cameroun les amène à 4° de latitude Nord (12). Le décalage entre les deux limites du foulfouldé correspond à une zone d'infiltration récente des pasteurs sur des savanes où ils séjournent désormais en permanence. Au-delà de la limite actuelle, des flèches symbolisent les poussées de transhumance en savanes ou en clairières forestières. Elles préfigurent une expansion peule prochaine, si l'évolution se poursuit. Les premières forêts denses n'interposent plus un écran infranchissable à la pénétration pastorale.

11. Informations aimablement communiquées par R. BLENCH.

12. BOUTRAIS (J.), 1986, "L'expansion des éleveurs Peul dans les savanes humides du Cameroun".

13. BOUTRAIS (J.), 1988, "Des Peul en savanes humides ; développement pastoral dans l'Ouest centrafricain". BOUTRAIS (J.), 1990, "Les savanes humides, dernier refuge pastoral : l'exemple des WoDaaBe, Mbororo de Centrafrique".

En Centrafrique, les Peuls déploient une dynamique spatiale d'aussi grande envergure qu'au Nigeria. A partir des plateaux de Bouar-Bocaranga, qui constituent une aire pastorale déjà ancienne, les Peuls se sont récemment avancés sur une profondeur de 100 à 200 km vers le sud. Depuis le début des années quatre-vingt, les groupes pionniers stationnent aux portes de Bangui (13). En 1983, ils tentent de passer au sud de la boucle de l'Oubangui, qui offre d'abondantes savanes. L'administration du Zaïre les refoule avec pertes et fracas (confiscation et abattage des troupeaux) mais ce n'est sans doute que partie remise.

Des pasteurs peuls séjournent déjà depuis plusieurs décennies à l'est de Bambari, à 100 km au sud de la limite proposée par D. DALBY. Ce noyau pastoral, longtemps isolé, s'élargit maintenant vers l'Oubangui. Bientôt, il finira par se souder à l'aire principale d'élevage.

Le peuplement peul s'étend donc de part et d'autre des anciens Etats sahélo-soudaniens. Ceux-ci n'ont pas réussi à retenir leur population, à tel point qu'ils se vident parfois de presque tous les éléments peuls. Par une sorte de dynamique centrifuge, les Peuls s'éloignent de plus en plus de leurs centres historiques. Actuellement, la poussée devient plus forte sur la face sud de cette zone de peuplement que sur le côté nord. De la Côte d'Ivoire à la Centrafrique, l'avancée peule en savanes semble irrésistible. Les plateaux du Cameroun, Adamaoua et Grassfields, se situent dans ce contexte de transfert général des pasteurs vers le sud. Ils lui servent d'appui.

Les Peuls des plateaux camerounais

Les Foulbé de l'Adamaoua désignent ceux du nord par l'expression, ***FulBe wayla Maayo*** : les Foulbé au nord de la « Rivière, » sous-entendu la Bénoué. De fait, ce grand cours d'eau encercle presque toutes les hautes terres méridionales, les séparant des régions sèches, au nord. C'est une limite humaine importante, pour les Peuls orientaux. Quant aux Foulbé de l'Adamaoua, ils sont devenus ***FulBe Hooseere*** : les Foulbé de la « Montagne. » Cette division du bloc peul oriental exprime les différences de conditions de vie entre les hautes terres à plus de 1.000 mètres et les basses plaines parfois torrides, au nord. ***Kurmi*** désigne, enfin, la zone forestière et humide, celle que les Mbororo apprennent à connaître, au fur et à mesure de leur avancée vers le sud.

Les ***FulBe wayla Maayo*** sont réputés habiter des régions difficiles, où l'élevage bovin affronte beaucoup de contraintes : maladies fréquentes du bétail, pâturages pauvres et encombrés de cultures. Lorsque ces Foulbé migrent vers les plateaux méridionaux, ils jouissent d'une réputation flatteuse de connaisseurs du bétail et d'éleveurs consciencieux, notamment dans la garde des troupeaux : ils sont originaires de régions rudes où il faut s'occuper constamment des animaux pour réussir en élevage. Au contraire, ***Hooseere*** jouit d'une réputation de région facile : les pâturages sont plus abondants et, les cultures étant rares, la garde du bétail ne s'impose pas à longueur de journée. Il n'est pas nécessaire d'enfermer les animaux de nuit, pour éviter les dégâts aux champs ou les vols de bétail. Sur les plateaux, ***na'i wooDi masin*** : *« les vaches sont très belles. »* Inversement, les races de bétail de l'Adamaoua ont la réputation d'être plus fragiles que celles du nord. Les lourds animaux de l'Adamaoua sont tenus comme incapables de survivre au Diamaré.

Pour les Peuls, les races de bétail illustrent les différences pastorales entre les plaines du nord et les plateaux du sud. Au Diamaré, ***durugo famdi*** : *« l'élevage régresse. »* Seule, la race locale se maintient, grâce à sa rusticité ; ***pulpuli haBda bee bone*** : *« le bétail foulbé supporte la souffrance. »* Au contraire,

les grands animaux des Mbororo ne peuvent tenir, ***doole dilla*** : « *ils sont obligés de partir.* »

La recherche de pâturages abondants et de bonnes conditions pastorales est posée comme le ressort principal des migrations peules vers le sud. Grâce à la dorsale des hautes terres camerounaises, le peuplement peul s'est avancé jusqu'à des latitudes exceptionnelles (fig. 7).

La carte de localisation des Peuls résulte de pointages de la plupart des lieux habités, lors des années soixante-dix. Certes, une grande partie de ce peuplement reste encore mouvant. Des perturbations climatiques ou écologiques accentuent l'instabilité pastorale. Une invasion de mouches tsé-tsé en Adamaoua a bousculé les Foulbé les plus sédentaires du plateau et dépeuplé de vastes secteurs. Une décennie plus tard, la répartition des Peuls bascule en sens inverse : l'éradication des glossines entraîne un afflux d'éleveurs, tandis que les anciens pâturages d'accueil sont désertés, à leur tour. La carte ne représente donc que l'instantané d'une situation rendue rapidement caduque par des migrations de grande ampleur.

Une représentation cartographique à petite échelle permet de montrer la distribution des catégories de Peuls. Les cartes de populations qui figurent dans l'Atlas du Cameroun répartissent les Peuls en deux "groupes humains", les Foulbé et les Mbororo (14). Si la classification ne repose pas exclusivement sur un critère ethnique (ou infra-ethnique), il convient de dissocier également les Foulbé citadins des Foulbé villageois (15).

La distinction ne repose pas essentiellement sur un clivage lignager ; elle marque plutôt des divergences d'activités, de façons de vivre et de se comporter, bref tout un ensemble de références culturelles et sociales. Des Foulbé villageois, isolés en brousse avec le bétail, ne sont pas très éloignés, culturellement, des Mbororo. Au contraire, des Foulbé, ignorants de l'élevage, confinés dans une activité et une existence citadines, deviennent proches des Haoussa avec lesquels ils nouent des liens matrimoniaux. L'identité peule s'étale sur un large registre, entre deux pôles : les Mbororo, pasteurs nomades et les "Haoussa-Foulbé", notables citadins, selon le modèle nigerian.

Certes, cette classification simplifie une réalité encore plus nuancée. Par exemple, entre les Foulbé villageois et les Mbororo se situe le groupe des Foulbé dits "Mayo-Iné" en Adamaoua. Très attachés au bétail, prêts à se déplacer en cas de besoin, vivant à l'écart des autres Foulbé du plateau, leur comportement se rapproche de celui des Mbororo. Pourtant, ce sont des Foulbé qui ne répugnent pas à cultiver, en plus de leurs occupations pastorales. De même, la distinction entre Foulbé citadins et villageois ne correspond pas à un clivage étanche. L'attrait de la ville s'exerce de plus en plus sur les campagnes, notamment auprès des jeunes. Lorsque s'y ajoute l'isolement et la ruine de l'activité pastorale, des familles entières de Foulbé, toutes générations confondues, cherchent refuge en ville. Cependant, l'écart entre Foulbé citadins et villageois a plutôt tendance à se creuser.

Au début de ce siècle, la plupart des Foulbé de l'Adamaoua menaient une double existence, se partageant entre une habitation en ville et une autre à la campagne. En saison des pluies, ils séjournaient au ***rumde***, pour

14. ORSTOM, 1971, "Atlas du Cameroun", planche XI : "Localisation des groupes humains".

15. "Foulbé" marque simplement le pluriel de "Pullo" mais, au Cameroun, le vocable a pris, dans le langage courant, une signification sociale et ethnique précise. Il désigne les Peuls sédentarisés de longue date, par opposition aux Mbororo encore mobiles ou fixés récemment.

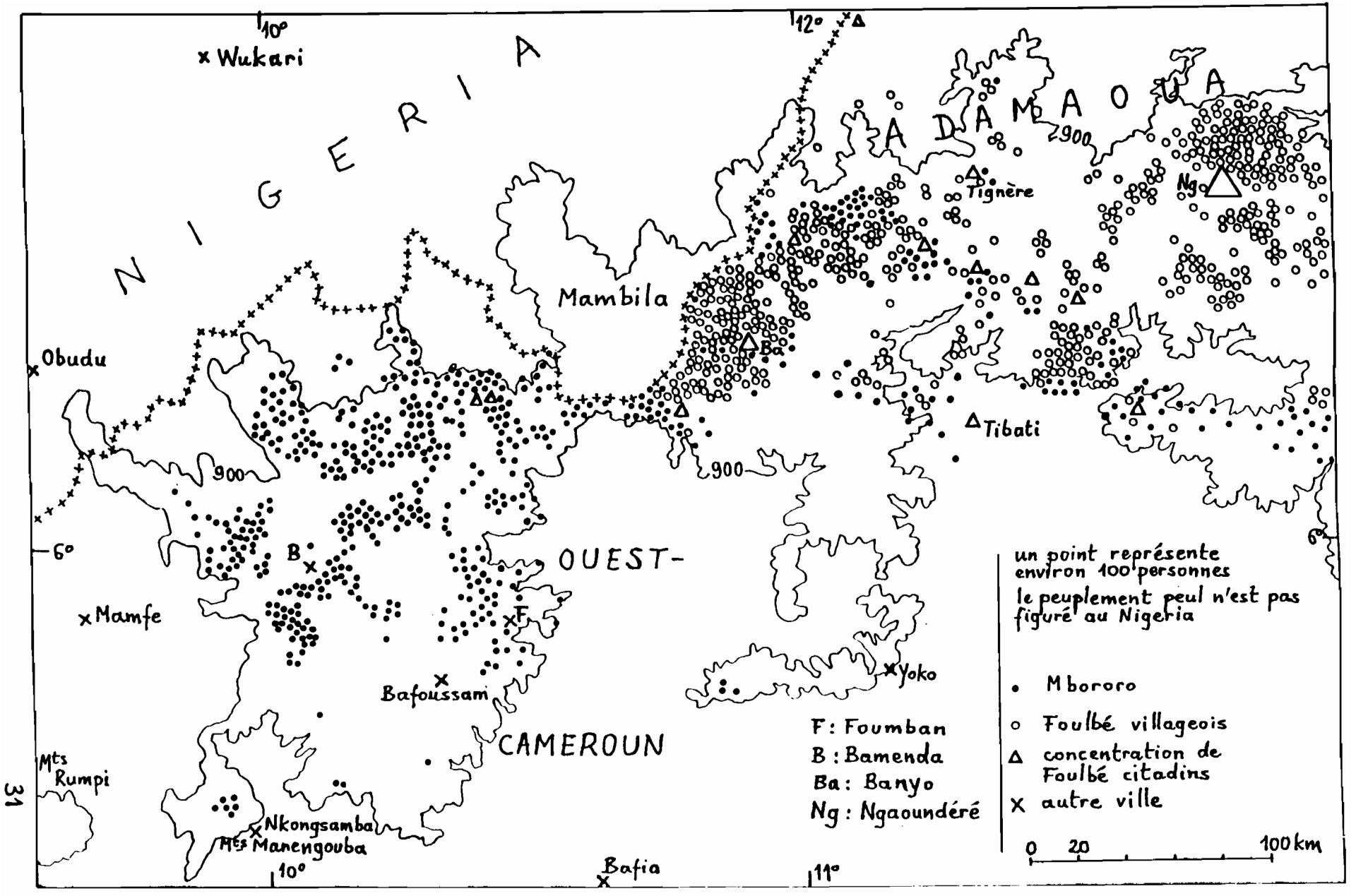


Fig. 7 : *Localisation des Peuls, de l'Adamaoua à l'Ouest-Cameroun*

surveiller les travaux agricoles des serviteurs, prélever une part des récoltes et profiter du lait des troupeaux qui stationnaient à proximité. En saison sèche, ils regagnaient leur résidence citadine au *wuro*. Les troupeaux partaient alors en transhumance avec des bergers et de jeunes serviteurs. Parfois, quelques vaches laitières étaient retenues aux abords de la ville, pour fournir du lait.

Ce genre de vie double a décliné à l'époque coloniale, pour plusieurs raisons : affranchissement progressif de la population servile, diminution du cheptel par manque de soins, ventes excessives ou maladies du bétail. La vie citadine est devenue difficile, les vivres étant chers ou faisant parfois défaut. Dans ce nouveau contexte, les Foulbé ont dû opter entre la campagne et la ville. Les uns sont partis vivre en permanence auprès du bétail qu'ils ont repris en main, tout en s'engageant dans quelques travaux agricoles. Cette "ruralisation", voire "re-pastoralisation", s'est traduite par l'abandon de nombreuses habitations en ville, lors des décennies trente et quarante. Ceux qui ne disposaient plus de troupeaux sont devenus, au contraire, de vrais citadins.

Les Foulbé citadins

Les Foulbé citadins se répartissent entre les capitales historiques des lamidats (territoires peuls) et quelques centres qui ont grandi sur les axes de communication. Autrefois propriétaires de bétail, ils se sont convertis en commerçants ou en simples cultivateurs. Même s'ils parlent encore le foulfouldé, beaucoup de Foulbé citadins adoptent les activités et les comportements des Haoussa. Ils se sont engagés dans le commerce du bétail et celui de marchandises, surtout des tissus. A côté de riches négociants qui s'approvisionnent directement au sud du Cameroun, de nombreux petits commerçants sont ambulants. Ils se rendent d'un marché à l'autre, un ballot de marchandises sur le vélomoteur. La plupart ne possèdent plus de bétail, sauf les riches commerçants qui réinvestissent leurs bénéfices dans l'élevage. Des Foulbé citadins se spécialisent comme maîtres coraniques. Ils enseignent les enfants de leur quartier ou prennent en pension de jeunes campagnards. Des "lettrés" entreprennent des tournées saisonnières chez les Mbororo isolés en brousse.

Les Foulbé forment des quartiers à peuplement homogène dans les vieilles cités de l'Adamaoua. Ils fondent également de petites colonies urbaines, dès que l'élevage s'étend en savanes de zones humides. Mais ces extensions sont plus fréquentes à l'est du Cameroun qu'aux Grassfields où ils se heurtent à la concurrence des Haoussa qui entretiennent des rapports de symbiose équivalents avec les éleveurs.

Les Foulbé villageois

Les Foulbé villageois se comportent souvent en agro-éleveurs, en associant les deux activités par la fumure. Depuis quelques décennies, cette association se prolonge par la culture attelée, dans la région de Ngaoundéré. La double activité résulte d'une longue évolution historique mais l'élevage reste l'activité privilégiée. D'après les citadins, les Foulbé villageois seraient

mieux à même de reconstituer des troupeaux, après des pertes sévères. Pourtant, beaucoup sont devenus de simples cultivateurs, maniant eux-mêmes la houe. Les autres détiennent un type de bétail spécifique, le ***gudaali***, un zébu particulièrement adapté à la vie sédentaire.

Il est souvent difficile de mener de front les travaux agricoles et les soins aux animaux. De plus, la vie quotidienne se déroule dans un cadre villageois et non en brousse, au contact avec le bétail. Les Mbororo perçoivent les Foulbé de l'Adamaoua comme ***imBe labbaaje e binndi*** : *« les gens des villages et de l'écriture. »* L'étude coranique entretient des rapports ambigus avec l'activité pastorale. Les maîtres coraniques diffusent des recettes pour assurer la prospérité des troupeaux, en recevant des animaux en contrepartie de leur enseignement. Mais l'assiduité dans l'étude religieuse détourne des occupations pastorales. Les éleveurs respectent les lettrés, tout en les craignant. Inversement, la passion pour l'élevage peut contrarier l'étude religieuse. L'un des ***modiBBo*** (lettré) les plus prestigieux de Tignère s'est enfui de la ville où les notables désiraient s'assurer ses services. Il ne pouvait plus vivre à l'écart de ses animaux. Les Foulbé disent que la passion pour les vaches *« détruit »* le savoir religieux. Tel grand lettré méprise l'intérêt que les siens accordent au bétail : ***o yiDaa na'i*** : *« il n'aime pas les vaches. »*

L'idéal économique de la majorité des Foulbé villageois consiste à posséder suffisamment de bétail pour couvrir les besoins monétaires de la famille : vêtements et salaires d'ouvriers agricoles. Les récoltes couvrent une grande partie de l'alimentation. La cellule familiale fonctionne donc largement en autonomie, si ce n'est en recourant à une force de travail extérieure. Le bétail tient une place essentielle dans ce système, comme source de numéraire. Les ouvriers agricoles saisonniers délaissent les villages de Foulbé sans bétail. Par suite de l'autonomie économique de la plupart des familles, même les villages de riches Foulbé animent peu d'échanges avec les populations voisines. Les marchés ruraux restent peu actifs, les transactions portant surtout sur de petits articles manufacturés. Les achats vivriers des Foulbé servent seulement à compléter leurs propres récoltes. Une relative autonomie économique ne facilite pas les relations avec les cultivateurs.

Ces relations difficiles expliquent peut-être la faible expansion des Foulbé villageois au-delà des territoires qu'ils dominaient au siècle dernier. Ils répugnent à s'insérer dans une structure politique locale qu'ils ne contrôlent pas. Inversement, le peuplement par les Foulbé villageois est loin d'être ethniquement pur. Ceux de la région de Ngaoundéré reconnaissent qu'ils sont, pour la plupart, des descendants de ***sulaaBe*** (concubines) d'origine laka ou baya. ***Kao meeDen, ko Laka, ko Baya*** : *« nos oncles maternels sont soit des Laka, soit des Baya. »* Même affranchis, les anciens serviteurs, ***maccuBe*** ou ***HaaBe***, continuent d'habiter à côté des descendants de leurs maîtres. Les migrations des Foulbé entraînent encore celles de leur entourage mais celui-ci se réduit, soit par dispersion, soit par faible natalité. Les enfants des anciennes concubines sont intégrés à part entière dans la société foulbé, surtout s'ils possèdent du bétail.

Afin d'éviter des heurts avec les populations autochtones, l'administration coloniale freinait ou interdisait l'installation de Foulbé villageois sur de nouveaux pâturages. Depuis l'Indépendance, la situation s'est libéralisée.

Les Foulbé villageois s'avancent en savanes de zones humides. Mais ils se dirigent davantage vers la province de l'Est qu'en direction des Grassfields. C'est la même dissymétrie géographique que pour les Foulbé citadins.

Les Mbororo

Bien que certains Foulbé villageois soient très attachés au bétail et qu'ils possèdent de grands troupeaux (par exemple, les Bewe'en), les Mbororo sont les vrais Peuls pasteurs. Les Foulbé se rassemblent en habitats groupés, bien desservis par une route ou sur des terres fertiles et faciles à cultiver. Presque toujours écartés des habitations, les animaux ne font pas partie de l'environnement proche, ni de l'intimité familiale. Ceux qui s'en occupent vont et viennent entre le village et l'espace du bétail.

Au contraire, les Mbororo se dispersent et s'isolent en brousse, afin de vivre le plus possible en compagnie des animaux. Les Foulbé se moquent des Mbororo en disant : ***Mbororo'en Daani bee na'i maBBe*** *: « les Mbororo dorment avec leurs vaches. »* Contrairement au bétail foulbé, les animaux mbororo ne restent pas seuls en brousse. Matin et soir, le troupeau se tient à proximité des huttes. Appels des veaux, enchevêtrement des cornages et respiration des bêtes au repos, harcèlement des mouches : c'est le "paysage" quotidien autour des huttes mbororo. Le bétail n'est pas séparé de l'habitation, il en fait un "campement". L'endroit n'est pas habité pour lui-même mais parce que le bétail revient là chaque soir, qu'il y reste et s'y repose. Les Mbororo ne peuvent vivre avec leurs animaux qu'en s'isolant en brousse. La brousse n'est plus l'étendue non humanisée et inquiétante des cultivateurs. C'est le cadre familier de vie des animaux et des gens qui s'en occupent.

Les Mbororo se caractérisent par une même façon de vivre et par des occupations presqu'exclusivement pastorales. Au Cameroun, ils se subdivisent cependant en trois groupes, chacun étant soucieux de ne pas se confondre avec les autres et d'éviter les mariages "transversaux". Ils se distinguent surtout par les races bovines, miroirs des groupes humains.

*

Les **Djafoun** furent les premiers à s'installer sur les plateaux camerounais, antériorité dont ils retirent encore quelque prestige. Peu nombreux en Adamaoua, ils ont transféré leurs aires de peuplement vers les Grassfields et le Mambila d'un côté, l'Est-Cameroun et la Centrafrique de l'autre. Toujours tentés de se sédentariser, les Djafoun doivent tenir compte des besoins en pâturages de leurs grands animaux rouges. Pris entre deux tendances contradictoires, ils hésitent souvent entre la sédentarisation et la mobilité. Même une fois sédentarisés, les troupeaux des Djafoun accomplissent de plus longues transhumances que ceux des Foulbé villageois.

*

Souvent rattachés par l'administration aux Djafoun, mais de façon artificielle, les **Wodabe** vivent à part. Rares au centre de l'Adamaoua et

absents des Grassfields, ils séjournent dans l'Est-Cameroun et en Centrafrique. L'Adamaoua leur a pourtant servi de transit, lors de grandes migrations, amorcées à partir du Bornou. A l'occasion de ces flux migratoires, quelques familles se sont arrêtées en Adamaoua. Les Wodabe préfèrent les secteurs isolés et presque vides de cultivateurs. Nantis des mêmes zébus rouges que les Djafoun, ils n'hésitent pas, comme eux, entre les facilités de la sédentarisation et les exigences du pastoralisme : ils choisissent toujours les pâturages les plus abondants. Ce sont des pionniers, voire des aventuriers.

*

Les Mbororo dits **Akou** rassemblent un conglomérat de lignages plus hétérogène que les groupes précédents. D'arrivée plus récente, ils se distinguent par leurs animaux blancs, véritables "marqueurs" culturels. Déjà devenus les Mbororo les plus nombreux en Adamaoua, les Akou pénètrent sur tous les pâturages libres des Grassfields et ils s'avancent, en une traînée migratoire continue, vers l'Est-Cameroun et la Centrafrique : ils s'infiltrent donc presque partout. Ils représentent une grande vague pastorale, issue des régions soudaniennes et sahéliennes du Nigeria. Ils reprennent souvent les itinéraires migratoires des autres Mbororo, contribuant à les pousser plus avant. Pasteurs frustes disposant d'un cheptel rustique, les Akou imposent une dure concurrence aux autres Mbororo. Remis en mouvement par la dégradation des conditions pastorales en zones sèches, eux-mêmes déstabilisent les Mbororo des plateaux, en surchargeant les pâturages et en perturbant les transhumances.

*

La logique du pastoralisme des Mbororo s'oppose à celle de l'agropastoralisme des Foulbé. Les composantes des deux systèmes ne relèvent pas seulement du domaine économique. Elles influencent la nature des rapports entre populations et, finalement, la dynamique spatiale des Peuls.

Alors que les Foulbé villageois s'adjoignent souvent des bergers, surtout pour transhumer avec le bétail, ce n'est presque jamais le cas des Mbororo. Ils tiennent à s'occuper eux-mêmes du troupeau, fondement de l'économie familiale. Une circulation des animaux, sous forme de prêts ou de dons, équilibre les effectifs avec les capacités de travail familiales. L'emploi de bergers ne concerne que les Mbororo très riches ou sédentarisés depuis longtemps.

Les secteurs peuplés de Mbororo ne suscitent donc pas de grand appel de main-d'oeuvre. De plus, les Mbororo ne cultivent pas ou peu, même une fois sédentarisés. Inversement, leur économie familiale est ouverte sur l'extérieur, souvent davantage qu'on ne l'a dit. Ils sont demandeurs de produits vivriers, tandis que les femmes tentent d'écouler des produits laitiers auprès des cultivateurs et même des Foulbé. Un peuplement mbororo engendre donc des échanges actifs. Les marchés ruraux où les Mbororo se ravitaillent sont animés. Même les lieux isolés attirent des vendeurs variés, depuis les cultivateurs jusqu'aux commerçants ambulants. Un foirail se tient souvent à côté du marché, les transactions sur le bétail précédant les autres. Le numéraire circule, au bénéfice d'une grande

partie des ruraux qui avoisinent les Mbororo. A l'inverse, un départ massif de Mbororo entraîne le déclin des petits marchés ruraux et l'appauvrissement des cultivateurs.

En animant des transactions sur les produits vivriers, les Mbororo jouent un rôle économique souvent apprécié par les populations locales. Aussi s'insèrent-ils plus aisément que les Foulbé villageois auprès des cultivateurs. En assurant eux-mêmes la garde du bétail, ils restreignent les risques de dégâts aux cultures, ce qui améliore également les relations entre populations. Les Mbororo entretiennent presque des rapports de symbiose avec des cultivateurs, notamment les Gbaya du Cameroun et de Centrafrique.

Cependant, la "distance ethnique" reste grande entre eux et les cultivateurs, à tel point que les alliances matrimoniales font figure d'exceptions. Quelques ***riimayBe*** (anciens serviteurs affranchis) de Mbororo jalonnent des parcours d'autrefois, par exemple aux environs de Lompta. Les anciens maîtres n'habitent plus à proximité. Ils sont partis, avec les troupeaux, à plusieurs centaines de kilomètres, abandonnant leurs serviteurs sur place. L'absence totale de liens entre anciens maîtres et serviteurs oppose les Mbororo aux Foulbé villageois. En retrouvant sa mobilité, le peuplement mbororo récupère sa pureté ethnique.

Comme ils n'ambitionnent pas de s'imposer aux autres populations, les Mbororo ne suscitent pas de réaction de défense des autonomies locales. Il en résulte une grande capacité à s'infiltrer, en utilisant les interstices entre les terroirs. De la même façon qu'en Côte d'Ivoire, les Mbororo du Cameroun pratiquent souvent un élevage "interstitiel". Ce mode d'insertion dans l'espace sert une grande expansion géographique. Ce sont des Mbororo qui s'avancent le plus loin vers le sud. Que ce soit aux Grassfields ou dans les savanes de l'Est-Cameroun, ils forment la frange pionnière du peuplement peul.

Inversement, les Mbororo sont peu nombreux ou même absents des territoires dominés par les Foulbé. C'est la conséquence d'un partage de l'espace entre deux catégories de Peuls qui entrent souvent en concurrence. En territoires foulbé, les Mbororo n'accèdent pas au même statut que les Foulbé villageois ou citadins. Ne participant pas au pouvoir et suspectés d'être de piètres musulmans, ils sont considérés comme des Peuls de second rang.

Cet ostracisme se prolonge dans le domaine pastoral. Il est rare que Foulbé et Mbororo coexistent, sauf si les seconds sont sédentarisés de longue date. Le plus souvent, les Mbororo adoptent une conduite d'évitement, face aux Foulbé, même s'ils occupent les pâturages depuis plus longtemps. L'arrivée de Foulbé entraîne le départ des Mbororo vers d'autres lieux. Ils disent que les Foulbé n'introduisent pas seulement du bétail mais qu'ils ouvrent aussi des champs. Ces nouvelles cultures réduisent les pâturages et représentent des risques de dégâts que les Mbororo préfèrent éviter. En fait, derrière ces justifications plausibles se cache une réticence profonde à coexister. Même lorsqu'ils habitent à faible distance, Foulbé et Mbororo échangent rarement des visites. Quant aux alliances matrimoniales, elles restent exceptionnelles. « *Nous n'appartenons pas aux mêmes lignages,* » disent les Mbororo, pour expliquer ce clivage.

Les autres populations perçoivent les Peuls comme un ensemble humain homogène, doté d'une grande cohésion ethnique et linguistique. En fait, des séparations anciennes et profondes opposent, non seulement les Foulbé sédentaires aux Mbororo de brousse, mais aussi des groupes entre eux, fortement individualisés. Ceux qui constituent l'ensemble mbororo du Nigeria à la Centrafrique ne se retrouvent pas en Afrique de l'ouest. Leur formation remonte probablement à l'empire du Sokoto qui, au cours du siècle dernier, a remodelé complètement les identités peules dans cette partie du continent.

FOULBE ET MBORORO : AU CENTRE ET EN MARGE DE L'HISTOIRE

La progression actuelle des Peuls en savanes humides n'est pas tout à fait surprenante. L'histoire pastorale au sud du Sahara se caractérise par une alternance d'expansions et de contractions, de grande mobilité puis de sédentarité ou, du moins, de déplacements restreints. Sans remonter aux origines légendaires des Peuls, leur histoire ancienne se déroule selon des cycles : à des périodes de concentration en quelques régions privilégiées (Fouta Toro sénégalais) succèdent des phases de dispersion. Les deux modes d'insertion dans l'espace reflètent une dynamique proprement pastorale (rassemblements sur des aires exceptionnelles, entraînant un surpâturage, résolu par des éloignements) mais ils résultent également des rapports entretenus avec les communautés paysannes. Alors que les Touaregs se situent en dehors des paysanneries et se heurtent constamment à elles, les Peuls vivent presque toujours dans leur voisinage. Les cycles pastoraux s'accompagnent souvent de changements dans les rapports avec les cultivateurs. De la coexistence, ils peuvent se dégrader en des affrontements.

Déplacements libres par petits groupes ou, au contraire, contention des pasteurs en des secteurs limités rythment l'histoire peule des derniers siècles. En contexte d'expansion pastorale, les Peuls réussissent à s'infiltrer entre des populations locales auxquelles ils versent un tribut et s'allient parfois par des mariages. Comme elle reconnaît et pactise avec les pouvoirs en place, la pénétration pastorale se produit de façon pacifique. Les populations locales ne la perçoivent pas comme une invasion. Les pasteurs vivent à part et restent minoritaires ; ils ne s'immiscent pas dans les contentieux entre les communautés agraires.

Dans l'autre phase historique, les rapports relèvent du mode conflictuel. Déjà plus nombreux, les éleveurs s'insèrent dans les alliances et les guerres locales. Ils participent aux combats, s'exposent à des expulsions, voire à des massacres ou, au contraire, ils entreprennent des conquêtes. De toutes façons, ces tensions ne se révèlent guère propices à l'activité pastorale. La conquête de nouvelles régions ne veut pas dire qu'elles s'ouvrent tout de suite aux troupeaux. A la guerre ouverte succède l'insécurité, entretenue par des coups de main dont les animaux et les bergers isolés font les frais. Les périodes de guerres et d'insécurité s'accompagnent souvent d'une contraction des espaces pastoraux, même lorsque les pasteurs sont partie

prenante à des conquêtes. L'élevage se restreint alors aux territoires "pacifiés" et contrôlés par des pouvoirs forts. Il ne peut plus se disperser auprès de populations foncièrement hostiles, même une fois soumises.

La priorité pastorale avant le 19e siècle

Au centre de l'Afrique, le 18e siècle, et peut-être les siècles antérieurs, relèvent de la première phase historique. Les Peuls poussent leurs troupeaux en plusieurs directions et reconnaissent de nouveaux pâturages, en coexistant avec diverses populations de cultivateurs (16).

Ils sillonnaient déjà depuis longtemps le Bornou, à la faveur de la liberté de circuler à travers cet empire (17). Les souverains bornouans garantissaient la sécurité des pasteurs. Le grand souverain Idriss Alaoma intervint, au milieu de 16e siècle, contre des cultivateurs et des Touaregs qui s'attaquaient aux pasteurs peuls, ses protégés. Mais le 18e siècle marque une période de déclin et d'instabilité politique au Bornou. Le pouvoir n'est plus capable d'assurer la protection des Peuls qui, dès lors, n'ont plus de raison de rester dans les limites de l'empire. Ils en atteignent les marges, vers la vallée de Gongola et la plaine du Mandara. De là, ils se répandent vers l'est, au Baguirmi, au Ouaddaï et jusqu'au Darfour. Les groupes les plus nombreux se dirigent vers le sud, ***Fombina*** : plaine actuelle du Diamaré puis vallées de la Bénoué et du Faro. Ensuite, ils remontent les affluents de la Bénoué et débouchent sur le plateau de l'Adamaoua. Progression lente et tâtonnante, au rythme des troupeaux ; avancée par "migratory drift", bien décrite par D.J. STENNING : des changements progressifs de parcours saisonniers, aboutissant à un glissement, une dérive migratoire (18).

L'expansion pastorale résulte d'une série de déplacements non coordonnés, effectués par de petits groupes. La migration massive est exceptionnelle. E. MOHAMMADOU en fournit pourtant un exemple, à propos de TooroBBe qui se déplacent ensemble, du Gobir jusqu'aux plaines tchadiennes. Leurs troupeaux sont tellement nombreux qu'ils forment un front de plusieurs kilomètres. Un messager à cheval indique aux groupes éloignés l'itinéraire à suivre et signale, au moyen d'un tambour, les arrêts et les remises en marche. Vaste exode organisé qui impressionne les populations rencontrées mais qui reste exceptionnel (19).

L'expansion des pasteurs au cours du 18e siècle provient peut-être d'un accroissement des effectifs de cheptel, au-delà de la capacité des pâturages habituels. La recherche de nouveaux pâturages et la migration représentent une seule solution pastorale à ce type de situation. L'inflexion des itinéraires vers le sud résulterait de la concurrence des Arabes Choa, également éleveurs, qui occupent déjà les pâturages à l'est du Bornou (20). Ils empêchent le flux migratoire peul de se poursuivre vers le lac Tchad. L'influence des Arabes Choa devenant grandissante au Bornou, la politique de l'empire n'est peut-être plus aussi favorable aux Peuls. Des groupes de pasteurs dont les responsables, ***arDo***, ne sont pas musulmans, préfèrent éviter le Bornou. Des pays haoussa, ils se dirigent directement vers le sud-est, en direction de la vallée de Gongola puis de celle de la Bénoué.

En se dirigeant vers le sud, les Peuls ont affaire à des populations et à des chefs peu enclins à les accueillir. Les populations agricoles ne sont pas disposées à échanger des vivres contre des produits d'élevage. Le bétail n'est pas apprécié en lui-même mais surtout pour des sacrifices religieux.

16. MOHAMMADOU (E., 1981) propose une synthèse chronologique précieuse de l'histoire des Peuls dans cette partie du continent.

17. De cette longue coexistence avec les Bornouans résulte, encore aujourd'hui, une complicité entre les uns et les autres, illustrée par des relations à plaisanteries. (URVOY, Y., 1949, "Histoire. du Bornou", Mém. IFAN, n°7).

18. STENNING (D.J.), 1959, "Savannah nomads".

19. MOHAMMADOU (E.), 1975, "Kalfu ou l'émirat peul de Baguirmi et les TooroBBe Sokoto"

20. SA'AD ABUBAKAR (B.A.), 1977, "The lamibe of Fombina", p. 30.

Au Bornou et dans les pays haoussa, les Peuls s'inséraient dans des territoires dotés d'une administration centralisée. Contre le versement d'une taxe sur le bétail, ils bénéficiaient d'une sécurité pastorale. Le pouvoir n'intervenait pas dans leur vie privée.

Au sud, les Peuls ont affaire à de petites chefferies ou à des sociétés segmentaires, ce qui rend leur situation plus incertaine. L'*arDo* doit négocier l'accès aux pâturages avec des chefs dont les prétentions sont inégales : remise d'animaux, demande de filles en mariage. La situation des pasteurs dépend d'abord des relations personnelles que l'*arDo* réussit à établir avec le chef local. Toutefois, lorsqu'un troupeau cause des dégâts dans les champs, le chef de village ne maîtrise plus les réactions des cultivateurs. Des affrontements soudains les mettent aux prises avec les éleveurs.

Dans le cas de figure le plus favorable, les pasteurs sont bien accueillis et coopèrent avec leurs hôtes. A la limite, aucune indemnité n'est réclamée pour des pâturages dont ils acquièrent un monopole d'usage. Il est seulement admis que les animaux morts sont laissés à la disposition des villageois, clause habituelle qui entérine de bonnes relations entre les deux populations. Lorsqu'une coexistence pacifique se prolonge, un groupe de pasteurs devient comme associé à la population d'accueil. C'est le cas des Peuls Kitaaku de la basse Gongola et des Peuls Bamle des monts Mandara.

Dans la situation inverse, les Peuls sont soumis à l'arbitraire des chefs locaux et à leurs exactions. Les demandes de livraison d'animaux se répètent, jusqu'à devenir insupportables. Au refus des pasteurs, les chefs répliquent par des raids contre les troupeaux. La seule parade consiste à s'écarter des populations réputées pour leurs exigences en bétail. Les nouveaux venus se dirigent vers d'autres populations plus amicales. Dès lors, les populations hostiles rétorquent en lançant des raids contre le bétail qui stationne chez leurs voisins.

Ce mode de relations complexes (évitements et boycottages mais rétorsions) s'établit avec les Bata, populations riveraines de la Bénoué dont les riches pâturages alluviaux attirent les pasteurs. A la fin du 18e siècle, les Peuls deviennent nombreux dans la moyenne vallée de la Bénoué et celle du Faro. Ils "jouent" des groupes Bata les uns contre les autres. Afin de résister aux raids contre le bétail, ils se concentrent en gros villages pastoraux, à caractère défensif. Craignant de perdre de bons pâturages, ils n'osent pas encore se soulever (21).

21. SA'AD ABUBAKAR (B.A.), 1977, p. 41.

Coexistence mais, également, exactions et, à la limite, humiliations font partie de l'expérience commune des pasteurs insérés parmi des populations paysannes majoritaires. Humiliations réelles ou seulement ressenties comme telles par des Peuls qui supportent mal de rester des étrangers, sans espoir de participer au pouvoir.

Pendant la seconde moitié du 18e siècle, des échauffourées répétées finissent par troubler la coexistence entre éleveurs et cultivateurs. E. MOHAMMADOU signale des affrontements un peu partout, à partir de 1750 : dans les vallées de la Bénoué et du Faro, au Diamaré et en pays Mandara (22). Les Peuls refusent de supporter plus longtemps une situation jugée humiliante. Ils mettent à profit les divisions des populations locales, en s'alliant à des Bata contre d'autres Bata ou des Fali et aux Tchamba contre les Koma. Les révoltes pastorales ont précédé la guerre religieuse.

22. MOHAMMADOU (E.), 1981, "L'implantation des Peuls dans l'Adamaoua, approche chronologique".

Une partie des Peuls abandonne la neutralité dans les affaires locales, position habituelle des pasteurs, uniquement préoccupés du bétail. Le changement des rapports avec les populations voisines provient d'une modification en profondeur de la société peule. Bien avant la Guerre Sainte déclarée en 1804, des lettrés, ***mallum***, se recrutaient dans l'entourage des ***arDo***. Une fois leur éducation religieuse achevée dans un centre islamique, ils exerçaient une grande influence spirituelle et sociale sur leur milieu d'origine, en regroupant des disciples. Les lettrés d'origine peule ont agi comme un ferment de changement au sein de la société pastorale. Les Haoussa citadins comprenaient également des lettrés musulmans mais ceux-ci participaient aux privilèges et tiraient des revenus de leur statut ; avantages matériels qui les empêchaient de mettre en cause le statu quo. Etroitement liés à leur société, ils en étaient également prisonniers. Au contraire, les ***mallum*** peuls, tout en étant mobiles et hôtes des pasteurs, se trouvaient en rupture avec la culture pastorale. Pour eux, le bétail ne représentait plus la valeur par excellence ; la religion islamique devenait l'unique référence. L'existence difficile et incertaine des ***mallum*** peuls les prédisposait à la rigueur religieuse, au refus des accommodements et des compromissions. A la faveur de l'absence de pouvoir réel chez les groupes pastoraux, l'autorité des lettrés devint prédominante (23).

23. LAST (M.), 1967, "The Sokoto caliphate", p. XXVI et suiv.

Proches et, en même temps, différents des pasteurs, les ***mallum*** peuls jouissaient d'un grand prestige, à la mesure de leur ardeur religieuse. Leur influence finit par dresser des pasteurs contre les cultivateurs et leurs chefs. Les références islamiques devenant absolues, même aux dépens des intérêts pastoraux, toute oppression s'avéra insoutenable. La pénétration de l'Islam incita les Peuls à rejetter la soumission et les discrimations imposées par des chefs non-musulmans.

Relâchement des complémentarités économiques, contestations politique et religieuse : des conflits se préparaient aux contacts entre Peuls et populations locales. Les chefs non-musulmans n'étaient pas les seuls à être irrités par l'attitude devenue agressive des Peuls. Un poème bornouan, souvent cité, exprimait également une réaction exacerbée à leur égard :

«Partout, du Kordofan au Gobir
Et entre les cités des Kindin (Touaregs)
Se sont établis les chiens de Fellata (Peuls)» (24).

24. PALMER (R.), 1936, "The Bornu Sahara and Sudan", p. 52.

Le poème date de la fin du 18e siècle. Il atteste la tension qui règne alors, entre les Peuls et un pouvoir, autrefois conciliant.

Les lettrés sont surtout influents auprès des pasteurs qui séjournent depuis longtemps au Bornou et en pays haoussa. Ceux qui se sont infiltrés au ***Fombina***, isolés de tout centre islamique, restent superficiellement islamisés et peu instruits. Ce sont des pasteurs préoccupés, avant tout, de leurs troupeaux. De fait, ils semblent déjà très riches en bétail, notamment les Vollarbe de la vallée du Faro. Dans ces contrées isolées, la société peule ne s'est pas encore diversifiée.

Certes, il est habituel de distinguer deux ou trois catégories de Peuls, selon les degrés de sédentarité et d'attachement au pastoralisme : les nomades, les semi-sédentaires et les citadins. Mais les groupes qui parcourent les plaines du Diamaré et de la Bénoué, au début du 19e siècle, sont tous

des pasteurs encore mobiles. Ngara'en et Yillaga'en du Diamaré, Vollarbe et Kiri'en de la Bénoué reconnaissent aujourd'hui qu'ils vivaient alors «*comme des Mbororo.* » Les Peuls sédentarisés et convertis à l'agriculture stationnaient "en arrière" du flux migratoire. Affectés par une réduction ou par la perte complète de leur bétail, ils se sont résignés à ne plus se déplacer. Au contraire, ceux qui participent au "front migratoire", à l'avancée pionnière vers le ***Fombina,*** sont des pasteurs en quête de pâturages.

Elevage et pouvoir au 19e siècle : la "dé-pastoralisation" des Peuls

Dès le début du 19e siècle commence ***zamanu FulBe***, le temps des Peuls, marqué par les guerres souvent victorieuses des anciens pasteurs. Du Liptako à l'Adamaoua, l'empire de Sokoto s'étend bientôt sur 1.500 km, d'ouest en est. Même si la sécurité ne règne pas partout, les pasteurs peuls peuvent circuler sur un immense espace.

La guerre : perte et conquête de pâturages

Les succès militaires, foudroyants dès les premières années de la "Jihad", s'expliquent en grande partie par la rupture que les Peuls imposent au cycle saisonnier de la guerre. Avant le 19e siècle, la saison des pluies correspondait à une trêve, exigée par la concentration des travaux agricoles en une courte période. Tous les belligérants étaient alors accaparés par les travaux des champs. Au contraire, les Peuls se trouvent libérés, en cette saison, des tâches d'abreuvement et disponibles pour faire la guerre. La dispersion des mares permet d'abreuver les montures et augmente la mobilité des bandes armées. L'insécurité, maintenue en saison des pluies, touche les cultivateurs dans leurs ressources alimentaires, les affaiblissant à terme dans leur capacité de résistance (25).

Inversement, les premiers guerriers peuls restent attachés aux intérêts pastoraux qui redeviennent prioritaires en saison sèche. A cette saison, ils ont tendance à délaisser les occupations militaires pour retourner auprès des animaux. D'où une fragilité des premières conquêtes et la tentation constante des populations soumises de se soulever, à la faveur de ce désengagement saisonnier. Ainsi, les Peuls investissent et pillent la capitale du Bornou mais, quelques mois plus tard, elle est reprise facilement. C'est alors la saison sèche ; beaucoup de guerriers peuls sont partis transhumer vers le sud avec le bétail (26). La vie pastorale offre la liberté de faire la guerre en hivernage ; elle ne le permet plus en saison sèche. Les populations agricoles retrouvent alors une supériorité militaire.

Les échanges avec les cultivateurs ne suffisant plus à nourrir les grands rassemblements de guerriers peuls, ceux-ci se ravitaillent en pillant les villages de cultivateurs. Ils vivent sur le pays, une pratique qui deviendra habituelle (27). Dans ces conditions, les rares paysanneries qui soutiennent la révolte peule, à ses débuts, s'en détournent rapidement. Comme la guerre religieuse fait partie des exhortations du nouveau pouvoir, elle entraîne des demandes régulières en vivres, ce qui entretient l'animosité des paysans.

25. E. BERNUS (1981, "Touaregs nigériens", p. 86) insiste sur la capacité des Touaregs à porter la guerre en toutes saisons chez les cultivateurs.

26. LOW (V.N.), 1972, "Three nigerian emirates ; a study in oral history", p. 112.

27. M. LAST (1967) a bien montré comment les premières bandes armées des Peuls du Sokoto sont constamment tiraillées par la faim.

Plus tard, lorsque les esclaves fourniront les effectifs les plus nombreux des armées, la guerre reprendra son rythme habituel en saison sèche. En hivernage, les esclaves cultivent pour ravitailler les maîtres. Les récoltes achevées, ils sont convertis en fantassins, aidant à la capture de nouveaux esclaves. Le système s'entretient de lui-même, surtout dans les territoires du sud, les plus riches en ressources humaines.

Les premières conquêtes ne se révèlent pas vraiment bénéfiques à l'activité pastorale. Au moment de la Guerre Sainte lancée par les Peuls ralliés à Sokoto, les chefs locaux se sentent d'autant plus menacés qu'ils ont accueilli davantage d'éleveurs. Ils ne parviennent plus à les contrôler ni à les maintenir dans leurs tâches pastorales. Les Peuls deviennent des éléments subversifs en puissance.

Longtemps protecteurs des pasteurs peuls, les souverains du Bornou se trouvent aux prises avec de petits chefs insurgés qui se taillent des territoires sur les marges de l'empire. Dans ce contexte, les éleveurs qui séjournent au Bornou deviennent indésirables. Le souverain lance un véritable pogrom contre les Peuls qui, rebelles ou non, s'enfuient (28). Ceux - et ils semblaient nombreux - qui stationnaient sur les plaines voisines du lac Tchad, sortent de l'empire. C'est un véritable exode. Les uns rebroussent chemin vers le sud-ouest et gagnent une frange frontalière mal définie entre Bornou et lamidats peuls où les coups de mains sont fréquents pour saisir des bovins, des chevaux, voire des esclaves. Les autres poussent vers le sud-est et, en traversant le Mandara, débouchent au Diamaré où ils cherchent refuge. En perdant les pâturages au centre du Bornou, des Peuls pasteurs ont fait les frais des hostilités.

28. BRENNER (L.), 1973, "The Shehus of Kukawa ; a history of the Al-Kanemy dynasty of Bornu", p. 30.

L'épisode le plus dramatique d'éviction des Peuls de riches pâturages survient au Baguirmi. Déjà, avant la Jihad, ce royaume avait attaqué les pasteurs qui séjournaient dans les plaines du Chari, en profitant de leur dispersion en saison sèche. Les Peuls s'étaient enfuis dans toutes les directions. Au début du 19e siècle, encouragés par la Guerre Sainte, des rescapés se regroupent et retournent au Baguirmi où ils ont la mission de fonder un nouvel émirat. Mais ils sont écrasés et presque tous décimés. Les rares survivants se replient à Kalfou, au Diamaré. Le rêve d'un grand émirat peul de l'Est, ouvrant le chemin aux pèlerins vers la vallée du Nil, s'est effondré (29).

29. MOHAMMADOU (E.), 1975.

Au nord, la guerre n'a donc pas élargi les espaces ouverts aux pasteurs. Les Peuls parcouraient déjà toutes ces contrées avec leurs troupeaux, avant de s'en rendre maîtres. Leur soulèvement a même entraîné comme résultat de les évincer de bons pâturages au Bornou et au Baguirmi. Au sud, le schéma est inverse : la guerre a permis d'annexer des territoires où les troupeaux n'avaient pas encore pénétré.

Si les pasteurs s'étaient déjà infiltrés chez les Nupe, la prise d'Ilorin a ouvert de nouvelles savanes au sud du fleuve Niger. Mais les parcours s'élargissent surtout sur le plateau de l'Adamaoua où la Jihad prend le caractère d'une grande invasion, dans les années 1825-30. En fait, cette extension vers le sud résulte davantage d'une conquête par de riches pasteurs, en quête de nouveaux pâturages, que d'une guerre vraiment religieuse. Quelques populations locales furent vaincues mais d'autres devinrent des alliées, grâce à de généreuses distributions de viande. Les puissants ***arDo*** de la Bénoué et du Faro auraient entrepris la conquête du plateau surtout par défiance envers l'émir de Yola (30).

30. Cette interprétation est avancée par SA'AD ABUBAKAR (B.A.), (1977). De façon paradoxale, les plus grandes conquêtes ne résulteraient pas des exhortations de Sokoto ou de Yola mais, au contraire, d'une volonté d'éviter l'interférence de ces pouvoirs, en s'en écartant le plus possible. Néanmoins, les conquérants de l'Adamaoua se présentent actuellement comme les propagateurs de l'Islam auprès des populations locales.

Les hauts pâturages étaient-ils vraiment inconnus des pasteurs, avant la conquête ? La question reste posée. Les descendants des Peuls Vollarbe qui s'installèrent les premiers au centre de l'Adamaoua affirment le contraire. Leurs ancêtres, uniquement pasteurs, se seraient vite rendus compte des vertus de la source natronée proche de Ngaoundéré. Ils s'y établirent, avec leurs troupeaux. C'est seulement plus tard qu'ils désignèrent un chef et qu'ils entreprirent des actions guerrières.

La dynamique des grandes avancées peules vers le sud relève d'abord d'initiatives pastorales, de la recherche de nouveaux pâturages. Le recours à la force n'intervient qu'en cas de révolte des populations locales. Alors, les Peuls ne s'enfuient plus comme autrefois. L'avancée pastorale est consolidée par la conquête.

Peuplement et remodelage social

Dans un état de guerre qui se répète presque chaque année, les pasteurs peuls ne peuvent plus s'infiltrer impunément au milieu des cultivateurs. Mais ils ont la possibilité de peupler de façon plus dense les espaces conquis.

En effet, les émirs et les *laamiiDo*, chefs provinciaux, encouragent les Peuls à s'installer. Ces invitations répondent à un but stratégique : avec une population peule nombreuse, les enclaves non-peules seront surveillées, contrôlées et tenues en respect. Mais ce quadrillage territorial suppose que les Peuls eux-mêmes se convertissent en sédentaires et en vrais musulmans, qu'ils deviennent moins dépendants des impératifs pastoraux.

L'exemple de la réforme est donné par le territoire de Sokoto lui-même. L'intégration des pasteurs dans la communauté du nouvel Etat touche à la fois les domaines culturel et économique : éducation religieuse des enfants, apprentissage des travaux agricoles et de l'élevage des petits ruminants et, mesure difficile s'il en est, réduction du cheptel bovin. Il s'agit d'assurer la coexistence entre les deux segments opposés de la nouvelle société : les cultivateurs et les nomades. La conversion des pasteurs répond également à un souci militaire : éviter l'affaiblissement entraîné par l'exode saisonnier des Peuls qui accompagnent les troupeaux en transhumance (31).

31. LAST (M.), 1967, p. 80.

Le contrôle politique du territoire est conçu par la sédentarisation des Peuls et leur "dé-pastoralisation", au moins partielle. Les textes et l'histoire de la conquête arabe sont invoqués pour légitimer la réforme imposée aux Peuls. Réforme fondamentale mais difficile à faire admettre.

Certes, avec la conquête, les lignages peuls sont confirmés dans les secteurs qu'ils parcouraient, parfois depuis longtemps. De groupes simplement supportés, ils deviennent les maîtres et les intermédiaires entre le pouvoir central et les villageois. Mais cette promotion politique comporte un revers : la référence territoriale tend à remplacer l'unité lignagère, base de cohésion dans la société pastorale. La nouvelle organisation administrative secrète une refonte sociale profonde des Peuls et leur fusion avec les sédentaires.

C'est également un moyen pour amener les pasteurs à respecter les règles administratives et à obéir aux responsables territoriaux. Les Peuls pasteurs avaient la réputation de se comporter de façon indisciplinée, n'hésitant pas à ignorer les directives du nouveau pouvoir. En se sédentarisant, ils sont contraints de changer de comportement, d'abandonner la turbulence des pasteurs pour la vie policée des citadins. Cette transformation des moeurs pastorales ne peut être acquise qu'au terme d'un long processus. Au centre même de l'empire, les pasteurs ne se sédentarisent que dans les années 1860, après plusieurs décennies de pression politique (32).

32. LAST (M.), 1967, p. 116.

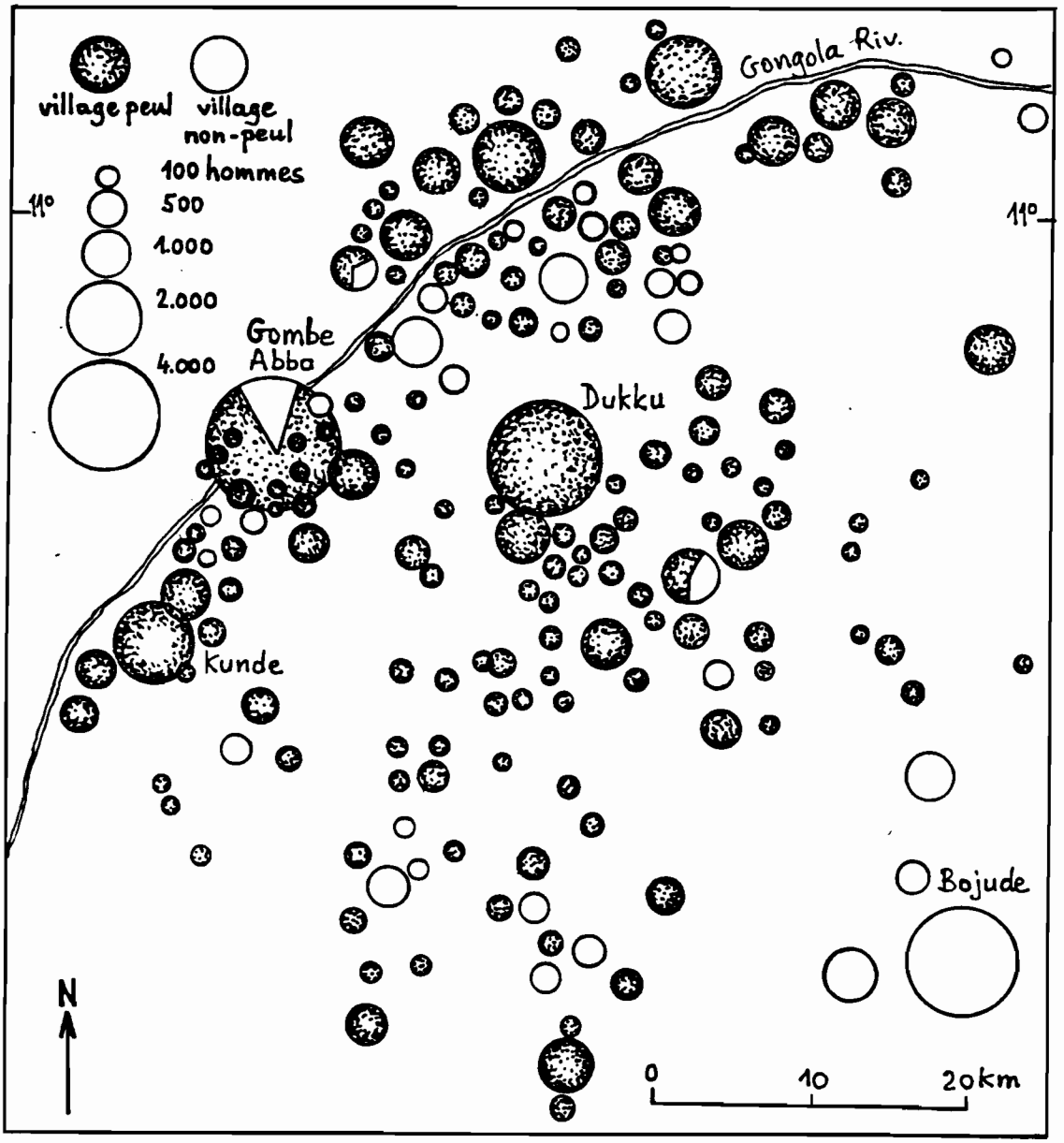


Fig. 8 : ***Répartition de la population aux environs de Gombe, à la fin du 19e siècle*** (d'après V.N. Low, 1972).

Des émirats comme celui de Gombe entreprennent également une "dé-pastoralisation" des Peuls : des notables sont nommés à la tête de chaque groupe peul installé dans une sorte de "fief". Des éleveurs cessent de se déplacer avec le bétail mais d'autres ne l'acceptent pas et quittent l'émirat. Les premiers s'enferment dans des villes entourées de fortifications d'où ils lancent des expéditions. Ils ont abandonné le pastoralisme pour une vie citadine, entrecoupée de périodes militaires. Les motivations religieuses légitiment les razzias mais celles-ci servent également à se procurer des esclaves qui jouent un rôle économique croissant. Ils sont employés comme domestiques familiaux, bergers ou cultivateurs, installés dans les villages serviles, ***rumde***, et surveillés par les maîtres, surtout lors des travaux agricoles. Les troupeaux sont confiés à de jeunes serviteurs qui connaissent mal les animaux et craignent de s'éloigner des villages. Ils n'accomplissent plus de longs trajets de transhumance, à la recherche des bons pâturages de saison sèche. Ils déambulent seulement autour des villages, ***kawye***, proches des villes et sous leur protection. Cette sédentarisation, non seulement des Peuls mais également des troupeaux, ne favorise pas la croissance du cheptel (33).

33. LOW (V.N.), 1972, cartes hors-texte, en couleurs.

Si elle perturbe leur ancienne façon de vivre, la dé-pastoralisation augmente l'efficacité militaire des Peuls. Dès lors, ils peuvent se livrer à la guerre à n'importe quelle saison, comme les Touaregs. Leur pression devient plus forte sur les populations agricoles, les forçant à se replier vers des refuges et à réduire leurs cultures (34).

34. Les conséquences géographiques de la guerre menée par les Peuls contre les vieilles paysanneries soudanaises sont identiques, de l'ouest à l'est de l'empire peul (GUILLAUD, D., 1989, "Le territoire d'une chefferie ; l'Aribinda", p. 87 ; ORSTOM, 1984, "Le Nord du Cameroun ; des hommes, une région", p. 267 et suiv.).

Tous les émirats fondés par les Peuls ne réussissent pas à intégrer les anciens pasteurs dans un système administratif centralisé, ni à les regrouper en gros établissements sédentaires. Les cartes de localisation et de composition ethnique de la population de trois émirats foulbé, à la fin du 19e siècle, illustrent des situations diverses (fig. 8 et 9).

Dans l'émirat de Gombe, la population peule est majoritaire et rassemblée en de véritables villes, comprenant chacune plus de 1.000 familles. Les titulaires de charges administratives se trouvent également responsables de portions du territoire. Ils résident dans la capitale : le système est centralisé. Dans l'émirat de Katagum, les Peuls représentent encore 40 % du peuplement mais, cette fois, ils se dispersent en petits établissements ruraux comptant moins de 100 familles. Le territoire est divisé en "fiefs" attribués à des titulaires mais qui résident sur place ; ils disposent donc d'une certaine autonomie. Enfin, l'émirat d'Hadejia ne comporte qu'une minorité peule : 10 % de la population, disséminée en petits habitats, isolés au milieu d'ethnies non-peules. L'administration du territoire reste beaucoup plus lâche, sans attribution de fiefs qui serviraient de relais au pouvoir central. Au début du 19e siècle, l'émir accordait lui-même la priorité aux intérêts pastoraux. Il délaissait souvent la capitale et le "palais" pour surveiller ses troupeaux, en cours de transhumance, tandis qu'en saison des pluies, il préférait résider dans sa "ferme" (33). Il en était ainsi de la plupart des Peuls d'Hadejia : en saison sèche, ils quittaient l'émirat, pour les besoins de la transhumance. Réciproquement, l'expansion militaire d'Hadejia resta d'abord limitée ; ses premières expéditions échouèrent.

33. LOW (V.N.), 1972.

Une dominante pastorale identique caractérise les débuts de l'émirat de Yola, le ***Fombina***, simple communauté d'anciens, rassemblés autour du fondateur. Les grandes conquêtes territoriales au sud ne sont pas le fait de l'émirat lui-même, longtemps limité à la basse vallée du Faro, mais de ses vassaux qui se comportent de façon autonome. Pendant ses débuts, l'émirat de Yola, comme celui d'Hadejia, n'est

pas régi par une véritable administration. Il reflète une société pastorale, gérée de façon informelle par les anciens, *mawBe*, et les *arDo*, chefs lignagers.

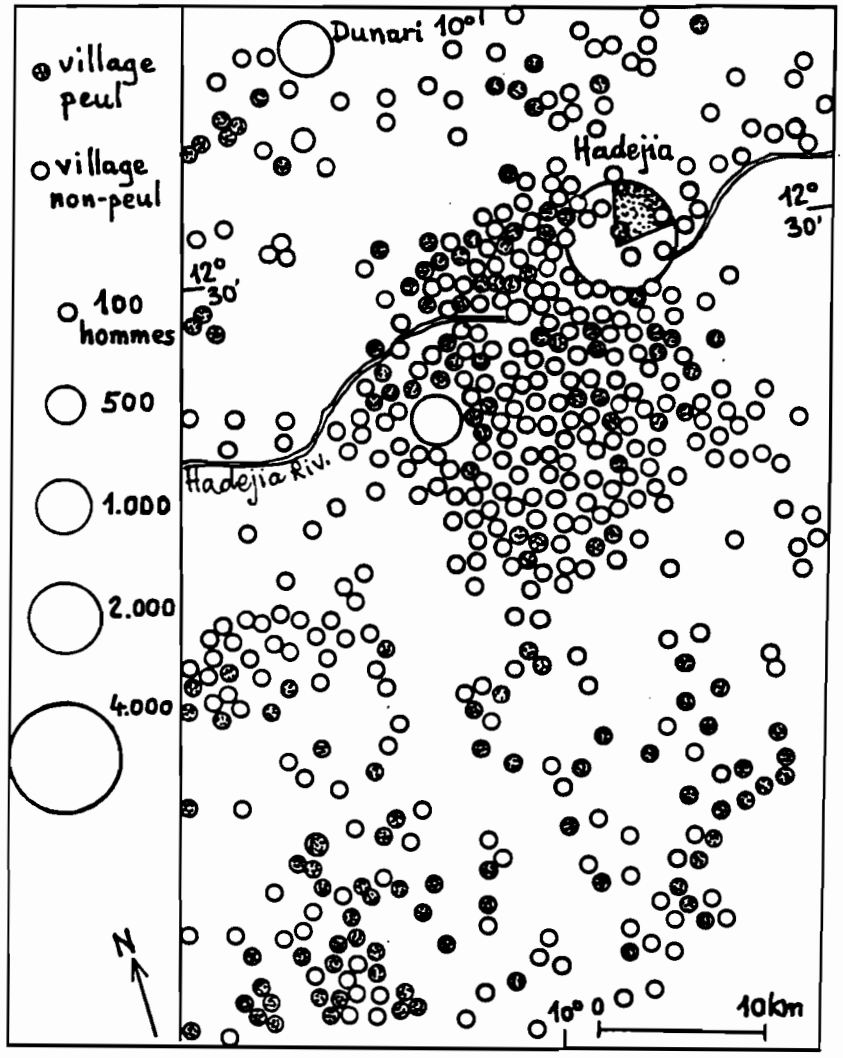


Fig. 9 : ***Répartition de la population aux environs d'Hadejia, à la fin du 19e siècle*** (d'après V.N. Low, 1972).

L'efficacité guerrière d'un Etat peul est sérieusement émoussée lorsque les intérêts pastoraux restent prioritaires. La dispersion des campements, l'éloignement saisonnier des troupeaux et de la majorité des gens se révèlent contradictoires avec les impératifs militaires.

A la limite, les intérêts pastoraux sont antinomiques avec la guerre elle-même. En dépit des bagarres qui les opposaient sporadiquement aux cultivateurs, la plupart des pasteurs n'envisageaient pas de soulèvement armé. Une lutte ouverte entraînait des pertes de bétail, éventualité qu'ils redoutaient par dessus tout. Face à des populations hostiles, ils préféraient

recourir à la négociation, voire à la ruse et, en dernière extrémité, à la fuite. Cet attentisme était surtout partagé par les pasteurs riches en bétail, ceux qui avaient le plus à perdre d'un affrontement ouvert.

Des refus de participer à la guerre se manifestèrent parmi les Peuls installés dans les contrées les plus propices à l'élevage : plaine d'Hadejia aux pâturages humides, vallées fertiles de la Bénoué et du Faro. D'après un récit légendaire, des Mbororo de la région de Kano, conseillés par leurs épouses, adoptèrent également une position de neutralité. L'intérêt immédiat du bétail n'incitait pas à se lancer dans une aventure folle. Des groupes peuls jouèrent un double jeu, par exemple les Vollarbe au nord de la Bénoué (35). Associés formellement au soulèvement, ils s'engagèrent peu dans les combats et s'efforcèrent de maintenir de bons rapports avec les populations locales. D'autres n'entrèrent en guerre qu'à partir des premiers succès. Dès qu'elle ouvrait de nouveaux pâturages, la guerre pouvait servir les intérêts pastoraux. Les avantages prévisibles l'emportaient sur les risques.

35. SA'AD ABUBAKAR (B.A.), 1977, p. 56 et 62

Domination politique et activité pastorale

La domination peule pendant presque tout le 19e siècle fut-elle vraiment bénéfique à l'élevage ? Il est difficile de répondre à cette question. Le renouveau récent des études historiques, notamment sous l'impulsion de l'école de Zaria, a surtout bénéficié à l'histoire politique du 19e siècle. Il en est de même des travaux d'E. MOHAMMADOU au Cameroun. Les évènements politiques sont mieux connus mais l'histoire économique et sociale de l'empire du Sokoto reste à écrire.

La plupart des Peuls portant intérêt à l'élevage, on peut supposer que leur domination ait favorisé cette activité. C'est ce qui ressort, effectivement, des écrits de J. HURAULT sur le lamidat de Banyo en Adamaoua (36). La domination peule s'est traduite par l'asservissement, sous diverses formes, des populations locales. Les serviteurs personnels cultivent les champs des Foulbé qui se préoccupent seulement des troupeaux. Ils conservent un type d'organisation de société nomade, basée sur des liens d'allégeance personnelle et non sur une division spatiale du territoire. La priorité accordée à l'élevage entraîne une dispersion de l'habitat, une dislocation des groupements locaux et surtout, une ruine de pratiques agraires efficaces qui assuraient la stabilité des terroirs et des populations. Les productions agricoles diminuent ; elles suffisent à peine aux besoins. Les populations asservies sont "détribalisées", coupées de leurs origines ethniques et rattachées à la société peule. Leur libération au 20e siècle en fait des populations instables, minées par des maladies vénériennes qui provoquent un effondrement de la natalité. Le lamidat de Banyo se dépeuple. La domination peule a donc entraîné des conséquences négatives pour les populations locales.

36. HURAULT (J.), 1964, "Antagonisme de l'agriculture et de l'élevage sur les hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun)". HURAULT (J.), 1969, "Eleveurs et cultivateurs des hauts plateaux du Cameroun ; la population du lamidat de Banyo".

D'un autre côté, l'avantage accordé à l'élevage sur l'agriculture a favorisé une augmentation des effectifs de cheptel qui sont devenus trop nombreux pour les pâturages. La réduction du couvert herbacé a déclenché une érosion, à la suite du remplacement de l'écoulement pelliculaire des eaux par un ruissellement linéaire. Les ravines d'érosion s'approfondissent et évoluent en "lavaka" de versants, grandes entailles circulaires qui éventrent les interfluves (37).

37. HURAULT (J.), 1975, "Surpâturage et transformation du milieu physique, l'exemple des hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun)".

De même, le surpâturage a rompu l'équilibre de la végétation, en favorisant une prolifération d'arbustes puis d'arbres. Selon que la pratique de l'élevage est anarchique ou contrôlée, la dégradation des savanes est plus ou moins rapide. D'après J. HURAULT, la domination des Foulbé n'a bénéficié qu'à l'élevage et encore, seulement à court terme. A longue échéance, les conséquences négatives de la priorité accordée à l'élevage affectent à la fois les sociétés et l'environnement.

Il reste à savoir si le milieu naturel de l'Adamaoua était tout à fait stable avant la conquête peule. Les sols ferrallitiques de ce plateau étaient déjà fragiles sous une mince végétation de savanes. Il est probable que celles-ci avaient remplacé d'anciennes formations forestières, à la faveur d'épisodes climatiques secs. La reprise forestière actuelle correspond peut-être à une tendance générale où l'élevage ne jouerait qu'un rôle secondaire.

Quelques historiens esquissent un tableau économique de la domination peule qui n'est pas aussi négatif (38). L'agriculture est florissante et variée. Des artisanats actifs dans les villes alimentent un commerce régional et à longues distances qui enrichit une bourgeoisie. Ce tableau reprend les observations du voyageur H. BARTH au milieu du 19e siècle ; il est donc surtout valable pour les pays haoussa. Or, la prospérité économique de ces contrées est antérieure à la conquête peule. De plus, l'élevage y participe fort peu. Les pasteurs se tiennent aux marges des contrées densément peuplées et cultivées, par exemple au nord et à l'est de l'émirat de Kano.

38. JOHNSON (H.A.S.), 1967, "The Fulani Empire of Sokoto", p. 155 et suiv.

Le contraste entre les tableaux de Banyo et de Kano correspond à l'opposition entre une périphérie et le centre de l'empire peul. A la périphérie, le pouvoir applique une politique prédatrice, fondée sur un prélèvement régulier d'esclaves, ce qui désorganise et affaiblit les paysanneries. Au contraire, l'afflux de population au centre renforce le peuplement rural et entretient la prospérité des citadins. Cette opposition entre espaces d'exploitation et d'accumulation se retrouve, à une échelle moindre, dans chaque province de l'empire.

Avec l'établissement de la sécurité, les centres bénéficient de politiques de colonisation : transfert de populations, installation de villages d'esclaves ou de grandes exploitations à main-d'oeuvre servile au service de dignitaires, circulation de commerçants haoussa. En périphérie, c'est la politique du vide qui prévaut : conquête et exil ou déplacement des populations locales, isolement des secteurs dangereux, création de no man's lands surveillés par des camps militaires, ***sanyeere***. C'est le cas au nord du Sokoto, contre le Gobir (39) et à l'ouest de Yola, contre les Bata (40). Ces terres vides offrent des pâturages aux pasteurs, en compensation à la saturation agricole des contrées centrales. Au fur et à mesure que les Bata lâchent les vallées affluentes de la Bénoué, à l'ouest de Yola, elles deviennent de grands secteurs d'élevage. Mais elles restent mal protégées des infiltrations et des coups de main contre le bétail, jusqu'à la fin du 19e siècle.

39. LAST (M.) 1967, p. 77 et suiv.

40. SA'AD ABUBAKAR (B.A.), 1977, p. 89 et suiv.

Bien qu'institué avec l'aide de groupes pasteurs, le pouvoir peul ne se montre pas toujours favorable à l'élevage. Parmi les contentieux qui opposaient les Peuls aux chefs haoussa, à la fin du 18e siècle, figurait la levée de taxes, en particulier celle sur le bétail, ***jangali***. Très impopulaire chez les

pasteurs, elle était tenue comme illégale par les lettrés peuls : la loi islamique ne la mentionne pas parmi les redevances dues par les musulmans. Les chefs haoussa rétorquaient que la majorité des Peuls pasteurs n'étant pas musulmans, ils se trouvaient dans leur droit de l'exiger. L'hostilité des pasteurs à l'égard du *jangali* décida certains groupes à participer au soulèvement peul.

Avec la domination peule, la revendication des pasteurs est satisfaite au Sokoto où aucun impôt n'est réclamé aux musulmans, si ce n'est l'aumône religieuse, la *zakat* (41). Mais, partout ailleurs, le *jangali* est maintenu au profit du nouveau pouvoir. Il est probable que celui-ci reprend à son compte l'ancien argument des chefs haoussa. Pour les émirats voisins du Bornou, le *jangali* devient la principale source de revenus et l'enjeu de rivalités (42).

41. LAST (M.), p. 103.

42. LOW (V.N.), 1972, p. 71.

Au Sokoto, l'influence politique des chefs de groupes peuls est contrée par les lettrés qui se posent en gardiens de la légitimité religieuse du pouvoir. Avec le temps, les premiers sont écartés, au fur et à mesure qu'un appareil administratif se met en place. Les lettrés forment une aristocratie soudée par des liens matrimoniaux. Parmi eux se recrutent les grands dignitaires qui gèrent les affaires publiques, se partageant les offices et leurs revenus (43). Même le *Fombina*, autrefois isolé des centres islamiques, accueille des lettrés qui jouent un rôle grandissant dans les décisions prises à Yola (44). A la limite, leur mainmise sur le pouvoir se traduit par une politique anti-pastorale : sédentarisation contrainte et expropriations arbitraires de bétail (45).

43. LAST (M.), 1967, p. 232.

44. SA'AD ABUBAKAR (B.A.), 1977, p. 122-123.

45. LOW (V.N.), p. 214.

En beaucoup de territoires, des charges importantes sont confiées à des esclaves, dont la fidélité au pouvoir est mieux assurée que celle des chefs de groupes pastoraux. La défiance envers les Peuls atteint son paroxysme à Rey et à Tibati : les offices importants sont attribués à des autochtones, les Peuls étant écartés de l'exercice du pouvoir. L'alliance du *laamiiDo* avec les populations locales lui permet de développer un pouvoir absolu, entouré d'une aura quasi-surnaturelle. La logique de ce pouvoir s'écarte des intérêts de la société pastorale.

En accédant à la domination politique, les Peuls engagés dans la Jihad se désintéressent de l'élevage, au profit d'autres occupations plus prestigieuses : l'exercice du pouvoir, l'étude religieuse et la razzia d'esclaves. Les esclaves deviennent le critère de richesse par excellence, aux dépens du bétail. En alimentant un commerce actif à l'époque pré-coloniale, ils fournissent des revenus faciles. A l'époque coloniale, ils constituent encore une main-d'oeuvre gratuite pour les travaux. En fondant leur système économique sur l'esclavage, les sociétés peules dominantes laissent le cheptel bovin décliner. ***Na'i, naa Dum jawdi*** : *« les vaches, ce n'est pas la richesse »*, affirmaient les anciens Peuls de Yola. A la fin du 19e siècle, des notables peuls ne détiennent plus que de petits effectifs de bétail car ils égorgent souvent des animaux. Le gardiennage, activité dépréciée, est relégué aux soins de jeunes et de ***maccuBe*** : les esclaves. La domination politique des Peuls contribue à les écarter de leur ancienne activité. Le renversement d'attitude vis-à-vis du bétail n'affecte pourtant pas tous les Peuls. De petits groupes de pasteurs subsistent mais ils sont marginalisés.

Islamisation et pastoralisme.

Bien qu'inspirées par l'Islam, les conquêtes peules ne se traduisent pas tellement par une conversion des populations locales, les *HaaBe*, du moins au cours du 19e siècle. Le mouvement d'islamisation touche davantage les Peuls eux-mêmes, encore superficiellement islamisés au début du siècle dernier.

Les lettrés exercent une pression constante pour que les Peuls respectent la loi islamique. Or, l'observance stricte des règles musulmanes contrarie souvent les intérêts pastoraux. La "zakat", aumône due par les musulmans, afin de venir en aide aux indigents, fait double emploi avec les coutumes de dons et de prêts de bétail que les pasteurs effectuent déjà, au profit de ceux qui possèdent peu de bétail.

Les modes traditionnels d'héritage du bétail se concilient difficilement avec le droit islamique. Au lieu d'un partage des biens après décès, la transmission des animaux s'effectue progressivement du vivant du père, au fur et à mesure que les fils se marient et fondent une famille. Les filles ne reçoivent pas la moitié de la part des fils mais sont écartées de la succession du bétail, de façon que les animaux restent dans la lignée paternelle. Au décès d'un patriarche, l'essentiel de son ancien cheptel est déjà transmis aux fils mariés. Seul, subsiste un reliquat d'animaux, lorsque de jeunes fils sont encore à pourvoir. Le prélèvement par le chef d'un dizième de l'héritage, ***usura***, doit-il porter sur l'ancien patrimoine du défunt ou sur le reliquat final ? Devant les prétentions des chefs, appuyés par leur entourage de lettrés, les pasteurs tentent de régler entre eux les successions sur le bétail. L'observance du droit islamique ampute le cheptel familial et éparpille le reste entre de nombreuses parts, non viables.

Les traditions matrimoniales des pasteurs ne s'accordent pas mieux à la religion islamique. C'est le point sur lequel les musulmans méprisent le plus ouvertement les Peuls de brousse, en les accusant de pratiquer des mariages par enlèvement, des unions libres plus ou moins normalisées, sans cérémonie religieuse ni remise de dot.

Enfin, l'islamisation des pasteurs bute sur un manque de temps à consacrer à l'étude religieuse. La conduite quotidienne du troupeau et les gros travaux reposent sur les jeunes, ***sukkaaBe***, qui n'ont pas le loisir d'étudier le Coran. Seuls, les anciens auraient le temps de s'adonner à l'étude. L'insuffisance des disponibilités familiales en force de travail freine l'islamisation. C'est l'acquisition d'esclaves par de riches pasteurs qui leur permet, à la fin du 19e siècle, de se libérer des tâches auprès du bétail pour se consacrer à l'étude religieuse. La mobilité ne facilite pas, non plus, la fréquentation continue d'écoles coraniques par les jeunes. Au mieux, ils s'y rendent en hivernage, lorsque les troupeaux regagnent les abords des villages musulmans. Une éducation religieuse suivie des jeunes impliquerait la sédentarisation.

Plusieurs contradictions freinent donc la propagation de l'Islam en milieu pastoral. Malgré une islamisation intense au 19e siècle, tous ne pratiquent pas les prières quotidiennes, ni le jeûne du Ramadan. Le degré

d'islamisation des pasteurs dépend de leur intégration dans la nouvelle société et de leur sédentarisation, finalement de leur dé-pastoralisation. Au Sokoto et en pays haoussa, beaucoup d'anciens pasteurs sont convertis en citadins et islamisés (46). Au ***Fombina***, l'islam n'était pas la religion dominante au début du 19e siècle. Même à la fin du siècle, des migrants de l'ouest forment une communauté de lettrés à Yola mais ils restent confinés dans la ville (47). Ils ne parcourent pas les provinces du sud, en entretenant l'élan religieux des populations rurales, comme c'est le cas au Bornou ou en pays haoussa.

46. LAST (M.), 1967, p. 118.

47. SA'AD ABUBAKAR (B.A.), 1977, p. 107.

Différenciation sociale

Encore peu différenciée au début du 19e siècle, la société peule est devenue plus complexe en un siècle. Il est habituel d'opposer les Peuls de brousse, pasteurs et mobiles, aux sédentaires, islamisés et s'adonnant à des activités plus variées. En fait, trois clivages divisent dorénavant les Peuls (48). Les ***FulBe na'i*** ou ***FulBe ladde*** deviennent presque synonymes de "Mbororo", bien que tous n'admettent pas cette assimilation. A l'autre extrême, des ***FulBe wuro***, Foulbé citadins, gravitent autour de l'oligarchie des lettrés et des notables, unie par des alliances matrimoniales. En cours d'assimilation aux Haoussa au nord, ils constituent au contraire, au sud, une population peule majoritaire qui absorbe les autres ethnies. Enfin, les ***FulBe kawye***, Foulbé villageois, à la fois éleveurs et cultivateurs, forment l'élément le plus stable du peuplement rural des nouveaux territoires. Il s'agit souvent de Peuls qui, s'étant engagés dans les guerres, ont perdu leur bétail et se sont fixés. Ils cultivent ou font cultiver leurs esclaves. D'après E. MOHAMMADOU, ils représentent une "réserve culturelle et ethnique" pour les ***FulBe wuro*** qu'ils pourvoient en épouses. Cette "réserve" noue également des alliances matrimoniales avec d'autres villageois, entraînant leur "foulbéisation" (49).

48. MOHAMMADOU (E.), 1975, p. 91.

49. SA'AD ABUBAKAR (B.A.), 1972, "The establishment of Fulbe authority in the Upper Benue Basin, 1809-47", p. 80.

La formation des ***FulBe kawye*** et des ***FulBe wuro*** résulte largement de la conquête et de la domination peules, maintenues durant presqu'un siècle. Un pouvoir ne pouvait s'établir dans la longue durée avec le seul appui de groupes pastoraux mobiles. L'empire du Bornou, où beaucoup de Peuls ont séjourné, offrait l'exemple d'un pouvoir stable, entouré d'une aristocratie administrative et militaire. Pouvoir et classe dirigeante étaient entretenus par une large paysannerie, libre et protégée mais extorquée des biens qu'elle produisait, par le biais d'un régime d'impositions d'une lourdeur et d'une complexité extrêmes (50). Le maintien du système tenait à un équilibre entre les ponctions de richesse opérées aux dépens de la masse paysanne et la protection assurée par la classe dirigeante.

50. BRENNER (L.), 1973, p. 109 et suiv.

Les dirigeants de l'empire peul ont tenté de constituer un système équivalent à celui du Bornou, en transformant les pasteurs en sédentaires sur lesquels puissent s'appuyer les "seigneurs de guerre". En même temps que les évènements politiques, la société pastorale a connu une transformation en profondeur. A la fin du 19e siècle, seuls les *FulBe na'i* restent fidèles aux intérêts pastoraux et à l'ancienne façon de vivre. Mais, perçus comme des réfractaires, ils se tiennent en marge de la "nouvelle société" peule.

Les Mbororo à l'époque des guerres, "jamanu konooji"

Si les ***FulBe wuro*** et même les ***FulBe kawye*** sortent confortés par les effets économiques et sociaux d'un état de guerre presque permanent tout au long du 19e siècle, pour les ***FulBe na'i*** la situation est ambivalente. D'abord, ils souffrent davantage que les autres de l'insécurité ambiante, en étant exposés, avec leur bétail, aux attaques de populations à peine soumises. Il est vrai que la conquête peule entraîne l'ouverture de nouveaux pâturages. Les pasteurs peuvent y pénétrer, sans avoir à se soumettre aux chefs locaux. Surtout, la guerre peule remodèle le peuplement. Par des transferts contraints de population, elle vide de vastes secteurs, autrefois peuplés et cultivés. En imposant des no man's lands, elle crée des pâturages, souvent de bonne qualité fourragère.

Toutes ces ouvertures spatiales devraient bénéficier aux groupes pastoraux. En fait, ils ne les mettent pas toujours à profit ou, s'ils le font, c'est de façon prudente. Les Mbororo n'abordent, par exemple, le plateau de l'Adamaoua qu'avec plusieurs décennies de retard, après les Foulbé conquérants, Vollarbe et Kiri'en, accompagnés des Bewe'en. Les Mbororo ne se sont introduits qu'avec précaution dans les savanes méridionales (51).

51. C'est ce que remarque également un administrateur anglais, parmi les meilleurs connaisseurs des Mbororo : « there were no Bush-Fulani in the Highlands until well after the establishment of the Adamawa Fulani chiefdoms » (PERCIVAL (A.D.), 1936, "The Bush-Fulani of the Southern Adamawa Highlands").

52. MOHAMMADOU (E.), 1969, "Les Peuls du Niger oriental ; groupes ethniques et dialectes".

53. DOGNIN (R.), 1981, "L'installation des Djafoun dans l'Adamaoua camerounais".

54. idem, p. 141-142. Les Mbororo regroupés au Bauchi constituaient un ensemble de lignages rassemblés autour des Faranko'en.

Les premières migrations des Djafoun

Au début du 19e siècle, les Mbororo, en particulier les Djafoun qui peuplent actuellement les hauts plateaux des Grassfields et de l'Adamaoua, se trouvaient au nord de l'actuel Nigeria. Quelques-uns stationnaient sur le territoire de Sokoto mais la plupart séjournaient près de Kano. Il est admis que l'appellation "Djafoun" provient d'une petite agglomération, transcrite Jafun ou Jahun sur les cartes, située entre Kano et Hadejia. Cette contrée joua le rôle d'un centre de dispersion pastorale, à la fois vers le nord et le sud. Les mêmes noms de lignages se retrouvent actuellement au Niger et aux Grassfields, à plus de 1.000 km de distance, par exemple les Dabanko'en, Kounnanko'en et Ba'en (52).

Des plaines de Kano à l'Adamaoua, les migrations n'ont pas suivi un itinéraire rectiligne. L'allure zigzagante des trajets reflète les contextes difficiles du pastoralisme au 19e siècle (fig. 10).

De Kano à Yola. L'histoire des premières migrations djafoun vers le sud a déjà fait l'objet d'une publication (53). D'après l'auteur, la majorité des Djafoun avaient quitté les environs de Kano pour le plateau Bauchi lorsque la Jihad fut déclarée, au début du 19e siècle. Dès 1840, une partie de ces Djafoun aurait migré, du Bauchi vers les plaines de Yola (54). Pourtant, il est vraisemblable que les pasteurs ont commencé à se diriger vers le sud seulement dans la seconde moitié du 19e siècle. Les avis divergent lorsqu'il s'agit de dater cette mise en mouvement. En la situant au début du siècle, R. DOGNIN la repousse peut-être trop dans le passé. Au contraire, en datant la première vague migratoire après 1870, voire 1890, des auteurs anglais ne

lui accordent peut-être pas assez d'ancienneté (55). L'histoire mbororo se rattache difficilement à une trame chronologique sûre.

Il est probable qu'au milieu du 19e siècle, les Djafoun séjournaient encore au nord de l'actuel Nigeria. La région de Jafun était peuplée par beaucoup de Peuls pasteurs, de même que le sud du Hadejia voisin (56). Selon un processus fréquent à cette période, une partie des Peuls se trouvait en cours de sédentarisation, en vivant du travail de leurs serviteurs. Les autres continuaient à déambuler en brousse avec les troupeaux (57). La sédentarisation scindait les lignages, entre une branche de Foulbé villageois et une autre de nomades. « All non-settled Fulani, except perhaps the Wodabe clans, are connected with the Settled Fulani, often as offshoots whose main interest is in cattle » (58). Les deux branches lignagères coexistent un certain temps, les pasteurs revenant séjourner près des habitats permanents du lignage qui leur servent de points d'attache. Puis ils s'en éloignent, à mesure que les conditions locales deviennent moins favorables à l'élevage. Trois causes peuvent décider des pasteurs à changer de parcours : une maladie grave du bétail, l'insécurité et l'oppression, enfin la perte de pâturages.

Or, de 1850 au début des années 1860, l'est de l'émirat de Kano est ravagé par les guerres que se livrent Kano et Hadejia. A la guerre religieuse unificatrice succèdent des affrontements entre provinces de l'empire peul. En 1852, il en résulte une famine dans la contrée de Jafun (59). En 1863, la guerre a dépeuplé tout l'est de l'émirat de Kano, Jafun étant l'une des rares agglomérations fortifiées (***Gasol Jafun***) à subsister. «The whole country was a solitude, traveling was done only by night » (60).

Dans un tel contexte de dévastations, les pasteurs qui séjournaient près de Jafun perdent beaucoup de bétail, des zébus de race blanche. C'est probablement à cette époque que, s'étant réfugiés au Bornou, ils obtiennent des zébus rouges auprès des Wodabe. ***ImBe nagge boDe'e, Be sanji haa WoDaaBe*** : *« les gens des vaches rouges les ont changées auprès des Wodabe,»* reconnaissent aujourd'hui des Djafoun du Bamenda. Les combats les ayant épargnés, quelques lignages n'ont pas adopté tout de suite les zébus rouges. C'est le cas des Ba'en qui séjournaient près de Gashua, au nord du Bornou, et surtout des Dabanko'en, originaires de Kazaure, au nord de Kano. Avec les Ouranko'en, ils se sont longtemps distingués par leur race ancienne de zébus blancs.

L'incursion des Gosi'en et de quelques autres lignages au Bornou se termine de façon dramatique. L'infiltration pastorale pouvant préparer un soulèvement peul, le souverain bornouan les chasse, en lançant contre eux ses cavaliers. L'***arDo*** des Gosi'en est tué ; ses deux jeunes fils n'ont la vie sauve qu'en prenant la fuite et en grimpant aux arbres...

Après cet épisode tragique, les Djafoun se réfugient au Bauchi où ils séjournent quelque temps, presque démunis de bétail. Une grande partie d'entre eux migre alors en direction de Yola, sous la conduite de Faranko'en (fig. 10). Les migrants comprennent des Gosi'en et des Ringuimadji, des Toukanko'en, des Dabanko'en, Aoutanko'en et Rijimanko'en. A ces gens originaires de Jafun s'ajoutent des Rahadji qui, au début du 19e siècle, stationnaient sur Sokoto. Ils faisaient partie des Peuls Sullebawa, déjà

55. PERCIVAL (A.D.), 1936 et Du BOULAY (R.), 1955, "General Notes on the Cattle Owning Fulani in Mambila District".

56. C'est ce que montre la carte du peuplement du Hadejia, au 19e siècle, dressée par V.N. LOW, 1972.

57. Cela correspond au témoignage recueilli par F.W. De St CROIX auprès de Djafoun des Grassfields : « the members of the Jafun Fulani clan here are Fulani of the farmlands about Kano and adjacent areas who took the "bush" » (De St CROIX (F.W.), 1944, "Notes on the use of the word Bororo").

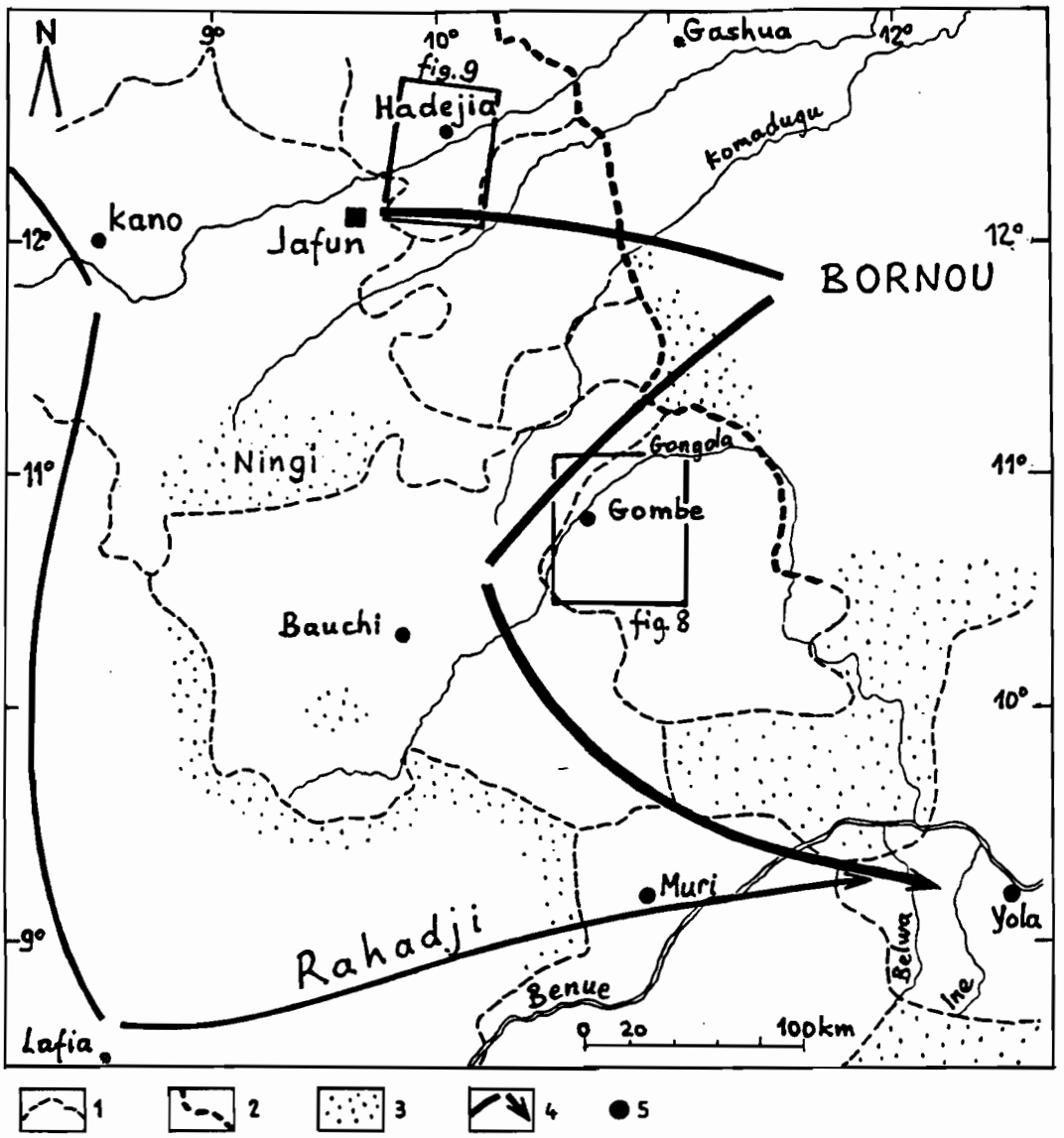
58. De St CROIX (F.W.), 1944.

59. LOW (V.N.), 1972, p. 137.

60. idem, p. 143.

partiellement sédentaires. Il semble que les Rahadji n'empruntent pas le même itinéraire que les Djafoun : des environs de Kano, ils se dirigent tout à fait vers le sud, contournent le plateau de Jos par l'ouest et débouchent dans les plaines aval de la Bénoué (Lafia) où ils perdent beaucoup de bétail (61). De là, ils remontent la vallée de la Bénoué vers Muri, en direction de Yola.

61. Il est probable que les populations Ningi, mal contrôlées par les Peuls, empêchaient les Mbororo de passer directement de l'émirat de Kano à celui de Bauchi. Aux périphéries des territoires peuls, des populations à peine assujetties jouaient ainsi un rôle tampon.



1 : limites des territoires peuls, 2 : frontière entre les Peuls et le Bornou, 3 : populations plus ou moins autonomes, 4 : itinéraires schématiques des Djafoun, 5 : capitales peules.

Fig. 10 : ***Les premières migrations des Djafoun vers Yola.***

Les plaines de la Bénoué voisines de Yola exercent alors un grand attrait sur les groupes pastoraux. Dans les années 1850-60, l'émirat de Yola réussit à consolider sa domination sur les plaines à l'ouest, en subjuguant et en

refoulant les Bata. De vastes secteurs sont "nettoyés" dans les vallées affluentes des Mayo Ine et Mayo Belwa. A la conquête succède la colonisation et le peuplement par des Peuls et même des Haoussa qui ont fui, eux aussi, les guerres entre Kano et Hadejia (62).

62. SA'ADABUBAKAR (B.A.), 1977, p. 87-90.

Pendant les années 1860, les groupes originaires de Jafun stationnent à l'ouest et au sud de Yola. C'est une période de reconstitution du cheptel, grâce à la protection assurée par un centre politique peul. Les Djafoun tirent la leçon des déboires subis au nord : ils les attribuent aux animaux de couleur blanche, trop repérables et trop faciles à capturer. C'est pourquoi, ils ont reconstitué leurs troupeaux avec de grands zébus rouges. Ce sont des animaux moins visibles, craintifs, toujours prêts à s'enfuir et pratiquement impossibles à saisir, des « *vaches de guerre* » : ***na'i kono***. Les Dabanko'en qui, plus tard, rejoignent les Gosi'en, en compagnie de zébus blancs, sont mal accueillis : ils risquent de faciliter le repérage des pasteurs. En temps de guerre, le pastoralisme est une activité à grands risques. Les Mbororo resteront marqués par les déconvenues subies au nord du Nigeria actuel.

De Yola à l'Adamaoua. Les allées et venues étaient incessantes entre les Foulbé installés le long du Faro et ceux du plateau de l'Adamaoua. Chaque lignage, voire chaque famille, se partageait entre les deux régions. Mais les Djafoun, encore vrais nomades, vivaient à l'écart des riches Vollarbe et Bewe'en, à demi-sédentarisés. Aussi ne s'avancèrent-ils que tardivement vers les nouveaux pâturages du sud (fig. 11).

Le premier Mbororo à explorer le plateau de l'Adamaoua est resté une figure légendaire dans les mémoires : Bidji, du lignage des Rijimanko'en. La première fois, il n'est pas venu avec du bétail ; c'était un chasseur, probablement d'éléphants. L'Adamaoua était alors une grande source d'ivoire, commercialisé par des Haoussa vers Kano (63). Le ***laamiiDo*** de Tibati lui aurait proposé d'accueillir des Mbororo et leur bétail (64). Le retour du chasseur à Yola et son éloge des pâturages du plateau décident les premiers Djafoun à migrer. C'est ***Peerol Manya***, du nom du Gosi qui dirige la migration, sans doute au début des années 1870. Mais l'appréhension des Mbororo est telle à l'égard de cette contrée inconnue que seules, quelques familles accompagnent Manya. D'autres, restées sceptiques sur les dires de Bidji, ne suivront que plus tard, une fois assurées du succès des premiers déplacements. Les migrants parcourent assez vite l'itinéraire de Yola au plateau de l'Adamaoua. Les informateurs insistent sur la résistance des zébus rouges, capables de marcher toute une journée sans paître. De plus, l'itinéraire est plus court que celui de Kano à Yola.

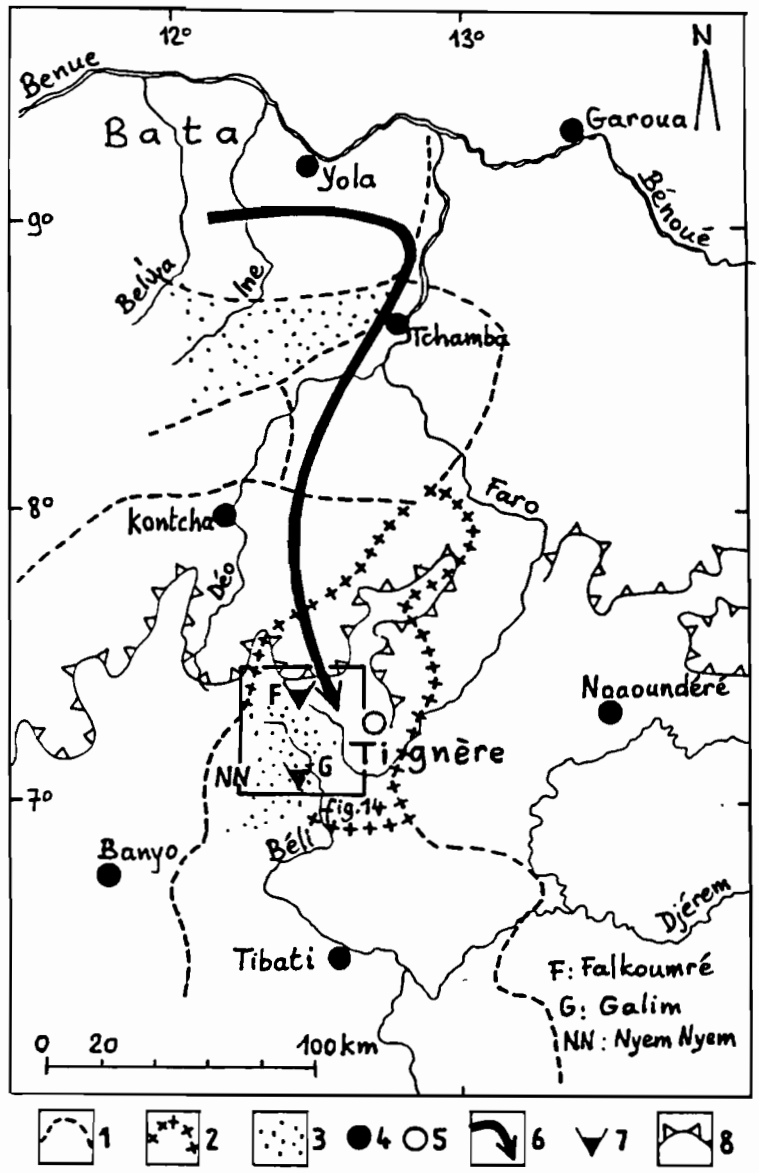
Les migrants sont accueillis par le ***laamiiDo*** de Tibati qui commande tout le centre du plateau. Il les installe sur le site de la ville actuelle de Tignère, en leur attribuant les pâturages qui s'étendent au nord du plateau (65). Cette partie de l'Adamaoua se trouvait alors vide de troupeaux, à la suite de la dispersion des Foulbé de Tignère par Tibati en 1856 et, à nouveau, en 1863. Tibati avait d'abord accepté que des Vollarbe occupent la haute vallée du Faro, aux riches pâturages (66). Mais ils se proclamèrent bientôt indépendants de Tibati et furent reconnus comme tels par Yola. Tibati réagit à la rébellion et dévasta la région de Tignère, en capturant une partie des Foulbé et en expulsant les autres. A leur arrivée, les Mbororo ne rencontrent pas de Foulbé sur cette partie du plateau. Les expéditions de Tibati ont créé un vide pastoral. En y installant des Mbororo, Tibati affermit son contrôle, par l'intermédiaire de pasteurs peu tentés de contester son autorité.

63. KIRK-GREENE (A.H.M.), 1958, "Adamawa, past and present".

64. Tibati avait tellement guerroyé contre les autochtones et ses voisins foulbé que le cheptel des conquérants avait souffert de désintérêt et d'abattages intempestifs.

65. «Mayo Mbororo», le nom d'un petit cours d'eau qui traverse la ville de Tignère, conserve le souvenir de cette première installation.

66. MOHAMMADOU (E.), 1965, "L'histoire de Tibati, chefferie foulbé du Cameroun", p. 53.



1 : limites des territoires foulbé, 2 : territoire de Tignère annexé par Tibati, 3 : populations plus ou moins autonomes, 4 : capitale de territoire peul, 5 : ancien Tignère, 6 : migration des premiers Djafoun, 7 : "lahore", source natronée, 8 : grand abrupt de l'Adamaoua

Fig. 11 : *L'arrivée des premiers Mbororo en Adamaoua.*

Pour les arrivants, la région de Tignère présente beaucoup d'avantages pastoraux. D'abord, elle comporte une source natronée. A quelques kilomètres de Tignère, la source de Falkoumré devient *wawru Manyaaru* : le puits de Manya. Le natron, complément minéral indispensable aux animaux en savanes, parvenait rarement jusqu'au plateau de l'Adamaoua. De même que les Foulbé de Ngaoundéré et ceux de Banyo, les Mbororo peuvent s'en passer, dès lors qu'ils disposent d'une source natronée sur place. De plus, la vallée du Mayo Beli offre des pâturages de saison sèche, sans sortir du territoire de Tibati.

Les premiers Mbororo ne sont donc pas arrivés sur l'Adamaoua en conquérants mais comme de simples pasteurs. Ce faisant, ils avancent tout de même dans le sillage des Foulbé. Mieux : les Foulbé de Tibati se servent d'eux pour conforter leur domination sur une partie contestée du plateau.

De la peste bovine à la "guerre" de Boure-Galim

Les premières années de séjour des Mbororo en Adamaoua sont prospères. Ils étendent leurs parcours mais se heurtent, à l'ouest, aux Nyem Nyem, population locale que Tibati n'a jamais réussi à soumettre. Les arrivées se succèdent. Les premiers lignages montés sur l'Adamaoua ne comportaient que quelques familles de Gosi'en, Faranko'en, Hamaranko'en, Rijimanko'en et Djaranko'en. A la fin des années 1880, d'autres pasteurs les rejoignent. Ils fuient une véritable catastrophe qui ruine le nord du Nigeria : la grande peste bovine des années 1887-1891.

Probablement originaire d'Asie, l'épizootie s'est déclarée au Darfour d'où elle s'est propagée à travers le Tchad en 1886, avant d'atteindre le nord du Nigeria. De là, elle a ravagé les troupeaux d'Afrique de l'ouest, de 1890 à 1893, en anéantissant presque tout le cheptel (67). Une autre traînée de peste bovine se répandait, en même temps, en Afrique orientale. En 1890, elle provoqua des pertes catastrophiques au Tanganyika allemand. Puis elle s'est propagée vers l'Afrique du Sud. Malgré beaucoup de précautions prises, elle a décimé les troupeaux du Natal, en 1897, le cheptel africain régressant de 500.000 à 75.000 têtes en 2 ans (68).

Au nord de l'actuel Nigeria, l'épizootie a balayé la majeure partie du cheptel (69). Des auteurs ont évalué la mortalité du bétail entre 80 et 90 % des effectifs (70). Plus tard, lorsque la maladie devint presqu'endémique, il semble que des animaux acquirent une certaine immunité. F.W. De St Croix témoigne du désespoir qui s'empara des éleveurs ruinés : actes d'agressivité, de démence et même, recours au suicide. Les pertes en bétail entraînèrent deux conséquences opposées : la sédentarisation de ceux qui avaient presque tout perdu et la fuite de ceux qui espéraient encore sauver une partie du cheptel (71).

Les fuyards se sont dirigés de préférence vers le centre de la province peule de l'Adamawa, c'est-à-dire Yola qui, relativement isolé, n'a pas été touché par l'épizootie. D'autres sont venus y acquérir des animaux pour reconstituer leur cheptel (72). L'afflux de pasteurs a conduit Yola à lever les impôts avec plus de rigueur sur cette catégorie de population. Un ***Sarki Sanu***, agent chargé des questions d'élevage, est appointé, dans les années 1880, avec la mission de lever la "zakat" auprès des nomades (73). L'imposition du bétail à Yola contribue à relancer le mouvement migratoire mbororo.

Des Bawanko'en qui ont fui la peste bovine au nord, se soustraient à l'oppression fiscale de Yola en 1890 et arrivent à Tignère. Il en est de même des Rahadji qui s'étaient attardés sur Yola, après le départ des premiers Gosi'en. Parvenus en Adamaoua, ils ne restent pas longtemps dans le territoire de Tibati et entrent sur Banyo. Ils s'installent à Gandoua, près d'une source natronée. En saison sèche, ils se dispersent sur le plateau jusqu'aux environs de Banyo.

67. DOUTRESSOULLE (G.), 1947, "L'élevage en Afrique Occidentale Française", p. 74.
68. BALLARD (C.), 1986, "The repercussions of rinderpest : cattle plague and peasant decline in colonial Natal".
69. De St CROIX (F.W.), 1945, "The Fulani of Northern Nigeria", p. 13.
70. I.L.C.A., 1986, "Livestock systems research in Nigeria's subhumid zone", p. 170.
71. Il est probable que les ravages de la peste bovine favorisèrent la propagande mahdiste auprès d'une population traumatisée. Le Mahdi ne réformerait pas seulement la religion, il abolirait également l'oppression des pauvres par les chefs corrompus. La dimension sociale de la doctrine entraîna l'adhésion des Peuls de Gombe et du Diamaré (rébellions de Djibril à Gombe et d'Hayatou au Diamaré).
72. De St CROIX (F.W.), 1945, p. 13.
73. SA'AD ABUBAKAR (B.A.), 1977, p. 123.

C'est là que le voyageur allemand C. Von MORGEN rencontre, en 1891, ceux qu'il appelle les "Foulbé du Niger". « Banyo marque la limite la plus méridionale qu'ait atteinte ce peuple de pasteurs. Avec leurs grands troupeaux de boeufs, ils séjournent surtout dans la belle région de montagnes qui s'étend de là jusqu'à Gashaka » (74). Quelques jours plus tard, il en retrouve pourtant au marché de Bantadje, dans les plaines de la Bénoué, c'est-à-dire en une position étonnamment avancée au sud. Ce sont probablement des Mbororo enfuis le plus loin possible, afin de se soustraire à la peste bovine qui sévit au nord.

74. MORGEN (C. Von), 1893, "A travers le Cameroun, du sud au nord", trad. par PH. LABURTHE-TOLRA, 1972, p. 180.

Bien qu'ils n'aient pas subi la grande peste bovine, les Mbororo de Tignère voient leur situation se dégrader. C'est probablement à cette époque que se déclare ***bunka*** (ou ***abisu***), une épizootie de péripneumonie bovine qui cause de grandes pertes parmi les troupeaux en haut du Tchabbal Mbabo, sans doute aggravée par le froid et l'humidité qui règnent sur ces hauteurs. La maladie provoque une première dispersion des Mbororo. Mais, d'après des témoignages oraux, cette dispersion proviendrait surtout d'attaques lancées par les autochtones Nyem Nyem. Des Toukanko'en descendent près de Banyo, d'autres retournent vers les plaines de Yola où les Anglais les rencontreront.

Les Mbororo s'étaient installés en Adamaoua, grâce à la protection de Tibati. Mais celle-ci comportait une contrepartie importante en bétail. Lorsque C. Von MORGEN visite le camp militiaire des Foulbé de Tibati devant Ngambé, il observe qu'on y abat souvent des boeufs pour le ravitaillement. Il ne peut s'empêcher d'admirer ces animaux : « ici, les boeufs sont en général d'une taille et d'une beauté exceptionnelles, beaucoup plus forts que chez nous... L'envergure des cornes atteint souvent deux mètres et plus » (74). La description ne trompe pas : il ne s'agit pas du bétail des Foulbé proprement dit mais de celui des Mbororo, probablement versé en tribut.

74. idem, p. 168.

Bientôt, la protection de Tibati se révèle illusoire. Tibati se réconcilie avec les descendants du chef de Tignère, autorisés à rentrer chez eux. Or, les Mbororo ont occupé, entre-temps, leur territoire. La coexistence s'avère difficile après le retour des Foulbé de Tignère. Les Mbororo ne tiennent pas à tomber sous une nouvelle domination.

Comme souvent, avec les Mbororo, le différend porte sur le versement de l'impôt coutumier sur le bétail, ***sofal***, au nouveau chef foulbé. Prétextant de son antériorité à Tignère, l'***arDo*** des Mbororo refuse toute allégeance et se prétend le vrai ***mawDo*** : le maître. Les Mbororo étant plus nombreux que les Foulbé, Ardo Magna se sent très fort. Mais la population pastorale, presque toujours dispersée auprès du bétail, ne représente qu'une force épisodique. Les Mbororo de Tignère montrent la même faiblesse que les Peuls d'Hadejia au milieu du 19e siècle, lorsqu'ils s'adonnaient en priorité à l'activité pastorale. Les Foulbé montent un coup de main contre leurs voisins en 1898 : ils se saisissent de l'***arDo*** au moment de la prière, l'enchaînent et l'emprisonnent. C'est alors une fuite éperdue (***faaya***) des Mbororo vers l'est, à travers le territoire de Ngaoundéré puis celui de Rey.

A la concentration des Djafoun à Tignère succède un véritable éparpillement. Des Faranko'en, Ringuimadji et Sayganko'en s'arrêtent aux marges orientales du lamidat de Ngaoundéré. Ils descendent transhumer vers la vallée de la Mbéré et abreuvent les troupeaux à la grande source natronée de la Vina. Les autres préfèrent retourner vers le nord mais, à

partir de Rey, ils se séparent. Les uns (Gosi'en, Toukanko'en) regagnent le sud de Yola, tandis que d'autres (Bawanko'en) se dirigent tout droit vers le Diamaré, jusqu'à Kalfou.

Les Foulbé de l'Adamaoua imposent partout de lourdes exigences aux Mbororo fugitifs : versement d'un impôt sur le bétail (*sofal*), restrictions dans l'accès à la source natronée de la Vina. Malgré tout, les Mbororo réfugiés à Yola se résignent à retourner en Adamaoua. ***Ton ton pellel nagge*** : *« c'est là-bas le véritable endroit pour l'élevage. »* Ils se résignent également à verser une énorme rançon pour la libération d'Ardo Magna ; certains parlent de 1.000 têtes de bétail... Dès lors, les Mbororo abandonnent le territoire de Tignère et entrent sur celui de Tibati, leur ancien protecteur.

Tibati les installe à Lompta, à peu de distance d'une source natronée, ***Bure Galim***. L'endroit convient à l'élevage mais il est soumis aux attaques continuelles des Nyem Nyem que Tibati n'a jamais réussi à soumettre. Tibati avait déjà proposé à des Rahadji de s'établir près du camp (*sanyeere*) de Lompta, dressé contre les Nyem Nyem. Mais les Rahadji avaient repris leur liberté pastorale, en passant du côté de Banyo.

Il n'est possible d'abreuver les troupeaux à Galim qu'en livrant régulièrement une sorte de tribut : un boeuf, attaché à un arbre. Après le départ des Mbororo, les Nyem Nyem viennent en foule abattre l'animal et emporter les quartiers de viande. Ils tentent également de capturer d'autres animaux, si bien que les bergers doivent se tenir toujours armés. Une fois groupés, les troupeaux accèdent à la source natronée mais ils ne peuvent paître aux environs. Tel Mbororo est tué, alors qu'il tente d'abreuver ses animaux, seul et de nuit... Quant aux campements, ils se rassemblent de manière défensive, les huttes entourant les aires de stationnement des troupeaux. Pour les Mbororo isolés en Adamaoua, c'est la "guerre de ***Bure Galim***". En 1900 (?), les Mbororo demandent aux Foulbé de Tibati d'intervenir, à la suite d'un vol de boeufs particulièrement important. Mais l'expédition ne réussit pas à déloger les Nyem Nyem de la montagne de Galim.

Les Mbororo n'ont eu accès aux pâturages de l'Adamaoua qu'en se mettant sous la protection des Foulbé de Tibati, contre livraisons régulières d'animaux. Les exigences de Tibati en bétail sont telles qu'elles ont laissé de mauvais souvenirs. De plus, la protection des Foulbé reste lointaine et incapable d'endiguer les harcèlements de la population locale. D'une certaine façon, les premiers Mbororo en Adamaoua retrouvent une situation comparable à celle qu'ils connaissaient autrefois : il faut composer avec les gens sur place pour disposer de nouveaux pâturages.

L'expansion pastorale au 20e siècle

La conquête coloniale des territoires peuls (prise des lamidats de l'Adamaoua par les Allemands en 1899, chute de Yola devant les Anglais en 1901 et de Sokoto en 1903) provoque de grandes turbulences. Une partie de la population pastorale, apparemment sédentarisée, redevient mobile. Les déplacements s'orientent en de multiples directions. Tout de suite après la conquête coloniale, un exode s'amorce d'abord vers l'est.

Une direction privilégiée : l'est

Les contrées situées à l'est du lac Tchad n'étaient pas inconnues car les pèlerins vers La Mecque les traversaient depuis longtemps. Certains, étant démunis, voyageaient à pied en vivant d'aumône en cours de chemin. D'autres se déplaçaient lentement avec le bétail, en vendant des animaux au fur et à mesure des besoins. Le pèlerinage était, en même temps, une lente migration pastorale, entrecoupée de séjours aux meilleurs pâturages, jusqu'à la vallée du Nil. Au-delà, le véritable pèlerinage succédait à la migration pastorale (75).

75. Au début de ce siècle, deux Foulbé de l'Adamaoua mirent respectivement 6 et 10 ans pour se rendre à La Mecque et en revenir. En saison des pluies, ils s'installaient et cultivaient, ne se remettant en marche qu'en saison sèche.

Dès le 17e siècle, des pèlerins peuls vers La Mecque s'établissaient dans l'actuel Soudan. Originaires du Fouta Toro et du Fouta Djalon, les plus nombreux peuplaient le sud du Darfour. Au 19e siècle, des Peuls religieux fondaient un village sur la rive du Nil Bleu, au sud de Sennar. Ce village jouera un grand rôle par la suite, en offrant une halte aux migrants.

Durant le 19e siècle, les Peuls entretinrent une sorte de croyance millénariste en la venue d'un Mahdi à l'est, dans les régions du Nil. Cette croyance se fondait sur une prophétie du fondateur de Sokoto lui-même : au moment voulu, signalé par de grands désordres, tous les musulmans devraient partir vers le Nil et l'Arabie. Les dirigeants de Sokoto étaient donc soucieux d'assurer la liberté de déplacement vers l'est. Contrôlant la partie la plus orientale de l'empire, l'émir de Yola était chargé de maintenir la voie libre (76). Il lui fut même conseillé de conquérir le sud du Ouaddaï et le Darfour, pour faciliter l'exode futur des Peuls (77). Dans le même souci, Sokoto chargea les Peuls de Kalfou de conquérir le Baguirmi pour y fonder un émirat oriental, tentative qui échoua lamentablement.

76. SA'AD ABUBAKAR (B.A.), 1977, p. 105.
77. MOHAMMADOU (E.), 1975, p. 70.

Comme des catastrophes devaient précéder l'arrivée du Mahdi, un début d'exode vers l'est accompagna chaque période troublée, au cours du 19e siècle. Les départs les plus massifs survinrent en 1840 et en 1880. Chaque fois, les califes et les émirs durent intervenir pour arrêter l'exode, en assurant que ce n'était pas encore le moment de partir. Contrairement aux espérances des Peuls, les itinéraires vers l'est devenaient de plus en plus difficiles, par suite de l'hostilité du Baguirmi.

Face à la conquête coloniale, beaucoup de Peuls, en particulier au Sokoto, réagirent encore en fuyant vers l'est. Après la bataille décisive de Burmi, en 1903, entre Anglais et Peuls, une partie de ceux-ci s'enfuirent dans cette direction. Ce fut une longue marche forcée, sur 2.500 km, parfois évoquée comme « l'hégire peule. » Les fugitifs arrivèrent près du Nil Bleu en 1906 et s'établirent l'année suivante à Maiurno qui devint un centre politique et religieux. Il est probable qu'ils trouvèrent des Peuls déjà établis depuis le 19e siècle à Maiurno. L'arrivée dramatique de familles proches de l'émir de Sokoto conféra un statut politique au centre peul. Lors des premières années du siècle, Maiurno attira de nombreux migrants, en provenance du Nigeria et du Cameroun. De Maiurno, des chefs furent délégués dans les secteurs de peuplement peul, localisés à l'est : vallées de Dindir, de Rahad et Atbara, proche de la frontière éthiopienne (78). En 1955, Maiurno comptait 15.000 habitants, tous recensés comme "West African" (79).

78. ABU-MANGA (A-A.), 1986, p. 17.
79. DAVIES (H.R.), 1964, "The West African in the economic geography of Sudan".

Après les fuites inspirées par les croyances mahdistes et le choc de la conquête coloniale, la paix favorisa les déplacements des pèlerins et des pasteurs vers l'est.

Dans les années 1900-1910, de nombreux Mbororo parcouraient la plaine du Diamaré, entre les rivières Tsanaga et Mayo Louti. C'était le cas de Toukanko'en et de Mbodi'en. Les années suivantes, ils se dispersent ; les uns vers le sud, les autres vers l'est, jusqu'au Ouaddaï. Tel groupe de Peuls se trouvait au nord du Cameroun au début du siècle. En 1912, il atteint le Darfour avec son bétail et en 1947, il séjourne près du Nil Bleu. En une cinquantaine d'années, il a parcouru 2.000 km. D'autres groupes pastoraux sont encore allés plus loin, jusqu'à la rivière Atbara et le delta intérieur de la rivière Qash, proches de la frontière éthiopienne (80). A seulement 200 km de la Mer Rouge, les vaches rouges des "Fellata" voisinent avec les chameaux des Beja autochtones et des Arabes Rashaiba (81).

En 1955, les Peuls pasteurs les plus nombreux se trouvent au sud du Darfour, aux environs de Nyala (Tullus), où 40.000 d'entre eux sont recensés. Ce n'est qu'une minorité, par rapport aux 600.000 immigrants d'Afrique de l'ouest alors installés au Soudan. Mais il est probable que le recensement n'a touché qu'une partie des éleveurs originaires de l'ouest africain.

80. idem. Alors que l'auteur fait l'éloge des migrants, originaires de l'ouest, lorsqu'ils sont cultivateurs ou citadins, il tient en piètre estime les pasteurs : « the West African nomad is no more of an economic asset than his Sudanese counterpart » (p. 227).

81. Information orale de R. BLENCH.

Au début du siècle, des Foulbé de l'Adamaoua entreprennent à pied le pélerinage de La Mecque, sans esprit de retour. L'idéal religieux consiste à terminer sa vie auprès des Lieux Saints, quitte à laisser sa famille aux bons soins de la communauté musulmane du lieu de départ. Les migrations religieuses et pastorales en direction de l'est sont entretenues par la persistance de l'influence mahdiste auprès des Foulbé du Nigeria et du Cameroun. Comme les administrations coloniales tiennent cette secte en suspicion, exilant les chefs spirituels, leurs adeptes ne se déclarent pas ouvertement. Toutefois, à l'occasion de quelque évènement symbolique, les administrateurs prennent conscience de son importance (82).

82. FROELICH (J.C.), 1954, "Le commandement et l'organisation sociale chez les Foulbé de l'Adamaoua (Cameroun)", p. 70.

Au Soudan, l'administration anglaise accueille favorablement les Fellata cultivateurs, c'est-à-dire les Haoussa et Bornouans. Ils sont nombreux dans les plaines du Nil Bleu et du Kassala, par exemple dans la région de Gedaref. Des cultivateurs ouvrent des champs sur les argiles fertiles des plaines, entrant en conflit avec les pasteurs arabes qui les utilisaient comme pâturages de saison sèche. Les Anglais soutiennent les initiatives agricoles puis lancent une agriculture mécanisée, en faisant appel à des ouvriers saisonniers, encore Fellata.

A l'ouest du Soudan, les Peuls sont surtout des pasteurs qui pratiquent des transhumances, oscillant entre des étendues sableuses en saison des pluies et des plaines argileuses en saison sèche. Ils ne peuvent étendre leurs parcours vers l'est et les plaines du Nil, par suite de la concurrence d'autres éleveurs de bovins, dont les Baggara. Des Peuls s'établissent dans les villes (Nyala, El Fasher), tout en possédant des troupeaux que les jeunes conduisent. Les groupes pastoraux maintiennent le mieux la culture et la langue peules. Au contraire, les sédentaires et surtout les citadins s'arabisent en quelques générations.

Si l'administration anglaise se félicite de l'arrivée au Soudan des Fellata cultivateurs, elle se montre hostile au flux des Peuls pasteurs, les contrai-

gnant à se sédentariser ou à quitter les bons pâturages des plaines du Nil. Elle se méfie par dessus tout de l'obédience mahdiste des nouveaux venus, les isolant de la population locale ou des anciens Peuls arabisés (83).

83. ABU MANGA (A.A.), 1986.

La poussée peule vers le nord

La poussée des pasteurs vers le nord s'est surtout manifestée le long de la frontière entre Niger et Nigeria. Des environs de Nyamey au lac Tchad, soit sur 1.200 km, les Peuls ont avancé de 100 à 300 km.

Au début de ce siècle, ils étaient presqu'absents du Niger (84). Pourtant, les cultures étaient déjà étendues en pays haoussa et elles progressaient au nord du Sokoto, accompagnées d'une série de fondations de villages. Faiblement peuplé avant la Jihad, le territoire de Sokoto était parcouru par des pasteurs peuls et touaregs, attirés par ses larges vallées. Tout au long du 19e siècle, des contingents de captifs affluèrent au centre de l'empire, représentant les tributs envoyés par les provinces. Les captifs étaient installés en villages qui s'entouraient de champs, aux dépens des pâturages. Les pasteurs n'avaient le choix qu'entre se sédentariser en diversifiant leurs activités ou se déplacer vers des pâturages encore disponibles.

84. DUPIRE (M.), 1962, "Peuls nomades", p. 21 et BONTE (P.), 1967, "L'élevage et le commerce du bétail dans l'Ader Doutchi-Madjya".

Contrairement au tableau d'une sédentarisation générale, présenté par des historiens (85), tous les pasteurs ne se sont pas soumis à la réforme culturelle et économique imposée par l'aristocratie peule de Sokoto. Les plus attachés au bétail l'ont refusée, en se retirant à la périphérie de l'empire.

85. LAST (M.), 1967, p. 125.

De façon curieuse, les Peuls dits "Farfaru", pourtant à demi-sédentaires, ont quitté les premiers le Sokoto pour entrer au Niger (86). Les nomades Wodabe se sont infiltrés seulement à leur suite dans les steppes du nord. Mais ils sont allés plus loin.

86. DUPIRE (M.), 1962, p. 21 ; BONTE (P.), 1967.

Dans un ouvrage récent, A.M. BONFIGLIOLI (87) retrace l'histoire pastorale et les pérégrinations d'un petit groupe mbororo à l'ouest du Niger. Au début du 19e siècle, il séjournait chez les Haoussa, au sud du pays de Katsina. Au milieu du siècle, il entre dans le pays de Sokoto mais il s'adapte mal à la politique de sédentarisation et d'islamisation prônée par le pouvoir peul. Dès 1870, il sort donc de Sokoto vers l'ouest, le Kebbi, où il tombe sous la coupe des chefs locaux. Un essai de fuite au Dallol échoue, si bien que le groupe retourne au Kebbi à la fin des années 1880. C'est là que la grande peste bovine le surprend, au début des années 1890, décimant presque tout le cheptel. Jusqu'en 1910, ces Wodabe se comportent en semi-sédentaires, afin de reconstituer le troupeau familial.

Après 1910, le cheptel a retrouvé une taille suffisante pour que le groupe retourne à la vie pastorale. Il entreprend alors, en un demi-siècle, une montée par à-coups vers le nord, le conduisant à environ 300 km de ses pâturages de départ (fig. 12). Alors qu'autrefois, la tendance migratoire s'orientait vers l'ouest, elle devient nettement méridienne. Répondant autrefois à des motifs politiques (oppression, insécurité), elle résulte désormais d'impératifs surtout pastoraux.

87. BONFIGLIOLI (A.M.), 1988, "DuDal ; histoire de famille et histoire de troupeau chez un groupe de WoDaaBe du Niger".

La défaite des Touaregs par les Français et leur repli vers le nord facilitent une pénétration peule dans l'Ader et le Damergou, au cours des années vingt. Le petit groupe mbororo s'implante alors dans la région de Filingué, à plus de 100 km au nord. Un nouveau déplacement d'une quarantaine de kilomètres, dans les années trente, s'accompagne de changements décisifs de techniques pastorales : abandon de la transhumance de saison sèche pour celle d'hivernage, accentuation de la mobilité par l'adoption du chameau et de l'âne comme animaux de transport. Dans les années quarante et cinquante, le groupe stationne aux environs d'Abala d'où il transhume dans la vallée de l'Azaouak. Au début des années soixante, l'accaparement de parcours de transhumance par un ranch d'Etat et l'effet de bonnes pluies sur les pâturages incitent à pousser encore plus au nord. C'est au Mali que la sécheresse de 1973 frappe le groupe mbororo. L'auteur fait allusion au drame pastoral mais il ne mentionne pas le repli probable vers le sud.

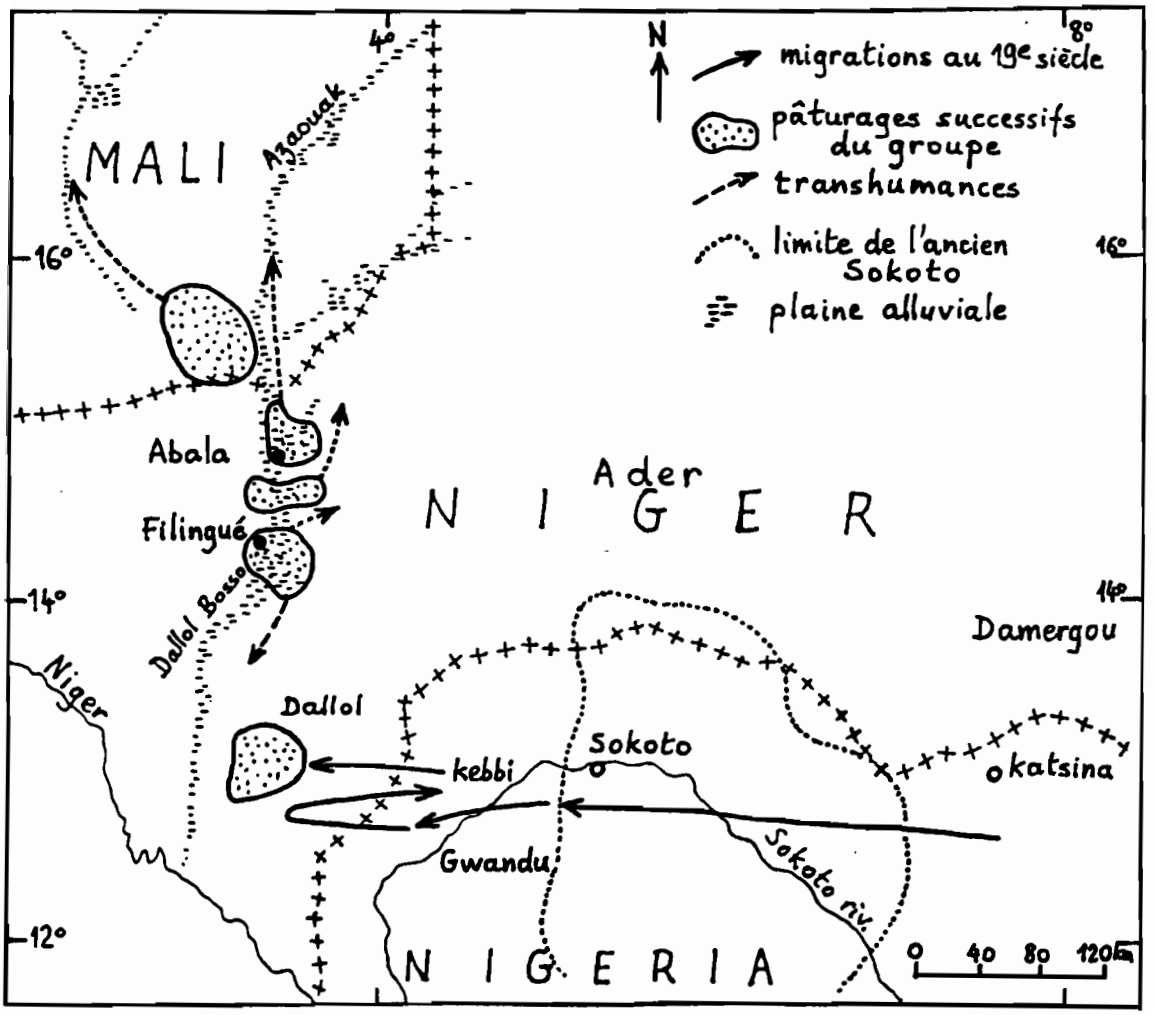


Fig. 12 : ***La "montée" vers le nord d'un groupe de Wodabe***
(d'après A.M. BONFIGLIOLI, 1988).

La montée vers le nord des Wodabe, le long du Dallol Bosso, illustre l'invasion des pâturages sahéliens par les Peuls, eux-mêmes poussés par l'extension des cultures en zone pastorale. Avant les sécheresses des années

soixante-dix, les Peuls Farfaru se sont avancés d'une centaine de kilomètres en Ader et au Damagaran. Les Wodabe et autres Mbororo les devancent au nord de Tahoua et de Zinder, jusqu'au Damergou. De là, ils envoient encore plus loin des troupeaux en transhumance d'hivernage et en cure salée. Beaucoup de migrations sud-nord se sont amorcées au nord du Sokoto et surtout au nord de Kano (88).

88. DUPIRE (M.), 1962, carte 3.

Les sécheresses des années soixante-dix et surtout celle de 1984 ont eu pour conséquence d'arrêter brutalement la poussée peule vers le nord. Lui a succédé une migration, ou plutôt une débandade vers le sud. Face à la sécheresse, les Peuls nomades sont les premiers à adopter une stratégie de fuite vers le sud. Elle leur a permis de limiter les pertes en 1973, par rapport à celles des Touaregs restés sur place. Des chroniques familiales relevées à l'est du Niger (89) montrent qu'en 1984, ils reprennent le chemin du sud, vers le Nigeria et même le Cameroun, surtout en direction des pâturages exondés du lac Tchad. Grâce à des compétences pastorales exceptionnelles, des Peuls limitent encore les pertes à quelques têtes, en contexte pourtant catastrophique.

89. THEBAUD (B.), 1988, «Elevage et développement au Niger ; quel avenir pour les éleveurs au Sahel ?»

Même s'ils n'ont pas trop souffert des effets des sécheresses, les Peuls ne semblent pas disposés à retourner vers leurs parcours extrêmes des années soixante. De 1986 à 88, années pluvieuses, des pâturages sahéliens verdoyants restent vides de bétail. Par effet de réduction des effectifs mais également d'une prise de conscience du risque pastoral en zone semi-aride, la poussée des Peuls vers le nord semble enrayée.

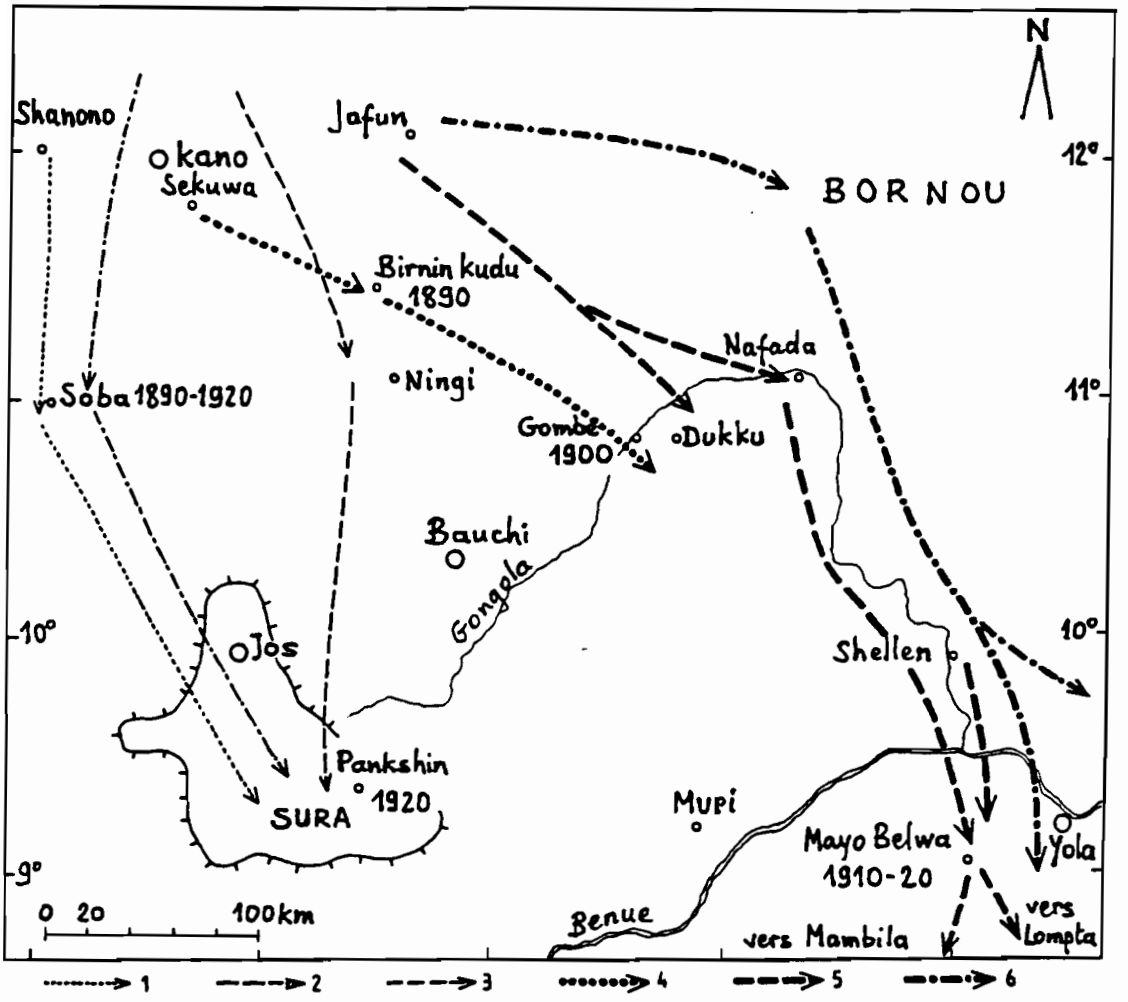
Nouvelles migrations vers le sud

La conquête anglaise du Nigeria et celle du Cameroun par les Allemands mettent des pasteurs en mouvement vers le sud. En réduisant l'hostilité de populations locales que les Foulbé n'avaient pas réussi à soumettre, la paix coloniale permet une plus grande liberté pastorale. Les nouvelles frontières divisent l'empire peul, isolant Yola de la plupart de ses provinces : pour les Foulbé, ces démarcations entraînent de graves conséquences. Pour les Mbororo, c'est l'inverse : ils les franchissent plus facilement que les marches incertaines de l'ancien empire peul.

Remises en mouvement au début du siècle. Survenant de façon simultanée à plusieurs latitudes, les déplacements se traduisent par un décalage général des pasteurs vers le sud.

> Des plaines de Kano, des Boutanko'en, Gamanko'en et Djoranko'en pénètrent au Bauchi. En fait, ils se déplacent seulement d'une centaine de kilomètres puis s'arrêtent aux marges nord du Bauchi, dans la contrée de Ningi. De la même façon, les Danedji et Siwalbe quittent l'ouest de Kano et "descendent" d'une centaine de kilomètres vers le territoire de Zaria. Plus tard, à la suite d'une grande sécheresse en 1913-14 et d'une nouvelle flambée de peste bovine, ces lignages montent sur le plateau de Jos où ils séjournent longtemps. Lorsqu'ils aborderont les plateaux de l'Adamaoua et des Grassfields, ils étonneront par leurs animaux blancs et les particularités de leur parler foulfouldé. Ils seront désignés collectivement "Akou", d'après la formule de salutation qu'ils emploient.

A ces déplacements orientés plein sud, s'oppose un courant migratoire important en direction du sud-est (fig. 13). Il entraîne des Djafoun laissés "en arrière" par les pionniers montés sur l'Adamaoua au 19e siècle. De ce croisement entre itinéraires migratoires résulte le clivage actuel entre deux groupes de pasteurs peuls, dans les savanes d'Afrique centrale : les Djafoun et les Akou. Parmi les Djafoun "retardataires", les uns avancent par étapes tandis que les autres entreprennent de grands périples et rejoignent rapidement l'Adamaoua.



Migrations de futurs Akou ; 1 : Siwalbe, 2 : Danedji, 3 : Boutanko'en, Gamanko'en, Djoranko'en.
Migrations de Djafoun ; 4 : Madjanko'en, 5 : Ouranko'en, 6 : Gamadanko'en.

Fig. 13 : ***Transferts peuls du Sahel vers le sud au début du siècle (Nigeria).***

En 1890, des Gamadanko'en s'étaient déplacés des environs de Kano (Sekuwa) à une centaine de kilomètres de là, au sud-est (Birnin Kudu). Ils étaient déjà à demi-sédentaires : « the mallams and the older men built and lived in the town and only

the youths would stay with the cattle and follow them to their dry season grazing » (90). A l'arrivée des Anglais, ils opèrent un nouveau déplacement d'une centaine de kilomètres, toujours selon la même direction. Parvenus aux environs de Gombe Abba, ils se fixent encore : « there, they built themselves a settlement » (90). Lorsque des Peuls ont commencé à se sédentariser, leurs migrations ultérieures s'intercalent avec de longues phases de fixation.

90. Du BOULAY (R.), 1953, "The Fulani in Nigeria".

Les premiers migrants partis de Jafun avaient laissé des pasteurs sur place ou en cours de route, par exemple des Ouranko'en et des Madjanko'en. Au début de ce siècle, des Ouranko'en quittent Jafun à leur tour pour se diriger vers Yola. Les Madjanko'en faisaient partie des premiers contingents de migrants à partir de Jafun mais ils s'étaient arrêtés dans la vallée de Gongola. A la faveur de la paix coloniale, ils se dispersent. Les plus nombreux se retrouvent à l'ouest de Yola (Mayo Belwa) où ils stationnent longtemps, leur ***arDo*** devenant le responsable de tous les Mbororo.

Quelques familles entreprennent, au contraire, un long périple. Elles se dirigent d'abord vers le Diamaré puis rebroussent chemin vers le sud. En transitant par Bibémi et Rey, elles montent sur le plateau de l'Adamaoua où elles rencontrent des Sayganko'en, à l'est de Ngaoundéré. Madjanko'en, Ouranko'en et Sayganko'en parcourent, durant plusieurs années, cette partie du plateau alors vide de troupeaux foulbé. Certains rejoignent en 1915 les Djafoun au nord de Tibati, après une saisie de bétail opérée par les envoyés du ***laamiiDo*** de Ngaoundéré.

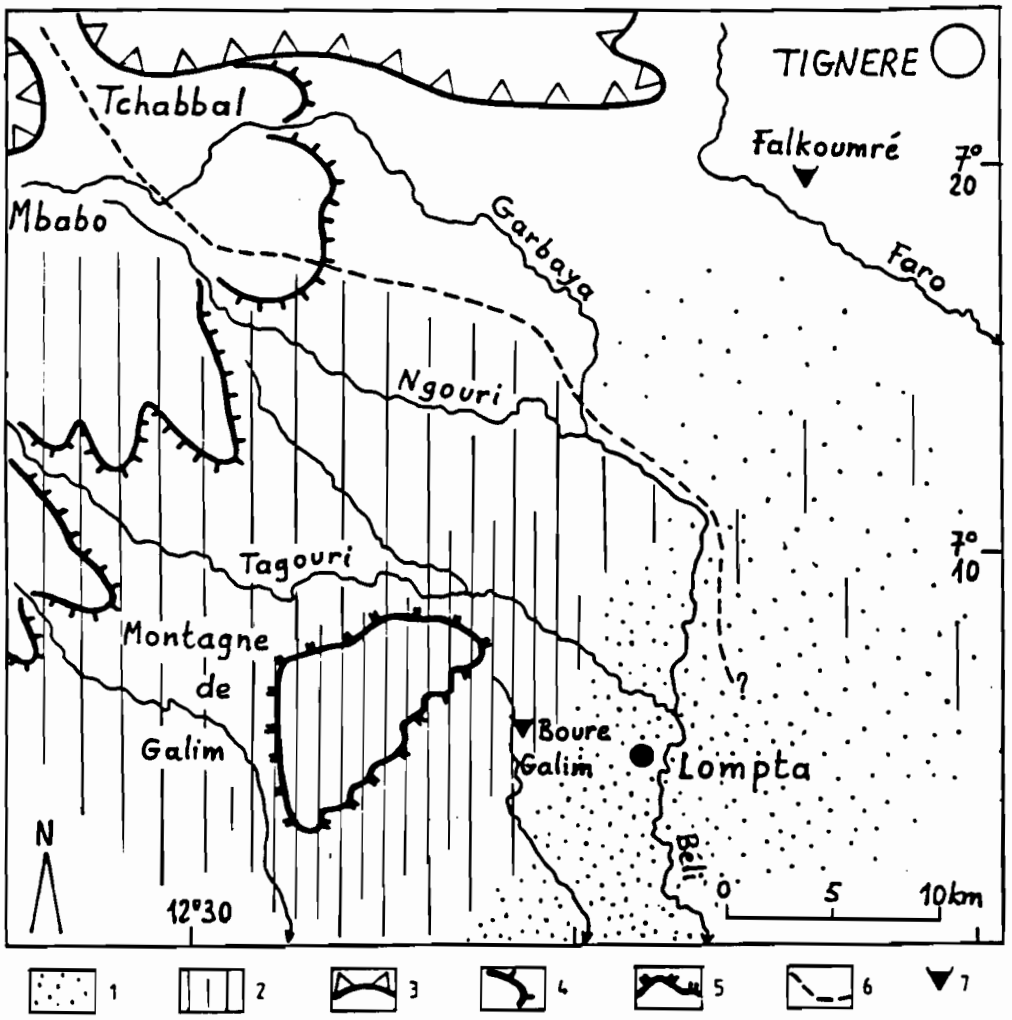
La paix coloniale offre aux pasteurs peuls la possibilité de "pénétrer" les espaces favorables à l'élevage. Les déplacements des derniers Djafoun reprennent les itinéraires empruntés au siècle précédent. Les grandes étapes migratoires sont les mêmes : pays haoussa, territoires du Bauchi ou de Gombe, plaines de la Bénoué (Muri, Yola) et plateaux de l'Adamaoua. Les pasteurs avancent selon une "coulée migratoire", les lignages se succédant les uns aux autres sur les mêmes pâturages.

Les échecs de Lompta. Au début du siècle, les Djafoun qui se placent sous la protection de Tibati ont reçu des pâturages aux environs de Lompta. D'autres les rejoignent bientôt à partir de Yola, en particulier des Toukanko'en. Mais l'installation des Mbororo à Lompta se révèle houleuse. Ils accèdent difficilement à la source natronée de Galim, exposée aux attaques des Nyem Nyem. D'un autre côté, les Foulbé de Tignère interdisent d'utiliser celle de Falkoumré. Or, sans complément minéral, les animaux dépérissent.

Aux difficultés pastorales s'ajoutent des querelles entre notables pour s'assurer le commandement des Mbororo et esquiver les taxes en bétail exigées par Tibati. Si l'***arDo*** les répercute sur ses gens, il est soupçonné de collusion avec les Foulbé. S'il les ignore, il s'expose à une expédition punitive. Un ***arDo*** doit être capable de surmonter de lui-même l'écart entre les exigences du suzerain et ce que ses gens sont prêts à payer. Il faut donc qu'il soit riche en bétail. Les familles Gosi'en sont alors prospères et prestigieuses. Aussi, les leaders de deux lignées concurrentes de Gosi'en se disputent-ils le pouvoir. Celui qui est évincé quitte Lompta, accompagné de ses gens. Avec des Aoutanko'en, ils passent au nord de Banyo et en haut du Tchabbal Mbabo. Des Toukanko'en, revenus de Yola, s'installent directement sur Banyo, autour des sources natronées de Mba et de Gandoua.

Les Nyem Nyem lancent des attaques de plus en plus audacieuses contre les troupeaux et les campements qu'ils assiègent, *hippa*. Lompta fait partie des franges mal contrôlées de territoires foulbé où les Mbororo, assimilés aux envahisseurs, s'exposent à des rétorsions (91). Devant le désarroi des pasteurs et à la requête de Tibati, les Allemands interviennent contre les Nyem Nyem en 1906. Leurs réduits dans les rochers sont mitraillés. Dès lors, les Djafoun abreuvent plus facilement les troupeaux à la source de Galim, équipée d'une pompe et d'abreuvoirs. Les Allemands prennent la relève des Foulbé de Tibati dans la protection des Mbororo. L'intervention militaire est complétée, en 1910, par la création d'un "Bezirk Lomta", district autonome attribué aux Mbororo.

91. Il en est de même des Mbororo qui montent s'installer sur le plateau de Jos, au début du siècle, à proximité de populations restées quasiment autonomes. Les harcèlements entre bergers et cultivateurs sont incessants.



1 : parcours des troupeaux, 2 : secteur plus ou moins contrôlé par les Nyem Nyem, 3 : rebord de l'Adamaoua, 4 : abrupt du Tchabbal Mbabo, 5 : refuges rocheux des Nyem Nyem, 6 : limite approximative du lamidat de Tignère, 7 : source natronée ("lahore")

Fig. 14 : *Les Djafoun à Lompta au début du siècle*

La période allemande, favorable aux Mbororo, est marquée par une grande concentration pastorale autour de Lompta (fig. 14). En fait, la situation des éleveurs reste précaire. Alors qu'ils stationnent en haut de Dadawal, sur Banyo, ils ne peuvent

accéder à Mbabo. S'ils abreuvent les animaux de jour à Galim, ils se replient vers Lompta avant la nuit. Les troupeaux ne stationnent que sur le plateau au sud de Tignère et encore, des coups de main des Nyem Nyem n'y sont pas exclus. Cette insécurité motive de nouvelles expéditions punitives, en 1913 et 14, contre les Nyem Nyem (92).

A partir de 1909, des familles prestigieuses se groupent aux environs du centre mbororo, en compagnie de petits troupeaux laitiers. Mais les jeunes s'éloignent sur les hauteurs au nord de Banyo, avec l'essentiel du cheptel. La liste des lignages rassemblés dans l'orbite de Lompta s'allonge : Gosi'en, Rijimanko'en, Aoutanko'en, Faranko'en, Hamaranko'en, Toukanko'en, Dabanko'en, Sayganko'en. Dans les premières années 1910, des Rahadji s'installent sur le haut plateau Mambila, au nord-ouest de Banyo. Des Gosi'en les rejoignent bientôt et nomadisent sur les hauts plateaux, de plus en plus loin vers l'ouest et le sud.

92. Environ 500 tirailleurs, commandés par des Allemands, assiègent les Nyem Nyem réfugiés dans les grottes de Galim. Sans résultat vraiment décisif (TREMESAYGUES, 1937, "Rapport Annuel"). Aujourd'hui, la petite ethnie des Nyem Nyem retire une grande fierté de sa résistance aux Allemands.

Alors que des Mbororo installés depuis longtemps en Adamaoua prospectent des pâturages de plus en plus éloignés, les arrivées sont continues au début du siècle. Des Mbororo, ruinés par les maladies qui dévastent les troupeaux au nord, se dirigent vers l'Adamaoua pour se livrer au commerce de vêtements. Avec les bénéfices, ils se procurent des animaux pour reconstituer des troupeaux sur le plateau. Quant aux Foulbé ruinés par des maladies du bétail au Diamaré et dans les plaines de la Bénoué, ils s'engagent comme bergers des Foulbé les plus riches de l'Adamaoua. Ensuite, devenus autonomes, ils s'installent aux environs de Banyo ou de Ngaoundéré. Les pâturages de Tignère, désertés par les Mbororo, sont bientôt réoccupés par des Foulbé venus de Yola. Qu'il s'agisse des Mbororo ou des Foulbé, l'Adamaoua représente alors une terre d'accueil pastoral.

La politique des Allemands consistait à fixer les pasteurs, en leur affectant un territoire relativement vaste, aux dépens des Nyem Nyem, entre les lamidats de Tignère, Tibati et Banyo. Mais ils tentent aussi de recenser le bétail, ce qui provoque des retours précipités vers Yola, notamment de Toukanko'en en 1907. Les fugitifs se ravisent pourtant, lorsque leurs animaux commencent à dépérir en plaine. Ils regagnent alors rapidement les plateaux. Les rivalités politiques entre Gosi'en et le besoin de nouveaux pâturages engendré par la croissance des troupeaux ne permettent pas de retenir longtemps tous les Mbororo à Lompta. Le relâchement du soutien et de l'encadrement colonial, à la faveur de la Première Guerre Mondiale au Cameroun, entraîne une dispersion pastorale.

93. "Rapport annuel sur le Cameroun à la S.D.N.", 1924, p. 46.

Comme en beaucoup de domaines, l'administration française s'efforce de prendre le contre-pied de la politique allemande dans les rapports entre Mbororo et populations locales. A une protection des pasteurs, elle substitue une restauration des Nyem Nyem dans leurs droits fonciers et politiques. Elle critique les Allemands d'avoir taillé aux Mbororo un territoire sur mesure, aux dépens des autochtones. L'administration française n'entérine plus la domination des populations locales par les Foulbé. Un rapport de 1924 (93) énumère les populations émancipées. Parmi elles, figurent les Nyem Nyem, soustraits à l'autorité de Tibati et de Tignère. Le centre de leur chefferie se trouve désormais à proximité de la source natronée qui, en principe, « est à la disposition de tous les éleveurs » (93). En fait, elle est remise sous le contrôle des Nyem Nyem (94).

94. « Le chef de Galim n'ignore pas qu'il va percevoir la moitié de la remise de la taxe bororo, en qualité de chef territorial du sol du lahore » ("Rapport de tournée du chef de Subdivision de Banyo, PARRAT, du 4 au 21 avril 1924, dans l'est de la Subdivision").

La chefferie de Galim supplante l'ancien district mbororo de Lompta qui englobait une grande partie de l'aire de peuplement des Nyem Nyem. Retombant sous la domination d'autochtones, des pasteurs émigrent, d'autant plus qu'une flambée de peste bovine se déclare en 1920 au nord de Banyo et se propage jusqu'aux troupeaux de Lompta. Les querelles ne cessent pas entre les Mbororo rassemblés à Lompta.

> Incapables de s'entendre, les Gosi'en remettent la charge d'*arDo* à un Aoutanko. Mais il n'est pas assez riche ni son lignage assez puissant pour s'imposer. *O wawataa joggugo laamu, sey gaynaako: « il ne sait pas commander, il n'est qu'un berger »* disent de lui, de façon méprisante, les Gosi'en.

> L'afflux de Mbororo sur les plateaux se poursuit durant les années vingt, mais en empruntant de nouveaux itinéraires. Des plaines de Yola, ils ne remontent plus la vallée du Faro en direction de Tignère, occupé par les Foulbé. Par Dodéo, ils se dirigent directement vers le grand abrupt du Tchabbal Mbabo, puis se concentrent sur la haute table de Dadawal (Ringuimadji, Aoutanko'en, Toukanko'en). D'autres Mbororo (Ouranko'en) s'orientent vers l'est de l'Adamaoua, en traversant le territoire de Rey. Avec des Sayganko'en et des Dabanko'en, ils font alors des va-et-vient entre les pâturages de Ngaoundéré et la région des Gbaya, autre population du plateau. Les Mbororo s'insinuent dans les secteurs périphériques de l'Adamaoua, esquivant le plus possible les chefs foulbé et l'administration coloniale.

Le changement de politique à l'égard des Nyem Nyem et leur descente de la montagne de Galim détendent les relations avec les Mbororo. A partir des années vingt, les pasteurs peuvent enfin accéder tranquillement au Tchabbal Mbabo. Mais la nouvelle administration coloniale n'a guère d'emprise sur les Mbororo. A priori hostile à cette population, elle s'inquiète de son absence d'influence sur « une race très sauvage » (95). Elle se donne alors comme objectif de «fixer définitivement dans le pays ces très riches éleveurs» (96). En 1922, à l'occasion de la nomination d'un nouvel *arDo*, elle reprend l'idée d'une unification politique des Mbororo. Mais le secteur qu'elle leur affecte se restreint aux abords de Lompta et à quelques enclaves sur le Tchabbal Mbabo ; ce n'est plus qu'un territoire "croupion", par rapport à l'ancien "Bezirk" allemand. Néanmoins, tous les Mbororo de l'Adamaoua sont regroupés sous l'autorité de Lompta. Il s'agit officiellement de les rendre autonomes des Foulbé et de les rassembler autour d'un chef indépendant.

En fait, l'opération est conçue dans un but surtout fiscal. Dès 1924, un recensement des Mbororo et de leur bétail est en cours, afin d'améliorer l'assiette de l'impôt. Le chef mbororo sert d'instrument pour cette politique. Les prélèvements deviennent plus efficaces sur le bétail, ce qui satisfait l'administration : « le regroupement des Mbororo a eu les meilleurs résultats. En 1922, il restait, au mois de novembre, un bon tiers de l'impôt des Bororos à percevoir et il fallut recourir à des mesures de rigueur, telles que saisies et ventes aux enchères des troupeaux. En peu de temps, cette situation fut améliorée et, en 1928 par exemple, les Bororos étaient les premiers à s'acquitter de leurs taxes » (97).

Les objectifs des administrateurs coloniaux sont d'abord fiscaux. Ils ne se soucient pas de prospérité économique, a fortiori de développement de

95. "Rapport de tournée dans la région de Tibati du 16/5 au 11/6/1921 par le chef de Subdivision de Ngaoundéré".

96. "Rapport de tournée par le chef de la Circonscription de Ngaoundéré, BRU, du 14/1 au 13/2/1921".

97. "Rapport de tournée sur Banyo et Tignère par GENIN, 1931".

l'élevage. Même la dimension politique du nomadisme pastoral se réduit à déplorer un manque à gagner pour l'impôt. A cela s'ajoute une attitude souvent hostile à l'égard d'une population jalouse de sa liberté. Alors qu'à la même époque, les "Kirdi" du Nord-Cameroun, également contestataires, jouissent d'un préjugé plutôt favorable de l'administration française, ce n'est pas le cas des Mbororo. Ce ne sont que des vagabonds, « d'éternels errants » (98), voire des rebelles (99). Cette attitude de dénigrement des populations pastorales est alors largement partagée par des administrateurs français, du Sénégal jusqu'au Cameroun. Certes, quelques-uns se passionnent au contraire pour la civilisation peule, mais ils sont rares.

Nul doute que le nouvel ***arDo*** de Lompta, soucieux de satisfaire les administrateurs, ait fait preuve de zèle pour imposer ses gens. Dès lors, ceux-ci réagissent par la fuite et par le plus grand éloignement possible de Lompta. Dès 1924, le recensement du bétail provoque des départs vers Ngaoundéré. R. DOGNIN parle, avec raison, "d'éclatement" pour caractériser les conséquences géographiques de la restauration de Lompta (100). Les Mbororo se dispersent dans toutes les directions : vers le sud-ouest jusqu'aux Grassfields qui s'ouvrent aux éleveurs, vers l'est jusqu'aux confins du pays gbaya et de Rey. Les rapports administratifs des années trente permettent de suivre, presqu'année après année, le second échec de Lompta.

L'unification des Mbororo autour de Lompta aboutit au résultat opposé à celui qu'espérait l'administration : au lieu de fixer les Mbororo, il en accentue la dispersion. Des administrateurs en viennent à mettre en cause l'***arDo*** lui-même, accusé de se conduire en grand chef foulbé et de mener un train de vie excessif, entretenu par des exactions sur ses gens. Mais le développement des manifestations du pouvoir n'était-il pas contenu dans le principe même du regroupement politique de cette population ? D'autres administrateurs reconnaissent l'incohérence de la politique française : « la situation de Lompta est des plus paradoxales. C'est moins un commandement territorial qu'un groupement ethnique réalisé pour permettre aux Bororos d'avoir une petite capitale à eux et un chef indépendant » (101).

L'unification politique ne repose pas sur un vrai support territorial. Or, les Mbororo n'ont pas besoin d'une capitale mais surtout d'espaces pastoraux. L'appareil politique de Lompta se superpose aux liens de dépendance que les Mbororo entretiennent avec des chefs locaux. L'***arDo*** de Lompta ne peut légitimer ses prélèvements qu'en se situant au-dessus de ces chefs, au même niveau que les ***laamiiDo*** foulbé. Les excès de pouvoir sont inévitables.

Le regroupement politique autour de Lompta apparaît d'autant plus formel que, tout près, le chef de Galim perçoit une taxe d'abreuvement de plus en plus lourde sur la source natronée. L'administration française entérine ce prélèvement comme « conforme à la coutume » (102). Mais elle n'en contrôle pas le taux réel. D'un montant forfaitaire de 36 boeufs par an, versé de façon collective par tous les Mbororo, la taxe d'abreuvement réellement exigée se monte à une tête par troupeau et ce, pour chaque abreuvement... Fort de l'appui français, le chef de Galim exploite les Mbororo et s'enrichit rapidement (103).

98. "Rapport de la tournée administrative faite par l'administrateur en chef, ROLAND, chef de la Circonscription de Ngaoundéré dans la Subdivision de Tibati et de Banyo du 8/2 au 5/3/1933".

99. L'expression est de DELCROIX, pourtant l'un des rares administrateurs foulanisants en Adamaoua.

100. DOGNIN (R.), 1981, p. 146.

101. GENIN, 1931.

102. « Le chef de Galim a toujours victorieusement résisté aux empiètements des Foulbé ; il a droit aux redevances des usagers de son lahoré » ("Rapport de tournée effectuée du 23 au 30 octobre 1933 dans les chefferies de Lompta et Galim par le chef de Subdivision de Tibati").

103. « Alors que le chef de Galim ne possédait en propre que 2 chevaux en 1927, il en a 40 actuellement » (NOUTARY, "Rapport de tournée dans les Subdivisions de Tibati et Banyo du 22 novembre 1933 au 16 janvier 1934").

Face aux plaintes des Mbororo, pressurés à la fois par Lompta et Galim, l'administration fait souvent la sourde oreille : « il n'y a pas lieu d'attacher trop d'importance aux récriminations des Bororos, toujours mécontents quand il s'agit de vendre un boeuf pour payer l'impôt ou la zakat » (104). Quant à la désertion des environs de Lompta, elle est simplement attribuée à un nomadisme impénitent. « Les Bororos sont de vrais nomades que l'on ne peut guère décider à rester à Lompta. Si l'on voulait les obliger à rester, ils disparaitraient tous de la Subdivision » (105).

L'administration se résigne à constater l'éparpillement des Mbororo et la décadence de Lompta, plutôt que de changer de politique (106). Pourtant, le danger de décisions prises uniquement pour des motifs fiscaux était dénoncé, en 1929, par un administrateur clairvoyant : « l'avenir dépendra de la politique adoptée à l'égard des Bororos. Ils veulent bien payer l'impôt mais ils ne veulent pas d'inquisition fiscale » (107). Dès 1924, peu de temps après le regroupement de Lompta, le Commissaire de la République mettait en garde contre les risques d'une intervention intempestive : « toute tentative en vue de fixer les Bororos troublerait leurs habitudes anciennes et c'est avec la plus grande circonspection que nous devons intervenir dans une question aussi complexe que celle de la sédentarisation plus ou moins accentuée des nomades » (108). Le même document fait preuve de sagacité lorsqu'il résume les rapports entre les pasteurs et les chefs locaux : « les seules difficultés que rencontrent les Bororos sont celles que créent les chefs territoriaux jaloux de leur autorité, toujours prêts à soutirer de l'étranger qui se fixe sur leur territoire théorique des taxes et des redevances exagérées» (108). Il est étonnant qu'avec un diagnostic aussi pertinent, Yaoundé ait laissé les administrateurs mener une politique à courte vue.

En fait, l'activité des administrateurs est surtout évaluée d'après leurs capacités à faire rentrer l'impôt, si bien qu'eux-mêmes se comportent comme les chefs, vis-à-vis des imposables. Les objectifs fiscaux altèrent les rapports entre les administrateurs coloniaux et les pasteurs. Il en est de même en d'autres pays. Les premières migrations pastorales vers les savanes du sud sont motivées par le désir d'accéder à des pays sans tradition administrative d'impôt sur le bétail.

Les pasteurs s'étant éparpillés, Lompta devient un petit village de quelques Djafoun sédentarisés et âgés, entourés de serviteurs (*maccuBe*). A partir de 1930, les rapports administratifs témoignent de son déclin. En 1932, « le village de Lompta fait triste figure, il n'y a pas un saré convenable » (109). L'année suivante, un administrateur parle d'un « village encore plus délabré que les capacités de commandement de son chef » (110). La même année, une ethnologue allemande séjourne à Lompta et présente une description vivante de sa population (111).

> Les Djafoun installés dans le village ne comptent alors que 3 chefs de familles, proches de l'***arDo*** Baba Haram. Lui-même se trouve à la tête d'une large famille : 4 épouses légitimes et 4 ***sulaaBe*** (concubines souvent d'origine servile), sans compter une cour de serviteurs et de clients. Il imite les ***laamiiDo*** foulbé et manifeste un penchant pour le luxe. Les autres Djafoun mènent une double existence de villageois et d'éleveurs, par l'intermédiaire de fils, de bergers ou même d'une épouse qui réside en permanence avec le bétail. Ces Djafoun sédentarisés possèdent beaucoup d'ani-

104. "Rapport de tournée effectuée du 6 au 20 juin 1931 dans l'ex-Subdivision de Tibati par le chef de Subdivision de Ngaoundéré, GUILLOT".

105. "Rapport de tournée effectuée par le chef de Subdivision de Tibati, BUSSON, du 14 au 30 octobre 1932 dans les régions de Lompta, Galim et Tignère".

106. NOUTARY, 1933-1934.

107. "Rapport de tournée du chef de Subdivision de Banyo, GENIN, du 16 janvier au 22 février 1929 dans le nord de la subdivision".

108. "Lettre du Commissaire de la République (MARCHAND) au chef de la Circonscription de Ngaoundéré (BRU), 1924".

109. BUSSON, 1932.

110. NOUTARY, 1933-34.

111. PFEFFER (V.G.), 1936, "Die Djafun-Bororo, ihre Gesellschaft, Wirtschaft und Sesshaftwerdung aud dem Hochland von Ngaundere".

maux, les uns à proximité de Lompta, les autres éloignés jusqu'en Oubangui-Chari. L'auteur avance avec raison que, pour se sédentariser, il faut être riche. Un pauvre ne peut se fixer car il n'a pas assez de bétail pour faire face aux dépenses entraînées par la vie sédentaire. Aussi est-ce toujours l'*arDo* et ses amis de même âge (*ngorgi'en*) les plus riches, qui se sédentarisent les premiers.

Les doubles attaches des Djafoun de Lompta, à la vie villageoise et à celle des pasteurs, se remarquent dans la façon de se vêtir (hésitations entre le bonnet mbororo et le turban foulbé) et de dormir (la natte du nomade ou le lit en baguettes de bois du villageois). Elles se manifestent surtout dans le choix des épouses. Celles d'origine mbororo habitent, même au village, des huttes traditionnelles en forme de ruche d'abeille ou vivent en brousse avec les troupeaux, s'occupant de la traite et de la fabrication du beurre. Les femmes dites ***Huyaa'en*** sont d'origine foulbé ou descendent de l'union d'un Mbororo avec une concubine. Elles vivent au village et s'adonnent à de menus travaux d'artisanat (décors de calebasses, fabrication de corbeilles, tressages en paille). Les concubines se partagent à deux la même case et sont chargées des corvées d'eau, de bois et des travaux agricoles. Le fait de s'entourer de ***sulaaBe*** est typique de Mbororo devenus sédentaires. A l'inverse, les pasteurs acquièrent, même au début de l'époque coloniale, de jeunes serviteurs employés comme bergers. Ensuite, ils les installent comme cultivateurs, en prélevant une partie de la récolte.

A côté des Djafoun et de leurs serviteurs, la majorité des habitants de Lompta présente une grande diversité ethnique : Haoussa marchands de bestiaux et bouchers, anciens esclaves foulanisés de l'Adamaoua installés comme cultivateurs ou vendeurs de bois et de miel. Bien qu'ils se soient établis auprès des Djafoun, les contacts restent rares entre les deux populations. Les femmes mbororo ne bavardent pas avec les femmes haoussa ou "noires" ; « elles font comme si elles n'existaient pas. »

La description de la population de Lompta, au début des années trente, montre les limites de la sédentarisation voulue par l'administration coloniale. C'est une population peu nombreuse, composite et fragile. Du côté mbororo, les forces vives de la société pastorale ne sont plus à Lompta. Emanation d'une chefferie soutenue par l'administration, Lompta rassemble une clientèle des plus variées autour de quelques riches vieillards. Le village pourrait être l'amorce d'une nouvelle population mixte Mbororo-autochtones. Pourtant, elle n'apparaît guère souhaitée : V.G. PFEFFER insiste sur les clivages quotidiens entre les Djafoun et les autres. Quant aux enfants conçus par les concubines, ils étaient souvent mis à mort. Epargnés, ils auraient concurrencé les fils légitimes dans l'héritage du bétail.

Les serviteurs sont placés comme cultivateurs aux environs de Lompta et progressivement délaissés par leurs anciens maîtres. Un recensement de la chefferie de Lompta en 1941 relève une majorité de ces anciens serviteurs : Laka, Gbaya, Bouté et Tikar. « Leurs maîtres sont, pour la plupart, partis sans esprit de retour pour Bouar et les ont abandonnés, ainsi que les Bororos ont coutume de faire » (112). L'annexion d'une population servile date seulement de l'arrivée des Djafoun en Adamaoua. Les notables se sont alors procurés des esclaves, à l'exemple des Foulbé. Mais, contrairement aux Foulbé, les liens entre Mbororo et ***maccuBe*** sont restés lâches. De même, la société mbororo n'est pas prête, à l'inverse des Foulbé, à s'ouvrir et à

112. SOULIER, 1941, "Rapport de tournée effectuée dans les chefferies de Lompta et de Galim".

fusionner avec des populations locales. Le peuplement hétérogène de Lompta ne fait pas partie du monde pastoral peul. Il en est plutôt une excroissance. La société mbororo reste fermée.

Au-delà de Lompta. La centralisation politique des pasteurs autour de Lompta ne répond pas à une véritable aspiration des Mbororo. Certes, ils souhaitent la protection d'un pouvoir puissant lorsque la situation se montre incertaine et que des populations se font menaçantes. Même s'ils ont souvent souffert de leurs exactions au 19e siècle, les Mbororo se sont toujours placés dans l'allégeance de chefs foulbé. Cependant, une fois la paix coloniale assurée, les inconvénients d'un pouvoir fort excèdent ses avantages. Un grand chef s'entoure de dignitaires, conseillers et employés. Il manifeste sa puissance par des constructions, une cavalerie et des cadeaux; dépenses somptuaires alimentées par des prélèvements auprès des cultivateurs et surtout des éleveurs. Les exigences d'un pouvoir ostentatoire s'avèrent bientôt insupportables : elles freinent l'accroissement du cheptel, retardent les héritages ou, plus grave, compromettent le renouvellement des troupeaux.

Les Foulbé offrent l'exemple d'engrenages de ce genre ; ils ont souvent sacrifié le devenir de leur élevage aux nécessités de l'exercice du pouvoir, ***laamu***. Les Mbororo ne veulent pas tomber dans le même piège. Au-delà d'antinomies personnelles, la défiance à l'égard de Lompta tient à cette contradiction fondamentale entre les intérêts pastoraux et la logique du pouvoir (113). Elle rend compte de l'attitude des pasteurs que l'administration rapporte, avec consternation : « le lamidat bororo est une simple façade derrière laquelle il n'y a rien et dont les Bororos eux-mêmes ne veulent pas» (114).

113. BOUTRAIS (J.), 1978, "Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide...", p. 30.
114. NOUTARY, 1933-34.

Alors même que l'administration française concentre son attention sur Lompta, le centre pastoral des Mbororo s'en écarte. Dès la fin de la Première Guerre Mondiale, le haut plateau Mambila devient attrayant pour les Mbororo qui s'y pressent, surtout des Rahadji et Bawanko'en mais aussi des Rijimanko'en et Aoutanko'en. Séparés du lamidat de Banyo par la nouvelle frontière, les pasteurs échappent aux taxes de pacage imposées par les Foulbé. Les petits chefs villageois ne sont pas exigeants. Mbororo et Mambila coexistent alors paisiblement : ***walaa fitina sam*** : *« il n'y a aucune oppression.* » Les régions les plus accueillantes aux Mbororo se trouvent désormais au-delà de l'influence des Foulbé.

L'ethnologue V.G. PFEFFER évoque cette nouvelle géographie pastorale, au début des années trente : « si Baba Haram détient la responsabilité de tous les nomades, cela ne veut pas dire que Lompta soit leur centre. » L'observation contient une critique sous-jacente de l'administration française dont la politique est en retard, par rapport aux régions pastorales en essor. Dès 1933, Lompta est marginalisé. Les vrais centres mbororo se trouvent à Mbarta (Bouar) en Oubangui-Chari et à Babanki, au Cameroun anglais. Les départs ont alimenté de nouveaux rassemblements en dehors de l'Adamaoua foulbé.

Au-delà des maladresses de l'administration française, la concentration des Mbororo autour de Lompta, au début du siècle, puis leur dispersion

deux décennies plus tard, répondent au rythme binaire qui régule l'histoire pastorale. Finalement, les interventions externes ne réussissent qu'à retarder ou à précipiter ce cycle. Lorsqu'ils arrivent aux Grassfields, les Mbororo retrouvent un *arDo* puissant du lignage des Gosi'en, reconnu par l'administration anglaise. L'histoire pastorale se répète-t-elle ?

Le "lahore", ancien impératif pastoral. Au cours de leur expansion vers les savanes, les pasteurs Djafoun ont privilégié quelques secteurs : Mayo Belwa à l'ouest de Yola, Tignère puis Lompta-Galim. Ces lieux reviennent constamment lorsqu'il s'agit de dévider le fil des migrations, comme repères ou haltes. Comportant de beaux pâturages, ils permettaient aux pasteurs de se rassembler et de stationner au même endroit plusieurs années de suite. Mais les bonnes conditions pastorales ne se résumaient pas, autrefois, à l'état des pâturages.

Les traditions orales des premières migrations ne mentionnent pas l'absence de mouches tsé-tsé comme critère de choix des pâturages. Il est probable qu'au début du siècle, l'infestation en glossines des plaines de la Bénoué, notamment des vallées du Mayo Déo et du Faro, était moindre qu'aujourd'hui. Les rapports administratifs signalent des pertes catastrophiques de bétail par trypanosomose seulement au début des années trente, dans la chefferie de Dodéo. Autrefois, les Foulbé de cette puissante chefferie possédaient des troupeaux, en bas des plateaux. C'est seulement depuis une cinquantaine d'années que, les tsé-tsé envahissant les plaines de la Bénoué, les plateaux sont devenus des refuges pastoraux.

A mesure que les pasteurs progressaient vers le sud, il ne suffisait pas qu'ils disposent de pâturages abondants. Il fallait également procurer des compléments minéraux à leurs animaux. Ceux de la zone sahélienne effectuent des cures salées, au cours des transhumances d'hivernage vers les marges sahariennes. Il existe bien des salines dans les plaines de la moyenne Bénoué mais elles n'étaient pas accessibles aux troupeaux. Le sel de la Bénoué, marchandise précieuse jusqu'au début du 20e siècle, était réservé à l'alimentation humaine. Quant aux troupeaux, ils étaient ravitaillés en natron, ***kilbu***, un carbonate de sodium qui se présente sous forme de plaques indurées, extraites au nord du lac Tchad.

Au 19e siècle, le commerce du natron était contrôlé par les Bornouans. Il ne s'étendit vers le sud qu'une fois les relations normalisées entre les Foulbé et le Bornou. A partir du milieu du 19e siècle, des plaques de natron parvenaient à Yola par une route commerciale nord-sud, passant à l'ouest des monts Mandara. La prospérité de l'élevage dans l'émirat de Yola résulta de la soumission des Bata mais également des arrivages de natron bornouan, échangé contre de l'ivoire et des esclaves.

En gagnant le plateau de l'Adamaoua à la fin du 19e siècle, les Mbororo se placèrent en dehors des circuits commerciaux du natron. Mais il existait un substitut sur le plateau, grâce aux ***lahore***, sources natronées liées au volcanisme de la région (115). Les premiers Foulbé venus sur le plateau découvrirent rapidement les vertus des ***lahore***, délaissés par les cultivateurs mais fréquentés par la faune sauvage. Parmi les nombreuses sources natronées dispersées sur le plateau, ils repérèrent les plus bénéfiques au bétail. La proximité d'un bon ***lahore*** intervint dans le choix des capitales des nouveaux lamidats, sauf pour Tibati.

115. D'après E. MOHAMMADOU (1978, "Les royaumes foulbé de l'Adamaoua au XIXe. siècle", note 39, p. 396), le terme lawre (lahore) serait construit sur la racine mboum law (?) avec la désinence locative peule-re. Forgé en Adamaoua, où les sources natronées sont nombreuses, le terme se serait généralisé à d'autres dialectes peuls.

L'exception de Tibati est significative. Elle montre que le support économique de ces Foulbé résidait moins dans la prospérité de l'élevage bovin que dans l'accumulation de richesses par les conquêtes. Tibati devint le lamidat le plus guerrier de l'Adamaoua. En même temps, c'est Tibati qui invita et accueillit les premiers Mbororo.

Peu engagés dans l'élevage, les Foulbé de Tibati n'avaient pas à craindre l'arrivée de vrais pasteurs. Au contraire, ceux de Ngaoundéré et de Banyo tenaient à se réserver l'usage de leur meilleur *lahore*. Les Foulbé de Tignère agirent de même, dès que leur lamidat fut restauré. Les Mbororo représentaient des concurrents dans l'utilisation des pâturages mais surtout pour l'abreuvement des troupeaux aux *lahore*. L'eau des sources natronées étant puisée à l'aide de calebasses et versée dans des troncs d'arbres évidés, les séances d'abreuvement prenaient du temps. L'impatience des gens et des animaux montant, des bagarres survenaient fréquemment. Partout, l'accès des troupeaux mbororo fut soumis à des restrictions (abreuvement de nuit) et au versement d'une taxe. Seuls, les Foulbé de Tibati offrirent aux Mbororo un *lahore* qui leur fut propre, à Galim.

Au 19e et au début du 20e siècles, l'élevage sur les plateaux camerounais dépend de l'accès aux *lahore*, le natron n'arrivant qu'en faibles quantités, même à l'époque coloniale. Ecartés des *lahore* de l'Adamaoua, les Djafoun sont en quête d'une autre région d'élevage. D'autant plus que la compétition entre Foulbé et Djafoun se complique bientôt d'une autre tension, suscitée par l'arrivée de nouveaux Mbororo en Adamaoua.

Le choc de nouveaux Mbororo : les Akou

Au cours des premières années trente, les pâturages d'une grande partie de l'Afrique de l'ouest et du centre subissent une véritable catastrophe écologique, à la suite d'invasions répétées de criquets. C'est alors, en 1931, que de nouveaux Mbororo accèdent sur l'Adamaoua, ceux qui seront très vite désignés par l'appellation : Akou. Ils sont remarquables par leurs animaux à robe blanche et à taille relativement petite. Les premiers arrivants sont précisément des *Daneeji*, terme peul qui désigne littéralement les animaux de couleur blanche. En fait, tous les détenteurs de zébus blancs ne sont pas des Danedji. Les lignages sont nombreux et d'autres sont également importants, par exemple les Boutanko'en, Gamanko'en, Djoranko'en, Sisilbe, Siwalbe et tous ceux qui se rattachent aux Mbewebe (116).

Les Danedji qui abordent les plateaux de Tignère en 1931 sont partis d'un autre plateau, celui de Jos, où ils ont séjourné plusieurs années. Possédant beaucoup de bétail, les pâturages de Jos ne leur suffisaient plus, d'autant que les cultures et les mines d'étain commençaient à prendre du terrain. Ardo Moota, le chef des Danedji, était réputé pour sa richesse (117). L'afflux d'animaux est tel (118) que l'administration française craint une surcharge des pâturages et qu'elle entreprend de les refouler. Elle y renonce pourtant, après l'intervention du *laamiiDo* de Tignère, intéressé par la perception de taxes sur un cheptel aussi nombreux. Ardo Moota est dirigé au sud du lamidat de Tignère, à Doualayel. L'administration reconnaît, en 1933, son autonomie par rapport à Lompta. Dès lors, il devient rapidement le chef mbororo le plus puissant, attirant les membres de plusieurs lignages dans sa dépendance.

116. BOUTRAIS (J.), 1978, "Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide", p. 43.

117. Son nom -ou surnom- proviendrait de la poussière ou du bruit occasionnés par ses troupeaux en déplacement. Ses animaux étaient tellement nombreux qu'on aurait cru un camion en marche ! Une autre explication fait allusion à la largeur des pistes à bétail qui convergeaient vers son campement : c'étaient, à l'époque, les véritables "routes" de la région.

118. 12 à 15 000 têtes de bétail, d'après R. DOGNIN (1981, p. 148).

Quelques années plus tard, les administrateurs dirigent un autre contingent d'Akou (des Mbewebe) sur Tibati, toujours à la demande d'un ***laamiiDo*** désireux d'augmenter ses ressources fiscales.

En 1936, des Danedji encore partis du plateau de Jos, de même que des Boutanko'en et des Gamanko'en, abordent le haut plateau Mambila (119). Le courant migratoire cesse alors en direction de l'Adamaoua camerounais, le Mambila étant plus propice à l'élevage. Les arrivées reprennent dans les années cinquante, après l'interdiction, par les Anglais, de toute migration en direction des hauts plateaux du Mambila. Les Djoranko'en et les Mbewebe du Bauchi, les Ba'en de Kano et de Katsina se détournent vers Tignère où ils arrivent en grand nombre, jusqu'au début des années soixante.

119. Du BOULAY (R.), 1953.

Alors que la centralisation politique des Djafoun autour de Lompta a donné lieu à de nombreux rapports administratifs, il est curieux de constater l'absence de documentation sur la chefferie akou de Doualayel (120). Il faut dire que les Akou ne cherchent pas le contact avec l'administration, ni avec les chefs locaux. Ils correspondent au stéréotype des pasteurs, uniquement préoccupés de leur bétail. Afin de ne pas tomber sous la coupe du chef de Galim ou du ***laamiiDo*** de Tignère, ils n'abreuvent pas les troupeaux aux ***lahore***, préférant acheter du sel (121). Doualayel devient un grand centre de commerce du sel, acheminé par camions à partir de Douala. Grâce à cette diffusion du sel marin, les Akou expérimentent une liberté pastorale dont les Djafoun ne bénéficiaient pas, à leur arrivée sur l'Adamaoua.

120. Une seule mention, plutôt elliptique : « un chef mbororo, l'ardo Mota, est venu faire enregistrer ses gens et ses troupeaux » ("Rapport de tournée effectuée du 25 mars au 4 avril 1936 par l'administrateur BARTHES dans la région du lamidat de Tignère").

121. « J'ai remarqué un troupeau de 300 têtes appartenant à Ardo Mota qui faisait distribuer du sel à ses bêtes, alors que le lahoré natroné de Galim est à 2 jours de marche » ("Rapport de tournée du Chef de Subdivision de Tibati, du 9 au 18 juillet 1937 dans la région de Lompta et Galim").

Très rustique, le cheptel des Akou prospère rapidement. De plus, ces animaux sont dociles et faciles à conduire, si bien qu'une main-d'oeuvre réduite suffit pour gérer de grands troupeaux. De ce point de vue, les Akou disposent également d'une plus grande liberté pastorale que les Djafoun. Le bétail des Akou augmente tellement vite que les autres éleveurs interprètent leur installation dans la région de Tignère comme une véritable invasion.

La poussée des Akou vers les plateaux méridionaux, Adamaoua et Mambila, introduit un nouveau clivage dans la société pastorale. Bien qu'ils soient également des Mbororo, Djafoun et Akou n'ont pas le même comportement culturel. Les Akou témoignent du mépris des anciens Mbororo à leur égard et envers leur bétail. ***Jafun laari min bana huunde meere, bee na'i amin fuu*** : « *les Djafoun nous regardaient comme des " pauvres types" et nos vaches ne valaient pas grand'chose.* » Des Djafoun se remarquent par leur richesse, certains se faisant déjà construire des habitations et arborant de beaux habits. ***KamBe, Be nangi siutaare*** : « *eux, ils commençaient à se reposer,* » disent aujourd'hui les Akou.

Au contraire, les nouveaux arrivants sont de vrais "Peuls nomades", vêtus de cuir. Les Djafoun les regardent comme des "sauvages" et refusent de fréquenter des gens qui s'astreignent à peine aux prières. Suit une série de brimades. L'entrée des mosquées est interdite aux Akou vêtus de cuir, une façon de s'habiller qui fait scandale. Les chefs foulbé et djafoun demandent à l'administration coloniale de confisquer les accoutrements en cuir des nouveaux venus et d'interdire leurs cérémonies de bastonnades entre jeunes (***soro***). Quant aux vaches blanches des Akou, les Djafoun de l'Adamaoua n'en avaient jamais vu. Ils se demandent « *si ce sont de vraies*

vaches, si le lait est blanc et s'il est bon... Non, il ne vaut pas le lait de nos vaches, » confirment ceux qui l'ont bu, comme rassurés.

Les courants migratoires mettent en contact des pasteurs peuls devenus étrangers les uns aux autres, par une longue séparation : d'un côté, des Mbororo enrichis, influencés par les Foulbé et déjà modelés par l'Islam ; de l'autre, de nouveaux venus, encore frustes et vrais « *gens de la brousse* » : ***imBe ladde.***

L'administration coloniale doit intervenir pour neutraliser les tensions entre les deux groupes pastoraux. En Adamaoua, elle garantit l'autonomie des Akou, autour de leur chef à Doualayel. Les nouveaux venus prêtent tous allégeance au même ***arDo*** : cohésion politique qui contraste avec les divisions entre les Djafoun. Avec la prospérité et l'amorce d'une sédentarisation, les Mbororo les plus prestigieux nourrissent des ambitions politiques ; le bétail n'est plus le seul centre d'intérêt, la richesse permettant d'espérer un accès à la célébrité.

Aux contrastes sociaux entre pasteurs "installés" et nouveaux venus, s'ajoutent des comportements collectifs différents. Tant que leur situation reste précaire, les Mbororo s'unissent autour d'un chef qui agit comme leur porte-paroles : ***mawBe Do narra*** : « *les notables s'entendent.* » Mais des conflits d'intérêts battent bientôt en brêche cette unité, lorsque la situation pastorale s'est affermie : ***mawBe hawtataa sam*** : « *les notables ne s'accordent plus du tout.* » Ce schéma d'évolution sociale et politique préfigure les tensions qui traversent la population pastorale des Grassfields, aujourd'hui.

L'opposition entre les Djafoun et les Akou s'exprime en termes culturels : différences de coutumes, de façon de s'habiller, de dialectes, rareté des alliances matrimoniales. L'hostilité se concrétise par des actes infamants, par exemple celui de percer le fond des calebasses, à l'occasion d'une cérémonie familiale. Une injure de ce genre déclenche des bagarres à coups de bâton. ***Jafun waDi min yawaare masin*** : « *les Djafoun nous ont beaucoup méprisé,* » se plaignent, encore aujourd'hui, les Akou. Mais ces décalages culturels finissent par se résorber, avec le temps. Au contraire, la compétition pastorale est sans rémission. Cette fois, le rapport de forces joue en faveur des Akou, grâce à leur bétail plus rustique. La surcharge des environs de Lompta entraîne des départs de Djafoun, en quête de pâturages plus abondants, à partir des années trente et quarante. A peine ont-ils libéré des pâturages que des Akou s'y installent. Pour eux, moins exigeants, le secteur abandonné s'avère encore convenable. La poussée migratoire des Akou et leur agressivité pastorale pèsent désormais sur l'occupation des plateaux, de l'Adamaoua aux Grassfields.

Au cours du 19e siècle et dans la première moitié du 20e, l'Adamaoua accueille plusieurs vagues migratoires peules, en provenance du nord. Il en résulte une stratification pastorale, marquée de tensions : Foulbé villageois contre Mbororo, Djafoun contre Akou. Les antagonismes se manifestent d'abord autour des *lahore*, anciens lieux de focalisation des systèmes pastoraux en savanes. Plus tard, le développement du commerce du sel marin offrira une véritable liberté pastorale. Les contentieux se déplaceront alors du côté des pâturages. Les Foulbé de l'Adamaoua

accuseront les troupeaux mbororo de dégrader les pâturages. Encore aujourd'hui, les Mbororo sont repoussés à la périphérie du lamidat de Banyo et interdits de séjour sur celui de Ngaoundéré. Bien que cette mesure n'ait jamais fait l'objet d'un décret officiel, elle a toujours été entérinée par les autorités administratives et le service d'Elevage. Un contentieux identique divise les Mbororo, les Djafoun reprochant aux troupeaux des Akou de détruire les pâturages. A la hiérarchie des populations peules se superpose une cascade de mépris sur le bétail. Ce ne sont pas les conflits entre éleveurs et cultivateurs mais les antagonismes entre éleveurs qui ont marqué le "paysage humain" de l'Adamaoua.



2. UNE NOUVELLE REGION D'ELEVAGE, LES GRASSFIELDS.

Les Peuls nomades accèdent peu à l'histoire. Ils n'apparaissent pas dans les chroniques anciennes ou les recueils de traditions collectés par les historiens. Gens du bétail et de la brousse, ils ont rarement tenu les premiers rôles dans les grands évènements politiques ou guerriers d'autrefois. Tensions ou drames collectifs s'accompagnent de désordres dont le cheptel fait souvent les frais. Lorsque des affrontements éclatent, les éleveurs adoptent une conduite d'évitement et d'éloignement. Alors que les Maures et les Touaregs, voire les Arabes Choa du Bornou, étaient redoutés pour leur violence guerrière, ce n'était pas le cas des Mbororo.

La légende selon laquelle les femmes mbororo conseillèrent à leurs maris de ne pas participer à la "Jihad" peule, au début du 19e siècle, est parfois contestée par les intéressés. Et pourtant, elle correspond au comportement de ces pasteurs. Pas plus de cette aventure guerrière que d'une autre, les Mbororo ne pouvaient escompter de grands bénéfices. Au contraire, ils risquaient de perdre beaucoup de cheptel, c'est-à-dire leur moyen d'existence. Nul doute que l'argumentation des femmes fut facilement convaincante.

Quelques Mbororo prirent part, cependant, à la "Jihad" au nord du Nigeria mais peu au Cameroun. Une fois la conquête achevée et un nouvel ordre institué, ils en ont tiré profit pour s'engager sur de nouveaux pâturages, dans la protection et la mouvance des chefs foulbé. Ils se sont déplacés et ont vécu à l'ombre des pouvoirs islamiques, dans une connivence ambiguë avec les nouveaux maîtres.

La situation des Mbororo, en marge des grands évènements, rend leur passé difficile à reconstituer. Les traditions orales sont partielles et remontent peu dans le passé. Les informateurs n'embrassent pas une large vision de l'histoire pastorale. Chaque témoignage ne restitue que les déplacements d'un petit groupe de familles apparentées. Il est difficile de dater ces migrations ou de les situer par rapport à des évènements politiques qui ont peu marqué les Mbororo. De plus, ceux-ci ne gardent pas une grande mémoire des ancêtres. Les listes généalogiques s'arrêtent souvent à deux ou trois générations. Des ascendants les plus éloignés, les Mbororo ne savent rien, à peine quelques noms.

Contrairement aux Foulbé passionnés par les hauts faits de leurs ancêtres, les Mbororo accordent peu d'importance au passé. Ils n'entretiennent pas de conscience historique collective. Leurs préoccupations s'inscrivent dans le présent. Répétitives, elles relèvent de l'intemporel : les soins aux animaux, la recherche de bons pâturages aux diverses saisons, la transmission de bétail aux jeunes. Le flux d'animaux, d'une génération à l'autre, accompagne l'écoulement du temps. Dans l'idéal, il ignore les précarités du changement. D'un point de vue historique, la société pastorale se veut "immobile". La connaissance intuitive du milieu naturel et de ses possibilités pastorales est davantage valorisée que le savoir historique. Elle s'avère plus essentielle pour le devenir du cheptel. Seules, les catastrophes liées à de grandes épizooties ou à des désastres naturels ont vraiment marqué la mémoire collective des Mbororo.

Dans le contexte d'une société immergée dans le présent, les Mbororo de l'Ouest-Cameroun font un peu figure d'exception. En effet, les grands lignages se réfèrent à une chronique historique qui leur est propre. Histoire récente certes, puisqu'elle renvoie seulement à la fin du 19e siècle et au début du 20e. Mais elle n'en est pas moins significative.

Pour la première fois depuis le 18e siècle, des Mbororo sortent de l'aire d'influence des Foulbé et assument leur destin. Ils prennent l'initiative de migrations, entrent en contact et négocient avec d'autres pouvoirs que ceux des Foulbé. Les chefs musulmans de l'empire de Sokoto et de l'Adamaoua leur procuraient une protection mais en imposant également une certaine sujétion. C'est pourquoi la migration des Mbororo vers les Grassfields revêt une si grande signification. En plus de la découverte de nouveaux pâturages, elle a marqué l'affranchissement d'une longue tutelle, la récupération d'une autonomie pastorale. La migration des Mbororo vers les plateaux de l'Ouest-Cameroun a représenté une rupture par rapport à un long passé. Ils sont devenus les protagonistes de leur destin et non plus seulement les acolytes des Foulbé. L'entrée d'autres Mbororo dans les savanes de l'Oubangui-Chari, à la même époque, a revêtu une signification comparable.

Ces deux migrations s'inscrivent dans le mouvement séculaire d'expansion des pasteurs vers les savanes, mais elles s'en différencient par une innovation décisive : l'expansion pastorale n'est plus liée ni subordonnée aux conquêtes militaires des Foulbé et, par leur intermédiaire, à l'Islam. Pour la première fois, des pasteurs ne dépendent plus de ce pouvoir politique et religieux. Ce changement de contexte migratoire préside encore à la dynamique actuelle des pasteurs peuls. L'expansion de l'élevage se poursuit avec sa logique propre ; elle n'implique plus une conquête préalable. Ne pas arriver en conquérants comme les Foulbé mais en nomades, animés de meilleures intentions, confère plus de souplesse à la pénétration peule. Inversement, ce mode d'expansion comporte un risque d'assujetissement aux pouvoirs en place. Rien de plus éloquent, en ce sens, que l'histoire des Mbororo aux Grassfields.

Les effectifs de bétail résultant du *jangali*, la taxe sur le bétail, serviront de fil conducteur à l'histoire de la région d'élevage. Au Bamenda, la perception du *jangali* a donné lieu à des séries statistiques homogènes, étalées sur un demi-siècle, ce qui représente une documentation exception-

nelle. Le *jangali* a joué un rôle capital dans le financement du système administratif institué par les Anglais, si bien que chaque rapport annuel le mentionne. Cependant, c'est un indicateur à manier avec précaution. Il se rapporte à un cheptel fiscal qui ne correspond pas aux effectifs réels. En termes d'évolution, l'écart ne serait pas rédhibitoire si la proportion de bétail imposé restait constante. Or, ce n'est probablement pas le cas.

D'après le profil des effectifs de bovins soumis à l'impôt, la croissance du cheptel, d'abord lente, s'accentue dans les années quarante et cinquante (fig. 15). Est-ce à dire que des arrivées massives de troupeaux se produisent au cours de ces décennies ? C'est possible, mais la progression rapide du cheptel imposé peut également provenir d'un meilleur recensement des animaux. A l'inverse, l'essor du cheptel se ralentirait à partir des années soixante. Une nouvelle fois, le même type de question se pose : s'agit-il d'une inversion réelle de tendance ou d'un simple relâchement dans le dénombrement fiscal des animaux ?

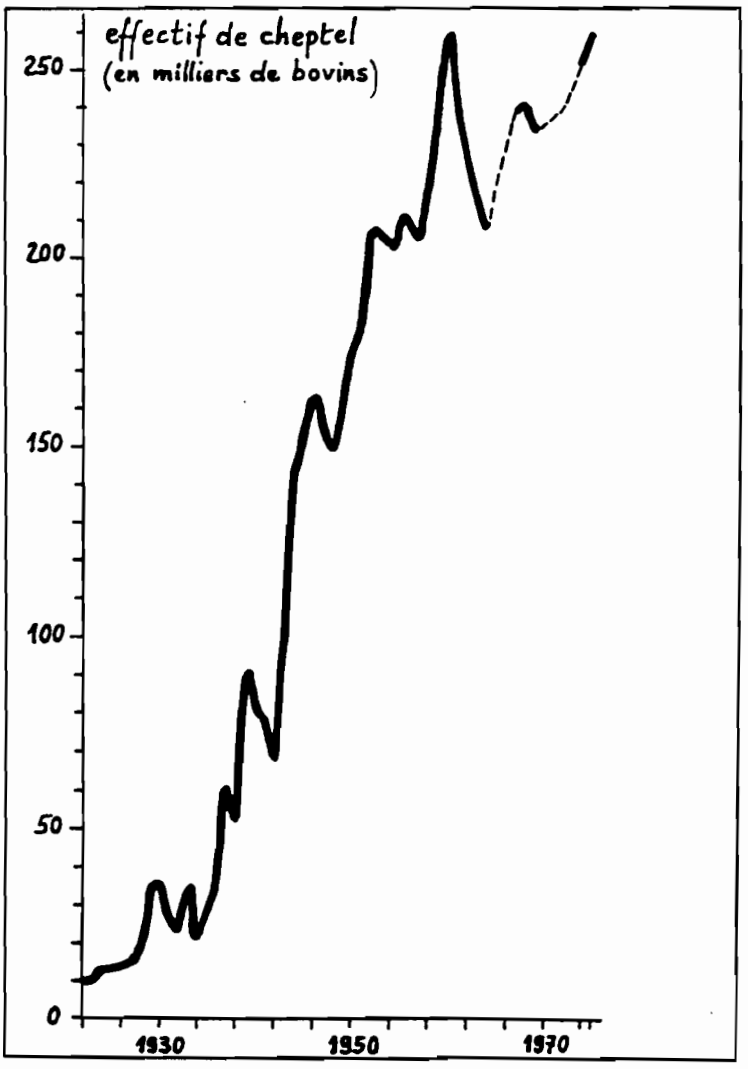


Fig. 15 : *Evolution du cheptel imposé au Bamenda*

L'évolution du cheptel des Grassfields est irrégulière, scandée de décrochements en dents de scie. Son profil offre l'image d'une augmentation par à-coups, comme si des temps morts ou des reculs succédaient à des essors rapides, à d'importantes entrées de troupeaux. Mais les accroissements apparents de cheptel ne traduisent-ils pas plutôt des réévaluations successives de la taxe sur le bétail ? La succession d'entrées soudaines, suivies de départs non moins brutaux, suggérée par le graphique, ne correspond peut-être que d'assez loin à l'évolution réelle du cheptel.

LA NAISSANCE D'UNE REGION D'ELEVAGE

L'histoire de l'élevage au Bamenda présente ceci de fascinant qu'elle part de zéro. Au lieu d'une présence pastorale qui se perd dans le passé, on assiste à la naissance d'une région d'élevage. Des pionniers vivaient encore il y a quelques années et des administrateurs coloniaux ont relevé des témoignages sur le vif. On suit donc, pas à pas, un évènement pastoral dans ses prémices puis selon son déroulement incertain : la longue migration d'un peuple vers des contrées inconnues, à la recherche d'un bon pays d'élevage. Pour évoquer cette avancée, ou plutôt cette quête du bon pays pastoral, les références bibliques viennent tout naturellement à l'esprit.

Le départ de l'Adamaoua

Au début du siècle, il n'existait pas d'élevage bovin à proprement parler à l'ouest du Cameroun, à part quelques troupeaux de taurins. A l'époque allemande, des animaux de commerce étaient acheminés à travers les plateaux pour ravitailler les nouvelles villes côtières et les grandes plantations autour du mont Cameroun. Ces flux de bétail à destination de la zone forestière n'existaient pas à l'époque pré-coloniale.

Dès 1894, un rapport de VON STETTEN indique qu'une piste à bétail traverse la plaine Tikar, en reliant Banyo à Foumban (1). Quelques années plus tard, en 1903-04, des négociations entre l'administrateur allemand à Bamenda et le sultan Njoya portent sur l'établissement d'une piste à bétail entre Foumban et Bamenda (2). En 1909, un voyageur, A. BOYD, traverse les plateaux de Dschang à Bamenda puis il passe par Dumbo au nord. Nulle part, il ne mentionne la présence de bovins, sauf celle d'animaux de boucherie rencontrés près de la plaine des Mbo, en provenance du nord du Cameroun (3).

Des zébus de l'Adamaoua faisaient partie du cheptel de la ferme d'élevage de Buea, avec des taurins de Bakossi et du bétail importé d'Allemagne, de race Allgauer (4). Les troupeaux acheminés à travers les plateaux ont sans doute également contribué à constituer le cheptel de la station d'élevage de Djutitsa et d'une autre située au nord de Foumban, dès l'époque allemande. La carte MOISEL (5) signale que la station de Djutitsa couvre les versants sud des monts Bambouto, avec deux «Viehposten» au-dessus de la station. Quant à celle indiquée au nord de Foumban, elle correspond peut-être à la première initiative d'élevage tentée par le roi Njoya (6).

1. STETTEN (R.V.), 1895, "Bericht des R.V. Stetten über seinen marsch von Balinga nach Yola".

2. d'après KABERRY (Ph.), 1959, "Women of the Grassfields", note 3, p. 3.

3. « On the way, we met a German trader coming down with over 90 head of very fine cattle which he got from the Marua country » (cité par JEFFREYS, M.D.W., s. date, "The Jafun enter Bamenda").

4. ETOGA EILY (F.), 1971, "Sur les chemins du développement", p. 290.

5. Feuille Fumban au 1/300.000, 1913.

6. « Il (Njoya) a abandonné une tentative d'élevage des bovins qui a échoué en raison du peu de connaissances qu'en avaient les Bamoun » (THORBECKE, M.P., 1914, "Auf der Savane, Tage-Buch einer Kamerun-Reise", p. 223).

L'existence de quelques stations d'élevage en 1910 démontre que du bétail bovin stationne alors sur les plateaux, issu de troupeaux de passage. Mais ce sont des initiatives ponctuelles et "externes", en ce sens qu'elles ne proviennent pas d'une population locale.

Des précurseurs : les Haoussa

Si Foulbé et Mbororo étaient absents des plateaux, des Haoussa s'étaient déjà installés en quelques centres : Kumbo, Bamenda, Foumban et Dschang. Leur présence est importante à signaler car ils ont toujours joué un rôle d'intermédiaires entre les éleveurs, nouveaux venus, et les autorités locales, traditionnelles ou modernes. Ce rôle d'intercesseur et de conciliateur fut également celui des Haoussa de Carnot, lorsque des Mbororo débouchèrent pour la première fois en Oubangui-Chari.

L'administration coloniale allemande se montrait favorable à la dispersion des colporteurs et marchands haoussa au sud du Cameroun, au-delà des aires d'influence des Foulbé. Ils activaient les échanges, convoyant notamment des animaux de boucherie vers les régions dépourvues d'élevage. Les Allemands encourageaient ce commerce, avec l'intention d'intervenir contre les pratiques de cannibalisme qu'ils supposaient liées à l'absence de cheptel bovin (7). Il était admis qu'offrir à ces peuples la possibilité d'acquérir de la viande de boucherie réduirait plus efficacement leurs pratiques condamnables que des interdictions formelles.

Commerçants, les Haoussa étaient de grands voyageurs. Ils connaissaient mieux que les Mbororo les contrées lointaines du sud. Les Mbororo les appelaient les ***yillotooBe, anduuBe haala ladde*** : *« les visiteurs, les connaisseurs de la brousse.* » Bien souvent, des Haoussa précurseurs ont joué un rôle d'informateurs des Mbororo, les renseignant quant aux possibilités d'élevage des régions qu'ils avaient traversées.

Au Bamoun, la présence de Haoussa est attestée dès les années 1870-1880 (8). Le royaume occupait une position de carrefour dans le circuit commercial des noix de cola, entre les centres de production au Bamiléké-Bamenda et les lamidats de l'Adamaoua. Plus tard, avec la conversion de Njoya à l'Islam, des marabouts haoussa se joignirent aux commerçants (9). Ces maîtres islamiques jouèrent un rôle politique important, ne craignant pas de faire des remontrances au roi, lorsque sa conduite s'écartait de l'orthodoxie religieuse (10). Manifestant un prosélytisme actif, ils rassemblaient un clan de fidèles adeptes de l'Islam, recrutés parmi les proches de Njoya, y compris ses fils. Les Haoussa formaient une véritable colonie à Foumban (11).

En dehors de ces Haoussa citadins, la carte MOISEL signale des villages peuplés de la même ethnie au nord du Bamoun, en plaine Tikar. Ce secteur, au-delà de la Mapé, faisait partie du lamidat de Banyo. La localisation de ces Haoussa, dès les années 1910, est intéressante à relever. Ils se tenaient aux marges des lamidats foulbé, pour mieux assurer des échanges commerciaux avec l'extérieur (12).

7. RUDIN, H.R., 1938 "German in the Cameroons", p. 234 et 299.

8. TARDITS (C.), 1980, "Le royaume bamoun", p. 192.
9. idem p.213.
10. idem, p. 241.
11. idem, p. 608.
12. La plupart des transactions se réglaient sur les marchés frontaliers. Golori (ou Gorori), près de la Mapé, situé sur la piste de Foumban à Ribao, était l'un des plus actifs à l'époque allemande (carte h.t. n° 2). J.P. WARNIER (1985, "Echanges, développement et hiérarchies dans le Bamenda pré-colonial", p. 125) explique le nom du village par le commerce de la cola (*gooro* : cola en foulfouldé et en haoussa).

La piste qui descend des hauts plateaux de Ndu vers les plaines Mbaw et Tikar, en longeant le pied des plateaux Kaka, avant de remonter sur le plateau de Banyo par Ribao, draînait le commerce de la cola, de Nso vers l'Adamaoua et Yola. Elle était sillonnée de caravanes conduites par des Nso ou des Haoussa. La carte MOISEL reporte au moins un "Haussalager", entre Songkolong et Ntem. Cette piste fut justement empruntée par les éclaireurs mbororo envoyés vers les plateaux de l'Ouest-Cameroun. Ils suivirent les jalons des comptoirs haoussa.

La période allemande favorisa une dispersion générale de colporteurs haoussa en régions de savanes et même de forêts. Un rapport administratif français, plus tard, parle d'une « poussière de trafiquants haoussa » et décrit leurs principaux itinéraires. « Traversant le plateau central camerounien, ils se dirigent vers le sud-est, sans se laisser arrêter par la forêt dense. Ils sillonnent les grandes voies commerciales qui conduisent aux ports de la côte ou aux têtes de biefs navigables des fleuves équatoriaux » (13).

13. "Rapport annuel sur l'administration sous mandat du territoire du Cameroun pour l'année 1923", p. 111.

Les Haoussa procèdent de deux façons pour commercer avec les populations locales. Les uns s'installent près de centres importants, « constituant de petits villages de caractère particulier, et trafiquent toutes sortes de denrées. » Les autres, colporteurs nomades, « ne séjournent que le temps d'écouler les marchandises qu'ils ont apportées des pays islamisés. Ils les échangent maintenant contre les produits du sol, des noix de cola, de l'ivoire mais ils les troquaient autrefois contre des captifs » (13).

13. idem.

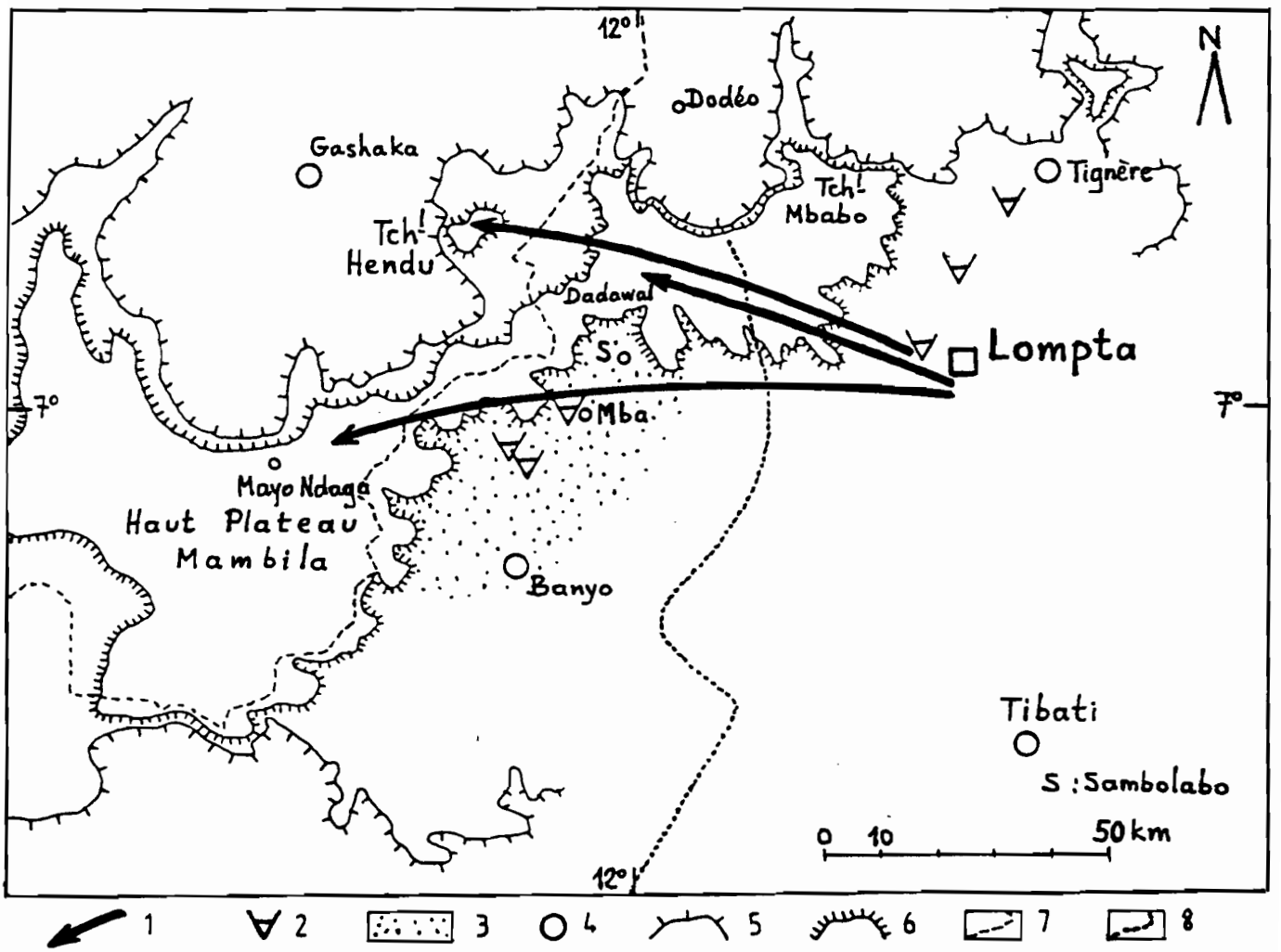
Les colporteurs offrent souvent des informations précieuses aux Mbororo, tandis que les colonies haoussa établies sur place leur servent de points de ralliement au milieu de populations inconnues et craintes. L'ouverture préalable des populations de savanes au commerce haoussa a permis aux Mbororo d'introduire leurs troupeaux sans susciter de réactions violentes. Les administrations coloniales évaluent le degré de pacification des populations d'après leur accessibilité et leur ouverture aux commerçants. Elles préparent la coexistence avec des pasteurs en provenance, comme les colporteurs, de régions islamisées.

Sillonnés par des colporteurs haoussa et traversés par quelques convoyeurs de troupeaux de boucherie, les plateaux de l'Ouest-Cameroun restaient cependant, au début du siècle, en dehors des parcours pastoraux. Tandis que des troupeaux pénétraient et circulaient depuis longtemps au sein des terroirs sahéliens, les systèmes agraires de ces plateaux fonctionnaient sans bétail bovin. Ce manque de familiarité avec l'animal est lourd de conséquences quant aux relations entre cultivateurs et éleveurs.

Les Mbororo de Banyo en 1910

Dès la fin du 19e siècle, des Mbororo quittaient le terrritoire de Tibati pour se diriger vers celui de Banyo (fig. 16). Banyo dispose de nombreux ***lahore*** où les troupeaux pouvaient s'abreuver plus tranquillement qu'à Galim. De même, le territoire de Banyo comporte de vastes ***caBBal*** où les Foulbé n'envoyaient pas encore leurs troupeaux. Certes, des pâturages d'altitude existent également à Galim. Mais les Mbororo n'osaient pas s'y aventurer, par crainte des Nyem Nyem. Ils se dirigeaient plutôt vers

Dadawal et le haut plateau Mambila, *caBBal* contrôlés par les Foulbé de Banyo. D'autres Mbororo se rendent jusqu'au Tchabbal Hendu, au-dessus de Gashaka. Leurs troupeaux parcourent les hauts plateaux au nord et à l'ouest de Banyo. En fait, ce peuplement pastoral restait très instable. A la crainte des Nyem Nyem , aux environs de Lompta, succédait celle des envoyés du *laamiiDo* de Banyo, chargés de prélever du bétail. Il suffisait qu'ils soient annoncés pour que les Mbororo déguerpissent de nuit. Malgré ce jeu de cache-cache avec le pouvoir foulbé, les sources natronées et les pâturages d'altitude de Banyo attirent de nombreux Mbororo, au début du 20e siècle.



1 : schémas de migration, 2 : "lahore", source natronée, 3 : pâturages des Foulbé de Banyo, au début du siècle, 4 : capitale foulbé, 5 : abrupt de plateau, 6 : abrupt de haut plateau, 7 : limite approximative entre les territoires de Banyo et de Tibati, 8 : frontière actuelle.

Fig. 16 : Dispersion des Djafoun de Lompta, au début de ce siècle

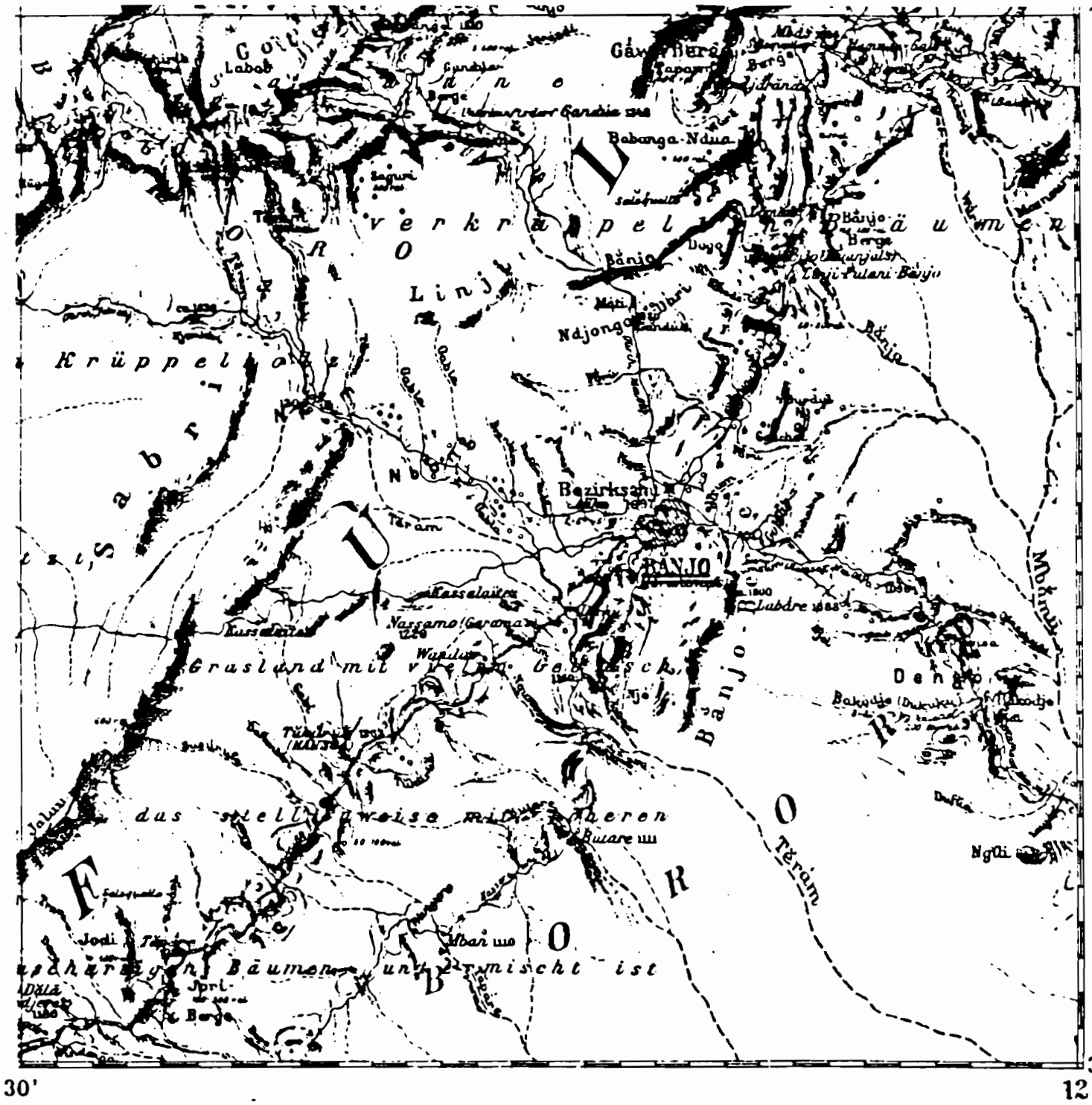


Fig. 17 : *Les Mbororo à l'ouest de l'Adamaoua, au début du siècle* (extrait de la carte MOISEL, feuille Banjo).

La carte MOISEL les mentionne, vers 1910, au sud-est et au nord de Banyo (fig. 17). La première localisation surprend un peu. Beaucoup de Mbororo savent encore où séjournaient leurs pères avant de gagner les Grassfields (fig. 18). La plupart occupaient le rebord du haut plateau Mambila, au-dessus de Banyo. Seuls, des Dabanko'en hivernaient aux endroits mentionnés par la carte MOISEL.

La localisation principale des Mbororo sur cette carte ne correspond-elle pas à des sites de transhumance ? Ses indications proviennent de relevés effectués surtout en saison sèche. De fait, les Mbororo disent qu'autrefois, ils quittaient les hauts plateaux pour transhumer vers le plateau de Banyo, « *au milieu des Foulbé.* » Cela leur donnait l'opportunité de vendre quelques animaux aux bouchers et de se procurer les marks nécessaires au paiement du ***sofal***, l'impôt coutumier sur le bétail.

Dès les premières années 1900, les Mbororo avaient tendance à se porter au sud du Mambila. Les Gosi'en passèrent ainsi du nord-ouest au sud-ouest de Banyo, de même que les Toukanko'en. Les Gosi'en se tenaient tout à fait au sud du Mambila, sur de hauts pâturages. A cette latitude, ils ne disposaient plus de ***lahore***. De rares commerçants ambulants leur vendaient du natron.

Les relations commerciales étant actives, notamment à l'époque allemande, avec le Bamoun, il est probable que les Mbororo en aient entendu parler par des marchands. Des Faranko'en auraient poussé, dès 1900, vers les pâturages de Nkambe et les Gosi'en auraient également connu ce secteur très tôt (14). Mais cette première incursion n'aurait pas eu de suite immédiate. Les Mbororo avaient l'intention de se diriger, non vers le Bamenda, mais au Bamoun.

14. DOGNIN (R.), 1981, "L'installation des Djafoun dans l'Adamaoua camerounais ; la djakka chez les Peul de l'Adamaoua", p. 145.

Le départ des premiers Mbororo de l'Adamaoua n'est devenu un évènement pastoral qu'a posteriori, grâce à sa réussite. Sur le moment, il est largement resté inaperçu, même des chefs locaux. Plus tard, ses protagonistes l'interprétent tout à leur avantage. Ce contexte n'aide pas à discerner les véritables raisons du départ. Pourquoi les Mbororo aspiraient-ils, lors des années 1910, à quitter le plateau de Banyo et par là-même, à se séparer des Foulbé ?

La ou les causes de départ

Plusieurs causes ont été avancées au départ des Mbororo de Banyo et, plus généralement, à leur dispersion à partir de l'Adamaoua. Elles ne sont pas toutes convaincantes, au regard de la vraisemblance historique. De plus, elles ne s'harmonisent pas toujours avec les témoignages des descendants des migrants.

Pâturages surchargés ou querelles de chefferie ?

Une première explication invoque un surpâturage des plateaux de l'Adamaoua qui auraient porté trop de bétail, dès le milieu du 19e siècle.

Cette surcharge aurait provoqué une dispersion des pasteurs, d'abord vers le Mambila puis en direction des Grassfields (15).

15. Cette explication est encore avancée récemment dans un rapport relatif aux régions d'élevage situées de l'autre côté de la frontière (R.I.M., 1984, "Livestock and Land Use in Southern Gongola State, Nigeria", p. 34).

Le cheptel bovin de l'Adamaoua n'excédait sans doute pas 200.000 têtes au début du siècle, mais les troupeaux étaient loin d'exploiter tous les plateaux. Les Mbororo se concentraient en altitude, tandis que les troupeaux des Foulbé stationnaient à proximité des capitales de lamidats. Il est possible que, localement, des surcharges aient apparu, entraînant un mouvement de dispersion. Beaucoup de bétail se concentrait, par exemple, sur les pâturages proches de Lompta où les Allemands avaient créé une chefferie mbororo. Certains quittèrent la chefferie au début du siècle pour gagner les hauteurs au nord de Banyo. Dès lors que les Foulbé ne se montraient pas trop hostiles, l'abandon par les Mbororo de pâturages surchargés devenait inévitable.

Mais l'abandon de Lompta ne tenait pas seulement à une inquiétude quant à l'état des pâturages. Des conflits à rebondissements se nouaient autour de la chefferie (16). Un moment, le chef de Lompta appartenait à une branche cadette des Gosi'en. Il fut écarté du pouvoir, dans des conditions "honteuses", par les membres des branches aînées. Il se retira au lamidat de Banyo, en dehors de l'allégeance à Lompta. L'éclatement du noyau mbororo a tenu autant à des dissenssions politiques qu'à la recherche de pâturages.

16. DOGNIN (R.), 1981, p. 145.

Bientôt, les Gosi'en rassemblés autour de la branche cadette devinrent plus nombreux que ceux restés à Lompta. Ils entraînèrent d'autres lignages, des Sayganko'en, des Toukanko'en et Kounnanko'en, tandis que les Ringuimadji, les Rijimanko'en, les Faranko'en restaient, pour la plupart, dans la mouvance de Lompta (fig. 16).

Une scission des Djafoun s'est alors amorcée. Les grandes migrations postérieures ne feront que l'amplifier, en recrutant dans un sens parmi les Mbororo de Banyo et dans l'autre au sein de ceux de Lompta. Bien que nombre de Djafoun suivirent la branche cadette des Gosi'en vers Banyo, ce ne fut pas, à nouveau, une surexploitation de ces pâturages qui les poussa à se déplacer vers les Grassfields. Des Djafoun du Bamenda affirment qu'ils n'étaient pas vraiment à la recherche de meilleurs pâturages.

Des confiscations de cheptel ?

17. Cette tradition est rapportée par LACROUTS (M.), SARNIGUET (J.), TYC (J.), 1967, "Le cheptel bovin de la République Centrafricaine".

18. MOHAMMADOU (E.), 1978, "FulBe Hooseere ; les royaumes foulBe du plateau de l'Adamaoua eu XIXe siècle", p. 192 et 193.

Le départ des Mbororo de Banyo, de même que la première poussée d'autres Mbororo vers les savanes de l'Oubangui-Chari, ont coïncidé avec des engagements militaires lors de la Première Guerre Mondiale. Selon une hypothèse, les Mbororo auraient fui l'Adamaoua camerounais pour échapper aux exactions ou aux réquisitions de bétail exercées par les Allemands. Cette fuite aurait abouti à une tentative d'installation en Oubangui-Chari, dès 1914 (17).

Cependant, l'explication ne rend pas compte du départ de tous les Mbororo de Banyo. Une narration faite par les Foulbé du siège des Allemands, retranchés dans la montagne de Banyo, ne mentionne pas des prélèvements de bétail (18). Ils eurent pourtant bien lieu mais seulement à

l'encontre des Dabanko'en. En effet, ce lignage se trouvait le seul à stationner aux environs de Banyo en saison des pluies. Des saisies de bétail par les Allemands provoquèrent sa dispersion. Mais les circonstances mouvementées de la fuite des Dabanko'en ne peuvent être généralisées à l'ensemble des Mbororo. Ceux qui nomadisaient au Mambila ne semblent pas avoir souffert de la guerre.

Du moins, la migration des Mbororo vers le Bamoun ne fut-elle pas facilitée par le vide administratif occasionné par les hostilités entre Allemands et Anglo-Français ? Si l'administration allemande était restée en place, ne se serait-elle pas opposée à ce grand déplacement ? La création du "Bezirk Lompta" en 1910 visait à fixer les Mbororo en un territoire assigné. Toutefois, il ne semble pas que les Allemands aient développé une politique anti-migratoire, à l'encontre des Mbororo (19). De toutes les façons, avaient-ils les moyens de l'appliquer ? L'influence de l'administration allemande et les répercussions de la guerre entre Européens sur les Mbororo ne doivent pas être surestimées. Elles furent probablement moindres que les conséquences des guerres peules, au siècle précédent.

19. DOGNIN (R.), 1981, p. 147.

Une conséquence de la nouvelle frontière ?

Selon une autre explication, les Mbororo qui se trouvaient au Mambila furent séparés de la plupart des sources natronées de Banyo par la délimitation de la frontière anglo-française. Pour cette raison, ils gagnèrent le Bamenda (20).

De fait, le tracé de la nouvelle frontière perturba complètement les anciens systèmes d'élevage dans le lamidat de Banyo. Les éleveurs restés au Mambila, surtout des Mbororo, furent isolés de leurs pâturages de transhumance habituels et des sources natronées situées au nord de Banyo. Cette désorganisation a pu déclencher des migrations. Cependant, nombre d'éleveurs passaient et repassaient la nouvelle frontière en toute impunité. D'autre part, le tracé de la frontière, décidé en juillet 1919 et entré progressivement dans les faits les années suivantes, n'est pas à l'origine des premiers départs des Mbororo de Banyo, survenus dès 1914-15.

20. D'après J. CARTER (1963, "On the Fulani, their cattle and the grazing lands of the Bamenda Province of the S. Cameroons"), l'avance des Mbororo vers les Grassfields fut déjà interrompue par l'arrivée des Allemands au Cameroun. Cependant, il ne semble pas que des Mbororo aient été refoulés en Adamaoua, à l'époque allemande.

La recherche de sources natronées

L'explication n'est donc pas à retenir selon cette formulation. Pourtant, le rôle des sources natronées dans les systèmes d'élevage au début du siècle est décisif pour comprendre l'exode des Mbororo. L'abrupt du haut plateau Mambila au-dessus du plateau de Banyo est jalonné d'une série de sources natronées, toujours utilisées de nos jours. Autrefois, leur importance pastorale était encore plus grande. Le fait était assez connu pour que la carte MOISEL mentionnât plusieurs "salzquelle" au nord de Banyo (fig. 17).

La présence de ces sources avait encouragé une partie des Djafoun à abandonner la chefferie de Lompta, lors des premières années 1900. Mais les troupeaux des Foulbé de Banyo venaient déjà régulièrement s'y abreuver. Certaines sources étaient soumises à des droits d'usage, notamment en faveur des troupeaux du ***laamiiDo***.

Les Foulbé n'ont pas vu d'un bon oeil l'afflux de Mbororo dans leurs pâturages, ni l'abreuvement de nouveaux troupeaux aux *lahore*. Ceux de Banyo n'étaient pas aménagés comme celui de la Vina, près de Ngaoundéré, pour accueillir un grand nombre d'animaux en même temps. Les Foulbé ont alors interdit aux Mbororo d'amener leurs troupeaux aux sources les plus fréquentées, du moins de jour. L'abreuvement ne pouvait se faire que de nuit, à la sauvette. Les Mbororo étaient incapables de s'opposer à ces interdictions. ***Be maraay sembe :*** *« ils n'étaient pas puissants, »* reconnaissent les Djafoun du Bamenda (21).

21. Il fallait qu'un Mbororo entretienne des relations amicales avec les Foulbé pour qu'il puisse abreuver ses animaux de jour. Les Mbororo rappellent l'exemple d'un des leurs qui fut tué parce qu'il avait eu l'impudence d'utiliser un puits dont l'usage était réservé aux Foulbé. Il était habituel que les Mbororo attendent plusieurs jours avant de pouvoir s'approcher des sources les plus prisées.

Leur dispersion de Banyo ne fut donc pas provoquée par une surcharge des pâturages mais par une restriction d'accès aux ***lahore***. Peut-être, étant donné les faibles débits de ces sources, leur utilisation par des troupeaux devenus plus nombreux excédait-elle vraiment leur capacité. Les Mbororo, quant à eux, mirent sur le compte de l'hostilité des Foulbé à leur égard les empêchements d'y accéder. Il est probable que les Foulbé ne tenaient pas, non plus, à ce que les troupeaux se mélangent ou se tiennent côte à côte lors des abreuvements.

La mesure était d'autant plus difficile à supporter que le ravitaillement des éleveurs de Banyo en plaques de natron laissait à désirer. Les marchands haoussa devaient contraindre les porteurs à gravir le Tchabbal Mbabo très escarpé, avant de parvenir au plateau de Banyo. Les éleveurs attendaient plusieurs mois avant de pouvoir acquérir du natron qui se vendait fort cher. Encore aujourd'hui, le natron reste une denrée rare sur Banyo, alors qu'à Ngaoundéré, les Foulbé en disposent facilement pour le bétail. Les Mbororo de Banyo se trouvaient donc dans une situation difficile. Certains, hésitant à s'aventurer plus loin vers les plateaux de l'ouest, retournèrent à Lompta. Là, du moins, ils disposaient d'un ***lahore*** pour eux seuls, sans subir la concurrence des Foulbé.

Les circonstances du départ

Retourner vers Lompta risquait de replacer les Mbororo sous la menace des Nyem Nyem de Galim. Pour la branche cadette des Gosi'en, cela signifiait également une reconnaissance de la suprématie d'autres membres du lignage. Par amour-propre, les Mbororo n'acceptent pas de reconnaître, auprès des leurs, l'échec d'une migration. Ils préfèrent aller plus loin, selon une logique de fuite en avant... C'est alors que les Mbororo de Banyo eurent connaissance d'un ***lahore*** et de beaux pâturages au Bamoun.

Une exploration pastorale

Avant de se rendre avec les troupeaux dans une région inconnue, le nouveau chef des Mbororo, Ardo Sawga, envoya deux délégations successives, avec mission de vérifier les informations reçues.

A son retour, le premier envoyé confirma l'existence d'une source natronée. Quant à la seconde mission, elle comprit quatre Mbororo. M.D.W. JEFFREYS a recueilli le témoignage de l'un de ces envoyés et l'a transcrit de façon très vivante. « At Kumbo we

mixed kanwa (le natron) with water and gave it to the local pagans to taste, saying that we were looking for water with this taste. We were taken to Mbiami and shown a stream of running water. We tasted it and it was not salty at all. So I said : « this country has no salt springs, let us try Fumban ». We left Kumbo and reached Jakiri. There we met a native, German speaking road overseer, and he asked us in Hausa what we wanted. We did not understand what he said as we did not speak Hausa, but we managed to explain that we were looking for salt water and gave him water mixed with kanwa. He tried it and told us to go Babanki near Bamessing where we would find salt water. We four however decided not to go to Babanki but to continue our journey to Fumban. At Fumban we saw Njoya, the Bamum chief, and inspected his country. We then returned to Banyo » (22).

22. JEFFREYS (M.D.W.), s. date, "The Jafun'en enter Bamenda".

La mission qui leur fut confiée consistait bien à découvrir de nouvelles sources natronées. Ils le firent, le long du trajet, de façon astucieuse mais également un peu distraite puisqu'ils ne tinrent pas compte d'une information qui s'avérait, pourtant, être la meilleure. Autant l'existence de ***lahore*** était largement connue vers Banyo, autant elle restait ignorée au Bamenda. La carte MOISEL, par exemple, n'en signale aucune. Le témoignage de l'envoyé mbororo démontre, cependant, que quelques villageois les connaissaient déjà. Mais ils étaient peu nombreux. Celui mentionné par le témoignage était une sorte de chef cantonnier. Or, la piste allemande reliant Bamenda à Kumbo passait précisément à proximité de la principale source natronée.

Les Mbororo étaient donc soucieux de découvrir de nouvelles sources natronées non appropriées par les Foulbé. Leur sortie du lamidat de Banyo s'explique par cette préoccupation pastorale. Telle est du moins la raison avancée par les Djafoun du Bamenda, surtout par le lignage dominant des Gosi'en. Pourtant, un témoignage recueilli par J.H. STAPLETON (23) auprès d'un autre lignage apporte un éclairage différent quant aux circonstances du départ (24).

23. Version des évènements transcrite par R. du BOULAY en 1953 dans ses notes sur "The Fulani in Nigeria".

24. Les Aoutanko'en, ayant accédé un moment à la chefferie de Lompta, étaient bien informés des rivalités qui divisaient les Gosi'en.

Querelles politiques et migration

Les rapports tendus entre branches aînées et cadette des Gosi'en remontent à l'époque de leur installation en Adamaoua. Les antécédents historiques et le rôle de certaines personnes aident à comprendre des décisions qui concernent des groupes pastoraux entiers.

La branche cadette parvint plus tard que les autres en Adamaoua, en ayant perdu l'essentiel de son cheptel en cours de migration (par suite de trypanosomose bovine ?). Les membres des branches aînées la secoururent alors en bétail. En quelques années, elle redevint riche et son chef, Ardo Hoba (tabl. 1) tenta d'usurper la position d'***arDo*** des Mbororo à Lompta. Il échoua et dut se réfugier vers Banyo.

Ardo Hoba fut rappelé par les Mbororo de Lompta en 1909 mais sans réussir à se maintenir plus d'un an ou deux, chassé à nouveau par les branches aînées, dans des conditions humiliantes. A sa mort, aux environs de 1912, son fils Sawga est en train de nomadiser au Mambila. Le leader des branches aînées profite alors de son absence pour lui ravir, des mains du

laamiiDo de Banyo, le pouvoir auprès des nombreux Mbororo de la région. « Sawga came quickly back to Banyo to try and recover his inheritance, but failed and went off to Fumban with most of the Fulani. This was the origin of the migration to Bamenda » (23).

23. BOULAY (R. du), 1953.

Ces circonstances, peu honorifiques pour la branche cadette, ne sont jamais rappelées par les Gosi'en du Bamenda qui en sont les descendants. Certes, elles peuvent paraître comme le motif, l'incident qui a déclenché une migration dont la raison profonde relève des difficultés d'accès aux sources natronées. Mais la dimension politique de la migration reste vraisemblable, les rivalités autour du pouvoir étant intensément vécues par les Gosi'en.

Pourquoi le Bamoun ?

Difficulté de pratiquer un élevage viable ou usurpation politique, des Djafoun aspiraient à quitter le lamidat de Banyo. En même temps, ils avaient déjà l'intention de se rendre au Bamoun plutôt qu'au Bamenda, ce qui peut paraître surprenant de nos jours. Sans doute, le Bamoun ne leur apparaissait pas alors comme une contrée aussi inconnue et hostile que le Bamenda.

> Les Haoussa de Foumban introduisirent le premier envoyé mbororo auprès du roi Njoya. Selon d'autres témoignages, ce fut Njoya lui-même qui dépêcha des émissaires auprès d'Ardo Sawga pour l'inviter, lui et les siens, à venir s'installer au Bamoun. L'initiative ne serait pas venue des Mbororo mais de ce roi très entreprenant.

C. TARDITS, qui a dressé un tableau complet des multiples innovations de Njoya, ne dit mot de son rôle quant à l'arrivée des Mbororo au Bamoun, ni de celle-ci d'ailleurs. L'arrivée de zébus dans leur pays n'aurait-elle pas impressionné les chroniqueurs bamoun ? En fait, ces animaux n'étaient déjà plus inconnus. Le voyageur M.P. THORBECKE avait signalé, quelques années auparavant, l'échec de l'élevage bovin tenté par Njoya. Il est possible qu'il en ait tiré la leçon et cherché une meilleure solution par l'installation d'éleveurs.

Il est compréhensible que les Mbororo aient préféré, eux-mêmes, se diriger au Bamoun plutôt qu'au Bamenda. Njoya s'était islamisé et entretenait quelques *mallum* à sa cour. Même si la majorité des Bamoun restaient indifférents à la nouvelle religion, la présence d'un grand chef islamisé offrait quelque garantie pour des musulmans isolés, au milieu d'infidèles. Inéluctable pour des Mbororo en situation difficile, leur abandon de Banyo pour des régions sans précédent pastoral comportait beaucoup d'aléas.

L'intermède au Bamoun

L'entrée des premiers Mbororo sur les plateaux de l'ouest apparaît, aujourd'hui, comme un évènement historique mais, sur le moment, elle relevait plutôt de l'aventure. Les modalités du départ des Mbororo dénotent leur appréhension de s'engager en une contrée nouvelle, échappant au

pouvoir peul. Bien que les rapports de tous les envoyés aient été favorables, la plupart des *mawBe*, les anciens, hésitèrent à partir. Les uns avaient peur de perdre tout leur bétail dans cette aventure. Les autres craignaient d'être tués par les *HaaBe*, les "païens". Le plus déterminé à partir était Ardo Sawga lui-même. D'après les informateurs, il aurait lancé, face aux atermoiements de son entourage : « *même s'ils (les Haabe) doivent me tuer, je pars.* » En fait, de tous les Mbororo, il était le moins prêt à retourner vers Lompta se mettre sous la coupe de la branche aînée des Gosi'en, étant donné la manière dont elle se comportait à l'égard de sa famille.

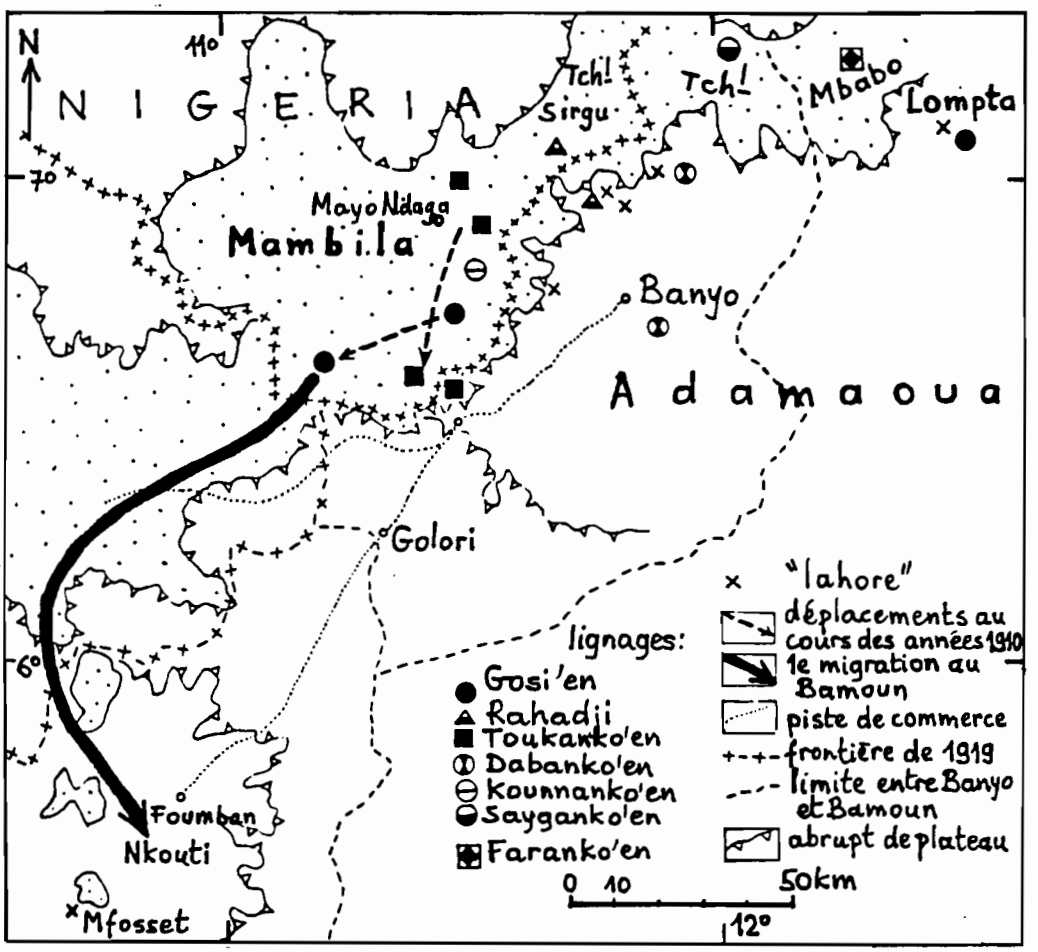


Fig. 18 : L'*arrivée des premiers Mbororo au Bamoun*

Il n'est pas étonnant que les Gosi'en soient entrés les premiers sur les plateaux de l'ouest. En s'avançant au sud du haut plateau Mambila, ils s'étaient les plus éloignés des principales sources natronées de Banyo. Il est probable qu'ils souffraient davantage que les autres lignages mbororo des restrictions imposées par les Foulbé à leur usage (fig. 18).

L'aventure d'un petit groupe mbororo

Ardo Sawga ne réussit à entraîner que 30 chefs de famille vers le Bamoun. La liste de ces pionniers a été dressée par son fils, l'actuel chef du village de Sabga. Elle comporte 18 Gosi'en, 7 Madjanko'en (25), 2 Ouranko'en et 3 bergers dont l'un est devenu plus tard un éleveur à part entière. C'était donc une majorité de membres du lignage de l'*arDo*. Déjà, les envoyés dépêchés au Bamoun relevaient de son lignage. Les autres, qui séjournaient pourtant dans la mouvance d'Ardo Sawga, refusèrent de l'accompagner.

Parmi les Gosi'en, il est intéressant de préciser le recrutement des premiers migrants. Un arbre généalogique situe quelques chefs de famille par rapport à Ardo Sawga. (tabl. 1).

Tous les fils des oncles paternels d'Ardo Sawga, dans la branche cadette, se sont déplacés avec lui. Au contraire, un seul dans la branche aînée l'a suivi. Une division s'est produite entre *imBe Lomta : « ceux de Lompta, »* et les proches parents d'Ardo Sawga. Le noyau migratoire original ne comprend donc qu'une dizaine de familles étroitement apparentées. Elles n'ont entraîné que quelques autres Gosi'en.

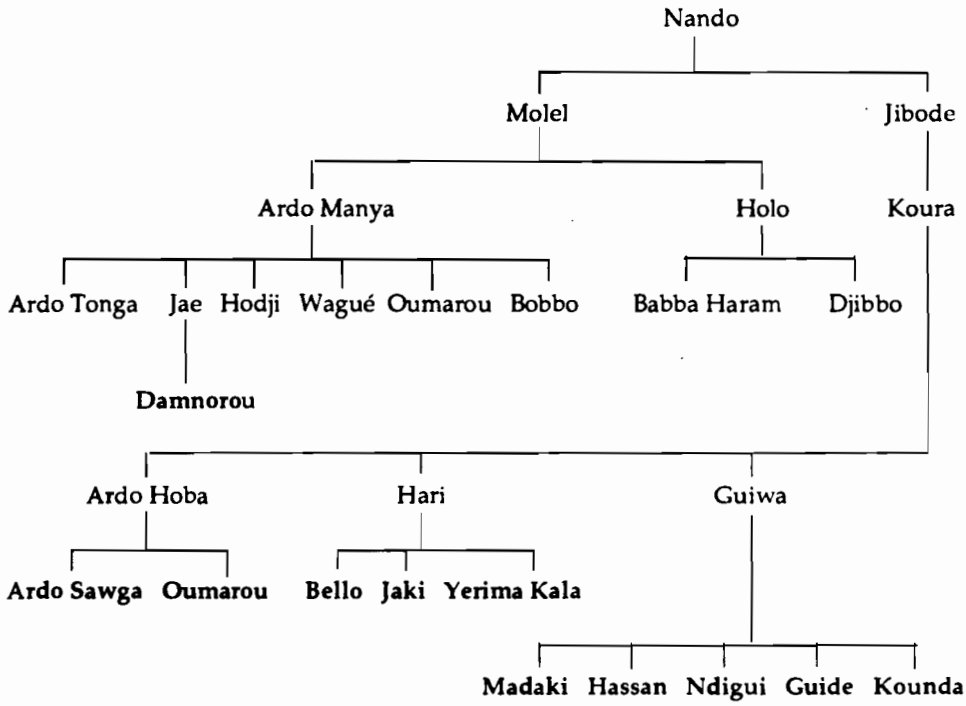
Le groupe migratoire initial apparaît restreint par rapport aux grandes migrations des Djafoun vers le Bornou ou l'Adamaoua, au 19e siècle. En fait, ces migrations elles-mêmes ne ressemblaient pas à des déplacements massifs, des exodes de population. La nouvelle de l'ouverture de pâturages lointains se répandait progressivement au sein de pasteurs dispersés. De petits groupes de familles, mis en mouvement les uns après les autres, atteignaient en désordre les nouveaux territoires de parcours.

Du rebord du haut plateau Mambila (Tchabbal Djansé) où séjournaient les Gosi'en, la distance atteint 200 km jusqu'au sud de Foumban. Les premiers migrants ne suivirent pas un trajet rectiligne à travers la plaine Tikar, évitée pour son insalubrité. Ils prirent à travers les plateaux Kaka, Ndu puis Nso jusqu'à l'abrupt du haut plateau au-dessus de la plaine de Ndop. Les premiers Djafoun ont probablement emprunté un itinéraire déjà parcouru par les troupeaux destinés à la boucherie, lors de leur acheminement vers le sud. La migration fut conduite à marches forcées. Les Mbororo redoutaient les populations du Bamenda qu'ils avaient à côtoyer. D'après les informateurs, les Kaka surgissaient en masse, encerclaient un troupeau en transit, ne le libérant que contre la remise d'un animal. Toutefois, il est difficile de savoir si ces prélèvements de force furent imposés aux premiers migrants ou bien aux nombreux Mbororo qui suivirent.

Les pionniers arrivèrent au Bamoun en 1916, en plein bouleversement politique, juste après le départ des Allemands, remplacés durant quelques mois par les Anglais, puis par les Français. Les premiers Mbororo stationnèrent dans la région de 1916 à 1920. Des témoignages oraux donnent un aperçu de ce premier séjour sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun.

25. Ces Madjanko'en ont épousé (avant ou après la migration ?) des femmes Gosi'en. Ils ont fini par s'intégrer à leur lignage. *Lenyol maBBe majji : « leur identité lignagère s'est perdue. »*

Tabl. 1 : ***Répartition généalogique des Gosi'en, premiers migrants vers le Bamoun***



(les noms écrits en gras sont ceux des premiers migrants au Bamoun)

Avantages et inconvénients naturels du Bamoun

Les Gosi'en d'Ardo Sawga ne restent pas longtemps seuls au Bamoun. Les années suivantes, ils sont rejoints par des Mbororo laissés au Mambila : des Rahadji d'abord, puis des Bawanko'en et des Kounnanko'en. La nouvelle se répand parmi les Mbororo : Sawga a découvert des savanes sans arbres, ***saabeere***. En 1919-20, les Toukanko'en émigrent nombreux du Mambila au Bamoun, non sans avoir eux-mêmes dépêché auparavant un émissaire pour s'enquérir des lieux. La même année, des Gosi'en de Lompta prennent le chemin du Bamoun sous la conduite d'Ardo Tonga qui, entretemps, a abandonné la chefferie. Cependant, très vite, les déplacements des Mbororo ne se font pas en un seul sens. Certains retournent sur leurs pas, après seulement quelques années de séjour au Bamoun. C'est le cas de beaucoup de Rahadji, de Gosi'en et il semble même qu'Ardo Sawga soit revenu momentanément vers Banyo, à la suite d'une querelle avec les gens de la ***suudu*** de Hari, pourtant ses proches parents.

L'attrait du Bamoun pour les Mbororo tenait à l'existence du ***lahore***. En fait, il existait 5 sources natronées, la plupart situées aux environs de Foumbot, sauf une à l'est du mont Mbam (Ndeguedé). Les Mbororo

énumèrent encore les sources : Tchaykara près de Mfosset, Gakaje près de Koupara et Ndanga à proximité de Mbamkouop, au sud du mont Nkogam; une autre à Koupayam, à l'ouest de Foumbot (26).

26. L'abondance des sources natronées au sud du Bamoun est en rapport avec la nature volcanique du plateau : cônes, coulées de lave, tapis de cendres et encore récemment, émission de gaz.

De toutes ces sources, celle de Mfosset était la plus prisée des éleveurs. Mais elle coulait au sud du plateau, dans une contrée infestée de glossines. Les Mbororo ne pouvaient séjourner longtemps à proximité, en saison des pluies. Une fois les animaux abreuvés durant quelques jours, ils étaient repliés vers des pâturages plus salubres (27). Le Mbapit tout proche étant exigu et escarpé, le mont Nkogam offrait des pâturages un peu plus étendus. Les Gosi'en en occupèrent d'abord les versants sud, relayés après 1919 par les Rahadji et, momentanément, par des Toukanko'en.

27. D'après les Rahadji, une seule période d'abreuvement, pendant 3 à 4 jours, suffisait pour faire prendre du poids aux animaux.

Par sa situation, le Nkogam concentrait les premiers éleveurs au Bamoun. Certes, les troupeaux des Mbororo n'étaient que de petite taille. Les Gosi'en indiquent une moyenne de 20 à 30 têtes par chef de famille. Mais le Nkogam ne couvre, lui aussi, qu'une étendue limitée : environ 150 km2 et le sommet, à 2.250 mètres, est entouré de pentes abruptes. Les pâturages disponibles étaient donc restreints.

Les premiers Mbororo au Bamoun ne séjournaient pas, en saison des pluies, sur le plateau lui-même mais en haut des montagnes qui le dominent. L'année de leur arrivée, Njoya installa les Gosi'en à Nkouti, près d'un domaine royal, au sud de Foumban. Ils n'y revinrent pas les années suivantes, l'endroit ne leur convenant pas. De même, les Rahadji stationnèrent d'abord près de Bangambi. Puis ils transférèrent leurs troupeaux au Nkogam, près de l'actuelle station d'élevage de Kounden. Les premiers Mbororo reprochaient au plateau d'être infesté de petites mouches qui assaillaient les animaux. D'autre part, ses pâturages comportent surtout *Urelytrum*, une graminée qui a la particularité de rendre le lait amer. Des Mbororo ont avancé que leurs vaches ne vêlaient presque plus au Bamoun, résultat sans doute d'un milieu à peine salubre pour l'élevage.

Ces inconvénients, vite apparus, expliquent que nombre de Mbororo aient préféré regagner le Mambila plus élevé. Déjà, à l'ouest de l'Adamaoua, ils séjournaient de préférence sur les *caBBal*, laissant les troupeaux des Foulbé occuper le plateau de Banyo. En revanche, les premiers Mbororo au Bamoun ne se plaignent pas encore de tiques. Les pâturages sont "neufs" et les troupeaux peu nombreux. C'est seulement à partir des années trente que le pullulement des tiques deviendra un sérieux handicap.

Au début, les troupeaux s'écartent peu des montagnes, surtout du Nkogam. En saison sèche, ils descendent vers le plateau. Les passages à Mfosset interviennent tous les deux ou trois mois, durant toute l'année. Contrairement à quelques *lahore* de l'Adamaoua, recouverts par les eaux en saison des pluies, la source reste toujours accessible. Les Mbororo ne peuvent s'installer à proximité mais le Nkogam ne se trouve qu'à 15-20 km, ce qui est peu pour des éleveurs encore nomades.

Les premiers Mbororo au Bamoun

Les rapports entre les Mbororo et les Bamoun ne semblent pas avoir été faciles. Pourtant, l'occupation du plateau, au début du siècle, n'était pas incompatible avec la présence d'éleveurs.

Eleveurs et cultivateurs

La population bamoun se groupait dans la grande ville de Foumban (20.000 habitants à l'époque allemande) et au nord-est de celle-ci, constituant le "noyau" du royaume, densément peuplé, avec des densités de 50 habitants/km2 (28). Ailleurs, "l'aire périphérique" couvrait tout l'ouest du territoire, jusqu'au Noun. C'était la partie conquise par les rois bamoun au cours du 19e siècle. Les populations vaincues avaient été déplacées et réinstallées comme esclaves dans les nombreux domaines ruraux attribués aux chefs de lignage. Ce réaménagement aboutit au dépeuplement de la plus vaste partie du royaume. Ici, les densités rurales avoisinaient 5 habitants/km2 mais le sud et le nord du royaume restaient presque vides d'hommes (28). Les voyageurs allemands ont noté que la plus grande partie du royaume paraissait inoccupée. Ce vide commençait tout de suite à l'ouest de la capitale, aux collines couvertes d'une savane noire et brûlée (29).

28. TARDITS (C.), 1980, "Le royaume bamoun", p.298.

29. THORBECKE (P.), 1914, "Auf der Savane", p. 46-47 (cité par TARDITS, C., p. 292).

Les Mbororo disposaient donc de vastes étendues de savanes. Ils ne s'introduisirent pas dans le "noyau" du royaume, trop peuplé, mais sur son aire périphérique (fig. 19). Autour du Nkogam, les domaines ruraux étaient peu nombreux et laissaient assez d'espace aux troupeaux en saison sèche (30). Le système de culture pratiqué dans les domaines ruraux de l'aire peu peuplée était extensif, avec des périodes de 7 à 8 ans de jachère (31). Quant aux massifs culminants, ils restaient libres de toute utilisation agricole.

30. TARDITS (C.), 1980, carte 14, p. 377.

31. idem., p.391.

Le faible peuplement et "l'embrigadement" des cultivateurs en domaines ruraux soulevèrent quelques difficultés pour le ravitaillement des éleveurs. La plus grande partie de la production agricole ravitaillait les maîtres qui résidaient à Foumban. Toute l'organisation du territoire bamoun visait à satisfaire les besoins d'une capitale énorme, puisqu'elle rassemblait environ le tiers de la population. La campagne nourrissait la ville (32). Mais le système s'avérait fragile ; des disettes survenaient périodiquement. L'accroissement de Foumban provoqua, en retour, un mouvement régulier de sortie de citadins vers la campagne, dans le but d'entreprendre des cultures. Dans un contexte de ponction systématique des produits agricoles par une capitale, il subsistait peu de surplus commercialisables aux nouveaux venus Mbororo.

32. idem, p. 294.

La plupart des ruraux étant de statut servile, ils ne disposaient pas à leur gré de la production, expédiée régulièrement vers Foumban par les intendants des domaines. Sans doute, l'alimentation des Mbororo était-elle moins basée sur les produits agricoles qu'aujourd'hui. Cependant, leur présence suscita quelques tensions. Leur concentration périodique près du ***lahore*** de Mfosset incita des Bamoun à y créer un petit marché. Mais des bagarres éclataient entre vendeurs et acheteurs. Ces querelles répétées décidèrent Njoya à nommer un représentant sur place pour maintenir l'ordre entre Bamoun et Mbororo. La décision royale marqua la fondation de la ville de Foumbot (33).

33. TANGA, S., (1974, "La région de Foumbot ; étude géographique", p. 117) situe vers 1900 l'antagonisme entre Bamoun et Mbororo. Cette datation n'est guère exacte, les Mbororo n'étant parvenus au Bamoun qu'après le départ des Allemands.

L'arrivée des éleveurs contribua à donner plus d'autonomie aux villages éloignés de la capitale bamoun. Au début du siècle, l'installation de pasteurs dans une nouvelle région dynamise déjà les échanges locaux.

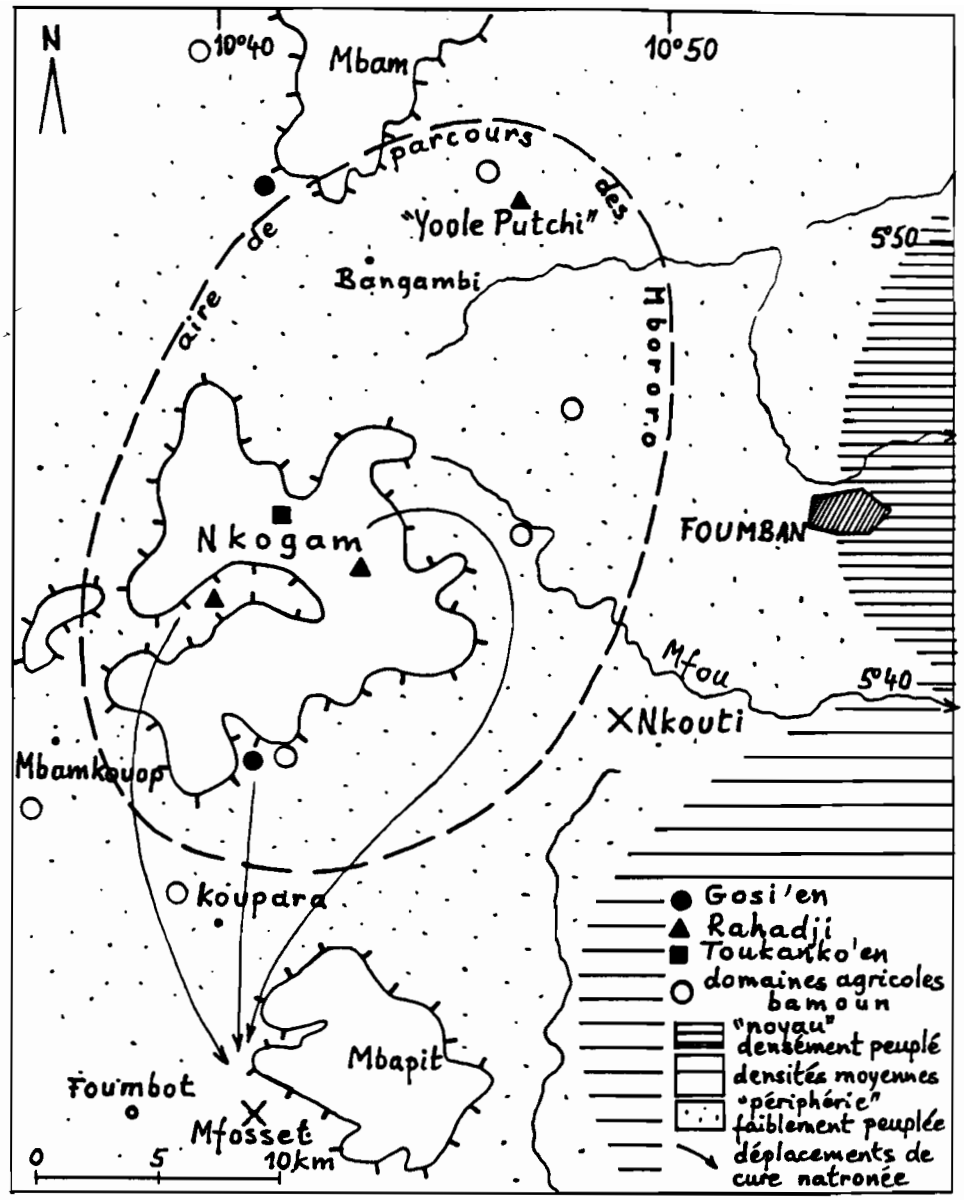


Fig. 19 : *Les Djafoun au Bamoun en 1918.*

D'une sujétion l'autre

Les bonnes dispositions initiales de Njoya à l'égard des Mbororo ont dû subir quelque entorse avec les années. Alors qu'un l'essai d'élevage bovin lancé par le roi échouait lors des années 1910, vingt ans plus tard, il possédait un troupeau de 300 têtes. Il n'avait pu le rassembler qu'à partir des tributs versés par les Mbororo (34). Si ceux-ci ont disposé de vastes pâturages à leur arrivée au Bamoun, ils ne les utilisèrent pas gratuitement.

Sur le plan foncier, aucune terre n'était libre. Le roi disposait de prérogatives sur toute l'étendue du royaume, moins de propriété privée que de gestion des terres. Cette appropriation s'étendait jusqu'aux terrains les moins utiles, par exemple les sommets escarpés du Mbapit et du Nkogam (35). Même en s'installant sur ces hauteurs inoccupées, les Mbororo

34. Un rapport administratif affirme cependant que le chef a constitué son troupeau par achats à Ngaoundéré ("Rapport à la Société des Nations", 1922, p. 98). Mais les moyens réels d'acquisition des bovins n'étaient peut-être pas avouables aux administrateurs.

35. TARDITS (C.), 1980, p. 295.

n'échappèrent pas au versement de taxes. C. TARDITS signale qu'un passage de "L'histoire et coutumes des Bamoun", rédigé après 1920 par Njoya, mentionne le versement d'argent par les Peuls nomades (36). Il précise que ces taxes, versées à l'administration, étaient en partie remises au souverain, en reconnaissance de ses droits fonciers. Il est probable que d'autres "cadeaux" parvenaient directement au roi. Il n'est pas possible de préciser les rapports entre les premiers Mbororo et le roi bamoun. Les descendants des Gosi'en affirment cependant que leurs pères sortirent du Bamoun parce que Njoya ***Don daama Be :*** *« il les faisait souffrir. »*

36. idem, p. 762.

Le roi bamoun a dû profiter de la présence d'éleveurs pour soutirer le plus de bétail possible. C'était la contrepartie d'un pouvoir fort et centralisé, capable de garantir une protection. Or, tout en appréciant cette sécurité, les Mbororo s'efforçaient d'éviter le versement de taxes sur le bétail. La recherche du lamidat foulbé le moins exigeant avait déjà guidé leurs pérégrinations à travers l'Adamaoua. Il est probable que de nombreux Mbororo aient également quitté le Bamoun pour éviter de rester sous la coupe d'un roi dont les autres ressources s'amenuisaient, sous la surveillance de l'administration française.

Enfin, des discordes surgirent entre Mbororo et même entre Gosi'en. Les motifs des disputes n'étaient peut-être pas étrangers aux relations avec Njoya. Dès 1917-18, des Gosi'en quittèrent le Bamoun pour gagner les hauts plateaux Nso qui n'étaient plus inconnus (37). L'arrivée des Gosi'en de Lompta raviva la compétition entre les deux branches du lignage. Ces dissenssions poussèrent des Gosi'en proches d'Ardo Sawga à partir vers le Bamenda.

Le séjour des premiers Mbororo au Bamoun figure comme un intermède dans leur migration vers les plateaux de l'ouest. Par rapport à Banyo, leur situation s'est améliorée car ils disposent d'un *lahore* pour eux seuls. Mais, du point de vue des relations avec le pouvoir en place, rien n'est changé. Pour les Mbororo, le roi bamoun manifeste des exigences analogues à celles d'un *laamiiDo* de l'Adamaoua. Les pasteurs ne supportent, à la rigueur, les prélèvements du pouvoir qu'en échange d'une protection indispensable. Or, une fois entrés sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, ils se rendent compte qu'ils ne risquent pas grand'chose. Dès lors, n'est-il pas préférable d'échapper, une fois pour toutes, à la coupe d'un chef trop puissant ?

L'arrivée au Bamenda

La première installation des Mbororo au Bamenda remonte à 1918-19. Les Gosi'en admettent que le pionnier fut Bello Bi Hari, un proche d'Ardo Sawga (tabl. 1). Il appela Ardo Sawga à le rejoindre, puis lui céda le commandement des Djafoun (38). Telle est la version la plus couramment avancée de nos jours, en particulier par les informateurs proches de la chefferie de Sabga. En fait, l'arrivée des Gosi'en et leur accession au pouvoir furent plus mouvementées.

37. La date de 1918 est confirmée par la mention d'une épidémie de grippe en pays Nso, qui fit des victimes à la fois parmi les villageois et les Mbororo. Mais M.D.W. JEFFREYS a daté en 1917 la première arrivée des Mbororo au Bamenda (1976, "Notes on the origins of Babanki", in "Nigerian Field", p. 126).

38. Le frère cadet de Bello détient encore, en 1975, le premier reçu d'imposition délivré par les Anglais aux Mbororo et rédigé ainsi: *« Received from Belo of Banyo the sum of 453 marks, being toll of one mark and a half upon 302 heads of cattle proceeding from Banyo to Bamenda, travel ling upon roads in the Bamenda Division ; Bamenda, 29th January 1920 »*. Les Anglais assimilaient la présence des Mbororo à celle des marchands de bestiaux dont ils exigeaient le versement d'un droit de passage.

Une arrivée mouvementée

Le témoignage de Bello lui-même, recueilli et transcrit par M.D.W. JEFFREYS, donne une relation plus complexe de l'arrivée des Mbororo au Bamenda (39). Les moments essentiels de cette narration illustrent la véritable course à laquelle se livrent les pasteurs pour s'approprier les nouveaux pâturages.

39. JEFFREYS (M.D.W.), S.date, "The Jafun'en enter Bamenda", p. 3.

« *I, Ardo Tonga, Hoje, Sarki and Kuka took our herds to Babanki.* » Bello n'entra donc pas seul au Bamenda, comme les Gosi'en tendent à le faire croire, à présent. Des Toukanko'en affirment également qu'ils arrivèrent au Bamenda la même année, ce que Bello omet d'indiquer. La présence d'Ardo Tonga et d'Hoje (Hoji) doit d'autant plus être signalée qu'ils sont les leaders de la branche aînée des Gosi'en, les rivaux d'Ardo Sawga (tabl. 1). Leur arrivée avec Bello est maintenant occultée dans la tradition orale transmise par les Djafoun du Bamenda.

« *However, Kuka and Sarki did not settle down but returned with their herds to Ardo Sabga at Banyo.* » Sarki et Kuka sont dans la mouvance de la branche cadette. Ardo Sawga avait donc quitté entre-temps le Bamoun pour retourner vers Banyo, ce que les témoignages actuels ne mentionnent jamais. Cela ternirait leur prétention de premiers arrivants dans les nouveaux pâturages.

« *This move was made to stop others from coming and thus enable our leader, Ardo Sabga, to come and join us.* » Les Gosi'en de la branche cadette craignent que l'un de "ceux de Lompta" devienne le chef dans la nouvelle région d'élevage. Ils appellent donc leur *arDo* à la rescousse. La rivalité entre les deux branches familiales rebondit d'une région d'élevage à l'autre. Après Banyo, ce fut probablement le cas au Bamoun ; la même compétition resurgit, dès le début, au Bamenda.

« *Sabga rode from Kumbo and met me at Bamessing and we two then went to Bamenda and saw Mallam Baba.* » Mallam Baba était le responsable, *Sarki Haoussawa*, des Haoussa de Bamenda. Selon leur habitude, les Mbororo s'adressent d'abord aux Haoussa lorsqu'ils entrent dans une contrée nouvelle.

« *After we had been two days at Bamenda, Ardo Mbagiri of the Tukanko'en and Ardo Tonga of the Gosi'en turned up there.* » Les Toukanko'en avaient quitté le Mambila l'année précédente pour le Bamoun. Ils entraient déjà au Bamenda, rattrapant les Gosi'en par une migration plus rapide. Ils reconnaissaient plutôt la branche aînée des Gosi'en, bien qu'ayant séjourné dans la dépendance d'Ardo Sawga à Banyo. Leur présence au Bamenda rendait donc plus fragiles les prétentions de la branche cadette.

« *Mallam Baba took the four of us to the D.O. who asked us who was the senior. I named Sabga.* L'affrontement entre Gosi'en rivaux éclate à ce moment décisif. Les Mbororo n'ont pu se mettre d'accord avant de se présenter devant l'administrateur. « *I told the D.O. that if Ardo Tonga and Mbagiri did not want to accept Sabga as their leader, he should send them back to the French side. Hearing these words of mine, Tonga and Mbagiri then agreed before the D.O. to accept Sabga as their leader.* » Bello se donne ici le beau rôle, en tant que premier occupant, dans la désignation de Sawga comme chef des Mbororo. Le témoignage d'un descendant d'Ardo Sawga offre une version différente des faits. Bello, dépité de voir son cousin devenir *arDo* au Bamenda à sa place, retourna au Bamoun dans l'espoir de prendre la tête des Djafoun restés là-bas. Hélas, il n'en restait bientôt plus. *Rahaaji hebbi, daama walaa : « les Rahadji remplissaient (le Bamoun), il n'y avait plus moyen (de devenir ardo).* » Bello s'en alla vers le haut plateau Nso. Quant

à Ardo Tonga, il ne pouvait reconnaître que du bout des lèvres la primauté de Sawga. Il quitta le pays, après son échec, pour rejoindre Lompta. Il y redevint d'ailleurs le chef des Mbororo (40).

40. DOGNIN (R.), p. 146.

M.D.W. JEFFREYS ajoute : « at Bamenda, Tonga had practically no followers. » L'administrateur s'est renseigné sur les raisons de la discorde entre Gosi'en. Les Mbororo lui racontèrent la mauvaise conduite de Tonga à propos d'une femme, ce qui aurait soulevé la réprobation de la plupart des membres du lignage. En fait, cet incident concrétise et raccourcit une rivalité déjà ancienne et profonde entre les deux branches familiales. Finalement, le leader des Toukanko'en fut le seul à respecter son engagement devant l'administration, avant d'être lui-même désavoué et écarté par son lignage.

Les modalités de l'arrivée des Djafoun au Bamenda illustrent la compétition serrée qui mettait aux prises des personnes et, par leur biais, des sections de lignage pour s'assurer le contrôle de nouveaux pâturages prometteurs. Cela devint une constante de l'histoire des Djafoun. Très vite, ils s'aperçurent que les hauts plateaux convenaient mieux à l'élevage que le Bamoun. Les arguments par lesquels Bello aurait prié Ardo Sawga de le rejoindre sont assez révélateurs, bien que recueillis a posteriori : « *where you are now is not cattle country ; come here where the grass is good, the air is cold, the breeeze is strong to blow away the flies, and there are salt springs* » *(41).*

41. in JEFFREYS (M.D.W.), S.date, p. 3.

C'était un bon résumé des avantages pastoraux des Grassfields. Mais le dernier argument était sans doute le plus convaincant. Ce fut la découverte, ou la re-découverte par les Mbororo, de sources natronées qui les incita à s'installer au sud du Bamenda.

Le rôle des sources natronées

Les premiers Djafoun aux Grassfields ne s'installèrent pas au hasard. Les sites d'hivernage d'Ardo Sawga démontrent l'importance accordée aux ***lahore***.

Il séjourna d'abord deux ans (1920-21) en haut de Ndawara, à 2.000 mètres d'altitude. Les troupeaux descendaient s'abreuver à la source natronée voisine de Babungo (Dombou ou Ndoobou), au pied de l'abrupt du haut plateau. Puis le chef s'établit deux autres années (1922-23) à proximité de Babungo. Mais les pâturages voisins n'étant qu'à 1.100 mètres, les tiques commençaient à pulluler. Ce fut peut-être également sous la pression de l'administration anglaise qu'Ardo Sawga se déplaça, en 1923, près de la Ring Road, dans la chefferie de Babanki Tungo. Les pâturages, à 1.700 mètres, y sont indemnes de tiques et surtout, l'***arDo*** disposait ainsi de la meilleure source natronée du Bamenda. Les systèmes d'élevage des Mbororo s'organisèrent autour d'elle durant plusieurs années.

Ce n'est pas Ardo Sawga qui mit en valeur le ***lahore*** de Babanki Tungo, en venant se fixer à proximité. La supériorité de la source natronée fut reconnue, dès l'arrivée des premiers Mbororo. Le témoignage d'un voyageur anglais, circulant en mai 1923, atteste déjà l'attrait du ***lahore***. « As we continued our easy descent, we came to a much trodden drinking place for cattle, still on the left. Cattle come here from afar, as the place is said to be

salty » (42). C'est à ce moment que, prenant conscience de l'importance de l'endroit, Ardo Sawga décida de s'y installer.

42. MIGEOD (M.D.W.), 1925, "Through British Cameroons", p. 102.

En fait, il existait quatre sources différentes, rien que dans la chefferie de Babanki Tungo, toutes nichées dans les creux de l'abrupt du haut plateau. Chacune fut plus ou moins formellement attribuée à des lignages. Kessel DaDaaru ou DaDaare, la source la plus prisée, était utilisée par les Gosi'en, les Toukanko'en et les Sayganko'en. Gosi'en et Sayganko'en en face du village de Sabga amenaient également leur bétail à Djibaawa et les Ouranko'en à Pulpul. Les quelques Rahadji venus à Ndawara n'abreuvaient leurs troupeaux qu'à Ngawa Rahaaji, le puits des Rahadji. De toutes ces sources, seule Kessel DaDaaru continue d'être utilisée. Elle fut aménagée par l'administration anglaise : puits maçonné, auges d'abreuvement en ciment, pavage de l'aire à bétail. Autrefois, les Mbororo avaient seulement édifié un coffrage en pierres sèches et disposé des abreuvoirs, troncs d'arbres évidés, ***kombowal***, à proximité.

Les sources de Babanki "appartenaient" aux Gosi'en qui y amenaient leurs troupeaux en priorité. Ceux d'Ardo Sawga, ***na'i laamu*** : « *les vaches du chef,* » n'étaient abreuvées qu'à Kessel. Tant qu'elles buvaient, les troupeaux des autres éleveurs ne pouvaient s'en approcher ; ***sey to Di haari*** : « *seulement quand elles étaient rassasiées.* » Les prérogatives du chef s'affirmaient nettement à l'occasion de la cure natronée. Certains éleveurs, venus de loin, devaient attendre avant d'accéder à la source. Une nouvelle fois, le ***lahore*** devenait un attribut important du pouvoir pastoral. La meilleure source natronée du Bamenda décida de la fixation d'Ardo Sawga et de ses proches, dès 1923.

Après Falkoumré, Galim et les sources au nord de Banyo, les Mbororo se placent, à nouveau, dans l'orbite d'un *lahore*. Tout en étant nomades, ils ne peuvent s'écarter de ces lieux centraux pour les systèmes d'élevage en savanes humides.

L'afflux des Djafoun

Les craintes initiales des pasteurs vis-à-vis des populations locales semblent s'être rapidement dissipées. Contrairement au Bamoun, les Mbororo n'ont pas eu seulement affaire aux chefs locaux du Bamenda. Certes, ils reçoivent une autorisation de pâture de la part des chefs. Mais c'est le "Divisional Officer" de Bamenda qui les accueille officiellement. C'est lui qui fait lever le ***jangali***, la taxe sur le bétail, reversée partiellement à un "Native Treasury". Comme cette taxe est relativement modérée (1 shilling par bovin pendant les années vingt contre 2 dans la province de Yola), l'administration anglaise encourage la venue des Mbororo. Ils échappent aux exactions de chefs puissants ou à l'hostilité des populations.

Plus tard, les "natives" et même des administrateurs coloniaux accusèrent les autorités de l'époque de s'être compromises avec les Mbororo. Sans aller jusque-là, il est certain qu'elles ont permis et protégé leur infiltration. Les Mbororo eux-mêmes reconnaissent que sans la paix coloniale, « *les Blancs*

et leurs fusils, » ils n'auraient jamais pu prendre pied sur les plateaux. Les populations locales ne l'auraient pas admis. Les Mbororo sont arrivés au Bamenda dans les fourgons du pouvoir colonial.

La progression du cheptel

Quelques statistiques dans les rapports administratifs et le témoignage précieux du voyageur F.W.H. MIGEOD permettent de retracer les débuts des Djafoun aux Grassfields. Circulant en 1923 aux environs de Bamenda, il remarque des produits d'élevage sur le marché de la ville. « Bamenda is well supplied with meat, milk and butter » (43). A l'occasion d'une visite au lac Bambuluwe, au sud de Bamenda, il note la présence des Mbororo. « The only signs of human habitations are the beehive huts of the Fulbe, who have started coming to these rich upland pastures in increasing numbers from what is now French territory » (44).

Après une description du village Bambuluwe, à l'est de la dorsale montagneuse, le voyageur mentionne à nouveau les troupeaux des Mbororo. « There were Fula cattle in herds many hundreds strong, pasturing on the mountain slopes. Most of the animal were dark red » (45). Dès 1923, les hautes prairies à l'est de Bamenda sont donc largement occupées par les Djafoun. Le voyageur note également la présence de Haoussa et de "Fula" aux environs de Bamunka (Ndop). Ce sera, en effet, pendant longtemps, un centre de rassemblement des Djafoun.

D'après le rapport annuel de 1924 pour la Division de Bamenda, le cheptel bovin est déjà estimé à 12.000 têtes contre 10.000 l'année précédente et 7.000 en 1921. Les éleveurs arrivent en grand nombre. Et encore, cet effectif est-il, selon le District Officer, « a conservative estimate » (46).

Le cheptel provient, en grande partie, du Bamoun voisin où les effectifs se réduisent à 1.500 têtes environ, en 1922 (47). L'administration française réagit à l'exode des Mbororo dont elle accuse le sultan d'être responsable. Un chef de circonscription est nommé à Foumban pour le surveiller. Il décide de supprimer la taxe sur le bétail pour une durée de 5 ans, à compter de 1922 (48). Cette mesure n'est pas sans effet car, de 1924 à 27, les effectifs au Bamenda ne progressent officiellement que de 12 à 14.000 têtes (fig. 21). Toutefois, le ***jangali*** ne touche qu'une partie du cheptel. Les troupeaux enregistrés augmentent à nouveau quelques années plus tard. En 1928, l'administration anglaise recense 18.000 bovins et 35.000 en 1929.

En fait, les administrateurs anglais ne sont pas dupes de l'évasion fiscale sur le bétail : « Ardo Sabga's half hearted argument before the Resident that many cattle had gone over to the French... met with the little sympathy it deserved » (49). Le rapport de 1925 reconnaît : « the herds have not yet been accurately assessed ». Celui de 1923 précise : « in practice, this tax is only levied on the large Fulani cattle owners in the Bamenda Division». Cela signifie-t-il que les petits éleveurs n'étaient pas imposés ou que tous les Mbororo étaient considérés comme possédant beaucoup de bétail ? C'est probablement le cas, pour les différencier des quelques "natives" propriétaires de taurins et exemptés de taxe.

43. MIGEOD (F.W.H.), 1925, p. 87.

44. idem, p. 89.

45. idem, p. 92.

46. "Annual Report", Bamenda Division, 1924 (archives de Buea, n. 1319/1325).

47. "Rapport annuel à la Société des Nations", 1922, p. 98.

48. « Il a paru opportun de ne plus exiger la taxe de pacage dans la région de Foumban, le cheptel de l'endroit ayant besoin de se reconstituer avec l'aide financière et les encouragements de l'administration » ("Rapport annuel à la Société des Nations", 1924).

49. "Annual Report", 1924.

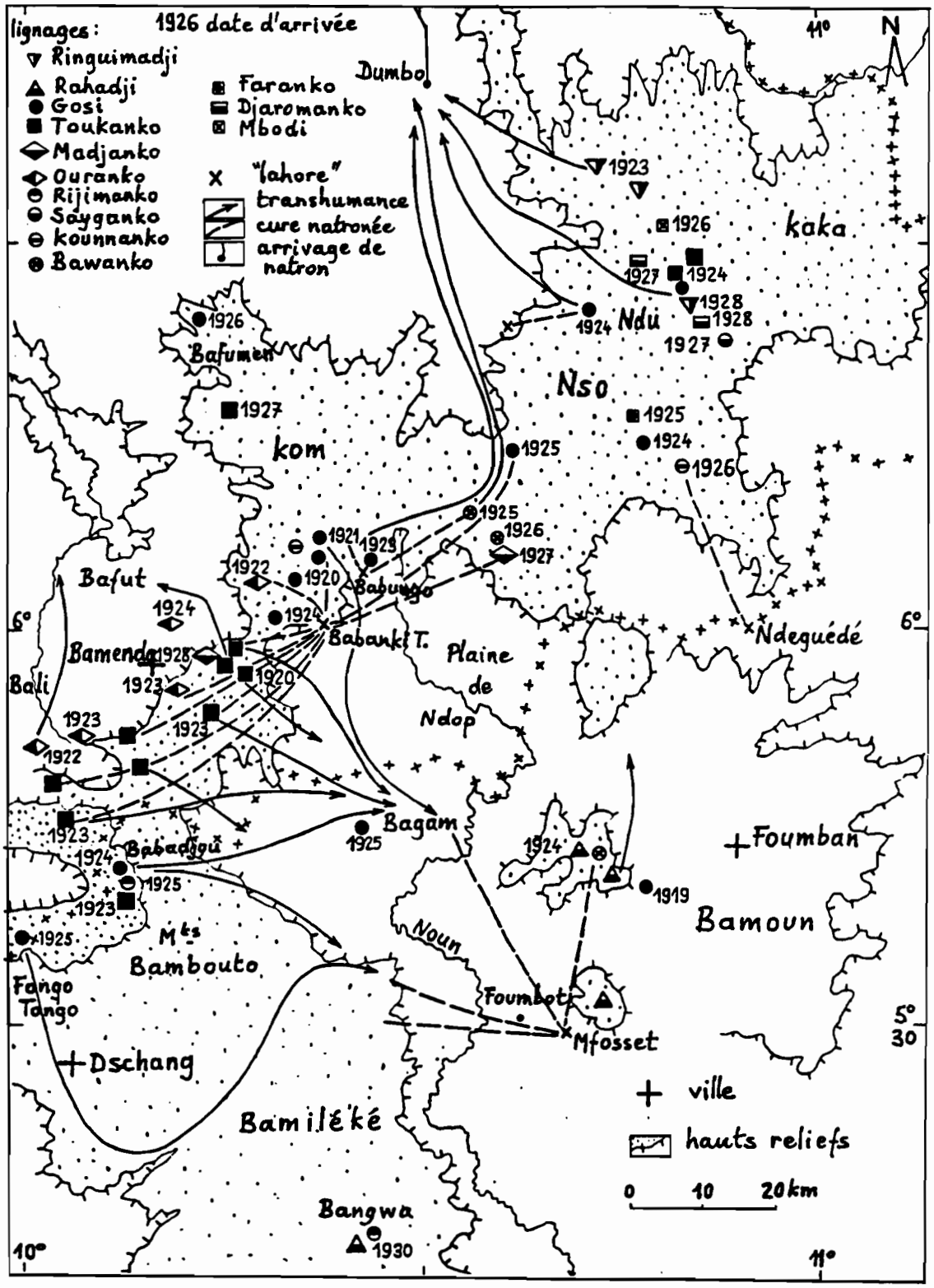


Fig. 20 : *Les premiers Djafoun aux Grassfields, lors des années vingt.*

Une localisation centrée sur les *lahore*

Les archives consultées à Buea ne permettent pas de préciser la répartition des Mbororo à cette époque. Elle est donc esquissée à partir de biographies d'anciens, rencontrés sur place. Ils énumèrent assez bien leurs lieux de séjour, depuis l'installation d'Ardo Sawga à Babanki Tungo jusqu'à l'invasion des sauterelles (fig. 20).

La plupart des Mbororo se pressent aux environs des ***lahore*** de Babanki. Ces pâturages furent occupés dès le début des années vingt. Des Mbororo qui y parviennent en 1924 rencontrent des troupeaux partout et doivent aller plus loin, vers le sud. Les troupeaux des Gosi'en, surtout ceux des fils d'Ardo Sawga, deviennent nombreux. Presque tous les Gosi'en séjournent en haut de Ndawara en saison des pluies, entourés de beaucoup de lignages attirés par ces ***caBBal***. Au sud (Babanki Tungo, Bambili), les Toukanko'en deviennent majoritaires, de même que sur la dorsale de Bamenda, jusqu'à Santa. Mais les pâturages qui dominent Bamenda et le plateau de Bafut sont surtout occupés par des Ouranko'en, dès les années 1923-24. "Occupés" est beaucoup dire, car les Mbororo changent encore chaque année de site d'hivernage.

Les pentes des monts Bambouto sont rapidement peuplées, dès 1922-23 ou 24. Les versants nord (Pinyin et Bali) attirent des Toukanko'en et des Ouranko'en. Sur ceux de l'est (Babadjou), les éleveurs deviennent nombreux à partir de 1925, sans doute par suite de l'absence de taxe sur le bétail au Bamiléké. Des Toukanko'en et des Rijimanko'en s'y rassemblent mais leur ***arDo*** est encore un Gosi.

Les Mbororo des monts Bambouto se trouvent à une distance limite (40-50 km à vol d'oiseau) pour abreuver les animaux à Babanki Tungo. Des Ouranko'en décident de quitter les pâturages de Bali qu'ils estiment trop éloignés des sources natronées. Les autres convoient leurs troupeaux par les hauteurs en saison des pluies mais, en saison sèche, ils se dirigent vers Mfosset, à partir de Bagam qui est, alors, un grand secteur de transhumance. Ils utilisent donc les deux ***lahore***, en alternance. Quant aux Mbororo de Babadjou et de Fongo Tongo, ils ne se rendent qu'à la source de Mfosset, en début et en fin de transhumance. Ils y parviennent en traversant le Noun, malgré les glossines qui infestent la confluence des Mifi. Les Mbororo se déplacent à travers le Bamiléké dont les terroirs ne sont pas encore jointifs. Bientôt, les pâturages de Babadjou devenant très chargés en bétail, des éleveurs prospectent d'autres secteurs. Vers 1930, ils découvrent des pâturages de l'autre côté du Bamiléké, dans la petite chefferie de Bangwa. Ils ont déjà presqu'achevé l'investigation de ces plateaux.

Au nord du Bamenda, l'installation des Mbororo se fait un peu plus tardive. Il manque une bonne source natronée, comparable à celle de Babanki Tungo. Là aussi, la distance au ***lahore*** finit par dissuader. Des Mbororo passent la saison des pluies sur le haut plateau Nso à partir de 1925. Après un séjour à Ndawara, très chargé en bétail, beaucoup s'écartent vers des plateaux moins encombrés. Les Bawanko'en de Vekovi (Jakiri) se rendent en saison des pluies au ***lahore*** de Babungo, le plus proche. Chaque abreuvement dure 6 jours. Puis, en saison sèche, tout le monde part vers

Dumbo, au nord. Les Gosi'en au nord de Kumbo ne se déplacent plus vers le *lahore* de Babanki que deux fois par an, avant et après la transhumance. Le *lahore* est à 60-80 km, ce qui exige quelques jours de marche. D'un côté, les fortes charges des pâturages proches de Babanki incitent des Mbororo à s'éloigner ; de l'autre, la nécessité d'acheminer les troupeaux sur de longues distances au *lahore* freine cette dispersion. Au nord du Bamenda, l'éloignement de Babanki devient un handicap pastoral plus difficile à surmonter qu'au sud.

D'après les récits biographiques des Mbororo, ils n'auraient séjourné au nord de Nso qu'après 1924. Cependant, un document administratif de 1923 signale que des éleveurs vont et viennent aux environs de Nkambe (50). Les Gosi'en et Toukanko'en de Ndu, les Ringuimadji de Nkambe ne disposent pas de *lahore*. Ils se déplacent en saison sèche vers Dumbo où les Haoussa de Bissaula livrent des plaques de natron, à prix fort. Les animaux ne reçoivent des compléments minéraux que tous les 5 mois. L'élevage des Mbororo de Nkambe ressemble davantage à celui du Mambila qu'au système adopté au sud du Bamenda.

50. « The open moorlands of the Nsungli country are eminently suitable for cattle grazing and large herds of Fulani cattle periodically come here. The number vary between 200 and 3.000 according to the time of the year » ("Nsungli Assessment Report", 1923).

Au Bamoun, l'administration française tente d'attirer les Mbororo. « La mise en valeur de cette région riche en pâturages et en lahorés est dès à présent poursuivie » (51). Pourtant, il ne subsiste bientôt que des Rahadji. Rares sont les autres Mbororo à s'y diriger pour la saison des pluies et ils ne restent pas longtemps. Ceux qui partent du Tchabbal Mbabo ou du Mambila font maintenant l'économie d'un séjour au Bamoun. Ils apprécient davantage les prairies de *caBBal* que les savanes de bas plateaux.

51. "Rapport annuel à la Société des Nations", 1922, p.129.

Nouvelles arrivées

A la fin des années vingt, de nouveaux lignages entrent au Bamenda. Ils font partie d'une seconde vague migratoire : Madjanko'en qui progressent vers le sud (arrivée à Jakiri en 1927, puis aux environs de Bamenda en 1928), Djaromanko'en qui n'ont pas encore dépassé Ndu en 1927 et Dji Gadjeré en 1928, Mbodi'en qui abordent les environs de Nkambe en 1926. Ces lignages se sont mis en mouvement dans la région de Yola (Numan, Mayo Belwa) qui devient de plus en plus difficile pour l'élevage. En 1925, des Madjanko'en passent directement vers le sud par Toungo, la vallée de la Taraba et Gashaka. « They losed enormous numbers of cattle on the way from Tryps » (52). Un Djaromanko avoue qu'à son arrivée à Mayo Ndaga (Mambila) en 1925, il ne lui restait que 5 vaches et un taureau. Là, il reconstitue lentement un petit troupeau, puis se déplace au Bamenda, vers Ndu. Dès lors, le troupeau prospère.

52. d'après PERCIVAL, 1936, cité par BOULAY (R. du), 1953.

Le Mambila devient alors une sorte d'antichambre, dans la longue migration des Mbororo, vers les hauts plateaux camerounais. Des troupeaux, souvent décimés par les mauvaises conditions pastorales qui règnent dans les plaines de la Bénoué, s'y refont une bonne santé. Le Mambila joue, du point de vue pastoral, un véritable rôle "réparateur". Grâce à son altitude, il amorce la régénération des troupeaux de nombreux migrants. A mesure que leur cheptel augmente, les éleveurs entrent au Bamenda et avancent vers le sud. C'est un flux migratoire de groupes familiaux qui progressent par étapes, attirés par la réputation pastorale des Grassfields.

Premières dissensions entre Djafoun

Pendant cette période, Ardo Sawga s'impose comme le chef incontesté des Mbororo au Bamenda. ***Kanko mari lesdi :*** *« c'est lui qui possède le pays,»* disent les Mbororo. Il tend à se conduire à l'égal d'un ***laamiiDo*** de l'Adamaoua. Il institue une cour de justice, impose des amendes mais se voit rappelé à l'ordre par l'administration (53).

Les Toukanko'en sont entrés au Bamenda en même temps que les Gosi'en. Dès les années vingt, ils se rassemblent autour du ***lahore*** de Babanki. Leur leader s'était engagé auprès de l'administration, non sans amertume, à respecter l'autorité de Sawga. Mais les membres influents du lignage n'entérinent pas son attitude et choisissent un autre leader moins conciliant.

En se déplaçant de Babungo à Babanki Tungo en 1923-24, Ardo Sawga investit des pâturages que les Toukanko'en s'étaient déjà pratiquement appropriés. Dès lors, la tension devient constante entre les deux lignages (54). « In recent years, the Gosi'en have been fighting a silent and loosing battle with the Tukanko'en for leadership and influence » (55).

L'affaire qui déclencha les hostilités fut la prétention d'Ardo Sawga à recueillir l'héritage d'un Toukanko, décédé sans descendant direct. Il avait le droit d'y prétendre en tant que chef musulman mais les Toukanko'en s'y opposèrent. Ils contestaient donc sa suzeraineté. D'un point de vue juridique, deux conceptions du pouvoir s'affrontaient : celle du droit islamique et celle des Mbororo n'admettant pas de telles prérogatives de la part d'un simple ***arDo***. L'administration intervint pour dénouer l'affaire, en reconnaissant l'autonomie des Toukanko'en. Ardo Sawga était débouté de ses prétentions à se conduire à l'égal d'un ***laamiiDo*** de l'Adamaoua ou d'un émir du Nigeria. Cette décision amorça l'éparpillement du pouvoir au sein des Mbororo du Bamenda.

La position de l'administration anglaise fut décisive dans l'effritement de la chefferie mbororo. Les Anglais ne tenaient pas à instituer un nouveau pouvoir peul dans cette contrée (56). Beaucoup d'administrateurs régissaient les affaires des Mbororo du Bamenda d'après une expérience acquise au nord du Nigeria. Nomades, les Mbororo s'y tiennent encore dans la mouvance des chefs foulbé-haoussa. Leur organisation politique ne dépasse pas le niveau des ***arDo***, chefs de petits groupes autonomes. Les administrations allemande puis française tentèrent de renforcer l'organisation politique des Mbororo, dans le but de les sédentariser. Quant aux administrateurs anglais, ils restaient sur l'idée que les Mbororo étaient inaptes à s'organiser politiquement.

Dès les années vingt, les Toukanko'en deviennent plus riches et acquièrent une cohésion lignagère plus forte que les Gosi'en. Ceux-ci se dispersent entre de nombreux pâturages, des monts Bambouto aux plateaux Nso.

La dispersion des Gosi'en suit des clivages familiaux. Déboutés du Bamenda, les membres de la branche aînée s'approprient les pâturages voisins du Bamiléké : Ardo Damnorou bi Jae à Babadjou, Ardo Oumarou bi Manya à Bagam. Même au sein de la branche cadette, tous les Gosi'en ne restent pas rassemblés autour d'Ardo Sawga.

53. « Both he (Ardo Sawga) and the Sarikin Hausa were warned against illegal exactions » ("Annual Report", Bamenda, 1924). L'administration anglaise a longtemps refusé d'instituer une justice islamique au Bamenda pour connaître les différends entre Mbororo. Etait-ce pour contrer la pénétration de l'Islam en cette région ?

54. En 1926, les Toukanko'en portent déjà plainte contre Ardo Sawga, l'accusant de les avoir forcés à payer trop de *jangali*, sujet de contestation permanente de la part de n'importe quel Mbororo. Une enquête administrative aboutit au non fondement de la plainte.

55. STAPLETON (J.H.), cité par BOULAY (R. du), 1953.

56. « The Fulani, given an inch of power, will shortly demand an ell » (HARRIS,P.G., 1943).

Des fils de Hari et surtout de Guiwa se regroupent sur les hauts plateaux Nso. Chaque branche familiale s'établit à part (tabl. 1).

Au cours des années vingt, les Mbororo occupent surtout la dorsale montagneuse, de Nkambe aux monts Bambouto. A l'écart de cette ligne de relief, des hauteurs restent encore vides. En 1926, quelques Gosi'en partent vers Bafumen, près de Wum ; ils n'y séjournent pas longtemps. Eloignés de tout centre administratif, ils redoutent les réactions de "natives" vindicatifs.

La nouveauté tient au déménagement de presque tous les Toukanko'en de Babanki Tungo qui s'en vont à Kom, en 1927, à l'issue du conflit avec les Gosi'en. Mais les plateaux Meta sont ignorés. Ceux des Kaka ne servent encore que de porte d'entrée au Bamenda. En saison sèche, les Mbororo ne descendent pas vers les pâturages humides de la plaine de Ndop. Au contraire, ils les évitent soigneusement, retenant les troupeaux en bordure de la plaine.

A part quelques secteurs de concentration du bétail (environs de Babanki Tungo, Babadjou), les éleveurs insistent sur l'abondance des pâturages à cette époque. En maints secteurs, ils ne rencontrent que des buffles. Ceux qui descendent vers Balikumbat et Bagam n'ont pas besoin d'entrer dans les pâturages humides pour rassasier les animaux. De même, ceux qui gagnent Dumbo en saison sèche le font surtout pour procurer du natron au bétail. L'abondance des pâturages permet de différer la "complémentation" des animaux à plusieurs mois d'intervalle. Les troupeaux des premiers venus au Bamenda progressent vite. Les Djafoun s'enrichissent.

Mais, quelques années plus tard, la situation est bouleversée.

Les invasions de sauterelles

L'arrivée des Mbororo intéresse l'administration anglaise, pour disposer d'un cheptel sur place (57) mais surtout, pour les rentrées fiscales qu'elle commence à procurer. Par sa contribution aux budgets, une population minoritaire commence à jouer un rôle décisif.

57. A l'issue de leur première entrevue, le "Divisional Officer" de Bamenda achète 100 vaches aux Mbororo.

De 1924 à 1930, les taxes directes qui alimentent le budget de la "Division" de Bamenda progressent de manière inégale. Les rentrées de la "general tax", c'est-à-dire l'impôt personnel, passent de 3.030 à 4.800 Livres. La taxe sur le bétail procure l'essentiel des ressources du "Native Treasury", sorte de caisse des chefferies, gérée à Bamenda. Or, ce fonds est nettement excédentaire (58). Alors qu'à leur entrée au Bamenda, les Mbororo jouissent d'une situation fiscale plus favorable qu'au Bamoun ou qu'en Adamaoua, ils se trouvent bientôt assujettis à un régime contraignant.

58. Il dispose d'un excédent de 8.100 livres en 1930, dont 6 500 en dépot à la Barclays Bank. « The Bamenda Native Treasury is one which is in the strongest financial position in the Southern Province » ("Report on the Cameroons", 1930).

Pression fiscale et dépendance politique

Le statut légal des Mbororo ne se définit que progressivement, par une série de décisions fiscales et politiques. Celles-ci sont loin d'être favorables

aux nouveaux venus. L'impression idyllique des premiers éleveurs arrivés aux Grassfields commence à se ternir.

Une réforme fiscale décisive

L'augmentation du cheptel imposé au cours des années vingt provient de l'entrée de nouveaux éleveurs puis d'une réforme du mode de perception de la taxe sur le bétail. Ardo Sawga était d'abord chargé de sa levée auprès de tous les Mbororo. En 1928, cette responsabilité est confiée à quelques "Native Authorities", puis à toutes en 1929. L'administration anglaise se félicite de cette formule. Le cheptel imposé passe, brusquement, de 18.400 têtes en 1928 à 35.800 en 1929. « All the Native Authorities in the Division showed great interest in exercising the increased responsability entrusted to them and successfully carried out the collection of the tax » (59).

59. "Report on the Cameroons", 1929.

Il convient de souligner ce qu'implique cette réforme et ce qu'occulte la satisfaction de l'administration. Le changement s'inscrit dans la ligne de l'"Indirect Rule" mais appliquée au profit des "natives" et aux dépens des Mbororo. Confier aux "Native Authorities" le soin de prélever la taxe sur le bétail veut dire que l'administration retire son soutien au chef mbororo. Ce point est soulevé dans les rapports mais vite écarté. « The Fulani chief was disgruntled... but no objections were raised by the Fulani herdsmen » (60). Entre le chef mbororo et les chefferies villageoises, les Anglais ont fait leur choix.

60. idem, 1928.

La perte d'autonomie politique

Avec le retrait de la perception du *jangali*, la chefferie mbororo perd l'une de ses attributions principales. D'un autre côté, « the new system has added to the prestige of the Native Authorities concerned » (60). Certes, mais qui se tient derrière ces "Native Authorities" ? Les chefs traditionnels, assistés des notables villageois.

La réforme fiscale revient donc à mettre les Mbororo entre les mains des chefs locaux. Ceux-ci ont tout intérêt à ce que les éleveurs paient le plus d'impôt possible. En fait, ce ne sont pas les agents de la chefferie qui lèvent la taxe sur le bétail mais un éleveur dévoué, nommé ***arDo*** pour la circonstance. De coutumière et plutôt "paternaliste", sa fonction devient administrative et fiscale. Le chef "native" fait pression sur l'***arDo*** pour que tous les éleveurs paient. En échange, il le laisse placer les éleveurs à sa guise sur le territoire de la chefferie.

A partir des années trente, le nombre des ***arDo*** se multiplie dans chaque "Native Autority", afin d'améliorer la levée du ***jangali*** qui devient la grande affaire administrative. D'un côté, l'***arDo*** est le maître des pâturages et il en dispose à son gré à l'égard des Mbororo. De l'autre, il est soumis au contrôle des chefs locaux qui font et défont les ***arDo*** s'ils ne leur donnent pas satisfaction. Dans ces conditions, le grand intérêt des "Native Authorities" à la réforme fiscale de 1928-29 se comprend aisément.

La taxe sur le bétail commence à fournir une véritable rente annuelle aux chefferies et à la "Division" de Bamenda. C'est également dans cette mesure que l'administration anglaise se fait la complice de l'entrée de nombreux Mbororo.

Les difficultés des premières années trente

Malgré un système d'imposition qui écarte toute bienveillance, le cheptel fiscal ne progresse plus, lors des premières années trente (61). De 35.000 têtes en 1930, il chute à 26.700 l'année suivante et à 23.900 en 1932. Il augmente un peu en 1934 mais diminue à nouveau les années suivantes. C'est seulement à la fin des années trente que la croissance reprend, avec un cheptel qui dépasse les 50.000 bovins (fig. 21).

61. Comme la taxe sur le bétail correspond mieux à l'effectif du cheptel que les années précédentes, cette évolution est étonnante.

Alors que l'évolution des effectifs devient irrégulière, les rentrées du *jangali* baissent relativement peu, d'une année à l'autre. En 1932, l'administration, de concert avec les "Native Authorities", décide d'accroître le taux d'imposition du bétail à 1 shilling 6 pence, soit une augmentation de moitié. Or, 1931 et 32 marquent des années catastrophiques pour les éleveurs du Bamenda. La crise économique mondiale se répercute, avec un certain retard, par un effondrement des prix de toutes les denrées, dont ceux du bétail.

62. "Report on the Cameroons", 1932, p. 35.

Les éleveurs souffrent « from the heavy fall in the price of cattle » (62), notamment en 1932. Les maquignons ne trouvent plus d'acheteurs au comptant à Enugu, Port Harcourt et Calabar, principaux marchés approvisionnés par les animaux des Grassfields. Au lieu de revenir avec du numéraire, ils doivent accepter des vêtements. Comme le commerce de la cola est également désorganisé, le manque de numéraire devient général aux Grassfields. « The general complaint in Bamenda Division is the difficulty of obtaining cash » (62). Beaucoup de transactions se traitent selon le système du troc.

63. Les premières invasions de sauterelles, lors des années trente, furent catastrophiques pour les montagnards des monts Mandara, davantage que pour les populations voisines de plaine. Mais la gravité de la situation ne tient pas seulement à l'étendue des dégâts perpétrés. Elle s'explique également par une fragilité économique plus grande des populations les plus affectées (BOUTRAIS, J., 1987, p. 25-30).

En plus, les éleveurs, comme les cultivateurs, souffrent d'invasions de sauterelles qui détruisent les récoltes sur pied et les pâturages. D'un côté, l'administration accorde quelques réductions d'impôt personnel, en tenant compte de ces calamités ; de l'autre, elle alourdit l'imposition sur le bétail. Singulière équité fiscale en période de crise ! Pour l'administration et les chefs locaux, les Mbororo sont des gens riches et des étrangers ; ils doivent payer. Richesse cependant bien fragile...

Une catastrophe pastorale : les criquets

L'augmentation du *jangali* a peut-être provoqué quelques départs d'éleveurs mais les reculs de cheptel, au début des années trente, proviennent surtout d'invasions de criquets. La région subit une véritable catastrophe écologique. Le même drame affecte toutes les hauteurs de la Dorsale Camerounaise, depuis les monts Mandara au nord jusqu'à l'Adamaoua et les plateaux de l'ouest. Il semble que les sauterelles se soient davantage portées vers les hautes terres qu'en plaine (63).

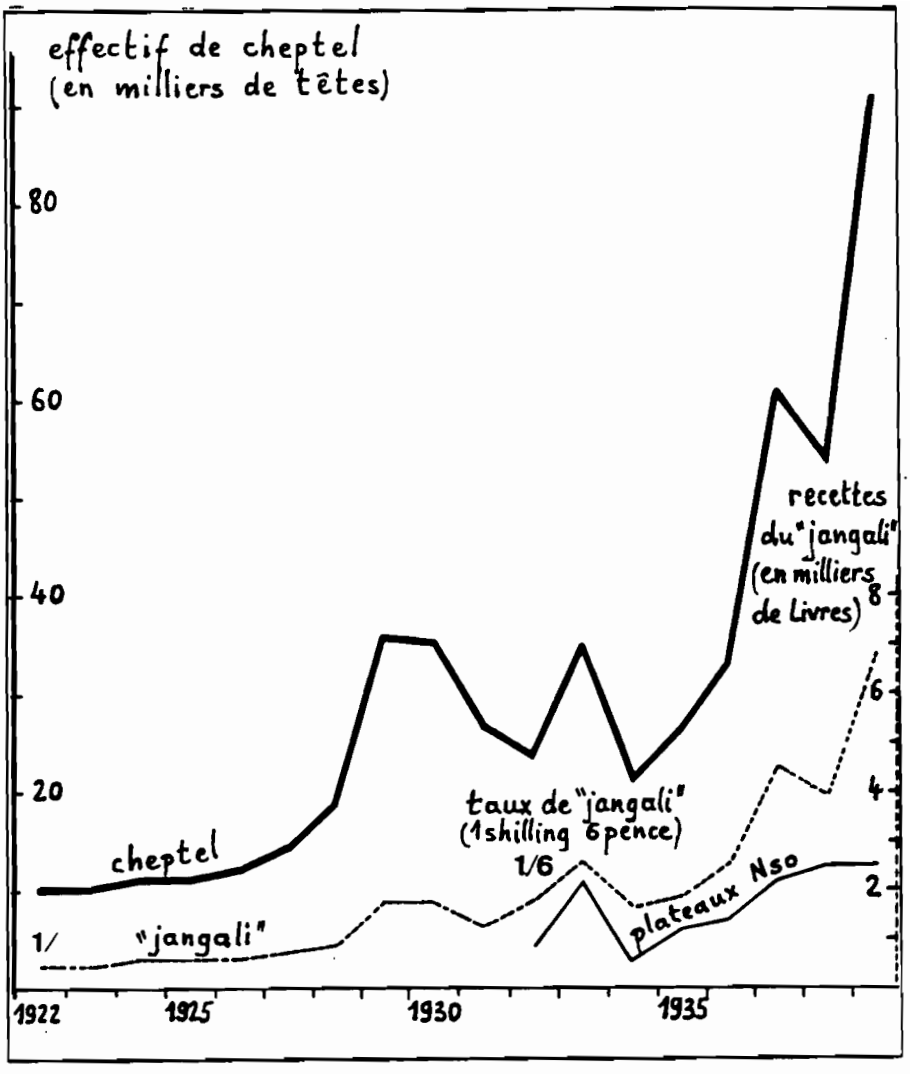


Fig. 21 : *Evolution du cheptel fiscal et du "jangali", de 1922 à 1939*

Au Bamenda, leurs conséquences s'avèrent plus graves pour les éleveurs que pour les cultivateurs. Toutefois, ceux-ci en souffrent également. Les criquets ont marqué la conscience collective de toutes les populations de plateaux qui désignent encore les premières années trente par l'expression :« *the locust days*. » Quelques notes dans les rapports administratifs et les témoignages des vieux Mbororo permettent d'évoquer l'évènement et ses conséquences pastorales.

La prise de conscience officielle

Dès 1930, le Rapport annuel à la S.D.N. des Cameroons sous administration britannique fait état de grands nuages de sauterelles ayant provoqué des dégâts considérables. « Fortunately, again no serious distress has been occasioned and the people have remained entirely undisturbed. » Rapport qui se veut rassurant.

Pourtant, la récolte de maïs est détruite en beaucoup d'endroits dès 1930, les arrivées de criquets s'étant succédées toute l'année. Le ravitaillement des populations ne repose plus que sur les tubercules. L'émotion est grande, même parmi les villageois, facilitant les prédications d'une prophétesse à l'ouest de Bamenda ; elle avait prévu l'arrivée des criquets et se présentait comme l'envoyée de Dieu. Des villages Meta cessent de cultiver, suscitant l'inquiétude de l'administration qui intervient pour discréditer l'illuminée...

Les rapports annuels ne reflètent pas la gravité de la situation car ils sont adressés à la Société Des Nations où ils font l'objet d'une discussion au sein d'un Conseil de Tutelle. Dès lors, la puissance qui administre n'accepte guère d'avouer ses défaillances, ni le désarroi des populations qui lui sont confiées. La vérité ressort davantage des témoignages oraux des anciens ou de quelques publications de souvenirs d'administrateurs. L'un d'eux avoue plus tard : « the damage to crops was serious and we had to supply imported rice to prevent famine in some areas » (64).

64. BRAYNE-BAKER (J.), 1976, "Southern Cameroons reminiscences", p. 83.

Des Mbororo mentionnent deux grandes invasions de sauterelles, en 1930 et 31. D'autres ne signalent que la seconde car elle fut la plus terrible. Après la première, il subsistait encore un peu d'herbe. Au contraire, il n'en restait plus après la suivante.

Le Rapport Annuel de 1931 se fait un peu plus explicite. « The almost complete destruction of grass caused great loss to the Fulani owners » (65). Le district de Banso est le plus sévèrement touché. « The cattle trade also suffered from the destruction of grazing lands by locusts and the departure of many herds from the Division » (65).

65. "Annual report on the Cameroons", 1931, p.86.

D'après ce constat, la situation semble sérieuse certes, mais sans plus. L'administration ne se soucie pas outre mesure des éleveurs. Tellement peu que, l'année suivante, elle augmente le taux du *jangali*. Pourtant, en 1932, avec la réduction des effectifs imposés, elle prend mieux conscience de l'ampleur du sinistre. « The condition of the cattle herds have been serious, owing to the destruction of all pasture by locust and to consequent disease.» Le Rapport Annuel de 1932 amplifie même le recul du cheptel. « The number of cattle counted was 50 % less in this year than the previous year, since so many herds have been reduced by disease or have sought better pasture elsewhere. » En fait, d'après les statistiques définitives de *jangali*, le cheptel du Bamenda perd quelques milliers de têtes de 1931 à 32. L'administration a pris tardivement conscience de l'ampleur de la catastrophe. De plus, elle l'a mal évaluée.

66. La grande invasion de sauterelles survient l'année de la déportation de Njoya par l'administration française. Bien que l'évènement marque la fin de la période historique bamoun étudiée par C. TARDITS, l'auteur ne signale pas qu'il ait provoqué de disette dans la région. Quant aux villageois du Bamenda, ils en gardent un souvenir très vif.

Des dégâts inégaux selon l'altitude

En 1931, les sauterelles ne se sont pas seulement abattues sur les plateaux Nso mais sur tous les hauts plateaux du Bamenda. Les prairies d'altitude sont complètement dévastées, de même que celles du Mambila et des monts Bambouto (Pinyin, Babadjou). Même les montagnes au sud du Bamiléké (Bangou, Bana) sont touchées. En revanche, les bas plateaux n'auraient pas souffert (66). Les invasions de sauterelles se traduisent peut-être par des effets inégaux selon le type de végétation atteinte. Une fois la strate herbacée des prairies d'altitude détruite, il ne subsiste rien à brouter

et les animaux succombent de faim. En bas plateaux, si les herbes sont saccagées, les bovins peuvent se reporter sur les arbustes un peu épargnés. De plus, les herbes repoussent plus vite en bas plateaux qu'à haute altitude.

Les nuages de sauterelles les plus dévastateurs s'abattent au Bamenda lors de la saison sèche 1930-31. Tous les pâturages sont détruits et la terre mise à nu. Ceux de la plaine de Ndop restent les seuls relativement épargnés. Plus catastrophique encore pour les animaux : les herbes repoussent mal, à la saison des pluies suivante. Peut-être les pousses de graminées sont-elles tronquées, au fur et à mesure de leur sortie, par les criquets issus des pontes sur place. La situation devient très critique pour les troupeaux. A l'élimination des herbes s'ajoute la pollution de la plupart des petits cours d'eau où s'accumulent des monceaux d'insectes.

Les pâturages refuges

La nouvelle se répand alors que l'herbe abonde au Bamoun. De nombreux éleveurs s'y précipitent avec des animaux affamés. De plus, ils cherchent à les abreuver aux rives du Noun, les seules qui soient encore propres. En 1931, le Bamoun et Bagam voient affluer des Mbororo de tous lignages.

Les Madjanko'en sont les plus nombreux à se concentrer à Bagam. Sur les massifs du Nkogam et du Mbam se réfugient des Madjanko'en, des Djaromanko'en, des Rijimanko'en, des Toukanko'en et même des Gosi'en. Quant aux Sayganko'en et aux Faranko'en, ils quittent le haut plateau Nso et passent de l'autre côté de la vallée de la Bui, au nord de Foumban. Des Rahadji avancés vers Bangou, au sud du Bamiléké, ou retournés au Mambila, viennent rejoindre les leurs au Bamoun (fig. 22).

Cependant, tous les Mbororo du Bamenda ne se réfugient pas au Bamoun. La plupart des Gosi'en restent sur des pâturages qu'ils ne tiennent plus à quitter, aussi bien ceux de Babanki que de Nso. Mais ils perdent beaucoup de bétail. Certains avancent une proportion de la moitié ; d'autres, davantage. Presque tous les veaux périssent, par suite de l'arrêt précoce des lactations. Les Ringuimadji de Nkambe rentrent de transhumance vers les *caBBal*, «*mais il n'y avait plus d'herbe, les vaches crevaient partout ; tout le monde pleurait* » (67).

67. témoignage d'Ardo Gabdo à Binka.

En dehors du Bamoun et de Bagam, les plateaux au nord du Bamenda servent également de refuge. Des Toukanko'en quittent Bali et s'en vont au-delà de Kom, sur les promontoires de Bafumen où l'herbe a repoussé en début des pluies. Quant aux Toukanko'en de Kom, ils prospectent encore plus loin, vers Konene et Nkambe. Les déplacements les plus étonnants sont ceux d'Ouranko'en des environs de Bamenda (Baba) et de quelques Madjanko'en au nord d'Oku. Ils se dirigent, pour la première fois, au nord de Wum dans une contrée jamais parcourue par le bétail. Les jeunes Ouranko'en ont découvert des pâturages couverts d'herbe, entre Essu et We. Ils y conduisent les troupeaux, par un déplacement de plus de 100 km, en laissant les familles aux campements d'hivernage.

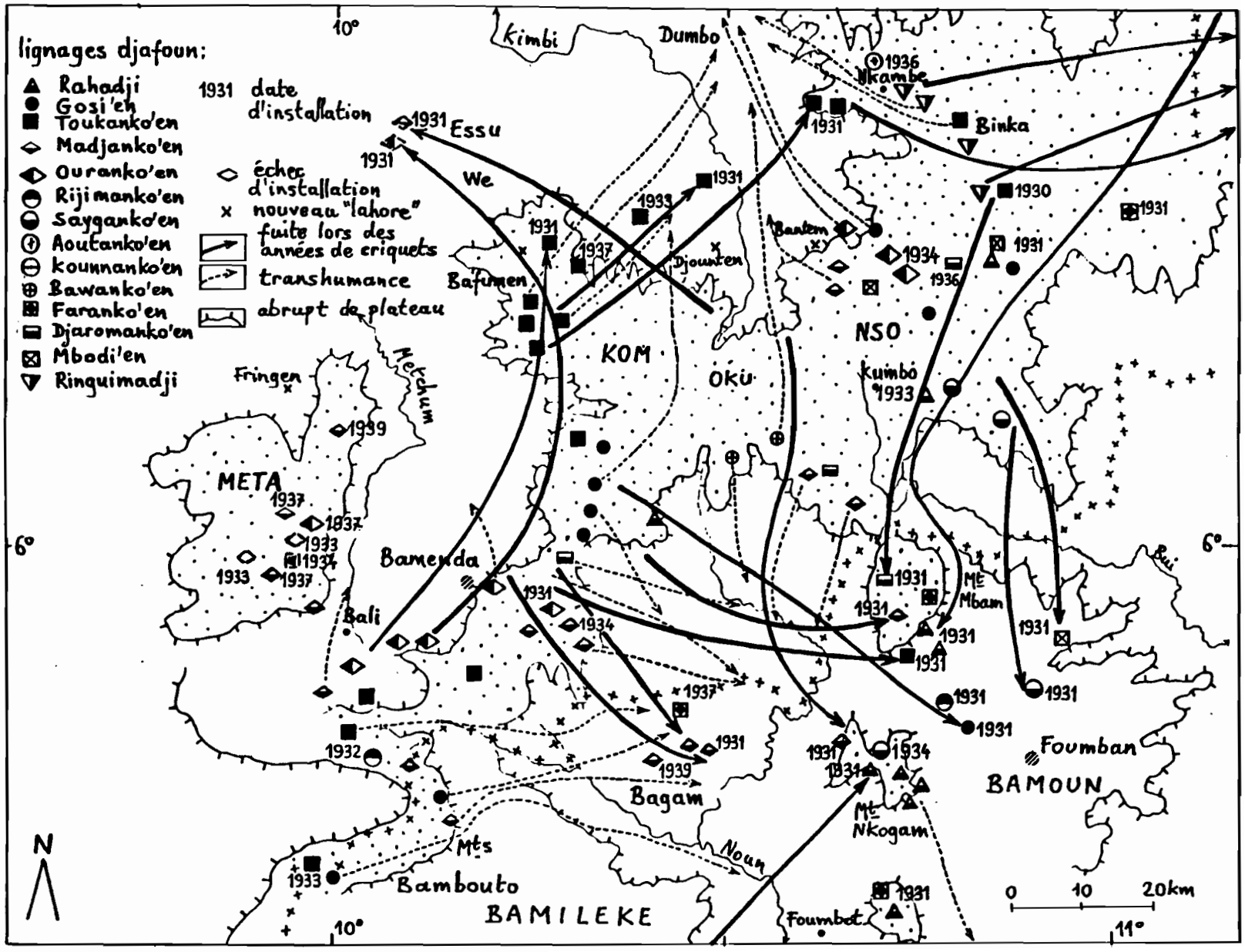


Fig. 22 : *La crise pastorale des premières années trente (sources : témoignages oraux).*

Il est curieux que les Mbororo n'aient pas tenté également de passer la saison des pluies à Dumbo. Pourtant, ceux des plateaux Nso, de Nkambe et même de Kom y venaient déjà régulièrement en transhumance. Contrairement aux autres bas plateaux, celui de Dumbo comporte surtout des savanes herbeuses. Il est probable qu'elles furent autant dévastées que les prairies d'altitude.

Eprouvés, les éleveurs du Bamenda ne sont pas les seuls à souffrir des destructions de pâturages. La situation des Mbororo au Mambila s'avère aussi dramatique. Ils tentent d'y parer de la même manière que ceux du Bamenda, en se reportant vers les bas plateaux les plus proches. Du Mambila, ils gagnent le plateau de Banyo et, de là, les environs de Tibati (68).

Les Mbororo des hauts plateaux remédient donc aux dévastations des sauterelles en transférant les troupeaux à des altitudes inférieures. Mais, après un court séjour, cette solution ne se révèle guère satisfaisante. La plupart des éleveurs qui ont afflué au Bamoun n'y restent qu'une saison des pluies, puis ils remontent au Bamenda. Pourtant, les invasions de sauterelles ne cessent pas de si tôt. Elles se renouvellent chaque année jusqu'en 1936, en devenant plus sporadiques, sauf la dernière année. Les dégâts étant plus localisés, les éleveurs évitent simplement les endroits dévastés. Les vols surviennent en saison sèche. Les Mbororo ne se plaignent plus des dégâts provoqués, en saison des pluies, par les criquets issus des pontes (69). Les prairies d'altitude se reconstituent lentement. « The infestations gradually declined » (70).

Le retour en altitude

Le Bamoun ne réussit pas à retenir les Mbororo réfugiés sur ses pâturages en 1931. Pour expliquer leur retour rapide au Bamenda, des Mbororo avancent simplement : ***na'i amin vowi caBBe*** *: « nos vaches ont l'habitude des hauts plateaux.* » Au Bamoun, les animaux sont assaillis de moucherons (probablement des phlébotomes) qui s'agglutinent autour des yeux des animaux, surtout des veaux. Si les éleveurs n'avaient disposé que de plateaux semblables au Bamoun, leur avancée à ces latitudes serait restée sans lendemain. Ce sont les ***caBBal*** qui les retiennent.

D'après les rapports administratifs, des maladies du bétail se sont déclarées à la suite des sauterelles. Les Mbororo signalent, en effet, une épizootie de fièvre aphteuse. Ils considèrent cette maladie comme bénigne, tant que les animaux disposent d'herbe en abondance. Mais ses effets peuvent devenir graves lorsqu'elle survient dans un contexte de rareté des pâturages. Les Mbororo incriminent surtout des accès de trypanosomose qui se déclarent dans les pâturages ayant servi de refuges.

Les troupeaux des Madjanko'en repliés à Bagam tombent malades. La même mésaventure survient aux jeunes Ouranko'en partis au nord de Wum. En pleine saison des pluies, la trypanosomose sévit dans leurs troupeaux qu'ils doivent rapatrier d'urgence vers les hauts plateaux. Avec

68. La fuite d'éleveurs du Mambila est simplement signalée par l'administration pour ses conséquences fiscales : « owing to migrations caused chiefly by locust invasions the receipts of cattle tax in 1931 were considerably less than in 1930 » ("Report... on the administration of Cameroons", 1931, p. 11).

69. Lors des années les plus critiques, des pontes se produisaient au nord du Bamenda, donnant naissance, quelques semaines plus tard, à de nouveaux nuages de sauterelles. Les secteurs de ponte, presqu'inhabités, ne facilitaient pas la destruction des criquets par l'administration, à l'aide de maïs empoisonné à l'arsenic.

70. BRAYNE-BAKER (J.), 1976, p. 83.

la destruction des prairies d'altitude, des Mbororo ont introduit imprudemment leurs troupeaux en des secteurs qui se révèlent insalubres.

Quelques éleveurs quittent les hauteurs de Bangou, au sud du Bamiléké, pour transhumer en aval de la vallée du Noun, à la recherche d'herbe. Certains passent même au nord du Noun mais ils doivent vite rebrousser chemin. Les échecs d'implantation à plus basse altitude, en 1931, montrent combien les espaces salubres pour l'élevage bovin sont limités, à cette époque.

D'autres difficultés empêchent les Mbororo de séjourner plus longtemps dans les contrées qui leur ont servi de refuge, surtout vers Wum. D'abord, l'isolement de ce plateau pour des éleveurs ; il est impossible de s'y procurer du natron ou du sel, indispensables au bétail. D'autre part, des difficultés de ravitaillement se posent pour les éleveurs eux-mêmes. Les Ouranko'en disent que les Aghem d'Essu ne disposent d'aucune nourriture à leur vendre. Cette remarque démontre déjà la dépendance alimentaire des Mbororo à l'égard de leurs voisins cultivateurs. Apparemment, les populations des hauts plateaux se sont mieux adaptées à la présence des Mbororo, en augmentant leur production de maïs.

Au Bamoun, ce ne sont pourtant pas des difficultés de ce genre qui ont rebuté les éleveurs. Au contraire, des Mbororo disent qu'ils s'y rendent en 1931 parce qu'il est plus facile de se ravitailler qu'au Bamenda.

Les Bamoun ne cultivent pas seulement du maïs mais également des patates douces et du macabo. Or, les tubercules ont moins souffert des sauterelles que les céréales. Il est vrai que la gamme des productions agricoles au Bamoun est assez large. Reposant à la fois sur une association plantains/tubercules et des céréales, elle permet de pallier en partie les destructions des unes, par les autres. D'autre part, cette agriculture est alors en pleine mutation (71). L'introduction du manioc dès le 19e siècle puis, plus tard, des macabos, diversifie la gamme des tubercules. Déjà, au 19e siècle, les plantains et les tubercules jouaient un rôle essentiel pour compenser des récoltes souvent déficitaires en céréales (72).

71. En ce qui concerne les céréales, C. TARDITS (1980, p. 322) a montré comment le maïs a progressivement supplanté les sorghos comme production agricole et aliment de base des Bamoun. Une substitution comparable semble s'être déroulée au Bamenda, au cours de la seconde moitié du 19e siècle.
72. TARDITS (C.), 1980, p. 325.

Les abandons du Bamenda

La destruction brutale de prairies d'altitude jusque-là si prisées des éleveurs, l'échec des tentatives d'élevage à basse altitude amènent des Mbororo à prendre conscience qu'ils sont enfermés aux Grassfields dans un cul-de-sac. Ils ne disposent pas de possibilité de sortie aisément accessible. A l'occasion de cette crise, un mouvement de retour s'amorce vers l'Adamaoua et même une migration plus lointaine vers l'est. En effet, les Djafoun du Bamenda étaient informés, par des échanges et des visites, de déplacements d'autres portions de lignages vers Meiganga et Bouar. L'augmentation du taux de ***jangali*** survenue en 1932 contribue à amplifier ce mouvement mais il touche également des Mbororo du Bamoun.

Il est difficile d'avancer d'autres indications que qualitatives à propos de ces retours. Ils se traduisent par un nouveau recul du cheptel fiscal au Bamenda en 1932 mais leur ampleur excède probablement les 3.000 têtes enregistrées. Ils provoquent surtout des ponctions auprès des Ringuimadji

de Nkambe, des Toukanko'en de Nkambe et de Kom. Des Mbororo au sud du Bamenda partent également. Mais certains s'arrêtent en cours de chemin.

Des Ouranko'en quittent Bali en 1931, avec l'intention de rejoindre les environs de Ngaoundéré. Parvenus dans la plaine de Ndop, ils trouvent des pâturages encore verdoyants où ils passent la saison sèche. Ils apprennent alors que beaucoup d'animaux sont morts en retournant en Adamaoua, par manque d'herbe. Ils sursoient à leur projet et passent la saison des pluies suivante vers Bambuluwe, dans des conditions, certes, difficiles. Ensuite, ils renoncent à partir.

Surpris par une dégradation soudaine des conditions pastorales aux Grassfields, des Mbororo réagissent de façon contradictoire. Les anciens, désireux de regagner l'Adamaoua, se heurtent aux jeunes, déjà attachés aux plateaux du Bamenda. Des Mbororo accomplissent une partie du trajet vers l'Adamaoua puis font demi-tour pour diverses raisons.

Des Ringuimadji quittent les environs de Nkambe dès 1931 sous la conduite de leur ***arDo*** et parviennent rapidement dans la région de Meiganga. L'année suivante, d'autres Ringuimadji et des Toukanko'en s'apprêtent à les rejoindre. Arrivés au Mambila, les uns apprennent que l'herbe a repoussé au Bamenda. Les autres sont rebutés par les montants du ***sofal***, l'impôt sur le bétail, que les Foulbé de Banyo lèvent de force sur les nombreux Mbororo de passage. Des groupes hivernent au sud du plateau de Banyo et perdent des animaux par suite, sans doute, de piroplasmose. Les uns poussent plus loin ; les autres, découragés, rebroussent chemin.

Pour quelques retours précoces au Bamenda, ceux qui émigrent définitivement en Adamaoua, puis en Oubangui-Chari, sont les plus nombreux. Il ne subsiste plus que quelques familles ringuimadji aux environs de Nkambe.

Le cas le plus spectaculaire est celui d'une dizaine de familles toukanko'en, à présent disséminées entre Kom et Ndu. Après les dévastations des sauterelles, elles parcourent 400 km en une seule saison sèche, se retrouvant, en 1932, au nord de Meiganga. De là, elles s'avancent vers Bouar en Oubangui-Chari. Plus tard, elles poussent encore plus loin, jusqu'à Carnot où elles subissent des pertes de bétail désastreuses.

Alors, le groupe migratoire se disloque ; son ***arDo*** s'enfuit vers Bambari en compagnie de Faranko'en, tandis que des Toukanko'en reviennent sur leurs pas. Après un long séjour à l'est de Meiganga (Fada-Djohong), c'est le retour par étapes à travers l'Adamaoua (Galim-Banyo), puis l'arrivée au point de départ, lors des premières années soixante. S'étant séparés dans leur jeunesse, ces Toukanko'en retrouvent des frères, restés sur place, dans la génération des anciens, ***mawBe***. Mais un tel retour au Bamenda après plusieurs décennies s'avère exceptionnel (73).

Les dévastations des prairies d'altitude ont donc déclenché une grande instabilité pastorale. Aux abois, les Mbororo ne savent où se diriger pour sauver leur bétail. Les bas plateaux n'offrent guère d'alternative viable. Le retour en Adamaoua devient la seule porte de sortie du Bamenda. Dès lors, des Djafoun sont entraînés en un vaste courant migratoire orienté à rebours des avancées au début du siècle.

73. Voici un Bambanko, rencontré en 1984 à Boukanga, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Bangui. Il se souvient être né à Nkambé, où les siens côtoyaient les Ringuimadji. Son père fuit les ravages des criquets, mais lorsqu'il parvient dans la région de Ngaoundéré, il ne lui reste qu'une vache. De là, il entre en Oubangui-Chari.

Les conséquences lointaines

Le fléau des sauterelles a marqué la mémoire collective des Mbororo du Bamenda. Encore maintenant, ils utilisent une chronologie relative, se référant à cet évènement comme repère. Des éleveurs ont subi davantage de pertes que d'autres et se sont retrouvés avec un cheptel amoindri.

Quand un Rahadji du Mambila rejoint les siens au Bamoun, il ne lui reste que 23 têtes de bétail. Ils lui prêtent alors 10 vaches pour l'aider à reconstituer un troupeau. Un Djaromanko possède un petit troupeau de 30 têtes lorsqu'il subit les ravages des criquets à Dji Gadjeré, près de Ndu. C'est avec seulement 15 têtes qu'il se déplace vers Jakiri. Grâce à quelques vaches prêtées et en bénéficiant d'un bon contexte pastoral, il se retrouve déjà avec 60 têtes 4 ans plus tard.

Dans l'ensemble, les pertes en bétail sont assez vite réparées, grâce à des mécanismes de solidarité et à la salubrité exceptionnelle des hauts plateaux. Les séquelles des invasions de sauterelles se sont avérées plus graves pour les pâturages.

La plupart des anciens datent le changement de composition herbacée des prairies d'altitude du passage des sauterelles. Avant les années trente, ***ladde wataay, sey geene ndime*** : « *la brousse n'était pas morte, (il n'y avait) que de bonnes herbes.* » Il est possible qu'alors, les prairies d'altitude étaient constituée de graminées annuelles. Les dégâts des sauterelles, puis des criquets, ont interrompu brutalement le cycle végétal des herbacées durant plus d'un an. Les annuelles n'ont pas porté de graînes. A la reprise de la végétation herbacée, les vivaces se sont substituées aux précédentes. *Sporobolus africanus* a pris une position dominante. Certes, les fortes charges en bétail ont accéléré sa diffusion mais la destruction des annuelles en 1931 en aurait donné l'amorce. D'une certaine façon, la végétation des prairies d'altitude porte l'empreinte de l'accident écologique de 1931.

La disparition des graminées annuelles et la lente reconstitution de pâturages aussitôt rechargés en bétail n'ont pas permis aux prairies d'altitude de retrouver leurs anciennes capacités de charge. Beaucoup d'éleveurs, notamment sur les hauts plateaux Nso, adoptent à partir de ces années un rythme régulier de déplacements saisonniers. C'est surtout le cas de ceux qui se trouvent à la tête de petits troupeaux. Auparavant, ils étaient mobiles certes, mais en changeant surtout de sites d'hivernage. A partir des années 1935, l'appauvrissement des prairies d'altitude en saison sèche contraint presque tous les Mbororo à partir en transhumance. Mais tous ne se rendent pas jusqu'à Dumbo. En descendant en bas de l'abrupt des hauts plateaux, certains parcourent seulement une dizaine de kilomètres.

La capacité de charge des hauts plateaux se réduit-elle nettement ou le cheptel devient-il plus nombreux ? Toujours est-il que des Mbororo tentent de s'introduire, avec plus ou moins de succès, à des altitudes moindres.

Des Toukanko'en libèrent les hauts plateaux Kom et se reportent vers celui de Konene, mais ils n'y restent que 2 ans. Des Mbodi'en qui séjournaient depuis peu de temps au Bamenda laissent le haut plateau Nso et refluent vers celui des Kaka. Dans

leur cas, l'installation réussit, malgré l'hostilité initiale des "natives". Les Mbodi'en acquièrent le contrôle de pâturages situés en dehors de l'influence des grands lignages djafoun.

Même tentative de la part des Madjanko'en sur les plateaux Meta en 1932 et 33. Les éleveurs sont attirés par l'abondance des pâturages, contrastant avec les environs déjà râpés de Babanki Tungo. Mais, là aussi, ils se heurtent à l'opposition des populations locales : vols d'animaux, abattages de bovins au fusil comme s'il s'agissait de vulgaire gibier. Dans une forêt épaisse, située au centre des plateaux, se cachent lions et panthères qui infligent également des pertes. Les Mbororo abandonnent la partie et refluent vers Bali ; l'essai d'installation a provisoirement échoué.

L'éloignement des Mbororo vers de nouveaux plateaux ne réussit pas toujours à la première tentative. Ces pâturages ne seront inclus que plus tard et de manière progressive dans l'aire d'élevage.

La destruction des prairies en 1931 et leur dégradation ultérieure confèrent de l'intérêt aux savanes humides de la plaine de Ndop (74). Des vols de sauterelles surviennent plusieurs années de suite aux environs de Ndop. Les portions inondables de la plaine se maintiennent en meilleur état que les savanes d'interfluve, après le passage des sauterelles. C'est surtout le cas des prairies à "bourgou", en aval du Noun.

74. BOUTRAIS (J.), 1978, p. 133.

Des Mbororo prennent l'habitude de s'y rendre : Madjanko'en qui deviennent nombreux autour de la plaine et Djaromanko'en qui atteignent les hauteurs de Jakiri. Ces deux lignages, en provenance des plaines de Yola, sont les mieux à même de reconnaître les qualités fourragères du "bourgou" de Ndop.

En 1939, alors que les invasions de sauterelles ont cessé depuis 3 ans, une rumeur circule, en début de saison sèche, que de nouveaux nuages menacent la région. Des Mbororo quittent alors précipitamment leur campement d'hivernage à l'ouest de Kumbo pour se rendre le plus vite possible à Bambalang, au centre de la plaine. Preuve que c'étaient les meilleurs pâturages, en cas de dévastations par les sauterelles.

Il est probable que la proximité de la plaine de Ndop a contribué à retenir beaucoup d'éleveurs au sud du Bamenda. Ceux de Nkambe, davantage éprouvés, sont repartis en grand nombre vers l'Adamaoua. Le maintien de relations avec les membres des lignages restés en Adamaoua a facilité les retours vers les anciens pâturages.

L'essor pastoral de la fin des années trente

Les sauterelles ont marqué la mémoire pastorale parce qu'elles sont survenues brutalement, en imposant un temps d'arrêt à la prospérité des éleveurs. Une fois les nuées moins dévastatrices, l'essor du cheptel reprend. L'élevage joue alors un rôle économique important. Les circuits commerciaux liés à la présence du bétail fonctionnent mieux. L'aire d'élevage s'étend et l'activité pastorale se consolide sur les plateaux.

Rivalités lignagères en altitude

Après les reculs de cheptel en 1931 et 32, les effectifs progressent à nouveau, avec cependant, en 1934, un creux très net qui mérite une explication.

A partir de 1932, la "Native Authority" de Nso bénéficie d'un budget particulier, alimenté, en grande partie, par les rentrées du *jangali*. L'évolution du cheptel imposable à Nso montre que le déficit de 1934 provient justement de ce secteur (fig. 21).

Encore peu nombreux lors des années vingt, les Mbororo affluent pendant les années trente à Nso. Jusque-là, l'absence de *lahore* et l'éloignement de ceux de Babungo ou de Babanki avaient freiné leur installation. Mais des Haoussa suivent la progression des Mbororo et font parvenir du natron du nord. Il est cher mais moins rare qu'autrefois.

Des Mbororo quittent Ndawara très chargé en bétail et gagnent Nso. Deux *arDo* contrôlent alors ces pâturages. L'un rassemble derrière lui les Madjanko'en et les Ouranko'en ; l'autre se trouve à la tête des Gosi'en. La rivalité devient inévitable. Au-delà des questions de personnes, l'enjeu porte à nouveau sur le contrôle de bons *caBBal*. Le leader des Gosi'en obtient gain de cause, grâce à l'appui du *fon*, le puissant chef des Nso. Dès lors, Madjanko'en et Ouranko'en quittent en masse les lieux. Le représentant des Gosi'en reste le seul maître des éleveurs dans la chefferie la plus vaste des hauts plateaux. Mais, en même temps, il devient l'homme lige du *fon* de Kumbo (75). Il se comporte comme son fidèle intermédiaire auprès des Mbororo, mettant un point d'honneur à lever le plus de *jangali* possible, quitte à entrer en conflit avec plusieurs notables d'autres lignages. Désavoués chacun à leur tour, ils abandonnent, avec leurs gens, les plateaux des Nso.

L'obtention de la maîtrise des pâturages d'altitude, très convoités, entraîne les *arDo* à servir, pieds et poings liés, les chefs "natives". Cette logique du pouvoir les amène, à la limite, à oeuvrer contre les intérêts des Mbororo.

Les hauts plateaux au sud du Bamenda commencent à devenir exigus. Sans doute, les Toukanko'en ont-ils libéré les environs de Babanki mais ils sont remplacés par des Madjanko'en et par des Djaromanko'en qui poursuivent leur avance à travers les hauts plateaux. Les Mbororo restent très mobiles, surtout en saison sèche. Ardo Sawga est alors le seul à résider dans son village à longueur d'année. Dès que les pluies s'estompent, les autres familles se préparent au départ. Au retour, les Mbororo changent encore de sites d'hivernage. Mais, au bout de quelques années, ils reviennent sur un emplacement déjà habité quelques années auparavant.

Les éleveurs se comportent toujours en nomades mais, à long terme, leurs déplacements s'inscrivent dans un espace restreint, en une sorte de mouvement brownien. Les *caBBal* ne réservent pas des possibilités illimitées de nouveaux pâturages. Aux changements habituels de pâturages, assurance de fourrages abondants, s'oppose le désir de garder un emplacement d'altitude particulièrement favorable.

75. « He was hand in glove with the Fon of Nsaw, and was of no assistance to his own followers » note R. du BOULAY en 1953. Cette attitude tient peut-être à la personnalité de l'*arDo* en cause, mais elle s'explique également par la logique de la situation des Mbororo, placés par l'administration dans la dépendance des chefs "natives".

Extensions de l'aire d'élevage

Des Mbororo continuent à prospecter les plateaux. L'arrivée de nouveaux contingents au Bamoun et des essais répétés d'installation à Meta ponctuent l'expansion pastorale.

Après avoir joué un rôle de refuge en 1931, le Bamoun est déserté de la plupart des Mbororo. Ce vide ne manque pas d'attirer des migrants qui abordent les plateaux de l'ouest à la fin des années trente. Parmi eux, des Faranko'en qui font souche au Bamoun, des Danagou'en qui nomadisent entre le Bamoun, Bagam et des sommets isolés du Bamiléké, mais également des Rahadji du Mambila dont certains ne font que retrouver leurs anciens pâturages. Des Guerodji arrivent au Bamoun après avoir changé leur bétail blanc en Adamaoua et au Mambila. Le Bamoun accueille donc une nouvelle vague de Mbororo, dont beaucoup appartiennent à des lignages marginaux, par rapport aux Djafoun.

Des Mbororo du Bamenda retournent aux plateaux Meta. Malgré leur isolement, ceux-ci n'ont jamais cessé d'être parcourus par les éleveurs. Mais l'hostilité des villageois, la difficulté de se procurer du sel ou du natron empêchaient de stationner plus d'une année ou deux. Les lignages se succédaient, attirés par l'abondance des pâturages, mais sans vraiment prendre pied. Les uns passaient une seule saison des pluies ; les autres, par exemple ceux de Pinyin, ne venaient qu'en saison sèche, se déplaçant sans cesse. Après l'essai d'installation des Madjanko'en, suivent des Toukanko'en en 1934-36. Ils sont remplacés par d'autres Madjanko'en, des Ouranko'en et des Djaranko'en, en 1936-37. La présence des Mbororo devient alors continue. Ils se tiennent surtout à l'est des plateaux Meta mais, en 1939, Mundum, au nord, porte également du bétail. Les Mbororo changent souvent de campement mais, dorénavant, il en demeure toujours quelques-uns en saison des pluies.

De la même façon, les pâturages de Bagam, d'abord occupés temporairement par des Madjanko'en en 1931-32 puis abandonnés, accueillent des Faranko'en et d'autres Madjanko'en à partir de 1937. Le plateau de Konene, déjà prospecté lors des sauterelles, porte à nouveau du bétail en 1937.

Un essai malheureux d'installation interdit rarement de façon définitive un secteur à l'élevage. Quelques années plus tard, d'autres Mbororo tentent à leur tour d'y placer du bétail. Après quelques tentatives infructueuses, des savanes à la limite des *caBBal* finissent, tôt ou tard, par être converties en pâturages. De tâtonnements en tâtonnements, les Mbororo étendent l'aire des parcours sur les plateaux. Au début, les savanes à 1.500 mètres d'altitude ne conviennent pas à l'élevage, pour des questions de salubrité ou d'environnement pastoral, au sens large.

Comment les éleveurs de Meta réussissent-ils à s'approvisionner en compléments minéraux pour le bétail ? Un petit *lahore* est découvert au nord des plateaux mais seule, une poignée d'éleveurs l'utilisent. Au cours des années trente, les effectifs de cheptel se renforçant au Bamenda, les commerces du sel et du natron se développent. Les éleveurs deviennent de plus en plus dépendants des arrivages de ces produits.

L'approvisionnement en compléments minéraux

Les plateaux sont partagés entre deux réseaux commerciaux concurrents, comme toutes les savanes de l'Afrique du centre. Celui du natron, en provenance du Bornou, est aux mains de commerçants dits "Haoussa".

Le natron parvient surtout au Bamenda par la piste de Bissaula-Dumbo. Elle marque l'aboutissement d'un itinéraire long de 800 à 1.000 km, qui commence aux environs de Dikwa, au sud du lac Tchad. Avant de parvenir au Bamenda, le natron subit de nombreux transbordements, changeant de mains et de moyens de transport. Si, dans la partie sud du trajet, commerce du natron et de la cola se juxtaposent, en sens inverse, aux mains de spécialistes différents, les deux produits se complètent mieux au nord.

Les Bornouans acheminent d'abord les plaques de natron jusqu'au grand marché de Mubi, au pied des monts Mandara. Les chemins rocailleux au sud de Mubi ne conviennent pas aux camelins ni aux bovins qui composent les caravanes bornouanes. Celles-ci repartent donc vers le nord, avec des chargements de noix de cola. Le natron est arrimé sur des ânes à Mubi et dirigé vers divers points de passage de la Bénoué, surtout vers Yola. De là, de nouveaux transporteurs le convoient vers le Mambila et le Bamenda (76).

> Habitant à Jimeta, près de Yola, un marchand haoussa se livre à ce commerce "méridien" pendant les années trente et quarante. Il achète des plaques de natron au grand marché de Mubi puis les transporte jusqu'au Mambila (400 km à vol d'oiseau) et Bamenda (100 km supplémentaires). Des paniers de noix de cola, achetés chez les Nso, permettent de charger à nouveau les porteurs, bientôt remplacés par des convois d'ânes. Avec les bénéfices de ce commerce, il achète des animaux au Mambila. En 1952, il est devenu assez riche pour se retirer en Adamaoua, nanti d'un troupeau.

Avec l'installation de nombreux Mbororo au Bamenda, les Haoussa acheminent de plus en plus de natron. Mais ils subissent la concurrence d'originaires du Bamenda : Nso et Wiya de Nkambe. De Dumbo, les commerçants progressent jusqu'à Lassin, au centre des plateaux. Du natron parvient également, en moindres quantités semble-t-il, par la piste orientale de la cola : plaine Mbaw, Ribao, Banyo et Yola. Celle-ci débouche sur les hauts plateaux au centre haoussa de Dji Gadjeré (Ntumbaw).

Dans les deux cas, les plateaux Nso marquent la limite sud de diffusion de ce produit pour le bétail. Lassin et Dji Gadjeré deviennent des marchés animés où les Mbororo viennent faire leurs achats. Seuls, quelques commerçants poussent plus loin, jusqu'à Bali. A cette latitude, le natron se heurte à la concurrence du sel marin.

Le sel, déchargé au sud dans les ports atlantiques, gagne l'intérieur par portage puis par camion, au fur et à mesure du développement du réseau routier. Il parvient en plus grandes quantités au Bamoun et surtout au Bamiléké qu'au Bamenda (77). Les Mbororo de Bangou, au Bamiléké, achètent déjà régulièrement des sacs de sel aux commerçants bamiléké et

76. Le natron et les noix de cola ne représentent pas les seuls produits acheminés par la piste commerciale Takum-Bissaula-Dumbo. S'y ajoutent, vers le nord : de l'huile de palme et vers le sud : des cotonnades, du sel noir, des cuvettes émaillées, du cuir tanné et du tabac. Un recensement commercial, au début des années trente, fait état de 20 000 personnes empruntant cette piste chaque année ("Report.. on the administration of the Cameroons", 1934, p. 32).

77. Le sel pour les éleveurs ne fait que se greffer sur d'anciens circuits commerciaux entre les plateaux et la côte. C.TARDITS le mentionne avec le fer, les perles et les cotonnades parmi les principaux produits importés par les Bamoun (1980, p. 125). D'après le même auteur (p. 365), le sel faisait partie des produits importants monnayés, à la fin du 19e siècle, contre des livraisons d'esclaves aux régions côtières.

européens de Bafang. Du côté du Bamenda, les éleveurs éloignés des sources natronées se reportent sur l'achat de sel originaire des salines de Mamfé, mais il coûte cher. C'est surtout le cas des Mbororo de Meta qui viennent s'approvisionner au marché de Bali. Le sel est transporté à dos d'homme, par grands sacs confectionnés en écorces d'arbres.

Les *lahore* de Mfosset et de Babanki se trouvent à la limite des deux réseaux commerciaux. Bien que le Bamoun soit déjà bien ravitaillé en sel, les Rahadji se refusent à en acheter pour leurs troupeaux. Ils estiment que la cure au *lahore* profite mieux aux animaux. Il en est de même des Gosi'en de Sabga. Leur *lahore* attire davantage les éleveurs. Mais l'afflux de troupeaux dégrade les abords de la source principale, ce qui amène les Gosi'en à s'en réserver l'usage. Bientôt, les autres Mbororo ne peuvent plus y conduire leurs troupeaux.

Avec les années, les éleveurs de l'Ouest-Cameroun sont de mieux en mieux approvisionnés en compléments minéraux. Un informateur attribue à ce meilleur ravitaillement l'accroissement rapide des troupeaux. Seuls, les éleveurs à Nso éprouvent encore des difficultés. Le sel marin ne dépasse guère Bamenda vers le nord et le natron est surtout acheté par les Mbororo de Nkambe. Aussi, les plaques de natron coûtent-elles cher lorsqu'elles parviennent à Nso : 1,5 à 2 Livre l'unité. Or, un bouvillon de 3 ans n'est vendu que 10 shillings en moyenne ; il faut donc se défaire de 3 à 4 jeunes animaux pour chaque plaque de natron. Des Rahadji, renâclant à vendre tant de bétail, décident de quitter Nso pour retourner au Bamoun où *lahore* de Mfosset et arrivages de sel répondent mieux aux besoins des éleveurs. Ces difficultés n'affectent que les éleveurs de Nso et de Kom, situés à la frange des réseaux commerciaux du natron et du sel.

Les invasions de sauterelles n'ont interrompu que momentanément la prospérité pastorale des années vingt et trente. Des anciens citent de nombreux exemples de richesses édifiées lors de cette période exceptionnelle. Voici le cas d'un Toukanko arrivé aux environs de Ndu en 1923, avec 80 têtes de bétail. En 1940, il part au Mambila avec plus de 10 troupeaux. Ses animaux sont devenus tellement nombreux que ses pâturages à Ndu ne suffisent plus. Revers de cette réussite, il s'affronte de plus en plus aux villageois, excédés par les empiètements des animaux. Il migre alors, à la recherche de pâturages plus vastes. N'en trouvant pas davantage au Mambila, il poussera jusqu'en Adamaoua. Mais, par mesure de prudence, il laisse en garde de petits lots d'animaux chez plusieurs membres du lignage, aux Grassfields. Eparpillée, la richesse pastorale n'est pas toujours visible.

Les Djafoun reconnaissent combien les troupeaux étaient petits à leur arrivée au Bamenda. Chaque chef de famille ne disposait que de 20 à 30 têtes. En 1936, chaque Mbororo ne paie encore sa taxe sur le bétail que pour une moyenne de 40 têtes (78). Cette moyenne augmente les années suivantes, de riches Mbororo accumulant de grands troupeaux. Pour les éleveurs, c'est une période faste, les troupeaux prospèrent.

78. d'après le Rapport annuel à la S.D.N. des Camerouns britanniques. Chiffre calculé à partir d'un *jangali* moyen de 3 Livres et 10 shillings. Les plus gros imposables versent alors 4 Livres, ce qui correspond à un cheptel fiscal de 186 têtes.

Les avantages pastoraux des hauts plateaux

L'accroissement rapide du cheptel est surtout à porter au crédit d'une situation sanitaire excellente. A part la fièvre aphteuse, maladie peu redou-

tée, et la tuberculose bovine, aucune des grandes épizooties responsables de coupes sombres dans le cheptel sahélien ne sévit. De ce point de vue, les plateaux représentent un isolat pastoral par rapport au Sahel où aucune discontinuité majeure n'interrompt la progression des maladies contagieuses. Ici, l'entrée du cheptel ne peut se faire qu'à un seul endroit, au nord, grâce à la "levée" des plateaux Kaka dont la largeur n'excède pas une dizaine de kilomètres. Entrées et sorties des troupeaux sont canalisées par ce goulet en altitude.

Le cheptel des plateaux ignore la peste bovine, alors qu'elle sévit au nord, dans la région de Yola, durant les années trente. Il est également indemne de péripneumonie bovine, une épizootie qui commence à toucher les troupeaux de l'Adamaoua. La trypanosomose bovine est la seule maladie grave qui affecte les animaux lorsque les éleveurs descendent trop bas en saison sèche. Mais il suffit qu'ils regagnent les hauteurs pour guérir d'eux-mêmes.

Les troupeaux du Bamenda sont en excellent état. Heureusement, car il n'existe aucun service vétérinaire sur place, vingt ans après l'entrée des Mbororo (79). La première inspection vétérinaire du cheptel date seulement de 1937. Le rapport en est révélateur : « the veterinary officer was struck by the freedom of the cattle from epizootic diseases (and by their wilderness)» (80). Cet état indemne n'en est pas moins dangereux par lui-même, car il empêche les animaux d'acquérir une immunité naturelle contre diverses maladies. La fragilité potentielle de ce cheptel commence à inquiéter les responsables vétérinaires. Des postes de contrôle sont établis en 1938 à l'entrée des plateaux (Tamnyan) et à Bamenda pour surveiller les passages des troupeaux de boucherie. Il s'agit de sauvegarder l'isolat naturel des plateaux aussi longtemps que possible.

Bien que la destruction des prairies d'altitude par les criquets en 1931 ait suscité un mouvement de panique parmi les Mbororo, les pertes en bétail furent rapidement réparées. A partir de 1936, le cheptel officiel augmente rapidement, jusqu'à la fin des années trente. Il semble que cette croissance corresponde à une vague migratoire, succédant au reflux de 1931-32 vers l'Adamaoua.

De 1932 à 39, le cheptel fiscal triple, passant de 30.000 à 90.000 têtes. La vente de bovins devient une source importante de numéraire pour la région, la seule avec la noix de cola. De plus, la taxe sur le bétail alimente l'essentiel des budgets locaux. Au sud, ce sont les cours de la banane qui déterminent une alternance d'essors économiques, par exemple en 1936, et de crises. Au Bamenda, le bétail enregistre les grandes oscillations monétaires des années trente. Dès que cette source de numéraire se réduit, c'est tout le rythme des échanges locaux qui en pâtit.

Contrairement aux appréhensions des premiers Mbororo, leur entrée sur les hauts plateaux à l'ouest du Cameroun n'a guère soulevé de difficultés. Dès le début, elle se révèle une réussite. Les troupeaux s'accroissent rapidement, à tel point que les éleveurs des Grassfields jouissent d'une grande réputation de richesse. C'est plus tard que la situation pastorale devient plus difficile.

79. Cette situation est également à mettre sur le compte de la sous-administration de la région et de son sous-équipement, entre les deux guerres. Le Cameroun britannique du Sud est alors rattaché au Secretariat des Provinces Orientales du Nigeria, dont le siège est à Enugu. Il en est de même du service vétérinaire, basé à plus de 300 km à vol d'oiseau du Bamenda. Pourtant, les Provinces Orientales ne comprennent pas d'autre région d'élevage.

80. "Annual report on the Cameroons", 1937.

L'ACHEVEMENT DE LA PREMIERE PHASE PASTORALE

Après les succès mais également l'incertitude momentanée de l'installation des Mbororo dans une région nouvelle, les années quarante marquent l'achèvement de l'occupation des prairies d'altitude. L'administration peut alors estimer que le "remplissage" de l'espace pastoral est achevé ; le cheptel atteint un effectif raisonnable. Toute augmentation supplémentaire ne pourrait être que préjudiciable aux pâturages. A un accueil libre, sans restriction des éleveurs, il convient, dès lors, de substituer un contrôle des entrées, un encadrement des éleveurs et même, une réglementation des pâturages. Ce sera l'objet d'une législation pastorale que l'administration anglaise s'efforcera de faire passer dans les faits.

La saturation pastorale des hauts plateaux

Alors que l'essor du cheptel était observé avec satisfaction par l'administration lors des décennies précédentes, ce n'est plus le point de vue qui prédomine à partir des années quarante. La plupart des rapports déplorent un accroissement des effectifs jugé excessif. Les prises de position à l'égard des Mbororo sont suscitées par une progression du cheptel qui ne semble pas devoir se ralentir. Or, les pâturages de plateaux seraient déjà presqu'entièrement occupés.

Fluctuations de cheptel

A partir de 1940, l'évolution du cheptel devient irrégulière ; à des baisses succèdent des accroissements rapides (fig. 23). Cependant, ces indications doivent être interprétées avec prudence. Chaque tendance supposée est à replacer dans un contexte fiscal qui biaise l'évolution vraisemblable des effectifs.

L'incidence d'une épizootie

L'inquiétude du vétérinaire, à l'issue de sa tournée au Bamenda en 1937, était pleinement justifiée. En effet, les troupeaux des Grassfields ne restent pas longtemps préservés de toute maladie contagieuse. En 1940, une flambée de charbon symptomatique atteint les animaux qui stationnent sur Nso puis s'étend, les années suivantes, à une grande partie des plateaux. Les Mbororo en gardent encore le souvenir, car les pertes en bétail furent importantes. Comme les vols de sauterelles en 1930-31, l'année 1940 sert de repère chronologique. C'est ***baalDe laBBa*** *: « les jours (la période) du charbon symptomatique. »*

Jusque-là, cette maladie était inconnue à l'ouest. L'absence d'immunité acquise n'a fait qu'aggraver l'ampleur des pertes. Les Mbororo ignoraient la maladie, au point d'attribuer les tumeurs noires qu'elle provoque à des morsures de serpents. Comme elle se déclare en début de saison sèche, ils

éloignent d'abord rapidement les troupeaux en transhumance. Ce faisant, ils les placent dans le milieu le plus favorable à la propagation des germes. Les pâturages humides de transhumance deviennent désormais contaminés pour une longue période.

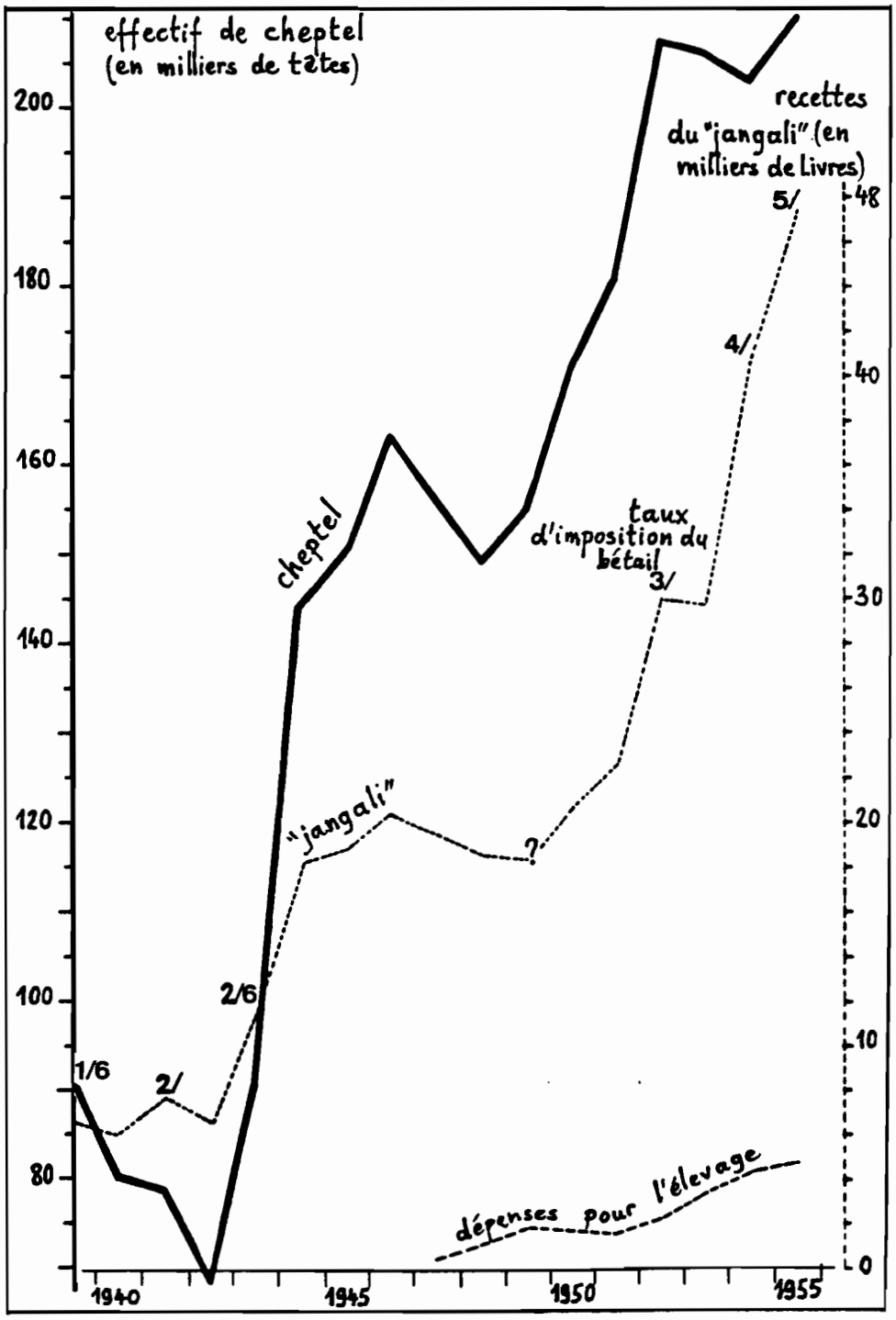


Fig. 23 : ***Evolution du cheptel fiscal et du "jangali" au Bamenda, de 1940 à 1955.***

Il est difficile d'évaluer les pertes infligées par cette première épizootie au Bamenda. A Ndu, certains Mbororo affirment qu'ils ont perdu davantage de bétail que lors de l'invasion des sauterelles. D'une centaine de têtes, des troupeaux sont réduits à 35-40 bovins. Vers Bantem, 15 animaux succombent dans un troupeau en une seule semaine. La maladie est meurtrière à Nso et Ndu, davantage qu'au sud du Bamenda (85).

Le recul du cheptel soumis au ***jangali***, de 91.800 têtes en 1939 à 68.000 en 1942, marque l'incidence sévère de la maladie, accentuée par les fuites d'éleveurs qui tentent de soustraire leurs troupeaux à l'épizootie. Un rapport administratif postérieur reconnaît qu'il se produisit de « very big outbreaks of blackquarter in 1940-41 » (86).

Le cheptel du Bamenda n'était pas plus vacciné contre le charbon symptomatique que contre toute autre maladie. Mais celle-ci étant fréquente en pâturages humides, il fallait s'attendre à ce qu'elle se déclare un jour ou l'autre dans une région soumise à 8 mois de saison des pluies. Pourtant, les vaccinations ne débutent qu'en 1944 avec 25.000 injections. Elles ne prémuniront vraiment la masse du cheptel qu'à partir de 1947. Les retards dans la protection vétérinaire sont sensibles, alors que le cheptel des Grassfields subit, entre-temps, une imposition croissante.

Progrès de la fiscalité sur le bétail

Après la baisse des effectifs lors des premières années quarante, ils reprennent une progression parfois spectaculaire. Ainsi, en une année, de 1943 à 44, ils passent brutalement de 91.200 à 144.200 têtes (fig. 23). Cette croissance d'effectif est parfois attribuée à une nouvelle vague migratoire (87). Mais elle se comprend mieux par les rapports particuliers que les Mbororo entretiennent avec les administrations locales.

Au cours des années trente, les "Native Authorities" recevaient la moitié du montant du ***jangali*** collecté dans leur ressort. Puis, en vertu du principe de l'"Indirect Rule", l'administration anglaise élargit leurs attributions. En conséquence, elles bénéficient d'une part accrue du ***jangali*** : 70 % à partir de 1937. Dès lors, la taxe sur le bétail alimente l'essentiel du budget de certaines "Native Authorities".

Celui de Banso n'est plus approvisionné que par cette taxe en 1938. L'impôt sur le bétail dû par les Mbororo permet de supprimer l'impôt personnel ! En 1947, le ***jangali*** rapporte 4.920 Livres à cette "Native Authority", tandis que les impôts personnels ne contribuent à son budget que pour 2.300 Livres. L'administration autochtone de Banso fonctionne longtemps grâce aux contributions levées sur les éleveurs ; elles représentent la moitié de ses revenus totaux (88).

Les "Native Authorities" qui ont la chance d'accueillir de nombreux éleveurs sont riches, contrairement à celles du sud forestier. Au Bamenda, l'élevage entretient largement les administrations locales mises en place à l'époque coloniale.

85. Elle sévit également, à la même époque, parmi les troupeaux du Mambila.

86. Bamenda Division, "Annual Report", 1948.

87. CARTER, J., 1963, "On the Fulani... of the Bamenda Province".

88. "Report by is Majesty's Government... to the trusteeship Council of the United Nations on the Administration of the Cameroons for the year 1947". Les revenus de la «Banso Native Treasury» s'élèvent alors à 8.650 Livres. En1946, les montants respectifs des deux recettes fiscales sont de 4.400 et seulement 1.900 Livres (KABERRY, Ph., 1959, p. 2). L'impôt direct ne fut introduit qu'en 1928 au Bamenda. Vingt ans plus tard, il ne touche encore qu'une petite partie des chefs de famille. Le taux d'imposition des "natives" est pourtant faible : 4 shillings pour les Nso, 3/6 pour les Kom et 3/ pour les Ndu. D'un autre côté, il est perçu 5 shillings sur les bergers des Mbororo et 9/ auprès des Haoussa.

La taxe sur le bétail prend le caractère d'une ponction auprès d'une population minoritaire. C'est d'autant plus évident qu'en retour, cette taxe ne contribue à financer pratiquement aucune dépense en faveur de l'élevage. En 1947, la "Native Authority" de Banso a seulement déboursé 67 Livres en faveur de l'élevage (traitements vétérinaires et main d'oeuvre), soit 1,3 % des rentrées fiscales (89).

La simple lecture des rapports administratifs suffit pour se rendre compte des profits que les chefferies locales retirent de la présence mbororo. Cette situation n'est pas ignorée mais rarement avouée par les responsables anglais. Elle est enfin dénoncée en 1943 dans un rapport confidentiel. « Up to the end of 1941, the Fulani of Bamenda had contributed to revenue well over £ 50 000 ; in return, they have received only one cement drinking trough costing less than £ 100 » (90).

L'élevage procure une véritable manne fiscale aux chefferies des hauts plateaux. Il est probable que les Mbororo ne sont acceptés et supportés que dans cette mesure. Aussi, la levée de la taxe sur le bétail est-elle une affaire sérieuse. Le taux d'imposition passe d'1 shilling 6 à 2 shillings par bovin en 1941 et à 2 shillings 6 dès 1943. Avec l'accroissement du cheptel, le montant du *jangali* double ainsi en une seule année, de 1942 à 43 (91).

Une forte poussée des effectifs se poursuit de 1943 à 44, mais elle n'exprime pas seulement une entrée massive de cheptel. Elle est plutôt le résultat d'une nouvelle réforme dans le mode de taxation du bétail. Les troupeaux ne sont plus imposés d'après les déclarations des propriétaires, adoptées et transmises par leur ***arDo***. L'assiette de l'impôt repose désormais sur un recensement annuel de tous les troupeaux, opération réalisée concurremment par ***l'arDo*** et des employés de la "Native Authority". Chaque année, cette campagne de dénombrement, longue et délicate, mobilise les agents des chefferies. Les ***arDo*** sont dessaisis de leur pouvoir d'imposition. Il ne leur reste plus que la tâche de la collecte. Cette nouvelle formule met encore davantage les Mbororo sous la coupe des chefferies locales.

Il est étonnant que des Mbororo n'aient pas réagi par la fuite à l'instauration de recensements du bétail, mesure humiliante s'il en est. Ils l'avaient pourtant fait au Mambila lorsque l'administration anglaise entreprit, vers 1936, de procéder à la même mesure. ***Limgal kallungal*** : « *un comptage méchant,* » disent les Mbororo qui durent vendre des animaux pour verser les sommes exigées. Beaucoup s'enfuirent justement au Bamenda pour échapper à une pratique qu'ils ne pouvaient admettre. Cette fois, ils se plient, à contre-coeur, à la décision (92). Est-ce l'indice que leur fixation est bien avancée ou le résultat d'une meilleure mainmise de l'administration ?

Alors que le cheptel des Grassfields n'est plus tout à fait indemne de grandes épizooties, son encadrement fiscal se resserre. En même temps, les chefs mbororo perdent la réalité de l'autonomie politique qu'ils avaient obtenue, à leur arrivée dans la nouvelle région d'élevage.

89. D'après "Report...on the administration of the Cameroons for the year 1947".

90. CLARKE, N., 1943, "A scheme for the settlement and development of the Cattle Owning Fulani people of Bamenda" (archives de Buea).

91. En 1942, les fonds collectés au titre du *jangali* s'élèvent à 6.886 Livres, tandis que toutes les taxes versées par les "natives" atteignent 3.659 Livres, soit exactement le double. La population des Mbororo est alors estimée à 5.000 personnes, tandis que les autres seraient environ 310.000. Les charges fiscales sont 30 fois plus lourdes, en moyenne, pour un Mbororo que pour un "native".

92. Des départs de Toukanko'en vers le Mambila semblent motivés par la crainte des recensements de bétail. Mais ces migrants regagnent vite leurs pâturages de départ. Quelques Madjanko'en et des Djaromanko'en passent la frontière et s'installent sur les pentes du massif du Mbam, au Bamoun.

L'élevage au début des années quarante

Pour les besoins de l'impôt, les résultats du premier dénombrement du cheptel, en 1944, sont ventilés par "Native Authority" (93). Ces relevés détaillés permettent d'observer la répartition des bovins à cette date, puis en 1948 (fig. 24).

93. Comme les "Natives Authorities" de Tang, Wiya et War s'imbriquent les unes dans les autres, leurs effectifs de bovins sont regroupés sur le croquis.

Un élevage circonscrit en altitude

L'essentiel du cheptel aux Grassfields se concentre sur les hauts plateaux volcaniques. De Nkambe aux monts Bambouto, 126.000 bovins se pressent, en 1944, sur les prairies d'altitude. Le cheptel qu'elles portent n'augmentera plus sensiblement au sud du Bamenda, notamment dans les "Native Authorities" suivantes : Moghamo, Bali, Ngemba, Bafut, Ndop et Kom. Les hauts pâturages fortement chargés se trouvent de part et d'autre du *lahore* de Babanki qui représente le centre pastoral. En revanche, les effectifs restent encore faibles (8.500 et 2.000 bovins) sur les plateaux Meta et Kaka, plus périphériques. Quant aux plateaux dits intermédiaires, ils ne retiennent pas encore de bétail. En saison des pluies, les troupeaux ne stationnent qu'au-dessus de 1.500 mètres.

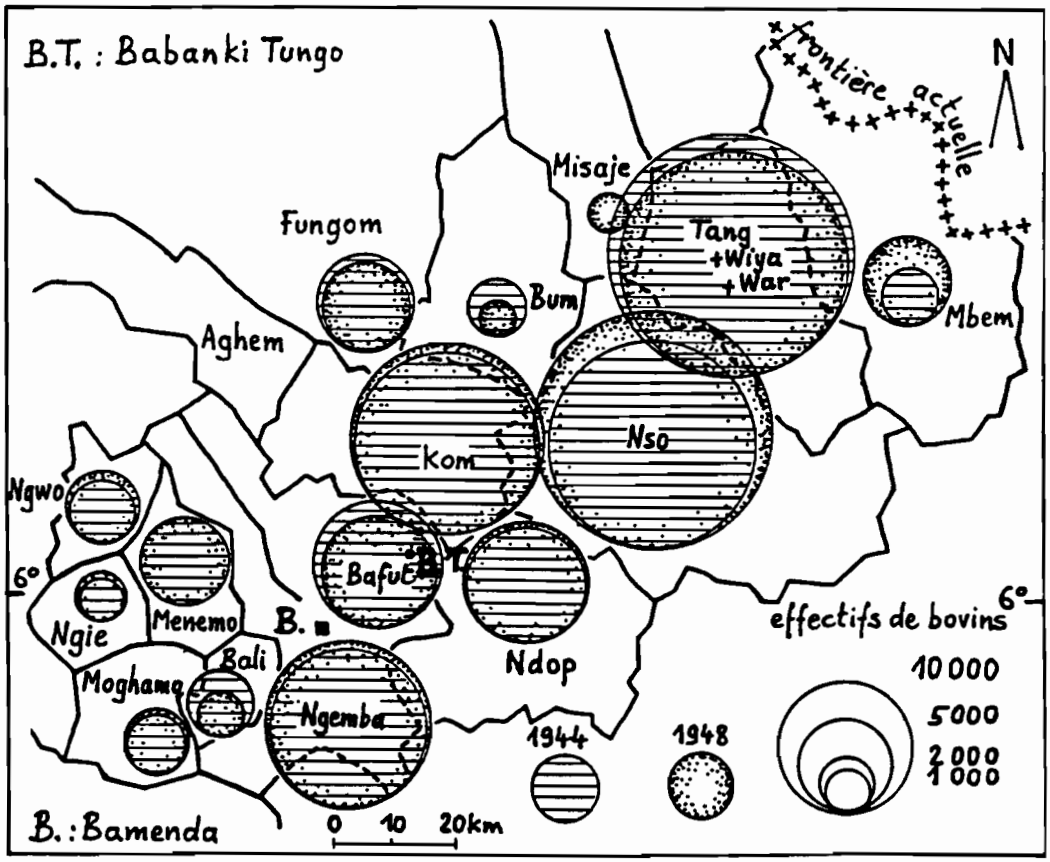


Fig. 24 : ***Localisation du cheptel au Bamenda, en 1944 et 48.***

Les informations sont beaucoup moins précises en ce qui concerne les éleveurs eux-mêmes. Le recensement de 1931 les a ignorés et la guerre a empêché d'effectuer celui prévu en 1941. Les Mbororo paient l'impôt seulement sur le bétail, sauf les bergers qui sont redevables de 5 shillings par personne. La plupart des Mbororo ne relèvent donc pas du rôle de l'impôt personnel. D'après un rapport administratif de 1949, « the cattle population of the Bamenda Division is 149.558 owned by approximately 1.659 Fulani » (94). Chaque Mbororo possèderait en moyenne 90 bovins. Le cheptel imposable par éleveur a plus que doublé, de 1936 à 1948.

94. Divisional Office, Bamenda, 30 mars 1949. Remarquons simplement la précision illusoire de ces chiffres, pour une estimation.

Les relevés rétrospectifs de biographies d'éleveurs apportent des indications complémentaires. Non seulement les hauts plateaux font le "plein" de bétail dès les premières années quarante, mais la mobilité des Mbororo s'atténue nettement. Parmi les *arDo* rencontrés en 1975, 5 seulement s'étaient installés à leur emplacement au cours des années trente, alors que 21 se fixent lors de la décennie suivante. La plupart n'étaient pas encore des *arDo* à ce moment-là. Lors des années trente, les Mbororo se déplaçaient presque chaque année.

> Tel Mbororo quitte les environs de Babanki, part hiverner vers Ndu au nord, revient transhumer dans la plaine de Ndop d'où il se dirige à nouveau dans une autre direction. A la mobilité de saison sèche s'ajoute une instabilité, d'une saison des pluies à l'autre.

A partir des années quarante, la mobilité pastorale se ralentit. Le changement de comportement se dessine surtout après 1945.

Amorce de fixation des Djafoun

A leur arrivée, les Djafoun se déplaçaient sans cesse, à la recherche des pâturages les plus abondants. Les administrateurs anglais les dénommaient les "Nomadic Fulani". Chacun s'évertuait à conduire ses animaux dans un endroit encore "neuf" ou, du moins, inexploité depuis plusieurs années. Les animaux entraient dans les grandes herbes et s'y rassasiaient. La découverte répétée de pâturages inédits représentait un idéal pastoral.

A partir des années quarante, il devient de plus en plus difficile de repérer de tels endroits en altitude. Qu'il s'engage dans un autre pâturage ou qu'il reste sur place, le Mbororo doit se contenter, de toute façon, d'un couvert herbacé déjà brouté, "usé" lors des années précédentes. ***Lesdi jinni:*** *« le pays est fini, »* en ce sens qu'il ne subsiste plus d'espace ouvert et disponible. Partout, les nomades rencontrent d'autres troupeaux. *« Il n'y a plus d'endroit où se déplacer, »* disent encore les Mbororo. Ils prennent conscience de l'étendue limitée des prairies d'altitude. Leur fixation va de pair avec une nouvelle préoccupation : ne pas perdre le pâturage qui finit par être dévolu à chacun.

Dans les années quarante, l'agencement des lignages djafoun commence à se figer en altitude (fig. 25). Il n'est plus perturbé que par des changements *d'arDo*. Lorsqu'un nouvel *arDo* appartient à un lignage dif-

férent, la composition des éleveurs tend également à se modifier. Chaque *arDo* avantage, de manière plus ou moins ouverte, les gens de son lignage.

Ainsi, les Ouranko'en abandonnent le secteur de Bali, investi par des Rijimanko'en. Les Madjanko'en délaissent les hauteurs de Bantem, devant l'accaparement des pâturages de la chefferie Nso par les Gosi'en.

A la concentration des Mbororo sur les hauts plateaux s'ajoute une réduction des prairies d'altitude disponibles. Les deux phénomènes conjugués rendent d'autant plus précieux l'espace pastoral.

Au cours de cette période, la concession de la Compagnie Pastorale s'agrandit à la moitié des monts Bambouto, annexant les versants du côté de Babadjou. Des Gosi'en abandonnent ce côté de la montagne et se réfugient au nord du massif, en territoire anglais, où les troupeaux deviennent très nombreux. Le ranch de Jakiri, créé en 1945, soustrait également une petite portion de prairies occupées par des Djafoun depuis une vingtaine d'années.

En plus de ces empiètements, les cultures commencent à s'étendre hors des fonds de vallées et à grignoter les pâturages. Des cultivateurs ne craignent pas de venir cultiver à proximité des campements, pour bénéficier du fumier des aires de stationnement du bétail. Les querelles se multiplient, les éleveurs commencent à se tenir sur la défensive ; ils n'évoluent plus à leur aise sur les plateaux.

A partir des années quarante, nombre de déplacements d'éleveurs ne sont plus volontaires ni libres, mais contraints et provoqués par la pression des cultures. Le contexte migratoire change de signification. D'abord expression d'un nomadisme pastoral, il devient un échappatoire à des relations conflictuelles entre cultivateurs et éleveurs. Lorsqu'il envisage de s'installer ailleurs, le Mbororo n'est plus seulement attentif à l'abondance des pâturages mais surtout à l'absence de champs. L'environnement agricole devient un élément déterminant dans la prise de décision pastorale.

Le passage du nomadisme, caractérisé par un changement presqu'annuel de l'habitat, à une fixation des éleveurs, au moins en saison des pluies, intervient souvent de façon progressive. Les séjours deviennent de plus en plus longs. Mais, pour d'autres éleveurs, il s'agit d'un changement brutal. Une fixation soudaine se produit lorsqu'un Mbororo reçoit la charge *d'arDo*, surtout si les pâturages obtenus s'avèrent de bonne qualité. La fixation de *l'arDo* va de pair avec une sorte d'appropriation de fait des pâturages par son lignage. Elle fait souvent suite à des années confuses, marquées de compétitions serrées entre lignages rivaux, « the usual scramble for power » que les administrateurs anglais se plaisent à dénoncer chez les Mbororo (95). Les rivalités se manifestent surtout dans le contrôle de nouveaux pâturages.

Des Madjanko'en ne sont pas les seuls à s'installer, en 1944, à Ngwo, au nord-ouest des plateaux Meta. Des Rijimanko'en et des Toukanko'en affluent également et tentent d'acquérir le contrôle de ces bons pâturages. Les Madjanko'en l'obtiennent de haute lutte mais ils sont les seuls à s'y fixer. Les autres préfèrent s'en aller plutôt que de rester sous leur domination.

95. L'expression est de HARRIS (P.G.), Resident de la Cameroon Province, dans un texte de 1943. La compétition entre Mbororo pour obtenir la charge d'*arDo* est néanmoins compréhensible puisqu'elle confère tout pouvoir dans la répartition des pâturages.

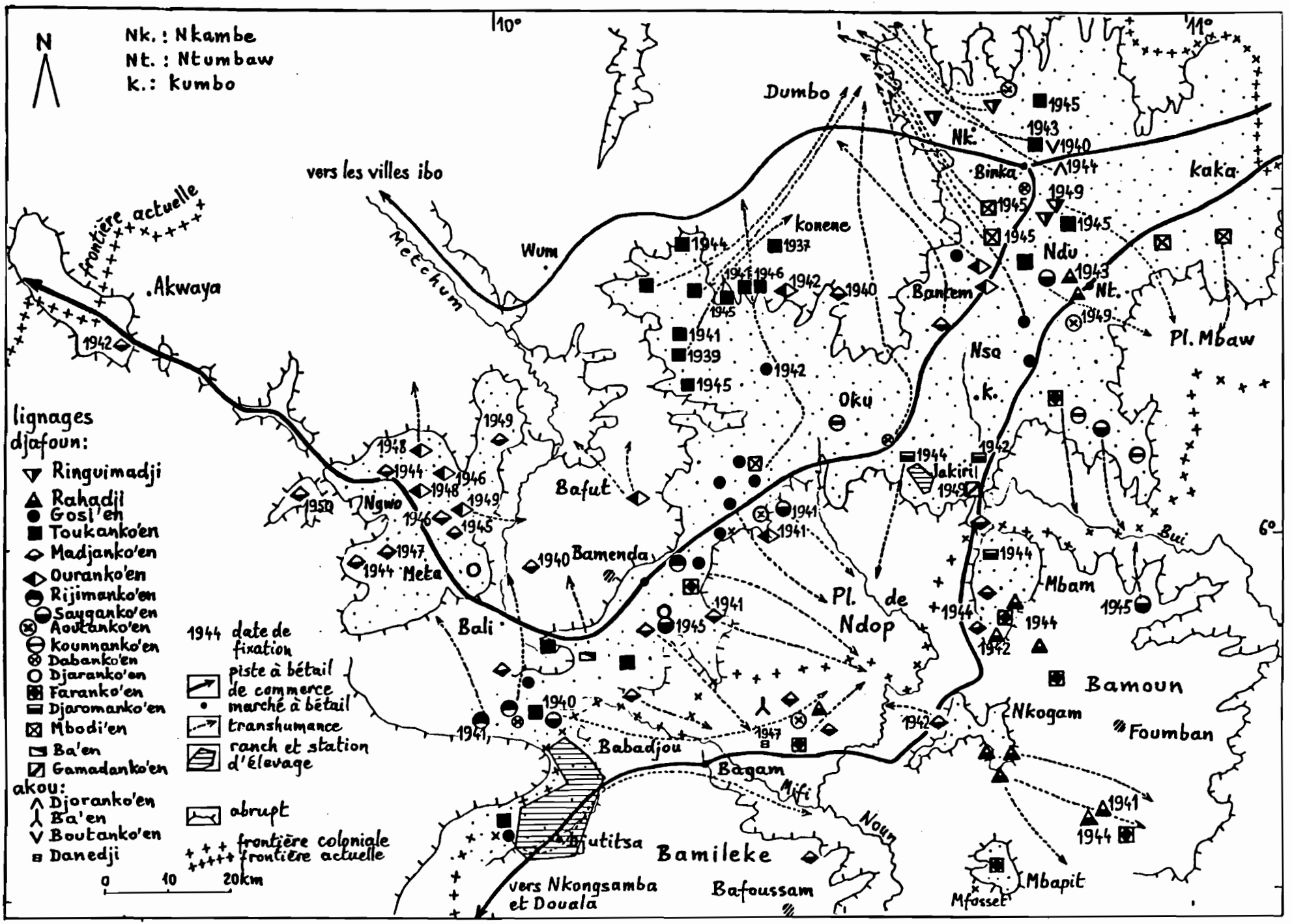


Fig. 25 : *La fixation des Mbororo dans les années quarante.*

La sédentarisation des Mbororo reste tout de même limitée, au cours des premières années quarante. Bien souvent, elle n'intéresse que les *arDo* et les familles qui leur sont proches. Les administrateurs anglais citent toujours les exemples des *arDo* les plus connus qui se mettent à construire de véritables maisons : du côté des Gosi'en, Ardo Sawga à Babanki et Ardo Djouli à Kishong (Nso) ; du côté des Toukanko'en, Ardo Sounda à Ndu. Mais les Mbororo du commun n'abandonnent pas leur liberté de mouvement.

D'autre part, la tendance à la fixation s'affirme plus ou moins selon les pâturages. Elle est nette sur la dorsale des hauts plateaux. En revanche, la mobilité des Mbororo reste forte en plateaux récemment occupés et en cours de peuplement.

Ainsi, la stabilisation des *arDo* sur les plateaux Meta ne doit pas faire illusion. Les Mbororo de ces plateaux, dans leur majorité, sont encore mobiles, comme s'ils faisaient l'essai de pâturages les uns après les autres. Il en est de même au Bamoun où la famille dominante des Rahadji fonde le village de Didango. Mais d'autres Rahadji tentent d'hiverner à l'est du Bamoun ou au pied du massif du Mbam.

L'intervention autoritaire de l'administration anglaise pour fixer les éleveurs et la pression des villageois provoquent des réactions de fuite. Les Mbororo de Ndu signalent des départs au Mambila. Des retours vers l'Adamaoua surviennent également dans les années quarante. La perspective de devoir rester sur place à longueur d'année effraie des éleveurs habitués à changer périodiquement de pâturages. Plutôt que de supporter des contraintes, des Mbororo préfèrent retrouver la liberté d'espaces ouverts, même si l'avenir du cheptel reste plus incertain.

La mobilité apparaît enfin comme une caractéristique de certains lignages. Comme la plupart des Gosi'en entretiennent des liens de parenté avec des *arDo* qui transmettent les ordres administratifs, ils sont parmi les premiers à se fixer. Au contraire, les Madjanko'en gardent une grande mobilité. Ils ne renoncent pas à prospecter de nouveaux pâturages, à s'engager en des secteurs inconnus, quitte à s'éloigner des autres Mbororo. Il est probable que leurs troupeaux ne sont pas encore aussi importants que ceux des premiers Djafoun au Bamenda. Ils s'efforcent donc de les amener sur de bons pâturages, en s'écartant de ceux à *Sporobolus* qui couvrent maintenant les prairies les plus fréquentées.

En 1944, des Madjanko'en séjournent sur les dernières hauteurs à l'ouest des plateaux Meta, au-dessus des forêts du bassin de Mamfé. Personne d'autre ne consent à s'y maintenir, car les marchés sont éloignés et les cultivateurs des fonds de vallées ne produisent que du plantain et du macabo. Dès 1942, d'autres Madjanko'en quittent les plateaux Meta. A travers savanes de crêtes et fonds de vallées forestiers, ils gagnent le plateau d'Akwaya, à la frontière actuelle du Nigeria. Ils y trouvent des pâturages abondants dont ils sont les seuls à profiter, ce qu'ils apprécient particulièrement.

A cette époque, des Madjanko'en et des Aoutanko'en quittent également les plateaux de l'ouest pour atteindre le massif Manengouba au sud. Ils contournent la plaine insalubre des Mbo par les hauteurs qui la dominent, à l'ouest. Même les crêtes

montagneuses sont couvertes de forêts denses. Les Mbororo racontent comment ils convoyaient leurs troupeaux, à longueur de journée, en pleine forêt. Au Manengouba, ils débouchent sur des pâturages plantureux et sans *Sporobolus*.

La prospection de nouveaux pâturages dans ces deux directions n'est pas le fait du hasard. Les Mbororo ne font que suivre des pistes déjà empruntées par le bétail de boucherie, soit vers la région Ibo à l'ouest, soit vers Nkongsamba et Douala au sud. Une nouvelle fois, la "conquête" de nouveaux pâturages est guidée par des pistes à bétail qui servent de véritables antennes, en régions inconnues.

Au cours des années quarante, une partie de la population pastorale se stabilise au "centre" des hauts plateaux. Au-delà de ces espaces devenus familiers aux éleveurs, mais déjà surchargés de bétail, des Mbororo explorent des hauteurs isolées. Plutôt que de descendre à des altitudes moindres, les éleveurs s'avancent vers les hauts plateaux encore vides de bétail.

Nouveaux arrivants

La mobilité de la population pastorale est également entretenue par quelques arrivées. Aux derniers Djafoun s'ajoutent les premiers éléments akou. Alors qu'ils pénètrent en Adamaoua dès les premières années trente, les membres de ce groupe mbororo n'abordent le Bamenda que plus tard.

Les derniers Djafoun à entrer aux Grassfields relèvent de petits lignages. D'autres ont rencontré des difficultés en cours de migration.

Des Aoutanko'en seraient restés en arrière de la vague migratoire principale des Djafoun, dans l'espoir d'obtenir le commandement de ceux qui étaient encore groupés autour de Lompta (96). Cet espoir étant déçu, ils se décident à partir au Bamenda, mais sans réussir à obtenir de bons pâturages d'altitude. Ils s'accrochent aux rebords des hauts plateaux ou bien nomadisent, du Bamoun aux montagnes du Bamiléké. Il s'agit de pâturages "périphériques", par rapport à l'ensemble pastoral déjà constitué aux Grassfields.

96. Interprétation avancée par J.H. STAPLETON, cité par BOULAY (R. du), 1953.

D'autres Djafoun parviennent au Bamenda après un séjour au Mambila, employé à reconstituer des troupeaux réduits par des pertes subies en cours de migration. A partir de Yola, ils s'étaient dirigés droit vers le sud, à travers les plaines de la rivière Taraba et de Gashaka, infestées de glossines. Ce trajet avait déjà éprouvé des Madjanko'en, en 1925-26. Ayant perdu, à leur tour, l'essentiel de leur cheptel, ces nouveaux Mbororo arrivent très pauvres au Mambila. C'est le cas des Gamanko'en et des Nordanko'en. Au Bamenda, ils essaient de se ménager des pâturages en bordure de hauts plateaux.

Au cours des années quarante, les premiers Akou entrent au Bamenda, dans le sillage des Djafoun. La plupart, n'y séjournant qu'en transit, poursuivent leurs migrations vers l'Adamaoua. Mais l'arrivée des Djoranko'en et des Boutanko'en fixés aux environs de Binka date de ces années, de même que celle des premiers Danedji (fig. 25).

En trois ans, les Djoranko'en prennent à travers les hauts plateaux jusqu'à Babanki. N'y trouvant pas de place, ils refluent vers Binka où ils s'immiscent entre les Toukanko'en et les Ringuimadji. Ils avaient transité, comme les Djafoun, au Mambila avant d'entrer par la "porte" des plateaux Kaka.

D'autres Akou empruntent, en sens inverse, la piste à bétail de boucherie, jalonnée par les hauteurs de Meta, Akwaya et Obudu, à l'ouest. Or, cette piste n'est pas contrôlée comme celle du nord.

C'est probablement par cet itinéraire détourné que s'introduisent les premiers Ba'en à bétail blanc. Ils séjournent ensuite à Bagam, au cours des premières années quarante (97). Un autre groupe de Ba'en s'installe, un peu plus tard, au sud de Wum puis sur le plateau de Konene. Quelques Danedji suivent de près les Ba'en, en transitant du Mambila aux Grassfields. Par les plateaux Kaka, la plaine Mbaw, les abords du massif du Mbam et la plaine de Ndop, ils parviennent à Bagam, au Bamiléké. En 2 ans, ils ont avancé de 400 km vers le sud, passant du 9° au 6° N.

Parfois, les premiers Akou ont comme initié les Djafoun à de nouveaux pâturages, en amenant leur bétail à des endroits que les seconds redoutaient. Dès que les Akou partent, ils en profitent pour les remplacer. Le cas se produit sur le plateau de Konene, occupé par des Toukanko'en après le départ des Akou, à la fin des années quarante. Il est étonnant que des Djafoun décident ainsi de succéder à des Akou. Mais ceux-ci ont servi de test, en démontrant la salubrité d'un secteur situé à moins de 1.500 mètres d'altitude. Or, l'espace commence à manquer en prairies d'altitude. De plus, ***ladde caBBal waati*** *: « la brousse de haut plateau est morte, »* reconnaissent les Djafoun, pour expliquer leur transfert à moindre altitude.

De fait, les rapports administratifs des premières années quarante insistent déjà sur la dégradation des hautes prairies. « On recent years, the highland pastures have been deteriorated owing to overstocking » (98).

L'abondance fourragère dont bénéficièrent les premiers arrivants appartient au passé. Les hautes prairies de Ndawara et de Nso n'attirent plus les éleveurs qui entrent encore aux Grassfields. Les ressources fourragères s'amenuisant, les éleveurs fixés en altitude adoptent eux-mêmes un nouveau système pastoral.

Une transhumance régulière

En même temps que la fixation des éleveurs en saison des pluies, la transhumance de saison sèche se généralise. Elle procure une mise en repos aux pâturages d'altitude. Cette pratique est imposée par une réduction des capacités de charge des prairies, au fur et à mesure que *Sporobolus africanus* acquiert une place dominante. L'élevage ne repose plus sur l'exploitation des seuls hauts plateaux. L'association d'un pâturage de saison sèche en bas plateaux devient indispensable (99).

A chaque plateau s'adjoint une aire de transhumance (100). Les Djafoun tendent à devenir des "semi-nomades," notion floue qui correspond aux rapports ambigus qu'ils entretiennent avec l'espace. Plus encore, certains

97. Dès 1947, ces Ba'en sont rejoints par quelques Danedji qui arrivent du Mambila. Mais ils n'y étaient restés qu'une année, en 1946. R. du BOULAY a signalé leur migration, à partir du témoignage d'un ***arDo*** au Mambila. « He was born on Jos about 30 years ago and after spending a year at Chabbal Kiri, en route arrived in Mambila only in 1946, ie. with the last wave of immigration before the boundary was closed ».

98. CLARK, N., 1943.

99. D'après le même rapport, l'adoption générale de la transhumance restait encore un phénomène récent, en 1943 : « the highland pastures are unable to carry cattle all the year round and the Fulani in consequence are now in the habit of moving their herds at the end of each wet season from the hills to the lower ground and fadamas where they remain until the following spring ».

100. « In general, each herd owner has a dry and a wet season grazing ground » (Divisional Office, Bamenda, 1949).

éleveurs peuvent déjà être considérés comme de simples transhumants, moins peut-être par le retour régulier au campement de saison des pluies que par l'attachement au même pâturage de transhumance (101).

101. « The same herds usually occupy the same dry season grazing area year after year » (CLARKE, N., 1943).

Seuls, les Mbororo de Meta s'écartent de ce schéma. Aux plateaux, ils n'associent pas encore de pâturages complémentaires. Mais les troupeaux n'y séjournent que depuis quelques années. Des Mbororo de Meta avouent qu'à leur arrivée, l'herbe était tellement abondante qu'ils ont cessé de se déplacer en saison sèche.

Dans un premier temps, l'occupation d'un nouveau pâturage n'exige pas de recourir à l'alternance saisonnière entre des secteurs discontinus. Les troupeaux vont et viennent sur de courtes distances, rabattant de grandes herbes qui rejettent des regains importants en saison sèche. C'est seulement dans une seconde phase d'occupation pastorale que la nécessité de la transhumance s'impose. Les repousses herbacées deviennent plus tardives et, moins généreuses, elles ne tiennent plus les animaux en bon état. Il faut partir à la recherche d'autres pâturages de soutien.

Changements commerciaux

Au cours des années quarante, un autre changement important affecte les systèmes d'élevage pratiqués lors des décennies précédentes. La cure aux ***lahore***, fondement de l'élevage au sud du Bamenda et au Bamoun, souffre d'une désaffection des éleveurs.

Au Bamoun, la création de nombreuses plantations caféières dans la contrée de Foumbot rend l'accès de la source natronée de plus en plus difficile aux troupeaux qui viennent de loin, par exemple ceux du Bamiléké. Bientôt, des cultures vivrières sont entreprises à proximité de la source. D'après les Mbororo, c'est la fermeture des accès, et non une diffusion plus large du sel marin, qui provoque l'abandon du ***lahore*** de Mfosset.

D'un autre côté, le commerce du sel se développe rapidement. Du Bamiléké et du Bamoun, des commerçants approvisionnent le Bamenda. ***Fite vangi:*** « *le sel est apparu.* » Même des Gosi'en de Ndawara commencent à en acheter. Or, dès que les animaux ont goûté au sel, ils refusent de s'abreuver plus longtemps au ***lahore***. Le fait est confirmé par beaucoup de Mbororo.

L'extension du commerce du sel se fait également aux dépens de l'utilisation du natron, au nord du Bamenda. Les Mbororo de Nso et de Ndu abandonnent l'achat des plaques de natron, préférant les petits sacs de sel qui transitent par le Bamoun. Les Haoussa doivent reconvertir leurs activités. Plutôt que dans le commerce du sel dont ils ne pourraient maîtriser la filière, ils s'engagent dans le commerce du bétail qui prend de l'ampleur. La nature des transactions change mais la symbiose se maintient entre Mbororo et Haoussa.

Le commerce du bétail est orienté vers les grandes villes ibo (Enugu, Umuahia), davantage que vers le sud de la "Cameroon Province". Le ravitaillement en viande de la ville de Victoria et des lotissements de

travailleurs dans les grandes plantations côtières devient un souci permanent de l'administration anglaise. Autant les affaires administratives du Bamenda sont instruites à Enugu, autant le bétail de la région est expédié dans cette direction.

L'élevage n'est que l'illustration d'une situation générale. Le "Cameroon" du sud ne jouit ni d'une autonomie administrative, ni d'une unité économique. Il est englobé dans les provinces orientales du Nigeria, dont le poids économique et démographique s'impose. La nouvelle région d'élevage des Grassfields est bien placée, par rapport aux grandes villes ibo, en croissance rapide. Les maquignons ont les yeux tournés vers les marchés d'Umuahia et d'Abakaliki, davantage que vers Victoria. Plusieurs pistes à bétail de boucherie descendent vers le sud-ouest.

L'échec politique des Mbororo

Les premières années quarante sont décisives pour l'histoire des Mbororo des Grassfields. L'administration anglaise accorde aux chefferies "natives" une emprise fiscale sur les éleveurs. D'autre part, c'est à cette époque qu'est vraiment défini le statut politique des Mbororo. Ces décisions importantes sont prises à l'issue de débats serrés entre administrateurs d'avis divergents.

Le refus de l'autonomie mbororo

Selon le principe de l'"Indirect Rule", les autorités traditionnelles du Bamenda sont renforcées et les "Native Authorities" se multiplient, à la suite d'enquêtes de l'"Intelligence Service", qui permettent de mieux connaître les groupes humains et les organisations politiques coutumières. La représentation de chaque "clan" s'effectue selon la tradition, sans interférence de l'administration centrale. Dans le cadre de cette politique, les Djafoun réclament, eux aussi, au début des années quarante, la création d'un "Fulani Council" pour gérer leurs affaires : les représenter devant l'administration, exprimer leurs doléances et suggestions, connaître et régler les conflits qui surviennent entre eux.

Une requête en ce sens est présentée, par exemple, à un haut fonctionnaire anglais en tournée au Bamenda : « it was quite clear that they were all prepared to recognize Ndop as a more or less permanent headquarters and that these ideas were spontaneous and not new » (102). La demande semble donc favorablement reçue mais elle soulève tout de suite des difficultés. Si Ndop est admis comme le centre politique des Djafoun au début des années quarante, il ne peut être question de tailler un territoire à leur mesure dans les petites chefferies voisines, à l'exemple de ce que les Allemands avaient fait à Lompta. Alors, reprenant une idée séduisante appliquée par les Français au Cameroun, mais quelque peu irréaliste, des Anglais mettent en avant le principe d'extra-territorialité. Les Mbororo, quelle que soit leur localisation au Bamenda, relèveraient d'une organisation politique qui leur serait spécifique, sans qu'elle repose pour autant sur une base spatiale.

102. Chief Secretary, Lagos, 27 avril 1943.

Cependant, ce projet original de "Fulani Council" est contesté par de hauts fonctionnaires. D'abord, à propos du principe d'extra-territorialité qui contient en germe une autonomie des Mbororo à l'égard des chefs locaux : « extra-territoriality can be safely ruled out for consideration » (103). Au refus de Buea répond celui d'Enugu : « a procedure would preserve the principle that extra-territorial rights should not be granted » (104). Donc, une institution propre aux Mbororo ne peut se substituer aux "Native Authorities" dans le territoire desquelles ils séjournent. Les Mbororo dépendent des chefferies locales. Ce qui correspond à la réalité politique des Mbororo en Adamaoua, derrière la façade de la chefferie de Lompta, est posé sans détours par de hauts responsables anglais aux Grassfields (105).

103. HARRIS, P.G., Resident of Cameroon Province, Buea, 20/12/43.

104. CARR, F.B., Acting Chief Commissioner, Eastern Provinces, 10/43.

105. Derrière le projet d'une administration mbororo extra-territoriale, des administrateurs anglais ont suspecté une manoeuvre d'Ardo Sawga pour retrouver son pouvoir sur tous les Mbororo.

Cette question de principe cache un enjeu important. Une administration autonome des Mbororo risque, en effet, de réclamer le bénéfice ou une part du produit de la taxe sur le bétail. La trésorerie des administrations locales en serait sérieusement affectée. « If the Fulani are to have their own native authority, why not their own treasury as well ? Why should their funds be controlled by pagan Native Authority ? » (104). Sous-entendu : les Mbororo doivent continuer à payer la taxe sur le bétail aux administrations locales dont ils dépendent.

Enfin, en liaison avec une administration autonome, les Djafoun réclamaient la possibilité de déférer leurs contentieux internes devant une justice islamique, rendue par un ***alkaali***. Même défiance à ce sujet des hautes autorités : « the question of establishement of a Fulani Court was discussed and considered not of paramount importance » (106). Il ne faut pas favoriser l'implantation de coutumes islamiques en pays "païen". Les Mbororo porteront leurs différends devant les "Native Courts".

106. CARR, F.B., Secretariat of Eastern Provinces.

Mais celles-ci statuent selon des coutumes étrangères aux éleveurs. Aussi, un rapport estime-t-il cette requête des Mbororo tout à fait justifiée (107). C'est le seul point sur lequel ils obtiennent satisfaction. En 1945, un lettré musulman est recruté au nord du Nigeria et installé à Ndop pour rendre la justice entre Mbororo.

107. CLARKE, N., 1943.

Les points de vue des administrateurs sur place, plutôt favorables à une autonomie des Mbororo, se heurtent à l'intransigeance des hauts fonctionnaires à Buea et Enugu. Ceux-ci ne consentent à reconnaître aucun droit à la minorité peule des Grassfields. Cette position s'explique, dans le cadre nigerian, par le souci de préserver les populations locales de toute influence islamique, contenue au nord du Nigeria. La même attitude guide l'administration française du Cameroun, opposée à l'intrusion des Mbororo au sud de l'Adamaoua. Mais cet objectif n'apparaît pas exprimé ouvertement dans les rapports administratifs. Il se trouve occulté par d'autres principes, liés à la définition du statut de "native".

Le "Fulani Council"

Malgré toutes les oppositions de principe, les administrateurs du Bamenda instituent un "Fulani Council" en 1942, sous la forme d'une assemblée des principaux ***arDo***.

Pour l'administration, cette institution est destinée à faciliter le contact avec les Mbororo, réputés fuyants et renfermés dans leur coquille (108). Le choix des représentants est laissé à leur initiative. Elle donne lieu à un dosage subtil dans la représentation de chaque lignage. A ses débuts, cette assemblée se réunit deux ou trois fois par an. Mais l'administration anglaise n'accepte pas de lui reconnaître un caractère officiel.

Du côté des Mbororo, la réunion des ***arDo*** qui les représentent connaît un grand succès dans la période 1940 et 1950. « The deliberations of the council are attended by large numbers of Fulani from all over the Division and the meetings can therefore be considered as fully representative » (109). Les membres de l'assemblée examinent et règlent des contentieux entre éleveurs, proposent des équipements à réaliser par l'administration et, inversement, transmettent des instructions aux éleveurs concernant les maladies du bétail. Le "Divisional Officer" de Bamenda informe et requiert l'avis de l'assemblée pour les questions d'élevage.

L'assemblée de notables mbororo n'adopte des résolutions qu'à titre consultatif. Le refus d'institutionnaliser cette instance est justifié par une question de droit qui dicte toute l'action de l'administration anglaise : « the proposal to establish a separate Fulani Native Authority and Alkali's Court raises a matter of principle and is a clear departure from our present policy where by all strangers residing in a particular locality should be subject to the juridiction of the local Native Authority » (110).

D'une certaine façon, les Anglais vont plus loin que les Français, en dépassant la formule de la "chefferie" centralisée, peu adaptée aux Mbororo. D'un autre côté, ils ne soutiennent qu'en apparence cette nouvelle forme d'expression politique de la minorité pastorale. Dès le début, la nouvelle institution est vide de pouvoir réel. Au-delà de l'autonomie politique des Mbororo, se pose la question de leur véritable statut juridique.

Le statut des Mbororo

La question de fond qui se pose aux administrateurs anglais est celle-ci : les Mbororo du Bamenda sont-ils des "natives" ou des "strangers" ? Les avis s'opposent autour de ce problème juridique. Contrairement aux principes qui régissent le Cameroun d'administration française, le statut local des personnes détermine les droits politiques dans le système anglais.

Le statut des personnes est régi par la "Land and Native Rights Ordinance", d'abord édictée pour le Nord du Nigeria puis étendue aux "Cameroons" en 1927. En bref, d'après ce décret, sont déclarées "natives", les personnes nées de parents membres des "tribus indigènes" : « "Native" means a person whose parents were members of any tribe or tribes indigenous to the Northern Provinces or the British Cameroons and the descendants of such persons » (111).

Des administrateurs, favorables à l'intégration des Mbororo dans la région, tentent de faire admettre l'idée que les éleveurs ne sont pas des étrangers mais des "natives", puisqu'ils sont originaires du Nord-Nigeria

108. « Any spontaneous move on the part of the Fulani snail to come out of his shell deserves all the encouragment that we can give it » (Chief Secretary, Lagos, 1943).

109. Bamenda, 28/8/1943.

110. Secretariat of Eastern Provinces, Enugu, 1943.

111. "An Ordinance to define and regulate the tenure of land within the Northern Provinces of the Protectorate and the British Cameroons", art. 2, 1927.

et qu'ils résident dans une province soumise à la même législation (112). Mais cette interprétation souple n'est pas entérinée par les hauts responsables administratifs. Le débat n'est pas seulement théorique ; il comporte des implications concrètes, puisque seuls les "natives" peuvent prétendre détenir des droits fonciers.

La question des droits fonciers des Mbororo sera examinée dans le cadre des relations avec les cultivateurs. A la fin des années quarante, il devient officiellement admis que les Mbororo ne sont pas des "natives" du Bamenda, avec toutes les conséquences légales que cela entraîne. « In short, the Fulani is there on sufferance and no on other terms » (113). Il en résulte l'abandon du projet de "Fulani Native Authority", comme organe administratif autonome.

L'assemblée des *arDo* continue de se réunir régulièrement, mais sans détenir de vrais pouvoirs. Tiraillée par des rivalités de personnes, elle ne dispose pas de ressources financières lui permettant d'engager des dépenses. L'administration coloniale la convoque, tout en lui contestant une réelle autorité. Elle donne surtout l'occasion d'une compétition de prestige entre des *arDo*. « The unofficial Fulani Council has not however proved any less vacillating or more coherent than therefore » (114). Le rapport constate l'absence de solidarité politique des Mbororo, situation qu'il met sur le compte d'une sorte d'incapacité à s'organiser.

L'inertie de l'assemblée des notables mbororo ne provient pas seulement des tendances individualistes des éleveurs ; elle est également le résultat du refus des administrateurs anglais de légitimer un pouvoir pastoral. Alors que l'administration française s'était efforcée, dans les années trente, de regrouper politiquement les Mbororo de l'Adamaoua, les Anglais du Bamenda, mais surtout du Nigeria, refusent finalement de reconnaître la spécificité des Mbororo. En fait, un pouvoir en matière d'élevage est institué, mais en dehors de l'assemblée des notables mbororo.

L'encadrement des éleveurs

Les années 1947-48 marquent le début d'une nouvelle période pour les Mbororo. Elle se caractérise par un contrôle de plus en plus strict de l'élevage, à la fois par les chefferies locales et l'administration anglaise.

Une nouvelle orientation administrative

Jusqu'en 1946, les administrateurs du Bamenda avaient adopté une attitude plutôt bienveillante à l'égard de la minorité mbororo. Tel fut le cas de M.D.W. JEFFREYS et de J.H.D. STAPLETON lorsqu'ils eurent la responsabilité de cette "division", au début des années quarante.

En 1943, un "plan de sédentarisation et de développement des Mbororo" leur manifeste un intérêt favorable, bien qu'il prescrive déjà une limitation du cheptel (115). Il préconise une sédentarisation, complétée par une scolarisation des jeunes, adaptée à leur vocation pastorale, la création d'un

112. « We are trying to establish the fact that the Fulani are not alien intruders but genuine, though late-coming, members of the indigenous population" (STAPLETON, J.H.D., 1947, cité dans un rapport du Divisional Office, Bamenda, 1949).

113. Divisional Office, Bamenda, 30/3/1943.

114. "Report... on the administration of the Cameroons", 1951.

115. CLARKE, N., 1943.

centre vétérinaire complet (du dispensaire à la laiterie), la reconnaissance officielle d'un "council" représentatif. On a vu comment la dernière proposition s'est heurtée à une vive hostilité de la part des autorités supérieures. En fait, c'est tout le plan qui est critiqué par les administrateurs provinciaux: « this is a somewhat utopian scheme for the exclusive benefit of the Bamenda Fulani » (116). Le jugement est court mais cinglant.

116. Secretariat of Eastern Provinces, Enugu, 1943.

A partir de 1946, les administrateurs en poste à Bamenda, Buea et Enugu prennent le contre-pied de la politique précédente. Ils n'acceptent plus de "couvrir" la présence des éleveurs dans une région qui n'est pas la leur. Si ceux-ci sont entrés si nombreux aux Grassfields, « c'est par suite d'une complicité administrative, » accusent-ils. Maintenant, il s'agit, au contraire, de contingenter et de restreindre leur nombre.

Le premier rapport en ce sens date de février 1946. Une réduction du cheptel est souhaitée par le "Divisional Officer" de Bamenda, dans le but d'atténuer les conflits avec les cultivateurs. L'alarme est donnée par une anthropologue, Phyllis KABERRY, qui mène alors une enquête auprès des femmes Nso. Elle avertit que la situation entre les femmes "natives" et les Mbororo est explosive et qu'elle risque de donner lieu à des troubles graves. L'administrateur reprend l'avertissement à son compte : « I submit that this state of affairs cannot be permitted to continue without running the risk of serious trouble » (117). Il invoque une raison essentielle à cette situation : le cheptel est devenu trop nombreux. C'est pour cela qu'il descend dans les vallées, menaçant les cultures. « The root of the whole trouble lies in overstocking » (117).

117. Divisional Office, Bamenda, 2/2/1946.

Un rapport de N. CLARKE en mai 1946 adopte le même diagnostic. Déjà, en 1943, le même auteur préconisait de limiter les effectifs de cheptel, afin de préserver les pâturages. Il estimait que la plupart des secteurs étaient surchargés. Mais comment procéder pour que les effectifs diminuent ? Expulser des éleveurs, mais lesquels ? Maintenir, au contraire, tous les éleveurs sur place en réduisant la taille de chaque cheptel familial, mais selon quelle proportion ? « At first, this appears a difficult problem, the leading ardo with whom it was discussed however expressed the opinion that it would soon settle itself without trouble » (115).

> Ardo Sawga rassure donc l'administrateur en lui promettant que cette réduction tant souhaitée des fonctionnaires, il lui serait facile de l'obtenir des éleveurs. Mais il semble bien que l'administrateur ait été berné par de belles paroles. Ardo Sawga ne tente-t-il pas, en faisant sienne cette opération, de récupérer son ancien pouvoir auprès de tous les Mbororo ?

N. CLARK envisage alors une procédure simple et facile. L'administration avisera chaque ***arDo*** de l'effectif maximum de bétail admis à séjourner dans chaque "Native Authority area" et ce sera à lui de se débrouiller pour le faire respecter. « It will be left to himself (***l'arDo***) to ensure that this number of cattle is not exceeded » (118). Solution assez irréaliste, en ce sens qu'il est illusoire d'amener des Mbororo à réduire d'eux-mêmes leur cheptel, même en comptant sur l'intervention des ***arDo*** ! L'expert leur attribue un pouvoir de contrainte dont ils ne disposent pas. De fait, rien n'est entrepris en ce sens.

118. CLARKE, N., 1943.

En 1946, l'alarme transmise par l'administrateur de Bamenda convainc N. CLARK de relancer une politique de réduction du cheptel, dans l'optique d'une protection des pâturages. « A reduction of the cattle population to an economic level is now an absolute necessity and the longer the question is shelved, the more difficult will it become ; drastic measures are now necessary » (119).

119. CLARKE, N., 4/6/1946.

Quelle est l'ampleur souhaitable du recul des effectifs ? Le raisonnement est le suivant. Les premiers signes de surcharge furent constatés en 1940-42, alors que le cheptel comptait 80.000 têtes. En 1946, il en atteint 150.000. Il convient donc d'abord de le ramener au seuil de 1940, par une réduction de moitié. Quitte à la poursuivre, si cela ne suffit pas. « If there is still too many cattle in Bamenda after a 50 % reduction has been affected, it will be a simple matter to expel more » (119).

Pour des mesures aussi énergiques, il n'est plus question de compter sur les bons offices des a*rDo*. Ce seront les agents des "Native Authorities" qui se chargeront de les appliquer. Un système de permis de pâture sera instauré pour les éleveurs admis à séjourner, moyennant le respect de certaines conditions, notamment un effectif limité de bétail maintenu sous bonne garde. Les Mbororo rencontrés sans la possession de ce permis seront simplement expulsés. « Extra Native Authorities staff will have to be employed in each District to keep a check on the number of cattle and to keep out strangers » (119). Par cette réduction et grâce à ce contrôle du cheptel, les dégâts aux cultures cesseront immédiatement.

Bien sûr, ces mesures seront mal reçues par les éleveurs. « The only people to suffer any hardship will be the Fulani » (119). Il est prévu que beaucoup d'entre eux partiront spontanément. D'autres resteront quand même, pour ne pas risquer de perdre du bétail en régions insalubres. Mais le départ d'éleveurs n'est-il pas précisément le but recherché ?

A la même date, l'administration provinciale de Buea adopte une position similaire : « it is proposed ultimately to limit the number of cattle allowed in any one area to its grazing capacity » (120). De même, la responsabilité de la nouvelle politique pastorale sera confiée aux "Native Authorities" : « approval is asked to invite the Native Authorities to make orders (or rules) to achieve limitation of herds » (120). Pour être en mesure de l'imposer aux éleveurs, elles disposeront de moyens de répression accrus, en particulier la possibilité d'infliger des amendes d'un montant de 50 Livres (soit l'équivalent du prix de 10 boeufs). « There are always some Fulani who will not cooperate and in the interests of all concerned it is essential that the Native Authorities should have adequate powers to deal with such people » (120).

120. Provincial Office, Buea, 7/6/1946.

De Bamenda à Buea, plusieurs propositions convergent donc dans le sens d'une attitude plus sévère à l'égard des Mbororo. Cette réaction n'est explicitement reconnue que quelques années plus tard : « the pendulum had swung too far to the side of the Fulani » (121). La nouvelle orientation de l'action administrative reçoit l'approbation du Secretariat des Provinces Orientales à Enugu ; les "Native Authorities" sont officiellement invitées à édicter des réglements de pâture dans leur territoire.

121. Divisional Office, Bamenda, 30/3/1949.

Cependant, une hésitation se manifeste dans la mise en application de la nouvelle politique à l'égard des Mbororo. La question de leur statut légal fait encore l'objet de discussions. Quelques administrateurs soutiennent une attitude plus conciliante à l'égard des Mbororo, espérant les intégrer dans la région. Mais le départ de J.H.D. STAPLETON en août 1947 et son remplacement par un "Divisional Officer", moins engagé personnellement, précipitent la mise en oeuvre de la politique de contrôle des éleveurs.

Non seulement, les "Native Authorities" sont invitées à décréter des règlements mais elles sont aidées par l'administration à le faire. Cette fois, les propositions de N. CLARKE sont adoptées, à la fin de 1947, sous la forme de "Grazing Rules". Ces réglements codifient la pratique de l'élevage et permettent d'aligner les effectifs de cheptel sur les capacités de charge de chaque secteur de pâturage.

Les "Grazing Rules"

Leur promulgation intervient à partir de 1948, selon un modèle que les employés des "Native Authorities" se contentent de recopier. Leurs articles codifient tout un arsenal de contraintes, à l'encontre de l'indiscipline des éleveurs : interdiction d'entrée sans autorisation écrite, limitation du cheptel, restriction de la taille de chaque troupeau, obligation de gardiennage, possibilité de mise en défens des pâturages (Annexe 3).

Appliqués à la lettre, ces règlements figeraient les Mbororo et bloqueraient toute progression du cheptel. Même en n'étant pas respectés, ou de façon théorique, ils livrent légalement les Mbororo à l'autorité et au bon vouloir des chefferies locales. En effet, qui, parmi les administrateurs coloniaux et, a fortiori, les "Native Authorities", est compétent pour déterminer exactement les capacités de charge des pâturages?

Il est probable que la nomination d'un "Cattle Control Officer" en 1948 vise à modérer et à guider le pouvoir discrétionnaire accordé aux "Native Authorities" en matière d'élevage. C'est lui, en effet, qui délivre les "Grazing Permits", autorisations de pâture dorénavant obligatoires pour séjourner aux Grassfields. Pourtant, les instructions édictées lors de sa prise de fonctions se montrent sévères à l'égard des Mbororo trouvés en infraction. Il aura le devoir de les expulser purement et simplement. « You will find that in some places there has been wholesale unauthorised entry. These illegal entrants must go » (122). Les Mbororo sont pris dans un corset de règlements et de contrôles. Eux-mêmes désignent ces années : ***jamanu order:*** ***« l'époque des ordres. »***

122. "Instructions to Major Walters, Cattle Control Officer". Bamenda, 3/6/1948.

L'administration entreprend de régenter l'activité pastorale au moyen de directives. L'arsenal de règlements promulgués ne demande aux Mbororo que d'obéir. Nulle part, leur avis n'est sollicité. Quelques années plus tard, l'administration anglaise envisage de renforcer les attributions des "Native Authorities" en matière de réglementation pastorale, dans un sens encore plus répressif. « Next year should see a greater participation on the part of the Native Authorities in the framing of policy and the enforcement of the penalties under the rules » (123). En contrepartie, les administrateurs

123. Bamenda Division, "Annual Report", 1953.

souhaitent que des Mbororo fassent partie des "councils" qui décideront de ces mesures. Mais cela, les "natives" ne sont pas prêts à l'admettre.

La conception autoritaire de l'intervention administrative en matière d'élevage est assez significative d'une époque, mais elle ne doit pas faire illusion. En effet, il ne convient pas de prendre à la lettre les décisions de l'administration. Lors de l'application, sur place, tout se monnaie. Les Mbororo le savent bien. Des administrateurs eux-mêmes ne se font guère d'illusions. « The Fulani express superficially a willingless to co-operate and in practice do all they can to avoid obeying either the regulations or the specific orders. They are still essentially nomadic » (124).

124. Bamenda Division, "Annual Report", 1948.

Cependant, l'affirmation date d'avant les "Grazing Rules" ; elle schématise une situation plus complexe. Les Mbororo du Bamenda sont trop souvent affublés du cliché de nomades par facilité ou par dépréciation. L'intervention administrative, notamment par le biais du "Cattle Control Officer" devient persuasive ou contraignante à l'égard de nombreux Mbororo, surtout des *arDo*. S'ils sont si nombreux à se fixer lors de ces années, c'est sur l'intervention de cet agent. Ils gardent un vif souvenir du premier "Cattle Control Officer" qui semble d'ailleurs avoir noué des relations cordiales avec la plupart d'entre eux.

Un Mbororo témoigne comment il leur disait de rester au même endroit, de revenir où le père habitait. De fait, le Mbororo retourne au nord des monts Bambouto, à Pinyin, quitté une dizaine d'années auparavant. Cette fois, il s'y installe durablement.

Aux yeux des Mbororo, l'octroi d'un "Grazing Permit", pour temporaire qu'il soit, revêt une signification qui compense les désagréments d'une réglementation pointilleuse. A la limite, il équivaut à la reconnaissance d'un droit d'usage. Ceci, non seulement vis-à-vis des cultivateurs mais également d'autres lignages mbororo. Des *arDo* et les familles de leur entourage sont sensibles à l'obtention de cette amorce de sécurité foncière. Certains *arDo* conservent encore précieusement le premier "Grazing Permit" délivré par le Major WALTERS.

Le statut juridique de la minorité mbororo aux Grassfields a fait l'objet de vives controverses entre administrateurs anglais, au cours des années quarante. Les défenseurs d'une intégration en douceur des pasteurs dans l'ensemble régional ont dû céder le pas devant les partisans de mesures de contrainte. Cette position inspire une véritable législation pastorale empreinte de rigueur. A la même époque, les Anglais réglementent également l'activité pastorale de façon autoritaire en Afrique orientale, aux dépens des Masaï. Aux Grassfields, le problème mbororo ne se limite pas à un contentieux juridique ni à une conduite trop lâche du bétail.

Dimension fiscale de l'enjeu pastoral

Lors des premières années d'application des "Grazing Rules", un rapport en constate déjà les implications pour les deux populations en présence : « the cattle control Rules at once re-asserted the authority of the

local landowner and protected the rights of the indigenous farming community whilst at the same time securing to the Fulani licensed and legal grazing rights » (125).

Si elles accordent des satisfactions aux deux parties, les "Grazing Rules" sont édictées d'abord en faveur des "natives". Par elles, l'administration anglaise rabaisse davantage les Mbororo au bon vouloir des "Native Authorities". Elles peuvent les expulser à tout moment, sous le prétexte d'une préservation des pâturages. Ce n'est plus simplement dans les relations quotidiennes que les Mbororo sont à peine tolérés, mais d'un point de vue légal. En leur déniant le statut de "natives" et le droit de résider où ils l'entendent, les administrateurs anglais se sont alignés sur les positions les plus hostiles aux Mbororo.

La mise en oeuvre de cette politique pastorale s'est faite assez rapidement après 1947. En 1948, les "Grazing Rules" sont promulguées par toutes les "Native Authorities" du Bamenda. En avril de la même année, le "Cattle Control Officer" est chargé de superviser leur application, en s'assurant que les Mbororo en respectent les clauses. Celles-ci entrent dans les faits les années suivantes. « The scheme, started in 1947, is operating successfully » (125).

En fait, ce sont moins des questions de techniques d'élevage et de maintien en état des pâturages qui intéressent les chefs "natives" que la masse fiscale à prélever sur les éleveurs. Le montant global du *jangali* a presque toujours progressé d'une année sur l'autre, sauf précisément de 1946 à 50. Dès qu'il reste stable plus d'un an, les "Native Authorities" réclament une réévaluation du taux d'imposition du bétail. Face à des besoins budgétaires de plus en plus importants, les autorités locales comptent sur une croissance régulière des rentrées fiscales levées sur le bétail.

Le *jangali* a mis 20 ans (1922-1941) pour passer d'1 à 2 shillings par bovin, puis 11 ans (1942-1952) pour augmenter de 2 à 3 shillings, mais seulement 2 ans (1953-1954) pour être amené de 3 à 4 shillings et rien qu'une année (1955) pour grimper de 4 à 5 shillings ! L'accroissement du taux d'imposition s'accélère. Certes, le prix du bétail augmente entre-temps, atténuant quelque peu la progression de la charge fiscale. La vente d'un boeuf moyen procure 5 £ au début des années quarante et de 8 à 10, une décennie plus tard. Cependant, l'impôt sur le bétail anticipe l'inflation des prix. La pression fiscale s'appesantit sur les Mbororo.

En assumant la défense des cultivatrices, Ph. KABERRY insiste sur la réduction de la part du jangali dans les revenus des "Native Authorities". Avec l'augmentation de l'impôt personnel, la taxe sur le bétail ne représenterait plus qu'un quart des ressources administratives du Bamenda en 1957 (126). D'après cet auteur, le *jangali* a surtout été une source importante de revenus avant 1948. Il convient de reprendre ces assertions, à partir des statistiques officielles et sur des bases un peu plus larges (127).

En comparant les sommes perçues au titre du *jangali* et de l'impôt personnel ("general tax"), la part des premières progresse à peu près régulièrement au Bamenda, de 1948 à 52 (128). Ces années correspondent

125. Resident's Office, Bamenda, 7/6/1951.

126. KABERRY, Ph., 1959, p. 2.

127. Les chiffres des tableaux suivants proviennent des "Annual Reports", destinés à l'O.N.U., pour les années 1950 à 57.

128. Ceci, alors même que le taux d'imposition des Nso passe de 4 shillings en 1946 à 9 en 1952.

à la mise en application des règlements de 1947 par une administration anglaise attentive aux affaires d'élevage. Elle suscite ou entérine l'accroissement de l'imposition du bétail.

Tabl. 2 : *Evolution du "jangali" et de l'impôt sur les personnes au Bamenda, en Livres*

	1948	1949	1950	1951	1952
"general tax" (1)	27 300	26 500	28 500	29 300	32 500
jangali (2)	18 700	19 600	20 600	22 600	28 900
rapport (2) / (1)	68,4 %	74,5 %	72,2 %	77,1 %	88,9 %

(source : "Reports... to the Trusteeship Council of the United Nations on the Administration of the Cameroons").

Le *jangali* intervient en moyenne pour le tiers des revenus totaux des "Native Authorities" au Bamenda, d'autres ressources budgétaires provenant des tribunaux coutumiers et de diverses taxes. Les années suivantes, l'impôt personnel est fortement augmenté mais la taxe sur le bétail également.

Les mêmes sources documentaires permettent de suivre, cette fois, l'importance du *jangali* par rapport à l'impôt personnel dans l'ensemble des "Southern Cameroons" de l'époque.

Tabl. 3 : *Evolution du "jangali" et de l'impôt sur les personnes aux "Southern Cameroons" (en Livres).*

	"general tax" (1)	jangali (2)	rapport : (2) / (1)
1950	59 100	20 700	35 %
1951	71 500	22 700	31,7 %
1952	78 300	30 000	38,3 %
1953	64 100	29 800	46,4 %
1954	119 000	40 600	31,4 %
1955	102 300	47 600	46,5 %
1956	150 600	46 800	31 %
1957 *	169 800	46 800	27,5 %
1958 *	195 600	50 600	25,8 %

* prévisions de recettes et non encaissements effectifs

La presque totalité des ressources de la taxe sur le bétail provient des éleveurs du Bamenda. La proportion de cette recette fiscale augmente lors des premières années cinquante, puis diminue à partir de 1956. Cette année-là, les prévisions d'entrée du *jangali* excèdent les montants réellement perçus alors que, précédemment, c'était toujours l'inverse. Le changement est significatif. En 1954 puis en 1955, le taux du *jangali* est augmenté coup sur coup. L'inflation fiscale devient dissuasive. Les effectifs de cheptel ne s'accroissent plus. A nouveau en 1957, les prévisions de *jangali* ne seront pas tout à fait atteintes.

En couvrant le quart des recettes budgétaires de l'ensemble des "Southern Cameroons", la taxe sur le bétail joue encore en 1958 un rôle essentiel dans le fonctionnement de quelques administrations locales. Certes, l'augmentation de cheptel, donc des ressources fiscales, n'est pas uniforme dans tout le Bamenda. Si le *jangali* n'assure plus que le quart des revenus du sud-Bamenda en 1957, comme le souligne Ph. KABERRY, il fournit encore la moitié de ceux de Nkambe en 1959.

L'auteur cité reconnaît d'ailleurs l'importance du *jangali* en 1959, même s'il contribue relativement moins aux budgets locaux qu'autrefois. Les règlements de pâturages, largement suscités par ses premières interventions, de 1945 à 47, lui apparaissent mollement appliqués, dix ans plus tard. Et pourtant, le manque de terre agricole et les conflits entre éleveurs et cultivateurs restent d'actualité. Mais les responsables locaux ne tiennent pas à intervenir contre les Mbororo, par crainte de provoquer leur départ et de se priver de ressources fiscales. « It was feared that revenues in jangali would decrease and there might be something like a general exodus of Fulani from Bamenda » (129).

129. KABERRY, Ph., 1959, p. 12.

Cette crainte n'est pas fortuite : la frontière étant proche, les Mbororo ont la possibilité de passer du côté français. De fait, les Djafoun envisagent, un moment, de partir en masse jusqu'à l'est de l'Adamaoua. Ardo Sawga se rend à Ngaoundéré et à Meiganga, avec l'intention de s'installer du côté de la Mbéré, avec une trentaine de milliers de têtes de bétail (130). La politique fiscale et pastorale des Anglais est donc mal accueillie par les Mbororo.

130. GRANIER, 1948, "Rapport annuel, région de l'Adamaoua".

Des Mbororo ont-ils recouru à la méthode du chantage pour freiner l'inflation de la taxe sur le bétail ? Ce n'est pas invraisemblable, à la fin de la période coloniale. Les éleveurs du Bamenda se trouvent alors les plus pressurés par le fisc. Le jeu subtil des rapports entre Mbororo et autorités locales porte davantage sur le *jangali* que sur les règlements de pâturages. Ceux-ci sont surtout mis en avant par l'administration coloniale, dans un objectif à long terme de préservation du milieu pastoral. Mais le véritable enjeu porte sur l'imposition du bétail : une contrainte pour les uns et une "manne" pour les autres.

Les administrateurs anglais, autrefois plutôt discrets, soulignent maintenant, dans chaque rapport annuel, l'ampleur de la ponction fiscale opérée sur les éleveurs. D'une année à l'autre, ils prennent leurs distances vis-à-vis d'un système qui exploite ouvertement une minorité.

D'abord, ce n'est pas le cas en 1951 : « all three Native Authorities are realizing increasingly the valuable contribution made to their revenues by the Fulani » (131). Tout va pour le mieux : les "natives" extorquent les Mbororo mais leur sont reconnaissants. Mais n'est-ce pas une présentation optimiste des rapports entre les deux populations ? Les années suivantes, le ton devient plus désabusé. Ainsi, en 1952 : « the Fulani at present get very little return from the comparatively vast sums of money that they contribute to Native Administration funds » (132). En 1953, le jugement se fait critique : « the people in the Province are still not conscious of the debt they owe to the Fulani cattle owners » (133). Enfin, les administrateurs en viennent à contester le comportement de la population majoritaire, peu équitable à l'égard de la minorité pastorale. C'est le cas en 1954 : « the community little realizes their tremendous debt to the jangali payers, not only as the most stable and reliable section of the economy, but the source from which their prosperity is largely drawn » (134). Le rapport de 1955 formule la même accusation implicite : « all these Native Authorities benefit from jangali though at times little appreciation is shown. There is no doubt that jangali is one of the foundation of their prosperity » (135). Ces réflexions répétées laissent poindre l'idée d'un système injuste qui exploite une minorité.

131. Bamenda Division, "Annual report", 1951.

132. Resident's Office, Bamenda Division, 26/4/1952.

133. Bamenda Division, "Annual Report", 1953.

134. idem, 1954.

135. idem, 1955.

L'appareil fiscal fonctionne de mieux en mieux au profit des "Native Authorities" qui, sur 5 shillings par bovin en 1955, en reçoivent 4,5. En 5 années (1951-55), les encaissements annuels provenant de cette taxe ont plus que doublé, passant de 22.700 Livres à 47.600. Pour plusieurs "Native Authorities" des plateaux, le ***jangali*** procure la moitié des revenus (136).

136. Ces administrations locales deviennent de plus en plus riches par rapport à celles du sud. Il en est de même de la "Native Authority" du Mambila qui encaisse des recettes de jangali équivalentes à celles du Bamenda, mais pour une population dix fois moindre.

Situation étonnante : alors que le taux d'imposition du bétail augmente rapidement au cours des premières années cinquante, les Mbororo s'empressent de régler leur impôt. Un rapport s'en fait le témoin admiratif : « and so it is every year that jangali is fully paid into the treasuries without any fuss or bother, within two months of the assessment demands having been made » (137). Il en est bien différemment des "natives" auprès desquels la levée de l'impôt représente « a slow, grinding sort of process » (137).

137. Bamenda division, "Annual Report", 1954.

Certes, les Mbororo disposent plus aisément de numéraire que les "natives", grâce à la vente d'animaux. Mais leur ponctualité à payer la taxe sur le bétail revêt également une signification. Elle est un moyen détourné, pour les Mbororo, d'amener les autres à reconnaître leur présence et, finalement, une garantie de rester longtemps sur place. Les ***arDo*** sont les premiers à vouloir lever le ***jangali*** le plus vite possible auprès de leurs gens. C'est aussi, pour eux, une façon de maintenir un contrôle incontesté sur les pâturages qui leur sont attribués. S'il en était autrement, les chefs locaux ne tarderaient pas à susciter les ambitions d'autres riches éleveurs.

138. « The British advisors were prompted to use this measure as a means of keeping down the number of cattle » (CARTER, J., 1967, p. 3).

L'inflation du taux d'imposition du bétail, au cours des premières années cinquante, ne semble donc pas entraver la rentrée du ***jangali***, du moins pas immédiatement. Cependant, il est probable qu'après 1955, l'accentuation de la taxe ne soit pas indépendante d'une stagnation des effectifs, succédant à plusieurs années d'essor. Les responsables anglais auraient même vu, dans l'alourdissement de l'imposition du bétail, un moyen efficace de freiner la progression du cheptel (138).

Au-delà de l'encadrement technique des éleveurs, la lourdeur de l'impôt sur le bétail caractérise la fin de la période coloniale aux Grassfields. La différence de traitement fiscal selon les populations est évident, aux yeux des Mbororo et même des observateurs anglais. Les Mbororo manifestent un comportement de minorité : attitude sur la défensive, scrupule à remplir de lourdes obligations fiscales, conscience d'être exclus. Quant aux Anglais, tout en regrettant l'ingratitude des administrations locales, face à la masse fiscale prélevée sur les Mbororo, ils laissent faire. De façon un peu cynique, la dissuasion fiscale sert leur objectif de protection des pâturages.

L'absence de contrepartie

La ponction fiscale prélevée sur les éleveurs sert toujours à financer les chefferies, sous le couvert des administrations locales, et non des investissements qui bénéficieraient à l'élevage.

De 1948 à 55, à peine 1/10e des revenus procurés par le *jangali* est dépensé en faveur des éleveurs. Autrefois nulles, ces dépenses sont liées, à partir des années quarante, au recrutement d'assistants vétérinaires rémunérés par les "Native Authorities" (139). Après 1948, l'application des "Grazing Rules" engage les administrations locales à recruter des contrôleurs de pâturage qui forment un "Cattle Control Staff". Dès 1949, ils émargent pour un tiers des dépenses allouées en faveur de l'élevage dans le "Bamenda Divisional Native Treasury" (140). Tous ces contrôleurs de pâturage sont des "natives". Ainsi, les éleveurs financent, par la taxe sur le bétail, la mise en place de l'appareil de surveillance de leur activité...

Du côté gouvernemental, l'élevage reste également une branche négligée de l'économie. Seule, la construction du "Livestock Improvement Center" de Jakiri, en 1947-48, occasionne des investissements dans cette activité. Mais le Plan Décennal de Développement (1946-56), conçu par l'administration britannique, n'accorde en moyenne qu'1 % des dépenses annuelles à l'élevage (141). Du point de vue de l'assistance vétérinaire, les Grassfields relèvent toujours des services provinciaux basés à Enugu. Les vétérinaires effectuent seulement des tournées dans la plus grande région d'élevage de leur circonscription. Sous-équipement et sous-administration ne s'expliquent qu'en partie par le bon état sanitaire du bétail.

L'écart entre la pression fiscale qui s'exerce sur les éleveurs et la minceur des dépenses engagées en leur faveur n'échappe pas aux administrateurs anglais. Le problème est bien posé dans un rapport de 1951 : «despite their very considerable contribution to the revenue, little return has, in the past, been given to the Fulani... Something must be done for them in the near future, and any increase in the jangali should be preceded by a considerable increase in the percentage of Native Authorities revenue spent for the benefit of this important section of the community » (142). Les "Native Authorities" obtiennent, juste après ce rapport, l'inverse du principe posé par l'administrateur : une augmentation encore jamais vue du taux d'imposition du bétail.

139. Mais les assistants vétérinaires et les "veterinary officers" du centre de Jakiri émargent des finances gouvernementales.

140. "Annual report on the administration of the Cameroons", 1949.

141. "A ten-year Plan of Development and Welfare for the Cameroons" (in "Report ... on the administration of the Cameroons", 1947).

142. Bamenda Division, "Annual Report", 1951.

Tout se passe comme si la machine fiscale s'emballait, échappant au contrôle de ceux qui l'ont mise en place. Les bénéficiaires passent outre aux conseils de modération des Anglais. En 1952, l'administration coloniale souhaite qu'au moins un vétérinaire soit recruté et rémunéré sur le montant du *jangali* attribué aux "Native Authorities". Quelques années plus tard, elle tente à nouveau de corriger ce déséquilibre flagrant. « In recognition of the importance of cattle in the economy of their area, some of the Native Authorities have agreed to introduce a scheme for mass free inoculation against the more prevalent diseases » (143). Mais ce programme de vaccinations n'a porté que sur le charbon symptomatique, alors que d'autres épizooties pouvaient être craintes, par exemple la peste bovine.

143. "Report to United Nations on British Cameroons", 1957, p. 25.

En définitive, la politique pastorale conduite à partir de 1946 aboutit à mettre en place un appareil de prélèvement fiscal et de contrôle des éleveurs. L'intervention tatillonne de la puissance mandataire, sa volonté de régenter les éleveurs, soupçonnés de gaspiller les ressources fourragères, ne sont pas spécifiques du Bamenda. Cette attitude s'est également imposée aux éleveurs voisins du Mambila. Quant aux hautes terres d'Afrique de l'est, elles ont connu des politiques encore plus interventionnistes, allant jusqu'à la division des pâturages en "grazing blocks" où les règlements de pâture s'imposent aux usagers dans toute leur rigueur. C'est une constante de l'administration coloniale anglaise : tous les bons pâturages suscitent son attention particulière. Elle se donne comme objectif la protection des milieux d'altitude et la restriction d'une utilisation pastorale jugée anarchique.

L'exemple de la réglementation pastorale élaborée par l'administration anglaise au Bamenda démontre que le grand principe de l'"Indirect Rule" n'est pas le seul à guider son action. Les Anglais prétendent décider, non seulement du mode de pâture, mais également des effectifs de cheptel. Même si ces pouvoirs sont confiés à des instances locales, ils dénotent la volonté de régenter une activité, de la plier à des critères jugés rationnels. Finalement, au-delà de l'armature administrative moderne surimposée aux pouvoirs traditionnels, la colonisation française se montre plus libérale, de ce point de vue, que son homologue anglaise. Ses services techniques, du moins en élevage, ne nourrissent pas l'ambition de remodeler ni de régenter à ce point les systèmes traditionnels.

Quant à la dynamique d'un développement pastoral, elle ne sort pas du stade des bonnes intentions, même dans le contexte de la politique dirigiste anglaise. Alors que le *jangali* leur en aurait donné les moyens financiers, les administrateurs anglais s'en trouvent privés, par la logique même de leur fiscalité. Les autorités locales, principales bénéficiaires des prélèvements sur le bétail, renâclent à investir dans une activité qui leur demeure étrangère.

Un essor imprévu de cheptel

L'arsenal de règlements élaborés pour encadrer les éleveurs, à partir de 1948, donne l'impression que, dès lors, l'administration anglaise maîtrise bien la situation. Des rapports annuels s'en font l'écho et manifestent une

satisfaction évidente : « the rules have served nobly in demontrasting that order can be produced from chaos » (144).

144. Bamenda Province, "Annual Report", 1953.

En 1947 et 48, le cheptel du Bamenda diminue légèrement, de plus de 160.000 à moins de 150.000 têtes (fig. 23). Les administrateurs ne s'en étonnent pas. Au contraire, ils interprétent cette évolution comme le résultat de la nouvelle politique pastorale. « The present jangali assessment does reflect some drop but this is to be expected » (145). En 1949, le cheptel reste encore stationnaire. Ce phénomène, peu fréquent dans l'histoire de l'élevage au Bamenda, est à nouveau attribué à l'intervention administrative. « The decrease is said to be due to the introduction of the Cattle Control Rules, and prior to their introduction, it was anticipated that this would be one of the earliest effect of the Rules » (146).

145. Bamenda Division, "Annual Report", 1948.

146. Resident's Office, Bamenda, 1951.

L'administration se félicite d'avoir jugulé l'accroissement du cheptel. Pour la première fois, elle s'estime capable de l'infléchir. Cependant, son action ne risque-t-elle pas de défavoriser les autorités locales, en rognant leurs revenus ? Des administrateurs se veulent rassurants. « Alarm that the Native Authorities will lose the main source of their revenue is not felt » (145). Des arguments sont avancés pour apaiser les inquiétudes : au plateau de Jos, des règlements, encore plus sévères, n'ont pas provoqué pour autant une désertion des éleveurs. Or, il n'existe pas de meilleure région d'élevage que les Grassfields dans toute l'Afrique de l'ouest. Les Mbororo ne l'abandonneront pas de si tôt. « They will tolerate a very considerable tightening of the control before there is a severe drop in the jangali figures » (145).

145. Bamenda, 1948.

En réalité, les années suivantes, l'évolution du cheptel change brusquement, avec une progression accélérée des effectifs : 173.000 têtes en 1950 et 207.000 en 1952. Les "Grazing Rules" n'ont pas atteint leur objectif ou bien, elles n'ont pas été appliquées avec toute la rigueur prévue. En 1952, malgré la réglementation théoriquement en vigueur, la situation est la suivante : « there are about 200,000 head of cattle in the province at present and this number shows every sign of increasing fairly rapidly » (146).

146. Bamenda, 1951.

Dès lors, qu'en est-il de la surcharge des pâturages ? Elle était fortement dénoncée, quelques années auparavant, quand il n'y avait que 150.000 bovins. Le rapport cité reconnaît que la question n'est pas aussi simple : «there are now almost as many theories on the "Grass Policy" as there are Senior Service people in the province » (146). Un agrostologue de Jakiri, J.M. McCulloch, estime en 1951 qu'avec 2.500 miles^2 disponibles, un cheptel de 250.000 têtes représente le maximum envisageable au Bamenda. Mais d'autres évaluations s'écartent de cet optimum. L'une d'elles, avancée la même année, se veut plus optimiste : « Bamenda Province, which was once considered overstocked with 100,000 head of cattle and now carries double that number may carry three or four times that number in the future without damaging the land » (147). Dès lors, une partie des règlementations de 1947 ne serait plus légitime.

147. Veterinary Regional Headquarters, Enugu, 1951.

Pour certains responsables, l'objectif des "Grazing Rules" ne doit pas consister à limiter à tout prix le cheptel mais à protéger les pâturages menacés de dégradation, ce qui est considéré comme différent. Tant que les pâturages sont bien exploités, il ne se pose pas de question de dégradation

pastorale : « without control, the grasslands would soon become exhausted and with control we hope to build up the present number of some 170,000 head of cattle to about half a million » (148). Prévision encore plus ambitieuse! D'une évaluation à l'autre, les possibilités du Bamenda varient donc de 250.000 à 500.000 têtes. Les estimations n'ont plus rien à voir avec les 80.000 bovins souhaités quelques années auparavant. Le changement est radical. Les capacités des pâturages ne sont-elles pas corrigées au fur et à mesure de la progression des effectifs?

148. Resident's Office, Bamenda, 1950.

Devant de telles divergences d'avis, le Secrétariat des Provinces Orientales du Nigeria ne sait plus à quoi s'en tenir. Il fait appel au service vétérinaire installé à Vom, sur le plateau de Jos : « we should be most grateful for your assistance as I can find no authoritative statement as to how many cattle the Bamenda grazing grounds will carry » (149). Etant donné la différence de pâturages entre les plateaux de Jos et de Bamenda, il est difficile au destinataire de répondre à une question aussi abrupte... La volonté de rigueur administrative bute sur l'incertitude générale des données en matière pastorale.

149. Enugu, lettre du 10/7/1946.

Dix ans plus tard, la connaissance des pâturages des Grassfields reste tout aussi floue. Une enquête « to determine the number of cattle the land can safely support without jeopardising the interest of farmers has not yet been completed » (150). De toute évidence, personne ne se risque plus à avancer un chiffre optimum de cheptel. L'évolution des effectifs vient de contredire trop nettement des affirmations antérieures.

150. "Annual Report on the administration of the Cameroons", 1957.

Sans prétendre déterminer la capacité de charge des pâturages, leur extension elle-même n'est pas précisément connue. Les responsables ont pris l'habitude de raisonner sur la base de 2.500 miles2 (151). Mais certains commencent à se demander si les pâturages ne sont pas plus vastes. « It might be to point that the cattle grazing areas of this province are probably well over 5,000 square miles » (152). Nouvelle source d'incertitudes...

151. Il est vraisemblable que cette étendue ne correspondait pas à tous les pâturages exploités lors des années cinquante.

Tous ces doutes expliquent peut-être que l'administration anglaise ne se soit pas engagée dans une réduction draconienne du cheptel, comparable à celle entreprise sur les plateaux de Jos et même au Mambila, à la même époque. Par une règlementation pastorale contraignante, l'administration s'est pourtant donné les moyens de forcer les Mbororo à respecter une discipline. Quelques-uns sont déplacés de secteurs où des plaques de sol nu apparaissent. Mais aucune expulsion massive de cheptel n'est imposée. Quant aux "Native Authorities", trop attachées à s'enrichir grâce au *jangali*, elles appliquent mollement les "Grazing Rules", sans expulser les éleveurs.

152. "Cattle Control Policy", Bamenda Province, 1952.

Alors que les inquiétudes étaient vives quant à l'état de pâturages portant 150.000 têtes de bétail, les responsables font preuve de plus de sérénité, dix ans plus tard, avec 205.000 têtes. « Despite the large number of cattle, control of stock movements and restrictions on the size of individual herds has in general prevented over-grazing or serious soil erosion » (153). Au sombre tableau des années quarante succède une satisfaction un peu illusoire, destinée à convaincre les instances internationales des bienfaits de l'action anglaise.

153. "Annual Report on the administration of the Cameroons", 1956.

Dépassées par un essor imprévu de cheptel, les autorités abandonnent leur objectif ambitieux des années précédentes : une réduction des effectifs. Elles s'en tiennent, plus modestement, à une exploitation améliorée des pâturages. En fait, leur emprise sur l'élevage ne se révèle pas aussi efficace qu'elles l'avaient espéré.

Nouvelles localisations de cheptel

Au maintien en état des pâturages, malgré un cheptel croissant, les Anglais auraient pu ajouter une autre explication : l'élargissement de l'aire d'élevage. Mais les avancées des éleveurs vers des secteurs souvent isolés est difficile à déceler. Laissons de côté pour le moment la question de savoir si le ralentissement de la mobilité des troupeaux allège la charge des pâturages. Il est indéniable que l'intervention administrative contribue, à partir de 1948, à stabiliser les éleveurs. Le processus était déjà entamé au début des années quarante, mais il s'accentue.

Les enquêtes rétrospectives montrent que beaucoup d'éleveurs s'attachent alors à leurs pâturages habituels. Au cours de ces années, il ne se produit pas de bouleversement dans l'occupation des hauts plateaux. La disposition des lignages djafoun reste identique à celle de la décennie précédente, sauf quelques péripéties, par exemple le remplacement des Gosi'en par les Toukanko'en à Tchabbel, en haut de Kom. Des Djafoun récemment entrés, comme les Gamadanko'en et les Nordanko'en, "tournent" autour de la plaine de Ndop, d'un site d'hivernage à l'autre.

L'occupation pastorale des plateaux Meta progresse, de 6.900 têtes en 1948 à 16.100 en 1953. Au sud du Bamenda, le cheptel reste stationnaire ; par exemple, 10.400 bovins dans la "Native Authority" de Bafut en 1944 et 10.900 en 1953. En revanche, il augmente sensiblement sur le haut plateau Nso, de 36.000 têtes en 1948 à 45.800 en 1953. Il en est de même aux environs de Nkambe.

Les appoints de cheptel ne se portent plus au milieu des hauts plateaux mais à leur bordure. Cette tendance représente une adaptation spontanée d'éleveurs qui se détournent des pâturages les plus chargés. Les autorités administratives encouragent résolument l'occupation de nouveaux secteurs, afin d'alléger la pression du bétail sur les hautes terres "centrales". D'un point de vue géographique, la mise en application des "Grazing Rules" entraîne une extension de l'aire d'élevage à de nouveaux plateaux. A partir de 1948, les arrivants ne sont admis au Bamenda qu'à la condition de ne pas occuper la "zone centrale", c'est-à-dire les hauts plateaux qui s'étendent de Bamenda à Nso et à Nkambe.

En 1949, une liste de "hauts pâturages" libres est dressée par l'administration. Eux seuls peuvent encore accueillir une colonisation pastorale : les "plaines" de Wum-We, les montagnes à l'ouest d'Essu, les collines de Fungom-Bum, les environs de Lassin, le haut plateau de Bebbe Jatao (au nord de Nkambe), une part de Mbem et du Mbaw (plateaux Kaka) et les secteurs les plus élevés de Ngi, Ngonu et Menemo (plateaux Meta) (154).

154. CARTER, J., Ss date, (1963 ?), "On the Fulani, their cattle".

Le rapport cité précise que les Fulani explorent avec beaucoup d'hésitations les hautes terres du pourtour. Il cite pourtant comme significatif la colonisation de Misaje par des Ringuimadji de Nkambe qui, autrefois, n'y séjournaient qu'en saison sèche. En fait, ces Ringuimadji n'ont gagné que la bordure du haut plateau de Nkambe, à des altitudes qui se tiennent encore à 1.400-1.500 mètres. Quant à d'autres pâturages proposés, ils ne se trouvent qu'à 1.000-1.200 mètres. A cette époque, ils sont considérés comme insalubres en saison des pluies. Nul doute que les Djafoun manifestent des réticences à suivre les recommandations de s'y rendre.

L'extension de l'aire d'élevage bénéficie aux secteurs proches des pâturages habituels, lorsque leur altitude avoisine les 1.500 mètres. Non seulement les Ringuimadji, mais les Toukanko'en déplacent des troupeaux des hauts plateaux de Nkambe, à partir de 1955. Les environs de Misaje retiennent déjà 1.000 têtes en 1948. D'autres troupeaux sont envoyés sur les plateaux Kaka. Malgré tout, les Djafoun restent prudents.

L'occupation pastorale des plateaux Kaka se fait plus tardivement que celle de Meta. Les Mbodi'en séjournent longtemps seuls. A partir de 1955, d'autres lignages les rejoignent. Mais les Ringuimadji de Nkambe ne font toujours que transhumer dans les vallées profondes qui entaillent ces plateaux. Quant au plateau de Konene, il attire divers lignages : Toukanko'en, Ouranko'en, Madjanko'en. Ici, l'aire d'élevage s'élargit régulièrement. Elle commence à déborder des hauts plateaux vers les reliefs inférieurs.

Ces changements dans la géographie de l'élevage se reflètent dans l'évolution des effectifs de cheptel des "Divisions" créées en 1950.

Tabl. 4 : ***Evolution du cheptel imposé au Bamenda, de 1948 à 1957***

"Divisions"	1948 (155)	1953 (156)	1957 (157)
Bamenda (158)	84 400	116 420	104 700
Wum	27 870	36 050	40 500
Nkambé	37 300	54 100	60 250
	149 570	206 570	205 450

155. Chiffres obtenus en regroupant des données par "area" du dossier : "Cattle Control", Bamenda Province, 1953.

156. Bamenda Province, "Annual report", 1953.

157. in S.R.I., 1965, vol. 1, tabl. 22, p. 74.

158. La "division" de Bamenda englobe alors les départements actuels de Momo et de Bui, en plus de Mezam.

La grande "Division" de Bamenda accueille du cheptel jusqu'en 1953, grâce à des appoints réguliers sur les plateaux Nso et Meta. Ensuite, elle en perd. Ce déficit devient caractéristique des hauts plateaux, à la fin des années cinquante. Au contraire, les "divisions" de Wum et de Nkambe augmentent régulièrement leurs effectifs bovins, moins sans doute en hautes prairies que sur des reliefs peu élevés.

La stagnation ou le recul du cheptel des hauts plateaux signifie que leurs capacités de charge sont atteintes, voire dépassées. Cette situation impose davantage qu'autrefois le recours à la transhumance en saison sèche. De la même façon qu'en saison des pluies, la répartition du cheptel à cette époque de l'année ne devient plus tout à fait libre. L'administration

s'efforce de l'organiser. En fait, elle légalise simplement, pour le moment, les trajets habituels de transhumance.

L'ancrage sur des pâturages légalement attribués et la pratique de déplacements saisonniers réguliers conduisent les Mbororo à changer de technique d'élevage et même, de mode de vie. Bientôt, tous les membres de la famille n'accompagnent plus le gros du cheptel dans ses déplacements. Pour chaque troupeau, des cycles se succèdent, de scission puis de regroupement des animaux.

Les Mbororo évoluent d'un "semi-nomadisme" saisonnier à une véritable transhumance. La responsabilité du bétail est alors momentanément cédée aux jeunes, le chef de famille ne quittant plus le campement d'attache. Mais les jeunes eux-mêmes commencent à se détourner de la garde effective du bétail, confiée à des bergers salariés.

Au-delà de ces nouveaux rapports entre les éleveurs et le bétail, des changements en profondeur s'amorcent dans la société djafoun. Malgré la lourdeur de la taxe sur le bétail et les achats réguliers de nourriture, l'accroissement naturel des troupeaux et le développement du commerce du bétail jouent en faveur des éleveurs ; ils ne manquent pas de numéraire pour d'autres dépenses. Les Mbororo se remarquent habituellement par la pauvreté de leurs biens, en dehors des animaux. Au Bamenda, les plus riches se mettent pourtant à acquérir divers articles : beaux vêtements, chaussures, harnachements de chevaux, vaisselle émaillée, petit mobilier. Les mariages entre riches familles donnent l'occasion d'achats ostentatoires, en plus des dons de bétail.

L'accumulation de biens meubles est un phénomène nouveau dans la société pastorale. A leur arrivée au Bamenda, les Mbororo ne possédaient que quelques objets transportés à dos de boeuf. Désormais, les Djafoun attirent l'attention par la richesse de leurs boubous (*riga*, en haoussa), vêtements en cotonnades provenant du nord. « The Bamenda Fulani sometimes refer to themselves as "*riga-wearing Fulani*", contrasting their clothing to the few skins of the Nomads in the northern part of the Cameroons and the Bornu » (159).

159. Divisional Office, Bamenda, 30/3/1949.

Avec la richesse qui s'étale autrement que par le bétail, l'abandon de la vie nomade, un nouveau type de Mbororo émerge. Bénéficiant d'une vie pastorale plus facile et plus sûre, il est moins fruste, moins attaché exclusivement aux animaux, plus empreint de civilité. Inversement, il se trouve plus souvent en visite chez les Haoussa qu'en compagnie du bétail. Les Djafoun du Bamenda se détachent de l'image des vrais pasteurs de brousse. S'ils ne s'intègrent pas aux sociétés locales, comme l'auraient souhaité certains administrateurs anglais, les premiers Mbororo évoluent vers une société peule sédentaire.

La fermeture des plateaux

L'accroissement du cheptel, de 1949 à 52, résulte de meilleurs recensements fiscaux et du croît du bétail sur place. Les entrées d'éleveurs deviennent plus rares. Parmi les Djafoun, des Ouranko'en et des Gamanko'en

quittent le Mambila pour les plateaux Kaka. Ils sont suivis de Djoranko'en à zébus blancs. Au Bamoun, les Akou sont grossis de nouveaux Danedji et de Siwalbe, eux aussi sortis du Mambila où ils séjournaient lors des années quarante. Tout cela représente peu de chose.

L'immigration par les plateaux Kaka est presque tarie. Pour quelles raisons ? Les postes de contrôle vétérinaire de Tamnyan et de Ntumbaw surveillent les entrées, aussi bien celles d'éleveurs que de convoyeurs de troupeaux de boucherie. Il s'agit surtout d'éviter que la peste et la péripneumonie bovines se propagent parmi les cheptels des hauts plateaux. Dès qu'une menace d'épizootie est signalée, même de fièvre aphteuse, les passages de bétail sont interdits, et cela, pour de longues durées. « Rigid control of all stock approaching these plateaux as immigrants or in transit is affected through veterinary control posts » (160). Ainsi, le passage de troupeaux de la Compagnie Pastorale est fréquemment suspendu pour des raisons sanitaires. Les convoyeurs de la compagnie française se plaignent de l'intransigeance des règlements vétérinaires en territoire anglais. Nul doute que ce contrôle sanitaire pointilleux repousse également de nombreux migrants.

160. "Annual Report on the administration of the Cameroons", 1949, p. 88.

En 1946, une interdiction d'entrée de nouveaux troupeaux est décidée au Mambila, à l'encontre des éleveurs en provenance du nord, surtout des Akou. Cette mesure est renforcée en 1948 par un "Movement of Cattle Control Order", des sanctions étant prises contre ceux qui ne le respectent pas. Non seulement, ils subissent des pertes de bétail en cours de route mais, une fois arrivés au Mambila, ils se voient infliger des amendes et même des peines de prison. Le courant migratoire se réduit à l'entrée du Bamenda parce qu'il se trouve enrayé dès la montée au Mambila. En effet, les éleveurs ne peuvent éluder ce genre de décision abrupte comme ils le font d'une réglementation plus complexe des pâturages. « This order has been rigidly enforced and has efficiently blocked the most serious source of migration » (161). Or, pour les migrants, le Mambila jouait un rôle d'antichambre du Bamenda, le temps d'amorcer une reconstitution de troupeaux souvent décimés par les maladies contractées en secteurs insalubres.

161. idem, 1948, p. 84.

La fermeture du Mambila est renouvelée en 1949 par un "Native Authority Order" dont l'application devient drastique. « There are long queues waiting at Kiri, Tiba, Toungo and other such places on the route from Jos » (162). Le renouvellement de l'interdiction d'entrée prouve que des Mbororo tentent de passer outre. Cependant, des mesures de refoulement ou d'emprisonnement finissent par être dissuasives.

162. BOULAY, R. du, 1953, p. 2.

L'isolement naturel des hauts plateaux se trouve donc renforcé, au cours de ces années, au moyen d'interdictions d'accès, par crainte des épizooties et volonté d'arrêter l'augmentation des cheptels. Les éleveurs qui parviennent encore au Bamenda se trouvaient au Mambila avant 1948. Ce ne sont plus des migrants qui arrivent du nord, après une courte halte au Mambila.

L'arrêt et le détournement des courants migratoires au pied du Mambila explique que le cheptel du Bamenda se stabilise, à partir de 1952, à moins de 210.000 têtes, durant quelques années. Mais cette évolution tient égale-

ment à l'inflation rapide du taux d'imposition du bétail. Elle dissuade de nouveaux candidats d'entrer, peut-être plus efficacement que d'autres mesures. En 1955, le taux du *jangali* atteint 5 shillings. La mesure provoque le départ de Djafoun vers le Cameroun français, notamment à partir de Babanki, pourtant l'un des secteurs de sédentarisation des Mbororo. La pression fiscale devient un facteur important dans l'évolution du cheptel. En effet, malgré les règlements contraignants adoptés sur place et la fermeture du Mambila, le ralentissement des entrées n'est que momentané.

Effet pervers d'une politique pastorale

Paradoxe de la politique pastorale répressive menée par l'administration anglaise, à la fin des années quarante : au lieu de sédentariser d'anciens nomades et de les contraindre à pratiquer un élevage plus "rationnel", elle accentue, à long terme, la mobilité de nombreux Mbororo.

Le diagnostic de surpâturage, les solutions par l'encadrement des éleveurs et la limitation des effectifs de cheptel ne sont pas des préoccupations spécifiques au Bamenda ni au Mambila. Elles figurent également à l'ordre du jour en un autre "sanctuaire" pastoral au Nigeria, le plateau de Jos. De ce point de vue, l'administration anglaise fait preuve d'une cohérence certaine dans son approche des problèmes d'élevage. Cela tient à la diffusion des rapports administratifs entre le Nord-Nigeria et la province du "Cameroon" et surtout au fait que les administrateurs du Bamenda ont souvent servi précédemment au Nord.

Etablissement de permis de pâture, limitation de la taille des troupeaux, mise en défens de pâturages, interdiction d'accès à d'autres secteurs, toutes ces mesures aboutissent à refouler une portion de cheptel considérée comme en "surplus". Il faut s'attendre à ce que ce surplus, expulsé d'un plateau, tente de gagner un autre bon pays d'élevage, c'est-à-dire un autre plateau (163). Là, il affrontera des mesures similaires, prises à l'encontre des nouveaux venus. D'un plateau à l'autre, la même réglementation pastorale contraignante risque de créer une masse flottante d'éleveurs expulsés d'ici et de là, jusqu'à ce qu'ils entrent au Cameroun voisin.

Si les réductions de cheptel proposées au Bamenda n'entrèrent jamais vraiment dans les faits, elles furent plus rigoureusement appliquées au plateau de Jos. Un document daté de 1946 et provenant du service vétérinaire, explique la procédure adoptée pour y parvenir. « The problem on the Plateau is being dealt with administratively by forbidding the return of cattle which, during the dry season, left to seek new pastures » (164). Ainsi, des éleveurs qui allègent les pâturages, en transhumant, deviennent simplement interdits de retour ! Le critère de sélection est simple et expéditif mais plutôt discutable. « Eventually, a strong effort will be made, through a permit system, to limit the amount of stock permitted finally to reside on the Plateau » (164). Il est probable que ce système de permis ait servi de modèle aux "Grazing Rules" édictées, un an plus tard, au Bamenda.

L'auteur du rapport cité se rend compte tout de même qu'il ne facilite pas la tâche de son interlocuteur, au Bamenda. L'allègement autoritaire du cheptel sur le plateau de Jos risque de surcharger, à terme, les autres

163. En 1946, un administrateur est déjà conscient des conséquences prévisibles des réductions de cheptel proposées aux Grassfields. Mais il en tire un argument en faveur d'une réglementation généralisée à toutes les régions d'élevage. « Were will the surplus cattle go to? Many will go to Mambila and the trouble will arise there very quickly unless similar mesures to stop overstocking and overgrazing are instituted there simultaneously » (CLARKE, N., 4/5/1946).

164. Headquarters Office, Veterinary Department, Vom-Bukuru, 18/6/1946.

plateaux. « This, of course, raises the old question of to where the others will go ; some of them will probably end up in Bamenda or Mambila to add to your troubles there » (164). De fait, les Akou les plus nombreux à entrer au Mambila au cours des années quarante (Boutanko'en, Gamanko'en, Danedji) arrivent du plateau de Jos. L'expulsion d'éleveurs de Jos gonfle le contingent des migrants, au risque de compromettre les efforts déployés au Mambila et au Bamenda pour restreindre leur afflux.

La limitation du cheptel admis à séjourner sur le plateau de Jos est appliquée de façon draconienne en 1947 (165). Pour maintenir une norme de 6 hectares par bovin, le cheptel est réduit d'autorité de 215.000 à seulement 77.000 bovins. Aucune alternative n'est proposée aux éleveurs en surnombre. « This was viewed as a blow against the Fulani » (166). De 1946 à 1950, de nombreux Mbororo sont écartés du plateau. Cela renforce la pression des migrants, au moment même où le Mambila et le Bamenda tentent de les écarter. L'isolat du Bamenda étant moins solidement verrouillé que celui du Mambila, son étanchéité risque de ne pas tenir longtemps.

165. FRICKE, W., 1979, "Cattle husbandry in Nigeria", p. 208.

166. GRIFFITH, T.J., 1955, "A report on Fulani affairs in Pankshin Division" (cité par W. FRICKE).

> Déjà, au cours des années quarante, des Madjanko'en avaient séjourné quelques années sur les hauteurs d'Akwaya, isolées à l'ouest. Pour s'y rendre, il suffisait de suivre la piste à bétail de commerce en direction des villes Ibo. De 1952 à 1955, aux Madjanko'en succèdent des Akou qui, eux, se déplacent dans le sens inverse, séjournant d'abord sur les hauteurs de Damagudu puis du côté d'Akwaya. De là, ils ne remontent pas la piste à bétail vers les plateaux Meta, l'administration l'interdisant. Pendant 4 ans, ils restent bloqués à l'entrée du Bamenda. Enfin, en 1956, ils reçoivent l'autorisation de s'installer aux environs de Wum. Cette date marque le début des arrivées massives d'Akou sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun.

Aucun Mbororo ne se plie volontiers à un ordre de l'administration lui intimant de diminuer son cheptel, contre l'autorisation de rester sur les mêmes pâturages. Ce type de décision fut rarement prise aux Grassfields, mais plus souvent au Mambila.

> Un Danedji raconte comment les Anglais accusent ses troupeaux de dénuder la terre : ***na'i Don ɣbara ladde*** : *« les vaches "tuent" la brousse. »* Bien sûr, l'éleveur mis en cause refuse de réduire ses troupeaux. Il s'écarte vers des pâturages périphériques puis émigre vers d'autres plateaux. Un Mbororo préfère partir plutôt que de se défaire gratuitement d'animaux.

La politique pastorale d'intervention et d'encadrement rigide, adoptée à la fin de la période anglaise, aboutit à un paradoxe : plus le contrôle de l'élevage devient rigoureux dans une région, plus le cheptel refoulé et mis en mouvement est nombreux. Ces éleveurs, déstabilisés par les décisions administratives, assiègent, quelques années plus tard, d'autres régions d'élevage, au risque d'y aggraver les problèmes pastoraux. La réussite, ici, d'une administration dirigiste contribue à son échec, là-bas. Les Anglais assurent la protection de quelques régions d'élevage privilégiées. Protection acquise seulement au prix de l'expulsion de nombreux éleveurs qui forment une population pastorale flottante, lourde de menaces de déstabilisation pour d'autres régions d'élevage.

Les bouleversements, avant et après 1960

De l'entrée des premiers Mbororo au milieu des années cinquante, l'élevage se développe à peu près régulièrement aux Grassfields. Malgré quelques à-coups, les effectifs augmentent et l'aire pastorale s'élargit. En dépit de leur appartenance à plusieurs lignages, les Djafoun forment une communauté culturelle homogène, fortement différenciée des populations locales.

A partir de 1956-57, l'arrivée de nombreux Akou marque l'intrusion d'une autre population d'éleveurs. La société pastorale devient plus complexe ; elle est traversée de tensions. D'autre part, les évènements politiques de l'époque perturbent les éleveurs. Ils se répercutent notamment par des changements brutaux dans l'occupation pastorale des plateaux.

Les premières arrivées d'Akou

Prenant le contre-pied de la politique générale de fermeture des régions d'élevage en altitude, les autorités du Bamenda décident, à partir du milieu des années cinquante, d'accueillir de nouveaux Mbororo. Cette décision paraît surprenante. Pourquoi, en contradiction avec une volonté maintes fois exprimée de limitation du cheptel, admettre de nouveaux venus sur les plateaux ?

Une solution à la redistribution du cheptel

L'arrivée la plus décisive se produit sur le plateau de Wum. Or, ce plateau restait vide d'éleveurs depuis l'essai malheureux de 1931. Les Toukanko'en de Kom et de Bafumen y descendaient seulement en saison sèche. Dans son effort pour alléger les charges en bétail des hauts plateaux, l'administration anglaise tente de convaincre des éleveurs de s'y installer. En 1948, elle propose même que les nouveaux venus, "illégalement" entrés, soient transférés dans ce secteur. « They can be offered a grazing permit in Bum or Aghem » (167). Mais ces pâturages ont mauvaise réputation auprès des Djafoun. En 1948, les registres fiscaux ne mentionnent aucun bétail dans la "Native Autority" d'Aghem et seulement 670 têtes dans celle de Bum.

167. "Instructions to the Cattle Control Officer", Bamenda, 3/6/1948.

Ayant échoué à protéger les pâturages d'altitude par une réduction autoritaire d'effectifs, l'administration anglaise espère parvenir au même résultat par un autre moyen : le report des troupeaux vers de nouveaux pâturages. Mais la volonté de répartir de manière plus uniforme les éleveurs reçoit peu d'échos favorables. « There are many thousands acres of good cattle land in the remoter part of the Division that herds from over populated areas cannot be persuaded voluntary to enter » (168).

168. Divisional Office, Bamenda, 30/4/1949.

L'administration attribue cette inertie à l'appréhension des Mbororo de l'isolement et, inversement, à l'attrait des villages haoussa, points de

rassemblement dans l'aire pastorale. De tels centres ruraux n'existent pas dans les secteurs sans bétail, preuve de la symbiose étroite qui lie les deux populations. Curieusement, les Mbororo se comporteraient moins en gens de la brousse qu'en population grégaire. « The Fulani is strangely gregarious for a nomad and likes to be near his fellows » (168).

168. Bamenda, 1949.

La concentration des Djafoun en quelques plateaux correspond à une appréciation empirique de leurs avantages pastoraux. En tant que propriétaires de bétail, les Mbororo accordent la priorité à la sécurité sanitaire des troupeaux. Ils choisissent les hauts pâturages. L'administration le reconnaissait, dès 1949 : « the Fulani now in the Division have grabbed the best (from their point of view) grazing lands and are not going to venture alone into the unknown » (168). Toutefois, les responsables à Bamenda ne partagent pas la prudence des éleveurs. Ils se sont donnés comme objectif le maintien en état des pâturages les plus prisés. A partir des années cinquante, il est régulièrement affirmé, dans les rapports, que des secteurs inexploités conviennent tout à fait à l'élevage. « In the Misaje, Fungom and Aghem Native Authorities, lands, although high and perfectly suitable for cattle, carry none » (168). Ils ajoutent à cette liste les plateaux Kaka et Meta qui se trouvent déjà en cours de colonisation pastorale.

A la suite des efforts de l'administration pour redistribuer le cheptel, 2.500 têtes stationnent bientôt sur le territoire d'Aghem. Mais une flambée de trypanosomiase bovine se déclare, provoquant la dispersion de tous les éleveurs descendus près de Wum. Contrairement aux affirmations officielles, ces bas plateaux comportent donc un risque pastoral. Après 1953, l'administration est à la recherche d'autres volontaires pour s'établir sur le plateau de Wum. A la fin de 1956, les premiers Akou y sont dirigés ; ils ne trouvent sur place que quelques familles djafoun (169).

169. D'après des statistiques de cheptel en septembre 1956, l'"Aghem area" ne compte que 6 familles d'éleveurs, avec 490 bovins. Ces Djafoun quittent les environs de Wum peu de temps après l'arrivée des premiers Galedji.

En 1950, une nouvelle "Division" est créée à Wum. Mais elle ne peut guère s'appuyer sur la "Native Authority" d'Aghem pour renforcer l'administration de cette contrée isolée et plutôt négligée. Ne disposant pas de *jangali*, la "Native Authority" locale est pauvre. Dans la "Division", seule celle de Kom dispose de ressources budgétaires mais elle est éloignée du nouveau centre administratif. Un contexte fiscal et financier précaire, commun à toute la périphérie des Grassfields, a certainement pesé sur la décision d'introduire les Akou.

Antécédents migratoires des nouveaux Mbororo

Quels éleveurs entrent aussi tardivement au Bamenda ? D'après l'enquête rétrospective, certes non exhaustive car de nombreux migrants se sont déplacés entre-temps, les arrivées à Wum, de 1956 à 60, concernent surtout quatre lignages : des Galedji, Danedji, Ba'en et Natirbe. Lorsqu'ils abordent le ***caBBal*** de Wum, comme ils l'appellent, ils ont déjà de grands antécédents migratoires.

La poussée des Galedji en savanes humides

Le chef du premier lot de migrants (limité à 5 familles) est un Galedji. Bloqué depuis quelques années sur le plateau d'Akwaya, il négocie avec l'administration anglaise son installation près de Wum, puis invite ses proches à le rejoindre. Il joue donc un

rôle décisif dans l'arrivée des Akou au Bamenda, leur permettant de contourner, géographiquement et légalement, les réglementations pastorales.

Le rôle pionnier de cet *arDo* ne date pas de son entrée au Bamenda. Etabli au sud du plateau de Jos (Tokoss) mais originaire de la région de Zaria, il est victime des expulsions d'éleveurs décidées en 1947. Il passe alors au sud de la Bénoué, s'installant parmi les premiers dans la région de Gboko (170). Expulsé par les Tiv, il se dirige vers le sud et aborde le plateau Damagudu, prolongement extrême des hautes terres du Bamenda (fig. 26).

170. D'autres Akou s'y étaient introduits dès les années quarante, mais les Tiv les chassèrent les uns après les autres (FRICKE, W., 1979, p. 210).

La migration de ce leader est originale. Les itinéraires des Galedji qui le rejoignent bientôt à Wum, diffèrent dans leurs étapes antérieures. Les Galedji sont originaires des environs de Kano. Parmi leurs villages d'attache, au début du siècle, ils citent Gajale et Bebeji au sud, Gumel à l'est de la ville haoussa. Ils ne séjournaient jamais plus de 3 années au même endroit et "transhumaient" en saison sèche, à 300 km au sud, vers Abuja. Dès le début du siècle, des Galedji migrèrent définitivement vers Zaria puis accédèrent en haut du plateau de Jos, première étape de leur poussée vers le sud.

Le gros du lignage ne quitta la région de Kano qu'au cours des années quarante. Les Galedji disent qu'il ne restait plus d'herbe là-bas : ***ladde waati*** : *« la brousse est morte.»* Etait-ce le résultat d'une extension des cultures ou d'un surpâturage provoqué par un accroissement de cheptel ? Peut-être les deux à la fois. Plaines de Zaria et plateau de Jos offraient des secteurs de "dégagement" tout indiqués vers le sud mais ils sont bientôt eux-mêmes très chargés. La fermeture brutale du plateau de Jos par l'administration n'interrompt pas le transfert des éleveurs vers le sud. Beaucoup de Galedji s'orientent vers le plateau Bauchi à partir de 1945. Le même plateau accueille la plupart des transfuges de Jos après 1947. Les éleveurs séjournent en saison des pluies à l'est (Kangere, Alkaleri) et au sud (Bununu) de la capitale du Bauchi, en changeant souvent d'endroits. Du Bauchi, ils se déplacent en saison sèche vers Keffi et Abuja, en contournant le plateau de Jos par le sud (fig 26 et carte h.t. 1).

Le séjour des Galedji au Bauchi ne leur est pas profitable. Les saisons sèches affectent durement les animaux. Aucune grande vallée n'incisant le socle à l'ouest ou les grès à l'est, les troupeaux ne disposent pas de bas-fonds, aux pâturages précieux en saison sèche. Après le passage des feux, le bétail n'a plus recours qu'à un maigre pâturage aérien. Dès lors, les Galedji sont à la recherche de contrées plus favorables.

Le passage au sud de la Bénoué est entrepris à partir de l'aire de transhumance, en traversant la grande rivière à Makurdi. Dès les années cinquante, les Galedji du Bauchi apprennent que des membres du lignage ont atteint la région de Gboko, chez les Tiv. Nombre d'entre eux s'y dirigent, parfois après une inspection préalable à pied. Là-bas, malgré l'abondance des savanes, ils ne peuvent se fixer longtemps au même lieu, par suite d'une forte emprise des cultures. Des Galedji poussent alors plus loin vers le sud et s'installent dans les collines à l'est d'Ogoja. A cette latitude méridionale (6° 30'), ils n'affrontent presque plus de saison sèche. Les troupeaux n'ont plus besoin de se déplacer à la recherche d'herbe.

Un troisième courant migratoire aboutit, à l'est, aux plaines de Wukari (fig. 26). Les éleveurs y séjournent depuis 1946 (171). Ces plaines présentent des avantages pastoraux indéniables : la pression agraire s'y fait moins sentir que vers Gboko, les populations Jukun se montrent moins hostiles et les grandes étendues alluviales de

171. R.I.M., 1984, carte 6 : "Expansion of pastoral Fulbe".

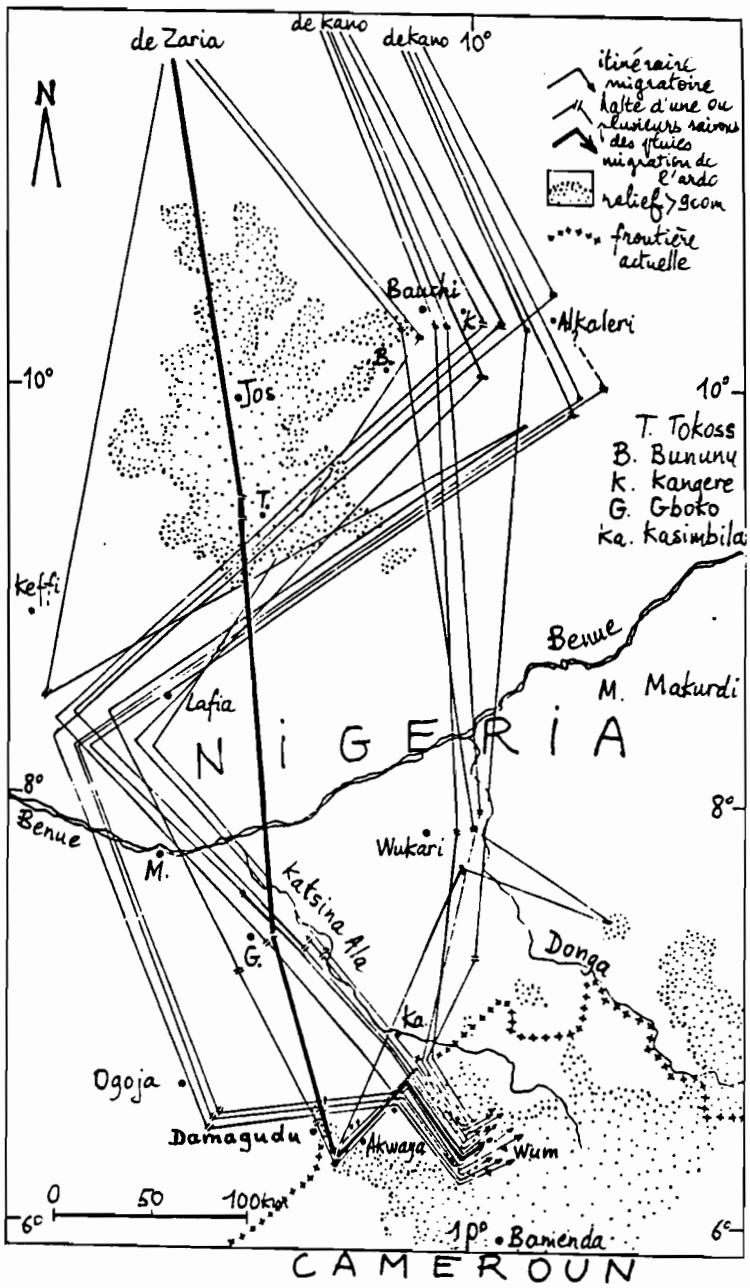


Fig. 26 : *L'arrivée des premiers Galedji à Wum.*

la Bénoué offrent de bons pâturages de saison sèche. Mais les plaines de Wukari ne sont pas très salubres pour le bétail. Les éleveurs déplorent presque chaque année quelques pertes, par suite de trypanosomose bovine. Il semble que la division des Galedji lors de leur traversée du bassin de la Bénoué se soit opérée d'après leur origine lointaine dans la région de Kano. Par exemple, ceux sortis de Bebeji (qui sont donc des Wewebbe) se dirigent plutôt vers Wukari.

Les Galedji les plus avancés vers le sud accèdent bientôt au plateau de Damagudu-Akwaya, à la frontière actuelle entre Cameroun et Nigeria. Ils y découvrent beaucoup d'herbe, une saison sèche réduite à un mois et une faible emprise agricole. Malgré ces bonnes conditions pour l'élevage, ils se sentent complètement isolés au

milieu de populations ***HaaBe*** : non islamisées. C'est pourquoi ils répondent à l'invitation d'entrer sur le plateau de Wum, où ils retrouveront d'autres Mbororo.

Des migrants un peu plus tardifs qui abordent Damagudu en 1958 n'y trouvent déjà plus personne. Tous les Galedji qui les ont précédés ont gagné Wum. A partir de 1957, la plupart des Galedji font l'économie du crochet par ces hauteurs méridionales. De Gboko, ils se dirigent directement vers Wum, en remontant le cours de la Katsina Ala jusqu'à Kasimbila, un endroit toujours mentionné par les migrants.

L'arrivée des Galedji au Bamenda, en 1956, s'insère dans une vaste poussée migratoire à travers les savanes du Nigeria. Mais les Galedji ne sont pas les seuls à la recherche de nouveaux pâturages. C'est toute une population pastorale qui déferle du nord vers le sud. Déjà, quelques lignages abordent le Bamenda dans la foulée des Galedji.

Des Danedji, dans le sillage des pionniers Pour les Danedji, les plateaux au sud de la Bénoué n'étaient plus tout à fait inconnus, depuis leur installation au sud de Tignère, dans les années trente. L'un des leurs ayant obtenu la charge d'***arDo***, l'attraction migratoire s'exerce surtout en direction de l'Adamaoua. Aux Grassfields, ils ne guident pas les arrivées des Akou, ce qui les privera de jouer le même rôle politique qu'en Adamaoua.

Des Danedji arrivent près de Wum un an seulement après les premiers Galedji. Le lignage comporte plusieurs ***suudu*** dont les origines lointaines se situent dans les territoires de Katsina et de Sokoto. Les ascendants de certains Danedji auraient également séjourné au nord de Kano. A partir de ces régions sahéliennes, ils atteignent les environs de Zaria et le plateau de Jos dès les années vingt, puis les savanes de Minna, à l'ouest de Jos. Mais d'autres Danedji passent depuis longtemps au sud de la Bénoué, au niveau de Yola, pour déboucher soit en Adamaoua (en 1931), soit au Mambila. Des Danedji continuent d'entrer au Mambila, en 1946, lorsque la fermeture du plateau interrompt ce courant migratoire. Ils détiennent 12.000 bovins au Mambila en 1953, se classant déjà parmi les lignages les plus importants (172). Au début des années cinquante, les Danedji se dispersent parmi toutes les savanes du Nigeria ; il en reste peu au Nord sahélien, que ce soit dans la région de Zaria ou de Kano.

172. BOULAY, R. du, 1953.

Des membres du lignage franchissent la Bénoué près de Makurdi quelques années après les premiers Galedji. Ils s'engagent au milieu des Tiv mais également chez les Idoma à l'ouest (Oturkpo) et même les Ibo (Enugu). Là, ils souffrent de leur isolement au milieu des cultivateurs. De plus, la trypanosomose bovine se déclare dans leurs troupeaux, les décidant à partir. Des Danedji arrivent sur le plateau de Damagudu quand les Galedji viennent de le quitter pour Wum (fig. 27).

La nouvelle de l'entrée des Galedji à Wum se répand comme une traînée de poudre parmi les Danedji qui séjournent chez les Tiv. Certains se déplacent pour visiter les nouveaux pâturages et décident tout de suite de s'y rendre avec le bétail.

Alors que le Bauchi a joué un rôle de relais dans la migration des Galedji vers le sud du bassin de la Bénoué, les pemiers Danedji ont plutôt transité à l'ouest du plateau de Jos. Ensuite, ils se sont dirigés vers le Bamenda par le même itinéraire que les Galedji. Leurs va-et-vient dans les plaines de la

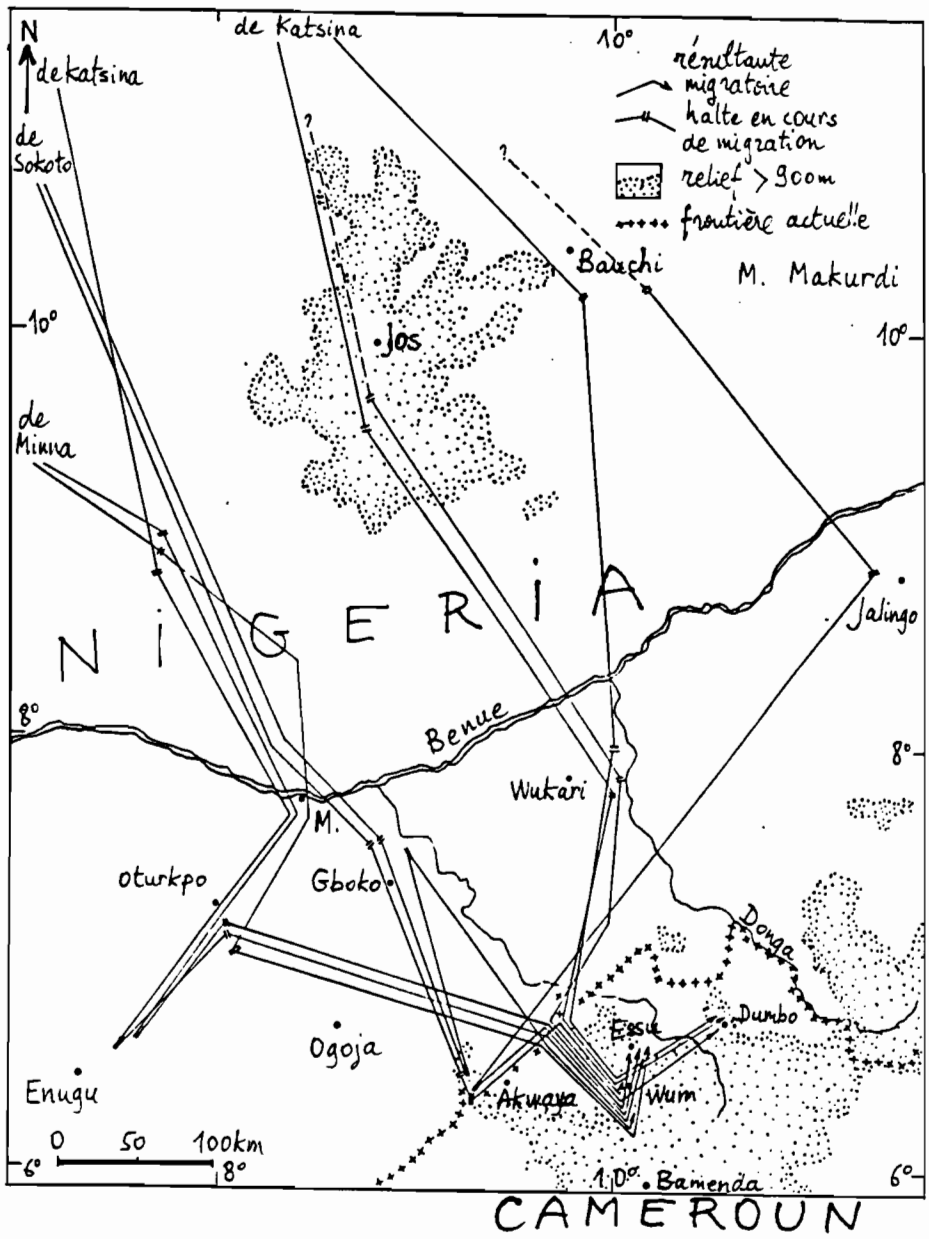


Fig. 27 : *Les antécédents migratoires des Danedji.*

Bénoué montrent qu'ils n'étaient pas spécialement attirés par les Grassfields. C'est la montée d'autres Akou sur les plateaux qui les a décidés à quitter les plaines.

Des précurseurs : les Ba'en. Les antécédents migratoires des Ba'en et des Natirbe sont présentés séparément, bien que les deux lignages soient proches. Ils coexistent depuis longtemps et des rassemblements, en cours de migration, favorisent des alliances matrimoniales (fig. 28).

Ba'en et Natirbe partagent des origines communes, à l'ouest de Kano (Shanono pour les Ba'en, Gwarzo pour les Natirbe) et des secteurs de Katsina (Natirbe à Kankara)

ou de Sokoto (Natirbe à Chafe) qui sont adjacents. Comme les précédents, ce sont donc d'anciens pasteurs sahéliens. Autrefois, les troupeaux revenaient régulièrement aux abords des mêmes villages d'attache. Puis des épizooties de peste bovine les mirent en mouvement, au cours des années trente et des restrictions de pâturages eurent les mêmes effets, à partir des années quarante.

Les Ba'en furent les premiers à s'introduire sur les plateaux de Wum, puis de Konene, dès 1947. Leur ***arDo*** quitta le plateau de Jos (Pankshin) en 1940-41, passa chez les Tiv puis remonta la vallée de la Katsina Ala. A cause des glossines, il perdit quantité d'animaux (173). De 1947 à 1957, l'administration du Bamenda reconnaît l'autonomie des Ba'en de Konene, avec deux ***arDo*** successifs (174). Puis tout le groupe se déplace en direction de l'Adamaoua. En séjournant longtemps sur des secteurs jusque-là inoccupés, les Ba'en ont ouvert de nouvelles savanes à l'élevage. Les nouveaux venus font preuve d'une grande témérité pastorale. Mais ce sont ensuite des Djafoun qui, en s'y installant en permanence, en ont tiré profit. Par leur abandon d'un plateau intermédiaire, les Ba'en n'ont tiré aucun avantage de leur antériorité d'occupation.

Après ces Ba'en pionniers dont la présence fut éphémère aux Grassfields, d'autres membres du lignage rejoignent assez vite les Galedji de Wum. De Kano et de Katsina, ils ont d'abord migré au plateau de Jos au cours des années trente. Probablement rebutés par les fortes charges en bétail sur Jos, de nombreux Ba'en se sont remis en marche, avant même que l'administration expulse des éleveurs. Pourtant, les premiers Ba'en abordent le Mambila seulement en 1945. D'autres atteignent les monts Shebshi (***caBBal Kiri***), l'année suivante, également en provenance de Jos. Survient l'interdiction de toute entrée au Mambila. Des Ba'en figurent parmi les derniers à être admis en 1947, parfois en laissant une partie du bétail en arrière (175).

Le courant migratoire est alors dévié vers le sud, à partir du Bauchi. Les Ba'en entrent chez les Tiv quelques mois seulement après les premiers Galedji. Mais ils n'y séjournent pas en toute tranquillité. Les Tiv dérobent des moutons et des veaux aux abords des campements. La densité des cultures contraint à une garde continue du bétail.

A partir de ces savanes humides, ils ne s'engagent pas avec les Galedji vers les hauteurs d'Akwaya mais se détournent en direction des plaines de Wukari. A l'est de Takum, ils tentent de gravir les contreforts des plateaux mais se heurtent aux gardes qui interdisent l'accès aux pistes menant au Mambila. Ils se replient alors vers le sud et débouchent en haut du plateau de Wum, en 1957 (fig. 28).

La progression de ces Akou à travers les plaines de la Bénoué s'avère donc tâtonnante, émaillée de tentatives pour accéder aux plateaux. Hésitations et revirements ponctuent encore davantage les itinéraires migratoires des Natirbe.

Les revirements des Natirbe.

Comme les Ba'en, les Natirbe se remettent en mouvement au cours des années quarante, ***« à la recherche de l'herbe,»*** disent-ils. Des plaines de Kano et de Zaria, beaucoup se dirigent d'abord vers l'ouest (Kontagora, Minna) d'où ils gagnent en saison sèche les rives à "bourgou" du Niger. Puis, ils opèrent un demi-tour et parviennent au Bauchi à la fin des années quarante, en passant soit par le nord, soit par le sud du plateau de Jos (fig. 28).

173. « He lost a lot of cattle on the way from fly. In 1947, he moved to Mbum and he is the Jangali Collector there, as most of the owners there are of his clan and he is the senior of them » (BOULAY, R. du, 1953). C'est probablement des mêmes Ba'en dont J. CARTER mentionne les épisodes migratoires : départ du plateau de Jos en 1942, lourdes pertes dans la vallée de la Bénoué, séjour au Mambila puis entrée au Bamenda (en 1948 ?).

174. D'après des statistiques de septembre 1956, l'***arDo*** des Ba'en lève le ***jangali*** sur 2.000 têtes de bétail à Konene. Mais, l'année suivante, il n'est plus là.

175. R. du BOULAY précise les conditions d'entrée des Ba'en, en 1947. « He (leur leader) had left many of his cattle at Chabbal Kiri. He is said to have sold them all there and brough several donkey loads of money onto the Plateau with which to buy more ». Ainsi, l'interdiction de nouvelles entrées au Mambila est-elle contournée, dès le début de sa mise en vigueur.

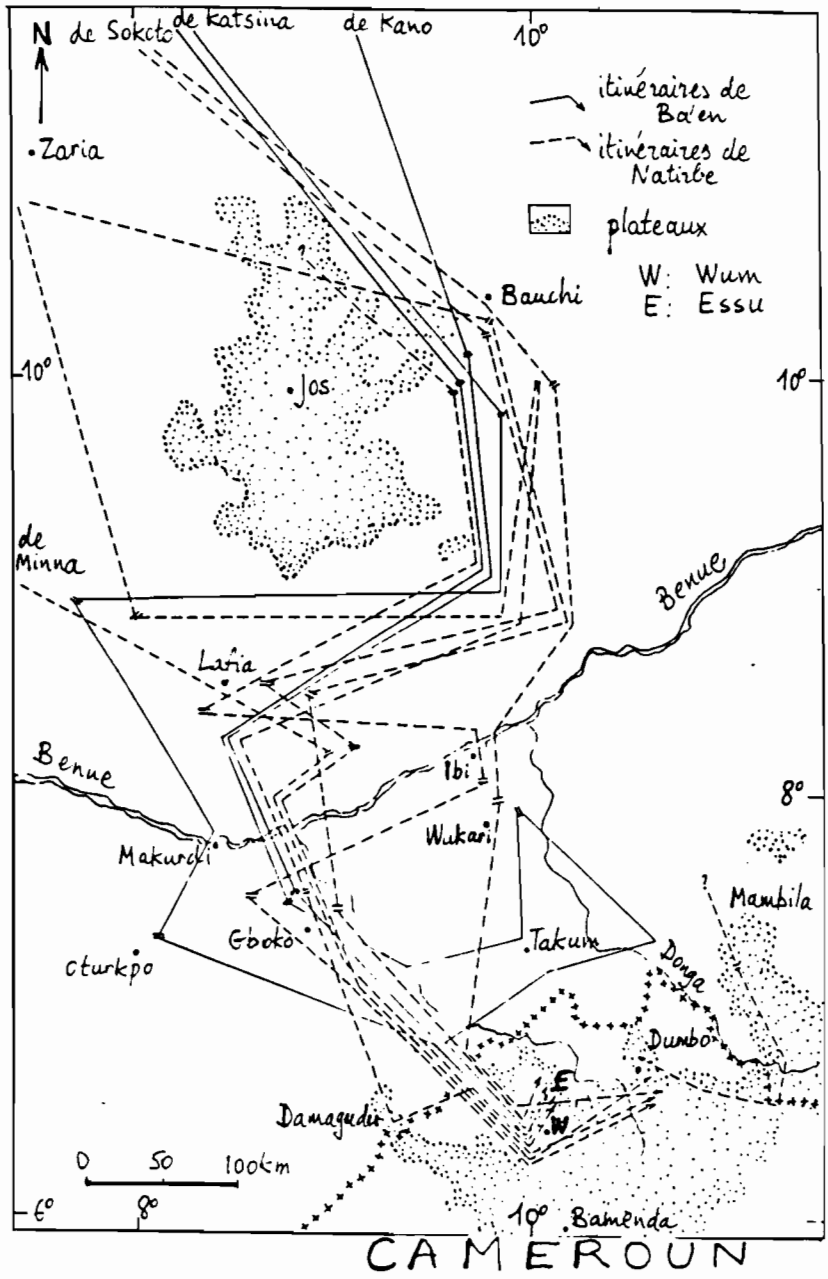


Fig. 28 : *Migrations des Ba'en et Natirbe vers les Grassfields.*

Ils ont l'intention de gagner le Mambila mais ils doivent y renoncer, devant la "fermeture" du plateau par l'administration anglaise. Du Bauchi, ils renversent une nouvelle fois la direction de leurs déplacements, au cours des années 1951-53. Ils partent hiverner dans les plaines de la Bénoué, soit au nord (Lafia, Awe), soit au sud de la grande rivière (Wukari). Ils connaissent alors des années difficiles. En plaine, de petites mouches assaillent les animaux en début des pluies et la trypanosomiase bovine sévit, malgré les premiers traitements vétérinaires contre cette maladie.

Des Natirbe avaient pourtant réussi à s'introduire au Mambila, quelques années seulement avant sa fermeture. En 1953, ils comptent 7 *arDo* qui contrôlent 89 trou-

peaux (176). En 1954, quelques Natirbe quittent le Mambila et, par l'ancienne piste d'entrée, pénètrent au Bamenda. Ils s'installent près de Dumbo, au milieu de pâturages jusque-là parcourus seulement en saison sèche. La "Native Autority" de Misaje ne bénéficiant que d'un ***jangali*** infime, ils ne rencontrent pas de difficultés pour obtenir un permis de pâture. La nouvelle se répand dans le lignage.

Un Natiro qui séjournait près de Wukari, se déplace à deux reprises à Dumbo pour visiter les siens. Il en profite pour observer leurs animaux. Convaincu par leur bon état, il rejoint Dumbo en faisant un détour par Wum (177).

Quelques Natirbe arrivent à Wum la même année que les premiers Galedji. Mais les plus nombreux ne les rejoignent qu'un ou deux ans plus tard. Des Natirbe, isolés dans les savanes de Gboko, avouent qu'ils sont entrés au Bamenda surtout par crainte des Tiv. Certains parlent même d'une révolte des Tiv contre les éleveurs. Les cultivateurs tiennent des meetings hostiles aux Mbororo et décident de tuer les éleveurs dont les animaux abîment les cultures. Bien que les animaux se maintiennent en bon état et que les pâturages soient plantureux, même en saison sèche, ils abandonnent presque tous la région des Tiv. Seuls quelques-uns restent aux environs de Gboko, sous la protection d'un centre administratif proche, sans lequel les Mbororo ne se sentent plus en sécurité.

Les menaces des cultivateurs Tiv n'expliquent pas, seules, l'arrivée rapide des Akou au Bamenda. Beaucoup de Natirbe apprennent la nouvelle de l'installation des Galedji à Wum, alors qu'ils séjournent dans les plaines de Lafia, au nord de la Bénoué. La pression des cultures s'y fait peu sentir (178). Ils partent pourtant tout de suite, traversant la région tiv sans s'arrêter, jusqu'à Wum, soit un trajet de 300 km, parcourus en deux mois.

Le report cartographique des trajets suivis par les Akou, de 1956 à 60, n'indique que quelques cas d'expulsion du plateau de Jos en 1946 et 47. Peut-être, beaucoup d'entr'eux ont-ils eu le temps de gagner le Mambila avant que ce plateau soit fermé à son tour. Il ressort des biographies que les années quarante-cinq à cinquante marquent une période de grande instabilité pastorale au nord du Nigeria (179). Tous les éleveurs poussés vers le sud contournent le plateau de Jos par le Bauchi à l'est ou les plaines à l'ouest. Ensuite, ils traversent le bassin de la Bénoué. Autrefois centre d'attraction des pasteurs en provenance du Sahel, les hauteurs de Jos, désormais encombrées de cultures et de déblais des carrières d'étain, deviennent un repoussoir pastoral.

Malgré des essais de fixation, la situation pastorale n'est guère viable dans le bassin de la Bénoué. Par rapport au Sahel, les savanes soudaniennes se révèlent souvent défavorables à l'élevage. A faible altitude, elles ne conviennent à cette activité que dans un gradient étroit de densités d'occupation agricole. Or, les plaines de la Bénoué remplissent rarement les conditions nécessaires à l'élevage. Soit les contrées sont trop peuplées de cultivateurs (la salubrité pastorale est assurée mais des conflits surgissent avec les autochtones, par exemple chez les Tiv), soit pas assez (les rapports avec les autochtones sont bons mais les pâturages s'avèrent à la limite de la salubrité, ainsi chez les Jukun). L'ouverture du plateau de Wum a donc débloqué une situation qui, pour les Akou, devenait difficile. Dès qu'ils obtiennent l'autorisation de s'y installer, ils affluent.

176. BOULAY, R. du, 1953.

177. Les premiers Natirbe ont quitté le Mambila pour Dumbo, en compagnie de quelques Danedji. Il est probable que ces éleveurs étaient visés par la mise en application des règlements de pâture. Du moins, le fait est attesté pour les Danedji. Les administrateurs étaient inquiets devant l'accroissement rapide de leurs troupeaux. « Owing to their thrifty habits, they tend to accumulate cattle more rapidly than the more sophisticated clans » (BOULAY, R. du, 1953).

178. Le taux actuel d'occupation agricole n'atteint que 10 à 34 % et même moins, tandis que pour les plaines de Gboko, il excède presque toujours 35 % (Cartes d'occupation du sol de la Benue Valley in "Land Resources of Central Nigeria", 1979).

179. Ce regain d'instabilité n'est peut-être pas sans rapport avec une succession de déficits pluviométriques enregistrée à la fin des années quarante, à la fois au Sahel et en zone soudanienne (MALEY, J., 1981, "Etudes palynologiques dans le bassin du Tchad", fig. 5-27, p. 546).

L'arrivée des Akou aux Grassfields succède à plusieurs jalons migratoires échelonnés du nord au sud, à travers le Nigeria. Chaque lignage se déplace par petits groupes de familles qui, tout en étant séparés, empruntent des itinéraires proches. De ces avancées successives résulte un glissement migratoire de grande ampleur des Peuls sahéliens vers les savanes des zones humides. La tendance, d'abord lente, s'accélère à partir des années quarante.

Les épreuves de l'arrivée à Wum

Pour accéder aux plateaux des Grassfields, lors des dernières années cinquante, les Akou empruntent tous la même piste. C'est celle de *Burgam*, disent-ils, c'est-à-dire des Esimbi qui peuplent la vallée moyenne de la Metchum. Les migrants suivent simplement, en sens inverse, une piste à bétail de boucherie qui dessert les villes Ibo, à partir du haut plateau de Nkambe. Mais quelle piste ! Il faut entendre les Akou en parler pour se rendre compte des peines endurées, avant de parvenir en haut des plateaux (fig. 29 et carte h.t. 2).

Les éleveurs passent au sud de Kasimbila, rattrapent la vallée de la Metchum et débouchent sur le plateau à l'ouest de Wum. Il suffit de consulter la carte topographique d'Akwaya au 1/200.000 pour comprendre certaines difficultés du trajet. Les migrants progressent d'ouest en est, alors que le relief s'articule en une série d'alignements méridiens, soulignés par la disposition en arêtes de poisson des cours d'eau, au sud de la Katsina Àla. Les troupeaux gravissent une série de crêtes montagneuses puis redescendent au fond de vallées étroites. Tout cela, au milieu de forêts denses, ***kurmiije***. Les sommets ne portent des savanes qu'au-dessus de 8-900 mètres tandis que les creux de vallées s'abaissent à 2-300 mètres. Durant deux semaines, les troupeaux ne disposent presque pas d'herbe. En fin de saison sèche, ils affrontent, affaiblis, ce trajet accidenté. La dernière épreuve consiste à gravir l'abrupt du plateau de Wum, près du lac Benakuma, en passant de 400 à 1.200 mètres.

A chaque vallée se pose le problème d'une traversée de rivière. En passage boueux, des animaux sans force glissent, s'empêtrent et ne peuvent se dégager. ***Koppi walaa*** : « *(ils) n'ont pas de genoux (de force dans les jambes).* » Quant à la Metchum, les Akou la traversent à gué, en ayant de l'eau jusqu'à la poitrine. Des veaux sont emportés par le courant rapide de la rivière encaissée. Quand des Natirbe arrivent sur le plateau, il ne leur reste plus de veaux ; les uns ont péri en cours de route, les autres sont perdus.

Les forêts sont infestées de glossines, même en saison sèche. C'est dire que les animaux ne se présentent guère en bon état sur le plateau. Certains succombent encore, plusieurs mois après leur arrivée. ***Waatugo eggol, buubi ngaati Dihaa laawol*** : « *(ce sont) des pertes (à cause) de la migration, les mouches les ont piquées en cours de route,* » reconnaît un Bogoyanko.

A ces épreuves s'ajoute l'hostilité des habitants, en particuler des Esimbi. Les migrants se tiennent à l'écart de la piste piétonne. Mais, à force de voir passer des animaux dans un sens et maintenant dans l'autre, les gens

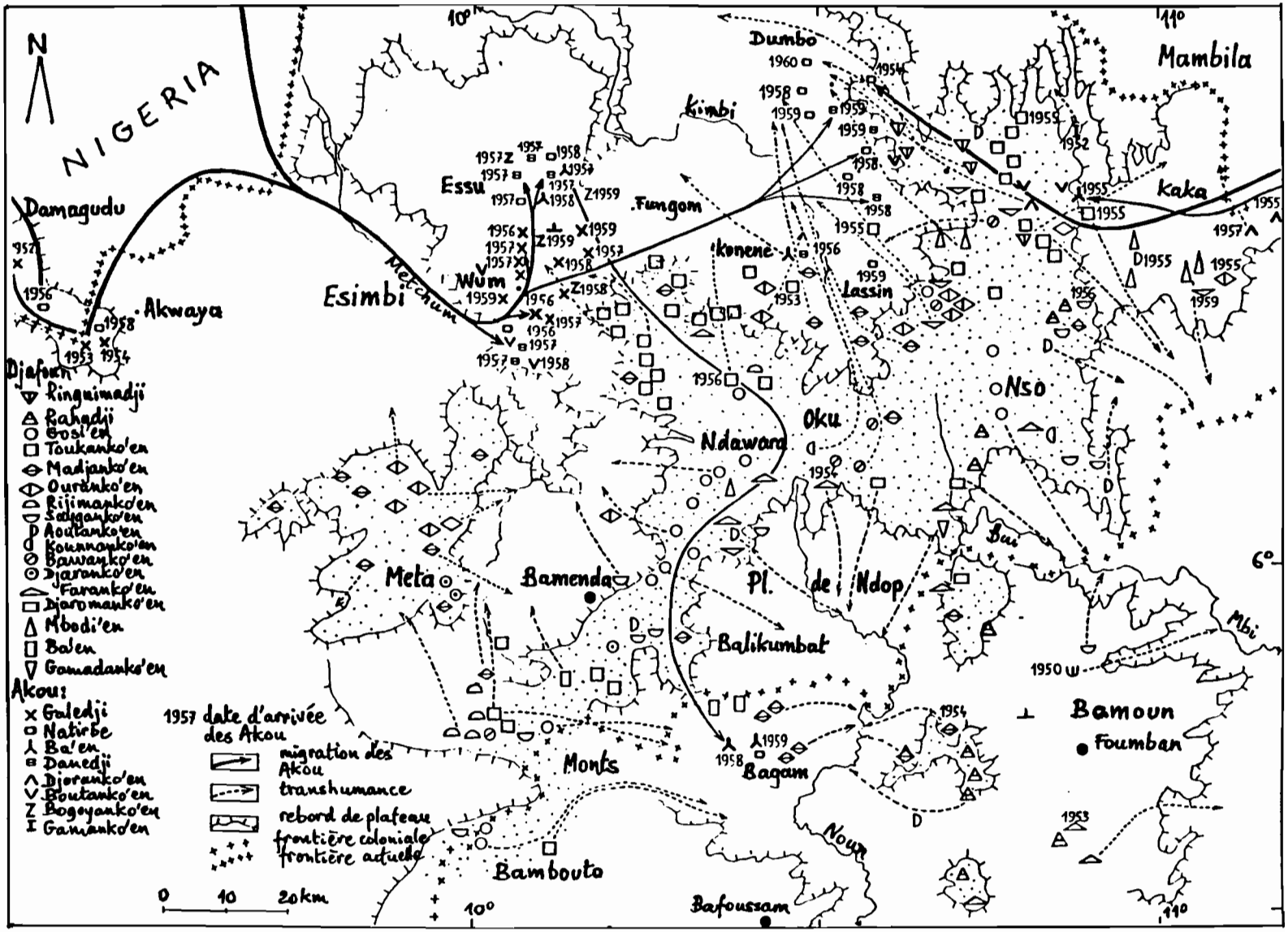


Fig. 29 : *L'irruption des Akou sur les plateaux du Bamenda.*

de forêt tentent d'en tirer profit, tout comme les Kaka autrefois. Les Esimbi avaient déjà mauvaise réputation auprès des convoyeurs de bétail de boucherie, au point qu'un rapport administratif s'en fait l'écho : « the main cattle trade route to Enugu and Ogoja traverses the country (Esimbi) and numerous cattle drovers have lost their lives in encounters with the inhabitants ; murder is rife, cannibalism suspected, and for many years to come cases of both will occur » (180).

180. Bamenda Division, "Annual Report", 1948.

Vols et abattages d'animaux attardés, trous creusés en travers de la piste pour que des bêtes s'y cassent les pattes ; les Akou doivent se tenir sur leurs gardes... Autre stratagème des Esimbi : ils se recouvrent de longues herbes attachées, s'approchent accroupis et camouflés des animaux qui paissent dans les clairières. Soudain, ils se jettent sur eux et leur coupent le jarret d'un coup de machette. D'après le témoignage des Natirbe, ils ont perdu plusieurs animaux, abattus en passant chez les Esimbi. En cas de perte, l'éleveur n'a même pas l'opportunité de porter plainte. Il préfère passer au plus vite. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que des Akou débouchent près de Wum avec de petits troupeaux. Un Natiro avoue, par exemple, qu'il ne lui reste plus qu'une vingtaine de têtes sur une cinquantaine.

Pourquoi, dès lors, entreprendre une migration aussi éprouvante ? D'une certaine façon, les Akou aventurés dans le bassin de la Bénoué n'ont pas le choix. Il leur est difficile, à la fois de retourner vers le nord et de rester sur place. La dure montée sur les plateaux ressemble à une fuite en avant. Pourtant, elle n'est pas seulement cela. Une fois installé à Wum, l'*arDo* des Galedji fait du prosélytisme pour que d'autres Akou viennent le rejoindre. Il ne rencontre pas de difficultés auprès des autorités locales pour leur obtenir des permis de pâture. Beaucoup d'éleveurs disent : « *nous l'avons suivi.* » Si le plateau de Wum ne convenait pas aux Djafoun en saison des pluies, il est tout de suite apparu aux Akou comme un bon pays d'élevage.

D'abord, par l'abondance de ses pâturages. Ils font l'éloge de l'herbe à éléphant, *Pennisetum purpureum*, l'une des meilleures graminées fourragères en savanes. Bien qu'elle soit rare maintenant, sa fréquence n'étonne pas à l'arrivée des Akou, car elle pousse fréquemment sur de vieilles jachères, en zone humide. Or, beaucoup de savanes du plateau de Wum proviennent d'anciennes cultures. Aux Akou, ces pâturages paraissent plantureux, même en saison sèche. Habitués à se déplacer sur des centaines de kilomètres à cette époque de l'année, les Akou abandonnent tout de suite cette mobilité. Ils le peuvent d'autant mieux que les tiques ne pullulent pas encore. Le cheptel n'est pas nombreux, malgré des arrivées qui se succèdent à la fin des années cinquante.

Beaucoup d'Akou passent, sans transition, d'une grande mobilité, à la fois annuelle et saisonnière, à une stabilité complète des familles et du cheptel. D'une année à l'autre, ils ne changent même plus de campement. «*Ce n'est pas la peine, il y a toujours de l'herbe,* » disent-ils. Quant aux champs, ils sont regroupés chaque année en quelques portions de terroirs, ce qui limite d'autant les incursions de troupeaux. Enfin, les premiers venus ne se plaignent pas de trypanosomiase bovine. Pourtant, il ne semble pas que le service vétérinaire procède à des traitements. Mais les nouveaux éleveurs

détiennent un autre type de bétail que les Djafoun. Toute la différence d'appréciation des bas plateaux provient de là. Les Akou peuvent estimer, dès le début de leur séjour à Wum, qu'ils ont trouvé le meilleur "pays" d'élevage, depuis le début de leur grand mouvement à travers le Nigeria.

Premières dissenssions entre Akou

L'arrivée d'une vague migratoire peule dans une nouvelle région d'élevage représente un "évènement". Au-delà de l'enthousiasme général pour les nouveaux pâturages, chaque lignage déploie des stratégies pour s'approprier les meilleurs secteurs. Les Akou ne s'installent pas au hasard sur le plateau de Wum. Ils se regroupent très vite par affinités lignagères (fig. 29).

Les Galedji occupent les environs de Wum, depuis Naikom au sud, jusqu'à Waindo Down et We au nord. Danedji et Boutanko'en se portent au sud du plateau (Bu), en bordure de l'abrupt qui domine la vallée de la Metchum. Au nord, les alentours d'Essu offrent un autre ensemble de beaux pâturages dégagés. Les Ba'en en sont les premiers occupants, dès 1957, accompagnés de Danedji puis de Natirbe. Au début, les Galedji ne s'y rendent pas. Très vite, il s'instaure un partage des pâturages.

Aucune statistique détaillée de *jangali* n'a été retrouvée pour montrer la progression du cheptel par "Native Authority" au nord du Bamenda, à la fin des années cinquante. Les indications suivantes proviennent d'un décompte personnel effectué a posteriori, à partir des éleveurs rencontrés sur le plateau de Wum.

lignages :	1956-57 (181)	1957-58	1958-59	1959-60	total
Galedji	9	18	13	21	61
Danedji	4	27	5	4	36
Ba'en	0	12	3	0	15
Natirbe	4	2	16	0	22
autres lignages *	6	10	18	2	36

Tabl. 5 : ***Entrées des premiers Akou sur le plateau de Wum*** *(en nombre de familles)*

* surtout Boutanko'en et Bogoyanko'en

181. En novembre 1957, au terme d'une seule année d'entrées, des statistiques de bétail mentionnent déjà 1.830 têtes dans l'"Aghem Area" et 35 familles d'éleveurs. Les Djafoun sont partis, remplacés par des Akou.

La distribution des entrées par lignages permet de comprendre les tensions qui naissent très vite entre les nouveaux venus. Certes, les Galedji sont les plus nombreux, fortement encouragés par l'*arDo* de Wum. Mais, en 1957 et 58, les Danedji puis les Natirbe deviennent majoritaires parmi les

arrivants. Cela ne manque pas d'inquiéter le leader des Galedji dont le pouvoir dépend de son assise lignagère. Il presse d'autant plus les siens de venir le rejoindre.

Dès 1958, les Natirbe et les Ba'en, les plus nombreux aux environs d'Essu, tentent d'obtenir de l'administration leur autonomie. Ils échouent. Les instigateurs de cette sécession et leurs proches ne peuvent plus dépendre des Galedji. Ils entreprennent une véritable migration-fuite à travers les hauts plateaux du Bamenda. Par Bafumen, Oku, Ndawara et Balikumbat, ils arrivent à Bagam, au nord du Bamiléké (fig. 29). Les Ba'en ont connaissance des savanes de Bagam par des membres de leur lignage qui séjournèrent dans ce secteur, au cours des années quarante. Dans ces parages du Bamiléké, peu élevés par rapport à la plaine de Ndop, l'emprise des Djafoun est moins exclusive qu'en hauts plateaux.

Dès leur entrée aux Grassfields, les Akou se déchirent pour obtenir le contrôle des nouveaux pâturages. Les lignages écartés du pouvoir partent plus loin. C'est une permanence dans l'histoire migratoire des Mbororo : dès qu'ils accèdent à des pâturages exceptionnels, des dissenssions surgissent, la solidarité migratoire éclate.

Ayant écarté des lignages concurrents, les Galedji tiennent bien en mains les pâturages de Wum. S'ils admettent quelques membres d'autres lignages, presque tous les éleveurs établis aux environs de Wum sont des Galedji, à partir de 1959. Résultat d'une collusion avec le chef akou ou d'une occupation simplement plus rapide des meilleurs pâturages ? Toujours est-il que de nouveaux Akou se dirigent vers le Bamenda avec l'intention de s'installer à Wum mais, une fois parvenus, ils ne s'y arrêtent pas. Ils poursuivent leur migration sur les plateaux, en longeant la Ring Road. Après la Kimbi, ils rejoignent les Natirbe de Dumbo ou s'installent à part, près de Misaje et même de Lassin au sud.

Des campements permanents commencent à parsemer l'aire de transhumance des Djafoun (fig. 29). Des Natirbe et des Danedji prolongent leur migration à travers le nord du Bamenda, à partir de 1957. De futurs axes migratoires s'esquissent.

Peu de temps après leur entrée à Wum, les Akou commencent à se disperser sur les plateaux au nord du Bamenda. L'afflux migratoire est rapide, suscitant des conflits et de nouvelles exclusions. L'administration anglaise a ouvert une petite partie des Grassfields mais, très vite, elle ne maîtrise plus cette brêche. La pression pastorale est devenue très forte aux abords du Mambila et du Bamenda.

Le résultat : un nouvel essor des effectifs

Il est curieux que les rapports administratifs du Bamenda ne mentionnent pas l'arrivée des Akou à Wum en 1956. Peut-être les administrateurs ne se doutent-ils pas qu'elle modifiera complètement la configuration de l'élevage. Il en fut déjà de même en 1920, lors de l'arrivée des premiers Djafoun. En histoire pastorale, il est rare que la conscience de vivre un

évènement important s'impose tout de suite aux protagonistes. Ce sont les prolongements plus ou moins amples de chaque petit épisode qui transforment certains, a posteriori, en véritables évènements.

Il est vrai qu'auparavant, d'autres petits groupes d'Akou s'étaient déjà introduits sur les plateaux, sans s'y maintenir longtemps. Ils partaient d'eux-mêmes ou bien, tombaient sous le coup d'expulsions décrétées par l'administration, en accord avec les Djafoun qui voyaient leur arrivée d'un mauvais oeil. Le plus souvent, c'étaient eux les "illegal entrants" que les "Grazing Rules" permettaient de chasser. Seuls, un ou deux ***arDo*** nouveaux venus avaient reçu la charge de collecter le ***jangali*** auprès de leurs gens.

Avec l'autorisation d'entrée des Galedji à Wum, tout change. Tactique personnelle du nouvel ***arDo*** et dégradation de la situation des Akou au Nigeria se conjuguent pour conférer un grand retentissement à leur installation au Bamenda. La nouvelle se répand, amplifiée au fur et à mesure qu'elle s'éloigne. Vers 1960, la rumeur court, parmi les Mbororo du Bauchi, qu'au ***caBBal*** de Wum, chacun se trouve à la tête de plusieurs troupeaux, après seulement deux ans de séjour. ***Na'i Buutu meere*** : « *les vaches fourmillent.* » Quel autre argument serait mieux à même de décider les Mbororo à venir ?

Les effectifs de cheptel soumis au ***jangali*** indiquent un changement, à la fin des années cinquante. Alors qu'ils stagnaient de 1952 à 57, avec un peu plus de 200.000 têtes, ils augmentent rapidement les années suivantes, pour atteindre 259.000 bovins en 1960. L'essentiel de cet accroissement est imputable aux entrées d'Akou au nord du Bamenda. La répartition du cheptel imposé, selon les "divisions" de l'époque, le démontre clairement.

	1957 *	1959 **	1960 *
Bamenda	104 700	?	111 300
Wum	40 500	?	74 200
Nkambe	60 250	66 000	73 300
	205 500	237 000	258 800

Tabl. 6 : ***Evolution du cheptel imposé au Bamenda, de 1957 à 1960***

* in S.R.I., 1965, vol. 1, tabl. 22, p. 74

** "Annual Report on the administration of the Cameroons", 1959

Le cheptel sur la "division" de Bamenda reste stationnaire. Le "remplissage" des plateaux Meta en bétail s'achève ; les hauts plateaux de la dorsale de Bamenda et de Nso portent des troupeaux au plein de leur capacité. Au contraire, une modification brutale survient au nord du Bamenda, avec un appoint de 47.000 têtes en seulement 3 années. Wum et Nkambe se partagent le nouveau cheptel de façon inégale. La seconde "division" accueille un peu de bétail sur les plateaux Kaka mais surtout à

Dumbo. L'apport est beaucoup plus important à Wum. C'est là que se trouve la nouvelle porte d'entrée des migrants au Bamenda. L'aire d'élevage s'agrandit sur plus de 20 km en 3 ans.

Comme beaucoup d'Akou n'arrivent sur le plateau de Wum qu'avec de petits troupeaux, après les pertes subies en cours de route, un supplément de 34.000 têtes correspond à une multitude de familles d'éleveurs. Une brève indication dans un rapport administratif confirme que les arrivées soudaines d'Akou entraînent au moins une conséquence immédiate. Alors que la "Native Authority" de Wum ne bénéficiait pas de *jangali*, dès 1958 elle en retire 40 % de ses revenus (181). N'était-ce pas l'un des objectifs de l'ouverture de Wum aux Akou ?

182. "Annual Report on the administration of the Cameroons", 1958.

La fin de la période coloniale connaît, à nouveau, une progression rapide des effectifs de cheptel aux Grassfields. Cette tendance signifie, en clair, que la politique instituée par les Anglais a échoué. Le souci de répartir le cheptel de façon plus homogène sur l'ensemble des plateaux n'aboutit pas à une diminution globale des effectifs mais à l'inverse. Si les autorités locales situées à la périphérie des plateaux se réjouissent de cette évolution, elle ne satisfait probablement pas les administrateurs anglais, au moment de leur départ.

Les Mbororo, d'une guerre à l'autre

A la fin de la période coloniale, les Mbororo ont fait l'expérience d'une administration qui s'ingère dans la pratique pastorale et fige leurs relations à l'espace. Avec l'Indépendance, ils se trouvent confrontés avec une éventualité qu'ils avaient depuis longtemps oubliée : la guerre. Face à ce danger, ils réagissent de la même manière que lors des guerres des Foulbé, au 19e siècle : par la fuite. D'une certaine façon, ils récupèrent leur liberté par rapport à l'espace.

Eloge de la fuite

Les éleveurs souffrent davantage que d'autres populations des guerres ou même des troubles politiques. Les animaux représentent un capital de bonne prise, plus aisé à extorquer et à consommer dans l'immédiat que des produits agricoles. L'abattage expéditif d'animaux est un moyen rapide et facile de vivre sur le pays, pour des groupes armés, éloignés de leurs bases de ravitaillement. Ce peut être également un moyen de rétorsion. A ce double titre, les cheptels bovins paient un lourd tribut aux guerres civiles, comme à celles de conquêtes. Raids de bétail, vols et massacres d'animaux réduisent des cheptels et parfois, les anéantissent.

A ces dangers, les éleveurs ne peuvent opposer qu'une seule parade : la fuite. En situation de guerre, les seuls qui sauvent au moins une partie de leur cheptel sont les nomades. Les sédentaires, agro-éleveurs et villageois propriétaires de bétail, se trouvent confrontés à un dilemme : s'enfuir et laisser sur place une partie de leurs biens, ou ne pas bouger et se résigner

à la destruction probable du cheptel. Bien souvent, lorsqu'ils décident, à contre-coeur, de partir, il est déjà trop tard ; le cheptel est fortement compromis.

Avec la fin de l'époque coloniale, les exemples de déstabilisation de populations pastorales deviennent nombreux. En 1964, les hauteurs de l'Ituri, à l'est du Zaïre, sont gravement troublées par une rébellion. Le cheptel bovin, qui comptait plus de 300.000 têtes, diminue de plus d'un quart, par suite de massacres d'animaux et surtout, d'un exode des éleveurs en Ouganda. A la fin de la rébellion, ils reviennent, sans pour autant que le cheptel retrouve son effectif de 1962. Souvent, les fuites d'éleveurs sont facilitées par la présence des mêmes populations de chaque côté des frontières (183).

L'exemple des Didinga, au sud du Soudan, est également révélateur d'une population agro-pastorale dont le cheptel, jusque-là en expansion, fut pratiquement décimé lors de la guerre civile de 1964 (184). Depuis la perte de leur bétail, ils se sont reconvertis à l'agriculture, mais les rapports sociaux se réfèrent toujours à une "idéologie pastorale". Contradiction dramatique entre une économie bouleversée et une société qui fonctionne désormais "dans le vide".

183. BDPA, 1974, "Modernisation de l'élevage en Ituri", p. 4 et suiv.

184. ABELES, M., PELTIER-CHARRIER, M.C., 1979, "Migration forcée et transformation d'une société du Soudan méridional : les Didinga".

Les nomades réagissent plus vite que les cultivateurs à des troubles. Comme ils redoutent d'en faire les premiers les frais et qu'ils n'appréhendent pas de se déplacer, ils se réfugient rapidement en d'autres pays. Plus tard, les cultivateurs alimentent une seconde vague de réfugiés.

La fragilité du support économique des sociétés pastorales a contribué à les maintenir mobiles, à rendre aussi ténues que possible leurs attaches spatiales. Cet impératif de grande disponibilité à l'espace a guidé, par exemple, la sélection du bétail. C'est l'une des raisons pour lesquelles des Djafoun se sont montrés tellement attachés aux zébus rouges ***mbororooji***. Chaque période troublée remet en évidence leurs qualités de ***na'i kono*** : « *vaches (de temps) de guerre.* »

D'abord, par la couleur acajou de leur robe, ces animaux se repèrent moins facilement de loin que les zébus blancs. D'autre part, ils présentent un comportement remarquable en cas d'insécurité. Levant la tête, ils repèrent les odeurs inhabituelles des personnes étrangères au campement. Très craintifs, ils prennent une fuite éperdue, dès qu'un villageois survient. Ces animaux sont pratiquement impossibles à kidnapper par des non-Mbororo. Inversement, ils obéissent au doigt et à l'oeil à leur maître ; ils sont même capables de le protéger en cas de danger. Au contraire, les autres zébus sont dociles, faciles à garder mais tout autant à subtiliser (185). Or, le cheptel des Djafoun était autrefois menacé de nombreux dangers, ne serait-ce que des prélèvements de force opérés par les Foulbé. Dans les années troublées des indépendances, l'élevage bovin n'est plus à l'abri de coups de main, prouvant aux Djafoun l'utilité de posséder encore ce type de bétail.

185. Ces qualités "guerrières" des zébus ***mbororooji*** se révèlent encore lorsque des Mbororo s'aventurent au nord du Zaïre, en 1983. Leur bétail est confisqué par les autorités, mais beaucoup d'animaux rouges réussissent à retourner d'eux-mêmes à leur point de départ. Au contraire, les zébus blancs sont tous perdus pour leurs maîtres.

Les Mbororo des plateaux de l'Ouest-Cameroun ont échappé aux exigences des chefs foulbé mais, lors des premières années soixante, certains se rendent compte qu'ils se sont peut-être imprudemment engagés parmi des populations toujours restées, au fond, hostiles. Les Bamiléké les assimilent aux Foulbé, eux-mêmes identifiés avec un gouvernement qui mène une répression. Au Bamenda, les Mbororo sont des intrus qui, pour

la majorité des villageois, ont bénéficié d'une trop grande mansuétude de l'administration coloniale et des chefs. Ils sont donc visés en tant qu'ethnie et comme propriétaires de bétail.

La perspective de l'Indépendance et les espoirs qu'elle suscite chez les villageois, les propagandes de partis politiques rivaux qui prennent à leur compte et amplifient des griefs locaux pour acquérir le soutien d'électeurs, tout ce contexte permet à une sourde hostilité d'éclater. Elle donne lieu à des déclarations menaçantes, lors de meetings au Bamenda mais, au Bamiléké, elle dégénère en abattages de bétail. Les Mbororo sont partagés entre le désir de se maintenir sur de bons pâturages et l'inquiétude devant l'agitation des populations locales. Enfin, l'administration intervient à plusieurs reprises pour les déplacer hors des secteurs d'insécurité.

Autant les éleveurs sont les premiers à fuir des troubles, autant quelques-uns font preuve de témérité. Ils n'hésitent pas à introduire le bétail en pleine zone d'insécurité, s'ils y trouvent quelque profit. D'anciens pâturages tombent à l'abandon. Dans le cas des Didinga du Soudan, des broussailles envahissent les collines désertées, devenant des gîtes à glossines. A l'ouest du Cameroun, au contraire, les pâturages désertés reconstituent un tapis herbacé plus abondant et composé de meilleures graminées. Au bout de quelques années, ces pâturages vides exercent un attrait irrésistible. Des éleveurs s'y rendent, parfois au péril de leur vie, en tout cas au risque de subir des attaques contre les animaux. Des Djafoun deviennent des éleveurs téméraires, faisant confiance aux qualités "guerrières" de leurs zébus.

Au cours des années soixante, une succession de fuites et de retours des Mbororo compose l'histoire pastorale mouvementée de quelques secteurs du Bamiléké. Contrairement aux Grassfields, les pasteurs n'avaient pénétré que sur les marges et en de rares interstices des plateaux Bamiléké. A la fin de la période coloniale, ils subissent une situation de guerre civile.

Les péripéties des années de l'Indépendance

A partir de 1958, le Bamiléké est en proie à une rébellion sanglante. Le soulèvement épargne le Bamenda mais les rebelles passent et repassent la frontière. Evacués du Bamiléké, les éleveurs s'inquiètent également au Bamenda. Les consultations électorales, destinées à décider démocratiquement du sort des "Cameroons" britanniques, n'apaisent pas les tensions entre populations. Des éleveurs, pris de panique, s'enfuient.

L'évacuation du Bamiléké.

Les Ba'en et Natirbe, déboutés du commandement des Akou à Wum, ne furent pas bien inspirés de s'en aller à Bagam. Des violences fomentées par l'U.P.C. (Union des Populations du Cameroun) secouent le Bamiléké au cours de la saison des pluies 1959. Les Mbororo, qui séjournent pourtant en marge de la région, ne sont pas épargnés. Pour éviter des incidents, l'administration refoule les Akou qui viennent d'arriver. Ils reprennent en sens inverse leur migration de l'année précédente, ne s'arrêtant qu'au nord du Bamenda. Quant aux autres Mbororo, ils se réfugient au

Bamoun voisin qui reste calme. C'est le cas de nombreux Madjanko'en et Guerodji qui séjournaient depuis longtemps à Bagam. D'autres Djafoun se replient au Bamenda, en traversant la plaine de Ndop. En 1960, le bétail a déserté Bagam (fig. 30).

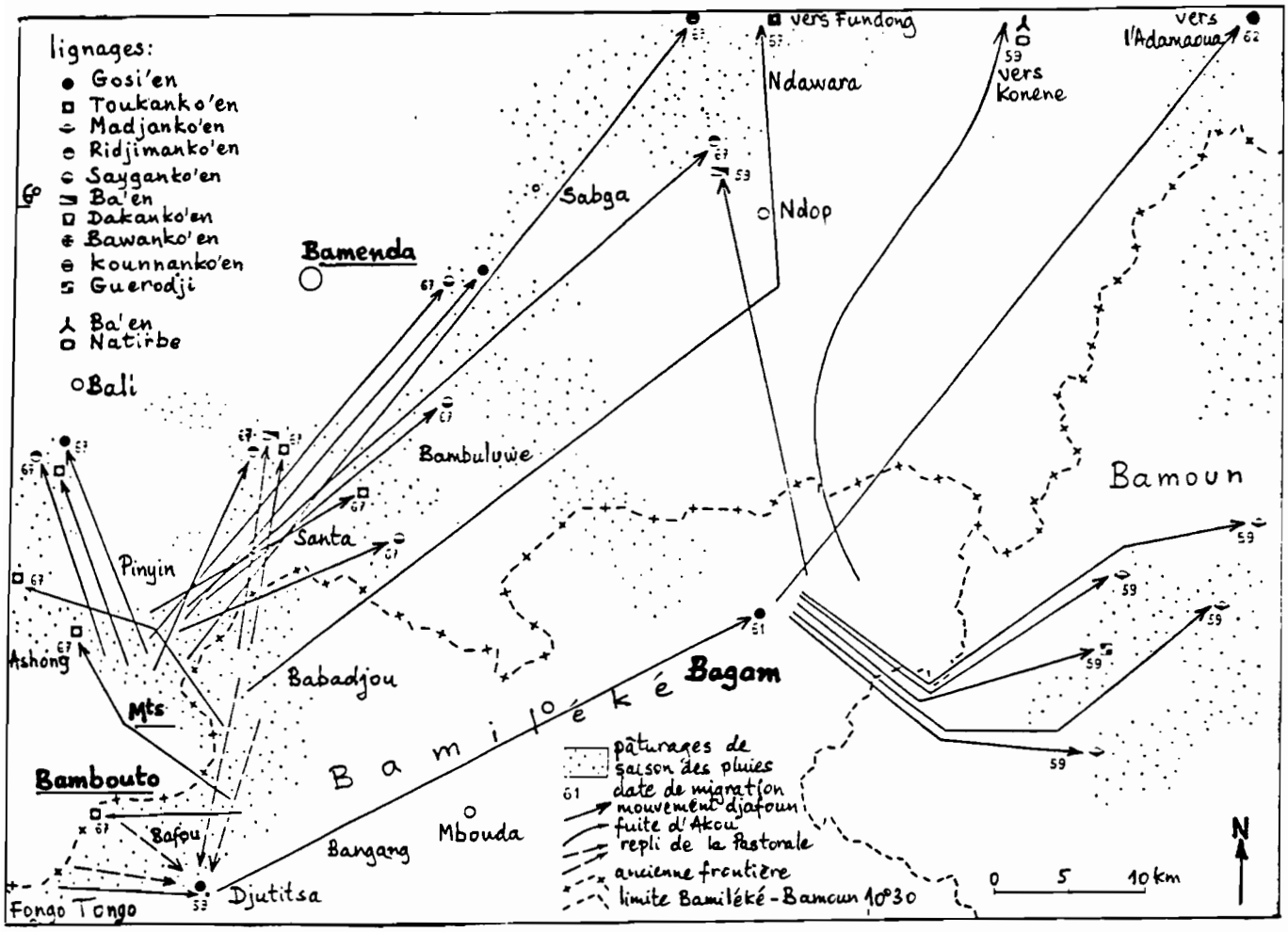


Fig. 30 : *Migrations pastorales liées à l'insurrection bamiléké*

Il en est de même de tous les petits secteurs d'élevage au milieu du Bamiléké. De Baloum, au sud de Dschang, des Aoutanko'en se réfugient au Bamoun et des Toukanko'en s'enfuient jusqu'à Konene, au nord du Bamenda. Les maquisards portent les coups les plus durs au sud des monts Bambouto. Ils s'en prennent aux troupeaux de la Compagnie Pastorale, isolés en haut de la montagne, n'épargnant pas pour autant les quelques Mbororo qui séjournent en haut de Babadjou et de Fongo Tongo. Des éleveurs et des bergers de la Pastorale sont tués. Les Mbororo s'enfuient au nord des monts Bambouto, en secteur anglais. Les troupeaux et les bergers de la Pastorale sont rassemblés autour de Djutitsa, sous la protection de l'armée. Quelques Mbororo de Fongo Tongo, des Gosi'en, se replient également dans ce réduit. Après une année d'attente, ils abandonnent la montagne (186). Tous les versants méridionaux des monts Bambouto sont vides de bétail et contrôlés par la rébellion.

186. Les uns se replient vers Bagam devenu plus sûr, tandis que les autres s'en vont jusqu'au Tchabbal Mbabo, en Adamaoua. Ce retour en "pays" peul exprime la volonté de se soustraire au contexte politique trop hostile des plateaux de l'Ouest-Cameroun.

Selon les secteurs, le cheptel bovin, même celui des Bamiléké, est anéanti, expulsé ou victime d'abattages. Est-il possible d'évaluer les pertes ou, du moins, le recul des effectifs ? Il faudrait, pour cela, disposer de statistiques de cheptel avant les troubles, par exemple en 1958, dernière année dite normale. C'est le propos d'un rapport consacré, en 1963, à la reconstruction du Bamiléké (187). Mais l'auteur reconnaît le manque de données fiables.

187. POUMAILLOU, P., 1963, Inspection fédérale de l'Ouest, pays bamiléké et bamoun : "La relance de l'économie et les perspectives de développement". t. 1 : "rapport général".

D'après les statistiques officielles du service d'Elevage, les effectifs atteignaient 17 000 bovins au Bamiléké, avant les troubles. Le rapport POUMAILLOU donne la répartition suivante, entre les départements Bamboutos et Ménoua qui se partagent les versants des monts Bambouto (188).

188. Il n'est pas tenu compte des autres départements bamiléké dont le cheptel bovin se limite de 1 000 à 2 000 têtes pour chacun.

Tabl. 7 : *Estimations du cheptel au nord du Bamiléké, en 1958 (en nombre de têtes)*

	Bamboutos	Menoua
élevages européens	3 000	3 000
élevages bamiléké	550	800
élevages mbororo	2 000	2 500

Les élevages européens comprenaient surtout la Pastorale, sur les monts Bambouto, et de petites entreprises à Bagam. Des Mbororo stationnaient surtout à Bagam et en haut de Fongo Tongo. Rien qu'aux monts Bambouto, plus de 8.000 bovins sont évacués, par suite de l'insurrection. Les petits troupeaux de taurins des chefs bamiléké sont également décimés.

Le Bamiléké est parcouru par des groupes terroristes qui assurent leur subsistance aux dépens des cultivateurs mais, également, en abattant du bétail. Face aux violences et au climat d'insurrection, les Mbororo réagissent par la fuite. Les débandades ne se limitent pas aux secteurs les plus dangereux ; les mouvements de panique gagnent beaucoup d'éleveurs des plateaux.

Les fuites du Bamenda. Les années qui précèdent et suivent l'Indépendance au Bamenda ne donnent pas lieu à un déchaînement de violences comme au Bamiléké. Pourtant, elles sont marquées d'une grande incertitude politique. L'inquiétude est grande parmi les Mbororo, avant et, plus encore, après le Référendum de 1961.

> Ce recours à la souveraineté populaire voit deux partis politiques s'affronter. L'un souhaite poursuivre l'association avec le Nigeria. L'autre opte pour la séparation, préalable éventuel à une réunification avec le Cameroun. Mais l'alternative posée aux électeurs les contraint à se décider tout de suite entre le Nigeria et le Cameroun.

Seules, les personnes nées dans le pays ont le droit de vote, ce qui écarte la plupart des Mbororo. Pourtant, les résultats les concernent directement. Bien qu'ils se tiennent à l'écart des formations politiques, leurs préférences

divergent, d'un groupe à l'autre. Les Djafoun, entrés au Bamenda à partir de Banyo et de Tibati, ne craignent pas d'être intégrés dans le cadre camerounais. Ils pourront alors légitimement prétendre à une citoyenneté à part entière, ce dont ils étaient frustrés avant 1960. Cette prise de position suscite des conflits entre des *arDo* et des chefs "natives" partisans du Nigeria, notamment dans la région de Nkambe (Binka).

La situation des Akou est opposée. Récemment venus du Nigeria, ils redoutent une insertion dans le cadre camerounais. Leur position est partagée par les Haoussa dont l'influence n'est pas négligeable auprès des Mbororo. Ce choix est d'autant plus justifié que le parti politique, partisan de la solution camerounaise, exploite à fond un sentiment anti-nigerian (189). Au sud du pays, l'animosité de la population s'exacerbe contre les commerçants Ibo (190) mais, au Bamenda, elle est dirigée contre les Haoussa et les Mbororo. L'hostilité des villageois à leur encontre éclate parfois ouvertement, par exemple à Bafumen.

L'option camerounaise entérinée par le Référendum de 1961 et la majorité qu'elle obtient au Bamenda ne font qu'accroître les appréhensions des Akou, alimentées de nombreuses rumeurs quant aux conséquences du vote (191). Les violences du Bamiléké ne vont-elles pas s'étendre au Bamenda ? Beaucoup d'Akou ont déjà subi une révolte des Tiv. Ils craignent que les habitants des Grassfields se soulèvent de la même façon et qu'ils en deviennent les victimes. Pris de panique, aussi bien à Wum qu'à Dumbo (192), ils retournent précipitamment au Nigeria. En 1960, 25.000 têtes de bétail auraient quitté la "division" de Wum (193). Rien qu'aux environs immédiats de Wum, le cheptel imposé diminue de 29.000 à 11.000 têtes en deux ans.

La crainte d'une extension de la guerre civile qui secoue le Cameroun provoque un reflux d'Akou vers le Nigeria. Il est difficile d'obtenir des renseignements sur ce mouvement de retour, car beaucoup d'éleveurs ne veulent pas l'avouer. Est-ce l'appréhension d'être renvoyés au Nigeria parce qu'ils ont choisi ce pays en 1961 ? Le sentiment de ne pas être considérés comme de vrais Camerounais, donc de risquer un refoulement, brouille souvent les histoires migratoires, reconstituées a posteriori.

Les Ba'en expulsés du Bamiléké en 1959 ne restent qu'un an au nord du Bamenda. L'année suivante, ils descendent des plateaux au nord de Dumbo et se retrouvent dans les plaines de Wukari, entraînant avec eux des Natirbe. Ils ouvrent en hâte un nouveau passage au nord des plateaux. Bien qu'il en adopte la direction générale, le nouveau trajet ne correspond pas exactement à la vieille piste des porteurs, de Bissaula à Dumbo, encombrée de rochers. Le nouvel itinéraire pour le bétail s'oriente à l'ouest, par les monts Wanga, avant de descendre vers Takum. En bas des plateaux, les fugitifs doivent couper des galeries forestières pour permettre le passage des animaux. Les Akou de Dumbo et de Konene sont les seuls à emprunter cette nouvelle piste.

Les retours sont nombreux parmi les Akou de Wum mais ils touchent uniquement des Galedji. Par exemple, sur un lot de 61 familles du lignage entrées avant 1960, 35 repartent en 1960 et 61. En revanche, aucun départ n'est signalé chez les Danedji ou

189. LE VINE, V., 1970, p. 137. Il s'agit du K.N.D.P. (Kamerun National Democratic Party) dont le leader est justement originaire du Bamenda et populaire dans certaines chefferies.

190. BONG AMAZEE, V., 1990, "The Igbos care in the British Cameroons, c. 1945-1961".

191. Le Bamenda a souffert d'une longue sous-administration, dans le cadre des provinces orientales du Nigeria. Les résultats du vote de 1961 expriment une volonté de s'émanciper de la tutelle nigériane, davantage qu'un enthousiasme en faveur de la réunification camerounaise. Localement, ils sont interprétés par les "natives" comme une victoire contre les originaires du Nigeria, Haoussa et Mbororo, "invités" à retourner chez eux.

192. Les Natirbe de Dumbo témoignent des visites régulières de leur *arDo* à Nkambe, où il se concerte avec les Haoussa. Malgré ses exhortations, il ne réussit pas à rassurer ses gens.

193. Farmer-Grazier Service, Bamenda, 1963.

Boutanko'en. Il est curieux que les membres du lignage de l'*arDo* soient les seuls à s'enfuir. Ont-ils été plus particulièrement l'objet de menaces de la part des Aghem ? Il semble qu'un ***wakili***, un notable proche du chef, ait pris l'initiative de la fuite et convaincu de nombreux Galedji de repartir au Nigeria.

Les fugitifs de Wum reprennent en sens inverse la piste à bétail qui passe chez les Esimbi et qui fut déjà si éprouvante à l'aller. Ils subissent, une nouvelle fois, des pertes, surtout par suite de trypanosomose bovine.

Par exemple, 4 frères perdent tellement d'animaux en retournant au Nigeria qu'une dizaine d'années plus tard, ceux qui subsistent ne forment encore qu'un seul troupeau, gardé par l'un d'entre eux. Les 3 autres ont dû s'engager comme bergers.

Un éleveur est reparti au Nigeria en passant au nord d'Essu d'où il descend dans la vallée de la Katsina Ala. Ce passage n'était pas emprunté par les convoyeurs à bétail de boucherie. Les va-et-vient des Akou, du Bamenda aux plaines de la Bénoué, leur font découvrir de nouveaux itinéraires, moins redoutables que celui passant chez les Esimbi (fig. 31).

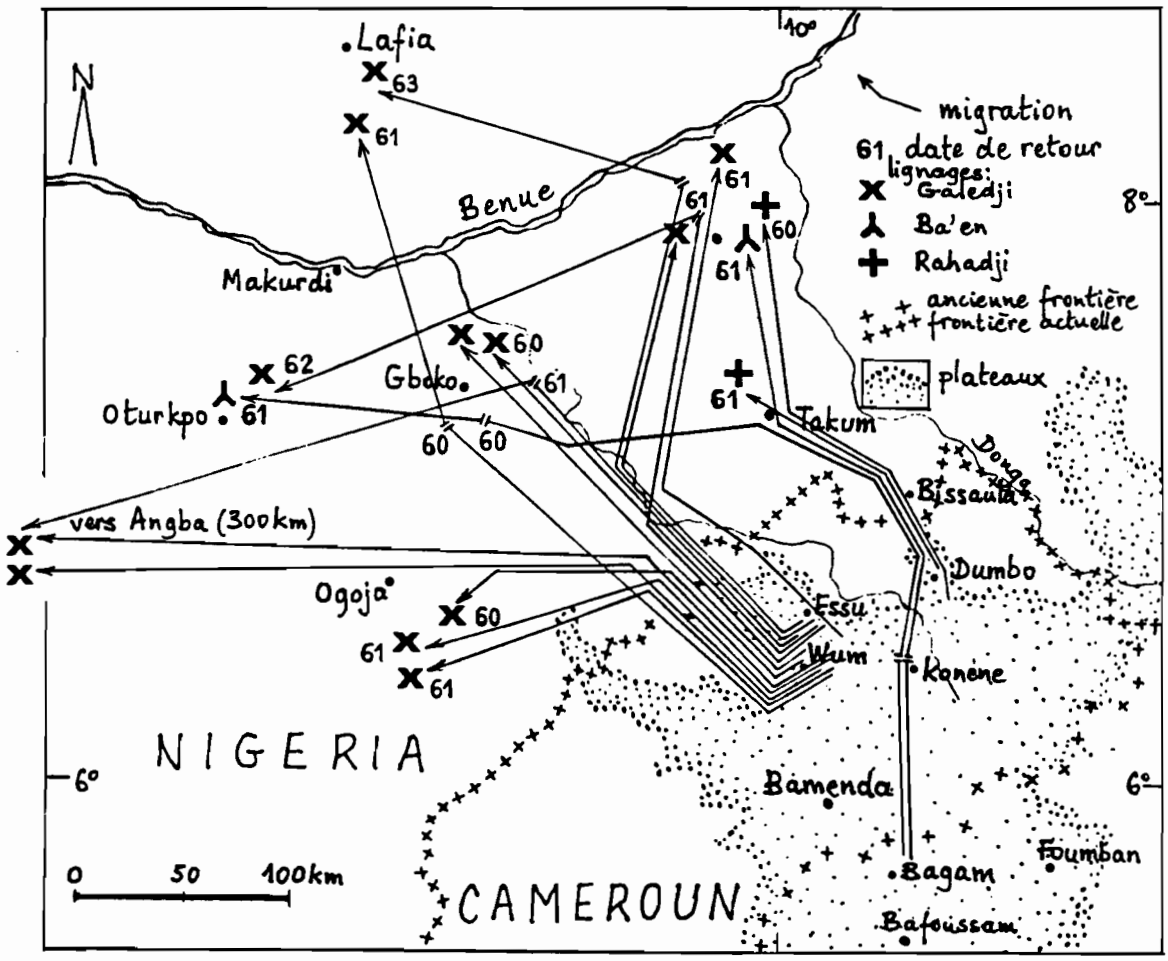


Fig. 31 : ***Le reflux des Akou au Nigeria en 1960-61.***

Au Nigeria, les Akou regagnent les savanes de Wukari et de Gboko qu'ils connaissent déjà. Les Ba'en et Natirbe se dirigent surtout vers Wukari, tandis que de nombreux Galedji repartent vers Gboko. D'autres Galedji retournent vers les collines encore plus humides d'Ogoja, au sud. Quelques-uns entreprennent une longue migration, de 2 à 300 km, vers l'ouest, jusqu'à la vallée du Niger, en aval de sa confluence avec la Bénoué. Un dernier lot d'Akou repasse, de façon étonnante, au nord de la Bénoué, après un an ou deux de séjour aux environs de Gboko ou de Wukari. Ils annihilent ainsi une grande partie de leur avance vers le sud. Les conséquences pastorales de l'insurrection bamiléké se font sentir à des centaines de kilomètres.

Hélas, les Akou enfuis de Wum jouent de malchance. En effet, ils retournent auprès de populations en pleine effervescence. L'agitation culmine en 1964 par une insurrection des Tiv de Gboko et même de Wukari (194). Des bandes armées encerclent les campements, tuent des éleveurs et se saisissent des animaux qu'ils abattent. Les Tiv sont imités par des riverains de la Bénoué, par exemple les Agatu. Les Akou s'enfuient une nouvelle fois, passant au nord de la Bénoué ou reprenant le chemin du Bamenda.

194. Elle atteint une telle gravité que les trains ne circulent plus, en octobre 1964, sur la ligne Enugu-Makurdi-nord du Nigeria.

Malmenés ou menacés, des Peuls pasteurs multiplient les allées et venues, en fuyant une guerre puis l'autre. Les populations locales interprètent l'Indépendance comme la récupération d'une autonomie précoloniale. Elles rejettent les éleveurs, considérés comme des étrangers. Il est certain que, sans la paix et, d'une certaine façon, la protection coloniales, les Mbororo n'auraient jamais pu s'introduire auprès de ces populations.

Des retours mouvementés. Malgré la réunification avec le Cameroun, le calme n'est pas gravement troublé au Bamenda. Les appréhensions des Mbororo sont infirmées par l'écrasement de la révolte bamiléké. Cependant, l'hostilité des villageois à leur égard éclate parfois en attroupements de femmes qui encerclent et dispersent les campements. Les amendes infligées par les "Courts", à la suite des intrusions de bétail dans les cultures, deviennent hors de proportion avec la gravité des dégâts. A ces occasions, les Mbororo prennent conscience de la fragilité de leur situation aux Grassfields.

Au Bamiléké, la révolte générale de juin 1959 est étouffée mais il subsiste des bandes armées qui lancent des coups de mains. Il suffit de quelques attaques et de massacres d'animaux, ici et là, pour entretenir l'insécurité. Les derniers maquisards se cachent dans les forêts au sud du Bamiléké et dans celles qui couvrent les sommets des monts Bambouto. Ce massif devient l'un des derniers repaires de la rébellion. En revanche, Bagam, sans grandes forêts, offre moins de caches. Des Gosi'en repartent là-bas dès 1962.

Quelle est la situation du cheptel bovin en 1962 au Bamiléké, après quatre années de troubles et d'insécurité ? Le rapport POUMAILLOU affirme qu'il est impossible de l'établir clairement (195). Il reconnaît seulement que l'élevage bovin a vu sa physionomie bouleversée : disparition des entreprises européennes et des troupeaux bamiléké, augmentation du cheptel mbororo.

195. « S'il était déjà audacieux de vouloir établir une estimation du cheptel en 1958, année encore normale et pour laquelle on disposait de quelques estimations, il est absolument vain de vouloir avancer des chiffres pour 1962 » (POUMAILLOU, P., 1963).

Ainsi, et de façon paradoxale, la rébellion bamiléké aurait finalement avantagé les Mbororo. Dans quelles conditions ont-ils réussi à réoccuper d'anciens pâturages ?

> Le secteur de Bagam est le premier à recevoir à nouveau du bétail après l'abandon de 1959. Dès 1961, des Mbororo réfugiés juste de l'autre côté du Noun, au pied du massif Nkogam, regagnent leurs anciens pâturages. Les années suivantes, les retours se succèdent : éleveurs réfugiés sur la Dorsale de Bamenda (Faranko'en à Ndawara) ou de provenance plus lointaine (Toukanko'en de Kom). Mais leur séjour est parfois mouvementé. Ainsi, des Sayganko'en, retournés près de Bamenyam, supportent une attaque en règle des maquisards. Des Mbororo deviennent célèbres, en tenant tête à des attaques.
>
> En fait, davantage que l'insécurité, l'extension des cultures à la faveur du départ des troupeaux et le pullulement des tiques compromettent la réoccupation pastorale de Bagam. Les Mbororo qui arrivent de pâturages d'altitude possèdent des animaux peu habitués au détiquage et qui ne se laissent pas faire. Ceux-là ne séjournent que quelques années à Bagam.

En 1965, une "Etude des pâturages de l'Ouest", effectuée par le service d'Elevage, fait état de 3.500 bovins dans les trois chefferies de Bagam, Bamenyam et Bamendjing. Ce chiffre est supérieur à celui du cheptel mbororo avant les troubles, mais les pâturages étaient alors partiellement accaparés par des élevages européens. L'étude de 1965 estime que 7.000 têtes pourraient être introduites dans ces chefferies.

En 1967, un rapport du chef de poste vétérinaire de Mbouda recense un effectif de 4.500 bovins dans les mêmes chefferies (196). Il affirme également que les capacités des pâturages sont plus grandes. Ils pourraient recevoir un complément de 9.000 têtes. Mais le vétérinaire reconnaît l'hostilité des cultivateurs à l'égard des Mbororo revenus occuper ces savanes.

196. MAMANG, Th., 1967, "L'élevage dans les Bamboutos".

Les premiers retours sur les pâturages désertés sont le fait d'initiatives spontanées. Après quelques années, des Mbororo n'hésitent plus à prendre des risques, en profitant de pâturages reconstitués. Mais l'écart reste grand entre les potentialités fourragères et le cheptel réel car les tensions ne sont pas tout à fait apaisées.

Les monts Bambouto : Mbororo, maquisards et administration

Le retour des Mbororo aux monts Bambouto est plus mouvementé qu'à Bagam. D'un côté, des bandes armées ne cessent de parcourir la montagne, imposant une insécurité latente durant les années soixante. De l'autre, la Pastorale abandonne de vastes pâturages, de Bafou à Babadjou. La nouvelle se répand parmi les Mbororo du Bamenda que les versants des monts Bambouto se couvrent de grandes herbes, ce qui excite des convoitises. Attirés par de bons pâturages mais confrontés à des terroristes aux abois, les Mbororo s'exposent à être malmenés.

Alors que les perturbations suscitées par la rébellion bamiléké s'atténuent un peu partout, elles se prolongent plus de dix ans sur les monts Bambouto. Milieu montagnard difficile d'accès et population pastorale isolée, livrée à elle-même, offrent des conditions propices au prolongement d'un soulèvement armé. Les tribulations des Mbororo des monts Bambouto résultent des rapports difficiles et à double sens qu'ils entretiennent avec les maquisards et le pouvoir en place.

Mbororo et maquisards : l'accoutumance...

En 1960, il ne subsiste plus de Mbororo au sud des monts Bambouto ; 7 d'entre eux ont été tués, les autres se sont enfuis. Mais, dès 1961, des Bawanko'en de Pinyin visitent les prairies laissées à l'abandon vers Bafou. Ils y trouvent beaucoup d'herbe, alors que le bétail surcharge le nord du massif. Ils décident de s'y rendre, malgré la menace des maquisards. La même année, un poste militaire est édifié sur la crête montagneuse, ce qui instaure une certaine sécurité en contrebas.

L'installation de Bawanko'en à Bafou est bientôt imitée par des Toukanko'en à Bangang et des Gosi'en à Fongo Tongo en 1962 et 63. Des Aoutanko'en délaissent Bagam pour gagner des prairies d'altitude au sud des monts Bambouto. En quelques années, le cheptel redevient nombreux. Les Mbororo ont remplacé la Pastorale qui évacue ses derniers troupeaux en 1965 (fig. 32).

La réoccupation des prairies au-dessus de Babadjou est plus tardive et plus difficile. L'ancienne concession de la Pastorale est pourtant vide depuis plusieurs années et les pâturages se sont reconstitués. Le *Sporobolus* ne subsiste qu'en haut de la montagne. Des Sayganko'en, Madjanko'en et Rijimanko'en des plateaux voisins sont attirés et tentent de s'y fixer en 1963-64. Mais, en butte à des attaques, ils ne peuvent se maintenir longtemps et repartent les uns après les autres. Par mesure de précaution, ils restaient pourtant habillés de nuit, prêts à courir se cacher dans les fougères à l'arrivée de maquisards. Ceux-ci, dépités, massacrent parfois femmes et enfants surpris seuls au campement. Quand ils découvrent un troupeau isolé, ils le capturent et abattent les animaux. Leurs rondes nocturnes débordent vers Pinyin, dans l'ancien territoire anglais. Les maquisards rançonnent les éleveurs qu'ils surprennent. Des champs, ouverts par les femmes bamiléké dans les anciens pâturages de la Pastorale, sont interdits par l'administration pour ne pas offrir de ravitaillement aux rebelles.

Des Mbororo ne reprennent pied à Babadjou qu'à partir de 1965. Il s'agit surtout de Toukanko'en et de Madjanko'en. S'y ajoutent quelques Ba'en venus de Santa, des Rijimanko'en de Bali et d'Ashong, tous secteurs limitrophes très chargés en bétail. Plusieurs Toukanko'en arrivent également de Kom, en 1966, à la recherche de pâturages.

Le retrait définitif de la Pastorale encourage des Mbororo à prendre sa place. Partout, les pâturages du Bamiléké, sans bétail depuis 5 à 6 ans, offrent de l'herbe en abondance. Les cultures éloignées des regroupements villageois sont interdites, ce qui laisse libres des versants de collines retournés à la friche herbeuse. L'attrait de ces espaces vides déclenche une remise en mouvement de Djafoun, à partir du Bamenda. Ils prospectent les pâturages du Bamiléké, les uns après les autres, passant de Bafou à Baloum où les herbes sont encore plus abondantes, pour revenir sur les monts Bambouto, du côté de Babadjou.

L'étude déjà citée des "Pâturages de l'Ouest" en 1965 fait état de 3.700 bovins appartenant aux Mbororo sur les versants bamiléké des monts Bambouto. La réoccupation de l'ancienne concession de la Pastorale s'effectue rapidement. De 1.100 têtes en 1965 dans les chefferies de Babadjou (197) et de Bangang, le cheptel mbororo passe à 2.400, dès 1967 (198). En quelques années, un cheptel équivalent à celui de la Pastorale est revenu.

197. S'y ajoutent les 300 bovins de deux élevages européens qui ont curieusement échappé aux abattages lors des troubles.
198. MAMANG, Th., 1967.

Comment tous ces éleveurs parviennent-ils à se maintenir en haut d'une montagne encore sous la coupe de maquisards ? Un modus vivendi finit par s'établir entre les deux parties, à l'écart des chefs villageois et de l'administration. Les maquisards s'approvisionnent chez des éleveurs, contre la promesse de les laisser tranquilles. La compromission de quelques Mbororo devient si évidente qu'ils sont arrêtés et emprisonnés à Mbouda. De l'hostilité ouverte, ils en sont venus à des relations presque régulières avec les maquisards, auxquels ils versent une sorte de contribution de guerre.

Des Mbororo finissent par entretenir, avec le temps, des rapports moins conflictuels avec leurs ennemis d'hier. L'intérêt du bétail prime tout. Il peut conduire des pasteurs à des actes extrêmes : affronter des dangers évidents ou pactiser avec des ennemis. Dès lors, ils s'exposent à une réaction tardive mais brutale du pouvoir.

Mbororo et administration : l'expulsion.

En 1967, une mesure est prise à l'encontre des éleveurs, expulsés des monts Bambouto par décision administrative. L'ordre de quitter la montagne est la conséquence des relations "normales" établies avec les maquisards. Les éleveurs sont évacués des chefferies de Pinyin au Bamenda, de Babadjou et de Bangang au Bamiléké. De plus, Menka, un village situé près du sommet, est rasé et transféré plus bas. Il s'agit de vider la montagne, de façon à couper les derniers maquisards de leurs bases de ravitaillement, volontaires ou contraintes. Cependant, l'expulsion ne concerne pas le sud des monts Bambouto (Bafou, Fongo Tongo) où les éleveurs sont moins nombreux et peu inquiétés.

La mesure survenant en saison des pluies, à la période la plus pénible pour déménager, apparaît d'autant plus sévère à l'encontre des éleveurs. Elle touche officiellement 8.000 bovins à Pinyin. Une enquête personnelle, menée rétrospectivement, a relevé 5.900 têtes appartenant à des Mbororo. Les villageois ont dû également évacuer leur bétail. Or, ils sont nombreux à en posséder dans cette chefferie. A l'est des monts Bambouto, en l'absence de statistiques officielles, les estimations à partir du recensement des Mbororo portent sur 2.750 bovins chassés de Babadjou et 500 de Bangang. L'expulsion de 1967 déplace donc plus de 9.000 têtes de bétail mbororo.

Les lignages les plus touchés sont les Toukanko'en (4.400 bovins) puis les Gosi'en, les Sayganko'en et les Rijimanko'en (un millier de têtes chacun). Ceux-ci étaient surtout installés en haut de Pinyin, parfois de longue date. Les Toukanko'en se disséminaient sur tous les versants des monts Bambouto.

Les troupeaux évacués de Pinyin sont officiellement répartis par l'administration entre les secteurs les plus proches : Ashong, Santa, Bambuluwe. Un rapport mentionne 2.000 têtes dirigées plus loin, vers Bali et Bambui et quelques troupeaux vers

Ndawara (199). Il convient d'ajouter à ces effectifs ceux de Babadjou et de Bangang. La plupart des Mbororo se replient, en effet, au Bamenda. Mais les rapports administratifs ne doivent pas faire illusion ; le déplacement et le relogement du bétail se produisent dans la précipitation et le désordre.

199. Farmer-Grazier Office, Bamenda : "Rapport trimestriel", avril-juin 1968.

D'après l'enquête rétrospective, les Mbororo expulsés des monts Bambouto ne se répartissent pas selon les prévisions.

pâturages d'accueil	effectifs de bétail accueillis (en têtes)	éloignement des monts Bambouto (en km)
Bamumbo	700	5
Ashong	300	15
Bali	1 350	15
Santa	2 850	15
Sabga	700	30
Bagam	850	30
Ndawara	1 200	50
Bamessing	250	50
Fundong	900	90

Tabl. 8: ***Secteurs d'accueil des troupeaux mbororo expulsés des monts Bambouto en 1967***

Quelques Mbororo ont la chance de bénéficier de pâturages de refuge à moins de 5 km. Les versants internes à la caldeira des monts Bambouto dépendent de la "division" Manyu (Mamfé) à laquelle, de façon curieuse, la mesure d'expulsion ne s'applique pas. Les responsables ignorent probablement que des pâturages s'y trouvent, en haut des crêtes montagneuses. Des Mbororo jouent sur la limite administrative pour passer simplement de l'autre côté de la crête des monts Bambouto. Or, les forêts dans lesquelles s'embusquent les derniers maquisards recouvrent justement une grande partie de ces versants, à proximité des prairies sommitales.

Les pâturages proches des monts Bambouto (Bali et Santa) accueillent beaucoup de troupeaux mais moins que prévus. La mesure d'expulsion provoque parfois d'amples déplacements ; 2.500 têtes ne peuvent trouver de nouveaux pâturages qu'en s'éloignant à plus de 50 km. Il s'est vite avéré impossible de recaser, sur les pâturages limitrophes, tout le cheptel déplacé.

Pour trouver un refuge, les Mbororo expulsés ont largement recours à la filière lignagère. Beaucoup d'entre eux ont sollicité la solidarité d'un *arDo* du lignage, quitte à se déplacer plus loin que prévu. Les éleveurs qui se déplacent sur 50 km et plus, rejoignent des membres du lignage (Toukanko'en à Fundong, Gosi'en à Ndawara). Cependant, les affinités lignagères n'ont pas joué à proximité des monts Bambouto. Des éleveurs, surpris par la mesure d'expulsion, s'y replient dans le désordre, provoquant des surcharges manifestes de bétail. Ainsi, les pâturages de Bali, avec habituellement 2.500 têtes, en portent deux fois plus en 1967. Ce surplus ne peut être que provisoire. Or, l'administration ne propose pas d'autres pâturages.

Dix ans après le début des troubles au Bamiléké, les Mbororo du Bamenda en subissent, à leur tour, les soubresauts.

La réouverture de la montagne.

L'interdiction de l'élevage bovin sur la plus grande partie des monts Bambouto est appliquée avec plus ou moins de rigueur. Dès 1967-68, des Mbororo, laissés en haut de Bafou, obtiennent l'autorisation de traverser les pâturages de Babadjou pour se rendre en transhumance. En 1968, l'ouverture des versants de Babadjou est prolongée pour la saison des pluies. Est-ce une levée de l'interdiction par l'administration ou une initiative de la chefferie locale ? Toujours est-il qu'il se produit un afflux de Mbororo qui libèrent des refuges encombrés : Santa, Bali, même Bamessing et Ndawara. Beaucoup de Mbororo n'ont fait ainsi qu'une sortie précipitée de Pinyin pour se retrouver, un an ou deux plus tard, du côté de Babadjou, sur un autre versant des monts Bambouto.

Dès 1969, Babadjou porte 4.900 têtes de bétail mbororo, c'est-à-dire que ses pâturages sont pratiquement saturés. La réoccupation pastorale se fait, une nouvelle fois, rapidement. Cela tient aux multiples difficultés surgies lors de la réinsertion dans les refuges prévus par l'administration. De plus, les pâturages de Babadjou sont encore de meilleure qualité que la moyenne de ceux d'altitude.

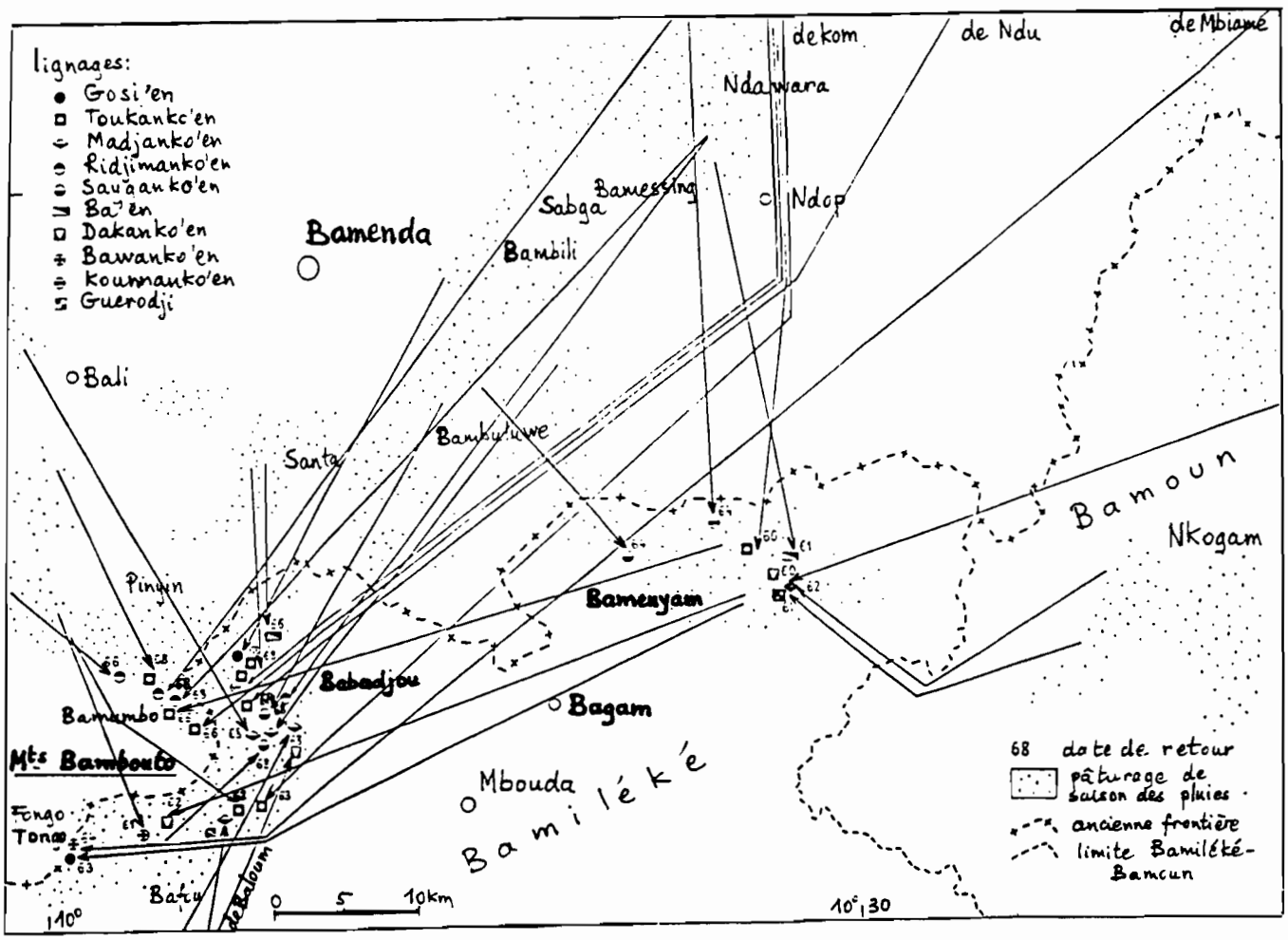


Fig. 32 : ***Retours mbororo au Bamiléké.***

Dès lors, la localisation du cheptel sur les monts Bambouto bascule, par rapport aux premières années soixante (fig. 32). Les troupeaux se rassemblent sur les versants bamiléké, pourtant ruinés par la rébellion dix ans plus tôt. Au contraire, du côté du Cameroun anglophone, c'est le vide. De nombreux troupeaux s'y concentraient, attirant les maquisards. Raison pour laquelle l'interdiction faite aux éleveurs est maintenue si longtemps.

En fait, le vide de Pinyin n'est lui-même que relatif. Des femmes profitent de l'absence des troupeaux pour cultiver en groupes des interfluves entiers. Puis les villageois ramènent leurs animaux, alors que l'interdiction n'est toujours pas officiellement levée. En 1970, le "Council" de Pinyin adresse une requête aux autorités pour qu'elles admettent le retour du bétail. Il ne sera entériné qu'à la fin de 1971, par un arrêté préfectoral pris 5 ans après l'expulsion.

Les Mbororo ne regagnent le nord des monts Bambouto que l'année suivante. Il y avait alors longtemps que la rébellion bamiléké était écrasée. A leur retour, quelques Mbororo isolés subissent pourtant les méfaits d'anciens maquisards devenus bandits de grand chemin.

La rébellion bamiléké a bousculé les éleveurs et perturbé l'activité pastorale. D'abord, elle a provoqué le départ de la Compagnie Pastorale. Bien que fonctionnant sur elle-même, cette entreprise pratiquait un élevage extensif amélioré et performant. Certaines initiatives, comme la vente de produits laitiers, le croisement de races bovines, auraient pu servir de modèles pour un développement de l'élevage, selon des voies adaptées aux éleveurs. Son départ signifie une perte en savoir technique et en capital génétique de bonnes races bovines.

D'autre part, des Mbororo ont payé un tribut à la guerre civile, en vies humaines (moins, certes, que les Bamiléké eux-mêmes), en vols et massacres d'animaux. Enfin, la guerre et l'insécurité ont eu comme conséquence de déstabiliser les éleveurs. Certains ont quitté deux fois précipitamment les monts Bambouto, d'abord en fuyant eux-mêmes, ensuite en étant chassés par les autorités. En butte aux insurgés, les Mbororo des monts Bambouto furent ensuite malmenés par l'administration.

Le retour des Mbororo à la mobilité ne s'est pas limité au Bamiléké. Il a également touché les Djafoun du Bamenda, proches de l'ancienne frontière. Les fuites ou les retours ont entraîné des passages dans un sens et dans l'autre, d'une population flottante. De plus, le retour à la mobilité ne s'est pas restreint aux abords de l'ancienne frontière. Des Djafoun, pourtant situés au nord du Bamenda, ont décidé de se déplacer pour profiter des pâturages vides du Bamiléké. Apprenant que des Toukanko'en de Kom venaient de partir, des Madjanko'en de Nso décident de les remplacer. Un déplacement d'éleveurs en appelle un autre, par une réaction en chaîne. C'est un processus assez habituel mais d'autant plus automatique que les hauts plateaux ne présentent plus, depuis longtemps, que des occasions exceptionnelles de pâturages bien garnis.

La rébellion bamiléké et les mesures de rétorsion déstabilisent la population pastorale, bien au-delà des secteurs troublés. Elles remettent en cause une sédentarisation presqu'acquise au Bamenda, au prix d'un encadrement persévérant des éleveurs par l'administration anglaise.

Dans les griffes fiscales du Cameroun Occidental

La fin de l'administration coloniale et la naissance du Cameroun Occidental qui accorde une large autonomie aux instances locales, n'entraînent pas une amélioration de la situation des éleveurs. Alors que les effectifs de cheptel diminuent, les besoins du fisc ne font que croître. Le cheptel bovin offre la recette fiscale la plus appréciée au Bamenda, en épargnant les villageois majoritaires. L'administration centrale ne freinant plus l'appétit des bureaucrates locaux, les éleveurs deviennent écrasés d'impôt. Véritable manne fiscale, le cheptel bovin est réclamé, attiré, disputé entre des administrations locales qui se comportent en rivales.

Les difficultés de l'élevage

D'un côté, les éleveurs du Bamenda sont confrontés à des difficultés qui ne tiennent pas seulement à la rébellion bamiléké. De l'autre, les responsables locaux sont en quête de cheptel, mais pour mieux le pressurer. Une nouvelle fois, l'évolution des effectifs bovins offre un indicateur de la situation pastorale.

Le recul du cheptel. Retours précipités d'Akou au Nigeria, menaces de guerre civile au Bamenda et aggravation des conflits entre éleveurs et cultivateurs, tous ces évènements se traduisent par un recul du cheptel bovin au cours des premières années soixante (fig. 33).

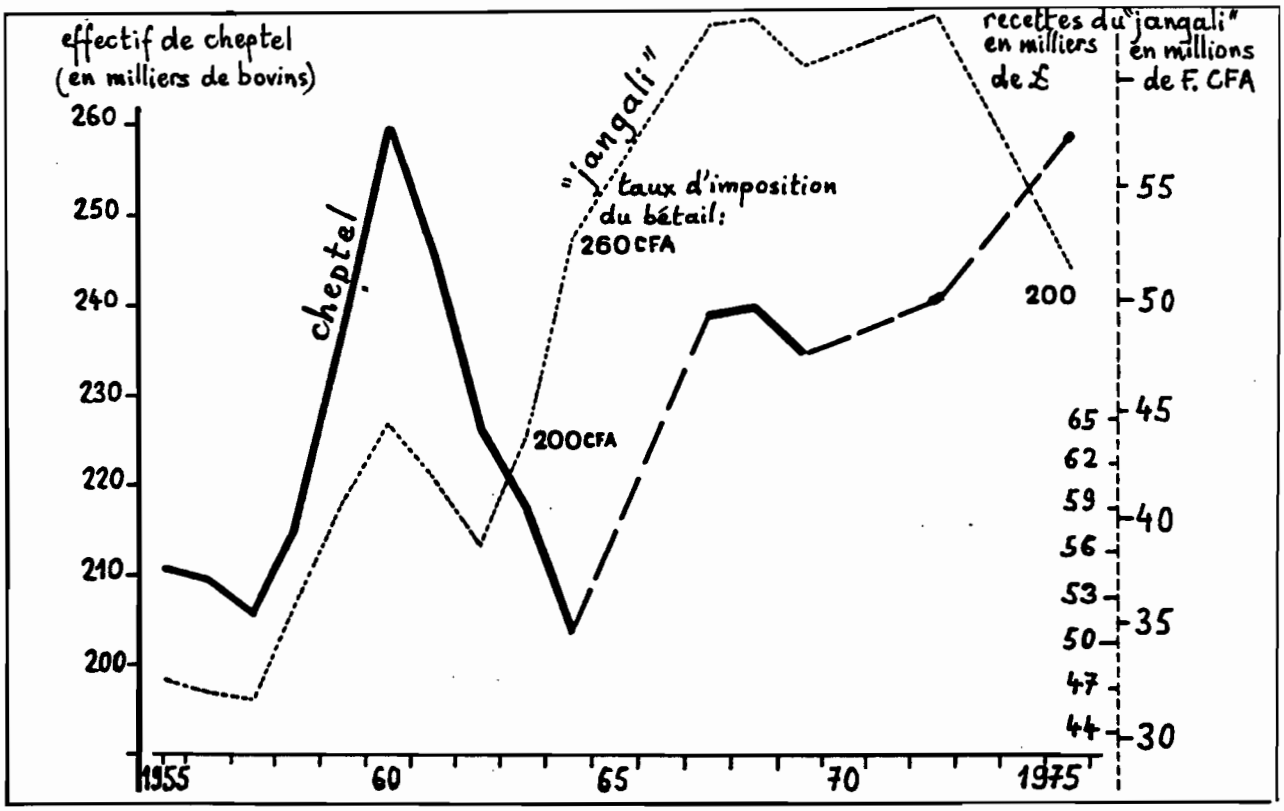


Fig. 33 : ***Evolution du cheptel fiscal et du "jangali" au Bamenda, de 1950 à 75.***

De 259.000 têtes imposées au Bamenda en 1960, il régresse à 203.000 en 1964, en perdant au moins 10.000 têtes chaque année. Le recul est inégal selon les "divisions", en fonction des troubles et des émotions populaires.

Pour l'interprétation des séries statistiques, il faut tenir compte du fait que le cheptel recensé enregistre les modifications survenues au cours de l'année écoulée. De 1960 à 61, le retour de nombreux Akou au Nigeria se solde par la perte d'environ 20.000 têtes à Wum (200), tandis que la "division" de Bamenda récupère quelques milliers de têtes évacuées du Bamiléké voisin, alors à feu et à sang. L'année suivante, l'évolution s'inverse : le Bamenda perd du bétail. Dès 1962, des Djafoun réoccupent les pâturages de Bagam. Les éleveurs des environs de Bamenda sont victimes de mouvements d'hostilité de la part des villageois (Babanki Tungo). La tendance négative affecte également le cheptel de Nkambe à partir de 1962. Or, ces Mbororo ne sont pas bousculés par la guerre civile bamiléké.

200. Avant le référendum de 1961, il y avait 29.100 bovins sous Ardo Oumarou dans le "Wum Council Area" ; après, il n'en reste que 11.000 (Farmer-Grazier Office, Bamenda, septembre 1964).

Le recul du cheptel ne s'explique pas seulement par la fuite devant la guerre ou, dans un second temps, par l'attrait de pâturages dont elle a provoqué le vide. La diminution régulière des effectifs atteste combien les premières années de l'Indépendance sont difficiles pour l'élevage bovin, même au Bamenda, épargné par les ravages de la guerre civile. La région continue à perdre du bétail, alors que le traumatisme de la rébellion voisine s'apaise. L'évolution régressive du cheptel résulte d'un contexte institutionnel devenu défavorable à l'élevage.

"divisions"	1960	1961	1962	1964
Bamenda	111 300	116 200	102 600	95 100
Wum	74 200	54 700	47 000	46 400
Nkambe	73 300	73 600	76 300	61 200
	258 800	244 500	225 900	202 400

Tabl. 9 : ***Statistiques fiscales du cheptel au Bamenda, de 1960 à 64*** *(201)*

201. D'après les statistiques citées dans S.R.I., 1965, vol. 1, p. 74, qui reprennent celles des services vétérinaires à Buea.

L'alourdissement de la pression fiscale. Avec l'Indépendance, les "Native Authorities" sont réaménagées et transformées en "Councils". Mais ces administrations locales continuent à fonctionner largement grâce aux revenus fournis par le ***jangali***.

En 1963, le Cameroun Occidental adopte le franc CFA comme monnaie. Le taux d'imposition des bovins est d'abord fixé à 200 CFA, ce qui équivaut à une augmentation d'un shilling (202). En fait, le montant réel du ***jangali*** est de 170 CFA, auquel s'ajoutent 30 F pour l'achat de fil de fer barbelé, en application de la "Farmer-Grazier Law" de 1962. Cette somme est ensuite reversée à un service central de Buea, chargé des achats. Le supplément d'impôt ne profite pas aux "Councils" mais, pour les éleveurs, il équivaut à une augmentation de ***jangali***.

202. Le taux de conversion est alors de 685 CFA pour une Livre Sterling. Les 5 shillings précédents du ***jangali*** par tête de bétail correspondaient à 170 CFA.

Dès 1964, la taxe sur le bétail est réévaluée à 260 CFA : 200 pour le ***jangali*** proprement dit et 60 pour l'acquisition du barbelé. En ancienne

monnaie, ce réajustement équivaut à 2 shillings. Aucune augmentation du *jangali* à l'époque coloniale n'avait atteint cette ampleur (203).

La fiscalité de plus en plus lourde du Cameroun Occidental s'explique par un scénario qui a déjà joué à l'époque coloniale. La réduction du cheptel recensé, à partir de 1960, se traduit par une baisse des rentrées budgétaires. Les instances locales interviennent alors pour les rétablir, en gonflant d'autant le taux d'imposition du bétail. Alors que les effectifs reculent de 1960 à 64, la masse fiscale prélevée sur les éleveurs augmente, elle, de 64.750 Livres à l'équivalent de 77.000 Livres (fig. 33).

C'est une constante dans l'histoire de l'élevage au Bamenda. Tant que les effectifs augmentent, le taux d'imposition du bétail ne change pas. Dès que le cheptel a tendance à rester stationnaire ou, pire, à diminuer, le taux d'imposition est relevé, de façon que les recettes fiscales s'accroissent quand même. Sauf lors des dernières années quarante, la courbe du montant total du *jangali* croît toujours plus régulièrement que celle du cheptel. De la présence des éleveurs, les responsables escomptent des recettes de plus en plus substantielles. Mais, à ce rythme, la pression fiscale ne risque-t-elle pas d'atteindre un seuil dirimant ?

L'imposition du bétail peut être comparée au prix du bétail à diverses dates. En 1949, les éleveurs vendaient de 15 à 17 Livres leurs plus belles bêtes et leurs taureaux (204). Comme le *jangali* se montait alors à 2,6 shillings par tête, la vente d'un gros boeuf permettait de régler la taxe sur un troupeau de 120 à 136 têtes.

Avant l'Indépendance, le prix de vente d'un bel animal atteint 30 Livres et le *jangali*, 5 shillings. L'écoulement d'un boeuf assure encore le règlement de la taxe sur 120 têtes. Jusque-là, la taxation n'aurait pas excédé la hausse des prix du bétail, favorisée par une demande croissante sur les marchés nigerians. Mais en 1962-63, le prix des boeufs oscille entre 9 et 17.000 CFA (205). Comme les éleveurs doivent verser 200 F par bovin, la vente d'un boeuf ne couvre plus que la taxe d'un troupeau de 45 à 85 têtes. Sans doute, au cours des années suivantes, le prix du bétail se relève-t-il, mais le taux du *jangali* également. En quelques années, la pression fiscale s'est donc alourdie, en moyenne, de 50 %.

En fait, ce calcul ne correspond pas tout à fait à la réalité. Les prix du bétail varient, en fonction de la saison et surtout de l'époque habituelle de levée du *jangali*. Un rapport dénonce les pratiques de "dumping" qu'adoptent les acheteurs, juste avant le paiement de la taxe sur le bétail (206). A ce moment-là, tous les éleveurs ont besoin d'argent : les prix chutent et les marchands de bestiaux encaissent de confortables marges bénéficiaires. Ni en 1949, ni en 1962, les éleveurs ne réussissent, en fait, à payer le *jangali* pour le nombre calculé de têtes, par la vente d'un boeuf.

Avant 1960, les Mbororo du Bamenda se résignaient à payer car, au Mambila voisin et même au "North Cameroon", le taux du *jangali* était comparable. Après 1961, ils comparent plutôt leur situation à celle des Mbororo du Bamoun et du Bamiléké. Ils prennent alors conscience d'une injustice dont profitent leurs administrations locales (207).

203. En 1964, l'ensemble de l'impôt sur le bétail collecté au Cameroun Occidental s'élève à 53.362.000 CFA. Aux 203.000 bovins imposés au Bamenda s'ajoutent 1.500 têtes sur Mamfe et 1.000 sur Kumba.

204. MILNE, M.N.H., 1949.

205. Ces prix proviennent des achats opérés par le "Meat Scheme" de Bali qui expédiait de la viande congelée vers Kumba et Victoria (LACROUTS, M., 1963).

206 S.R.I., 1965, vol. 2.

207. L'inspecteur du "Farmer-Grazier Office" témoigne de ces plaintes : « ils (les Mbororo) disent qu'à l'Est, on ne paie pas de jangali mais une sorte de taxe qui, selon eux, n'est pas levée selon le nombre d'animaux » ("Rapport trimestriel", juin-septembre 1969).

Enfin, la séparation du Nigeria se concrétise par la mise en place d'un service des douanes à la nouvelle frontière. Par un zèle intempestif, les douaniers taxent les troupeaux des Akou qui séjournent dans les parages, comme s'ils se livraient à une contrebande de bétail. Les rumeurs qui circulent, parmi les éleveurs, suffisent à décourager ceux qui voudraient entrer, tandis que d'autres s'enfuient vers l'Adamaoua. Ces pratiques douanières, redoutées des éleveurs, sévissent surtout dans le secteur de Dumbo.

L'Indépendance se traduit par un gonflement rapide des dépenses publiques, surtout dans le cadre d'une administration décentralisée à l'anglaise. Pour couvrir ces dépenses, les administrations locales alourdissent l'impôt sur le bétail. Dès que les prix du bétail sur les marchés ne "suivent" pas, la pression fiscale devient excessive, aux yeux des éleveurs.

Des perturbations commerciales. La taxe sur le bétail apparaît aux Mbororo des Grassfields d'autant plus lourde que la réunification, mais surtout, le rattachement monétaire à la zone franc en 1963, plongent le commerce du bétail dans un profond marasme.

Les circuits commerciaux vers le Nigeria sont désorganisés (208). Avant l'Indépendance, des marchands de bestiaux haoussa et foulbé du Mambila achetaient beaucoup de bétail au Bamenda pour l'expédier vers les villes ibo. Les rapports du "Farmer-Grazier Service" de Bamenda signalent que ces transactions sont suspendues en 1963, notamment dans les secteurs de Nkambe, Dumbo et Nso, les plus proches du Mambila. Le marasme du commerce du bétail affecte surtout le nord du Bamenda. Les bouchers restent les seuls acheteurs mais quelques têtes par semaine leur suffisent. Les cours s'effondrent.

Avant 1961, le prix moyen du bétail atteignait l'équivalent de 20.000 CFA. En 1962, le "Meat Scheme" de Bali n'achète plus que 17.000 F un boeuf moyen et 10.000 un animal léger (209). Pour le même organisme, un autre rapport cite les chiffres suivants : 16.800 F en novembre 1963 et seulement 10.900 en février 1964 (210). Le tassement des prix varie selon les secteurs.

La région de Nkambe est la plus affectée par la fermeture du marché nigerian. En 1963, aucun commerçant ne quitte Nkambe avec du bétail à destination du pays voisin. Un riche Mbororo doit vendre 10 têtes, uniquement pour régler son *jangali*. Des *arDo* ne parviennent plus à verser tout le montant de la taxe, leurs gens n'ayant pu vendre du bétail. La guerre du Biafra, qui se déchaîne à la fin des années soixante, contribue à couper encore davantage les Grassfields de leurs débouchés habituels, dans les grandes villes ibo.

Le commerce du bétail se réoriente vers le sud (Kumba et Victoria) et même le Cameroun Oriental (Nkongsamba). Les maquignons de Bamenda s'adaptent plus vite que ceux de Nkambe au nouveau cadre économique. Il n'est pas facile à des marchands de bestiaux d'établir de nouvelles relations de confiance avec des "logeurs", intermédiaires habituels sur les marchés de consommation. Les itinéraires commerciaux convergent au marché de Bamenda ; de là, les animaux de boucherie sont désormais dirigés vers le sud.

208. Avant l'indépendance, les exportations vers le Nigeria étaient évaluées à 12.000 têtes chaque année (S.R.I., 1965). En fait, elles étaient très mal connues.

209. M. LACROUTS (1963) indique des prix moyens de 9.000 CFA en juin et juillet 1962 mais pour les boeufs les plus légers.

210. S.R.I., 1965. Ces prix ne sont peut-être pas de bons indicateurs d'une tendance à la baisse des cours. Ils reflèteraient surtout les pertes de poids des animaux présentés à la vente au mois de février, en saison sèche.

Si la réorganisation du commerce de bétail s'avère douloureuse pour la région d'élevage, elle est bénéfique aux régions côtières du Cameroun. Le ravitaillement en viande des villes, de même que celui de la main d'oeuvre des plantations, représentait un souci permanent pour les autorités coloniales. Les maquignons du Bamenda préféraient expédier vers les villes ibo où les cours étaient plus soutenus. L'établissement d'une frontière et surtout, l'entrée dans la zone franc règlent bientôt le problème de l'approvisionnement en viande de la population urbaine du sud. Les animaux de boucherie affluent à Kumba et Victoria où le prix de la viande au consommateur baisse sensiblement

Tabl. 10 : ***Evolution du prix d'un kg de viande de boeuf à Victoria *.***

années	1965	1966	1967	1968	1969
prix du kg de viande (en F. CFA)	249	224	210	197	200

* source : "Statistical Yearbook of West Cameroon", 1967/68-68/69.

Dans le cadre des nouveaux circuits commerciaux, le nord des Grassfields n'est plus aussi bien placé. Il est relativement éloigné des centres de consommation du sud. La nouvelle frontière, aggravée par la guerre du Biafra, coupe les filières d'expédition du bétail en direction de l'ouest. Des maquignons de Nkambe s'efforcent encore d'expédier au Nigeria, en transitant par le Mambila. Mais les passages de la frontière ne peuvent s'effectuer qu'en cachette des douaniers.

Un contexte économique difficile explique que, pour la première fois, le cheptel imposé dans la "division" de Nkambe diminue en 1964. Des Mbororo la quittent pour le Mambila ou Banyo. La migration d'un groupe de Toukanko'en, de Kom vers le Bamiléké, tient à l'attrait de pâturages abondants. Mais elle exprime également le refus d'un *jangali* estimé trop lourd.

Les Mbororo deviennent sensibles à toute inflexion économique. Ils n'ont plus rien à voir avec le stéréotype du nomade traditionnel, vivant des produits de son élevage et indifférent à l'économie de marché. La taxe sur le bétail, les besoins en nourriture et en vêtements, les dépenses d'habitat les rendent de plus en plus dépendants des ventes de bétail. Que celles-ci soient perturbées, que les cours s'effondrent et l'inquiétude gagne les éleveurs.

D'un autre côté, ce *jangali* que les éleveurs contestent, assure une contribution toujours décisive au fonctionnement des administrations locales. A la suite des administrateurs anglais, un rapport du "Farmer-Grazier Service", alors camerounisé, le reconnaît incidemment : « le *jangali* sur le bétail sert à équiper chaque "Council" en maternités, dispensaires, tribunaux coutumiers et routes » (211). Toute diminution de cette ressource budgétaire plonge les "Councils" dans des embarras financiers.

211. Farmer-grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", janvier-mars 1970.

La perturbation des disponibilités monétaires des éleveurs se répercutent sur les populations voisines. Les difficultés économiques de l'élevage,

au début des années soixante, se traduisent par des prises de position étonnantes de la part des responsables, des demandes d'entrée de cheptel et de multiples contestations à propos de la perception du *jangali*.

La quête administrative de cheptel

L'administration anglaise avait conçu l'encadrement des éleveurs afin que les autorités locales disposent de moyens légaux pour limiter les effectifs de cheptel. En fait, c'est l'inverse qui se produit. Le renversement d'interprétation des "Grazing Rules" était prévisible. Dans la mesure où ce sont les mêmes autorités locales qui bénéficient de la taxe sur le bétail, elles peuvent difficilement rogner leurs revenus en réduisant le cheptel imposable. Au contraire, elles s'efforcent de l'augmenter, en attirant des éleveurs.

Les efforts des administrations locales. Si les "Councils" peuvent exiger le départ d'éleveurs, leur latitude est moins grande pour décider des entrées. Avant l'Indépendance, il fallait l'accord du "Cattle Control Servicer". Après 1962, l'inspecteur du "Farmer-Grazier Service" hérite de cette attribution. Le service délivre des permis de pâture, théoriquement obligatoires mais désormais, à titre onéreux. De plus, la procédure d'admission devient plus compliquée, avec le renforcement du service vétérinaire. Toute entrée de bétail doit être agréée par le directeur des services vétérinaires à Buea, qui a besoin de l'approbation du Ministère des Resources Naturelles. Avant d'être délivrée, une autorisation d'entrée court donc de fortes chances de se perdre dans les arcanes de l'administration. Des "Councils" butent contre la lourdeur de la nouvelle bureaucratie.

C'est ce qu'affronte, des années durant, le "Kom-Bum Council", situé au nord du Bamenda. Le secteur qui relève des Kom comprend de hauts plateaux favorables à l'élevage mais les densités de cultivateurs sont très élevées sur les abrupts de plateaux (Njinikom). Par opposition, le territoire de Bum n'est presque pas peuplé, donc plus disponible aux éleveurs. Il juxtapose des plateaux intermédiaires (Konene) et de bas plateaux (Fonfuka, Mungom). Les Djafoun ont étendu leur aire d'hivernage aux abords du plateau de Konene. Le cheptel imposé est passé de 22.700 têtes en 1948 à 34.000 vingt ans plus tard. Cependant, une partie du plateau de Konene et les bas plateaux ne portent encore du bétail qu'en saison sèche.

En réponse à une première demande d'admission de cheptel, le "Farmer-Grazier Service" à Wum estime, en 1962, que le secteur de Fonfuka est une zone à peupler par du bétail ***daneeji***, en provenance de Bissaula-Takum et du nord de la province d'Ogoja, au Nigeria (212). Cela revient à faire appel à des entrées d'Akou. L'année suivante, il propose, au contraire, que des troupeaux soient déplacés de Kom vers Bum (213). L'opération serait moins difficile à entériner par l'administration. Mais les Djafoun se refusent à partir vers des pâturages peu élevés. L'unique moyen d'y placer du bétail consiste donc à inviter d'autres éleveurs, c'est-à-dire des Akou. C'est ce que le "Kom-Bum Council" s'efforce d'obtenir durant plusieurs années. L'inertie administrative et la mauvaise volonté à laquelle il se heurte le contraignent à entreprendre une série de requêtes et démarches dont il subsiste quelques documents écrits.

En 1962, sa demande d'admission de bétail en provenance de Nigeria se voit opposer un refus de la direction des services vétérinaires à Buea, refus motivé par un danger

212. Farmer-Grazier Service, Wum : "Rapport mensuel", août 1962.
213. idem, Rapport d'avril 1963.

de peste bovine. En 1964, le "Council" sollicite à nouveau l'entrée de bétail, arguant de très bons pâturages sur Kom et d'autres vers Saff, au nord de Konene, qui pourraient facilement admettre davantage de troupeaux. Cette fois, c'est le "Farmer-Grazier Service" qui oppose un veto. Pour garder des pâturages en bon état, il refuse d'accroître les effectifs. Les admissions doivent être limitées aux endroits précédemment libérés par des départs (214).

214. idem, "Rapport de passation de service", septembre 1964.

Le "Council" revient à la charge par une demande écrite en janvier 1965. Devant les refus déjà essuyés, il borne son appel de bétail au territoire de Bum qui reste en grande partie vide. Sa requête est formulée ainsi : « to the Senior Farmer-Grazier Inspector, Bamenda : MORE CATTLE FOR BUM. It is the wish of the Kom-Bum Council that more cattle should be allowed to enter the Kom-Bum Council Area and settle in the Bum Clan Area where there is sufficient grazing land for cattle. It would be appreciated if you negociate to have enough cattle in this area as soon as possible as the Council is desirous to hear that their request has been considered » (215).

215. Lettre du "Kom-Bum Council" au "Farmer-Grazier Service", Bamenda.

Les services vétérinaires de Buea, consultés, répondent qu'ils craignent moins la peste bovine qu'en 1962. Il semble que l'obstacle, ou l'inertie, provienne encore du "Farmer-Grazier Service" car le "Council" se rappelle à son attention en avril 1965. Par l'intermédiaire des *arDo*, il a invité des éleveurs du Cameroun Oriental à venir s'installer dans son territoire dont il vante l'abondance de pâturages. Mais ces éleveurs attendent l'autorisation officielle d'entrer au Cameroun Occidental (215).

Nouveau rappel, le mois suivant, sur un ton pressant qui s'explique par le déroulement très proche du recensement fiscal du bétail. « As Jangali Tax Assessment is soon to commence, the Council is very anxious to know the position before the commencement of the Jangali Tax Assessment which is by the 30th of May. You well know our cry on the question of these cattle and since I was made to understand that there were cattle at the boarders for this area, it would be appreciated if you check up the position early and inform this Council about the allocation of cattle so that early arrangements be made for the grazing lands » (216).

216. Lettre du "Kom-Bum Council", mai 1965.

Le "Council" se débat au milieu de difficultés de trésorerie dont la seule issue réside en une augmentation sensible du cheptel imposable. La question de l'allocation de pâturages suffisants à ce supplément de cheptel n'est évoquée qu'à la fin de la requête. De toute évidence, ce n'est pas le souci primordial du "Council".

Dans sa réponse, le "Farmer-Grazier Service" informe le requérant que les demandes d'entrée de bétail sont à adresser au directeur des services vétérinaires à Buea. Ce qui suppose de relancer toute la procédure administrative !

Le "Council" obtient tout de même partiellement satisfaction. En juin 1965, il peut faire entrer plus de 1.000 têtes de bétail en provenance de Nkambe, probablement des Akou qui séjournaient auparavant aux environs de Dumbo. Mais, le bétail qu'il gagne d'un côté, il le perd de l'autre. En effet, la nouvelle se répand en 1965, parmi les Djafoun, que les versants de Babadjou sont devenus accessibles. Un grand propriétaire de bétail quitte alors Fundong avec ses fils. A eux seuls, ils totalisent 920 bovins ! Le "Council" est donc amené à renouveler ses demandes de bétail, comme en témoigne une requête de janvier 1966 : « Kom Council Office, Njinikom. MORE10,000 CATTLE FOR KOM-BUM COUNCIL. Kom-Bum Executive Committee at its meeting of 11/65 and 12/65 resolved after careful examination into the number of cattle in its area of juridiction to crave your guidance to direct more 10,000 cattle

into Kom-Bum Council Area. Ndawara and Bum Grazing Area have ample grazing grounds for more cattle than there are, at present...»

Cette fois, le ton devient presque suppliant. La demande met encore en avant les disponibilités en pâturages sur Bum et même Ndawara, ce qui n'est guère vraisemblable. Mais les membres du "Council" n'ont pas d'idée précise quant au pâturage nécessaire pour l'entretien d'une unité de bétail. Dans sa réponse, le "Farmer-Grazier Service" déclare que son rôle n'est pas de faire de la publicité pour tel ou tel pâturage. Il se borne à délivrer des permis de pâture sur demande des *arDo*.

Le service spécialisé dans les affaires d'élevage se trouve, au fond, en opposition avec le "Council". Sa mission consiste plutôt à contenir les effectifs de cheptel, alors que les autorités locales veulent en accueillir le plus possible. Dans sa fin de non-recevoir, le "Farmer-Grazier Service" s'abrite derrière une interprétation restrictive de ses compétences. Ce faisant, il manifeste une certaine mauvaise foi, car il est reconnu qu'il détient de larges pouvoirs vis-à-vis des éleveurs. Mais il semble qu'il n'ose pas affirmer bien haut sa position, face aux requêtes répétées du "Council".

Au regard des principes posés par la législation pastorale à l'époque anglaise, il se produit un retournement complet des objectifs poursuivis par les administrations locales. Le système conçu par les Anglais contenait des éléments assez contradictoires : d'un côté, une protection des pâturages par un contrôle des effectifs de cheptel ; de l'autre, un financement par le même cheptel d'administrations locales. Il est difficile de concilier les deux objectifs.

Le "Council" de Kom-Bum n'est pas le seul à solliciter l'intervention du "Farmer-Grazier Service" de Bamenda. Des appels semblables émanent de celui de Widikum qui perçoit, à cette époque, le *jangali* sur les troupeaux des plateaux Meta. Comme l'essor de ce cheptel se ralentit au cours des années soixante, il presse, à plusieurs reprises, le "Farmer-Grazier Service" d'encourager des éleveurs à s'y rendre.

Requêtes et pétitions envoyées à Bamenda montrent à quel point les "Councils" dépendent des revenus fiscaux procurés par les éleveurs. Ceux-ci ont marqué au moins un point : leur présence est devenue indispensable pour la plupart des budgets locaux. Cela représente une forme d'intégration à la région. Mais, justement, les Mbororo n'apprécient guère cette participation ; ils contestent la lourdeur de la contribution exigée par les autorités locales.

Oppositions à l'afflux de cheptel. Dans leur objectif d'augmenter à tout prix les effectifs de cheptel, les "Councils" ne se heurtent pas seulement à la mauvaise volonté de l'administration centrale. Quand bien même ils souhaiteraient une arrivée massive d'éleveurs, ils seraient incapables de les attirer par eux-mêmes. Les membres des "Councils" entretiennent peu de relations avec la population mbororo. Ils doivent s'en remettre aux *arDo* en place. Ceux-ci sont les seuls à même de faire passer ce genre de message, surtout parmi les membres de leur lignage.

Or, l'intérêt bien compris des *arDo* ne consiste pas à partager les pâturages avec trop de nouveaux venus. Ils n'admettent pas aisément des demandes d'installation qui émanent de membres d'autres lignages. Elles

représentent autant de menaces virtuelles pour l'assise de leur pouvoir. Quant aux Akou, la majorité des Djafoun refusent carrément de partager les pâturages avec eux. Les ***arDo*** ne trouvent donc pas leur avantage dans les efforts déployés par les "Councils". Ils ne manifestent qu'un zèle modéré à relayer leurs exhortations.

Par suite de cette contradiction latente, les relations se tendent parfois entre les deux partenaires. Par exemple, le "Council" Kom-Bum, déçu de ses efforts peu récompensés en faveur de l'installation de nouveaux éleveurs, en vient à suspecter les ***arDo*** de ne pas y concourir. Dans un document d'avril 1966, il les accuse de ne pas contacter d'autres Mbororo pour les inviter à les rejoindre. Une incrimination analogue est formulée, quelques années plus tard, par le "Council" de Bafut (217). Il exprime son intention de demander une étude de la capacité de ses pâturages. Lui aussi soupçonne les ***arDo*** en place de repousser de nouveaux éleveurs, au lieu de les accueillir pour renforcer les finances du "Council' (218). Dans ce cas, c'est le "malthusianisme" des Gosi'en de Sabga qui est visé.

217. Farmer-Grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", octobre-décembre 1971.
218. Il faut dire que le cheptel sur son territoire ne cesse de diminuer, passant de 10.500 têtes en 1944 à seulement 6.000 en 1968.

Si les effectifs de cheptel reculent nettement dans les pâturages contrôlés par un ***arDo***, il peut advenir que le "Council" l'accuse d'en être responsable et le démette de ses fonctions. C'est ce qui se produit, à la fin des années soixante, entre les Rahadji de Dji Gadjeré et le "Council" Wimbum. En fait, les départs ont succédé à des conflits à propos de cultures. D'après le "Council", la mauvaise foi de l'***arDo*** le pousserait à encourager en sous main l'ouverture de champs dans les pâturages, moyennant le partage de la récolte... Les suspicions peuvent aller très loin. La destitution d'un autre ***arDo*** pour un motif semblable est prononcée en 1975 par le "Council" d'Oku.

Les "Councils" agissent comme si la population dans son ensemble souhaitait la présence de davantage d'éleveurs. Ils feignent d'ignorer que les villageois s'opposent, dans leur majorité, à cette politique. Le "Council" de Bafut semble oublier que les habitants du seul village de Babanki Tungo ont expulsé 3.000 bovins lors des années précédentes. Dans ces conditions, il paraît difficile aux ***arDo*** de convaincre des éleveurs d'amener leurs troupeaux en des secteurs contestés.

Alors que les "Councils" émanent de la population agricole majoritaire, ils en viennent à tenir une position originale dans les conflits qui mettent fréquemment aux prises éleveurs et cultivateurs. En cas de déplacement contraint d'éleveurs dont le bétail provoque beaucoup de dégâts, ils interviennent pour qu'ils soient réinstallés dans le secteur. Tout départ d'éleveur équivaut, en effet, à une diminution des revenus fiscaux.

Le "Council" de Wum essaie d'agir en ce sens, malgré des relations qui s'enveniment entre les deux populations. Ne pouvant imposer aux "natives" le maintien des éleveurs sur place, il émet au moins des règles de coexistence qui, espère-t-il, limiteront l'exode de bétail. Mais le "Council" qui va le plus loin dans cette logique est encore celui de Kom-Bum. Qu'on en juge : des cultivateurs ayant pris l'initiative de chasser des Mbororo pour occuper leurs pâturages, il n'hésite pas à tancer le chef de village : « Le Council apprend qu'à cause de votre attitude hostile, 400 têtes de bétail vont

quitter Akeh, en contradiction avec les règlements de pâturages selon lesquels personne ne peut cultiver un pâturage sans autorisation. Le Council en est consterné et vous conjure de maintenir la paix, de faire en sorte que le bétail ne quitte pas le secteur et que personne ne cultive dans les pâturages sans permis » (219).

219. Traduction de la missive envoyée en août 1966 par le "Kom-Bum Office" au chef d'Akeh.

Un "Council", par souci de préserver ses ressources budgétaires, en vient à défendre les éleveurs contre les cultivateurs. Situation pour le moins originale ! Elle démontre combien les éleveurs sont devenus indispensables pour assurer le fonctionnement des administrations locales aux Grassfields.

Le dépeçage de la manne fiscale. L'intervention précédente reflète les contradictions suscitées par l'imposition du cheptel au profit d'administrations locales : antagonisme entre la protection des pâturages et des nécessités budgétaires, divergence entre des objectifs politiques et les aspirations de la population majoritaire.

Le recensement des animaux et la levée du *jangali* se déroulent en saison des pluies, une fois les éleveurs rentrés de transhumance. Ces revenus profitent donc uniquement aux "Councils" qui accueillent les troupeaux en saison des pluies. Ceux qui possèdent surtout des pâturages de saison sèche se trouvent défavorisés par ce système d'imposition, en particulier les "Councils" situés au nord du Bamenda : Misaje, Kom-Bum, Wum Central qui réunit Fungom et Aghem. Aussi, une réforme est-elle introduite, qui accorde le quart du montant du *jangali* aux "Councils" des secteurs de transhumance. Mais son application est délicate. Elle exige de déterminer, lors de chaque saison sèche, quel effectif de bétail vient d'où. Il conviendrait, à la limite, d'entreprendre un second recensement annuel du bétail.

Une situation des plus embrouillée provoque des contestations sans fin entre "Councils".

> Le "Council" de Wum Central entre ainsi en opposition avec tous ses voisins. Au début des années soixante, il perd beaucoup d'éleveurs, repartis au Nigeria. La réforme d'attribution du *jangali* lui offre un moyen de pallier ce manque à gagner. En effet, des Djafoun de Kom et même de Nso descendent encore en saison sèche vers les savanes de Wum, tandis que certains éleveurs de Meta délaissent les environs de Bafut pour la vallée de la Metchum et ses affluents. Dès juin 1965, c'est-à-dire en pleine saison des pluies, le "Council" de Wum annonce aux voisins qu'ils doivent l'informer de l'importance de leur cheptel transhumant et lui verser 25 % du *jangali* comme droit de pâture saisonnière, avant l'arrivée des troupeaux. Nul doute que de telles exigences risquent d'être mal reçues.

Certes, les déplacements de saison sèche sont théoriquement planifiés au Bamenda, mais ils échappent à une prévision et même à un contrôle comparable à celui qui régit le stationnement du bétail en saison des pluies. Des changements de dernière minute, volontaires ou contraints, peuvent survenir dans les directions de transhumance.

> Des Djafoun cessent ainsi de transhumer vers le plateau de Wum au cours des années soixante. Les Akou y redevenant nombreux après 1965, beaucoup de Djafoun

dévient leurs trajets vers Fonfuka et Koshin, plus à l'est. Ces secteurs ne dépendent pas du "Council" de Wum mais de celui de Kom-Bum. Il en résulte un conflit entre "Councils", au sujet de l'attribution du quart du *jangali*. Celui de Wum continue à recevoir, par habitude, cette part sur 6 à 7 000 têtes de bétail qui arrivent de Nso. Mais celui de Kom-Bum demande en 1968 qu'elle lui soit reversée et, par rétroaction, depuis 1964-65 (220).

220. Farmer-Grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", janvier-mars 1968.

Les "Councils" finissent par s'entre-déchirer dans le partage du *jangali*. La situation au nord du Bamenda n'est pas encore clarifiée en 1972. Le "Council" de Wum se plaint toujours de ne pas recevoir la quote-part de taxe sur les troupeaux qui transhument sur son territoire. La liste des "Councils" qui sont estimés débiteurs de Wum comprend : Nso, Bafut, Santa, Kom-Bum et Widikum, c'est-à-dire la moitié du Bamenda (221). La règle de partage du *jangali* n'est qu'imparfaitement respectée.

221. idem, "Rapport trimestriel", octobre-décembre 1972.

La situation se complique encore autour du *jangali*, car 10 % de son montant sont attribués comme *dash*, sorte d'indemnité de levée de l'impôt, répartis de la manière suivante : 5 % pour l'*arDo*, 3,5 % pour le chef de village où se trouve le troupeau en saison des pluies et 1,5 % pour celui où il transhume. Déjà, ce dernier risque fort d'être oublié s'il n'entreprend pas les démarches nécessaires auprès d'une administration souvent lointaine. Mais, bien souvent, d'autres contestations surgissent, même dans l'attribution simple des 3,5 %.

Par exemple, chez les Nso, l'indemnité est reversée au chef supérieur, le *fon*. Mais le vaste territoire de cette chefferie est bientôt divisé en plusieurs "areas". Les chefs de villages séparés de Kumbo s'affirment autonomes et vrais détenteurs du sol. Les 3,5 % du *jangali* levé sur le bétail chez eux devraient donc leur revenir. Cette revendication est surtout avancée par des chefs de Noni, un secteur un moment détaché de Kumbo et rattaché à Jakiri. Puisqu'ils ne récupèrent aucune part du *jangali*, ces chefs lancent qu'ils ne veulent plus voir de Mbororo chez eux. Ils engagent leurs gens à disséminer les cultures dans les pâturages, de façon à disposer de prétextes à expulsion.

Autant les Mbororo peuvent tirer profit de la concurrence que se livrent les "Councils", autant ils risquent de faire les frais des conflits de suprématie entre chefs locaux. Des contestations illustrent le faible pouvoir des chefs supérieurs au Bamenda. Les Mbororo, habitués à l'organisation politique centralisée des Foulbé de l'Adamaoua, ont sans doute tort de n'entretenir de bonnes relations qu'avec les *fon*. Certains *arDo* poussent même la complaisance jusqu'à les gratifier de leurs 5 % d'indemnité sur le *jangali*. Ce faisant, ils mécontentent les chefs villageois de lignage et de sous-lignage qui peuvent, tout aussi bien, remettre en question leur présence.

Toutes ces explications complexes (mais les procédures mises en place après l'Indépendance ne sont pas simples) montrent combien le *jangali* reste un levier essentiel du fonctionnement des administrations locales. Dans ces conditions, la réduction générale du cheptel, au début des années soixante, devient une tendance plus que préoccupante. D'autant qu'elle ne semble pas un phénomène temporaire, conjoncturel, comme cela s'est quelquefois produit depuis l'arrivée des Mbororo.

Un rapport publié en 1965 (222) accorde une grande signification à ce recul qu'il interprète comme un renversement de tendance sur une longue durée. Il avoue que les causes de cette évolution ne sont pas bien connues et les hypothèses nombreuses : taxe excessive sur le bétail, maladies et alimentation insuffisante des animaux, chute des prix du bétail, perte du marché nigerian, compétition de plus en plus vive avec les cultivateurs. Mais la raison principale tiendrait à la baisse du prix du bétail. Un éleveur moyen ne pourrait plus vivre uniquement de son cheptel ; soit il le dilapide progressivement en restant sur place et en vendant trop d'animaux pour couvrir ses besoins monétaires, soit il émigre. Ce diagnostic reprend surtout le point de vue exprimé par les Djafoun, alors que les fluctuations d'effectifs touchent d'abord des secteurs où se trouvent des Akou.

222. S.R.I., 1965, vol. 1 : "Etude générale", vol. 2 : "Agriculture et élevage".

D'après le rapport cité, le manque de débouchés commerciaux et la mauvaise organisation du commerce du bétail sont les principales raisons des départs d'éleveurs (223). Si rien n'est entrepris pour améliorer la filière du bétail, les auteurs prévoient une réduction régulière du cheptel à 150.000 têtes en 1970 et à seulement 100.000 en 1975. Après un essor presque continu, faisant des Grassfields une grande région d'élevage, le cheptel reviendrait à une situation comparable à celle de 1940.

223. En conclusion à ce diagnostic, le rapport propose d'édifier une usine de conserves de viande afin d'éponger l'excédent de l'offre sur les possibilités limitées de consommation au Cameroun Occidental.

Difficultés économiques et désarroi des Mbororo au début des années soixante démontrent la sensibilité de l'élevage au contexte politique. Alors que les pasteurs sont réputés ignorer les frontières, la séparation du Nigeria plonge l'élevage au Bamenda dans une grave crise. Cette région d'élevage, la plus méridionale du Nigeria d'avant 1960, devait sa prospérité au voisinage de grands marchés urbains. La coupure des liens entre région d'élevage et centres de consommation semble justifier le pessimisme des experts. Faute de solution de remplacement quant aux débouchés commerciaux, l'élevage serait condamné à dépérir.

Afflux et migration des Akou

Le Cameroun Occidental n'a pas suivi les recommandations des experts, dans le but de relancer l'économie pastorale. Il ne s'est pas engagé dans la construction d'une usine de conserves de viande pour assurer des débouchés à l'élevage. Malgré cela, les effectifs de bovins n'ont pas chuté comme prévu. Une nouvelle fois, des prévisions, pourtant établies à partir de bases apparemment sûres, ont été démenties.

Reprise de l'essor du cheptel

Contrairement aux prévisions d'effectifs en baisse, le cheptel du Bamenda reprend une courbe ascendante après les années difficiles de l'Indépendance. En même temps, la localisation des troupeaux sur les plateaux se modifie. Les accroissements les plus nets ne bénéficient pas aux secteurs qui portent déjà les effectifs les plus nombreux. Les contours d'une nouvelle géographie de l'élevage, déjà esquissés avant l'Indépendance, se confirment.

Le renversement de la tendance négative des effectifs survient en 1965 ou 66. De 203.000 têtes en 1964, le cheptel remonte à 238.000 bovins en 1967 et 68. Le changement est d'autant plus remarquable qu'il coïncide avec une accentuation de l'imposition sur le bétail (fig. 33). Mais les nouveaux progrès de l'élevage ne bénéficient pas à tous les plateaux.

Tabl. 11 : ***Statistiques fiscales du cheptel bovin au Bamenda, de 1964 à 68***

"divisions"	1964	1967 (224)	1968 (225)
Bamenda	95 100	101 200	105 500
Wum	46 400	57 000	56 250
Nkambe	61 200	80 300	77 500
	202 700	238 500	239 250

224. Farmer-Grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", juin-septembre 1967.
225. idem, juillet-septembre 1968.

De 1964 à 67, le sud du Bamenda enregistre moins d'augmentation que les "divisions" du nord qui gagnent presque 30.000 têtes. Les appoints de cheptel profitent surtout à Nkambe, alors qu'avant l'Indépendance, les entrées d'Akou se faisaient plutôt par Wum. De 1967 à 68, la "division" de Bamenda est pourtant la seule dont le cheptel progresse de quelques milliers de têtes. Il s'agit de fugitifs des monts Bambouto. Ceux qui venaient de s'installer sur Babadjou, au Bamiléké, sont alors contraints de refluer, momentanément, au Bamenda.

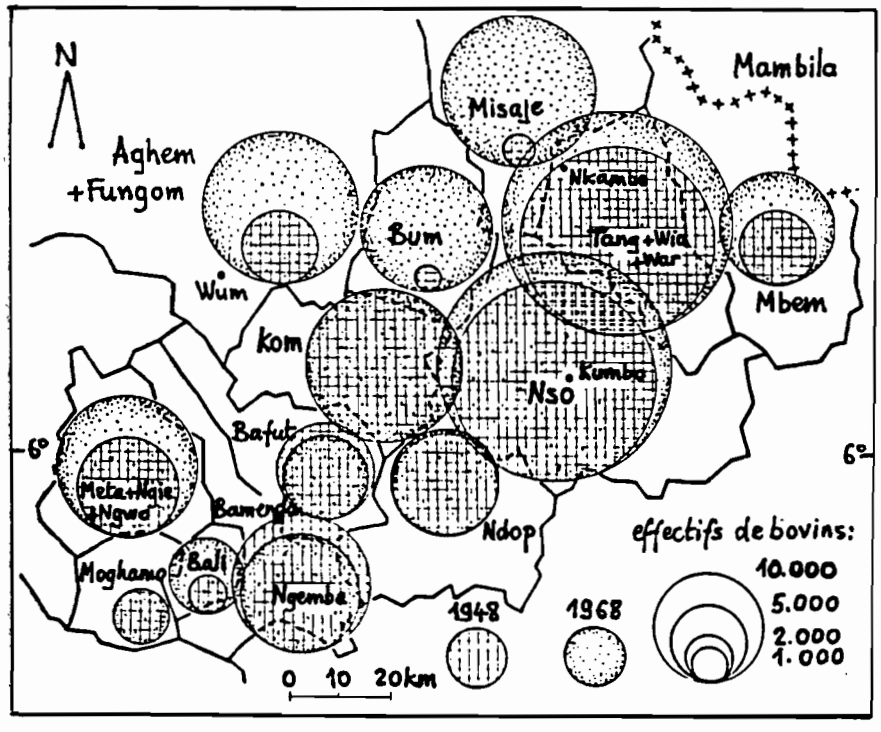


Fig. 34 : ***Evolution du cheptel bovin au Bamenda, de 1948 à 68.***

La figure 34 illustre l'évolution du cheptel sur une durée de vingt ans, par petites circonscriptions administratives (226). Les effectifs sur les hauts plateaux au sud du Bamenda restent stationnaires ou diminuent (Ngemba, Bafut). Ceux du nord (Nso et Nkambe) augmentent. Mais les accroissements sont plus sensibles sur les hauts plateaux Kaka et Meta. Surtout, ils deviennent considérables sur les bas plateaux du nord. Aghem, Bum et Misaje, autrefois presque sans bétail, portent de 15 à 20.000 têtes chacune. Désormais, ces circonscriptions deviennent plus riches en bétail que les "areas" du sud-Bamenda. Une répartition des effectifs par unités géographiques fait ressortir les discordances d'évolution.

226. Sources statistiques: "Cattle Control", Bamenda Province, 1948 et Farmer-Grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", juillet-septembre 1968.

	1948	1968
hauts plateaux volcaniques :		
sud du Bamenda :	60 765	59 250
nord du Bamenda :	67 200	91 000
hauts plateaux cristallins :	14 740	33 000
bas plateaux du nord-Bamenda :	6 920	56 000
	149 625	239 250

Tabl. 12 : ***Changements de répartition du cheptel, de 1948 à 68, par grandes unités géographiques***

La majorité du cheptel se localise encore en hauts plateaux volcaniques mais l'aire pastorale déborde sur d'autres reliefs.

Le ***lahore*** de Babanki Tungo tombe en désuétude, par suite de la commercialisation de plus en plus abondante de sel marin. La source natronée ne commande plus le choix des sites d'hivernage. Il en est de même des points de vente du natron. De plus, la fourniture de natron nécessite de le diluer dans de l'eau, à un abreuvoir. Les jeunes et les bergers répugnent à cette corvée. ***Moy nyeData ndiyam jonta ?*** : « *qui accepte de puiser de l'eau maintenant* ? », demandent les Mbororo, prenant à témoin du détachement des jeunes à l'égard des tâches pastorales. Le sel offre la solution la plus aisée. Les animaux le lèchent à sec, puis descendent d'eux-mêmes s'abreuver à la rivière. Le stockage des sacs de sel dans les boutiques des villages les plus reculés permet aux éleveurs de s'isoler. Les troupeaux ne sont plus contenus dans un rayon autour des sources natronées. L'élevage peut se diffuser à tous les plateaux.

Autrefois presque sans bétail permanent, les bas plateaux au nord du Bamenda portent maintenant le quart du cheptel. Le reflux des Akou au Nigeria, sous le coup de la séparation du Cameroun Occidental, ne fut donc qu'un épisode sans lendemain. La tendance générale des éleveurs est au glissement, à long terme, vers les savanes les plus humides. Dans le cadre

de ce flux de grande ampleur, les plateaux du Bamenda font partie des pâturages d'accueil, au-delà des savanes soudaniennes.

Nouvelles entrées d'Akou

L'essor imprévu du cheptel, à la fin des années soixante, tient à l'entrée de nouveaux éleveurs, davantage qu'à la progression des troupeaux sur place. Les Djafoun ne connaissent plus de grandes fluctuations de bétail mais les Akou ont pris le relais. Leurs mouvements migratoires, entre Nigeria et Grassfields, restent sensibles à des contextes politiques troublés.

Les retours précipités d'éleveurs au Nigeria, en 1960 et 61, ont mis le "Council" de Wum dans l'embarras. En 1964, il a besoin de davantage de cheptel pour renflouer son budget. En réponse à une demande en ce sens, l'***arDo*** de l'endroit assure qu'il pourrait faire venir des éleveurs séjournant dans la Benue Province du Nigeria. Le "Council" et l'***arDo*** s'entendent pour solliciter l'entrée de 10.000 têtes au cours des années suivantes (227). C'est un véritable programme de peuplement pastoral. L'attitude des Akou est beaucoup plus ouverte que celle des Djafoun aux efforts des administrations locales pour renforcer le cheptel. Ils espèrent en être les principaux bénéficiaires.

227. Farmer-Grazier Service, Wum : "Note de passation de service", août 1964.

> Quant à l'***arDo*** de Wum, il cherche à limiter la prééminence djafoun. Il a de bonnes raisons d'avancer des promesses au "Council". Par les renseignements qu'il obtient du Nigeria, il sait que les conditions redeviennent propices à de nouvelles entrées au Bamenda.

Les causes. Les biographies d'éleveurs indiquent a posteriori une nette reprise des arrivées d'Akou à partir de 1964. Un contexte troublé règne alors dans les plaines de la Bénoué, avec la révolte des Tiv et d'autres petites ethnies, comme les Idoma et les Agatu. La révolte des Tiv s'étend et secoue le pays jukun, au moins jusqu'à Ibi. Les Tiv insérés dans la région de Wukari s'affrontent aux Jukun, largement islamisés, et s'attaquent aux éleveurs qu'ils rencontrent en brousse. Des bandes armées dispersent les campements. Les Akou désertent les plaines de Gboko, pourtant les plus salubres pour le bétail.

En 1967, la guerre du Biafra embrase tout le sud-ouest du Nigeria. Elle secoue la région d'Ogoja, peuplée de petites ethnies apparentées aux Ibo. Les quelques Akou qui s'étaient aventurés jusque chez les Ibo d'Enugu, se replient à leur tour. La guerre jette l'inquiétude bien au-delà des lieux de combats. Par rapport aux désordres qui secouent les populations rurales du Nigeria, la situation qui prévaut au Cameroun Occidental apparaît calme et sûre.

De pays dangereux en 1960-61, le Bamenda acquiert une image de contrée-refuge pour les éleveurs victimes d'attaques au Nigeria. Ce rôle d'accueil est souligné dans une pétition adressée par les Akou de Wum au Premier Ministre du Cameroun Occidental, pour solliciter l'autorisation d'entrée de nouveaux éleveurs. « *Some of our brothers want to enter Wum from Nigeria because of the war from that country. We beg you to ask the Veterinary Department to allow them. After all, we heard that so many Nigerians have run into Cameroon and beg that our brothers too be allowed to come and stay with us* » (228).

228. Pétition du 11/11/1967.

Alors que le calme semble rétabli chez les Tiv, des massacres se déchaînent chez les Ibo. Des bandes de voleurs de grand chemin sévissent au sud de la Bénoué, à la fin des années soixante. Ils s'attaquent aux troupeaux, volent moutons et vaches en toute impunité. L'inefficacité de l'administration nigeriane encourage les actes de brigandage.

Même lorsque les éleveurs ne sont pas pris à partie par des soulèvements de cultivateurs, leur situation s'avère difficile. Chez les Tiv, la pression agricole est telle qu'ils ne peuvent jamais laisser les troupeaux seuls dans la journée et qu'ils les enferment de nuit. Il en est de même chez les Idoma d'Oturkpo. Les plaines de Wukari, qui offraient davantage d'espaces libres, sont en cours de colonisation agricole par des Tiv, de part et d'autre des axes routiers. Au fur et à mesure que les cultures s'étendent, les conflits éclatent avec les éleveurs.

La fuite des Mbororo du Nigeria ne tient pas seulement aux troubles et aux guerres qui se déroulent à la périphérie du Bamenda. Au cours des premières années soixante, des éleveurs se mettent en mouvement à partir de contrées plus éloignées, à la recherche de pâturages. Ces départs n'affectent pas seulement les plaines sahéliennes de Kano, Katsina et Sokoto (229) mais également les plateaux de Jos et de Bauchi. La surcharge en bétail et l'extension des cultures sont des contraintes souvent invoquées à propos de ces plateaux. Mais un contexte climatique plus difficile provoque également le retour des éleveurs à la mobilité.

Après les années cinquante, relativement pluvieuses en zones sahélienne et soudanienne, une réduction des pluies s'amorce dans les premières années soixante et ne cesse de s'accentuer au cours de la décennie (230). Cette péjoration climatique entraîne des conséquences immédiates sur l'état des pâturages très chargés au nord du Nigeria. Des éleveurs arrivés aux Grassfields se plaignent de la rareté de l'herbe sur le plateau de Jos. Leur remise en mouvement, lors des premières années soixante, succède à une phase de fixation d'une quinzaine d'années, étalée sur les décennies quarante et cinquante, plus humides.

La reprise des entrées ne tient pas seulement au retour d'éleveurs qui avaient fui le Bamenda en 1960-61. Les anciens fugitifs jouent un rôle, quoique peut-être involontaire, pour orienter les migrations vers les plateaux du Bamenda. Expulsés par la révolte des Tiv, certains se replient au nord de la Bénoué, en 1964-65. A leur rencontre viennent des migrants qui délaissent les plateaux de Jos et de Bauchi. Les troupeaux des uns et des autres ne sont pas en bon état dans les basses plaines de la Bénoué. Dès lors, ceux qui ont connu Wum aspirent à y retourner au plus vite. Ils entraînent les autres, en faisant l'éloge des plateaux camerounais.

Les entrées.

Sur un lot de 300 familles entrées au nord du Bamenda de 1962 à 68, les principales régions de provenance sont les suivantes : Wukari : 85 familles, Lafia : 66, Gboko : 57, Oturkpo-Ankpa : 35. Les plaines de Gboko et de Wukari jouent souvent un rôle d'étape de courte durée (fig. 35). Les Akou qui ont déjà séjourné à Wum (Galedji partis à Gboko et Ba'en à Wukari) se remettent les premiers en mouvement.

229. Plusieurs familles Galedji quittent la région de Katsina en 1960 et abordent le plateau de Wum en 1967, après un trajet de 700 km. Elles n'ont jamais séjourné plus de 3 ans au même endroit. Au cours de ce déplacement de grande envergure, elles ont évité les plateaux de Jos et de Bauchi, eux-mêmes centres de dispersion pastorale.

230. C'est ce que démontrent les graphiques pluviométriques présentés par MALEY, J., 1981, "Etudes palynologiques dans le bassin du Tchad et paléo-climats de l'Afrique nord-tropicale de 30 000 ans à l'époque actuelle", p. 546 et 547.

Le rythme des arrivées au Bamenda enregistre les effets de la révolte des Tiv en 1964 (15 entrées en 1963, 53 en 1964 et 67 en 1965) puis de la guerre du Biafra (58 entrées en 1966, 70 en 67). Certes, le soulèvement des Tiv ne renvoie pas aussitôt tous les éleveurs au Bamenda. Ils se dispersent plutôt en tous sens. Chassés de la meilleure région d'élevage des plaines de la Bénoué, ils tentent de s'installer au plus près. Cependant, beaucoup d'Akou qui avaient fui le Bamenda reviennent sur leurs pas. Le pointage suivant montre que les retours suivent d'assez près le soulèvement tiv de 1964.

Tabl. 13 : ***Retours au Bamenda d'Akou partis en 1960-61*** *(sur un lot de 320 migrants).*

	1963	1964	1965	1966	1967	1968
nombre de familles revenues :	0	20	20	16	2	1

Les Akou ayant déjà séjourné au Bamenda sont nombreux parmi ceux qui abordent à nouveau les plateaux. Ensuite, leur proportion diminue au fil des années. A partir de 1967, les migrants proviennent du nord de la Bénoué. Ils découvrent les plateaux pour la première fois, attirés par ceux qui les ont précédés. Le retour des fugitifs de Wum a ré-amorcé le flux migratoire.

Les migrants empruntent désormais quatre passages pour accéder au nord du Bamenda. Les plateaux camerounais deviennent plus "perméables" qu'avant 1960. Mais ces pistes d'entrée n'ont pas toutes la même importance. De l'une à l'autre, le rythme des entrées varie également selon les années.

Les plateaux kaka, porte d'entrée ancienne des Mbororo, perdent ce rôle. Seuls quelques Akou, installés depuis plus d'une dizaine années au Mambila, empruntent ce trajet. D'autres arrivent de Banyo (Djoranko'en). Mais les entrées se raréfient. Même les troupeaux de commerce acheminés de l'Adamaoua vers le sud camerounais ne passent plus par les plateaux kaka, depuis la construction de la route dite de Mandeville, à travers la plaine Tikar, et l'emploi de traitements trypanocides.

A la fin des années soixante, les migrants se partagent entre trois itinéraires principaux. Dans le lot étudié, 60 familles sont passées par Esimbi, 127 par Essu et 123 par Dumbo. Toutefois, il est probable que les passages par Dumbo sont plus nombreux, la prospection n'ayant pas été systématique dans ce secteur. L'endroit de départ, juste avant l'entrée au Bamenda, n'a pu être déterminé que pour 260 familles.

Le tableau indique rarement la véritable provenance des arrivants. L'endroit de départ, avant l'entrée au Bamenda, ne représente qu'une halte dans une migration de plus grande ampleur. Son origine, pour cette génération de migrants, se situe toujours au nord de la Bénoué (fig. 35).

Lors de la fermeture du Mambila, effective durant une longue période, le passage chez les Esimbi est devenu le premier accès des Akou aux

plateaux. Malgré ses difficultés, cette piste est encore empruntée lors des années soixante. Mais le rythme des passages diminue après 1965. A la fin des années soixante, elle tombe à l'abandon. Ceux qui l'ont adoptée se plaignent des difficultés du trajet, en particulier de la traversée de la rivière Metchum.

Tabl. 14 : ***Provenance des Akou entrés au Bamenda, de 1962 à 68*** *(nombre de familles)*

"porte" d'entrée :	Esimbi	Essu	Dumbo
lieu de départ :			
collines de la Cross River (Ogoja) :	2	9	0
plaines ouest de la Bénoué (Oturkpo-Ankpa) :	11	8	9
plaines sud de la Bénoué			
Gboko :	29	12	16
Wukari :	2	29	51
plaines nord de la Bénoué (Lafia) :	8	45	14
plaines est de la Bénoué :	0	0	4
plateaux nord (Jos, Bauchi) :	2	2	6
	54	105	100

Plus de la moitié des migrants par Esimbi proviennent des plaines de Gboko, à 200 km de Wum. Sur 60 familles, 25 s'étaient enfuies de Wum au moment de l'Indépendance. Elles ont déjà parcouru la piste d'Esimbi dans les deux sens. Ces migrants qui fuient une guerre, puis l'autre, sont surtout des Galedji. Une fois l'existence d'autres passages mieux connue des éleveurs, la piste d'Esimbi est délaissée.

Les deux autres pistes canalisent déjà le plus grand nombre d'arrivées. Toutes les deux présentent l'originalité de ne pas être d'anciennes voies d'acheminement du bétail de commerce. Elles ont été ouvertes par les Akou qui, dans la débâcle des années 1960-61, ont pris au plus court pour fuir les plateaux. Elles s'avèrent maintenant les meilleurs itinéraires dans l'autre sens.

Pour beaucoup de migrants qui empruntent la piste d'Essu, le point difficile reste la rivière Metchum. Cependant, en saison sèche, sa traversée s'avère plus facile à l'aval que chez les Esimbi. Avec une hauteur d'1,50 mètre d'eau, les animaux peuvent la traverser à la nage. Les forêts sont moins denses et les animaux peuvent paître à chaque halte. Enfin, le trajet franchit des secteurs presqu'inhabités. Les rares habitants ne se montrent pas aussi belliqueux que les Esimbi.

Contrairement à celle d'Esimbi, la piste d'Essu canalise le passage d'éleveurs de plus en plus nombreux, avec les années. D'une dizaine de familles jusqu'en 1964 dans le lot relevé, les entrées augmentent à 20 puis presqu'à 40 en 1967. Les migrants qui répugnent à passer chez les Esimbi prennent la piste d'Essu pour accéder au plateau de Wum.

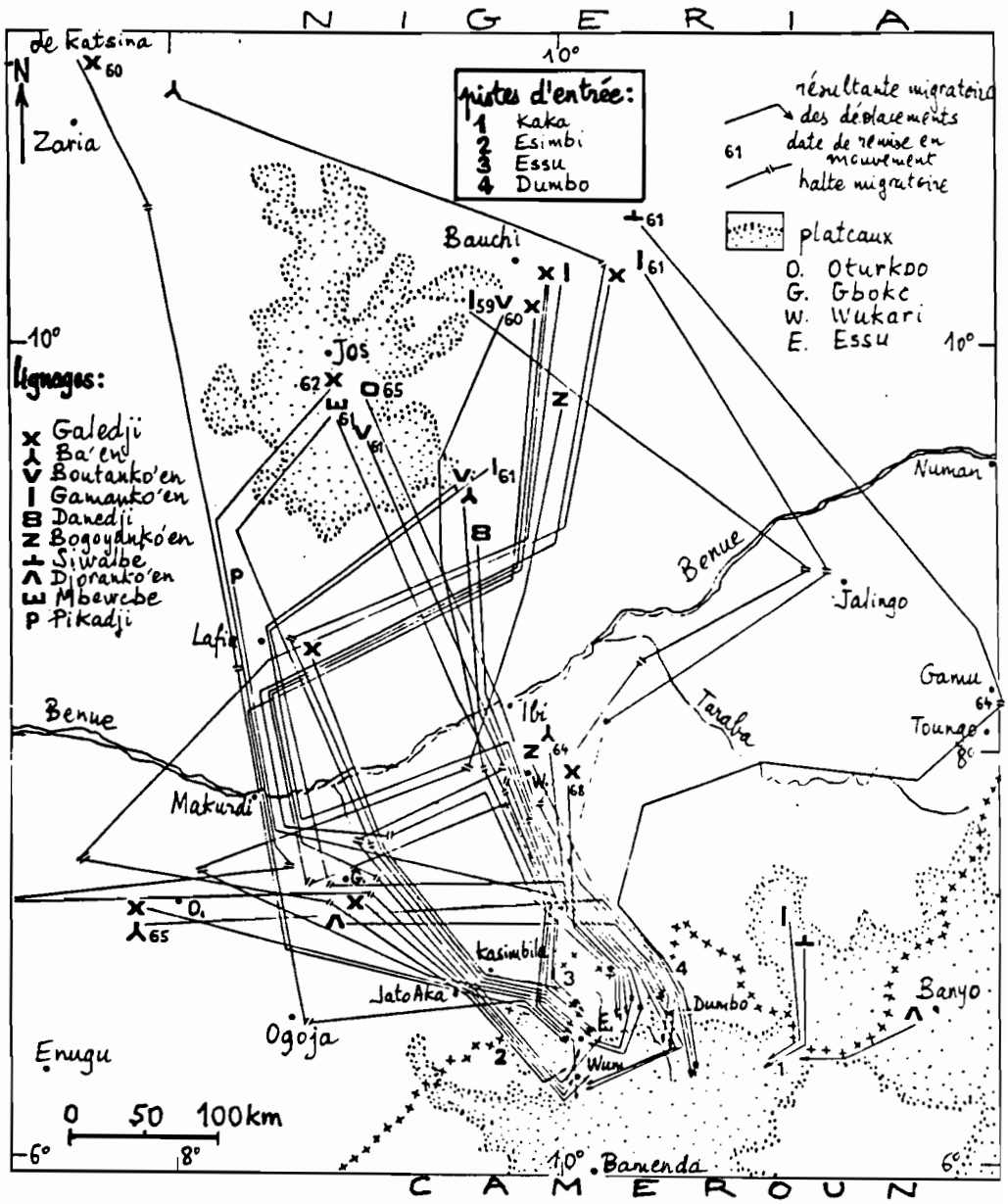


Fig. 35 : ***Nouvelles entrées d'Akou au nord du Bamenda.***

Les documents administratifs mentionnent à peine la reprise d'immigrations à Wum. En avril 1964, le "Farmer-Grazier Service" signale bien l'arrivée de bétail via Essu mais il serait destiné à d'autres "divisions". Le rapport admet que le nombre exact de bétail n'est pas connu. En avril 1966, de nouvelles entrées de troupeaux, en provenance du Nigeria, sont mentionnées par Esimbi et Essu. Aucune autre précision n'est donnée.

Les éleveurs qui montent sur les plateaux par Essu sont partis d'une aire plus vaste que ceux passés par Esimbi. Ils viennent des plaines de Gboko et surtout de Wukari. Mais les plus nombreux arrivent directement du nord de la Bénoué, à plus de 300 km de Wum.

Lafia, mi jooDaay sosey : « à Lafia, je n'étais pas vraiment bien, » reconnaît un Galedji. Il y séjourna pourtant 4 ans, avant de partir et d'atteindre Wum, en une seule saison sèche. Exemple de migration rapide, qui fait l'économie d'un séjour sur les plaines méridionales de Wukari ou de Gboko. Des éleveurs qui stationnaient sur les collines d'Ogoja, à l'ouest du Bamenda, contournent le pied des plateaux par le nord et débouchent également à Essu.

Certains arrivants peuvent être considérés comme des réfugiés. Ils ont fui le soulèvement des Tiv, puis des ethnies apparentées aux Ibo. Mais la plupart n'ont fait que traverser les régions troublées. Ils participent au glissement général des éleveurs vers le sud, à partir des années soixante. Le reflux des Akou du Bamenda, lors de l'Indépendance, leurs tentatives dans les savanes de la Bénoué, apparaissent comme des revirements épisodiques, accidentels, dans un mouvement plus ample vers le sud. A partir de 1966-67, l'arrivée de migrants en provenance de Lafia redonne une continuité nord-sud au courant migratoire.

Les migrants traversent la Bénoué à Makurdi ou à Ibi. Ils coupent à travers les plaines de Wukari ou n'y séjournent que quelques années. De là, ils se dirigent droit vers le sud, rencontrent les premiers contreforts des plateaux à Takum, les longent vers le sud jusqu'à la vallée de la Katsina Ala qu'ils remontent, puis gravissent l'abrupt des plateaux. Ceux de Makurdi progressent dans les savanes de Gboko le long de la Katsina Ala, en passant près de Jato Aka puis Kasimbila où ils rejoignent l'itinéraire précédent (carte h.t. 1).

La dernière piste d'entrée est dite de Dumbo, bien qu'elle aboutisse nettement à l'ouest du village. De Takum, en plaine, elle gravit les prolongements extrêmes des plateaux, franchit la nouvelle frontière à Tosso et débouche en une contrée isolée du plateau de Dumbo, au nord de la rivière Kimbi. Son trajet suit en partie une vieille piste commerciale qui rejoint, au sud, la chefferie de Fungom. D'après les éleveurs, c'est la meilleure entrée au Bamenda, parce qu'elle n'oblige à traverser aucune grande rivière. En accédant rapidement à une altitude de 800-1.000 mètres, avant même de franchir la frontière, elle entraîne moins de pertes de bétail que les autres itinéraires. A ce titre, la contrée de Kasimbila jouit d'une réputation aussi mauvaise que celle d'Esimbi, par suite de l'insalubrité glossinaire (231).

Les rapports du "Farmer-Grazier Service" signalent à peine les entrées de cheptel par Dumbo. Ici, les Akou accèdent en un secteur des plus isolés, faiblement peuplé, sans provoquer de tensions comme à Wum avec les populations locales. Il est seulement fait quelques allusions à leur arrivée. En décembre 1965, un rapport observe que « le bétail akou venu du Nigeria cette année n'a pas encore eu de permis de pâture pour stationner sur le territoire ; il est demandé à l'ardo d'en fournir la liste, mais sans réponse. » Quelques années plus tard, un autre rapport nous apprend que « dans la région de Dumbo et d'Akweto, à la suite des taxes imposées par les douanes, la plupart des éleveurs nouveaux arrivés ont quitté cette zone » (232). De façon implicite, de telles informations suggèrent l'arrivée d'éleveurs à Dumbo.

Insignifiantes avant 1964, les entrées à Dumbo se maintiennent ensuite au rythme soutenu de 20 à 30 familles par an dans le lot observé. Ici également, la mobilité est relancée par le soulèvement des Tiv installés dans les plaines de Wukari, au milieu des Jukun.

231. Des Galedji racontent comment les troupeaux furent assaillis de tsé-tsé sur un tronçon de 2 miles, près de Kasimbila. Il s'ensuivit de lourdes pertes, quelque temps plus tard.

232. Farmer-Grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", janvier-mars 1969

Les premiers éléments qui débouchent à Dumbo, en 1964, sont des Ba'en et des Natirbe qui l'avaient quitté en 1960. Dès qu'ils subissent des pertes de bétail, infligées par les Tiv, ils remontent sur les plateaux camerounais. Leurs retours donnent le signal de déplacements qui deviennent continus.

La progression des Akou vers Dumbo admet un décalage par rapport à celle des migrants par Essu. Les plaines de Wukari sont parcourues depuis 1946 par des éleveurs ; ensuite l'aire d'élevage s'étend vers le sud lors des années soixante (233). Ces savanes, autrefois insalubres pour le bétail, s'assainissent progressivement, grâce à la colonisation agricole des Tiv et aux incursions fréquentes de troupeaux. Dès lors, elles offrent des relais dans la vague migratoire des pasteurs vers le sud. Les rapports entre Mbororo et chefs jukun sont meilleurs qu'avec les Tiv. Parfois, des Akou dévient leurs parcours, de Gboko vers Wukari.

233. R.I.M., 1984, "Livestock and Land Use in Southern Gongola State, Nigeria". La carte 6 ("Expansion of Pastoral Fulbe") indique que les Mbororo s'installent, à partir de 1964, de part et d'autre de la Donga et, après 1965, le long du Mayo Bantadje.

Les deux pistes d'Essu et de Dumbo reprennent partiellement de vieilles pistes commerciales reliant les Grassfields aux émirats du nord. Comme le bétail de boucherie ne les empruntait pas, les éleveurs les ignoraient, jusqu'à ce qu'ils les redécouvrent en 1960, en les prenant d'abord à rebours. Ensuite, ces pistes deviennent de grands axes de pénétration pastorale vers les plateaux camerounais. A la fin des années soixante, le service d'Elevage entreprend d'arrêter les entrées de Mbororo en Adamaoua, à partir du Nigeria. Il bloque un grand courant migratoire qui, prenant à travers le nord du Nigeria, traverse la frontière à Kontcha, en direction de Tignère. Dès lors, des migrants se détournent vers les Grassfields, plus accessibles. Ce revirement migratoire vers le sud ne fera que s'accentuer au cours des années suivantes.

La migration appelle la migration : des migrants vers les plateaux donnent l'exemple à ceux qui les côtoyaient avant le départ. S'ils sont partis, c'est que les pâturages "devant" sont meilleurs, se disent-ils. De plus, les incitations au départ jouent par lignages. Des connivences inter-lignagères se nouent lors des déplacements. On se promet de s'installer côte à côte, une fois arrivés sur les plateaux.

Un nouveau mode de déplacement : la "vente-migration"

En plus de l'acheminement lent de longues cohortes d'animaux, suivies de boeufs porteurs et de femmes poussant les ânes sur lesquels sont juchés de jeunes enfants, les années soixante sont marquées par une autre forme de migration. Des éleveurs décident de voyager seuls, en se défaisant de leur bétail. Ils utilisent les moyens modernes de locomotion : train au Nigeria, taxi-brousse ailleurs. Ils effectuent des déplacements rapides et de plusieurs centaines de kilomètres d'amplitude. Plus de risque de perdre des animaux en cours de route, soit par suite de l'hostilité des populations rencontrées, soit à cause des piqûres de tsé-tsé.

Ce mode de migration, détaché des servitudes géographiques des espaces traversés, est cependant soumis à d'autres contraintes. Le migrant vend le troupeau au lieu de départ, voyage avec de l'argent liquide et reforme son cheptel par des achats à l'arrivée. Mais cette reconstitution n'est pas toujours aisée ni instantanée. En attendant, pour survivre, le nouveau

venu a besoin de l'appui d'éleveurs déjà en place : prêts de vaches laitières, introductions sur les marchés à bétail. Les possibilités de ce type de migration sont largement déterminées par des liens de parenté. Il permet de rejoindre rapidement des alliés parvenus en pâturages lointains mais il ne peut servir la pénétration pionnière d'une contrée.

La formule de la vente-migration est encouragée par les nombreux obstacles auxquels se heurtent les éleveurs en se déplaçant avec le bétail. Des réglementations pastorales interdisent de façon plus ou moins draconienne l'accès du bétail aux plateaux les plus réputés. C'est alors une méthode tout à fait simple de les contourner.

Les premières ventes massives de bétail, en préalable à une migration, s'expliquent par l'intention d'esquiver des interdictions d'entrées d'animaux. C'est la façon d'accéder, par exemple, au Mambila dans les années cinquante. En pleine période de fermeture du plateau par l'administration coloniale, le cheptel des Ba'en, entrés en dernière extrémité avec seulement quelques troupeaux, progresse de 300 bovins en 1950 à 1.300 en 1953 (234).

Le désir d'échapper aux autorisations d'entrée, théoriquement obligatoires, joue également dans la décision de vendre le troupeau avant de gagner les Grassfields. A côté de cette volonté d'esquiver les contrôles, les Mbororo redoutent l'insalubrité des itinéraires vers les plateaux. C'était le cas, jusqu'en 1945-46, de *laawol Piliinga*, le trajet emprunté par beaucoup de migrants, de Toungo au Mambila. Il s'accompagnait presque toujours de pertes catastrophiques. C'est encore le cas de la piste d'Esimbi et même de Kasimbila-Essu.

En 1962, un Gamanko se déplace en voiture puis à pied. A son arrivée à Wum, il rachète du bétail sans difficulté. Au contraire, son voisin s'est déplacé lentement avec son troupeau : il a perdu une grande partie du bétail, lors du passage chez les Esimbi.

Moyen de contourner les interdictions de déplacements pastoraux, la vente-migration évite les risques de pertes de bétail, lors des cheminements lents vers le sud.

Jusqu'en 1963, la monnaie anglaise a cours au Cameroun Occidental, ce qui facilite les transferts d'argent du Nigeria. Ensuite, un change devient nécessaire. Les migrants y perdent mais, comme le cours du bétail est plus élevé au Nigeria, ils s'y retrouvent quand même.

De 1962 à 68, seules 9 arrivées sans bétail sont relevées au nord du Bamenda, ce qui est peu, par rapport aux 320 migrants venus avec leur troupeau. Dans ce petit lot, 6 ont vendu ou laissé les animaux à des parents au plateau de Jos. Souvent, il s'agit de rejoindre un "frère" ou un parent qui prête quelques vaches. Mais, parfois, le nouveau venu doit s'engager comme berger pour compléter les maigres ressources que peuvent offrir les 5 ou 6 vaches reçues.

Ce mode de déplacement concerne surtout des éleveurs pauvres. Le troupeau étant de petite taille, il risque d'être anéanti par les aléas de la migration, à travers des secteurs insalubres.

234. R. du BOULAY suspecte fort l'*arDo* de ce lignage, en 1953 : « he certainly seems to have restocked in the past few years. But wether this can be attributed to local purchases or wether to illegal entry and concealment, I would not like to be certain. »

Un Danedji voyage, en 1966, de Kano à Makurdi par le train, puis jusqu'à Bissaula en car-taxi. Enfin, il parvient à Dumbo par la piste piétonne. Près de Kano, il était devenu cultivateur avec seulement du petit bétail, chèvres et moutons, mais plus de vaches. Son frère cadet était "sorti" en brousse avec le gros bétail, puis parti en 1945 vers le Bauchi et, de là, Wukari et Dumbo via Wum, dès 1958.

C'est là que l'aîné vient le visiter et décide de le rejoindre. Il vend son exploitation agricole, se déplace et récupère des vaches confiées, il y a longtemps, au cadet. Peu à peu, il s'était converti en cultivateur. Le voici redevenu, brusquement, éleveur et buveur de lait chaque jour. Toutefois, il a entrepris de cultiver un petit lopin de maïs.

Des éleveurs recourent également à ce mode migratoire en cours de route. Ayant subi de graves pertes, ils décident de poursuivre leur migration sans bétail. Ils vendent ce qui leur reste et se rendent au Bamenda où ils rachètent quelques têtes. En se défaisant de leur bétail sur place, d'autres éleveurs, "attardés" en queue de migration, rattrapent rapidement le gros de leur lignage.

Un Galedji était resté seul aux environs de Lafia, tous les siens étant partis au Bamenda. Il ne pouvait se résoudre à séjourner, isolé, au milieu de lignages "étrangers". Comme il ne possède qu'un petit troupeau, il le vend et rejoint les membres de son lignage à Wum.

Plusieurs Gamanko'en arrivent également avec de l'argent au nord du Bamenda. Ils ont abandonné le plateau de Jos où ils s'étaient pourtant sédentarisés, en devenant des éleveurs-cultivateurs. Leur antécédent de sédentaires les fait-il redouter les périls d'une migration avec le troupeau? La migration sans bétail revêt alors le caractère d'un retour brutal à la mobilité, d'une rupture par rapport à une longue tendance vers la sédentarisation.

Alors que l'évolution récente semble pousser les pasteurs vers davantage de stabilité, celle-ci peut toujours être remise en cause. La monétarisation générale du bétail offre aujourd'hui plus de latitude pour "jouer" entre plusieurs espaces pastoraux éloignés les uns des autres.

Le chassé-croisé entre les entrées et les sorties

En excluant les retours au Nigeria provoqués par les premières années d'incertitude politique au Cameroun Occidental, les Akou parvenus aux plateaux de Wum et de Dumbo s'y fixent plusieurs années.

Ils sont séduits par les pâturages qu'ils découvrent. Les troupeaux sont encore peu nombreux, sauf en saison sèche, lorsque les Djafoun descendent en transhumance. Même à cette saison, les herbes suffisent largement au bétail. Venant du nord, ces éleveurs ont l'impression que les pluies ne cessent pas au Bamenda. Des Natirbe à Essu, des Galedji à We reconnaissent, plus tard, qu'ils ont séjourné aux mêmes endroits pendant 8 à 9 ans sans transhumer. Après les dernières pertes dues aux piqûres de tsé-tsé subies le long de la piste d'Esimbi, des Bogoyanko'en témoignent des

bonnes années passées près d'Essu. Or, pour qu'ils l'admettent, il faut vraiment que leur bétail ait prospéré ! Ils ne se plaignent même pas de la présence des cultures.

Les départs. L'arrivée d'une seconde vague d'Akou, à partir de 1963-64, n'aboutit pas à une insertion aussi aisée. De plus, elle s'accompagne de départs parmi les premiers Akou, pourtant apparemment bien installés. Les plateaux d'accueil au Bamenda ne retiennent plus tous les migrants en provenance du Nigeria.

Un lot d'éleveurs partis de Wum et de Dumbo, de 1962 à 69, comprend 150 familles. Le tableau suivant montre l'échelonnement de ces départs dans le temps.

Tabl. 15 : ***Amorce des départs à partir de Wum et de Dumbo, de 1962 à 69 (en nombre de familles).***

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Wum :	0	2	0	10	22	4	16	5
Dumbo :	0	0	0	0	0	8	37	31

Les relevés ne touchent qu'une partie des départs. Cette fois, les rapports du "Farmer-Grazier Service" deviennent plus explicites. Ainsi, il est signalé, en 1966, que 75 familles (et non pas seulement 22) quittent les environs de Wum avec 2 530 têtes de bétail (235).

235. Farmer-Grazier Service, Wum, mars 1967.

L'ampleur des départs à partir de Dumbo est confirmée par un autre rapport : "dans le Mbembe-Misaje Council Area, beaucoup d' « Aku sont partis avec leur bétail à l'Est Cameroun ; les départs sont estimés à 5 000 bovins. En contre-partie, d'autres ont demandé à immigrer à partir du Nigeria » (236).

236. idem, Bamenda : "Rapport trimestriel", janvier-mars 1970 (traduction par l'auteur).

Les départs se déclenchent à partir de 1965 à Wum tandis qu'à Dumbo, ils sont un peu plus tardifs. La nouvelle vague d'arrivants pousse des éleveurs sur place à partir. Pour l'avoir vécu eux-mêmes, les premiers venus redoutent que les nouveaux troupeaux soient malades, après les secteurs insalubres qu'ils viennent de traverser. Ils craignent d'en faire, une nouvelle fois, les frais. La venue des uns entraîne la remise en mouvement des autres.

Toutefois, le retour à la mobilité ne se réduit pas au simple contre-coup d'une nouvelle vague d'arrivées. Certes, la concordance des départs de Wum avec la relance des entrées par Essu, à partir de 1965, est frappante. Mais à Dumbo, l'effet de repoussoir des arrivées ne se manifeste qu'après un décalage de quelques années. La composition lignagère des arrivées du Nigeria et des départs du nord-Bamenda précise les relations entre les deux phases migratoires.

Tabl. 16 : ***Répartition lignagère des arrivées et des remises en mouvement au nord du Bamenda, de 1962 à 69 (en nombre de familles).***

lignages akou	arrivées à :		départs de :	
	Wum	Dumbo	Wum	Dumbo
Galedji	65	5	7	0
Danedji	?	?	10	7
Ba'en	17	22	8	0
Natirbe	4	6	4	6
Boutanko'en	10	1	14	0
Bogoyanko'en	?	?	8	2
Rahadji	?	?	0	50

Alors que les Galedji alimentent en majorité les arrivées à Wum au cours de ces années, ceux qui partent appartiennent à des lignages divers. Ils sont entrés dans le sillage des premiers Galedji, avant 1960. Après un séjour d'une dizaine d'années, ils s'en vont, laissant la place à de nouveaux venus galedji. La conjugaison des deux phénomènes, entrées de Galedji et départ d'autres lignages, renforce l'homogénéité du peuplement akou à Wum. La substitution tient largement au rôle de l'*arDo* qui pèse de toute son influence pour faciliter l'installation des siens.

A Dumbo, le chassé-croisé entre entrées et sorties se passe différemment. Il se concentre en deux années au lieu de se prolonger sur plusieurs, par le jeu subtil de l'*arDo* de Wum. En 1969, les Djoranko'en supplantent les Natirbe à Dumbo. Il en résulte le départ de tous les Rahadji qui coexistaient, depuis 1959, avec les Natirbe. Quant à ces derniers, quelques-uns poussent vers le sud mais beaucoup retournent au Nigeria avec leur *arDo*. Les Djoranko'en, proches des Gamanko'en, rétablissent à Dumbo la position dominante qu'ils détenaient sur le plateau de Jos.

A Wum comme à Dumbo, la seconde vague d'arrivées déclenche des départs. Ce n'est pas seulement la conséquence d'une opposition entre "anciens" et nouveaux éleveurs, mais surtout d'une compétition avivée entre lignages pour le contrôle des pâturages d'accueil. D'une aire pastorale à l'autre, des lignages prestigieux s'efforcent d'acquérir le pouvoir. C'est la répétition du scénario qui a marqué l'arrivée des Djafoun aux Grassfields. A la faveur de la migration, les rivalités entre lignages s'aiguisent.

Les causes de départ. Il est rare que les Akou dévoilent les vraies raisons de l'abandon de bons pâturages occupés durant plusieurs années. Certains renvoient spontanément à une instabilité qui leur serait intrinsèque. ***Min acci Wum, gikku mbororo tan waDi min dilli :*** *« nous avons quitté Wum, c'est seulement le caractère mbororo qui nous a fait partir. »* Leur mobilité est-elle vraiment si gratuite ? Le même interlocuteur précise sa réponse : ***gikku mbororo amin, min DaBBita haa na'i DuuDa :*** *« notre caractère mbororo à nous, c'est de chercher (l'endroit) où les vaches deviennent nombreuses. »*

Pour ces Mbororo, c'est par la mobilité et le changement que le cheptel a de plus grandes chances de prospérer. Dès qu'une difficulté pastorale surgit, ils l'esquivent en se déplaçant. S'étant déjà déplacés dans l'intention d'assurer l'essor du cheptel, ils acceptent mal qu'il soit freiné. Dès lors, revient la tentation d'autres espaces ; ces éleveurs se disent qu'ailleurs, les troupeaux disposent davantage d'herbe. Les pâturages actuels ne suffisent pas à entretenir des effectifs qui se sont accrus. Les premiers Akou entrés au nord des Grassfields amorcent une logique pastorale de remise périodique en mouvement.

Une première phase d'occupation des nouveaux pâturages s'achève, celle qui permettait, par l'abondance de l'herbe, une stabilité des troupeaux en toutes saisons. Par accroissement et nouvelles arrivées, le cheptel augmente rapidement sur place, pendant la phase initiale de prospérité. Mais, bientôt, les éleveurs doivent recourir à des déplacements de saison sèche, passer à un système transhumant. Or, si des savanes restent disponibles à l'est et au nord du plateau de Dumbo, c'est moins le cas à la périphérie de celui de Wum. Bloc enserré entre les vallées profondes et couvertes de forêts de la Metchum et de la Katsina Ala, il n'offre guère de savanes en bas-fonds humides. Le cheptel de Wum commence à ressentir les effets d'une saison sèche qui devient plus sensible, à la fin des années soixante. Plutôt que de prolonger leur sédentarisation, des Akou partent alors prospecter d'autres pâturages.

Des éleveurs avouent enfin qu'ils ont évacué les environs de Wum, contraints et forcés par des groupes de cultivatrices en colère. Au début des années soixante, les relations n'étaient pas mauvaises entre les Aghem et des Akou encore peu nombreux. En 1963, les autorités éloignent pourtant quelques éleveurs des abords de Wum, réservés aux cultures. Une dégradation des relations entre les deux populations est signalée à partir de 1965 dans les rapports du "Farmer-Grazier Service" (237). Ces années marquent précisément l'amorce des départs.

A chaque nouvelle saison sèche, les femmes partent en guerre contre des Akou, lorsqu'il s'agit de récupérer des savanes pour les défricher et les mettre en culture. Les éleveurs résistent mais, chaque fois, certains sont déplacés d'autorité. Ils ne comprennent pas cette nécessité et, s'estimant brimés, ils décident de quitter carrément la région. A partir de 1965, les conflits éleveurs-cultivatrices chassent ainsi périodiquement un lot d'Akou, plus ou moins nombreux selon les années. La chronique de ces conflits fera l'objet d'une présentation séparée.

237. « Les relations des cultivateurs avec les éleveurs Akou deviennent mauvaises car il n'y a pas de limites pâturages-cultures » (mai 1965).

Le bilan migratoire. Le bilan des entrées et sorties de bétail est-il positif pour les plateaux au nord du Bamenda ? Il est souvent difficile de répondre à ce genre de question. Des statistiques détaillées de cheptel, difficiles à rassembler a posteriori, composent rarement une série régulière. Quelques chiffres d'effectifs de bétail à Wum et Dumbo donnent seulement des indications sur le bilan migratoire des Akou, à la fin des années soixante.

Tabl. 17 : *Evolution du cheptel imposable à Wum et Dumbo au cours des années soixante*

	1963	1964 (238)	1965	1967 (239)	1968 (240)	1969 (241)
Wum Central Council	?	?	?	21 440	22 800	21 440
Wum (Ardo Oumarou)	?	11 000	11 040	14 860	?	?
Mbembe-Misaje Council	16 250	?	?	17 940	20 415	20 290
Dumbo (Ardo Magwa)	?	?	?	9 570	?	?

238. Farmer-Grazier Service, Wum, septembre 1968.
239. Veterinary Department, Bamenda, avril 1968.
240. Farmer-Grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", juillet-septembre 1968.
241. idem, "Rapport trimestriel", octobre-décembre 1969.

Aussi bien à Wum qu'à Dumbo, les deux *arDo* cités ne se trouvent pas à la tête de tous les Akou. A Wum, quelques-uns s'insinuent au pied des hauts plateaux et dépendent des Djafoun de Bafumen avec lesquels ils sont comptabilisés. Il en est de même à Misaje, au sud de Dumbo, alors contrôlé par des Toukanko'en.

De 1965 à 67, le cheptel augmente à Wum, résultat de nombreuses entrées par la piste d'Essu. Puis, de 1967 à 69, les effectifs restent stationnaires : les départs équilibrent alors les arrivées.

A Dumbo, une compensation entre les deux mouvements migratoires s'établit un peu plus tard. A partir de 1968, le cheptel des deux plateaux ne s'accroît plus. Entrées et sorties de bétail se succèdent. Wum et Dumbo ne jouent plus seulement un rôle d'accueil mais également de relais pour une migration plus lointaine, avec les nuances apportées par la composition lignagère des migrants.

En 1967, plus de 25.000 têtes de bétail blanc stationnent au nord du Bamenda, alors que l'entrée décisive des Akou date seulement d'une décennie. Cet apport représente au moins un dizième du cheptel régional. Il se partage de façon équivalente entre Wum et Dumbo. En fait, les nouveaux troupeaux restent largement sous-recensés pour l'impôt. Beaucoup d'Akou, attachés à reconstituer des troupeaux éprouvés par la migration, tentent d'échapper le plus possible au *jangali*. La part du bétail blanc dans le cheptel régional excède les données officielles.

La reprise de l'afflux des Akou au Bamenda ne se traduit pas seulement par un appoint de cheptel et de ressources fiscales. Elle perturbe les systèmes d'élevage des Djafoun, en les privant notamment de leurs secteurs habituels de transhumance. Les Akou devenant de plus en plus nombreux à Wum, les Toukanko'en de Wum et de Bafumen ne peuvent plus y descendre en saison sèche. C'est le début d'une vive compétition, entre les deux groupes, sur les pâturages de bas-plateaux.

La traversée des plateaux

Dans quelles directions se dirigent les Akou partis du nord du Bamenda? Ils poursuivent leur avance vers le sud, exploitant les possibilités que leur

offrent les plateaux, en dehors des hautes prairies appropriées par les Djafoun. Ils pénètrent dans les savanes de Lassin et de Din, entre les deux dorsales volcaniques du Bamenda. Puis ils traversent les hauts plateaux pour accéder, de l'autre côté, au Bamoun et à Bagam.

Les Akou s'immiscent d'abord sur les reliefs intermédiaires, entre les bas plateaux et les hautes prairies de ***caBBal***. Certes, des Djafoun commencent à s'installer sur le plateau de Konene mais, à l'est de la Kimbi, des secteurs restent disponibles autour de Lassin. Les migrants les plus nombreux à s'y diriger viennent de Wum. Ils transitent par Nyos et Fonfuka au nord, ou traversent directement le plateau de Konene, sans réussir à s'y fixer.

Les Akou qui se rendent au Bamoun escaladent les hauts plateaux du Bamenda par deux trajets, l'un à partir de Wum, l'autre de Dumbo (fig. 36).

De Wum, ils traversent une réserve forestière au sud et "coupent" une série de vallées encaissées pour éviter les terroirs kom très densément cultivés. Ils accèdent en haut de Ndawara par une piste de transhumance maintenue ouverte près de Babanki. De là, les uns descendent vers la plaine de Ndop par Sabga et contournent la plaine à l'ouest pour arriver à Bagam. Les autres passent au-dessus de Babungo, longent le pied des plateaux et du massif du Mbam, à l'est, pour atteindre le Bamoun. Peu d'entre eux prennent à travers la plaine de Ndop, par Bambalang. Les Akou disent que leurs animaux ne peuvent se dépêtrer de la boue des étendues marécageuses. De Wum, les migrants mettent une semaine et trois jours pour gagner Bagam et deux semaines juqu'au Bamoun. C'est beaucoup de temps pour un itinéraire inférieur à 100 km mais le relief est accidenté et les cultures imposent des détours.

Les Akou de Dumbo gravissent d'abord les plateaux intermédiaires de Lassin puis les hauts plateaux Nso au nord de Bantem. Ils empruntent un passage étroit laissé pour le bétail entre les cultures, au nord de Kumbo (Takija). Puis ils parcourent les prairies d'altitude de Mbiame qui dominent la vallée de la Bui. Ils descendent cette vallée et remontent l'abrupt raide du Bamoun. La plupart des migrants débouchent sur le plateau près de Mfiyet au nord de Foumban. Pour disposer de vastes savanes, il leur faut encore traverser le Bamoun et passer au sud de la rivière Mfou. C'est donc un trajet plus long et plus éprouvant que le précédent, par la succession d'abrupts à gravir et à descendre (de 2.200 mètres en haut de Nso à 750 en bas de la Bui). De Dumbo, les Akou mettent un mois, avant d'arriver au sud du Bamoun.

Pour un itinéraire comme pour l'autre, l'emprise des cultures ne réserve souvent que des couloirs étroits aux troupeaux ou impose des détours par des abrupts difficiles. Des diversions permettent à quelques éleveurs de s'écarter de ces passages habituels à travers le Bamenda.

Des Bewebbe quittent le plateau de Wum pour celui de Bafut, dès 1964, sans franchir la dorsale de hauteurs. Mais les pâturages que leur concède le chef de Mankon sont exigus. De même, des Galedji s'accrochent, à partir de 1967, sur l'abrupt de Ndu au-dessus de la plaine Mbaw. Mais ces familles isolées comptent peu par rapport au déversement des Akou au Bamoun.

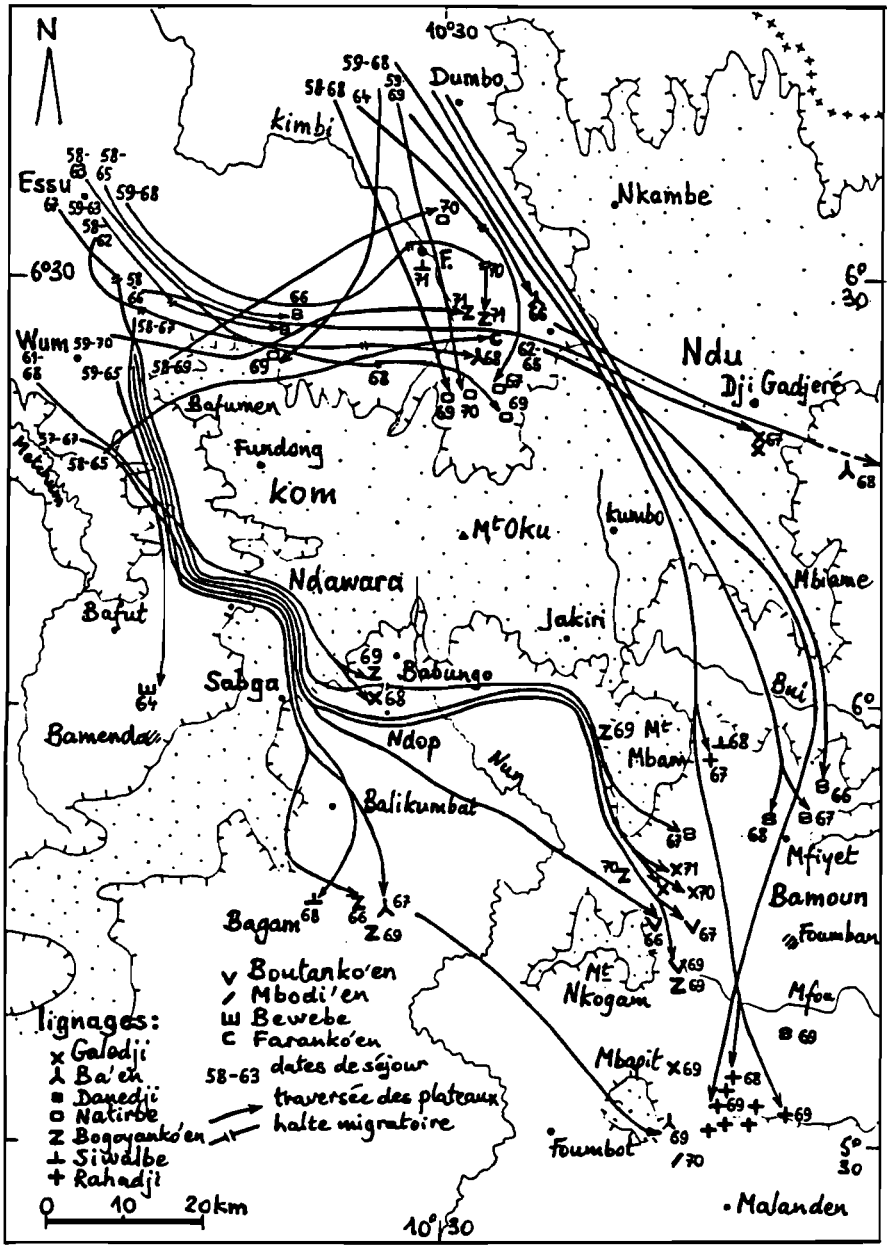


Fig. 36 : ***Premières traversées du Bamenda par les Akou.***

La colonisation pastorale du Bamoun

Bien qu'il ait encore joué, lors de la révolte bamiléké, un rôle de refuge pastoral, le Bamoun est abandonné par beaucoup de Mbororo lorsque le calme se rétablit de l'autre côté du Noun. Quelques Guerodji, des Siwalbe puis des Danedji, arrivés du Mambila ou de Banyo, au cours des années cinquante, n'occupent pas toutes les savanes du plateau. La stagnation du cheptel ressort de quelques indications chiffrées.

En 1952, les effectifs étaient évalués à 15.000 bovins, dont 10.000 aux mains de Mbororo (242). En 1958, ils atteignaient 23.000 têtes. Le cheptel des Mbororo avait augmenté mais celui des Européens, diminué (243). En 1965, le cheptel au Bamoun tombe à 20.360 têtes, alors que les capacités des pâturages sont estimées au double (244).

Ce diagnostic contraste nettement avec le constat, devenu habituel, d'une surcharge des pâturages, au Bamenda. Alors que l'administration anglaise édictait des règlements de pâture pour écarter des éleveurs, les Français tentaient de les attirer. C'était déjà le cas, dans les années quarante (245). Toutefois, les années suivantes, l'élevage n'est encore qu'une virtualité intéressante dans l'effort de développement rural (246). Au début des années soixante, de vastes savanes vides de bétail subsistent au sud du Bamoun, parcourues de hyènes et même de lions. Ces pâturages potentiels attirent les Akou pour qui, au Bamenda, ***ladde walaa***: *«il n'y a pas de brousse (de pâturages).* »

De fait, la plupart des éleveurs partis de Wum et de Dumbo, de1965 à 69, se dirigent vers le Bamoun. L'enquête a posteriori relève l'installation, en quelques années, de 110 familles. Le tableau suivant restitue leur rythme d'arrivée.

Tabl. 18 : ***Arrivées des Akou au Bamoun, de 1965 à 69***

	1965	1966	1967	1968	1969
nombre de familles entrées :	0	5	14	44	47

La présence des Akou au Bamoun date seulement de 1967-68. Jusqu'en1968, les migrants en provenance de Wum s'orientent plutôt vers Bagam, attirés par des pâturages vides après la révolte bamiléké. Après un ou deux ans de séjour, ils se remettent en mouvement et abordent le Bamoun. Mais le gonflement des entrées en 1968 et 69 tient surtout à des migrants en provenance de Dumbo.

Parmi les 110 familles recensées, quelques lignages sont mieux représentés que les autres.

Tabl. 19 : ***Composition lignagère des arrivants au Bamoun, de 1965 à 69.***

lignages akou	nombre de familles	provenance principale
Rahadji	51	Dumbo
Danedji	15	Dumbo
Galedji	13	Wum
Boutanko'en	9	Wum
Bogoyanko'en	6	Wum et Dumbo
Siwalbe	5	Wum et Dumbo

242. DIZIAIN, R., 1952. D'après le rapport POUMAILLOU (1963), il y avait déjà 17.000 bovins au Bamoun, dont 7.000 pour les élevages européens.

243. POUMAILLOU, P., 1963. « Depuis le rattachement au Cameroun en 1961, les pasteurs nomades circulent plus qu'autrefois avec leurs troupeaux à travers la frontière ; ils semblent avoir tendance à gonfler leurs effectifs au Cameroun Oriental, manquant de pâturages dans la région de Wum-Nkambé. »

244. "Etude des pâturages de l'Ouest", septembre 1965.

245. « Many Fulani will cross the border into the French Cameroons where, I understand, they will be welcomed by the French Authorities who say that they are understocked » (CLARKE, N., mai 1946).

246. « Les grandes zones d'élevage des massifs, aménagées, donneront peut-être une richesse très grande aux Bamouns » (ANDRE, E., 1961, p. 82).

Les Rahadji arrivent directement de Dumbo, en 1968 et 69. Quant aux Danedji, leurs déplacements datent surtout de 1966 et 67. Certains font escale près de Lassin avant de rejoindre le Bamoun. Il en est de même des Galedji et des Bogoyanko'en qui transitent en bordure de la plaine de Ndop. Lorsqu'ils rencontrent, en cours de route, des savanes peu occupées, les Akou les testent et tentent de s'y installer.

La localisation des nouveaux venus au Bamoun s'explique en partie par leur provenance et leur appartenance lignagère. Les Mbororo sur place depuis longtemps n'occupaient qu'une portion du plateau, surtout les hauteurs du Nkogam et du Mbam (247). Sur le plateau lui-même, quelques éleveurs stationnaient au nord de Foumban et aux alentours de Koutaba. Les nouveaux venus s'intercalent dans les savanes libres mais d'autres se placent au plus près des éleveurs trouvés sur place.

247. POUMAILLOU, P., 1963, t. 2, p. 166.

Galedji et Boutanko'en venus de Wum préfèrent s'établir à l'ouest de Foumban, aux environs de Matapit. Ces savanes arbustives sont déjà parcourues depuis longtemps de troupeaux, donc sûres par leur salubrité. Les Danedji de Dumbo et quelques Rahadji occupent, au nord, les hauteurs qui dominent la vallée de la Bui. Mais la plupart des Rahadji se portent au revers sud du plateau. Ils sont les premiers à mettre en valeur des savanes, autrefois seulement visitées en saison sèche par des transhumants.

L'initiative manifeste un comportement pionnier : il n'est pas du tout certain que ces savanes méridionales admettent une présence continue des troupeaux. Mais, n'ayant jamais porté de bétail en permanence, elles offrent une grande masse herbacée, avantage décisif aux yeux d'éleveurs en quête de pâturages. D'autre part, l'emprise des cultures, notamment des plantations caféières, reste faible. Déjà, des Rahadji et des Mbodi'en descendent le petit abrupt qui marque la limite sud du plateau et se postent vers Malanden. Ils reconnaissent que les animaux souffrent de *Badawnde*, la trypanosomose bovine, mais ils tentent de s'y maintenir. Ils élargissent l'aire pastorale à la limite du plateau.

Alors que le cheptel restait stationnaire au Bamoun depuis une vingtaine d'années, les arrivées d'Akou en provenance du Bamenda le gonflent brusquement. J. CHAMPAUD écrit vers 1970 : « les effectifs, estimés à 21.000 têtes lorsque fut préparé l'atlas (1967-68), seraient en réalité près de 40.000» (248). En fait, le cheptel excède les 40.000 bovins en 1970 (249). Il a suffi de quelques années pour que les effectifs doublent.

248. CHAMPAUD, J., 1973, p. 56.
249. DONGMO, J.L., 1972, "L'élevage bovin dans l'Ouest Cameroun".

Avec le sud du Bamoun atteint dès 1968, il semble que les Akou touchent une limite extrême dans leur poussée migratoire vers le sud. Le rebord de plateau qui domine le bassin inférieur du Noun ne marque-t-il pas un seuil écologique infranchissable par le bétail ? Les Rahadji avancés plus loin admettent que les savanes de Malanden sont infestées de tsé-tsé, sans parler de celles, immenses, qui s'étendent entre la piste de Massangam et le cours inférieur du Noun (carte hors-texte 2).

A l'est, le plateau bamoun surplombe les plaines du Mbam, couvertes de forêts denses sur la rive gauche du grand cours d'eau. De ce côté également, un obstacle naturel s'interpose à la progression des migrants. Finalement, en s'avançant au Bamoun, les Akou se sont peut-être fourvoyés dans une impasse. Ils connaissent une situation analogue à celle des

Djafoun piégés en altitude. Grâce aux aptitudes de leur cheptel, ils peuvent accéder à des altitudes inférieures aux Djafoun. Mais, au-delà du Bamoun, les bas plateaux ne s'ouvrent pas sur d'autres pâturages aisément accessibles et salubres. Telle apparaît du moins la situation en 1970.

Dans ces conditions, les deux courants migratoires de Wum et de Dumbo vers le Bamoun ne vont-ils pas se tarir d'eux-mêmes ? Ne faut-il pas accorder une plus grande attention aux quelques Galedji postés sur le rebord des hauts plateaux de Ndu ?

Dès 1968, des Ba'en quittent Lassin, passent près des Galedji à Dji Gadjeré puis descendent dans la plaine Mbaw. De là, ils remontent sur le plateau de l'Adamaoua, à Mayo Darlé. Deux ans plus tard, ils se trouvent déjà aux environs de Tibati, au centre de l'Adamaoua.

Des initiatives encore ponctuelles ne préfigurent-elles pas l'itinéraire futur des Akou, celui qui leur évitera de s'enfermer dans le réduit des plateaux de l'Ouest-Cameroun ?

A la fin des années soixante, les plateaux de Wum et de Dumbo ne retiennent plus tous les éleveurs qui arrivent du Nigeria. Ces bas plateaux semblent avoir fait "le plein" des troupeaux qu'ils peuvent porter. Dès lors, le courant migratoire se prolonge au-delà. Il se déverse sur les savanes encore libres du Bamenda et aboutit au Bamoun, nouveau plateau d'accueil.

Dès cette époque, la région d'élevage connue par les administrateurs anglais, celle qu'ils avaient l'ambition d'aménager par une utilisation rationnelle des pâturages, ne correspond plus à la réalité pastorale. Extension de l'aire d'élevage aux bas plateaux et adjonction d'un autre groupe mbororo rendent la situation plus complexe. Au cheptel stationnaire et bien contrôlé des hauts plateaux, s'ajoute celui des savanes plus basses, mal connu des responsables et fluctuant d'une année à l'autre. Les nouveaux Mbororo sont restés à l'écart de l'encadrement pastoral établi par les Anglais. Ils ont vécu avec beaucoup d'appréhension les années incertaines de l'Indépendance. A peine reconnus, ils évitent les contacts avec l'administration, par crainte d'être refoulés.

La reprise de l'afflux des Akou, au cours des dernières années soixante, accentue les conséquences pastorales des derniers soubresauts de la révolte bamiléké. Les bouleversements avant et après 1960 sapent la stabilisation des éleveurs et rendent inopérant tout encadrement pastoral. La situation évolue vite et échappe au contrôle administratif. Un rapport s'en fait l'écho en 1968. Il attribue un recul momentané du cheptel aux « mouvements imprévisibles des Aku, "Birds Fulani" qui, de 1960 à maintenant, ne sont ni de cet Etat ni d'un autre ; tant que les Aku ne seront pas fixés comme les Mbororo (i.e. les Djafoun), il sera difficile de connaître l'importance du cheptel » (250).

250. Farmer-Grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", juillet-septembre 1968.

NOUVELLES DONNES

Les éleveurs des Grassfields sont confrontés à une succession de nouvelles donnes, dans les années soixante et soixante-dix. Les unes n'entraînent pas de conséquences importantes pour leur activité. Au contraire, les autres modifient le contexte fiscal et juridique de l'élevage.

L'accession du Cameroun Occidental à l'Indépendance ne marque pas de rupture brutale dans l'encadrement des éleveurs. Leur statut juridique et fiscal reste inchangé. Ils sont mis de plus en plus à contribution par des instances administratives largement décentralisées, selon le modèle britannique. Comme les récriminations des cultivateurs et les annexions de pâturages se multiplient à la faveur de l'agitation politique, le gouvernement fait adopter en 1962 une loi pour fixer les rapports entre éleveurs et cultivateurs. Dans ses grandes lignes, elle ne fait que reprendre et compléter les dispositions déjà contenues dans les règlements de pâture de 1947. Le contrôle des éleveurs est réaffirmé et renforcé, mais sa conception n'est pas fondamentalement changée.

Le véritable changement institutionnel date de 1972, avec l'unification du Cameroun. Dès lors, ce qui faisait l'originalité du Cameroun Occidental, notamment sa législation pastorale et son corps de fonctionnaires chargés de l'appliquer, tout cela tombe en désuétude. L'alignement administratif sur le modèle de l'autre Cameroun se traduit, en premier lieu, par un relâchement de l'encadrement des éleveurs. Ces perturbations favorisent un retour à l'instabilité pastorale.

Les réformes dans l'administration de l'élevage

Longue à se mettre en place, l'administration britannique de l'élevage est restée très légère durant la période coloniale. De plus, sa conception était originale, du moins par rapport au modèle français. Dans tous les pays d'administration française, les vétérinaires ont joué un rôle exclusif pour tout ce qui touche à l'élevage. Au Bamenda, il n'en était pas ainsi. Certes, leur influence restreinte s'explique par la bonne situation sanitaire des animaux de la région. Mais elle résulte également du modèle anglais d'intervention pastorale, accordant une grande importance à la protection des pâturages. Or, celle-ci ne relève pas des attributions des vétérinaires. Le Cameroun Occidental hérite de cette conception : l'administration de l'élevage échappe aux vétérinaires.

Les originalités du Cameroun Occidental

Pour les populations, le résultat le plus voyant de l'Indépendance consiste dans l'étoffement des administrations : meilleure couverture géographique et accroissement du personnel mais, en même temps, bureaucratie et contrôle renforcé. Le service vétérinaire illustre cette tendance.

Toutefois, l'action des vétérinaires au Bamenda reste originale par rapport à leurs homologues du côté francophone.

Une longue sous-administration

Il n'existait aucun agent vétérinaire en poste au Bamenda avant 1945, alors que le cheptel imposé excédait les 150.000 têtes. L'organisation d'un service s'amorce, les années suivantes, autour du centre de Jakiri. Un "veterinary assistant" exerce sur place en 1947, bientôt remplacé par un "veterinary officer" européen. Ce responsable s'entoure d'assistants, la plupart basés également à Jakiri et quelques-uns répartis dans les villages, en secteur d'élevage. Le rapport annuel de 1948 en dénombre 11, rémunérés par les "Native Authorities".

Les vétérinaires basés à Jakiri s'occupent en priorité du cheptel du centre d'élevage. Ils entreprennent des expérimentations pour étudier les performances des zébus ***mbororooji*** et ***gudaali***, de même que les possibilités fourragères des prairies d'altitude. Mais ces programmes reçoivent peu d'échos auprès des Mbororo, sauf pour la diffusion de quelques taureaux ***gudaali***. Le service vétérinaire n'intervient auprès des éleveurs que pour la vaccination contre le charbon symptomatique et l'hémorragie septicémique (251). En revanche, la streptothricose cutanée n'est pas maîtrisée et pose des problèmes sanitaires, même parmi le cheptel de Jakiri. Il en est de même de la tuberculose bovine dont l'incidence réelle est inconnue mais supposée élevée.

Beaucoup plus que par les agents vétérinaires, les éleveurs sont encadrés par le "cattle control staff", service de surveillance du cheptel. Ce corps de fonctionnaires est constitué à partir de 1948 pour appliquer les règlements de pâture édictés l'année précédente. Dès 1949, les dépenses occasionnées par leur rémunération excèdent celles destinées aux vétérinaires dans la "division" de Bamenda. Dix agents de contrôle sont recrutés pour Bamenda et dix autres pour Nso (252).

Les éleveurs ont donc affaire à deux services parallèles. Contrairement au Cameroun sous administration française, les vétérinaires ne jouent pas un rôle prédominant. Au cours des années cinquante, les dépenses des "Natives Authorities" augmentent en faveur de l'élevage, passant de 2.000 Livres en 1950 à plus de 4.000 en 1954 et 8.000 en 1957 (253). Mais elles s'appliquent surtout à la mise en oeuvre de la politique pastorale : rémunération du "cattle control officer" européen et de son service dont l'action s'appuie sur des agents locaux, les "cattle committee', responsables d'élevage recrutés par les autorités locales. Un appareil administratif spécial se constitue autour des éleveurs. La politique pastorale et l'affectation des fonds publics privilégient la gestion des pâturages sur la santé animale.

Les limites d'action du service vétérinaire

Après l'Indépendance, le service vétérinaire est réorganisé et dirigé à partir de "Veterinary Headquarters" à Buea. Le Bamenda est divisé en 4 secteurs, chacun étant dirigé, en principe, par un docteur vétérinaire (254).

251. En 1957, 150.000 têtes sont vaccinées contre ces épizooties ("Report to United Nations on British Cameroons", 1957, p. 65).

252. "Report...to the trusteeship Council of the United Nations for the year 1949". Ces agents relèvent directement du Ministère de l'Agriculture et non du "Veterinary Department".

253. "Report to United Nations...", 1957. Malgré tout, elles n'absorbent encore qu'une infime partie des revenus procurés par le ***jangali***.

254. En fait, le Cameroun Occidental ne dispose que de deux docteurs vétérinaires.

En 1969, 46 "veterinary assistants" sont répartis entre les cliniques vétérinaires. Le rôle de ces infirmiers consiste à donner des soins aux animaux présentés, à vacciner le bétail amené aux couloirs de traitement, à enquêter et prendre des mesures en cas de mortalités suspectes (255). En fait, il n'existe pour tout le Bamenda que 11 cliniques vétérinaires et 14 couloirs permanents de vaccination (256). La région reste sous-équipée en installations sanitaires.

255. PROVOST, A., BORREDON, C., " Rapport de mission effectuée au Cameroun Occidental", 1969, p. 32.

D'autre part, les interventions et cessions de médicaments sont payantes. Aussi, les infirmiers ont-ils davantage affaire aux chiens et aux poules qu'aux bovins des Mbororo. Le personnel exerce une médecine individuelle et à la demande, presque comme une officine privée. C'est une conception tout à fait différente des services d'Elevage en pays francophones, formés pour des interventions de masse et gratuites, selon le principe d'un service public.

256. Ce sous-équipement est d'autant plus frappant que le *jangali* rapporte, chaque année, plus de 50 millions CFA.

Le service vétérinaire au Bamenda s'occupe uniquement des soins aux animaux. Ses responsabilités ne s'étendent pas à la conduite de l'élevage, ni à l'exploitation du cheptel. Même l'inspection des viandes ne relève pas de ses attributions, mais de celles d'agents du Ministère de la Santé Publique. C'est un organisme vétérinaire au sens strict du terme, et non un service d'Elevage aux attributions tentaculaires, comme au Cameroun Oriental.

Malgré son étoffement en personnel, il entretient très peu de contacts avec les éleveurs. Les "veterinary assistants" et, a fortiori, les chefs de secteurs, n'ont affaire que de façon épisodique aux Mbororo et à leurs troupeaux. Ce sont les "cattle control assistants' qui surveillent les pâturages et qui connaissent personnellement les éleveurs. Or, ils relèvent de l'autre service. A la limite, les attributions du "Cattle Control" touchent également aux problèmes nutritionnels du bétail puisqu'il gère la charge des pâturages.

La politique générale de l'élevage échappe aux vétérinaires. Situation originale. En matière de mouvements du bétail, ils n'interviennent que pour autoriser ou interdire les entrées, afin d'éviter la propagation d'épizooties. La connaissance de l'état sanitaire du cheptel reste, elle-même, assez imprécise.

Etant donné le recrutement des agents vétérinaires, leur service fonctionne en dehors du monde pastoral. Les "veterinary assistants" ont suivi au moins un enseignement secondaire, complété par une formation technique. Au début des années soixante-dix, ils ne comprenaient qu'un seul fils d'éleveur. Les Mbororo du Bamenda refusent de scolariser leurs enfants. Une école spéciale, créée à leur intention, a dû fermer ses portes en 1951, faute d'élèves. Sans scolarisation de type moderne, les jeunes Mbororo ne peuvent prétendre être embauchés par le service qui devrait entretenir des liens privilégiés avec le monde pastoral. D'un autre côté, les éleveurs ignorent et ne font pas appel aux infirmiers, pourtant affectés à leur intention.

Malgré la séparation du Cameroun Occidental, la formation technique des agents vétérinaires continue à se faire au Nigeria, à Kaduna ou à Vom

(Jos). C'est le cas de 9 agents sur 15, en cours de formation à l'étranger en 1969 (257). Les liens avec le Nigeria restent donc privilégiés, ce qui entraîne des complications administratives.

257. PROVOST, A, BORREDON, C., 1969, p. 31.

> Par exemple, du matériel et des produits de laboratoire sont encore commandés à Vom en 1969, ce qui oblige à payer deux droits de douane, l'un à l'entrée au Nigeria et l'autre au Cameroun ! La station zootechnique de Jakiri, fierté du service, tombe en désuétude à partir de 1961. Un projet de laboratoire de diagnostic des maladies animales n'aboutit pas. Les bâtiments sont construits à Jakiri, le matériel commandé en Angleterre et livré sur place, mais pas déballé...

L'organisation et l'étoffement du nouveau service vétérinaire ne doivent pas faire illusion. Son efficacité auprès des éleveurs reste faible. Sans doute n'est-il pas confronté à de graves problèmes sanitaires. Pourtant, d'un point de vue médical, des faiblesses sont manifestes, notamment dans la prise en compte des parasitoses internes et leur traitement (257). Or, en zone humide, elles représentent un sérieux handicap sanitaire pour l'élevage bovin.

Le rôle des vétérinaires au Bamenda est original, par rapport aux attributions tentaculaires de leurs homologues de formation française. En zone anglaise, le vétérinaire n'est pas l'interlocuteur privilégié, voire exclusif des éleveurs.

Un service spécial des affaires d'élevage

Le représentant du service "Farmer-Grazier" est le véritable agent d'élevage. A partir de 1962, cette administration se développe, en étant dotée d'un "senior inspector" à Bamenda, de "sub-inspectors" dans les chefs-lieux départementaux et de "cattle control assistants" répartis dans les grands villages. La loi de 1962 délègue de larges attributions au "senior inspector". Il prend toutes les décisions de sa seule autorité, couverte automatiquement par la loi. Les responsables locaux ont affaire aux ***arDo*** et aux "cattle committee" qui représentent les villageois pour les affaires d'élevage. Ces responsables interviennent de concert avec des agents des "Councils" et rendent compte devant les préfets.

La réorganisation du service reprend en main une situation antérieure assez floue. Dans leur souci de décentralisation, les Anglais avaient placé les "cattle control assistants" sous l'autorité des "Native Authorities" autant que du "cattle control officer". En fait, ils appliquaient surtout les directives des premières qui les rémunéraient. Ainsi, les situations et les procédures variaient d'un endroit à l'autre.

A partir de 1962, les agents de chaque "Farmer-Grazier Service" deviennent plus autonomes des "Councils". De plus, leurs compétences s'élargissent à toutes les relations entre éleveurs et cultivateurs. Ils négocient le règlement des conflits, la démarcation entre pâturages et cultures, l'édification de clôtures en fil de fer barbelé. Mais ils détiennent également un pouvoir de décision dans la conduite de l'élevage : affectation des pâturages, admission de nouveaux éleveurs et contrôle des mouvements

de bétail en saison sèche, surveillance de la charge des pâturages et prévention des risques d'érosion. Enfin, attribution importante, l'agent local participe au comité de levée du *jangali*, en compagnie de l'employé-percepteur du "Council", de l'*arDo* et du chef villageois.

Les "cattle control assistants" sont accaparés par le règlement des conflits entre éleveurs et cultivateurs. Ils exercent un rôle de conciliateurs entre parties adverses. S'ils échouent, l'affaire entre dans le circuit judiciaire. Elle est portée devant une "customary court" qui juge d'après la loi de 1962 et inflige des amendes. Mais la procédure est longue et dispendieuse. Les Mbororo la redoutent car ils soupçonnent les "courts" de leur être hostiles a priori et favorables aux cultivateurs, même s'il s'agit d'intrus dans les pâturages.

Les Mbororo préfèrent donc les règlements à l'amiable sous l'égide du "cattle control assistant". Mais certains se font grassement payer leurs services. Ils ne manquent pas de moyens de pression auprès des éleveurs. Une pétition des Mbororo de Wum met le doigt sur des abus de pouvoir : « *the cattle control officers do not like us at all and most of them put our people to Native Courts because they refuse to give them money. We only look after our cattle and where can we have money to give these officers every day ?* » (258).

258. "Pétition au Premier Ministre du Cameroun Occidental", 11/11/1967.

Malgré des plaintes d'éleveurs, l'intervention de ce service a souvent comme résultat de les protéger des cultivateurs, en maintenant un statu quo. Ses agents temporisent aux moments les plus aigus des conflits. Ils contiennent la dynamique des cultures aux dépens des pâturages. Eux seuls accordent légalement des autorisations de mise en culture et il advient que des refus soient opposés. Bien sûr, ils sont l'objet de pressions très fortes mais ils n'entérinent pas toujours les desiderata des cultivateurs.

En cas de conflit violent entre éleveurs et cultivateurs, le préfet ou le sous-préfet estime de son devoir de prendre l'affaire en mains. Mais il a toujours à ses côtés, comme conseiller, le responsable du "Farmer-Grazier Branch". Cet agent dispose d'une expérience pour régler ce genre de question et il est souvent le seul au courant des antécédents de chaque affaire.

L'existence d'une institution chargée de gérer les affaires d'élevage, notamment de régler les conflits avec les cultivateurs, représente une originalité du Cameroun anglais. Elle s'oppose au centralisme administratif de l'autre Cameroun, où tous les contentieux entre éleveurs et cultivateurs relèvent directement de la compétence des Sous-Préfets ou même des Préfets.

Une minorité sans droit politique

L'attention apportée par le Cameroun Occidental au règlement des tensions entre éleveurs et cultivateurs, l'encadrement des premiers par un service spécial, semblent augurer que les Mbororo s'intègrent à la région. Pourtant, ce n'est pas le cas.

Les éleveurs affirment qu'ils ne sont pas considérés comme des citoyens à part entière dans ce pays, encore moins après l'Indépendance. Ils se heurtent à une défiance, à une hostilité permanentes de la part des villageois. Ce n'est pas seulement une affaire de relations sociales mais également de statut politique.

Les Mbororo du Bamenda n'ont jamais réussi à être représentés par une institution officielle. Le projet de "Fulani Council" est écarté dès 1943. Il existe bien un "Fulani Council Meeting", assemblée des principaux *arDo*, convoquée régulièrement par le "divisional officer" de Bamenda. Mais elle ne se réunit qu'une fois par an et sert seulement de liaison avec l'administration centrale. L'adoption des règlements de pâture en 1947 accorde, au contraire, de grands pouvoirs en matière d'élevage aux "Native Authorities". L'absence de droits politiques des Mbororo va de pair avec le refus de leur reconnaître toute garantie foncière.

L'assemblée annuelle des *arDo* émet seulement des voeux. Après l'enthousiasme des premières années, elle suscite de moins en moins d'intérêt de la part des éleveurs. Des administrateurs anglais regrettaient que les Mbororo ne saisissent pas cette opportunité pour exprimer leurs requêtes (259). En fait, les affaires importantes se négocient et se résolvent à l'échelon local, auprès des "Natives Authorities".

259. « The cattle owners do not make use of the opportunity offered by the Fulani Council Meeting to express their requirements » ("Annual Report", Bamenda Division, 1951).

Bientôt, il n'est plus fait mention de "Fulani Council" mais simplement de "General Fulani Meeting". Encore moins qu'avant, cette assemblée ne dispose de véritables pouvoirs. Pour le gouvernement, elle sert à transmettre aux éleveurs les directives issues de la loi de 1962 : démarcation des pâturages, dates et modalités des déplacements de transhumance. Cependant, elle donne l'occasion aux grands *arDo* de se rencontrer à Bamenda. Ils remettent parfois à l'administration des pétitions par lesquelles ils expriment leurs doléances.

La pratique des pétitions n'est pas spécifique des Mbororo. Elle est habituelle au Bamenda pour exprimer des revendications collectives : disputes de terres entre villages, plaintes de groupes de cultivatrices. Celles qui proviennent des Mbororo concernent presque toujours une mauvaise application de la loi de 1962 ou la revendication d'une égalité politique avec les villageois.

Les plaintes relatives aux extensions de cultures sur les pâturages sont continuelles et seront examinées à part. D'autres griefs fréquents portent sur le fonctionnement des "customary courts". Jugements non respectés par les villageois, peu d'empressement des tribunaux à connaître des extensions agricoles illégales ou affaires laissées simplement en suspens; le volet judiciaire de la loi de 1962 laisse beaucoup à désirer. La neutralité des tribunaux locaux est suspectée ou contestée par les Mbororo. En 1971, les *arDo* de Meta adressent une pétition au "Meeting" pour que tous les éleveurs, villageois ou Mbororo, soient traités de la même manière par les "native courts" (260).

260. Farmer-Grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", octobre-décembre 1971.

Avec l'échec de leur "Fulani Council", les Mbororo ont perdu toute chance d'autonomie politique. Du moins, sont-ils organisés, au niveau

local, autour d'*arDo*, ce qui préserve, d'une certaine façon, leur identité. Protégés par l'écran de ces leaders, la plupart des éleveurs vivent à part. Mais cette autonomie locale est mal vue de certains "Councils" qui ne cessent d'intervenir pour réduire le pouvoir ou l'influence des *arDo*.

Cette position est perceptible, dès les années cinquante. Elle ressort d'une pétition adressée à l'administration anglaise : « the Menemo Clan Council would like to do away with ardos and have the Fulani directly under the control of village heads » (261).

261. Bamenda Division, "Annual Report", 1955.

Lorsque des Akou s'installent dans sa chefferie en 1964, le puissant chef de Mankon décide de les commander lui-même et de lever le *jangali*. Les éleveurs se plaignent, quelques années plus tard, s'estimant être tenus dans un état de subjugués (262).

262. Farmer-Grazier Service, Bamenda : "Rapport trimestriel", juillet-septembre 1969.

Pour éviter que s'entretiennent, autour des *arDo*, des isolats ethniques, les chefs mbororo sont bientôt chargés de percevoir le *jangali* sur les villageois qui possèdent du bétail. Ils deviennent des collecteurs de la taxe sur le bétail pour tout le monde, ce qui, d'une façon, les neutralise ethniquement.

Tous les chefs villageois n'adoptent pas la position autoritaire de celui de Mankon à l'égard des Mbororo. L'attitude des autres est plus subtile : ils multiplient le nombre des *arDo*. D'abord, ils prélèvent des dons substantiels en bétail sur les riches éleveurs candidats à cette fonction. Ensuite, plus les *arDo* deviennent nombreux, plus ils ont tendance à neutraliser leur influence respective (263). Des compétitions, voire des hostilités naissent entre *arDo* voisins, fissurant l'homogénéité de la population mbororo.

263. En 1971, les anciens *arDo* de Meta protestent contre l'émiettement de leurs secteurs, par l'appointement de nouveaux collecteurs de *jangali* (Farmer-Grazier Service, Bamenda, juillet-septembre 1971).

Les Mbororo se plaignent d'être considérés comme des étrangers, uniquement supportés parce qu'ils paient beaucoup d'impôt. Cette doléance leur tenait déjà à coeur avant l'Indépendance : « the Fulani have put a petition to the United Nations visiting mission, asking that they be treated as people of the country, and not as strangers » (264).

264. Bamenda Division: "Annual Report", 1955.

Après l'Indépendance, le sentiment d'être exclus politiquement devient encore plus vif. D'un côté, des hommes politiques proclament des discours généreux selon lesquels tous les habitants du Bamenda sont des Camerounais à part entière. Mais, pour les Mbororo, ces belles paroles sont démenties par les faits et les comportements quotidiens (265).

265. BROUWERS, M.J.A., 1963.

L'Indépendance du Cameroun Occidental renforce l'exclusion des Mbororo par des "natives" fiers d'avoir accédé à une identité nationale. A l'échelon local, des politiciens interviennent dans les contentieux entre éleveurs et cultivateurs, n'en facilitant pas toujours la solution. De problèmes agraires, ils leur confèrent une dimension politique qui envenime les antagonismes (266).

266. « La politique s'est emparée des affaires cultivateurs-éleveurs à Mbiame, si bien que toute décision, quelle qu'elle soit, n'est pas suivie d'application » (Farmer-Grazier Service, Bamenda, janvier-mars 1971 et avril-juin 1971).

Sans parler de la peur des Akou enfuis au Nigeria lors de l'Indépendance, les Mbororo ressentent l'amertume de ne pas être vraiment acceptés au Bamenda, mais seulement tolérés. Une pétition adressée par les Mbororo de Wum au Premier Ministre le rappelle nettement: « *the first important thing here is that we are always regarded as strangers in this country. We are not allowed to take identity cards although some of our brothers have stayed here for so many years now* » (267).

267 Pétition du 11/11/1967.

A la fin des années soixante, la carte d'identité devient le révélateur du statut à part des Mbororo. Les secrétaires des "Councils" refusent de leur en délivrer, arguant du principe qu'ils ne sont pas nés dans la région. Or, sans carte d'identité, toute personne risque désormais d'être suspecte aux yeux des gendarmes. Ce document devient l'attestation de l'appartenance à la nouvelle nation. La frustation des Mbororo en est d'autant plus vive.

Pendant toutes les années soixante, les Mbororo du Bamenda vivent la situation d'une minorité frustrée : exploitation fiscale, absence de droits et de garanties politiques, attitude hostile de la population majoritaire. Ils en arrivent à contester l'action du "Farmer-Grazier Office", pourtant destinée à assouplir les relations avec les cultivateurs. Un système administratif à dominante décentralisée sacrifie une minorité aux intérêts de la population majoritaire. Au contraire, une administration centralisée pourrait s'interposer, afin de détendre les relations entre populations antagonistes.

L'alignement administratif après 1972

L'unification des deux Cameroun en mai 1972 remet en cause le système administratif du Cameroun Occidental, progressivement aligné sur le modèle de l'autre Cameroun. Les implications de cette réforme sont importantes pour les éleveurs.

L'atténuation du "jangali"

La suppression de l'essentiel des attributions des "Councils" élimine une institution issue des communautés locales et centralise l'appareil administratif aux mains des fonctionnaires préfectoraux. Les Mbororo s'attendent à ce que le *jangali* soit également supprimé, du moins dans son mode antérieur de levée. Pourtant, cette réforme n'est pas prise.

Chaque année, le recensement du bétail se renouvelle. Plusieurs années de suite, l'administration centrale perçoit directement le *jangali* (268). Ensuite, l'assiette et la levée de la taxe sont confiées à des "Rural Councils" dont le statut est aligné sur celui des "Communes rurales" de l'ancien Cameroun Oriental. Dans la conception francophone, l'organisation communale détient beaucoup moins de pouvoirs que l'ancien "Council" d'inspiration britannique.

Les éleveurs du Bamenda obtiennent tout de même partiellement satisfaction. Dans un souci d'uniformisation de la taxe sur le bétail, le taux du *jangali* est ramené, en 1973, de 260 à 200 F CFA. Il en coûte un manque à gagner d'environ 10 millions CFA pour les caisses de l'Etat. C'est la première fois dans leur histoire que les Mbororo bénéficient d'un allègement fiscal.

Mais ils récusent la pratique des recensements annuels de cheptel, réclamant une imposition selon des déclarations volontaires, comme cela se fait ailleurs, au Cameroun. Au fil des années, l'assiette du *jangali* n'est

268. Une réforme du *jangali* était déjà préconisée par M.J.A. BROUWERS en 1963, d'après le principe que la terre n'appartient plus exclusivement aux "natives". Il prévoyait qu'une petite partie seulement en serait reversée aux "Native Authorities".

plus établie de manière aussi rigoureuse qu'avant 1972. Les opérations de recensement sont effectuées par des fonctionnaires. Ils n'éprouvent pas d'intérêt personnel dans un comptage exhaustif des animaux comme c'était le cas, auparavant, des agents des "Councils".

Certes, le versement du *jangali* à l'Etat se justifie, juridiquement, par le fait que les pâturages n'appartiennent plus en titre aux communautés villageoises mais font partie, depuis 1974, d'un "domaine national". En fait, ce statut foncier officiel n'est pas reconnu sur place. Les pâturages continuent à relever, de façon coutumière, des chefferies et, plus précisément, des lignages. Chaque villageois estime qu'il peut en disposer s'il en éprouve le besoin pour ses activités agricoles. Les chefs sont très attachés à leurs prérogatives en tant que détenteurs et dépositaires du territoire ancestral.

Dans ces conditions, des prélèvements occultes sur le bétail risquent de s'instaurer, au bénéfice des chefs villageois, pour qu'ils acceptent de garantir aux Mbororo une sécurité d'installation. Ce sont, le plus souvent, des dons en bétail, octroyés à l'occasion des fêtes religieuses. Il n'est pas certain que la réforme de la perception du *jangali* soit tout à l'avantage des éleveurs.

Davantage que l'Indépendance, la réunification des deux Cameroun en 1972 marque un changement décisif dans le contexte institutionnel de l'élevage au Bamenda. Le *jangali* perd son caractère de prélèvement imposé par la population majoritaire sur la minorité pastorale.

La fin du service "Farmer-Grazier"

A partir de 1972, le "Farmer-Grazier Office", autrefois si puissant, perd ses attributions générales en matière d'élevage. D'abord, l'organisation de la transhumance est confiée au service vétérinaire. Mais celui-ci n'a pas les moyens de contrôler sur place les mouvements de bétail au départ et au retour.

Lors des années soixante, la permission de retour des transhumants était retardée en mai pour permettre aux pâturages de saison des pluies de se reconstituer. Au contraire, les éleveurs préfèrent retourner assez vite en altitude. En 1975, certains n'attendent plus l'autorisation de retour et remontent sur les hauts plateaux dès le mois d'avril. L'encadrement de l'élevage se relâche. La situation évolue vers un laissez-faire pastoral, comme il est habituel en Adamaoua.

En second lieu, le "Farmer-Grazier Branch" ne gère plus en permanence les rapports entre éleveurs et cultivateurs. Certes, le bureau du responsable jouxte celui du gouverneur de la province, signe d'un rôle éminent. Mais, sur place, le service perd ses moyens d'intervention. Les "cattle committee" villageois sont destitués, de même que les "cattle control assistants", en 1974. Sur le moment, les Mbororo se réjouissent de ces décisions de l'administration centrale. Ils ressentent de l'aigreur à l'égard de nombre de ces agents qui se sont enrichis à leurs dépens. Enfin, les "customary courts" sont dissoutes, encore au soulagement des éleveurs.

Il en résulte pourtant la disparition d'organes de médiation entre deux populations en situation conflictuelle latente. Les Mbororo ne disposent plus de recours sur place, en cas de contestation. Les conflits relèvent de la gendarmerie qui intervient au coup par coup. Installés dans les sous-préfectures, les gendarmes ne se déplacent pas dans les pâturages et n'ont pas reçu de formation spéciale pour régler ce genre d'incidents. Ils verbalisent les voies de fait mais n'apportent pas de solutions durables aux conflits. Avec la disparition du "Farmer-Grazier Service", un vide administratif s'instaure dans les relations entre éleveurs et cultivateurs (269).

En cas d'affrontement grave, l'affaire est portée directement à la connaissance de l'administration préfectorale. Celle-ci introduit à Wum, en 1973, une nouvelle procédure, la création d'une commission ad hoc, chargée d'apaiser la révolte des femmes. Puis, les tensions entre éleveurs et cultivateurs sévissant dans toutes les "divisions", la formule de la commission se généralise, à la fin des années soixante-dix.

Instituée par décret préfectoral, la "Land Commission" ou "Agro-Pastoral Commission" regroupe plusieurs membres : représentants des services de l'Agriculture et de l'Elevage, de la chefferie locale et des éleveurs. Elle est toujours placée sous la présidence d'un fonctionnaire de l'administration centrale et ses décisions sont officialisées sous la forme de "prefectoral orders".

Malgré la solennité administrative qui entoure la nouvelle instance, elle n'est pas toujours efficace. Comprenant au moins 5 à 6 membres, c'est un organisme lourd, difficile à réunir et encore plus à déplacer sur les lieux des disputes. Une fois sur place, il lui est difficile d'adopter d'autres décisions que des compromis, tant les intérêts de ses membres divergent. Les décisions sont prises à mesure que des incidents surviennent. Elles ne s'élargissent pas à des plans d'occupation de l'espace, donc ne préviennent pas de futurs conflits.

Enfin, chaque commission se trouve étroitement inféodée au Sous-Préfet, un fonctionnaire à l'affectation de courte durée et peu formé pour instruire de délicates questions d'occupation du sol. Parfois, les décisions maladroites d'un Président de Commission réussissent à faire l'unanimité contre elles... Aussi, en dépit du formalisme des déclarations rédigées dans les bureaux, les "violations of prefectoral orders" deviennent monnaie courante.

Parmi tous les membres de la commission, les éleveurs ne peuvent compter que sur l'appui probable de l'agent vétérinaire. Pourvu d'abord d'une compétence précise dans l'organisation administrative du Cameroun Occidental, cet agent voit ses attributions couvrir toutes les affaires relatives à l'élevage. A présent, les éleveurs ne se rendent plus seulement chez lui pour obtenir des médicaments, mais également pour les défendre contre les cultivateurs. Dans le meilleur cas de figure, l'agent vétérinaire se concerte avec le Sous-Préfet qui intervient personnellement. Tout dépend de la volonté de l'ancien agent vétérinaire d'assumer de nouvelles responsabilités difficiles et pour lesquelles il n'a pas reçu de formation.

269. C'est seulement plus tard que le service d'Elevage se préoccupe de ces questions. Après l'unification de 1972, il s'en tient aux interventions vétérinaires et à l'organisation de la transhumance. Il ne participe même pas à la solution des incidents de Wum qui mettent les éleveurs aux prises avec les cultivateurs.

Quant aux "Land Commissions", les Mbororo se plaignent de leur inefficacité. ***ImBe DuuDBe, walaa ko tabitataa*** *: « les gens sont nombreux, il n'y a rien qui se décide. »* Autrefois, la menace d'un jugement et de l'imposition d'une amende pesaient sur un villageois fautif. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les éleveurs en viennent à regretter le "Farmer-Grazier Inspector" qui, autrefois, prenait des décisions. ***O nafi imBe na'i*** *: « il a été utile aux gens des vaches. »* Reconnaissance tardive de l'efficacité des procédures d'inspiration anglaise !

Après avoir fait table rase d'institutions originales de l'ancien Cameroun anglais, la nouvelle administration se trouve contrainte de les remplacer, face à la gravité des conflits entre éleveurs et cultivateurs. Les "commissions", émanations de plusieurs instances, deviennent une formule privilégiée pour régler les problèmes. Mais elles manquent souvent de compétence et d'efficacité pour mettre fin à des contentieux complexes entre les populations des Grassfields.

Une égalité politique ?

Au plan politique, l'unification des deux Cameroun bouleverse également les données. Une fois inséré dans le nouvel Etat unifié, l'ancien Cameroun Occidental n'occupe plus qu'une place minoritaire. Au contraire, en s'identifiant pour la circonstance aux Foulbé du Nord, les Mbororo du Bamenda peuvent estimer qu'ils participent au bloc politique dominant, lors des années soixante-dix. La minorité change de côté du point de vue national, sinon local.

L'application au Bamenda d'un système administratif centralisé entraîne des avantages et des inconvénients pour les Mbororo. Parmi les inconvénients, figure la disparition définitive du "Fulani Meeting". Bien avant 1972, il ne restait déjà plus grand'chose de l'idée d'un "council" spécifique aux Mbororo. Comme toutes les institutions d'essence communautaire, elle suscite la méfiance du nouveau pouvoir central. Elle ne sert plus d'instance de dialogue véritable entre les fonctionnaires provinciaux et les représentants des éleveurs. Au début des années soixante-dix, les réunions sont expédiées par un secrétaire-adjoint du gouverneur. Seules, les courses de chevaux disputées par les jeunes Mbororo, à cette occasion, attirent les badauds de Bamenda.

D'un autre côté, l'insertion légale des Mbororo dans le nouvel Etat devient plus aisée. Elle se concrétise par l'obtention facilitée de la carte d'identité, document de plus en plus précieux. Les fonctionnaires des sous-préfectures ne se montrent pas aussi tatillons en ce domaine que les anciens employés des "Councils". Il suffit souvent d'affirmer être né au Cameroun pour avoir droit à la nationalité camerounaise. Dès lors, non seulement les Djafoun mais également les Akou se retrouvent avec un lieu de naissance, qui à Banyo, qui à Tibati...

La prééminence d'une administration centralisée peut jouer en faveur de la minorité pastorale. Moins impliqués que les anciennes administrations locales dans les vieilles dominations et tensions, préfets et sous-préfets sont

mieux à même de jouer un rôle d'arbitres entre les populations. De fait, les Mbororo comptent sur les administrateurs pour les départager des cultivateurs. Cependant, la neutralité de l'administration centrale comporte des limites.

Par simple sens politique, les préfets ne peuvent adopter des positions qui leur mettraient à dos la population majoritaire. Ainsi, les Mbororo savent bien que, dans les "Land Commissions", c'est souvent l'agent de l'Agriculture qui est le plus écouté. Enfin, à ce jeu subtil entre populations locales se greffe la situation politique difficile de l'ancien Cameroun Occidental. Son intégration au Cameroun suscite, par réaction, un comportement de minorité nationale, misant sur la pratique du chantage pour faire prévaloir ses intérêts. Les tenants du particularisme anglophone regrettent l'époque du Cameroun fédéral ; les partisans du Nigeria se manifestent encore, de temps à autre. Face à ces tensions latentes, l'administration centrale ne peut que ménager les populations agricoles.

Au niveau local, l'unification des deux Cameroun tend à remettre en cause l'autonomie de fait dont les petites communautés mbororo jouissaient autour de leurs *arDo*. Autrefois, chaque chef d'éleveurs disposait de larges attributions pastorales. Responsable des pâturages de la chefferie dont il relevait, il accueillait ou écartait les migrants, les installait tout en évitant des surcharges locales de pâturages ; il décidait également de la transhumance, en conformité avec les directives de l'administration. L'*arDo* gérait une portion de territoire.

Après 1972, les responsabilités et les critères de nomination tendent à changer. Les nouveaux *arDo* reçoivent moins la responsabilité de territoires pastoraux que de groupes d'éleveurs. Le fondement du pouvoir repose davantage sur le principe de l'allégeance des personnes que sur l'attribution d'un espace pastoral. Ce changement de conception satisfait les Akou qui revendiquaient leur autonomie, face aux *arDo*. Mais il risque de susciter de nouvelles tensions et surtout, de rendre impossible une gestion mesurée des pâturages. Pour évincer un *arDo* concurrent et ses gens, le meilleur moyen consiste à charger le plus possible en bétail les pâturages disputés, au risque de les détériorer pour de nombreuses années. La nouvelle administration abandonne la priorité du maintien en état des pâturages, objectif qui avait guidé toute la politique pastorale d'inspiration anglaise.

Aux Grassfields, les premières années soixante-dix marquent de grands changements dans le contexte institutionnel et administratif de l'élevage. Toute une conception d'encadrement, voire de surveillance des éleveurs s'effondre, au profit d'une politique plus libérale. Beaucoup de Mbororo accueillent avec soulagement les nouvelles dispositions : la centralisation administrative procure parfois davantage de libertés individuelles que des administrations locales. Cependant, l'allègement du contrôle des activités risque de ne plus contenir des situations conflictuelles entre populations, ni des exploitations abusives de pâturages.

Elargissement de l'aire d'élevage

Tout en n'étant pas exhaustifs, les effectifs soumis au *jangali* ont servi d'indicateurpour l'évolution de l'élevage. Collectés régulièrement pendant 50 ans, ils ont permis de reconstituer une "histoire du cheptel" sur les plateaux. Dans les premières années soixante-dix, les recensements fiscaux offrent encore des jalons pour suivre l'évolution du cheptel.

Une nouvelle instabilité du cheptel

Au cours des premières années soixante-dix, les effectifs progressent dans presque tous les départements de l'Ouest-Cameroun. Evolution étonnante, si l'on se réfère aux pronostics d'excès de cheptel sur les Grassfields, avancés à l'époque anglaise.

Tabl. 20 : ***Statistiques de cheptel, en 1969 et 75 (par département).***

	1969 (270)	1975 (271)
Bamenda		
Mezam	33 700	35 580
Momo	19 600	26 560
Bui	46 900	49 750
Menchum	57 050	59 560
Donga-Mantung	77 560	87 960
	234 710	259 410
Bamoun (Noun) (272)	40 150	30 620
Nord-Bamiléké :		
Bamboutos (272)	16 500	20 330
Menoua	5 500	3 270
total régional :	296 860	313 630

270. Sources : Farmer-Grazier Service, Bamenda ("Rapport trimestriel", octobre-décembre 1969) et "Annuaire statistique du Cameroun Occidental", 1967/68-1968/69, Buea.

271. D'après les statistiques du *jangali* au Bamenda et des estimations personnelles au Bamoun et au Bamiléké, basées sur un recensement des familles d'éleveurs.

272. en 1970, d'après DONGMO, J.L., 1972.

Au Bamenda, une augmentation de 25.000 têtes en 6 ans représente un accroissement annuel de 4 à 5.000 bovins. Il profite surtout à la "division" de Donga-Mantung. En revanche, l'apport de cheptel s'avère modeste sur les "divisions" de hauts plateaux (Bui, Mezam) et la Menchum. L'entrée de bétail par Wum aurait-elle cessé ?

Le cheptel ne diminue de manière sensible qu'au Bamoun. Après le gonflement brutal des années précédentes, ce recul donnerait raison à J. CHAMPAUD qui, à propos des nombreuses arrivées d'Akou en 1968 et 69, pronostiquait : « il est fort possible cependant qu'il ne s'agisse là que d'un gonflement provisoire » (273). Comment des Akou ont-ils pu quitter le Bamoun, puisque ce plateau semblait représenter un vrai cul-de-sac ?

273. CHAMPAUD, J., 1973, "Atlas régional Ouest 2", Notice, p. 56.

Au Bamenda, l'accroissement de cheptel équivaut à presque 10 % de l'effectif régional dans les années soixante. En fait, il recouvre et masque des évolutions divergentes, d'un secteur à l'autre. Les variations d'effectifs, cumulées sur des périodes de quelques années, divisent les Grassfields en deux parties (fig. 37).

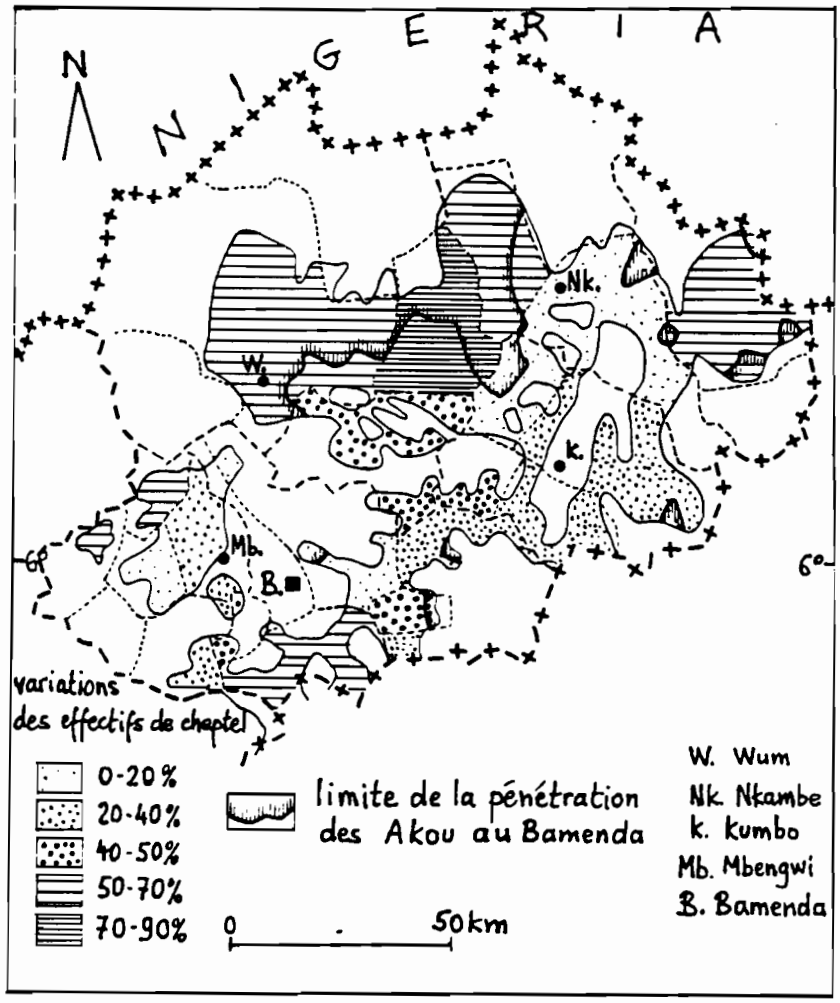


Fig. 37 : ***Amplitude des variations d'effectifs de cheptel, au début des années soixante-dix***

Sur les hauts plateaux, de Bamenda à Nkambe, l'amplitude des changements est inférieure à 50 % des effectifs à la fin des années soixante. Anciens secteurs de sédentarisation à l'époque coloniale, les hauts plateaux ont néanmoins perdu une partie de leur stabilité pastorale. Des secteurs perdent beaucoup de cheptel (Kom), tandis que quelques-uns en gagnent (Santa), conséquence de la réouverture des versants des monts Bambouto. Dans l'ensemble, la majorité des troupeaux en hauts plateaux restent sur les mêmes pâturages.

Il n'en est pas de même au nord des Grassfields où l'amplitude des changements excède 50 % des effectifs à la fin des années soixante. Cette

zone d'instabilité se déploie de Wum aux plateaux Kaka. Seuls, les hauts plateaux de Nkambe se tiennent à l'écart de grandes fluctuations de cheptel. Celles-ci ne résultent pas seulement d'arrivées de bétail mais également de départs. Le plateau de Wum accueille d'abord beaucoup de troupeaux jusqu'en 1972 puis il en perd les années suivantes. Sur le plateau de Dumbo, le rythme est inverse. Les variations d'effectifs sur ces plateaux ressemblent à des pulsions : afflux de cheptel puis départs massifs.

L'opposition entre une stabilité pastorale partielle et des changements incessants recoupe la limite entre hauts et bas plateaux. Les premiers favoriseraient davantage une longue installation des éleveurs. Mais cette opposition correspond également au clivage entre Djafoun et Akou. La ligne de pénétration des Akou déborde déjà des bas plateaux, propageant une situation plus instable en altitude. Les perturbations d'effectifs ne tiennent pas seulement à l'arrivée de nouveaux éleveurs mais à leur façon différente d'occuper l'espace. A une tradition de fixation s'opposent des habitudes de changements de pâturages, par à-coups. Alors que les hauts plateaux ont longtemps retenu une population pastorale, les bas plateaux accueillent à leur tour des éleveurs mais sans les stabiliser.

Au cours des années soixante-dix, une "onde" d'instabilité pastorale se propage, des bas plateaux vers les hauts pâturages dont les effectifs de cheptel régressent un peu partout. L'augmentation globale du bétail de l'Ouest-Cameroun provient de nouveaux secteurs convertis à l'élevage.

Nouveaux pâturages d'hivernage

Contrairement aux prévisions de plusieurs études, les années soixante et soixante-dix se caractérisent par un élargissement de l'aire d'élevage, des hauts plateaux aux reliefs intermédiaires puis aux bas plateaux. En 1975, le bétail utilise à longueur de saison des pluies la plupart des pâturages situés au-dessus de 1.000 mètres. L'élargissement de l'aire pastorale est mesurable au Bamenda mais il concerne également le Bamoun.

Des premières années soixante à 1975, les changements les plus notables ont porté sur l'utilisation saisonnière des pâturages. L'aire d'élevage en saison des pluies s'est élargie aux dépens d'anciens parcours de saison sèche, davantage que par l'annexion de savanes inexploitées (fig. 38).

En une quinzaine d'années, presque toute la zone de transhumance au nord des Grassfields, de Lassin à Dumbo, est convertie en pâturages d'hivernage. La mutation concerne d'abord 875 km2 de reliefs intermédiaires, entre Konene et Lassin. Ensuite, elle touche 550 km2 de savanes sur le bas plateau de Dumbo. L'aire d'élevage s'est agrandie de plus de 1.400 km2 au nord des plateaux.

Cependant, les limites d'élevage ne changent guère sur le plateau de Wum. Ici, les appoints de cheptel contribuent surtout à densifier l'occupation pastorale. De Wum à Essu et à Fungom, les troupeaux s'insinuent dans les intervalles entre des cultures dispersées.

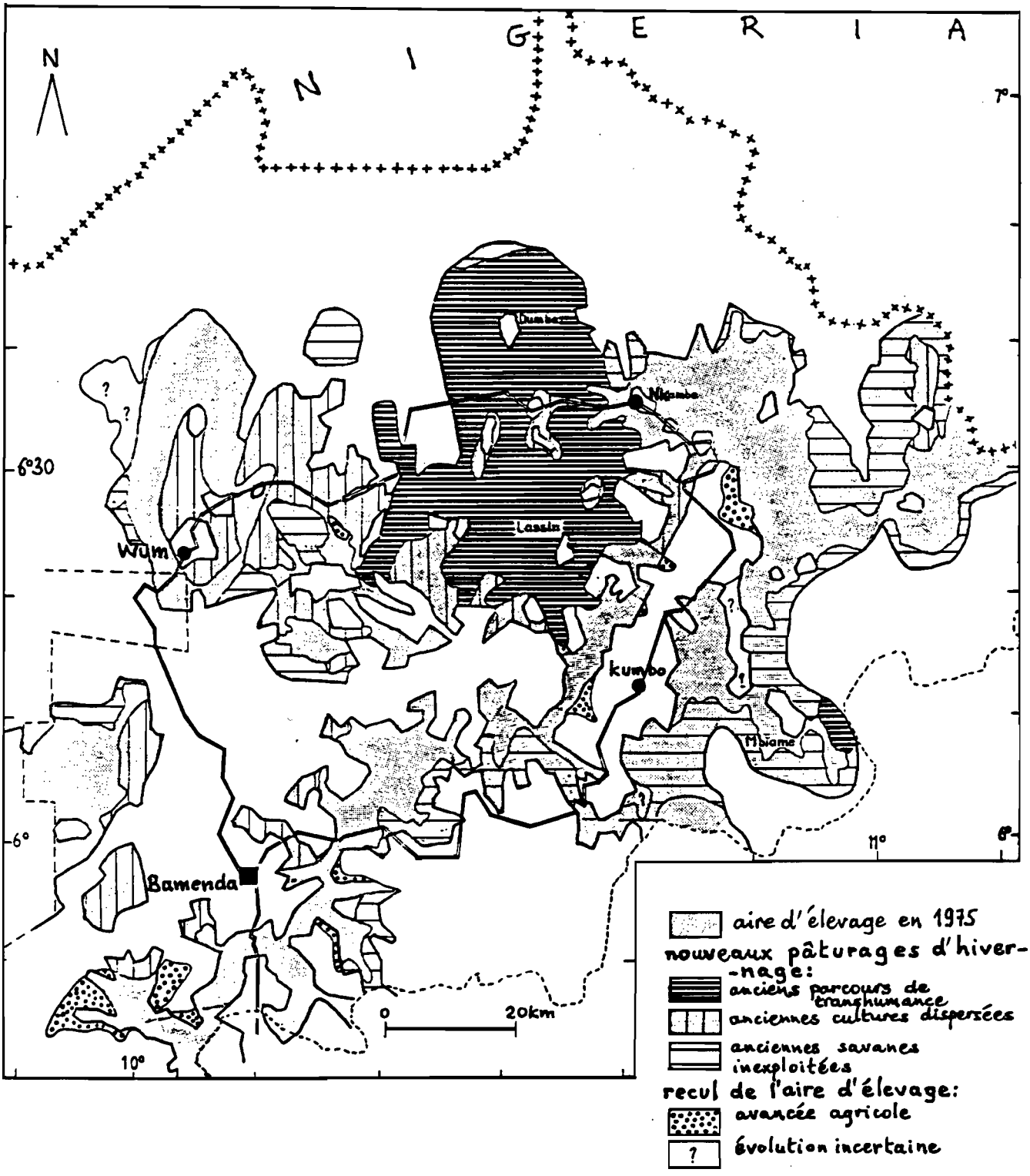


Fig. 38 : *Evolution de l'aire d'élevage au Bamenda, de 1960 à 75.*

Quelques rapports, au début des années soixante, avaient prévu l'expansion de l'élevage au nord du Bamenda. M.J.A. BROUWERS (1963) estimait ainsi que 1.500 km2 de savanes vides étaient disponibles entre Essu et Dumbo, offrant des pâturages pour 90.000 bovins. Les éleveurs n'occupent pas encore toutes ces savanes en 1975. Ils ne forment que des noyaux d'élevage isolés, près de la réserve de Kimbi.

Bien que l'aire d'élevage se soit surtout agrandie sur d'anciens parcours de transhumance, elle a également annexé quelques savanes "neuves". Il s'agit souvent de pentes de raccordement des plateaux aux vallées et aux plaines périphériques. Ces secteurs, à relief accidenté, ne semblaient pas pâturés au début des années soixante. Quinze ans plus tard, des éleveurs sont installés sur des crêtes montagneuses. Les fortes pentes sont dangereuses pour les animaux mais ils bénéficient de pâturages plus abondants qu'en hauts plateaux.

Entre les plateaux Kaka et ceux de Nkambe, les vallées profondes des affluents de la Donga réduisent et cloisonnent les nouveaux pâturages de saison des pluies. Des troupeaux parcourent maintenant les abrupts des plateaux Nso et Ndu au-dessus des plaines Mbaw et Tikar. C'est surtout le cas au sud de Mbiame, dans les vallées affluentes de la rivière Bui. M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN (274) avaient repéré ce secteur, au début des années soixante, comme étant apparemment libre de tsé-tsé et non pâturé. Avec le plateau de Dumbo, c'était une extension proposée pour l'élevage. En 1975, les versants parcourus par le bétail couvrent 210 km2 au sud de Mbiame et 80 au nord. A cette date, les troupeaux ne descendent pas encore à moins de 1.000 mètres en saison des pluies.

274. BAWDEN, M.G. ; LANGDALE-BROWN, I., 1961, "An aerial photographic reconnaissance of the present and possible Land-Use in the Bamenda Area, Southern Cameroons".

L'aire d'élevage s'étend également à la périphérie de la plaine de Ndop. Mais ici, l'escarpement volcanique prend souvent l'allure d'une corniche sub-verticale. Les pentes ne deviennent moins abruptes que sur le socle. Quant aux dernières pentes du profil concave, elles sont accaparées par des cultures. L'aire d'élevage ne s'est donc agrandie que sur une étroite auréole.

L'extension de l'aire d'élevage sur les bas plateaux au nord et les pentes à l'est des Grassfields contraste avec des limites presque inchangées à l'ouest et au sud. L'opposition renvoie à la dissymétrie climatique et végétale entre les façades des plateaux. Les vallées de la Metchum et de ses affluents sont davantage couvertes de forêts que celles de la Bui. Des versants, au-dessus de la Metchum, portent des savanes mais les troupeaux ne s'y aventurent pas encore en saison des pluies.

L'expansion privilégiée de l'élevage sur la façade orientale des plateaux se manifeste également au Bamoun. Au cours des premières années cinquante, le cheptel se concentrait aux abords des trois montagnes qui dominent le plateau : Mbam, Nkogam et Mbapit. Les environs du mont Nkogam étaient accaparés par l'élevage européen, les Mbororo se partageant les autres pâturages. Au cours des premières années soixante, de nouveaux sites d'hivernage sont signalés au nord de Foumban et « jusque sur le plateau de Koutaba » (275). La localisation de troupeaux à Mancha et Manswen, c'est-à-dire à l'est de Koutaba, atteste que le bétail peut hiverner désormais sur le plateau lui-même, à seulement 1.100 mètres d'altitude. Les

275. POUMAILLOU, P., 1963, "Inspection fédérale de l'Ouest ; pays bamiléké et bamoun : la relance de l'économie et les perspective de développement," p. 166.

années suivantes, les arrivées de Mbororo, signalées par le rapport POUMAILLOU, se poursuivent au Bamoun. Des années soixante à soixante-dix, les éleveurs se sont dispersés sur tout le plateau. Dès lors, les troupeaux occupent toute la table du plateau, au-dessus de 1.000 mètres. Mais l'essor des cultures soustrait des pâturages dans le secteur de Foumbot.

A défaut d'une carte des pâturages, comparable à celle des Grassfields, quelques chiffres attestent l'élargissement des pâturages exploités au Bamoun.

Tabl. 21 : *Evolution des pâturages d'hivernage au Bamoun*

surfaces pâturées en 1965 (276)	pâturages d'hivernage en 1975	surfaces pâturables (276)
101 800 ha	142 200 ha	300 000 ha

276. D'après une "Etude des pâturages de l'Ouest", datée de septembre 1965. Le document ne précise pas si les surfaces pâturées et pâturables englobent les parcours de saison sèche.

En 1975, l'occupation pastorale de la table principale du Bamoun s'achève. Mais le plateau se prolonge, au sud de Foumbot, par une pénéplaine moins élevée jusqu'à la vallée du Noun. Bien qu'elle réserve de vastes savanes presque vides, les éleveurs n'osent pas encore s'y aventurer en saison des pluies. Ce serait un grand secteur d'élevage si l'infestation glossinaire ne faisait plus peser de menaces sur le bétail.

De 1960 à 75, l'aire d'élevage s'est donc étendue par la conversion de parcours de transhumance en pâturages d'hivernage. L'élevage ne se déploie pas de façon brutale, par une "conquête" soudaine de nouveaux pâturages. Son expansion ne ressemble pas à un front pionnier agricole dont l'avancée se concrétise par une limite des défrichements. L'élevage s'étend de façon plus progressive, par une infiltration d'abord saisonnière du bétail.

Les changements de parcours en saison sèche révèlent la progression de l'élevage en savanes nouvelles. C'est par ce biais que des troupeaux se comportent en pionniers. Plus tard, et seulement dans une seconde phase, les nouveaux parcours de saison sèche deviennent des pâturages d'hivernage. Cette fois encore, les éleveurs procèdent par tâtonnements, en laissant le bétail sur place de plus en plus longtemps. La conversion de savanes en pâturages permanents réduit les zones de transhumance. Elle relance la pénétration des transhumants en de nouveaux secteurs, entretenant la dynamique spatiale de l'élevage.

La diminution générale des effectifs de cheptel en hauts plateaux ne provient pas tellement d'un recul des pâturages. Les limites entre cultures et pâturages ne sont pas remises en cause, sauf localement (fig. 38). Au nord de Ndu, des troupeaux se retirent, par exemple, de 3 à 5 km. Au nord des monts Bambouto, les pertes de pâturages s'avèrent plus importantes mais elles résultent d'une situation troublée. Ailleurs, les champs grignotent une bande de terrain ou encerclent quelques pâturages. En une quinzaine d'années, le partage des plateaux entre cultivateurs et éleveurs n'est pas

fondamentalement perturbé. Cette stabilité d'ensemble surprend, dans un contexte de fortes densités de populations agricoles. La baisse des effectifs de cheptel à haute altitude est peut-être imputable à un appauvrissement des pâturages.

Esquisse de l'évolution récente

A partir de 1975, il devient difficile de cerner l'importance du cheptel. Deux séries statitistiques se juxtaposent, comme dans l'ensemble du Cameroun. L'une concerne les effectifs imposés, l'autre est dressée par le service d'Elevage. Au fur et à mesure de l'intégration administrative de l'ancien Cameroun Occidental, les données de l'une et de l'autre s'écartent.

Des statistiques fiscales déficientes

Les effectifs imposés au Bamenda diminuent d'année en année. Bien que le taux du *jangali* ne soit pas réévalué depuis 1973, ce qui, compte-tenu de l'inflation générale, correspond à une atténuation sensible de la pression fiscale, les éleveurs répugnent à présenter leurs animaux aux dénombrements. L'administration ne s'engage plus complètement, comme autrefois, dans les opérations de recensement des troupeaux. La taxe sur le bétail ne représente plus qu'une recette fiscale parmi d'autres. L'élevage ne joue plus un rôle aussi décisif qu'autrefois dans l'économie monétaire de la région. Les éleveurs, même les Djafoun, se sentent moins contraints de faire dénombrer leurs troupeaux. Bien que la taxe sur le bétail ne soit pas encore levée d'après les déclarations des assujettis, le régime fiscal du Bamenda se rapproche de cette procédure.

Comme l'assiette de la taxe sur le bétail ne serre plus d'aussi près le cheptel, les effectifs fiscaux se réduisent. Quelques statistiques de *jangali*, relatives aux mêmes Mbororo en 1975 puis en 1986, démontrent "l'érosion" du cheptel fiscal sur les hauts plateaux Nso.

Tabl. 22 : ***Diminution du cheptel imposé en quelques secteurs de Nso***

	nombre d'éleveurs	cheptel fiscal en 1975	cheptel fiscal en 1986	évolution
Kishong-Takui	13	1 113	733	- 34 %
Dzeng	11	765	375	- 51 %
Mbiame	41	3 128	2 707	- 13 %
Bantem	23	1 297	1 037	- 20 %

Il reste à savoir si le recul des effectifs imposés relève seulement du desserrement de l'emprise fiscale ou s'il exprime une évolution réelle du cheptel. Les reculs d'effectifs affectent davantage le centre des hauts plateaux (Dzeng, Kishong-Takui) que leur bordure (Mbiame). Les témoigna-

ges des Djafoun, recueillis sur place en 1986, confirment la diminution des troupeaux. Bien sûr, aucun éleveur n'avouera spontanément le contraire, mais cette fois, les plaintes sont trop partagées pour ne pas refléter une part de vérité.

> Tel Djafoun, imposé pour 72 têtes en 1973 et seulement 50 en 1986, avoue amèrement : *jonta gaDa ; nde veeti fuu, ndikka rawaani, na'i lora Baawo : « maintenant, ça recule, chaque matin (on se dit que) c'était mieux l'an dernier ; les vaches diminuent. »*

Les éleveurs en hauts plateaux semblent en cours d'appauvrissement. Cette régression correspondrait à des conditions pastorales plus difficiles en secteurs d'altitude.

L'incertitude des données du service d'Elevage

Avec l'unification administrative du Cameroun, le service vétérinaire devient omniprésent dans les affaires d'élevage : protection sanitaire du bétail bien sûr, mais aussi : relations avec les cultivateurs, gestion des pâturages, mouvement de troupeaux, commercialisation des animaux et enfin, statistiques de cheptel relèvent de sa compétence. Par des "recensements" périodiques, le service dresse des statistiques d'effectifs, en dehors de toute considération fiscale.

Dès lors, les chiffres avancés par le service d'Elevage n'ont plus rien de commun avec les données officielles antérieures à 1975. Ils sont beaucoup plus importants et surtout, ils augmentent d'année en année. De 260.000 en 1975, le cheptel du Bamenda atteindrait ainsi 458.000 têtes en 1986. Il est évident que les recensements destinés à l'établissement du *jangali* ne touchaient pas l'intégralité des troupeaux. Cependant, leurs résultats semblaient plus fiables qu'en d'autres régions.

Quelques indices conduisent à suspecter la vraisemblance des chiffres avancés par le service d'Elevage. La plupart des chefs de poste n'entreprennent pas de véritable recensement du bétail, sauf quelques tentatives isolées. Ils ne pourraient le faire qu'à la faveur de campagnes de vaccination. Or, celles-ci sont moins systématiques qu'en Adamaoua. Même l'épizootie de peste bovine en 1983 n'a donné lieu qu'à des interventions partielles, circonscrites autour des foyers. En 1986, la production d'un vaccin camerounais incite les responsables du service à entreprendre une vaccination générale, mais ils se heurtent à une réticence des éleveurs, née de rumeurs relatives aux effets négatifs du vaccin. Une véritable campagne de "sensibilisation" et de mobilisation doit être engagée pour les convaincre de présenter les animaux.

Les statistiques du service d'Elevage aux Grassfields ne sont que des estimations, ne reposant pas sur un sondage ni sur un critère fiable. A Kumbo, le chef de Sous-Secteur Elevage se montre, par exemple, incapable de présenter des statistiques de cheptel un peu détaillées, sans parler d'une liste des éleveurs. La croissance supposée du cheptel ne correspond peut-être pas à la réalité.

Plusieurs enquêtes statistiques récentes, entreprises à l'échelon national dans les années quatre-vingt, insistent sur la tendance régressive des effectifs bovins dans la province du Nord-Ouest. L'une, conjointe entre le Ministère de l'Agriculture et l'US.AID, porte, en 1984, sur les éleveurs-cultivateurs. Elle souligne un recul annuel de 9 % du cheptel au Bamenda, le plus fort de toutes les régions d'élevage au Cameroun. Cette diminution provient de pertes élevées (18 %) en 1983, à la suite d'une saison sèche anormalement longue et de la peste bovine. Ces indications reflètent peut-être le déficit d'une année particulièrement difficile.

Pourtant, une nouvelle enquête par sondage, en 1985-86 (277), confirme l'évolution négative des troupeaux, même si l'ampleur annuelle en est atténuée (- 4,5 %). Bien que les conditions climatiques soient redevenues normales, le taux des pertes reste élevé (12 %). Dans ce contexte, les experts prévoient une diminution de 20.000 têtes dès 1986. Pour l'an 2.000, ils prédisent un cheptel ramené à 226.000 têtes, soit la moitié de celui supposé en 1985. Une nouvelle fois, des prévisions tablent sur une réduction du cheptel au Bamenda.

277. PELLEMON Int., 1986, "Programme de recensement de l'élevage, Cameroun" ; tabl. 4 et 6, p. 22.

En contradiction avec ces projections pessimistes, le service d'Elevage assure que les effectifs se maintiennent de 1985 à 86. L'incertitude porte donc, non seulement sur l'importance du cheptel mais également sur son évolution. D'un côté, il est vraisemblable que le service d'Elevage surestime des effectifs. De l'autre, les enquêtes spécialisées ne comptabilisent-elles pas davantage les pertes que les naissances d'animaux?

Il convient de rester prudent à l'égard de projections de cheptel jusqu'à l'an 2.000. Déjà, au début des années soixante, des prévisions de diminution, déduites de reculs survenus durant quelques années, s'étaient vues contredites par un essor ultérieur des effectifs. Certes, les conditions actuelles de l'élevage et ses possibilités ne sont plus celles de 1965. A cette époque, une grande partie des bas plateaux offrait encore des pâturages disponibles. En 1985, de nouveaux pâturages peuvent-ils encore s'ouvrir aux éleveurs ?

Tabl. 23 : ***Passage des statistiques fiscales aux statistiques vétérinaires, en une décennie (par départements)***

* statistiques du service d'Elevage.

	1975	1978 *	1986 *
Mezam	35 600	?	74 000
Momo + Bui	76 400	?	100 000
Menchum	59 600	86 300	144 000
Donga-Mantung	88 000	108 600	140 000
Noun	30 600	?	143 000
	289 000		601 000

Malgré leurs imperfections, les statistiques du service d'Elevage soulignent que les appoints récents de cheptel ont surtout bénéficié aux bas plateaux. Les deux départements au nord des Grassfields (Menchum et

Donga-Mantung) ont vu leur cheptel doubler en une décennie : de 147.000 bovins en 1975 à 284.000 en 1986. Quant au Bamoun, son cheptel, estimé à 30.000 têtes en 1975, serait passé à 143.000 en une dizaine d'années...

Les effectifs changent peu en hauts plateaux (Bui et Momo), alors qu'ils doublent ou triplent à moindre altitude. La re-localisation du cheptel, entamée lors des années soixante, prend de l'ampleur. Désormais, les hauts plateaux ne portent plus la majorité des troupeaux. L'assise géographique de l'élevage se déplace, du centre du Bamenda vers sa périphérie.

Dans les années quatre-vingt, les statistiques sur le cheptel des Grassfields deviennent incertaines. La série fiscale de l'ancien *jangali* n'était pas exhaustive mais, par la régularité de son établissement, elle offrait un indicateur d'évolution pastorale. A partir de 1975, les règles statistiques changent, les chiffres ne sont plus comparables. Des données se contredisent, non seulement quant aux effectifs régionaux de cheptel mais également à propos de leur évolution. Les responsables camerounais de l'Elevage contestent les résultats d'études d'experts qui indiquent une diminution du cheptel sur l'ensemble du pays et particulièrement dans la province du Nord-Ouest. Au-delà des effectifs globaux, la localisation du cheptel sur les plateaux se modifie. Ces changements résultent de migrations pastorales importantes.

La descente des Djafoun

Les cartes de localisation des lignages djafoun mentionnent des déplacements au cours des années antérieures à1975. Quelques secteurs d'altitude attirent encore des Djafoun, mais beaucoup deviennent des centres de dispersion. Pour des Mbororo installés depuis longtemps à haute altitude et attachés à ces prairies, la descente vers des savanes à moins de 1.500 mètres représente une grande innovation.

La colonisation pastorale des dernières hauteurs

Avant de se résoudre à descendre vers des pâturages à basses altitudes, des Djafoun tirent parti de quelques possibilités que les prairies d'altitude offrent encore. Ils s'introduisent sur des pâturages difficiles par le relief et l'isolement mais qui se trouvent à plus de 1.500 mètres.

Le nord des monts Bambouto

Avec la fin des derniers soubresauts de la révolte bamiléké, l'ouverture du nord des monts Bamouto (Pinyin) en 1971-72 déclenche un afflux de Djafoun vers des pâturages préservés de bétail durant 5 ans. Les éleveurs se réjouissent de l'abondance de l'herbe qu'ils trouvent, les grandes graminées ayant repris le dessus sur la pelouse à *Sporobolus*. Mais cette situation favorable ne dure pas longtemps.

Comme la réouverture de Pinyin répond à l'attente de beaucoup d'éleveurs, ils s'y précipitent nombreux. D'autres envoient leurs troupeaux profiter tout de suite des bons pâturages. Dès 1972, près de 10.000 têtes s'entassent au nord des monts Bambouto. Ce cheptel a vite fait de brouter les alpages. La troisième année, le *Sporobolus* redevient déjà dominant.

Le retour des Djafoun à Pinyin repose, avec encore plus d'acuité qu'autrefois, le problème des rapports entre les éleveurs et les cultivateurs. Profitant de l'absence des premiers, des femmes s'étaient mises à cultiver des parcelles dispersées dans les pâturages. Des conflits surgissent dès le retour des troupeaux (278).

Les nouveaux éleveurs de Pinyin arrivent des hauteurs voisines, où ils avaient trouvé refuge au moment de l'expulsion. Ceux qui s'étaient repliés plus loin ne reviennent plus occuper leurs anciens pâturages. Dès lors, le nouvel espace pastoral se prête à des compétitions entre lignages et à une recomposition du peuplement pastoral. Les Gosi'en, autrefois majoritaires, sont supplantés par les Toukanko'en à Pinyin et par les Rijimanko'en, du côté de Bali.

278. « Il y a beaucoup de conflits dans le Santa Area Council, surtout à Pinyin. Les cultivateurs veulent se faire rembourser les dégâts subis par les champs établis dans les pâturages » (Farmer-Grazier Service, Bamenda : "rapport trimestriel, juillet-septembre 1973").

A partir de 1974, des éleveurs commencent déjà à quitter Pinyin. Ils reconnaissent que les troupeaux ont afflué en trop grand nombre, à la réouverture des pâturages. La carte des charges en bétail en 1975 le confirme : celles des monts Bambouto sont parmi les plus fortes des Grassfields, avec moins de 2 ha disponibles par bovin. Il est donc probable que l'allègement des pâturages se poursuit après 1975.

L'afflux de bétail aux monts Bambouto puis le rééquilibrage des charges traduisent les dernières séquelles de la révolte bamiléké. Les Djafoun se tiennent à l'affût de toute ouverture de pâturages d'altitude. C'est dans ce contexte de pression pastorale que se situent les déplacements vers les plateaux Meta.

De Meta à Akwaya

Alors que l'irruption des troupeaux au nord des monts Bambouto tient à la conjoncture politique, les déplacements vers Meta répondent, plus normalement, à l'attrait des dernières hauteurs disponibles.

De 1970 à 75, 35 familles s'installent à Meta, achevant l'occupation pastorale de plateaux autrefois peu appréciés. Les pâturages restent un peu plus abondants qu'au centre du Bamenda, les tiques ne posent pas encore de problème pastoral et des conflits n'opposent pas souvent les éleveurs aux villageois.

Contrairement au "déversement " pastoral sur Pinyin, les dernières hauteurs des Grassfields déclenchent de longues migrations, du moins pour la région. Des migrants viennent de Bali mais les plus nombreux se déplacent de plus loin : abords de la plaine de Ndop, hauteurs de Ndawara et d'Oku, distants d'une centaine de kilomètres. Les déplacements mettent souvent à profit des liens de parenté. Madjanko'en de Balikumbat et Ouranko'en de Bantem rejoignent des membres de leur lignage à Meta. Mais des Gosi'en et Mbodi'en partent d'Oku et gagnent seuls les crêtes de Ngie et de Menka, isolées au-dessus de la forêt dense. Ces nouveaux venus,

isolés du point de vue lignager, sont en quête de pâturages encore peu exploités. La dynamique d'expansion pastorale pousse des Djafoun vers les derniers réduits en altitude.

Sur les plateaux Meta, de petits déplacements relèvent du même souci : la recherche de savanes abondantes et encore "neuves", peu infestées de tiques. Cette préoccupation devient déterminante pour des éleveurs peu enclins à fournir l'effort quotidien du détiquage. Elle explique l'abandon des environs du ***sanyeere*** Acha pour le nord des plateaux et les crêtes montagneuses d'Amassi, sur Akwaya. Ce faisant, les Djafoun explorent et occupent les dernières savanes d'altitude encore libres. Mais tous les lignages sont-ils prêts à rejoindre les Madjanko'en sur des clairières étroites, escarpées et encerclées de forêts denses ?

Au cours des années soixante-dix, la plupart des Djafoun refusent de s'aventurer si loin. Ensuite, à mesure que la situation se dégrade sur les anciens hauts plateaux, les hauteurs d'Akwaya attirent des candidats. A partir des années quatre-vingt, de nombreux Djafoun s'y rendent, affrontant l'isolement et des difficultés à la fois pour se ravitailler et pour vendre des animaux. Les anciens au centre du Bamenda appréhendent ces hauteurs lointaines : ***ladde masin, ladde Baleere*** : « *la grande brousse, la brousse noire.* » Mais les jeunes, avides d'agrandir un cheptel restreint, n'hésitent plus à s'y engager. C'est la dernière alternative avant une descente des hauts plateaux.

Les changements d'altitude

Dans les années soixante-dix, les effectifs de cheptel diminuent régulièrement sur les hauts plateaux. Les déplacements indiqués par les cartes des lignages djafoun confirment cette tendance : les départs les plus nombreux surviennent à partir des prairies d'altitude.

A partir des reliefs culminants

La descente des Djafoun est spectaculaire à partir des reliefs culminants. Tous perdent une partie de leurs éleveurs, au cours des années soixante-dix: mont Oku, mont Mbam, hauteurs de Ndawara et de Bantem. Des éleveurs descendent au pied de ces sommets, d'autres s'éloignent vers le nord ou l'est des plateaux. Pourtant, les altitudes supérieures à 2.500 mètres semblent offrir des conditions optimales à l'élevage bovin en climat humide. Mais les partants se plaignent d'une herbe devenue trop rare : les animaux ont faim.

La descente ne représente pas toujours une panacée. En-dessous de 2.000 mètres, les troupeaux entrent dans les gammes d'altitudes propices à l'activité agricole. Des éleveurs, descendus au pied du mont Mbam, se heurtent tellement aux cultivateurs qu'ils renvoient bientôt le cheptel en haut, sous la surveillance de fils ou de bergers. Les autres membres de la famille habitent en bas, en compagnie de vaches laitières. La séparation du bétail et du noyau familial n'est qu'un pis-aller.

A une altitude moindre, les ressources en herbe sont plus abondantes mais les tiques pullulent et des parasites intestinaux affaiblissent les animaux en saison des pluies. Les veaux souffrent de diarrhées. Les éleveurs remarquent que les animaux ont besoin de davantage de sel qu'à haute altitude. Il faut les détiquer régulièrement, en début des pluies, sous peine d'affronter des maladies à tiques. Les éleveurs reconnaissent qu'à haute altitude, ils ne travaillent pas beaucoup : ***haa caBBal, Dum siutaare tan : « en haut plateau, on ne fait que se reposer. »***

Des départs de pâturages culminants ne laissent pas longtemps ces secteurs à l'abandon. Une reconstitution, même partielle, du couvert herbeux déclenche de nouvelles convoitises. Des lignages s'affrontent pour prendre la place des partants. C'est le cas, sur le mont Oku, après la dispersion des Kounnanko'en, un petit lignage qui occupait le relief culminant des Grassfields depuis des décennies. L'histoire pastorale récente des sommets ne se réduit pas à une vague d'abandons. D'autres troupeaux y sont placés, mais ils ne compensent pas l'importance des départs.

A la périphérie des hauts plateaux

Tandis que des éleveurs quittent les sommets, d'autres gagnent les périphéries des hauts plateaux, à des altitudes inférieures à 1.500 mètres. Les descentes bénéficient surtout aux reliefs dits "intermédiaires", comme le plateau de Konene. A 1.400 ou 1.300 mètres, le bétail des Djafoun ne craint pas encore les mouches tsé-tsé. Mais les tiques abondent tellement en saison des pluies que le détiquage devient une lourde corvée.

Les secteurs isolés ne rebutent pas les éleveurs autant que les cultivateurs. En 1975, aucune route ne dessert Konene et pourtant, c'est un secteur pastoral en pleine expansion. Des commerçants approvisionnent les éleveurs en sel et en petites marchandises. Tous les transports s'effectuent par porteurs. L'ouverture d'une route facilite les transactions dans un premier temps, mais elle attire également des cultivateurs qui entrent bientôt en conflit avec les éleveurs.

Pendant les années soixante et soixante-dix, de nombreux Djafoun quittent les hauts plateaux, avec famille et bétail, pour s'installer aux environs de Konene. Des migrations en bordure de pâturages anciens revêtent un caractère moins "radical" : elles se produisent par division des familles, entendues au sens large. Les anciens restent sur le haut plateau où l'élevage est plus facile ; les jeunes chefs de ménage descendent sur des pâturages périphériques où le détiquage des animaux exige beaucoup de travail. Par des va-et-vient réguliers, les éleveurs "associent" les anciens pâturages aux nouveaux. Des contraintes (exiguïté des nouveaux pâturages ou concurrence agricole) empêchent la descente pastorale de se généraliser comme à Konene.

Enfin, d'autres descentes concernent moins les éleveurs que le bétail, envoyé sur des pâturages plus bas, avec des fils ou des bergers. A des séjours limités succède une installation des animaux à longueur de saison

des pluies, tandis que l'éleveur continue d'habiter sur le haut plateau. Ce transfert du troupeau concerne des pâturages étroits et accidentés, sur les abrupts des hauts plateaux.

La descente des Djafoun atteint vite des limites, moins d'insalubrité pastorale que de concurrence, suscitée par les troupeaux des Akou. La tendance migratoire des Djafoun se heurte à une poussée en sens inverse des nouveaux Mbororo. Celle-ci devient parfois dominante, entraînant le repli de Djafoun installés sur des replats en contrebas des hauts plateaux. Ailleurs, elle la contient, les Djafoun ne pouvant descendre leur bétail comme ils le souhaiteraient.

Malgré ces freins, la descente des Djafoun devient une nécessité pastorale. Réduction des capacités de charge des pâturages d'altitude, extensions agricoles et développement d'un élevage paysan : plusieurs contraintes poussent les Djafoun à chercher des pâturages en dehors des hauts plateaux. C'est une adaptation progressive et contrainte à "l'encombrement humain" des Grassfields.

Des experts le soulignaient déjà en 1969, de façon quelque peu abrupte mais néanmoins clairvoyante : « l'avenir (de l'élevage) n'est plus dans les montagnes ; il est dans la plaine et la forêt débroussée » (279). Sans qu'elle aboutisse encore à un renversement aussi complet des bases régionales de l'élevage, la descente des Djafoun marque une nouvelle étape dans l'occupation des plateaux.

279. PROVOST, A., BORREDON, C., 1969, "Rapport de mission au Cameroun Occidental", p. 35.

La "coulée" migratoire des Akou

Au début des années soixante-dix, l'évolution du cheptel des Akou au nord du Bamenda devient entrecoupée d'accroissements rapides et de chutes brutales d'effectifs. Un recul momentané du cheptel au Bamoun suggère également que des éleveurs quittent ce plateau.

Il est difficile, uniquement à partir de statistiques, d'interpréter de telles inversions. L'enquête rétrospective auprès des éleveurs permet de préciser les modalités et l'intensité de leur courant migratoire à travers les plateaux. Prolonge-t-il simplement celui des années soixante ?

La dynamique migratoire au Nigeria

A partir des années soixante-dix, les plateaux du Bamenda et du Bamoun ne sont plus que des étapes dans une longue "coulée" migratoire continue, du nord du Nigeria jusqu'aux savanes humides du Cameroun et de Centrafrique. Cet "écoulement" pastoral passe par des relais, des pâturages qui attirent spécialement les Akou, sans les retenir bien longtemps.

Faute d'enquêtes directes au Nigeria, le relevé de quelques entrées aux environs de Wum donne des indications au passage de la frontière.

Tabl. 24 : *Arrivées d'Akou à Wum au cours des premières années soixante-dix*

	1970	1971	1972	1973	1974
arrivées à Essu-Wum	4	10	0	21	12
arrivées à Mashi	1	3	23	35	2
retours du Bamoun	0	5	12	2	0
	5	18	35	58	14

Après un ralentissement à la fin des années soixante, les entrées au Cameroun reprennent et augmentent jusqu'en 1973, pour diminuer à nouveau en 1974. Une "poussée" migratoire est encadrée par des années de moindre turbulence.

Les éleveurs sont de plus en plus éprouvés au nord du Nigeria par la sécheresse qui s'accentue au début des années soixante-dix. Il est rare, cependant, que des migrants accomplissent directement le trajet du Sahel jusqu'aux Grassfields. La plupart des nouveaux venus viennent de quitter le Bauchi ou les plaines de la Bénoué (Wukari, Lafia). La sécheresse des premières années soixante-dix n'affecte pas que les éleveurs sahéliens. En décalant brusquement leurs parcours en savanes soudaniennes (Zaria, Bauchi), les sahéliens déclenchent le départ des Peuls qui s'y trouvaient. Devant cette nouvelle concurrence, ils se dirigent vers des savanes encore plus méridionales. Les éleveurs soudaniens craignent que le bétail des sahéliens, en piteux état, apporte des maladies contagieuses. Ils fuient à leur tour vers des contrées réputées favorables (280). En poussant les sahéliens vers le sud, la sécheresse de 1969-73 provoque des départs en série (281). La mobilité pastorale ne se limite pas aux régions affectées par la sécheresse. Par une série de réactions, elle accentue la mobilité des éleveurs en savanes. Ceux-ci entreprennent alors de grands déplacements, afin d'éviter les contacts de bétail avec les nouveaux venus (282).

Il se produit un entraînement à la migration. Si des éleveurs observent que d'autres les dépassent vers le sud, ils en déduisent que là-bas, les pâturages sont meilleurs. Le mouvement s'entretient de lui-même. Il tire également sa dynamique des informations diffuses qui circulent parmi les éleveurs. Ils se persuadent que *yeeso, Buri : « devant, c'est mieux. »* Entourés de gens qui se déplacent, ou participant eux-mêmes par à-coups à cette dérive migratoire, les Akou se situent dans un espace orienté, comprenant un "devant" et un "arrière". Devant, ce sont les plateaux des Grassfields ou de l'Adamaoua, des savanes plus humides, de "bons pays" d'élevage où certains des leurs se trouvent déjà. Pour que le cheptel prospère, il suffit de les rejoindre. Les migrations sont orientées par des réputations pastorales, fondées sur des réussites réelles mais également sur des rumeurs.

Un Natiro rencontré à Mungom en 1975 explique qu'il a voulu venir ici ; il a entendu dire qu'il y a beaucoup de brousse, beaucoup d'herbe.

280. BOUTRAIS, J., 1977, "Une conséquence de la sécheresse: les migrations d'éleveurs vers les plateaux camerounais", p. 77.

281. Des Bogoyanko'en séjournaient depuis 19 ans dans les savanes de Wukari lorsque *« de nouveaux troupeaux arrivent très nombreux. Craignant qu'il ne reste bientôt plus d'herbe, ils se déplacent vers le Bamenda »*.

282. Un Danedji atteint directement le Bamenda, en 1974, à partir du Bauchi *« où il n'y a plus d'herbe ni d'eau en saison sèche »*.

La dynamique migratoire est antérieure à la grande sécheresse des années soixante-dix mais celle-ci la réactive et l'amplifie. Elle est également entretenue par le climat d'insécurité qui persiste en milieu rural, au Nigeria, malgré la fin de la guerre du Biafra. Les éleveurs sont la cible de révoltes paysannes mais surtout d'attaques de voleurs organisés en bandes qui dérobent le bétail en toute impunité, en attaquant les bergers et en dispersant les troupeaux. Ailleurs, en 1973, ce sont des ethnies voisines qui s'affrontent. Les Akou craignent d'en faire les frais, prennent peur et s'enfuient.

Dégradation de l'environnement pastoral et recul des pâturages devant les cultures au nord, prolongement de l'insécurité au sud par des paysanneries qui ne sont plus encadrées, les premières années soixante-dix sont marquées par une déstabilisation des sociétés pastorales au Nigeria. La pression migratoire des Peuls s'accentue à la frontière camerounaise.

Les arrivées au nord du Bamenda

Pour accéder au plateau de Wum, les migrants n'empruntent plus la vallée difficile de la Metchum, à l'ouest. La piste qui aboutit à Essu perd elle-même de l'importance au profit de celle de Tosso. Les éleveurs qui passaient par Tosso se dirigeaient vers Dumbo. Désormais, ils séjournent à Mashi, au nord de la Katsina Ala, puis à Mungom, dans l'arrondissement de Wum.

Les nouveaux venus à Wum ne s'installent plus aux mêmes endroits que lors des années soixante. D'Essu, ils ne s'avancent plus au centre de Wum, trop encombré de cultures et de troupeaux. Ils se tiennent aux abords d'Essu et plus tard, ne dépassent même pas les savanes de la réserve forestière de Fungom. Ce sont les premières haltes après la montée sur les plateaux. Les arrivants sont contenus aux marges du plateau.

Beaucoup d'arrivants sur les plateaux ont quitté les plaines de Wukari et de Bantaje où se produit alors un déferlement de troupeaux en provenance du nord de la Bénoué. Ils abordent les Grassfields au nord de Wum mais n'y restent pas longtemps. De nouvelles arrivées entraînent le départ d'éleveurs installés depuis seulement un ou deux ans. Sur ces premiers pâturages d'accueil, la composition lignagère de la population pastorale est fluctuante. Tel lignage devient majoritaire, à la suite d'un autre.

Les entrées ne cessent donc pas en direction de Wum. Mais les arrivants sont écartés des environs de Wum vers la périphérie du plateau ou contenus au-delà de la Katsina Ala.

L'ouverture de nouveaux pâturages d'accueil correspond à la volonté des responsables de l'Elevage. Le rapport du "Farmer-Grazier Service" de Bamenda, en janvier-juin 1973, contient les notations suivantes : « entrées récentes de bétail à partir du Nigeria; les éleveurs ont la permission de pâturer dans les secteurs d'Essu et de Mashi. A Suh-Bum, des éleveurs Aku ont trouvé la zone pâturable toute l'année et 15 éleveurs y résident maintenant ».

La bordure nord des plateaux est parsemée de campements de nouveaux venus. Mais c'est un peuplement pastoral encore instable

Dumbo accueille également beaucoup de migrants, déviés de leur trajet habituel, du Bauchi nigerian vers l'Adamaoua camerounais. Ils entraient au Cameroun entre Toungo et Kontcha, traversaient la plaine Koutine et gravissaient le plateau près de Tignère. Mais le service d'Elevage attribue à ces Akou l'aggravation de la trypanosomose bovine en Adamaoua. Dès lors, il interdit toute entrée, non seulement sur le plateau mais également en plaine Koutine (283).

283. BOUTRAIS, J., 1978, "Peuplement et milieu naturel en zone soudanienne : le cas de la plaine Koutine", p. 136.

Des Siwalbe sont contenus en 1970-71, près de Kontcha, en savanes infestées de glossines. Ne pouvant accéder sur le plateau, ils retournent au Nigeria. Ils ressurgissent aux environs de Dumbo en 1974, après avoir franchi la frontière, à 250 km au sud de leur première tentative.

Bientôt, les migrants ne se présentent plus à Kontcha. Soit ils se reportent au nord, dans la région de Garoua, soit ils se détournent vers le sud, jusqu'au Bamenda. L'ancien axe migratoire des Mbororo en direction de l'Adamaoua est dévié vers deux itinéraires : l'un par les plaines de la Bénoué, l'autre par les Grassfields. Celui-ci présente davantage d'attraits, car il conduit à des plateaux réputés pour l'élevage.

Les Akou du Nigeria sont attirés par le **caBBal**, pays pastoral par excellence. Des anciens affirment qu'«*ils veulent s'y rendre pour mourir en paix et ne pas reposer au milieu des "Païens"* » (284). L'infiltration au milieu de paysanneries non islamisées, en particulier chez les Tiv, est mal vécue par les pasteurs. Ils aspirent à rejoindre des populations qui leur seront, culturellement, plus proches.

284. La distance aidant, les Mbororo du Nigeria assimilent l'Adamaoua du Cameroun avec tout le ***caBBal***, les hauts pâturages. Mais, une fois parvenus au Bamenda, ils s'y sentent tout aussi "étrangers" que chez les Tiv.

Relances migratoires

Le nord du Bamenda ne retient plus tous les éleveurs qui l'abordent. Partis à la recherche de la richesse, c'est-à-dire de davantage de bétail, beaucoup de nouveaux venus s'avouent déçus.

Les uns estiment qu'il n'y a plus de brousse, les bons pâturages étant déjà accaparés. Le détournement ou le maintien des arrivants à la périphérie des plateaux ne réussit pas. A Mashi, ils se plaignent des mouches ***BeeBooji***, sans doute des glossines. L'éloignement des cultivateurs et un peuplement très faible entraînent des difficultés de ravitaillement, inconnues au Nigeria. Ailleurs, les pâturages sont salubres mais, fortement pâturés, ils commencent à s'épuiser. Dès lors, les Akou s'enquièrent d'autres savanes qui seraient encore abondantes, plus loin.

Les départs de Wum et de Dumbo ne concernent pas seulement des éleveurs qui viennent d'arriver. Le bétail de ceux-ci se présente souvent en mauvais état, amaigri et malade. Au contraire, les animaux des Akou sur place depuis quelques années ont eu le temps de se refaire, grâce à l'altitude. Les propriétaires d'animaux en bonne santé accusent les arrivants d'avoir des animaux malades. Ils craignent surtout ***sammoore*** dont souffrent les

troupeaux vers Wukari et Bantaje (285). Il n'en faut pas plus pour remettre en mouvement les premiers Akou. Au nord du Bamenda, les arrivants "chassent" ceux qui les avaient précédés. Le même processus se répète d'un maillon à l'autre de la "chaîne" migratoire : Bauchi, Wukari, nord-Bamenda.

En plus, deux évènements déclenchent des départs, au nord du Bamenda. A Wum, une grande révolte des cultivatrices éclate en janvier 1973. Cette crise sera analysée dans le cadre des rapports entre éleveurs et cultivateurs. L'administration ne réussit à apaiser la colère des femmes qu'en déplaçant de force beaucoup d'Akou. D'autres, plus nombreux, effrayés par les menaces, partent d'eux-mêmes. Par suite de ce soulèvement paysan, les effectifs de cheptel fondent de 6.000 têtes dans le "Council" de Wum, de 1972 à 75. Les arrivants ne se dirigent plus vers Wum, à partir de cette date.

A Dumbo, la catastrophe qui s'abat sur les Akou est d'un autre ordre. En 1973 et 74, les migrants recommencent à s'y diriger en grand nombre. Survient alors une rude saison sèche en 1974-75, aggravée d'une épizootie de fièvre aphteuse. Cette maladie devient grave en saison sèche si les animaux ne disposent pas de repousses verdoyantes. C'est ce qui se produit à Dumbo. Les animaux, aux muqueuses sensibles, ne peuvent brouter des tiges d'herbe desséchées et raides. Ils finissent par dépérir.

La création de l'immense ranch de Dumbo intervient dans ce contexte difficile. Afin d'entreprendre des travaux de clôture, tous les éleveurs installés aux environs de Dumbo doivent déguerpir. Incapables de se déplacer avec des animaux affaiblis, ils s'en écartent le moins possible. La surcharge en bétail atteint un tel degré aux marges du ranch que tout le couvert herbacé est dégarni. Les animaux succombent encore davantage d'épuisement (286).

Na'i maBBe woowaay caBBal : *« leurs vaches ne sont pas habituées à la montagne, »* disent les autres Mbororo. Ils font allusion à l'absence de grandes vallées offrant des pâturages de saison sèche, comme il en existe dans les plaines de la Bénoué. Peut-être, mais les responsabilités de cette hécatombe incombent également à des expulsions malencontreuses.

La saison sèche 1974-75 est si terrible que les Mbororo de Dumbo en gardent un vif souvenir, dix ans plus tard. ***Be kawti jamaare, Buri sembe ; fuu, gomnati wurti Be :*** *« des gens s'étaient rassemblés, innombrables ; tous, l'administration les a expulsés. »* Le gain de 7.000 bovins du "Council" de Misaje, de 1972 à 75, se trouve anéanti par des pertes sur place, des retours éperdus au Nigeria ou des fuites "en avant".

Les renversements d'effectifs de bétail tiennent au processus même de la migration. Ce n'est pas un courant continu mais une série de concentrations, suivies de dispersions, qui se répètent en cascade. Chaque nouveau secteur pastoral attire rapidement des migrants, dès que le cheptel des premiers venus prospère. Mais les troupeaux, de plus en plus nombreux, excèdent bientôt les capacités de pâturages qui se trouvent arasés. Suit alors une phase d'évacuation. Leur bétail éprouvé, les éleveurs se dispersent en tous sens ou se dirigent vers un autre secteur prometteur.

285. Il est difficile d'identifier exactement cette maladie. Ce serait la piroplasmose mais avec fréquemment des symptômes conjugués de trypanosomiase bovine.

286. Des éleveurs de Dumbo ne parviennent même plus à vendre aux bouchers des animaux exténués. Certains les auraient soldés pour 200 CFA ...

L'afflux de bétail sur les pâturages d'accueil crée une surcharge et relance la migration. Dans le cas du ranch de Dumbo, le cycle est aggravé en 1975 par une brusque expropriation. Le déséquilibre entre le cheptel des Mbororo et l'espace qui leur est laissé devient alors dramatique : ***geene walaa, sey karal*** : « *il n'y a plus d'herbe, que de la terre à nu.* »



Fig 39: ***Une halte migratoire, sous un bosquet d'arbres, au sud de Dumbo***

Il n'est pas facile d'obtenir, auprès des gens restés sur place, des informations à propos de ceux qui sont partis. ***ImBe dilluBe, sey Allah andi:*** « *les gens qui sont partis, Dieu seul sait (où ils se trouvent).* » Ignorance plus feinte que réelle. Les Mbororo s'informent des déplacements de gens qu'ils ont connus et côtoyés. L'appauvrissement des migrants suscite, derrière des commentaires de commisération, l'ironie de ceux qui sont restés. Au contraire, des enrichissements lointains font naître l'envie, ***suuno***. Alors, on se renseigne incidemment : comment se présentent ces nouveaux pâturages ?

Les Akou au centre du Bamenda

Les haltes des migrants à la périphérie des plateaux succèdent à des déplacements éprouvants pour le bétail. Il s'agit de remettre en état les animaux. En même temps, les premiers arrêts permettent de s'informer sur la situation aux Grassfields : attitude des populations locales, repérage des membres du lignage et réputation des secteurs pastoraux. Le court séjour au nord du Bamenda est mis à profit pour préparer un déplacement vers le centre des plateaux.

Les Akou ne traversent plus les hauts plateaux par les deux itinéraires des années soixante (fig. 36). L'animosité des femmes Aghem autour de Wum et l'extension des cultures des Kom ont fermé le passage direct de Wum à la plaine de Ndop. Seul, subsiste l'itinéraire par Takija et Mbiame, lui-même rendu difficile par les champs des Nso. Plutôt que de traverser rapidement les Grassfields, des Akou tentent de s'y installer. De nouveaux campements s'éparpillent sur les reliefs situés entre Wum et Dumbo. Chassés de Wum par les cultivatrices, les Akou s'installent aux environs de Nyos et de Konene. Ceux de Dumbo se reportent vers le sud, à Misaje, Mungom et Fonfuka. Les deux poussées migratoires se rejoignent aux environs de Lassin et de Din, en contrebas des hauts plateaux. La colonisation pastorale concerne toutes les savanes dont l'altitude oscille entre 1.200 et 1.300 mètres. Elle descend jusqu'à 900 mètres, dans les vallées au nord de Nyos.

L'installation d'Akou au centre du Bamenda, entre les hauts plateaux de Nkambe et de Bafumen, suscite de vives réactions des Djafoun. Eux-mêmes commençaient à occuper des pâturages à moins de 1.500 mètres : la compétition devient inévitable entre les deux groupes mbororo. Elle écarte les éleveurs les moins nombreux et surtout les moins riches en bétail. Au sud de Misaje, quelques familles djafoun, avec peu de bétail, ne peuvent tenir tête à un déferlement de bétail akou. Elles abandonnent leurs pâturages. Sur le plateau de Konene, au contraire, les Djafoun sont bien implantés et riches. Ils réussissent à faire expulser des intrus (287). Mais d'autres Akou s'installent bientôt à la frange du plateau de Konene : c'est l'amorce d'une nouvelle compétition. A moins que les nouveaux venus changent de race de bétail et abandonnent leur particularisme culturel. Lorsqu'ils séjournent une dizaine d'années aux Grassfields, les Akou changent déjà de comportement.

D'abord, leur cheptel ne comprend plus uniquement des zébus blancs. Il se diversifie en produits de croisement avec des ***mbororooji***, voire des ***gudaali***. Insérés au milieu du Bamenda, des Akou adoptent un rythme et des trajets de transhumance comparables à ceux des Djafoun. En saison sèche, les jeunes conduisent le bétail vers les bas plateaux, où ils disputent les pâturages à ceux qui arrivent du Nigeria. A mesure qu'ils s'avancent au centre du Bamenda, des Akou adoptent un mode d'utilisation de l'espace semblable à celui des Djafoun. Moins bousculés qu'à Dumbo par un flot d'arrivants au bétail inquiétant, les Akou de Lassin envisagent de se fixer. Ils disent qu'« *ils font maintenant comme les Djafoun ; ils restent au campement.* »

287. La compétition sur les pâturages s'impose brutalement aux Akou. L'un d'eux, expulsé de Dumbo en 1975 par la création du ranch, en fait l'amère expérience. Il monte sur le plateau de Konene, espérant pouvoir s'y installer. Mais l'*arDo* djafoun porte plainte contre lui, l'accusant de s'être introduit dans l'un de ses campements. Le tribunal local le condamne à 20.000 CFA d'amende. Puis, comme il ne part pas, le Djafoun le fait convoquer à nouveau en justice. Alors, il prend peur et s'enfuit au Bamoun.

Tous ces changements pourraient forger une nouvelle solidarité avec les Djafoun, contre des arrivants qui empiètent sur les secteurs de transhumance. Mais, dans leur poussée au centre du Bamenda, les Akou entrent surtout en opposition avec des Djafoun descendus des hauts plateaux. La rencontre des deux mouvements accentue les charges au pied des hauts plateaux. Comme le bétail des Akou prospère plus vite que celui des Djafoun, il est probable qu'ils finiront par leur tenir la dragée haute pour le contrôle de ces pâturages de contact. Les secteurs qui accueillent des troupeaux risquent de passer rapidement en situation de surcharge. Dans ce cas, le type de bétail des Djafoun en ressentirait davantage les inconvénients que celui des Akou. Les Djafoun ne peuvent donc accepter de gaieté de coeur la pénétration des Akou au centre du Bamenda. Le contact pastoral ne se réduit pourtant pas à ce face à face, les uns se tenant en position défensive, les autres grignotant de plus en plus de pâturages. La situation est mouvante.

Autrefois, les premiers Akou (Gamanko'en, Boutanko'en, Danedji) reconstituaient leurs troupeaux au Mambila. Maintenant, les plateaux au nord du Bamenda jouent le même rôle bénéfique pour le cheptel des Galedji, Natirbe et Bogoyanko'en. Ils arrivent avec de petits troupeaux, éprouvés par une migration difficile. Une altitude de 1.000 mètres procure déjà une salubrité suffisante pour des zébus blancs. ***Na'i yamDi:*** *« (nos) vaches sont guéries, »* constatent les Akou de Lassin et de Din. Des plateaux, même peu élevés, jouent un rôle réparateur pour ce type de bétail. Mais, de façon curieuse, la prospérité du cheptel peut également intervenir comme facteur d'instabilité.

Lorsque leur troupeau s'est accru dans un nouveau pâturage, des Akou envisagent de le quitter. Crainte de subir une pénurie fourragère après une pâture continue, désir de trouver un autre pâturage abondant capable d'entretenir une croissance soutenue du bétail : les deux raisons les engagent à partir. L'attrait d'un ailleurs, susceptible d'offrir une nouvelle "chance pastorale", l'emporte sur les avantages d'un bon pâturage, dès lors qu'il devient encombré de troupeaux.

Le passage au Bamoun

Au sud de Lassin, les Akou sont encerclés de Djafoun bien établis sur les hauts plateaux et leurs abrupts. Aucun autre secteur pastoral n'est disponible aux environs.

Les Akou avancés au centre du Bamenda ne peuvent se dégager de l'emprise djafoun qu'en se rendant au Bamoun. Là-bas, de vastes savanes restent disponibles au sud du plateau. Quelques pionniers y séjournent, depuis la fin des années soixante, suscitant un "appel" migratoire. Les Akou rencontrés aux environs de Lassin ou de Mungom annoncent qu'ils veulent gagner le Bamoun. Les uns ont entendu parler de l'étendue des pâturages, d'autres ont l'intention de rejoindre des parents.

L'incitation à la migration s'exerce au sein de chaque lignage, par le biais des liens de parenté.

De 1970 à 74, les entrées répertoriées au Bamoun comptent 145 familles akou. Contrairement à ce que la tendance des effectifs de cheptel laissait supposer, le courant migratoire se maintient donc dans cette direction. D'une année à l'autre, le nombre des arrivées est soutenu, comme le montre un petit comptage effectué sur place.

	1970	1971	1972	1973	1974
nombre de familles entrées	22	29	22	35	37

Tabl. 25 : ***Arrivées d'Akou au Bamoun, de 1970 à 74***

En fait, les migrants sont plus nombreux que ne l'indique le tableau car, au moment de l'enquête, des Akou arrivent encore de Dumbo. Mais ils ne sont pas bien connus. Les ***arDo***, n'étant pas certains qu'ils resteront, refusent de signaler leur présence.

L'installation des nouveaux venus au Bamoun suit le schéma des années soixante. Les Galedji et Bogoyanko'en venus de Wum campent à l'ouest de Foumban, tandis que les migrants arrivés de Dumbo poursuivent jusqu'au sud où les savanes sont plus vastes. Cependant, des Rahadji, aventurés en bas du petit escarpement qui limite le plateau, remontent en 1973. Leurs zébus blancs, pourtant moins sensibles que les rouges, souffraient de trypanosomose. D'après les Rahadji de Chankap, les meilleures savanes au sud du Bamoun se trouvent au-delà de Foumbot, vers la rivière Nkoup. Mais ils redoutent les cultures qu'entreprennent des Bamiléké (288).

En 1974, de nouveaux venus n'hésitent pas à s'installer près de Malanden, à seulement 900 mètres d'altitude. Malgré l'échec et les replis de pionniers qui s'aventurent à basse altitude, d'autres les remplacent pour tenter à nouveau leur chance. Après plusieurs tentatives infructueuses, des éleveurs réussissent parfois à s'implanter en des secteurs qui paraissaient impropres à l'élevage.

Les Akou qui arrivent au Bamoun ne peuvent accéder aux montagnes qui dominent le plateau. Peu étendus, leurs versants sont accaparés par des Djafoun, selon le même schéma qu'au Bamenda (289). Cela explique, en partie, la grande instabilité des Akou. Certains changent presque chaque année de site d'hivernage. Ils se plaignent que, sans déménagement régulier, les tiques prolifèreraient autour de l'aire à bétail.

Au Bamoun, les éleveurs se trouvent déjà confrontés à des problèmes écologiques de savanes guinéennes de basse et moyenne altitude. La nécessité de la mobilité, imposée par un risque de pullulement des parasites externes, se retrouve dans toutes les savanes en zones humides. Or, plus les Akou sont nombreux à s'installer au Bamoun, plus la menace des tiques se fait sentir.

Cette raison suffirait à rendre aléatoire la fixation des nouveaux venus. D'autres circonstances, propres au Bamoun, y concourent également. A

288. Dans une étude du village Fossang, réalisée en 1981 et présentée comme modèle d'enquête rurale (I.P.D., 1981, "Comprendre une économie rurale"), il est fait rapidement mention de la présence de 6 familles mbororo (p. 72) en saison des pluies. Dès 1974, les Rahadji avaient l'intention de s'établir près de ce village. Ils ont donc passé outre à l'hostilité des Bamiléké.

289. Cependant, le clivage entre Djafoun et Akou n'est pas aussi net qu'au Bamenda, car de nombreux Djafoun séjournent maintenant sur le plateau. La coexistence des deux groupes facilite l'adoption de la race ***mbororooji*** par les Akou, notamment les plus riches d'entre eux. L'emprunt de bétail prélude au rapprochement culturel.

l'est de Foumban et au pied du massif Nkogam, l'emprise agricole est très forte, notamment celle des plantations caféières villageoises. Il est hors de question que les animaux des éleveurs paissent entre les caféiers. Quelques accidents, provoqués par des herbes aspergées de produits phytosanitaires destinés aux caféiers, ont suffi pour dissuader les Akou de tenter une vaine pâture. Au Bamoun, les éleveurs ont à garder leurs troupeaux à longueur de journée, comme au Nigeria. Ils vivent dans la crainte des vols de bétail, une véritable spécialité des Bamoun.

Les sorties du Bamoun

Les Akou avancés au Bamoun sont à la recherche de nouveaux pâturages, au début des années soixante-dix. "Prisonniers" de ce plateau, ils entreprennent une exploration des régions voisines, voyageant en taxi-brousse et à pied. Certains entendent parler d'un plateau, le Tchabbal Ngouté, près de Yoko, ce qui excite leur "envie" de pasteurs.

Un Djafoun avait déjà tenté d'y séjourner mais, devant les pertes de bétail subies, il s'était replié au Bamoun. Un Akou raconte comment il visite ce plateau en 1970, en effectuant une véritable expédition en taxi à Tibati et Yoko puis à pied vers Linté, avant de rejoindre Bafia au sud.

L'exploration dans cette direction se justifie d'autant plus que le service d'Elevage durcit la surveillance et le verrouillage des abords de l'Adamaoua. Il interdit, à partir de 1970, toute pénétration au sud de Banyo. Des Akou se font expulser de Mayo Darlé alors que, dans les années soixante, cette partie de l'Adamaoua restait accessible (fig. 39).

Les premières sorties du Bamoun surviennent en 1972, par la traversée du Mbam, à la fois en direction du Tchabbal Ngouté et de Tibati, au sud de l'Adamaoua. Comme cet arrondissement, peu contrôlé par les Foulbé, reste plus ouvert aux Mbororo, les Akou réussissent à s'y infiltrer, en contournant complètement le lamidat de Banyo. Ce mouvement tournant de grande ampleur n'était pas prévu par le service d'Elevage. Pourtant, la piste empruntée, quoique tombée à l'abandon, n'était pas nouvelle. C'était une ancienne piste commerciale de la cola, reliant directement, au début du siècle, le Bamoun aux lamidats de Tibati et de Ngaoundéré. Les éleveurs qui la suivent la dénomment ***laawol goro*** : « *la route de la cola.* »

Celui qui la redécouvre et parvient le premier au sud de Tibati, en 1972, est bien connu des Mbororo. Pour reconnaître le trajet à suivre, il applique un principe simple. Débouté de Banyo, il envoie ses fils en reconnaissance vers Tibati. De là, ils parcourent, à pied, le chemin en sens inverse, payant des villageois pour ouvrir des ***regorde***, passages de galeries forestières, jusqu'à ce qu'ils débouchent au Bamoun. L'éleveur peut alors engager ses troupeaux sur la piste ainsi balisée.

Pour atteindre le Tchabbal Ngouté, le trajet n'est pas aussi long et ne semble pas avoir posé de difficultés aux Bogoyanko'en qui s'y rendent en 1972. Pourtant, dès la traversée du Mbam, les migrants pénètrent en forêt dense. Le passage du Mbam s'effectue soit près de Mantoum-Palais, ancienne résidence du sultan Njoya, soit en

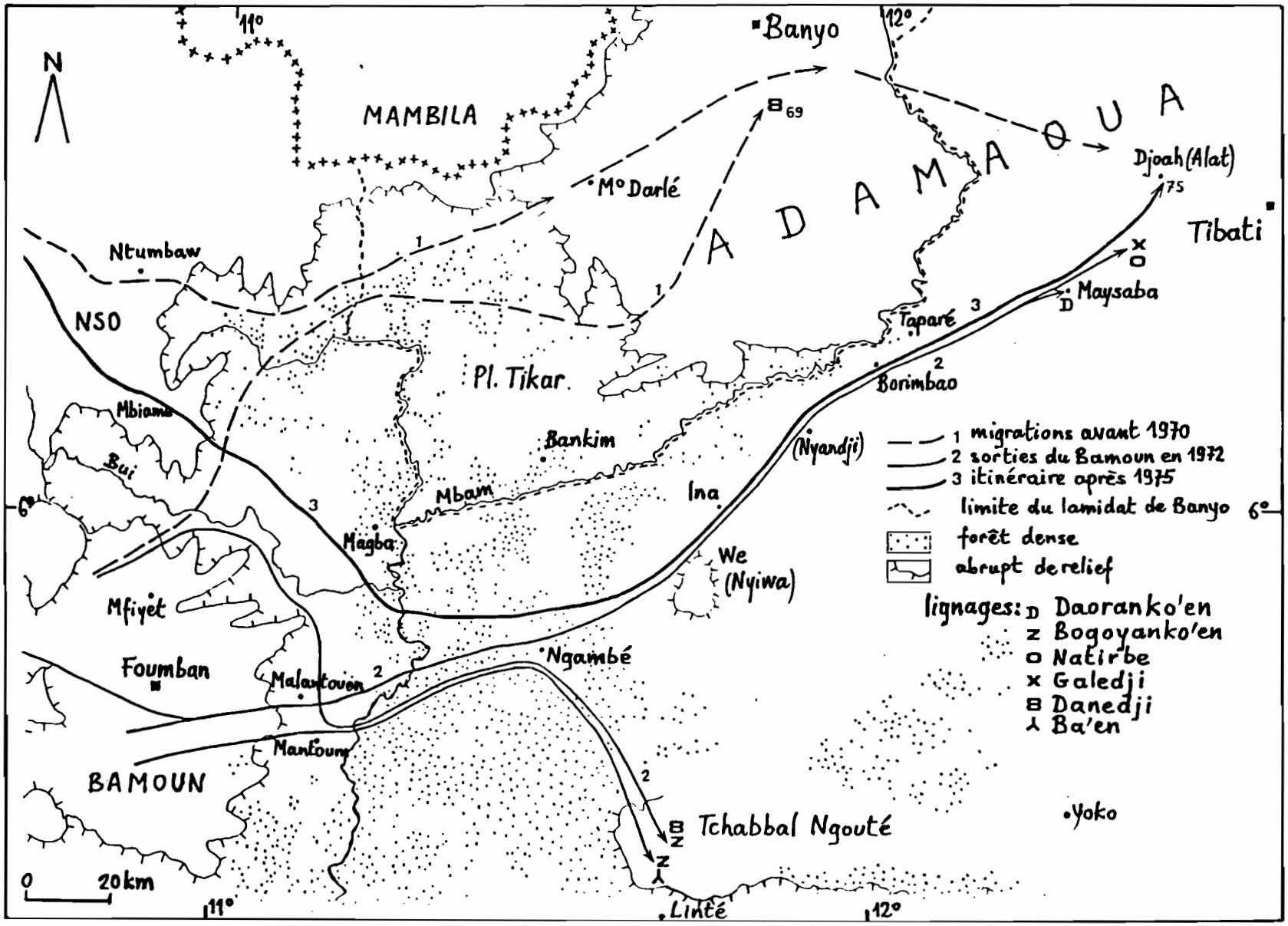


Fig. 40 : *Evasions des Akou hors des plateaux de l'Ouest-Cameroun.*

aval de la confluence avec la rivière Bui. Les éleveurs ne se plaignent pas de difficultés particulières lors de la traversée de la grande rivière. La rigueur de la saison sèche se fait sentir sur le débit des cours d'eau, même au sud de l'Adamaoua. Les migrants profitent de l'étiage accusé du Mbam pour le franchir à gué.

De 1972 à 74, soit en trois années seulement, le départ de 95 familles est enregistré à partir du Bamoun. Comme il est beaucoup plus difficile de noter des départs que des arrivées en un secteur d'élevage, il est fort probable que le contingent des partants soit plus important. Certes, les arrivées augmentent en 1975, avec les expulsions de Dumbo. Mais la mise en eau du barrage de Bamendjing inonde la plaine de Ndop, privant les éleveurs du Bamoun de bons pâturages de transhumance (290). Elle relance les sorties.

290. BOUTRAIS, J., 1978, p. 179.

Les départs concernent surtout des Bogoyanko'en et des Natirbe. Ces lignages n'étaient pas les plus nombreux au Bamoun. Les lignages majoritaires, Rahadji et Galedji, se sont encore une fois attribués les meilleures savanes du plateau. Les autres, mal "lotis", préfèrent s'en aller.

A partir de 1972, des Akou entrent et sortent du Bamoun. Qu'ils l'entreprennent vers l'est était tout à fait inattendu. Il semblait plutôt qu'ils reviendraient sur leurs pas vers le nord, soit au Bamenda, soit à Banyo. La réussite de leur passage vers l'est est spectaculaire. Elle démontre une capacité d'initiative spatiale remarquable. Les Akou ont réussi à franchir des forêts denses et de grandes savanes vides et mal connues. Cette fois, les pistes du bétail de commerce n'ont pas orienté ni guidé l'itinéraire migratoire. Des éleveurs l'ont "inventé". Cette stratégie prouve également une aptitude déconcertante à contourner les règlements pastoraux.

L'installation en plaine

De même que Wum et Dumbo, le Bamoun s'insère maintenant comme un relais dans le cours d'une grande "coulée" migratoire qui entraîne les Akou vers le sud de l'Adamaoua.

Du Bamenda à l'Adamaoua, le passage au Bamoun impose cependant un crochet vers le sud. Certes, il offre une halte où les animaux se reposent et les éleveurs s'enquièrent d'autres possibilités pastorales. Mais l'attitude des Bamoun à l'égard des Mbororo (vols et empoisonnements d'animaux) n'incite guère à s'attarder. A partir de 1974-75, des migrants ne s'y dirigent plus.

De Dumbo ou de Lassin, ils escaladent le haut plateau puis redescendent tout de suite, par Dji Gadjeré ou Mbiame, vers les plaines du Mbam. Ils parcourent ces plaines en saison sèche, en direction de Magba, dans l'attente de l'étiage du Mbam. Dès que les eaux permettent le passage à gué, les Akou franchissent la rivière et "rattrapent" le sud de Tibati à travers les forêts. Le plateau bamoun reste alors à l'écart du flux migratoire.

Bientôt, les Akou ne se contentent plus de traverser les basses plaines du Mbam en saison sèche ; ils tentent d'y séjourner à longueur d'année. Prudemment, ils procèdent par plusieurs essais.

En 1975, des Galedji se tenaient encore sur les hauteurs, au-dessus des plaines. Quelques Natirbe commencent à descendre à 1.300 mètres, au sud de Mbiame. En 1976, des Akou se portent plus bas, au pied de l'abrupt des plateaux. La plupart viennent directement de Dumbo, chassés par la confiscation de leurs pâturages pour le ranch d'Etat. D'autres se sont d'abord dirigés au Bamoun avant de descendre au pied des plateaux. Profitant de l'appui de membres du lignage, les Natirbe s'installent en contrebas de Mbiame, rejoints par des Danedji et des Ba'en. Bientôt, les dernières pentes ne suffisent plus ; les nouveaux venus séjournent franchement en plaine, à moins de 800 mètres d'altitude.

Les premiers à se risquer au sud de Magba sont des Bogoyanko'en, en 1975. Ce lignage a déjà fait preuve d'un comportement pionnier, lors du passage du Mbam. L'année suivante, ils sont rejoints par des Galedji. En même temps, d'autres lignages (Natirbe, Djoranko'en et Toubanko'en) descendent vers les savanes de Malantouen, à l'est du plateau bamoun. Les environs de Lip, au nord, portent des troupeaux à longueur d'année, à partir de 1978, et la périphérie de la plaine Mbaw, à partir de 1980. Des troupeaux occupent alors tous les pieds d'abrupts de plateaux. Ils ne s'aventurent encore au milieu de la plaine qu'en saison sèche.

Les Djafoun, en observateurs perplexes, retracent la descente des Akou dans les plaines du Mbam. ***Be jooDi dow tiile tiile, nden Be dirtoyi luggere, nangi naDDere maayo Mbaw*** : « *ils se sont tenus (d'abord) sur les petites collines, puis sont descendus dans la plaine et ont occupé les bas-fonds de la rivière Mbaw (Mapé).*» En 1985, les Akou s'écartent encore peu du pied des hauts plateaux mais ils ne s'y tiendront pas toujours. Bientôt, ils se disperseront en plaine, jusqu'à Magba et Bankim.

Avec ce nouvel épisode, les éleveurs tirent parti de presque tous les gradins de relief à l'ouest du Cameroun. Leur installation en plaine relève quand même du paradoxe. La tendance actuelle consiste à se tourner vers des pâturages d'altitude de plus en plus faible. Elle contredit le principe selon lequel les plateaux conviennent d'autant mieux à l'élevage qu'ils sont plus élevés. Si cette règle a commandé les premières phases pastorales, elle perd actuellement de sa validité.

Est-il possible d'avancer quelques explications à ce renversement de situation ? En fait, il convient de ne pas généraliser. L'implantation des Akou en plaine n'est amorcée qu'à l'est des plateaux. Grâce à un climat d'abri par rapport aux vents humides, les savanes s'y étendent davantage qu'à l'ouest. Les éleveurs qui séjournent à basse altitude ne se plaignent pas des méfaits de la trypanosomose bovine, mais plutôt de l'attitude des planteurs de café. L'affranchissement de l'élevage à l'égard du contexte pathogène est étonnant. Il est probable que les Akou traitent leurs animaux à l'aide de trypanocides achetés sous le manteau.

Le report des nouveaux éleveurs à ce palier inférieur de relief tient également à la saturation des niveaux plus élevés : hauts plateaux occupés par les Djafoun et les villageois, bas plateaux par les premiers Akou, plateaux intermédiaires par les uns et les autres. Les plateaux ne réservent quelques possibilités pastorales qu'à l'ouest de Wum, de part et d'autre de la Metchum.

Or, les Akou se déplacent avant tout à la recherche d'herbe. Si les savanes sont peu étendues ou déjà encombrées de troupeaux, ils s'efforcent d'en découvrir d'autres. Eux-mêmes avouent qu'ils ne veulent pas de "vieux" sites de campements. Ils ont quitté les régions de Katsina-Kano, du Bauchi puis de Wukari, chaque fois par suite de l'amenuisement des ressources en herbe. Ils ne sont pas davantage prêts à supporter des restrictions fourragères sur les plateaux du Bamenda. S'ils ont été longtemps attirés par ces plateaux, c'est pour la réputation de leurs pâturages, davantage que pour leur salubrité. Ils affirment : ***min FulBe luggere*** : « *nous sommes des Peuls de plaine.* » Au contraire, les Djafoun du Bamenda ont maintenant tendance à dire qu'ils ne pourraient vivre qu'au ***caBBal***, en haut plateau. Entendons-nous bien. Chaque fois, ces Mbororo disent « nous » mais, en fait, derrière les personnes, c'est du bétail qu'il s'agit.

L'installation des Akou en plaine n'était pas prévisible, il y a quelques décennies. Elle étonne tout le monde, même les Djafoun dont les anciens se souviennent combien leurs premiers essais de transhumance en plaine Mbaw furent meurtriers pour les animaux. Or, voici que les Akou s'y tiennent à longueur d'année...

Na'i maBBe, ko haa toy, Di jooday : « *leurs vaches, n'importe où, elles resteraient (en bon état).* » Sous-entendu : il n'en est pas ainsi des ***mbororooji***, tellement plus sensibles aux glossines. ***Haala maajum, buri min sembe*** : « *cela dépasse nos forces.* » ***Be tuffa na'i, noy noy naa ? Min on, min andaa, sey kamBe***: « *traitent-ils leurs vaches, ou que font-ils ? Nous autres, nous ne savons pas, seulement eux.*» Ces réflexions désabusées des Djafoun traduisent bien leur désemparement, face à la hardiesse des Akou, servie par les aptitudes étonnantes de leur bétail. Des éleveurs se trouvent prisonniers des exigences de leur race bovine tandis que la rusticité de l'autre rend possibles toutes les audaces. D'un côté comme de l'autre, le bétail est à l'origine des comportements pastoraux, notamment des rapports à l'espace.

La mise en valeur pastorale des plaines n'est pourtant pas sans limite. C'est ce que montre l'essai de "relogement" des Akou forcés de déguerpir de Dumbo, en 1976.

En compensation aux pâturages accaparés par le ranch, l'administration leur propose de descendre au nord de Nkambe, dans l'immense réserve forestière de Mbembe. Mais les abrupts de plateaux sont couverts de forêts. Les seules savanes incluses dans la réserve se trouvent en bas, dans la plaine de la Donga, à seulement 300 mètres d'altitude. De nombreux éleveurs sont installés à Abonshe, près de la frontière nigériane. Malgré des traitements trypanocides, les troupeaux souffrent bientôt des piqûres de glossines. Après 4 ans de séjour, tous les Akou s'enfuient et regagnent les plateaux, les uns à Dumbo, les autres du côté nigérian. En 1983, quelques Natirbe séjournent encore près d'Abonshe mais les plaines sont surtout parcourues en saison sèche par des transhumants.

L'occupation de cette plaine à faible altitude correspondait sans doute à la tendance pastorale mais elle s'est avérée imprudente. Les Akou n'avaient accepté l'essai qu'avec les encouragements pressants de l'administration. L'échec rappelle que les contraintes du milieu ne peuvent être entièrement éludées.

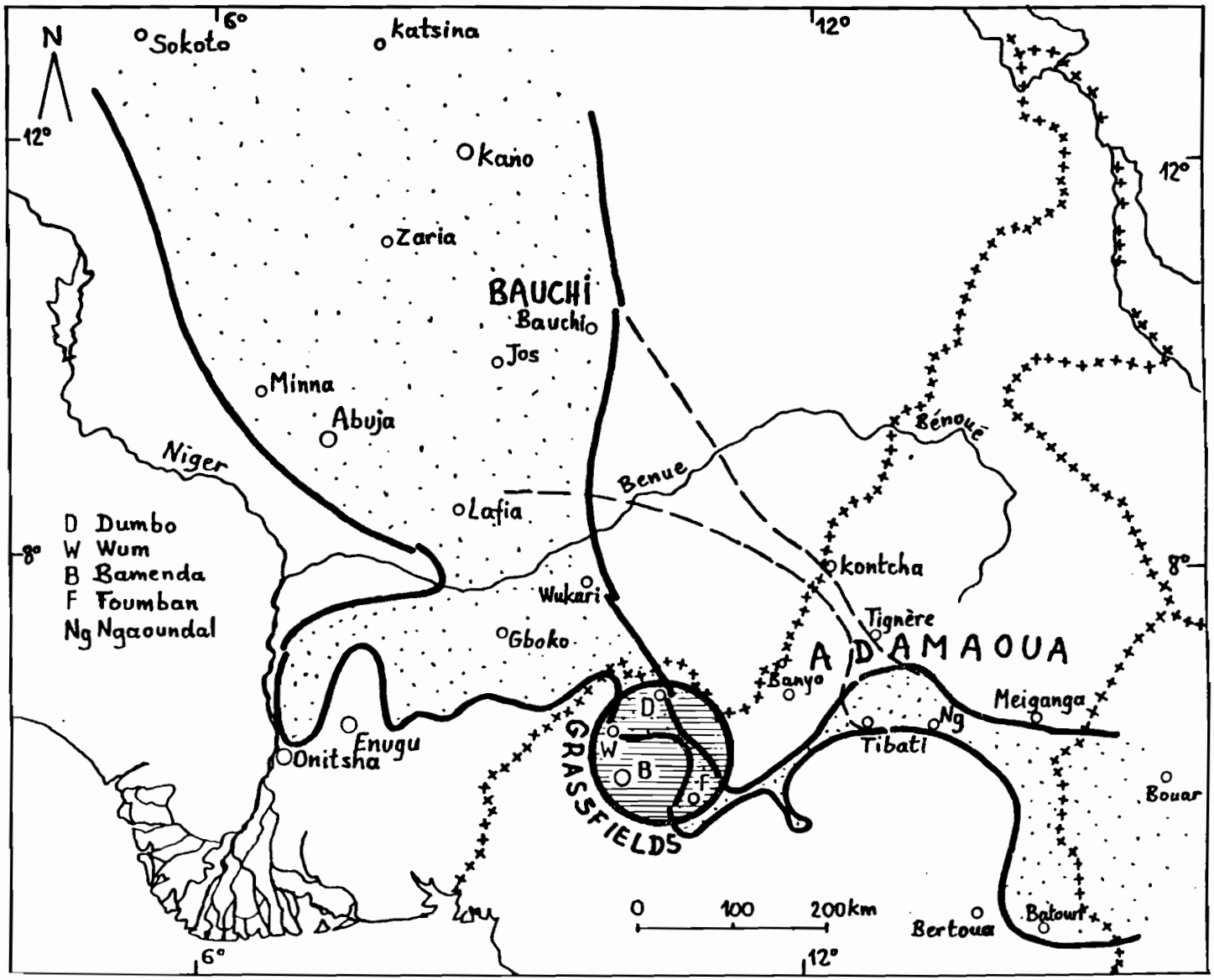


Fig. 41 : ***La situation des Grassfields, dans la "coulée" migratoire des Akou***

1 : ancien itinéraire vers l'Adamaoua, 2 : aire de mise en mouvement des Akou arrivés aux Grassfields, 3 : couloir de passage des Akou, 4 : secteur d'installation des Akou

Il est probable que le séjour permanent de troupeaux à moins de 1.000 mètres tient à l'assainissement naturel des savanes à basse altitude. Plusieurs observations récentes, en diverses savanes de zones humides ou subhumides, ont insisté sur la réduction de leur infestation glossinaire. Le fait est souligné, en particulier, pour les plaines de la Bénoué (291). En l'absence de toute éradication des glossines, leur raréfaction est attribuée à des changements dans l'occupation du sol, à la suite d'une extension des cultures. N'est-il pas vraisemblable de la mettre également en relation avec une phase climatique plus sèche, dans les années soixante-dix ?

291. MILLIGAN, K., BOURN, D., 1979, "Dry and wet season patterns of cattle and land use in four regions of the Nigerian sub-humid zone", p. 111.

Les éleveurs des plateaux de l'Ouest-Cameroun remarquent combien les saisons sèches s'allongent et deviennent plus sévères. Sans doute, l'appauvrissement des pâturages fortement chargés en bétail accentue les effets de la saison sèche. Mais les niveaux d'étiages atteints par les grands cours d'eau, jamais vus de mémoire d'homme, attestent également une tendance plus sèche du climat.

Finalement, le comportement pionnier des Akou serait favorisé par l'évolution climatique récente. Descente des troupeaux à des altitudes de moins en moins élevées, traversée de vastes forêts pour accéder à de nouveaux pâturages éloignés, cette dynamique pastorale n'aurait peut-être pas été possible autrefois. La poussée des Peuls vers le sud ne tiendrait pas seulement à leur capacité de coloniser de nouveaux espaces. Ils ne s'avanceraient pas seulement dans les savanes de zones humides par une solution de dernier recours. Ce sont ces savanes elles-mêmes qui deviendraient propices à l'élevage bovin.

Etape par étape, les Akou traversent les plateaux de l'Ouest-Cameroun de part en part, à partir de 1965. Depuis 1972, Bamenda et Bamoun ne représentent plus leur objectif migratoire principal. Les pâturages "neufs" se trouvent plus loin : à Tibati, Meiganga et même Batouri. Désormais, selon les rumeurs, c'est là-bas qu'il est possible de rassasier les animaux et de devenir riche. Les Akou de Dumbo savent que beaucoup de ceux qui furent expulsés par le ranch ont trouvé refuge dans la région de Tibati. Quelques-uns sont même parvenus aux environs de Bertoua.

Les plateaux des Grassfields offrent de bons passages pour s'introduire au Cameroun et pour reconstituer des troupeaux éprouvés par la migration. Mais, pour beaucoup de ceux qui entrent au Bamenda, ce ne sont désormais que des pâturages de transit. Les antennes de la migration sont portées plus loin (fig. 41).

Dès lors, il est probable que les migrations futures des Akou s'accélèreront, dans la hâte d'accéder les premiers aux contrées nouvelles. Cependant, quelques-uns, après croisement du bétail, engagement agricole et accès à un pâturage sûr, choisiront de se fixer. A chaque région d'élevage, une scission des Mbororo se produit entre les uns, tentés par la sédentarisation et les autres, toujours disponibles pour un ailleurs prometteur.

Conclusion : l'élevage au Bamenda, une chance plus qu'un préjudice

La pénétration des éleveurs en zones humides devient un phénomène général en Afrique sub-saharienne. Les Djafoun du Bamenda ont joué un rôle de précurseurs dans cette poussée, en mettant à profit des hauteurs de la Dorsale Camerounaise situées à une latitude extrême vers le sud. A présent, l'intrusion des troupeaux n'est plus contenue aux seules hauteurs. Les nouveaux venus s'installent à des altitudes de plus en plus basses. Les espaces susceptibles de porter du bétail s'élargissent.

L'expansion de l'élevage bovin ne manque pas de susciter de vives réactions, non seulement de la part de populations locales mais également, de responsables et d'experts. Ils accusent cet élevage d'être nomade, pour ne pas dire "anarchique", d'exploiter sans vergogne des ressources fourragères jusqu'à l'extrême limite. Transférés en régions humides, ces pasteurs continuent de se comporter comme au Sahel. Bref, ces nouveaux venus n'apporteraient aucun bénéfice aux régions qui les accueillent. A la limite, il serait recommandé de les refouler, comme on n'hésitait pas à le faire, à l'époque coloniale.

De telles accusations émaillent des rapports administratifs et des déclarations, depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours. Mais il ne faut pas se faire d'illusion. Si des administrateurs ont réussi, autrefois, à contenir des poussées pastorales, ce ne fut que durant de courtes durées. L'histoire du Bamenda, à la fin de l'époque coloniale, l'illustre assez bien. Elle montre également que l'accusation d'inertie des techniques pastorales procède d'une vue superficielle. Les Djafoun et une partie des Akou, une fois parvenus dans un "bon pays", ont abandonné leur grande mobilité. Certes, les changements n'interviennent souvent que de manière progressive. Avec les années, les premiers Djafoun du Bamenda ont évolué du nomadisme à une transhumance adaptée à l'étagement des plateaux.

Il est excessif de condamner de nouveaux venus en savanes humides pour leur fidèlité à des techniques pastorales qui ont fait leurs preuves. Le mode de conduite des troupeaux n'est pas malléable du jour au lendemain; il ne se modifie que lentement, par des adaptations prudentes. Lorsque des discordances deviennent trop manifestes entre un nouvel environnement et des conduites habituelles du bétail, les éleveurs innovent dans leurs pratiques.

*

Dans le contexte d'une expansion de l'élevage à presque toutes les savanes de zones humides, le rôle des régions d'altitude ne devient-il pas secondaire et comme historique ? Cette interrogation s'applique particulièrement au Bamenda. L'avenir de l'élevage sur ces plateaux a souvent paru préoccupant.

A plusieurs reprises, des recommandations ou des prévisions ont misé sur une réduction du cheptel. Chaque fois, elles ont été démenties. Actuellement, des estimations redeviennent pessimistes. Les problèmes

pastoraux s'aggravent, l'espace dévolu au bétail se réduit : une diminution du cheptel serait inéluctable. Certes, le contexte de l'élevage ne ressemble plus à celui de 1965 ni, a fortiori, de 1943. A ces dates, les plateaux réservaient des possibilités d'extension de l'activité pastorale. Du moins, est-ce la constatation que l'on peut faire aujourd'hui, d'après l'évolution des effectifs et de l'aire d'élevage. Mais, sur le moment, les responsables pensaient plutôt le contraire : les troupeaux occupaient les seuls secteurs jugés favorables à l'élevage. Tout accroissement de cheptel ne pouvait qu'entraîner des difficultés. Donc, il était à proscrire.

Aujourd'hui, quelles sont les chances de l'élevage de contredire, à nouveau, les prévisions de recul ? Elles apparaissent inégales, d'un groupe d'éleveurs à l'autre. Les Djafoun s'efforcent de tirer parti des dernières prairies d'altitude, même dans les situations les plus inconfortables. Mais les hauteurs d'Akwaya, peu étendues, peuvent-elles offrir une véritable alternative aux anciens "alpages" ? Il est permis d'en douter. Quant aux Akou, ils se lancent dans la conquête des savanes à basse altitude où les possibilités semblent plus prometteuses. Il est probable que, dans les années à venir, l'importance des Akou et de leur cheptel ne fera qu'augmenter. Il reste à savoir s'ils réussiront à convertir définitivement à l'élevage les étages inférieurs de relief. Les obstacles les plus graves ne surgissent pas toujours les premières années. Ils ne se manifestent que plus tard, par une série de "réactions" du milieu à la présence permanente du bétail.

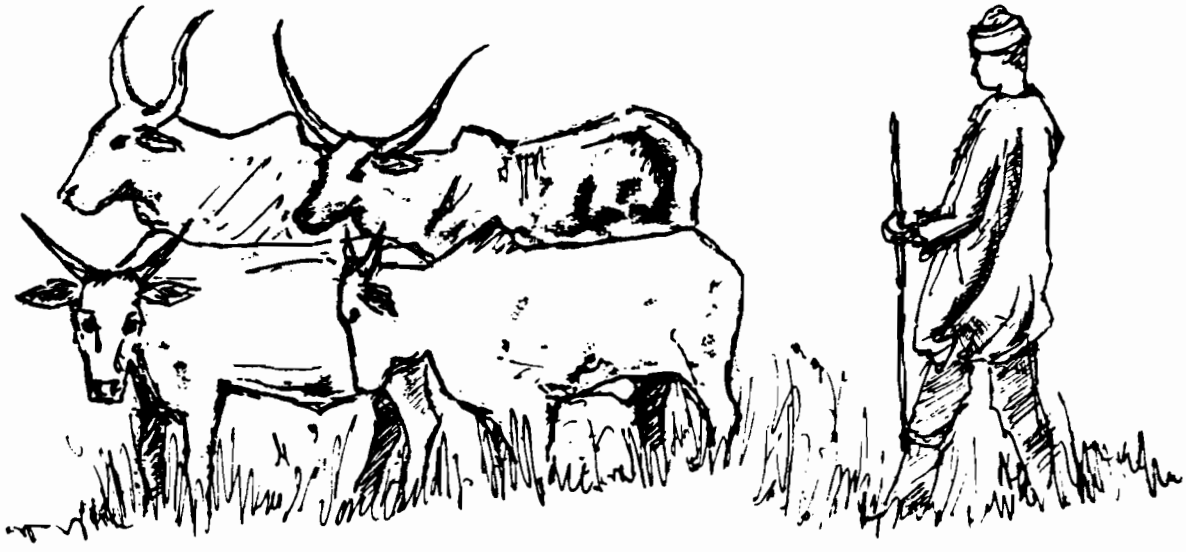
*

L'histoire des éleveurs au Bamenda est inséparable de celle de leurs relations avec les populations locales. Autrefois, dès que les gens du bétail s'écartaient de parcours habituels et protégés, ils s'exposaient à des agressions. Ils représentaient des ennemis virtuels et leurs animaux, succédanés à des produits de chasse, étaient toujours de bonne prise.

Lorsque les premiers Djafoun s'aventurèrent sur les plateaux des Grassfields, ce schéma n'était pas tout à fait dépassé. Quelques attaques se produisirent localement, vite réprimées par l'administration coloniale. Dès lors, les pasteurs expérimentèrent une nouvelle liberté et un nouveau type de relations avec les populations agricoles, surtout avec leurs chefs. Ceux-ci, admonestés par l'administration, acceptèrent, bon gré mal gré, la coexistence avec les gens du bétail. En contrepartie, ils cherchèrent à tirer profit le plus possible de ces étrangers. Au Bamenda, la ponction sur le bétail a longtemps constitué un instrument d'exploitation, voire d'oppression sur les éleveurs. Elle est bien connue car le système fiscal a fonctionné en toute légalité, sous le contrôle désabusé des administrateurs coloniaux qui en tenaient les registres.

L'analyse de ce mécanisme et de son "rendement" est édifiante par elle-même. La ponction fiscale au Bamenda renvoie à des situations équivalentes mais occultées en d'autres régions. Les éleveurs sont admis en contrées nouvelles mais ils subissent partout une oppression insidieuse des pouvoirs en place : chefs traditionnels, notables, fonctionnaires... Le cheptel bovin est presque toujours perçu par les populations voisines comme une source de richesse et de profits inépuisables. Imposition du bétail, versement de

contributions dites coutumières ou cachées, prélèvements de force ou abattages d'animaux en périodes troublées émaillent l'histoire de nombreux groupes de pasteurs. L'histoire pastorale des Grassfields présente le mérite de dévoiler les mécanismes d'une domination.



SECONDE PARTIE

LES GRASSFIELDS :

ENTRE NATURE ET CULTURE PASTORALES

« The mountain grassland spread away from us in all directions, its multitude of colours shimmering and changing with the wind. The hill-crests were pale gold changing to white, while the valleys were pale greeny-blue, darker in places where a pompous cumulus cloud swept over, trailing a purple shadow in its wake » Gerald DURRELL, 1954, *"The Bafut Beagles"*.

« J'ai bu les eaux minérales des pays à volcans, un peu gazeuses et piquantes » Théodore MONOD, 1937, *"Méharées"*.

Les systèmes pastoraux fonctionnent par la mise en relation de trois composantes : le bétail, les hommes et le milieu naturel. Ce dernier comprend lui-même plusieurs éléments bio-physiques dont la contrainte pèse de façon inégale sur l'activité pastorale. En élevages sahéliens, les pluies, par leurs quantités mais surtout leur répartition, influencent étroitement les techniques mises en oeuvre pour assurer le maintien en état du bétail. A l'inverse, le relief, qui intervient relativement peu sur les systèmes pastoraux sahéliens, devient un élément décisif pour les élevages en savanes. Au fur et à mesure que le climat se fait plus humide, il n'impose plus de restrictions sévères à l'alimentation du bétail. C'est le complexe altitude-salubrité qui devient déterminant pour la prospérité de l'élevage bovin. A la limite, la composante physique de certains systèmes pastoraux se résume presqu'à l'élément altitudinal. Les autres composantes du système : bétail et société, s'articulent de façon préférentielle avec l'altitude.

Le système pastoral des Grassfields illustre ce genre de situation diamétralement opposée aux élevages sahéliens. C'est d'abord un système pastoral d'altitude.

1. ALTITUDE ET ELEVAGE

Ndikka hakkunde BiBBe lesdi, na'i keBa huDo : *« il est préférable d'habiter au milieu des autochtones, pourvu que les vaches aient de l'herbe, »* reconnaît un Mbororo du Bamenda. Parti en Adamaoua durant 5 années, il en est revenu, rebuté par l'insuffisance des pâturages. ***Min jooDi nder lesdi HaaBe:*** *« nous supportons de rester dans un pays d'Infidèles, »* avoue un autre, mal à l'aise. Réflexions contradictoires qui dénotent les difficultés d'insertion des Mbororo à l'ouest du Cameroun mais, en même temps, leur attachement à ces plateaux. L'intérêt pastoral, prioritaire, fait surmonter les difficultés de la vie quotidienne et le malaise d'une minorité.

Les pasteurs souffrent d'isolement social et culturel, au milieu de populations très différentes et surtout, non islamisées. Et pourtant, ils restent, parce que les troupeaux prospèrent. Autrement, ils quitteraient ces plateaux pour des régions aux populations plus proches, partageant au moins les mêmes valeurs religieuses. Isolés en pays "étranger", les Mbororo refusent d'abandonner les Grassfields, par dévouement au bétail.

Certes, en Adamaoua, les pasteurs ne sont pas partie prenante du pouvoir. Cependant, ils n'en sont pas rejetés complètement et ils participent aux valeurs sociales et culturelles dominantes. Malgré de fréquentes extorsions de bétail, l'élevage bovin, la présence de bétail et son utilité rencontrent un consensus de la part de la majorité de la population. Rien de comparable au Bamenda, à commencer par l'attitude des chefs traditionnels : ils admettent comme à contre-coeur la présence des Mbororo et cherchent à en retirer le maximum d'avantages. Quant à la population majoritaire, elle oppose à l'élevage bovin une contestation globale, explosant parfois en manifestations violentes. Contrairement à l'Adamaoua, l'élevage ne s'appuie sur aucune alliance ou complicité avec le pouvoir. Détachée de connivences sociales, cette activité ne doit son essor qu'à des conditions naturelles extrêmement favorables.

En parvenant aux Grassfields, les Mbororo ont découvert un milieu montagnard qui convient parfaitement à l'élevage. Leurs grands zébus rouges, si caractéristiques des steppes sahéliennes, se sont acclimatés à l'altitude. L'adaptation aux montagnes humides est devenue tellement étroite que ce bétail dépérit lorsque les éleveurs le transfèrent à de basses altitudes. L'occupation de pâturages peu élevés n'est devenue permanente qu'à la faveur de l'introduction d'une autre race de zébus.

Les liens étroits que les zébus rouges entretiennent avec les hauts pâturages "enferment" ces éleveurs dans une gamme d'altitudes élevées, à une latitude aussi méridionale (6° Nord). Ce faisant, les Mbororo eux-mêmes affrontent des conditions climatiques qui ne leur conviennent guère : pluies et brumes humides, froid et tempêtes. Mais les commodités personnelles comptent peu, face à la prospérité du bétail.

CaBBaljogina'i: *« le haut plateau tient les vaches (en bon état).* » La symbiose entre milieu montagnard et bétail bovin s'impose comme le fondement de l'élevage sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. C'est l'intérêt du bétail qui a conduit les Mbororo jusqu'à ces hauteurs extrêmes vers le sud. C'est pour lui qu'ils y demeurent, en dépit de nombreuses doléances. Avant les éleveurs, la priorité sera donc accordée aux animaux et à leurs pâturages. Le haut plateau, ce n'est pas seulement le cadre géographique d'une activité, mais l'élément essentiel d'un système pastoral basé sur la mise à profit de l'altitude.

UN RELIEF ETAGE (carte h.t. n° 2)

Si les Foulbé des plaines du Nord désignent les plateaux de l'Adamaoua : ***Hooseere,*** la Montagne, ceux de l'Ouest-Cameroun répondent à la notion peul de ***caBBal*** : le haut plateau, dénué d'arbres mais couvert d'herbe, domaine du froid et des longues pluies. Ce type de paysage, plus connu sous la dénomination anglaise de "Grassfields", est typique des hautes terres du Bamenda.

Pourtant, cela ne veut pas dire que tous les plateaux de l'ouest soient couverts de prairies. La végétation herbacée ne s'impose qu'à partir d'une certaine altitude. Des cultures entrecoupent les étendues herbeuses et s'accompagnent de bosquets d'arbres plantés : paysage composite décrit par le voyageur F.W.H. MIGEOD lorsqu'il abordait le haut plateau Nso : « at the top it was bare grassland, with farm patches all about. There was much cultivation all the way, with farm hamlets » (1).

1. MIGEOD, F.W.H., 1925, "Through British Cameroons".

A l'époque coloniale, les Anglais s'enorgueillissaient de détenir, avec le Bamenda et le Mambila, la meilleure région d'élevage en Afrique de l'ouest : « there are no better grazing grounds in West Africa than the highlands of Mambila and Bamenda » (2). Quelques années auparavant, la première étude des Mbororo du Bamenda exprimait déjà cette idée : « the pasture lands are probably the best in British West Africa » (3). Excellence pastorale qui provient de la conjonction de l'altitude et d'un climat humide, à une latitude méridionale.

2. Bamenda Division, 1948, "Annual Report".
3. CLARKE, N, 1943, "A scheme for the settlement and development of the Cattle Owning Fulani people of Bamenda Division...".

C'est l'une des rares avancées de hautes terres de cette ampleur vers les côtes atlantiques : les monts Bambouto ne se trouvent qu'à 200 km du littoral. Seuls, le Fouta Djalon guinéen et la partie méridionale de l'Atakora togolais offrent des répliques de hautes terres proches des plaines côtières.

Le Fouta Djalon, également à 200 km du littoral, est souvent comparé à l'Adamaoua, davantage qu'aux Grassfields. D'abord, il est moins élevé :

de 900 à 1.200 mètres le plus souvent, même si quelques hauteurs atteignent 1.400 à 1.500 mètres. L'ancienneté de l'occupation peule, la mise sous tutelle des populations locales refoulées dans les vallées, la faible emprise de l'activité agricole et, surtout, la prépondérance politique et linguistique peule rapprochent le Fouta Djalon de l'Adamaoua. D'un point de vue humain, les Grassfields présentent davantage de points communs avec les parcours des Peuls vachers, établis sur les flancs occidentaux du Fouta ou infiltrés au sud, en Sierra Leone. La "descente" des pasteurs peuls du Fouta, amorcée dès la période coloniale, s'est poursuivie jusqu'à nos jours. En saison sèche, des transhumants parcourent les plaines du littoral. En saison des pluies, ils remontent sur les hauteurs qui prolongent le Fouta Djalon, tables gréseuses qui atteignent 1.100 mètres, par exemple sur le petit massif du Béna, à l'est de Conakry. Hautes tables couvertes de graminées, délavées par 2 à 3 mètres de pluies annuelles, « portées dans un vent déchaîné » (4), domination foncière des autochtones sur les Peuls pasteurs : ces "petits Fouta" ressemblent aux Grassfields camerounais. Dans les deux cas, l'infiltration peule sur ces hautes terres date de la période coloniale ou l'a précédée de peu ; c'est une pénétration par des Peuls restés plus "nomades" qu'au Fouta Djalon ou en Adamaoua.

4. RICHARD-MOLARD, J., 1944, "Essai sur la vie paysanne au Fouta-Djalon," publié in "Hommage à Jacques RICHARD-MOLARD," p. 187.

Les Monts du Togo, prolongement de la chaîne de l'Atakora, s'avancent également jusqu'à une centaine de kilomètres de la côte, à 7° de latitude Nord. L'altitude oscille entre 800 et 900 mètres, les pluies s'allongent sur 8 mois, même si elles déversent rarement 1.500 mm par an. A nouveau, des Peuls se sont infiltrés sur ces hauteurs propices à l'élevage bovin (5). Mais leur pénétration est encore plus récente et plus fragile qu'aux Grassfields. Quelques dizaines de familles s'engagent comme bergers de troupeaux qui appartiennent à des planteurs ou à des citadins. Les pâturages sont grignotés par des plantations cacaoyères et des cultures vivrières. Par manque de stabilité et d'autonomie, les Peuls du plateau Akposso ne constituent pas un vrai peuplement pastoral.

5. ANTHEAUME, B., 1985, "Complémentarité et conflits ; approche des relations entre éleveurs et planteurs sur le plateau akposso (Centre-Ouest du Togo)". D'après B. ANTHEAUME, tous les Peuls ont abandonné le plateau Akposso, à la fin des années quatre-vingt.

Au contraire, les Peuls sont arrivés avec leur bétail sur les Grassfields où ils ont développé, à côté des cultivatrices et des planteurs de café, une véritable économie pastorale. Les seuls vrais éleveurs sont bien ceux qui possèdent leurs animaux, ***na'i mari*** : « *les vaches que l'on détient.* » Une société pastorale peut se fonder sur un bétail de ce type, non sur des troupeaux dont la gestion échappe à ceux qui s'en occupent. Si l'élevage bovin sur les plateaux togolais relève de la curiosité, les hauts plateaux à l'ouest du Cameroun présentent une vraie économie pastorale, à l'échelle d'une région.

Evolution des connaissances géographiques

Jusqu'à une date récente, la topographie des plateaux de l'Ouest camerounais est restée mal connue, surtout du côté anglophone.

La carte du Nigeria au 1/500.000, dressée par le "Survey Department" en 1953, comporte des courbes de niveau mais uniquement figuratives et souvent fantaisistes (6). En 1961, le "Directorate of Overseas Survey" publie 3 cartes au 1/50.000 de la région de Wum (7). Le relief est représenté, cette fois, uniquement par des ombrages

6. Nigeria, 1/500.000, sheet 11.
7. Southern Cameroons, 1/50.000 (approx.), sheet 307.

en grisés. Le résultat est expressif mais manque d'indications chiffrées d'altitudes. De grands blancs correspondent à des couverts nuageux, rencontrés lors de la prise de vues aériennes. Par suite des bouleversements politiques, ce travail cartographique n'est pas poursuivi (8).

8. En 1963, l'expert de la F.A.O., M.J.A. BROUWERS déplore l'absence de carte détaillée du Cameroun Occidental. Pour lui, cette lacune fait partie du « triste bilan de 45 ans de tutelle anglaise.»

Le relief des plateaux de l'ouest est représenté, pour la première fois, par les cartes du Cameroun dressées par l'I.G.N. au 1/200.000 : Nkambe et Akwaya publiés en 1971, Bafoussam en 1972, Mamfe en 1973. Des courbes de niveau équidistantes de 40 mètres, complétées par des effets d'ombrage, font découvrir un relief plus vigoureux que supposé : plateaux mais également grandes montagnes, avec le mont Oku (3.011 m) et la crête presque circulaire des monts Bambouto (2.740 m).

Le volcanisme ne se traduit pas seulement par de hautes tables ou des dômes mais également par des abrupts sub-verticaux, des aiguilles (Babadjou) et des culots intrusifs (Babanki Tungo). Du mont Oku à la vallée de Din au nord ou à Babungo au sud, la dénivellation atteint 1.900 et 2.000 mètres, sur une distance de 10 km. A l'intérieur de la caldeira des monts Bambouto, une dénivellation comparable survient en moins de 5 km. Le relief est vertigineux : grandes parois d'amphithéâtre, hérissées en contrebas de dykes et d'arêtes dentelées. Dans ce bout du monde, des villages s'accrochent aux basses pentes, tandis que des troupeaux évoluent sur les "alpages".

A côté de reliefs d'allure montagnarde, les hautes terres de l'ouest consistent en plateaux étagés, séparés par des abrupts. Tous les auteurs insistent sur l'étagement, caractère distinctif du relief de la région (fig. 42).

9. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, "Report to the Government of Cameroun on the soils and ecology of West Cameroun," fig. 5, p. 70.

Les premiers à le mettre en évidence furent P. HAWKINS et M. BRUNT (9). Alors que les cartes topographiques restaient vagues, ils montrent, par un bloc-diagramme suggestif et un croquis, 4 étages de relief. La pénéplaine de base de la Donga (270-300 m) se retrouve dans les basses vallées de la Metchum et de la Katsina Ala. Ensuite, la plaine Mbaw se tient à 780 mètres. Plusieurs secteurs s'alignent sur la surface de 900-1.200 mètres : plaine de Ndop, secteurs de Batibo-Bali-Bafut à l'ouest et de Wum-Misaje au nord. Ils se disposent de part et d'autre du "High Lava Plateau", ensemble volcanique central clairement mis en évidence, à 1.500-2.100 mètres. Les auteurs n'accordent pas de mention spéciale aux édifices volcaniques culminants. Pour les pédologues, tous ces hauts reliefs volcaniques forment une seule unité, portant le même type de sols.

10. SEGALEN, P., 1967, "Les sols de la vallée du Noun", fig. 6.

Un autre pédologue, P. SEGALEN (10) raccorde le Bamoun-Bamiléké aux surfaces définies par les auteurs précédents. La plaine Tikar prolonge celle de Mbaw et le plateau Bamoun s'inscrit dans la continuité de la plaine de Ndop. Seul, le plateau Bamiléké introduit un autre niveau, entre 1.400 et 1.600 mètres. Pour l'auteur, ces plateaux étagés correspondent à plusieurs cycles d'aplanissement, interrompus par des changements de niveau de base. L'ensemble est dominé par les grandes accumulations volcaniques du "high lava plateau" de Bamenda, auquel se rattachent les édifices volcaniques au-dessus du Bamoun.

11. DUMORT, J.C., 1968, "Notice explicative sur la feuille Douala-Ouest."

Le géologue J.C. DUMORT (11) interprète, le premier, la géomorphologie des appareils volcaniques sommitaux, jusque-là restée plutôt floue. Il montre que les monts Bambouto consistent en un bouclier basaltique éventré par deux caldeiras emboîtées, ouvertes vers l'ouest. De même, les "monts de Bamenda" juxtaposent des caldeiras: deux sont certaines et plusieurs probables.

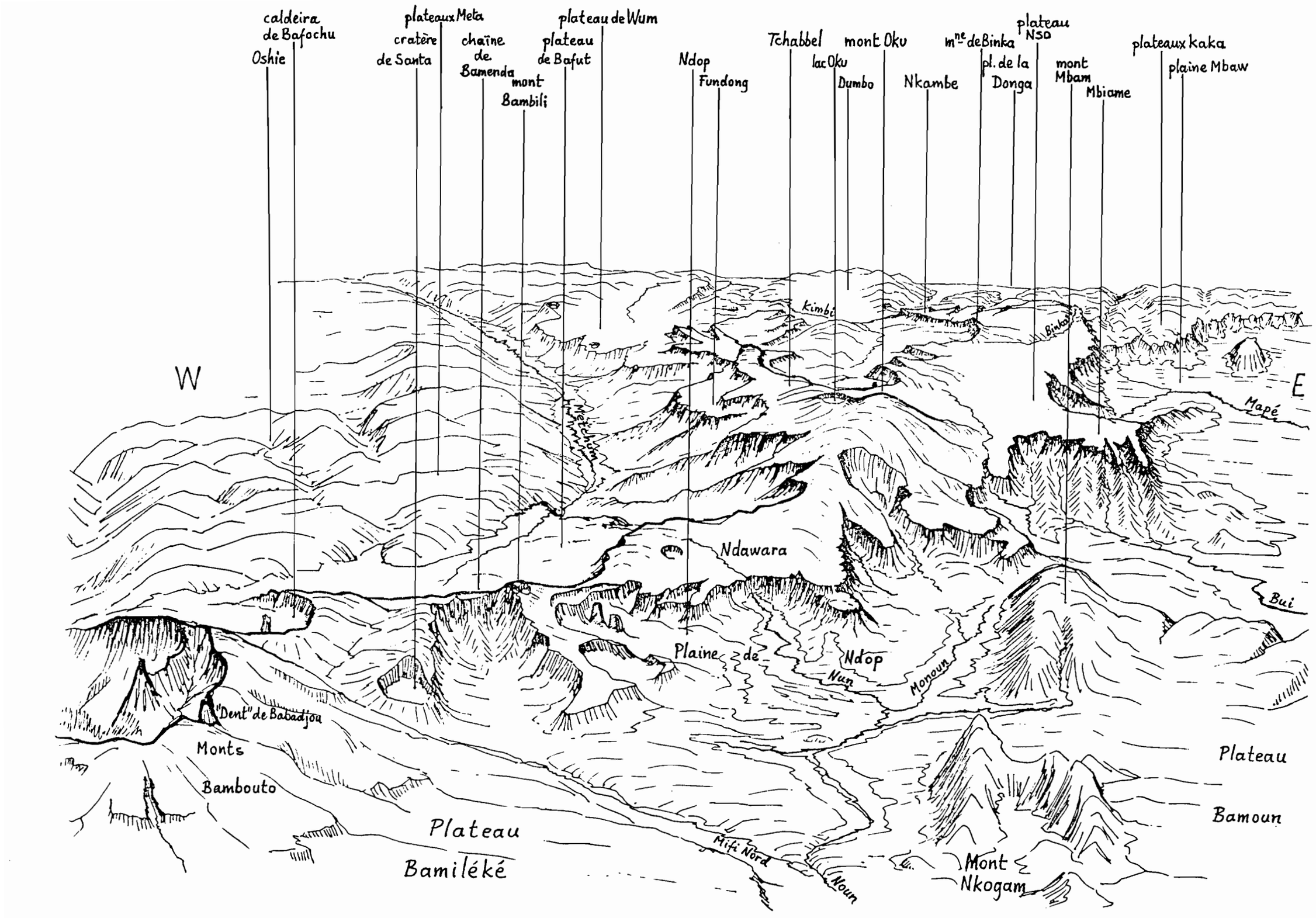


Fig. 42 : *Perspective des Grassfields, de Bafoussam vers le nord*

Le géographe S. MORIN reprend ces interprétations à son compte dans une présentation générale des plateaux, de chaque côté de l'ancienne frontière (12). De part et d'autre de la dorsale volcanique constituée de grands appareils, il distingue deux niveaux de plateaux : les "grassfields" et les "high grassfields". Les seconds comprennent les monts Oshié (2.000 mètres) et surtout les hauteurs basaltiques qui s'étirent de Jakiri à Nkambe, en se tenant à plus de 2.000 mètres. Quant aux "grassfields", ils englobent tous les reliefs qui enveloppent la dorsale centrale, de Batibo à Wum et à Nwa.

12. MORIN, S., 1980, "Apport des images Landsat à la connaissance de la structure des hautes terres de l'Ouest Cameroun" et 1981, "Les paysages des hautes terres de l'Ouest Cameroun et leur perception par l'imagerie Landsat."

Dans cette présentation, l'unité des "grassfields" qui regroupe des reliefs très diversifiés, apparaît contestable. S. MORIN déconnecte, de façon curieuse, le niveau de Bafut de celui de Ndop-Bamoun, alors que les altitudes sont comparables. La mise en évidence, par P. HAWKINS et M. BRUNT, d'une "surface des 900-1.000 mètres" semblait pourtant pertinente.

Plus tard, à l'occasion d'une étude gémorphologique des environs du lac Nyos, le même auteur précise localement la cartographie des étagements de relief (13). Le lac se trouve en contrebas d'une branche ouest de hauts plateaux dont l'altitude n'atteint pourtant pas les 2.000 mètres. Inclus dans l'unité des "grassfields", lors des études précédentes, le secteur est désormais partagé entre "high grassfields basaltiques" et "low grassfields granitiques". Mieux encore, S. MORIN distingue, au sein des plateaux basaltiques, toute une série de gradins : haut "bowal" bauxitique à 1.680-1.734 mètres, plusieurs niveaux de coulées étagés de 1.440 à 1.680 mètres et enfin, un relief "infra-basaltique exhumé", entre 1.320 et 1.440 mètres. Le dernier gradin se restreint parfois à de simples replats, en-dessous de la "citadelle basaltique" ou se présente sous forme de longues échines. Les "high grassfields" sont donc plus étendus et plus complexes que la présentation proposée par le même auteur, quelques années auparavant.

13. MORIN, S. et PAHAI, J., 1986, "La catastrophe de Nyos (Cameroun)."

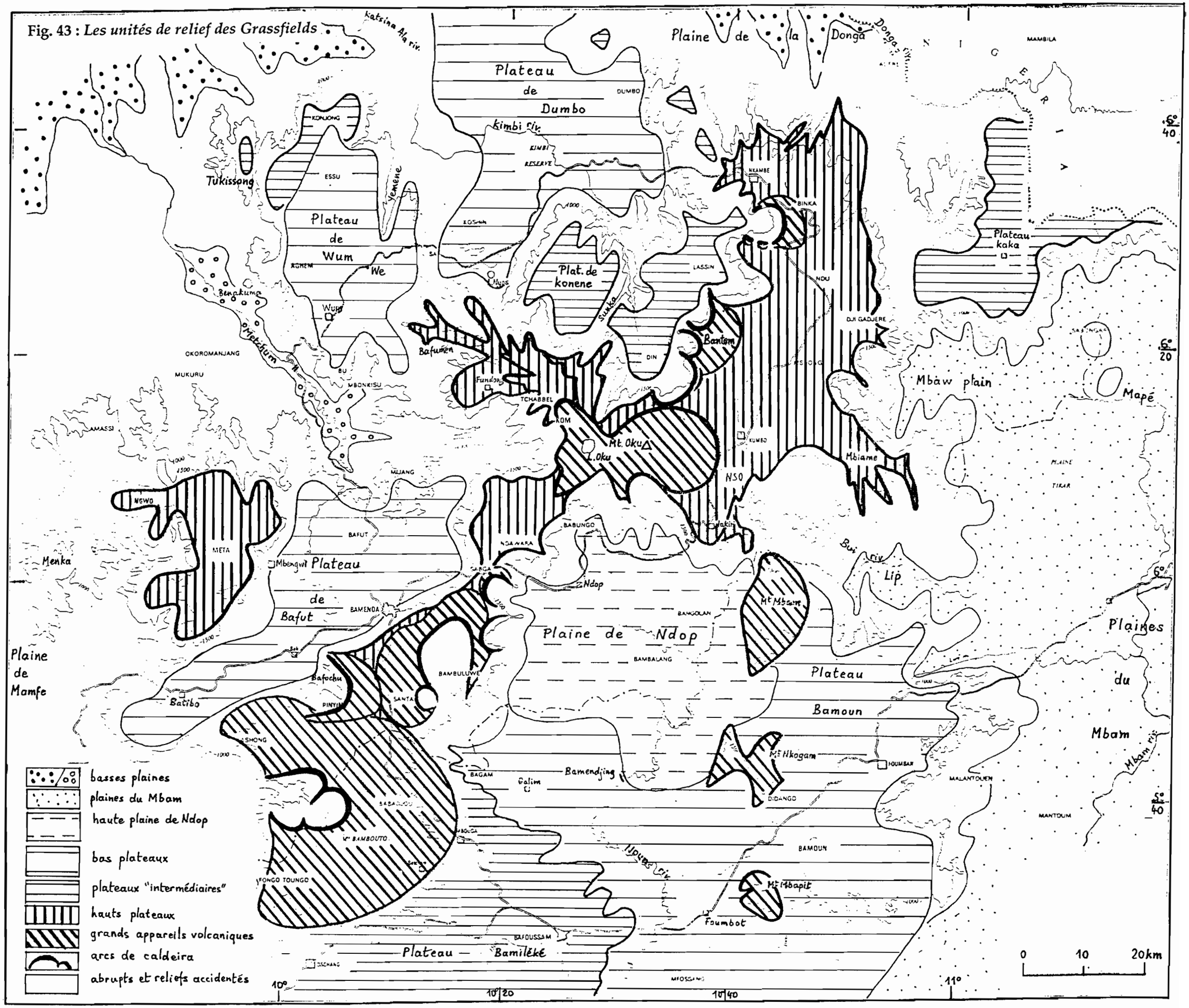
Faute de cartes topographiques détaillées, le relief des plateaux commence seulement à faire l'objet de descriptions précises. Il en est de même des formations végétales. Or, à cette latitude, l'élevage dépend étroitement de ces deux composantes du milieu naturel.

Les unités naturelles (carte h.t. n° 2)

Il ne s'agit pas tellement de présenter les unités naturelles pour elles-mêmes mais de montrer ce qu'elles représentent pour les éleveurs, quel usage ils en font. Le tableau géographique débouche sur les pratiques pastorales à chaque altitude et pour chaque type de modelé (fig. 43).

La région s'organise autour d'un alignement nord-est sud-ouest de hauts reliefs : la Dorsale Camerounaise. Alors qu'autrefois, la frontière entre les deux Cameroun prenait en écharpe ces hauteurs, la réunification a replacé l'ensemble montagneux dans le cadre d'un seul pays. Le tracé de la frontière actuelle traverse uniquement des dépressions, sauf au niveau du plateau Kaka. La réunification politique a donc renforcé la caractéristique montagnarde de l'ouest du Cameroun. A la périphérie des hauts reliefs, plusieurs plaines se distribuent autour d'axes hydrographiques divergents:

Fig. 43 : *Les unités de relief des Grassfields*



Manyu, Metchum-Katsina Ala, Donga, Mbam. Qu'elles avoisinent la frontière (plaines de la Donga et de Metchum-Katsina Ala) ou non (plaines du Mbam), ce sont des secteurs marginaux, faiblement peuplés et difficiles d'accès.

Les plaines : "luggere"

Le voisinage plaines-hautes terres est capital pour les systèmes pastoraux des Grassfields puisque le bétail associe les deux milieux, par des va-et-vient réguliers. Les basses terres périphériques sont des ***luggere*** : bas-fonds et plaines. Le départ en transhumance équivaut à changer d'altitude, ***na'i dirtake haa luggere*** : « *les vaches descendent en plaine.* »

La plaine de la Donga ne couvre qu'une dizaine de kilomètres de large à l'extrême nord du Bamenda. Avec une altitude de seulement 250 à 280 mètres, elle prolonge les plaines de la Bénoué. C'est la surface la plus déprimée de la région. Entre les dépôts alluviaux des vallées, des concrétions ferrugineuses arment les interfluves. Pour les éleveurs, c'est ***luggere luggunge*** : la plaine profonde. Au début de leur séjour sur les plateaux, ils ne s'y rendaient pas ; ***naane, imBe kulan yahugo ton*** : « *autrefois, les gens avaient peur d'aller là-bas.* » Crainte pour le bétail, bien entendu. A présent, ils parcourent la basse plaine en saison sèche, mais en traitant d'abord les animaux contre le risque de trypanosomose.

S. MORIN rattache également au bassin de la Bénoué le profond fossé tectonique de la Metchum, serti au milieu des hauts plateaux. Ce fossé étroit comporte plusieurs sections. En amont des chutes spectaculaires, le plancher alluvial, étagé à 570-600 mètres, provient d'un ennoyage provoqué par une coulée de lave. En aval, des alluvions plus anciennes tapissent les petites alvéoles de Modele et Benakuma : leur accumulation tient à la traversée de roches résistantes du socle, franchies par des rapides. Pendant longtemps, les éleveurs ont redouté le fossé de la Metchum, malgré l'abondance des pâturages à herbes à éléphant sur les berges alluviales. A présent, des troupeaux parcourent les dernières pentes du couloir.

Au sud-ouest, les plateaux dominent, par le grand escarpement de Batibo, la basse plaine de Mamfe. Mais les éleveurs n'osent pas descendre dans les clairières herbeuses qui trouent la forêt.

A l'est, la plaine Mbaw et la dépression de Lip se raccordent à la plaine Tikar, puis à l'ensemble des plaines du Mbam, à 750 mètres. Un peu plus élevées que les précédentes, elles prolongent la pénéplaine du Centre-Sud camerounais. Après les épandages de dépôts grossiers et de colluvions qui frangent l'abrupt des plateaux, la pénéplaine s'étend jusqu'aux rives du Mbam.

Au pied des hauts plateaux, un système de vallées converge vers la Mapé, axe hydrographique médian à la petite plaine Mbaw. Les cours d'eau s'inscrivent en des creux alluviaux, à bords concaves, incisés de 5 à 10 mètres dans la surface de la plaine. Les sols marécageux des fonds alluviaux, ***naDDere***, contrastent avec le manteau bien drainé des larges ondulations, ***yoolde***.

Autrefois, les troupeaux descendaient peu dans les plaines. Ils parcouraient seulement les éventails de colluvions plaquées en bordure de la plaine Mbaw. D'autres ne quittaient pas les premières pentes, ***tiilde***, au pied

des grandes murailles de plateaux. A présent, plaine Mbaw et dépression de Lip ne sont plus redoutées des éleveurs. En saison sèche, les troupeaux s'égaillent dans ces plaines. Les fonds de vallons, ***seeboore***, même dépourvus de ruban alluvial, offrent des lieux de pacage plus verdoyants qu'en altitude à cette époque de l'année.

Les éleveurs dénomment également ***luggere*** la plaine de Ndop. Haute plaine plutôt que plaine puisque son plancher alluvial s'aligne sur un plan à 1.150 mètres. La notion peule de ***luggere*** se réfère à des dépressions relatives. Vue des hauteurs de Ndawara, la haute vallée du Noun prend vraiment l'allure d'une plaine, au milieu des plateaux. C'est une plaine d'érosion puis d'ennoyage, le remblaiement alluvial provenant de coulées de laves émises par un petit volcan à Bamendjing.

Couvrant 35 km d'ouest en est et 40 du nord au sud, la plaine de Ndop est encadrée par le haut plateau volcanique, les massifs du Mbam et du Nkogam. Entre ces hauteurs, elle se soude au plateau Bamoun par une légère inflexion de relief. Au pied des grands abrupts, les débris issus de granites et de basaltes fossilisent la pénéplaine, par des glacis qu'entaillent les cours d'eau actuels. Au-delà de la ceinture de colluvions, les dépôts alluviaux ont remblayé les creux d'une vieille surface sur socle. Seuls, des bossellements arrondis émergent, allongés comme les doigts d'une main. Le Noun et ses affluents-défluents coulent alors au ras de la plaine de remblaiement (fig. 44).

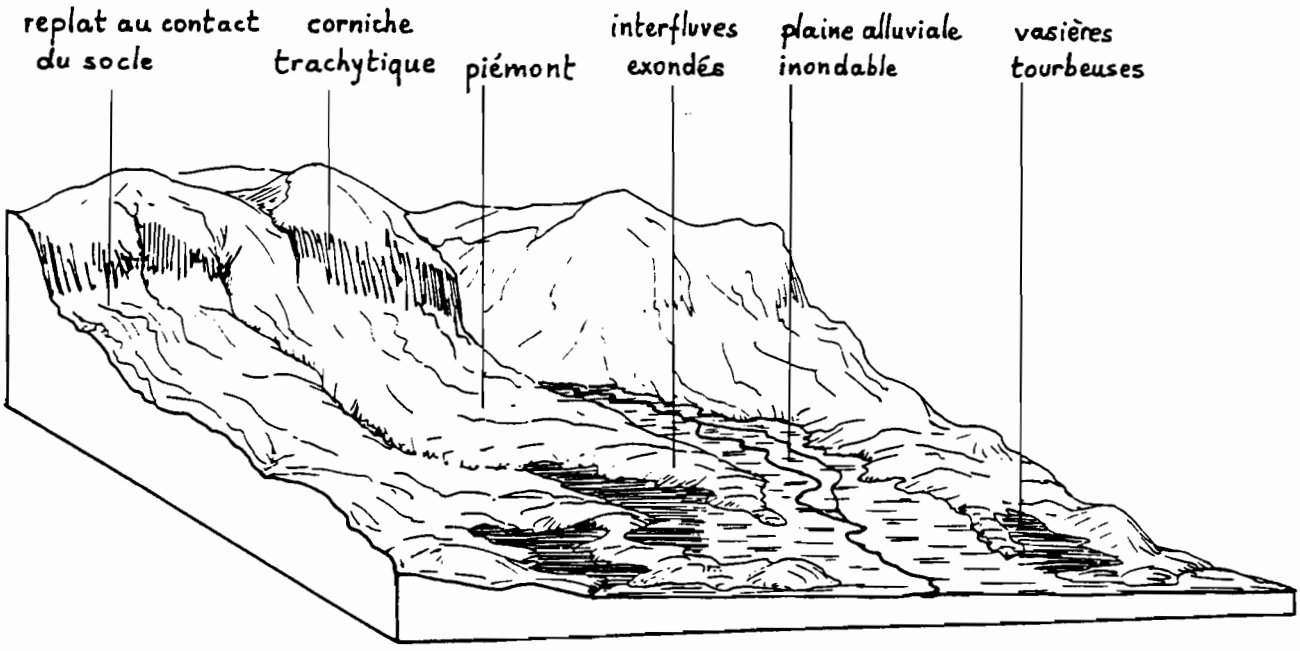


Fig. 44 : ***La périphérie de la plaine de Ndop, près de Babungo***

Les dénivellations entre plancher alluvial et buttes exondées n'excèdent pas une dizaine de mètres mais elles suffisent pour différencier deux milieux. Les buttes portent des sols profonds et bien drainés. A ces ***yoolde*** s'oppose ***fadamaare***, la plaine inondable à sols hydromorphes. En creux de "doigts de gant", un remblaiement incomplet laisse encore des vasières tourbeuses, ***falaaku***. Sur ces étendues planes, l'alternance inondation en fin de saison des pluies et décrue en début de saison sèche rythme le développement de la végétation et l'occupation du sol. Même en saison sèche, la nappe phréatique n'est jamais profonde.

Alors qu'une dépression de type ***naDDere*** se restreint à un ruban humide étroit, de chaque côté d'un cours d'eau, ***fadamaare*** désigne, en foulfouldé, de vastes étendues inondables. Les transhumants entrent dans ***fadamaare*** à la faveur de la décrue. Pour abreuver le bétail, ils s'installent sur une berge, ***julol***, du Noun ou de ses défluents. Bien que le cheptel se concentre sur ***fadamaare*** en saison sèche, les transhumants jouent également sur la complémentarité entre ***fadamaare*** et ***yoolde***. Quant aux marécages tourbeux, ils restent des endroits dangereux, même en fin de saison sèche. Les animaux, affaiblis, risquent de s'y empêtrer et de s'y enliser. Avec le retour des pluies, la plaine inondable elle-même devient boueuse. Le piétinement des animaux transforme les abords de campements en bourbiers. Les glacis qui ourlent la plaine, à sols ressuyés, offrent alors des relais, avant le retour au campement d'hivernage.

Depuis 1975, date de la mise en eau du barrage de Bamendjing, l'alternance des troupeaux, d'un modelé à l'autre de la plaine de Ndop, est remise en cause. Les transhumants disposent encore des ***yoolde***, exondés en permanence, mais la retenue submerge la plus grande partie des zones alluviales. Les animaux n'ont accès à ***fadamaare*** qu'au fur et à mesure du retrait des eaux, éclusées à Bamendjing. Ils piétinent sur les rivages changeants du lac.

La plaine de Ndop est une unité de relief exceptionnelle au sein des plateaux de l'Ouest-Cameroun. Alors que la plupart des autres modelés portent des traces d'entailles, l'érosion ne se manifeste que sur les colluvions au pourtour de la plaine. Evoluant dans le cadre d'un relief accidenté, les troupeaux affrontent souvent des modelés disséqués qui se prêtent mal à la marche et à la pâture. Seule, la plaine de Ndop procure de vastes étendues planes. Ce n'est pas le cas des reliefs qui font la jonction entre les plateaux et les plaines.

Les abrupts

Les plateaux surplombent les basses plaines périphériques par de grands escarpements, éléments les plus spectaculaires du relief. D'autres abrupts séparent les gradins étagés des plateaux.

Les tables basaltiques dominent souvent les niveaux inférieurs comme de véritables citadelles. L'escarpement, à bords francs, prend alors l'allure d'une paroi, ***waana***. Ces pentes sub-verticales sont dangereuses pour le bétail. Lorsque des chutes d'animaux surviennent, les éleveurs posent une clôture à l'amorce de l'abîme.

Les hauteurs dans le socle se festonnent en vallées et longues arêtes, ***roorowol***. Les crêtes offrent au bétail des chemins de descente vers les plaines. Mais les dos de terrains sont bordés de pentes raides, se terminant en ravins : un relief qui reste redoutable pour le bétail. C'est le cas des arêtes parallèles, ciselées dans les dures anatexites, entre Mbiame et la dépression de Lip. Dès qu'un dos de terrain s'élargit, des éleveurs, à l'affût de nouveaux pâturages, tentent de placer un troupeau. Mais des accidents ne sont pas rares lorsque les sols, gonflés d'eau, deviennent glissants. Des animaux perdent pied (***talla***) et culbutent (***yana***) dans les ravins.

Les escarpements ne sont pas toujours taillés dans le même substrat géologique. Ils juxtaposent un morceau de socle soulevé que surmonte une façade basaltique. Ce type de profil est bien connu autour de la plaine de Ndop (14). Le contact entre les deux matériaux se traduit par un palier étroit qui rompt la continuité de la dénivellation. Ces minces replats (***pimBe***) sont mis à profit par les éleveurs pour placer un troupeau avec un berger. Mais l'espace est compté, resserré entre muraille et ravin. Le berger doit conduire ses animaux avec précaution.

14. HAWKINS, P., et BRUNT, J., 1965, fig 9, p. 74.

Les secteurs escarpés sont toujours dangereux pour le bétail : pentes glissantes en saison des pluies, animaux qui prennent trop de risques en saison sèche, pour attraper des herbes non pâturées. Malgré ces dangers, les Mbororo n'hésitent pas à conduire les troupeaux sur les abrupts : ***geene hawta bee munyal*** : *« (il y a) de l'herbe mais il faut de la prudence. »* La pâture sur abrupts requiert des qualités sportives de la part des animaux et de la maîtrise de soi pour les bergers. Tous les éleveurs et tous les animaux n'y sont pas aptes.

Les bas-plateaux

Avec les plateaux, l'étagement du relief prend toute son ampleur : les écarts altitudinaux s'échelonnent sur plus de 1.000 mètres. Les différences de substratum se traduisent, en plus, par une gamme variée de modelés.

Si le vocabulaire peul est assez riche pour désigner les formes de relief élémentaires, il n'existe pas de terme spécifique pour la notion de plateau. Entre les creux de vallées, les étendues peu accidentées sont propices au pacage. Les plateaux offrent de l'espace plan : ***babal***. Cependant, l'horizontalité d'un terrain n'est pas toujours favorable à la pâture : les éleveurs s'écartent de sols mal drainés et gorgés d'eau en saison des pluies; ils préfèrent les modelés ondulés et s'établissent de préférence en dos d'interfluve : ***dowriire***.

Un premier gradin de relief s'étage entre 900 et 1.200 mètres : d'un côté, plateau Bamoun et de l'autre, plateaux de Bafut, Wum et Dumbo. Malgré une altitude déjà appréciable, ce ne sont que de bas plateaux. Les Mbororo les plus anciennement installés les dénomment encore ***luggere***. Alors que les vrais plateaux, au-dessus de 1.500 mètres, offrent des sites d'hivernage, ceux-ci servaient surtout, autrefois, de parcours de saison sèche. En saison pluvieuse, les troupeaux étaient reportés à des altitudes plus élevées. ***Min ngiDi min jooDa dow*** : *« nous voulions rester en haut. »* Des altitudes de 1.000-

1.200 mètres, convenant à l'élevage en zone soudanienne et même semi-humide, ne présentent plus les mêmes avantages à 5° de latitude Nord.

Les bas plateaux, sauf celui de Dumbo, juxtaposent deux types de modelés. L'un consiste en larges ondulations, à peine incisées par le réseau hydrographique : il résulte d'épanchements basaltiques (Bamoun, Bafut) ou de cendres volcaniques (Wum). Ce modelé est plus largement distribué que les matériaux volcaniques. Autrefois, ceux-ci recouvraient les bas plateaux en un manteau superficiel mais plus continu qu'aujourd'hui. L'érosion en a décapé une partie, mais le modelé subsiste et les sols présentent des caractéristiques intermédiaires entre ceux sur basaltes et sur granites.

Les bas plateaux cristallins prolongent les épanchements volcaniques sans rupture marquante, sauf un ressaut d'une centaine de mètres au Bamoun. Le réseau hydrographique devient plus serré et plus encaissé. Les sols, à texture plus grossière, sont moins profonds et peuvent devenir sensibles à la sécheresse, ce qui se ressent sur la strate herbacée.

Entre de bas plateaux volcaniques et d'autres sur socle, les éleveurs choisissent les premiers. Les bas plateaux à couverture volcanique offrent de vastes terrains ondulés et de bons pâturages. Mais leur avantage pastoral tient surtout à la faible densité du réseau hydrographique, donc à la rareté des galeries forestières. En réduisant le pourcentage de couverture forestière, le modelé issu de dépôts volcaniques renforce la salubrité, lorsque l'altitude reste encore à peine suffisante.

Le plateau Bamoun domine au nord la petite dépression de Lip par un escarpement de 7 à 800 mètres. A l'est, la dénivellation avec les plaines du Mbam atteint encore 500 mètres près de Malantouen. Puis l'abrupt se morcelle et l'écart altitudinal s'atténue en direction de la vallée du Noun. Bloc basculé, le Bamoun présente surtout l'allure d'un vrai plateau dans sa partie nord. Là, de vieilles coulées basaltiques se sont étalées sur le socle, en se traduisant par de larges ondulations. Le relief ne devient accidenté qu'en rebord de plateau, entaillé de vallées profondes.

Trois montagnes escarpées se hérissent au-dessus de la table du plateau : le Mbam, le Nkogam et le Mbapit. Volcanisme et soulèvement tectonique les ont portées à plus de 2.000 mètres. Les éleveurs les désignent par une autre toponymie : Pokam, Panjim-Ndifa et Djanganadje. Pour l'élevage, elles associent les avantages et les inconvénients de ***hooseere*** : une meilleure salubrité, grâce à l'altitude mais des difficultés de parcours. Le bétail sillonne les flancs montagneux en provoquant des terrassettes ou, plus grave, des ***burtol*** : pistes à bétail fréquemment transformées en rigoles. Ces manifestations sont spectaculaires sur les versants ouest du mont Mbam, zébrés de traînées rouges où les eaux dévalent après les pluies, sautant en cascatelles ou tourbillonnant dans les creux. Une forte charge pastorale sur pentes raides a déclenché une érosion active.

Quant à la partie culminante du Nkogam (Panjim), ses pentes sont tellement raides qu'elles deviennent inaccessibles aux animaux. Les éleveurs ne séjournent qu'au pied des abrupts montagneux. P. SEGALEN (15) explique ces parois sub-verticales par un recul des versants basaltiques parallèlement à eux-mêmes mais les interprétations récentes mettent plutôt l'accent sur la tectonique.

15. SEGALEN, P., 1967, p. 299.

Au pied du Nkogam, de petits cônes attestent d'un volcanisme récent. Des coulées de laves ont perturbé l'écoulement des eaux, créant des marais en amont des verrous : marais de Koutaba et de Mfossang. Petites répliques de la plaine de Ndop, elles n'en présentent pas l'intérêt pastoral. Les troupeaux évitent les herbes verdoyantes de Koutaba : même en saison sèche, ce sont des fondrières.

Au-delà du Noun, le Bamoun volcanique se poursuit au Bamiléké, dans la région de Galim. Avec une altitude de 1.200 à 1.300 mètres, le modelé en larges interfluves rappelle celui du nord-Bamoun. La vallée de la Mifi Nord marque l'articulation du bas plateau avec le plateau Bamiléké proprement dit. Aux environs de Mbouda, il se confond avec les basses planèzes des monts Bambouto.

Au sud d'un petit ressaut souligné par la courbe des 1.000 mètres, le plateau Bamoun se poursuit sur le socle, en direction de la basse vallée du Mbam. Des reliefs résiduels isolés excèdent encore 1.000 mètres mais l'altitude s'abaisse souvent à moins de 900 mètres. Des vallées à large fond plat ne sont qu'à 800-700 mètres. Jusqu'à récemment, les éleveurs ne s'aventuraient pas sur ce "revers" du plateau, par crainte des glossines.

A l'ouest de la Dorsale Camerounaise, plusieurs bas plateaux répondent au Bamoun : Bafut, Wum et Dumbo. De même qu'à l'est, des panneaux de socle soulevés furent recouverts de formations volcaniques. Parfois, il est aisé d'attribuer les recouvrements à des centres d'émission récents (Wum). Ailleurs, il est difficile de localiser l'origine des langues basaltiques écoulées sur le bas plateau (Bafut). Les couvertures volcaniques ont adouci le modelé et perturbé l'organisation du réseau hydrographique (Wum). Mais l'influence du volcanisme est restée plus discrète qu'à l'est : pas d'obstruction dans l'écoulement des eaux, au point de provoquer des ennoyages lacustres comparables à celui de la plaine de Ndop. Sans la proximité du rebord des plateaux et la multiplication de captures, une autre "plaine de Ndop" se serait sans doute formée entre Wum, We et Essu.

Le plateau de Bafut figure comme une réplique du Bamoun, mais dépourvue d'édifices volcano-tectoniques. Les éleveurs le dénomment ***luggere Bamenda***. La descente, par la route en lacets vers la ville basse de Bamenda, donne en effet l'impression d'aborder une plaine encadrée de hauteurs. Il suffit pourtant de prendre en enfilade le fossé de la Metchum, à partir de Bafut, pour rétablir l'étagement du relief.

D'une altitude de 1.100-1.200 mètres, le bas plateau de Bafut s'étend jusqu'à Mbengwi et Batibo. Après les vallées profondes qui entaillent l'abrupt du haut plateau, l'horizon s'ouvre vers de larges ondulations et des creux colmatés par alluvionnement (16). Malgré des pentes faibles et des sols bien ressuyés, favorables à la circulation par le bétail, les éleveurs ont longtemps dédaigné ***luggere Bamenda*** en saison des pluies. Ils lui reprochaient son altitude insuffisante.

16. MULLER, J.P., MOUKOURI KUOH, H.N.G., BARBERY, J., 1972, "Etude pédologique à 1/50.000, feuille Bafoussam 3c", pl. 11.

Le niveau des bas plateaux se morcelle en longues échines parallèles au-dessus du fossé de la Metchum. Ensuite, il reprend de l'ampleur avec le plateau de Wum. Fracturé, émietté de multiples accidents tectoniques, le morceau de socle de Wum garde quand même une forte unité de bloc. Certes, le fossé de Yemene le hache au nord. Un grand escarpement termine le plateau au-dessus de la Katsina Ala. A l'ouest, un autre abrupt de 500 mètres au-dessus de la Metchum achève d'isoler le plateau en belvédère.

Comme les précédents, le bas plateau de Wum juxtapose une partie volcanique et une autre granitique. Les dépôts volcaniques comprennent quelques écoulements courts de laves mais surtout un manteau de cendres et de scories projetées par des explosions. Ensuite, l'érosion a déblayé ces dépôts friables sur pentes fortes et exhumé le socle sous-jacent. De Wum à We, de larges ondulations sont encore empâtées de dépôts pyroclastiques. Interfluves surbaissés, fonds de vallées larges et marécageux, c'est une morphologie de haute plaine. Tous les éleveurs, même les Akou peu "exigeants" en matière d'altitude, désignent ***luggere*** cette portion du plateau. Plus loin, des buttes émergent des remblais. Leurs flancs raides sont taillés dans le granite. De We jusqu'à Essu, les deux modelés s'imbriquent étroitement. Puis, en bordure de plateau, rien ne subsiste des dépôts volcaniques. Les pentes se raidissent et les vallées se creusent dans le socle.

Selon qu'ils abordent le plateau de Wum d'un côté ou de l'autre, les Mbororo l'interprètent différemment. Pour les Djafoun, attachés à des altitudes plus élevées, ce n'est pas un bon endroit pour séjourner en saison des pluies. Au contraire, les Akou, en provenance des plaines du nord, gravissent de grands abrupts avant de déboucher aux environs de Wum ou d'Essu. Certains n'avaient jamais accédé à de telles altitudes. Ils désignent déjà le plateau : ***caBBal Wum***. Un même niveau altitudinal peut donner lieu à des appellations opposées, d'après l'expérience antérieure. Cette divergence de perception du milieu n'est pas gratuite : elle conduit à des choix pastoraux différents.

Un relief compliqué, au nord du lac Nyos, sépare les bas plateaux de Wum et de Dumbo. A l'ouest de ce village, une grande surface, développée sur socle, s'étend sur 25 à 30 kilomètres, jusqu'à la Katsina Ala. L'altitude du plateau de Dumbo est un peu moindre que celle des précédents : 900 à 1.000 mètres. Il se poursuit au nord jusqu'à la frontière du Nigeria, en fragments coupés de vallées profondes. Ici, l'influence du volcanisme devient presque nulle : seulement une petite coulée de lave à Mungom.

Les altérites sont peu épaisses et le granite sous-jacent affleure souvent en dômes surbaissés. Les nombreux cours d'eau s'inscrivent au fond de vallées étroites. Au-dessus de ce modelé en creux, les croupes du socle s'alignent sur une immense surface, égalisée au même niveau. Cette haute pénéplaine s'étend sur de vastes horizons, seulement interrompue de quelques reliefs résiduels (butte de Koshin).

Pour les éleveurs, le plateau de Dumbo offre surtout un modelé en ***yoolde***, aux pentes parsemées d'arênes granitiques. Les phénomènes de colluvionnement en bas de pente et de remblaiement de creux alluviaux restent limités. Bien ressuyés, la plupart des sols supportent le pacage, même en saison des pluies.

Bien connu des éleveurs depuis longtemps, le plateau de Dumbo n'est cependant exploité en permanence que depuis quelques décennies. Autrefois, il ne servait que de zone de transhumance isolée, également parcourue de buffles et de hyènes. Mais de nouveaux éleveurs ont abordé le plateau. Pour eux, ces étendues immenses et libres ressemblaient à un bon ***caBBal***. Ils se sont installés aux environs de Dumbo, jusqu'à ce qu'un ranch d'Etat accapare l'essentiel du plateau.

Les bas plateaux ont longtemps représenté le niveau inférieur des étages de relief utilisés par les éleveurs. Leur modelé, surtout en *yoolde*, n'était pas considéré comme un inconvénient, tant que les pâturages suffisaient aux besoins. De plus, les bas plateaux sont bien drainés par de nombreux cours d'eau. Même en saison sèche, le bétail trouve à s'abreuver dans un vallon proche, *sangol*. L'utilisation saisonnière des bas plateaux reposait sur l'association des deux éléments : *yoolde* et *sangol*. Ensuite, le gradient altitudinal de l'élevage s'est élargi et d'autres systèmes pastoraux se sont organisés à partir des bas plateaux.

Les plateaux intermédiaires

Entre bas et hauts plateaux se développe un niveau intermédiaire dont l'altitude oscille entre 1.400 et 1.500 mètres. Le plateau Bamiléké pourrait lui être assimilé, si ce n'était sa couverture de basaltes anciens, les autres étant découpés dans le socle. Des plateaux intermédiaires introduisent une "marche d'escalier" entre bas et hauts plateaux. Parfois, ils composent également un bourrelet de bordure à des bas plateaux.

Les plateaux de Konene et de Lassin-Din s'interposent entre le bas plateau de Dumbo et l'arc des hauts reliefs de Nso-Oku-Kom. L'escarpement au-dessus du bas plateau s'affirme nettement aux environs de Fonfuka et de Bem. A l'ouest de Fonfuka, il s'élargit en collines couvertes de rochers. Les tranchées de longs couloirs de fracturation découpent à l'emporte-pièce les plateaux intermédiaires : fossés de Bwabwa et de la Sunka. Des abrupts rectilignes, de 500 mètres de dénivelée, encadrent les deux fossés. Les Mbororo les dénomment de la même façon : la vallée profonde, ***Mayo Luggungo***.

Le plateau de Konene juxtapose un modelé empâté, au centre, et des collines granitiques couvertes d'amoncellements rocheux au nord. Le village Konene est, curieusement, juché sur l'une de ces collines. Au centre, quelques rivières méandrent sur le remblaiement alluvial. A la périphérie, le granite se débite en rocailles et blocs qui encombrent les pentes. Mais une petite mesa basaltique s'allonge au nord de Saff : butte-témoin d'une ancienne coulée descendue sur le plateau puis mise en inversion de relief.

Le fossé profond de la Sunka isole le plateau de Konene de celui de Lassin-Din dont l'altitude oscille entre 1.300 et 1.400 mètres. Une série de petits bassins (Din, Nkor, Lassin) s'intercalent, à 1.200 mètres, entre les plateaux granitiques et l'abrupt du haut plateau Nso, comme en "dépression périphérique" au socle. Dans ces alvéoles, des remblaiements colmatent les creux, conférant au relief un modelé ondulé. Puis les cours d'eau pénètrent, en surimposition, à travers les hauteurs granitiques.

Contrairement à celui de Konene, le plateau de Lassin présente rarement un profil tabulaire. Un maillage hydrographique serré et une érosion active ont ciselé une multitude de collines à pentes soutenues. Quelques secteurs à modelé plus doux laissent supposer l'influence d'un manteau basaltique, à présent disparu. Les collines ne s'encombrent pas de rocailles comme à Laka-Bum. Des arènes en couvrent les hautes pentes, les sols ne devenant profonds qu'en bas de versants. Le modelé est commandé par la texture des roches cristallines.

Soudain, la venue d'un dyke solitaire rappelle le voisinage du volcanisme. Les vallées s'alignent sur des cassures orthogonales. Au sud, en contrebas du mont Oku, le socle est découpé en touches de piano, les unes affaissées, les autres relevées jusqu'à 1.500 mètres. Des laves récentes ont recouvert le panneau affaissé de Din.

Des morceaux de socle sont surélevés à la périphérie de bas plateaux qu'ils ourlent en bourrelet. Ainsi, à l'est de Dumbo, un alignement de hauteurs, à 1.400-1.500 mètres, surplombe la plaine de la Donga. A Akweto, encore proche de Nkambe, des mesas volcaniques étroites restent juchées au-dessus des granites, en buttes témoins. Plus au nord, à Bebeketté, le bourrelet de bordure consiste en un massif de granites homogènes, affleurant en gros boulders au milieu d'une arène grossière. L'ensemble s'effondre sur la plaine de la Donga par un abrupt de 800 à 1.000 mètres.

Le même type de dôme granitique culmine, à 1.300-1.400 mètres, au nord-ouest d'Essu. Haché et cisaillé par des croisements en oblique de fractures, le massif de Konjong-Tukissong se débite en collines disséquées par l'érosion. Sur les versants raides se dispersent de gros blocs de granite. Parfois, le socle affleure en grandes masses rocheuses à parois lisses. D'autres fractures méridiennes isolent le massif d'Assesse dont les collines élevées surplombent les prolongements des basses plaines de la Bénoué.

Les plateaux intermédiaires sur socle se traduisent souvent par des ensembles complexes de reliefs à pentes raides. Par leur altitude plus élevée, ils conviennent mieux à l'élevage que les bas plateaux. Mais un modelé accidenté, des pentes fortes et courtes composent déjà, pour les éleveurs, un milieu d'affinités montagnardes. La circulation du bétail n'est pas facile, les animaux passant d'une hauteur à l'autre. Les hauts de collines se resserrent et les parties basses ne sont pas volontiers fréquentées par le bétail.

Lorsque des amoncellements de rochers encombrent les versants, ils entravent également l'utilisation pastorale. C'est le cas aux environs de Laka-Bum et de Bebeketté. *Na'i dura nder ka'e : « les vaches paissent au milieu des rochers. »* Les arênes granitiques en haut de pente sont peu profondes et sensibles au dessèchement des sols. Ces sols pauvres ne portent que de maigres pâturages. Dès que les animaux s'aventurent sur des versants pentus, ils s'exposent à des accidents. Les Akou qui parcourent les collines rocheuses de Tukissong se plaignent des pertes survenues dans les *poggooji*, les vallées étroites et encaissées.

Cependant, les plateaux intermédiaires sur socle présentent un avantage pastoral : en topographie accidentée et sur sols granitiques grossiers, les cultures deviennent rares. Les animaux peuvent circuler librement : ***bonnoonda walaa, sey ka'e : « il n'y a pas de dégâts (agricoles) à craindre, seulement des rochers. »*** Ce qui explique, par exemple, l'attachement de nombreux Djafoun à des parcours saisonniers sur des collines rocheuses, de Fonfuka à Su-Bum.

La pratique pastorale des plateaux intermédiaires se retrouve, comme exacerbée, sur les plateaux Kaka. Avec une altitude de 1.500-1.600 mètres, les hauteurs qui s'échelonnent de Ntong à Mbem appartiennent déjà à l'étage des hauts plateaux. Un secteur à relief accidenté les sépare des hauts plateaux de Binka-Nkambe. Des vallées

profondes ont défoncé les matériaux gneissiques, disséquant le plateau en un relief montagneux, une succession de crêtes et de ravines : ***garuuji***.

Les troupeaux abordent surtout le relief tourmenté des plateaux Kaka en saison sèche. Le gardiennage doit être renforcé. Alors que sur plateaux tabulaires, les troupeaux peuvent évoluer librement, leur transfert en relief accidenté requiert la présence de l'éleveur : il devient impossible de laisser les animaux divaguer comme en saison des pluies. Les accidents surviennent surtout lors de saisons sèches particulièrement sévères, comme en 1983. Les animaux tentent d'accéder aux pentes les plus raides, où des herbes subsistent : ***geene yoole non non*** : *« seulement des herbes de pentes, »* avouent les éleveurs. Mais le bétail recherche alors le moindre placeau d'herbes tendres. Les pâturages sur fortes déclivités sont redoutés.

L'appréhension des fortes pentes devrait inciter à nuancer de nombreuses appréciations de "vocations pastorales". Dans leurs classements des sols par aptitudes, les pédologues attribuent aux éleveurs ceux qu'ils écartent d'une utilisation agricole, par suite de sols minces, encombrés de cailloux, en relief accidenté. En fait, ils ne conviennent guère mieux à l'élevage. Si des éleveurs se reportent sur ces secteurs, c'est par manque de pâturages en topographie moins accidentée.

Hauts plateaux et grands édifices volcaniques : *caBBal*

L'originalité des Grassfields tient aux reliefs élevés qui dominent les plateaux précédents. Dépassant souvent 2.000 mètres, ils composent des paysages de haute altitude qui n'ont pas d'équivalent en Afrique de l'ouest. C'est ce que les éleveurs désignent ***caBBal*** : le haut plateau, domaine de la prairie, du froid et du vent. Le terme est spécifique des hautes terres du Cameroun et du Nigeria.

L'altitude inférieure la plus significative se cale presque toujours sur la courbe des 1.500 mètres. Au-dessus, les reliefs se développent dans les matériaux volcaniques, sauf quelques exceptions, par exemple les hauts plateaux Meta.

Les hauts plateaux dominent fréquemment les autres reliefs par des abrupts dont les pentes sub-verticales s'amorcent en-dessous de 1.600-1.500 mètres. De grands escarpements soulignent un contact brutal entre les formations volcaniques et le socle sous-jacent. A partir de ce schéma, les variations locales sont nombreuses. Ainsi, les vieux basaltes se terminent en biseau sur le socle soulevé à 1.600 mètres au nord de Binka. Les granites participent alors à l'entablement du haut plateau qui surplombe à pic la plaine de la Donga.

De même, les hauts plateaux volcaniques peuvent s'étager en plusieurs niveaux. Par exemple, aux environs de Fundong, une haute table (Tchabbel) surmonte, à 2.000 mètres, d'autres basaltes étalés à 1.500 mètres. S.MORIN distingue ainsi les **"high grassfields"** ou "high lava plateau" du "low lava plateau". L'ensemble basaltique domine les reliefs taillés dans le socle comme la muraille compacte d'une "citadelle" (17). Ailleurs, la distinction

17. MORIN, S. et PAHAI, J., 1986, p. 85.

entre les deux hauts plateaux devient plus artificielle. Par exemple, la langue basaltique de Mbiame, cartographiée par le même auteur en "low lava plateau", se tient déjà à 1.900 mètres.

A partir de 1.500 mètres, l'abaissement des températures s'accompagne d'un ralentissement dans l'évolution des sols, se traduisant par une accumulation d'humus aux horizons supérieurs. La limite entre sols non humifères et sols humifères se situe de part et d'autre de 1.500 mètres (18). Au fur et à mesure que l'altitude augmente, l'horizon supérieur, d'abord de couleur rouge brun, passe au noir : la teneur en matière organique s'accroît (19). A la limite, l'accumulation humifère étant d'origine climatique et montagnarde, les sols qu'elle affecte proviennent indifféremment de divers substratums. L'accroissement de matière organique dans l'horizon superficiel s'observe à la fois en sols sur basaltes et sur trachytes (20). Il est probable qu'il en est de même sur les granito-gneiss de Meta-Ngwo portés à 1.800-2.000 mètres.

Sur hauts plateaux se développent donc des sols uniformes, à dominante humifère. Cependant, les modalités d'affleurement de la roche-mère, la vigueur des pentes et de l'érosion peuvent intervenir, en rajeunissant et en amincissant les horizons pédologiques.

Les hauts plateaux sont édifiés par deux séries de roches volcaniques : des basaltes et des trachytes. La série basaltique ancienne compose les deux branches supérieures du Y des hauts plateaux : celle qui s'allonge de Jakiri à Nkambe et l'autre, plus courte, d'Oku à Bafumen. Les laves basaltiques fluides se traduisent par de grandes tables à surface ondulée et surmontée de cuirasses en cours de démantèlement. Les vallées, peu nombreuses et à peine incisées, sont souvent sèches. Les pentes restent faibles, favorisant une altération profonde de la roche-mère. Le relief devient plus accidenté en bordure de haut plateau.

Le haut plateau Nso juxtapose deux topographies différentes. Au sud, de Jakiri à Kumbo, les torrents qui dévalent du mont Oku découpent de longues planèzes en travers du plateau. Les vallées profondes sont entaillées dans la masse basaltique, sauf une fenêtre de granites, au sud de Kumbo, dont la désagrégation en arène est activement exploitée pour fournir du sable aux maçons. Au nord (Kishong-Kingomen), la haute surface basaltique présente un profil tabulaire, à plus de 2.000 mètres d'altitude.

A Ndu, les basaltes se traduisent encore par de molles ondulations surmontées de "bowé". Mais les épanchements basaltiques perdent déjà de leur puissance. L'escarpement oriental est taillé dans les granites jusqu'à 1.600-1.700 mètres. Au nord, le socle encadre le fossé du Mayo Binka. Le haut plateau s'incline et le manteau de basaltes devient discontinu, interrompu de fenêtres où le granite affleure en boules. Sur les basaltes, des lambeaux de cuirasses restent en place. L'abrupt vers l'est, au-dessus des plateaux Kaka, s'atténue.

Au nord de Binka, le socle affleure presque partout, la couverture basaltique ne subsistant plus qu'en pastilles peu épaisses. La haute table basaltique s'impose davantage vers Nkambe, à 1.700 mètres. Mais, au nord de la ville, elle est fracturée en blocs allongés et disloqués qui surplombent la plaine de la Donga par un immense escarpement.

18. MULLER, J.P. et al., 1972, p. 110.

19. Un essai de corrélation entre la teneur en matière organique à 10-25 cm et l'altitude n'a pourtant pas donné de résultat probant (MULLER, J.P. et al., 1972, pl. 24). Cependant, d'autres pédologues ont mis en évidence une augmentation très nette de la matière organique de l'horizon superficiel avec l'altitude (HUMBEL, F.X. et BARBERY, J., 1972, p. 95-96). Elle passe de 7 % vers 1.300 mètres à 23-24 % au-dessus de 2.000 mètres. Cette augmentation est irrégulière, s'accentuant au-dessus de 1.650 mètres et surtout de 1.900 mètres.

20. HUMBEL, F.X. et BARBERY, J., 1972, p. 96.

Les trachytes forment l'ossature médiane des hauts plateaux, ainsi que les grands édifices montagneux. Ces laves peu fluides ont édifié des reliefs plus accidentés que sur basaltes : coupoles, ressauts de fronts de coulées, affleurements rocheux et fortes pentes rocailleuses. Les cours d'eau sautent les parois grisâtres de trachytes par des cascades (*juurDe*) qui confèrent du pittoresque aux paysages montagneux, notamment en saison des pluies. Les pentes les plus vigoureuses des Grassfields tiennent à un puissant bâti montagneux dans les trachytes.

Les sols deviennent moins profonds que sur basaltes ; au-delà de 50 cm, ils s'encombrent déjà de cailloux. La roche-mère subit moins d'altération qu'en topographie tabulaire. Sur pente forte, les matériaux de désagrégation peuvent être repris régulièrement par l'érosion.

Au sud, les hauts reliefs résultent de l'assemblage en quinconce de dômes éventrés par des caldeiras qui s'ouvrent selon diverses directions. Les reliefs se caractérisent par des profils dissymétriques : d'un côté, des pentes faibles et de l'autre, des abrupts qui dominent le plancher des caldeiras, souvent hérissé de dykes.

Les monts Bambouto représentent le plus vaste édifice de ce type, avec un diamètre nord-sud de 40 km. Deux grandes caldeiras, coalescentes plutôt qu'emboîtées, s'ouvrent vers l'ouest où le dôme s'est effondré (21). Des coulées très épaisses mais courtes ont édifié un demi-anneau de versants externes. De 2.700 à 1.500 mètres, ils s'abaissent par plusieurs ressauts qui marquent des fronts de coulées. L'ensemble est entaillé par des vallées profondes et radiales, délimitant des planèzes.

21. D'après R. NGOUFO, il y aurait au moins 4 caldeiras emboîtées, formant un véritable « complexe caldérique » (NGOUFO, R., 1988, "Les monts Bamboutos : environnement et utilisation de l'espace", p. 50).



Fig. 45 : *Abrupt de Ndawara au-dessus du plateau de Bafut (à Big Babanki).*
Les vallées des torrents qui dévalent du haut plateau cisèlent l'abrupt en plusieurs facettes.

Au nord de Pinyin, la caldeira de Bafochu éventre en un arc de cercle le même type de dôme volcanique, de dimensions plus restreintes. Ensuite, plusieurs caldeiras se succèdent, en s'ouvrant vers le sud ou l'est : Santa, Bambuluwe, Balikumbat, Babanki Tungo. La crête de la grande caldeira de Bambuluwe correspond à la "chaîne de Bamenda". De 2.200 mètres, elle s'élève à 2.600 aux intersections avec les arêtes de caldeiras adjacentes. Les coulées sur pentes externes sont encore plus courtes qu'autour des monts Bambouto. Les édifices volcaniques surmontent et masquent partiellement deux niveaux de hauts plateaux, à 1.900 et 1.600-1.500 mètres. Les deux abrupts au-dessus de la ville de Bamenda réapparaissent au col de Sabga, le niveau supérieur se réduisant à une chaussée étroite.

Le haut plateau de Ndawara s'élève par plusieurs ressauts, résultat d'un empilement de coulées. Au centre de Ndawara, le cône récent de Foleshele, évidé par un cratère, a désorganisé le réseau hydrographique, en piégeant un marécage tourbeux à 2.200 mètres. Bien qu'accidenté de petits dômes et de cratères, le haut plateau dessine un profil tabulaire. Des coulées de basaltes, en comblant les creux, ont atténué la morphologie issue des trachytes. Le Noun prend ainsi sa source sur une haute table, à 1.900 mètres.

Ndawara est dominé, au nord, par la grande coupole du mont Oku, point culminant des Grassfields, à 3.010 mètres. Cette énorme galette de laves acides s'étale également au-dessus du plateau Nso. De gigantesques escarpements la tranchent, au nord et au sud. Parfois, leur rebord s'incurve, esquissant l'arc d'une caldeira. C'est surtout le cas autour de Njottin, l'intérieur de la dépression étant hérissé d'un dyke classique. Le grand lac de cratère d'Oku (2 km en son plus grand diamètre) s'est formé plus tard, en étant décalé par rapport au bombement sommital.

Au nord d'Oku, la série trachytique se rétrécit en une frange qui domine les entablements basaltiques. Elle soutend le ***caBBal*** de Bantem (2.400 mètres), à l'ouest de Nso. Un profil dissymétrique oppose des pentes douces qui se raccordent aux vieux basaltes du haut plateau et, de l'autre côté, des falaises vertigineuses en surplomb aux dépressions de Din et de Nkor. Aiguilles, chicots rocheux soulignent deux arcs de cercle de caldeiras probables, accolées à celle de Djottin. Ensuite, la série trachytique disparaît, jusqu'à la montagne de Binka.

La grande barre (2.200 mètres) au-dessus de Binka représente une portion d'arc de la dernière demi-caldeira édifiée dans les trachytes. De part et d'autre de la montagne de Binka, la crête devient discontinue. Moins épaisse, la série trachytique se remarque encore par une opposition de relief entre la retombée brutale sur la dépression de Tabenken et les planèzes de Binka.

Alors que les basaltes se traduisent par une topographie tabulaire, les trachytes, laves moins fluides, affleurent en reliefs accidentés. Sur les pentes, les sols restent peu profonds et hétérogènes, encombrés de cailloux résistants. L'altitude et le climat montagnard favorisent le développement d'un horizon superficiel humifère mais le décapage par les eaux l'empêche de prendre de l'épaisseur. Les sols, constamment rajeunis, sont en équilibre instable.

Que ce soit sur basaltes ou sur trachytes, les sols d'altitude sont acides. En surface, le pH peut être inférieur à 5,5 ; il ne remonte légèrement qu'au-delà d'un mètre de profondeur. L'acidité traduit un lessivage intense des horizons supérieurs. Alors que de fortes teneurs en éléments fins en feraient des sols lourds en zones tempérées, ce

sont des terres légères et très perméables. Avec une saison sèche courte mais brutale, les horizons supérieurs subissent un dessèchement prononcé, en absence de végétation forestière. La présence de graviers et de cailloux dans les sols dérivés de trachytes accentue la porosité, donc le risque de dessèchement saisonnier. Ce manque périodique d'humidité des sols d'altitude, dans une région à climat pourtant très pluvieux, est une particularité des hauts plateaux (22).

Comme le chevelu racinaire des graminées n'atteint pas les horizons profonds qui gardent de l'humidité, les pâturages se dessèchent rapidement, dès la fin des pluies. Les sols subissent d'autant plus ce dessèchement qu'ils sont peu épais, sur pente forte, et qu'ils proviennent d'une roche-mère trachytique peu altérée.

A l'ouest, les hauteurs de Meta-Ngwo (1.800-2.000 mètres) correspondent au soulèvement maximum d'un grand panneau de socle. Les sommets s'alignent sur les mêmes altitudes mais ces "hauts plateaux" ne présentent pas le même profil tabulaire que les surfaces structurales sur basaltes. Les granites de Meta, affectés de cassures, sont ciselés en vallées profondes. Il en résulte un relief accidenté, à pentes raides. Les granites hétérogènes affleurent en hauts de versants par des amoncellements de rochers.

Une auréole d'anatexites englobe, de Ngwo à Menka, le massif granitique. Ces roches liées aux granites sont entaillées en un relief encore plus mouvementé : lignes de crêtes escarpées, découpes de vallées encaissées. Ce relief montagneux compliqué marque la fin des hauts plateaux, au-dessus des plaines de Mamfe et de la Cross River. Gneiss et anatexites forment encore le soubassement d'une série de hauteurs discontinues qui s'étendent de Ngwo à Akwaya. Un faisceau de vallées méridiennes, reprenant des lignes de failles, les entaille à l'emporte-pièces. Au-delà d'Akwaya, les hauteurs sur socle se prolongent au Nigeria, par le plateau d'Obudu (1.600-1.800 mètres). Moins étendu que les cartes nigerianes l'indiquent (une dizaine de kilomètres sur 2 à 3 de large), il se poursuit, vers l'ouest, par des chaînons discontinus, d'orientation toujours méridienne.

Comme les hauts plateaux granitiques excèdent 1.500 mètres, ils sont recouverts de sols humifères. Cependant, les pédologues ont noté, aux environs de Bamenda, une accumulation humifère plus faible sur granites que sur matériaux volcaniques, à même altitude et même couvert végétal (23). Les sols issus de granites présentent souvent un appauvrissement en argile, par rapport aux sols dérivés de roches volcaniques. L'abondance de sables quartzeux accroît les phénomènes de dessèchement des horizons supérieurs, donc de flétrissement des graminées.

Hauts plateaux et grands édifices volcaniques offrent les meilleures conditions pour l'élevage. Dès leur arrivée au Bamenda, les Mbororo se sont dirigés vers les reliefs élevés, d'autant plus que les villageois utilisaient seulement de temps à autre les prairies d'altitude pour se livrer à la chasse. Les Mbororo les plus âgés racontent qu'à leur arrivée, les hautes prairies étaient parcourues par des lions et des troupeaux de buffles.

Pour les Mbororo du Bamenda, le ***caBBal*** c'est le milieu pastoral par excellence. Les anciens l'expriment par de nombreux aphorismes, au cours des entretiens : ***caBBal, Dum babal na'i*** : « *le haut plateau, c'est l'endroit pour les vaches.* » ***Sey dow caBBal nagge yiDi*** : « *la vache ne se plaît qu'en haut de montagne.* » La règle est surtout valable pour la race bovine des Djafoun :

22. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 184 et MULLER, J.P. et al., 1972, p. 164.

23. MULLER, J.P. et al., 1972, p. 239-241. A 1.500 mètres, en sols provenant de roches volcaniques, le taux de matière organique avoisine 10 %, alors qu'il excède rarement 5 % dans les horizons superficiels des sols sur socle (p. 284).

na'i boDeeji fottaay jooDa luggere : « *les vaches rouges ne pourraient rester en plaine.* » Inversement, ***na'i amin woowi caBBe*** : « *nos vaches sont habituées aux hauteurs.* »

Les Djafoun insistent sur l'accoutumance de leur bétail au milieu de haute altitude. Ils l'expriment par ***woowa*** : s'accoutumer et, mieux encore, s'adapter. Affinité remarquable entre une race bovine et un milieu naturel qui lui est relativement nouveau.

L'altitude confère la salubrité. Au fur et à mesure que les Mbororo ont glissé à des latitudes plus méridionales, ils ont recherché des altitudes plus élevées. En Adamaoua, à 7° de latitude Nord, une élévation de 900 à 1.000 mètres semblait convenir à l'élevage en toutes saisons. Mais, à 5 ou 6° de latitude, les Mbororo n'acceptaient guère, autrefois, de passer la saison des pluies à moins de 1.500 mètres.

Ils avancent que les animaux aspirent, d'eux-mêmes, à partir en altitude, lorsque les pluies se rétablissent : ***saa'i ndiyam toBa, Di dogga dow caBBal*** : «*quand la pluie se met à tomber, elles (les vaches) se pressent de remonter sur le haut plateau.* » A la limite, les éleveurs ne feraient que suivre l'instinct des animaux. Il en serait de même au moment du départ en transhumance, en saison sèche. Les éleveurs doivent refréner l'impatience des animaux à descendre.

Avec une saison sèche très courte, le recours à la transhumance devient étonnant. Il se comprend mieux par les caractéristiques des sols d'altitude : porosité et faible capacité de rétention en eau, draînage excessif et tendance au dessèchement des horizons supérieurs. Les grandes variations saisonnières d'humidité dans le sol influent sur le couvert graminéen. A peine les pluies ont-elles cessé que les herbes jaunissent et se lignifient. Rebutés par le paillasson herbacé des hauts plateaux, les animaux ressentent les premiers signes de la faim et cherchent à gagner d'autres pâturages. Autant les hauts plateaux conviennent à l'élevage en saison des pluies, autant ils exigeraient le recours à la transhumance.

Les hauts plateaux et grands reliefs volcaniques sont rapidement devenus des centres pastoraux. Des rapports administratifs s'en font parfois l'écho : « the cool, well-watered highlands of Mambila and Bamenda were indeed the promised lands to these nomad cattle-keepers » (24). Des Mbororo ayant migré à travers l'Adamaoua en direction de l'est, après un séjour au Bamenda, reconnaissent n'avoir jamais retrouvé des conditions d'élevage comparables. Certains, pris par le remords, ont refait en sens inverse de longs déplacements.

24. MILNE, M.N.H., 1949, "The status of Fulani regarding Land Tenure in the Bamenda Division."

> Au nord de Tchabbel, un Madjanko reconnaît être parti autrefois au Bamoun, puis être revenu rapidement à son point de départ. Comme je m'étonne de ces va-et-vient, il m'interroge : « *existe-t-il un meilleur endroit que notre caBBal pour l'élevage* » ?

Les qualités pastorales des hauts pâturages des Grassfields ont contribué à sédentariser d'anciens nomades. Le nomadisme est parfois vécu comme un pis-aller, une issue pour échapper à des contraintes pastorales. Lorsqu'ils abordent une région propice à leur activité, les pasteurs ralentissent d'eux-mêmes le rythme de leur mobilité.

Aux Grassfields, les premiers Mbororo avaient tendance à se grouper sur les pâturages les plus élevés, afin de profiter au maximum des effets bénéfiques de l'altitude. Ce faisant, ils risquaient de surcharger et de dégrader les hauts pâturages. L'administration anglaise, soucieuse de préserver les milieux d'altitude, s'efforçait de redistribuer les effectifs de cheptel, en allégeant les hauts plateaux. Lors des dernières décennies de la période coloniale, un long différend opposa administrateurs et éleveurs à ce sujet.

Les premiers n'admettaient pas des concentrations jugées excessives de bétail en altitude : « the Fulani have grabbed the best (from their point of view) grazing lands and are not going to venture alone into the unkown » (24). Ils reprochaient aux éleveurs de s'agglutiner à proximité des marchés et des centres haoussa, par attrait pour leur vie sociale.

24. idem.

Un Djafoun, descendu du haut plateau Nso en 1958, relate plus tard son appréhension : ***yaake man, goDDo yiDataa, dalilla pi'e, bana baDawnde :*** *« à ce moment-là, personne ne voulait descendre, à cause de la fièvre des animaux, de la trypanosomose. »* La crainte était motivée par la santé du bétail, raison dont les administrateurs se refusaient à tenir compte. Descendu à contre-coeur sur un plateau intermédiaire, l'informateur reconnaît pourtant en avoir tiré profit : ***Di tawi geene sosey, Di tawi geene booDDe, digguDe*** *« elles (les vaches) ont trouvé de l'herbe en abondance, de l'herbe bonne et tendre.»*

Avec le succès des premières descentes, l'allègement des hauts plateaux s'est poursuivi de lui-même, souvent entretenu par des difficultés de coexistence avec les cultivateurs. Cette évolution se poursuit actuellement.

L'originalité du relief des Grassfields tient à l'ampleur des hautes surfaces, au-dessus de 1.500 mètres. Sur ces grands entablements, les Mbororo ont bénéficié de conditions pastorales exceptionnelles. Si l'élevage a tendance à gagner récemment des reliefs moins élevés, les hauts plateaux des Grassfields ont longtemps représenté un centre pastoral.

Le relief, composante pastorale

Dans une étude récente sur l'élevage à l'est du Nigeria, juste de l'autre côté de la frontière, les auteurs utilisent des techniques modernes (recensement aérien, traitement informatique des données) pour rendre compte de la localisation du bétail (25). Ils mettent en relation la densité du cheptel avec diverses variables, les unes classiques (pourcentage des terres cultivées, densité de la végétation), les autres plus inattendues (éloignement des villes et des routes). Il en résulte des graphiques de corrélation plus ou moins convaincants.

25. R.I.M., 1984, "Livestock and Land Use in Southern Gongola State, Nigeria."

A cette latitude très méridionale, la localisation du cheptel est surtout fonction d'une donnée fondamentale : l'altitude. La présentation des relations entre le cheptel et l'altitude n'exige que des moyens d'investigation et de traitement modestes (relevés de terrain, statistiques de cheptel, carte topographique détaillée).

Une corrélation altitude-effectifs de cheptel....

Bien que les statistiques sur le cheptel en 1975 soient inférieures à la réalité, elles permettent de dresser un tableau des effectifs. Comment se répartissent-ils entre les niveaux de plateaux ?

Pour que la démarche soit correcte, il faudrait que le pourcentage de sous-estimation du cheptel reste constant, d'une unité administrative à l'autre et entre groupes d'éleveurs. Or, il n'est pas certain que toutes les administrations locales manifestent le même zèle pour recenser le bétail. Parmi les éleveurs, les villageois et les Akou sont réputés esquiver davantage les dénombrements fiscaux que les autres Mbororo. Du moins, c'est ce que les Djafoun prétendent. Cependant, les comportements varient, selon la pression administrative. Celle-ci ayant tendance à se relâcher après 1975, il semble que l'évasion fiscale se généralise. En 1975, le refus de l'impôt manifesté par les Akou se traduit par un sous-enregistrement du cheptel dans les secteurs où ils stationnent, c'est-à-dire les bas-plateaux.

Autre condition pour saisir l'importance pastorale de chaque unité naturelle : les statistiques de bétail doivent être ventilées entre des unités de petite taille. Le Ministère de l'Elevage ne les fournit pas habituellement en-dessous du département. Mais les départements du Nord-Ouest s'étendent sur plusieurs plateaux et plaines. Quant aux arrondissements, ils couvrent chacun plus d'un millier de kilomètres carrés : taille encore trop grande pour notre propos. Les cadres de référence retenus sont donc de taille inférieure à celle des arrondissements. Ils sont de nature différente selon les provinces et les systèmes administratifs. Au Bamiléké, il s'agit de chefferies, territoires traditionnels et entités politiques de base. Au Bamoun, les groupements sont des unités plus artificielles. Créés par l'administration coloniale par rassemblement de villages, ils ont peu de signification dans une région autrefois centralisée sur sa capitale.

Au Bamenda, la plus petite unité administrative était autrefois à base judiciaire, la "customary court area." Ces petits territoires correspondent à des groupes ethniques ou claniques, aux limites soigneusement étudiées par l'administration anglaise. Lorsqu'ils s'enchevêtrent de façon complexe, les effectifs de cheptel sont reportés au niveau supérieur du "council," par exemple aux environs de Nkambe. Les statistiques sont répertoriées entre une cinquantaine de petites unités administratives, ce qui donne déjà une idée de la localisation du bétail (fig. 46).

En saison des pluies, les troupeaux se tiennent sur les plateaux à plus de 1.000 mètres. Les petites unités administratives qui se trouvent à moins de 1.000 mètres ne retiennent pas de bétail. La corrélation entre un relief élevé et l'élevage est encore étroite.

Pourtant, ce n'est plus tellement le cas de l'autre côté de la frontière, au Nigeria. Une carte de localisation du cheptel, en 1973/74, l'a démontré (26). Alors qu'en 1961/62, les bovins se concentraient sur le haut plateau Mambila, à 1.500 mètres, une dizaine d'années plus tard, ils occupent également des reliefs moins élevés. Au nord de la Bénoué, en savanes déjà soudaniennes, la tendance est encore plus nette : les effectifs sur le plateau de Jos ne s'imposent plus, par rapport à ceux des plaines de Keffi ou de

26. FRICKE, W., 1979, "Cattle husbandry in Nigeria," carte 25 b.

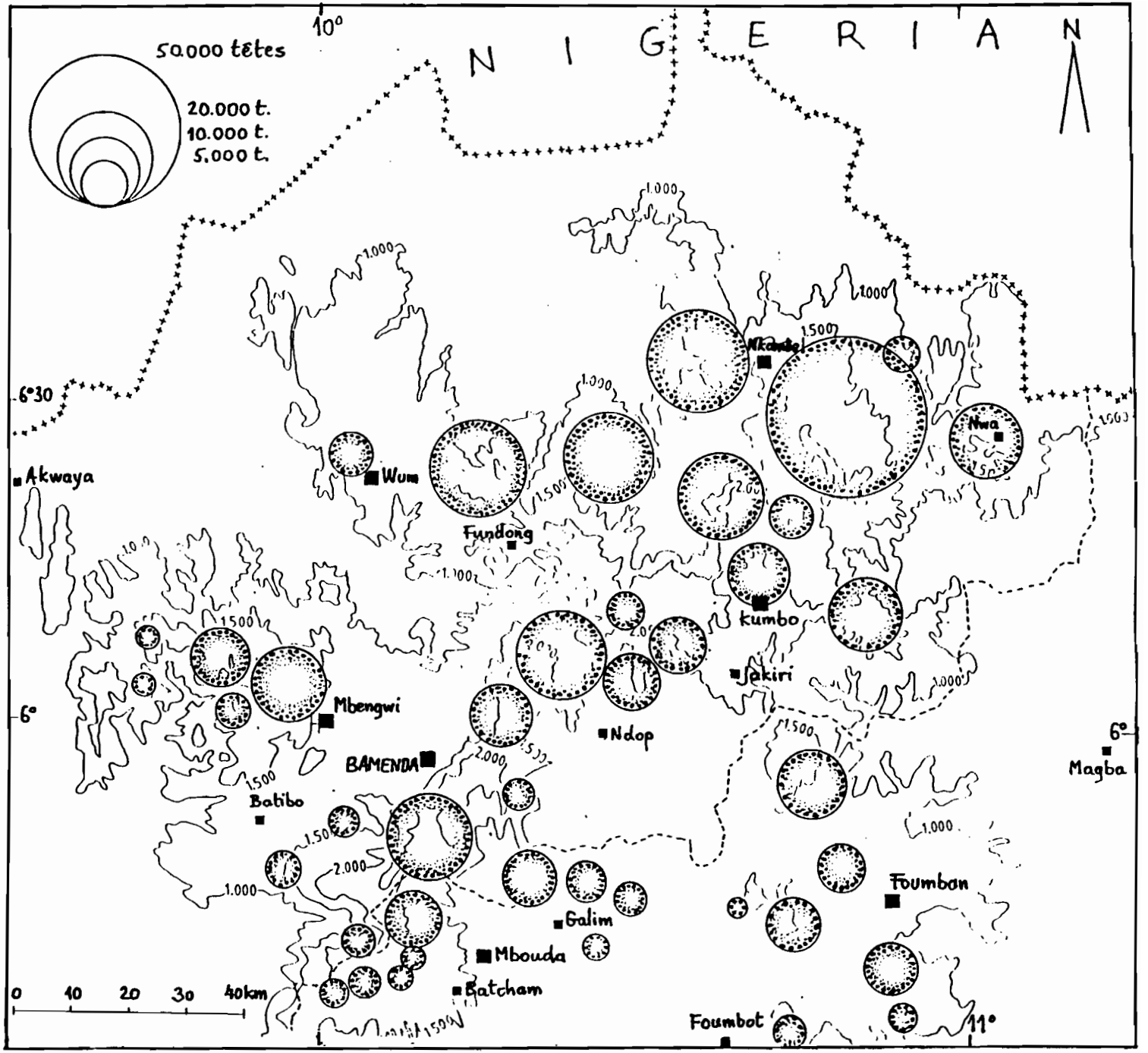


Fig. 46 : ***Effectifs de cheptel par petites unités administratives (en 1975)***

Minna. Au Bamenda, ce n'est pas encore le cas ; la localisation du cheptel reste dans la dépendance du relief. Plus la région d'élevage est méridionale et humide, plus les troupeaux sont comme "enfermés" en altitude.

La région d'élevage à l'ouest du Cameroun couvre un ensemble géographique continu, calé sur les hautes terres. Cependant, au Bamiléké, elle se réduit à quelques noyaux d'éleveurs complètement isolés. Au nord, la région d'élevage se soude au Mambila.

Les effectifs de cheptel sont plus importants au nord du Bamenda qu'au sud et au Bamoun. Comme cela ne provient pas d'un découpage territorial plus serré au sud, deux interprétations restent possibles : les conditions naturelles deviennent de moins en moins propices à l'élevage vers le sud ou une concurrence plus vive des activités agricoles réduit l'espace disponible aux troupeaux.

Bien que l'élevage reste assujetti à l'altitude, celle-ci n'exerce pas la même influence, à 1.000 et à 2.000 mètres. Quelle part des effectifs revient à chaque étage de plateaux ? Les limites des petites unités administratives ne coïncident pas exactement avec celles des unités naturelles, ce qui entache le décompte d'une précision toute relative. Du moins, l'exercice permet une première approche de la distribution du cheptel en fonction du relief.

Tabl. 26 : ***Importance du cheptel bovin par unités de relief, sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun***

	effectifs de cheptel	densité de bétail, en bovins/km2	pourcentage d'effectifs	étendue relative
bas plateaux (900-1.000 m)	87 500	17	28 %	57 %
plateaux intermédiaires (1.300-1.500 m)	47 800	63	15 %	9 %
hauts plateaux et montagnes (>1.500 m)	181 200	60	57 %	34 %

Le clivage le plus net oppose les bas plateaux aux étages de relief plus élevés. Ceux-ci portent davantage de bétail que ne ferait supposer leur étendue dans l'ensemble des plateaux de l'ouest. Les densités de bétail (60 têtes/km2 et davantage) se rapprochent étonnamment de celle atteinte au Mambila nigerian : 67 bovins/km2 en saison des pluies (27). Elles seraient caractéristiques de pâturages d'altitude en zone humide, capables de porter davantage de bétail qu'en zones sèches (28). Déjà, à 1.000-1.200 mètres, la densité de bétail se rapproche des valeurs habituelles en pâturages soudano-sahéliens.

27. R.I.M., 1984, tabl. 8.

28. Certes, les effectifs ne sont rapportés qu'aux tables des plateaux, en ne tenant pas compte des abrupts de raccordement. Les reliefs accidentés se prêtent moins à la circulation du bétail, ce qui ne l'empêche pas de s'y aventurer.

...mais qui se relâche

Les densités de bétail, en 1975, ne sont pas à interpréter en termes de capacités de charge. Que les densités en bas plateaux soient nettement plus faibles qu'à haute altitude ne veut pas dire nécessairement de moindres potentialités pastorales. Cette situation s'insère dans une évolution marquée, depuis plusieurs décennies, par l'extension de l'élevage bovin à des altitudes moins élevées.

Le déploiement du cheptel à des altitudes moindres s'est amorcé au cours des années cinquante. Quelques repères donnent une idée de l'importance du transfert sur les plateaux du Bamenda, les seuls dont les statistiques anciennes de cheptel soient disponibles.

Tabl. 27 : ***Changements géographiques de l'élevage sur les plateaux du Bamenda***

	1945 effectifs de cheptel	1945 densités, en bovins/km2	1975 effectifs de cheptel	1975 densités, en bovins/km2
bas plateaux	0		44 800	18
plateaux intermédiaires	3 000	4	47 800	63
hauts plateaux	145 000	59	166 500	68

En 1945, les plateaux intermédiaires ne portaient presque pas de bétail. Seuls, les plateaux Kaka commençaient à en retenir, de même que les environs de Konene. En 30 ans, ces pâturages sont devenus aussi chargés que ceux de haute altitude. Innovation encore plus spectaculaire : les savanes à seulement 1.000-1.200 mètres sont converties, à leur tour, en secteurs d'élevage. Entre-temps, les hauts plateaux n'ont presque pas renforcé leurs effectifs de bétail.

Si les reliefs "captent" toujours les troupeaux en saison des pluies, c'est à une altitude de plus en plus faible. Au cours des années vingt et trente, seules les prairies au-dessus de 1.500 mètres portaient du bétail. En 1975, une altitude de 900 à 1.000 mètres devient suffisante. Elle marque le seuil le plus significatif pour l'élevage. Mais tout semble indiquer son caractère provisoire ; déjà, les années suivantes, des troupeaux descendent à 800 mètres.

L'élevage continuera peut-être de s'étendre à des altitudes de plus en plus basses, de la même façon qu'au nord de la frontière. Au Nigeria, le cheptel du haut plateau Mambila reste depuis longtemps stationnaire, avec un effectif estimé à 300.000 têtes. Au contraire, les plaines de Takum, entre les grandes rivières Donga et Katsina Ala, portent 30.000 têtes au début des

années quatre-vingt, avec des densités qui atteignent déjà 32 têtes/km2 (27)! Pourtant, ces plaines ne se trouvent qu'à 250 mètres d'altitude. Vingt ans auparavant, le bétail n'y séjournait pas. De tels changements dans la localisation du cheptel laissent supposer des modifications profondes de l'environnement pastoral.

27. R.I.M., 1984, tabl. 8.

En quelques décennies, la géographie de l'élevage se modifie. Les attaches avec l'altitude se relâchent, les situations pastorales sont de moins en moins figées. Leur analyse devra se placer dans une perspective diachronique. Les nouveaux éleveurs qui s'installent à basse altitude ne s'insèrent plus dans le même milieu que celui recherché par les premiers venus aux Grassfields.

Relief et habitat pastoral

En simplifiant à l'extrême, les éleveurs habitent sur les hauteurs, tandis que les villages (***sengo/seele***) des cultivateurs se nichent en fonds de vallées. Aux fermes à maisons carrées et grandes toitures à quatre pans, cachées au milieu de bosquets d'arbres dans les creux de relief, s'opposent les campements, simples huttes ou maisons basses, posées au milieu des vastes prairies de hauts plateaux. Dans le schéma habituel, éleveurs et cultivateurs se partagent l'espace selon l'altitude, les premiers étant les vrais montagnards. Ils habitent près des troupeaux sur les prairies d'altitude. ***Na'i ruuma haade amin*** : *« les vaches hivernent près de nous. »*

L'habitat pastoral comprend deux types d'établissements, désignés en français par l'appellation commune de "campement" (29). Si ce terme rend bien l'aspect précaire et provisoire de certaines habitations, simples abris d'une saison, il ne correspond plus aux constructions "en dur" des éleveurs sédentarisés. Un Mbororo et sa famille habitent un ***wuro***, terme que les Foulbé réservent, quant à eux, pour désigner une ville et un centre politique. Pour les Mbororo, il se rapporte à l'ensemble des habitations d'une famille, cellule économique autonome. A l'inverse, le ***waalde*** n'est qu'un modeste abri de berger. Les bergers étant presque tous célibataires, il s'agit d'une seule hutte de paille, isolée au milieu des pâturages. Le ***waalde*** ne constitue pas une unité pastorale indépendante ; il relève toujours d'un ***wuro*** plus ou moins proche. A la limite, ce n'est même pas une habitation mais l'endroit où un troupeau a pris l'habitude de se coucher (***waala***) pour passer la nuit.

29. Les rapports administratifs anglais emploient le terme haoussa "ruga" pour désigner les campements mbororo.

En secteur d'altitude uniforme, ***wuro*** et ***waalde*** se juxtaposent, les éleveurs riches plaçant des troupeaux à part, au milieu de pâturages relativement disponibles. Dans le cas de fortes dénivellations de relief, un étagement de l'habitat pastoral intervient. Les sommets des Grassfields ne portent que des ***waalde***, la plupart des ***wuro*** ne dépassant pas 2.400 mètres. La crête sommitale des monts Bambouto, les prairies culminantes des monts Bambili et Oku sont habitées par des bergers. Les familles d'éleveurs redoutent le froid et l'isolement de ces sommets. Cependant, la limite entre ***wuro*** et ***waalde*** évolue, en rapport avec la pression pastorale. Lorsque de jeunes éleveurs se heurtent à des pâturages déjà très chargés autour des habitations pastorales, ils s'installent dans un ancien ***waalde***, à 2.400 ou 2.500 mètres, le convertissant en un ***wuro***.

A une échelle plus fine, *waalde* et *wuro* s'adaptent au relief. Les animaux aiment se reposer en des lieux relativement plats ; se coucher sur du plat est plus confortable qu'en pente. A haute altitude, ils préfèrent les bas de courtes pentes qui protègent des vents chargés de pluie, sans être inondés par les eaux de ruissellement. Les bovins ne se couchent pas sur des versants très pentus ou des fonds de cuvettes. Ils affectionnent les replats, surtout lorsqu'une petite contrepente abrite des vents dominants. Les hauts pâturages ménagent des sites privilégiés où les animaux se reposent d'eux-mêmes, depuis longtemps.

Ces endroits se remarquent maintenant par une végétation spéciale d'herbe "kikuyu", liée à la présence des animaux. C'est la marque d'un ancien lieu de stationnement du bétail. Une étendue de cette herbe très prisée rassemble le troupeau près de la hutte le soir et facilite la surveillance par le berger. En effet, en saison des pluies, il est rare que le berger garde (*dura*) les animaux à longueur de journée. Il les surveille (*ayna*) le soir et s'en occupe (*hakkila*) le matin, lorsqu'ils sont rassemblés.

Vers 2.000 mètres, les *waalde* se tiennent davantage en dos d'interfluves (*roorowol*), sur terrains bien ressuyés. Les têtes de vallées (*hoore laynde*) sont des lieux privilégiés car ils permettent de jouer sur plusieurs directions. Le troupeau ne gagne pas toujours les mêmes pâturages, chaque matin, ce qui se traduit par un réseau de pistes à bétail à partir du *waalde*.

Les *wuro* se situent, de préférence, à des ensellements de relief, avec des pentes divergentes en plusieurs directions. Les sites sont plus larges que pour de simples *waalde*. Les éleveurs les plus riches disposent souvent de vastes replats, marqués par de larges étendues d'herbe "kikuyu." Ceux qui possèdent moins de bétail se contentent de sites plus étroits.

En haut de Pinyin, à 2.150 mètres, un Mbororo et son fils marié, propriétaires de 250 bovins, occupent le noeud d'un éventail d'interfluves qui s'élargit de 200 mètres à 1 kilomètre. Les campements voisins, ceux de deux frères, se trouvent en haut d'un interfluve resserré : ils ne détiennent que 80 têtes de bétail.

Richesse en bétail et prestige pastoral se mesurent à l'étendue et à la commodité du site de campement, *babal*. Les replats et ensellements, lieux privilégiés du relief montagnard, sont mis à profit selon les inégalités de la société pastorale.

En bas plateaux granitiques, le relief intervient sur l'habitat pastoral par le biais des nuances pédologiques. Les éleveurs qui s'adonnent également à la culture du maïs s'installent à la jointure des versants sur socle avec les plans de colluvions. En haut du campement, le troupeau stationne en saison des pluies sur des pentes bien ressuyées, grâce à des sols sableux et poreux. En bas, les sols ferrallitiques sur colluvions, argileux et profonds, sont propices à la culture du maïs. En relief marqué par l'érosion et le transfert des matériaux fins vers les fonds de drainage, la position des campements dans le profil des pentes indique l'importance accordée à l'activité agricole. Plus elle est grande, plus le campement "descend" vers les colluvions de bas de versants. Les campements qui se tiennent en dos d'interfluves appartiennent à des Mbororo se consacrant uniquement à l'élevage.

Avant que l'habitation pastorale se transforme complètement, les Mbororo accordaient peu d'attention à leur habitat, en tant que construction. Cependant, ils choisissaient avec soin les sites d'habitat, en s'efforçant qu'ils conviennent au stationnement des animaux. Il s'agit d'éviter à la fois les pentes dangereuses et les sols détrempés en saison pluvieuse. Un bon site permet aux animaux de bien se reposer. *Pellel ngel veli haa na'i : « cet endroit est agréable aux vaches. »*

Au-delà de l'attention à l'altitude des pâturages, les éleveurs repèrent avec soin les sites des aires à bétail et des campements. Sur les Grassfields, plateaux à climat humide, ils sont sensibles au modelé du relief, surtout aux pentes. Ils s'écartent des terrains trop pentus, comme de ceux qui sont trop plats : les animaux se coucheraient et pataugeraient dans un bourbier. A faibles altitudes, le critère d'emplacement des campements se porte surtout sur le réseau des galeries forestières, gîtes potentiels d'insectes piqueurs qui assaillent le bétail et les hommes en saison pluvieuse. Dès lors, les campements se tiennent en hauts d'interfluve, le plus loin possible des fonds de vallées. Les éleveurs "interprètent" l'environnement, selon des critères pastoraux qui varient avec l'altitude.

Volcanisme et élevage

Responsable des reliefs les plus élevés, le volcanisme a rendu l'élevage bovin possible à des latitudes inhabituelles. Si l'on exclut les appareils constitués par les laves acides et les épanchements basaltiques à haute altitude, le socle compose rarement des reliefs qui excèdent une altitude de 1.500 mètres. Mais l'élevage est également lié au volcanisme par le biais de manifestations secondaires : les sources minérales et les dégagements de gaz. La première revêt surtout un intérêt historique, tandis que la seconde a pris récemment une tournure dramatique.

Les sources minérales, *lahore*

Alors que les sources minérales suscitent depuis longtemps l'intérêt scientifique en Adamaoua, celles de l'Ouest-Cameroun restaient pratiquement inconnues. La notice de la carte géologique Wum-Banyo signale simplement l'existence de plusieurs sources thermales dont une se trouve au milieu des trachytes (30). Quant à la carte Douala-Ouest qui couvre le sud des Grassfields, elle mentionne également « quelques sources thermales liées au volcanisme » et des sources salées dans le bassin de Mamfe (31). C'est l'étude d'A. Le Marechal, consacrée au phénomène dans tout le Cameroun, qui révèle de nombreuses émergences de ce type aux environs de Bamenda (32).

30. PERONNE, Y., 1969, p. 44.

31. DUMORT, J.C., 1968, p. 66.

32. LE MARECHAL, A., 1976, "Géologie et géochimie des sources thermominérales du Cameroun."

Cependant, les sources sont depuis longtemps connues des populations locales. L'auteur cité reconnaît les avoir localisées grâce aux informations fournies par les habitants. Il admet que son inventaire n'est pas exhaustif, ignorant les sources non signalées ou celles de régions à peine peuplées. La précision de l'information dépend également de la population consultée. Les cultivateurs accordent peu d'intérêt à ces points d'eau, sauf lorsqu'ils s'accompagnent de phénomènes insolites : eau chaude ou déga-

gements gazeux. Au contraire, les éleveurs sont attentifs à ces émergences, par suite du rôle qu'elles peuvent jouer pour le bétail. L'opposition dans la connaissance des sources minérales entre l'Adamaoua et les Grassfields renvoie aux préoccupations d'une population à dominante pastorale dans un cas et agricole de l'autre.

Rôle pastoral des sources

La plupart des pâturages tropicaux souffrent de carences minérales : sodium, phosphore et oligo-éléments, pour assurer une croissance normale des animaux. Les pasteurs sahéliens compensent ces déficiences en recourant à la cure salée au cours des transhumances de saison des pluies. En Afrique du centre, les éleveurs soudaniens assurent une complémentation sous forme de natron, un dépôt carbonaté induré, en provenance des abords du lac Tchad. Mais, au fur et à mesure que la distance s'accroît, l'apport de natron devient plus aléatoire et onéreux.

Les éleveurs de l'Adamaoua avaient la particularité d'utiliser de nombreuses sources minérales, permettant de se dispenser de natron. Ceux des Grassfields, encore plus éloignés des lieux d'extraction, eurent également la chance de disposer de sources minérales. Moins nombreuses que celles de l'Adamaoua, certaines ont cependant joué un rôle capital, avant la généralisation du commerce du sel marin.

Les éleveurs n'ont pas exploité toutes les sources minérales de la région. Ils n'ont jamais utilisé les sources salées de Mamfe, le bétail ne pouvant atteindre cette contrée forestière, éloignée d'une centaine de kilomètres des plateaux (33). Même aux environs de Bamenda, des sources minérales sont restées inutilisées parce que situées en zone habitée et entourées de champs. Minoritaires, les éleveurs ne réussissent pas à imposer des pistes qui ménageraient un accès au bétail. Parfois, ils ne parviennent même pas à contenir l'expansion des cultures aux abords d'une source qu'ils utilisent. Son accès devient de plus en plus difficile, jusqu'à ce que le bétail en soit écarté, par fermeture de l'espace agricole environnant. Enfin, toutes les sources minérales ne présentent pas le même intérêt pour l'élevage. Les éleveurs ont établi une classification empirique, d'après les effets plus ou moins bénéfiques observés sur les animaux. Quelques sources, reconnues pour la qualité de leurs eaux, attiraient des éleveurs de fort loin.

Elles constituaient des points d'ancrage pour les Mbororo, lors des premières décennies de leur installation aux Grassfields. Les déplacements du bétail s'organisaient en fonction de retours réguliers à une source. Les Mbororo estiment qu'un animal ne peut supporter plus de 6 mois la privation de complément salé. En cas d'absence prolongée de cure, les animaux ne paissent plus tranquillement, ils deviennent nerveux et dépérissent. Les éleveurs interprètent ce comportement comme un état de manque en sel ou en natron, ***yoomre***. Ils savent qu'ils leur faut apaiser cette envie : ***to mi yoomtinaay, na'i eccan-am*** : « *si je ne donne pas de complément, les vaches me le diront.* » Les animaux savent se faire comprendre...

33. Mais ils se procuraient du sel en provenance de Mamfe, commercialisé sur les marchés de Bali et de Ba-Meta. Les premiers éleveurs des plateaux Meta et du nord des monts Bambouto (Pinyin, Ashong) dépendaient de ces arrivages pour complémenter leurs animaux.

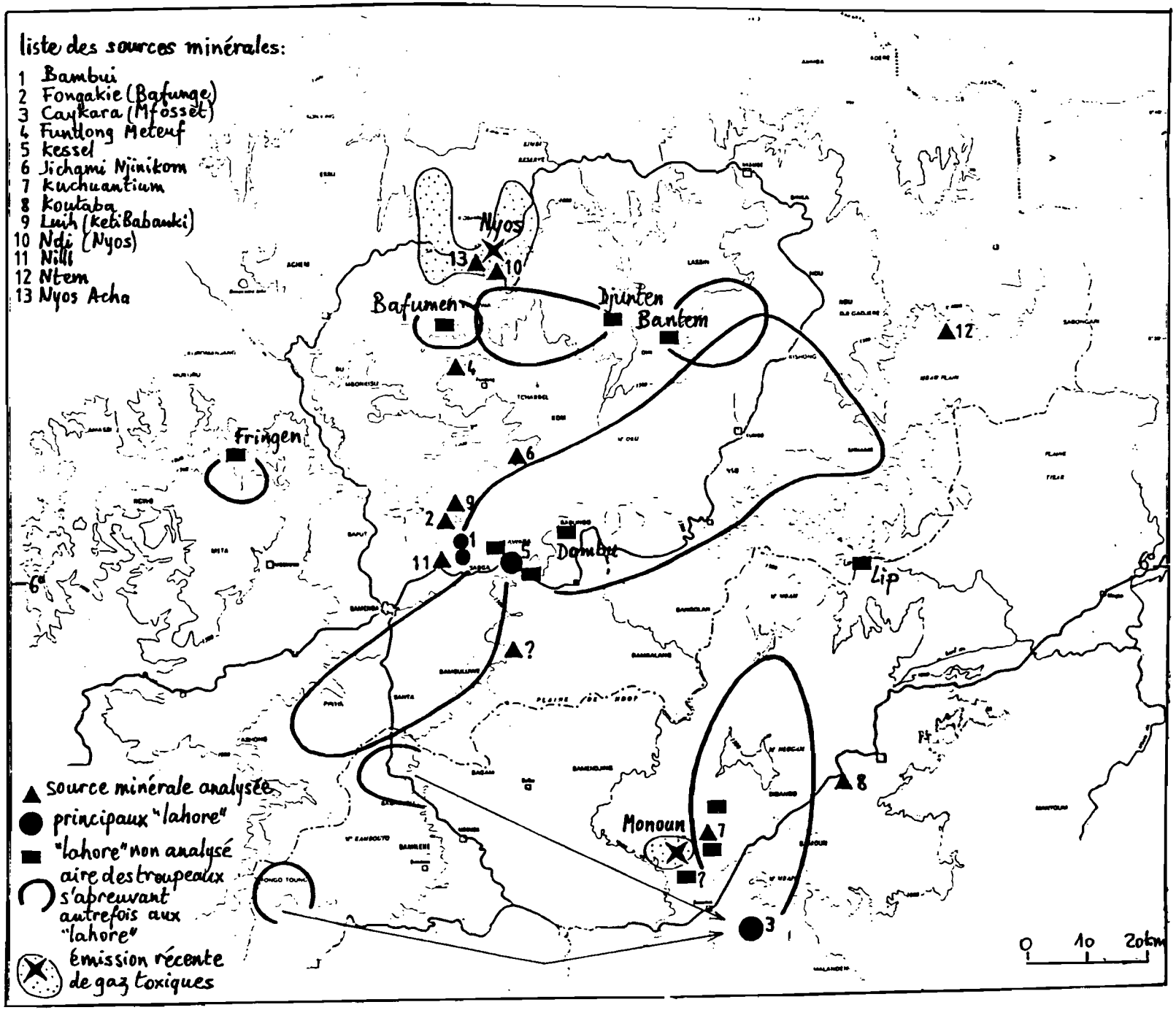


Fig. 47 : *Phénomènes liés au volcanisme, sur les Grassfields*

Des cures natronées régulières font prospérer les animaux. Des éleveurs décrivent avec admiration les animaux sortant d'une cure : ***reedu humta sosey ; naane, Dum lawre joggi na'i haa Do*** : « *leur ventre s'arrondit parfaitement ; autrefois, c'était la source natronée qui maintenait le bétail en bon état, ici.* » Les animaux retrouvent l'envie de paître. En saison sèche, les cures facilitent l'ingestion de fourrages secs. Des éleveurs affirment que la cure natronée débarrasse les animaux des vers intestinaux ; les spécialistes ne contestent pas cette vertu de déparasitage (34). L'effet purgatif est d'autant plus bénéfique qu'en savanes humides, les parasites internes abondent.

34. BOUDET, G., 1984, "Manuel sur les pâturages tropicaux...", p.89.

Localisation et configuration des sources

A. LE MARECHAL a repéré et analysé les eaux de 13 sources sur les plateaux de l'ouest : Bamenda et Bamoun. D'un autre côté, les éleveurs indiquent en avoir exploité 16. Les deux listes ne se recouvrent que pour 4 d'entre elles. Il semble qu'A. LE MARECHAL n'ait visité que les sources les plus accessibles à partir d'une piste carrossable. Quant aux éleveurs, ils emploient une toponymie peule, si bien qu'il est difficile de localiser les endroits sur une carte, en s'en tenant à des indications verbales. A Babanki Tungo, ils mentionnent 4 sources proches les unes des autres ; A. LE MARECHAL n'a retenu que la plus importante (fig. 47).

Les Mbororo désignent ces points d'eau *lahore* (*lawre*) ou *ngoolirDe* : sources salées ou, plus précisément, natronées. Elles se concentrent en deux secteurs : aux environs de Foumbot et au nord de Bamenda. Les environs de Foumbot sont façonnés par un volcanisme quaternaire : petits édifices volcaniques entourés de blocs issus de projections, manteau de cendres. Sous-jacente à ces recouvrements, la grande faille de la "ligne du Cameroun" cisaille le socle et facilite probablement la remontée d'eaux profondes.

Au nord de Bamenda, les sources se situent presque toujours en contrebas d'abrupts volcaniques. Certes, A. LE MARECHAL (35) note que celle de Kessel se localise dans un environnement cristallin mais il est dominé, à faible distance, par des reliefs trachytiques. Le circuit souterrain de l'eau se déroule, en grande partie, dans les roches volcaniques, ce qui rend compte de ses propriétés exceptionnelles.

35. LE MARECHAL, A., 1976, p. 58.

En Adamaoua, beaucoup de sources natronées se trouvent en creux de vallées. En ces lieux déprimés, les eaux ont plus de facilités pour s'écouler. Mais les cours d'eau importants submergent parfois le plancher alluvial, obstruant la source et la rendant inaccessible. Ainsi, le *lahore* de la Vina, le plus célèbre, n'était utilisable qu'en saison sèche. Sur les plateaux des Grassfields, au contraire, les sources sont des griffons, c'est-à-dire des écoulements à partir du rocher. Les animaux peuvent s'y abreuver à longueur d'année. Seules, les sources de Lip et de Djunten se trouvaient en terrain alluvial. Comme elles ne sont plus creusées régulièrement, des dépôts terreux les ont colmatées.

Le griffon de Bantem est l'un des plus spectaculaires. L'émergence se trouve, à 1.600 mètres, à mi-versant d'un escarpement dominé par une falaise taillée dans les trachytes. La source risque peu de se mélanger avec des écoulements superficiels, mais son débit reste faible.

A Babanki Tungo, les deux sources les plus importantes occupent, à 1.450 mètres, un petit ensellement dans l'abrupt des hauts plateaux au-dessus de la plaine de Ndop. Le site est fermé par une muraille de trachytes et un dôme isolé. Un cours d'eau passe à quelques centaines de mètres, sans déborder sur les sources.

Le site du ***lahore*** de Babungo ressemble à celui de Babanki Tungo (cadre montagneux trachytique, surmontant des bas de versants dans le socle) mais l'émergence sourd au niveau de la plaine (1.230 mètres) dans le lit d'un petit torrent. Les eaux minéralisées ne conservent leur pureté qu'en saison sèche, raison probable pour laquelle ce ***lahore*** est moins prisé.

A Babanki Tungo et Bantem, les flaques d'eau proches des sources laissent, en s'asséchant, de minces pellicules blanchâtres. Ces dépôts sont l'indice d'eaux carbonatées.

Tabl. 28 : ***Sources minérales des plateaux de l'Ouest-Cameroun, reconnues d'intérêt pastoral.***

localisation	toponyme peul	utilisation
Bamoun :		
Mfosset ou Fossette	"Caykara" ou "Lahore Foumbot" ou "Lahore mbafum"	abandon vers 1958
Koupara	"Gakaaje"	abandon ancien
Mbamkouop	"Ndanga"	" "
?	Koupayam	" "
Lip	"Ndegede"	" "
Bamenda :		
Babanki Tungo	"Kessel DaDaaru" ou "Lahore Babanki" ou "Lahore Jatow"	en usage
" "	"Jibaawa"	en usage
" "	"Pulpul"	en usage
" "	"Ngaawa Rahaaji"	abandon
Bambui	-	"
Babungo	"Dombu" ou "Lahore Laïnga"	en usage
Bantem	"Lahore Bantel"	abandon récent(1970)
Djunten	"Lahore Mayo Gooro"	abandon ancien
Bafumen	-	abandon vers 1960
Fringen	-	" "

A leur arrivée sur les Grassfields, les Mbororo recherchaient partout des sources susceptibles de procurer des compléments minéraux pour les animaux. Le commerce du natron en plaques (***kanwa*** ou ***kilbu***) n'atteignait pas encore la région et celui du sel (***fite***), originaire de Mamfe-Calabar ou de la vallée moyenne de la Bénoué, satisfaisait à peine les besoins alimentaires des populations. Les éleveurs étaient en quête de tous les indices

d'eau salée, au sens large. Ils observaient les animaux, surtout lorsqu'ils se mettaient à lécher la terre, par besoin de sel. ***Sey wasugo, nden jokko kilbu ndiyam Don lammi bana kilbu*** : « *il fallait creuser, jusqu'à atteindre le natron; l'eau était salée comme du natron.* » C'est ainsi que furent découverts les ***lahore*** de Bantem, Djunten et Fringen. L'***arDo*** qui découvrit et aménagea la seconde source est bien connu.

Parmi tous les ***lahore***, les Mbororo en privilégiaient deux : "Caykara" à Mfosset et "Kessel DaDaaru" à Babanki Tungo. Ces sources ont longtemps joué un rôle pastoral essentiel au Bamoun et au Bamenda.

Lors de son optimum d'utilisation, le ***lahore*** de Mfosset draînait les troupeaux du Bamoun et ceux qui coexistaient avec la Compagnie Pastorale sur les monts Bambouto. Pendant 2 à 3 jours, les animaux venaient régulièrement s'abreuver, puis paissaient aux environs. Au bout de 3 mois, ils manifestaient, à nouveau, le besoin d'une cure. Même aujourd'hui, les Mbororo affirment que la cure à Mfosset serait plus bénéfique que la fourniture de sel marin.

L'ensemble des sources de Babanki Tungo était fréquenté par des effectifs considérables : plus de 50.000 têtes lors des années trente. Dans leurs va-et-vient les troupeaux sillonnaient les plateaux, de part et d'autre des sources. Les Mbororo qui séjournaient à Nso, à 50-60 km à vol d'oiseau, mettaient 5 jours avant d'arriver à Babanki Tungo : faible vitesse de déplacement dans un relief montagneux. Une fois sur place, ils abreuvaient les animaux durant quelques jours, les laissant paître entre-temps. Les éleveurs les plus éloignés n'entreprenaient ces expéditions que 2 fois par an. Au cours des années vingt et trente, la plupart des Mbororo emmenaient les troupeaux faire des cures à une source. ***Naane, walaa haa lesdi-Dofuu, mo yarnaay haa lawre*** : « *autrefois, dans tout ce pays, personne ne se dispensait d'abreuver les animaux à une source natronée.* »

L'absence de ***lahore*** est remarquable sur le plateau bamiléké. Aggravée par l'hostilité des cultivateurs, elle rend compte de la répugnance des Mbororo à s'installer sur ces hauteurs, alors que les cultures n'accaparaient pas tout le plateau. Quelques-uns séjournèrent en haut de Bana et de Bangwa lorsqu'ils eurent la possibilité d'acheter du sel marin.

Aucun ***lahore*** n'existe également en région de Nkambe. La source de Ntem n'est pas signalée par les éleveurs : elle se trouve dans la plaine Mbaw, où les animaux ne descendaient pas autrefois. Les hauts plateaux Mambila étaient également dépourvus de ***lahore***, ce qui freina longtemps l'essor de l'élevage, notamment après le partage du Cameroun allemand entre Français et Anglais. Cette contrainte ne fut partiellement levée que par le développement du commerce du natron, en provenance du Bornou. Les circuits commerciaux dirigés vers le Mambila se prolongèrent au sud, jusqu'aux plateaux de Nkambe.

Quant aux éleveurs des plateaux Meta, ils ne disposaient que d'une petite source, dans la vallée encaissée de Fringen. Ne s'y abreuvaient que les troupeaux des alentours. L'absence de grand ***lahore*** et de natron, la rareté du sel sur les marchés contrecarraient l'essor de l'élevage sur des hauteurs, par ailleurs favorables à cette activité.

Pour restituer la géographie de l'élevage sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, surtout dans les décennies vingt et trente, il ne suffit pas de se référer aux altitudes. Phénomène secondaire en apparence, la disposition de sources minérales était alors vécue comme primordiale par les éleveurs. L'ancien attachement à ces points forts de l'espace pastoral se repère encore dans la répartition du cheptel.

La composition chimique des eaux

Le fait que les éleveurs prisent particulièrement 2 sources sur une quinzaine est-il subjectif ou lié à des facilités d'accès ? A. LE MARECHAL a publié les résultats exhaustifs d'analyses chimiques de prélèvements d'eau (36). Il a transcrit ces données en graphiques, base d'une classification des sources.

36. LEMARECHAL, A., 1976, Annexe, tabl. 3a.

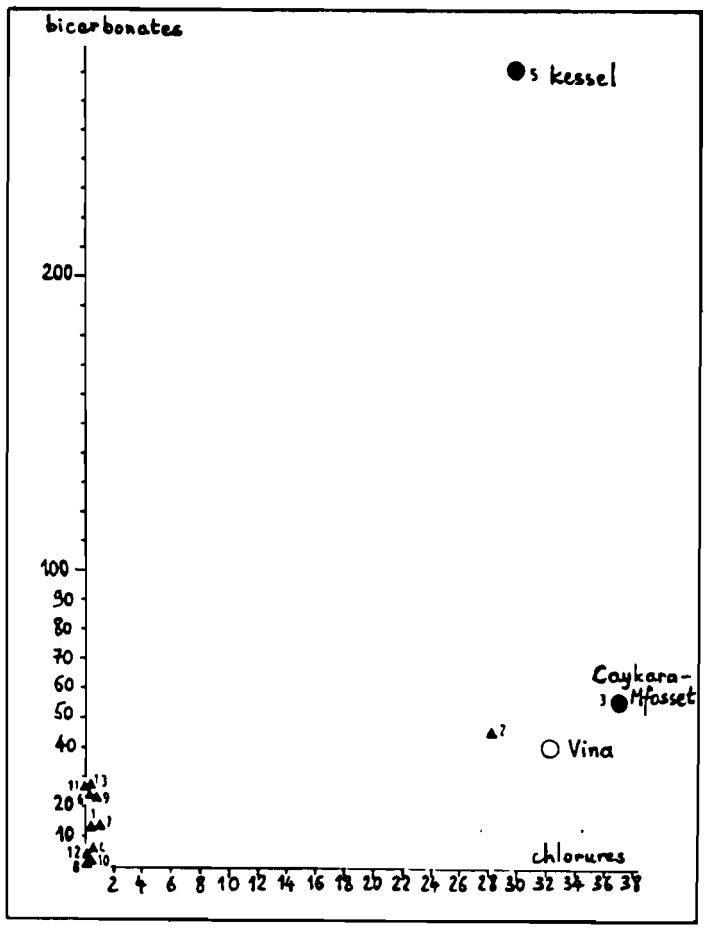


Fig. 48 : ***Teneurs en anions des sources minérales de l'ouest (en milli-équivalents par litre), d'après A. LE MARECHAL. Les numéros renvoient à la liste des sources minérales (fig. précédente)***

Les analyses chimiques distinguent les anions (bicarbonates, chlorures, sulfures) des cations (calcium, magnésium, sodium, potassium). Les sources de Kessel et de Mfosset contiennent le plus de bicarbonates et de chlorures, éléments d'origine profonde, caractéristiques de régions volcaniques. La source de Kessel s'avère la plus

bicarbonatée du Cameroun, avec une teneur exceptionnelle. En dehors de ces deux sources, seule celle de Fongakie (à Bafunge, près de Bambui ?) présente des teneurs appréciables en éléments actifs de minéralisation. Les autres sont à la fois faiblement bicarbonatées et chlorurées (fig. 48).

Le graphique des cations indique les éléments principaux qui résultent de l'attaque des roches encaissantes : sodium et potassium d'un côté, calcium et magnésium de l'autre (fig. 49). L'opposition dans la composition chimique des deux principaux *lahore* se confirme. En excluant les salines de Mamfe, en terrains sédimentaires, Kessel est, de toutes les sources en régions volcaniques, la plus riche en sodium. Ce qu'expriment bien les Mbororo : ***lawre dje Babanki, Buri lammugo kanwa : « la source minérale de Babanki Tungo est la plus salée, elle est comme du natron. »*** En effet, c'est une eau bicarbonatée sodique, de composition comparable à celle d'une solution de natron préparée pour l'abreuvement du bétail. Or, le sodium est l'un des minéraux dont les pâturages tropicaux sont le plus déficitaires.

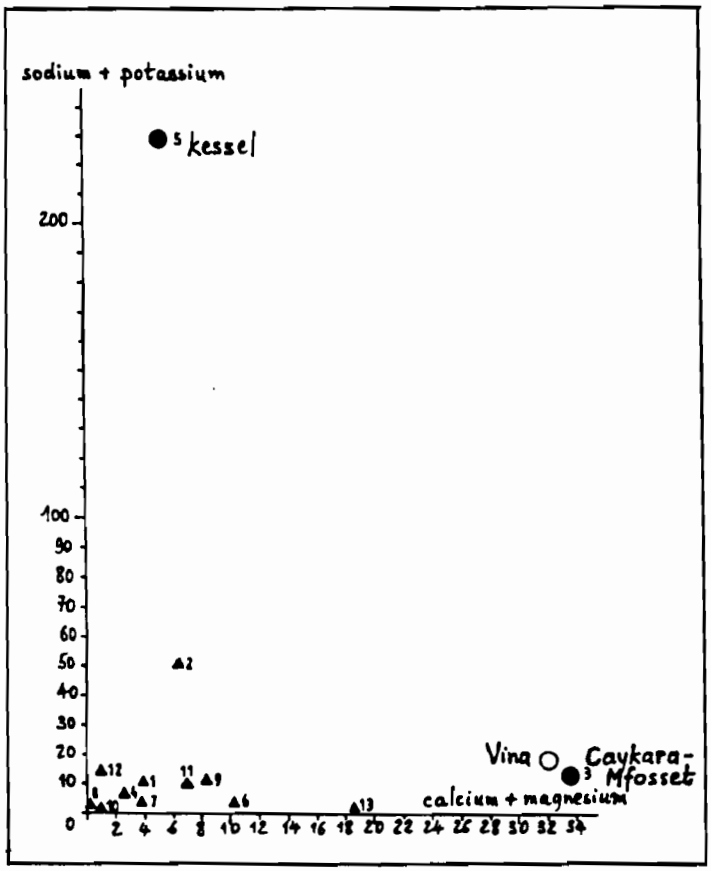


Fig. 49 : ***Teneurs en cations des sources minérales de l'ouest (en milli-équivalents par litre), d'après A. LE MARECHAL.***

Calcium et magnésium caractérisent des eaux issues de roches basiques, par exemple des basaltes. La source de Mfosset est au Cameroun l'une des plus riches en ces éléments, avec davantage de magnésium que de calcium, ce qui est une anomalie (37). Calcium et magnésium sont deux éléments minéraux indispensables dans

37. idem, p. 94.

l'alimentation des bovins, selon les mêmes pourcentages que le chlorure de sodium (38). L'apport de calcium est d'autant plus nécessaire sur les plateaux des Grassfields que les animaux ne disposent presque pas de pâturage aérien. Or, une expérience menée au Sénégal démontre que les animaux pallient, lorsqu'ils en ont la possibilité, la faiblesse en calcium de la strate herbacée par des prélèvements de feuilles et de fruits d'arbustes, plus riches en cet élément (39). D'autre part, des analyses de terres à cure salée, au Mali, ont montré de fortes teneurs en calcium et magnésium (38).

38. BOUDET, G., 1984, p. 84 et 87.

39. BLANCOU, J. et al., 1977, "Composition du pâturage naturel consommé par les bovins en milieu tropical : note sur une technique d'étude nouvelle."

Une comparaison des caractéristiques chimiques des sources de l'Ouest-Cameroun avec le ***lahore*** de la Vina, près de Ngaoundéré, indique que celui-ci ressemble à Mfosset. Or, le ***lahore*** de la Vina était le plus prisé de l'Adamaoua. En s'installant sur les plateaux des Grassfields, les Mbororo ont eu la chance de disposer d'une source équivalente. Quant à celle de Kessel, c'est la plus chargée du Cameroun en sels et en minéraux, à l'exception des salines de Mamfe (40).

Par rapport à Kessel et à Mfosset, la minéralisation des autres sources reste faible, expliquant le peu d'intérêt que les éleveurs leur ont accordé. Seule, celle de Fongakie présente les propriétés chimiques d'un véritable ***lahore***. Pourtant, il ne semble pas que les Mbororo l'utilisèrent autrefois. Des champs entravaient peut-être son accès. De toute façon, elle était trop proche de Kessel vers laquelle tous les troupeaux voisins convergeaient.

40. Les teneurs exceptionnelles de Kessel tiennent également à des prélèvements effectués dans un puits maçonné, sans mélange avec des eaux superficielles. A. LE MARECHAL (p. 35) insiste sur le risque de dilution avec des eaux de surface et met en garde sur la validité d'une comparaison des sources. Il accorde davantage de valeur aux proportions des substances dissoutes dans chaque source. En effet, une dilution avec des eaux de surface n'altère pas ces proportions.

Les résultats des analyses chimiques confirment la perspicacité des éleveurs dans le choix des sources les plus utiles au bétail. Ils attestent également la perte pastorale que représente l'encerclement agricole de la source de Mfosset, au Bamoun. Ses propriétés minérales s'apparentent à celles de la source de la Vina, en Adamaoua. Celle-ci est tellement prisée que les cultures sont interdites, dans un rayon de plusieurs kilomètres. Mfosset n'a pas bénéficié de la même sollicitude. Ainsi, deux sources comparables ont connu des destins opposés. La protection pastorale des sources natronées dépend des pouvoirs locaux.

Aménagement et destin des sources

Les éleveurs entretenaient de façon sommaire les ***lahore***, en les recreusant périodiquement. Les animaux s'abreuvaient dans des auges, troncs d'arbres évidés en forme de pirogues. Ils pataugeaient aux abords, dans une boue imprégnée d'eau salée, jugée également bénéfique. La tâche pénible consistait à puiser l'eau, à l'aide d'une calebasse, et à la verser dans l'auge jusqu'à rassasier un troupeau qui la buvait goulûment.

Les Anglais ont aménagé les principales sources minérales du Bamenda, à l'intention des éleveurs. La conception de ces équipements diffère de celle appliquée en Adamaoua, lors des années cinquante. Beaucoup plus élémentaire, elle consiste simplement en un coffrage de la source avec, à proximité, un long abreuvoir cimenté, au milieu d'une aire pavée. Au contraire, les Français ont conçu des équipements plus sophistiqués : pompes et canalisations amenant l'eau à des abreuvoirs toujours accessibles au bétail.

A première vue, l'aménagement de conception française est plus efficace. Il supprime le puisage manuel de l'eau, ***nyeDol***, véritable corvée souvent confiée à des serviteurs en Adamaoua. Au Bamenda, les bergers salariés répugnent également à cette astreinte et pressent l'employeur d'acheter du sel. Ce type d'équipement rustique ne facilite donc guère l'utilisation des sources.

Pourtant, à long terme, le système anglais s'avère le mieux adapté aux besoins. Aucun éleveur de l'Adamaoua n'est capable de faire fonctionner une pompe. Il faut installer sur place et rémunérer un gardien, chargé de mettre en marche l'appareil, à chaque arrivée de troupeau. Les éleveurs se plaignent d'absences du gardien ou de pannes prolongées. A la fin, la pompe tombe complètement hors d'usage. Un coffrage très haut ou la fermeture du puits par une dalle empêche les éleveurs de revenir au puisage manuel : ils n'ont plus accès à la source, trop bien équipée. En restant plus rustiques, les améliorations de type anglais permettent une utilisation par les éleveurs eux-mêmes. Le seau en plastique tend seulement à remplacer les calebasses comme récipient de puisage.

A l'arrivée des Mbororo sur les Grassfields, les ***lahore*** étaient des lieux tellement précieux pour l'élevage qu'ils furent l'objet de grandes rivalités. Les lignages puissants s'efforcèrent de se réserver l'usage exclusif de certaines sources ou, du moins, d'en contrôler l'usage. Le ***lahore*** représentait l'un des attributs du pouvoir pastoral. Lorsqu'en 1930, les Gosi'en évincèrent les Madjanko'en de Nso, le renversement politique se solda par une nouvelle attribution de la petite source de Bantem. ***ArDo Juli, mo jaBti lawre Bantel, mo mari min fuu*** : « *Ardo Djouli s'est emparé de la source minérale de Bantem, il nous a tous commandés.* » Les stratégies déployées autour des ***lahore*** seront exposées lors de la présentation des lignages mbororo.

De nos jours, les ***lahore*** ne jouent plus de rôle significatif dans l'élevage, même au Bamenda. Partout, la fourniture de sel marin remplace la cure à la source natronée. L'abandon de cette richesse naturelle tient à plusieurs raisons : la diffusion générale du sel, l'envahissement des abords de quelques sources par des cultures, le refus des jeunes Mbororo de puiser l'eau, les difficultés actuelles d'acheminer les troupeaux sur de grandes distances à travers les plateaux.

Ce faisant, les aménagements de la période coloniale, n'étant plus entretenus, se dégradent. Le coffrage du puits de Bantem s'est effondré au début des années quatre-vingt, n'évitant plus le mélange des eaux minérales avec celles de surface. A Kessel, le pavage de l'aire d'abreuvement a disparu autour de l'abreuvoir. Les abords s'évident et l'abreuvoir, surélevé, devient inaccessible aux jeunes animaux. Bientôt, il risque d'être déchaussé et de se casser. Seuls, les éleveurs des environs de Sabga envoient encore les animaux en cure à Kessel. Les anciens y sont le plus attachés parce qu'ils se refusent à acheter du sel et qu'ils emploient des bergers, contraints de puiser l'eau. Ceux qui ne disposent pas de berger répugnent à accomplir cette tâche par eux-mêmes.

Ni les éleveurs, ni l'administration qui perçoit un impôt sur le bétail ne se préoccupent d'entretenir la source de Kessel. Cependant, le prix du sel ne cesse d'augmenter : des débuts des années soixante-dix à 1986, le petit sac de 18 kg est passé de 450 à 1.300-1.500 F CFA, selon les endroits et les saisons. La fourniture de sel aux animaux doit se renouveler tous les mois. Les riches éleveurs déboursent de 100 à 200.000 F par an pour ces achats. De plus, le sel marin n'aurait pas les mêmes vertus purgatives qu'une solution natronée. Certes, l'adoption du sel comme complément minéral obéit à la règle du moindre effort mais la réhabilitation de quelques sources minérales ne semblerait pas vaine.

Les sources natronées représentent une originalité des plateaux volcaniques du Cameroun. Elles ont largement assuré la prospérité du cheptel à des latitudes inhabituelles, avant la diffusion d'autres compléments minéraux pour le bétail. Avec le manque de protection de ces lieux par les pouvoirs locaux et le désintérêt progressif des éleveurs, la plupart des sources natronées sont tombées à l'abandon.

Les émissions de gaz

41. LE MARECHAL, A., 1976, p. 134.

A la conclusion de son étude, A. LE MARECHAL (41) regrette de ne pas avoir analysé la composition des gaz qui émanent fréquemment des sources minérales. Il signale surtout l'existence de ces dégagements gazeux en régions de volcanisme récent. Observation presque prémonitoire...

L'auteur cite cependant une analyse chimique des gaz émis à partir d'une source minérale près du massif Manengouba, au sud. Ils sont constitués presqu'exclusivement de gaz carbonique. Déjà, les sources contiennent le même gaz à l'état dissous ; la nature basique de la plupart des eaux facilite sa dissolution. Lorsqu'elles deviennent plus acides, elles atteignent rapidement un degré de saturation et peuvent libérer brutalement du gaz carbonique. La capacité d'absorption de gaz varie également en fonction de la température : les eaux froides (15-20°) peuvent dissoudre davantage de gaz que les eaux chaudes (30-40°).

Des libérations brutales de gaz carbonique surviennent périodiquement dans les lacs de cratère de la région. Elles sont mentionnées dès les années cinquante : « des dégagements gazeux empoisonnent les eaux et provoquent des crevaisons miraculeuses de poissons, à la plus grande joie des populations » (42). Mais les dégazages survenus récemment, peut-être plus violents, ont expulsé de grandes quantités de gaz carbonique, provoquant des catastrophes : Monoun au Bamoun en août 1984 et Nyos, au nord du Bamenda, deux ans plus tard. Si la première causa la mort d'une quarantaine de personnes, la seconde fut vécue comme un grand drame : 1.700 personnes asphyxiées et des milliers (3.000 ou 8.000 ?) de bovins.

42. KEAY, R.W.J., 1955, "Montane vegetation and flora in the British Cameroons."

Rappelons que deux théories s'opposent pour rendre compte de la formation de ces nappes de gaz toxique. Selon les spécialistes français et italiens, il s'agit d'un phénomène éruptif et volcanique : éruption "phréatique" d'une colonne de gaz chauds (vapeur d'eau et gaz carbonique), jusque-là emprisonnés sous le fond du lac, dans une "poche" ou une "bulle" en contact avec le magma profond. Lorsque la

pression des gaz excède le seuil de résistance des roches, celles-ci se fissurent, les gaz se détendent et émettent un jet violent au-dessus du lac. C'est une éruption ou une explosion gazeuse.

Au contraire, les Américains ont émis une explication de nature limnologique : un "retournement" des strates d'eau qui se superposent dans le creux du lac de cratère. Des eaux superficielles relativement chaudes, légères et pures surmontent des eaux profondes, plus froides et à fortes teneurs en gaz carbonique : une sorte de bombe à retardement, chargée progressivement en gaz. Les gaz étant maintenus en dissolution grâce à la pression d'une colonne de 200 mètres d'eau, il suffit d'une légère perturbation phréatique pour provoquer un dégazage massif. C'est ce qui se serait produit, à la faveur d'une remontée vers la surface des eaux profondes. La pression diminuant, du gaz carbonique se libère en bulles qui montent, entraînant l'ascension d'une colonne d'eau : le processus s'accélère de lui-même.

Reste à expliquer les raisons de ce renversement de la stratigraphie des eaux du lac. Les hypothèses sont nombreuses : refroidissement des eaux superficielles par suite de pluies abondantes, réchauffement des eaux profondes par une activité volcanique diffuse qui aurait pu également rendre ces eaux plus acides, libérant alors du gaz carbonique en grande quantité.

Au-delà du débat scientifique sur les origines de la catastrophe de Nyos, le mécanisme postérieur de celle-ci est simple. Une grande masse de gaz carbonique, expulsée brutalement, ne se diffuse pas tout de suite dans l'atmosphère. Plus lourd que l'air, le gaz carbonique s'est déversé, comme en un écoulement, dans tous les fonds de vallées, au nord du lac. Aux environs du cratère, la nappe de gaz avait environ une cinquantaine de mètres d'épaisseur.

Heureusement, ces bas plateaux sont beaucoup moins peuplés que les hauts plateaux volcaniques tout proches. Cependant, des cultivateurs s'étaient installés en petits villages le long de la Ring Road, de Lower Nyos à Su-Bum, attirés par de bonnes terres alluviales. Or, c'est précisément par ce grand couloir que se sont écoulées les nappes de gaz toxique.

Autrefois, le bas plateau n'était parcouru qu'en saison sèche par les éleveurs des hauts plateaux. Malgré les encouragements de l'administration, ils s'étaient refusés à s'installer en saison des pluies aux environs du lac Nyos, à seulement 1.000 mètres d'altitude. Ce furent d'autres Mbororo, des Akou à bétail blanc, qui vinrent s'installer, à partir des premières années soixante-dix, en contrebas du lac et sur les collines au nord de la route.

Cette installation s'avéra un succès. Les troupeaux prospérant rapidement, les éleveurs se sont sédentarisés, se mettant à cultiver du maïs et, pour les plus riches, à construire des maisons à toits de tôles. Les victimes de la catastrophe d'août 1986 étaient déjà sur place en 1974. Hommes et bétail, personne n'est sorti vivant des nombreux campements qui s'égrenaient à quelques centaines de mètres du lac. A deux kilomètres à l'est, de rares rescapés ont perdu toute leur famille et se trouvent démunis de bétail. Sur les collines au nord de la Ring Road, à 5 km du lac, des troupeaux ont été réduits de moitié et des personnes ont succombé (fig. 50).

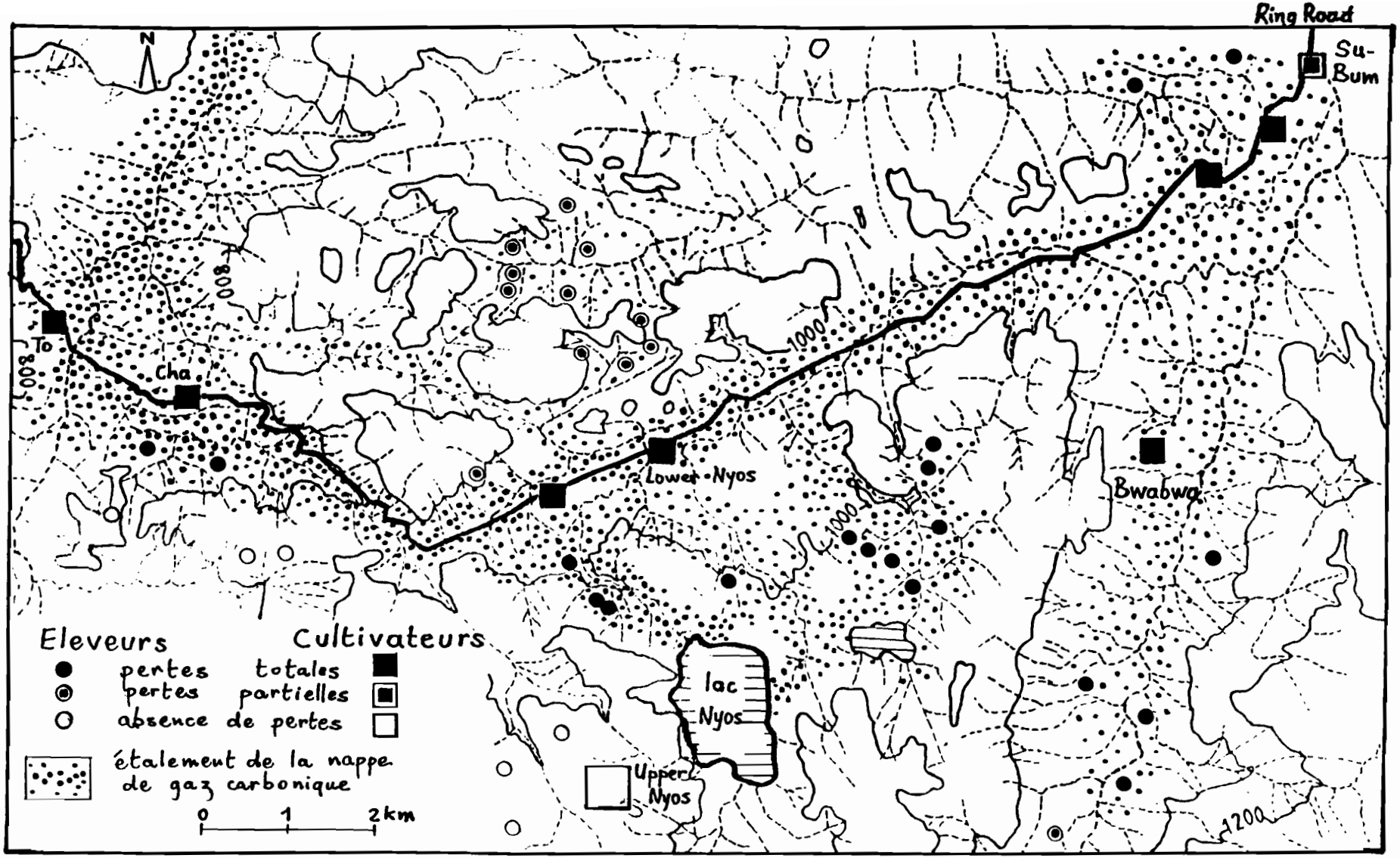


Fig. 50 : *La catastrophe de Nyos en 1986*

Pris de panique, les survivants se sont enfuis avec le bétail qui leur restait. Grâce à l'aide internationale, des camps de relogement sont bientôt édifiés en plusieurs endroits, par exemple à Essu pour les Mbororo. Anciens nomades, ils s'adaptent bien à la vie sous des tentes de toile. Comme les autres réfugiés, ils sont ravitaillés en riz et maïs mais également en grandes boites de confiture dont ils ne savent que faire. Quant au lait en poudre, ils ne le trouvent buvable que mélangé avec du thé...

L'aide alimentaire est tellement importante, la première année, que les femmes d'éleveurs ne vendent plus de lait aux villageois, même lorsque le troupeau rescapé le permettrait. Pourtant, ces femmes commercialisaient régulièrement du lait, à Nyos, avant 1986. L'aide massive a perturbé le fonctionnement de l'économie familiale. En plus, elle risque de susciter une mentalité d'assistés.

Les pertes de bétail ont revêtu une telle ampleur que les mécanismes traditionnels de solidarité par prêts ou dons d'animaux n'ont pas fonctionné. Les autres éleveurs sont restés observateurs du drame, laissant l'aide officielle manifester sa générosité. Celle-ci a paré au plus pressant : le ravitaillement alimentaire. Ensuite, par l'entremise des autorités, les cultivateurs se sont vus allouer des terres par les communautés d'accueil. Dès 1987, ils se sont remis à cultiver, retrouvant progressivement une autonomie. Quant aux éleveurs, ils ne bénéficient pas d'une relance comparable de leur économie. Certes, l'aide américaine a importé, à grands frais, des animaux du Kenya, destinés aux rescapés. Mais, deux ans après la catastrophe, ils sont toujours parqués dans la station de Wum. Plus tard, quelques-uns devraient être attribués aux éleveurs les plus nécessiteux. En attendant, eux aussi se mettent à cultiver.

C'est le cas d'un Mbororo, patriarche entouré de 4 fils avec femmes et enfants. Un fils dispose de son troupeau personnel, les autres subsistant du petit troupeau paternel. En fait, tous s'activent maintenant aux champs. Le patriarche tient à me les faire visiter, non sans fierté. *Ndikka on ngi'a ngesa, on faama na'i walaa : « il faut que vous voyiez le champ pour comprendre qu'il n'y a plus de vaches. »* Il en reste quand même, environ une centaine de têtes. Mais ce n'est pas assez pour 39 personnes à charge. Alors, on ne vend plus d'animaux. Pour que le cheptel se reconstitue, les éleveurs s'engagent dans les travaux agricoles : solution classique après les catastrophes pastorales mais aussi, marque de la pauvreté. L'éleveur le confirme, avant de me quitter : ***talakaaku Buri sembe : « la pauvreté dépasse mes forces. »***

Toiles des tentes qui pourrissent et se déchirent, fils électriques qui traînent, le camp de relogement prend des allures de bidonville, à mesure qu'il vieillit...

La catastrophe de Nyos a traumatisé, sur le moment, les populations rurales. Les autorités ont interdit à quiconque de revenir s'installer dans le secteur. De toute façon, les éleveurs n'y seraient pas retournés d'eux-mêmes. Cependant, 2 ans plus tard, les environs de Nyos sont couverts de beaux pâturages. Les éleveurs ne résistent pas longtemps à l'attrait d'une herbe abondante, surtout en saison sèche. Dès 1988, des jeunes sont repartis transhumer en contrebas du lac. Ils ont rassasié leurs animaux, alors que les autres avaient des bêtes amaigries. L'impératif pastoral reprend rapidement ses droits.

UN CLIMAT FAVORABLE A L'ELEVAGE

A nouveau, il ne s'agit pas de présenter de manière exhaustive les climats des plateaux de l'Ouest-Cameroun. P. HAWKINS et M. BRUNT (43) ont détaillé les caractéristiques climatiques des hauteurs du Bamenda et proposé un découpage géographique en 9 unités. Les auteurs reconnaissent que la distinction d'unités aussi nombreuses peut paraître excessive. Toutefois, ils justifient ces différenciations par l'influence du relief. Des altitudes qui s'échelonnent de 300 à 3.000 mètres entraînent la juxtaposition de contextes climatiques extrêmement divers, alors qu'en relief peu accidenté, le même climat peut s'étendre à de grands espaces.

43. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 76-105 et cartes h.t. n° 2 et 8.

Récemment, J.B. SUCHEL (44) propose une autre régionalisation climatique, simplifiée à 3 unités. Le "coeur" des hautes terres correspond à l'entablement sommital des hauts plateaux. Il est flanqué de deux "versants", l'un à l'est et l'autre à l'ouest, une altitude moindre et des orientations opposées leur conférant des caractéristiques climatiques divergentes, à tendances continentale ou océanique. En fait, ce zonage simple, d'orientation méridienne, admet de nombreuses sous-unités, en relation avec la marquetterie du relief.

44. SUCHEL, J.B., 1988, "Les climats du Cameroun", t. 3, p. 1.033-1.096.

L'analyse extrêmement fine des principaux indices climatiques par J.B. SUCHEL fait le point sur la question, avec les outils classiques d'investigation. Bien que l'auteur fasse allusion aux relations entre les climats et les grands traits de l'occupation humaine, il n'insiste pas sur ces conséquences. Or, la prospérité de l'élevage à des latitudes inhabituelles tient également au climat montagnard des Grassfields.

Un climat montagnard pluvieux

Le caractère montagnard du climat des hauteurs de l'Ouest-Cameroun s'exprime par un renforcement des pluies et un rafraîchissement des températures. Le premier caractère climatique bénéficie aux pâturages tandis que le second concourt à assurer la salubrité pastorale.

Des pluies abondantes

La pluviométrie excède presque partout 2.000 mm alors qu'en plaine, à même latitude, elle n'atteint que 1.500 mm. Les savanes au centre du Cameroun connaissent un climat équatorial à 4 saisons, marqué par une rémission des pluies en juin et juillet. Au contraire, par suite du relief, le régime bimodal de la mousson impose son emprise jusqu'à 500 km à l'intérieur du continent, à la faveur des vents humides qui soufflent du sud-ouest. A la déficience pluviométrique du bassin de la moyenne Sanaga s'oppose l'abondance des pluies sur les reliefs des Grassfields.

Toutefois, cette dominante pluvieuse s'affirme surtout sur les grands versants montagneux orientés à l'ouest. De Bamenda à Fundong et à Nkambe, l'effet orographique se traduit par des "paroxysmes pluviaux", selon l'expression de J.B. SUCHEL, les flux humides se heurtant de plein fouet à la barrière du relief. Mais il suffit qu'un grand édifice montagneux intercepte les pluies de mousson pour que les secteurs situés à l'est, même à haute altitude, subissent un phénomène d'abri, un climat "sous le vent". Kumbo en offre un exemple. Tout en étant perchée à 1.800 mètres, cette station ne reçoit en moyenne que 1.850 mm ; elle est située sous la "protection" du mont Oku.

Les cartes de pluviométrie annuelle et mensuelles, dressées par J.B. SUCHEL, partagent presque toujours les plateaux selon un axe méridien passant par Nkambe, Kumbo et Jakiri. Les façades occidentales sont tournées "au vent" et reçoivent de plus grandes quantités d'eau que les plaines en contrebas (de 3.000 à moins de 2.000 mm). Au contraire, l'avantage des hauts reliefs orientaux s'atténue par rapport aux plaines du Mbam (de 2.000-1.800 mm à 1.700). L'effet de foehn joue déjà pour les hauts plateaux situés de ce côté. En fin de saison des pluies (août et septembre), l'escarpement oriental des plateaux ne commande plus la disposition des isohyètes.

Même sur les abrupts orientés "au vent", les totaux pluviométriques n'augmentent pas régulièrement avec l'altitude. Dès 1946, R. PORTERES (45) insiste sur l'existence d'un maximum pluviométrique qu'il suppose intervenir vers 2.500 mètres sur les pentes des monts Bambouto. Au-dessus, les pluies diminuent d'intensité, remplacées par des bruines humides persistantes. Pour l'auteur, le maximum des pluies en altitude correspond à l'étage du bambou de montagne : *Arundinaria alpina*. Il marque le plan de séparation entre les forêts montagnardes et les domaines subalpin et alpin sommitaux.

45. PORTERES, R., 1946, "Climat et végétation sur la chaîne des Bambuttos (Cameroun)".

Faute de relevés pluviométriques, J.B. SUCHEL apporte peu d'éléments nouveaux sur cet optimum pluviométrique en altitude. Sur les abrupts "au vent" des monts Bambouto, il estime que l'inversion se produit à moins de 1.850 mètres. Quant aux versants occidentaux du mont Oku, le maximum de pluies interviendrait à 2.000 mètres, le seuil s'élevant progressivement vers les massifs de l'intérieur. La diminution des pluies s'amorcerait à une altitude moindre que celle avancée par R. PORTERES, à partir d'indices végétaux.

L'exacerbation de paroxysmes pluvieux, à la faveur de l'altitude, n'atteint donc pas la même vigueur sur tous les reliefs, a fortiori sur les plus élevés. Néanmoins, l'indice pluviométrique n'est peut-être pas le plus significatif. Pour reprendre une remarque de P. HAWKINS et M. BRUNT, la quantité de pluies importe moins, d'un point de vue écologique, que les variations d'humidité.

Selon une idée couramment admise, les milieux montagnards, en zone tropicale, s'accompagnent d'une meilleure salubrité pour l'élevage. Cette influence bénéfique devient d'autant plus sensible que le contexte climatique général se montre plus humide.

Approche de la salubrité par l'humidité et les températures

Les parasites du bétail sont sensibles aux variations d'humidité et de température. Certes, le couvert végétal peut jouer un rôle tampon entre l'air ambiant et les gîtes des parasites. Cependant, humidité et températures fournissent des indicateurs quant à la salubrité potentielle d'un milieu : plus l'hygrométrie et les températures sont élevées, plus les conditions climatiques favorisent le cycle biologique des parasites : oeufs, larves, nymphes et adultes.

Les relevés d'humidité relative ne sont disponibles que pour quelques stations météorologiques. Le rapport F.A.O. sur l'écologie du Cameroun Occidental (46) présente, en annexe, des données précieuses, même si elles se rapportent à de courtes périodes de 7 à 10 ans.

46. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, t. 2, Annexes, p. 471.

Les stations de Ntem, dans la plaine Mbaw (750 mètres), Koundja sur le plateau Bamoun (1.200 mètres) et Jakiri sur le haut plateau Nso (1.800 mètres) offrent un échantillonnage des principaux étages de relief. Cette série aurait gagné à être complétée par un poste situé au-dessus de 2.000 mètres, par exemple celui de Ndu. Néanmoins, les trois stations retenues présentent l'avantage de se trouver toutes du côté oriental des hauts plateaux ; elles sont donc généralement soumises aux mêmes masses d'air.

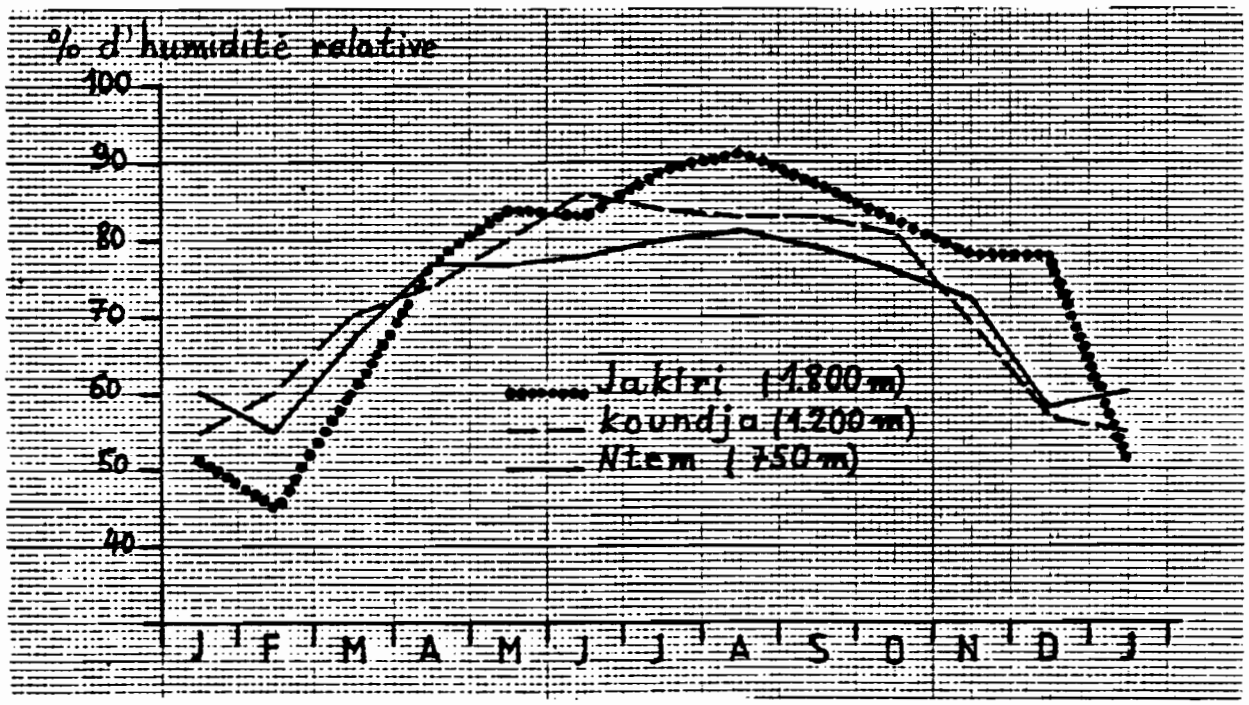


Fig. 51 : ***Humidité mensuelle à différentes altitudes***

Des basses plaines aux plateaux les plus élevés, les taux d'hygrométrie s'inversent au cours de l'année (fig. 51). En saison des pluies, l'humidité augmente avec l'altitude. Bien que Jakiri se trouve à l'abri du mont Oku, l'humidité avoisine ou excède les 90% au plus fort de la saison des pluies, de juillet à septembre. A cette période de l'année,

l'air est aussi humide en hauts plateaux qu'en plaines côtières. Après les averses, des nuages bas se traînent au-dessus des prairies ou enveloppent les sommets d'un manteau que le soleil ne parvient pas à dissiper. Au contraire, sur le plateau Bamoun, l'humidité excède à peine 80 % ; elle reste en deçà de ce pourcentage en bas de la plaine Mbaw. Par effet de foehn, l'air qui dévale sur les compartiments orientaux moins élevés a perdu de son humidité.

En saison sèche, les taux d'humidité s'ordonnent en sens inverse, notamment en janvier. Avec une hygrométrie inférieure à 55 %, les parties hautes du bloc montagneux sont prises dans la masse d'air continental, au-dessus d'une mince couche d'air de mousson. Plateau Bamoun et plaine Mbaw présentent alors des taux moyens d'humidité légèrement plus élevés, de 55 à 60 %. Bien que des poussées d'air continental soient capables de faire chuter l'humidité à des valeurs plus faibles au Bamoun, ces étages de relief ne baignent pas constamment dans un air aussi sec qu'en haute altitude. L'écart entre hauts plateaux et faibles altitudes orientées vers l'ouest s'accentue probablement. L'hygrométrie moins contrastée des bas plateaux et des plaines entraîne des conséquences importantes pour la salubrité pastorale.

La forte humidité des hauts plateaux en saison des pluies n'affecte pas l'élevage bovin, car elle est compensée par d'autres effets de l'altitude. A l'inverse, l'humidité qui se maintient en saison sèche, à faible altitude, intervient comme un handicap pastoral.

L'étagement du relief se reflète nettement dans les températures. Il est admis qu'en zone tropicale, la température décroît de 0,5 à 0,6° tous les 100 mètres. En fait, un graphique comparant les trois stations précédentes montre l'irrégularité de la réduction des températures mensuelles (fig. 52). Il est probable qu'elles ne réagissent pas à l'élévation du relief de manière comparable, à toutes les latitudes.

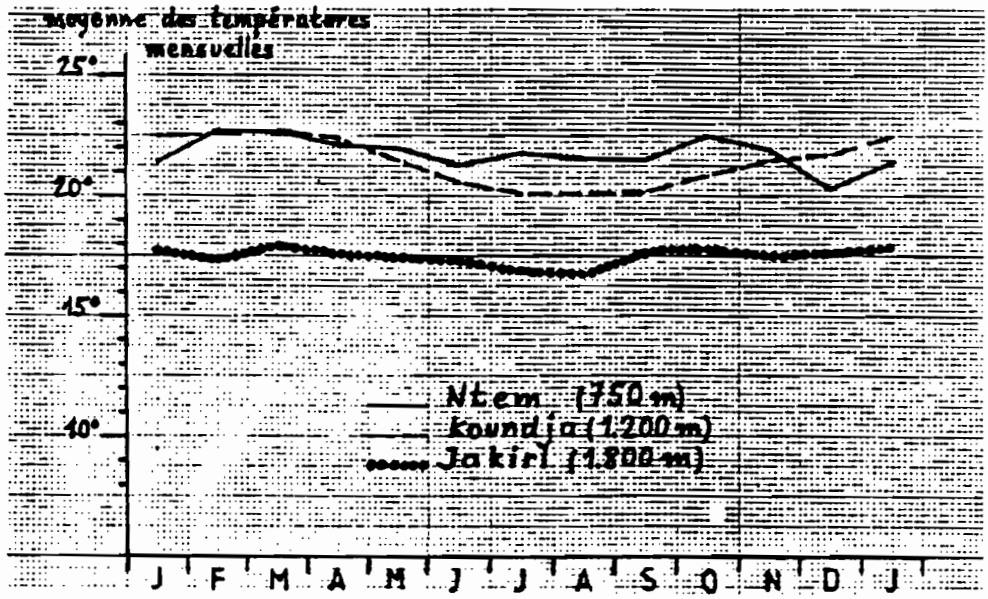


Fig. 52 : ***Températures moyennes à différentes altitudes.***

Bien qu'une différence altitudinale de plus de 500 mètres sépare Ntem de Koundja, les températures moyennes restent assez comparables. Pendant les 5 mois de pleine saison des pluies, le plateau Bamoun est plus frais de seulement un degré que la plaine Mbaw. En début de saison sèche, c'est l'inverse ; phénomène étonnant.

Du plateau Bamoun à Jakiri, le profil des températures correspond mieux au canevas altitudinal. Le haut plateau Nso connaît toujours des températures plus fraîches, de 3° en saison des pluies à 5 en saison sèche. L'air continental qui enveloppe les hauts reliefs, en saison sèche, affecte-t-il les températures en favorisant un refroidissement nocturne ? En fait, les températures les plus faibles surviennent en milieu de saison des pluies, phénomène lié à l'ambiance humide des hauteurs. Tout se passe comme si le rafraîchissement des températures ne devenait effectif qu'à partir d'un certain seuil altitudinal, compris entre 1.200 et 1.800 mètres. Il est probable qu'une altitude de 1.500 mètres introduit un changement sensible dans l'environnement climatique.

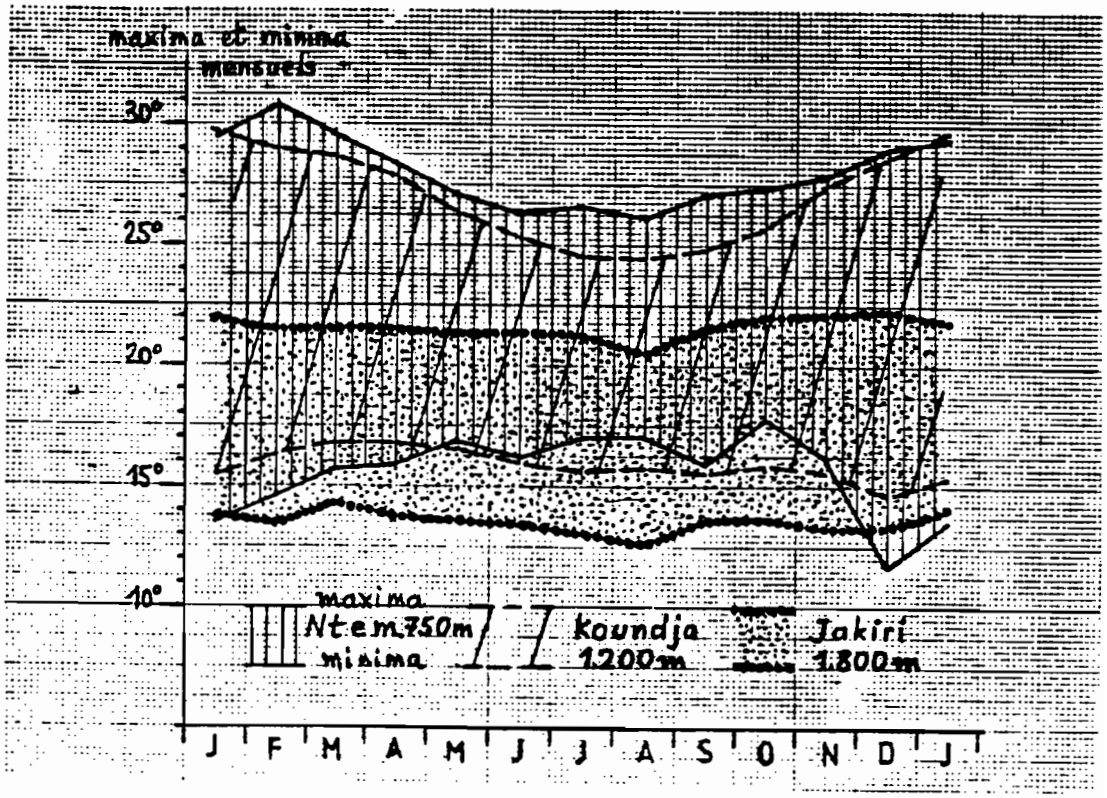


Fig. 53 : *Variations des températures à trois altitudes*

Un graphique juxtaposant les températures maxima et minima précise les indications fournies par des moyennes (fig. 53). En saison des pluies, la différence de températures reste faible entre plateau Bamoun et plaine Mbaw, notamment du côté des minima. Seuls, les maxima s'incurvent en milieu de saison des pluies sur le plateau Bamoun, marquant l'invasion du bas plateau par la mousson. Le refroidissement pluvial affecte les maxima à toutes les altitudes mais surtout sur le plateau Bamoun. Toutefois, les minima les plus faibles surviennent en début de saison sèche (décembre), rattachant alors ce bas plateau au domaine continental. A cette saison, les températures chutent encore plus nettement en plaine Mbaw, au point d'inverser la relation habituelle entre température et altitude. J.B. SUCHEL (47) signale des sin-

47. SUCHEL, J.B., 1988, t. 1, p. 507.

gularités comparables autour de plusieurs régions montagneuses. Il les attribue à des inversions de température, l'air sec se refroidissant rapidement au contact des hauteurs, puis s'écoulant par gravité vers les dépressions voisines. Un phénomène analogue se produit au pied des abrupts du mont Oku sur la plaine de Ndop (Babungo), avec des températures qui descendent à 9° et 8°.

A latitude méridionale, l'abaissement thermique en fonction de l'altitude reste peu sensible jusqu'à 1.000 mètres. Il ne se fait nettement sentir qu'au-dessus de 1.500 mètres. D'autre part, il se manifeste surtout en saison des pluies, lorsque toute la région baigne dans le même air océanique. Les calmes atmosphériques de la saison sèche sont propices à des coulées d'air froid qui provoquent des renversements "accidentels" de l'étagement thermique. En plus d'un net refroidissement des températures au-dessus de 1.500 mètres, les écarts thermiques se réduisent : il se produit un écrasement des maxima sur les minima, surtout en saison sèche.

Les hauts plateaux connaissent donc presque toujours des températures plus fraîches qu'aux gradins inférieurs de relief. Au-delà des moyennes, des situations extrêmes soulignent ce caractère climatique. Il est bien connu que la plantation de thé à Ndu (2.000 mètres) souffre, de temps à autre, de gelées nocturnes. A cette altitude, les maxima atteignent une moyenne de 22°, c'est-à-dire autant qu'à Jakiri. Mais celle des minima descend à 12°, soit 1° de moins qu'à la station précédente (48). A haute altitude, les minima se creusent plus vite que le gradient habituel. Des relevés thermiques font défaut au-dessus de 2.000 mètres mais J.B. SUCHEL suppose que les minima des plus hauts sommets oscillent entre 5 et 8° (49). Les gelées nocturnes ne seraient pas exceptionnelles au-dessus de 2.300 mètres.

48. idem, t. 3, p. 1.067.

49. idem, p. 1.041.

La majorité du cheptel séjourne sur les hauts plateaux en saison des pluies. La plus grande partie de l'année, les éleveurs connaissent des températures égales ou inférieures à 17° et des minima moyens de 14°. Or, à la même saison, l'humidité est à son maximum à haute altitude, en avoisinant ou dépassant les 90 % d'hygrométrie. Ces indices correspondent à un type de climat particulier, que J.B. SUCHEL qualifie de "tempéré".

D'un autre côté, bas plateau et plaine Mbaw conjuguent, une partie de l'année, des maxima mensuels thermiques de 28-29° avec une humidité relative de 60-65 %. Ces conditions reflètent un type de temps chaud et encore assez humide, propice à la prolifération des parasites du bétail.

Température et humidité de chaque station sont mis en relation, à l'aide d'un diagramme hygrothermique proposé par J.B. SUCHEL dans une tentative de classement écologique des climats du Cameroun (50). Il est illustré par les graphiques de deux "climogrammes", l'un pour les maxima et l'autre pour les minima. La zone comprise entre les deux climogrammes symbolise le battement extrême des conditions climatiques, chaque mois. Il est probable que les types de temps classés, dans le graphique, comme "chauds et humides" et, a fortiori, "étouffants" offrent de bonnes conditions à la prolifération de glossines, insectes vecteurs de trypanosomose bovine. Si la zone de battement se circonscrit aux cases numérotées 7 et 10 sur le graphique, il y a des chances pour que le secteur s'avère totalement insalubre au bétail. Si l'un des climogrammes s'inscrit dans ces types de temps, la salubrité n'est pas parfaitement assurée. Cependant, un couvert végétal artificiellement dégarni peut améliorer un contexte climatique peu favorable, par lui-même, à la salubrité pastorale.

50. idem, t. 2, p. 758.

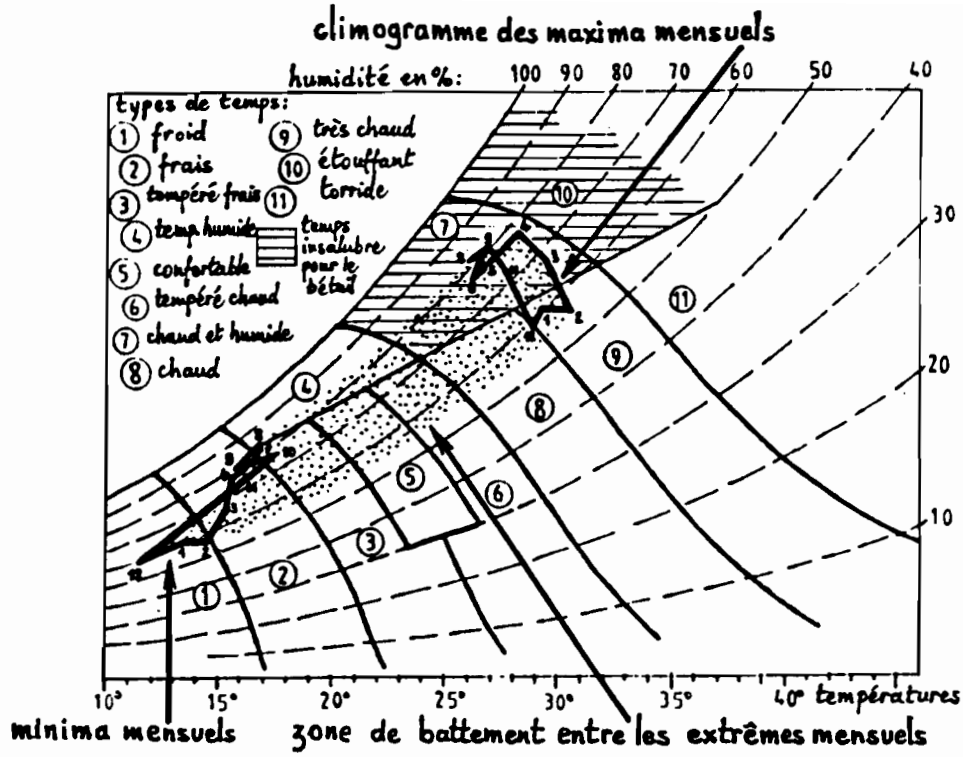


Fig. 54 : *Diagramme hygrothermique de Ntem (750 m)*

Le diagramme de Ntem démontre que le climat se montre partiellement propice au développement des parasites 9 mois sur 12 (fig. 54). La salubrité pastorale n'est garantie que de décembre à janvier, lorsqu'alternent temps froid et chaud, mais toujours relativement secs. Le reste de l'année, une partie des journées se montre chaude et humide. Ce type de temps favorise les insectes piqueurs, nuisibles au bétail. Les troupeaux ne peuvent paître tranquillement en plaine Mbaw, lors de la saison des pluies.

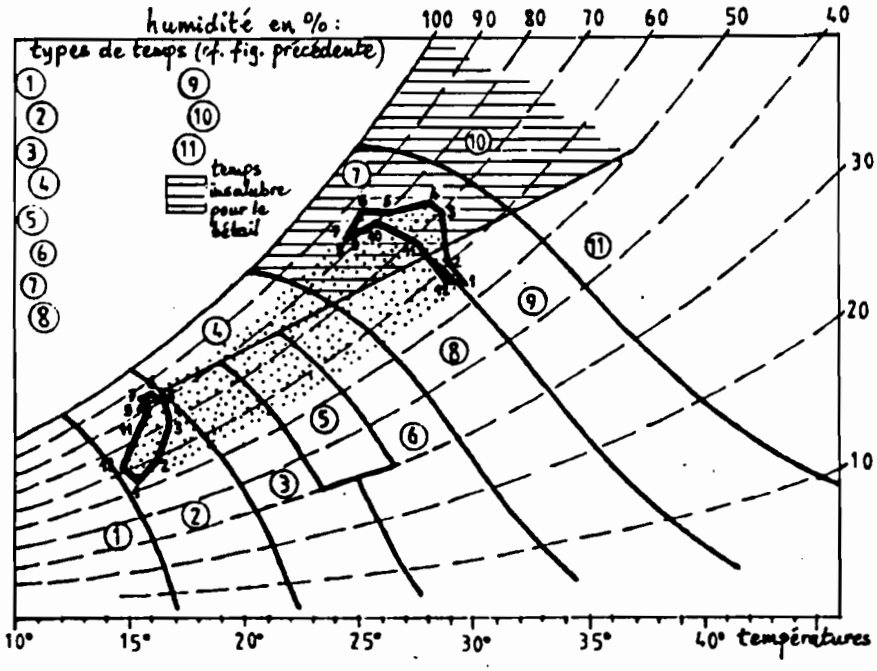


Fig. 55 : *Diagramme hygrothermique de Koundja (1.200 m)*

De façon étonnante, Koundja, pourtant à 1.200 mètres d'altitude, ne présente pas un diagramme très différent du précédent (fig. 55). Une nouvelle fois, la période salubre correspond à la saison sèche. De décembre à la fin de février, temps chaud (ou très chaud) puis frais se succèdent, mais jamais vraiment humides, ce qui semble freiner la prolifération des insectes piqueurs. Le reste de l'année, une partie des journées devient chaude et humide, donc pénible pour le bétail. Toutes choses égales par ailleurs, le climat du Bamoun se révèle alors à la limite de la salubrité pour l'élevage. Des moucherons, ***Bokaaji***, tournoient sans cesse autour des animaux, s'agglutinant autour des yeux ou sur le museau. Perturbés, énervés, les animaux ne paissent plus. Des éleveurs invoquent cet inconvénient pour expliquer leur réticence à stationner au Bamoun.

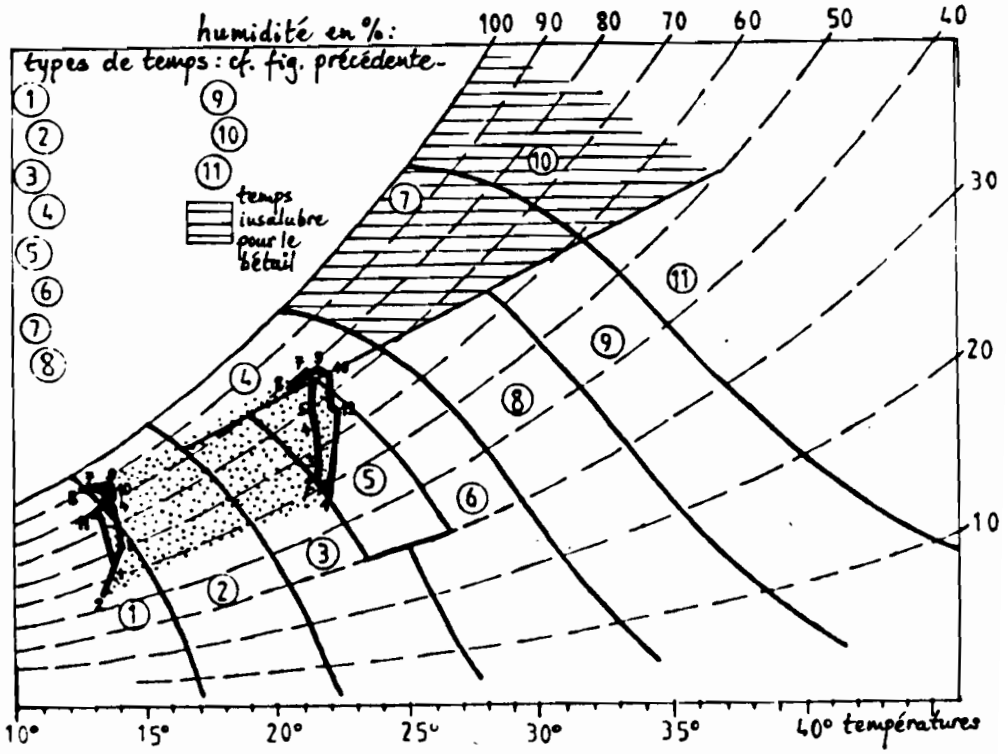


Fig. 56 : *Diagramme hygrothermique de Jakiri (1.800 m)*

Comme il est prévisible, le climat de Jakiri offre des conditions continuellement salubres au bétail (fig. 56). Le battement quotidien s'écarte, à longueur d'année, des types de temps chauds et humides. Durant la moitié de l'année, des températures froides, lors d'une partie de la journée, inhibent le développement des parasites. Cette constatation ressort également de l'expérience quotidienne des éleveurs et de la localisation des effectifs majoritaires de cheptel. Le diagramme hygrothermique d'une station de haut plateau confirme l'aptitude climatique de cet étage de relief à l'élevage.

Les températures isolent le climat des hauts plateaux par rapport à ceux des autres étages de relief. Les types de temps chauds et humides sont

inconnus au-dessus de 1.500 mètres. Aux altitudes moindres, le temps peut favoriser la prolifération d'insectes piqueurs, pendant une partie plus ou moins longue de l'année.

Climats et glossines

Les types de temps définis sur les diagrammes hygrothermiques proviennent d'un étalonnage établi par J.B. SUCHEL, à partir d'une gradation de situations de confort et d'inconfort humains. Ces appréciations restent subjectives. La sensation de temps chaud et humide suffit-elle pour définir les conditions climatiques idéales au pullulement d'insectes piqueurs ? Les données hygrothermiques favorables aux glossines se situent peut-être à des valeurs différentes du seuil 72 % d'humidité et 24° de température moyenne, repères qui s'accompagnent d'une impression de chaleur humide.

Discordances cartographiques

Il serait intéressant de confronter la classification écologique des climats, selon les étages de relief, avec la répartition des glossines. Mais aucune prospection entomologique systématique ne permet de préciser l'extension réelle des secteurs à glossines.

En 1965, P. HAWKINS et M. BRUNT suggèrent d'entreprendre une recherche en ce sens, afin de mieux déterminer les possibilités pastorales des plateaux (51). Les auteurs proposent cependant une limite approximative des glossines (52). En fait, elle suit fidèlement le relief, notamment le rebord des bas plateaux avec une exception, en plaine Mbaw, la limite glossinaire se décalant de plusieurs kilomètres au-delà de l'abrupt des plateaux. Les secteurs infestés connaîtraient presque toujours les types de temps classés chauds et humides par les auteurs, ainsi que ceux très chauds et relativement secs des basses plaines de Donga et de Katsina Ala. Les climats chauds et humides insalubres pour le bétail enveloppent les plateaux au nord et surtout à l'ouest.

51. « The exact limits of the tse-tse infested country should be established », p. 57.
52. map 10 : "The Bamenda area ; present land use".

Les auteurs reconnaissent l'incertitude de la limite proposée. Ils estiment que les abrupts, à la périphérie des bas plateaux, sont « presque certainement » infestés de glossines (53). Même en bas plateaux, ils admettent l'existence de poches de glossines; ce serait le cas au nord de Nyos.

53. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 56.

L'infestation des bas plateaux au nord du Bamenda soulève le plus d'incertitudes. En 1963, M.J.A. BROUWERS signale l'existence de tsé-tsé au milieu du plateau de Dumbo et dans la vallée de Katsina Ala. Au contraire, P. HAWKINS et M. BRUNT repoussent la limite d'infestation vers la frontière actuelle du Nigeria.

La situation de la plaine Mbaw reste également suspecte. Les auteurs cités écartent la limite des glossines à une vingtaine de kilomètres des abrupts de plateaux, au-delà de la zone de transhumance. Pour M.J.A. BROUWERS, quelques années auparavant, la plaine abritait des glossines, même en secteurs de transhumance. Aucune différence climatique n'explique le partage de la plaine entre une partie salubre et l'autre non.

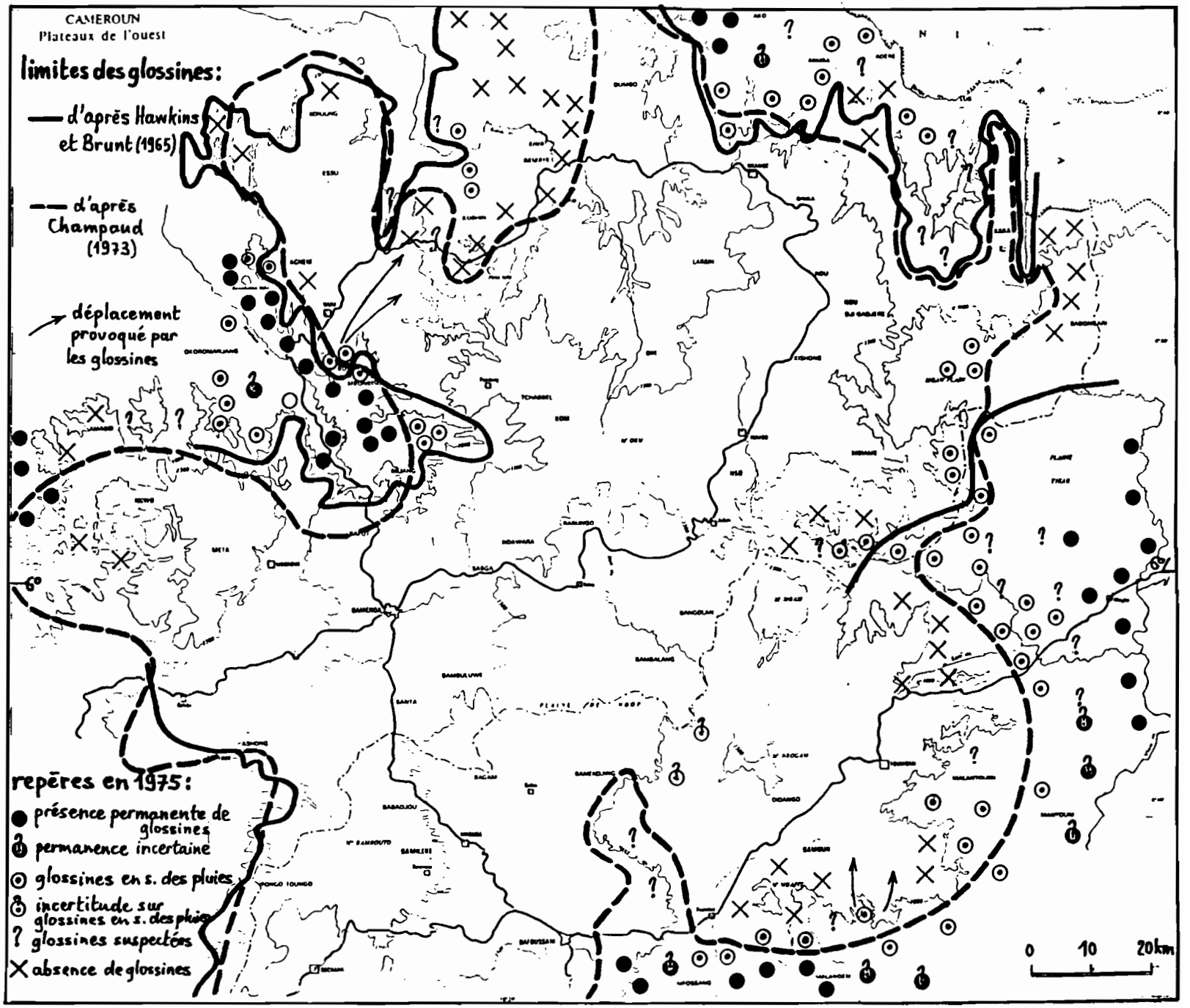


Fig. 57 :

Localisation probable des glossines autour des plateaux des Grassfields

Au début des années soixante-dix, J. CHAMPAUD propose une nouvelle limite des glossines autour des plateaux (54). Elle aussi se base sur le relief, en suivant à peu près la courbe des 1.000 mètres. Seule, la vallée du Noun favorise une "remontée" des tsé-tsé jusqu'aux abords de la plaine de Ndop. Quelques écarts se remarquent par rapport à la limite précédente (fig. 57).

54. CHAMPAUD, J., 1973, "Atlas régional Ouest 2", carte : "Elevage".

Au nord du Bamenda, J. CHAMPAUD retient les indications de M.J.A. BROUWERS pour une grande partie du plateau de Dumbo et la vallée de Katsina Ala. Seuls, les environs de Dumbo et les hauteurs en bordure du plateau seraient indemnes de glossines, jusqu'à la frontière du Nigeria.

Autour des plateaux Kaka, la limite glossinaire suivrait le tracé de la frontière. Dès lors, les plateaux des Grassfields seraient entourés de toutes parts de glossines. Au contraire, P. HAWKINS et M. BRUNT ouvrent l'espace salubre par les plateaux Kaka et la plaine Mbaw, en direction du Mambila et de l'Adamaoua. Leur interprétation est confirmée par la présence d'éleveurs camerounais, en saison des pluies, à proximité de la frontière. Par cet étranglement des hautes terres, les Grassfields se raccordent à un vaste ensemble de hautes terres exemptes de glossines.

Du côté des plaines du Mbam, J. CHAMPAUD admet un décalage entre la courbe des 1.000 mètres et la limite glossinaire. Les alvéoles de Mbaw et Lip, encadrées d'abrupts montagneux, seraient libres de glossines, ainsi que les retombées des plateaux. Sur la façade occidentale, ce serait souvent l'inverse. A la périphérie du plateau de Bafut et au nord des hauts plateaux Meta, les glossines accèderaient à des altitudes supérieures à 1.000 mètres. Cependant, à l'ouest de Batibo, elles seraient curieusement repoussées plus bas.

L'extension inégale des glossines, d'une façade à l'autre des plateaux, traduit l'opposition générale entre les versants humides et ceux qui se trouvent en situation d'abri par rapport aux vents de mousson.

Au contraste climatique s'ajouterait l'existence de deux espèces différentes de glossines. Les plaines du Mbam hébergent *Glossina fuscipes*, une glossine de forêt-galerie. Elle ne se disperse en savane qu'aux périodes humides de la saison des pluies. En saison sèche, elle s'éloigne peu des gîtes de forêt-galerie, ce qui restreint les moments d'attaque du bétail. Une infestation par cette espèce n'interdit pas absolument la présence de troupeaux, surtout en saison sèche. Au contraire, les plaines à l'ouest, notamment celles du bassin de Mamfe, serviraient d'abri à *Glossina palpalis*, beaucoup plus dangereuse pour le bétail.

Enfin, les glossines sont plus ou moins porteuses de trypanosomes. D'après M.J.A. BROUWERS, celles qui se tiennent au nord et à l'est des plateaux ne seraient pas infectées. Dès lors, elles piquent les animaux mais sans jouer un rôle de vecteur pour la maladie.

Le bétail affronte deux situations glossinaires, plus ou moins contraignantes selon la saison. Les cartes d'HAWKINS - BRUNT et de J. CHAMPAUD ne concernent que la saison des pluies. L'autre partie de l'année, il est probable que le contraste d'infestation s'accentue entre les façades des plateaux. Le diagramme hygrothermique de Ntem montre qu'en saison sèche, la plaine Mbaw devient salubre. Il n'est pas certain qu'il en soit ainsi, de l'autre côté des plateaux.

Les éleveurs et les glossines

Les auteurs précédents ont dressé des cartes de glossines d'après les indications, très fragmentaires, de quelques rapports, notamment ceux de M.J.A. BROUWERS. Les limites des glossines restent vagues et souvent discordantes, d'une carte à l'autre. Afin de les préciser, il est souhaitable de se référer aux témoignages des éleveurs eux-mêmes. Comme les animaux subissent les attaques des mouches tsé-tsé, ils connaissent les secteurs infestés, du moins aux environs de leurs parcours habituels (55).

Les éleveurs sont conscients du danger que représentent les glossines, ***silong***, distinguées des petites mouches, ***Bokaaji*** ou ***BeBooji***, qui pullulent autour des animaux en fin de journées chaudes. Le rôle vecteur des ***silong*** est reconnu dans la transmission de la trypanosomose bovine, désignée ***mbadawnDe*** ou simplement, ***pi'al*** : la fièvre. Les premiers éleveurs des Grassfields redoutaient fort la maladie ***mbadawnDe*** et répugnaient à emmener les troupeaux hors des secteurs reconnus comme salubres. Ils se tenaient donc nettement en deçà des savanes infestées. Plus tard, d'autres éleveurs n'ont pas hésité à prendre des risques et à pousser le bétail jusqu'aux domaines des glossines.

D'une façade à l'autre des plateaux, les informations recueillies auprès des éleveurs permettent d'esquisser une nouvelle carte des limites glossinaires. Recoupe-t-elle celle des climats ? Quelle interprétation les éleveurs avancent-ils de la présence des glossines : celle d'une barrière infranchissable au bétail ou d'une frange dangereuse mais pénétrable, à certains moments de l'année ? Des notations, relevées à plusieurs lieux, montrent combien la situation est fluctuante.

Les éleveurs signalent, à plusieurs reprises, combien la vallée de Metchum est dangereusement infestée de glossines. En fait, la situation apparaît très variable d'un secteur à l'autre, notamment en saison sèche. Des transhumants descendent aux environs de Bu, à 800-1.000 mètres, mais ne se risquent pas en bas de Mbinkas, à 600 mètres. A la fin des années soixante, un éleveur tente de transhumer le long d'un affluent de la Metchum mais, au retour, son troupeau est décimé par la trypanosomose. Dès lors, les éleveurs n'osent plus s'aventurer en bas de ces vallées. En aval, aux environs du lac Benakuma, des transhumants de Wum parcourent sans dommage les rebords du plateau, à 1.000 mètres. Mais les troupeaux se risquent peu en bas des abrupts : en fin de journée, des buffles, furieux de cette concurrence, repoussent les bovins vers le haut du plateau.

Au sud de la Metchum, l'infestation glossinaire serait moindre. Au début des années soixante-dix, des transhumants se mettent à descendre des plateaux Meta, vers les vallées de Mundum, Okoromanjang, jusqu'à Mukuru près de la Metchum. Bien qu'ils atteignent des altitudes de 500 à 600 mètres, ils ne perdent pas d'animaux par trypanosomose. Ils admettent la présence de tsé-tsé, mais peu nombreuses. Ceux qui déplorent des pertes se sont attardés trop longtemps en bas, en début de saison des pluies. L'infestation glossinaire serait plus dense en haute vallée de Metchum que dans son secteur moyen.

Dans les années soixante, des éleveurs ont tenté de s'installer, à longueur d'année, à proximité de Bu, sur le plateau de Wum. Bien que ces savanes soient à 1.200 mètres

55. Ils sont d'autant plus attentifs à cette menace que, dans la région, le service d'Elevage n'assure aucune protection contre la trypanosomose bovine. En Adamaoua, des campagnes trypanocides régulières ont longtemps permis aux éleveurs d'ignorer partiellement les menaces des glossines.

d'altitude, elles bordent le fossé de la Metchum. En saison des pluies, les animaux subissaient les attaques continuelles des tsé-tsé. Ils ne pouvaient paître qu'aux heures fraîches de la matinée. Rebutés par des pertes régulières, les éleveurs ont abandonné l'endroit. Ceux qui restent indiquent avec précision la limite d'insalubrité : elle mord sur quelques kilomètres le bord du plateau. En saison des pluies, tout le fossé de la Metchum devient insalubre. Les transhumants attardés en bas regagnent les plateaux de nuit, afin d'échapper aux piqûres des insectes et de profiter de la fraîcheur nocturne. L'insalubrité ne se cantonne pas au fossé mais déborde sur les hauteurs voisines.

Avec le retour des pluies, un climat chaud et humide règne dans le fossé de la Metchum. Des vents de mousson, ayant contourné les plateaux Meta, s'engagent dans cet entonnoir où, emprisonnés, ils déversent de grands abats pluviométriques. Quant aux températures, P. HAWKINS et M. BRUNT estiment qu'elles peuvent être aussi élevées qu'en plaine Mbaw, soit des moyennes de maxima comprises entre 26 et 31°. Des éleveurs appréhendent d'introduire leur bétail dans cette touffeur, même si les savanes offrent des fourrages plantureux.

Au nord des plateaux, la limite glossinaire décroche encore de la courbe des 1.000 mètres mais, cette fois, vers le bas. Les informations ne sont pas toujours concordantes. Les premiers éleveurs du Bamenda ne parcouraient le plateau de Dumbo qu'en saison sèche, et encore, de façon partielle. Redoutant le contact des glossines, ils ne s'écartaient guère des environs de Dumbo. Leur comportement correspond à la limite indiquée par J. CHAMPAUD.

Les éleveurs plus récents se sont départis d'une attitude aussi prudente, surtout en saison sèche. Tout en admettant l'existence de quelques glossines en galeries forestières, ils n'ont pas hésité à introduire des troupeaux sur les interfluves les plus larges. Leur succès a incité les initiateurs du ranch de Dumbo à supposer ces savanes exemptes de glossines. Cependant, les déboires d'une mortalité élevée dans les troupeaux du ranch sont peut-être liés à des gîtes de glossines qui subsisteraient en forêts galeries. Contrairement aux éleveurs, les bouviers du ranch ne prennent pas la précaution d'écarter les animaux des fonds de vallées.

Les éleveurs peuvent donc porter des appréciations divergentes sur la menace glossinaire. Cependant, si la question leur était posée, tous répondraient que la basse plaine de la Donga ne convient pas au bétail, surtout en saison des pluies. Les auteurs des cartes citées s'accordent également à l'exclure de l'ensemble indemne de glossines. Cela n'a pas empêché les autorités administratives de transférer en plaine des éleveurs expulsés par le ranch de Dumbo, en 1975. Malgré quelques traitements trypanocides, les animaux déplacés sont tombés malades. Plutôt que de perdre tout leur bétail, les bénéficiaires de l'opération ont préféré s'enfuir.

La plaine de Donga impose le climat le plus chaud autour des plateaux, avec des moyennes de maxima de 30 à 35°. Bien que P. HAWKINS et H. BRUNT qualifient ce climat de « relativement sec », le taux d'humidité atteint peut-être 80 % en saison des pluies. A cette période de l'année, chaleur et humidité ne sont guère compatibles avec la présence de bétail.

Sur la façade orientale, il devient encore plus difficile de distinguer précisément les secteurs salubres de ceux infestés en glossines. Les oscillations saisonnières prennent une grande ampleur.

En saison des pluies, le bétail ne peut se maintenir à faible altitude. Des appendices de plaine, enclavés dans les rebords de plateaux (vallée de Lure, Lip, Mbaw, Sabongari) sont réputés exempts de glossines. Il en serait de même au pied de tous les abrupts de plateaux. Dès lors, pourquoi des troupeaux n'y séjournent-ils pas ? En fait, des gîtes à glossines n'en seraient guère éloignés, faisant peser une menace sur l'élevage en plaine à cette époque de l'année.

En saison sèche, le contexte change complètement. La menace des glossines s'atténue et se cantonne au centre des plaines. Seuls, les abords du Mbam et de la Mapé, aux environs de Magba, resteraient dangereux pour le bétail. Cependant, les avis divergent quant à l'étendue de la zone accessible. Elle couvre le pourtour des plaines, à partir du pied des plateaux mais selon une largeur variable. Si la plaine Mbaw s'ouvre complètement au bétail, ce n'est pas le cas de toutes les plaines du Mbam et encore moins du revers sud du plateau Bamoun. Plus la latitude devient méridionale, plus l'espace libéré par les glossines, en saison sèche, se rétrécit en une frange étroite au pied des plateaux.

L'altitude des secteurs glossinaires en saison sèche varie du nord au sud. Au centre des plaines du Mbam, les foyers à glossines autour de Magba ne sont qu'à 700 mètres. Au contraire, au sud du Bamoun, des savanes situées à 1.000 mètres restent dangereuses pour le bétail transhumant. L'altitude des gîtes permanents de glossines se relève donc du nord au sud, de la plaine Mbaw au bassin du Noun.

Soumise à des cycles saisonniers d'extension et de recul, l'infestation glossinaire évolue également dans le temps. D'après les éleveurs du Bamoun, des glossines se maintenaient au sud du plateau, au début des années cinquante, à des altitudes de 1.100-1.200 mètres. Vingt ans plus tard, elles ont disparu et des troupeaux stationnent à ces endroits. Mais ils appartiennent à des éleveurs nouveaux venus, moins soucieux des menaces glossinaires que les anciens.

Il en est de même en plaine : la zone libérée par les glossines en saison sèche s'élargit avec les années. Lors des années soixante, les transhumants descendaient seulement au pied des plateaux. Quinze ans plus tard, ils s'avancent au centre des plaines. Ceux descendus du Bamoun passent au-delà de la rivière Mvi (Bui) ou longent le Mbam près de Mantoum.

Cependant, la pénétration des transhumants en plaine ne se moule pas exactement sur la répartition des glossines. Les pointes des avancées saisonnières du bétail ne dessinent pas nécessairement, a contrario, la ligne de recul des glossines. D'anciens secteurs de transhumance, au pied des plateaux, sont devenus surchargés en bétail. Confrontés à un manque d'herbe, des transhumants n'hésitent pas à pousser les troupeaux au centre des plaines, quitte à pénétrer momentanément en secteurs glossinaires. Après un court séjour, des animaux rentrent malades mais les éleveurs escomptent une guérison rapide en haut des plateaux.

Alors que les premiers éleveurs, par crainte des glossines, se tenaient en deçà des possibilités pastorales des plateaux, les pratiques actuelles en tirent profit à l'extrême. Cette façon de prendre volontairement des risques avec la santé du bétail est d'autant plus remarquable qu'aucune assistance vétérinaire n'est assurée contre la trypanosomose bovine. Certes, des

médicaments circulent sur les marchés et des éleveurs recourent aux recettes d'une pharmacopée végétale. Mais la pratique pionnière de l'espace entraîne parfois des accidents. Des transhumants s'aventurent trop loin ou restent trop longtemps en secteur glossinaire, la maladie se déclare au retour et les plateaux ne permettent pas aux animaux de se remettre en état. C'est souvent le cas du plateau Bamoun, d'altitude sans doute insuffisante pour remplir un rôle curatif tout à fait efficace.

Des échecs surviennent également en saison des pluies. De nouveaux venus s'installent à des endroits libres, à la périphérie de l'aire d'élevage. Bien que suspectés insalubres, ces lieux offrent des pâturages abondants. Au terme de quelques années de séjour, des pionniers sont contraints de se replier à des altitudes plus élevées : les pertes provoquées par la trypanosomose bovine ont excédé le bénéfice procuré par l'abondance des fourrages. Avancées et reculs se succèdent ainsi au sud du Bamoun, le long d'une "ligne de résistance" des glossines.

Au sud du Bamoun, les glossines ont certes reculé récemment mais elles s'accrochent encore à 1.000 mètres d'altitude. De Mfossang à Malanden jusqu'à la vallée du Noun, les galeries forestières servent d'abri à des glossines, à des altitudes plus élevées que celles des plaines du Mbam. Comment rendre compte de cet écart altitudinal ?

Le climat du revers méridional du plateau Bamoun comporte peut-être une nuance plus humide que celui des plaines du Mbam. Cependant, la pluviométrie annuelle de Foumbot (1.720 mm) ne confirme pas cette hypothèse ; elle relève plus d'un climat d'abri que d'une façade pluvieuse. L'explication est ailleurs : les glossines des plaines du Mbam sont des espèces de galeries, à écologie étroite, tandis que celles du bassin du Noun seraient des *Glossina palpalis*, plus ubiquistes. Au recul sensible d'une espèce de rivière s'oppose l'ancrage plus solide d'autres glossines, en milieux presque similaires.

Les glossines ne menacent donc que les compartiments de relief les moins élevés. En saison des pluies, leur plafond altitudinal varie entre 800 et 1.000-1.100, voire exceptionnellement 1.200 mètres. En saison sèche, il descend à 700 et parfois jusqu'à 500 mètres. Tous les étages de relief qui excèdent ces altitudes sortent de l'emprise des glossines. Elles ne se répandent largement que sur les plaines périphériques. Quant aux bas plateaux, ils se trouvent juste à la limite écologique des glossines, notamment les moins élevés, comme celui de Dumbo. Beaucoup de témoignages d'éleveurs attestent qu'autrefois, c'est-à-dire lors des décennies trente et quarante, les bas plateaux de Wum et de Dumbo abritaient des foyers de glossines en saison des pluies. Même le plateau Bamoun n'en était pas totalement épargné. Depuis lors, un assainissement presque général de ces plateaux est survenu. Seules, quelques franges tabulaires comportent encore des risques pour le bétail.

Grâce à l'influence de l'altitude, l'essentiel des plateaux de l'Ouest-Cameroun échappe donc depuis longtemps aux glossines. Cette région d'élevage jouit d'une réputation de grande salubrité auprès des éleveurs, notamment ceux des plaines de la Bénoué, au Nigeria. Mais des études

récentes ont montré que les troupeaux stationnent désormais à de faibles altitudes, de l'autre côté de la frontière. Apparemment, le handicap glossinaire ne s'impose plus comme une contrainte majeure.

Pourtant, il suffit d'écouter des migrants, en provenance de ces plaines, pour se rendre compte que l'élevage à basse altitude n'est pas encore une panacée.

> Un éleveur rencontré près de Lassin s'est déplacé de Takum, au-delà de la frontière. Il est resté 5 ans là-bas, en plaine, de l'autre côté de la grande rivière Donga. Ses animaux disposaient de beaucoup d'herbe, « *mais il y avait des tsé-tsé ; des vaches avortaient, d'autres crevaient. Si j'étais resté à Takum, j'aurais fini par perdre tout mon troupeau.* » La frontière franchie, le migrant monte à 1.300 mètres, au centre du Bamenda. Deux ans après son arrivée, il est redevenu optimiste : « *ici, je vois que les vaches sont en bonne santé, elles sont guéries : na'i yamDi. Alors, je commence à cultiver et j'ai l'intention de m'installer.* »

Le climat des plateaux affranchit les éleveurs d'une lourde hypothèque. Cependant, il est possible que le climat n'explique pas, lui seul, la salubrité pastorale des Grassfields. A des altitudes de 1.000 à 1.200 mètres, la menace glossinaire ne cesse pas de peser sur l'élevage en Adamaoua, depuis plusieurs décennies. L'occupation agricole plus dense des plateaux de l'Ouest-Cameroun assainit probablement le milieu en faveur de l'élevage.

Climat et tiques

Les climats montagnards tropicaux sont bénéfiques à l'élevage, non seulement du point de vue des glossines, mais également d'autres insectes hématophages, notamment les tiques. Les tiques imposent une contrainte souvent sous-estimée pour l'élevage en savanes. Plus le contexte climatique devient humide, plus les tiques ont tendance à pulluler. Cela entraîne un surcroît de travail pour les éleveurs, conséquence immédiate et quotidienne de leur insertion en milieu humide. De façon moins évidente mais tout aussi fondamentale, le problème des tiques conditionne les rapports que les éleveurs entretiennent avec l'espace.

Contraintes des tiques pour l'élevage

Les tiques n'interdisent pas la présence du bétail zébu de manière aussi astreignante que les glossines. Toutes ne présentent pas un danger pour les animaux. Surtout, les éleveurs peuvent intervenir et diminuer la densité d'infestation par un détiquage régulier (56). Cependant, une prolifération de tiques dangereuses risque d'excéder la capacité de travail dont dispose chaque éleveur. Dès lors, des menaces sanitaires, aussi graves que la trypanosomose, pèsent sur le troupeau.

L'importance pastorale des tiques devient sensible sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. En certains secteurs, les éleveurs y font constamment allusion. Ils mettent surtout en cause les grosses tiques, de couleur mordorée

56. D'après certains auteurs (GOUROU, P., 1970, "L'Afrique", p. 240), un détiquage naturel des animaux est assuré par les vrais oiseaux pique-boeufs, les *Buphagas*. Mais ceux des hauts plateaux se nourrissent surtout de sang. Ils s'agrippent aux poils des animaux dont ils percent la peau, à coups de bec acéré. Des animaux présentent ainsi de larges plaies à vif. Le témoignage d'un Mbororo (BOCQUENE, H., "Moi, un Mbororo ; Ndoudi Oumarou", p. 47) insiste sur le caractère nuisible de ces oiseaux (*sarwaanDu*) pour les bovins.

à l'état adulte, les ***kooti*** (*Amblyomma*). Les éleveurs savent que ces parasites du bétail, non extirpés à temps, provoquent ***gunya*** : la dermatophilose (ou streptothricose). La maladie se caractérise par des lésions cutanées, évoluant en croûtes sur le dos. Lorsqu'elles se généralisent, l'animal est condamné. En revanche, les Mbororo n'établissent pas de lien direct entre les parasites et ***ngaBBu*** : la cowdriose (ou rickettsiose), qu'ils identifient pourtant, d'après des manifestations nerveuses spectaculaires. Il est vrai que la maladie reste relativement rare, surtout en hauts plateaux.

D'autres tiques prolifèrent sur les Grassfields, les ***ducce*** : *Boophilus*, souvent de couleur blanche. Curieusement, les éleveurs n'y prêtent guère attention, estimant qu'elles ne sont pas nuisibles aux animaux. Il est pourtant établi par les scientifiques que les *Boophilus* sont les agents de transmission de la babésiose (ou piroplasmose), une maladie du bétail souvent mortelle. Les Mbororo des Grassfields affirment qu'autrefois, cette maladie n'existait pas dans la région. Ses premières manifestations remontent aux années soixante-dix ; elle provoqua tout de suite de graves pertes au sein de quelques troupeaux. Depuis lors, la maladie est devenue enzootique, surtout en bas plateaux. Elle tend à se propager parmi les troupeaux des hauts plateaux, par exemple aux environs de Nkambe en 1980, causant encore des pertes de bétail.

Les éleveurs identifient cette maladie par l'émission d'urine sanguinolente et, de ce fait, ils la désignent ***sillugo i'am*** : le fait d'uriner du sang (57). Bien qu'ils la redoutent au plus haut point, ils ne sont pas conscients de sa relation avec les tiques *Boophilus*. Tous les anciens éleveurs du Bamenda la mettent sur le compte de l'arrivée de nouveaux éleveurs, en provenance du Nigeria. Ils ont constaté que l'irruption de babésiose a coincidé avec l'arrivée et le séjour d'éleveurs dits Akou. ***Aku ngaddi nyaw pi'e sammoore:*** *« ce sont les Akou qui ont apporté la babésiose. »* Plusieurs tentatives personnelles d'explication du rôle vecteur des *Boophilus* se sont révélées vaines. Les éleveurs rétorquent qu'autrefois, les tiques existaient, sans s'accompagner pour autant d'incidence pathologique.

57. Il semble que plusieurs dénominations concernent la même maladie : ***sammoore***, terme employé au Sud-Bamenda et ***kenye***, dans la région de Nkambe.

Les éleveurs de hauts plateaux remarquent que la babésiose se déclare à l'issue du séjour des troupeaux à basse altitude, en transhumance. Certes, ils n'ignorent pas que les tiques sont plus nombreuses en plaine qu'en hauts plateaux. Mais, pour eux, il n'existerait pas de liaison de cause à effet entre les deux phénomènes. La babésiose serait une sorte de maladie contagieuse, transmise par les animaux des nouveaux venus.

Cette maladie du bétail finit par envenimer les relations entre les éleveurs, les anciens et les nouveaux. Craignant pour la santé des animaux, les premiers refusent de coexister avec les seconds. Chaque groupe se réserve, non sans mal, des pâturages vaguement définis et éloigne ses troupeaux des autres. La maladie se déclarant souvent en plaine, des éleveurs de hauts plateaux se refusent désormais à envoyer les troupeaux en transhumance. Ce faisant, des pâturages portent du bétail à longueur d'année, au risque de se dégrader.

Les graves soupçons qui accompagnent cette maladie du bétail contribuent à diviser la population pastorale. Tous les anciens éleveurs accu-

sent les Akou d'avoir introduit la maladie, dite également *nyaw na'i akuuji: « la maladie des vaches de race akou. »* Le contentieux est solidement ancré dans la conscience collective ; *na'i aku DuuDDi nyaw : « les vaches akou ont beaucoup de maladies. »* Comment rendre compte de la rumeur et des accusations qu'elle colporte ?

Ecologie des tiques et pratiques pastorales

Bien que les éleveurs ne soupçonnent pas le rôle nocif des *Boophilus* et que les bergers refusent de les enlever, ce sont elles qui font peser, actuellement, la menace la plus grave sur les troupeaux des Grassfields. Presque tous les Mbororo admettent, en effet, que la babésiose est devenue la maladie la plus meurtrière.

Ambivalence des petites tiques. La station zootechnique de Bambui, près de Bamenda, a étudié la fréquence des tiques sur les bovins. En 1972, un comptage quotidien sur des troupeaux situés à 1.600 et à 2.000 mètres a permis de dresser un petit graphique de fréquence (58). L'importance du parasitisme varie en fonction du profil pluviométrique, avec des maxima en juin ou juillet. L'infestation est plus forte à 1.600 qu'à 2.000 mètres. Bien que les comptages de la station ne le précisent pas, il est probable qu'il s'agit des grosses tiques *Amblyomma*.

58. BOUTRAIS, J., 1973, "Deux études en zone tropicale humide...", fig. 25.

De 1983 à 86, de nouvelles investigations sont entreprises à Bambui, de façon à mieux cerner la dynamique saisonnière du parasitisme. Les comptages sont affinés par genre et même par espèce de tiques, ce qui se révèle fort utile pour comprendre l'épidémiologie de la babésiose (59). Les dénombrements se succèdent à quatre endroits, aux environs de Bambui-Bamenda et de Nkambe. Les derniers sont les plus intéressants car ils sont menés, à peu de distance, à des altitudes différentes. Le graphique reprend les résultats pour les sites extrêmes : à 1.700 mètres et à 1.000 mètres seulement (fig. 58).

59. MERLIN, P. et al., 1987, "Dynamique saisonnière de l'infestation des bovins par les tiques sur les hauts plateaux de l'ouest du Cameroun."

La fréquence hebdomadaire des tiques sur les animaux est mise en corrélation avec le diagramme pluviométrique de Nkambe. Il est probable que la variation saisonnière des tiques résulte également d'inflexions dans les températures mais leur relevé manque sur place. La fréquence des tiques est inégale selon l'altitude : la moyenne annuelle s'élève à 59 par semaine et par animal à 1.000 mètres tandis qu'à 1.700 mètres, elle se réduit à 15 (60). L'écart s'élargit en saison des pluies et en début de saison sèche puis s'amenuise en fin de saison sèche (mars-avril). Certes, le maximum d'infestation survient lors du mois le plus pluvieux, en août, mais la fréquence des tiques dépend davantage de l'humidité de l'air que des précipitations. En début de saison sèche, le nombre de tiques diminue lentement, alors que l'arrêt des pluies est brutal. Inversement, en début de saison des pluies, la vague d'infestation ne s'amorce que tardivement. Une baisse d'infestation, en septembre-octobre, provient sans doute d'un rafraîchissement des températures. Le degré d'hygrométrie reste propice au développement des larves mais un faible ensoleillement se traduit par une baisse défavorable des températures au sol. En début de saison sèche, un ensoleillement plus fort réchauffe le sol et réactive le pullulement des petites tiques.

60. Ces moyennes assez faibles proviennent sans doute d'un léger détiquage des *Boophilus*. Les mêmes auteurs signalent une infestation beaucoup plus forte à Bambili, pourtant à 2.000 mètres: 215 tiques par semaine! Les éleveurs de Bambili confient leurs troupeaux à des bergers salariés qui n'enlèvent pas les petites *Boophilus*.

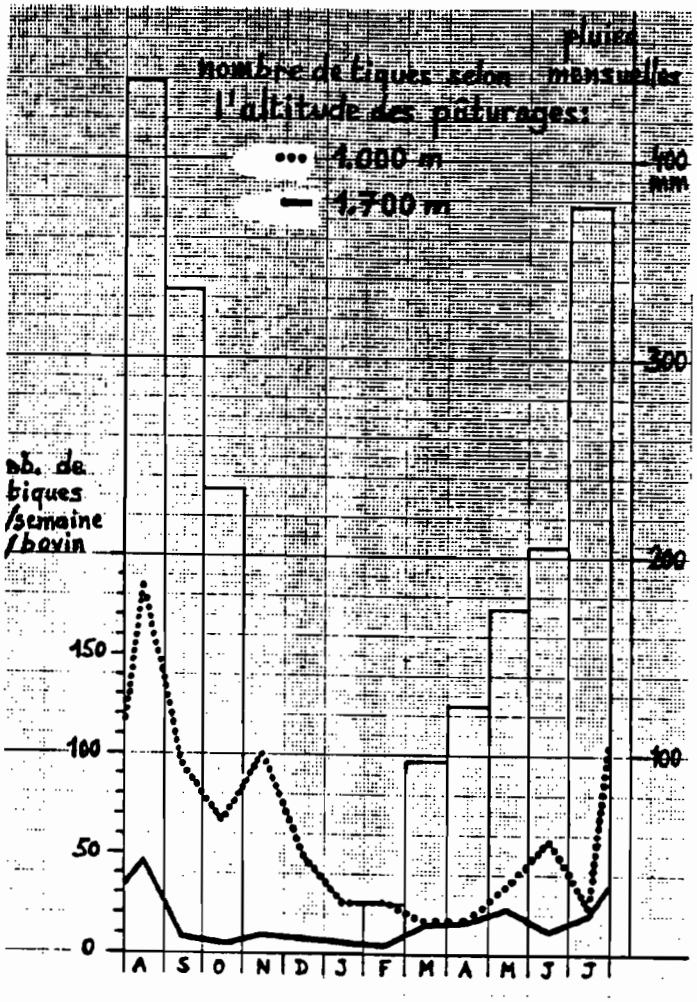


Fig. 58 : *Fréquence des petites tiques, à deux altitudes, près de Nkambe.*

Le contraste climatique entre hauts et bas plateaux entraîne donc des densités inégales d'infestations. Lorsque les troupeaux de hauts plateaux descendent en transhumance, en novembre-décembre, ils entrent dans un milieu à parasitisme élevé et ils s'exposent à la maladie transmise par ces tiques.

Cependant, l'écologie différentielle des tiques n'explique pas tout. Pourquoi les animaux des nouveaux venus, qui séjournent à longueur d'année à des altitudes voisines de 1.000 mètres, ne paient-ils pas, a fortiori, un lourd tribut à la babésiose ? Essentiellement, par suite de l'acquisition d'une immunité. Des zébus, soumis régulièrement à une infection en *Babesia*, lors des prises de sang effectuées par les tiques, émettent des anticorps qui peuvent passer dans le colostrum, transmettant au veau une immunité. La résistance naturelle des très jeunes animaux se transforme en prémunition lorsqu'ils subissent, à leur tour, une infection. La prémunition des bovins est entretenue à la faveur d'infections répétées à un intervalle d'un à deux ans (61).

61. BLOOD, D.C. et HENDERSON, J.A., 1971, "Médecine vétérinaire."

Les troupeaux qui séjournent en bas plateaux, étant soumis à des attaques régulières et massives de tiques, ont développé une résistance qui les rend pratiquement indemnes de babésiose. Au contraire, ceux des hauts

plateaux évoluent, une grande partie de l'année, dans un milieu presque dépourvu de *Boophilus*. Ils n'acquièrent pas, dès leur jeune âge, une prémunition à la maladie. Lors de la descente en transhumance, ils entrent dans un milieu à forte densité de petites tiques et deviennent réceptifs à la babésiose. La maladie fait des ravages chez les troupeaux transhumants, alors que les autres n'en souffrent presque pas.

Des pertes aussi sélectives suscitent l'amertume de ceux qui les subissent. Les éleveurs en hauts plateaux interdisent aux animaux survivants de retourner en transhumance ; réaction compréhensible mais sans doute négative. Les animaux survivants perdent la prémunition qu'ils viennent d'acquérir, à l'occasion de leurs contacts avec les *Babesia*. Lorsqu'ils seront confrontés, plus tard, à un nouvel accès de parasitisme, ils seront redevenus fragiles.

L'absence de détiquage des *Boophilus*, adoptée par les éleveurs de Bambili, en haut de Bambui, apparaît comme une démarche rationnelle. Pour lutter contre la babésiose, il ne conviendrait pas d'éradiquer la tique vectrice, objectif assez illusoire. Il serait plus indiqué de laisser se développer à haute altitude, un certain degré d'infestation en *Boophilus*, de façon que les animaux développent, eux aussi, un état de prémunition.

Cependant, le problème est plus complexe. Sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, les *Boophilus* comprennent deux espèces. Elles infestent les animaux de façon simultanée mais en se partageant selon l'altitude. La petite tique blanche *B. decoloratus*, fréquente à la fois à haute et à basse altitude, transmet rarement les germes de la babésiose. L'autre espèce, *B. annulatus*, prolifère à moins de 1.300 mètres et se comporte, au contraire, comme le principal vecteur de *Babesia* (62).

62. MERLIN, P. et al., 1987, p. 136.

Cette répartition éclaire la différence de sensibilité à la maladie entre troupeaux de hauts et de bas plateaux. Les premiers, évoluant au contact de *B. decoloratus* rarement infectés, n'acquièrent pas d'immunité. Dès qu'ils descendent en transhumance, ils rencontrent *B. annulatus* qui leur transmet des *Babesia* auxquels ils réagissent vivement. La maladie risque d'évoluer rapidement vers la mort.

Il est probable qu'autrefois, les *B. annulatus* de bas plateaux n'étaient pas infectés de germes de babésiose. Parmi les arrivages récents de troupeaux en provenance du Nigeria, des animaux, tout en ne manifestant pas les signes cliniques de la maladie, se trouvaient porteurs. Les *B. annulatus* de la région se sont infectés en prélevant le sang de ces bovins. L'infection est presqu'irrémédiable : les germes de babésiose présentent, en effet, la particularité de persister sur plusieurs générations de tiques, en passant par les oeufs (63).

63. BLOOD, D.C. et HENDERSON, J.A., 1971.

Les éleveurs de hauts plateaux ont raison de redouter la descente des troupeaux à moindre altitude. De même, ils n'ont pas tort d'attribuer à l'arrivée de troupeaux issus d'un autre contexte pastoral, la dégradation de la situation sanitaire, scandée par des babésioses catastrophiques. Même s'ils ne discernent pas le rôle vecteur joué par les petites tiques, leur pratique s'avère rationnelle.

Il y a peu de temps, la prophylaxie des babésioses consistait en une éradication des tiques vectrices. A présent, les positions sont inversées,

surtout pour l'élevage traditionnel. Les spécialistes n'envisagent plus une lutte acaricide systématique contre les *Boophilus* (64).

64. MERLIN, P. et al., 1987, p. 139.

Même les *B. annulatus* seraient à préserver en bas plateaux, de façon à provoquer une prémunition naturelle des bovins. Selon cette logique, les troupeaux des hauts plateaux devraient multiplier les incursions et les séjours à basse altitude. La tentation de replier les animaux à haute altitude n'est qu'une solution à court terme. Dès qu'ils entreprennent une descente, ils risquent d'être décimés par la maladie. Une transhumance irrégulière, un changement des pâturages de basse altitude, donc de grandes variations dans les contacts des animaux avec les petites tiques, peuvent entraîner de lourdes pertes.

Dans ce contexte, la meilleure pratique pastorale consiste à transhumer régulièrement à basse altitude, à faire entrer les animaux au contact des *Boophilus* de bas plateaux. Solution écologique d'adaptation mais qui n'exclut pas des accidents, si elle n'est pas gérée de façon progressive. A ce moment-là, le recours à un remède antibabésien s'impose d'urgence. L'avis du vétérinaire rejoint alors la connaissance empirique des éleveurs : ***na'i amin mboowaay pi'e aku, sey to min sooda lekki ooli, min tuffa, waDa daama ; bone holliti min*** : *« nos vaches ne peuvent supporter la fièvre akou (la babésiose) ; il nous faut acheter du Bérénil, faire une injection, alors ça va mieux ; dans le malheur, nous avons appris ce qu'il fallait faire. »*

65. MERLIN, P. et al., 1987, "Efficacité du Chlorfenviphos dans la lutte contre les tiques des bovins du Nord-Ouest du Cameroun."

Des ennemies déclarées, les grosses tiques. Les éleveurs concentrent leurs efforts sur le détiquage des *Amblyomma*. Les animaux, même soumis à des infections répétées, ne développent pas d'immunité contre la cowdriose ni la dermatophilose, maladies transmises par cette espèce de tiques. Tout au plus, les zébus de race blanche ont-ils la réputation d'être plus résistants aux tiques que les zébus rouges et, a fortiori, que les races originaires de pays tempérés.

66. MERLIN, P. et al., 1986, "Dynamique saisonnière de l'infestation des bovins par les tiques (Ixodoidea) dans les hauts plateaux de l'Ouest du Cameroun : étude de trois sites autour de Bamenda pendant un an." La fréquence d'infestation en savanes de basses altitudes, au centre du Nigeria, évolue selon un profil semblable. Elle baisse brusquement à partir de juin-juillet, au plus fort de la saison des pluies (CIPEA, 1986, "Livestock systems research in Nigeria's sub-humid zone").

Ecologie. Par des enquêtes remarquables aux Grassfields, P. MERLIN a montré que le cycle des *Amblyomma* s'étale sur une année. La période des larves intervient de septembre à février, celle des nymphes surtout de février à avril ; ensuite, celle des adultes se prolonge de mars à août. A partir de mars, les adultes prolifèrent de façon soudaine en bas plateaux. Cette vague parasitaire est atténuée et retardée en hauts plateaux (fig. 59). Son déclenchement correspond à une remontée de l'humidité, corrélative au retour des pluies, accompagnée d'un réchauffement des températures à la surface du sol. A partir de mars, des foyers de cowdriose éclatent, surtout en bas plateaux. Ils coïncident avec le pullulement des tiques adultes (65). De même, la dermatophilose est une maladie de saison des pluies.

Alors que la densité des *Boophilus* culmine au plus fort de la saison des pluies, celle des *Amblyomma* se réduit brutalement, lors des mois très pluvieux. Cette diminution correspond à une inflexion des températures au sol, en milieu de saison des pluies mais également à une accentuation des précipitations. P. MERLIN (66) interprète cette distribution saisonnière comme typique des régions d'altitude. Pourtant, les populations de tiques chutent encore plus nettement en bas plateaux qu'à haute altitude.

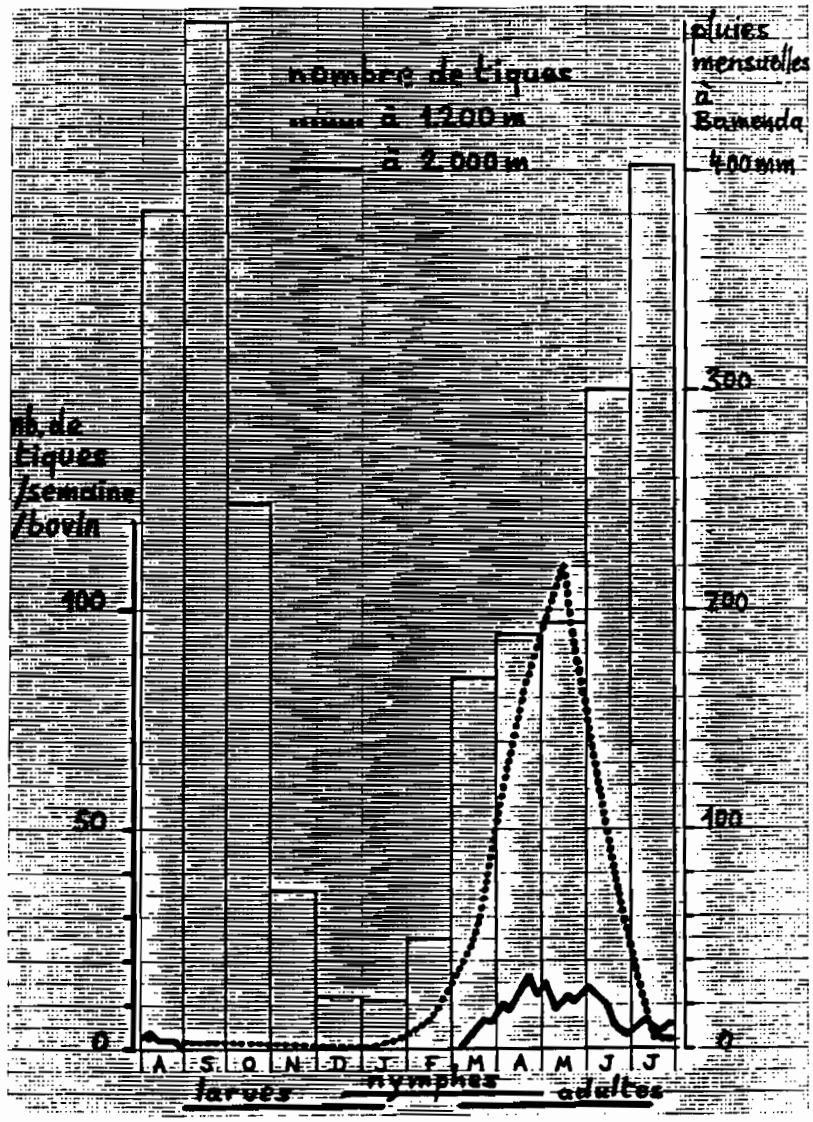


Fig. 59 : ***Fréquence des grosses tiques, à deux altitudes, près de Bamenda.***

La menace des *Amblyomma* pour l'élevage se fait donc sentir de façon saisonnière. Les larves se fixent peu sur les grands mammifères. Les nymphes s'attachent de préférence sur les bovins mais elles restent peu infectantes, les larves ne s'étant pas contaminées auprès du gros bétail. Le danger se précise à mesure que les prélèvements de sang augmentent, des nymphes aux adultes.

L'allongement du cycle sur une année semble dû à des températures au sol relativement faibles en saison des pluies. Le ralentissement des phases de reproduction se manifeste surtout à haute altitude. En bas des plaines Mbaw ou de Donga, les températures sont plus élevées en saison des pluies, ce qui accélère le cycle des tiques.

Le détiquage. Les éleveurs interviennent contre la prolifération des *Amblyomma* par un détiquage manuel *(teBa)* des animaux. La tique est pincée entre deux ongles et arrachée d'un coup sec. Il faut intervenir rapidement pour éviter qu'elle s'incruste en enfonçant profondément ses mandibules. Lors du détiquage, elles resteraient dans la peau de l'hôte, provoquant une infection.

Lors de son enquête, P. MERLIN a essuyé le refus des éleveurs de Nkambe de détiquer les animaux seulement une fois tous les 15 jours, périodicité prévue dans le protocole de sa recherche. L'auteur soutient qu'un détiquage hebdomadaire mais rigoureux serait plus efficace qu'un passage au jour le jour et partiel. Certes, mais le détiquage manuel est plus facile lorsque la tique vient juste de se fixer. Une fois incrustée dans la peau, il est difficile de l'extirper en entier.

Au fur et à mesure de l'opération, les tiques sont enfermées dans une petite boîte de conserve hermétique. Ensuite, le récipient est mis à "mijoter" dans la braise d'un feu. D'après les éleveurs, c'est la seule manière de tuer les tiques adultes avec certitude. Grâce à leur carapace, elles résisteraient à toute tentative de les écraser sous le pied.

Le détiquage d'un gros troupeau représente un travail astreignant, en début de saison des pluies. En bas plateaux, l'éleveur tente d'endiguer l'explosion des tiques, à partir de mars. Tous les membres de la famille, y compris femmes et jeunes filles, sont mobilisés pour cette tâche urgente. Elle dure jusqu'à une heure avancée de la matinée, aux dépens du temps de la pâture. L'importance des travaux de détiquage est commune à tous les éleveurs en savanes humides.

Seuls, les éleveurs des hauts plateaux se trouvent largement dispensés de cette corvée, grâce à la faible densité d'*Amblyomma*. Avec l'absence de glossines, c'est un avantage pastoral décisif. Il explique la concentration initiale des éleveurs aux altitudes les plus élevées. A 2.000 mètres, ils reconnaissent : ***haa caBBal, kooti walaa ; amma to Di dirti, Di wadda kooti:*** *« en haut plateau, il n'y a pas de tiques ; mais si les vaches descendent, elles apportent des tiques. »* Dispensés de la corvée du détiquage, les éleveurs des hauts plateaux coulent une existence agréable en saison des pluies, lorsque le lait redevient abondant. Comme l'observe l'un d'entre eux : ***caBBal, Dum siutaare tan*** *: « en haut plateau, l'on ne fait que de se reposer.»* Début avril, en pleine période d'assaut des tiques à basse altitude, les éleveurs d'en haut se préoccupent rarement de leurs animaux.

La rareté des tiques en altitude n'enferme pas l'essor du cheptel dans les limites de la force de travail familiale. Pour une région d'élevage isolée, sans grandes possibilités de recrutement de bergers salariés, l'avantage joue pleinement. Après l'arrivée des Mbororo, les troupeaux, disposant de pâturages abondants à haute altitude, s'agrandissaient régulièrement. L'intervention humaine restait suffisamment lâche pour que le travail par animal ne freine pas l'augmentation des effectifs. Dans les années quarante, un seul gardien avait parfois la charge de plusieurs centaines d'animaux. Plus tard, les risques de dégâts agricoles, l'appauvrissement des pâturages d'altitude et l'accentuation des ventes de bétail ont contenu sérieusement, sinon inversé, la dynamique du cheptel.

Les fluctuations saisonnières des tiques et leur rareté à haute altitude commandaient autrefois le rythme de la transhumance. Les retours étaient décidés en fonction de l'augmentation de la densité des tiques, autant que des menaces d'infestation par les glossines. ***To ndiyam toBi, kooti ummi, sey doggugo Dow caBBal*** *: « quand la pluie se mettait à tomber, que les tiques*

devenaient nombreuses, il fallait remonter en vitesse sur le haut plateau. » Les transhumants n'auraient pu maîtriser la prolifération des tiques à basse altitude. En remontant, ils fuyaient cette éventualité.

A présent, le retour de transhumance ne dépend plus seulement des tiques. Retardée, sa date est soumise à une réglementation et, de toute façon, les prairies d'altitude ne pourraient accueillir tous les troupeaux dès le début des pluies. Les transhumants sont partagés entre un dilemme : esquiver la menace des tiques à basse altitude ou tirer parti le plus longtemps possible de pâturages abondants en affrontant, en contrepartie, des tiques qui gagnent rapidement en nombre. Ils s'y résignent mais le début de la saison des pluies devient une courte période de travail intense. ***Jonta, min seetina haa luggere, haa caka kooti, sey jungo*** *: « maintenant, nous passons le début des pluies en plaine, au milieu des tiques ; il faut mettre la main ! »*

Le transfert définitif du cheptel des hauts plateaux à des altitudes moindres allonge la période de surcharge en travail. Lorsqu'ils s'installent en-dessous de 1.500 mètres, les éleveurs s'insèrent en un milieu déjà favorable aux tiques. Chaque matin, l'inspection des animaux doit être plus attentive, surtout en début des pluies. L'arrachage de tiques déjà incrustées est une opération douloureuse pour les animaux. Ceux qui ne sont pas habitués, dès le plus jeune âge, à ces douleurs répétées, ne les supportent pas aisément.

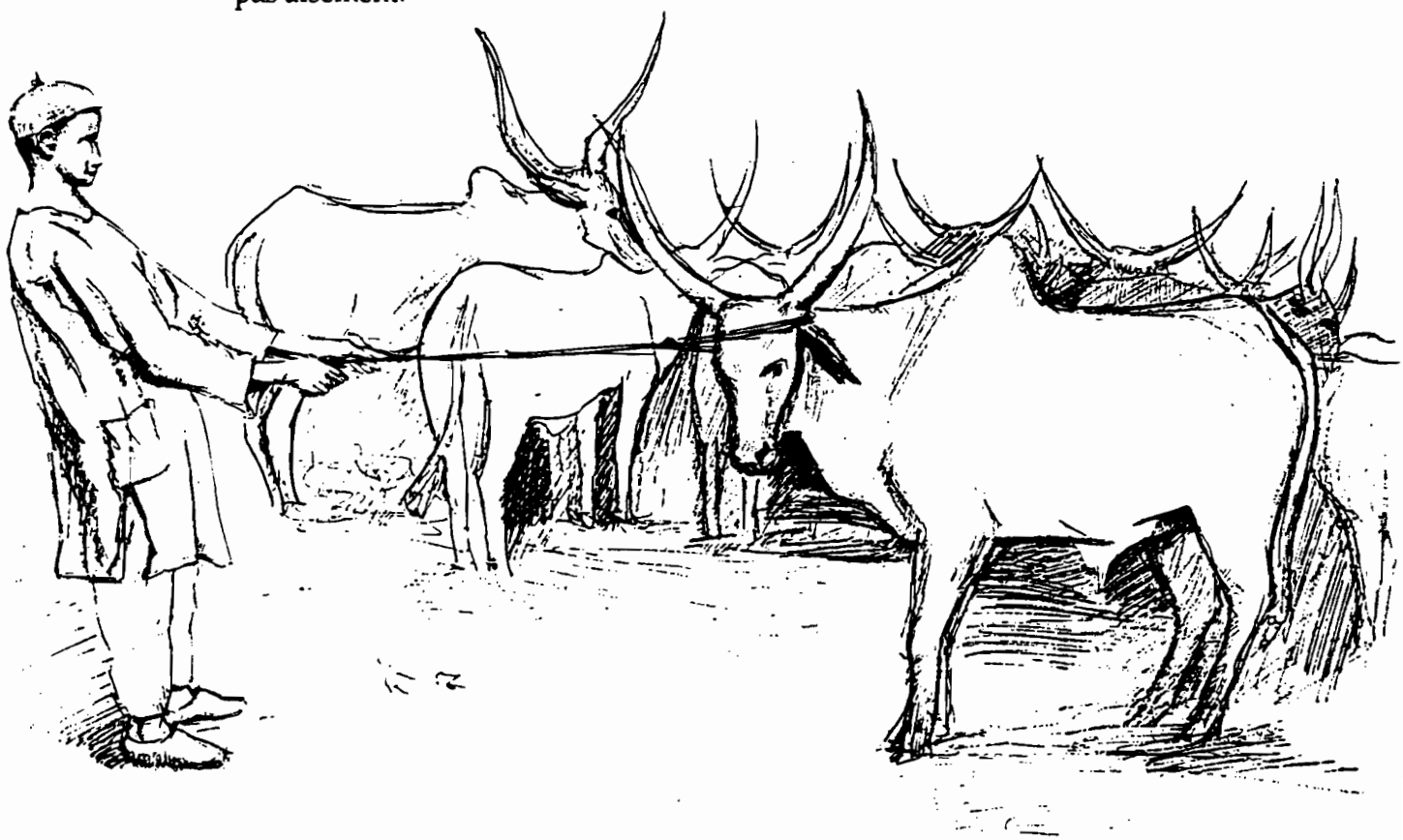


Fig. 60 : ***Le détiquage d'un animal récalcitrant : une rude corvée***

Des éleveurs descendus sur les plateaux intermédiaires, à 1.300 mètres, relatent les difficultés rencontrées, au début du nouveau séjour. ***ArtuDum, na'i amin vonni masin ; Di andaa haala kooti, Di ngunyi*** : *« d'abord, nos vaches ont été très abîmées ; elles n'étaient pas habituées au détiquage, elles ont attrapé la maladie de la peau. »* Redoutant l'arrachage des tiques, des animaux ne se laissent pas faire : ils s'enfuient ou se défendent. Il faut alors attacher les pattes et la tête, parfois renverser l'animal à terre (*joma*) de façon à débarrasser de tiques les parties sensibles du corps. Ce travail long, pénible et dangereux, réclame une bonne connaissance des animaux et une grande agilité physique. Dévolu aux jeunes, fils d'éleveurs ou bergers, le détiquage est difficilement assuré par une seule personne.

L'élargissement de l'aire pastorale à des altitudes peu élevées augmente les besoins en main-d'oeuvre. Alors qu'autrefois, l'embauche de bergers se limitait à la saison sèche, pour les besoins de la transhumance, elle se prolonge maintenant en début des pluies. Certes, les risques agricoles s'accentuent et requièrent également l'emploi de bergers. Cependant, le détiquage devient la grande occupation des éleveurs lorsqu'ils séjournent à moins de 1.500 mètres. ***Nde veeti fuu, sey ittugo kooti ; kanjum kuugal waynaaBe*** : *« chaque matin, il faut enlever les tiques ; c'est cela le travail des bergers. »*

La question du détiquage des animaux fait souvent l'objet de dissenssions entre employeurs et bergers. Les premiers accusent les bergers, livrés à eux-mêmes, de ne pas détiquer soigneusement les animaux. Des informateurs citent le cas de propriétaires de bétail, trop confiants, contraints de vendre d'urgence des vaches couvertes de croûtes, à la suite de la négligence d'un berger. A l'inverse, des bergers se plaignent de se voir confier des troupeaux trop importants : ils s'avouent incapables de détiquer tous les animaux. Par avarice, des éleveurs refusent de scinder leur cheptel en petites unités. En secteur fortement infesté, un berger n'est capable de détiquer qu'un certain nombre d'animaux. A 1.300 mètres, cette capacité n'excède pas une cinquantaine de têtes, au plus fort de l'infestation en tiques.

Les Mbororo accordent une importance capitale au détiquage. Pour eux, c'est la tâche essentielle du berger : ***gaynaako kirki, o itta kooti*** : *« un berger sérieux se doit d'enlever les tiques. »* Les détenteurs de bétail qui ne s'inquiètent pas des tiques ne sont pas estimés comme de vrais éleveurs. Ce serait le cas de nombreux villageois, devenus propriétaires de bétail, sans être au fait de leurs nouvelles obligations. Même s'il n'intervient pas lui-même, un véritable éleveur contrôle régulièrement l'état de ses animaux. Il assiste presque toujours aux séances matinales d'enlèvement des tiques.

Aux basses altitudes, le détiquage devient un impératif pastoral. Il prime les petites activités agricoles que certains Mbororo entreprennent. La pointe de travail pastoral intervient en même temps que les principales tâches de sarclage du maïs, en avril-mai. Des Mbororo, ne pouvant faire face aux deux activités, sollicitent des cultivatrices pour venir travailler chez eux, contre rétribution. Mais elles ne répondent pas toujours aux demandes et, de toute façon, elles achèvent d'abord leurs propres travaux. Les parcelles vivrières entreprises par les éleveurs restent envahies de

mauvaises herbes et donnent de médiocres rendements. Rares sont les éleveurs qui, après une matinée de détiquage éprouvant, ont encore le courage de prendre la houe pour désherber le champ de maïs. Pour cette raison, des Mbororo renoncent à ouvrir des champs, même si la nourriture est chère et difficile à obtenir auprès des villageois. L'engagement agricole devient le fait d'éleveurs pauvres. Non seulement, ils tentent de subvenir à leurs besoins alimentaires et de restreindre les ventes de bétail, mais la faible taille du troupeau laisse l'opportunité de se livrer à des travaux agricoles.

Le détiquage quotidien représente, pour les jeunes, un véritable apprentissage des animaux : inspection de tout le corps de l'animal, attouchement manuel, dextérité à extirper les tiques au moindre mal, prévention de réactions brutales. Les animaux s'accoutument à la présence humaine, aux vêtements et à l'odeur de ceux qui les auscultent chaque matin. Le détiquage régulier renforce les relations de familiarité entre l'animal et l'homme. ***Jonta, na'i amin munyan haala ittugo kooti :*** *«maintenant, nos vaches supportent l'arrachage des tiques, »* reconnaissent les éleveurs descendus des hauts plateaux depuis plusieurs années.

Le détiquage renforce la domestication des bovins. Il faut voir, le matin, de jeunes enfants évoluer sans crainte au milieu des animaux pour apprécier l'intimité des relations entre éleveurs et cheptel. Les animaux soumis au détiquage régulier sont habitués à vivre au contact des hommes. A l'inverse, les éleveurs de hauts plateaux, dispensés des corvées de détiquage, relâchent leur attention au bétail. Evoluant souvent seuls à longueur de journée sur les hauteurs, les animaux ne supportent plus des séances de détiquage. De l'extérieur, ils sont souvent décrits comme "sauvages." Des éleveurs avouent eux-mêmes que leurs bêtes sont devenues *« méchantes » : **Dihalli***. D'un autre côté, l'attachement des jeunes s'estompe à l'égard d'animaux qu'ils ne manipulent pas régulièrement.

Tiques et sédentarisation. La fréquence des tiques *Amblyomma* sur les plateaux dépend donc des conditions climatiques. Les éleveurs ont remarqué qu'elles ne prolifèrent pas au-dessus de 2.000 mètres. De même, le régime des pluies intervient sur leur rythme de reproduction. D'une année à l'autre, la densité des tiques varie tellement que le travail de détiquage est ressenti comme relativement léger ou épuisant.

> L'amorce des pluies, de février à mai, représente la période décisive. Les années 1973 et 74, aux totaux pluviométriques pourtant inférieurs à la moyenne (1.800 et 2.000 mm contre 2.500-2.600 à Bambui), furent réputées comme des années à nombreuses tiques. Chaque fois, la saison des pluies s'était établie de façon rapide, avec des mois de mars, voire de février déjà pluvieux. L'augmentation brutale de l'humidité se traduisit par une véritable explosion de l'infestation en tiques. Aux mois d'avril-mai, malgré une récession des pluies, les éleveurs en bas plateaux parvenaient à peine à "nettoyer" les animaux. Un retour plus progressif des pluies aurait freiné le pullulement des tiques.

La densité des tiques diminue avec l'accentuation des pluies, à partir du mois de juin. Cette variation se fait surtout sentir en bas plateaux, où

l'infestation atteint un maximum en début de saison pluvieuse. Lorsque des pluies très abondantes « *lavent* » les pâturages, selon l'expression des Mbororo, les grosses tiques se raréfient.

> Là encore, les situations varient d'une année à l'autre. Les éleveurs de Wum reconnaissent qu'en 1987, la période de détiquage intense n'a pas duré longtemps. A l'inverse, en juin 1988, ils sont fatigués de détiquer encore chaque matin, de 7 à 11 heures. Les pluies tardent à devenir abondantes, si bien que la densité des tiques ne baisse pas. ***Kooti kalli hikka waane, min tenna haa min somi :*** *« les grosses tiques sont tellement dangereuses cette année que nous détiquons, jusqu'à être épuisés. »*

La carte des tiques, en début de saison des pluies, présente une corrélation globale avec l'altitude : les pâturages les plus élevés restent indemnes d'*Amblyomma* (fig. 61). Cependant, le parasitisme ne s'atténue pas toujours à la même altitude.

Bas plateaux et plaines périphériques sont très infestés. Sur le plateau Bamoun, tous les campements comportent un enclos pour enfermer les animaux et procéder plus aisément au détiquage. En saison des pluies, des animaux laissés 4 jours sans détiquage commencent à présenter des symptômes de dermatophilose. Les éleveurs affirment que, même en saison sèche, ils ne cessent pas de détiquer. Cependant, le rythme du détiquage se relâche à une matinée sur 5. A 1.000-1.200 mètres, le cycle de reproduction s'accélère ; des tiques adultes deviennent actives dès la saison sèche. Des éleveurs estiment que les rares tiques de saison sèche sont plus dangereuses que celles de saison des pluies, les animaux étant plus fragiles. ***Laral yori, na'i harataa*** *: « la peau est sèche, les vaches ne sont pas rassasiées. »*

Le constat est identique sur les plateaux de Wum et de Dumbo. Une infestation massive en *Amblyomma* affecte des pâturages à une altitude de 1.200-1.300 mètres. Un éleveur dont les troupeaux séjournent à 1.300 mètres affirme : ***kooti on woni saDeele amin manga haa Do :*** *« ce sont les tiques notre grand problème ici. »* L'infestation, en début des pluies, se manifeste jusqu'au-dessus de 1.500 mètres, par exemple à Binka et à Bafumen. La limite altitudinale moyenne semble se tenir à 1.600-1.700 mètres.

Parfois, les tiques s'introduisent à une altitude encore plus élevée. Les environs de la ferme de Djutitsa, à 1.900-2.000 mètres, étaient réputés infestés de tiques. Des Mbororo occupèrent ces pâturages, après le départ de la Compagnie Pastorale, mais ils s'enfuirent rapidement, devant l'état des animaux. Sur les hauts plateaux Meta, les tiques assaillent également les animaux jusqu'à des altitudes de 1.800-2.000 mètres. Les éleveurs doivent monter les troupeaux à plus de 2.000 mètres pour les préserver.

A l'opposé, des pâturages se trouvent indemnes de tiques, à des altitudes inhabituelles. La plaine de Ndop, à seulement 1.200 mètres, n'est pas infestée, pas plus que les reliefs en bordure du plateau de Wum, à 1.300-1.400 mètres. Dans le premier cas, l'inondation saisonnière submerge les pâturages et interrompt le cycle biologique des parasites. Quant aux collines à l'ouest de Wum, elles ne portent pas encore de bétail en saison des pluies : l'absence d'hôtes entrave également le déroulement du cycle reproductif. La géographie du parasitisme est liée à celle du bétail, hôte principal des tiques.

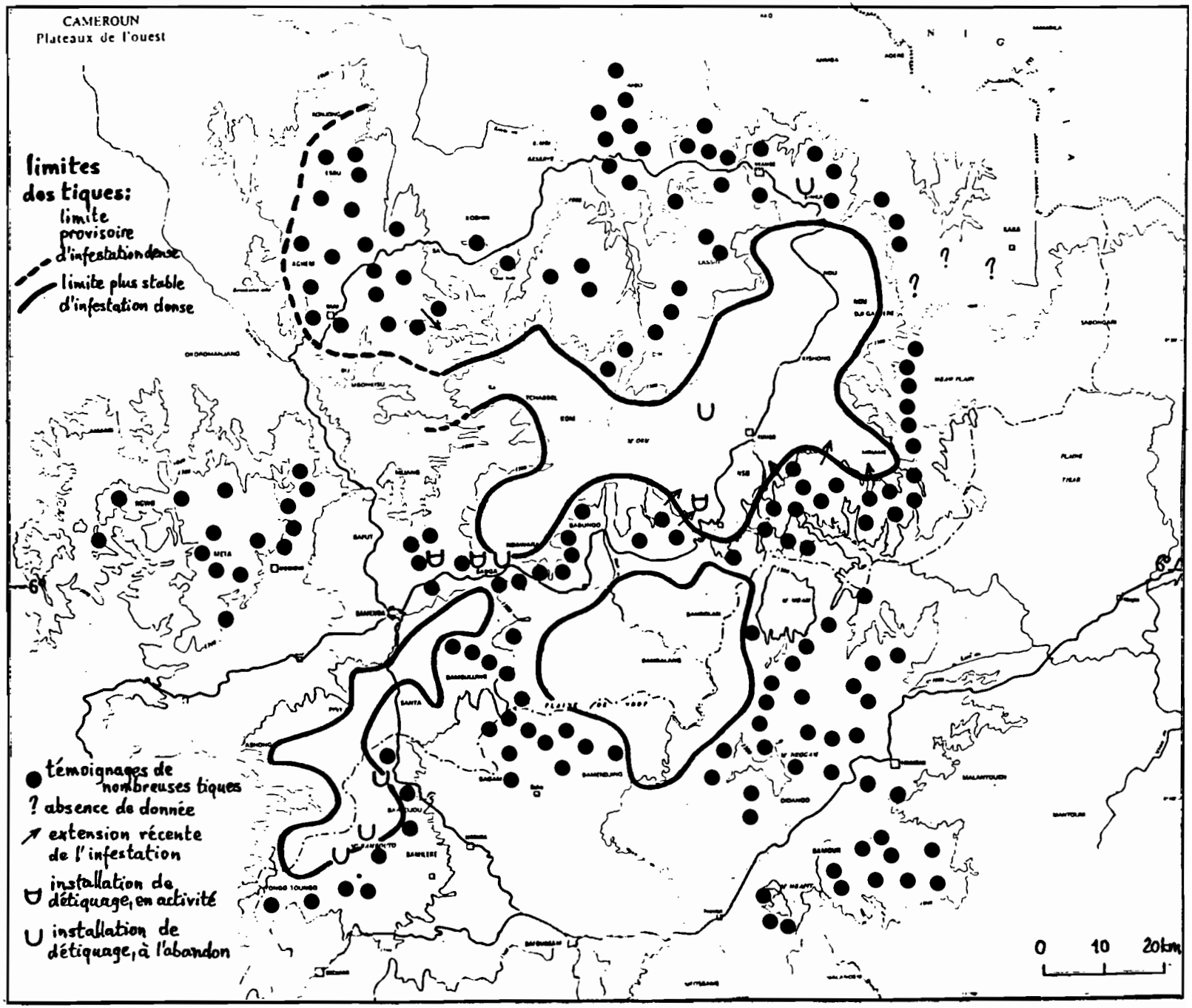


Fig. 61 : ***Infestation des pâturages par les tiques, en début des pluies***

Les témoignages des éleveurs attestent que ce parasitisme n'est pas stable : il évolue en fonction du mode d'occupation de l'espace par le bétail. D'après les premiers occupants du plateau de Wum, il n'y avait pas de tiques à leur arrivée. Il en était de même, plus loin dans le passé, du Bamoun. Les brefs séjours de troupeaux transhumants n'offraient pas un support suffisant pour le déroulement du cycle complet des parasites. Cela reste vrai des portions de bas plateaux où les éleveurs ne stationnent pas en saison des pluies, par exemple Bu et Konjong. A 1.000 ou 1.200 mètres, une dizaine d'années de présence ininterrompue du bétail suffit pour déclencher une infestation massive en tiques.

Il en résulte une notion pastorale importante, celle de *ladde hesre* : la brousse « *neuve* », celle qui n'a pas porté de troupeaux en saison des pluies. Beaucoup d'éleveurs manquent de main-d'oeuvre pour assurer le détiquage de tous les animaux. Certains, par souci d'économie, répugnent à engager des bergers. Dès lors, ils sont en quête de pâturages "neufs", les seuls qui permettent de rétablir l'équilibre entre une force de travail limitée et un cheptel nombreux. Au fur et à mesure que la présence du bétail se prolonge en bas plateaux, la densité des tiques s'accroît. Les savanes "neuves" sont converties en pâturages régulièrement exploités. Pour les Mbororo, *ladde hesre* devient *doogol* : des fourrages moins abondants et surtout souillés par la présence du bétail. Lorsqu'un éleveur, à la recherche de pâturages, identifie les indices de *doogol*, il s'en détourne, pour ne pas avoir à subir une infestation des animaux en tiques. Les Mbororo qui séjournent longtemps à faible altitude doivent bientôt choisir entre un nombre limité de solutions : se déplacer, engager des bergers ou se résigner à des pertes probables, par suite des maladies à tiques.

Le choix, souvent difficile, suscite des tensions entre générations. Un éleveur reste 17 ans au même endroit sur le plateau de Wum. Les fils ne suffisent plus à détiquer les deux troupeaux mais le père refuse d'embaucher un berger. Des animaux étant couverts de tiques, le cheptel familial diminue lentement. Lorsque sa part d'héritage lui échoît, le fils aîné, en désaccord avec le père, s'enfuit vers Nkambe.

D'après les éleveurs, les tiques prolifèrent surtout sur l'aire de stationnement du bétail et, notamment, dans *ngooba*, la poudrette de fumier. ***Kooti Don tokka ngooba na'i*** : *« les tiques "suivent" le fumier des vaches. »* Les parasites deviennent d'autant plus nombreux que les bovins stationnent, à longueur d'année, au même endroit. Des larves aux nymphes puis aux adultes, le cycle de reproduction n'est pas interrompu. L'infestation est donc d'autant plus intense que la sédentarisation du bétail s'affirme.

Favorisé par les températures et l'humidité, le processus s'engage rapidement en bas plateaux. Mais il peut également s'amorcer à des altitudes élevées, en dépit de l'abaissement des températures. La prolifération de tiques à Djutitsa, lors des premières années soixante, provenait du stationnement des troupeaux sédentaires de La Pastorale. Des Mbororo de hauts plateaux, convertis récemment en sédentaires, affrontent une infestation en tiques à 2.000 mètres (Mbiame). Permanence des lieux de stationnement du bétail, absence de feux de brousse : la sédentarisation sert de support à la dynamique du parasitisme. Des éleveurs rendent bien compte de l'enchaînement des causes et des effets : ***daliila na'i nduuma Do,***

seeDa Do, waddi ngoobaare, kooti DuuDa *: « comme les vaches hivernent ici et passent la saison sèche ici, cela fait du fumier où les tiques deviennent nombreuses. »* Cette incidence écologique devra être prise en compte dans l'analyse de la sédentarisation.

Le parasitisme atteint bientôt une telle ampleur que les éleveurs ne peuvent plus faire face : ils sont contraints de se déplacer. En savanes humides, la sédentarisation du cheptel apparaît comme une solution plus facile qu'en zone sahélienne. En fait, elle déclenche des processus biologiques qui, bientôt, ne sont plus maîtrisables à basse altitude. La sédentarisation ne pourrait se prolonger qu'à la faveur d'une altitude élevée.

Les pratiques pastorales. Quelques pratiques pastorales simples peuvent contenir la prolifération des tiques. Le changement de l'emplacement de l'aire à bétail permettrait de dissocier les tiques des hôtes habituels. Mais, pour assurer une séparation effective, la nouvelle aire à bétail doit être suffisamment éloignée de la précédente. Une autre solution consisterait à déplacer le campement, tout en le maintenant dans le même secteur. Au lieu d'une véritable sédentarisation, il s'agirait d'une simple attache des éleveurs à un espace de référence. Mais cette technique implique que l'espace disponible soit relativement vaste, ce qui n'est pas tellement le cas sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. Les éleveurs du plateau de Wum le font remarquer : *« ici, il y a des troupeaux partout, il est impossible de changer de campements d'hivernage. »* Les éleveurs estiment que seule une portion du plateau est habitable.

A défaut d'une petite mobilité des campements, le cycle évolutif des tiques peut être contrarié par le recours à la transhumance. En saison sèche, le départ des animaux prive d'hôtes les larves et les nymphes. Dans cette perspective, la transhumance devrait s'imposer d'autant plus que le site d'hivernage se trouve à basse altitude. En fait, tout dépend de la durée de survie des larves et des nymphes. Les connaissances biologiques des tiques restent encore restreintes, en ce domaine. On peut seulement dire que le séjour des transhumants devrait s'allonger d'autant plus que leur site d'hivernage est peu élevé. Mais cette exigence devient contradictoire avec le risque glossinaire.

Brûlis de la poudrette de l'aire à bétail et mise à feu des pâtures complètent l'éloignement saisonnier du bétail pour freiner la prolifération des tiques. Dans ce contexte, les feux de brousse, en saison sèche, participent au maintien d'une salubrité pastorale. Les feux ne sont efficaces que si la charge en bétail reste modérée en saison des pluies. Des troupeaux trop nombreux ne libèrent que des pâturages arasés, en début de saison sèche. Le peu de paille sèche qui subsiste ne suffit plus à alimenter des feux violents. Dans le même sens, la durée de la saison des pluies se répercute sur l'assainissement des pâturages par le feu. Une bonne pluviosité favorise la croissance de la végétation herbacée, donc la masse végétale susceptible de brûler, à la saison sèche suivante. En 1974, l'année la plus pluvieuse de la décennie soixante-dix, les éleveurs se réjouissent du "nettoyage" prévisible des tiques par les feux.

Enfin, l'efficacité des feux suppose que tous les troupeaux partent en transhumance. Si des éleveurs restent sur place à longueur d'année, ils contiennent les feux, afin d'assurer une réserve fourragère au bétail sédentaire. A mesure que la sédentarisation prend de l'ampleur, les feux de saison sèche se raréfient ; la "rotation" saisonnière des pâturages n'est plus assurée.

La généralisation d'une transhumance de saison sèche serait à même de contenir l'infestation par les tiques. Elle peut aller de pair avec un retour régulier du bétail au même campement d'hivernage. Encore ne convient-il pas qu'entre-temps, d'autres troupeaux remplacent les partants. Or, depuis quelques décennies, la compétition s'accentue sur les plateaux. Un groupe pastoral occupe des pâturages selon un rythme saisonnier mais d'autres éleveurs ne suivent pas la même logique spatiale. Des troupeaux concurrents se succèdent, d'une saison à l'autre, sur des pâturages situés à moins de 1.500 mètres, altitude déjà propice aux tiques.

Ko nafa haa kooti, ettugo Buran : « *la solution la plus efficace contre les tiques, c'est le détiquage à la main.* » Comme la plupart des éleveurs, ceux des Grassfields s'efforcent d'extirper les *Amblyomma*. Dans la lutte contre l'explosion de tiques adultes, en début de saison des pluies, des traitements acaricides ne seraient pourtant pas superflus. De façon curieuse, les rares installations de détiquage, dans la région, se situent en hauts plateaux. Elles s'imposeraient davantage au milieu des bas plateaux. En fait, les installations de détiquage ne sont pas destinées aux éleveurs, comme c'est le cas en Centrafrique. Elles concernent des élevages d'Etat ou quelques grands élevages privés. De leur côté, les Mbororo sont hostiles à l'éventualité d'envoyer les animaux au bain détiqueur. Ils invoquent le refus des animaux de se jeter dans la fosse et des accidents qu'ils disent inévitables.

Pour les Mbororo, le détiquage manuel relève de la responsabilité de chacun, en tant qu'éleveur. Finalement, c'est sans doute le meilleur moyen de concilier la lutte contre les *Amblyomma* et la préservation des *Boophilus*. Un traitement acaricide par bain ou aspersion détruirait toutes les tiques : grande efficacité mais également inconvénient. Les animaux ainsi déparasités n'en seraient que plus fragiles au risque de babésiose.

Les recherches récentes sur l'écologie des tiques en fonction de l'altitude des pâturages ont démontré la rationalité des pratiques traditionnelles de détiquage. Elles éclairent également la situation privilégiée des éleveurs en hauts plateaux, face au problème des tiques. Mais, dès que les animaux descendent des hauts plateaux, ils s'exposent à de grands dangers.

Le bétail et les hommes en climat montagnard

La superposition des cartes de glossines et de tiques fait ressortir la salubrité des plateaux (fig. 62). Certes, les deux parasites n'épuisent pas la liste des causes d'insalubrité pastorale. Il conviendrait de prendre également en compte d'autres insectes piqueurs, par exemple les petits acariens et diptères. A faible altitude, des moucherons (Stomoxes ?) assaillent les

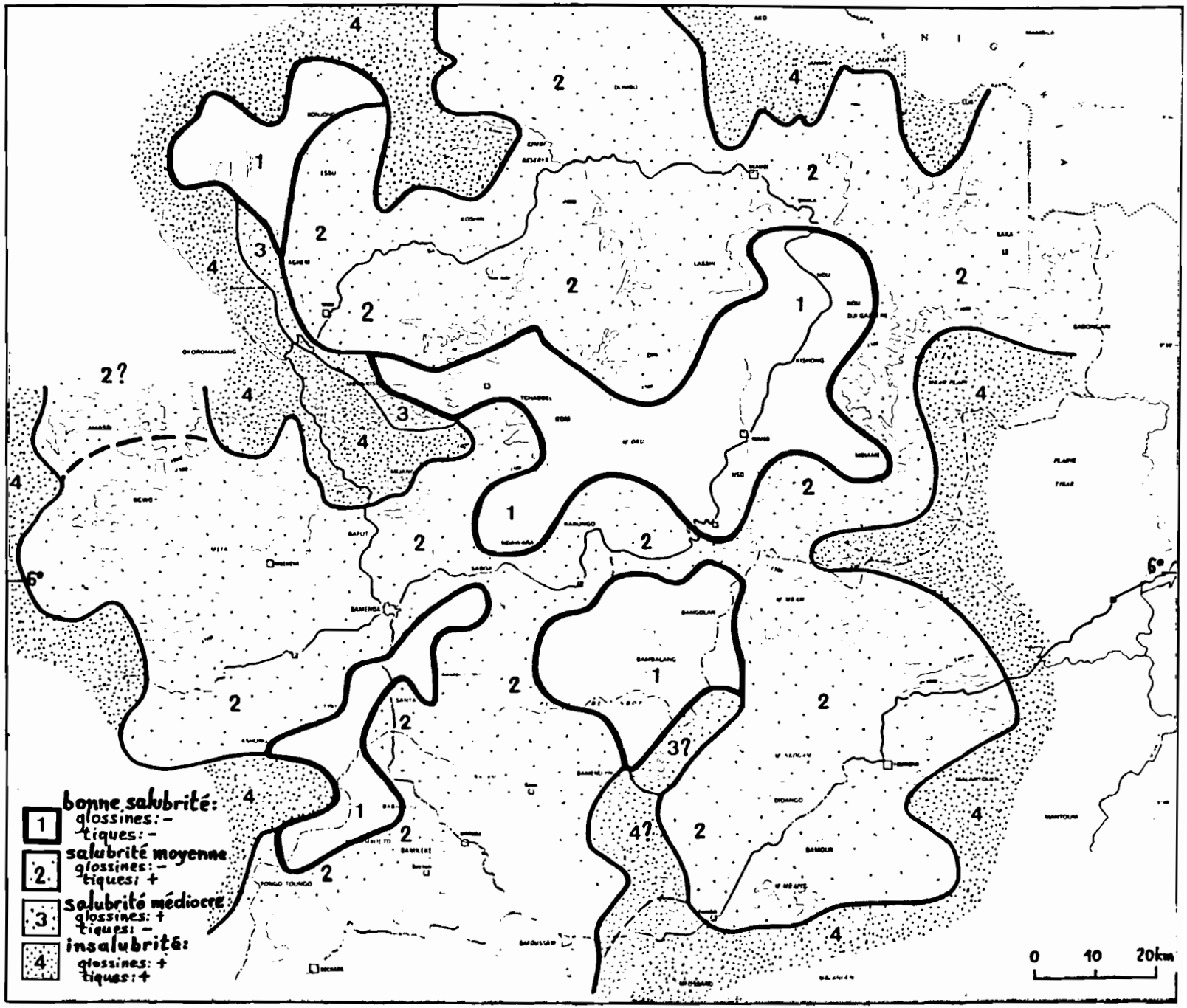


Fig. 62 : *Degrés de salubrité des Grassfields en saison des pluies*

animaux dans les endroits humides. En sous-bois de forêts montagnardes, des diptères piquent les animaux de passage (67). Il est reconnu que la trypanosomose bovine peut être transmise, par voie mécanique, à la suite de piqûres d'autres insectes que les glossines. Pourtant, les éleveurs en savanes redoutent surtout les tiques et les glossines.

67. De petits diptères (Tabanides ?) ont été récoltés à 1.900 mètres sur les plateaux Meta et jusqu'à 2.400 mètres en haut de Tchabbel.

Les secteurs pastoraux parfaitement salubres se définissent à la fois par l'absence de glossines et de tiques en saison des pluies, période de l'année la plus cruciale. Ils couvrent la dorsale des hauts plateaux et la plaine de Ndop. Mais la méthode se révèle trop réductrice car la partie salubre de Ndop n'est plus accessible aux troupeaux. Du côté des hauts plateaux, la limite de salubrité est reportée au-dessus de 1.500 mètres. L'aire pleinement salubre tend à se restreindre, au fur et à mesure de l'ancienneté de l'élevage et du stationnement des troupeaux, à longueur d'année, sur les mêmes pâturages. Des hauteurs à la périphérie du plateau de Wum restent également salubres. Bien qu'à une altitude moyenne, l'absence de tiques tient alors à la rareté du bétail sur des pâturages isolés. Mais cette situation sera sans doute temporaire : ce sont des secteurs d'extension prévisible de l'élevage.

Une grande partie des plateaux est exempte de glossines mais soumise à une infestation par les tiques : cas de tous les bas plateaux et d'une portion des hauts plateaux. Le degré de salubrité n'est pas seulement déterminé par le milieu naturel, en particulier l'altitude ; il résulte également du fait pastoral, notamment du mode d'occupation des pâturages. La situation n'est pas établie une fois pour toutes. Elle évolue, à la fois du côté des glossines et des tiques.

L'absence de tiques, conjuguée à une infestation en glossines, se produit rarement, l'écologie des tiques étant plus large. Elle ne survient qu'à la bordure des plateaux de Wum et, peut-être, en aval de la plaine de Ndop, au voisinage de grandes forêts marécageuses. La menace des glossines écarte les troupeaux d'une zone tampon où, par manque d'hôtes, les tiques restent rares.

Enfin, le cheptel subsiste difficilement dans un environnement où sévissent à la fois des tiques et des glossines. C'est le fait des plaines périphériques mais elles ne sont pas toutes complètement insalubres. De nombreux glacis, en bas d'escarpements limitant les plateaux, jouissent d'une relative salubrité.

La carte de la salubrité pastorale s'est modifiée au cours des dernières décennies. La contrainte des glossines semble s'être relâchée, tandis que celle des tiques s'accentuait. Mais les obstacles d'insalubrité ne s'imposent pas à l'élevage de façon absolue. Tous les éleveurs n'interprètent pas l'insalubrité de la même façon. Les divergences découlent d'aptitudes inégales des races bovines et d'implications variables des groupes humains dans l'élevage. Moins le milieu se révèle salubre, plus les éleveurs doivent faire preuve de vigilance. En ce sens, les hauts plateaux offrent le contexte le plus facile. A haute altitude, même des gens peu soucieux du bétail peuvent s'adonner à l'élevage. N'ayant pas à craindre les parasites, ils évitent le risque de nombreuses maladies. *Haa caBBal Do, walaa nyaw : « sur ces hauteurs, il n'y a pas de maladie du bétail. »* Cependant, le constat est valable à 2.000 mètres d'altitude ; il ne l'est plus tellement à 1.500 et pas du tout à 1.200.

L'accoutumance du bétail

L'absence de parasitisme en altitude freine la propagation des maladies transmissibles et améliore l'état général des animaux. D'après les Mbororo, le bétail des Grassfields est en meilleure santé qu'en Adamaoua. Des animaux, malades à basse altitude, ont des chances de se remettre en état sur les hauts plateaux.

Le bon état du bétail se traduit par un taux élevé de vêlage. La différence est surtout sensible pour les zébus rouges. Les premiers Mbororo arrivés au Bamenda reconnaissent : ***na'i amin Don rima haa peewol*** : « *nos vaches aiment le froid humide pour vêler.* » Ils les disent « *vaches de la montagne* » ou « *vaches du froid,* » par opposition aux zébus blancs, originaires des savanes chaudes du nord. En fait, il suffit que les zébus blancs accèdent au ***caBBal*** pour prospérer tout aussi bien.

> Ayant eu la chance de s'installer sur les pâturages de Binka, à 1.500 mètres, quelques éleveurs de zébus blancs se sont enrichis rapidement : chaque année, les vaches vêlaient, les troupeaux grandissaient. A présent, ces Mbororo se retrouvent parmi les plus riches du secteur.

Les Mbororo attribuent les bonnes conditions sanitaires des hauts pâturages au froid qui règne une grande partie de l'année. Ils distinguent le froid sec, ***jaangol,*** des mois de décembre-janvier et le froid humide, ***peewol,*** de juillet-août. C'est surtout la vigueur de ***peewol*** qui singularise les plateaux de l'Ouest-Cameroun. La baisse des températures en milieu de saison pluvieuse compense la forte humidité ambiante pour freiner la propagation des parasites externes. J.B. SUCHEL (68) rappelle que les températures moyennes de Bamenda en juillet-août (17°5 et 17°7) sont inférieures à celles de la majorité des stations françaises.

68. SUCHEL, J.B., 1988, t. 3, p. 1086.

Comme les températures au sol peuvent devenir fraîches (13° en moyenne pour les minimums à Bamenda), la période de ***peewol*** se caractérise par des nappes de bruine, ***maBBu***. Le matin, elles enveloppent les hauteurs, ne se dissipant qu'à la faveur d'une éclaircie dans la couverture nuageuse. Les brouillards humides matinaux annoncent souvent des pluies dans la journée ; ensuite, le ciel se dégage au profit d'un soleil rayonnant. J.B. SUCHEL (69) qualifie les bruines, dans la région, de condensations de versants. Elles sont liées aux pluies orographiques, dans un contexte de forte humidité, de températures relativement fraîches et de grande stabilité atmosphérique.

69. idem, t. 2, p. 568.

Les brouillards stagnants qui masquent les silhouettes, en saison des pluies, accentuent l'impression de froid, à travers des vêtements pénétrés par l'humidité. A proximité des campements, les animaux se tiennent groupés jusqu'à une heure avancée, humant la bruine humide. Pas de mouches, de moustiques ou de tiques : la fraîcheur matinale satisfait les animaux. Les éleveurs disent : ***na'i amin yiDi peewol ; a tawataa ko yiDi peewol bana na'i*** : « *nos vaches aiment le froid humide ; personne ne l'aime autant.* »

Si les animaux adultes s'accommodent de températures basses, c'est moins vrai des jeunes animaux. Au-dessus de 2.000 mètres, les campements comportent des abris, ***lumbaaru***, destinés à protéger les jeunes veaux. Certains matins, ils grelottent tellement de froid qu'ils ne prennent plus la tétée. Il est probable qu'alors, les conditions thermiques sont proches de la gelée.

L'adaptation des zébus adultes au climat montagnard se traduit par un bon état physique. En fin de saison des pluies, la valeur fourragère des pâturages baisse très vite. En dépit d'un régime alimentaire qui paraît à peine suffisant, c'est la période où les animaux sont dans le meilleur état. Avec la descente en transhumance, ils profitent de fourrages plus abondants mais dans un contexte sanitaire moins favorable.

L'inadaptation des hommes

Les premiers Mbororo installés aux Grassfields sont devenus des montagnards mais, comme à contre-coeur. En rendant compte du vide démographique des sommets des Bambouto, un auteur écrit : « c'est le domaine du froid intense » (70). Il ajoute : « seuls quelques éleveurs mbororo y vivent avec leurs troupeaux. » Contrairement aux villageois, l'âpreté du climat montagnard n'écarterait pas les éleveurs.

70. DONGMO, D., 1986, "Les relations agriculture-élevage sur les pentes des monts Bambouto".

Pourtant, les Mbororo souffrent autant du froid que les villageois et ils s'en protègent mal. Leur habitat traditionnel, la hutte de paille, n'est pas adapté au climat d'altitude. Construction très légère, elle n'isole pas du froid ni de l'humidité. Or, les Mbororo, même sédentarisés, lui restent longtemps fidèles. Le changement d'habitation n'accompagne l'abandon de la grande mobilité qu'après un long délai. Des éleveurs qui séjournaient au-dessus de la plaine de Ndop, depuis les années cinquante, n'ont adopté la case en murs de terre qu'au début des années soixante-dix.

Les Mbororo ne sont pas des constructeurs. Leur hutte, le ***Buteeru mbororo***, est édifiée par les femmes. Dès qu'ils envisagent une construction plus solide, les éleveurs s'adressent à des artisans villageois. Ceux-ci transposent souvent leurs modes de construction, si bien que les habitations des sédentaires, surtout des riches, ne se distinguent plus des maisons villageoises. Ceux qui s'occupent le plus activement du bétail, les fils d'éleveurs et les bergers, habitent encore des huttes, à l'écart des nouvelles constructions.

Les vêtements ne conviennent pas mieux aux conditions de vie en altitude. En se sédentarisant sur les hauteurs des Grassfields, les Mbororo ont adopté les habits des populations islamisées de l'Adamaoua et du nord. Mais le ***sirla***, large pantalon, est vite trempé par une marche matinale à travers des prairies couvertes de rosée. Il en est de même des pans de la gandoura, ***ngapaleewol***. Simple cotonnade, elle ne suffit pas à protéger du vent et du froid. La gêne des rosées matinales, en montagne, explique la faveur dont jouit le cheval auprès de Mbororo qui, habituellement, se déplacent à pied. Les jeunes passent une grande partie de leur temps à dos de cheval qu'ils montent sans selle.

L'absence de commodité des vêtements habituels exige le recours à deux compléments. Une partie de l'année, le berger ne se sépare pas de l'imperméable en plastique, ***riigaruwa***, étroitement plié et serré en un petit paquet. Quant aux riches, ils prennent le ***laymaaru***, grand parapluie fabriqué dans la région, lorsqu'ils se rendent aux marchés.

Pour se défendre du froid, les Mbororo ne disposent guère de vêtements chauds. Les femmes se serrent frileusement dans les pagnes en cotonnade, lors de la traite matinale. Des hommes revêtent une veste européenne par dessus la gandoura, composant un accoutrement curieux. Les matinées les plus froides, chacun se tient accroupi autour du feu, au milieu des cases, à tisonner les braises sous des gamelles de thé servi brûlant avec beaucoup de sucre...

Les boissons chaudes n'offrent qu'un répit éphémère contre le froid matinal. A 2.000 et 2.500 mètres, les Mbororo le supportent difficilement. Au sommet du mont Oku, à 3.000 mètres, les bergers ne peuvent plus l'affronter. Plusieurs troupeaux stationnent, livrés à eux-mêmes, sur la pelouse sommitale. Les bergers passent la nuit aux campements des employeurs, en contrebas.

Les Mbororo des hauts plateaux ne sont pas encore convertis en vrais montagnards. Beaucoup d'anciens se plaignent de *peewri*, les rhumatismes, une affection probablement accentuée par les rudes conditions de vie en altitude. Pourtant, ils résistent mieux au froid que les éleveurs venus récemment des savanes du nord. Quant aux maîtres coraniques, Foulbé ou Haoussa originaires de Banyo, Ngaoundéré ou Garoua, ils ne cessent de se plaindre du climat des Grassfields.

La priorité au bétail

Face aux avantages pastoraux décisifs conférés par l'altitude, les inconvénients de la vie montagnarde ne comptent guère. L'essentiel, c'est que le bétail « *soit bien.* » Un informateur relate une ancienne tentative d'installation sur le plateau Bamoun, vite écourtée. Pullulement de petites mouches, assaut de tiques, ***na'i jooDaay BoDDum*** : « *les vaches n'étaient pas bien.* » L'éleveur est reparti à haute altitude.

Pour les vrais éleveurs, l'intérêt du bétail prime les commodités personnelles. Les premiers Mbororo ont choisi les hauts plateaux, non par convenance mais pour que les animaux bénéficient du meilleur environnement climatique.

Ils ne s'y dirigèrent pas directement, dès leur arrivée dans la région. Le contexte politique était trop incertain, les réactions des populations non-musulmanes des Grassfields trop redoutées ; le Bamoun offrait une situation politique plus sûre. Mais, lorsque la protection d'une nouvelle administration coloniale fut acquise, le choix ne se fit pas attendre. Absence de glossines et rareté des insectes piqueurs, les prairies dégagées de l'emprise forestière sur les hauts du Bamenda présentaient des conditions idéales pour l'élevage.

A la salubrité conférée par l'altitude s'ajoute une autre donnée climatique, liée à la situation méridionale des plateaux : une longue saison des pluies. Se traduisant par la certitude de disposer de pâturages verdoyants durant une grande partie de l'année, elle participe également à la prospérité du cheptel.

Des saisons pastorales contrastées

Le relief substitue au climat équatorial à 4 saisons un rythme binaire. Par l'alternance d'une saison des pluies et d'une saison sèche, le climat des Grassfields ressemble à celui des régions soudaniennes. Mais les chutes de pluies sont considérables et s'étalent sur une grande partie de l'année. L'ambiance humide qui règne, durant de longs mois, exacerbe l'opposition avec la période sèche. Le basculement des composantes du climat est plus brutal qu'en zone soudanienne. L'alternance des saisons modifie du tout au tout le contexte pastoral, imposant aux éleveurs des adaptations opposées.

Une longue saison des pluies

Les plateaux de l'Ouest-Cameroun bénéficient d'une longue saison pluvieuse, avantage indéniable pour l'élevage. C'est l'assurance de disposer longtemps de bons pâturages, donc d'animaux en bon état et de périodes de lactation assez longues. Des zones arides aux plateaux des Grassfields, l'arrivée des pluies entraîne des conséquences pastorales opposées : regain de mobilité ou arrêt temporaire des déplacements, allègement ou surcroît de travail. Mais, pour tous les éleveurs, le retour des pluies annonce la prospérité du bétail et l'abondance de lait. C'est une période heureuse, après les épreuves endurées en saison sèche. Les jeunes se laissent aller à des débordements de joie, à l'occasion des premières averses : ***toBu ndiyam, toBu !*** : *« que la pluie tombe, qu'elle tombe ! »*, s'écrient-ils, en se congratulant. Que la saison sèche soit longue ou courte, le retour des pluies est attendu avec impatience.

Saison pluvieuse et activité végétale

Il s'agit moins de présenter les saisons en elles-mêmes que leurs conséquences pastorales, par le biais de l'état des pâturages. Plutôt que de la saison des pluies, il sera question de la période de végétation active. Certes, les deux coïncident largement mais la végétation ne renaît pas dès les premières pluies. Inversement, elle peut se prolonger lors de franges subhumides.

71. SUCHEL, J.B., 1988, t. 2, p. 599 et t. 4, fig. 187.

Dans son étude sur les climats du Cameroun, J.B. SUCHEL (71) distingue les mois pluvieux et secs d'après le critère des 50 mm de pluies mensuelles. L'auteur reconnaît pourtant qu'un total pluviométrique exprime assez mal les disponibilités réelles en eau pour la végétation. L'activité végétale ne dépend pas seulement des pluies mais tout autant des températures. La formule d'H. GAUSSEN (p = 2t) est la plus couramment employée pour mesurer, sur un diagramme pluviothermique, la durée de la saison des pluies. Cependant, les besoins en eau de la végétation ne varient pas au

même rythme que les températures. En climats tropicaux, le diagramme pluviothermique de GAUSSEN tend à surévaluer la période de végétation active. G. BOUDET (72) rappelle que les besoins en eau des plantes suivent une progression exponentielle, doublant lorsque les températures mensuelles augmentent de 6°. Il propose quelques repères pour établir une abaque entre la courbe des températures et celle des besoins en eau de la végétation. Les bilans hydriques, dressés selon cette méthode, indiquent une période végétative plus courte que la saison des pluies définie par l'indice de GAUSSEN.

72. BOUDET, G., 1984, p. 25.

Certes, les écarts thermiques restent modérés sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. Les températures et, par leur biais, l'évaporation, s'élèvent cependant à partir de février, risquant de contrarier le démarrage de la végétation à une époque cruciale pour l'élevage. D'après le diagramme pluviothermique de GAUSSEN, la saison des pluies s'allonge sur 10 mois et 10 jours à Bamenda. Quant à la période végétative, elle n'atteint pas tout à fait 9 mois (8 mois et 25 jours). L'écart porte sur la fin de la saison (15 novembre au lieu du 10 décembre) et sur le début (20 février au lieu du 1 février). Or, un décalage de quelques semaines dans la pousse de l'herbe est ressenti avec impatience par les troupeaux.

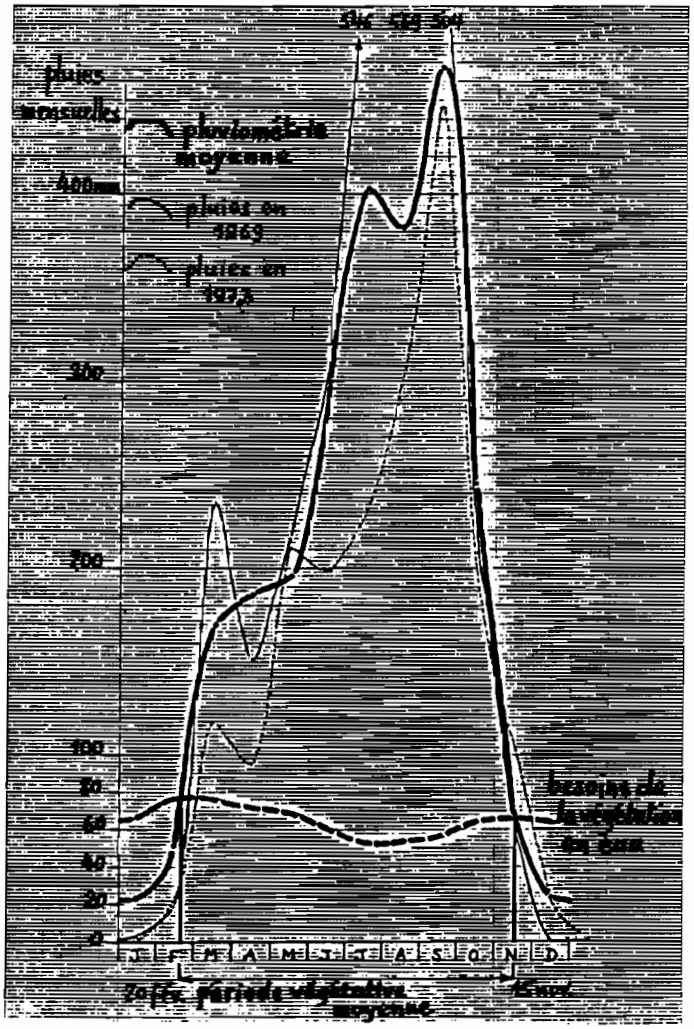


Fig. 63 : *La période végétative à Bamenda.*

L'opposition entre les façades exposées à la mousson et celles abritées se répercute par des nuances dans l'amorce et la longueur de la période végétative. A Koundja, au milieu du plateau Bamoun, elle dure 8 mois (73). Les chutes de pluies ne permettent le démarrage de la végétation qu'à partir du 10 mars et elles deviennent insuffisantes dès le 10 novembre. La végétation prend du retard, non seulement sur le plateau Bamoun, mais également en plaine de Ndop, par rapport aux versants orientés vers l'ouest. Début mars, le contraste est saisissant, à quelques kilomètres de distance, entre un tapis herbacé déjà verdoyant sur le plateau de Bafut et des pailles encore sèches ou noircies par le feu du côté de Ndop.

73. Pour J.B. SUCHEL (1988, t. 4, fig. 187), cette station s'insère dans la zone à 9 mois pluvieux.

Les profils de Bamenda et de Koundja résument la longueur de la période végétative sur les plateaux. Une grande partie de l'année, les animaux évoluent au milieu de pâturages verts ; les éleveurs ne s'inquiètent pas d'emmener les troupeaux à d'autres endroits. Cependant, en début de saison, les pluies ont tendance à marquer le pas, selon un palier qui dure de mars à mai. Il en résulte une période d'incertitude : les éleveurs hésitent entre attendre les pluies sur place ou se déplacer. Au contraire, l'arrêt des pluies survient de façon brutale, au début de novembre. Les éleveurs doivent prendre rapidement des dispositions pour la nouvelle saison.

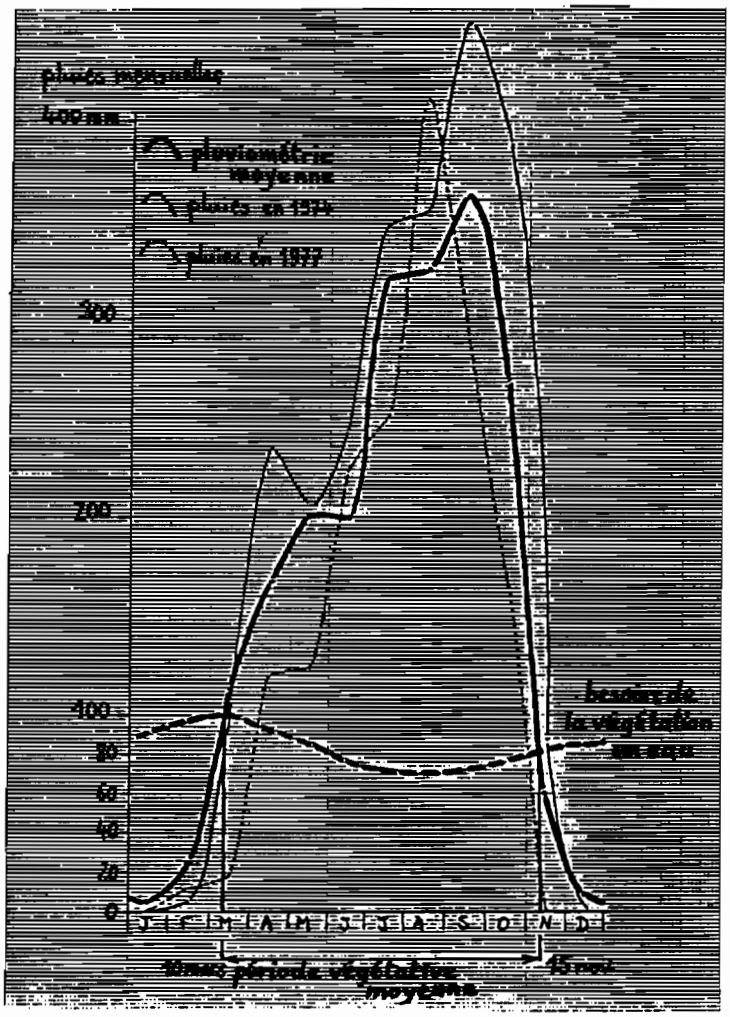


Fig. 64 : ***La période végétative à Koundja.***

Quelques années à pluviométrie abondante ou, au contraire, relativement faible complètent les profils moyens. A Bamenda, 1973 fut l'année la moins pluvieuse de la décennie soixante-dix (1.950 mm contre 2.400 en moyenne). La période végétative commença pourtant le premier mars, avec un retard de 10 jours seulement sur la moyenne. L'année 1969, l'une des plus pluvieuses (2.824 mm), ne favorisa pas pour autant une reprise précoce de végétation. Les différences d'abats pluviométriques se traduisent donc à peine sur la durée de végétation active. Ce sont les mois au coeur de la saison qui cumulent des abats pluvieux plus ou moins importants (fig. 63).

A Koundja, en régime d'abri, le rythme climatique est moins régulier. Le profil moyen des pluies est complété, à nouveau, par ceux d'années relativement pluvieuse ou sèche. En 1974, les pluies furent abondantes mais la végétation démarra tardivement, seulement le 15 mars. L'avantage pluviométrique s'est plutôt traduit par une prolongation d'une semaine en fin de saison. Pour l'élevage, cette prolongation est moins "utile" que des pluies précoces en début de saison. En 1977, année de faible pluviométrie, les pluies restèrent insignifiantes jusqu'en avril. La période végétative ne débuta que le 5 avril, pour s'achever dès le 1 novembre, soit une durée raccourcie à moins de 7 mois. A l'abri des écrans montagneux, une période végétative un peu plus courte et plus irrégulière relève d'une nuance déjà continentale du climat (fig. 64).

L'arrivée des pluies sur les plateaux a subi une perturbation plus grave en 1983, année de sécheresse exceptionnelle. D'après les totaux pluviométriques, le déficit des plateaux de l'Ouest-Cameroun resta pourtant modéré, par rapport aux régions côtières (74). En fait, les pluies se sont concentrées sur 4 mois seulement. Elles sont venues tardivement, mars restant un mois sec à Bamenda. La période d'incertitude, déjà marquée en 1973 par un palier pluviométrique aux mois de mars-avril, s'est prolongée jusqu'au début de juin. Les éleveurs, accoutumés au retour à peu près régulier des pluies, ont ressenti le retard de 1983 comme une catastrophe. Beaucoup ont perdu des animaux, par suite de la sécheresse, ce qui ne leur était jamais survenu. La même année, des foyers de peste bovine se sont déclarés, aggravant le désarroi.

74. TSALEFAC, 1986, "Le déficit pluviométrique au Cameroun pendant l'année sèche 1983", carte p. 67.

L'incidence pastorale grave d'un retard de 2 mois dans l'arrivée des pluies souligne, a contrario, l'avantage habituel du régime climatique des hautes terres de l'Ouest-Cameroun. Certes, les Mbororo des Grassfields se plaignent souvent de saisons des pluies moins longues qu'autrefois. En fait, ils sont sensibles, avant tout, à l'état des pâturages. Or, les diminutions fourragères ne résultent pas nécessairement d'une tendance plus sèche du climat.

Les phases de la saison des pluies

Etalée sur 8 à 9 mois, la saison pluvieuse n'est pas uniforme. Le critère de distinction repose sur le rythme pluvial, opposant les pluies persistantes ou régulières à celles qui n'interviennent que par épisodes. Les unes soutiennent une croissance végétale continue tandis que les autres, survenant par à-coups, risquent de ne pas être bénéfiques à la végétation, surtout en début de saison.

Les commentaires s'appuient sur des relevés journaliers, publiés par les hydrologues de l'ORSTOM (75). Des relevés détaillés sur plusieurs années consécutives font défaut au nord des plateaux. Si la série des mesures remonte avant 1960 au Bamoun

75. ORSTOM-CIEH, 1978, "République du Cameroun ; précipitations journalières, de l'origine des stations à 1972", t. 2.

(à Koundja et à Foumban), c'est rarement le cas au Bamenda. Dès lors, le graphique concerne seulement 6 années, de 1965 à 1970, pour 4 stations au sud des plateaux (fig. 65). Même sur une série aussi courte, des stations (Jakiri) présentent des relevés incomplets.

De 1965 à 69, la pluviométrie annuelle tend à s'accroître. Au contraire, en 1970, elle diminue nettement, annonçant plusieurs années à pluies relativement faibles, jusqu'en 1975-78. Le graphique restitue le caractère continu ou épisodique des pluies, par séquences de 7 jours. Lorsqu'une semaine s'écoule sans pluie, l'activité végétale, notamment en ce qui concerne la strate herbacée, est ralentie (76). L'effet des interruptions de pluie sur la végétation s'accentue en début de saison, les sols n'ayant pas constitué de réserves hydriques.

76. Cette durée se raccourcit pour des plateaux à sols largement perméables. M.J.A. BROUWERS (1965) estime qu'au Bamenda, 5 jours sans pluie suffisent pour entraîner le flétrissement des plantes à faible enracinement.

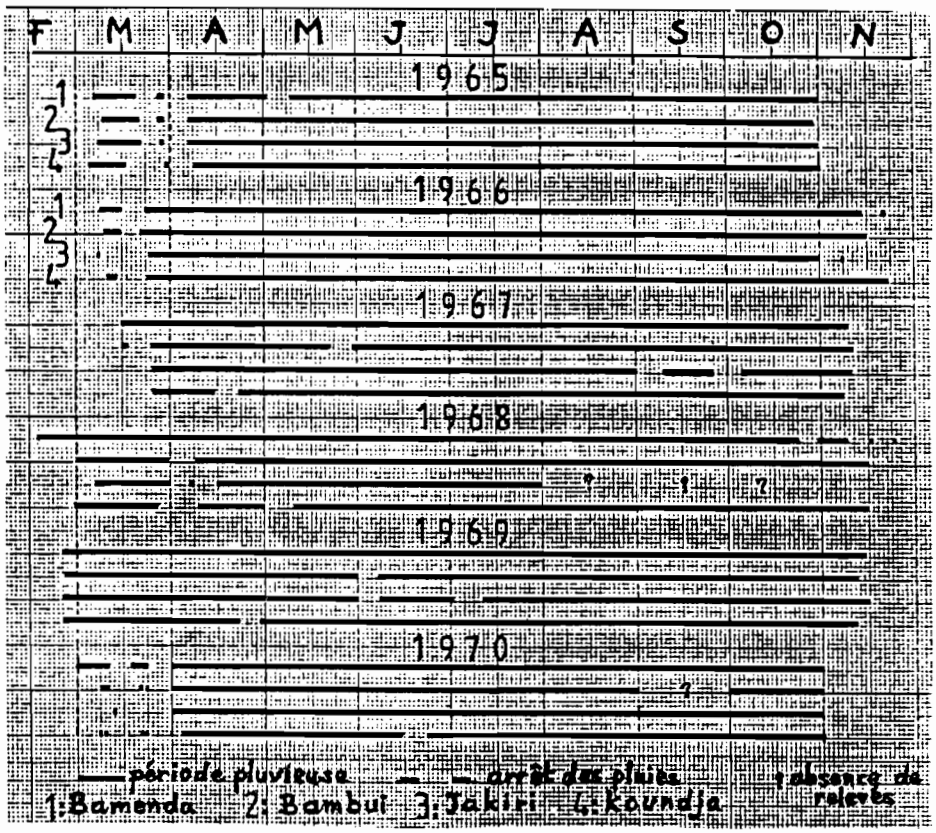


Fig. 65 : ***Variation de la saison des pluies à 4 stations des plateaux***

Le début des pluies : "seeto". La saison des pluies se divise en deux périodes de durée inégale. L'une se caractérise par des précipitations intermittentes ; l'autre, la plus longue, par des temps presque toujours pluvieux. La première, ***seeto***, est limitée aux mois de mars-avril, mais elle se prolonge parfois jusqu'en mai. C'est la période des averses orageuses brutales mais courtes. Si l'air est redevenu plus humide, le temps n'est pas pluvieux à longueur de journée. Les éleveurs désignent cette période par l'expression : ***saa'i duule*** : *« le moment des nuages. »* Presque chaque jour, le ciel se charge de gros nuages blancs qui peuvent noircir en peu de temps. Si les soirées risquent d'être sombres, les matinées se maintiennent presque toujours rayonnantes.

Les divergences entre années pluvieuses ou non se repèrent déjà lors de cette période. En 1967 et surtout 1969, les pluies ont débuté franchement, interrompues seulement en mars par de petits intermèdes de 2 à 4 jours. En 1965 et 1970, plusieurs amorces de pluies se sont succédées, séparées par des intervalles de plus d'une semaine : les jeunes pousses d'herbe ont flétri.

En années pluvieuses, les grosses pluies débutent le même jour (le 25 février en 1969) à toutes les stations. Plus souvent, un décalage de quelques jours (en 1965 et 66) à une semaine ou davantage (en 1967, 68 et 70) sépare Bamenda-Bambui des stations à l'est (Jakiri, Koundja). En années de déficit pluviométrique, les stations situées à l'ouest restent avantagées. Par exemple, les premières pluies de mars 1970 sont concomittantes aux quatre stations mais elles tombent plus longtemps et en plus grande quantité à Bamenda qu'à Koundja. A la fin du mois, les pousses d'herbe atteignent une vingtaine de centimètres du côté de Bamenda tandis qu'elles sortent à peine au Bamoun.

Dans toutes les savanes, la saison *seeto* s'accompagne d'une mobilité des éleveurs, à l'affût de pâturages reverdis. C'est d'autant plus vrai aux Grassfields dont le relief fragmente les pluies. Les transhumants quittent les pâturages de saison sèche, sans pour autant regagner tout de suite les hauteurs. Ils se déplacent vers des campements temporaires, au pied des plateaux ou sur les premières pentes.

Bien que le décalage végétal soit très net entre les reliefs d'orientation opposée, les troupeaux passent rarement d'une façade montagneuse à l'autre. Mais les transhumants dans la plaine de Ndop quittent déjà les basses plaines alluviales, transformées en bourbiers. Ils remontent sur les interfluves (*yoolde*), où de jeunes pousses commencent à sortir.

C'est une période délicate pour les animaux, affaiblis par les privations de la saison sèche. L'ingestion brutale de pousses vertes se traduit souvent par des diarrhées, *saarol*. Des maladies sont spécifiques de cette saison de transition, en particulier *kaBowa*, caractérisée par de la fièvre et une paralysie après un abreuvement excessif (77). Les tiques et les mouches commencent à pulluler à basse altitude. Les mouches, *Bokaaji*, envahissent les abris des transhumants, chassant les jeunes enfants qui cherchent refuge à l'ombre des arbres... Bientôt, elles deviennent si nombreuses en plaine de Ndop qu'elles contraignent à partir : *seeto, Bokaaji riiwa Di : « en début de saison des pluies, les mouches chassent les vaches. »*

77. Les éleveurs désignent peut-être ainsi une forme aiguë de rickettsiose.

La saison *seeto* marque une poussée de tensions entre éleveurs et cultivateurs. Encouragées par les premières chutes de pluie, les cultivatrices sont anxieuses de semer le maïs précoce. La période des grands travaux agricoles commence. Les femmes retournent en billons des dépressions, livrées au parcours du bétail au plus fort de la saison sèche. Des cultivatrices impatientes poussent les éleveurs à se retirer. C'est le cas en plaine de Ndop mais également à Misaje, en contrebas de Nkambe. *To ndiyam toBi, waynaaBe fottaay, Be wurtina waynaaBe : « lorsque les pluies reviennent, les bergers ne peuvent rester en bas, les cultivatrices les "sortent". »* Dès qu'un transhumant en plaine de Ndop ou sur le plateau de Bafut se replie, des cultivatrices se précipitent pour retourner, à la houe, les aires du bétail. A la fin de *seeto*, seule subsiste la tache jaune de la hutte de paille, signalant l'emplacement du site de transhumance.

Si les pluies tombent tout de suite en abondance, la pousse de l'herbe devient générale, dès la fin du mois de mars. En bas de versants montagneux orientés à l'ouest, les herbes atteignent déjà 40 cm de haut. Les animaux se rassasient et reprennent du poids. Mais les tourbillons d'insectes et de mouches les rendent nerveux. Les bergers disent que les bêtes remonteraient d'elles-mêmes, si les éleveurs ne les contenaient pas en bas, afin de ménager les prairies d'altitude.

La vraie saison des pluies : "ndungu". A partir de la fin de mars ou, plus habituellement, début avril, les pluies ne s'interrompent que quelques jours. Pour les Mbororo, c'est ***ndungu***. Pendant plus de 6 mois, les pluies se succèdent régulièrement. Les plateaux sont balayés par le flux puissant de la mousson, en provenance de l'océan. Au cours de la nuit, les températures fléchissent, si bien que la masse d'air humide ambiante déverse des pluies abondantes.

A ces précipitations, dites "extensives" de mousson (78), s'ajoutent des pluies orageuses, liées à des ascendances thermiques, fréquentes en relief accidenté. Les hauteurs des Grassfields se classent parmi les régions du Cameroun les plus exposées aux orages. Un graphique de J.B. SUCHEL (79) démontre que les orages ne surviennent qu'en saison des pluies : d'avril à octobre, la station de Bamenda enregistre de 20 à 25 orages par mois. Ces manifestations orageuses se traduisent parfois par des pertes sévères en bétail. Il arrive que des éclairs foudroient une dizaine d'animaux. Les Mbororo ne s'en plaignent pas comme des effets de la sécheresse : la foudre est interprétée comme une manifestation divine. Dès que des animaux sont foudroyés, les villageois peuvent s'en emparer. Ces dons font partie des accords implicites entre les deux populations. Ils font la joie des villageois qui ne tardent pas à dépecer les victimes.

78. SUCHEL, J.B., 1988, t. 1, p. 135.

79. idem t. 4, fig. 250.

Hoore ndungu désigne les premiers mois de la saison des pluies, d'avril à juin. C'est une période de prospérité pastorale : les pluies se répètent à intervalles réguliers et les herbes poussent vite. Les transhumants regagnent les pâturages d'altitude. C'est l'époque des retrouvailles de familles séparées par la transhumance. Si les produits agricoles se font rares et onéreux, le lait redevient abondant. Les animaux paissent des herbes tendres. Ceux qui étaient descendus en transhumance se remettent en état.

Aucune maladie grave ne menace les animaux en altitude. Seuls, les veaux peuvent souffrir de diarrhées liées à des ascaris. Les éleveurs leur font avaler des décoctions amères ou se procurent des cachets de vermifuges. A moindre altitude, le grand danger, c'est la babésiose. ***To sammoore, bee saarol nangaay nder ndungu, waDataa asar :*** *« si la babésiose et la diarrhée ne se déclarent pas en saison des pluies, il n'y a pas de perte. »* La plupart des animaux retrouvent leur poids maximum : ***Di faya sosey :*** *« les vaches sont bien grasses. »*

A partir de juillet, les pluies tombent presque tous les jours, jusqu'en septembre. C'est ***caka ndungu*** : le milieu de la saison des pluies. Ces mois ne comptent que 2 à 3 journées sèches et il arrive qu'en août, tous les jours soient pluvieux. Pourtant, les pluies ne sont pas diluviennes : moins de 50 mm par jour, mais elles se succèdent sans répit.

Une forte humidité imprègne la végétation : étendues herbeuses constamment mouillées, gouttes d'eau qui percolent des feuillages d'arbres englués de mousses et de lichens. Entre les touffes d'herbe, les marcheurs pataugent dans l'eau. D'après les éleveurs, les herbes ne poussent plus autant qu'en début de saison, par suite de sols engorgés. Les tiges des graminées d'altitude commencent à "filer" et les feuilles à durcir.

Les pluies ne surviennent plus seulement en soirée mais à n'importe quel moment, ce qui contrarie les occupations. Parfois, une pluie fine persiste à longueur de journée, empêchant de quitter les habitations. Chacun reste au campement, recroquevillé autour du feu, où des épis de maïs sont mis à griller. C'est ***yaake Butaali*** : *« le moment de la récolte du maïs.»* Enfants et adultes apprécient comme une friandise les épis frais, légèrement braisés au feu. Ne serait-ce que pour la joie des enfants, les Mbororo sédentarisés entreprennent un lopin de maïs. ***Woodi nafu Bikkon, yaake Bendi*** : *« cela sert aux enfants, quand (le maïs) est mûr. »*

Les longues journées pluvieuses immobilisent les éleveurs dans l'inaction. Malgré les difficultés à circuler, ceux qui viennent du Nigeria choisissent cette période pour entreprendre de longs voyages. Ils rendent visite aux parents laissés au nord. D'autres, au contraire, partent en taxi vers l'Adamaoua. Dans ce cas, le voyage peut préparer une migration. Même les femmes répugnent à rester enfermées au campement. Certaines profitent de cette période de loisirs pour retourner auprès de leur famille, où elles s'attardent jusqu'à 3 ou 4 mois.

Les tiques, moins nombreuses, n'imposent plus un travail fastidieux. Cependant, des éleveurs ont de mauvaises surprises lorsqu'ils ont négligé, plusieurs matins pluvieux, l'inspection des animaux.

La persistance des pluies entrave le rythme de la pâture. Le matin, les animaux restent serrés les uns contre les autres. Ils ne partent qu'à une heure avancée, à la faveur d'une éclaircie. Quant aux moutons, ils restent enfermés dans un abri ou se protègent sous le rebord des toits. Ce sont eux qui souffrent le plus de l'humidité.

Alors qu'à basse altitude, des accès de trypanosomose se déclarent à cette époque, les troupeaux se maintiennent en bon état sur le ***caBBal***. Pourtant, à partir de septembre, ils ressentent les premiers effets de fourrages insuffisants. C'est un paradoxe, car ils évoluent au milieu de grandes touffes d'herbes, encore vertes. Mais ces prairies, d'aspect plantureux, font illusion. Les graminées d'altitude se durcissent, se lignifient, si bien que les animaux ne broutent plus que l'extrémité des feuilles. En septembre, les troupeaux commencent à parcourir des distances plus grandes, à la recherche d'herbes tendres. « La pâture est tellement sélective qu'en fin de saison, les bêtes sont dans les herbes jusqu'au ventre » (80). Des éleveurs de hauts plateaux décident déjà de déplacer du bétail. Ils l'envoient, sous la garde d'un fils ou d'un berger, à la bordure des plateaux, tirer parti de graminées plus tendres.

80. BROUWERS, M.J.A., 1963.

Alors qu'elle s'était amorcée par plusieurs passages orageux, la saison des pluies s'achève de façon soudaine, à la fin d'octobre ou au début de

novembre. En une quinzaine de jours, le basculement climatique est total. A des pluies encore journalières en octobre succède un temps uniformément sec. La fin des pluies survient simultanément à toutes les stations, qu'elles soient en situation d'abri ou exposées "aux vents". Parfois, une ou deux ondées d'arrière-saison arrosent encore la station de Bamenda, à la fin de novembre. Ensuite, c'est fini.

Les Mbororo désignent ***yaftal*** la courte période de fin des pluies et de début de saison sèche. La végétation herbacée jaunit vite, alors que les sols disposent encore de réserves hydriques. Seuls, les tapis d'herbe "kikuyu", autour des campements, parsèment le paysage de taches de verdure.

Le mois de novembre concentre une vie sociale intense. C'est comme si les éleveurs sortaient d'une longue période de torpeur. Chacun peut se déplacer sans crainte d'être surpris par une averse qui trempe jusqu'aux os. Les fêtes familiales se succèdent à un rythme rapide : baptêmes, prières de fin d'études coraniques, mariages. Chaque cérémonie offre l'occasion de resserrer les liens de parenté et de compter ses alliés. Les annonces des fêtes organisées par les éleveurs prestigieux se répandent fort loin. Les rassemblements s'accompagnent de l'abattage d'animaux. C'est le seul moment de l'année où les Mbororo se gavent de viande.

Il fait bon vivre dehors. L'air devient sec et léger, parcouru d'effluves de paille sèche. Les tiges durcies et piquantes des prairies d'altitude rebutent les animaux, déjà tiraillés par la faim. De nuit, ils prennent d'eux-mêmes le chemin de la transhumance. L'éleveur n'a plus qu'à se lancer à leur poursuite. Fort heureusement, les dégâts aux cultures sont moins à craindre qu'en zone soudanienne, le maïs étant récolté depuis longtemps. Il s'agit donc de contenir les animaux en altitude, le temps de l'achèvement des vaccinations par les vétérinaires et de la mise à feu des savanes à basse altitude.

La période ***yaftal*** ne dure qu'à peine plus d'un mois. Les cultivateurs en hauts plateaux n'admettent pas l'entrée des troupeaux sur les champs, si bien qu'il est inutile d'attendre l'enlèvement des dernières récoltes. Chacun se prépare pour la nouvelle saison. Les cérémonies familiales donnent aux jeunes l'occasion de se rencontrer, mais les anciens évoquent déjà les mois à venir.

Pour les cultivateurs, une bonne saison des pluies doit être précoce, pourvue de précipitations régulières et abondantes dès le début : le cycle végétal du maïs se déroule alors de façon satisfaisante. Les éleveurs sont également attachés à des pluies précoces, de façon à écourter la période pénible pour les animaux. Mais, par la suite, ils ne tiennent pas à des pluies trop régulières qui favoriseraient les tiques à basse altitude. Les petits épisodes secs de *seeto* conviennent mieux que des pluies continuelles.

En milieu de saison, une insolation insuffisante entrave le mûrissement des épis de maïs. De même, des totaux pluviométriques importants ne se montrent pas toujours favorables à l'élevage. Un excès de pluies de juillet

à septembre engorge les sols et provoque l'asphyxie des plantes à système racinaire superficiel. Plutôt que de grosses pluies, les éleveurs apprécient une longue saison qui raccourcit d'autant la saison sèche.

Une saison sèche brève mais sévère

Dans ses études consacrées aux pluies puis aux climats du Cameroun (81), J.B. SUCHEL insiste sur l'existence d'une véritable saison sèche à l'ouest du pays. Il la démontre par toute une batterie d'indices climatiques : les minimums mensuels d'humidité moyens (<40 %) et absolus (<10 %), la durée d'humidité supérieure à 90 % (6 à 7 mois), les hauteurs de pluie en décembre et janvier (<40 mm), l'évaporation mensuelle la plus forte (>200 mm), le nombre de jours de bruine par rapport à ceux de brume sèche (<0,2). Chaque carte illustrant par des isolignes les valeurs de ces critères rattache les hauteurs de l'ouest à l'Adamaoua.

81. SUCHEL, J.B., 1972, p. 231 ; 1988, t. 3, p. 1038.

Les calculs climatiques sophistiqués confirment des observations subjectives. Bien que les paysages ne soient pas identiques, le climat des plateaux ressemble, durant quelques mois, à celui des contrées soudaniennes : même air sec ambiant, même brume estompant les paysages, même végétation herbacée jaunie et desséchée.

J.B. SUCHEL rend compte par l'altitude de l'inflexion vers le sud des limites d'une saison sèche marquée. A cette époque de l'année, l'air de mousson se retire vers l'océan ; seule, une mince couverture d'air humide subsiste sur le continent. Les plateaux des Grassfields émergent dans un air continental sec qui surmonte, en biseau, l'air océanique.

A partir d'octobre, les vents dominants changent d'origine. De l'ouest, ils virent à des provenances d'est et du nord-est à Koundja, également du nord à Bamenda. Jusqu'en février-mars, les plateaux sont soumis aux souffles de l'harmattan, c'est-à-dire de l'alizé boréal.

Il est exceptionnel que des contrées situées à 6° de latitude Nord basculent ainsi sous l'influence de l'air continental. Bien entendu, la barrière montagneuse joue encore un rôle mais, cette fois, dans l'autre sens. Les façades orientées à l'est subissent davantage les nouveaux flux atmosphériques que celles tournées vers l'ouest.

La saison sèche comprend les mois secs de décembre et janvier, encadrés par des mois sub-humides ou d'arrière-saison : novembre et mars. Les éleveurs, quant à eux, introduisent une distinction entre le début et la fin de la saison. En décembre et janvier, c'est ***dabbunde*** : la saison sèche et froide à laquelle succède ***seeDu*** : la période sèche et chaude de février-début mars. Par rapport aux régions soudaniennes, la réduction de la saison sèche porte sur ***seeDu.***

Les températures baissent durant les nuits de janvier. Le froid sec, ***jaangol,*** provoque des rhumes chez les enfants. Dans les huttes de paille, des dormeurs toussent à longueur de nuit. Des coulées d'air froid descendent des hauteurs et s'étalent sur la plaine de Ndop. Elles s'accompagnent de brouillards compacts en matinée. Mais la brume sèche, ***suddi,*** devient plus fréquente : elle brouille les détails du paysage et masque les horizons lointains, à longueur de journée.

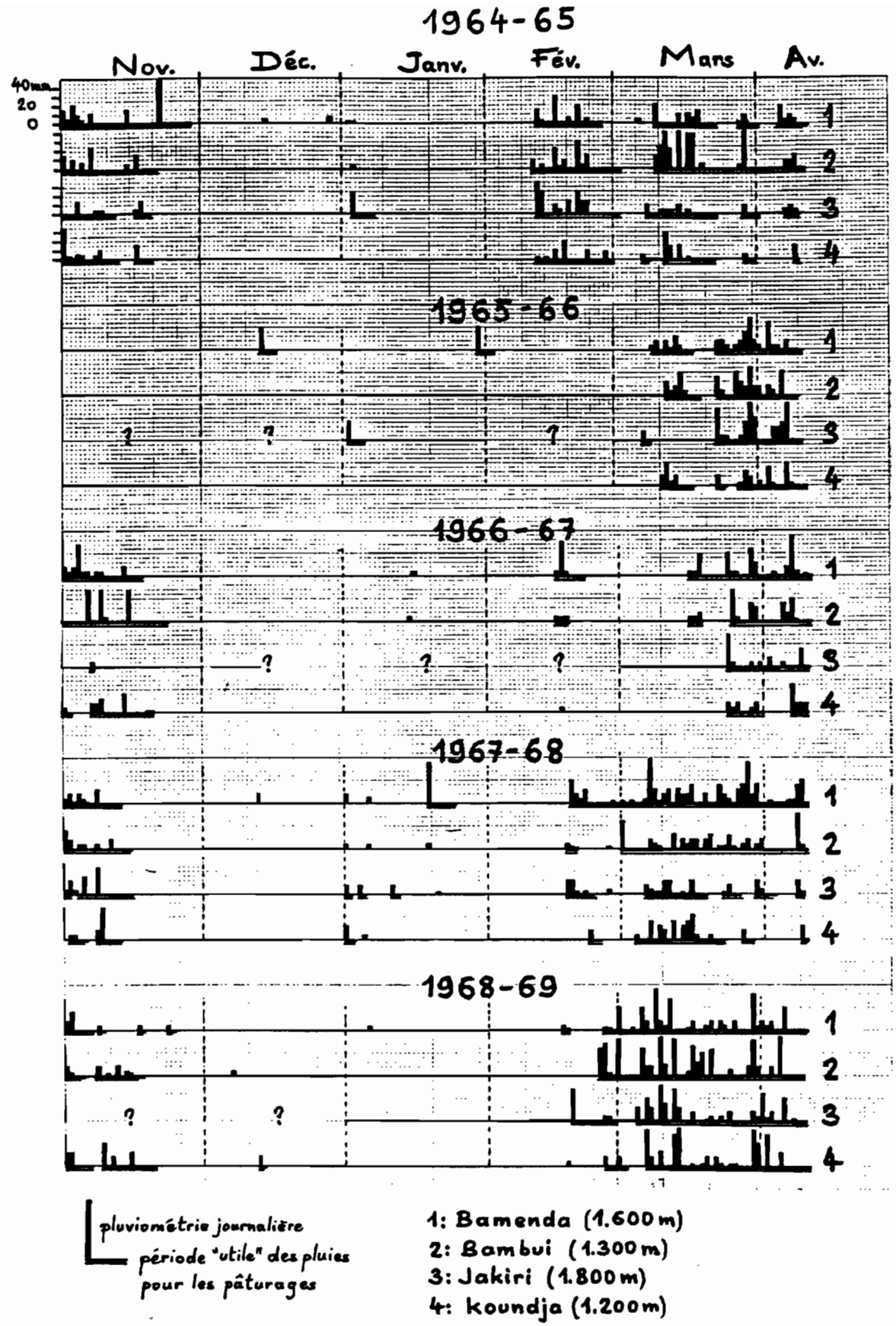


Fig. 66 : *Exemples d'averses de saison sèche et de retours des pluies*

Pour les éleveurs, l'arrivée de ***dabbunde*** marque un moment critique. Les animaux ressentent la faim et aspirent à gagner d'autres pâturages. Les éleveurs ont la responsabilité de maintenir les animaux en bon état. Vient le moment de soupeser avantages et inconvénients de la transhumance. L'expérience des années précédentes, la présence d'une personne âgée ou impotente dans la famille comptent dans la décision. Mais l'impératif, c'est la recherche de l'herbe. Les éleveurs y répondent par une grande dispersion. Aux rassemblements lignagers de la longue saison des pluies succède le retour à l'autonomie de chaque famille. Avec la saison sèche, les unités de cheptel sont réaménagées. Les troupeaux "de brousse," éloignés du campement en saison des pluies, sont recomposés et regroupés pour transhumer côte à côte. Des vaches laitières sont maintenues près du campement. En compagnie des moutons et de quelques chevaux, elles ne s'écartent plus des tapis d'herbe "kikuyu."

A partir de janvier, les pâturages d'altitude brûlent, les feux noircissant de vastes étendues. Mais ce ne sont pas de gigantesques incendies comme ceux qui embrasent les grandes savanes. Les touffes d'herbes de hauts plateaux n'alimentent que de petits feux qui courent au ras du sol. Les animaux restés en altitude perdent rapidement du poids. ***Di laafi*** : « *les vaches sont maigres.* » Les laitières ne procurent plus qu'un peu de lait, réservé aux enfants. Privés de leur nourriture favorite, les adultes avouent qu'ils « *souffrent.* » Pour tromper l'envie de lait, ***suuno kosam***, quelques gouttes de lait caillé sont mélangées à de l'eau. Cela donne ***cuuraaDam***, boisson de la saison sèche.

Les transhumants descendent à basse altitude. Ils se dirigent vers les fonds de vallée ou les dépressions encore humides. Plus tard, ils gagnent les interfluves pour profiter des repousses d'herbes vivaces, après le passage des feux. Il s'agit, malgré la saison sèche, d'amener les troupeaux sur des pâturages encore verts, ***geene peewDum*** : « *l'herbe fraîche.* » Pour cela, les transhumants comptent sur des averses en milieu de saison sèche.

Malgré sa rigueur, la saison sèche est interrompue, à cette latitude, par des pluies orageuses. Les hauteurs de l'Ouest-Cameroun sont annexées au domaine continental mais l'air humide océanique n'est jamais éloigné et, par moments, des offensives de mousson battent en brèche la prépondérance de l'air sec. Au coeur de la saison sèche, les vents s'inversent brusquement, le ciel s'obscurcit et des averses s'abattent. Mais elles ne durent pas longtemps (fig. 66).

Les poussées d'air humide ne sont pas aussi fréquentes ni copieuses des deux côtés de la dorsale montagneuse. Bamenda peut recevoir des pluies dès le mois de décembre (22 mm en 1965-66). Une seule chute de pluie en janvier excède parfois 40 mm à cette station (en 1967-68), alors que les autres n'enregistrent que des traces. L'opposition entre façades pluvieuse et abritée s'accuse au début de mars, lorsque les épisodes pluvieux deviennent plus fréquents. A la fin de la saison sèche 1962-63, Bamenda reçoit 162 mm de pluie aux premiers jours de mars et Koundja, seulement 51 mm.

Lorsqu'elles excèdent une dizaine de millimètres, les pluies imprègnent les horizons supérieurs du sol et suffisent pour déclencher une pousse d'herbe. Mais les fortes pluies ne bénéficient qu'à des étendues restreintes. Les éleveurs qui font preuve de perspicacité y conduisent les

animaux dès la pousse des jeunes herbes. Il s'agit de précéder les autres. A partir de février, les pluies de saison sèche deviennent plus fréquentes. Elles déterminent un regain de mobilité. Des animaux, jusque-là retenus près des campements, sont descendus, de façon à tirer parti des pousses d'herbe, abondantes à basse altitude. ***Sey to ndiyam Badi toBugo, Di Dista, Di dilla*** *« c'est seulement quand les pluies sont proches que les vaches s'éloignent, qu'elles partent. »*

Au dessèchement des prairies d'altitude pendant cette saison s'ajoute le tarissement des torrents de montagne. Les rares points d'abreuvement deviennent boueux. Alors qu'en saison des pluies, l'eau suintait partout sur les dalles rocheuses ou les pelouses sommitales, les sources à haute altitude s'assèchent presque toutes. ***Ndiyam ta'an :*** *« l'eau s'arrête. »* Autre inconvénient : les eaux des torrents en altitude sont froides en saison sèche. Or, d'après les éleveurs, il n'est pas recommandé d'abreuver le bétail à des eaux froides en cette saison, alors que l'air devient chaud et que les pâturages sont desséchés. C'est ce qu'exprime avec beaucoup d'acuité un éleveur en haut plateau : ***na'i yara ndiyam pewDam, kanjum torri na'i haa Do :*** *« les vaches boivent de l'eau froide, c'est ce qui les fait souffrir ici. »* Au contraire, la température des eaux est plus élevée en plaine lors de la saison sèche, ce qui conviendrait aux animaux. Ces observations, issues d'une longue expérience de l'élevage en altitude, sont tout à fait pertinentes.

Au mois de février, les animaux affrontent la période la plus pénible, celle de la "soudure pastorale". Ils sont tiraillés par la faim. Sans les averses orageuses, il ne subsisterait que de vieilles tiges. La sévérité de la saison sèche dépend de la date du retour des pluies. En 1964-65, elles se rétablissent partout dès le 10 février : les animaux n'ont pas souffert. Au contraire, la saison sèche suivante, les pluies sont retardées d'au moins un mois et encore davantage en 1966-67. A partir de la mi-février, des animaux font des chutes en essayant d'attraper des touffes d'herbes accrochées aux berges de rivière. Manquant de force, ils ne peuvent se relever ; ***Di tampi :*** *« les vaches sont épuisées. »*

Les éleveurs surveillent le retour quotidien des animaux, afin de repérer ceux qui manquent. En cas d'absence, les hommes et les jeunes partent à leur recherche, inspectant tous les fonds de vallée. Si l'animal tombé est retrouvé vivant, on s'équipe de cordes pour le relever. Lors des années soixante-dix, les éleveurs se plaignent de la longueur de la saison sèche, surtout lorsqu'elle se prolonge durant tout le mois de mars, comme c'est le cas en 1977.

Quant à la saison sèche 1982-83, elle a marqué la mémoire collective. Les pluies furent retardées à la fin d'avril et restèrent déficitaires de 50 % jusqu'en juin. Les pertes d'animaux par épuisement ont atteint une ampleur jamais connue. Des témoignages avancent une proportion d'un tiers. ***Na'i Badi jinnugo hitaande man :*** *« le troupeau a failli disparaître, cette année-là. »* Rétrospectivement, les éleveurs désignent 1983 comme l'année de la grande sécheresse : ***hitaande seeDu naawi.*** Cependant, les pertes ont davantage touché des animaux adultes que des jeunes. D'une façon, les troupeaux se sont reconstitués assez vite.

Si l'amorce de la saison sèche se repère relativement bien par un arrêt brutal des pluies, la fin de la saison est plus délicate à situer. Les pluies reprennent de façon progressive. A plusieurs journées pluvieuses peut succéder un temps sec, étalé sur une dizaine de jours ou davantage. La saison des pluies ne correspond pas seulement à des précipitations abondantes mais réparties également de façon régulière, sans interruption de plus d'une semaine.

Quelques indices annoncent l'arrivée de la saison des pluies. Le ciel se charge de nuages. Les rosées matinales, ***sammam***, indiquent que l'air devient plus humide. ***Samual***, la cigogne noire d'Abdim, fait escale sur les prairies d'altitude quelque temps avant les grandes pluies.

La "période des nuages" promet le retour proche des pluies, donc un rétablissement du bétail. En attendant, la conduite d'animaux affaiblis exige des précautions. Beaucoup de pertes de bétail surviennent en fin de saison sèche, par suite de chutes dans les ravins. ***Haala veelo, tampugo*** : *« c'est à cause de la faim, de l'épuisement. »* De plus, des tiques commencent à s'accrocher aux animaux. Il faudra encore au moins un mois avant que les animaux reprennent des forces et regagnent les hauteurs.

La durée de la saison sèche, sa continuité ou sa coupure par des pluies intercalaires se répercutent sur l'état du bétail. D'une année à l'autre, les animaux ne sont pas affectés aussi durement par le dessèchement des pâturages.

Les archives de la station de Bambui contiennent les résultats de quelques pesées de lots d'animaux constitués chacun d'une dizaine de têtes (82). Les variations du poids moyen d'un animal adulte sont mises en relation avec la pluviométrie du même mois à Bambui (fig. 67).

82. IEMVT, 1970, "Bambui Station : Animal husbandry and Grasslands sections, Annual Report. Part 1 : Agrostology".

Lors de la saison sèche 1969-70, les pluies s'arrêtent de façon tardive, novembre recevant encore 150 mm. Mais ensuite, la sécheresse règne durant 4 mois. Février reçoit une pluie intercalaire et mars, deux pluies importantes mais suivies de retours de temps sec. Les animaux perdent du poids jusqu'à mi-avril, bien qu'entre-temps, les pluies soient redevenues régulières. Les pertes de poids restent modérées : 19 kg, soit 7 % du poids initial. Mais elles se sont étalées durant toute la saison sèche.

L'année suivante, le profil des pesées est différent, en rapport avec une saison sèche qui se déroule autrement. Elle commence de façon brutale puisque novembre et décembre ne reçoivent aucune goutte d'eau. Les conséquences se font sentir le 15 janvier : une perte de 40 kg par animal, soit 12 % en un mois. Le bétail accuse fortement le choc de la sécheresse. Mais une bonne pluie intercalaire survient dès janvier, deux en février et en mars, la saison pluvieuse est déjà rétablie. Aussi, le bétail reprend-il du poids à partir de janvier, lentement d'abord puis de façon rapide. A la mi-avril, il a rattrapé et davantage le déficit subi en début de saison. Il peut continuer à prendre du poids pendant le reste de la saison des pluies.

D'une année à l'autre, le poids moyen des animaux à la station de Bambui enregistre, avec un décalage, la répartition des pluies. Il reflète probablement l'état du cheptel des Grassfields. Bien que déjà anciens, ces résultats offrent deux exemples chiffrés du comportement du bétail face à

l'interruption des pluies : profil en pente ou en U creusé. Des pluies intercalaires peuvent atténuer les conséquences pour le bétail d'un début sévère de saison sèche. Mais, lorsque la sécheresse se prolonge plus de 3 mois sans aucune pluie intercalaire, des amaigrissements de l'ordre de 10 % par mois mettent les animaux en mauvais état.

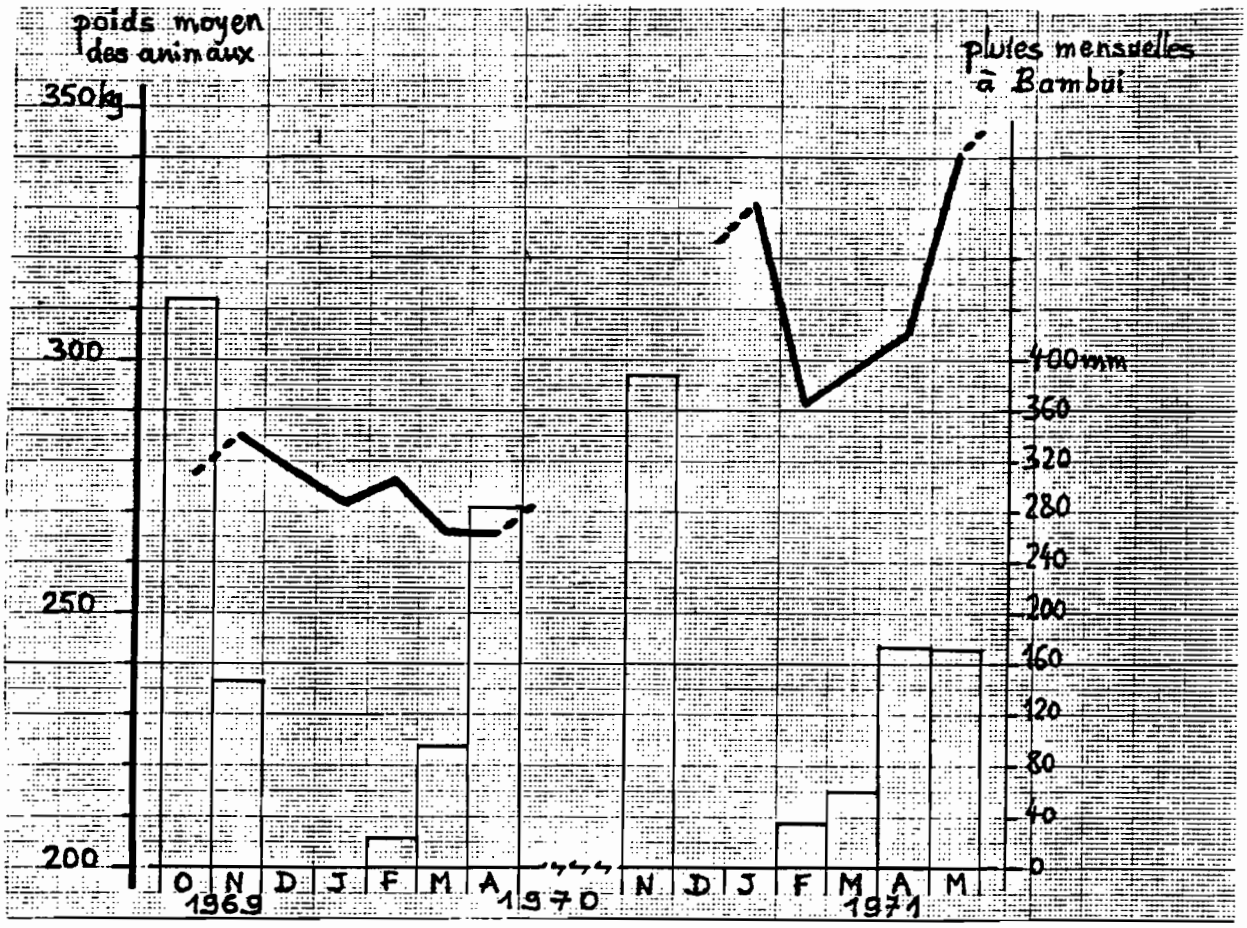


Fig. 67 : *Conséquences de deux saisons sèches sur des bovins à Bambui*

A une latitude aussi méridionale et à seulement 200 km du Golfe de Guinée, la rigueur de la saison sèche est étonnante. Bien qu'elle ne dure que 3 à 4 mois en moyenne, les animaux ressentent durement le changement de saison : *"dabbunde, na'i Don laafa, daama walaa" : « en saison sèche, les vaches maigrissent, il n'y a rien à faire.* » L'incidence de la saison sèche sur l'état du bétail est relativement plus forte qu'en zone soudanienne où les pluies s'arrêtent 6 mois et davantage.

Pour rendre compte de l'affaiblissement rapide des animaux à cette période de l'année, il ne suffit pas de dénoncer une saison sèche de plus en plus sévère, comme les éleveurs se bornent souvent à le faire. Les difficultés saisonnières des animaux sont exacerbées par l'état des pâturages. A la limite, des éleveurs soutiennent qu'une saison sèche serait plutôt bénéfique pour l'élevage, à condition de ne pas durer trop longtemps. Selon les conceptions traditionnelles, le bétail ne doit pas rester

à longueur d'année aux mêmes endroits. La transhumance de saison sèche donne l'occasion d'un déplacement et d'un repos des pâturages habituels. Pourquoi cette technique pastorale ne serait-elle pas aussi efficace qu'en zone soudanienne pour maintenir les animaux en état ?

DES PATURAGES ANTHROPIQUES

Altitude et salubrité représentent des composantes originales de l'élevage sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. Cependant, l'activité pastorale dépend, en premier lieu, de formations végétales susceptibles de fournir une pâture. Les beaux pâturages de plateaux semblent liés à l'altitude qui interviendrait, encore une fois, comme facteur décisif. Pourtant, les phytogéographes ont démontré que l'étagement végétal des montagnes tropicales repousse la prairie à de hautes altitudes, supérieures à celles des Grassfields.

La végétation climacique des plateaux est, dans l'ensemble, forestière. Si la végétation actuelle correspondait au climat humide des Grassfields, elle n'offrirait pratiquement pas de ressources fourragères ; l'élevage serait impossible. Les savanes et prairies qui couvrent maintenant la majeure partie des hauteurs proviennent donc de la destruction d'anciennes forêts : ce sont des formations secondaires.

Le fait est général aux altitudes moyennes en Afrique et même en d'autres régions tropicales. Des phytogéographes ont insisté sur les «homologies spectaculaires» (83) que présentent les moyennes montagnes, de 1.000 à 2.000 mètres, en zone tropicale. Partout, la prairie couvre des versants et participe comme élément du paysage montagnard, à côté de forêts souvent insérées dans les vallées. Le partage de l'étage montagnard entre forêt et prairie provient peut-être d'une déforestation plus facile en altitude qu'en régions basses.

83. SCHNELL, R., 1971, "Introduction à la phytogéographie des pays tropicaux", vol. 2, p. 777.

De la forêt à l'herbe

Un voyageur anglais, attentif aux paysages des Grassfields, se posait, dès 1920, la question de la répartition insolite de l'arbre et de l'herbe sur les hauteurs. « I formed the opinion that where the Harmattan, the strong desert wind of the winter months, strikes the hills, only grass grow. The forest requires some protection. While man's destructive agency has undoubtedly been great, possibly some of the hill-tops on the exposed sites were never forested » (84). Pour rendre compte de la présence de l'herbe en altitude, l'observateur fait judicieusement appel à deux facteurs possibles : une influence climatique et une intervention anthropique.

84. MIGEOD, F.W.H., 1925, "Through British Cameroons", p. 102.

Des études récentes se départissent de ce diagnostic prudent et insistent sur l'influence primordiale de l'homme. La prairie, apparemment typique des reliefs qui atteignent 2.000 mètres, marque, en fait, l'aboutissement d'un changement complet de végétation. D'après P. HAWKINS

et M. BRUNT (85), plusieurs formations secondaires ont succédé à la forêt : des savanes boisées, puis des savanes arbustives, avant de laisser la place à une végétation purement herbeuse. Cependant, cette reconstitution reste schématique : les formations végétales se remplacent peut-être selon un ordre régulier, mais les espèces de substitution ne sont pas les mêmes, d'une altitude à l'autre.

85. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 206.

A la recherche des végétations climaciques

Les seuls endroits couverts d'herbe de façon naturelle se restreignent aux affleurements basaltiques et aux crêtes montagneuses. Le cas des sommets des Grassfields reste cependant incertain.

Pelouses subalpines naturelles ou secondaires ?

Les montagnes tropicales comportent un étage dit "alpin" lorsque l'altitude excède la limite supérieure des arbres. Cet étage, essentiellement herbacé, se situe habituellement au-dessus de 4.000 mètres ; il ne concerne donc que le sommet du mont Cameroun, couvert d'un "désert alpin" (86). Les sommets des Grassfields appartiennent plutôt à l'étage "subalpin", immédiatement inférieur au précédent. Ici, les formations herbacées coexistent avec des taillis arbustifs, voire des forêts. En dérivent-elles, à la suite d'une disparition de la végétation ancienne ?

86. MAITLAND, 1932, "The grassland vegetation of the Cameroons mountain".

Selon P. HAWKINS et M. BRUNT (87), les formations herbacées basses subalpines proviennent effectivement de l'élimination de la bambousaie à *Arundinaria alpina*, qu'ils tiennent pour la végétation climacique des sommets. Récemment, R. LETOUZEY (88) interprète, au contraire, la bambousaie d'altitude comme une formation colonisatrice et envahissante. De plus, elle se tient en-dessous de 2.600 mètres, alors que, pour R. LETOUZEY, la limite inférieure de l'étage subalpin se situe vers 2.800-3.200 mètres.

87. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 207.
88. LETOUZEY, R., 1985, "Notice de la carte phytogéographique du Cameroun au 1/ 500.000", p. 37.

Au-dessus de "l'étage des bambous", R. PORTERES (89) identifiait, sur les monts Bambouto, la bordure mince d'un "étage des bruyères". Aux buissons de *Philippia mannii* s'ajoutent d'autres arbustes caractéristiques, comme le genêt de montagne : *Adenocarpus mannii*. Dès lors, les pelouses subalpines remplacent-elles d'anciens fourrés frutescents ? En fait, *Adenocarpus mannii* se comporte de façon encore plus conquérante que les bambous. Grâce à de larges aptitudes écologiques, il colonise de vieilles jachères à moins de 2.000 mètres. Plutôt que l'indicateur d'une formation ancienne subalpine, c'est une espèce de reprise forestière.

89. PORTERES, R., 1946, "Climat et végétation sur la chaîne des Bambuttos (Cameroun)".

Finalement, la recherche de la végétation climacique de l'étage subalpin s'avère difficile et le diagnostic d'H. JACQUES-FELIX (90) reste valable : si les formations herbacées des sommets des Grassfields ne sont pas des prairies alpines au sens précis du mot, elles seraient des prairies édapho-climatiques. La sécheresse des sols, accentuée du côté soumis aux vents d'est, limiterait la végétation à un tapis herbacé.

90. JACQUES-FELIX, H., 1950, "Géographie des dénudations et dégradations du sol au Cameroun".

Des forêts montagnardes aux prairies

Des bambousaies spectaculaires occupent la partie supérieure de l'étage montagnard, de 2.100 à 2.600 mètres. Le bambou alpin est une graminée dont la hauteur peut atteindre une quinzaine de mètres et le chaume excéder 10 cm de diamètre. Au terme de quelques années, la plante émet des fleurs puis meurt et se dessèche. Les petites feuilles sont caduques et jonchent le sol d'un matelas épais. Lorsque les feuilles flétrissent, les bambousaies forment de grandes taches jaunes en haut des montagnes. Les peuplements de bambous sont denses et pratiquement purs. On marche parmi un semis serré de chaumes, dénué de tapis végétal, malgré la lumière qui pénètre en sous-bois (fig. 68).

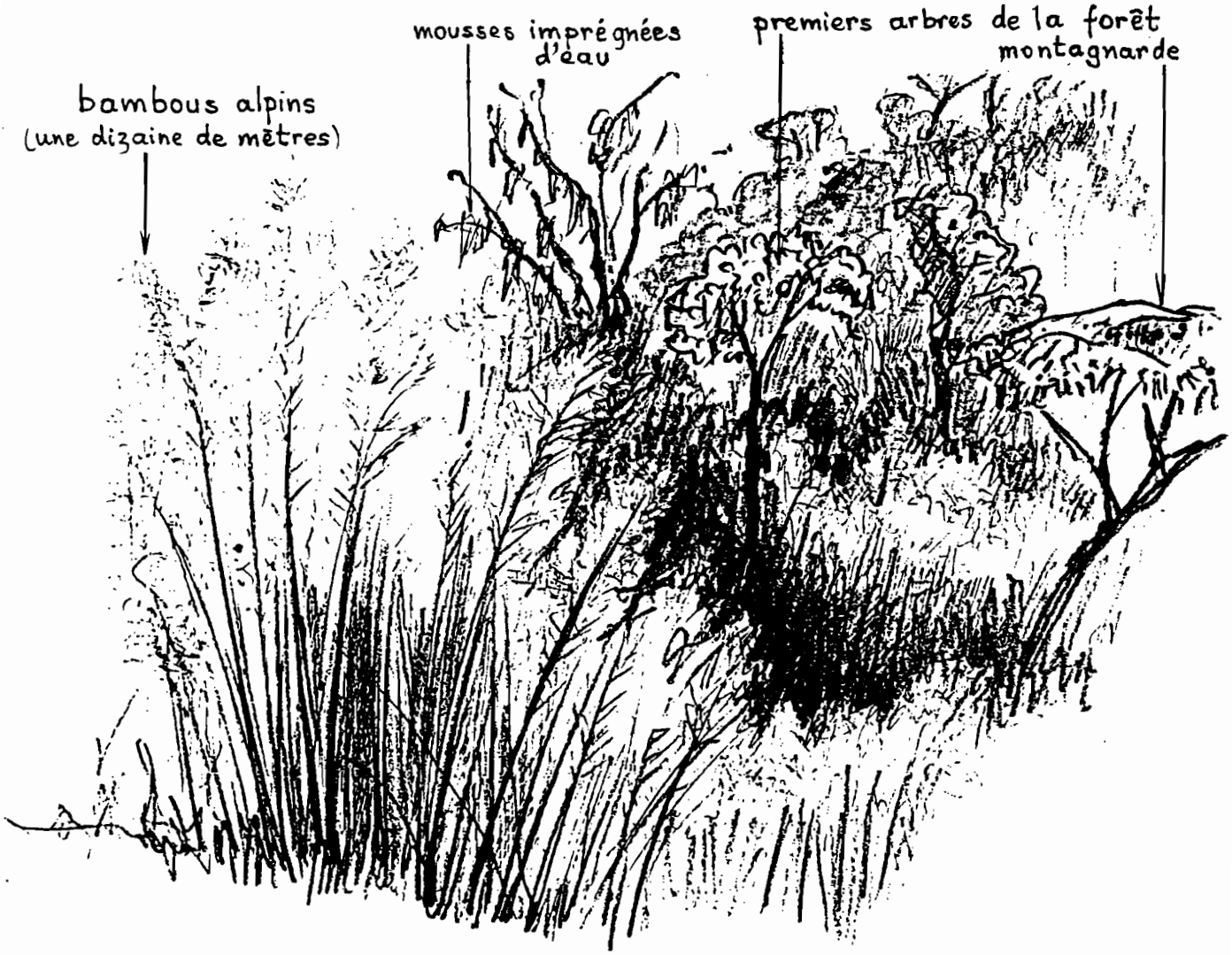


Fig. 68 : ***Façade d'une bambousaie au sommet du mont Bambili (2.500 mètres).***

Les bambousaies représentent-elles la végétation ancienne de la partie haute de l'étage montagnard ou, déjà, une forme de dégradation ? Le bambou alpin est absent du mont Cameroun, montagne moins affectée, à haute altitude, par l'action anthropique que les Grassfields. Mais la flore du

mont Cameroun est plus pauvre que celle des autres montagnes camerounaises (91). De plus, les bambousaies occupent des sites préférentiels, en creux de versants orientés à l'ouest, face aux vents humides. A l'est des montagnes, elles frangent seulement les cours d'eau et la taille des chaumes se réduit. Les bambousaies sont sensibles aux vents desséchants en provenance de l'est. Sur les façades montagneuses les plus exposées à ces vents, les bambous prennent la taille de buissons.

91. Le seul conifère des montagnes tropicales, *Podocarpus milanjianus*, n'y existe pas, alors qu'il est abondant au nord du mont Oku et sur les monts Bambouto.

La localisation des bambousaies renvoie à un contexte altitudinal et climatique précis. Elles se tiennent à des altitudes soumises à de fortes pluviosités. Il est rare de rencontrer de jeunes pousses de bambous avancées au milieu de prairies. Au contraire, une ceinture de plantes héliophiles cerne le contact entre bambousaies et prairies. Végétation climacique des versants montagnards pluvieux, la bambousaie serait donc une formation relativement stable. De tout temps, les chaumes servent comme bois de charpente mais, autrefois, aucune culture n'était pratiquée à ces altitudes. Il est improbable que la haute prairie montagnarde provienne de la destruction de bambousaies. Cependant, l'introduction récente de légumes européens porte, d'un seul coup, la limite des cultures au-dessus de l'étage montagnard. Dès lors, la bambousaie n'est plus préservée de destructions agricoles.

Les phytogéographes admettent que les prairies étagées de 1.500 à plus de 2.000 mètres remplacent d'anciennes forêts montagnardes. Des lambeaux forestiers, plus ou moins préservés, subsistent sur les reliefs culminants des Grassfields.

C'est une forêt humide, presque toujours verte, qui s'étage sur des pentes souvent abruptes. Les grands arbres, aux fûts tortueux, atteignent une vingtaine de mètres. Il est rare que des contreforts les renforcent à la base. Par suite de l'humidité, les branches et les feuilles sont bardées de mousses et de lichens. Des trouées interrompent le couvert forestier, éclairant le sous-bois qui se garnit de plantes herbacées. Des fourrés de ronces et de fougères envahissent les clairières plus vastes. Plusieurs strates d'arbres dominent les arbustes de sous-bois. Lorsque l'altitude augmente, les strates arborées se simplifient en un seul niveau, dont les cimes ne dépassent pas une dizaine de mètres. A partir de 1.800 mètres, la haute forêt se rabougrit et devient plus sèche.

Il est probable qu'autrefois, cette forêt montagnarde recouvrait tous les hauts plateaux. A présent, elle subsiste sous forme de forêts relictuelles plaquées contre des sommets et de galeries forestières, serties dans le creux des vallées. Du manteau forestier émergent les cimes étalées d'*Albizia gummifera* et les feuillages clairs des *Schefflera* étrangleurs.

La forêt montagnarde s'arrête brusquement devant la prairie. Seul, un alignement d'arbustes particuliers s'interpose devant la façade forestière. Les limites de la forêt se découpent à l'emporte-pièce. Elles suivent une ligne de crête ou une rupture de pente, la forêt recouvrant des abrupts et la prairie des pentes plus douces. Mais les contours forestiers présentent parfois, dans le détail, des tracés surprenants. La haute futaie de Tchabbel s'interrompt devant des prairies à 2.200-2.400 mètres, mais elle recouvre encore des pentes voisines. Aucun élément naturel n'explique le partage des hautes pentes entre les deux formations végétales (fig. 69).



Fig. 69 : ***Prairie et forêt en haut de Tchabbel***

La plupart des forêts montagnardes sont en cours de destruction rapide, processus qui ne date pas d'aujourd'hui. L'abattage des arbres entraîne le développement d'une puissante strate herbeuse. Ce sont des graminées héliophiles et non des ligneux qui, après quelques années de cultures, garnissent les jachères où elles semblent se maintenir. La secondarisation de la forêt montagnarde se ferait directement au profit d'un couvert herbacé.

Des auteurs estiment, au contraire, que la dégradation de la forêt passe par plusieurs formations de transition. La première consiste en taillis montagnards, "montane woodlands" (92). Cette végétation, plus sèche que la forêt, se compose de petits arbres (*Gnidia glauca* et des *Hypericum* arborescents) qui surmontent déjà une strate graminéenne. Les taillis bénéficieraient d'une sorte d'immunité contre les feux. Ils se restreignent souvent à des lisières de forêt mais, en haut des Grassfields, leurs grandes étendues témoigneraient d'une origine secondaire.

92. KEAY, R.W.J., 1955, "Montane vegetation and flora in the British Cameroons".

Lorsque la dégradation se poursuit, les taillis évoluent en savanes arborée et arbustive (93). Les mêmes espèces se retrouvent, mais réduites et clairsemées. S'y ajoutent des arbustes originaires d'altitudes moindres. Les touffes herbacées prennent une place de plus en plus grande.

93. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 211.

Cependant, ces formations s'écartent rarement de la forêt qu'elles encerclent d'une ceinture végétale. Plutôt que l'arrière-garde d'une forêt dégradée et brûlée, petits arbres et arbustes héliophiles ne représentent-ils pas des espèces conquérantes, aux dépens du couvert herbacé ? Les *Hypericum*, en particulier, sont sensibles aux feux mais les souches rejettent vigoureusement des drageons, dès la saison des pluies suivante. Ils marqueraient moins les phases d'une dégradation que l'amorce d'un recrû forestier.

Disparition de la forêt submontagnarde

Les savanes de bas plateaux dérivent d'une forêt submontagnarde, étagée de 1.000-1.200 mètres à 1.500-1.600 mètres, parfois davantage. Il subsiste peu de reliques de cette ancienne végétation : des bois sacrés près des villages, des lambeaux forestiers nichés dans les ravins et des galeries forestières souvent dégradées. L'étage submontagnard est devenu celui des étendues herbeuses, associées à des ligneux secondaires.

Parfois considérée comme une formation de transition, il est maintenant reconnu que cette forêt présente une unité physionomique et floristique (94). Elle se différencie de la précédente par des arbres de plus grande taille (30 mètres et plus), à cime toujours verte, et par une structure plus fermée. De même, les étages végétaux deviennent plus complexes. Ils baignent souvent dans les nuages qui favorisent une prolifération d'épiphytes. Des *Ficus* étrangleurs remplacent les *Schefflera* et des lianes passent d'une strate végétale à l'autre. Les rares plages herbeuses comprennent des *Carex* et des *Cyperus*, adaptés à l'ambiance humide.

94. LETOUZEY, R., 1985, p. 45.

Cette forêt dense recouvrait autrefois tous les bas plateaux, du moins à l'ouest de la dorsale montagneuse (Bafut, Wum). Du côté de l'est (Ndop,

Bamoun), une saison sèche plus rude et des vents desséchants favorisaient peut-être des forêts semi-décidues plus sèches. P. HAWKINS et M. BRUNT (95) se posent la question à propos de la plaine de Ndop. D'après les restes de forêt sur sols marécageux, ils concluent que la végétation ancienne devait être une forêt humide sempervirente et cela, malgré une nuance climatique sèche.

95. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 213 et 216.

Mais les indices forestiers sur les marécages de la plaine de Ndop ne peuvent être généralisés à tous les bas plateaux situés à l'est. Les gorges des monts Nkogam et Mbapit conservent des forêts dominées par l'acajou à grandes folioles (96). Or, le *Kaya grandifoliola* compose habituellement les galeries en zone périforestière. C'est un arbre de lisière de forêts guinéennes. La végétation climacique du Bamoun ressemblait peut-être à celle des zones péri-forestières : une imbrication de forêts semi-décidues et de savanes arborées à *Terminalia glaucescens*.

96. JACQUES-FELIX, H., 1950, "Géographie des dénudations..."

Les forêts submontagnardes, à tendance sèche ou humide, ont beaucoup reculé devant les déboisements agricoles. Quelques arbres : des *Cola*, des *Dracaena*, protégés et domestiqués, font désormais partie du paysage agraire (97). Pour le reste, des savanes arborées se sont substituées à la forêt. D'origine climacique sur les plateaux orientés à l'est, elles se sont étendues de l'autre côté de la barrière montagneuse, sous climat très humide. Les défrichements agricoles actuels s'attaquent aux derniers vestiges de forêt, surtout aux galeries en fonds de vallées. Mais ils se déploient également contre les savanes arborées, reprenant une végétation déjà secondaire. Plusieurs cycles d'interventions anthropiques renforcent les faciès de savanes.

97. LETOUZEY, R., 1985, p. 46-47.

Si les éleveurs avaient eu affaire à la végétation climacique des plateaux, ils n'auraient pu compter que sur de faibles étendues herbeuses, situées aux deux extrêmes de la gamme altitudinale : quelques pelouses subalpines sur les sommets et des plages de savanes arborées sur les bas plateaux orientés vers l'est. Cela représente peu de chose et ne suffirait pas pour entretenir un cheptel important. L'élevage n'a pu se développer qu'à la faveur des profondes transformations subies par la végétation forestière.

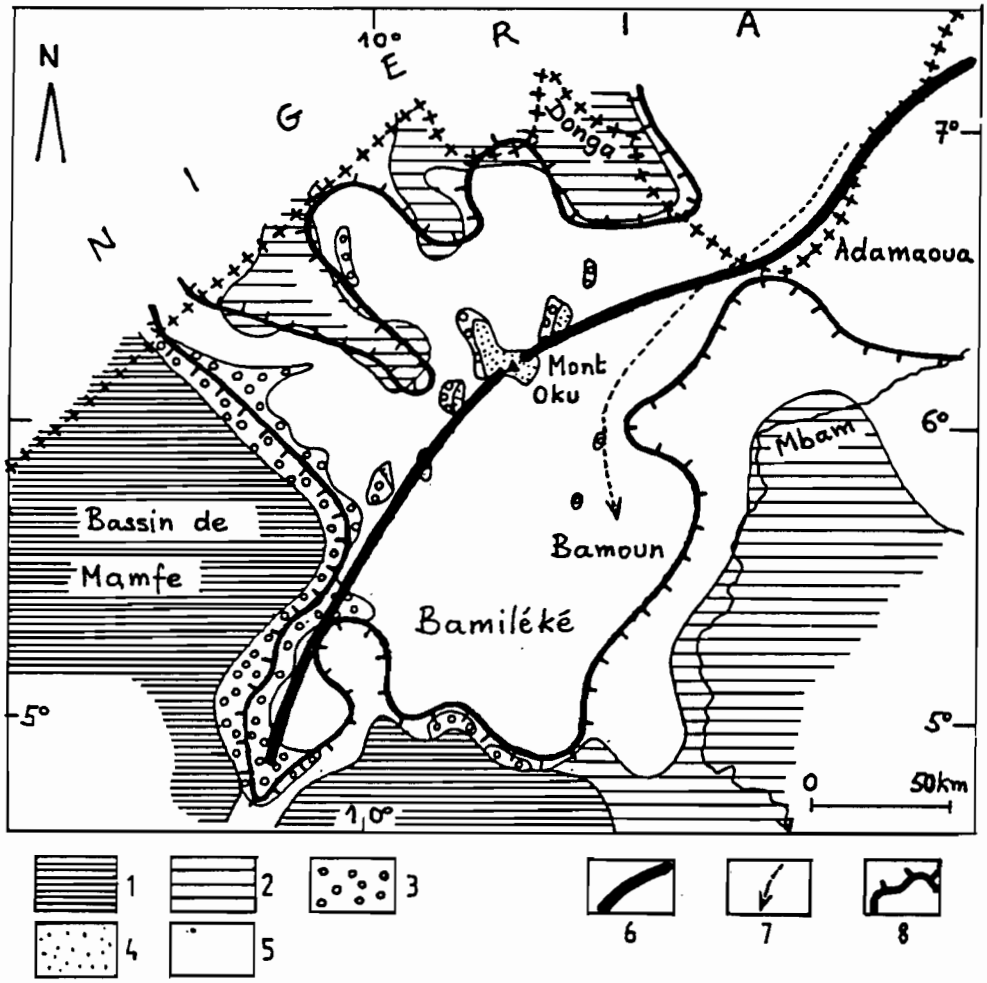
Les perturbations les plus sensibles se sont produites aux étages montagnard et submontagnard, dont les grandes étendues herbeuses sont devenues des centres pastoraux. Mais les végétations dégradées présentent différents faciès selon l'altitude. D'un étage à l'autre, l'influence anthropique s'est exercée de façon inégale et la réponse de la végétation n'est pas uniforme. A ce schéma altitudinal se superpose l'opposition entre l'est et l'ouest, entre les nuances climatiques sèches et humides. Au-delà des perturbations anthropiques, elle commande encore la phytogéographie des plateaux.

Décalages végétaux

L'action anthropique, attaquant toute la série des formations forestières étagées en altitude et leur substituant des couverts herbacés, n'explique

pas seule les paysages végétaux. Ceux-ci enregistrent également l'orientation frontale ou oblique des grands bâtis montagneux, face aux flux humides de la mousson. Il en résulte une dissymétrie de grande ampleur dans la disposition zonale de la végétation, dont les conséquences ne sont pas indifférentes pour l'élevage.

Aux basses altitudes, la forêt dense toujours verte recouvre le bassin de Mamfe jusqu'au nord du 6e parallèle. De l'autre côté des plateaux, elle est reportée au-delà du Bamiléké, à plus de 150 km vers le sud. Ce vaste décrochement en latitude aurait pu offrir un élargissement à des forêts moins humides. Or, ce n'est pas tout à fait le cas (fig. 70).



1 : forêt sempervirente, 2 : forêt semi-caduque, 3 : forêt submontagnarde, 4 : forêt montagnarde, 5 : savanes et prairies, 6 : axe principal de relief, 7 : premier axe migratoire des éleveurs, 8 : grand abrupt

Fig. 70 : *Schéma des décalages forestiers de chaque côté des Grassfields.*

A l'ouest des plateaux, des forêts semi-caduques s'accrochent jusqu'à 1.000 mètres dans la vallée de la Metchum et s'étendent actuellement sur les versants de la Donga. De l'autre côté de la façade montagneuse, les altitudes

équivalentes ne présentent que des savanes arbustives. Il faut passer au-delà du Mbam pour retrouver de grandes forêts semi-caduques.

Quant aux forêts submontagnardes, elles ourlent encore tous les abrupts de relief orientés à l'ouest, face aux vents humides. Au contraire, elles font défaut à l'est, sauf de rares vestiges isolés sur les montagnes qui dominent le Bamoun. L'étage montagnard reproduit la même dissymétrie entre des forêts qui subsistent à l'ouest et des prairies séparées de galeries forestières de plus en plus minces à l'est. Seule, la forêt du mont Oku, enveloppant les versants est et nord du massif culminant, contredit cette opposition générale.

Certes, le relief de la Dorsale camerounaise a permis et canalisé la poussée des éleveurs à des latitudes méridionales inhabituelles en Afrique de l'ouest. Mais les éleveurs ont mis à profit le relief en s'appuyant sur la dissymétrie végétale entre les deux façades montagneuses. Les premiers Mbororo longèrent les hauteurs du côté de l'est, jusqu'au Bamoun. C'est seulement plus tard qu'ils prospectèrent les hauts pâturages situés à l'ouest du premier axe migratoire.

La convergence des conditions climatiques en saison sèche entre les Grassfields et l'Adamaoua a facilité et canalisé l'avancée pionnière des Mbororo, d'un ensemble de plateaux à l'autre. De nombreuses affinités de végétation confortent une interprétation écologique de l'expansion des pasteurs, à des latitudes inhabituelles.

Les agents de déforestation

La notion de dégradation végétale n'est pas absolue ; tout dépend quelle population se trouve concernée. L'activité agricole implique une destruction préalable de la forêt, notamment pour la culture du maïs qui réclame, comme toutes les céréales, beaucoup de lumière. D'un autre côté, l'existence ou la reconstitution d'un couvert boisé entretient la fertilité des sols. Les cultivateurs se trouvent donc partagés entre deux exigences contradictoires vis-à-vis de la forêt. Les choix dépendent largement de l'évolution démographique. Une augmentation régulière de population agricole entraîne l'abattage de la grande forêt, même si des problèmes de pérennité culturale se poseront, à échéance plus ou moins lointaine. Le maintien de la forêt n'est possible qu'en contexte de faibles densités de population agricole.

Les éleveurs ne peuplent les espaces pastoraux que selon de faibles densités. Bien qu'ils ne se comportent pas en défricheurs, la forêt leur convient encore moins qu'aux cultivateurs. Les tapis herbacés discontinus en sous-bois forestiers ne suffisent pas pour entretenir du gros bétail et ils recèlent des menaces d'insalubrité. Les éleveurs n'ont pas conscience que les couverts herbacés représentent une végétation dégradée. Au contraire, pour eux, c'est la végétation idéale. De leur point de vue, la disparition du tapis herbacé au profit d'espèces ligneuses équivaut à une dégradation.

Beaucoup d'auteurs ont insisté sur les processus d'altération de la végétation ancienne des plateaux. Mais les avis divergent quant aux

principaux agents d'évolution. Les uns n'avancent qu'un diagnostic prudent : « que les activités agricoles et pastorales soient la cause première ou qu'elles aient favorisé la destruction d'une forêt pré-existante est une question difficile à résoudre » (98). Certains attribuent un rôle décisif aux cultivateurs et aux éleveurs : « the climatic climax vegetation has been destroyed or modified by man's activities : burning the forest and farming in particular, and by the large numbers of cattle grazing in the higher areas» (99). D'autres, enfin, insistent sur les perturbations provoquées par les éleveurs : « la destruction de la végétation forestière sur les monts Bambuttos est intense. Elle paraît surtout s'être accentuée avec la venue des Bororo, peuple éleveur vivant dans les montagnes, il y a quelques décennies » (100). L'élevage est accusé d'être dégradant, non seulement pour les pâturages mais également pour la forêt.

98. BOUGHEY, A.S., 1955, "The vegetation of the mountains of Biafra".

99. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 206.

100. SCHNELL, P., 1977, "Introduction à la phytogéographie des pays tropicaux", t. 4, note p. 331.

Un peuplement très ancien

La population agricole des Grassfields a largement détruit les forêts montagnardes et submontagnardes. C'est au niveau de ces étages végétaux que se concentrent actuellement les densités les plus fortes. La structure ouverte des forêts permet la pénétration en tous sens et l'abattage. Les arbres disposent rarement de contreforts à la base, ce qui facilite le travail des bucherons. Le déboisement livre à la culture des sols humifères fertiles sur lesquels le maïs donne de bons rendements. La recherche de sols profonds sous forêt s'accentue en bas plateaux dont les sols dérivés du socle sont grossiers ou sableux, donc peu fertiles.

Après la coupe à blanc des forêts submontagnardes, une raphiale à *Raphia mambillensis* colonise les fonds de vallée. Productrice de vin par incision des rachis à la base, elle offre également des perches pour la construction de clôtures et la finition des charpentes. Un droit foncier particulier régit les raphiales : droits d'usage individuels et réservés aux hommes, droit de propriété et d'héritage dévolus aux chefs de lignage. A la forêt dite naturelle succède une végétation secondaire mais domestiquée et appropriée.

Le bambou alpin fait également l'objet d'une exploitation pour des bois de charpente et des perches de clôture mais il n'est pas promu en plante anthropique comme les raphiales. D'un autre côté, ses difficultés d'accès lui ont épargné, jusqu'à présent, des destructions massives.

Des recherches historiques récentes, notamment celles de J.P. WARNIER (101) entérinent les hypothèses de déforestation par les populations agricoles. Autrefois, les historiens admettaient que le peuplement des plateaux datait seulement du 17e siècle, à la suite de vagues de migrants venus des plaines. L'auteur cité affirme, au contraire, que l'essentiel du peuplement est très ancien et "autochtone". Plusieurs arguments le prouvent.

101. WARNIER, J.P., 1984, "Histoire du peuplement et genèse des paysages dans l'Ouest camerounais".

La grande diversité linguistique des populations résulte d'une longue évolution sur place, de l'ordre de plusieurs millénaires. Les traditions orales, non des lignages royaux mais de la masse "roturière", attestent que les déplacements anciens furent seulement locaux et non de vastes migrations aux provenances lointaines. Enfin, les découvertes archéologiques se

multiplient, grâce à de grands abris sous roche situés en hauts plateaux. Il est donc vraisemblable que les plateaux furent peuplés de façon ancienne (9 millénaires, d'après J.P. WARNIER) et continue.

L'auteur propose une périodisation en plusieurs phases de défrichement et de va-et-vient de population entre hauts et bas plateaux. La découverte de haches polies sur les hauts plateaux atteste la présence de populations agricoles de civilisation néolithique (102). Elles défrichaient alors la forêt montagnarde pour cultiver des plantes anciennes africaines : mil et sorgho, haricot, igname. Ensuite, les populations descendirent vers les bas plateaux où l'introduction de plantes asiatiques (plantain, banane, taro) déclencha de nouveaux défrichements, accélérés par la maîtrise du fer, aux premiers siècles de notre ère. Enfin, l'arrivée de plantes américaines (arachide, puis maïs) provoqua une troisième phase de défrichements, surtout aux dépens des forêts montagnardes, lorsque les populations, fuyant les envahisseurs Tchamba, se réfugièrent en altitude. Certains habitats de refuge ont disparu mais leurs emplacements se repèrent par de nombreux aplanissements sur les versants.

102. JEFFREYS, M.D.W., 1964, "Notes on the Neolithic Stone Age Culture of Bamenda".

Des enrichissements successifs de la panoplie des plantes cultivées ont relancé plusieurs fois le déboisement des forêts. Ils permettent de comprendre le grand écart entre la végétation actuelle et des formations climaciques.

La métallurgie du fer

Les études historiques de la métallurgie du fer apportent un éclairage nouveau sur l'évolution des paysages végétaux. Durant plusieurs siècles, les Grassfields furent une région de production de fer, exporté à de longues distances.

De grandes quantités de bois étaient nécessaires à la fonte du fer dans les hauts fourneaux traditionnels, entraînant une déforestation dans un rayon de plusieurs kilomètres. D'un autre côté, une activité métallurgique sur place a facilité la diffusion d'outils en fer : houes, haches, herminettes. La plupart des anciennes régions productrices de fer étaient densément peuplées, l'outillage métallique renforçant l'efficacité du travail agricole et entretenant l'essor démographique.

L'ancienne métallurgie du fer des Grassfields est bien connue, grâce aux tas de scories qui subsistent en de nombreux endroits. M.D.W. JEFFREYS a dénombré 33 sites, répartis du nord (Lus) au sud (Mendankwe) des Grassfields (103). De la taille des mâchefers, il déduit que deux types de hauts fourneaux étaient en activité, dont l'un de grande taille. Les plus grands tas de scories sont déjà repérés à Babungo, au nord de la plaine de Ndop.

103. JEFFREYS, M.D.W., 1971, "Some notes on the iron workers of Bamenda".

Des études récentes ont mis en évidence la production importante de fer autour de cette plaine, de Babungo à Bamessing et à Bamenyang (104). Les auteurs distinguent deux périodes de production. L'une, antérieure au 19e siècle, est marquée par la dispersion de hauts fourneaux de taille réduite. Au 19e siècle, les hauts fourneaux se concentrent et deviennent de véritables constructions en argile. Le changement géographique et techni-

104. WARNIER, J.P. et FOWLER, I., 1979, "A nineteenth-century Ruhr in Central Africa".

que est attribué aux invasions des Tchamba qui contraignent les populations locales à se regrouper en villages fortifiés. La production de fer devient importante autour de la plaine de Ndop, alimentant un commerce actif, en particulier en direction du Bamoun.

L'histoire de la métallurgie a beaucoup progressé récemment (105). La première période, dite du "groupe Chap", se localise surtout sur les plateaux de Fundong et de Wum. Ce sont de petits sites dispersés de scories datés, au moyen du Carbone 14, de la seconde moitié du premier millénaire de notre ère. La seconde période se concentre en plaine de Ndop, à partir des 17e-18e siècles. Les tas de scories deviennent plus volumineux et plus nombreux (300 sites de fonte répertoriés). D'une période à l'autre, les techniques ont fait des progrès : abandon des installations de petite taille pour des constructions de 2 mètres de haut, isolation des parois par des revêtements en kaolin, équipement de tuyères au sommet du haut fourneau pour assurer un pré-chauffage. Après chaque coulée, les hauts fourneaux de Ndop n'étaient pas laissés se refroidir ; on les remettait en activité, tant que des réparations ne s'imposaient pas.

105. Communication orale de J.P. WARNIER, 4 mars 1987.

Ces innovations dénotent un perfectionnement de la métallurgie mais surtout des adaptations à une pénurie de combustible. Ce serait le manque de bois qui aurait provoqué la concentration des hauts fourneaux et l'adoption de techniques plus efficaces. Au contraire, la métallurgie du "groupe Chap" s'inscrivait dans un contexte de ressources abondantes en bois. L'histoire de la métallurgie du fer et des techniques de fonte reflète l'évolution de la déforestation des plateaux.

Cependant, des inconnues subsistent, à propos de l'histoire du fer elle-même et de ses relations avec les changements intervenus dans la végétation. Entre les datations scientifiques de la moitié du premier millénaire et les traditions orales du 19e siècle, un grand vide s'intercale. Faut-il supposer que la première métallurgie s'est prolongée durant 15 siècles, avant de subir des bouleversements géographiques et techniques ? C'est une hypothèse vraisemblable, d'autant que l'essor métallurgique du 19e siècle coïncide avec la diffusion du maïs et qu'il accompagne, probablement, une explosion démographique. Dès lors, la grande phase de déforestation des plateaux ne serait pas très ancienne.

Cependant, la corrélation entre la fonte de fer et une destruction de la forêt n'est pas évidente. Les hauts fourneaux étaient chauffés au bois mais surtout au charbon de bois. Pour obtenir ce combustible, les bois durs des formations secondaires convenaient mieux que les bois tendres des grands arbres de forêt. Les deux centres historiques de production du fer (Wum-Essu et Ndop) correspondent à deux secteurs de végétation dégradée. Est-ce le résultat du fonctionnement des hauts fourneaux anciens ou, au contraire, les fondeurs avaient-ils mis à profit des végétations déjà adaptées à leurs besoins ? La question restera probablement toujours posée.

Du moins, la fabrication de fer sur place a-t-elle influencé de façon indirecte la végétation des plateaux. Les populations des Grassfields, comme généralement en Afrique, sont passées directement de la pierre polie à l'âge du fer. Mais, contrairement à d'autres sociétés, elles ont

pleinement vécu ce nouvel âge. Le fer n'était pas un matériau rare, ni réservé à des instruments de prestige, mais un produit habituel et relativement bon marché. Les cultivatrices du Bamenda disposaient communément d'une large houe en fer lorsque d'autres populations utilisaient encore la houe en bois ou le bâton à fouir. Aucune restriction sociale, aucun interdit ne pesaient sur les fondeurs ou les forgerons des Grassfields, contrairement à leurs homologues soudanais (106). Depuis plusieurs siècles, le fer était devenu un matériau courant. La généralisation de cet équipement explique l'ampleur du remodelage anthropique des forêts anciennes.

106. WARNIER, J.P. et FOWLER, I., 1979, p. 348.

Le feu, créateur de savanes d'altitude ?

La distinction entre déboisement agricole et effets destructeurs du feu est, en partie, artificielle. Lorsqu'ils coupent la forêt, les cultivateurs complètent ce travail par la mise à feu des abattis. C'est un préalable aux travaux agricoles proprement dits. Des feux peuvent également intervenir dès la phase d'abattage, pour faire mourir sur pied les grands arbres. En dehors de cet usage agricole, les feux dits de brousse ont-ils pu, par eux-mêmes, attaquer et détruire les forêts d'altitude ?

Il est habituel de tenir pour acquis le rôle destructeur des feux courants. Au-delà de la limite altitudinale des cultures, ils auraient suppléé l'absence d'intervention anthropique pour faire reculer les bambousaies et les formations anciennes subalpines. P. HAWKINS et M. BRUNT (107) admettent ainsi que les feux mordent les lisières supérieures des bambousaies en saison sèche.

107. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 208. Les bambousaies d'altitude sont sensibles aux feux. En saison sèche, les feuilles craquantes des bambous fournissent un bon combustible. Les feux pénètrent dans les forêts montagnardes en attaquant d'abord cette graminée arbustive (NGOUFO, R., 1988, p. 268).

Dans un article provocateur, M.D.W. JEFFREYS (108) a contesté vigoureusement les opinions couramment admises à propos des effets des feux de brousse. Ces opinions ne seraient pas fondées sur des faits clairement établis. L'auteur fait part d'observations effectuées en Afrique du Sud et aux Grassfields pour remettre en cause le rôle nocif du feu. Il soulève également la question de l'origine pyrophile des formations herbeuses : « on a parfois dit que la totalité des pâturages de la Division de Bamenda était autrefois couverte de forêts qui ont disparu devant les flammes » (109).

108. JEFFREYS, M.D.W., 1951, "Feux de brousse".

109. idem, p. 691.

Il s'avère que les feux sont très anciens, donc les savanes également. M.D.W. JEFFREYS appuie son affirmation sur la découverte, le long d'une berge de la rivière Bui, de débris charbonneux insérés dans une lentille argileuse, surmontée de plusieurs mètres de matériaux détritiques. Dès lors, des feux de brousse embrasaient une savane à une époque très ancienne, difficile à dater, une "époque géologique" suppose l'auteur.

Il ne s'agit pas, ici, de discuter la généralisation opérée par M.D.W. JEFFREYS à propos de tous les feux de brousse, à partir d'observations limitées aux Grassfields. L'évolution de ce milieu humide d'altitude n'est pas comparable à celle des savanes soudaniennes ou soudano-sahéliennes. Mais la démonstration pour la région des plateaux soulève, elle-même, des interrogations.

L'auteur se ralliant à l'hypothèse de feux réguliers depuis une époque très ancienne, pourquoi des fragments charbonneux ne parsèment-ils pas les horizons supérieurs de la coupe observée ? Plutôt que l'incinération d'herbes, les fragments carbonisés ne témoignent-ils pas d'une phase de défrichement intense et de brûlis de forêts ?

Que les savanes des Grassfields soient très anciennes ne fait que repousser dans le temps le problème de leur origine : quelle fut la responsabilité des feux dans l'élimination des forêts ? L'auteur retourne la difficulté, en niant que la végétation climacique des plateaux soit seulement forestière : « les preuves locales ne permettent pas d'affirmer que la Division de Bamenda fut autrefois couverte de forêts » (110).

110. idem, p. 697.

Ce point de vue est difficile à soutenir, dans le contexte d'une pluviosité annuelle de 2.000 à 2.500 mm et d'au moins 8 mois de saison des pluies. Avec un climat aussi humide, le feu peut-il être un phénomène naturel ? Du point de vue climatique, il suffit de quelques semaines sans pluies pour favoriser les incendies. Or, cette condition est effectivement remplie en décembre et janvier. Du point de vue végétal, il faut une masse herbacée suffisante, donc des savanes naturelles. Quelques-unes, vraisemblables, couvraient une partie des bas plateaux orientés vers l'est. Elles pouvaient alimenter des feux spontanés.

Les forêts submontagnardes et montagnardes ne brûlent pas d'elles-mêmes. Des feux les lèchent seulement en lisières, à partir des grandes herbes qui les bordent. Habituellement, ils endommagent surtout les arbustes, complètement enveloppés par les flammes. A partir d'une certaine taille, les arbres ne souffrent plus du passage des feux. Cependant, tel n'est pas le cas des grands arbres à bois tendre de la forêt semi-caduque de bas plateaux. Les feux violents tuent de façon radicale les grands *Kaya grandifoliola*, les *Albizia* et même les grands *Erythrophleum guineensis* à bois dur.

La déforestation par des feux courants aurait progressé à partir des bas plateaux de l'est, desséchés durant quelques semaines. Les vents dominants, au cours de la saison sèche, auraient lancé les flammes contre les forêts les plus exposées. Celles-ci auraient reculé, souvent jusqu'à une ligne de crête où d'autres vents contrariaient les premiers. Des lambeaux de forêts subsistent également en fonds de vallons, secteurs de calmes atmosphériques. S'il n'est pas attisé par des vents secs, le feu perd de sa violence. Plusieurs contacts entre forêts et savanes correspondent à des limites de microclimats.

Ainsi, les savanes qui couvraient partiellement les bas plateaux soumis au climat le plus sec alimentaient des feux destructeurs pour les forêts voisines. Mais, le plus souvent, les feux s'embrasaient à la faveur de défrichements antérieurs. A partir de ce moment, les feux contribuèrent à stabiliser la végétation secondaire, en assurant le maintien d'un couvert herbacé important. Ont-ils, en plus, détruit de larges pans de forêt d'altitude ? Certains spécialistes le pensent. Sur les versants des monts Bambouto,

« ce sont essentiellement les feux, partis de défrichements culturaux des basses pentes, puis ensuite ceux organisés par les pasteurs, qui ont agrandi la prairie » (111).

111. JACQUES-FELIX, H., 1956, "Ecologie des herbages en Afrique intertropicale", p. 224. La composition botanique des prairies sommitales révèle des affinités tempérées mais la genèse de ces prairies étant surtout d'origine humaine, l'auteur les qualifie de "pseudo-alpines".

Pourtant, sauf en année extrêment sèche, le feu lèche et grille seulement les arbres de lisière ; il ne pénètre pas la forêt montagnarde. Les observations actuelles tendent à minimiser les perturbations dues aux feux. Mais il faut se garder de généraliser : autrefois, les herbes étant plus abondantes, les feux se montraient plus agressifs qu'aujourd'hui.

Le rôle controversé des éleveurs

L'arrivée des éleveurs sur les plateaux remontant seulement au début du siècle, il est curieux de leur attribuer une responsabilité dans la destruction des forêts anciennes. En fait, leur intervention est souvent assimilée à celui du feu. Si les éleveurs ne se conduisent pas en défricheurs, ils sont incriminés comme incendiaires.

Aux Grassfields, il est fréquent de les considérer comme les principaux responsables des feux courants. Le même M.D.W. JEFFREYS s'insurge contre ce détournement de responsabilité : « au cours des dernières années, on a essayé de rejeter sur les Peuls nomades la responsabilité des feux de brousse se produisant dans les pays à pâturages » (112).

112. JEFFREYS, M.D.W., 1951, p. 690.

L'auteur tire argument d'une enquête effectuée en 1937 auprès de populations des Grassfields, à propos d'une limitation éventuelle des feux de brousse. Les réponses constituent une défense des feux et une revendication de leur utilité pour les villageois. Eux-mêmes les allument, certaines populations respectant des dates de mises à feu et préservant des terrains de chasse. M.D.W. JEFFREYS fait remarquer que les villageois n'accusent pas les éleveurs d'être à l'origine des feux. Au contraire, les populations locales affirment comme un droit qui leur revient, celui de brûler l'herbe. «L'arrivée des nomades n'a introduit aucune différence pour les feux de brousse » (112).

Les éleveurs ne sont donc pas responsables des feux. S'il en était autrement, il faudrait qu'ils attendent le dessèchement des herbes. Or, soucieux de conduire le bétail vers de meilleurs pâturages, ils partent en transhumance avant que les herbes d'en haut soient desséchées. L'auteur nuance cependant sa position, en reconnaissant : « il est tout à fait vrai que si on ne se chargeait pas de brûler pour lui les pâturages d'altitude, le pasteur les brûlerait lui-même pour procurer de l'herbe à ses troupeaux » (112).

En fait, les éleveurs sont de plus en plus considérés comme responsables des feux parce qu'ils prennent l'habitude d'en allumer avant les cultivateurs, au moment du départ en transhumance. Les coutumes locales régissant la date des mises à feu tombent en désuétude. Les feux pastoraux exercent une influence décisive sur la composition botanique des pâturages mais sont-ils capables de faire régresser les forêts montagnardes ? C'est improbable.

Bien que les plateaux bénéficient d'un climat humide, les fortes charges en bétail contiennent, chaque année, la taille et la masse végétale des prairies montagnardes. Dès lors, les feux perdent en virulence. Les troupeaux rabattent les grandes herbes à un niveau qui leur est accessible. A la limite, la présence d'éleveurs en savanes humides diminue la masse végétale combustible et tend à réduire l'efficacité des feux.

Des auteurs avancent que les éleveurs exercent une autre action déprédatrice par le biais du bétail. Les troupeaux cassent des arbustes et piétinent les jeunes pousses en sous-bois forestier, entravant le renouvellement des grands arbres.

Cette destruction mécanique est signalée sur les hauts versants des monts Bambouto, où des « îlots forestiers, sur les pentes, ont leur sous-bois primitif détruit par les troupeaux et remplacé par un peuplement herbacé ras » (113). L'éclaircissement des sous-bois par le bétail n'affecte pas de larges étendues forestières. Certes, la forêt montagnarde n'est pas difficile à pénétrer par le bétail mais, comme elle offre peu de ressources fourragères, les animaux ne font que la traverser par des pistes souvent étroites. La vigueur du relief empêche les pistes de se diviser en de multiples passages et le bétail de s'égayer sous forêt.

113. SCHNELL, P., 1977, "Introduction à la phytogéographie...", t. 4, p. 331.

Pourtant, l'auteur cité pousuit ainsi sa description du sommet des monts Bambouto : « sur le versant sud, il ne subsistait plus, vers 2.700 m, que quelques rares chaumes épars d'*Arundinaria alpina*. Plus haut, le peuplement arbustif d'*Hypericum* était réduit à quelques pieds, à feuillage condensé au niveau de l'ancienne voûte de la forêt montagnarde » (113).

Certes, l'auteur observe qu'à l'inverse, le même arbuste envahit d'autres parties de la prairie. Toutefois, l'interprétation d'une dégradation par l'élevage des hautes pentes des monts Bambouto n'est pas convaincante. La présentation des rapports entre éleveurs et cultivateurs insistera, plus loin, sur la compétition dont ces versants montagneux ont fait l'objet. L'histoire récente en est complexe, par suite de tensions locales particulièrement vives.

Les cultivateurs ont souvent gagné du terrain sur les éleveurs mais parfois, ils en ont également perdu. Des abandons ont succédé à des poussées de mises en culture, lancées sur les hautes pentes de la montagne. Dès le début des années cinquante, un autre observateur signalait l'un de ces mouvements de conquête agricole : « d'un bond, quelques cultivateurs sont passés du plateau à la forêt de *Lasiosiphon glaucus* et *Lachnopylis mannii* sur sols humifères profonds » (114). Plus tard, ils ont dû reculer, la montagne devenant un secteur d'insécurité.

114. JACQUES-FELIX, H., 1950, "Géographie des dégradations...".

Au début des années soixante-dix, les éleveurs occupent les hauts des Bambouto. Mais ils ne sont pas les auteurs, ni leur bétail, du paysage végétal au sein duquel ils évoluent. Les hautes pentes portent encore de nombreuses traces de billons. De plus, une garnison militaire a vécu plusieurs années au sommet de la montagne ; les soldats coupaient beaucoup de bois pour se chauffer... L'interprétation d'une végétation dégradée ne peut faire l'économie d'une histoire détaillée de l'occupation du sol.

En milieu montagnard, l'intervention des éleveurs sur la végétation ancienne est donc restée mineure. Ils ont simplement mis à profit les formations secondaires établies longtemps avant leur arrivée.

L'influence humaine a donc joué sur une large gamme altitudinale, jusqu'à 2.000 ou peut-être 2.500 mètres. Reste, au-dessus, l'étage subalpin dont les étendues herbeuses seraient largement d'origine naturelle. A cette altitude, beaucoup d'espèces, d'affinités tempérées, se sont installées au Quaternaire (115). Elles auraient avancé, au moment des périodes glaciaires, sur les montagnes d'Afrique orientale et, de là, progressé jusqu'à la Dorsale Camerounaise, à la faveur des relais montagneux du Sahara (116). Lors du dernier réchauffement post-glaciaire, elles seraient restées piégées sur les sommets. En ce sens, les formations subalpines représentent des enclaves écologiques et botaniques.

115. JACQUES-FELIX, H., 1956, "Ecologie des herbages...".
116. JACQUES-FELIX, H., 1962, "Les graminées d'Afrique tropicale", p. 69.

Si les étendues herbeuses des plateaux et des montagnes de l'Ouest-Cameroun sont presque toutes d'origine anthropique, il est difficile de reconstituer les mutations subies par les végétations anciennes. Bien que l'action destructrice des feux naturels ne soit pas à écarter, les recherches archéologiques récentes attestent le rôle décisif des défrichements agricoles dans la disparition des forêts d'altitude.

Des savanes aux pelouses

La destruction des forêts anciennes et leur remplacement par des formations secondaires ont entraîné une certaine uniformisation de la végétation. Cependant, des bas plateaux aux sommets, les pâturages se différencient par la physionomie, la composition botanique et la présence - ou l'absence - de ligneux.

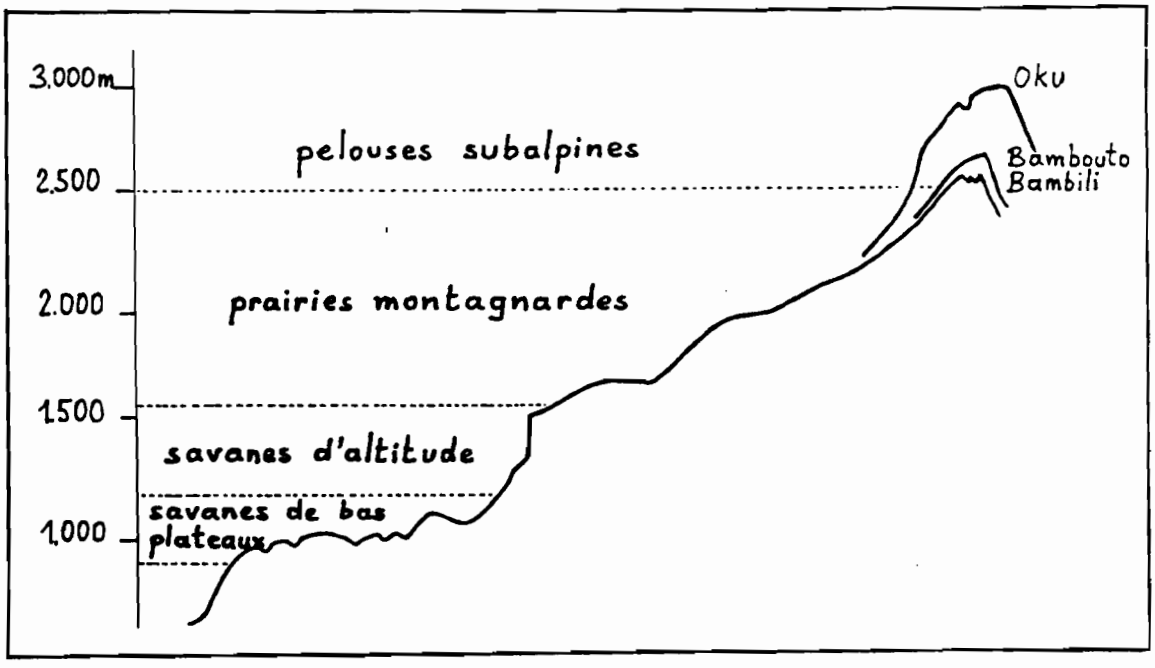


Fig. 71 : *Schéma de l'étagement des pâturages en altitude.*

L'espace pâturé comporte plusieurs formations herbeuses étagées (fig. 71). Les savanes qui remplacent les forêts submontagnardes s'échelonnent de 900 à 1.600 mètres. Dans cette gamme altitudinale, les savanes de bas plateaux, comprises entre 900 et 1.200 mètres, se prolongent par des savanes dites d'altitude, plaquées contre les abrupts des hauts plateaux. Au-dessus, de 1.600 à 2.500 mètres, de vastes prairies se sont substituées aux forêts montagnardes ; elles représentent le domaine pastoral par excellence. Enfin, des pelouses subalpines commencent dès 2.500 mètres, sur les appareils volcaniques culminants.

En plus de cet étagement en altitude, des contextes topographiques ou pédologiques particuliers modifient la physionomie habituelle des pâturages.

Les savanes de bas plateaux

Les formations herbeuses qui s'échelonnent de 900 à 1.200 mètres sont, en l'absence de pâture, des savanes. Il s'agit de grandes herbes qui dépassent largement 1 mètre de haut, au stade de la floraison. Les chaumes des graminées, relativement épais, se ramifient et portent des feuilles sur toute leur hauteur. Il en résulte des couverts qui donnent l'impression d'être denses, bien que le taux de couverture du sol ne soit pas toujours élevé. Ils offrent des pâturages "grossiers" qui attirent le bétail en début de croissance puis le rebutent, lorsque les tiges et les feuilles durcissent. Ces savanes réagissent fortement au rythme saisonnier.

Sur sols profonds, la plupart des graminées sont des Andropogonées, du genre *Hyparrhenia*. En haut d'interfluves et surtout sur sols granitiques, les graminées du genre *Loudetia* deviennent dominantes. La pâture favorise leur propagation, de même que celle de *Panicum phragmitoïdes* au nord du Bamenda. Au Bamoun, elle avantage plutôt de grandes *Urelytrum digitatum*. Quant au couvert ligneux, il est varié en taille, densité de recouvrement et composition botanique. La coexistence d'une strate herbacée et de ligneux oppose les pâturages de bas plateaux à ceux d'altitude plus élevée.

Savanes périforestières et de type Adamaoua

La plupart des bas plateaux présentent deux types de formations végétales, différentes par leur physionomie et leur composition floristique. Les savanes périforestières se caractérisent par un couvert arboré à *Terminalia glaucescens*, tandis que celles de type Adamaoua marquent l'extension, à des latitudes méridionales, d'arbustes dont l'aire habituelle se situe en zones plus sèches, dites soudano-zambéziennes par R. LETOUZEY.

Bien que ces espèces s'introduisent dans toute la zone péri-forestière, poussant jusqu'au-delà de Bafia, au centre du Cameroun, le relief des plateaux semble favoriser leur avancée vers le sud. Un climat d'abri à l'est de la dorsale montagneuse et une véritable saison sèche concourent à l'installation d'arbustes issus de contrées à pluviosité plus faible, par

Fig 72 : *Types de pâturages sur les plateaux des Grassfields*

relevé signalé dans le texte

? absence d'observations

savanes périforestières

A savanes arbustives de type Adamaoua

savanes herbeuses à Loudetia

savanes arbustives à Nauclea

prairies marécageuses

savanes submontagnardes à Entada

prairies montagnardes à Sporobolus

pelouses subalpines

formations non pâturables

0 10 20km

117. LETOUZEY, R., 1985, p. 64 et suiv.

exemple l'Hyménocarde acide et l'Annone du Sénégal. R. LETOUZEY (117) accorde également un grand rôle à la pâture, parmi les critères de classement des formations arbustives. Pourtant, la pâture continue en bas plateaux ne date que de quelques années, à part des secteurs restreints au Bamoun. Elle a perturbé la strate herbacée mais le délai reste encore trop bref pour induire un changement général dans la composition des ligneux.

Au Bamoun comme sur le plateau de Wum, les savanes périforestières se tiennent au rebord des bas plateaux. *Terminalia glaucescens* forme des peuplements presque purs dans les vallées qui sont escarpées, par suite d'une reprise d'érosion à proximité des grands abrupts de plateaux. Il devient abondant en lisière de forêts semi-décidues qui moulent les abrupts, par exemple à l'ouest de Wum et au nord de Nkambe. Les savanes périforestières se localisent de préférence en relief accidenté et sur un substratum granitique : nord du plateau de Bafut, dépressions et collines de Lassin-Din, fossés des vallées de Kimbi et Sunka entaillant le plateau de Konene, retombées de Ndu sur les plateaux Kaka. L'altitude habituelle oscille entre 1.000 et 1.100 mètres mais *Terminalia glaucescens* reste fréquent jusqu'à 1.200 mètres. Il est accompagné d'un cortège d'espèces de type Adamaoua, en particulier le faux karité (*Lophira lanceolata*) au sud du Bamoun. L'imbrication devient parfois très fine entre formations arborées et arbustives, en fonction des contextes pédologiques et topographiques. Sur les collines granitiques de Lassin-Din, de maigres *Annona senegalensis* occupent les hauts de versants, tandis que *Terminalia glaucescens* se cantonne en bas de pentes.



Fig. 73 : *Hutte mbororo au milieu d'une savane à* Terminalia glaucescens *(nord du Bamoun, 1.250 m).*

Avec une taille qui peut atteindre 8 à 10 mètres, le *Terminalia glaucescens* n'est plus un arbuste mais déjà un petit arbre (fig. 73). Son feuillage glauque s'étale en une couronne de 5 mètres de diamètre. Il reste pourtant aéré, sans imposer d'ombre épaisse au sous-bois. Comme il est fréquent sur des sols profonds en bas de versants, il s'associe à de grandes graminées, par exemple *Hyparrhenia diplandra*. Cependant, il ne supporte pas l'engorgement en eau des sols alluviaux de la plaine de Ndop.

Le *Terminalia glaucescens* peut monter jusqu'à une altitude de 1.600 mètres mais il est surtout fréquent aux environs de 1.000 mètres. A cette altitude, les savanes piquetées d'un semis régulier de *Terminalia glaucescens* attirent le bétail en saison sèche. Cependant, en saison pluvieuse, les éleveurs en écartent les troupeaux, par crainte d'insectes piqueurs. Bien que le recouvrement ligneux n'excède pas 20 % (118), il peut offrir des gîtes aux glossines.

118. idem, p. 66.

L'espèce est caractéristique des savanes humides et leur véritable indicateur jusqu'au contact avec la forêt dense. D'après J. AUDRU (119), elle se comporte en pionnière après défrichement forestier. Au Cameroun, R. LETOUZEY (118) remarque, au contraire, la rareté des jeunes plants et se demande quel est le mode de régénération de ce *Terminalia*. Il se renouvellerait à intervalles très longs et seulement en l'absence de feux pastoraux. L'élevage serait donc incompatible avec le maintien prolongé de ce type de couvert arboré. L'occupation intégrale des bas plateaux par les éleveurs repousserait *Terminalia glaucescens*, à longue échéance, vers des positions de plus en plus marginales, en lisière de forêt.

119. AUDRU, J., 1977, "Les ligneux et subligneux des parcours naturels soudano-guinéens en Côte d'Ivoire", p. 162.

Terminalia glaucescens ne disparaît pas complètement des savanes arbustives de type Adamaoua mais il ne s'impose plus et sa croissance devient comme freinée. Les ligneux ne forment plus un couvert boisé au-dessus des savanes.

Les formations de type Adamaoua sont dominées par deux arbustes : l'Hyménocarde acide et le "papayer de brousse" : *Annona senegalensis*. Elles couvrent de grandes étendues à l'est de la dorsale montagneuse : centre du plateau Bamoun et interfluves exondés de la plaine de Ndop. A l'ouest, elles ne se maintiennent que par endroits sur le plateau de Bafut et aux environs d'Essu. D'un secteur à l'autre, le cortège floristique se compose des mêmes espèces (tabl. 29).

Au Bamoun, les arbustes peuvent former des taillis serrés sur les pentes de larges interfluves, seuls les hauts de versants restant dégagés. Quelques grands *Daniellia oliveri* témoignent de l'ancienneté de ces formations "sèches".

Sur les interfluves exondés de la plaine de Ndop, les savanes arbustives deviennent plus lâches qu'au Bamoun. Elles ne se densifient qu'en piémont, lorsque le socle émerge du manteau des colluvions. En même temps, *Terminalia glaucescens*, absent du centre de la plaine, reprend place parmi les ligneux.

Au nord du Bamenda, les savanes arbustives correspondent à des secteurs de climat abrité et elles se tiennent souvent en haut d'interfluves. Aux environs d'Essu, les arbustes se réduisent à quelques pieds clairsemés sur de maigres sols gravillonnaires. Vers Wum, le couvert arbustif laisse la

place à des jachères herbeuses, séparées par des galeries forestières. A l'ouest de Lassin et de Din, les savanes arbustives sont discontinues. Le relief granitique se morcelant en collines, les arbustes se circonscrivent en haut de pentes, parcourus par le bétail. Les bas de pentes bénéficient d'un couvert arboré, jusqu'aux fonds de vallées soulignés par les forêts galeries.

Tabl. 29 : *Relevés botaniques en savanes arbustives de type Adamaoua* *(+ : présence, * : dominance*

	1	2	3	4	5	6
arbustes :						
Hymenocardia acida	*	+	+		+	+
Annona senegalensis	*	*	*	+		*
Syzygium guineense		*	*			+
Piliostigma thonningii		+	+	+		
Psorospermum febrifugum	+			+	*	
Cussonia barteri		+			+	
Nauclea latifolia					+	
Protea madiensis					+	
Entada abyssinica				+	+	
arbres :						
Daniellia oliveri	+	+				
Lophira lanceolata		+	+			
graminées :						
Hyparrhenia		+	+	+	+	
Setaria		+				
Loudetia			+			+
Urelytrum	*					
Panicum phrag.					+	+
petites graminées						+

Bamoun : 1 (Matapit, 1.250 m) ; **Ndop** : 2 (Nkoutoupi, 1.200 m), 3 (Bambalang, 1.200 m) ; **Bafut** : 4 (Mundum, 1.300 m) ; **Wum** : 5 (Essu, 1.050 m) ; **Lassin-Din** : 6 (Nkor, 1.250 m)

Quelques espèces se détachent, par une fréquence plus grande, du cortège arbustif. L'Hyménocarde acide est un arbuste à branchage rougeâtre, peu ramifié, à port élancé mais dont la taille n'excède pas 3 mètres. Doté d'un système racinaire puissant en pivot, il affectionne les sols profonds issus de matériaux volcaniques au Bamoun ou d'interfluves sableux en plaine de Ndop. Mais il réussit également à s'accrocher à des sols gravillonnaires peu profonds. D'après J. AUDRU (120), cette espèce, très envahissante après surpâturage, peut préparer un embroussaillement. C'est ce qui se produit en certains secteurs du Bamoun (fig. 72). En zone soudanienne, les animaux consomment les petites feuilles et les jeunes fruits, à saveur acide, mais ce n'est pas le cas sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun.

120. AUDRU, J., 1977, p. 56

L'Annone du Sénégal présente un port plus rabougri et plus tortueux que l'Hyménocarde. Bien qu'il soit abondant, son feuillage n'est guère "couvrant" et ne concurrence pas la strate herbacée. Tous les sols lui conviennent, même ceux de collines granitiques ou sur concrétions ferrugineuses. J. AUDRU (121) souligne que l'espèce se reproduit très vite par drageons et qu'elle peut envahir des savanes

121. idem, p.32

humides soumises à une courte surcharge en bétail. Le bétail ne consomme pas les feuilles épaisses et cireuses de l'Annone du Sénégal mais les petits bergers sont friands de ses fruits sucrés.

Ces deux arbustes pionniers entraînent une cohorte d'espèces moins envahissantes. Localement, quelques-unes peuvent devenir dominantes, sans que cette place soit vraiment significative : *Psorospermum febrifugum* à Essu et *Syzygium guineense* (var. *macrocarpum*) en plaine de Ndop. D'après P. HAWKINS et M. BRUNT (122), les peuplements denses de *Syzygium* sont liés à des sols d'origine volcanique mais la corrélation, effective aux environs de Bambalang, n'est pas généralisable.

122. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 224.

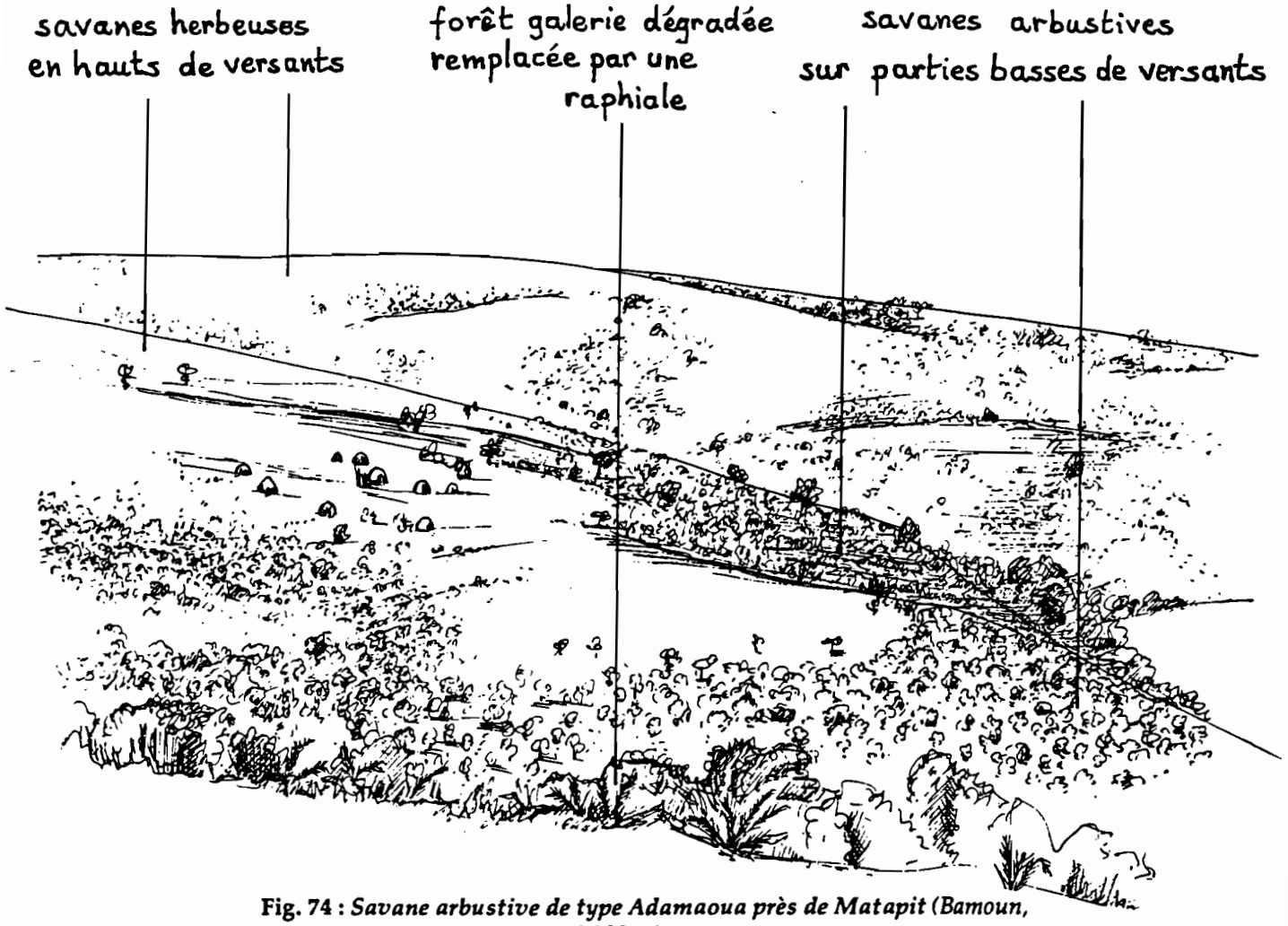


Fig. 74 : *Savane arbustive de type Adamaoua près de Matapit (Bamoun, 1.200 m).*

Plusieurs auteurs ont déjà tenté d'élucider les facteurs de localisation des formations arbustives et arborées. F.X. HUMBEL et J. BARBERY (123) estiment que les espèces de type Adamaoua sont avantagées par une meilleure résistance aux feux mais également par une tolérance plus grande aux termites. De fait, les interfluves exondés de Ndop sont parsemés de termitières. *Terminalia glaucescens* atteint un grand développement sur sols profonds mais sa répartition régionale n'obéit pas à une règle pédologique. P. HAWKINS et M. BRUNT (122) observent que la localisation des principaux

123. HUMBEL, F.X. et BARBERY, J., 1972, "Notice explicative des cartes pédologiques et d'aptitudes culturales à 1/50.000e, Nkambe 1b et 1a".

ligneux ne dépend pas, non plus, de données climatiques. Seules, quelques espèces secondaires, comme *Daniellia oliveri*, se cantonnent à l'est de la dorsale montagneuse qu'ils ourlent jusqu'à l'abrupt du Bamiléké.

Les arbustes de type Adamaoua sont réputés plus résistants aux feux que *Terminalia glaucescens*. Quelques décennies de feux pastoraux ont-elles suffi pour que les arbustes envahissent une partie des bas plateaux ? Non, probablement, mais les perturbations anthropiques de la végétation remontent plus loin dans le passé, avant l'arrivée des Mbororo. Au 19e siècle, les bas plateaux étaient davantage peuplés qu'aujourd'hui. Les secteurs à topographie plane ou seulement ondulée ne portent que des arbustes installés à la suite d'une longue emprise agricole. Au contraire, les peuplements arborés homogènes de *Terminalia glaucescens* correspondent à des secteurs accidentés et restés à l'écart d'une longue occupation humaine. Mais la pâture et les feux pastoraux actuels affectent toutes les savanes de bas plateaux. Ils remettent en cause la pérennité des couverts arborés les moins perturbés par les cultivateurs.

Des galeries forestières cloisonnent les savanes de bas plateaux. Elles sont constituées d'arbres de grande taille, de 10 à 15 mètres, parmi lesquels *Uapaca togoensis* acquiert une place dominante au nord de Wum et le *Syzygium guineense* de galerie, à l'est de Binka. Lorsqu'elle étale son emprise en bas de vallons, cette végétation forestière s'accompagne de microclimats humides et exerce un effet tampon sur les écarts de températures, très sensible en saison sèche.

Comme les sols sont souvent profonds et fertiles, les galeries forestières subissent de nombreux défrichements pour des cultures de maïs. A la forêt se substituent alors des raphiales ripicoles, exploitées pour la consommation de "vin". Le palmier raphia succède, en altitude, aux *Elaeis* mais les deux palmiers coexistent parfois, par exemple dans les vallées au sud de Misaje.

L'*Elaeis* n'accède aux plateaux qu'à la faveur des vallées déprimées des affluents de la Kimbi (Cha, Fungom, Aba) et surtout aux environs de Bafut, mais il s'agit alors d'une palmeraie anthropique. Lorsqu'ils détruisent les forêts denses semi-décidues, les cultivateurs respectent les *Elaeis* qui, espèce héliophile, se multiplient alors rapidement.

Quelques abords de galeries forestières (Essu) sont piquetés des stipes graciles du palmier faux-dattier (*Phoenix reclinata*) qui se retrouvent abondants en plaine de Ndop. Mais l'espèce est ubiquiste et s'accommode d'une large gamme d'altitudes.

Les fonds de vallons, à la bordure des forêts galeries, sont tapissés de grandes graminées : *Hyparrhenia diplandra* et herbe à éléphants (*Pennisetum purpureum*) où les troupeaux se réfugient en saison sèche. Ils pénètrent également dans les forêts, à la recherche de fraîcheur et de quelque verdure. Les éleveurs ne sont pas indifférents à la flore des forêts qui bordent les parcours du bétail. Elles comportent parfois des plantes toxiques, en particulier le *Spondianthus preussii*, aux feuilles extrêmement dangereuses pour le bétail. Heureusement, la plupart des forêts des bas plateaux ne semblent pas redoutées des éleveurs.

Les savanes de Dumbo

Le grand panneau granitique de Dumbo connaît un climat un peu plus sec que les autres hauteurs du Bamenda. La végétation devient de plus en plus claire vers le centre du plateau : à des savanes arborées succèdent des formations arbustives puis de véritables savanes pures, sans aucun ligneux.

Terminalia glaucescens parsème les bas d'abrupts des hauts plateaux, de Misaje à Fonfuka et à Su-Bum. Au-delà, un couvert arbustif lâche occupe les interfluves, entre les galeries forestières. *Nauclea latifolia* en constitue l'élément caractéristique, accompagné d'Annones du Sénégal et d'Hyménocardes acides puis, en position secondaire, de *Psorospermum febrifugum*, soit un cortège classique d'arbustes de type Adamaoua. La strate herbacée comporte des *Hyparrhenia* et des *Loudetia*. La nouveauté tient à la place tenue par *Nauclea latifolia*, arbuste tortueux à larges feuilles, dont l'écologie est très large. Il peut se maintenir en terrains soumis à dessication saisonnière, ce qui explique sa fréquence aux environs de Dumbo.

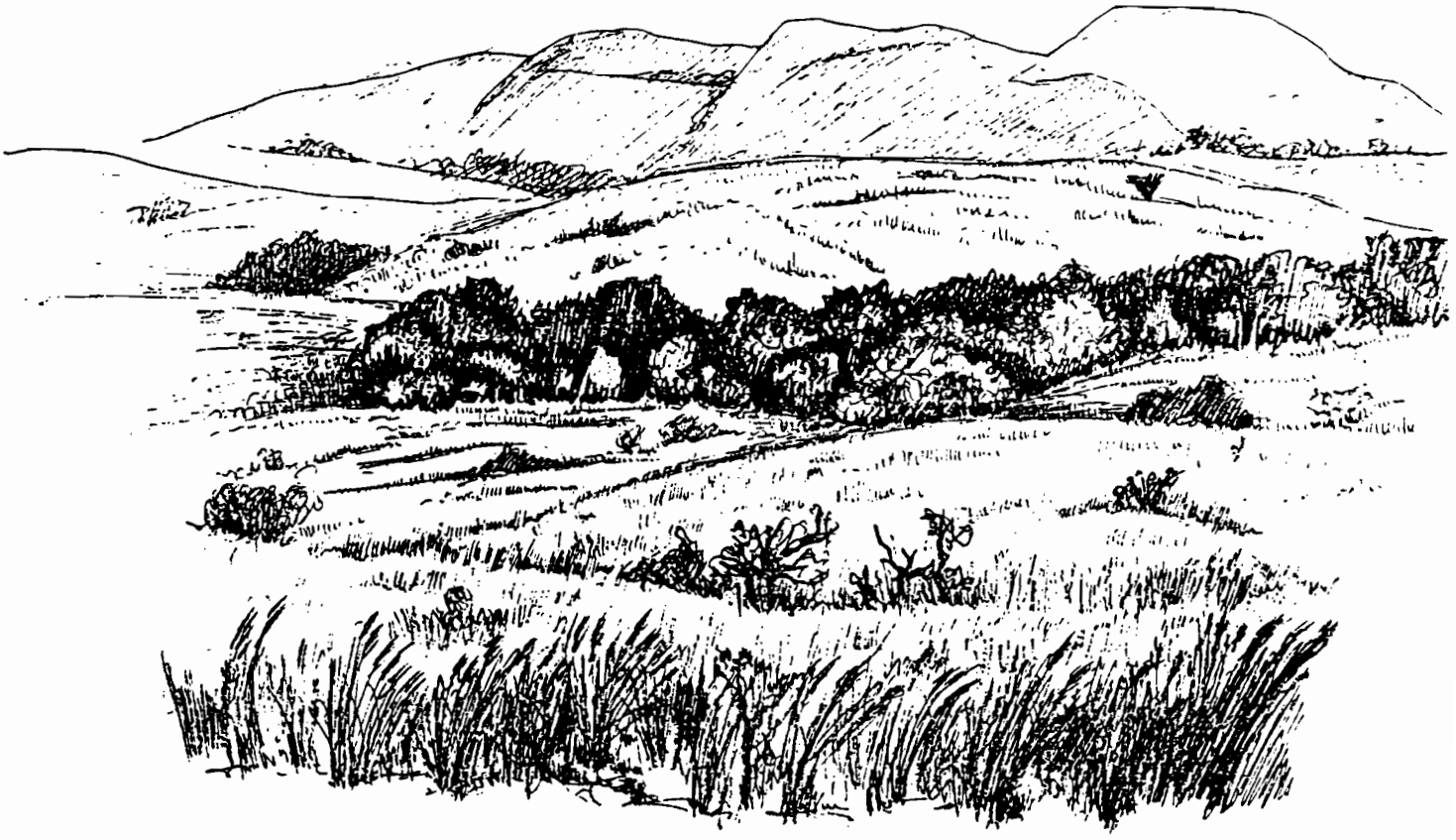


Fig. 75 : *Savanes pures du plateau de Dumbo* *(900-1.000 m).*

A l'est de Dumbo s'étendent de vastes savanes dépourvues d'arbustes (fig. 75). L'aspect soyeux des étendues de *Loudetia simplex* enveloppe toutes les ondulations du plateau. Les mêmes savanes couvrent les hauteurs granitiques qui dominent le plateau, au nord. Aucun ligneux n'interrompt les étendues d'herbes fines, entre les galeries forestières encastrées au creux de vallées où les *Hyparrhenia* redeviennent dominantes.

P. HAWKINS et M. BRUNT (124) furent les premiers à signaler ces savanes pures et à délimiter leur étendue, par photo-interprétation. Ensuite, R. LETOUZEY (125) esquisse une corrélation entre cette formation et "de minuscules affleurements latéritiques". De fait, au sud de la Ring Road (Mungom), des lambeaux de cuirasse affleurent en hauts d'interfluves mais les savanes à *Loudetia* en débordent largement les limites. Elles couvrent des sols minces d'arênes granitiques qui habillent, en une fine pellicule, les interfluves taillés dans le socle. D'après G. BOUDET (126), *Loudetia simplex* est une graminée typique de sols sableux en zone péri-forestière. Elle se dessèche rapidement après l'arrêt des pluies et n'offre plus, à Dumbo, que de vastes étendues de pailles fines sur pied. Mais, comme elle est vivace, elle émet, après les feux de brousse, des repousses précoces. Pour cette raison, les savanes de Dumbo offraient autrefois de magnifiques pâturages de transhumance aux éleveurs de hauts plateaux. A présent, elles sont presque toutes accaparées par un grand ranch d'Etat. Les créateurs du ranch, survolant le secteur par hélicoptère, furent séduits par les vastes étendues herbeuses du plateau.

124. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 250-251.

125. LETOUZEY, R., 1985, p. 66.

126. BOUDET, G., 1984, "Manuel sur les pâturages tropicaux", tabl. 17, p. 168.

Comment interpréter ces savanes dénuées de ligneux, à seulement 900 mètres d'altitude ? Bien que les sols sur granites soient sujets, par perméabilité et faible capacité de rétention en eau, à des phases de dessèchement, ces carences pédologiques ne suffisent pas à interdire l'enracinement d'arbustes. D'autre part, la pâture restait autrefois saisonnière et cantonnée aux abords de Dumbo. P. HAWKINS et M. BRUNT (127) observent que l'occupation agricole est presque nulle. Cependant, il n'en était pas de même autrefois. Au début du 19e siècle, le peuplement ne se limitait pas aux petits hameaux actuels (128). De plus, la culture du sorgho à long cycle était pratiquée en grand sur les interfluves, alors qu'aujourd'hui, les cultivateurs de Dumbo s'adonnent à des lopins de maïs sur terres alluviales. La culture du sorgho sur sols légers et peu fertiles impliquait une rotation à longues périodes de jachère, "balayant" de vastes superficies. Le dépeuplement du plateau de Dumbo a condamné le sorgho, culture exigeante en main d'oeuvre (129). L'abandon de cette céréale est commun à toutes les paysanneries peu nombreuses de la zone sud-soudanienne, des Misaje aux Vouté de l'Adamaoua.

127. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 251.

128. On retrouve, de-ci de-là, dans le périmètre du ranch de Dumbo, des meules dormantes utilisées autrefois pour écraser les céréales, indices d'anciens habitats.

129. Cependant, les derniers champs de sorgho à Dumbo n'ont disparu qu'en 1978.

A l'extrémité occidentale des plateaux, située au Nigeria, la première formation de savanes en altitude associe la graminée *Loudetia simplex* à l'arbuste buissonnant *Protea madiensis* (130). Ces savanes se tiennent au-dessus de 1.200 mètres mais le climat est plus humide qu'à Dumbo. Le petit arbuste *Protea*, au tronc noueux, existait en plusieurs secteurs de bas plateaux, à l'arrivée des éleveurs. A présent, il est devenu rare.

130. KEAY, R.W.J., 1979, "A botanical study of the Obudu Plateau and Sonkwala Mountains", p. 112-113.

Les types de couverts ligneux en bas plateaux reflètent des influences anthropiques plus ou moins perturbatrices sur un fonds commun de

forêts denses puis de savanes arborées. Les paysages végétaux actuels renvoient à une occupation ancienne des plateaux, avec ses diverses composantes : non seulement l'importance du peuplement mais également les systèmes agricoles et les plantes cultivées. L'élevage actuel ne fait que mettre à profit les formations herbeuses issues d'interventions agricoles anciennes.

Les prairies inondables de Ndop

La végétation des interfluves et des piémonts de la plaine de Ndop relève des formations précédentes. Mais les parties alluviales présentent une végétation originale, liée à l'inondation saisonnière. Bien que le Noun ne soit pas un grand cours d'eau, la fermeture volcanique de la plaine et les difficultés d'évacuation des grands débits entraînent l'existence de prairies de décrue, comparables à celles qui longent les fleuves sahéliens. Actuellement, un barrage de retenue submerge une grande partie des secteurs alluviaux. Les prairies les plus humides, en aval de la plaine, n'émergent presque plus des eaux mais leur végétation amphibie est transférée sur les rives changeantes du lac.

Les secteurs inondables juxtaposent trois paysages végétaux : forêts marécageuses, tourbières et prairies de décrue sur les remblais alluviaux. Les forêts marécageuses sont reléguées aux creux des interfluves allongés. De grands arbres surmontent des strates arbustive et herbacée, avec diverses fougères couvrant des chenaux vaseux. Parmi la liste des arbres, dressée par P. HAWKINS et M. BRUNT (131), se repère la présence inquiétante, pour les éleveurs, de *Spondianthus preussii*. Quelques forêts deviennent accessibles au bétail en saison sèche et les cultivateurs en déboisent les abords. Comme pour les galeries forestières, une partie des forêts de Ndop est transformée en raphiales.

131. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, vol. 2, Annexes, p. 494.

Les tourbières occupent des creux à peine remblayés, entre les dos de terrain. Un couvert herbacé, à base de papyrus, "flotte" sur des profondeurs de matière organique mal décomposée. Les tourbières prennent l'aspect de prairies verdoyantes en saison sèche, mais les animaux risquent de s'y enliser de façon irrémédiable.

Une présentation de la plaine de Ndop, avant la mise en eau du barrage de Bamendjing (132), distinguait plusieurs types de prairies de décrue : les prairies "sèches" en amont, par opposition à celles dites "mouillées" et enfin, en aval, la bourgoutière du Noun. A présent, le lac de Bamendjing, à niveau variable, perturbe cette disposition. La bourgoutière s'est partiellement reconstituée sur les anciennes prairies sèches qui ne sont pas converties en rizières.

132. BOUTRAIS, J., 1978, p. 128 et suiv. ; carte h.t. n° 1.

Il ne subsiste plus beaucoup de prairies faiblement inondables, si ce n'est entre les indentations des abrupts qui entourent la plaine. La strate herbacée ressemble aux fonds de vallée sur plateaux, avec de grandes graminées : *Hyparrhenia* et herbe à éléphants. Ces parties hautes de la plaine sont activement mises en culture. Les troupeaux ne disposent souvent que de regains herbacés sur chaumes. Les tiges cannelées des herbes à éléphants

prennent une grande taille. Les jeunes feuilles qui poussent aux noeuds du rachis étant difficilement accessibles, les animaux courbent ou cassent les tiges pour brouter les parties vertes.

Une lame d'eau d'une dizaine de centimètres favorise l'implantation de graminées du genre *Phragmites*. Ses rhizomes émettent des tiges robustes qui se dressent, toutes droites, à plus de 2 mètres de haut. Tout en restant vertes une partie de la saison sèche, les feuilles lancéolées de *Phragmites* sont ligneuses et peu appétées des animaux. Les troupeaux vont et viennent dans ces hautes herbes, seulement repérables à distance par les vols de hérons garde-boeufs qui les accompagnent. D'après les éleveurs, les animaux ne consomment *Phragmites* qu'en dernier recours, pour tromper leur faim.

Avec une crue d'environ 50 cm, *Digitaria abyssinica* devient la graminée la plus fréquente. Sa tige frêle s'allonge au fur et à mesure de la montée des eaux, puis fournit un épais matelas en décrue, conservant une humidité au sol. Cependant, le bétail ne consomme pas les tiges rampantes, une fois qu'elles sont désséchées. Les transhumants y mettent le feu, ce qui déclenche une repousse, à partir de longs rhizomes. Le tapis vert des repousses attire de nombreux troupeaux, à partir de janvier.

Le matelas des tiges rampantes de *Digitaria abyssinica* finit par étouffer les autres herbes et par former des prairies homogènes. Avant la mise en eau du barrage, les environs de Bambalang, soit la plus grande partie de la plaine inondable, étaient tapissés par cette graminée. Tout en étant une plante de terrains humides, elle est reconnue résistante à la sécheresse et aux feux (133). Les agrostologues la classent parmi les bonnes graminées fourragères, la conseillant pour des pâturages soumis, alternativement, à l'humidité et à la sécheresse.

133. HAVARD-DUCLOS, B., 1967, "Les plantes fourragères tropicales", p. 266.

Seules des graminées à longue tige flexible peuvent s'adapter à une nappe d'eau qui excède 1 mètre. C'est le cas de *Leersia hexandra* qui se localisait, autrefois, à la périphérie de la bourgoutière du Noun (134). Sa tige souple atteint parfois 5 mètres de long, à la faveur d'une grande crue, et se termine par des feuilles courtes et étroites. A la décrue, elle retombe sur le sol et s'enracine aux noeuds (stolons). *Leersia hexandra* est considérée comme un bon fourrage pour les bovidés. Des mesures alimentaires l'accréditent d'une valeur fourragère aussi bonne que celle d'*Echinochloa*, à la floraison (135). Pourtant, les transhumants en plaine de Ndop assurent que les troupeaux se portent de préférence vers la seconde. Les feuilles de *Leersia* comportent de minuscules épines qui s'accrochent aux vêtements et qui rebutent les animaux (136). Elles ne sont consommées qu'en fin de saison sèche, après l'épuisement des autres ressources fourragères.

134. BOUTRAIS, J., 1978, carte h.t. n° 1.

135. HAVARD-DUCLOS, B., 1967, tabl. p. 327.

136. Les éleveurs se plaignent que les prairies à *Leersia* provoquent des irritations à la gorge des animaux.

Echinochloa constitue les prairies aquatiques les plus spectaculaires. Bien que la variété en plaine de Ndop soit *crus pavonis* et non *E. stagnina* flottante du Sahel, le nom vernaculaire en foulfouldé reste identique : ***burgu***. Avant l'édification du barrage de Bamendjing, la bourgoutière du Noun rassemblait, sur plus d'une dizaine de kilomètres, de grandes concentrations de troupeaux. Elle jouait alors un rôle capital pour le cheptel de Ndop, Galim et du Bamoun.

Bien que la tige soit moins longue que celle du vrai ***burgu***, la valeur fourragère d'*E. crus pavonis* est comparable. En saison sèche, les tiges rampent sur le sol, sans feuille. Avec l'arrivée de la crue, elles se dressent et émettent des feuilles allongées au-dessus de l'eau. A la décrue, les tiges s'affaissent et marcottent dans le sol encore humide. Les animaux sont friands des tiges et surtout des repousses de saison sèche, dont les qualités fourragères sont excellentes. Contrairement à *Digitaria abyssinica*, la paille sèche d'*Echinochloa*, étendue sur le sol, est encore consommée car elle contient du sucre en quantité appréciable.

Echinochloa se développe dans les parties les plus déprimées de la plaine. Mais sa propagation est activée par la présence du bétail qui broute les inflorescences et rejette les graines dans ses déjections. De même, en piétinant les tiges, il en facilite le marcottage. Les transhumants remarquent, d'une année à l'autre, la propagation du ***burgu*** sur les aires à bétail.

Les éleveurs n'ont pas toujours transhumé massivement vers les rives du Noun. Autrefois, *Leersia hexandra* était davantage répandu à l'aval de la plaine. Mais, en quelques décennies, *Echinochloa* a recouvert toute la partie déprimée, en contrebas de Bamendjing. La bourgoutière des premières années soixante-dix était une formation végétale artificielle, largement "construite" par le bétail (137).

La présentation de la plaine de Ndop par P. HAWKINS et M. BRUNT (138) signalait à peine *Echinochloa*, limitée à des mares résiduelles, après la décrue. Leur étude ne concernait que la partie de la plaine qui relevait du Cameroun Occidental. Or, la bourgoutière s'étendait surtout de l'autre côté de l'ancienne frontière. A présent, le lac de retenue entraînant un décalage de toutes les formations aquatiques, le ***burgu*** colonise les secteurs palustres aux environs de Bambalang.

La végétation de la partie inondable de la plaine de Ndop représente un milieu exceptionnel en zone guinéenne. Certes, en parties hautes, peu soumises à l'inondation, les plantes sont communes aux bas fonds ripicoles. Lorsque la nappe d'eau prend de l'importance et recouvre plus longtemps les prairies, une végétation franchement hydrophile se développe. Des plantes s'adaptent à la crue, en allongeant progressivement leur tige qui se dresse ensuite hors de l'eau. Des espèces habituellement cantonnées en bordure des grands fleuves sahéliens et soudaniens se retrouvent ici, à une latitude inhabituelle. Cependant, les plantes aquatiques de Ndop restent fixées au fond, même si les tiges se ramifient dans l'eau. La crue naturelle du Noun n'est pas assez importante pour entraîner une végétation hydrophile flottante, comparable à celle du lac Tchad ou du Delta intérieur du Niger. Actuellement, le barrage de Bamendjing amplifie la crue et lui confère une plus grande extension. Elle s'accompagne de phénomènes nouveaux : asphyxie par élévation trop brutale du niveau d'eau ou, à l'inverse, colonisation de rivages nouveaux par une végétation capable, périodiquement, de surnager.

Les savanes arbustives d'altitude

Avec les savanes de bas plateaux, les Mbororo ont retrouvé des paysages végétaux qui leur étaient familiers sur une grande partie de

137. Les informations recueillies en plaine de Ndop confirment les conclusions de J. GALLAIS au Macina : «le troupeau est un agent très actif d'épaississement du bourgou » (1967, "Le Delta intérieur du Niger", t. 1, p. 71).

138. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, vol. 2 p. 497.

l'Adamaoua. Cependant, ce ne sont pas ces pâturages qui les ont retenus. Ils ont préféré des reliefs plus élevés dont l'équivalent ne se retrouve, en Adamaoua, qu'en haut du Tchabbal Mbabo. Au Bamenda, la gamme altitudinale s'élargit et les hauts pâturages s'étendent sur de plus grands espaces.

A partir de 1.200 mètres, la végétation change, peu dans sa physionomie mais de façon significative dans sa composition botanique. Les abrupts de Ndawara ou du mont Mbam qui dominent la plaine de Ndop portent, dans leur partie médiane, des savanes arbustives à *Entada abyssinica*. Les savanes voisines de Babungo, à 1.250 mètres, sont encore couvertes d'arbustes de type Adamaoua : Annones du Sénégal, *Piliostigma thonningii*, auxquels se joignent des *Entada*. Puis ceux-ci deviennent dominants à partir de 1.200 mètres, jusqu'à la muraille trachytique ; ils débordent parfois sur le haut plateau, à 1.700 mètres. De l'autre côté de la plaine, sur les versants abrupts du mont Mbam, le profil est analogue, *Entada abyssinica* se substituant à *Terminalia glaucescens* au-dessus de 1.300 mètres.

L'étage à *Entada* enveloppe presque tout le pourtour des hauts plateaux, de 1.200 à 1.600 mètres. Il surmonte les savanes de bas plateaux, en se réduisant à un liseré plaqué sur les pentes (Bafumen) ou en s'étalant, à la faveur de plateaux intermédiaires (Konene). Il entoure également les plateaux Meta, au-dessus de palmeraies d'*Elaeis* dans les vallées ou de forêt sempervirente à l'ouest. D'un secteur à l'autre, les savanes à *Entada* admettent des espèces qui s'avancent à partir du bas ou du haut.

Entada s'associe souvent à *Combretum molle*. Sur le plateau de Konene, les deux arbustes forment, par endroits, des taillis serrés. Espèce périforestière, *Combretum molle* réussit à s'implanter à des altitudes supérieures à *Terminalia glaucescens*.

Quant à *Entada abyssinica*, arbuste au feuillage dense, il ressemble à un acacia qui serait dépourvu d'épines. A. AUBREVILLE (139) signalait déjà sa fréquence sur le plateau de l'Adamaoua, à 1.000-1.200 mètres. P. HAWKINS et M. BRUNT (140) établissent une corrélation entre les formations à *Entada* et les sols dérivés de roches volcaniques. D'après les auteurs, *Entada* peut signaler des restes de coulées volcaniques épanchées sur de bas plateaux. Parfois, l'écoulement de lave a subi un décapage complet mais l'influence volcanique se ressent encore sur les sols. La présence d'*Entada* témoigne alors d'un volcanisme ancien. R. LETOUZEY (141) entérine brièvement cette corrélation avec les sols volcaniques.

Il faut reconnaître que la correspondance est fréquente. Au-dessus de Babungo et des colluvions de glacis, le socle granito-gneissique affleure sur les premiers redressements de pente, à 1.280-1.300 mètres. Ses affleurements s'accompagnent d'une savane arbustive à Annones du Sénégal. Au-dessus de 1.400 mètres, le talus, de plus en plus raide, est taillé dans les trachytes ; *Entada* devient alors dominant.

Le même arbuste parsème le plateau de Konene qui est pourtant un morceau de socle soulevé. Mais la muraille trachytique qui le domine, au sud, influence les sols. Le semis d'*Entada* se densifie nettement sur une petite mesa basaltique à Saff, au-dessus du plateau.

Pourtant, l'espèce ne se cantonne pas aux sols d'origine volcanique. Des liserés de savanes à *Entada* jalonnent des versants entièrement granitiques, autour des pla-

139. AUBREVILLE, A., 1950, "Flore forestière soudano-guinéenne", p. 292.
140. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 202.
141. LETOUZEY, R., 1985, p. 64.

teaux Meta. C'est donc, avant tout, une espèce d'altitude que favorisent, localement, des sols volcaniques profonds et à texture bien équilibrée. Sur les prolongements nigerians des hauteurs du Bamenda, *Entada* prend également une place dominante sur les premières savanes d'altitude, développées uniquement sur granites (142). Il est associé à *Protea madiensis* qui a presque disparu des Grassfields.

142. « Above the secondary forest, Entada abyssinica was the commonest tree in tall grass savanna » (KEAY, R.W.J., 1979, p. 112).

Tabl. 30 : *Relevés botaniques de quelques savanes à* Entada *(présence + , situation dominante *)*

	1	2	3	4	5	6
arbustes :						
Entada abyssinica	*	*	*	*	*	*
Combretum molle	+		+	*		+
Cussonia barteri	+	+	+		+	
Terminalia glaucescens		+	+	+	+	+
Psorospermum febrifugum				+		
Annona senegalensis				+		
Ficus	+		+			
Croton macrostachyus	+					
graminées :						
Hyparrhenia		+		+	+	
Setaria	+	+				
Eragrostis				+		+
Loudetia					+	
Sporobolus	+			+	+	+

1 : hauts de Babungo (1.400 m), 2 : mont Mbam (1.400 m), 3 : plateau de Mbiame (Soukel : 1.500 m), 4 : plateau de Konene (Saff : 1.400 m), 5 : plateau de Bafumen (Kuk : 1.300 m), 6 : plateau Meta (Ngwo : 1.400 m)

Malgré un feuillage fourni, *Entada abyssinica* n'entrave pas la strate herbacée sous-jacente. Elle comporte de grandes *Hyparrhenia*, aux touffes à demi-abrasées par le bétail. Depuis quelques décennies, les savanes à *Entada* jouent un rôle pastoral croissant, en accueillant des troupeaux de hauts plateaux. Les abords très pâturés de campements se couvrent de touffes de *Sporobolus*, une graminée autrefois absente. La strate herbacée se modifie, dès que les charges en bétail deviennent fortes.

En régime de pâture encore légère, le couvert herbacé comprend surtout des *Hyparrhenia*, avec *H. rufa*, l'une des meilleures graminées vivaces de savanes. Développant de grosses touffes, elle résiste à une saison sèche courte, de même qu'au piétinement par les animaux. Elle offre un fourrage relativement grossier, surtout en fin de saison des pluies. Ce type de fourrage ne convient guère aux petits ruminants mais les bovins s'en accommodent, puis ils l'apprécient.

Hyparrhenia rufa a fait l'objet d'introductions récentes en d'autres régions tropicales, notamment sur les hautes terres mexicaines, à la grande satisfaction des éleveurs (143). Ils constatent que ce fourrage ne s'épuise

143. COCHET, H., 1989, "Des barbelés dans la sierra ; origine, émergence et transformations d'un système agraire au Mexique : la Sierra de Coalcoman (Etat du Michoacan)", p. 177.

pas, à condition que des secteurs soient protégés jusqu'à l'épiaison. Avec le régime de pâture libre des savanes africaines, ce n'est pas le cas : les animaux passent et repassent sur les touffes d'*Hyparrhenia*, empêchant la graminée de se reproduire par graines. Un rythme de pâture excessif finit par la faire disparaître.

Sporobolus commence par s'introduire en haut de collines granitiques à sols minces, tandis que les *Hyparrhenia* se maintiennent encore en bas de versants. La composition de la strate herbacée se moule sur les variations pédologiques, en particulier selon la pente. Mais, à ces altitudes moyennes, *Sporobolus* agit surtout comme indicateur de pression pastorale. Le processus se déroule sur un délai relativement court : une à deux décennies. Les Mbororo sont capables de mettre en relation une fréquence inhabituelle de *Sporobolus* avec le séjour d'un éleveur particulièrement riche, même s'il est parti depuis une dizaine d'années.

Sur les abrupts qui entourent la plaine de Ndop, les touffes d'*Hyparrhenia* sont remplacées par un couvert discontinu de *Setaria anceps*, à la faveur d'une pâture intense. Comme la sétaire couvre assez mal le sol et que la pente est forte, l'érosion se fait menaçante. Quant aux *Loudetia*, elles correspondent à des affleurements de socle sur le plateau de Konene.

Les savanes à *Entada abyssinica* marquent un faciès de transition entre formations de bas et de hauts plateaux, avec interpénétration d'espèces en provenance des deux domaines. Des arbustes de bas plateaux montent jusqu'à 1.400-1.500 mètres, en devenant de plus en plus épars. Quant à l'influence des hauts plateaux, elle se manifeste sur la strate herbacée, mais les changements de graminées proviennent surtout de la présence du bétail.

Les prairies montagnardes

Si les prairies de Ndop illustrent le cas de formations herbacées d'origine marécageuse, les paysages typiques de prairies se localisent en altitude. Plusieurs critères physionomiques différencient ce type de végétation des savanes de bas plateaux : absence ou rareté d'arbres et d'arbustes, taille plus basse des herbes mais couvert herbacé continu, chaumes plus fins des graminées et feuilles qui partent seulement de la base. En fait, les prairies de l'Ouest-Cameroun ne répondent pas toujours à cette définition, notamment en ce qui concerne le degré de recouvrement du sol.

Les paysages végétaux

La prairie n'occupe pas seule l'étage montagnard, même si elle s'étend encore actuellement aux dépens de la forêt. Au contact des deux formations, des espèces originales forment des lisières. Elles se réduisent à un mince liseré ou s'étalent sur les pentes. En constituant des fourrés, elles révèlent l'évolution probable des prairies d'altitude, à la suite d'une pression pastorale forte et continue.

La prairie. R. LETOUZEY (144) avance que la graminée *Sporobolus africanus* est tellement liée à l'exploitation pastorale qu'elle ne peut être tenue comme typique des prairies montagnardes. Pourtant, elle confère aujourd'hui une unité paysagique indéniable à l'étage des hauts plateaux.

144. LETOUZEY, R., 1985, p. 42.

P. HAWKINS et M. BRUNT (145) furent les premiers à préciser que le *Sporobolus* de montagne était *S. africanus* et non *pyramidalis* comme il était souvent admis (146). En fait, les deux espèces sont difficiles à distinguer par simple observation. Toutes les deux se propagent à la faveur de charges élevées en bétail. Elles se dissocient par leur habitat, la première se localisant à l'étage montagnard, tandis que la seconde se cantonne à des altitudes voisines de 1.000 mètres, surtout en Adamaoua.

145. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 234.
146. JACQUES-FELIX, H., 1950. Plus tard, le même auteur identifie le *Sporobolus* de montagne comme étant *S. capensis* (1961, "Caractères des prairies d'altitude en Afrique occidentale"). Cette détermination est reprise dans la thèse de R. LETOUZEY (1968, p. 338).

A 1.400 mètres, des couverts herbacés sur le plateau de Konene ou les plateaux Kaka sont déjà constitués de *S. africanus*. Cette graminée devient dominante à partir de 1.500-1.600 mètres. Elle le reste jusqu'à des altitudes variables : 2.550 mètres sur les monts Bambouto, 2.400 sur le mont Bambili et 2.700 au mont Oku. Les différences de plafonds altitudinaux reflètent l'exposition des versants mais également la masse inégale des massifs culminants.

Sporobolus africanus intervient donc comme le principal constituant des prairies montagnardes, dans une fourchette altitudinale d'environ 1.000 mètres. Cela se traduit par un paysage original : en saison des pluies, les innombrables touffes tapissent les pentes en un moutonnement herbacé de tiges et de feuilles droites mais courtes ; en saison sèche, après le passage des feux, seule une "brosse" discontinue subsiste, faite de moignons de touffes calcinées et souvent déchaussées.

D'après P. HAWKINS et M. BRUNT (147), cette seule graminée compose 90 % du couvert herbacé montagnard. Leurs transects en prairies soumises à la pâture présentent pourtant des pourcentages variables : de 35 (Kishong) à 92 % (Tadu) du couvert herbacé. Or, les deux relevés se trouvent à des altitudes équivalentes. Tout en étant presque monospécifique, *Sporobolus* s'associe à quelques graminées. Aux altitudes inférieures de l'étage montagnard, il s'agit d'*Hyparrhenia* et de *Panicum pragmitoïdes*. A haute altitude, les *Hyparrhenia* se raréfient en secteurs pâturés mais de petits trèfles et *Melinis minutiflora* s'insèrent entre les touffes.

147. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 236.

Les lisières. Les prairies à *Sporobolus* sont cloisonnées par des forêts galeries ou des restes de forêts qui se maintiennent sur les versants les plus humides. Entre forêts et prairies se tient une végétation de transition, souvent étroite mais composée d'espèces toujours caractéristiques.

De 1.400 à 1.700, voire 2.000 mètres (mont Bambili), *Croton macrostachyus* s'impose comme la plante de lisière la plus remarquable.

C'est un petit arbre qui peut atteindre une quinzaine de mètres, facile à reconnaître par un feuillage en coupole, constitué de grandes feuilles grisâtres. A. AUBREVILLE (148) signale cette espèce montagnarde au Fouta Djalon et surtout en Afrique de l'est mais il ignore sa présence au Cameroun. Pourtant, elle est fréquente à l'ouest de l'Adamaoua et elle frange les façades forestières de l'étage montagnard aux Grassfields.

148. AUBREVILLE, A., 1950, p. 193.

R. LETOUZEY (149) la classe parmi les plantes rudérales qui colonisent les jachères en zone forestière. A la faveur d'une pâture intense, *Croton macrostachyus* "s'avance" également sur les prairies. Au nord-ouest de la Centrafrique, le même arbuste devient abondant sur les interfluves, dès que les savanes sont soumises à une pâture intense (150).

Aux mêmes altitudes, *Masea lanceolata* accompagne souvent *Croton macrostachyus*. C'est un arbuste montagnard, de taille moindre mais doté de grandes feuilles ovales. Comme le *Croton*, il peut quitter son habitat de lisières forestières pour s'avancer en prairies. Il devient fréquent vers 2.000 mètres.

Lorsque la forêt montagnarde se réduit à des galeries encastrées en creux de vallons, la fougère Aigle (*Pteridium aquilinum*) couvre les premières pentes. Tant que les charges en bétail restent légères, les animaux paissent rarement en ces fonds de vallons où des *Hyparrhenia* peuvent se maintenir.

Au-dessus de 1.700 mètres, *Gnidia glauca* devient l'arbuste de lisière le plus fréquent.



Fig. 76 : *Grands* Gnidia glauca *en haut du mont Bambili (2.300 mètres)*

Moins grand que le précédent, il présente une silhouette en boule, de petites feuilles allongées et quantité de fleurs jaunes couvrant la cime du feuillage. Habituellement, il se tient en bordure de forêt, formant un liseré qui moule les découpes forestières. Cependant, R. LETOUZEY (151) signale une "forêt" de *Gnidia glauca* sur le mont Oku, à 2.500-2.600 mètres. Une autre extension est observée sur le versant oriental du mont Bambili, de 2.200 à 2.400 mètres. Actuellement, elle est en train de disparaître, devant

149. LETOUZEY, R., 1968, p. 186.

150. BILLE, J.C., 1964, "Pâturages du secteur occidental d'élevage de la R.C.A". Sur les plateaux centrafricains, l'espèce prolifère à seulement 1.200 mètres d'altitude. Le décalage altitudinal avec l'ouest du Cameroun tient peut-être au climat plus sec de ce prolongement de l'Adamaoua. En 1984, les *Croton macrostachyus* sont devenus les plus grands arbres sur interfluves, aux environs de De Gaulle.

151. LETOUZEY, R., 1985, p. 38.

les déboisements pour des cultures de pomme de terre. A 2.300 mètres, *Gnidia* s'étendait également dans l'ancienne réserve botanique des monts Bambouto et à ses abords, avant l'assaut de cultures maraîchères. En fait, ces peuplements ne ressemblent guère à une forêt mais plutôt à un paysage de "parc", ménageant un couvert herbacé abondant sous de petits arbres espacés. C'est pourquoi ils sont relativement faciles à déboiser.

La végétation de transition tend à s'élargir lorsque les prairies voisines sont intensément pâturées et que les feux perdent en violence. De ce point de vue, la végétation du plateau d'Obudu, à la frontière du Nigeria, pouvait servir de témoin lorsque les troupeaux n'y stationnaient pas. Or, une prospection botanique à la fin des années quarante souligne de « sharp boundaries between the grassland and the forest » (152). Deux décennies plus tard, une présentation de la végétation du même plateau insiste encore sur le passage rapide de la forêt à la prairie : « there is a sharp transition into the typical grassland of the Plateau » (153). Lorsqu'un élargissement des formations de transition survient, il exprime moins un faciès de "secondarisation" de la forêt qu'une avancée de ligneux pionniers sur la prairie.

152. KEAY, R.W.J., 1979, p. 108

153. TULEY, P., 1966, "The Obudu Plateau ; utilization of high altitude, tropical grassland", p. 905.

Les fourrés montagnards. Bordées de façades forestières, les prairies montagnardes sont parsemées de fourrés qui concurrencent le tapis herbacé. Des plantes de lisières s'étendent sur les interfluves, tandis que d'autres semblent spécifiques des formations de broussailles.

A partir d'une certaine altitude, la fougère aigle manifeste une grande capacité d'extension sur les prairies. A 1.500-1.600 mètres (par exemple, à Fundong), elle reste encore contenue en bas de versants. Au-dessus de 1.700-1.800 mètres, elle peut couvrir une grande partie des pentes, ne laissant en herbe que les hauts de versants. Lorsque des arbustes se mêlent aux fougères, la formation devient impénétrable. Le fourré, ***baafe***, ne ménage que d'étroits passages au bétail. Parmi les plantes de fourré, *Psorospermum aurantiacum* et *Hypericum revolutum* tiennent une grande place. Ces deux Hypéricacées se propagent rapidement par drageons mais elles sont sensibles aux feux. Elles renforcent en densité et en taille le couvert des fougères. Elles-mêmes sont parfois surmontées de jeunes pieds de *Croton macrostachyus* ou de *Gnidia glauca*. L'ensemble prend alors l'aspect d'un taillis.

R. LETOUZEY (154) étend la notion de taillis arbustifs d'altitude aux bambousaies. Pourtant, celles-ci s'insèrent dans des alvéoles de la forêt montagnarde et semblent stables. Au contraire, les espèces précédentes sont conquérantes.

154. LETOUZEY, R, 1985.

Au-dessus de 2.100 mètres (monts Bambouto et mont Bambili), les fougères ne colonisent presque plus les prairies. A l'ouest du mont Oku (Tchabbel), des fourrés de fougères et d'*Hypericum* encombrent encore les pâturages entre 2.100 et 2.300 mètres. D'un massif à l'autre, les altitudes ne concordent donc pas exactement. L'exposition des versants introduit des écarts : au nord et à l'est des monts Bambouto, les fougères couvrent toutes les pentes, tandis que le sud en est indemne. Plutôt que des limites écologiques, les couverts de fougères et les fourrés signalent d'anciens secteurs de surcharge en bétail.

Une graminée contestée

Les prairies montagnardes jouent un rôle capital pour l'élevage sur les Grassfields. Bien que l'aire pastorale s'étende actuellement à des altitudes inférieures, les effectifs de bétail les plus nombreux se concentrent encore à cet étage altitudinal. Par assimilation probable aux herbages d'Europe, nombre d'observateurs associent les paysages de prairies d'altitude à l'activité pastorale. Pourtant, en opposition à cette "vocation", la principale graminée des prairies est fortement dépréciée.

Un indicateur d'exploitation pastorale. *Sporobolus* est une graminée vivace et cespiteuse dont les touffes ne couvrent pas complètement le sol. Les feuilles, droites et effilées, se dressent serrées au-dessus de chaque rhizome. En fin de saison des pluies, les touffes non pâturées forment une strate herbacée, de 30 à 50 centimètres de haut. Les inflorescences consistent en panicules lâches et légers.

Les feuilles sont consommées à l'état jeune ; ensuite, elles durcissent et rebutent les animaux. Bientôt, ils n'en écourtent que les extrémités, ce qui confère au pâturage un aspect de brosse irrégulière. La graminée devient tellement dure que les animaux âgés finissent par avoir des incisives complètement usées.

Bien que vivace, *Sporobolus* ne procure presque pas de regain après les feux de saison sèche. Cependant, les feux exercent une influence bénéfique sur la production fourragère ultérieure. Des mesures de matière verte effectuées par la station de Bambui montrent un écart sensible : les prairies à *Sporobolus* brûlées antérieurement produisent 11,2 t/ha contre 8,6 en prairies non brûlées (155). De plus, à la faveur des feux, *Sporobolus* tend à prendre une place plus grande dans le couvert herbacé.

155. I.E.M.V.T., Bambui Station, 1970, "Annual Report ; animal husbandry and grassland sections". Il s'agit de poids de fourrages verts et non d'équivalent en matière sèche.

En fait, ce dynamisme dépend également du rythme de pâture. Les expérimentations à Bambui ont démontré qu'une pâture tous les 20 jours se révèle plus favorable à l'espèce qu'une autre, n'intervenant que tous les 30 jours. Lorsque le rythme d'exploitation se ralentit, *Sporobolus* finit par perdre sa place dominante dans le couvert herbacé : de plus de 60 %, l'espèce recule à 30 %. A fortiori, une mise en repos des pâturages se traduit par une régression encore plus nette. Après une année d'absence de pâture, *Sporobolus* rétrograde de 60 à 18 % du couvert herbacé.

Sporobolus africanus apparaît donc moins comme une graminée caractéristique de l'étage montagnard que l'indicateur d'un mode d'exploitation pastorale, fondé sur la pratique de feux réguliers et, surtout, d'une pâture continue en saison des pluies. L'absence ou le relâchement d'une composante du système entraîne des modifications dans la composition botanique de la prairie. Celle-ci n'est pas une formation "naturelle" mais le résultat d'un équilibre, dans une gamme d'altitudes données, avec une forte charge en bétail.

Le processus de diffusion. Les prairies à *Sporobolus africanus* sont une formation anthropique, au sens large, susceptible d'altérations rapides. Elle

s'est substituée à des formations herbeuses plus anciennes, qui correspondaient davantage au climax de l'étage montagnard.

La plupart des auteurs soulignent ce caractère secondaire de la prairie à *Sporobolus*. Les éleveurs restituent eux-mêmes les changements survenus dans la composition des pâturages. Ils reconnaissent qu'autrefois, les hauts plateaux étaient couverts de ***geene ndime : « des herbes qui graînent »***, c'est-à-dire les grandes *Hyparrhenia*. S'y ajoutaient, d'après les anciens, le ***toloore*** (*Pennisetum purpureum*) et *Melinis minutiflora*. L'ensemble constituait une strate herbacée dense et de grande taille dont se rassasiaient les troupeaux des premiers migrants au Bamenda.

La composition des anciennes formations herbeuses montagnardes était probablement similaire aux rares secteurs indemnes de pâture. En 1948, cela semblait encore le cas du haut plateau d'Obudu, actuellement au Nigeria, lorsqu'une prospection botanique y fut entreprise. Même sans éleveurs, les herbes du plateau étaient embrasées de feux violents : « the grassland burns fiercely and probably has done so annually for many years » (156). Au mois de décembre, les graminées avaient disparu dans les flammes. Un versant, épargné par les feux, comprenait un couvert de *Melinis minutiflora*. Pourtant, cette graminée n'était pas la principale constituante des prairies soumises à des feux réguliers.

156. KEAY, R.W.J., 1979, p. 108.

Quelques années plus tard, du bétail est placé sur le plateau d'Obudu mais la pâture n'a pas encore perturbé complètement la strate herbacée. Sur les sols les mieux drainés et faiblement pâturés, de grandes graminées du genre *Hyparrhenia* dominent toujours, associées à de fines *Loudetia* qui remplissent les interstices entre les touffes. En secteurs très pâturés, *Sporobolus africanus* s'est déjà établi, en peuplements presque purs. « It is possible to trace a transition from this extreme (*Sporobolus africanus*) to the original *Loudeto-Hyparrhenetum* stand, as the grazing intensity decreases » (157). Les prospections botaniques successives sur le plateau d'Obudu indiquent l'évolution probable des prairies des Grassfields, quelques décennies auparavant.

157. TULEY, P., 1966, p. 906.

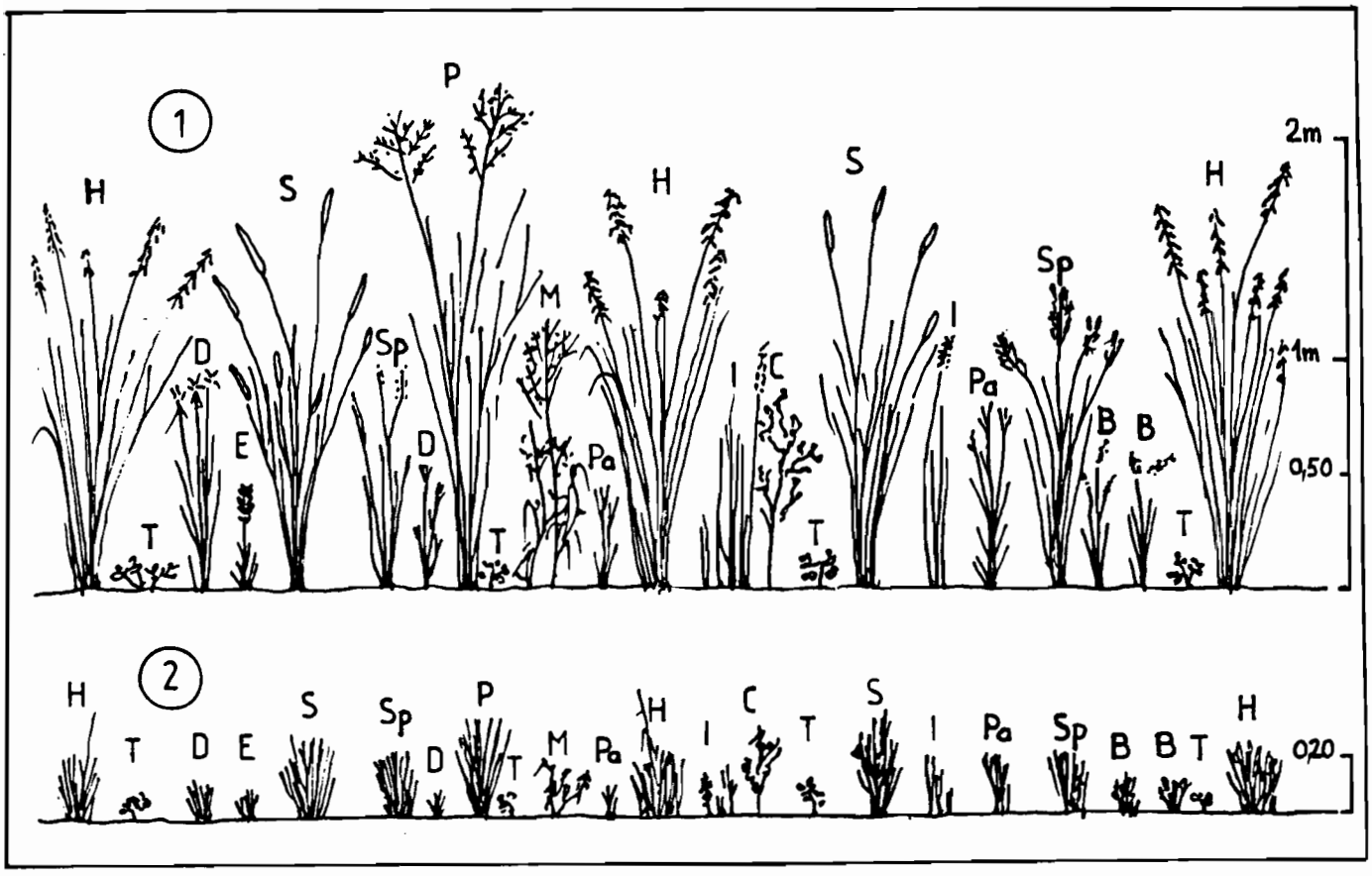
D'après les Mbororo des Grassfields, les prairies montagnardes ont changé de composition floristique au cours des années trente, à la suite des invasions de sauterelles qui ravagèrent les plateaux. Les prairies eurent du mal à se reconstituer, les troupeaux affamés arasant les premières pousses. Les dégâts de sauterelles, au début des années trente, ont tellement marqué la mémoire collective qu'ils servent de repère chronologique pour situer un phénomène étalé sur une longue durée. Les éleveurs n'attribuent pas explicitement le changement de graminées à l'accident écologique des sauterelles. Ils le mettent plutôt en relation avec l'augmentation rapide des effectifs de bétail, après les "années de sauterelles". ***Na'i mbari ladde : « les vaches ont tué la brousse, »*** disent-ils, ***ladde*** n'étant pas l'espace vide et redouté des villageois mais le bon pâturage, l'espace nourricier du bétail. Les Mbororo reconnaissent que la présence du bétail n'est pas neutre pour la végétation herbacée.

Quelques observations confirment, a contrario, le processus de substitution de *Sporobolus* à d'autres graminées, à la faveur d'une pâture intense. Il suffit d'un arrêt de la pâture pour que les anciennes espèces reprennent l'avantage. P. HAWKINS et M. BRUNT (158) font état d'une prairie située à 1.500 mètres, au-dessus de Babanki Tungo, interdite au bétail pendant 4 années.

158. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, tabl. 16, p. 237.

Les *Hyparrhenia* représentent déjà 63 % du couvert herbacé, tandis que *Sporobolus* n'intervient que pour moins de 6 %.

De la même façon, la mise en repos forcée des pâturages des monts Bambouto, par suite de l'insécurité des premières années soixante, a favorisé la reconstitution de la flore herbacée ancienne. Les premiers Mbororo qui reviennent, en 1968, ne retrouvent plus de *Sporobolus* mais des *Hyparrhenia* et du sissongo, installé sur de vieilles jachères. Quelques années de pâture suffisent pour que *Sporobolus* reconquiert une place dominante. D'après les éleveurs, 2 à 3 années de fortes charges en bétail font rebasculer la composition des prairies en faveur de *Sporobolus*. L'uniformité actuelle des prairies montagnardes traduit des charges en bétail partout élevées et qui se répètent, d'une saison des pluies à la suivante.



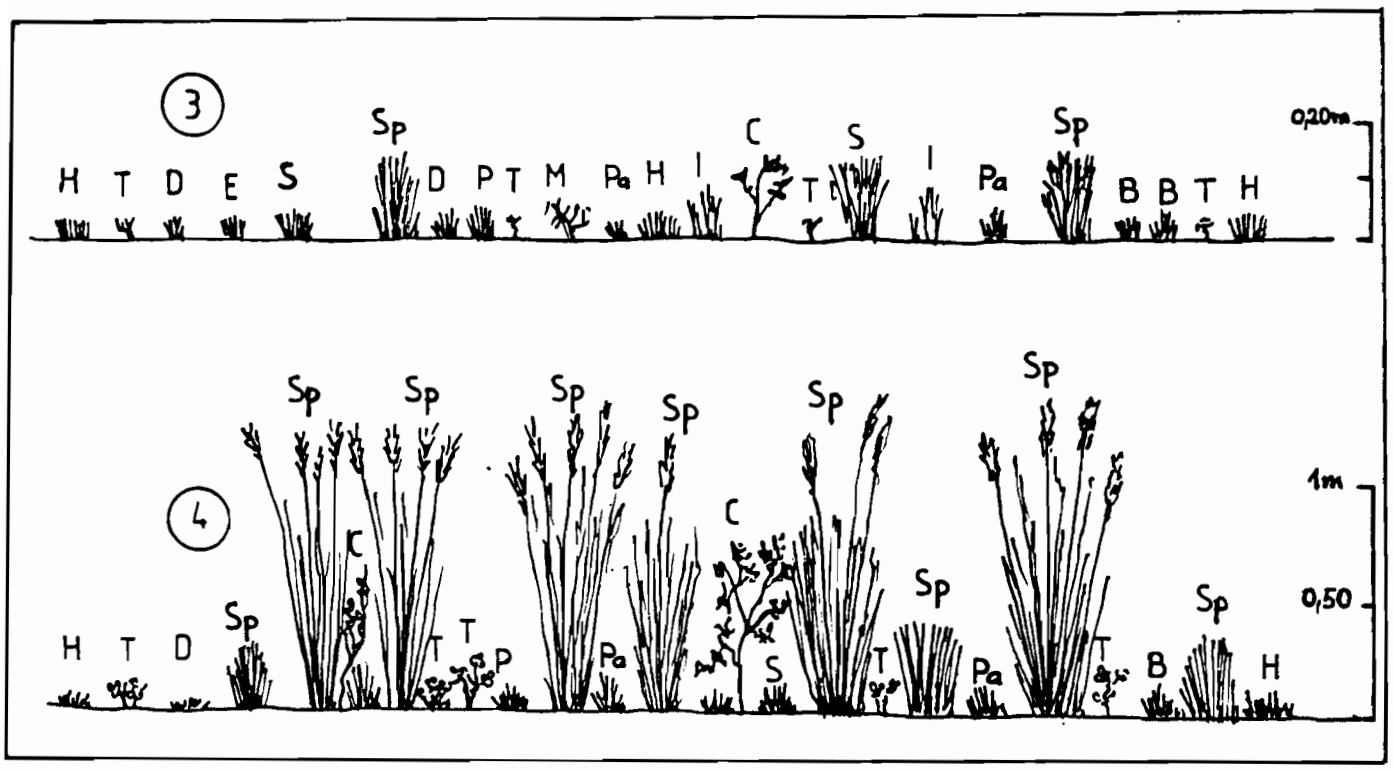
H : *Hyparrhenia sp.*, T : *Trifolium sp.*, D : *Digitaria sp.*, E : *Eragrostis sp.*, Sp : *Sporobolus africanus*, P : *Panicum sp.*, M : *Melinis minutiflora*, Pa : *Paspalum sp.*, I : *Imperata cylindrica*, C : Composées, B : *Brachiaria sp.* , S : *Setaria sp.*

1 : Profil herbacé avant les feux ; 2 : Repousses après les feux

Fig. 77 : *Les deux états des prairies montagnardes non pâturées (d'après M.J.A. Brouwers)*

M.J.A. BROUWERS (158) a décrit l'évolution probable des formations herbeuses montagnardes, en l'illustrant par une série de schémas qui reprennent un même profil théorique (fig. 77). Autrefois, il s'agissait de savanes de grande taille à *Hyparrhenia* (surtout *H. rufa*) et *Setaria* (surtout *S. sphacelata*). A ces graminées principales s'ajoutaient des *Panicum* et *Melinis minutiflora* sur les meilleurs sols, *Sporobolus*, *Paspalum* et *Imperata* sur les sols moins fertiles ou moins profonds. Plusieurs strates herbeuses se superposaient et se concurrençaient pour la lumière. *Sporobolus* n'accédait, en aucun cas, à une place dominante. Les feux de brousse arasaient toutes les strates herbeuses au même niveau. Au moment des repousses, les graminées de petite taille (*Brachiaria*, *Eragrostis*) et quelques Légumineuses (trèfles) disposaient donc de lumière.

159. BROUWERS, M.J.A., 1965, "Land Use and agricultural development of Cameroon".



3 : Profil herbacé un mois après pâture et feux ; 4 : Profil après plusieurs années de pâture et de feux

Fig. 78 : *Evolution des prairies montagnardes soumises à la pâture (d'après M.J.A. BROUWERS)*

Par la pâture, le bétail rabat le couvert herbacé mais de façon inégale (fig. 78). Un transect, un mois après pâture, présente déjà un profil ondulé: *Sporobolus*, des Composées et *Setaria* prennent une taille plus haute que les *Hyparrhenia*, *Panicum et Melinis*, très rabattus. Après 5 à 10 ans de ce régime, le renversement physionomique et botanique devient complet, par rapport au premier profil. Désormais, *Sporobolus* domine en taille et en densité. Ses touffes, nombreuses et souvent intactes, laissent peu de place aux graminées les plus appréciées du bétail. Quelques touffes de *Sporobolus* sont broutées

à mi-taille mais d'autres réussissent à émettre des hampes florales, même en contexte de pâture. *Melinis* a disparu et les rares *Hyparrhenia* qui subsistent sont arasées jusqu'au niveau de tallage. Les trèfles deviennent nombreux mais des Composées, refusées par le bétail, s'immiscent également entre les touffes de *Sporobolus*.

Si l'emprise de *Sporobolus* grâce à la pâture est largement admise, le processus lui-même fait l'objet de controverses. A quel facteur attribuer l'essor de cette graminée : à un surpâturage ou, au contraire, à un "sous-pâturage" ? La première notion est la plus couramment admise. Etant trop nombreux, les effectifs de bétail provoquent la disparition des herbes appréciées et nourrissantes. Celles-ci ne pourraient se maintenir qu'à la faveur de troupeaux moins nombreux. M.J.A. BROUWERS (159) part des mêmes constatations mais aboutit à un diagnostic opposé. A son retour, souvent tardif, de transhumance, le bétail dispose de jeunes feuilles d'*Hyparrhenia* encore tendres, tandis que celles de *Sporobolus* ont déjà durci. Les premières supportent donc seules la pâture, d'autant qu'une fois broutées, elles émettent des pousses encore plus tendres. Le bétail, de plus en plus attiré par les mêmes graminées, accélère le rythme de la pâture, jusqu'à ce que les *Hyparrhenia* disparaissent. Mais le bétail continue d'ignorer le *Sporobolus*. Il circule au milieu de ses touffes, parcourant des distances de plus en plus grandes à la recherche des dernières feuilles d'*Hyparrhenia*.

159. idem

Pour l'auteur cité, cette pâture sélective manifeste une sous-charge en bétail. En fin de saison des pluies, les animaux ne peuvent brouter les petites plantes, nichées entre des touffes de *Sporobolus* qui piquent les yeux et le museau. Lorsque le bétail ne dispose pas de grands espaces et que les charges sont renforcées, le *Sporobolus* est brouté et maintenu à faible taille. Dès lors, la lumière parvient aux trèfles et favorise leur développement. Plutôt que d'alléger le bétail sur les pâturages à *Sporobolus*, il conviendrait donc d'accentuer les charges.

P. HAWKINS et M. BRUNT (160) examinent, à nouveau, les conditions de ce changement botanique qu'ils qualifient de « dramatique ». Ils écartent d'abord la responsabilité des seuls feux de saison sèche : les *Hyparrhenia* s'y adaptent tout aussi bien que les *Sporobolus*. Ensuite, ils renvoient dos-à-dos les partisans du surpâturage et ceux du sous-pâturage. Le facteur essentiel ne serait pas une question de charge mais de piétinement du sol. Les *Hyparrhenia* seraient sensibles aux dégâts provoqués par les animaux lorsqu'ils passent et repassent sur les herbes. Or, les troupeaux des Mbororo ont l'habitude de paître en marchant.

160. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 241.

Cette hypothèse était déjà entrevue par M.J.A. BROUWERS. Au cours de la phase de raréfaction des *Hyparrhenia*, les animaux se déplacent de plus en plus, accentuant le piétinement des pâturages. L'auteur estimait, prudemment : « il semble que, non seulement *Sporobolus* supporte le piétinement des animaux, mais qu'il prospère avec lui. »

Le rôle du piétinement peut être observé sur des prairies en cours de changement botanique. En 1975, c'est le cas des versants des monts Bambouto, après un long repos pastoral. En terrains relativement plats, *Sporobolus* s'étend de façon uniforme. Sur versants pentus, il se propage par

lignes perpendiculaires à l'axe de la plus grande pente, dessinant des zébrures d'un vert sombre en saison des pluies. Ces lignes correspondent aux passages habituels des animaux qui se déplacent selon les courbes de niveau. Lorsque les va-et-vient du bétail dament le sol, deux alignements de *Sporobolus* bordent les pistes. Les lignes de *Sporobolus* retiennent le sol, ce qui se traduit par des décrochements de quelques centimètres : des terrassettes pastorales. Entre les alignements de touffes, seules de petites graminées se maintiennent, avec des trèfles et des mousses en saison des pluies.

Au-delà de la corrélation paysagique entre les lignes de piétinement du bétail et les axes de propagation de *Sporobolus*, il reste à rendre compte du mécanisme d'élimination des *Hyparrhenia*. En effet, les meilleures *Hyparrhenia* (par exemple, *H. rufa*) sont également réputées supporter le piétinement des animaux. Les souches ont tendance à s'étaler par tallage et à se disjoindre. Les spécialistes conseillent de limiter le piétinement du bétail, non pour éviter que les *Hyparrhenia* disparaissent mais, au contraire, qu'elles forment des souches trop grosses (161). Le tallage des graminées n'aurait pas que des effets positifs : de trop nombreuses ramifications à la base freineraient la floraison, donc la multiplication de l'espèce (162).

161. HAVARD-DUCLOS, B., 1967, p. 53.

Les *Hyparrhenia* des prairies d'altitude sont surtout mises en difficulté par la modification de la structure des sols soumis à forte pâture. Les sols humifères des hauts plateaux, en particulier ceux qui dérivent de roches volcaniques, présentent une structure aérée, en agrégats instables. Elle facilite l'infiltration de l'eau, la circulation des gaz et la pénétration du chevelu racinaire. Les grandes *Hyparrhenia* prolifèrent sur ces sols profonds, à texture argilo-sableuse, poreux et perméables.

162. JACQUES-FELIX, H., "Les Graminées d'Afrique tropicale", p. 12.

Avec le piétinement, un horizon supérieur compact se forme, constitué d'agrégats polyédriques stables, qui réduit la porosité globale des sols. Lorsque le piétinement s'accentue, l'horizon supérieur se tasse en lamelles dures et presqu'imperméables (163). Le *Sporobolus* semble mieux adapté que les *Hyparrhenia* au compactage superficiel des sols pâturés. Il dispose d'un système racinaire puissant qui accède aux horizons sous-jacents. Il est, par exemple, pratiquement impossible d'arracher une touffe de *Sporobolus* à la main. Le bétail ne détruirait pas seulement les *Hyparrhenia* par rythme de pâture trop rapide et bris des tiges mais de façon indirecte, par tassement des sols et asphyxie des chevelus racinaires superficiels.

163. MULLER, J.P., et al., 1972, p. 306.

Si l'extension considérable du *Sporobolus* résulte de la présence de grands effectifs d'animaux sur les hauts plateaux, sa présence est plus ancienne autour des villages de cultivateurs. Des plantes de jachères et des touffes de *Sporobolus* forment des plages herbeuses aux abords des habitations. Les passages et la pâture du petit bétail exercent, au centre des villages, un effet identique à celui du gros bétail au milieu des prairies. En ce sens, *Sporobolus* apparaît comme une véritable graminée anthropique.

Composante de la végétation rudérale des villages, elle participe comme ingrédient à des rituels graves, qui mettent en jeu l'existence collective (164). Ainsi, dans les cérémonies liées à la guerre, la chefferie de Mankon utilisait des tiges de *Sporobolus* attachées en un noeud. Le même

164. WARNIER, J.P., 1985, "The Mankon palace", p. 28 in "Palaces and chiefly households in the Cameroon Grassfields".

noeud d'herbes servait de semonce vis-à-vis de personnes accusées de sorcellerie. Pour les villageois, cette graminée est tellement associée à un peuplement humain qu'elle symbolise l'ordre.

Graminée liée à la présence de l'homme et du bétail, *Sporobolus* s'est substituée à des formations herbeuses anciennes dominées par de grandes *Hyparrhenia*. Le changement botanique s'est traduit par une nouvelle physionomie des étendues herbeuses et par une réduction de la production fourragère. Le bétail, principal responsable des modifications de la prairie d'altitude, en subit les conséquences.

Critiques et défense du "Sporobolus". Les prairies à *Sporobolus* ne sont pas tenues en haute estime, notamment par les naturalistes, botanistes et pédologues. En se plaignant constamment de la dégradation des pâturages, les administrateurs anglais faisaient allusion au remplacement de bonnes graminées par *Sporobolus*. D'après J. CARTER, cette graminée est « à peu près sans intérêt pour le bétail » (165). H. JACQUES-FELIX, longtemps le meilleur connaisseur français de la végétation montagnarde du Cameroun, l'estime « une espèce fourragère assez médiocre, n'interdisant pas l'érosion » (166).

La dépréciation de *Sporobolus* se fonde sur deux motifs : une faible valeur fourragère et une mauvaise protection des sols contre l'érosion. Le remplacement des grandes *Hyparrhenia* s'accompagne d'une modification de la strate herbacée. Les anciennes formations comprenaient trois niveaux : celui des grandes graminées, atteignant parfois une taille de 2 mètres ; celui des graminées moins hautes et à tiges plus fines ; celui, enfin, des petites plantes au ras du sol (167). Avec l'installation de *Sporobolus*, la structure du couvert herbacé se réduit à deux niveaux, voire à un seul. Entre les touffes, déjà moins hautes, de la graminée principale, ne s'implantent que de petites plantes (par exemple, des trèfles) et des graminées fines (souvent, des *Digitaria*).

Le changement se traduit par une réduction de la masse herbacée produite chaque année. Quelques mesures effectuées à la station de Bambui, sur des lots de terrain couverts de *Sporobolus africanus*, montrent des productions végétales qui varient de 700 kg à 2,5 t/ha de matière sèche, selon le moment de la saison des pluies et selon l'altitude (168). En zone guinéenne d'altitude, les grandes *Hyparrhenia* produisent, en moyenne, de 4 à 6 t/ha de matière sèche (169). La disparition des *Hyparrhenia* au profit de *Sporobolus* s'accompagne donc d'une diminution de moitié de la masse herbacée.

Cependant, une comparaison des deux couverts herbacés doit tenir compte de la quantité de fourrage effectivement disponible au bétail. De grandes herbes denses ne sont pas toujours attrayantes pour les animaux. L'activité végétale des *Hyparrhenia* se poursuit durant toute la saison des pluies. En fin de saison, les jeunes feuilles se mêlent aux vieilles et à la végétation morte, constituant un fouillis végétal difficile à démêler. « Although some of the larger grasses may keep their succulent leaf-bases, they are not readily available to the cattle » (167).

165. CARTER, J., 1956, "On the Fulani... of the Bamenda Province".

166. JACQUES-FELIX, H., 1961, "Caractères des prairies d'altitude en Afrique occidentale".

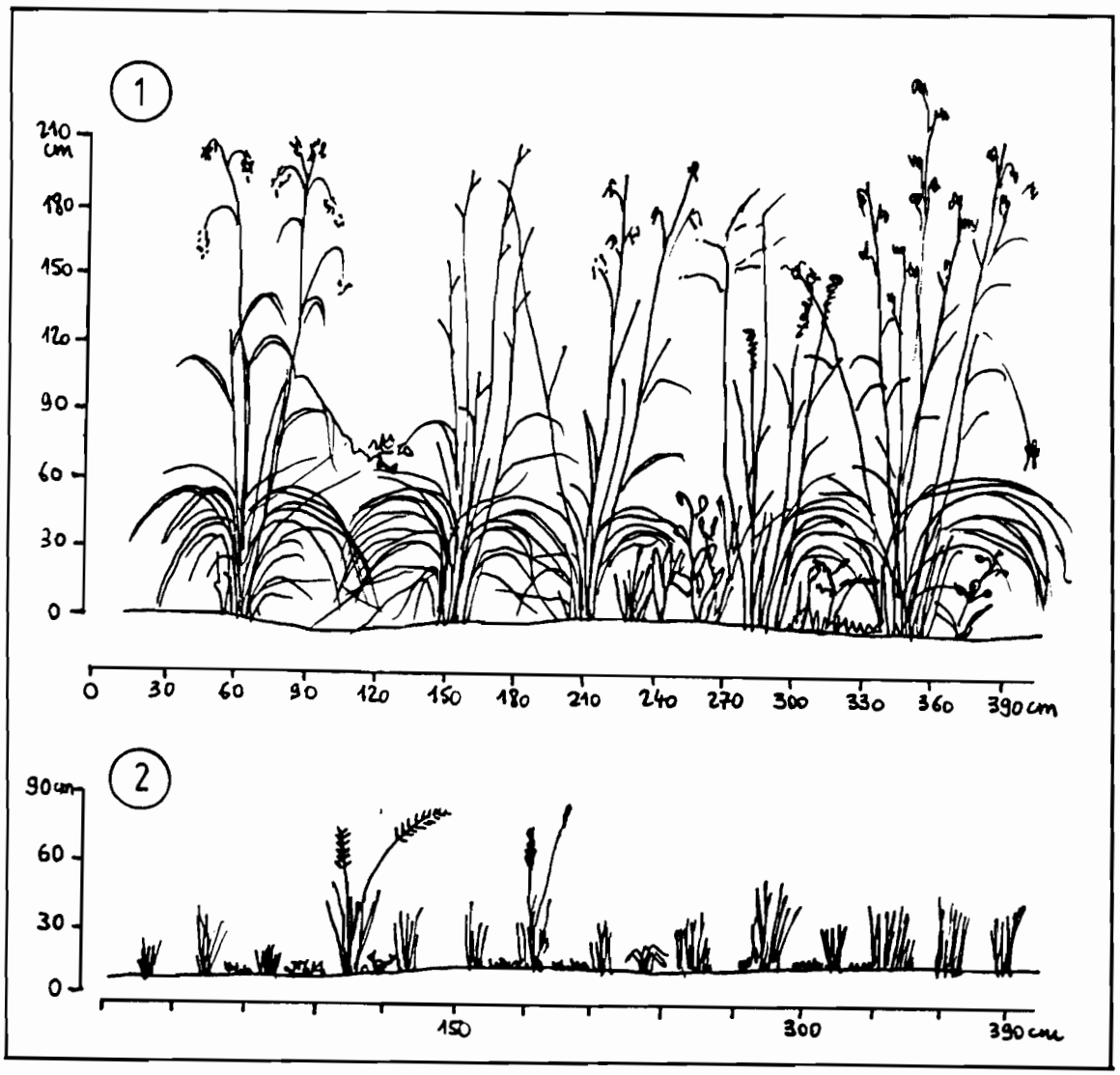
167. TULEY, P., 1966, p. 906.

168. I.E.M.V.T., Bambui, 1970.

169. BOUDET, G., 1984, p. 171. Notons qu'à l'est de l'Adamaoua, un pâturage à *Sporobolus africanus* produit également 4 t/ha (RIPPSTEIN, G., 1986, "Etude sur la végétation de l'Adamaoua", p. 103). Mais il se situe à seulement 1.500 mètres.

167. TULEY, P., 1966

Au contraire, *Sporobolus* croît rapidement en début de saison des pluies. Dès la fin de mai et au début de juin, il produit plus de 2 t/ha de masse végétale, aux environs de 2.000 mètres d'altitude. Ses feuilles sont presque toutes tendres en même temps. L'inconvénient, c'est qu'elles durcissent également toutes en fin de saison pluvieuse. Les prairies à *Sporobolus* se transforment alors en étendues de foin sur pied que le bétail refuse. L'évolution de la valeur fourragère de *Sporobolus* n'a pas fait l'objet d'analyses à l'ouest du Cameroun. Il est probable que le refus du bétail s'explique par une baisse rapide des teneurs en éléments nutritifs.



1 : Profil herbacé à *Hyparrhenia*, sans feu ni pâture ; 2 : Profil herbacé à *Sporobolus*, avec feu annuel et forte charge en bétail

Fig. 79 : *Protection ou mise à découvert du sol sous deux couverts herbacés montagnards* *(d'après P. Hawkins et M. Brunt).*

P. HAWKINS et M. BRUNT (170), interprètent également l'installation de *Sporobolus* comme une dégradation des pâturages, moins du point de vue des ressources fourragères que de la conservation du milieu naturel. Leur argumentation s'appuie sur des transects qui complètent ceux de M.J.A. BROUWERS.

170. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 241.

Les touffes de *Sporobolus* n'assurent pas un couvert continu du sol. En fait, des mesures effectuées par les auteurs montrent que des formations d'*Hyparrhenia* ne sont guère plus "couvrantes". Dans les deux cas, les pourcentages de sol dénudé varient de 40 à 75 %. Cependant, les auteurs insistent sur les différences de profils végétaux entre les deux formations. Les touffes d'*Hyparrhenia* peuvent atteindre une taille de plus de 2 mètres. Les feuilles, souples, retombent de tous côtés et forment, avec la végétation morte, une "matte" protectrice qui entretient l'humidité entre les touffes. Au contraire, les tiges de *Sporobolus* sont courtes et les feuilles gardent un port érigé, raison pour laquelle la protection des plages intermédiaires contre l'érosion n'est pas assurée, en saison des pluies (fig. 79).

En cas d'orages violents, l'effet "splash" des gouttes d'eau peut désagréger les particules superficielles du sol (171). Cependant, le couvert plus aéré des prairies à *Sporobolus* favorise l'installation de petites plantes entre les touffes. En saison des pluies, ces interstices ne sont pas tout à fait dénudés. Quant à l'érosion par ruissellement, elle est freinée par les touffes elles-mêmes qui divisent et détournent les filets d'eau. Qu'il s'agisse de grandes *Hyparrhenia* ou de *Sporobolus* plus courts, l'efficacité contre l'érosion latérale reste comparable : les touffes empêchent l'eau de ruissellement de prendre de la vitesse, donc d'éroder.

171. MULLER, J.P. et al, 1972, p. 54 et 302.

P. HAWKINS et M. BRUNT avancent un autre argument : en saison sèche, les petites plantes d'interstices dans la formation à *Sporobolus* disparaissent ou sont détruites par le bétail. Les sols nus deviennent exposés à l'érosion, lorsque des orages éclatent. En fait, que les prairies soient à *Hyparrhenia* ou à *Sporobolus*, elles se trouvent souvent dégarnies par les feux à cette époque de l'année. L'effet érosif des averses orageuses est uniformément dévastateur.

172. BROUWERS, M.J.A., 1963.
173. BAWDEN, M.G. et TULEY, P., 1966, "The Land Resources of Southern Sardauna and Southern Adamawa Provinces, Northern Nigeria".
Bien que la partie encore pastorale des monts Bamboutos soit sillonnée de "drailles" vives, les terrassettes qui façonnent les versants régulièrement pâturés exercent un effet de protection assez efficace contre l'érosion (NGOUFO, R., 1988, "Les monts Bamboutos ; environnement et utilisation de l'espace", p. 159).

Les accusations de P. HAWKINS et M. BRUNT à l'égard du *Sporobolus* sont reprises par les pédologues, notamment J.P. MULLER (171). M.J.A. BROUWERS (172) est le seul à contredire l'idée largement admise du *Sporobolus* comme plante dangereuse et propice à l'érosion. Il insiste et s'étonne sur le fait qu'avec des charges en bétail très fortes, le sol des prairies d'altitude ne soit pas érodé, sauf en quelques endroits. Même en hauts de reliefs, où seulement 50 % du sol est couvert, les marques d'érosion restent peu visibles. Les rigoles le long des pistes à bétail ne s'étendent pas. Seuls, des glissements de terrain seraient à craindre. L'herbe des prairies, même réduite aux touffes discontinues de *Sporobolus*, se révèle un agent anti-érosif efficace. Quelques années plus tard, un constat analogue et également admiratif est porté sur l'état des pâturages au Mambila nigerian, constitués par *Sporobolus* (173).

Finalement, la substitution de *Sporobolus africanus* aux *Hyparrhenia* soumises à un régime de pâture intense représente un moindre mal ou, peut-être, un avantage pastoral. L'absence de *Sporobolus* permet de mesu-

rer, a contrario, ses qualités. Sur les versants raides du mont Mbam, couverts de sétaire, une érosion en nappe déchausse les herbes, tandis que le ruissellement affouille des ravines. De même, les charges de plus en plus fortes en-dessous de l'étage montagnard risquent de mettre en cause les savanes à grandes graminées, dès lors qu'elles ne sont pas remplacées par du *Sporobolus*. Les hauts de collines de Lassin-Din, à 1.300 mètres, commencent à se dénuder. Ainsi, les menaces érosives les plus graves se situent en dehors de l'aire d'implantation du *Sporobolus*. Mais la résistance du milieu montagnard à l'érosion tient également aux qualités des sols d'altitude, surtout sur roches volcaniques.

Si la prédominance des touffes de *Sporobolus* favorise relativement peu l'érosion, elle entraîne des changements dans le "climat du sol". L'horizon supérieur devenant plus compact, la proportion des eaux infiltrées se réduit, au profit du ruissellement. Les fortes pentes aidant, la prairie à *Sporobolus* s'accompagne d'un "pédo-climat" relativement sec pour une région très humide. Les petites plantes héliophiles qui garnissent les intervalles entre les touffes dépérissent rapidement en saison sèche. Des plages de sols nus sont alors exposées au rayonnement solaire et se dessèchent. Ces phases de dessiccation du sol entravent une repousse saisonnière de *Sporobolus* et entraînent des conséquences à long terme sur l'évolution pédologique, en ralentissant l'altération des éléments rocheux. Mais ce dessèchement saisonnier des sols tient autant à la pratique des feux qu'à la composition botanique des prairies.

Formation herbacée secondaire, anthropique au sens large, la prairie d'altitude à *Sporobolus* fait l'objet de jugements sévères de la part des naturalistes. Ils déplorent la faible protection qu'elle assure au sol, par rapport à une végétation non perturbée. Mais la référence à un milieu naturel intact reste théorique. Par rapport à d'autres formations de substitution, la prairie à *Sporobolus* apparaît comme un moindre mal pastoral. Soumise à des traitements très durs, elle réussit à se maintenir, préservant le paysage herbacé si caractéristique des "caBBal".

Plantes secondaires de prairie

Si la prairie à *Sporobolus* présente au moins le mérite d'assurer un recouvrement herbacé et de limiter l'érosion dans le contexte d'une pâture intense, ses qualités fourragères restent fort limitées. D'autres plantes offrent un meilleur intérêt fourrager mais elles ne tiennent qu'une place secondaire dans la prairie. Autre inconvénient : elles coexistent rarement, parce qu'elles réagissent différemment à la pâture et surtout, aux feux.

La graminée *Melinis minutiflora* n'occupe qu'une place infime dans le tapis herbacé montagnard soumis à la pâture. C'est dommage, car elle possède des qualités fourragères remarquables.

Cette graminée est facilement identifiable par de longues feuilles velues et par la forte odeur qui s'en dégage, au froissement entre les doigts. Il s'agit d'une substance oléo-résineuse, sécrétée par les feuilles et les tiges, expliquant le terme peul qui la désigne, ***nebbam'ho*** : la plante huileuse. Le

bétail n'est pas rebuté par cette substance. Au contraire, les pousses de *Melinis* sont recherchées. Malgré une forte capacité de production fourragère, elle ne forme un couvert serré que sur sols rocailleux difficiles d'accès et surtout en jachères d'altitude. L'abondance de *Melinis* sur les jachères de maïs ne manque pas d'attirer les animaux, d'autant que les tiges restent vertes en saison sèche. Les éleveurs en regrettent davantage le refus d'une vaine pâture par les cultivateurs.

Si cette graminée supporte relativement bien la sécheresse, elle est sensible aux feux, ce qui explique sa place réduite en prairies montagnardes. Les réserves villageoises en paille de toiture sont habituellement soustraites au bétail mais elles peuvent être parcourues par les feux : elles sont alors dominées par de grandes *Hyparrhenia*. Lorsque les réserves sont également protégées des feux, *Melinis minutiflora* prend de l'importance et finit par submerger les *Hyparrhenia* sous un épais "manteau" de tiges et de feuilles (174). Cette évolution ne convient pas aux villageois mais elle pourrait présenter un grand intérêt pastoral.

174. McCULLOCH, J.M., 1948, "Grazing improvement in Bamenda Division of the Cameroons under United Kingdom trusteeship", p. 283.

Une expérimentation agrostologique conduite par la station de Bambui a démontré l'extrême sensibilité de *Melinis* aux feux. Un lot de pâturage, situé à 1.800 mètres, est soumis à une coupe tous les 20 jours, simulant la pâture par un gros troupeau. En même temps, le pâturage est parcouru par des feux en saison sèche. Dans ce contexte, *Melinis* régresse à 8 % du couvert herbacé. Un autre pâturage, soumis au même rythme de coupe mais exempt de feux, voit le pourcentage de *Melinis* progresser de 26 à 43 % en une seule année (175). Une exploitation régulière par le bétail n'entrave pas son développement mais elle ne supporte pas le passage des feux. Sur le premier point, elle s'accorderait avec *Sporobolus*, mais pas du tout sur le second. Aussi, *Melinis* ne se maintient qu'en des endroits protégés ou isolés.

175. I.E.M.V.T., 1970, "Annual Report", Bambui Station. Part 1 : Agrostology.

Melinis minutiflora est certainement la meilleure graminée des prairies montagnardes mais elle devient rare. Sa présence dépend du passage et de l'intensité des feux. Les qualités fourragères de cette graminée sont appréciées en Amérique Latine. Au Brésil, elle constitue l'élément privilégié des pâturages en zones humides. Ce fut la première graminée introduite sur la "sierra" du Michoacan, au Mexique, lorsque l'élevage naisseur devint une spécialisation des contrées situées au-dessus de 1.000 mètres (176).

176. COCHET, H., 1989, "Des barbelés dans la sierra", p. 176.

*

Si *Sporobolus* et *Melinis* se comportent souvent de façon contradictoire, une association étroite lie *Sporobolus* aux petits trèfles. Ces légumineuses constituent l'une des originalités de la flore montagnarde des Grassfields. Ils bénéficient des discontinuités de la strate herbacée pour se nicher dans les interstices entre les touffes de *Sporobolus*. Leur cycle végétal est reporté en fin de saison des pluies, la floraison survenant en septembre et octobre. Une bonne pousse de trèfles exige de la lumière. Elle est favorisée par le faible étalement des touffes de *Sporobolus* ou par une pâture intense qui les rabat régulièrement. Les agrostologues résument cette symbiose végétale par un axiome : « il n'existe pas de *Sporobolus* sans trèfles » (177).

177. McCULLOCH, J.M., 1948, p. 282.

Les réserves de paille pour les toitures ne comportent des trèfles que dans la mesure où des *Sporobolus* parviennent à se maintenir entre les grandes graminées (178). En prairies soumises à la pâture et aux feux, les trèfles représentent une part variable du couvert herbacé, oscillant entre 0,1 et 15 %, mais ils sont toujours présents. Ils occupent une plus grande place au sein des prairies à *Sporobolus* qu'en formations protégées, dominées par des *Hyparrhenia*.

178. HAWKINS, P. ; BRUNT, M., 1965, tabl. 16, p. 217.

Etant l'une des rares légumineuses herbacées des prairies montagnardes, les trèfles présentent un grand intérêt fourrager. Ils atteignent leur développement maximum en juillet-août, lorsque les feuilles de *Sporobolus* deviennent fibreuses. Les animaux en sont friands en fin de saison des pluies, leur valeur nutritive étant alors excellente. Mais le bétail n'accède pas facilement aux feuilles, surmontées par les tiges déjà raides des *Sporobolus*. La présence de trèfles en haut des Grassfields est étonnante car, habituellement, ils ne supportent pas les sols acides. Ils exigent un pH au moins égal à 6, alors que celui des sols humifères d'altitude est presque toujours inférieur à 5,5.

Pendant longtemps, l'identité botanique de ces trèfles resta ignorée. H. JACQUES-FELIX (179) les a particulièrement étudiés sur les monts Bambouto, en soulignant les possibilités qu'ils offrent pour l'amélioration des pâturages. Au Bamenda, les agrostologues de Jakiri accordaient également une importance particulière aux trèfles locaux. Cependant, ce sont presque tous des trèfles annuels ; ils ne présentent donc pas le même intérêt fourrager que ceux des pays tempérés, variétés pluri-annuelles.

179. JACQUES-FELIX, H., 1953, "Les hauts pâturages du Cameroun".

Trifolium usambarense devient commun à partir de 1.600 mètres. D'après H. JACQUES-FELIX (180), c'est un véritable indicateur du passage des prairies anthropiques à des prairies climaciques (181). Variété tropicale qui se maintient aux altitudes les plus faibles, elle disparaît au-dessus de 2.300 mètres. *Trifolium simense*, moins exigeant en eau, atteint 2.800 mètres. Espèce pluri-annuelle, à végétation plus développée que la précédente, elle serait cependant moins prisée du bétail. *T. rueppelianum* s'insère dans une gamme d'altitudes intermédiaires. Les Anglais ont introduit l'espèce au Kenya où elle se développe davantage qu'au Cameroun, en atteignant jusqu'à 40 cm de haut (182). De même, *T. baccarinii* a fait l'objet d'introductions en diverses régions d'altitude, notamment sur le plateau d'Obudu. Le trèfle est associé à l'herbe "kikuyu", selon une formule également adoptée au Kenya.

180. JACQUES-FELIX, H., 1961, "Caractères des prairies d'altitude en Afrique occidentale".

181. L'auteur admet que la limite inférieure des prairies "climatiques" se situe à 1.600 mètres, ce qui paraît une altitude un peu basse. La plupart des prairies de l'étage montagnard ne remplaceraient pas, dans ces conditions, des forêts anciennes.

182. HAVARD-DUCLOS, B., 1967, p. 174.

Bien qu'ils occupent une place mineure dans la prairie montagnarde, les trèfles comportent donc plusieurs espèces. Pourtant, les seules réussites de diffusion des trèfles des Grassfields concernent des régions bénéficiant d'une altitude de 1.800-2.000 mètres et assez humides.

De même que *Sporobolus*, les trèfles de montagne peuvent supporter de fortes charges en bétail. D'après un ancien responsable de la station de Jakiri, des charges quadruplées se sont traduites par une extension spectaculaire des trèfles, permettant une récolte des graines tombées à terre. Mais, contrairement à *Melinis*, les trèfles ne supportent pas la sécheresse. Ils disparaissent dès le début de la saison sèche, laissant un sol dénudé.

Les expérimentations de la station de Bambui ont précisé le comportement des trèfles locaux, face aux feux de saison sèche. Ils se distinguent encore de *Melinis*, puisque leur importance augmente avec les feux. En prairies soumises aux feux et à la pâture, ils peuvent participer pour 20 % du couvert herbacé (183). Au contraire, si les feux sont écartés, ils ne tardent pas à disparaître, étouffés par de grandes graminées qui prennent tout leur développement.

183. I.E.M.V.T., 1970.

Les éleveurs observent que certaines années se montrent favorables à la pousse des trèfles. Les facteurs qui interviennent ne sont pas élucidés. Bien que les trèfles et *Sporobolus* réagissent de façon similaire, face aux feux et à la pâture, ils se concurrencent également dans les pâturages. Les trèfles, ayant besoin de lumière pour se développer, prennent une importance plus grande en années défavorables à *Sporobolus*.

Les trèfles montagnards répondent à un contexte pastoral opposé à celui qui conviendrait pour *Melinis minutiflora*. La place des meilleures herbes fourragères de la prairie à *Sporobolus* n'est pas tellement une donnée naturelle ni assurée de stabilité. Elle dépend surtout du traitement appliqué aux pâturages.

Deux composantes secondaires de la prairie montagnarde pourraient donc servir d'appui pour une amélioration des pâturages. Entre les trèfles et *Melinis*, la seconde option offre les meilleures perspectives. Mais elle implique l'absence de feux pastoraux, c'est-à-dire une autre gestion des pâturages.

Pâturages à "Sporobolus"

Les prairies à *Sporobolus* représentent le pâturage habituel des hauts plateaux. Cependant, elles sont fréquemment encombrées de fourrés et interrompues de lambeaux forestiers. Deux exemples sont décrits mais les sommets des Grassfields comportent également de larges prairies à *Sporobolus* (fig. 80). L'un des paysages les plus ouverts et les plus typiques des prairies d'altitude se situe à Takui-Kingomen, sur le haut plateau Nso.

Les prairies ouvertes de Takui-Kingomen. A quelques kilomètres au nord-est de Kumbo, des prairies recouvrent une table basaltique dont l'altitude varie de 2.000 à 2.250 mètres. Le haut plateau diminue de largeur vers l'est, en passant de 5 à 3 km, puis il se termine par des éperons montagneux au-dessus des plaines du Mbam. Au nord et au sud, des abrupts vertigineux dominent des affluents de la Bui et la plaine Mbaw (fig. 81).

La surface du haut plateau consiste en douces ondulations, séparées par de larges vallées, souvent sèches, à fond remblayé. La faible densité du réseau hydrographique et les tracés en courbes des cours d'eau dénotent l'influence du soubassement volcanique. En sommet d'interfluves, des lambeaux de cuirasses ferrugineuses sur basaltes provoquent des décrochements de quelques mètres. Tout se passe comme si d'anciens "bowé" ne subsistaient qu'en minuscules buttes-témoins, coiffant les interfluves. Ces lambeaux de cuirasses ne portent qu'un couvert herbeux discontinu en saison des pluies.

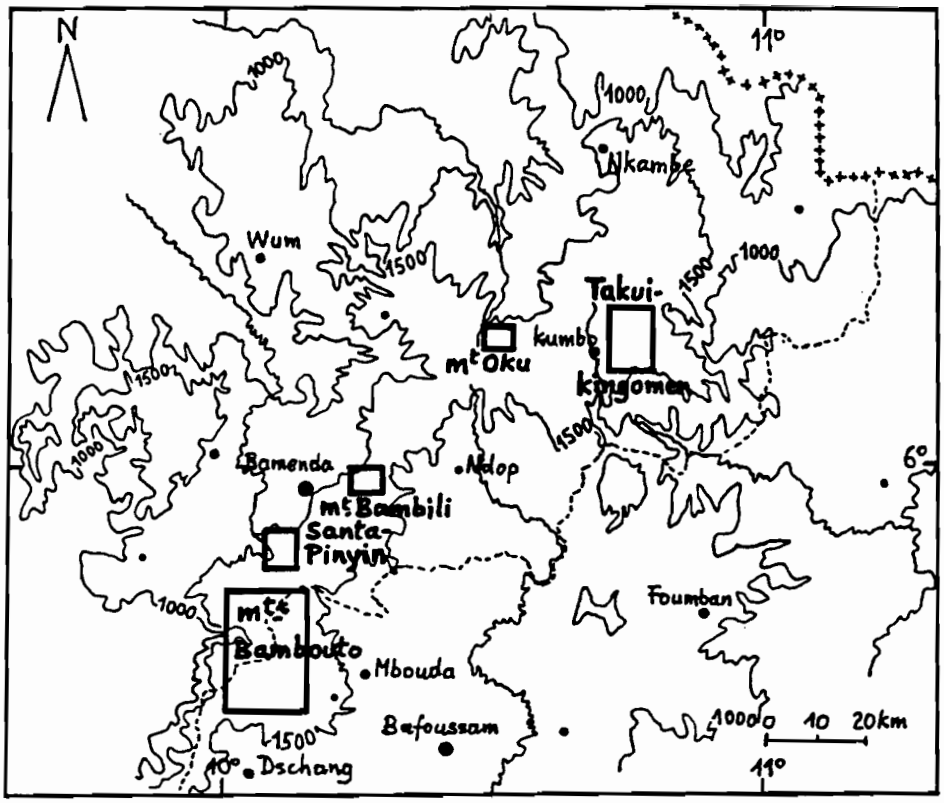


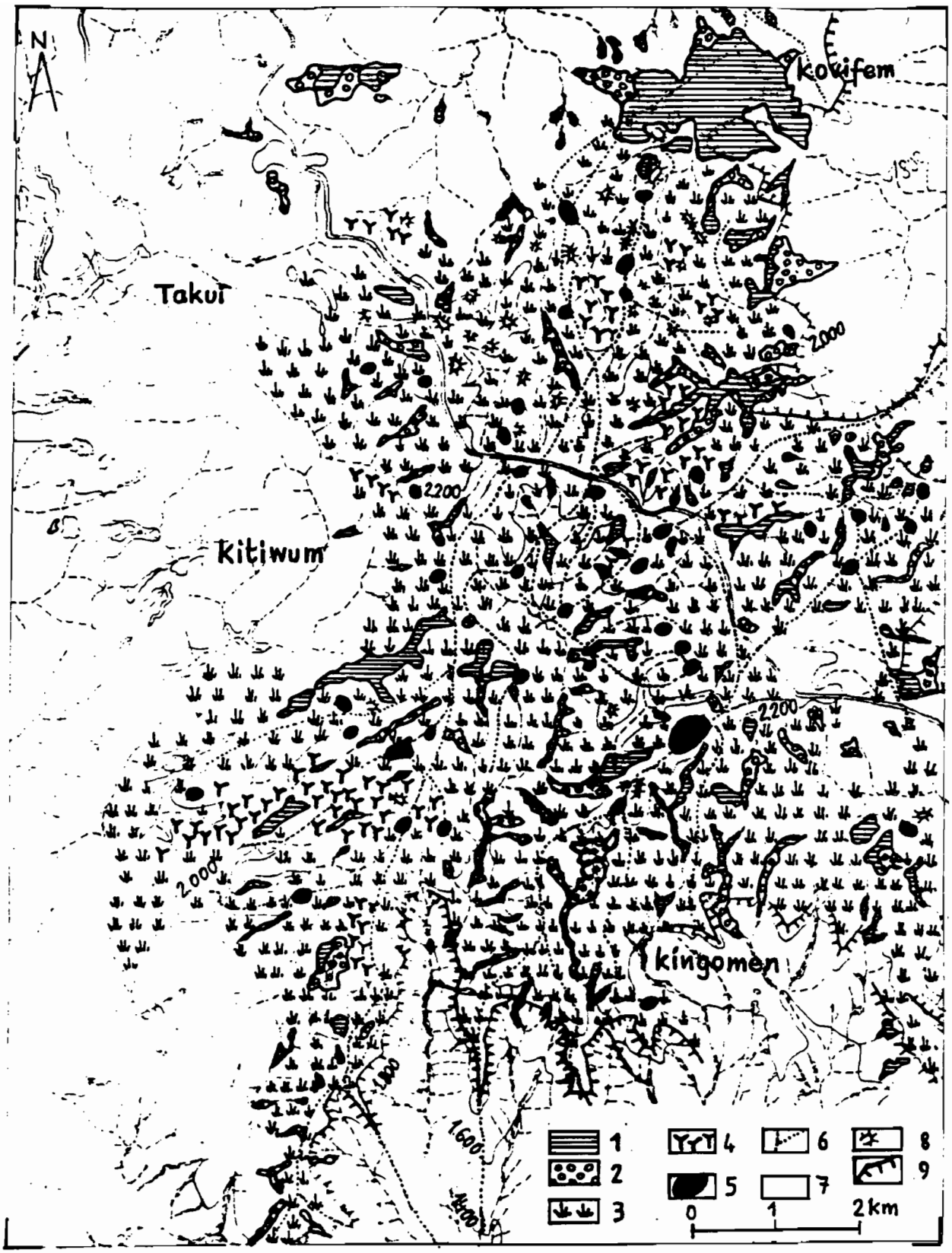
Fig. 80 : ***Localisation des exemples de végétation montagnarde***

Les Mbororo désignent la partie centrale du plateau, ***Belel*** : le bon endroit. Il faut reconnaître que l'environnement végétal se montre particulièrement propice à l'élevage : ce sont des étendues herbeuses à perte de vue. Le *Sporobolus africanus (pagame)* couvre toutes les pentes, même si les touffes s'éclaircissent en hauts d'interfluves.

Seuls, quelques lambeaux de forêt subsistent, nichés aux creux des vallées. La plupart des galeries forestières ont disparu ou sont réduites à l'état de recrûs arbustifs, sur d'anciens défrichements. La genistée *Adenocarpus mannii* confère à ces recrûs un couvert serré de petites couronnes végétales jointives. Des arbres à grande couronne ne demeurent qu'en tête de vallon, îlots qui se traduisent sur la carte par des poches forestières, en forme de "gouttes d'eau".

A partir de ce paysage presqu'uniquement herbeux, il est difficile d'imaginer que la végétation climacique était forestière. Pourtant, il suffit de traverser le bois sacré de Kovifem pour s'en persuader. Situé juste en haut de l'abrupt qui surplombe la plaine Mbaw, c'est une véritable forêt, avec des arbres de grande taille, couverts de mousse. Ce secteur fut le premier à être peuplé par les lignages royaux des Nso, lorsqu'ils abordèrent les plateaux, il y a environ 3 siècles (184). L'endroit fut abandonné vers la fin du 18e siècle (?), les Nso fuyant des pillards en provenance de Banyo. Le repli vers Kumbo, au centre des hauts plateaux, serait à l'origine des grandes étendues herbeuses actuelles entre Takui et Kingomen.

184. KABERRY, Ph. M., 1959, "Traditional politics in Nsaw", p. 368.



1 : forêt dense, 2 : recrû arbustif, 3 : prairie à *Sporobolus*, 4 : fougeraie, 5 : tapis d'herbe "kikuyu", 6 : piste à bétail, 7 : espaces non pastoraux, 8 : décrochement de cuirasse, 9 : grand abrupt

Fig. 81 : *Les prairies ouvertes de Takui-Kingomen*

Cependant, l'histoire de ce paysage est peut-être plus complexe. Outre que la tradition de l'installation initiale des chefs Nso à Kovifem est contestée par d'autres clans, il est probable qu'à leur arrivée sur les hauts plateaux, ils ne trouvèrent pas une forêt intacte. Des occupants plus anciens l'avaient déjà partiellement détruite. Le bois sacré et le centre spirituel des Nso à Kovifem datent de 3 siècles mais les prairies voisines sont peut-être plus anciennes.

A leur arrivée sur les Grassfields, les Mbororo apprécièrent ces prairies d'altitude. Très vite occupées, elles devinrent l'objet de sourdes rivalités entre les lignages les plus riches. Finalement, le lignage puissant des Gosi'en s'accapara du secteur qu'il contrôle toujours. Autrefois, quelques familles étaient réputées pour leur grande richesse. La qualité des pâturages de Belel, du moins en saison des pluies, entretenait cette prospérité pastorale.

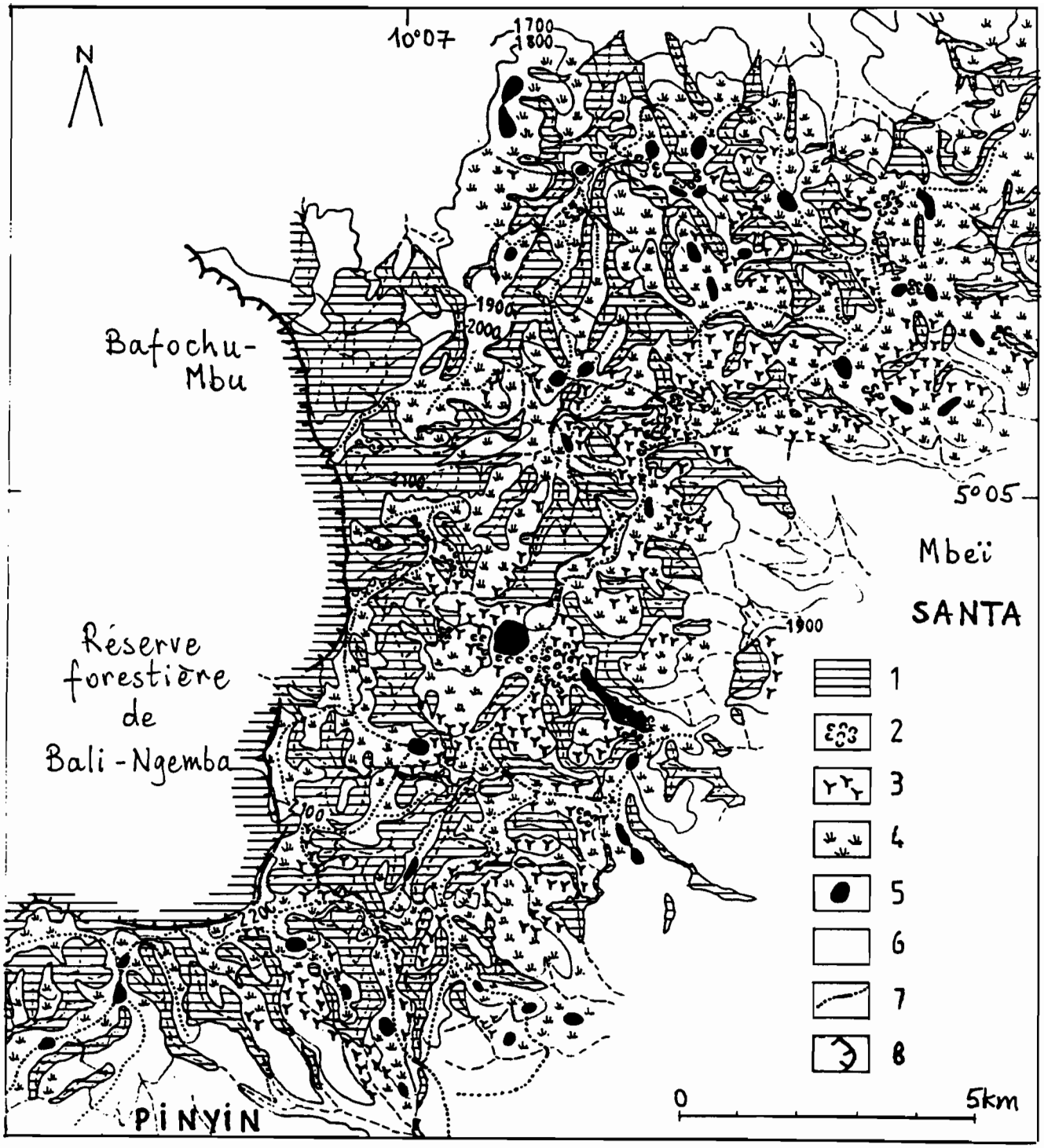
En dépit de charges en bétail très fortes, surtout dans le passé, les pâturages de Takui-Kingomen restent largement indemnes de dégradation. Les fougères Aigle ne couvrent que des fonds de vallons isolés, sauf au sud de Kitiwum où elles envahissent les prairies. Dans ce secteur, des pieds de ***sawayki*** : le *Psorospermum auranthiacum*, se mêlent déjà aux fougères mais sans constituer des fourrés impénétrables. Le plus souvent, les étendues de fougères restent "pures".

De nombreuses pistes à bétail sillonnent les interfluves mais elles ne s'accompagnent pas d'une érosion des sols : en haut de la table volcanique, les pentes restent faibles. Il n'en est pas de même des pistes qui dévalent, au sud, vers les affluents de la Bui. Des traînées de sols dénudés zèbrent les arêtes montagneuses empruntées par les troupeaux qui transhument.

Des tapis d'herbe "kikuyu" ponctuent les anciens lieux de stationnement du bétail. La photo aérienne permet de dénombrer une quarantaine de sites, de surfaces très variables. Le rôle de ces placages d'herbe gazonnante est devenu essentiel pour les éleveurs qui ne transhument plus par eux-mêmes. C'est ***geene*** : l'herbe par excellence. Les touffes de *Sporobolus*, broutées et rebroutées, suffisent à peine à maintenir le bétail en état. ***Pagame, na'i karataa*** : *« avec le* Sporobolus, *les vaches ne sont pas rassasiées.»*

Des prairies cloisonnées : Santa-Pinyin. A une dizaine de kilomètres au sud de Bamenda, un ensemble de prairies relevant des chefferies de Santa et de Pinyin, présente un autre type de paysage pastoral (fig. 82).

L'altitude n'est guère différente de celle de Takui-Kingomen puisqu'elle s'abaisse graduellement de 2.200 à 1.900 mètres. Ces pentes régulières représentent les versants "externes" d'un grand édifice volcanique dont le centre s'est effondré. De la caldeira, seul témoigne le demi-cercle d'une crête montagneuse qui domine la partie affaissée par un grand abrupt. Une série de têtes de vallons, le long de la crête circulaire, donnent naissance à des cours d'eau divergents qui découpent les versants en planèzes. Entre les interfluves allongés, des vallées étroites s'encaissent de plusieurs dizaines de mètres.



1 : forêt dense, 2 : fourrés arbustifs, 3 : prairie à *Sporobolus*, 4 : fougères, 5 : tapis d'herbe "kikuyu", 6 : piste à bétail, 7 : "regorDe" : point d'abreuvement, 8 : grand abrupt

Fig. 82 : *Prairies et forêts de Santa-Pinyin*

Cette morphologie se traduit par un schéma végétal simple : les prairies en hauts d'interfluves et la forêt dense, ***laynde***, en bas de vallons. En fait, la forêt remonte parfois sur les pentes, notamment au-dessus de 2.000 mètres. Forêt et prairie se partagent pour moitié les abords de la crête montagneuse. Au-delà, une grande forêt montagnarde masque l'abrupt de la demi-caldeira et descend jusqu'à 1.500 mètres. Elle est partiellement incluse dans la réserve de Bali-Ngemba.

L'emprise forestière est donc nettement plus forte qu'à Takui-Kingomen. Les versants de Santa-Pinyin sont orientés vers l'est mais l'effet d'abri climatique se fait moins sentir qu'à Takui-Kingomen. Les façades de forêt et les cimes des grands *Albizia gummifera* font toujours partie du paysage pastoral. Les prairies se rétrécissent parfois à des couloirs enserrés entre des barrières forestières. Des arbustes de transition entourent les têtes de forêts galeries. Un couvert continu de fougères Aigle tapisse les basses pentes et remonte sur les versants, aux dépens du *Sporobolus*.

En sommets d'interfluves, les gazons d'herbe "kikuyu" subissent la concurrence de fourrés de plantes nitrophiles, en particulier des *Solanum* épineux et vite impénétrables. La densité des fourrés devient telle qu'ils étouffent la strate herbacée ; les feux ne passent plus. Les sols gardent une certaine humidité en saison sèche, favorisant l'installation de nouvelles plantes, en particulier le *Croton macrostachyus*. Il se tenait habituellement en lisière de forêt ; le voilà qui s'implante directement en hauts d'interfluves, coiffés de nouveaux bosquets. Les interfluves les plus vastes, à 2.000 mètres, autrefois grands lieux de rassemblement des animaux, sont maintenant envahis par un fouillis végétal que dominent les coupoles des *Croton*.

Les perturbations des prairies à *Sporobolus* proviennent d'une pâture intense mais celle-ci provoque des réactions différentes selon la nature des sols. Les fourrés arbustifs les plus denses submergent quelques interfluves situés à 2.050 mètres, en haut de Mbeï. Or, la carte pédologique (185) attribue ces dos de terrain à des coulées basaltiques, alors que les autres ondulations correspondent à des trachytes. Sur les basaltes se sont développés des sols humifères épais et limoneux, faciles à pénétrer en profondeur par les systèmes racinaires d'arbustes. Au contraire, les sols sur trachytes sont encombrés d'horizons grossiers (graviers, cailloux et même fragments du substratum) qui, provoquant des discontinuités dans le profil, font obstacle aux systèmes racinaires profonds. En secteurs trachytiques, fougères et arbustes envahissent surtout les bas de pentes, où les sols présentent un volume de terre fine plus important. La prairie à *Sporobolus* se maintient mieux sur hauts de versants dont les sols sont parsemés d'éléments grossiers à faible profondeur, générateurs de discontinuités d'enracinement et d'assèchements superficiels.

185. MULLER, J.P. et al., 1972, "Carte pédologique Bafoussam 3c", (1/50.000).

Le cloisonnement des prairies par de nombreuses galeries forestières canalise le bétail. Le réseau des pistes à bétail n'est plus diffus comme à Takui-Kingomen ; il s'ordonne selon les hauts d'interfluves où les animaux passent et repassent, en tassant les sols. L'espace pâturé lui-même ne s'écarte guère des axes de circulation du bétail. Les animaux répugnent à s'engager vers les bas de versants, par suite de l'abondance des fougères et de la vigueur des pentes. Presque tous les versants taillés dans les trachytes ont des pentes supérieures à 20 % (186).

186. Carte manuscrite des pentes de Bafoussam 3c par H.N.G. MOUKOURI KUOH, 1972.

Les pistes à bétail franchissent le moins possible les vallées encaissées. Les passages de rivière, *regorDe*, sont des lignes exposées à l'érosion. Avant de traverser les cours d'eau, les pistes dévalent des pentes raides, en érodant les sols. De part et d'autre des passages, des saignées décapent la prairie et les horizons supérieurs des sols.

Les prairies de Santa-Pinyin n'offrent pas d'aussi beaux pâturages que celles de Takui-Kingomen. Une véritable muraille d'un côté et des terroirs densément occupés dans les autres directions enserrent un espace pastoral de plus en plus étroit vers le sud. Aussi ces prairies n'ont-elles pas suscité la convoitise de riches lignages mbororo. Elles ne sont exploitées que par des lignages secondaires. Cependant, le nombre et l'étendue des placages d'herbe "kikuyu" attestent la densité de l'occupation pastorale.

Takui-Kingomen et Santa-Pinyin présentent deux exemples de prairies montagnardes à *Sporobolus*, à des altitudes équivalentes. Dans un cas, la végétation est devenue presqu'uniquement herbeuse alors que dans l'autre, la prairie coexiste avec des lambeaux forestiers. Pour les éleveurs, il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, de *pellel na'i* : des endroits pour les vaches. Mais les prairies ouvertes sont les plus appréciées. Les troupeaux paissent dans le vent, qu'aucun écran végétal n'intercepte. A Santa-Pinyin, *na'i takki haa laynde : « les vaches sont "collées" à la forêt.»* De plus, les sols sont plus fertiles sous couvert forestier qu'en prairie : ils exercent alors un attrait irrésistible sur les cultivateurs.

Les pelouses subalpines

A partir de 2.500 mètres, les pâturages deviennent originaux, à la fois par leur physionomie et leur composition botanique. Aussi ont-ils retenu l'attention des botanistes, du côté français aussi bien qu'anglais.

Une végétation originale

Aux sommets des Grassfields, la prairie montagnarde laisse la place à des pelouses rases (187). Le recouvrement du sol est mieux assuré qu'en prairie à *Sporobolus* mais la taille des herbes excède rarement 30 cm. Les feuilles sont étroites et parfois enroulées. Le faible développement herbacé provient de la pauvreté des sols mais surtout, des conditions climatiques qui règnent sur les sommets. Au-dessus de 2.500 mètres, les sols souffrent souvent de sécheresse, malgré les brouillards qui enveloppent les montagnes et les mousses qui tapissent le sol, entre les herbes.

Ces pelouses peuvent-elles être considérées comme naturelles ? R. LETOUZEY fixait autrefois la limite inférieure de l'étage subalpin à 2.200-2.500 mètres (188). Récemment, il l'a reportée à 2.800-3.200 mètres (189). L'auteur ne retient plus dans l'étage subalpin que le mont Oku, en dehors du mont Cameroun. Pourtant, la même végétation se retrouve en haut du mont Bambili à 2.400 mètres et sur la crête des monts Bambouto aux environs de 2.500 mètres. Les touffes de *Sporobolus* deviennent éparses à partir de 2.300 mètres puis elles disparaissent à 2.500 mètres sur les monts Bambouto, alors

187. Pour H. JACQUES-FELIX (1961, "Caractères des prairies d'altitude en Afrique occidentale"), ce sont de véritables prairies, les étendues à *Sporobolus* ne répondant pas exactement à la physionomie d'une prairie.

188. LETOUZEY, R., 1968, "Etude phytogéographique du Cameroun", p. 347.

189. LETOUZEY, R., 1985, "Notice de la carte phytogéographique du Cameroun au 1/500.000", p. 29.

qu'au mont Oku, elles montent jusqu'à 2.700 mètres. A cette limite supérieure, *Sporobolus* se réduit à des alignements de touffes le long des pistes à bétail, sur un sol damé. Entre les pistes apparaissent de nouvelles plantes basses.

Les variations d'altitude de la pelouse s'expliquent par un effet dit d'élévation de masse (189) : des reliefs isolés et peu importants en volume montagneux permettent à des espèces subalpines de s'implanter à des altitudes inférieures à celles observées sur les grands massifs. Ce phénomène est également présenté comme un "effet de crête" : la végétation sommitale de montagnes escarpées et isolées présente la même physionomie que celle de massifs plus élevés (190). Cet effet serait lié aux vents humides qui se condensent en brouillards lorsqu'ils se heurtent à de fortes dénivellations. L'altitude absolue jouerait moins que l'ampleur des décrochements de relief. L'uniformisation de la végétation par le relief se manifesterait par une physionomie rabougrie des plantes, davantage que par une flore spécifique.

189. idem, p. 31.

190. SCHNELL, R., 1971, "Introduction à la phytogéographie des pays tropicaux", p. 779.

Les pelouses sommitales des Grassfields comportent pourtant des espèces que les éleveurs jugent typiques des hautes altitudes. Plusieurs s'apparentent déjà à des plantes de pays tempérés. C'est le cas de la fétuque, *Festuca abyssinica*, petite graminée fine en touffes et à feuilles étroites et raides. Les Mbororo reconnaissent quand les animaux ont brouté *sufuwul*, d'après les déjections. Cette petite graminée tapisse les hautes pentes des monts Bambouto, surtout les ravins internes de la caldeira, et se retrouve en haut du mont Bambili, à 2.500 mètres. Il en est de même de la fine *Aira caryophylla (celcelde)*, originaire d'Europe (191).

191. JACQUES-FELIX, H., 1962, "Les graminées d'Afrique tropicale", p. 183.

La composition botanique des pelouses sommitales devient plus variée que celle des prairies montagnardes. Aux graminées s'ajoutent de petites plantes : des Composées, des Labiées, des Renonculacées. Des variétés de trèfles sont remplacées par d'autres, mieux adaptées à la haute altitude. Parmi les graminées, *Sporobolus* n'est pas la seule à disparaître ; il en est de même des *Hyparrhenia* et de *Melinis minutiflora*. Des graminées tropicales se maintiennent, en étant représentées par des espèces adaptées à l'altitude (*Andropogon, Pennisetum*). D'autres, tout en étant de souche tropicale, restent confinées en altitude, par exemple les *Poa*. Les pelouses sommitales présentent une flore complexe, prenant parfois des allures de fouillis végétal. Bien qu'elles ne s'échelonnent pas sur un large gradient altitudinal, H. JACQUES-FELIX a répertorié trois étages, chacun caractérisé par une graminée spécifique (192).

192. JACQUES-FELIX, H., 1961, "Caractères des prairies d'altitude en Afrique occidentale".

De 2.000 à 2.500 mètres, le tapis herbacé est dominé par *Bromus scabridus*, petite graminée ne poussant qu'en haute montagne. A cet étage, des touffes de *Sporobolus* s'insinuent encore le long des pistes à bétail. Mais des graminées identiques à celles de la zone tempérée font déjà leur apparition.

De 2.500 à 2.750 mètres, c'est l'étage à *Helictotrichon rigidulum*, espèce originaire des régions tempérées de l'hémisphère Nord. Désormais, les graminées de zones tempérées acquièrent une place dominante. Toutes ont un port gazonnant ou stolonifère.

Au-dessus de 3.000 mètres, quelques graminées subsistent sur l'étage à *Festuca abyssinica*. Parmi les espèces de l'étage précédent, seules celles qui ont des feuilles

dures supportent la rigueur climatique des sommets. Cet appauvrissement de la flore graminéenne se fait moins sentir sur le mont Oku qu'au mont Cameroun.



Fig. 83 : ***Grands genêts de montagne, au sommet des monts Bambouto (2.600 mètres).***

Comme les prairies montagnardes, les pelouses sommitales sont parsemées de fourrés mais de physionomie et de composition différentes. Les fougères Aigle disparaissent au-dessus de 2.200-2.300 mètres sur les monts Bambouto et le mont Bambili. Dès lors, les *Hypericum* deviennent dominants, puis les genêts de montagne, *Adenocarpus mannii*. Tordus par le vent qui les rabat et les couche, leurs troncs noirs font partie du paysage de la crête des monts Bambouto, du mont Bambili et surtout du mont Oku où, imbriqués avec *Hypericum*, ils forment de grands taillis (fig. 83). D'autres arbrisseaux, comme les alchemilles (*Alchemilla fisheri*) sont réduits à un port prostré, au ras du sol. Quelques buissons de *Philippia mannii*, au sud des monts Bambouto, avaient incité R. PORTERES à regrouper ces formations arbustives en un "étage des bruyères" (193). Si l'appellation n'est plus retenue, le diagnostic écologique reste valable : ces buissons à port tordu, à feuilles petites et coriaces révèlent un milieu sec et venteux de haute altitude.

193. PORTERES, R., 1946, "Climat et végétation sur la chaine des Bambuttos (Cameroun)".

Quelques montagnes des Grassfields

Les pelouses subalpines ne couvrent que des superficies restreintes. Quelques exemples sont présentés, dans le cadre de la végétation montagnarde qui recouvre les édifices de relief les plus élevés.

Les monts Bambouto (carte hors-texte 3). De même qu'à Santa-Pinyin, la végétation des monts Bambouto présente une dissymétrie entre versants "internes" et "externes". Les premiers, abrupts et exposés aux vents humides en provenance de l'ouest, portent des forêts denses jusqu'à la crête de l'arc montagneux (194). Quelques prairies couvrent seulement les hautes

194. Cette forêt "nuageuse" ("Nebelwald") est fortement dégradée, au cours des années quatre-vingt, par les déboisements agricoles. Elle ne subsiste intacte que sur les pentes les plus fortes (NGOUFO, R., 1988, p. 65-67).

pentes de Maga, au droit de la "Dent" de Babadjou. Au contraire, les pentes externes, moins raides et soumises à un air plus sec, juxtaposent prairies et forêts galeries, en proportions variables selon les façades. Le relief montagnard provoque un effet de foehn qui se traduit sur les paysages végétaux.

Les versants externes illustrent l'étagement classique des formations montagnardes. Cependant, l'extension des cultures ou l'irrégularité du profil des pentes altèrent la disposition zonale des étages végétaux. Les savanes arbustives à *Entada abyssinica* et *Combretum* ne subsistent qu'en haut de Babadjou, jusqu'à 1.800-1.900 mètres (194). Ailleurs, elles sont gommées par la montée des cultures.

Les prairies à *Sporobolus* recouvrent de larges planèzes en haut de Bafou et de Fongo Tongo, de 2.000 à 2.500 mètres. Elles sont à peine cloisonnées de galeries forestières étroites, souvent réduites à des îlots forestiers, calés en bas de ressauts dans les trachytes. Des fourrés arbustifs ponctuent la prairie puis deviennent serrés en haut de Djutitsa. Aux séneçons épars vers 2.000 mètres succèdent des *Hypericum* plus couvrants, de 2.200 à 2.400 mètres. Au-dessus, *Gnidia glauca* renforce l'envahissement arbustif qui se densifie aux abords de l'ancienne réserve forestière des Bambouto.

En haut de Babadjou, les planèzes deviennent plus étroites, séparées par les entailles de vallées encaissées. De nombreuses galeries forestières cloisonnent les prairies montagnardes, selon le même schéma qu'à Santa-Pinyin. De plus, des prairies de Babadjou sont submergées de fougeraies qui se sont étalées à partir des lisières forestières. Le couvert de certaines fougeraies est déjà fermé et garni de *Psorospermum auranthiacum* : ce sont alors des fourrés impénétrables par les animaux. En direction de la "Dent" de Babadjou, les fougères encombrent les pâturages jusqu'à 2.300 mètres.

Bien que les versants de Pinyin offrent, à nouveau, de larges planèzes en pente douce, le contraste végétal est saisissant avec la façade sud. Entre 2.000 et 2.200 mètres, presque toutes les prairies disparaissent sous les fougères Aigle. Les grands campements des Mbororo sédentarisés s'isolent au milieu des fougeraies. Les troupeaux paissent seulement en haut d'interfluves, encore garnis de *Sporobolus* et de larges placages d'herbe "kikuyu" qui fournit maintenant le fourrage principal. A 1.900 mètres, des quartiers villageois entiers (Tonogo, Kwang) ont été déplacés pour cause d'insécurité. Leurs anciens terroirs sont recouverts de fourrés denses à fougères puis de taillis à *Adenocarpus mannii*. Les animaux se fraient difficilement des passages et trouvent peu de fourrage à grapiller. Au-dessus de 2.200 mètres, les fougeraies se limitent aux bas de pentes. A cette altitude, les fougères essaiment davantage en versants orientés au nord que sur ceux exposés vers le sud. Vers 2.300 mètres, les fougères cèdent la place à des buissons dominés par les *Hypericum*.

L'envahissement inégal des prairies par les fougères provient de nuances pédologiques et climatiques mais également de différences de charges en bétail dans le passé. La façade sud était autrefois le domaine de La Pastorale. Bien qu'accusée fréquemment de surcharger ses pâturages, elle le faisait sans doute moins que d'autres éleveurs européens à Babadjou et mbororo à Pinyin. Les fougeraies montagnardes serviraient d'indicateur de surcharges anciennes.

194. NGOUFO, R., 1988, p. 119. Ces savanes arbustives subsistent à la faveur d'un « désert humain » exceptionnel aux monts Bambouto et dont les causes ne sont pas bien élucidées. Le soubassement cristallin de cette partie du massif se traduit par des sols probablement peu fertiles. Surtout, la situation en abri climatique des hauts de Babadjou accentue la rigueur des saisons sèches.

Il est souvent admis que les bambousaies subalpines ne se développent qu'au-dessus de 2.500 mètres. La règle est confirmée au nord et au sud des monts Bambouto. Mais sur la façade orientale (Babadjou), *Arundinaria alpina* descend jusqu'à 2.300 et même 2.200 mètres. A ces altitudes relativement basses, les bambous se tiennent au centre des galeries forestières, bordées d'arbres de plus grande taille. Les galeries présentent un profil transversal en creux qui occulte la présence des bambous à l'observateur se déplaçant à pied. Jusqu'à 2.400 mètres, les bambousaies couvrent presqu'uniquement les versants orientés au nord, plus froids et plus humides que ceux exposés au sud. Les hautes vallées qui découpent les planèzes de Babadjou offrent donc un profil dissymétrique, le versant ensoleillé étant le domaine des prairies, tandis que celui à l'ombre porte des bambousaies.

Au-dessus de 2.500 mètres, les galeries forestières s'élargissent et s'étalent sur les deux versants des têtes de vallées. Le bambou subalpin devient le principal élément forestier. Cependant, il ne constitue pas toutes les forêts situées au-dessus de 2.500 mètres. Celles de Baranka, bien qu'étagées de 2.500 à 2.600 mètres, en haut de Fongo Tongo, n'en comportent pas. Il en est de même en haut de Fomenji, au nord. Les bambousaies se concentrent au milieu de l'arc montagneux, des hauts de Menka à l'ancienne réserve forestière des Bambouto. L'air océanique est retenu au fond du cirque des monts Bambouto, où il entretient une forte humidité, même si les précipitations diminuent à haute altitude.



Fig. 84 : *Bambousaie et pelouse, de part et d'autre de la crête des monts Bambouto*

L'opposition climatique entre versants internes et externes se retrouve au niveau de la végétation. Les plus vastes bambousaies sont plaquées contre les pentes internes, très abruptes, qu'elles tapissent d'un manteau presque continu au creux de l'arc montagneux. Côté externe, les forêts de bambous enveloppent les têtes de vallées mais de façon discontinue, en ménageant des pelouses.

Les pelouses subalpines dessinent, sur une quinzaine de kilomètres, un long ruban sur la crête sommitale des monts Bambouto. Elles n'excèdent un kilomètre de large qu'en haut de Bafou, près de la réserve forestière. En haut de Babadjou, elles se réduisent presqu'à un corridor, bordé des taillis noirs de genêts de montagne qui prolongent les bambousaies. Les troupeaux passent et repassent entre les genêts, en circulant d'un secteur de pâture à l'autre. En haut de Fomenji, ce sont des fourrés bas d'*Hypericum* qui émaillent les pelouses, à plus de 2.400 mètres. Quelques plantes de refus encombrent les pelouses, en particulier des Labiées et la Composée *Helichrysum*. Avec le retour des pluies, d'autres plantes, comme les *Xyris*, émettent des fleurs chatoyantes.

Seuls quelques éleveurs habitent aux abords des pelouses sommitales mais de nombreux troupeaux s'y rendent d'eux-mêmes. Le tapis herbacé est plus dense et mieux appété que les touffes raides de *Sporobolus* en contrebas. Les petites graminées fournissent moins de biomasse mais offrent des pâturages de meilleure qualité. Des troupeaux stationnent à longueur de journée sur la crête sommitale. Certains ne redescendent même pas le soir vers les campements. Les éleveurs se contentent de leur rendre des visites, de temps à autre.

Des herbes rases tapissent également quelques pentes à l'intérieur du cirque montagnard. Les déclivités sont tellement fortes, de ce côté, que des pistes à bétail se creusent en rigoles parallèles où les eaux dévalent, après les pluies. Des versants, trop pentus, restent inaccessibles au bétail.

A l'époque coloniale, la pelouse subalpine de Bafou était réservée aux vaches laitières de La Pastorale. C'était une façon judicieuse de valoriser quelques milliers d'hectares de pâturages exceptionnels. Le seul handicap naturel concerne la rareté des points d'eau.

Bien qu'ils n'atteignent pas la même altitude que le mont Oku, les monts Bambouto offrent un grand ensemble de pelouses subalpines. Elles justifieraient un aménagement pastoral spécifique, si ce n'était la pression des cultivateurs et le partage de la crête sommitale entre plusieurs chefferies et unités administratives.

Le sommet du mont Bambili. Avec 2.627 mètres, le mont Bambili est le point culminant de la "chaîne de Bamenda" qui domine la capitale régionale. En fait, une grande partie de cette dorsale montagneuse correspond à l'anneau semi-circulaire de la caldeira de Bambuluwe, ouverte au sud-est. Cet arc de relief s'articule sur un autre alignement méridien, en direction du col de Sabga et de Ndawara. La jonction se fait au mont Bambili, excavé par deux cratères coalescents. Le plus grand, dont le diamètre excède 1 km, se vidange dans le second, si bien qu'un marais occupe le fond du grand cratère. Un lac ne remplit lui-même que la moitié de la seconde excavation (fig. 85).



1 : pelouse subalpine, 2 : prairie montagnarde, 3 : tapis de "kikuyu grass", 4 : arbustes sur prairie, 5 : fougeraie, 6 : bambousaie, 7 : forêt montagnarde, 8 : marais, 9 : cultures et jachères

Fig. 85 : ***Végétation du mont Bambili***

Caractère général au volcanisme de la région, le relief montagnard est dissymétrique. Des versants allongés, parfois accidentés de décrochements, s'opposent à des abrupts sub-verticaux. Au mont Bambili, c'est le cas de la façade méridionale, véritable muraille d'un seul tenant qui ferme la cuvette de Bambuluwe. De l'autre côté, de longues planèzes descendent vers le nord, ciselées par les petites entailles de vallées rayonnantes. A cette opposition s'ajoute la disposition des versants par rapport aux flux humides de l'ouest. Il en résulte, pour une même altitude, des paysages végétaux contrastés.

De 1.800 à 2.100 mètres, une forêt enveloppe tout le côté ouest de la montagne dont une grande partie est comprise dans la réserve forestière de Bafut-Ngemba. Au contraire, du côté de Bambuluwe, la végétation forestière se réduit à des fonds de vallées très encaissés. La prairie occupe la plus grande largeur de ces versants raides mais à climat d'abri. A ces altitudes, le couvert végétal se prête mieux à l'élevage du côté abrité.

Les bambousaies apparaissent au-dessus de 2.100 mètres. Les plus vastes sont plaquées à l'ouest de la montagne, du côté humide. A l'est, elles se restreignent à des fonds de vallée, les arbres montagnards restant majoritaires jusqu'à 2.400 mètres. Quant à la face sud, très raide, elle est presque dépourvue d'*Arundinaria alpina*.

Les bambousaies ne recouvrent pas tous les versants à l'ouest, des prairies à *Sporobolus* occupant les dos de terrains. De 2.100 à 2.400 mètres, ces pâturages sont très chargés en bétail par de riches citadins de Bamenda. Bien que des passages permettent aux animaux de circuler, les bambousaies cloisonnent les prairies en unités presque closes, ce qui facilite la contention des animaux. Le gardiennage se résume à prévenir les vols de bétail. Au sud, les galeries forestières s'élargissent vers les têtes de vallées et les pentes se redressent vers la muraille sommitale : ces versants raides se prêtent peu à l'élevage. A l'étage de la bambousaie, les meilleures conditions pastorales changent donc de côté.

Un liseré continu de petits *Gnidia glauca* frange les bambousaies ou les hautes forêts montagnardes. A l'est de la montagne, il s'élargit, recouvrant plusieurs interfluves, parmi des fougeraies qui montent jusqu'à 2.200 mètres. Ce sont les seuls pâturages du mont Bambili envahis par les fougères Aigle. Les autres fougeraies se tiennent à la limite des terroirs de Bambili et de Babanki Tungo : elles représentent des formations de jachère sur sols humiques d'altitude.

Comme aux monts Bambouto, les bambousaies s'étendent de préférence sur les hauts versants exposés aux vents humides. Quant aux fougeraies, elles semblaient indiquer des différences anciennes de charges en bétail sur les monts Bambouto. Ici, elles prolifèrent surtout sur les prairies relativement sèches, en situation d'abri climatique.

Le sommet du mont Bambili est façonné par l'intersection de plusieurs plans de relief, si bien que les pelouses subalpines ne couvrent que quelques dizaines d'hectares, à 2.500 et 2.600 mètres. Les touffes de *Sporobolus* disparaissent, au profit d'un tapis fourni de petites graminées. Une partie des

pelouses est encombrée de fourrés suffrutescents, composés d'*Hypericum*, de ***kelelon*** (?) et de bruyères. Le genêt de montagne, si commun sur la crête des monts Bambouto, ne se retrouve qu'à proximité du sommet. Il suffit de descendre un peu pour retrouver la prairie à *Sporobolus*, fermée par les *Gnidia glauca*, au feuillage si caractéristique en boule.

Fouettées par les vents ou prises dans les brouillards, les hautes pentes du mont Bambili offrent un milieu pastoral excellent. Haoussa de Bamenda et Mbororo sédentarisés de Sabga y placent des troupeaux, sous la garde de jeunes Mbororo ou de bergers. De petites huttes de paille s'isolent jusqu'à 2.500 mètres. La haute montagne n'est habitée que par des célibataires qui acceptent de souffrir du froid et de l'isolement. En fait, les troupeaux évoluent librement sur les derniers pâturages indemnes d'intrusions agricoles. Seuls, des vols de bétail sont à craindre, surtout les jours de marché, lorsque les bergers descendent rompre leur solitude. A la fin de novembre, tous les troupeaux quittent la montagne dont les prairies et les pelouses se dessèchent complètement.

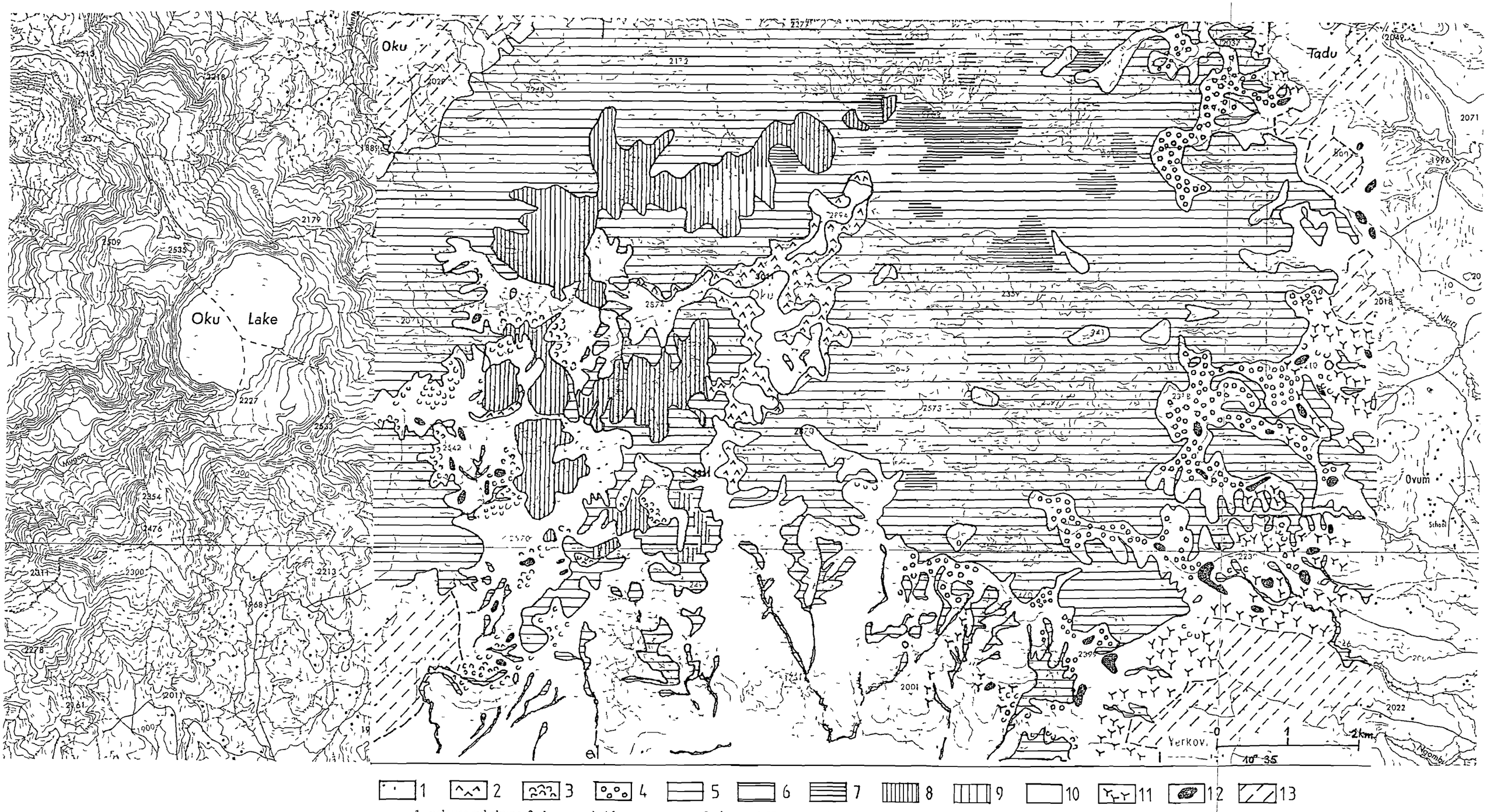
Le mont Oku. Le point culminant des Grassfields, à plus de 3.000 mètres, se trouve à quelques kilomètres du lac Oku. Alors que le lac occupe un vaste cratère à 2.200 mètres d'altitude, le sommet marque l'intersection de plusieurs façades montagneuses, plus ou moins abruptes (fig. 86).

A partir de 2.100 mètres, une forêt montagnarde recouvre les versants, sauf la face méridionale qui domine la plaine de Ndop par une paroi subverticale. De ce côté, la forêt se réduit à d'étroits liserés discontinus, logés en fond de ravins. Bien que les pentes soient raides, les versants sud, couverts d'herbe, sont exploités par de nombreux troupeaux. Des pistes à bétail, érodées, griffent la montagne par de larges traînées rouges.

Vers l'est, à la retombée sur les plateaux Nso, la forêt ne commence, en moyenne, qu'à 2.300 mètres, par suite d'un phénomène d'abri climatique. Mais la limite forestière est complexe dans le détail, avec des découpes en "feuilles de chêne" qui reflètent le chevelu hydrographique.

Les lisières orientales de la forêt s'ouvrent sur des prairies à *Sporobolus* moins accidentées qu'au sud. C'est un bon secteur d'élevage, comme en témoignent de nombreux placages d'herbe "kikuyu". Cependant, les prairies subissent l'envahissement de fougeraies, très répandues de 2.100 à 2.200 mètres. Des boisements à *Croton macrostachyus* encerclent les abords de campements jusqu'aux mêmes altitudes. Quant aux clairières les plus élevées de ce côté de la forêt, elles sont encombrées de taillis à *Gnidia glauca*, espèce pionnière typique des hautes prairies. R. LETOUZEY (195) signale l'une de ces "forêts" à grands *Gnidia* sur le versant nord du mont Oku. Il s'agit probablement du taillis inclusif relativement isolé au-dessus de Tadu, traversé par le sentier qui mène au sommet d'Oku. Mais les taillis les plus étendus se trouvent à l'est du massif, en haut du village Ovum. Ils ne montent pas jusqu'à 2.500-2.600 mètres, comme l'indique l'auteur cité, mais se tiennent surtout entre 2.100 et 2.300 mètres. Leur étagement en altitude et leur situation par rapport au massif correspondent exactement aux taillis-parcs repérés sur le mont Bambili. Dominant des buissons, ils marquent une étape décisive dans la reforestation des hautes prairies. La

195. LETOUZEY, R., 1985, p. 38.



1 pelouse subalpine, 2 buissons à *Adenocarpus mannii*, 3 fourrés à *Hypericum*, 4 taillis a *Gnidia glauca*, 5 forêt montagnarde, 6 forêt montagnarde claire, 7 forêt dense a *Podocarpus*, 8 bambousaie, 9 bambousaie degradée, 10 prairie a *Sporobolus*, 11 fougeraie, 12 etendues d herbe "kikuyu ', 13 cultures

Fig 86 · *Végétation du mont Oku*

toponymie du secteur pastoral, *Sukkol*, tire son origine d'un paysage végétal en cours de fermeture (*sukka* fermer, avoir les cheveux touffus) R LETOUZEY observe que la grosseur des troncs de *Gnidia glauca* indique des taillis anciennement installés au sein de la forêt Pourtant, il semble que ces arbustes et petits arbres ont proliféré récemment à la faveur d'un pacage intense des prairies Ils sont accompagnés de "bruyères de montagne" (*Philippia mannii*) qui, implantées à des altitudes inhabituellement basses, prennent un port arboré (196)

196 LETOUZEY, R., 1970 Ericacees in Flore du Cameroun vol 11 p 202

Au-dessus de 2 300 mètres, la forêt laisse la place à de grandes bambousaies et à des prairies à l'ouest du massif Au nord, des bambousaies alpines s'intercalent également entre 2 400 et 2 700 mètres Comme elles dominent directement la chefferie d'Oku, elles sont surexploitées et dégradées par endroits Les prairies à l'ouest subissent l'envahissement de fourrés à *Hypericum*, surtout en bas de versants, vers 2 400 mètres Contrairement aux prairies de Sukkol, les pâturages à l'ouest sont indemnes de fougeraies et de bonne qualité Les campements mbororo les plus élevés se situent à 2 450 mètres, intercalés de nombreux ***waalde*** D'après les Mbororo, le *pagame* d'Oku est différent de celui des autres prairies montagnardes, plus petit et plus recherché par le bétail S'agit-il d'une adaptation physionomique à l'altitude ou d'une espèce différente (*Sporobolus montanus*)? Quant aux bambousaies, les plus belles se nichent dans les creux escarpés des têtes de vallées, de 2 500 à 2 700 mètres, juste à l'ouest du sommet

De 2 300 à 2 800 mètres, les versants orientaux du massif portent une grande forêt montagnarde couvrant environ 3 500 hectares La forêt n'est pas homogène ni complètement fermée Les couverts les plus compacts correspondent à des peuplements de *Podocarpus milanjianus* R LETOUZEY (197) a signalé, à plusieurs reprises, ces formations denses de la seule gymnosperme locale Parfois, le couvert forestier se desserre jusqu'a donner des paysages de parcs Parmi les frondaisons des arbres, se distinguent les feuillages clairs de nombreux *Schefflera abyssinica* qui portent des bouquets de feuilles à l'extrémité des rameaux Aucune bambousaie ne se développe à l'est du massif La forêt montagnarde était parcourue autrefois par des collecteurs de miel et d'écorces médicinales Aujourd'hui, elle est éventrée par les tronçonneuses des bucherons et des cultivateurs de maïs

197 LETOUZEY, R 1968, p 333 et 336 1985, p 31 et 32

Les touffes de *Sporobolus* disparaissent au-dessus de 2 700 mètres, au profit d'une pelouse subalpine qui couvre les diverticules du sommet Les Mbororo dénomment Kulum les pâturages culminants La forêt se termine par des taillis noirs d'*Adenocarpus mannii*, entre 2 800 et 3 000 mètres, plus fournis et plus étendus qu'en haut des monts Bambouto Les pelouses sommitales sont elles-mêmes parsemées de nombreuses petites plantes suffrutescentes qui ne se retrouvent qu'au mont Cameroun L'une des plus étonnantes, le "fraisier de montagne" (*Alchemilla fischeri*) étale des plages de coussins végétaux argentés qui marbrent les pelouses (198)

198 LETOUZEY R. et WHITE F 1978 Chrysobalanacees, Scytopetalacees, Rosacees in Flore du Cameroun vol 20, p 202 204 Absentes du mont Cameroun les Alchemilles caractérisent des alpages en Afrique de l'est, notamment au mont Ruwenzori

Sur une centaine d'hectares, la pelouse du mont Oku entretient environ 200 têtes de bétail en saison des pluies Le ***waalde*** le plus élevé qui soit habité par un berger se trouve à 2 875 mètres D'autres troupeaux stationnent librement près du sommet Les propriétaires s'y rendent régulièrement, puis redescendent Ici, des voleurs de bétail ne sont pas à craindre Il serait difficile de capturer des animaux livrés à eux-mêmes, au sommet de la

montagne. De plus, ces pâturages ne sont accessibles que par trois pistes à bétail qui passent près de campements. Tout déplacement fortuit d'animaux ne manquerait pas d'être repéré. Contrairement au mont Bambili, lieu de passages fréquents, les pâturages sommitaux d'Oku sont fermés sur eux-mêmes.

Le mont Oku est davantage couvert de forêts que de formations herbacées. La végétation ancienne est moins perturbée sur le principal édifice montagneux des Grassfields que sur les autres sommets. Mais, d'après la progression actuelle des déboisements, il est probable que, dans quelques années, des jachères herbeuses remplaceront une partie de la forêt.

Au-delà de l'étagement des grands types de pâturages, l'exposition climatique différencie la végétation des versants exposés aux vents humides et ceux situés en position d'abri. Les oppositions se manifestent surtout à l'étage montagnard, celui qui reçoit le maximum de pluies d'origine orographique. Elles jouent sur le type de forêt qui recouvre les versants compris entre 2.000-2.200 et 2.500-2.800 mètres. Mais des contrastes végétaux affectent également les pâturages.

Facilement envahies de fougères Aigle puis étouffées sous des fourrés et des taillis, les prairies montagnardes en situation d'abri climatique apparaissent comme les plus fragiles. Une nuance sèche du climat exacerbe le caractère poreux des horizons superficiels des sols à haute altitude. Dès que des éléments caillouteux encombrent le profil des sols, comme cela se produit en secteurs trachytiques, l'enracinement des graminées est soumis à des discontinuités. Dans ces types de sols, les pédologues ont observé des traînées verticales de matière organique « souvent localisées à l'emplacement de nombreuses racines, probablement mortes par dessèchement dans des horizons excessivement poreux » (199). Les graminées à enracinement peu profond souffrent les premières de périodes d'assèchement brutal. Les fougères, grâce aux réserves accumulées dans les rhizomes, sont adaptées à des accès de sécheresse pédologique. C'est une contrainte réelle pour la végétation herbacée, bien qu'étonnante dans un contexte climatique général aussi pluvieux. A ces altitudes, plus les prairies sont exposées aux vents pluvieux, plus le couvert herbacé se révèle stable et susceptible de garantir une pérennité pastorale.

199. MULLER, J.P. et al., 1972, p. 162.

Les pelouses subalpines sont presqu'un autre monde, sur les sommets des Grassfields : effacement du *Sporobolus*, marqueur constant des paysages pastoraux de "caBBal", apparition de plantes nouvelles et rares en milieu tropical. Presque toujours enveloppées dans les bruines, les pelouses exacerbent les contradictions pastorales des hautes terres : ce sont les plus propices aux bovins et, en même temps, les plus difficiles pour les pasteurs.

Pâturages d'altitude et élevage

Les formations herbacées au-dessus de 1.000 mètres ne produisent pas une masse végétale aussi importante qu'aux basses altitudes. Mais la relation n'est pas linéaire entre l'intérêt pastoral et la quantité de biomasse

herbacée. Les animaux se fraient difficilement un passage et ne peuvent tirer parti de trop grandes herbes. Avec des graminées de moindre taille, les pâturages d'altitude se révèlent plus accessibles aux animaux que les grandes Andropogonées de plaine. Des savanes humides à basses altitudes demandent souvent à être rabattues avant d'être vraiment pâturables.

D'un autre côté, les espèces à croissance régulière constituent les meilleurs pâturages. Les animaux recherchent les herbes neuves ou celles qui se renouvellent par des pousses tendres. De ce point de vue, le *Sporobolus africanus*, principal constituant des prairies montagnardes, ne représente pas la graminée idéale. Son activité végétale se concentre en début de saison des pluies. En fin d'hivernage, les animaux broutent des touffes qui n'ont plus repoussé depuis le passage précédent. Ce sont de "vieilles herbes" qui finissent par les rebuter. L'arrêt de croissance du *Sporobolus*, avant même la fin des pluies, explique l'impatience des animaux de partir en transhumance vers des pâturages neufs. Ceci, alors même qu'il subsiste une biomasse herbacée non négligeable en hauts plateaux.

Enrichissement des pâturages

L'administration anglaise était préoccupée d'améliorer l'état des pâturages d'altitude. Ce souci s'est traduit par une législation pastorale rigoureuse, du moins dans ses principes. Un autre volet de cette politique consistait à introduire de nouvelles plantes fourragères, de façon à compléter les espèces locales. Les essais ont tous échoué, sauf celui d'une graminée rapidement acclimatée et devenue un élément important des prairies montagnardes.

Des essais tous azimuts

P. HAWKINS et M. BRUNT ont esquissé un historique des introductions d'espèces fourragères aux Grassfields (200). Les efforts ont porté sur de nouvelles graminées et des légumineuses, composante déficiente de la plupart des pâturages tropicaux. Ils se sont poursuivis de 1945 aux premières années soixante, aux stations de Bambui, à 1.300 mètres d'altitude et de Jakiri, à 1.800 mètres.

200. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 257.

Pour que son introduction soit une réussite, une plante fourragère doit supporter les conditions climatiques et pédologiques de la région mais également être facile à diffuser. Certaines espèces s'adaptent en station, grâce à des soins et à une protection vigilante mais elles ne supportent pas les traitements infligés en élevage extensif.

Un bon pâturage associerait des graminées à des légumineuses, plantes riches en éléments nutritifs et bénéfiques pour la fertilité des sols, grâce à des nodosités qui fixent l'azote dans le sol. Les trèfles locaux pourraient jouer ce rôle en prairies montagnardes s'ils étaient plus abondants. De nouveaux trèfles furent donc importés des hauts plateaux Kikuyu, au Kenya, où ils poussent en association avec l'herbe dite "kikuyu". Une espèce est qualifiée « prometteuse » en 1958 (200) mais elle n'a pas fait l'objet d'une diffusion systématique.

L'échec du *Stylosanthes* fut le plus étonnant parmi les légumineuses. Cette plante, originaire d'Amérique du Sud et comparable à une luzerne, constituait l'instrument privilégié d'amélioration des pâturages humides, avant d'être attaquée par un champignon, l'anthracnose. Elle présentait l'avantage d'être rapidement couvrante et de résister à la saison sèche. Or, à Jakiri, les commentaires furent plutôt négatifs : « difficult to establish ; slow growth. » Pourtant, le *Stylosanthes* s'accommode de beaucoup de sols. Il est vrai qu'il se déplaît en contexte très humide : les 2.000 mm de pluies annuelles à Jakiri ont sans doute freiné sa croissance. Cependant, des pieds de *Stylosanthes* garnissent les bas-côtés de la route, aux environs de Sabga. Son introduction aurait dû réussir sur des pâturages orientés à l'est et soumis à une vraie saison sèche.

L'échec de l'introduction de légumineuses s'explique par la nature acide des sols humifères de plateaux. Ces plantes ne peuvent se développer que dans un milieu peu acide, au pH supérieur à 5,5. Les trèfles supportent, à la rigueur, des sols moyennement acides, avec un pH compris entre 5 et 5,5 : valeurs, précisément, de la plupart des sols humifères d'altitude. Mais les autres légumineuses fourragères, par exemple les luzernes, seraient éliminées.

Les graminées offrent un éventail plus large de possibilités. L'une des meilleures plantes fourragères locales, l'herbe à éléphant (*Pennisetum purpureum*) présente un grand développement végétal sur sols profonds de bas plateaux mais diminue de taille en altitude. Dans les années quarante, la station de Jakiri procédait à des plantations de cette herbe, destinées à des ensilages. Mais l'exemple n'a pas été suivi par les éleveurs (201). La méthode de diffusion était trop astreignante et l'ensilage, qui nécessite une coupe des tiges en morceaux très courts, reste une technique délicate de valorisation des fourrages.

Les initiatives les plus originales des Anglais ont porté sur l'introduction de nouvelles espèces. Encouragés sans doute par la parenté des paysages et de la saison pluvieuse avec leur pays d'origine, ils ont tenté d'acclimater des fourrages européens, en particulier divers ray-grass. Toutes ces tentatives ont échoué, d'autant plus qu'elles étaient conduites à Bambui, donc à une altitude relativement faible. P. HAWKINS et M. BRUNT (202) ont montré qu'à cette altitude, les espèces tempérées se trouvent hors de leur contexte écologique. Les températures maximales qu'elles supportent varient entre 13 et 18°, seuils respectés seulement sur les pâturages les plus élevés. De plus, la diffusion de ces plantes implique le recours à des cultures fourragères, technique qui n'est pas encore à la portée des éleveurs des Grassfields.

Des essais plus pertinents ont concerné des graminées d'origine tropicale. Leurs échecs ne sont pas toujours clairement élucidés. L'herbe de Rhodes, *Chloris gayana*, originaire d'Afrique du Sud, est l'une des meilleures plantes fourragères tropicales. Elle pousse au Kenya, jusqu'à 2.400 mètres d'altitude, en tolérant des sols légèrement acides. Son échec à Jakiri, puis à Bambui, fut imputé à un manque de résistance à la sécheresse. P. HAWKINS et M. BRUNT (203) ont mis en doute ce diagnostic, réserve confirmée par d'autres spécialistes (204). Ce serait, au contraire, la forte pluviosité sur les Grassfields qui ne lui conviendrait pas. Pourtant, les semis ne réussissent qu'en terre humide (205)...

201. « Silage making and elephant grass planting is approved but none has yet followed this example» (McCULLOCH, J.M., 1948, "Grazing improvement in Bamenda Division").

202. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 260.

203. idem, p. 259.

204. « C'est une plante qui résiste assez bien à la sécheresse » (HAVARD-DUCLOS, B., 1967, p. 134).

205. idem, p. 133.

Le "Dallis grass", *Paspalum dilatatum*, était également un choix perspicace puisque l'espèce, de caractère vivace, peut former d'excellentes prairies permanentes. Elle se plaît en terrains humides et reste indifférente à l'altitude. Elle ne supporte pas des températures supérieures à 30°, ce qui demeure dans les normes des hauts plateaux. P. HAWKINS et M. BRUNT (206) incriminent ses exigences en fertilité des sols. De plus, les semis ne réussissent que sur une terre bien ameublie et hersée, ce qui compromettrait, de toute façon, une large diffusion.

206. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 259.

La même réserve vaut pour l'herbe du Guatemala, *Tripsacum laxum*, dont les larges feuilles ressemblent à celles du maïs. Cette graminée d'origine américaine, jugée « prometteuse » lors des années cinquante, a fait récemment l'objet d'une diffusion auprès de quelques éleveurs des Grassfields. Plantée au début des pluies sur une terre labourée, elle offre, après 6 mois, un fourrage très riche, susceptible de fournir un bon ensilage. Cependant, son exploitation est soumise à plusieurs conditions. Pour être soutenue, la production fourragère exige un apport régulier d'engrais. La plante supporte une exploitation par coupe mais non une pâture du bétail. Enfin, elle résiste mal à la sécheresse. Ces exigences justifiaient le jugement circonspect émis par P. HAWKINS et M. BRUNT : « it is unlikely that it will be of much use in connection with the pastures used for extensive grazing by the Fulani, as it is not suitable for grazing » (206).

Malgré cette mise en garde, le programme de crédit aux éleveurs, conduit par le FONADER (Fonds National pour le Développement Rural) dans les années soixante-dix, s'est appuyé sur une amélioration de l'alimentation des animaux, grâce à l'herbe du Guatemala. Les bénéficiaires de prêts furent conviés à planter une parcelle de cette graminée qui devait fournir un fourrage suffisant, en saison sèche, pour éviter au "troupeau de campement" de transhumer.

Les éleveurs firent déboiser des portions de galeries forestières ou mirent en culture des fonds de vallée, afin de respecter les clauses du crédit. Mais la levée de la graminée fut difficile et découragea beaucoup de candidats, contraints d'arroser les semis. Ensuite, la coupe et le transport du fourrage aux animaux se sont révélés des tâches trop lourdes. Les éleveurs ne disposent pas de main-d'oeuvre mobilisable pour ces travaux. ***Ko fe'anta geene Di nyaama*** : *« qui coupera l'herbe pour que les vaches la mangent à part ? »* demande un riche éleveur, pourtant entouré de 11 enfants. ***Mi walaa sembe roondugo geene haa na'i*** : *« je ne suis pas capable de porter de l'herbe aux vaches, »* avoue un autre Mbororo âgé de 50 ans, pourtant aidé de nombreux petits enfants. Ils reconnaissent que les animaux apprécient l'herbe du Guatemala mais son entretien excède leurs capacités de travail. C'est une véritable culture avec labour du sol et buttage. Or, les éleveurs se montrent déjà incapables de faire face, par eux-mêmes, aux travaux agricoles requis par de petits lopins de maïs. ***Kuugal man saDi*** : *« ce travail est difficile. »* Enfin, ils reprochent à la nouvelle graminée sa fragilité à la pâture : ***guatemala, walaa munyal*** : l'herbe du Guatemala ne possède pas ***munyal***, grande qualité faite de patience, d'endurance, de résignation ; tous attributs jugés indispensables aux hommes comme aux animaux et, à la limite, aux plantes.

Herbes de Guatemala laissées sur pied, clôtures tombées en ruine ou éventrées par les animaux, la diffusion précipitée et mal préparée de la

nouvelle graminée a échoué. Au début des années quatre-vingt, il n'en reste rien, sauf quelques plants isolés au milieu de recrûs forestiers... Cet échec démontre l'écart entre une réussite en station et les difficultés d'une diffusion en milieu pastoral. L'introduction de l'herbe du Guatemala a pourtant réussi en Afrique orientale, notamment sur les versants du Kilimandjaro. Mais il s'agit de parcelles d'herbes cultivées par une population agricole très dense qui coupe des fourrages pour nourrir des vaches laitières maintenues à l'étable. L'herbe du Guatemala convient, en culture fourragère, à un élevage intensif. Son échec aux Grassfields démontre que les caractérisitiques d'un système de production peuvent infléchir le devenir d'une innovation.

Actuellement, les espoirs se tournent vers une graminée originaire d'Afrique orientale : *Brachiaria ruziziensis*. Semée sur une terre labourée, elle donne une prairie de faible hauteur mais à recouvrement dense. Elle peut être exploitée par pâture ou par fauche, en produisant alors un regain. Elle prospère à la station de Bambui et à Babungo, à 1.200 mètres, en bordure de la plaine de Ndop. Les résultats sont également très encourageants en Adamaoua (207). Cependant, son comportement en altitude plus élevée reste inconnu. Les spécialistes savent depuis longtemps, et les essais récents le confirment, que la production fourragère de *Brachiaria ruziziensis* doit être soutenue par une fumure azotée. Pour les éleveurs, ce n'est pas encore la plante miracle.

207. RIPPSTEIN, G., 1986, "Etude sur la végétation de l'Adamaoua", p. 296 et suiv.

La saga de l'herbe "kikuyu"

L'énumération des essais précédents laisse l'impression décourageante de ne jamais aboutir à des résultats positifs. La phase la plus difficile consiste moins à repérer des espèces susceptibles de prospérer en altitude que d'adapter les découvertes aux besoins et aux possibilités des éleveurs. En fait, les Anglais ont réussi très vite une amélioration remarquable des prairies, grâce au "kikuyu grass", *Pennisetum clandestinum* (208).

208. En Amazonie, des pâturages sont semés, après déforestation, d'une graminée également appelée "kikuyu grass". Mais il s'agit de *Brachiaria humidicola*, qui prospère à faibles altitudes, en terrains humides.

Une excellente graminée fourragère. Malgré de nombreux échecs, la recherche de bonnes espèces fourragères en milieux tropicaux d'altitude, comparables aux Grassfields, procédait d'un bon principe. L'attention s'est tournée vers les hauts plateaux du Kenya : mêmes régions d'altitude (2.000 mètres au Kenya), latitudes peu différentes, connivences entre administrateurs relevant d'une même puissance coloniale. Au Kenya, le "kikuyu grass" s'associe à des trèfles, entre 2.000 et 2.700 mètres, sur les hauteurs les plus humides (1.200 mm). Les trèfles des Grassfields ayant prospéré au Kenya, il était prévisible que le "kikuyu grass" s'acclimaterait sur les plateaux du Bamenda.

Les premières introductions datent de 1945 à la station agricole de Bambui (209). L'année suivante, quelques tiges sont plantées à Jakiri. Très vite, la nouvelle graminée s'avère un succès et les responsables lui accordent la priorité : « kikuyu grass seems potentially valuable in Bamenda both as a fodder in the dry season and to give soil cover » (209). Des Mbororo consentent à la planter aux abords des campements, de Nso à Binka et jusqu'au Mambila. De là, elle gagne les plateaux Meta et Obudu dans les

209. J.M. McCULLOCH précise qu'il ne s'agissait que de quelques pieds, « in very small quantity » (1948, p. 282 et 284).

années cinquante. Sa diffusion devient obligatoire sur tous les secteurs dénudés, en particulier sur les aires de stationnement du bétail. Quelques notations rapides dans les rapports administratifs attestent les progrès de la nouvelle graminée. En 1955, « kikuyu grass has been introduced with excellent results and it grows well with the local clover » (210). En 1957, «kikuyu grass introduced from Kenya grows very well and more than holds its own against local grasses where the soil is good » (211).

210. "Annual report on the administration of Cameroons under British trusteeship", 1955, p. 106.

211. idem, 1957, p. 64.

L'objectif principal consiste à entraver la dégradation des pâturages et l'érosion des sols, dont les administrateurs anglais tiennent le bétail responsable. Il est facile aux éleveurs de suivre les directives techniques relatives à la nouvelle plante. L'implantation de l'herbe "kikuyu" n'exige pas de labour préalable. Il suffit de glisser chaque tige en terre, après un coup de houe. Le bouturage réussit toujours en saison des pluies. Cette facilité de plantation explique le succès du "kikuyu" (212).

212. « The Fulani are willing to plant kikuyu grass on bare area, as little effort is required for the results obtained» (McCULLOCH, J.M., 1948).

La nouvelle herbe se présente comme une plante rampante, comparable à du chiendent. Graminée vivace, elle se compose de stolons qui courent sur le sol et s'enracinent aux noeuds, formant des pieds secondaires. Les stolons divergent en étoile à partir du pied principal, sur une longueur observée d'1 à 2 mètres mais qui peut atteindre 4,5 mètres en terrain fertile (213). En s'entre-croisant, les stolons finissent par couvrir complètement le sol. Protégées de la pâture, les ramifications denses se redressent jusqu'à un demi mètre de haut. Au contraire, rabattues régulièrement par une pâture intense, elles forment un gazon parfait, à faire pâlir d'envie un Anglais... C'est une graminée de pâture plutôt que de fauche, ce qui convient parfaitement aux éleveurs. Elle est réputée s'accommoder de n'importe quel sol (214) mais elle ne justifie pas tout à fait cet éloge car elle prospère davantage sur les sols riches en azote.

213. HAVARD-DUCLOS, B., 1967, p. 69.

214. idem, p. 70.

Lorsqu'elle bénéficie de bonnes conditions, l'herbe "kikuyu" devient conquérante. Elle élimine le *Sporobolus* qui, aux marges des étendues gazonnantes, ne subsiste que par touffes isolées. D'après les éleveurs, elle est capable d'entraver la prolifération des fougères Aigle. Le climat des Grassfields étant plus humide que celui de sa région d'origine, l'herbe "kikuyu" manifeste une plus grande exubérance végétale et une végétation plus grossière (215). Le recouvrement du sol devient tel qu'il ne permet plus d'association avec les trèfles. L'herbe ne fleurit pas et ne se reproduit pas par graînes, mais elle gagne du terrain grâce à des tiges traçantes. De plus, elle se bouture. Elle ne fait plus l'objet d'une diffusion obligatoire aux Grassfields, depuis les années soixante. Mais les animaux contribuent à la propager spontanément. Comme la graminée n'atteint pas le stade de la fructification, cette diffusion ne s'opère pas par les déjections du bétail. Mais les animaux véhiculent des fragments de tiges dans la fente de leurs sabots. Maintenant, le "kikuyu" garnit des sous-bois où les animaux ont l'habitude de se reposer, aux heures chaudes de la journée.

215. McCULLOCH, J.M., 1948.

Les abords des campements et les aires de stationnement du bétail en hauts plateaux sont tapissés de "kikuyu". Ces gazons jouent le rôle d'indicateurs de l'ancienneté du bétail à chaque site et même de l'importance des troupeaux. Au contraire, la nouvelle graminée est redoutée des cultivateurs qui parviennent difficilement à l'extirper pour faire des semis. Au

Bamoun et en bordure du Bamiléké, les planteurs de café qui l'avaient d'abord adoptée comme plante de couverture, sont revenus sur ce choix et l'ont arrachée.

Tous les animaux se montrent friands des feuilles de "kikuyu" : les bovins mais surtout les moutons et les chevaux. Chaque soir, les troupeaux se rassemblent autour des campements, broutant le "kikuyu" à longueur de nuit. Il en est de même en saison sèche, bien que les stolons finissent par se dessécher. La teneur en eau des tiges est telle en début de saison sèche qu'elles arrêtent les feux. Contrairement au *Sporobolus*, l'herbe "kikuyu" constitue un bon foin sur pied. Pour rendre compte de l'appétabilité du "kikuyu", il suffit de mentionner quelques valeurs nutritives, comparées à celles de la meilleure graminée locale, le sissongo (tabl. 31).

Tabl. 31 : ***Comparaison de valeurs fourragères de l'herbe "kikuyu" et de l'herbe à éléphant***

	U.F/kg de fourrage	g. protides digest./ kg. de fourrage	g. matière sèche/ kg. de fourrage
"kikuyu" *	0,28	26	210
sissongo *	0,15	8,6	170
" **	0,09	11	189

* d'après HAVARD-DUCLOS, B., 1967, p. 330

** d'après BOUDET, G., 1984, tabl. 19, p. 176 (repousses de saison sèche)

L'avantage de l'herbe "kikuyu" est manifeste en valeur énergétique (Unités Fourragères) mais surtout en apport azoté pour les animaux. En convertissant ces données par kg de matière sèche, le "kikuyu" couvre 5 fois les besoins minimaux d'une U.B.T. en éléments azotés et 2,5 fois en Unités Fourragères. C'est le fourrage le plus nutritif dont les animaux disposent. Une analyse nutritionnelle des pailles en saison sèche montrerait sans doute qu'elles gardent une partie de ces qualités, au moins en apports énergétiques.

Quant à la production fourragère, elle reste mal connue. Sur des sols fertiles et irrigués, des rendements proches de 100 t/ha sont signalés mais ces conditions sont exceptionnelles. La production sur les hauts plateaux des Grassfields atteint peut-être la moitié de ce record. En 1965, P. HAWKINS et M. BRUNT (216) souhaitaient que des investigations soient conduites sur la capacité de charge des pâturages à "kikuyu" dans les conditions locales. Curieusement, cette graminée n'entre plus dans les préoccupations des agrostologues, orientés vers de nouvelles espèces fourragères. Tout se passe comme si elle faisait maintenant partie des pâturages spontanés des plateaux. Pourtant, des inconnues subsistent quant à son comportement et des améliorations pourraient être apportées à son exploitation.

216. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 264.

Le changement d'attitude des éleveurs. Comment les éleveurs ont-ils réagi à l'introduction, d'abord forcée, de cette nouvelle graminée ? D'après les rares rapports disponibles, ils lui étaient favorables, séduits par une nouvelle herbe qui n'exige pas d'être cultivée et par ses qualités fourragères. En fait, l'accueil fut beaucoup plus réservé. Les responsables décidèrent d'implanter obligatoirement le "kikuyu" à tous les lieux de concentration du bétail, de façon à freiner l'érosion : abords des campements, environs des sources natronées, pistes à bétail. Mais la nouvelle graminée n'a vraiment réussi que sur les premiers sites, où les animaux pataugeaient, en saison des pluies, dans un sol détrempé. Pour les éleveurs, la boue ne constituait qu'une gêne occasionnelle, après les fortes pluies. Certains aménagent encore une placette de sol dénudé, ***DuuDal***, pour accéder facilement aux animaux, les matins de forte rosée. De plus, les aires de stationnement du bétail déclenchaient rarement une grave érosion.

Les éleveurs ont surtout accusé la nouvelle graminée de provoquer des pertes d'animaux, au point de la dénigrer comme ***geene nyaw*** : *« herbe de la maladie. »* Les pertes survenaient en début de saison des pluies : ***geene sukkan daande, mbaran nagge*** : *« l'herbe bouche la gorge et tue les vaches. »* Il s'agirait de gonflement, par ingestion d'herbe couverte de rosée, comparable à l'effet produit par la luzerne en pays tempérés (217). Les Mbororo du Bamenda ne savaient pas intervenir, en perçant la panse des animaux "gonflés". Ils s'efforçaient seulement de leur faire boire le plus possible de lait ou d'eau salée. Mais ces recours n'étaient pas très efficaces.

217. En herbages de pays tempérés, ce sont les légumineuses (luzernes, trèfles et, actuellement : haricots verts) qui sont à craindre, à l'état humide, pour leurs dégagements gazeux après ingestion par les animaux. Mais, à haute altitude dans les Andes péruviennes, des graminées couvertes de rosée provoquent également de nombreux accidents par météorisation.

Actuellement, de tels accidents ne sont plus invoqués. Pour l'expliquer, il convient d'évoquer succintement l'évolution du système pastoral. Au moment de l'introduction de l'herbe "kikuyu", les éleveurs partaient presque tous en transhumance. Seuls, de rares troupeaux de campement étaient maintenus en altitude à longueur d'année. Au début des pluies, les ramifications de "kikuyu", non pâturées, se dressaient avec vigueur. Comme les troupeaux ne rentraient pas vite de transhumance, ils trouvaient, à leur retour, des fourrages plantureux. Le matin, les animaux absorbaient de grandes quantités de "kikuyu", couvertes de rosée : des accidents survenaient.

Ensuite, de nombreux éleveurs se sont sédentarisés, en retenant des vaches pour s'approvisionner en lait. A mesure que la population sédentaire augmentait, les animaux maintenus sur place devenaient plus nombreux. Ils rabattaient les herbes "kikuyu" au fur et à mesure de leur croissance, à la faveur des premières pluies, entretenant un couvert herbacé ras. Le fourrage, moins abondant, ne provoqua plus d'accidents, même en cas de rosées matinales.

Selon une autre hypothèse, les accidents signalés aux Grassfields seraient similaires à des cas d'intoxication signalés en Afrique du Sud, sur des pâturages à "kikuyu" (218). Les animaux, paralysés de la langue, deviennent incapables d'avaler et effectuent des mouvements désordonnés. Les 3/4 des malades évoluent vers une issue fatale. D'après les spécialistes, ces problèmes d'intoxication proviendraient d'une infestation des pâturages par des parasites. Mais les pâturages à "kikuyu" d'Afrique du Sud sont irrigués et régulièrement fertilisés par des engrais, ce qui n'est pas le cas sur les Grassfields.

218. VAN HEERDEN, J et al., 1978, "An outbreak of « kikuyu poisoning » in Western Transvaal".

Avec la sédentarisation en cours de troupeaux entiers et la raréfaction du couvert herbacé en saison sèche, les étendues de "kikuyu grass" jouent un rôle fourrager précieux. En saison sèche, les petites troupes de moutons et les chevaux ne s'écartent plus des gazons à "kikuyu". Ils fournissent également l'essentiel de l'alimentation des bovins restés en altitude, à cette époque de l'année. La sédentarisation des éleveurs, accompagnée de l'immobilisation du bétail, n'aurait pas été possible sans la nouvelle graminée. Les Anglais l'avaient introduite dans l'intention de lutter contre l'érosion. Elle a permis une sédentarisation "spontanée", bien que fortement encouragée par les autorités. Celles-ci n'avaient pas conscience des implications de cette évolution pour les pâturages ni du secours offert par le "kikuyu grass".

Quant aux éleveurs en hauts plateaux, ils ne tarissent plus, aujourd'hui, d'éloges à l'égard de la nouvelle graminée. ***Kikuyu joggi Di, seedu*** : *« c'est le kikuyu qui tient en état les vaches, en saison sèche. »* ***Kikuyu Buri nafugo*** : *«c'est le kikuyu l'herbe la plus utile. »* ***Senaa geene nde, na'i jinni haa lesdi Panso*** : *« sans cette herbe, il n'y aurait plus de vaches sur le pays Nso. »* ***Geene nde woodi barka masin, min ngiaay ko Buri nde*** : *« cette herbe est très bénie ; pour nous, rien n'est plus utile. »*

A mesure que le système pastoral évoluait, que l'exploitation des pâturages d'altitude s'accentuait, aggravant la pression du bétail, les éleveurs changeaient d'avis à propos de la nouvelle graminée. A présent, ils lui sont sincèrement attachés (***min ngiDi irim geene man*** : *« nous aimons ce genre d'herbe »*), alors même que les responsables d'Elevage et les stations n'y prêtent plus attention. Singulier retournement de situation !

Seuils écologiques ou déficiences de diffusion ? L'herbe "kikuyu" est-elle une herbe miracle ? Elle le devient, aux yeux des Mbororo, parce qu'elle sert les choix pastoraux actuels. Cependant, elle n'est pas exempte de contraintes. Le recouvrement rapide des aires de stationnement du bétail tient largement à la fertilisation de ces endroits par les déjections du bétail. L'herbe "kikuyu" ne prospère que sur des sols riches en éléments azotés. Comportement également signalé par des spécialistes (219).

Il est hors de question d'attendre des Mbororo qu'ils apportent de l'engrais aux pâturages. La progression de cette graminée n'est donc pas indéfinie. Elle correspond aux aires fumées par le bétail et elle est contenue à l'étendue saupoudrée de déjections donc, finalement, à l'effectif de chaque troupeau. Ainsi, des éleveurs de Mbiame, dont le cheptel a décliné entre 1973 et 86, se plaignent d'un recul du "kikuyu" autour des campements. A présent, le *Sporobolus* regagne du terrain. Des aires de stationnement du bétail, une fois abandonnées, se referment progressivement. L'implantation du "kikuyu" ne représente pas un acquis définitif ; elle est étroitement liée à la présence du bétail. En ce sens, la sédentarisation de grands troupeaux favorise son extension.

A partir de ces corrélations, une autre gestion des pâturages serait envisageable. Elle consisterait à déplacer régulièrement les lieux de stationnement des animaux, afin d'élargir les surfaces fumées, donc susceptibles d'être engazonnées en "kikuyu". En transportant l'auge de distribution du

219. « Le kikuyu est considéré comme le plus productif en terres fertiles, à condition de soutenir les rendements par des fumures régulières » (HAVARD-DUCLOS, B., 1967, p. 70).

sel d'un endroit à l'autre, le bétail changerait de lieu de stationnement (220). Une rotation des aires fumées permettrait d'étendre l'herbe "kikuyu" au-delà de la surface déterminée par la taille du troupeau. Cependant, cette solution, aussi séduisante soit-elle, n'est pas facile à mettre en pratique. Le lieu d'apport du sel ne peut se situer n'importe où. Il se trouve presque toujours près d'un point d'abreuvement, ***regorDe***, où les animaux se rassemblent, après avoir léché le sel. Mais ils n'y stationnent pas longtemps. Ils séjournent davantage autour des campements et des abris de bergers, où ils reviennent chaque soir pour se coucher. Même si la garde du bétail est relâchée sur les Grassfields, les éleveurs veillent au retour régulier des animaux, ***jayngol***. Or, il est difficile de changer ce lieu de rassemblement. La façon dont le bétail se comporte par rapport au modelé du relief a montré qu'il privilégie certains sites, d'après la pente, l'écoulement des eaux et l'exposition aux vents. A la rigueur, les abris de bergers pourraient être déplacés d'une année à l'autre. Mais ce n'est pas envisageable pour les campements d'éleveurs, d'autant plus qu'à la faveur de la sédentarisation, les constructions deviennent plus importantes et permanentes. Les animaux ont l'habitude de se reposer en un lieu devenu familier ; il faudrait les contraindre pour qu'ils changent régulièrement d'emplacements. Il n'est pas facile d'entreprendre une rotation des endroits fumés par le bétail, en l'absence de clôtures. D'autre part, quel rythme de rotation conviendrait le mieux au maintien de l'herbe "kikuyu"? Malgré les exhortations de P. HAWKINS et M. BRUNT, ces questions n'ont jamais fait l'objet de recherches.

220. Cette méthode est proposée par P. HAWKINS et M. BRUNT (1965, p. 266) : « the trough is removed, the cattle leave the area, and kikuyu grass cuttings are then planted. »

La diffusion de l'herbe "kikuyu" sur les Grassfields résulte des mesures énergiques prises par l'administration anglaise, puis de l'intérêt manifesté plus tard par les Mbororo. L'administration française ignorait cette graminée au Cameroun ou, du moins, ne faisait rien pour la propager. Même la Compagnie Pastorale, qui occupait pourtant avant l'indépendance des pâturages tout à fait propices au "kikuyu", ne l'avait pas introduite autour des campements de ses bergers. La carte des pâturages des monts Bambouto, dressée en 1975, le démontre de façon éloquente (carte hors texte 3).

Des placages de "kikuyu" nombreux et parfois, de vastes dimensions, parsèment les prairies de Pinyin au nord et de Fongo Tongo au sud. C'étaient les secteurs d'élevage mbororo avant l'indépendance, le premier relevant du Cameroun anglais. Les troupeaux de La Pastorale disposaient des autres versants, de Bafou à Babadjou. Quinze ans après leur départ, les sites à "kikuyu" restent plus rares et moins étendus sur cette portion de la montagne. La compagnie française orientait ses efforts vers la rentabilité commerciale de l'élevage mais négligeait les possibilités d'amélioration des pâturages à long terme.

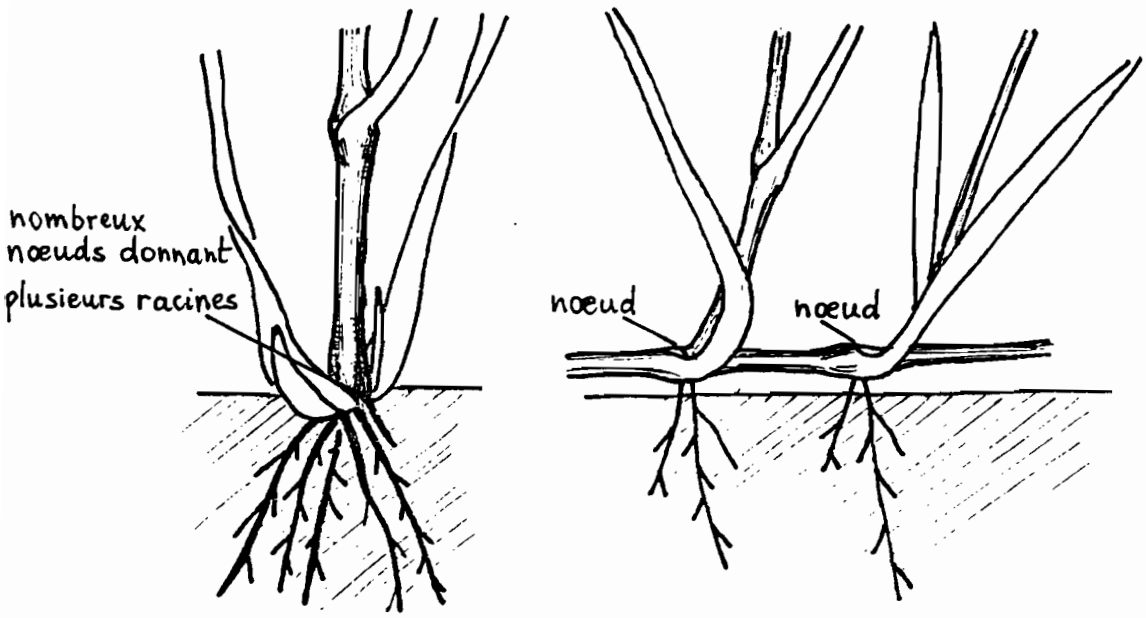
En d'autres pays, des Européens ont introduit, au contraire, le "kikuyu" de façon intempestive. L'exemple extrême vient de l'ancien Congo Belge, sur les hauteurs du Kivu, échelonnées de 2.200 à 2.500 mètres. A l'époque coloniale, des bambousaies d'altitude furent abattues, afin d'être transformées en prairies à "kikuyu", après un labour. De vastes collines furent clôturées et des vaches laitières élevées pour ravitailler la population européenne de Bukavu. Cependant, les bons rendements fourragers du début diminuèrent rapidement. Quelques années après le lancement de l'opération, la production de lait devint impossible à partir de ces prairies

artificielles. Une amélioration était envisagée par de nouveaux labours, l'apport d'engrais ou l'introduction de trèfles (221). Le "kikuyu" se prête donc assez mal à une pâture intensive, sans apports d'éléments azotés au sol ou sans rotation du bétail.

221. COMPERE, R., 1960, "Mise en valeur des pâturages improductifs à kikuyu (Pennisetum clandestinum) ; essai en région du Mulume-Munene (Kivu)".

La sensibilité de cette graminée à une forte pâture provient de son système racinaire. C'est une espèce rampante, à racines peu profondes et dispersées aux noeuds des stolons. Elles n'exploitent que la pellicule superficielle du sol, celle qui se trouve enrichie par les déjections du bétail. Lorsque le tapis herbeux n'est pas dense, les animaux arrachent les stolons, les uns après les autres. Les Mbororo expriment bien la façon dont les animaux broutent les tiges de "kikuyu" qui restent aqueuses en saison sèche. ***Na'i nyaama, tokka Boggi*** : « *les vaches le mangent, en suivant les stolons.* » Et, plus précisément : ***na'i nanga, sirta e yakka*** : « *les vaches attrapent, arrachent et "croquent".* »

Les autres graminées, surtout les vivaces, disposent d'un système racinaire fasciculé : les racines divergent, en faisceau, à partir de la base de la tige, d'où elles s'enfoncent dans le sol (fig. 87). Cette assise racinaire confère aux graminées à port dressé une meilleure résistance au broutage que les rampantes.



système racinaire des *Hyparrhenia*

système racinaire de *Pennisetum clandestinum*

Fig. 87 : *Schéma des systèmes racinaires de graminées dressées et rampantes*

Le "kikuyu", graminée africaine, a fait l'objet d'introductions dans la plupart des zones d'élevage en altitude, jusqu'en Amérique Latine. Au Vera Cruz mexicain, elle constitue l'un des éléments de pâturages améliorés, à seulement 1.050 mètres d'altitude (222). Mais il s'agit de prairies sur sols alluviaux fertiles, issus de roches volcaniques très altérées, avec un climat pluvieux presque toute l'année.

222. BLANC-PAMARD, Ch. et al., 1989, "Autour du café". p. 42.

Au Cameroun, le "kikuyu" a la réputation de ne pas se maintenir à basses altitudes. Il n'existe pas sur la table principale de l'Adamaoua et devient rare sur les bas plateaux des Grassfields. Reste à savoir si cette absence résulte d'un seuil écologique de la graminée ou de défaillances dans sa diffusion. Au Bamoun et au Bamiléké, les introductions proviennent d'initiatives privées de planteurs européens ou de Mbororo. Des éleveurs sur le plateau bamoun, à seulement 1.200 mètres, ont réussi à implanter du "kikuyu" autour de leurs campements. Mais la graminée subit la concurrence de plantes nitrophiles, en particulier de *Sida sp.* qui submerge, en quelques années, les aires de stationnement du bétail à cette altitude. Le "kikuyu" ne peut se maintenir sous le couvert dense de cette plante qui monte jusqu'à un mètre et qui produit chaque année un stock énorme de graines. Quelques abords de campements préservent des tapis de "kikuyu", toujours appréciés des animaux, mais un buisson à *Sida* les recouvre dès que le site date de plus d'une décennie. Le phénomène est général au Bamoun.

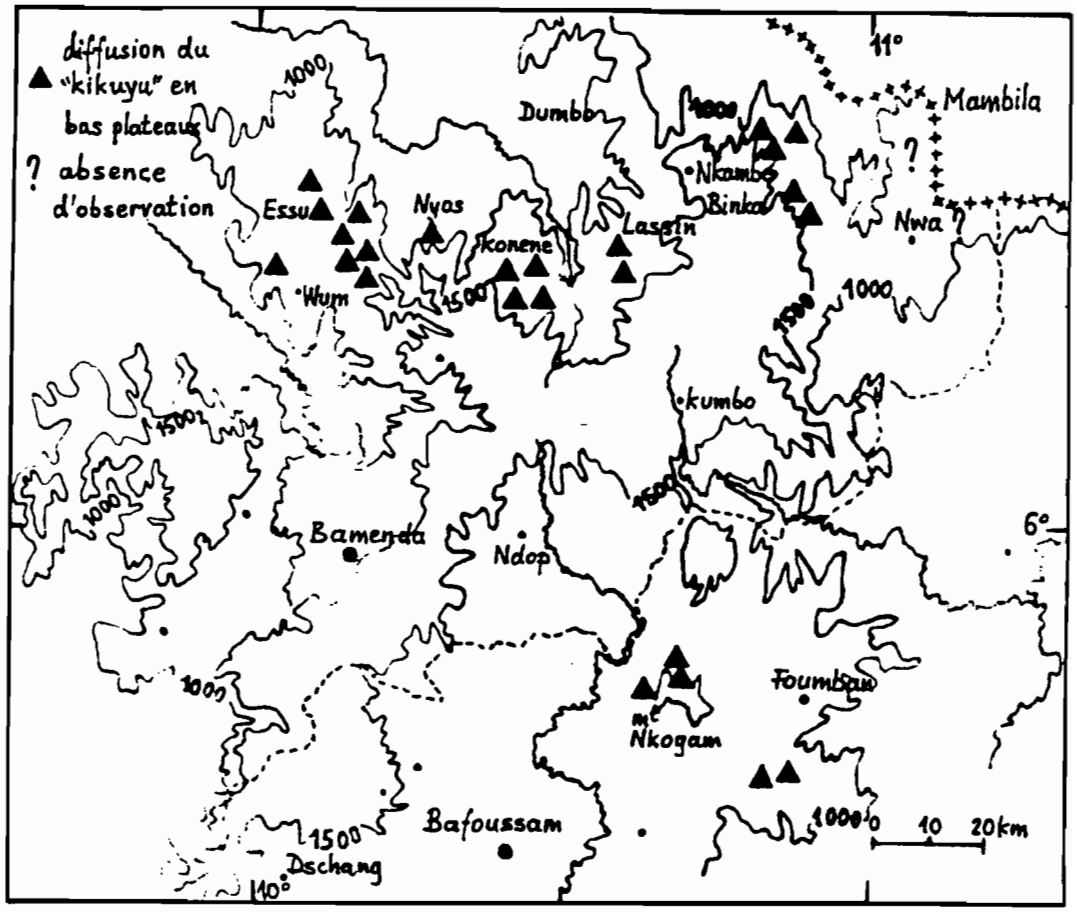


Fig. 88 : ***Localisation de quelques sites d'herbe "kikuyu" à moins de 1.500 mètres.***

Au nord des Grassfields, les placages d'herbe "kikuyu" deviennent rares. Une première interprétation met ce changement en relation avec les différences d'altitude, mais elle n'est pas tout à fait convaincante. Des

plages de "kikuyu" existent à moins de 1.500 mètres (fig. 88). Certes, les plus nombreuses se trouvent à 1.400 mètres sur le plateau de Konene et les prolongements de celui de Binka. Mais le "kikuyu" s'est diffusé en quelques endroits sur le plateau de Wum à 1.300, voire à 1.150 (Essu) et même à 1.000 mètres (Nyos). Des altitudes voisines de 1.000 mètres autorisent donc, dans le contexte climatique des Grassfields, l'implantation de la nouvelle graminée.

Installés à la fin des années cinquante, les premiers éleveurs de Wum avaient l'ordre de planter des morceaux de tiges de "kikuyu", fournis par le service d'encadrement. Chaque arrivant sur le plateau recevait des boutures. Elles ont pris racines aux abords des campements, chaque fois que l'éleveur s'est donné la peine de les mettre en terre. Certains plants ont cependant disparu au cours des années suivantes.

Les éleveurs du plateau de Wum se comportent souvent, en même temps, en cultivateurs. Chaque année, les lopins de maïs correspondent, de préférence, aux endroits fumés par le bétail au cours des mois précédents. Le "kikuyu" prospère également à ces endroits. La mise en culture des aires à bétail entrave donc la propagation de la nouvelle graminée. Lorsque les éleveurs en hauts plateaux commencent à cultiver, c'est également aux dépens des gazons de "kikuyu". Mais, la graminée étant bien implantée à haute altitude, ils ne l'éliminent pas complètement.

Les troupeaux sur le plateau de Wum se déplacent peu en saison sèche. Comme les tiges de "kikuyu" restent appétées, même une fois desséchées, les animaux les ont broutées et arrachées, dès les premières années d'introduction. Elles n'ont pas survécu à un tel régime, surtout en saison sèche. Elles ont disparu, comme les meilleures andropogonées, qui supportaient en priorité les charges de bétail. Au contraire, les troupeaux en hauts plateaux partaient régulièrement en transhumance, au moment de l'introduction du "kikuyu", ce qui ménageait les jeunes pousses. La rareté de la nouvelle graminée en bas plateau tient à une exploitation excessive en saison sèche, davantage qu'à l'altitude. Il est possible cependant que le "kikuyu" souffre d'un dessèchement, lorsque le climat devient plus continental.

La plupart des éleveurs en bas plateaux se sont installés à partir des années soixante. A ce moment-là, la plantation de boutures de "kikuyu" n'est plus une obligation. Les nouveaux venus, souvent en secteurs isolés, échappent au service d'encadrement. De Dumbo à Lassin, faute de diffusion systématique, les campements ne s'entourent pas de "kikuyu", comme ceux de hauts plateaux. Avec les années, les graminées vivaces sont remplacées par des annuelles, en particulier de fines *Eragrostis*. Mais ces rudérales sont loin de produire autant de masse fourragère que le "kikuyu". Lorsque la charge en bétail s'accentue, elles laissent le sol à nu.

Avec une saison sèche pas trop longue et à condition d'une gestion prudente les premières années, l'herbe "kikuyu" parvient à se maintenir en altitude jusqu'aux environs de 1.000 mètres. D'après les éleveurs en hauts plateaux, elle commence à garnir des sites de transhumance, encore moins élevés. A présent, ce sont les animaux qui la diffusent. En pâtura-

ges de saison sèche, elle bénéficie d'une longue période de repos, après le retour des transhumants. Son caractère rustique et son aptitude à la pâture ont servi la sédentarisation des éleveurs en hauts plateaux. Malheureusement, l'effort de diffusion s'est relâché lorsque d'autres éleveurs abordent les bas plateaux. Par suite de la rareté du "kikuyu" à ce gradin altitudinal, la sédentarisation de la seconde vague d'éleveurs apparaît déjà plus fragile.

Plantes nuisibles à l'élevage

Par rapport aux pâturages sahéliens, les savanes ont la fâcheuse réputation de contenir des plantes dangereuses pour le bétail. Plus les éleveurs sahéliens s'avancent vers le sud, par exemple en années de sécheresse, plus ils subissent des pertes, causées par des plantes qu'ils ne connaissent pas. En savanes humides, une gradation parallèle existe selon l'altitude ; à mesure qu'elle s'abaisse, le cortège des plantes nuisibles à l'élevage s'allonge. Certaines s'avèrent dangereuses, car hautement toxiques.

Les envahissantes

A côté des perturbations provoquées, à long terme, aux formations végétales par la pâture, quelques plantes prolifèrent, grâce à la présence du bétail. En surface, elles se restreignent souvent aux endroits très fréquentés par les animaux : abords de campements, pistes à bétail et points d'abreuvement.

Parmi les plantes qui envahissent ces lieux, les nitrophiles sont les plus caractéristiques. Elles se propagent sur les aires de stationnement des animaux, grâce aux apports azotés que leurs déjections fournissent aux sols. *Solanum incanum* forme des buissons épineux autour des vieux campements. Cette plante produit de grosses "tomates" jaunes, non comestibles, d'où provient son appellation en langue peule, *gite na'i : « les yeux de vache. »* Elle s'implante jusqu'à plus de 2.000 mètres d'altitude.

En savanes sub-humides de Côte d'Ivoire, J. AUDRU (223) classe les *Solanum* parmi les plantes extrêmement envahissantes. Mais, à basse altitude, d'autres espèces de *Solanum* se montrent plus agressives que *S. incanum*. Elle-même est la seule capable de résister au recouvrement par l'herbe "kikuyu" en altitude. Elle se maintient, au milieu des gazons fermés, sous forme de buissons discontinus entre lesquels les animaux circulent. Ils n'en consomment pas les feuilles, garnies de petites épines ; ils ne la propagent donc pas directement.

223. AUDRU, J., 1977, p. 88.

Les éleveurs ne craignent pas beaucoup le recouvrement des pâturages par cette plante. En absence d'autres épineux, ils en coupent parfois des pieds pour protéger des lopins de culture. A basse altitude, les *Solanum* peuvent devenir plus menaçants, par une propagation plus rapide. Inversement, ce sont des indicateurs de bons sols pour les cultivateurs qui demandent parfois aux éleveurs de céder les endroits à *Solanum* pour cultiver du maïs ou du tabac.

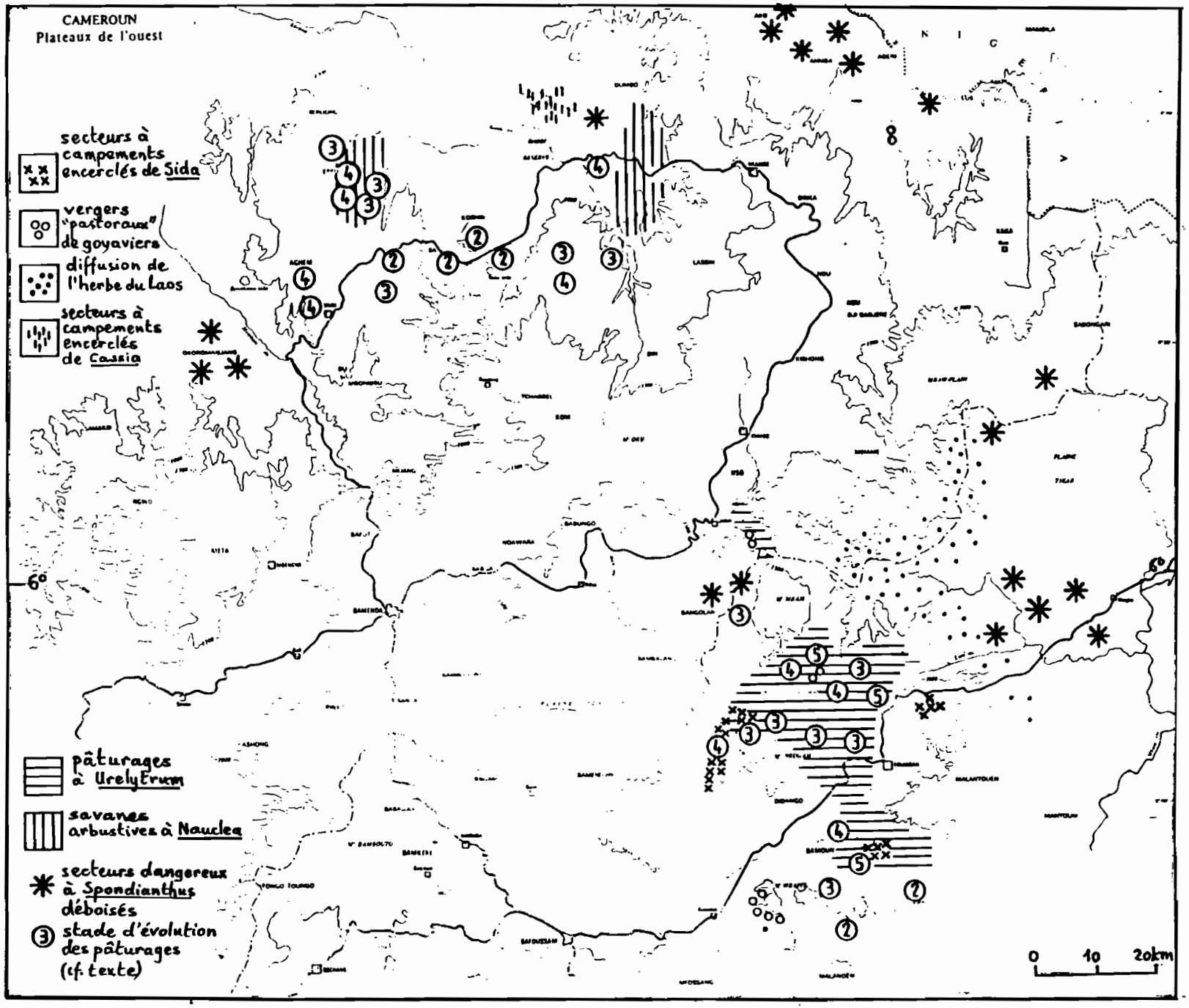


Fig. 89 : ***Végétaux nuisibles à l'élevage et formations envahissantes en bas plateaux***

Les *Sida*, déjà mentionnés au Bamoun, ne se rencontrent pas sur les autres plateaux. Ces herbacées, à port dressé et petites feuilles, se montrent plus agressives que les *Solanum* puisqu'elles peuvent étouffer le "kikuyu". L'écorce à la base devient fibreuse, d'où l'appellation peule : ***mbaaji***, les écorces à cordes.

J. AUDRU (224) signale leur menace en Côte d'Ivoire. L'envahissement peut devenir spectaculaire, en seulement 2 ou 3 ans, rapidité confirmée par les éleveurs au Bamoun. Tous les vieux campements aux environs des monts Nkogam sont submergés des petites tiges, serrées et droites de *Sida*. Les animaux en consomment volontiers les feuilles et les fruits, contribuant à répandre les nombreuses graines dans leurs déjections. Bien que les graminées disparaissent des aires de stationnement, les éleveurs ne considèrent pas l'envahissement par *Sida* comme catastrophique, tant que les animaux le rabattent. Sa consommation par le bétail ne comporte pas de danger. Le caractère nuisible de la plante tient seulement à sa capacité d'envahissement. Cette plante nitrophile ne s'étend pas sur le reste des pâturages, sauf aux abords des points d'abreuvement où les animaux se rassemblent. Cependant, il semble que le rythme d'envahissement des abords de campements s'accélère. De plus, il s'avère difficile d'extirper le couvert à *Sida* pour mettre en culture les sols fertilisés par le bétail.

224. idem, p. 87.

Un arbuste surprenant envahit quelques pâturages, en relation étroite avec le bétail : le goyavier, *Psidium guyava*. R. LETOUZEY (225) signale cet arbuste fruitier en savanes péri-forestières, parmi la flore originale qui borde les pistes empruntées par le bétail de commerce en provenance de l'Adamaoua. Avec le *Croton macrostachyus*, il forme des taillis denses au Bamoun, près du mont Mbapit et aux environs de Fomloum.

225. LETOUZEY, R., 1968, 267.

Les animaux se montrent friands des goyaves, fruits jaunes et sucrés ; ils répandent ensuite les nombreuses graines qui passent dans leur système digestif sans être détruites. D'après les éleveurs, l'origine des vergers spontanés au Bamoun remonterait à quelques pieds proches de la source natronée de Mfosset où les animaux se rendaient autrefois en cure. De là, ils ont essaimé aux endroits où les animaux se reposaient, au retour (226).

Un autre verger isolé entoure quelques campements au nord des Grassfields (Mbibji). C'est le résultat inattendu de fruits dérobés par les animaux à proximité d'une ferme... Ces vergers ne s'implantent pas au-dessus de 1.500 mètres.

226. Les pentes du mont Manengouba, au-dessus de Nkongsamba, présentent de grands "vergers" de goyaviers. Autrefois, c'étaient des prairies exploitées par les troupeaux de La Pastorale. Les pâturages soumis à un excès de pâture sur les sierra mexicaines sont également envahis de goyaviers (COCHET, H., 1989, "Des barbelés dans la sierra", p. 283).

De même que pour la plante précédente, les goyaviers ne sont pas dangereux pour le bétail. Cependant, en envahissant les pâturages, ils en réduisent la valeur fourragère.

Le plateau bamoun se trouve le plus exposé aux plantes envahissantes, directement liées à la présence du bétail. Cette fragilité s'est accentuée récemment par la remontée vers le nord de "l'herbe" du Laos, *Chromolaena odorata*. Les Mbororo l'appellent *jaBiinDe* : l'accaparante, la conquérante et, de façon plus commune : ***bukasa***, d'après l'ancien dirigeant centrafricain. Honneur peu enviable : pour les éleveurs, il est difficile de s'en défaire, comme il l'était, autrefois, de Bokassa (227).

227. En Afrique de l'ouest, la même plante est appelée "Sekou Touré"... peut-être pour la même raison. A présent, les anciens dictateurs ont disparu, mais l'herbe du Laos progresse toujours.

Comme ils n'en consomment pas les feuilles, d'où une odeur prenante se dégage, les animaux ne la propagent pas directement, sauf des graines prises dans le pelage ou dans les fentes des sabots. Pourtant, elle s'implante avec une rapidité extrême sur les pâturages dégradés et, notamment, aux abords des campements. En quelques années, les endroits dénudés sont recouverts de fourrés denses et impénétrables : ***baafe***. La strate graminéenne est complètement éliminée ; c'est la fin du pâturage. ***To bukasa waDi, na'i keBataa pellel*** : « *quand l'herbe du Laos est présente, il ne reste plus d'endroit pour les vaches.* »

Apparue à la fin des années soixante-dix, l'herbe du Laos s'étend rapidement les années suivantes en plaine Tikar. Son expansion est générale aux savanes humides d'Afrique centrale (228), mais la présence du bétail l'accélère. Pour le moment, elle est contenue aux savanes de basses altitudes, de 800 à 1.000 mètres. Mais les troupeaux transhumants risquent de l'introduire sur le plateau bamoun. Le danger pour les pâturages serait alors beaucoup plus grave qu'avec *Solanum* ou *Sida*.

228. I.E.M.V.T., 1988, "L'herbe du Laos, *Chromoleana odorata*".

Enfin, dernière peste végétale liée à l'élevage, *Cassia sp.* recouvre récemment des interfluves entiers du ranch de Dumbo, à 900-1.000 mètres d'altitude. Il en est de même de nombreuses aires de stationnement du bétail sur les nouveaux ranchs en Adamaoua. Il s'agit d'une plante subligneuse d'environ 1 mètre de haut, qui se répand rapidement par graines en pâturages dégradés. Les multiples déplacements d'animaux entre les ranchs accélèrent sa diffusion. En saison sèche, les tiges droites de *Cassia* se dessèchent sur pied et gênent les animaux (229). Lorsqu'elles envahissent une aire de repos du bétail, il se met à l'écart.

229. S'agit-il de l'espèce *Cassia alata*, accusée par J. AUDRU (1977, p. 38) comme une calamité pour les pâturages ?



Fig. 90 : ***Encombrement des abords d'un campement à Dumbo par "Cassia" (900 m).***

Par leur circulation et leurs déjections, les bovins se comportent comme les agents de diffusion de plantes qui n'appartiennent pas à la flore locale. Presque toutes prolifèrent à basse et moyenne altitudes. En bas plateaux humides, les lieux pastoraux sont donc susceptibles d'invasions végétales qui étouffent les graminées. C'est une cause de fragilité, à long terme, pour l'élevage.

Les amères

L'expansion de quelques plantes en milieu pâturé tient moins d'une dynamique propre aux espèces que du comportement des animaux à leur égard. Ils répugnent à les consommer, par suite d'un goût amer. C'est le cas d'une graminée : *Urelytrum digitatum* et d'un arbuste : *Nauclea latifolia*.

Urelytrum digitatum est une grande andropogonée qui peut atteindre, à maturité, 2 mètres de haut. De la même façon que *Panicum pragmitoïdes*, elle se substitue à des formations dominées par les grandes *Hyparrhenia*, très recherchées par le bétail. Si *Panicum phragmitoïdes* rebute les animaux parce que ses feuilles se lignifient rapidement, *Urelytrum* les écarte par la présence d'une substance amère. Il suffit de briser une tige et de la mâcher pour avoir l'impression de sucer de la nivaquine. Cette saveur se transmet au lait, en début de saison des pluies, du mois d'avril à celui de juin. Les enfants refusent alors de boire du lait amer, *kosam kaDDam*, en secteurs d'élevage dominés par cette graminée. Plus tard, à mesure que la saison des pluies avance, la substance amère diminue et le lait redevient consommable.

Les éleveurs estiment cependant qu'*Urelytrum* possède des vertus vermifuges, en particulier pour les veaux qui allaitent. Aussi n'en écartent-ils pas les troupeaux. Mais les animaux s'en détournent d'eux-mêmes. A la limite du plateau de Jakiri, vers 1.500 mètres, de grandes *Urelytrum* intactes montent en graines, alors que les autres graminées subissent un surpâturage.

Urelytrum digitatum est une graminée typique des bas plateaux, en particulier du Bamoun, à 1.100-1.200 mètres d'altitude. Elle compose l'essentiel des pâturages entre les monts Mbam et Nkogam. Sur les éperons nord plus élevés du Bamoun, elle disparaît vers 1.300 mètres, au profit de graminées basses, surtout des *Eragrostis*. En rebord de hauts plateaux, elle peut s'accrocher jusqu'à 1.500 mètres. Cependant, elle est assez rare sur les bas plateaux au nord des Grassfields. Ici, *Panicum phragmitoïdes* se substitue aux bonnes graminées éliminées par la pâture. Mais l'évolution de la flore herbacée ne fait que commencer.

Pour les éleveurs en hauts plateaux, *Urelytrum* est une herbe de "plaine", ***geene luggere***. Sa présence sert d'indicateur d'une altitude inférieure à celle d'un véritable ***caBBal***. En contexte de forte pression pastorale, les animaux écourtent seulement l'extrémité des pousses. Des paquets de tiges broutées de 50 cm à 1 mètre confèrent au pâturage un aspect de brosse irrégulière. R. LETOUZEY (230) confirme que les formations herbacées à *Urelytrum* sont relativement récentes au Bamoun ; elles étaient rares au début des années soixante.

230. LETOUZEY, R., 1985, p. 66.

A l'ouest de la Centrafrique et à une altitude équivalente, *Urelytrum* est également très répandue. Elle intervient comme l'un des principaux éléments des savanes d'interfluves soumises à une forte pâture (231). Elle se tient en association avec *Panicum phragmitoïdes* et se comporte de la même façon. Les deux espèces marquent une étape dans la dégradation des pâturages, elle-même divisée en deux stades. L'auteur cité qualifie le premier de "*Panicum* riche" et le second de "*Panicum* pauvre", sous-entendu en nombre d'espèces et en valeur fourragère. Au premier stade, *Urelytrum* n'est présente que dans 5 % des relevés, car des andropogonées de la formation ancienne subsistent. Au second, elle passe à 22 % des relevés. Sa part augmente à mesure que les graminées les plus appétées disparaissent. Il est probable que l'évolution de la strate herbacée suit le même schéma au Bamoun et qu'*Urelytrum* finira par recouvrir tout le plateau.

231. BILLE, J.C., 1964, "Pâturages du secteur occidental d'élevage de la R.C.A.", p. 56 et 58.

Contrairement aux troupeaux sahéliens et même soudaniens, les animaux des Grassfields consomment rarement des feuilles d'arbustes. A haute altitude, les arbustes sont rares et en bas plateaux, les fourrages herbacés suffisent aux besoins, du moins en saison des pluies. Même l'Hyménocarde acide, régulièrement grapillée par le bétail en Adamaoua, intéresse à peine les animaux sur le plateau bamoun.

Au nord des Grassfields, de Misaje à Dumbo, les animaux se mettent cependant à consommer les feuilles de *Nauclea latifolia* qui, localement, devient le principal élément des formations arbustives. En fin de saison des pluies, lorsque les graminées se dessèchent, le bétail est attiré par les grandes feuilles vertes des *Nauclea*. Au sud de Misaje, tous ces arbustes sont broutés jusqu'à hauteur du bétail. Mais les éleveurs incriminent les feuilles de rendre le lait amer. Effectivement, une variété de *Nauclea* se caractérise par des feuilles à saveur très amère, tandis que le type habituel présente des feuilles à goût plutôt acide (232).

232. AUBREVILLE, A., 1950, p. 477.

Nauclea fait partie des arbustes qui deviennent nombreux, à la faveur de la pâture. Si l'espèce ne joue pas un rôle déterminant dans les envahissements arbustifs en Côte d'Ivoire, elle y participe (233). Au nord-ouest de la Centrafrique, à une altitude comparable à celle des bas-plateaux, elle est classée parmi les arbustes qui prolifèrent, dès que la pâture commence à modifier les savanes d'interfluves (234). *Nauclea* existe sur le plateau de Wum, aux environs d'Essu, sans être encore brouté par les animaux. Il est probable que sur ce plateau, l'espèce indique également une première réaction du couvert arbustif à l'exploitation des savanes. Lorsque les animaux consentent à consommer ses feuilles amères, c'est un autre indice : désormais, les charges excèdent les capacités de la strate herbacée, du moins en saison sèche.

233. AUDRU, J., 1977, p. 74.

234. BILLE, J.C., 1964, p. 54.

Les plantes amères se localisent en bas plateaux. Avec l'augmentation des effectifs de bétail, elles auront tendance à s'étendre et à prendre une place plus importante dans la ration fourragère des animaux. Elles ne représentent qu'une gêne momentanée ou relative pour les éleveurs. Il n'en est pas de même des plantes toxiques.

Les toxiques

Même s'ils n'y participent plus en personne, les éleveurs en hauts plateaux prononcent volontiers l'éloge de la transhumance vers les plaines. Ils invoquent les bienfaits, pour le bétail, de changer périodiquement de types de pâturages. En partant, les transhumants délaissent momentanément les étendues herbeuses d'altitude. Les savanes arbustives des contrées basses diversifient la ration fourragère des animaux : des herbes, ils passent aux feuilles et aux fruits d'arbustes, souvent riches en éléments nutritifs. Les éleveurs tiennent ce changement saisonnier de régime alimentaire comme bénéfique. ***To na'i yaha luggere, yakka haako Barkeeji, yawaasettohi, wo'inan na'i waane*** : *« si les vaches descendent en plaine et "croquent" les feuilles de Piliostigma de Thonning et d'Hyménocarde acide, elles en tirent vraiment profit. »*

Pourtant, la descente des transhumants se heurte à un grave danger, celui d'une intoxication mortelle des animaux par une plante de basse altitude, le *Spondianthus preussii*. Les éleveurs l'appellent ***lay*** ou ***laykon*** : la liane, d'après la physionomie de ses longs rameaux, feuillus seulement à l'extrémité. Le nom ***kangoy*** : *« la plante pour chiens, »* fait allusion à son utilisation pour empoisonner les chiens errants.

Le *Spondianthus* est un arbre de galeries forestières, fréquent en terrains marécageux. Des relevés botaniques le signalent en plaine de Ndop, au sein de forêts galeries développées sur alluvions de piémont (235), donc à une altitude supérieure à 1.000 mètres. Les éleveurs ont également souffert de sa présence sur le plateau de Dumbo, à 900 mètres d'altitude. Mais il est surtout fréquent à moindre altitude : en plaines Mbaw et du Mbam (800-700 m), dans les vallées des affluents de la Metchum (500 m) et en plaine de la Donga (300 m). R. LETOUZEY (236) le classe parmi les espèces de forêts marécageuses à basse et moyenne altitudes qui cloisonnent les savanes ou s'insèrent au milieu de forêts semi-caduques.

235. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, vol. 2, annexe 3, p. 494 et LETOUZEY, R., 1985, p. 59.

236. LETOUZEY, R., 1985, p. 74 et 88.

Pour le moment, les éleveurs à l'Ouest-Cameroun n'affrontent ce danger qu'en saison sèche, lorsqu'ils descendent en transhumance. Les secteurs les plus dangereux se localisent aux environs de Magba, en plaine de la Donga (Ako, Anmba) et au sud de la Metchum (Okoromanjang, Mukuru). A ce dernier endroit, un éleveur a perdu 15 têtes, aventurées dans une galerie forestière. Cependant, la localisation précédente n'est pas exhaustive : le *Spondianthus* se rencontre probablement dans toutes les forêts inondables à basses altitudes.

L'empoisonnement des animaux survient rapidement, quelques heures seulement après l'ingestion des feuilles toxiques. Une paralysie générale précède l'arrêt cardiaque. Les éleveurs ont remarqué la rapidité de l'intoxication. ***To nagge nyaami, yari ndiyam nii, waati*** : *« si la vache a mangé des feuilles et qu'elle s'abreuve, elle meurt tout de suite. »* S'ils s'aperçoivent assez vite de l'accident, ils font ingérer de l'huile de palme aux animaux. D'après des informateurs, ce liquide serait efficace.

237. SERE, A. et al, 1982, *"Spondianthus preussii* Engl. var. *preussii*, plante toxique pour le bétail africain".

Des analyses de feuilles de *Spondianthus* en laboratoire ont isolé un poison : l'acide monofluoroacétique (237). La dose léthale est faible, déno-

tant un poison puissant : 3 à 10 feuilles par kilo de poids vif de l'animal suffisent à provoquer sa mort. Des expérimentations ont démontré que la concentration en poison varie selon l'âge des feuilles. Elle est plus forte dans les feuilles jeunes. Ainsi, l'ingestion de 90 feuilles jeunes entraîne la mort d'un boeuf adulte pesant 250 kg et une dizaine de feuilles suffit pour un mouton.

Le feuillage du *Spondianthus* consiste en touffes de grandes feuilles oblongues ou elliptiques qui peuvent atteindre 36 cm de long sur 18 de large. Comme elles restent vertes en saison sèche, elles attirent les animaux à cette époque de l'année. Elles sont appétées par le bétail qui ne se doute pas du danger.

Le *Spondianthus* lui-même est un arbre dont la taille varie de 5 à 25 mètres. Il porte des rameaux ascendants, terminés par des paquets de feuilles. Comment un tel arbre de forêts galeries peut-il représenter un grave danger pour les éleveurs ? A part de jeunes pousses, situées en lisières de forêts, les feuilles de *Spondianthus* se trouvent habituellement hors de la portée du bétail.

Les cultivateurs interviennent comme intermédiaires, involontaires mais indispensables, entre la plante toxique et l'animal. Depuis quelques décennies, les cultures en galeries forestières s'étendent, à moyenne et basse altitudes. Elles sont surtout destinées à la production de maïs. Ecoulé par des commerçants sur les marchés urbains, il procure des revenus monétaires aux paysans en savanes humides. Or, le maïs exige des sols fertiles. En interfluves, les rendements restent faibles, par rapport à ceux obtenus en creux de vallées, après l'abattage de la galerie forestière.

Les Tikar des plaines du Mbam cultivent d'abord du maïs dans les galeries déboisées qu'ils abandonnent ensuite à une semi-jachère, plantée de bananiers ou de caféiers Robusta. Les Mbembe de la plaine de la Donga sèment d'abord du maïs puis l'associent à du sorgho en fin de saison agricole. Quant aux Esimbi et aux Beba-Befang des vallées affluentes de la Metchum, ils cultivent plutôt du riz et de l'arachide en galeries déboisées.

Après quelques années de culture, les anciennes galeries forestières retournent à la jachère, pour des durées très variables, de 2 à 15 ans. Aussitôt, les souches émettent des rejets abondants, en particulier le *Spondianthus*. Le fond de la vallée se couvre de feuilles basses et verdoyantes. En saison sèche, les troupeaux qui parcourent les interfluves proches sont attirés par ce feuillage tendre et aisément accessible. C'est alors la catastrophe. Elle est d'autant plus inévitable que les jeunes feuilles de *Spondianthus* contiennent les teneurs les plus fortes de poison.

Les éleveurs qui transhument vers les plaines redoutent au plus haut point les jachères, ***saabeere***, en fonds de vallées. En saison sèche, les animaux ont tendance à descendre en bas des versants : les repousses herbacées sont de meilleure venue et des planchers alluviaux sont garnis de sissongo (*Pennisetum purpureum*) très prisés. De plus, les animaux trouvent un peu de fraîcheur à proximité des galeries forestières, aux heures chaudes de la journée. Le danger des recrûs forestiers n'en est que plus grand. La garde

du bétail doit devenir plus attentive. Des accidents peuvent également survenir lors de la pâture nocturne. Les transhumants peu éloignés de jachères forestières entravent les animaux par les pieds chaque nuit ou les enferment dans une clôture. De jour, ils les accompagnent tout le temps.

Le *Spondianthus preussii* est répandu dans toutes les galeries forestières qui prolongent la forêt congolaise, du Cameroun à la Tanzanie. Le danger pastoral provient de l'abattage de ces galeries par les cultivateurs. Sur le revers méridional de l'Adamaoua (Meiganga), c'est un risque majeur car les éleveurs séjournent, même en saison des pluies, entre des galeries forestières en cours de déboisement.

De temps à autre, l'administration interdit l'abattage des forêts mais ses directives ont peu d'effets, face aux besoins des populations agricoles en revenus monétaires. Il est impossible de contrôler en permanence des galeries forestières qui s'allongent sur de grandes distances (238). Le danger pastoral serait moindre si les déboisements se regroupaient, en continu, aux abords des villages. Mais les cultivateurs abattent des tronçons discontinus de forêts, aux endroits larges qui offrent des sols fertiles sur une bonne épaisseur. D'un autre côté, les éleveurs répugnent à s'isoler en des secteurs inhabités ; ils dépendent des cultivateurs pour leur ravitaillement.

Presque toutes les plantes nuisibles à l'élevage se rencontrent en bas plateaux ou en plaines. Cette écologie souligne, a contrario, les avantages pastoraux des hauts plateaux. Les seuls problèmes éventuels en altitude concernent des intoxications survenant sur des pâturages à "kikuyu", comme en Afrique du Sud (239). Récemment, les vétérinaires ont également suspecté une nouvelle maladie en pâturages de haute altitude. Les fougères Aigle provoquent une hématurie, maladie caractérisée par l'émission de sang dans l'urine des animaux (240).

Les éleveurs confondent souvent cette maladie, ***dawda***, avec la babésiose: ***sammoore*** ou ***kenye***, caractérisée également par une urine de couleur brune. Or, les animaux en hauts plateaux consomment les jeunes pousses vertes de fougères lorsque les graminées sont encore desséchées. Les éleveurs n'en font pas de cas, ne considérant pas ces pousses comme toxiques. De fait, l'hématurie des bovidés se manifeste par un amaigrissement progressif et non par une intoxication brutale. Mais la maladie reste incurable ; elle conduit inexorablement à la mort (241).

L'envahissement des hauts plateaux par des fougeraies ne se traduit pas seulement par une réduction des pâturages. Elle comporte également des incidences sanitaires. Cet aspect du problème des fougères en altitude s'inscrit dans un contexte général : la dégradation progressive des pâturages humides soumis à une pâture intense. Les troupeaux en hauts plateaux se mettent à consommer de jeunes pousses de fougères parce qu'ils ne disposent plus assez d'herbe, à certaines époques de l'année.

L'évolution des pâturages

Les savanes restent rarement stables lorsqu'elles sont soumises à une pâture continue. Elles évoluent à la fois dans leur physionomie et leur

238. Cette surveillance serait envisageable avec la collaboration des éleveurs mais elle susciterait de vives réactions, de la part des cultivateurs. Seul, le ranch de Dumbo a interdit la coupe des galeries forestières dans son périmètre. Auparavant, les responsables du ranch avaient envisagé la destruction des *Spondianthus* avec des produits chimiques. Mais ce projet ambitieux n'a pas été entrepris.

239. BRYSON, R.W. et NEWSHOLME, S.J., 1978, "Kikuyu grass poisoning of cattle in Natal".

240. MERLIN, P., 1986, "Intoxication par la fougère Aigle". in "Rapport annuel I.R.Z., Bambui".

241. Les éleveurs qui distinguent nettement la maladie ***dawda*** séjournent en bas plateaux, pourtant dépourvus de fougère Aigle. Une incertitude subsiste donc sur la désignation en peul de la maladie provoquée par les fougères. Le même terme glisse-t-il d'une maladie à l'autre, selon les secteurs pastoraux ?

composition botanique. Des plantes envahissantes illustrent des changements rapides mais localisés. A l'inverse, d'autres plantes reculent ou disparaissent sous l'action du bétail. C'est le cas des grandes andropogonées, tellement broutées qu'elles ne se maintiennent pas longtemps en pâturages permanents : *Andropogon gayanus, Hyparrhenia rufa* et *diplandra*. De façon plus inattendue, même des arbustes peuvent souffrir de la présence du bétail. Les éleveurs citent souvent l'exemple du *Protea*.

A leur arrivée sur les hauts plateaux (Ndawara) et les montagnes (mont Mbam), ce petit arbuste parsemait les prairies. Mais les Mbororo coupent les troncs noueux du *Protea* pour entretenir des feux et se protéger du froid en altitude. De plus, en piétinant les prairies, les animaux cassent les jeunes pieds qui finissent par disparaître. D'après A. AUBREVILLE (242), *Protea* appartenait à une ancienne flore xérophile de montagne ; l'arbuste se serait introduit sur les prairies d'altitude des Grassfields à la faveur de la disparition de la forêt montagnarde. Une autre espèce de *Protea* subsiste en bas plateaux mais là aussi, elle résiste mal à la présence du bétail.

242. AUBREVILLE, A., 1950, p. 63.

L'effacement du *Protea* des prairies d'altitude semble indiquer que les milieux pâturés évoluent en faveur des herbacées. Pourtant, à long terme, c'est plutôt l'inverse qui se produit.

Le modèle de l'Adamaoua

Les modifications de pâturages en bas plateaux correspondent au schéma d'évolution exposé, pour la première fois, par J.C. BILLE dans l'ouest centrafricain (243) et confirmé, plus tard, par de nombreux agrostologues (244). Les savanes à moyennes et basses altitudes se révèlent plus sensibles à la pâture que les steppes sahéliennes. Elles passent par plusieurs stades qui s'enchaînent, au fur et à mesure que la pâture s'accentue et se prolonge. Chaque stade marque une dégradation des pâturages, du point de vue pastoral.

243. BILLE, J.C., 1964.
244. PIOT, J., 1969, "Végétaux ligneux et pâturages des savanes de l'Adamaoua au Cameroun" ; RIPPSTEIN, G., 1986, "Etude sur la végétation de l'Adamaoua".

Le schéma d'évolution. Les perturbations des savanes soumises à une pâture intense portent à la fois sur la strate herbacée et sur le couvert ligneux. Les deux niveaux végétaux sont présentés séparément, bien qu'à partir d'un moment, ils évoluent de façon simultanée.

Lorsqu'il entre dans les grandes savanes humides ou sub-humides, le bétail contribue d'abord à l'amélioration du tapis herbacé. Par piétinement des touffes, il en accentue le tallage et la ramification, mais aux dépens de la fructification. Ensuite, l'évolution de la strate herbacée devient constamment régressive.

Parmi les grandes andropogonées vivaces, *Andropogon gayanus* est la première à disparaître. Très appétée par le bétail, elle se montre sensible à une pâture fréquente : 5 passages du bétail par an suffisent à l'éliminer, au terme de quelques années. Les grandes *Hyparrhenia* (*rufa* et *diplandra*) résistent mieux car, à partir de la montaison, les animaux s'en écartent.

Pourtant, elles-mêmes cèdent bientôt la place à une formation dominée par *Panicum phragmitoïdes* et *Urelytrum*. La première est une grande graminée,

consommée par le bétail seulement à l'état jeune et bien adaptée à des feux annuels. Quant à *Urelytrum*, les animaux se détournent de cette plante amère. Les deux graminées supplantent d'abord les *Hyparrhenia* en haut d'interfluves puis elles gagnent les pentes et enfin, les bas de versants. Les agrostologues accusent *Panicum phragmitoïdes* d'être une mauvaise graminée, à éviter dans un bon pâturage. Même si le nombre de touffes reste inchangé, le degré de recouvrement du sol se réduit à moins du quart par rapport au stade précédent et la chute est importante en production fourragère. Cependant, les éleveurs s'accommodent de ce type de pâturage, bien consommé à l'état jeune par les animaux qui écourtent encore les tiges à la montaison.

Le stade à *Panicum phragmitoïdes-Urelytrum* est adapté au traitement habituel des savanes en élevage extensif. Pour cette raison, il peut se maintenir longtemps et caractériser de vastes étendues. Sa disparition marque un moment crucial dans l'évolution des pâturages. Jusque-là, une régénération de bons parcours restait possible ; au-delà, la dégradation devient irréversible.

Sous l'effet d'une charge élevée et continue, des graminées basses remplacent *Panicum pragmitoïdes*. Le taux de recouvrement herbacé devient très faible, de même que la production végétale. De plus, beaucoup de plantes herbacées ne sont pas consommées par le bétail, par exemple les *Aframomum*, sauf si la charge se maintient très forte. Enfin, une pâture et un piétinement continus aboutissent à un sol dénudé. Mais, en zone de savanes humides ou sub-humides, la disparition des herbes ne marque pas le stade ultime de l'évolution végétale. Désormais, celle-ci est commandée par des changements dans la strate ligneuse.

Des modifications de ligneux sous l'influence de la pâture ont commencé dès le stade à *Panicum phragmitoïdes*. Les touffes d'herbe étant plus espacées qu'en formation à grandes *Hyparrhenia*, des arbustes se sont installés dans les discontinuités. Ce sont des espèces capables de supporter des feux violents : l'Hyménocarde acide, l'Annone du Sénégal, le Piliostigma de Thonning. Certaines, comme l'Annone, se diffusent rapidement par drageons. Le stade à graminées basses s'accompagne d'une prolifération d'arbustes car les feux sont atténués et discontinus. Parmi les nouvelles pousses qui tirent profit de la quasi-disparition des feux, l'une est promise à un grand avenir : *Harungana madagascariensis*.

C'est un arbuste ou un petit arbre qui se tient habituellement en bordure de galerie forestière. Il est familier aux cultivateurs de la zone forestière qui voient leurs cultures, après déboisement, rapidement envahies par un recrû arbustif comprenant beaucoup de pieds d'Harongas (245). La coupe et le brûlis de la grande forêt déclenchent une germination de ses graines, à la faveur de la pleine lumière. Les sarclages accélèrent encore cette germination, en supprimant l'ombre formée par les adventices. Une fois installés, les Harongas résistent à une nouvelle coupe par les cultivateurs, en émettant des rejets. Ils font partie des espèces pionnières qui forment des taillis, dès la mise des parcelles en jachère.

245. ROUW, A. de, 1990, "Rice, weeds and shifting cultivation in a rain forest".

Après une vingtaine d'années, la jachère forestière subit des modifications dans sa composition botanique. Les espèces pionnières, dont

l'Haronga, dépérissent, meurent et pourrissent, relayées par des arbres de plus grande taille. *Harungana madagascariensis* joue donc le rôle d'une espèce de transition qui prépare le retour de la grande forêt. Ce rôle de régénération forestière, après les déboisements agricoles, préfigure la signification de sa présence dans les savanes. Espèce de lumière, l'Haronga s'installe dans les savanes pâturées, dès que la strate herbacée devient discontinue. Mais elle ne se développe qu'une fois les feux rendus inoffensifs, par manque de combustible herbacé. En effet, l'arbuste, à sève résineuse, se montre sensible aux feux qui l'embrasent comme une torche. Pour cette raison, il ne résiste pas sur les pâturages, au stade du *Panicum pragmitoïdes*. Dès que les feux ne le contiennent plus, il prolifère par drageons, rejets de souche et graines. Il émet de longues racines superficielles qui donnent naissance à de nouveaux pieds, au-delà de la couronne foliaire de l'arbuste d'origine. Les animaux mangent les grappes de petites drupes qui terminent les rameaux. Les graines ne sont pas digérées par les ruminants qui les disséminent dans leurs déjections, au milieu des pâturages, ou qui les concentrent aux aires de repos.

A l'état adulte, l'Haronga étale un feuillage en parasol, de 2 à 5 mètres de haut et très couvrant. La lumière étant tamisée, les arbustes de la première génération finissent par disparaître, étouffés. Lorsqu'il ne se heurte plus à la concurrence d'autres arbustes, le peuplement par Haronga devient monospécifique en 3 ou 4 ans (246). Il laisse entrevoir un sol à nu ou parsemé de petites fougères *Nephrolepis undulata*. A la bordure des couronnes foliaires se tiennent des *Aframomum* et quelques graminées résiduelles. Le bétail circule difficilement entre les jeunes Harongas et ne trouve presque rien à brouter.

246. AUDRU, J., 1977, p. 54.

Bientôt, des espèces forestières s'implantent à l'ombre des Harongas. Ils émettent de longues tiges qui déploient leur feuillage au-dessus du niveau arbustif de l'haronganaie. Celle-ci est condamnée à dépérir à son tour, au profit d'arbres de haute stature et à port élancé. C'est le stade à *Fagara tessmanii*, arbre forestier à grosses épines sur le tronc. A partir de ce moment, l'évolution s'oriente soit vers une emprise forestière complète, soit vers l'ouverture de clairières où un tapis herbacé peut se reconstituer. Mais le retour à une végétation à dominante herbacée reste hypothétique, surtout si le bétail revient tout de suite charger les clairières.

En années très sèches, le boisement arbustif à *Harungana* subit parfois des destructions brutales. Même sans le support d'une strate herbacée, le feu peut s'emparer des feuillages de l'Haronga, au stade de leur densité optimale, et les consumer. Mais une strate herbacée ne se renouvelle pas pour autant ; l'envahissement arbustif se reconstitue en quelques années.

Le processus de dégradation des pâturages se décompose donc entre les phases schématisées par le tableau 32. Jusqu'au stade 3, la végétation peut évoluer dans un sens ou dans l'autre, selon les modalités de la pâture. Mais, à partir du 4e stade, l'évolution devient irréversible. Les clairières herbeuses du stade 6 pourraient servir d'amorce à une nouvelle végétation herbeuse, en l'absence de toute pâture. Pourtant, même dans ce cas, l'environnement végétal ne serait plus le même qu'au premier stade.

Tabl. 32 : *Modèle Adamaoua d'évolution des savanes pâturées*

stade d'évolution	1	2	3	4	5	6
feux annuels	-	+	+	-	-	-
pâture	-	+	++	++	(+)	-
strate herbacée	*Androp. gay.*/grandes *Hyparrhenia*	grandes *Hyp.*	*Panicum phrag./Urel.*	graminées basses	sol nu	clairières herbeuses
strate ligneuse			jeunes arbustes divers	arbustes divers/ Haronga	Haronga/ jeunes pieds forestiers	arbres forestiers

La situation des bas plateaux. A la fois du côté centrafricain et camerounais, la partie orientale de l'Adamaoua juxtapose un enchaînement presque complet de dégradation des savanes. La station fourragère de Wakwa, près de Ngaoundéré, a expérimenté le même processus, en jouant sur plusieurs facteurs : la nature des sols, le régime des feux, la charge et le rythme de la pâture (247). Où se situent les pâturages des bas plateaux de l'Ouest-Cameroun dans ce mécanisme de dégradation ?

247. RIPPSTEIN, G. et BOUDET, G., 1977, "Expérimentations sur parcours de savanes tropicales humides".

Les éleveurs n'exploitent en continu le plateau de Wum que depuis 2 à 3 décennies. Cette durée a suffi pour faire disparaître *Andropogon gayanus*. Même les grandes *Hyparrhenia* ne subsistent qu'en touffes éparses, en secteurs d'élevage plus récents (Nyos) où le bétail les rabat fortement. Le troisième stade, si important, n'est représenté que par *Panicum pragmitoïdes*, dans un contexte significatif.

La grande graminée de substitution recouvre les hauts d'interfluves proches d'Essu et les collines qui dominent la surface de Wum. Elle signale des secteurs intensément pâturés mais correspond surtout à des sols développés sur socle granitique. Or, les expérimentations effectuées à Wakwa ont démontré qu'une pâture continue, associée à des feux précoces, conduit à une progression de *Panicum phragmitoïdes* sur sols granitiques et à son recul sur sols volcaniques (248).

248. RIPPSTEIN, G., 1986, tabl. 43 et 47.

Aux environs de Wum, la plupart des formations herbeuses sur sols volcaniques échappent au schéma précédent car elles portent l'empreinte d'une mise en culture. Une pâture intense modifie la végétation des vieilles jachères, selon une trajectoire parallèle aux savanes non cultivées. Les éleveurs reconnaissent qu'à leur arrivée, ils ont trouvé des étendues herbeuses à grands sissongo (*Pennisetum purpureum*), graminée typique de jachères en zone humide. A présent, ces bons pâturages sont remplacés par les feuilles courtes et droites d'*Imperata cylindrica*. Les animaux les con-

somment volontiers à l'état jeune mais ils s'en détournent vite, dès que les feuilles durcissent. Les éleveurs de Wum affirment que le bétail s'est accoutumé à l'*Imperata*. C'est tout de même un fourrage de qualité médiocre.

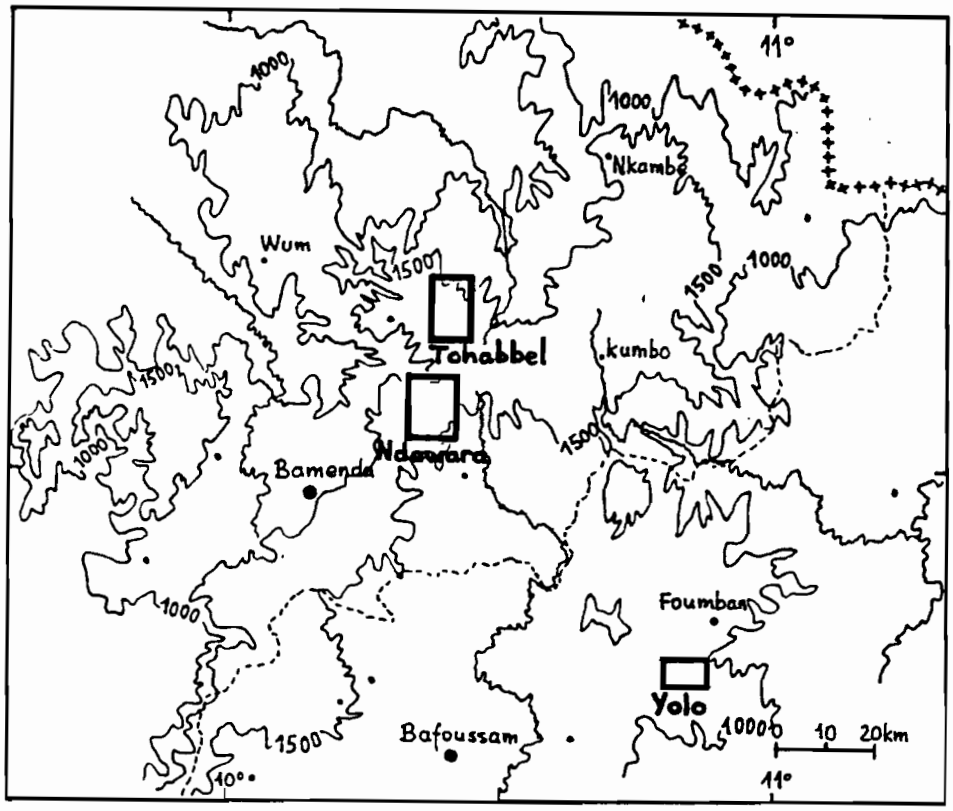


Fig. 91 : ***Localisation des exemples de pâturages dégradés***

Le stade suivant de dégradation des savanes est surtout représenté à Wum par des étendues de graminées basses aux abords de campements anciens. Il s'agit de fines *Eragrostis* et de petites touffes de *Sporobolus pyramidalis*. Le *Panicum phragmitoïdes* se résorbe en touffes discontinues et à demi broutées sur les pentes. Les arbustes de première génération sont présents mais ils essaiment encore peu, malgré la réduction de la strate herbacée. Tout se passe comme si les charges en bétail avaient augmenté de façon brutale, sans donner le temps aux arbustes de proliférer. Pourtant, le danger arbustif n'est pas écarté : à l'est de Essu et à l'ouest de Wum, des pieds d'Haronga se dispersent déjà sur des interfluves râpés par le bétail. Il suffit que le feu ne passe plus durant quelques années pour que ces amorces se transforment en vastes haronganaies. L'envahissement arbustif, surtout aux environs d'Essu, risque de progresser plus vite que selon le modèle de l'Adamaoua.

Les pâturages du plateau bamoun présentent presque tous les stades de dégradation, en liaison avec une pâture plus ancienne qu'à Wum. Des

formations à grandes *Hyparrhenia* ne subsistent qu'à la bordure sud du plateau et en bas des plaines du Mbam. *Panicum phragmitoïdes* mais surtout *Urelytrum* composent de grandes plages de pâturages entre Foumban, les monts Mbam et Nkogam. Au début des pluies, la strate herbeuse étant abondante, le bétail s'y reporte durant plusieurs mois. Aussi, en début de saison sèche, les animaux ont-ils rabattu toutes les tiges à ras, malgré l'amertume des *Urelytrum*. En hauts d'interfluves, le couvert herbeux se distend déjà en touffes isolées, qui découvrent un sol à gravillons ferrugineux. Des tapis de graminées basses entourent les campements situés en hauts de versants. En de nombreux secteurs du plateau, les feux ne passent plus en saison sèche, ce qui déclenche l'essor du premier cortège d'arbustes : Hyménocarde acide, Annone du Sénégal, Piliostigma de Thonning et *Combretum*. De jeunes pieds de *Daniellia oliveri* s'insinuent entre les arbustes, surtout en hauts d'interfluves, sur sols gravillonnaires. Les nouveaux arbustes offrent des gîtes aux moustiques dont les éleveurs se plaignent, en saison pluvieuse. Le piémont du mont Nkogam et les environs de Fomloum illustrent l'encombrement arbustif de savanes autrefois sans ligneux.

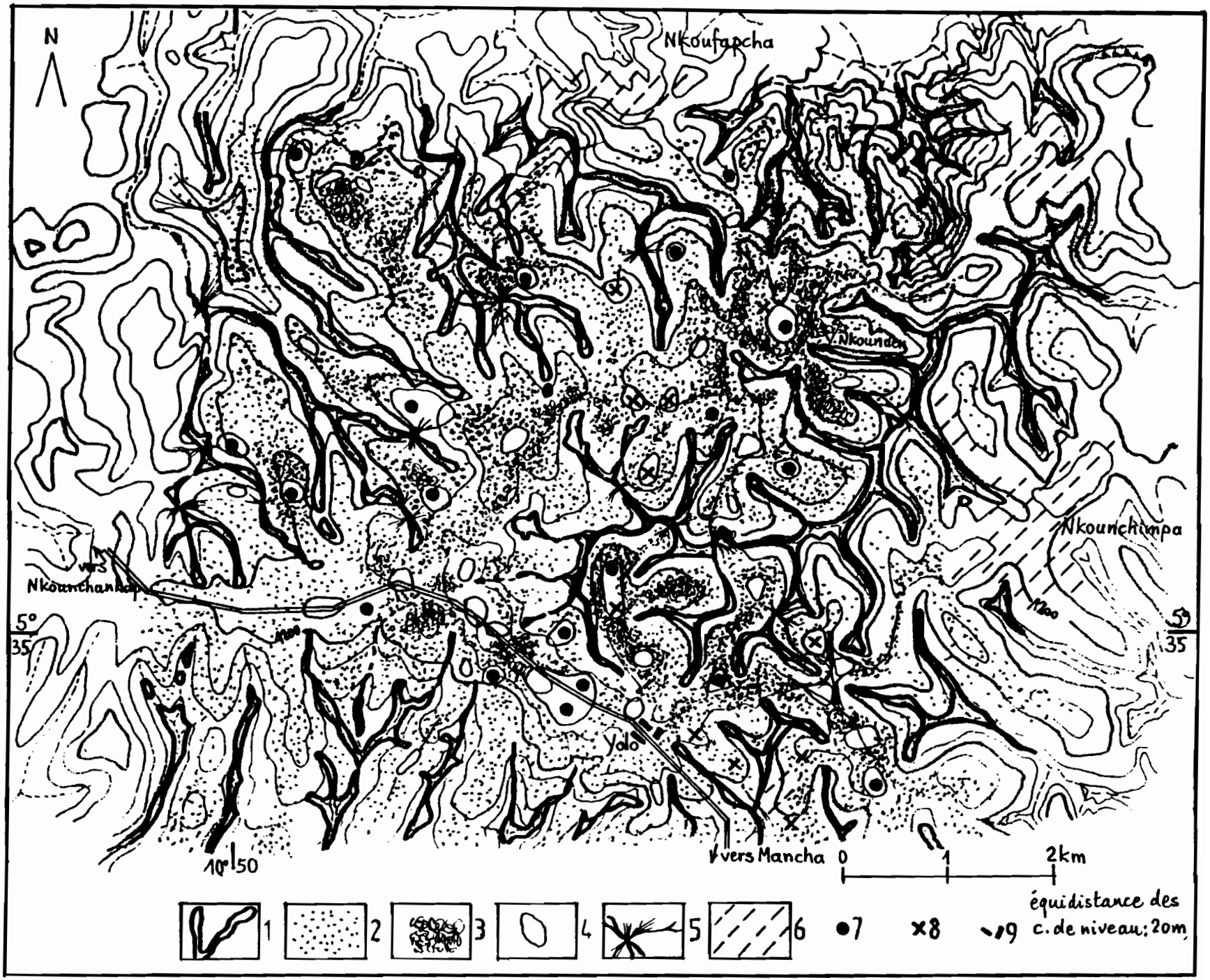
La réduction de la strate herbacée finit par offrir des conditions favorables à l'Haronga. En 1975, il a déjà pris pied en plusieurs endroits du plateau. Au nord de Foumban, ce ne sont encore que des bosquets épars. Mais à une dizaine de kilomètres au sud de Foumban, une véritable haronganaie s'est développée à Mancha-Yolo (fig. 92).

A 1.200 mètres d'altitude, les interfluves sur basaltes déroulent de larges ondulations, entre des galeries forestières encastrées dans les creux de relief. Le secteur couvre environ 40 km2.

Des photos aériennes prises en 1964 attestent déjà un envahissement arbustif dense au nord de la piste de Mancha. Un semis serré d'arbustes couvre les dos d'interfluves du secteur pastoral, contrastant avec les savanes dégagées, aux abords des terroirs voisins. Il s'agit surtout d'Hyménocardes acides en hauts de versants et de faux karités (*Lophira lanceolata*) sur les pentes. Les éleveurs disent avoir trouvé ces arbustes, à leur arrivée, au début des années cinquante. Dès les années quarante, d'autres éleveurs envoyaient des troupeaux dans le secteur, sous la garde de jeunes. Mais ils les retirèrent, des lions attaquant les animaux. Au début des années cinquante, la grande faune a disparu du plateau. Seules, subsistent des hyènes qui, elles aussi, se raréfient.

En 1964, au piquetis dense mais peu couvrant des Hyménocardes s'ajoute le couvert étalé des Harongas autour de quelques campements. Celui de l'endroit appelé Yolo-Nkounden commence à fermer les pâturages et à se diffuser sur les interfluves voisins. C'est là que réside l'éleveur le plus riche de la contrée. D'autres campements s'entourent de plages de graminées basses, où la coupe des arbustes comme bois de chauffage maintient un paysage dégagé. Campements d'éleveurs et abris de bergers sont très nombreux, souvent à moins d'un kilomètre d'écart. La densité de l'habitat pastoral laisse augurer de fortes charges en bétail. Pourtant, peu d'érosion se manifeste au milieu des interfluves. Les seuls décapages du sol se localisent aux traversées des galeries forestières par les pistes à bétail. Sur les versants, elles s'entourent de traînées d'arbustes.

Une dizaine d'années plus tard, Yolo est réputé pour son haronganaie. L'arbuste a submergé tout l'interfluve central, sur une longueur de 5 kilomètres. Il s'imbrique



1 : galeries forestières,
2 : premiers arbustes (Hymenocardes),
3 : taillis d'Harongas,
4 : graminées basses,
5 : pistes à bétail érodées,
6 : terroirs,
7 : campement d'éleveur,
8 : abri de berger,
9 : marché

Fig. 92 :

Envahissements arbustifs à Yolo (Bamoun)

encore avec des Hyménocardes mais son feuillage en parasol commence à les étouffer. La strate herbacée est maigre et discontinue, même en début de saison des pluies. Sur de grandes plages de sol dénudé, Haronga drageonne des auréoles de jeunes pieds.

De même que la première génération d'arbustes, l'Haronga ferme d'abord les hauts d'interfluves où les troupeaux passent et repassent. Il élimine les graminées. En bas de versants, près des galeries forestières, le tapis herbacé est un peu mieux préservé. Le paysage ancien des savanes arbustives ne se retrouve qu'à quelques kilomètres au sud de la route de Mancha. C'est un nouveau secteur d'élevage, d'altitude moindre.

En 1973, plusieurs éleveurs, apparemment sédentarisés à Yolo, décident de partir, leurs pâturages étant condamnés. Ils vendent les animaux sur place et s'en vont jusqu'en Centrafrique, rejoindre d'autres membres du lignage. Ceux qui restent écartent les troupeaux de l'haronganaie. Jusqu'à ce qu'ils se résignent, eux-mêmes, à rejoindre les premiers partis.

Il a suffi de deux décennies de pâture intense à Yolo pour que les pâturages soient détruits et, probablement, pour longtemps. Le milieu végétal se dégrade plus rapidement qu'en Adamaoua. La courte durée de la saison sèche sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun réduit la probabilité des feux de brousse. Il est rare qu'ils embrasent les feuillages d'arbustes, sans support herbacé abondant. La rapidité des réactions végétales à la pâture augure mal de la pérennité de l'élevage en bas plateaux.

Le modèle des Grassfields

Les savanes pâturées à basse et moyenne altitudes sont sujettes à des envahissements arbustifs rapides qui préparent l'installation de forêts denses. Lorsque l'altitude devient plus élevée, la dynamique spatiale des ligneux se ralentit. Il est probable que l'abaissement thermique lié à l'altitude modère leur croissance. De plus, les arbustes conquérants dans le modèle "Adamaoua" disparaissent les uns après les autres.

L'Hyménocarde acide se fait rare au-dessus de 1.300 mètres. L'Annone du Sénégal monte jusqu'à 1.400 mètres sur le plateau de Konene et les abrupts au-dessus de la plaine de Ndop. Quant à l'Haronga, il se tient seulement en bordure de galeries forestières sur le plateau de Konene, comme en position de repli. Il ne prend pied sur des pâturages à 1.400-1.500 mètres qu'à la faveur de pistes à bétail érodées, reliant Ndawara à la plaine de Ndop. Ce n'est plus l'arbuste offensif du plateau bamoun.

L'altitude de 1.400-1.500 mètres marque un changement dans l'évolution des pâturages. L'effacement des arbustes de type Adamaoua, le passage des savanes surmontées de ligneux à des prairies ouvertes manifestent la prépondérance des formations herbacées. Bien que les prairies montagnardes proviennent de la destruction d'une ancienne forêt, ce remplacement remonte dans un passé lointain. A la limite, les prairies au-dessus de 1.500 mètres représentent une végétation sub-climacique. Les limites entre forêts et prairies apparaissent globalement stables depuis longtemps.

L'opposition entre les sols forestiers et ceux de prairies atteste l'ancienneté du partage de l'espace montagnard entre les deux types de végétation. Sous forêt, les sols sont humifères, relativement profonds et ne contiennent pas ou très peu de graviers. Au contraire, en secteurs herbeux, les sols humifères concentrent des graviers et surtout des cailloux dans l'horizon B, à la suite, probablement, d'un remaniement par une activité biologique intense dans le sol (249).

249. MULLER, J.P. et al., 1972, p. 167.

Cet horizon grossier introduit une discontinuité dans le profil du sol et restreint la partie utile aux racines à l'horizon A humifère. Le parallélisme entre le type de végétation et les caractéristiques des sols prouve une longue stabilité du paysage végétal. La forêt montagnarde ne progresserait pas, d'elle-même, aux dépens des formations herbacées. Inversement, en l'absence de déboisement agricole, elle ne reculerait pas, même dans le contexte de feux annuels. Les arbustes de lisière, résistants aux morsures du feu, assureraient une ceinture protectrice.

Les substitutions de graminées. Une pâture intense et prolongée remet en cause la stabilité des formations végétales de montagne. Le processus est parallèle à celui qui affecte les pâturages de bas plateaux mais les espèces pionnières diffèrent et les changements deviennent plus lents.

Les prairies actuelles à *Sporobolus africanus* ont remplacé des formations à grandes *Hyparrhenia*, *Andropogon* et peut-être à *Loudetia*, comme l'indiquaient les hauteurs non pâturées d'Obudu, au début des années cinquante (250). Avant cette association de graminées adaptées à des feux annuels, *Melinis minutiflora* caractérisait peut-être des prairies encore plus anciennes, non soumises à des feux réguliers. Actuellement, elle ne subsiste qu'en jachères protégées.

250. TULEY, P., 1966, "The Obudu Plateau", p. 906.

Le remplacement des grandes graminées par les touffes homogènes de *Sporobolus* va de pair avec des modifications dans la partie supérieure des sols. Le chevelu racinaire des *Hyparrhenia* exploitait un horizon A très humifère, à structure grumeleuse ou polyédrique ménageant de nombreux vides, véritable éponge poreuse aisément pénétrable par les radicelles. Elles se diffusaient de façon uniforme dans l'horizon meuble, en étant nombreuses jusqu'à une vingtaine de cm de profondeur (251). Ces facilités d'enracinement s'accompagnaient d'un bon taux de recouvrement du sol par les graminées.

251. MULLER, J.P. et al., 1972, annexe : profil BAM 30, p. 382.

Les sols de prairies à *Sporobolus* vont de pair avec un horizon superficiel des sols plus tassé. Sa structure, de grumeleuse et fine à très fine, devient «nette, polyédrique subanguleuse fine » (252). Le système racinaire des graminées n'exploite que les vides entre ces assemblages compacts. Les touffes de *Sporobolus* ne recouvrent plus le sol en continu.

252. idem, p. 164.

Avec un degré de recouvrement moindre et un développement feuillu plus restreint, la prairie à *Sporobolus* entraîne une réduction de moitié de la biomasse végétale disponible aux animaux. Elle passe d'une dizaine de tonnes de matière sèche/ha à 5 (253). Capable de supporter des feux annuels, la nouvelle graminée figure comme l'homologue, à haute altitude, du stade à *Panicum phragmitoïdes* en bas plateaux. Comme ses touffes n'as-

253. D'après les mesures effectuées à la station de Bambui, la production d'une prairie à *Sporobolus* serait de 5,6 t/ha en matière sèche (NDUMBE, R.D., 1977, "Les pâturages, les aliments du bétail, l'embouche").

surent pas un couvert continu, au niveau proche du sol, elle n'évite pas un ruissellement superficiel par filets anastomosés. Mais les touffes empêchent ces filets de se concentrer et de creuser des rigoles. Ils entraînent seulement de minces pellicules de sables déliés. L'écran des touffes d'herbe absorbe une grande partie de l'énergie cinétique des pluies violentes, amortissant leur choc à la surface du sol. La prairie à *Sporobolus* freine l'érosion par les eaux pluviales. Enfin, c'est une formation réversible : il suffit d'une charge allégée ou d'une pâture par rotation pour que de grandes graminées reprennent l'avantage. A l'inverse, la structure plus ouverte de la strate herbacée donne prise à des plantes envahissantes, notamment à des fougères.

Les fougeraies. Dès le stade des *Hyparrhenia*, des fougères Aigle se tiennent en lisière des galeries forestières. *Pteridium aquilinum* fut récolté en 1948, sur des hauteurs d'Obudu, où pourtant le bétail n'avait jamais séjourné (254). Cependant, les grandes graminées contiennent les fougères en bas de vallons. Au stade du *Sporobolus*, elles montent progressivement sur les versants. Une fougeraie homogène finit par couvrir les pentes, ne laissant en herbe que les dos d'interfluves.

254. KEAY, R.W.J., 1979, "A botanical study of the Obudu Plateau and Sonkwala mountains", p. 114.

L'emprise croissante des fougères sur les hauts plateaux est facilitée par des sols généralement acides. Leur pH se situe aux environs de 5 en horizon superficiel ; il ne remonte à 5,5 ou 6 que vers 1 m de profondeur (255). Une analyse de sol, sous une friche envahie de graminées et de fougères, a relevé un pH de seulement 4,8 dans l'horizon superficiel (256). Sous cette pellicule acide, le pH se relève à 5,1 puis à 5,4 vers 50 cm de profondeur. L'acidité des sols provient d'un lessivage intense par des pluies abondantes et chaudes. Elle est surtout sensible sur les sols qui dérivent de matériaux trachytiques, les roches basaltiques étant plus riches en calcium. Mais les dernières ne sont représentées que par des épandages restreints, l'essentiel des hauts plateaux étant bâti dans les trachytes.

255. Les fougères ne supportent précisément qu'un pH maximum de 5 à 6.

256. MULLER, J.P. et al., 1972, annexe p. 340 et 422.

Les fougères s'étalent davantage en situation d'abri climatique qu'en façades très humides. Mais leur installation dépend surtout de la pâture. Une pâture prolongée, en relief accidenté, modifie le modelé des pentes. Le bétail circule selon les courbes de niveau, en prenant l'habitude d'emprunter toujours les mêmes passages. Au terme de quelques décennies, le profil régulier des versants évolue vers une succession de terrassettes, raccordées par de petits décrochements (fig. 93).

Aux zébrures du modelé correspondent des alternances de sols qui se différencient par leur horizon superficiel. Les replats des terrassettes, tassés par le piétinement, présentent un horizon humifère « en lamelles dures, non prospectées par les racines, imperméables, sèches » (257). Au contraire, les décrochements, non piétinés par les animaux, gardent une structure superficielle meuble et aérée. Les touffes de *Sporobolus* s'accrochent aux banquettes, tant que le compactage des sols ne les ferme pas complètement. Les raccordements pentus ne portent que des trèfles et de petites plantes qui couvrent mal le sol. C'est là que les fougères prennent pied, grâce à une cohésion moindre des sols. En forte pente, les jeunes crosses de fougères ne sont pas piétinées ni brisées par les animaux. Au terme de quelques années, le bétail circule sur les banquettes, entre des bandes homogènes de fougères. Il ne se nourrit que de lignes étroites de *Sporobolus*, de chaque côté des

257. idem, p. 144. Sur une pente de 30 %, les terrassettes pastorales juxtaposent des replats de 30 cm de large à des mini-talus de 10 à 15 cm de dénivelée (NGOUFO, R., 1988, p. 281).

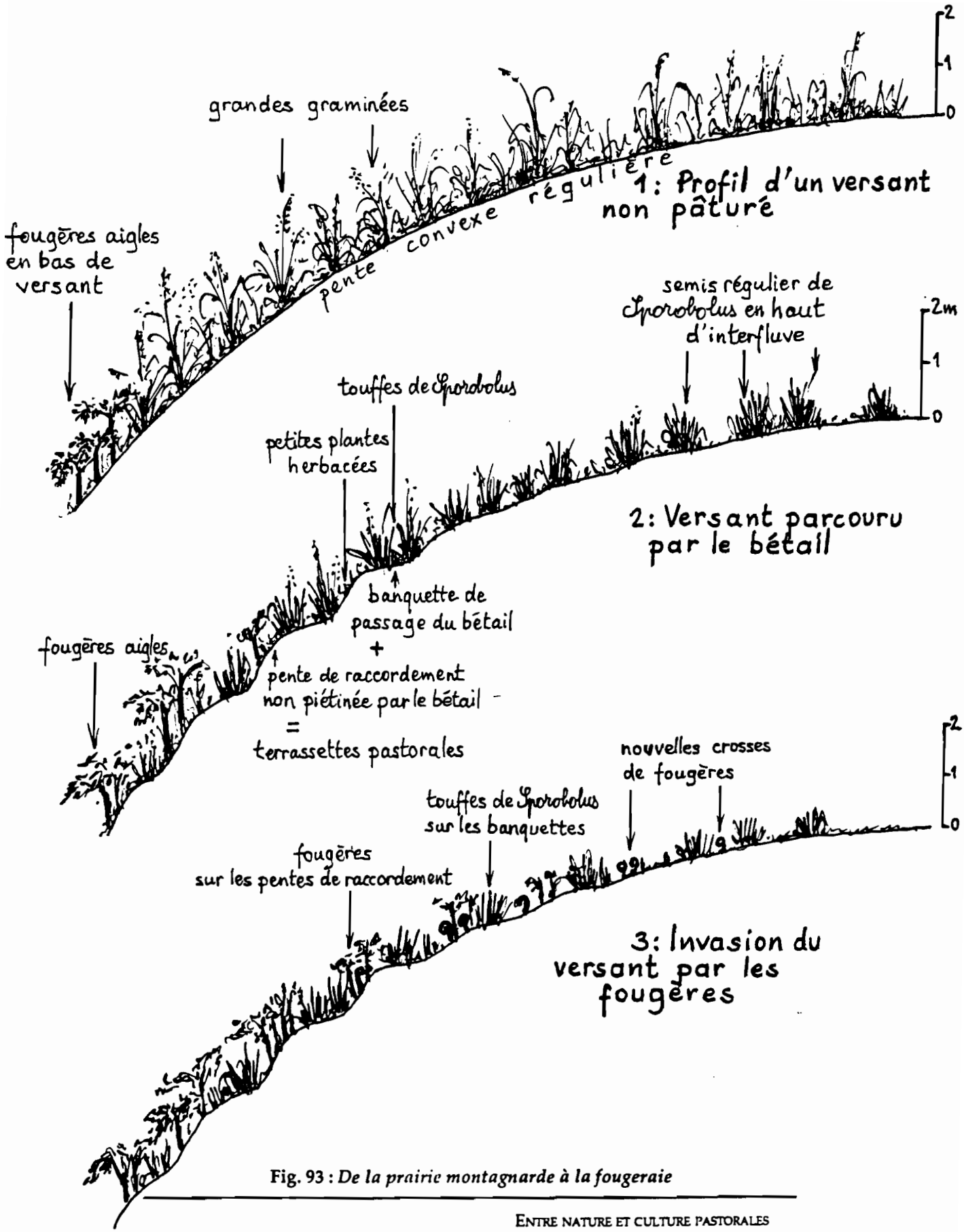


Fig. 93 : *De la prairie montagnarde à la fougeraie*

sentes. En haut d'interfluves, les pentes s'infléchissent et ne canalisent plus les passages des animaux, si bien que l'avance des fougères se trouve freinée. En pâturages fortement envahis par les fougères, les secteurs pâturables se réduisent aux dos d'interfluves.

Les fougères amorcent donc la conquête des prairies par les portions de pentes à sols meubles, entre les alignements de *Sporobolus*. En ameublissant l'horizon supérieur du sol, les cultures à haute altitude favorisent également l'installation de fougères, dès les premières années de mise en jachère. Il est reconnu qu'elles prolifèrent sur des sols profonds et bien draînés.

De nombreuses particularités biologiques favorisent la prolifération des fougères. D'abord, elles bénéficient de deux cycles végétaux par an. Elles démarrent après les feux de saison sèche, avant les premières pluies. Alors que les pousses de *Sporobolus* sortent à peine, en mars-avril, les crosses vertes des jeunes fougères parsèment déjà les pentes. La croissance de leurs frondes s'accélère en mai-juin et s'achève le mois suivant. Leur densité est alors forte, de 1.000 à 2.000 pieds sur 100 m2, à 2.000 mètres d'altitude (258). Elles éliminent les rares touffes de *Sporobolus* qui subsistent. Puis les fougères se dessèchent sur pied dès septembre-octobre, avant même la fin des pluies. Le bétail circule, à la recherche d'une herbe rare, entre les fougères durcies qu'il casse et piétine.

258. ROUSVOAL, D., 1981, "Lutte contre la fougère Pteridium aquilinum dans les pâturages d'altitude du Nord-Ouest du Cameroun".

D'après D. ROUSVOAL, cette destruction des fougères sèches par les animaux déclencherait la nouvelle pousse, à partir de novembre. Des crosses verdoyantes apparaissent à nouveau, dans une prairie complètement desséchée. Le second cycle végétal se déroule jusqu'en février, grâce aux réserves contenues dans les rhizomes. Ce cycle de contre-saison attire l'attention des observateurs sur la progression des fougères. Pourtant, il est secondaire par rapport à l'exubérance végétale du cycle précédent. L'agrostologue déjà cité a mesuré une densité de "seulement" 690 frondes sur un placeau de 100 m2, à la fin de février. Les fougères de saison sèche restent de taille plus petite et finissent, embrasées par les feux. Mais elles sont dangereuses pour le bétail, tenté de consommer les jeunes crosses, les seules plantes vertes en altitude à cette époque de l'année.

L'extension de la fougeraie aux dépens des prairies tient à ces deux cycles annuels. Les fougères Aigle se reproduisent à la fois par rejets à partir des rhizomes superficiels et par dispersion de spores qui germent. Les frondes émettent des phyto-toxines qui, entraînées par l'eau dans le sol, inhibent la croissance d'autres plantes (259). Les fougères sont sensibles aux feux qui détruisent la seconde génération. Cependant, elles survivent, grâce aux rhizomes profonds. Le passage du feu déclencherait le premier cycle annuel, permettant aux fougères de prendre de l'avance sur les plantes herbacées qui ne disposent pas de réserves souterraines.

259. ANYE TIBUI, J., 1983, "L'amélioration des pâturages naturels; la lutte contre la fougère *Pteridium aquilinum* dans les pâturages d'altitude du Nord-Ouest du Cameroun".

L'installation d'une fougeraie réduit à peine la biomasse végétale produite par une prairie à *Sporobolus*. Une mesure à 1.800 mètres aboutit à 4,9 t/ha de matière sèche, dans une formation où les fougères interviennent pour 67 % du couvert ; les fougeraies sèches alimentent donc des feux annuels aussi violents que ceux entretenus par les prairies à *Sporobolus*.

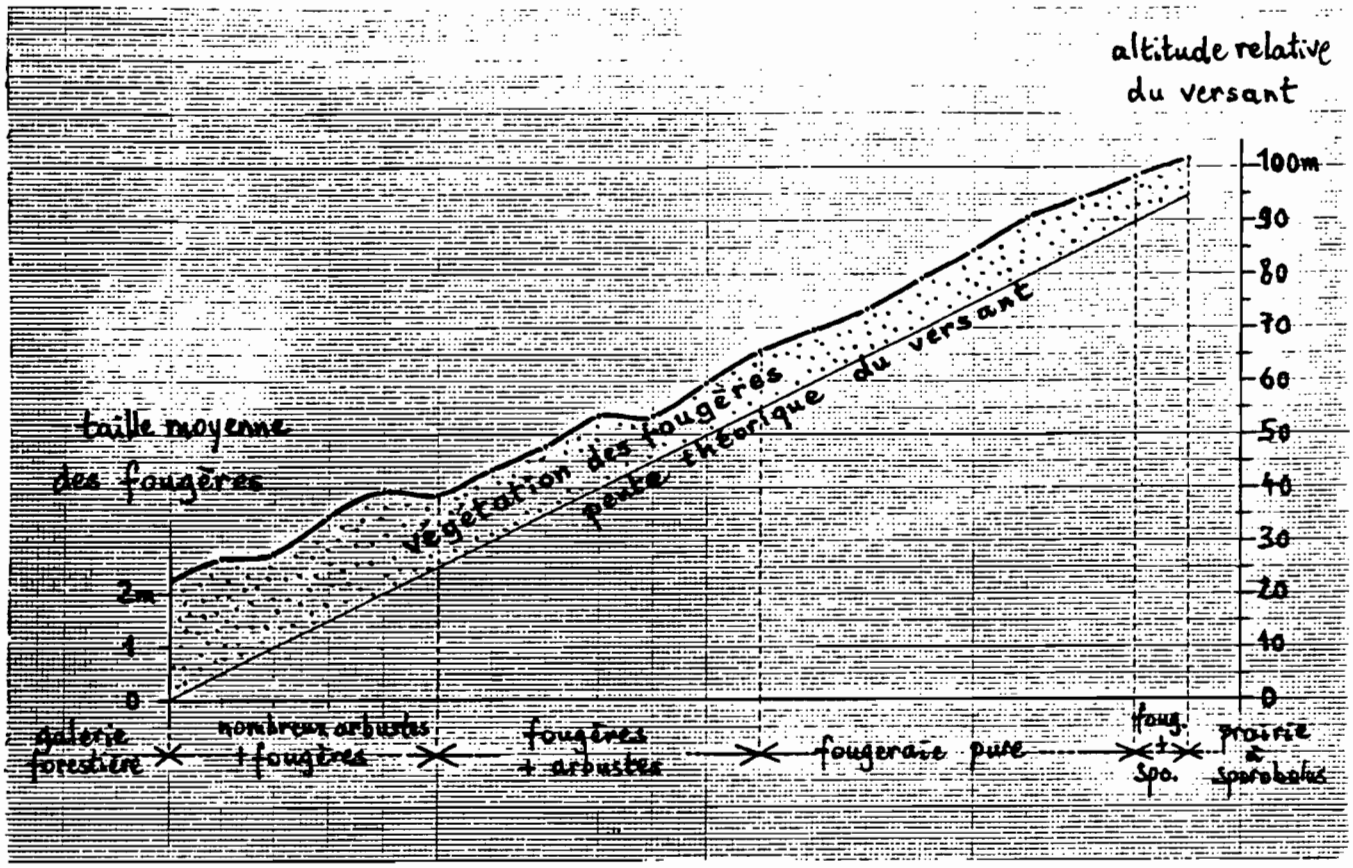


Fig. 94 : ***Schéma du profil d'une fougeraie sur un versant*** *(d'après D. ROUSVOAL, 1981).*

Le profil d'une fougeraie évolue le long d'un versant (fig. 94). En bas, sur sols profonds, les fougères se mêlent à des arbustes ; elles atteignent jusqu'à 2 mètres de haut, composant des fourrés difficilement pénétrables par le bétail. En remontant les versants, les arbustes diminuent en densité; de même, la taille des fougères passe rapidement à 1m 30. Enfin, les hauts de versants sont couverts d'une fougeraie pure dont la taille se réduit à 1 mètre ; les sols humifères en dos de terrain, moins profonds, deviennent sujets à des périodes de dessèchement. Le bétail parvient à circuler entre les petites frondes des fougères. A la transition avec la prairie à *Sporobolus*, en haut du versant, la taille des dernières fougères n'excède pas 65 cm.

Bien que la fougeraie produise une masse végétale comparable à celle d'une bonne prairie à *Sporobolus*, l'effet écologique d'un feu alimenté à 1 mètre du sol diffère d'un autre qui consume des herbes, à ras de terre. Il s'avère moins "nettoyant" des jeunes pousses arbustives ou forestières. La fougeraie prépare une colonisation des pâturages par les ligneux (260).

Les éleveurs sont conscients de l'envahissement des prairies par les fougères. ***Toy geene ? agugu jabti pat*** *: « où reste-t-il de l'herbe ? les fougères ont tout accaparé, »* déplorent ceux de Ndu. Ils assistent, impuissants, à la réduction des surfaces pâturables. Les spécialistes reconnaissent la difficulté de combattre une plante aussi agressive et bien adaptée au milieu montagnard (261).

260. En Inde du sud, les montagnes Palni et Nilgiri, en climat tropical, portent également des fougeraies au-dessus de 1.500 mètres. Ces fougères, surtout lorsqu'elles se présentent en formations pures, sont considérées comme le support de la pénétration du feu au sein des forêts de montagne (BLASCO, F., 1971, "Montagnes du sud de l'Inde"). Aux Grassfields, elles annoncent plutôt une reprise des ligneux sur la végétation herbacée.

261. J.O.N., 1959, "Obudu cattle ranch".

En 1976, la station de Bambui entreprend des recherches pour éradiquer les fougères par l'aspersion d'herbicides. Les défoliants ne sont pas retenus, car ils n'atteindraient pas les rhizomes. Les essais portent donc sur des herbicides systémiques, à absorption par les feuilles. Au terme de plusieurs tentatives, deux produits sont sélectionnés pour leur efficacité destructrice. De plus de 1.000 frondes sur 84 m2, il n'en subsiste qu'une cinquantaine, un an après le traitement (262). Quatre ans plus tard, les parcelles traitées restent peu envahies par les fougères (263).

262. ROUSVOAL, D., 1981, p. 105.
263. ANYE TIBUI, J., p. 25.

Mais l'application en vraie grandeur d'herbicides sur les fougeraies soulèverait de nombreux problèmes. Des difficultés techniques d'abord : l'application serait restreinte à la petite génération des fougères de saison sèche. En effet, un traitement en saison pluvieuse risquerait fort d'échouer, des chutes de pluies emportant le produit trop tôt. Le prix de revient de l'aspersion de vastes superficies serait exorbitant, pour un élevage extensif. Enfin, l'élimination des fougères devrait être suivie d'une replantation rapide en graminées, afin de ne pas laisser les sols à nu (264). D'un point de vue écologique, la dégradation des pâturages d'altitude présente au moins l'avantage d'éviter une phase de dénudation des sols. Il ne faudrait pas qu'un traitement chimique des fougères aboutisse à ce résultat !

264. Toutes ces contraintes, difficilement surmontables, ressemblent aux problèmes soulevés par la destruction de l'herbe du Laos à l'aide d'herbicides. Le traitement, envisagé en Centrafrique, se révèle inapplicable.

La station de Bambui a tenté de lutter également contre les fougères par des coupes répétées des frondes. Une succession de 3 coupes en une année diminue de moitié la densité des fougères dont la taille se réduit également. La méthode est plus séduisante que l'emploi d'herbicides. Mais il paraît illusoire de demander aux éleveurs de faucher régulièrement les fougeraies...

Quant aux élevages modernes, ils n'ont pas mieux réussi à enrayer la propagation des fougères. Le ranch du plateau d'Obudu, au Nigeria, tombe à l'abandon au cours des années soixante-dix, ses pâturages étant complètement submergés par des fougeraies. Une mésaventure analogue survient, au début des années quatre-vingt, à l'opération de Tadu, initiée par la Banque Mondiale, à 2.000 mètres d'altitude. Les herbicides employés pour détruire les fougères n'ont pas donné de bons résultats. L'arrêt des feux de saison sèche, interdits, a déclenché une extension foudroyante des fougères. Aujourd'hui, les prairies de Tadu sont parmi les plus "sales" des hauts plateaux. L'échec de Tadu a démontré, a contrario, que les feux de saison sèche contribuent à freiner l'avance des fougères.

D'après les Mbororo, il existe un moyen simple de ralentir la progression des fougères, par l'herbe "kikuyu". ***Kikuyu mbaray agugu*** : *« l'herbe "kikuyu" peut tuer les fougères.* » Mais la généralisation des couverts de "kikuyu" nécessiterait des apports d'engrais aux pâturages menacés ou une rotation de la fumure par le bétail, c'est-à-dire un véritable aménagement de l'espace pastoral...

Les fougeraies d'altitude ne représentent pas, dans leur majorité, des formations "naturelles". Elles signifient que la dégradation des pâturages est déjà bien avancée. La difficulté d'extirper les fougères démontre que ce stade n'est pratiquement plus réversible vers celui de la prairie (265).

265. L'invasion de la strate herbacée par des fougères aigles est spécifique des prairies montagnardes. Des plages de fougères s'introduisent parfois dans les savanes de l'Adamaoua, à 1.000 mètres (Tibati), mais elles ne semblent pas s'étendre.

Les ligneux. L'invasion des fougeraies marque le stade le plus dramatique de l'évolution des prairies d'altitude. Mais elle n'en représente pas le terme. Il est vrai qu'au-delà, les changements végétaux comportent moins d'implications pastorales, le bétail étant virtuellement écarté.

Tant que la densité des fougères reste relativement modérée (moins de 500 frondes/100 m2), quelques espèces prairiales se maintiennent, notamment *Sporobolus*. Les trèfles, manquant de lumière, sont rapidement éliminés. Lorsque la fougeraie couvre le sol en continu, les graminées disparaissent, remplacées par des plantes herbacées non appétées, surtout des Papilionacées (*Crotalaria, Sesbania*) qui supportent l'ombre des frondes. Les fougères sont parsemées des fleurs violettes d'une petite plante qui devient abondante, *Dissotis elliotii*. A tige ligneuse, c'est une annuelle qui rejette, comme la fougère, à partir de rhizomes.

Des ligneux s'installent à la faveur de la fougeraie, attestant une agressivité moindre des feux. Ce sont encore des Hypericacées, comme l'Haronga des bas plateaux, famille d'arbustes héliophiles mais sensibles aux feux. Les *Hypericum* (*riparium* et *lanceolatum*), à fleurs jaunes, dépassent à peine la taille des fougères. Les *Psorospermum aurantiacum* sont déjà des arbustes de 2 mètres de haut, qui drageonnent abondamment, s'ils sont protégés des feux. La fougeraie commence à disparaître sous une formation buissonnante où les feux passent mal.

Ensuite, des arbustes ou de petits arbres, habituellement contenus aux lisières des forêts, s'implantent au milieu des fourrés. *Croton macrostachyus* et surtout *Gnidia glauca* forment des taillis envahissants. Tout se passe comme si les lisières forestières se dilataient, aux dépens des prairies. *Gnidia* peut même s'avancer au milieu des hautes prairies, sans le support d'une fougeraie. Comme il déploie son feuillage en boule à plusieurs mètres du sol, il souffre peu des feux courants, tant que les flammes restent courtes. Le niveau arbustif à *Hypericum* finit par dépérir, sous des boisements de plus en plus denses à *Gnidia*.

Les espèces de lisières constituaient des cordons de protection des forêts montagnardes contre les feux. De même, l'élargissement de leurs auréoles prépare, à long terme, une avancée forestière sur les anciennes prairies. *Gnidia* disparaît à son tour, rabaissé et étouffé dans un sous-bois forestier (fig. 95).

Le processus d'évolution des prairies montagnardes se résume par le tableau 33.

Tabl. 33 : *Modèle Grassfields de dégradation des pâturages.*

stade d'évolution	1	2	3	4	5	6
feux annuels	+	+	+	(+)	-	-
pâture	(+)	++	(+)	-	-	-
strate herbacée	grandes *Hyp./ Androp.*	*Spo./* trèfles	fougères Aigle			
strate ligneuse				buissons à Hypericacées	taillis à *Gnidia*	arbres forestiers

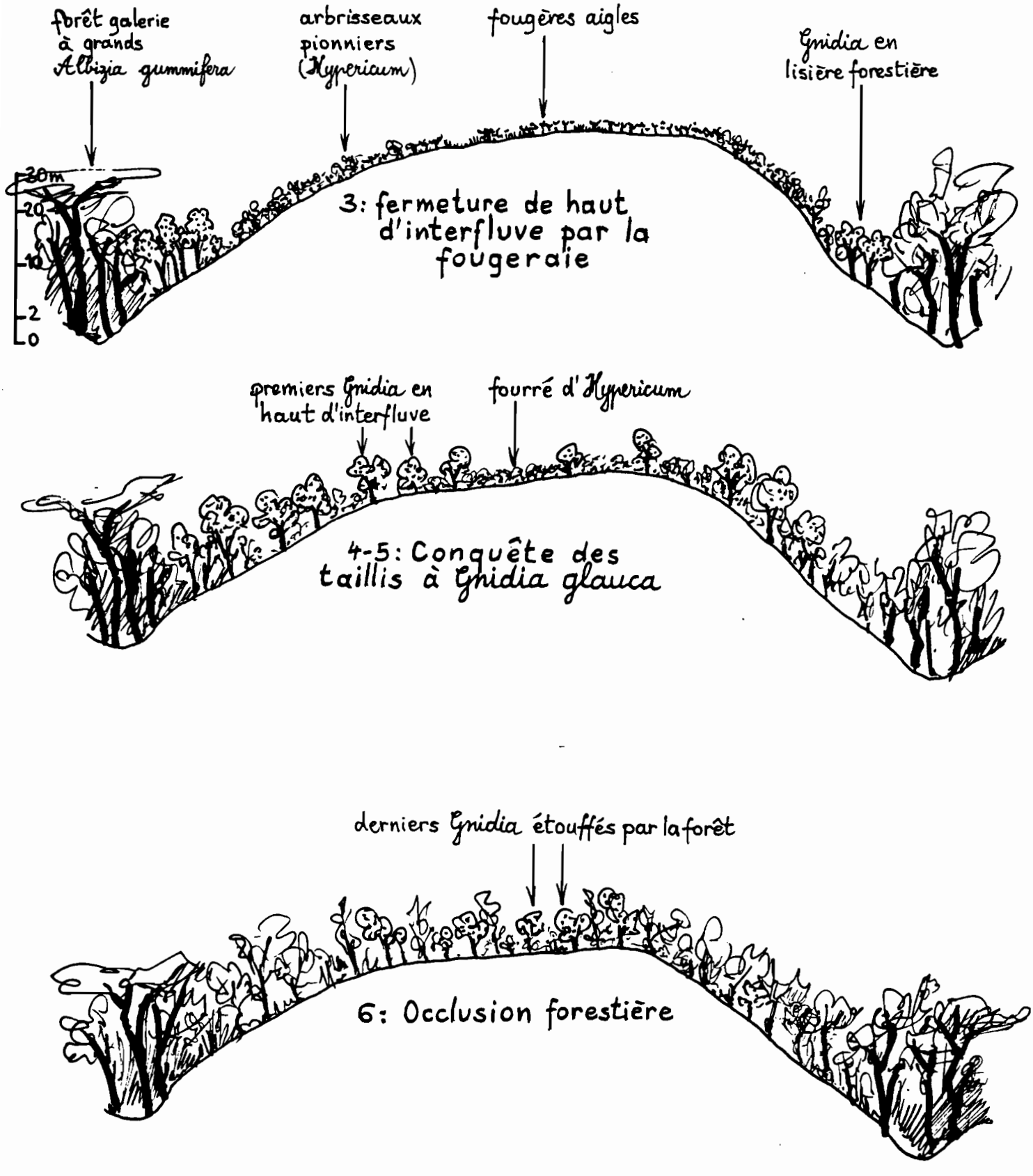


Fig. 95 : *De la fougeraie à la forêt montagnarde*

Au second stade, l'évolution est encore réversible. Ce n'est plus le cas, à partir du troisième. Aux stades ultimes, la tendance à la reprise forestière s'entretient d'elle-même. Les espèces pionnières diffèrent du modèle Adamaoua. Les strates ligneuses se substituent aux strates herbacées alors qu'en bas plateaux, elles peuvent coexister. Mais, au-delà de ces différences, le mécanisme est le même. Il se déroule probablement sur une durée plus longue qu'en Adamaoua, notamment lors des premiers stades, compatibles avec une exploitation pastorale.

La situation des prairies d'altitude. Dès l'époque coloniale, les Anglais avaient explicité la succession en cascade de graminées dominantes en prairies montagnardes, selon l'intensité de la pâture et des feux (266). La prairie à touffes d'herbes ("tussock grass") dérive d'une formation à grandes graminées pour chaumes ("thatching grass"). Elles-mêmes proviennent de formations encore plus anciennes, à *Melinis* ("molasses or oil grass") ou à *Pennisetum purpureum* ("elephant grass"). La fréquence des fougères est bien signalée dans les prairies à *Sporobolus* mais elle ne représente pas encore un danger pastoral. A la limite, les Anglais admettaient sa présence : « bracken is particularly marked in the early rains when it is eaten without ill effect » (267). A cette époque, l'objectif consistait à réduire l'emprise des touffes de *Sporobolus*, au profit de graminées de meilleure qualité fourragère et plus couvrantes : « a thick low cover dries out much less quickly during the harmattan » (268).

266. MC CULLOCH, J.M., 1948, "Grazing improvement in Bamenda Division".

267. idem, p. 282.

268. idem, p. 284.

Actuellement, le problème crucial des pâturages s'est déplacé d'un cran dans leur évolution. Il s'agit de sauvegarder la végétation herbeuse, face à l'expansion des fougeraies. Désormais, c'est le maintien du cheptel lui-même qui se trouve mis en cause. Certes, l'avance des fougères est un processus long et progressif. Mais elle semble s'être accélérée dans les années soixante et soixante-dix. En simplifiant, les prairies d'altitude à grandes graminées puis à *Sporobolus* ont supporté une pâture intense durant 40 à 50 ans. Puis, la végétation herbacée n'a plus résisté, la rupture étant marquée par l'invasion des fougères qui excluent le bétail.

Cependant, l'évolution du couvert végétal et ses répercussions sur l'élevage sont complexes. Pour les éleveurs, il existerait un seuil critique de densité en fougères (269). Jusqu'à une certaine densité, qu'il serait utile de quantifier, la formation reste pâturable, les animaux évoluant parmi les frondes, en prélevant leur nourriture sur les graminées qui subsistent. Au-delà, les éleveurs jugent que le secteur n'est plus pâturable, la forte densité des fougères affectant les espèces appétées et leur qualité fourragère. Bien qu'encore mixte, la formation est alors perçue comme une fougeraie et le bétail retiré. Plutôt qu'une accélération soudaine de la dynamique des fougères, c'est ce seuil de rupture qui aurait été franchi en de nombreux secteurs. Il marque l'aboutissement d'une longue coexistence entre les graminées (le *Sporobolus*) et les fougères. L'équilibre entre les deux plantes, leur répartition dans les profils de versants, tout cela bascule.

269. ANYE TIBUI, J., 1983, p. 57.

Les fougères n'envahissent pas tous les hauts plateaux. A 1.500-1.600 mètres, de vastes prairies à *Sporobolus* restent indemnes, aussi bien en climat très pluvieux (Fundong, Bafumen) qu'en situation d'abri climatique (Nkambe, Ndu). Les fougeraies les plus spectaculaires surviennent à partir

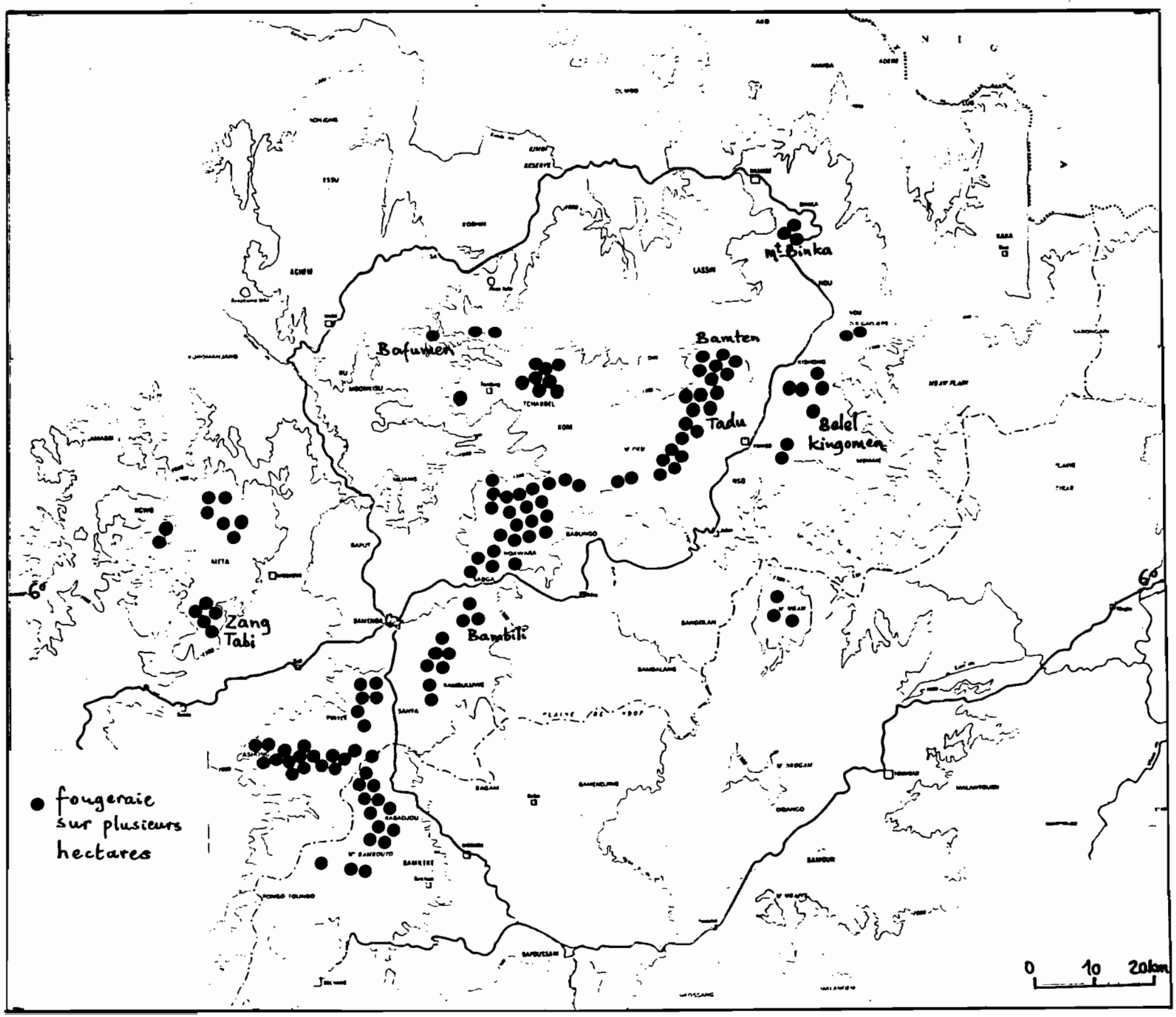


Fig. 96 : ***Localisation des principales fougeraies aux Grassfields***

de 1.700 mètres et s'insèrent jusqu'à 2.200, parfois 2.300 mètres. Elles présentent deux faciès : la fougeraie pure, formation homogène et de petite taille s'oppose à la fougeraie buissonnante, végétation plus hétérogène où des fougères de grande taille s'imbriquent avec des ligneux. Les deux faciès se succèdent sur chaque versant, en rapport avec des sols plus ou moins profonds. Ils s'étagent également en altitude. Les fougeraies buissonnantes s'étendent souvent à moins de 2.000 mètres d'altitude, tandis qu'à la limite supérieure, les fougeraies restent pures et de taille réduite. Cependant, les faciès des fougeraies expriment surtout des stades de dégradation des pâturages. Dans chaque secteur, le type de fougeraie renvoie à une histoire pastorale, en particulier à des charges en bétail plus ou moins fortes et prolongées.

En haut de Ndawara, les fougeraies submergent une grande partie des pâturages. Ce fut l'un des premiers secteurs d'élevage des Grassfields, fortement chargé en bétail dès les années vingt. A des altitudes équivalentes (1.900-2.000 m), les fougères commencent seulement à couvrir les hauteurs de Meta qui furent occupées plus tardivement par les éleveurs. Le soubassement granitique des hauts plateaux Meta se traduit pourtant par des sols propices à la diffusion des fougères. Localement, par exemple à Zang Tabi, elles recouvrent déjà les pâturages. Ailleurs, la prairie à *Sporobolus* maintient un bon couvert herbacé, encore parsemé de touffes d'*Hyparrhenia*. Les fougères sont contenues en lisière des galeries forestières, au fond de vallons encaissés. L'évolution des pâturages ne fait que commencer.

La localisation des fougeraies suit l'alignement de la Dorsale Camerounaise (fig. 96). Cependant, les plus vastes se trouvent au sud. Au nord des Grassfields, l'ambiance climatique devient trop sèche. Les dernières fougeraies spectaculaires recouvrent les hautes pentes de la montagne de Binka, à 1.900-2.000 mètres. Du sud au nord, la limite inférieure des grandes fougeraies se relève de 1.700 à 1.900 mètres.

Exemples de dégradations pastorales. Parmi les pâturages de hauts plateaux, Ndawara est l'un des plus gravement affecté par les fougères (fig. 97).

C'est une haute table, bosselée dans les trachytes, à 1.900-2.000 mètres. Elle est dominée par le cratère égueulé de Foleshele (2.200 m), occupé par un marais, de forme circulaire, avec un diamètre de l'ordre de 2 km. D'autres petits cratères s'encastrent dans les dômes trachytiques. Ces appareils ont émis des coulées récentes qui ont comblé des creux, barré des vallées et formé des marécages. Le volcan de Foleshele est à l'origine de plusieurs épanchements basaltiques, se traduisant par de grandes surfaces planes à 1.900 mètres. Les petits cratères s'entourent également de nappes plus restreintes de dépôts.

Les pâturages de Ndawara étaient autrefois réputés parmi les meilleurs des Grassfields. L'étymologie de Ndawara provient peut-être du peul ***dawarde***, un nouveau pâturage. C'est là que les premiers Mbororo placèrent leurs troupeaux. Le secteur était tellement propice à l'élevage qu'ils s'enrichirent rapidement.

Actuellement, les pâturages sont dégradés de façon irrémédiable par d'immenses fougeraies. ***Ladde waati*** : *« la brousse est morte, »* reconnaissent



Fig. 97 : *Fougeraies et taillis de Ndawara*

les éleveurs de Ndawara. Les photos aériennes de 1964 témoignent d'une emprise déjà considérable des fougères. Elles submergent plusieurs versants, sauf aux passages du bétail, en dos de terrains. Sur la grande coulée basaltique à l'est de Foleshele, la prairie à *Sporobolus* se réduit à des traînées d'herbe au milieu d'une "mer" de fougères.

La fougeraie s'interrompt brutalement au niveau des abrupts qui dominent la plaine de Ndop au sud et les terroirs kom au nord. Ceux-ci sont intensément cultivés, tandis qu'au sud, les bas d'abrupts restent en pâturages. Or, ils sont indemnes de fougères, dès que l'altitude s'abaisse à moins de 1.800 mètres. La fougeraie apparaît donc comme une formation secondaire, spécifique des prairies d'altitude. Elle se développe également en relation étroite avec les sols humifères noirs et bruns développés sur hauts plateaux. La limite sud des fougères correspond exactement à celle des sols humifères typiques (270). Sur les pentes de raccordement au piémont de Ndop, les sols se montrent tout aussi acides qu'en haut de Ndawara, mais l'accumulation superficielle en matière organique s'atténue.

270. HUMBEL, F.X. et BARBERY, J., 1972, "Carte pédologique Nkambe 1b".

Lors des années soixante-dix, la fougeraie couvre environ 70 % des pâturages de Ndawara. Le plus souvent, il s'agit d'une fougeraie pure, formant des couverts homogènes et continus, qu'un observateur aérien non averti risquerait d'interpréter comme de beaux pâturages ! Pour les éleveurs, Ndawara est devenu un secteur typique à fougères. Un petit marché, en haut du plateau, s'appelle, comme par dérision, ***luumo agugu***, le marché dans la fougère.

Pourtant, les fougeraies n'ont pas tellement avancé depuis la décennie précédente. Le changement le plus significatif concerne les taillis à *Croton macrostachyus* ou à *Gnidia glauca* qui garnissent les pentes aux environs du cratère de Foleshele. Le *Croton* monte jusqu'à 2.000 mètres, altitude record pour l'espèce. Ces boisements précèdent parfois la fougeraie, en particulier le long de pistes à bétail et aux abords de lieux de stationnement, où les feux ne passent plus depuis longtemps. Une ceinture arborée de *Croton* et de *Gnidia* entoure beaucoup de placages d'herbe "kikuyu". Il suffit que celle-ci se rétracte, après l'abandon du bétail, pour qu'un taillis ferme l'ancien site pastoral. Des taillis, localisés en milieu d'interfluves, indiquent presque toujours l'emplacement d'anciens campements. Dans ce cas, la dynamique des ligneux se déroule de façon parallèle à celle des fougères. Les taillis obstruent les interfluves les plus élevés, à soubassement trachytique, tandis que les fougeraies pures se déploient sur les surfaces basaltiques.

Partout, les pâturages se rétrécissent. Pourtant, Ndawara reste l'un des secteurs où les charges s'avèrent les plus fortes. Les animaux commencent à souffrir d'un manque de fourrage, avant même l'arrivée de la saison sèche. Les éleveurs évoquent, avec regret, le temps passé, quand l'herbe était abondante. Aujourd'hui, il devient difficile de s'enrichir en ne disposant que de pâturages aussi dégradés. Pourtant, les Mbororo restent attachés à Ndawara ; ils ont pris l'habitude de vivre au milieu des fougères. En évoquant l'incertitude d'autres pâturages isolés et les dangers de l'élevage à basse altitude, ils concluent : ***ndikka agugu*** : « *il vaut mieux rester au milieu des fougères.* »

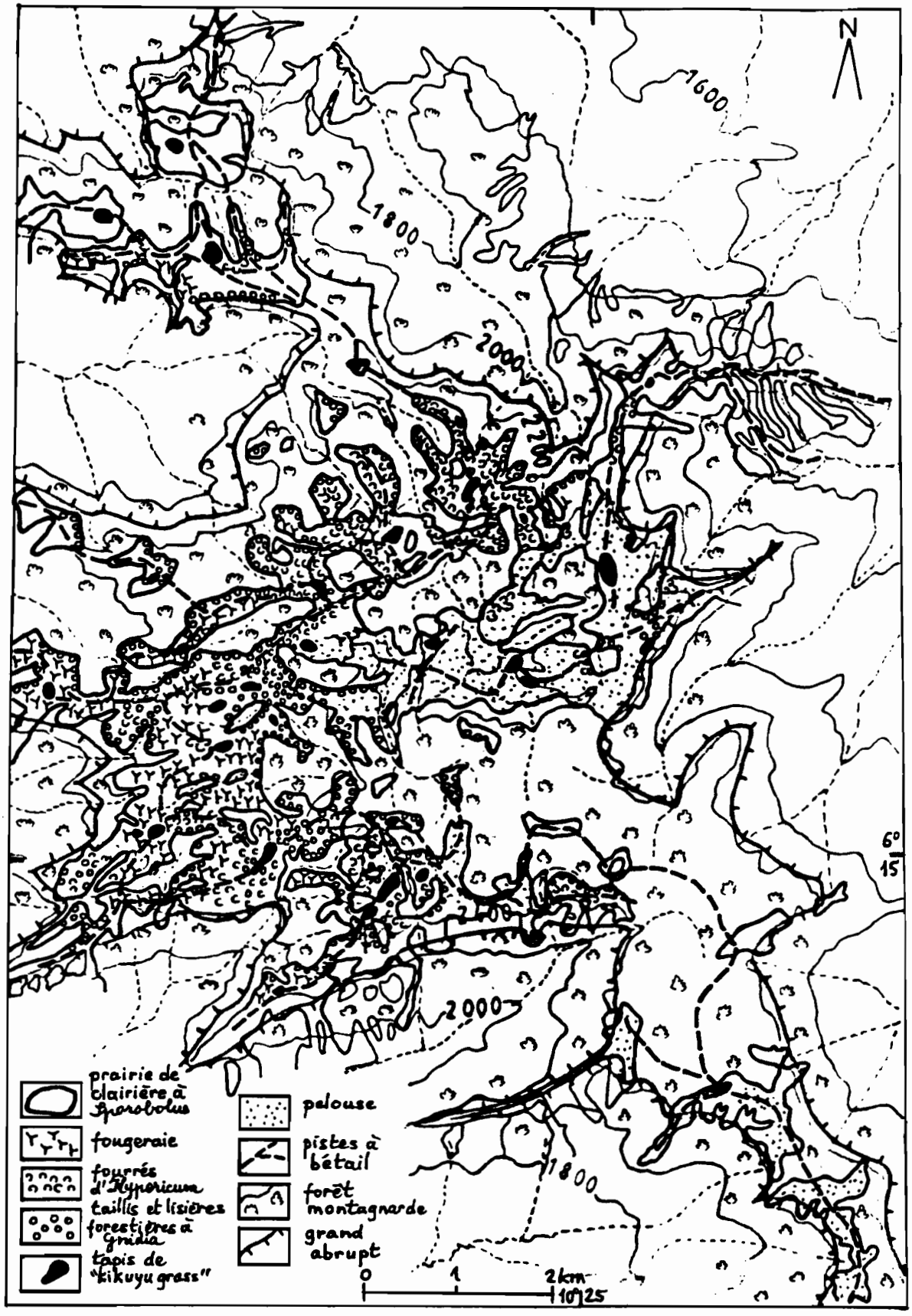


Fig. 98 : *Hauts pâturages de Tchabbel*

Tchabbel est un petit *caBBal* par l'étendue mais l'un des plus élevés des Grassfields, puisque l'altitude atteint de 2.200 à 2.500 mètres. De tous côtés, des abrupts vertigineux entourent ce belvédère, rendant son accès difficile en saison des pluies (fig. 98).

Autrefois, les pâturages de Tchabbel étaient très appréciés. Des lignages mbororo se livrèrent une longue compétition pour en détenir le contrôle. En suivant des lignes de crête, des pistes à bétail traversent les forêts, en reliant les prairies centrales à de petites clairières. Des éleveurs envoient seulement les troupeaux paître les petites plages herbeuses, tandis que les plus vastes sont habitées en hivernage.

Avec des charges en bétail longtemps très fortes, les pâturages de Tchabbel ont subi une dégradation avancée, se manifestant par des faciès plus variés qu'à Ndawara. Les fougeraies pures se restreignent aux premières déclivités de la haute table, de 2.200 à 2.300 mètres. Elles recouvrent des interfluves à sols humifères profonds. Au-dessus de 2.300 mètres, la table trachytique ne conserve qu'une mince pellicule de sols, constamment rajeunis par érosion. Sur ces sols peu évolués, les prairies sont envahies de fourrés dominés par des *Hypericum*. Les mêmes arbrisseaux colonisent des étendues de pierrailles, à maigres régosols. Les troupeaux sont réduits à chercher des herbes entre des buissons à couvert plus serré que celui d'une fougeraie pure. Les fourrés représentent la végétation envahissante la plus spectaculaire de Tchabbel. A cette altitude, les *Hypericum* rejettent de nombreux drageons, mordant chaque année sur la prairie. Des *Gnidia glauca* ourlent les contours de la forêt. Dans le creux des "poches" de prairie ou les petites clairières, les *Gnidia*, arbustes de lumière, s'avancent, jusqu'à l'occlusion de la poche herbeuse.

Au-dessus de 2.400 mètres d'altitude, une partie de Tchabbel échappe aux envahissements ligneux. Mais la végétation herbacée se réduit elle-même à une pelouse rase de fétuques et de Cypéracées. En de nombreux endroits, les trachytes affleurent en grandes dalles rocheuses. « *Ici, rien ne pousse,* » disent les éleveurs.

En dépit des buissons envahissants, les tapis d'herbe "kikuyu" indiquent que les troupeaux stationnent surtout en contrebas de la pelouse sommitale. Ils sont encore tellement nombreux en saison des pluies que le "kikuyu" continue de s'étendre, même aux dépens d'*Hypericum*. C'est la seule évolution qui soit favorable à l'élevage et qui pallie, dans une certaine mesure, les rétractions de pâturages.

Une longue pâture et de fortes charges en bétail entraînent une dégradation des prairies d'altitude, selon un mécanisme parallèle à celui des bas plateaux. Les végétations de substitution s'adaptent également aux conditions locales d'altitude, de situation climatique et de sols. De même qu'en bas plateaux, l'évolution aboutit au remplacement prévisible de la végétation herbeuse par un couvert forestier. Rapide en bas plateaux et

probablement foudroyante en plaine, la mutation se déroule plus lentement à l'étage montagnard, grâce à la grande résistance du *Sporobolus* à la pâture. Les ligneux font également preuve de moins d'agressivité qu'à basse altitude ; il leur faut un stade intermédiaire à fougères pour submerger la prairie.

Les prairies montagnardes en zones climatiques plus sèches que les Grassfields sont exemptes de fougeraies, c'est-à-dire de l'amorce décisive du processus de dégradation. Le modèle des Grassfields ne s'applique donc parfaitement qu'aux montagnes humides. Le climat pluvieux, avantage pastoral dans l'immédiat, devient un inconvénient à long terme, en favorisant une évolution végétale vers la reprise forestière.

Conclusion : les pâturages en zone pluvieuse, formations évolutives

« Bamenda, the prospective ranch land of West Africa », écrivaient, non sans orgueil, les Anglais à l'époque coloniale (271). Dans la fierté de détenir les meilleurs pâturages de l'Afrique de l'ouest, ils entérinaient le choix des Mbororo de s'être aventurés à des latitudes inhabituelles. Climat frais et humide, présence de sources natronées, vigueur de la végétation herbacée : les Mbororo ont su découvrir et mettre à profit des conditions idéales pour l'élevage.

271. "Bamenda" in "Nigeria Magazine", 1958, p. 27.

Cependant, après plus d'un demi-siècle de présence du bétail sur les Grassfields, il apparaît que les pâturages ne sont pas garantis de pérennité. La végétation réagit à la pression de la pâture dans un sens qui ne se révèle pas favorable à l'élevage. Certes, la dégradation de pâturages exploités de manière excessive n'est pas spécifique à la zone pluvieuse. Les parcours sahéliens, très pâturés en saison des pluies, réagissent également par une dynamique végétale : les bonnes graminées disparaissent, tandis que prennent de l'essor de petites plantes à cycle court, peu appétées et recouvrant mal le sol. Pâture et piétinement intenses des pâturages sahéliens aboutissent à une dénudation du sol puis, avec la mort des ligneux, à une désertification : grande inquiétude et objet de lamentations sur "l'avancée" du désert...

L'originalité des savanes en zones pluvieuses tient à une évolution inverse, vers un couvert végétal de plus en plus fourni. A basse altitude, des charges excessives amenuisent la strate herbacée mais le sol ne reste pas longtemps à nu. Très vite, des buissons ou des couverts arbustifs le recouvrent en formations denses. Quant à la série de dégradations des prairies montagnardes, elle ne comporte pas de stade à sols dénudés, les fougeraies assurant un meilleur couvert que les graminées précédentes. Il en résulte une conséquence importante : l'érosion des sols n'est pas une préoccupation majeure pour la plupart des pâturages sous climats pluvieux.

Elle le deviendrait si aucune végétation de substitution ne remplaçait des formations appétées qui disparaissent les unes après les autres. En

savanes, l'embuissonnement des pâturages maintient un écran végétal contre l'érosion pluviale. Alors que les éleveurs sahéliens sont confrontés à des pâturages discontinus et affectés par une érosion/mobilisation du sol, ceux des savanes pluvieuses doivent lutter contre une exubérance végétale qui menace de submerger le couvert herbacé. En altitude, les sols profonds, poreux et perméables, tenus dans la masse par un chevelu racinaire dense, inhibent également la violence des pluies. Les déchirures du couvert herbeux et les ravines se limitent aux lignes de passage du bétail.

Que l'action de l'érosion sur les hauts pâturages reste mineure et localisée contredit les travaux connus de J. HURAULT (272). Bien que l'auteur restitue un processus de boisement des savanes pâturées, il accuse l'élevage d'être responsable d'une grave érosion, par rigoles se creusant en ravines et zébrant les versants. Les pistes à bétail favorisent le passage d'un ruissellement diffus à un écoulement concentré par "mini-capture" des eaux. Le déclenchement de l'érosion résulte, d'après l'auteur, d'un régime pastoral anarchique, laissant le bétail se concentrer en haut des pentes. Les secteurs surpâturés se dénudent et donnent prise à l'érosion. Au contraire, au Mambila nigerian, la pâture est réglementée. Ce régime permet de maintenir un tapis herbacé continu et d'éviter l'érosion.

272. HURAULT, J., 1975, "Surpâturage et transformation du milieu physique ; formations végétales, hydrologie de surface, géomorphologie ; l'exemple des hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun)".

En fait, l'auteur assimile deux types de pâturages dont les altitudes diffèrent, donc la dynamique végétale. Le plateau de Banyo, dit en régime pastoral anarchique, correspond au niveau altitudinal des bas plateaux. La strate herbacée résiste mal à une pâture intense et se dégarnit assez rapidement. Un risque érosif est incontestable sur le moment mais les boisements ultérieurs figeront probablement les morsures érosives. Quant au plateau Mambila, proposé comme modèle de gestion pastorale, il appartient déjà à l'étage montagnard. Il s'agit d'un haut plateau, couvert d'une prairie vigoureuse, comparable à celle des Grassfields. Résistance des herbes à la pâture et des sols à l'érosion ne sont pas comparables aux deux gradins de relief.

La dynamique des ligneux est considérée comme une forme de dégradation des savanes. Cependant, l'interprétation n'est pas valable en absolu. Pour un botaniste, la progression des ligneux signifie, au contraire, la reconstitution d'une végétation ancienne, le retour à une formation climacique, donc un processus éminemment positif. Pour les pastoralistes, il marque une perte progressive de potentiel pastoral. A la limite, en zone pluvieuse, les formations les plus éloignées du climax conviennent le mieux à l'élevage.

Résultats fréquents d'anciennes actions anthropiques, les pâturages de savanes expriment également l'influence d'un type d'exploitation pastorale. Par le rythme de la pâture, le piétinement du bétail, les feux annuels, les éleveurs finissent par façonner leurs pâturages. Ce ne sont pas des données naturelles intangibles. La prairie montagnarde à *Sporobolus* est une création des Mbororo, par le bétail.

Responsables de la physionomie de leurs pâturages, les éleveurs se révèlent cependant incapables d'en freiner l'évolution régressive. Ils assistent, impuissants, à la baisse des potentiels fourragers, par leur action même. Il y a quelque chose de tragique dans ce lent suicide collectif.

Ko geene DuuDaay, ndikka caBBal : « même s'il y a moins d'herbe, il est préférable d'être en haut plateau. » Les éleveurs les plus anciens des Grassfields restent attachés au milieu pastoral d'altitude. Pourtant, les prairies s'appauvrissent et deviennent encombrées de plantes envahissantes. Elles ne suffisent plus aux animaux, dès le milieu de la saison des pluies. Le bétail commence à souffrir de la faim, avant même le début de la saison la plus rude. Pourquoi les éleveurs craignent-ils tant les pâturages à moindre altitude ? ***Na'i yiDi caBBal:*** *« les vaches aiment les hauts pâturages.* » Comme toujours, lorsqu'il s'agit d'éleveurs, la réponse est à chercher du côté du bétail.



2. LE CHEPTEL, MARQUEUR CULTUREL

En dépit du faible crédit des statistiques en élevage, quelques chiffres situent l'importance et l'originalité pastorales des plateaux à l'ouest du Cameroun. En 1975, le cheptel bovin de cette région excède 300.000 têtes. Un décompte personnel, à partir de diverses sources statistiques, aboutit à un total de 315.000.

Certes, cet effectif est sujet à caution car il résulte de plusieurs méthodes de dénombrement. Les 260.000 têtes de la province du Nord-Ouest correspondent aux statistiques de l'impôt sur le bétail. Ces données fiscales, plus ou moins fiables selon les unités administratives et les éleveurs, cernent pourtant mieux le cheptel qu'au Cameroun francophone.

En l'absence de statistiques fiscales et vétérinaires, les 30.000 bovins du Bamoun proviennent d'estimations, avancées à partir d'un recensement personnel des éleveurs. Il en est de même des 25.000 têtes qui séjournent en bordure du Bamiléké, sur les monts Bambouto et à Galim. L'effectif global du cheptel des plateaux de l'Ouest-Cameroun excède ces indications mais il est difficile d'appréhender dans quelle proportion.

Dix ans plus tard, des estimations divergentes font état de 450.000 ou de plus de 550.000 têtes dans la seule province du Nord-Ouest (1). Quant au Bamoun et au Bamiléké, ils compteraient 150.000 ou plus de 200.000 bovins. En tout, les plateaux de l'ouest porteraient 600 ou 750.000 bovins : effectifs impressionnants !

Même en s'en tenant aux chiffres de 1975, ce cheptel séjourne, du moins en saison des pluies, sur des plateaux dont la superficie est évaluée à 22.000 km2. En ne tenant pas compte des autres formes d'occupation du sol, la densité en bétail bovin atteint déjà 14 têtes/km2. Au Sahel, les densités sont généralement inférieures à 10 et souvent à 5.

A la même date, la population rurale des départements concernés compte 941.000 personnes, soit une densité de 42 habitants/km2. Or, en zones pastorales sahéliennes, le peuplement n'excède pas quelques habitants au kilomètre carré.

Ces indications soulignent les différences d'intensité dans l'occupation de l'espace entre les deux milieux. Qu'il s'agisse des hommes ou du bétail, ils s'entassent sur les plateaux à l'ouest du Cameroun. Comment des

1. B.D.P.A. et al., 1987, "3e Projet Elevage", tabl. n° 4, p. 11.
B.D.P.A., 1987, "Etude socio-économique de l'élevage traditionnel", p. 48.
Tous ces effectifs, gonflés d'année en année dans les rapports d'activités, ne finissent-ils pas par être surévalués ? Seul, le recensement agricole de 1986 crédite la province du Nord-Ouest de seulement 264.000 bovins, soit le même effectif que 10 ans auparavant (vol. 1, tabl. 206, p. 229).

éleveurs ont-ils pu s'introduire dans une région aussi densément peuplée? Comment réussissent-ils à coexister avec des populations rurales aussi nombreuses ? C'est le problème géographique majeur posé par l'élevage sur les Grassfields.

LES RACES BOVINES

Au Sahel, le cheptel comprend souvent davantage de petits ruminants que de bovins. Ce déséquilibre entre catégories d'animaux s'est accentué récemment, à la suite des sécheresses. Pour les régions d'élevage en savanes humides, c'est l'inverse : les bovins sont de plus en plus nombreux. A la limite, des troupeaux ne comportent que du gros bétail. Soit par effet des contraintes climatiques, soit par suite de choix pastoraux, la composition du cheptel se simplifie au fur et à mesure que les éleveurs s'avancent et stationnent longtemps en zone humide. C'est ce qui semble s'être passé pour les Mbororo à l'ouest du Cameroun.

Alors qu'une documentation statistique relativement abondante concerne les effectifs, elle fait défaut pour les races de bétail. En ce domaine, l'information est à créer. Elle n'est confortée que par des pesées effectuées à la station zootechnique de Bambui, mais en faible nombre. Les publications se révèlent également assez pauvres sur les races bovines.

La documentation de base provient donc d'investigations personnelles : observations de terrain et entretiens. Les éleveurs n'opposent aucune réticence à fournir des renseignements sur les races de bétail. Au contraire, c'est un sujet qui les passionne. Appréciations sur le comportement des animaux, jugements sévères ou louangeurs font l'objet de discussions animées. Les travaux zootechniques apportent des données chiffrées mais les témoignages des éleveurs transmettent un vécu irremplaçable.

Les zébus

Les bovins des Grassfields comportent presqu'uniquement des zébus, comme en Adamaoua. Les Mbororo n'en sont plus les seuls détenteurs mais les autochtones qui s'engagent dans l'élevage adoptent les races bovines de leurs voisins. Il en résulte une homogénéité d'ensemble du cheptel, phénomène qui n'était pas inéluctable.

Bien qu'il s'agisse toujours de zébus, les races bovines des plateaux de l'ouest ne correspondent pas exactement à celles de l'Adamaoua. Leurs proportions dans les cheptels régionaux ne sont pas comparables. Ainsi, les ***gudaali*** ne représentent qu'une minorité à l'ouest et se maintiennent rarement en tant que race pure. Au contraire, les Grassfields sont devenus un berceau de la race des zébus rouge-acajou, peu représentés en Adamaoua. La concentration de ces zébus à longues cornes sur les hautes prairies est un phénomène majeur de la géographie pastorale des Grassfields.

Les "boDeeji", zébus mbororo rouges

Avec environ 200.000 têtes de bétail imposées en 1975, les zébus mbororo rouges constituent la majorité du cheptel des Grassfields. En mettant à part les troupeaux des ranchs européens, cette race était autrefois la seule dans la région. Depuis l'arrivée des zébus blancs, son importance relative tend à diminuer. Cependant, l'évolution est moins accentuée que ne le ferait supposer le nombre des éleveurs. En effet, des Mbororo qui détenaient des zébus blancs les remplacent fréquemment par des ***boDeeji***.

La sous-estimation fiscale, malgré la méthode anglaise de recensements réguliers, touche probablement le quart des animaux de cette race, au début des années soixante-dix. Elle compte alors au moins 250.000 têtes.

Le zébu mbororo rouge est dénommé dans les textes relatifs au cheptel nigerian : "red Fulani", "red Bororo" ou, de façon plus générale : "West African Longhorn" (2). G.M. GATES signale que l'appellation "Rahaji" est la plus commune dans ce pays (3). D'après F.W. TAYLOR, elle dérive du "clan" des Rahaajinke'en, réputés pour leur bétail rouge, dit "rahaaji" (4). C'est en se référant encore au proche Nigeria que M.J.A. BROUWERS dénomme ces animaux "rahaji" au Bamenda (5).

En fait, l'appellation n'est pas couramment usitée dans la région. Les Rahadji sont peu nombreux et, sauf au Bamoun, ils ne jouissent pas d'un prestige tel que leur nom deviendrait synonyme d'une race bovine largement répandue. De la même façon qu'au Niger (6), les Mbororo des Grassfields désignent les zébus rouges, ***na'i mbororooji*** : *« les vaches mbororo. »* L'expression exclut implicitement les zébus blancs. Afin d'éviter toute ambiguïté, ils précisent, ***na'i boDeeji*** : *« les vaches rouges. »*

Les zébus rouges relèvent des Djafoun et des Rahadji, tous Mbororo établis depuis longtemps sur les plateaux. La distinction entre Djafoun et Akou coïncide avec le clivage entre deux races de bétail. Celles-ci se distinguent aisément par la couleur de la robe mais également par d'autres références anatomiques : taille, cornage, corpulence. De même, la façon de paître et le comportement des animaux vis-à-vis des hommes diffèrent.

L'identité d'un Mbororo se définit par son appartenance lignagère et sa parenté mais également par le type de bétail qu'il détient. Les Djafoun des Grassfields s'identifient maintenant aux zébus rouges. Ils retirent une grande fierté de posséder ce type de bétail, se qualifiant eux-mêmes ***imBe na'i boDeeji*** : *« les gens des vaches rouges. »* Les membres des lignages prestigieux accepteraient difficilement de reconnaître qu'autrefois, ils ne disposaient que d'animaux blancs. Les lignages secondaires, moins soucieux d'entretenir une image illustre du passé, restituent mieux les emprunts anciens de bétail. ***ImBe nagge boDeehe, Be canji haa WoDaaBe*** : *« les gens de la vache rouge ont obtenu leur bétail auprès des Wodabe. »*

Des lignages ont permuté de race bovine au nord du Nigeria, tandis que d'autres conservaient le cheptel ancestral. Ensuite, au fur et à mesure qu'ils se sont avancés sur les plateaux camerounais et nigerians, eux-mêmes ont adopté le zébu rouge. Malgré cette uniformisation du bétail, la hiérarchie

2. WILLIAMSON, G. et PAYNE, W.J.A., 1965, "An introduction to animal husbandry in the Tropics", p. 154. D'après H. EPSTEIN (1971, "The origin of the domestic animals of Africa", t. 1), le "long-horned Fulani cattle" se distingue fondamentalement du véritable zébu qui est à courtes cornes et à grosse bosse souvent thoracique.

3. GATES, G.M., 1952, "Breeds of cattle found in Nigeria".

4. TAYLOR, F.W., 1952, "A Fulani-English Dictionary", p. 156. Au Cameroun, le pluriel de ce nominatif est devenu « Rahaaji », par abandon de la désinence « 'en ».

5. M.LACROUTS (1963, "Etude des problèmes posés par l'élevage et la commercialisation du bétail et de la viande au Cameroun Occidental") les appelle « zébus rouges mbororo ou de l'Adamaoua ». S'il en existe bien quelques milliers dans l'Adamaoua, ils ne sont pas caractéristiques de la région.

6. DOUTRESSOULLE, G., 1947, "L'élevage en Afrique Occidentale Française", p. 104.

des lignages reprend les anciens clivages entre " les gens des vaches rouges" et ceux "des vaches blanches". Aux Grassfields, les seconds n'accèdent qu'à un rang secondaire, en termes de prestige pastoral.

Une race prestigieuse...

Les ***boDeeji***, grands animaux aux cornes en lyre, sont mieux connus que les autres races. Ils constituent souvent des troupeaux homogènes dont la race est maintenue dans sa pureté. C'est la même que celle des Peuls nomades du Niger (7).

7. DUPIRE, M., 1962, "Peuls nomades"», p. 17.

M.J.A. BROUWERS a souligné combien les caractères spécifiques de la race sont conservés au Bamenda : corpulence allongée et haute taille, longue encolure, grand fanon pendant, tête fine et relevée, bosse peu développée et en position avancée sur la ligne dorsale (8).

8. L'auteur campe les caractéristiques de la race en une seule phrase: « the long dewlap hanging far in front of the forelegs, the long body with slightly subsiding back, the fine and pleasant head with the long horns, are very typical of the breed, as is the rich dark mahogany color of the coat » BROUWERS (M.J.A.), 1963, "Report of expert".

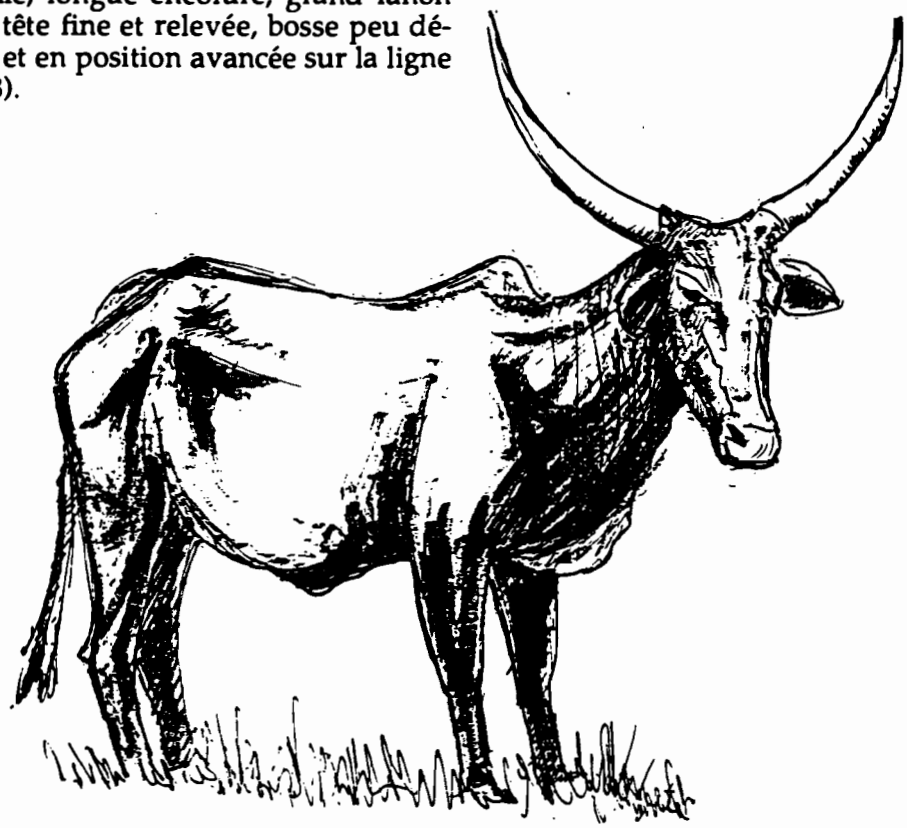


Fig. 99 : *Profil d'un animal "boDeeji"*

Au Niger, cette race est réputée s'accommoder des conditions climatiques les plus rudes : faibles pluies et températures élevées (9). Aux Grassfields, les conditions pastorales sont radicalement différentes : pluies abondantes et réparties sur une grande partie de l'année, pâturages presque toujours verdoyants, fraîcheur des températures. Les ***boDeeji*** semblent pourtant bien adaptés à ce nouveau milieu. Qu'un bétail se soit acclimaté, en quelques décennies, à un environnement si différent, suppose une grande plasticité de la race ou une convergence idéale entre le milieu montagnard humide et les exigences physiologiques de ces animaux.

9. WILLIAMSON, G. et PAYNE, W.J.A., 1965, p. 154. La localisation de cette race au Sahel, à des latitudes extrêmes pour l'élevage bovin, exprime-t-elle une aptitude particulière des animaux à supporter un milieu très sec ?

En fait, selon M.J.A. BROUWERS, les conditions particulières des hauts plateaux ne conviendraient pas parfaitement à cette race. L'ampleur de la mortalité des veaux, provoquée par la fraîcheur des températures, le prouverait (10). Placés en climat rigoureux, les animaux développent habituellement une peau protectrice épaisse en saison des pluies, ce qui ne semble pas le cas des zébus rouges. Mais les chevaux, à peau réputée encore plus fine, sont en parfait état à plus de 1.500 mètres, tandis qu'ils dépérissent en-dessous. D'après le même auteur, la conformation des ***boDeeji*** : avant-corps allongé et lourd, arrière-train surbaissé et mince, ne conviendrait guère à la montagne. Pourtant, ils escaladent sans fatigue les versants montagneux.

10. A vrai dire, ce taux de mortalité n'a jamais fait l'objet d'enquêtes dans la région.

Les pertes de poids sont sensibles durant la saison sèche, ce qui prouverait une adaptation défectueuse aux conditions climatiques de la région. Cet argument semble plus valide que les précédents. Mais les pertes actuelles de poids ont-elles toujours affecté ces animaux ? Ne proviennent-elles pas d'une réduction récente des ressources fourragères ?

Pendant longtemps, le cheptel de la station de Bambui n'a pas comporté de ***boDeeji***, sorte de paradoxe. Les premières acquisitions ne datent que de 1974. Les performances de cette race sur les pâturages d'altitude n'ont pas fait l'objet d'observations suivies. En l'absence de mesures sur place, restent les appréciations des éleveurs.

La plupart des Mbororo qui possèdent ce type d'animaux lui sont attachés mais ils répugnent à en exprimer les raisons profondes. Certains mettent en avant le désir de maintenir la race léguée par les parents : ***mi tawi ni, mi Don jogga non non*** : *« je les ai reçues ainsi, je les maintiens de même. »* Manifestation de conservatisme pastoral mais également d'un attachement, d'une fidélité et d'une identification du lignage à la race bovine.

Il ne conviendrait pas d'interpréter cette attitude uniquement comme l'expression d'un sentimentalisme pastoral. Par suite d'une longue familiarité, les Mbororo connaissent le comportement des animaux qu'ils détiennent, de génération en génération. Leurs exigences ne sont pas les mêmes que celles d'une autre race. La connaissance intime du bétail, acquise depuis la tendre enfance, explique le désir de ne pas s'en défaire.

Les animaux ***boDeeji*** restent groupés à la pâture. La cohésion du troupeau en facilite le gardiennage et restreint les risques de dégâts aux champs. En plus de cet instinct grégaire, les animaux sont disciplinés ; le soir, ils rentrent d'eux-mêmes du pâturage à heure régulière. L'absence d'un animal au campement signifie qu'un accident est survenu ; il est rare qu'il se perde. Craintifs à l'égard de l'étranger, ces animaux obéissent rapidement au berger. Celui qui est habitué à son troupeau le conduit sans peine. Ce comportement, très apprécié des Djafoun, diffère complètement de celui des zébus blancs (11). Inversement, les ***boDeeji*** ont la réputation d'être des animaux fiers, supportant mal les entraves et les clôtures. *« Ce ne sont pas des animaux qu'on attache, »* font remarquer les Mbororo.

11. Des différences comparables de comportement se retrouvent en zone sahélienne, entre les ***boDeeji*** des Peul et les zébus Azawak des Touareg. Les premiers restent groupés au pâturage et aux points d'abreuvement, formant des masses de bétail qui s'opposent aux autres troupeaux. Les seconds se dispersent à la pâture où ils se rendent de façon individuelle (BERNUS, E., 1981, "Touaregs nigériens", p. 178).

A ces raisons primordiales s'ajoute un sens esthétique aigu appliqué au bétail. Il faut reconnaître que la race a fière allure : silhouette élancée, tête fine et intelligente, haut redressée et portant un cornage magnifique dont

la blancheur contraste avec une robe sombre mais à pelage luisant. Un Akou qui venait de se procurer des *boDeeji* avouait : *Di wooDi : « elles (ces vaches) sont belles. »* Bien qu'ils ne l'affirment pas ouvertement, les Djafoun partagent intimement cette conviction. L'un d'eux explique : *Dum veli haa joggago : « cela fait plaisir d'en détenir. »* Satisfaction profonde de vivre en compagnie de beaux animaux...

Enfin, les Mbororo assimilent la race des zébus rouges au prestige du lignage. Ils sont convaincus que la richesse des premiers éleveurs aux Grassfields devait beaucoup aux qualités éminentes de cette race. *Na'i boDeeji woodi barka masin : « les vaches rouges procurent beaucoup de chance, de faveur »* (12).

Les zébus rouges sont peut-être encore en cours d'adaptation au contexte climatique des plateaux des Grassfields. Les délais d'une telle évolution s'échelonnent sur plusieurs décennies. Pourtant, elle paraît déjà établie à l'égard du contexte montagnard. Les Djafoun répètent volontiers que leurs animaux ne se plaisent qu'en altitude. Race des montagnes et du froid, elle s'opposerait aux zébus blancs mieux adaptés aux basses altitudes et aux fortes chaleurs.

12. Cette haute estime de la race des zébus rouges se retrouve au Nigeria, de l'autre côté de la frontière : « bodeeji are the highest status breed among almost all the FulBe » (R.I.M., 1984, "Livestock and Land Use in Southern Gongola State", p. 47).

...mais exigeante

L'attachement des Djafoun aux *boDeeji* ne les empêche pas d'en reconnaître les handicaps. Le plus sérieux tient à l'amaigrissement des animaux en saison sèche. La perte de poids est étonnante, pour une région ne subissant qu'une courte interruption des pluies. Le témoignage des éleveurs concorde avec quelques pesées d'animaux adultes, au début des années soixante.

Le problème de la saison sèche. L'amaigrissement des animaux est surtout sensible lorsqu'ils restent à longueur d'année sur les hauts plateaux. *Di munyataa veelo : « les vaches ne supportent pas la faim. »*

> Un Djafoun stationne au nord des monts Bambouto, à 2.000 mètres d'altitude. Exceptionnellement, il n'est pas parti en transhumance. Il ne détient que des *boDeeji* et il reconnaît plus tard : *Di torray waane : « les vaches ont vraiment souffert. »*

Les Djafoun affirment que les zébus rouges ont besoin de davantage de fourrages que les autres zébus. Si tel était le cas, la notion d'unité standard de bétail tropical (U.B.T.) et celle, qui lui est associée, d'ingestion journalière moyenne de fourrage, conviendraient mal aux troupeaux mbororo. Elle conduirait à surévaluer les capacités de charge des pâturages.

D'autres éleveurs avancent que les animaux perdent beaucoup de poids en saison sèche parce que les pâturages de plateaux ne sont plus aussi abondants qu'autrefois. Les deux raisons interviennent probablement pour mettre ces animaux en difficultés, à chaque retour de saison sèche. Beaucoup d'éleveurs témoignent de l'agitation qui s'empare alors du bétail : *« si les vaches n'ont pas assez mangé, elles se déplacent toute la nuit en quête de nourriture ; on les retrouve parfois très loin. »* Les troupeaux qui ont l'habitude

de transhumer chaque année au même endroit partent d'eux-mêmes. En novembre et décembre, la recherche d'animaux enfuis émaille les conversations.

Autrefois, l'impatience de gagner d'autres pâturages se manifestait surtout aux abords de la plaine de Ndop. Avant sa submersion, elle offrait d'excellents pâturages de saison sèche. D'après les transhumants, les vaches descendues en plaine continuaient d'être fécondes, contrairement à celles restées en altitude. L'affaiblissement des ***boDeeji*** en saison sèche affecte certainement leur taux de fécondité. De même, les vaches allaitantes tarissent plus vite à cette époque de l'année. Il est étonnant que cette race, aventurée jusqu'aux marges arides du Sahel, souffre à ce point de la courte sécheresse des plateaux de l'Ouest-Cameroun. S'est-elle tellement bien accoutumée à des fourrages abondants qu'elle en ressent les moindres insuffisances saisonnières ?

Les ***boDeeji*** prospèrent en pâturages abondants parce qu'ils pratiquent une pâture sélective. Ils affectionnent les herbes tendres ; dès qu'elles commencent à durcir, ils ne broutent plus que les extrémités des feuilles. Inversement, les animaux sont capables de parcourir de grandes distances pour disposer de ce type de fourrage. Ils paissent tout en marchant, ce qui provoque un piétinement du sol.

Les exigences de ce bétail nécessitent de recourir à la mobilité. Les animaux répugnent à se nourrir des pailles sèches en zone de savanes. Les éleveurs s'astreignent donc à transhumer pour les conduire sur des regains. Lorsque les pâturages exploités plusieurs années de suite perdent en valeur fourragère, cette régression se ressent sur l'état des animaux : les éleveurs se mettent alors en quête de nouveaux parcours. Il en résulte une instabilité pastorale saisonnière et une autre, à long terme. Les Djafoun furent des prospecteurs de savanes pour satisfaire les besoins de leur race de bétail. Inversement, lorsqu'ils amorcent une sédentarisation, ils se trouvent bientôt en porte-à-faux. La contention du bétail sur des pâturages restreints, à production fourragère qui stagne ou décline, ne répond plus aux exigences des animaux ***boDeeji***.

Variations pondérales. D'après M.J.A. BROUWERS (1963), les animaux ***boDeeji*** mis en vente sur les marchés du Bamenda excèdent rarement 270 kg, ce qui semble peu. Les résultats de diverses pesées effectuées au début des années soixante montrent l'incidence des contextes saisonniers sur le poids des animaux.

La station zootechnique de Jakiri a pesé régulièrement de jeunes animaux ***boDeeji***, en pleine période de croissance (fig. 100). Certes, les gains rapides de poids des bouvillons ne reflètent peut-être pas le comportement des animaux en élevage mbororo. Cependant, même en station, les gains pondéraux sont plus nets en saison des pluies qu'au premier trimestre de l'année. Sur un lot de 10 animaux, 2 perdent un peu de poids de janvier à mars (13).

13. PROVOST, A. et BORREDON, C., 1969, "Rapport de mission effectuée au Cameroun Occidental", tabl. 7, p. 19.

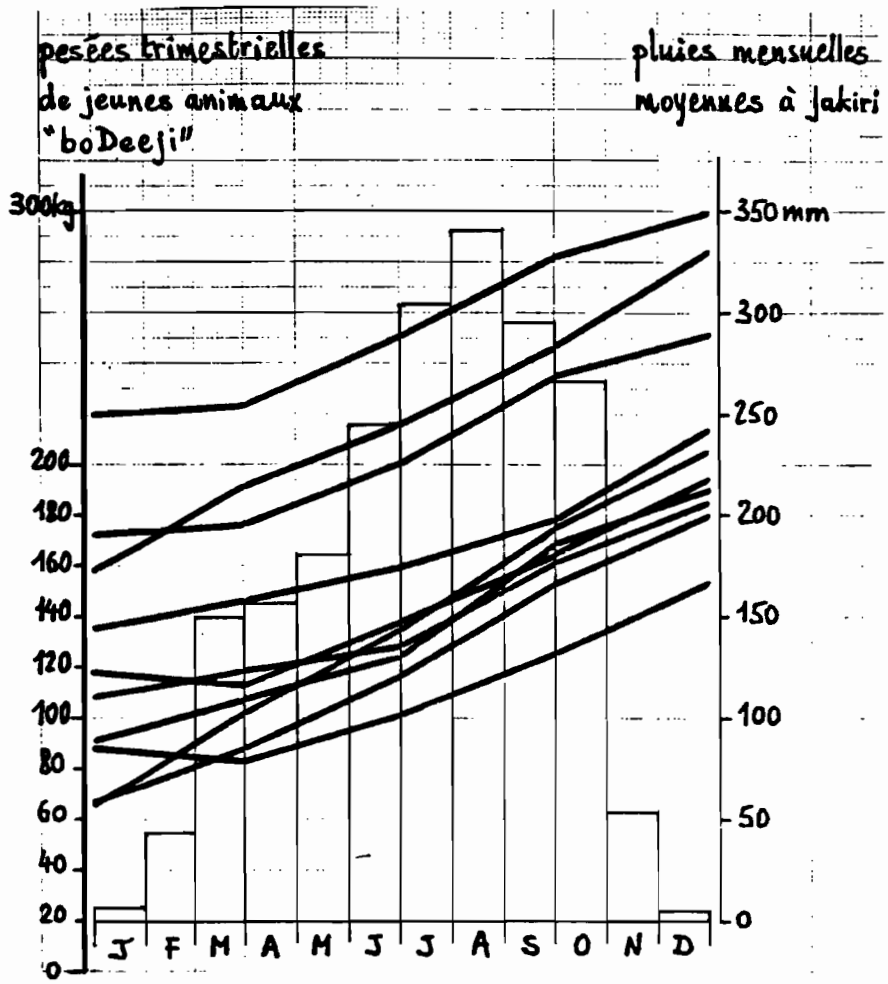


Fig. 100 : ***Evolution du poids de jeunes zébus rouges à la station de Jakiri***

Une autre courbe exprime des variations un peu différentes du poids des *boDeeji* détenus par les éleveurs. Il s'agit de pesées de carcasses expédiées par camion frigorifique, au début des années soixante, vers les villes côtières. Les centres d'achat des animaux (Kumbo, Ndu, Nkambe) correspondent à l'aire d'élevage des *boDeeji*. Les pesées portent sur 170 carcasses transportées en une année (14).

14. Informations recueillies par M. LACROUTS (1963, tabl. 4, p. 33).

En adoptant un rendement moyen de 45 % de carcasse par rapport au poids vif, les adultes atteignent plus de 400 kg en fin de saison des pluies et en début de saison sèche, période bien connue de records pondéraux. En saison sèche, ils accusent une perte de poids considérable. Les animaux achetés en janvier-février ne pèsent plus que 265 kg en moyenne. En 1962, les achats furent interrompus en mars et dès le mois de février en 1963 : à cette époque de l'année, les éleveurs vendent le moins possible et les animaux sont dispersés en transhumance.

D'après les pesées de carcasses, la reprise de poids des animaux adultes reste incertaine pendant la majeure partie de la saison des pluies. Les éleveurs ne se défont pas facilement d'animaux à cette période de l'année. Ils n'y consentent que pour faire face au paiement du *jangali*, en se débarrassant des boeufs les plus médiocres. Au contraire, en début de saison sèche, ils écoulent des animaux mieux "finis", avant de partir en transhumance.

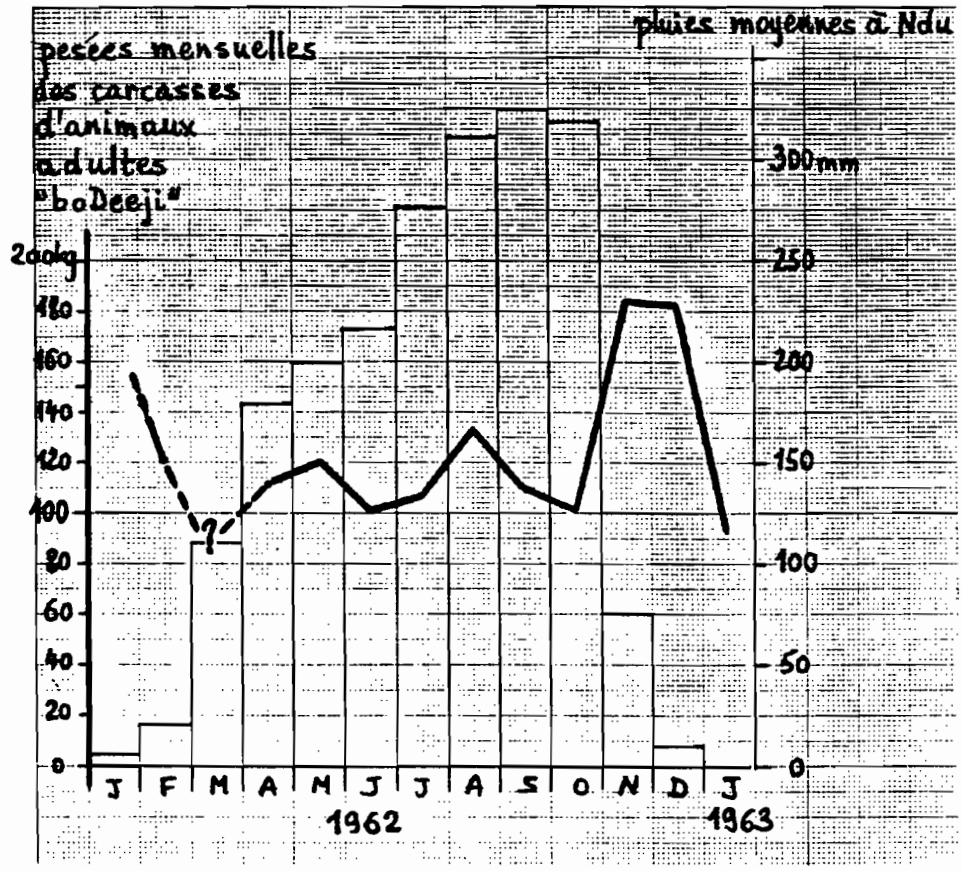


Fig. 101 : ***Evolution du poids moyen des carcasses de zébus rouges achetés en 1962-63***

Les responsables de l'opération "Meat Scheme" se plaignaient du poids trop léger des animaux acquis auprès des éleveurs. La moyenne, sur 11 mois, s'établit à 126 kg par carcasse. A l'est de l'Adamaoua, des pesées effectuées à l'abattoir local indiquent que la même race atteint des poids plus lourds : 141 kg par carcasse, pour une moyenne de 300 kg en poids vif. Quant aux animaux expédiés vers le sud du pays, ce sont les plus lourds sur les marchés de départ : 350 kg de poids vif en moyenne (15). Il est probable que les éleveurs des Grassfields ne consentaient pas à vendre leurs meilleurs animaux aux acheteurs de l'opération "Meat Scheme".

15. DOUFFISSA, A., 1988, "L'élevage bovin dans le Mbéré en Adamaoua camerounais", tabl. 10.3, p. 172

En plus d'un faible rendement pour la boucherie, la viande de cette race bovine n'est pas de haute qualité, du moins selon des critères européens, parce que trop fibreuse. M.J.A. BROUWERS accorde peu d'importance à cette critique. Il fait observer que la viande fibreuse est appréciée par les consommateurs africains.

Enfin, la race n'est pas réputée pour ses performances laitières, ce qui n'empêche pas les femmes djafoun de pratiquer la traite chaque matin. Elles se plaignent des faibles lactations en saison sèche mais pas en saison des pluies. Or, les Djafoun sont sensibles aux aptitudes laitières des vaches, surtout lorsqu'ils ont la charge de nombreux enfants en bas âge.

Les performances économiques relativement médiocres de la race ont amené des auteurs à la présenter de façon peu amène. Il ne s'agit que d'animaux « big-boned and gaunt, with little flesh and poor milkers » (16). Dépréciation qui contraste avec la considération dont ils jouissent auprès des éleveurs en hauts plateaux. En fait, les handicaps les plus sérieux de la race ne proviennent pas des critères de production.

Une exigence de salubrité. Les Djafoun estiment que leurs animaux sont facilement sujets aux atteintes de trypanosomose bovine. Pour cette raison, ils se montrent prudents dans le choix des pâturages. Ils prennent moins de risques que les détenteurs d'autres races, n'acceptant d'introduire leurs animaux sur de nouveaux pâturages qu'une fois assurés de leur salubrité.

En fin de saison sèche, les premiers orages et une chaleur devenue lourde et humide favorisent le pullulement d'insectes piqueurs dans les contrées basses de transhumance. Les ***boDeeji*** semblent plus sensibles à ces attaques que les autres bovins. ***Laral na'i boDeeji tekkaay bana na'i feere :*** *« la peau des zébus rouges n'est pas aussi épaisse que celle d'autres vaches »* (17).

Il en serait de même vis-à-vis des tiques qui, à défaut d'être enlevées à temps, s'inscrustent plus facilement sur ces animaux. Ils sont donc particulièrement exposés aux diverses "maladies des tiques". Cette sensibilité résulte du contexte pastoral et de l'absence d'immunité acquise.

Glossines, insectes piqueurs et tiques se raréfiant en altitude, les troupeaux ***boDeeji*** sont souvent les premiers à quitter les bas-fonds parcourus en transhumance. Ils n'évitent les conséquences d'un climat redevenu chaud et humide qu'en se réfugiant rapidement en haut des plateaux. Des monts Bambouto à Nkambe et à Meta, les zébus rouges sont les animaux des ***caBBal***. Cette race, avec laquelle des Peuls se sont avancés vers le nord de la zone sahélienne, a également permis à une civilisation pastorale de se développer en altitude, sur les Grassfields. En fait, les deux extrêmes écologiques se rejoignent par leur salubrité au bétail.

Les Mbororo qui ne possèdent pas de ***boDeeji*** reconnaissent que c'est une belle race mais ils mettent en cause sa fragilité, surtout à la trypanosomose. Ce ne sont pas des animaux qui permettent de se déplacer n'importe où, surtout en secteurs à risques glossinaires. ***CaBBal tan boDeeji yiDi, Dijoo Di bana pucci :*** *« les zébus rouges ne prospèrent qu'en haut plateau, ils sont comme les chevaux. »*

Une race d'altitude

La localisation des zébus rouges sur les plateaux n'est pas aléatoire (fig. 102). En saison des pluies, les troupeaux les plus nombreux séjournent au-dessus de 1.500 mètres. Un pointage par rapport à de grandes courbes de niveau schématise la répartition de cette race par rapport à l'altitude.

16. CARTER, J., 1967, "The Fulani in Bamenda", p. 2. Un spécialiste des races domestiques africaines (EPSTEIN, H., 1971, t. 1, p. 501) les décrit également de façon sévère : « The body of the Red Bororo is badly balanced. The animal is rather coarse of bone, narrow at the shoulders and through the body, shallow, and flat of ribs... Generally the body is insufficiently covered and lean of musculature. » La race est disqualifiée pour une production bouchère qui n'était pas, autrefois, un objectif essentiel. Les critiques de la conformation des animaux n'empêchent pas le même auteur de reconnaître : « Red Bororo are most impressive animals. »

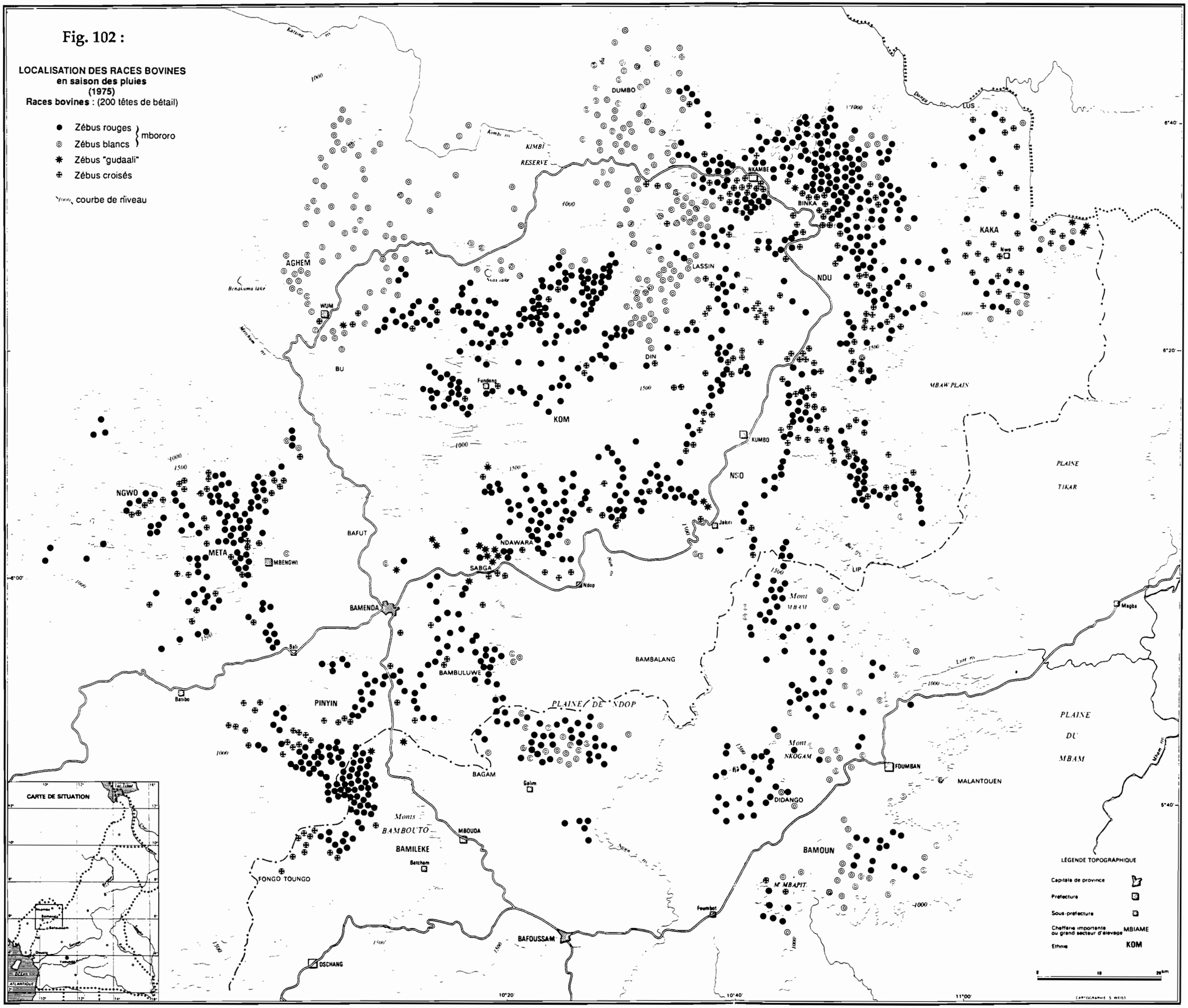
17. G. DOUTRESSOULLE (1947, p. 105) contredit cette assertion, en écrivant que la peau des *mbororooji* est épaisse et à poils courts. L'auteur se réfère peut-être aux races européennes, tandis que les Djafoun comparent leurs animaux à d'autres zébus.

Fig. 102 :

LOCALISATION DES RACES BOVINES
en saison des pluies
(1975)
Races bovines : (200 têtes de bétail)

- Zébus rouges } mbororo
- Zébus blancs }
- Zébus "gudaali"
- Zébus croisés

courbe de niveau



Tabl. 34 : *Répartition des zébus rouges selon l'altitude, en 1975*

altitude des pâturages d'hivernage	effectifs de zébus rouges	pourcentage du cheptel à chaque tranche altitudinale
> 2.500 m	1.700	94 %
2.000 - 2.500	32.900	79 %
1.500 - 2.000	86.700	75 %
1.000 - 1.500	74.200	57 %
< 1.000	0	0

Les ***boDeeji*** perdent leur place prépondérante dans le cheptel régional, au fur et à mesure que l'altitude devient moins élevée. Juste en-dessous de 1.500 mètres, limite générale des hauts plateaux, la race reste à peine majoritaire. Cependant, en 1975, plus d'un tiers des effectifs stationne en-dessous de ce seuil altitudinal. La corrélation entre la race bovine et les hauts plateaux n'est plus rigoureuse.

Les ***boDeeji*** descendent à moins de 1.500 mètres au nord et à l'est des plateaux, en secteurs abrités des vents humides de la "mousson". Le climat à nuance continentale facilite l'extension de l'aire d'hivernage des zébus rouges à des altitudes moindres. A l'inverse, le même bétail se tient au-dessus de 1.500 mètres au sud des plateaux, sur les hauteurs exposées aux vents d'ouest et soumises à des climats très pluvieux.

La dissymétrie de l'aire d'élevage se vérifie d'une façade à l'autre des hauteurs. Vers l'ouest, les troupeaux de race ***boDeeji*** ne stationnent pas sur le plateau de Bafut. Du côté de l'est, en climat d'abri, ils descendent vers la plaine de Ndop à 1.300, voire à 1.200 mètres, dès que des pâturages restent disponibles.

La carte de localisation des races mbororo montre qu'elles se juxtaposent mais ne s'imbriquent guère. Les secteurs occupés par les ***boDeeji*** portent rarement des zébus blancs. L'exclusion est totale sur les plateaux du Bamenda, le contact entre les deux races étant reporté à la périphérie de l'aire des zébus rouges. Au Bamoun, la répartition des races bovines est moins rigoureuse. L'exclusive se retrouve cependant à une échelle plus fine, les zébus rouges se regroupant en quelques secteurs homogènes. Les deux races ne s'imbriquent qu'à Galim, en bordure du Bamiléké. Ailleurs, l'attribution de pâturages par race de bétail est de règle.

Séparation et interpénétration des aires de bétail recoupent des oppositions bio-climatiques. Toutefois, les contrastes climatiques ne suffisent pas à rendre compte des divers modes de contacts entre races bovines. En secteurs abrités, la limite entre les races suit parfois un tracé complexe, sans repère géographique évident. Au Bamoun, les ***boDeeji*** occupent les pâturages montagnards qui dominent le plateau mais pas seulement ; ils se

dispersent également sur la table du plateau, s'imbriquant avec les zébus blancs. Quant au nord du Bamenda, le contact entre les deux races devient presque linéaire. Ici, tout se passe comme si les ***boDeeji*** opposaient un front à l'autre race de bétail. Ces différents modes de contacts renvoient à des stratégies d'occupation de l'espace par des éleveurs en situation de compétition. La situation est comparable au Mambila nigerian : les troupeaux ***boDeeji*** tiennent le centre du plateau, s'opposant à la poussée des zébus blancs.

Djafoun et Rahadji s'identifient aux zébus rouges. Une autre variété de bétail mbororo ne subsiste qu'à l'état de curiosité. Elle est à robe blanche mais sa taille, sa corpulence et son cornage l'apparentent aux zébus rouges. Il n'en existe qu'environ 300 têtes au Bamenda, sur les plateaux Meta-Ngwo, près d'Oshié. Les exigences fourragères de ces animaux et leur sensibilité à la trypanosomose les rapprochent des ***boDeeji*** (18).

Autrefois, la grande race blanche était plus répandue qu'aujourd'hui. Les Djafoun l'ont remplacée par les animaux à robe acajou. La mutation est déjà ancienne ; elle date des débuts du siècle, en Adamaoua. Cette variété de zébus ne s'est-elle pas adaptée à un climat humide ou s'agit-il d'un processus d'uniformisation du cheptel au sein d'un groupe d'éleveurs de plus en plus homogène ? La race des grands zébus blancs reste inconnue du service d'Elevage et des stations zootechniques. C'est, probablement, la race ancestrale d'une grande partie des éleveurs actuels de zébus rouges.

Les zébus rouges sont souvent considérés comme l'animal typique des pâturages montagnards des Grassfields auxquels ils semblent parfaitement adaptés. En fait, seule la saison des pluies leur convient. Dès le retour de la saison sèche, ils se trouvent en difficultés. Il faut reconnaître que la prairie à *Sporobolus*, une fois desséchée, offre moins de ressources fourragères qu'un pâturage soudanien.

L'ancien ranch d'Obudu, à la frontière nigeriane, bénéficiait d'une pluviométrie encore plus abondante qu'au Bamenda : 4.300 mm de pluies en moyenne et encore 400 mm pour les deux mois dits "secs", de décembre et janvier. En dépit de ces conditions super-humides, les animaux du ranch perdaient 40 kg à chaque saison sèche (19). L'auteur cité ne précise pas de quelle race bovine il s'agissait.

L'ambiance humide des pâturages d'altitude ne doit pas faire illusion : les animaux, surtout les *boDeeji*, ressentent fortement l'intermède de la saison sèche. Cet handicap serait à prendre en compte dans toute initiative d'embouche bovine étalée sur plusieurs années. Le changement d'état de ces animaux, d'une saison à l'autre, montre également combien la notion de capacité de charge annuelle des pâturages exprime mal la réalité pastorale.

Les "daneeji", zébus blancs mbororo

Les zébus blancs de taille moyenne sont rarement appelés ***mbororooji***, bien que leurs possesseurs soient des Peuls nomades. Au Nigeria, ces animaux sont dénommés "white fulani" dans les rapports, mais ***daneeji*** (blancs) ou ***yakanaaji*** (blancs tachetés de noir) par les Mbororo (20).

18. Ces caractères ne permettent pas de les assimiler au zébu peul nigérien décrit par G. DOUTRESSOULLE (1947, p. 97). Ils ne correspondent pas, non plus, à la variété ***bokolooji***, le zébu des éleveurs sédentaires de Sokoto.

19. TULEY, P., 1966, "The Obudu Plateau", p. 903.

20. G. COURADE (1972, p. 217) indique également l'appellation ***bunaji***. Bien qu'elle traîne dans tous les rapports des zootechniciens au Nigeria, elle n'est jamais employée par les éleveurs des Grassfields. Il en est d'ailleurs de même dans tout le centre du Nigeria. D'autres auteurs (R.I.M., 1984, "Livestock and Land Use in Southern Gongola State", p. 47) s'étonnent également qu'elle soit maintenue dans les écrits scientifiques.

Peu répandus en Afrique francophone, les études anciennes en français les signalent à peine. G. DOUTRESSOULLE ne leur accorde que quelques lignes (21), les classant comme une variété du zébu peul nigérien, élevée par des Peuls à demi-sédentaires (22). Sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, les éleveurs de ces zébus se présentent, au contraire, comme les Mbororo les plus mobiles. Peut-être ne l'étaient-ils pas autrefois, mais leur bétail supporte de grands déplacements.

21. DOUTRESSOULLE, G., 1947, p. 99.

22. L'appellation *yakanaaji* correspond effectivement au nom d'un segment lignager de Foulbé du Bauchi, qui possèdent depuis longtemps ce type de zébu. Ils sont pratiquement sédentaires ; seules 2 familles ont été rencontrées sur le plateau de Wum.

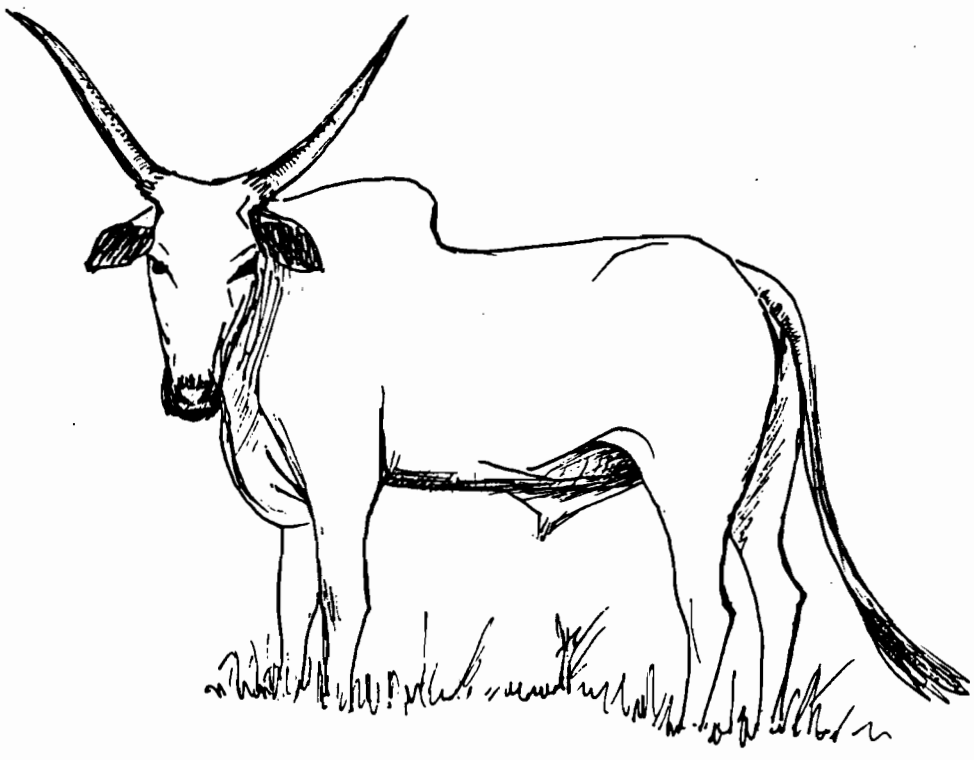


Fig. 103 : *Profil d'un boeuf de race "daneeji"*

G. DOUTRESSOULLE estime que des influences de la race *boDeeji* ressortent dans la variété blanche par « la silhouette, la taille, le poids, la robe et le profil » (21). Remarque surprenante : les zébus blancs ont une corpulence fine mais une taille moindre que celle des zébus rouges. La robe est toute blanche, sauf quelques taches de noir sur les oreilles, les pieds, la queue et le museau. La bosse dorsale, peu développée, se tient droite ; l'encolure est longue, la tête fine. Le cornage est de longueur moyenne ou petite mais jamais en forme de lyre. Tout cela les apparente assez peu aux zébus rouges. M. LACROUTS ne les identifie guère mieux, en les désignant « zébus blancs Foulbé » (23). L'expression tend à faire croire qu'il s'agit du bétail de Peuls sédentaires. Ce n'est pas le cas, du moins pas aux Grassfields.

23. C'est la traduction littérale de l'anglais "white fulani", mais elle prête à confusion.

Les autres Mbororo appellent couramment les zébus blancs : ***akuuji***, d'après la dénomination de ces éleveurs. L'expression est inconnue au Nigeria et au Niger. Elle s'est répandue parmi les Peuls du Cameroun et de Centrafrique, à partir de l'Adamaoua. Les rapports récents, relatifs à l'élevage au Bamenda, désignent cette race : "white aku" ou "aku".

J. CARTER ne mentionne que les zébus rouges au Bamenda (24). Elle a conduit son investigation à la fin des années cinquante, alors que l'entrée massive des zébus blancs commençait à peine. Pourtant, quelques milliers de têtes stationnaient déjà vers Nkambe. Pendant longtemps, les responsables de l'Elevage n'ont pas tenu compte de cette race bovine. Les éleveurs de zébus blancs, eux-mêmes, n'étaient guère reconnus par l'administration. Cette mise à l'écart n'est pas indépendante des rapports difficiles qu'entretiennent les deux groupes mbororo.

24. CARTER, J., 1967, p. 2.

Une arrivée récente

Les premiers arrivages importants d'animaux ***daneeji*** datent d'environ 1955. Depuis lors, les effectifs se sont accrus jusqu'aux premières années soixante-dix. Au début des années soixante, leur part dans le cheptel des Grassfields est estimée à 1/6e, soit environ 40.000 têtes (25). En 1963, M.J.A. BROUWERS l'évalue déjà à 25 %, soit 56.700 têtes. En 1974, les statistiques fiscales au Bamenda et des estimations au Bamoun aboutissent à 63.400 têtes, soit 20 % du cheptel régional.

25. BERRIELL, 1960.

La progression relativement faible des effectifs au cours des années soixante ne reflète pas les entrées continues de troupeaux au nord du Bamenda. Il est vrai que de nombreuses sorties les ont compensées. Néanmoins, les effectifs de zébus blancs excèdent certainement les chiffres précédents.

Un pointage au hasard révèle que la sous-estimation de ce type de bétail, par rapport aux zébus rouges, oscille de 34 à 46 %, en deux secteurs situés au nord du Bamenda. Or, Wum et Dumbo enregistrent 29.000 bovins imposés, soit près de la moitié des zébus blancs des plateaux. Il convient donc de majorer les effectifs régionaux d'environ 20 %. Si ce cheptel était recensé et imposé de la même manière que les ***boDeeji***, il compterait au moins 75.000 têtes.

Comme les zébus rouges sont eux-mêmes sous-évalués d'environ 25 %, l'effectif des ***daneeji*** atteint sans doute 100.000 têtes en 1975. Depuis lors, il n'est pas impossible qu'il ait régressé. La création d'un grand ranch à Dumbo a provoqué l'expulsion de milliers d'animaux. Tous n'ont pas trouvé à se réinstaller aux environs.

Les plateaux de l'Ouest-Cameroun représentent une aire d'expansion récente des ***daneeji***. D'une façon générale, le "white fulani" tend à se répandre en Afrique, aux dépens d'autres races. Son aire s'est étendue à l'Afrique occidentale. De même, il progresse en Afrique orientale vers le sud, aux dépens d'autres races bovines (26). Ce dynamisme proviendrait d'une résistance relative à la peste bovine, lui permettant de gagner des pâturages sur les races sujettes à cette épizootie. L'explication n'est cependant pas convaincante pour les plateaux du Cameroun, où la peste bovine était inconnue, jusqu'à une date récente.

26. WILLIAMSON, G. et PAYNE, W.J.A., 1965, p. 142.

L'expansion de la race ne se manifeste pas seulement par l'occupation de nouveaux pâturages. Elle progresse également par des substitutions, à l'initiative des éleveurs qui côtoient les troupeaux de ***daneeji***. Un remplacement de ce type s'est produit au nord du Nigeria, il y a plusieurs

décennies. Ensuite, les éleveurs ont migré vers les plateaux des Grassfields. A leur arrivée, le changement de bétail n'est pas toujours achevé.

Ainsi, il est surprenant de rencontrer quelques troupeaux homogènes de zébus à robe rouge chez des Akou installés entre Wum et Essu. Il s'agit de leur race ancienne, antérieure à l'adoption des zébus blancs. La taille des animaux est moindre que celle des ***boDeeji*** et le cornage moins développé mais la corpulence toute aussi fine. Au début des années soixante-dix, 350 têtes étaient entrées sur le plateau de Wum.

Quelques troupeaux juxtaposent une souche ancienne et des "white fulani" introduits. Les premiers Akou à se déplacer dans la foulée des Djafoun possédaient ce genre de troupeaux.

La plupart des Mbororo à zébus blancs ne possèdent cette race que depuis une génération. Pourtant, leurs troupeaux sont devenus de race homogène. En quelques décennies, la mutation de cheptel peut devenir complète.

De nombreuses qualités...

La plupart des Akou ont adopté le zébu blanc auprès de Peuls sédentaires, sur les plateaux du Bauchi et de Jos au Nigeria. Cet emprunt s'explique par la reconnaissance de grandes qualités.

M.J.A. BROUWERS avance que la race est résistante à la trypanosomose (27). Bien que les vétérinaires l'ignorent, le fait est confirmé par tous les éleveurs aux Grassfields. L'opposition entre taurins trypanotolérants et zébus sensibles à cette maladie est trop schématique. Tout en étant des zébus, les ***daneeji*** manifestent une certaine résistance à la trypanosomose. Certes, elle est moindre que celle des taurins, ne leur permettant que de supporter une faible infestation glossinaire. Mais cette aptitude suffit pour ouvrir aux ***daneeji*** des pâturages plus vastes qu'aux ***boDeeji***.

27. BROUWERS, M.J.A., 1965.

Le meilleur comportement de la race face aux trypanosomoses tient peut-être à un héritage génétique. Il est possible également qu'il provienne de la robe blanche de ces zébus. En effet, les couleurs sombres attirent davantage les mouches tsé-tsé. Cette particularité est mise à profit dans la fabrication de pièges et d'écrans teints en noir ou en bleu pour la lutte anti-glossinaire. C'est, peut-être, grâce à leur robe que les ***daneeji*** se maintiennent dans les secteurs légèrement infestés de tsé-tsé.

Les Akou ont traversé les savanes au centre du Nigeria, encombrées de nombreuses "tsetse belts". En amorçant leur progression vers le sud, ils ont perdu beaucoup de bétail rouge, remplacé par celui rencontré sur place, mieux adapté aux savanes. Certains éleveurs disent avoir effectué le remplacement de manière radicale, par suite de la disparition des anciens animaux ; d'autres, de manière progressive, en introduisant des zébus blancs dans le troupeau. Une fois nantis de cette nouvelle souche bovine, ils ont pu continuer à se déplacer vers le sud. Parvenus au Bamenda, l'avantage des zébus blancs à l'égard de la trypanosomose devient moins évident, en rapport avec une faible infestation en glossines.

Les Akou créditent le zébu blanc d'une seconde qualité : une fécondité plus élevée que celle des autres zébus. Les migrants, se trouvant démunis

de bétail en zone soudanienne, choisissaient cette race, afin de reconstituer rapidement des troupeaux. Tous les Peuls sont sensibles à cet avantage ; a fortiori les nomades, qui risquent de subir des pertes sévères en cours de déplacement.

Depuis les années soixante-dix, la station de Bambui possède une cinquantaine de ***daneeji***. En 1970, elle n'avait enregistré que 9 naissances pour 39 vaches, mais la plupart d'entre elles n'étaient encore que des génisses. Il faudrait disposer de taux de naissance ultérieurs pour confirmer ou non les avis des éleveurs (28).

Les Akou apprécient leurs animaux parce qu'ils supportent assez bien des restrictions fourragères en saison sèche, mieux que les grands zébus rouges. Ils se contentent donc de pâturages moins abondants, qualité qui devient appréciable en années de longue saison sèche, comme ce fut souvent le cas lors de la décennie soixante-dix. ***Di munyan veelo seeDu*** : ***«elles supportent la faim de la saison sèche.*** » Les pesées trimestrielles de deux lots d'animaux, d'une vingtaine de têtes chacun, par la station de Bambui, attestent un bon comportement pondéral en saison sèche (fig. 104).

28. Le lot de ***daneeji*** à la station de Bambui est cependant trop restreint pour en tirer des conclusions. De plus, les conditions d'élevage en ranch modifient le comportement des animaux.

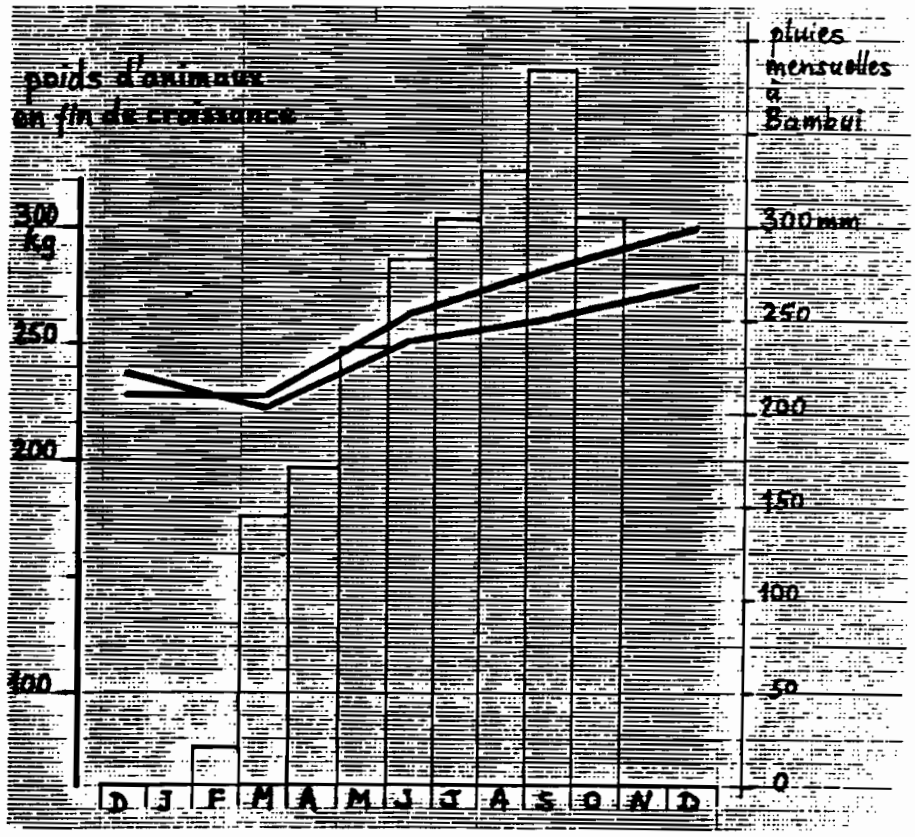


Fig. 104 : ***Evolution du poids de zébus blancs à Bambui***

L'un des lots reste stationnaire de décembre à mars, tandis que l'autre ne perd que 9 kg en moyenne. L'inflexion des profils reste légère. Au retour des pluies, les animaux reprennent rapidement du poids. Ensuite, ils progressent plus lentement, jusqu'en début de saison sèche. Bien que le rapport de la station ne le précise pas, il

est probable qu'il s'agit d'animaux mâles qui achèvent leur croissance. Il aurait été intéressant de comparer ces résultats à ceux de zébus rouges, placés dans les mêmes conditions.

Le bon comportement des ***daneeji***, en saison sèche, rend compte en partie d'une fécondité élevée : l'affaiblissement saisonnier des reproductrices étant peu sensible, il interrompt à peine les cycles de reproduction.

... *dont certaines ambivalentes*

A l'encontre de ces qualités, la petite stature des ***daneeji*** les défavorise pour la production de viande. Ceux de la station de Bambui atteignent entre 275 et 300 kg en décembre mais ces poids semblent excéder la moyenne des animaux de brousse. M.J.A. BROUWERS (29) estime "à vue d'oeil", qu'elle se situe aux environs de 225 kg.

29. BROUWERS, M.J.A., 1965.

Pourtant, à l'est de l'Adamaoua (Meiganga), les animaux de race ***daneeji*** seraient à peine moins lourds que les zébus rouges, surtout les mâles (30). On peut se demander si ces enregistrements de poids ne mêlent pas, aux vrais ***daneeji*** des Akou, des sujets ***mbororooji*** de couleur blanche, assez nombreux dans le secteur de Ngawi, à l'est de Meiganga. Or, ces animaux présentent des formats et des performances pondérales semblables à celles des zébus rouges ; seule leur robe les en distingue.

30. DOUFFISSA, A., 1988, p. 176)

Les Akou reconnaissent vendre leurs animaux moins cher sur les marchés que les ***boDeeji*** mais l'inconvénient ne contrarie encore qu'une minorité d'entre eux (31). Dès la naissance, les veaux ***daneeji*** pèsent moins que ceux d'autres races : 20 kg en moyenne pour les mâles à Bambui contre 25 pour les ***gudaali***. Ils ne rattrapent pas cet écart en cours de croissance, au contraire (fig.105).

31. Qualités et défauts des races bovines, établis d'après des critères zootechniques, ne correspondent pas toujours aux priorités des éleveurs.

A 6 mois, les veaux blancs approchent des 80 kg, tandis que les ***gudaali*** excèdent déjà 100 kg. Lorsque les zébus blancs atteignent ce seuil, les autres accusent 160 kg. D'abord aussi rapide que pour les ***gudaali***, la vitesse de croissance des zébus blancs s'infléchit, à partir de la 10e semaine, alors que celle de l'autre race reste constante. Les femelles sont un peu moins lourdes que les mâles mais les écarts de poids entre races sont aussi accusés, sinon plus. Les veaux de la station bénéficient de compléments alimentaires en saison sèche, ce qui explique leur augmentation de poids sans accroc. Le profil pondéral des jeunes animaux en brousse est probablement plus irrégulier.

M.J.A. BROUWERS soutient que la production laitière est moindre que celle des ***boDeeji*** mais de nombreux éleveurs affirment le contraire. Ces avis divergents sont difficiles à départager, les comparaisons ne s'appliquant pas toujours aux mêmes critères et les données chiffrées étant rares. Les éleveurs de zébus blancs vendent davantage de lait, par le biais des femmes, que les gens des zébus rouges. Cela ne signifie pas nécessairement que les vaches ***daneeji*** produisent davantage de lait. Des éleveurs sont plus soucieux que d'autres d'obtenir des revenus par les produits laitiers. La production laitière dépend des aptitudes des races bovines mais également de l'état des pâturages. Or, ceux de hauts plateaux deviennent très maigres en saison sèche, accélérant le tarissement des vaches rouges.

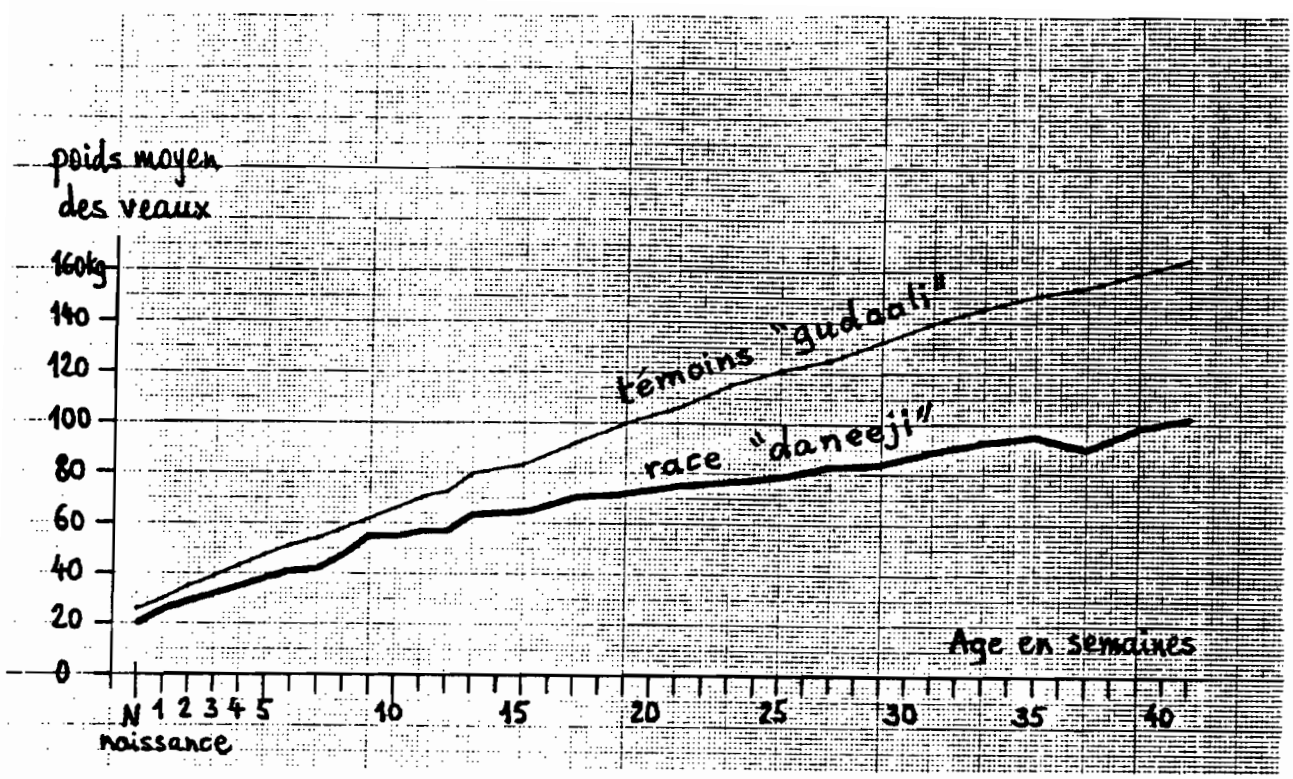


Fig. 105 : *Croissance des veaux mâles de zébus blancs à Bambui*

Les enquêtes de production laitière concernent presque toujours des animaux en station d'élevage. Elles ne traduisent pas le véritable comportement des races bovines en élevage extensif. En ce sens, une enquête auprès d'éleveurs du plateau de Wum présente davantage d'intérêt que les données des stations de Jakiri ou de Bambui (32). De plus, elle a l'avantage de ne porter que sur des troupeaux *daneeji*.

Les quantités disponibles à l'auto-consommation ou à la vente, après l'alimentation du veau, varient de façon considérable, de 0 à 8 litres par jour. Les quantités annoncées le plus fréquemment se situent cependant entre 1 et 2,4 litres. La production laitière est très inégale selon la période de l'année à laquelle survient la lactation. Elle évolue d'après le rythme des pluies qui commande l'état des pâturages mais les deux profils ne sont pas étroitement parallèles (fig. 106).

Le maximum de production laitière survient rapidement, dès les premières pluies, en mars-avril. La végétation herbacée démarre à peine mais les premières pousses d'herbe présentent de bonnes qualités fourragères. Ensuite, la production de lait diminue jusqu'en juillet, alors que les pluies deviennent plus abondantes et que les pâturages sont mieux garnis. En fin de saison des pluies, les maxima de précipitations ne s'accompagnent que d'une production laitière stagnante. Les herbes commencent à durcir ; leur valeur nutritive diminue. Enfin, l'arrivée de la saison sèche en novembre se traduit par une nouvelle chute de production laitière. D'après l'auteur, elle se stabiliserait tout de même à près d'1 litre par jour, durant la saison sèche.

32. EHLERS, H., 1973, "Study of the availability of milk in the Wum area", p. 14 et suiv.

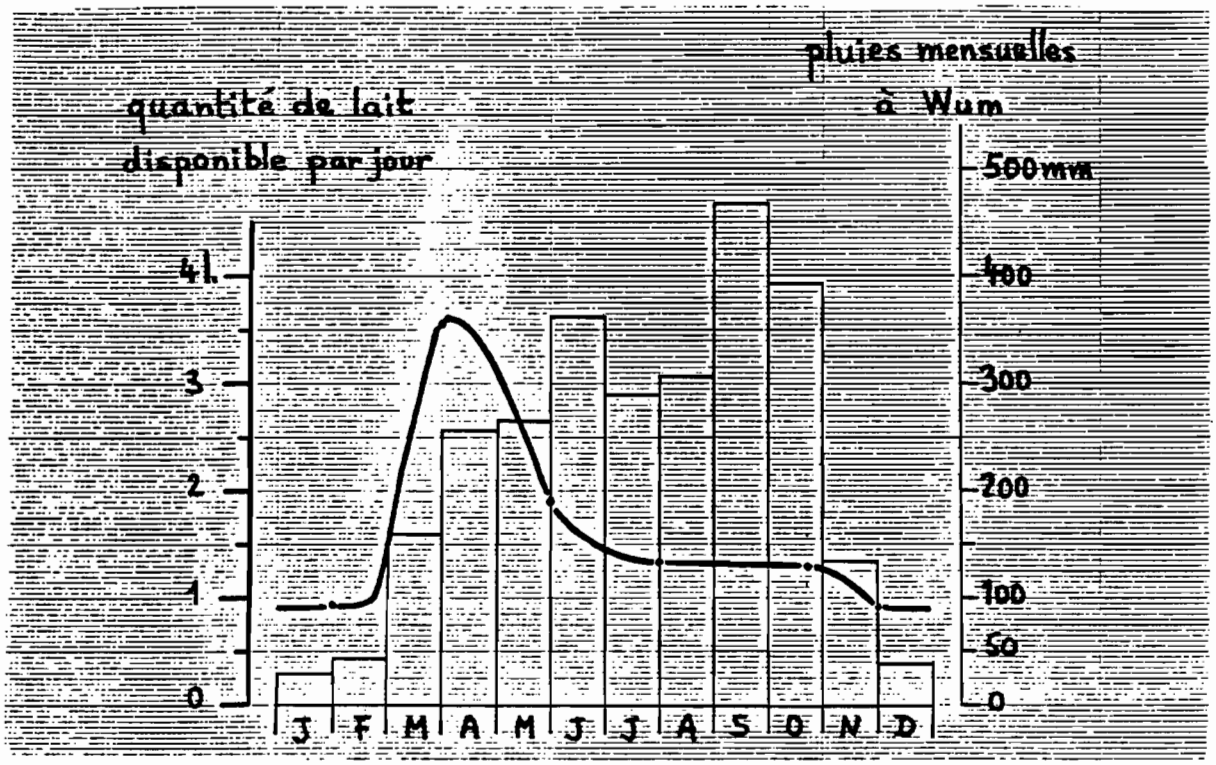


Fig. 106 : ***Variation de la production moyenne de lait par jour d'une vache "daneeji"*** *(d'après H. EHLERS).*

Les vaches ***daneeji*** de Wum produisent davantage de lait que l'autre race mbororo. Sur les 6 mois d'une lactation, la moyenne quotidienne des traites avoisine 2 litres, alors qu'en général, les estimations portent sur 1 à 1,2 litre. Ce bon comportement se manifeste surtout en saison sèche. Alors que les vaches rouges tarissent presque toutes à cette époque de l'année, les vaches ***daneeji*** maintiennent une petite production.

Cependant, ces indications restent encore imprécises. Des suivis réguliers de vaches laitières seraient nécessaires pour porter un jugement sur les différences de comportement entre les races mbororo. En 1986, des Akou de Wum reconnaissent que leurs épouses ne vendent pas de lait en saison sèche, parce que la traite ne le permet pas. La production laitière des vaches est-elle devenue plus aléatoire qu'en 1973 ? Les pâturages du bas plateau se sont probablement appauvris entre-temps, alignant les performances des vaches ***daneeji*** sur celles des ***boDeeji*** de hauts plateaux.

Le comportement des zébus blancs au pâturage diffère de celui des ***boDeeji***. D'abord, ils se dispersent davantage et font preuve de moins de discipline. Ils manifestent moins d'attachement au campement, restant plusieurs jours au pâturage si l'éleveur ne les ramène pas. Les pertes sont fréquentes. Des éleveurs entreprennent des recherches difficiles pour récupérer des animaux perdus, insérés parfois d'eux-mêmes en d'autres troupeaux ; ***daneeji majjan, Di jaanyataa*** *: « les zébus blancs se perdent parce qu'ils ne rentrent pas le soir, »* accusent les Djafoun. Ce comportement individualiste et indifférent aux attaches humaines requiert un gardiennage plus serré. Les Djafoun se moquent souvent des Akou, en lançant que « *leurs animaux les épuisent...* »

La capacité des ***daneeji*** à mieux se satisfaire que les zébus rouges de maigres pâturages provient d'une autre façon de paître. Alors que les ***boDeeji*** pratiquent une pâture sélective, les ***daneeji*** sont réputés s'accommoder d'une gamme très large de fourrages. Il en résulte une grande capacité d'adaptation, expliquant l'expansion géographique actuelle de la race, du Sahel à la zone guinéenne.

D'un autre côté, les zébus blancs arasent le couvert herbacé. En cas de charges élevées, cette pâture intégrale risque d'entraver le renouvellement des graminées. Elle entraîne des effets dégradants pour le milieu végétal. Dans l'immédiat, la concurrence des zébus blancs est redoutable. Il est reconnu que les autres animaux n'ont plus grand'chose à grapiller après leur passage. La coexistence avec les autres races s'avère donc impossible. A long terme, les troupeaux ***daneeji*** "chassent" ceux de races différentes.

L'aptitude des animaux ***daneeji*** à se contenter de ressources fourragères médiocres représente un avantage incontestable, par rapport aux zébus rouges. Les éleveurs de ***daneeji*** disposent ainsi d'une grande latitude dans le choix des pâturages. La rusticité du cheptel permet d'envisager une sédentarisation dans des conditions qui ne conviendraient pas aux ***boDeeji***.

Cependant, la sédentarisation de troupeaux ***daneeji*** entraîne, à long terme, des conséquences fâcheuses. Une pâture à ras du couvert herbacé se révèle plus dangereuse qu'une exploitation légère et sélective. Au terme de quelques années de sédentarisation, les abords des campements risquent d'être gravement dégradés, à moins que le pâturage soit capable de résister à une pâture intense. Bientôt, la réduction dramatique des ressources fourragères à proximité des campements incite les éleveurs à se déplacer vers d'autres secteurs mieux pourvus.

Autant les qualités du bétail ***daneeji*** favorisent la sédentarisation, autant ses pratiques de pâture risquent de la remettre en cause. La race ***daneeji*** commande un autre type de mobilité que les ***boDeeji***, moins rapide et plus cyclique mais plus grave pour le milieu pastoral.

La conformation peu esthétique des zébus blancs explique, en partie, l'opposition qu'ils suscitent auprès de beaucoup d'éleveurs. Mais les vraies causes d'antagonisme relèvent des comportements des animaux au pâturage. A mesure que l'espace devient plus restreint, que les charges en bétail s'accentuent, l'avenir des races bovines dépend de leurs aptitudes à tirer parti des pâturages. Dans ce contexte, les troupeaux *daneeji* se classent parmi les plus performants. Mais, d'un autre côté, lorsqu'ils deviennent dominants, l'avenir des pâturages risque d'être compromis.

Des bovins de bas plateaux

Les aptitudes des ***daneeji*** s'opposent à celles des ***boDeeji***. Cette opposition, mais également l'histoire pastorale des plateaux, se traduisent par une répartition géographique inverse des races selon l'altitude (fig. 102).

En 1975, les *daneeji* occupent presqu'uniquement des bas plateaux. Ils se répartissent en trois ensembles : Wum, Dumbo et Bamoun. Les deux premiers ne comportent que des animaux de cette race tandis qu'au Bamoun, ils voisinent avec des zébus rouges.

Au Bamenda, le clivage entre les deux types de zébus est très net. Les zébus blancs ne pénètrent pas dans l'aire des *boDeeji*. Seuls, quelques troupeaux se disséminent en périphérie : au rebord des hauts plateaux de Nkambe et au pourtour de la plaine de Ndop. Mais ces troupeaux isolés ne représentent que de faibles effectifs.

L'essentiel de la race se localise sur les plateaux de Wum et de Dumbo. Au sud de Wum, les zébus blancs se heurtent aux domaines réservés des *boDeeji*, sur les promontoires des hauts plateaux. Les troupeaux blancs de Dumbo s'avancent davantage vers le sud, entre les avancées de hauts plateaux.

Au Bamoun et au Bamiléké (Galim), l'exclusive entre les deux races devient moins systématique. Leur séparation au Bamenda ne tient donc pas seulement à des différences d'aptitudes. Cependant, les versants des monts Bambouto, au-dessus de 2.000 mètres, ne comprennent aucun zébu blanc. Là encore, les races de zébus se dissocient selon l'altitude.

En 1975, les troupeaux de race *daneeji* ne réussissent à occuper qu'une tranche altitudinale assez précise des plateaux.

Tabl. 35 : ***Répartition des zébus blancs selon l'altitude***

altitude des pâturages	effectifs de zébus blancs	pourcentage du total des zébus blancs	pourcentage du cheptel régional
> 2.500 m	0	-	-
2.000 - 2.500	0	-	-
1.500 - 2.000	200	1 %	0,1 %
1.000 - 1.500	49.600	78 %	38 %
< 1.000	13.400	21 %	98 %

Le clivage entre les zébus rouges et blancs se reflète par leur étagement en altitude. Les *daneeji* n'ont pas accès aux pâturages des hauts plateaux. La démarcation avec les zébus rouges se situe souvent juste en-dessous des 1.500 mètres. Pourtant, la majeure partie des *daneeji* se tient au-dessus de 1.000 mètres. C'est dire combien leur aire d'hivernage est étroite en altitude, plus resserrée que celle des *boDeeji*.

Les troupeaux qui stationnent à moins de 1.000 mètres n'appartiennent qu'à cette race. Son aptitude à supporter une légère infestation glossinaire devient un atout décisif pour des savanes peu élevées.

Est-ce à dire que le plafond des zébus blancs en altitude provient d'une mauvaise adaptation au milieu montagnard ? Des Akou l'affirment parfois. En fait, ils expliquent ou entérinent une situation subie. Au Nigeria (33), leur race de bétail se rencontre aussi bien en plaines sableuses du Sahel que sur les hauteurs : plateau de Jos à 1.500 mètres et monts Shebshi (1.500-2.000 mètres) au sud de la Bénoué.

33. GATES, G.M., 1952.

Seul, le Mambila présente un étagement des races bovines comparable à celui des Grassfields, avec des troupeaux de race ***daneeji*** minoritaires sur les hauts plateaux à 1.500 mètres. Ils se regroupent sur les Fali Hills (800-1.000 mètres) qui dominent le bassin de la rivière Donga. Moins élevés que le Mambila, ces reliefs ont la réputation d'être également moins salubres. Les troupeaux ***boDeeji*** du Mambila s'y rendaient autrefois en saison sèche puis repartaient vers les pâturages culminants en saison des pluies. Dès lors, les collines Fali se trouvaient relativement disponibles pour l'installation d'éleveurs "équipés" en ***daneeji***.

De la même manière, les zébus blancs ont occupé, aux Grassfields, les pâturages que les autres libéraient en hivernage. Le cloisonnement des races bovines et leur étagement en altitude résultent davantage d'inégalités d'accès aux pâturages que de différences d'aptitudes des animaux par rapport aux conditions montagnardes.

Malgré leur cantonnement aux bas plateaux, les troupeaux de zébus blancs se dispersent sur environ 2.300 km2 de savanes dont 760 à moins de 1.000 mètres. Ces étendues sont déjà importantes pour une durée d'installation relativement brève. Les éleveurs de ***daneeji*** ont tiré profit de l'étagement des plateaux en deux gradins principaux, en réussissant à s'implanter sur le palier inférieur. Ce faisant, ils ont accentué l'ancrage des zébus rouges aux altitudes plus élevées.

Les paliers des plateaux ne consistent pas en marches parfaitement horizontales. Les détenteurs de ***daneeji*** ont d'abord pris position sur les parties hautes des plateaux de Wum et de Dumbo, au plus près des zébus rouges dont ils bloquent maintenant l'expansion à moindre altitude. L'occupation des bas plateaux n'est pas encore achevée. D'après la plupart des auteurs, des obstacles d'insalubrité s'y opposeraient mais ce ne sont peut-être pas les seuls.

Chaque groupe mbororo se caractérise par une race bovine aisément discernable. L'attachement des uns et des autres à un type de bétail spécifique est quelque chose de très fort, même si ce bétail provient d'emprunts effectués quelques générations auparavant. La plupart des Djafoun considèrent maintenant les zébus rouges comme *"na'i asli"* :« *des vaches d'origine.* » Quant aux Akou, ils mesurent souvent les grandes qualités des zébus blancs. Ils les appellent *"na'i amin"* : « *nos vaches à nous,* » les opposant nettement à tous les autres zébus. Pour eux également, la connaissance familière des animaux s'apparente à une connivence profonde. *"Huunde a joggi durugo, a jogga! Dum bana bangugo debbo"* : «*quelque chose que tu as fait longtemps paître, il faut continuer ! c'est comme épouser une femme.* »

Les "gudaali", zébus introduits

Les *gudaali* ne représentent pas une race typique des Grassfields, au même titre que les précédentes. Certes, l'arrivée des zébus blancs est récente mais par leur importance numérique et leur suprématie en bas plateaux, ils font maintenant partie du capital bovin de la région. Il n'en est pas tout à fait de même des *gudaali*.

Dans son inventaire, déjà ancien, des races bovines au Nigeria, G.M. GATES accorde une grande place au "groupe de l'Adamaoua" qui rassemble plusieurs variétés de *gudaali*. Il signale que deux d'entre elles se trouvent aux Grassfields, les *bamnyo* et *ngaundere*, sans en préciser toutefois les effectifs (34).

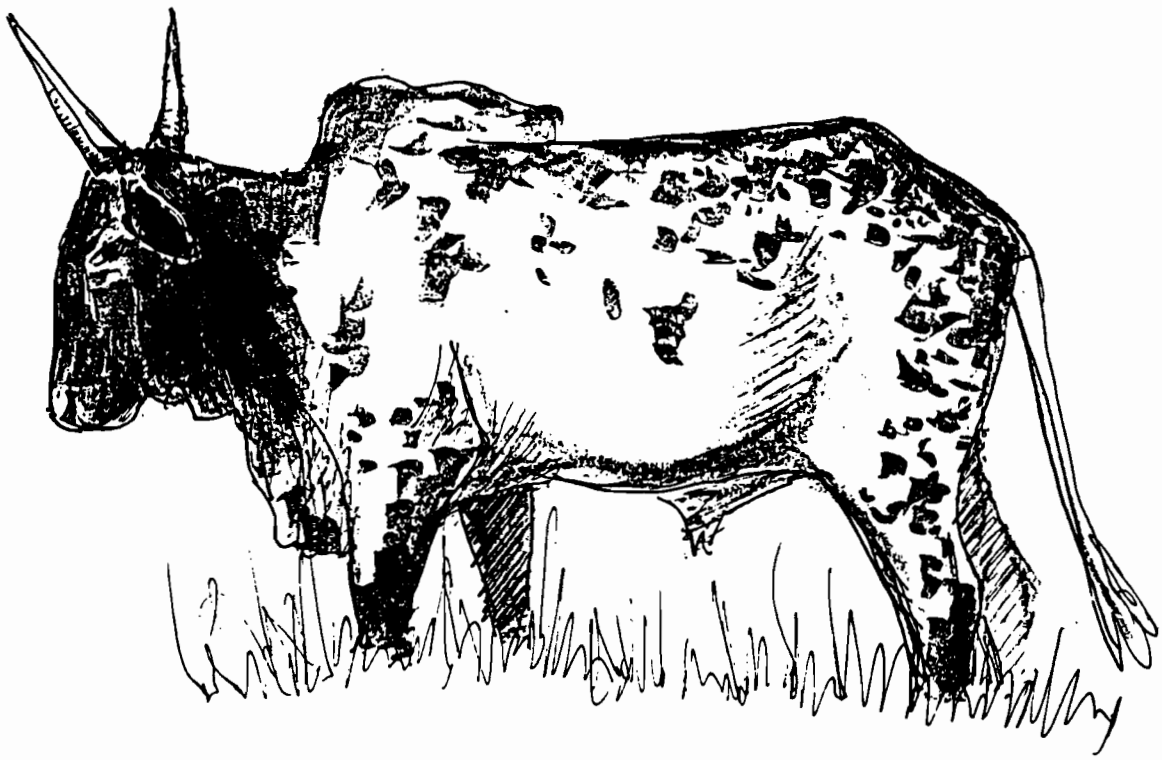


Fig. 107 : *Croquis de "gudaali" de l'Adamaoua*

Les *gudaali* des Foulbé de l'Adamaoua sont des zébus de taille moyenne et de conformation plus trapue que les races mbororo. L'encolure est courte, la bosse dorsale bien développée et tombante, le cornage court. Les animaux portent souvent la tête baissée, contrairement aux zébus mbororo qui la relèvent, donnant l'impression d'une haute stature et d'une silhouette élancée. La robe des *gudaali* est souvent pie rouge, avec une grande variété de combinaisons des taches rouges (35).

34. La classification de G.M. GATES, bien que critiquée au Nigeria, est la première à montrer que les goudali de l'Adamaoua débordent sur les plateaux Mambila et du Bamenda. Les publications antérieures les ignoraient (ROSS, D.D., 1944, "Nigerian cattle in Nigeria") ou bien les mentionnaient vaguement sous l'appellation « French type » (JONES, G.I., 1946, "The beef cattle trade in Nigeria", p. 30), en avouant : «name not known in Nigeria. » Cette indication pourrait se rapporter aussi bien à une race bovine du Niger que du Cameroun mais la description succinte de ce «type français » laisse supposer qu'il s'agit du goudali de Banyo : « a red and white, medium-sized, compact animal with short horns. »

35. LHOSTE, Ph., 1971, "Les races bovines de l'Adamaoua (Cameroun)", p. 521. L'auteur refuse d'employer l'appellation "gudaali", préférant l'expression "race Foulbé de l'Adamaoua", afin d'éviter les confusions avec les "gudaali" de Sokoto. Mais, au-delà des différences de robe, n'existe-t-il pas un génotype commun aux deux races ?

Les *gudaali* de la région de Ngaoundéré (*ngaundereeji*) correspondent le mieux au bétail spécifique de l'Adamaoua. La robe typique est tachetée de rouge sur le dos et blanche sur le ventre (*nyaawi*). La corpulence est ramassée et le fanon développé. Ces *gudaali* prestigieux sont rares sur les Grassfields et d'introduction récente.

Ceux de la région de Banyo (*bamnyooji*) se différencient des précédents par une stature plus haute, un cornage plus long et une bosse souvent dressée. La robe est rouge, avec du blanc seulement au bas ventre et sur la tête.

Au-delà de cette variété de types (36), les *gudaali* de l'Adamaoua sont tous célèbres par leurs performances pondérales. Les mâles adultes atteignent souvent entre 4 et 500 kg mais Ph. LHOSTE cite des records supérieurs à 600 kg chez les taureaux et proches de 700 chez les boeufs. A l'inverse, la production laitière ne semble pas spectaculaire. Ces animaux conviennent donc à des élevages orientés vers la production de viande et à des éleveurs dont l'alimentation ne repose pas essentiellement sur le lait.

Au Nigeria, les *gudaali* les plus connus sont des animaux peut-être encore plus trapus et plus lourds que ceux de l'Adamaoua. Le berceau de la race se trouve au Sokoto.

Il n'existe pas de *gudaali* de Sokoto sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. En transitant par le Bauchi, les premiers animaux *Bokolooji* (variété de goudali de Sokoto) ont atteint les plaines de la Bénoué, au début des années soixante-dix (37). Mais ils n'ont pas encore accédé aux plateaux méridionaux. Les goudali de Sokoto se distinguent aisément de ceux de l'Adamaoua par une stature encore plus massive et par une robe grise ou jaunâtre. WILLIAMSON, G. et PAYNE, W.J.A. (38) publient une photo en couleur du goudali de Sokoto mais ils semblent ignorer celui de l'Adamaoua.

Les deux grandes variétés de *gudaali* correspondent à des centres politiques foulbé où d'anciennes populations pastorales se sont sédentarisées, au siècle dernier. La liaison n'est pas fortuite.

Une race de ranchs

La plupart des *gudaali* de l'Ouest-Cameroun sont des *bamnyooji*, ce qui s'explique par la proximité relative de leur région d'origine. Le seul cheptel homogène de *ngaundereeji* est cantonné à la station de Bambui qui en possède 270 têtes en 1970 (39). Périodiquement, ce cheptel augmente par des achats en Adamaoua, avec l'appui de la station de Wakwa. Actuellement, des notables obtiennent des permis d'achat de *gudaali* et viennent s'approvisionner, de préférence, à Ngaoundéré. L'obligation du permis d'achat est liée à une politique de protection de la race de Ngaoundéré, limitant les transactions aux animaux destinés à la boucherie. De telles mesures ne facilitent pas l'expansion de ce type de bétail en dehors de son aire d'origine.

En 1975, la station de Bambui détient également une centaine de *bamnyooji*. Le cheptel est un peu plus important à Jakiri : un programme

36. Une variété originaire de Yola, les "Mayo Ineeji", n'est pas représentée sur les Grassfields. Mais elle est introduite en grand nombre sur l'Adamaoua. Pour H. EPSTEIN (1971, "The origin of the domestic animals of Africa", t. 1, p. 401 et suiv.), tous ces goudali de l'Adamaoua relèvent des vrais zébus d'Afrique de l'ouest, caractérisés par des cornes courtes et une grande bosse, située plus en arrière sur la ligne dorsale que chez les races bovines des Mbororo. Celles-ci ne seraient que des "pseudo-zébus", résultat de croisements très anciens.

37. R.I.M., 1984, p. 48.

38. WILLIAMSON, G. et PAYNE, W.J.A., 1959, "An introduction to animal husbandry in the tropics".

39. I.E.M.V.T., 1970, "Annual report", Bambui Station.

de sélection locale portait autrefois sur cette race. Un ranch créé par la "Native Authority" de Nkambe comportait également des *bamnyooji* mais ils furent dispersés à la fin des années soixante-dix. Des *gudaali* de cette variété constituent les troupeaux de nombreux ranchs privés, en particulier de missions catholiques et protestantes. Des Mbororo en possèdent quelques exemplaires, à proximité des stations d'élevage ou aux confins de l'Adamaoua, sur les plateaux Kaka. Tout cela ne représente, malgré tout, que des effectifs limités : environ 4.000 têtes, soit une minorité du cheptel régional, moins de 1 %. Sur cet effectif, un millier de bovins relèvent de ranchs.

Les *gudaali* de ce type d'élevage étaient plus nombreux avant l'Indépendance. En effet, une grande partie des troupeaux de la Compagnie Pastorale était composée de *gudaali*, notamment ceux d'embouche, en provenance de l'Adamaoua. Il en était de même d'autres troupeaux à Bagam (Galim), appartenant à des entreprises européennes moins importantes que La Pastorale. Mais ces animaux ne restaient que quelques mois dans la région, le temps de se "refaire" après un long déplacement à pied. Le renouvellement des troupeaux était incessant. Les propriétaires européens répugnaient à les échanger contre du bétail mbororo.

Pourtant, un Mbororo s'est procuré des *gudaali* auprès d'un Européen marchand de bestiaux sur le massif Manengouba. Ensuite, l'acquéreur est revenu s'installer au Bamenda. A partir de 28 vaches et génisses achetées en 1957, il a constitué un troupeau de 115 têtes, uniquement de race *gudaali*.

Les témoignages de cession d'animaux à un Mbororo par un élevage européen sont rares, par rapport à l'importance ancienne de ces cheptels. L'élevage européen fonctionnait en circuit fermé.

L'animal des sédentaires

Sur les Grassfields, le *gudaali* se caractérise comme le bovin des élevages enclos. Que ce soit au Sokoto ou en Adamaoua, le *gudaali* est, par excellence, l'animal des sédentaires : des Foulbé en Adamaoua, des Haoussa-Fulani au nord du Nigeria. A l'inverse, les Mbororo n'en possédaient pas, à leur arrivée aux Grassfields. Mais, à présent, ils s'intéressent à cette race. C'est surtout le cas des Djafoun, les plus anciennement installés sur les plateaux. Cet intérêt va de pair avec une mutation profonde de leur système pastoral.

La stature lourde et massive du *gudaali* en fait un animal mauvais marcheur. Il partage avec les *daneeji* des exigences alimentaires moindres que celles des *boDeeji*. En zone soudanienne, c'est l'animal de la vaine pâture sur chaumes de mil ; caractéristiques qui le prédestinent à l'élevage sédentaire. A la fois au Sokoto et en Adamaoua, la race *gudaali* a servi de fondement à une économie agro-pastorale de Foulbé villageois. N'exigeant pas de vastes espaces ni des pâturages abondants, le *gudaali* se prête à une stabilisation des populations et à une association de l'élevage avec l'agriculture. Anciens pasteurs sédentarisés, les Foulbé du Sokoto et de l'Adamaoua ont réussi à édifier des formations étatiques puissantes au 19e

siècle. Aujourd'hui, dans un contexte de restriction accélérée des espaces pastoraux, le comportement des ***gudaali*** garde tout son intérêt.

Quant à la sensibilité des ***gudaali*** aux grandes maladies du bétail, la question reste mal élucidée. Alors que tous les éleveurs reconnaissent une certaine résistance des ***daneeji*** à la trypanosomose bovine, les avis sont partagés pour les ***gudaali***. Ceux de Sokoto s'avancent dans les plaines basses de la Bénoué, entrecoupées de grandes galeries forestières et supposées infestées de glossines, sans subir pour autant de grandes pertes. Ils seraient aussi résistants que les ***daneeji*** (40). Quant aux ***gudaali*** de l'Adamaoua, ils ont beaucoup souffert des extensions de glossines sur ce plateau, dans les années soixante et soixante-dix. Il est admis qu'ils sont aussi sensibles que les ***boDeeji*** aux trypanosomes.

A l'inverse, les ***gudaali*** de l'Adamaoua bénéficieraient d'une certaine immunité à l'égard de la peste bovine. C'est ce que des vétérinaires ont déduit, en 1960, de résultats très variables obtenus par un vaccin administré à des animaux menacés par un foyer de peste bovine en Adamaoua (41). Néanmoins, il semble que le virus de l'épizootie de 1960 n'était pas dangereux. En 1983, les ***gudaali*** n'ont pas mieux résisté à la peste bovine que les autres zébus.

Les ***gudaali*** présentent d'autres prédispositions à l'élevage moderne, notamment des performances bouchères supérieures à celles des zébus mbororo : croissance plus rapide, meilleur rendement en viande. M.J.A. BROUWERS ne fait que traduire l'avis général des responsables de l'Elevage en écrivant : « the Banyo Adamawa type has certainly the best features for a beef animal and might well have a very good future in the country, as it has in Adamawa » (42).

40. R.I.M., 1984, p. 48 et 95. Cette "trypano-tolérance" est d'autant plus étonnante que les goudali de Sokoto proviennent d'une région sans glossines, où ils n'ont pu développer une immunité à la maladie

41. BLANC, R. 1961, "Epizootie de peste bovine en Adamaoua"; PROVOST, A. et al., 1961, "Emploi du vaccin avianisé souche B.A. contre la peste bovine en Afrique centrale".

42. BROUWERS, M.J.A., 1965, p. 36.

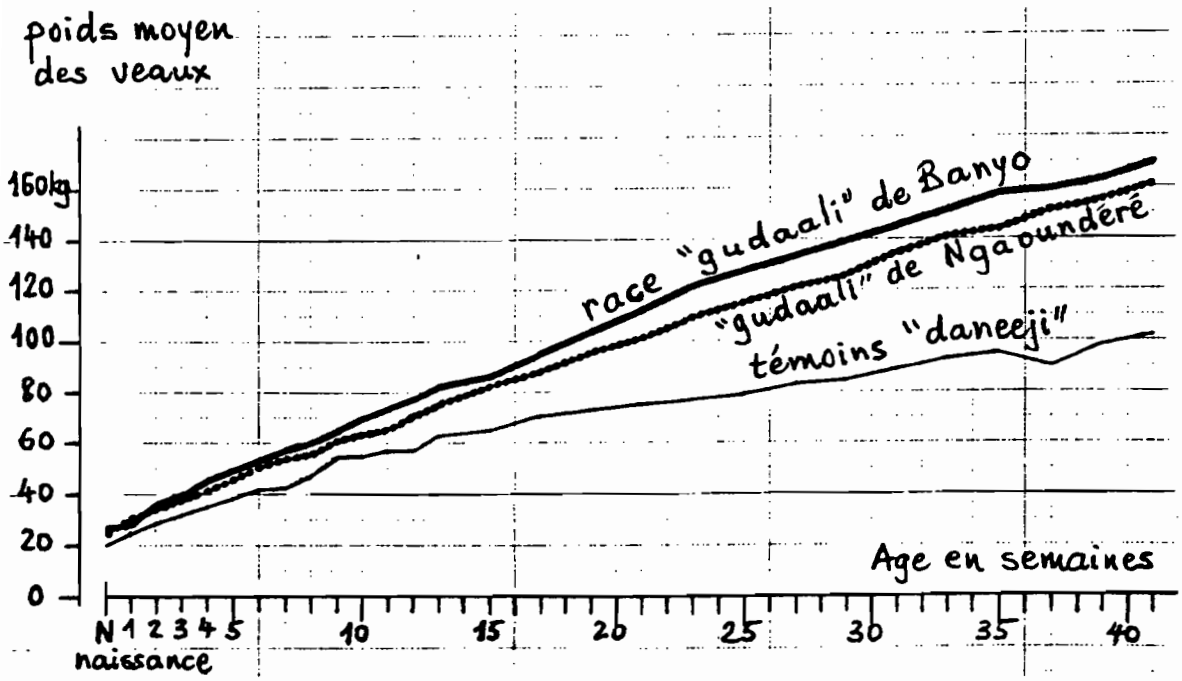


Fig. 108 : ***Croissance des veaux de deux races "gudaali" à Bambui***

Un suivi régulier des veaux à Bambui a déjà démontré la supériorité des *gudaali* sur les zébus blancs : leur croissance se maintient constante, au moins jusqu'à un âge de 40 semaines. Elle est assez comparable, entre *gudaali* de Banyo et de Ngaoundéré (fig. 108). Cependant, à Bambui, les *bamnyooji*, de même poids à la naissance, prennent ensuite un léger avantage sur les *ngaundereeji*. De fait, les premiers ont la réputation de mieux se comporter sur les plateaux des Grassfields.

Quelques pesées trimestrielles effectuées également à Bambui, sur des lots de *gudaali* adultes, précisent leur comportement saisonnier sur les pâturages de la région (fig. 109). Les moyennes accusent des pertes de poids de 30 à 40 kg de décembre à mars, soit 10 % du poids avant sécheresse. Tout en étant déjà sévères, elles seraient moindres que celles subies par les *boDeeji*.

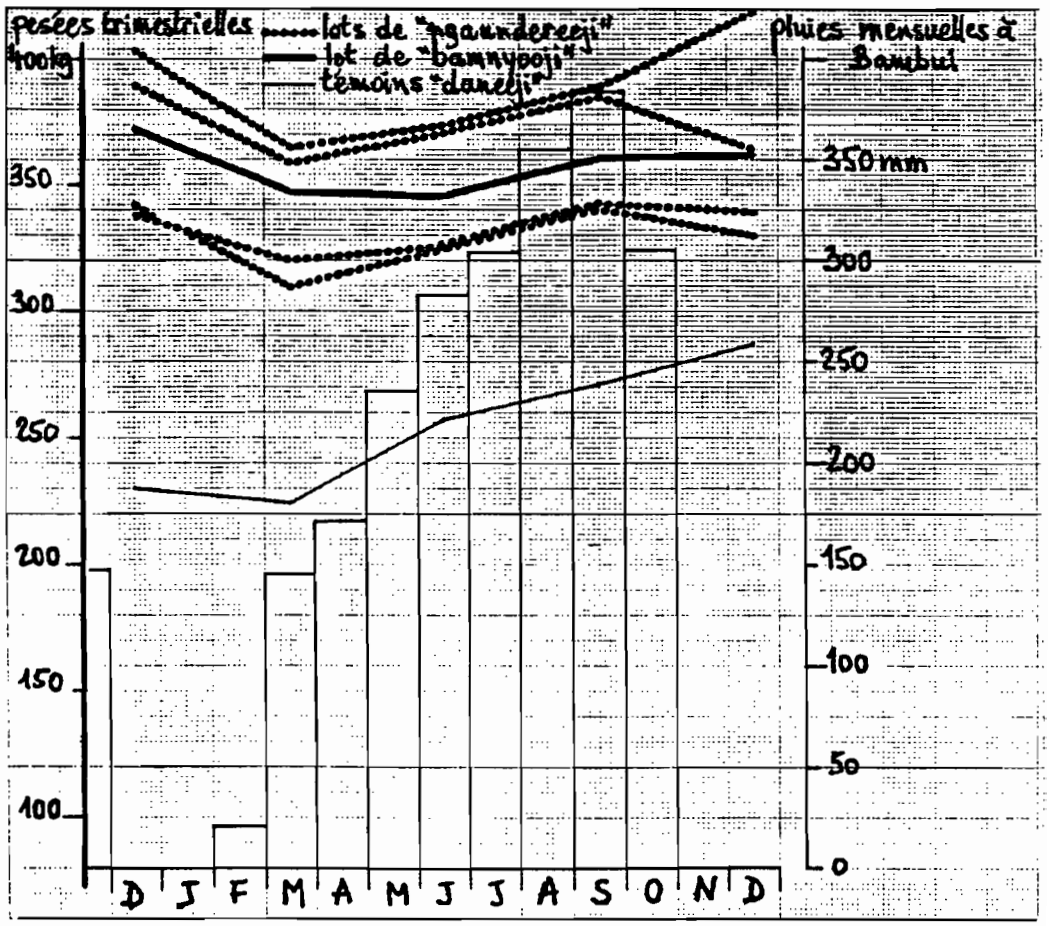


Fig. 109 : ***Comportement annuel de plusieurs lots de "gudaali" à Bambui***

A la fin de l'année, presque tous les lots d'animaux ont récupéré leur poids de départ. Ce sont des animaux qui ont achevé leur croissance, contrairement aux zébus blancs pesés en même temps. En fin de suivi, les *gudaali* conservent encore un avantage d'au moins 50 kg sur les zébus blancs. Les poids moyens des *gudaali* adultes s'échelonnent entre 300 et 400 kg. Le lot des *bamnyooji* se situant au milieu des *ngaundereeji*, il est difficile d'affirmer, cette fois, que les premiers réussissent mieux que les seconds.

D'après certains experts (43), parmi toutes les races de l'Adamaoua, le goudali de Banyo présente les meilleures qualités pour la production de viande. Des mesures effectuées à Wakwa (Ngaoundéré) démontrent le contraire mais à Bambui, les veaux ***bamnyooji*** prennent effectivement un peu plus de poids que des ***ngaundereeji***. Les performances d'une race ne sont pas intangibles ; elles s'extériorisent davantage dans les milieux comparables à celui de leur origine.

43. BROUWERS, M.J.A., 1963.

L'attitude des Djafoun vis-à-vis des races de bétail a considérablement évolué. Au début du siècle, ils coexistaient avec des troupeaux de ***gudaali***, en Adamaoua, mais l'attachement aux zébus rouges l'emportait. Plus tard, une fois installés sur les Grassfields, ils accordent la préférence aux ***gudaali***, alors qu'ils ne voisinent plus avec eux.

Gudaali Buran jonta kam : « *les goudali sont mieux maintenant.* » En fait, les aptitudes des races n'ont pas changé ; ce sont les contextes pastoraux qui ne sont plus les mêmes, ni les choix de société. Les pâturages de plateaux s'étant dégradés, les ressources fourragères deviennent parfois maigres, dès la saison des pluies. Or, les ***gudaali*** s'adaptent mieux que les zébus rouges à des conditions d'élevage difficiles. ***Di Buran munyugo veelo, to Di keBi ndiyam, Di vonnataako*** : « *les vaches goudali supportent mieux la faim ; tant qu'elles peuvent s'abreuver, il n'y a pas de pertes.* »

Quant aux éleveurs, leur comportement s'est presque inversé. Autrefois, ils "servaient" les animaux, avec comme impératif, la prospérité du cheptel transmis par les générations précédentes. Désormais, l'attachement aux pâturages l'emporte avec, comme corollaire, une préférence pour les animaux qui s'en accommodent. Dès lors, les Djafoun des Grassfields qui détiennent des ***gudaali*** ne veulent plus s'en séparer. L'un d'eux affirme : ***mi accataa Di*** : « *je n'abandonnerai pas mes vaches,* » sous-entendu : celles de la nouvelle race.

Une race mal fixée

D'après G.M. GATES, les ***bamnyooji*** seraient le produit de croisements entre le zébu rouge à longues cornes et le ***gudaali*** de l'Adamaoua, c'est-à-dire celui de Ngaoundéré. Cette hypothèse paraît vraisemblable. Une conformation plus haute et plus fine des ***bamnyooji***, une robe pie rouge, un cornage assez développé en font un type intermédiaire entre les zébus mbororo rouges et les ***ngaundereeji***. Ils semblaient peu nombreux au Nigeria au début des années cinquante : seulement quelques troupeaux cantonnés au Mambila, près de la frontière.

Alors que le phénotype des zébus mbororo est bien fixé, cela ne semble pas le cas des ***bamnyooji***. Bien que G.M. GATES assure avoir vu des troupeaux homogènes au Mambila, la race serait en cours de formation. Des croisements successifs élargissent la gamme de ses caractères, selon l'apport de sang ***gudaali*** ou ***boDeeji***.

Des troupeaux, au nord du Bamenda, proviennent de croisements de ce type. Beaucoup appartiennent à des Mbororo qui ont séjourné dans la région de Banyo. Ils ont introduit là-bas des vaches ***gudaali***, répétant ainsi

le croisement à l'origine de la variété dite de Banyo. Il en résulte des animaux *gudaali* mais de plus en plus marqués par des caractères mbororo, lorsque les éleveurs entrent au Bamenda. Plus récemment, des Akou entreprennent également des croisements entre leur race et des *bamnyooji*, aboutissant à une nouvelle variété de métis.

La race des *gudaali* de Banyo se transforme donc progressivement par des apports de sang zébus mbororo. Les Mbororo des Grassfields disent eux-mêmes, avec quelque étonnement, combien les Foulbé de Banyo se défont facilement d'animaux pour s'adonner au commerce du bétail et augmenter leur cheptel au moyen de transactions. Leur race de *gudaali* semble en cours de remodelage incessant par le brassage de deux génotypes. On peut se demander si cette dynamique n'aboutira pas à l'absorption progressive des caractères *gudaali* de la race.

Les "jilluDi", troupeaux de race composite

En dehors des ranchs, les *gudaali* ne présentent pas, sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, les caractères d'une race stabilisée. Une particularité du cheptel régional tient au grand brassage des races bovines, à l'origine de troupeaux encore plus composites : *jilluDi*. Ils comptent 51.000 têtes, soit le tiers des effectifs. Les manipulations dont ils résultent étant très diverses, il est difficile de proposer une description moyenne de ces animaux.

Un cheptel d'acheteurs

Les troupeaux composites appartiennent surtout à des villageois (46.000 têtes) (44). Contrairement aux Mbororo, attentifs à la race du bétail, les villageois en font peu de cas. Leur objectif est de constituer rapidement un troupeau. Comme ils acquièrent des animaux auprès des Mbororo, les nouveaux troupeaux reflètent souvent la race possédée par les voisins. Ainsi, ceux des Bamiléké des monts Bambouto sont à dominante de *boDeeji*.

44. Comme le recensement de leur cheptel est notoirement défaillant, il conviendrait de les créditer d'effectifs beaucoup plus importants. Mais, en absence d'un indice moyen de correction, il est difficile d'évaluer le cheptel réel.

Cette ressemblance entre troupeaux voisins est pourtant loin d'être systématique. Des autochtones, escomptant des prix plus avantageux, se procurent des animaux sur des marchés à bestiaux éloignés. Au cours des années soixante, ceux du Bamenda se rendaient de préférence au Mambila et vers Banyo pour acheter, à bon prix, des *gudaali*. Mais l'inflation des prix au Mambila les a détournés de ces marchés.

Entre-temps, une autre source d'approvisionnement a gagné la faveur des acheteurs : la région de Wum où se vendent des *daneeji* dont la cote sur les marchés est inférieure à celle des autres races. Les zébus blancs intéressent particulièrement les villageois qui, nantis d'un pécule, tentent d'acquérir le plus grand nombre possible de têtes. Les Meta et les Ngwo ont pris l'habitude de se rendre à Wum pour acquérir des animaux qu'ils ramènent ensuite près du village. La présence de cette race bovine est insolite sur des plateaux où les Akou n'ont jamais séjourné. De même, les Bamiléké des monts Bambouto (Fongo Tongo, Bafou) se déplacent au marché de Bamenda

où des *daneeji* sont présentés par des revendeurs. Ils contribuent à diffuser cette race en des endroits où ses détenteurs habituels n'ont jamais pénétré.

Des achats répétés sur les marchés, sans préférence de race, aboutissent à des troupeaux hétérogènes. D'autres villageois s'approvisionnent moins dans le commerce que directement auprès de Mbororo. Ils cherchent à se procurer à bon compte de jeunes animaux, rarement présentés sur les marchés.

Deux raisons rendent compte de cette préférence : les veaux coûtent moins cher que les animaux adultes, convoités par des maquignons, et certains villageois s'engagent dans une embouche longue. C'est un élevage facile, plus facile qu'un élevage naisseur, exposé à la période critique du sevrage. Les animaux se succèdent, composant des troupeaux qui changent de dominante, au hasard des acquisitions.

De nouveaux propriétaires de bétail ont travaillé plusieurs années comme bergers, en étant rémunérés en partie par des taurillons. Il est rare qu'ils soient restés de longues périodes au service du même employeur. Leur troupeau reflète alors les races bovines des employeurs successifs, parfois compliquées d'échanges de bétail.

La juxtaposition et le croisement de plusieurs races aboutit à des produits inclassables et instables. Cependant, depuis quelques années, des villageois deviennent plus attentifs à l'identité du cheptel : ils acquièrent de préférence des *gudaali* de l'Adamaoua. Cette sélection est surtout pratiquée par des notables, commerçants et fonctionnaires, qui se procurent des animaux aux stations d'élevage ou directement en Adamaoua.

La tendance est encouragée par plusieurs initiatives récentes qui visent à introduire l'élevage bovin chez les villageois. Qu'il s'agisse de prêts de bétail en faveur de jeunes cultivateurs, destinés à promouvoir le "mixed farming", ou de la création de ranchs privés, le bétail proposé appartient à la race *gudaali*. La faveur manifestée pour cette race est assez générale dans les initiatives actuelles d'élevage. Les *gudaali* conviennent aux besoins des autochtones : faibles exigences alimentaires et aptitudes à l'embouche. Alors que les troupeaux des villageois présentent, jusqu'ici, une dominante de *boDeeji*, il est probable que, dans quelques années, ils comprendront une majorité de *gudaali*.

D'autres troupeaux sans caractéristiques raciales nettes appartiennent à des Haoussa et à des Foulbé sédentaires. D'après les statistiques de *jangali*, ils ne comptent que 5.000 têtes mais, une nouvelle fois, il y a lieu de suspecter une forte sous-évaluation. Des Mbororo estiment par exemple, le cheptel d'un riche maquignon de Binka à un millier de têtes, alors que 200 seulement sont taxés.

Les Haoussa se constituent des troupeaux à partir de transactions commerciales. Pour eux aussi, l'amalgame des races bovines reflète la diversité des achats. La distinction n'est pas toujours nette entre bétail d'élevage et de commerce : le maquignon puise, si besoin est, dans le troupeau d'élevage pour compléter une expédition vers le sud. Ce type de

troupeau présente des caractéristiques fluctuantes selon les tendances de l'activité commerciale : variation des lieux d'achat et des fournisseurs de bétail. Mais les riches Haoussa réservent presque toujours les *gudaali* pour leurs troupeaux d'élevage. Pour ne citer qu'un exemple, le Haoussa le plus riche de Sabga, près de Bamenda, est un marchand de bestiaux dont les 3 troupeaux sont à dominante de *gudaali*.

Les Foulbé ne sont pas nombreux aux Grassfields où ils ne semblent pas être arrivés avec du bétail. Ce sont souvent d'anciens bergers installés à leur compte et nantis de petits troupeaux. Leurs anciens employeurs étant des Djafoun, ils n'ont obtenu des *gudaali* que par échanges ultérieurs.

Des concurrents aux "boDeeji"

La localisation des troupeaux composites est loin d'être uniforme. Ils ne coexistent presque jamais avec des animaux *daneeji* mais souvent avec des *boDeeji*. L'imbrication des troupeaux n'est pas pour autant régulière.

Les troupeaux de race mal définie sont nombreux autour des petites villes et des marchés (Nkambe, Binka, Ndop) et au voisinage des terroirs, par exemple sur le plateau Nso. Ils occupent totalement une portion de pâturages (au nord et au sud des monts Bambouto) ou se dispersent de manière plus diffuse (plateaux Meta-Ngwo et Kaka).

Leur localisation correspond presque toujours à des pâturages fortement chargés. Les troupeaux de formation récente ne sont pas placés sur des pâturages relativement libres mais sur ceux qui sont déjà parmi les plus encombrés. Les villageois devenus propriétaires de bétail ne contribuent pas à atténuer les charges engendrées par les troupeaux des Mbororo.

L'imbrication des troupeaux disparates avec les races mbororo perturbe plus ou moins leur répartition spatiale. L'aire des zébus blancs au nord du Bamenda apparaît comme la plus homogène. Au contraire, d'autres races bovines s'insèrent, désormais, parmi les *boDeeji*. Des zébus blancs sont placés en périphérie ou introduits au milieu des pâturages du Bamoun et de Galim. Surtout, achats de *gudaali* et troupeaux composites de formation récente soustraient une partie de l'aire d'hivernage des zébus rouges.

Des assiettes spatiales différentes donnent à penser que l'identité des *daneeji* risque peu d'être compromise dans l'avenir, tandis que celle des *boDeeji* est sujette à tous les voisinages et croisements. La race bovine longtemps typique des Grassfields ne se maintiendra pure et dominante qu'en quelques secteurs de hauts plateaux.

La fin de deux races

Deux races bovines ont pratiquement disparu de l'Ouest-Cameroun. Leur élimination ne s'est pas faite par la force, comme ce fut le cas du bétail d'autres populations, soumises à des conquêtes. Les Mbororo ne sont pas directement responsables de la fin de ces races. Pourtant, l'irruption massive des zébus a sans doute précipité l'évolution.

Bien que l'effectif de ces races bovines soit devenu négligeable, leur disparition n'est pas indifférente. Elle renvoie à l'histoire de l'occupation des plateaux ou met en évidence la précarité d'une modernisation de l'élevage, fondée sur l'introduction d'une race de bétail étrangère.

Les taurins, ancienne race autochtone

Aucun taurin ne figure sur la carte des races bovines, tellement leurs effectifs sont faibles. Pourtant, plusieurs témoignages laissent penser qu'autrefois, ce cheptel n'était pas négligeable. Certes, il ne jouait pas un rôle social aussi important qu'auprès de certaines populations soudanaises. Cependant, les habitants des Grassfields étaient sans doute les seuls Bantous ou Semi-Bantous à détenir des bovins. Jusqu'à une date récente, les Bamiléké avaient le mieux réussi à préserver ce cheptel.

Le cheptel bamiléké

Le souvenir de races bovines spécifiques aux Bamiléké commence à s'estomper. Pour les jeunes générations, les bovins sont l'affaire des Mbororo, des gens du Nord. Pourtant, la linguistique confirmerait la présence ancienne de bovins chez les Bamiléké, habituellement considérés comme de simples cultivateurs. Ainsi, le dialecte de la région de Bana distingue nettement la viande de boeuf de celle de chasse. Constatation peut-être plus pertinente : les Bamiléké ne se contentent pas d'opposer indistinctement les animaux aux hommes. Leur vocabulaire est relativement riche pour désigner les catégories de bovins : le boeuf par opposition au taureau, la vache différenciée de la génisse (45). Ces substantifs dénotent déjà une familiarité avec le cheptel bovin.

R. DIZIAIN signale qu'au début des années cinquante, les Bamiléké possédaient environ 2.000 bovins (46). Beaucoup de ces animaux provenaient d'achats auprès des Mbororo ou des convoyeurs de troupeaux de boucherie. Quant au cheptel ancestral, il ne comptait qu'environ 300 taurins. Ils disparurent lors des troubles des années de l'Indépendance.

J.L. DONGMO (47) confirme la présence ancienne des taurins chez les Bamiléké. Ils constituaient des biens inaliénables attachés aux chefferies, divaguant librement sur les jachères collectives en haut des collines. Les effectifs variaient beaucoup d'une chefferie à l'autre, en partie d'après l'inégale étendue des jachères. Selon le même auteur, les gros troupeaux des chefs de Foléké-Dschang et de Bana suscitaient, en particulier, la jalousie des autres chefs.

Quelques témoignages permettent de suivre la diminution du cheptel. R. DELAROZIERE, cité par R. DIZIAIN, estime que les taurins de la chefferie de Baleng, réduits à 25 têtes lors des années quarante, en comptaient 800 un siècle auparavant. En 1922, un rapport administratif rappelle que les Allemands évaluaient le cheptel des chefferies bamiléké à un millier de têtes en 1913 (48). Le rapport renchérit : « ce chiffre paraît un peu faible actuellement : par sa sauvagerie, ce bétail a pu échapper aux réquisitions

45. LEGER, A., 1932, "Contribution à l'étude de la langue bamiléké". in Journal de la Société des Africanistes, p. 209-227.

46. DIZIAIN, R., 1952, "Cartes de la densité de population et de l'élevage en pays bamiléké ; notice". D'après P. POUMAILLOU (1963, "Inspection fédérale de l'Ouest : pays Bamiléké et pays Bamoun ; la relance de l'économie et les problèmes de développement"), le cheptel bovin des Bamiléké était un peu plus important : 2.500 têtes vers 1952-54 et 2.800 en 1958, avant les troubles. Mais il ne précise pas de quel type de bétail il s'agissait.

47. DONGMO, J.L., 1972, "L'élevage bovin dans l'Ouest-Cameroun".

48. "Rapport annuel à la S.D.N.", 1922, p. 98.

qu'a entraîné la guerre ». Le cheptel taurin ne semblait pas alors en voie d'extinction. Les administrateurs envisageaient de "reprendre" des essais d'amélioration de la race locale, preuve que les Allemands n'étaient pas restés inactifs en ce domaine. En 1923, une ferme d'élevage est créée à Dschang pour « domestiquer le petit boeuf, à moitié sauvage, de la région» (49). La ferme a, comme objectif, d'encourager une diffusion de la race taurine : « dès qu'une certaine quantité de sujets robustes aura pu être constituée, des couples seront distribués aux chefs de village, de façon à permettre la constitution de troupeaux de gros bétail » (49). Objectif séduisant et qui réapparaît périodiquement dans les rapports administratifs, alors même que le cheptel taurin fond inexorablement.

49. idem, 1923.

La disparition récente des taurins bamiléké marque l'aboutissement d'une longue diminution des effectifs. Les ponctions opérées sur les troupeaux ont-elles excédé leurs capacités de renouvellement (50)? R. DIZIAIN suppose que le cheptel fut décimé par la trypanosomose mais cette hypothèse paraît improbable. Contrairement à la plupart des zébus, les taurins ont la réputation de bénéficier d'une trypano-tolérance. Certes, elle n'équivaut pas à une immunité totale face à la maladie mais le plateau bamiléké, à 1.500 mètres d'altitude, restait largement indemne d'infestation en glossines. L'élimination progressive des taurins bamiléké résulte d'un accroissement de la population, se traduisant par la mise en culture permanente d'anciennes jachères situées en hauts de versants.

50. Des vétérinaires estiment que la fertilité d'un autre noyau de taurins, chez les Bakossi, aurait diminué par suite de la consanguinité et de l'isolement (C.I.P.E.A., 1979, "Le bétail trypanotolérant d'Afrique occidentale et centrale", t. 2).

L'existence d'un ancien cheptel taurin n'était pas étrangère à l'édification du bocage bamiléké, bien que cette explication ne soit pas retenue par J.L. DONGMO (51). Beaucoup de paysanneries juxtaposent un élevage bovin à des activités agricoles, grâce au cloisonnement des terroirs par des haies vives. Bien que très serré, le bocage bamiléké n'a pas empêché la disparition des taurins, mais il s'est avéré efficace pour le maintien d'un élevage de petit bétail.

51. DONGMO, J.L., 1971, "L'aménagement de l'espace rural en pays bamiléké (Ouest-Cameroun)".

Le maintien de troupeaux par les chefs se heurtait au besoin croissant de nouvelles terres à cultiver. Les habitants faisaient pression pour que les chefs consentent à des abattages, à l'occasion de festivités. L'hostilité des Bamiléké à l'égard des troupeaux de chefferies éclata ouvertement lors des troubles de l'Indépendance. Les maquisards reprirent à leur compte les revendications paysannes et s'attaquèrent aux troupeaux. Les reconstitutions actuelles de bétail ne se font plus avec des taurins mais par l'acquisition de zébus.

Ainsi « l'une des curiosités du pays bamiléké », selon l'expression de R. DIZIAIN, a-t-elle achevé de disparaître. Pourtant, elle représentait un capital zootechnique digne d'intérêt. Un rapport déjà cité de 1922 juge succintement la race taurine bamiléké, « de très petite taille mais de belle tenue et bien en chair. » Par croisements, elle aurait pu constituer une bonne race de boucherie, adaptée aux conditions locales.

Autres anciens cheptels taurins

Autrefois, les Bamiléké n'étaient pas les seuls à posséder des taurins. L'existence ancienne de ce type de cheptel est attestée chez beaucoup de populations des plateaux, sauf peut-être chez les Bamoun.

Dans les premières années cinquante, les Bamoun possédaient pourtant 500 bovins, mais le rapport qui l'indique n'en précise pas la race (52). C. TARDITS, reprenant le témoignage d'A. REIN-WUHRMANN, signale que le sultan Njoya détenait, dès 1925, 300 bovins (53). Mais s'agissait-il de taurins ou de zébus? Des Mbororo stationnaient dans la région depuis plusieurs années. Il est probable que le troupeau royal provenait des taxes imposées aux éleveurs et versées en têtes de bétail. Njoya invita lui-même les Mbororo de Banyo à venir s'installer au Bamoun. Cette ouverture d'esprit d'un grand chef vis-à-vis d'éleveurs et d'étrangers provenait-elle d'une familiarité avec le bétail bovin (54)? Actuellement, ni le sultan de Foumban, ni les Bamoun ne possèdent de taurins.

52. POUMAILLOU, P., 1963.
53. TARDITS, C., 1980, "Le royaume bamoun", p. 326.

Si l'existence d'une souche taurine n'est pas certaine au Bamoun, elle est prouvée auprès de nombreuses populations des Grassfields. Ph. KABERRY a déjà esquissé l'inventaire de témoignages, à l'époque allemande, relatifs aux cheptels bovins détenus par les chefferies Nso, Bafut, Balikumbat et celles de la plaine de Ndop (55). Cependant, à des bovins de race taurine s'ajoutaient déjà des animaux à bosse, sans doute en provenance de l'Adamaoua.

54. Dès l'époque allemande, du bétail de l'Adamaoua (surtout de la région de Banyo) était acheminé vers la côte, en transitant par Foumban.
55. KABERRY, Ph., 1959, p. 4.

L'ancien cheptel des Nso n'a disparu que récemment. Dans les années soixante, le *fon* en aurait possédé jusqu'à 200 têtes. Mais les animaux restaient sans surveillance. Ils déambulaient librement et abîmaient les cultures ; des voleurs s'en saisissaient impunément. Lassé des plaintes de cultivatrices et exaspéré par les vols de bétail, le *fon* de Kumbo, au pouvoir lors des années soixante-dix, s'est défait de tous ses animaux.

Quelques notables en conservent dans leurs troupeaux personnels. Celui qui en possède le plus, à Dzeng, les mêle à des *boDeeji*. Autrefois, il n'y avait que des taurins à Dzeng, endroit que les Mbororo dénomment *Mbuuji*, c'est-à-dire « taurins » en foulfouldé.

D'autres indices de cheptel taurin peuvent être relevés auprès de diverses populations du Bamenda. Ils s'échelonnent du nord au sud des plateaux.

Le chef de Laka-Bum, au nord du Bamenda, détient encore une trentaine de taurins en 1975, les uns de race pure, les autres issus de croisements avec des zébus, nombreux dans le secteur. Le troupeau de son père et de son grand-père était beaucoup plus important. Le chef se plaint des demandes de ses gens, à chaque occasion, pour abattre un animal. Les modalités de disparition du cheptel bamiléké se répètent. De plus, les croisements provoqués ou spontanés avec les zébus ne se soldent pas toujours par des réussites. Les produits de croisement deviennent plus sensibles aux tiques que les taurins. Or, les villageois n'ayant pas l'habitude de détiquer les animaux, les tiques finissent par transmettre des maladies aux animaux métis.

Le chef de Bambalang, au centre de la plaine de Ndop, a réussi à maintenir un petit troupeau de taurins, grâce à l'abondance des pâturages autour du village. Les Mbororo appellent un gué du Noun, à proximité de Bambalang, ***Billoy mbuuji*** : *« la rive des taurins. »* Les animaux du chef s'y abreuvant en saison sèche, les Mbororo en écartent prudemment les zébus.

Bambuluwe n'est éloigné que de 40 km de Bambalang mais le village est isolé au milieu des hauts plateaux, au fond d'une étroite dépression. Autrefois, le chef possédait également un petit troupeau de taurins. En 1923, un Anglais de passage remarquait le bétail varié détenu par le chef de ce gros village : « pigs, goats and sheep and cattle roamed in the chief's compound » (56). Le successeur à la chefferie s'en est débarrassé en 1966 : déambulant sans surveillance aux abords du village, les animaux provoquaient beaucoup de dégâts. Le même motif d'élimination du bétail ancestral revient en leit-motiv, alors même qu'entre-temps, le cheptel zébu prospérait.

F.W.A. MIGEOD signalait également l'existence de taurins à Bafut mais, semble-t-il, sans les avoir vus : « the Bafut had cattle before the Fulbe came, but not the humped kind. Evidently, it must have been the small indigenous breed » (56). Là aussi, la race a complètement disparu.

56. MIGEOD, F.W.H., 1925, "Through British Cameroons", p. 92-93.

Autrefois, le cheptel taurin était donc assez largement répandu au Bamenda. Comme au Bamiléké, il relevait surtout des chefferies, mais pas uniquement. Beaucoup de Nso d'Oku possédaient, par exemple, des taurins. Une fraction des Kom, les Kijem, pratiquaient un élevage encore plus important et semblaient spécialisés dans cette activité. Appelés "Kijem des rochers", ils nomadisaient avec leurs animaux sur les hauteurs, du mont Oku aux monts Bambouto. Au début du 19e siècle, un contingent d'envahisseurs Tchamba se dirigea vers Bambui pour s'emparer des taurins, particulièrement nombreux dans ce secteur (57).

57. CHILVER, E. et KABERRY, Ph., 1966, "Traditional Bamenda; the pre-colonial history and ethnography of the Bamenda Grassfields".

Beaucoup plus loin vers le sud et en dehors du Bamenda, un petit cheptel de taurins se maintient encore chez les Bakossi, au pied du mont Manengouba (58).

Un chef de village a confié son petit troupeau, une vingtaine de têtes, à des Mbororo installés sur les flancs du volcan ; il s'ensuivra, encore une fois, des croisements avec les zébus. La plupart des autres taurins bakossi stationnent en enclos, près de la ferme du propriétaire.

Les effectifs totaux sont inconnus. Un recensement n'a relevé que 80 têtes (59), mais le cheptel bakossi comporterait quelques centaines d'animaux. La race serait néanmoins en cours d'extinction (60).

58. G. COURADE (1972) ne mentionne pas ce bétail sur la carte par points du cheptel, contenue dans l'Atlas régional "Ouest 1". L'auteur signale des troupeaux appartenant à des Mbororo, à l'ouest du mont Manengouba. Il est vraisemblable qu'il s'agit de ces taurins.

59. EDJEDEPANG-KOBE, S.N., 1978, "Bakosi livestock".

60. C.I.P.E.A., 1979, t. 2, p. 242.

D'après M.J.A. BROUWERS, les taurins du Bamenda seraient des Muturu, une race largement répandue au sud du Nigeria. En fait, la même appellation recouvre deux races taurines : les Muturu de forêt et ceux de savanes. Les premiers ("Dwarf West African Shorthorn") sont des animaux nains (taille inférieure à 1 mètre au garrot) et à courtes cornes, dont l'aire se restreint aux forêts côtières (61). Les taurins des Grassfields relevaient d'une autre race, les Muturu de savanes ("Savanna West African Shorthorn"), à taille un peu plus grande (1,10 mètre au garrot). Les cheptels des plateaux camerounais en marquaient l'extension extrême vers le centre de l'Afrique (fig. 110).

61. C'est donc l'équivalent de la "race des lagunes" au Bénin et en Côte d'Ivoire. Quelques centaines de têtes de ce bétail existent au pied du mont Cameroun, chez les Bakweri.

Les cheptels des plateaux de l'ouest se situent à la même latitude et dans le prolongement de cheptels nigerians : bétail des Tiv dans les plaines méridionales de la Bénoué, bétail des Ibo en savanes périforestières. Au Nigeria, ces troupeaux sont réputés composés de taurins restés purs, tandis

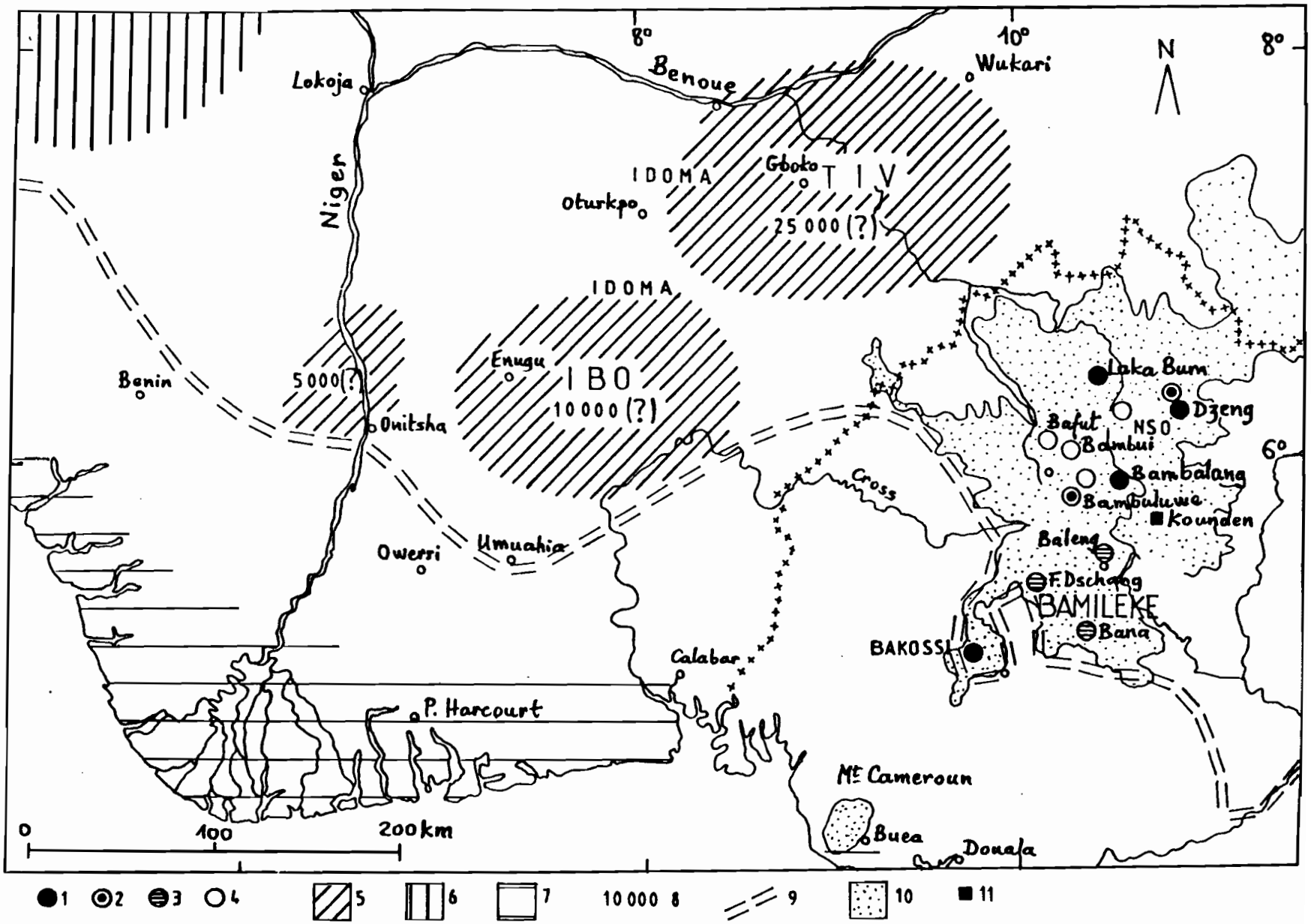


Fig. 110 : *Les taurins de savanes au Cameroun et au Nigeria*

1 : troupeaux résiduels dans les années 1970, 2 : taurins récemment disparus, 3 : taurins disparus lors des troubles bamiléké, 4 : taurins disparus depuis longtemps, 5 : aires d'élevage des Muturu nigerians, 6 : aire des Keteku, 7 : zone des taurins de lagunes, 8 : effectif supposé de cheptel muturu, 9 : limite schématique de la forêt, 10 : hauts reliefs, 11 : introduction de N'Dama en station

qu'à l'ouest du fleuve Niger, la race locale serait souvent croisée avec des zébus blancs, donnant l'animal dit Keteku. Les taurins des plateaux camerounais marquaient l'extension extrême vers le centre de l'Afrique d'une race bovine adaptée aux savanes sous climats humides.

Sur ces marges, les cheptels taurins deviennent discontinus, isolés et affectés de déclin. Même au Nigeria où, d'après les statistiques officielles, les effectifs sont importants, la race serait en diminution. Les Muturu des Ibo ont gravement souffert de la guerre du Biafra. La race taurine diminuerait également chez les Tiv de la Bénoué (62). A l'est des plateaux camerounais, les populations en savanes humides semblaient autrefois dépourvues de cheptel bovin. Les troupeaux actuels en Afrique centrale (Centrafrique, Congo, Zaïre) résultent d'introductions relativement récentes. Alors que les races taurines de l'ouest africain (Baoulé, Lobi, N'Dama) sont en essor, celles au centre du continent disparaissent ou régressent.

62. D'après P. et L. BUCHANAN (1968, "Tiv economy", p. 123), les taurins des Tiv ne jouent aucun rôle économique. Chaque famille possède, au plus, 3 à 4 têtes au sud et un peu plus au nord. Les anciennes statistiques d'impôt sur le bétail n'incluaient pas les animaux de race Muturu (N.I.S.E.R., 1971, "Benue-Plateau states", p. 45).

Hypothèses d'origine...

Quelle est l'origine de cette race taurine, autrefois partagée par beaucoup de populations des plateaux de l'Ouest-Cameroun ?

Dans le cas des taurins bamiléké, R. DIZIAIN avance une hypothèse originale (63). Ils seraient le résultat d'apports européens, datant de la traite des esclaves. Servant de monnaie d'échange, ils seraient indirectement parvenus au Bamiléké, source importante d'esclaves dirigés vers les comptoirs côtiers. Reste à déterminer où les Européens s'approvisionnaient eux-mêmes en taurins. R. DIZIAIN suppose des chargements à partir du Ghana actuel où l'existence ancienne de races côtières est attestée. Cependant, cette hypothèse ne repose pas sur des arguments historiques solides (64). Une origine côtière des taurins des Grassfields semble à écarter. Elle impliquerait que les taurins des Grassfields relèvent de la race des lagunes. A la limite, l'hypothèse ne serait envisageable que pour le cheptel des Bakweri.

63. DIZIAIN, R., 1952, et information orale.

64. E. CHILVER et Ph. KABERRY (1966) signalent qu'un important marché d'esclaves au sud des plateaux favorisa la diffusion aux Grassfields d'une monnaie en barres d'étain, de fusils danois, de verroteries, de vêtements, de sel de Mamfé, de lampes anglaises... Mais les auteurs ne mentionnent pas le bétail bovin.

D'après une autre hypothèse, il s'agirait de taurins soudanais, dont la provenance serait de direction opposée. Plusieurs chefferies des plateaux et les Bamoun sont apparentés aux Tikar par leur origine. Les Tikar eux-mêmes proviennent de l'Adamaoua où ils se séparèrent des Mboum. Or, les Mboum détenaient précisément ce type de bétail, avant l'arrivée des Foulbé (65). Le statut particulier des taurins, biens attachés aux chefferies, ne serait pas indépendant de l'origine des clans détenteurs du pouvoir. Quant aux populations anciennes des plateaux, elles n'auraient pas détenu de taurins et, même une fois insérées dans les chefferies, elles n'auraient pas eu accès à ce bien prestigieux.

65. BOUTRAIS, J., 1978, "Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide", p. 47.

Cependant, il n'est jamais question de bovins dans les récits de migration des groupes tikar, de la vallée du Mbam vers les Grassfields (66). Il est vrai que les enquêtes historiques s'attachent rarement à la collecte de ce type d'informations. Elles restituent plutôt les évènements politiques et militaires qui ont marqué les mémoires, à l'occasion d'anciens déplacements de population.

66. On n'en trouve pas la mention dans les études historiques de C. TARDITS (1980) ou d'E. CHILVER et Ph. KABERRY (1970, "Chronology of the Bamenda Grassfields").

Selon une dernière hypothèse, les taurins de plateaux n'auraient une origine ni côtière ni soudanaise. Leur présence chez des chefferies bamiléké ne comportant pas de lignage tikar tendrait à le démontrer. Il s'agirait alors d'une race bovine ancienne et autochtone. La qualité des pâturages de plateaux aurait favorisé la persistance de ce cheptel jusqu'à une date récente. La localisation de ces cheptels, en continuité avec ceux du Nigeria, milite également en faveur d'une présence ancienne de taurins à ces latitudes méridionales.

... et de disparition

Le maintien, certes fragile, de taurins chez les Bakossi contraste avec leur disparition pratiquement complète sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. Pourtant, la raison principale de leur élimination au Bamiléké (croissance démographique et extension des cultures) n'est pas pertinente pour l'ensemble des plateaux. Sur les plateaux du Bamenda, de vastes pâturages d'altitude sont restés disponibles, entre les terroirs.

L'explication de la ruine du cheptel est probablement à rechercher dans l'histoire de la région. Les troubles provoqués par les errances des Tchamba-Bali, leur installation puis leurs visées expansionnistes constantes, durant tout le 19e siècle, ont sans doute contribué à décimer les troupeaux villageois. Dans ce contexte d'insécurité, les populations se sont concentrées et retranchées derrière des fossés. Mais le bétail ne pouvait être contenu en permanence derrière des fortifications. Il lui fallait davantage d'espace, donc sortir des endroits protégés. Il devenait alors une cible de choix pour les bandes armées qui parcouraient les plateaux.

Les troupeaux des éleveurs nomades ont réussi, en recourant à la mobilité, à survivre aux périodes de conflits. Au contraire, ceux des villageois en ont presque toujours fait les frais. Il est attesté que les Tchamba lançaient des razzias dans le but de capturer des taurins sur les hauts plateaux. A partir du milieu du 19e siècle, le nord du Bamenda fut ravagé par les raids violents que lancèrent les Foulbé de Banyo. Eux aussi savaient pratiquer la capture et l'abattage des taurins appartenant aux populations razziées.

Cependant, d'autres hypothèses mettent l'accent sur une destruction plus récente du cheptel. D'après Ph. KABERRY, elle ne daterait que de la colonisation allemande (67). Les troupes qui pacifièrent la région, de 1901 à 1906, réquisitionnèrent d'abord du bétail pour subsister. Ensuite, la création de "stations" par les militaires suscita une demande régulière en viande. Des chefs abattaient des animaux pour s'assurer de bonnes relations avec des colonisateurs qui savaient se faire craindre. D'autres livraient des animaux en guise d'impôt qu'ils ne pouvaient verser en argent, encore rare. L'auteur appuie son hypothèse sur le contraste entre les nombreux témoignages de cheptel bovin au début du siècle et leur rareté dans les rapports anglais, à partir de 1916. Mais les observateurs allemands ne précisaient pas l'importance des cheptels taurins. Peut-être les signalaient-ils simplement comme curiosités dignes d'intérêt.

67. KABERRY, Ph., 1959, p. 5.

Dans un autre ordre d'idées, Ph. KABERRY suppose que des maladies ont décimé les troupeaux villageois. Elle met en cause une extension des glossines à partir des plaines du Mbam, dépeuplées par les razzias des Foulbé de Tibati, à la fin du siècle dernier. Cette explication conviendrait pour des troupeaux stationnant en plaine ; elle n'est guère vraisemblable pour un cheptel qui séjournait en altitude, d'autant plus que les taurins manifestent une certaine résistance à la maladie incriminée.

Enfin, le même auteur fait allusion à l'existence de la peste bovine en Adamaoua, lors des années 1913-14. La maladie « aurait pu » se propager vers les plateaux de l'Ouest-Cameroun. Pourtant, si la peste bovine avait exterminé les taurins, les populations auraient conservé le souvenir d'une telle catastrophe. Sa disparition s'est plutôt étalée sur une longue durée.

Attribut des chefferies, le cheptel taurin a subi les conséquences du déclin de leur pouvoir, au cours des dernières décennies. Il n'était préservé que par l'autorité de chefs puissants, capables de tenir tête aux intérêts agricoles de la population. Les dégâts causés aux cultures par les animaux du chef offrent à certains villageois un bon prétexte pour contester ouvertement les abus du pouvoir traditionnel. Les nouveaux chefs se montrent moins attachés que les anciens au troupeau ancestral. Ils n'hésitent pas à s'en défaire pour désamorcer des oppositions et sauvegarder une partie de leur autorité.

Il n'est pas possible d'estimer les effectifs de taurins à l'arrivée des Mbororo. Ils étaient probablement déjà fortement amoindris. Par la suite, les chefs pouvaient obtenir des zébus, en contrepartie de l'autorisation de pacage accordée à des troupeaux mbororo. Ces facilités les ont conduits à se désintéresser de l'ancien cheptel. En ce sens, l'entrée massive des zébus a contribué à la disparition des taurins. De leur côté, les Mbororo ont refusé de croiser leurs zébus avec des taurins. L'absence de mouches tsé-tsé sur les hauts plateaux ne les pressait pas à le faire et ils méprisaient cette race bovine, pour sa petite taille.

C'est une règle générale : au fur et à mesure que les zébus gagnent du terrain en savanes, ils précipitent l'élimination des taurins. Non par destruction violente, comme ce fut le cas du cheptel des Mboum de l'Adamaoua au siècle dernier, mais par élimination progressive et désintérêt des propriétaires.

La race locale ne manque pourtant pas de qualités. N'exigeant presque pas de soins, elle convient à des populations sans savoir-faire pastoral. Elle est de caractère docile, en élevage villageois. De taille moindre que les zébus, elle fait moins peur aux cultivateurs. Enfin, en termes de boucherie, les taurins sont prisés pour la qualité des carcasses qu'ils fournissent (68). La disparition de la race taurine a donc représenté une perte économique.

Actuellement, les derniers taurins de l'ouest sont en train de disparaître, par non-renouvellement de troupeaux trop réduits ou en cours d'absorption par les zébus. Une intervention urgente s'impose pour sauver, s'il en est encore temps, une race qui fait partie du patrimoine camerounais.

68. D'après PROVOST, A. et BORREDON, C., 1969, "Rapport de mission effectuée au Cameroun Occidental", p. 14.

L'échec d'une introduction

Malgré quelques vélléités de sauvetage, les administrations coloniales ont laissé le cheptel local disparaître. L'importance de l'élevage bovin, même pour un développement agricole, n'est apparue que de façon tardive. Il était alors trop tard pour relancer les races taurines locales, en cours d'extinction. Dès lors, il apparut judicieux de recourir à des importations d'autres races.

A la fin des années cinquante, l'administration française décida d'importer des N'Dama pour les introduire auprès des cultivateurs de plateaux, en particulier les Bamiléké. Ils seraient diffusés à partir de la station d'élevage de Kounden, située en pays bamoun. Le programme a échoué, non dans la multiplication des N'Dama à Kounden mais dans leur diffusion auprès des villageois.

L'opération fut décidée trop tard. Dans le contexte des troubles qui ensanglantaient la région, la création d'un élevage paysan était une initiative dépassée par les évènements. Son principe allait à l'encontre de revendications qui mettaient en accusation les troupeaux des chefs et de la Compagnie Pastorale. Le cheptel taurin de la station de Kounden comprenait plusieurs centaines de têtes, au début des années soixante. Ensuite, il a subi de fortes réductions, par suite de ventes massives pour la boucherie. La station s'est défaite de la plupart de ses N'Dama au cours des années soixante-dix, pour se reconvertir dans l'élevage porcin. Actuellement, il ne subsiste qu'une vingtaine de N'Dama à Kounden. L'importation d'une autre race taurine n'a pas réussi à pallier la disparition des cheptels anciens.

Les périphéries des plateaux et les plaines voisines, infestées de glossines, sont difficiles d'accès aux zébus. Des savanes à grande production fourragère restent ainsi largement inexploitées. Or, les taurins ont la réputation de se maintenir assez bien en milieu glossinaire. En fonction de cette aptitude, M.J.A. Brouwers recommande, au début des années soixante, d'importer à nouveau des N'Dama, afin de mettre en valeur les vastes savanes au nord des Grassfields. Cette fois, la suggestion n'a même pas été retenue.

Alors que l'introduction de N'Dama a réussi en beaucoup de pays, elle a complètement échoué à l'ouest du Cameroun. Pourtant, les pâturages de la région s'y prêtaient bien. Mais les revendications locales accompagnant l'Indépendance s'opposaient au développement de l'élevage bovin. Un contexte politique défavorable a suffi pour faire échouer l'introduction d'une nouvelle race bovine.

La disparition d'une race européenne

Une race bovine a également disparu des plateaux de l'ouest mais elle ne s'était implantée que localement, dans le cadre d'élevages européens. La Compagnie Pastorale avait pris l'initiative d'importer des Montbéliard pour les placer sur les hauts pâturages des monts Bambouto. Le grand élevage en ranching nécessitait l'introduction de races jugées plus productives que les races locales.

L'importation d'une race de pays tempéré en région tropicale disposant déjà d'un cheptel bovin est une opération aisément contestable. Cependant, le choix de la race Montbéliarde était assez judicieux. Se classant parmi les bonnes laitières françaises, elle dispose d'une «prodigieuse capacité d'acclimatation». Elle supporte, dans les pâturages de montagne de sa région d'origine, des écarts de températures qui peuvent atteindre 35° au cours de la même journée. Ces amplitudes thermiques constituent « un excellent exercice d'accoutumance à des conditions de vie extrêmes» (69). Toutefois, les pâturages sont toujours abondants au Jura ; ils ne le sont plus, en saison sèche, sur les monts Bambouto.

69. D'après un opuscule, "Les races françaises au Salon International de l'Agriculture".

Le support d'un élevage laitier

Les responsables de la Pastorale avaient pressenti que les pâturages d'altitude, en climat humide, pourraient convenir à des animaux de pays tempérés. En opérant des croisements entre des Montbéliard et des ***gudaali*** de l'Adamaoua, ils obtinrent de bons résultats. La production laitière des vaches zébus fut nettement améliorée. A partir des animaux issus de croisements, la Pastorale développa un élevage laitier, destiné à la fabrication de beurre vendu à Douala. R. DIZIAIN a évoqué le fonctionnement de cet élevage spécialisé, sur les monts Bambouto : troupeaux de vaches laitières au sommet de la montagne ; transport quotidien, à tête d'homme, des bidons de lait entre les campements d'altitude et la ferme de Djutitsa (70).

70. DIZIAIN, R., 1952, p. 27.

Quels affectifs atteignaient, au début des années cinquante, les croisés de ***gudaali*** et de Montbéliard ? L'auteur cité faisait seulement allusion à « d'importants troupeaux. » Il estimait l'ensemble du cheptel des monts Bambouto à 7.000 têtes. Mais, aux troupeaux de la Pastorale s'ajoutaient ceux d'Européens de Babadjou et de quelques Bamiléké. Le cheptel de la Pastorale comprenait alors sans doute 6.000 têtes, réparties entre troupeaux d'embouche et d'élevage laitier. Il est probable que 2 à 3.000 croisés Montbéliard se tenaient en haut des monts Bambouto.

Aujourd'hui, il n'en reste rien. Les attaques des maquisards contre la Pastorale eurent pour cible favorite les troupeaux laitiers, les plus isolés au sommet de la montagne. Le regroupement des animaux près de Djutitsa, sur des pâturages en mauvais état, entraîna le déclin de cette activité. Ensuite, la Pastorale abandonna les monts Bambouto, cédant ses animaux à tous les acheteurs intéressés et expédiant le reste à la boucherie.

L'absence de diffusion

Entre-temps, les animaux Montbéliard s'étaient peu diffusés en dehors de l'entreprise européenne. Deux plantations de Babadjou introduisirent assez vite des sujets dans leurs troupeaux. Au Bamenda, la station de Jakiri en fit également l'acquisition dès les années cinquante (71). Des métis de Montbéliard y côtoient encore récemment des ***gudaali*** de Banyo. Quelques têtes subsistent dans les petits ranchs de missions à Shishong et à Njinikom. Mais la race nouvelle ne s'est pas diffusée de la station de Jakiri vers les Mbororo voisins. Par refus de la station ou par réticence des éleveurs ? Les deux raisons ont sans doute joué.

71. GATES, G.M., 1952. Le service vétérinaire avait entrepris, dans cette station, la création d'une race métis comportant 3/4 de sang goudali et 1/4 de sang Montbéliard. Au terme de quelques années, le nouveau type de bétail semblait assez bien fixé. A 3 ans d'âge, il pesait 80 kg de plus que les goudali et améliorait de 50 % sa production laitière. Les responsables de la station envisageaient de multiplier cette nouvelle race ("Report to the United Nations..., 1953, p. 53). Cependant, ils sous-estimaient la fragilité de ces animaux aux maladies transmises par les tiques.

En 1975, les Mbororo ne détiennent que 3 petits troupeaux issus de Montbéliard. L'un stationne toujours sur les monts Bambouto, à l'emplacement des anciens campements des bergers de la Pastorale. Les autres en sont fort éloignés, à la suite de migrations ou de cessions complexes.

Lors de l'abandon de Djutitsa, la Pastorale a bradé nombre d'animaux à des Mbororo et à des Bamiléké. Que sont-ils devenus ? L'*arDo* de Wum acquiert par exemple une trentaine de têtes. Quelques années plus tard, il en possède 150 mais il décide alors de s'en défaire. Certes, le souci d'effectuer une bonne opération financière a dû compter pour cet éleveur averti, sans être pourtant la seule motivation.

Les pâturages de Wum ne se trouvent qu'à 1.000-1.200 mètres d'altitude, tandis que les trois troupeaux encore aux mains de Mbororo stationnent à plus de 1.500 mètres. Les troupeaux laitiers de la Pastorale séjournaient également sur les prairies sommitales des monts Bambouto.

Les métis de Montbéliard ne se maintiennent en bon état qu'à haute altitude. Cette particularité provient d'une grande sensibilité aux tiques. Les Mbororo disent que la peau de ces animaux est « *peu épaisse* », comme celle des chevaux. ***Di Don wunya*** : « *les vaches attrapent la maladie des tiques.* » La race introduite tolère encore moins que les zébus rouges les parasites externes.

Les croisements de races bovines achoppent souvent sur ce handicap en savanes à climats humides. Les zébus introduisent déjà une plus grande fragilité aux races taurines. Dans l'autre cas, ce sont les Montbéliard qui accentuent la sensibilité des zébus aux tiques. Les climats pluvieux, en s'accompagnant de pâturages abondants, conviennent mieux aux races européennes que le Sahel. Mais, en favorisant une prolifération d'insectes piqueurs, ils mettent en évidence la fragilité des animaux importés.

La plupart des descendants actuels ne sont que des 1/4 de sang Montbéliard. La prépondérance zébu se manifeste par une corpulence fine et une grande taille. Cependant, la bosse est absente ou à peine esquissée, le cornage court et la robe à dominante pie rouge. Les qualités laitières d'origine se retrouvent en partie. Les Mbororo sont impressionnés par la durée de lactation des vaches, par rapport aux ***boDeeji***, mais ils n'apprécient guère un lait peu riche en matières grasses.

L'absence de diffusion de métis Montbéliard ne tient pas seulement à l'ancien isolement de la Pastorale mais également aux difficultés pour transplanter ce type d'animaux en élevage traditionnel. Son introduction dans la région répondait à des possibilités de commerce de produits laitiers vers une nombreuse clientèle européenne (72). L'élevage laitier suppose une stabilisation des troupeaux sur des pâturages permanents, une organisation de la collecte et de la commercialisation du lait, toutes conditions qui ne sont pas remplies par l'élevage traditionnel sur les plateaux.

Privées de leur raison d'être économique et de leur support commercial, les performances laitières de la race européenne devenaient sans objet. Dès lors, son élimination était inéluctable. Elle n'a jamais bénéficié d'un programme de diffusion auprès des éleveurs. Eux, de leur côté, ne l'ont que

72. La ruine de l'élevage laitier des monts Bambouto ne tient pas seulement aux troubles survenus lors de l'Indépendance, même s'ils l'ont précipitée. Les progrès dans les techniques d'emballage, de conservation et de transformation en poudre des produits laitiers européens ont porté un rude coup à l'élevage local pour le lait.

rarement adoptée, car elle leur posait des problèmes difficiles à surmonter. Si l'idéologie politique d'une époque a condamné les N'Dama, les contraintes techniques ont écarté les bovins issus de Montbéliard.

De même que celle des taurins, la disparition de cette race représente pourtant une perte pour l'élevage. Depuis quelques années, la station de Bambui expérimente un élevage laitier intensif, à l'aide de vaches Holstein et Jersiaises, importées d'Amérique, alors qu'une excellente race européenne existait sur place quelques années auparavant. Les nouvelles races sont aussi fragiles, sinon plus, que la précédente ; elles n'ont guère davantage de chances de se répandre dans les élevages extensifs.

"Sannja" : les changements de races bovines

Les Mbororo des Grassfields ne s'identifient plus tout à fait aux races de zébus qui leur sont habituelles. A côté de la race ancienne, ils introduisent d'autres animaux, pratiquent des croisements ou maintiennent de front deux races différentes, en jouant sur leurs aptitudes respectives. Certains entreprennent de croiser tout un troupeau ou cherchent à remplacer complètement la race de leur cheptel.

A partir d'informations recueillies à la station de Jakiri, BERRIELL (73) a déjà souligné la disponibilité des Mbororo à l'égard d'autres races bovines, attitude qui contraste avec leur scepticisme vis-à-vis de tentatives d'amélioration des pâturages. Toutefois, ces dispositions se manifestent plus ou moins selon les groupes et elles ne s'appliquent pas à toutes les races de bétail. Au Bamenda, les Akou ont la réputation de permuter plus facilement de race bovine que les Djafoun. Mais les comportements évoluent rapidement en ce domaine.

73. BERRIELL (1960, "Rapport sur l'économie du Cameroun Occidental") mentionne l'intérêt des éleveurs à l'égard d'une race bovine sélectionnée par le centre de Jakiri mais dont il n'indique pas le nom : les animaux sont plus petits, moins exigeants en nourriture, de croissance plus rapide, à meilleur taux de fécondité et à rendement en viande plus élevé. Il s'agit certainement des goudali de l'Adamaoua.

L'introduction de zébus rouges par les Akou

Les Mbororo d'arrivée récente sur les plateaux entreprennent les changements les plus spectaculaires. Séduits par le prestige des zébus rouges et persuadés de leur supériorité, ils s'efforcent de permuter de cheptel. Cette substitution est plus ou moins avancée selon l'ancienneté du séjour sur les plateaux et les conditions locales.

Dans le cas d'un croisement entre les deux races mbororo, la robe des descendants perd tout de suite sa dominante blanche. Elle se garnit de grandes taches rouges. ***Di fuDDi waDugo surkon*** : « *les vaches commencent à être de couleur sombre,* » disent modestement les Akou. En fait, elles sont déjà presqu'entièrement rouges.

Un relevé aussi exhaustif que possible de la présence de ***boDeeji*** chez les Akou aboutit à presque 7.000 animaux en 1975. Le tableau suivant indique leur répartition par unités géographiques.

Tabl. 36 : *Localisation des zébus rouges possédés par des Akou*

	effectifs	pourcentage par rapport au cheptel des Akou
Plateaux nord du Bamenda		
Wum	185	
Nkambe-Nwa	5.435	31 %
Plateaux du centre Bamenda		
Bui	170	2 %
Plateaux Bamoun-Bamiléké		
Foumban-Foumbot	410	3 %
Galim	720	20 %

La proportion de zébus rouges dans les troupeaux des Akou s'avère très inégale selon les secteurs. Elle s'affirme seulement aux environs de Nkambe et de Galim, alors que les deux races se côtoient en d'autres endroits. Le changement de race ne dépend pas tellement des effectifs de zébus blancs sur place ; le phénomène ne se réduit pas à l'absorption de troupeaux minoritaires par une race plus nombreuse. A Wum, les changements restent rares tandis qu'à Nkambe, pour des effectifs comparables, les emprunts de *boDeeji* deviennent monnaie courante. Mais ils ne sont pas le fait de tous les Akou de Nkambe : ceux de Dumbo préservent largement leur race, tandis que ceux de Binka sont enclins à l'abandonner.

Tabl. 37 : *Distribution par races des troupeaux des Akou de Binka*

race bovine dominante	nombre de troupeaux
zébus blancs	7
mélange de races (zébus blancs et rouges)	12
zébus rouges :	
- obtenus par changement sur place	41
- obtenus par un autre moyen	8
total	68

Aux environs de Binka, le remplacement est déjà ancien. Il affecte les troupeaux de familles en place depuis les années quarante. Les éleveurs actuels appartiennent à la seconde génération résidant aux Grassfields. Leurs parents arrivèrent du Mambila où certains avaient amorcé l'introduction de zébus rouges. Installés près de Binka, au

voisinage de Djafoun, ils continuèrent le changement de bétail par l'acquisition de reproducteurs. Actuellement, les animaux blancs sont devenus minoritaires. Un décompte des troupeaux par races souligne l'ampleur de la mutation dans ce secteur.

L'ancienneté d'installation de ces Mbororo sur les plateaux et l'avancement de la mutation de leur cheptel font qu'ils ne se considèrent plus comme des Akou. Le changement de bétail va de pair ou plutôt, il conditionne un alignement culturel sur l'autre groupe pastoral (74).

74. Assimilation voulue par les intéressés et pratiquement achevée, sans être pourtant tout à fait entérinée. Les vrais Djafoun rappellent encore, en privé, l'origine de leurs voisins et les dénomment toujours des Akou. Mais ils n'osent plus exprimer ces réserves en public. Il est vrai que le changement de race bovine est allé de pair avec l'accumulation de gros effectifs, moyen incontestable d'imposer le respect aux autres.

Les processus

Le plus souvent, un changement radical de bétail s'opère par la castration des taureaux de la race en cours d'effacement. La sélection des reproducteurs (***kalha*** : mettre en reproduction) dans la race désirée assure une mutation rapide des caractères génétiques. Mais cette méthode efficace suppose l'acquisition de mâles ***boDeeji***, ce que beaucoup d'Akou ne réussissent pas. Il est rare, aux Grassfields, que les Akou bénéficient de prêts de taureaux, procédure pourtant habituelle en d'autres régions d'élevage.

Des éleveurs ont eu recours à d'autres moyens. Ruinés par des pertes de bétail au Nigeria, ils sont venus s'engager comme bergers aux Grassfields. Rémunérés en taurillons rouges, ils se sont constitués un petit troupeau de ***boDeeji*** au fil des ans. Mais la formation de ces nouveaux troupeaux se fait lentement.

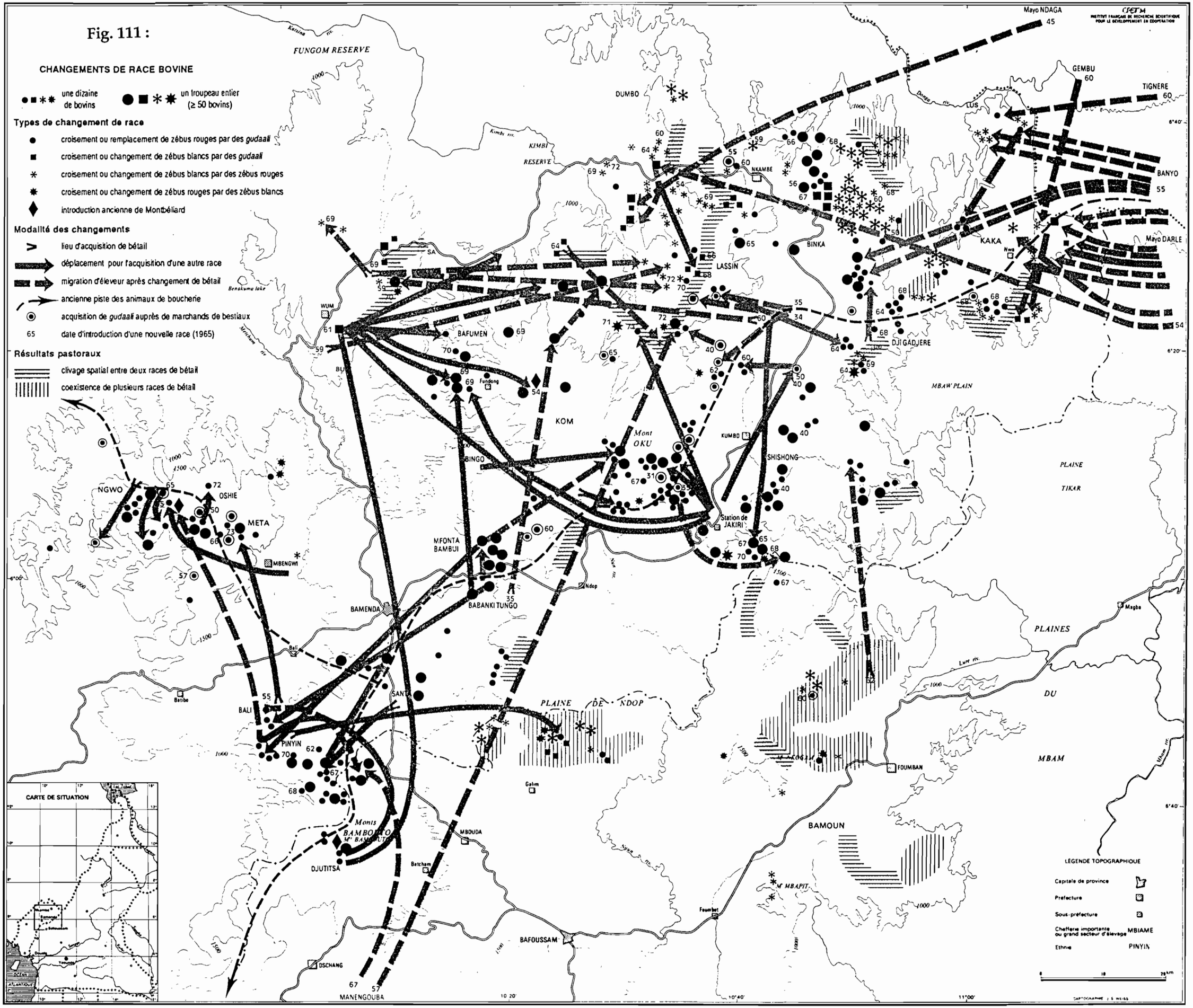
Actuellement, des Akou n'hésitent pas à vendre le bétail au Nigeria puis, s'étant déplacés en taxi, à acquérir des zébus rouges au Bamenda. La constitution de nouveaux troupeaux par achats n'est pourtant pas aisée car les Djafoun ne se défont pas facilement de reproductrices : vaches et, encore moins, génisses. De plus, l'éleveur nouveau venu affronte la concurrence des marchands de bestiaux sur les marchés.

Des Akou désireux de se procurer des zébus rouges ou, du moins, des croisés, procèdent de façon plus insidieuse. Ils approchent leurs troupeaux de ceux des Djafoun, espérant qu'à la pâture, des taureaux rouges monteront, ***hooya***, leurs vaches. Ils obtiendront ainsi gratuitement des demi-sangs. Le procédé ne peut être envisagé que par les voisins de Djafoun. Ceux-ci le savent et, ne l'appréciant guère, écartent autant que possible leurs animaux des ***daneeji***. Les secteurs ne comportant que des zébus blancs ne se prêtent pas facilement à des changements de race, par exemple au nord de Wum et aux environs de Dumbo.

Des Akou installés au nord de Wum, bien que désireux d'introduire des *boDeeji*, ne parviennent pas à s'en procurer. Ils ne sont éloignés des Djafoun que de 20 km mais cette distance suffit pour entraver l'accès à l'autre race de bétail.

Des zébus rouges commercialisés à Bafumen, à l'extrémité des hauts plateaux, sont acheminés à pied par la Ring Road, via Wum, en direction de Bamenda. Au passage des troupeaux, des Akou réussissent parfois à obtenir, par échange, des vaches *boDeeji*. Mais ces occasions se présentent rarement : la plupart des pistes à bétail de boucherie ne traversent pas les secteurs des Akou.

Fig. 111 :


CHANGEMENTS DE RACE BOVINE
une dizaine de bovins
un troupeau entier (≥ 50 bovins)
Types de changement de race
croisement ou remplacement de zébus rouges par des gudaali
croisement ou changement de zébus blancs par des gudaali
croisement ou changement de zébus blancs par des zébus rouges
croisement ou changement de zébus rouges par des zébus blancs
introduction ancienne de Montbéliard
Modalité des changements
lieu d'acquisition de bétail
déplacement pour l'acquisition d'une autre race
migration d'éleveur après changement de bétail
ancienne piste des animaux de boucherie
acquisition de gudaali auprès de marchands de bestiaux
65 date d'introduction d'une nouvelle race (1965)
Résultats pastoraux
clivage spatial entre deux races de bétail
coexistence de plusieurs races de bétail
CARTE DE SITUATION
LEGENDE TOPOGRAPHIQUE
Capitale de province
Préfecture
Sous-préfecture
Chefferie importante ou grand secteur d'élevage MBIAME
Ethnie PINYIN
FUNGOM RESERVE
KIMBI RESERVE
Mayo NDAGA
GEMBU
TIGNERE
BANYO
Mayo DARLE
DUMBO
NKAMBE
BINKA
KAKA
LASSIN
DJIGADJERE
WUM
BAFUMEN
Fundong
KOM
Mont OKU
BINGO
KUMBO
SHISHONG
MBAW PLAIN
PLAINE TIKAR
NGWO
OSHIE
META
MBENGWI
Station de JAKIRI
MFONTA BAMBUI
Ndop
BABANKI TUNGO
BAMENDA
Bali
Batibo
BALI
SANTA
PINYIN
PLAINE DE NDOP
PLAINES DU MBAM
Magba
FOUMBAN
Galim
Monts BAMBOUTO
DJUTITSA
MBOUDA
Batcham
BAMOUN
M' MBAPIT
Foumbot
BAFOUSSAM
DSCHANG
MANENGOUBA

Il est parfois surprenant de rencontrer un troupeau qui juxtapose les deux races, en secteur ne comportant que des zébus blancs. L'éleveur en question s'est déplacé récemment des abords d'une piste à bétail ou d'un voisinage avec des Djafoun. La race de bétail porte alors l'empreinte de l'histoire migratoire des éleveurs.

Des Akou sont ainsi arrivés au Bamenda, déjà nantis de quelques animaux ***boDeeji*** insérés parmi les zébus blancs. Ils stationnaient sur les collines situées à l'ouest des plateaux Mambila, traversées par les troupeaux de boucherie dirigés vers les villes ibo. Bien placés, ils procédaient à des échanges d'animaux avec les marchands de bestiaux. Le plus souvent, ils ont acquis des génisses, amorçant un changement prudent de cheptel avant d'entrer aux Grassfields.

L'absorption des zébus blancs par les ***boDeeji*** peut, une fois conduite de manière rigoureuse, se dérouler de façon rapide. Il suffit de quelques années pour que des taureaux d'une autre race transforment l'identité des troupeaux dans lesquels ils sont introduits.

C'est le cas d'un Akou installé depuis 8 ans près de Ndu, au milieu des Djafoun. A son arrivée, il possédait déjà quelques vaches ***boDeeji*** obtenues sur Wum. A Ndu, il les complète par un taureau, acquis auprès de l'un de ses voisins. Actuellement, la plupart de ses 140 têtes de bétail sont des croisés, à dominante de sang ***boDeeji***. Près de Wum, un autre éleveur a déjà permuté la moitié de son troupeau, une quarantaine de têtes, 5 ans seulement après l'introduction des zébus rouges.

Les Akou ne considèrent pas comme prioritaire le maintien de la pureté de leur race bovine. Une fois fixés au Bamenda, ils cherchent à provoquer d'autres apports de sang. Très souvent, ceux qui obtiennent des zébus rouges les mêlent aux ***daneeji***, afin de favoriser les croisements.

A côté de ces manipulations génétiques, quelques Akou préservent pourtant leur souche bovine. Ils isolent les zébus rouges des autres animaux. Cette façon de procéder suppose de disposer suffisamment d'animaux, d'abord pour acquérir des vaches et un taureau ***boDeeji***, ensuite pour prélever le moins possible dans leur descendance, en laissant l'embryon de troupeau se développer librement.

Un Akou de Lassin joue ainsi sur les deux races. Il est imposé pour 145 bovins mais il en possède au moins 200. Il emploie deux bergers dont l'un s'occupe d'un troupeau ne comprenant que des ***boDeeji***. Ces animaux proviennent de l'acquisition d'un petit lot de génisses et d'un taureau, achats effectués il y a seulement 10 ans auprès d'un Djafoun.

Les modalités d'accès des Akou à la race rouge sont diverses. Elles révèlent un intérêt très fort pour la race bovine des autres Mbororo. Habituellement, les éleveurs sont davantage attachés à leur bétail. L'emprunt d'une autre race bovine renvoie à un comportement culturel. Pour les sociétés pastorales, le bétail sert d'indicateur privilégié d'identités ethniques et de "glissements" culturels.

Fondements du changement de race

Beaucoup d'Akou des Grassfields s'efforcent donc de diversifier ou de modifier leur souche bovine. Cet objectif paraît assez surprenant, si l'on tient compte des nombreuses qualités des zébus blancs. Mais les ***boDeeji*** jouissent d'un grand prestige auprès de tous les Mbororo. Les Akou ne sont pas insensibles à leur esthétique, à leur taille, à leur prospérité sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun.

La réputation de richesse des Djafoun du Bamenda est largement répandue parmi les Mbororo des régions voisines, surtout au Nigeria. La race prestigieuse des ***boDeeji*** participe à la notoriété d'une région très douée pour l'élevage. Il est reconnu que les grands zébus rouges requièrent des fourrages abondants (75). Pour les Akou, le Bamenda, c'est d'abord le pays des ***boDeeji***. En cherchant à s'en procurer, ils respectent une logique pastorale selon laquelle chaque race bovine est particulièrement adaptée à un environnement.

75. St CROIX, F.W. De, 1945, "The Fulani of Northern Nigeria", p. 25.

Autant les ***daneeji*** se comportent bien en plaines soudaniennes, même à la limite de la salubrité, autant les plateaux pluvieux et froids ne conviendraient qu'aux ***boDeeji***. C'est avec cette race que les Djafoun se sont trouvés à la tête de grands troupeaux. Après s'être déplacés, grâce aux zébus blancs, à travers des savanes insalubres, il apparaît nécessaire aux Akou d'acquérir des zébus rouges, une fois montés sur les plateaux. Une courte saison sèche et la salubrité des hauteurs ne semblent plus donner de raison d'être aux aptitudes particulières des zébus blancs.

De plus, un faible poids les pénalise sur les marchés, par rapport aux ***boDeeji***. Pour des gains monétaires équivalents, les Akou sont contraints de vendre davantage d'animaux. Certains se procurent également des zébus rouges pour disposer d'un lait de meilleure qualité. Ils reconnaissent qu'il est plus riche en matières grasses : ***nebbam Don nder*** : *« il y a de la crème dedans. »*

Aux Grassfields, comme en beaucoup d'autres régions de savanes, les Djafoun se considèrent au-dessus des Akou dans la hiérarchie pastorale. Cette supériorité se fonde sur une antériorité d'installation mais surtout sur le type de bétail possédé. Les Djafoun se moquent volontiers de la petite stature des ***daneeji*** et de leur couleur blanche. Ils les assimilent, à la limite, à de simples moutons ou à ***tarkase***, les marchandises de piètre valeur ; ***daneeji rammi, nandi e baali*** : *« les zébus blancs sont courts, ils ressemblent aux moutons. »*

Les Akou sont conscients de cette dévalorisation subie par leur bétail. Certains avouent : ***mi yiDi boDeeji, daliila darnde*** : *« j'aime les zébus rouges, à cause de leur grande taille. »* En fait, la supériorité de la race rouge ne se limite pas à une question de format ou de plaisir à contempler les animaux. En adoptant la race prestigieuse des ***boDeeji***, les Akou s'efforcent d'améliorer leur "image de marque" pastorale. La mutation du cheptel fait partie d'une stratégie globale de promotion culturelle.

Limites de l'intervention

Les raisons matérielles invoquées à la mutation de race bovine expriment le souci d'une adaptation aux conditions pastorales des plateaux. Pourtant, la plupart des Akou amorcent seulement le remplacement du cheptel. Outre les difficultés à se procurer des ***boDeeji***, ils se rendent compte que les aptitudes des zébus blancs ne sont pas inutiles, même sur les plateaux des Grassfields.

L'absence de glossines n'est effective, à longueur d'année, qu'à partir de 1.000 mètres. Les savanes moins élevées n'en sont pas tout à fait exemptes, si ce n'est en saison sèche. La capacité des zébus blancs à supporter un milieu légèrement glossinaire redevient un atout lorsqu'ils se déplacent en transhumance. Elle ouvre de vastes savanes à basse altitude, par exemple vers les plaines du Mbam.

D'un autre côté, en absence de transhumance, les ***daneeji*** peuvent se maintenir sur des pâturages médiocres d'hivernage. De faibles exigences en fourrages et en salubrité leur permettent de mieux se comporter que les ***boDeeji***, aux marges des plateaux et en situation précaire. Grâce aux aptitudes des zébus blancs, les Akou s'introduisent en des secteurs que les Djafoun n'exploitaient pas ou seulement de façon momentanée. En se portant sur des pâturages peu élevés, les Akou évitent d'entrer directement en compétition avec les Djafoun, même si la complémentarité est loin d'être effective entre les deux groupes.

Enfin, une mutation complète de cheptel comporterait, pour les Akou, le risque d'hypothéquer l'avenir. Elle entraîne, implicitement, une fixation sur les plateaux, "piège" dans lequel beaucoup d'entre eux ne veulent pas s'enfermer. Les zébus rouges, très sensibles à l'infection des trypanosomes, ne peuvent gagner indûment d'autres régions d'élevage, en traversant des contrées insalubres. Certains Akou en ont fait l'amère expérience, en se déplaçant avec des animaux ***boDeeji***, fraîchement acquis, du Bamoun vers le plateau de Yoko.

> L'un d'eux, parti avec deux troupeaux, a perdu dans les plaines du Mbam la presque totalité de son bétail, sauf quelques jeunes animaux. De telles avaries, largement commentées, dissuadent les Akou de poursuivre le changement de races.

Une réticence à modifier le cheptel se manifeste en particulier chez les Akou du Bamoun, malgré des conditions qui semblent pourtant favorables: fréquence des contacts entre les deux races, charges relativement légères des pâturages. Mais de vastes plaines réputées insalubres entourent le plateau. Il suffit d'y descendre en transhumance pour apprécier les avantages des zébus blancs : ils permettent de s'éloigner vers des savanes plus abondantes qu'au pied du plateau.

L'adoption des ***boDeeji*** est surtout le fait des Akou les plus anciennement établis aux Grassfields. Les nouveaux venus n'ont pas le temps de l'amorcer ou de l'étendre à l'ensemble du troupeau. En fait, disposent-ils des mêmes possibilités et de la même volonté de s'y engager ? Ce n'est pas certain, bien que les changements de bétail en cours soient plus difficiles à discerner que ceux déjà accomplis.

Avec l'occupation complète des plateaux, les Akou n'ont plus guère la possibilité de s'installer à proximité de Djafoun, ce qui réduit d'autant la diffusion spontanée des ***boDeeji***. Les premiers Akou arrivés au Bamenda ont accédé à des altitudes voisines de 1.500 mètres. Sur ces pâturages salubres, l'adoption des zébus rouges comportait peu de risques, si ce n'est lors de la transhumance.

Actuellement, il ne subiste presque plus de pâturages disponibles au-dessus de 1.000 mètres. Les nouveaux venus sont reportés aux marges de l'aire d'élevage. L'insalubrité de savanes "périphériques" est fortement suspectée, par exemple au-delà de la rivière Kimbi et dans la réserve de Fungom. A mesure que les Akou sont contenus dans les limites de secteurs périphériques et peu élevés, l'adoption de la race rouge ne se justifie plus.

Parce qu'elle reste limitée et porteuse de contraintes, l'introduction de *boDeeji* au Bamenda figurera peut-être comme un simple épisode ou se limitera à une minorité d'Akou. Ceux qui l'ont largement effectuée ne pourront plus entreprendre de longues migrations. Ils seront liés aux pâturages les plus salubres où ils se stabiliseront comme les Djafoun.

Les Djafoun face aux zébus blancs

En contrepartie des croisements entrepris par les Akou, dans quelle mesure les Djafoun adoptent-ils des zébus blancs ? En 1975, une vingtaine d' entre eux seulement ont introduit quelques 350 têtes de zébus blancs dans leurs troupeaux. Les mutations en ce sens sont donc rares, résultat d'une longue désaffection à l'égard des zébus blancs. ***Mbororo'en yiDaa na'i feere, sey boDeeji*** *: « les Mbororo (sous-entendu, les Djafoun) n'aiment pas d'autres races, seulement celle des zébus rouges. »*

La plupart des Djafoun n'expriment que mépris pour les ***daneeji***. Ils avouent qu'ils n'aiment pas cette race de bétail : « *ce ne sont pas de vraies vaches.* » Les Djafoun se moquent également de la disgrâce des zébus blancs. Aux questions à leur propos, ils répondent par des sourires qui en disent long (76).

Les tensions entre Mbororo proviennent, en grande partie, d'une compétition sur les pâturages entre les deux races. Les Djafoun accusent les zébus blancs de dégrader les prairies d'altitude et de propager des maladies. ***Na'i daneeji nyaama geene pat, acca babal meere*** *: « les vaches blanches mangent toute l'herbe, elles laissent l'endroit à nu. »* Ils accepteraient, le cas échéant, le voisinage des Akou mais à la condition qu'ils changent de bétail.

Dans un contexte général de rejet, quelques Djafoun prennent pourtant le parti d'adopter des zébus blancs. L'introduction d'un taureau blanc dans un troupeau de vaches ***boDeeji*** donne des produits à couleur bigarrée, appelés ***daaki daaki***. L'initiative vient souvent d'éleveurs qui ne disposent pas d'un troupeau suffisant : grande famille à charge, s'accompagnant d'une forte demande en lait ; présence de jeunes gens pour lesquels il faudra constituer un troupeau ; enfin, désir d'un jeune d'accroître rapidement le lot d'animaux reçus en pré-héritage. Dans le dernier cas, l'adoption de ***daneeji***

76. Remarquant mon étonnement devant un Djafoun qui a introduit des zébus blancs dans son troupeau, les voisins rétorquent : ***kanko, o yiDi akuuji*** *! : « lui, il préfère les zébus blancs ! »* Sous-entendu, il n'est pas comme tout le monde ; c'est un original....

provient souvent de cadets qui se trouvent lésés, par rapport aux aînés, dans le partage du bétail paternel.

A Kom, un cadet n'a pas hésité à changer du bétail. En quelques années, les vaches ***daneeji*** ont proliféré, le mettant à la tête de 2 troupeaux. Il est vrai que le frère aîné en possède 4, sans recours à l'autre race. Il avait obtenu plus tôt un lot d'animaux plus important que celui attribué au cadet.

Une réputation de fécondité plus élevée que celle des ***boDeeji*** engage des Djafoun à l'adoption de l'autre race. Quand les deux groupes coexistent, comme c'est le cas à Galim, les Djafoun repèrent les vaches des voisins qui vêlent le plus souvent. Ils proposent de les échanger contre des boeufs, à raison d'une vache blanche contre un mâle rouge. Des Djafoun désirent accroître rapidement leur troupeau, soit pour eux-mêmes, soit dans la perspective de transmettre des animaux en nombre suffisant aux descendants.

L'un d'eux, marié et père de 4 enfants, ne disposerait que de 15 têtes de bétail. C'est si peu qu'il s'est engagé comme berger chez un Akou, démarche tout à fait exceptionnelle. Au petit lot initial de ***boDeeji***, il adjoint alors des ***daneeji***, obtenus par le biais de l'employeur.

Un Mbororo, du lignage des Rahadji, hiverne près de Dji Gadjeré (Ntumbaw), au voisinage d'Akou installés depuis une dizaine d'années. Alors que ceux-ci croisent leur bétail avec des ***boDeeji***, il a introduit, de son côté, des zébus blancs. Il s'agit d'un ancien ***arDo***, pratiquement ruiné. Il cherche à accroître rapidement le troupeau qui lui reste. Avec 2 épouses et 5 enfants à charge, il ne possède officiellement que 50 bovins, effectif inférieur au minimum habituel pour une famille de cette taille.

De même que pour les mutations précédentes, l'introduction de ***daneeji*** est facilitée en zones de contact entre les deux races bovines. Des croisements se produisent spontanément aux pâturages. La plupart des Djafoun sont hostiles à de tels croisements non contrôlés mais ils n'interviennent pas toujours pour en éliminer les produits. Plus significative apparaît l'initiative de Djafoun qui, éloignés des ***daneeji***, en acquièrent pour les insérer dans un troupeau ou pour en constituer un autre, à part.

C'est le cas d'un Djafoun de Jakiri. Selon les statistiques de ***jangali***, il disposerait de 140 bovins, répartis en 2 troupeaux. L'un comporte surtout des ***daneeji***. Le cheptel n'est pas négligeable mais l'éleveur se trouve à la tête d'une famille de 4 épouses et de 20 enfants. Pour subvenir aux besoins d'une telle maisonnée, il a remplacé une partie de ses ***boDeeji*** par des ***daneeji***, à production laitière plus importante. Toutefois, l'initiative n'est pas du goût des voisins. Dès lors, le troupeau de ***daneeji*** ne stationne pas sur les pâturages proches. Il est isolé sur un promontoire qui domine la plaine de Ndop.

Les Djafoun qui les adoptent accréditent volontiers les zébus blancs de nombreuses qualités : bonne accoutumance à la sécheresse et production laitière abondante. Ils constatent que les animaux ne dédaignent pas de brouter des feuilles d'arbustes en saison sèche. Au contraire, les ***boDeeji*** ne consomment pas de fourrage aérien. Il est vrai qu'ils n'en ont guère la possibilité en prairies d'altitude.

Des Djafoun adoptent la race ***daneeji*** comme vaches laitières, en les plaçant aux abords du campement pour une traite régulière. Mais certains font part d'une déception : placées en haut plateau, les vaches ***daneeji*** tarissent presqu'aussi vite que les autres, en saison sèche. Or, les difficultés de ravitaillement en lait surviennent précisément à cette époque de l'année. Déçu par ce constat, un Djafoun abandonne le croisement de ses vaches avec un taureau ***daneeji***, acheté quelques années auparavant.

Aucun Djafoun des Grassfields n'adopterait des zébus blancs dans le dessein de transmettre au bétail une meilleure résistance à la trypanosomose. Cette aptitude des ***daneeji*** est pourtant largement admise. Mais l'insalubrité des plateaux n'est pas assez contraignante pour forcer les Djafoun à surmonter leur aversion à l'égard des zébus blancs. Comme le cheptel des Djafoun occupe encore les pâturages les plus élevés, l'autre race ne les intéresse pas pour ce motif. Il en serait autrement si les Djafoun étaient contraints, dans l'avenir, de transférer beaucoup de bétail aux basses altitudes.

Finalement, les Djafoun qui adoptent la race ***daneeji*** ou qui entreprennent des croisements connaissent souvent des situations difficiles : jeunes qui manquent de bétail, éleveurs ruinés ou confrontés à de lourdes charges familiales. Quitte à en altérer la race, ils s'efforcent d'accélérer l'accroissement du troupeau. Les Djafoun qui consentent à introduire des ***daneeji*** ne jouissent pas d'un grand prestige dans la société pastorale. Leur initiative n'est pas interprétée comme un modèle à suivre.

Pourtant, la répugnance habituelle à l'égard des zébus blancs appartient peut-être au passé. Tel riche Djafoun qui ne détenait que des ***gudaali*** et des ***boDeeji*** en 1975, les a remplacés, quelques années plus tard, par des zébus blancs dans le troupeau de campement. Il explique ce changement inattendu, par l'argument : ***Di munyan mbidu*** : *« ces vaches supportent la souffrance, »* c'est-à-dire le manque de fourrage. A mesure que les pâturages de hauts plateaux s'appauvrissent, la race des ***daneeji*** est revalorisée.

L'amorce d'un rééquilibrage des races bovines n'est pas spécifique aux éleveurs du Bamenda. Ceux du Mambila voisin l'ont déjà entrepris sur une large échelle (77). Le changement serait en cours sur l'ensemble du haut plateau nigerian, en particulier au sud, avec une majorité de troupeaux devenus mixtes.

77. R.I.M., 1984, p. 86.

Une permutation de races bovines, autrefois contraire à des préférences nettement affirmées, finit par être entérinée. D'abord le fait d'éleveurs marginaux, les premiers à enfreindre des normes, elle s'impose progressivement à tous, même aux riches. C'est l'indice de grandes difficultés pastorales.

En fait, les Djafoun du Bamenda ne manifestent pas un attachement absolu à la race des *boDeeji*. Ils entreprennent, depuis longtemps, des manipulations génétiques mais en privilégiant une autre race, elle aussi prestigieuse : le *gudaali*.

Les "bakalleeji"

La carte des races bovines ne retient que les troupeaux à peu près purs de ***gudaali***, restriction qui tend à diminuer de manière excessive l'influence de cette race dans le cheptel régional. En effet, aux troupeaux homogènes de ***gudaali*** s'ajoutent d'autres troupeaux plus nombreux, composés en partie ou en majorité de ***bakalleeji***, produits de croisement entre zébus mbororo et ***gudaali*** .

A l'origine, ***bakalleeji*** désignait les produits de croisement entre races ovines au nord du Nigeria (78). L'acception a donc débordé sur le cheptel bovin. Le terme n'est pas signalé dans le lexique d'A. DAUZATS qui, en tant que vétérinaire, n'aurait pas manqué de le relever si les Foulbé du Diamaré l'avaient usité. Il serait spécifique des Grassfields et de l'Adamaoua. D'un usage courant chez les Mbororo de l'Ouest-Cameroun, il correspond à un contexte pastoral particulier, marqué par le contact entre deux grandes races bovines, l'une des nomades ou anciens nomades, l'autre des sédentaires. Cette dualité entre souches bovines ne se retrouve pas avec la même ampleur au Diamaré.

78. d'après F.W. TAYLOR (1932, p. 9).

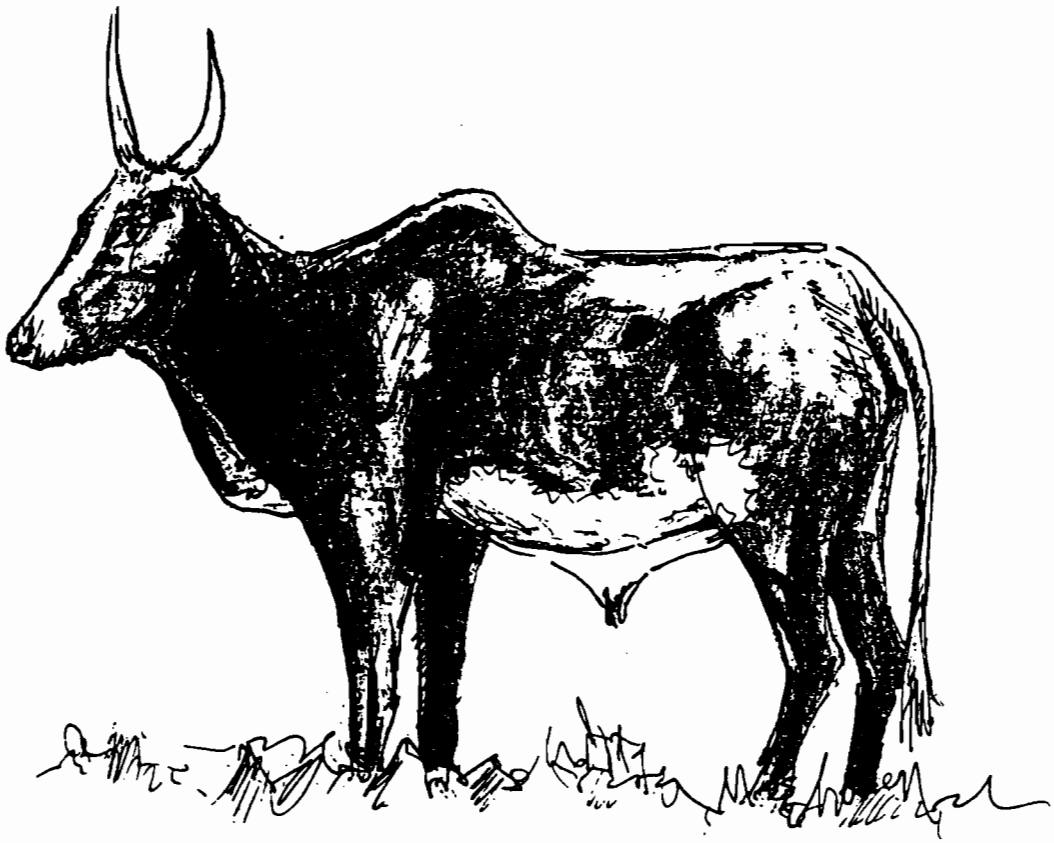


Fig. 112 : ***Croquis de zébu de type "bakalleeji"***

Les produits de croisement se caractérisent par un format intermédiaire entre les souches d'origine, un cornage moins développé que celui des zébus rouges et surtout, une robe particulière. La dominante acajou devient tachetée de blanc, au fur et à mesure que l'apport de sang *gudaali* s'accentue. Le blanc apparaît d'abord sur la tête, avant de se généraliser à toute la robe. Les éleveurs distinguent ainsi les animaux *pelli*, issus d'un premier croisement et caractérisés par une petite tache blanche sur le front. Avec les *buuli*, le blanc s'élargit à la face de la tête. Enfin, les animaux *baagi* présentent des taches blanches réparties sur tout le corps : ce sont les plus proches de la souche *gudaali*. Parfois, les Mbororo dénomment ces animaux, de façon indistincte, *noone* (ou *noonaaDi*), c'est-à-dire de plusieurs couleurs. Sous-entendu, ils possèdent du sang *gudaali* mais ne sont pas de race pure.

Un cheptel important

Les Mbororo des Grassfields n'ont cessé d'acquérir des *gudaali* de l'Adamaoua pour les insérer dans leurs troupeaux. Seuls, quelques-uns ont réussi à constituer des troupeaux à peu près homogènes. La plupart n'ont abouti qu'à des troupeaux composites, juxtaposant des croisés et des zébus rouges. Faute d'apports nouveaux de *gudaali*, leurs caractéristiques finissent par se diluer et par être absorbées dans une dominante mbororo. Pourtant, après deux ou trois générations, elles se repèrent encore par les couleurs de la robe, la conformation, le cornage et les aptitudes des animaux. Elles ne concernent parfois que quelques têtes dans chaque troupeau, indice d'un appoint limité.

Tabl. 38 : ***Effectifs de "bakalleeji" chez les Djafoun***

département ou unité d'élevage	effectif de "bakalleeji"	pourcentage du cheptel des Djafoun
Bui	3.310	12 %
Nkambe	2.405	5 %
Wum	1.585	4 %
Momo	1.935	10 %
Monts Bambouto	610	5 %
Galim	70	-
Foumban-Foumbot	50	-
Mezam	2.260	9 %
	12.125	**4 %**

Par estimation personnelle, 14.000 bovins seraient des produits de croisement entre *boDeeji* et *gudaali*. Mais il est vraisemblable que le chiffre est inférieur aux effectifs réels de ce type d'animaux.

L'enquête à l'échelle régionale n'a porté qu'auprès des *arDo*, les chefs mbororo. Ils ne sont pas toujours au courant des "manipulations" génétiques de leurs dépendants.

De plus, l'effectif des ***bakalleeji*** est calculé d'après le ***jangali*** de chaque éleveur. Or, le cheptel fiscal, même issu de recensements du bétail, reste inférieur au cheptel réel.

Les ***bakalleeji*** appartiennent surtout aux Djafoun : 12.600 têtes sur 14.000. L'ampleur des croisements est d'autant plus remarquable que l'une des souches bovines ne se trouve pas sur place en grand nombre. Environ 6 % du cheptel des Djafoun est issu actuellement de croisements avec des ***gudaali***. Le pourcentage n'est pas uniforme sur tous les plateaux (Tabl. 38).

Quant aux croisements entre ***daneeji*** et ***gudaali***, ils ne représentent qu'un faible pourcentage (3 %) du cheptel des Akou. Les animaux issus de ces croisements, ***suwakeeji***, appartiennent aux éleveurs des plateaux Kaka et de Nkambe (1.560 têtes sur 2.300) : ils sont relativement proches de troupeaux ***gudaali***. Les autres Akou, plus éloignés, n'ont pas l'opportunité d'emprunter ou d'acheter des taureaux de cette race. De plus, ils entretiennent peu de relations avec les élevages d'institutions privées ou étatiques qui pourraient leur céder des reproducteurs. Les croisements avec les ***gudaali*** s'avèrent donc plus recherchés des Djafoun. Pourtant, eux-mêmes ne les ont entrepris qu'après leur arrivée sur les Grassfields.

Comment rendre compte de l'importance inégale des animaux issus de ces croisements ? Les différences proviennent peut-être de l'environnement naturel. Des Djafoun avancent, par exemple, que les ***gudaali*** se montrent moins sensibles que les zébus rouges aux dommages causés par les tiques (79). S'il en était ainsi, la proportion des animaux issus de croisements serait plus grande aux altitudes relativement faibles. Qu'en est-il ?

79. Cette allégation des éleveurs n'est pas confirmée par les troupeaux de ***gudaali*** qui vivent en station. Ils restent très exposés aux maladies transmises par les tiques.

Tabl. 39 : *Localisation en altitude des "bakalleeji" appartenant aux Djafoun*

altitudes des pâturages d'hivernage	effectifs de "bakalleeji"	pourcentages du cheptel des Djafoun
1.000 - 1.250 m	120	
1.250 - 1.500 m	2.000	} 3 %
1.500 - 1750 m	3.600	
1.750 - 2.000 m	4.800	10 %
> 2.000 m	2.300	6,5 %

Contrairement à la supposition précédente, les ***bakalleeji*** les plus nombreux se situent à des altitudes élevées qui bénéficient déjà de faibles infestations en tiques. En somme, les croisements avec les ***gudaali*** ne répondent pas à des contraintes écologiques plus dures que les animaux mbororo subiraient, une fois transférés à de faibles altitudes.

Modalités de croisement

D'après le témoignage des anciens, des Djafoun ont commencé à introduire des ***gudaali*** dans leur cheptel dès le début du siècle, alors qu'ils

stationnaient en Adamaoua. Cependant, il est probable que les emprunts restaient très limités dans les premiers troupeaux qui parvinrent aux Grassfields. D'autres Mbororo, en particulier l'ancien *arDo* de Sabga, affirment qu'ils ont commencé seulement au Bamenda à mélanger leurs animaux avec des *gudaali*.

Les informateurs datent les premières acquisitions, *Baawo baBBatti : « après les sauterelles. »* Ils font allusion aux invasions de criquets qui détruisirent les pâturages en 1931. Jusque-là, les troupeaux progressaient rapidement, tant les pâturages étaient abondants. Les Mbororo n'avaient pas de raison de changer leur bétail pour un autre moins exigeant. Mais la destruction soudaine de la plupart des pâturages d'altitude et les pertes subies amenèrent des éleveurs à envisager cette solution, d'autres préférant quitter la région.

Acquisitions d'animaux de boucherie, "coggal". Les Mbororo se procurèrent d'abord des *gudaali* auprès des marchands de bestiaux qui traversaient les Grassfields avec des animaux achetés en Adamaoua et dirigés vers le Nigeria ou Douala. L'ancien itinéraire des troupeaux de la Compagnie Pastorale prenait à travers les Grassfields, du nord au sud. Plusieurs maquignons européens et Haoussa de l'Adamaoua empruntaient également ce trajet.

> Les énormes troupeaux de boucherie de la Compagnie Pastorale laissaient des animaux éclopés en arrière. Les Mbororo s'en portaient acquéreurs, acceptant de livrer des boeufs rouges en échange des *gudaali* recherchés. L'un des accompagnateurs de La Pastorale s'était rendu célèbre en sortant du "Nigeria", c'est-à-dire du Cameroun anglophone, avec davantage de bétail qu'à l'entrée. La différence provenait de ces trocs et non des prouesses de l'illustre cow-boy, transfigurées sur le mode épique dans un classique de la littérature coloniale (80).

80. SAUVAGE, M., 1937, "Les secrets de l'Afrique Noire", p. 135 et suiv.

Les croisements les plus anciens se localisent précisément le long de cette grande voie d'acheminement du bétail (fig. 111). Ils sont nombreux en quelques endroits qui correspondent à des haltes habituelles de convois : environs de Ndu, de Jakiri, de Babanki Tungo. Les Mbororo contactaient les convoyeurs et leur proposaient un troc : boeufs *boDeeji* contre taureaux ou vaches *gudaali*. Les termes de l'échange faisaient l'objet de marchandages, les maquignons s'étant rendus compte qu'ils pouvaient retirer de grands profits de la demande locale.

Ainsi, en 1948, 11.000 têtes de bétail traversèrent le Bamenda, en provenance de l'Adamaoua. Presque tous les animaux étaient de race *gudaali*. Cependant, des mesures sanitaires tarissaient parfois le flux de bétail en transit. En 1947, seules 1.500 têtes venues de l'Adamaoua réussirent à traverser le Bamenda, par suite de menaces de fièvre aptheuse (81). Enfin, au début des années cinquante, l'administration anglaise interdit définitivement le passage des troupeaux originaires du Cameroun.

81. Bamenda Division, 1948, "Annual Report".

La fermeture de la piste des animaux de boucherie, en provenance de l'Adamaoua, eut pour conséquence de tarir presque complètement cette source d'approvisionnement. Seule resta autorisée l'expédition d'animaux du Mambila vers le sud du Nigeria. Les troupeaux suivaient d'abord la

même piste méridienne jusqu'à Santa puis obliquaient vers l'ouest, par Bali et les plateaux Meta-Ngwo. Mais ils comprenaient alors une majorité de *boDeeji* semblables à ceux du Bamenda, les *gudaali* n'existant qu'en petit nombre au Mambila. Les échanges d'animaux entre maquignons et Mbororo du Bamenda se réduisirent. Au cours des années cinquante, ils ne sont signalés qu'à Bali et à Oshié, le long de la piste à bétail encore sillonnée de troupeaux.

Des éleveurs de Nkambe réussirent également à se procurer quelques *gudaali* à partir des animaux de boucherie originaires du Mambila.

> En 1955, un marchand de bestiaux cherche à se défaire d'une vache *gudaali* qui se révèle être pleine, lors de l'acheminement d'un troupeau à travers le Bamenda. Un *arDo* de Nkambe l'échange contre l'un de ses boeufs. Au vêlage, l'acquéreur obtient un veau mâle qu'il garde comme reproducteur, *kalhaldi*. Ce sera l'amorce, complétée avec persévérance les années suivantes, de deux troupeaux de *bakalleeji*.

Ce type d'échanges ne se produisait qu'au coup par coup, les Mbororo saisissant les occasions qui se présentaient auprès des troupeaux de passage : animaux fatigués, maigris ou légèrement accidentés et boitant. Les transactions se négociaient aisément, les convoyeurs des troupeaux de commerce étant souvent d'origine peule.

L'organisation d'un trafic. A partir des années cinquante, une demande potentielle en *gudaali* demeure insatisfaite aux Grassfields. Des marchands de bestiaux de la région, souvent des Haoussa, prennent alors l'initiative d'un trafic reposant sur le même principe que les échanges antérieurs mais appliqué de manière systématique. Ils se rendent au Mambila avec l'intention de n'acquérir que des *gudaali*. Ils les achètent au marché de Dorofi, à la frontière de l'Adamaoua, qui devient un centre spécialisé dans l'écoulement de ce type d'animaux venus, en contrebande, de Banyo. Les maquignons ne se portent acquéreurs que de vaches, *na'i debbi*, et de jeunes taureaux, alors que les transactions sur les marchés à bétail portent, de préférence, sur des boeufs, *Daali* et *tappaaDi*.

Nantis de ces animaux de boucherie inaccoutumés et d'un laissez-passer en bonne et due forme, ils entrent au Bamenda où se déroule la seconde phase des transactions. Ils échangent alors les animaux *gudaali* contre des boeufs *boDeeji* "finis", c'est-à-dire prêts pour la boucherie. Une fois la permutation faite, les marchands poursuivent sans encombre leur voyage vers Kumba ou les villes du pays Ibo.

Des Haoussa de Santa et de Binka, des villageois de Pinyin, des Foulbé de Dorofi ont longtemps pratiqué ce commerce à double transaction de bétail. Ils y trouvaient largement leur compte : les animaux étaient moins chers au Mambila qu'au Bamenda ; ils faisaient l'acquisition, en cours de route, d'animaux en pleine forme, n'ayant pas subi les fatigues du voyage; ils pouvaient forcer la main aux Mbororo demandeurs pour qu'ils se défassent des meilleurs animaux. Or, ceux-ci peuvent atteindre, à 5 ou 6 ans, un poids et une valeur bouchère comparables à de bons *gudaali*. Certains maquignons ont fait fortune avec ce genre de transactions.

Au cours des années cinquante, le troc était pratiqué au Bamenda, à raison de deux génisses *gudaali* contre un grand boeuf (*Daandi*) de race *boDeeji* (82). Puis les maquignons devinrent plus exigeants, à la suite d'une inflation des prix du bétail, notamment des génisses, à Dorofi.

Chaque troc pouvait porter sur des lots importants d'animaux. Vers 1960, un Mbororo reçoit un jeune taureau et 10 vaches reproductrices de race *gudaali* ; il livre, en échange, 8 grands boeufs *boDeeji*. Le maquignon, un Foulbé de Dorofi, part aussitôt les écouler à Kumba. Depuis cet échange, l'éleveur remplace patiemment ses *boDeeji* par l'autre race. Quinze ans plus tard, tout son cheptel, soit 263 animaux, est de race *gudaali* affirme-t-il ; en fait, il conviendrait plutôt de dire *bakalleeji* (83).

Un autre Mbororo ne participe qu'à la fin d'un troc qui concerne un troupeau de *gudaali* amenés, cette fois, par un Haoussa de Santa. Après accord avec un *arDo* qui prend l'essentiel du troupeau, il reste 3 vaches au commerçant. Il les propose au Mbororo. L'accord se conclut sur les bases suivantes : 2 vaches (*na'imawDi*) et 1 génisse (*viige*) de race *gudaali* contre 3 boeufs *boDeeji*. N'ayant pas obtenu de taureau et s'en étant tenu là, l'éleveur ne possède plus aujourd'hui de vrais *bakalleeji* mais des animaux redevenus à dominante mbororo.

Parfois, l'initiative du troc ne vient pas du marchand de bestiaux mais d'un éleveur assez riche pour suppléer au manque de capital du commerçant et lui commanditer des *gudaali*.

Un *arDo* des environs de Binka vend un troupeau (30 têtes), constitué uniquement de boeufs. Au lieu de percevoir les fonds, il charge le maquignon de lui acheter des *gudaali* à Dorofi ; 9 ans plus tard, l'*arDo* dispose de 2 troupeaux de *gudaali* et *bakalleeji*, soit environ 130 têtes.

Dans ce trafic, les marchands de bestiaux de la région agissent également à leur compte, de façon à se constituer des troupeaux personnels. Ce sont à la fois des animaux d'élevage et une réserve de troc, chaque fois qu'une demande se présente. Les maquignons haoussa du Bamenda ont largement contribué à la constitution de troupeaux *bakalleeji* dans la région, en faisant le va-et-vient entre Bamenda et Mambila. A leur exemple, quelques Mbororo se sont lancés dans le commerce du bétail, en se spécialisant dans le même genre d'opérations : achats de *gudaali* au Mambila, échange avec des *boDeeji* au Bamenda, vente des seconds sur les marchés du sud.

Sous des formes diverses, une demande en *gudaali* s'est manifestée de façon constante. Elle ne correspond pas seulement à une "mode pastorale" mais à un véritable besoin. Les Mbororo des Grassfields ont la chance de se trouver sur une voie d'acheminement du bétail vers le sud. Bien qu'isolés des autres éleveurs sahéliens ou soudaniens, ils ont pu enrichir leur stock bovin. D'autres Mbororo, également avancés en savanes sous climats humides, n'ont pas bénéficié d'une situation aussi avantageuse. Sans contact avec d'autres races bovines, ils ne disposent que de leur stock animal, plus ou moins adapté au nouvel environnement dans lequel ils se sont introduits.

82. A la même époque, les Djafoun qui stationnaient à Banyo pouvaient échanger un grand boeuf rouge contre 3 génisses *gudaali*. Plus les Mbororo se trouvaient loin de l'Adamaoua, plus les termes de l'échange leur étaient défavorables.

83. Dès le moment du troc, l'éleveur en question était donc capable de proposer en même temps 8 boeufs finis, prêts pour la boucherie. Ce qui dénote déjà des disponibilités confortables en bétail.

Cloisonnement ou perméabilité des élevages. Les *gudaali* formant le cheptel des ranchs, les éleveurs disposent d'une autre source d'approvisionnement sur place. En fait, seuls quelques Mbororo ont pu obtenir des animaux à partir des élevages modernes.

Dès les années cinquante, la station de Jakiri diffuse quelques reproducteurs *gudaali* auprès des Mbororo. Dans le cadre d'une politique d'amélioration des races locales, elle vend des taureaux, un par candidat, à croiser avec des vaches *boDeeji*. D'après le rapport du service d'Elevage pour les années 1972 et 73, Jakiri et Bambui auraient diffusé 35 reproducteurs auprès des éleveurs, lors de ces seules années.

Créé plus récemment, le centre presbytérien de Mfonta ne répartit des *gudaali* qu'auprès des cultivateurs ; son intervention ignore les Mbororo. D'autres ranchs privés, sans avoir pour vocation une action zootechnique, cèdent parfois des taurillons aux éleveurs qui en font la demande. Ainsi, des Mbororo se sont procurés des reproducteurs auprès des ranchs de la mission catholique de Shishong, de la mission baptiste de Bingo, du monastère cistercien de Mbengwi. Toutes ces institutions religieuses détiennent des troupeaux à dominante *gudaali*, acquis directement en Adamaoua, mais elles ne s'en défont qu'exceptionnellement.

La Compagnie Pastorale, autrefois implantée sur les monts Bambouto, aurait pu diffuser des *gudaali* qu'elle recevait de l'Adamaoua par milliers. Si des cessions de ce genre se sont produites, c'est en nombre limité. Il est vrai que les troupeaux de La Pastorale ne traversaient plus le Bamenda depuis longtemps. De plus, le ranch de Djutitsa était isolé de l'ensemble des éleveurs. Les troupeaux de *gudaali* occupaient le versant sud des monts Bambouto ; les contacts étaient donc rares avec les Mbororo. Les effectifs les plus nombreux ne séjournaient que quelques mois en embouche, avant de repartir vers Nkongsamba et Douala. Les responsables de La Pastorale n'envisageaient guère de les échanger contre des *boDeeji* aux qualités bouchères moins appréciées par les consommateurs européens. Les effectifs considérables de *gudaali* qui ont transité par Djutitsa n'ont pas laissé de traces dans le cheptel régional.

Par opposition au cloisonnement entre les deux types d'élevage, les animaux circulent entre Mbororo. Si l'un d'eux dispose de jeunes croisés, issus d'un taureau *gudaali*, il ne refuse pas d'en céder quelques-uns. Les dons en bétail tiennent une grande place dans les relations sociales : ils concrétisent et renforcent des liens d'amitié ou de parenté ; ils manifestent également la générosité du donateur, par exemple lors de cérémonies religieuses. La prière collective, *do'a*, marquant la fin de l'étude du Coran par un jeune, offre l'occasion d'offrir des animaux. En plus de cessions gratuites et fréquentes entre parents, les Mbororo ont recours à des achats d'animaux auprès d'autres éleveurs, voisins ou éloignés.

Peu de temps après son arrivée, l'*arDo* de Wum a entrepris de diversifier son cheptel, en acquérant des *boDeeji* auprès des Djafoun, puis des *gudaali* directement à la station de Jakiri. Curieusement, il a d'abord installé le petit troupeau de *gudaali* sur le plateau de Nkambe, sous la garde d'un berger, avant de le récupérer lentement à Wum : souci d'adapter progressivement les animaux de Jakiri aux pâturages de Wum ou dessein de migrer vers l'Adamaoua ? Les années 1961 et 62 sont marquées par une grande incertitude chez les Mbororo. Une fois parvenus à Wum, les *gudaali* ont prospéré. L'*arDo* en cède à plusieurs éleveurs, y compris à des Djafoun. Trois

Djafoun, éloignés de plus de 10 km, lui doivent de posséder des croisés. La cession d'animaux ***gudaali*** entre dans les relations d'amitié et de clientèle que tissent les éleveurs prestigieux.

A Oshié, la diffusion de ***gudaali*** ne s'opère pas sur des distances aussi grandes et ne sort pas du cadre des liens de parenté. Deux Mbororo, proches de l'ancienne piste à bétail vers le Nigeria, échangent des ***boDeeji*** contre des ***gudaali*** proposés par des maquignons de passage. Ils croisent complètement leurs animaux et cèdent des ***bakalleeji*** à des parents : oncles paternels, frères, fils, qui opèrent de nouveaux métissages. Au fur et à mesure des cessions, la souche ***gudaali*** se dilue. Mais elle touche déjà 450 têtes, alors que 670 restent des ***boDeeji*** purs. Les ***bakalleeji*** constituent un noyau important qui, désormais, a des chances de se maintenir.

La diffusion de la nouvelle race aux Grassfields suit des lignes de solidarité entre éleveurs. A partir de quelques lieux d'adoption, elle finit par couvrir la région d'élevage. A cette diffusion par dons et échanges de bétail s'ajoutent les migrations d'éleveurs qui possèdent déjà des ***gudaali***. Ils sont surtout nombreux au voisinage de l'Adamaoua.

Contextes écologiques et pastoraux

Les éleveurs des Grassfields aspirent donc à opérer des croisements avec les races de l'Adamaoua. Cette tendance assez générale renvoie à deux explications : l'une qui met l'accent sur l'environnement naturel, l'autre sur la société pastorale. D'un point de vue comme de l'autre, les données se sont modifiées depuis l'arrivée des Mbororo, entraînant la nécessité d'une adaptation parallèle du bétail.

Un indicateur écologique. La recherche de ***gudaali*** est motivée par la bonne réputation dont jouit cette race. Les pertes en poids sont moindres en saison sèche que celles des zébus rouges. Ce bon comportement permet de mieux les maintenir, à longueur d'année, sur des pâturages peu fournis. C'est un atout incontestable pour des éleveurs en cours de sédentarisation. ***Di kulataa veelo bana na'i amin*** : *« les vaches (goudali) ne craignent pas la faim comme les nôtres. »*

L'***arDo*** d'un lignage réputé pour la pureté de ses zébus rouges explique qu'à présent, il préfère les animaux d'origine ***gudaali***. Autrefois, les pâturages de montagne étaient abondants, même en saison sèche. A présent, les prairies d'altitude n'offrent plus assez de fourrage pour les ***boDeeji*** dès la fin des pluies. L'un de ses troupeaux de brousse ne comporte plus que des ***bakalleeji***. Les croisés fournissent également une partie du troupeau de campement, soit une centaine de têtes sur les 300 dénombrés pour le ***jangali***.

A mesure que les ressources fourragères s'amenuisent en hauts plateaux ou que les saisons sèches deviennent plus sévères, les Mbororo sont incités à intervenir sur la race bovine d'autrefois. Chez les éleveurs riches, l'équilibre des races peut se renverser en une dizaine d'années.

En 1975, un riche Djafoun de Nkambe possède 2 troupeaux de ***bakalleeji*** et 9 de ***boDeeji***. Sur un total qui excède le millier de têtes, les croisés ne représentent encore

qu'une minorité. Les années suivantes, la gestion du cheptel familial est transférée au fils aîné. En 1986, celui-ci se trouve le responsable de 19 troupeaux. Sur ce total, 6 sont constitués par des ***bakalleeji***. La proportion des croisés a donc nettement progressé en quelques années. Le jeune Mbororo avoue lui-même : ***gudaali yiDi jabtugo na'i asli : « les goudali risquent de remplacer les vaches d'origine. »***

Les croisements avec les ***gudaali*** s'accélèrent, à la faveur d'années difficiles pour l'élevage. Ils s'inscrivent dans une stratégie analogue à l'adoption de zébus blancs : la recherche d'un bétail qui s'accommode de restrictions fourragères.

La vulnérabilité des ***boDeeji*** à la saison sèche provient d'une dégradation des pâturages, depuis longtemps dénoncée dans les rapports administratifs. Mais elle est liée également à la conduite des troupeaux. Or, la fixation des Mbororo restreint la liberté du bétail. Le changement de race bovine participe à des choix de techniques d'élevage.

Croisement et sédentarisation. Avec l'abandon du nomadisme pour une simple transhumance, une portion de la famille se fixe au campement d'hivernage. Elle comprend d'abord les vieillards, incapables de se déplacer par les sentiers abrupts qui dévalent des hauts plateaux. S'ajoutent des malades et des femmes enceintes ou qui viennent d'accoucher. Pour subvenir aux besoins en lait de ces personnes, quelques vaches laitières sont soustraites aux transhumants. Peu nombreuses, elles parviennent à subsister sur des pâturages délestés de la masse de bétail qu'ils portaient en saison des pluies. Cependant, avec les années, les membres de la famille qui n'accompagnent plus les animaux en transhumance ne comprennent pas seulement des "invalides". De jeunes enfants s'y ajoutent avec leurs mères, puis des chefs de familles qui répugnent simplement à quitter le campement. A mesure que le nombre des sédentaires augmente, l'effectif des vaches qui ne transhument plus augmente également.

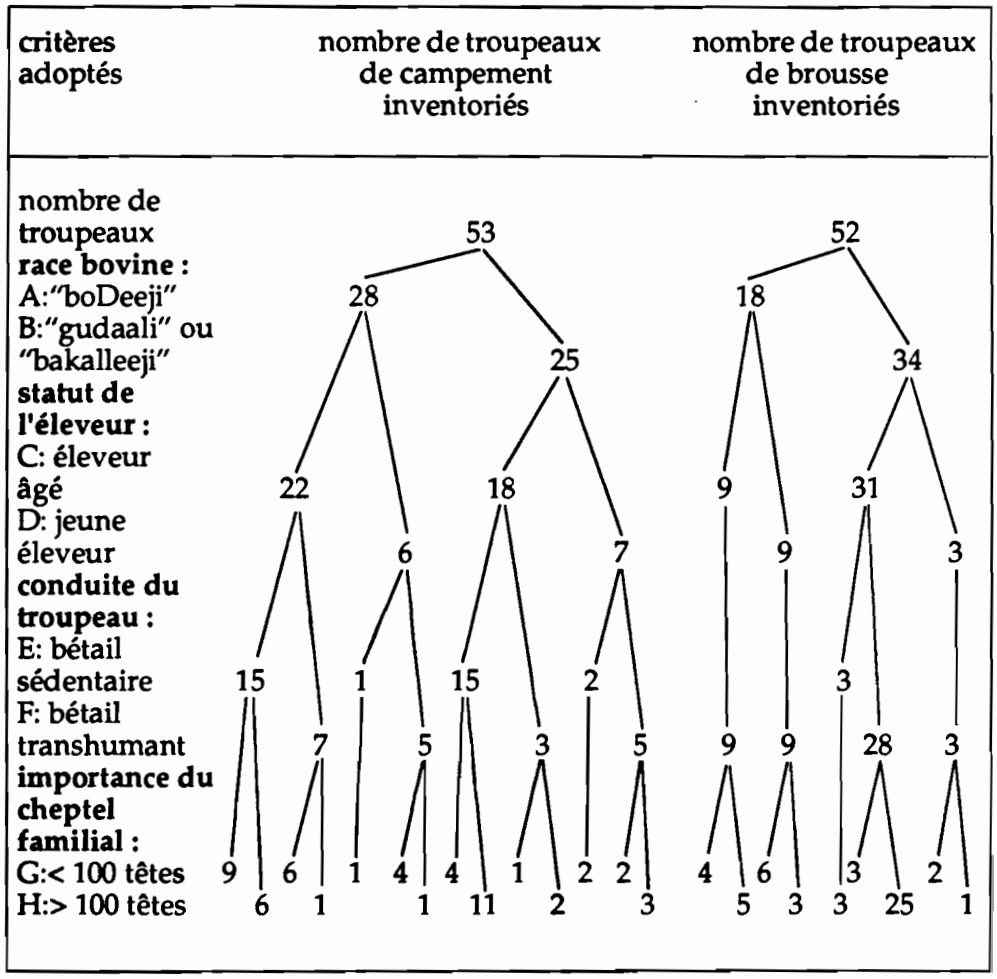
Toutefois, l'évolution vers une sédentarisation de plus en plus large se trouve compromise par les difficultés du troupeau de campement (les ***sureeji***) à subsister en saison sèche. Les vaches laitières deviennent trop nombreuses pour les maigres ressources fourragères encore disponibles à cette saison. Elles maigrissent et tarissent, mettant en danger la survie des veaux et assurant de moins en moins le ravitaillement en lait des personnes sédentaires. Le lait devient rare, ce que les anciens déplorent. Les Djafoun prennent alors conscience des handicaps de leur race bovine.

Ils tentent d'y remédier en incorporant des vaches ***gudaali*** ou ***bakalleeji***, meilleures laitières mais surtout moins sensibles aux restrictions fourragères de la saison sèche. Leur adoption s'insère dans le processus de la sédentarisation. Elle seule permet la fixation, à longueur d'année, de la majeure partie de la famille. Pour ce faire, le remplacement de tout le cheptel n'est pas nécessaire ; il suffit de modifier la race du troupeau de campement. La séparation du cheptel en deux types de troupeaux, celui de campement et l'autre (ou les autres) de brousse, ***hooreeji***, se trouve renforcée par des races bovines différentes.

Alors que les Akou changent leur race de bétail en incorporant progressivement des *boDeeji* parmi leurs animaux de brousse, l'introduction de *gudaali* chez les Djafoun affecte, en priorité, les vaches laitières attachées au campement. D'un groupe mbororo à l'autre, la mutation des races bovines ne suit pas la même logique pastorale.

Croisements et conduite du bétail. L'inventaire d'une centaine de troupeaux chez les Djafoun des hauts plateaux de Nso et de Nkambe conduit à nuancer le schéma précédent (tabl. 40).

Tabl. 40 : ***Distribution de l'ancienne et de la nouvelle race bovine chez des Djafoun du Bamenda***



Entre des troupeaux de campement et d'autres de brousse, les animaux d'ascendance ***gudaali*** sont plus nombreux dans les premiers, constatation surprenante. Mais les éleveurs qui détiennent ce type de bétail en brousse possèdent, presque tous, plus de 100 têtes de bétail (H), indice d'une certaine richesse. Ils répartissent les animaux de la nouvelle race à la fois dans le troupeau de campement et dans un ou plusieurs troupeaux de brousse.

Les troupeaux de campement sont composés à égalité par les deux races : maintien de la race rouge (A) ou "édification" d'un troupeau de *gudaali* (B). La première formule caractérise surtout des éleveurs qui possèdent moins de 100 bovins (G). Ils ne sont pas assez riches pour entreprendre un changement de la race d'origine. En effet, cette initiative implique de disposer d'animaux "en surplus", en particulier de boeufs échangeables. C'est rarement le cas lorsqu'une famille subsiste uniquement des produits d'un petit cheptel. Il ne s'agit pas, pour autant, d'une majorité de jeunes éleveurs (D) qui n'auraient pas eu le temps ou le désir d'amorcer une mutation du bétail. La plupart de ces éleveurs modestes sont des *mawBe*, des anciens (C) qui restent fidèles à la race rouge, pas toujours par choix personnel mais par contrainte.

Selon leur vocation, les troupeaux de campement restent, presque tous, stables en saison sèche (E). Même les zébus rouges sont nombreux à ne plus se déplacer à cette époque de l'année : les familles qu'ils approvisionnent en lait sont converties en sédentaires. Le cheptel se réduit parfois au seul troupeau de campement. Le ravitaillement en lait devient alors hypothétique en saison sèche.

La race des animaux de campement correspond à la situation des éleveurs au sein des générations. Les éleveurs âgés (C) sont les plus nombreux à introduire des *gudaali* ou des croisés dans les troupeaux de campement et la plupart de ces troupeaux sont maintenus sur place en saison sèche. La corrélation : éleveurs âgés / mutation de la race des animaux de campement / stabilisation de ce bétail, définit un ensemble de critères pastoraux cohérents. C'est le fait d'une catégorie d'éleveurs qui s'individualise par sa richesse et sa place dans les générations.

Les troupeaux de brousse composés de zébus rouges relèvent aussi bien de jeunes éleveurs que d'anciens. Tous participent à la transhumance ; c'est la vocation de ces troupeaux mais également une solution souhaitable pour le maintien en bon état de ce type d'animaux.

Les troupeaux de brousse de race *gudaali* ou de croisés appartiennent presque tous à des éleveurs âgés qui se classent, en même temps, parmi les riches. Ils ont introduit il y a longtemps des *gudaali*, en nombre suffisant pour permuter des troupeaux entiers. Après le troupeau de campement, la nouvelle race commence à se diffuser parmi les troupeaux de brousse. Elle perturbe déjà la conduite de quelques troupeaux qui deviennent sédentaires. Sédentarisation "gratuite", puisqu'ils n'approvisionnent pas la famille en produits laitiers.

Dans une première phase, l'introduction de la race *gudaali* a servi la sédentarisation des vaches attachées au campement. En même temps, les troupeaux de brousse continuaient à transhumer, allégeant les pâturages d'altitude en saison sèche. En changeant la race des troupeaux de brousse, les riches remettent en cause cet équilibre. Des troupeaux deviennent sédentaires sans motivation économique, seulement parce que la nouvelle race de bétail le permet. Ce faisant, le nouveau bétail sédentaire accentue les charges en saison sèche et fragilise les troupeaux de campement. L'élargissement de la sédentarisation, grâce à la nouvelle race, remet en cause l'équilibre assuré par le système transhumant.

Pour quelles raisons les éleveurs riches introduisent-ils des *gudaali* dans les troupeaux de brousse ? Pour des questions de profit, sans doute, les *gudaali* étant mieux cotés sur les marchés à bétail. Des raisons sociales

également, les grands troupeaux de *gudaali* participant aux signes du prestige dans une société pastorale en cours de transition.

Croisements de bétail et générations d'éleveurs. L'adoption de la race *gudaali* par les Mbororo permet donc d'élargir la sédentarisation à la majorité des membres de la famille. Pour quelques Djafoun, l'incorporation de ces animaux dépasse cependant une logique de sédentarisation. Elle renvoie à la position des éleveurs dans la série des générations.

Lorsqu'il prend de l'âge, qu'il commence à répartir les animaux entre des fils qui fondent de nouvelles familles, le Mbororo se réserve les *gudaali* et transmet les *boDeeji*. Il se fixe au campement, s'occupant des *gudaali* maintenus à longueur d'année aux environs, tandis que les jeunes vont et viennent, d'une saison à l'autre, avec les *boDeeji*. La répartition des races bovines entre jeunes et anciens suit un schéma relativement simple.

Tabl. 41 : ***Répartition des races bovines chez 3 familles de Nkambe***

	cheptel imposé *	nombre de troupeaux **	race des troupeaux **
1 : Alh. Yi... :	102 bovins	2	gudaali/bakalleeji
son fils :	96	2	boDeeji
2 : Alh. Ya... :	310	5	3 gudaali/bakalleeji
			2 boDeeji
son fils :	500	5	tous boDeeji
3 : Alh. De... :	187	8	2 gudaali/bakalleeji
			1 gudaali
			5 boDeeji
ses fils :	63	1	boDeeji
:	56	1	boDeeji

* statistiques du *jangali*

** d'après une enquête personnelle

Trois Djafoun des environs de Nkambe sont parés du titre ***al-haji***, anoblissement des pélerins revenus de La Mecque et marque d'une position sociale prestigieuse. Devenus polygames, indice de richesse, ils détiennent pourtant des cheptels inégaux. Malgré ces différences, les races bovines se répartissent de manière comparable, des pères aux descendants.

Le dernier chef de famille est un ***arDo***, ce qui explique peut-être qu'il soit nettement sous-imposé. En fait, c'est le plus riche. Bien que ses fils soient déjà polygames, il ne leur a pas encore transmis d'animaux ***gudaali***.

Au contraire, le fils du second Djafoun se trouve à la tête de davantage de bétail que le père, indice d'un transfert largement engagé du cheptel à la génération suivante.

Mais les ***gudaali*** n'en font pas encore partie. A mesure que les anciens voient leurs forces décliner, ils se défont des animaux de race ***boDeeji*** mais retiennent les autres. Des vieillards impotents, tout en étant à la charge des fils, tiennent à conserver des vaches laitières issues de ***gudaali***.

Il se produit une rétention des animaux ***gudaali***, écartés du mode de transmission traditionnel du bétail par donations entre vifs. La nécessité d'être dans la force de l'âge pour conduire les ***boDeeji*** aux meilleurs pâturages, surtout en saison sèche, explique le mode de partage des races. Prévoyants, les anciens se réservent un monopole sur les animaux d'origine ***gudaali***, pour subvenir à leurs besoins lorsqu'ils ne pourront plus se déplacer. Ce sont les animaux de la retraite-vieillesse...

La sédentarisation n'est pas une nouveauté que les Mbororo des Grassfields expérimentent, après le nomadisme. Elle s'inscrit comme une alternative possible à la mobilité. Dans les histoires de vie des éleveurs, elle intervient comme une façon normale de vivre la vieillesse. Les éleveurs âgés se fixent, en compagnie de quelques animaux, tandis que les fils se déplacent avec le gros du cheptel. Sédentarisation et mobilité ne se posent pas en termes d'exclusion mais coexistent et se succèdent, selon l'âge des éleveurs. L'introduction des ***gudaali*** se situe dans ce changement prévisible des rapports à l'espace. Elle intervient comme une préparation à la vieillesse et à un projet de fixation.

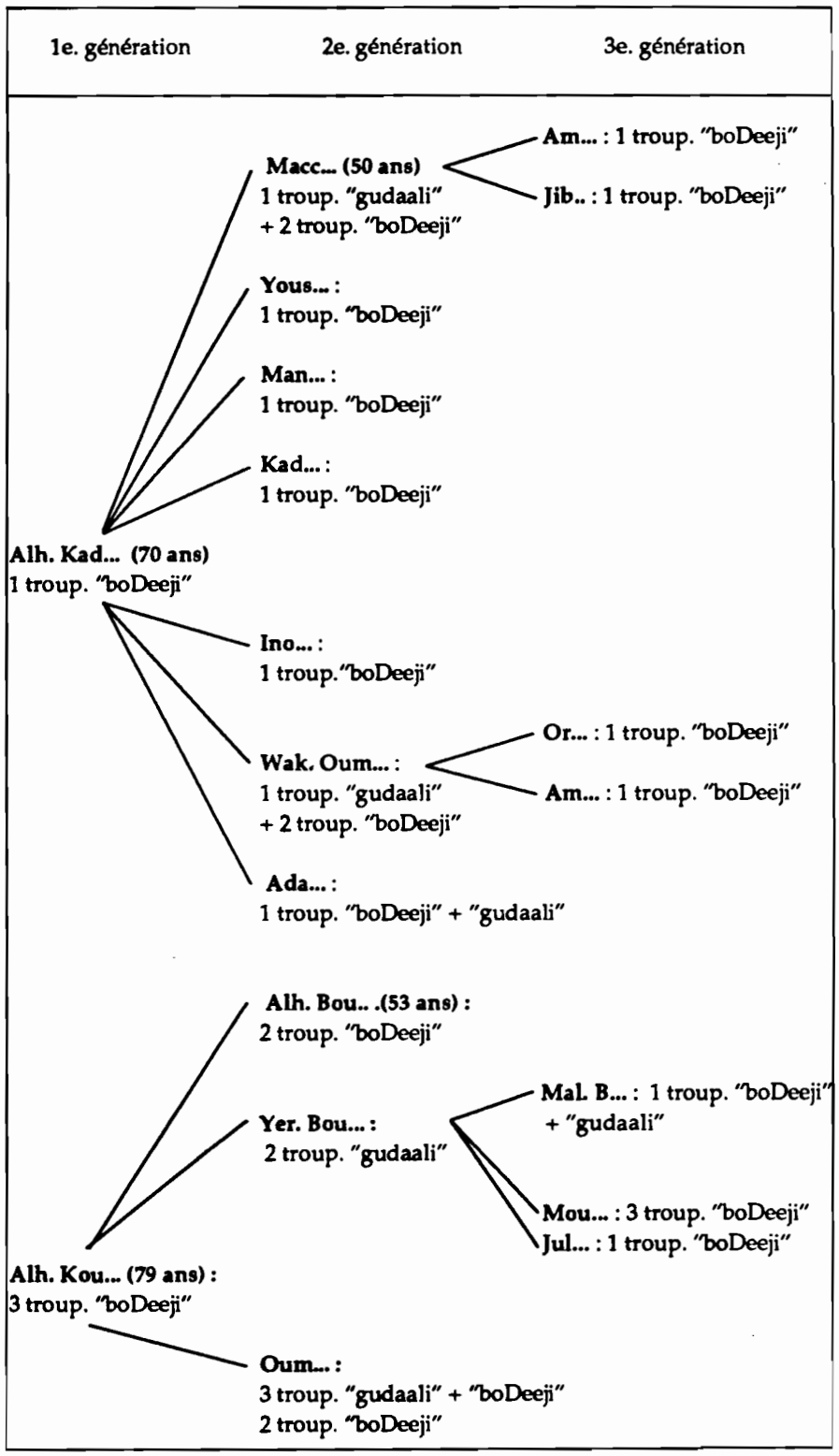
L'aptitude de la nouvelle race à se contenter de maigres pâturages, en particulier à consommer des pailles sèches, de même que ses faibles capacités de déplacement conviennent à des éleveurs âgés, désireux de se stabiliser. Autrefois, les Mbororo terminaient leur existence de façon assez misérable, même ceux qui avaient connu la richesse. Souvent éloignés des jeunes qui allaient et venaient à la recherche de bons pâturages, ils ne disposaient plus que de quelques vaches laitières ***boDeeji***, vite taries lorsque la saison sèche devenait sévère. En insérant des ***gudaali*** dans son troupeau, le Mbororo prend des précautions pour l'avenir ; il se prépare une vieillesse un peu plus confortable : au moins, il aura du lait à sa disposition... ***To mi waDi na'eejo, mi Don bee gudaali*** : *« quand je serai vieux, je disposerai de mes goudali. »*

Le partage des races bovines par générations admet pourtant quelques entorses. Des anciens restent fidèles à la race d'autrefois, alors même que leur entourage a pris l'initiative de croisements avec des ***gudaali***. En témoigne la répartition des races bovines, d'une génération à l'autre, entre les membres de deux familles (tabl. 42).

Une famille stationne sur les plateaux Kaka et l'autre chez les Ngwo. Elles se trouvent donc aux deux extrémités des Grassfields. Le cheptel se répartit sur 3 générations, les effectifs de chaque groupe familial excédant le millier de bovins.

En absence de tout lien de parenté ou de voisinage, la distribution des races bovines suit un schéma identique. Les membres de la seconde génération, celle des 50 ans, ont introduit des ***gudaali***. La nouvelle race s'est diffusée parmi les troupeaux des frères sans "remonter" à ceux des patriarches. Les ***gudaali*** commencent seulement à atteindre la troisième génération qui se trouve en pleine phase d'accumulation de bétail.

Tabl. 42 : ***Deux exemples de répartition des races bovines entre 3 générations (troup. = troupeau)***



La répartition des races au fil de plusieurs générations d'éleveurs ne contredit pas complètement le modèle précédent. Elle situe plutôt l'introduction des ***gudaali*** à une génération précise. Ensuite, la nouvelle race gagne les générations suivantes, par l'"aval". Quant aux éleveurs plus âgés, ayant toujours vécu en compagnie des ***boDeeji***, ils leur restent fidèles : « *ils aiment*, disent-ils, *les animaux à grandes cornes...* »

La mutation de bétail entreprise par les Djafoun apparaît comme le fait d'une génération d'éleveurs, celle qui fut confrontée aux difficultés de la sédentarisation sur les Grassfields. La génération des premiers migrants au Bamenda a peu participé aux manipulations sur les races bovines. Elle trouvait des solutions par l'ouverture de nouveaux espaces à l'élevage. Quant à la génération qui accède actuellement au bétail, elle est encore peu associée à la possession de ***gudaali*** dont les effectifs restent limités.

Avec les années, le schéma d'insertion des ***gudaali*** tend cependant à être dépassé et renvoyé dans le passé, par la disparition progressive de la génération des anciens. Par héritage, de jeunes éleveurs se trouvent soudain à la tête d'animaux d'origine ***gudaali***. Au passage d'une génération à l'autre, la répartition de la nouvelle race bovine tend à se diversifier, en se disséminant parmi les groupes d'âges des éleveurs.

Dimensions sociales des croisements. Contrairement aux rares Djafoun qui osent emprunter des zébus blancs, ceux qui adoptent des ***gudaali*** se classent surtout parmi les éleveurs riches et prestigieux. L'intégration de la nouvelle race bovine renvoie également à une hiérarchie au sein de la société pastorale. Il est rare, en particulier, que l'***arDo*** d'un groupe d'éleveurs ne soit pas le premier à posséder des ***gudaali***.

L'administration anglaise, par le biais de la station de Jakiri, a privilégié les chefs mbororo dans ses efforts d'amélioration des races locales (84). D'après M.J.A. BROUWERS, la seule innovation réussie en élevage traditionnel s'est justement limitée à l'introduction du bétail "Adamaoua de Banyo" (85). Il ne précisait pas que, selon une vieille habitude administrative, les chefs en furent les premiers et longtemps, les seuls bénéficiaires. C'est seulement dans une seconde phase que la nouvelle race a gagné l'entourage des grands ***arDo***. La possession de ce type d'animaux finit par être assimilée, chez les Mbororo, avec ***laamu***, le pouvoir. Elle a permis aux ***arDo*** de s'identifier aux chefs foulbé de l'Adamaoua.

84. Les ***arDo*** les plus anciens et les plus influents furent les premiers à bénéficier de la diffusion de taureaux ***gudaali*** par la station de Jakiri : Ardo Sabga de Babanki Tungo, Ardo Jodda de Fundong.

85. BROUWERS, M.J.A., 1963.

Les Akou de Binka n'ont pas seulement changé leur zébus blancs pour des ***boDeeji***. Les plus riches, en fait 3 frères, ont poursuivi la "promotion" de leur cheptel en acquérant des ***gudaali***. En une décennie, ils se sont constitués, par tout un jeu de prêts et de dons, des troupeaux entiers de croisés. En 1975, ils détiennent déjà 6 troupeaux d'ascendance ***gudaali***, davantage que leurs voisins Djafoun les plus riches. Ainsi se trouve accompli l'alignement sur les choix de bétail des lignages prestigieux. Dans le même sens, l'***arDo*** de Wum cède davantage de ***gudaali*** à des Djafoun qu'aux membres de son groupe : il participe ainsi à une sorte d'aristocratie, détentrice du bétail le plus valorisé.

Les échanges de bétail entre Mbororo ne sont pas aléatoires. Ils révèlent des stratégies communes : les Mbororo les plus riches manifestent un vif

intérêt pour la race *gudaali* ou son succédané, les *bakalleeji*. Une correspondance s'établit entre la position sociale de l'éleveur et la race de bétail. Troupeaux de *daneeji* purs ou modifiés par des introductions de *boDeeji*, dominante de *boDeeji* ou de *bakalleeji* : les races bovines ne sont pas neutres. Sélection ou apport de sang nouveau, les interventions génétiques ne se limitent pas à de simples manipulations zootechniques. Elles sont porteuses d'une stratégie sociale. C'est d'autant plus vrai des *gudaali* qu'ils furent longtemps, aux Grassfields, des animaux chers, difficiles à acquérir et de plus en plus convoités.

Retours à la race ancienne

A la suite d'apports répétés durant plusieurs décennies, les ***gudaali*** de l'Adamaoua ont contribué à altérer la pureté de la race ***boDeeji*** aux Grassfields. Par la production de ***bakalleeji***, ils ont corrigé les inconvénients de la race ancienne, dans le contexte actuel de l'élevage sur les plateaux. Les animaux issus de ces croisements deviennent les plus appréciés des Mbororo sédentarisés.

Cependant, cette faveur n'exclut pas des revirements. Des veaux qui périssent, des vaches qui restent stériles suffisent pour convaincre un éleveur de renoncer à de nouveaux croisements. Il peut être amené à se séparer d'un reproducteur, acquis quelques années auparavant.

> C'est le cas d'un riche Djafoun, à la tête de 7 troupeaux, au nord de Nkambe. L'introduction de ***gudaali*** n'a duré que 2 ans. En ce court laps de temps, l'éleveur n'a obtenu que quelques naissances. Les veaux issus de ***gudaali*** ne survivaient pas ; l'éleveur s'est alors défait du taureau ***gudaali*** et il ne veut plus de cette race.

> Un autre Mbororo, à Bali, a croisé pendant longtemps ses vaches avec un taureau de race ***gudaali***, offert par un ami de Sabga. Déçu des résultats, il procède ensuite en sens inverse, en reconstituant la race initiale, grâce à des reproducteurs uniquement ***boDeeji***.

Les revirements interviennent d'autant plus vite que l'éleveur est moins riche. Il ne peut se permettre d'expérimenter une race de bétail qui risque de compromettre le renouvellement du troupeau. Les abandons de croisement font suite à des pertes en bétail, voire à de simples déboires. Si les ***gudaali*** se comportent bien, face à des restrictions alimentaires, ils seraient sensibles à l'insalubrité, notamment à l'infestation glossinaire (86). Cette fragilité explique, en partie, leur localisation à haute altitude.

Surtout, ce seraient des animaux peu prolifiques. Le handicap marquerait surtout les ***gudaali*** de Ngaoundéré, déjà réputés en Adamaoua pour leur faible fécondité. Au contraire, les ***gudaali*** de Banyo prospèrent sur les Grassfields : résultat d'une meilleure adaptation à des climats pluvieux ? ***Bamnyooji Buri jaBugo*** : *« les zébus de Banyo profitent davantage.»*

L'inconvénient d'une faible fécondité n'est pas indifférent aux modalités d'adoption de la nouvelle race bovine. Contrairement aux Djafoun qui n'hésitent pas à insérer des zébus blancs pour accroître rapidement un

86. En fait, la démonstration de cette infestation, par des prélèvements systématiques de lamelles de sang, n'a jamais été effectuée sur le cheptel des Grassfields.

troupeau, ceux qui adoptent des *gudaali* ne le font pas avec cet objectif en priorité. Leur bétail suffit en nombre mais il ne correspond plus exactement aux besoins. *Gudaali* ou *bakalleeji* figurent comme un privilège d'éleveurs déjà largement pourvus en bétail. Les choix de croisements, en faveur des zébus blancs ou des *gudaali*, se décident en fonction de la situation sociale des éleveurs.

Les Grassfields représentent une aire extrême de diffusion des *gudaali* de l'Adamaoua. L'extension de cette race bovine déborde maintenant des régions habitées par les Foulbé villageois. Alors que le dynamisme spatial des zébus blancs dépend de l'expansion des Akou, la race *gudaali* se propage d'elle-même, en supplantant ou en altérant des races mbororo. Elle accompagne et renforce les tendances à la sédentarisation.

L'exemple des Mbororo de l'Ouest-Cameroun démontre que, contrairement à une opinion largement admise, les éleveurs ne font pas toujours preuve d'inertie dans leurs rapports avec le bétail. Ils ne se contentent pas de posséder la race héritée des ancêtres, sans en améliorer les performances.

Habituellement, les changements de races bovines font suite à des évènements graves qui ébranlent les sociétés pastorales : pertes massives infligées par des épizooties ou des catastrophes climatiques, fuites et migrations de grande ampleur, contraignant à l'emprunt de races mieux adaptées au milieu d'accueil. Pourtant, les éleveurs des Grassfields interviennent sur leur bétail sans que cela sanctionne des évènements dramatiques. La migration vers des plateaux sous climats humides n'a pas remis en cause tout de suite la race des zébus rouges. Au contraire, la race bovine aurait plutôt poussé les éleveurs à explorer les nouveaux pâturages.

L'emprunt des *gudaali* n'a suivi la migration qu'après un certain délai. Ce n'est pas l'adoption d'une race de bétail trouvée sur place mais, curieusement, de celle laissée "en arrière", dans la région de départ. Elle répond à une longue évolution des pâturages de *caBBal* mais surtout, à une sédentarisation de plus en plus poussée d'anciens nomades.

Récemment, l'octroi de prêts d'élevage a contribué à développer la présence des *gudaali* dans la région. En effet, les troupeaux constitués grâce aux prêts sont presque toujours de race *gudaali*, par acquisition directe au berceau de la race. Mais les prêts d'élevage n'ont bénéficié qu'à quelques riches éleveurs. Les différences sociales continuent de peser sur l'accès à la race bovine la plus valorisée.

Fixation et conduite de la même race de bétail rapprochent les Mbororo des Grassfields du modèle social et culturel des Foulbé. L'identité du bétail sert de "marqueur" pour situer chaque éleveur entre deux pôles : les vrais nomades et les sédentaires agro-pasteurs. L'introduction de la nouvelle race ne provient pas de l'initiative d'éleveurs en difficultés mais des membres les plus prestigieux de la société pastorale. Ensuite, elle ne se diffuse que lentement aux éleveurs modestes et aux jeunes. La position sociale intervient comme la référence la plus significative de l'accès à l'autre race bovine.

Le changement de race bovine traduit déjà un certain détachement à l'égard du bétail. Les vrais pasteurs restent attachés à leurs animaux, choix culturel qui se pose parfois en contradiction avec les virtualités du milieu naturel et qui exige des efforts. L'adoption d'une autre race de bétail dénote une première altération de "l'idéologie pastorale".

LE CHEPTEL NON BOVIN

Alors que les Mbororo ont, d'une certaine façon, introduit - ou réintroduit - les bovins sur les Grassfields, le comportement des populations s'inverse vis-à-vis des autres cheptels. Si les Mbororo accordent peu d'intérêt aux petits ruminants, des villageois mènent de front ces élevages avec l'activité agricole. Ce sont des animaux plus faciles à maîtriser et qui s'associent peut-être plus aisément que les bovins à l'agriculture.

Pourtant, les chèvres sont redoutables pour les cultures. Même des haies vives ne suffisent pas à les écarter des champs. Les chèvres sont munies de batons, fixés à des colliers, afin de les empêcher de se faufiler par les brèches des clôtures. Ce n'est donc pas pour des raisons de meilleure coexistence avec les cultures que les villageois s'intéressent d'abord au petit bétail. S'ils possèdent encore peu de bovins actuellement, c'est par manque d'argent.

Le bétail "des autres"

Avec le cheptel non bovin, le contexte humain de l'élevage change : les villageois viennent sur le devant de la scène. Pour eux, l'élevage ne représente pas le centre des intérêts. C'est une activité parmi d'autres, un simple complément à l'agriculture, parfois au commerce. Cela ne veut pas dire que ce soit une activité nouvelle. Si les chefs et les notables monopolisaient les taurins, le petit bétail semblait largement réparti dans la population des plateaux, à l'époque pré-coloniale. Avec les compléments de viande procurés par un gibier pas encore totalement disparu, les villageois consommaient davantage de viande qu'aujourd'hui (87). Constatation étonnante, alors que le cheptel bovin est devenu si encombrant ! Mais il approvisionne davantage les villes et le sud côtier que la région d'élevage elle-même. Au niveau régional, l'élevage de gros bétail est une activité extravertie.

87. WARNIER, J.P., 1985, "Echanges, développement et hiérarchies dans le Bamenda pré-colonial (Cameroun)", p. 37.

Spécialisation commerciale ou atout écologique ?

Contrairement aux taurins qui n'entraient pas dans le commerce, le petit bétail participait, à l'époque pré-coloniale, aux échanges régionaux. Les transactions étaient commandées par l'huile de palme, matière grasse largement consommée mais non produite sur les plateaux. Elle provenait des plaines à l'ouest (vallée de Metchum) et au sud (vallées en contrebas de Meta et de Widekum). En échange, des marchandises étaient proposées sur de grands marchés, échelonnés en bordure des plateaux. Les produits

pondéreux et à faible valeur marchande ne supportaient pas les frais de longs transports. C'était le cas des productions agricoles (maïs, arachides), difficiles à acheminer sur de longues distances. Au contraire, les biens valorisés pouvaient provenir d'une aire plus éloignée ; le petit bétail entrait dans cette catégorie.

La logique commerciale des échanges pré-coloniaux aurait déterminé une spécialisation de populations relativement éloignées de la bordure des plateaux, dans un élevage "semi-intensif" de petit bétail, surtout de chèvres et de porcs (88). De Pinyin à Bamessing et au-delà, une zone d'élevage d'animaux destinés à la vente s'étendait, de façon parallèle aux grands marchés de contact entre populations de plaines et de plateaux. Des axes de circulation du bétail la reliaient aux centres de commercialisation, des places intermédiaires assurant un rôle de concentration ou de redistribution des flux (fig.113).

88. idem, p. 39 et suiv.

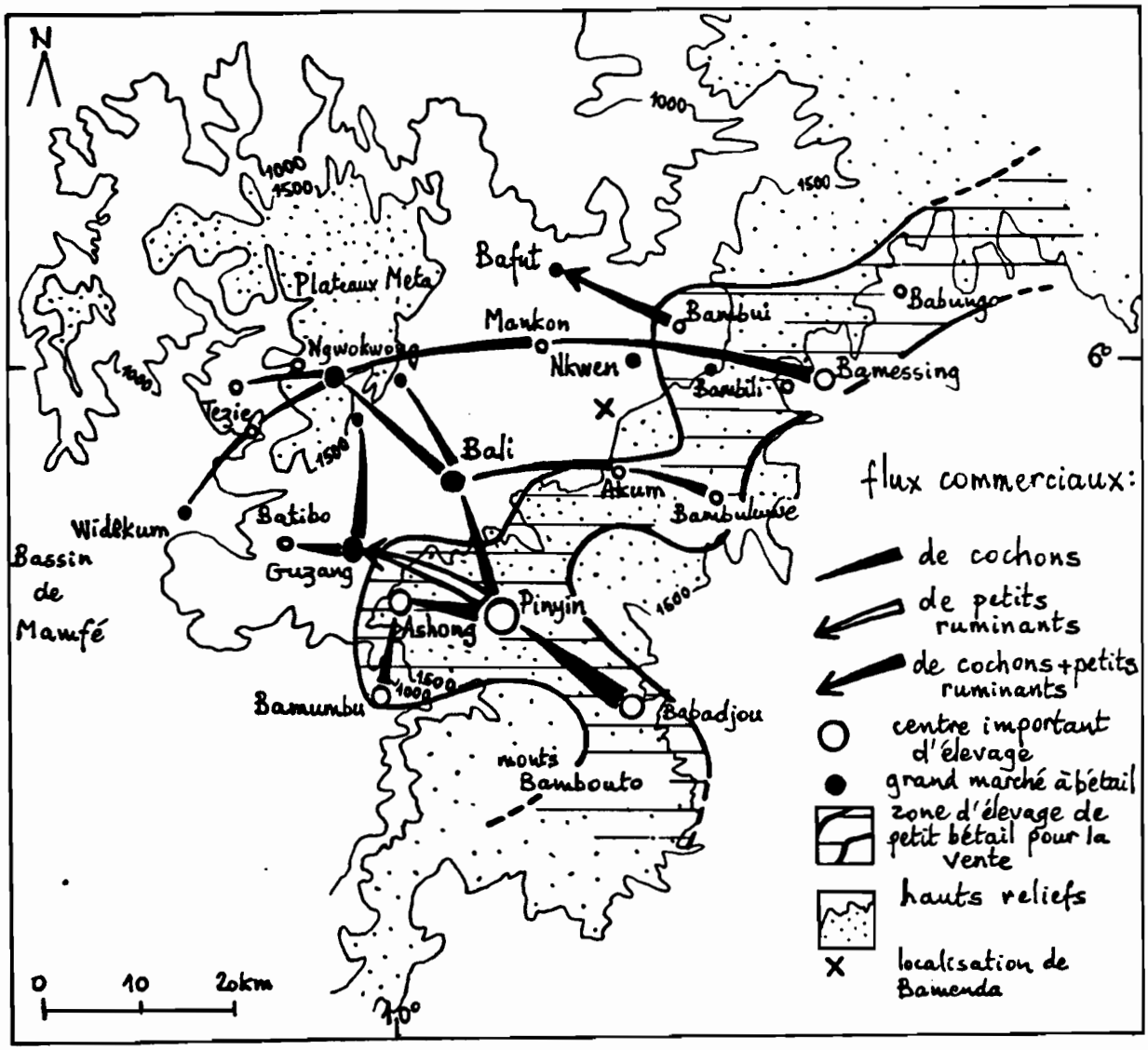


Fig. 113 : ***Courants commerciaux de petit bétail au 19e siècle*** *(d'après J.P. Warnier, 1985).*

Selon J.P. WARNIER, l'intérêt porté à l'élevage du petit bétail ne provenait pas d'avantages écologiques mais d'un partage géographique des productions destinées à la vente. Les principales maladies qui risquent d'affecter les petits ruminants peuvent survenir avec la même gravité quel que soit l'endroit sur les plateaux. L'auteur résume la localisation de l'élevage du petit cheptel par une formule lapidaire : « tout dépend de l'éleveur, non de l'environnement. »

Alors qu'une observation rapide laisse supposer un comportement uniforme des villageois à l'égard du bétail, J.P. WARNIER reconstitue plusieurs types de gestion de l'espace agraire à la fin du 19e siècle, en fonction du degré de priorité accordé à l'élevage. En pleine zone d'élevage "semi-intensif", les animaux séjournaient au centre du village, aux abords des habitations, les cultures étant tenues à distance. Cette disposition inhabituelle du terroir dénote un choix collectif en faveur de l'élevage, illustré par la chefferie de Pinyin. Un autre système consistait à diviser le terroir en deux moitiés, l'une pour les cultures et l'autre pour les animaux, les deux parties permutant de temps à autre. Adopté à Ashong, ce système tentait un compromis entre intérêts divergents. D'autres terroirs ménageaient une coexistence des deux activités, en contenant les animaux sur des jachères encloses et en les canalisant par des chemins bordés de haies. Se traduisant par l'aménagement d'un bocage, cette solution, de type bamiléké, caractérisait de grandes chefferies situées en dehors de la zone principale d'élevage, par exemple Mankon. Enfin, la technique du pâturage au piquet était pratiquée un peu partout, en saison des pluies, même par les populations les moins engagées dans l'élevage.

La démarche de J.P. WARNIER se prolonge par une évaluation de la "productivité" de chaque système : quel nombre optimal de petits ruminants chaque homme pouvait-t-il posséder ? Dans le contexte de Pinyin, le plus favorable à l'élevage, chaque chef de famille disposait de 20 à 25 têtes, tandis que le maximum se réduisait à 10 têtes pour Ashong et à 5 pour Mankon. Quant à la technique de l'élevage au piquet, ses performances n'excédaient pas 4 à 5 têtes.

D'un système à l'autre, les "capacités d'élevage" s'avéraient donc inégales. Les différences provenaient des quantités de fourrage disponibles mais surtout, des travaux exigés par le contrôle des animaux et leur conduite quotidienne, des habitations aux pâturages. Plus les systèmes requéraient du temps et du travail, moins ils étaient performants, en terme d'effectif de bétail (89). La "productivité" décroissait, de la zone spécialisée dans l'élevage aux secteurs déficitaires en animaux. De plus, dans les villages acheteurs de bétail, les hommes étaient accaparés par la fabrication de l'huile de palme. Ils avaient à peine le temps de cultiver et, encore moins, celui de se consacrer au bétail.

L'inégale importance de l'élevage du petit bétail s'intègre dans une explication globale de plusieurs productions qui entraient dans les échanges régionaux entre les gens de plateaux et ceux de plaines : huile de palme contre grains, animaux, artisanat, tabac et enfin, fer. D'après J.P. WARNIER, la localisation de ces activités, à l'époque pré-coloniale, répondait à une logique de marché et non à des impératifs d'ordre écologique.

89. A l'inverse, les techniques d'élevage restaient "extensives" dans les terroirs spécialisés vers cette production. Lorsque J.P. WARNIER qualifie cet élevage de "semi-intensif", il tient compte uniquement des effectifs de cheptel et non du caractère des techniques d'élevage.

Déjà discutable pour le palmier à huile et les céréales, la théorie le devient encore plus pour l'élevage. Il est difficile de suivre l'auteur lorsqu'il nie la diversité de l'environnement naturel des Grassfields, de même que son influence sur l'élevage des petits ruminants. La chaleur humide des basses vallées ouvertes sur le bassin de Mamfé favorise une infestation massive en parasites qui provoquent des dégâts cutanés et rendent les animaux fragiles aux maladies, en particulier les ovins. Le milieu forestier à basse altitude n'offre pas des graminées fines, à bonne qualité fourragère, dont les moutons et les chèvres se montrent friands.

La localisation de la zone spécialisée dans l'élevage du petit bétail confirme l'interférence du contexte naturel avec la logique des anciens échanges. D'après la carte dressée par J.P. WARNIER, la zone d'élevage coïncidait avec la dorsale des hauts plateaux et des édifices volcaniques (fig.113). De Babadjou à Ashong, Pinyin et Bambuluwe, les chefferies spécialisées dans l'élevage se trouvaient au moins à 1.500 mètres d'altitude. Le terroir de Pinyin, dont l'aménagement était le plus poussé en faveur du bétail, recouvre, de 1.800 à 2.100 mètres, les versants des monts Bambouto. Les Nso des hauts plateaux s'adonnaient également à l'élevage du petit bétail. Il est difficile d'assimiler les conditions de l'élevage sur ces hautes prairies à celles des basses vallées forestières de Ngwo, Tezie et Widekum, à seulement 500 mètres d'altitude. Certes, l'intensité des échanges régionaux, à l'époque pré-coloniale, a favorisé les spécialisations économiques mais celles-ci se sont affirmées à la faveur d'un environnement très contrasté. Dès le 19e siècle, l'élevage, même celui du petit bétail, mettait à profit les avantages fourragers et sanitaires conférés par l'altitude.

Soutenue ou non par un environnement favorable, la spécialisation dans l'élevage implique un aménagement du terroir et une discipline collective, afin que les troupeaux coexistent avec les cultures. La période coloniale s'est traduite par un relâchement de ces contraintes collectives. De communautaire, la gestion du bétail est devenue individuelle, les clôtures n'étant plus réparées et les femmes se mettant à cultiver au mieux de leur intérêt, sans égard pour les troupeaux. Bien que ce soit la technique la moins efficace, l'élevage au piquet s'est généralisé, réduisant les effectifs de l'ancienne zone d'élevage. « De toutes les activités agricoles, c'est le petit élevage qui a le plus souffert de l'effondrement de l'autorité villageoise et familiale concomitante à la colonisation » (90).

90. idem, p. 53.

Les échanges pré-coloniaux, très actifs entre plateaux et plaines, avaient encouragé un élevage de petits ruminants sur les Grassfields. Mais, avec les années, les anciennes spécialisations dans l'élevage du petit bétail se sont effacées dans une atonie générale. Du moins, l'arrivée de vrais éleveurs a-t-elle relancé l'intérêt pour le petit bétail ?

Une désaffection des Mbororo

L'élevage des Mbororo les premiers installés aux Grassfields est relativement simple, en ce sens qu'il repose essentiellement sur les bovins. Les petits ruminants se réduisent à quelques moutons, indispensables pour célébrer dignement ***layha***, la Fête musulmane du Mouton. Contrairement

aux sahéliens, ces éleveurs juxtaposent peu les ovins et caprins au gros bétail. C'est une caractéristique commune aux éleveurs avancés en savanes de zones humides (91).

91. En savanes centrafricaines, proches de la forêt dense, le cheptel ovin devient tellement rare que des éleveurs se résignent parfois à ne sacrifier que des veaux, à l'occasion de la Fête du Mouton !

Il semble qu'ils se désintéressent progressivement des moutons auxquels le climat humide ne convient guère. Parasites intestinaux, maladies respiratoires, infections aux pieds (le piétin) menacent les animaux à chaque retour des pluies. Les Djafoun des hauts plateaux accusent moutons et chèvres de transmettre aux bovins des maladies, lorsqu'ils paissent sur les mêmes pâturages. Or, les villageois n'attachent pas tous les petits ruminants près de la ferme. Dès que les effectifs deviennent nombreux, ils les libèrent au milieu des pâturages. Les Djafoun se plaignent de cette coexistence jugée nuisible au gros bétail. ***BiBBe-lesdi yoofa bee'i caka ladde to Be yoofi, Do wadda nyaw*** : « *les autochtones lâchent les chèvres en pleine brousse et quand ils le font, cela entraîne des maladies.* » Des maladies pulmonaires des ovins, ***tiiBi***, seraient très contagieuses pour les bovins. Les Djafoun réclament la mise à l'écart des petits ruminants, la contention de ceux des villageois à proximité des cultures. Le petit bétail devient un motif de contentieux entre populations.

Parmi les Mbororo, seuls les Akou détiennent des effectifs appréciables de moutons qui accompagnent les bovins au pâturage. Une arrivée récente, en provenance des savanes du nord, explique qu'ils restent attachés au cheptel ovin. Quant aux Djafoun, leur spécialisation poussée dans l'élevage bovin résulte-t-elle seulement d'un contexte écologique et sanitaire défavorable aux petits ruminants ? Ne relève-t-elle pas également de choix culturels ?

Certes, le petit bétail tend à diminuer chez la plupart des éleveurs qui séjournent longtemps en savanes de zones pluvieuses. Les races ovines, originaires des régions sèches, supportent mal un parasitisme élevé. Mais, d'un autre côté, les éleveurs ne s'en préoccupent guère. Dès qu'une maladie se déclare, ils vendent les animaux atteints : comportement opposé à celui dont bénéficie le gros bétail. Tout se passe comme si le seul élevage digne d'attention était celui des bovins. De fait, si les Mbororo se sont aventurés si loin vers le sud, c'est pour assurer la prospérité du cheptel bovin. Les petits ruminants n'ont pas compté dans les grandes décisions pastorales.

Les Mbororo se disent eux-mêmes ***imBe na'i*** : « *les gens des vaches.* » Les petits animaux, ***dabbaaji pamari***, les intéressent à peine. C'est l'affaire des villageois. La concurrence des petits ruminants sur les pâturages et les menaces sanitaires qu'ils représentent pour les bovins incitent les Mbororo à une attitude hostile vis-à-vis de cette catégorie de bétail : ***baali hawtataa bee na'i*** : « *il n'est pas bien que les moutons se rassemblent avec les vaches .* » Exclusive pastorale étonnante : les Mbororo du Sahel ou des savanes soudaniennes associent, quant à eux, les deux types d'animaux, souvent dans les mêmes troupeaux.

A l'inverse, l'élevage du petit bétail est une activité prisée par les villageois des Grassfields. Comme il n'implique pas de disposer de capitaux importants, il est davantage à leur portée que l'élevage bovin. Les plateaux offrent un environnement plus favorable aux petits ruminants

que les plaines voisines. En plus des animaux destinés aux échanges régionaux, les villageois s'adonnaient déjà, au siècle dernier, à un élevage familial, même dans les secteurs déficitaires en bétail. Chez les Meta, par exemple, les hommes se consacraient avec passion à de petits élevages de porcs, de chèvres, voire de pintades.

Chez les populations de plateaux, le petit élevage relève de la responsabilité des hommes. C'est une source périodique de revenus monétaires.

92. KABERRY, Ph., 1952, annexe C.

Les budgets de familles nso, relevés par Ph. KABERRY à la fin des années quarante (92), comportent presque toujours des ventes de volailles, parfois complétées de chèvres et de porcs. De telles ressources sont absentes des budgets de femmes vivant seules. C'est un apport typiquement masculin à l'économie du ménage.

La répartition des tâches entre sexes suit un schéma identique chez la plupart des populations de plateaux, laissant aux hommes le choix de se livrer à des activités susceptibles de procurer un peu d'argent. Le commerce, le transport des noix de cola constituaient autrefois des occupations prisées par les hommes, au même titre que l'élevage de petit bétail.

La possession d'animaux domestiques ouvrait l'accès à des titres qui donnaient le droit de participer à la vie politique de la chefferie. Le petit bétail permettait de gravir les échelons de prestige dans les sociétés masculines qui entouraient les chefferies.

Le clivage entre les Mbororo et les diverses ethnies des Grassfields ne se résume pas à une simple opposition entre éleveurs et cultivateurs. A la limite, les divergences tiennent également à des antagonismes entre les éleveurs de bovins et ceux de petit bétail. Cela ne veut pas dire que la rivalité entre l'élevage et l'agriculture ne soit pas vive sur les plateaux mais elle met les Mbororo aux prises davantage avec les femmes, vraies cultivatrices, qu'avec les hommes.

Les catégories de petit bétail

Toutes les catégories de petit bétail sont bien représentées sur les plateaux : moutons, chèvres et porcs. Mais, de l'une à l'autre, le déplacement de responsabilités s'accentue, des Mbororo aux villageois. Encore concernés par les premiers animaux, les Mbororo ne le sont plus par les autres et ils regardent les derniers avec dégoût. Au contraire, l'intérêt des villageois pour les animaux croît en sens inverse. Il s'accompagne de préférences gastronomiques : en première place, le porc et en dernière, le mouton (93). D'une catégorie de petit bétail à l'autre, l'écart culturel se creuse entre les deux populations.

93. WARNIER, J.P., 1985, p. 37.

Les moutons : un élevage fragile ou redouté

Les principaux éleveurs d'ovins sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun sont des villageois. Mais quelques Haoussa et Foulbé sédentaires s'efforcent également d'en élever, pas seulement dans un but religieux.

Il n'existe aucune statistique fiable sur ce cheptel. Les sources statistiques récentes font état d'environ 200.000 têtes dans la province du Nord-Ouest (94). Pour celle de l'Ouest, les effectifs se situeraient aux environs de 150.000 têtes, soit moins qu'à la période coloniale (95). Bien que les chiffres officiels soient sujets à caution, car ils ne reposent pas sur un recensement du bétail ni sur des sondages, la réduction du cheptel ovin sur les plateaux bamiléké est vraisemblable. A partir d'un certain seuil de peuplement, les effectifs d'ovins évoluent en sens inverse des densités de population agricole. Après l'élimination du cheptel taurin, ce sont les moutons qui font les frais de la disparition des jachères (96).

L'enquête agricole de 1972-73 a relevé le bétail seulement comme élément des exploitations et non comme objet principal de dénombrement. Elle présente cependant l'intérêt de situer le petit bétail dans le contexte global des exploitations. En effet, la plupart des troupeaux ne constituent pas des élevages autonomes ; ils accompagnent et complètent l'activité agricole.

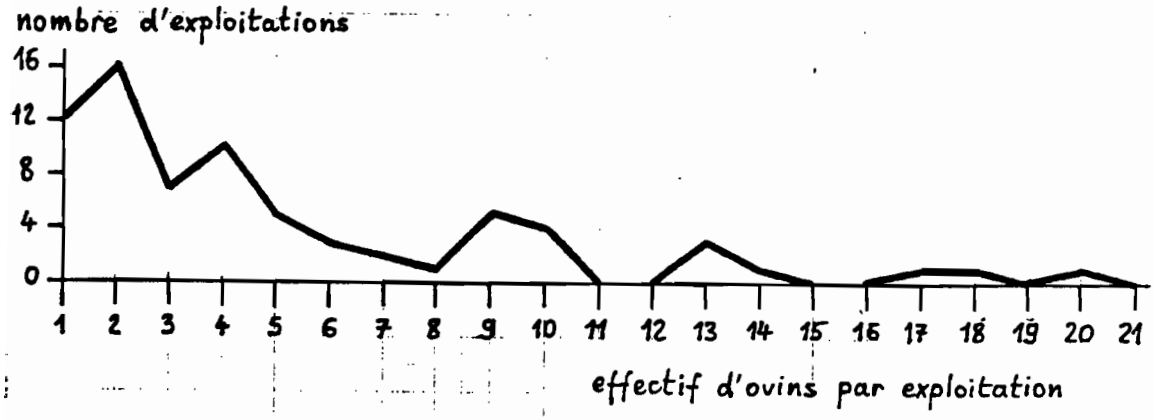


Fig. 114 : ***Distribution des ovins par exploitations agricoles sur les plateaux des Grassfields***

Le recensement agricole a touché 840 exploitations sur les plateaux du Bamenda. Seules, 88 élèvent des moutons, soit environ 1 sur 10. La plupart ne disposent que de quelques têtes : de 1 à 4 seulement (fig. 114). Au-delà, un petit groupe d'exploitants se trouve à la tête d'une dizaine de moutons, ce qui représente déjà un élargissement sensible de l'effectif habituellement attaché à une ferme. Enfin, de rares exploitants possèdent une vingtaine de têtes ou davantage. Pour ces derniers, il ne s'agit plus d'un petit élevage familial, commun à la plupart des paysanneries, mais d'une véritable activité. Le plus grand troupeau ovin recensé compte 43 têtes.

Ces données seraient à corriger par un coefficient de sous-déclaration qu'il est impossible d'évaluer, sans contrôle de terrain. Bien que les chiffres pèchent par défaut, il semble qu'aucun troupeau villageois excède la centaine d'unités, les problèmes sanitaires devenant alors difficiles à surmonter.

Un essai de mise en rapport des effectifs ovins avec les superficies des exploitations n'aboutit à aucune corrélation évidente. Le nuage de points se disperse sur le graphique de façon aléatoire (fig. 115). L'absence de corrélation entre le nombre

94. D'après PELLEMON int. (1986, "Programme de recensement de l'élevage"), le cheptel serait de 175.000 ovins mais de 224.000 d'après un autre rapport (B.D.P.A. et al., 1987, "3e projet élevage ; rapport de préparation").

95. P. POUMAILLOU (1963) faisait état de 220.000 ovins en 1958

96 Au début du siècle (1913), les Allemands évaluaient déjà les petits ruminants à 360.000 têtes sur les plateaux bamiléké (cité par le "Rapport Annuel à la S.D.N. en 1922", qui conteste un chiffre aussi élevé, tout en reconnaissant « il est vrai que ce cheptel a beaucoup souffert, du fait des colonnes et des réquisitions militaires »).

d'ovins et la taille de l'exploitation agricole n'est pas surprenante. La seconde dépend surtout de la main d'oeuvre disponible, qui est essentiellement féminine. Au contraire, le petit cheptel résulte des disponibilités monétaires du chef de famille. Celles-ci proviennent des ventes de café mais également de revenus non-agricoles. Beaucoup de propriétaires de moutons (29 sur 88) se trouvent à la tête d'une exploitation, tout en exerçant une autre activité, comme bouchers, artisans, marchands, salariés ou fonctionnaires. Sur 19 exploitations inférieures à 1 ha, 10 s'accompagnent quand même de moutons parce que les chefs de famille disposent d'autres revenus. Ces appoints monétaires jouent un rôle important dans la constitution de petits troupeaux de moutons par les ruraux.

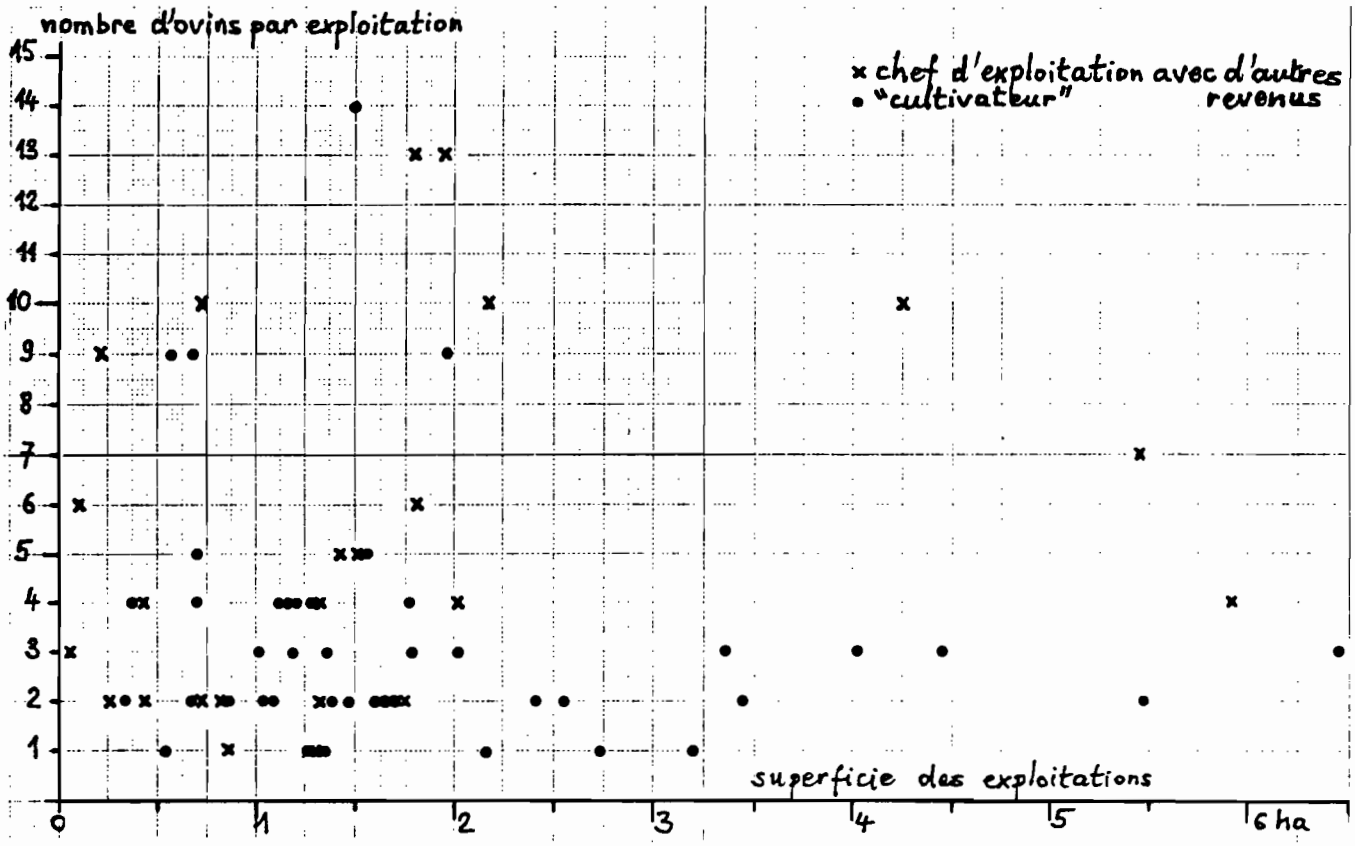


Fig. 115 : ***Effectifs d'ovins et taille des exploitations agricoles sur les plateaux du Bamenda.***

Malgré l'absence de corrélation évidente entre les effectifs ovins et les exploitations agricoles, les troupes de moutons les plus fréquentes, de 2 à 4 têtes, correspondent à de petites exploitations, comprises entre 1 et 2 ha. Dans le cas des "cultivateurs", c'est-à-dire des ruraux sans autre activité, les grandes exploitations, de 3 à 6 ha, ne s'accompagnent pas d'un cheptel ovin plus nombreux. D'après le recensement, les effectifs se stabilisent à un maximum de 3 têtes par ferme. C'est un petit élevage lié à l'agriculture, sans développement autonome.

Au-dessus de cette masse paysanne se tiennent des notables traditionnels qui complètent un statut social élevé, une large polygamie, une main-d'oeuvre nombreuse et de grandes exploitations par un élevage ovin plus important que la moyenne. Tel chef de sous-lignage kom qui rassemble 41 dépendants en une grande maisonnée

cultive plus de 7 ha. Le chef de famille déclare posséder 6 moutons, ce qui représente sans doute un minimum. Quant au plus grand propriétaire de moutons, près de Ndu, c'est un chef de lignage entouré de 12 épouses qui travaillent une exploitation dépassant 8 ha.

La possession de quelques moutons représente l'accumulation d'un petit capital, grâce à une épargne que les chefs de famille ont constituée sur une longue période. Les propriétaires d'ovins sont des adultes plutôt âgés (fig. 116).

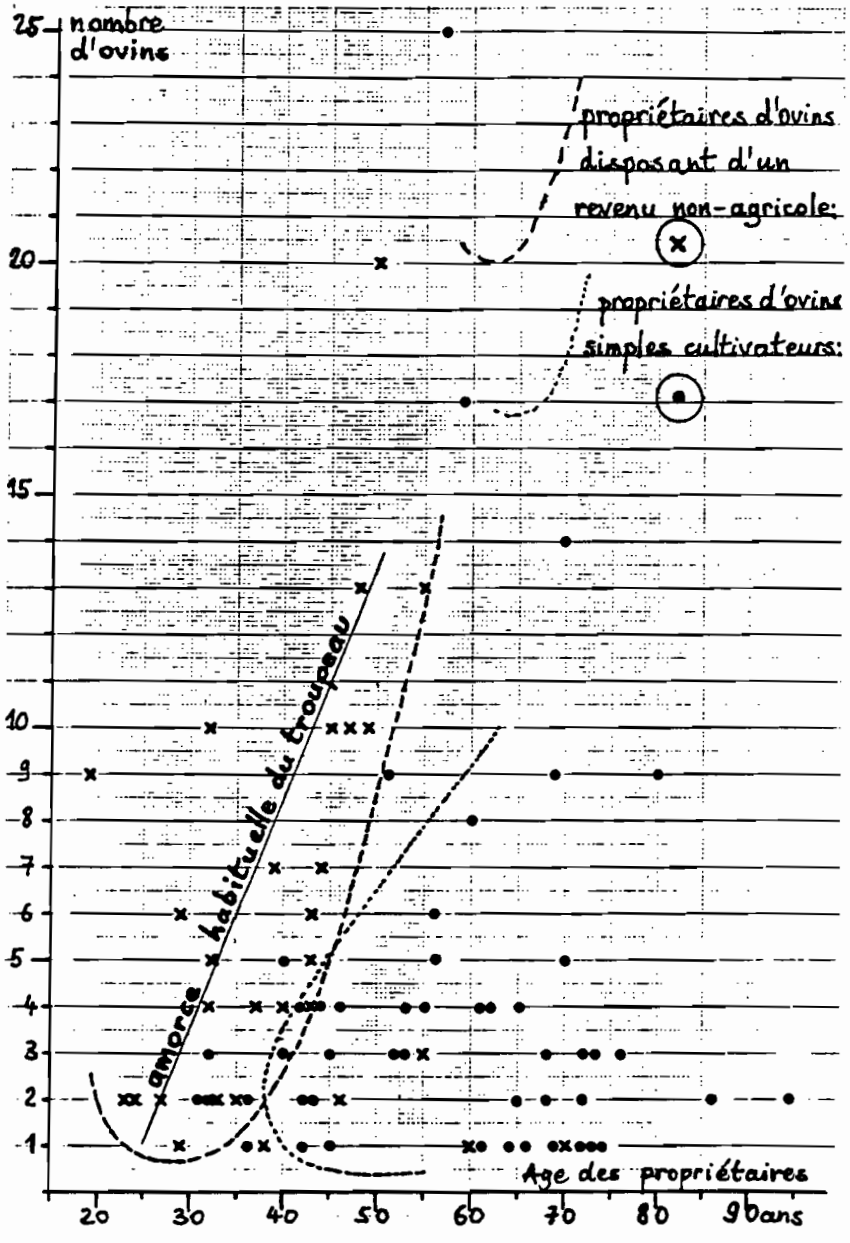


Fig. 116 : ***Effectifs d'ovins en rapport avec l'âge des propriétaires.***

Au mieux, les hommes commencent à posséder quelques ovins entre 20 et 30 ans et, sauf exception, ils ne se trouvent à la tête d'une dizaine de moutons qu'à partir de 40 ans. Le graphique met à nouveau en évidence le rôle décisif joué par l'apport de

revenus non-agricoles. De 20 à 45-50 ans, la plupart des propriétaires d'ovins exercent une autre activité que l'agriculture. Au-delà de 50 ans, les "cultivateurs" deviennent majoritaires. Certains ont exercé une activité de commerce, avant de se retirer, nantis d'un pécule converti en petit bétail. Le graphique des propriétaires d'ovins relevés sur les listes du recensement de 1973 et regroupés par classes d'âges, souligne ce changement d'activités (fig. 117).

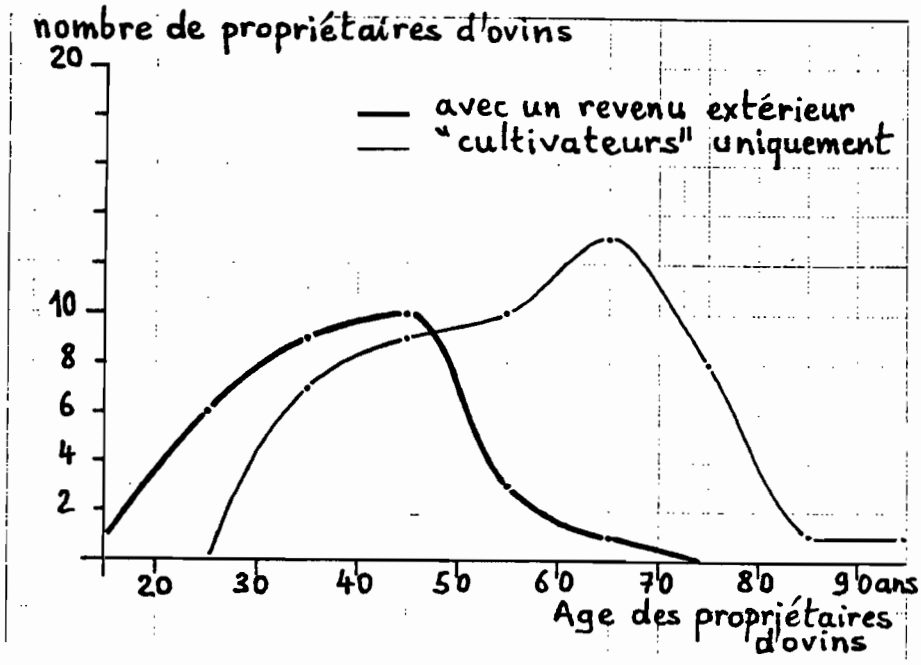


Fig. 117 : ***Classement par âges des propriétaires d'ovins sur les plateaux du Bamenda.***

Jusqu'à 40 ans, beaucoup d'hommes exercent une autre activité qui leur permet d'acquérir des moutons. Après la cinquantaine, ils cessent cet emploi pour surveiller le petit bétail et se consacrer à diverses occupations : récolte du vin de raphia, fréquentation des marchés et participation aux sociétés masculines. La constitution initiale de petits troupeaux d'ovins par les villageois dérive davantage de revenus non-agricoles que des surplus de l'exploitation. L'âge des "cultivateurs" les plus nombreux à posséder des moutons varie entre 60 et 70 ans ; c'est une activité de vieux.

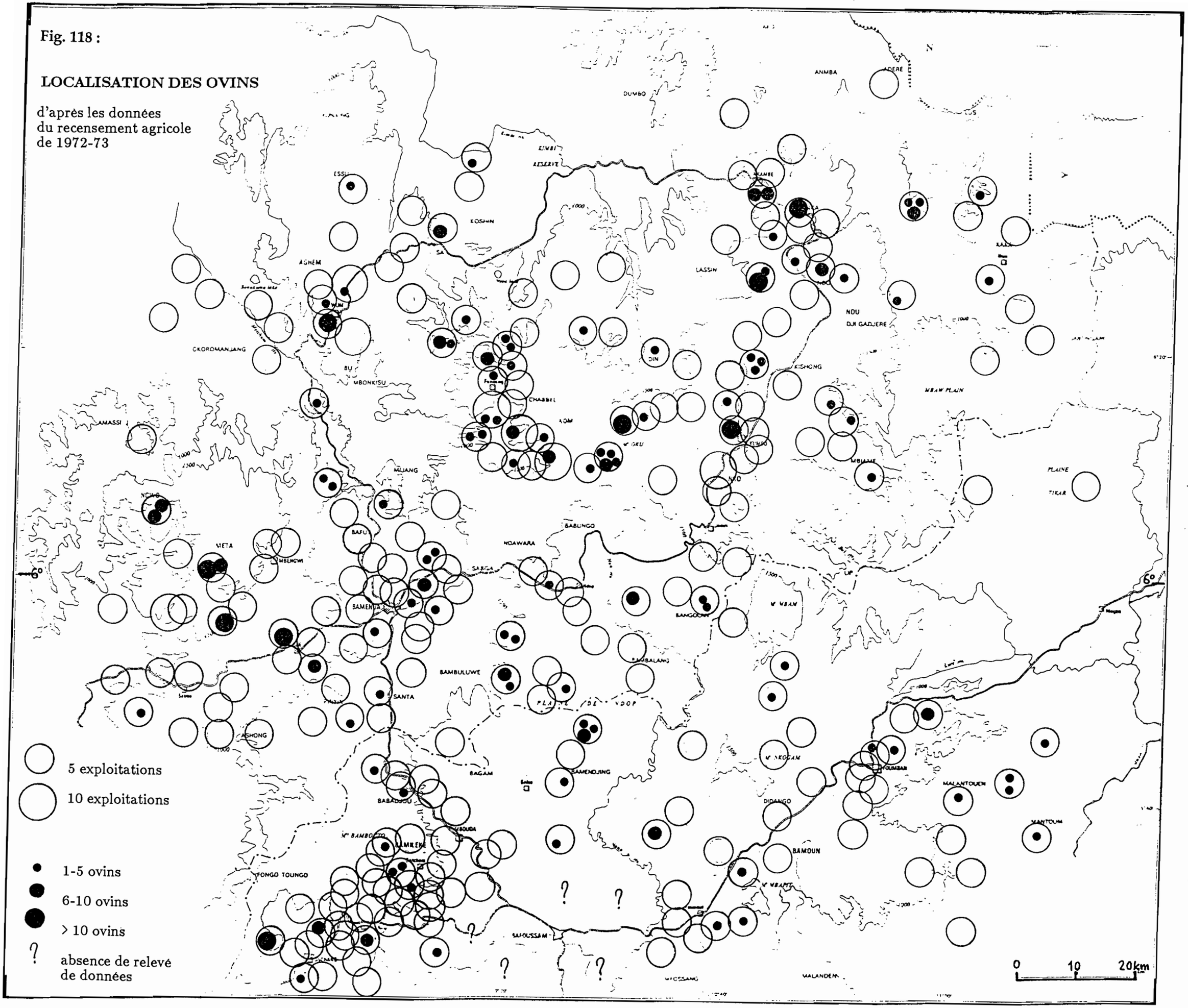
Le report sur un fond de carte des exploitations qui comportent des ovins, au moment du recensement agricole de 1972, permet de localiser ce type de bétail (fig. 118). Cependant, les villages enquêtés par sondage ne sont pas répartis régulièrement, ce qui déforme la localisation du cheptel. Des secteurs ont bénéficié de points d'enquête serrés, par exemple au Bamiléké (entre Dschang et Mbouda) et autour des villes : Bamenda, Nkambe, Foumban. Au contraire, d'autres secteurs n'ont pas été visités, soit par suite de la faiblesse du peuplement (plaine Tikar), soit du fait de son isolement. La carte du petit bétail ne reflète peut-être pas exactement la réalité.

La plupart des ovins sont élevés sur les plateaux. Les habitants de la vallée de Metchum, de même que ceux des plaines Mbaw et Donga, en seraient démunis. Seuls, les Bamoun des plaines du Mbam détiennent quelques têtes. Partiellement islamisés, ils s'intéressent aux moutons pour

Fig. 118 :

LOCALISATION DES OVINS

d'après les données
du recensement agricole
de 1972-73



des motifs religieux. De plus, les plaines du Mbam, en situation d'abri climatique, présentent des conditions naturelles relativement sèches, donc assez favorables à l'élevage ovin.

Sur les plateaux, le cheptel devient plus fréquent chez certaines paysanneries, par exemple les Kom. Mais chaque exploitation ne s'adjoint que de petits troupeaux. Le cheptel ovin avoisine également des agglomérations (Nkambe, Binka, Bamenda) qui comportent une minorité haoussa et d'autres (Wum, Bali) qui offrent des débouchés. La faiblesse des ovins est frappante chez les Bamiléké au sud des monts Bambouto, aussi bien que chez les Pinyin au nord. De Mbouda à Dschang, les enquêtes agricoles furent les plus denses mais les ovins ne ressortent pas plus nombreux qu'ailleurs. La spécialisation, au 19e siècle, d'une bande médiane des plateaux dans le petit élevage appartient donc au passé. La répartition actuelle du cheptel reflèterait davantage des disponibilités locales en pâturages qu'une logique d'échanges régionaux.

La race ovine des villageois relève du type "djallonké", largement répandue en savanes. Les Mbororo détiennent une race de plus grande taille, dite "fulani" dans la région. La première présente souvent une robe pie noire, tandis que les Mbororo sélectionnent les animaux blancs, en vue de la Fête du Mouton. Les villageois eux-mêmes sont sensibles au format des moutons "fulani" ; ils approchent leurs brebis des campements d'éleveurs, afin de favoriser des croisements.

La race locale serait résistante à la trypanosomose et à la piroplasmose transmise par les tiques (97). Il n'en reste pas moins que les troupes de moutons sont rares en plaine et plus nombreuses sur les plateaux. Aux environs de la ville de Bamenda, les villageois possèdent davantage de chèvres que de moutons, caractéristique commune aux populations situées au sud des plateaux. En effet, certaines sociétés manifestent une aversion et une crainte profondes à l'égard de ces animaux (98).

Les ovins se montrent plus sensibles que les caprins aux maladies, en saison pluvieuse : parasitisme cutané, parasitisme gastro-intestinal et maladies respiratoires (99). Les pertes sont parfois sévères en saison des pluies, surtout parmi les agneaux nouveaux nés. Les villageois reconnaissent la fragilité des moutons et leur aménagent des abris.

La conduite de l'élevage ovin diffère selon l'effectif. Les troupes inférieures à 5 têtes stationnent aux abords des fermes. En saison des pluies, chaque animal est attaché, à longueur de journée, à de grosses touffes d'herbes. En saison sèche, ils déambulent sur les jachères de maïs. Parfois, le propriétaire les introduit dans les caféières. L'association de l'élevage de moutons avec la plantation caféière en altitude, à couvert herbacé de "kikuyu grass", représenterait l'une des solutions d'avenir pour cet élevage, préconisée par des spécialistes (100). Elle risque cependant d'être remise en question par l'arrachage, pratiqué actuellement, du "kikuyu grass" sous les caféières.

Les troupes ovines d'une quinzaine de têtes, voire de 30 à 40, sont éloignées des champs vers des interfluves fermés par une clôture et équipés d'un abri. Ces pâturages sommairement aménagés sont parfois éloignés

97. VALLERAND, F. et BRANCKAERT, R., 1975, "La race ovine djallonké au Cameroun".

98. M. NIELSEN et J. HARDOUIN (1982, "Petits ruminants dans le Nord-Ouest du Cameroun") rapportent quelques croyances faisant du mouton un animal « maudit ». Il empêcherait les jeunes ménages d'avoir des enfants (d'où l'âge particulier des propriétaires d'ovins ?). Quant aux moutons surpris à divaguer en pleine nuit, ils incarneraient le diable...

99. Ajoutons des lésions fréquentes aux pieds que les auteurs précédents affirment ne pas relever du piétin. Ils mettent en cause une mauvaise usure du pied.

100. VALLERAND, F. et BRANCKAERT, R., 1975.

des fermes et des cultures. Les animaux restent sur place en saison sèche, parcourant les pâturages libérés par les bovins partis en transhumance. Ce véritable élevage ovin est surtout pratiqué sur les hauts plateaux nso et aux environs de Ndu, hauteurs marquées par un climat d'abri, plus favorable à l'élevage ovin que les façades exposées aux vents humides.

Les gros troupeaux des Grassfields alimentent un circuit commercial actif vers le sud. Des acheteurs locaux expédient les animaux à pied vers les marchés de la plaine de Ndop où des commerçants bamiléké chargent des camions entiers à destination de Bafoussam ou de Douala. Si les problèmes sanitaires étaient mieux maîtrisés, cet élevage pourrait prendre de l'essor.

Pour de riches villageois et des notables des Grassfields, l'élevage ovin offre un succédané à celui du gros bétail. Ils ne se limitent pas aux quelques têtes qui déambulent habituellement autour des fermes, dans l'indifférence des habitants. Au-delà d'une dizaine de moutons, le villageois s'engage dans une véritable activité d'élevage. Mais ce cheptel ovin concurrence celui des bovins, raison pour laquelle il est mal vu des Mbororo.

Les chèvres : un élevage populaire

Les Mbororo de la région font preuve d'une hostilité encore plus grande à l'égard des caprins. Leur répugnance envers ces animaux atteint presque la valeur d'un interdit. Les Haoussa, volontiers éleveurs de moutons, se détournent également des caprins. Les villageois sont donc les seuls éleveurs de chèvres qui, chez eux, bénéficient au contraire d'un préjugé favorable.

Les statistiques relatives à ce cheptel sont encore plus divergentes que pour les ovins : 390.000 ou 700.000 têtes pour l'ensemble des plateaux de l'ouest (101). Toutefois, les estimations s'accordent pour tenir les caprins plus nombreux que les ovins. Reste à savoir dans quelle proportion. Les indications précédentes supposent que les chèvres excèdent à peine deux fois les moutons. Mais, selon les recensements agricoles, l'écart serait plus grand. A côté des effectifs de cheptel, toujours peu fiables, ils mentionnent le nombre d'exploitations qui disposent de petits ruminants. D'après le recensement agricole de 1984, 26.800 exploitations s'accompagnent de moutons et 89.300 de chèvres, sur les plateaux de l'ouest (102). Les dernières sont donc au moins 3 fois plus nombreuses.

Presque la moitié des exploitations du Bamenda (43 %) élèvent des caprins, alors que le pourcentage s'abaisse à 15 % pour les ovins. De façon curieuse, l'élevage caprin serait moins fréquent dans la province de l'Ouest (20 % des exploitations), alors que les estimations des services d'Elevage postulent l'inverse. Des contradictions subsistent dans l'appréciation de cet élevage, même en termes relatifs, d'une province à l'autre.

L'enquête agricole de 1972 apporte quelques données plus anciennes mais peut-être plus fiables. Sur 840 chefs d'exploitations visités au Bamenda, 216 ont déclaré détenir des chèvres. Ils sont donc presque 3 fois plus nombreux que les propriétaires de

101. D'après le Ministère de l'Elevage, ils seraient 90.000 dans la province du Nord-Ouest et 300.000 dans celle de l'Ouest (PELLEMON Int., 1986). Mais d'autres estimations officielles (le 6e Plan Quinquennal) font état de 116.000 et de 580.000 caprins dans les deux provinces (cité par le rapport B.D.P.A. et al., 1987, p. 11).

102. Ministère de l'Agriculture, 1986, "Recensement agricole au Cameroun, 1984", tabl. 197, p. 218.

moutons. Ce sont encore les hommes qui possèdent ces animaux mais il arrive que des femmes détiennent quelques têtes, soit des veuves devenues chefs d'exploitation, soit des femmes célibataires.

Petit bétail plus fréquent que les moutons, les chèvres se distribuent de façon différente entre les exploitations (fig. 119). La plupart des unités agricoles ne s'accompagnent que de petites troupes, inférieures à 5 têtes. Les villageois les plus nombreux ne possèdent, déjà, que 2 ovins. Pour les chèvres, le chiffre se réduit à une tête. Plus le troupeau est important, plus les exploitations concernées deviennent rares, si bien que le profil décrit une courbe en asymptote aux deux axes du graphique. C'est la caractéristique d'un élevage "populaire", largement réparti entre les exploitations.

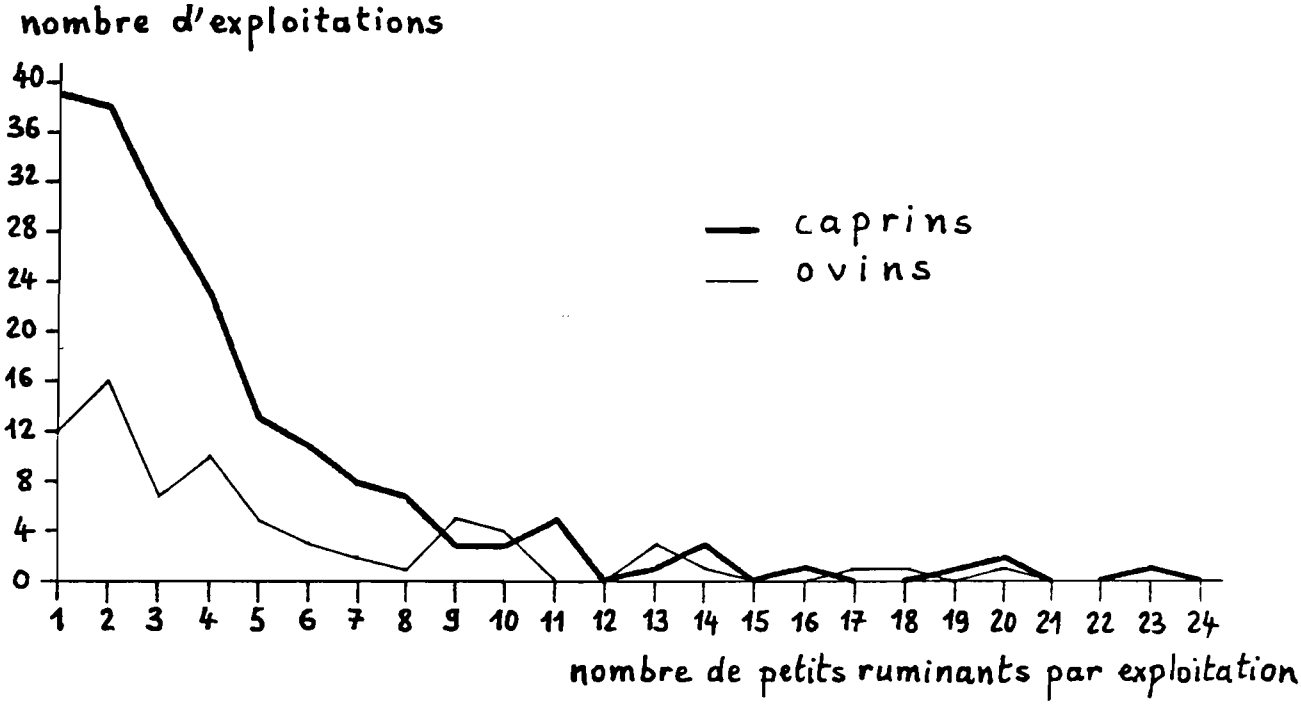


Fig. 119 : *Distribution des cheptels caprin et ovin dans les exploitations agricoles*

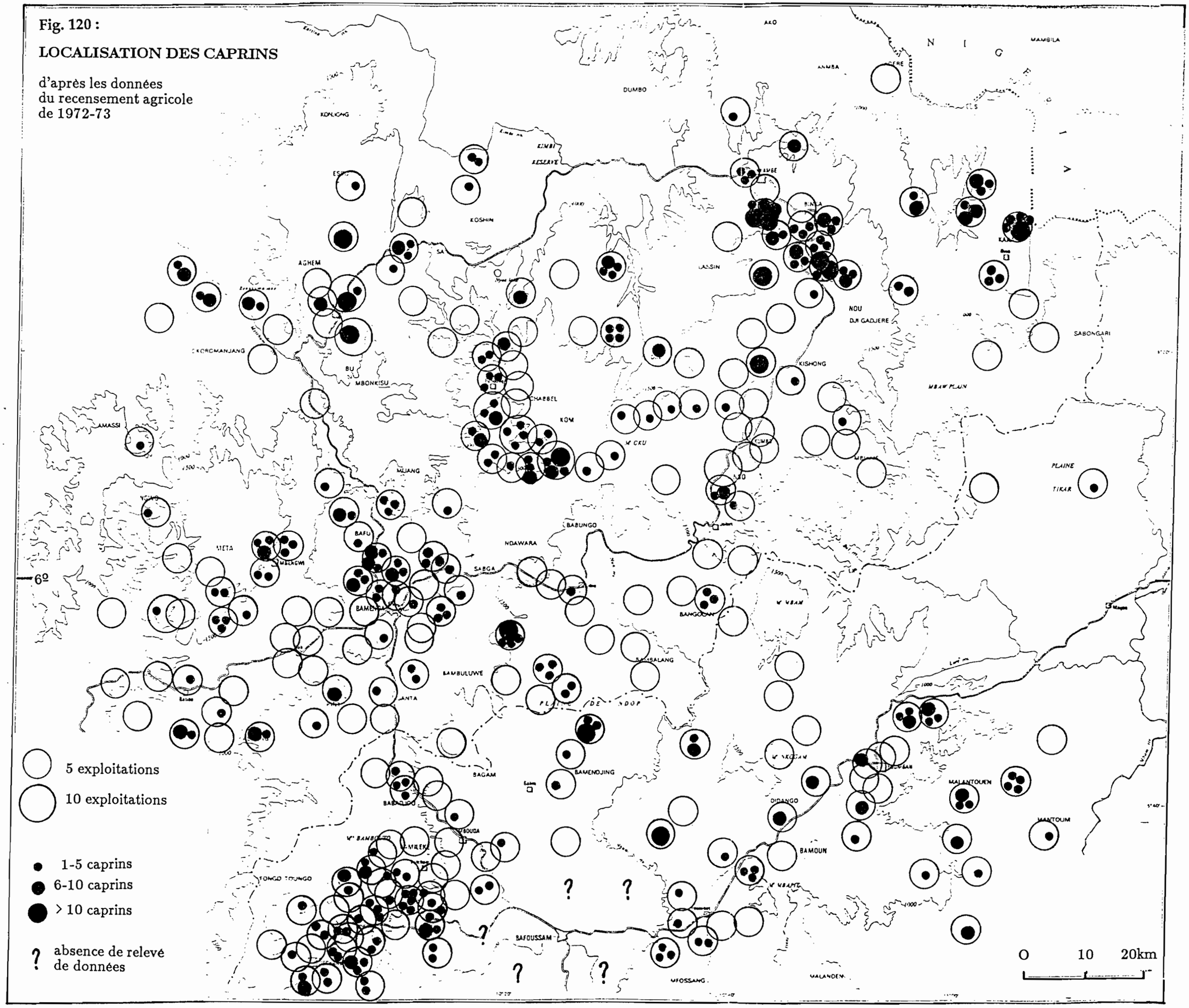
Un autre indice met en évidence le caractère plus "démocratique" de l'élevage caprin: l'âge des propriétaires (fig. 121). Alors que les vrais "cultivateurs" ne possèdent des moutons qu'à la fin de leur vie, une fois âgés de 60 à 70 ans, ils élèvent des chèvres beaucoup plus tôt. Ainsi, la plupart des éleveurs de chèvres ne sont âgés que de 30 à 40 ans.

En plus de ce décalage, les courbes diffèrent par leur première pente. A partir de 30 ans, les éleveurs de moutons ne deviennent que progressivement plus nombreux ; la faible pente de la courbe dénote une acquisition lente et sans doute difficile de ce type de bétail. Au contraire, les éleveurs de chèvres deviennent de plus en plus nombreux à partir de 20 ans. Les villageois cherchent d'abord à se constituer un petit troupeau de chèvres.

Fig. 120 :

LOCALISATION DES CAPRINS

d'après les données
du recensement agricole
de 1972-73



Enfin, les courbes des éleveurs de chèvres ne se décalent pas, selon qu'ils disposent de revenus extérieurs ou non. Les simples cultivateurs réussissent aussi vite que les autres à posséder des chèvres. Devenir propriétaire de ce type d'animaux dépend relativement peu de l'appoint de revenus extérieurs à l'exploitation. En ce sens, c'est un élevage plus "paysan" que celui des moutons.

Les caractères précédents évitent de se demander si la taille des exploitations agricoles influence l'importance des troupeaux de caprins. Déjà, les troupes de moutons varient sans égard à l'étendue des cultures de chaque famille. A fortiori dans le cas des chèvres, élevage facile d'accès, à la portée d'hommes encore jeunes. Il est fort probable que les troupeaux de caprins vont de pair avec des exploitations d'étendue très variable.

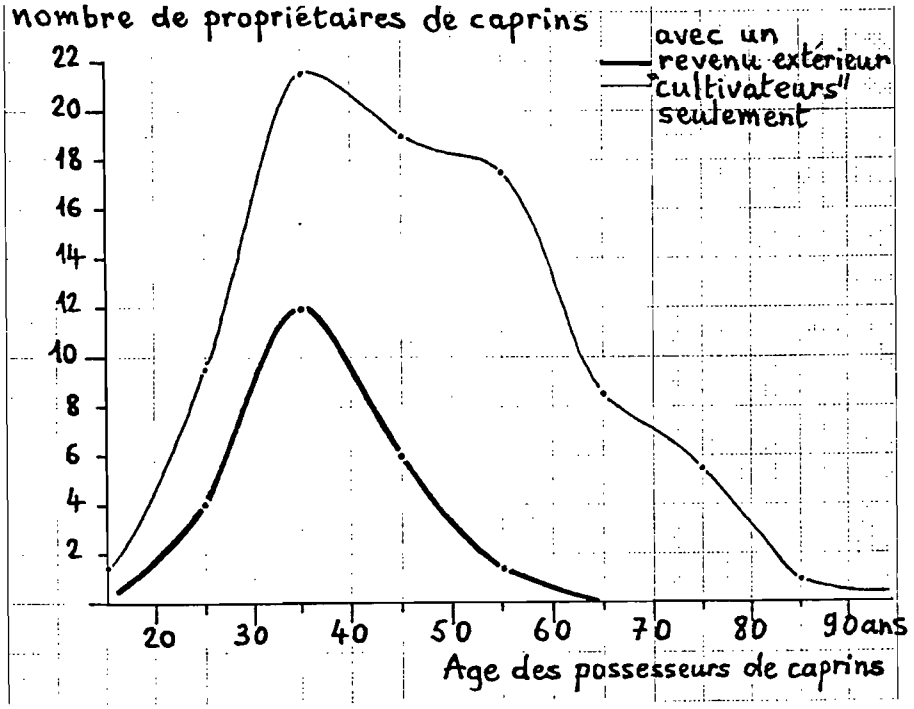


Fig. 121 : *Distribution par âges des propriétaires de caprins*

La chèvre, animal plus commun que le mouton chez les villageois, est plus largement répandue sur les plateaux, mais également en plaines : plaine du Mbam, vallée de Metchum (fig. 120). Cet élargissement géographique provient d'une rusticité plus grande. Les petites chèvres guinéennes supportent mieux un climat chaud et humide ; elles seraient moins sensibles aux broncho-pneumonies et aux lésions podales que les moutons.

Sur les plateaux, les troupeaux de chèvres, comme ceux d'ovins, deviennent fréquents aux environs de centres urbains : Bamenda, Nkambe-Binka. Il s'agit d'approvisionner des consommateurs, cette fois non musulmans. Des ethnies s'accompagnent également d'un cheptel plus dense, par exemple les Kom et les Bamiléké au sud des monts Bambouto. Autrefois, le cheptel caprin constituait un élément important de l'économie rurale bamiléké. De grands effectifs (270.000 têtes en 1958, d'après le rapport

POUMAILLOU) coexistaient avec des cultures denses, grâce à des pâturages aménagés en haut de collines et sur jachères, enclos de haies vives. Une utilisation agricole permanente des terres, engendrée par l'essor démographique et l'introduction des caféiers, les troubles de l'Indépendance (prélèvements autoritaires par les maquisards et confiscations par les forces de l'ordre) ont réduit considérablement ce cheptel.

Les années suivantes, deux diagnostics s'opposaient quant à l'avenir de cet élevage, comme de l'ensemble de l'agriculture bamiléké. Les uns estimaient irrémédiable la désorganisation des terroirs par les regroupements de population et la tombée en désuétude des clôtures. Dès lors, le cheptel caprin ne retrouverait jamais ses effectifs des années cinquante. Les autres faisaient davantage confiance en une reconstitution du tissu agraire par un retour progressif à l'habitat dispersé. Ainsi, J.L. DONGMO (103) parle d'une reprise et même d'une "renaissance" de l'élevage bamiléké dans les années soixante-dix, en mentionnant surtout le cheptel caprin. Des planteurs de café qui avaient abandonné l'élevage caprin s'y remettent. D'autres s'y engagent, alors qu'ils n'avaient jamais pratiqué cette activité.

103. DONGMO, J.L., 1981, t. 1, p. 162.

Les estimations des effectifs caprins au Bamiléké en 1985 semblent confirmer, a posteriori, le second point de vue. Reste que l'essor de ce petit cheptel ne s'est pas accompagné d'une véritable reconstruction du bocage. Les pâturages font toujours défaut. Le cas de vieilles caféières, abandonnées et converties en pâturages, signalé par J.L. DONGMO, s'est-il généralisé lors des années récentes, dans le contexte d'une stagnation des prix du café ?

La destruction du cheptel bamiléké avait encouragé, par compensation, le développement de cet élevage sur les plateaux du Bamenda. A la faveur d'une forte demande à partir de Bafoussam et de Douala, des villageois, en particulier des Nso, ont converti les petits troupeaux familiaux en des troupes de plusieurs dizaines de têtes (104). Comme pour les moutons, ces chèvres ne paissent pas au piquet. Elles sont lâchées au milieu des pâturages. La fourniture de sel permet de les rassembler en un endroit donné. L'essor d'un élevage caprin à buts commerciaux devient un phénomène spécifique des Grassfields.

104. En 1947, sur 10 budgets familiaux annuels, Ph. KABERRY (1952, p. 179) n'avait relevé qu'un seul cas de ventes régulières de chèvres. Et encore, ne concernaient-elles que 4 chèvres, participant seulement pour 1/10e du revenu familial.

Par facilité, les estimations de cheptel rassemblent souvent caprins et ovins sous la rubrique commune des petits ruminants. En fait, les deux élevages sont-ils similaires ? Les contextes sociaux et démographiques qui entourent les deux cheptels se recoupent peu. Néanmoins, l'élevage caprin, plus facile, ne sert-il pas à s'équiper en ovins ?

Le recensement agricole de 1972-73 fournit encore la documentation du graphique des interférences entre les deux cheptels (fig. 122). Ces données sont probablement assez fiables : il n'y a pas de raison pour dissimuler un type de bétail davantage qu'un autre.

Contrairement à la supposition précédente, ce ne sont pas les mêmes villageois qui, en majorité, s'adonnent à l'élevage caprin et ovin. En particulier, le premier sert relativement peu de tremplin à la possession d'ovins. Ceux qui détiennent moins de 5 chèvres ne disposent pratiquement pas de moutons : situation assez prévisible.

Mais ceux qui possèdent plus de 5 chèvres et même, plus de 10, n'associent pas davantage des ovins alors que, financièrement, ils le pourraient. L'inverse se confirme : la majorité des éleveurs de moutons ne possèdent pas de chèvres.

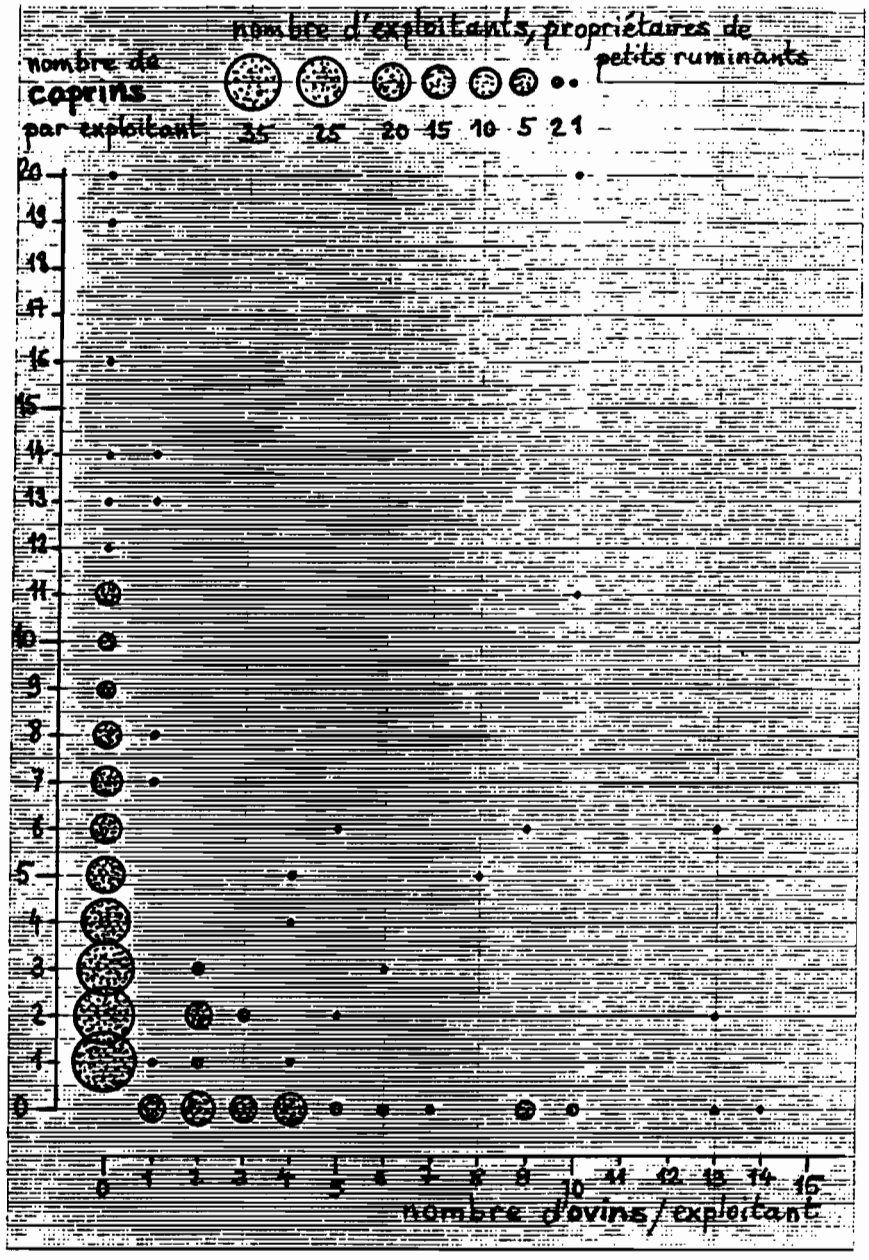


Fig.122 : ***Corrélations entre les tailles des troupeaux caprins et ovins***

Au-delà des caractéristiques divergentes des propriétaires de petits ruminants, l'engagement dans l'élevage de moutons ou de chèvres procède de préférences nettement affirmées. La plus ou moins grande sensibilité aux maladies infectieuses et les risques de mortalité guident sans doute les choix. Ils résultent également d'a priori religieux et, généralement, d'ordre culturel. L'élevage caprin est plus aisément accessible aux villageois et mieux accepté que celui des moutons.

Essor et ruine du cheptel porcin

De Santa à Bafut mais surtout à proximité des monts Bambouto, il était fréquent d'observer, il y a seulement quelques années, des enclos à porcs jouxtant les habitations. Encerclé d'une solide clôture, chaque parc était ombragé de quelques eucalyptus et équipé d'un petit abri (fig. 123). Le sentier reliant l'enclos à la ferme attestait des va-et-vient pour apporter la nourriture aux cochons. Les enfants en avaient souvent la charge. A cet élevage familial s'ajoutait autrefois un élevage porcin plus important, de troupeaux laissés en divagation dans les villages. C'était un élevage plus spécialisé et destiné au commerce.

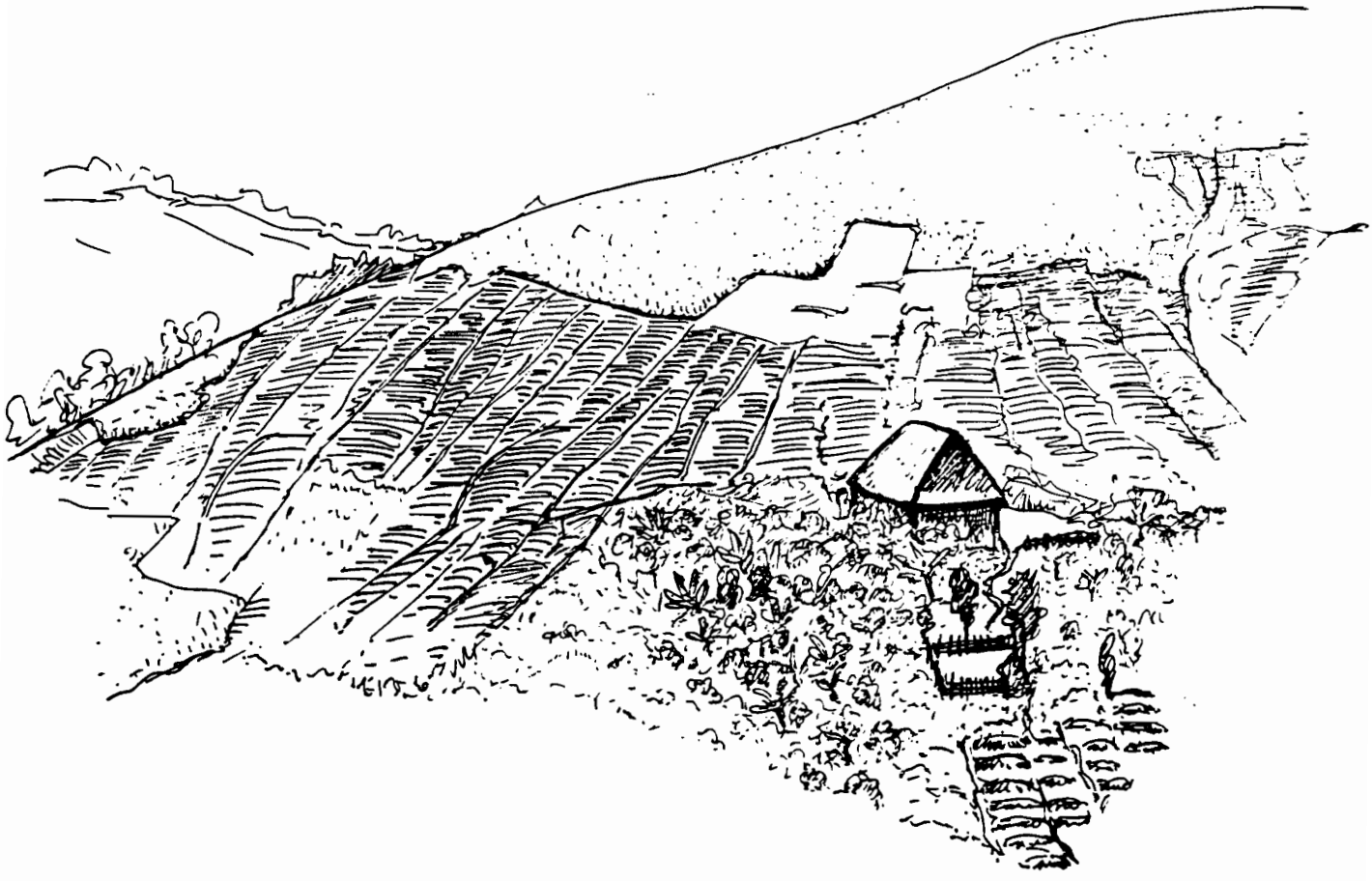


Fig. 123 : ***Exemple d'enclos à porcs, aménagé près d'une petite caféière, sur un versant de Pinyin.***

En ne tenant pas compte des volailles, le commerce de bétail au 19e siècle portait surtout sur les cochons (fig. 113). De Bamessing à Babadjou, en passant par Bambuluwe, les centres d'élevage en petit bétail produisaient surtout ces animaux. Seul, Pinyin semblait plutôt spécialisé dans les petits ruminants.

J.P. WARNIER a montré la souplesse de l'élevage porcin et son adaptation à l'agriculture dont il épongeait autrefois les excédents de production, de façon régulière ou seulement saisonnière. L'engraissement de cochons jouait un rôle de régulateur de productions agricoles trop pondéreuses et peu valorisées (plantains et tubercules) pour justifier d'un transport vers les marchés. Par l'élevage du cochon, ces produits étaient transformés sur place et valorisés en protéines animales. La grande zone d'embouche porcine pour la vente correspondait à celle des excédents agricoles, grâce à des sols fertiles ou à une population peu nombreuse par rapport aux surfaces cultivées. En sols granitiques (Meta et Mankon), une famille sur deux parvenait à élever des cochons. A Ashong, chaque famille pouvait se le permettre (105) ; ces villageois bénéficient de sols volcaniques plus fertiles. En ce sens, l'embouche porcine reflétait des inégalités de prospérité agricole. Mais l'indicateur n'est pertinent que dans un contexte culturel homogène. C'est le cas des populations au sud des Grassfields ; ce l'est moins lorsque le cadre d'investigation s'élargit à l'ensemble des plateaux de l'Ouest-Cameroun.

105. WARNIER, J.P., 1985, p. 46.

Essor ou déclin du cheptel ?

Autant l'élevage porcin était prospère à l'époque pré-coloniale, autant il aurait diminué de façon "dramatique" au cours de ce siècle (106). Plusieurs raisons expliqueraient ce déclin. D'abord, une réduction de la main-d'oeuvre chargée de l'entretien des animaux, par suite des migrations vers les grandes plantations côtières, de la scolarisation des enfants et, d'une façon générale, de la perte d'autorité des patriarches familiaux sur leurs dépendants. L'augmentation de la population rurale au Bamenda (5 fois entre 1900 et 1980) a entraîné une pression plus forte sur les terres, une réduction de la "productivité" agricole et une remise en cause de l'élevage "semi-intensif" destiné à la vente. Enfin, les moyens de transport modernes permettent d'écouler les excédents agricoles vers les marchés urbains, au lieu de les transformer sur place par l'embouche porcine.

106. LUKE, K. et WARNIER, J.P., 1982, "A historical and socio-economic approach to the problem of pig production in the Northwest province of Cameroon".

L'hypothèse du déclin de l'élevage porcin repose sur le postulat que, par son alimentation, ce type de cheptel entre en concurrence directe avec l'homme. La compétition se fait d'autant plus sentir que la production agricole suffit à peine aux besoins, que l'espace manque et que les capacités de travail se raréfient. En fait, ces contraintes s'appliquent surtout à l'élevage porcin tel qu'il était pratiqué autrefois à Pinyin : nombreux troupeaux en divagation au centre du terroir, en même temps que les petits ruminants. Au contraire, l'élevage porcin en enclos, à proximité des habitations, est le seul à ne pas souffrir de la pression agricole sur les terres. Quant aux moyens de transport modernes, ils ne touchaient, encore récemment, qu'une petite partie des paysanneries. En facilitant l'accès aux marchés, ils encouragent autant l'élevage porcin pour la vente que l'écoulement direct de produits vivriers.

Il est probable que l'extension des cultures et la tombée en désuétude des aménagements collectifs des terroirs spécialisés dans l'élevage ont provoqué la décadence du "grand" élevage porcin, du type Pinyin, au profit d'un élevage individuel, en enclos. Inversement, cette technique d'élevage implique l'apport sur place de toute la nourriture des animaux, prélevée en grande partie sur les récoltes. L'élevage porcin en enclos s'accommode d'une fermeture de l'espace agraire mais il nécessite de disposer de surplus agricoles. Il incite les villageois à étendre les cultures vivrières, donc à fermer encore plus l'espace agraire, aux dépens des autres formes d'élevage.

Ph. KABERRY (107) présente le cas d'un Nso qui s'est engagé dans l'élevage porcin, en stabulation, à la fin des années quarante. La première année, il ne disposait pas assez de nourriture à leur fournir, aussi a-t-il dû acheter de grandes quantités de macabo, de manioc et de patates douces. Il lui en coûté la moitié des revenus procurés par l'abattage de 3 cochons. Dès lors, la seconde année, il s'est mis à cultiver davantage de tubercules. Il possède également une caféière qui lui procure le tiers de ses revenus monétaires annuels.

107. KABERRY, Ph., 1952, p. 162-163 et note "p.", p. 166.

L'essor de la culture du café au Bamiléké, puis au Bamenda, a contribué à réduire les interstices en jachères dans les terroirs. L'élevage spécialisé des petits ruminants, selon les méthodes de Pinyin ou d'Ashong, en a fait les frais. Au contraire, l'élevage porcin attaché à chaque concession se serait plutôt développé. Nantis de revenus monétaires par le café, les ruraux ont pu se procurer des cochonnets pour les engraisser. Le déclin des cheptels ovin et caprin est compensé, chez les Bamiléké, par une généralisation de l'élevage familial du porc. Le cochon ne se comporte pas seulement en concurrent de l'homme dans la consommation de produits agricoles. Il en est également le complément. La porcherie sert de poubelle à chaque concession pour les déchets de cuisine, les feuilles et les troncs de bananiers, les avocats avariés et enfin, les excréments humains.

Avec la christianisation des populations de plateaux, la consommation de viande de porc est entrée dans la célébration des fêtes religieuses, en particulier celle de Noël. A l'époque coloniale, de grands troupeaux de cochons étaient dirigés, avant Noël, en direction de Douala. Des Bamoun étaient spécialisés dans le convoyage de ces troupeaux, à partir du Bamiléké et du Bamenda (108).

108. THILLARD, R., 1920, "L'agriculture et l'élevage au Cameroun".

A l'époque coloniale, l'élevage porcin se centrait sur le Bamiléké. La race locale, petite, noire et à longs poils, est justement dite "bamiléké". Peu prolifique et n'atteignant en moyenne qu'une cinquantaine de kilos, elle présente l'avantage d'être rustique et de supporter les variations climatiques des plateaux. Au Bamenda, l'élevage porcin était surtout répandu dans les villages proches du Bamiléké : Pinyin, Santa, Bambuluwe.

Localisation du cheptel à son apogée

Les décennies soixante et soixante-dix ont connu un essor du cheptel porcin. Les troubles de l'Indépendance ne l'ont pas affecté au même point que les bovins ou même, les petits ruminants. De 185.000 têtes en 1958, le

cheptel porcin du Bamiléké est passé à 220.000 dans les années soixante-dix. Le développement de l'élevage est soutenu par la station de Kounden qui diffuse des verrats européens. L'élevage porcin devient le complément habituel de l'agriculture bamiléké.

Le recensement agricole de 1972-73 permet d'apprécier la densité des élevages porcins autour des monts Bambouto (tabl. 43).

Tabl. 43 : ***Importance de l'élevage porcin au Bamiléké, autour des monts Bambouto, en 1972***

	nombre d'exploitations enquêtées	nombre d'élevages porcins	pourcentage des exploitations	densités de population (h./km2)
par département :				
Bamboutos	145	113	80 %	
Menoua	195	162	83 %	
par chefferie :				
Bafou	55	50	91 %	172
Bangang	30	27	(90 %)	184
Babadjou	30	24	(80 %)	86
Bagam	15	9	(60 %)	30

source : recensement agricole de 1972

La plupart des exploitations agricoles s'adjoignent une porcherie. Bien que les lots enquêtés soient restreints par chefferie, l'élevage porcin s'avère plus fréquent à Bafou et Bangang qu'à Babadjou ou Bagam. Or, ce classement s'ordonne dans le même sens que les densités de population rurale. Dans le contexte bamiléké, l'élevage porcin apparaît comme spécifique des secteurs les plus densément peuplés. Il ne s'oppose pas à une agriculture intensive. Il participe, au contraire, à une mise en valeur de plus en plus poussée des ressources agricoles.

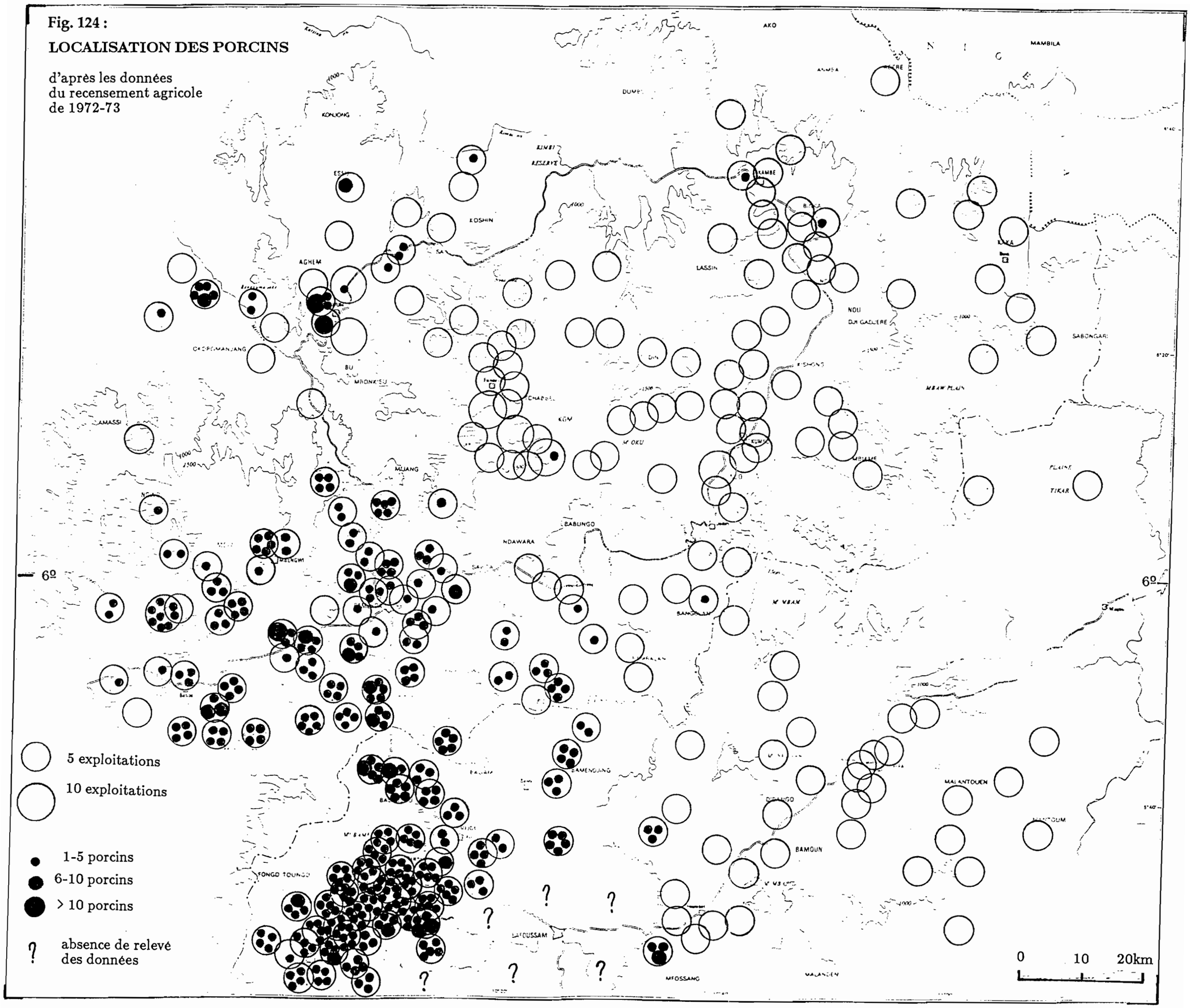
Il s'agit d'un petit élevage familial qui consiste, le plus souvent, à engraisser un seul cochon. La moyenne des élevages se tient à 1,6 tête dans le département de Dschang et à 1,3 dans celui de Mbouda. Quelques exploitants pratiquent l'élevage naisseur. Ils disposent, au mieux, d'une truie et sa portée, soit 5 à 6 têtes.

La carte du cheptel porcin en 1972 met en évidence une forte densité au Bamiléké, de Mbouda à Dschang (fig. 124). Ce centre d'élevage se prolonge au sud du Bamenda, vers Bafut, Batibo et les plateaux Meta, mais selon une densité moins soutenue. Au sud des Grassfields, la moitié des exploitations s'accompagnent de petites porcheries (tabl. 44).

Fig. 124 :

LOCALISATION DES PORCINS

d'après les données
du recensement agricole
de 1972-73



Tabl. 44 : *Importance de l'élevage porcin au sud du Bamenda (en 1972).*

	nombre d'exploitations enquêtées	nombre d'élevages porcins	pourcentage des exploitations	densités de population (h./km2)
par département ou arrondissement :				
Mbengwi	110	54	49 %	
Bamenda	185	96	51 %	
par petite unité administrative :				
Santa-Pinyin	50	41	82 %	62
Mogamo	40	23	(57 %)	83
Bafut	65	27	(41 %)	65

source: recensement agricole de 1972

A nouveau, les données par petite unité administrative se révèlent intéressantes. Cette fois, la fréquence de l'élevage porcin ne varie pas en fonction de la densité de population rurale, peu différenciée, mais de la distance à l'aire bamiléké. Le secteur de Santa-Pinyin s'inscrit dans le prolongement de l'élevage dense bamiléké.

La carte du cheptel porcin indique d'autres prolongements, mais restreints à quelques villages, vers la plaine de Ndop et le plateau bamoun. Dans le dernier cas, il s'agit de Bamiléké installés de l'autre côté du Noun.

La carte de l'élevage porcin circonscrit comme une aire d'influence culturelle bamiléké. Au-delà, c'est presque le vide, sauf chez les Aghem du plateau de Wum et les Esimbi de la vallée de Metchum. Les autres populations au nord des plateaux n'éleveraient pratiquement pas de cochons. Même si elles ne sont pas islamisées, l'Adamaoua musulman n'est pas éloigné. L'interdit religieux affecte les comportements envers les cochons, non seulement de la part des islamisés mais également de leurs voisins. La présence de petites minorités islamisées suffit pour étendre l'influence de l'Islam au-delà des populations majoritairement musulmanes. L'exclusive à l'égard du cochon s'impose à la partie christianisée de la population, par exemple au Bamoun.

La localisation du cheptel porcin enregistre un clivage culturel qui prend en écharpe les plateaux de l'Ouest-Cameroun. A l'aire culturelle bamiléké s'oppose celle des influences de l'Islam.

Quel développement ?

Dans les années soixante-dix, l'élevage porcin apparaît comme l'activité la mieux adaptée aux paysanneries denses de plateaux, dès lors qu'elles restent étrangères aux préceptes islamiques. Contrairement aux petits

ruminants, surtout aux moutons, les problèmes sanitaires ne semblent pas préoccupants. La race locale résiste à la trypanosomose porcine, transmise par des glossines ou d'autres insectes piqueurs. Les centres urbains en croissance offrent des débouchés pour la viande porcine. Chaque dimanche, plusieurs porcs sont débités sur le marché Three Corners, à Bamenda. La rapidité de croissance de ces animaux intéresse ceux qui cherchent à investir pour gagner de l'argent. A Bali, le recensement de 1972 a relevé une porcherie de 20 animaux. De même, des Bamiléké disposant de capitaux édifient des porcheries semi-industrielles. Les services d'Elevage lancent des programmes de développement de cet élevage, basés sur l'introduction de races européennes et l'amélioration des aliments fournis aux animaux.

Cette conception de la modernisation de l'élevage porcin fait l'objet de critiques sévères (109). Un vétérinaire conteste l'opportunité d'introduire des races européennes, à croissance plus rapide mais plus exigeantes en nourriture et plus fragiles aux maladies. Un sociologue lui emboîte le pas en rappelant le rôle joué autrefois par le cochon : régulation de la production agricole, apport de protéines animales par l'auto-consommation. L'introduction de races européennes remet en cause l'intégration de l'élevage porcin à l'économie familiale. Le porc n'intervient plus seulement pour valoriser des surplus de production agricole ; il exige une nourriture régulière et, bien souvent, l'achat d'aliments concentrés. Il n'est pas consommé sur place mais destiné à la vente, pour l'obtention de revenus monétaires. L'alimentation des ruraux n'en sort pas améliorée. L'élevage pour le marché n'est rentable qu'en "poussant" les animaux jusqu'à un poids convenable, même s'il faut acheter des aliments. Au contraire, les villageois ont l'habitude de vendre ou d'abattre les cochons lorsque les surplus agricoles sont épuisés ou qu'ils ressentent un besoin d'argent. Ces pratiques ne sont plus compatibles avec le nouveau type d'élevage.

109. LUKE, K. et WARNIER, J.P., 1982, p. 506 et suiv.

Après ces critiques, les auteurs suggèrent de rétablir le rôle ancien de l'élevage porcin comme régulateur des excédents de productions agricoles. Rôle pour lequel les races locales s'avèrent mieux adaptées que celles en cours d'introduction. Ce faisant, des améliorations techniques restent souhaitables. Cependant, même en élargissant la gamme des sous-produits consommables par les cochons, cet élevage bute sur la production agricole disponible. Finalement, les auteurs ne souhaitent pas une augmentation du cheptel porcin au Bamenda. Ils préfèreraient que les efforts se portent en faveur des ruminants.

La remise en cause est générale et elle implique, de l'avis même des auteurs, des changements drastiques dans la conception du développement de cet élevage. Pourtant, toutes les accusations ne paraissent pas fondées. Bien que la défense de la race porcine locale soit convaincante, beaucoup d'élevages comportent, d'ores et déjà, des animaux issus de croisements. Dans sa thèse, J.P. WARNIER a montré lui-même l'importance ancienne des porcs dans les échanges régionaux au sud des Grassfields. Depuis longtemps, l'élevage porcin est ouvert sur le marché. Il n'est pas nécessairement élevé dans le but d'améliorer l'alimentation des éleveurs eux-mêmes. De plus, il apparaît assez vain d'espérer qu'en atténuant la compétition entre les hommes et les porcins, face aux produits agricoles, « the economic pressure to market the pig would fall away » (110). La commercialisation

110. idem, p. 508.

des produits animaux dépasse ces antagonismes. Elle est liée à la dynamique de l'urbanisation et au jeu des forces économiques entre les villes et les campagnes. En prônant une auto-consommation des cochons élevés par les villageois, les auteurs se réfugient dans une attitude passéiste.

Enfin, souhaiter le développement de l'élevage des ruminants, de préférence à celui des porcins, dans un contexte de fortes densités rurales, prête à discussion. Certes, les ruminants n'entrent pas en concurrence directe avec les populations sur le plan de l'alimentation mais l'affrontement est reporté au niveau de l'espace. Si les porcins sont de piètres transformateurs des protéines végétales, les ruminants peuvent être accusés de gaspiller un espace précieux. La prospérité, dans les années soixante-dix, du cheptel porcin bamiléké démontre un fait incontestable : c'est le type d'élevage qui s'intègre le mieux à de fortes densités de population, à une utilisation agricole intensive et enfin, à une ouverture des paysanneries sur l'économie de marché.

La ruine

La faillite du développement de l'élevage porcin viendra d'un côté insoupçonné par les auteurs précédents : le contexte sanitaire. Ils écrivaient en 1982 : « major health problems are not prevalent » (111). C'était compter sans la peste porcine africaine, une maladie pourtant endémique en Afrique tropicale (112). Très contagieuse, elle évolue rapidement et provoque une mortalité presque totale dans les élevages atteints. Contrairement à la peste porcine classique, il n'existe pas de vaccination contre cette épizootie. La seule solution recommandée consiste à abattre les animaux contaminés.

111. idem, p. 506.

112. Récemment, elle a fait son apparition en Espagne, d'où elle menace de contaminer l'Europe.

Jusque-là préservés de la maladie, les plateaux de l'ouest sont touchés à partir de février 1983. Les pertes s'avèrent tout de suite catastrophiques, la forte densité des petites porcheries familiales facilitant une propagation foudroyante de la maladie (113). Pour atténuer l'émotion des populations, le gouvernement a distribué des indemnités, en même temps qu'aux éleveurs touchés par la peste bovine. Mais le cheptel du Bamiléké est décimé. De plus de 200.000 têtes, il serait réduit à 20.000 après 1983. Au Bamenda, des élevages isolés restent indemnes : le cheptel de la province se maintiendrait à 60.000 têtes en 1985. Désireux de limiter les pertes, les villageois ne se résignent pas à abattre les animaux survivants. Dès lors, ils conservent des porteurs de virus ; la maladie reprend par foyers et sévit à l'état endémique, contrariant tout projet de reconstitution du cheptel.

113. « Certains éleveurs ont vu leur fortune réduite à néant du jour au lendemain » (Cameroon Tribune, 27 octobre 1983).

Les Bamiléké qui avaient investi dans des porcheries modernes ont arrêté cette activité ; ils se sont reconvertis dans l'aviculture. Désormais, l'élevage de porcs ne peut se soustraire à la maladie que par des mesures sanitaires strictes : construction d'une enceinte étanche autour des porcheries, accès réservé aux personnes chargées de s'occuper des animaux. De telles contraintes seront difficiles à faire respecter. L'élevage porcin semble compromis pour longtemps sous sa forme familiale. Seuls, les élevages les plus isolés peuvent espérer se maintenir.

Contrairement à ce constat pessimiste, des statistiques récentes créditent à nouveau le Bamiléké de plus de 200.000 porcins en 1987 et de 190.000 au Bamenda. En quelques années, le cheptel se serait donc reconstitué. Pourtant, le commentaire qui accompagne ces chiffres fait preuve de circonspection : « le restockage des porcheries a été beaucoup plus lent que prévu, reflétant le risque d'une résurgence de la maladie et l'impact financier des pertes subies par les éleveurs » (114). Les statistiques officielles de bétail ne sont-elles pas, une fois encore, au-dessus de la réalité ?

114. B.D.P.A., 1987, "3e projet élevage", tabl. 4, p. 11.

Le recensement agricole de 1984 indique, quant à lui, 54.000 exploitations pratiquant l'élevage porcin au Bamiléké et 23.000 au Bamenda (115). Désormais, seules un tiers des exploitations bamiléké s'adjoignent une porcherie. Il est vrai que le recensement s'est déroulé un an seulement après la peste. En adoptant une moyenne d'1,5 tête par élevage, le cheptel porcin était alors de 81.000 unités au Bamiléké et de 34.000 au Bamenda. Contradiction permanente des chiffres...

115. "Recensement agricole au Cameroun, 1984", vol. 1, tabl. 197, p. 218.

L'histoire récente du cheptel porcin est dramatique pour les populations concernées et pour le développement rural dans son ensemble. Cette forme d'élevage s'intégrait de façon remarquable à l'agriculture traditionnelle, dont elle représentait un volant de régulation. Le cheptel porcin s'accommodait également d'un accroissement de population rurale et d'extensions agricoles. Enfin, par le biais du lait ou du petit lait, c'était un intégrateur potentiel des bovins aux exploitations agricoles. La Compagnie Pastorale avait montré la voie, à son échelle, en prolongeant ses élevages laitiers de Djutitsa et de Nkongsamba par de grandes porcheries. Tous ces éléments, porteurs de progrès, sont remis en cause par la menace sanitaire qui pèse, désormais, sur l'élevage porcin.

Les chevaux : un cheptel controversé

Les chevaux font partie des paysages de hauts plateaux, paissant aux abords des campements mbororo ou divaguant sur les hautes prairies. Ils symbolisent une particularité de la région. Il n'est pas rare de croiser, le long des pistes, des Mbororo chevauchant avec dignité leur monture. Autrefois, le "meeting" annuel des Mbororo à Bamenda donnait lieu à des courses de chevaux, âprement disputées entre jeunes de lignages différents.

Le cheval fut introduit à deux reprises aux Grassfields. La première date de l'invasion des Tchamba-Bali au début du 19e siècle. Grâce à cette monture, les envahisseurs disposaient d'une supériorité militaire décisive, expliquant leurs succès initiaux, avant que les autochtones s'enferment derrière des fossés et des talus, probablement surmontés de palissades. Mais les fortifications n'eurent pas l'occasion de servir contre les attaques des cavaliers. S'étant aventurés en secteurs infestés de tsé-tsé, les Tchamba perdirent leurs montures peu de temps après leur irruption aux Grassfields (116). Quelques chevaux survécurent-ils aux avancées imprudentes des Bali-Tchamba ? C'est improbable.

116. CHILVER, E.M. et KABERRY, Ph., 1966, "Traditional Bamenda".

Au cours de la seconde moitié du 19e siècle, des cavaliers foulbé de l'Adamaoua razzièrent le nord des Grassfields mais ils ne firent que passer. E.M. CHILVER et Ph. KABERRY estimaient qu'à l'époque pré-coloniale, le cheval était très peu répandu dans la région.

Sa véritable introduction sur les plateaux est plus tardive. Elle date de la pénétration pacifique des Mbororo. En fait, les éleveurs en détiennent relativement peu, actuellement : une ou deux têtes en moyenne par famille, pour les grands déplacements. Les enfants et les vieillards accompagnent à cheval les troupeaux transhumants. En hivernage, les Mbororo se déplacent sur cette monture au milieu des pâturages d'altitude dont les herbes couvertes de rosée rendent la marche éprouvante.

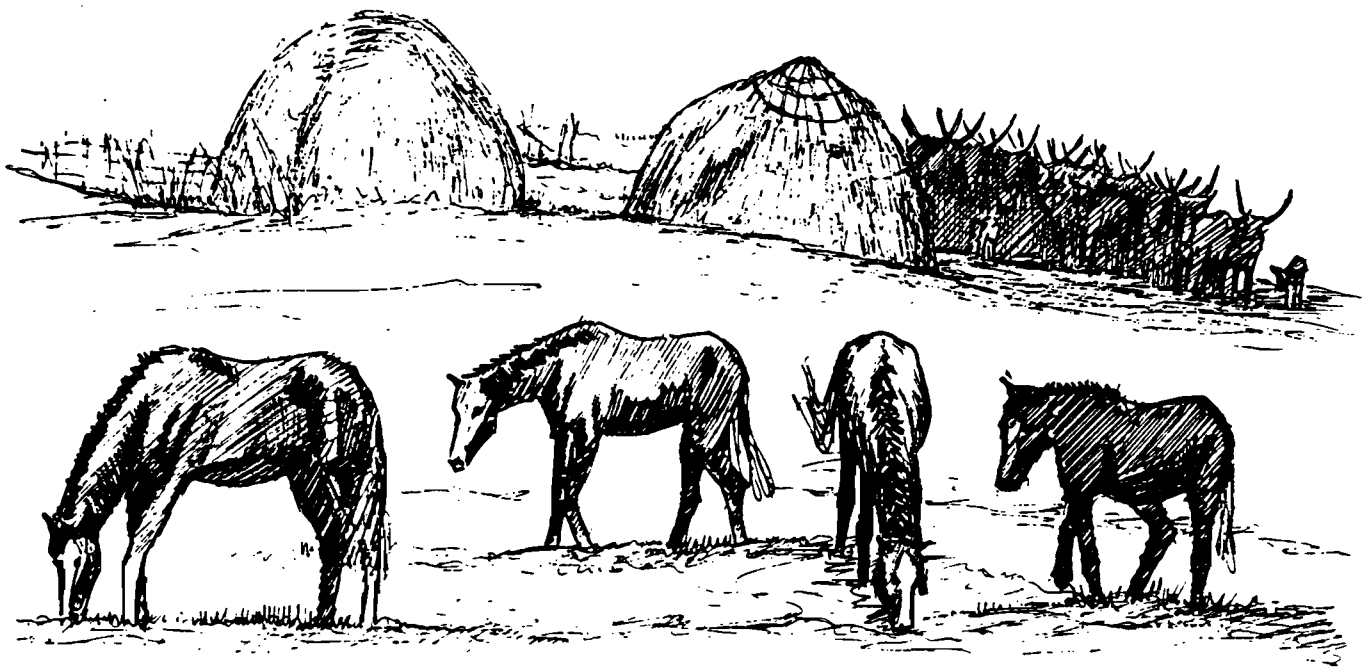


Fig. 125 : ***Le matin, quelques chevaux paissent le "kikuyu", devant la masse compacte des bovins, encore au repos***

Les chevaux ne se maintiennent en bon état qu'à haute altitude. A moins de 1.500 mètres, ils deviennent sensibles aux maladies des tiques et, encore plus bas, à la trypanosomose. Le cheval du Bamenda n'est pas de race pure. Il serait issu d'un mélange de sang arabe et surtout barbe (117). Les anciens Mbororo disent qu'autrefois, ils ne disposaient pas de chevaux. Ils les auraient obtenus auprès des Foulbé de Banyo, lors de leur séjour en Adamaoua. Au moment de l'exode vers les Grassfields, les chevaux remplaçaient déjà les boeufs porteurs pour le transport des personnes invalides.

Curieusement, ce sont des villageois qui se lancèrent, au cours des années soixante, dans un véritable élevage spéculatif du cheval. Ils plaçaient des troupeaux de plus en plus nombreux sur les hauts plateaux. Laissés sans aucune garde et en pleine nature, les animaux redevenaient à demi-

117. M.J.A. BROUWERS estime que les chevaux du Bamenda sont en fait des poneys. Pourtant, ils n'ont rien de commun avec les poneys "kirdi", par exemple ceux des Guisey au Tchad et au Nord-Cameroun. Existait-il autrefois des poneys sur les plateaux de l'ouest ? Le témoignage n'en est pas resté. Mais les "chevaux" des premiers envahisseurs Tchamba n'étaient-ils pas, en réalité, des poneys ?

sauvages. M.J.A. BROUWERS mentionnait des effectifs déjà importants au début des années soixante : 11.000 têtes dont 5.000 aux Mbororo et les autres aux villageois qui ne s'en servaient pas. Rien que sur le plateau Nso, il les évaluait à 3.000 têtes. Ce nouveau cheptel entrait en compétition avec les bovins sur des pâturages très chargés (118).

L'augmentation rapide des effectifs de chevaux sur les Grassfields, dans les premières années soixante, provenait d'une coupure des relations commerciales avec le Nigeria. Avant l'Indépendance, les chevaux étaient écoulés en direction des villes ibo. La séparation du Cameroun Occidental du Nigeria a entraîné, durant quelques années, une mévente générale du bétail. Ensuite, le commerce des chevaux a repris, en étant détourné par le Mambila, au nord. Quant aux chevaux stationnant au sud des plateaux, ils sont acheminés vers Nkongsamba et Douala.

> Au début des années soixante, les 7.000 ha de pâturages relevant d'un *arDo* près de Jakiri portaient alors 6.000 bovins et, en plus, près de 900 chevaux qui appartenaient presque tous à des Nso. Les chevaux accentuaient la charge à une tête de bétail par hectare. Or, M.J.A. BROUWERS rappelle que les besoins en pâturage d'un cheval, d'au moins 2 ha, excèdent largement ceux d'un bovin.

Les chevaux des villageois ne transhumaient pas. Ils abîmaient les huttes des Mbororo partis en transhumance et, arasant les jeunes pousses, entravaient la reconstitution des pâturages en début de saison des pluies. Les Mbororo se plaignaient de chevaux devenus trop nombreux. M.J.A. BROUWERS s'en est fait l'écho à l'époque, jugeant ce cheptel nuisible et destructeur.

L'élevage du cheval offrait aux villageois une forme commode d'épargne. Les propriétaires n'accordaient aucun soin aux animaux, abandonnés en liberté à longueur d'année. Ils échappaient à la taxe sur le bétail et se révélaient d'un bon rapport commercial. Des commerçants de Pinyin s'étaient spécialisés dans les transactions de chevaux pour la boucherie, en direction de Nkongsamba. Ils passaient l'ancienne frontière avec des troupeaux entiers d'animaux attachés les uns aux autres.

Les récriminations de Mbororo et celles de cultivateurs dénonçant les dégâts aux cultures décidèrent l'administration à imposer les chevaux d'une taxe équivalente à celle des bovins. La réaction n'a pas tardé : la plupart des propriétaires se sont défaits de leurs animaux, vendus en masse aux maquignons. Lors des premières années soixante-dix, il ne subsistait presque rien des anciens troupeaux, sauf aux environs de Kumbo, vers Tadu. L'élimination des troupeaux de chevaux aurait allégé la charge des pâturages si beaucoup d'anciens propriétaires n'avaient pas transféré le produit des ventes dans l'acquisition de bovins.

Une autre cause de réduction des effectifs de chevaux tient à la facilité avec laquelle ils sont dérobés. Des voleurs spécialisés, eux-mêmes montés à cheval, parcourent de longues distances. Des chevaux volés au Mambila sont ainsi convoyés jusqu'au centre du Bamenda où ils sont vendus en fraude. Au Mambila, les chevaux, autrefois nombreux, ne subsistent plus qu'en quelques secteurs proches du Cameroun (119). Au Bamenda, une

118. M. LACROUTS (1963 (?), "Etude des problèmes posés par l'élevage et la commercialisation du bétail et de la viande au Cameroun Occidental", p. 6) signale, à la même époque, que plusieurs centaines de chevaux sont lâchés impunément sur des pâturages occupés depuis longtemps par des Mbororo. L'auteur prend cet exemple pour illustrer les relations inégales entre Mbororo et villageois : les premiers « ne peuvent demander réparation pour le dommage causé. »

119. Information orale de R. BLENCH.

mauvaise réputation entoure, pour la même raison, les marchands de chevaux : *rikissi DuuDi : « il y a beaucoup de malversations.* » Certains se sont enrichis, en expédiant vers Douala des animaux dérobés.

Enfin, les chevaux sont en cours d'abandon comme monture par les jeunes Djafoun qui préfèrent maintenant les motos japonaises. Ils chevauchent ces engins, à vive allure, par tous les sentiers, au milieu des pâturages.

Un déclin semblable affecte les ânes dont les effectifs étaient estimés à 1.500 têtes, au début des années soixante (120). Ces animaux de bât étaient une particularité des plateaux nso où des marchands de cola les avaient introduits, à partir du nord. Sur place, ils servent surtout à transporter des dames-jeannes de vin de raphia vers les marchés. Mais la diffusion des bicyclettes, puis des mobylettes, les rend inutiles. Quant aux longs transports de cola vers le nord, ils se font maintenant par camions.

120. BROUWERS, M.J.A., 1963.

Les plateaux de l'Ouest-Cameroun conviennent donc à une large gamme d'animaux, des plus sensibles au climat humide, comme les chevaux, aux plus résistants comme les chèvres, pour ne pas parler des porcs. Du gros au petit bétail, les possibilités d'association de l'élevage à l'agriculture semblent plus grandes. Mais, en même temps, les obstacles culturels peuvent devenir insurmontables. L'élevage porcin assure la meilleure valorisation des productions agricoles et diversifie les revenus des cultivateurs. Pourtant, dès que l'influence islamique s'affirme, il fait l'objet d'un rejet catégorique. Bien qu'elle ne soit fondée sur aucun précepte religieux, une exclusive presqu'aussi forte s'exerce à l'encontre de la chèvre.

En dépit d'un potentiel varié des plateaux, les vrais éleveurs se sont spécialisés dans l'élevage bovin. Sans doute, des problèmes sanitaires difficiles à surmonter ne sont pas étrangers à l'indifférence des Mbororo à l'égard de l'élevage ovin. Pourtant, des villageois réussissent dans cet élevage (121).

121. Cependant, il semble qu'ils subissent, de temps à autre, des pertes importantes. De plus, la race locale serait peu prolifique.

En savanes, le revenu monétaire annuel procuré par l'élevage ovin serait plus élevé, par hectare de pâturage, que celui dégagé par l'élevage bovin (122). Mais d'autres considérations jouent à l'encontre d'une simple comparaison en termes de revenus monétaires. Le prestige et la notoriété au sein de la société pastorale se mesurent à l'importance du cheptel bovin, non de celui des petits ruminants. La traite des vaches laitières contribue à l'alimentation quotidienne de la famille, en particulier des jeunes enfants. Enfin, les hauts plateaux présentent des conditions pastorales tellement favorables que les Mbororo avaient, jusqu'à une date récente, l'assurance d'un accroissement régulier du cheptel bovin. Or, les petits ruminants deviennent d'autant plus précieux que le contexte pastoral s'avère plus incertain. Moutons et chèvres des éleveurs sahéliens remplissent le rôle d'une garantie de reconstitution du troupeau bovin, en cas de pertes graves (123).

122. VALLERAND, F. et BRANCKAERT, R., 1975.

123. sauf dans le cas de pasteurs spécialisés dans l'élevage du mouton, par exemple les Peuls Ouda'en.

Un élevage aussi spécialisé que celui des Mbororo du Bamenda reste fragile. Des pertes, comme celles subies en 1983, à la suite de la première apparition de la peste bovine dans la région, jettent des éleveurs dans le

dénuement. Ne pouvant compter sur du petit bétail pour sauvegarder une autonomie familiale, ils en sont réduits à s'engager comme bergers. Une telle issue est vécue douloureusement car elle équivaut à une déchéance sociale. Si de telles catastrophes se renouvelaient, elles contraindraient à l'abandon d'une spécialisation pastorale trop étroite.

A l'inverse, le petit bétail des villageois ne valorise pas complètement le potentiel pastoral des hauts plateaux. Tant que l'occupation agricole laisse des espaces suffisants en herbe, l'élevage de bovins bénéficie de conditions exceptionnelles en altitude. Il offre une perspective de progrès, en permettant de réinvestir sur place des capitaux importants.

DES PRESSIONS AUX CHARGES EN BETAIL

Pellel ko na'i dara, ko Di jooDa, walaa *: « il n'y a pas d'endroit où les vaches puissent rester et s'installer. »* Plainte habituelle des Mbororo, face aux extensions agricoles sur les pâturages des Grassfields. L'espace pastoral diminue et devient insuffisant pour le bétail. Certes, le phénomène est assez général en Afrique tropicale. Partout, les pâturages se réduisent en peau de chagrin, devant une poussée agricole irrésistible. Mais l'évolution est particulièrement sensible sur les plateaux à l'ouest du Cameroun, par suite de la conjonction de fortes densités de population rurale, de l'insertion du café dans les agricultures traditionnelles et du développement rapide des villes qui assurent des débouchés aux productions agricoles. Au fur et à mesure que les cultivateurs écoulent plus facilement leurs productions (ouverture de pistes, création de marchés, arrivée de commerçants), les cultures s'étendent aux dépens des pâturages. ***Be maBBi babal fuu nii, cik cik*** *: « ils (les cultivateurs) ont fermé tous les endroits comme ça, complètement. »*

D'un autre côté, les villageois accusent souvent les Mbororo de posséder de grands troupeaux, trop grands pour les pâturages disponibles sur les plateaux. Accusation relayée par les responsables administratifs qui se plaignent d'une capitalisation gratuite en bétail par les éleveurs. En clair, les éleveurs ne vendent pas assez d'animaux ; une partie de leur bétail serait inutile. Il encombre les pâturages pour rien. La notion d'encombrement est la plus suggestive pour exprimer les modalités d'insertion du cheptel sur les plateaux. Elle sous-tend les malaises de chaque population. Les Mbororo l'expriment, de façon courante, par la formule ***babal walaa*** *: « il n'y a pas de place. »*

Le cheptel dans l'espace régional

L'importance du cheptel dans l'espace est souvent rendue par la notion de charge en bétail. Ainsi, les agrostologues calculent des charges annuelles (nombre d'unités de bétail standardisées par hectare de pâturage) ou des charges saisonnières. Ils raffinent parfois les calculs en nombre de journées de pâture par unité de surface. En fait, ces données concernent davantage des capacités de charge, déterminées à partir de la production herbacée, que des mesures d'utilisation réelle de l'espace par le bétail.

La notion classique de charge évoque l'occupation et l'exploitation pastorale d'un espace, comme s'il était entièrement ouvert à l'élevage. Or, même à l'échelle locale, le bétail est écarté de terrains dépourvus de couvert herbeux ou appropriés pour un autre usage. A l'échelle régionale, l'élevage coexiste avec d'autres formes d'occupation du sol. La notion de pression en bétail, moins porteuse d'antécédents et plus neutre, exprime l'intensité de l'élevage par rapport à un espace global, même si les animaux n'en disposent pas en exclusivité. C'est une première mesure de la présence du bétail, un peu comme les densités de population se réfèrent à un espace indifférencié, sans préciser quelle part est habitée ou effectivement utilisée. Au contraire, les charges en bétail, sensu stricto, déterminent l'importance du cheptel par rapport aux espaces pastoraux, les pâturages. Elles représentent l'homologue des densités de population calculées d'après l'espace utile ou réellement utilisé.

Les charges en bétail sont les plus pertinentes pour cerner l'intensité d'utilisation des pâturages et leur degré d'encombrement. Mais elles impliquent une mesure préalable de l'étendue des espaces pâturés, procédure délicate à l'échelle régionale. On s'en tiendra donc, dans un premier temps, aux pressions du bétail. Elles fournissent un indice pastoral commode. Confronté aux densités de population, il indique déjà comment s'imbriquent ou se juxtaposent deux formes concurrentes d'occupation de l'espace.

Un casse-tête : les effectifs de cheptel

Na'i DuDDum, o wooDi bana na'i temeere nayi : « *il possède beaucoup de vaches, environ quatre cents têtes,* » avoue un Mbororo à propos de l'un de ses voisins, réputé pour sa richesse. Il est rare que les informateurs se laissent aller à de telles confidences. Celle-ci n'est intervenue qu'au cours d'une conversation sur les difficultés actuelles de l'élevage. Elle servait, pour l'interlocuteur, de preuve au manque d'espace dont ils souffrent sur les plateaux.

Les rapports entre le monde pastoral et l'extérieur, notamment les responsables administratifs, sont biaisés par l'inconnue des effectifs de cheptel. Contrairement aux cultivateurs, l'élément essentiel de l'activité pastorale reste flou, incertain, masqué par une sorte d'écran. La difficulté d'obtenir des données chiffrées sur un cheptel familial tient à la croyance qu'une information de ce genre suffirait, par elle-même, à porter atteinte à son intégrité. On n'indique pas crûment l'effectif d'un troupeau, de même qu'on ne désigne pas une maladie grave, par exemple la peste bovine, par son nom, de crainte de "l'appeler". Les pasteurs observent une attitude de circonspection, de réserve vis-à-vis du bétail. Des relations dangereuses lient la parole à la réalité.

La difficulté de connaître les effectifs de cheptel provient également de l'impôt sur le bétail, désigné couramment aux Grassfields par le terme, d'origine haoussa, ***jangali*** (124). Comme tous les éleveurs soumis à cette mesure, légalisée par les autorités coloniales puis entérinée après les indépendances, les Mbororo des Grassfields contestent l'imposition du bétail. Certes, l'impôt fournit une indication sur l'importance du cheptel mais elle reste grossière. De plus, elle présente l'inconvénient majeur d'introduire la suspicion, dès que les questions effleurent le sujet.

124. L'équivalent en foulfouldé est *cofol* ou *sofal* (de *sofa* : retirer une bête du troupeau). Autrefois, les chefs percevaient la taxe sur le bétail en prélevant une tête sur 30. Le terme foulfouldé n'est pratiquement plus usité par les Mbororo des Grassfields. La situation fiscale des éleveurs aux Grassfields est moins favorable qu'en d'autres savanes méridionales où le bétail, d'introduction récente, n'est pas soumis à une taxe (par exemple, au nord de la Côte d'Ivoire et en Centrafrique).

Les statistiques de cheptel

Une méthode d'évaluation des effectifs de bétail consiste à s'appuyer sur des statistiques existantes puis à leur appliquer plusieurs corrections, afin de les rapprocher de la réalité.

Inégalités de traitement fiscal. Dès l'installation des Mbororo aux Grassfields, l'administration anglaise institua une taxe sur le bétail, tout comme les Français en prélevaient une, de l'autre côté de la frontière. L'origine de cette imposition, commune aux deux administrations coloniales, reste mal élucidée.

L'administration française avait, comme objectif, de remplacer d'anciennes taxes coutumières : ***zakkat*** et taxe de pacage due par le bétail des nomades. Confiée à des représentants, parfois de statut servile en territoires islamisés, la levée de ces taxes coutumières donnait lieu à beaucoup d'abus. En fait, il semble bien que l'impôt administratif sur le bétail n'ait pas fait disparaître les anciennes taxes ; il s'y est plutôt ajouté, aggravant la pression fiscale sur le bétail.

Quant au *jangali*, il s'agit d'une vieille taxe haoussa perçue sur le bétail des Peuls, avant la Jihad au début du 19e siècle. Alors que la Guerre Sainte proclamait la restauration de la loi musulmane dans sa pureté, les émirs peuls continuèrent à percevoir le *jangali*, cette fois à leur profit (125). Une fois au pouvoir, les Peuls ont nuancé l'idéal religieux de pragmatisme.

De même, l'administration anglaise n'a pas remis en cause l'imposition du bétail. Elle a simplement entrepris d'en contrôler la levée et d'en fixer le montant. Au fur et à mesure que les Anglais appliquèrent le principe de l'administration indirecte, ils affectèrent le *jangali* aux budgets des "Native Authorities".

L'histoire des Mbororo au Bamenda montre comment l'administration anglaise remit les Mbororo entre les mains des chefs traditionnels. Cela se manifestait, en particulier, par un recensement annuel du cheptel bovin, en vue de l'établissement de l'assiette du *jangali*, mesure que les Français n'osèrent jamais imposer. En plus de son caractère humiliant, elle était relativement sévère car les chefs tenaient à des rentrées d'argent croissantes. Au contraire, l'administration française établissait l'impôt sur le bétail d'après les déclarations des intéressés, procédure légère se prêtant à une large évasion fiscale.

Après l'Indépendance, les "Local Councils" du Cameroun Occidental continuèrent à dénombrer chaque année les animaux des Grassfields. La même procédure se poursuit après la réunification de 1972. Les Mbororo du Bamenda contestent amèrement cette pratique et demandent à bénéficier du régime en vigueur de l'autre côté de l'ancienne frontière. La pression fiscale sur le bétail est d'autant moins supportée qu'en 1974, le *jangali* est abrogé au Nigeria voisin, la manne pétrolière permettant de se dispenser d'une recette budgétaire impopulaire. Aux Grassfields, rien n'y fait : le *jangali* est maintenu. Les autorités locales n'accepteraient pas que les Mbororo en soient exemptés. Simplement, il semble que les éleveurs

125. Les écrits du Shehou Ousmann Dan Fodio dénonçaient les pratiques païennes des Haoussa, en contradiction avec leur prétention d'être musulmans, en particulier l'imposition de diverses taxes non prévues par la loi religieuse. La taxe sur le bétail était particulièrement odieuse, aux yeux des Peuls (HISKETT, F.M., 1973, "The sword of Truth : the life and times of the Shehu Usman Dan Fodio").

esquivent de plus en plus les dénombrements fiscaux. Les agents des communes rurales mettent moins de zèle à compter les animaux ou bien, ils ne disposent plus de moyens pour éviter l'évasion fiscale.

D'un côté à l'autre de l'ancienne frontière entre les deux Cameroun, la fiabilité de l'impôt sur le bétail se révèle donc fort inégale. Les pratiques administratives font preuve de davantage d'inertie que les changements politiques. Au Bamoun, la sous-déclaration du bétail atteint une grande ampleur. Les listes d'imposables sur le bétail sont tellement incomplètes qu'elles ne peuvent même pas fournir d'indications sur le nombre des éleveurs. Au Bamenda, la situation s'avère différente. En 1975, l'assiette de l'impôt est encore établie de manière rigoureuse, dans la tradition anglaise. Puis, à mesure que les années passent, la sous-imposition s'accentue. Mais les listes d'éleveurs sont encore dressées de façon assez complète.

En fait, même au Bamenda, l'imposition du bétail serait inégale selon les éleveurs. La question fiscale sème la suspicion entre voisins. Les Mbororo accusent les villageois, propriétaires de bétail, d'échapper largement au *jangali*, grâce à la complicité d'agents recenseurs, souvent de même appartenance ethnique (126). ***Order Don feere feere :*** *« les règlements sont différents (selon les gens) ,* » se plaignent les Mbororo.

126. Des Mbororo affirment, par exemple, que tel villageois, leur voisin, détient 4 troupeaux mais qu'il en laisse dénombrer un seul pour les besoins du *jangali*. En fait, l'accusation est fondée mais seulement en partie. Les statistiques fiscales attribuent 115 bovins à la personne incriminée. C'est davantage que la taille habituelle d'un seul troupeau mais loin de correspondre à l'effectif de 4.

Eux-mêmes se jalousent, les Djafoun répétant que les Akou ne présentent pas tous les animaux aux recensements. D'arrivée plus récente sur les plateaux et installés en pâturages isolés, les Akou se tiennent à l'écart des villageois. Moins connus des agents recenseurs, ils échappent davantage à leur vigilance. Souvent appauvris par des pertes subies en cours de migration, ils s'efforcent de reconstituer rapidement leur cheptel et soustraient le plus grand nombre possible d'animaux à la taxe.

Enfin, la valeur des statistiques fiscales peut varier d'une année à l'autre. Elle dépend de l'attitude des administrateurs, enclins à la fermeté ou à la complaisance à l'égard des contribuables. Les différences de cheptel imposable peuvent également provenir d'entrées ou de sorties d'éleveurs. Pour cerner les variations de pression fiscale, il faut comparer le cheptel de chaque éleveur, d'une année à l'autre. Un pointage de ce type a porté sur 1.300 Mbororo, suivis sur 3 années.

Tabl. 45 : ***Variations du cheptel imposé de 1.300 éleveurs au Bamenda***

département	groupe d'éleveurs	années fiscales : 1	2	3
		nombre de bovins	nombre de bovins	nombre de bovins
Menchum	Akou	8.840		10.910
	Djafoun	27.320		27.520
Bui	Djafoun	18.870	19.540	
Mezam	Djafoun	8.580	8.290	

Le cheptel fiscal des Djafoun reste à peu près stable, tandis que celui des Akou augmente presque de 20 % en 2 ans. Consciente de la sous-imposition de ces éleveurs, l'administration s'est efforcée de corriger la différence de traitement fiscal. Entretemps, tous les Akou du département Menchum sont placés sous l'autorité du même *arDo*. Un arrangement est conclu entre le bénéficiaire de la décision et l'administration : il accroît son commandement et son prestige, à charge d'augmenter l'assiette de l'impôt sur le cheptel de ses gens.

Faute de pouvoir contrôler chaque éleveur, l'administration s'efforce de mettre de son côté les *arDo*. Face à l'impôt sur le bétail, un jeu subtil s'instaure entre trois partenaires : l'administration, l'*arDo* et ses gens. Dans le cas précédent, des éleveurs ont fait les frais de tractations entre leur responsable et l'administration. Toutefois, ils acceptent l'ajustement du *jangali* car ils savent que l'*arDo* sera capable de les défendre, face aux cultivateurs. Cette protection n'est pas négligeable pour de nouveaux venus qui redoutent les réactions des villageois à leur égard et la complication des procédures administratives en cas de conflits avec les cultivateurs. Il n'en serait pas de même si les éleveurs soupçonnaient l'*arDo* de servir avant tout ses intérêts personnels. Ils réagiraient par la fuite à l'alourdissement du *jangali*. La marge de manoeuvre d'un *arDo* est plus ou moins grande, selon le prestige dont il jouit auprès de ses gens.

Un *arDo* défend d'abord les intérêts des éleveurs qui lui sont proches, par des liens de parenté. Il se porte également solidaire des gens de son lignage. Seul, un *arDo* prestigieux recrute parmi d'autres lignages qui acceptent de se placer sous sa protection. Il est probable que la fiabilité des statistiques fiscales varie selon la position des éleveurs par rapport à l'*arDo*.

La cause est entendue : les effectifs fiscaux de bétail sont à manier avec une prudence extrême. Fluctuations de la pression administrative, latitude variable de chaque *arDo* à soustraire de l'impôt une part du cheptel : les statistiques résultent de tractations dont les forces sont difficiles à évaluer. Sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, la situation se complique par l'héritage d'habitudes administratives fort différentes, de chaque côté de l'ancienne frontière.

Malgré ces défauts, les documents fiscaux sur le bétail présentent quelques avantages, surtout aux Grassfields. Ils sont permanents et remis à jour chaque année. Les listes nominales renseignent sur l'importance de la population pastorale. D'une année à l'autre, elles enregistrent les départs et les arrivées d'éleveurs, la croissance ou la diminution des cheptels familiaux. C'est un reflet, certes déformé, mais un reflet tout de même de la vie pastorale.

Les statistiques vétérinaires. Les relevés d'effectifs de bétail traités lors des campagnes de vaccination offrent une autre documentation statistique. Les éleveurs répugnent moins à ce type de dénombrement qui ne sert pas de base à l'établissement d'une taxe sur le bétail. De plus, jusqu'à récemment, les campagnes vétérinaires étaient gratuites, ce qui encourageait les éleveurs à présenter les animaux. Actuellement, les traitements deviennent payants. Dès lors, il est probable que les statistiques vétérinaires, elles-mêmes, ne toucheront plus qu'une faible partie du cheptel.

Le principal inconvénient de cette source documentaire tient à son caractère discontinu. A l'époque du Cameroun Occidental, les animaux des Grassfields n'étaient vaccinés que contre le charbon symptomatique et, partiellement, le charbon bactéridien, deux maladies graves. Les campagnes de vaccination ne se renouvelaient pas chaque année et touchaient le bétail de façon inégale. Les troupeaux du département Mezam, proches de Bamenda, étaient bien couverts. Ceux du département Menchum, plus éloignés, ne l'étaient guère. A présent, les vaccinations tendent à ne plus être générales, même contre le charbon symptomatique ; les éleveurs s'en plaignent amèrement.

L'éclatement de la peste bovine en 1983, dans une région jusque-là indemne de cette maladie, a déclenché de nouvelles campagnes de vaccination. La première année, affolés par l'épizootie qu'ils redoutent le plus, les éleveurs ont amené les animaux en masse aux séances d'inoculation. Certains auraient même fait vacciner deux fois leurs animaux ! Mais, par manque de vaccins, les vétérinaires ne sont intervenus qu'autour du foyer de peste, dans la plaine de Ndop. Plus loin, ils n'ont traité qu'une partie des animaux présentés aux parcs.

Les années suivantes, la fabrication d'un vaccin au Cameroun a permis d'entreprendre une vaccination plus générale du cheptel. Cette fois, les difficultés sont venues du côté des éleveurs. Des rumeurs ont prétendu, en milieu pastoral, que le vaccin camerounais n'était pas de bonne qualité. En 1986, les responsables vétérinaires se voient contraints d'organiser des réunions d'explication et de sensibilisation, pour convaincre les éleveurs de présenter leurs animaux. Malgré ces exhortations, il est probable que les vétérinaires n'ont affaire, eux aussi, qu'à une partie du cheptel (127).

127. La suspicion des éleveurs à l'égard des vaccinations contre la peste bovine fut encore plus grande au Mambila, de l'autre côté de la frontière nigeriane. Dès qu'ils craignirent l'arrivée de la terrible maladie, des Mbororo avaient tellement peu confiance dans l'intervention du service vétérinaire qu'ils vendirent une grande partie de leurs animaux, de façon à prévenir des pertes.

Les statistiques vétérinaires s'avèrent plus ou moins fiables selon l'efficacité du service d'Elevage et la gravité que les éleveurs attribuent à la maladie traitée. Leur qualité dépend également des circonstances. Lorsqu'une épizootie grave éclate, les éleveurs, pris de panique, sollicitent les traitements de masse. Quelques années plus tard, le danger s'éloigne et la couverture vétérinaire du cheptel diminue. La fiabilité de cette source statistique se révèle donc conjoncturelle.

Enfin, la documentation des vétérinaires est d'exploitation difficile, dès qu'elle "descend", de données régionales à un niveau local et surtout individuel. Les effectifs inscrits au nom d'un éleveur ne correspondent pas toujours à son vrai cheptel. Plusieurs personnes, à la tête de petits troupeaux, les rassemblent à l'occasion de la vaccination, sous le nom d'un seul. C'est souvent le cas des villageois qui possèdent quelques animaux. Inversement, les troupeaux d'un riche éleveur ne se trouvent pas tous au même endroit. Ils ne seront donc pas vaccinés au même parc. Il est difficile, à partir des statistiques vétérinaires, d'évaluer les petits et les grands cheptels. Quant aux noms des éleveurs, ils sont portés dans l'agitation, au moment du traitement. Mal transcrits, ce ne sont parfois que des surnoms, difficiles à identifier par la suite.

Plus importants que les effectifs fiscaux, les chiffres des statistiques vétérinaires ne peuvent prétendre être exhaustifs. Enfin, les listes nominales d'éleveurs, n'étant pas une préoccupation prioritaire des vaccinateurs, sont souvent moins détaillées que celles de l'impôt sur le bétail.

Recettes de correction

Quel part du cheptel réel les statistiques officielles représentent-elles ? Des estimations ont été avancées pour les Grassfields, mais elles se révèlent souvent discordantes.

Ainsi, en plus d'un cheptel imposé de 202.000 têtes, un rapport estime que 50.000 n'étaient pas enregistrées en 1964 (128). Les statistiques fiscales auraient représenté 80 % du cheptel réel, soit un taux de couverture remarquable, par rapport à d'autres régions d'élevage. Une autre estimation réduit ce taux à 70 % (129). Les vétérinaires estimaient eux-mêmes que la vaccination contre le charbon symptomatique, celle qu'ils assuraient pourtant le mieux, ne couvrait que 70 % du cheptel (130). Le cheptel fiscal correspondait peut-être à la moitié de l'effectif des Grassfields. En fait, toutes ces évaluations sont avancées de façon quelque peu gratuite. Elles s'appuient sur des suppositions, non sur des preuves.

128. S.R.I., 1965, "Potentiel économique du Cameroun Occidental", vol. 2 : "Agriculture et élevage".
129. CARTER, J., 1967, "The Fulani of Bamenda", p. 1.
130. "Rapport annuel du service d'Elevage, 1972-73".

Quelques recettes ou astuces visent à redresser les statistiques officielles. D'abord, en disposant de deux séries statistiques, il est possible de faire jouer l'une par rapport à l'autre. Il en résulte, par exemple, le tableau suivant.

Tabl. 46 : ***Comparaison des effectifs de cheptel sur les Grassfields en 1972***

départements	effectif de cheptel taxé	effectif de cheptel vacciné contre le charbon symptomatique *	coefficient de correction
Mezam/Momo	52.200	107.700	2
Menchum	63.800	88.000	1,3
Bui	46.900	88.000	1,8
Donga-Mantung	73.500	88.000	1,2

* source : "Rapport annuel du service d'Elevage, 1972-73". Les effectifs identiques des derniers départements ne sont guère vraisemblables.

La sous-évaluation du cheptel taxé par rapport au cheptel vacciné se révèle très variable, d'un département à l'autre. Cela provient peut-être du fait que les vaccinations ont touché un pourcentage inégal du cheptel réel. Dans ce cas, le coefficient de correction le plus fort serait le meilleur, au niveau régional.

Les cheptels fiscaux représentent une part inégale du vrai cheptel. Elle est peut-être meilleure au Donga Mantung qu'à Mezam-Momo, ce qui expliquerait un redressement moindre par les statistiques de vaccination. Les deux séries statistiques étant fluctuantes par rapport au cheptel réel, il est difficile de proposer un coefficient de correction au niveau régional.

L'inégale fiabilité des effectifs soumis à l'impôt peut être cernée, lorsque des éleveurs changent de ressort fiscal. Les Akou au nord du Bamenda sont ainsi soupçonnés

d'échapper davantage à la taxe sur le bétail que les autres Mbororo. Afin de le vérifier, plusieurs éleveurs ayant changé d'*arDo* sont repérés. De l'allégeance à un *arDo* de leur lignage, ils sont passés à celle d'un Djafoun, en migrant vers le centre des Grassfields. En même temps, leur cheptel imposé a brusquement augmenté.

Tabl. 47 : ***Modification de cheptel fiscal à la suite de migrations au Bamenda***

secteur de départ	nombre d'éleveurs	effectif avant le départ	effectif après l'arrivée	coefficient de correction
Wum	27	613	929	1,5
Dumbo	22	469	859	1,8

D'une année à l'autre, le bétail de ces éleveurs ne s'est pas accru dans des proportions aussi fortes. Le changement provient d'un redressement fiscal, opéré par un *arDo* moins enclin à laisser les nouveaux venus se soustraire à l'impôt.

Une première correction consiste donc à augmenter les effectifs de tous les Akou à Wum de 50 % et ceux de Dumbo de 80 %. Elle modifie l'importance relative du cheptel d'un secteur à l'autre du Bamenda. Elle homogénéise probablement les séries statistiques de cheptel.

Pour corriger vraiment les statistiques fiscales, il faudrait dénombrer des animaux sur le terrain. Au Sahel, la méthode est envisageable, de façon systématique, aux points de regroupement du bétail pour l'abreuvement. Elle a déjà fait l'objet d'applications au bord de mares (H. BARRAL dans l'Oudalan) ou à des forages (l'équipe du GRIZA au Ferlo), où se concentre le cheptel de vastes secteurs.

En savanes, comme le bétail se disperse constamment, il ne se laisse pas dénombrer aussi facilement. Les seules possibilités de comptage se restreignent aux abords des campements, avant ou après la pâture. Mais elles doivent être répétées, cheptel familial après cheptel familial.

Quelques troupeaux des Akou de Wum ont été évalués sur le terrain, dans le cadre d'une enquête visant à déterminer leurs capacités de production laitière (131). Les effectifs moyens des élevages observés sont comparés avec les chiffres du *jangali*, ce qui permet de calculer un nouveau coefficient de correction (tabl. 48).

131. EHLERS, H., 1973, "Study of the availability of milk in the Wum area".

Tabl. 48 : ***Cheptel fiscal et cheptel observé des Akou de Wum***

source : EHLERS, H., 1973, p. 7.

effectif fiscal	taille moyenne, en nombre de têtes, des élevages observés	coefficient de correction
3	36	12
7	47	7
15	73	5
30	133	4
55	220	4
85	300	4

Plus le cheptel déclaré est faible, plus le coefficient de correction augmente, les éleveurs pauvres esquivant le plus l'impôt. Un regroupement des élevages observés en 3 classes nuance un peu cette règle (fig. 126). Les courbes des élevages qui excèdent 50 et 150 têtes se superposent en partie. Des éleveurs présentent le même nombre d'animaux au recensement, alors que leurs cheptels réels peuvent être dissemblables. Le sommet prononcé d'une courbe exprime cependant comme l'acceptation d'une proportion habituelle de cheptel soumis à l'impôt.

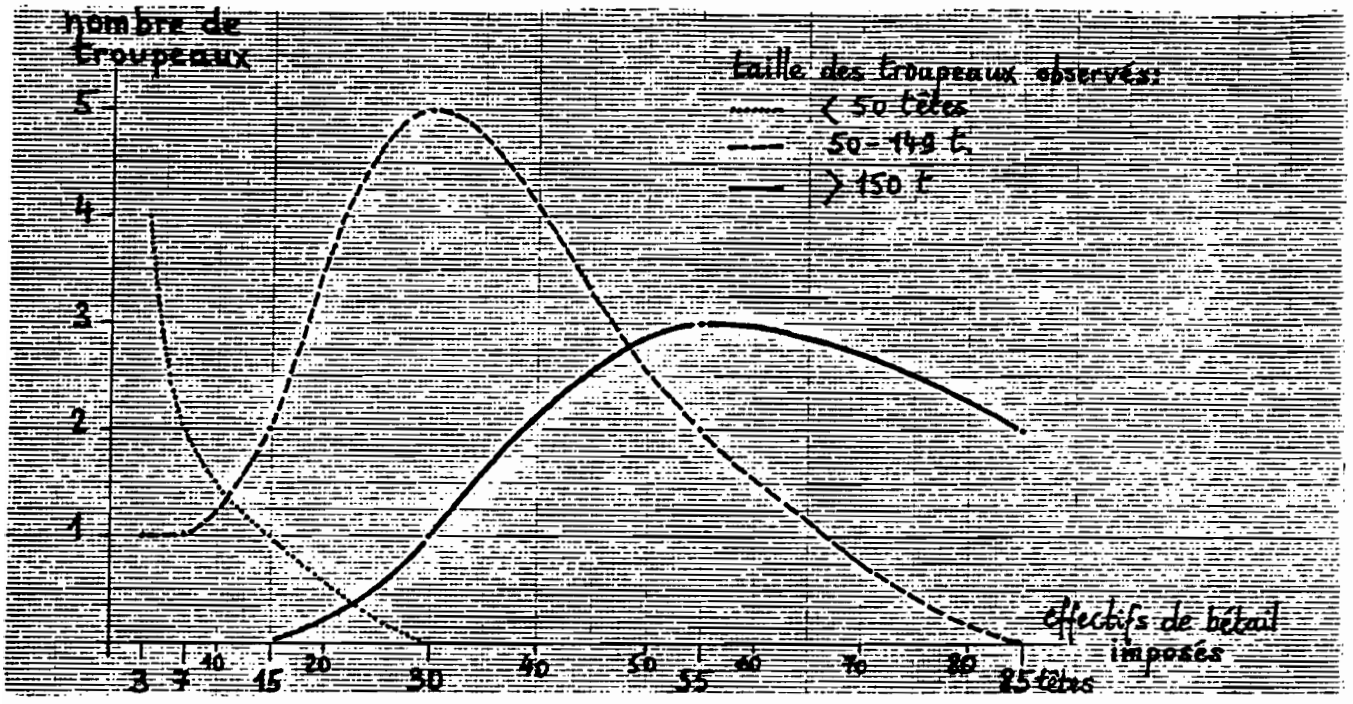


Fig. 126 : ***Correspondance entre bétail imposé et observé chez les Akou de Wum***

Dans le meilleur des cas, les effectifs imposés chez les Akou devraient être multipliés par 4 pour les ajuster à la réalité. Le tableau précédent a montré qu'il faut déjà les corriger par 1,5 pour les aligner sur le régime fiscal des Djafoun. Une fois ce redressement opéré, le cheptel imposé des Akou n'atteindrait pas encore la moitié du vrai cheptel... Les Akou de Wum réussissent donc à soustraire l'essentiel de leurs animaux à l'impôt.

Compter des animaux sur le terrain est une opération délicate, exigeant beaucoup de savoir-faire. Surtout, une confusion risque de s'introduire entre le troupeau observé et les animaux possédés. Le premier consiste en un groupe d'animaux qui pâturent ensemble ("grazing unit"). C'est un rassemblement peut-être passager ou saisonnier. Les seconds correspondent à une entité juridique ("herd"). Dans le cas d'éleveurs possédant peu de bétail, une même "grazing unit" peut rassembler plusieurs "herds", regroupés en une unité de gestion (132). Or, les chiffres de *jangali* se réfèrent aux "herds" et non aux "grazing units". A la limite, l'exercice précédent compare deux entités de nature différente. Le véritable coefficient de correction est peut-être moindre que celui indiqué pour les "troupeaux" les plus petits. Au contraire, il n'est pas exclu qu'il soit à réévaluer pour les éleveurs les plus riches.

132. Un risque de confusion de ce genre guette la méthode actuelle des dénombrements du bétail à partir d'avions. Les tailles de troupeaux comptés se rapportent à des groupes d'animaux observés au pâturage et non à des unités de gestion ou, encore moins, de propriété.

De la confrontation entre sources statistiques à la comparaison avec des données de terrain, les coefficients de correction augmentent. Mais un risque de confusion n'est pas écarté entre des réalités différentes. La notion de "troupeau" est chargée de plusieurs sens : unité de bétail au pâturage, unité de gestion d'animaux et unité de propriété. D'un registre à l'autre, le nombre d'animaux n'est pas toujours comparable.

Des indicateurs de cheptel

Au début des années soixante-dix, les éleveurs du Bamoun sont imposés sur le bétail d'après les déclarations qu'ils fournissent. Résultat : les statistiques fiscales de cheptel sont dérisoires. Lorsque l'élevage ne représente qu'une activité secondaire, l'administration ne compte guère sur les rentrées budgétaires procurées par la taxe sur le bétail. Inversement, les éleveurs ne bénéficient pas de soins vétérinaires. Dans ces régions secondaires pour l'élevage, aucune autre série statistique ne permet de corriger un rôle fiscal déficient.

Reste la solution du suivi d'éleveurs qui changent de ressort administratif et de régime fiscal. En une année, plusieurs se déplacent ainsi du Bamoun vers le Bamenda. Le changement d'imposition est considérable.

Tabl. 49 : ***Modification d'effectifs de cheptel fiscal, du Bamoun au Bamenda***

nombre d'éleveurs	effectif bovin au Bamoun, avant le départ	effectif bovin au Bamenda, après l'arrivée	coefficient de correction
17	95	901	9,5

D'une année à l'autre, le cheptel taxé est presque multiplié par 10. Le coefficient est tellement fort qu'il est impossible de l'appliquer aux éleveurs du Bamoun. Beaucoup de ces éleveurs ne déclarant aucun bétail, quel effectif leur attribuer ?

Les aires à bétail. Plusieurs indicateurs ont été proposés pour déterminer, de façon indirecte, l'importance du cheptel. Au Sahel, on a pensé s'appuyer, par exemple, sur les quantités quotidiennes d'eau consommées aux forages. Mais le rythme d'abreuvement n'est pas le même selon les catégories d'animaux. De plus, ils ne s'abreuvent pas toujours de façon régulière.

En savanes, l'une des propositions les plus intéressantes consiste à repérer les aires à bétail sur des photos aériennes à grande échelle (133). Les aires où les animaux stationnent durant une partie de l'année couvrent une surface suffisante pour être discernable sur des photos au 1/10.000. En début de saison sèche, ce sont les seuls lieux qui gardent un peu d'humidité, grâce aux déjections du bétail. Ils sont donc repérables sur des photos aériennes à l'infra-rouge. Après dénombrement des aires à bétail, il suffit de

133. HURAULT, J., 1975, "Surpâturage et transformation du milieu physique ; l'exemple des hauts plateaux de l'Adamaoua".

leur affecter un effectif moyen pour obtenir le cheptel d'un secteur avec, paraît-il, une très faible marge d'erreur.

La méthode est attrayante mais elle soulève de nombreuses difficultés. Elle n'est applicable que sur une courte période, en début de saison sèche, lorsque les contrastes d'humidité permettent une bonne détection des aires à bétail. Or, cette période correspond à la remise en route des troupeaux pour la transhumance. D'après J. HURAULT, les oppositions d'humidité se perçoivent encore sur les photos à l'infra-rouge 2 semaines après le départ du bétail. Toutefois, ce délai s'avère très court pour laisser une chance de disposer d'une couverture photographique au bon moment. La plupart des missions aériennes en Afrique se déroulent en saison sèche, période de dispersion et de mobilité des troupeaux. A cette saison, ils ne stationnent pas longtemps au même endroit.

Les aires à bétail servent de points d'attache aux troupeaux. Elles offrent la possibilité d'évaluer l'importance d'unités de bétail mais celles-ci ne correspondent pas toujours à des effectifs possédés. A nouveau, une distinction s'impose entre le "troupeau-unité de gestion" et le "troupeau-unité de propriété". Pour les éleveurs qui possèdent peu de bétail, les deux entités se recouvrent. Mais ce n'est plus le cas lorsque le cheptel possédé excède un certain seuil, variable selon les conditions de gardiennage et de soins aux animaux. Dès lors, le cheptel est dissocié entre plusieurs unités de gestion. A partir d'une photo aérienne, il est impossible d'attribuer une aire de bétail à tel éleveur proche, plutôt qu'à un autre, plus éloigné. Il faut, pour cela, recourir à une vérification sur le terrain. Elle n'est envisageable que si le document photographique est récent, les aires à bétail changeant d'une année à l'autre.

Le repérage des aires à bétail, même sur photo à grande échelle, n'est pas toujours aisé dans les régions à climat humide. La méthode convient surtout aux savanes pures de hauts plateaux. Dès que le couvert arboré devient dense, il peut masquer l'aire d'un petit troupeau, surtout en vue verticale. En fin de saison des pluies, une partie du cheptel est tenue à l'écart des campements et des cultures qui sont des secteurs bien dégagés. Afin d'éviter les dégâts, le bétail est repoussé en secteurs de savanes boisées, les plus difficiles à observer.

Enfin, la méthode préconisée par J. HURAULT implique que des documents aériens récents et de bonne qualité soient disponibles au moment de l'enquête. Or, ce n'est presque jamais le cas. Malgré les progrès accomplis dans la finesse de résolution des images satellites, elles ne peuvent encore servir de support à des dénombrements de ce genre. Les Grassfields ne sont couverts que par une mission aérienne, datant de 1963, avec des photos au 1/50.000. Il est exclu, avec de tels documents, d'appliquer la méthode préconisée.

Cependant, J. HURAULT a raison d'attirer l'attention sur les aires à bétail comme indicateurs de l'importance des troupeaux. Sur le terrain, l'observation ou la mesure de l'étendue des aires de stationnement permettrait d'évaluer la taille des troupeaux. Une difficulté est pourtant prévisible en hauts plateaux. Des gazons d'herbe "kikuyu" tapissent les anciennes

étendues boueuses où les animaux pataugeaient. Sans doute, l'herbe "kikuyu" s'étend ou recule elle-même en fonction de l'importance du bétail. Mais ces variations ne surviennent qu'à long terme. Une grande étendue de "kikuyu" peut témoigner d'un troupeau important il y a quelques années ; elle n'a pas encore réagi à des diminutions survenues depuis lors. Elle peut également exprimer la permanence d'un troupeau au même lieu, sa sédentarisation.

Indicateurs socio-économiques. Faute de pouvoir recourir à des repères sûrs de terrain, une autre méthode d'estimation indirecte du cheptel repose sur l'étalonnage de quelques indicateurs de richesse des éleveurs.

Premier indicateur : le degré de polygamie. Comme les éleveurs investissent encore peu dans l'habitat, ils marquent leur richesse en épousant plusieurs femmes. Tant que le cheptel n'est pas important, ils restent prudemment monogames, car de nombreux héritiers ne pourraient recevoir des animaux en nombre suffisant. Au fur et à mesure que le cheptel devient plus nombreux, le frein à la polygamie se relâche. Les éleveurs riches peuvent envisager, sans appréhension, une large descendance. Les fils recevront assez de bétail pour s'installer à leur compte, le moment venu. La taille du cheptel familial exerce une action de régulation de la polygamie, tant que l'élevage fournit les seules ressources.

Comme beaucoup d'éleveurs des plateaux ont entrepris des cultures vivrières, leur économie familiale n'est plus strictement pastorale. Même s'ils ne récoltent pas suffisamment de maïs pour assurer leur autonomie alimentaire, ils réduisent les achats de produits vivriers, donc les ventes de bétail destinés à les couvrir. L'ouverture d'un champ de maïs répond souvent à un déséquilibre entre effectif de cheptel et taille de l'unité familiale. A degré de polygamie équivalent, il est vraisemblable qu'un éleveur engagé dans l'agriculture détient moins de bétail qu'un autre, vivant uniquement des ressources de l'élevage. L'activité agricole pondère la relation entre l'indice de polygamie et l'effectif de cheptel.

Les éleveurs "purs", sans complément agricole, sont réputés se comporter en monogames. Le frein à la polygamie va de pair avec l'incertitude qui pèse sur l'activité pastorale. Risques naturels et menaces d'épizooties : les pasteurs ne maîtrisent pas le devenir du cheptel. Dans ces conditions incertaines, ils choisissent de limiter le nombre potentiel d'héritiers à "équiper" en bétail. Ils restent donc des monogames, même si l'effectif de cheptel semble leur donner les coudées franches, à une époque donnée. La gestion de l'équilibre entre le cheptel et la famille est empreinte d'un certain malthusianisme.

Il est probable que les ménages monogames vont de pair avec une large gamme d'effectifs de cheptel. Le régime matrimonial s'avère donc d'un faible recours pour estimer le cheptel de chaque famille. L'emploi de bergers salariés introduit une nouvelle strate au sein de cet ensemble. La main d'oeuvre familiale ne réussit pas toujours à faire face aux travaux d'élevage, notamment au détiquage en hivernage et au gardiennage en saison sèche. A même degré de polygamie et sauf circonstances exception-

nelles (maladie, invalidité), l'éleveur aidé d'un berger détient davantage de bétail qu'un autre sans berger. L'emploi de berger représente donc le troisième indicateur retenu dans une approche indirecte des effectifs de cheptel.

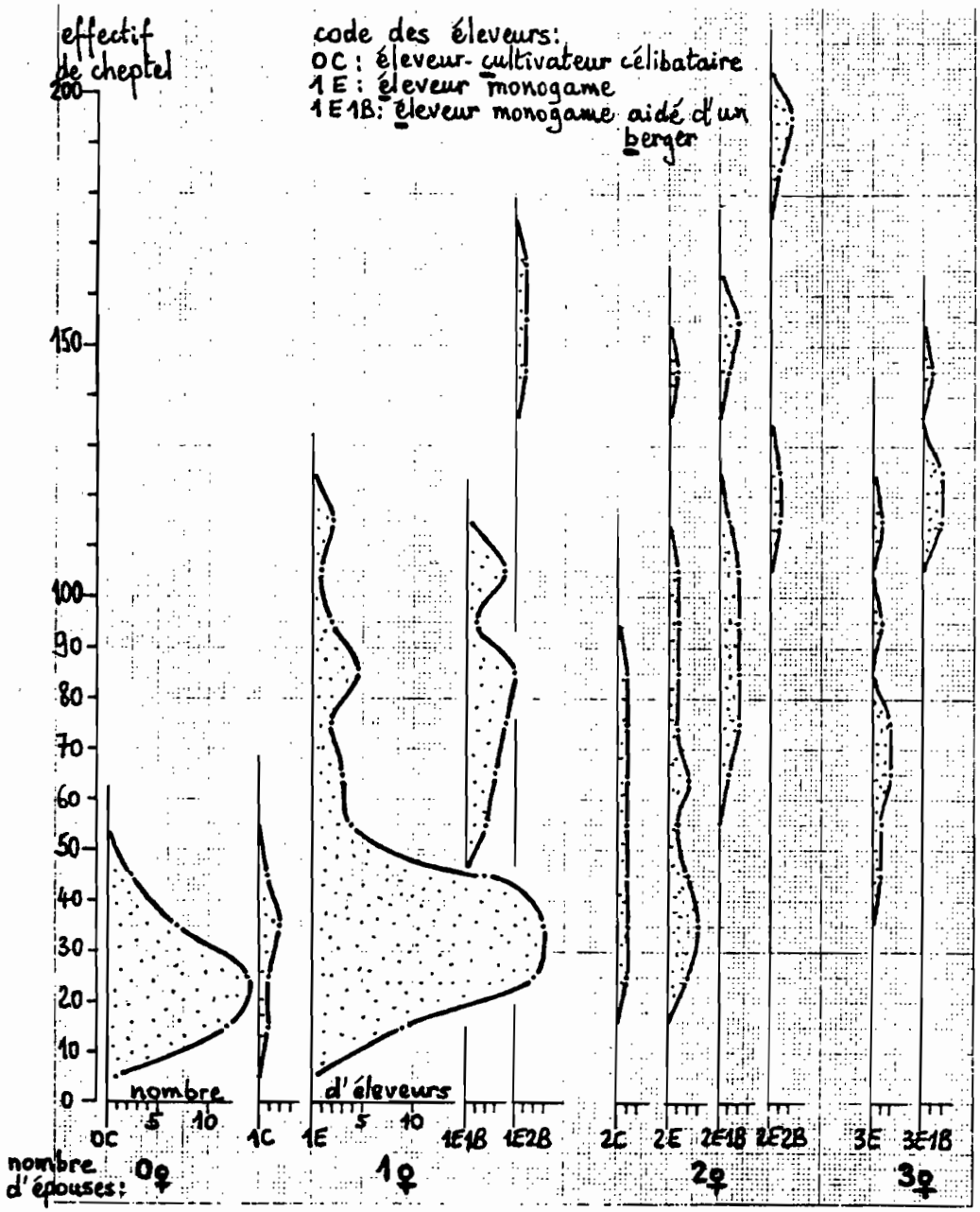


Fig. 127 : ***Etalonnage des effectifs de cheptel, en fonction d'indicateurs socio-économiques chez les Djafoun.***

Les Akou adoptent des pratiques différentes de celles des Djafoun. L'étalonnage des effectifs de cheptel isole donc les deux groupes. D'autre part, la conduite du bétail diffère selon le contexte écologique, en particulier

l'altitude. Les correspondances sont donc observées au plus près du Bamoun, chez les éleveurs de la plaine de Ndop et des plateaux voisins. Les graphiques proviennent de 213 Djafoun et de 111 Akou au Bamenda. Ils montrent la distribution des effectifs de cheptel, en fonction du degré de polygamie des éleveurs, pondéré par les deux indicateurs complémentaires (fig. 127 et 128).

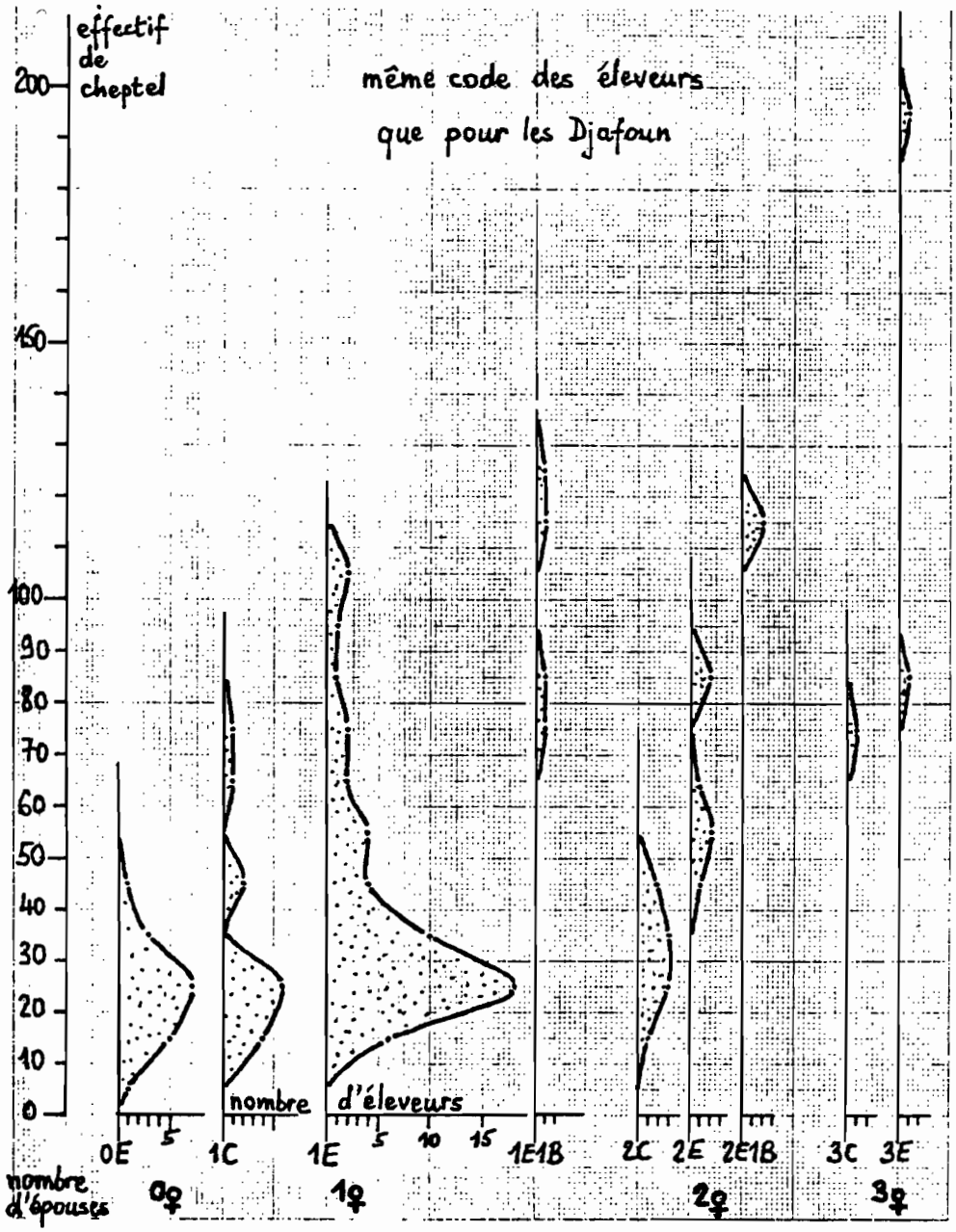


Fig. 128 : ***Etalonnage des effectifs de cheptel, en fonction d'indicateurs socio-économiques chez les Akou.***

Plus la courbe de fréquence des cheptels s'élargit, en "poche", au niveau de quelques effectifs, plus l'étalonnage par les indicateurs socio-

économiques est fiable ; c'est le cas des unités familiales les plus petites et les plus pauvres. Au contraire, lorsque les cheptels s'étirent le long d'une large gamme d'effectifs, l'indicateur retenu se révèle peu pertinent. Cette situation s'observe surtout chez les Djafoun, pour les éleveurs qui ont 2 ou 3 femmes. D'autres critères différencieraient davantage leurs cheptels, par exemple l'âge de l'éleveur et sa sédentarisation. Toutefois, l'emploi de bergers met en évidence des effectifs de cheptel importants.

Un tableau résume l'étalonnage des indicateurs retenus.

Tabl. 50 : ***Effectifs de cheptel, en fonction de quelques indicateurs, au Bamenda.***

situation familiale	activité agricole (+ oui ; - non)	travail pastoral (E : par l'éleveur ; 1 B : par un berger...)	équivalent de cheptel imposable chez les Djafoun	équivalent de cheptel imposable chez les Akou
célibataire	-	E	25	25
1 épouse	+	E	(30)	25
idem	-	E	35	25
idem	-	1 B	80	(100)
2 épouses	+	E	(55)	30
idem	-	E	(60)	55
idem	-	1 B	(100)	(115)
idem	-	2 B	(150)	
3 épouses	-	E	(70)	
idem	-	1 B	(120)	

Au fur et à mesure que la polygamie s'élargit, les différences d'effectifs de cheptel s'accusent davantage chez les Djafoun que chez les Akou. C'est déjà l'indication d'une société plus homogène chez les seconds. Au contraire, l'emploi de bergers salariés implique des écarts de cheptels plus importants chez les Akou. Deux comportements s'opposent, face à la conduite du bétail. Les Djafoun la confient volontiers à un berger, dès que les animaux commencent à devenir nombreux. Au contraire, les Akou s'occupent le plus possible par eux-mêmes du bétail : l'engagement d'un berger signifie que le cheptel excède vraiment la capacité de travail d'un Akou et de ses aides familiaux.

L'étalonnage n'a retenu qu'une partie des indices qui varient probablement en fonction des effectifs de cheptel. La présence d'aides familiaux, en particulier de jeunes fils, expliquerait sans doute des recouvrements sur les graphiques.

A partir de l'étalonnage, il suffit de reprendre les données de l'enquête au Bamoun pour attribuer un effectif de cheptel vraisemblable à chaque éleveur. Il ne s'agit encore que d'un équivalent de cheptel imposable au

Bamenda et non d'un cheptel réel. Néanmoins, les statistiques d'origine fiscale sont désormais homogénéisées pour l'ensemble des plateaux (134).

134. Une méthode analogue pourrait être appliquée à propos des effectifs réels. Mais elle supposerait de nombreux comptages préalables, touchant un nombre suffisant d'unités de cheptel répondant à chaque catégorie d'éleveurs.

La méthode des indicateurs socio-économiques de richesse pastorale ne confère pas une grande précision aux évaluations de cheptel. Elle fournit plutôt des ordres de grandeur. Elle s'avère plus valable pour les petites familles et les éleveurs disposant de relativement peu de bétail que pour les autres. Etalonnés auprès d'un groupe d'éleveurs, des indicateurs de ce genre ne peuvent être transférés à des contextes écologiques différents ou à des populations qui gèrent autrement le bétail. Cependant, cette méthode n'exige pas de moyens coûteux ni de documents souvent difficiles à obtenir. En plus, elle éclaire déjà le fonctionnement d'une société pastorale, les rapports avec le bétail et une certaine forme de stratification sociale.

Les pressions en bétail

Lesdi fuu heewi. Ko a yaha pellel feere, a tawa na'i ; ko a yaha pellel feere, a tawa BiBBe lesdi ngaDi nii ! Ko a yaha fuu : babal walaa ! Kanjum saati, buri sembe : *« tout le pays est plein. Si tu vas à un autre endroit, tu trouves des vaches ; si tu vas ailleurs, tu rencontres quantité de villageois ! N'importe où tu te diriges, il n'y a pas de place ! C'est cela qui est difficile, qui dépasse nos forces. »*

Cette transcription littérale du témoignage d'un éleveur des Grassfields éclaire les difficultés provoquées par un espace "plein", selon l'expression peule. Or, les éleveurs ont besoin d'espaces ouverts, ménageant des secteurs libres où ils peuvent se reporter et "étaler" les troupeaux. ***To a yiDi jawdi, a dilla ladde*** *: « si tu veux de la richesse (du bétail), tu t'éloignes en brousse. »* Lorsqu'il manque de bétail, un Mbororo a besoin de s'écarter des pâturages les plus fréquentés pour donner du large à ses animaux et leur permettre de se multiplier rapidement. Cette liberté n'existe plus sur les plateaux. Les éleveurs ont l'impression d'être enfermés sur place, de ne disposer d'aucun pâturage de dégagement possible : impression pénible, insupportable même, car elle nie la liberté pastorale.

L'éleveur cité l'admet volontiers : la fermeture des plateaux tient autant à l'importance des troupeaux qu'à celle des cultivateurs. Les deux participent d'une sorte de saturation de l'espace. Il ne suffit donc pas d'analyser les pressions de bétail en elles-mêmes. Il est encore plus important de montrer leur articulation avec les populations agricoles. Est-ce un partage de l'espace ou une superposition dans les mêmes secteurs ?

Cheptel et peuplement : symbiose ou exclusion spatiale ?

Une fois homogénéisés pour l'ensemble des plateaux, les effectifs de cheptel sont rapportés aux unités administratives de petite taille : groupements au Bamoun et anciennes "customary court areas" au Bamenda. Il en résulte une carte des pressions en cheptel bovin (fig. 129).

Les plateaux de l'Ouest-Cameroun représentent une aire d'élevage bien circonscrite. Autour d'un "centre", aux pressions relativement éle-

vées, s'inscrit une "périphérie" où elles s'abaissent à des valeurs faibles ou nulles. Une seule exception : les plateaux de Nwa qui, d'un point de vue pastoral, raccordent les Grassfields au Mambila nigerian et à l'Adamaoua camerounais.

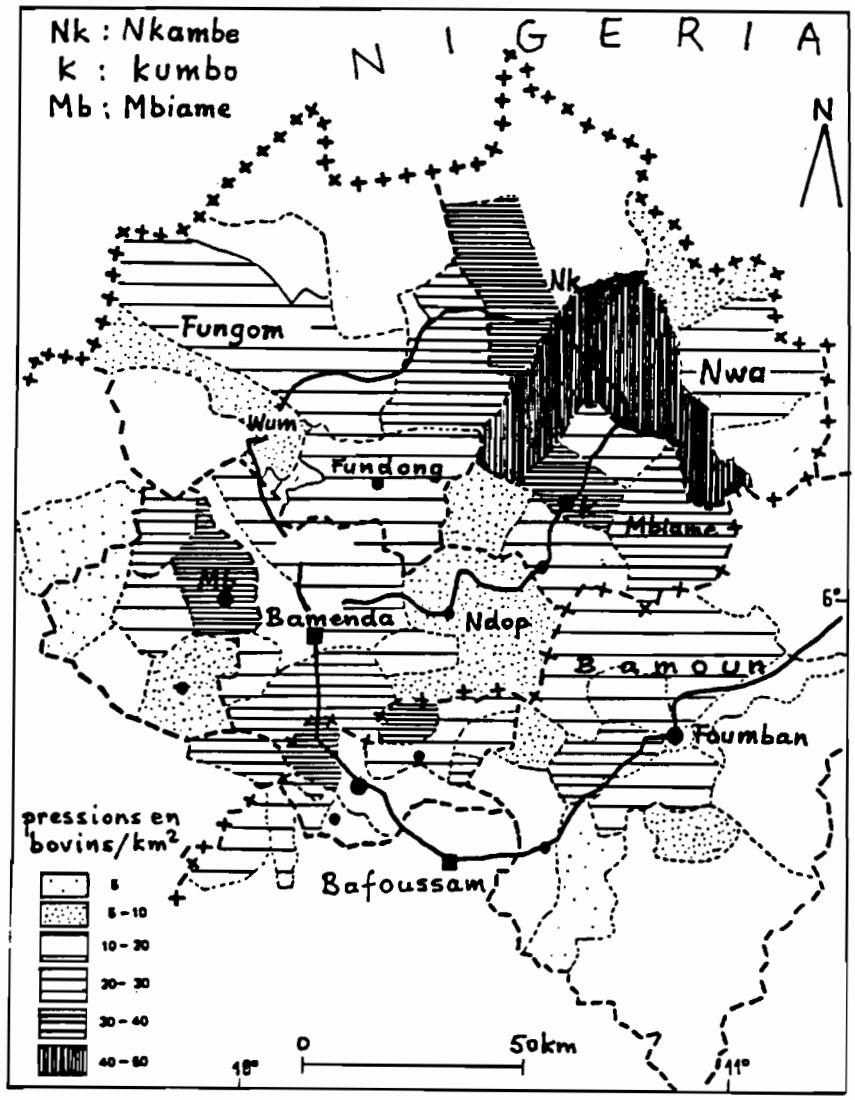


Fig. 129 : *Les pressions en cheptel bovin (1975).*

Les pressions les plus élevées (supérieures à 30 bovins/km2) se localisent surtout au nord des plateaux, de Kumbo à Nkambe. Elles concernent environ 100.000 bovins, soit le tiers du cheptel régional. Au sud, des pressions également fortes se limitent à quelques noyaux d'élevage isolés, sur les plateaux Meta et à la bordure du Bamiléké (Babadjou et Bamenyam). De telles pressions sont comparables à celles des grandes régions d'élevage soudano-sahéliennes, au sud du lac Tchad : centre du Diamaré camerounais, nord du Bornou nigerian (135). Elles correspondent également aux pressions les plus fortes admises, en saison sèche, autour des grands forages au nord du Sahel nigérien (136). Avec 3 ha ou moins par bovin, ces secteurs

135. BOUTRAIS, J., 1983, "L'élevage soudanien", fig. 8.

136. BERNUS, E., 1981, "Touaregs nigériens", carte h.t. 5.

correspondent aux meilleures classes de pâturages établies par les agrostologues. Elles couvrent près de 3.000 km2 dont plus de 2.000 aux environs de Nkambe. Un triangle de Nkambe-Binka à Ntumbaw et à Lassin circonscrit les plus fortes pressions en bétail, de 2,5 à 2 ha par bovin.

Les classes de 20 à 30 et de 10 à 20 bovins/km2 intéressent la plupart des autres plateaux : hautes surfaces de Mbiame et de Kom, monts Bambouto, bas plateaux du Bamoun et partiellement de Wum. En zone soudano-sahélienne, des pressions identiques définissent les grandes régions d'élevage : plaines du Bornou et du Diamaré, avec des prolongements vers Gombe et la moyenne vallée de la Bénoué. Sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, il en est de même : les contours de la région d'élevage apparaissent déjà. Ils correspondent aux bordures des bas plateaux. Ces pressions englobent des espaces plus vastes que les précédentes : 7.600 km2.

Les secteurs avec moins de10 bovins/km2 se trouvent presque tous aux marges des plateaux : revers sud du Bamoun, périphéries des plateaux Meta et de Wum. Seuls, la plaine de Ndop et le mont Oku introduisent une inclusion de faibles pressions au centre des hauts reliefs. Deux situations se juxtaposent souvent dans le même ressort administratif : des secteurs à pressions moyennes et d'autres démunis de tout cheptel bovin. Dans ce cas, la vraie limite de la région d'élevage passe quelque part au milieu des secteurs à faibles pressions.

Rapports soudaniens entre population et cheptel. En plaines soudano-sahélienes, les pressions en bétail ne sont pas indépendantes des densités de population. De façon curieuse, les premières se montrent faibles ou nulles lorsque le peuplement, lui-même, reste très ténu. Dans ce milieu bio-climatique, des peuplements compris entre 15 et 30, voire 40 hab/km2, offrent le meilleur contexte pastoral : les pressions en bétail peuvent atteindre de 30 à 40 et même plus de 50 bovins/km2. Lorsque le peuplement se densifie encore plus, les conditions redeviennent difficiles pour l'élevage, les pressions en bétail s'abaissent à nouveau à 10 ou moins de 10 bovins/km2 (137).

137. BOUTRAIS, J., 1983, p. 55 et suiv.

Le peuplement agricole ne s'oppose donc pas comme un obstacle constant à l'élevage. En zone soudanienne, les relations évoluent de la symbiose à l'opposition, selon les densités de peuplement. Les éleveurs ont besoin d'un minimum d'occupation agricole pour pouvoir exploiter les savanes soudaniennes. Mais, au-delà d'un seuil de densités (de 50 à 60 ou 70 hab/km2), les antagonismes deviennent inévitables : les animaux doivent laisser la place aux cultures.

Ces relations entre occupations agricole et pastorale apparaissent spécifiques aux plaines soudaniennes. Déjà, le plateau de l'Adamaoua perturbe le modèle, par le biais de l'altitude. Au-dessus de 1.000 mètres, les pâturages bénéficient d'une salubrité "naturelle". L'altitude peut compenser la défaillance du peuplement agricole, dans son rôle d'assainissement des savanes. A 1.000 mètres, des densités de 7 hab/km2 suffisent pour que l'élevage devienne possible. A 1.200 mètres, le seuil se réduit à 5 puis à 1 lorsque l'altitude atteint 1.500 mètres. Autant dire que l'exigence d'un minimum d'occupation agricole disparaît comme condition écologique à

l'élevage. En hauts plateaux, les pressions en bétail peuvent aller de pair avec une gamme de peuplement plus large qu'en plaines soudaniennes. Il est probable qu'il en est de même sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. En fait, le problème ne se pose pas, dans cette région, au niveau des faibles densités de cultivateurs.

Elargissement de la coexistence sur les Grassfields. Un graphique des pressions en bétail et des densités de population sur les plateaux de l'ouest ne met pas en évidence une correspondance nette entre les deux phénomènes (fig. 130).

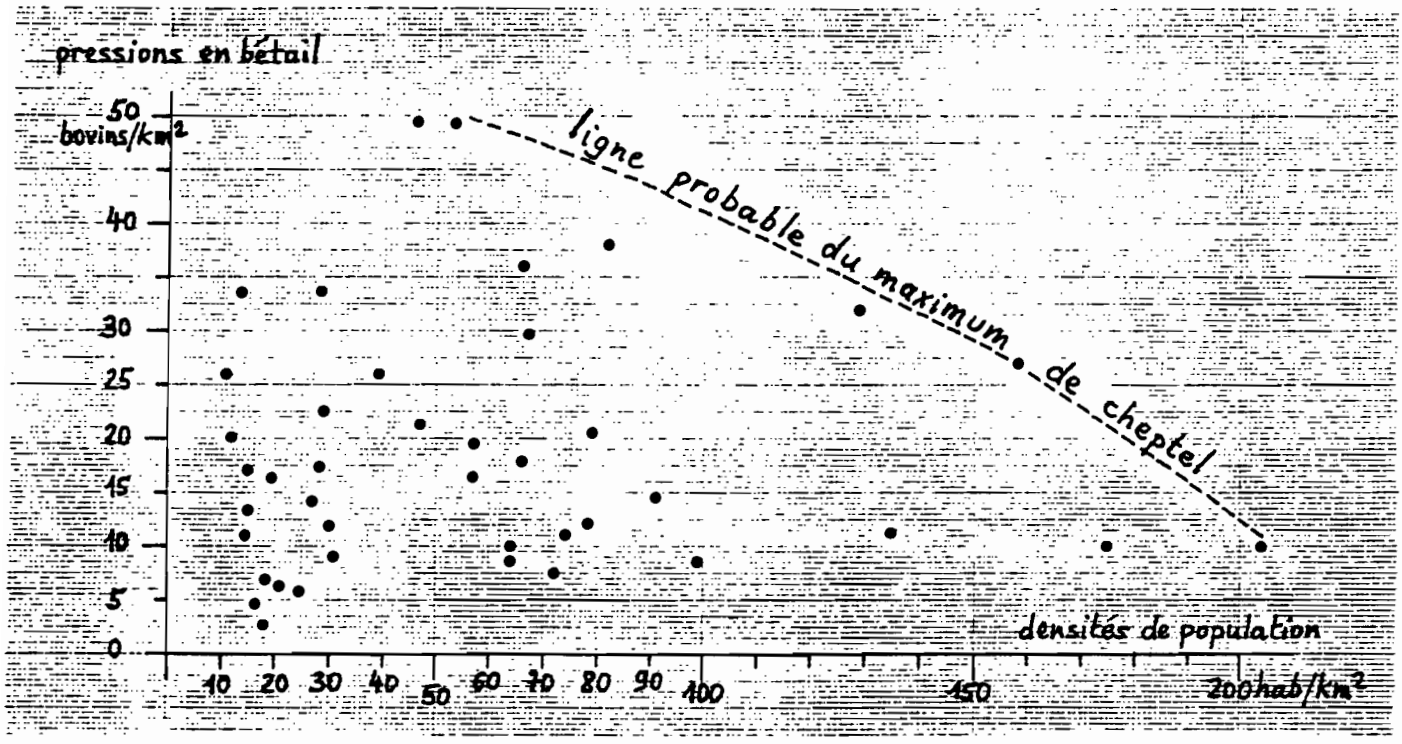


Fig. 130 : ***Pressions en bétail et densités de peuplement*** *(par petites unités administratives)*

Des pressions très variables peuvent aller de pair avec une même densité de peuplement. Les pressions en bétail "s'étalent" sur une large gamme, tant que les densités de peuplement sont comprises entre 10 et 80 hab/km2, situation de la majeure partie des Grassfields. Contrairement aux plaines soudaniennes, il semble que, sur les plateaux, le peuplement agricole ne "commande" pas l'importance de l'élevage. Le seuil de déclenchement des antagonismes spatiaux entre les deux activités n'apparaît plus de façon évidente. Des densités de 120 à 150 hab/km2 s'accompagnent encore de pressions voisines de 30 bovins/km2. L'élevage s'ajoute à des occupations agricoles beaucoup plus fortes qu'en zone soudanienne.

Les pressions en bétail les plus élevées expriment peut-être des maximums de cheptel possibles, dans un contexte agricole donné. Ces pressions maximales s'alignent, sur le graphique, en fonction des densités de

peuplement. Des pressions approchant 50 bovins/km2 vont de pair avec des peuplements eux-mêmes voisins de 50 hab/km2. A 150 hab/km2, les plus fortes pressions en bétail seraient légèrement inférieures à 30, tandis qu'à 200 hab/km2, l'élevage se réduirait à 10 bovins/km2. En ce sens, l'importance de l'élevage dépend encore du degré d'occupation agricole ; une relation, somme toute, assez logique.

La nouveauté, par rapport aux plaines soudaniennes, tient à la capacité des plateaux de l'Ouest-Cameroun à porter du bétail dans un contexte de peuplement dense. Le seuil d'antagonisme spatial est décalé vers de hautes densités de population, de l'ordre de 170 à 200 hab/km2. Cela se traduit par un entassement, une compression à la fois des hommes et du bétail sur les plateaux.

En zone soudanienne, occupations agricole et pastorale entretiennent des rapports subtils de symbiose puis d'exclusion progressive. Sur les plateaux de l'ouest, la symbiose écologique avec un minimum d'occupation agricole ne s'impose plus comme une nécessité à l'élevage. Les deux formes d'occupation s'ajoutent et se "compriment" à des degrés beaucoup plus élevés qu'en zone soudanienne.

Un élevage à fortes pressions de bétail

Une approche cartographique de l'encombrement de l'espace par le cheptel consiste à partir de la localisation des troupeaux. C'est une information que les éleveurs ne répugnent pas à fournir, contrairement à tout ce qui touche aux effectifs. Les seules difficultés d'enquête tiennent à l'identification des toponymes peuls, presque toujours différents des appellations locales, les seules qui soient partiellement mentionnées par les cartes topographiques. Toute une toponymie pastorale des plateaux est ainsi à composer patiemment, par une série de recoupements, au fur et à mesure de la progression de l'enquête.

Le repérage des troupeaux en saison des pluies aboutit à une carte de localisation par unités de 200 bovins. Les troupeaux se concentrent à tel point, en certains secteurs, qu'une carte par unités de 100 têtes aurait été difficilement lisible.

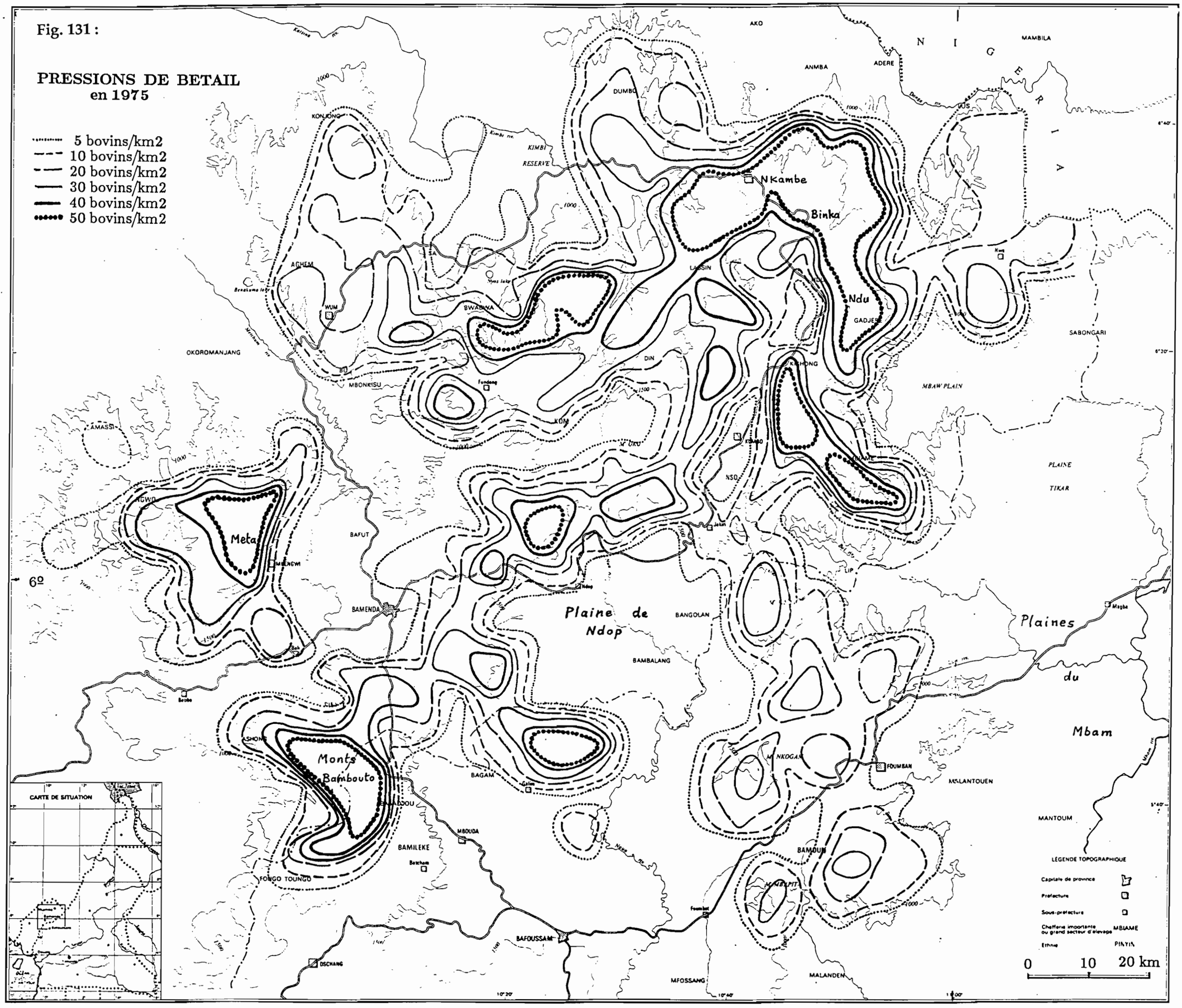
La localisation ponctuelle du cheptel sert de base à la construction d'une carte des pressions, exprimées par des isolignes. Une trame géométrique de points est portée sur un fonds de carte au 1/200.000. La pression en bétail à chaque point résulte des effectifs de cheptel contenus dans un cercle ayant ce point pour centre. Les cercles ont 2 cm de rayon, soit 4 km sur le terrain. En plaines soudaniennes ou sahéliennes, il est fréquent que le bétail s'éloigne de plus de 4 km, à partir de son aire de stationnement. Mais, en relief accidenté comme celui des plateaux, un rayon de 4 km représente une distance moyenne d'éloignement en saison des pluies. La figure géométrique du cercle offre un bon support pour exprimer l'encombrement potentiel subi par un troupeau qui stationnerait en son centre.

Un cercle de 2 cm de rayon, au 1/200.000, couvre une surface de 50 km2 sur le terrain, chiffre commode qui simplifie les calculs. Pour éviter des discontinuités, les cercles se recouvrent dans toutes les directions. La trame des points cotés est serrée (tous les 2 cm) et disposée en quinconce. La pression en bétail est ainsi calculée à 516 points qui constituent l'armature des isolignes.

Fig. 131 :

PRESSIONS DE BETAIL
en 1975

5 bovins/km2
10 bovins/km2
20 bovins/km2
30 bovins/km2
40 bovins/km2
50 bovins/km2



La méthode des points cotés et des isolignes est souvent employée pour figurer des densités de population (138). L'avantage d'une carte par isolignes tient à ce qu'elle se révèle souvent très expressive, beaucoup plus qu'une carte par plages. La méthode est rarement, si ce n'est jamais utilisée pour représenter la répartition du cheptel dans l'espace, car elle suppose une localisation préalable, opération difficile pour des faits d'élevage. En l'occurrence, la carte des pressions de bétail repose sur des relevés exhaustifs de la localisation des troupeaux. Cela n'est possible qu'au terme d'une enquête systématique auprès des éleveurs.

138. Parmi les travaux pionniers, citons celui d'H. FRECHOU, 1966, "L'arrondissement de Kaélé (étude de géographie régionale)". La méthode est ensuite appliquée sur une large échelle pour l'Atlas de Côte d'Ivoire. Récemment, elle est encore adoptée par C. SANTOIR ("Atlas du Sud-Cameroun"), toujours pour représenter des densités de population.

La carte des pressions de bétail par petites unités administratives ne traduit pas la distribution réelle des troupeaux. Même en adoptant une maille administrative fine, celle-ci ne se maintient pas partout homogène. Des unités englobent un secteur de plateau et un autre en plaine, par exemple au nord des Grassfields. Il en résulte une "dilution" de la pression en bétail sur un espace plus large que celui réellement parcouru par les troupeaux. C'est le cas aux environs de Wum où les pressions s'étalent, de façon arbitraire, jusqu'à la frontière du Nigeria. Une figuration par isolignes cerne davantage les secteurs d'élevage et traduit plus fidèlement les vraies pressions.

Inversement, un secteur d'élevage réparti entre plusieurs unités administratives peut n'apparaître que partiellement sur la carte des pressions par plages. Une représentation par isolignes lui restitue sa véritable dimension. Si la première correction joue sur toute la périphérie des Grassfields, la seconde vaut surtout pour les monts Bambouto. Partagés entre 9 chefferies, ils se distinguaient seulement à Babadjou par une plage de fortes pressions. Avec les isolignes, ils deviennent l'un des môles pastoraux au sud des plateaux.

Premier portrait de la région d'élevage. La carte des isolignes de pression fournit la première expression fidèle du mode d'insertion du cheptel sur les plateaux (fig. 131). Ce n'est pas une région pastorale continue, une grande aire d'élevage qui recouvrirait uniformément l'ensemble des plateaux. La région d'élevage est formée de plusieurs secteurs à forte pression bovine, séparés par d'autres presque dépourvus d'animaux. Les isolignes souvent serrées symbolisent de forts gradients de pressions : on passe très vite, en moins de 5 km, de pressions élevées (plus de 50 bovins / km2) à des espaces sans bétail. Les fortes pressions se limitent à des noyaux isolés, parfois à des bandes ou à des "plages" un peu plus larges, séparées de vides. C'est un espace pastoral compartimenté, morcelé, cloisonné. Les animaux se pressent en quelques secteurs et en délaissent d'autres. Ce mode de répartition contraste avec l'étalement habituel des aires pastorales en zone sahélienne, même si le semis des points d'eau et des forages contribue à rassembler le bétail en saison sèche.

Les isolignes de pression ne s'étalent que sur deux plateaux, selon des contextes opposés. Au nord, de fortes pressions se maintiennent constantes aux environs de Nkambe, sur de grandes étendues. De l'ouest de Nkambe à Binka et à Ndu, elles couvrent un anneau de 50 km de courbure sur parfois 20 de large. Ici, les fortes pressions ne coiffent plus seulement des noyaux pastoraux mais s'imposent sur de larges espaces. Limitée par des gradients brutaux, l'aire des hautes pressions se prolonge ailleurs, par paliers successifs, vers Dumbo ou vers Lassin.

A un autre niveau de pression, le Bamoun s'écarte également d'une répartition cloisonnée du cheptel. Des pressions de 30 bovins/km2 émergent doucement d'une large "nappe" de faibles pressions : aucune discontinuité brutale, un étalement du fait pastoral qui contraste avec les ruptures de pressions, de l'autre côté de la plaine de Ndop.

Bien qu'un pédoncule raccorde le Bamoun au Bamenda, ses ondulations de faibles pressions ne correspondent pas au mode habituel d'insertion du bétail sur les Grassfields. Le plus souvent, il s'agit de pressions élevées, résultat d'un entassement des troupeaux sur des secteurs d'élevage peu étendus. Un graphique présente la distribution du cheptel par tranches de pression, les mêmes que celles figurées sur la carte.

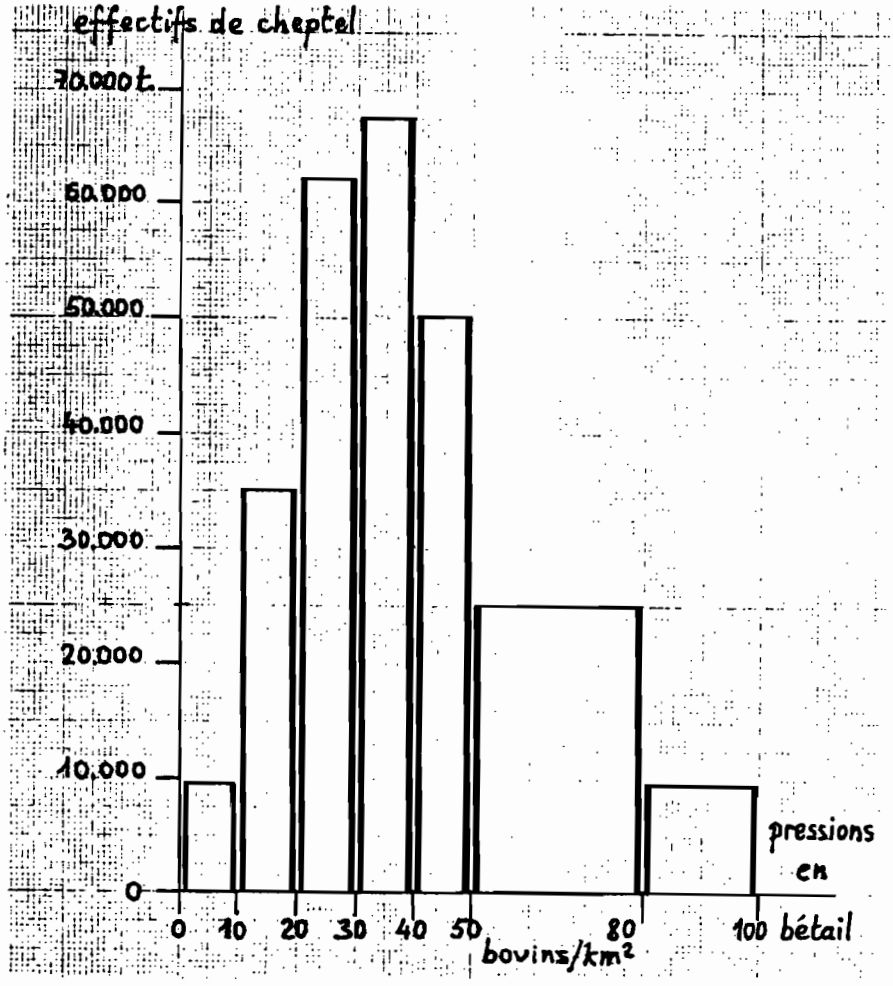


Fig. 132 : ***Distribution des effectifs selon la pression en bétail***

Les effectifs les plus nombreux s'inscrivent dans un contexte de 30 à 40 bovins/km2. Mais le profil est dissymétrique ; les deux tiers du cheptel connaissent des pressions supérieures à 30 bovins/km2. Quant aux pressions qui excèdent 50 bovins/km2, elles concernent encore un tiers du cheptel régional. Deux maximums atteignent presque 100 bovins/km2 sur

les monts Bambouto et les dépassent à proximité de Nkambe. Des pressions en bétail aussi élevées font sentir leurs effets sur toute l'occupation des plateaux, en "bloquant" les cultures en bordure des pâturages.

Peu d'effectifs s'insèrent dans un contexte de faibles pressions : troupeaux isolés au nord de Wum ou à l'ouest de Meta, troupeaux dispersés au Bamoun. L'isoligne de 5 bovins/km2 peut être admise comme limite de l'aire d'élevage. Seules, quelques centaines de têtes bénéficient de pressions plus légères. Or, cette isoligne présente un tracé compliqué, digité en de multiples redans et rentrants. Bien qu'elle couvre tout un ensemble régional de plateaux, l'aire d'élevage n'est pas d'un seul tenant. La plaine de Ndop isole presque complètement le cheptel du Bamoun, du moins en saison des pluies. Les secteurs d'élevage autour de la plaine de Ndop sont eux-mêmes séparés d'autres, au nord, par le vide pastoral du mont Oku et de Kom. Quant aux plateaux Meta, ils représentent un isolat pastoral, au-delà de la discontinuité de la vallée de Metchum et du plateau de Bafut. Même l'élevage sur les plateaux Nso et Ndu se trouve écartelé de part et d'autre d'un vide central, aligné le long de la Ring Road.

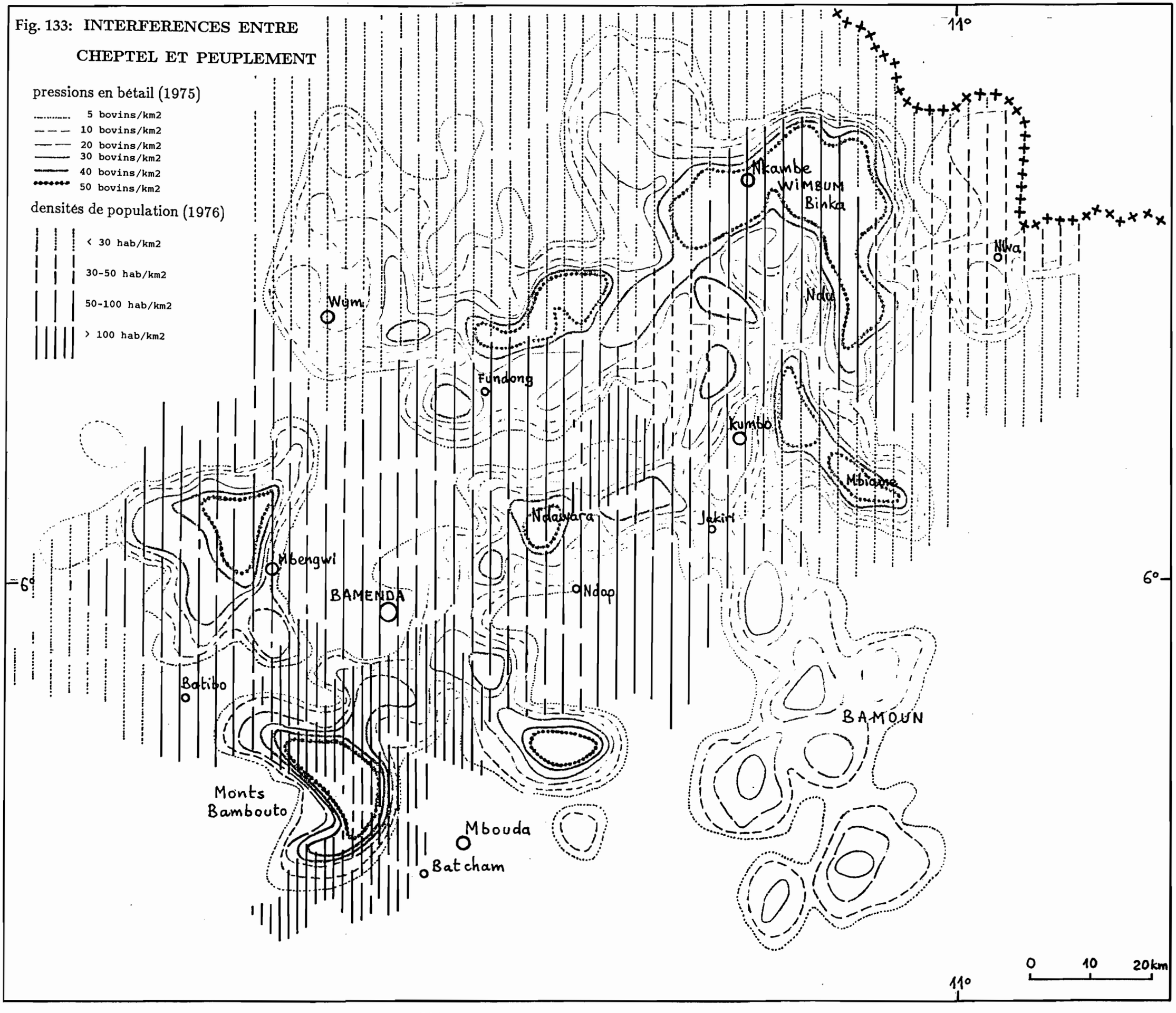
Ces hiatus répétés proviennent-ils du relief et de l'altitude, conditions majeures à la possibilité de l'élevage à ces latitudes ? De fait, la limite de l'aire d'élevage se moule parfaitement sur le tracé de la courbe des 1.000 mètres au-dessus des plaines du Mbam. Chaque alvéole en plaine (Bui, Mbaw) se traduit par un rentrant de l'isoligne de pression. De l'autre côté des plateaux, l'isoligne joue davantage avec la courbe de niveau, en se tenant parfois au-delà (au nord) ou en-deça (à l'ouest). Puis, du côté bamiléké, les deux lignes se dissocient complètement.

Tout en étant fractionnée, l'aire d'élevage s'inscrit parfaitement en altitude. Telle était, du moins, la situation en 1975. Depuis lors, l'arrivée de nouveaux éleveurs et la descente de ceux des Grassfields ont modifié la courbe de niveau la plus significative pour l'élevage. Déjà, en 1975, la présence de plusieurs milliers de bovins sur le plateau de Dumbo rendait peu pertinente la courbe des 1.000 mètres. Celle des 900 mètres prenait, localement, plus de signification pastorale.

Quant aux discontinuités de l'aire d'élevage sur les plateaux, elles ne s'expliquent par le relief qu'en plaine de Ndop. Cette haute plaine marécageuse, à présent partiellement inondée, ne convient pas au bétail en saison des pluies. Mais pourquoi le plateau de Bafut écarte-t-il le bétail, alors que celui de Wum et le Bamoun en accueillent, tout en étant à des altitudes comparables ? De même, pourquoi les hauts plateaux Nso et Ndu restent-ils vides de bétail en leur centre ? Pourquoi le mont Oku n'en retient-il pas davantage ? Toutes ces questions attestent que l'élevage ne s'affirme pas toujours, au fur et à mesure que l'altitude augmente. Si l'altitude est nécessaire à l'élevage, elle ne s'avère pas une condition suffisante.

Seuils de saturation en peuplement et en cheptel. Les isolignes de pression en bétail sont significatives par rapport aux densités de population (fig. 133). Certes, il est difficile de comparer une carte par isolignes à une autre par plages. Les isolignes ne recouvrent souvent qu'une portion des petites unités administratives. Elles se calent parfois au centre (Wimbum,

Fig. 133: INTERFERENCES ENTRE CHEPTEL ET PEUPLEMENT



Mbiame) mais, le plus souvent, elles sont rejetées sur un côté de l'unité administrative, le secteur d'élevage se trouvant à cheval sur plusieurs chefferies. A une plage de densité de peuplement corrrespond presque toujours une large gamme de pressions en bétail. Cette difficulté est surmontée en repérant, dans chaque unité administrative, l'isoligne de pression qui englobe la plus large portion d'espace. Ce n'est pas une moyenne arithmétique mais une valeur qui exprime la situation la plus fréquente. L'évaluation visuelle, sur la carte, de cette pression aboutit à une nouvelle série de valeurs pastorales. Comment se disposent-elles, sur un graphique, par rapport aux densités de population ?

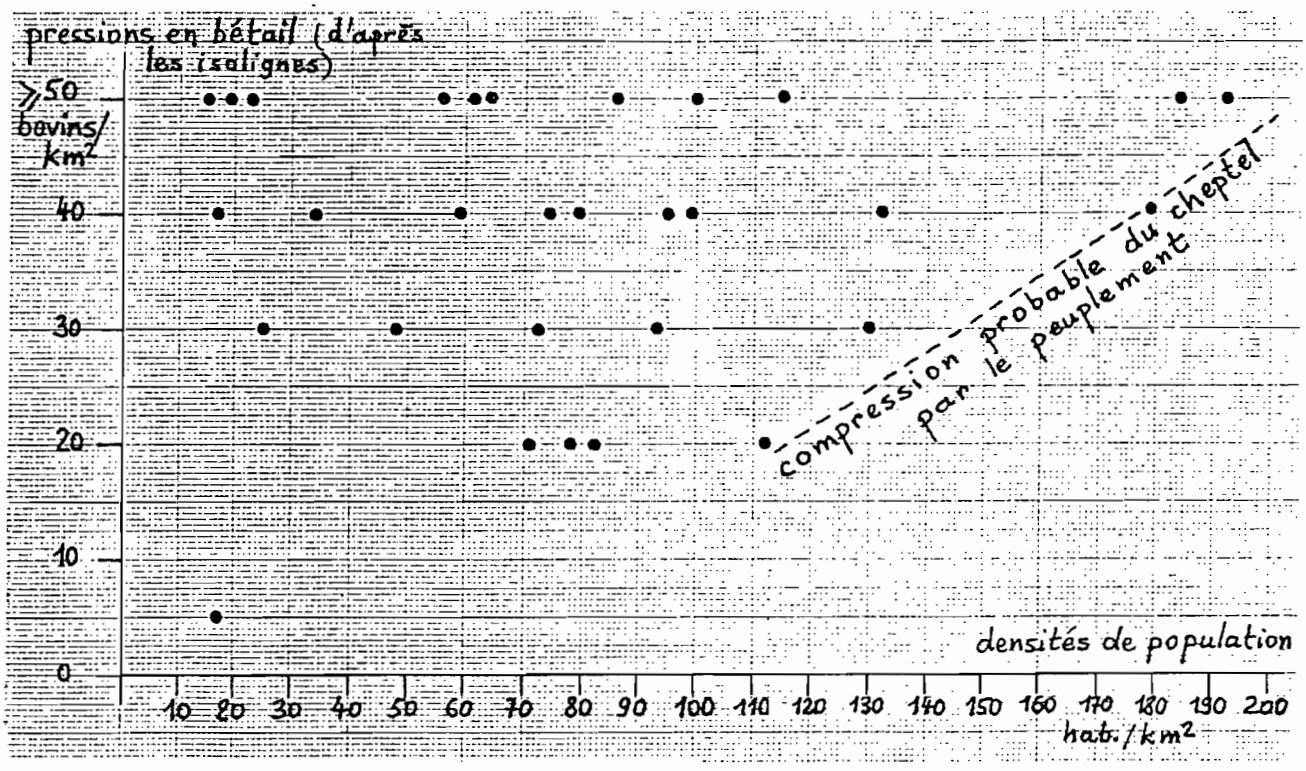


Fig. 134 : *Pressions en bétail les plus fréquentes et densités de population, au Bamenda*

La dispersion des points sur le graphique confirme les observations faites à partir de la carte : aucune corrélation évidente n'attache les pressions en bétail aux densités de population. Pour des densités voisines, les pressions peuvent varier de 10, voire de 5, à plus de 50 bovins/km2. Cependant, lorsque le peuplement excède 100 hab/km2, les pressions sont également élevées. En laissant peu d'espace disponible, le peuplement comprime l'élevage, forçant les éleveurs à serrer les troupeaux sur les pâturages. Les densités de population les plus élevées entraînent une diminution des pressions, calculées par rapport à l'espace total des chefferies, mais elles conduisent, en réalité, à de fortes pressions sur les secteurs étroits qui restent dévolus à l'élevage. Tout se passe comme si les cultivateurs, manquant de place, n'accordaient pas aux éleveurs le "luxe" d'occuper l'espace de façon lâche.

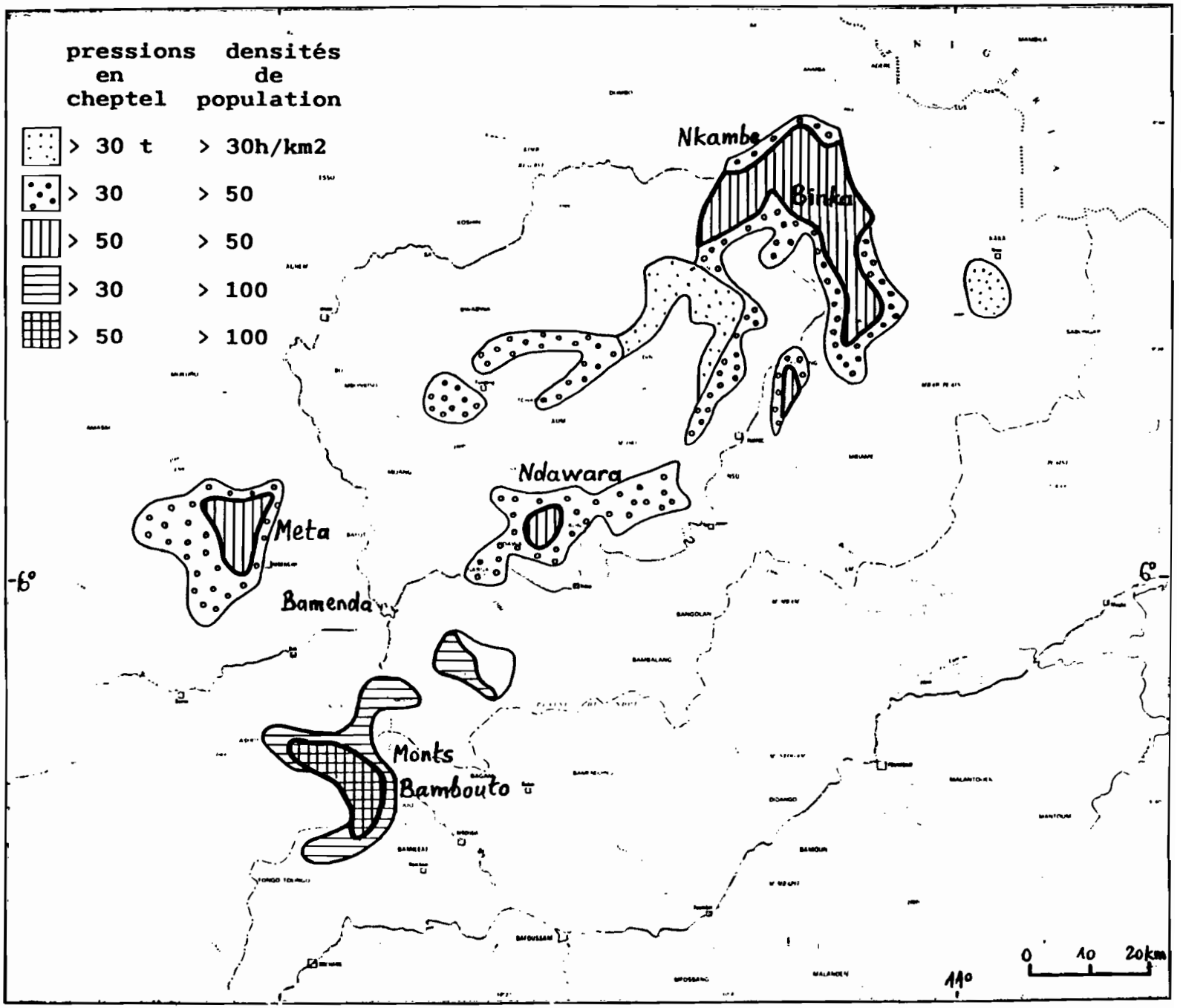


Fig. 135 :

Localisation probable des tensions entre population et cheptel

Les relations spatiales entre peuplement et cheptel admettent une série de seuils. Leur cartographie permet une première localisation des fortes occupations générales du sol, susceptibles de déclencher des tensions entre éleveurs et cultivateurs (fig. 135). Le seuil 30-40 hab/km2 et 30 bovins/km2, repéré en zone soudanienne, ne semble pas significatif sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. Il n'est donc figuré qu'à titre indicatif. S'il introduisait une compétition entre éleveurs et cultivateurs, presque tous les secteurs d'élevage en hauts plateaux seraient concernés. Aux Grassfields, le seuil le plus pertinent semble porté à 50 hab/km2 et 50 bovins/km2. Du côté du peuplement, cette condition s'applique à la majeure partie des plateaux des Grassfields, les faibles densités étant repoussées aux plaines périphériques. Le croisement avec des pressions élevées isole quelques secteurs d'élevage : plateaux Meta, Ndawara au sud de Kom mais surtout Nkambe-Binka et monts Bambouto. Dans ce contexte, une compétition entre éleveurs et cultivateurs s'avère difficile à éviter : d'un côté, les éleveurs ont beaucoup de bétail à placer, de l'autre, une population agricole dense a besoin de beaucoup de terres à cultiver.

Un niveau de "surtension" probable est atteint lorsque les densités rurales excèdent 100 hab/km2 et le cheptel 50 bovins/km2. Les cultivateurs disputent alors âprement l'espace aux éleveurs. Tant que les pressions en bétail oscillent entre 30 et 50 bovins/km2, quelques possibilités de réductions spatiales subsistent. Ce n'est plus le cas lorsque les pressions excèdent 50 bovins : arrangements et cessions de terrains ne deviennent plus possibles, chacun étant acculé à la défense de son espace. Les conditions semblent alors réunies pour rendre les affrontements inévitables. Une telle situation à haut risque caractérise les monts Bambouto.

La cartographie des seuils de saturation montre que ceux de type "soudanien" enveloppent les seconds, comme si une auréole de première densification annonçait des situations plus tendues. Peuplement et cheptel se disposent ainsi selon une gradation d'occupations de plus en plus fortes sur les plateaux Meta, à Ndawara et même autour de Nkambe. Mais, autour des monts Bambouto, les seuils "soudaniens" disparaissent, éclipsés par un peuplement partout très dense. Il est probable que la compétition s'y manifeste de façon plus brutale.

L'importance du cheptel bovin n'évolue pas toujours en sens inverse du peuplement par les cultivateurs. Les Grassfields montrent que les deux peuvent se concilier, jusqu'à des degrés d'occupation de l'espace relativement denses. Pourtant, à partir d'un moment, des concurrences et des conflits l'emportent. Il s'agit de situer ce changement de relations entre les deux occupants de l'espace rural.

Isolignes de pression en bétail et densités de population servent déjà d'instruments pour repérer des secteurs à risques conflictuels. C'est le cas des hauts plateaux qui cumulent des populations agricoles denses et un élevage bovin selon de fortes pressions. Au contraire, en bas plateaux, des effets de compensation s'exercent entre cheptel et population. Les pressions en bétail s'atténuent lorsque les densités de peuplement deviennent contraignantes, par exemple sur le plateau de Bafut. A l'inverse, le cheptel présente parfois de fortes pressions, dans un contexte de faible peuplement. Mais ce cas de figure ne suffit-il pas, par lui-même, à déclencher des conflits ?

Le cheptel dans l'espace pastoral

Un expert de la Banque Mondiale avait l'intention de visiter la région d'élevage des plateaux de l'Ouest-Cameroun. Il se rendit par la route à Bamenda puis à Kumbo et jusqu'à Nkambe. Il n'osa pas aller plus loin, la Ring Road étant réputée en mauvais état. Au retour, l'expert manifesta son désappointement : il n'avait presque pas traversé de pâturages ni rencontré de troupeaux. Où se trouvent donc les 500.000 bovins attribués aux Grassfields?

Cet essai de visite décevant s'explique par la localisation de l'élevage sur les plateaux. Tandis que les villages et les cultures accaparent presque tous les espaces desservis par les routes, les pâturages ne sont préservés qu'en secteurs isolés et difficiles d'accès. L'élevage est relégué aux espaces peu utiles aux villageois parce qu'éloignés des habitations et des routes, accidentés par le relief et à rude climat. Les espaces pastoraux représentent le négatif des contrées peuplées, cultivées et humanisées par les villageois. Les effectifs de cheptel ne disposent que de pâturages souvent restreints et bien délimités par des cultivateurs qui voudraient en réduire encore l'étendue.

Les exclusions de cheptel

Les pressions en bétail, calculées en rapportant des effectifs à une figure géométrique d'extension uniforme, supposent que tous les espaces proches soient ouverts aux animaux. Or, ce n'est jamais tout à fait le cas : des cultures ou des entraves naturelles empêchent souvent le bétail de paître dans toutes les directions, à partir du lieu de stationnement. C'est d'autant plus vraisemblable sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, aux sols fertiles et aux fortes densités de population. Le rapport réel des troupeaux à l'espace ne doit tenir compte que des pâturages utilisables en saison des pluies, lorsque l'emprise agricole atteint un maximum. L'extension des pâturages sera évaluée en défalquant les secteurs interdits ou impropres à l'élevage (fig. 136).

Les emprises agricoles

La forte emprise des cultures représente la cause principale de l'exiguïté des pâturages sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, d'autant plus que les cultivateurs ne laissent pas le gros bétail entrer dans les champs. Eleveurs et cultivateurs entretiennent des relations d'antagonisme latent, ponctué de tensions brutales. La rivalité spatiale entre les deux populations constituait l'un des soucis majeurs des administrateurs coloniaux. N'ayant pu résoudre le problème, ils l'ont légué à leurs successeurs.

Une domination agricole. L'accaparement des plateaux par les cultures s'explique par la masse de la population rurale. Au recensement de 1976, les plateaux étudiés comptent 1.270.000 habitants. Les cultures ne reflètent encore que partiellement l'entassement démographique. Malgré

un exode rural important vers le sud forestier, la pression démographique sur les plateaux ne s'atténue pas. En témoignent, dans les secteurs les plus densément peuplés, la petite taille des exploitations (139), l'exiguïté des parcelles (140) et leur dispersion.

Du recensement de 1967-68 à celui de 1976, l'accroissement de population atteint 360.000 personnes, ce qui implique une progression annuelle voisine de 5 %. En ne tenant pas compte des oublis du premier recensement, c'est le double du bilan naturel estimé des populations rurales (141). A partir d'une enquête démographique par sondage (142), un bureau d'études avait établi, en 1965, des prévisions de population au Cameroun Occidental pour 1975, en se basant sur un accroissement moyen annuel de 2 à 2,5 % (143). Ces prévisions s'appliquaient aux divisions administratives de l'époque : Bamenda (incluant Bui et Momo), Wum et Nkambe. Par rapport à la population recensée en 1976, la sous-estimation des prévisions varie de 11 % (Bamenda) à 20 % (Wum et Nkambe). Elle provient relativement peu (5 %) de la population rurale dans l'ancienne Division de Bamenda. Au contraire, l'essor des ruraux sur Wum et Nkambe a largement dépassé les prévisions (144). Il s'ensuit une pression accrue sur les terres au nord des Grassfields et des contraintes qui s'aggravent pour l'élevage.

L'introduction de nouvelles cultures, au cours des dernières décennies, a accentué le déploiement des terroirs et renforcé l'utilisation permanente du sol. Le caféier, introduit dans les années trente, ne s'est diffusé à l'ensemble des exploitations bamiléké que pendant les années cinquante. Plus tard, il a gagné les Grassfields pour s'y étendre dans les années soixante. Dans les années soixante-dix, il était encore en cours d'adoption par les cultivateurs de Wum et de Nkambe.

Au début des années soixante, M.J.A. Brouwers évaluait les pertes de pâturages provoquées par les plantations caféières en recourant à un raisonnement simple (145). Avec des rendements moyens qui n'excèdent pas 250 kg/ha, une production de 3.400 tonnes provient de 14 à 15.000 ha de caféières. En estimant que chaque bovin doit disposer de 4 à 5 acres de pâturage (1,6 à 2 ha), la production de café est obtenue aux dépens de 8 à 9.000 bovins : des animaux déplacés vers des pâturages voisins surchargés ou d'autres, partis plus loin et perdus pour la région.

L'insertion des caféiers dans les exploitations a entraîné une augmentation des superficies cultivées (146) et une intervention plus grande des hommes dans les travaux agricoles. D'autres cultures nouvelles, comme les pommes de terre et les choux, relèvent de la responsabilité des femmes. Cultures de pays tempérés, elles s'étendent sur les reliefs élevés dont les cultivatrices disputent l'accès aux éleveurs. Des cultures vivrières traditionnelles (maïs, banane plantain, tubercules) bénéficient de débouchés urbains. Les cultivateurs en augmentent la production au-delà de la satisfaction de leurs besoins alimentaires.

L'encadrement des cultivateurs par des sociétés de développement se traduit également par une extension des superficies cultivées. C'est le cas, par exemple, de la WADA (Wum Area Development Authority) au nord des Grassfields. Une enquête agricole a démontré que les paysans "enca-

139. Chaque exploitation agricole bamiléké couvre environ 1 hectare. Au centre du Bamenda, les exploitations sont encore plus petites (CHAMPAUD, J., 1973, p. 47).

140. Dans un terroir situé au sud de Bamenda, 28 % des parcelles couvrent moins de 8 ares (M.B. GLEAVE et M.F. THOMAS, 1968, "The Bagongo valley ; an example of land utilization and agricultural practise in the Bamenda highlands").

141. L'accroissement démographique est plus élevé dans les villes (7 à 10 %).

142. S.E.D.E.S., 1969, "La population du Cameroun Occidental ; résultat de l'enquête démographique de 1964".

143. S.R.I., 1965, "Potentiel économique du Cameroun Occidental".

144. L'émigration des jeunes ruraux du nord des Grassfields vers les grandes plantations côtières s'est-elle ralentie ?

145. BROUWERS, M.J.A., 1963, "Report of expert".

146. Dans un terroir au sud de Bamenda, presque toutes les petites parcelles portaient des cultures vivrières, tandis que les grandes étaient plantées en caféiers (GLEAVE, M.B. et THOMAS, M.F., 1968).

Fig. 136

LIMITES DES PÂTURAGES
en saison des pluies
(1975)

pâturages potentiels

Espaces non pastoraux

- forêts denses
- plaines et vallées inondables
- cultures denses
- grandes plantations
- réserves forestières
- réserve de faune

courbe de niveau

ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

RESERVE FORESTIERE DE FUNGOM
KIMBI RESERVE
MAMBILA
KAKA (YAMBA)
FUNGOM
AGHEM
BUM
KOM
OKU
NKAMBE
Dumbo
Binka
Nwa
Lassin
Konene
Kuk
WUM
We
SA
Ndu
Bantem
Fundong
MBAW PLAIN
Mapé riv.
PLAINE TIKAR
KUMBO
NSO
Mbiame
Amassi
Oshie
NGWO
META
MBENGWI
Bafut
Ndawara
Jakiri
LIP
Magba
BAMENDA
Mendankwe
PLAINE M'MBAM
Bambalang
Bambuluwe
Santa
PINYIN
Babadjou
DE'NDOP
Lure riv.
Melap
FOUMBAN
MONTS BAMBOUTO
Bamendjing
Galim
Koutaba
BAMOUN
MBOUDA
BAMILEKE
Batcham
Bangang
M'MBAPIT
Foumbot
BAFOUSSAM
DSCHANG
Mbam riv.

CARTE DE SITUATION

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE

- Capitale de province
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chefferie importante ou grand secteur d'élevage (Mbiame)
- Ethnie (PINYIN)

0 18 36km

drés" par cet organisme cultivaient davantage que les autres (147). L'agrandissement des exploitations, à la faveur de l'intervention de WADA, tenait surtout à l'ouverture de champs par les hommes. Fait entièrement nouveau : d'après le relevé des occupations, les hommes qui participaient à ce programme passaient plus de temps aux champs que les femmes (148) ! Les nouveaux champs ouverts spontanément ou préparés à l'aide du tracteur étaient d'anciens pâturages. A chaque nouveau "bloc" agricole, de forme géométrique, des éleveurs ont fait les frais d'expulsions pour permettre aux tracteurs d'évoluer. Les cultivateurs, notamment les jeunes qui bénéficient actuellement de l'aide de la MIDENO (Mission de Développement du Nord-Ouest) s'attaquent également à des pâturages.

147. SIMON, H., 1976, "WADA extension farmers ; a socio-economic survey about the living conditions and annual budgets".

148. Dans la plupart des sociétés rurales de l'Ouest-Cameroun, les travaux agricoles incombent aux femmes. Les hommes ne participent qu'à l'ouverture de nouveaux champs et à la récolte du maïs.

Domination numérique et dynamique démographique de la population agricole limitent les espaces disponibles à l'élevage bovin. Les initiatives récentes en matière de développement agricole restreignent encore davantage les espaces pastoraux.

Espaces agricoles saturés ou perméables. Du point de vue des éleveurs, l'exclusive agricole ne s'impose pas toujours avec la même rigueur. La gamme des plantes cultivées, arbustives et permanentes ou simplement annuelles, l'intensité des systèmes agricoles écartent de manière plus ou moins systématique les troupeaux.

Une occupation lâche du sol ou de longues jachères admettent une coexistence avec quelques troupeaux, maintenus sous bonne garde, dans les interstices entre les cultures. Plus le système évolue vers l'intensif, plus il exclut théoriquement la présence de gros bétail. Même les petits ruminants ne coexistent avec ce système de culture qu'à la condition d'un cloisonnement de l'espace agraire par des haies.

Le souci des Bamiléké d'éviter les dégâts du bétail ne rend pas compte de toutes les mailles de leur ancien bocage mais, du moins, il explique le corsetage des chemins par des clôtures et des haies vives (149). Les haies entourant les parcelles limitent les divagations du petit bétail aux jachères qui leur sont ouvertes. Le bocage permet de contenir la mobilité des animaux. Le réseau des chemins à double clôture qui canalise les déplacements des chèvres et des moutons est complété par une séparation des terres cultivées et des pâturages. Mais, avec la disparition du petit cheptel, le cloisonnement bocager tend à se défaire, en se réduisant à des clôtures périphériques, à des alignements de grands eucalyptus. Ce type de bocage imparfait domine au Bamenda. Il représente peut-être le terme d'évolution du système bamiléké, dont le bocage serré appartient de plus en plus au passé.

149. HURAULT, J., 1970, "L'organisation du terroir dans les groupements bamiléké".

En dressant la carte de l'élevage au Bamiléké, R. DIZIAIN indiquait, par opposition, les cultures encloses, avant que les troubles de l'Indépendance désorganisent le paysage agraire (150). Il mettait en évidence, à partir de photos aériennes, la masse continue des champs enclos, au coeur du Bamiléké, de Dschang à Bafoussam-Bandjoun et à Bangang. Cette « zone des barrières » était fermée aux bovins. En bordure du bocage continu, la mosaïque des haies se morcelait, laissant des vides de plus en plus larges

150. DIZIAIN, R., 1952, "Cartes de la densité de population et de l'élevage en pays Bamiléké" : carte de l'élevage au 1/200.000.

sur quelques sommets ou vers les vallées du Noun et de ses affluents. L'élevage se cantonnait sur les hauteurs ou se tenait à la périphérie du plateau.

Si, dans le système agraire bamiléké, une portion des champs est mise en culture continue, d'autres parcelles sont laissées en jachère courte, d'une ou deux années (151). Mais elles ne sont pas ouvertes pour autant au bétail ; elles constituent des réserves de paille et de bois de chauffage. Des sommets de collines étaient autrefois dévolus à des pâturages collectifs pour le petit bétail et quelques bovins de villageois. La plupart n'ont pas survécu aux troubles des années soixante. Les anciens pâturages furent mis progressivement en culture, pour compenser la conversion de champs vivriers en caféières. L'évolution du système bamiléké, au cours des années soixante et soixante-dix, est marquée par le renforcement de la pression sur les terres, l'extension de la caféiculture, l'introduction de secondes cultures vivrières annuelles, l'abandon des clôtures internes. Il en résulte une fermeture complète à la pénétration et à la circulation du bétail. De grandes pistes à bétail qui traversaient autrefois le bocage sont coupées et mises en culture (152). L'ancien grand marché à bétail de Bangwa, près de Bangangté, n'est plus approvisionné en animaux.

151. DONGMO, J.L., 1971, "L'aménagement de l'espace rural en pays Bamiléké".

Les terroirs densément cultivés sur les plateaux du Bamenda ne se soudent pas en un ensemble aussi compact qu'au Bamiléké. Séparés par de larges intervalles, ils se cantonnent aux pentes et aux vallons encaissés, tandis que les pâturages s'étendent sur les hauts de reliefs. La séparation entre cultures denses et élevage s'appuie fréquemment sur un abrupt.

152. La carte de l'élevage à l'ouest du Cameroun, dressée par R. DIZIAIN en 1952, indiquait quelques pistes à bétail, à partir des monts Bamboutoet aux environs de Foumbot.

Aux Grassfields, les cultures ne "saturent" l'étendue des terroirs qu'en terrains fertiles, supportant une reprise rapide des cultures, par exemple à la périphérie de la plaine de Ndop et à Bambuluwe. Ailleurs, une période de repos doit être ménagée pour permettre la reconstitution de la fertilité des sols. Mais elle reste relativement courte, excédant rarement celle des cultures. Chez les Kom, elle se réduit à une ou deux années, grâce au semis d'une légumineuse fertilisante*Tephrosia*, en dernière année de culture.

Le recensement agricole de 1972-73 s'avère une source statistique précieuse pour l'agriculture des plateaux de l'ouest. Mais les mesures d'exploitations ont presque toujours omis les jachères qui font pourtant partie du cycle cultural. Bien que l'interprétation doit en être prudente, la taille des exploitations offre un indice de l'intensité des systèmes agricoles.

Tabl. 51 : *Superficies moyennes des exploitations comprenant des caféières* (153)

départements	superficies moyennes (en ha)
Dschang (repère)	1,30
Bambouto	1,46
Noun (Bamoun)	1,96
Mezam	1,70
Bui	1,31
Menchum	1,37
Momo	1,13

153. D'après S.E.D.A., 1976, "Etude des structures des exploitations agricoles dans les zones d'arabiculture des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest". N'est prise en compte, dans chaque département, que la "strate Arabica" qui concerne les villages de plateaux. Mais le choix par SEDA des villages caractérisés par « une culture intense du café Arabica » s'avère contestable dans les départements Menchum et Momo : omission de tous les villages kom, villages retenus sans culture caféière ou très peu.

Le mauvais choix des villages retenus, lors du dépouillement, entache la valeur des dernières moyennes. Les autres aident à situer les systèmes agricoles du Bamenda, par rapport au système intensif bamiléké. Cependant, ces moyennes par départements recouvrent des situations diverses. Dans quelle mesure les systèmes agricoles des Grassfields admettent-ils une coexistence temporaire avec le bétail, par l'entrée de troupeaux au sein des terroirs ?

D'après une étude locale, les jachères herbeuses couvrent 40 % d'un terroir situé près de Bamenda (154). Elles durent 2 à 3 ans, après 3 à 4 ans de cultures vivrières et parfois moins. Dès la première année de repos, des herbes envahissent les chaumes mais seuls, quelques bovins appartenant aux villageois peuvent y pénétrer. Les grandes herbes sont gardées en réserve pour couvrir les toits ou, une fois enfouies et mises à feu, pour fumer les champs en vue de la reprise culturale, selon une pratique d'écobuage, largement répandue (155). L'exclusion des troupeaux de bovins est donc aussi rigoureuse qu'au Bamiléké.

154. GLEAVE, M.B. et THOMAS, M.F., 1968.

155. PORTERES, R., 1972, "De l'écobuage comme un système mixte de culture et de production". JATBA, vol. XIX, n°6-7, pp. 151-207.

L'interdiction du bétail est d'autant plus amèrement ressentie par les éleveurs que les premières jachères après le maïs sont dominées par *Melinis minutiflora*, une excellente graminée fourragère. Une ouverture prudente de ces jachères, en fin de saison des pluies, amorcerait une complémentarité entre les deux activités. A l'ouest de l'Adamaoua, la vaine pâture des chaumes de maïs fait partie des habitudes. Elle associe, d'une année à l'autre, les mêmes bergers et les mêmes cultivateurs, désireux d'entretenir la fertilité de sols éprouvés par une culture exigeante. Certes, cette pratique ne donne pas lieu à des contrats de fumure comme il en existe en certaines régions soudaniennes. Néanmoins, elle concrétise l'une des formes traditionnelles de symbiose entre cultivateurs et éleveurs. Il n'en est pas de même aux Grassfields.

Les premières récoltes et l'arrivée de la saison sèche ne libèrent pratiquement pas de chaumes pour le pacage du bétail. Les Kom continuent à cultiver du sorgho à une latitude extrême, malgré la forte humidité de la région. Semé en juin, il n'est récolté qu'en février, en milieu de saison sèche. Les terroirs les plus élevés des Kom et ceux des Nso d'Oku, à plus de 2.000 mètres, portent deux cultures annuelles de maïs. La seconde, récoltée en janvier-février, se trouve sur pied une grande partie de la saison sèche. De plus, la jachère semée de la légumineuse *Tephrosia* semble s'étendre chez les Kom, entraînant une fermeture permanente des terroirs.

Les gros villages alignés autour de la plaine de Ndop contrôlent une ceinture presque continue de cultures qui butent sur des terres inondables, autrefois incultes. Elles limitent les possibilités d'élevage, en contrebas du haut plateau. D'après M.J.A. BROUWERS, chaque femme ne dispose en moyenne que d'une parcelle en jachère pour 4 en production, ce qui caractérise un système presqu'aussi intensif qu'au Bamiléké (156). Mais la durée moyenne des jachères (3 ans), par rapport à celle des cultures (4 à 5 ans), nuance ce constat. L'enquête agricole SEDA dans le département Mezam confirme le caractère plus extensif du système agricole : les jachères représentent, en moyenne, 40 % des superficies des exploitations (157). Mais les terres en repos sont fréquemment piquetées de plants de manioc

156. BROUWERS, M.J.A., 1963.

157. S.E.D.A., 1976, "Etude de factibilité pour le passage à 3.000 ha de rizières dans la haute-vallée du Noun", t. 3 : "milieu humain, agriculture, élevage", p. 51.

destinés à témoigner d'un droit foncier ; les éleveurs peuvent difficilement y conduire leurs troupeaux. La création de nombreuses plantations villageoises de café, aux environs de Bamenda, a renforcé le clivage entre espaces agricoles et pastoraux (158). La présence de plants de café ne facilite pas la vaine pâture, d'autant plus que les femmes pratiquent des semis intercalaires de haricots.

158. Si l'administration française freinait la diffusion du café au Bamiléké, afin de maintenir un équilibre vivrier, les Anglais avaient tout simplement interdit cette culture au Bamenda, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

La densité de l'occupation agricole des hauts plateaux Nso rappelle celle du Bamiléké mais portée à 2.000 mètres d'altitude. Localement, des rangées d'eucalyptus cloisonnent les terroirs et esquissent les mailles d'un bocage. L'emprise culturale ne laisse subsister des pâturages qu'aux lisières des plateaux, au-dessus des plaines, ou sur lespentes des édifices volcaniques.

Pourtant, le terroir nso n'est pas couvert de cultures en permanence. Avant l'introduction du café, des jachères herbeuses de 3-4 ans succédaient à des cultures s'échelonnant sur 2 à 10 ans (159). Autrefois, champs et pâturages sur vieilles jachères s'imbriquaient. Il s'ensuivait des dégâts aux cultures, dont Ph. KABERRY s'est faite l'interprète à maintes reprises. Les incursions de bovins tenaient à des enclaves relativement grandes, laissées en herbes au sein des terroirs.

159. KABERRY, Ph., 1952, "Women of the Grassfields", p. 57.

Une large diffusion du café chez les Nso a raccourci la durée des jachères. Conjuguée à l'essor démographique, elle a "densifié" les cultures à un degré presque comparable au Bamiléké. De plus, les règlements des conflits entre éleveurs et cultivateurs ont renforcé la démarcation entre les deux types d'occupation du sol. En écartant le plus possible les troupeaux des champs, ils n'ont plus rendu possible la vaine pâture.

L'espace agraire ne comprend pourtant pas que des cultures sur pied, même chez les Nso. Des basaltes affleurent, ou sont recouverts de sols trop minces pour porter des cultures. Mais une partie des chaumes du maïs de première campagne est semée en haricots, culture convenant bien à l'altitude des hauts plateaux des Nso et des War et Wiya de Ndu. Il s'agit presque d'une culture de contre-saison puisque les semis ont lieu en octobre-novembre et la récolte en janvier. Cette culture dérobée n'admet pas de vaine pâture, même par le petit bétail des villageois.

Au nord du Bamenda, les systèmes agricoles se différencient des précédents, notamment dans la région de Wum. Des densités de population moindres et une fertilité médiocre des sols, sauf sur quelques cendres volcaniques, vont de pair avec des systèmes plus extensifs.

A Wum, la durée des cultures varie de 3 à 5 années, la cinquième étant exceptionnelle. D'une année à l'autre, les associations de plantes cultivées se modifient, diminuant en diversité et en densité, en rapport avec le déclin progressif de la fertilité du sol (160). A la dernière culture succèdent 8 à 12 ans de jachère sur les meilleurs sols mais une quinzaine d'années sur matériaux granitiques. Ces longues périodes de repos s'appliquent à toutes les parcelles, sauf quelques-unes mises en culture permanente aux abords des habitations.

160. SIMON, H., 1976, p. 83-86 et tabl. 26.

Le système se traduit par une dispersion des cultures. Les terroirs comportent plusieurs agrégats de parcelles, chacun correspondant à une année différente de reprise culturale. En milieu de saison sèche, les chefs de village, ou de quartier à Wum, choisissent le secteur qui sera remis en culture. Les femmes ne se mettent au travail qu'au signal donné par la mère du chef. Chacune se précipite alors pour se tailler une bonne parcelle dans le secteur alloué. Les hommes aident à couper les arbustes et édifient des abris sur le nouveau site choisi.

Les déboisements "balaient" de façon périodique le territoire villageois et se traduisent par un paysage ouvert, surprenant à seulement 1.200 mètres d'altitude (Wum, Essu). Les cultures de café restent très limitées, malgré les efforts de la WADA. Le paysage agraire ne comporte pas de haies. Ce système agricole, plus extensif en termes d'occupation de l'espace, engendre de faibles superficies cultivées, par rapport à l'étendue des jachères. La plupart des pâturages sont, en fait, de vieilles jachères où se reconnaissent parfois les traces de billons des dernières cultures.

Il y a seulement quelques années, aucune séparation concrète n'isolait les pâturages sur jachères des secteurs cultivés. La répétition d'incidents entre les éleveurs et les cultivateurs a incité l'administration à imposer ce genre de démarcations mais elles ne se repèrent pas facilement dans le paysage. Alors qu'elles donnent souvent satisfaction aux villageois, ce n'est pas le cas à Wum. Cette réticence surprend les autorités mais se comprend par la logique du système cultural.

Les cultivatrices estiment qu'elles disposent de l'ensemble du territoire villageois, l'affectation des terres étant fluctuante d'une année à l'autre. Au contraire, une démarcation aboutit à figer la division des terrains entre cultures et pâturages. L'aire potentielle des cultures en est diminuée. Pour que le partage devienne supportable aux villageois, il faudrait qu'ils adoptent un cycle cultural à jachères plus courtes. Or, il ne semble pas encore que le système agricole des Aghem évolue dans ce sens.

Au début des années soixante, M.J.A. Brouwers résume le cycle cultural à Wum et à Essu par 1 à 3 années de cultures, suivies de 5 à 6 ans de jachère. Le rapport culture/jachère était à peu près équivalent à celui de 1975, mais la rotation plus rapide. La durée des cultures s'est allongée, entraînant une prolongation de celle des jachères. Cette évolution implique de disposer d'un espace plus vaste.

Le "balayage" des cultures ne concernait autrefois qu'une partie des territoires des communautés rurales, le reste étant laissé en réserve foncière. Les éleveurs ont pu s'y installer plusieurs années de suite, sans être inquiétés. Mais l'allongement du cycle des cultures a élargi leur rayon de balayage. Il mord de plus en plus sur les pâturages dans les anciennes "réserves" ; des éleveurs en sont expulsés de force. Malgré un système agricole extensif, les villageois ne coexistent pas facilement avec des éleveurs.

Dans ce contexte, la cartographie des cultures denses ne tient compte que des abords des gros villages et de Wum, véritable ville rurale. Les pâturages semblent s'étendre à la majeure partie des plateaux. En fait, la

sujétion de l'élevage à l'occupation agricole est plus grande que ne l'indique la carte. Libres aujourd'hui, des pâturages ne le seront peut-être pas demain ; les villageois maintiennent une emprise foncière entière et sans ambiguïté, du moins de leur point de vue. Ils se réservent toujours le droit de remettre en culture n'importe quel secteur de leur territoire, le moment venu. Ils n'admettent donc la présence des éleveurs qu'à titre tout à fait précaire.

Les Meta-Ngwo et les Kaka n'occupent également qu'une partie de leurs plateaux, laissant des terrains assez vastes pour l'élevage. Bien qu'éloignés les uns des autres, ces plateaux présentent quelques similitudes : des socles cristallins portés à 1.500-2.000 mètres et entaillés de vallées profondes qui les cisellent en un relief morcelé. Les villages s'égrènent dans les fonds étroits de vallée où se concentrent les champs de maïs et de tubercules, piquetés d'un parc de palmiers à huile, aux lisières humides des plateaux Meta-Ngwo.

Les hauteurs restent à la disposition des éleveurs, la dissociation entre les deux activités étant mieux assurée qu'à Wum par le compartimentage du relief. Les systèmes de culture pratiqués en fonds de vallée sont assez intensifs, la durée des jachères n'excédant pas celle des cultures (161). Mais les parcelles exigües des bas fonds ne suffisent pas toujours. Les cultures montent alors sur les versants. Après épierrage et parfois ébauche de terrasses, les femmes cultivent quelques années puis abandonnent ces parcelles d'appoint à de longues jachères. D'autres escaladent chaque matin la montagne pour cultiver un lopin isolé au milieu des pâturages.

161. D'après M.J.A. BROUWERS (1963), 3 à 4 ans de culture puis 3 à 6 ans de jachère à Oshié.

Avec ces systèmes typiquement montagnards, l'emprise des cultures, permanente en bas de vallée, tend à annexer les hauts de versants. La carte ne mentionne en cultures denses que les lanières étroites des fonds de vallée. Les pâturages recouvrent encore l'essentiel des hauteurs mais ils subissent quelques empiétements de terroirs.

Les systèmes agraires des plateaux de l'Ouest-Cameroun offrent peu de possibilités d'interpénétration avec le gros bétail. Les terroirs cultivés de manière intensive comportent pourtant des interstices laissés en herbe mais ils ne sont pas accessibles aux troupeaux. Quant aux systèmes extensifs, ils semblent mieux admettre la présence d'un cheptel extérieur mais la coexistence reste fragile. Elle paraît plus stable lorsque des abrupts de relief introduisent une discontinuité dans les territoires villageois.

Grandes plantations et cheptel bovin. Les grandes plantations, qu'elles soient d'origine européenne ou de création étatique, se traduisent par un mode d'occupation de l'espace et par des paysages radicalement différents des systèmes traditionnels. Les premières sont assez nombreuses au Cameroun francophone, surtout au Bamoun où les conditions étaient favorables à ce type d'entreprise, à l'époque coloniale. Seules, deux grandes plantations anciennes existent au Bamiléké, en marge des terroirs déjà fortement saturés (fig. 137). Toutes les grandes plantations privées furent créées en vue de la production de café Arabica. Au début des années soixante, période de leur extension optimale, elles couvraient 3.400 hectares en production au Bamoun et 400 au Bamiléké.

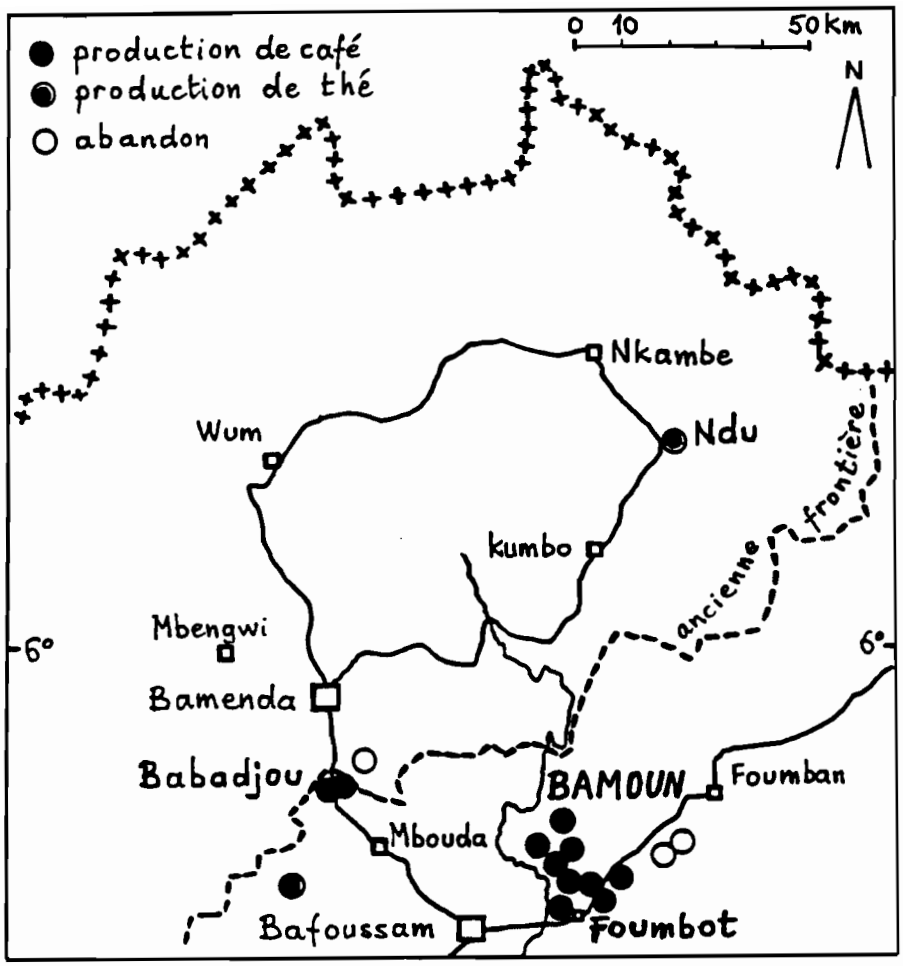


Fig. 137 : ***Localisation des grandes plantations***

La législation foncière du Cameroun britannique décourageait la création de plantations européennes (162). De plus, les plateaux du Bamenda n'offraient pas de vastes terrains disponibles et faciles d'accès, comparables à ceux du Bamoun moins peuplé. Cependant, deux plantations furent créées, au cours des années cinquante, avec des capitaux publics : l'une de café dans le cratère de Santa en 1952 et l'autre de thé sur le haut plateau de Ndu en 1958. Un projet plus récent de plantation de thé sur les versants du volcan de Santa n'a pas abouti. Les études préalables ont mis en évidence des sols peu fertiles et une occupation du sol complète, soit par des champs vivriers, soit par de nombreux troupeaux. Une nouvelle plantation de thé occupe une partie des anciens pâturages de la Compagnie Pastorale, à Djutitsa.

Quels sont les rapports de ce type d'agriculture avec le cheptel bovin ? Des rapports d'exclusion, semble-t-il. Les deux plantations du Bamenda ont investi des pâturages d'altitude d'où furent expulsés de nombreux troupeaux : 2.600 têtes de bétail, par exemple, à Ndu en 1962. Une caféiculture moderne, souvent mécanisée, des alignements rectilignes de caféiers régulièrement taillés et traités, bref tout un aménagement de l'espace paraît exclure la présence de gros bétail. Il faut s'attendre à un piétinement du sol et à des dégâts aux arbustes dont les branches se brisent aisément. Pourtant, la plupart des grandes plantations privées se sont adjointes, à une époque, des troupeaux de bovins.

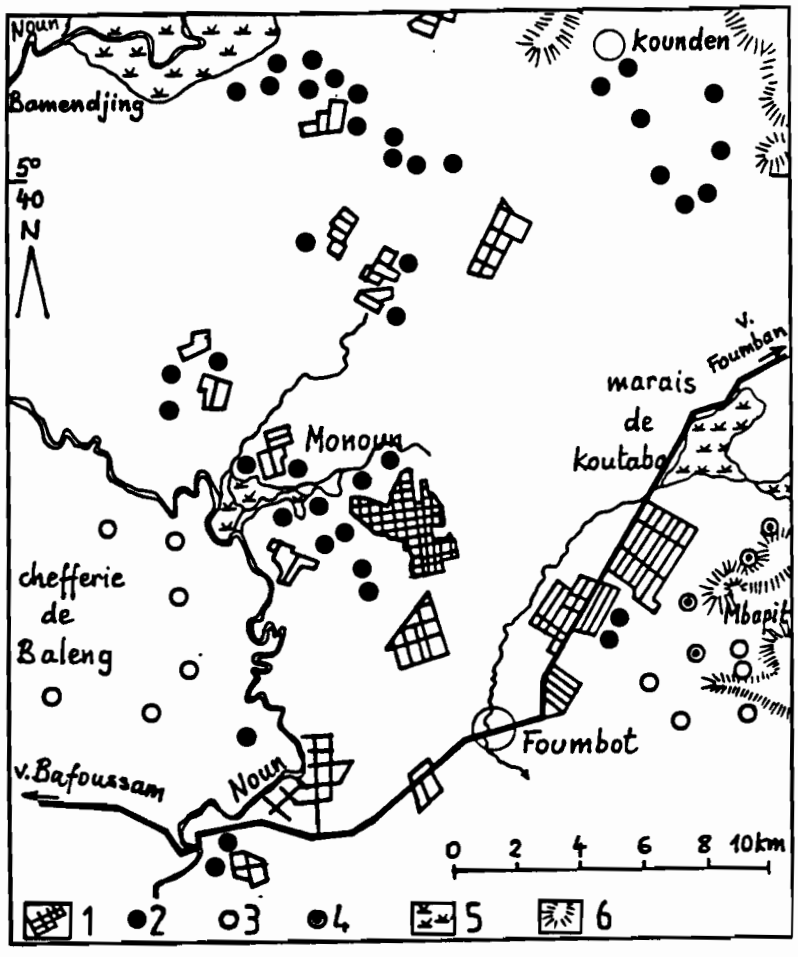
162. La "Land and Native Rights Ordinance" de 1925, promulguée au Nigeria mais applicable également aux Cameroons, reconnaissait officiellement les droits coutumiers et interdisait aux étrangers toute grande opération foncière.

Pratiquant une caféiculture pure, elles craignent moins les dégâts du bétail que les plantations paysannes associant des cultures vivrières intercalaires. Le caféier exige un sol profond et bien drainé mais également assez humide, ce qui a conduit à prévoir une couverture du sol, en plus d'un ombrage destiné à tamiser la lumière intense de saison sèche. Les interlignes dans les plantations furent couverts d'une légumineuse introduite d'Amérique tropicale (163) puis d'herbe "kikuyu". Celle-ci ne tarda pas à proliférer sous les caféiers. Par labour, elle fournissait un engrais vert. L'herbe était associée au caféier. Des plantations laissaient du bétail circuler entre les rangées d'arbustes, après la récolte des cerises de café.

D'après R. DIZIAIN, la plupart des plantations de café tenues par des Européens, au début des années cinquante, s'adjoignaient des troupeaux de zébus (164). Ils se les procuraient auprès de voisins mbororo et d'éleveurs européens stationnant aux environs de Kounden. Ce cheptel atteignait alors 5.000 têtes. Les troupeaux ne quittant jamais les plantations ou leurs environs, des difficultés se posaient pour leur entretien en saison sèche. Toujours d'après R. DIZIAIN, des essais d'amélioration des pâturages, entrepris à cette époque, intéressaient les responsables de plantations.

163. Ces légumineuses présentent également un intérêt fourrager pour le bétail (PIOT, J., 1971, "Le Calopogonium mucunoides en Adamaoua camerounais", in "Colloque sur l'intensification de la production fourragère en milieu tropical humide et son utilisation par les ruminants", pp. 170-173).

164. DIZIAIN, R., 1952.



1 : grande plantation, 2 : 100 bovins à des Européens, 3 : 100 bovins à des Mbororo, 4 : 100 bovins à des villageois, 5 : zone inondable, 6 : montagne

Fig. 138 : ***Grandes plantations et cheptel bovin aux environs de Foumbot, dans les premières années cinquante*** *(d'après R. DIZIAIN, 1952)*

Le premier objectif de cet élevage consistait à produire du fumier, épandu au pied des caféiers. Pourtant, les plantations sont établies en une région volcanique, aux sols réputés fertiles. Mais l'extension des sols sur basaltes est souvent moindre que celle supposée. Parfois, les horizons de cendres volcaniques fertiles se réduisent à une mince pellicule (165). Pour ces deux raisons, il a fallu amender les sols. Dans les années quarante et cinquante, il était admis qu'une fumure organique convenait au caféier. Dès lors, les plantations européennes se sont équipées en bétail. L'effort de fumure a permis d'obtenir des rendements supérieurs à ceux des petites plantations paysannes (fig. 138).

Mais l'entretien d'un troupeau et le transport du fumier requièrent un supplément de main-d'oeuvre. Bientôt des engrais devinrent disponibles dans le commerce et se révélèrent plus efficaces que le fumier. A la fin des années cinquante, la plupart des planteurs européens utilisaient des engrais minéraux (166). L'association entre la grande plantation caféière et l'élevage bovin, autrefois typique du Bamoun, s'est défaite.

Au Bamenda, une forte clôture en barbelés protège la plantation de thé à Ndu et l'isole des pâturages voisins. Aucune association ne lie la grande plantation à l'élevage. Au contraire, la plantation de Santa possède un beau troupeau de zébus qui paissent sous les caféiers. Le tapis herbacé comprend surtout du "kikuyu grass". Dans les années soixante-dix, une partie de la plantation tombait à l'abandon mais les pâturages étaient magnifiques. Des caféiers végétaient au-dessus d'herbes denses et verdoyantes. Dès les premières années soixante, M.J.A. BROUWERS déplorait l'état d'une partie de la plantation et ne tarissait pas de critiques contre l'association de l'herbe aux caféiers : « la plantation de Santa, créée pour démontrer la meilleure technique de culture du café, a parfaitement réussi dans le sens opposé. » Et, encore plus sévère : « l'auteur, au cours d'une longue carrière dans les cultures industrielles, n'a jamais vu une façon aussi aberrante de travailler » (167).

D'un point de vue agronomique, l'existence d'un tapis herbacé sous des caféiers entraîne de graves inconvénients. Le système racinaire du caféier comporte deux types de racines : un chevelu touffu de longues racines nourricières, étalées à fleur de sol, puis des racines profondes qui pompent l'humidité et assurent l'ancrage de l'arbuste (fig. 139). Lorsqu'un tapis herbacé dense, comme celui de l'herbe "kikuyu", envahit une plantation, il se produit une concurrence avec les racines superficielles du caféier pour tirer parti des éléments nutritifs contenus dans les horizons supérieurs du sol. En début de saison des pluies, période cruciale pour le caféier, la végétation herbacée démarre très vite. Ses racines soutirent une grande partie des éléments azotés du sol. Par déficience d'azote, les feuilles du caféier jaunissent et la production de cerises reste médiocre. En saison sèche, le tapis herbacé se dessèche, sa vie végétale se ralentit ou s'arrête. Les feuilles du caféier redeviennent alors verdoyantes mais le meilleur état de l'arbuste intervient trop tard, après la récolte. La domination de l'herbe sur le caféier conduit M.J.A. BROUWERS à affirmer qu'à Santa, « c'est l'herbe qui est cultivée et non le café. »

165. SEGALEN, P., 1967, "Les sols de la vallée du Noun". Les grandes plantations les plus nombreuses se localisent sur des terres noires, fertiles, issues de matériaux volcaniques récents. Mais d'autres se trouvaient autrefois sur des terres rouges, provenant de basaltes plus anciens et moins fertiles. Beaucoup furent abandonnées, après de nombreux déboires.

166. Une étude agronomique, commencée en 1957 pour tester la réponse des caféiers à divers engrais, n'a pu isoler de lot témoin n'ayant jamais reçu de fumure minérale. Tous les caféiers des grandes plantations bénéficiaient déjà d'engrais, en quantités variables (BENAC, R., ss date, "Etude des besoins en éléments majeurs du caféier Arabica en pays bamoun").

167. BROUWERS, M.J.A., 1963 et 1965.

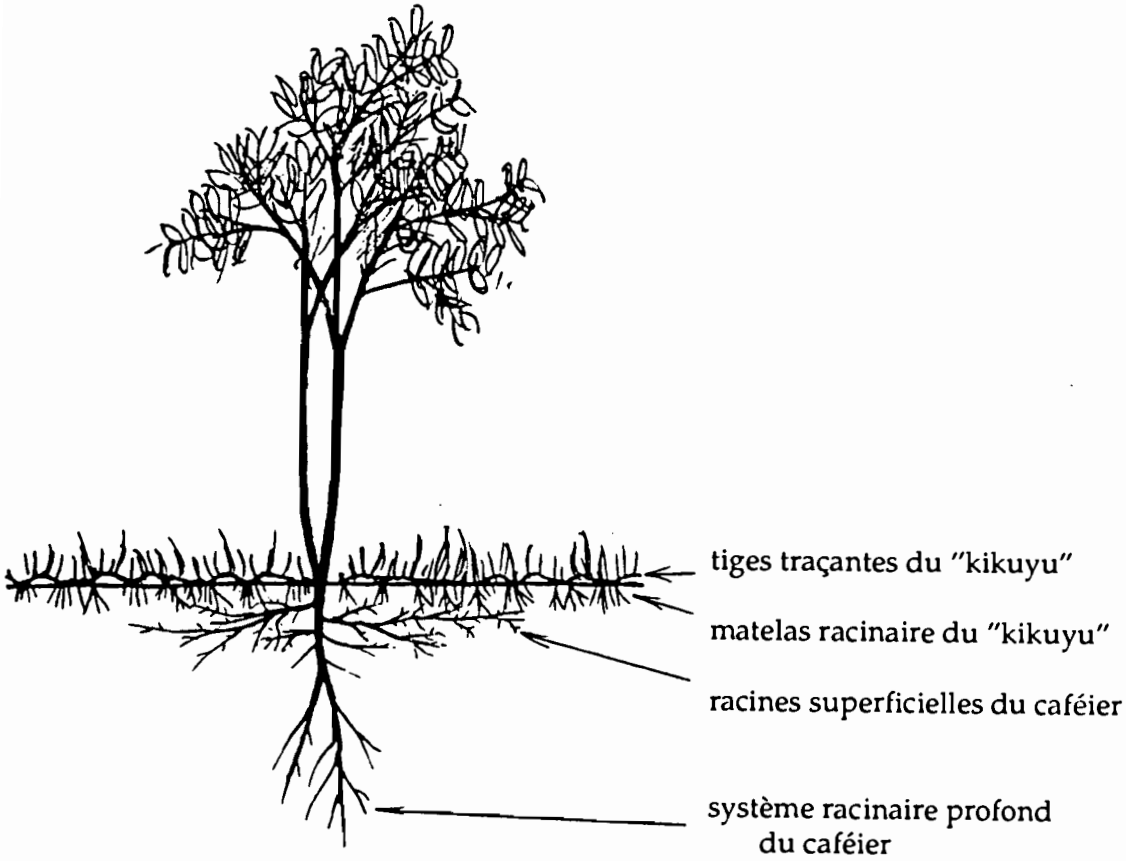


Fig. 139 : ***Schéma de la concurrence entre les racines du "kikuyu" et du caféier***

Après avoir introduit l'herbe "kikuyu" comme plante de couverture, les planteurs se sont rendus compte que c'était une erreur (168). Trop envahissante, il est impossible de la contenir aux interlignes des rangées de caféiers. Les deux plantations de Babadjou ont entrepris d'arracher le "kikuyu", sans parvenir à l'éliminer.

Actuellement, il est admis qu'une caféière bien entretenue exige un désherbage et un labour du sol. Le dessèchement superficiel du sol, en saison sèche, est efficacement contré par un paillage ("mulching") qui consiste à épandre des herbes sèches sur le sol. Par cette technique, l'herbe est encore associée à la plantation caféière mais les terrains sont séparés. Quant au bétail, il se trouve exclu à la fois de la plantation et de la prairie.

De fait, la plupart des grandes plantations au Bamoun ne possèdent plus de troupeaux et la fumure organique (fumier et compost) n'est plus que rarement employée (169). A Babadjou, l'évolution récente de deux grandes plantations est différente car elles s'adjoignent un secteur maraîcher important. Or, les troupeaux de bovins, attachés aux deux entreprises, fournissent surtout du fumier pour les cultures maraîchères (170). Une exploitation (Darmagnac) délaisse progressivement la caféiculture, au profit des cultures maraîchères plus rentables. Mais le cheptel bovin diminue, ce qui pose un problème de fumure des jardins. Au contraire, le cheptel bovin de l'autre exploitation (Sincoa) a triplé en quelques années. L'avenir de la caféiculture n'est pas meilleur que chez Darmagnac : baisse de la production, vieillissement des caféiers qui sont "étouffés" par l'herbe "kikuyu". L'exploitation s'efforce d'extirper l'herbe sous les caféiers qui,

168. Une mésaventure encore plus grave est survenue avec l'herbe du Laos, introduite d'Asie en Afrique comme plante de couverture du sol en plantations caféières. Depuis lors, elle a débordé de cet habitat pour envahir toutes les savanes, en manifestant une exubérance végétale catastrophique.

169. Mais le caféier est réputé très exigeant en engrais. Au début des années 1970, plus de 3.000 tonnes étaient annuellement vendues dans la seule région de Foumbot (TANGA, S., 1974, "La région de Foumbot ; étude géographique", D.E.S., Yaoundé, 140 p. multigr.).

170. DONGMO, D., 1982, "Le devenir des deux exploitations européennes de Babadjou", in "Revue de Géographie du Cameroun", vol. III, n° 1, p. 30.

dès lors, n'offrent plus de pâturage aux animaux. Ceux-ci paissent un pâturage privé ou les savanes voisines. Malgré l'essor du cheptel de Sincoa, l'association du bétail à la plantation caféière appartient au passé.

Alors que l'intégration de l'élevage à l'agriculture est souvent présentée comme un modèle technique de développement rural et d'intensification agricole, l'histoire des relations entre élevage bovin et grandes plantations caféières illustre une évolution inverse. L'intégration, réalisée il y a quelques années, correspondait au modèle technique de l'époque : apport de fumure organique, rareté et coût élevé des engrais chimiques. L'introduction d'une graminée très couvrante semblait servir les deux objectifs, agricole et pastoral. En fait, la prairie sous caféière s'est révélée nuisible au second élément du système. La graminée tire profit de l'association, davantage que l'arbuste. Dès lors, caféiculture et élevage peuvent au mieux se juxtaposer mais non s'associer.

Le paysage condamné de la prairie sous caféière se retrouve pourtant en d'autres montagnes tropicales, par exemple dans la Sierra mexicaine, au Veracruz (171). Toutefois, c'est l'état transitoire d'un paysage agraire en pleine mutation. Les caféiers ne sont plus entretenus mais simplement laissés sur pied pour produire leurs dernières récoltes. Ils sont en voie de remplacement par une prairie, en vue de l'élevage laitier. Les caféiers sur prairies correspondent ici à une phase transitoire, au passage d'un système agricole à un élevage intensif. Ailleurs, c'est l'inverse, des pâturages étant convertis en caféières, notamment sur des versants (172). Dans ce cas, le changement se traduit par la vente des vaches laitières et le labour de la prairie.

171. information orale de C. BLANC-PAMARD.

172. BLANC-PAMARD, C. et al., 1989, "Autour du café", p. 67 et tabl. 4.

Aux Grassfields, la plantation de Santa, autrefois réputée pour la qualité du café qu'elle produisait, tombe à l'abandon au cours des années quatre-vingt. Récemment, un projet envisage d'y installer un centre d'élevage laitier moderne. L'alternative se joue entre des orientations analogues à celles adoptées dans la Sierra mexicaine.

Au Cameroun comme au Mexique, des hautes terres tropicales, bénéficiant de conditions relativement favorables, sont le lieu d'une compétition entre l'élevage bovin et la caféiculture. Au Mexique, l'élevage se maintient car il est spécialisé dans la production de lait qui se vend facilement. A l'ouest du Cameroun, l'élevage extensif se voit presque toujours écarté des plantations caféières, car ses produits sont moins valorisés et les éleveurs manquent d'assise foncière.

Evaluations de l'emprise agricole. Les systèmes agricoles ne libèrent des terrains à la pâture que si les durées de jachère excèdent 3 à 4 fois celles des cultures. C'est très rarement le cas au Bamenda, sauf chez les Aghem et les Fungom au nord. Ailleurs, les parcelles cultivées se disséminent sur les versants, entre des jachères peu étendues et morcelées. La dispersion de petites parcelles, sans protection, parmi les herbes des jachères, rend plus aventurée l'incursion des troupeaux dans les interstices des terroirs. L'espace réellement disponible au cheptel est probablement plus restreint que ne l'indique l'extension des cultures denses sur la carte.

En présentant la végétation du Bamenda, P. HAWKINS et M. BRUNT avancent que les hauts plateaux volcaniques, au-dessus de 1.500 mètres,

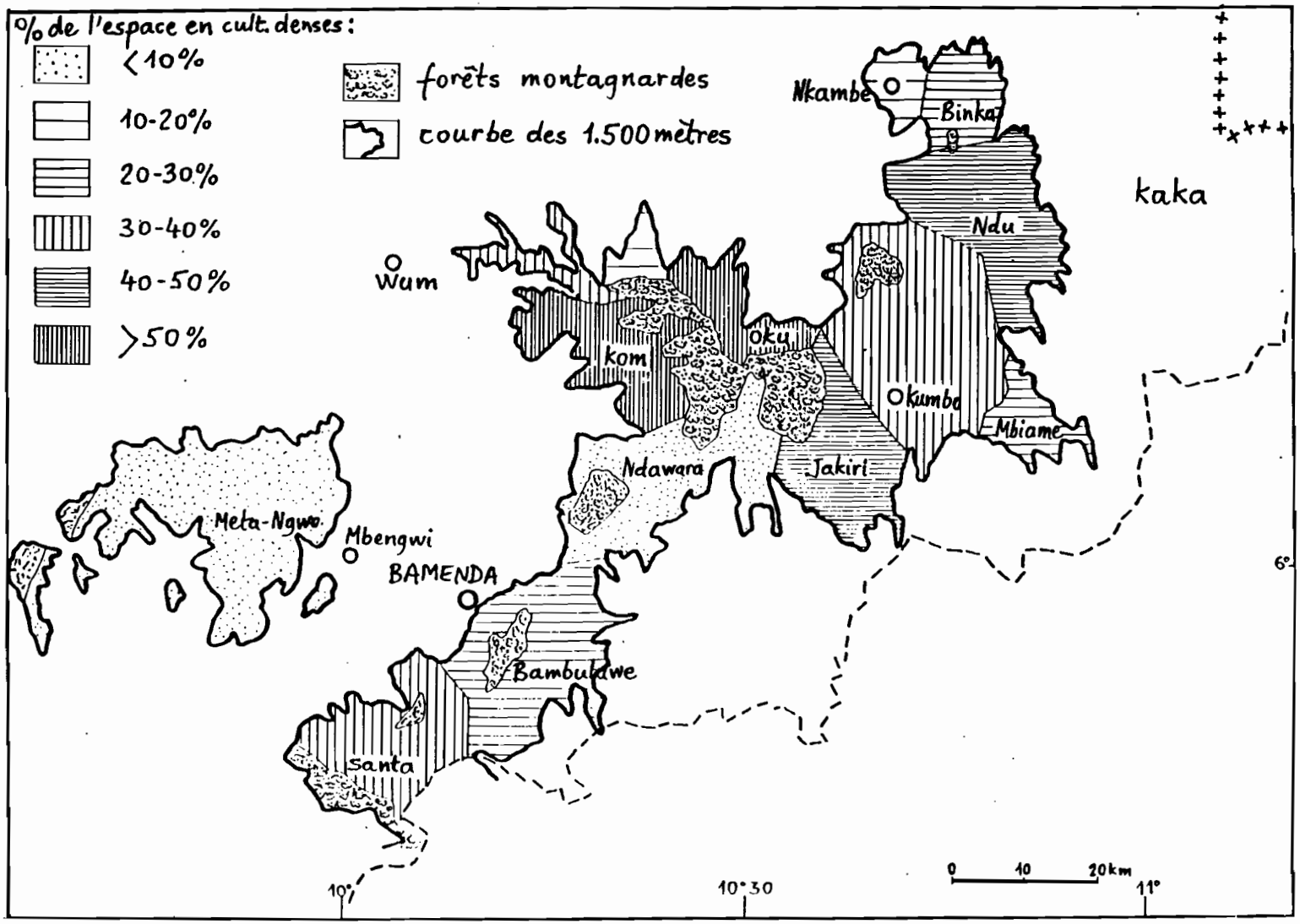


Fig. 140 : ***Emprise des cultures denses sur les hauts plateaux du Bamenda***

sont couverts de prairies, à l'exception de quelques forêts montagnardes et de bambousaies alpines (173). Cette conception se réfère à un couvert végétal théorique, comme si de grandes aires cultivées n'existaient pas. La prairie dériverait de la forêt montagnarde, s'y substituant sur la majeure partie des hauts plateaux.

En fait, la forêt montagnarde fut probablement détruite par des cultivateurs qui ouvraient des clairières. Le paysage végétal qui en résulta ne ressemblait pas aux prairies actuelles. L'arbre ne disparut pas complètement ; il fut "domestiqué" et associé aux cultures dans l'aire des champs permanents. Les savanes pures des hauts plateaux proviendraient d'anciens défrichements agricoles abandonnés, par suite de réductions démographiques, de migrations ou de redistributions de l'habitat. Envahis par les herbes, ils furent alors la proie de feux saisonniers qui eurent pour effet d'uniformiser le paysage de prairie. L'histoire troublée des Grassfields au cours des derniers siècles s'est fréquemment traduite par un regroupement de l'habitat en vallées escarpées et en sites fortifiés.

La plupart des prairies d'altitude correspondraient à un abandon cultural ancien. La destruction du couvert forestier suppose une mainmise agricole initiale, suivie de "déprise". La carte de la végétation par les auteurs cités donne l'impression fausse que d'immenses pâturages couvrent les hauts plateaux (174).

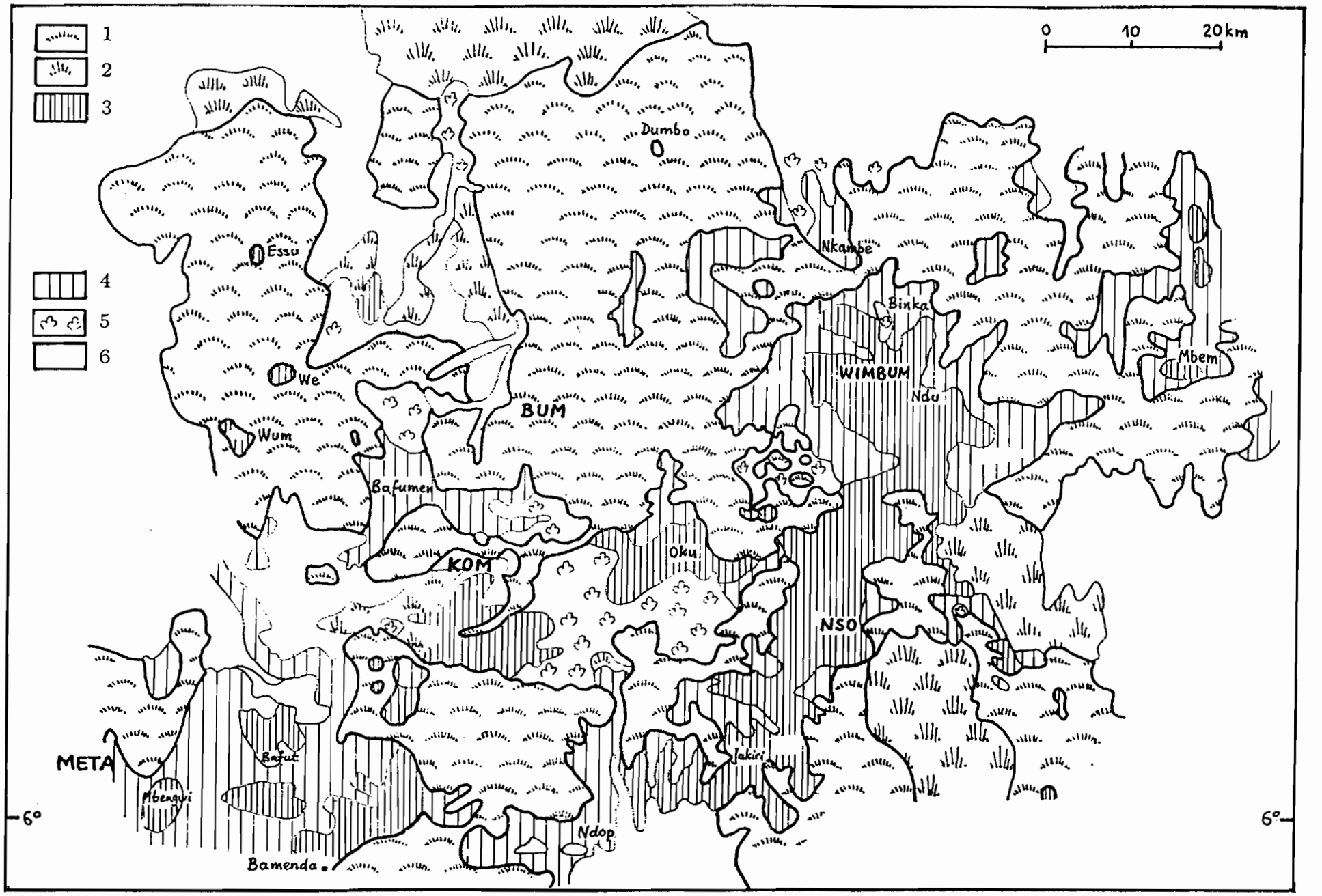
Le paysage végétal d'une grande partie des plateaux n'est pas une prairie mais une végétation anthropique utile et commensale, typique de terroirs densément cultivés : cultures sur pied ou chaumes dénudés, jachères à couvert herbacé et à taillis spontanés ou plantés, cultures arbustives complantées de bananiers ou d'arbres fruitiers, grands arbres isolés, en bosquets ou alignés, vergers autour des habitations. Dans cette végétation "domestiquée", le tapis herbacé n'occupe qu'une place restreinte.

Les pâturages sont réduits par une forte emprise des cultures sur les hauts plateaux. En ne tenant pas compte des forêts, les hauteurs au-dessus de 1.500 mètres couvrent 2.855 km2 au Bamenda. Les cultures denses en occupent 30 % (867 km2), le reste étant en pâturages parfois entrecoupés de parcelles isolées. L'espace disponible aux troupeaux à haute altitude atteint donc à peine 2.000 km2. C'est pourtant là que les conditions naturelles se révèlent les plus favorables à l'élevage. Le milieu pastoral par excellence se révèle d'étendue restreinte.

L'emprise des cultures denses ne se maintient pas uniforme, selon l'altitude. Au Bamenda, elle est faible lorsque l'altitude oscille entre 1.000 et 1.500 mètres, sur des plateaux souvent granitiques, aux sols de médiocre fertilité. De 1.500 à 2.000 mètres, les cultures denses accaparent une surface égale à la moitié de celle des pâturages, sur des terrains dont le soubassement volcanique et l'altitude favorisent le développement de sols humifères, profonds et fertiles. Au-dessus de 2.000 mètres, les cultures denses ne retiennent plus qu'une faible portion des étendues non forestières (19 %). Au Bamiléké, la limite générale des cultures denses chevauche également la courbe de niveau des 2.000 mètres, autour des monts Bambouto. Les sols sont pourtant fertiles mais peu épais, des dalles basaltiques devenant souvent sub-affleurantes.

173. « With the exception of the higher forested peaks, and certain forested valleys and steep slopes, *the whole* of the High Lava Plateau is covered with Grassland Savanna » - souligné par les auteurs- (P. HAWKINS et M. BRUNT, 1965, t. 1, p. 235).

174. HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965. Carte hors texte n° 9 : "The Bamenda Area ; Vegetation Map" (1/ 500.000).



1 : pâturages exploités, 2 : pâturages non exploités, 3 : cultures denses, 4 : cultures dispersées avec quelques pâturages, 5 : forêt, 6 : forêt et savanes non pâturées

Fig. 141 : OCCUPATION DU SOL AU BAMENDA, d'après M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN, 1961.

Les rendements du maïs, culture vivrière de base, diminuent avec l'altitude, même dans le contexte de pluies abondantes et bien réparties (175). Au-dessus de 2.000 mètres, la seconde récolte de maïs à Oku et chez les Nso ne procure parfois que des rendements dérisoires. En altitude, des plantes disparaissent des associations culturales, par exemple le manioc et l'igname. Une altitude de 2.000 mètres marquait un seuil difficile à surmonter par l'agriculture traditionnelle, avant l'introduction de la pomme de terre (176).

Le pourcentage des surfaces accaparées par les cultures denses au-dessus de 1.500 mètres varie d'un secteur à l'autre (fig. 140). Autour du mont Oku, elles occupent la moitié ou davantage des hauts plateaux. La branche orientale, peuplée surtout par les Nso, est également sous une large emprise des cultures : 40 % en moyenne des surfaces. Le pourcentage se réduit à l'extrême nord (Binka, puis Nkambe). La partie méridionale, plus étroite, est moins couverte de cultures. Les terroirs en bas d'abrupts escaladent les pentes, débordant sur les hautes tables mais le centre agricole se trouve en contrebas (Bambuluwe). De nombreux terroirs de piémont commencent seulement à annexer les hauteurs (Ndawara).

Le pourcentage des cultures denses en hauts plateaux laisse présumer le degré de tension entre éleveurs et cultivateurs. Les plateaux très cultivés sont occupés par des populations paysannes nombreuses qui se trouvent en compétition avec les éleveurs, les incitant à abandonner les pâturages subsistants.

Des évaluations de l'emprise des cultures furent entreprises au Bamenda, au début des années soixante. Deux cartes d'utilisation du sol tirent parti de la première couverture aérienne de la région, en 1958. Par photo-interprétation, les superficies cultivées sur l'ensemble du Bamenda couvraient alors 850 miles2, soit 2.200 km2 (177).

En mettant à part les cultures sous forêt, la première carte d'utilisation du sol (fig. 141) distingue deux catégories de cultures : denses et dispersées ("scattered cultivation"). Les cultures sont dites denses lorsque plus des 3/4 des terrains sont cultivés ou présentent, sur les photos, des signes de cultures récentes. Le paysage juxtapose alors une mosaïque de champs, de jachères courtes et d'habitations. En cultures dites dispersées, moins des 3/4 des terrains sont cultivés. Le reste porte des pâturages qui présentent des indices d'exploitation par les troupeaux. Le critère de 75 % de l'espace mis en culture est posé comme seuil de "fermeture" à l'élevage.

D'après ce document, les cultures denses accaparaient déjà 640 miles2 au Bamenda en 1958, soit 1.650 km2. En 1975, elles soustraient environ 1.800 km2 à l'élevage. La confrontation de leur extension en 1958 avec la répartition du cheptel confirme qu'elles excluent effectivement les troupeaux.

Les cultures dispersées se localisent à la périphérie des cultures denses des Nso et des Wimbum. Elles parsèment également le plateau de Bafut tandis qu'entre Wum et Nkambe, elles se restreignent à des fonds de vallées. De 1958 à 75, des cultures dispersées ont évolué en cultures denses sur les hauts plateaux Kom-Bum, aux environs de Bafumen. Au sud de Binka, la limite récente des cultures denses se tient souvent entre celles des cultures dispersées et denses en 1958. Le décalage provient

175. Un essai d'introduction de variétés de maïs d'altitude, originaires d'Afrique orientale, s'est heurté à des résultats aussi décourageants qu'avec les variétés locales au-dessus de 2.000 mètres (AYUK-TAKEM, J.A., 1980, "The influence of altitude on the agronomic performances of Highland maize varieties in Cameroon", in "L'Agronomie tropicale", t. XXXV, vol. 2, p. 135-147).

176. Au Bamiléké, le caféier Arabica atteint le plafond de son aire de culture vers 1.750-1.800 mètres. P. POUMAILLOU (1963) adopte cette cote comme repère altitudinal pour évaluer l'étendue de la surface agricole utile. Des cultures vivrières comme le maïs et les haricots montent parfois plus haut.

177. BAWDEN, M.G. et LANGDALE-BROWN, I., 1961, "An aerial photographic reconnaissance of the present and possible land use in the Bamenda Area, Southern Cameroons" (carte n° 3 : "Vegetation and Agricultural Use"). Cette évaluation ne tient pas compte de la plus grande partie des plateaux Meta-Ngwo, non couverts par les photos aériennes.

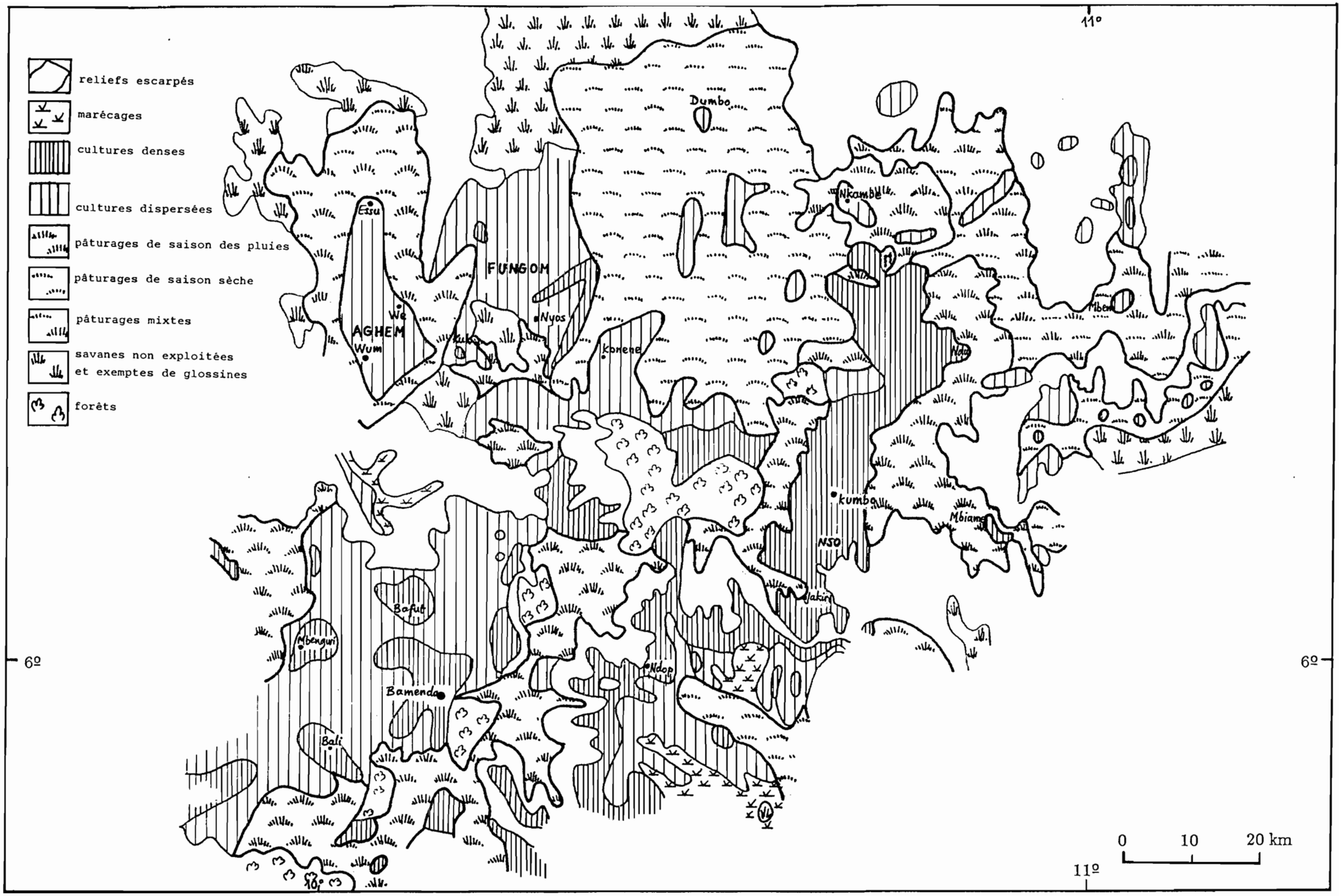


Fig. 142 : OCCUPATION DU SOL AU BAMENDA, d'après P. HAWKINS et M. BRUNT, 1965.

d'une progression des cultures denses, d'un réaménagement de l'occupation du sol par des séparations plus nettes entre cultures et pâturages ou simplement, de deux interprétations différentes de leur emprise spatiale.

Les cultures dispersées au Bamenda couvraient, en 1958, 700 miles2, soit 1.810 km2, une étendue encore plus vaste que les cultures denses. Mais des troupeaux exploitent également ces terrains qui ne sont donc pas à déduire totalement de l'espace pastoral. Quelle portion subsiste pour le cheptel ?

Les auteurs de la carte départagent ces étendues moitié-moitié entre cultures et pâturages, une règle peut-être un peu simpliste. D'après la localisation du cheptel par rapport aux cultures dispersées, leur incidence apparaît très inégale sur l'élevage. De grandes plages culturales, de part et d'autre des terroirs denses des Wimbum, au sud de Binka, n'empêchent pas 15.000 bovins d'y stationner. Un petit secteur de 20 km2, identifié de la même manière à l'ouest de Jakiri, porte 1.800 têtes de bétail.

A l'inverse, le plateau de Bafut, également parsemé de cultures, n'accueille que quelques centaines de bovins. La catégorie retenue par M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN englobe-t-elle une gamme trop large de densités culturales, se traduisant par des effets divergents vis-à-vis de l'élevage ? D'autres contraintes s'ajoutent-elles à celle des cultures pour écarter les troupeaux du plateau de Bafut ? La question reste posée. L'incertitude de l'entrave exercée par les cultures dispersées à l'encontre du bétail ne permet pas de déterminer quelle part des terres se trouve vraiment soustraite à l'élevage.

Le rapport, un peu plus tardif, de P. HAWKINS et M. BRUNT inclut également une carte de l'occupation du sol (178). Bien que les auteurs n'explicitent pas leur méthode cartographique, il est probable qu'ils utilisent les mêmes documents photographiques de 1958 (fig. 142). Ils distinguent également deux types d'occupation agricole, en cultures denses ou dispersées ("sparse cultivation").

178. Carte 10 : "The Bamenda Area : Present Land Use".

Les plages de cultures denses coïncident assez bien avec celles de la carte précédente sauf localement, par exemple au nord de Mbiame où plusieurs terroirs semblent omis. Quelques écarts dans les limites, d'une carte à l'autre, proviennent sans doute d'une généralisation plus ou moins grande. Au contraire, les recoupements s'avèrent beaucoup moins évidents pour les cultures dispersées. Les seconds auteurs confèrent à ces cultures une plus grande extension sur le plateau de Bafut. Surtout, ils montrent que les plateaux Aghem et Fungom, au nord, sont largement assujettis à ce mode cultural. M.G BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN réduisaient l'emprise agricole sur ces plateaux à de petits noyaux de cultures denses autour des gros villages : Wum, We, Essu, Kuk. Ailleurs, les plateaux étaient virtuellement libres pour l'élevage. Cette représentation ne correspond pas au système agricole extensif de Wum qui, malgré de longues jachères, instaure une servitude agricole des terres. La carte des seconds auteurs reflète donc plus fidèlement l'emprise des cultures dispersées. Faut-il en déduire pour autant que cette occupation lâche interdit toute présence de bétail ? La localisation du cheptel démontre qu'il n'en est rien : 2.000 têtes stationnent entre Wum et Essu et 8.000 sur le plateau de Konene, en terrains parsemés de cultures.

L'évaluation de l'incidence négative de l'emprise agricole sur l'élevage pose la question des cultures dispersées. Les documents cartographiques dressés par les Anglais, au début des années soixante, présentent des interprétations différentes. Finalement, à l'exception du plateau de Bafut,

l'incidence pastorale de ces cultures semble réduite. Outre la difficulté de cartographier avec précision leur extension, elles perturbent sans doute les pressions en bétail mais n'excluent pas la présence de quelques troupeaux. Pour cette raison, seuls les secteurs de cultures denses seront pris en compte dans les espaces fermés à l'élevage.

Autres formes d'exclusion

Si l'occupation humaine très dense entrave sérieusement l'élevage sur les plateaux, le milieu naturel n'impose-t-il pas d'autres limites ? Le climat tropical humide ne convient pas toujours au bétail, au moins pour deux raisons : il avantage, à long terme, le développement d'une végétation forestière et il favorise le pullulement d'insectes piqueurs ou de parasites qui harcèlent les animaux, les affaiblissent et leur transmettent des maladies. La combinaison de fortes contraintes agricoles avec celles de l'insalubrité ne réduit-elle pas à peu de chose les espaces vraiment propices à l'élevage ?

Vers la fin de l'insalubrité ? La limite des secteurs salubres à l'élevage a déjà fait l'objet d'une présentation. L'extension exacte des aires infestées de glossines reste mal connue. Les rares indications, plus ou moins anciennes, supposent que les limites des glossines se moulent sur les rebords des bas plateaux. Mais les avis divergent lorsque les tables des plateaux s'infléchissent en dessous de 1.000 mètres. Les savanes situées à 900 mètres d'altitude sont-elles ou non sous l'emprise des glossines ?

L'aire pastorale ne se définit pas exactement par l'absence de glossines, les éleveurs ayant tendance à ménager des secteurs tampons, afin de ne pas amener les animaux au contact des insectes vecteurs de trypanosomose. L'élevage se tiendrait en retrait de l'aire supposée salubre (179).

Cependant, le comportement des éleveurs diffère face à la menace des tsé-tsé, en fonction de leur identité ethnique et du type de bétail qu'ils détiennent. Les Djafoun qui possèdent des zébus rouges redoutent toute infestation glossinaire et tiennent les troupeaux à distance des secteurs suspectés d'insalubrité. Au contraire, les Akou ne craignent pas de conduire les zébus blancs dans les savanes qu'ils savent légèrement infestées de glossines. Leurs animaux ont la réputation de mieux supporter la trypanosomose que les zébus rouges. D'autre part, les Akou assurent une meilleure garde des troupeaux et, maîtrisant mieux leurs déplacements, les écartent des galeries forestières qui abritent des gîtes à glossines. Finalement, l'affirmation de P. HAWKINS et M. BRUNT, niant l'existence de savanes salubres non pâturées, convient davantage aux années soixante-dix qu'aux premières années soixante, lorsque les Djafoun étaient nettement majoritaires.

Même après l'occupation des bas plateaux par les troupeaux de zébus blancs, il n'est pas certain que les secteurs sans bétail soient très infestés de mouches tsé-tsé. Des Mbororo ne s'y installent pas, simplement parce qu'ils craignent l'isolement et la difficulté de se ravitailler sur place. Ce serait le cas des hauteurs situées au nord-ouest de Wum et des crêtes montagneuses qui s'étirent entre Ngwo et Akwaya. L'absence de bétail n'est peut-être que

179. Au début des années soixante, P. HAWKINS et M. BRUNT affirment pourtant le contraire : « there are no large areas of tsetse free unexploited grazing land left » (1965, p. 56). Leur carte d'utilisation du sol signale cependant des savanes exemptes de glossines au nord de Dumbo et de Wum. Des reliefs escarpés, du côté des plaines du Mbam, semblent également indemnes de glossines et n'interdisent pas absolument la présence de troupeaux.

provisoire. Si la situation des éleveurs devient insoutenable à proximité des cultivateurs, certains préfèreront s'isoler en pleine brousse, quitte à parcourir de grandes distances pour acheter de la nourriture. Les éleveurs ne mettent peut-être pas encore à profit toutes les possibilités des plateaux.

Bien que le climat des plateaux de l'Ouest-Cameroun soit plus humide que celui de l'Adamaoua, la trypanosomose bovine ne représente pas un lourd handicap. Les troupeaux n'ont jamais été traités par des campagnes de masse contre cette maladie. Dans les années soixante-dix, les éleveurs des Grassfields qui voyageaient en Adamaoua étaient étonnés des marques laissées par les injections répétées de trypanocides à l'arrière-train des animaux. Ils en déduisaient que l'Adamaoua n'était pas aussi "bon" pour l'élevage que les plateaux de l'ouest.

L'installation récente des Akou au pied des plateaux, en bordure de la plaine Mbaw et de la vallée de la Bui, remet en cause toutes les hypothèses sur la répartition des glossines. Pendant longtemps, elles étaient supposées infester, en saison des pluies, toutes les savanes situées à moins de 1.000 mètres, avec des variations entre 900 et 1.200 mètres, d'après la densité de la végétation et l'humidité ambiante. A présent, l'habitat des glossines se serait rétréci à des altitudes bien plus basses. C'est, probablement, la résultante d'une tendance sèche du climat et d'une raréfaction de la faune sauvage, limitant les hôtes des vecteurs. Autant l'affaiblissement de la pluviosité rend les conditions pastorales plus difficiles en zone sahélienne, autant elle les améliore en zone guinéenne.

Déjà, presque tous les Grassfields étaient supposés exempts de glossines au cours des années soixante, en phase climatique considérée, a posteriori, comme humide. La salubrité pastorale semble d'autant mieux assurée dans les années soixante-dix et quatre-vingt, correspondant à un climat plus sec. L'insalubrité glossinaire n'est donc pas à retenir, pour le moment, comme une entrave importante à l'élevage sur les plateaux de l'ouest.

Les forêts et le cheptel : intégration ou séparation ? Contrairement à leur appellation habituelle, tous les "Grassfields" ou "Grasslands" ne portent pas que des prairies. Des forêts couvraient autrefois de vastes étendues sur les plateaux. Un peuplement ancien et dense de cultivateurs serait responsable de leur rétraction ou de leur remplacement par des savanes pures (180). L'opposition entre les prairies de plateaux et les forêts de plaine, surtout au sud, ne tiendrait pas seulement à des différences climatiques mais, également, à des occupations humaines plus ou moins denses et continues (181).

La destruction des forêts n'est pas encore tout à fait achevée sur les plateaux. Des morceaux de forêt subsistent, soustrayant autant d'étendues aux troupeaux. Des forêts toujours vertes recouvrent les plaines et les grandes vallées à climat pluvieux, s'accrochant aux rebords des plateaux. Des forêts montagnardes, plus émiettées, s'appuient sur les versants des reliefs volcaniques (fig. 136).

La forêt biafréenne qui recouvre le bassin de Mamfe, gravit les contreforts du Bamenda en dépassant toujours les 1.000 mètres. En bordure du

180. Plutôt que par un déboisement total, le peuplement agricole s'est probablement traduit par un réaménagement des formations forestières : conservation et domestication d'arbres utiles, maintien de bosquets sacrés. Le nombre des arbres «domestiqués» va souvent de pair avec les densités de peuplement. Toutefois, le bocage signe davantage les terroirs bamiléké que ceux du Bamenda. Autrefois, les villageois des Grassfields tiraient parti d'arbres utiles mais n'en plantaient guère... L'inachèvement du bocage n'est pas sans rapport avec le statut foncier des arbres plantés dont l'héritage revenait traditionnellement au chef de lignage.

181. Il revient aux hommes d'abattre des arbres pour ouvrir de nouveaux champs. Les hommes étaient peut-être déchargés des travaux purement agricoles parce que cet abattage représentait une lourde tâche. A présent, elle est devenue symbolique, sauf dans quelques forêts, encore en cours de destruction.

Bamiléké, la limite forestière s'élève rarement au-dessus de 1.200 mètres. Au sud du Bamenda, en relation avec une emprise moins forte des cultures et une ambiance plus humide, elle atteint fréquemment 1.500 mètres dans le creux de la caldeira des monts Bambouto.

Un manteau forestier dense submerge toutes les pentes orientées vers le bassin de Mamfe. Ces forêts baignent, la plus grande partie de l'année, dans les nuages. Des mousses, enveloppant les branches, s'égouttent sur un sous-bois composé de fougères et de lianes mais dépourvu de graminées. Les troupeaux traversent ces forêts sombres pour gagner des prairies isolées sur des crêtes ou accèder à des points d'eau.

Le contact des forêts avec les prairies s'établit de manière brutale par une façade d'arbres, bordée d'une frange de fougères. La limite entre les deux végétations ne se maintient pas à une altitude constante. Elle se relève ou s'abaisse, se complique d'indentations, selon le contour sinueux des plateaux. Les plateaux Meta se prolongent ainsi à l'ouest par des reliefs où les prairies sommitales trouent le couvert forestier. Dans l'entonnoir de la caldeira des monts Bambouto, le manteau forestier s'étend en continu (avant les déboisements récents) jusqu'aux forêts montagnardes. Quelques prairies s'intercalent vers 1.800-2.000 mètres, plaques herbeuses isolées au milieu des forêts. Retombée brutale des plateaux et manteau forestier opposent une frontière à l'élevage, vers l'ouest et le sud des plateaux.

Au nord, les formations herbacées ne se heurtent pas à des barrières végétales aussi compactes. Des forêts couvrent encore les versants et les fonds des principales vallées : Metchum, Katsina Ala, Donga. Mais il s'agit de formations semi-décidues qui ne développent pas un manteau forestier continu. Des auteurs expliquent la présence de ces forêts, à une latitude inhabituelle (7° N), par des climats locaux pluvieux (182). Pourtant, les vallées, orientées vers le nord ou le nord-ouest, semblent se trouver en position d'abri par rapport aux flux de la "mousson". J. SUCHEL invoque l'ouverture du bassin de la Donga vers les plaines de la Bénoué, au Nigeria ; elle faciliterait la pénétration des vents pluvieux qui butent ensuite contre le cadre montagneux.

L'isolement de ces forêts, au fond de vallées à versants abrupts, difficiles d'accès et très peu peuplées, les a épargnées de déboisements (183). Débordant rarement sur les plateaux au-dessus de 1.000 mètres, elles ne restreignent pas directement l'aire d'élevage. Mais elles abritent des gîtes à glossines qui écartent les troupeaux de leurs lisières.

Du point de vue de la végétation, la retombée des plateaux vers l'est s'oppose nettement aux abrupts vers l'ouest et le sud. Ici, aucune forêt dense n'interrompt les savanes arbustives qui ponctuent les pentes en dessous de 1.500 mètres (184). Entre les arbustes, la strate herbeuse est vigoureuse. Les troupeaux descendent parfois paître ces grandes graminées, en milieu de saison des pluies. Ils remontent chaque soir ou séjournent quelques jours à mi-pente. Comme les forêts denses se réduisent à des galeries forestières encaissées, la végétation n'oppose, de ce côté, aucun obstacle à l'élevage.

La même dissymétrie végétale entre versants exposés aux vents humides et versants en situation d'abri se retrouve sur les reliefs qui dominent

182. SUCHEL, J., 1972, p. 240.

183. Cette immunité serait assez récente. Autrefois, les vallées étaient plus peuplées qu'aujourd'hui. P. HAWKINS et M. BRUNT (1965) signalent de grands fossés défensifs dans la vallée de la Metchum, attestant un ancien peuplement dense.

184. L'opposition végétale est d'origine climatique mais peut-être accentuée par des déboisements anciens. La rareté des forêts au-dessus de la plaine de Ndop n'est pas sans rapport avec les nombreux hauts fourneaux qui fonctionnaient autrefois au pied de l'abrupt.

les plateaux : Bambouto, Santa, Mendankwe, Ndawara, Bantem et Binka. Partout, des forêts montagnardes masquent les versants orientés vers l'ouest, tandis que des prairies, parcourues de troupeaux, s'étendent à l'est. Seul, le massif forestier complexe d'Oku fait exception : quelques prairies ont remplacé la forêt sur les pentes très raides qui descendent vers la plaine de Ndop. La forêt subsiste sur les autres versants mais elle est soumise à de vives attaques agricoles.

Bien que le sous-bois des forêts montagnardes soit pauvre en espèces herbacées, il est sillonné de pistes à bétail : pistes de transhumance, pistes d'accès à des clairières. Les animaux se réfugient en forêt au milieu des journées chaudes. Les ressources fourragères sont presque nulles mais la forêt montagnarde n'est pas un milieu insalubre ou hostile au bétail.

Au total, les forêts denses soustraient environ 200 km2 à l'élevage, c'est-à-dire une faible part des plateaux. S'y ajoutent quelques réserves forestières qui englobent et débordent les forêts montagnardes : Santa, Mendankwe. Parfois, le Service Forestier a procédé à des reboisements en conifères et en eucalyptus : à Mendankwe près de Bamenda et à Melap près de Foumban. L'accès de ces reboisements est interdit aux troupeaux. Ceux de Mendankwe couvrent une vingtaine de km2 d'anciens pâturages d'altitude. Pour ce faire, les "Native Authorities" de Bafut et de Santa ont expulsé, en 1954, environ 2.700 têtes de bétail (185). Les portions de la réserve non reboisées restent ouvertes aux troupeaux, contre le versement d'une taxe au "Forestry Department".

Un débat sur l'opportunité d'ouvrir les réserves forestières au bétail est engagé en beaucoup de pays. En broutant les jeunes pousses d'arbres, les animaux empêchent la forêt de se reconstituer, accusent les forestiers. Mais, en régions densément peuplées, les réserves forestières représentent les derniers refuges pastoraux (186).

Les rares réserves montagnardes couvrent de faibles étendues, par rapport à celles qui s'étendent au nord, de la vallée de la Metchum aux environs de Nkambe. D'immenses secteurs protégés englobent des forêts semi-décidues mais également des savanes (187). Etant situés en contrebas des plateaux, ils n'affectent pas directement l'élevage. Au nord de Wum, quelques centaines de bovins stationnent curieusement dans la réserve de Fungom. Les éleveurs n'acquittent aucun droit de pacage, la surveillance de ces réserves immenses étant plutôt lâche. Des éleveurs des hauts plateaux transhument vers les réserves de la Metchum mais ils disent verser un droit de pacage saisonnier. A l'époque anglaise, les réserves forestières étaient étroitement contrôlées. Depuis lors, l'action du service forestier se relâche ; les réserves sont soumises à de nombreuses intrusions, dont celles des éleveurs.

En plus des grandes réserves d'Etat, d'innombrables "fuel plantations", mises en eucalyptus, dépendent des autorités locales. Chacune ne couvre que quelques hectares, toujours plantés aux dépens de pâturages. La création d'une "fuel plantation" se traduit par des expulsions d'éleveurs.

La politique forestière de l'administration anglaise accordait de grands pouvoirs aux "Native Authorities" (188). D'après G. COURADE, la dégradation des forêts classées

185. Une partie de cette réserve est mise en culture au-dessus de Mendankwe. Les défrichements s'étendent chaque année, sur de fortes pentes. M.J.A. BROUWERS notait déjà, au début des années soixante, que des champs la trouaient en de nombreux endroits. Alors que des reboisements ont annexé des pâturages d'un côté, les déboisements agricoles détruisent la forêt naturelle, de l'autre.

186. C'est le cas au nord du Nigeria. Cependant, leur usage pastoral est soumis à de nombreuses restrictions : interdiction des feux de brousse, des abattages d'arbres et des mises en culture.

187. D'après M.J.A. BROUWERS (1965), l'intérêt de ces réserves forestières reste discutable. Situées en reliefs accidentés, presque vides de population, elles offrent peu d'intérêt économique. L'expert estime que des cultures itinérantes très limitées n'endommageaient pas les forêts, donc que leur mise en réserve n'était pas nécessaire.

188. G. COURADE, 1980, "La gestion du patrimoine forestier dans un secteur fragile : les Grassfields du Bamenda".

provient du transfert de leur gestion, des autorités locales au gouvernement central. Mais les instances locales, elles-mêmes, n'ont pas toujours réussi à faire respecter les forêts classées sur les plateaux. Certes, elles lançaient des opérations de reboisement mais c'était une façon détournée d'expulser des éleveurs de pâturages convoités.

Les grandes réserves forestières du Bamenda s'étendent en contrebas des plateaux, sauf celle de Fungom. Au total, forêts "naturelles" ou protégées ne soustraient que 355 km2 à l'élevage, au-dessus de 1.000 mètres, alors que les grandes réserves couvrent 1.140 km2 (189). La perte pour l'élevage apparaît donc mince, mais l'estimation reste inférieure à la réalité : les reboisements décidés par le gouvernement ou les autorités locales se sont toujours soldés par des confiscations de pâturages précieux.

189. Superficie avancée par M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN, 1961.

Tant que l'essentiel du cheptel se concentrait sur les hauts plateaux, il n'était pas trop gêné par les réserves forestières. Aujourd'hui, des troupeaux descendent à des altitudes de plus en plus basses. Ils parcourent les grandes réserves du nord. Des éleveurs s'installent franchement dans les réserves les moins surveillées, en risquant l'expulsion brutale, un jour ou l'autre. Les rapports entre les éleveurs et le Service Forestier pourraient devenir conflictuels, à moins que ce service officialise une utilisation pastorale des réserves.

Les zones inondables, répulsives puis attractives de bétail. Si les forêts ne se ferment pas complètement au bétail, un autre milieu ne se montre répulsif qu'en saison des pluies : les cuvettes inondables. Souvent liées au relief volcanique, elles sont nombreuses sur les plateaux de l'ouest, avec des étendues très inégales.

Une inondation saisonnière recouvrait déjà la plus grande partie de la plaine de Ndop, avant la mise en eau du barrage de Bamendjing en 1975. Des coulées volcaniques, comparables à celle de Bamendjing, sont à l'origine de marécages moins étendus, au Bamoun : Koutaba et Nkounchamkap, au nord de Foumbot, Monoun à l'ouest (190). A la périphérie des plateaux, des zones inondables proviennent également de barrages volcaniques (vallée de la Metchum, en amont des chutes). D'autres liserés alluviaux frangent les grands cours d'eau (plaine Mbaw). Certains bas-fonds s'assèchent suffisamment pour devenir de bons pâturages en saison sèche.

Les unités de remblaiement et la végétation hydrophile de la plaine de Ndop ont déjà fait l'objet d'une description et d'une cartographie (191). Les mêmes paysages se répètent sur les cuvettes inondables au Bamoun : fondrières couvertes de papyrus, savanes à différentes graminées selon la hauteur de la nappe d'inondation, forêts marécageuses en bordure des vasières. Même en saison sèche, les animaux ne s'avancent que prudemment dans les bas-fonds les plus humides. Certaines fondrières de la plaine de Ndop ou de Koutaba, tourbières engorgées d'eau, restent dangereuses.

En saison des pluies, les troupeaux évacuent ces plaines avant même la montée des eaux. Si la plaine de Ndop n'est pas infestée de tsé-tsé, des moucherons et des moustiques pullulent dès les premières pluies. Les animaux ne peuvent paître que de nuit. Puis ils s'écartent des bas-fonds transformés en bourbiers (192).

190. SEGALEN, P., 1967, "Les sols de la vallée du Noun".

191. BOUTRAIS, J., 1978, "Etude d'une zone de transhumance, la plaine de Ndop", in "Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide", p. 104-108.

192. D'après R. DIZIAIN (1952), un milieu inondable exerce également une influence répulsive sur les cultivateurs. Il serait responsable du faible peuplement de la vallée inférieure du Noun et de celles des Mifi, en bordure du Bamiléké. Les abords de galeries forestières sont infestées de moustiques et de simulies.

Une planimétrie au 1/200.000 des terrains submergés par l'inondation saisonnière dans la plaine de Ndop aboutit à 456 km2. Une vérification, au moyen de mesures plus précises, sur un fond au 1/50.000 par les pédologues, porte cette étendue à 470 km2 (193). En ajoutant 35 km2 de terres basses et humides au Bamoun, les zones inondables impropres à l'élevage en saison des pluies couvrent plus de 500 km2. C'est une superficie importante pour des reliefs aussi élevés (194). La retenue de Bamendjing accroît maintenant l'étendue submergée par les eaux. Elle augmente surtout la hauteur de la nappe d'eau et l'empêche de se vidanger dès que les débits du Noun baissent.

L'effet répulsif des zones inondables englobe un glacis de protection que les éleveurs se ménagent. Sa largeur varie selon la pente du piémont en contrebas des hauts plateaux. La gêne causée par des marécages n'est pas ressentie au même point par tous les éleveurs. Des Akou s'installent depuis quelques années à la périphérie de la plaine de Ndop, tandis que les Djafoun remontent prudemment sur les hauteurs (195).

Les interfluves disposés "en doigts de gant", entre les parties inondables de Ndop, écarteront encore longtemps les troupeaux en saison des pluies. Même en saison sèche, la salubrité de la plaine n'est pas complètement assurée, ni pour le bétail, ni pour les hommes. L'abondance de moustiques se traduit par des accès de paludisme chez les transhumants.

> Un éleveur descendu des monts Bambouto finit par renoncer à transhumer dans les vallées des Mifi, affluentes du Noun. Il se plaint que ses jeunes enfants, accoutumés à l'air frais et vivifiant de la montagne, sont atteints de poussées de fièvre lorsqu'ils séjournent dans la moiteur des vallées.

En tenant compte des abords de zones inondables, environ 925 km2 de la plaine de Ndop écartent le cheptel, en saison des pluies (196). Cela représente une étendue près de 3 fois supérieure à celle des forêts. De fait, la carte de localisation du cheptel, même à petite échelle, marque un vide pastoral au milieu des plateaux.

Aux contraintes du milieu inondable s'ajoutent, depuis quelques années, des rizières. Alors que le riz sous pluie est une culture traditionnelle à l'ouest des plateaux, jusqu'au Nigeria, celle du riz inondé était inconnue aux Grassfields. Culture de basse altitude, elle implique une maîtrise parfaite de l'eau. La diffusion de variétés de riz adaptées à l'altitude des plateaux et un début de contrôle des eaux ont permis d'entreprendre une mise en valeur des zones inondables.

En plaine de Ndop, la riziculture inondée, encadrée par une société d'Etat, s'étend sur plus de 1.000 ha en 1980 et progresse d'année en année (197). Introduite ailleurs par les Chinois (vallée de Metchum) ou à l'instigation de missions catholiques (plaine Mbaw et plaine Tikar), elle couvre des superficies mal connues. Les rizières inondées ne soustraient pas seulement à l'élevage des pâturages d'hivernage mais également de saison sèche. Elles perturbent le système pastoral, fondé sur l'association de deux types de pâturages saisonniers.

193. Elle correspond à l'extension minimum de la nappe d'inondation qui provoque également un engorgement d'autres sols en bordure ou en amont des digitations de la plaine.

194. Plus de 100 km2 consistent en forêts marécageuses, surtout des raphiales, qui écartent les troupeaux à la fois par leur couvert végétal et par le régime hydrique de leurs sols.

195. Les Akou, nouveaux venus, sont écartés des pâturages d'altitude, déjà accaparés par d'autres Mbororo. Faute de mieux, ils s'installent sur les seuls pâturages disponibles, en bordure de la plaine.

196. Dans une proposition d'aménagement de la plaine en "mixed farming", M.J.A. BROUWERS (1965) évaluait à 66.000 ha l'étendue des zones inondables. Mais elle ne concernait que la partie de la plaine rattachée à l'ancien Cameroun Occidental.

197. S.E.D.A. (1976, t. 3). Le rapport souligne l'évolution rapide de l'étendue des rizières (mais beaucoup de rizières dites "sauvages" ne sont pas prises en compte) et les essais successifs de variétés de riz, en provenance de régions à écologie comparable.

Les zones inondables interdisent le bétail sur de grandes étendues en saison des pluies mais, d'un autre côté, elles attirent des concentrations de cheptel dans leur voisinage. Dès le début de la saison sèche, les troupeaux descendent vers les cuvettes qui, de répulsives, deviennent les meilleurs pâturages. Cependant, avec leur conversion actuelle à la riziculture, les zones inondables perdent cet attrait. Elles suscitent beaucoup de tensions : même en dehors des cycles culturaux, le bétail risque de détériorer les aménagements rizicoles, de déclencher la colère des cultivateurs et, plus encore, des moniteurs. La plupart des rizières se localisent au pourtour de la plaine de Ndop, c'est-à-dire en travers des pistes à bétail vers la plaine. Les aménagements rizicoles créent peut-être moins de préjudices à l'élevage par les surperficies qu'ils accaparent que par la gêne causée aux déplacements des animaux, à l'aller et au retour des transhumances.

La concurrence actuelle entre l'élevage bovin et la riziculture en bas-fonds inondables n'est pas spécifique aux Grassfields. Ce type de milieu naturel, aux sols lourds hydromorphes, ne présentait autrefois qu'un potentiel pastoral, lui-même limité à la saison sèche. A présent, il suscite souvent des initiatives qui émanent d'organismes de développement ou des sociétés paysannes elles-mêmes. Partout, en Afrique tropicale, les éleveurs se trouvent écartés des meilleurs pâturages dont ils disposaient en saison sèche.

La résultante en pâturages

De la déduction de tous les espaces impropres à l'élevage au-dessus de 1.000 mètres, résulte l'extension des pâturages disponibles. Cette méthode d'évaluation a déjà fait l'objet d'essais à propos du Bamenda mais les résultats s'échelonnent de 3 à plus de 4.000 miles2, soit de 7.700 à 10.600 km2 (198). L'étendue des espaces pastoraux est donc des plus incertaines.

Les exclusions de bétail en saison des pluies ne sont pas toujours absolues. Les forêts montagnardes sont trouées de clairières et comportent un réseau de pistes et de points d'eau régulièrement fréquentés (199). L'incidence pastorale des zones inondables se révèle encore plus ambivalente puisque, d'une saison à l'autre, elles écartent les troupeaux puis les attirent.

Les villageois qui possèdent du bétail finiront par enclôre des pâturages, insérés dans la trame des cultures. Par la culture attelée, de plus en plus prônée, un élevage paysan de quelques bovins par famille ne sera plus incompatible avec des cultures denses. Celles-ci entraînent-elles davantage d'exclusive à l'égard du bétail que des cultures dispersées ? Des idées toutes faites méritent d'être révisées ou, du moins, nuancées. Un système agricole extensif, comme celui pratiqué à Wum, ne suscite-t-il pas davantage de conflits avec les éleveurs que les cultures stables des systèmes intensifs, aux limites franches avec les pâturages ?

Enfin, la courbe de niveau de 1.000 mètres représente une limite commode mais de moins en moins significative pour les pâturages d'hivernage. Au nord du Bamenda, la ligne des 900 mètres serait plus

198. J. CARTER (1967, "The Fulani in Bamenda", p. 5) récapitule des évaluations anciennes qui manifestent des divergences encore plus grandes.

199. Les animaux broutent quelques herbes de sous-bois, grapillent des feuilles accessibles et recherchent surtout une petite plante, nommée *balbalDe* (?) par les Mbororo.

pertinente. En zone soudanienne, il est admis que les glossines peuvent infester des savanes jusqu'à 1.000 mètres. Mais il est artificiel de transférer cette limite à des plateaux situés en zone guinéenne. D'un autre côté, le contexte pastoral s'est considérablement modifié, au cours des récentes décennies. Aucun repère altitudinal assuré ne peut être proposé à la salubrité. Faute de mieux, on s'en tiendra à la courbe des 1.000 mètres, en reconnaissant qu'elle n'inclut pas tous les pâturages disponibles.

Compte tenu de ces observations, le cheptel des plateaux de l'Ouest-Cameroun dispose, en 1975, de 8.260 km2 pâturables en saison des pluies. Ne couvrant qu'un tiers de la région, les pâturages sont relativement exigus. Les plus vastes étendues disponibles au bétail se trouvent au Bamenda (6.400 km2), le Bamoun n'offrant qu'un peu plus d'un millier de km2 et le Bamiléké à peine la moitié.

En1963, M.J.A. BROUWERS estimait la surface des pâturages exploités au Bamenda à 5.400 km2. L'écart avec le chiffre de 1975 tient peut-être à une occupation pastorale devenue plus complète des plateaux de Wum et de Dumbo. Le même expert prévoyait que ces bas plateaux accueilleraient davantage de bétail. A l'inverse, M.J.A. BROUWERS pronostiquait que les pâturages à haute altitude ne resteraient pas dans leur intégralité à la disposition des éleveurs. Il n'en subsisterait que 4.900 km2, des délimitations entre cultures et pâturages se traduisant par une perte prévisible de 500 km2 d'espaces pastoraux. Mais10 % sont trop pierreux et 5 % trop abrupts, ce qui ne laisse plus que 4.200 km2 réellement exploitables par les troupeaux. C'est beaucoup moins que les étendues évaluées en 1975. Certes, celles-ci ne tiennent pas compte des cultures dispersées, ni des terrains pierreux ou trop pentus.

Quinze ans plus tard, les pâturages du Bamenda excèdent l'étendue prévue par M.J.A. BROUWERS, au début des années soixante. Les accaparements par les cultures ont peut-être été moindres qu'il ne le redoutait. De plus, les photos aériennes de 1958 couvraient seulement une partie des plateaux Meta-Ngwo. Ces hauteurs, négligées et mal connues, offrent plus de pâturages qu'on ne l'a longtemps supposé (200) : 330 km2 au-dessus de 1.500 mètres et autant de 1.000 à 1.500, à peu près inutilisés par les cultivateurs. Une meilleure cartographie de ces plateaux réévalue les chiffres de M.J.A. BROUWERS. De la même façon, une nouvelle évaluation des pâturages d'altitude dans les années quatre-vingt devrait prendre en compte les hauteurs d'Akwaya. Les éleveurs précèdent les services d'Elevage, dans la prospection et la mise en valeur de nouveaux pâturages.

200. J. CARTER (1967, p. 6) suppose que tous les secteurs non couverts par les photos de 1958 ne correspondent qu'à des marécages ou à des forêts.

Dans leur inventaire de l'occupation du sol au Bamenda, M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN (201) calculent, de leur côté, que les pâturages exploités en 1958 couvrent 2.660 miles2, soit 6.890 km2. Cette étendue plus grande englobe des pâturages d'hivernage et d'autres de saison sèche. L'interprétation des photos aériennes sans contrôle de terrain n'a pas permis de les dissocier avec certitude. Qu'il s'agisse d'un parcours d'une saison ou de l'autre, il se traduit sur les photos par les traînées des pistes à bétail, principal indice d'une utilisation pastorale sur les documents aériens.

201. M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN, 1961, "An aerial photographic reconnaissance of the present and possible land use in the Bamenda Area".

La carte de végétation et d'utilisation agricole, dressée par les auteurs, comporte les limites des pâturages. Ils sont différenciés d'après des critères végétaux : prairie, prairie et végétation boisée, prairie et marécage. Les deux dernières catégories correspondent à la plaine Mbaw et à celle de Ndop, deux secteurs de transhumance. Leur déduction isole déjà mieux les pâturages de saison des pluies.

Ils couvrent alors 2.500 miles2, soit 6.470 km2, une étendue voisine de celle mesurée en 1975. En 1958, ces pâturages comprennent la moitié des secteurs occupés par des cultures dispersées et l'ensemble des prairies qui couvrent, à elles seules, 5.540 km2. Celles-ci sont les "vrais" pâturages d'altitude, dont l'étendue correspond au chiffre avancé par M.J.A. BROUWERS.

En contradiction complète avec ces ordres de grandeur, P. HAWKINS et M. BRUNT évaluent les pâturages d'hivernage du Bamenda à seulement 720 miles2, soit 1.864 km2 (202). Ils précisent que cette superficie concerne seulement les pâturages anciens ("traditional wet season grazing areas") sur les hauts plateaux volcaniques. En ajoutant quelques endroits moins élevés qui admettent du bétail en hivernage et le plateau à l'ouest d'Oshie (Ngwo), non cartographié, ils n'aboutissent encore qu'à un total d'environ 1.000 miles2, soit 2.540 km2. Cette évaluation se situe donc très en deçà des précédentes.

202. P. HAWKINS et M. BRUNT, 1965, p. 56 et carte 10.

La carte d'utilisation du sol, proposée par les derniers auteurs, explique en partie leur résultat. Ils dissocient des pâturages les cultures dispersées, largement représentées aux environs de Wum. D'autres pâturages sont figurés comme des parcours de saison sèche et non de saison des pluies. De ce point de vue, la carte de P. HAWKINS et M. BRUNT apparaît mieux documentée que celle des auteurs précédents. Elle ne résulte pas seulement d'une photo-interprétation mais d'observations sur le terrain (fig. 142).

L'étendue des pâturages exploités, dans une région aussi complexe, est difficile à évaluer. Rien que pour les plateaux du Bamenda, bénéficiant pourtant de plusieurs études au début des années soixante, l'importance des pâturages diverge de manière sensible d'un auteur à l'autre. Le tableau suivant compare les évaluations faites à cette époque et celles avancées au milieu des années soixante-dix.

Tabl. 52 : ***Evaluations de l'étendue des pâturages au Bamenda***

années	1961	1963	1965	1975	1975
auteurs	Bawden/ Langdale -Brown	Brouwers	Hawkins/ Brunt	Brouwers (prévision)	Boutrais
	6.470 km2	5.400 km2	2.540 km2	4.900 km2	6.400 km2

L'étendue des pâturages est relativement connue en hauts plateaux où l'élevage représente une activité déjà ancienne, circonscrite par des délimitations avec les cultures. Les prairies d'altitude se démarquent nettement dans le paysage, comme sur les photos aériennes. Au contraire, les pâturages en bas plateaux restent mal connus. Des experts, de passage au Bamenda, avancent que les pâturages couvrent 5.000 km2 (203). Cette étendue, souvent reprise d'un rapport à l'autre, sous-estime les secteurs pâturés en contrebas des hauts plateaux.

203. PROVOST, A. et BORREDON, C., 1969, "Rapport de mission effectuée au Cameroun Occidental".

Le Bamoun et le Bamiléké n'ont pas bénéficié d'évaluations aussi nombreuses, parce que l'élevage n'y occupe qu'une place marginale. Tou-

tefois, la compétition spatiale avec les cultivateurs n'est pas moindre. J.L. DONGMO a proposé quelques chiffres de superficies pâturées (204) qui ne s'harmonisent guère avec ceux de 1975. Il estime que le Bamoun offre 500 km2 de pâturages alors qu'en 1975, ils atteignent le double. Au Bamiléké, il reprend des chiffres anciens, par exemple 24.000 ha sur les monts Bambouto. R. DIZIAIN estimait déjà, en 1952, que les pâturages utilisables sur les versants de ce massif n'excédaient pas 19.000 ha, du côté bamiléké. Depuis lors, leur étendue s'est réduite à environ 11.300 ha en 1975. Les divergences deviennent encore plus grandes qu'au Bamenda.

204. DONGMO, J.L., 1972, "L'élevage bovin dans l'Ouest-Cameroun".

L'analyse, aussi serrée que possible, de l'étendue des pâturages ne relève pas de l'exercice gratuit, ni d'un intérêt seulement géographique. En contexte de vive compétition spatiale, c'est une donnée importante qui, à la limite, peut servir d'argument dans les débats politiques. Alors que le recensement des effectifs de cheptel fait partie des tâches de routine de l'administration locale, tout au moins au Bamenda, l'étendue des pâturages reste mal connue. Des auteurs ont déjà déploré cette lacune (205). Or, la connaissance de cette étendue est indispensable pour appréhender les charges en bétail.

205. «... other statistics which are essential for planning the development of the cattle industry are sadly lacking » (HAWKINS, P. et M. BRUNT, 1965, p. 56). « Une enquête qui serait très utile serait celle qui ferait l'inventaire de la totalité des surfaces couvertes par les pâturages » (NDUMBE, R.D., 1977, "Station de Bambui-Bamenda : les pâturages, les aliments du bétail, l'embouche").

Les charges en bétail

Le calcul des charges en bétail sur les plateaux aboutit, de façon presque prévisible, à la mise en évidence de fortes charges. Devant ce résultat, il est de bon ton de crier à la surexploitation des pâturages, conduisant à une dégradation du milieu. C'est un motif, avec les conflits entre éleveurs et cultivateurs, pour réclamer une limitation, voire une réduction des effectifs de cheptel. Ce fut longtemps un objectif de l'administration anglaise : diminuer les effectifs de cheptel, afin de préserver l'état des pâturages.

Charges et capacités de charges

Pour décréter qu'un pâturage est surchargé de bétail, il faut comparer les faits avec une norme. Mais les deux restent flous, même aux Grassfields. Les charges réelles sont toujours difficiles à connaître. Quant à la capacité de charge, elle peut être établie par des études et des mesures de productions fourragères. Or, seules des estimations contradictoires tiennent lieu d'investigations scientifiques.

Une charge mal connue ... Un inventaire rapide des principaux problèmes de l'élevage au Bamenda mentionne, parmi les plus graves, celui de la charge des pâturages (206). Selon J. CARTER, au début des années soixante, « the situation is critical. »

206. CARTER, J., 1967, p. 5.

L'auteur propose un gradient de charges annuelles qui tient compte des difficultés pour repérer l'usage réel des pâturages, à partir des seules photos aériennes. Si le cheptel exploite la totalité des pâturages, il dispose de plus de 4,4 hectares par tête ; s'il n'en utilise qu'une partie, chaque bovin se contente de 2,5 hectares. Les charges réelles se situent entre ces extrêmes, probablement plus près du dernier chiffre. D'après J. CARTER, il y a tout lieu de penser que les éleveurs mettent plus d'un animal

sur 4 hectares ; c'est une charge excessive qui demanderait une amélioration des pâturages. L'auteur met en accusation les Mbororo : ils chargent trop les pâturages.

L'inconvénient de ces calculs tient à ce qu'ils amalgament des pâturages de saison des pluies et d'autres, de saison sèche. Ils aboutissent à une moyenne annuelle qui ne correspond pas aux charges effectives, d'une saison à l'autre. L'étendue et la nature des pâturages de saison sèche n'étant pas comparables à ceux d'hivernage, une charge annuelle reste quelque peu théorique.

La plupart des anciens rapports relatifs à l'élevage au Bamenda englobent ainsi tous les pâturages pour conclure que chaque bovin dispose de 3 à 4, voire de 8 hectares pâturables (207). M.J.A. BROUWERS avance pour la première fois, en 1963, une charge plus conforme à la réalité en saison des pluies (208) : chaque bovin exploite seulement 4,7 acres (1,9 ha). Dans le même sens, P. HAWKINS et M. BRUNT (209) calculent que la charge est d'un bovin pour, au plus, 3 acres (1,2 ha) en saison des pluies. La charge réelle, pendant une grande partie de l'année, est donc beaucoup plus élevée qu'on ne le pensait. Appliquée à plusieurs milliers de km2 de pâturages, elle exprime une situation pastorale exceptionnelle.

En 1975, la charge moyenne est de 38,5 bovins/km2 pour l'ensemble des plateaux de l'Ouest-Cameroun, c'est-à-dire que chaque bovin dispose de 2,6 hectares (210). Contrairement à des prévisions pessimistes émises dans les années soixante, l'aire d'élevage s'est étendue entre-temps. D'une façon, l'installation d'éleveurs sur d'anciens secteurs de transhumance a contribué à alléger la charge moyenne, du moins en saison des pluies. Surtout, le résultat de 1975 ne concerne que des effectifs de cheptel imposé. Les coefficients de correction étant aléatoires (réévaluation d'un quart ou de la moitié ?), la charge réelle est difficile à préciser. Elle atteint probablement un bovin pour un peu moins de 2 hectares.

Les études sur l'élevage, au début des années soixante, font découvrir une charge en bétail extrêmement forte sur les pâturages des Grassfields : entre 1 et 2 ha seulement par bovin. En fait, ces chiffres ne se rapportent qu'aux prairies de *caBBal*. En bas plateaux, les charges seraient plus légères. Cependant, une charge d'un bovin pour 2 ou même 2,5 ha pâturables incline encore à diagnostiquer une situation de surcharge.

...pour une capacité de charge controversée. Les administrateurs anglais furent les premiers à dénoncer une surcharge en bétail des Grassfields. Le thème revient en leit-motiv, dans les anciens rapports administratifs. Une charge excessive des pâturages serait à l'origine de tous les maux de la région : dégradation du milieu, mésententes entre les populations, contraignant les administrateurs à intervenir sans cesse. En fait, une charge moyenne de l'ordre de 2 à 2,5 hectares par bovin est-elle vraiment excessive pour ces pâturages ?

Les seules capacités de charge avancées concernent les prairies de hauts plateaux. D'après les essais anciens effectués par la station de Jakiri, les prairies situées à 2.000 mètres peuvent porter un bovin adulte pour 9 acres ou 10, soit 3,6 à 4 hectares (211). Compte tenu de l'appauvrissement des prairies d'altitude exploitées depuis longtemps, leur capacité de charge, en dehors de la station, se situerait entre 3 et 6 hectares par tête (212). Les hauts pâturages seraient donc en nette situation de surcharge.

207. M. LACROUTS (1963, "Etude des problèmes posés par l'élevage et la commercialisation du bétail et de la viande au Cameroun Occidental") écrit que les troupeaux mbororo du Bamenda occupent 4 à 5 hectares par tête.

208. Dans un rapport préliminaire (BROUWERS, M.J.A., ss date, "Les rapports éleveurs-cultivateurs au Bamenda") l'expert s'en tient encore à la charge admise habituellement : 10 acres par tête, soit 4 hectares. Plus tard, il se rend compte que les éleveurs chargent davantage les pâturages de saison des pluies.

209. HAWKINS, P. et M. BRUNT, 1965, p. 56.

210. Ce chiffre est comparable à l'un des extrêmes proposés par J. CARTER (1967), mais à partir de données différentes

211. BRATCHETKA, J.A., 1960, "Interim report to the Government of Nigeria on the improvement of meat supplies from the Bamenda Area".

212. Chiffres avancés par BERRIELL (1960) pour marquer l'écart entre les pâturages en station (où 1 bovin peut être tenu sur 1 hectare) et ceux de l'extérieur.

Depuis ces évaluations locales, les agrostologues se sont peu intéressés aux pâturages d'altitude en climats pluvieux pour en déterminer les capacités pastorales. On sait seulement que la production fourragère des savanes à *Sporobolus africanus* est estimée en moyenne à 1,5 tonne de matière sèche à l'hectare (213). Elles n'offrent donc que 80 jours de pâture par an à une U.B.T. (Unité de Bétail Tropicale) : 3,3 hectares de pâturage à *Sporobolus* seraient nécessaires pour entretenir cette unité théorique de bétail. Résultat qui ne contredit pas les indications avancées à partir de Jakiri et qui attesterait encore d'une surcharge des plateaux.

213. BOUDET, G. 1977, "Pâturages de la zone tropicale humide". Mais l'ancien directeur de la station de Bambui évalue la production des prairies à *Sporobolus*, sans apport d'engrais, à 5,6 tonnes de matière sèche à l'hectare (NDUMBE, R.D., 1977).

Ces chiffres sont contestés par M.J.A. BROUWERS, à propos des Grassfields. L'expert prétend que les pâturages actuels, mieux gérés, peuvent porter un bovin par hectare. Pour lui, une meilleure gestion des pâturages n'implique pas une modification de la flore herbacée comme peut l'entreprendre une station d'élevage. Avec la même production fourragère, le pourcentage consommé pourrait déjà être amélioré. La capacité de charge serait alors portée à une U.B.T. pour 1,8 hectare.

Effectivement, la station de Jakiri est parvenue à maintenir un bovin sur 4,5 acres (1,8 ha) mais sur des prairies améliorées, donc à production fourragère accrue (214). Avec des compléments, elle a même réussi à élever un bovin et davantage par hectare (215). De telles charges ne sont pas impossibles à atteindre mais elles supposent une intervention et une transformation des pâturages (216). La plupart des spécialistes insistent sur la différence entre la gestion des pâturages par les éleveurs et par une station d'élevage. Les modalités d'utilisation des pâturages par les Mbororo entraînent comme conséquence une moindre capacité de charge.

214. CARTER, J., 1967, p. 6.

215. D'après BERRIELL (1960) et M. LACROUTS (1963).

216. « not only controlled grazing but some means of improving the pastures » (CARTER, J., 1967).

M.J.A. BROUWERS affirme, au contraire, que ces charges élevées sont à la portée des éleveurs sur les pâturages naturels des Grassfields. Selon lui, les meilleurs pâturages d'altitude peuvent admettre une tête sur 1 ou 1,2 hectare. La capacité des bas plateaux serait inférieure ; elle n'excèderait pas un bovin sur 1,6 hectare. Enfin, les pâturages les plus pauvres exigeraient plus de 2 hectares par animal (217).

217. BROUWERS, M.J.A., ss date et 1963.

Des études récentes d'agrostologie confirment les performances étonnantes des prairies de *caBBal*. Les gains de poids des bovins sur *Sporobolus* s'améliorent lorsque la charge augmente, jusqu'à moins d'un hectare par UBT. Les meilleurs gains de poids correspondraient à une charge de 400 kg de poids vif/ha (soit 1 UBT/0,6 ha). Cela implique une capacité de charge encore plus forte que celle admise par M.J.A. BROUWERS. De plus, la production de matière sèche par *Sporobolus* serait plus importante que celle de toutes les graminées introduites, à l'exception du "kikuyu grass" (218).

218. d'après R.D. NDUMBE, 1977.

D'après ces normes, les plateaux ne sont pas nécessairement surchargés en bétail. Mais les capacités pastorales varient du simple à plus du double, en fonction de l'altitude. A la capacité maximum des prairies de *caBBal* s'opposerait celle plutôt moyenne des bas plateaux de Wum et de Dumbo. En fait, les performances fourragères des prairies d'altitude laissent tout de même sceptique. De telles capacités de charge ne sont-elles pas particulières aux pâturages protégés de stations d'élevage ?

Géographie des charges

A partir de la localisation du cheptel en saison des pluies, les isolignes de pression en bétail ont fait apparaître une région d'élevage singulièrement contrastée. Des pressions supérieures à 50 bovins/km2 (moins de 2 ha/tête) voisinent avec des vides pastoraux. Mais les calculs de pressions en bétail supposent que tout l'espace soit uniformément disponible à l'élevage. Or, les exclusions et les rejets de bétail s'avèrent nombreux sur les Grassfields. Il en résulte des espaces pâturables limités, surtout en hauts plateaux. Les charges, rapports des effectifs de cheptel aux pâturages, sont plus élevées que les pressions. L'entassement des troupeaux sur des pâturages exigus représente, en somme, le corollaire des fortes densités de population.

Portrait retouché de la région d'élevage. La démarche ne consiste pas seulement à calculer une charge moyenne des pâturages, dans une optique statistique. Il s'agit plutôt de mettre en évidence les variations de charge et de les expliquer, selon une approche plus géographique.

Une carte par isolignes de charges représente, à nouveau, le meilleur document de base. La procédure reprend la même méthode que pour la carte des pressions mais en tenant compte des données acquises entre-temps. Les effectifs de cheptel contenus dans chaque cercle ne sont plus rapportés à une surface constante de 50 km2 mais à ce qu'elle comporte de pâturages. Leur étendue est planimétrée, chaque fois qu'un cercle recouvre des cultures, des forêts ou des zones inondables. La carte exprime la situation en saison des pluies, les contraintes spatiales de l'élevage se modifiant en saison sèche.

Les isolignes des charges en bétail ne contredisent pas complètement celles des pressions (fig. 143). Elles les modifient parfois et permettent d'en comprendre des particularités. Ainsi, les nombreux vides qui cloisonnent les pressions en bétail ne correspondent presque jamais à des pâturages inoccupés mais à des espaces qui excluent l'élevage.

Des interruptions de l'aire pastorale au centre des plateaux (Ndop, Oku, Jakiri-Ndu, Bamenda-Bafut et Batibo) compartimentent les pâturages en plusieurs unités. Contenus entre des limites souvent infranchissables, les troupeaux se serrent sur des pâturages peu étendus, ce que montrent des noyaux de fortes charges séparés par des "blancs". L'image d'une région pastorale cloisonnée, fractionnée se confirme.

Les limites de l'aire d'élevage ne s'ouvrent qu'au nord du Bamenda (Wum-Dumbo) et à l'est, du côté des plaines du Mbam. A ces marges, l'élevage ne bute sur aucune gêne apparente ; les dernières isolignes tendent à se desserrer. Elles raccrochent le Bamoun au Bamenda, ce qui démontre le caractère artificiel, du moins pour les éleveurs, de l'ancienne frontière entre les deux Cameroun. Mais la nouvelle frontière entre Cameroun et Nigeria ne l'est pas moins, car les isolignes de charges des Grassfields se poursuivent au Mambila nigerian, sans discontinuité sur les plateaux Kaka.

L'absence de butoir périphérique définit, pour les troupeaux, des secteurs "d'aisance" où ils peuvent prendre du large. Il est probable que des changements notables affecteront la limite pastorale cartographiée dans ces secteurs. Lorsque la pente des charges devient brutale, par exemple à l'est de Nso et de Ndu, un abrupt de relief ne s'oppose pas complètement à l'extension de l'aire pastorale mais il la contient efficacement. Au contraire, un faible gradient de charges et un étalement des isolignes indiquent les directions selon lesquelles l'élevage peut encore s'étendre et se densifier. Les troupeaux sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun bénéficient rarement de telles aisances. Le plus souvent, leurs pâturages sont limités, circonscrits et parfois, clôturés.

Au centre des plateaux, de fortes charges se heurtent de front à des secteurs non pastoraux. L'absence d'atténuation périphérique des charges est particulièrement nette autour des monts Bambouto. Curieusement, les charges les plus fortes se décalent parfois à la bordure des pâturages, par exemple sur les hauts plateaux Nso et Ndu. Comme la limite marque ici un contact entre des cultures et des troupeaux, cette disposition des isolignes laisse entrevoir des risques de dégâts aux cultures. Inversement, tout agrandissement agricole affectera davantage de cheptel qu'ailleurs et déclenchera un conflit plus aigu entre cultivateurs et éleveurs.

Les charges ne diminuent par une pente régulière qu'à l'approche de la plaine de Ndop et à l'amorce du mont Oku. La première inflexion correspond au glacis que les éleveurs préservent entre les troupeaux et les zones inondables. La seconde reflète une répugnance des éleveurs à séjourner à plus de 2.500 mètres d'altitude.

Par rapport aux pressions, les charges ne changent pas la configuration générale des secteurs pastoraux. Au nord du Bamenda et au Bamoun, le tracé des isolignes reste presque identique. Sur les hauts plateaux du Bamenda, les fortes charges deviennent plus englobantes. Elles signent le mode d'insertion du bétail sur les prairies d'altitude. La nouvelle carte efface souvent l'enveloppe d'isolignes décroissantes autour de pâturages fortement chargés.

Les isolignes de 40 et 50 bovins/km2 s'étendent à presque tous les hauts plateaux. Alors qu'une pression de 30 bovins/km2 mettait en évidence les secteurs à forte activité pastorale, pour les charges c'est l'isoligne de 40 qui apparaît la plus significative. Elle correspond à la moyenne générale (2,6 ha/bovin) des plateaux.

Une charge de 40 bovins/km2 en saison des pluies est-elle exceptionnelle en Afrique tropicale ? Il ne s'agit pas de la comparer aux charges en bétail de plaines arides mais à celles de hautes terres d'écologie assez semblable. Le haut plateau Mambila au Nigeria est le plus proche et le plus comparable par son milieu et sa population pastorale. Sans doute est-il moins étendu que le Bamenda mais ses charges en bétail sont encore plus fortes. Une étude en 1966 (218) estime que chaque bovin n'y dispose que de 3 acres, soit une charge de 80 bovins/km2. Les auteurs la qualifient d'exceptionnelle. En plus, 85 % des pâturages sont vraiment accessibles au bétail. Les auteurs prévoient que si le rythme d'accroissement du cheptel se maintient, les charges passeront à 150 ou 250 bovins/km2.

218. BAWDEN, M.G. et TULEY, P., 1966, "The Land Resources of Southern Sardauna and Southern Adamawa Province, Northern Nigeria".

CARTE N°

CAMEROUN

Plateaux de l'ouest

CHARGES DES PATURAGES

en saison des Pluies

CSFTM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Isolignes de charges

- 5 bovins / km² (20 ha/tête)
- 10 bovins / km² (10 ha/tête)
- 20 bovins / km² (5 ha/tête)
- 30 bovins / km² (3,3 ha/tête)
- 40 bovins / km² (2,5 ha/tête)
- 50 bovins / km² (2 ha/tête)
- 70 bovins / km² (1,4 ha/tête)
- ..... *prolongation théorique des isolignes*

Pâturages d'hivernage

- secteurs non pastoraux
- pâturages
- • 48 charge calculée au centre de 50 km² de pâturages

CARTE DE SITUATION

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE

- Capitale de province
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chefferie importante ou grand secteur d'élevage MBIAME
- Ethnie PINYIN

CARTOGRAPHIE S. WEISS

En 1984, une étude offre de nouveaux repères (219). Le cheptel du Mambila n'a pas progressé selon les prévisions. A partir d'une base spatiale plus large, la charge moyenne en saison des pluies est ramenée à 67 bovins/km2. En fait, le cheptel du Mambila a régressé pendant les dernières années, par suite de ventes importantes et de la peste bovine en 1984 (220). Même après ces allègements, le Mambila semble encore plus chargé en bétail que les Grassfields.

219. R.I.M., 1984, "Livestock and Land Use in Southern Gongola State".
220. idem, p. 70.

En montagne pastorale au nord de la Tanzanie (Ngorongoro), les charges sont plus faibles : de 15 à 20 bovins/km2. Au Kenya, les Masaï chargent également à 23 bovins/km2 les plateaux de Narok, situés à 1.900 mètres. Mais le climat est moins humide et le petit bétail devient important parmi le cheptel (221). Les petits ruminants participent aux charges des pâturages d'Afrique orientale, avec 20 têtes/km2 à Ngorongoro et 28 à Narok. En adoptant un taux de conversion de 5 têtes de petit bétail pour un bovin, l'écart de charges se réduit avec le Bamenda. Les fortes charges du Mambila et du Bamenda sont spécifiques de hautes terres à climats humides mais également d'un élevage spécialisé dans les bovins. Toutefois, toutes ces charges paraissent modérées, par rapport aux 143 bovins et aux 125 petits ruminants/km2 du plateau Nandi au Kenya (222).

221. ARHEM, K., 1985, "Pastoral man in the garden of Eden ; the Masaï of the Ngorongoro Conservation Area", p. 50.

222. GOUROU, P., 1970, "L'Afrique", p. 241.

Quels pâturages des Grassfields s'illustrent par une charge plus élevée que la moyenne? D'après M.J.A. BROUWERS, les hauts plateaux bénéficient de meilleurs pâturages que ceux d'altitude moindre, au nord du Bamenda. Cette appréciation est contestée par d'autres spécialistes qui insistent sur l'appauvrissement actuel des prairies d'altitude.

Charges en bétail et altitude. Les effectifs de cheptel sont rapportés à des tranches altitudinales, de 500 mètres en 500 mètres. Les charges varient de façon sensible selon l'altitude.

Tabl. 53 : *Distribution schématique du cheptel selon l'altitude* *(ensemble des plateaux de l'Ouest-Cameroun)*

altitude des pâturages	superficie, en km2	effectifs de cheptel	charges des pâturages (en ha/tête)
> 2.500 m	33	1.800	1,8
2.000-2.500 m	520	41.300	1,2
1.500-2.000 m	1.680	114.700	1,4
1.000-1.500 m	5.274	129.400	4
< 1.000 m	762	13.600	5,6

La moyenne de 2,6 hectares par bovin est peu représentative de situations fort contrastées. Le pas le plus grand oppose les pâturages situés à moins de 1.500 mètres et les autres. Au-dessus de 1.500 mètres, chaque bovin ne dispose pas de 2 hectares, tandis qu'en dessous il jouit d'au moins deux fois plus d'espace pâturable. L'altitude de 1.500 mètres marque donc

un seuil dans les rapports entre le bétail et l'espace. Ce repère altitudinal est habituellement admis pour délimiter les hauts plateaux, domaine des prairies occupées depuis longtemps par les éleveurs. Ces pâturages anciens constituent encore l'aire d'hivernage préférentielle. Les troupeaux y semblent en situation de surcharge, même s'ils frôlent seulement la capacité de charge "théorique," selon les critères de M.J.A. BROUWERS.

Toutefois, les hauts plateaux ne rassemblent plus, comme autrefois, l'essentiel des effectifs de cheptel. Près de la moitié se tient à des altitudes inférieures. Ici, les troupeaux semblent au large, si l'on retient toujours les normes avancées par M.J.A. BROUWERS. Ces charges plus légères proviennent-elles de capacités de charge moindres que celles proposées par l'expert cité ? La réduction de la capacité de charge est-elle liée au changement de couvert herbacé ?

Parmi les pâturages tropicaux sous climats humides, la production fourragère du secteur dit altimontain, au-dessus de 1.500 mètres, serait l'une des plus faibles (223). Dès lors, pourquoi les hautes prairies de l'Ouest-Cameroun portent-elles des charges plus fortes qu'en dessous de 1.500 mètres ?

223. BOUDET, G., 1977.

La présence d'un couvert arbustif, de plus en plus dense au fur et à mesure que l'altitude baisse, concurrence la végétation herbacée. Bien que *Sporobolus* ne produise pas une importante biomasse végétale, cette graminée manifeste une grande aptitude à supporter un rythme de pâture intense. En garnissant toutes les prairies de *caBBal*, elle permet à de fortes charges de se maintenir, année après année, sans dommage grave. Au contraire, les grandes graminées à faible altitude produisent une masse végétale importante mais ne supportent pas une forte pâture prolongée. Leur capacité de charge peut être élevée sur un temps court mais elle se réduit à longue échéance.

D'autres hypothèses peuvent être avancées pour rendre compte du clivage entre hauts et bas plateaux. Davantage qu'un faible potentiel, les charges moindres en bas plateaux traduisent peut-être une technique pastorale délibérée. Les éleveurs en bas plateaux ne sont pas les mêmes, en majorité, que ceux des hauts plateaux. De plus, un potentiel pastoral ne devrait pas s'évaluer seulement en fonction de critères botaniques mais prendre en compte le contexte global de l'élevage. En bas plateaux, les cultures sont fréquemment dispersées et les exploitations de petite taille. L'éparpillement de petites parcelles peut provoquer une gêne aux troupeaux. Par crainte de dégâts aux champs, les éleveurs n'exploitent pas toutes les savanes théoriquement disponibles. La charge réelle serait plus forte que celle calculée.

Enfin, dernière hypothèse et la plus simple : les troupeaux en bas plateaux relèvent surtout des Akou et restent sous-recensés par rapport à ceux des Djafoun. En affectant les coefficients de correction obtenus à Wum et Dumbo à tout le cheptel en bas plateaux, les charges passent à 2,2 ou 2,6 hectares par bovin. Elles se rapprochent de celles des hautes prairies. Encore ne s'agit-il que d'un alignement sur les effectifs fiscaux des Djafoun. Qu'en serait-il en termes d'effectifs réels ?

L'exercice a été tenté au nord de Wum, auprès d'animaux appartenant à des Akou (224). En comparant effectifs de bétail imposés et observés sur le terrain, les coefficients de correction varient selon l'importance des cheptels familiaux. Comme 75 % du plateau sont pâturables, il en résulte une charge de 2,9 ha/bovin. Finalement, cette charge est moindre que celle obtenue par les coefficients de correction précédents. Il ne convenait peut-être pas de généraliser à tous les Akou quelques observations concernant des migrants. Il n'en reste pas moins que la charge "réelle" sur le plateau de Wum demeure inférieure à celles calculées en hauts plateaux, à partir d'effectifs fiscaux. L'écart de charges entre les deux niveaux de plateaux n'est pas remis en cause.

224. EHLERS, H., 1973, "Study of the availability of milk in the Wum Area", p. 8.

Par rapport à l'accentuation des charges au passage des 1.500 mètres, les prairies à hautes altitudes se différencient à peine. Dans l'ensemble, elles n'offrent que 1,4 hectare par bovin. Entre 2.000 et 2.500 mètres, les charges atteignent pourtant le seuil de capacité posé par M.J.A. BROUWERS. La plupart de ces pâturages sont saturés de bétail. Bien que les effectifs deviennent trop faibles pour être tout à fait significatifs, les charges s'allègent au-dessus de 2.500 mètres. Ce relâchement ne tient pas aux pelouses subalpines, très appréciées des animaux, mais à la rigueur climatique qui règne sur les sommets.

Une carte met en rapport les charges supérieures à la moyenne avec les espaces pâturés en hauts plateaux (fig. 144). De fait, la plupart de ces pâturages sont chargés à plus d'un bovin pour 2,5 hectare. La charge diminue lorsque l'altitude devient inférieure à 1.500 mètres, parfois même avant. Des charges inférieures à la moyenne frangent le contour des 1.500 mètres mais sur une faible "profondeur". La corrélation cartographique entre haute altitude et fortes charges est bonne pour les plateaux Meta-Ngwo, les monts Bambouto et la façade orientale des hauts plateaux Nso-Ndu.

Cette correspondance admet pourtant quelques exceptions. Le clivage entre charges supérieures et inférieures à la moyenne se dissocie parfois de la courbe des 1.500 mètres. Dans un sens, des pâturages élevés portent parfois des charges inférieures à la moyenne. C'est le cas du mont Oku. Les données par tranches altitudinales ne laissaient pas supposer un allègement des charges de cette ampleur. Des charges relativement faibles surviennent sur d'autres hauteurs à 2.000 mètres, par exemple de Santa à Ndawara. A l'inverse, de fortes charges peuvent concerner des plateaux à moins de 1.500 mètres, aux environs de Nkambe et de Konene à Lassin. Elles isolent parfois un noyau pastoral à l'écart des hauts plateaux, par exemple à Galim.

L'écart habituel de charges entre hauts et bas plateaux reflète deux histoires pastorales d'inégale ancienneté. Les hauts plateaux, centre historique de l'élevage, ont accueilli le maximum d'animaux qu'ils peuvent porter. A présent, les excédents de bétail se reportent vers les bas plateaux dont les charges augmentent à leur tour. Tout se passe comme si les fortes charges, autrefois étroitement localisées sur les hauts plateaux, s'étendaient à des altitudes moindres. Elles débordent actuellement sur les plateaux intermédiaires mais elles se déploieront peut-être jusqu'aux bas plateaux. Les différences de charges expriment alors des décalages d'histoires pastorales et non des inégalités de pâturages.

Fig. 144 :

Hauts plateaux et fortes charges en bétail

charges supérieures à la moyenne (1 bovin/2,5 ha)

charges inférieures à la moyenne sur hauts plateaux

NIGERIA

Ring Road

NKAMBE

Binka

Plateau Koka

Lassin

WUM

Ndu

Bantem

Mme

Kom

Kom

Mont Oku

Mbaw Plain

Vallée de Metchum

KUMBO

Mbiame

Nso

Ngwo

Plateau de Bafut

Ndawara

Meta

Meta

Ndop

BAMENDA

Massif du Mbam

Plaine de Ndop

Santa

Plateau Bamoun

Massif Nkogam

Bassin de Mamfé

Galim

FOUMBAN

BAMOUN

Bambouto

MBOUDA

Plateau Bamiléké

Massif Mbapit

Échelle : 0 10 20 km

Charges et relief. L'allègement brutal des charges en dessous de 1.500 mètres laisse supposer que le bétail n'occupe pas les plateaux de la même façon, d'une gamme d'altitudes à l'autre.

Plusieurs coupes illustrent les variations des charges par rapport au relief. Au profil topographique, elles superposent celui des charges. Les premières coupes, orientées est-ouest, prennent à travers la dorsale des Grassfields. D'autres les croisent, selon une direction presqu'orthogonale (fig. 146).

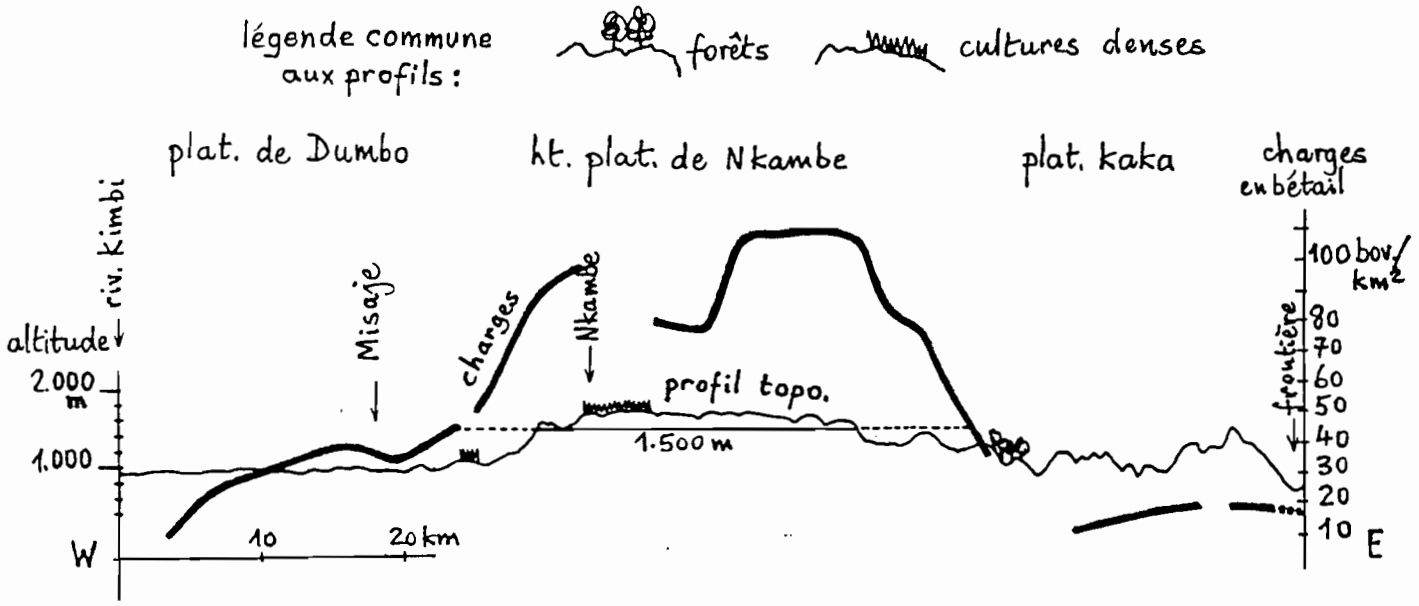


Fig. 145 : *Profil de charges n° 1, à travers les plateaux de Nkambe*

La coupe n° 1 traverse les plateaux de Nkambe, au nord du Bamenda. La simplicité du profil des charges en fait l'une des plus suggestives. Bien qu'ils dépassent de peu les 1.500 mètres, les plateaux de Nkambe s'opposent nettement, par leurs charges très fortes, aux reliefs qui les encadrent. Le plateau Kaka, à l'est, est guère moins élevé mais un relief granitique accidenté en réduit les capacités pastorales.

Bien que les charges optimales s'ajustent aux tables volcaniques, elles ne s'infléchissent pas exactement à leur rebord, au niveau des 1.500 mètres. Des reliefs isolés vers l'est, aux sommets alignés sur le niveau du haut plateau, sortes de buttes témoins, servent d'appui à des prolongements de fortes charges. Du côté du plateau de Dumbo, l'abrupt du haut plateau est plus simple ; le décrochement du profil des charges suit celui du relief, avec un petit décalage. Dans l'ensemble, le profil des charges restitue les grandes discontinuités du relief, en les amplifiant. Les interruptions brutales de la ligne des charges marquent des espaces non-pastoraux : villages et cultures, forêts.

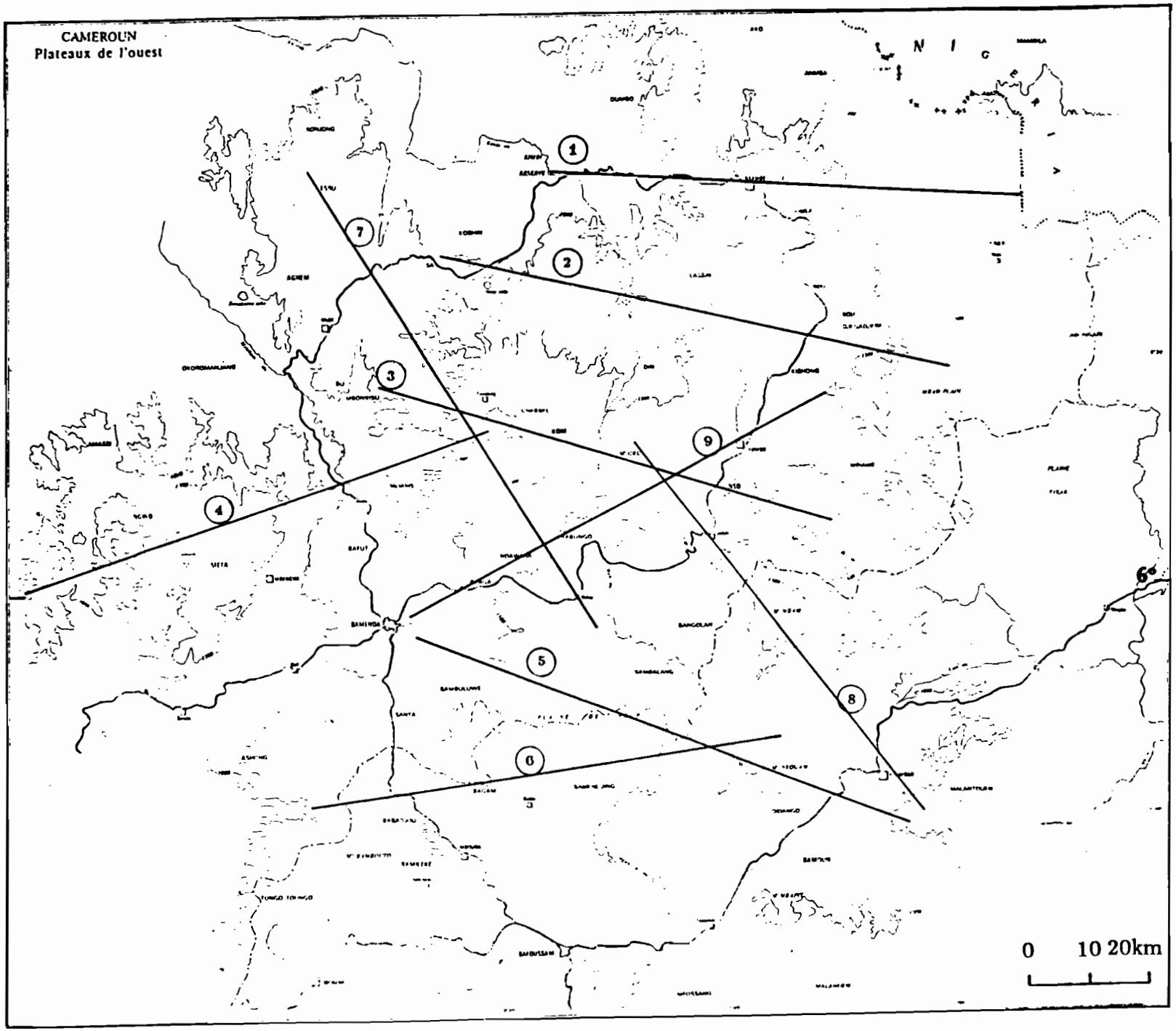


Fig. 146 :

Localisation des profils de charges

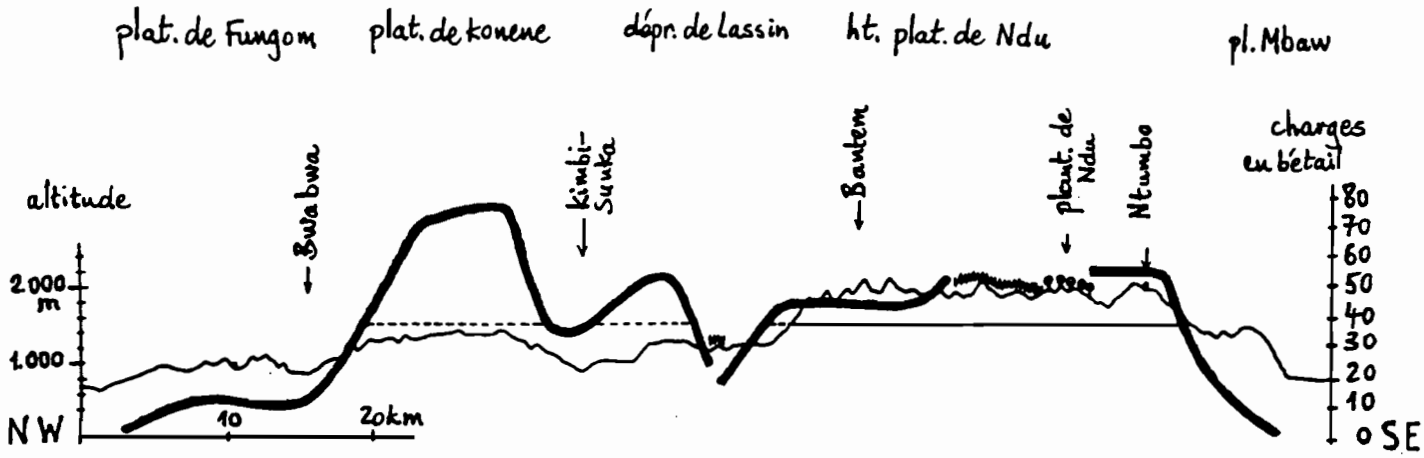


Fig. 147 : ***Profil de charges n° 2, de Fungom à Ndu***

La coupe du plateau Fungom à celui de Ndu est parallèle à la précédente, à une vingtaine de kilomètres au sud. Elle traverse des reliefs plus complexes. Entre le haut plateau de Ndu et le bas plateau de Fungom (Wum) s'intercale le niveau intermédiaire de Konene-Lassin. A l'est, seul un replat de quelques kilomètres de large interrompt la grande retombée du haut plateau vers la plaine Mbaw.

Des charges supérieures à la moyenne se calent encore sur le haut plateau mais le maximum correspond aux plateaux intermédiaires : les charges ne reflètent plus exactement l'allure du relief. Cette dissociation tient-elle à des différences de capacités de charge ? Ce n'est pas impossible, les reliefs intermédiaires conjuguant les avantages des bas plateaux (grandes graminées à production fourragère importante) et des hauts plateaux (absence ou rareté de couvert ligneux). Ailleurs, les dénivellations de relief se répercutent encore par des diminutions brutales de charges : la concordance reste bonne.

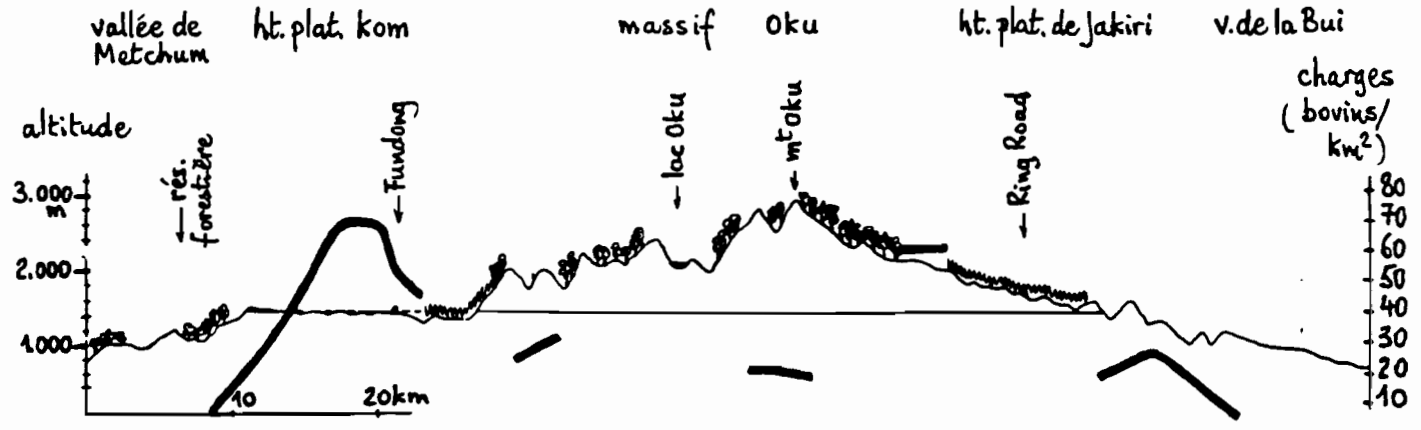


Fig. 148 : ***Profil de charges n° 3, de la Metchum au plateau Nso***

La coupe de la vallée de Metchum au plateau Nso suit un tracé parallèle aux précédentes, à une trentaine de kilomètres au sud. Elle traverse de part en part le grand appareil volcanique du mont Oku, flanqué des plateaux de Fundong et de Jakiri. A l'exception des retombées de plateaux vers la vallée de Metchum et celle de la Bui, les charges évoluent, cette fois, plutôt à l'inverse du relief. Le haut plateau de Fundong est quand même le plus chargé. Quant aux versants sommitaux du mont Oku, ils ne portent que des charges dérisoires. Ne traduisent-elles pas une sorte de plafond à l'élevage ? La vigueur des pentes et l'emprise des forêts montagnardes exercent un effet négatif sur les charges. Une mauvaise réputation s'attache aux pâturages d'Oku : réticence à placer des troupeaux au-dessus de 2.500 mètres ou crainte de l'isolement ?

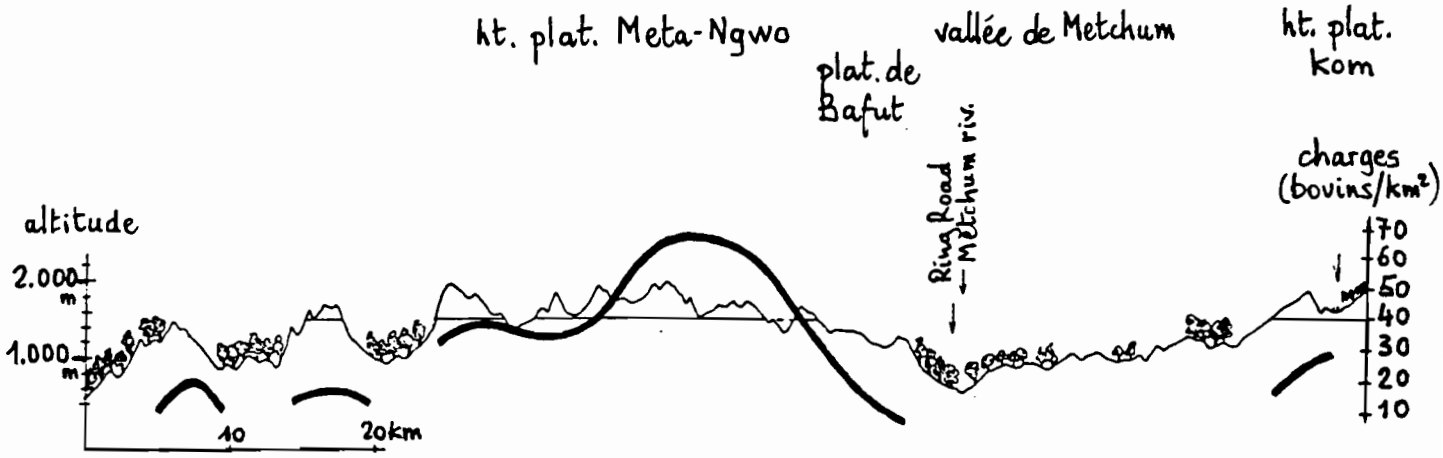


Fig. 149 : *Profil de charges n° 4, du plateau Meta au plateau Kom*

Une coupe complète la précédente en la prolongeant au-delà de la vallée de Metchum, vers les plateaux Meta-Ngwo. Profil des charges et ligne du relief redeviennent concordants. Les crêtes qui dominent le bassin de Mamfe portent de faibles charges : l'exiguïté des clairières sommitales, la raideur des pentes et l'isolement de pâturages encerclés de forêts déprécient une production fourragère importante sur les premiers contreforts rencontrés par les vents de "mousson".

Les charges avoisinent la moyenne puis la dépassent seulement à partir de l'abrupt principal de Ngwo. Tout en variant d'intensité, elles se maintiennent alors assez fortes sur tous les hauts plateaux, malgré un relief accidenté. Puis elles s'effondrent dès le plateau de Bafut, avant même les pentes de la vallée de Metchum.

Le profil des charges répond aux discontinuités du relief mais avec des décalages. Alors que sur le haut plateau de Nkambe, les fortes charges tendent à se prolonger au-delà des hauts pâturages, cette fois c'est l'inverse : elles se tiennent en retrait des abrupts. Le climat est plus humide qu'à Nkambe ; dès que l'altitude s'abaisse, le milieu naturel ne convient plus à l'élevage. Les décalages entre le relief et les charges dans un sens ou dans l'autre différencient les plateaux très pluvieux et ceux situés en climat d'abri.

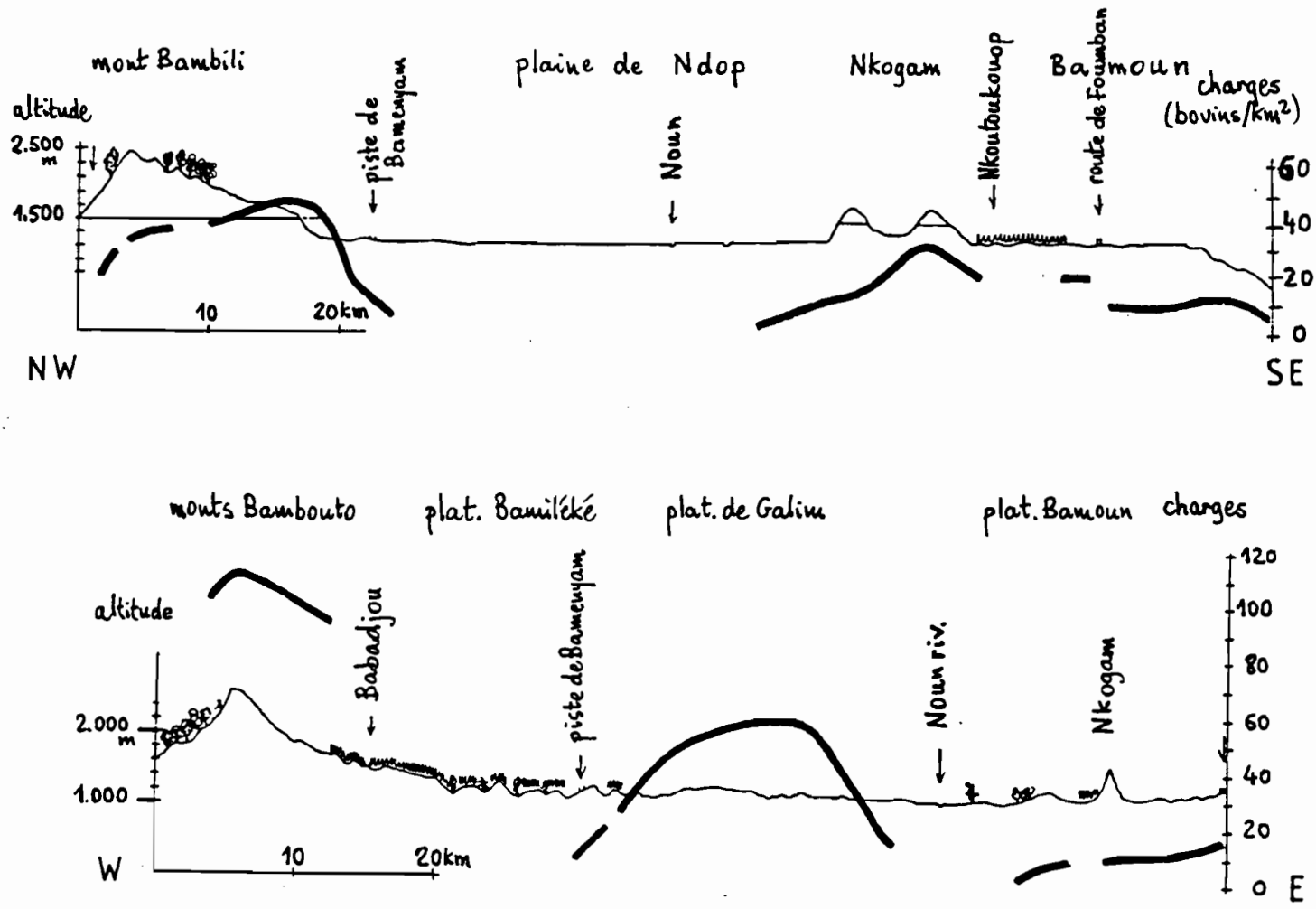


Fig. 150 : *Profil de charges n° 5 et 6, des hauteurs méridionales au Bamoun*

Deux coupes relient les hauteurs du sud-Bamenda au Bamoun, en passant par le plan horizontal de la plaine de Ndop. Malgré une altitude élevée, la chaîne de Bamenda n'enregistre que des charges inférieures à la moyenne, alors que sur les versants des monts Bambouto, elles atteignent des records. La plaine de Ndop est vide de bétail en hivernage mais des noyaux de fortes charges en ponctuent le pourtour. Ils interviennent en discordance avec les versants du mont Bambili ou sans aucune relation avec une élévation de relief, à Galim. L'autre côté de la plaine, au Bamoun, n'est pas chargé en bétail de façon comparable. Le massif Nkogam, trop étroit, se traduit à peine par une ondulation du profil des charges.

Quelques coupes d'orientation sub-méridienne offrent une autre vision de la disposition des charges par rapport au relief. La première prend en enfilade la branche ouest des hauteurs, d'Essu jusqu'à la plaine de Ndop (fig. 151). D'abord faibles, les charges se relèvent, avant même l'abord du haut plateau de Bafumen, au-dessus de celui de Wum. De continu, le profil devient alors cisaillé en dents de scie. A de hautes surfaces très chargées succèdent des vallées profondes sans bétail.

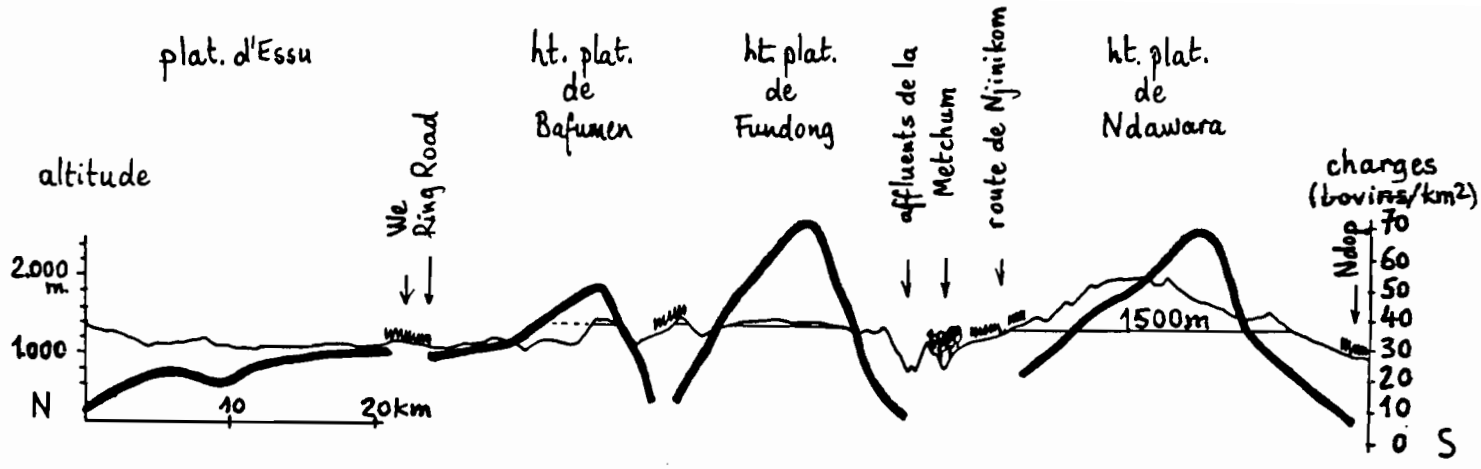


Fig. 151 : ***Profil nord-sud de charges n° 7, d'Essu à Ndop***

La dorsale de relief principale, à Ndawara, est fortement chargée en bétail du côté de la plaine de Ndop ; la dissymétrie du profil des charges s'oppose à la symétrie du relief. Cette accentuation provient du climat d'abri des hauts versants orientés à l'est, garnis de vastes prairies, et de la proximité de la plaine de Ndop, précieuse en saison sèche. Le profil déchiqueté, passant sans transition de charges maximales à des vides, exprime les cloisonnements de l'aire d'élevage.

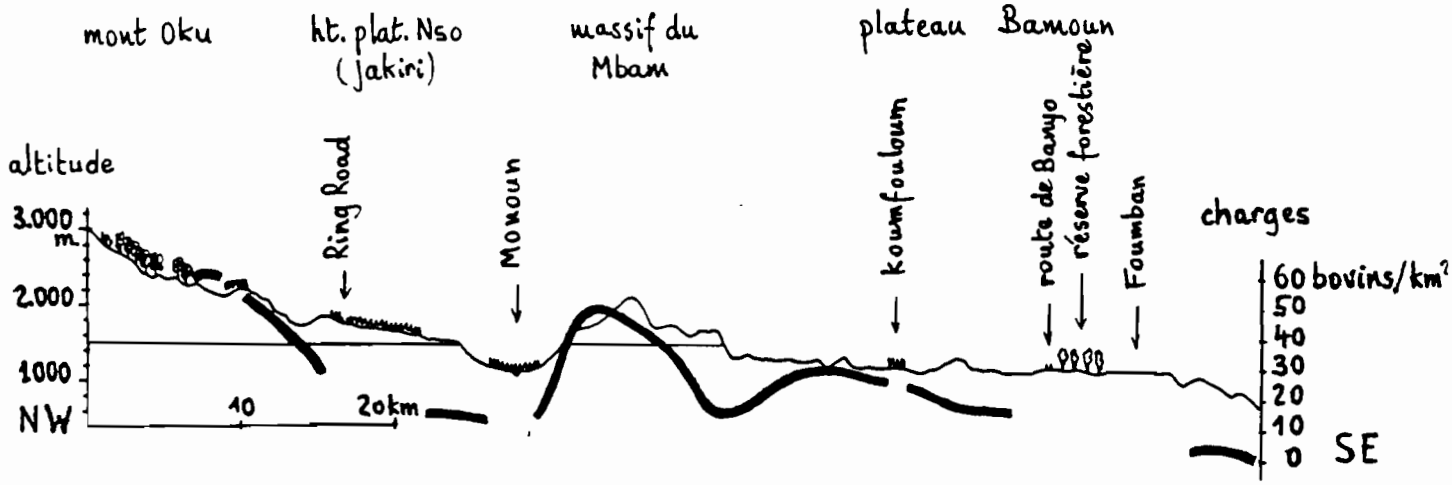


Fig. 152 : ***Profil de charges n° 8, du mont Oku au Bamoun***

Un peu décalée à l'est, une coupe reprend la même direction, en reliant Oku au Bamoun. Les versants méridionaux du mont Oku sont davantage chargés en cheptel que les pelouses sommitales. Mais les charges diminuent au fur et à mesure que les pentes se raccordent à celles du plateau de Jakiri, couvert de cultures. Le massif du Mbam s'accompagne d'une inflexion soudaine du profil : effet de l'altitude sur la capacité des pâturages ou, à nouveau, conséquence du voisinage de la plaine de Ndop ? Au sud du massif, les charges deviennent légères et peu contrastées au Bamoun. Elles fléchissent à des valeurs très faibles à l'amorce de la retombée du plateau sur les plaines du Mbam. Le profil des charges, moins heurté que le précédent, réagit cependant aux dénivellations de relief.

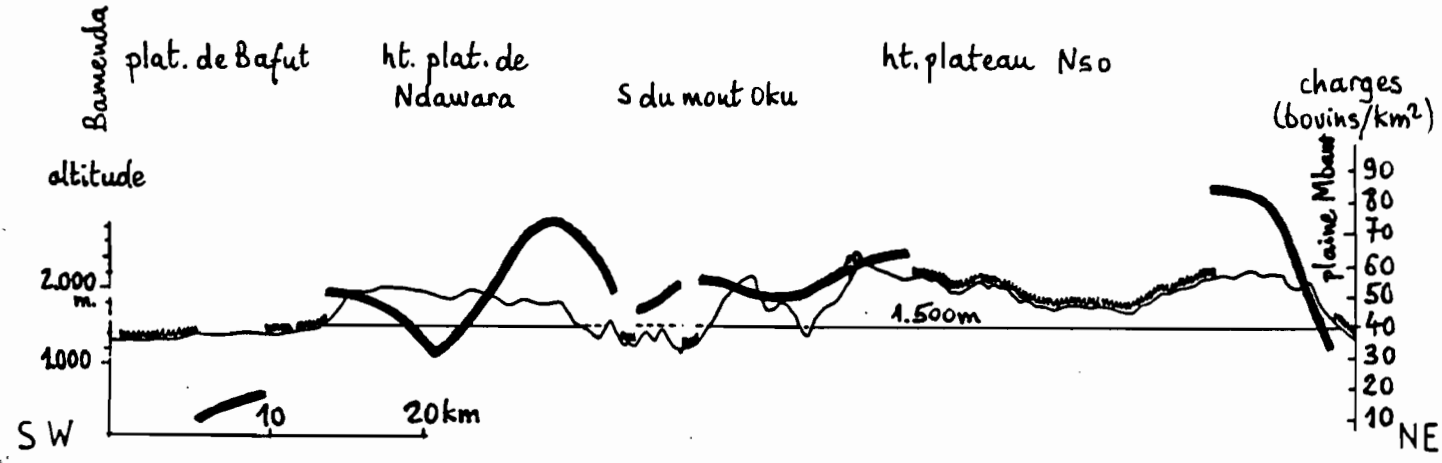


Fig. 153 : *Profil sud-nord de charges n° 9, de Bamenda au plateau Nso*

La dernière coupe prend en écharpe les plateaux, en sens inverse, en suivant l'axe principal du relief. Elle traverse la haute table de Ndawara presqu'entièrement occupée par les troupeaux et celle de Nso où l'élevage se cantonne aux bordures. Les charges en bétail oscillent selon de grandes amplitudes. La table ondulée de Ndawara, milieu pastoral homogène, est soumise à des charges très inégales, de 30 à 70 têtes/km2. Le maximum se situe à la bordure du haut plateau, dominant la plaine de Ndop. Au contraire, le relief escarpé des vallées qui descendent du mont Oku porte des charges presqu'homogènes. Aux bordures du plateau Nso, à des altitudes équivalentes, les charges atteignent 60 d'un côté mais plus de 80 de l'autre. Ensuite, elles "plongent", en même temps que le relief, vers la plaine Mbaw.

Des traits communs se dégagent de ces profils. A part quelques exceptions, les hauts plateaux concentrent davantage de bétail par unité de surface que les reliefs inférieurs. Mais les charges différencient parfois des pâturages d'altitude comparable. Les divergences entre le profil des charges et la ligne du relief ne s'expliquent pas toujours facilement. Même en saison des pluies, les éleveurs tiennent compte des facilités d'accès à des pâturages de saison sèche. Les charges optimales surviennent alors à proximité des grands abrupts qui donnent accès à des pâturages saisonniers.

Entre les sommets et les bas plateaux, une altitude semble propice à de très fortes charges. Elle se situerait entre 1.500 et 2.000 mètres, peut-être plus près de la première limite altitudinale. Ces pâturages bénéficieraient d'une production fourragère encore importante alors qu'ensuite, elle se réduirait à mesure que l'altitude augmente.

Les charges réagissent aux grandes dénivellations de relief, avec parfois un décalage dans les profils. Cependant, le modelé des plateaux n'entraîne pas toujours les mêmes conséquences pastorales. Un relief granitique morcelé atténue les charges sur les plateaux Kaka mais non sur ceux de Meta-Ngwo. Alors que les charges en bas plateaux restent étales sur de grandes étendues, celles des hauts plateaux peuvent enregistrer de fortes variations.

Les contrastes réels de charges sont encore plus accentués que ne le montrent les profils. Le calcul des charges à partir de cercles qui se chevauchent contribue à les atténuer. L'inclusion dans les cercles de pâturages de bas d'abrupt, dépourvus de troupeaux en saison des pluies, tend à réduire les charges, avant même le rebord des plateaux.

Le cheptel occupe les Grassfields selon deux modalités. Des pâturages peu étendus mais très valorisés concentrent la moitié des effectifs ; les charges atteignent alors des valeurs exceptionnelles en élevage extensif, de l'ordre de 2 à 1 hectare par bovin. D'autres pâturages, souvent situés en bas plateaux, portent des charges moindres mais plus habituelles en élevage tropical.

L'aire d'élevage s'inscrit également dans deux types de limites. Un gradient accusé de charges à la périphérie dénote souvent un contact à forte tension avec le monde agricole. Un écartement des isolignes de faibles charges fait plutôt penser à une dilution des troupeaux aux marges de l'aire d'élevage.

Les charges en saison des pluies revêtent plus d'importance à la latitude des plateaux de l'Ouest-Cameroun qu'en zone soudanienne et, a fortiori, sahélienne. Les pluies se prolongeant plus de 8 mois, ces charges saisonnières caractérisent la situation la plus habituelle. Il n'en est pas de même lorsque la saison des pluies dure moins de 6 mois. Que les charges sur les hauts plateaux atteignent des valeurs aussi élevées n'en est que plus remarquable.

A part le Mambila voisin, des charges comparables ne sont signalées que sur le plateau de Jos, au Nigeria, avec seulement 1,04 hectare par bovin (225). Mais elles s'appliquent à une saison des pluies de 190 jours, contre 260 au Bamenda. La période d'allègement des pâturages, grâce au départ en transhumance, est plus longue sur le plateau de Jos. A la limite, elle devrait permettre de charger davantage les pâturages en saison des pluies. La durée pendant laquelle s'exercent les charges intervient sur les prélèvements fourragers subis par les pâturages.

225. HILL, I.D. (ed.), 1978, "Land resources of Central Nigeria ; agricultural possibilities", vol. 2 B : "The Jos Plateau", p. 26.

Au-delà de l'analyse géographique de la disposition des charges par rapport au relief, les fortes charges en pâturages d'altitude soulèvent un problème crucial : démontrent-elles une surcharge ou non des *caBBal* ? Pour répondre à cette question, il faudrait disposer de repères sûrs. Or, les capacités de charge des hauts plateaux restent mal connues à l'échelle régionale, a fortiori leurs variations en rapport avec le milieu naturel. Les seules indications proviennent de mesures faites en station mais elles ne sont pas concordantes. En s'en tenant aux seuils proposés par M.J.A. BROUWERS, les charges frôleraient souvent l'optimum permis. Elles ne l'excèderaient qu'en quelques secteurs.

Cependant, les charges calculées proviennent d'effectifs de cheptel fiscal. Bien qu'en 1975, le recensement omette peu de bétail appartenant aux Djafoun, il est probable que les dépassements des capacités de charge soient plus fréquents que la carte ne l'indique. De plus, le tableau des charges en telle année ne présente qu'un instantané. Or, il est probable que les charges

ne se répètent pas identiques, d'une année à l'autre. Elles s'inscrivent dans une évolution marquée par des charges autrefois encore plus fortes sur les hauts plateaux. Ils perdent progressivement du cheptel parce que leur capacité de charge diminue lentement. L'invasion des prairies à *Sporobolus* par des fougeraies puis des fourrés participe à cette diminution lente mais régulière de potentiel pastoral.

Les optima de charge avancés par M.J.A. BROUWERS, au début des années soixante, ne sont probablement plus valables aujourd'hui. Il faut reconnaître qu'ils étaient exceptionnels, par rapport aux normes habituelles des pâturages tropicaux. En Afrique de l'ouest, des potentiels comparables ne se retrouvent encore que sur le plateau de Jos où les pâturages admettent un bovin sur 1,2 à 1,6 hectare (226). De telles capacités de charge excèdent largement celles des pâturages soudaniens, souvent estimées entre 4 et 6 hectares par bovin.

226. HILL, I.D. (ed.), 1978, vol. 2 B, p. 26.

Les pâturages de hauts plateaux, qu'ils soient soudaniens ou guinéens, bénéficient, en plus de leur salubrité, de capacités de charge supérieures aux savanes de plaine. Il en est probablement de même en Afrique orientale. Grâce à l'altitude, la végétation herbacée ne subit plus la concurence des ligneux.

Charges et races bovines. Inégalités d'altitude et grandes discontinuités de relief ne rendent pas compte de toutes les variations d'inscription de l'élevage dans l'espace. Qu'il s'agisse de décalages avec le profil topographique ou de discordances avec l'altitude, le milieu naturel ne détermine pas, à lui seul, l'agencement des isolignes de charge. Les charges expriment également d'autres fondements pastoraux, en particulier les races bovines.

Na'i fuu go'o : « les vaches sont toutes pareilles (toutes égales). » Affirmation des Mbororo pour revendiquer une égalité de traitement par les autorités, quelle que soit l'identité des éleveurs. Mais ce principe juridique et même, politique, n'est plus de mise lorsqu'il s'agit d'évoquer le comportement des animaux. Les éleveurs détaillent alors les différences entre leur race bovine et celle des autres, ***na'i maBBe*** *: « leurs vaches, à eux. »* Conformation physique, résistance ou sensibilité aux maladies, façon de paître et d'utiliser les pâturages : les oppositions sont nombreuses entre zébus rouges et blancs. A tel point que, devant le comportement étonnant des troupeaux de l'autre race, des Mbororo en viennent à avouer ignorance et perplexité : ***na'i maBBe, mi andaa ; ko haa toy, Di jooday*** *: « leurs vaches, je ne les comprends pas ; à n'importe quel endroit, elles peuvent séjourner (sans dommage). »* Sous-entendu : il n'en est pas ainsi des nôtres. Concrètement, les deux races principales de zébus ne se ressemblent pas. Les spécificités zootechniques se prolongent dans la façon dont les races chargent les pâturages.

Les divergences les plus nettes portent sur les fortes charges (fig. 154). Pour simplifier, ne sont figurés que les secteurs chargés au-dessus de la moyenne, arrondie à 2,5 hectares par bovin (40 bovins/km2). La carte démontre une corrélation globale entre les fortes charges et l'aire occupée par les zébus rouges, tandis que les zébus blancs évoluent selon des charges inférieures à la moyenne. La corrélation n'est perturbée qu'en quelques

Fig. 154

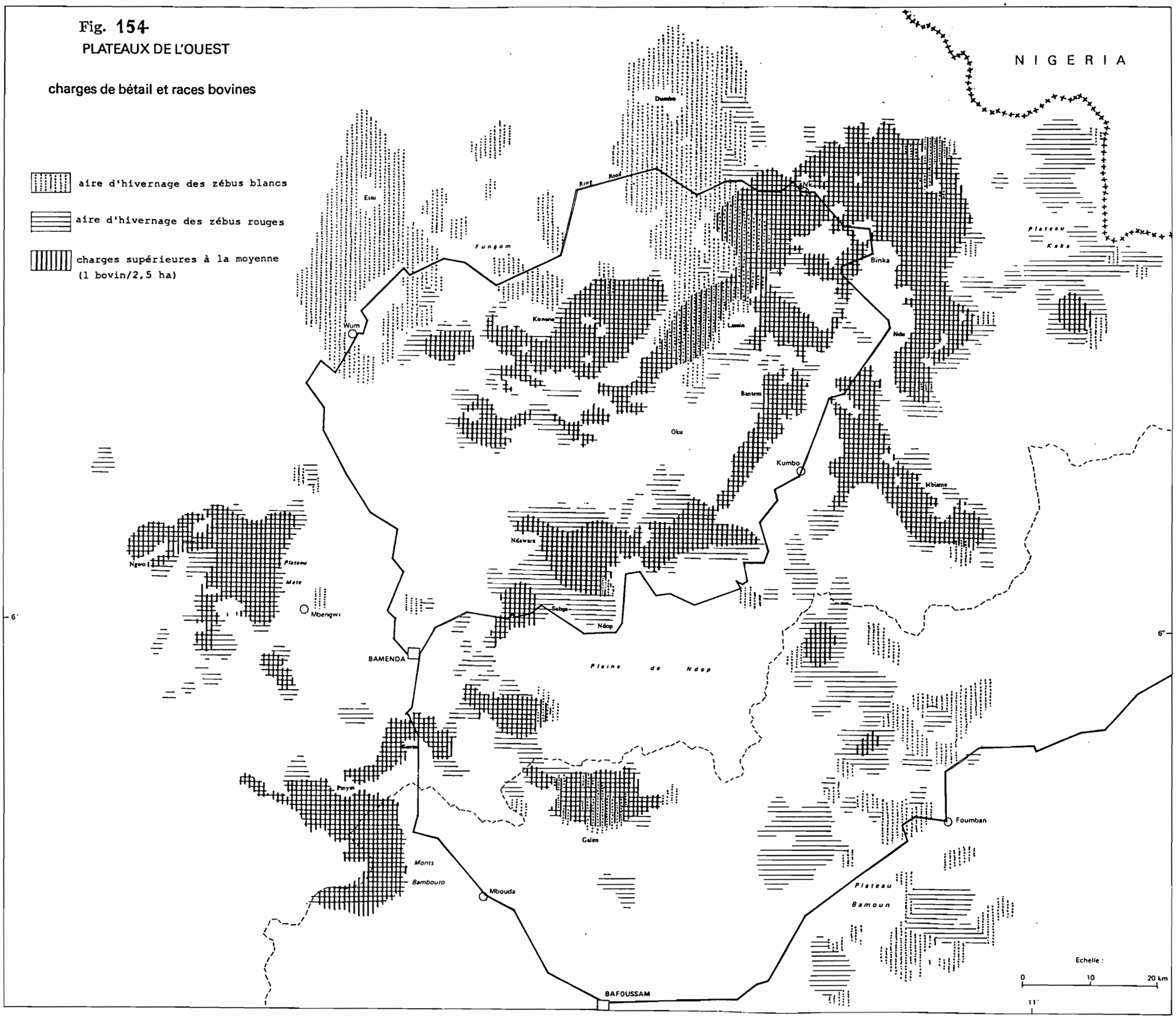
PLATEAUX DE L'OUEST

charges de bétail et races bovines

aire d'hivernage des zébus blancs

aire d'hivernage des zébus rouges

charges supérieures à la moyenne (1 bovin/2,5 ha)



secteurs : au Bamoun et sur les plateaux Kaka, les zébus rouges ne suscitent que de faibles charges. Les exceptions en sens inverse s'avèrent plus rares : aux environs de Lassin et de Galim, les zébus blancs participent à des charges supérieures à la moyenne, mais souvent au voisinage de zébus rouges. Les deux races n'occupent pas les pâturages selon les mêmes modalités.

Tabl. 54 : ***Distribution des zébus blancs selon les charges, en saison des pluies***

charges des pâturages (en bovins/km2)	effectifs de zébus blancs	pourcentages des zébus blancs
< 10	2.600	4,1
10-20	13.600	21,4
20-30	20.000	31,5
30-40	12.400	19,5
40-50	9.000	14,1
> 50	5.600	8,8
total	63.400	

Plus des trois quarts des zébus blancs s'inscrivent dans des charges inférieures à la moyenne. Les troupeaux les plus nombreux exploitent les pâturages à raison de 3 à 5 hectares par bovin. Une charge de cet ordre semblait correspondre à la capacité de charge moyenne des plateaux, avant que des valeurs beaucoup plus élevées ne soient proposées pour les hauts plateaux.

Certes, beaucoup de zébus blancs échappent aux recensements fiscaux, si bien que l'échelle des charges serait à réévaluer. Cependant, les essais de correction entrepris au nord du Bamenda ont abouti à des résultats à peine équivalents à la moyenne régionale. Un écart subsiste donc avec les charges habituelles des zébus rouges.

La corrélation entre charges et races bovines rend-elle compte de la disposition des charges sur les plateaux ? Quelques profils sont repris, en dissociant les deux grandes races de zébus.

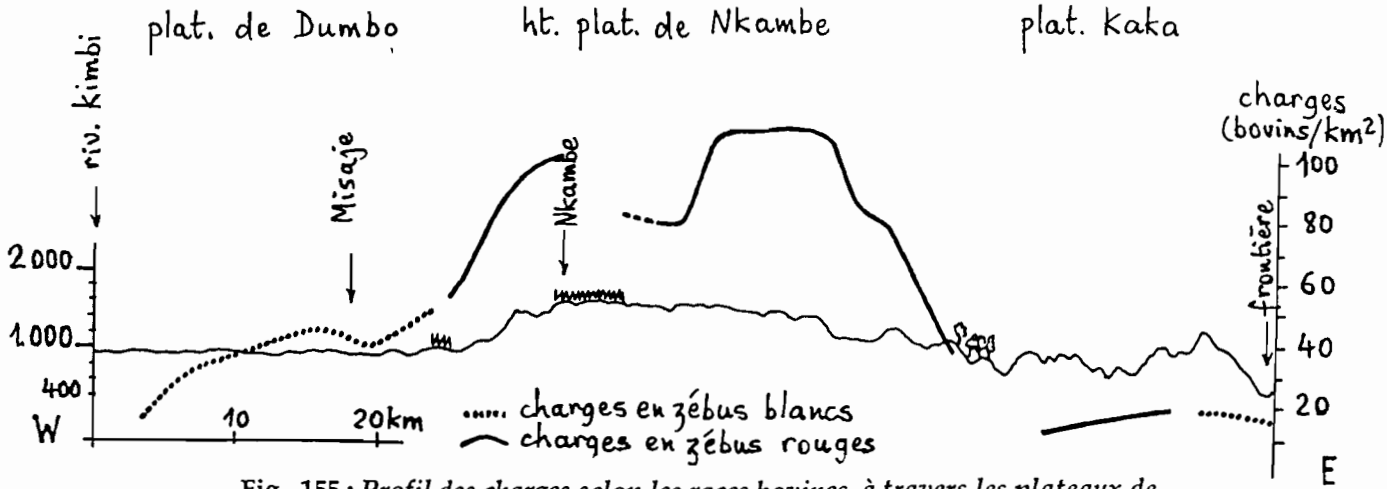


Fig. 155 : *Profil des charges selon les races bovines, à travers les plateaux de Nkambe*

Les variations de charges à travers les plateaux de Nkambe permettent de nouvelles interprétations. La grande inflexion entre les charges de Nkambe et celles de Dumbo correspond à un changement de races, peut-être davantage qu'à l'étagement entre les deux plateaux. Au contraire, du côté des plateaux Kaka, le rôle du relief reste primordial dans l'affaiblissement des charges. Les deux facteurs, relief et races bovines, peuvent interférer dans une variation de charges.

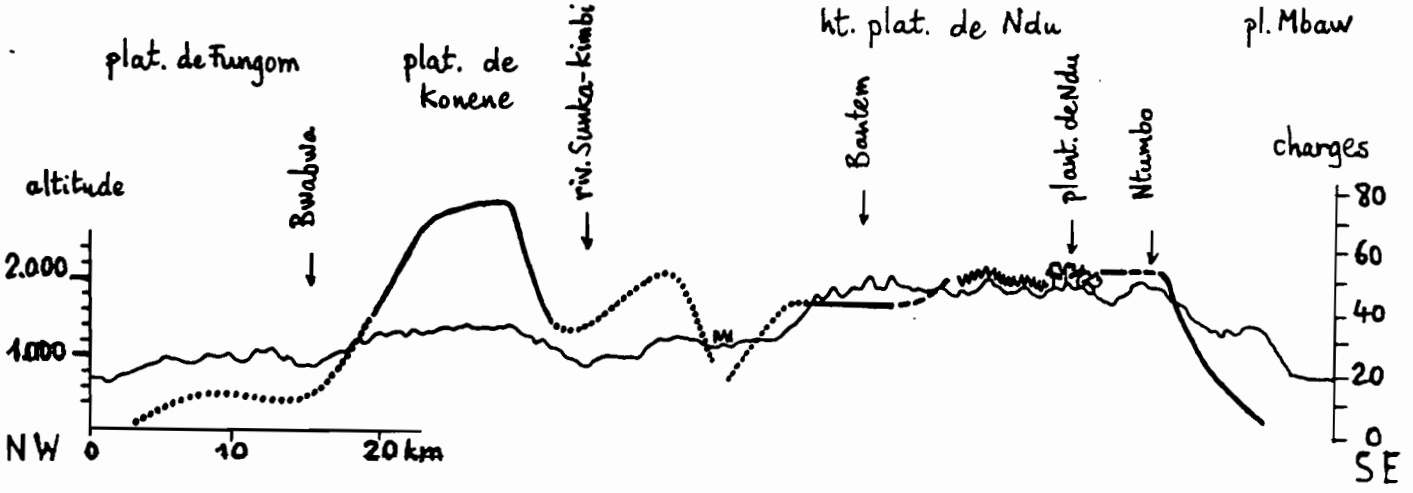


Fig. 156 : *Profil de charges selon les races bovines, de Fungom à Ndu.*

L'interprétation du profil de Fungom à Ndu posait un problème car le niveau maximum de charge ne coïncidait pas avec la haute table de Ndu. Les charges ne reflétaient pas fidèlement l'étagement du relief. Le profil par races bovines résoud la contradiction : les charges optimales proviennent de zébus rouges. Les zébus blancs peuvent susciter des charges assez fortes sur plateaux intermédiaires (Lassin) mais elles s'infléchissent nettement au passage des bas plateaux (Fungom). Les charges peuvent répondre davantage aux clivages entre races bovines qu'à l'étagement du relief. Il en est ainsi partout au nord du Bamenda. La grande courbure des charges se décale des abrupts entre plateaux parce que les zébus rouges descendent des hautes tables volcaniques.

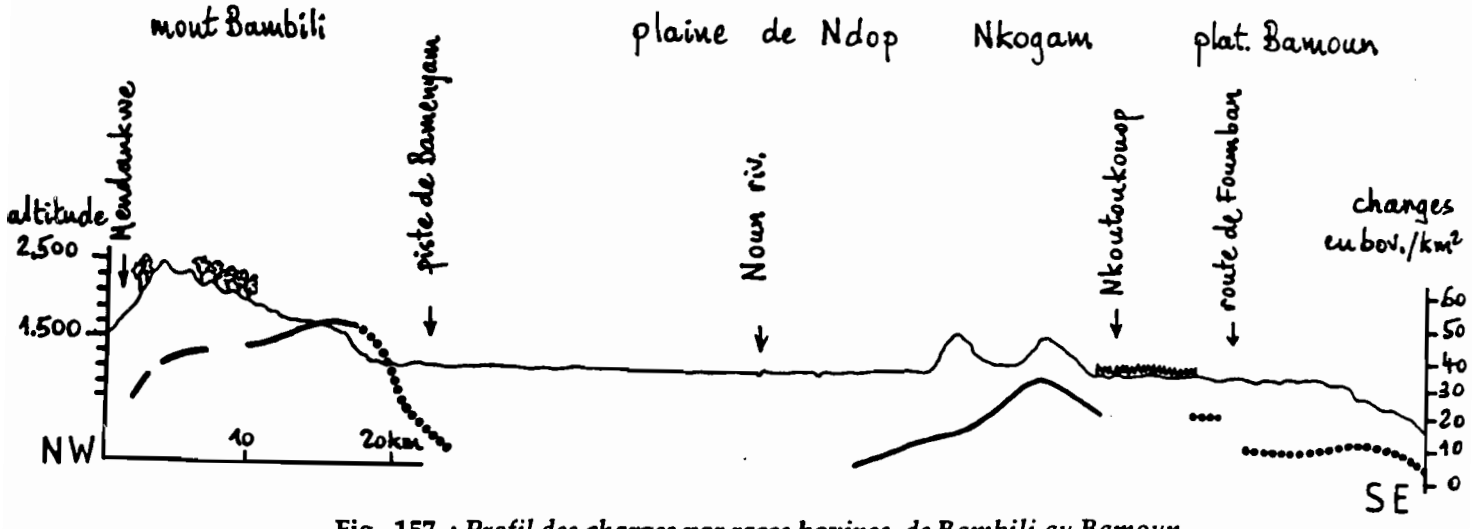


Fig. 157 : *Profil des charges par races bovines, de Bambili au Bamoun.*

La coupe de Bambili au Bamoun enregistre également les effets des races bovines sur les charges. Du côté de Bambili, les zébus blancs, "plaqués" en bordure de la plaine de Ndop, participent aux fortes charges sur les abrupts puis accompagnent une grande flexure. C'est, en raccourci, le même type de profil qu'au nord du Bamenda mais le point d'inflexion des courbes ne correspond pas exactement à la limite entre les deux races bovines.

Au Bamoun, les contrastes de charges s'atténuent mais ne s'effacent pas. Le mont Nkogam retient des zébus rouges qui provoquent une inflexion dans le profil. Au-delà, les zébus blancs ne s'accompagnent que de faibles charges. Elles restent à peu près uniformes, de la même façon qu'au nord du Bamenda.

Les gradients de charges s'avèrent plus amples dans l'aire des zébus rouges que dans celle des zébus blancs. Tout se passe comme si les premiers étaient capables d'accumuler beaucoup d'effectifs en quelques secteurs privilégiés. Au contraire, les zébus blancs ont tendance à se diluer dans l'espace. Les modes d'insertion spatiale des deux races bovines s'opposent. Les problèmes de surcharge ne se posent pas à tout le bétail, de façon indifférente. Ils touchent surtout les zébus rouges.

Charges et manières de paître. L'insertion de la race rouge en contexte de fortes charges semble contradictoire avec les exigences de ce type de bétail en pâturages abondants et de bonne qualité. Mais la relation de cause à effet ne joue peut-être pas dans le sens supposé. Les animaux rouges souffrent davantage d'insuffisances fourragères parce que leurs pâturages sont presque toujours fortement chargés en saison des pluies. Au contraire, les zébus blancs bénéficient de pâturages plus larges qui offrent encore des ressources en saison sèche. Les divergences de comportements entre races bovines ne seraient pas des acquis irréductibles mais les conséquences de deux modes d'insertion des animaux dans l'espace.

L'hypothèse est séduisante. Elle va pourtant à l'encontre des témoignages des éleveurs selon lesquels zébus rouges et blancs ne se comportent pas de façon identique à la pâture. Même en savanes humides centrafricaines, les deux races n'exploitent pas de la même façon des pâturages pourtant homogènes, sur de grandes étendues (227). Là-bas, les zébus blancs ne se montrent pas plus sélectifs qu'à l'ouest du Cameroun : ***daneeji, ko Di keBi fuu, Di yaptay*** : *« les animaux blancs, tout ce qu'ils trouvent, ils l'avalent. »* C'est un bétail relativement indifférent à l'état des pâturages et aux espèces fourragères, ce que traduit un profil de charges uniforme. Au contraire, les zébus rouges se montrent sensibles aux moindres diminutions de ressources fourragères, d'où les grandes variations de charges observées en hauts plateaux.

227. BOUTRAIS, J., 1988, "Des Peul en savanes humides", p. 102.

A partir de ce constat, la question précédente se pose à nouveau : pourquoi de tels comportements ne s'accompagnent-ils pas de fortes charges pour les zébus blancs et de faibles charges pour les autres ? Les modes d'insertion des races bovines dans l'espace pastoral contredisent apparemment leurs manières de paître. A cette interrogation, les éleveurs apportent deux réponses.

Pour les zébus rouges, « *ce sont les bons endroits qui rendent les animaux prospères.* » Ces troupeaux ne peuvent stationner n'importe où. L'état des pâturages intervient mais surtout, le contexte sanitaire. A la moindre infestation glossinaire, les zébus rouges deviennent malades. Partout, les éleveurs qui détiennent cette race bovine insistent sur sa sensibilité aux trypanosomes. En Centrafrique, dans un contexte de grande mobilité pastorale, ils concluent : ***kanjum haDi min dillugo DaayDum*** : « *c'est ce qui nous empêche d'aller très loin.* » Réflexion à laquelle répond celle des Djafoun des Grassfields : ***na'i boDeeji, doole, sey jooDa dow caBBal*** : « *les vaches rouges, elles sont forcées de rester sur les hauts plateaux.* » En régions à climats humides, les zébus rouges sont comme enfermés dans une "niche" écologique plus étroite que les zébus blancs. Ils ont donc tendance à s'entasser sur les pâturages qui leur conviennent.

La seconde réponse des éleveurs insiste sur les oppositions dans les manières de paître. Les zébus rouges se montrent exigeants en fourrages mais ils pratiquent une pâture sélective, qui n'épuise pas le stock fourrager. ***Na'i boDeeji dura ladde ; ko Baawo lebbi tati, Di acca geene*** : « *les vaches rouges paissent en brousse ; même après trois mois, elles laissent de l'herbe.* » C'est une pâture légère, non dégradante pour le couvert herbacé. Au contraire, les zébus blancs pratiquent une pâture "à blanc", rasante.

Les autres éleveurs disent que les zébus blancs "tuent" les pâturages : ***Di mbara pellel*** : « *ces vaches tuent un endroit.* » Une pâture intégrale entraîne, de façon périodique, la nécessité de changer de pâturages. ***To Be vonni, Be saala*** : « *quand ils ont abîmé (un endroit), ils partent.* » Ce mode de pâture engendre une instabilité chronique. Une pâture dégradante peut s'insérer dans le cadre de fortes charges, mais seulement à court terme. Au fur et à mesure que les pâturages râpés gagnent en étendue, les capacités de charges diminuent. ***Be yiilo, haa pellel may fuu waatiDi*** : « *ces éleveurs se promènent, jusqu'à ce que tous leurs endroits soient morts.* »

Au contraire, l'exploitation sélective par les zébus rouges ménage les pâturages. Elle peut aller de pair avec de fortes charges, à long terme. Les pâturages ne subissent pas une destruction brutale. Les fortes charges des prairies à haute altitude correspondent peut-être à des potentiels fourragers encore mal appréciés mais elles résultent également d'une manière légère de paître, permettant aux herbes de se reconstituer.

A la limite, les manières de paître entraînent des conséquences, non seulement sur les charges mais sur l'ensemble des systèmes pastoraux. Comme les unes ménagent les pâturages, elles autorisent une fixation des éleveurs à long terme, même si elle est entrecoupée de transhumances régulières. Les autres admettent des sédentarisations mais de courte durée, sans cesse remises en cause. Le choix entre la mobilité et la sédentarité est ancré dans les comportements des races bovines.

Alvéoles ou interstices entre des cultures, des forêts ou des dépressions trop humides, les espaces pastoraux des Grassfields semblent uniformes, neutres, voire vides. Par opposition aux paysages agricoles transformés et humanisés, les pâturages reflèteraient simplement le milieu naturel. En fait, ces pâturages sont intensément exploités, selon des charges

parmi les plus élevées d'Afrique. Pourtant, la présence de bétail ne s'impose pas de manière homogène. Dès que le relief s'accuse, des oscillations de charges expriment de grandes variations d'aptitudes pastorales. De plus, les races bovines n'exploitent pas les pâturages de la même manière. Les charges, l'état et l'évolution des pâturages relèvent des races de bétail.

Conclusion : les troupeaux encombrent encore davantage les plateaux que les charges ne l'indiquent.

L'intensité de l'occupation du sol n'est souvent évaluée que par l'utilisation agricole. Dans le contexte de techniques manuelles, l'étendue des cultures entretient des rapports étroits avec la densité de population. Le raisonnement glisse insensiblement de l'occupation du sol à la pression démographique. La saturation de l'espace correspondant à un surpeuplement, elle est mesurée par le dépassement d'un seuil de densité.

Mais l'équation : occupation du sol = densité de population altère une réalité plus complexe. Selon cette approche, les éleveurs interviendraient de façon négligeable, leur présence ne se traduisant que par de faibles densités. Pourtant, ils participent largement à l'occupation du sol, même s'ils ne représentent qu'une minorité du peuplement.

Du côté des Mbororo, le vrai occupant de l'espace, c'est le bétail. Il exerce « un effet paysagiste » (228). Sa présence se remarque déjà par certaines particularités du paysage dit "naturel" : larges étendues d'herbes, prolifération de végétaux diffusés par les animaux, réseaux de pistes à bétail se superposant aux sentiers piétonniers... Surtout, le bétail est un grand "consommateur" d'espace. D'après les évaluations les plus optimistes, un seul bovin a besoin, sur les meilleurs pâturages de hauts plateaux, d'autant d'espace qu'une exploitation agricole bamiléké. En supposant qu'une petite famille mbororo doit détenir environ 30 têtes pour survivre à partir des ressources de l'élevage, l'exigence d'espace pour une exploitation pastorale excède au moins 30 fois celle d'une exploitation agricole en contexte de peuplement dense. En ne se référant pas seulement à l'usage agricole, on se rend compte que les plateaux du Bamenda, juxtaposant cultivateurs et éleveurs, sont aussi densément occupés que ceux du Bamiléké. La notion d'occupation du sol doit être globale. Elle ne se réduit pas nécessairement à une échelle de densités de population.

228. GOUROU, P., 1973, "Pour une géographie humaine", p. 253.

Les capacités de charge expriment mal les modalités d'insertion des animaux dans l'espace, en systèmes d'élevage extensifs. Elles indiquent l'étendue minimum de pâturage dont un bovin doit disposer pour se maintenir en état. Mais elles supposent que cet animal ne se déplace pas, qu'il reste enfermé dans un espace clos dont il s'agit d'adapter la dimension aux performances de la production fourragère.

« Le bétail anime les paysages, » fait encore observer P. GOUROU (229). En fait, ce n'est plus tellement le cas en Europe. Les bovins, enserrés dans un maillage étroit de clôtures, deviennent des éléments presqu'immobiles

229. idem, p. 249.

au sein des paysages agraires. La notion de charges convient alors pour évaluer leur besoin d'espace. Au contraire, en système pastoral extensif, les troupeaux sont des unités mobiles, qui vont et viennent, changeant de parcours sans subir d'entrave. L'enveloppe de leurs déplacements excède les chiffres théoriques de capacités de charge et même de charges. Elle correspond à "l'encombrement" de l'espace par le bétail (230).

Une première indication de cet encombrement est donnée par le rayon de déplacement quotidien des troupeaux, à partir de l'aire de stationnement. En plaines soudano-guinéennes, par exemple au nord de la Côte d'Ivoire, les troupeaux s'éloignent chaque jour de 4 à 5 km, en saison des pluies (231). L'espace ne manque pas, en dehors de l'aire agricole senoufo la plus cultivée. Seules, de grandes rivières en pleines eaux et des galeries forestières infestées de glossines restreignent l'amplitude de l'éloignement du bétail. A l'ouest du Cameroun, le relief accidenté freine davantage les mouvements de troupeaux, souvent limités à des rayons de 2 à 4 km en saison des pluies. L'encombrement pastoral correspond à l'étendue des pâturages compris dans les boucles des circuits quotidiens du bétail.

En fait, les déplacements des animaux au cours de la pâture ne se réduisent pas toujours à la simple figure géométrique d'un arc de cercle fermé. C'est plutôt une ligne brisée, en zigzag, avec des poussées en plusieurs directions, suivies de retours près du campement. A chaque avancée, le troupeau sort de son aire habituelle de pâture ; il empiète sur le parcours d'autres troupeaux ou pénètre aux abords des cultures. C'est alors que son encombrement se ressent vraiment, que sa présence devient gênante. La distance des poussées du troupeau en plusieurs directions donne la véritable ampleur de son encombrement.

Alors que la notion de charge est d'ordre statistique et que les naturalistes ont inventé celle de capacité de charge pour classer les pâturages, celle d'encombrement pastoral répond à des critères géographiques. Elle exprime l'étendue effectivement exploitée ou parcourue par le bétail. Certes, les parcours s'emboîtent les uns dans les autres. De même, ils se restreignent peut-être lorsque les troupeaux deviennent plus nombreux. Enfin, l'encombrement varie selon les races de bétail. Il est bien connu, parmi les Mbororo, que les zébus rouges ont des rayons de parcours plus grands que les zébus blancs. C'est en rapport avec un mode particulier de pâture : sélection des graminées et pâture mobile, effectuée tout en marchant. Au contraire, on peut estimer que les capacités de charge restent identiques, quelles que soient les races bovines. Les zootechniciens ne mentionnent pas de différences sur ce point.

La notion de capacité de charge ne rend pas compte de changements de races opérés par les éleveurs. Pourtant, des Djafoun des hauts plateaux expliquent clairement leur préférence actuelle pour les zébus blancs : « *ils supportent mieux la souffrance,* » sous-entendu, « *ils se contentent davantage de pâturages médiocres.* » Au fur et à mesure que la production fourragère diminue et surtout que sa qualité se dégrade, les zébus rouges exacerbent leur mobilité, leur degré d'encombrement des pâturages. Ils marchent davantage, élargissant leur rayon de parcours. Si la concurrence d'autres troupeaux ou l'obstacle de cultures les empêche de s'éloigner, ils vont et

230. Les agrostologues emploient également la notion d'encombrement mais dans un sens différent. Pour eux, elle désigne la quantité de fourrage que les animaux peuvent ingérer, en moyenne, par jour. Lorsque ce fourrage ne contient plus d'éléments nutritifs suffisants, les animaux dépérissent.

231. BASSETT, T.J., 1986, "Fulani herd movements", in Geographical Review, vol. 76, n° 3, p. 245.

viennent sur les mêmes pâturages. Les prairies d'altitude souffrent d'un piétinement intense, davantage que d'une surexploitation proprement dite. L'accentuation de l'encombrement par le bétail tient surtout aux zébus rouges. Les zébus blancs ne changent guère de comportement en conditions difficiles. Leur encombrement spatial reste plus faible que celui des zébus rouges, avantage de plus en plus apprécié sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun.

Le cheptel n'est pas une donnée intangible, un fait de "nature" que les éleveurs ne pourraient modifier. Comme tous les éleveurs, les Mbororo des Grassfields interviennent sur leurs troupeaux, dans leur composition mais aussi leur race. Ils les façonnent et les remodèlent, en fonction d'impératifs qui peuvent changer. Actuellement, beaucoup de Mbororo sont placés devant une alternative : soit privilégier comme autrefois une race bovine en tant que "marqueur" culturel, soit accorder la préférence à une autre pour son encombrement moindre.

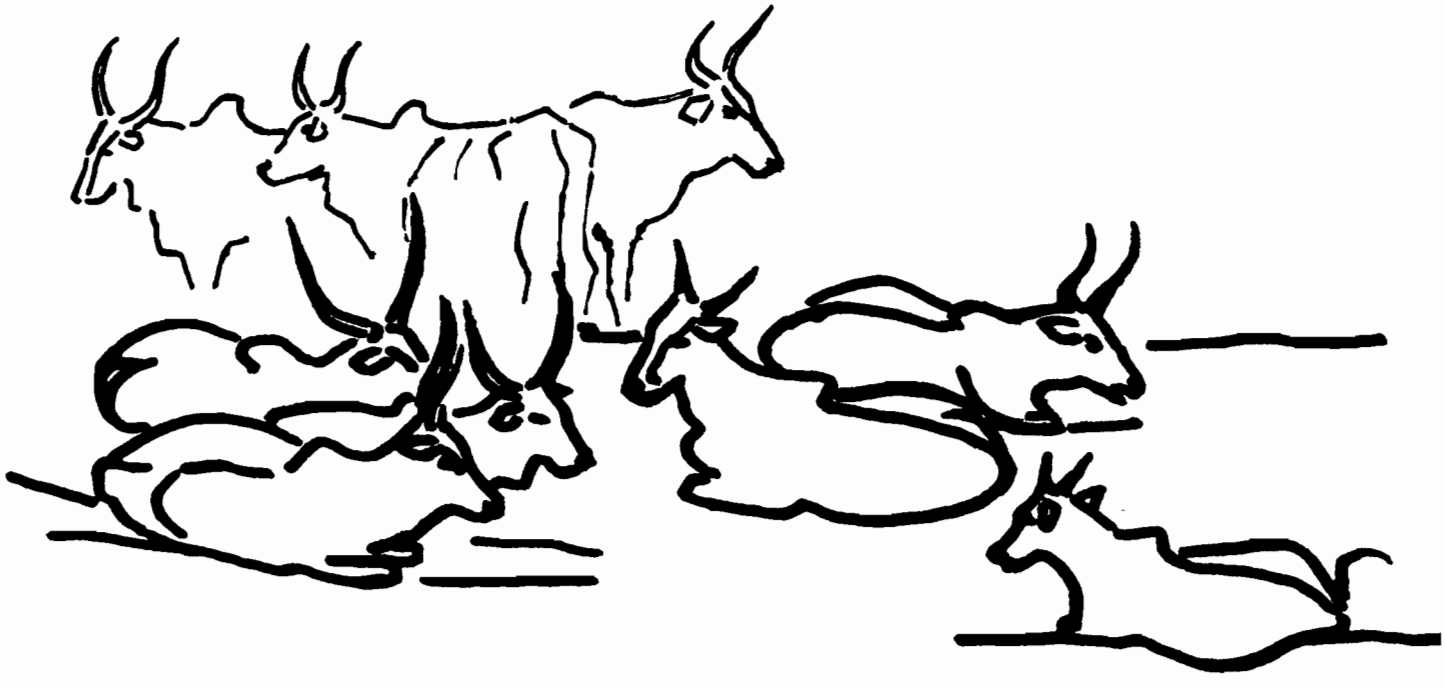


TABLE DES MATIERES

DU PREMIER VOLUME

INTRODUCTION : LE "CABBAL", MILIEU PASTORAL D'ALTITUDE 5
Le "caBBal", haut plateau pastoral 5
Les "caBBal" du Cameroun 9

Première partie :

LA POUSSEE PEULE VERS LE SUD 17

1. DU SAHEL A L'ADAMAOUA 19
TABLEAUX GEOGRAPHIQUES DES PEULS 19
L'"archipel"peul 21
Les Peuls des plateaux camerounais 29
Les Foulbé citadins 32
Les Foulbé villageois 32
Les Mbororo 34

FOULBE ET MBORORO : AU CENTRE ET EN MARGE DE L'HISTOIRE 37
La priorité pastorale avant le 19e siècle 38
Elevage et pouvoir au 19e siècle : la "dé-pastoralisation" des Peul 41
La guerre : perte et conquête de pâturages 41
Peuplement et remodelage social 43
Domination politique et activité pastorale 47
Islamisation et pastoralisme 50
Différenciation sociale 51
Les Mbororo à l'époque des guerres, "jamanu konooji" 52
Les premières migrations des Djafoun 52
De Kano à Yola 52
De Yola à l'Adamaoua 55
De la peste bovine à la "guerre" de Boure-Galim 57
L'expansion pastorale au 20e siècle 59
Une direction privilégiée : l'est 60
La poussée peule vers le nord 62
Nouvelles migrations vers le sud 64
Remises en mouvement au début du siècle 64
Les échecs de Lompta 66
Au-delà de Lompta 73
Le "lahore", ancien impératif pastoral 74
Le choc de nouveaux Mbororo : les Akou 75

2. UNE NOUVELLE REGION D'ELEVAGE : LES GRASSFIELDS 79
LA NAISSANCE D'UNE REGION D'ELEVAGE 82
Le départ de l'Adamaoua 82
Des précurseurs : les Haoussa 83

Les Mbororo de Banyo en 1910 84
La ou les causes de départ 87
Pâturages surchargés ou querelles de chefferie ? 87
Des confiscations de cheptel ? 88
Une conséquence de la nouvelle frontière ? 89
La recherche de nouvelles sources natronées 89
Les circonstances du départ 90
Une exploration pastorale 90
Querelles politiques et migration 91
Pourquoi le Bamoun ? 92
L'intermède au Bamoun 92
L'aventure d'un petit groupe mbororo 94
Avantages et inconvénients naturels du Bamoun 95
Les premiers Mbororo au Bamoun 96
Eleveurs et cultivateurs 97
D'une sujétion l'autre 98
L'arrivée au Bamenda 99
Une arrivée mouvementée 100
Le rôle des sources natronées 101
L'afflux des Djafoun 102
La progression du cheptel 103
Une localisation centrée sur les "lahore" 105
Nouvelles arrivées 106
Premières dissenssions entre Djafoun 107
Les invasions de sauterelles 108
Pression fiscale et dépendance politique 108
Une réforme fiscale décisive 109
La perte d'autonomie politique 109
Les difficultés des premières années trente 110
Une catastrophe pastorale : les criquets 110
La prise de conscience officielle 111
Des dégâts inégaux selon l'altitude 112
Les pâturages refuges 113
Le retour en altitude 115
Les abandons du Bamenda 116
Les conséquences lointaines 118
L'essor pastoral de la fin des années trente 119
Rivalités lignagères en altitude 120
Extensions de l'aire d'élevage 121
L'approvisionnement en compléments minéraux 122
Avantages pastoraux des hauts plateaux 123

L'ACHEVEMENT DE LA PREMIERE PHASE PASTORALE 125
La saturation pastorale des hauts plateaux 125
Fluctuations de cheptel 125
L'incidence d'une épizootie 125
Progrès de la fiscalité sur le bétail 127
L'élevage au début des années quarante 129
Une activité circonscrite en altitude 129
Amorce de fixation des Djafoun 130
Nouveaux arrivants 134
Une transhumance régulière 135
Changements commerciaux 136

L'échec politique des Mbororo 137
Le refus de l'autonomie mbororo 137
Le "Fulani Council" 138
Le statut des Mbororo 139
L'encadrement des éleveurs 140
Une nouvelle orientation administrative 140
Les "Grazing Rules" 143
Dimension fiscale de l'enjeu pastoral 144
L'absence de contrepartie 149
Un essor imprévu de cheptel 150
Nouvelles localisations 153
La fermeture des plateaux 155
Effet pervers d'une politique pastorale 157
Les bouleversements, avant et après 1960 159
Les premières arrivées d'Akou 159
Une solution à la redistribution du cheptel 159
Antécédents migratoires des nouveaux Mbororo 160
La poussée des Galedji en savanes humides 160
Des Danedji dans le sillage des pionniers 163
Des précurseurs : les Ba'en 164
Les revirements des Natirbe 165
Les épreuves de l'arrivée à Wum 168
Premières dissenssions entre Akou 171
Le résultat : un nouvel essor des effectifs 172
Les Mbororo, d'une guerre à l'autre 174
Eloge de la fuite 174
Les péripéties des années de l'Indépendance 176
L'évacuation du Bamiléké 176
Les fuites du Bamenda 178
Des retours mouvementés 181
Les monts Bambouto : Mbororo, maquisards et administration 182
Mbororo et maquisards : l'accoutumance... 183
Mbororo et administration : l'expulsion 184
La réouverture de la montagne 186
Dans les griffes fiscales du Cameroun Occidental 188
Les difficultés de l'élevage 188
Le recul du cheptel 188
L'alourdissement de la pression fiscale 189
Des perturbations commerciales 191
La quête administrative de cheptel 193
Les efforts des administrations locales 193
Oppositions à l'afflux de cheptel 195
Le dépeçage de la manne fiscale 197
Afflux et migration des Akou 199
Reprise de l'essor du cheptel 199
Nouvelles entrées d'Akou 202
Les causes 202
Les entrées 203
Un nouveau mode de déplacement : la "vente-migration" 208
Le chassé-croisé entre les entrées et les sorties 210
Les départs 211
Les causes de départ 212
Le bilan migratoire 213

La traversée des plateaux 215
La colonisation pastorale du Bamoun 216

NOUVELLES DONNES 220
Réformes dans l'administration de l'élevage 220
Les originalités du Cameroun Occidental 220
Une longue sous-administration 221
Les compétences du service vétérinaire 221
Un service spécial des affaires d'élevage 223
Une minorité sans droit politique 224
L'alignement administratif après 1972 227
L'atténuation du "jangali" 227
La fin du service "Farmer-Grazier" 228
Une égalité politique ? 230
Elargissement de l'aire d'élevage 232
Une nouvelle instabilité du cheptel 232
Nouveaux pâturages d'hivernage 234
Esquisse de l'évolution actuelle 238
Des statistiques fiscales déficientes 238
L'incertitude des données du service d'Elevage 239
La descente des Djafoun 241
Colonisation pastorale des dernières hauteurs 241
Le nord des monts Bambouto 241
De Meta à Akwaya 242
Les changements d'altitude 243
A partir des reliefs culminants 243
A la périphérie des hauts plateaux 244
La "coulée" migratoire des Akou 245
Dynamique migratoire au Nigeria 245
Les arrivées au nord du Bamenda 247
Relances migratoires 248
Les Akou au centre du Bamenda 251
Le passage au Bamoun 252
Les sorties du Bamoun 254
L'installation en plaine 256
Conclusion : l'élevage au Bamenda, une chance plus qu'un préjudice 261

Seconde Partie :

LES GRASSFIELDS :
ENTRE NATURE ET CULTURE PASTORALES 265

1. ALTITUDE ET ELEVAGE 269
UN RELIEF ETAGE 270
Evolution des connaissances géographiques 271
Les unités naturelles 274
Les plaines : "luggere" 276
Les abrupts 278
Les bas plateaux 279
Les plateaux intermédiaires 283
Hauts plateaux et grands édifices volcaniques : "caBBal" 285

Le relief, composante pastorale 291
Une corrélation altitude - effectifs de cheptel... 292
...mais qui se relâche 295
Relief et habitat pastoral 296
Volcanisme et élevage 298
Les sources minérales, "lahore" 298
Rôle pastoral des sources 299
Localisation et configuration des sources 301
Composition chimique des eaux 304
Aménagement et destin des sources 306
Les émissions de gaz 308

UN CLIMAT FAVORABLE A L'ELEVAGE 312
Un climat montagnard pluvieux 312
Des pluies abondantes 312
Approche de la salubrité par l'humidité et les températures 314
Climat et glossines 320
Discordances cartographiques 320
Les éleveurs et les glossines 323
Climat et tiques 327
Contraintes des tiques pour l'élevage 327
Ecologie des tiques et pratiques pastorales 329
Ambivalence des petites tiques 329
Des ennemies déclarées, les grosses tiques 332
Ecologie 332
Le détiquage 333
Tiques et sédentarisation 337
Les pratiques pastorales 341
Le bétail et les hommes en climat montagnard 342
L'accoutumance du bétail 345
L'inadaptation des hommes 346
La priorité au bétail 347
Des saisons pastorales contrastées 348
Une longue saison des pluies 348
Saison pluvieuse et activité végétale 348
Les phases de la saison des pluies 351
Le début des pluies, "seeto" 352
La vraie saison des pluies, "ndungu" 354
Une saison sèche brève mais sévère 357

DES PATURAGES ANTHROPIQUES 363
De la forêt à l'herbe 363
A la recherche des végétations climaciques 364
Pelouses subalpines naturelles ou secondaires ? 364
Des forêts montagnardes aux prairies 365
Disparition de la forêt montagnarde 368
Décalages végétaux 369
Les agents de déforestation 371
Un peuplement très ancien 372
La métallurgie du fer 373
Le feu, créateur de savanes d'altitude ? 375
Le rôle controversé des éleveurs 377

Des savanes aux pelouses 379
Les savanes de bas plateaux 380
Savanes périforestières et de type Adamaoua 380
Les savanes de Dumbo 387
Les prairies inondables de Ndop 389
Les savanes arbustives d'altitude 391
Les prairies montagnardes 394
Les paysages végétaux 394
La prairie 395
Les lisières 395
Les fourrés montagnards 397
Une graminée contestée 398
Un indicateur d'exploitation pastorale 398
Le processus de diffusion 398
Critiques et défense du Sporobolus 404
Plantes secondaires de prairie 407
Secteurs pastoraux à Sporobolus 410
Les prairies ouvertes de Takui-Kingomen 410
Des prairies cloisonnées : Santa-Pinyin 413
Les pelouses subalpines 416
Une végétation originale 416
Quelques montagnes des Grassfields 418
Les monts Bambouto 418
Le sommet du mont Bambili 421
Le mont Oku 424
Pâturages d'altitude et élevage 427
Enrichissement des pâturages 428
Des essais tous azimuts 428
La saga de l'herbe "kikuyu" 431
Une excellente graminée fourragère 431
Le renversement d'attitude des éleveurs 434
Seuils écologiques ou déficiences de diffusion ? 435
Plantes nuisibles à l'élevage 440
Les envahissantes 440
Les amères 444
Les toxiques 446
Evolution des pâturages 448
Le modèle de l'Adamaoua 449
Le schéma d'évolution 449
La situation des bas plateaux 452
Le modèle des Grassfields 456
Les substitutions de graminées 457
Les fougeraies 458
Les ligneux 462
La situation des prairies d'altitude 465
Exemples de dégradation pastorale 467
Conclusion : Les pâturages de zone pluvieuse, formations instables 472

2. LE CHEPTEL, MARQUEUR CULTUREL 475
LES RACES BOVINES 476
Les zébus 476
Une race prestigieuse... 478

... *mais exigeante* 480
Le problème de la saison sèche 480
Variations pondérales 481
Une exigence de salubrité 484
Une race d'altitude 484
Les "daneeji", zébus blancs mbororo 487
Une arrivée récente 489
De nombreuses qualités ... 490
... dont certaines ambivalentes 492
Des bovins de bas plateaux 495
Les "gudaali", zébus introduits 498
Une race de ranchs 499
L'animal des sédentaires 500
Une race mal fixée 503
Les "jilluDi", troupeaux de race composite 504
Un cheptel d'acheteurs 504
Des concurrents aux "boDeeji" 506
La fin de deux races 506
Les taurins, ancienne race autochtone 507
Le cheptel bamiléké 507
Autres anciens cheptels taurins 508
Hypothèses d'origine ... 512
... et de disparition 513
L'échec d'une introduction 515
La disparition d'une race européenne 515
Le support d'un élevage laitier 516
L'absence de diffusion 516
"Sannja", les changements de races bovines 518
L'introduction de zébus rouges par les Akou 518
Les processus 520
Fondements du changement de race 523
Limites de l'intervention 524
Les Djafoun face aux zébus blancs 525
Les "bakalleeji" 528
Un cheptel important 529
Modalités de croisement 530
Acquisitions d'animaux de boucherie, "coggal" 531
L'organisation d'un trafic 532
Cloisonnement ou perméabiblité des élevages 534
Contextes écologiques et pastoraux 535
Un indicateur écologique 535
Croisement et sédentarisation 536
Croisement et conduite du bétail 537
Croisement de bétail et générations d'éleveurs 539
Dimensions sociales des croisements 542
Retours à la race ancienne 543

LE CHEPTEL NON BOVIN 545
Le bétail "des autres" 545
Spécialisation commerciale ou atout écologique ? 545
Une désaffection des Mbororo 548
Les catégories de petit bétail 550
Les moutons : un élevage fragile ou redouté 550

Les chèvres : un élevage populaire 557
Essor et ruine du cheptel porcin 563
Essor ou déclin du cheptel ? 564
Localisation du cheptel à son apogée 565
Quel développement ? 568
La ruine 570
Les chevaux : un cheptel controversé 571

DES PRESSIONS AUX CHARGES EN BETAIL 575
Le cheptel dans l'espace régional 575
Un casse-tête : les effectifs de cheptel 576
Les statistiques de cheptel 577
Inégalités de traitement fiscal 577
Les statistiques vétérinaires 579
Recettes de correction 581
Des indicateurs de cheptel 584
Les aires à bétail 584
Indicateurs socio-économiques 586
Les pressions en bétail 590
Cheptel et peuplement : symbiose ou exclusion spatiale ? 590
Rapports soudaniens entre population et cheptel 592
Elargissement de la coexistence sur les Grassfields 593
Un élevage à fortes pressions de bétail 594
Premier portrait de la région d'élevage 596
Seuils de saturation en peuplement et en cheptel 598
Le cheptel dans l'espace pastoral 603
Les exclusions de cheptel 603
Les emprises agricoles 603
Une domination agricole 603
Espaces agricoles saturés ou perméables 606
Grandes plantations et cheptel bovin 611
Evaluations de l'emprise agricole 616
Autres formes d'exclusions 623
Vers la fin de l'insalubrité ? 623
Les forêts et le cheptel : intégration ou séparation ? 624
Les zones inondables, répulsives puis attractives 627
La résultante en pâturages 629
Les charges en bétail 632
Charge et capacité de charge 632
Une charge mal connue... 632
... pour une capacité de charge controversée 633
Géographie des charges 635
Portrait retouché de la région d'élevage 635
Charges en bétail et altitude 638
Charges et relief 642
Charges et races bovines 650
Charges et manières de paître 654
Conclusion : Le cheptel encombre davantage les plateaux que les charges ne l'indiquent 656

UNIVERSITE DE PARIS X-NANTERRE, DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

HAUTES TERRES

D ' ELEVAGE AU CAMEROUN

VOLUME 2

Jean BOUTRAIS

1992

ORSTOM,

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

SOMMAIRE

DU VOLUME 2

TROISIEME PARTIE : AUX GRASSFIELDS, LES ELEVEURS ET LES AUTRES

1 : Anciens et nouveaux éleveurs

- Une population pastorale minoritaire
- Mbororo "rouges" et Mbororo "blancs"
- Les autres éleveurs

2 : Le face à face éleveurs-cultivateurs

- Les parties en présence
- Les conflits
- Les essais de solution
- Chroniques de secteurs pastoraux

TABLE DES MATIERES

TROISIEME PARTIE :

AUX GRASSFIELDS,

LES ELEVEURS ET LES AUTRES

« Par la force des choses, j'étais donc devenu cultivateur, moi, un Mbororo ! Je ne pus cacher longtemps ce que je considérais comme une déchéance. »

H. BOCQUENE, 1986, *"Moi, un Mbororo"*

Où passait l'argent ? Ils achetaient des vaches, des brebis, formaient un troupeau qu'ils dispersaient en secret entre les mains de plusieurs bergers poulots, lesquels s'entendaient comme larrons en foire.

R. DELAVIGNETTE, 1931, *"Les paysans noirs"*



Portrait d'un arDo *djafoun, du lignage des Toukanko'en*

1. ANCIENS ET NOUVEAUX ELEVEURS

Que des troupeaux de zébus se rassemblent en grand nombre sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun étonne à une telle latitude. Leur présence invite à se poser la question de l'identité des éleveurs, de leur nombre et de leur localisation. Alors que le bétail attire l'attention sur les vertes prairies d'altitude, surtout s'il est de robe blanche, ce n'est pas le cas des huttes de paille, isolées et à peine perceptibles, éloignées des pistes et des villages. Certes, les transformations récentes de l'habitat mbororo le rendent plus voyant mais il perd alors de son originalité et ne se distingue plus des habitations de villageois. La présence des Mbororo ne s'impose pas dans le paysage, sauf à l'occasion de quelques marchés où ils aiment se retrouver. Autrement, il faut s'astreindre à de longues marches pour parvenir aux campements. La population pastorale reste discrète. Et pourtant, sa présence est décisive.

En effet, l'importance du cheptel bovin des Grassfields ne s'explique pas seulement par des conditions naturelles exceptionnellement favorables. Celles-ci resteraient à l'état de virtualités si une population totalement engagée dans l'élevage n'avait pas "adopté" la région. La présence d'une minorité mbororo constitue une originalité du Bamenda, du Bamoun et même, localement, du Bamiléké. Elle ne se retrouve pas en d'autres régions guinéennes densément peuplées, par exemple chez les Ibo du Nigeria.

Les particularités des races bovines et les contraintes imposées à l'élevage sous des tropiques pluvieux permettent de comprendre la concentration des troupeaux en altitude. Mais c'est l'arrivée et l'installation d'une population spécialisée dans le bétail qui ont entraîné l'accumulation d'importants effectifs de bovins sur les Grassfields. N'est-ce pas une règle générale en Afrique tropicale ?

Certes, ici et là, quelques paysanneries possèdent des troupeaux. L'insertion, parfois intime, du bétail à des systèmes de culture leur confère une originalité qui n'a pas manqué de susciter la curiosité. Mais, en dehors de leur intérêt comme modèle pour une évolution idéale de l'agriculture tropicale, que représentent ces élevages en importance numérique ? Une carte à petite échelle du cheptel bovin en Afrique suffit pour montrer la

faiblesse de leurs effectifs (1). Partout, les grandes concentrations de bétail coïncident avec des populations spécialisées dans l'élevage. Il en est de même sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. Les 300.000 bovins des statistiques officielles ne sont pas originaires de la région. Le bétail antérieur à la venue des Mbororo a pratiquement disparu. Le fait qu'un cheptel déjà sur place n'ait pas prospéré mais, au contraire, régressé jusqu'à l'extinction, soulève une grande interrogation.

1. C'est le cas de celle, déjà ancienne, incluse dans l'article de DESHLER (W.) et THOMAS (J.C.),1963, "Africa, distribution of cattle".

Pourtant, beaucoup d'indices portent à croire que des villageois disposaient de bovins avant le 19e siècle. Ces troupeaux auraient dû proliférer, à la faveur de magnifiques pâturages. Les races locales étaient aussi bien adaptées au milieu guinéen montagnard que celles introduites par les Mbororo. Une résistance aux agents pathogènes les plus graves leur permettait même de séjourner à moindre altitude que les zébus. Le déclin du cheptel local a précédé l'arrivée des Mbororo qui n'ont jamais vraiment affronté une concurrence des taurins. Or, les Mbororo ne détenaient pas une position de force leur permettant d'écarter un cheptel local.

Il a fallu attendre l'insertion d'une population se consacrant entièrement à l'élevage pour concrétiser les potentialités pastorales des Grassfields. N'est-il pas paradoxal que des plateaux guinéens soient devenus une région d'élection pour des zébus d'origine sahélienne ?

Si la disparition du cheptel local ne relève pas d'aptitudes moindres de race bovine, il faut en chercher les causes du côté des sociétés. Il serait aisé de souligner combien les nouveaux venus manifestent une "vocation pastorale" qui fait défaut aux populations locales. Mais l'argument n'est-il pas quelque peu superficiel ? Certes, les Mbororo le mettent en avant et le rappellent souvent. La raison est valable aujourd'hui. Elle l'était, plus encore, au début du siècle. Mais l'était-elle plusieurs siècles auparavant ? Faut-il s'en tenir à une explication fondée sur l'indifférence ancestrale des populations locales à l'égard des bovins ? Que s'est-il vraiment passé entre les villageois et leurs anciens animaux : une vieille négligence évoluant lentement vers l'abandon ou quelque évènement plus dramatique ?

UNE POPULATION PASTORALE MINORITAIRE

Les éleveurs du Bamenda n'ont jamais fait l'objet de recensement, alors que leur bétail est compté chaque année et cela, depuis 50 ans... Certes, la population pastorale est proportionnelle aux effectifs de cheptel qui, eux, sont connus ou estimés régulièrement. Mais le coefficient cheptel / éleveurs varie d'un secteur à l'autre, selon l'inégale richesse en bétail des lignages et l'éloignement des troupeaux par rapport aux campements.

A chaque groupe mbororo correspond une variété de zébu, si bien que la répartition des races fournit indirectement une indication sur les iden-

tités pastorales. Mais, encore une fois, la corrélation n'est pas absolue. Les croisements et les changements de races altèrent l'assimilation d'un groupe à telle variété de race. De façon un peu paradoxale, il est plus difficile de cerner le nombre des éleveurs que celui du cheptel. Du moins, telle était la situation au début des années soixante-dix ; depuis lors, les effectifs de cheptel, eux-mêmes, ne sont plus très bien connus...

Les insuffisances des recensements

Bien que les Mbororo constituent une population à part et qu'ils aient souvent posé des problèmes à l'administration, aucun véritable recensement n'en a détaillé le nombre ni cerné la localisation. Les rapports des administrateurs anglais contenaient, année après année, des statistiques précieuses pour restituer l'évolution du cheptel, du moins celui soumis à l'impôt. Au contraire, les éleveurs restaient dans l'ombre. A l'époque coloniale, toute la population du Bamenda était d'ailleurs mal connue. A part les recensements de 1931 et de 1952-53, elle était estimée à partir des chiffres d'hommes imposables, affectés d'un coefficient. Quant aux éleveurs, n'étant pas recensés sur les rôles destinés à la levée de l'impôt sur les personnes, il était encore plus difficile d'évaluer leur nombre.

Quelques indications sont glanées dans une documentation parcimonieuse. Au début des années quarante, un rapport, reprenant une estimation verbale de M.D.W. JEFFREYS, avance une estimation de 5.000 Mbororo au Bamenda. Cette évaluation est à retenir, JEFFREYS étant alors le meilleur connaisseur des éleveurs. Un autre rapport de 1949 dénombre 1.659 chefs de famille "Fulani" au Bamenda (2). En tenant compte de 2 enfants par famille monogame, le rapport en déduit que les "Fulani" comptent, « roughly, » 6.636 personnes. Toutefois, une moyenne de 4 personnes par famille semble sous-estimée pour des Mbororo. La même année, les villageois du Bamenda comptent 86.400 imposables, soit une population évaluée à 301.000 personnes (3). Les Mbororo ne représentent donc qu'environ 2 % de la population locale.

2. MILNE (M.N.H.), 1949, Divisional Office, Bamenda (archives de Buea).

3. "Report...to the United Nations on the Administration of the Cameroons", 1948.

En 1952-53, un recensement de population est entrepris sur l'ensemble du Nigeria. Au Bamenda, ses résultats présentent l'intérêt de comptabiliser à part les personnes considérées comme étrangères, distinguées par origine ethnique. Une population totale de 429.000 habitants inclut alors 9.900 "Fulani", soit encore 2 % (4). Les deux populations étaient nettement sous-évaluées lors des années précédentes.

4. "Report...to the United Nations...", 1953.

Ce recensement est le premier et le dernier qui ait dénombré les Mbororo. En 1957, un rapport administratif arrondit leur population à 10.000 personnes et celle de la province à 430.000 habitants. Quant aux recensements récents, ils ne tiennent plus compte de l'identité ethnique. Depuis la période coloniale, les recensements de population n'ont fourni que des informations discontinues sur les pasteurs des Grassfields.

Une enquête inadaptée

Une enquête démographique par sondage, effectuée au Cameroun Occidental en 1964, présente l'avantage de retenir encore le critère ethnique (5). Cependant, les "Fulani" ne figurent pas dans la liste des regroupements ethniques proposés. Ils sont relégués en une annexe, tellement ils constituent une population à part. Ce traitement spécial tient également à la faible valeur des résultats qui les concernent.

5. INSEE-Coopération, 1969, "La population du Cameroun Occidental; résultats de l'enquête démographique de 1964".

Il semble qu'ils aient été découverts en cours d'investigation. Aucune procédure spéciale n'était prévue pour leur appliquer un sondage approprié. Quelques-uns furent recensés en même temps que les villageois, tirés sur le plan de sondage de la population locale, au même taux et selon les mêmes méthodes (6). Il est évident que ce traitement n'était guère approprié à une population pastorale. L'enquête se déroula en saison sèche, marquée par l'éloignement des familles d'éleveurs ou de plusieurs membres d'entre elles. Les auteurs du rapport admettent que leurs méthodes ne convenaient pas aux Mbororo. Ils reconnaissent qu'il aurait fallu prévoir un nouveau plan de sondage, tenant compte de la répartition géographique des éleveurs, et établir un calendrier de travail en fonction de leurs déplacements. Ils n'ont pu le faire, faute de temps et de crédits.

6. idem, p. 208.

Alors qu'au Sahel, des démographes ont cherché des procédures de recensement adaptées aux nomades, en zone humide les éleveurs sont traités à la même enseigne que les villageois. Insérée parmi des populations agricoles, la minorité pastorale est à peine prise en compte.

Devant l'inadaptation de leur enquête aux Mbororo, les démographes ne peuvent que mettre en garde vis-à-vis des résultats : « on ne saurait trop souligner que les chiffres présentés ne sont donnés qu'à titre indicatif et qu'ils doivent être utilisés avec la plus grande prudence » (7). Et, un peu plus loin : « étant donné la méthode adoptée, il n'est pas possible d'évaluer exactement la population Fulani. » Le lecteur en retire l'impression que cette partie de la population a largement échappé à l'enquête démographique.

7. INSEE-Coopération, 1969, p. 208.

D'après les résultats de cette enquête, les Mbororo compteraient pourtant 18.360 personnes, soit presque deux fois plus qu'une décennie auparavant. Leur progression serait plus rapide que celle des villageois. Les auteurs expliquent cet essor par l'entrée de nouveaux Mbororo dans le secteur de Wum. La population pastorale aurait également beaucoup augmenté sur Nkambe et Bamenda. Or, les premières années difficiles de l'Indépendance ont provoqué des départs d'éleveurs à partir de ces secteurs. Les chiffres de 1964 sont peut-être surestimés, du moins pour la "division" de Bamenda. Mais il est difficile de le prouver car ils représentent les dernières statistiques relatives aux éleveurs.

Un recensement difficile à exploiter

Le recensement de la population en 1976, élaboré selon de nouvelles méthodes par un service statistique spécialisé, sert souvent de référence au Cameroun. Toutefois, de fortes réserves peuvent être émises quant à la fiabilité des résultats concernant les populations rurales et, notamment, les éleveurs (8).

8. B.C.R.(Bureau Central du Recensement), 1978-1981, "Principaux résultats du recensement d'avril 1976".

Les données du recensement seront exploitées avec un double objectif : une approche quantitative des éleveurs et une comparaison avec les cultivateurs. Certes, les rapports entre éleveurs et cultivateurs ne se réduisent pas à leur "poids" démographique respectif mais celui-ci en constitue déjà un élément important.

Le recensement ne fournit pas le nombre total des éleveurs par unité administrative. Il est impossible d'obtenir des données en ce domaine, si ce n'est en se reportant à la seule population active. On ne sait pas quelle population tire ses ressources de l'élevage ou d'une activité agricole.

Dans le cas des éleveurs, la carence du recensement ne s'arrête pas là. Les chiffres des actifs sont tellement insignifiants du côté féminin que seuls, ceux des hommes peuvent être pris en compte. Leurs épouses sont presque toutes considérées comme "ménagères", donc renvoyées dans le lot des inactifs (9). De plus, le classement par âges de la population active commence curieusement dès l'âge de 6 ans. Du côté masculin, les premières tranches d'actifs ne touchent qu'une portion réduite de la population.

9. B.C.R., 1978-1981, vol. 1, t. 4, tabl. 4 : "Répartition de la population active selon le sexe, la branche d'activité économique et la situation dans l'emploi (par arrondissement)".

Autre source de confusion : parmi les actifs, le recensement agglomère les éleveurs et les chasseurs, sans doute parce que les uns et les autres pratiquent une activité dite de "cueillette"... Certes, sur les plateaux fortement peuplés de l'Ouest-Cameroun, les chasseurs à plein temps sont plutôt rares. On admettra que les actifs dans cette strate ne comportent que des éleveurs.

Un recensement, même longuement préparé comme celui de 1976 et exploité à l'aide de moyens informatiques, n'offre guère de données directement exploitables pour une étude sur la population pastorale. Il faut se reporter à un indice démographique partiellement valable.

Le nombre des actifs masculins

Les données du recensement sont retenues pour les départements qui correspondent à la région d'élevage, c'est-à-dire ceux de la province du Nord-Ouest auxquels se joignent le Noun (Foumban) et les Bamboutos (Mbouda) dans celle de l'Ouest. Cet ensemble comprendrait 10.700 actifs dans l'élevage. C'est peu par rapport aux 80.000 actifs agricoles masculins au Bamenda, aux 28.000 et aux 20.000 des Bamboutos et du Noun. Les éleveurs ne représentent que 7 % des cultivateurs. Le rapport entre les deux populations actives réévalue un peu la place des éleveurs par rapport aux évaluations antérieures.

Par le biais des actifs, le recensement de 1976 permet de dresser un tableau partiel de la population qui pratique l'élevage. Les résultats sont comparés à ceux d'un dénombrement personnel, effectué sur place en 1974-75, donc peu de temps avant le recensement national.

Tabl. 55 : ***Deux recensements des éleveurs actifs aux Grassfields***

arrondissements	population active masculine d'éleveurs > 5 ans *	population active d'éleveurs **
Province du Nord-Ouest :		
Mezam :		
Ndop	413	238
Bamenda	997	680
Momo :		
Mbengwi	550	558
Batibo	122	114
Bui :		
Kumbo	1.261	1.053
Jakiri	332	274
Donga-Mantung :		
Nkambe	2.003	1.852
Nwa	562	471
Menchum :		
Wum	1.355	747
Fundong	1.137	857
Province de l'Ouest :		
Noun :		
Foumban	1.353	636
Foumbot	226	96
Bamboutos et Menoua :		
Galim	342	180
Mbouda-Batcham-Dschang	209	228
Province du Sud-Ouest :		
Manyu :		
Fontem	45	38
	10.709	**8.022**

* recensement de 1976
** enquête personnelle en 1974-75

Seuls les ruraux de chaque arrondissement sont pris en compte en 1976. La population urbaine des Grassfields comporte quelques propriétaires de bétail mais ils sont plus rares qu'en Adamaoua.

Les résultats des deux recensements ne sont pas tout à fait comparables. Celui de 1974 consistait à repérer tous les responsables de troupeaux. Une question se pose : à quelle tranche d'actifs en 1976 convient-il de comparer les éleveurs de 1974 ? A tous les actifs selon la définition qu'en donne le recensement national (toute personne âgée de plus de 5 ans et engagée dans une activité), aux actifs de plus de 14 ans ou seulement à ceux de 19 ans et plus ?

Si les fils d'éleveurs participent à quelques tâches dès leur plus jeune âge, par exemple au détiquage et à la garde des animaux, ils ne sont encore que des aides occasionnels. Ils ne commencent à s'occuper activement du troupeau qu'après leur dizième année. L'engagement dans les travaux auprès du bétail débute plus ou moins tôt selon le groupe d'éleveurs. Il semble plus précoce chez les Akou que chez les autres Mbororo. Le plus souvent, les adolescents de moins de 15 ans n'assurent qu'un renfort dans la garde du bétail. Ils n'ont pas encore reçu la responsabilité d'un troupeau ; ils ne peuvent donc être considérés comme des éleveurs à part entière (10).

A partir de 15 ans environ, les jeunes reçoivent la garde d'un troupeau et la propriété effective de quelques animaux. Une véritable attribution de bétail précéde de quelques années ou survient au premier mariage du jeune, évènement qui consacre son passage à l'âge adulte. Dès lors, ses animaux sont assez nombreux pour lui assurer une autonomie et lui permettre de fonder une famille. La dotation d'un petit troupeau est sanctionnée par l'inscription sur les listes d'imposables. Mais certains Mbororo âgés de plus de 20 ans ne sont pas encore pourvus en bétail par des parents trop pauvres ou peu confiants.

Pour disposer de deux séries statistiques homogènes, toute la population active telle que la définit le recensement de 1976 ne doit pas être retenue. Il faut en exclure les tranches d'âges les plus jeunes. Même s'ils ne détiennent pas encore de troupeau, les adolescents de 14 à 19 ans sont engagés à plein temps auprès des animaux de leur père et ils assurent, seuls ou associés, la responsabilité de la conduite du bétail. Du point de vue de l'activité pastorale, ils sont devenus des actifs à part entière. Il est donc préférable de ne retenir, dans la population active, que les personnes âgées de plus de 14 ans.

10. Ils correspondent peut-être à la catégorie des "travailleurs familiaux" que le recensement de 1976 distingue au sein des populations actives.

A partir de ce critère plus restrictif, le recensement de 1976 accrédite les plateaux de l'Ouest-Cameroun de 9.100 éleveurs. L'écart avec le dénombrement de 1974 se réduit à 1.000 actifs. Il provient de quelques arrondissements situés à la périphérie de l'aire d'élevage. La population pastorale y reste instable. Les nouveaux venus, mal connus, sont difficiles à repérer et à enregistrer.

Des éleveurs mal recensés : les bergers

La population engagée dans l'élevage est plus complexe que le simple décompte des actifs dans les registres d'un recensement. D'abord, elle comporte deux catégories de personnes : celles qui possèdent du bétail et les autres. Les discordances entre le recensement national et celui de 1974 ne proviennent-elles pas des sans-bétail ?

Il n'est pas difficile de dénombrer les propriétaires de bétail, surtout au Bamenda. Il existe, pour faciliter la tâche, des listes nominales d'imposables sur le cheptel bovin. Il suffit de les vérifier sur place avec l'aide des chefs, afin d'éviter les répétitions de noms d'éleveurs qui possèdent des troupeaux sur plusieurs ressorts fiscaux. Au contraire, le dénombrement des bergers s'avère délicat. Ils ne figurent pas nommément sur des listes fiscales et il n'est pas facile de les identifier sur place. Comme ils sont rarement présents aux campements, il faut s'en tenir aux informations fournies par les employeurs. Or, ceux-ci répugnent à déclarer les bergers à leur service. Un clivage profond oppose, au sein de la société pastorale, les propriétaires de bétail aux simples bergers. Bien qu'étant souvent eux-mêmes des Mbororo, ils ne "comptent" pas. Les employeurs refusent d'insérer, parmi leurs dépendants, des gens réputés instables, aujourd'hui à votre service mais demain, partis peut-être en maraudage. Les Mbororo n'éprouvent que mépris pour les bergers, des éléments dont il faut se méfier, même s'ils sont indispensables. Devant ces réticences, il est probable que les relevés de 1974 pêchent par dénombrement incomplet des bergers.

Tabl. 56 : ***Catégories d'éleveurs actifs d'après le dénombrement de 1974 et le recensement de 1976***

	propriétaires de bétail		**bergers salariés**	
arrondissements	en 1974	en 1976	en 1974	en 1976
Mezam				
Ndop	220	256	18	57
Bamenda	485	529	195	244
Momo				
Mbengwi	404	474	154	115
Batibo	105	68	9	29
Bui				
Kumbo	845	739	208	272
Jakiri	196	196	78	66
Donga-Mantung				
Nkambe	1.442	1.281	410	450
Nwa	381	337	90	103
Menchum				
Wum	701	1.094	46	76
Fundong	611	713	246	190
Noun				
Foumban	562	882	74	174
Foumbot	90	197	6	6
Bamboutos-Menoua				
Galim	155	221	25	40
Mbouda-Batcham-Dschang	198	130	30	61
Manyu				
Fontem	24	39	14	6
	6.419	**7.156**	**1.603**	**1.889**

Le recensement de 1976 distingue, quant à lui, plusieurs catégories d'actifs. Les propriétaires de bétail correspondent sans doute aux dénominations : "actifs indépendants" et "employeurs". Quant aux bergers, ils se répartiraient probablement entre les rubriques : "salariés temporaires" et "apprentis". En fait, ces catégories socio-professionnelles ne conviennent pas à des sociétés rurales traditionnelles. On peut se demander comment les agents recenseurs les ont plaquées sur les populations pastorales.

Le rapprochement des deux recensements nécessite une manipulation préalable des rubriques. Propriétaires de bétail et bergers ne correspondent pas exactement aux catégories d'actifs répertoriées en 1976. L'exploitation du recensement est donc entachée de deux sources d'erreurs. La mise en oeuvre du recensement a fait entrer de force des réalités sociales traditionnelles dans un moule qui leur est étranger : entreprise, employeur, salariés... Ensuite, l'interprétation opère une démarche inverse, tout aussi risquée : apprécier, à partir de catégories porteuses d'une autre réalité, une société plus fluide et qui se définit autrement. Ces discordances majeures limitent l'intérêt du recensement de 1976 pour l'appréhension d'une société pastorale.

Contrairement aux suppositions, l'écart entre les deux recensements provient davantage des propriétaires de bétail que des bergers. Cette catégorie instable de population a sans doute échappé autant aux agents recenseurs en 1976 qu'au dénombrement de 1974. Les différences dans le nombre de propriétaires de bétail se creusent encore dans les arrondissements à la périphérie de l'aire d'élevage. Selon toute vraisemblance, ils sont à mettre sur le compte de déplacements.

Les bergers représentent, en moyenne, 20 % des actifs dans l'élevage en 1974 et 17 % selon le recensement de 1976 : c'est une part appréciable de la population pastorale. Les éleveurs de l'Ouest-Cameroun recourent souvent à l'emploi de bergers, constatation qui ne serait pas originale s'il s'agissait de Foulbé ; elle le devient davantage pour des Mbororo.

L'importance des bergers démontre que beaucoup d'éleveurs se trouvent confrontés à une insuffisance en force de travail : la taille des troupeaux excède les capacités de la main-d'oeuvre familiale. Mais le pourcentage des bergers sert également d'indice du degré d'évolution d'une société pastorale. Lorsqu'elle reste attachée aux valeurs pastorales, elle répugne à engager des bergers. A mesure qu'elle évolue vers un modèle sédentaire et villageois, la place des bergers augmente dans les travaux auprès du bétail.

Des oubliés : les aides familiaux

Une autre catégorie d'actifs ne doit pas être occultée en élevage : les aides familiaux. Ils participent, à des degrés divers, aux soins du bétail. Leur rôle devient décisif pour des propriétaires de petits troupeaux, pas assez riches pour faire appel à des bergers.

Le recensement de 1976 les comptabilise probablement dans la strate des "travailleurs familiaux". Mais ils ne seraient que 1.670 du côté mascu-

lin, un chiffre moindre que celui des bergers. Résultat qui attire la suspicion : presque tous les jeunes Mbororo participent au détiquage manuel, si ce n'est à la conduite du troupeau paternel. Aux fils d'éleveurs, il conviendrait d'ajouter les filles car elles aident au détiquage et à la traite, parfois même à la garde des animaux. Or, le recensement de 1976 ne mentionne que 730 "travailleurs familiaux" du côté féminin, soit une infime partie de la population féminine. L'engagement féminin dans les tâches d'élevage est largement ignoré.

Le recensement de 1976 donne l'image d'une faible proportion d'aides familiaux parmi la population pastorale, alors que la réalité est inverse. Chaque membre de famille mbororo intervient auprès du bétail. Toute une partie de la population pastorale se trouve ainsi reléguée, à tort, parmi les inactifs. Ces classements arbitraires empêchent un diagnostic des capacités de travail engagées dans l'élevage. Or, le problème des disponibilités en force de travail est l'une des clés pour comprendre le fonctionnement des systèmes d'élevage extensif.

Le recensement de 1976 apporte quelques données statistiques relatives aux éleveurs. Mais elles sont délicates à extraire de résultats globaux et elles s'avèrent peu fiables. Le recensement a manifestement été conçu et entrepris dans un esprit moderniste et centralisateur, à partir d'une certaine idée de la population camerounaise. Cette approche convient peut-être à des populations urbaines mais elle s'accorde mal aux réalités rurales. Quant aux éleveurs, leur isolement en brousse et leur activité, irréductible aux classements modernes, en font les éléments les plus mal recensés.

A ces causes générales de sous-recensement s'ajoute la situation de minorité vécue par les Mbororo du Bamenda. Il y a fort à parier que les recenseurs ne se sont guère éloignés des villages. L'oubli, volontaire ou non, d'une minorité, est d'autant plus tentant que celle-ci est considérée comme nomade et étrangère.

Une démographie dynamique ...

Au-delà d'effectifs, difficiles à interpréter, le profil démographique des éleveurs permet d'avancer quelques caractéristiques de cette population.

Il est difficile d'obtenir l'âge exact des éleveurs, sans parler de celui des femmes. Les informations sont souvent fantaisistes et difficiles à contrôler. Les Mbororo ignorent nombre d'évènements passés qui pourraient, à la rigueur, servir de repères chronologiques. Le recensement de 1976 mentionne l'âge de la population active, à partir de 6 ans. Mais, une fois de plus, les données ne sont exploitables que pour les hommes. La pyramide des âges est donc tronquée de la moitié féminine de la population (fig. 158).

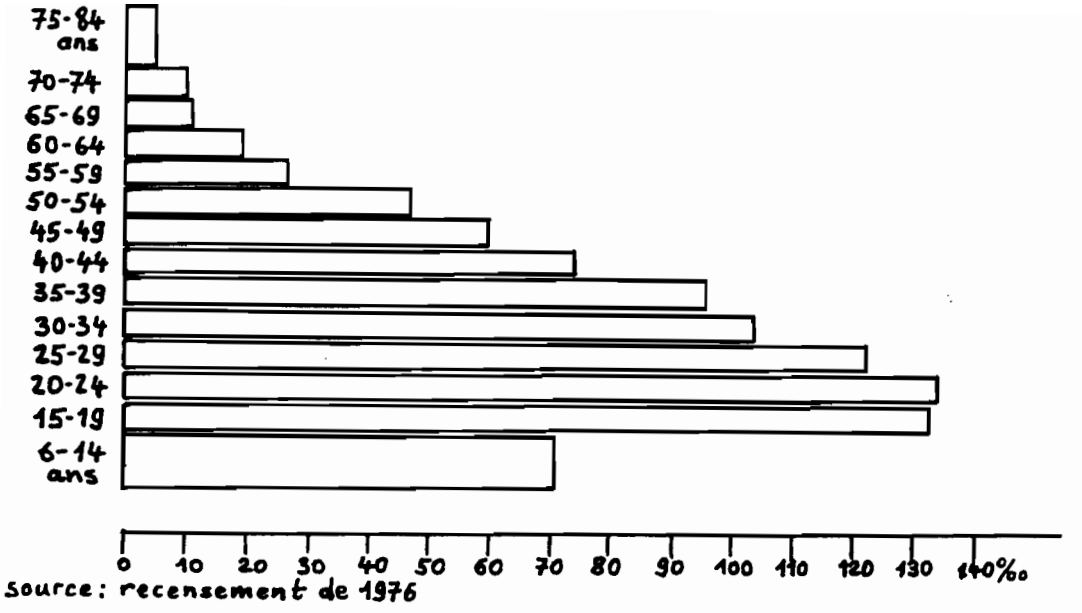


Fig. 158 : *Distribution par âges de la population active dans l'élevage (hommes)*

Les actifs de 6 à 14 ans n'atteignent que la moitié des tranches d'âges suivantes. Cette faible part ne correspond pas au profil réel de la population ; elle exprime un mauvais repérage de l'arrivée en pleine activité des éleveurs. A partir de 15 et surtout de 20 ans, il est vraisemblable que le profil des actifs reflète assez bien celui de la population.

La régularité du profil des âges et son élargissement vers les tranches d'âges jeunes dénotent une bonne "santé" démographique. Excédent des naissances sur les décès et faiblesse probable de l'exode rural concourent à l'accroissement de la population pastorale.

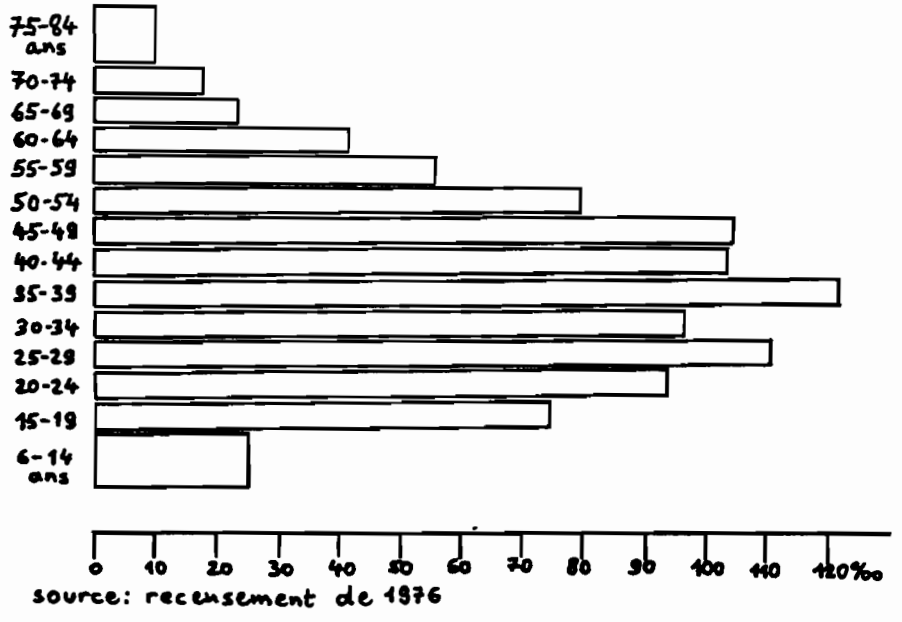


Fig. 159 : *Distribution par âges de la population active agricole masculine*

Etabli à partir d'une population beaucoup plus importante, le profil des actifs agricoles dans la région présente une allure moins régulière que celle des éleveurs (fig. 159). Au-dessus de 20 ans, les cultivateurs se distribuent encore de façon irrégulière ; la tranche d'âge la plus nombreuse est repoussée aux personnes de 35-39 ans. Les ponctions de l'exode rural perturbent le profil par âges des actifs agricoles.

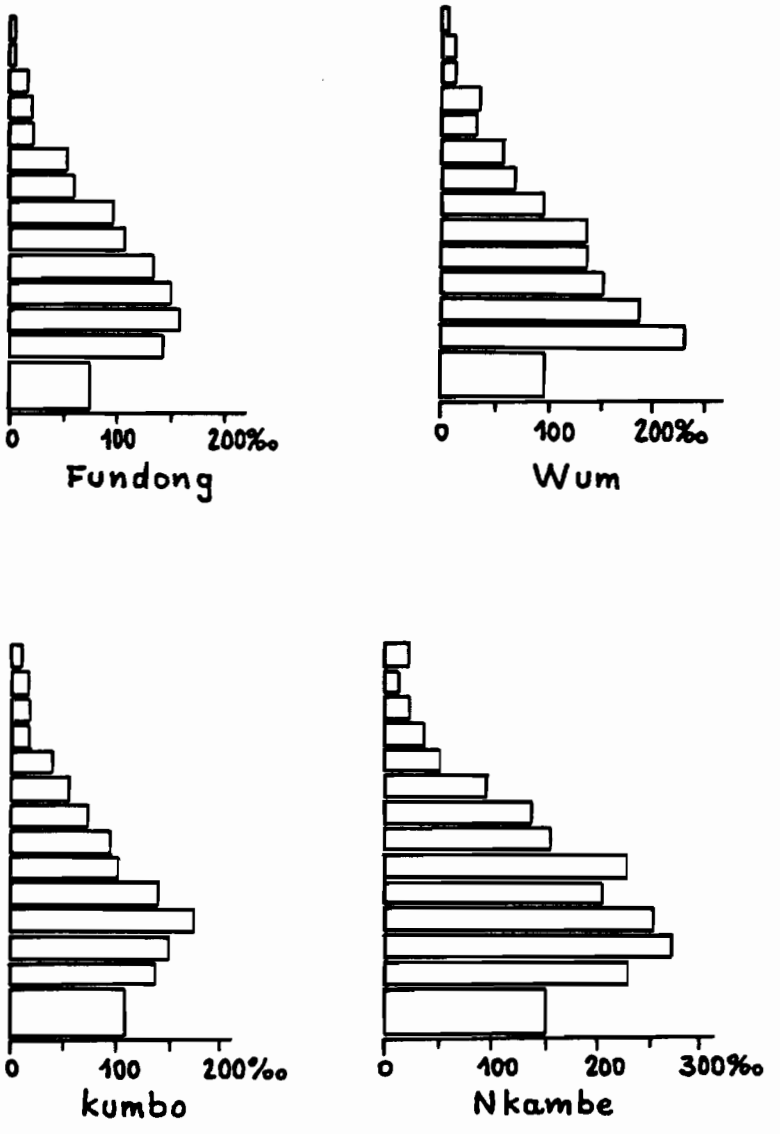


Fig. 160 : ***Profils démographiques des éleveurs dans quelques arrondissements du Bamenda***

La bonne tenue démographique des éleveurs du Bamenda est un phénomène original. En effet, il est souvent admis que les populations pastorales s'accroissent moins vite que celles de cultivateurs. Toutefois, au

Niger, en reprenant les résultats d'une enquête démographique menée en milieu nomade en 1963-64, E. BERNUS a signalé combien les idées longtemps admises, à propos d'une "faillite démographique" des Touaregs, se trouvaient infirmées (11). Il n'est plus question de prédire la disparition prochaine de cette population, pas plus que celle des Peuls dont la pyramide des âges est encore plus évasée vers les jeunes générations. Au Sahel, le dynamisme démographique reste toutefois inégal selon les populations d'éleveurs : assez faible chez les nomades (les "Bororo"), il s'accentue chez les seminomades et encore plus chez les sédentaires. Selon une "règle" démographique, l'accroissement naturel serait inversement proportionnel au degré de pastoralisme. Dès lors, la dynamique démographique des Mbororo des Grassfields est-elle liée à leur sédentarisation ?

11. BERNUS (E.), 1981, p. 116 et 117.

La répartition par âges des éleveurs ne suit pas un profil similaire, d'un arrondissement à l'autre (fig. 160). Ceux de Wum représentent la population la plus dynamique : le "plein" des actifs se produit dès 15-19 ans. Pour les éleveurs de Fundong et de Nkambe, un creux se dessine, au contraire, dans ces tranches d'âges. A Kumbo, il s'étend jusqu'aux tranches de 20-24 ans.

Ces différences recoupent la localisation des deux groupes mbororo : les Akou à Wum et les Djafoun majoritaires dans les autres arrondissements. Chez les Djafoun, le renouvellement des générations dans la prise en charge des tâches d'élevage n'est pas aussi bien assuré que chez les Akou. Cela provient peut-être d'un recul récent de la natalité. Mais le phénomène comporte également une dimension sociale. Il exprime une désaffection des jeunes à l'égard du bétail, tendance dont les anciens se plaignent souvent. Des tensions entre générations surviennent plus fréquemment chez les Djafoun, dénouées par le départ des jeunes pour une vie d'aventures.

Une corrélation inverse se constate entre les pourcentages de jeunes éleveurs et ceux de bergers. Plus les jeunes sont nombreux et moins le recours au service de bergers s'impose.

Tabl. 57 : *Pourcentages de bergers et de jeunes éleveurs* *(d'après le recensement de 1976)*

arrondissements	pourcentage des jeunes de 15-24 ans, par rapport au total des actifs dans l'élevage	pourcentage des bergers, par rapport au total des actifs éleveurs
Wum	30,4	5,1
Fundong	27	17
Nkambe	24,8	22,2
Kumbo	22,3	21,8

Le recrutement de bergers répond, en partie, à un déficit de main-d'oeuvre familiale en fils d'éleveurs. Cependant, la recherche d'une compensation en force de travail n'explique pas seule l'engagement de bergers. D'autres facteurs interviennent pour accentuer ou réduire leur emploi : la configuration des pâturages et les risques de dégâts aux cultures, l'existence

ou non d'une réglementation de la garde du bétail et de la transhumance, le refus de certains éleveurs de confier leur bétail à des bergers, quelles que soient les difficultés de gardiennage, enfin la richesse moyenne en bétail.

L'importance des jeunes tranches d'âges par rapport à l'ensemble des actifs est déterminante chez les éleveurs. Ce sont les jeunes qui supportent l'essentiel des travaux auprès du bétail, les anciens n'en assurant plus que le contrôle. L'équilibre entre le nombre des actifs et l'effectif de cheptel se ramène, en fait, à un registre restreint de tranches d'âges jeunes. Enfin, à plus longue échéance, le rapport entre les tranches d'âges jeunes et les effectifs de cheptel intervient dans la transmission harmonieuse du bétail aux nouvelles générations.

...mais une population minoritaire

L'effectif de la population pastorale sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun représente moins d'intérêt en lui-même que par rapport à la population agricole. En effet, les relations entre éleveurs et cultivateurs constituent un enjeu capital sur les Grassfields. L'importance de chaque population fournit un premier élément du dossier.

Première approche : les actifs masculins éleveurs et cultivateurs

Puisque seuls les effectifs de population active masculine engagée dans l'élevage s'avèrent vraisemblables, ils sont confrontés à ceux des cultivateurs. Le rapport s'établit à 9 % pour l'ensemble de la région d'élevage. Un peu réévalués par cette approche, les éleveurs restent une population minoritaire. Leur poids démographique est loin d'égaler la part des pâturages dans l'espace régional (30 %).

Certes, cette situation se retrouve partout en zone tropicale : chaque éleveur dispose, en moyenne, de plus d'espace que tout autre actif rural. L'avantage paraît "normal", dans le cadre de systèmes d'élevage extensif. Mais, dans un contexte de forte pression sur la terre, il n'est plus accepté par les cultivateurs, d'autant moins que ces derniers s'estiment les seuls détenteurs de droits fonciers. Pour eux, il s'agit, à la limite, d'une situation injuste : ceux qui ne disposent d'aucune légitimité foncière bénéficient, dans les faits, des plus grandes étendues de terrain.

La moyenne de 9 % recouvre des écarts dans le pourcentage éleveurs-cultivateurs (fig. 161). Les extrêmes oscillent de 1 % (Batcham) à 18 % (Fundong). La population pastorale est mieux représentée au nord des plateaux où des densités plus faibles de cultivateurs réservent une meilleure part aux éleveurs. Les effectifs de cheptel sont également plus nombreux

sur cette partie des Grassfields. Les deux critères : cheptel et population pastorale, sont concordants. L'importance de l'élevage s'atténue du nord au sud des plateaux.

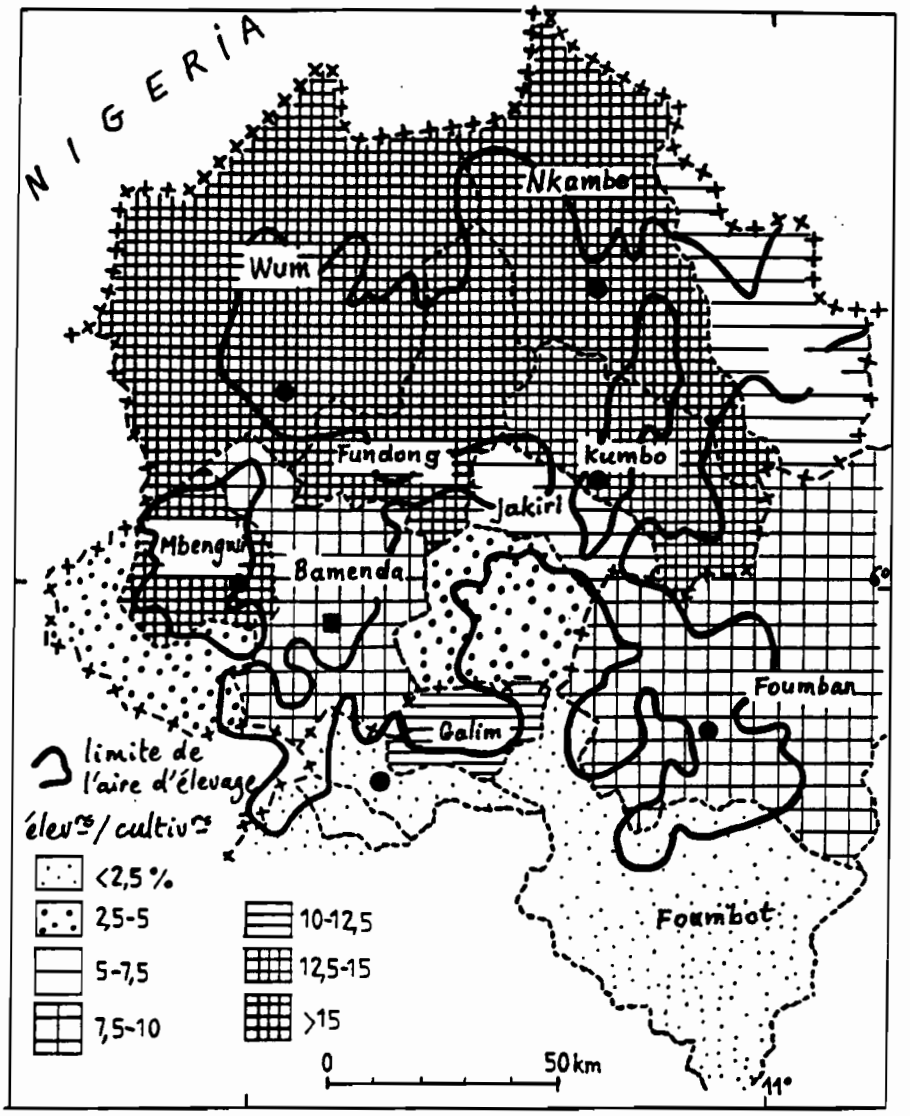


Fig. 161 : *Pourcentages des actifs masculins éleveurs par rapport aux cultivateurs (par arrondissements, en 1976)*

Ce pourcentage éleveurs-cultivateurs ne reflète pas tout à fait la réalité. Beaucoup d'éleveurs, en transhumance au moment du recensement, n'ont pas été enregistrés (12). Quant aux villageois, seuls 51 % d'entr'eux ont été classés en cultivateurs. Bien que ruraux, ils s'adonnent peu, par eux-mêmes, aux travaux agricoles (13). La proportion des cultivateurs masculins augmente au Bamoun et au Bamiléké, sans doute par suite d'une place plus grande accordée à la culture du café.

Malgré l'extension de la caféiculture à partir des années cinquante au Bamenda, la plupart des travaux agricoles incombent encore aux femmes. Pour l'ensemble de la province du Nord-Ouest, le recensement de 1976 dénombre davantage de femmes que d'hommes dans les actifs agricoles. Sur le terrain, le face à face oppose presque toujours des cultivatrices aux éleveurs. Ne pas prendre en compte les femmes ne se justifie pas pour l'objectif recherché : une évaluation de la population des éleveurs par rapport à ceux qui cultivent.

12. Le recensement s'est déroulé au début d'avril 1976, en seulement quinze jours.

13. Les autres actifs ruraux au Bamenda se répartissent entre des rubriques à caractère quelque peu surréaliste : "indéterminés" et "industries manufacturières". La dernière rubrique ne doit pas faire illusion : l'industrie est absente en milieu rural et l'artisanat ne tient qu'une place réduite. Ces classements cachent un sous-emploi chronique des hommes.

Seconde approche : le total des actifs

Une autre approche de l'importance relative des éleveurs met donc en rapport les deux populations actives, hommes et femmes. Dès lors, les éleveurs ne représentent qu'à peine 5 % (exactement 4,6 %) des cultivateurs. Leur poids démographique est réduit de moitié.

Ce résultat n'est pas plus satisfaisant que le précédent, mais pour des raisons inverses. Les femmes de villageois sont effectivement prises en compte comme actives dans l'agriculture. Mais celles des éleveurs n'émergent presque pas. Cette fois, la population pastorale sort désavantagée de la comparaison.

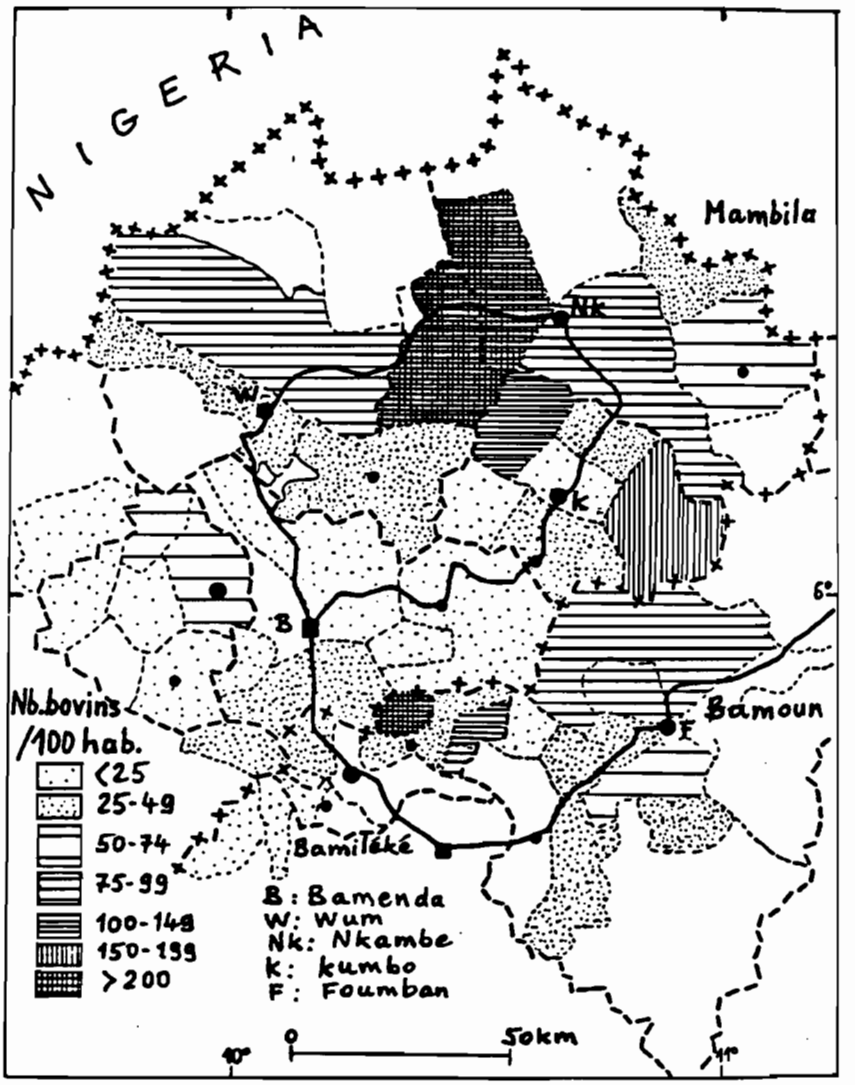


Fig. 162 : *Rapport entre le cheptel bovin et la population totale*

Troisième approche : le nombre de bovins pour 100 habitants

La mise en rapport des effectifs de cheptel avec la population se révèle souvent un bon indicateur pour évaluer l'importance de l'élevage dans une région. La carte issue de ce calcul confirme la précédente dans ses grandes lignes, mais en l'affinant (fig. 162).

L'élevage occupe une place plus importante au nord des Grassfields qu'au sud. Cette activité se concentre surtout entre Wum et Nkambe. Au sud de la latitude 6°, les éleveurs comptent davantage au Bamoun et en bordure du Bamiléké qu'au Bamenda. En ne retenant que les valeurs supérieures à 50 bovins/100 hab., l'aire d'élevage n'est continue qu'au nord des Grassfields. De là, elle s'incurve vers le Bamoun. Au nord, elle se prolonge également vers le Mambila nigerian.

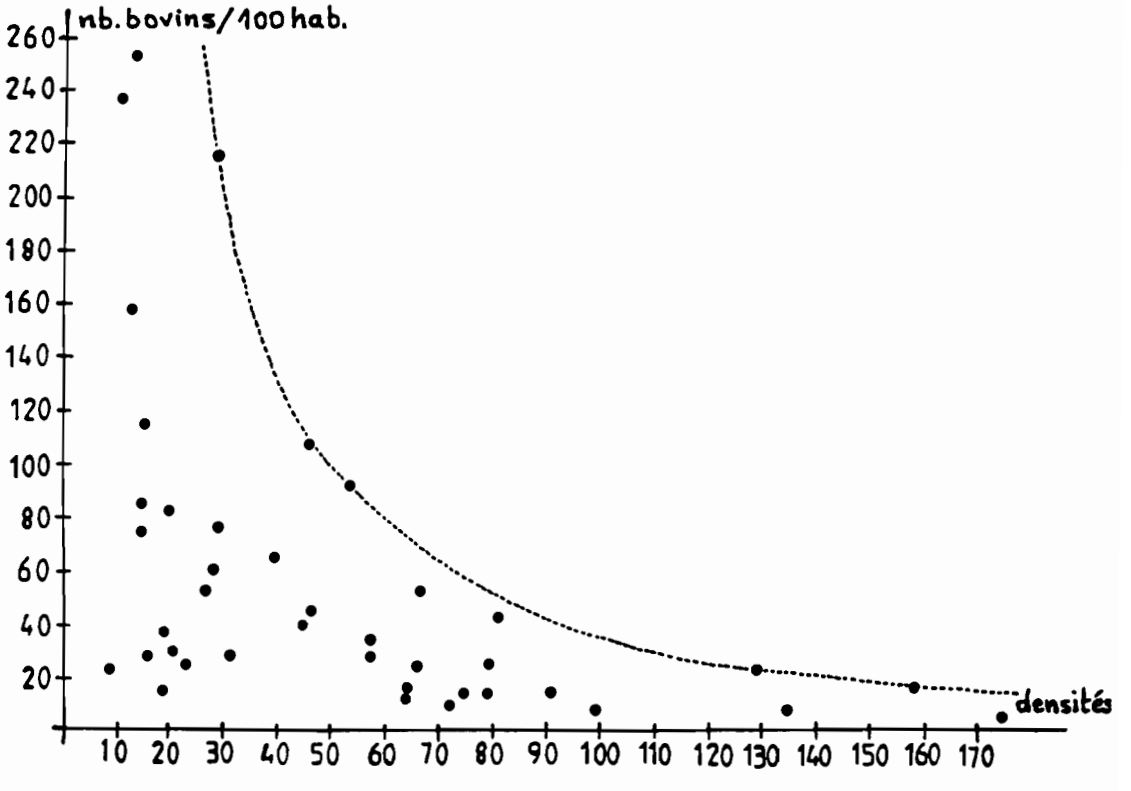


Fig. 163 : ***Disponibilités théoriques en bovins et densités de peuplement***

Les relations entre les densités rurales et le nombre de bovins pour 100 habitants explicitent la carte précédente (fig. 163). L'indice des disponibilités en bétail varie en fonction de la densité du peuplement. Il atteint des valeurs élevées dans un contexte de faibles densités de population, de 10 à 30 hab./km2. Ensuite, il baisse rapidement, à mesure que le peuplement devient plus dense. La courbe qui rejoint les valeurs maxima finit en asymptote à l'axe des densités : lorsque les densités excèdent 150-170 hab./

km2, il n'y a presque plus de bovins, probablement par manque de place. Le graphique met en évidence une logique de répartition des éleveurs, en fonction de la densité de peuplement. Elle diffère du schéma d'insertion spatiale des éleveurs en zone soudanienne, par l'absence de contrainte au niveau des plus faibles densités de peuplement.

Des éleveurs sur la défensive

Les essais précédents illustrent les difficultés d'exploiter les données du recensement de 1976. Finalement, il conviendrait peut-être de combiner des indices précédents, en confrontant les chiffres d'éleveurs actifs masculins à ceux des femmes actives dans l'agriculture... Il en résulterait une nouvelle série de pourcentages pas plus invraisemblables que les autres. Mais leur représentativité laisserait encore dubitatif.

Quelle est l'importance probable des éleveurs au sein de la population des plateaux ? Sans doute supérieure à 5 %, elle atteint peut-être 9 %, comme le suggère la première évaluation. De toute façon, l'élevage accapare un espace sans commune mesure avec le poids démographique des éleveurs.

L'observation des paysages le confirme : les campements mbororo se tiennent au milieu de vastes pâturages d'altitude. C'est un élément important du délicat dossier des rapports entre les deux populations. Leur antagonisme ne relève pas seulement d'oppositions inter-ethniques, ni de contestations foncières. Il provient également, selon le point de vue des villageois, d'un partage inégal de l'espace.

Les éleveurs sont partout minoritaires. Mais ils le sont davantage en secteurs à fortes densités de cultivateurs : sud du Bamenda, bordure du Bamiléké où ils ne comptent plus que quelques noyaux de familles, isolées au milieu d'une grande masse de population agricole. Ils vivent une véritable situation de minorité, se tenant sur la défensive en matière de pâturage, de pistes à bétail, de points d'abreuvement... L'espace pastoral se réduit en peau de chagrin puis se ferme. Manquant d'espace, les troupeaux diminuent. ***Min Don bee bone :*** *« nous sommes dans la souffrance, »* avoue un Djafoun encerclé par des champs bamiléké. Incapables de résister, les éleveurs s'en vont les uns après les autres.

L'élimination des éleveurs par les fortes densités de population agricole correspond à une sorte de loi géographique. Elle se vérifie fréquemment en zone soudanienne, par exemple en plaines densément peuplées au Nord-Cameroun (14). Des études récentes, relatives à la zone sub-humide au Nigeria, ont également confirmé cette règle (15).

14. BOUTRAIS (J.), 1983, "L'élevage soudanien", p. 63.
15. I.L.C.A., 1986, "Livestock systems research in Nigeria's subhumid zone", fig. 4, p. 100.

En savanes, les pasteurs parviennent difficilement à se maintenir dans un espace presque vide d'habitants. D'un autre côté, dès que le peuplement et l'occupation agricoles atteignent une certaine densité, la place de l'éle-

vage diminue rapidement (16). Finalement, l'élevage extensif ne serait possible qu'à la faveur d'un peuplement par les cultivateurs ni trop faible, ni trop dense. Sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, c'est le seuil optimum de compatibilité entre les deux occupations de l'espace qui semble en cours de dépassement.

16. Toutefois, ce modèle spatial n'est vraiment effectif qu'en saison des pluies. Avec la saison sèche, les éleveurs disposent d'une plus grande latitude, à la fois en espaces à peine peuplés et en contexte de fort peuplement.

Minoritaires partout aux Grassfields, les éleveurs subissent particulièrement les effets de cette contrainte au sud des plateaux. L'espace qui leur était dévolu se rétrécit et ils semblent résignés à subir cette évolution. Au contraire, au nord, les relations entre cultivateurs et éleveurs passent par des périodes d'extrême tension. N'est-ce pas parce que les éleveurs s'y sentent moins minoritaires qu'ailleurs ?

La faible importance numérique des Mbororo explique déjà leur faiblesse dans la région. Mais, inversement, elle leur procure des avantages. En côtoyant de nombreux cultivateurs, ils sont assurés de se ravitailler sans difficultés en produits agricoles. Dès lors, ils peuvent s'adonner pleinement à leur spécialité pastorale. Au contraire, lorsque les cultivateurs sont rares, le ravitaillement devient une préoccupation pour les éleveurs. Contraints, ils se mettent à cultiver, en évoluant vers un agro-pastoralisme.

Finalement, la situation minoritaire n'est-elle pas celle qui convient le mieux à l'essor du pastoralisme ? Celui-ci ne pourrait se maintenir sans une connexion étroite avec des cultivateurs suffisamment nombreux. Les Mbororo sont minoritaires, aux Grassfields, par suite d'une arrivée récente à l'extrémité de leur champ migratoire. Mais la situation de minorité n'est-elle pas une composante essentielle de la logique du pastoralisme ? Dès qu'ils deviennent numériquement majoritaires, les Peuls ne peuvent plus maintenir une économie purement pastorale. Nécessairement peu nombreuse, la population pastorale serait condamnée à se heurter constamment aux conséquences de cette situation : menaces d'extensions agricoles, faiblesse vis-à-vis des autres populations, incapacité de s'organiser autour de grands centres politiques.

MBORORO "ROUGES" ET MBORORO "BLANCS"

La population active indiquée par le recensement concerne l'ensemble des éleveurs. Certes, les Mbororo représentent l'essentiel de cette population mais pas toute. Quel est leur nombre dans la région ? Les sources documentaires officielles ne permettent pas de le savoir.

La rareté des statistiques relatives aux Mbororo n'est peut-être pas indépendante de leur statut au Bamenda. Ils n'y représentent pas seulement une minorité démographique mais également une autre entité culturelle et, à la limite, politique. Pourtant, à la période critique de l'Indépendance, les chefs mbororo se sont divisés entre les partis qui s'opposaient au Cameroun

Occidental. Après la réunification, ils se sont sentis plutôt rassurés par un pouvoir central issu du Nord musulman. Au contraire, les villageois ont redouté que cette minorité conteste leur pouvoir régional. Ils ont toujours refusé de reconnaître les éleveurs comme des habitants à part entière. Plusieurs décennies après leur entrée aux Grassfields, les Mbororo restent des "strangers".

Le refus de les admettre officiellement s'accompagne de leur méconnaissance, non seulement par le commun des villageois, mais également par les responsables. Les administrations ignorent le nombre et la localisation exacte des Mbororo. Elles les considèrent comme une population homogène, sommairement qualifiée de "nomade".

Certes, les Mbororo présentent un grand écart culturel par rapport aux villageois, mais leur population ne constitue pas un groupe humain aussi homogène qu'il le paraît. Des Mbororo des Grassfields ne pratiquent plus depuis longtemps le nomadisme ; d'autres restent mobiles. Les uns parlent les langues locales et se considèrent comme des Peuls du *caBBal*, tandis que les autres communiquent difficilement avec les populations locales... A l'examen, la diversité et les nuances l'emportent.

Avant de présenter les multiples facettes des Mbororo, il convient de préciser la terminologie employée. En effet, cette population est toujours désignée, dans les travaux en langue anglaise, par le vocable "Fulani" que les intéressés eux-mêmes ignorent, du moins aux Grassfields (17). Outre cet inconvénient majeur, la dénomination anglaise s'applique indifféremment aux deux ensembles peuls : les sédentaires de longue date, villageois ou citadins, souvent agro-éleveurs, et les Peuls de brousse, pasteurs mais devenus parfois éleveurs-cultivateurs. Afin d'éviter cette confusion, les études ethnographiques anciennes distinguaient les "Settled Fulani" des "Nomadic Fulani" (18). Mais ces appellations présentent l'inconvénient d'intégrer des attributs relatifs au genre de vie, dont la permanence est toute relative. Ainsi, il y a longtemps que des "Nomadic Fulani" se sont sédentarisés. Dès lors, l'opposition entre les deux ensembles humains s'atténue ou change de fondement. Pour éviter cette ambiguïté, des auteurs parlent de "Local Fulani" et de "Cattle Fulani". La distinction suppose que les premiers aient perdu leur bétail, ce qui est quand même assez rare. Aucune de ces appellations n'est donc tout à fait satisfaisante. Cependant, l'usage d'ethnonymes acquiert une telle force que même des écrits en langue française adoptent maintenant le vocable "Fulani".

Au Cameroun, les Peuls se partagent clairement entre "Mbororo" et "Foulbé". Certes, les premiers n'apprécient guère d'être appelés *Mbororo*, préférant se nommer eux-mêmes ***Pullo/FulBe***. Du moins, connaissent-ils cette appellation et, en dernier recours, l'admettent-ils, malgré son acception souvent péjorative. Le terme a le mérite de la clarté. Chacun sait de qui

17. Cette appellation est d'origine haoussa. Cependant, les Haoussa du Niger dénomment ceux qui sont plus ou moins sédentarisés, des "Farfaru" (MOHAMMADOU, E., 1966, p. 66). Les administrateurs anglais, ayant presque tous servi au nord du Nigeria, ont introduit, dans la terminologie administrative, des termes haoussa que les Mbororo des Grassfields n'utilisent pas.

18. L'étude classique de St. CROIX (F.W.de), "The Fulani of Northern Nigeria", ne traite, en fait, que des seconds.

il s'agit : des Peuls avant tout pasteurs, ce qui ne préjuge pas de certaines évolutions et de rapprochements avec les Foulbé, sédentaires qui ne s'adonnent pas seulement à l'élevage.

Il est probable que les Peuls de brousse tiennent l'appellation *Mbororo* de leurs animaux dits *mbororooji*, les grands zébus de couleur acajou. La race bovine aurait servi de marqueur ethnique. Actuellement, les Djafoun n'acceptent qu'à contre-coeur d'être désignés *Mbororo*. Ils renvoient l'appellation aux nouveaux venus, gens encore frustes et prêts à tout sacrifier pour le bétail. La désignation *Mbororo* est utilisée comme repoussoir, pour signifier une infériorité culturelle, entre groupes peuls.

La dualité mbororo

Au moment de l'enquête, il n'existait aucune donnée relative à la population mbororo. Afin de pallier cette lacune, un comptage personnel, aussi systématique que possible, a enregistré les éleveurs, non seulement les hommes, mais également les femmes et les enfants. Ensuite, le recensement de 1976 a procuré quelques indications statistiques concernant la population active d'éleveurs. Mais, en s'en tenant à ses résultats, il est impossible d'évaluer la population mbororo.

En 1974, les 8.000 éleveurs, propriétaires de bétail et bergers, se répartissent entre les ethnies suivantes, Mbororo : 70 %, Foulbé et Haoussa : 7 %, villageois : 23 %. Malgré l'importance inattendue des populations locales, les Mbororo restent majoritaires dans cette activité.

Il peut paraître étonnant que les Foulbé soient séparés des Mbororo et classés avec les Haoussa. Cela ne veut pas dire qu'ils soient comparables aux "Foulbé-Haoussa" du Nord-Nigeria, population issue des alliances entre les Foulbé détenteurs du pouvoir et les Haoussa citadins. Le classement adopté se base uniquement sur un critère pastoral. Les Foulbé des Grassfields, au demeurant peu nombreux, se sont trouvés propriétaires de bétail de la même façon que les Haoussa. Arrivés sans bétail, ils ont constitué leurs troupeaux au contact des Mbororo. Au contraire, ceux-ci ont migré avec leurs animaux. Longtemps les spécialistes de l'élevage aux Grassfields, ils ne sont plus aujourd'hui les seuls à posséder des bovins.

Un faible peuplement ?

L'effectif de cheptel bovin des Grassfields en fait l'une des grandes régions d'élevage du Cameroun. Et pourtant, les vrais éleveurs sont peu nombreux. Le peuplement pastoral des plateaux de l'Ouest-Cameroun est-t-il marginal ?

Une population mbororo restreinte

En ajoutant aux propriétaires de bétail tous leurs dépendants, la population mbororo atteint 25.700 personnes en 1974. La seule province du Nord-Ouest (le Bamenda) en compte 20.860, ce qui représente une population légèrement supérieure aux 18.360 "nomades" estimés par l'enquête démographique de 1964. Le tableau suivant reconstitue l'évolution de cette population, dans le cadre des limites administratives de 1953 et 1964.

Tabl. 58 : *Evolution de la population mbororo au Bamenda*

"divisions"	1953 (19)	1964 (20)	1974 (21)
Nkambe	2.840	4.780	6.730
Wum	1.910	4.380	6.670
Bamenda	5.350	9.200	7.460
	10.100	**18.360**	**20.860**

19. Recensement de 1953 dans les Southern Cameroons (chiffres cités par l'INSEE, 1969, p. 208). D'après le "Rapport Annuel à l'ONU" de 1953, les résultats du recensement seraient un peu moindres : 9.900 Mbororo dans la province de Bamenda et 300 au sud, dans la "Cameroon Province".

20. Chiffres approximatifs fournis par l'enquête INSEE de 1964.

21. Dénombrement personnel

La population des Mbororo a nettement progressé en deux décennies, bien que sa croissance tende à se ralentir. D'autres indications chiffrées ne semblent pas s'appuyer sur des dénombrements exhaustifs. En 1962, M.J.A. BROUWERS estime la population "fulani" à 16.200 personnes, ce qui est compatible avec le tableau ci-dessus. Mais un rapport annuel de 1957 s'en tient encore à une population de 10.000 Mbororo. Il est probable qu'il reprend simplement le recensement de 1953. Pourtant, en 1961, M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN abaissent leur évaluation à 8.000 Mbororo. Ce recul sensible provient peut-être de retours au Nigeria provoqués par les vicissitudes de l'Indépendance.

L'augmentation récente des Mbororo ne bénéficie pas à tous les plateaux. A des bilans positifs sur Wum et Nkambe, continus durant 20 ans, s'oppose un recul des éleveurs, à la fin des années soixante, dans la "division" de Bamenda. En fait, le chiffre proposé pour Bamenda en 1964 était peut-être excessif. Depuis longtemps, la population pastorale ne progresse que lentement dans cette "division" (22). La divergence d'évolution recoupe assez bien les changements de l'aire d'élevage qui s'est surtout étalée au nord des plateaux, à partir des années soixante.

22. L'ancienne "division" de Bamenda était plus étendue qu'actuellement. Elle englobait les plateaux Nso (Bui) et Meta (Momo).

Si les Mbororo ont doublé leur population au Bamenda en seulement deux décennies, ils ont également progressé sur les autres plateaux. En 1952, R. DIZIAIN estime que, selon les années, 800 à 2.000 Mbororo séjournent aux environs de Foumbot et au Bamiléké. D'après le dénombrement personnel de 1974, ils sont devenus 4.730, dont près de 3.500 au Bamoun. Presque tous les Mbororo ont dû évacuer le Bamiléké lors des troubles des premières années soixante. Ensuite, ils ont réoccupé ces pâturages mais certains secteurs, par exemple à Fongo Tongo, ne leur sont plus accessibles. En revanche, la progression des Mbororo semble régulière au Bamoun.

A l'importance des effectifs de cheptel s'oppose le faible nombre d'éleveurs. C'est une constante des régions d'élevage. Au Niger, chaque groupe touareg ne compte, finalement, que quelques dizaines de milliers de personnes (23) et pourtant, l'activité pastorale est dominante et ancienne. Aux Grassfields, le peuplement peul ne remonte qu'aux années vingt. C'est l'exemple d'une intrusion réussie de pasteurs en zone guinéenne. Une fois resituée dans ce contexte, la population des Mbororo des Grassfields n'est pas négligeable.

23. BERNUS (E.), 1981, p. 57.

Un peuplement pastoral déficient ?

D'après l'enquête démographique de 1964, la densité des "nomades" avoisine 10 habitants/km2, avec quelques variations : 12,5 sur Bamenda ; 10 sur Nkambe ; 7,3 sur Wum. De telles densités laissent perplexe. A partir de quelles bases spatiales ont-elles été calculées ? Les auteurs ne le précisent pas.

En adoptant les superficies des circonscriptions administratives, les résultats sont très différents en 1974. Les densités des Mbororo oscillent entre seulement 1 et 2 habitants/km2, d'un arrondissement à l'autre. Même une fois rapporté à une trame administrative plus fine, comme celle des groupements, le peuplement n'excède que rarement 2 habitants/km2 (fig. 164).

Les Mbororo ne se distinguent pas seulement des villageois en tant que minorité ethnique mais également par une façon différente d'occuper l'espace. Les densités des cultivateurs, sur les hauts plateaux, s'échelonnent entre 50 et plus de 200 habitants/km2. Face à de tels entassements de population, les pâturages ressemblent à des vides humains. De cette constatation à l'accusation d'un gaspillage de l'espace, le pas est vite franchi.

Les Mbororo subissent une forte pression de la part des cultivateurs parce que l'élevage n'assure qu'une faible capacité de peuplement, face à l'activité agricole. De plus, l'élevage n'engendre pas de servitude concrète des terrains, notamment d'un point de vue foncier. C'est peut-être justement dans cette mesure que les villageois ont laissé les Mbororo s'installer chez eux. Les pâturages associent deux caractéristiques : celle d'être, apparemment, sous-peuplés, et de figurer comme des espaces libres, sans astreinte foncière tangible. Il en résulte une faiblesse incontestable de l'occupation pastorale par rapport au maillage serré de l'emprise agricole.

Du point de vue pastoral, les plateaux de l'Ouest-Cameroun sont-ils vraiment sous-peuplés ? Les densités des Mbororo des Grassfields sont comparables à celles de régions typiquement pastorales. En zone pastorale du Niger, les densités de population sont du même ordre de grandeur : 1 habitant/km2 ou même plus d'un km2. Certes, mais l'atonie du peuplement

pastoral s'explique en milieu sahélien, aux ressources disparates et aléatoires. Elle devient plus paradoxale en savanes d'altitude à climat humide, fournissant des fourrages plus abondants et plus réguliers.

Pourtant, le peuplement mbororo des Grassfields n'est guère différent de l'occupation pastorale d'autres hauts plateaux, en Afrique de l'est. Par exemple, les Masaï peuplent les versants du massif Ngorongoro, au nord de la Tanzanie, selon une densité moyenne de 2,1 habitants/km2 (24). Dans les deux cas, les hauts pâturages s'étagent de 1.500 à 3.000 mètres mais le climat est un peu plus sec à Ngorongoro.

24. ARHEM (K.), 1985, "Pastoral man in the garden of Eden: the Masai of the Ngorongoro Conservation Area, Tanzania".

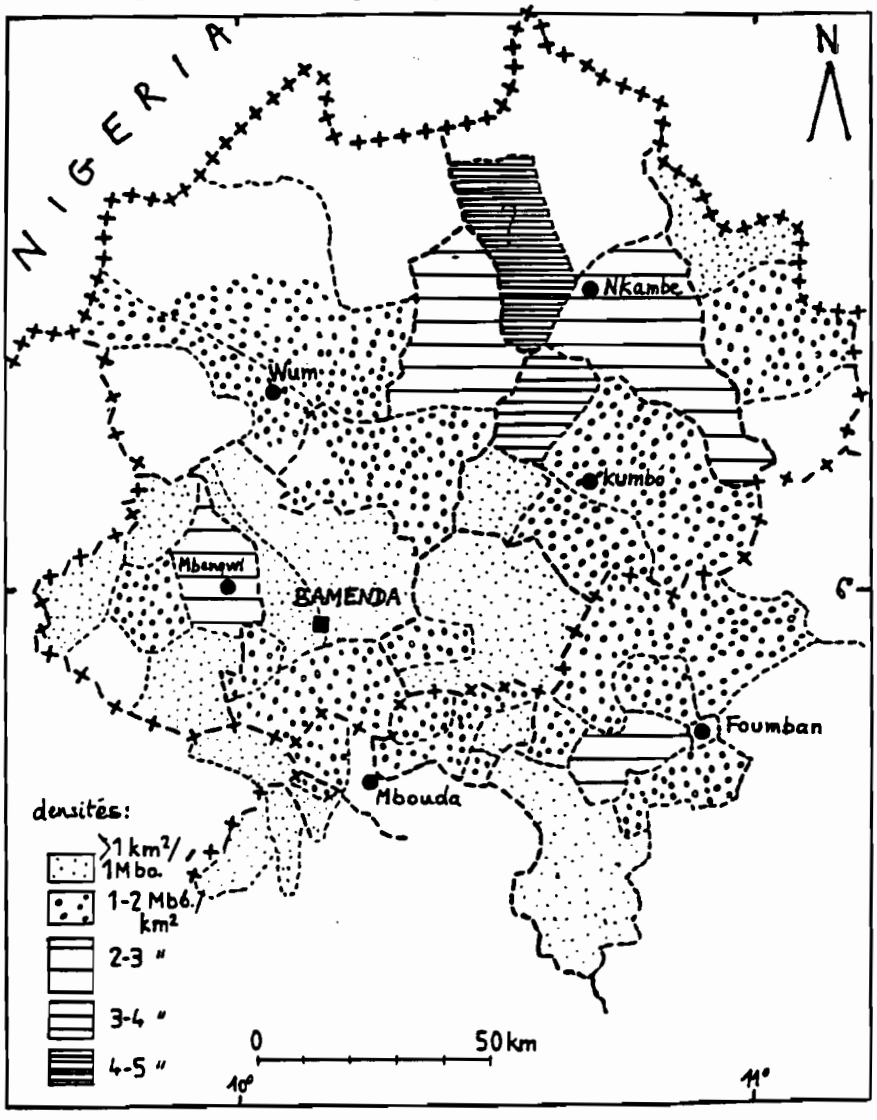


Fig. 164 : ***Densités du peuplement mbororo, par petites unités administratives (en 1974)***

Des densités aussi faibles seraient-elles spécifiques des pasteurs en hauts plateaux ? Le peuplement pastoral n'est pas indépendant du type de cheptel. Les éleveurs qui disposent de petit bétail peuvent vivre d'un

espace plus restreint ou de ressources fourragères plus limitées que les éleveurs de bovins. Les capacités de peuplement humain permises par le petit cheptel excèdent donc celles qu'autorise l'élevage de bovins. Or, les Masaï de Ngorongoro associent beaucoup de petit bétail à leurs bovins, ce qui n'est presque pas le cas des Mbororo des Grassfields. Les deux densités, tout en étant similaires, ne correspondent donc pas à des réalités pastorales identiques. D'une façon, compte tenu de leur spécialisation dans l'élevage bovin, les Mbororo peuplent plus densément les Grassfields que ne le font les Masaï du Ngorongoro. De faibles densités pastorales ne veulent pas dire qu'une région soit "mal" peuplée.

Peuplement humain et charges en bétail

Les densités calculées précédemment expriment imparfaitement l'insertion des Mbororo dans l'espace régional. Elles s'appliquent à des unités administratives, sans tenir compte de ce qui est disponible aux éleveurs. Les densités par rapport aux pâturages sont plus significatives.

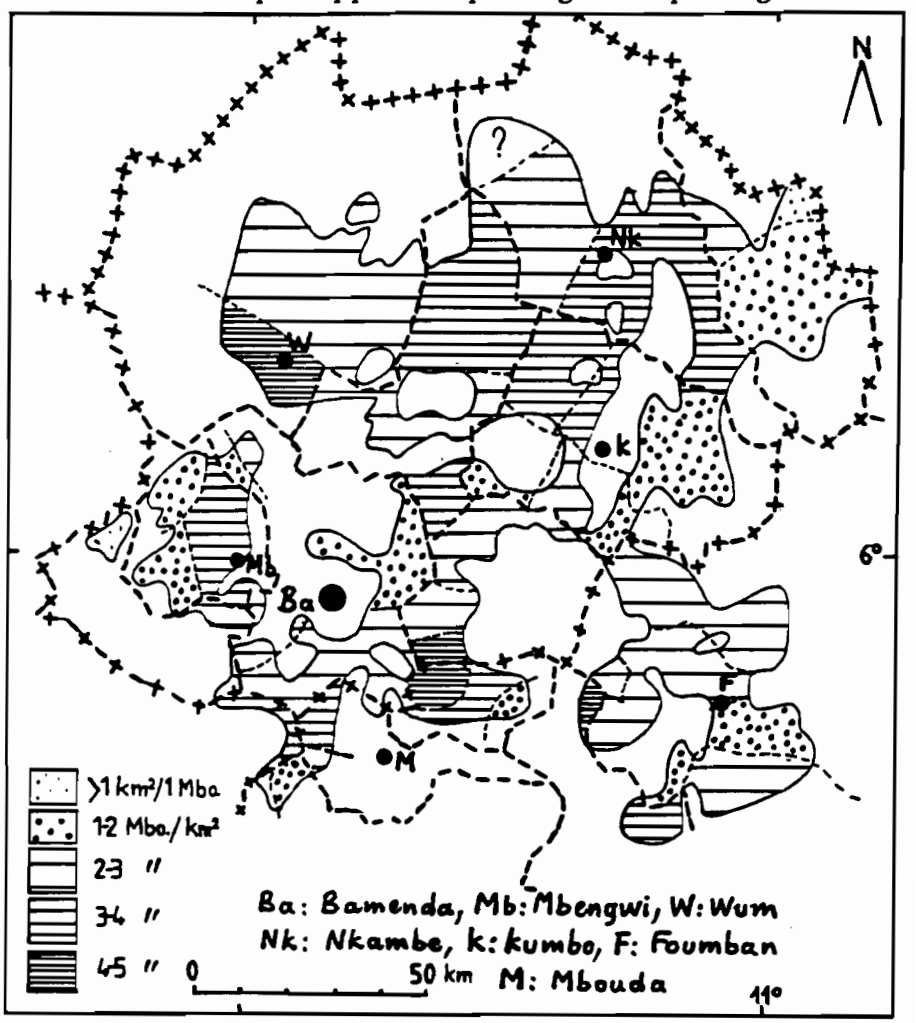


Fig. 165 : *Densités des Mbororo par rapport aux pâturages de saison des pluies (en 1974)*

Elles varient entre 1 et 5 habitants/km2 d'espace utile à l'élevage. Les densités les plus soutenues (5,2-4,9) entourent la plaine de Ndop. Les valeurs les plus fréquentes, sur des pâturages couvrant au moins 200 km2, sont comprises entre 2 et 4 habitants/km2.

A partir de ces données, il est encore difficile de déterminer la capacité de peuplement pastoral des pâturages de hauts plateaux. En effet, aux troupeaux des Mbororo se mêlent ceux qui appartiennent à des villageois. Or, ces nouveaux propriétaires de bétail ne vivent pas principalement de l'élevage. La présence de leur bétail sur les mêmes pâturages que ceux des Mbororo limite le peuplement possible par ces derniers.

La capacité de peuplement pastoral dépend également de la richesse en bétail. Toutes choses égales par ailleurs, une majorité de Mbororo à la tête de grands cheptels n'assure qu'un faible peuplement. Au contraire, des Mbororo relativement pauvres en bétail peuvent coexister plus nombreux sur des pâturages équivalents. Cela, jusqu'à un seuil en-dessous duquel les revenus retirés de cheptels trop petits ne permettent plus d'entretenir une famille.

Avec 5 habitants/km2, les Mbororo peuplent donc, au mieux, dix fois moins les hauts plateaux que les villageois. Mais le bétail est le véritable occupant de l'espace pastoral. Un faible peuplement s'accompagne parfois de charges en bétail relativement légères. Mais il peut également aller de pair avec de fortes charges en bétail.

La figure 166 représente l'intensité de l'occupation pastorale, exprimée à la fois en densités de Mbororo et en charges de bétail. Elle indique dans quelle mesure des charges supérieures à la moyenne (2,5 ha/bovin) coïncident avec des densités de peuplement elles-mêmes supérieures à une moyenne de 3 habitants/km2.

L'aire d'élevage se répartit entre trois situations définies par les termes suivants : charges et densités supérieures aux moyennes (environs de Nkambe et de Konene), charges supérieures à la moyenne mais faibles densités de peuplement (des hauteurs de Kumbo aux monts Bambouto), enfin charges et densités relativement faibles (bas plateaux au nord du Bamenda et au Bamoun). Des densités supérieures à la moyenne ne vont presque jamais de pair avec des charges en bétail légères, sauf aux environs de Wum.

Dans le second cas de figure (fortes charges mais faibles densités) l'accumulation de bétail provient de riches éleveurs ou de l'introduction massive de troupeaux appartenant à des villageois. Dans le premier cas, les fortes charges sont liées à un peuplement soutenu par des Mbororo. Cette situation définit les vrais noyaux d'élevage à dominante mbororo. Ils couvrent 1.460 km2, soit moins du quart des pâturages de hauts plateaux : c'est assez peu.

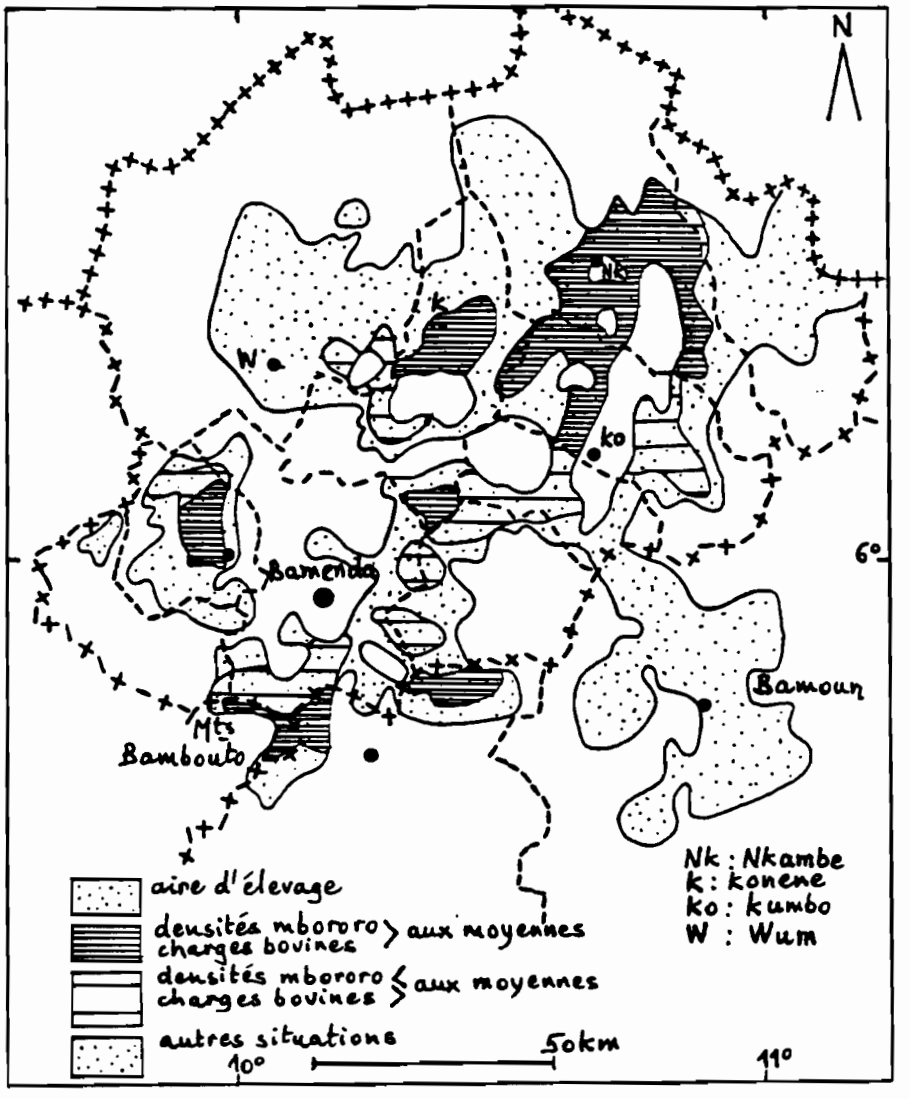


Fig. 166 : *Densités de peuplement mbororo et charges en bétail*

En saison des pluies, les troupeaux et les Mbororo se concentrent donc en quelques secteurs des Grassfields, plutôt exigus. Il s'agit d'un mode d'occupation de l'espace pastoral spécifique à la zone guinéenne et surtout aux plateaux. En régions arides, les éleveurs se disposent de manière plus lâche. En saison des pluies, la plus grande partie de l'espace sahélien redevient propice à l'élevage. Les éleveurs y répondent en se déployant sur de vastes pâturages. En zone guinéenne, la saison des pluies marque, au contraire, une contraction du fait pastoral : le rythme spatial est inversé. Le resserrement s'accentue en hauts plateaux, les dénivellations brutales de relief introduisant, à peu de distance, des changements rapides de contexte pastoral.

Les Mbororo peuvent, par eux seuls, charger très fort les pâturages d'hivernage. Ceci, alors même que leur peuplement reste assez ténu. Cette aptitude à saturer l'espace par les animaux nuance quelque peu l'opposition entre les densités de peuplements agricole et pastoral. Pour apprécier le degré d'occupation de l'espace, il n'est pas légitime de s'en tenir aux seules densités de population.

Malgré la faiblesse du peuplement mbororo, les hauts plateaux des Grassfields ne sont pas sous-peuplés, d'un point de vue pastoral. Et pourtant, même dans le contexte d'une occupation dense des pâturages, l'élevage extensif n'imprime pas sa marque sur les paysages de manière aussi prégnante que l'activité agricole. Les animaux vont et viennent librement, les Mbororo répugnant à édifier des clôtures. Même fortement chargé en bétail, l'espace pastoral reste ouvert. Une empreinte ténue, parfois même une absence apparente d'indices d'utilisation mettent les pâturages à la merci des cultivatrices.

Djafoun et Akou (fig. 167)

Les Mbororo de l'Ouest-Cameroun se répartissent en deux groupes qui se retrouvent en Adamaoua et en Centrafrique : les Djafoun et ceux qui sont nommés, plutôt par dérision, les Akou. Bien que le second n'englobe pas un ensemble de lignages bien déterminé, la distinction répond à un clivage important, auquel se réfèrent constamment les Mbororo. En revanche, l'absence de Wodabe est remarquable sur les Grassfields.

Djafoun et Akou comprennent plusieurs *lenyol*. Le *lenyol* rassemble des personnes qui se reconnaissent une parenté, même si celle-ci s'avère assez floue, échappant à une mémoire généalogique souvent courte. Chaque *lenyol*, traduit par "lignage", est une entité ouverte, susceptible de remodelages sur le long terme. Leur formation remonte au 19e siècle, au cours du long séjour des Mbororo au nord du Nigeria. Les lignages peuls du Cameroun ne correspondent plus à ceux d'Afrique de l'ouest : le système classificatoire ancien a disparu.

Djafoun et Akou ne constituent pas des unités infra-ethniques fermées. Des Mbororo "glissent" lentement d'un groupe à l'autre, si bien que des lignages se trouvent représentés à la fois chez les Djafoun et les Akou. Plutôt que de parler en termes ethniques, ou sous-ethniques, il convient de les présenter comme des entités culturelles.

Quelques différences de comportement entre Djafoun et Akou seront analysées mais le critère essentiel de distinction tient au bétail. Le bovin ne relève pas du déterminé intangible mais du domaine culturel. Ses caractéristiques raciales sont modulables ; les choix sont collectifs, tout en autorisant parfois l'initiative individuelle. L'identité du groupe s'associe étroitement à une variété de zébu. A la limite, c'est elle qui signe l'appartenance au groupe culturel. L'homme intervient sur ses animaux, il "construit" son cheptel. Le troupeau est malléable ; il peut être transformé relativement vite. Finalement, la race de bétail manifeste concrètement des choix culturels. Ce que la retenue peule empêche d'exprimer par la parole, la vache le montre.

Fig. 167 :

PLATEAUX DE L'OUEST :

LA RÉPARTITION DES ÉLEVEURS

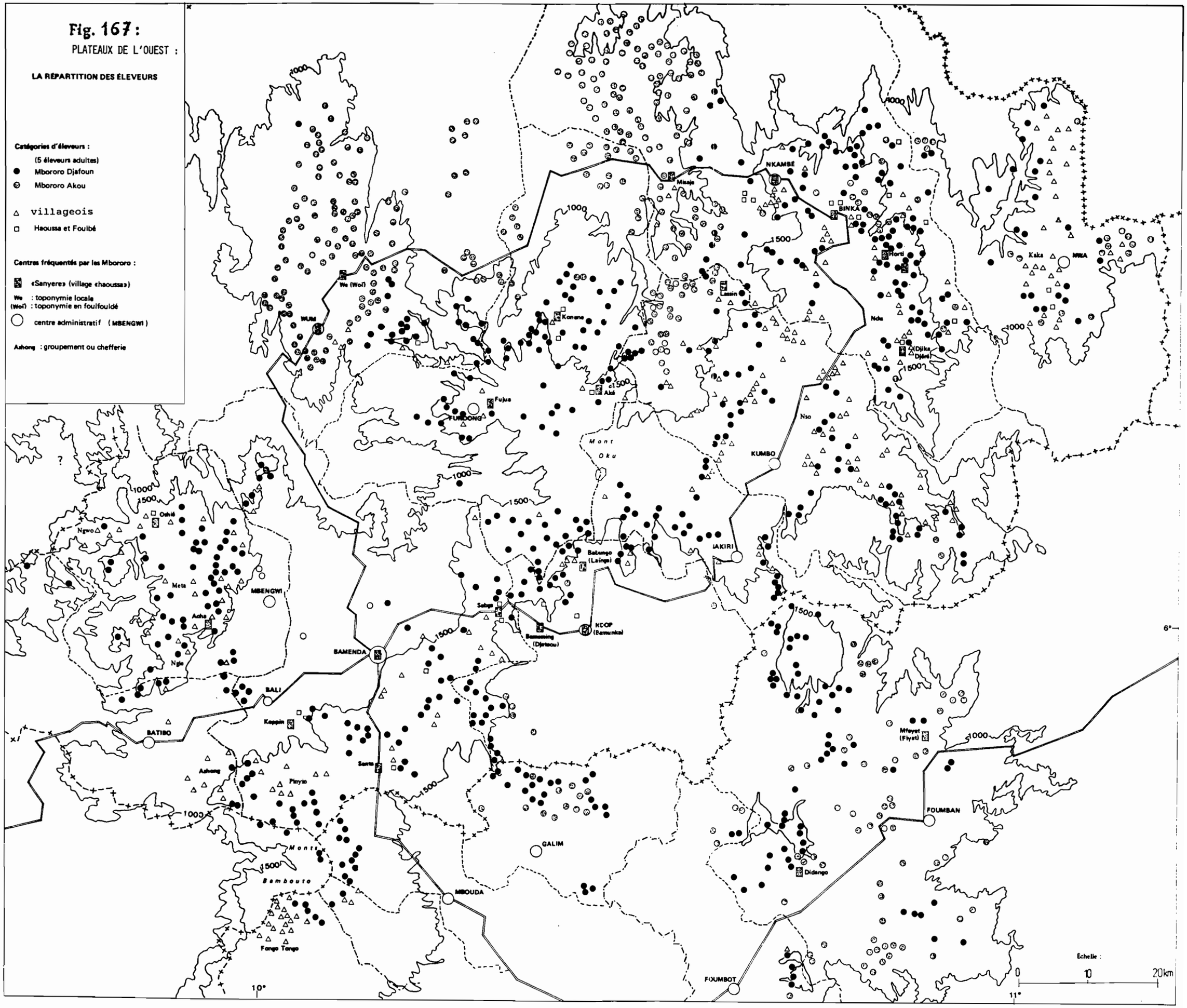
Catégories d'éleveurs :

(5 éleveurs adultes)

- ● Mbororo Djafoun
- ⊖ Mbororo Akou
- △ villageois
- □ Haoussa et Foulbé

Centres fréquentés par les Mbororo :

- ▩ «Sanyere» (village «haoussa»)
- We : toponymie locale
- (Wol) : toponymie en foulfouldé
- ◯ centre administratif (MBENGWI)
- Ashong : groupement ou chefferie



Mbororo d'en haut et Mbororo d'en bas

La division des Mbororo entre Djafoun et Akou s'impose de façon plus évidente aux Grassfields qu'en d'autres régions d'élevage. Grâce au support du relief, elle se traduit par une césure au sein du peuplement pastoral.

Chaque groupe se localise de manière spécifique par rapport à l'altitude. Partout, le même étagement de peuplement se répète : les Djafoun se tiennent sur les hauts plateaux, tandis que les Akou sont maintenus en contrebas. Quelques exceptions à ce schéma ne concernent que peu de Mbororo. Des Akou introduits à haute altitude ont fini par adopter le bétail puis le comportement de l'autre groupe, depuis la conduite des animaux jusqu'au type d'habitat et aux habitudes vestimentaires.

Parvenus les premiers aux Grassfields, les Djafoun se sont appropriés les pâturages les plus élevés (25). Il suffit de suivre la retombée des hautes tables volcaniques pour observer l'étagement des campements et des troupeaux. Cela se vérifie surtout au nord du Bamenda, où les Akou se pressent en grand nombre. Ainsi, les Djafoun occupent les hauts de Bafumen, alors que les Akou ne montent pas au-dessus du plateau de Wum. De même, les Djafoun du mont Oku, de Bantem et de Binka se trouvent au-dessus des Akou de Din et de Lassin.

25. Un schéma comparable d'occupation des plateaux s'est imposé au Mambila nigerian. Des Akou, en provenance de ces hauteurs, racontent comment il leur était impossible d'accéder aux pâturages d'altitude. Ils devaient se contenter de contreforts moins élevés et déjà moins salubres, au nord du Mambila.

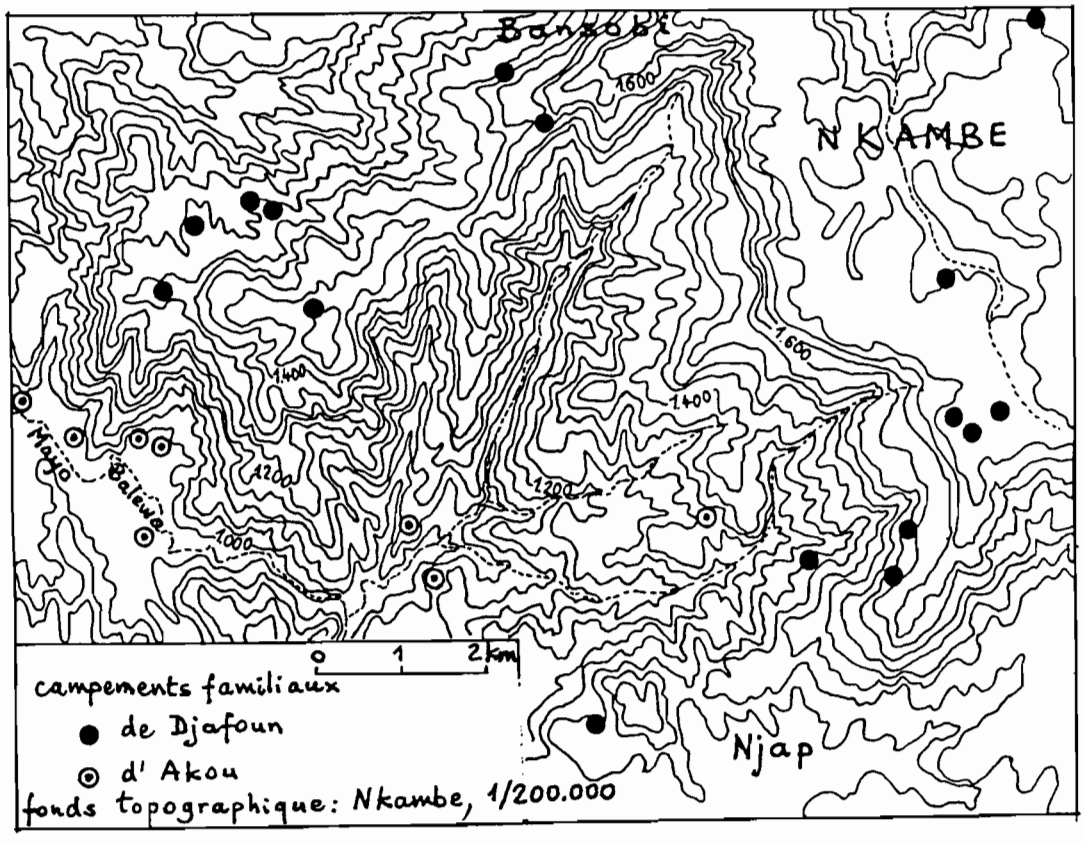


Fig. 168 : *Djafoun et Akou aux environs de Nkambe*

Les plateaux volcaniques au sud de Nkambe forment, à 1.700 mètres, une belle table horizontale (fig. 168). Le rebord de la "mesa" est brutal. Un abrupt de 700 mètres la raccorde au bas plateau de Misaje-Dumbo. Certes, le peuplement mbororo est peu important dans ce secteur, les troupeaux de villageois ou de Foulbé citadins accaparant les pâturages aux environs de Nkambe. Cependant, la localisation des Mbororo se moule sur le relief.

Les anciens campements djafoun se dispersent sur la table volcanique sommitale. Mais des jeunes s'établissent plus bas, à 1.400 mètres et même moins. Le report sur la carte des abris de bergers accentuerait encore le figuré de la descente des Djafoun.

Récemment, des Akou ont établi leurs campements en bas, dans la vallée du "Mayo Balewo" : la rivière noire. Un seul se tient à plus de 1.200 mètres. Il fait partie des premiers arrivés au Bamenda ; comme il a presque complètement changé de cheptel, il est admis au voisinage des Djafoun. Les autres sont relégués en contrebas du *caBBal*.

Au Bamenda, les Akou ne stationnent pas au-dessus de 1.500 mètres, sauf aux environs de Binka où quelques-uns ont réussi à s'immiscer il y a longtemps. Leur exclusion des hautes altitudes se confirme partout ailleurs.

Quelques Akou se sont installés récemment au pourtour de la plaine de Ndop. Mais tous les pâturages du "high lava plateau" étant accaparés par des Djafoun, ils doivent se contenter des premières pentes du piémont, en contrebas de l'abrupt volcanique. Certains hauts plateaux, comme celui de Meta-Ngwo à l'ouest, ne sont occupés que par des Djafoun.

A l'étagement des plateaux répond celui des deux groupes mbororo. A la limite, le partage des pâturages suit le substrat géologique ; les Djafoun ayant choisi les hautes prairies développées sur des basaltes, il ne restait aux Akou que les bas plateaux sur socle. La correspondance entre le soubassement géologique et la répartition des Mbororo peut atteindre une finesse étonnante.

De 1.500 à 1.000 mètres, les deux groupes mbororo se côtoient davantage. A ces altitudes, chacun tente d'accaparer des pâturages contigus, notamment au nord du Bamenda. Cela se traduit sur la carte de localisation des éleveurs par des paquets de points de même appartenance.

Le regroupement des Mbororo par ensembles homogènes est caractéristique du Bamenda. Au Bamoun et au Bamiléké, Djafoun et Akou se mêlent davantage. Si les clivages entre groupes s'appuient sur de grandes discontinuités de relief au Bamenda, l'étagement des plateaux n'explique pas tout. D'un côté, les *arDo*, chefs mbororo, sont encore assez puissants pour écarter des éléments extérieurs (Bamenda) ; de l'autre, ils gèrent moins des espaces que des personnes reconnaissant une vague allégeance (Bamoun). La prééminence des chefs, limitée aux personnes ou élargie à l'espace pastoral, intervient dans le mode de répartition des Mbororo.

Le schéma du peuplement pastoral des Grassfields se résume en un étagement simple : les Djafoun à des altitudes supérieures à 1.500 mètres et les Akou sur les bas plateaux. Cependant, les deux groupes mbororo

cherchent à investir les pâturages situés à des altitudes médianes, l'un à partir du haut, l'autre en venant du bas. Chaque groupe mbororo étale son emprise sur de nouveaux pâturages, en jouant sur une gamme d'altitudes plus large. Dans cette extension, les Akou ne sont-ils pas mieux placés que les Djafoun ?

Un essor inégal

En 1974, les 25.700 Mbororo des plateaux de l'Ouest-Cameroun se répartissent entre 15.400 Djafoun et 10.300 Akou. L'arrivée massive des Akou a débuté seulement en 1956, alors que les Djafoun les ont précédés de quatre décennies. En moins de 20 ans, l'afflux des Akou est tel qu'ils représentent déjà les deux-tiers des Djafoun. Ne deviendront-ils pas, bientôt, les plus nombreux ?

Les Djafoun, chevauchant le long des pistes au retour des marchés, drapés dans leurs cotonnades immaculées, participent depuis longtemps au paysage des plateaux, avec leurs troupeaux de grands zébus rouges. Leur image est habituellement associée à l'élevage sur les Grassfields. Pourtant, ce cliché ne correspond plus tout à fait à la réalité. Les Akou qui se déplacent à pied, moins prestigieux dans leur allure et leurs vêtements, aux animaux de moins belle prestance, envahissent les pâturages encore libres. La compétition s'avive entre les deux groupes. L'immigration des Djafoun est tarie tandis que celle des Akou amène chaque année un contingent d'arrivants aux marges des plateaux.

Quelques recensements et des estimations de population permettent de suivre la progression des deux groupes mbororo en deux décennies. En 1953, les 10.100 "Fulani" recensés comprenaient presqu'exclusivement des Djafoun. En 1964, l'enquête démographique attribue déjà l'augmentation sensible de la population mbororo à l'arrivée des "Akos", originaires du Nigeria (26). Elle serait à l'origine du gain de 2.500 personnes sur Wum en une décennie. En 1974, les Mbororo du Bamenda se partagent entre 12.500 Djafoun et 8.360 Akou. Contrastant avec la progression rapide des derniers par immigration, la croissance lente des Djafoun ne proviendrait que d'un excédent des naissances sur les décès.

26. INSEE, 1969, p. 208.

Au Bamoun et au Bamiléké, les Akou sont d'ores et déjà aussi nombreux que les Djafoun. Les pâturages au-dessus de 1.500 mètres se réduisant à quelques sommets, les Djafoun n'ont jamais excédé 2.000 personnes. Ils durent évacuer le Bamiléké lors des troubles de l'Indépendance. Une fois la paix rétablie, tous les anciens Djafoun n'ont pas consenti à revenir. Il est vrai que d'autres les ont remplacés, attirés par l'abondance de pâturages reconstitués par quelques années de repos. Mais l'augmentation récente des Mbororo au Bamoun et au Bamiléké tient surtout à l'arrivée des Akou.

Dans les rapports administratifs coloniaux et les rares études qui mentionnent les éleveurs des Grassfields, les Mbororo se réduisent aux seuls Djafoun. Certes, leurs contacts sont déjà anciens avec les autorités. Ils occupent les pâturages les plus spectaculaires, surtout au Bamenda, les plus accessibles également à partir de la Ring Road. Les Akou, plus éloignés de la ville de Bamenda, sont longtemps restés ignorés. Pourtant, ils représentent une part de plus en plus grande de la population pastorale. Si les premiers d'entre eux tendent à se fondre, l'enrichissement aidant, dans le moule culturel des Djafoun, les nouveaux venus restent attachés à leur identité. La société pastorale devient complexe.

La constitution du binôme mbororo entraîne des compétitions dans l'accès aux pâturages. En descendant à moins de 1.500 mètres, les Djafoun provoquent des tensions avec les Akou. Eux-mêmes tentent de se porter vers les derniers pâturages de plateaux encore libres, à 1.200 et 1.300 mètres. Sous l'apparente cohésion des Mbororo, couvent de sérieux antagonismes pastoraux.

Fondements démographiques de la dualité mbororo

La progression rapide des Akou provient de migrations récentes plus nombreuses que celles des Djafoun. Mais une démographie plus dynamique n'ajoute-t-elle pas ses effets au flux migratoire ?

Le bilan naturel des populations pastorales ne présente pas seulement un intérêt pour lui-même mais, également, par rapport à la dynamique du bétail. Pour qu'une économie pastorale reste viable, il faut que l'accroissement du cheptel soit supérieur à l'augmentation de la population. Des études récentes, aussi bien en agronomie qu'en anthropologie (27), ont mis en lumière les interdépendances entre l'évolution du cheptel et la dynamique démographique de petits groupes pastoraux. Le problème peut également être posé à l'échelle régionale : quel doit être le taux d'accroissement du bétail pour que les Mbororo ne soient pas menacés, globalement, d'appauvrissement ?

27. MILLEVILLE, P. et al., 1982, "Systèmes d'élevage sahéliens de l'Oudalan ; étude de cas" ; BONFIGLIOLI, A.M., 1988, "DuDal".

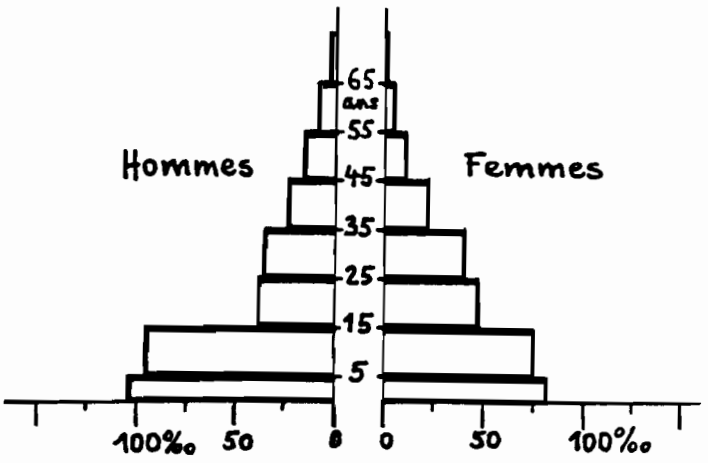


Fig. 169 : ***Pyramide des âges des Mbororo du Bamenda (en 1964)***

Le dénombrement des Mbororo n'a pas été complété par un enregistrement des naissances survenues récemment. Malgré cette absence de données directes, il semble que la natalité des Akou excède celle des Djafoun.

L'enquête de 1964 a livré quelques données démographiques sur les Mbororo du Bamenda. La large assise de la pyramide des âges, dressée d'après cette enquête (fig. 169) confirme qu'il s'agit d'une population jeune et en accroissement (28). Plus de la moitié des Mbororo ont moins de 15 ans (29).

28. Les déficits féminins par rapport à l'autre sexe jusqu'à 15 ans proviennent sans doute d'une sous-déclaration des jeunes filles et des jeunes femmes, une caractéristique fréquente chez les Peuls. Quant au décalage brutal des tranches d'âges à partir de 15 ans, il est dû vraisemblablement à des erreurs d'appréciation de l'âge des adolescents.

Des recoupements avec d'autres enquêtes éclairent la dynamique démographique des Mbororo. L'enquête de 1964 a relevé la fécondité par âges d'un échantillon de 233 femmes (fig. 170). Le profil des taux de fécondité par tranches d'âges est confronté à celui de 252 femmes mbororo de l'Adamaoua (30).

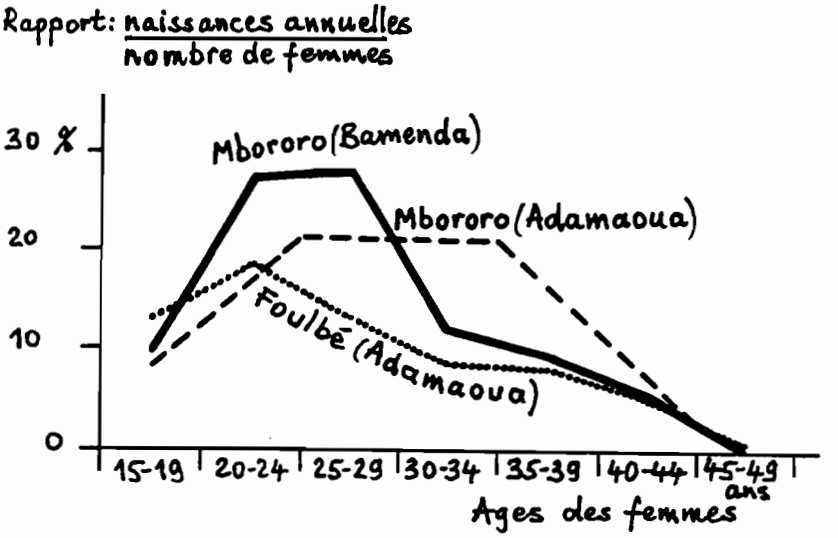


Fig. 170 : *Comparaison de la fécondité féminine chez plusieurs populations peules du Cameroun*

29. Les Mbororo de l'Adamaoua présentent la même particularité d'être une population jeune : 48 % ont moins de 15 ans (PODLEWSKI, A.M., 1971, "La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun", p. 95).

30. idem, p. 99, tabl. XXXV.

Un décalage intervient entre les deux profils, peut-être dû à des résultats exprimés par tranches d'âges de 5 ans dans la première enquête et de 10 ans dans l'autre. De toute façon, la fécondité des femmes mbororo est plus élevée que celle des Foulbé de l'Adamaoua (31). Ces différences se traduisent dans la fécondité cumulée (nombre d'enfants qu'une femme met en moyenne au monde au cours de son existence) : 5,1 pour les femmes mbororo du Bamenda et 5,06 pour celles de l'Adamaoua mais 3,52 seulement pour les femmes foulbé de l'Adamaoua. L'écart est net entre les Foulbé et les Mbororo. Cependant, cette constatation s'applique à tous les Mbororo du Bamenda. Qu'en est-il des différences supposées entre Djafoun et Akou ?

31. idem, p. 114, tabl. XXXVIII.

Dans ses études au nord du Cameroun, A.M. PODLEWSKI a démontré que pour des ethnies voisines, les indices démographiques évoluent de façon parallèle. Des chapelets d'indices permettent d'ordonner les populations en un classement. Pour caractériser la démographie d'une ethnie, il suffit de relever quelques indices significatifs et d'induire, de son rang dans un classement, ceux qui manquent.

Admettons que le raisonnement soit valable pour des ethnies apparentées comme les Mbororo des Grassfields, ceux de l'Adamaoua et les Foulbé de la même région. D'après A.M. PODLEWSKI, deux indices sont simples à

relever et pertinents : le nombre de femmes pour 100 hommes et le nombre moyen de résidents par unité d'habitation (32). Les valeurs de ces deux paramètres sont-elles identiques chez les Djafoun et les Akou des Grassfields ?

32. PODLEWSKI (A.M.), 1971, p. 141.

Mbororo monogames et Mbororo polygames

L'enquête personnelle en 1974-75 a relevé le nombre d'épouses chez 3.522 familles. De façon surprenante, le régime matrimonial des Mbororo se caractérise par un indice de polygamie assez élevé : 1,36 (136 épouses pour 100 maris). Ce résultat devient intéressant, une fois replacé dans une série de populations apparentées.

Tabl. 59 : ***Indices de polygamie de populations pastorales au Cameroun***

Mbororo des Grassfields (33)	**1,36**
Mbororo de l'Adamaoua (34)	1,29
Foulbé de l'Adamaoua (35)	1,46

33. source : enquête personnelle.

34. PODLEWSKI (A.M.), 1971, p. 97.

35. idem, p. 110.

Les Mbororo des Grassfields se rangent entre les Mbororo de l'Adamaoua et les Foulbé (36). Les valeurs semblent varier en fonction du degré de sédentarisation. Un gradient de polygamie relierait les éleveurs les plus nomades aux plus sédentaires, représentés par les Foulbé de l'Adamaoua.

36. Cependant, l'indice des Mbororo de l'Adamaoua résulte d'un échantillon un peu réduit (190 familles) pour être tout à fait représentatif.

Cependant, l'indice de polygamie des Mbororo des Grassfields n'est pas uniforme. Celui des Akou (1,31) est moindre que chez les Djafoun (1,41). Les deux groupes mbororo ne présentent pas le même comportement matrimonial. Dans une échelle polygamique dont Mbororo et Foulbé de l'Adamaoua marqueraient les extrêmes, les Akou des Grassfields se rapprochent des Mbororo de l'Adamaoua tandis que les Djafoun avoisinent l'indice des Foulbé.

Les écarts d'indices de polygamie entre Djafoun et Akou renvoient à des compositions matrimoniales différentes des familles. Celles-ci sont d'abord présentées pour plusieurs populations peules du Cameroun, de façon à proposer des références plus larges.

Tabl. 60 : ***Distribution des familles de populations pastorales d'après le nombre d'épouses (en pourcentages)***

	1 épouse	2 épouses	3 épouses	4 épouses
Mbororo des Grassfields (37)	**68,2**	**25,8**	**5**	**0,8**
Mbororo de l'Adamaoua (38)	73	24	2,5	0,5
Foulbé de l'Adamaoua (39)	67,5	22	7,5	3

37. source : enquête personnelle.

38. PODLEWSKI (A.M.), 1971, p. 97.

39. idem, tabl. XXXVI, p. 110.

Dans presque tous les cas, les Mbororo des Grassfields se situent entre leurs homologues de l'Adamaoua et les Foulbé. Avec cependant quelques nuances : du côté des ménages monogames, ils se rapprochent davantage des Foulbé. Au contraire, du côté des "grands" polygames (4 épouses), les Mbororo des Grassfields sont plus proches de leurs homologues de l'Adamaoua. Ces données rangent les populations pastorales selon le même ordre que les valeurs globales de polygamie. Elles peuvent servir de références pour interpréter les compositions matrimoniales des Djafoun et des Akou.

Tabl. 61 : ***Distribution des ménages des Mbororo des Grassfields, d'après le nombre d'épouses*** *(en pourcentages)*

	1 épouse	2 épouses	3 épouses	4 épouses
Djafoun	65, 8	27, 3	5, 8	0, 9
Akou	73, 2	22, 7	3, 3	0, 6

(sources : enquête personnelle)

De façon prévisible, le comportement matrimonial des Akou s'aligne presque parfaitement sur celui des Mbororo de l'Adamaoua, en particulier par une proportion de monogamie aussi élevée. Quant aux Djafoun, ils présentent une situation assez originale. Du point de vue de la "grande" polygamie, ils se situent entre Mbororo et Foulbé de l'Adamaoua. Mais ils sont encore moins monogames que les Foulbé, tandis que leurs ménages à 2 épouses deviennent plus nombreux.

La distribution des familles selon le nombre d'épouses chez les Djafoun et les Akou confirme les affinités indiquées par les taux de polygamie. Les uns se rapprochent d'une population d'éleveurs sédentaires tandis que les autres répondent encore au modèle nomade : prédominance de la monogamie, caractère exceptionnel des familles à plus de 3 épouses.

Le faible développement de la polygamie apparaît comme typique de populations pastorales. Il joue probablement un rôle essentiel. En évitant la formation de trop grandes familles, il maintient un équilibre entre leur taille et les revenus disponibles à partir du cheptel.

Un mécanisme de contrôle démographique garantirait un fonctionnement harmonieux des sociétés pastorales. Mais il est peut-être spécifique de sociétés caractérisées par un héritage agnatique du bétail. Si les jeunes peuvent hériter d'animaux en ligne maternelle, la stratégie matrimoniale des chefs de famille n'est plus aussi étroite. De plus, ces mécanismes régulateurs joueraient surtout dans le cas d'éleveurs de bovins, animaux fragiles et au rythme de reproduction plutôt lent. Au-delà du renouvellement indispensable de chaque troupeau, les surplus dégagés chaque année restent faibles. En ce sens, la limitation de la polygamie tient également à la

composition du cheptel. Supposons que, pour une raison ou une autre, des ovins ou des caprins se substituent largement aux bovins : il est probable que les freins sociaux à la polygamie se relâcheront.

Sur les plateaux des Grassfields, le cheptel, presqu'uniquement composé de bovins, freine les ambitions matrimoniales des pasteurs. Mais l'enrichissement en bétail, la sédentarisation et l'insertion des premiers Mbororo au milieu des villageois, leur engagement agricole lèvent partiellement les contraintes propres à l'ancienne société pastorale. Les ressources s'élargissent ou se diversifient, rendant caduque la restriction de la polygamie. C'est l'évolution vécue par les Djafoun. Au contraire, les Akou, nouveaux venus, représentent encore le modèle pastoral dominé par la monogamie.

Petites et grandes familles

L'autre indicateur proposé par A.M. PODLEWSKI pour une approche démographique rapide concerne le nombre moyen de résidents par unité d'habitation. Le ***saare***, unité d'habitat souvent fermée par une clôture de paille ou un muret, est facile à identifier au nord du Cameroun. Mais ce n'est pas toujours le cas chez les Mbororo ; les cases d'un campement se dispersent souvent sans enclos.

Plutôt que le nombre de résidents par unité d'habitation, les relevés ont porté sur le nombre de personnes par ménage. Un campement, unité d'habitat, peut comprendre plusieurs ménages. Chez les éleveurs, la réalité économique de chaque cellule familiale est indéniable. Le bétail appartient souvent en exclusivité au chef de ménage, les autres personnes étant à sa charge.

Les résultats proviennent de 21.000 Mbororo des Grassfields, sur un total de 25.700, soit 80 % de la population. La taille moyenne des ménages atteint 5,6 personnes. C'est moins que les 7 habitants par unité d'habitation chez les Mbororo de l'Adamaoua et proche des 5,5 personnes chez les Foulbé. Mais l'unité de dénombrement en Adamaoua n'était pas exactement la même.

Des fils qui viennent d'être mariés continuent parfois de résider pour un temps à proximité du père. Même après la naissance d'enfants, tous les fils d'éleveurs ne s'établissent pas à part, alors qu'ils disposent déjà d'un troupeau personnel ; la décision dépend des relations avec le père et de la charge des pâturages environnants. L'installation de fils mariés près d'un patriarche augmente le nombre de résidents dans la concession mais chaque ménage constitue déjà une petite cellule économique autonome.

De façon étonnante, la taille des familles diffère peu d'un groupe à l'autre : 5,8 personnes en moyenne chez les Djafoun et 5,3 chez les Akou. La polygamie plus large des premiers aurait pu s'accompagner de la formation de familles plus grandes. Mais il ne s'agit que de moyennes. Deux profils présentent la distribution des Djafoun et des Akou, selon la taille des ménages (fig. 171).

Les profils sont assez similaires. Cependant, les grandes familles (>10 personnes) s'avèrent un peu plus fréquentes chez les Djafoun. Inversement, les Akou font davantage partie de petites familles (de 4 à 6 personnes). Mais les écarts restent faibles. Ils reflètent peu la divergence entre les taux de polygamie. L'élargissement polygamique des Djafoun est peut-être trop récent pour se traduire par un agrandissement sensible des familles.



Fig. 171 : ***Distribution des Mbororo des Grassfields d'après la taille des ménages***

L'originalité de chaque groupe mbororo ressort mieux de leurs profils familiaux dans deux départements où Djafoun et Akou coexistent en grand nombre. Au Menchum, les deux profils s'apparentent encore (fig. 172). Mais les Akou font davantage partie de petites et moyennes familles (jusqu'à 10 personnes) : 84 % des Akou contre 64 % des Djafoun. Cette divergence répond à l'écart entre les indices de polygamie.

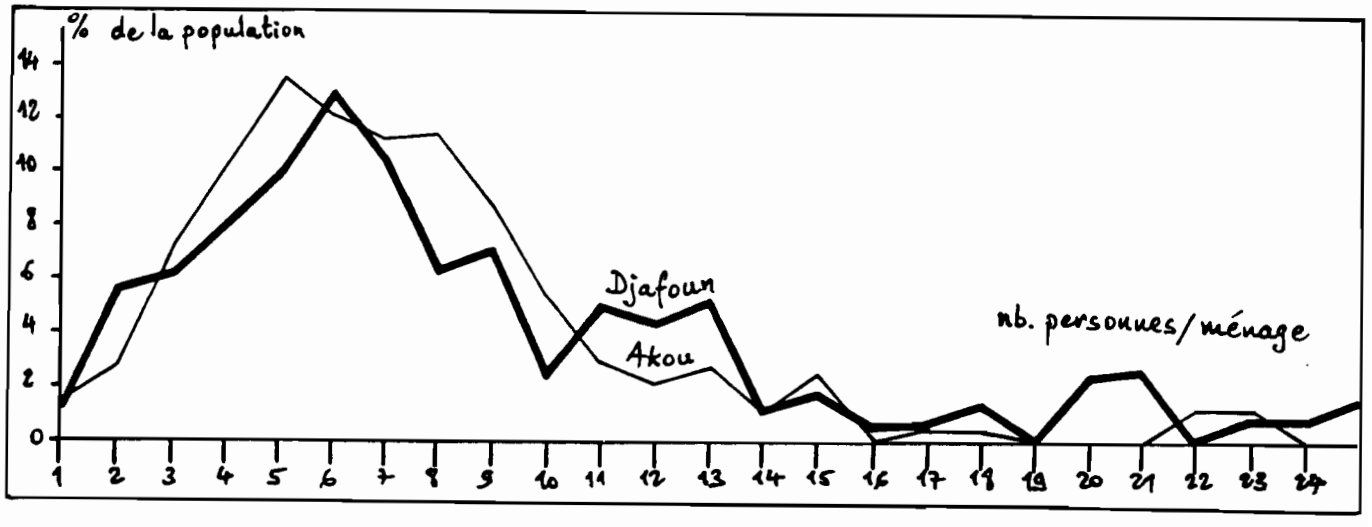


Fig. 172 : ***Population mbororo par taille des ménages dans le département Menchum***

Les profils des deux groupes mbororo au Bamoun soulignent encore plus nettement une discordance de même genre : les Akou se concentrent dans les familles de 6 à 7 personnes (fig. 173).

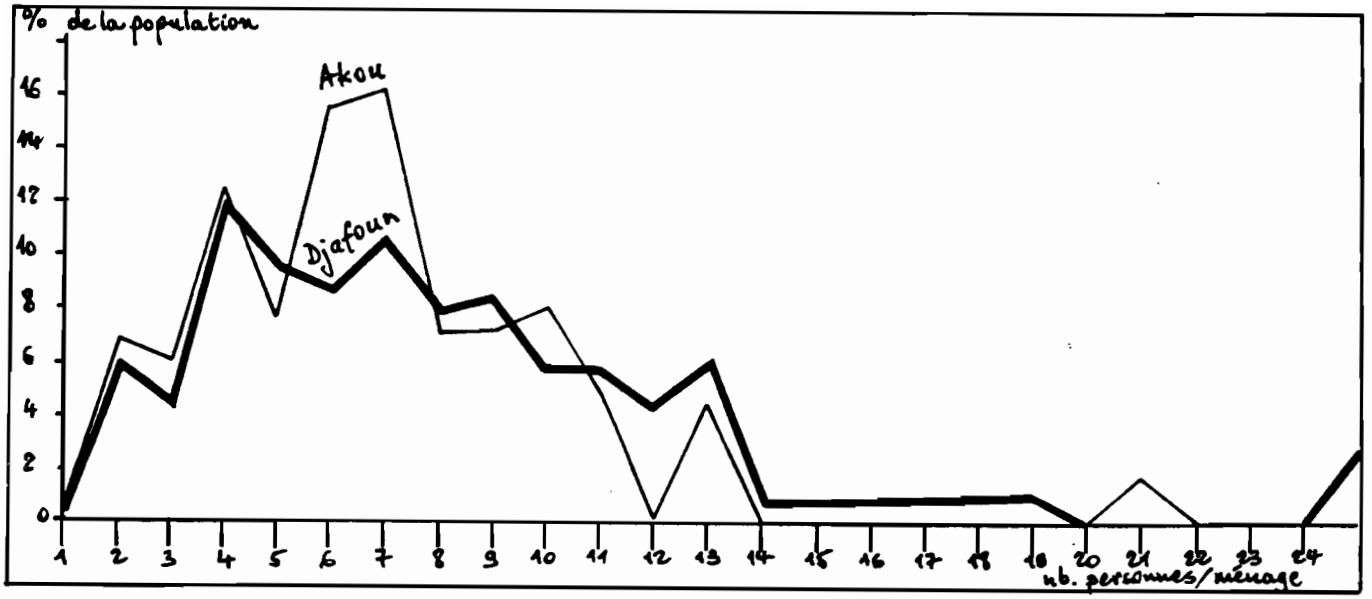


Fig. 173 : ***Population mbororo par taille des ménages dans le département du Noun (Bamoun)***

Dans les deux départements, les Djafoun se distinguent du côté de grandes familles. L'élargissement des unités familiales implique une accumulation de richesse. Elle rend possible le rassemblement d'un nombre élevé de dépendants autour des chefs de famille.

Des Djafoun peuvent se trouver à la tête de gros cheptels, alors que cela semble plus rare chez les Akou. Mais cette déduction suppose une relation étroite entre richesse en bétail et taille des familles, ce qui n'est peut-être plus toujours le cas.

Les accroissements de population, "indicateurs" de devenirs pastoraux

Les deux groupes mbororo se différencient par deux critères démographiques : l'indice de polygamie (40) des Djafoun est nettement plus élevé que celui des Akou ; la taille moyenne des ménages diffère peu mais les grandes familles s'avèrent plus nombreuses chez les Djafoun. Ces deux indices engagent à supposer que la démographie des Akou s'ajuste sur celle des Mbororo de l'Adamaoua, tandis que celle des Djafoun s'apparente aux caractéristiques des Foulbé (41). Cette règle s'appliquerait, en particulier, aux taux de natalité.

40. polygamie stricto sensu, opposée par A.M. PODLEWSKI à la polygamie relative, c'est-à-dire au nombre d'épouses successives pour un homme au cours de son existence.

41. PODLEWSKI (A.M.), 1971, p. 142, tabl. XLVI.

Le taux de natalité des Akou serait identique aux 3,5 % des Mbororo de l'Adamaoua tandis que celui des Djafoun tendrait vers les 2,7 % des Foulbé. Il est vraisemblable que la natalité des Djafoun des Grassfields se situe entre les taux des Mbororo et des Foulbé de l'Adamaoua, soit de 3 à 3,1 %.

Les taux de natalité des Mbororo des Grassfields se révèlent plus soutenus que ceux des Mbororo du Niger (42). De plus, le taux de mortalité serait également moindre qu'au Sahel. A.M. PODLEWSKI n'a pas recueilli de

42. Le taux de natalité des Mbororo du Niger (3 %) est le plus faible de toutes les populations d'éleveurs (BERNUS, E., 1981, tabl. 22, p. 116).

donnée à ce sujet en Adamaoua mais il estime la mortalité des Mbororo aussi faible que celle des Foulbé, soit un taux de 1,6 %. Il l'attribue à la salubrité des plateaux et à la consommation de produits laitiers. Ces facteurs favorables s'appliquent également aux Mbororo des Grassfields (43).

L'accroissement annuel serait donc de 1,9 % dans un groupe et de 1,5 % dans l'autre. La population des Akou et des Djafoun des Grassfields augmenterait plus vite que celle des Mbororo et des Touaregs du Niger (1,1 et 1,2 %). Mais ces croissances restent encore modérées par rapport à celle de certaines populations agricoles.

Pour que la société pastorale des Grassfields se maintienne viable, il est donc nécessaire que le cheptel augmente de 1,9 % dans un cas et de 1,5 % dans l'autre. En fait, il existe très peu de données relatives à l'accroissement du cheptel au Bamenda. Une seule étude fait état d'une augmentation probable de 3 à 4 % par an (44). Si c'était le cas, une marge suffisante serait réservée par l'essor du cheptel ; la croissance de la population ne semblerait pas obérer son avenir pastoral.

Cependant, les seuils de 1,5 et 1,9 % sont des minimums biologiques pour que la société pastorale se perpétue, sans changement. Or, les besoins des éleveurs augmentent et les prix des produits achetés subissent une inflation. Quant aux prix du bétail, ils peuvent monter mais également diminuer, la viande étant encore un aliment de luxe pour beaucoup de consommateurs. Il est probable que l'accroissement minimum du cheptel doit atteindre entre 2,5 et 3 % par an aux Grassfields pour couvrir l'augmentation de la population pastorale et de ses dépenses.

43. PODLEWSKI (A.M.), 1971, p. 101. Au Niger, le taux de mortalité des Mbororo est de 1,9 %, ce qui les avantage, par rapport aux autres éleveurs (BERNUS, E., 181, idem). Toutefois, l'existence plus rude des pasteurs, en contact permanent avec le bétail (risque de tuberculose) et les incidences sanitaires de la consommation de lait cru (danger de brucellose) laissent penser que la mortalité des Mbororo est plus élevée que celle des Foulbé.

44. CARTER (J.), 1956, "On the Fulani, their cattle and their grazing lands of the Bamenda Province of the Southern Cameroons".

Un modèle démographique ?

Deux indices démographiques situent les Mbororo des Grassfields par rapport aux populations peules de l'Adamaoua. Mais ce classement démographique n'est pas figé.

Les Akou installés depuis longtemps au Bamenda tendent à se rapprocher du comportement démographique du groupe voisin. Des Djafoun, eux-mêmes, se comportent de plus en plus comme des Foulbé de l'Adamaoua. Tout se passe comme si les Mbororo glissaient progressivement vers une démographie de type foulbé. L'évolution n'est pas seulement démographique mais, plus globalement, de nature sociale et culturelle.

L'approche démographique de chaque groupe mbororo se justifie par leur régime matrimonial largement endogame. Non seulement, ils ne prennent pas d'épouses parmi les autochtones, mais les mariages d'un groupe à l'autre restent rares. Cette exclusive provient en partie du mépris

affiché par les Djafoun à l'égard des Akou. D'autre part, le rôle de la femme dans l'élevage n'est pas vécu de la même manière chez les uns et les autres.

Certes, la femme se trouve toujours exclue de la propriété du cheptel, hérité en ligne patrilinéaire. De même, la conduite et la gestion du troupeau sont des affaires d'hommes. Chez les Akou, la femme, ne pratiquant même pas la traite, est écartée du bétail. Elle intervient activement "en aval", notamment par la vente ou le troc des produits laitiers. Chez les Djafoun, la femme est responsable de la traite mais elle contribue assez peu aux revenus familiaux par le commerce du lait. L'inversion des rôles féminins entrave les échanges matrimoniaux entre les deux groupes.

A mesure que la durée de résidence des Akou s'allonge aux Grassfields, ils adoptent les coutumes des Djafoun. Des inter-mariages deviennent alors possibles. C'est le cas des Akou fixés près de Binka depuis une trentaine d'années. A présent, leurs relations matrimoniales débordent les limites du lignage. Mais la "perméabilité matrimoniale" des Djafoun est encore loin d'inclure la majorité des Akou.

La tendance de certains Akou à s'aligner sur une démographie et un comportement social empruntés à des voisins prestigieux se comprend aisément. En revanche, il est plus difficile de rendre compte des convergences démographiques entre Djafoun des Grassfields et Foulbé de l'Adamaoua.

Les deux populations ont vécu côte à côte au début du siècle mais, à présent, elles sont séparées par plusieurs centaines de kilomètres. En fait, l'éloignement n'empêche pas des influences culturelles de s'exercer à travers le monde peul. Mais la similitude de comportement ne renvoie-t-elle pas, plus simplement, au phénomène de la sédentarité ? La sédentarisation pastorale s'accompagnerait d'une augmentation de la polygamie, de la constitution de familles plus grandes et, fait plus original, d'un tassement lent de la natalité.

Cette évolution démographique s'opposerait à celle des populations pastorales sahéliennes. A mesure que celles-ci deviennent sédentaires, leur dynamique démographique s'accélère. Fait étonnant, du Sahel aux savanes, une mutation sociale parallèle entraînerait des conséquences démographiques opposées.

Il semble difficile de rendre compte de cette divergence en s'en tenant au seul domaine démographique. Certes, les nomades sahéliens échappent encore aux services sanitaires, ce qui devient plus rare chez les pasteurs de savanes. Touaregs et Peuls du Niger se trouvent souvent éloignés des dispensaires, alors que les Mbororo des Grassfields n'évoluent jamais très loin des villages et bénéficient des équipements sanitaires destinés aux populations agricoles. Les Mbororo apprécient la possibilité de se faire soigner à faible distance. Il est rare de passer devant un dispensaire sans remarquer quelques Mbororo parmi les patients. L'action médicale améliore plus uniformément qu'au Sahel la santé des populations.

Au-delà du contexte sanitaire, les différences démographiques liées à la sédentarisation enregistrent sans doute, à long terme, des modifications intervenues dans l'économie familiale. L'accroissement relativement faible des pasteurs sahéliens par rapport aux cultivateurs est parfois interprété comme le résultat d'une restriction volontaire, d'une régulation sociale des naissances. Ce contrôle serait spécifique de populations étroitement dépendantes d'un cheptel fragile, exposé à de multiples agressions, au devenir mal assuré.

Un malthusianisme comparable ressort d'études de populations pastorales en Afrique de l'est : elles restent stationnaires ou s'accroissent peu, toujours moins que des populations de cultivateurs. Leur comportement démographique proviendrait également de mécanismes sociaux aboutissant à une restriction des naissances (45). Chez ces pasteurs, le nombre moyen de bovins par personne a tendance à diminuer, ce qui met en cause la pérennité de la société pastorale. Il est difficile de démêler dans quel sens joue la relation : restriction des naissances et diminution du capital bovin car les deux évolutions se tiennent.

45. ARNHEM (K.), 1985, p. 49. Le taux de naissance des Masaï est également de 3 % et leur accroissement annuel de 2 à 2,5 %.

La démographie des Mbororo des Grassfields oppose les Djafoun aux Akou. Leurs indices démographiques se comprennent dans une perspective comparative, entre des populations plus pastorales et d'autres plus sédentaires. Au registre démographique se superpose une gamme de situations sociales qui s'ordonnent dans le même sens.

D'un autre côté, la démographie de populations dont les ressources proviennent essentiellement de l'élevage ne peut être dissociée de l'évolution du cheptel. Elle en serait même largement dépendante : des dynamiques différentes de cheptel expliqueraient les divergences démographiques entre les pasteurs sahéliens et ceux des savanes.

Les Djafoun -"Jaafun"- (46)

Les Mbororo des Grassfields se différencient entre Djafoun et Akou. Ce sont deux groupes ou communautés, M. DUPIRE dirait deux "groupes culturels" ou même deux "tribus" (47). Mais la notion de "tribu" implique une compacité de masse humaine qui ne correspond pas à la dispersion des Djafoun et des Akou, ni à leur absence d'organisation politique. Chaque groupe tire son identité d'un environnement culturel commun, de la possession d'une race de bétail identique, de la pratique d'un même dialecte.

46. Chaque nom de lignage est présenté selon deux transcriptions : l'une francisée et l'autre qui respecte un vocabulaire foulfouldé standardisé à Bamako, en 1966.
47. DUPIRE (M.), 1970, "Organisation sociale des Peul", p. 241.

L'unité culturelle se manifeste par des particularités de vêtements et de langue. Sans doute, la coiffure traditionnelle des jeunes Akou et la façon soignée de se vêtir des Djafoun n'offrent que des points de repères de moins en moins sûrs, à mesure que l'installation des Akou aux Grassfields se fait

plus ancienne. Mais leur foulfouldé reste émaillé de termes haoussa, héritage d'un long séjour au nord du Nigeria ; celui des Djafoun est déjà contaminé de pidgin, langue véhiculaire entre villageois de la région. Malgré des emprunts de bétail parfois très poussés, la race bovine reste le meilleur indicateur de l'identité d'un groupe peul.

Des manières d'être dans la vie quotidienne et les relations familiales dénotent des différences de comportement : le partage des tâches entre sexes, par exemple pour la traite, les rapports entre les hommes et les jeunes enfants, plus affectueux chez les Akou, plus indifférents et distants chez les Djafoun. A cela s'ajoute le caractère plus sociable des Djafoun à l'égard des villageois et des étrangers, mais cette aisance dans les relations avec l'extérieur tient à l'inégale ancienneté d'installation dans la région.

L'obstacle de la langue, une présence récente et parfois mal admise ne facilitent pas des relations régulières entre la plupart des Akou et les chefs villageois ou les responsables administratifs. Ces Mbororo vivent souvent à part, en craignant l'attitude des cultivateurs. Au contraire, les Djafoun connaissent depuis longtemps les chefs villageois. Ils expriment leur souci de maintenir de bons rapports avec eux ; les ***arDo*** n'hésitent pas à leur rendre des visites. De même, ils ont souvent affaire aux représentants de l'administration. Versements répétés de l'impôt sur le bétail, règlements de palabres avec les cultivateurs, questions de chefferie en font des habitués des "bureaux".

Au-delà de manières d'être différentes, tous les Mbororo manifestent un attachement commun au bétail. Les Djafoun l'expriment ouvertement : le respect du bétail et l'impératif de préserver les animaux légués par les ascendants commandent leur conduite. Ils se disent eux-mêmes ***imBe na'i*** : « *les gens des vaches,* » se distinguant ainsi des autres : les ***BiBBe lesdi*** : « *enfants du pays* » ou ***imBe seele*** : « *les gens des villages.* » Quant à tel Haoussa ou Foulbé, c'est un ***goDDo luumo*** : « *quelqu'un du marché.* »

L'effort d'assurer la prospérité du cheptel est peut-être vécu encore plus fortement chez les Akou que chez les Djafoun. A la faveur d'un élevage plus facile, un long séjour sur les Grassfields a émoussé cette volonté pastorale : aujourd'hui, les Djafoun vendraient plus facilement du bétail pour engager de nouvelles dépenses. Les anciens ressentent pourtant avec amertume l'attitude des jeunes qui gaspillent des animaux fraîchement hérités. Un comportement de ce type renie les valeurs propres aux Mbororo.

La hiérarchie classique entre clans, lignages et segments de lignages s'applique mal à la société peule où la référence à de lointains ancêtres, réels ou mythiques, s'impose rarement à la conscience collective. Chaque Mbororo relève d'un ***lenyol***, terme qui évoque l'idée de parenté, de large filiation. Les grands lignages se composent souvent de plusieurs ***suudu***, des "maisons", entendues comme unités de parenté plus restreintes. Aux Grassfields, les Mbororo répugnent à indiquer leur ***suudu***, surtout lorsqu'elle s'est agrégée, depuis longtemps, à un lignage prestigieux.

D'un point de vue généalogique, les Mbororo des Grassfields se réfèrent également à ***asngol*** : l'origine ou, en sens inverse, à ***juriya*** : la descendance. Mais la référence la plus fréquente reste ***lenyol***. La solidarité pastorale se manifeste, de façon préférentielle, au sein de chaque ***lenyol*** : prêt de bétail en cas de catastrophe, alliances matrimoniales. Un éleveur qui a reconstitué un troupeau, décimé par des pertes, explique sa réussite en deux mots, ***barka lenyol*** : *« grâce au lignage. »* Des migrations sont entreprises par le seul souci de rejoindre des gens du lignage. Bien que l'habitat pastoral soit dispersé, les Mbororo ne vivent pas isolés, d'un point de vue social. Ils s'inscrivent dans l'espace de leur lignage. Vivre à l'écart du lignage équivaut à subir une amputation sociale.

Le ***lenyol*** s'impose donc comme unité pertinente. Du point de vue géographique, une logique spatiale ressort de la localisation des lignages sur les Grassfields. Ils ne détiennent pas tous le même "rang". Pour des raisons d'antériorité, d'anciens pouvoirs, de richesse en bétail ou d'importance numérique, certains lignages jouissent d'une suprématie incontestable. Au gré de migrations ou de conflits complexes, des lignages prestigieux ont fini par s'approprier les hauts plateaux.

Au moment de l'enquête, aucune liste des lignages mbororo n'était disponible. L'administration actuelle les ignore, alors que des administrateurs anglais les connaissaient parfaitement. Ils furent donc découverts les uns après les autres, mais leur importance respective n'est apparue qu'après coup, à l'issue des prospections de terrain.

Bien que la présentation des Mbororo ne soit pas basée uniquement sur leur histoire, une place privilégiée sera réservée aux lignages dits "historiques", parce qu'ils ont joué un rôle décisif dans l'installation des Djafoun sur les Grassfields : les Rahadji, les Gosi'en et les Ringuimadji. Sauf pour les derniers, leur influence, autrefois dominante, est maintenant battue en brèche par trois grands lignages : les Toukanko'en, Madjanko'en et Ouranko'en. Le poids de ceux-ci repose parfois sur un ascendant politique mais surtout sur le nombre et la richesse. Après ces lignages majeurs qui constituent le noyau des Djafoun, suit la cohorte des lignages secondaires, nombreux aux Grassfields Ils peuvent être classés d'après les rapports qu'ils entretiennent avec les lignages précédents. Tel lignage mineur tente de rehausser son prestige en s'associant avec un grand lignage. D'autres, au contraire, réussissent à préserver leur autonomie. Enfin, les Djafoun ne constituent pas un "clan" fermé mais un groupe culturel ouvert : des éléments d'autres lignages, arrivés depuis plusieurs décennies, s'y agrègent progressivement.

Les Djafoun se retrouvent ailleurs qu'aux Grassfields, notamment au Tchabbal Mbabo et sur Meiganga. Mais c'est au Bamenda qu'ils manifestent la plus forte cohésion culturelle, en liaison avec leur richesse en bétail. Jusqu'aux années soixante, la société pastorale des Djafoun a joué un rôle

unificateur. Au fur et à mesure de leur arrivée, les nouveaux lignages adoptaient le même stock animal et ajustaient leur comportement sur le modèle des grands lignages.

Les lignages "historiques" (fig. 174)

Parmi les Djafoun, quelques-uns ont été des précurseurs, en incitant le peuplement mbororo à s'étendre vers les Grassfields. Forts de ce rôle, ils ont acquis une légitimité politique dans la nouvelle région d'élevage. Ils se présentent, à des degrés divers, comme des lignages historiques.

Les Peuls nomades sont réputés occuper l'espace sans le contrôler. Ils se distinguent des cultivateurs par la flexibilité de leurs parcours, traduction d'une absence de territorialité dans leur mode de "perception spatiale" (48). Cette règle n'est plus fondée dès lors qu'il s'agit de Peuls sédentaires comme ceux de l'Adamaoua. Elle s'appliquerait mieux aux Mbororo, réputés sans attache avec un espace utilisé aujourd'hui, mais peut-être abandonné demain. Toutefois, les Mbororo des Grassfields contredisent également ce schéma habituel des pasteurs.

48. GALLAIS (J.), 1976, "Contribution à la connaissance de la perception spatiale chez les pasteurs du Sahel", p. 34.

Du point de vue géographique, l'agencement des lignages sur les plateaux respecte un ordre. Leur répartition n'est ni totalement fluide ni anarchique. En particulier, les lignages historiques, profitant d'une suprématie initiale, se sont réservés et ont contrôlé les meilleurs pâturages. Ils se sont bien placés, dans le cadre de systèmes d'élevage qui reposaient sur quelques points forts dans l'espace.

Les Rahadji -"Rahaaji"-

Peu représentés et peu influents au Bamenda, les Rahadji ont longtemps détenu une place dominante au Bamoun où ils se concentrent encore. Mbororo, ils le sont, certes, mais en étant les plus proches des Foulbé. Ils se tiennent à l'articulation entre Foulbé et Mbororo : d'un côté, leur histoire comporte des périodes de demi-sédentarisation, par exemple au 19e siècle ; de l'autre, leur bétail ancestral est typiquement mbororo.

Rémanences d'un passé sédentaire. Incorporer les Rahadji aux Djafoun relève un peu de l'arbitraire. Certes, en apparence, rien ne les distingue. Le type de bétail est le même. Pourtant, les Rahadji refusent de s'identifier aux Djafoun (49).

49. TAYLOR (F.W.), 1932, mentionne, dans son dictionnaire, les "Rahaajinke'en" comme un "clan" jafun (p. 156). Le nom des Rahadji est souvent usité pour désigner la race des *mbororooji*. Mais peut-être est-ce, au contraire, le nom de la race de bétail qui aurait servi à dénommer ces Mbororo.

Malgré l'absence d'informations précises, les échanges matrimoniaux semblent rares entre Rahadji et Djafoun ; ils seraient mal acceptés d'un côté comme de l'autre. Les Djafoun se moquent de l'impudeur et de l'absence de retenue des Rahadji : ***Rahaaji ngalaa pulaaku :*** *« les Rahadji n'ont pas de*

morale peule. » D'un autre côté, ceux-ci ne manquent pas de critiquer le manque de ferveur religieuse des Djafoun : ***Be jangaay sam*** *: « ils n'ont pas étudié (le Coran) du tout.* » Au contraire, les Rahadji mettent un point d'honneur à inculquer une éducation religieuse aux enfants.

La volonté des Rahadji de se distinguer des Djafoun ne date pas d'aujourd'hui. Lorsque, au début du siècle, l'administration allemande et le ***laamiiDo*** de Banyo nommèrent un ***arDo*** djafoun à la tête de tous les Mbororo de cette région, les Rahadji lui refusèrent leur allégeance. ***Jaafun haBBataa teegal, Be Don hoosa debbo meere*** *: « les Djafoun ne font pas de mariage légal, ils attrapent seulement une femme »* ; allusion aux mariages par rapt, autrefois fréquents. *« Les Djafoun n'étaient pas de bons musulmans, »* accusent encore les Rahadji. Ceux-ci ne pouvaient donc pas dépendre de l'un des leurs.

Parmi les jeunes Mbororo des Grassfields, les rares qui approfondissent aujourd'hui leurs études religieuses sont des Rahadji. Une remarque similaire était déjà formulée, dès 1953, par un administrateur, à propos des Rahadji du Mambila (50). Des Rahadji, même de la plus vieille génération, étaient parmi les seuls Mbororo instruits en religion islamique.

50. BOULAY, R. du, 1953, "General note on the Cattle Owning Fulani in Mambila District."

Eleveurs, certes, les Rahadji consacrent, en même temps, beaucoup de temps à l'étude religieuse. Ils se distinguent de la plupart des Djafoun, pasteurs peu portés aux études coraniques.

Pour comprendre cette originalité, il convient de se reporter au passé des Rahadji. Au début du 19e siècle, leurs ancêtres étaient sédentarisés au Sokoto, lorsque Sefou Ousmanou (Ousmann dan Fodio) lança la Djihad, la Guerre Sainte, contre les principautés haoussa. Dans la seconde moitié du 19e siècle, une épizootie décima presque tout leur bétail. Quelques Rahadji décidèrent alors de partir avec le peu d'animaux qui leur restait. Ils devinrent des pasteurs et des gens de la brousse, comme les Djafoun qu'ils côtoyaient. Ils reconstituèrent leurs troupeaux au Mambila et au nord de Banyo, avant de se déplacer vers les Grassfields. Pour les Djafoun, ces Rahadji restent cependant comme d'anciens "Haoussa", marqués par l'origine villageoise de leurs ancêtres. Ils la discernent encore par un comportement qu'ils accusent dénué de scrupules et par leur goût pour le pouvoir. ***Be yiDi laamu masin*** *: « ils aiment beaucoup le pouvoir. »*

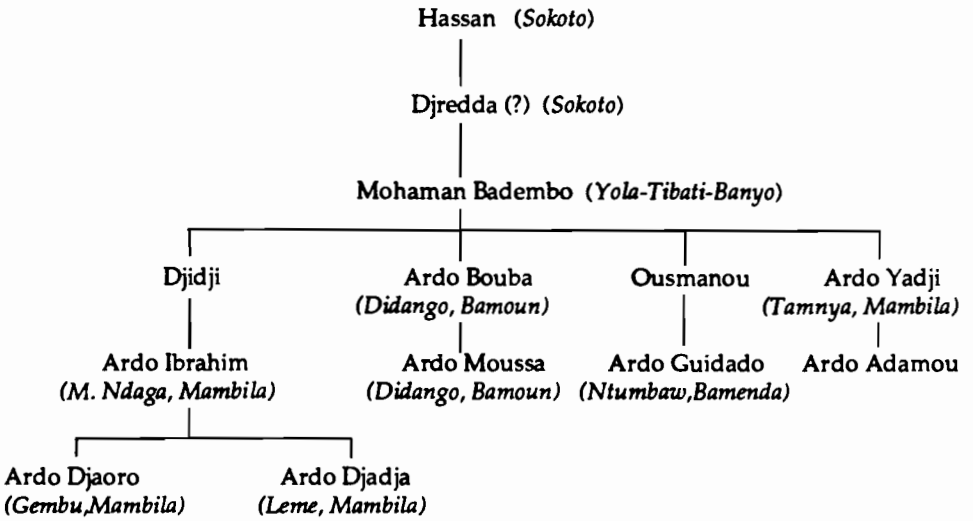
Les chefs descendent presque tous d'une seule lignée, qu'il s'agisse des Rahadji du Bamoun, du Bamenda ou du Mambila. De plus, la profondeur généalogique de cette lignée est remarquable, pour des Mbororo (tabl. 62).

Deux générations séjournent au Sokoto, sans doute au début du 19e siècle, au cours d'une première période de sédentarisation (51). Une phase migratoire lui succède puis une nouvelle période de stabilisation, avec deux générations qui stationnent sur les plateaux. Cependant, les périodes de sédentarité ne se généralisent pas à l'ensemble des Rahadji. Lorsqu'un ***arDo*** se fixe, ses gens continuent à rester mobiles, du moins un certain temps.

51. Ils faisaient partie des Sullebanko'en (ou Sullebawa) qui, au 18e siècle, nomadisaient dans la vallée de Sokoto. Au 19e siècle, les Sullebanko'en furent l'objet, de la part des émirs de Sokoto, d'une forte pression pour se sédentariser (LAST, M., 1967, "The Sokoto caliphate", p. 116).

L'histoire des Rahadji dénote la permanence d'un attrait pour la vie sédentaire et villageoise. Dès les années 1910, l'un d'eux est nommé ***arDo*** par le ***laamiiDo*** de Banyo. Il s'installe en bas des montagnes, avec les serviteurs de son ***rumnde***, à la manière d'un Peul sédentaire. Plus tard, vers 1915, Ardo Djidji se déplace au Mambila où il fonde un ***labbaare***, un village peul. Les autres Mbororo en gardent le souvenir car c'était alors, au milieu des campements de huttes, le seul à s'établir en un village permanent, à construire des habitations comme les Foulbé.

Tabl. 62 : *Généalogie des arDo du lignage Rahadji* (52)



N.B. les principaux lieux de séjour sont mentionnés entre parenthèses.

Actuellement, un seul Rahadji détient le titre d'***arDo*** au Bamenda mais 6 au Bamoun. Les membres du lignage se sont installés de préférence sur ce plateau où ils sont encore nombreux : 86 familles sur 140 dénombrées aux Grassfields. Leur présence remonte à 1915. Ardo Bouba avait reçu de l'administration française le commandement de tous les Mbororo au Bamoun. Son fils a fondé, vers 1936, Didango, un village situé au pied du massif Nkogam.

Le nom du village (***diida***: marquer, tracer) manifeste l'intention de se fixer. Didango est devenu le centre des Rahadji au Bamoun. Aujourd'hui, le village rappelle, par son aspect, l'origine des fondateurs : cases rondes à murs en terre, maisons cimentées et tôlées des notables face à la mosquée toute neuve, caféières et champs de maïs qui ceinturent les habitations. Un tel village "en dur" étonne de la part de Mbororo, même sédentarisés.

Un administrateur colonial exprimait déjà la même surprise, dans une étude qui, par ailleurs, ignore largement le rôle économique des Mbororo. Il décrit ainsi leur principal village : « là, les Bororos se logent dans des huttes rondes aux longs toits pointus, entourées de palissades de paille tressée suivant la formule des sarés. La plupart du temps, le Bororo ne cesse d'errer et habite de petites huttes de paille ou boukharous » (53).

Ardo Bouba était autrefois un chef prestigieux, appelé ***laamiiDo*** par ses gens, comme les grands chefs foulbé du Nord. De son père, il avait hérité d'un millier de bovins, gardés par une équipe de bergers. Il était entouré de 8 femmes : 4 épouses légitimes et 4 ***sulaaBe*** : servantes-concubines.

Aujourd'hui, l'époque de la grandeur est révolue. Les charges entraînées par ***laamu*** : le pouvoir, ont fait fondre le cheptel au fil des années ; il n'en subsiste presque plus. Des femmes ont été renvoyées. Seuls, deux fils d'Ardo Moussa sont pourvus en bétail et vivent en brousse. Trois autres, sans bétail, habitent au village : l'un s'est converti en chauffeur de taxi, l'autre en convoyeur d'animaux de boucherie, le dernier en

52. D'après Du BOULAY (R., 1953) et des notes personnelles.

53. ANDRE, E., "L'évolution des sociétés africaines au Cameroun; évolution et réformes en région bamoun de 1951 à 1955", p. 69.

maître coranique. Deux frères d'Ardo Moussa ont abandonné l'élevage pour se lancer dans le commerce du bétail. C'est l'activité privilégiée des Mbororo lorsqu'ils renoncent au pastoralisme.

Le destin de la famille la plus prestigieuse des Rahadji illustre le grignotage du cheptel par le pouvoir, une menace éprouvée par beaucoup d'autres *arDo*. Il résulte également de l'origine villageoise de ces Mbororo qui ne se sentent pas attachés par des liens exclusifs ou ancestraux avec le bétail.

Un lignage ancré au Bamoun. L'originalité des Rahadji par rapport aux Djafoun se manifeste dans leur localisation. Malgré une arrivée ancienne, ils ne se sont pas fixés au Bamenda, si ce n'est à la bordure orientale des hauts plateaux. N'atteignant qu'une altitude moindre, le Bamoun se révèle moins propice à l'élevage. Pourtant, les premiers Djafoun, comme les Rahadji, vinrent d'abord y séjourner au début du siècle. Lorsque la plupart des Djafoun s'en allèrent au Bamenda, les Rahadji restèrent seuls. Un partage des plateaux survint, comme si les Rahadji voulaient se tenir à l'écart des vrais Djafoun.

Leur ancrage au Bamoun s'explique, en partie, par la sécurité que le sultan Njoya garantissait aux éleveurs. Après sa conversion à l'Islam, le souverain bamoun associa les chefs haoussa et mbororo à sa cour.

En témoigne la description de l'accueil, à Foumban, du gouverneur de la nouvelle colonie française, en 1918 : « le sultan venait au-devant du gouverneur, précédé, entouré et suivi de nombreux cavaliers en grand costume, et d'une troupe d'hommes d'armes et de chefs, parmi lesquels le grand chef des Haoussas et le grand chef des Peuhls, tous deux musulmans » (54). De telles manifestations, typiques d'un grand chef musulman, avaient de quoi rassurer les Mbororo.

54. NICOD, H., Ss date, "Conquérants du golfe de Guinée", p. 246.

Les autres chefferies des Grassfields étaient moins centralisées et les réactions des populations moins contrôlées par les *fon*, les chefs villageois, non islamisés. Or, les populations locales se montraient souvent hostiles aux Mbororo et à leurs troupeaux. Face à des réactions imprévisibles, les éleveurs cherchaient à se placer sous la protection d'un chef puissant.

Un contexte politique apparemment favorable aux éleveurs ne suffit pas à rendre compte de la longue fixation des Rahadji au Bamoun. Elle tient surtout à la présence du *lahore* (source natronée) de Mfosset, près de Foumbot, indispensable pour les animaux. Durant des décennies, le système pastoral des Rahadji a fonctionné dans l'orbite de ce *lahore* où les troupeaux se rendaient régulièrement (fig. 20 et 25).

Pourtant, l'utilisation de la source natronée n'était pas aisée. Elle se trouvait au sud du plateau, dans un secteur autrefois peu salubre au bétail. Après leur abreuvement, les troupeaux ne pouvaient stationner longtemps dans les parages. Ils devaient se replier vers le massif Nkogam, le Mbapit n'offrant que quelques pentes abruptes. La concentration des troupeaux au

Nkogam incita les Rahadji à s'installer à Didango, non loin de Mfosset. Les pâturages n'étaient pas contigus au ***lahore*** et son utilisation pas vraiment contrôlée par le lignage. Des Djafoun au sud des monts Bambouto transhumaient vers la vallée du Noun et poussaient également jusqu'au ***lahore*** en saison sèche.

La mainmise des Rahadji sur cette pièce maîtresse de l'élevage restait donc assez lâche. De plus, le rôle du ***lahore*** a décliné assez rapidement. Dès les années quarante, le commerce du sel européen s'est répandu jusqu'au Bamoun, grâce à la liaison routière avec Douala. Il concurrence alors la cure natronée. En même temps, la fondation de Foumbot, le développement des plantations caféières et la colonisation agricole bamiléké provoquent une extension des cultures qui encerclent le ***lahore***, rendant son accès de plus en plus malaisé. Les Rahadji renoncent à s'y rendre à partir des dernières années quarante.

Autrefois, les troupeaux parcouraient les montagnes, sous la conduite des jeunes, passant du Mbam au Nkogam, tandis que les anciens restaient au pied du Nkogam « *pour se reposer.* » En saison sèche, les jeunes descendaient vers le plateau et convoyaient les troupeaux à la source natronée. La faible étendue des prairies au-dessus de 1.500 mètres suffisait pour des effectifs encore peu nombreux.

Tant qu'ils menaient régulièrement leurs troupeaux au ***lahore***, les Rahadji s'installaient au plus près en saison des pluies. Avec la tombée en désuétude de la cure natronée, ils eurent tendance à se disperser. Ainsi, un noyau d'éleveurs se fixa au pied du mont Mbam où, auparavant, ils séjournaient surtout en saison sèche. Avant les années quarante, "Ndifa", c'est-à-dire la portion du Nkogam qui domine Didango, concentrait les troupeaux en saison des pluies. Lorsqu'il devint possible de se procurer du sel, les Rahadji « *partirent à la recherche de l'herbe.* » L'organisation de l'élevage autour du ***lahore*** de Mfosset appartient au passé. Néanmoins, la localisation de la plupart des Rahadji sur les montagnes au sud du Bamoun porte encore la marque de l'ancien centre d'attraction pastorale.

L'arrivée d'autres lignages a également contribué à perturber l'ancien schéma pastoral, en restreignant les secteurs occupés par les Rahadji au Bamoun. Leurs troupeaux se tiennent encore sur les arêtes sommitales du Nkogam mais ils doivent partager les massifs du Mbam et du Mbapit avec d'autres Mbororo, encadrés par leurs propres ***arDo***. Inversement, quelques Rahadji sont partis hiverner à l'est du plateau, sur des pâturages plus vastes.

Avec l'extension de l'aire d'élevage à tout le plateau bamoun, les Rahadji ont perdu la maîtrise de la plus grande partie des pâturages. Ils n'y sont plus majoritaires, même parmi les Mbororo "à bétail rouge". Leurs

arDo résident au pied ou en haut des massifs, dans l'aire ancienne du lignage. Ce sont encore les meilleurs endroits pour l'élevage, mais ils se restreignent à des arêtes montagneuses plus fortement chargées en bétail que le plateau.

Au Bamenda, les Rahadji occupent une position moins forte qu'au Bamoun. Ils se tiennent juste au rebord des hauts plateaux. Chaque site ne comporte que quelques familles, souvent installées depuis longtemps. Elles s'égrènent le long d'une ligne qui suit le trajet des migrants, en provenance du Mambila ou de Banyo. Les va-et-vient étaient incessants entre les Rahadji du Bamoun et la majorité des membres du lignage, restés ou retournés au Mambila (55).

55. En plus du Bamoun, les Rahadji détiennent, depuis longtemps, une position dominante au Mambila où ils étaient, au cours des années cinquante et soixante, les plus nombreux et les plus riches en bétail. Ils comptaient environ 250 familles, encadrées par 10 ***arDo*** (BOULAY, R. du, 1953).

Les Rahadji du Bamenda se trouvent dans la dépendance de Djafoun, sauf près de Dji Gadjeré (Ntumbaw), un grand village haoussa à l'est de Ndu. Des Rahadji étaient installés, dès les années trente, aux environs de ce village. Lorsque l'administration anglaise multiplia les ***arDo***, ils obtinrent leur autonomie, ce qui attira d'autres membres du lignage.

Dans les premières années quarante, des Rahadji s'étaient regroupés autour d'un autre ***arDo***, près de Ndop. Son prestige était tel qu'il faisait partie du "Fulani Council", composé des Mbororo les plus influents et les plus représentatifs. A présent, il n'y subsiste plus d'***arDo*** ni aucun membre du lignage. Cette disparition démontre combien l'absence de pouvoir livre le peuplement pastoral à l'instabilité.

A moins d'une longue installation au même endroit, les Rahadji n'acceptent pas de vivre au voisinage et dans la dépendance des Djafoun. Quelques-uns viennent de se replier du centre du Bamenda vers Dji Gadjeré, parmi les leurs. Aucun Rahadji n'hiverne plus à l'ouest de la Ring Road.

Au début des années cinquante, les Rahadji géraient 9.200 têtes de bétail sur les hauts plateaux Nso et Ndu. Deux ***arDo***, à Kingomen et à Dji Gadjeré, occupaient de bons pâturages. Le lignage semblait bien implanté sur des ***caBBal***. Pourtant, en 1968, l'***arDo*** de Kingomen part avec tous les siens et plus de 1.000 bovins (56). La cause du départ n'est pas éclaircie mais les Rahadji sont tout de suite remplacés par des Djaromanko'en qui manquent d'espace de l'autre côté de Jakiri. Il est probable que les relations étaient mauvaises, non seulement avec les cultivateurs, mais également avec des Mbororo qui convoitaient ces pâturages. En 1975, il ne subsiste plus que quelques familles Rahadji sur les hauts plateaux Nso.

56. Farmer-Grazier Office, Bamenda, "Rapport trimestriel de juillet-décembre 1969".

Malgré de grands abrupts de relief, il n'existe pas, du point de vue pastoral, de discontinuité entre le Bamenda et le Bamoun. Des Rahadji se tiennent des deux côtés de l'ancienne frontière ; les membres de familles se disposent de part et d'autre. Des allers et retours se succèdent depuis longtemps entre Ndifa (Nkogam) et Dji Gadjeré. L'ancienne frontière entre les deux Cameroun était souvent franchie.

Récemment, des Rahadji sont sortis de ces parcours habituels pour s'avancer au sud du Bamiléké, vers Bangangté. Plutôt que de se disperser progressivement sur le plateau bamoun, des jeunes se dirigent franchement au-delà, à la recherche de

nouveaux pâturages. En fait, les hauteurs de Bangou, au sud des terroirs les plus denses, étaient parcourues par des Rahadji dès les années trente. Les jeunes empruntent donc des itinéraires que leurs pères avaient déjà reconnus. A 1.700-1.900 mètres, les pâturages sont plus salubres qu'au Bamoun mais leur exiguïté et les mauvais rapports avec les Bamiléké ont toujours empêché les Mbororo de s'y maintenir en grand nombre. Plutôt que de rechercher les pâturages culminants au Bamiléké, ils tentent maintenant d'occuper les pentes, moins encombrées de cultures, au-dessus de la vallée du Noun.

La localisation des Rahadji, non pas au centre mais en bordure des hauts plateaux, est symbolique d'un lignage peu puissant. Leur nombre s'est réduit au Bamenda, passant de 60 familles en 1946 à 54 en 1975. Mais l'essentiel du lignage se trouve au Bamoun et surtout au Mambila. Entourant le Bamenda, les Rahadji ont évité d'y coexister avec les grands lignages djafoun.

Un détachement de la vie pastorale. Les Rahadji se distinguent des Djafoun par leurs centres d'intérêt. Certes, l'élevage représente l'activité dominante. Elle devient l'occupation presqu'exclusive des jeunes, une fois l'étude du Coran achevée. Mais la plupart des anciens s'adonnent également à des cultures.

Chaque chef de famille âgé dispose d'un petit champ attenant au campement d'hivernage, *wuro*. Parfois, un père et des fils mariés unissent leurs efforts pour ouvrir une parcelle. Seuls, ceux qui hivernent en haut de Nkogam ne cultivent pas. Les autres s'adonnent surtout à la culture du maïs. Au Bamoun, certains plantent des caféières. Pour les sarclages du maïs, la main-d'oeuvre est salariée et surtout féminine.

Les Rahadji sont accoutumés à l'emploi de main-d'oeuvre salariée. Autrefois, elle était servile et acquise par achats sur les marchés. Alors que les autres Djafoun ont migré en abandonnant la plupart des serviteurs en Adamaoua ou plus au nord, les Rahadji sont arrivés au Bamoun avec une partie des leurs. D'autres furent acquis à Foumban au début du siècle (57). Il subsiste une quinzaine de familles d'origine servile à Didango ; elles s'adonnent, maintenant à leur compte, à des cultures de maïs et de café. Cela n'empêche pas de les qualifier encore : ***maccuBe boyma*** : « *les esclaves d'autrefois* » ou ***imBe amin*** : « *nos gens* » ou, plus crûment : ***na'i amin*** : « *notre bétail...* »

Les Rahadji employaient, autrefois, de nombreux jeunes serviteurs comme bergers ou plutôt, aide-bergers (58) ; ensuite, ils les engageaient à cultiver. Aucun de ces anciens bergers n'a réussi à constituer un troupeau. Certes, la garde du bétail du "patron" était autrefois gratuite. Mais, plus tard, avec leur émancipation, certains auraient pu être payés en bouvillons. Des descendants de serviteurs refusent maintenant de demeurer auprès de leurs anciens maîtres ; ils s'enfuient en ville.

L'adjonction d'une population servile aux Rahadji tient à leur installation au Bamoun où les esclaves représentaient vers 1920 les deux tiers de la

57. La suppression du statut servile n'est entrée que tardivement dans les faits au Bamoun, seulement lorsque l'administration française est intervenue directement dans les affaires du royaume, en remettant en cause le pouvoir absolu du sultan (TARDITS, C., 1980, "Le royaume bamoun", p.245).

58. Cette occupation se reflète, par exemple, dans le surnom attribué à l'un de ces anciens serviteurs à Didango : "Saka Na'i": au milieu des vaches.

population, pouvant encore être vendus au gré de leur maître (59). Elle caractérise également les Rahadji qui, à l'instar des Foulbé, n'ont pas hésité à prendre des concubines parmi les femmes serviles, alors que les autres Mbororo y répugnaient (60). Dès que leurs serviteurs étaient mariés et installés pour cultiver, la plupart des Mbororo se désintéressaient de leur sort, surtout si eux-mêmes partaient vers d'autres pâturages. Il n'en fut pas tout à fait ainsi des Rahadji du Bamoun.

59. TARDITS, C., 1980, p. 524-525.

60. D'après l'ardo de Didango, c'est son père qui a innové dans ce genre d'alliances, nouées seulement à partir de leur séjour au Bamoun.

A présent, l'état de servitude est aboli et les Rahadji doivent rémunérer la main-d'oeuvre pour l'entretien des champs. Si le troupeau se réduit, les moyens d'entreprendre des cultures s'amenuisent d'autant. Pour beaucoup de Rahadji, l'ampleur des cultures dépend de la prospérité du cheptel. Incapables de payer la main-d'oeuvre agricole nécessaire, certains avouent qu'ils ne peuvent entretenir leurs champs.

Des cas d'appauvrissement sont spectaculaires au Bamoun. Par exemple, les Rahadji du Mbapit ne possèdent presque plus de bétail. Les uns sont réduits à cultiver un peu de maïs, les autres à garder les troupeaux de quelques riches Bamoun, deux situations aussi navrantes l'une que l'autre pour des Mbororo. Le devenir du cheptel bovin des Rahadji semble fragile. Cela tient-il à des attaches peu anciennes avec le bétail ? Le contexte local s'avère-t-il moins favorable à l'élevage qu'en hauts plateaux ?

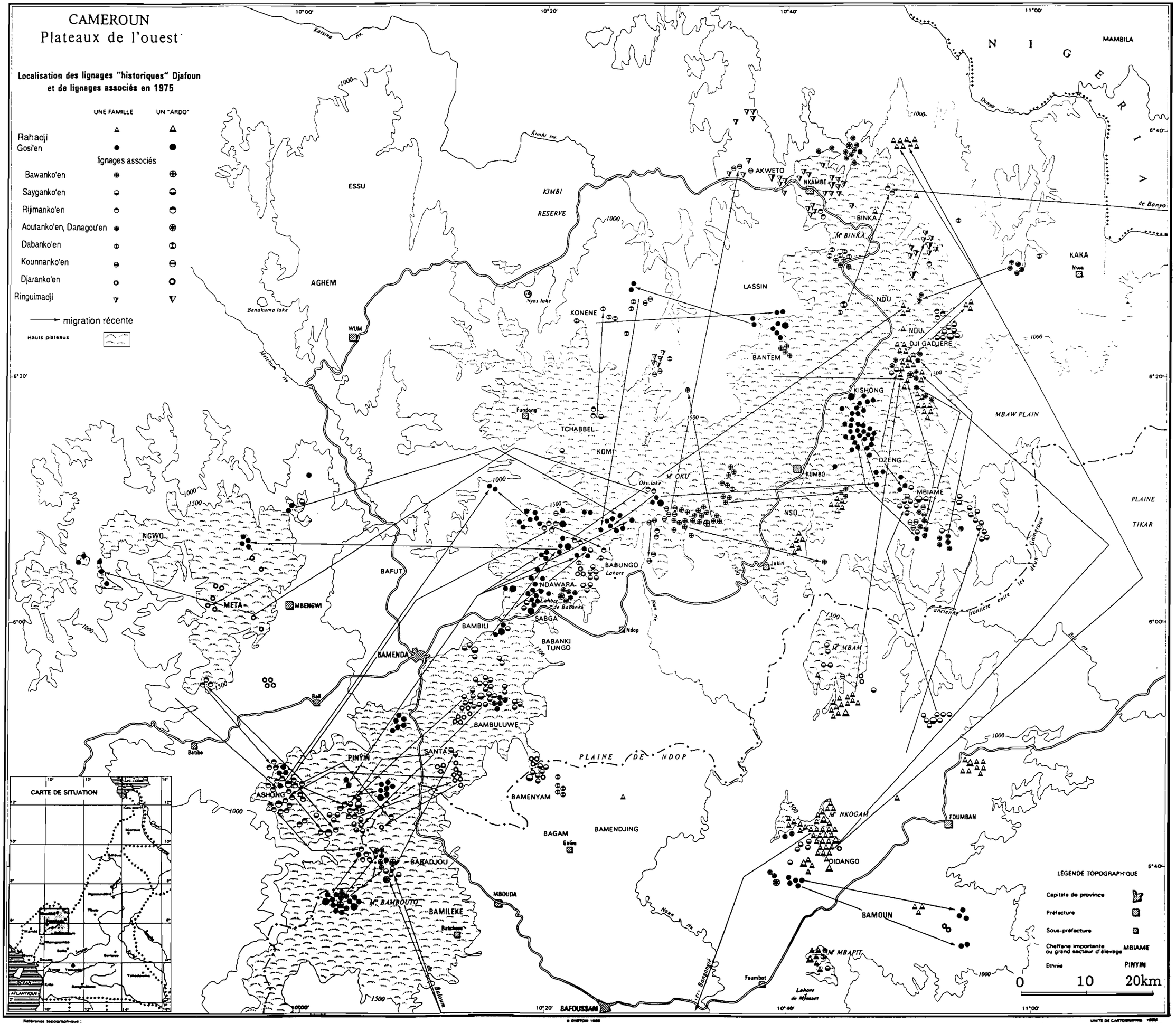
Il semble bien que la réponse soit, non pas du côté des médiocres qualités pastorales du Bamoun, mais dans la spécificité de ces Mbororo. Ceux du Mambila, tout en bénéficiant de hauts plateaux, manifestent un comportement identique vis-à-vis du bétail : gardiennage confié à des bergers, faible souci pour l'état des animaux, ventes fréquentes pour satisfaire les besoins suscités par la vie sédentaire. A telle enseigne qu'un administrateur, dans les années cinquante, soutient qu'il ne convient plus de les dénommer *FulBe na'i : « les Peuls du bétail »* mais, au contraire, *FulBe luumo : « les Peuls du marché. »* Désormais, c'est à cet endroit que les jeunes passeraient le plus clair de leur temps...

Certains ne rendent plus visite au berger durant plusieurs semaines. De façon paradoxale, les grands effectifs de cheptel constitués aux premiers temps de leur séjour sur les plateaux ont sans doute contribué à écarter les Rahadji des impératifs de l'élevage. L'administrateur cité prédit : « in their higher standard of living and abandonment of the old fanatical preoccupation with cattle to the exclusion of all else, the Rahaji are leading the way in Mambila » (61).

61. BOULAY (R. du), 1953.

Ce jugement pourrait tout aussi bien s'appliquer à ceux du Bamoun. Une évolution, apparemment inéluctable, conduit les anciens nomades vers une forme d'élevage sédentaire, identique à celui pratiqué par les Foulbé de l'Adamaoua. Elle tente tous les Djafoun, mais surtout les Rahadji qui apparaissent, décidément, comme les Mbororo les plus proches des Foulbé.

Fig. 174


CAMEROUN
Plateaux de l'ouest
Localisation des lignages "historiques" Djafoun et de lignages associés en 1975
UNE FAMILLE
UN "ARDO"
Rahadji
Gosi'en
lignages associés
Bawanko'en
Sayganko'en
Rijimanko'en
Aoutanko'en, Danagou'en
Dabanko'en
Kounnanko'en
Djaranko'en
Ringuimadji
migration récente
Hauts plateaux
ESSU
AGHEM
KIMBI RESERVE
LASSIN
KAKA
MAMBILA
NIGERIA
AKWETO
NKAMBE
BINKA
M' BINKA
NDU
DJI GADJERE
KONENE
BANTEM
WUM
Benakuma lake
Nyos lake
Kimbi riv.
Donga riv.
Katsina riv.
Mbirikum riv.
KISHONG
MBAW PLAIN
PLAINE TIKAR
TCHABBEL
KOM
M' OKU
Oku lake
KUMBO
OZENG
MBIAME
NSO
NGWO
BAFUT
META
MBENGWI
BABUNGO
Lahore
NDAWARA
Lahore de Babanki
SABGA
BAMBILI
BABANKI TUNGO
BAMENDA
Ndop
Jakiri
M' MBAM
ancienne frontière entre les deux Cameroun
BAMBULUWE
PINYIN
SANTA
PLAINE DE NDOP
Babbe
ASHONG
BAMENYAM
BAGAM
Galim
BAMENDJING
FOUMBAN
M' NKOGAM
OIDANGO
BAMOUN
BAFADJOU
M' BAMBOUTO
BAMILEKE
Batcham
MBOUDA
M' MBAPIT
Foumbot
Lahore de Nkossoni
Nkam riv.
Noun riv.
Mbam riv.
Bafoussam
CARTE DE SITUATION
OCEAN ATLANTIQUE
LEGENDE TOPOGRAPHIQUE
Capitale de province
Préfecture
Sous-préfecture
Chefferie importante ou grand secteur d'élevage
MBIAME
Ethnie
PINYIN
0 10 20km

Tentation déjà ancienne de la sédentarisation, coexistence avec une population servile qui n'est pas reniée, négligence à l'égard du devenir du cheptel mais engagement agricole, grande attention accordée au savoir religieux, tous ces traits apparentent les Rahadji du Bamoun aux Foulbé de l'Adamaoua. Il est probable que leur démographie est également comparable. Le faible nombre de familles recensées n'a pas permis de le vérifier. Les nombreuses affinités des Rahadji avec les Foulbé caractérisent les familles prestigieuses du lignage, celles qui résident en villages, assez loin des préoccupations du bétail. Elles sont porteuses de changement, de détachement vis-à-vis du pastoralisme. D'autres Rahadji, plus traditionalistes, vivent encore en brousse, auprès de leur bétail.

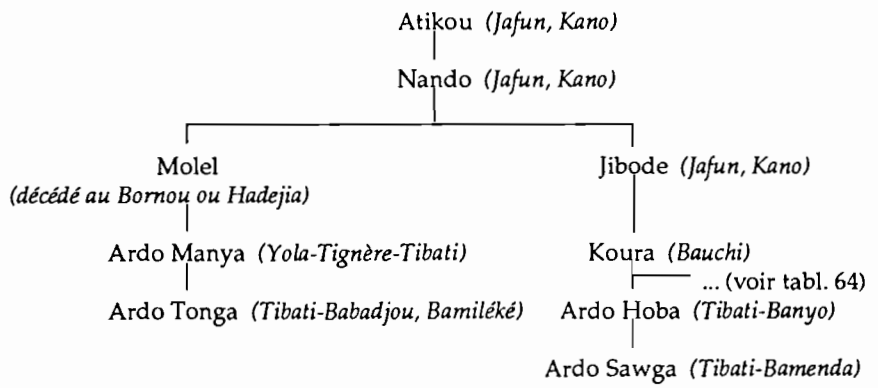
Si les Rahadji ne gagnèrent pas en masse le Bamenda, dès le début du siècle, ce fut, en grande partie, pour ne pas avoir à reconnaître la suprématie des Gosi'en. En effet, ceux-ci réussirent, du moins pour un temps, à unir tous les Djafoun sous leur autorité.

Les Gosi'en -"Goosi'en"-

Aujourd'hui, les Gosi'en ne s'imposent plus comme les Mbororo les plus riches mais ils restent les plus prestigieux. C'est le type même du lignage "historique", ayant longtemps détenu le pouvoir parmi les Djafoun. Les Gosi'en sont les seuls à restituer leur passé sur plus d'un siècle. Au Bamenda, le rôle politique du lignage se manifeste encore par la localisation de ses membres : de Ndawara à Kishong et aux monts Bambouto, ils occupent les pâturages les plus élevés.

Grandeur et déclin. L'histoire des Djafoun en Adamaoua puis aux Grassfields met toujours en avant ce lignage. Les grands *arDo* à l'ouest de l'Adamaoua se recrutèrent au sein de quelques familles "nobles", à la fin du 19e et au début de ce siècle. A ce titre, les Gosi'en furent directement impliqués dans les démêlés qui opposèrent les Djafoun aux *laamiiDo* puis aux administrateurs coloniaux.

Tabl. 63 : ***Généalogie des arDo du lignage Gosi***



De même que pour les Rahadji, la généalogie de la lignée la plus prestigieuse des Gosi'en remonte de façon exceptionnelle dans le passé. Le séjour principal de chaque génération laisse entrevoir des phases de sédentarité relative et de mobilité. Ainsi, 2 à 3 générations gravitent autour de Jafun, à l'ouest de Kano, à la fin du 18e et au début du 19e siècles. Sans être aussi fixés que les Rahadji au Sokoto, les Gosi'en gardent longtemps un centre d'attache. Ensuite, les lieux de séjour changent d'une génération à l'autre : c'est une période de mobilité qui correspond à la grande migration vers l'Adamaoua et les Grassfields.

Les premiers Djafoun migrèrent vers le sud sous la conduite et à l'instigation des Gosi'en. Par ses chefs successifs à Lompta, le lignage encadrait déjà les Mbororo de l'Adamaoua. A ce rôle politique ancien s'ajouta la réussite d'une pénétration vers de nouveaux pâturages.

Lorsqu'ils reconstituent leurs premières années aux Grassfields, les Djafoun se réfèrent à Ardo Sawga. Après plusieurs changements de sites d'hivernage, il se fixa au col dit, depuis lors, de Sabga. Il devint, durant plusieurs années, le responsable des Djafoun du Bamenda et leur représentant aussi bien auprès des chefs autochtones que des administrateurs (62).

Au début de leur séjour au Bamenda, une organisation politique centralisée unifiait les Mbororo autour d'Ardo Sawga, installé dans la chefferie de Babanki Tungo. Les Mbororo venant à lui ne le saluaient pas seulement du titre ***arDo***, mais de celui : ***laamiiDo***, beaucoup plus prestigieux. Des dignitaires, détenteurs de charges honorifiques selon le modèle foulbé-haoussa, entouraient le chef supérieur des Mbororo qui se considérait l'égal d'un "émir" du Nord-Nigeria.

En reconnaissant Ardo Sawga comme leur interlocuteur pour les affaires d'élevage, les administrateurs anglais ont, en quelque sorte, légitimé son pouvoir. Dès lors, celui-ci a pris une ampleur, auprès des Mbororo, que les Anglais ne soupçonnaient pas. Les troupeaux appartenant à la famille d'Ardo Sawga, étant ***na'i laamu*** : *« les vaches du chef, »* avaient priorité sur les autres. Un Djafoun résume bien l'étendue du pouvoir d'Ardo Sawga : ***kamBe limata na'i, kanko mari lesdi*** : *« c'étaient eux (les gens d'Ardo Sawga) qui comptaient le bétail (pour l'impôt) ; c'est lui qui possédait le pays. »* Le chef mbororo s'entourait des manifestations du pouvoir : ***laamu Sawga, goDDo fotti naata bee paDe ? waane...*** : *« au temps du chef Sawga, quelqu'un pouvait-il prétendre entrer chez lui avec ses chaussures aux pieds ? Vraiment pas. »* Ce qui sous-entend qu'aujourd'hui, c'est le cas ; le prestige des ***arDo*** mbororo s'est amoindri.

A présent, Sabga n'est plus qu'un village endormi au bord de la Ring Road. L'esplanade devant le ***saare*** du chef ne s'anime qu'à l'occasion de fêtes religieuses. La plupart des Djafoun, d'abord rassemblés sur les pâturages proches, se sont dispersés. Les prétentions d'Ardo Sawga à diriger tous les Mbororo ont suscité des réticences. De l'appréhension, certains lignages sont vite passés à la contestation. Pour échapper à la prééminence des Gosi'en et au pouvoir d'Ardo Sawga, les autres Djafoun ont adopté la solution classique de la dispersion et de l'isolement. L'unification des Mbororo autour d'un chef n'a pas résisté longtemps à l'épreuve du pouvoir (63). Le processus est identique à l'effritement de la chefferie de Lompta, que les Français tentaient vainement de consolider, à la même époque.

Le pouvoir, quel qu'il soit, se manifeste tôt ou tard par des prélèvements aux dépens des pasteurs. Contraints de les supporter tant qu'elles représentent la contrepartie d'une protection, les Mbororo contestent ces pratiques lorsqu'elles émanent de l'un des leurs. Elles deviennent, à leurs yeux, de simples exactions.

62. L'un des fonctionnaires responsables de la «division» de Bamenda, de 1928 à 1932, le rappelle incidemment dans ses souvenirs : « Sabga hill (named) after that great old patriarch Ardo Sabga who lived at the top of the hill and who was then the only Fulani Cattle Owner in close contact with the Administration » (BRAYNE-BAKER, J., 1976, "Southern Cameroons Reminiscences, 1928-34").

63. Cependant, le prestige du successeur de l'ancien ***arDo*** s'appréciait encore en 1975 par la diffusion spontanée des nouvelles de son état de santé auprès de tous les Djafoun du Bamenda.

Un attribut du pouvoir pastoral : le "lahore". Pourquoi les Gosi'en se sont-ils établis, autour de leur *arDo*, au sud des hauts plateaux ? Par suite de la proximité de la ville de Bamenda, centre haoussa et chef-lieu du pouvoir colonial qui protégeait les nouveaux venus. Les administrateurs anglais, souhaitant disposer d'un responsable mbororo facile à contacter, ont encouragé Sawga à s'installer au col qui porte maintenant son nom. Mais la localisation des Gosi'en témoigne également de l'ancien rôle pastoral des sources natronées. En absence de sel et même de natron, il était alors capital pour l'élevage bovin.

Ne pouvant accéder librement aux *lahore* de Banyo, les Djafoun prirent la décision d'entrer au Bamoun pour disposer, à eux seuls, de sources natronées. De même, Sawga ne quitta le Bamoun qu'après la découverte de nouvelles sources au Bamenda : l'une s'écoulant près de Babungo, au pied du haut plateau, puis l'autre, plus appréciée, en haut de Babanki Tungo. Située à 1.600 mètres, au milieu de hauts pâturages, elle est accessible en permanence. Le *lahore* (64) de Babanki décida Sawga et ses proches à se fixer. Ce fut le centre pastoral des premiers Mbororo (fig. 20).

64. Les Mbororo emploient d'autres termes pour désigner ces sources : *wawru* : puits, *ngaawa* : grand puits, *ngolirDe* ou *Buure* : source salée. Le *lahore* de Babanki était peut-être déjà connu des commerçants de bestiaux qui, traversant les Grassfields, passaient à proximité. Les Mbororo leur devraient cette découverte pastorale, comme beaucoup d'autres en savanes humides.

Contrairement aux Rahadji du Bamoun, les Gosi'en contrôlaient l'utilisation de leur *lahore*. Avec lui, l'*arDo* disposait d'un moyen d'encadrer les Mbororo, notamment pour la perception des taxes sur le bétail. Des lignages accusèrent les Gosi'en d'en réserver l'usage à leurs troupeaux, contraignant les autres à « *voler* » l'eau, de nuit. Le processus de mise à l'écart des Djafoun des sources natronées par les Foulbé de Banyo se reproduisait, cette fois, au profit du lignage mbororo dominant.

La situation était encore plus difficile sur le haut plateau Nso. Les Mbororo n'y découvrirent qu'une petite source natronée, à Bantem, près de Lassin. Mais ce n'était qu'un mince filet d'eau ; après l'abreuvement de 50 têtes, la source était épuisée. Naturellement, un *arDo* du lignage dominant s'en attribua encore l'utilisation exclusive. Les autres étaient contraints de se rendre à Babanki, même ceux de Kom, pourtant éloignés.

L'importance du *lahore* de Babanki dans la localisation des premiers lignages provient de la rareté du sel et du natron dans cette région, par ailleurs si propice à l'élevage. Les plaques de natron, acheminées par des commerçants haoussa, en provenance du nord, parvenaient rarement jusque-là. Le commerce du sel européen, via Mamfe, était moins organisé que du côté bamiléké. Au Bamenda, la distribution de sel au bétail n'a supplanté la cure au *lahore* de Babanki qu'à la fin des années cinquante, alors que les sources du Bamoun étaient abandonnées depuis longtemps. Même actuellement, les sacs de sel sont vendus plus cher au Bamenda qu'en Adamaoua, malgré un éloignement moindre des ports. Les anciens Gosi'en de Babanki continuent d'envoyer leurs troupeaux au *lahore*. Mais les bergers récriminent contre une habitude qui exige de convoyer souvent les troupeaux vers les sources.

Attribut du pouvoir pastoral, le *lahore* régulait les déplacements. Alors que le choix des pâturages saisonniers pouvait varier, d'une année à l'autre, la source natronée était un point de passage obligé, un ancrage spatial. La proximité des troupeaux facilitant la cure natronée, la localisation des lignages par rapport au *lahore* servait d'indicateur de prestige pastoral.

Un lignage de hauts plateaux. Alors qu'ils étaient majoritaires dans le contingent des premiers migrants conduits par Ardo Sawga, les Gosi'en ne constituent plus qu'une minorité. En 1943, ils ne comprenaient déjà que 110 familles, soit à peine la moitié des Toukanko'en. En 1975, les 167 familles du lignage ne représentent que le quart des Toukanko'en. Mais 11 Gosi'en détiennent des responsabilités d'*arDo*. Le lignage assure encore, en partie, l'encadrement des Mbororo. Certes, des *arDo* ne rassemblent que quelques familles apparentées mais d'autres, plus prestigieux, reçoivent l'allégeance de différents lignages.

C'est le cas, en 1975, d'Ardo Djaki à Sabga, le fils aîné et successeur du fondateur du premier centre mbororo. Ses fils, frères et descendants comptent plus de 20 familles, toutes installées aux environs. S'y ajoutent des Mbororo d'autres lignages et d'anciens serviteurs, dénommés ***koabira***, selon le terme mboum usité en Adamaoua.

Contrairement à la plupart des serviteurs des Rahadji à Didango, ceux de Sabga sont originaires de l'Adamaoua. Ils ont accompagné leurs maîtres vers les Grassfields où, engagés comme bergers, certains ont constitué de petits troupeaux. A présent, ils résident à Sabga et s'occupent, matin et soir, de leur bétail qui stationne à proximité.

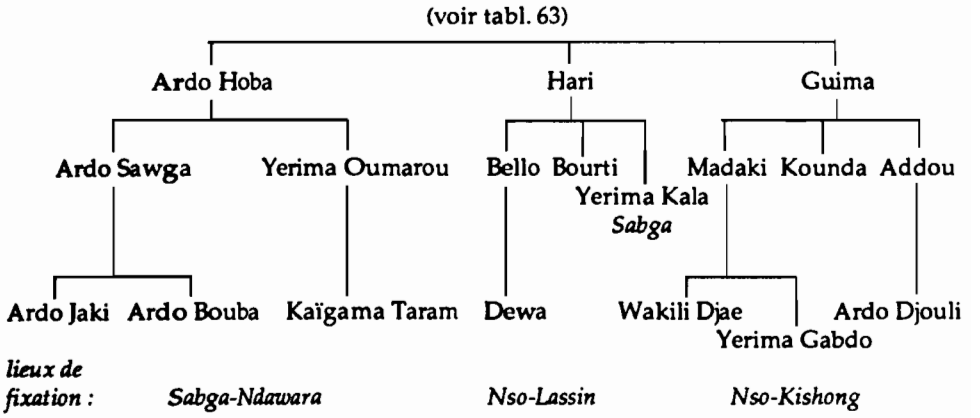
A ces anciens bergers devenus villageois s'ajoutent quelques Foulbé et Haoussa, parfois eux aussi propriétaires de bétail. L'ensemble forme une population composite, agrégée autour du chef mbororo. Marchands de bestiaux, maîtres coraniques, griots, anciens serviteurs s'agglutinent ainsi autour des chefs mbororo prestigieux, dont ils forment la clientèle. La population de Sabga ressemble à celle de Lompta en Adamaoua, autre ancien centre mbororo. Tel *arDo* ne contrôle pas seulement des Djafoun mais surtout une multitude d'Akou qui séjournent en contrebas du haut plateau, par exemple à Lassin.

Le lignage gère encore des pâturages plus étendus que ne laisserait supposer sa population restreinte. Inversement, il est rare qu'aux Grassfields, des Gosi'en se placent dans l'allégeance d'un autre lignage. Il ne s'agit alors que de familles ou de jeunes à la recherche de nouveaux pâturages périphériques.

A leur arrivée au Bamenda, les Gosi'en se répartirent en deux ensembles qui comprennent chacun une cinquantaine de familles. Les regroupements géographiques suivent les clivages généalogiques des différentes ***suudu***.

Les Gosi'en du haut plateau de Ndawara relèvent d'une lignée où se recrutent depuis longtemps les ***arDo*** prestigieux du lignage. Au contraire, ceux des plateaux Nso sont les descendants de deux lignées "cadettes". Les familles les plus nombreuses et les plus riches se tiennent sur le haut plateau, à l'est de Kishong. Quelques Gosi'en plus pauvres se trouvent près de Lassin, à une altitude déjà moindre, tandis que d'autres, presque ruinés, se sont placés sous la protection de la première ***suudu***, à Sabga.

Tabl. 64 : *Division géographique des branches familiales Gosi'en au Bamenda*



A 1.800-2.000 mètres, Ndawara représente le centre des Gosi'en, aucun autre lignage n'ayant réussi à remettre en cause leur occupation de ce *caBBal*. Dès les années trente, ils se réservaient la contrée à proximité de Babanki et vers Ndawara. Les membres d'autres lignages pouvaient rarement s'y installer pour longtemps. Bien que la gestion de ces pâturages relève maintenant de plusieurs *arDo*, ils font partie de familles proches du fondateur de Sabga. Les charges en bétail reflètent la concentration de nombreux troupeaux autour de Sabga (50 bovins/km2) et, plus encore, en haut de Ndawara (50-70 bovins/km2).

Les autres Gosi'en stationnent au nord du pays Nso, eux aussi à 2.000 mètres d'altitude. Ils occupent depuis longtemps ces hauts pâturages. Les descendants d'une branche cadette s'y dirigèrent dès la sortie du Bamoun, dans les premières années vingt.

Ardo Djouli fut le responsable de ces Gosi'en de1930 à 75. Dès les années quarante, il figurait en second parmi les notables qui composaient le "Fulani Council". Il était alors l'un des plus riches éleveurs du Bamenda où ses nombreux troupeaux suscitaient les plaintes des femmes, enregistrées par Ph. KABERRY (65). Pourtant, il fut l'exemple des *arDo* qui choisirent de collaborer étroitement avec les *fon*, pour mieux asseoir leur position vis-à-vis des Mbororo. Dans cette optique, il poussait l'obligeance jusqu'à reverser au chef nso le pourcentage des taxes sur le bétail qui lui revenait de droit. Il prêta surtout son concours à la formation de troupeaux de plus en plus nombreux appartenant à des Nso et à leur installation sur les pâturages dont il avait la responsabilité.

65. KABERRY (Ph.), 1952, p. 89 et 1960, "Some problems of land tenure in Nsaw, Southern Cameroons".

Cette sollicitude à l'égard des notables nso lui valut le surnom de "Fon Juuli". Mais la subordination aux intérêts des villageois s'exerçait à l'encontre des Djafoun, surtout de ceux qui n'étaient pas de son lignage. Ils demandèrent à l'administration de ne plus dépendre des Gosi'en, ce qui leur fut accordé en 1953. Auparavant, un seul *arDo* contrôlait tous les Mbororo des plateaux Nso, qui possédaient 50.000 têtes de bétail recensées...

A présent, les Gosi'en ne détiennent plus sur Nso que les secteurs de Kishong et de Dzeng. Ils en ont écarté les autres Djafoun mais ils doivent admettre la présence de nombreux troupeaux appartenant à des villageois. Les charges en bétail sont élevées : 80 bovins/km2 et davantage quand les troupeaux des villageois s'ajoutent à ceux des Mbororo. Ceux-ci se plaignent maintenant d'un véritable encombrement des pâturages qu'ils exploitaient autrefois seuls. Mais la prolifération des bovins aux mains des Nso est, d'une certaine façon, le résultat de la politique ancienne de l'*arDo*.

En dehors de Ndawara et de Nso, les Gosi'en ne maîtrisent plus les hautes prairies de ***caBBal***. Ils ont perdu récemment le contrôle de plusieurs pâturages.

A Pinyin, ils disposaient, dans les années cinquante, d'une grande partie des pentes nord des monts Bambouto. Survint l'expulsion de tous les éleveurs de la montagne, lieu de refuge des derniers maquisards bamiléké. A la réouverture des pâturages, les Gosi'en ne réussirent pas à s'imposer, face à d'autres lignages. Ils se maintiennent mieux au sud des monts Bambouto, mais la réduction régulière des pâturages de ce côté limite d'autant les effectifs de bétail.

Dès les années cinquante, les Gosi'en perdaient leur emprise sur le haut plateau Tchabbel, au nord d'Oku, l'une des surfaces volcaniques les plus élevées du Bamenda (2.500 mètres) et la plus appréciée des Mbororo. En 1974, ils étaient dessaisis du sud d'Oku. L'autorité de l'***arDo*** était contestée, à la fois par la majorité des Mbororo et par ses voisins villageois. Les Gosi'en s'en allant les uns après les autres, l'***arDo*** restait seul avec un frère. La faible charge en bétail, 20 à 30 bovins/km2, ne manquait pas de susciter des convoitises.

En 1953, des Djafoun possédant 25.000 bovins dépendaient de 4 *arDo* Gosi'en. Vingt ans plus tard, les *arDo* du lignage, en étant plus nombreux, gèrent un cheptel de 36.700 bovins. Mais 7.000 têtes appartiennent à des Akou dont les liens d'allégeance s'avèrent très lâches. En moyenne, le cheptel du ressort de chaque chef s'est amoindri et, par là-même, son prestige.

L'influence des Gosi'en auprès des autres Djafoun tend à diminuer. Leur prééminence politique appartient au passé. Les efforts du nouveau ***laamiiDo*** de Babanki pour restaurer le prestige d'antan n'attirent que des sourires. En fait, les Gosi'en n'ont jamais occupé qu'une partie des hauts plateaux. Ils se sont tenus à l'écart du nord du Bamenda, notamment des environs de Nkambe, devenus le centre pastoral de la région. Après avoir séjourné les premiers au Bamoun, aucun Gosi n'y est resté. Un vieil antagonisme avec les Rahadji explique cette désaffection.

Puissance lignagère et cohésion sociale. Les Gosi'en, forts de disposer longtemps du pouvoir auprès des Mbororo, se sont efforcés de se regrouper en quelques secteurs privilégiés. Ce souci s'observe d'abord au niveau familial. Les fils mariés, une fois dotés en bétail, sont installés au voisinage du père, en écartant les autres Mbororo. Ce mode d'occupation des pâturages est devenu un modèle pour les Djafoun des Grassfields, surtout lorsqu'il s'accompagne d'un transfert harmonieux du cheptel d'une génération à l'autre.

Des administrateurs anglais ont parlé, avec étonnement, d'un comportement grégaire des Mbororo : « the Fulani is strangely gregarious for a nomad and likes to be near his fellows » (66). L'agglutination de proches parents s'observe surtout chez les riches familles. L'idéal est de réussir à se maintenir sur les mêmes pâturages. C'est une preuve de la richesse des anciens : ils se sont montrés capables "d'équiper" en bétail tous leurs

66. MILNE (M.N.H.), 1949.

descendants et de les placer à proximité. Les jeunes qui quittent leur père sont des pauvres et des sans-bétail ; honteux de leur dénuement, ils tentent leur chance ailleurs.

Les rassemblements familiaux les plus réussis bénéficient aux descendants d'*arDo* puissants, ceux de Sawga d'abord, installés depuis plusieurs décennies aux mêmes pâturages. Un Gosi du plateau Nso a également réussi à placer ses 9 fils mariés autour de lui, en leur attribuant des troupeaux. Cette réussite ne manque pas de faire l'admiration et d'attirer le respect .

Exemple moins édifiant : 4 frères ne vivent plus tout à fait en continuité spatiale mais maintiennent tout de même une certaine solidarité familiale. Trois d'entre eux sont installés sur les pâturages de Bali, tandis que le quatrième s'est déplacé à une dizaine de kilomètres, dans les "alpages" plus vastes de Pinyin. C'est le plus riche ; il a pris à son aide l'un de ses jeunes neveux pour lui permettre de constituer progressivement un troupeau, le père ne disposant pas suffisamment d'animaux pour lui en transmettre.

Cependant, des familles perdent à la fois cohésion spatiale et familiale. La situation de 3 frères Gosi'en peut servir d'exemple. L'un reste à Ndawara avec le père mais le second s'est éloigné à Konene, à 40 km, et le dernier, également à 40 km mais dans une autre direction, à Lassin. Chacun tente d'accroître son petit troupeau de son côté. La famille est en instance d'éclatement.

Les familles, entendues au sens large, se rassemblent ou se dispersent, puis se fragmentent définitivement, selon la richesse en bétail et le prestige des patriarches familiaux. Cependant, les cas de dispersion de proches parents entre des pâturages éloignés s'avèrent peu fréquents chez les Gosi'en.

La cohésion spatiale des grandes familles et, à une autre échelle, des lignages puissants, semble caractéristique des Grassfields. Est-elle inhérente au processus de sédentarisation d'anciens nomades ? A mesure qu'ils se figent, les lignages tendraient à préserver l'ancienne cohésion de groupes migratoires, en s'assurant des ensembles continus de pâturages. En fait, le processus semble spécifique d'une région d'altitude. En prenant possession des pâturages de hauts plateaux, les Djafoun se sont rendus compte qu'ils n'étaient pas d'étendue illimitée. D'autre part, ils ne présentaient pas, pour eux, des intérêts pastoraux équivalents. Les plateaux les plus élevés, les vrais *caBBal,* étaient les meilleurs. De plus, la présence d'une source natronée rehaussait l'attrait de certains pâturages d'altitude.

Un espace pastoral limité et inégalement valorisé aurait déclenché un réflexe d'appropriation de fait. Dans le contexte des Grassfields, la coexistence d'éleveurs apparentés dénote une stratégie d'accaparement des hautes prairies, enjeu de longues rivalités entre lignages.

Les hypothèques de la démographie. Les Gosi'en se distinguent des autres Djafoun par une démographie originale. Bien que le nombre des familles soit limité, leur indice de polygamie (1,62) ne s'aligne pas sur la moyenne. Il en est de même de la distribution des ménages selon le nombre d'épouses : monogames, 57 % ; 2 épouses, 34 % ; 3 : 7 % et 4 : 4 %.

Les familles prestigieuses cumulent le plus grand nombre d'épouses. Par exemple, les fils d'Ardo Sawga s'entourent tous de 3 à 4 épouses (67). Beaucoup de chefs de famille affirment ignorer le nombre exact de leurs enfants, garçons et filles. Ignorance feinte ou sincère ? La seconde hypothèse n'est pas invraisemblable. Dans la société djafoun, les hommes se désintéressent visiblement de leurs enfants en bas âge, laissés aux soins des femmes. A mesure qu'ils grandissent, l'échéance de leur équipement en bétail se rapprochant, les fils deviennent l'objet de davantage d'attention.

67. Une famille comporte jusqu'à 6 épouses et il n'est pas certain que toutes les concubines soient d'origine servile.

Comment des éleveurs ayant en charge des familles nombreuses parviennent-ils à transmettre des troupeaux viables à chacun de leurs héritiers ? Une large polygamie n'entraîne-t-elle pas des prélèvements trop fréquents ? Les Gosi'en ne sont-ils pas amenés à s'adonner à d'autres activités qu'à l'élevage ?

Ceux qui ont entrepris des cultures ne sont pas nombreux, à peine une dizaine. Les récoltes pallient donc rarement les dépenses à consentir pour le ravitaillement vivrier. Sans doute, l'ouverture de champs par les Mbororo du Bamenda est-elle moins aisée qu'au Bamoun, la législation pastorale interdisant notamment la création de plantations arbustives (68).

Cependant, le vieil *arDo* de Lassin a entrepris des champs de maïs en contrebas du haut plateau, en employant des villageoises. Il lui en coûte de 30 à 40.000 francs de main-d'oeuvre chaque année, des semis à la récolte. Du moins, cesse-t-il d'acheter de la nourriture, malgré la charge d'une grande famille. Son initiative reste toutefois exceptionnelle. Ainsi n'existe-t-il presque pas de champs autour de Sabga.

Un Gosi, installé en haut de Sabga, au milieu des pâturages, est presque démuni de bétail. Il voudrait ouvrir un champ de maïs mais son riche voisin et frère aîné s'y oppose ; ils ne doivent s'occuper que de bétail.

68. "Farmer- Grazier Law" de 1962. Une application inattendue de cette loi interdit aux Mbororo, et non seulement aux villageois, de cultiver au milieu des pâturages. Ainsi, un *arDo* gosi de Ndawara voudrait agrandir son champ de maïs mais il affirme être en butte à la surveillance et aux tracasseries du "cattle control", le surveillant d'élevage, chargé de faire respecter la loi.

Le refus d'initiatives agricoles tient à la situation dominante que détiennent, dans le lignage, les grands propriétaires de bétail. Ils imposent une activité strictement pastorale pour ne pas avoir à répondre de dégâts aux cultures. De plus, l'origine nomade des Gosi'en ne les a pas familiarisés avec les responsabilités agricoles. Les ressources du lignage reposent presqu'uniquement sur l'élevage bovin.

Les grandes familles sont entourées de nombreux enfants entretenus, nourris et habillés à partir des ressources du cheptel. Or, les femmes Gosi'en ne pratiquent plus la vente du lait. C'est pourtant la façon traditionnelle des Mbororo de subvenir à une partie de leur alimentation. Résultat d'un séjour prolongé au milieu de populations réputées ne pas consommer de lait ? Peut-être, mais expression également d'un nouveau modèle de société. Chez les Gosi'en, il est devenu déshonorant que la femme s'abaisse à vendre des produits laitiers. Imprégnation plus profonde des normes islamiques dans la vie sociale ? Sans doute, mais le retrait des femmes de cette activité est surtout la conséquence de l'enrichissement des Djafoun après leur arrivée aux Grassfields.

Les petits revenus retirés de la vente du lait sont devenus superflus. Chez les familles prestigieuses, les ressources ne proviennent que de la vente du bétail. Mais les effectifs de cheptel ne se sont pas toujours aussi nombreux qu'aux plus beaux jours des Djafoun au Bamenda. Le nombre de consommateurs improductifs dans les grandes familles n'entraîne-t-il pas des ventes excessives d'animaux, entravant le renouvellement du cheptel ? Du moins, ces lourdes charges ne compromettent-elles pas, plus tard, la transmission d'animaux aux héritiers ?

De fait, le mode traditionnel de délégation progressive du bétail, d'une génération à l'autre, ne se déroule plus de manière harmonieuse, même dans le cas de descendants d'*arDo* réputés riches.

Le vieil Ardo Djaki de Sabga a pourvu 5 fils en bétail mais 2 d'entre eux viennent d'être déshérités. De même pour Ardo Djouli de Kishong : 9 fils sont installés tout près, à leur compte, mais 3 autres sont partis en Centrafrique, sans bétail.

Les perturbations dans la transmission du bétail sont habituellement imputées à une désaffection coupable des jeunes à l'égard de l'élevage. Mais la confiscation d'animaux aux dépens d'héritiers ne libère-t-elle pas les anciens d'obligations qu'ils ne peuvent plus assumer correctement ? Ne sont-ils pas confrontés à une distorsion entre un élargissement brutal des familles et le rythme d'accroissement de leur cheptel ?

Si tel était le cas, les Gosi'en devraient faire face, à terme, à deux sources d'affaiblissement : un grignotage de leur prééminence politique par d'autres lignages et, pour les nouvelles générations, une dispersion du cheptel entre des éleveurs moins bien pourvus qu'aux générations précédentes. Or, tout affaiblissement du capital-cheptel entraîne une perte de prestige dans la société pastorale. Alors qu'ils jouissent d'une réputation ancienne de richesse, les Gosi'en ne sont-ils pas en cours d'appauvrissement ?

Forts de leurs antécédents, les Gosi'en se considèrent comme des Mbororo nobles par excellence. Ils ont longtemps nourri un grand dessein politique au Bamenda. Mais la faiblesse numérique du lignage et le manque d'appui de l'administration anglaise ont desservi ces ambitions.

Certes, des Gosi'en sont très riches et cela, depuis longtemps. Mais d'autres lignages comptent maintenant des chefs de famille qui se trouvent également à la tête de plus d'un millier de bovins. Des Gosi'en furent les premiers à s'enrichir au Bamenda, grâce à l'occupation des meilleurs pâturages et à l'utilisation prioritaire des sources natronées. Cette aisance les entraîna à nouer de nombreux mariages, à agrandir leurs familles au-delà des normes habituelles aux nomades. Mais cette évolution n'est-elle pas dangereuse pour une société pastorale ? Finalement, en se détachant d'un modèle social de pastoralisme traditionnel, les Gosi'en tendent à rejoindre les Rahadji.

Les Ringuimadji -"Ringimaaji"-

Ce lignage diffère quelque peu des précédents. Il n'a pas exercé un rôle politique comparable auprès des Mbororo. Il encadre seulement les éleveurs des environs de Nkambe mais cela, depuis longtemps. Inversement, il n'est pas affecté par la décadence de prestige et de richesse qui menace Gosi'en et Rahadji.

Un lignage peu nombreux mais puissant. Dès les premières années d'installation des Djafoun au Bamenda, le pouvoir d'Ardo Sawga était plus formel qu'effectif à l'égard de Mbororo éloignés. C'était le cas des Ringuimadji de Nkambe.

A partir de Banyo puis du Mambila, ils n'ont pas suivi le même trajet migratoire que les Gosi'en ou les Rahadji. Ainsi, ils n'ont jamais atteint le Bamoun. Au cours d'un séjour de quelques années sur les plateaux Nso, l'un d'eux fut élevé à la dignité d'***arDo*** par Sawga lui-même, entérinant ainsi l'autonomie du lignage (69). L'arrivée de nombreux Gosi'en à Nso incita les Ringuimadji à se replier aux environs de Nkambe où ils résident depuis 1925, dans ce qui est devenu comme leur fief. Pour les Djafoun au nord du Bamenda, les Ringuimadji représentent un peu l'équivalent d'un lignage historique. Leur allégeance aux Gosi'en, la distance aidant, est toujours restée très lâche.

69. *O Borni baka amin ngapaleewol : « il a revêtu notre grand frère d'une tunique »*, symbole de l'attribution du commandement; rite imité du cérémonial usité dans l'empire peul de Sokoto, puis en Adamaoua. Cette procédure atteste la suzeraineté d'Ardo Sawga sur les Mbororo du Bamenda, du moins à cette époque.

L'importance des Ringuimadji tient moins au nombre d'éleveurs (une cinquantaine de familles) qu'à leur richesse en bétail, devenue presque légendaire.

Les Djafoun de la région de Nkambe furent dirigés durant plusieurs années par un ***arDo*** du lignage, dont l'autorité et le caractère ombrageux étaient réputés : « he carried a huge jangali collectorship for himself in Wa and Tong and successfully defended it against all comers » (70). Le lignage poursuit cette défense de ses pâturages ; elle lui est vitale.

70. BOULAY (R. du), 1953.

Malgré le faible poids numérique des Ringuimadji, par rapport à d'autres lignages, ils comptent 4 *arDo*. La moitié des éleveurs de Nkambe dépendent d'eux.

Richesse et concentration géographique. Les membres du lignage se regroupent en quelques secteurs circonscrits. Les exigences en pâturages de cheptels familiaux qui comptent chaque fois plusieurs centaines de bovins ont conduit à écarter d'autres éleveurs. Les pâturages accaparés par les Ringuimadji s'étendent sur 25 km du nord au sud et sur une vingtaine, de l'est à l'ouest. Les charges en bétail excèdent partout 50 unités/km2.

Parmi ces Ringuimadji, la famille étendue des Bi Siroma détient une position dominante. Elle comprend 8 frères et leurs descendants ; 2 exercent déjà la responsabilité d'***arDo***. Parmi eux se trouvent les plus riches éleveurs de la région. Tout en constituant des troupeaux de race ***gudaali*** pour les vaches laitières, les Bi Siroma ont sauvegardé la souche la plus pure de ***mbororooji*** des Grassfields.

Ils bénéficient d'une réputation d'éleveurs très riches et attachés à leur bétail, contrairement à d'autres vieilles familles djafoun. *Bejoggi jawdi maBBe booDDum : « ils tiennent bien en main leur richesse (sous-entendu : leur bétail). »* Tous ces éléments concourent à leur conférer un grand prestige.

Au sud de Nkambe, une autre branche de Ringuimadji occupe le haut plateau entre Binka et Ndu. N'étant pas nombreux, ils coexistent avec d'autres lignages, notamment des Toukanko'en. La primauté politique appartient aux Ringuimadji mais les seconds sont les plus nombreux. Les mariages à l'extérieur du lignage deviennent plus fréquents que pour les familles aux environs de Nkambe.

Les Ringuimadji de Ndu s'insèrent davantage dans l'espace régional que ceux de Nkambe. Ceux-ci entretiennent des relations privilégiées avec les membres du lignage au Mambila et surtout au Tchabbal Mbabo. Echanges matrimoniaux, visites et contacts entre familles apparentées se poursuivent, malgré la frontière actuelle entre Cameroun et Nigeria. La cohésion lignagère l'emporte sur la conscience nationale ou même, la solidarité régionale.

Un ancrage original. La fixation d'un lignage "historique" aux environs de Nkambe tient du paradoxe. Contrairement au Bamoun et au sud du Bamenda, elle ne s'explique nullement par l'attraction ancienne d'un *lahore*. En l'absence de ce point fort de l'organisation traditionnelle de l'élevage, comment le lignage s'est-il ancré sur cette partie des hauts plateaux ?

Autrefois, les éleveurs de Nkambe étaient mieux approvisionnés que les autres en natron. Leur contrée en marquait la limite de diffusion régulière vers le sud. Les anciens Ringuimadji racontent comment ils faisaient appel aux Haoussa de Bissaula, de l'autre côté de la frontière actuelle, pour leur ravitaillement en plaques de natron. Les Mbororo de Nkambe étaient bien placés sur l'ancienne piste commerciale qui reliait le Bamenda au nord du Nigeria, animée d'échanges à longues distances : noix de cola vers le nord, cotonnades vers le sud. En s'installant à Nkambe, les Ringuimadji se rattachèrent à ce circuit commercial, en contribuant à renforcer les acheminements de natron.

L'organisation de l'espace pastoral par les trois lignages historiques des Grassfields relève de logiques différentes. La suprématie des Rahadji du Bamoun et des Gosi'en du Bamenda prenait appui sur l'appropriation de sources natronées. Ils en contrôlaient plus ou moins l'utilisation et, par ce biais, l'exploitation et l'occupation des pâturages. La contiguïté *lahore*-pâturages d'hivernage et la fidélité à la cure natronée des éleveurs les mieux placés assurent encore localement une position forte aux Gosi'en. Au Bamoun, il n'existait pas de continuité entre le *lahore* et les pâturages permanents. Aussi, le fondement pastoral de la prééminence des Rahadji s'est-il défait plus rapidement.

Quant aux Ringuimadji de Nkambe, ils se sont accaparés de hauts pâturages en se rattachant au circuit commercial du natron. Leur système d'élevage ne fonctionnait pas sur les mêmes bases que les deux autres. Il

s'identifiait à des élevages desservis par des courants d'acheminement du natron à partir du Sahel : Adamaoua camerounais, Sud tchadien et Nord-Ouest centrafricain. Des circuits commerciaux, animés par des commerçants dits "Haoussa", reliaient ces antennes pastorales aux régions du nord.

Sans aller jusqu'à la formation de véritables "territoires", les lignages historiques ont ancré les systèmes d'élevage sur des espaces privilégiés. L'élevage actuel ne fonctionne presque plus selon ces bases initiales mais elles se reflètent encore dans la localisation des anciens lignages dominants. Cependant, ces lignages ne bénéficient plus de la même prééminence qu'autrefois. Ils ont subi la concurrence, notamment dans l'utilisation des pâturages d'altitude, de lignages devenus plus nombreux et, souvent, plus puissants.

Les grands lignages

Les lignages historiques des Grassfields ne contrôlent plus qu'à peine la moitié de l'aire d'élevage occupée par les Djafoun. Des secteurs entiers leur échappent, par exemple ceux de Kom, Meta et Kaka. Ailleurs, ils ne disposent plus que partiellement des prairies d'altitude, ainsi aux monts Bambouto.

Ces bons pâturages servent maintenant d'assise à d'autres lignages. Certains conjuguent richesse en bétail, forte position dans la société pastorale et cohésion lignagère : ils peuvent être dits "majeurs". D'autres comptent davantage par leur population que par le rôle joué dans l'encadrement des éleveurs. Tous les grands lignages n'accèdent donc pas au même degré de suprématie. De plus, les classements hiérarchiques varient d'un secteur à l'autre.

Les Toukanko'en -"Tukanko'en"- (fig. 175)

Les Toukanko'en représentent le lignage le plus puissant des Grassfields. Dès les années cinquante, ils comptaient 258 familles, en étant considérés « far and away the richest and most powerful clan in Bamenda» (71). Avec 650 familles dénombrées en 1975, ils forment le quart des Djafoun. Numériquement, ils constituent le premier lignage du Bamenda.

71. BOULAY (R. du), 1953.

Les marques d'un lignage puissant. Fort de leur nombre et de leur cohésion, les Toukanko'en ne tardèrent pas à revendiquer leur autonomie. Dès les premières années vingt, ils contestèrent l'autorité des Gosi'en.

> La querelle entre leur responsable et le leader des Gosi'en dura plusieurs années. L'administrateur de Bamenda jugeait qu'elle provenait d'une forte antipathie mutuelle (72). En fait, elle dépassait de simples questions de personnes.

72. "Annual Report on the Bamenda Divisions, Cameroons Province, for 1926" (archives de Buea).

Les Toukanko'en disputaient aux Gosi'en la suprématie sur les Mbororo. Les uns et les autres coexistaient alors aux environs de Babanki Tungo ; l'épreuve de force se jouait, au fond, autour de l'appropriation de la source natronée. Aujourd'hui, l'accaparement du *lahore* n'est plus aussi décisif et une partition des hauts plateaux est intervenue entre les deux lignages. Cependant, la compétition n'est pas désamorcée.

Les Toukanko'en manifestent une haute opinion d'eux-mêmes, en estimant détenir une place de premier plan dans la société pastorale. Parmi tous les lignages des Grassfields, ils prétendent se conduire avec le plus de ***pulaaku***, morale des pasteurs peuls. De cette légitimité, il n'y avait pas loin à la revendication d'une autonomie vis-à-vis des Gosi'en. ***Diga Boyma, min kowtaay bee Goosi'en :*** *« depuis longtemps, nous ne nous mêlons pas avec les Gosi'en. »*

Les chroniques transmises par les Gosi'en témoignent pourtant du contraire. Des Toukanko'en « *suivaient* » Ardo Mollel à Jafun au 19e siècle et ils accompagnèrent Ardo Manya lorsqu'il migra vers l'Adamaoua. Certes, à partir de la fin du siècle dernier, leurs déplacements ont parfois été décalés mais ils n'ont jamais beaucoup divergé. Les Toukanko'en précèdent, par exemple, les Gosi'en sur Banyo. Mais ils ne parviennent qu'après eux au Bamenda, appelé alors *lesdi Sawga : « le pays de Sawga, »* par tous les Mbororo. Les Toukanko'en rétorquent en rappelant qu'un des leurs, Ardo Djoroyel, fut le premier *arDo* des Mbororo à Banyo, étape importante avant la migration vers l'Ouest-Cameroun...

Les prétentions opposées de détention d'un pouvoir légitime auprès des Mbororo recouvrent un rapport de force entre les deux lignages. D'abord favorable aux Gosi'en, reconnus par les administrateurs anglais, il tend à se renverser, au fil des années, en faveur des seconds. Parvenus un peu plus tard au Bamenda, dans le sillage des Gosi'en, les Toukanko'en s'y trouvèrent bientôt plus nombreux. Alors que beaucoup d'autres lignages se sont dispersés au début du siècle à partir de l'ouest de l'Adamaoua, presque tous les Toukanko'en ont pris le chemin des Grassfields (73). Les Mbororo ne considèrent plus maintenant ces plateaux comme *« le pays de Sawga »* ni de son lignage mais plutôt comme celui des Toukanko'en.

73. Quelques Toukanko'en se sont sédentarisés à l'est de l'Adamaoua (région de Djohong) mais aucun n'a poussé plus loin, vers l'actuelle Centrafrique.

En 1942, les Toukanko'en étaient les mieux représentés au "Fulani Council" de Bamenda. Ils y comptaient 4 *arDo* contre 2 Gosi'en, les autres ne disposant que d'un ou 2 représentants. Ces délégations reflétaient l'importance des lignages, mettant en évidence le poids des Toukanko'en. Ardo Sawga n'était plus le chef incontesté des Mbororo ; il devait compter, en particulier, avec le leader des Toukanko'en.

A présent, le lignage dispose de 11 *arDo*, ce qui est encore peu, sur la centaine de chefs qui encadrent les Djafoun. Mais cette multitude de chefs résulte d'un éparpillement récent du pouvoir au sein de la société pastorale. Certains, notamment aux Bamboutos, ne reçoivent allégeance que des membres de leur famille élargie. La multiplication des *arDo* réduit d'autant les prérogatives et l'autorité de chacun.

Les Toukanko'en ont mieux résisté que d'autres, même que les Gosi'en, à cet effritement politique. La plupart de leurs *arDo* se trouvent à la tête de davantage d'éleveurs que la moyenne. A Binka et à Kom, chacun encadre au moins une cinquantaine de familles, parfois plus d'une centaine, alors

que la moyenne se situe aux environs de 30. De plus, les familles qui dépendent de ces ***arDo*** sont, en majorité, des membres du lignage.

L'homogénéité de ces commandements contraste avec l'identité composite des éleveurs qui relèvent d'autres ***arDo***, par exemple de Gosi'en. Il en résulte une meilleure cohésion des Toukanko'en, conférant à leurs leaders davantage d'autorité dans les nombreuses tractations avec les chefs autochtones ou les démêlés avec d'autres lignages.

En 1975, 3 ***arDo*** du lignage se distinguent comme des hommes jeunes et d'esprit ouvert. Grands propriétaires de bétail, ils disposent de voiture tout-terrain avec chauffeur. Ils n'hésitent pas à se rendre au chef-lieu provincial pour intervenir auprès des autorités administratives. Ils représentent un nouveau type de grand éleveur, éloigné du cliché du Peul nomade, isolé en brousse..

La cohésion des Toukanko'en, leur richesse en bétail et le prestige de leurs chefs en font le lignage le plus puissant des Grassfields.

Agrégats familiaux en altitude. Les membres du lignage, bien que nombreux, ne sont pas présents partout aux Grassfields, même en excluant les secteurs contrôlés par les Gosi'en. Ils se regroupent en noyaux de peuplement, distants de 50 à 60 km les uns des autres. D'abord, le lignage occupe de façon continue les extrémités nord des deux branches de hauts plateaux : Kom-Bum et Binka. Il se distribue également sur les versants presque circulaires des monts Bambouto. Mais les Toukanko'en séjournent peu sur les hauts plateaux Meta. Des familles, installées au sud du mont Mbam, viennent presque toutes de le quitter.

Aux environs de Binka, 190 familles occupent depuis longtemps de vastes pâturages. Mais elles n'en disposent de manière exclusive qu'au nord de Binka, dans un périmètre de 10 km sur 5. Vers Nkambe, elles empiètent sur les pâturages des Ringuimadji auxquels certains Toukanko'en prêtent allégeance. Une sourde compétition oppose l'***arDo*** de Binka à celui de Nkambe pour le contrôle de ces pâturages d'altitude.

Sur les hauteurs de Kom et de Bum se concentrent 230 familles toukanko'en, fixées depuis plusieurs décennies. A la suite du conflit avec les Gosi'en de Babanki, ils se déplacèrent en masse vers ces secteurs. Les Toukanko'en ont réussi à s'en assurer une utilisation exclusive. Cet incontestable succès est à mettre sur le compte de longues manoeuvres des leaders du lignage, aussi bien auprès des chefs autochtones que des administrateurs anglais. L'épisode le plus significatif fut l'expulsion des Gosi'en de Tchabbel, à la fin des années cinquante. Les Gosi'en, et notamment leur ***arDo***, furent sommés par l'administration de se replier vers Ndawara ; les Toukanko'en les remplacèrent aussitôt. Cet évènement montra au grand jour les conflits entre les lignages les plus puissants pour accaparer les prairies d'altitude.

Les versants des monts Bambouto, de Santa et de Bali comptent 120 familles toukanko'en. Mais elles s'imbriquent avec d'autres lignages. Bien que les Toukanko'en se rassemblent autour de 4 ***arDo***, ils ne disposent pas seuls des pâturages. Ils ont abandonné les versants méridionaux des Bambouto aux Gosi'en et à leurs alliés Bawanko'en. Au nord de la caldeira, ils entrent en compétition avec des lignages proches des Gosi'en, par exemple des Sayganko'en. La répartition des lignages dans ce secteur fut perturbée par les mesures d'expulsion des Mbororo, destinées à faire

74. Union des Populations de Cameroun, parti politique interdit à l'époque coloniale et passé à la résistance armée lors des années de l'Indépendance.

le vide autour du dernier foyer de résistance de l'U.P.C.(74). Les Toukanko'en et les Gosi'en se disputaient déjà auparavant les versants nord des monts Bambouto. Les premiers semblent avoir pris le dessus lors de la réouverture des pâturages. Encore une fois, ils ont réussi à évincer les Gosi'en de bons pâturages d'altitude.

En dehors des trois secteurs d'altitude où le lignage est solidement implanté, quelques Toukanko'en s'insèrent parmi d'autres lignages : près de Rahadji au sud du mont Mbam, près d'Ouranko'en sur les plateaux Meta et Kaka. Mais cette dispersion ne concerne, chaque fois, que peu de familles. La plupart des membres du lignage se concentrent sur quelques secteurs bien contrôlés.

En procédant ainsi, les Toukanko'en ont occupé, en priorité, des ***caBBal***. Cette particularité géographique est le propre des lignages "majeurs". Les tracés des déplacements, sur la carte, montrent que s'ils quittent un haut plateau, les Toukanko'en se rendent sur un autre. Une tentative d'hivernage au Bamoun n'a pas eu de suite : ***na'i amin voowi caBBe :*** *« nos vaches sont habituées aux hauts plateaux. »*

A Kom et Fundong, les Toukanko'en se situent en majorité au-dessus de la courbe de niveau des 1.500 mètres qui marque l'abrupt des hauts plateaux. Leur assise en altitude se répète à Binka sans être, pourtant, aussi systématique. Quelques membres du lignage stationnent à l'est de Binka, entre 1.000 et 1.500 mètres, en mettant à profit un passage graduel du haut plateau vers le plateau Kaka. Les pâturages des Toukanko'en sont presque toujours fortement chargés : plus de 100 bovins/km2 à Binka et sur les monts Bambouto.

Actuellement, l'accaparement des pâturages les plus élevés ne semble plus aussi avantageux qu'autrefois ; les Toukanko'en se pressent davantage à des altitudes de 1.500 mètres qu'au-dessus de 2.000 mètres. Les déplacements récents de ceux de Binka s'orientent vers des pâturages situés à moins de 1.500 mètres. Certes, l'altitude n'est pas le seul critère à prendre en considération ; les pâturages d'accueil sont également moins chargés.

Le lignage ne s'étend pas de façon comparable à moindre altitude dans le secteur Kom-Bum. La vallée insalubre et profonde de la Metchum d'un côté, les Akou de Wum de l'autre interdisent aux Toukanko'en de se déployer en contrebas des ***caBBal***. L'impossibilité de gagner des pâturages proches n'est pas étrangère aux déplacements entre Kom et les monts Bambouto. Se trouvant à l'étroit et sans guère de possibilité de placer de nouveaux troupeaux à proximité, les Toukanko'en de Kom ont saisi l'occasion du départ de la Compagnie Pastorale pour prendre sa place sur les monts Bambouto. Mais l'insécurité des nouveaux pâturages en a rendu l'occupation mouvementée ; des éleveurs ont dû se replier d'urgence vers Kom. Les mouvements de va-et-vient ont renforcé les liens entre les Toukanko'en des deux secteurs. Des membres de quelques familles se trouvent maintenant d'un côté et de l'autre.

Par leur localisation préférentielle sur les *caBBal*, les Toukanko'en symbolisent la spécificité pastorale des Grassfields. Une longue utilisation de pâturages exceptionnels leur a permis d'édifier une richesse enviée par les autres lignages.

Fig. 175

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

Localisation des Toukanko'en et de lignages secondaires (en 1975)

	UNE FAMILLE	UN "ARDO"
Toukanko'en	▫	▫
lignages secondaires		
Faranko'en	▪	▪
Dakanko'en	▫	▽
Mbodi'en	▪	▪
Gamadanko'en	▨	▨
Guerodji	▪	▪

→ migration récente

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE

Capitale de province
Préfecture
Sous-préfecture
Chefferie importante ou grand secteur d'élevage — MBIAME
Ethnie — PINYIN
Hauts plateaux

CARTE DE SITUATION

Références topographiques : cartes C.G.R. du CAMEROUN à 1 : 200 000.

© ORSTOM 1980

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE ORSTOM

Des ombres au tableau... Occupation systématique des hauts plateaux puis desserrement récent vers ceux qui préservent des couverts herbacés plus fournis attestent la capacité du lignage à investir les bons pâturages. Cependant, il n'a pas toujours réussi dans cette mainmise. Les revers ne furent pas moins nombreux.

Des Toukanko'en s'installèrent les premiers sur les plateaux Meta mais sans y faire souche. L'isolement des plateaux, leur faible peuplement par les villageois et les difficultés de ravitaillement éprouvées par les premiers éleveurs, la rareté du sel enfin, tout cela découragea les Toukanko'en qui se replièrent vers Kom et les monts Bambouto. D'autres lignages les remplacèrent et, s'accommodant mieux de ces handicaps, s'y fixèrent. Un ensemble de hauts pâturages échappait à l'emprise des Toukanko'en.

Quant à l'expulsion spectaculaire des Gosi'en de Tchabbel, elle ne fut pas sans contrepartie. Des Toukanko'en occupaient également les hautes surfaces de Ndawara, au sud d'Oku. Ils étaient même assez nombreux pour se regrouper autour d'un ***arDo*** du lignage. Evincés de Tchabbel, les Gosi'en investirent les pâturages de Ndawara et intriguèrent pour obtenir le départ de leurs rivaux. Complètement ruiné par ce conflit inter-lignager, l'***arDo*** mis en cause libéra le terrain. A présent, il ne subsiste plus aucun Toukanko ni vers Babanki, ni à Ndawara.

Le regroupement des Toukanko'en ne résulte pas toujours de succès remportés dans l'éviction de lignages adverses. L'abandon des environs de Babanki Tungo dès les années trente pour les plateaux Kom et Bum entraîna de sérieuses difficultés pastorales. Les nouveaux pâturages ne disposaient pas de ***lahore*** et se trouvaient à l'écart de la voie d'acheminement du natron. Les troupeaux ne recevaient des compléments natronés qu'à l'occasion de la transhumance qui les rapprochait de Dumbo. La période de complémentation minérale était courte et insuffisante (75).

75. Il existait bien un petit ***lahore*** à l'est de Bafumen, dans une vallée encaissée, mais il était seulement utilisé par les troupeaux du voisinage. Ensuite, les cultures l'ont encerclé.

Plus tard, un ***lahore*** fut découvert dans une vallée encaissée, au sud de Lassin, en une contrée isolée. Au cours des années quarante, l'***arDo*** de Kom le fit aménager pour faciliter l'abreuvement des animaux. Les troupeaux du lignage à Kom et Fungom l'utilisèrent jusqu'aux années cinquante. Mais la source était éloignée d'une trentaine de kilomètres ; aucun troupeau n'y stationnait en permanence.

Du point de vue des techniques d'élevage, le regroupement du lignage sur de hauts pâturages dépourvus de ***lahore*** n'allait donc pas sans inconvénient. La diffusion du sel, après les années cinquante, leva heureusement ce handicap. D'autres exemples récents démontrent que la stratégie de contrôle des pâturages ne réussit pas toujours.

Au nord-est de Binka, des Toukanko'en s'avancent de plus en plus loin, sur des buttes-témoins du haut plateau, en quête de pâturages abondants. La famille de l'***arDo*** de Binka tente de les regrouper dans son orbite en déléguant l'un des siens, candidat au titre de nouvel ***arDo***. Mais, en dépit de toutes les manoeuvres ourdies auprès des autorités locales, l'***arDo*** en place détient encore sa charge. La tentative d'encadrement de ces éleveurs par les Toukanko'en semble avoir échoué. Après avoir gratifié les uns et les autres de beaucoup d'animaux, le candidat malheureux replie ses troupeaux vers les hauteurs de Binka.

En 1975, d'autres Toukanko'en sont en train de perdre des pâturages au nord de Lassin, sur des plateaux intermédiaires qu'ils furent pourtant les premiers à occuper. Alors qu'ils s'appauvrissaient par des ventes excessives, des Akou de plus en plus nombreux s'immisçaient dans leur voisinage et, profitant des bons pâturages, augmentaient rapidement leur cheptel. Bientôt, l'un d'eux fut assez riche pour distribuer un troupeau entier à des fonctionnaires et notables villageois, ce qui lui permit de ravir aux Toukanko'en le titre d'*arDo* du secteur. Depuis lors, le processus s'accélère. Les Toukanko'en n'ont plus assez de bétail et aucun moyen d'empêcher le nouvel *arDo* de placer des Akou à leur porte. Ils n'ont plus qu'à partir. De bons pâturages sont en passe d'être soustraits au lignage.

Njawdi hawti imBe : *« la richesse (en bétail) rassemble les gens (de même lignage).* » Inversement, la pauvreté contribue à les disperser, à disloquer les lignages. Cette règle préside au mode de localisation des Djafoun : cohésion et rassemblement en quelques secteurs bien contrôlés ou, au contraire, dispersion et émiettement des familles, en position souvent dépendante. Les modalités d'utilisation pastorale des plateaux rendent compte de cette opposition.

En régime d'exploitation libre et indivise, les pâturages ne peuvent être préservés de convoitises que si les membres du lignage les occupent selon de fortes charges. Le contrôle et la détention des pâturages dépendent de la richesse du lignage, démontrant sa capacité à occuper complètement, à "saturer" l'espace. Dans ce cas, aucun Mbororo ne prétend amener son troupeau. Si le cheptel des éleveurs autour d'un *arDo* diminue, les pâturages deviennent moins chargés que la moyenne. Ils suscitent bientôt l'envie d'éleveurs à l'étroit. L'*arDo* ne peut tenir tête indéfiniment à des demandes de transfert de bétail, prélude à l'infiltration de lignages qui se révèlent ensuite des rivaux. Dès que l'un d'eux devient majoritaire, il conteste l'autorité de l'*arDo* qui l'a accueilli et n'a de cesse d'intriguer pour le remplacer.

Un changement d'*arDo* signifie, à terme, une modification de la composition lignagère du peuplement. Malgré la sédentarisation, la population pastorale des hauts plateaux n'est pas complètement stable. Au contraire, la sédentarisation exacerbe les enjeux autour des pâturages d'altitude.

Un lignage complexe. Dans la stratégie d'annexion de nouveaux pâturages, les Toukanko'en mènent souvent l'offensive. Cela provient d'un accroissement rapide de leur cheptel, les poussant à étendre leur espace pastoral. Tout statu quo entre lignages ne peut être qu'une situation provisoire quand le cheptel des uns augmente plus vite que celui des autres. Ces inégalités entraînent inévitablement des remodelages dans la répartition des pâturages.

L'évolution récente du cheptel des Toukanko'en semble moins préoccupante que celle des Rahadji ou même des Gosi'en. Des dilapidations de bétail surviennent mais les Toukanko'en réagissent plus fermement,

surtout lorsqu'elles émanent de jeunes : déplacement et mise sous surveillance d'un parent, éloignement du fautif et même de sa famille qui s'exile parfois en Adamaoua. Là-bas, l'ambiance islamique qui imprègne la société rurale est réputée moins propice au gaspillage des animaux.

Des familles élargies à la tête d'un millier ou davantage de têtes de bétail ne sont pas rares parmi les Toukanko'en. A l'autre extrême, des familles disposent à peine de l'effectif minimum : tous les fils ne peuvent être pourvus en animaux, certains doivent s'engager comme bergers. Les situations les plus opposées coexistent donc. D'après les intéressés, cette hétérogénéité est en rapport avec l'identité des ***suudu***, les "maisons" qui composent le lignage.

Les Toukanko'en présentent la particularité, peut-être unique aux Grassfields, de juxtaposer plusieurs segments lignagers. Par intégration ancienne, ils ont largement perdu leur identité, ou n'admettent pas de la révéler. Les plus riches en bétail et sans doute les plus nombreux au Bamenda appartiennent à deux ***suudu*** de pasteurs : les Bayanko'en et les Bodjoranko'en (76). S'y ajoutent deux autres ***suudu***, les Sadjanko'en et les Djammanko'en, peu représentées dans la région.

A ces Toukanko'en, éleveurs depuis leurs origines, se sont jointes des "maisons" dont les ancêtres se comportaient autant en cultivateurs qu'en éleveurs : les Domolanko'en et les Yoranganko'en. Plus tard, ils négligèrent les travaux agricoles pour se consacrer uniquement au bétail. La conséquence de cette spécialisation fut l'abandon de la vie sédentaire. ***Be rimdi :*** *« ils se sont mis à se déplacer (à transhumer), »* le fait de devenir mobile impliquant un choix en faveur du bétail.

Les Domolanko'en seraient devenus mobiles au nord du Nigeria au 19e siècle, tandis que les Yoranganko'en ont quitté le Baguirmi au début du siècle. Ces derniers se considèrent aujourd'hui comme des Toukanko'en mais, à en croire les autres, leur fusion dans le lignage serait encore imparfaite.

Les particularités des ***suudu*** qui composent le lignage ressurgissent parfois. Ainsi, les anciens agro-éleveurs se sédentarisent plus aisément que les anciens nomades. D'un autre côté, ils ne prêtent pas toujours autant d'attention au bétail dont les effectifs restent stationnaires. Dès lors, la réduction de la mobilité aidant, ils en viennent à renouer avec l'activité agricole.

L'ouverture de champs vivriers concerne un quart des Toukanko'en. Mais la proportion est plus forte parmi les Domolanko'en fixés au sud de Binka : aucun ne possédant une centaine de bovins, ils complètent leurs ressources par une production agricole. Toutefois, le comportement actuel des Toukanko'en ne se réduit pas seulement à l'origine lointaine des ***suudu***. Par exemple, les Yoranganko'en de Santa et des monts Bambouto, dont les ancêtres étaient pourtant des agro-éleveurs, possèdent de grands troupeaux et ne cultivent pas. Bien que leur conversion au pastoralisme ne soit peut-être pas plus ancienne que celle des Domolanko'en, leur attachement au bétail apparaît plus fort.

Une composition lignagère complexe ressurgit dans les attitudes actuelles des Toukanko'en face au bétail. Mais une histoire pastorale plus ou moins brillante explique également des différences de comportement.

76. Ce sont les BiBBe Boojorel, descendants d'un ancêtre surnommé *« le petit »* (***boojorel*** = ***pamarel***). D'après les notes de Du BOULAY relatives aux "clans" mbororo des plateaux, Bodjoranko'en, Bayanko'en et Djammanko'en ne sont pas, à proprement parler, de vrais Toukanko'en. Ils auraient fusionné avec le gros du lignage par alliances matrimoniales. Alors qu'autrefois, ils étaient peu importants, ce sont eux qui, par un renversement de situation, sont maintenant les plus influents des Toukanko'en du Bamenda. Mais les descendants de ces branches rapportées répugnent à éclaircir un passé peu prestigieux.

Le maintien d'une petite polygamie. L'intérêt exclusif pour l'élevage ou l'engagement dans une activité agricole complémentaire est souvent en relation avec la taille des familles.

Sur un lot de 530 ménages toukanko'en, 26 % entreprennent des cultures. Mais le pourcentage varie de 24,8 % pour les monogames à 27,4 % des ménages à 2 épouses et à 30 % de ceux qui en ont 3. L'ouverture d'un champ devient un peu plus fréquente, à mesure que la polygamie s'élargit.

La démographie des Toukanko'en s'écarte de celle des lignages historiques. Leur taux de polygamie n'est que de 1,34, plus de 70 % des ménages restant monogames. Cette forte proportion de monogamie suggère que l'équilibre entre les ressources procurées par le cheptel et les besoins familiaux risque moins d'être compromis que chez les Gosi'en. Le plus souvent, l'ouverture d'un champ ne répond pas à un impératif de survie des familles. C'est simplement un complément de ressources, solution adoptée ou non selon l'âge du chef de famille.

La bonne situation démographique des Toukanko'en, du point de vue de l'économie pastorale, ressort également de la taille des familles. Pour un échantillon de 2.900 personnes composant un peu plus de 530 ménages, la moyenne est de 5,4 personnes. Elle est comparable à celle de tous les Djafoun. Mais la distribution de la population du lignage, selon la taille des ménages, s'en écarte. Le profil "bombé" de l'ensemble des Djafoun est axé sur une fréquence maximum de ménages à 6 et 7 personnes (fig.176). Chez les Toukanko'en, les petits ménages à 2 personnes seulement sont les plus fréquents. Ensuite, la courbe décroît, à mesure que les familles atteignent une plus grande taille. Les trois-quarts des ménages ne comptent que 2 à 7 personnes.

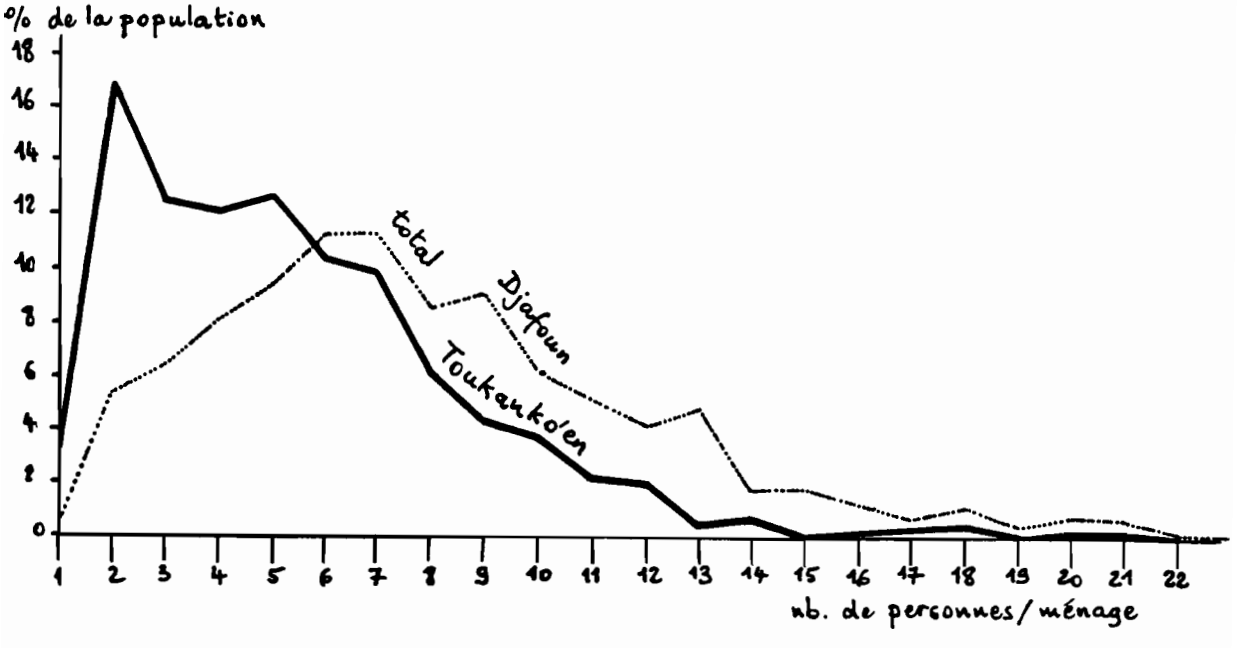


Fig. 176 : ***Distribution des Toukanko'en selon la taille des ménages***

Une majorité de petites unités familiales est originale. Elle pourrait signifier que les Toukanko'en ne réussissent pas à capitaliser du bétail, moyen d'accéder à une grande polygamie. Pourtant, ils ont la réputation, auprès des autres Mbororo des Grassfields, d'être plutôt riches. La possession d'un cheptel important ne se traduirait pas, chez eux, par un élargissement de polygamie. Pourquoi restent-ils à l'écart de l'évolution illustrée par les Rahadji et les Gosi'en ? Leur enrichissement est-il survenu plus tard que celui des lignages historiques, l'altération démographique étant simplement retardée ?

La corrélation entre la richesse en bétail et la formation de grandes familles implique presque toujours un troisième terme : la sédentarisation. L'originalité démographique des Toukanko'en ne provient-elle pas, dès lors, d'une plus grande fidélité à la mobilité ? L'instabilité préserverait une petite polygamie, maintenue alors même que la richesse en bétail permettrait d'envisager de nouvelles alliances matrimoniales.

L'hypothèse est séduisante mais les modalités d'insertion des membres du lignage sur les hauts plateaux l'infirment largement. Le rassemblement des Toukanko'en en quelques secteurs bien contrôlés et peuplés de manière homogène, le souci de préserver leur emprise sur ces pâturages, tout cela manifeste un comportement d'éleveurs largement sédentarisés.

Dès lors, la petite polygamie des Toukanko'en reste une énigme. Elle contredit l'évolution démographique générale des Djafoun aux Grassfields. De ce point de vue, les Toukanko'en continuent de se comporter comme des pasteurs, insensibles au modèle des éleveurs sédentaires. Le caractère conservateur de leur démographie va peut-être de pair avec la cohésion des membres du lignage. Cet esprit de corps est d'autant plus étonnant que le lignage est composé d'éléments hétérogènes.

Important par ses effectifs, le lignage des Toukanko'en l'est également par une assise géographique longtemps privilégiée et par un poids politique conquis de haute lutte contre les Gosi'en. A présent, les Toukanko'en constituent le noyau dur des Djafoun aux Grassfields. Ils occupent les plus beaux pâturages d'altitude et ils y sont fortement attachés. Par leur ouverture à l'innovation, tout en maintenant les intérêts pastoraux, ils joueront un rôle éminent dans l'avenir pastoral de la région.

Les Madjanko'en -"Maajanko'en"- (fig. 177)

Dès 1943, les Madjanko'en comptaient 183 familles, ce qui en faisait l'un des lignages les plus importants au Bamenda. Avec près de 450 familles en 1975, dans l'Ouest-Cameroun, ils représentent, en nombre, le second lignage djafoun.

Pourtant, ils ne détiennent pas une position aussi forte que les Toukanko'en. Dans les premières années cinquante, les 6 ***arDo*** du lignage n'étaient responsables que de 13.000 bovins au Bamenda. En 1975, le lignage compte 8 chefs qui gèrent un cheptel de 18.000 têtes. Avec le Bamoun et Galim, les effectifs contrôlés par le lignage atteignent 23.000 bovins, ce qui est relativement peu, par rapport aux 44.000 têtes qui relèvent des Toukanko'en. Du point de vue de l'encadrement des Mbororo et des effectifs de cheptel, les Madjanko'en ne jouent pas un rôle de premier plan.

Le prestige pastoral se mesure par l'accès aux prairies de hauts plateaux et par le rassemblement des membres du lignage sur des pâturages contigus. Or, les Madjanko'en sont peu nombreux à haute altitude et relativement dispersés. Leur faible cohésion dénote un rang inférieur aux lignages précédents.

L'éparpillement du pouvoir. Alors que les autres grands lignages djafoun se localisent sur les ***caBBal***, ce n'est pas le cas des Madjanko'en. Seules, quelques dizaines de familles occupent l'ouest des hauts plateaux Nso et les pentes des monts Bambouto. Certes, des membres du lignage se sont insinués à haute altitude, mais en faible nombre. La dispersion lignagère contraste avec la concentration géographique des Toukanko'en ; elle implique un autre type de rapports avec l'espace.

Cette localisation va de pair avec des liens moins serrés entre membres du lignage. La solidarité se restreint au niveau des familles. Les mariages ne concrétisent plus des alliances qui s'étendent à l'ensemble du lignage.

Autrefois, un ***arDo*** détenait pourtant un leadership sur tous les Madjanko'en du Bamenda. Mais son autorité n'a jamais été que morale et assez symbolique. A présent, chaque patriarche familial ambitionne de devenir autonome, en étant nommé l'***arDo*** d'un petit ensemble de familles.

Cet individualisme est d'autant plus étonnant qu'au début du siècle, les Madjanko'en s'étaient regroupés autour d'un chef prestigieux qui représentait tous les Mbororo de Yola auprès du ***laamiiDo*** des Foulbé. L'accès d'un membre illustre du lignage à cette responsabilité et la fréquentation des chefs foulbé n'ont pas suffi pour conférer une organisation politique structurée aux Madjanko'en.

Les minces pouvoirs dont disposent, aujourd'hui, leurs ***arDo*** sont caractéristiques du relâchement général de l'encadrement politique des Mbororo. A mesure que les chefs deviennent plus nombreux, les pouvoirs s'émiettent et s'affaiblissent.

Le titre d'***arDo*** n'entérine plus un pouvoir issu d'une légitimité héritée ou d'un grand prestige. Il est attribué aux candidats les plus riches, aux plus offrants. Dès qu'ils accèdent à la richesse par le bétail, les Djafoun aspirent à jouer un rôle politique. Par la possibilité de contrôler des pâturages, ils acquièrent plus de chance de maintenir la prospérité de leurs propres troupeaux. Le titre assure une renommée qui couronne la réussite pastorale.

Le pouvoir, ***laamu***, devient accessible à tout Mbororo, dès lors qu'il a réussi dans l'élevage. C'est une consécration à laquelle chacun estime qu'il peut aspirer, surtout au sein de lignages peu organisés comme les Madjanko'en.

Contrairement aux Français, l'administration anglaise a encouragé les tendances individualistes des Mbororo et leur refus d'accréditer tout pouvoir fort. Très vite, les Anglais ont brisé l'unification politique autour des Gosi'en et reconnu l'autonomie de chaque grand lignage. Surtout, ils n'ont pas admis que les Mbororo s'administrent par eux-mêmes, en dehors des chefferies villageoises. Dès lors, les administrations locales et, derrière elles, les ***fon***, ont exploité la quête du pouvoir et des honneurs par les Djafoun, en multipliant le nombre des ***arDo***. ***ArnaaBe cankiti laamu ; arnaaDo fuu yiDi waDa arDo haa lesdi maako :*** *« ce sont les chefs villageois qui ont éparpillé le pouvoir ; chaque chef villageois veut nommer un ardo dans son territoire. »*

Le responsable mbororo ne détient plus seulement son pouvoir de la société dont il est issu ; il est surtout soumis au bon vouloir des chefs locaux. La charge devient un office monnayable. Peu importent les aptitudes personnelles du candidat aux affaires publiques, pourvu qu'il soit riche et prêt à payer. Les ***arDo*** des lignages historiques, nommés autrefois par l'administration coloniale, contestent la représentativité des nouveaux et se plaignent de la déviation de leur fonction. ***Warti laamu Don bana luumo maapindiiwo ; sey soodugo :*** *« le pouvoir est devenu comme un énorme marché ; il faut l'acheter. »*

L'inféodation des Mbororo aux chefferies locales conduit à un éclatement politique de la société pastorale. Mais le ressort de cette évolution ne réside-t-il pas finalement du côté des Mbororo eux-mêmes ? L'inflation des ***arDo*** réussit seulement lorsqu'elle rencontre un écho favorable chez les éleveurs. C'est encore peu le cas chez les Toukanko'en, lignage doté d'une grande cohésion. Au contraire, les ambitions personnelles se donnent libre cours chez les Madjanko'en.

Une localisation à la périphérie des hauts plateaux. Ayant peu accès aux ***caBBal***, les Madjanko'en se sont établis à leur bordure ou sur les plateaux intermédiaires. Avec les Ouranko'en, ils ont investi les plateaux Meta, à peine moins élevés que les hauts plateaux volcaniques mais peuplés plus tardivement par les Mbororo.

Le rôle pastoral des plateaux Meta n'a fait que s'accentuer au cours des dernières décennies. Des Madjanko'en continuent de s'y diriger, malgré des charges déjà élevées (50 bovins/km2). Ils bénéficient de l'accueil de 8 ***arDo*** du lignage, sans compter un autre installé, au nord, sur les hauteurs isolées d'Akwaya. De ces ***arDo*** relèvent déjà 120 familles madjanko'en, soit une quinzaine par commandement ; l'encadrement politique est plus fragmenté que chez les Toukanko'en. De fait, aucun de ces ***arDo*** ne bénéficie de la richesse ni du prestige de ceux de Kom ou de Binka.

La dispersion des Madjanko'en n'est pas aléatoire. Leurs sites d'hivernage s'alignent souvent sur des lignes de contact entre des milieux différents. Ainsi, la mise à profit d'un contact géographique est-elle remarquable autour de la plaine de Ndop.

Sur trois côtés de cette plaine s'alignent au moins 150 familles du lignage. Leurs campements ponctuent les pentes des hauts plateaux et des massifs qui encadrent la plaine. Le contact brutal entre deux unités de relief entraîne la juxtaposition de deux types très différents de pâturages. Les Madjanko'en apprécient de telles complémentarités de milieux.

Leurs campements jalonnent le pourtour de la plaine, sauf au nord où la concurrence des Gosi'en de Babanki Tungo et de Ndawara ne permet pas de placer des troupeaux sur les hauteurs. Ailleurs, notamment du côté bamoun, les Madjanko'en sont les plus nombreux. Les campements s'échelonnent des hautes pentes aux piémonts. Les pâturages exploités, d'une saison à l'autre, s'étagent encore davantage en altitude que ne le suggèrent les sites des campements. Les troupeaux montent à plus de 2.000 mètres en hivernage puis descendent vers la plaine, à 1.150 mètres, à mesure que les pluies se raréfient.

L'encadrement semble bien assuré par 9 ***arDo*** du lignage. Au Bamoun, certains ne rassemblent pourtant autour d'eux que quelques familles. L'éparpillement des pouvoirs est aussi prononcé qu'à Meta. N'est-ce pas une particularité du lignage ? Sans doute, mais il tient également au partage politique de la plaine entre plusieurs commandements autochtones : groupements bamoun, chefferies bamiléké et surtout, les 9 chefferies de Ndop. Chaque unité politique locale comprend au moins un ***arDo*** pour représenter les Mbororo. L'émiettement de l'encadrement des éleveurs reflète celui de chefferies locales qui ont réussi à sauvegarder leur autonomie face au grand voisin bamoun. Le pouvoir dans la société pastorale se moule sur le cadre politique local.

Cependant, les relations entre Mbororo ne se limitent pas au cercle, souvent restreint, des dépendants de chaque ***arDo***. La présence de nombreux Madjanko'en autour de la plaine permet de se déplacer sans difficulté "en face". Les membres de plusieurs familles s'éparpillent, d'un piémont à l'autre. Après la transhumance au centre de la plaine, il n'est pas difficile de changer de site d'hivernage et de se rendre de l'autre côté.

Des éléments du lignage ont mis à profit une autre ligne de contact, au nord, entre les hauts plateaux et les reliefs intermédiaires de Konene et de Lassin.

Une soixantaine de familles se sont installées au pied des abrupts volcaniques. Les Madjankjo'en furent les premiers Djafoun à s'aventurer, en saison des pluies, à moins de 1.500 mètres.

Contrairement à ceux de la plaine de Ndop et des plateaux Meta, les Madjanko'en de Konene ne sont pas autonomes. Leur installation en contrebas des hauts plateaux fut vite imitée et encadrée par les lignages puissants d'en haut : Toukanko'en et Gosi'en. Il en résulte, pour les membres du lignage, une incertitude quant à l'avenir de leur installation. Au fur et à mesure que les pâturages seront davantage chargés, les lignages dominants ne tenteront-ils pas de les écarter ?

Les Madjanko'en n'ont accès à des pâturages de hauts plateaux qu'à deux endroits : à Bantem, sur les plateaux Nso et à l'est des monts Bambouto. Mais ils prêtent encore allégeance à d'autres lignages.

Pour cette raison, leurs effectifs n'excèdent pas quelques dizaines de familles qui paraissent instables. Allées et venues se succèdent avec les secteurs précédents, où les Madjanko'en se sentent davantage "chez eux". Aussi bien à Bantem qu'à Babadjou, les charges sont élevées (plus de 50 bovins/km2). L'entassement des troupeaux sur des pâturages réduits semble mal accepté.

Quelques éléments du lignage se dispersent entre des secteurs isolés, notamment au Bamiléké : hauteurs de Bana et de Fokwé, par exemple. Ils se tiennent sur des sommets étroits qui dominent le plateau saturé de cultures : une situation inconfortable pour des pasteurs...

Un lignage en marge. Contrairement aux lignages précédents, les Madjanko'en ne disposent pas d'assises spatiales assurées. Ils sont toujours attirés par des potentialités pastorales inutilisées ou négligées par les autres. Ces initiatives les ont éparpillés entre des secteurs éloignés. Malgré un rôle décisif dans l'ouverture de nouveaux pâturages, ils ne réussissent pas à les préserver de la mainmise d'autres lignages. Ils semblent plus efficaces dans le repérage et la prospection des pâturages que dans leur défense et appropriation. Ces aptitudes et faiblesses se comprennent par l'histoire du lignage.

Une autre histoire. Le pouvoir sur les Mbororo des hauts plateaux renvoie à l'histoire des migrations vers les Grassfields.

Les Madjanko'en furent peu nombreux à séjourner à l'ouest de l'Adamaoua, à la fin du 19e et au début de ce siècle. Or, des Djafoun s'y dotèrent d'un encadrement politique, au cours d'une longue phase de stabilisation, au contact et dans l'orbite des Foulbé. Quelques familles se mirent en avant au nom de la masse des nomades ; elles prirent l'habitude d'exercer des fonctions de commandement. Tel lignage contesta, plus tard, la légitimité revendiquée par les Gosi'en mais, du moins, une organisation politique de la société mbororo s'était amorcée.

Des Madjanko'en ont joué un rôle important dans l'émergence de pouvoirs au sein de la société mbororo, mais dans l'orbite de Yola. Or, la légitimité politique revendiquée par les Djafoun des Grassfields a toujours été acquise en Adamaoua, soit à Tibati, soit à Banyo. Les Madjanko'en ne pouvaient aspirer à un grand rôle auprès des Mbororo du Bamenda. Leur arrivée fut un peu plus tardive sur les plateaux et ils parvinrent sans beaucoup de bétail (77).

Lorsque plusieurs ***arDo*** se partagèrent, par portions de plateaux, les attributions autrefois exercées par Ardo Sawga, la charge échut à un Madjanko à l'ouest de Nso. Mais il ne réussit à détenir sa charge qu'une seule année. Des Gosi'en confisquèrent rapidement le commandement des Mbororo. Le même phénomène se reproduisit quelques années plus tard à Bali : un ***arDo*** du lignage fut évincé, après quelques années de commandement.

77. Les Madjanko'en souffrirent, au cours des années quarante, du même statut déconsidéré de "nouveaux venus", au nord-ouest centrafricain, par rapport à des Djafoun déjà en place : Faranko'en et Dabanko'en.

Les Madjanko'en n'ont jamais réussi à contrôler longtemps un vaste secteur de ***caBBal***. Destitués à plusieurs reprises, ils se sont reportés vers les plateaux Meta qui, autrefois, n'attiraient pas les grands lignages.

Des pâturages dédaignés. Le long désintérêt des Mbororo pour de hauts plateaux, pourtant largement herbeux, tient à plusieurs raisons.

Fig. 177

CAMEROUN

Localisation des Madjanko'en, Ouranko'en et petits lignages voisins en 1975

	UNE FAMILLE	UN "ARDO"
Madjanko'en	◆	◆
Ouranko'en	◆	◆
Djaromanko'en	▭	▭
Ba'en	◪	◪
Mbewe'en	◧	◧

→ migration récente

LEGENDE TOPOGRAPHIQUE

- Capitale de province
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chefferie importante ou grand secteur d'élevage — MBIAME
- Ethnie — PINYIN
- Hauts plateaux

CARTE DE SITUATION

ESSU
KIMBI RESERVE
AKWETO
NKAMBE
BINKA
M BINKA
MAMBILA
KAKA
AGHEM
WUM
Nyos lake
Benakuma lake
KONENE
LASSIN
NDU
DJI GADJERE
TAKIJA
BANTEM
KISHONG
MBAW PLAIN
TCHABBEL
KOM
Fundong
M OKU
Oku lake
DZENG
KUMBO
MBIAME
NSO
PLAINE TIKAR
NGWO
BAFUT
MFONTA
NDAWARA
BABUNGO
Lahore
Jakiri
META
MBENGWI
NGIE
BAMBILI
SABGA
BAMESSING
Ndop
BAMENDA
M MBAM
BALIKUMBAT
BAMBULUWE
Batibo
PINYIN
SANTA
PLAINE DE NDOP
ASHONG
BAMENYAM
BAGAM
Galim
BAMENDJING
M NKOGAM
FOUMBAN
DIDANGO
BABADJOU
MBOUDA
M BAMBOUTO
BAMILEKE
Batchava
BAMOUN
M MBAPIT
Foumbot
BAFOUSSAM
Mbam riv.
Nun riv.
Noun riv.
Kimbi riv.
Katsina riv.
Donga riv.
Meticham riv.
Benue riv.
Ndop
Bali
Oku lake
Lahore
ancienne frontière entre les deux Cameroun
1000
1500
10°00
10°20
10°40
11°00
6°40
6°20
6°00
5°40
0 10 20km

Les plateaux Meta, centre actuel des Madjanko'en, ne disposent pas de source natronée. Les premiers Mbororo n'y séjournaient qu'une ou deux saisons des pluies, puis se repliaient aux environs du ***lahore*** de Babanki Tungo. C'était encore le cas de Madjanko'en au cours des années trente, malgré l'interdiction des Gosi'en de s'installer près du ***lahore***.

Les Meta occupent moins densément leurs plateaux que les villageois des hauts plateaux volcaniques. Un avantage en termes de disponibilités de pâturages se retourne en contrainte quant au ravitaillement des éleveurs. Les Meta, plus pauvres que les autres villageois, ne disposent guère de surplus vivriers. Dans leurs vallées humides, le maïs devient une culture secondaire ; le macabo, la banane plantain fournissent l'essentiel de l'alimentation. A leur arrivée, les premiers Mbororo eurent des difficultés pour se ravitailler en céréales qu'ils avaient, jusque-là, l'habitude de consommer. Enfin, les Meta et les Ngie attaquaient les animaux ou les volaient.

Les Madjanko'en surmontèrent ces difficultés lorsqu'un commerce du sel marin s'organisa, à tête d'homme, évitant la cure natronée aux ***lahore*** de Babanki ou de Mfosset. A la fin des années trente, des Madjanko'en s'installèrent sur les hauteurs vides de bétail. Ils s'approvisionnaient de temps à autre en sel marin qui commençait à parvenir au marché de Bamenda. Pour le transport, ils engageaient des villageois qui portaient de grands sacs sur la tête jusqu'en haut des pâturages (78). Une fois la liaison routière entre Bamenda et Mamfe achevée, le sel devint disponible en plus grandes quantités au marché de Bali et, plus tard, à celui de Ba-Meta, au pied même des plateaux. Grâce à la possibilité de se procurer de plus en plus aisément du sel, les Mbororo apprécièrent ces plateaux. Les Madjanko'en, sans cesse en quête de nouveaux pâturages, affluèrent.

Pour comprendre leur installation autour de la plaine de Ndop, il faut remonter plus loin dans leur passé. Ils séjournèrent durant plusieurs décennies, à la fin du 19e siècle, aux environs de Yola. Ils transhumaient alors dans les pâturages à "bourgou" des plaines de la Bénoué. De là, leur migration fut relativement rapide vers le Mambila puis le Bamenda. En abordant la plaine de Ndop, ils retrouvèrent un milieu comparable à celui qu'ils venaient de quitter ; ils reprirent la technique pastorale dont ils avaient l'habitude et furent les premiers à mettre en valeur les pâturages "mouillés" de Ndop.

Les autres lignages, en particulier les Gosi'en, ne parcouraient que les piémonts et les interfluves secs de la plaine (79). Ces Mbororo n'osaient pas engager leurs troupeaux dans les herbes à peine découvertes par les eaux. Au contraire, les Madjanko'en avaient coutume d'exploiter des plaines inondables, à la décrue. Dès lors, beaucoup d'entre eux gravitèrent autour de la plaine, en changeant de sites d'hivernage mais en restant fidèles aux mêmes pâturages de saison sèche (80). En saison des pluies, ils s'installaient au plus près, afin de descendre rapidement vers les pâturages mouillés. Plus tard, les autres Djafoun imitèrent progressivement les Madjanko'en, en introduisant leurs troupeaux dans les pâturages de décrue, si particuliers, de Ndop.

Aussi bien à Meta qu'à Ndop, les Madjanko'en ont joué un rôle pastoral pionnier, aptitude que les autres lignages semblent avoir perdue, après leur installation aux Grassfields.

Des Djafoun encore mobiles. L'ancrage des Madjanko'en à des pâturages jusque-là délaissés atteste un sens de l'initiative pastorale. Le lignage l'a manifestée à maintes occasions, avec toujours le souci de préserver son activité, centrée sur le bétail.

78. Etant donné le relatif sous-emploi des hommes au Bamenda, le recrutement de porteurs ne soulevait pas les mêmes difficultés qu'en régions faiblement peuplées, par exemple en Adamaoua. Les rapports des administrateurs anglais reconnaissent la qualité et la fidélité des porteurs villageois : « I had acquired a hearty respect for Bamenda carriers » (BRAYNE-BAKER, J. 1976, p. 79).

79. BOUTRAIS (J.), 1978, p. 136.

80. La figure 36 (p. 145) de "Deux études..." le démontre, en décomposant les migrations d'un membre du lignage entre ses va-et-vient de transhumance vers le centre de la plaine.

Elle fut gravement compromise à la fin du 19e siècle, dans la région de Yola, lorsqu'une épizootie de peste bovine anéantit le cheptel. Les Madjanko'en remplacèrent alors leurs zébus blancs par des zébus rouges (81). La reconstitution des troupeaux fut à nouveau menacée par une autre flambée de peste bovine en 1918. Cette fois, le lignage se dispersa, la plupart de ses membres fuyant vers le sud, au Mambila puis aux Grassfields.

81. DOGNIN (R.), (1981, "L'installation des Djafoun dans l'Adamaoua camerounais", p. 142) situe ce changement de race bovine dans la région de Yola. Il l'attribue à tous les Djafoun qui viennent de se déplacer du Bauchi. La mutation de bétail est souvent confirmée à propos des Madjanko'en et d'une partie des Ouranko'en. Pour les autres lignages, le changement de race n'est-il pas plus ancien ?

A leur arrivée à l'Ouest-Cameroun, les Madjanko'en possédaient peu de bétail, par rapport aux lignages venus de l'Adamaoua, déjà bien pourvus. De là, probablement, une quête incessante de nouveaux pâturages où les troupeaux ont des chances de prospérer. Les Madjanko'en furent souvent les premiers à prospecter les secteurs isolés du Bamenda, notamment des crêtes montagneuses qui prolongent les plateaux, au-dessus de la forêt dense. Ainsi, celles qui relient Meta à Akwaya, jusqu'à la frontière du Nigeria. Ils sont encore les seuls à occuper ces prairies escarpées, entourées de forêts, à l'écart des autres Mbororo.

A ce comportement pionnier s'ajoutent d'autres particularités qui vont dans le même sens. La dispersion entre des pâturages distants de plusieurs dizaines de kilomètres n'affecte pas seulement les familles pauvres, comme chez les autres lignages. Pour les Madjanko'en, la découverte de bons pâturages prime les rassemblements familiaux.

L'éparpillement des familles entre plusieurs unités de pâturages entraîne, comme corollaire, des déplacements fréquents. Dans un nouveau secteur, les Madjanko'en disposent, presque toujours, d'un parent pour leur allouer un endroit.

Ils ne "circulent" pas seulement d'un côté à l'autre de la plaine de Ndop. Ils vont et viennent également entre les plateaux Meta, les monts Bambouto et l'ouest de Nso. Leurs mouvements débordent le Bamenda vers des pâturages éloignés au Bamiléké (Fokwé) ou des isolats pastoraux encore plus au sud (monts Manengouba).

Il en résulte des échanges continuels et un brassage à l'intérieur du lignage. Par cette instabilité, les Madjanko'en diffèrent des lignages précédents, figés dans leurs secteurs respectifs.

Cette disponibilité à l'espace n'est pas sans rapport avec une démographie caractéristique d'éleveurs "de brousse". La polygamie des Madjanko'en reste limitée, avec un indice de 1,35 et 70 % de ménages monogames. Pour une population de 2.090 Madjanko'en, la taille moyenne des ménages est de 5,4 personnes.

La prédominance des familles de petite taille est un peu moins accusée que chez les Toukanko'en (fig. 178). Les ménages les plus fréquents comptent 6 personnes. Au-delà de 7 personnes, les Madjanko'en deviennent moins représentés que l'ensemble des Djafoun. La fréquence de familles de taille moyenne et petite ne va-t-elle pas de pair avec une mobilité plus grande que la majorité des Djafoun ? Il est vraisemblable qu'elle est également en rapport avec un cheptel relativement modeste par famille, ce qui freine l'élargissement de la polygamie, même en cas de sédentarisation.

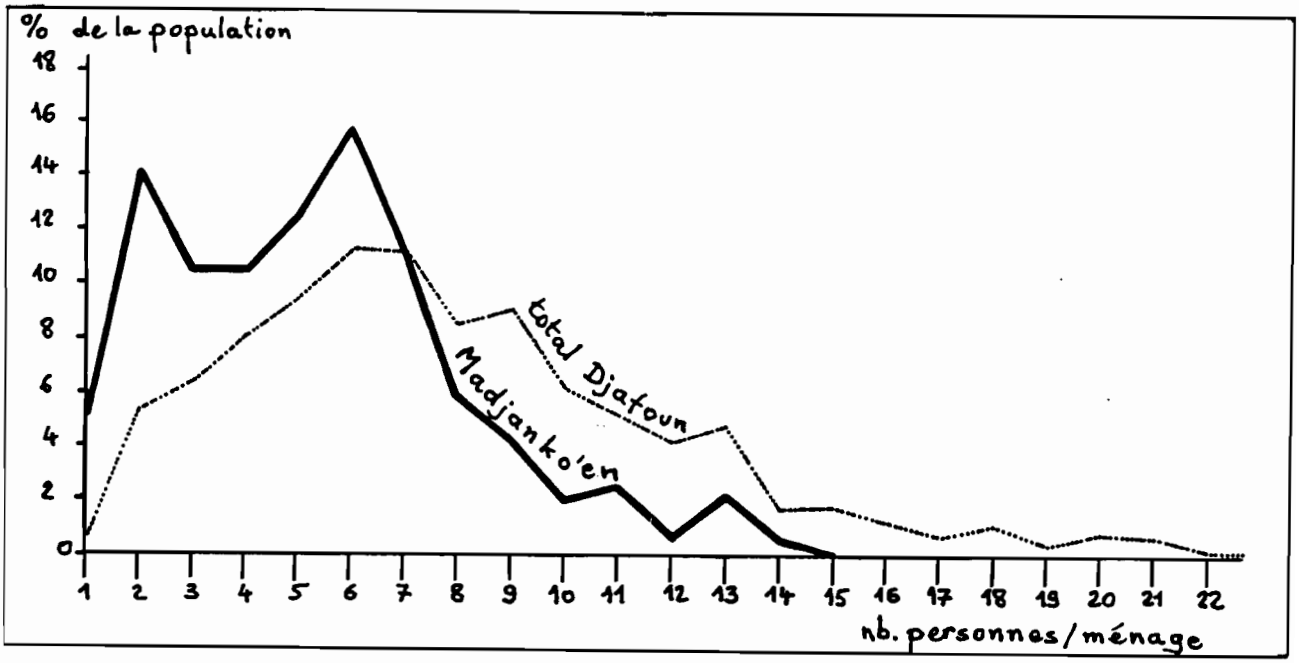


Fig. 178 : *Distribution des Madjanko'en selon la taille des ménages*

Les activités agricoles des Madjanko'en sont réduites : sur un lot de 370 familles, seules 50 (soit 13 %) ont ouvert des champs. Autant que le faible nombre (seulement 115) des polygames permette d'en juger, leur engagement agricole n'est pas plus fréquent que celui des monogames.

L'activité agricole des Madjanko'en varie sensiblement selon les secteurs. Presque nulle à Meta, elle est devenue plus habituelle autour de la plaine de Ndop et surtout au Bamoun où des éleveurs n'hésitent pas à se lancer dans de petites plantations caféières. En 1975, cette culture arbustive semble bien convenir aux Mbororo, mais elle leur est interdite au Bamenda.

Un engagement agricole réduit, une quête des meilleurs pâturages, quitte à entraîner une dispersion des unités familiales, l'émiettement du pouvoir entre de multiples *ardo* sans grande autorité, une prédominance de la monogamie, tous ces traits caractérisent une population très attachée à l'élevage et marquée par l'individualisme qui l'accompagne fréquemment.

Ce lignage, si difficile à saisir par rapport aux précédents, présente les caractères les plus proches des vrais pasteurs. Les Toukanko'en et les Gosi'en s'opposent certes, mais en évoluant parallèlement vers un même type de société, organisée selon le modèle foulbé. Le comportement des Madjanko'en est resté plus souple, plus imprégné des valeurs pastorales anciennes. Pour le bétail, ils sont encore prêts à tous les sacrifices : s'éloigner, s'isoler en brousse, braver des dangers. C'est seulement une fois la richesse acquise, en solitaire, que le Madjanko nourrit des ambitions

sociales et politiques. Ces stratégies individuelles confèrent au lignage une singulière capacité d'expansion spatiale. Mais les réussites restent individuelles. Elles ne forgent pas une position lignagère dominante.

Les Ouranko'en -"Huranko'en"- (fig. 177)

Lignage important, les Madjanko'en ne détiennent pourtant pas une primauté comparable à celle des Toukanko'en. Quant aux Ouranko'en, ils se situent déjà à la charnière entre lignages majeurs et secondaires. Cette appréciation se fonde à la fois sur un poids politique moindre et sur la localisation du lignage.

Faiblesse politique. Au début des années cinquante, les administrateurs considéraient ce lignage « quite an important one in point of size » (82). Avec une centaine de familles, les Ouranko'en étaient parmi les plus nombreux Djafoun du Bamenda. Mais l'observation inclut une nuance restrictive à l'égard, sans doute, d'un rôle politique déjà restreint. En 1975, ils comptent presque 270 familles, ce qui en fait le troisième lignage djafoun. Son absence au Bamoun renforce d'autant son importance relative au Bamenda. Mais il n'assure pas, quant à l'encadrement des Mbororo, des responsabilités à la mesure de sa taille.

82. BOULAY (R. du), 1953.

En 1953, 3 *arDo* contrôlaient un cheptel de 10.850 bovins (82). Vingt ans plus tard, les 7 *arDo* du lignage gèrent 16.600 têtes. Un processus équivalent à celui vécu par les Madjanko'en s'est produit entre-temps : des nominations de nouveaux chefs, sans qu'elles soient toujours justifiées par une nette progression du cheptel dont ils perçoivent l'impôt. Les pâturages contrôlés par les Ouranko'en ne correspondent pas toujours à ceux dont ils avaient la charge dans les années cinquante. Sauf sur les plateaux Meta, l'assise spatiale du lignage a changé en deux décennies.

Un rôle moindre dans l'encadrement des Djafoun s'explique par le passé du lignage, notamment lors de la période antérieure à l'arrivée aux Grassfields. Quelques-uns se sont déplacés en compagnie des Gosi'en, mais la plupart des Ouranko'en les ont rejoints plus tard, après avoir accompli un vaste périple à travers l'Adamaoua. Eléments d'une seconde vague migratoire de Djafoun, ils n'ont pas séjourné longtemps à l'ouest de l'Adamaoua, dans l'orbite des Gosi'en.

De par son passé, le lignage ne pouvait prétendre à une position de premier plan aux Grassfields. Cependant, des Ouranko'en occupent quelques bons pâturages, gérés par des *arDo* qui sont des frères (Meta) ou même, un père et son fils (Konene). Localement, le lignage est solidement implanté. Certains *arDo*, par le nombre d'éleveurs apparentés qui se groupent dans leur mouvance et par les effectifs de cheptel (près de 2.500 têtes pour une grande famille), jouissent d'un prestige équivalent aux chefs toukanko'en. Mais ces personnalités sortent de la moyenne. Beaucoup d'autres Ouranko'en ne sont pas autonomes. La situation des membres du lignage n'est pas toujours bien assurée.

Une localisation marginale. La localisation des Ouranko'en présente des analogies avec celle des Madjanko'en. D'ailleurs, les membres des deux lignages coexistent souvent. C'est le cas au nord des plateaux Meta où 90 familles ouranko'en se rassemblent. Tout en étant moins nombreux que les Madjanko'en, des Ouranko'en contrôlent une grande partie de ces plateaux. Le même voisinage, mais plus lâche, se répète sur les plateaux de Konene.

Comme les Madjanko'en, les Ouranko'en n'ont pratiquement pas accès sur les hauts plateaux volcaniques. Seules quelques familles se maintiennent, encore en compagnie de Madjanko'en, à Bantem.

> Le voisinage des deux lignages ne date pas d'aujourd'hui. Au siècle dernier, des familles vivaient déjà ensemble à Jafun, près de Kano. Par mariages, des liens se nouèrent. Les deux lignages se trouvèrent encore ensemble dans la vallée de la Bénoué, aux environs de Yola, à la fin du 19e siècle. La migration vers le sud les fit, une nouvelle fois, se rencontrer aux Grassfields où ils occupèrent des pâturages communs. Leur localisation actuelle reflète les liens établis dans le passé (83).

83. Les circonstances de l'arrivée des premiers Madjanko'en aux Grassfields illustrent ces liens. Des Ouranko'en les avaient précédés, mais ils continuaient à rendre des visites à des parents restés au nord de la Bénoué. En cours de trajet, ils s'arrêtent à Kiri, chez les Madjanko'en qui les accueillent. Ils les informent alors des Grassfields où ils séjournent avec les Gosi'en. A leur retour du nord, les Madjanko'en les font accompagner par l'un des leurs, délégué pour se rendre compte des nouveaux paturages. Son avis favorable décide du départ de nombreux Madjanko'en vers les plateaux.

Toutefois, les similitudes avec les Madjanko'en s'arrêtent là. Les Ouranko'en n'ont pas participé à la mise en valeur de la plaine de Ndop et ils sont absents de ses abords, de même que du Bamoun. Leurs pâturages habituels se limitent à Meta et au nord du Bamenda. Rien de comparable au caractère pionnier des Madjanko'en partis, en tous sens, mettre en valeur des pâturages isolés. La dispersion des Ouranko'en, encore qu'elle soit peu marquée, provient de l'éclatement d'anciens noyaux de peuplement, par exemple à Mfonta, par suite de la création d'un ranch, ou à Bantem-Takija sur les plateaux Nso.

Quelques Ouranko'en sur les plateaux Kaka complètent le tableau du lignage. Il n'occupe donc qu'une faible portion des plateaux de l'Ouest-Cameroun. Peu représentés ou absents des hauts plateaux, les Ouranko'en se sont implantés de préférence à des altitudes intermédiaires. Cette position illustre leur situation dans la hiérarchie des lignages. A plusieurs reprises, les Ouranko'en ont perdu le contrôle de hauts plateaux où ils s'étaient fixés et rassemblés.

> Qu'il s'agisse de Bali, de Bamessing près de Ndop ou de Takija au nord de Kumbo, ils ont complètement abandonné ces pâturages au profit de lignages rivaux. A Bamessing, 3 *arDo* du lignage se sont succédés en bordure des hauts plateaux ; à présent, il n'y reste plus aucun Ouranko. Les descendants des deux derniers *arDo* ne possèdent presque plus de bétail. Les uns se sont déplacés près de Bamenda ; ils en sont réduits à s'adonner à des cultures maraîchères dont ils vendent les produits à la coopérative de Bamenda. A Takija, des Gosi'en ont imposé leur *arDo* aux Ouranko'en qui, pour la plupart, ont préféré s'exiler vers les plateaux Meta.

Exclus des hauts plateaux volcaniques, les Ouranko'en, tout comme les Madjanko'en, se sont reportés vers les reliefs inférieurs et les plateaux granitiques, autrefois moins prisés. Le faible prestige du lignage ne date pas d'aujourd'hui ; il était déjà sensible parmi les Mbororo de l'Adamaoua, au début du siècle.

Contrairement aux Madjanko'en, les Ouranko'en n'ont pas permuté de race bovine au cours de leur séjour près de Yola. Une fois parvenus en Adamaoua, ils possédaient encore une majorité de zébus blancs *mbororooji*. Des Ouranko'en, âgés d'une cinquantaine d'années, témoignent n'avoir trouvé que cette race aux mains de leurs parents.

En quelques décennies, ce type de bétail a presque disparu du lignage. Pourtant, il n'était pas méprisé des autres Djafoun, à l'instar de la petite race blanche des Akou. Dès lors, pour quelle raison les Ouranko'en ont-ils abandonné leur ancienne race ? Les réponses restent évasives : ***haala jamanu :*** *« à cause de l'époque. »* Ou bien, ***Be tawi imBe fuu bee boDeeji, sey Be koosi boDeeji :*** *« ils ont trouvé tout le monde avec des (zébus) rouges, alors ils ont pris des rouges. »* L'alignement du cheptel des Ouranko'en sur celui des lignages prestigieux des Grassfields fut rapide et presque complet. Dans la société djafoun, l'uniformité de la race de bétail intervient comme élément décisif d'appartenance au groupe et d'unification culturelle.

Un lignage d'adoption. L'ancienne originalité du cheptel des Ouranko'en renvoie à l'identité indécise de certains éléments du lignage. Se disent maintenant Ouranko'en, des familles qui faisaient partie, autrefois, de lignages en marge des Djafoun : Danedji et Mbewe'en. Or, les Danedji ne possèdent que des zébus blancs et les Mbewe'en se sont insérés récemment aux Djafoun. Par mariages et mutation progressive de cheptel, d'autres Mbororo se sont greffés au lignage. La migration vers de nouvelles régions d'élevage a facilité l'intégration de descendants du côté maternel, lorsque le lignage de la mère s'avérait plus prestigieux que celui en ligne paternelle. Ce processus de fusion semble fréquent au sein des Ouranko'en.

L'assimilation au lignage n'est pas seulement le fait de Mbororo de lignages mineurs, mais également d'anciens serviteurs. Quelques-uns ont réussi à constituer de petits troupeaux. Ils ont été affranchis, devenant des ***diima'en*** ; ils s'identifient maintenant au lignage de leur ancien patron, ***jawmiiko***, dont ils adoptent le patronyme. Que les Ouranko'en aient migré vers les Grassfields en compagnie d'anciens serviteurs les différencie de la plupart des Djafoun. Ceux-ci laissaient habituellement leurs éléments serviles "en arrière". Chez les Ouranko'en, des liens plus solides entre maîtres et serviteurs se sont noués à la faveur d'une longue cohabitation.

> Des Ouranko'en s'étaient fixés dans la région de Kano, au cours du 19e siècle. Après un grand déplacement vers le sud, des familles s'étaient à nouveau installées en villages permanents qui dépendaient de Yola, à la fin du siècle dernier. Ces Ouranko'en vivaient comme des Foulbé, ce qui impliquait alors la disposition d'une nombreuse main-d'oeuvre servile. Puis, ils "sortirent" en brousse pour "suivre" les troupeaux, dans le dessein de les soustraire à la menace de peste bovine. Ils avaient vécu tellement longtemps avec les mêmes serviteurs que ceux-ci faisaient pratiquement partie des familles : ils se remirent en mouvement ensemble.

La plupart des Mbororo, au contraire, ne vivaient pas longtemps en compagnie de leurs serviteurs, acquis jeunes pour assurer le gardiennage du bétail, puis installés pour cultiver mais, bien souvent, abandonnés à eux-mêmes.

Avec les Rahadji et quelques "maisons" de Toukanko'en, les Ouranko'en offrent l'exemple d'anciens sédentaires redevenus nomades. Ils le redevinrent à plusieurs reprises. D'anciennes périodes de sédentarisation ne sont pas étrangères à un taux élevé de polygamie : 1,45. Bien qu'il ne provienne que d'un lot de 194 ménages, le taux se rapproche davantage de celui des Foulbé de l'Adamaoua que des Mbororo de brousse. D'autre part, dans ce lignage, des filles héritent parfois du bétail paternel, ce qui ne correspond pas aux règles coutumières d'héritage chez les Mbororo.

L'accès partiel des filles à la propriété du bétail résulte-t-il d'une islamisation plus profonde et d'une éducation coranique plus ancienne que chez l'ensemble des Mbororo ? Cette hypothèse n'est pas à exclure puisque les Ouranko'en ont longtemps séjourné près de Yola, grand centre d'enseignement coranique depuis le 19e siècle.

En position charnière entre grands et petits lignages, les Ouranko'en le sont également d'un point de vue culturel. Bien qu'ils coexistent rarement, les points communs ne sont pas rares avec les Rahadji : même passé lointain de sédentaires qui ressurgit à quelques indices, même imprégnation de culture islamique. Les Ouranko'en se sont insérés tardivement dans la société djafoun. Maintenant, ils en font partie à part entière mais sans détenir un statut prestigieux, sauf quelques *arDo*, réputés pour leur richesse.

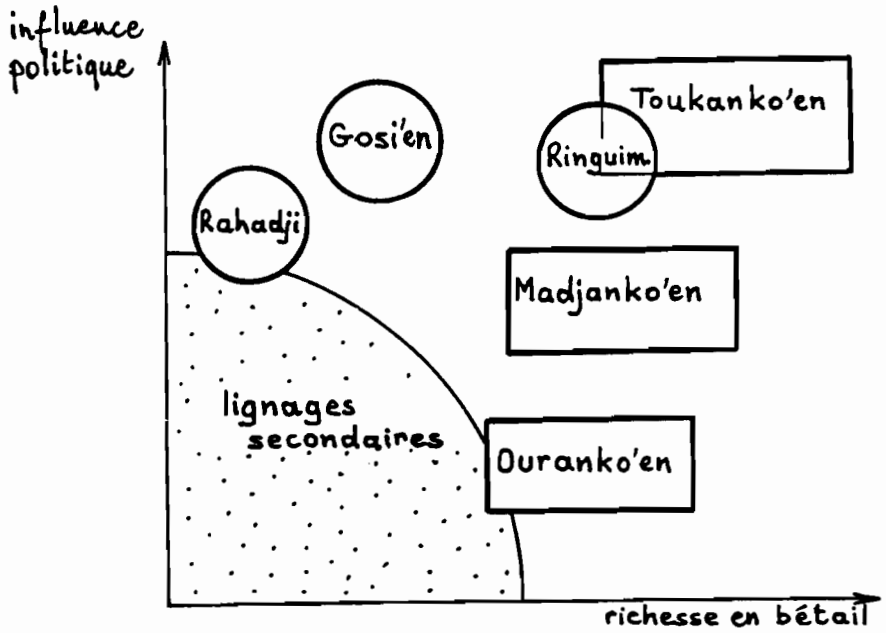


Fig. 179 : ***Schéma de la hiérarchie des lignages majeurs chez les Djafoun des Grassfields***

Un graphique illustre la position actuelle des lignages majeurs des Grassfields, évaluée à partir de deux références : la richesse en bétail et l'influence politique. Bien que dans les sociétés pastorales, en particulier

chez les pasteurs peuls, les deux critères se recoupent souvent, des discordances peuvent apparaître. Ainsi, des lignages jouent un rôle politique, par une sorte de légitimité ancienne, alors que leur assise économique est mince (Rahadji). Il est probable qu'autrefois, ils étaient relativement riches en bétail. A l'inverse, des lignages possèdent plus de bétail que la moyenne mais ils ne s'investissent pas dans le domaine politique (Madjanko'en). Enrichis récemment, ils restent pasteurs dans leur comportement.

Les lignages majeurs des Djafoun ne sont pas tous aussi puissants les uns que les autres. L'importance numérique, la richesse en bétail, le partage inégal du pouvoir, l'orgueil du passé se traduisent par une hiérarchie lignagère. La localisation des campements, en particulier selon l'altitude, fournit un critère de la place de chaque lignage. L'altitude révèle et fige les inégalités entre Mbororo. En plaine, elles existent probablement mais sans s'exprimer aussi nettement dans l'espace.

Les affaires de suprématie et d'autonomie des lignages peuvent paraître des épiphénomènes pour l'activité pastorale dont l'avenir dépend de questions plus fondamentales. Cependant, la compétition entre lignages s'exerce autour de la répartition des pâturages, un enjeu décisif pour les Djafoun des Grassfields qui se trouvent en cours de sédentarisation.

Intrigues, manoeuvres auprès des chefs autochtones et des administrateurs, changements d'allégeance mobilisent les volontés et accaparent les forces, surtout au sein des familles puissantes, en situation de rivalité. Des administrateurs coloniaux ont mis cet appétit de pouvoir sur le compte du tempérament mbororo. Les concurrences entre lignages et les tensions apparaissent surtout comme la conséquence d'une restriction et d'une perte de valeur des prairies d'altitude. A mesure que l'avenir des Djafoun devient plus incertain sur les *caBBal*, les antagonismes s'accentuent. Tout se passe comme si chaque lignage manoeuvrait pour se préserver un espace pastoral suffisant et viable.

Les préoccupations de suprématie locale et d'encadrement des Mbororo, apparemment assez mesquines, se justifieraient alors par une interrogation cruciale : qui réussira à se maintenir sur des pâturages qui risquent de se restreindre ?

Les lignage secondaires

Contrairement aux lignages majeurs, ils ne s'imposent ni par l'appropriation de vastes pâturages, ni par l'importance de leur population. Leur localisation est également caractéristique : certains disposent de pâturages en altitude mais la plupart sont repoussés à la périphérie des *caBBal* ou se reportent vers des plateaux moins élevés.

Des lignages classés comme secondaires aux Grassfields le sont également dans la plupart des régions occupées par les Djafoun. Mais d'autres détiennent une position dominante ailleurs : Faranko'en, Dabanko'en, Djaranko'en. Une petite partie de ces lignages s'est dirigée vers les Grassfields, la plupart de leurs éléments étant restés "en arrière" ou s'étant orientés vers l'est de l'Adamaoua et l'actuelle Centrafrique.

Parmi les lignages secondaires aux Grassfields, certains gravitent autour des lignages prestigieux. Leur association repose sur une communauté de migration et se concrétise par des échanges matrimoniaux. Ainsi, les membres d'un lignage proche des Gosi'en déclarent : ***lenyol amin Don sarkotiri haa Goosi'en, min Don te'indira :*** *« notre lignage est proche des Gosi'en, nous nous marions entre nous. »* Ces lignages jouent le rôle d'alliés dans la compétition entre lignages majeurs pour l'accès aux bons pâturages d'altitude.

Les lignages affiliés aux Gosi'en (fig. 174)

Le plus grand nombre de lignages mineurs s'associent aux Gosi'en. Cette attraction tient au rôle du lignage "tuteur" dans la découverte des Grassfields et l'unification initiale des Mbororo. L'établissement de liens privilégiés n'a pas seulement été le fait de petits lignages. Même des membres de lignages importants, comme des Madjanko'en et des Ouranko'en, ont noué des relations étroites avec les Gosi'en.

> Quelques Madjanko'en migrèrent au Bamenda en compagnie des Gosi'en, dans le premier contingent de Djafoun. A présent, leurs descendants se considèrent comme faisant partie du lignage historique. Des Ouranko'en se sont souvent déplacés également avec les Gosi'en. Les uns et les autres se disent ***bandiraaBe*** : des amis.

Des liens spéciaux avec les Gosi'en sont surtout invoqués par des lignages qui n'occupent qu'un rang de second ordre ; c'est une façon de se revaloriser. De telles affinités entre lignages peuvent remonter fort loin dans le passé. D'autres se sont forgées au cours des derniers épisodes migratoires. Aux Grassfields, elles renvoient souvent à la solidarité vécue lors du départ de l'Adamaoua : ***min ngaanci bee Goosi'en, min ummidi haa Bamnyo :*** *« nous nous sommes déplacés avec les Gosi'en, nous sommes partis ensemble de Banyo. »*

Il est difficile de proposer une classification rigoureuse des lignages d'après leurs liens avec les Gosi'en. Certains leur seraient très proches, de par leur origine même (Hamaranko'en, Bawanko'en, Dabanko'en) ; d'autres séjournaient en leur compagnie en Adamaoua ou dès les pays haoussa (Sayganko'en, Aoutanko'en) ; d'autres, enfin, se sont placés dans leur mouvance seulement au Bamenda (Kounnanko'en, Djaranko'en). Ces liens plus ou moins étroits et anciens se traduisent souvent dans la localisation des petits lignages.

Les membres de ces lignages se sont établis non loin des Gosi'en, au sud du Bamenda et sur les hauts plateaux Nso. S'ils réussirent parfois à se rassembler autour d'un *arDo* prestigieux, ce fut pour une courte durée. La perte d'autonomie entraîne, de façon presqu'inéluctable, la dispersion. La cause principale des éclatements lignagers tient à la pauvreté en bétail. Le mode de répartition dépend, encore une fois, de la situation économique : la richesse appelle les familles d'un même lignage à se rassembler, la pauvreté les disperse. Cette règle se vérifie des grands lignages aux petits, de ceux qui s'enrichissent à ceux qui s'appauvrissent. L'appartenance à un petit lignage n'étant guère valorisante, nombre de leurs membres hésitent entre leur lignée paternelle et un rattachement en ligne maternelle. Il en résulte une indécision fréquente des identités lignagères.

Une série de "portraits lignagers" dégagent leurs caractères spécifiques aux Grassfields. Ces nombreux lignages se retrouvent dans les grandes régions d'élevage en savanes : Adamaoua camerounais et Centrafrique.

Les Hamaranko'en : lignage en cours d'absorption. Les ***Hamaranko'en*** ne représentent qu'un tout petit lignage aux Grassfields où ils coexistent depuis longtemps avec les Gosi'en.

C'était déjà le cas dans la région de Kano, au siècle dernier. D'après une chronique écrite en arabe par les soins d'Ardo Sawga, les Hamaranko'en comptaient alors 3 anciens (84). Des membres du lignage firent partie du premier contingent de Mbororo qui migra vers l'Adamaoua (85). Ils y séjournèrent avec les Gosi'en. Mais, ensuite, ils furent peu nombreux à migrer vers les Grassfields (86).

En 1943, 3 familles seulement du lignage étaient relevées au Bamenda (87). En 1975, les Hamaranko'en ne comptent encore qu'une dizaine de familles. Elles sont éloignées de 50 kilomètres les unes des autres, tout en faisant partie d'une même parenté. Une situation minoritaire et la possession de peu de bétail ont entraîné un éclatement. Beaucoup d'Hamaranko'en du Bamenda se disent maintenant simplement des Gosi'en.

Les membres du lignage sont donc plus nombreux que ne l'indique le comptage. Mais la reconnaissance du lignage d'origine n'est souvent possible qu'en croisant plusieurs informations. D'autre part, est-il légitime de classer parmi les Hamaranko'en des gens qui s'affirment maitenant comme étant des Gosi'en ?

84. manuscrit conservé par les descendants d'Ardo Sawga et traduit avec leur assistance, en particulier celle de Bouba, devenus entretemps l'*arDo* de Babanki Tungo.
85. DOGNIN (R.), 1981, p. 142.
86. Les plus grandes familles hamaranko'en se sont dirigées vers la Centrafrique, dans le sillage des Faranko'en, puis elles se sont installées à part.
87. d'après les notes de BOULAY (R. du), 1953.

Une fusion des quelques Hamaranko'en des Grassfields est en cours avec les Gosi'en. C'est le destin typique d'un petit lignage, assimilé par un autre, plus prestigieux. En d'autres régions d'élevage (nord-ouest centrafricain), les Hamaranko'en, plus nombreux, restent attachés à leur identité lignagère.

Des associés récents : les Bawanko'en. Dans le cas des ***Bawanko'en***, l'évolution des rapports avec les Gosi'en serait opposée. Autrefois, ils ne faisaient qu'un avec eux. Puis, devenant nombreux, ils ont formé un lignage autonome, par scission (88).

88. Le réaménagement des lignages par des processus de fusion et de scission est un phénomène courant chez les Mbororo.

De fait, leur nom ne figure ni dans la liste de ceux qui « *suivaient* » Ardo Mollel à Jafun, ni dans celle des premiers migrants en Adamaoua. Quelques Bawanko'en rejoignirent pourtant Ardo Sawga au Bamoun, avant d'entrer ensemble au Bamenda. Le lignage se serait individualisé au cours du séjour des Gosi'en dans la région de Yola, ou même plus tard, en Adamaoua.

Les Bawanko'en des Grassfields ne représentent qu'une toute petite portion du lignage. Les autres séjournent aux environs de Yola ou bien au Mambila. Ceux qui migrèrent aux Grassfields étaient isolés et minoritaires ; ils s'associèrent donc aux Gosi'en en cours de déplacement et lors des premières années de séjour dans l'Ouest-Cameroun. ***Baaba amin nasti lenyol Goosi'en :*** *« notre père est entré dans le lignage des Gosi'en. »*

Au Mambila, les Bawanko'en étaient plutôt alliés aux Toukanko'en, notamment par des mariages. Comme les Bawanko'en des Grassfields sont venus du Mambila, les deux apparentements se mêlent. Certains se disent maintenant des Bawanko'en mais c'est du côté maternel, alors qu'en ligne paternelle, ils se situent dans la lignée de Toukanko'en (89). Ayant migré aux Grassfields en compagnie des Gosi'en, la plupart des Bawanko'en se sont détachés des liens qui les unissaient aux Toukanko'en.

89. Un arbre généalogique dressé par J.H.D. STAPLETON et reproduit par R. du BOULAY (1953) mentionne des Toukanko'en qui, lors de l'enquête, se sont présentés comme des Bawanko'en. L'identité lignagère n'est pas figée. Elle est susceptible d'interprétations et de manipulations, notamment par emprunts du coté des filiations maternelles. Il s'agit souvent de s'identifier au lignage qui bénéficie, localement, d'un statut prestigieux.

Dans les années trente, une vingtaine de familles bawanko'en étaient signalées aux environs de Jakiri. En 1975, le lignage compte 66 familles, dont la plupart se rassemblent toujours à l'ouest de Jakiri. Il n'en subsiste plus, depuis longtemps, au Bamoun, alors qu'ils y séjournèrent en même temps que les Gosi'en. La moitié du lignage se trouve sur les hauteurs voisines du mont Oku.

Dès leur arrivée au Bamenda, les Bawanko'en se dirigèrent vers ces hauts pâturages. A présent, ils s'intercalent, à 2.000-2.200 mètres, entre la forêt sommitale du mont Oku et les cultures du plateau Nso. Mais les terroirs gagnent irrésistiblement vers les lisières de la forêt, réduisant d'autant l'étendue de pâturages déjà fortement chargés. Ces Mbororo sont enserrés entre la forêt montagnarde et les cultures. Leur secteur de fixation ne réussit plus à les retenir tous. Des familles doivent se résoudre à partir au nord du mont Oku ou bien à l'est. Au-delà du haut plateau Nso, ils disposent de pâturages moins élevés mais plus libres, jusqu'à la vallée de la Bui.

Il y a longtemps, d'autres Bawanko'en étaient partis à la recherche de pâturages plus étendus, sur les monts Bambouto. Ensuite, les troupeaux de la Compagnie Pastorale ayant évacué Djutitsa, ils les remplacèrent, dès qu'un calme relatif fut établi. Ils y coexistent maintenant avec des Gosi'en, rétablissant une association ancienne.

Ailleurs, quelques familles vivent parmi d'autres lignages, à Bantem et au sud de Binka. Les nouvelles générations s'installent près des anciens mais aucun autre membre du lignage ne vient les rejoindre. Des pâturages restreints et des charges élevées les en dissuadent, de même que la situation minoritaire du lignage.

Petit lignage anciennement fixé aux Grassfields, les Bawanko'en ne se tiennent qu'en altitude. Bien qu'ils s'affirment différents des Gosi'en, une longue affinité les réunit sur quelques pâturages de ***caBBal***. Mais ils sont en passe de perdre le seul secteur de haut plateau qu'ils avaient pu se ménager, indice de leur rang secondaire.

Des voisins de longue date : les Sayganko'en. Les *Sayganko'en* ne seraient pas des Djafoun d'origine mais, à présent, ils leur sont tout à fait intégrés (90). Très proches des Gosi'en sur les Grassfields, ils se comportent comme leurs meilleurs alliés.

90. DOGNIN, R., 1981, note 18, p. 142. Cette tradition d'origine est confirmée par les Djafoun du Bamenda.

Leur intégration aux Djafoun remonte loin dans le passé, sans doute au milieu du 19e siècle. Les descendants de Sayga, plutôt chasseurs qu'éleveurs, ont longtemps évolué à part des autres Djafoun. Mais ils accompagnèrent les migrations vers le sud, au cours du 19e siècle, puis vers les Grassfields. Par mariages, les Sayganko'en s'allièrent surtout aux Gosi'en mais également à des Toukanko'en.

Dans les années quarante et cinquante, ils étaient assez peu nombreux au Bamenda. Les comptages indiquent 37 familles en 1936 et 68 en 1943 (91). Le dénombrement de 1975 aboutit à 107 familles, ce qui en fait un lignage plus nombreux que supposé. Durant les années cinquante, les Anglais pensaient que l'essentiel du lignage se trouvait du côté français. Pourtant, en 1975, il ne compte que 37 familles au Bamoun et au Bamiléké. Il est vrai que de nombreux Sayganko'en ont fui les troubles, lors des premières années soixante. Ce lignage était assez mal connu autrefois et plus nombreux que ne le supposaient les administrateurs. Les Sayganko'en se dispersent parmi presque tous les plateaux mais leur peuplement reste minoritaire. Sauf exceptions, ils possèdent peu de bétail.

91. d'après STAPLETON (J.H.D.), cité par BOULAY (R. du), 1953.

En 1953, 3 ***arDo*** géraient 7.800 têtes de bétail au Bamenda. L'un d'eux était responsable, à lui seul, de 6.700 bovins, près de Mbiame. En 1975, les Mbororo qui dépendent des 5 ***arDo*** du lignage disposent de 8.700 bovins. Le cheptel dans l'allégeance du lignage a donc peu progressé en deux décennies. Mais les ***arDo*** se trouvent toujours sur les mêmes secteurs que 20 ans auparavant : sur les hauteurs proches de Bamenda et au rebord des hauts plateaux Nso.

Un noyau homogène mais limité à 25 familles se tient au nord de Bambuluwe. De même, quelques familles occupent depuis longtemps le replat qui domine la ville de Bamenda. Grâce aux bons rapports qu'ils entretenaient avec les Gosi'en, les Sayganko'en pouvaient se maintenir aux environs de Babanki Tungo et amener régulièrement les troupeaux à leur ***lahore***. Actuellement, ces pâturages ne retiennent plus tous les jeunes. Plusieurs sont partis au nord des monts Bambouto, au moment de la réouverture d'alpages, un moment interdits.

D'autres Sayganko'en occupent les promontoires des hauts plateaux Nso et Ndu, au-dessus des plaines Tikar. Autrefois, ils stationnaient, avec les Gosi'en, au centre de Nso. Puis, ils s'écartèrent des secteurs les plus chargés, laissant la place aux Gosi'en, en transférant les troupeaux vers les bordures de plateaux. Mais le lignage ne dispose pas de cette périphérie en exclusivité. Sur chaque promontoire, ses gens voisinent avec de nombreux autres Djafoun.

Quelques familles se tiennent depuis longtemps sur les rebords escarpés au nord du plateau bamoun où elles forment un petit noyau de peuplement isolé. En saison sèche, elles descendent vers la rivière Bui qui marque l'ancienne frontière entre le Bamoun et le Bamenda. Elles rencontrent alors des Sayganko'en de Mbiame qui transhument vers la même vallée. Après les retrouvailles saisonnières, des familles changent de plateaux en retour de transhumance. Pas plus que pour les Rahadji, la frontière entre les deux Cameroun n'imposait une limite étanche.

Tous les Sayganko'en ne pratiquent plus uniquement l'élevage. En bordure de Nso et de Ndu, la plupart s'adonnent en même temps à des travaux agricoles. Ailleurs, ils recherchent plutôt des emplois de bergers auprès de riches propriétaires de bétail ou de salariés dans les élevages modernes (92). Les Sayganko'en acceptent aisément des situations de dépendance, comme salariés. La quête de revenus de complément à l'élevage marginalise le lignage par rapport au modèle mbororo d'autonomie grâce au bétail.

92. Un Sayganko est, depuis longtemps, le chef des bergers à la station zootechnique de Bambui. C'est un type d'emploi auquel les autres Djafoun répugnent foncièrement.

La réputation des Sayganko'en de céder facilement à la tentation de dilapider leur richesse tire son origine d'un attachement moins exclusif et moins ancestral envers le bétail. Il est de notoriété, aux Grassfields, que les Sayganko'en furent les premiers à donner le mauvais exemple. ***KamBe on arti vonnugo na'i*** : *«ce sont eux qui ont commencé à abîmer (à gaspiller) les vaches.* » Certains n'étaient guère éloignés de la ville de Bamenda. Les jeunes prirent l'habitude de s'y rendre et de dépenser des sommes "folles". Ruinés, il ne leur restait plus qu'à s'engager comme bergers.

La pauvreté de la plupart des Sayganko'en explique leur engagement agricole et la recherche d'emplois salariés. De même, elle n'est pas sans rapport avec un faible degré de polygamie (indice de polygamie= 1,28). En effet, il ne semble pas qu'ils soient restés davantage nomades que les autres Djafoun.

Une fois installés aux Grassfields, les Djafoun ont eu la faculté de s'enrichir rapidement et sans fournir beaucoup d'efforts. Tant que les pâturages restaient abondants, rien ne contrariait la prospérité du cheptel. Des Djafoun ont pris l'habitude de vendre des animaux plus qu'autrefois, sans que cela affecte d'abord l'équilibre des troupeaux. Mais bientôt, soit par ventes excessives, soit par réduction des ressources fourragères, le bilan des troupeaux est devenu fragile. Des Sayganko'en se sont alors appauvris rapidement. Peut-être parce qu'ils n'étaient pas de "vrais" pasteurs à l'origine, ils se sont laissés prendre, les premiers, au piège d'un élevage facile.

Loin d'uniformiser d'anciens nomades, la fixation des Djafoun aux Grassfields a fait parfois ressurgir de vieilles spécificités. Tout se passe comme si les menaces insidieuses qui minent l'élevage affectaient d'abord les lignages les moins assurés dans leur activité pastorale.

Un petit lignage d'altitude : les Rijimanko'en. Les *Rijimanko'en* des Grassfields évoluent également dans la mouvance des Gosi'en, tout en entretenant des liens étroits avec d'autres lignages, comme les Bawanko'en et les Aoutanko'en.

Leur premier ***arDo*** au Bamenda était un ami personnel d'Ardo Sawga. Avec ses descendants, il s'était fixé sur la crête de Bambili, à proximité du village (***sanyeere***) de Sawga. A sa mort, les Gosi'en les évincèrent de ces pâturages proches qu'ils estimaient leur revenir. La crête de Bambili étant étroite, la plupart des Rijimanko'en n'habitaient déjà plus avec leur ***arDo***. Ils se sont longtemps rassemblés sur les pentes des monts Bambouto, du côté de Babadjou, encore dans la dépendance de Gosi'en. Dans les années trente, la Compagnie Pastorale les écarta de force de ces beaux pâturages. Ils se replièrent alors vers les versants du massif situés en zone anglaise (Ashong).

En 1943, le lignage ne comptait que 37 familles au Bamenda. D'après R. du BOULAY, elles étaient « widely scattered ». En fait, beaucoup de Rijimanko'en s'étaient tout de même groupés à Ashong, avec 2.500 têtes de bétail. En 1975, 87 familles relèvent du lignage : effectif d'un lignage secondaire. Mais la plupart se trouvent toujours au nord des monts Bambouto, réoccupés une fois levées les mesures d'expulsion des éleveurs. Ils contrôlent des pâturages contigus, par le biais de 3 ***arDo***, ce qui leur confère une bonne assise dans ce secteur d'altitude.

Au départ de la Compagnie Pastorale, les Rijimanko'en n'ont pas réussi à réinvestir les pâturages de Babadjou, convoités par plusieurs lignages. De plus, Pinyin et Ashong portent maintenant de nombreux troupeaux qui appartiennent à des villageois, en concurrence avec ceux des Mbororo. Les charges des versants les plus élevés excèdent 50 bovins/km2. Des pentes sont envahies de fougères et inexploitables par le bétail. Les cultures s'étendent en altitude, si bien que le lignage risque d'être confronté à un manque de pâturages dans les années à venir.

Des Rijimanko'en moins nombreux se dispersent sur les hauts plateaux de Bamenda, vers Ndawara et Ndu. Les membres de certaines familles se répartissent entre les monts Bambouto et d'autres pâturages d'altitude. Mais les Rijimanko'en s'y trouvent en position minoritaire.

Visites et déplacements se succèdent entre des parents pourtant éloignés de 30 à 50 kilomètres. A la réouverture des monts Bambouto, les Rijimanko'en se sont précipités vers ces pâturages, comme tant d'autres Djafoun. Après 2 ou 3 ans, beaucoup sont retournés au nord du Bamenda. En 1975, les faibles charges du mont Oku attirent des membres du lignage qui intriguent pour en obtenir le contrôle.

Les Rijimanko'en des Grassfields sont tous apparentés à faible profondeur généalogique. Il en résulte une bonne cohésion de ce petit lignage qui, fait original, n'occupe que des pâturages de ***caBBal*** et cela, depuis longtemps. Ils ne s'intéressent pratiquement pas aux cultures et quelques familles sont bien pourvues en bétail.

Bien que peu nombreux, les Rijimanko'en offrent l'exemple d'un petit lignage qui a réussi à s'ancrer en altitude. A présent, ils s'y sentent à l'étroit, résultat de la détérioration des hauts pâturages. Or, les Rijimanko'en ne sont pas assez puissants pour accaparer d'autres secteurs.

Un lignage "périphérique" : les Aoutanko'en. Les *Awtanko'en* furent autrefois des compagnons de migration et de fixation des Gosi'en à l'ouest de l'Adamaoua. De ce passé commun, subsistent des affinités entre les deux lignages.

Ils jouèrent un rôle politique lorsque l'un des leurs fut promu ***arDo*** de tous les Djafoun à Lompta. Cela ne signifiait pas que le lignage fût le plus puissant, bien que les Aoutanko'en en tirent maintenant une grande fierté. Incapables de s'entendre, les Gosi'en s'étaient simplement ralliés autour d'un lignage neutre mais proche.

Les Aoutanko'en migrèrent en plusieurs contingents vers les Grassfields où certains n'entrèrent que dans les premières années quarante. Cette arrivée tardive explique qu'ils n'aient pas accédé aux meilleurs pâturages d'altitude. Les notes des administrateurs anglais, au cours des années quarante et cinquante, les qualifiaient « a fair sized clan » (93). Pourtant, en 1975, ils ne comptent que 68 familles. Les notes citées nuançaient d'ailleurs, en précisant : « but widely scattered. » Cette observation se vérifie encore en 1975.

Les Aoutanko'en se dispersent partout aux Grassfields, du nord au sud. Ils n'occupent pas le centre des hauts plateaux mais seulement leurs bordures. Ils sont absents du Bamoun comme de Meta. Les 3 ***arDo*** du lignage en 1975 ne gèrent pas des pâturages contigus, comme les Rijimanko'en, ce qui pourrait leur conférer quelque prestige local. Au contraire, ils sont éloignés d'une extrémité à l'autre des plateaux.

93. BOULAY (R. du), 1953. En 1936, seules 17 familles relevaient de ce lignage au Bamenda. Mais, quelques années plus tard, J.H.D. STAPLETON en recensait 52. Contrairement à cette entrée d'Aoutanko'en, les grands lignages ne se dirigeaient déjà presque plus vers le Bamenda.

Chaque unité d'hivernage rassemble à peine une dizaine de familles. Leur localisation présente des similitudes avec celle des Sayganko'en : au rebord des hauts plateaux qui dominent la plaine de Ndop et à la limite des hauts plateaux Nso. Les membres de familles étendues se répartissent d'un secteur à l'autre. Un petit noyau d'Aoutanko'en s'est fixé au nord de Nkambe, comme un kyste au milieu des Ringuimadji, sur un replat étroit à la bordure des hauts plateaux. Cette localisation périphérique témoigne d'un rang secondaire dans l'accès aux pâturages d'altitude.

Se disent parfois Aoutanko'en des Mbororo qui sont, en fait, des *Danagu'en*. Depuis l'Adamaoua, les deux lignages sont liés par des échanges matrimoniaux, ce qui conduit parfois les Danagou'en à s'identifier à leur ligne maternelle, plus prestigieuse. En effet, les Danagou'en sont rares aux Grassfields.

En 1943, 7 familles étaient signalées au Bamenda mais le dénombrement de 1975 n'en a retrouvé aucune. Quelques familles, célèbres pour leur richesse, se sont fixées au Bamoun, à l'ouest du Nkogam. Les Danagou'en étaient réputés, autrefois en Adamaoua, pour leurs zébus blancs. Mais ceux du Bamoun ne possèdent plus que la race rouge. Ils ont permuté leur race bovine pour celle qui est typique des Djafoun.

Un Danagou du Bamoun s'est enrichi, jusqu'à rassembler plus de 1.000 bovins, alors que ses voisins, les Rahadji, se ruinaient. Finalement, beaucoup de familles "historiques" n'ont pas tiré profit de l'exercice d'un pouvoir pastoral. En se tenant à l'écart de responsabilités politiques, d'autres pouvaient, entre-temps, accumuler du bétail.

Malgré quelques réussites individuelles et isolées, les Aoutanko'en-Danagou'en n'accèdent qu'à un second rang aux Grassfields. Il en est de même en d'autres régions d'élevage, aussi bien à l'est de l'Adamaoua qu'en Centrafrique.

Des lignages "éclatés" : Dabanko'en, Kounnanko'en, Djaranko'en. Curieusement, plusieurs petits lignages ont pu accéder localement à des pâturages de *caBBal*. Cette intrusion s'est toutefois limitée à des secteurs sous l'influence des Gosi'en, au sud du Bamenda et vers Nso. Ensuite, ces agrégats lignagers se sont effrités. Tel fut le destin des Dabanko'en, des Kounnanko'en et des Djaranko'en.

Les *DaaBanko'en* sont encore plus proches des Gosi'en que les Sayganko'en ou les Aoutanko'en (94). Ils ont longtemps partagé une histoire commune.

Quelques-uns ont rejoint les Gosi'en aux Grassfields, peu après leur arrivée. Ils ont séjourné ensemble à Ndawara et à Nso. Les Dabanko'en ont fini par adopter la race des zébus rouges, alors que certaines de leurs "maisons" étaient réputées, en Adamaoua, pour leurs grands zébus blancs (95). Aux Grassfields, cette race a presqu'entièrement disparu.

Malgré une affiliation ancienne aux Gosi'en, les Dabanko'en sont relégués à un rang mineur. En 1943, il y avait, d'après J.H.D. STAPLETON, 26 familles au Bamenda. En 1975, elles sont 50 sur les Grassfields, dont une dizaine aux marges du Bamiléké (Galim). Au Bamenda, les Dabanko'en se dispersent de Mbiame à Ndu et à Konene. Il n'en reste plus à Ndawara, dans la mouvance des Gosi'en. Le seul *arDo* du lignage, près de Ndu, ne retient qu'un frère à ses côtés. Entouré de champs, il ne peut accueillir d'autres membres du lignage.

94. D'après DOGNIN (R.) (1981, note 17, p. 142), les Gosi'en seraient une branche des Dabanko'en, mais l'auteur admet que cette origine n'est pas certaine.

95. Les nombreux Dabanko'en entrés en Centrafrique ont effectué un alignement comparable de leur bétail sur celui de la majorité des Djafoun.

Les regroupements anciens du lignage ont éclaté. Alors qu'à l'est de l'Adamaoua, les Dabanko'en détiennent une position dominante, ce n'est pas le cas aux Grassfields (96). Ici, la plupart des Dabanko'en sont pauvres. Or, pauvreté et dispersion lignagère vont de pair.

Un éclatement encore plus spectaculaire a touché les ***Kunnanko'en*** des Grassfields. C'est un lignage ancien (97) qui a longtemps nomadisé et séjourné au voisinage des Gosi'en. ***Be Don yaha go'o bee Goosi'en*** *: « ils se déplacent avec les Gosi'en. »* Après les avoir rejoints au Bamoun, ils entrèrent ensemble au Bamenda. Des Kounnanko'en s'installèrent sur les plateaux Nso mais, surtout, sur les pentes sommitales du mont Oku.

Lorsque plusieurs ***arDo*** se substituèrent au commandement unique d'Ardo Sawga, les Kounnanko'en d'Oku devinrent autonomes. Leur ***arDo***, un lettré en arabe, faisait partie du "Fulani Council", dans les années quarante. Les Kounnanko'en comptaient une vingtaine de familles en 1936 et 27 en 1943. En 1953, le lignage gérait 4.050 têtes de bétail sur le mont Oku. Un fils de l'***arDo*** fut l'un des premiers élèves de la "Jakiri Fulani School" et remarqué parmi ses meilleurs éléments. Comme les Rijimanko'en au nord des monts Bambouto, les Kounnanko'en, bien que peu nombreux, semblaient solidement établis au centre des hauts plateaux.

En 1975, la situation est complètement changée. Le lignage ne comprend pas 20 familles au Bamenda. En deux décennies, sa population a décliné. Plus grave, les Kounnanko'en sont maintenant éparpillés, de Ndawara aux environs de Nkambe. Il ne subsiste presque rien du rassemblement initial d'Oku : 7 familles seulement, dont les descendants des deux ***arDo***. Les autres membres du lignage se sont dispersés en tous sens : au sud, vers Ndawara et le rebord des plateaux au-dessus de Ndop ; au nord, vers les plateaux de Konene et d'Akweto (Nkambe). Les derniers ont "disparu", engagés comme bergers d'un lieu à l'autre. A la suite d'un véritable éclatement, le petit lignage a perdu toute assise spatiale.

Cette désagrégation revêt un aspect dramatique. Les pâturages d'Oku sont pourtant les plus élevés et les plus salubres des Grassfields, libres de tiques et d'autres parasites. Les cultures se tiennent en bas des prairies montagnardes. Les troupeaux devraient donc prospérer d'eux-mêmes. Or, les Kounnanko'en sont aujourd'hui pratiquement ruinés. Les jeunes et les anciens qui restent à Oku, en 1975, ne possèdent plus que de 15 à 30 bovins chacun, c'est-à-dire à peine pour survivre avec une petite famille. Il en est de même de la plupart de ceux qui sont partis. L'appauvrissement a provoqué la dispersion, selon une règle habituelle. ***Njawdi jinni haa maBBe*** *: « la richesse (le bétail) est finie chez eux. »*

La ruine des Kounnanko'en est difficile à comprendre. Les autres Djafoun l'attribuent aux hostilités qui déchirent les familles. Les Kounnanko'en ont une réputation de jeteurs de mauvais sorts, peut-être empruntée aux villageois d'Oku : les pauvres font dépérir le bétail des riches, par jalousie. ***Be yiDi lekki masin*** *: « ils aiment beaucoup les "remèdes". »* Au-delà de ces querelles intestines, ne faut-il pas incriminer un détachement à l'égard du bétail, encouragé justement par la facilité de l'élevage à haute altitude ? L'ancien ***arDo*** d'Oku était réputé, autrefois, pour sa prodigalité. Or, les villageois savent profiter de telles faiblesses.

L'effritement du lignage est à l'origine des faibles charges mesurées sur les pâturages d'Oku en 1975. Du coup, cette relative disponibilité d'un secteur d'altitude exerce un

96. Cette atomisation du lignage aux Grassfields s'oppose singulièrement avec son importance en Centrafrique, tant en population qu'en effectif de bétail.

97. Sa présence est attestée depuis le Niger (MOHAMMADOU, E., 1969, "Les Peuls du Niger oriental; groupes ethniques et dialectes", p. 72 et 73) jusqu'au sud de la Centrafrique. Les Kounnanko'en auraient gagné le sud du Niger à partir du Nigeria.

grand attrait. Des Djafoun s'installent en toute impunité ; d'autres placent de grands troupeaux, ce qui force les derniers Kounnanko'en à s'en aller.

A une prospérité initiale sur les Grassfields a souvent succédé une phase de déclin pastoral, à laquelle la cohésion des lignages ne résiste pas longtemps. Les Kounnanko'en en offrent l'exemple le plus éloquent.

Les ***Jaranko'en*** ont connu un destin analogue aux Kounnanko'en : ancienne localisation prestigieuse en haut de ***caBBal***, puis effacement politique et dispersion.

Ils coexistent avec les Gosi'en au moins depuis Tibati, à la fin du 19e siècle. Une petite portion du lignage a migré avec eux vers les Grassfields. Ils se tiennent d'abord dans l'orbite des Gosi'en, puis Ardo Sawga nomme un ***arDo*** au sein du lignage.

Les Djaranko'en sont peu nombreux au Bamenda : 27 familles en 1943 et 45 en 1975. Ils s'éparpillent au sud des plateaux : Meta, Santa et Bambuluwe, Bamoun. Partout, ils dépendent actuellement d'autres lignages (98).

98. Comme pour d'autres lignages secondaires, l'abaissement des Djaranko'en à une situation de subordonnés aux Grassfields contraste avec leur rôle éminent auprès des Mbororo de Meiganga.

Cette position mineure résulte d'un recul du rang des Djaranko'en et d'une dispersion des membres du lignage. Durant les années trente et quarante, ils contrôlaient les plateaux Meta. En 1953, leur ***arDo*** recensait 6.000 têtes de bétail sous sa responsabilité ; il figurait parmi les notables du "Fulani Council". Les Djaranko'en tenaient en mains ces pâturages depuis longtemps, avec l'agrément des Gosi'en. Quand les difficultés d'approvisionnement en sel furent levées par la construction de pistes, il se produisit un afflux de Madjanko'en et d'Ouranko'en. Une compétition devint inévitable.

Les Djaranko'en, peu nombreux et à cheptel restreint, n'ont pu maintenir leur ascendant face à des lignages venus en force et plus riches. Ils ont perdu le contrôle de leurs anciens pâturages. Dès lors, ils se sont dispersés sur les hauteurs au sud du Bamenda. L'expulsion des éleveurs de Pinyin, à la fin des années soixante, a disloqué à nouveau des Djaranko'en qui coexistaient avec des Gosi'en.

A présent, des Djaranko'en subsistent à Meta, mais isolés au milieu des lignages dominants. Quelques familles se maintiennent sur les sommets de Bambuluwe. D'autres ont gagné les environs de Galim et le Bamoun où elles s'engagent dans l'agriculture.

Comment rendre compte de la dépossession du lignage ? A part les descendants de l'ancien ***arDo*** de Meta, presque tous les Djaranko'en sont pauvres. D'après les statistiques du ***jangali*** en 1974 et 75, beaucoup ne possèdent qu'entre 20 et 30 bovins, d'autres de 40 à 50. C'est à peine suffisant pour faire face aux besoins d'une famille moyenne.

Alors qu'ils furent maîtres des hauts pâturages de Meta durant plusieurs décennies, les Djaranko'en n'ont pas réussi à rassembler de grands troupeaux. Dès lors, ils n'ont pu résister à la pression de lignages mieux pourvus. Un changement de contrôle de plateaux consacre la supériorité des éleveurs riches sur les pauvres, même d'origine prestigieuse. De ce point de vue, la situation des Djaranko'en risque de ne pas s'améliorer dans l'avenir : les anciens se plaignent des gaspillages de bétail commis par les jeunes.

La perte de suprématie des Gosi'en s'est accompagnée d'un effritement des petits lignages qui leur sont affiliés. Les Gosi'en les avaient placés et soutenus pour gérer des pâturages d'altitude. Mais cette responsabilité ne les a pas favorisés à long terme. Les dépenses liées à l'exercice d'une charge politique ne leur ont pas laissé l'opportunité de constituer de grands troupeaux : le pouvoir détourne des préoccupations pastorales. Actuellement, la charge d'*arDo* s'acquiert et se garde de plus en plus par la remise d'animaux aux chefs villageois et aux agents administratifs. Le prestige historique et l'antériorité d'occupation ne comptent plus, face à la richesse.

Quand les Gosi'en ont perdu leur suprématie sur les Mbororo, des petits lignages ont été livrés à leur seule force. Ils n'ont pu maintenir longtemps un leadership sur des secteurs convoités. Ensuite, à la perte du pouvoir local a succédé l'éclatement géographique.

Autres associations de lignages (fig. 177)

Comme les Gosi'en ont détenu le pouvoir durant plus d'un demi-siècle auprès des Mbororo, de nombreux lignages secondaires leur sont affiliés par des relations de clientèle. Les autres grands lignages ne se sont pas entourés de tant d'alliés. Les rapprochements lignagers ne sont pas constants d'une région d'élevage à l'autre. Au Mambila, les Bawanko'en sont alliés aux Toukanko'en, alors que la migration aux Grassfields les a plutôt placés dans l'orbite des Gosi'en.

Des associations lignagères, fondées sur des antécédents ou des migrations communes, revêtent un intérêt historique. Elles ne se manifestent plus tellement par des solidarités. C'est le cas de celles qui liaient les Djaromanko'en aux Madjanko'en, les Ba'en et Mbewe'en aux Ouranko'en.

D'anciens alliés aux Madjanko'en : les Djaromanko'en. Les Djaromanko'en (ou ***Jarumanko'en***), bien que lignage secondaire, ont connu une évolution inverse à celle des Kounnanko'en. Ils ne comptent qu'une centaine de familles aux Grassfields mais elles se rassemblent au nord de la plaine de Ndop, du plateau de Jakiri au massif du Mbam. Elles se disposent donc de part et d'autre de l'ancienne frontière entre les deux Cameroun. Chaque année, la transhumance dans la plaine de Ndop offre l'occasion de retrouvailles. Encore une fois, la frontière coloniale restait perméable aux Mbororo.

Encadrés par leurs ***arDo***, les Djaromanko'en occupent de manière presqu'exclusive de hauts pâturages contigus. Cet accaparement traduit une position très forte dans le secteur de Jakiri. Le lignage reproduit, localement, une stratégie de monopole sur des pâturages de ***caBBal***, telle que la déploient de grands lignages.

Pourtant, cette position avantageuse est relativement récente. Les Djaromanko'en n'ont pas fait partie du cortège des Djafoun qui évoluaient dans l'entourage des Gosi'en. Ils séjournaient alors avec les Madjanko'en, et dans leur dépendance, aux environs de Yola. Ils en furent chassés ensemble par de terribles épizooties de peste bovine qui les ont poussés à migrer vers le Mambila. Ils y parvinrent presque démunis de bétail. Mais ils ont vite reconstitué un cheptel, d'abord au Mambila puis aux Grassfields.

En 1942, les Djaromanko'en ne sont pas représentés au "Fulani Council". Mais en 1953, leur ***arDo*** à Jakiri est déjà considéré comme l'un des plus puissants, avec 10.300 têtes de bétail sous sa responsabilité. En 1975, il possède, avec ses descendants, plus de 2.000 bovins. Aussi les charges sont-elles élevées sur les pâturages de Jakiri : plus de 50 bovins/km2. Les Djaromanko'en manquent d'espace (99).

99. M.J.A. BROUWERS le signale déjà en 1963. Il calcule qu'avec 2.717 têtes sur 1.520 acres, les disponibilités en pâturage n'atteignent qu'1,8 acre (0,7 ha) par bovin. Il remarque que des signes de surpâturage commencent à se manifester.

Autrefois alliés aux Madjanko'en parce que peu nombreux et pauvres, les Djaromanko'en se sont séparés d'eux au Mambila. A présent, les deux lignages ne se mélangent plus. Mais leur localisation est comparable, à proximité de la plaine de Ndop. Chacun occupe une portion des hauteurs qui entourent la plaine. En saison sèche, les jeunes convergent avec les troupeaux vers les pâturages humides au centre ; ils se rencontrent le long du Noun. L'expérience de pâturages de décrue, acquise au milieu des plaines de la Bénoué, a guidé les choix d'installation des uns et des autres, une fois parvenus aux Grassfields.

La richesse en bétail s'accompagne d'une augmentation rapide des Djaromanko'en. En 1943, ils ne comptaient que 19 familles au Bamenda. Elles deviennent 51 en 1975, dont 20 directement apparentées à l'***arDo*** de Jakiri. En face, 43 familles occupent le massif du Mbam au Bamoun. A l'étroit sur des pâturages surchargés, ils commencent à investir d'autres secteurs.

A la fin des années soixante, des Djaromanko'en transfèrent leurs troupeaux à Kingomen, à l'est de Kumbo. En 1968, les Rahadji s'en vont ; ils prennent alors le contrôle des pâturages abandonnés. Au début des années soixante-dix, ils déploient la même stratégie à Oku. Ils installent d'abord des troupeaux puis réussissent à faire l'unanimité contre l'***arDo*** gosi qui a succédé aux Kounnanko'en. En 1976, désavoué par les villageois d'Oku, celui-ci doit quitter l'endroit, aussitôt remplacé par un Djaromanko. Quant aux relations avec les voisins Gamadanko'en qui occupent un éperon du plateau de Jakiri, elles sont mauvaises depuis longtemps. Dans les années soixante-dix, les Djaromanko'en reçoivent l'allégeance d'une partie des éleveurs de l'endroit. Au début des années quatre-vingt, ils placent des troupeaux dans la vallée de la Bui en refusant de verser le ***jangali*** au responsable du secteur : la situation devient tendue entre voisins...

La conquête continue de pâturages par le lignage répond à l'essor de son cheptel. Les Djaromanko'en ont bénéficié du voisinage avec la station d'élevage de Jakiri. Bien qu'elle ait réduit leurs pâturages, ils ont profité de ses services, davantage que des Mbororo plus éloignés. Achats de reproducteurs goudali, traitements vétérinaires, passage des troupeaux à la douche contre les tiques et, récemment, achat de pierres à lécher : le cheptel des Djaromanko'en bénéficie depuis longtemps de soins exceptionnels. ***Min jooDi bee veterinaari Jakiiri :*** *« nous restons (travaillons) avec les vétérinaires de Jakiri. »* Grâce à cette assistance, les Djaromanko'en se sont enrichis.

La cohésion spatiale du lignage est assurée ; les quelques familles étendues qui le composent se maintiennent en pâturages contigus. Cette solidarité s'accompagne d'une spécialisation poussée dans l'activité pastorale : sur 77 ménages, seuls 4 ont ouvert un champ. Les Djaromanko'en bénéficient d'une réputation d'éleveurs riches mais également attachés à leur bétail. Les jeunes, sauf exception, ne sont pas encore tentés de vendre des animaux de manière inconsidérée. Ils sont tenus fermement en mains par les anciens.

A l'inverse, l'expansionnisme du lignage suscite la méfiance des voisins qui craignent pour leurs pâturages. Au point de vue social, les Djaromanko'en sont isolés.

Mineur, le lignage des Djaromanko'en l'est par sa taille, mais plus tellement par son cheptel. C'est l'exemple d'anciens éleveurs pauvres devenus riches sur le *caBBal*. Grâce à l'appui de Jakiri, les troupeaux ont prospéré à un rythme soutenu. Peu nombreux, les membres du lignage ont pourtant besoin d'étendre leurs pâturages. Ils exercent une forte concurrence sur des lignages voisins moins bien pourvus en bétail.

Ouranko'en et Ba'en : une histoire commune. Une affinité historique peut lier deux lignages sans se manifester actuellement par une coexistence. C'est le cas des Ouranko'en et des Ba'en des Grassfields.

Il est étonnant de rencontrer des ***Ba'en*** en hauts plateaux. Ils se classent habituellement parmi les Akou. Cependant, quelques familles font partie des Djafoun du Bamenda. Bétail rouge, fixation sur les hauts plateaux depuis des décennies, islamisation et aisance dans les relations sociales ; ils sont intégrés au groupe culturel dominant (100).

Ces Ba'en font remonter leur origine aux environs de Yola, invoquant une ancienne parenté avec la famille régnante dans la capitale foulbé. Mais ils restèrent des Peuls de brousse. Eux aussi quittèrent la région pour échapper à la peste bovine. Dès lors, leur histoire est liée étroitement à celle des Ouranko'en dont ils dépendaient en Adamaoua, puis au Mambila. Arrivés aux Grassfields, les uns et les autres se dirigent vers des pâturages différents. Au cours de leur périple, ces Ba'en ont longtemps côtoyé des Djafoun. Ils ont abandonné progressivement la race de leur bétail blanc d'origine pour celle de leurs voisins.

Actuellement, les Ba'en se répartissent entre des hauts plateaux, à Santa, et des altitudes moindres, au nord de Galim. Leur présence à deux gradins de relief correspond à des arrivées échelonnées. Aux premiers migrants avec les Ouranko'en succédèrent d'autres arrivants, au cours des années quarante. Ne pouvant se joindre aux premiers, par manque d'espace, ils se replièrent vers des pâturages moins élevés. Dans ce cas, une appellation commune ne recouvre plus d'unité lignagère. Le clivage entre éleveurs de hauts et de bas plateaux passe au sein du lignage.

Dans la classification des lignages, les Ba'en sont assez proches des ***Mbewe'en***.

Ceux-ci présentent une identité lignagère encore plus floue que les Ba'en. Ils se sont intégrés tardivement aux Djafoun. De nombreux Mbewe'en (ou ***Bewe'Be***) sont "restés" parmi les Akou. D'autres, enfin, se sont insérés parmi les Wodabe (101). Cette situation se complique encore par l'assimilation des Mbewe'en à plusieurs lignages : Toukanko'en, Dabanko'en et Ouranko'en. Elle aboutit parfois à l'abandon complet de l'ancienne identité lignagère, en particulier en faveur des Toukanko'en.

Il est d'autant plus difficile de cerner les Mbewe'en qu'en Adamaoua, le lignage s'est assimilé aux Foulbé sédentaires, notamment à Banyo. Ne s'intéressant qu'au bétail, les Mbewe'en se placent dans la mouvance des lignages puissants. Ils en adoptent la race bovine et s'enrichissent mais sans chercher à jouer de rôle politique.

Une cinquantaine de familles mbewe'en se disséminent aux Grassfields. Quelques-unes séjournent en haut de Ndawara mais les plus nombreuses se sont installées vers Konene et au Bamoun, à moindre altitude.

100. A propos des Ba'en, la classification de BOULAY (R. du, 1953), trop schématique, ne sera donc pas suivie. Cet administrateur classait tous les Ba'en parmi les "White Cattle Owning Clans", c'est- à-dire les Akou. En fait, ils se partagent entre les deux groupes mbororo. D'autres lignages montrent que cette césure n'est pas exceptionnelle.

101. STENNING, D.J. (1959, "Savannah Nomads", p. 196) signale, parmi les "clans" des Wodabe, à l'ouest du Bornou, la présence de WewedBe, anciens Djafoun déjà intégrés au début du 19e siècle. D'après MOHAMMADOU, E. (1969), ce sont des WeeweBBe qui portent plus précisément la dénomination de Mbororo'en au sud du Niger. Enfin, ce "clan" est l'un des seuls qui soit mentionné par le dictionnaire de F.W. TAYLOR.

Ayant prolongé leur séjour en Adamaoua après les premières dispersions de Djafoun, ou provenant directement de la région de Yola, les Mbewe'en n'eurent accès qu'à des gradins inférieurs de plateaux. Comme beaucoup d'autres lignages tardifs, ils s'en tinrent aux abords de la plaine de Ndop, en occupant le plateau bamoun entre les monts Mbam et Nkogam.

Au début des années cinquante, des Mbewe'en se rassemblaient autour d'un *arDo*, autrefois puissant au Mambila puis au Bamoun. Vingt ans plus tard, cet agrégat lignager s'est complètement défait. De nombreux Mbewe'en sont partis en Adamaoua, au nord de Banyo, au moment des années difficiles de l'Indépendance.

Ba'en et Mbewe'en sont des lignages difficiles à définir et peu représentés chez les Djafoun des Grassfields. Les plus nombreux évoluent dans l'orbite culturelle des Akou.

Des lignages secondaires autonomes (fig. 175)

Quelques lignages, tout en étant de petite taille et sans détenir un grand prestige, ne s'associent pas à des lignages majeurs. Cela ne veut pas dire que leurs membres ne dépendent pas d'autres *arDo*, mais ils préservent leur identité lignagère.

Aux Grassfields, ils accèdent peu aux *caBBal*. Quelques-uns s'y étaient d'abord insérés avant de se reporter à des altitudes moindres. Les autres, arrivés plus tard, n'ont jamais pu s'y introduire. La juxtaposition de familles en hauts plateaux et d'autres, plus nombreuses, à des altitudes intermédiaires, reflète un étalement dans le temps des arrivées.

Un lignage à l'écart : les Faranko'en. En d'autres régions d'élevage, les ***Faranko'en*** représentent l'un des lignages majeurs des Mbororo. Leur rôle fut souvent décisif dans les migrations des Djafoun vers le sud, en collaboration ou en concurrence avec les Gosi'en. Ceux-ci reprirent la suprématie à l'ouest de l'Adamaoua (102). Compte-tenu du rôle historique du lignage, il serait prévisible de le rencontrer parmi les meilleurs pâturages d'altitude des Grassfields. Pourtant, ce n'est pas le cas.

102. Mais les Faranko'en jouèrent, à nouveau, le premier rôle dans la migration des Djafoun vers les plateaux de Bouar, au cours des années trente.

En 1943, J.H.D. Stapleton mentionne 54 familles au Bamenda. En 1975, les Faranko'en sont deux fois plus nombreux, avec 115 familles. En plus, 40 stationnent au Bamoun et vers Galim. Le lignage est donc assez nombreux. Mais il ne fournit qu'un *arDo* près de Ndop, à la tête de quelques familles apparentées. Le fait était déjà signalé en 1953. Les Faranko'en se tiennent à l'écart des responsabilités.

Ils n'occupent pas les hautes tables volcaniques mais seulement leurs bordures et leurs abrupts. Il en est ainsi de deux concentrations : autour de la plaine de Ndop (90 familles) et sur le plateau de Konene (25 familles).

Les campements s'étagent du haut jusqu'en bas des abrupts qui bordent la plaine de Ndop. Vers Balikumbat, ils voisinent avec ceux des Madjanko'en. Mais ce sont ces derniers qui gèrent les pâturages. Les Faranko'en dépendent également de Gosi'en et de Toukanko'en. Bien qu'ils soient majoritaires en quelques secteurs, ils ne les contrôlent pas. Le fait est assez rare au Bamenda.

Au Bamoun, ils ne tentent pas, non plus, de concurrencer les Rahadji sur les montagnes. Ils se sont reportés vers la table du plateau, à 1.000-1.200 mètres où, avec 3 ***arDo***, ils se sont arrogés de vastes savanes. En l'absence de grands lignages, les Faranko'en réussissent à prendre en mains la gestion de pâturages. Mais, par leur mise à l'écart des hauts plateaux, ils relèvent bien de la catégorie des lignages secondaires (103).

En fait, ils ne présentent pas d'unité lignagère. Leur arrivée en plusieurs phases a presqu'abouti à l'émergence de deux "sous-lignages". Les premiers furent peu nombreux à quitter l'Adamaoua avec les Gosi'en. Lorsqu'Ardo Sawga abandonna le Bamoun pour le Bamenda, ils ne le suivirent pas et se placèrent dans l'allégeance des Rahadji. Depuis lors, ils ont acquis leur autonomie. Rahadji et Faranko'en se sont partagés les savanes du Bamoun, les derniers s'installant à l'est de la grande route de Foumban, au milieu de secteurs autrefois à peine salubres mais comportant de larges étendues pâturables. A présent, la richesse de ces Mbororo contraste avec les reculs de cheptel des Rahadji.

Au cours des années trente et quarante, de nouveaux Faranko'en arrivent. Ils sortent de la région de Yola, abandonnée par suite de pertes catastrophiques. Appelés ***NorDanko'en***, ils forment l'essentiel du peuplement lignager aux Grassfields. A leur arrivée, ils survivent avec de petits troupeaux ou s'engagent comme bergers de riches Djafoun. A force de privations, ils reconstituent des troupeaux. Encore actuellement, ils sont reconnus comme des gens très attachés à leurs animaux. L'engagement agricole est exceptionnel. Le bon état du bétail et la recherche de pâturages restent des préoccupations prioritaires.

Les Nordanko'en de Ndop descendent chaque année en transhumance vers la plaine ; eux aussi ont mis à profit l'expérience acquise dans les grandes plaines de la Bénoué et de ses affluents. Mais la périphérie des hauts plateaux ne réserve que peu de disponibilités en pâturages. Les charges excèdent partout 50 bovins/km2. Une tentative d'installation en face, sur le mont Mbam, a échoué.

Beaucoup de Nordanko'en se dirigent vers le plateau de Konene qui offre encore quelques pâturages en saison des pluies. Mais les charges dépassent déjà 50 bovins/km2. D'abord alternative à la saturation des ***caBBal***, les plateaux intermédiaires connaissent, à leur tour, une surcharge de cheptel. A partir de la plaine de Ndop, des familles ont prospecté, en 3 ans, toute la périphérie des hauts plateaux Nso et Nkambe, avant d'aboutir à Konene. L'absence d'accueil en hauts plateaux par des membres du lignage ne laisse pas d'autre choix.

Des familles sont maintenant écartelées entre Konene et le nord de Ndop, à 30 ou 40 km de distance. Le partage des unités familiales "parcourt" les générations, des jeunes quittant leur père pour rejoindre un oncle paternel de l'autre côté de la dorsale des Grassfields. D'une génération à l'autre, les familles se scindent, par allées et venues entre Ndop et Konene.

Les Faranko'en des Grassfields ne participent pas aux compétitions de prestige et d'ascendant politique qui mettent aux prises les grands lignages. Ils se tiennent à l'écart, uniquement préoccupés par le bétail. La volonté de reconstituer des troupeaux, autrefois décimés, explique que les Faranko'en se tiennent prudemment à l'écart des charges d'***arDo***. Il est reconnu, parmi les Djafoun, qu'elles confèrent du prestige mais, bien souvent, aux dépens de la prospérité du cheptel des titulaires.

103. Le rang subalterne des Faranko'en dans la hiérarchie lignagère aux Grassfields ne correspond pas à la position qu'ils détiennent à Mbabo et, surtout, auprès des Mbororo de Centrafrique. Des choix migratoires différents ont séparé les grands lignages djafoun, à partir de l'ouest de l'Adamaoua.

La dispersion des Dakanko'en. Les ***Dakanko'en***, autrefois sur les hauts plateaux, les abandonnent de plus en plus : adaptation à une évolution générale sur les Grassfields mais, surtout, incapacité de résister aux ambitions d'autres lignages.

Les membres de ce petit lignage (75 familles en 1975) ne stationnent qu'au nord du Bamenda, de Binka à Lassin et à Konene. Ils ne sont pas groupés pour autant. Chaque unité d'hivernage ne comporte que 2 à 3 familles. Un seul ***arDo***, au nord de Kumbo, n'est plus entouré que de ses fils. Dépendants d'autres lignages, les Dakanko'en ne maîtrisent aucun espace pastoral. Dispersion et dépendance politique : on retrouve les caractéristiques d'un lignage mineur. Mais les Dakanko'en ne se sont pas toujours dispersés à ce point.

Leur localisation actuelle résulte de l'abandon de pâturages d'altitude. Bien que peu nombreux, les Dakanko'en occupaient autrefois deux ***caBBal***, à Bantem (Nso) et à Binka. Depuis les années soixante, ces deux centres pastoraux alimentent des départs vers des pâturages moins élevés : plateaux Kaka à l'est, de Lassin et de Konene à l'ouest.

Malgré ces délestages, les hauts plateaux de Bantem et de Binka restent fortement chargés en bétail. Il est probable que la dispersion des Dakanko'en se poursuivra. L'éclatement des anciens centres lignagers divise des familles ; des frères se dirigent vers des pâturages différents, en s'éloignant du campement paternel.

A présent, la recherche de pâturages prime la solidarité lignagère et même familiale. Les anciens ne réussissent pas à retenir les jeunes dans leur voisinage, par manque de maîtrise des pâturages et incertitude de leur avenir pastoral. L'individualisme s'avère une autre marque des lignages mineurs.

Des lignages de plateaux intermédiaires : Mbodi'en et Gamadanko'en. Ces petits lignages n'accèdent presque pas aux tables des hauts plateaux, leur assise principale se trouvant nettement en contrebas.

Dans les années quarante, les ***Mbodi'en*** étaient qualifiés « a comparatively small clan, » bien que comprenant déjà 43 familles. En 1975, ils en comptent 75, toutes au Bamenda. Depuis longtemps, ils se répartissent entre deux types de sites d'hivernage. Quelques-uns occupent des portions de ***caBBal***, en lisière de secteurs dévolus aux grands lignages (Mbor, au sud de Binka : 13 familles) ou bien au milieu des Gosi'en (Ndawara : 10 familles). Mais le noyau important du lignage se trouve à l'écart des Djafoun, sur les plateaux Kaka (30 familles). Deux ***arDo*** encadrent ces éleveurs, à chaque gradin de relief. Quelques Mbodi'en s'aventurent au milieu d'autres lignages. Ainsi, des familles sont parties de Ndawara vers les plateaux Meta où, jusque-là, aucun Mbodi ne se trouvait. Elles se sont avancées jusqu'aux dernières hauteurs qui dominent les forêts du bassin de Mamfe.

La localisation des Mbodi'en à deux étages de relief renvoie à une arrivée en deux étapes. Une histoire différente et une insertion inégale en altitude aboutissent pratiquement à une scission du lignage en deux ensembles de familles.

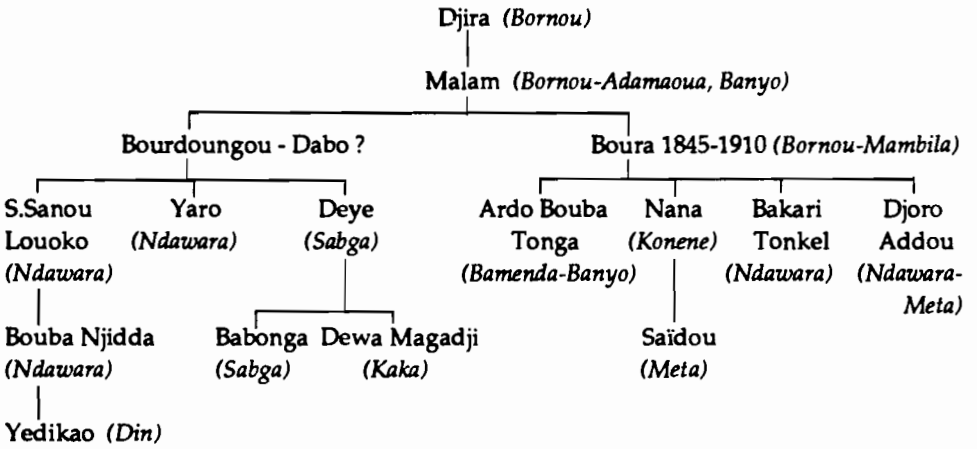
Celles des hauts plateaux sont entrées aux Grassfields avec la première vague migratoire des Djafoun. Des descendants de ces premiers arrivants coexistent depuis longtemps avec les Gosi'en de Sabga et de Ndawara. Certains s'adonnent avec succès

au commerce du bétail, en même temps qu'à l'élevage. Les Mbodi'en des plateaux Kaka - en fait, presque tous appartiennent à la même famille étendue - sont parvenus plus tard, exactement en 1927.

A ce moment-là, les plateaux Kaka étaient délaissés par les Mbororo. Ils les traversaient en migrant à partir du Mambila ou de l'Adamaoua, mais sans s'arrêter. De même, les troupeaux de boucherie étaient convoyés à travers ces plateaux accidentés, en direction du sud. Les Kaka tentaient de profiter des passages incessants de bétail, en volant des animaux isolés ou attardés, et en les abattant. Puis les rapports avec les éleveurs se sont améliorés avec le temps et l'aide de l'administration.

Des Mbodi'en les premiers arrivés sur les Grassfields, il ne subsiste que des familles dispersées. Un tableau de la ***suudu*** la plus importante montre l'éparpillement de ses membres.

Tabl. 65 : *Généalogie et répartition géographique d'une lignée de Mbodi'en*



Malgré une tentative de rassemblement à Ndawara, dans le voisinage des Gosi'en, les premiers Mbodi'en n'ont pas réussi à sauvegarder leur cohésion. A présent, ils se dispersent, d'une extrémité à l'autre du Bamenda, de Meta à Kaka. Cette dispersion lignagère va de pair avec la pauvreté de la plupart des membres de la ***suudu***. Les uns se mettent à cultiver, d'autres gardent en même temps le bétail des Kaka. En fait, les Mbodi'en les plus riches se sont repliés en Adamaoua, à la frontière entre Banyo et Mambila, autour de l'aîné d'une branche familiale.

Les noyaux de Mbodi'en insérés en hauts plateaux se défont, selon un processus analogue à celui qui affecte les Dakanko'en. Au contraire, ceux de Kaka disposent de pâturages plus étendus, bien que morcelés par des vallées encaissées. Les charges en bétail sont relativement faibles mais les Mbodi'en ne subissent pas la concurrence de lignages puissants. Leur secteur a longtemps été considéré, par les autres Djafoun, comme peu propice à l'élevage. La cohésion des Mbodi'en rassemblés sur les plateaux Kaka a tenu également à la forte personnalité de leur patriarche familial, Ardo Kaffoy, une figure longtemps célèbre.

Les Gamadanko'en (ou ***GaBadanko'en***) n'ont presque pas accès aux ***caBBal***. Ils se contentent des basses pentes qui descendent vers la plaine de

Ndop ou du plateau bamoun. Quelques familles sont isolées au nord des plateaux Kaka et au rebord des plateaux de Nkambe, au-dessus de la vallée de la Donga. Cette localisation reflète une arrivée tardive.

En fait, seule une petite portion des Gamadanko'en est entrée aux Grassfields, les plus nombreux se trouvant au Mambila. Des familles ne débouchèrent au Bamenda qu'à partir des années quarante. Les hauts plateaux étant déjà accaparés, ils durent se porter vers des pâturages moins élevés. Chaque site d'hivernage rassemble, au plus, une dizaine de familles. Les 15 familles de 1943 au Bamenda sont passées à 35 en 1975, auxquelles s'ajoutent une douzaine au Bamoun. Le lignage a donc progressé en quelques décennies. En 1975, deux *arDo* ne gèrent que des pâturages restreints et peu estimés, en bordure de la plaine de Ndop.

Les Gamadanko'en font partie d'un ensemble de lignages qui se situent à la "jointure" entre Djafoun et Akou. Leur identité varie selon les régions. Elle a également évolué dans le temps, les rapprochant tantôt des Foulbé sédentaires, tantôt des Mbororo nomades. Au Mambila, les administrateurs anglais les rangeaient parmi les "White Cattle owning Clans", c'est-à-dire les Akou. Toutefois, ils admettaient que leur bétail était de race *mbororooji* et même *guDaali*. D'autre part, les Gamadanko'en n'entretenaient aucun lien avec les vrais Akou. Malgré cela, R. du BOULAY estimait qu'ils n'étaient pas des Djafoun. Il inclinait à les classer à part, de la même façon qu'il isolait les Rahadji des Djafoun. Rahadji et Gamadanko'en ont, en commun, d'avoir connu de longues périodes de sédentarisation au nord du Nigeria.

Leur intégration incomplète au groupe est rappelée par des Djafoun plus anciens aux Grassfields. Ils soulignent l'arrivée tardive des Gamadanko'en, leur pauvreté et une spécialisation originale dans les recettes de pharmacopée. *Wakkeere feere, Be hawti bee Aku : « d'un certain côté, ils ressemblent aux Akou. »*

Si les Gamadanko'en sont parvenus au Mambila avec du bétail blanc, les écartant des vrais Djafoun, ceux des Grassfields détenaient déjà des zébus rouges, à leur arrivée. Seul, un ancien s'est souvenu - ou, a bien voulu reconnaître - qu'au Mambila, leurs troupeaux étaient composites, juxtaposant des *daneeji* aux *mbororooji*. L'absorption des zébus blancs est un fait acquis depuis plusieurs décennies. D'autre part, les petits troupeaux d'autrefois ont prospéré. De ce point de vue, les Gamadanko'en n'ont plus rien à envier aux vrais Djafoun.

A présent, quelques Gamadanko'en se déplacent encore en direction du Bamenda et du Bamoun. C'est l'un des seuls lignages djafoun qui continue d'alimenter des entrées, en provenance du Mambila. Elles n'empêchent pas des déplacements en sens inverse, vers le nord des plateaux de Nkambe, ces mouvements traduisant une mobilité encore assez grande du lignage.

Avec la branche récente des Faranko'en, les Gamadanko'en représentent la dernière vague migratoire djafoun aux Grassfields. Tous ces derniers venus ont abordé le Bamenda avec peu de bétail et même, pour certains, dans le dénuement. Mais, une fois installés sur les plateaux, leur bétail a progressé rapidement, davantage que celui des anciens Djafoun. Tout se passe comme si l'essor du cheptel se produisait, chaque fois, durant les premières années de séjour aux Grassfields : effet d'une volonté de sortir de la pauvreté par l'accroissement du bétail, refus ou mise à l'écart de responsabilités politiques, prestigieuses mais également dispendieuses.

Des témoins de lignages. Tout en étant qualifiés de secondaires, les lignages précédents figurent couramment dans les registres lignagers (104). D'autres ne sont représentés que par quelques éléments aux Grassfields : ils ne sont cités que pour mémoire.

Certains s'avancent dans les pâturages les plus isolés, comme si la "minceur" de la base lignagère conférait plus de liberté par rapport à l'espace. D'autres se tiennent, au contraire, au nord du Bamenda, comme s'ils redoutaient de s'engager plus avant au milieu des *Garaafi*, appellation peule qui englobe les Bamiléké et les villageois du Bamenda.

Les ***Kessanko'en*** dépendaient des Gosi'en de Lompta au début du siècle ; ils furent parmi les premiers à migrer au Bamoun. De là, ils ne les suivirent pas au Bamenda, mais s'installèrent au Bamiléké. Ils occupaient des hauts de collines laissés en pâturages. Leur patriarche, Ardo Ahdji, a longtemps séjourné au nord de Baleng, au-dessus de la vallée du Noun. Puis la montée des cultures sur les versants des collines a provoqué une dispersion du lignage.

La plupart des Kessanko'en se sont déplacés au sud du Bamiléké, vers le massif de Bana qui domine les forêts du Nkam. Avec ces dernières savanes de plateau, le lignage a atteint un refuge extrême, face aux Bamiléké et à l'extension des cultures. Plutôt que de s'enfermer dans ce réduit, une vingtaine de familles ont rebroussé chemin vers le Bamoun et le nord du Bamenda (Nkambe, Konene). Ils y étaient inconnus dans les années cinquante.

Les ***Barbanko'en*** sont proches des Dabanko'en, mais ils ont changé plus rapidement de race bovine. Quelques-uns se sont installés, peu après les Gosi'en, à l'ouest du plateau Nso. Alors que 44 familles étaient dénombrées en 1943, il n'en subsiste que 11 en 1975. Cette réduction est étonnante et unique parmi tous les Djafoun. Est-ce le résultat d'une assimilation à des lignages en ligne maternelle ou d'une émigration vers d'autres régions d'élevage ?

Les Wagoudanko'en (***WaguDanko'en***), fixés près de Binka, sont arrivés plus tardivement du Mambila. Ils ne comptent que quelques familles : 2 en 1943 et seulement 6 trente ans plus tard. Il en est de même des ***Djalanko'en***, répartis entre Binka et le nord du Bamiléké. Quant aux ***Bambanko'en***, ils ne se sont presque pas avancés aux Grassfields. Une vingtaine de familles se sont arrêtées au nord de Nkambe et sur les plateaux Kaka.

Des Guerodji (***Gerooji***) peuvent être considérés comme faisant partie des Djafoun, si l'on s'en tient à leur bétail rouge. J.H.D. STAPLETON avait recensé 16 familles au Bamenda en 1943, notamment aux environs de Bafut. Il n'en reste aucune en 1975. Cependant, une quinzaine de familles stationnent au nord de Galim (Bagam) et au Bamoun (Matapit). Peut-être s'agit-il des mêmes.

Comme beaucoup d'autres Djafoun tardifs, ces Guerodji ont changé leur race de bétail au Mambila, puis poursuivi leur avancée vers l'Ouest-Cameroun. Plutôt qu'au Bamenda, ils se dirigèrent vers le Bamoun et le nord du Bamiléké, au cours des années quarante. A Bagam, le lignage éclate (***min sankiti*** : « *nous nous sommes dispersés* »), la plupart rebroussant chemin vers Banyo et l'est de l'Adamaoua. Ceux qui restent à Galim ne représentent plus qu'une petite portion du lignage. Leur présence n'est peut-être que provisoire.

104. Ils se retrouvent dans les inventaires lignagers dressés par R. BLENCH au Nigeria (1991, "FulBe movement into Southwestern Adamawa fron 1835 to the present") et par A. DOUFFISSA en Adamaoua (1988, "L'élevage bovin dans le Mbéré en Adamaoua camerounais", tab. 1,11).

Plus nombreux que les grands lignages, les lignages secondaires forment un ensemble hétérogène. Ils se retrouvent dans les régions d'élevage à dominante djafoun (Tchabbal Mbabo, Meiganga, Bouar), avec des positions parfois différentes dans la hiérarchie lignagère. Les Faranko'en jouent un rôle politique éminent chez les Mbororo du Tchabbal Mbabo en Adamaoua, de Bouar et de Bambari en Centrafrique. Les Djaranko'en et Dabanko'en ont tenu le premier rang chez ceux de Meiganga. Dès qu'un lignage contrôle une région d'élevage, il exerce un appel migratoire auprès de ses membres, même éloignés. Avec le temps, les écarts entre les grands lignages des Grassfields et des lignages secondaires n'ont fait que s'accentuer. Cette hiérarchie s'exprime par une véritable inégalité géographique dans l'accès aux plateaux.

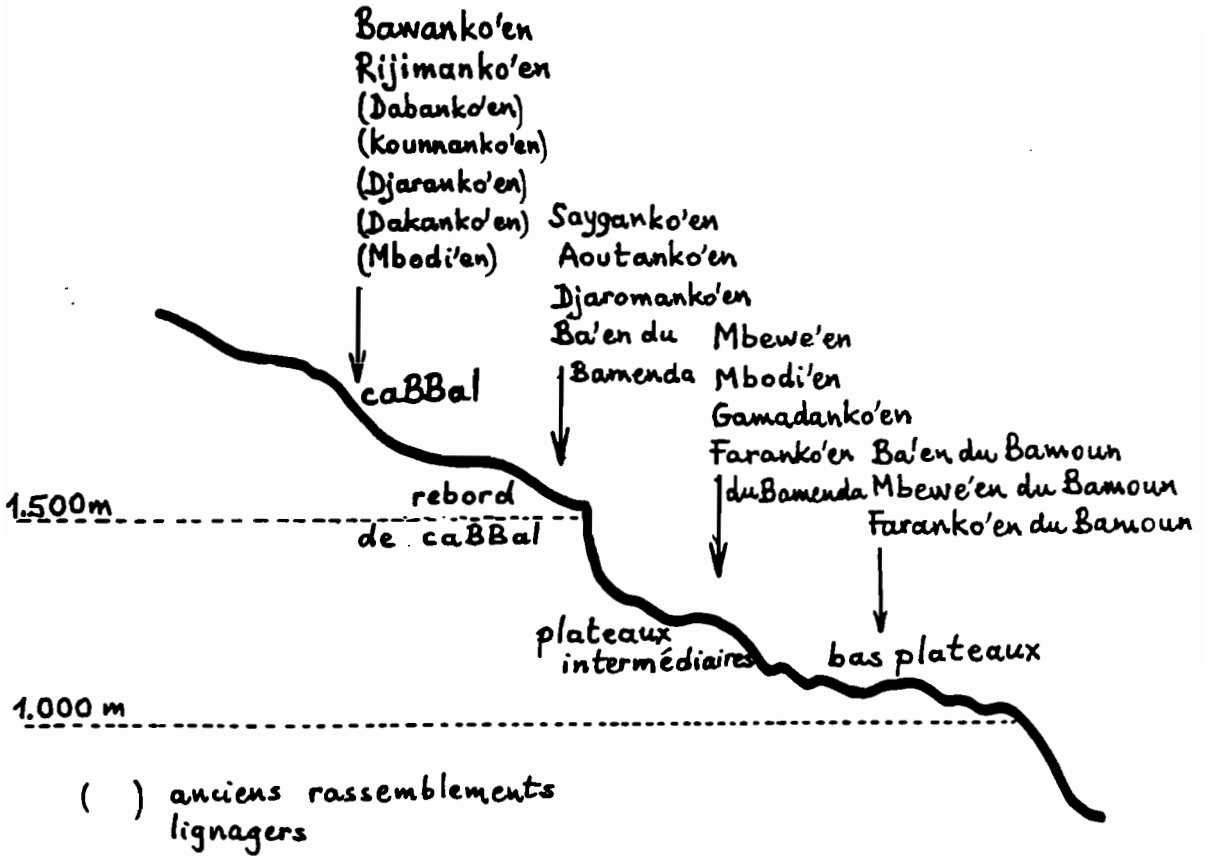


Fig. 180: *Schéma de l'étagement des lignages secondaires de Djafoun aux Grassfields*

La localisation des lignages secondaires est figurée sur un profil schématique des plateaux, à quatre emplacements principaux. Les petits lignages n'ont presque plus accès aux centres des *caBBal* où plusieurs agrégats anciens se sont effrités, aussi bien à Ndawara qu'à Nso et Meta. Au mieux, ils se tiennent en bordure de hauts plateaux, par exemple sur les premières hauteurs qui dominent la plaine de Ndop.

Contrairement aux grands lignages, illustrés par les Toukanko'en, ces Djafoun n'ont pas réussi à se fixer sur les hauts plateaux. Les derniers venus n'ont trouvé des pâturages disponibles que sur les plateaux intermédiaires et même les bas plateaux, notamment au Bamoun. Ils ont amorcé l'élargissement de l'aire pastorale des Djafoun, à des altitudes inférieures à 1.500 mètres. Ce faisant, ils subissent maintenant de plein fouet la concurrence des Akou.

L'évolution du peuplement lignager

La société mbororo présente une homogénéité culturelle, fondée sur la valorisation du bétail, centre de toutes les préoccupations et référence permanente. Mais, derrière cette uniformité, l'organisation socio-politique est émiettée entre plusieurs lignages qui aspirent à être autonomes. Ce manque d'unité conduit à multiplier les présentations de lignages. Au-delà de ces profils lignagers, quelques constantes se dégagent.

La disparition de la population servile

S'il s'agissait d'une présentation de Foulbé, leurs anciens serviteurs ne pourraient être ignorés. Ils constituent encore un peuplement parallèle à celui des maîtres d'autrefois, même si les liens de dépendance n'existent plus officiellement. Dans le cas des Djafoun des Grassfields, cette catégorie de population est presqu'absente.

C'est une caractéristique générale aux Mbororo. Contrairement aux Peuls sédentaires de longue date, les nomades coexistent peu avec d'anciens éléments serviles. En outre, les Djafoun ne résident plus dans les mêmes régions qu'au 19e siècle, grande époque d'apports serviles à la population peule.

Les Rahadji furent les seuls à acquérir des serviteurs sur place, au début de leur séjour au Bamoun. Ceux dont ils disposaient en Adamaoua furent peu nombreux à les suivre vers l'Ouest-Cameroun. Ils renouvelèrent donc en partie leur force de travail servile auprès du marché bamoun.

Le cas échéant, les Djafoun eux-mêmes ne dédaignaient pas, autrefois, étoffer leur main-d'oeuvre pour le gardiennage, en acquérant des ***maccuBe***. L'épisode dramatique des Dabanko'en, punis par les militaires français, vers 1920, pour avoir capturé des Laka dans la région de Baïbokoum, le démontre suffisamment. Mais, à l'arrivée des Djafoun aux Grassfields, le commerce esclavagiste avait pratiquement cessé dans cette région, pourtant autrefois grand foyer de recrutement d'esclaves.

Les anciens serviteurs des Djafoun ont presqu'entièrement disparu. Les uns n'ont pas laissé de descendants, les autres ont abandonné l'élevage pour des tâches agricoles. Seuls, une quinzaine d'entre eux sont devenus des éleveurs aux Grassfields : ils possèdent maintenant de petits troupeaux acquis grâce au gardiennage. Dès qu'ils disposent d'une vingtaine de têtes, ils s'installent et s'adonnent à une activité agricole complémentaire. Etant nés et ayant grandi au milieu des Mbororo, ils ont perdu toute attache

antérieure et se considèrent maintenant comme des Mbororo, en adoptant le lignage de leurs anciens maîtres. Ceux-ci répugnent pourtant à leur donner des filles en mariage, même s'ils sont affranchis. Possession de bétail et affranchissement ne suffisent pas pour intégrer à part entière les anciens serviteurs dans la société pastorale (105).

Si l'essentiel de l'ancienne population servile s'est séparée des Djafoun avant les Grassfields, ils ont accueilli, plus tard, des serviteurs de Foulbé de l'Adamaoua. Leur libération officielle, puis le relâchement des liens avec les anciens maîtres ont créé une population flottante de déracinés, à la recherche de moyens de subsistance. Les riches Mbororo du Bamenda offraient des possibilités d'emplois comme bergers. Devenus âgés, les ***koabira*** abandonnent les travaux pénibles auprès du bétail pour s'engager en de menues occupations agricoles ou vivre de gratifications des ***arDo***. Ces anciens dépendants ont rarement réussi à constituer des troupeaux ou même, à créer des familles. Il s'agit d'une population en cours d'extinction.

La rareté des personnes d'ancien statut servile chez les Djafoun tient à ce qu'ils étaient autrefois mobiles. Ils se détachaient des aides qui devenaient inutiles pour la garde du bétail. Avec la sédentarisation, des Mbororo furent amenés à entretenir des liens plus suivis avec leurs serviteurs.

105. Quand il s'agit de déterminer l'identité de l'un de ces éleveurs, les Djafoun hésitent. Certains avancent encore : ***maccuDo Mbororo*** : « *serviteur de Mbororo,* » mais pour corriger tout de suite, en précisant : « *maintenant, il est notre frère,* » ***derdiraawo***.

L'unification culturelle par le bétail

Les Djafoun des Grassfields juxtaposent deux séries de lignages. Les "vrais" Djafoun prirent part aux grandes migrations à partir de la région de Kano, au 19e siècle. Bien que les propriétaires de grands zébus blancs n'étaient pas rares parmi eux, ils ont fini par s'identifier avec les animaux ***boDeeji***. Autour de ces vrais Djafoun gravitent des lignages qui tendent à s'intégrer au groupe, notamment par l'adoption de la même race bovine. Avec le temps, la légitimité historique s'estompe comme fondement d'appartenance au groupe. Elle s'élargit en une communauté d'ordre culturel, basée sur la possession d'un même type de bétail.

Plusieurs lignages, par exemple les Ouranko'en, les Ba'en, les Dabanko'en et, plus récemment, les Guerodji, ont abandonné définitivement aux Grassfields la race blanche pour les grands zébus rouges. Les changements en cours de bétail ont montré comment l'extension de cette race se poursuit par des emprunts de la part des Akou. Or, ces modifications ne répondent pas vraiment à un effort d'adaptation du cheptel au milieu naturel. Dans l'ensemble, les races abandonnées se comporteraient aussi bien sur les plateaux que les ***boDeeji***. L'adoption du type de bétail des principaux lignages djafoun manifeste, avant tout, un alignement culturel. Par leur richesse et leur prestige, les grands lignages ont accompli une réussite pastorale, devenue un modèle pour les autres. L'adoption de leur type de bétail représente la pièce maîtresse de la stratégie des nouveaux venus pour se rapprocher de cet idéal pastoral.

L'évolution démographique des lignages

Les Djafoun comportent donc quelques lignages "centraux" autour desquels s'agglutinent plusieurs lignages "périphériques". Les notions de

centre et de périphérie comportent des connotations d'ordre géographique (les hauts plateaux représentent le "centre" pastoral) et démographique (les lignages les plus prestigieux sont souvent, en même temps, les plus nombreux).

Tabl. 66 : *Evolution de la population des Djafoun, de 1946 à 1975* *(en nombre de familles par lignage)*

lignages "majeurs"	lignages secondaires	1946 (Bamenda)	1975 (Bamenda)	1975 (Grassfields)
Rahadji		60	54	140
Gosi'en		100	158	167
Ringuimadji		?	53	53
Toukanko'en		258	606	648
Madjanko'en		183	321	442
Ouranko'en		100	266	266
	Hamaranko'en	3	4	4
	Bawanko'en	?	66	66
	Sayganko'en	68	107	147
	Rijimanko'en	37	87	87
	Aoutanko'en	52	68	68
	Danagou'en	7	0	15
	Dabanko'en	46	40	49
	Kounnanko'en	27	30	30
	Djaranko'en	27	38	45
	Djaromanko'en	19	51	96
	Ba'en	(?) 18	17	36
	Mbewe'en	7	24	48
	Faranko'en	54	115	168
	Dakanko'en	26	75	75
	Mbodi'en	43	75	75
	Gamadanko'en	15	35	47
	Kessanko'en	0	19	19
	Barbanko'en	44	11	11
	Wagoudanko	2	6	6
	Djalanko'en	2	8	8
	Bambanko'en	12	19	19
	Guerodji	16	0	16
	Amanko'en	79	?	?
	total	**1.305**	**2.276**	**2.846**

Comment la population des lignages a-t-elle évolué ? L'accroissement est-il plus accentué au "centre", fort d'une assise pastorale plus assurée? Accorde-t-il, au contraire, une part plus grande à la "périphérie", par agglutinement de lignages dans la mouvance des Djafoun ?

Dans les années quarante, un administrateur du Bamenda, J.H.D. STAPLETON, a recensé les Mbororo par lignages (tabl. 66). A cette époque, pratiquement tous étaient des Djafoun, sauf 12 familles danedji, peut-être quelques Ba'en et une famille de Siwalbe. Le recensement de 1946 est comparé avec celui entrepris 30 ans plus tard (106).

106. Au moment de l'enquête, l'existence du travail de J.H.D. STAPLETON était ignorée. Malgré tout, la détermination des lignages concorde, sauf quelques exceptions. Ainsi, les Amanko'en n'ont pas été identifiés en 1975 et, inversement, STAPLETON n'y signale aucun Bawanko. S'agit-il du même lignage ?

En trois décennies, la population des Djafoun du Bamenda a presque doublé. Cette progression provient d'un bilan démographique positif, car les entrées se sont taries. L'augmentation de population s'avère inégale selon les lignages. Ne tenons pas compte des Rahadji qui ne tiennent qu'une place secondaire au Bamenda. Parmi les grands lignages en 1943, les Gosi'en ne bénéficient pas d'un accroissement de population comparable à celui d'autres grands lignages. Tout se passe comme si la perte de prééminence politique avait entraîné une conséquence négative quant à l'essor de la population des Gosi'en. Leur moindre vitalité démographique n'est sans doute pas indépendante d'une polygamie plus large que chez les autres Djafoun. A long terme, elle est génératrice d'un appauvrissement des nouvelles générations. Quand le troupeau reçu en héritage n'est pas viable, car insuffisant pour faire face aux besoins d'une famille, même de petite taille, le jeunes'en va. Souffrant de la honte de ne pas disposer d'assez de bétail, il ne cherche pas du travail au plus près de ses parents. Au contraire, il s'en éloigne le plus possible. C'est une perte pour le lignage dont l'essor démographique est ralenti.

Un tassement comparable de vitalité démographique menace des petits lignages proches des Gosi'en, comme les Bawanko'en, les Sayganko'en et les Dabanko'en. Pour d'autres, il est lié plus directement à la destruction de leur cohésion spatiale, par exemple chez les Kounnanko'en et les Djaranko'en. L'éclatement d'un noyau lignager entraîne des conséquences démographiques. Il rend plus difficiles les relations entre membres d'un même lignage, donc la conclusion d'alliances matrimoniales qui se nouent, de façon préférentielle, dans le cadre lignager.

En opposition à ces lignages qui connaîtront, à terme, une situation de crise, d'autres progressent rapidement. Cette grande vitalité est à la fois le fait de lignages "centraux" (les Toukanko'en) et d'autres, "périphériques" (les Faranko'en et surtout, les Djaromanko'en). Il est significatif que les uns et les autres ont la réputation d'être riches et attachés à leurs animaux. La richesse et l'essor du cheptel seraient les meilleurs garants d'une dynamique démographique et, en même temps, d'une stabilisation des jeunes.

Hiérarchie lignagère et altitude

Les Djafoun des Grassfields comportent une gamme de lignages dont la hiérarchie s'exprime par la localisation en altitude. Le rôle pastoral du relief est essentiel. Les éleveurs ne se sont pas installés de façon aléatoire sur les plateaux.

Les lignages dominants ont procédé à une appropriation de fait des ***caBBal***. Inversement, l'ancrage des Djafoun sur des plateaux d'étendue limitée a contribué à renforcer les inégalités entre lignages et à les durcir. Le groupe des Djafoun s'est structuré à partir d'antécédents politiques certes, mais en prenant appui sur une base altitudinale. L'originalité des Grassfields tient à cette assise géographique de la hiérarchie lignagère.

L'essai d'unification politique des Djafoun du Bamenda, autour d'un ***arDo*** supérieur, a fait long feu. Alors qu'elle aurait sans doute entériné et prolongé la situation telle qu'elle était acquise au début des années vingt, la hiérarchie entre lignages s'est ouverte à des remodelages, à des remises en cause. Des lignages progressent et annexent des pâturages (cas des Djaromanko'en). Les changements dans l'attribution des secteurs d'altitude correspondent à des évolutions divergentes d'effectifs de cheptel.

La race de bétail s'impose comme un critère essentiel d'identification par rapport aux Akou. Mais l'uniformisation de la race bovine résulte parfois d'un acquis récent. Elle s'est généralisée de manière progressive, par absorption d'autres races, d'abord au Mambila puis aux Grassfields. La fixation des Djafoun et une longue coexistence en hauts plateaux ont accéléré l'unification du cheptel. Mais la race bovine de référence tend elle-même à se transférer vers un autre type d'animal. Si des lignages "périphériques" s'efforcent de s'intégrer aux Djafoun par mutation de leur race de bétail, les grands lignages djafoun sont les premiers à introduire des ***guDaali*** dans leurs troupeaux et à créer une nouvelle race par métissage. Cette initiative est à replacer dans un contexte plus large : fixation et même sédentarisation complète, changements démographiques et attraits d'un type d'élevage sédentaire. A mesure qu'ils abordent les plateaux, les Mbororo évoluent vers le modèle djafoun puis, de celui-ci, vers un autre imprégné de références foulbé : élevage sédentaire, ouverture de l'économie familiale sur l'agriculture, recul du rôle culturel du bétail.

Le partage d'un passé commun n'est pas seulement source d'unité mais également de discorde. L'accaparement des hauts pâturages a placé les grands lignages en situation de compétition. A présent, des conflits surviennent également dans l'accès aux plateaux intermédiaires, de plus en plus recherchés. Malgré un attachement commun à un milieu géographique exceptionnel, les Djafoun ne manifestent guère de cohésion.

Une anecdote le révèle. En 1975, les Toukanko'en de Kom et de Bum proposent aux Gosi'en de Sabga que tous les Djafoun s'unissent pour presser l'administration d'interdire l'arrivée de nouveaux Akou. Mais cette proposition supposait que fût résolue ou surmontée la vieille rivalité entre les deux lignages. De plus, si les Toukanko'en subissent directement la concurrence des Akou, ce n'est pas encore le cas des Gosi'en. Aussi, les derniers n'ont-ils pas répondu à cette invite un peu trop intéressée.



Portrait de jeune femme Akou, au nord du Bamenda

Les Akou (fig. 181)

Les rivalités entre lignages djafoun sont en passe d'être occultées par leur hostilité à l'encontre des Akou. Elle est surtout sensible au nord du Bamenda, sur les plateaux qui servent de porte d'entrée aux nouveaux venus. Des pâturages deviennent l'enjeu d'antagonismes sourds mais âpres. Ailleurs, par exemple au Bamoun, les relations paraissent moins conflictuelles : Djafoun et Akou coexistent, mais en s'ignorant.

L'appellation ***aku*** est assez récente. Elle semble ignorée au Nigeria, sauf au Mambila. Comme beaucoup de dénominations ethniques forgées par des voisins dans un esprit de dérision, elle est refusée par les intéressés. A partir de l'Adamaoua, elle s'est étendue aux Grassfields où elle devient de plus en plus usitée par les autres Mbororo, c'est-à-dire les Djafoun. Malgré les inconvénients qu'elle comporte, en existe-t-il d'autre pour désigner l'ensemble des Mbororo à zébus blancs ?

Les administrateurs anglais parlaient de "White Cattle owning Fulani". L'expression est exacte mais présente seulement le défaut de n'être employée que dans les rapports. Une étude récente, relative aux plateaux nigerians, regroupe ces Mbororo sous l'appellation "Daneeji clan", par référence à la désignation, en foulfouldé, de la couleur blanche du bétail (107). Séduisante, elle prête cependant à confusion. En effet, les Danedji sont loin d'être les seuls Akou, parmi lesquels ils ne détiennent pas toujours une position dominante. Même s'ils refusent l'appellation "Akou", les intéressés n'ignorent plus que Foulbé et Djafoun les désignent couramment ainsi.

107. R.I.M., 1984, "Livestock and land use in Southern Gongola State, Nigeria", p. 85.

Alors que les Djafoun se comportent avec aisance dans leurs relations avec les personnes extérieures au monde pastoral, les Akou manifestent plus de crainte, de timidité, de difficultés de contact. Ils sont réputés comme des gens rustres et arriérés, peu au fait de la vie moderne. A l'inverse, ils manifestent un attachement au bétail que beaucoup de Djafoun ont déjà perdu. Les jeunes assurent le gardiennage du bétail, patrimoine que les anciens augmentent de toute leur volonté. Face aux Djafoun des Grassfields, en pleine mutation sociale, les Akou représentent un groupe conservateur.

Les façons de s'habiller et de se coiffer des femmes Akou symbolisent un traditionalisme pastoral, maintenu du Sahel jusqu'aux Grassfields. Contrairement aux Djafoun, les femmes Akou s'efforcent de vendre des produits laitiers, alors que le contexte villageois des Grassfields ne se prête guère à ces transactions. L'engagement féminin dans le commerce du lait correspond à un modèle pastoral de partage des rôles entre les sexes. Chez les pasteurs peuls, la richesse des chefs de famille influe peu sur la situation des femmes. Qu'elle soit l'épouse d'un riche ou d'un pauvre, la femme Akou s'active aux mêmes tâches. La première dispose seulement de vaches laitières plus nombreuses, donc d'une aisance commerciale supplémentaire. Cependant, cela ne permet pas de capitaliser des bijoux en or, comme le réussissent les femmes peules d'Afrique de l'ouest.

Au Mambila, au début des années cinquante, seuls trois lignages étaient des "Aku" : les Boutanko'en, les Gamanko'en et les Pikadji. Ces

"vrais" Akou migrèrent du Bauchi vers le Mambila au début des années trente. Ensuite, d'autres lignages leur furent assimilés. Arrivés plus tard sur les plateaux, ils ressemblent aux premiers, notamment par leur bétail blanc. De même que pour les Djafoun, l'appellation "akou" perd la connotation historique qu'elle a d'abord revêtu, pour prendre une signification culturelle, liée à un type de bétail.

Le groupe des Akou recouvre une gamme de lignages encore plus complexe que les Djafoun. Comme leur formation s'est produite ou consolidée au nord du Nigeria, il est difficile d'en démêler l'écheveau, seulement du côté camerounais. Certains ont migré en masse tandis que d'autres ne comptent que quelques représentants aux Grassfields. Le tableau des Akou ne fournit donc qu'une liste tronquée des Mbororo à zébus blancs.

Entre Akou et Djafoun

De la même façon que des Djafoun marquent la transition avec les Akou, quelques lignages occupent une position charnière du côté des Akou. Leur cheptel, en particulier, est en cours de mutation. Par un jeu de croisement et de sélection, il tend progressivement à s'identifier avec les ***boDeeji***. Mais, contrairement aux Guerodji du Bamoun, l'adoption des zébus rouges n'est pas complète et ne semble pas définitivement acquise. Les troupeaux qui appartiennent à ces lignages apparaissent composites, résultat d'hésitations ou même, de revirements.

D'anciens Akou : les Danedji de Meta

Le cas le plus curieux est celui de quelques ***Daneeji*** installés à 2.000 mètres d'altitude, au rebord des plateaux Meta.

> Entrés au Bamenda dès la fin des années trente ou au début des années quarante, ils ont profité de l'absence de Djafoun en un secteur isolé de hauts plateaux. J.H.D. STAPLETON les mentionne déjà en 1943. Ils ne comptent alors que 12 familles mais elles sont encadrées par un ***arDo***, reconnu par l'administration.
>
> A présent, il est difficile d'assimiler aux Akou ces Mbororo de hauts plateaux, à bétail ***boDeeji***. Des mariages sont intervenus avec les Djafoun de Meta. Eux-mêmes se disent maintenant des Ouranko'en. L'intégration dans l'autre groupe est presqu'achevée.

Les Danedji d'Oshié représentent un petit kyste isolé dans l'aire des Djafoun. Des Akou plus nombreux se sont introduits par les hauts plateaux de Nkambe et Kaka, à 1.600 et 1.700 mètres. Ils relèvent de 3 lignages : les Djoranko'en, les Boutanko'en et les Gamanko'en. Ces portions de lignages marquent les premières arrivées d'Akou au Bamenda, précédant les grandes entrées dans les années cinquante et soixante.

Des Akou de hauts plateaux : Djoranko'en et Boutanko'en

Par rapport à l'ensemble des Akou, ces lignages ne sont pas importants : 60 familles de ***Joranko'en*** et autant de ***Butanko'en***. Les premiers ont

le mieux réussi à s'infiltrer en altitude. En effet, beaucoup de Djoranko'en sont installés maintenant en hauts plateaux, aux côtés de Toukanko'en. Quant aux Boutanko'en, ils ne comptent qu'une quinzaine de familles, l'essentiel du lignage se trouvant vers Wum, au milieu d'autres Akou.

Djoranko'en et Boutanko'en se sont introduits au milieu des Djafoun à partir des premières années quarante. Ils ont occupé des pâturages jusque-là délaissés car situés un peu en creux, dans la vallée de Binka. L'insertion des Akou en altitude reste d'ampleur limitée : 30 familles djoranko'en et boutanko'en auxquelles se joignent quelques autres lignages, en particulier des Ba'en.

L'arrivée des Boutanko'en au Bamenda aurait été un peu plus tardive que celle des Djoranko'en. Ils ne sont pas signalés par J.H.D. STAPLETON en 1943. Dix ans plus tard, les administrateurs n'en avaient pas encore connaissance, alors que le lignage était solidement implanté au Mambila et au Tchabbal Mbabo. En fait, quelques familles boutanko'en s'étaient déjà insinuées au Bamenda. L'administration les ignorait car elles n'étaient pas représentées par un *arDo* nommé par la "Native Authority". R. du BOULAY signale, en 1953, le nom d'un leader reconnu seulement par les éleveurs et dont les fils séjournent toujours près de Binka.

L'intrusion des Akou sur les plateaux Kaka fut plus récente qu'à Binka. Elle date des premières années cinquante. Il s'agit encore de Djoranko'en (40 familles) en provenance de Banyo et du Mambila. Avec 20 à 30 bovins/km2, les charges sont moindres que celles de Binka (80 bovins/km2). Des pâturages aussi peu chargés attirent de nouveaux Mbororo (108). De plus, ces plateaux se trouvent à l'écart de ceux accaparés par les Djafoun. Ils étaient encore accessibles aux Akou dans les années cinquante.

L'infiltration des Djoranko'en sur les plateaux Kaka se poursuit, en procédant par tâtonnements. Des familles séjournent d'abord près de la frontière, en limite du Mambila, puis quelques éléments poussent plus avant au Bamenda. En même temps, le cheptel se modifie. Les Djoranko'en ne détiennent presque plus de zébus blancs, déjà remplacés au Mambila par des *boDeeji* ou même par des *guDaali* de Banyo. Dans ce processus de rapprochement avec les Djafoun, les Boutanko'en se tiennent davantage sur la réserve. Malgré un séjour de 3 décennies à Binka, ils cherchent moins que les Djoranko'en à changer de bétail. Leurs troupeaux, avec une majorité de zébus blancs, surprennent à haute altitude.

La richesse en bétail des Djoranko'en de Binka est réputée. Ils ont obtenu leur autonomie, avec la nomination d'un *arDo*, ce qui leur donne l'assurance de se maintenir longtemps au milieu des Djafoun. Richesse et autonomie des Akou établis à leur porte ne manquent pas de susciter l'aigreur des Toukanko'en de Binka.

Ces Akou se remarquent par une activité agricole plus fréquente que chez leurs voisins. Plus de la moitié des chefs de famille possèdent un champ de maïs. L'ouverture d'un champ vivrier semble conférer une plus grande permanence à leur insertion en hauts plateaux.

L'intrusion déjà ancienne des Djoranko'en et Boutanko'en sur les hauts plateaux et leur enrichissement spectaculaire se traduisent par un taux de polygamie exceptionnel : 1, 68 (moyenne obtenue sur 82 familles). La réussite pastorale a permis de lever des freins à la polygamie : à mesure que

108. Mais il faut tenir compte de déficiences dans les comptages de cheptel, plus accentuées auprès des Akou des plateaux kaka.

le cheptel augmente, ces Mbororo nouent de nouveaux mariages. Dans une société pastorale, la richesse s'exprime par le nombre d'épouses. Par ce comportement matrimonial, les Djoranko'en et Boutanko'en sont devenus plus proches des Djafoun que des Akou.

Un ancrage fragile en altitude : les Gamanko'en

Alors que des Djoranko'en et des Boutanko'en ont réussi à s'immiscer localement sur de hauts plateaux, à proximité de Djafoun, ce n'est pas le cas des ***Gamanko'en***.

Dès les années cinquante, ils représentaient pourtant le second lignage du Mambila par l'importance du cheptel. Il est étonnant qu'ils n'aient pas abordé, depuis longtemps, le nord du Bamenda. J.H.D. STAPLETON ne les mentionne pas en 1943 : les premiers Gamanko'en ne sont entrés qu'au cours des années cinquante.

En 1975, l'ensemble du lignage compte 90 familles au Bamenda. Contrairement aux précédents, ils n'ont pas réussi à s'immiscer sur les hauteurs de Binka. A leur arrivée, ces pâturages portaient déjà beaucoup de bétail. Les Toukanko'en, cette fois, se sont opposés à ce que de nouveaux Akou prennent pied dans leur voisinage. Ils ont dû s'écarter au nord des hauts plateaux où ils ont trouvé des pâturages encore à 1.500 mètres, mais d'étendue restreinte, juste au-dessus des plaines de la Donga.

Leur petit groupe, une quinzaine de familles, est à l'étroit et cherche à se dégager vers les plateaux Kaka. De plus, il subit la pression de Toukanko'en qui, trop nombreux à Binka, voudraient déloger à nouveau les Gamanko'en. Partout, au nord de Nkambe, les charges en bétail sont très fortes. Les hauts plateaux s'abaissant brutalement vers les forêts de la Donga, la compétition est vive sur les pâturages de bordure. Les Gamanko'en ont du mal à garder le contrôle d'un secteur exigu. L'avenir du lignage est ailleurs.

Il se trouve peut-être vers Misaje, à l'ouest de Nkambe, où une trentaine de familles se sont établies à 1.100-1.200 mètres. Ici, le rapport de forces entre éleveurs est inversé. Des Toukanko'en, descendus des hauts plateaux mais appauvris en bétail, subissent de plein fouet le déferlement des Akou. Ils viennent de perdre le contrôle des pâturages, au bénéfice justement de Gamanko'en. Ceux-ci, en position dominante, ne sont cependant pas les seuls. Ils coexistent avec des Natirbe, des Bogoyanko'en et des Danedji. Une rivalité entre Akou ne succèdera-t-elle pas à celle qui les opposait aux Toukanko'en ? Apparemment, les Gamanko'en ont acquis la maîtrise des pâturages, mais les Natirbe sont les plus nombreux.

Un autre lot de Gamanko'en stationne sur le plateau de Wum mais en position minoritaire. Cela se traduit par leur dispersion à la périphérie de l'aire d'élevage.

Les Gamanko'en partagent avec les lignages précédents une autre caractéristique : l'importance des activités agricoles. Plus de la moitié des ménages ont ouvert des champs qu'ils cultivent le plus souvent par eux-mêmes. En saison des pluies, des champs de maïs entourent beaucoup de campements.

A quel facteur attribuer ce double intérêt, pastoral et agricole ? Est-ce à la difficulté de se procurer des vivres sur des plateaux isolés et faiblement peuplés ? L'engagement agricole entérine-t-il une fixation plus sûre des Gamanko'en ? Beaucoup affirment qu'ils cultivent partout où ils séjournent. Certains sont même entrés aux Grassfields avec des semences de maïs.

De fait, les Gamanko'en ne sont pas des apprentis cultivateurs. Au plateau de Jos, ils s'adonnaient déjà à des travaux agricoles. Leur double compétence serait l'héritage d'une ancienne sédentarisation. La nouveauté tient aux plantes cultivées, maïs et manioc remplaçant mil et fonio de Jos, et aux modalités du travail agricole : à l'emploi de salariés se substitue le travail par les éleveurs. Ce faisant, les Gamanko'en offrent un exemple que nombre d'Akou tentent d'imiter, dès leur entrée au Bamenda.

L'apport des cultures joue un rôle important dans l'économie des Gamanko'en. Il explique un taux de polygamie (1,37) supérieur à la moyenne des Akou. Presque tous les polygames entreprennent des cultures.

A chaque localisation des Gamanko'en correspond un degré dans la race de leurs animaux. Plus ils sont éloignés des hauts plateaux et des Djafoun, plus leur bétail est à dominante de zébus blancs. Au contraire, les Gamanko'en au nord de Binka possèdent maintenant surtout des *boDeeji*. Est-ce le résultat du voisinage avec les troupeaux des Djafoun ? Sans doute, mais pas de ceux du Bamenda. Le changement de cheptel s'est amorcé dès leur séjour au Mambila. De la même façon que pour les derniers Djafoun, l'assimilation pastorale des premiers migrants Akou a commencé après leur montée sur les hauts plateaux.

Le revirement des Siwalbe du Bamoun

L'installation sur les plateaux d'un lignage "charnière" n'accélère pas toujours la mutation de son cheptel. C'est ce que démontrent des *SiwalBe*.

Les Siwalbe juxtaposent, en fait, deux "sous-lignages" autonomes. Les plus nombreux, au nord du Bamenda, sont des Mbororo à zébus blancs et d'arrivée récente. Ceux du Bamoun (20 familles) possèdent, au contraire, des troupeaux composites ou uniformément de race *boDeeji*.

L'introduction d'une autre race par ces Siwalbe n'est pas récente. Elle date, encore une fois, d'un séjour antérieur au Mambila et sur les hauts plateaux de Banyo, dans les années quarante et cinquante. Nantis de zébus rouges, ils se sont alors avancés en direction des Grassfields. Mais ils s'orientèrent peu vers le Bamenda. J.H.D. STAPLETON ne relevait la présence que d'une famille en 1943. Ils s'introduisirent au Bamoun, entre les montagnes occupées par les Rahadji. Jusque-là, leur évolution n'est guère différente de celle des Guerodji et ils mériteraient à peine d'être classés parmi les Akou.

Pourtant, une fois arrivés au Bamoun, tous les Siwalbe n'ont pas mené à terme la mutation de leur race bovine. A ce palier de relief déjà inférieur, la souche de zébus blancs, lorsqu'elle était conservée, a mieux prospéré que l'autre. Elle s'est avérée mieux adaptée au contexte d'un bas plateau. Les Siwalbe, qui avaient permuté tout leur bétail, réintroduisent du zébu blanc.

Une adaptation s'instaure entre la race bovine et le niveau de relief que les Mbororo occupent. Les lignages à la jonction entre Akou et Djafoun interviennent sur leur bétail pour l'aligner sur celui qui est considéré comme typique des Grassfields. Mais des éleveurs, se ravisant, freinent ce changement de race. Certes, l'identité du cheptel concrétise le rapprochement de certains Akou avec les Djafoun. Mais c'est également l'altitude qui rend possibles ou non les changements de race bovine.

Les Akou "installés"

Les premiers Akou entrés au Bamenda ont remanié profondément leur cheptel, en s'appuyant sur les possibilités d'accès à haute altitude. Pour les autres, c'est-à-dire la majorité, les interventions sur le bétail restent limitées. Est-ce par suite de difficultés d'obtenir des animaux auprès des Djafoun ? Sans doute, mais les contraintes imposées par le milieu naturel ne manquent pas également de se faire sentir.

Presque tous les Akou stationnent en bas plateaux. Ils se rencontrent aussi bien au nord de la dorsale volcanique, entre Wum et Dumbo, qu'à l'est, au Bamoun. L'installation des Akou à ce niveau de relief ne relève pas du hasard ; elle résulte de l'histoire du peuplement pastoral. Les premiers Mbororo s'appropriant les hauts plateaux, les autres, plus tard venus, ont dû se contenter de reliefs inférieurs. Ils n'ont réussi à le faire que grâce aux aptitudes particulières de leurs animaux, en particulier face à la trypanosomose. Ce faisant, ils ne peuvent se défaire, sans danger, de cette race bovine, garante de l'élevage à ces altitudes. Dès lors, l'évolution vers le modèle djafoun est comme entravée. Elle ne pourrait se développer que si les Akou réussissaient à s'implanter plus haut. Cette condition explique leur poussée vers les plateaux intermédiaires (Konene) et le centre du Bamenda.

Comme presque tous les Akou se trouvent aux mêmes altitudes, la hiérarchie lignagère ne se mesure pas par un étagement. La différenciation entre Djafoun ne se répète pas, un cran plus bas. Chez les Akou, les inégalités se manifestent par le mode de peuplement. A des lignages nombreux, occupant de façon homogène de vastes pâturages, s'opposent des lignages aux éléments dispersés ou minoritaires. Les premiers jouissent d'une autonomie et séjournent depuis plusieurs années dans les mêmes secteurs. Les seconds sont en situation de dépendance et présentent une instabilité chronique. Les Galedji et, dans une moindre mesure, les Natirbe, illustrent le cas d'Akou déjà bien implantés au Bamenda.

Un lignage dominant : les Galedji

Les *Galeeji* tiennent leur appellation du nom de leur bétail, dérivation habituelle chez les pasteurs. Ce serait une branche des Gamanko'en, séparée au Bauchi. Au cours d'un long séjour sur le plateau de Jos, les Galedji constituent un lignage autonome. C'est devenu l'un des plus nombreux aux Grassfields : parmi les 1.400 familles akou , 350, c'est-à-dire le quart, sont des Galedji en 1975.

Contrairement à la fragmentation croissante du pouvoir chez les Djafoun, les Akou semblent se plier à une unification politique, autour des Galedji de Wum. Est-ce le résultat du prestige d'un chef ? Le commandement de plusieurs lignages survivra-t-il à l'influence d'un leader ? Les tendances de chaque lignage à l'autonomie ne travailleront-elles pas les Akou, de la même façon que les Djafoun ?

Fig. 181

CAMEROUN

Localisation des Akou en 1975

	UNE FAMILLE	UN "ARDO"
Boutanko'en	v	
Djoranko'en	^	^
Gamanko'en	I	I
Galedji	x	x
Natirbe	o	
Ba'en	^	
Danedji	B	B
Bogoyanko'en	z	z
Siwalbe	-	-
Rahadji	+	+
Sisilbe	B	

migration récente

? Secteur non enquêté en 1975

hauts plateaux

MASHI · DUMBO · MAMBILA · NIGERIA · ESSU · KIMBI RESERVE · MUNGOM · MISAJE · AKWETO · NKAMBE · FONFUKKA · BINKA · M BINKA · SU-BUM · NYOS · LASSIN · KAKA · AGHEM · WE · KONENE · NDU · DJI GADJERE · DIN · KISHONG · MBAW PLAIN · BUH · TCHABBEL · KOM · M OKU · DZENG · KUMBO · MBIAME · NSO · PLAINE TIKAR · NGWO · BABUNGO · NDAWARA · BAFUT · META · MBENGWI · SABGA · BAMBILI · BAMENDA · BALIKUMBAT · BAMBULUWE · PINYIN · SANTA · PLAINE DE NDOP · ASHONG · BAMENYAM · BAGAM · BAMENDJING · MATAPIT · M NKOGAM · FOUMBAN · DIDANGO · BABADJOU · M' BAMBOUTO · MBOUDA · BAMILEKE · BAMOUN · M' MBAPIT · FOUMBOT · BAFOUSSAM · M' MBAM · ancienne frontière entre les deux Cameroun

Benakuma lake · Nyos lake · Oku lake · Lahore · Jakiri · Ndop · Galim · Balcham · Fundong · Babbo · Bali

Katsina riv. · Kimbi riv. · Donga riv. · Mbitchum riv. · Nun riv. · Bui riv.

1000 · 1500

CARTE DE SITUATION

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE

Capitale de province

Préfecture

Sous-préfecture

Chefferie importante au grand secteur d'élevage — MBIAME

Ethnie — PINYIN

0 10 20km

Référence topographique : Carte I.G.N. du CAMEROUN à 1 : 200 000.

© ORSTOM 1986

UNITE DE CARTOGRAPHIE 1986

L'appropriation d'un plateau. Bien que nombreux, les Galedji ne se répartissent pas sur tous les bas plateaux. Ils se concentrent sur celui de Wum. Plus de 200 familles se groupent en un secteur de 15 km sur 30, sous l'autorité du même *arDo*. Elles se pressent moins aux abords de Wum qu'au nord, vers We et Essu. Le peuplement est à peu près homogène du point de vue lignager : sur des kilomètres ne se rencontrent que des campements de Galedji.

En faisant abstraction des terrains réservés aux cultures, le lignage occupe le centre du plateau de Wum. Ce bas plateau, à 1.200 mètres, offre des pâturages sur des étendues planes, à végétation de savanes claires. Au-delà d'Essu, le relief se morcelle en compartiments faillés, en versants abrupts accidentés de rochers ; les Galedji deviennent alors moins nombreux et côtoient d'autres Akou.

Le regroupement du lignage sur les meilleurs pâturages ne semble pourtant pas se traduire par de fortes charges en bétail. En fait, les effectifs de cheptel reportés ne correspondent que d'assez loin à la réalité. Les charges entre We et Essu excèdent sans doute de beaucoup les 25 bovins/km2 calculés d'après les statistiques fiscales.

Sur certains interfluves, les campements et les troupeaux s'entassent les uns près des autres. Ces rassemblements ne manquent pas de surprendre car des plateaux, même plus accidentés, restent encore ignorés des Galedji, au nord et à l'est d'Essu. A l'attraction de pâturages faciles d'accès et de parcours s'ajoute la proximité des villages de cultivateurs. De tous les Akou, les Galedji sont toujours les plus proches des villageois. Leur ravitaillement en est facilité, mais au risque de multiplier les dégâts aux cultures. La dépendance de ces éleveurs à l'égard des cultivateurs est-elle particulièrement étroite ou l'autorité du chef amène-t-elle les Galedji à négliger les risques de conflits à propos des champs ?

A l'est de We, une trentaine de familles se dispersent de part et d'autre de la Ring Road mais le lignage ne détient plus de position majoritaire. Au-delà de la Réserve de Kimbi, il n'est plus représenté que par des familles isolées, au milieu d'autres lignages.

Le rassemblement des Galedji autour de Wum est bien circonscrit. Les limites ne tiennent pas seulement à la configuration du plateau mais également à une volonté collective de ne pas se diluer parmi d'autres lignages. A un palier de relief inférieur, un grand lignage akou reconstitue une stratégie d'accaparement des pâturages comparable à celles des Djafoun prestigieux.

D'autres ancrages des Galedji sont éloignés de Wum par une centaine de kilomètres, au Bamoun et sur les plateaux Kaka. En 1975, ils comptent 65 familles au Bamoun, sur plus de 300 Akou. Bien que n'étant pas majoritaires, ils se regroupent encore au centre de ce plateau. A 1.200 mètres d'altitude, la table du Bamoun est comme nivelée à l'ouest de Foumban où les savanes arbustives s'ouvrent sur de vastes horizons. Les Galedji retrouvent un paysage et des pâturages peu différents de ceux de Wum. Les charges seraient également du même ordre. Toutefois, les Galedji du Bamoun ne se concentrent pas en un peuplement aussi homogène et ils dépendent d'autres lignages.

Enfin, les Galedji sont parmi les seuls Akou à s'accrocher aux derniers éperons de hauts plateaux. Une trentaine de familles s'égrènent de Ndu à Kaka. De même, une vingtaine se placent entre les derniers pâturages des Djafoun et les glacis du pourtour

de la plaine de Ndop. Des haltes, en cours de migration, sont converties en campements d'hivernage. Les pâturages sont exigus et les voisins Djafoun acceptent mal l'installation d'Akou. Il ne semble pas que ces familles isolées puissent attirer de futurs rassemblements lignagers.

Bien que concentrés à Wum, des Galedji ont pris position presque tout autour des hauts plateaux. Ils ne sont absents que du plateau de Dumbo. Prenant pied jusqu'en bordure des hauts plateaux, ils se tiennent fréquemment au contact des Djafoun.

Une démographie de vrais pasteurs. Les deux tiers des Galedji se réunissent donc en un seul ensemble de pâturages, ce qui manifeste un comportement de grand lignage. Cette cohésion porte la marque d'une solidarité, renforcée par une migration récente.

Les liens lignagers ne sont pourtant pas aussi resserrés que chez certains Djafoun. Le peuplement n'atteint pas une homogénéité comparable, au niveau lignager et surtout familial. Les rassemblements de grandes familles toukanko'en, par exemple, unies et installées avec leurs troupeaux sur des pâturages contigus, n'ont pas d'équivalent chez les Galedji.

Même aux environs de Wum, il est rare que l'unité de campement dépasse la famille nucléaire. Les campements restent de petite taille. Il est fréquent qu'en cours de migration, des familles étendues (frères, oncles paternels, cousins croisés) se déplacent ensemble. Mais, après un ou deux ans de séjour à Wum, elles se divisent.

Les grandes familles se scindent alors en plusieurs campements, peu éloignés les uns des autres mais autonomes. Quelques scissions prennent une plus grande ampleur, par le détachement d'éléments vers le Bamoun ou Ndop (109). Ces éclatements peuvent n'être que momentanés, des rapprochements intervenant plus tard. Le rapport des Galedji à l'espace reste fluide et marqué de réajustements continuels.

109. Les double noms systématiques des Akou et de leurs patronymes rendent plus difficile que chez les Djafoun la reconstitution a posteriori des familles étendues.

La fragmentation des Galedji en petits campements va de pair avec une caractéristique démographique : la petite taille des familles. L'importance du lignage (1.450 personnes recensées en 1975) permet de calculer quelques indices. Le nombre moyen de personnes par ménage (5,4) ne diffère pas de la moyenne de l'ensemble des Mbororo. Mais la distribution des ménages selon leur taille aboutit à un profil original. L'ensemble des Akou des Grassfields se différencie déjà des Djafoun par des familles de plus petite taille. Dans le cas des Galedji, cette particularité se trouve encore renforcée.

Sur le graphique (fig. 182), la courbe des Galedji est plus "pointue" que pour l'ensemble des Akou et décalée vers la gauche. Les familles les plus fréquentes ne comptent pas de 6 à 7 personnes mais seulement 4. Les trois-quarts des familles galedji se composent de 3 à 7 personnes. Le lignage juxtapose donc une multitude de petites unités familiales, peu différentes les unes des autres. Contrairement aux Djafoun, les familles de plus de 10 membres deviennent très rares.

Cette majorité de familles de petite taille est en rapport avec le régime matrimonial des Galedji. L'indice de polygamie s'abaisse à 1,26. Il est inférieur à celui de tous les lignages djafoun des Grassfields et des Mbororo de l'Adamaoua. Parmi les hommes mariés, 77 % restent des monogames.

A la fois par la taille des familles et par le régime matrimonial, la démographie des Galedji se différencie de celle des Djafoun. N'est-ce pas l'expression d'une société qui, plus égalitaire, serait plus typique de "vrais" pasteurs ?

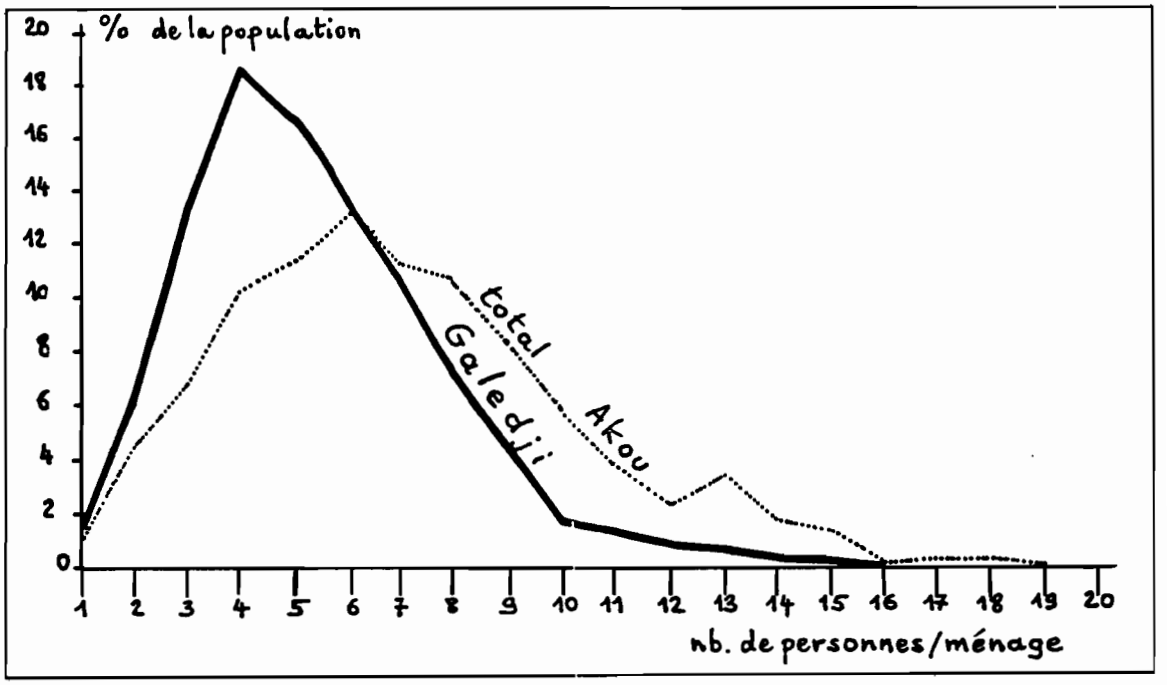


Fig. 182 : *Distribution des Galedji d'après la taille des ménages*

De fait, ces petites familles s'adonnent en priorité à l'élevage. L'activité pastorale apparaît exclusive, sauf à Wum où près d'un quart des Galedji ouvrent des parcelles de maïs. Certains pratiquaient déjà des cultures au Nigeria, mais la plupart ne s'y engagent vraiment qu'à Wum ; signe de stabilisation ou conséquence de difficultés d'approvisionnement auprès des voisins Aghem ?

Des Galedji avancent que l'ouverture d'un champ devient possible près de Wum, grâce aux loisirs que réserve l'activité pastorale à cette latitude. Pendant la longue saison des pluies, les pâturages sont abondants ; une garde continue du bétail ne s'impose plus comme en saison sèche. D'un autre côté, l'emprise des cultures n'est pas aussi forte qu'en certaines régions du Nigeria, par exemple chez les Tiv. Les Akou peuvent relâcher quelque peu la garde des troupeaux. Leur installation sur un plateau à climat humide favoriserait les initiatives agricoles.

Des Galedji se font aider, pour les travaux agricoles, par des femmes Aghem mais certains ne craignent pas de sarcler eux-mêmes le maïs. Quel contraste avec les Djafoun ! Une marque d'abaissement social chez les uns n'est, pour les autres, qu'une façon après tout utile d'occuper de longs loisirs. Beaucoup de Galedji, dès que les circonstances s'y prêtent, se dégagent d'un intérêt exclusif pour le bétail. Cependant, il importe de bien marquer le contexte de cet engagement agricole.

Les Galedji entreprennent des cultures avec l'intention de restreindre au maximum leurs dépenses et surtout, de prélever le moins possible d'animaux pour la vente. Ils ouvrent donc des champs avec, au fond, un objectif d'éleveurs : favoriser au mieux l'essor du cheptel. Cet objectif est prioritaire pour tous les Akou récemment entrés aux Grassfields. Il suscite leur soudain intérêt agricole. La plupart des Galedji, surtout à leur arrivée, sont loin de détenir autant de bétail que les Djafoun. Tout leur comportement est dicté par le désir de l'accroître le plus rapidement possible.

Migrations et changement de bétail. Lorsqu'ils habitaient au nord du Nigeria, dans la région de Kano, les Galedji possédaient des zébus rouges, à format plus petit que les vrais ***mbororooji***. Certains en détiennent encore, à leur arrivée sur Wum, mais en si faible nombre qu'il s'agit de curiosités : les Galedji se définissent comme des Mbororo à zébus blancs.

En séjournant longtemps sur les plateaux de Bauchi et Jos, ils furent amenés à changer complètement de bétail. Ainsi le bétail ***daneeji***, si typique de ces éleveurs aux Grassfields, ne serait qu'une race d'emprunt, adoptée à leur entrée dans les zones de savanes.

De même que pour certains lignages djafoun, l'homogénéité de la race blanche des Akou ne fut acquise que progressivement. Chez certains éleveurs, la souche plus ancienne de bétail subsiste. A partir de l'identité du cheptel, il est possible de reconstituer l'itinéraire migratoire et culturel des éleveurs.

L'investissement des pâturages de Wum par les Galedji attire sans cesse de nouveaux membres du lignage. L'homogénéité lignagère se renforce d'elle-même. Les derniers venus ont quitté les savanes de Lafia ou de Jos parce que la plupart des Galedji se trouvent maintenant à Wum.

En fait, toutes les ***suudu*** du lignage ne sont pas encore transférées de ce côté de la frontière. Si les Yamina se concentrent maintenant à Wum, d'autres "maisons", par exemple les Gniwaranko'en, sont encore peu représentées. Même ce lignage dominant est tronqué par sa migration vers le sud.

L'autonomie et le peuplement homogène des Galedji en font le lignage principal des Akou du Bamenda. Leur suprématie à Wum fut d'abord de nature politique avant de devenir numérique. Comme chez les Djafoun, l'ascendant d'un lignage lui a permis d'accaparer un plateau. Les membres du lignage se sont agglutinés autour de leur *arDo*. Celui-ci a défendu fermement son pouvoir, face à l'ambition d'autres lignages, en particulier des Ba'en et des Natirbe.

Des rivaux : les Natirbe

Le dénombrement des Mbororo a relevé une centaine de familles ***NaatirBe*** en 1975 mais elles sont certainement plus nombreuses. Dans la bousculade des expulsions provoquées par la création du ranch de Dumbo, l'enquête fut suspendue dans ce secteur. Or, c'est là précisément qu'étaient fixés le plus grand nombre de Natirbe. Ils sont sans doute aussi nombreux que les Galedji au nord du Bamenda.

Une ambition de grand lignage. La localisation des deux lignages reflète déjà leur antagonisme : ils ne se côtoient presque jamais. Les Galedji se sont emparés des pâturages de Wum, tandis que les Natirbe dominent, numériquement, ceux de Dumbo à Lassin. De Mungom, près de la Ring Road, jusqu'aux plateaux de Misaje puis de Lassin et de Din, se dessine une poche d'expansion du lignage au centre du Bamenda. Il est majoritaire parmi les Akou de Dumbo et de Mungom. En revanche, un seul *Naatiro* est repéré à Nyos, à la périphérie des plateaux de Wum, dans l'aire d'influence des Galedji.

Au cours des années cinquante, des Natirbe séjournaient pourtant nombreux à Essu. Ils tentèrent de ne plus dépendre des Galedji mais l'administration refusa d'entériner leur autonomie. Dès lors, ils abandonnèrent en masse ces pâturages. Une nouvelle péripétie de la lutte d'influence entre Galedji et Natirbe survint en 1974.

L'*arDo* de Wum fit parvenir à l'administration des pétitions accusant son homologue à Mungom de refuser d'accueillir des Mbororo, les forçant ainsi à "nomadiser". Il contrariait donc les objectifs de l'administration qui a toujours eu à coeur de sédentariser les Mbororo. En fait, l'*arDo* de Mungom redoutait de voir ses pâturages submergés par un afflux d'éleveurs expulsés de Wum. En les refusant, il ne faisait qu'appliquer les principes conseillés par l'ancienne administration : maintenir les pâturages en bon état. Cependant, il fut déposé et les Mbororo du secteur placés sous l'autorité de Wum. La réaction ne se fit pas attendre : la plupart des Natirbe de Mungom quittèrent l'endroit, en compagnie de leur leader.

Dans l'ombre de la politique officielle de sédentarisation, une lutte sourde se déroule entre lignages akou pour accaparer les bas plateaux.

Les Natirbe ont vraiment joué de malchance dans le contrôle des pâturages. Arrivés les premiers à Dumbo, ils en perdirent bientôt la maîtrise au profit de Djoranko'en, pourtant peu nombreux. Au cours des premières années soixante-dix, les pâturages de Dumbo sont presqu'entièrement confisqués pour les besoins d'un grand ranch d'Etat. A Din, à leur avance extrême au centre du Bamenda, ils sont plus d'une quarantaine de familles à dépendre des Gosi'en de hauts plateaux. Leur nombre les encourage à tenter d'obtenir l'autonomie.

Le candidat du lignage reçoit des promesses, après avoir grassement soudoyé des agents de l'administration. Il se croît si sûr de lui qu'il se comporte déjà en *arDo* (110). Mais sa nomination est refusée par l'administration provinciale. ***Semteende*** : la honte du désaveu, pousse plusieurs Natirbe qui lui sont proches à l'accompagner au Bamoun. Ils sont d'ailleurs aussitôt remplacés par d'autres Natirbe de Dumbo, si bien que la partie est simplement remise.

110. Se faire apporter une chaise lors du marché hebdomadaire symbolise un privilège de chef, le Mbororo du commun se tenant simplement accroupi lorsqu'il se repose en bavardant.

En dehors des savanes qui s'étendent de Dumbo à Din, soit 50 km du nord au sud, les Natirbe ne disposent que de petits secteurs d'ancrage aux Grassfields.

Ce sont les mêmes que ceux des Galedji : le Bamoun et la bordure des hauts plateaux. Mais ils se dispersent davantage au Bamoun. En bordure des hauts plateaux, ils n'occupent qu'une crête, en contrebas de Mbiame. Ils évitent de se placer au voisinage des Galedji. Ces pâturages leur serviront-ils d'appuis solides ou simplement de haltes migratoires ?

La séparation des sédentaires. Les Natirbe occupent des pâturages étendus, au nord du Bamenda, mais leur situation n'est pas assurée comme celle des Galedji. Ils s'efforcent d'obtenir une sécurité pastorale, préalable à la fixation. Cette stratégie se comprend par les antécédents du lignage.

> Lignage d'agro-éleveurs au nord du Nigeria (Kano, Katsina, Sokoto, Zaria), il s'est disjoint par l'isolement en brousse des éléments les plus attachés à l'élevage bovin. La scission ne remonte qu'à une génération. Un processus comparable à celui vécu par quelques Djafoun à la fin du 19e siècle s'est reproduit.

Les pasteurs ont laissé sur place les sédentaires du lignage : notables villageois et cultivateurs, entourés d'anciens serviteurs. Les sédentaires possédaient du bétail autrefois mais, devant les dégâts aux cultures, ils l'ont réduit de plus en plus. « *Ils sont devenus comme des Haoussa,* » disent d'eux les pasteurs. Ceux-ci, au contraire, ont choisi de sortir en brousse pour vivre en permanence auprès de leurs troupeaux. Les premiers les appellent : *colli ladde* : « *les oiseaux de la brousse,* » en manière de dérision. Restriction des pâturages devant l'extension des cultures et maladies du bétail ont entraîné les pasteurs en une longue dérive vers le sud, à la faveur de périples saisonniers. Ils se sont éloignés de plus en plus des sédentaires, jusqu'à perdre le contact avec eux (111).

C'est seulement la portion pastorale des Natirbe qui aborde les Grassfields. Les migrants ne s'intéressent qu'à leurs animaux. Quelques-uns entreprennent des cultures mais leur initiative sera probablement sans lendemain. Certains ont déjà abandonné des champs, après seulement un ou deux ans d'essai, entrepris sans conviction. Les nouveaux "cultivateurs" travaillent d'ailleurs rarement la terre par eux-mêmes, faisant plutôt appel à des salariés agricoles.

A leur arrivée sur les plateaux, des Mbororo aspirent à se sédentariser, surtout lorsque les nouveaux pâturages leur conviennent parfaitement. Mais cette tentation a peu de chance de se concrétiser, tant que le lignage n'acquiert pas d'autonomie politique. Une installation risque à tout moment d'être remise en cause, dans un contexte de dépendance envers un autre lignage. Entre Akou, comme entre Djafoun, les rivalités lignagères sont sans merci. Contrairement aux Galedji, les Natirbe n'ont pas réussi à s'imposer aux Grassfields. Il est probable qu'ils n'y resteront pas.

Des Akou en quête de pâturages : Ba'en et Danedji

Des ***Ba'en*** se rencontrent aux Grassfields, à la fois du côté des Djafoun et des Akou. D'autres lignages montreront que ce partage n'est pas exceptionnel. En fait, ces Ba'en sont devenus comme étrangers les uns aux autres ; seule leur dénomination reste commune.

Les Ba'en arrivés sur les plateaux dans le cortège des Akou sont nombreux : une centaine de familles en 1975. Comme les Natirbe, ils se sont affrontés aux Galedji au nord du Bamenda.

111. L'un de ces villages de Natirbe est Giwa, au nord-est de Zaria, où vécut Baba de Karo (SMITH, M.F., 1969, "Baba de Karo ; l'autobiographie d'une musulmane haoussa du Nigeria"). Celle-ci insiste fréquemment sur les différences de coutumes qui opposent les gens du pays, les ***HaaBe***, aux Foulbé sédentaires. Pourtant, ils se marient entre eux (alors que les Mbororo ne consentent pas à ces unions) et Baba dit : « ***quand un Peul sédentaire a épousé une "KaaDo", nous parlons le peul et l'haoussa*** » (p. 156). Cette remarque confirme la constatation faite par les Peuls de brousse à l'égard des membres de leur lignage devenus sédentaires.

Les revers des Ba'en

Chez les Ba'en, quelques familles se situent à l'articulation entre Akou et Djafoun. Au cours des années quarante, elles se sont insinuées dans la vallée de Binka, en même temps que des Djoranko'en. Qu'elles aient migré avec leurs zébus blancs ou qu'elles se soient engagées au service des Djafoun, elles ont maintenant changé leur bétail pour des zébus rouges. Comme leurs voisins Djoranko'en et Boutanko'en, elles s'assimilent lentement aux Djafoun. Mais cette évolution n'est pas partagée par la majorité du lignage.

Bénéficiant fréquemment au Nigeria d'une suprématie sur les autres Mbororo, de grandes familles ba'en s'efforcèrent de l'acquérir à nouveau au Bamenda, notamment à Essu. L'*arDo* de Wum riposta et, sous un prétexte, réussit à faire emprisonner son concurrent par l'administration. Dès lors, Natirbe et Ba'en alliés contre les Galedji quittèrent les lieux. Pas tous les Ba'en cependant : quelques-uns restèrent, en acceptant la prééminence des Galedji.

Après diverses tribulations, les fugitifs Ba'en et Natirbe entrèrent en compétition, à propos des pâturages de Mungom. Les Natirbe l'emportent d'abord, en obtenant la nomination d'un *arDo* dans leur lignage. Les Ba'en s'allient alors aux Galedji de Wum qui évincent les Natirbe, mais à leur profit.

Au fil des démêlés entre lignages, les Ba'en n'ont pas réussi à s'arroger la maîtrise de pâturages. Cet échec n'est pas sans rapport avec leur relative dispersion au nord du Bamenda, contrastant avec les rassemblements des Galedji ou des Natirbe. Les Ba'en côtoient les uns à Essu et les autres à Lassin ou à Din, mais toujours en position subalterne. Quelques familles, montées sur le plateau de Konene, ont peu de chance, face à l'opposition des Djafoun, d'élargir leur emprise.

Dans la géographie actuelle des Akou, les Ba'en n'accèdent pas à une position dominante. Cependant, la hiérarchie entre lignages akou n'est pas figée. Certes, les Galedji ont assuré leur emprise sur les pâturages de Wum mais, ailleurs, la compétition entre lignages reste ouverte. Les Ba'en sont nombreux au nord du Bamenda et en quête de pâturages qui leur soient propres.

Les membres du lignage jouissent, auprès des Akou, d'une réputation de vrais nomades : *rimdooBe : « ceux qui se déplacent. »* En fait, eux aussi sont devenus, ou redevenus mobiles, au début du siècle. Dans la région de Kano, ils étaient sédentaires et éleveurs-cultivateurs. Depuis qu'ils « *se promènent,* » selon leur expression, la plupart ont délaissé l'activité agricole.

Au nord du Bamenda, presque la moitié des ménages possèdent pourtant des champs de maïs. Beaucoup les cultivent de leurs mains, ce qui suppose un réel engagement agricole. D'ailleurs, ils obtiennent des résultats non négligeables en agriculture.

L'épouse de l'un (avec 6 enfants à charge) n'achète plus de maïs durant plus de la moitié de l'année. Tel autre (avec 2 épouses et 3 enfants à charge) s'offre le luxe de vendre du maïs à d'autres éleveurs...

La plupart de ces Ba'en affirment qu'ils commencent - ou recommencent - seulement à cultiver, comme autrefois leurs parents au nord du Nigeria. « *Maintenant, nous faisons comme les Djafoun, nous ne partons plus en transhumance.* » Signe d'une stabilité durable ou simple répit dans une longue migration ? Les anciens sédentaires sont-ils reconvertis en vrais nomades ou se déplacent-ils seulement à la recherche d'un bon "pays" d'élevage ?

L'un d'eux admet, à Essu : « *de tous les pays que j'ai connu, c'est ici que les vaches sont le mieux.* » Voilà qui explique l'âpreté des compétitions entre lignages. Cependant, les Ba'en ne sont devenus les maîtres d'aucun de ces pâturages dont ils font l'éloge. Le lignage ne cherchera-t-il pas son avenir ailleurs ?

Contrairement aux Galedji et aux Natirbe, les Ba'en ne s'arrêtent presque pas au Bamoun. Depuis qu'ils sont mobiles, ils se déplacent de concert avec les membres d'un autre lignage : les *VollaarBe*. Ceux-ci représentent l'élément resté nomade d'un lignage célèbre de Foulbé en Adamaoua. Les Vollarbe sont peu nombreux aux Grassfields (18 familles). Ils ont adopté comme point d'attache le nord du Bamiléké.

Alors que les Ba'en jouent un rôle politique notable auprès des Akou du Nigeria, ce n'est pas le cas aux Grassfields. Cet échec explique qu'ils n'affluent pas en grand nombre. D'une région d'élevage à l'autre, la hiérarchie lignagère ne se reconstitue pas toujours. Il en est de même des Danedji.

Les Danedji : cohésion familiale mais émiettement lignager

Bien qu'ils soient concurrents pour l'encadrement des Akou, les Ba'en et les Natirbe présentent le même type de population que les Galedji. Leur indice polygamique est de 1,28. Cette similitude n'est pas partagée par les ***Daneeji*** dont l'indice (1,37) se rapprocherait plutôt de celui des Djafoun. Voilà de curieux Akou...

> La singularité de leur régime polygamique est confirmée par la répartition des ménages selon leur taille (fig. 183). Les petites (moins de 4 personnes) et les grandes familles (plus de 10 personnes) sont plus fréquentes que chez les Galedji. Ce profil familial n'est pas très éloigné de celui de lignages djafoun, par exemple des Toukanko'en. Le comportement démographique des Danedji ne manque pas d'originalité par rapport au modèle des Akou. La présence de quelques grandes unités familiales laisse supposer une plus forte accumulation de bétail que chez les autres lignages (112).

La présence de grandes familles se traduit souvent, chez les Djafoun, par des concentrations lignagères en quelques secteurs. La localisation de 120 familles danedji ne suit pas cette règle. Les éléments du lignage se répartissent dans toute l'aire des Akou. Ils se rencontrent sur les trois principaux bas plateaux des Grassfields : Wum, Dumbo-Misaje et Bamoun. Ici et là, ils côtoient aussi bien des Galedji que des Natirbe.

112. L'une d'elle comporte même 4 épouses et 21 personnes. Et pourtant, ce n'est pas la famille d'un *arDo*.

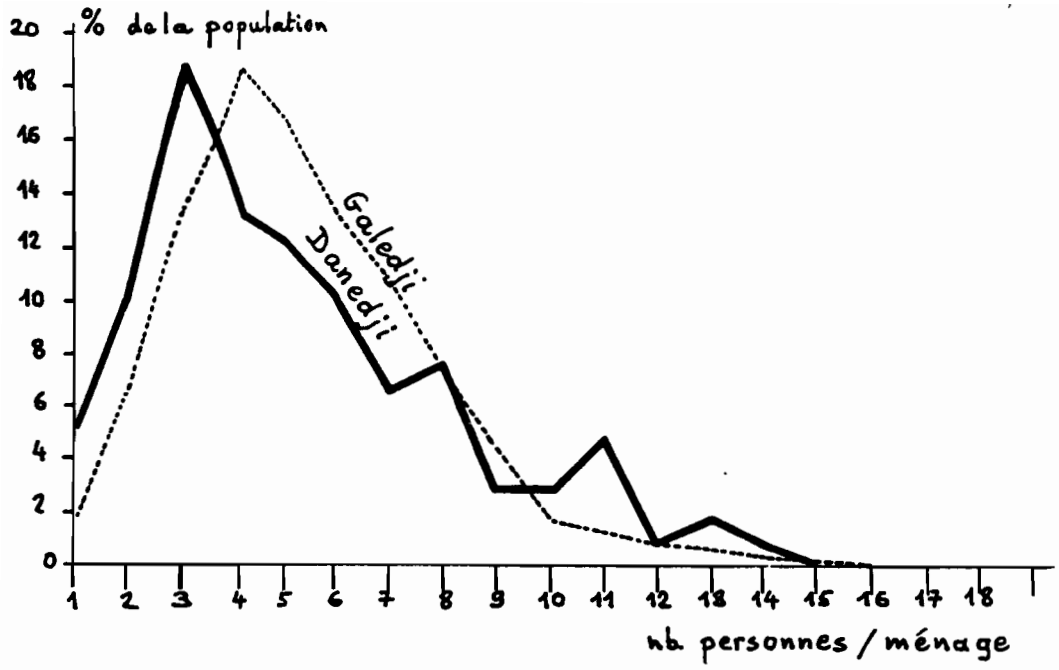


Fig. 183 : ***Comparaison de la taille des ménages danedji et galedji***

Aux environs de Wum, avec 40 familles, les Danedji représentent le second lignage, après les Galedji. Mais les uns et les autres ne se mêlent pas. Les Danedji sont contenus à la périphérie du plateau, vers Essu au nord, Bu au sud et Nyos à l'est. Dépendant de l'*arDo* de Wum, ils n'accèdent pas aux pâturages centraux, réputés les meilleurs. Parmi les Akou de Wum, ils ne détiennent que le statut d'un lignage secondaire. Cette situation ne les a guère favorisés dans l'attribution des pâturages. Ceux qu'ils occupaient à Bu se trouvent à la limite de la salubrité : beaucoup de Danedji ont dû quitter la lisière du plateau.

Les Danedji de Misaje-Fonfuka sont moins nombreux qu'à Wum. Pourtant, ils coexistent plus souvent avec les Natirbe qu'avec les Galedji. Danedji et Natirbe se sont souvent déplacés de concert à partir du nord du Nigeria. Les deux lignages séjournent également ensemble au Mambila.

Enfin, de nombreux Danedji se sont infiltrés jusqu'au Bamoun. Ils contrôlent, en 1975, une partie de ce bas plateau, grâce à deux ***arDo***. Mais tous les Danedji ne se regroupent pas pour autant dans leur allégeance. Cette indifférence surprend, car l'obtention d'un pouvoir local a pour effet habituel d'attirer les membres du lignage.

La tendance à la dispersion est donc la plus forte. Globalement, le lignage ne manifeste pas la même cohésion spatiale que les Galedji. Cependant, la dispersion joue au niveau du lignage, non à celui des familles. Chaque site d'hivernage comprend plusieurs éleveurs qui font partie d'une famille étendue : un patriarche et ses fils mariés, des frères et leurs descendants.

A Essu, 16 familles apparentées séjournent sur le même pâturage. Au niveau local, les rassemblements de Danedji contrastent avec l'émiettement des familles galedji.

Ces agrégats vont de pair avec une polygamie plus large des Danedji. Des familles entourent l'une d'entre elles qui, par son importance et sa richesse, est un centre d'attraction. L'une d'elles possède un millier de têtes, rivalisant avec les plus riches Djafoun.

Il est curieux que des chefs de famille aussi riches n'ambitionnent pas des charges d'***arDo***. Attachés aux valeurs pastorales, les Danedji ne sont peut-être pas tentés par cette forme de promotion. L'obtention d'une responsabilité d'***arDo*** implique une cohésion de groupe qui dépasse le niveau de la famille étendue. S'il ne s'appuie pas sur une clientèle plus large, un patriarche a peu de chance d'accéder à cette charge. Aux Grassfields, les Danedji n'ont pas joué un rôle fédérateur des Akou comme en Adamaoua.

Les Danedji ont connu deux périodes de sédentarisation, au nord du Nigeria : d'abord dans la région de Kano-Katsina, au début de ce siècle, puis sur les plateaux de Bauchi-Jos, au milieu du siècle. Chaque fois, ils sont partis pour maintenir leur activité pastorale. Ces périodes de sédentarisation expliquent l'intérêt manifesté pour les travaux agricoles. Un tiers des chefs de famille ont ouvert des champs. Pourtant, l'attitude vis-à-vis du travail agricole varie d'une grande famille à l'autre.

Aucun des membres de certaines d'entre elles ne cultive : « *les Danedji ne savent pas cultiver ; ils n'ont jamais touché une houe.* » Ou bien : ***kuugal ladde min anndi, durngol tan*** *: « nous ne connaissons que le travail de brousse, la garde du bétail.* » Et pourtant, d'autres familles entreprennent de cultiver, en commun, des champs de maïs. « *C'est la première fois,* » reconnaissent-ils et : « *c'est ici que nous apprenons à cultiver.* » Est-ce le signe d'une fixation en cours ? En tout cas, d'une stabilisation, au moins durant quelques années.

Alors que les Danedji ont dirigé l'installation des Akou en Adamaoua à partir de 1930, ils se comportent aux Grassfields comme de simples pasteurs de brousse. D'abord préoccupés par leur bétail, ils sont restés à l'écart des luttes sans merci que les autres lignages se sont livrées, dès leur entrée sur les plateaux. En contrepartie, les Danedji ne disposent d'aucune autonomie. Ils se partagent entre plusieurs pâturages où leur installation reste précaire.

Des Akou instables : Bogoyanko'en et Siwalbe

Les lignages précédents séjournent depuis les années soixante sur des pâturages déjà parcourus en saison sèche par les Djafoun. Ce sont des secteurs sûrs, en ce sens qu'ils ne font pas peser de menace d'insalubrité sur l'élevage bovin. Leurs qualités pastorales sont reconnues. C'est sans doute la raison pour laquelle des Akou s'en disputent tant le contrôle.

Malgré des déplacements provoqués par des querelles à rebondissements, les lignages précédents semblent en cours de stabilisation. Ce n'est pas le cas d'autres Akou dont la position apparaît fragile.

Des pionniers : les Bogoyanko'en

Par leur localisation aux Grassfields, les ***Bogoyanko'en*** semblent assez proches des Danedji. Eux aussi se répartissent entre les trois secteurs

d'hivernage des Akou : les plateaux de Wum, de Dumbo-Lassin et le Bamoun. Cependant, les deux lignages ne coexistent pas. D'abord, par le choix de leurs sites d'hivernage : les Bogoyanko'en s'écartent fréquemment en des lieux encore plus périphériques et isolés que les Danedji.

A la fois sur Wum et au Bamoun, ils se tiennent aux limites de l'aire d'élevage. Les autres lignages n'osent pas s'installer au-delà de leurs campements. De Misaje à Lassin, ils s'avancent dans les derniers vides qui séparent encore les Akou des Djafoun : à l'est de la vallée de Sunka, en face du plateau de Konene occupé par les Toukanko'en et le long de la vallée de Bem, en contrebas du plateau de Nkambe. Les Bogoyanko'en manifestent un comportement pionnier dans la mise en valeur pastorale des bas plateaux.

De telles avancées sur de nouveaux pâturages ne semblent pas permettre à plusieurs familles apparentées de se maintenir solidaires. Dans ces pâturages marginaux où les éleveurs ne sont pas assurés de rester, les grandes familles éclatent. Mais leur division n'est peut-être que provisoire. Des rapprochements succèdent à des éloignements, dans l'essai successif de nouveaux pâturages. Bien qu'éloignés, des éleveurs apparentés se rendent visite. Des éléments du lignage, ayant coexisté autrefois dans un même secteur, restent en contact, même si leurs trajets migratoires ont divergé. Une conscience lignagère compense en partie les effets isolants d'une dispersion en des endroits isolés.

L'autonomie géographique des familles n'est sans doute pas sans rapport avec un indice de polygamie (1,31) plus faible que celui des Danedji. Le comportement matrimonial des Bogoyanko'en se rapproche de celui des Galedji. De fait, c'est avant tout un lignage de pasteurs, au moins depuis leur départ du Katsina, au nord du Nigeria. Quelques-uns tentent de cultiver au Bamenda, mais c'est pour la première fois. Eux-mêmes reconnaissent qu'ils « *ne sont pas des cultivateurs.* » Ils dépendent des villageois pour leur ravitaillement. Aussi, les femmes Bogoyanko'en sont-elles de grandes marcheuses, pour troquer du lait contre des céréales.

Les rapports des Bogoyanko'en avec l'espace diffèrent de ceux qu'entretiennent les grands lignages akou. Galedji, Natirbe, Ba'en sont en compétition pour accaparer des pâturages dont les qualités pastorales sont confirmées, s'en disputant l'accès puis le contrôle. Les membres du lignage dominant se rassemblent autour de leur *arDo*, en évinçant progressivement les autres. Le peuplement homogène d'un espace continu devient le signe d'un lignage autonome et stabilisé. C'est une logique pastorale similaire à celle des grands lignages djafoun.

Les Bogoyanko'en ne cherchent pas à s'immiscer dans ces pâturages disputés. Leur espace de prédilection est autre : c'est celui des pâturages "neufs" ou à peine connus. Ils sont parmi les premiers à les prospecter, à les évaluer et à les expérimenter. La dispersion des membres du lignage n'est plus le signe de déboires infligés par des lignages puissants mais celui d'une dynamique spatiale.

A l'inverse, un tel comportement relève de la logique d'un lignage qui n'est pas en position d'affronter les autres sur les meilleurs pâturages. Acteurs d'innovations spatiales, les Bogoyanko'en se maintiendront-ils longtemps sur les Grassfields ?

Les nouveaux Siwalbe

Des ***SiwaalBe*** participent d'une méthode d'occupation de l'espace comparable à celle des Bogoyanko'en. Mais leur localisation est plus complexe. Cela provient de la diversité des éléments qui composent un lignage plus large que les précédents.

Douze ***suudu*** de Siwalbe ont été dénombrées aux Grassfields. De plus, certaines ne sont pas encore représentées sur ces plateaux et d'autres ne comptent que quelques familles. Une composition aussi complexe ne manque pas d'interférer sur les choix d'installation.

L'arrivée des Siwalbe s'est échelonnée sur plusieurs décennies. Les "anciens" Siwalbe, installés au Bamoun, ont déjà été présentés. Hésitant entre le bétail blanc et rouge, ils se situent à l'articulation entre les Djafoun et les Akou.

Les Siwalbe les plus nombreux sont arrivés plus récemment. Le plateau de Wum étant accaparé par les Galedji, ils s'en écartent, sauf 10 familles enclavées à la limite entre Akou et Djafoun. Comme les Bogoyanko'en, les Siwalbe n'hésitent pas à entrer dans les savanes vides, à l'écart des autres Akou.

Ils pénètrent sur des compartiments de plateaux entre Dumbo et Wum, isolés par des vallées profondes couvertes de forêts. De part et d'autre de la vallée de Kimbi et de la réserve du même nom, de nouveaux venus Siwalbe tentent de s'installer ; initiatives qui tiennent de l'aventure, tant le risque pastoral est grand. Ils sont déjà une trentaine de familles, en 1975, au pourtour de la Kimbi Reserve. Les pâturages sont abondants ; les Siwalbe n'affrontent pas la concurrence d'autres éleveurs, sauf en saison sèche. Mais le danger des glossines est réel. S'ils réussissent à convertir ces savanes en pâturages d'hivernage, l'aire d'élevage deviendra continue, de Dumbo à Essu.

A l'ouest de Lassin, des Siwalbe abordent des plateaux intermédiaires qui prolongent ceux de Konene, de l'autre côté de la Sunka.

Ce vide pastoral, délaissé par les Djafoun des hauts plateaux, est en cours de colonisation rapide par les Akou. Plusieurs lignages s'y pressent avec les Siwalbe : des Natirbe, des Ba'en, des Bogoyanko'en. La colonisation pastorale progresse plus rapidement et plus sûrement qu'à la périphérie des bas plateaux. Les Siwalbe y participent activement, avec une quarantaine de familles.

L'afflux d'éleveurs engendre déjà des charges de 50 bovins/km2. Il est probable que tous ne resteront pas sur place. Les départs toucheront-ils tous les lignages ou succèderont-ils à l'hégémonie de l'un qui, seul ou à peu près, se maintiendra sur place ? A l'occupation libre et désordonnée par plusieurs lignages succèdera sans doute une phase de compétition entre Akou pour la maîtrise de ces bons pâturages.

La géographie des Siwalbe est encore fluctuante. Leur installation dans les nouveaux pâturages proches de la Kimbi n'est qu'un essai. Que des pertes de bétail surviennent et les éleveurs s'enfuiront. Inversement, si les nouvelles savanes s'avèrent salubres, les familles se disperseront pour se

mettre au large. Ce comportement pionnier n'est possible qu'avec du bétail blanc. Il n'est pas question, pour ces éleveurs aventurés en secteurs à risques, de changer leur cheptel.

Des Siwalbe de la nouvelle vague migratoire ont déjà atteint le Bamoun, renforçant l'effectif du lignage sur ce plateau. Ils ne se rassemblent pas avec ceux installés depuis plus de vingt ans. Trop d'éléments les séparent : leur histoire migratoire, leur culture et surtout, leur cheptel. Les Siwalbe qui viennent d'entrer aux Grassfields sont des ***Yakanaaji*** : des « *Blancs* » (113). Finalement, les uns et des autres n'ont plus, en commun, que le nom du lignage.

113. Au nord du Nigeria, des Siwalbe conserveraient leur vieille race de zébus rouges, comme certains Galedji. Mais aucun d'entre eux n'était parvenu aux Grassfields en 1975.

Toutefois, tous les Siwalbe portent un intérêt exclusif à l'élevage et ignorent l'activité agricole. Mais cette spécialisation provient peut-être du fait que seule une portion du lignage est entrée sur les plateaux : les ***waancooBe*** *: « ceux qui se déplacent. »* Ils ont laissé vers Kano les ***jooDiiBe*** *: « les sédentaires. »* Une scission a sélectionné les éléments les plus mobiles et les plus engagés dans l'élevage.

Du point de vue démographique, le filtrage des seuls pasteurs se traduit par un faible indice de polygamie : 1,29 pour 103 ménages. En ne tenant compte que des Siwalbe "blancs", l'indice s'abaisse même à 1,26. Instabilité et capacité à changer rapidement d'endroits ne s'accommmodent que d'une petite polygamie.

Tous les Akou des Grassfields ne sont pas des nomades d'origine. Beaucoup se sont remis en mouvement après une longue période de stabilisation au nord du Nigeria, parfois une véritable sédentarisation. Le retour au nomadisme est déjà ancien dans le cas des Ba'en et des Natirbe, mais d'autres départs semblent plus récents. Même des villageois, ***imBe wuro***, jusque-là éleveurs-cultivateurs, décident d'accorder la priorité au bétail et partent à la recherche de pâturages. A leur arrivée au Cameroun, il devient difficile de les distinguer des "vrais" pasteurs.

Ainsi en est-il de quelques ***Sadanko'en*** mêlés aux Gamanko'en et de ***Dage'en*** qui ont suivi les Danedji. Les ***SisilBe*** (ou ***SilsilBe***) seraient également d'anciens Peuls villageois, nombreux au Bauchi. Une trentaine de familles seulement sont entrées au Bamenda, où elles se tiennent aux marges de l'aire d'élevage (114). Cette minorité montre comment d'anciens sédentaires peuvent devenir - ou redevenir - des nomades.

114. Les Sisilbe seraient originaires du Sokoto d'où ils se déplacèrent, lors d'une première phase migratoire, vers le Bauchi. D'autres pénétrèrent également au Bornou, en se sédentarisant, ce qui leur valut l'appellation de ***Bornanko'en*** (MOHAMMADOU, E., 1969, p. 69).

L'élargissement de l'aire d'élevage tient à quelques lignages, comme les Bogoyanko'en et les Siwalbe. Lignages pionniers, ils expérimentent de nouveaux pâturages, à leurs risques et périls. Les premiers Akou (Ba'en, Galedji, Danedji) se comportèrent de la même façon, à leur arrivée aux Grassfields. Ensuite, ils sont passés à une stratégie d'accaparement des pâturages reconnus propices à l'élevage.

Des lignages "dédoublés" : Rahadji, Mbodi'en

A la faveur d'une longue coexistence, le groupe des Djafoun s'est enrichi d'éléments qui, autrefois, relevaient des Akou. Allégeance politique, alignement social, adoption du bétail rouge et, finalement, alliances

matrimoniales sanctionnent l'intégration. Mais, voici qu'entrent aux Grassfields des éleveurs restés "en arrière", dans la longue traînée migratoire vers le sud. Ils n'ont pas connu le même itinéraire culturel que les premiers. Leur arrivée tardive sur les plateaux explique une sorte de dédoublement de lignages entre les deux groupes mbororo.

La distance culturelle entre anciens et nouveaux Siwalbe entame déjà leur unité lignagère. D'autres Mbororo se partagent entre deux sections de lignage encore plus étrangères l'une à l'autre. Les premières ayant fait l'objet d'une présentation avec les Djafoun, il reste à évoquer leurs homologues du côté des Akou.

Une scission lignagère de ce genre a déjà été évoquée à propos des Ba'en. Elle tire son origine d'une séparation qui s'est produite, il y a longtemps, au nord du Nigeria. Les ***Rahaaji*** offrent un exemple encore plus net de lignage dédoublé. Les premiers ont joué un rôle historique important auprès des Mbororo du Mambila puis du Bamoun. Or, d'autres Rahadji à zébus blancs abordent les plateaux depuis quelques années.

Ils ont quitté le nord du Nigeria (Bauchi) beaucoup plus tard que les premiers. Entretemps, ils ont acquis la race bovine la plus adaptée aux savanes peu salubres où ils ont longtemps séjourné. A leur entrée aux Grassfields, ils s'installent d'abord à Dumbo, près des Natirbe. Mais l'afflux de troupeaux les amène à chercher, plus "avant", des pâturages moins chargés. En deux ans, 70 familles se déplacent vers le Bamoun où elles rejoignent les anciens Rahadji. Pourtant, ce n'est pas leur présence qui les a attirées ; les deux "sous-lignages" n'entretiennent plus de relations (115).

Seule, l'existence de pâturages libres a compté. Les nouveaux Rahadji se sont installés sur une partie inoccupée du plateau, à l'est du Mbapit. Ils sont les seuls à hiverner à une altitude de seulement 1.000 mètres. Ils ne présentent aucun point commun avec leurs homonymes, sédentarisés et presque "foulanisés", à seulement quelques kilomètres de là.

Un dédoublement comparable intervient pour nombre d'autres lignages, au fur et à mesure de l'entrée de nouveaux Akou sur les plateaux.

Les premiers ***Mbodi'en*** arrivés aux Grassfields sont devenus de vrais Djafoun. A présent, d'autres Mbodi'en, à zébus blancs, abordent à leur tour les plateaux. Peu nombreux (une vingtaine de familles), ils se disséminent déjà sur toute l'aire des Akou. Eux non plus n'entretiennent aucun rapport avec les Mbodi'en à zébus rouges.

Enfin, quelques ***Jaafun***, restés dans la région de Kano au moment des grands départs du 19e siècle, entrent seulement maintenant au Bamenda. Ils se disent "Djafoun'en", mais l'appellation englobe des Faranko'en (116), des Ouranko'en, des Gabdanko'en, tous à zébus blancs. Dans une dérive migratoire tardive, la plupart ne sont encore parvenus qu'au Bauchi. Seuls, quelques éléments abordent le Bamenda. Eux aussi ont adopté depuis longtemps la race bovine la mieux adaptée aux savanes peu salubres. « ***Ils sont devenus des Yakanaaji,*** » disent-ils.

A la faveur de migrations vers les plateaux dès la fin du siècle dernier et d'une prospérité pastorale, plusieurs lignages djafoun ont réussi à sauvegarder et à valoriser le bétail rouge, race prestigieuse. Cependant, ils

115. Lorsque les premiers Rahadji séjournaient vers Banyo, au début du siècle, leur *arDo* retournait au nord du Nigeria rendre visite aux siens, auxquels il était apparenté par sa mère. Ensuite, les relations ont cessé.

116. L'origine des Faranko'en au sud de Kano infirme la supposition de DOGNIN, R., (1981, p. 142, note 15) selon laquelle leur nom proviendrait du Mayo Faran, au sud de Yola. Ils auraient plutot donné leur nom à cette rivière. Pour les Mbororo, les relations entre la toponymie et les noms de personne ou de groupe se font à double sens.

avaient laissé en arrière d'autres membres de lignages qui, d'épizootie en maladie du bétail, ont dû changer de race bovine pour préserver leur activité pastorale. Aujourd'hui, ils débouchent à leur tour aux Grassfields. Pasteurs frustes et méfiants, attachés à leurs animaux, ils offrent un contraste singulier avec les Djafoun raffinés des hauts plateaux. Les différences de races de bétail symbolisent l'écart culturel qui s'est creusé, au cours d'une séparation séculaire.

Un nouveau peuplement pastoral encore fluide

Il est difficile de cerner le groupe des Akou dans une région d'arrivée. Les lignages parviennent en désordre ; les hiérarchies de départ sont bouleversées ; les ensembles lignagers d'autrefois se désagrègent. Malgré cet imbroglio de "bouts de lignages", quelques modalités du peuplement akou peuvent être mises en évidence.

L'absence de population servile

Les Akou des Grassfields présentent l'originalité par rapport aux Djafoun, mais surtout aux Foulbé, de ne pas être accompagnés de descendants de serviteurs. Pourtant, nombre d'entre eux disposaient autrefois de jeunes *maccuBe* pour assurer la garde du bétail, au nord du Nigeria. Une fois adultes, les bergers serviles étaient installés et mis à cultiver, selon un schéma classique. Les maîtres mbororo bénéficiaient d'une partie de la récolte, prélevée au moment du retour saisonnier des troupeaux près des villages. Puis leurs déplacements éloignèrent de plus en plus les pasteurs des anciens villages d'attache. Les liens se relâchèrent entre maîtres et serviteurs : tarissement du recrutement forcé de jeunes bergers parmi les fils de serviteurs, irrégularité des prélèvements de récoltes.

Au fur et à mesure de leur dérive vers le sud, les Akou ont abandonné les éléments serviles qui vivaient encore dans leur dépendance. Il ne semble pas que d'anciens serviteurs aient réussi à constituer des troupeaux ni à se convertir en éleveurs. Les serviteurs, puis leurs descendants, se sont fixés dans l'entourage des Peuls sédentarisés, ou sont restés seuls, quand tous les anciens maîtres ont "suivi" le bétail.

A la scission de lignages (les Natirbe, par exemple) entre nomades et sédentaires, au cours des années vingt et trente au nord du Nigeria, s'ajouta donc, pour les nomades, un filtrage des éléments de statut servile. Les Akou qui abordent les Grassfields sont des Peuls déliés de toute entrave qui pourrait contrarier ou freiner leurs intérêts pastoraux. Il en résulte une grande disponibilité par rapport à l'espace.

Un peuplement récent...

Alors que le tableau des Djafoun au Bamenda en 1975 offre peu de changements de fond par rapport au dénombrement de 1943, il en va tout autrement des Akou. Dans les premières années quarante, ils n'étaient

représentés que par une douzaine de familles. Même les lignages déjà nombreux et bien établis au Mambila voisin ne s'étaient pas encore introduits aux Grassfields. Or, en 1975, le recensement aboutit à un total de 1.380 familles. Le peuplement des plateaux de l'Ouest-Cameroun par les Mbororo n'a plus la même composition.

Cet afflux était difficile à prévoir au cours des années quarante. Ce ne sont pas les Akou déjà connus au Mambila (les Gamanko'en, les Boutanko'en, les Danedji) qui ont gagné massivement les Grassfields. Certes, ils ont alimenté des entrées, mais relativement peu par rapport aux courants migratoires en provenance du Bauchi et des régions de Kano, Katsina et Sokoto. Pour les Mbororo au nord du Nigeria, les plateaux des Grassfields sont devenus un objectif migratoire, dans le cadre d'un transfert général vers les savanes humides.

...et susceptible de réaménagements

Alors que la localisation des Djafoun en altitude permet à une hiérarchie lignagère de s'exprimer, l'alignement des bas plateaux sur un seul plan de relief n'offre pas aux Akou la possibilité de se différencier par un étagement. Mais ce n'est peut-être que le signe d'une phase initiale de peuplement. La descente de lignages pionniers en bas des plaines du Mbam aboutira probablement à un autre étagement des Akou, à une gamme d'altitudes plus basses que les Djafoun.

De même, l'imbrication des lignages akou caractérise une phase initiale d'installation. Elle est suivie par une période de compétitions. Les lignages finissent par se partager progressivement les secteurs pastoraux. Certains acquièrent localement une position dominante ; les autres s'en vont.

Certains Akou, comme les Galedji aux environs de Wum, ont déjà réussi à s'approprier un plateau. A force d'exclusions de rivaux, ils se sont arrogés un monopole pastoral. Les autres Akou ne sont admis, à la périphérie, que dans une situation subalterne. Sans les perturbations et les départs provoqués par les conflits avec les cultivateurs, les Galedji auraient peuplé ce plateau de manière encore plus systématique.

D'autres Akou tentent également d'accaparer des bas plateaux. Parfois, ils doivent d'abord se libérer de la tutelle des Djafoun, par exemple à Lassin. Un lignage d'Akou occupe d'abord en force des pâturages, dans le but de s'en emparer. Au contraire, les *arDo* djafoun attirent des migrants aussi divers que possible, dans l'espoir qu'ils se neutraliseront les uns les autres. C'est seulement en cas de succès des Akou que le peuplement s'homogénéise autour d'un lignage. La géographie de ce groupe mbororo est donc encore fluctuante. Des réaménagements dans l'emprise des lignages et leur localisation restent prévisibles.

Les rapports entre lignages sont souvent vécus sous forme conflictuelle, aussi bien entre Djafoun qu'entre Akou. Ce type de relations est peut-être spécifique des Grassfields. Ailleurs, les tensions entre éleveurs se résolvent ou se préviennent par la mobilité et par une conduite d'évitement. Sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, l'espace pastoral n'est pas illimité. Aban-

donner un pâturage sous la pression d'un lignage rival devient plus dramatique que sur d'immenses étendues de plaine. Les fugitifs n'ont pas la certitude de disposer, plus loin, de pâturages équivalents. Les plateaux, avec leurs fortes charges en bétail, sont des espaces pastoraux disputés.

Le "front" entre Djafoun et Akou

La géographie du peuplement mbororo présente une véritable démarcation entre Djafoun et Akou. Elle correspond, globalement, à l'étagement entre hauts et bas plateaux mais avec quelques exceptions : intrusion des premiers Akou sur les hauts plateaux de Binka, descente de Djafoun des prairies de *caBBal*. La séparation entre les deux groupes n'est pas figée mais l'enjeu de multiples compétitions qui s'achèvent, le plus souvent, par des avancées d'Akou et des reculs de Djafoun.

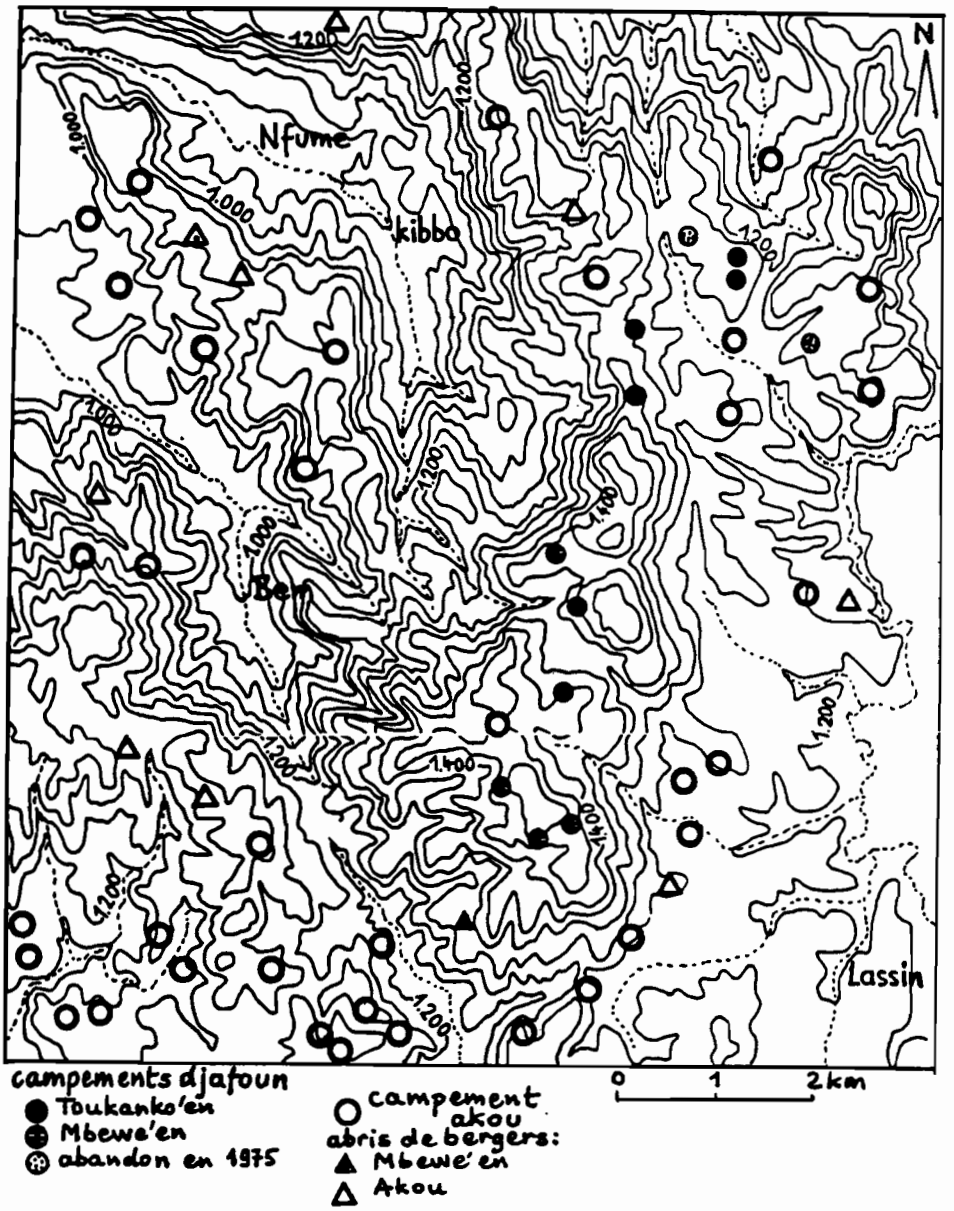


Fig. 184 : *Djafoun et Akou aux environs de Lassin*

L'épisode le plus frappant se déroule entre Misaje et Lassin. Des Toukanko'en et Mbewe'en prennent d'abord possession de plateaux intermédiaires, à 1.200-1.400 mètres, en avant de l'abrupt des hauts plateaux. Puis des Akou arrivent du nord par Dumbo et Misaje. Dans leur avancée vers le sud, ils occupent d'abord les dépressions, de Lassin à Din, par une traînée continue de campements (fig. 184).

Les Djafoun de Bem, entre Lassin et Misaje, se trouvent bientôt encerclés de troupeaux qui appartiennent à des Akou. De nouveaux venus s'installent de plus en plus près d'eux. En 1974, les pâturages au-dessus de 1.300 mètres portent 500 bovins appartenant aux Djafoun mais déjà 1.850 aux Akou. Les Toukanko'en les plus proches de Misaje commencent à lâcher prise en 1975 ; ils se replient vers Lassin. Aussitôt, des Bogoyanko'en venus de Dumbo occupent les campements abandonnés.

Au-dessus de Lassin, les hauteurs granitiques à 1.400 mètres sont occupées par des Mbewe'en. Plus riches que les Toukanko'en qui viennent de céder au nord, résisteront-ils mieux ? La poussée des Akou se porte contre eux. En 1974 l'*arDo* de Misaje place des Gamanko'en (des gens de son lignage) à moins d'un kilomètre des Mbewe'en. Les uns et les autres ont du bétail, plus que n'en peut porter le secteur : un surpâturage semble inévitable. Une nouvelle fois, les Djafoun abandonneront sans doute un voisinage redoutable avec le bétail des Akou. Leur infiltration aboutira alors à un peuplement continu, du rebord nord des bas plateaux jusqu'au centre du Bamenda.

Une compétition met également aux prises les deux groupes mbororo au sud de Wum. Les Akou procèdent à une conquête des plateaux aux dépens des Djafoun. Ceux-ci ne résistent un peu mieux qu'à Konene. Parfois, des Akou ont échoué à prendre pied sur un bas plateau, par exemple à Bafut. Mais ce fut surtout par suite de l'hostilité des villageois, non de la supériorité des Djafoun.

Une absence remarquable

Actuellement, le peuplement mbororo des Grassfields se résume en un face à face entre Djafoun et Akou. L'absence des Wodabe (*WoDaaBe*) est remarquable.

Il ne semble pas que des Wodabe aient jamais pénétré au Bamenda, pas plus que dans la région de Banyo. D'ailleurs, ils n'ont jamais été nombreux au centre de l'Adamaoua. Il est curieux que ces connaisseurs et "prospecteurs" de savanes (117) n'aient pas poussé leurs troupeaux dans cette direction. Depuis le début du siècle, les Wodabe originaires du Bornou se dirigent vers le sud-est, au Tchad et en Centrafrique.

Ont-ils craint l'encombrement des plateaux de l'Ouest-Cameroun par les cultures, jamais éloignées des campements ? Ont-ils redouté de s'enfermer sur des plateaux qui ne débouchent pas vers d'autres pâturages et n'offrent, à la limite, que des réduits pastoraux ? N'est-ce pas plutôt la prééminence acquise par les Gosi'en - et les Rahadji - qui a contribué à écarter les Wodabe ? Autant les Djafoun ont voulu se libérer de la domination des Foulbé de l'Adamaoua, autant les Wodabe ont toujours mal supporté d'être placés par l'administration sous la coupe des Djafoun. S'ils étaient entrés aux Grassfields, c'est encore ce qui se serait produit.

117. BOUTRAIS (J.), 1990, "Les savanes humides, dernier refuge pastoral ; l'exemple des WoDaaBe, Mbororo de Centrafrique".

Les Akou, eux-mêmes, ont du mal à s'affranchir des prétentions des Djafoun (Gosi'en ou Toukanko'en) à encadrer tous les éleveurs du Bamenda. Le succès de l'*arDo* de Wum auprès des Galedji, et même d'autres lignages, tient à sa contestation de la domination djafoun. Dans cette opposition, les Akou acceptent de se regrouper.

Polygamie et pastoralisme

L'étude des lignages mbororo permet d'affiner un critère démographique : le taux de polygamie. Il exprime le comportement matrimonial des populations, qui renvoie lui-même à leur situation sociale et économique. Une société pastorale se caractérise souvent par de faibles taux de polygamie, le caractère aléatoire de l'élevage conduisant à limiter le nombre d'héritiers potentiels. Les taux de polygamie des pasteurs sont moindres que ceux des éleveurs-cultivateurs et, a fortiori, des cultivateurs. Au Cameroun, l'écart de polygamie entre les Mbororo et les Foulbé illustre cette règle.

La limitation de la polygamie et du nombre de descendants bute cependant sur la nécessité de disposer d'une force de travail pour s'occuper du bétail. Bien souvent, la main-d'oeuvre familiale suffit à peine aux tâches auprès des animaux. Si le déficit en force de travail devient trop criant, il entrave l'essor du cheptel familial. Le comportement matrimonial des pasteurs s'ajuste donc sur leur richesse en bétail. Dans ce type de société, plus les effectifs de cheptel par famille sont importants, plus le taux de polygamie peut être élevé (118).

118. P. BERNARDET (1984, "Association agriculture-élevage en Afrique ; les Peuls semi-transhumants de Côte d'Ivoire", p. 110 et tabl. 9) a également mis en évidence une corrélation étroite entre le taux de polygamie et la richesse en bétail des Peuls.

Le taux de polygamie ne joue un rôle d'indicateur d'effectifs de cheptel que pour une société strictement pastorale. Dès qu'une population dispose d'autres ressources que le bétail, les chefs de famille acquièrent plus de liberté dans leurs stratégies matrimoniales. C'est souvent le cas lorsque des éleveurs se mettent à cultiver, en se sédentarisant. Un taux de polygamie relativement élevé peut donc exprimer deux situations : une plus grande richesse pastorale que la moyenne ou une diversification des ressources, en dehors de l'élevage. Les différences de polygamie entre Djafoun et Akou des Grassfields peuvent s'interpréter de ces deux façons. Les taux de polygamie par lignages permettent-ils de lever l'ambiguïté ?

Le taux de polygamie des Djafoun (1,41) recouvre de larges variations par lignages (fig. 185). Aux lignages historiques (1,58) s'opposent les deux grands lignages : Toukanko'en (1,34) et Madjanko'en (1,35), les plus pasteurs des Djafoun. La polygamie des lignages historiques renvoie à une tradition de sédentarité (les Rahadji) ou à une plus grande richesse en bétail (les Ringuimadji). Dans le cas des Gosi'en, les deux facteurs participent à une polygamie plus large que la moyenne.

Entre ces extrêmes se tiennent les Ouranko'en (1,45) et la cohorte des lignages secondaires (1,47). La polygamie des Ouranko'en trahit l'ancien passé sédentaire du lignage, semblable à celui des Rahadji. Quant aux lignages secondaires, leur moyenne recouvre, elle-même, des comporte-

ments matrimoniaux variés. Les petits lignages de hauts plateaux, proches des Gosi'en (Rijimanko'en + Bawanko'en = 1,60), se distinguent des lignages de rebord de *caBBal* et des plateaux intermédiaires (Sayganko'en + Aoutanko'en + Mbodi'en + Faranko'en = 1,45) et surtout des lignages "éclatés" (Kounnanko'en + Djaranko'en + Dabanko'en + Dakanko'en = 1,39). Ces chiffres suggèrent une autre interprétation de la situation des petits lignages djafoun : plus leur installation sur de bons pâturages de plateaux est assurée, plus leur polygamie s'élargit.

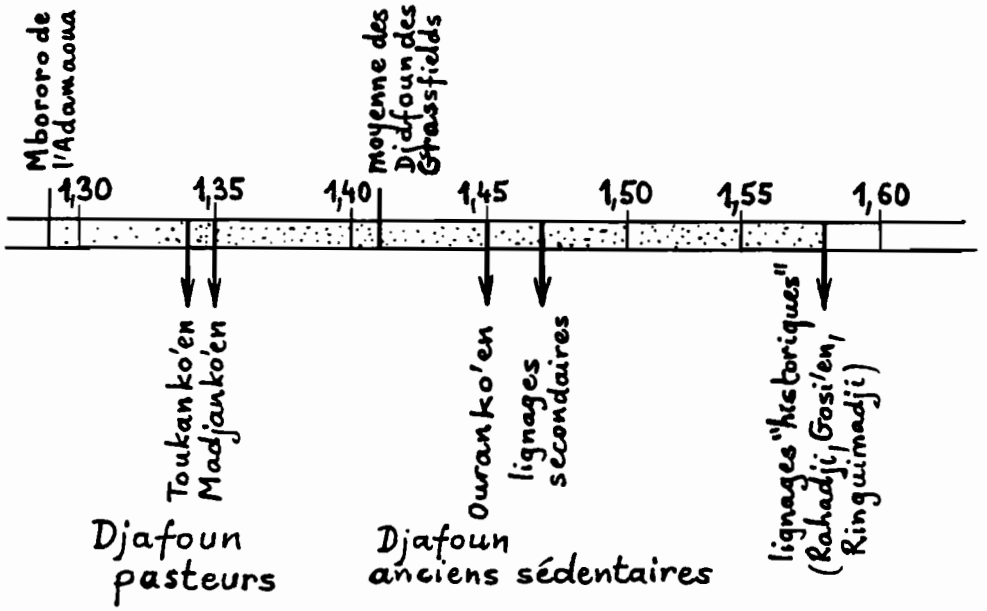


Fig. 185 : ***Echelonnement des taux de polygamie des lignages djafoun***

Des Toukanko'en aux lignages historiques, la gradation des taux de polygamie des Djafoun opère comme une synthèse entre plusieurs éléments : degrés de pastoralisme, richesse inégale en bétail, résurgence d'un passé ancien de sédentaires, incertitude ou non de l'avenir pastoral (119).

Chez les Akou, une moyenne polygamique de 1,31 semble résulter d'écarts encore plus larges que chez les Djafoun (fig. 186). En fait, la situation des Djoranko'en et Boutanko'en est exceptionnelle. Insérés sur les hauts plateaux de Binka depuis plusieurs décennies, ces anciens Akou ont vécu un enrichissement pastoral qui a complètement modifié leurs attitudes matrimoniales. Actuellement, ils sont plus proches de leurs riches voisins Ringuimadji que des Akou de Wum ou du Bamoun. Ceux-ci se resserrent, au contraire, autour de la moyenne du groupe aux Grassfields.

Deux ensembles de lignages apparaissent sur l'échelle polygamique des Akou. Les plus nombreux se groupent en dessous de la moyenne, des Galedji (1,26) aux Bogoyanko'en et Siwalbe (1,29). Ce sont les "vrais" pasteurs : longue spécialisation dans l'élevage, capacités d'innovations spatiales dans la recherche de pâturages, négligence des travaux agricoles. De ces lignages se détachent les Gamanko'en et les Danedji (1,37). Leur taux

119. Les taux de polygamie sont calculés sur une base d'au moins 200 familles, ce qui ne permet pas de les mesurer lignage par lignage, lorsque leur taille devient trop étroite.

de polygamie plus élevé s'accompagne d'autres singularités, par rapport aux précédents : périodes de sédentarisation avant l'arrivée aux Grassfields, fréquence des activités agricoles. Premiers migrants Akou sur le Mambila avec les Boutanko'en, les Gamanko'en refusent, en particulier, d'être assimilés aux Bogoyanko'en et autres nouveaux venus qu'ils méprisent.

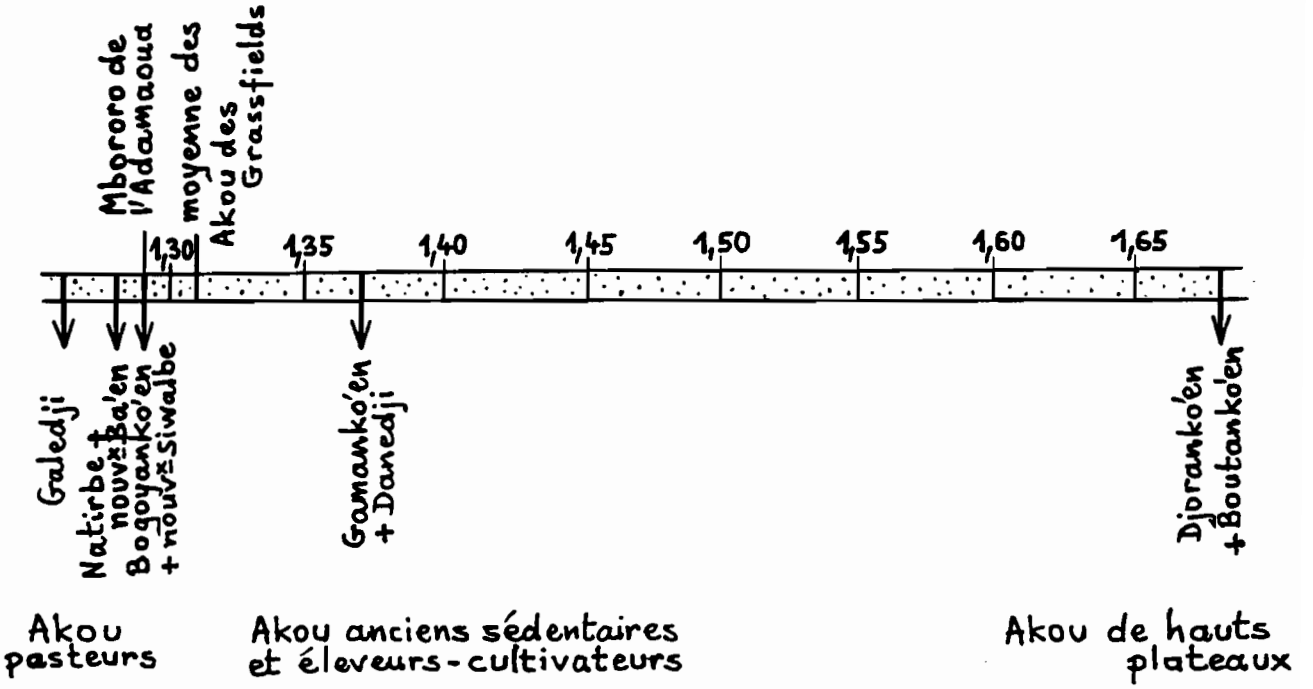


Fig. 186 : *Les taux de polygamie par lignage akou*

Les taux de polygamie des Akou expriment une gradation de pastoralisme et reflètent leur passé. Malgré quelques recouvrements, les taux de polygamie sont décalés, des lignages djafoun aux Akou. Dans les deux groupes mbororo, la polygamie fait cependant apparaître un clivage entre les lignages de vrais pasteurs et ceux d'anciens sédentaires, plus ou moins convertis au pastoralisme. Ces deux types de lignages "répondent" probablement de façon différente aux possibilités de sédentarisation sur les Grassfields.

LES AUTRES ELEVEURS

Les études consacrées aux Grassfields assimilent l'élevage bovin aux seuls Mbororo (120). A une activité spécifique correspondrait une population à part, encore considérée comme étrangère par la majorité des habitants. Pourtant, réduire les éleveurs aux seuls Mbororo ne reflète plus la réalité.

Bien qu'elle soit relativement récente, la constitution d'un cheptel bovin par les villageois progresse rapidement. C'est une originalité en zone guinéenne. De nombreuses paysanneries soudanaises investissent leurs revenus agricoles dans l'achat de bovins. L'exemple des Grassfields montre qu'un choix économique analogue peut être adopté par d'autres paysanneries, pourvu que les conditions écologiques s'y prêtent.

120. En témoignent encore les remarques rapides de deux vétérinaires, en préalable à un rapport de mission: «il nous a été rapporté que, tout au long de l'année, le sol est exploité par des "farmers" qui, par ailleurs, n'entretiennent pratiquement aucun élevage suivi. Ils ne possèdent aucun bovin». (PROVOST, A., BORREDON, C., 1969, "Rapport de mission effectuée au Cameroun Occidental", p. 11).

Pourtant, même à l'ouest du Cameroun, l'engagement dans l'élevage bovin n'est pas possible partout, malgré la salubrité des plateaux. Encore faut-il que des pâturages soient disponibles. Dès que les paysans possèdent plus de 2 ou 3 bovins, ils ne peuvent les maintenir en permanence à proximité de l'habitation, à pacager les lopins en jachère. Ils sont contraints de les écarter vers des pâturages plus vastes. D'un autre côté, ces endroits ne doivent pas être trop éloignés. Même si le propriétaire recourt à un aide-berger, il tient à visiter régulièrement ses animaux. La plupart des villageois placent leurs bovins à moins de 10 kilomètres de leur habitation. Ces exigences de pâturages assez vastes et, en même temps, proches des cultivateurs, expliquent que l'élevage paysan devienne une caractéristique du Bamenda davantage que du Bamiléké.

Haoussa et Foulbé, dans le sillage des Mbororo

En Adamaoua et au Nord du Cameroun, les Mbororo ne sont pas les seuls éleveurs. Mais leurs troupeaux côtoient surtout ceux de Foulbé, villageois ou citadins. Or, l'élevage peul sédentaire est peu développé aux Grassfields. Ces plateaux se situent en dehors de l'aire de domination ancienne ou d'influence culturelle des Foulbé.

Pourtant, de nombreux Foulbé de l'Adamaoua se sont installés en savanes de Centrafrique qu'ils ne dominaient pas autrefois en permanence (121). Alors que la position géographique du Bamenda est comparable à celle de Bouar par rapport à l'Adamaoua, le peuplement foulbé s'est moins étendu vers l'ouest qu'en direction de l'est.

121. BOUTRAIS, J., 1988, "Des Peul en savanes humides ; développement pastoral dans l'Ouest centrafricain", p. 31 et suiv.

Plus élevés, les plateaux des Grassfields conviennent encore mieux à l'élevage que ceux de Bouar. Leurs aptitudes pastorales ont été découvertes avant que des Mbororo pénètrent en Oubangui-Chari. Dans ces conditions, pourquoi les Foulbé ne se sont-ils pas dirigés également, en grand nombre, dans cette direction ? Les écarts de densité de peuplement entre Bouar et le Bamenda expliquent peut-être qu'ils aient hésité à s'immiscer au milieu de populations nombreuses tandis qu'à l'est, les Baya ne s'imposaient pas par leur nombre. Mais des disponibilités plus ou moins grandes en espace pastoral ne suffisent pas à rendre compte de l'expansion inégale des Foulbé à partir de l'Adamaoua.

Au Bamenda, les nouveaux venus ont dû se plier aux structures politiques en place, notamment à des chefferies maintenues et même consolidées par l'administration anglaise. Or, contrairement aux Mbororo, les Foulbé se résignent difficilement à une situation de dépendance politique. Ils se sont davantage dirigés vers l'est de l'Adamaoua, au milieu des Baya dont l'encadrement politique était presqu'inexistant. Une fois installés, il leur était facile de devenir autonomes des populations locales. Rien de tel au Bamenda.

Des Foulbé suivent l'expansion mbororo dans les savanes humides en s'adonnant à des activités commerciales liées à l'élevage : vente de natron ou de sel, achat de bétail. Au Bamenda, cette forme d'encadrement des éleveurs par le commerce est assurée, soit par des villageois, soit par des

Haoussa. Quelques Foulbé de l'Adamaoua et de Gombe y participent également mais en petit nombre. De plus, ces commerçants foulbé tendent à s'assimiler au groupe haoussa.

La symbiose entre Mbororo et Haoussa

Les Haoussa ont précédé les Mbororo de plusieurs décennies au Bamenda. A l'époque pré-coloniale, des courants commerciaux actifs animaient les Grassfields, non seulement entre plateaux et plaines voisines mais également à de longues distances (122). Alors que le grand commerce vers le sud mettait en jeu tout un chapelet de relais, les axes commerciaux en direction du nord étaient parcourus, d'un bout à l'autre, par de véritables marchands : les Haoussa. Concurrencés par des Kom et des Aghem vers la moyenne Bénoué, les Haoussa « régnaient en maîtres » (123) sur les pistes commerciales qui reliaient les Grassfields à Yola et aux capitales de l'Adamaoua. Les échanges commerciaux vers le nord semblent s'être développés à la fin du 19e siècle, avec l'expansion des Foulbé de l'Adamaoua.

122. WARNIER (J.P.), 1985, "Echanges, développement et hiérarchies dans le Bamenda pré-colonial (Cameroun)", p. 97 et suiv.

123. idem, p. 146.

En 1889, l'Allemand E. ZINTGRAFF croisait, dans la vallée de la Katsina Ala, une caravane haoussa de 50 porteurs, lourdement chargés de colas et d'ivoire. Elle était partie de Bum, au nord du Bamenda (124). A l'époque pré-coloniale, la chefferie Bum jouait un rôle commercial important, entre les centres de production de cola sur les plateaux et les acheteurs au nord. L'essor de ce commerce aux Grassfields, à la fin du 19e siècle, était peut-être lié aux difficultés d'approvisionnement des marchands de Kano chez les Ashanti, à partir de 1874. Cependant, les négociants haoussa ne pouvaient établir des colonies permanentes aux Grassfields. Ils étaient sans doute trop liés aux conquérants foulbé de Banyo et de Gashaka, occupés à razzier et à prélever des esclaves. Le dernier village haoussa traversé par E. ZINTGRAFF se trouvait à une quinzaine de kilomètres de la frontière actuelle, au centre d'un secteur pillé par les Foulbé.

124. CHILVER (E.M.), 1966, "Zintgraff's explorations in Bamenda, Adamawa and the Benue lands, 1889-1892", p. 19.

Les Haoussa ne purent s'installer au Bamenda et se passer des intermédiaires Bum dans les transactions de cola qu'à la faveur de la paix coloniale. Des villages jalonnèrent alors les itinéraires de caravanes, soit vers Banyo, soit en direction de Yola ou d'Ibi. Cependant, les Haoussa ne disposaient pas d'un monopole dans ce commerce et leur peuplement se serait limité à quelques comptoirs si l'arrivée des Mbororo n'avait pas suscité un nouvel appel. Actuellement, les Haoussa dépendent plus étroitement des Mbororo et de leur bétail que du commerce de la noix de cola.

Les Haoussa représentent l'une des minorités les plus importantes au Bamenda, introduisant une note originale dans le peuplement. Avec les Mbororo, ils renforcent la population musulmane et lui confèrent une plus grande influence. L'insertion des Haoussa au Bamenda fut facilitée par la longue intégration des "Cameroons" anglais dans le cadre administratif et politique nigerian. La diaspora haoussa pouvait s'étendre sans encombre jusqu'à ces latitudes, grâce à l'absence de frontière et à la "pax britannica".

Le recensement de 1953 relevait la présence de 3.500 Haoussa dans la province du Bamenda. D'après l'enquête de 1964, cette minorité s'est réduite à 2.700 personnes : 1.350 en zone rurale, 700 dans les "bourgs" et 650 dans la ville de Bamenda. L'incertitude politique des années de l'Indépendance, l'érection d'une frontière entre le Bamenda et le Nigeria ont suscité de nombreux départs.

L'enquête démographique a montré que la moitié de cette population vit en milieu rural, alors qu'habituellement, les Haoussa sont perçus comme des citadins. Ces ruraux représentent une particularité des Grassfields. Ils semblent s'être installés plus facilement dans les petites chefferies que dans les grandes. Certaines, comme Bafut, leur refusaient toute concession à proximité du centre. Au sud forestier et côtier, les Haoussa habitent uniquement dans les villes.

En 1967-68, la partie des plateaux couverte par l'atlas Ouest 1 comprenait 3.100 Haoussa en zone rurale, ce qui réévalue cette minorité par rapport aux indications précédentes (125). Pourtant, l'immigration de Haoussa semble tarie depuis l'Indépendance.

125. COURADE (G.), 1974, "Atlas régional Ouest 1", planche : Populations.

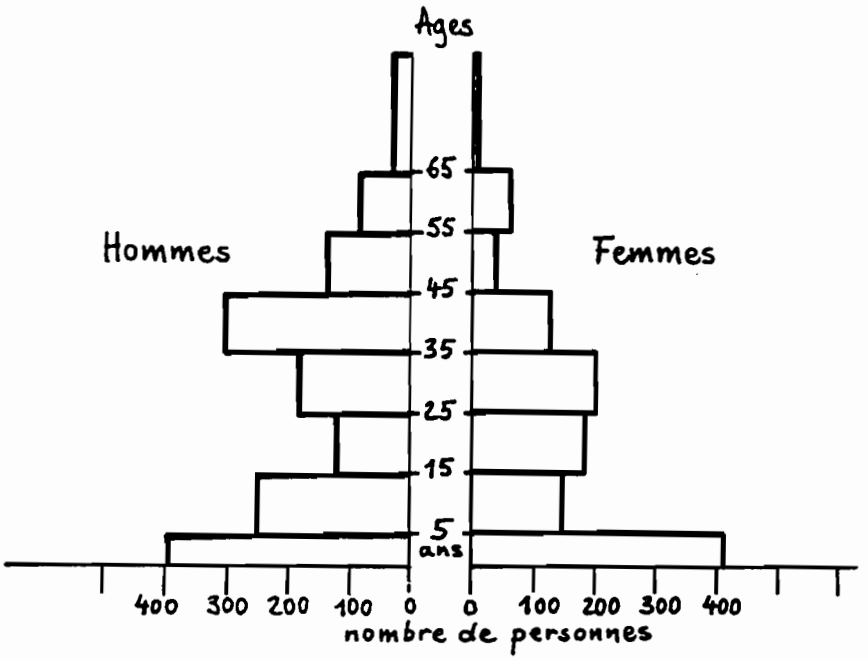


Fig. 187 : *Pyramide par âges des Haoussa du Bamenda en 1964*

Leur pyramide des âges en 1964 est particulière par sa dissymétrie et son irrégularité (fig. 187). La prépondérance du sexe masculin sur le sexe féminin, à presque tous les âges, est typique d'immigrants. Mais le creux au niveau des 15-24 et même des 25-34 ans indique que l'immigration est déjà ancienne. A une génération de nombreux immigrants, âgés d'au moins 35 ans en 1964, se juxtapose une nouvelle génération de jeunes (de 5 à 14 mais surtout de moins de 5 ans) nés sur place. Cette répartition, centrée sur deux groupes séparés par un creux démographique, montre une population mal équilibrée, dont le renouvellement devient irrégulier.

L'exemple du peuplement haoussa sur les plateaux Nso révèle la fragilité de cette minorité. A la fin des années quarante, Ph. KABERRY évaluait sa population à 770 personnes, installées dans les plus gros villages : Kumbo, Jakiri, Mbiame et Lassin (126). D'après le recensement de 1953, les Nso coexistaient avec 350 Haoussa et 800 personnes apparentées, probablement originaires du nord du Nigeria. Mais, en 1964, les Haoussa ont abandonné le marché de Kumbo. La concurrence commerciale acharnée des Nso les a contraints à partir.

126. KABERRY (Ph.), 1952, note p. 10.

A présent, les éleveurs des environs s'approvisionnent en sel chez des boutiquiers Nso. Les Haoussa maintiennent mieux leur emprise commerciale en d'autres secteurs ruraux. Nso et Haoussa se livraient autrefois une vive compétition pour le contrôle des courants commerciaux entre les Grassfields et le nord. A l'époque coloniale, les Nso détenaient l'avantage dans l'expédition des noix de cola mais les Haoussa avaient le monopole des cotonnades, des vêtements dits justement "haoussa" aux Grassfields.

D'après l'un d'eux, établi à Lassin en1944, des Haoussa résidaient depuis longtemps dans le village. La plupart s'adonnaient au commerce des noix de cola vers le nord et ramenaient du natron à dos d'ânes. Seuls quelques-uns, plus riches, accédaient au commerce du bétail, en achetant aux Mbororo des environs.

Une symbiose s'est instaurée entre les Haoussa et les Mbororo, d'autant plus cohérente que les uns et les autres se différencient nettement des villageois. Commerce de vêtements, de natron puis de sel en un sens, de produits laitiers et de bétail dans l'autre multiplient les rencontres entre les deux minorités. La solidarité religieuse façonnée par l'Islam, par opposition aux populations non musulmanes, renforce leur association économique (127). Les affinités entre les deux populations s'observent chaque jour au ***sanyeere*** (ou ***sangeere***), le village des Haoussa.

127. Une symbiose équivalente s'était établie, au Niger, entre Haoussa et Touaregs, mais elle s'est effritée au cours de la période coloniale. Au contraire, celle entre Haoussa et Mbororo s'est maintenue, les Haoussa adaptant leur négoce aux changements de flux commerciaux.

A l'inverse, les Mbororo dispersés au Bamiléké et au nord des plateaux du Bamenda se plaignent de leur isolement. Les femmes ne vendent que difficilement les produits laitiers auprès des villageois. Pour commercialiser du bétail, les Mbororo doivent s'adresser à des bouchers locaux qui refusent de payer au prix des marchands de bestiaux. Enfin, les Mbororo des pâturages isolés ne peuvent se rendre, chaque vendredi, à la mosquée "en dur" construite et entretenue par des Haoussa. Du point de vue religieux, les Mbororo, isolés en brousse, se rattachent aux petits centres haoussa les plus proches. Ceux du Bamoun se rendent bien à la mosquée des villageois islamisés mais la participation des femmes aux prières collectives ne manque pas de les surprendre et de les choquer. Coloration syncrétiste d'un Islam à la limite de son extension vers le sud ?

A l'origine, le ***sangeere*** est une base militaire, un camp établi par les Foulbé dans leurs expéditions, au cours du siècle dernier. Pour des cavaliers sans cesse en mouvement, ***sangina*** c'était organiser une base, se fixer pour une saison en un endroit d'où ils lançaient des attaques. Transposé dans un contexte plus pacifique, ce mode d'établissement groupé caractérise les Haoussa, par opposition aux Mbororo dispersés. Les migrants haoussa ne s'éparpillent pas parmi les éleveurs mais tendent à se rassembler en villages qui deviennent bientôt des centres commerciaux pour les Mbororo.

128. Les cartes topographiques au 1/200.000 ne reportent presque jamais cette toponymie, bien que son usage commercial s'étende maintenant auprès des villageois.

La carte de localisation des éleveurs (fig. 167) mentionne les grands ***sanyeere*** car ils représentent des points forts dans l'espace pastoral. Mbororo et Haoussa désignent ces centres ruraux par des appellations parfois empruntées aux toponymes locaux (Tadu, Acha) mais, pour d'autres, d'origine peule (Didango, Dji Gadjeré, Sabga) (128).

Une fois les tâches matinales de traite et d'abreuvement des animaux terminées, les Mbororo se dirigent régulièrement vers le ***sanyeere*** voisin. Les femmes les ont déjà précédés de bonne heure et font le porte-à-porte pour vendre leur calebasse de lait. Les uns et les autres vont et viennent dans le village jusqu'à la prière de deux heures, ***juura***. Après les chaleurs de la journée, ils regagnent en soirée les campements éloignés. Au ***sanyeere***, ils ont effectué de petits achats (sucre, allumettes, piles électriques) mais surtout, ils se sont rencontrés pour échanger longuement des nouvelles, assis à la terrasse ou à l'entrée des habitations des Haoussa.

Avec ses cases rondes cachées derrière des clôtures, ses ruelles étroites, le ***sanyeere*** est un vrai village qui se distingue de l'habitat moins groupé des populations locales. Il reconstitue, à une latitude inhabituelle, le type du village soudanais. Les échoppes et les étals de petites marchandises, les amples vêtements des gens et le rythme quotidien réglé par les prières musulmanes complètent la transposition du paysage humain du nord. Chaque ville du Bamenda s'est greffée sur un ***sanyeere***, devenu le vieux centre (Bamenda) ou l'un des quartiers (Wum, Nkambe) des agglomérations.

Aux Haoussa se joignent bientôt d'autres populations : Foulbé de l'Adamaoua ou de la Bénoué et leurs anciens serviteurs (***koabira***), Bornouan, Bamoun islamisés, puis des villageois parfois eux-mêmes islamisés. D'anciens bergers, n'ayant pas réussi à constituer de troupeau, s'installent sur leurs vieux jours dans un ***sanyeere*** où ils s'adonnent à de menues activités : culture d'un lopin de terre, petit commerce. Quelques ***sanyeere*** comportent une nette majorité de Haoussa, par exemple Konene, gros centre situé au milieu de vastes pâturages. A l'inverse, dans certains ***sanyeere***, les Haoussa sont moins nombreux que les Foulbé (129).

Beaucoup de Haoussa vivotent comme petits commerçants ou maîtres coraniques auprès d'enfants mbororo. Leurs femmes s'adonnant peu aux travaux agricoles (130), ils doivent acheter la plus grande partie de leur nourriture, sauf s'ils ont épousé une villageoise, ce qui devient fréquent. Certains ***sanyeere***, par exemple Acha chez les Meta ou Koppin près de Bali, ne comprennent pas de propriétaire de bétail.

> Sur 17 chefs de famille dénombrés à Koppin, 12 sont d'anciens bergers qui ont abandonné la garde du bétail pour se mettre à cultiver, un seul possède un cheval et deux vaches placées dans le troupeau de l'***arDo*** voisin.
>
> Les Haoussa, sauf lorsqu'ils ont accumulé beaucoup de bétail, s'essaient à cultiver quelques lopins de terre. Mais cette activité reste marginale et ne suffit pas à leurs besoins. Le recensement agricole de 1973 a relevé des exploitations inférieures à 20 ares chez les Haoussa de Binka et de Nkambe. La terre est rare autour de ces agglomérations et les Haoussa n'y ont pas libre accès. A Konene, isolé au milieu de pâturages, la pression sur la terre se fait moins sentir. Des Haoussa y exploitent 1 à 2 hectares, occupés sans autorisation spéciale ou loués à des villageois. Les hommes sont les principaux responsables des parcelles mais des femmes entreprennent parfois de petits lopins de manioc ou d'arachide. Elles vendent une partie de leur récolte, sous forme de "bâtons" de manioc cuit et de beignets.

Ruraux, les Haoussa peuvent donc être également des cultivateurs si la terre leur est facilement accessible, ce qui est rare au Bamenda.

129. A la limite, les Haoussa ont tous quitté d'anciens ***sanyeere***, par exemple Tadu chez les Nso. La toponymie Tadu-Sangere, l'une des rares indiquées par la carte de Nkambe au 1/200.000, atteste l'identité des fondateurs du village mais ne correspond plus à la composition de la population.

130. Elles cultivent peu mais se consacrent à de menues activités artisanales : fabrication d'huile d'arachide et de beignets. Autrefois, elles confectionnaient du savon avec les cendres fournies par les villageoises (KABERRY, Ph., 1952, p. 159, note a).

Les modes d'accès à l'élevage

D'après l'enquête personnelle, Foulbé et Haoussa comprennent 550 "éleveurs", dont 146 propriétaires de bétail, les autres étant de simples bergers. Les détenteurs de troupeaux les rassemblent aux environs du ***sanyeere***. C'est le cas de 12 Haoussa à Konene, 12 Haoussa et Foulbé à Binka, 7 à Nkambe, 5 à Ndop, 6 à Bamessing... Partout, les pâturages proches des ***sanyeere*** se trouvent accaparés par ces nouveaux possesseurs de bétail. Ils ne consentent à les éloigner que dans le cas d'une grande ville (Bamenda) ou lorsque les troupeaux relevant des villageois surchargent déjà les environs (Nkambe).

A Binka, les troupeaux des Haoussa et des Foulbé ont repoussé régulièrement ceux des Mbororo, ce qui déclencha un conflit, au cours des années soixante-dix. Devant les protestations des Mbororo, des Haoussa se résignèrent à éloigner leurs animaux à plus de 10 km du ***sanyeere*** (131).

131. Un Foulbé de Binka, marchand de bestiaux, a transféré son troupeau à plus de 20 km de là, aux environs de Dumbo.

Un conflit comparable surgit en 1969 entre éleveurs de Bafumen à propos d'un promontoire proche du village. Exceptionnellement, les Haoussa et villageois propriétaires de bétail s'allièrent contre les Mbororo. Ils exigèrent une délimitation du pâturage et son interdiction au bétail mbororo. Devant leur pression, l'***arDo*** voisin retira 100 têtes du secteur disputé.

Si Mbororo et Haoussa se rapprochent culturellement, leurs relations peuvent néanmoins devenir conflictuelles en matière d'élevage. Au contraire, la coexistence des Haoussa et des villageois rassemble parfois les sédentaires contre "les gens de la brousse".

Sur les plateaux de Nkambe, de nombreux Foulbé originaires de l'Adamaoua ne résident pas en villages mais au milieu des pâturages, comme les Mbororo. Venus en tant que bergers, ils se fixent à leur compte, dès qu'ils disposent d'un petit troupeau, ouvrent un champ cultivé par des ouvriers agricoles et confient parfois le troupeau à un berger. Ils reproduisent un partage des tâches habituel en Adamaoua. Leurs campements ne se distinguent de ceux des Mbororo sédentarisés que par la présence de champs plus grands, attenant à l'habitation.

Seul un Haoussa, riche propriétaire de bétail, s'était installé sur le haut plateau de Ndawara, parmi les Mbororo. Surnommé "Dan Pullo", le Peul, il avait accumulé, grâce au commerce du bétail, un cheptel de plus d'un millier de têtes. Mais, après son décès, les fils ont refusé d'habiter au milieu des pâturages : deux se sont établis à Bamenda et ont engagé des bergers, un est parti à Kumba au sud, l'autre à Kano et le dernier à Douala, après avoir vendu leur part d'héritage en bétail. D'après les Mbororo, les Haoussa peuvent accumuler de grands troupeaux mais ils se révèlent incapables de se convertir en véritables éleveurs.

Le processus de formation du cheptel n'a pu être déterminé que pour 80 propriétaires de bétail, soit un peu plus de la moitié des Haoussa et Foulbé. Dans ce lot, 38 étaient d'anciens bergers. Il s'agit presqu'uniquement de Foulbé. La formation d'un petit troupeau personnel, grâce au salaire en nature, représente le but de tous les bergers qui viennent de l'Adamaoua ou du nord. Bien peu réussissent cependant à atteindre cet objectif.

Par ailleurs, 27 propriétaires de bétail sont encore ou étaient des marchands de bestiaux, ***palke'en***, et la plupart se disent Haoussa. Quelques Foulbé, ayant débuté comme bergers, se lancent également dans ce commerce, dès qu'ils ont mis de côté quelques bouvillons. Leur nouvelle activité offre un moyen plus rapide mais également plus aléatoire pour constituer un troupeau. Certains maquignons, d'abord prospères, finissent par être ruinés, face aux créances impayées des bouchers. Toutefois, beaucoup prennent la précaution de conserver du bétail en brousse.

A l'époque anglaise, les rapports insistaient sur les profits procurés par le commerce du bétail aux Grassfields. Ils les expliquaient par les écarts de prix entre le Cameroun et Bamenda d'une part, le Bamenda et les marchés côtiers d'autre part. Or, ce commerce était monopolisé par des Haoussa ou apparentés. « This trade is at present in the hands of the middlemen, mostly Hausa opportunists » (132). Il s'est produit, au cours des années quarante et cinquante, un essor rapide du commerce du bétail au Bamenda. C'était la région d'élevage la plus proche des grands marchés nigerians. Besoins de numéraire pour le ***jangali*** et les habitations des sédentaires : les Djafoun se sont mis à vendre davantage d'animaux. Grâce au développement des transactions, les Haoussa se sont enrichis, attirant des confrères dans leur entourage. Ce fut une période de prospérité commerciale et d'immigration.

132. CLARKE (N.), 1943, "A scheme for the settlement... of the Cattle owning Fulani people of Bamenda Division".

Des Mbororo s'insurgent parfois contre les marchands de bestiaux qui s'enrichissent à leurs dépens pour installer ensuite des troupeaux qui concurrencent les leurs. Ils contestent le cumul des deux activités. Mbororo et Haoussa se disputent ainsi depuis longtemps les pâturages proches de Binka. Quelques Haoussa, particulièrement riches, ont constitué de gros cheptels, insérés entre les campements des Mbororo. Il en résulte une tension, comparable à celle qui oppose éleveurs de brousse et citadins propriétaires de bétail autour des villes de l'Adamaoua.

Dès les années quarante, un rapport témoigne de l'acrimonie des Mbororo à l'égard des Haoussa : « the Fulani are not traders by nature but they often look with envy at this trade and wonder why the Hausa man to whom they sell their cattle should get much more for them than they do » (132). Plaintes universelles de l'éleveur à l'encontre du maquignon.

133. Ce type de recrutement explique, en partie, l'absence de rapports réguliers entre le service vétérinaire et les Mbororo du Bamenda. Les Wodabe du Bornou se plaignaient, dès l'époque coloniale, de ne pas accéder à des emplois dans le service vétérinaire (STENNING, D.J., 1959, p. 245). Au Bamenda comme au Bornou, les administrations locales, aux mains de "non-Fulani", exerçaient-elles une discrimination à l'égard des Mbororo ?

A part les anciens bergers et les marchands de bestiaux qui se sont constitués des troupeaux, les autres Haoussa et Foulbé propriétaires de bétail se répartissent entre 9 maîtres coraniques, 2 fonctionnaires, 2 commerçants ambulants, 1 boucher et 1 convoyeur de bétail.

Le prestige du ***mallum*** est grand chez les Mbororo, surtout parmi les Djafoun sédentarisés au milieu de non-musulmans. Les maîtres coraniques sont rares et bien rétribués pour prendre en main l'éducation religieuse des enfants. A la cérémonie ***do'a***, la prière qui clôt la lecture et l'apprentissage du Coran, ils reçoivent quelques génisses des parents de l'élève.

Les fonctionnaires haoussa, en même temps propriétaires de bétail, sont des infirmiers vétérinaires. Ils sont très peu nombreux, la plupart des employés de ce service étant d'origine locale (133). Les mêmes villageois tiennent le monopole de la boucherie, une activité pourtant spécifique des Haoussa en Adamaoua.

Quant aux convoyeurs d'animaux de boucherie, il est notoire qu'ils parviennent difficilement à économiser un pécule et encore moins à rassembler un troupeau personnel. Le seul convoyeur qui l'ait réussi est, en fait, le fils d'un marchand de bestiaux qui lui a remis une partie de ses économies. Un autre ne possède que 8 bovins mis en pension chez un Mbororo. Lui-même continue à conduire les troupeaux de boucherie vers le marché de Bamenda.

Une particularité de ces éleveurs tient à la présence de quelques femmes à la tête de troupeaux. Elles confient leur bétail à la garde de bergers, parfois sous la surveillance d'un autre Haoussa. Il est exceptionnel qu'une femme de villageois possède des bovins et le fait est également rare chez les Mbororo, malgré leur islamisation. Le droit islamique admet l'héritage de biens mobiliers tels que le bétail par les femmes, sous certaines conditions, mais les Mbororo s'y montrent réfractaires.

Les femmes haoussa ou foulbé qui se trouvent à la tête de bétail ne l'ont pas toujours hérité d'un père ou d'un mari. Certaines parviennent à constituer un troupeau, grâce aux bénéfices retirés de petits commerces dans lesquels elles se montrent particulièrement habiles. Cette activité et le droit d'hériter leur confèrent une indépendance économique que leur envient les épouses des Mbororo.

Une femme haoussa de Nkambe possède officiellement 130 bovins hérités, pour la plupart, d'un mari, ancien marchand de bestiaux. Elle gère ce troupeau avec l'aide d'un fils de son précédent mari. Les animaux stationnent à proximité de Nkambe, sous la garde de trois bergers, tandis qu'eux-mêmes résident en ville. Exemple typique d'un élevage citadin, tout aussi étranger que celui des villageois à l'élevage mbororo.

Les dates de constitution des troupeaux ne concernent que 44 Haoussa et Foulbé. Bien que le lot soit restreint, plus de la moitié de ces gens disposaient déjà d'un troupeau en 1964. La formation de leur cheptel est antérieure à celui des villageois. Elle date des années cinquante, période de prospérité et d'un courant migratoire haoussa vers le Bamenda. Ensuite, les années incertaines de l'Indépendance ont provoqué des départs, surtout de riches Haoussa inquiets pour leurs activités commerciales. Les troubles du Bamiléké menaçant de s'étendre au Bamenda, les Haoussa craignaient de faire les frais d'une guerre civile. Des marchands de bestiaux, désorientés par la fermeture de la frontière avec le Nigeria, décidèrent d'émigrer. Les autres Haoussa n'investirent plus, sur place, dans le bétail.

Alhaji I., un Foulbé originaire de Gombe, concentrait tout le commerce de bétail au ***sanyeere*** d'Oshie, sur la piste à bétail qui mène au Nigeria. La nouvelle frontière a remis en cause l'organisation de son commerce. De plus, il était en butte aux tracasseries des villageois : il s'est déplacé à Yerimaru, au Mambila, abandonnant les Mbororo d'Oshie qui ne peuvent plus vendre leurs animaux sur place.

L'écrasement de la révolte bamiléké a infirmé les craintes des Haoussa au Bamenda. Cependant, ils sont l'objet d'une hostilité latente des populations locales. Durant plusieurs années, des villageois s'opposent aux Haoussa d'un autre ***sanyeere***, à Bafumen.

Dès 1962, les cultivatrices mettent en culture les terrains qui entourent le village, sans épargner le cimetière. Les Haoussa doivent éloigner chevaux et moutons des abords

de leurs concessions. Les relations se tendent avec des éleveurs villageois et même des Mbororo. Chaque groupe tente de se préserver des pâturages qui deviennent exigus sur un promontoire de hauts plateaux, densément habité.

En 1967, les villageois dispersent les troupeaux concurrents des Haoussa et incendient leurs habitations. Ceux-ci abandonnent alors le village. Les uns se réfugient dans les ***sanyeere*** voisins, les autres repartent au Nigeria (134).

Bien que le cas de Bafumen soit exceptionnel, il montre que les Haoussa du Bamenda peuvent être exposés à des conflits fonciers, aussi bien que les Mbororo. Des villageois, devenus propriétaires de bétail et contraints de se déplacer par leurs voisins cultivateurs, s'établissent presque toujours dans les ***sanyeere***. Leurs troupeaux augmentent la charge des pâturages proches. Des tensions deviennent inévitables avec les Haoussa. Les pâturages attenant aux grands ***sanyeere***, par exemple Dji Gadjeré ou Binka, se trouvent maintenant investis par des troupeaux qui dépendent surtout de villageois.

La présence de Haoussa au Bamenda correspond au phénomène général des diasporas commerciales, éparpillées de la forêt dense jusqu'aux marges du désert. Cependant, elle ne se réduit pas au réseau commercial de la cola, homologue moins connu et postérieur à celui qui reliait Kano au pays ashanti. A l'époque pré-coloniale, l'expansion peule vers le sud se nourrissait d'une alliance entre les guerriers foulbé, rabatteurs d'esclaves, et les marchands haoussa qui jouaient tout à la fois le rôle d'acheteurs-pourvoyeurs de marchandises et d'indicateurs des villages à razzier. Les itinéraires commerciaux s'allongeaient derrière les conquêtes foulbé mais ils pouvaient également les précéder et orienter les raids. Avec la paix coloniale, à cette symbiose s'est substituée celle alliant Haoussa et pasteurs Mbororo. Dès lors, le "front" peul avance aux Grassfields, prenant appui sur des établissements haoussa puis entraînant la diffusion d'éléments islamisés en milieu rural. Aujourd'hui encore, l'influence des Haoussa au Bamenda excède largement leur nombre ou celui du cheptel qu'ils ont réussi à se constituer.

Entretenant des liaisons continues avec les Mbororo, même les plus isolés, ils sont au courant des affaires relatives à l'élevage dans leur secteur. Ils jouent un rôle d'informateurs précieux pour l'administration. Etant proches des Mbororo par leur culture islamique tout en partageant l'existence villageoise des populations locales, ils occupent une situation intermédiaire entre les uns et les autres. Leurs interventions et leur habileté diplomatique ont souvent aplani des conflits entre éleveurs et cultivateurs. Même s'il n'est pas riche en bétail, l'avis du *Sarki Haoussawa* : le chef des Haoussa, est souvent écouté des protagonistes.

Les villageois

Dans les savanes guinéennes, l'élevage reste une spécificité de Mbororo ou de Foulbé. Les cultivateurs ne possèdent pas, ou très peu, de gros bétail. Au Bamenda, la situation est différente. Les Mbororo doivent y admettre la présence de troupeaux de plus en plus nombreux appartenant à des

134. Cet accès de violence s'explique sans doute par une vive compétition entre les cultures et les troupeaux à Bafumen. En plus du contexte local, il n'est pas indépendant de l'ambiance politique de ces années, dominée par une affirmation de leurs droits par les "natives". Enfin, la guerre faisait rage alors au Biafra et les populations des Grassfields manifestaient une hostilité à l'égard des Haoussa, en tant que "gens du Nord".

villageois. Or, la coexistence est encore plus difficile qu'entre Mbororo et Foulbé. Ceux-ci relèvent d'une même souche ethnique, même s'ils se comportent souvent en frères ennemis.

Au contraire, un clivage profond isole les Mbororo des villageois. Aucune référence commune ne les rapproche, si ce n'est l'ambition actuelle des derniers de se lancer, eux aussi, dans l'élevage bovin. Mais l'intérêt pour le bétail ne s'avère pas de même nature. D'un côté, il sous-tend une activité essentielle, porteuse de toute la culture de ceux qui s'y consacrent. De l'autre, il participe seulement d'un dessein économique. Certes, cette forme de capitalisation n'est plus seulement l'apanage des riches, mais elle reste une spéculation.

Alors qu'au début des années quarante, les populations du Bamenda ne possédaient que quelques unités de gros bétail, en 1975 ils se trouvent à la tête de 45.000 bovins, soit 17 % du cheptel. Quel changement pour des populations longtemps considérées comme réfractaires à l'élevage ! De plus, la dissimulation du bétail au fisc étant systématique chez les villageois, leur cheptel excède de beaucoup cet effectif. Désormais, il faut tenir compte d'eux pour tout ce qui concerne l'élevage bovin sur les plateaux.

Comme pour beaucoup d'autres paysanneries, l'engagement des populations du Bamenda dans l'élevage bovin est une innovation. Ceux qui possèdent aujourd'hui des bovins n'en ont pas hérité de leurs parents et n'ont pas grandi dans la familiarité du bétail. Pourtant, la capitalisation de cheptel par les villageois ne renoue-t-elle pas avec un passé lointain ?

Avant d'analyser les modes d'accès des villageois à l'élevage bovin, il n'est pas indifférent d'évoquer comment les villageois en furent, d'abord, dépossédés.

La ruine d'un ancien élevage paysan

Bien que la végétation des Grassfields soit de climax forestier, les populations d'autrefois possédaient du bétail. C'était possible, grâce aux savanes qui ont fini par recouvrir presque tous les plateaux. Appartenant à l'ensemble culturel bantou, ces populations s'apparentaient pourtant, par leur économie, aux paysanneries soudanaises (135). Leur cheptel bovin, autrefois assez largement réparti, a pratiquement disparu. Il est difficile d'avancer des explications lorsque les preuves matérielles font largement défaut. Un scénario est pourtant vraisemblable.

135. WARNIER (J.P.), 1984, "Histoire du peuplement et genèse des paysages dans l'Ouest camerounais", p.402.

D'abord, ce cheptel n'a peut-être jamais atteint de grands effectifs. Une partie des prairies actuelles d'altitude provient d'un défrichement de la forêt montagnarde. Le cheptel ancien était entretenu sur les jachères herbeuses. Ses effectifs dépendaient donc, pour une part, de l'étendue des terres laissées en repos. Certes, le peuplement des plateaux et les premiers déboisements remontent loin dans le passé. Mais il semble que les défrichements agricoles n'aient pris une grande extension qu'à partir du milieu du 19e siècle, en liaison avec l'introduction du maïs. Dès lors, la forêt montagnarde a reculé par pans entiers, l'essor démographique étant entre-

tenu par une culture à cycle court. L'extension des jachères aurait dû favoriser un accroissement simultané du cheptel bovin. Or, c'est justement l'inverse qui s'est produit.

Le destin du cheptel ne dépendait pas seulement de la présence de pâturages. Il fut surtout commandé par les changements politiques et même, par les drames qui ont secoué les vieilles paysanneries des Grassfields. Actuellement, celles-ci sont presque toutes encadrées par des chefferies, plus ou moins puissantes, fondées sur une organisation lignagère. Or, cette structure politique a été surimposée par des lignages "royaux", souvent d'origine tikar, à des lignages "roturiers" qui constituent encore l'essentiel de la population. Introduisant une organisation politique centralisée, les nouveaux venus se sont emparés de la première place dans la société. Ce coup de force s'est traduit par la juxtaposition de deux séries de lignages inégaux et, plus dramatiquement, par l'abaissement social, le "phagocitage" des lignages anciens.

Le cheptel bovin, disséminé auparavant entre les lignages roturiers, se serait trouvé confisqué, accaparé par les lignages royaux et, en dernière extrémité, par les chefs seuls. La majorité de la population en a été dessaisie. En même temps que ces sociétés étaient réaménagées, structurées en chefferies, le cheptel bovin acquérait une nouvelle fonction.

Devenant une marque de richesse et de prestige, sa possession se restreignait à quelques privilégiés, notables et chefs. Dès lors, il devenait également un instrument politique. En procédant à des abattages et à des distributions de viande lors de grands évènements, les chefs faisaient preuve de générosité. Ils se constituaient des clientèles, entretenaient l'attachement des lignages défavorisés. Le bétail servait à maintenir la suprématie des lignages royaux.

Mais cette concentration des bovins entre les mains de ceux qui détenaient le pouvoir signifiait, à terme, sa condamnation. Dessaisie de bétail, la masse paysanne s'en est désintéressée, si ce n'est pour en profiter au maximum. Chaque occasion était bonne pour réclamer de nouveaux abattages. Les chefs ne pouvaient se soustraire à leur obligation de dispensateurs de bienfaits, de distributeurs de richesse. Les effectifs de bétail en diminuaient d'autan.

Le déclin du bétail fut précipité par l'état de guerre qui, au 19e siècle, traumatisa les populations des Grassfields : invasions des Tchamba d'abord, raids des Foulbé au nord, guerres entre Nso et Bamoun à l'est. Le cheptel bovin, concentré entre les mains des chefs, faisait partie des butins de guerre. Il était plus facile de le confisquer aux dépens d'un chef que d'une multitude de familles. L'état de guerre endémique contraignit des populations à se retrancher derrière des fortifications, surtout à l'est et au sud du Bamenda. Les animaux ne disposaient plus de pâturages suffisants ni sûrs. Le cheptel local déclina rapidement au 19e siècle. Les paysanneries s'accoutumèrent à vivre sans gros bétail.

D'après une autre interprétation, les sociétés paysannes des Grassfields pratiquaient un véritable contrôle de leurs effectifs de taurins, afin de préserver l'activité agricole et les droits des femmes (136). Les abattages

136. CHILVER (E.M.), 1986, "Women cultivators, cows and cash crops", p. 10.

annuels de bétail par les chefs, l'imposition de lourdes amendes en dédommagement des dégâts aux cultures freinaient la formation de grands troupeaux difficiles à maîtriser. Avec le pouvoir colonial, ces systèmes traditionnels de limitation du bétail auraient cessé de fonctionner, laissant les troupeaux mbororo s'accroître de façon exagérée. En fait, cette réduction volontaire de l'ancien cheptel villageois laisse sceptique : l'explication transfère dans le passé une opposition actuelle des cultivatrices à l'égard d'un bétail "étranger".

Lorsque de nouveaux animaux furent introduits par les Mbororo sur les plateaux, les villageois restèrent longtemps sans s'y intéresser. Depuis plusieurs générations, ils avaient perdu l'habitude de posséder des bovins. Un autre élément décisif freina la constitution - ou la reconstitution - d'un cheptel bovin. Le nouveau bétail était plus difficile à élever que les taurins anciens : sensibilité au contexte pathogène, exigences alimentaires plus grandes. Leur élevage supposait une connaissance des animaux et de leurs besoins, savoir que les villageois avaient perdu ou qu'ils n'avaient peut-être jamais poussé très loin. L'acquisition d'animaux auprès des Mbororo ne s'amorça qu'après un apprentissage préalable de leurs techniques d'élevage.

La coexistence de pasteurs et de paysanneries sans gros bétail est une situation fréquente. Elle ne veut pas dire nécessairement que les dernières s'en désintéressent. Bien au contraire, elles aspirent presque toujours à en posséder. Mais elles ne peuvent accéder au bétail, par ignorance des techniques d'élevage et surtout, par pauvreté. Des revenus monétaires indispensables leur font défaut pour acquérir de gros animaux. Il suffit qu'une nouvelle production ou qu'une activité extra-agricole dégage des revenus monétaires substantiels pour que des investissements s'orientent, de façon privilégiée, vers l'élevage bovin.

Les paysanneries auraient d'abord été dessaisies de leurs taurins lors de la "révolution politique" marquée par l'instauration des chefferies. Le cheptel devenant lié au pouvoir, il aurait difficilement survécu à l'état de guerre incessant du siècle dernier. Les populations ont alors subi une "décapitalisation" en cheptel, souvent irrémédiable. Il a fallu attendre l'enrichissement paysan récent pour que des villageois se retrouvent à la tête de troupeaux. Ce qui apparaît, à long terme, comme une reconstitution de cheptel, fut rendu plus facile par l'installation, entre-temps, d'un stock bovin venu de l'extérieur. Dès que des villageois en eurent les moyens, il leur a suffi de s'en procurer chez leurs voisins.

Les nouveaux éleveurs

Les nouveaux éleveurs se distinguent des Mbororo par les rapports qu'ils entretiennent avec le bétail : ils s'en occupent assez rarement par eux-mêmes. Ils se comportent davantage en propriétaires d'animaux qu'en véritables éleveurs. Ces possesseurs de bétail sont plus nombreux que ne l'indiquent les listes d'imposables. Par la formation d'une "society", plusieurs petits propriétaires rassemblent leurs animaux en un troupeau collectif et le déclarent au fisc sous le nom d'un seul. Qui plus est, celui dont le nom transparaît ne détient pas toujours le plus d'animaux.

A côté des propriétaires de bétail, d'autres villageois interviennent dans l'élevage en qualité de bergers ou, plutôt, d'aide-bergers : 440 sur 1.760 "éleveurs" dénombrés en 1974-75. Des jeunes du Bamenda n'hésitent pas à s'engager au service des Mbororo, assez loin de leur village. Une fois à la tête de quelques animaux, ils recrutent, à leur tour, des gardiens, si possible dans leur parentèle. Dès qu'un berger a constitué un petit troupeau, grâce aux gains obtenus chez les Mbororo, il est rare qu'il l'installe sur place. Il ramène ses animaux le plus près possible du village natal où il revient s'établir.

Comme les bergers ne forment qu'une population instable et écartée momentanément de ses villages d'attache, l'évaluation ne prend en compte que les propriétaires de bétail. Les villageois représentent, en moyenne, 16 % de tous les éleveurs des plateaux. Mais, d'un arrondissement à l'autre, leur proportion varie de 0 à 58 %.

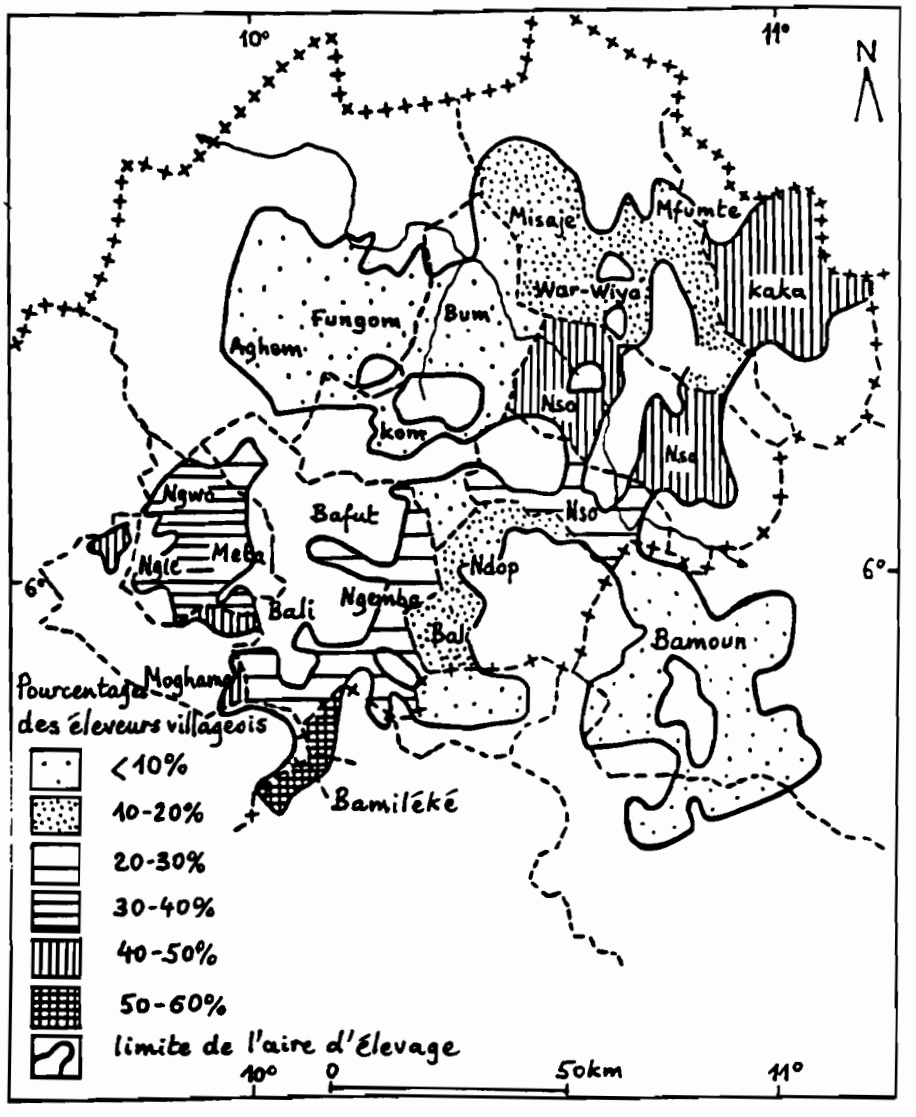


Fig. 188 : ***Répartition des éleveurs villageois par arrondissements, en 1975***

A l'exception des Kom de Fundong, les ethnies de hauts plateaux sont les plus engagées dans l'élevage : Bamiléké des Bambouto, Nso de Kumbo, Kaka de Nwa et Meta-Ngie de Mbengwi. Celles des bas plateaux (Aghem de Wum et Bamoun de Foumban-Foumbot) possèdent encore peu de bétail.

La distribution des éleveurs autochtones est aussi étonnante que celle des Mbororo. C'est sur les hauts plateaux, aux densités les plus fortes, que les cultivateurs sont les plus nombreux à investir en bovins, donc à soustraire davantage de terrains aux cultures. Est-ce l'effet d'une indifférence des populations de bas plateaux à l'élevage bovin, d'une plus grande difficulté à l'insérer dans leur système agricole, de disponibilités monétaires moindres ou d'un séjour plus récent et de caractère intermittent des Mbororo près de leurs villages ?

Bien qu'ils apportent des indications sur la localisation des éleveurs autochtones, les pourcentages par arrondissements la déforment quelque peu. Ainsi, il est curieux d'observer que les versants des monts Bambouto comprennent si peu de nouveaux éleveurs du côté de l'arrondissement de Bamenda, alors qu'ils sont aussi nombreux que les Mbororo du côté bamiléké. De même, les différences accusées d'éleveurs entre les Wiya de Ndu, les Nso de Kumbo puis ceux de Jakiri sont surprenantes pour un ensemble homogène de populations de hauts plateaux.

La carte de localisation des éleveurs (fig. 167) mentionne les villageois, sans tenir compte des limites administratives. Elle montre également combien leur répartition est irrégulière. Même en hauts plateaux, seuls les habitants de certains secteurs se sont vraiment engagés dans l'élevage.

Ainsi, les Bamiléké autour des monts Bambouto ne s'adonnent pas tous à l'élevage au même point que ceux de Fongo Tongo. Les habitants des chefferies de Bafou, de Bangang et surtout de Babadjou restent peu concernés par cette activité. Et pourtant, de beaux pâturages d'altitude s'étendent à proximité. En revanche, au nord des monts Bambouto, les Ngemba de Pinyin et les Moghamo d'Ashong comptent beaucoup de propriétaires de bétail. Les contrastes de comportement vis-à-vis de l'élevage sont d'autant plus surprenants que les disponibilités en pâturages sont équivalentes d'un versant à l'autre du massif.

Trois autres plateaux rassemblent beaucoup d'éleveurs : ceux de Meta-Ngwo, de Nso aux environs de Kumbo et de Kaka. Certains pâturages, notamment au nord de Kumbo, ne portent maintenant que du bétail appartenant à cette catégorie d'éleveurs. Des pâturages proches de secteurs intensément cultivés sont, eux aussi, accaparés par des villageois.

D'autres rassemblements de propriétaires de bétail se circonscrivent autour des villes ou des gros bourgs : Bamenda mais surtout Nkambe et Binka, au nord.

Les ethnies qui comportent le plus de propriétaires de bétail sont éloignées les unes des autres. Curieusement, les éleveurs se rencontrent surtout parmi les populations de plateaux isolés : Meta à l'ouest et Kaka à l'est. A l'inverse, les ethnies au nord du Bamenda ne se sont pas pourvues de cheptel bovin : Aghem, Fungom et Bum, Misaje et Mfumte. De même, quelques populations de hauts plateaux n'en possèdent presque pas : les Kom, les Nso d'Oku et de Jakiri, l'ensemble des Ndop. Si les Ngemba de

Pinyin capitalisent depuis longtemps du bétail, ce n'est pas le cas des autres Ngemba de Bamenda. Enfin, les Bafut et les Bali, qu'ils soient de Bali Nyonga ou de Bali Kumbat, ne s'intéressent pratiquement pas à l'élevage bovin.

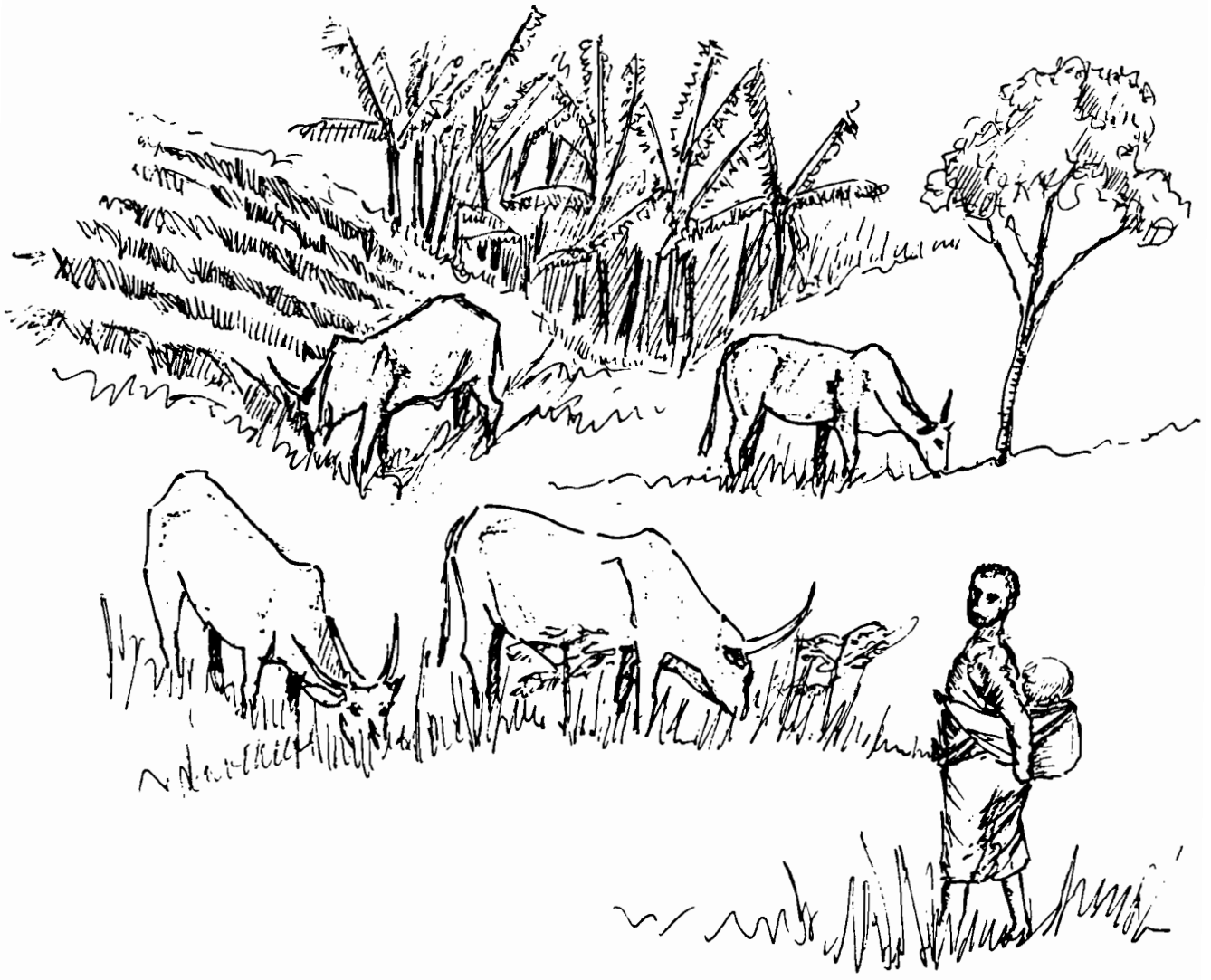


Fig. 189 : *Jeune fille gardant les animaux de son père, près de Santa*

La diffusion de l'élevage comme nouvelle activité est un phénomène original mais qui ne concerne pas l'ensemble des populations. L'inégalité des villageois face à l'élevage bovin ne tient pas seulement à l'environnement. Ainsi, l'élevage s'est développé d'abord parmi des cultivateurs de hauts plateaux mais pas uniformément. La géographie de l'élevage paysan renvoie aux sociétés des Grassfields et à leur histoire économique récente.

Les contextes de l'élevage paysan

Pour quelles raisons les villageois du Bamenda se comportent-ils de manière différente, face à l'élevage ? Au-delà des motivations personnelles et de l'effort d'innovation que cette activité suppose, n'existe-t-il pas des raisons plus fondamentales qui facilitent ou entravent l'engagement dans l'élevage bovin?

Diffusion ou captation sociale du bétail

L'inventaire précédent met l'accent sur des clivages ethniques, tout en mentionnant des divergences au sein même d'ethnies, par exemple chez les Nso, les Ngemba et les Bamiléké. L'appartenance ethnique ne semble pertinente que par les différences d'organisation sociale et politique qu'elle implique. Un tableau schématique résume celles-ci pour quelques ethnies des plateaux.

Tabl. 67 : ***Influence de l'organisation politique et sociale sur l'adoption de l'élevage bovin***

	présence /+/ ou absence /-/ d'élevage bovin	organisation politique et sociale : centralisée /+/ ou segmentaire /-/	patrilinéaire /+/ ou matrilinéaire /-/
Kom	-	(+)	-
Nso de Kumbo	+	+	(+)
Meta, Ngwo	+	-	+
Aghem	-	(-)	-
Bali	-	+	+
Bamoun	-	+	+

A l'exception des Nso, il semble qu'une organisation politique centralisée et hiérarchisée ne soit guère favorable à l'adoption de l'élevage bovin. Les entraves s'exercent de plusieurs façons. Un système politique de ce type institue une gamme de titres et de fonctions qui canalisent l'épargne et les ambitions, conférant prestige et puissance à leurs détenteurs. Des chefferies, pourtant de taille moyenne, par exemple Kom, ont institué de nombreux offices administratifs et rituels, tous monnayables. Plusieurs titres et notabilités sollicitent les ambitions (137).

137. NKWI (P.N.), 1976, "Traditional Government and Social Change; a study of the political institutions among the Kom of the Cameroon Grassfields".

Ces populations sont organisées en de multiples associations, tant masculines que féminines. Chaque membre y détient un rang, l'accès à un grade supérieur étant subordonné à l'acquittement de frais. Ces associations captent les excédents de biens accumulés à tous les niveaux de la société. Tissus, fusils, femmes : les principales richesses aboutissaient autrefois au palais du chef qui servait de centre de redistribution.

Chez les Nso, les mécanismes de concentration des biens rendent compte de la vitalité de l'organisation lignagère. Le chef de lignage, ***fai***, gère le capital foncier, attribuant les parcelles aux femmes de chaque maisonnée. Il peut solliciter le travail de dépendants pour le nettoyage et les soins de ses champs. Il reçoit l'essentiel des compensations matrimoniales pour les épouses sorties du lignage. La plus grande part des profits retirés de la vente des noix de cola lui revient. Autrefois, la ponction de richesse ne se faisait pas seulement sentir du vivant de chaque chef de famille. Elle se poursuivait après son décès, par un droit de préemption du chef de lignage sur les biens mobiliers et immobiliers du défunt. Il héritait ainsi, sauf exceptions, des arbres plantés par les défunts du lignage (en particulier, les kolatiers et les raphiales) ainsi que de leurs biens meubles : petit bétail (moutons, chèvres, volailles), vêtements, fusils et argent liquide (138). Par ce régime successoral, l'accumulation des richesses s'opérait aux divers niveaux de la hiérarchie et, remontant la hiérarchie politique, consolidait le pouvoir des chefs.

138. KABERRY (Ph.), 1950, "Land tenure among the Nsaw of the British Cameroons" et 1952, p. 13.

Tant que l'économie des Nso restait fondée sur l'agriculture vivrière, l'organisation lignagère et notamment, le régime foncier, fonctionnaient de façon harmonieuse. Des difficultés ont commencé lorsque de nouvelles activités (commerce, plantation de café, élevage bovin) ont permis l'accumulation de richesses sans commune mesure avec celles d'autrefois. Dès 1950, Ph. KABERRY prévoit que ces enrichissements poseront des problèmes, au moment des héritages. Les chefs de lignage risquent d'abuser de leurs privilèges traditionnels, aux dépens des nouveaux riches. La perspective d'un chef de lignage s'arrogeant le bétail, lors de la succession, n'incite pas à l'effort d'épargne que représente l'acquisition d'animaux. Ceux qui réussissent matériellement par leurs initiatives, leur travail et leur sens du gain, se mettent d'eux-mêmes en dehors du fonctionnement traditionnel des sociétés hiérarchisées. Cependant, des conflits de prérogatives, à l'héritage de leurs biens, sont prévisibles.

En fait, il semble que chez les Nso, le droit de préemption des ***fai*** à l'encontre des descendants ne s'applique plus à tout le bétail, depuis que celui-ci comprend des bovins. Les règles d'héritage sont en pleine évolution. Dans chaque cas, tout dépend du prestige du ***fai***, héritier potentiel, et de la personnalité ou de l'âge des descendants du défunt. Parfois, des fils encore jeunes n'osent réclamer les animaux du père décédé. Au contraire, s'ils ont été scolarisés, les fils n'acceptent plus de se plier au régime coutumier.

Que les chefs lignagers Nso captent toujours la richesse de leurs gens ou qu'ils en soient écartés, ils disposent déjà d'acquis qui les placent en situation avantageuse. Ils sont souvent les grands possesseurs de bétail.

Un système politique hiérarchisé n'est pas contradictoire par nature avec la présence d'un cheptel bovin mais il expliquerait que celui-ci reste limité en effectifs et en diffusion. Le cheptel fait partie de la richesse qui renforce l'assise du pouvoir. Il est contenu au bénéfice des notables et même, à la limite, concentré entre les mains du chef supérieur. Il ne se diffuse pas à la masse de la population. C'est en ce sens que ce type d'organisation politique peut freiner une adoption généralisée de l'élevage bovin.

Les sociétés à organisation politique segmentaire n'offrent pas d'opportunités de promotion sociale. Seule la richesse personnelle confère le prestige et permet l'émergence au-dessus de la masse anonyme. D'un autre

côté, les chefs de village ou de lignage n'y jouissent que de pouvoirs limités. Ils ne peuvent accaparer des biens importants au moment des partages successoraux. Une organisation politique peu contraignante encourage les gens du commun à acquérir du bétail, dès qu'ils en ont les moyens.

Chez beaucoup de sociétés segmentaires qui possèdent du bétail de façon traditionnelle, celui-ci joue un rôle essentiel dans les relations matrimoniales. Le rôle social du bétail s'observe aussi bien chez les Massa du Nord-Cameroun que chez les Lobi du Burkina Faso. Le bétail est en perpétuelle circulation, au fur et à mesure des mariages. Dans ces sociétés, chaque chef de famille se doit de posséder des bovins, de façon que ses fils puissent se marier. Les populations des Grassfields ne présentent pas ces traditions d'utilisation sociale du bétail. La possession de bovins étant une nouveauté, elle n'est pas encore intégrée dans les compensations matrimoniales. Le troupeau est un signe de richesse et de prestige ; il ne représente pas encore un "bien social" (139).

La juxtaposition de sociétés patrilinéaires et matrilinéaires offre un autre critère significatif, bien que la distinction entre les deux systèmes ne soit pas toujours nette (140).

Les sociétés à dominante matrilinéaire semblent freiner l'adoption de l'élevage bovin. Cette activité marque l'aboutissement de l'accumulation d'un capital important qui se transmet d'une génération à l'autre. Bien souvent, la première génération ne fait qu'amorcer le troupeau, la seconde poursuivant le gros effort d'épargne que représente la formation d'un troupeau de bovins. Pour cet objectif à long terme, l'influence du régime successoral devient décisive.

Si les fils héritent du cheptel de leur père, ils se sentent davantage concernés par les soins et la garde des animaux. Inversement, si les frères utérins ou les fils de soeurs héritent du défunt, ses descendants directs négligent les soins au bétail ou refusent même de s'en acquitter. D'un autre côté, les héritiers, peu attachés aux animaux, dilapident rapidement le cheptel, dès qu'il leur échoit (141).

Pourtant, beaucoup de sociétés paysannes matrilinéaires, en Afrique, disposent d'un cheptel bovin ancestral. C'est souvent dans ce type de sociétés que les races taurines ont été les mieux conservées. Chez les Serer du Sénégal, les sous-matrilignages sont des groupes d'épargne qui contrôlent, traditionnellement, le bétail (142). Il en est de même chez les Lobi. Hérité par l'aîné des neveux du côté matrilinéaire, le bétail sert, en priorité, à constituer les dots des cousins croisés matrilinéaires. L'aîné des neveux du côté de la soeur joue un rôle fondamental de redistribution du bétail, à chaque changement de génération. C'est un "régulateur social" qui maintient l'égalitarisme fondamental de ces sociétés (143).

Si des sociétés paysannes à dominante matrilinéaire disposent depuis longtemps de cheptel bovin, les tendances actuelles privilégient cependant l'accumulation de bétail dans un contexte patrilinéaire. Chez les Lobi de Côte d'Ivoire, les jeunes répugnent de plus en plus à s'occuper du troupeau du père, dont ils n'hériteront pas (144). Quant aux Serer émigrés au Sénégal

139. SAVONNET (G.), 1976, "Les Birifor de Diepla et sa région, insulaires du rameau Lobi (Haute Volta)", p. 89.

140. Chez les Nso patrilinéaires, la résidence des jeunes fils est matrilocale tandis que chez les Aghem matrilinéaires, elle est plus souvent patrilocale que matrilocale (KABERRY, Ph., 1952, p. 17). Un peu partout, le contexte juridique moderne et l'introduction de la caféiculture font régresser les institutions de type matrilinéaire.

141. Chez les Kom matrilinéaires, seul le clan Kijem, qui possédait autrefois des taurins, est patrilinéaire (CHILVER, E., et KABERRY, Ph., 1966).

142. LERICOLLAIS (A.), 1972, "Sob ; étude géographique d'un terroir sérèr (Sénégal)", p. 61-63.

143. SAVONNET (G.), 1976, p. 95.

144. HOFFMANN (O.), information orale et 1985, "Pratiques pastorales et dynamique du couvert végétal en pays Lobi", p. 140-141.

oriental, ils acquièrent des animaux mais les règles d'appropriation et de circulation de ce bétail ne sont plus celles du Sine (145). Pour reprendre les expressions des Lobi, les "vaches de la houe" deviennent plus appréciées que celles " de la dot".

145. MILLEVILLE (P.), information orale.

L'organisation sociale et politique se prête plus ou moins à l'engagement de nouvelles populations dans l'élevage. En l'absence de rôle du bétail dans les relations matrimoniales, tout dépend si la richesse peut se diffuser librement à l'ensemble du corps social ou si elle se trouve captée, à plus ou moins brève échéance, au profit d'une élite. Dans l'ensemble, l'élevage paysan a d'autant plus de chance de prospérer que les mécanismes d'héritage le diffusent mieux, d'une génération à l'autre. Une organisation politique et sociale peu hiérarchisée, à tendances individualistes et de régime patrilinéaire semble offrir les meilleures conditions pour une adoption actuelle de l'élevage bovin.

La culture du café, tremplin à l'élevage ?

(Carte hors-texte n° 4)

Un changement décisif est survenu au Bamenda avec le développement de la caféiculture. Quels sont les rapports entre cette culture de rente, longtemps florissante, et l'élevage paysan ?

Les atlas régionaux Ouest 1 et 2 du Cameroun (146) ont localisé les principaux secteurs de production du café Arabica : au pourtour des monts Bambouto, chez les Kom et les Nso, depuis Oku jusqu'aux environs de Jakiri et de Kumbo. La production de café Arabica ne s'accompagne pas partout de la constitution de troupeaux bovins. C'est le cas, par exemple, chez les Kom et les Nso d'Oku.

Les deux atlas cités représentent la culture commerciale par les tonnages de production (atlas Ouest 1) ou les superficies plantées (atlas Ouest 2). Ces deux critères expriment l'importance globale de la culture caféière ; ils ne renseignent pas quant aux capacités de production de chaque planteur. Or, une production et une superficie données peuvent être le fait de planteurs plus ou moins nombreux et provenir de plantations plus ou moins vastes. Quelques planteurs à la tête de plantations relativement grandes disposent de revenus supérieurs, donc de capacités d'investissement en bétail plus fortes qu'une multitude de petits paysans. La superficie en café de chaque exploitation devrait souligner de manière plus pertinente les rapports entre la caféiculture et l'élevage bovin.

Les meilleures statistiques des surfaces en café par exploitation sont fournies par le recensement agricole de 1972-73 (147). Ses résultats, présentés sous forme de "listings", sont analysés pour le Bamenda, le Bamoun et une partie du Bamiléké (148).

Des quartiers de chefferie, appelés "villages", furent tirés au sort pour les besoins du recensement. Selon leur importance, 5 ou 9 exploitations furent à nouveau sélectionnées. Les dossiers alignent les résultats par exploitation et par parcelle, en indiquant les surfaces et les cultures pratiquées.

A partir de ces données brutes, les superficies plantées en caféiers ont été calculées dans chaque exploitation, puis selon une moyenne par village. Une moyenne établie

146. CHAMPAUD (J.), 1973, "Atlas régional Ouest 2", planche : "Café". COURADE (G.), 1974, "Atlas régional Ouest 1", planche : "Cultures commerciales".

147. F.A.O., 1976, "Recensement mondial de l'agriculture et établissement d'un système permanent de statistiques courantes: Cameroun, République Centrafricaine, Tchad, Gabon, Congo".

148. Un bureau d'études a déjà dépouillé le recensement pour la région (S.E.D.A., 1976, "Etude des structures des exploitations agricoles dans les zones d'arabiculture des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest"). Mais la conception de ce travail et ses nombreuses anomalies le rendent peu utilisable.

à partir de 5 ou 9 exploitations seulement risque d'être peu représentative, mais la densité du réseau des villages enquêtés corrige les distorsions provenant de l'étroitesse de la base de calcul. La carte issue du recensement compte 192 villages et les superficies en café proviennent de 1.075 exploitations. Les moyennes sont figurées en à-plats dans les limites des cultures denses près desquelles se tiennent les troupeaux appartenant aux villageois. Cependant, des troupeaux ont échappé à l'investigation, notamment au Bamoun.

Les surfaces plantées en café Arabica au Bamenda sont plus restreintes qu'au Bamiléké ; elles atteignent rarement 1 ha par exploitation, sauf aux environs de Njinikom. Malgré ces surfaces limitées (149), la caféiculture a permis à des planteurs d'acquérir du cheptel. C'est le cas sur les hauts plateaux Nso : des troupeaux avoisinent des secteurs de cultures denses où le café Arabica occupe de 50 à 100 ares par exploitation. Il en est de même au nord des monts Bambouto (Pinyin, Ashong) et au sud (Fongo Tongo).

Au nord des hauts plateaux Nso, la corrélation cartographique entre le cheptel bovin et la culture du café reste valide tant que celle-ci excède de 40 à 50 ares par exploitation (Ndu, Binka). Le planteur reçoit alors un revenu brut de l'ordre de 20 à 25.000 CFA par an, en 1975, qui lui permet tout juste d'acquérir un jeune bovin (150). Avec une plantation inférieure à 40 ares, le café ne procure plus des rentrées d'argent suffisantes pour investir en gros bétail. Il existerait donc une extension minimum de la caféière pour que le planteur puisse transférer ses revenus dans l'élevage bovin.

En plus du relevé des parcelles et des cultures, le recensement agricole de 1972-73 comportait une série de rubriques relatives au bétail possédé par les exploitants. Il ne s'agit pas d'accorder une quelconque fiabilité aux effectifs mentionnés mais de relever simplement les exploitants qui ont déclaré posséder des bovins : leur nombre se limite à 30. C'est fort peu, pour 1.075 exploitants recensés. Beaucoup de villageois n'ont pas voulu avouer aux enquêteurs qu'ils possédaient des bovins, surtout quand il ne s'agissait que de quelques têtes insérées dans un troupeau collectif.

Parmi ces 30 éleveurs, seuls 20 seraient des cultivateurs à part entière. Les autres mènent de front une activité extérieure avec une exploitation agricole dont la responsabilité incombe souvent à la ou aux épouses. Les paysans-éleveurs se dispersent sur les plateaux, sauf au sud du Bamenda et chez les Bamiléké des Bamboutos. Mais l'échantillon ne reflète pas l'importance des paysans devenus propriétaires de bétail.

Les Nso et les Bamoun qui possèdent du bétail disposent, en même temps, de plus de 50 ares en café. Au contraire, les nouveaux éleveurs Kaka et ceux qui habitent à proximité des villes (Bamenda et Nkambe) ne cultivent presque pas de café. Les plantations caféières ont permis à des planteurs d'acheter du bétail, mais ce n'est pas le seul moyen d'accéder à l'élevage bovin. Le voisinage d'une ville peut favoriser la constitution d'un troupeau. Un marché citadin offre des débouchés pour écouler une productrion vivrière ou la possibilité de s'adonner à des activités extra-agricoles.

L'introduction de la culture du café a contribué à irriguer les sociétés rurales du Bamenda en numéraire et, par ce biais, à faciliter leur accès à

149. Il n'est tenu compte que du café Arabica, variété spécifique des plateaux, vendue plus cher que le Robusta. Cependant, vers 1.200 mètres, les deux variétés coexistent souvent (Bamoun, Batibo).

150. Au Bamenda, les rendements en café sont inférieurs à ceux du Bamiléké. D'après M.J.A. BROUWERS (1963), ils atteignent, au maximum, 250 kg/ha. Même vers Babadjou, ils seraient de 200 kg/ha (WALEWSKI, A., STEFANSKI, B., 1974, "Quelques remarques sur la production agricole semi-commercialisée du Cameroun, sur l'exemple du groupement de Babadjou"). Quant au prix d'achat du café Arabica, il stagne de 1965 à 1975 à moins de 200 francs CFA par kilo.

l'élevage bovin. Mais l'essai de corrélation cartographique entre les deux activités n'est pas très convaincant : les revenus de la caféiculture ne sont pas exclusifs dans l'acquisition de bovins. Les villageois qui ont utilisé cette filière ne se trouvent pas à la tête de plantations plus grandes que celles de leurs voisins sans bétail. Ils ne représentent pas un groupe de leaders agricoles qui se détacheraient nettement au-dessus de la masse des petits planteurs.

Nouvelles spéculations agricoles et élevage

L'acquisition de ressources monétaires par l'agriculture ne se limite plus aux plantations caféières. Si le café a joué un rôle moteur dans l'ouverture de l'économie rurale du Bamenda, il l'a perdu au cours des années soixante-dix. Une décennie plus tard, nombre de caféiers sont tombés à l'abandon, au milieu des vergers de bananiers plantain. Il suffit de circuler au Bamenda et autour des monts Bambouto pour se rendre compte que d'autres spéculations agricoles prennent le relais. Les choux entassés en vrac, pour la vente, en grands monticules au bord des routes attestent que les cultures de rente ne se limitent plus au café. Les nouvelles spéculations agricoles n'entraînent-elles pas, à leur tour, des investissements dans l'élevage ?

La répartition des cultures maraîchères et vivrières destinées à la vente a fait l'objet d'études au Bamiléké et au Bamoun où ces productions bénéficient d'un engouement. J.L. DONGMO a montré, à partir des revenus de quelques paysans de Galim, combien les ressources monétaires procurées par des cultures maraîchères peuvent devenir appréciables, complétant ou parfois excédant celles retirées du café (151). L'auteur ne se demande pas à quel type de dépenses ces revenus sont utilisés. Certains maraîchers convertissent-ils leurs gains dans l'achat de bovins ?

La méthode sera la même qu'avec la caféiculture : l'essai d'une corrélation cartographique entre les nouvelles cultures et les troupeaux.

L'indifférence des maraîchers à l'élevage.

Sur les 1.075 exploitations mesurées par le recensement agricole de 1972-73, seules 119 comportent des parcelles en cultures maraîchères : pommes de terre surtout, oignons et tomates (152). Elles se répartissent en trois secteurs bien localisés : les versants des monts Bambouto, les environs de Foumbot et le haut plateau Nso.

Les versants des monts Bambouto sont les plus spécialisés dans ce type de cultures puisque 87 exploitants s'y adonnent. J.L. DONGMO l'a déjà signalé pour les versants sud ; une évolution agricole comparable caractérise les versants nord, au Bamenda. Les cultures maraîchères couvrent souvent moins de 50 ares par exploitation mais elles excèdent 1 hectare dans quelques villages.

Le recensement agricole n'a relevé que 7 exploitations avec des parcelles en cultures maraîchères dans la région de Foumbot. C'est vraiment peu pour un secteur réputé de grande production maraîchère. Uniquement en trois villages, J.L. DONGMO a dénombré plus de 350 maraîchers.

Contrairement aux précédents, les maraîchers Nso sont d'abord des producteurs de pommes de terre. Ils se dispersent davantage et les surfaces atteignent rarement 10

151. DONGMO (J.L.), 1976, "Production et commercialisation des denrées alimentaires à destination des villes dans la province de l'Ouest au Cameroun".

152. Ce sont les trois productions maraîchères distinguées dans le "code des cultures" du recensement agricole. D'autres productions (choux, haricots, carottes) ne sont pas retenues, alors que, localement, elles sont plus importantes que les précédentes.

ares par exploitation. La pomme de terre n'est pas plantée en culture pure mais associée à des haricots, des courges et même à du maïs.

Plusieurs indices donnent à penser que le recensement agricole ne reflète pas l'importance exacte des cultures maraîchères. Elles se concentrent souvent en quelques villages qui disposent d'un bas-fond inondable ; un recensement par sondage, tel que celui de 1972 peut donc les ignorer. Plusieurs cultivateurs ne deviennent maraîchers qu'en contre-saison. Or, il n'y a pas toujours eu un second passage des enquêteurs en saison sèche.

Les secteurs de cultures maraîchères comprennent déjà de nombreuses caféières. Il est difficile de discerner si les revenus investis en bétail proviennent d'une spéculation agricole ou d'une autre. Toutefois, la grande zone maraîchère de Fombot ne semble pas susciter la formation d'un élevage paysan. Le développement de ces productions lucratives n'entraînerait pas de transfert d'argent en faveur d'un élevage bovin.

Les cultivateurs qui pratiquent des cultures maraîchères, d'après le recensement agricole, ne possèdent pas d'animaux. Et pourtant, leurs revenus peuvent être importants : 150.000 CFA pour 5 tonnes de pommes de terre en une récolte par hectare, au Bamiléké (153). Si des transferts de ce type de revenus agricoles s'orientent vers le bétail, c'est probablement autour des monts Bambouto. Les superficies moyennes en pommes de terre par exploitation y sont plus grandes qu'ailleurs et des pâturages se trouvent à proximité. Chez les Nso, les pommes de terre n'occupent que de tout petits lopins et souvent, en seconde récolte.

153. Chiffre avancé par J.L. DONGMO, 1976. Il précise que presque tous les maraîchers enquêtés gagnent plus de 150.000 francs CFA par an.

Les maraîchers ne s'intéressent pas à l'élevage bovin pour plusieurs raisons. C'est d'abord une question de travail et de temps disponible. Les cultures maraîchères sont très accaparantes. Elles ne laissent plus assez de temps pour s'occuper d'un troupeau qui ne stationne pas toujours à proximité de la ferme. D'autre part, les deux activités supposent des orientations techniques différentes. Le maraîcher est un cultivateur spécialisé dans une agriculture fine et soigneuse. Le paysan-éleveur acquiert d'autres techniques. Il est rare que le même paysan puisse se spécialiser dans les deux activités.

Les cultivateurs partiellement maraîchers et les paysans-éleveurs représentent deux catégories de population qui ne se recoupent pas, notamment d'un point de vue démographique. Une pyramide des âges des uns et des autres le démontre (fig. 190). Les 75 responsables de parcelles cultivées en pommes de terre au Bamenda se recrutent, en majorité, parmi de jeunes adultes, de 20 à 40 ans. Quant aux possesseurs de bovins, ils dépassent plutôt les 40 ans. L'investissement en gros bétail est le fait de cultivateurs plus âgés que la plupart des maraîchers. Sans beaucoup de moyens au départ, ceux-ci s'engagent dans la culture maraîchère pour faire face à des besoins sociaux immédiats, alors que l'élevage bovin suppose une accumulation de capital à long terme (154).

154. A l'inverse, des maraîchers investissent dans l'élevage ovin, par exemple les Bamiléké des monts Bambouto (VANDERSCHAEGE, M., "Diversité et évolution des systèmes d'élevage bamiléké et mbororo dans une région agricole d'altitude"). Les moutons n'exigent pas des investissements aussi importants, leur garde est plus facile et les risques de pertes moins élevés.

La divergence entre les deux activités se constate également chez des communautés paysannes qui possèdent traditionnellement du bétail. Les jeunes n'accèdent pas à l'élevage mais peuvent gagner de l'argent en pratiquant des cultures nouvelles, en particulier des cultures maraîchères de contre-saison. Les parents encouragent ces activités, afin de maintenir les jeunes au village pendant la morte-saison habituelle (155).

155. C'est le cas des Dagara au Burkina Faso (information orale de G. SAVONNET).

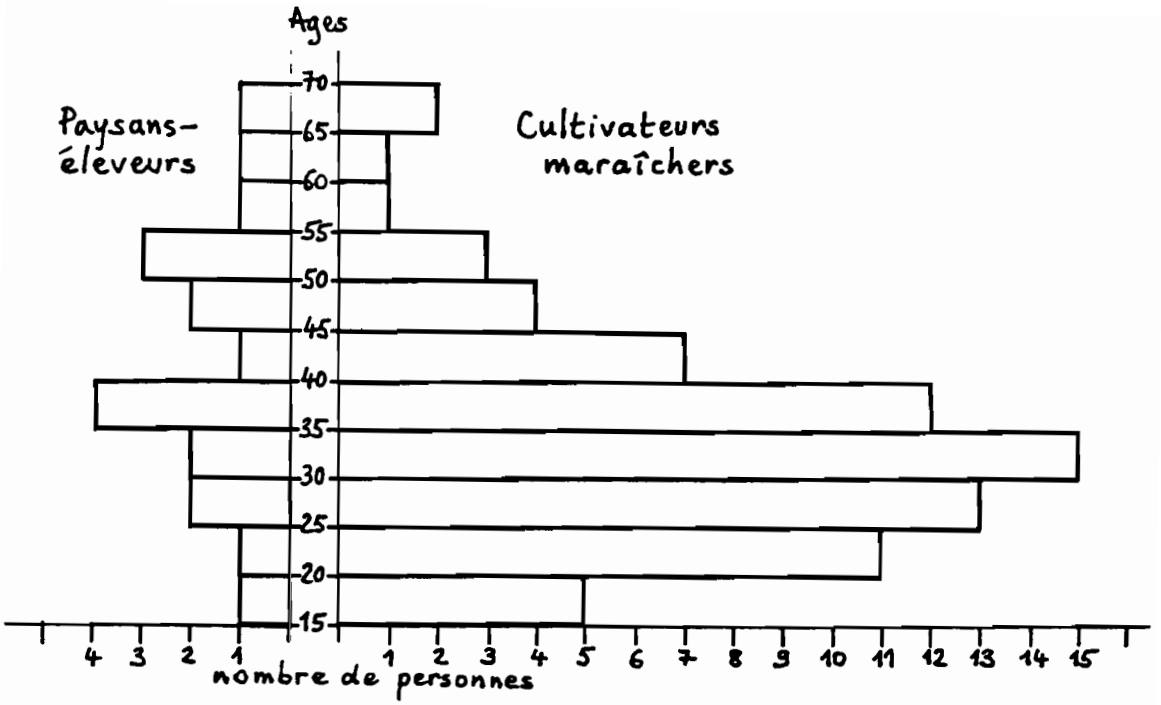


Fig. 190 : ***Répartition par âges de paysans-éleveurs et de cultivateurs maraîchers*** *(source : recensement agricole de 1972-73)*

La population qui s'adonne au maraîchage comprend une majorité de femmes, notamment dans la culture de la pomme de terre : 53 femmes sur 75 au Bamenda. En fait, l'engagement par sexe dans la culture maraîchère diffère d'un secteur à l'autre et selon les ethnies.

Chez les Nso, les femmes sont presque les seules à s'occuper de petits lopins de pommes de terre. Elles en retirent un peu de numéraire mais n'investissent pas dans le bétail. A Santa et chez les Bamiléké des monts Bambouto, la part des femmes reste encore majoritaire : 33 contre 7 hommes à Santa. Vers Foumbot, les cultures maraîchères deviennent plutôt l'affaire des hommes. Ces maraîchers Bamiléké et Bamoun se spécialisent dans le ravitaillement d'une clientèle citadine. Grâce à leurs gains monétaires substantiels, ils pourraient investir dans l'achat de bovins. Pourtant, ils ne le font pas : l'élevage ne les intéresse pas, c'est « *l'affaire des Mbororo.* »

Les cultures maraîchères les plus fréquentes (pomme de terre et choux) sont, sauf exceptions, l'apanage des femmes qui élargissent ainsi leur domaine vivrier. Cela expliquerait que ces nouvelles productions s'accompagnent si peu d'investissements dans l'élevage bovin, une initiative qui relève avant tout de la responsabilité des hommes.

Bien qu'elles procurent, localement, des revenus monétaires importants, les cultures maraîchères ne suscitent pas une ouverture paysanne vers l'élevage bovin. Mais ce type de transfert de capitaux échappe largement à l'investigation. Les maraîchers de Foumbot sont souvent originaires du Bamiléké ; ils investissent au village natal. Une centaine de kilomètres peut séparer l'exploitation maraîchère du troupeau, confié à un parent. Les modes de capitalisation en bétail par les villageois relèvent fréquemment du secret familial.

La nouvelle dimension des cultures "vivrières". (Carte hors-texte n° 5) Davantage qu'aux cultures maraîchères, la formation d'un cheptel par les paysans ne tient-elle pas à des surplus de productions vivrières traditionnelles ? Un peu partout sur les plateaux, de nouvelles possibilités de commercialisation de ces produits se développent.

J.L. DONGMO l'a montré au Bamiléké. Au marché de Mbouda se vendent, par exemple, du maïs, des haricots, des arachides et du plantain, en provenance des monts Bambouto (156). D'après le même auteur, un autre changement accompagne la commercialisation des cultures vivrières. Les hommes participent maintenant à leur production. Les deux innovations sont liées : les hommes s'intéressent désormais aux cultures vivrières parce qu'elles peuvent procurer du numéraire. Dès lors, n'est-ce pas par ce biais que des transferts de revenus agricoles deviennent possibles vers l'élevage bovin ?

156. DONGMO (J.L.), 1976, p. 59.

Le recensement agricole de 1972-73 fournit des statistiques régionales relativement fiables pour mesurer l'engagement des hommes dans le secteur vivrier. A chaque parcelle est précisée la personne qui s'en occupe, par un code de repérage des membres de la famille. Toutefois, l'interprétation des données n'est pas aisée.

La plupart des parcelles ne portent pas une seule culture mais des associations culturales. Les plantations villageoises de café sont complantées d'arbres fruitiers, de plantains et de cultures intercalaires : macabo, manioc et parfois, maïs. Dans ce cas, la superficie des cultures secondaires est estimée au dizième de la parcelle (157). Le chef de ménage est le responsable habituel des caféières mais l'est-il également des cultures associées ? Les arbres fruitiers (kolatiers, avocatiers) et les bananiers plantain relèvent souvent de sa compétence. Mais les autres cultures intercalaires ? Le recensement ne le précise pas. Bien souvent, c'est l'épouse qui s'en occupe.

157. Des équivalences plus précises, par des taux de conversion variables, ont été adoptées dans le rapport de la S.E.D.A., 1976, p. 11.

Quelques cultures sont moins mélangées et plus spécifiquement l'apanage des hommes : le tabac, par exemple, chez les Nso. Mais les lopins de cette culture délicate atteignent rarement 1 are. Les raphiales sont également les seules parcelles en "vivrier" qui relèvent toujours des chefs de famille. Certains en possèdent plus d'1 hectare. Leur exploitation et le commerce du vin de palme accaparent beaucoup d'hommes. Les palmiers à huile ne sont expoités pour l'huile et les noix palmistes qu'en contrebas des plateaux et dans les hautes vallées chez les Meta-Ngwo. Enfin, les hommes ont la responsabilité d'une nouvelle culture "vivrière" : le riz irrigué. Des hommes détiennent également des parcelles de maïs, haricot, manioc mais les cultivent-ils vraiment par eux-mêmes ?

La réputation des hommes de travailler très peu aux champs n'est pas surfaite au Bamenda. Leur participation aux cultures vivrières reste faible (158). La superficie de leurs parcelles atteint rarement 50 ares par exploitation. C'est le cas sur tous les hauts plateaux. Au Bamoun, la part des hommes dans les cultures vivrières augmente de manière décisive. C'est probablement une conséquence de l'influence de l'Islam. Le ravitaillement des familles repose moins exclusivement sur les femmes. Les superficies les plus grandes s'alignent aux environs de l'axe routier de Foumbot à Foumban ; les facilités d'écoulement des produits agricoles ont encouragé les Bamoun à s'engager dans l'agriculture vivrière.

158. L'absence à peu près complète des hommes de la production agricole traditionnelle est un fait majeur de civilisation rurale au Bamenda. Elle serait liée à l'engagement ancien des hommes dans la défense des villages contre les razzias extérieures (Bamenda, in "Nigeria", 1958, p. 5). Selon une autre interprétation, reprise par P. GOUROU (1958, "Problèmes de géographie humaine au Cameroun septentrional"), les hommes étaient spécialisés dans l'abattage des arbres pour dégager les nouveaux champs. Cette activité est, actuellement, des plus réduite.

Le faible engagement des hommes dans les cultures vivrières n'est pas général. Il se confirme néanmoins chez les populations de hauts plateaux : les Nso et les Wiya au

sud de Nkambe, de même que les Kom. En plusieurs ensembles continus de villages, les parcelles qui relèvent des hommes ne totalisent pas 10 ares, notamment chez les Nso. Couvrant à peine un dizième de la superficie d'une exploitation, elles comprennent des bananiers plantés dans les caféières, des vergers de kolatiers, des raphiales. Les "cultures" masculines les plus faibles se calent sur les hauts plateaux les plus densément cultivés (par les femmes)...

Sur les plateaux moins élevés, les cultures vivrières à la charge des hommes prennent de l'ampleur. Elles excèdent 50 ares sur les plateaux Kaka, au nord de Wum et aux environs de Bamenda. L'altitude intervient probablement par le biais d'une diffusion moindre du café Arabica. S'adonnant moins à la caféiculture qu'en hauts plateaux, les hommes se tournent davantage vers les productions vivrières. Les densités de population de ces plateaux ne sont pas aussi fortes. Les hommes peuvent ouvrir des champs sans se heurter à la concurrence des femmes dont la solidarité est très forte en ce domaine.

Dans l'atonie générale des cultures vivrières pratiquées par les hommes, des différences existent cependant entre les populations de plateaux. L'accentuation de l'engagement des hommes dans les cultures vivrières près de Bamenda et de Wum se traduit peu par la présence de troupeaux. La corrélation entre les deux phénomènes est meilleure sur les plateaux Kaka où les hommes participent depuis longtemps aux activités agricoles. De ce point de vue, les Kaka (ou Yamba) ne font pas tout à fait partie de l'ensemble culturel des Grassfields (159).

159. Leur originalité tient peut-être à la proximité des Tikar, dont la majorité des villages kaka sont originaires.

La relation cultures vivrières-élevage bovin ne ressort pas aussi nettement à Meta-Ngwo, pourtant autre secteur d'élevage paysan bien développé, en absence de caféiculture. Seuls, quelques chefs de familles s'investissent à la fois dans une palmeraie, une bananeraie et des raphiales, dont ils tirent des revenus.

Les cultures vivrières ne s'accompagnent vraiment d'un élevage paysan que chez les Kaka. Ailleurs, elles semblent intervenir assez peu dans l'achat de bovins. Les productions traditionnelles engendrent une épargne relativement faible, difficile à transférer dans l'acquisition de gros bétail. Le plus souvent, les femmes exercent une maîtrise complète des cultures vivrières et gèrent leur production. Les surplus obtenus dans chaque exploitation ne sont pas concentrés entre les mains du chef de famille. Dispersée entre chaque épouse, l'épargne ne suffit pas à des achats de bovins auxquels, de toute façon, les femmes répugnent.

L'engagement plus net des hommes dans l'agriculture vivrière va de pair avec la présence de troupeaux de bovins dans quelques secteurs qui se remarquent, inversement, par le faible développement de la caféiculture. Privés des ressources monétaires que procure la culture arbustive, les chefs de famille se seraient reportés vers les cultures traditionnelles. En fait, les exemples de participation masculine plus large aux cultures vivrières représentent moins le résultat d'une stratégie récente qu'une particularité ancienne de quelques groupes ethniques, à la périphérie du Bamenda.

Prédispositions masculines à l'élevage

Le faible engagement agricole de la majorité des villageois ne comporte pas que des conséquences négatives pour l'élevage bovin. Beaucoup de paysanneries achoppent dans cette activité, par suite de manque de temps à consacrer à la garde et aux soins des animaux. Elles ne surmontent cette difficulté que par des solutions peu satisfaisantes : la mise en pension des bovins chez des Peuls ou la délégation de la garde du troupeau à des enfants.

Au contraire, les villageois du Bamenda, étant peu accaparés par les tâches agricoles, disposent de temps libre pour surveiller les animaux et assurer, sinon une garde, du moins des visites régulières. La répartition très inégale des tâches agricoles entre les sexes facilite donc l'insertion d'une nouvelle occupation masculine dans les calendriers traditionnels.

Cette disponibilité n'est plus tout à fait aussi vraie depuis la diffusion de la caféiculture, dont les hommes sont les principaux responsables. Faute de calendrier précis avec mesure des temps de travaux, il s'avère difficile d'évaluer quelle part des anciens loisirs masculins est absorbée par la culture du café. Les planteurs du Bamenda n'ont pas la réputation de pratiquer une taille des caféiers et un nettoyage du sol aussi soignés qu'au Bamiléké.

D'après une estimation ancienne au sud de Bamenda, aux 10 jours de contribution masculine pour les productions traditionnelles s'ajoutent 50 jours par an consacrés à la caféiculture (160). Malgré tout, les hommes sont encore loin d'atteindre les 190 jours de travail agricole d'une femme nso (161).

La disponibilité des hommes est sans doute accentuée par la raréfaction des forêts à défricher. Or, la coupe des forêts représentait autrefois leur principale participation aux travaux agricoles. Seuls, quelques fronts de déboisement rasent encore à blanc les dernières forêts montagnardes.

En plus de leur disponibilité exprimée en quantité de temps, les villageois du Bamenda sont mieux préparés à l'élevage bovin que beaucoup d'autres paysans. Dans la répartition traditionnelle des tâches, les hommes ont presque toujours la charge d'un petit élevage : cochons et volailles chez les Ngie et les Ngwo, chèvres et moutons chez les Nso et les Kaka, cochons et chèvres chez les Bamiléké. Les hommes accordent beaucoup de soins à cette activité (162).

L'attention portée au petit élevage manifeste une attitude favorable à l'égard des animaux domestiques. Bien que les tâches soient moins aisées avec du gros bétail, l'intérêt des hommes pour les animaux peut être transposé au profit des bovins. Il en va bien différemment des femmes. Elles n'éprouvent aucun intérêt pour le bétail et, de plus, ont souvent peur des bovins, surtout des grands *boDeeji*. Même les épouses de propriétaires de bovins n'osent approcher des animaux.

Les rapports habituels entre les villageois et les animaux domestiques ne se réduisent pas à l'indifférence ou à l'hostilité manifestée par d'autres paysanneries. Cette attention masculine prépare déjà les hommes à posséder des bovins.

160. GLEAVE (M.B.), THOMAS (M.F.), 1968, "The Bagongo valley".
161. KABERRY (Ph.), 1952, "Women of the Grassfields", p. 75.
162. La place dominante prise longtemps par la caféiculture sur les versants des monts Bambouto a favorisé l'essor de l'élevage porcin chez les Bamiléké. Le fumier nécessaire aux plantations est fabriqué dans l'enclos des porcs. Les chefs de famille se réservent cette nouvelle tâche (DONGMO, D., 1981). Ph. KABERRY (1952, p. 87, note 1) signalait déjà la répartie d'un Ngie, à propos des femmes surchargées de travail : « *Oui, mais les hommes s'occupent des pintades...* »

Une inconnue : le rôle de l'épargne lointaine

L'arrière-plan économique de l'élevage paysan ne se limite pas aux productions agricoles. Des revenus extérieurs complètent ceux obtenus sur place, notamment par le biais des migrations de travail.

Les migrations rurales n'atteignent pas encore une ampleur telle que la production agricole en soit marginalisée, comme cela survient en d'autres régions. Cependant, le Bamenda et le Bamiléké sont réputés constituer des réservoirs de main-d'oeuvre pour les grandes plantations et les villes côtières.

La répartition de la population des plateaux par sexe, calculée en nombre d'hommes pour 100 femmes, traduit la ponction exercée par les migrations de travail qui touchent essentiellement les hommes. D'après l'atlas régional Ouest 1, la sex ratio des populations de plateaux au Bamenda est presque partout inférieure à 90 (163). Selon l'atlas Ouest 2, elle serait comprise entre 66 et 82 sur une partie des plateaux et entre 83 et 99 pour le reste (164).

On ne constate pas de correspondance évidente entre les déséquilibres les plus marqués entre les sexes, traduisant les migrations de travail les plus amples, et la localisation des troupeaux appartenant aux paysans. Cela indiquerait que les migrations de travail ne seraient pas à l'origine d'investissements en bovins dans le village natal.

Cette supposition étonne quelque peu : le migrant employé dans les grandes plantations se comporte d'abord comme un épargnant qui transfère une bonne partie de ses gains vers le village d'origine (165). Il est vrai que l'investissement dans le gros bétail suppose une certaine familiarité avec le cheptel bovin. Les planteurs de café qui avoisinent les Mbororo prennent conscience de la valeur des animaux. Au contraire, les migrants qui séjournent durant plusieurs années au sud ne seraient pas intéressés à mettre leurs économies dans l'élevage. Cependant, les migrants ne procèdent pas toujours eux-mêmes au placement de leur épargne. Ils la font parvenir à des parents, père ou frère. Ceux-ci ne choisissent-ils pas d'acquérir des bovins ?

Les incertitudes à propos du contexte de l'élevage paysan proviennent, en partie, de la méthode adoptée pour l'étudier. Dès lors que des phénomènes coïncident régulièrement par leur localisation, il y a de fortes chances pour qu'ils entretiennent des rapports d'association ou de causalité mais la localisation de l'élevage et des cultures reste souvent trop lâche pour que leurs liens éventuels s'observent.

Lorsque l'élevage paysan n'est pas associé à la caféiculture, il l'est souvent avec un engagement plus poussé des hommes dans les cultures vivrières. Pendant les années cinquante et soixante, les villageois du Bamenda adoptent deux solutions pour obtenir du numéraire, illustrées par les Nso et les Kaka. Les premiers négligent presque complètement les cultures vivrières, le café étant leur grande affaire. Les seconds deviennent des vendeurs de maïs et de vin de palme.

En fait, il est probable que "l'équipement" des paysans en bétail provient rarement d'une seule source de numéraire. L'argent est accumulé en

163. "Atlas régional Ouest 1", 1974, carte : "Eléments de démographie", carton : "Sex Ratio".

164. "Atlas régional Ouest 2", 1973, carte : "Démographie", carton : "Sex Ratio".

165. Les plantations de la Pamol, en régions côtières, recrutent une grande partie de leur main-d'oeuvre à partir des plateaux du Bamenda. La masse salariale distribuée est plutot affectée à des assistances qu'à des investissements productifs (COURADE, G., 1980, "Les plantations d'Unilever au Cameroun", p. 79).

combinant plusieurs filières d'épargne. L'achat de bétail met en oeuvre des solidarités familiales, notamment entre père et enfants. L'épargne monétaire et l'investissement en bétail ne se déroulent pas toujours au même lieu.

Les filières de capitalisation en cheptel

La méthode des corrélations cartographiques demande à être confirmée par des informations directes portant sur le mode de formation des troupeaux. Ce genre de questions est difficile à introduire dans une enquête, tant les appréhensions des intéressés sont grandes. Pourtant, 650 réponses ont été fournies, soit pour la moitié des propriétaires de bétail. Ces données, bien que partielles, permettent de dresser un tableau des filières de capitalisation en cheptel.

L'inventaire se résume ainsi : plus du quart des villageois ont investi dans l'élevage des revenus retirés de la culture du café. Une centaine de nouveaux éleveurs ont commencé par être des bergers. Une autre centaine étaient ou sont encore des commerçants. Les bouchers ont, en particulier, la réputation de s'enrichir vite et d'investir souvent dans le bétail. En dehors de ces filières habituelles, il en existe de multiples autres, parfois inattendues.

Les planteurs-éleveurs

Les nouveaux éleveurs les plus nombreux se recrutent parmi des planteurs de café et la moitié de ceux-ci sont des Nso, ce qui ne surprend pas puisque leur région produit la moitié du café Arabica au Bamenda. L'afflux de revenus monétaires procurés par le café date seulement de quelques décennies (166). Il provient du développement des plantations paysannes au cours des années soixante et d'un ajustement des prix sur ceux pratiqués au Bamiléké, à partir de 1970.

> Bien que les plantations soient moins entretenues qu'au Bamiléké, certains planteurs en retirent plusieurs centaines de milliers de francs, au début des années soixante-dix. D'autres achètent les récoltes sur pied à des villageois désargentés, puis vendent la production à leur compte, deux fois plus cher (167).
>
> En plus des planteurs, beaucoup d'employés des coopératives d'achat du café investissent dans l'élevage bovin. Comptables, acheteurs de récoltes, secrétaires perçoivent des salaires réguliers. Parmi les ruraux, ce sont des gens qui disposent de fortes liquidités.

La diffusion de la caféiculture a bien joué un rôle décisif dans la constitution d'un élevage paysan au Bamenda. L'aire de culture du café Arabica, en altitude, coïncide avec les conditions optimum de salubrité pour l'élevage bovin. La vente du café nantit les planteurs, une fois par an, de sommes d'argent appréciables, alors que les productions vivrières ne sont écoulées qu'en petites quantités. Enfin, les travaux peu importants consacrés aux caféiers au Bamenda laissent le temps de se livrer à d'autres occupations.

166. Les plantations caféières n'étaient pas mentionnées par Ph. KABERRY (1952, p. 87) parmi les occupations masculines des Nso à la fin des années quarante. Sur 16 familles dont elle avait dressé les budgets annuels, une seule bénéficiait de gains monétaires grâce à la vente de café. Il s'agissait d'un ancien maître d'école qui, justement, avait décidé d'investir ses profits dans l'achat de bovins.
167. L'obtention de revenus monétaires à partir d'une production agricole et surtout, leur transfert dans un investissement rural figurent comme deux innovations capitales pour l'économie du Bamenda, à la fin de la période coloniale.

L'élevage, prolongement d'activités commerciales

Le commerce représente une spécialisation ancienne des hommes sur les plateaux. Ne portant autrefois que sur des transactions modestes, cette activité a parfois pris de l'ampleur, à mesure que le numéraire devenait plus abondant. Les premiers villageois à constituer des troupeaux s'adonnaient au commerce de la noix de cola et du sel.

La noix de cola demeure une énigme ou un mystère (168) pour les économistes, car elle ne fait l'objet de statistiques fiables ni pour sa production, ni pour son commerce. Avec le Bamiléké, les hauts plateaux du Bamenda représentent la grande aire de production au Cameroun. Un commerce ancien, largement resté entre les mains des habitants de la région, se maintient très actif vers les centres de consommation musulmans du nord.

168. PLATON (P.), 1980, "Le marché camerounais", p. 2791.

Des paniers de noix, conservées fraîches grâce à des feuilles de bananiers, étaient autrefois acheminés à tête d'hommes ou à dos d'ânes, des monts Bambouto et des plateaux Nso, vers le Mambila, Banyo et jusqu'à Yola. Au retour, les commerçants achetaient du natron et des couvertures, remplacées plus tard par des vêtements, des cuvettes émaillées et du bétail.

Moins étudié qu'en Afrique de l'ouest, le commerce de la cola des Grassfields s'est probablement développé avec la formation de l'empire peul de Sokoto et surtout, de sa province de Yola. Ph. KABERRY (169) cite des témoignages allemands de la fin du 19e siècle et de 1905 relatifs à ce commerce, en concluant : « the trade was a well-established one. » Son rôle fut décisif pour les premiers apports de numéraire et pour l'accès à d'autres activités commerciales.

169. KABERRY (Ph.), 1960, p. 12.

Les chefs de lignage détenaient la plupart des vergers de kolatiers dont ils commercialisaient la production, grâce au travail de dépendants. Nantis de revenus réguliers, des chefs de lignage furent souvent les premiers à investir dans le bétail.

Transportés par la piste de Banyo à l'époque allemande, les paniers de cola étaient surtout expédiés vers Ibi et Yola à l'époque anglaise. Depuis l'Indépendance, ils reprennent à nouveau le chemin du Nord du Cameroun. A présent, le commerce de la cola est entre les mains de spécialistes qui affrètent des camions, à destination de Ngaoundéré et de Garoua.

Le commerce du sel fut également rémunérateur avant l'Indépendance, tant que ce produit, recherché par les éleveurs, était rare dans la région (170). Les commerçants allaient s'approvisionner de l'autre côté de la frontière, au Bamoun. A présent, le sel abonde dans toutes les boutiques. Les revendeurs ne font plus fortune, au point d'acquérir du bétail avec leurs bénéfices.

170. La pénurie de sel, surtout au nord du Bamenda, était due à l'absence de route, la pénétration de la Ring Road ne datant que des années cinquante. Un article consacré au Bamenda en 1958 contient une photographie qui montre encore l'alignement des vendeurs de sel dans un marché. Chaque petit tas est débité au détail, comme une denrée précieuse ("Bamenda", 1958, p. 25).

De petits commerçants ambulants, des Nso surtout, ont réussi à s'établir comme boutiquiers dans les gros villages et à Kumbo. A mesure que les affaires prospèrent, ils achètent du bétail qu'ils installent dans les pâturages peu éloignés de la ville. Le même phénomène se répète aux environs de Nkambe.

L'article qui permet les bénéfices les plus fructueux est, sans conteste, *la bière* dont la consommation touche maintenant toutes les catégories de population, même les

jeunes Mbororo. L'imposition de patentes aux débits de boisson, après la Réunification des deux Cameroun en 1972, a provoqué la création de bars, alors qu'auparavant, la bière était débitée un peu partout, chez les particuliers. Ce commerce est lucratif, certains cabaretiers de Kumbo étant réputés pour leur richesse. Une dizaine de tenanciers de bars se sont déclarés propriétaires de bovins.

L'isolement des plateaux Kaka rendant plus difficile l'acheminement des casiers de bière (171), les vendeurs de vin de raphia monopolisent le commerce des boissons. Il semble que leurs profits ne soient pas moindres qu'avec la bière, car une vingtaine d'entre eux se sont constitués des troupeaux. Bien que le commerce de vin de raphia soit également actif dans les autres contrées du Bamenda, il ne serait pas aussi lucratif que chez les Kaka (172).

171. En 1975, certains villages kaka ne s'approvisionnent encore en bière qu'en recourant au portage, à partir de Ndu.

172. Les raphiales en fond de vallons deviennent plus rares vers le plateau kaka. Tous les chefs de familles n'en possèdent pas, ce qui rend cette boisson plus chère. De plus, les "vignerons" kaka approvisionnent les villages de la plaine Tikar, qui n'en produisent pas.

La vente de produits vivriers diffère des activités commerciales précédentes. Comme elle est surtout aux mains des femmes, elle se traduit rarement par des investissements en bétail. Pourtant, une trentaine de Kaka ont rassemblé des troupeaux par la seule vente de maïs, le plus souvent à des voisins Mbororo. Des Nso de Mbiame achètent maintenant des bovins grâce au riz qu'ils cultivent dans la plaine Mbaw, en contrebas des plateaux. Il en est de même aux abords de la plaine de Ndop avec les propriétaires de grandes rizières aménagées récemment et cultivées par des salariés agricoles.

Le tabac est une petite culture en jardinage mais fort rémunératrice. Chez les Nso, elle est pratiquée par les hommes et donne lieu à des courants commerciaux vers le sud et l'ouest du Bamenda. Quelques cultivateurs spécialisés dans cette production ont gagné suffisamment d'argent pour acquérir des boeufs auprès de voisins mbororo.

Des villageois du Bamenda s'adonnent à de multiples activités commerciales et placent parfois les gains qui en découlent dans le cheptel bovin. Les sources de numéraire s'élargissent récemment par des productions agricoles habituellement qualifiées de non commerciales. L'opposition entre cultures commerciales et productions vivrières tend à s'estomper, en partie grâce aux débouchés qu'offre le voisinage d'une population pastorale. De plus, la conversion des revenus ainsi obtenus peut s'effectuer sur place. Elle élargit l'économie agricole des plateaux. La mutation est spontanée et assurée par des productions traditionnelles : elle présente donc l'avantage d'être encore plus "endogène" qu'avec le café.

De l'apprentissage à la propriété du bétail

Sur environ 600 nouveaux éleveurs, les anciens bergers sont une centaine : la proportion paraît relativement faible. Il semblerait pourtant logique que l'engagement comme berger fût, pour un villageois, l'initiation la plus normale à l'élevage et à la consitution d'un troupeau (173).

173. L'enquête personnelle n'ayant pas touché tous les Bamiléké autour des monts Bambouto, l'effectif des anciens bergers est probablement sous-estimé.

La part des anciens bergers parmi les éleveurs villageois varie selon les ethnies : infime chez les Nso, elle est importante chez les Kaka et les Meta-Ngie. Beaucoup de Kaka vont s'engager chez les Mbororo du Mambila où les salaires sont plus élevés qu'au Bamenda. Quelques-uns s'éloignent jusque chez les Mbororo de Banyo. Ils émigrent très jeunes et grandissent chez les éleveurs. Au fur et à mesure de leurs gains, ils envoient à l'un des

frères resté au village les taurillons reçus en salaire. D'autres reviennent s'installer au pays natal, au terme de quelques années, accompagnés d'un petit troupeau. A l'ouest du Bamenda, des Meta et des Ngie se sont également constitués des troupeaux comme bergers de Mbororo. En revanche, leurs voisins Ngwo refusent ces emplois salariés. Les Mbororo disent que les Meta eux-mêmes ne restent pas longtemps bergers. Ils s'engagent uniquement pour apprendre le métier. Dès que l'apprentissage est un peu avancé, ils se retirent avec quelques têtes de bétail.

Les anciens bergers les plus nombreux se rencontrent parmi les habitants des monts Bambouto : les Ngemba de Pinyin et les Bamiléké de Fongo Tongo. La formation de leur cheptel remonte à plusieurs décennies. Le processus est à peu près le même que chez les Kaka. Au cours des années quarante et cinquante, les chefs de famille avaient pris l'habitude d'envoyer des fils, dès leur plus jeune âge, comme apprentis bergers. Les jeunes Bamiléké étaient mis en pension chez les Mbororo qui les élevaient et les employaient pour la garde du bétail. Une fois adolescents, les *boy na'i* : aide-bergers, recevaient quelques taurillons en salaire. Aujourd'hui, des Bamiléké ont souvent hérité d'animaux que leurs pères avaient rassemblés dans leur jeunesse. Ce processus d'acquisition du bétail est partiellement tari, par suite des progrès de la scolarisation. Il est remplacé par la vente de café et par l'élevage de moutons.

L'engagement des villageois comme bergers et leur initiation à l'élevage bovin par les Mbororo suivent donc des clivages très nets selon les ethnies. Certaines ne répugnent pas à ce type d'emploi tandis qu'aucun membre d'autres populations ne l'accepterait. Il n'est pas facile de mettre à jour les ressorts de comportements aussi opposés vis-à-vis du travail de gardiennage.

Le commerce lointain de la cola, les longues absences entraînées par le métier de berger ne conviennent qu'à de jeunes célibataires. Des chefs de famille préfèrent s'adonner maintenant à un petit élevage caprin ou ovin, une occupation qu'il est possible d'entreprendre tout en habitant au village. Les enclos de troupeaux de chèvres ou de moutons se multiplient parmi les pâturages du plateau Nso et au-dessus des villages de Ndop.

L'élevage du petit bétail devient une activité fructueuse. Elle alimente un commerce actif en direction du Bamiléké et, de là, vers Douala. Les transactions se déroulent aux marchés de Kumbo et de Ndop. Des villageois ont pu, grâce aux profits retirés des ventes de petit bétail, passer, dans un second temps, à l'élevage bovin.

L'élevage, activité complémentaire de maquignons et de bouchers

Pour les villageois, le métier de berger débouche naturellement sur deux activités liées à l'élevage, en "aval" : le commerce de bétail et la boucherie. Contrairement à l'Adamaoua, *le commerce du bétail* n'est pas un monopole des Haoussa ni des Foulbé au Bamenda. Il sert fréquemment de tremplin à des villageois pour constituer un cheptel. De même que certains

passent de l'élevage du petit bétail à celui des bovins, des marchands de chèvres et de moutons, ayant gagné beaucoup d'argent, se lancent ensuite dans les transactions de gros bétail. Bien que les maquignons au Bamenda ne rassemblent pas d'aussi grands troupeaux qu'en Adamaoua, ils occupent une position de choix pour accéder à la propriété de bétail.

Grâce à l'augmentation régulière du prix des animaux dans les années soixante-dix, les mises des marchands de bestiaux ont fructifié. Ils ont pu mettre régulièrement des vaches de côté, amorce d'un troupeau. D'autres font de l'embouche plus ou moins organisée. Les voisins Mbororo remarquent que leurs animaux ne sont jamais les mêmes. Contrairement aux autres villageois, l'élevage n'est pas seulement pour eux un placement. Ils puisent autant dans le troupeau personnel pour les besoins du commerce qu'inversement ; les deux activités vont de pair. Quand des marchands tombent en faillite - cela arrive parfois - ils se retirent des affaires en gardant quelques animaux.

Les marchands de bestiaux qui cumulent l'élevage et le commerce se rencontrent un peu partout au Bamenda. Les Ngemba de Pinyin, installés sur tous les secteurs d'élevage, se sont spécialisés dans ce trafic de bétail, à partir d'une modeste activité initiale de gardiennage chez les Mbororo. A partir des monts Bambouto, des Ngemba se sont établis dans les centres d'élevage au nord du Bamenda : Binka, Nkambe, Misaje. Ils détiennent des animaux sur place et en envoient d'autres au village natal.

Alors que l'apport de départ doit être important pour se livrer au commerce du bétail, il reste plus modeste pour s'engager dans *la boucherie*. Cette activité est pourtant réputée enrichir rapidement ceux qui abattent à leur compte. Ils se promènent d'un campement à l'autre pour acheter à vil prix des animaux mal en point, ou agonisants, qu'ils débitent sur les marchés de brousse avec des bénéfices exorbitants (174).

174. Le fait est déjà signalé par Ph. KABERRY (1952, p. 21) mais les bouchers étaient alors moins nombreux qu'à présent.

Beaucoup de Meta s'adonnent à cette activité de temps à autre, suffisamment pour devenir propriétaires de quelques animaux. Ailleurs, les bouchers propriétaires de bétail sont moins nombreux et forment une corporation plus fermée.

Nouveaux investisseurs dans l'élevage

Il est compréhensible que les profits retirés d'activités liées à l'élevage soient investis dans le bétail. Le même choix devient plus original lorsqu'il provient de personnes totalement étrangères à l'élevage, par exemple : des boutiquiers, des artisans, des employés et des fonctionnaires. Dans les années soixante et soixante-dix, l'élevage bovin devient un véritable engouement de la part de ceux qui possèdent de l'argent.

Des commerçants et des artisans s'intéressent maintenant à l'élevage bovin, même en étant des citadins. C'est le cas de ceux de Bamenda, Kumbo et Nkambe où les affaires commerciales sont les plus florissantes. L'élevage présente l'avantage d'offrir des placements rentables, grâce à l'augmentation régulière du prix des animaux jusqu'en 1983, et plus discrets que des constructions en ville.

Ce choix reflète également les attaches rurales des nouveaux citadins. Ils restent souvent à la tête d'une exploitation agricole dont leurs épouses ont la charge. Certaines femmes scolarisées occupent elles-mêmes des postes dans l'administration. Dans ce cas, l'exploitation est confiée aux soins d'un parent. La nouvelle bourgeoisie citadine maintient autant que possible des attaches rurales ; à la ferme familiale et à la plantation caféière s'ajoute maintenant le troupeau de bovins.

Les artisans : tailleurs, menuisiers et maçons, mécaniciens, sont encore peu nombreux à acheter des bovins. A l'inverse, 50 *employés et fonctionnaires* ont été relevés en 1975 parmi les nouveaux éleveurs. Ce nombre, déjà élevé, ne reflète pourtant pas l'effectif de tous ceux qui effectuent des placements dans le bétail. Plusieurs détenteurs de bovins camouflent leur investissement pour des raisons diverses : ne pas éveiller les jalousies de collègues ou les soupçons de supérieurs administratifs.

Tel contremaître à la plantation théière de Ndu confie son troupeau à la garde d'un homme de paille, dont le nom seul transparaît sur la liste des éleveurs imposables. Des secrétaires et des chauffeurs de l'administration rassemblent leurs économies pour acheter des animaux placés chez un gardien, lui aussi simple prête-nom.

En 1974, I.M.... déclare un troupeau de plus de 100 têtes, près de Nwa. Ce cheptel fut constitué en 5 ans. Comment a-t-il pu rassembler un tel troupeau en si peu de temps ? En fait, le principal propriétaire des animaux habite loin de là, à Wum. C'est un fonctionnaire du "Farmer-Grazier Service", un poste de prédilection pour prélever des animaux sur les Mbororo, lors des nombreuses disputes qui les opposent aux cultivateurs. Mais, deux précautions valant mieux qu'une, le fonctionnaire place les bovins ainsi obtenus le plus loin possible de son poste et les remet à la garde d'un homme de confiance.

Un autre cultivateur-éleveur, peu éloigné de Bamenda, possède un beau troupeau de ***guDaali*** achetés à la station d'élevage de Bambui. Il offre l'exemple parfait d'un cultivateur dynamique, ouvert à l'innovation et, en particulier, à l'intégration des deux activités : choix d'une bonne race de bétail, élevage bovin à l'étable, fabrication de fumier pour les caféières... En fait, le vrai propriétaire des animaux est un frère qui détient un poste important de directeur des services fiscaux à Bamenda. Le salaire et les ***dashi*** : "cadeaux" qu'assure une telle fonction liée aux milieux d'affaires, sont réinvestis régulièrement en bétail (175).

Personne n'étant volontiers loquace sur ce sujet, il est difficile de discerner les véritables propriétaires de nombreux troupeaux. La plupart ne consentent à déclarer du cheptel qu'après avoir quitté leur profession. Une exception concerne peut-être les enseignants des écoles privées, une institution florissante dans la région. Disposant de revenus sans comparaison avec les instituteurs d'Etat, des maîtres privés sont nombreux à acquérir des bovins. Quand le troupeau devient assez important, certains n'hésitent pas à démissionner de leur poste pour se reconvertir en éleveurs, en même temps que bouchers ou planteurs de café (176).

Aux employés et fonctionnaires qui se découvrent des vocations d'éleveurs et de "gentlemen farmers" s'ajoutent des cadres politiques : secrétaires du parti, députés, voire ministres qui investissent ainsi leurs avoirs. A l'exemple du Premier Ministre de l'ancien Cameroun Occidental, ils choisissent l'élevage bovin pour des raisons de rentabilité et dans la ligne de la Révolution Verte lancée par le gouvernement au cours des années soixante-dix.

175. Les achats de bétail ne représentent qu'une facette de la gamme d'investissements des riches citadins, la plus voyante étant l'immobilier en ville, à Bamenda ou à Yaoundé.

176. Ph. KABERRY (1952, p. 130) cite déjà l'exemple d'un maître d'école qui démissionne de son poste pour créer une plantation de café et s'adonner à l'élevage de porcs, puis de bovins. De telles tentatives successives d'un "créneau" fructueux, autrefois le fait d'une minorité scolarisée, caractérisent maintenant toute une catégorie de villageois, ouverts à toutes sortes d'initiatives.

Des raisons d'intérêt et de prestige conduisent également les quelques hommes d'affaires richissimes de Bamenda à créer des ranchs aux environs de la ville.

La faveur accordée à l'élevage bovin ne se limite pas aux membres de l'appareil administratif et politique moderne. Elle est également le fait de *chefs traditionnels* qui, autrefois indifférents, ne veulent plus être en reste : chefs de village ou de lignage, dignitaires du fon. Chez les Nso, 23 ***fai*** (chefs de lignage) et 13 ***shey*** (chefs de sous-lignage) possèdent officiellement du bétail en 1975.

Ils se sont d'abord constitués de grandes plantations de café grâce aux prestations de travail gratuites fournies par les hommes de leur lignage. Avec les revenus réguliers et croissants retirés de ces plantations, ils se lancent alors dans le commerce de marchandises et dans l'élevage. En faisant jouer les liens de dépendance d'une société hiérarchisée, ils parviennent à transposer un ascendant politique traditionnel en une prééminence économique de type moderne.

Cette stratégie de "récupération" de richesse-pouvoir par la possession de cheptel nuance quelque peu les remarques précédentes concernant les entraves posées par les sociétés hiérarchisées à l'élevage bovin.

L'inventaire des nouveaux investisseurs dans l'élevage bovin englobe finalement les principaux éléments d'une bourgeoisie régionale en cours de formation, à la faveur de la croissance urbaine et du renforcement de l'appareil administratif depuis le début des années soixante-dix. Avec ces nouveaux propriétaires de bétail, l'élevage n'est plus simplement une greffe ajoutée à des activités agricoles. C'est un moyen, pour un capitalisme urbain conquérant, de s'introduire dans l'espace rural.

De l'épargne à l'élevage

Au registre des activités qui débouchent sur des investissements en bétail s'ajoutent d'autres filières, par exemple : l'épargne collective et les migrations de travail. Elles mettent en oeuvre des transferts de fonds difficiles à déceler.

Des voisins villageois viennent parfois acheter des animaux chez les Mbororo. Ceux-ci se demandent comment les acquéreurs ont pu se procurer tant d'argent. Ils ne leur connaissent aucune occupation particulièrement lucrative et pourtant, ils paient comptant... Il s'agit souvent des bénéficiaires périodiques de *l'épargne collective* par les célèbres tontines, une institution commune aux populations de l'Ouest-Cameroun et dont l'efficacité a fait ses preuves. De l'accumulation de numéraire, le principe de cette épargne se prolonge à la constitution de troupeaux. Au lieu de confier leurs animaux à des Mbororo, les membres d'une "society" les rassemblent, sous la garde d'un adolescent. Plus tard, chacun retire son bétail quand il est devenu assez nombreux pour être placé à part.

La confrontation de la sex ratio des populations de plateaux et de la localisation des troupeaux de villageois n'a pas donné de résultat probant quant aux liens entre *l'émigration* et l'élevage paysan. Pourtant, il est reconnu que des troupeaux sont constitués grâce aux envois de fonds d'un fils ou d'un frère, employé dans les plantations côtières. Une dizaine de cas ont été signalés chez les Kaka et les Meta, mais ils sont certainement plus nombreux.

Les fils de Kutmu travaillent depuis 7 ans comme manoeuvres dans les plantations de café de la région de Nkongsamba. Grâce à l'argent qu'ils envoient, le père a rassemblé, près de Nwa, un troupeau de 35 têtes.

Beaucoup de Kaka n'émigrent pas vers la côte mais se rendent au Mambila plus proche. Ils y cultivent en grand du maïs pour l'écouler sur les marchés. La pénurie de produits vivriers est telle sur ce plateau à économie pastorale dominante que des migrants-cultivateurs ont constitué de petits troupeaux de bovins par ce seul moyen (177).

177. Une étude récente relative au Mambila souligne que la plupart des cultivateurs de ce plateau ont également acquis des bovins (R.I.M., 1984, p. 84-85). Les Mambila ont commencé à devenir propriétaires de bétail à partir des années soixante, d'abord comme bergers de Mbororo. A présent, ils préfèrent cultiver du maïs, vendre une partie de la récolte, puis acheter du bétail sur les marchés. Les auteurs expliquent ce choix par les mauvaises relations qu'entretiennent Mambila et Mbororo. Les villageois du Bamenda, Wimbum et Yamba (Kaka) qui migrent là-bas, procèdent donc de la même façon que les Mambila.

Des ravisseurs de bétail

Une dernière catégorie de villageois parvient à se procurer du bétail par des procédés malhonnêtes à l'égard de Mbororo, ou d'autres. *Prêteurs d'argent* sur gages et vendeurs de bière à crédit usuraire exploitent la crédulité de jeunes Mbororo et leur penchant à l'alcoolisme, déploré par tous les anciens.

Tel ***arDo*** prétend que les vaches détenues par des voisins villageois sont « *sorties* » (tel est littéralement le terme peul usité : ***wurtugo***) depuis que la consommation de bière se répand dans les bars qui prolifèrent le long des routes. Les jeunes Mbororo désoeuvrés s'enivrent et s'endettent auprès des cabaretiers. Ceux-ci abusent sans vergogne d'une clientèle vulnérable. Ils se trouvent bientôt nantis de bétail, tandis que les Mbororo en deviennent démunis.

Autre type d'enrichissement malhonnête en bétail, celui d'*agents de l'administration* qui ont affaire aux Mbororo et qui en profitent pour leur extorquer des animaux. Les "cattle control assistants", appelés couramment "committee", règlent à l'amiable, jusqu'en 1974, les conflits qui mettent fréquemment aux prises Mbororo et cultivateurs. Représentants d'une administration spécifique au Bamenda, ils sont alors puissants et craints par les Mbororo. Certains profitent de leur rôle médiateur pour servir des intérêts personnels. Dans telle contrée, le "committee" fut, comme par hasard, le premier à posséder du bétail... Les Mbororo, dans leur désir de voir les conflits s'apaiser ou de ne pas être expulsés de force, offrent des cadeaux en bétail. Plus tard, ils s'en plaignent amèrement.

Des villageois assignent fréquemment les Mbororo devant *les tribunaux coutumiers* pour des prêts d'argent non remboursés ou de prétendus achats d'animaux non livrés. Les "Customary Courts" de l'ancien Cameroun Occidental étant composés de notables locaux, les villageois y sont juge et partie. Les procédures s'achèvent rarement à l'avantage d'un Mbororo accusé.

Quelques nouveaux éleveurs sont *des voleurs de bétail* réputés. Souvent anciens bergers des Mbororo, les employeurs les ont chassés. Il n'est pas rare qu'ils s'installent alors au voisinage pour mieux les narguer.

Contrairement à ce qui pourrait être supposé, l'intérêt de plus en plus partagé pour l'élevage n'améliore pas les relations entre les villageois et les Mbororo. Entre les générations anciennes, un accord ou un modus vivendi

finissait par s'établir de cultivateurs à éleveurs, chacun s'en tenant à son activité. A présent, le comportement des villageois devient plus complexe à l'égard des Mbororo : défense des intérêts agricoles bien sûr, mais également désir de posséder du bétail. Pour les Mbororo, ils se comportent en concurrents potentiels. Les anciens éleveurs suspectent, chez leurs voisins, ***suuno*** : l'envie qui, en l'occurence, s'applique au bétail. Elle susciterait une attitude nouvelle à l'égard des Mbororo : évitement des anciens mais attirance des jeunes qui sont trompés, enivrés et dépouillés de leurs animaux. Pour parvenir à la tête d'un troupeau, tous les moyens sont bons. ***Suuno*** appelle ***rikisi.***

A la question de savoir comment beaucoup de gens se sont procurés du bétail, les Mbororo répondent simplement : ***laawol rikisi. Rikisi*** est un terme d'origine haoussa entré dans le vocabulaire peul et très employé par les Mbororo du Bamenda. Parfois traduit par la ruse, c'est, en fait, davantage : la duplicité et la fourberie qui manifestent une malhonnêteté foncière. ***Laawol rikisi mo heBi na'i :*** *« c'est au moyen de la fourberie qu'il a obtenu des vaches. »* La notion de ***rikisi*** est appliquée de plus en plus aux villageois qui tentent de gruger les Mbororo pour leur soutirer du bétail. ***Rikisi***, c'est ce que les Mbororo craignent maintenant le plus de leurs voisins. A l'opposition nette et franche d'autrefois entre éleveurs et cultivateurs s'ajoute la suspicion.

A part les usurpations de bétail, la constitution de cheptel par les villageois emprunte une gamme variée de filières. Sauf dans le cas des bergers, elles passent par l'accumulation d'un capital monétaire. Des productions agricoles traditionnelles acquièrent un intérêt nouveau par l'ouverture de marchés. Des positions sociales élevées sont mises à profit pour dégager des revenus. Mais ce sont surtout les activités "modernes" : caféiculture et commerce, qui ont donné accès à l'élevage bovin. Il en est de même des formes modernes de pouvoir : administration, coopératives.

Dans l'avenir, les nouveaux éleveurs se recruteront sans doute parmi les groupes qui ont su saisir les voies modernes d'enrichissement. Cependant, la distinction entre activités modernes et traditionnelles n'est-elle pas quelque peu artificielle ? Commerçants et fonctionnaires disposent également d'exploitations agricoles, confiées à des épouses ou gérées par des parents. La vente de surplus agricoles et la constitution d'un capital-cheptel à partir de l'agriculture traditionnelle n'est plus à négliger. D'autant qu'elle est capable de s'adapter de manière imprévisible à une économie de marché.

L'élevage, nouvelle forme de richesse

Autrefois, le degré de polygamie exprimait les inégalités de statut social au sein des sociétés paysannes des plateaux. Certes, l'enquête démographique de 1964 a mis en évidence des différences de comportement matrimonial d'un ensemble ethnique à l'autre. Les populations de plateaux présentent ainsi une polygamie plus accentuée que celle des ethnies de forêt ou de la côte : 32 % des hommes mariés y sont polygames, contre 27

et 19 %. Mais l'accumulation d'épouses évolue en fonction de l'âge du mari et de son ascension sociale. Qu'en est-il des propriétaires de bétail, ces nouveaux riches ?

Le régime matrimonial de 140 Nso nouveaux éleveurs permet de les comparer à l'ensemble des habitants de plateaux.

Tabl. 68 : ***Répartition des hommes mariés selon le nombre d'épouses*** *(en pourcentages)*

	1 épouse	2 épouses	3 épouses	4 épouses et plus	ensemble des polygames
"Bantoïdes" des plateaux (178)	68	20,6	6,3	5,1	32
Nso nouveaux éleveurs	50,4	30,6	8,7	10,2	49,6

178. d'après la classification de l'enquête démographique de l'INSEE (1969, p. 63) qui regroupe toutes les populations des plateaux sous cette appellation, sauf quelques Bamiléké : les Bangwa et les Mundani, près de la frontière, au sud des monts Bambouto.

Le taux de polygamie s'avère plus important chez les propriétaires de bétail. L'écart touche surtout ceux qui disposent de 2 et de 4 épouses. La fréquence des grands polygames chez les nouveaux éleveurs tient à la présence de nombreux *fai* (chefs de lignages) puissants et riches.

Une répartition des hommes mariés selon les classes d'âges montrerait sans doute que les éleveurs se rangent parmi les plus de 35 ans. En effet, la possession de bétail par héritage reste encore rare (2,7 % du lot enquêté). La plupart des villageois ne se trouvent à la tête d'un troupeau qu'à un âge déjà avancé. Certes, leur polygamie s'élargit mais sans que le comportement matrimonial soit complètement différent de celui de leurs classes d'âges.

L'influence relativement modérée de la possession de bovins sur le degré de polygamie des villageois manifeste peut-être une antinomie entre deux moyens de promotion sociale. Alors que la réussite personnelle s'affirmait autrefois par une grande polygamie, elle peut se manifester aussi bien, actuellement, par des investissements en caféières ou en bétail. La forte influence des missions a probablement infléchi ces nouveaux comportements. Toutefois, ils ne sont pas tout à fait acceptés par l'ensemble de la population.

En effet, privilégier des investissements en bétail aux dépens de l'acquisition de nombreuses épouses remet en cause le système traditionnel de distribution des richesses, par le biais des dots, au bénéfice d'une large parentèle. Ce système distributif introduisait un contrepoint à la concentration de main-d'oeuvre agricole, entraînée par le mariage de plusieurs épouses. Au contraire, l'accumulation de bétail n'implique pas de contrepartie sociale pour les détenteurs de troupeaux. Ils ne s'entourent pas nécessairement d'une large clientèle de parents, gratifiés de dons pour avoir fourni des femmes. Aussi, des villageois se montrèrent-ils hostiles aux premiers qui se constituèrent des troupeaux.

N... est un monogame. Avec les revenus de sa plantation de café, il avait acheté un troupeau d'une cinquantaine de têtes. Elles furent toutes volées, parce que N. « *n'avait*

pas épousé de nouvelles femmes avec son argent ; il préférait acheter des vaches. » Mais N. ne cède pas à son entourage ; il confie de l'argent à son fils qui a déjà reconstitué un petit troupeau de 14 têtes en 1974.

Au Bamenda, les Mbororo ne sont pas les seuls à souffrir des vols de bétail. En certains secteurs, par exemple chez les Moghamo, les vols se multiplient à tel point que les villageois ne laissent plus leurs troupeaux déambuler librement. Ils les enferment dans des clôtures. A la limite, les vols de bétail expriment une réaction sociale contre une forme d'accumulation qui ne profite plus qu'à son détenteur. Elle se pose contre les normes anciennes de partage de la richesse. La formation d'un élevage paysan sur les Grassfields n'a pas la même signification que chez des paysanneries pourvues d'un cheptel ancestral. Intégré au fonctionnement des sociétés dans un cas, le bétail en est un élément perturbateur dans l'autre.

L'attrait qu'exerce l'élevage bovin sur les personnes engagées dans une activité de type moderne : maîtres d'école, boutiquiers, employés de l'administration n'est pas sans rapport avec une monogamie encouragée par leur religion chrétienne. La plupart de ces personnes se sont relativement dégagées des conventions sociales traditionnelles. Elles adoptent des innovations, sans craindre outre mesure les réactions de leur communauté d'origine. L'achat de bétail offre des débouchés à des disponibilités monétaires qui, dans la société traditionnelle, seraient affectées à des élargissements polygamiques. Le succès de l'élevage bovin parmi les populations christianisées tiendrait aux freins mis par leur religion à la polygamie. Toutefois, il n'existe pas d'alliance objective entre la nouvelle activité et les nouvelles valeurs socio-religieuses.

M.F..., un Nso de Mbiame, travaille tout jeune comme apprenti boucher, avant de devenir lui-même boucher, ce qui lui permet de gagner beaucoup d'argent. Il met de côté quelques animaux mais surtout, il épouse trois femmes qui cultivent de grands champs de maïs. Dès lors, il se lance dans le commerce de bétail. Il achète aux Mbororo de Mbiame qu'il connaît bien, pour revendre au marché de Bamenda. Son cheptel s'accroît par des appoints réguliers, prélevés sur les animaux de boucherie. En 16 ans, il se trouve à la tête de deux troupeaux gardés par des bergers. M.F. associe la stratégie traditionnelle d'ascension sociale avec le recours aux nouvelles formes d'enrichissement.

La famille de M.F. s'adonne à deux types d'activités qui, d'un point de vue économique, sont indépendantes l'une de l'autre. Ayant la charge des cultures vivrières, les épouses assurent le ravitaillement de la grande maisonnée, en cultivant du maïs et des haricots selon les mêmes techniques et les mêmes objectifs qu'autrefois. A côté de cela, le chef de famille déploie des activités nouvelles, dégageant des bénéfices qu'il réinvestit en bétail.

L'élevage bovin se greffe sur une ouverture des villageois à l'économie moderne, sans qu'elle remette en question la routine de l'agriculture vivrière et le fonctionnement des sociétés traditionnelles. En dehors de cette sphère stable, l'élevage bovin participe d'une série d'initiatives qui s'amplifient et s'épaulent les unes les autres.

L'élargissement des occupations ne suit pas toujours le même schéma. Il présente souvent la succession suivante : plantation de caféiers ou petit

commerce - achat de bouvillons - augmentation du cheptel - entrée dans le commerce du bétail. Mais la progression des activités s'ordonne parfois différemment : berger en salariat - épargne en bouvillons - création d'une plantation de café, puis éventuellement, commerce de marchandises.

Malgré des réactions initiales d'hostilité, l'élevage bovin et les activités nouvelles n'entrent plus en contradiction avec le fonctionnement des sociétés villageoises des Grassfields. Celles-ci sont assez souples pour admettre et même valoriser les formes modernes d'enrichissement. Chez les Nso, l'ouverture au monde moderne s'accompagne de la tombée en désuétude des règles coutumières d'héritage. L'emprise relativement faible de l'encadrement hiérarchique, dans la plupart des chefferies, favorise les initiatives et l'effort individuel, du moins du côté des hommes.

Une succession de nouveaux éleveurs

Bien que qualifié de "paysan", le nouvel élevage bovin sur les plateaux du Bamenda n'est pas seulement le fait de cultivateurs, ni même de ruraux.

En 1948, Ph. KABERRY relève 44 Nso enregistrés comme marchands de bestiaux sur les listes fiscales (179). Des profits élevés avaient déjà permis à la plupart d'entre eux de se constituer des troupeaux. Cependant, les deux tiers possédaient moins de 40 têtes de bétail. Ces indications situent assez bien l'amorce de l'élevage villageois au Bamenda. D'après les informations recueillies en 1974, les premiers Nso formèrent des troupeaux à la fin des années quarante.

179. KABERRY (Ph.), 1952, p. 130.

Les étapes de constitution du cheptel

La formation des troupeaux est datée pour 750 villageois, soit plus de la moitié des nouveaux éleveurs. Seuls une centaine d'entre eux possédaient déjà des bovins avant 1964. Les troupeaux sont devenus plus nombreux au cours des dernières années soixante. En une décennie, de nouveaux troupeaux sont créés selon un rythme soutenu : 300 de 1964 à 69, puis 350 de 1969 à 74. Relativement récent, l'élevage bovin se diffuse rapidement.

Ces relevés correspondent à la première inscription de nouveaux éleveurs pour la taxe sur le bétail. La plupart disposaient déjà de quelques animaux mis en garde chez un Mbororo ou regroupés avec d'autres villageois. Lorsque leur avoir excède une vingtaine de têtes, ils les retirent de la "society", les installent à part et sont tenus légalement de les déclarer au fisc. Il est difficile de dater avec précision le début de leur activité d'élevage.

La progression des troupeaux villageois, dans les années soixante, est allée de pair avec le développement de la caféiculture. La production de café Arabica au Bamenda en 1969 équivaut à 5 fois celle de 1959 (180). Alors qu'auparavant, les marchands de bestiaux et les bouchers étaient les plus

180. COURADE (G.), 1974, p. 199.

nombreux à acquérir des bovins, les planteurs les relaient à partir des premières années soixante. La réunion des deux Cameroun donne un coup de fouet à la culture caféière mais perturbe les circuits commerciaux de bétail dirigés vers le Nigeria. De nouveaux circuits ne se mettent que progressivement en place. Entre-temps, des marchands de bestiaux abandonnent les affaires. A partir de 1970, la hausse des prix du bétail attire les investissements d'employés de coopératives et de fonctionnaires. Ainsi, plusieurs catégories de nouveaux éleveurs se sont succédées. Bien que récent, l'élevage "paysan" s'est développé par des séries d'initiatives, en rapport avec l'histoire économique de la région.

Des troupeaux récents. Les étapes de formation du cheptel ne s'harmonisent pas tout à fait d'un secteur ou d'un groupe ethnique à l'autre. Le tableau suivant rassemble les informations recueillies en 1975, par enquête rétrospective. La création d'un troupeau étant parfois difficile à situer dans le temps et la comptabilité des années écoulées entraînant des erreurs, il est probable que le tableau comporte des chevauchements de dates.

Tabl. 69 : ***Dates de constitution de troupeaux par les populations du Bamenda***

	avant 1954	1954-59	1959-64	1964-69	1969-74
Nso	3	6	33	123	135
War-Wiya	1	4	21	48	72
Kaka (Yamba)	-	-	7	66	74
Meta-Ngwo	1	-	6	42	65
Moghamo	1	5	8	13	9

La plupart des villageois ne sont devenus éleveurs que récemment. Après 1960, le Bamenda a profité d'une ouverture économique sur le Cameroun ; le numéraire a circulé davantage. Des propriétaires de chevaux, une fois soumis à la taxe sur le bétail, les ont remplacés par des bovins. Plus nombreux dans l'élevage, les Nso ont constitué des troupeaux avant leurs voisins : War-Wiya de Nkambe et surtout Kaka. Le décalage correspond en partie aux phases de diffusion de la caféiculture.

Les chiffres indiqués ne concernent que les éleveurs présents au moment de l'enquête. D'autres ont pu se trouver à la tête de troupeaux pendant des années puis s'en défaire plus tard. Les effectifs de cheptel semblent moins stables que ceux des Mbororo : des dépenses importantes, notamment les frais de scolarisation des jeunes dans les collèges privés, conduisent souvent à des ventes d'animaux.

Fr. Ng., un Nso, a hérité d'une trentaine d'animaux de son père, mais ses petits frères sont entrés au collège. Il a vendu presque tout le troupeau pour payer les "school fees". Il ne lui reste, en 1974, que 4 vaches mises en pension chez un Mbororo voisin. Quant à F. Ns., un autre Nso, il possède un troupeau depuis longtemps. Mais, à présent, il préfère la bière au vin de raphia et il envoie ses enfants à l'école. De 50 animaux, le troupeau s'est réduit à 14 têtes en 1974.

L'élevage villageois ne se développe pas de façon régulière. Il reflète la prospérité ou les difficultés d'autres activités.

Localisation des paysans-éleveurs. Les résultats de l'enquête démographique de 1964 mentionnent le pourcentage de population active qui s'adonne à l'élevage. Les "nomades" étant à part, les chiffres intéressent les autres éleveurs, c'est-à-dire les villageois et les Haoussa. Les mêmes classements adoptés pour l'enquête personnelle de 1974 montrent que ces éleveurs ont légèrement augmenté en une décennie.

Tabl. 70 : ***Evolution de la population d'éleveurs villageois et haoussa, de 1964 à 1974*** *(en pourcentages des éleveurs par rapport aux actifs ruraux masculins)*

"divisions" de 1964	pourcentages d'éleveurs en 1964	pourcentages d'éleveurs en 1974
Bamenda	1	1,4
Nkambe	0,7	1,9
Wum	0,1	0,8

Eleveurs villageois et haoussa ne représentent qu'une toute petite minorité de la population active. Leur progression paraît faible par rapport aux nombreuses créations de troupeaux survenues entre les deux dates. Mais la population active a, elle aussi, augmenté entre-temps. De plus, d'autres troupeaux ont pu disparaître et des villageois renoncer à cette activité.

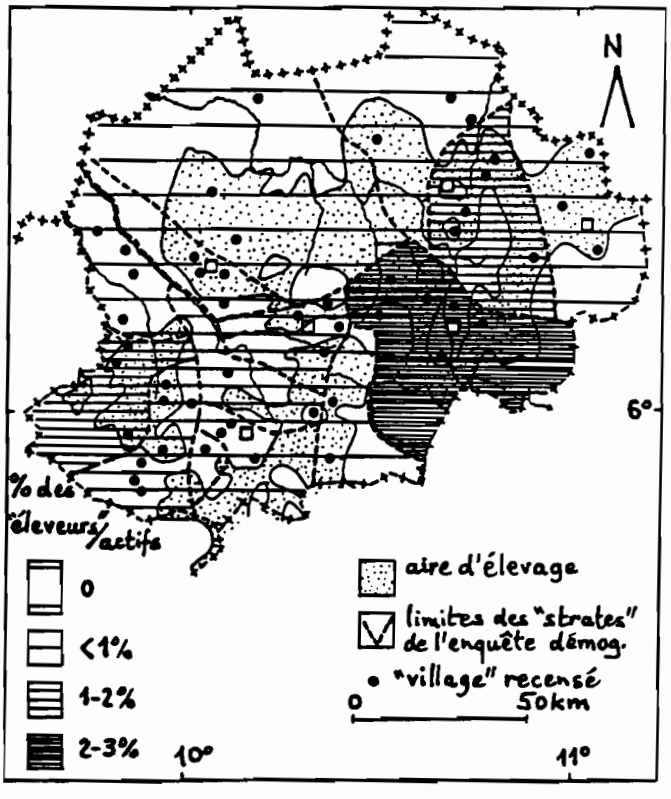


Fig. 191 : ***Importance des éleveurs villageois au Bamenda en 1964***

La figure 191 indique les villages recensés à l'intérieur des "strates" géographiques et ethniques adoptées en 1964. L'importance des éleveurs par rapport à la population active est figurée dans chaque "strate". La répartition des éleveurs est inégale. Tout en ne constituant partout qu'une minorité, ils sont plus nombreux chez les Nso (2,3 % des actifs) et sur les plateaux voisins de Nkambe (1,9 %).

Les résultats de l'enquête de 1974 sont figurés selon le même principe (fig. 192). Le découpage par arrondissements, parfois plus large que celui des "strates", fait tout de même apparaître quelques changements en une décennie.

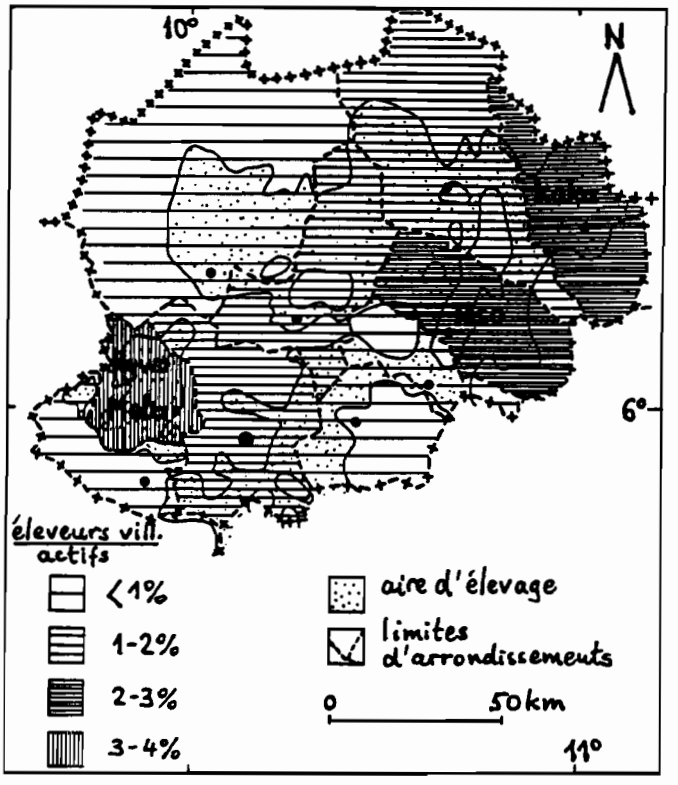


Fig. 192 : ***Répartition des éleveurs villageois en 1976***

Au milieu des années soixante-dix, les Nso ne sont plus les premiers éleveurs villageois du Bamenda. Deux autres secteurs deviennent aussi importants, chez les Meta (3 % des actifs) et les Kaka (2,2 %). L'élevage commence à se diffuser parmi les populations de hauts plateaux. Au contraire, les éleveurs villageois représentent encore moins d'1 % des actifs sur les bas plateaux.

L'évolution des éleveurs par rapport aux actifs ruraux s'accorde aux dates de formation des troupeaux. L'élevage bovin a d'abord pris de l'ampleur chez les Nso (181) et leurs voisins de Nkambe. Ensuite, les Meta-Ngwo et les Kaka ont adopté cette activité.

181. Un rapport administratif indique qu'en 1954, 203 "native graziers" possèdent déjà plus de 5.000 têtes de bétail dans la "division" de Bamenda (Bamenda Province, 1954, "Annual Report"). Bien qu'aucune autre précision ne soit fournie, il est vraisemblable que la plupart sont des Nso.

Développements récents de l'élevage villageois

En 1983, l'épizootie de peste bovine qui sévit au nord du Cameroun se propage aux Grassfields, en provoquant des pertes de bétail, notamment dans l'arrondissement

de Ndop. Une campagne de vaccination, systématique aux environs du foyer de Ndop, se relâche plus loin, officiellement par manque de vaccins. Les statistiques de vaccinations ne sont donc valables que pour le sud du Bamenda. Aux environs de Kumbo, elles n'ont touché qu'une partie du cheptel. Cependant, elles offrent l'opportunité de cerner l'évolution de l'élevage villageois.

Les effectifs de 1983 sont comparés aux cheptels imposables en 1974. Les centres d'élevage villageois au nord de Kumbo (Kishong, Mbiame, Ndu) ne sont pas inclus. Il est certain que la comparaison risque d'être faussée par la nature différente des deux séries statistiques. La liste fiscale ne retient pas tous les éleveurs ni l'intégralité de leur cheptel, les villageois répugnant encore plus que les Mbororo à déclarer leurs animaux. Leur attitude est compréhensible : ils ont acquis du bétail par leur épargne et ne sont pas disposés à payer un impôt sur elle. Au contraire, la vaccination contre la peste bovine, étant donné le choc émotionnel provoqué par la maladie, a mobilisé tous les propriétaires de bétail, même ceux qui détiennent seulement quelques têtes. Les effectifs enregistrés en 1983 devraient excéder de beaucoup ceux de 1974.

Divergences géographiques. De fait, l'élevage villageois au sud du Bamenda passe de 7.800 à 11.500 bovins, soit une progression d'un tiers en une décennie. Mais l'accroissement profite surtout aux environs de la ville de Bamenda (fig. 193).

Cet élevage prospère n'a plus rien de paysan ; c'est le fait de citadins : commerçants, fonctionnaires ou hommes d'affaires, à la tête de sociétés aux activités multiples. Ils achètent et placent des troupeaux sur tous les pâturages proches de la ville.

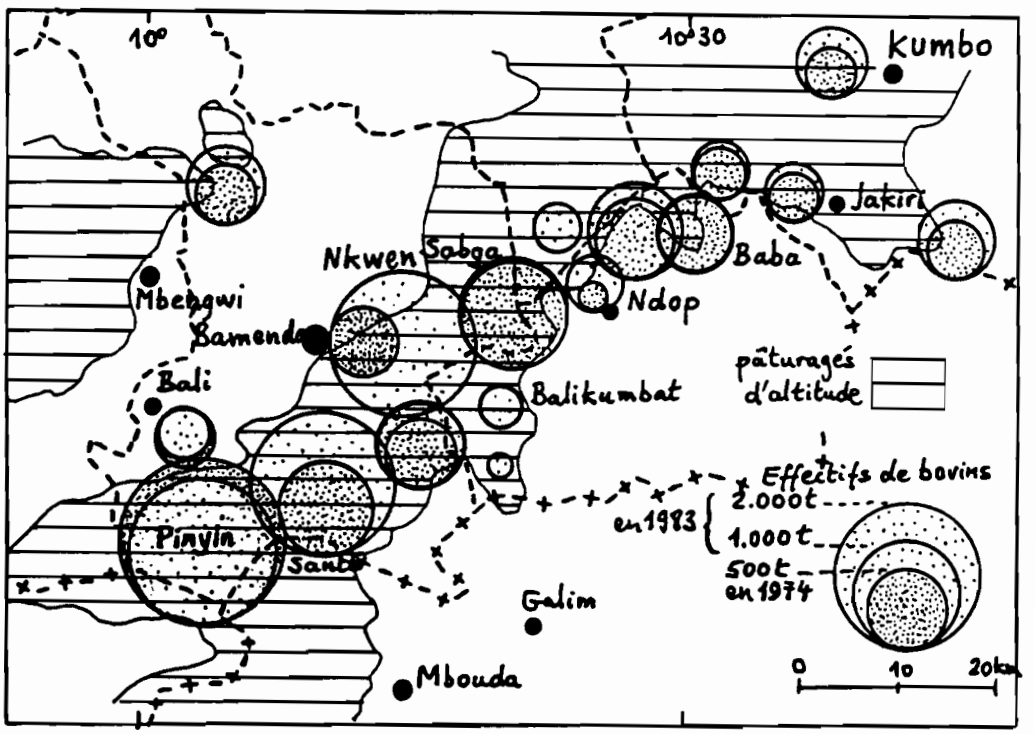


Fig. 193 : ***Evolution du cheptel aux villageois du sud-Bamenda, de 1974 à 83***

En 1974, seuls quelques citadins se trouvaient à la tête de plus de 50 animaux. L'année suivante, l'ancien Premier Ministre du Cameroun Occidental aménage un ranch aux environs de la ville. Son exemple est suivi par de riches hommes d'affaires. Leur cheptel est constitué ou agrandi par des achats de *guDaali* directement dans la région de Ngaoundéré, grâce à des autorisations officielles. Les citadins les plus riches investissent leurs capitaux dans un élevage moderne de 100 à 200 têtes chacun. Ils ont recours, pour les soins aux animaux, à de jeunes Mbororo sans bétail.

En 1983, 27 propriétaires de bétail sont nouveaux, inconnus des listes d'imposables en 1974. Parmi eux, les *fon* qui se partagent l'autorité traditionnelle des deux territoires de la ville : Mankon d'un côté et Nkwen (Bafut) de l'autre. De même, des ministres ou d'anciens ministres, de hauts fonctionnaires se convertissent en "gentlemen farmers".

Ces nouveaux éleveurs constituent une petite catégorie d'entrepreneurs en élevage. Ils disposent de moyens financiers importants, de relations qui leur permettent d'acquérir des animaux de bonne race et d'avoir recours à l'assistance technique de la station de Bambui.

A côté de ces nouveaux éleveurs empreints de modernisme et puissants, des citadins ne possèdent que quelques unités de bétail placées sur les derniers interfluves laissés en pâturages, à proximité de la ville. La liste de vaccination en signale une dizaine, avec moins de 10 bovins chacun. Des investissements modestes ne sont pas moins révélateurs d'un choix en faveur d'une activité entièrement nouvelle.

Des accroissements de cheptel proviennent moins directement d'une activité urbaine. Aux cols de Santa et de Sabga, la production de pommes de terre et de choux est devenue décisive pour les cultivateurs. Elle a supplanté les ventes de café dans l'acquisition de bovins. Les hommes défrichent les derniers lambeaux de forêt montagnarde aux lisières de la réserve de Mendankwe et les femmes se mettent aussitôt à cultiver des pommes de terre qui seront vendues et expédiées vers Douala et Yaoundé. Les plantations de café ne s'étendent plus, aux environs de l'axe routier goudronné. En revanche, grâce à la vente de leurs cultures maraîchères, des femmes commencent à posséder quelques animaux, initiative impensable autrefois.

A l'inverse, quelques secteurs marquent un recul de l'élevage villageois, par exemple à Pinyin.

Initiation à l'élevage comme bergers de Mbororo puis engagement dans le commerce de bétail, les Ngemba de Pinyin furent pourtant parmi les premiers à s'intéresser à l'élevage bovin. Mais leurs pâturages sont envahis de fougères et souffrent de la concurrence des cultures. Comme des Ngemba de Pinyin se sont établis en plusieurs villages des hauts plateaux, ils ont peut-être retiré leur bétail du village natal.

En une dizaine d'années, l'élevage bovin s'est surtout développé autour de la capitale régionale et le long de l'axe routier goudronné qui la relie au Bamiléké. Autrefois spécialité de riches ruraux, l'élevage devient une affaire de citadins qui peuvent y investir des capitaux importants. Le contexte social des nouveaux éleveurs change complètement.

Diversification des nouveaux éleveurs. L'élevage villageois ne change pas seulement d'assise géographique. Le contexte social se modifie également, même parmi les ruraux. Une quarantaine de nouveaux éleveurs sont répartis, d'après leur activité principale, en excluant les citadins de Bamenda.

Tabl. 71 : *Evolution du cheptel de nouveaux éleveurs*

activité principale	nombre de propriétaires de bétail relevés	effectif de cheptel en 1974	effectif de cheptel en 1983
planteurs de café	24	832	953
boutiquiers et bouchers	7	212	281
marchands de bestiaux	6	638	543
chefs coutumiers	5	54	604

En une décennie, le cheptel bovin des *planteurs de café* a peu progressé, beaucoup ayant même réduit leur bétail. La taille des troupeaux excède rarement 50 têtes. L'acquisition de bovins, uniquement à partir des revenus de plantations de petite taille, s'effectue lentement. Comme l'observe un Mbororo à propos d'un voisin planteur, ***o Don moBta go'o go'o*** *: « il rassemble (du bétail) un à un. »* Un village comme Baba, à la lisière de la plaine de Ndop, avait créé beaucoup de caféières dans les années soixante, ce qui avait permis à plusieurs planteurs de devenir propriétaires de bétail. Or, de 1974 à 83, le cheptel du village reste stationnaire.

Pendant les dernières années soixante, les planteurs au Bamenda bénéficient de l'ajustement des prix du café sur celui pratiqué au Cameroun Oriental. Mais, les années suivantes, le prix d'achat au producteur reste stationnaire jusqu'en 1975. De 1975 à 83, il est réévalué de 250 francs le kilo à 370 mais celui du bétail augmente davantage. De plus, des caféières commencent à vieillir, si bien que la production de café Arabica décline. Ces éléments peu favorables expliquent que la capacité d'investissement des planteurs de café se réduise.

Bien que les lots d'autres propriétaires de bétail soient trop restreints pour en tirer des conclusions, ils présentent quelques tendances. *Les boutiquiers et les bouchers* augmentent plus vite leur bétail que les planteurs de café. Les Mbororo l'expriment bien, par exemple à propos d'un cabaretier, ***o woodi riba, ndikka o wadda na'i*** *: « il fait des bénéfices, il a raison d'acheter du bétail. »*

Le cheptel des *marchands de bestiaux* aurait régressé, ce qui paraît étonnant, car ce commerce fut prospère durant les années soixante-dix. En fait, le cheptel de cette catégorie de propriétaires oscille sans cesse, par suite d'apports et de prélèvements. Mais il est vrai que le commerce de bétail est soumis à de lourdes patentes. Seuls, les maquignons qui brassent de grandes affaires continuent à dégager des bénéfices substantiels.

Enfin, la plupart des *chefs coutumiers* s'intéressent maintenant à l'élevage. S'accordant généreusement des pâturages, autrefois laissés à la disposition des Mbororo, ils ont bénéficié en priorité des prêts en faveur de l'élevage. Même des chefs Bali, naguère indifférents à l'élevage bovin, se sont lancés dans cette activité, par exemple à Balikumbat.

Récemment, deux nouvelles catégories de villageois s'engagent dans l'élevage bovin. Il s'agit de cultivateurs, aux moyens plus modestes que les précédents détenteurs de bétail. Alors que l'investissement dans le bétail consacre habituellement un enrichissement, ce n'est pas tellement leur cas. Néanmoins, l'élevage bovin représente toujours une innovation. Seuls, certains possédaient auparavant des chèvres et quelques porcs. Au-delà de ces points communs, les nouvelles catégories d'éleveurs s'orientent différemment : les uns, dans la production de lait ; les autres, dans l'embouche. Les premiers, peu nombreux, bénéficient d'une assistance technique, dans le cadre d'une coopérative, tandis que les autres initiatives, spontanées, sont plus difficiles à localiser et à présenter.

Une quinzaine de villageois pratiquent *un élevage laitier*, aux environs de Bamenda, depuis les premières années quatre-vingt (182). C'est le résultat d'un programme américain d'introduction de races bovines Holstein et Jersey. En fait, pour des raisons de sensibilité aux maladies, surtout celles transmises par les tiques, les animaux sont maintenant issus de croisements avec des races locales goudali. Les candidats à l'élevage laitier ont suivi des stages d'initiation aux soins des animaux et à la traite. Ils ont également bénéficié de subventions au moment de l'achat du bétail. Enfin, une coopérative se charge de la vente du lait, des traitements vétérinaires et de l'insémination artificielle.

182. BOUTRAIS (J.), 1987, "Ranchs ou coopératives d'élevage, l'alternative pastorale au Cameroun", p. 81-89.

Beaucoup de défections se sont produites au début du projet. A présent, la plupart des éleveurs disposent de moins de 10 têtes chacun, mais ils espèrent élargir leur troupeau. Ils sont satisfaits de disposer de revenus réguliers par la vente du lait et ils se mettent à en consommer. La réussite de cet élevage est liée à la proximité de la capitale régionale, à l'appui vétérinaire de la station de Bambui et à l'aide de la coopération américaine. C'est dire combien il est fragile !

Alors que les nouveaux éleveurs laitiers sont bien encadrés et relativement faciles à cerner, il n'en est pas de même de ceux qui entreprennent *une petite embouche bovine*. La vaccination anti-pestique de 1983 a permis d'en repérer plusieurs au sud du haut plateau Nso. Chacun possède, en moyenne, moins de 10 têtes qu'il évite de déclarer au fisc. Au lieu de regrouper les animaux en troupeaux collectifs, ils s'en occupent par eux-mêmes, en pratiquant un élevage en pâturage enclos ou à la corde. Les terroirs nso ne sont pas encore contigus comme chez les Bamiléké. Des langues basaltiques rocheuses sont laissées en herbe et partagées de clôtures transversales. En saison sèche, les animaux entrent dans les caféières des propriétaires. La nuit, chaque animal est entravé par une corde aux pieds.

Cet élevage se spécialise dans l'embouche. Les paysans ne possèdent que des bouvillons qu'ils engraissent pendant 3 ans, avant de les revendre. La constitution du cheptel ne dépend plus nécessairement de transferts de

fonds à partir d'une autre activité. Dès qu'une amorce est donnée, le troupeau s'agrandit de lui-même. Un boeuf engraissé sert à acquérir 3 bouvillons. A Meluf, Melim et Mensay, au sud de Kumbo, ces petites unités d'élevage stationnent en permanence au milieu des terroirs. L'embouche est moins une technique d'élevage pour elle-même qu'un moyen de former un troupeau. Les villageois plus anciens dans l'élevage présentent déjà des troupeaux mieux équilibrés, avec des reproductrices. Pour ces paysans, l'embouche offre un moyen d'accéder à l'élevage bovin.

L'élevage villageois a donc tendance à se diversifier. Il n'est plus lié de façon aussi étroite qu'à ses débuts à la caféiculture. Il perd même ses attaches spécifiquement rurales. La gamme des propriétaires de bétail s'élargit, à la fois vers des citadins détenteurs de capitaux et du côté de villageois, même relativement pauvres. Il en résulte des formes originales d'élevage : entreprises fonctionnant à l'aide de bergers salariés et, à l'autre extrême, élevage domestique de quelques animaux, presque toujours au piquet. L'élevage bovin devient une activité commune à des catégories sociales contrastées.

Echecs pastoraux. Certes, l'élevage s'élargit à des couches sociales de plus en plus diversifiées mais dans quelle mesure ces initiatives ont-elles des chances de durer ? La désillusion ne succède-t-elle pas rapidement à l'engouement initial ? La présence des propriétaires de bétail sur les listes fiscales, à une décennie d'intervalle, donne une première indication sur la pérennité des élevages villageois.

Tabl. 72 : ***Cessations d'élevages villageois intervenues entre 1974 et 1983***

	nombre d'éleveurs villageois en 1974	nombre de cessations d'élevage
hauts plateaux Nso		
Bantem	34	13
Kishong	31	11
Takui	14	1
Dzeng	28	3
haut plateau de Nkambe	32	10
	139	**38**

Sur 227 villageois inscrits sur les listes fiscales au sud du Bamenda en 1974, seuls 107, soit à peine la moitié, sont présents en 1983. La proportion des abandons s'avère donc considérable. Cependant, la simple confrontation de listes fiscales est sujette à caution. Des troupeaux peuvent toujours exister, mais sous le nom de nouveaux propriétaires, à la suite d'héritages. De même, les responsables de troupeaux collectifs peuvent changer, à la suite de désistements ou de nouvelles répartitions des animaux entre les co-propriétaires.

Pour ces raisons, la méthode est corrigée en 1986, en s'appuyant sur une enquête parallèle auprès des responsables : le troupeau d'un tel autrefois existe-t-il toujours ou a-t-il disparu ? Les résultats de ce pointage sont reportés dans le tableau 72, pour des villageois de Nso et des environs de Nkambe.

En une décennie, plus du quart des élevages a disparu. Les faillites sont nombreuses dans les pâturages qui portent des troupeaux de citadins : environs de Nkambe et Bantem - Kishong. En secteurs plus ruraux (Takui, Dzeng), les élevages se maintiennent mieux.

La progression de l'élevage villageois s'interrompt brusquement en 1983. Jusque-là, de nombreux citadins se mettaient à investir dans le bétail. Une saison sèche exceptionnelle a sévi en 1982-83, aggravée d'une épizootie de peste bovine qui provoque la panique. Alors que les troupeaux prospéraient sans incident, des propriétaires essuient soudain des pertes graves. A propos d'un notable de Kumbo, les Mbororo expliquent : ***hitaande seedu, na'i maako waati waane*** : *« l'année de la (dure) saison sèche, ses vaches ont tellement crevé... »* Le nouvel éleveur est effrayé par ces pertes : ***o sorri luttuDi*** : *« il a vendu celles qui restaient. »*

La mauvaise année 1983 met un terme à l'engouement pour l'élevage bovin. Des villageois se rendent compte que ce n'est pas un placement aussi sûr qu'il le paraissait. Dès lors, de petits commerçants, des boutiquiers, des artisans citadins récupèrent leur mise, en se débarrassant de leurs troupeaux. ***Na'i waati, waati, Bernde wuli, o sorri pat*** : *« les vaches crevaient, crevaient ; son coeur s'est "enflammé", il les a toutes vendues. »* Même des bouchers prennent peur et vendent leurs animaux. ***O sorri Di pat, ngaaba go'o*** : *« il les a toutes bazardées, d'un seul coup. »* ***Gikku bangaaro*** : *« versalité de boucher, »* ajoutent les Mbororo, en se moquant des coups de sang de leurs rivaux et partenaires habituels.

De la même façon qu'au Bamenda, des Bamiléké de Bafou et de Dschang qui avaient constitué des troupeaux sur les monts Bambouto, les ont revendus au cours des années quatre-vingt.

Dès que le contexte de l'élevage se dégrade, des citadins retirent leur mise, la reportant vers des activités commerciales lucratives : boutiques, bars, camionnettes. Au contraire, les troupeaux plus stables appartiennent à des ruraux et notamment aux planteurs de café. Ces cultivateurs cèdent moins à l'attrait de l'affairisme citadin.

Forces et faiblesses des nouveaux éleveurs

Au-delà de la succession de nouveaux éleveurs et des revirements en faveur ou aux dépens de l'élevage, occasionnés par les aléas de la conjoncture, des éléments plus fondamentaux, liés à la pratique pastorale, expliquent la fragilité de cette activité pour les villageois.

Déficiences techniques

Seuls, les nouveaux éleveurs laitiers proches de Bamenda bénéficient d'une assistance technique, à la fois dans le domaine sanitaire et l'amélioration

des pâturages. Les autres villageois sont livrés à eux-mêmes. Or, ils ne disposent pas de connaissances spéciales en élevage bovin. Le déclin puis la disparition de troupeaux relèvent fréquemment de questions techniques.

Si l'élevage villageois a prospéré de façon aussi remarquable au Bamenda, c'est, en grande partie, grâce aux qualités pastorales exceptionnelles des hauts plateaux : absence de maladie grave du bétail, rareté des tiques. Finalement, l'entretien des animaux, notamment le détiquage, sont peu accaparants en altitude. S'ils ne possèdent que quelques têtes, les villageois les installent simplement dans les pâturages, sans gardiennage.

Cependant, ce contexte éminemment favorable tend à se dégrader. La présence d'animaux toute l'année, sur des pâturages autrefois réservés à la saison des pluies, multiplie le parasitisme par les tiques à des altitudes de plus en plus élevées. Il devient indispensable de détiquer à intervalles réguliers, surtout en début de saison des pluies. Des villageois négligent ces soins mais leurs animaux, couverts de pustules, finissent par tomber malades.

Avec l'expansion des cultures et le rétrécissement des pâturages, des troupeaux sont placés à des endroits de plus en plus éloignés des propriétaires. Ceux-ci, surtout une fois âgés, s'y rendent peu souvent pour amener du sel. Absence de détiquage, rareté de la complémentation minérale : les animaux dépérissent.

> Un commerçant et planteur de café réside à Kiyang, près de Kumbo. Disposant d'un petit troupeau depuis 1967, il l'installe sur les hauteurs de Bantem, à 7 km du village. Au début, il s'associe avec un autre propriétaire de bétail et, à eux deux, ils engagent un berger. Mais l'associé décide bientôt de vendre ses animaux pour se lancer dans le commerce. Le berger est alors renvoyé et le premier troupeau reste seul. Le second propriétaire ne s'en occupe presque pas ; les animaux sont trop éloignés du village. Parfois, il se passe plus de 5 mois avant qu'il leur amène du sel. Résultat : il ne subsiste presque plus d'animaux en 1986. Les Mbororo commentent cet échec de façon ironique : ***Be ndesi Di bana suudu ; gaynaaka saDi :*** *« ils installent les vaches comme si c'était une maison ; le travail d'élevage est difficile. »*

Les charges en bétail sont souvent fortes en pâturages d'altitude et les ressources fourragères insuffisantes, surtout si les animaux ne partent pas en transhumance, situation habituelle des troupeaux qui relèvent des villageois. Les animaux dépérissent en saison sèche. Même en saison des pluies, ils ne mangent pas à leur faim. Dès lors, des villageois adoptent la solution des Djafoun : ils éloignent les troupeaux à plus faible altitude, soit pour quelques mois, soit pour toute la durée de la saison des pluies. Mal leur en prend... Le jeune berger ne prend pas garde au pullulement des tiques. Alerté par des pertes, le patron rend visite aux animaux mais il ne sait que faire, face à la prolifération des tiques. ***Be andaa haala kooti :*** *« ils ne savent pas que les tiques, c'est dangereux, »* disent les Mbororo.

A l'incompétence du propriétaire, novice en matière d'élevage, s'ajoute celle du berger, presque toujours un jeune villageois recruté sans formation. Autrefois, de jeunes Foulbé du Nord-Nigeria ou de l'Adamaoua se rendaient nombreux au Bamenda, à la recherche de travail. A présent, cette main-d'oeuvre qualifiée est tarie. Les jeunes villageois évitent les dégâts

aux cultures mais ignorent les soins élémentaires à prodiguer aux animaux. Les jeunes bergers sont d'ailleurs fréquemment remplacés par la mise du troupeau dans un pâturage enclos.

C'est encore le manque de qualification des propriétaires de bétail qui les conduit à se débarrasser de la plupart des animaux, dès qu'ils subissent des pertes rapprochées. Ils ne disposent pas de pharmacopée traditionnelle et n'aiment guère faire appel aux vétérinaires, encore moins que les Mbororo. Ils ne sont pas prêts à débourser de l'argent, afin de payer des médicaments pour le bétail. Des ventes précipitées d'animaux succèdent ainsi à des maladies, dénotant la hantise de tout perdre. ***Be hulay asar waane :*** *« ils ont très peur des pertes. »*

Les troupeaux des villageois passent souvent par deux phases opposées. Ils s'agrandissent d'abord, les propriétaires achetant des animaux, grâce aux profits retirés d'autres activités. En devenant plus âgés, les villageois réduisent leurs activités et cessent d'acquérir du bétail, tandis que les dépenses familiales augmentent, en particulier les frais de scolarisation des enfants. Dès lors, les villageois décapitalisent en bétail.

Une étude des élevages bamiléké pratiqués sur les monts Bambouto a démontré la fragilité intrinséque du sytème d'élevage villageois (183). Un troupeau de 25 têtes, laissé en liberté sur les hauts pâturages, subit tellement de pertes en saison sèche qu'il reste stationnaire, les reproductrices étant à peine renouvelées. Au contraire, un troupeau de 50 têtes, confié à un berger mbororo, bénéficie d'une bonne croissance naturelle. Mais le salaire versé au berger ne rend pas cet élevage rentable pour le propriétaire. L'alternative se trouve dans la constitution de troupeaux de plus de 50 têtes, conduits par des bergers compétents. De fait, les petits troupeaux bamiléké disparaissent progressivement des monts Bambouto.

183. VANDERSCHAEGHE (M.), 1989, "Diversité et évolution des systèmes d'élevage bamiléké et mbororo dans une région agricole d'altitude : l'exemple de la chefferie Bafou (Ouest Cameroun)".

Désormais, dans la perspective d'un placement d'épargne, l'élevage bovin ne réussit guère à faire fructifier des investissements. Le meilleur résultat économique d'un troupeau représente un intérêt annuel de 5 %. Dans le même temps, l'élevage ovin assure 27 %, grâce à une prolificité plus grande et à des pertes moindres (184). En termes de rentabilité économique, l'élevage bovin ne satisfait plus ceux qui choisissent ce placement.

184. idem, p. 85 et 91.

L'incompétence technique de la plupart des villageois expose leur élevage à beaucoup de risques sanitaires. Il a surtout réussi grâce aux qualités des pâturages d'altitude. Le cheptel des élevages villageois progresse par des investissements issus d'autres activités. D'eux-mêmes, la plupart des troupeaux villageois, mal conduits, resteraient stationnaires.

Problèmes d'intégration sociale

On peut se demander pourquoi les villageois ont manifesté autant d'engouement pour une activité à grands risques et faiblement rémunératrice. Probablement pour des motifs sociaux : la recherche d'une forme moderne de prestige. Pourtant, l'élevage bovin reste encore mal intégré à "l'environnement social". Cela se manifeste au moment des héritages et par diverses formes de contestation.

La transmission du cheptel d'une génération à l'autre met souvent en cause la pérennité d'un troupeau, même chez les sociétés patrilinéaires. En effet, l'édification d'un troupeau tient à la volonté et à la réussite d'un chef de famille. Son entourage familial et même ses descendants restent indifférents à cette initiative. C'est pourquoi les Nso ne s'opposent pas toujours à l'accaparement du bétail d'un défunt par le chef de lignage.

Même en cas d'héritage par les descendants directs, un troupeau n'a pas beaucoup de chance de se maintenir après le décès du propriétaire. Si les héritiers gardent les animaux, ils ne s'en occupent pas sérieusement. D'autres s'empressent de les vendre pour se lancer dans le "business". Ce que les pères ont mis des années à rassembler par un effort d'épargne, les jeunes peuvent le disperser en quelques mois.

Un Nso constitue un troupeau, à partir de 1962, grâce aux revenus d'une caféière. En 1974, les animaux prospèrent et le troupeau excède bientôt une cinquantaine de têtes. Au décès du propriétaire, le fils en hérite mais gaspille rapidement les animaux. ***Biiko sorri Di pat, ndungu go'o ; o yi'i Dum buuti*** : *« le fils les a toutes vendues, en une année; il a cru que ça ne finirait pas, »* ironisent les voisins Mbororo.

Des dispersions de bétail succèdent au décès de celui qui l'avait rassemblé. ***Roonugo jiiBi*** : *« c'est l'héritage qui compromet (le troupeau), »* disent encore les Mbororo, à propos d'élevages entrepris par les villageois. Tout se passe comme si les institutions sociales ne s'étaient qu'imparfaitement adaptées pour assurer la continuité du cheptel. Or, celui-ci ne se développe et n'acquiert un rôle économique que sur la longue durée, en étant transmis d'une génération à l'autre. Si quelques villageois se sentent motivés par l'élevage, ce n'est pas le cas de leur société, dans son ensemble. ***Be falaay haala na'i*** : *« ils ne s'intéressent pas aux vaches. »*

Dans les histoires familiales, le bétail peut intervenir à un moment, mais il est rare qu'il soit repris en main et préservé par plusieurs générations. Quelques villageois ont hérité du troupeau formé par un père ou un frère aîné qui fit autrefois fortune dans le commerce de la noix de cola. Ils maintiennent encore le bétail rassemblé sous leurs yeux. Mais, à la troisième succession, les héritiers ne manifestent plus d'intérêt pour cette activité et n'hésitent pas à réaliser ce capital sur pied. Aux environs de Jakiri, un Mbororo observe que, dans son secteur, tous les premiers troupeaux formés par les Nso, dans les années cinquante et soixante, ont disparu 20 ans plus tard.

La promotion par l'élevage ne bénéficie qu'à son détenteur. Individuelle, elle s'écarte du mode traditionnel d'ascension sociale, dont une large parentèle et clientèle tire profit. Moins ouverte qu'autrefois, la contestation sociale de l'élevage s'exprime par des jalousies, des vols de bétail et de fortes amendes exigées lors de dégâts aux cultures. Devant une hostilité collective trop manifeste, surtout de la part des femmes, certains villageois préfèrent abandonner l'élevage bovin.

Même les nouveaux éleveurs les plus modestes ne sont pas à l'abri d'une sourde hostilité villageoise. Il faut dire que leurs ambitions heurtent des susceptibilités. Désireux d'accroître rapidement leur petit troupeau, ils

multiplient les demandes de "council lands", terres communes. Ces terrains, une fois mis en pâturage et enclos, restreignent d'autant les réserves de terres agricoles. La communauté villageoise s'en trouve définitivement dessaisie, alors qu'elle maintient une emprise de principe sur les pâturages ouverts des Mbororo. Enfin, l'acquisition de bétail manifeste l'enrichissement rapide de quelques villageois, prospérité qui suscite des jalousies. La mauvaise humeur des voisins s'exprime par des contestations foncières et par des rumeurs désobligeantes. « *Since I am doing cattle breeding, I am subject of jealousy,* » reconnaît l'un des nouveaux éleveurs les plus dynamiques aux environs de Bamenda.

Les élevages villageois peuvent disparaître assez vite. Ils sont moins stables que ceux des Mbororo. Inversement, de nouvelles unités ne cessent d'être créées. Rien qu'au sud du Bamenda, 80 redevables de la taxe sur le bétail en 1983 ne l'étaient pas dix ans auparavant. Sans doute, quelques-uns possédaient déjà des animaux, sans se manifester au fisc. Cependant, le témoignage des Mbororo, bons connaisseurs des affaires d'élevage, atteste que de nombreux villageois détiennent des bovins depuis peu de temps. L'argent circule davantage dans les campagnes et plus seulement grâce au café. A mesure que des troupeaux se défont, d'autres, encore plus nombreux, se forment.

Eleveurs par vocation et éleveurs d'occasion

L'évolution de l'élevage villageois et les éléments qui la sous-tendent opposent ce type d'élevage à celui des Mbororo. Une comparaison aboutit souvent au détriment du premier mais ce n'est toujours le cas.

L'engagement pastoral des villageois est flexible, alors que celui des Mbororo reste intangible. Les premiers se montrent sensibles à la conjoncture économique, alors que, pour les seconds, l'élevage commande la survie du groupe. Les villageois abandonnent l'élevage aussi aisément qu'ils s'y engagent. Quant aux Mbororo, ils mettent toujours en avant leur incapacité de s'adonner à toute autre activité. ***Min on fottaay canjugo*** : « *quant à nous, nous ne pouvons changer.* » Des Mbororo vivent parfois cette spécialisation avec regret : ils se trouvent comme prisonniers d'une seule activité. ***KamBe, Bengoodi laawol DuDDum*** : « *eux (les villageois), ils ont plusieurs chemins (ils peuvent s'adonner à plusieurs métiers).* » A un élevage par opportunisme s'oppose une vocation, avec ce qu'elle suppose comme fermeture.

Par sa souplesse, l'élevage des villageois ne manque pas d'atouts. En cas d'épizootie, ils n'hésitent pas à vendre tout le troupeau, de peur de subir des pertes catastrophiques, quitte à réinvestir dans le bétail, plus tard. Il est impossible aux Mbororo d'adopter cette forme de défense, face à la maladie (185). Comment survivraient-ils entre-temps ?

Autant leur cheptel apparaît fragile, autant les villageois manifestent une capacité étonnante à constituer rapidement des troupeaux. Pour les Mbororo, c'est le contraire. Chaque unité de cheptel paraît comme assurée d'une plus grande pérennité mais, inversement, un Mbororo sans bétail

185. Le cas s'est pourtant produit au Mambila, en 1984. Prévoyant l'arrivée de la peste bovine et ne faisant aucune confiance aux traitements vétérinaires, des Mbororo se sont défaits d'une grande partie de leur bétail, avec l'intention d'en racheter plus tard. Mais ce calcul ne leur pas été profitable, le Nigeria ayant changé entre-temps sa monnaie (information orale de R. BLENCH).

n'aura pas trop d'une grande partie de son existence pour parvenir à reconstituer un troupeau. La rapidité des villageois à former des troupeaux laisse présager le caractère superficiel de leur engagement dans l'élevage. Les Mbororo disent souvent d'un villageois qu'il possède des animaux mais sans connaître ***kuugal na'i*** : *« le travail auprès des vaches. »* L'élevage ne représente qu'un investissement, à la limite une spéculation. Dès que les circonstances en réduisent l'intérêt, le nouvel éleveur se décourage et abandonne. ***Be yiDi na'i ; kuugal na'i, Be mbawataa*** : *« ils veulent des vaches, mais ce travail, ils ne peuvent pas le faire . »*

Pourtant, d'anciens bergers ont pu acquérir, à l'école des Mbororo, les techniques élémentaires de conduite et d'entretien des animaux. Mais cela ne suffit pas. Devenir un véritable éleveur nécessite du dévouement. Reconnaître et prévenir les besoins des animaux, accepter de vivre en permanence dans la familiarité du bétail implique une imprégnation pastorale et une conduite d'abnégation. Pour les animaux, les Mbororo répètent qu'il faut endurer ***mbidu*** : la souffrance, l'épreuve morale et physique, inévitable lorsqu'il s'agit de vivre en brousse, dans l'isolement. Cela, les villageois ne seraient pas prêts à l'accepter. ***Mbidu, Be hulata*** : *« c'est de la souffrance qu'ils ont peur. »* Finalement, Mbororo et villageois se séparent sur des priorités, des choix d'existence.

Pourtant, à l'encontre de cette affirmation souvent mise en avant, il est intéressant de relever le témoignage de Mbororo qui reconnaissent l'attachement de quelques voisins aux animaux. Ils soulignent combien tel villageois aime les vaches. ***Na'i naati Bernde maako, o yiDi na'i masin*** : *« les vaches sont entrées dans son coeur, il aime beaucoup les vaches. »* Faut-il souligner que ces liens avec le bétail concernent presque toujours d'anciens bergers de Mbororo ? Quand ils ont partagé l'existence des vrais éleveurs, des ***boy na'i*** finissent par s'imprégner de leur comportement à l'égard des animaux.

Leur initiation à l'élevage se marque d'abord par l'acquisition d'une connaissance des bovins et des soins à leur prodiguer. Habituellement, les Mbororo se montrent plutôt critiques et méprisants lorsqu'ils jugent la conduite du bétail pratiquée par les villageois et leurs bergers. L'admiration exprimée à l'égard de quelques nouveaux éleveurs n'en est que plus remarquable. Ils reconnaissent volontiers que tel villageois détient de beaux animaux, plus beaux même que ceux des Mbororo. ***Di booDi waane*** : *« elles (ses vaches) sont vraiment belles... »* Alors, ils admettent sa compétence : ***o tiiDDo masin*** : *« il est très endurant. »*

Au-delà des questions de compétence et de dévouement pastoral, se pose celle de la finalité de l'élevage. Les Mbororo portent un jugement plutôt négatif quant à l'objectif des nouveaux propriétaires de bétail. En un mot, ils estiment que cet élevage leur est inutile. ***Na'i nafaay Be sam*** : *« les vaches ne leur servent à rien du tout. »* Les villageois vendent le moins possible d'animaux, surtout pas pour payer la taxe sur le bétail. La plupart attendent la récolte du café pour s'en acquitter, non sans difficultés.

Les villageois s'interdisent le plus possible de toucher au bétail, véritable placement. Tout se passe comme s'ils refusaient de retirer l'intérêt de

leur capital. C'est un placement gelé. Au contraire, pour les Mbororo, l'élevage représente la base de l'économie familiale. Il offre un moyen d'existence, sinon exclusif, du moins encore essentiel. Le riche Mbororo, surtout le Djafoun, n'hésite pas à vendre des animaux pour renforcer son prestige. L'exploitation du cheptel participe de la logique de leur système pastoral. Les finalités des deux types d'élevage s'avèrent étrangères l'une à l'autre.

L'absence de "mixed farmers"

Malgré la dynamique du cheptel et la compétence de quelques villageois, leur élevage bovin reste souvent une option individuelle et fragile. Elle l'est également parce qu'elle ne s'intègre pas aux activités agricoles mais s'y juxtapose et parfois même, s'y oppose. Lorsque des villageois acquièrent du bétail, ils n'améliorent pas, en même temps, leur système de culture. Le constat est assez paradoxal, lorsqu'on sait combien le thème du "mixed farming" revient périodiquement dans les programmes de développement.

Contrairement aux élevages paysans soudaniens, celui du Bamenda ne s'est pas amorcé par le biais de la culture attelée. Or, cette amélioration technique offre une "entrée" privilégiée pour associer les deux activités. Au Bamenda, les projets de développement agricole ont longtemps ignoré la culture attelée, lui préférant le tracteur. Ceci, alors qu'un cheptel existe sur place, en particulier le zébu akou, adaptable au travail attelé.

A partir des premières années quatre-vingt, le centre WADA (186) de Wum oriente enfin son intervention sur la culture attelée. Des stages de formation sont organisés et des prêts d'équipement offerts aux candidats. Mais les cultivateurs dotés d'attelages restent encore des exceptions. Beaucoup vendent les boeufs dès qu'ils prennent du poids. Ensuite, ils ne réussissent pas toujours à reconstituer un nouvel attelage. Quelques-uns fabriquent du fumier à l'étable mais en font un commerce, au lieu de l'étendre sur leurs champs. Enfin, le labour attelé s'applique à des parcelles masculines, tandis que l'épouse continue à travailler à la houe, « *outside,* » selon l'expresssion d'un mari. Récemment, le centre WADA tente d'initier également des cultivatrices à la culture attelée.

186. WADA : Wum Area Development Agency.

Quant au petit élevage laitier des environs de Bamenda, il ne s'intègre pas mieux à l'activité agricole. Les bénéficiaires du projet deviennent éleveurs d'un côté et restent cultivateurs de l'autre. Ou plutôt, l'homme s'occupe des animaux, tandis que l'épouse continue à cultiver ses champs, comme autrefois. La production de fumier reste ignorée. Les surplus de lait ne sont pas valorisés par un petit élevage porcin.

Les villageois qui possèdent déjà des bovins devraient être mieux préparés à la culture attelée et pourtant, ce n'est pas le cas. Ils ne participent pas aux stages de formation pour le "mixed farming". Pour eux, l'élevage est une activité en soi. De ce point de vue, ils ont adopté la conception des Mbororo. La séparation des deux activités tient également au fait que les cultures incombent d'abord aux femmes, alors que les troupeaux appar-

tiennent aux hommes. Chaque sexe gère son domaine économique de manière autonome. Les chefs de famille ne sont pas sensibles à la nécessité d'alléger la tâche des épouses, en attelant les boeufs. Inversement, ils sont pénalisés de lourdes amendes en cas de dégâts aux cultures. Une tension latente oppose les deux sexes, se manifestant parfois jusqu'au niveau familial.

L'élevage paysan s'intègre un peu mieux à la caféiculture, notamment quand il s'agit d'embouche. Les planteurs de café interdisent l'accès des plantations aux Mbororo mais l'autorisent pour leurs propres boeufs. Les animaux déambulent dans les caféières en janvier-février, après la récolte des cerises de café. L'herbe est abondante entre les rangées d'arbustes, surtout en altitude où l'herbe "kikuyu" se propage de manière spontanée. Ce bon fourrage fait rapidement prendre du poids aux bouvillons.

La pâture sous caféiers en saison sèche n'est pratiquée que par des planteurs possédant moins de 10 bovins. Lorsque le troupeau excède cet effectif, la vaine pâture dans les caféières de petite taille ne suffit plus. D'autre part, les animaux cassent les branchages en se frayant un passage, notamment ceux de race *boDeeji*, à grand cornage. Pour faciliter la pénétration des boeufs, les caféiers ne sont pas taillés ni rabattus à faible hauteur. Mais cette absence de taille nuit aux rendements, de sorte que la pâture des chaumes sous caféières se fait aux dépens de la culture de rente.

Des agronomes ont démontré que le maintien du tapis herbacé sous les caféiers représente une erreur culturale. De ce point de vue également, l'adjonction d'un élevage bovin à des caféières se produit, à long terme, aux dépens de la plantation. Autrefois, les grandes plantations européennes du Bamoun disposaient d'élevages bovins mais surtout pour la production de fumier, de façon à fertiliser régulièrement les sols. Quant aux petits planteurs du Bamenda, ils apportent rarement du fumier aux caféiers.

L'élevage villageois s'est développé aux Grassfields à côté des activités agricoles, qu'il s'agisse des cultures vivrières ou même du café. Pourtant, des formes d'intégration seraient possibles, par le biais de la culture attelée et de la production de fumier. Lorsqu'une association deviendra effective, les animaux qui appartiennent aux chefs de famille seront mieux acceptés par les autres, notamment les femmes. Le devenir de chaque troupeau en sera mieux assuré.

Un élevage paysan parallèle aux activités agricoles est devenu également prospère de l'autre côté de la frontière, au Mambila où des autochtones se trouvent maintenant à la tête d'unités de 40 à 50 têtes. La naissance d'un nouvel élevage, à partir du cheptel introduit par les Mbororo, apparaît comme une originalité des hauts plateaux de la Dorsale Camerounaise. Les autres paysanneries en savanes sous climats humides n'ont pas tiré un tel profit de leur voisinage avec les pasteurs peuls.

Conclusion : discordances entre la société pastorale et les pratiques administratives

Si les éleveurs des Grassfields formaient autrefois un bloc homogène, ce n'est plus le cas. Sans doute, la constatation vaut-elle pour les éleveurs au sens large, c'est-à-dire toutes les personnes concernées par cette activité. Certains se comportent davantage en simples propriétaires d'animaux qu'en véritables éleveurs. Cependant, en ayant charge de bétail, ces gens ne peuvent plus prendre le parti de ceux qui s'opposent à l'élevage. Les rapports entre éleveurs et cultivateurs deviennent plus complexes.

A l'époque coloniale, les positions étaient encore simples, se résumant à des oppositions ethniques : d'un côté, les "Fulani", de l'autre les "indigenous populations" (187) ou "pagans of Bamenda" (188) ; les uns pasteurs, les autres cultivateurs. Depuis lors, les positions se sont diversifiées, le clivage n'est plus aussi net.

187. Divisional Office, Bamenda, 1946, (archives de Buea).
188. SCHUTE, 1943.

Des administrateurs anglais (par clairvoyance politique ou par conservatisme juridique ?) l'avaient prévu ; ils se refusaient à attribuer des pâturages aux Mbororo, de peur que les "natives" n'en disposent plus pour leur propre bétail, dans l'avenir (189). De fait, ce pronostic s'est vérifié dans certains secteurs, par exemple au nord de Nso ou en haut de Pinyin.

189. « The Indigenes themselves may well want a substantial, if not all the cattle ranges, to graze their own cattle in the next twenty years » (Secretary for Eastern Provinces, Enugu, 1949).

L'emprise des nouveaux éleveurs se généralisera-t-elle à tous les hauts plateaux ? Représente-elle une évolution irréversible ? Leur élevage est incontestablement dynamique, grâce aux transferts de capitaux générés par d'autres activités. Mais, en même temps, le devenir de ces nouveaux troupeaux risque souvent d'être remis en cause.

Diversification des éleveurs, certes, mais aucune solidarité ne rapproche encore les Mbororo des villageois qui possèdent du bétail, si ce n'est que les premiers ne se trouvent plus les seuls à affronter la vindicte des cultivatrices. Deux catégories d'éleveurs coexistent maintenant : les Mbororo, pasteurs de mémoire d'homme et qui n'imaginent pas d'autre occupation ; des villageois, nouveaux éleveurs qui ont tout à apprendre mais qui, parfois, apprennent très vite.

Ces deux catégories d'éleveurs sont elles-mêmes loin d'être homogènes. Que ce soit par leur composition et leur régime démographiques, leurs rapports au bétail et à l'altitude, les Mbororo ne présentent guère d'unité. La réalité du groupe des Akou, peut-être contestable d'un strict point de vue ethnologique, est indéniable dans sa dimension pastorale et culturelle. Les modalités du peuplement peul des plateaux des Grassfields ont exacerbé le clivage entre Djafoun et Akou.

Dans la vie quotidienne et les relations avec les autres pasteurs peuls, chaque Mbororo se définit d'abord par son *lenyol*. Qu'il s'agisse de lignage ou de pseudo-lignage, comme des ethnologues le précisent, les liens de solidarité sont vécus à l'intérieur de ce cadre restreint. La présentation de

chaque lignage a mis en évidence des comportements spécifiques. A la cohésion lignagère, au rassemblement des familles et à l'appropriation de pâturages "centraux" par les uns, s'opposent l'émiettement lignager, la dispersion des familles et l'éclatement entre des pâturages "périphériques" pour les autres. Centre et périphérie de l'espace pastoral se réfèrent aux ***caBBal***, milieux d'élevage par excellence.

Les nouveaux éleveurs ne présentent pas non plus d'homogénéité. L'histoire économique récente n'a pas toujours favorisé les mêmes catégories de population. A mesure que de nouvelles activités permettaient de s'enrichir, divers groupes sociaux se sont intéressés à l'élevage. Aujourd'hui, la distinction entre ruraux et citadins semble la plus pertinente. L'essor économique devenant plus rapide dans les villes, les citadins développent plus rapidement leur cheptel bovin.

L'originalité de chaque lignage mbororo ne provient pas seulement d'une cohésion plus ou moins forte, de rapports à l'espace différents, mais également d'une hiérarchie. Tous les lignages n'accèdent pas au même statut. Quelques-uns détiennent légitimité et prestige pour prétendre encadrer les autres. Dans quelle mesure l'administration coloniale a-t-elle reconnu cette donnée politique ?

Après avoir d'abord entériné l'unification des Mbororo autour des Gosi'en, les administrateurs anglais ont contribué à l'éparpillement du pouvoir entre les lignages les plus riches. Ces administrateurs, ayant exercé des fonctions au nord du Nigeria, traitaient les affaires mbororo du Bamenda avec des idées toutes faites : l'organisation politique des pasteurs peuls n'excède pas les limites du "clan" et les chefs exercent moins une autorité qu'ils suscitent le respect (190). Pourtant, les Djafoun du Bamenda étaient dotés d'une structure politique plus élaborée que la norme des nomades. Les Anglais, finalement, refusèrent de l'avaliser. Plus encore : en réaction à une politique jugée trop longtemps bienveillante à l'égard des Mbororo, ceux-ci se trouvèrent bientôt intégrés dans le cadre politique des chefferies locales. La société pastorale fut placée dans une situation de dépendance.

Alors que des administrateurs connaissaient la hiérarchie entre lignages mbororo, il n'en fut pas toujours tenu compte. Au contraire, la pratique coloniale consistait, à la limite, à remplacer les critères anciens de légitimité par ceux d'une administration moderne. Des nominations de chefs découlèrent d'appréciations à propos du caractère de chaque candidat et de ses aptitudes personnelles au commandement (191). C'était oublier que l'efficacité administrative d'un ***arDo*** - essentiellement, celle de lever des taxes sur le bétail - dépend en grande partie du soutien que lui accordent ses gens.

Le soutien à un ***arDo*** se mesure au prestige de sa famille dans le lignage, de même qu'à la prééminence de ce lignage auprès de ceux qu'il encadre. Richesse en bétail, nombre d'éleveurs du même lignage et cohésion de plusieurs grandes familles, exercice mesuré et prudent du pouvoir décident de l'allégeance ou de la contestation. Certes, un élément médiocre recruté au sein d'un lignage prestigieux ne fera pas un bon chef mbororo. Mais, inversement, un chef, même nanti des meilleures qualités personnelles, ne disposera que de faibles moyens d'action s'il n'est pas relayé et soutenu par un lignage fort.

190. « A chief has little or no authority beyong his closer relatives » (St. CROIX, F.W.de, 1945, p. 18).

191. C'est ce qu'exprime un administrateur n'ignorant pourtant pas les luttes d'influence que se livraient les Djafoun au Bamenda et au Mambila : « I thought the time was ripe...to demonstrate to the Fulani in general that what we wanted was good Ardos, of whatever the clan » (BOULAY, R. du, 1953).

L'administration anglaise a considéré les *arDo* comme ses représentants, ses agents auprès de la population mbororo et non comme des chefs, nantis d'une légitimité issue de la société pastorale. Ce que les Anglais accordèrent aux villageois, ils le refusèrent aux Mbororo. La politique coloniale à leur égard répondait fort peu au principe de l'"Indirect Rule". A la fin de la présence anglaise, cette conception fut poussée jusqu'à un point caricatural. Puisque les Djafoun se disputaient les hauts plateaux, une alternance des *arDo* entre différents secteurs d'élevage fut instituée. Comme si un Gosi pouvait être placé à la tête d'une majorité de Toukanko'en !

En refusant de reconnaître le lignage comme niveau de cohésion sociale des Mbororo, l'administration coloniale exacerbait les luttes d'influences entre ces lignages. Elle nommait des *arDo*, les destituait, les déplaçait d'autorité, ne voulant avoir affaire qu'à des personnes. En fait, elle faisait le jeu de toutes les ambitions. Les décisions administratives se trouvaient comme manipulées en sous-main par des lignages, les uns mettant en avant leur homme, les autres entravant sourdement sa tâche. Après l'Indépendance, la richesse en bétail devint le critère décisif de la nomination des *arDo*, contribuant à vider encore davantage leur charge de pouvoir réel.



2. LE FACE A FACE ELEVEURS - CULTIVATEURS

> « Below us lay a mosaic of small fields, green and silver and fawn, broken up by mimbo palm thickets and an occasional patch of rust red where the earth of a field had been newly hoed. »
>
> Gerald DURRELL, *"The Bafut Beagles"*

Na'i narrataa bee geese : *« les vaches ne s'entendent pas avec les champs. »* ***Be yiDi na'i, ammaa Be yiDaa imBe na'i*** : *« ils (les villageois) aiment les vaches, mais ils n'aiment pas les gens des vaches. »* ***En joodi nder lesdi haaBe*** : *« nous habitons dans un pays de païens. »* Ces aphorismes, souvent entendus lors de conversations à bâtons rompus avec les Mbororo, dénotent les difficultés de coexistence entre les deux populations.

C'est une affaire, habituelle en Afrique tropicale, de compétition entre élevage et agriculture. Si les deux activités sont parfois complémentaires, les relations conflictuelles l'emportent presque toujours. Cependant, le problème n'est plus aussi simple depuis que des villageois se trouvent à la tête de troupeaux. Le succès de l'élevage bovin et l'ancienneté de certains cheptels montrent que cette activité n'est plus hors de portée des villageois. Dans un autre sens, des conflits ne se réduisent pas à une confrontation entre ceux qui possèdent du bétail et les autres. Des Mbororo prennent conscience d'être directement mis en cause, davantage que le bétail lui-même. Ils acquièrent la conviction d'être exclus en tant qu'"étrangers". Un différend spatial s'envenime en une opposition ethnique et culturelle.

Avec cette façon de voir, il n'y a guère d'issue aux multiples démêlés qui mettent aux prises les deux populations. Leur intégration est impensable, leur coexistence elle-même restera toujours tendue. Pourtant, une séparation complète est également devenue impossible. Les Mbororo, même sédentarisés et engagés dans l'agriculture, ne peuvent vivre entièrement à l'écart des cultivateurs. La réciproque n'est pas moins vraie pour des villageois qui vendent régulièrement du maïs ou qui achètent des animaux aux éleveurs. Finalement, les uns et les autres ne sont-ils pas condamnés à vivre ensemble ?

Par commodité, les parties adverses sont dénommées : éleveurs et cultivateurs. En fait, il faudrait plus souvent dire cultivatrices. Certes, les hommes se montrent solidaires de leurs épouses ; ils ne se tiennent plus tout à fait à l'écart des activités agricoles. Mais les femmes sont toujours en première ligne lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts agricoles.

LES PARTIES EN PRESENCE

Les conflits dressent l'une contre l'autre deux populations rurales aux activités différentes. L'une est nettement majoritaire, ce qui lui confère déjà l'avantage du nombre. Mais, en termes d'occupation de l'espace, les données du problème ne se réduisent pas à l'importance démographique. Ne tenir compte que du rapport entre populations agricole et pastorale ne manquerait pas de déformer des situations locales caractérisées par une forte participation des villageois à l'élevage.

Partagée entre les intérêts agricoles et pastoraux, la position d'une partie de la population ne manque pas d'ambiguïté. Directement accusés lorsque des dégâts sont commis par leurs animaux, les propriétaires de bétail participent, au contraire, à une solidarité villageoise lorsque les contestations avec les Mbororo portent sur des affectations de terrains. D'un côté, ils empêchent les villageois de condamner sans nuance la présence du bétail, de réclamer son expulsion. De l'autre, par leur cheptel, ils contribuent objectivement à multiplier les occasions de querelles et à rendre la situation des Mbororo plus difficile.

C'est en termes de cheptel qu'il convient de raisonner. L'antagonisme dans l'utilisation des plateaux oppose d'un côté, un cheptel et de l'autre, des cultivatrices. L'ampleur du fait pastoral peut être exprimée par les charges en bétail. Quant aux cultivatrices, elles représentent les principaux acteurs agricoles mais, derrière elles, c'est toute la population villageoise qui se trouve concernée. Les densités de population rurale peuvent donc rendre compte de la pression agricole. Charges en bétail contre densités de population rurale ; certes, les conflits ne se ramènent pas seulement à la mise en parallèle de ces données élémentaires. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans une comparaison simpliste entre le nombre de bovins et celui d'habitants par km2. Néanmoins, le repérage des endroits les plus chargés en bétail et, simultanément, les plus peuplés, ne désigne-t-il pas, déjà, les points de friction les plus vraisemblables ?

L'encombrement par le cheptel

Reconnaître l'importance du cheptel sur les Grassfields n'est pas sans conséquences. Pour certains, ce fait porte, en lui-même, le principal motif d'accusation. L'hostilité des cultivateurs s'adresse à l'encontre d'un cheptel qui serait devenu trop nombreux.

L'accusation de cheptel excessif

Pour les cultivateurs, les conflits qui surgissent avec les éleveurs sont imputables à un bétail excessif, par rapport aux capacités des pâturages. Cette opinion fut partagée par des administrateurs coloniaux dans les années quarante. Ils étaient sensibles aux arguments avancés par l'anthropologue Ph. KABERRY, témoin de l'obsession des cultivatrices. « No matter

what I try to discuss : home building (the cows eat the thatching grass), cooking (the cows have eaten the corn), size of farm and harvest (cows), sickness of children (the cows have eaten the children food), women's work (it's hard because of the cows), it all comes to these bêtes noires » (1).

1. cité par le Divisional Office, Bamenda, 2/2/ 1946.

A cette époque, l'administration anglaise prend conscience d'un essor rapide du cheptel. Des administrateurs établissent une relation de cause à effet entre l'augmentation du cheptel et les plaintes des cultivatrices : les pâturages habituels ne suffiraient plus pour des troupeaux devenus tellement nombreux qu'ils empiètent sur des espaces habituellement dévolus aux cultures. Les éleveurs feraient preuve d'expansion tandis que les cultivateurs, acculés sur la défensive, ne chercheraient qu'à défendre leurs terrains. « The Fulani venture further and further into valleys which have always been the preserves of agriculturalists » (1). Si rien n'est fait, la tension risque de s'aggraver.

L'extension de l'élevage aux dépens des terres agricoles résulterait d'une surcharge des pâturages. « The root of the whole trouble lies in overstocking » (1). Dans cette optique des règlements de pâture furent édictés en 1947 et 48, de façon à limiter le cheptel admis dans chaque secteur et à en améliorer le gardiennage. Malgré une application d'abord rigoureuse des mesures administratives, Ph. KABERRY constate, dix ans plus tard, que la situation est redevenue la même. En pays Nso, un Mbororo installe son campement au milieu d'un secteur agricole « and women had to abandon their plots in the vicinity » (2). Une nouvelle fois, l'accent est mis sur des effectifs trop importants de cheptel : « Fulani and their herds have multiplied » (3).

2. KABERRY (Ph.), 1959, "Farmer-Grazier relations and the changing pattern of agriculture in Nsaw", p. 9.
3. idem, p. 13.

Chaque fois qu'une concurrence surgit entre cultivateurs et éleveurs pour l'utilisation d'un terrain, l'auteur cité pose en principe que les premiers doivent bénéficier d'une priorité. Ce principe entraîne une mesure draconienne : la réduction du cheptel. « There may well have to be some reduction of cattle, quite apart from the fact that it is highly probable that there is already overstocking in some areas » (3). Finalement, le diagnostic se révèle le même d'une décennie à l'autre. Les décisions limitatives n'auraient freiné la progression du cheptel que durant une courte période. Ensuite, les effectifs auraient augmenté de plus belle, à la faveur d'un relâchement de la surveillance administrative. Et cela, aux dépens des disponibilités agricoles.

L'une des revendications des Nso, transcrites par Ph. KABERRY, porte précisément sur un contrôle renforcé des effectifs de bétail : « Demands for the removal of cattle from overstocked areas... As one Council member puts it : « *cows should be move since the land is not increasing like the cows* » (4).

4. idem, p. 12.

A l'époque coloniale, le thème de la surcharge des pâturages revient en leit-motiv dans les rapports administratifs au Bamenda. Pourtant, cette affirmation ne s'appuie que sur de rares mesures de charges. Les seules indications disponibles à la fin des années cinquante concernent la station d'élevage de Jakiri. Quelques données globales se révèlent assez contradictoires. Les contentieux entre éleveurs et cultivateurs se résumant à l'accusation d'un cheptel trop nombreux, il importe d'étudier les charges sur

l'ensemble des plateaux. Sans assimiler trop rapidement fortes charges avec surcharges, du moins convient-il de localiser les secteurs qui portent beaucoup de bétail. Même pour les défenseurs des villageois, il ne s'agit pas de réduire l'ensemble du cheptel mais seulement celui de secteurs estimés "surchargés". Si la thèse précédente est valable, ces secteurs sensibles fixent les tensions les plus vives entre éleveurs et cultivateurs.

Les charges annuelles en bétail

La notion de charge annuelle revêt peu de valeur agrostologique, tant la répartition du bétail diffère d'une saison à l'autre. Néanmoins, des valeurs annuelles offrent un bilan global de l'encombrement pastoral.

Alors qu'autrefois, les études relatives à l'élevage se contentaient de présenter des charges annuelles, les plus récentes dissocient charges de saison des pluies et de saison sèche. La méthode du recensement aérien du bétail, avec des passages répétés, facilite une approche saisonnière de la répartition du bétail (5). Dès lors, des travaux s'en tiennent à cette vision binaire de la géographie de l'élevage. Mais une dichotomie aussi tranchée offre l'inconvénient de ne pas restituer l'ampleur globale du fait pastoral.

5. R.I.M., 1984, "Livestock and land use in Southern Gongola State, Nigeria", cartes 11 et 12

La carte des charges annuelles intègre deux situations saisonnières tranchées. Quel coefficient attribuer à l'une et à l'autre ? Lorsqu'ils calculent des capacités de charge, les agrostologues tiennent compte de la période active de la végétation herbacée (6). Cette période correspond sensiblement à celle de la saison des pluies : les herbes commencent à pousser avant le premier mois considéré comme vraiment pluvieux mais elles durcissent et se lignifient avant l'arrêt des pluies. Un décalage compense l'autre. Comme la saison des pluies se prolonge sur 9 mois en moyenne aux Grassfields, les charges d'hivernage devraient intervenir pour les 2/3 dans le bilan annuel. Telle serait la règle de calcul, déduite du rythme climatique.

6. BOUDET (G.), 1984, "Manuel sur les pâturages tropicaux et les cultures fourragères", p. 94.

Cependant, les éleveurs s'adaptent à l'alternance des saisons et aux changements des pâturages selon un autre rythme. La durée de la transhumance saisonnière excède celle de la saison sèche. Les transhumants ne regagnent les hauteurs qu'une fois les pluies bien rétablies. La réglementation de la transhumance au Bamenda a pour effet de retarder encore davantage le retour des troupeaux. En moyenne, ceux-ci sont absents 5 mois chaque année. Le rôle des pâturages de saison sèche excède, dans la pratique pastorale, celui qui serait simplement déduit de relevés pluviométriques.

Si l'objectif consiste à mesurer la pression pastorale sur les terres, il convient d'accorder une importance encore plus grande aux pâturages de saison sèche. En effet, de nombreux dégâts aux champs surviennent à cette époque de l'année, soit en début (ravages des haricots prêts à être récoltés), soit en fin de saison (piétinement des semis de maïs). Dans un contexte de fortes charges et de ressources fourragères insuffisantes en saison sèche, les animaux se déplacent davantage et sont attirés par la végétation qui subsiste sur les champs. Au contraire, en hivernage, les pâturages redeviennent abondants et les troupeaux, moins mobiles, ne sont pas tentés d'entrer dans les cultures.

A partir de ces observations, les charges annuelles sont calculées par une moyenne entre celles d'hivernage et de saison sèche. Malgré la durée inégale des saisons, chacune intervient à égalité dans le bilan. Cette interprétation, fondée sur la pratique pastorale, s'écarte d'une méthode agrostologique purement "naturaliste".

La carte des charges annuelles est un premier document pour apprécier la vigueur des compétitions dans l'occupation des plateaux (fig. 194).

Comme la majeure partie du cheptel descend en transhumance au cours de la saison sèche, un effet de compensation dans les charges semble prévisible. Hauts pâturages fortement chargés en saison des pluies, bas plateaux ou plaines accueillant à leur tour de grands effectifs en saison sèche : l'alternance saisonnière devrait aboutir à une répartition peu différenciée des charges annuelles. Celles de saison sèche intervenant à égalité avec celles d'hivernage, le bilan annuel devrait être assez uniforme.

Pourtant, la carte des charges annuelles montre qu'il n'en est rien. Certes, le gradient des charges s'atténue par rapport aux situations saisonnières. Mais il embrasse encore une gamme de valeurs qui s'échelonnent de quelques unités à 75 bovins/km2. Dans l'ensemble, le canevas des charges annuelles suit largement la situation en hivernage.

En secteurs de saison sèche, les charges annuelles restent souvent inférieures à 10 bovins/km2, alors qu'elles excèdent ce seuil sur les hauts plateaux d'hivernage. Un décompte des charges annuelles par tranches d'altitude de 500 mètres schématise les contrastes pastoraux.

Tabl. 73 : ***Variations des charges annuelles selon l'altitude***

altitudes des pâturages	charges moyennes (en bovins/km2)	charges (en ha/bovin)
> 2.500 m	29	3,4
2.000-2.500 m	29,4	3,4
1.500-2.000 m	30,1	3,3
1.000-1.500 m	19,6	5,1
< 1.000 m	11,6	8,6

La coupure pastorale entre hauts et bas plateaux, déjà nette pour les charges en saison des pluies, reste significative. Au-dessus de 1.500 mètres, les charges se tiennent aux mêmes valeurs élevées. Cela veut dire que l'élevage en altitude "fonctionne" de façon homogène. Des charges annuelles identiques reflètent également la composition uniforme des prairies d'altitude.

L'atténuation des charges en-dessous de 1.500 mètres demanderait à être corrigée par l'étendue des pâturages exploités. Moins l'altitude est élevée, plus les parcours se "dilatent", de la saison des pluies à la saison sèche. De 1.500 à 1.000 mètres, leur étendue est estimée à 5.200 km2 pendant les pluies mais à 7.750 km2 en saison sèche. A moins de 1.000 mètres, les

pâturages saisonniers passent de 760 km2 à 3.450. Le gradient des charges ne veut pas dire nécessairement que les effectifs les plus nombreux se tiennent au-dessus de 1.500 mètres.

Des tranches d'altitude de 500 mètres sont commodes mais trop larges pour saisir les changements de charges les plus révélateurs. De 1.300 à 1.500 mètres, les reliefs dits intermédiaires (Konene, Lassin) portent maintenant des charges annuelles comparables à celles de haute altitude. De plus, ils sont utilisés en continu et non par rotation saisonnière. L'inflexion des charges n'intervient donc pas exactement à la cote des 1.500 mètres. Elle se situerait plutôt à 1.200 ou 1.300 mètres. C'est une situation relativement nouvelle, liée à la descente de nombreux troupeaux.

Dans l'ensemble, l'intensité des charges varie selon l'altitude des pâturages. La carte des charges annuelles révèle cependant des cas de divergences. A même altitude, les charges ténues au Bamoun (10-20 bovins/km2) et à Wum s'opposent à celles de Galim (30 bovins/km2). De même, l'apparente uniformité des hauts plateaux laisse place à de forts gradients. Sans doute, l'isoligne des 30 bovins/km2 cerne-t-elle assez bien le contour des pâturages d'altitude. Mais ceux de la dorsale de Bamenda (Santa, Sabga, Ndawara) ne supportent pas le même encombrement pastoral que les "môles" des monts Bambouto et de Nkambe (50-60, voire 70 bovins/km2).

Mieux que des moyennes de charges, la carte des isolignes annuelles permet de repérer les pâturages qui portent le maximum de bétail. Les hauteurs de Nso ou de Nkambe ne représentent-elles pas des secteurs à haut risque conflictuel ?

Danger des fortes charges

Les variations de charges annuelles rendraient compte des relations entre cultivateurs et éleveurs. Plus les charges seraient élevées, plus les relations seraient tendues entre les deux populations. L'entassement de cheptel sur des pâturages accentuerait la menace des troupeaux pour les cultures et, inversement, conduirait les éleveurs à refuser de céder du terrain. En ce sens, la carte des charges annuelles en bétail exprimerait également celle des tensions potentielles entre les deux populations.

En fait, les relations entre éleveurs et cultivateurs sont-elles toujours déterminées par une relation aussi simple ? Il faut tenir compte également de l'agencement des terroirs et des pâturages. De fortes charges qui se déploient sur de vastes pâturages (Nkambe, Binka) n'entraînent pas de risque agricole grave. Au contraire, des charges comparables qui butent de tous côtés contre des terroirs (monts Bambouto) comportent des dangers. Le diagnostic ne devrait pas s'appuyer seulement sur l'intensité générale des charges mais tenir compte de la situation des pâturages au contact avec les cultures. Ce sont des lieux sensibles, susceptibles d'enregistrer le plus nettement les menaces du cheptel.

Fig. 194 :
Plateaux de l'ouest

CHARGES ANNUELLES DES PATURAGES (1974-1975)

Isolignes de charges

- 10 bovins/km^2 ,(10 ha/tête)
- 20 bovins/km^2 (5 ha/tête)
- 30 bovins/km^2 (3,3 ha/tête)
- 40 bovins/km^2 (2,5 ha/tête)
- 50 bovins/km^2 (2 ha/tête)
- 60 bovins/km^2 (1,6 ha/tête)
- 70 bovins/km^2 (1,4 ha/tête)
- *prolongation théorique des isolignes*
- pâturages exploités par des troupeaux aux villageois
- 48 charge calculée au centre de 50 km^2 de pâturages

ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

CARTE DE SITUATION

LEGENDE TOPOGRAPHIQUE

- Capitale de province
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chefferie importante ou grand secteur d'élevage MBIAME
- Ethnie PINYIN

CARTOGRAPHIE S. WEISS

Un paradoxe : les fortes charges proches de terroirs

La configuration des charges les plus fortes montre que les éleveurs évitent, en partie, les abords des secteurs cultivés. Les maximums de charge se situent au centre des pâturages d'altitude ; au-delà, les valeurs diminuent en direction des cultures. Ce profil se retrouve aussi bien à Galim qu'à Ndawara ou Konene. Cependant, des charges élevées butent parfois de plein fouet contre la limite des cultures. C'est le cas à l'est des monts Bambouto, du côté de Babadjou (50 bovins/km2 à la limite entre les prairies et les champs). Sur les hauts plateaux Nso, Ndu et Binka, les optimums de charges se calent également en bordure des terroirs. De façon paradoxale, le cheptel s'entasse aux abords des champs. De telles situations paraissent dangereuses : la confrontation semble inévitable avec les cultivateurs.

Le bétail ne se concentre pas partout au même degré aux lisières agricoles. Les contacts entre pâturages et cultures enregistrent des charges de plus en plus fortes, du sud au nord des hauts plateaux. De part et d'autre des terroirs de Jakiri, les prairies sont chargées à 10-20 et, localement, à 30 bovins/km2. Aux environs de Kumbo, les charges excèdent déjà 20 puis 30 et 40 bovins/km2. Après une légère inflexion au nord de Kumbo, elles remontent à plus de 40 et de 50 au niveau de Ndu pour frôler 60 têtes/km2 à proximité de Binka.

La tension entre éleveurs et cultivateurs devrait donc être la plus vive au nord de Kumbo et de Ndu à Binka. Les éleveurs étant stabilisés depuis longtemps sur ces hauts pâturages, les fortes charges en bétail ne datent pas d'aujourd'hui. Devenues une donnée presque permanente de l'occupation de l'espace, elles entraînent également comme une tradition d'affrontements entre les populations.

De fait, lorsqu'en 1959, Ph. KABERRY dresse un constat des relations entre cultivateurs et éleveurs chez les Nso, elle prend presque tous ses exemples au nord de Kumbo.

A Nseh, la présence du bétail d'un riche ***arDo*** empêche des femmes de cultiver près du village ; elles doivent se déplacer sur plusieurs "miles", près de la limite de Nkambe, pour disposer de terrains cultivables. Les habitants du village ne trouvent plus de paille pour confectionner les toits et les hommes ne peuvent entreprendre des plantations caféières. A cet endroit, les charges en bétail atteignent 46 têtes/km2 en 1975.

A Memfu, de l'autre côté d'une vallée, les femmes manquent également de terres. Elles voudraient cultiver au-delà de la "Ring Road". Cela leur est impossible, « because that land was occupied by Fulani » (7). En 1975, la charge annuelle atteint 42 bovins/km2.

7. KABERRY (Ph.), 1959, p. 10.

A Ngondzen, au sud de Nzeh, même situation : des villageois ont dû abandonner des terres devant la pression du cheptel. Ph. KABERRY ajoute : « the plight of Nseh and Ngondzen was not of recent origin »(7). Elle appuie son affirmation sur des rapports administratifs signalant des tensions entre villageois et Mbororo en 1940 puis en 1946. En ce qui concerne Ngondzen, l'auteur s'en prend aux décisions adoptées en 1946 : « the village head was told that his people should farm near the river and as far as possible from the cows. The Fulani were to be told politely but firmly to keep their cows to the Nseh side » (7).

Pour Ph. KABERRY, ce type de résolutions dénote une partialité de l'administration. Ce sont les champs qui sont éloignés des vaches et non l'inverse : « it should be noted that there was no question of moving the cows. » Elle précise qu'en 1958, des cultures, pourtant situées en fond de vallées, doivent être abandonnées. Pour elle, les villageois sont acculés à la défensive, face à une invasion de bétail. La vraie solution consisterait à évacuer des troupeaux : « it is not surprising that they (les villageois) demand the removal of all cows from the area. »

Quelle est la situation 15 ans plus tard ? De nouveaux champs sont ouverts à l'est de la "Ring Road" mais des pâturages subsistent, fortement chargés en bétail, de même qu'autour de Nseh. Apparemment, chaque camp est resté sur ses positions ; les villageois n'ont pas réussi à écarter les troupeaux. En fait, les parties en présence ne sont plus les mêmes. L'*arDo* de Nseh a dû quitter les lieux, de même que la plupart des Mbororo. Les pâturages ne sont pas convertis pour autant en caféières, comme les villageois prétendaient le faire. Le cheptel mbororo est simplement remplacé par une trentaine de troupeaux appartenant à des villageois. L'ensemble totalise 800 bovins imposables. Les Mbororo évincés font observer que le besoin en terres agricoles servait simplement de prétexte pour s'emparer des pâturages. Les fortes charges actuelles ne s'accompagnent plus d'une confrontation entre Mbororo et villageois. Ce sont des villageois qui possèdent désormais le bétail.

Le changement d'éleveurs n'est pas spécifique à Nseh. Les fortes charges aux marges des terroirs proviennent souvent de troupeaux qui relèvent de villageois (fig. 194). Le statut du bétail explique un voisinage étonnant des optimums de charge avec les franges des terroirs. Les villageois placent leurs animaux au plus près, afin de les surveiller aisément. Des Mbororo ne pourraient charger aussi fort des abords de terroirs. Les villageois entassent du bétail à proximité des cultures sans prendre garde à l'état des pâturages et parce qu'ils tiennent tête plus facilement aux récriminations féminines. Les détenteurs de bovins étant souvent des notables ou des personnes influentes, les cultivatrices n'osent pas toujours se plaindre ouvertement. Dès les premières années soixante, des responsables anglais, encore en poste pour les affaires d'élevage, corrigent l'interprétation habituelle des conflits entre cultivateurs et éleveurs : « les fautifs deviennent souvent des propriétaires de bétail autochtones, davantage que des Mbororo » (8). Le face à face ne se réduit plus aux protagonistes d'autrefois.

Les charges en bétail au voisinage des terroirs n'expliquent pas seules les modalités du contact entre élevage et agriculture. Bon gré, mal gré, les cultivatrices se résignent à coexister avec de nombreux animaux qui appartiennent à des voisins. S'il s'agissait de Mbororo, elles les accuseraient d'usurper les terres. Les disputes avec les Mbororo raffermissent la solidarité villageoise. « Women are prepared to take matters into their own hands, and they have at least the implicit support of some of the men » (9). Au contraire, si la majorité du cheptel appartient à des voisins, le clivage divise la communauté villageoise, mettant aux prises les détenteurs de bétail et les autres. La tension ravive des divergences d'intérêts, par exemple entre sociétés féminines et notables convertis en nouveaux éleveurs.

8. S.R.I., 1965, "The economic potential of West Cameroon ; priorities for development", vol. 1.

9. KABERRY (Ph.), 1959, p. 12.

Fragilités des cultures au bétail

La pression que le cheptel fait peser sur les cultures est plus ou moins dangereuse selon l'époque de l'année et la gamme des plantes cultivées. De fortes charges en bétail deviennent redoutables, en saison sèche, pour des cultures encore sur pied. Ce n'est pas le cas du maïs de saison des pluies, mais des haricots qui lui sont associés en arrière-saison. De même, la seconde culture de maïs est particulièrement exposée, par exemple aux environs de Bali. La dispersion de troupeaux qui transhument en bas de vallées exige une garde renforcée.

Au nord (Lassin, Din), les fortes concentrations de bétail en début de saison sèche auraient provoqué un recul du sorgho. Autrefois, les cultivateurs semaient du gros mil, en fin de cycle agricole, dans les champs de maïs situés en fonds de vallées. Ce milieu offre les pâturages de saison sèche les plus recherchés. Dès lors, les dégâts aux parcelles en sorgho deviennent inévitables. De rares emblavures de sorgho subsistent en haut d'interfluves, à des endroits relativement épargnés par les troupeaux. Toutefois, l'abandon de l'association maïs-sorgho ne veut pas dire que l'élevage en soit l'unique responsable. La présence d'éleveurs n'a pas disloqué les systèmes agricoles aux Grassfields, au même point qu'à l'ouest de l'Adamaoua (10).

10. HURAULT (J.), 1964, "Antagonisme de l'agriculture et de l'élevage sur les hauts plateaux de l'Adamaoua".

Enfin, le danger pastoral est lié à la configuration du contact entre terroirs et pâturages. Des parcellaires contigus, cultivés d'un seul tenant, risquent moins de souffrir du bétail que d'autres, discontinus, entrecoupés de savanes, même si les charges restent légères. La menace du bétail s'accentue, à mesure que cultures et pâturages s'imbriquent davantage.

> Des villages se tiennent, isolés, au milieu d'un grand secteur d'élevage, par exemple à Konene. Les cultivateurs souffrent d'être entourés de troupeaux. Encerclement qui ressort d'une plainte des habitants de Saff, petit village près de Konene : « vous voyez, autour de nous, il y a seulement du bétail et pas de place pour cultiver. Chacun clôture afin de pouvoir manger. Si nous faisons une clôture, elle est brisée par le bétail, ou par le propriétaire des animaux, sous prétexte que c'est une zone de pâturages... Les agents ne viennent ici que dans l'intérêt des éleveurs et non des cultivateurs » (11). De tels villages, au milieu des savanes, ont du mal à préserver leur terroir, surtout les jachères, du passage des animaux.

11. Pétition adressée en avril 1971 (Archives du "Farmer-Grazier Service", Bamenda).

Les conflits proviennent souvent de cultures qui ne sont pas d'un seul tenant. P. HAWKINS et M. BRUNT ont rendu compte du mode habituel d'occupation du sol au Bamenda (12). Tant que le peuplement reste faible, les lopins cultivés ne couvrent chacun que quelques dizaines d'ares, la plus grande partie des versants restant en herbe. Les grandes herbes jouent un rôle anti-érosif, en divisant les pluies orageuses en minces filets d'eau et en piégeant les éléments fins, entraînés à partir de la parcelle sus-jacente. Les auteurs apprécient l'efficacité protectrice de ce système d'utilisation des versants. Cependant, il présente l'inconvénient de multiplier les points de friction entre les cultivateurs et les éleveurs, à moins d'interdire aux animaux l'accès de grandes jachères herbeuses, ce qui semble difficile.

12. HAWKINS (P.), BRUNT (M.), 1965, "The soils and ecology of West Cameroon", p. 176, fig. 20.

Les pédologues proposent d'améliorer le système traditionnel en regroupant les cultures par plusieurs blocs, séparés de bandes laissées en

herbe, le tout fonctionnant en rotation (13). La fonction anti-érosive des bandes herbeuses serait ainsi maintenue. Moins dispersées, les cultures réserveraient pourtant des savanes intercalaires, appelant une intrusion de cheptel entre les blocs cultivés. Aussi, les aménagements agraires en hauts plateaux ont consisté, le plus souvent, à regrouper les champs en ensembles d'un seul tenant autour des habitations ou dans les fonds de vallées.

13. HAWKINS (P.), BRUNT (M.), 1965, fig. 21.

Le schéma des versants aménagés juxtapose alors des cultures permanentes en bas de pente, séparées des hautes pentes enherbées par un "rideau" protecteur. Même si les prairies sommitales portent de fortes charges, le bétail n'entre en contact avec les champs que sur une seule ligne, à mi-versant. Il ne s'insinue plus entre les cultures, à la faveur de bandes herbeuses. Dès lors, il suffit d'"armer" la ligne de contact entre cultures et pâturages (fortes clôtures, barbelés, haies vives) pour éviter les incursions en force d'animaux vers le bas des vallées.

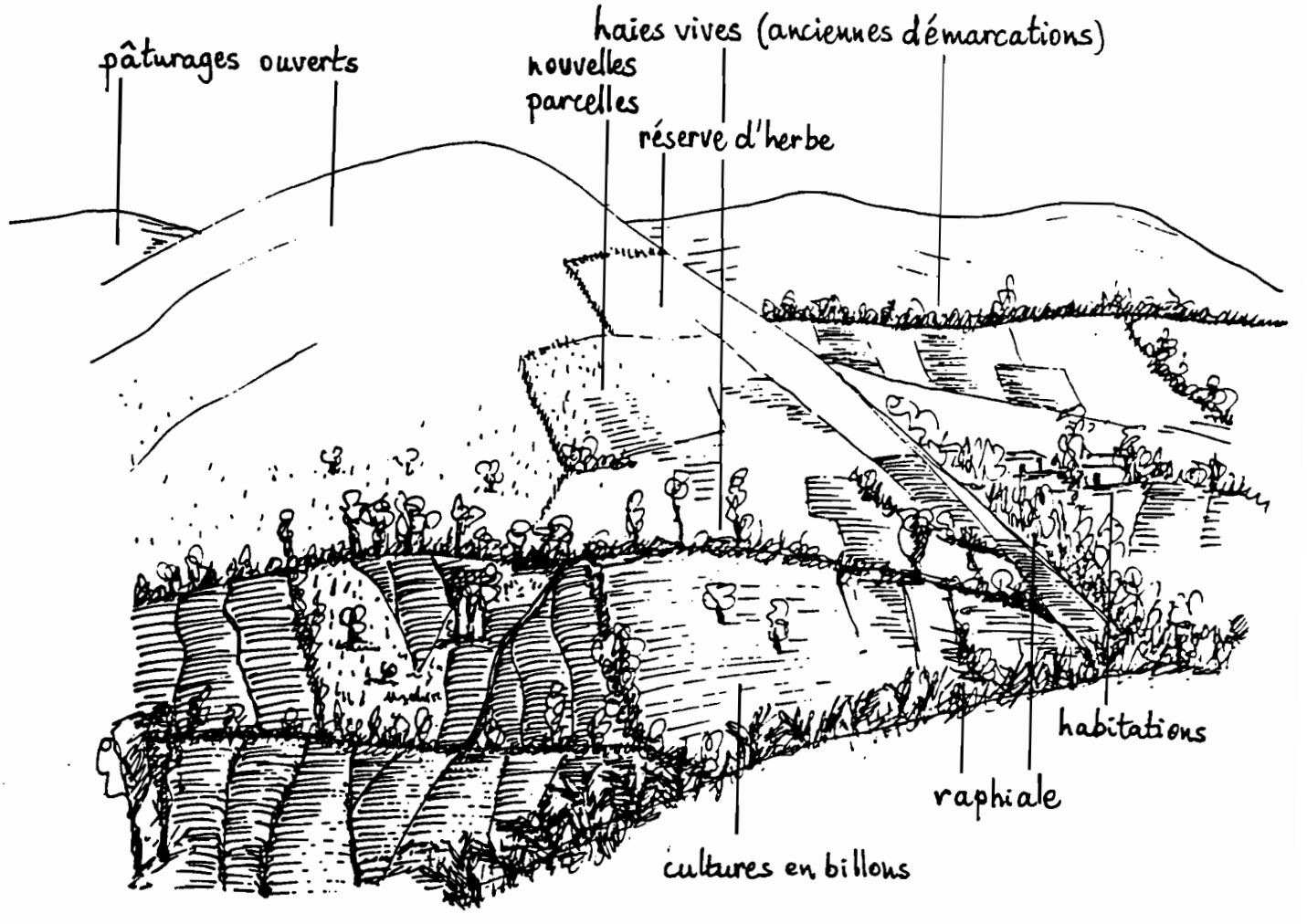


Fig. 195 : ***Exemple de montée des cultures sur les versants*** *(près de Jakiri)*

Cet aménagement des versants résout relativement bien les difficultés de coexistence entre cultures et cheptel, tout en respectant le potentiel des sols. Seulement, les séparations sont presque toujours remises en cause.

Après un certain temps, les bas de pentes ne suffisent plus aux cultivateurs (fig. 195). Autorisés ou non, ils montent au-delà de la ligne de séparation et ouvrent de nouvelles parcelles dans les pâturages. Progressivement, les cultures gagnent ainsi les hauts de versants. Le schéma traditionnel de lopins de culture isolés au milieu de savanes se reproduit. Les pâturages se rétrécissent en peau de chagrin, ne couvrant bientôt que les pentes sommitales. Les charges s'accentuent et des dégâts deviennent inévitables dans les nouvelles parcelles, mal protégées par des clôtures provisoires.

Dans ce cas, la dynamique conflictuelle n'émane pas des éleveurs mais des cultivateurs. C'est le pendant à l'offensive pastorale dénoncée par Ph. KABERRY. De quel côté se situent les responsabilités les plus grandes ? Actuellement, il ne fait pas de doute que l'extension des cultures est à l'origine de la plupart des contestations. Tel n'était pas l'avis de Ph. KABERRY en 1959. Il est vrai qu'elle exposait le "local point of view", c'est-à-dire celui des "local farmers", en mettant en cause les empiètements d'éleveurs et une garde défectueuse du bétail. De fait, quelques riches Mbororo se trouvaient à la tête d'énormes troupeaux, à peine contrôlés. Les divagations de deux ou trois troupeaux de ce genre suffisent pour envenimer les relations entre les populations de tout un secteur. Mais la culture caféière n'en était encore qu'à ses débuts. Son essor, relayé par celui de cultures vivrières, a bouleversé les données du problème. A des conflits suscités par des éleveurs sûrs d'eux et "dominateurs" en ont succédé d'autres, provoqués par des cultivateurs de plus en plus combatifs.

L'expansion des cultivateurs

Avant la Seconde Guerre Mondiale, l'administration anglaise ne se souciait guère de l'accroissement du cheptel, estimant qu'il y avait assez de place, au Bamenda, à la fois pour les éleveurs et les cultivateurs. Ph. KABERRY signale qu'une adresse au Council de Nso, en 1941, soutient encore ce point de vue : « there was enough land and to spare for all and the administrative officer would ensure a fair distribution » (14). L'auteur estime qu'il n'en est plus de même à la fin des années cinquante. A Nso, l'administration doit déjà faire face à une forte demande en terres à cultiver. Comment satisfaire les besoins en terres des villages densément peuplés ? Pour Ph. KABERRY, telle est désormais la question prioritaire à résoudre.

14. KABERRY (Ph.), 1959, p. 7.

Aujourd'hui, même des Mbororo reconnaissent volontiers le manque d'espace pour les cultivateurs et les éleveurs. L'inquiétude profonde du chef mbororo de Sabga rend compte de l'entassement humain sur les plateaux. ***ImBe DuuDi masin. Jonta, ko a yaha haa skuul, a laari Biikon nii. Toy lesdi ? Lesdi Bamenda-Do, famDi*** : « *les gens sont très nombreux. Maintenant, quand on visite une école, on voit tellement d'enfants. Où y a-t-il de la place ? Ce pays de Bamenda est étroit.* » Suit une autre remarque, issue de l'expérience vécue par les Mbororo : ***Naane, ko baaba amin wari, Do pat, ladde meere. Ladde, walaa huunde feere. Jonta, ndaa: Bikkon, suudu, ngesa, suudu*** : « *autrefois, quand notre père est arrivé, partout ici, ce n'était que de la simple brousse. De la brousse et rien d'autre. Maintenant, voilà : des enfants, des maisons, des champs, des maisons...* »

Ces réflexions attestent la prise de conscience d'un essor démographique irrésistible. Il se manifeste par une emprise humaine croissante, aux dépens des espaces "naturels". Les troupeaux reculant sans cesse, les éleveurs sont acculés en position défensive. La dynamique des villageois repose sur deux éléments : un accroissement démographique rapide et une extension des superficies agricoles.

Le poids démographique

Pendant longtemps, la population du Bamenda, comme de l'ensemble du Cameroun anglophone, est restée mal connue. Le premier recensement, en 1931, ne résultait pas toujours d'un dénombrement exhaustif. Il faisait également appel à des estimations (15). Ensuite, la guerre empêcha de procéder au recensement prévu en 1941. Après-guerre, il fut sans cesse remis à plus tard. L'administration ne disposait que d'estimations à partir des hommes imposables. Mais beaucoup de gens échappaient à l'impôt.

15. BUCHANAN (K.M.), PUGH (J.C.), 1955, "Land and people in Nigeria", p. 58, note 1.

Le recensement de 1952-53 fut mal effectué dans la Région Orientale du Nigeria dont dépendait la province de Bamenda. Même un manuel de géographie avertit que les résultats restent sujets à caution dans cette partie du Nigeria (16). Le recensement administratif de 1967-69 fut plus difficilement mené à bien au West-Cameroon qu'au Cameroun Oriental : manque d'expérience des administrateurs, absence de formation des agents recenseurs (17). Sous-estimation et, de façon curieuse, surestimation alternent selon les unités administratives. Quant au recensement de 1976, malgré ses ambitions et ses moyens, il n'a pas évité un sous-enregistrement de la population rurale.

16. idem, p. 246, annexe 2, note 2b.

17. COURADE (G.), 1972, p. 11-12.

Une croissance démographique accélérée

Aucun recensement n'a vraiment donné satisfaction au Bamenda. En dépit de ces insuffisances, il s'en dégage un accroissement rapide de la population.

Tabl. 74 : ***Evolution de la population au Bamenda*** *(en milliers d'habitants)*

dates	population totale	dont : ruraux
1931 ("recensement")	203	
1948 (estimation)	301	
1953 (recensement)	429	
1964 (estimation d'après sondage)	598	552
1968 (recensement)	676	641
1976 (recensement)	914	778

De 1953 à 76, la population totale a plus que doublé. Le rythme annuel d'accroissement s'est accéléré de 2,4 % (1953-1968) à 3,2 % (1968-1976). Récemment, les populations de plateaux augmentent plus vite que celles de la forêt : l'accroissement annuel est de 2 % dans le département de Manyu (Mamfé), au sud du Bamenda.

Cependant, la population rurale progresserait moins vite que celle des villes : + 17 % de 1968 à 76 contre + 74 %. L'écart correspond au développement des agglomérations urbaines : Bamenda, Kumbo. Mais le recensement de 1976 a classé en populations urbaines des centres administratifs (Mbengwi, Fundong, Nwa) et même des chefferies (Babanki Tungo, Big Babanki) ou de gros villages (Anyajua, Belo) qui restent des bourgades rurales (18). La population urbaine s'est donc trouvée gonflée artificiellement.

18. L'élévation de certaines grosses bourgades au rang de villes semble arbitraire. Par exemple, Santa reste dans la catégorie rurale.

L'essor démographique bénéficie-t-il à l'ensemble du Bamenda ? Pour disposer d'un certain recul dans le temps, il faut perdre en finesse spatiale et se contenter du large cadre des "divisions" de l'époque coloniale.

Tabl. 75 : *Evolution de la population rurale au Bamenda (en milliers d'habitants)*

	Bamenda (Mezam + Bui + Momo)	Nkambe	Wum
1953	264	84	79
1964	378	109	111
1968	445	111	120
1975 (prévisions à partir du sondage de 1964)	496	136	146
1976	559	172	183

En deux décennies, la population a partout plus que doublé. De 1953 à 68, l'accroissement avait surtout profité au centre des plateaux : Bamenda (19). De 1968 à 76, l'essor serait plus accentué au nord : Nkambe et Wum. Des prévisions de population pour 1975, proposées à partir de l'enquête démographique de 1964 (20), se révèlent toutes inférieures aux résultats du recensement de 1976. C'est surtout au nord que les corrections s'avèrent les plus fortes (+ 20 %). Soit défaillance des anciens recensements, soit accélération de la croissance démographique, la population progresse plus vite que prévu. Les statistiques confirment les témoignages individuels : la population des plateaux croît de plus en plus. La pression s'accentue sur la minorité des éleveurs.

19. En fait, le recensement de 1968 donne 201.000 habitants pour le département de Wum. Mais ce résultat a toujours été considéré comme nettement surévalué (CHAMPAUD, J., 1973, p. 102 et COURADE, G., 1972, p. 11).

20. S.R.I., 1965, vol. 1.

L'augmentation rapide des populations de plateaux s'accompagne d'une composition démographique originale. L'indice de jeunesse (pourcentage des moins de 15 ans par rapport à la population totale) atteint 49,2 % au Bamenda rural en 1976, soit presque la moitié de la population. Déjà, à partir des données de 1964 et 68, J.

CHAMPAUD avait souligné combien les populations de plateaux étaient jeunes (21). Celles des périphéries de plateaux et des plaines accusaient moins ce caractère de jeunesse (moins de 48 % et même de 44 %). Il en est de même pour celles de la forêt et de la côte.

21. CHAMPAUD (J.), 1973, p. 11 et carte "Démographie".

Cependant, l'indice de jeunesse d'une population n'exprime pas seulement son dynamisme démographique. Cet indice peut être renforcé par un soutirage des adultes, à la suite de migrations. L'indice de jeunesse de chaque sexe signe également l'ampleur de ce déficit démographique, les migrations de travail touchant surtout des hommes.

Tabl. 76 : ***Indice de jeunesse des ruraux du Bamenda (pourcentage des moins de 15 ans)***

	1968 (22)	1976
hommes	52	52,1
femmes	47	46,4

22. COURADE (G.), 1972, p. 119, tabl. 23.

L'émigration masculine semble se poursuivre, gonflant la place des jeunes dans la population restante. Cependant, la ponction masculine n'atteint pas la même ampleur qu'aux plateaux bamiléké, réputés pour leur "pauvreté" en hommes. De 1968 à 76, la population des plateaux du Bamenda a même tendance à se rééquilibrer. La sex ratio (nombre d'hommes pour 100 femmes) remonte à Fundong (de 84 à 90 %), à Jakiri (de 85 à 92 %) et à Wum (de 86 à 96 %). Les plateaux retiennent mieux leurs actifs masculins qu'autrefois, sauf ceux de Meta-Ngwo (de 90 à 89 % à Mbengwi et de 90 à 87 % à Batibo). En fait, les migrations se poursuivraient mais dans les deux sens : départs de travailleurs, compensés par des retours au pays natal.

Les ruraux qui partent aujourd'hui sont originaires des bas plateaux périphériques dont l'isolement rend les productions agricoles difficiles à commercialiser. Déjà, au cours des années soixante, ces populations n'avaient pas bénéficié de la culture caféière. En secteurs d'émigration, l'élevage n'est pas une activité très développée (sauf sur les plateaux Meta et de Konene), tandis que les retours bénéficient surtout aux hauts plateaux. Ils aggravent la compétition entre villageois et éleveurs.

L'accroissement de la population, phénomène général en Afrique tropicale, rend plus difficile la persistance de systèmes d'élevage extensifs. Elle l'est encore plus lorsque les espaces ruraux sont déjà densément peuplés.

La dissuasion par les densités

L'augmentation régulière de la population se traduit par un renforcement des densités. Il ne sera tenu compte que des densités rurales. Certes, les agglomérations urbaines interdisent de manière encore plus radicale l'élevage extensif mais elles se déploient moins dans l'espace. Les densités rurales offrent un critère d'appréciation de l'entrave à l'élevage bovin.

Sans doute, cette cote reste mal taillée pour évaluer l'espace soustrait au bétail. "L'efficacité agricole" des populations rurales, leur aptitude à mettre

en culture des superficies plus ou moins grandes, devraient être prises en compte. L'accaparement de l'espace ne se réduit pas seulement aux étendues effectivement cultivées. Des populations peuvent déployer une stratégie d'accaparement de l'espace, débordant des objectifs agricoles immédiats. Ce sont, par exemple, des réserves jugées indispensables : grandes herbes pour la confection des toits, jachères pour la reconstitution des sols et, à la limite : réserves de chasse, bien qu'elles soient difficiles à faire respecter par des pasteurs. Les besoins d'espace par les populations agricoles peuvent excéder les indications des densités de peuplement.

A partir de 1964, les densités rurales sont passées de 32 à 36 hab./km2 en 1968, puis à 45 en 1976 pour l'ensemble de la province. En moyenne, elles ont augmenté d'un point chaque année. La densité générale en 1976 apparaît déjà dissuasive pour un élevage bovin important. En milieu soudanien, un tel niveau de peuplement admettrait difficilement une coexistence de cultivateurs et d'éleveurs. L'élevage se juxtapose de façon originale avec l'espace agricole au Bamenda, les éleveurs réussissant à se maintenir dans un contexte de peuplement inhabituel.

Seuils de densités critiques pour l'élevage. La densité de 45 hab./km2 représente une moyenne pour une région complexe qui couvre plus de 17.000 km2. Le cadre de l'arrondissement permet déjà d'apprécier quelques inégalités de peuplement.

Tabl. 77 : ***Evolution du peuplement et du cheptel, de 1968 à 76*** *(en habitants/km2)*

arrondissements	densités en 1968	densités en 1976	appoints de cheptel de 1968 à 75 (nb. de bovins)
Mezam			
Bamenda	78	85	1.000
Ndop	68	78	400
Bui			
Kumbo	39	47	4.600
Jakiri	80	82	
Donga-Mantung			
Nkambe	26	42	7.400
Nwa	22	31	3.000
Menchum			
Wum	11	18	1.000
Fundong	35	40	1.300
Momo			
Mbengwi	60	67	2.000
Batibo	54	57	

Malgré le court intervalle entre les deux recensements, les densités rurales se renforcent dans tous les arrondissements. Mais l'appoint est plus net au nord des plateaux (Nkambe, Nwa) qu'au centre (Fundong, Bamenda) et à l'ouest (Mbengwi, Batibo). Les gains se situent surtout dans une gamme

de densités comprises entre 20 et 50 hab./km2. En-dessous et au-dessus de ces seuils, les densités ne s'accentuent guère. Des densités de 80 (Bamenda, Jakiri) correspondent-elles à la "saturation" d'un espace rural accidenté et pas entièrement cultivable ?

Un tel niveau de peuplement est-t-il encore compatible avec un grand élevage bovin ? De façon étonnante, les arrondissements peuplés à 80-85 ruraux/km2 comportent en même temps un cheptel important (Bamenda, Ndop, Jakiri). Dans le contexte de plateaux à climat humide, le peuplement rural semble s'accommoder de l'activité pastorale jusqu'à des densités nettement plus élevées qu'en zone soudanienne (23).

23. BOUTRAIS (J.), 1983, "L'élevage soudanien", p. 58.

Alors que les densités se renforcent partout de 1968 à 76, le cheptel bovin s'accroît également. Certes, les appoints de bétail restent modestes dans le contexte des fortes densités (Bamenda, Ndop). Ils prennent davantage d'ampleur lorsque le peuplement rural se tient à 30-40 hab./km2 (Nkambe, Nwa). Mais de faibles densités ne favorisent pas nécessairement un essor plus rapide du cheptel (Wum).

Quels seuils de peuplement s'avèrent les plus significatifs pour l'élevage ? Une approche par grandes aires de peuplement ne permet pas de répondre avec précision. Les correspondances doivent être abordées à l'échelle de petites unités spatiales.

Contrastes de densités . (Carte hors texte n° 6)

Deux atlas régionaux ont cartographié les densités de peuplement sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun (24). Les cartes sont dressées par petites unités administratives : chefferies, groupements ou "customary court areas". Quant au recensement de 1976, il a opté pour la notion de "zones de dénombrement", unités artificielles qui reprennent rarement les limites des territoires traditionnels. Le service cartographique du Bureau Central du Recensement détient les cartes de chaque zone de dénombrement. Reporter sur une carte au 1/200.000 les limites de ces zones s'est avéré un véritable casse-tête, du moins pour le Bamenda.

24. CHAMPAUD (J.), 1973, carte "Densité de Population" au 1 / 500.000 ; COURADE (G.), 1972, carte "Densités" au 1 / 500.000.

Dès lors, la carte des densités s'appuie sur les données d'un "fichier national des villages", compulsé également au Bureau Central du Recensement. Ce fichier comprend une liste des noms de villages, leur population et le numéro de la zone de dénombrement dont ils font partie. Seulement, ces numéros ne correspondent pas au répertoire du service cartographique. Il est donc impossible d'appliquer telle population villageoise à des limites spatiales précises. Devant l'absence de contours sûrs, le recours à une trame géométrique s'impose. La population est d'abord répartie par points sur un fonds de carte au 1/200.000. Puis la densité est calculée par carré de 4 km2, après pondération par les carrés adjacents, selon une méthode devenue classique (25).

25. SAUTTER (G.), 1967, "De l'Atlantique au fleuve Congo", vol. 1, p. 85 et suiv.

La carte des densités ne concerne que le Bamenda et les monts Bambouto. Au Bamoun, l'intensité du peuplement rural intervient moins directement comme limite à l'activité pastorale. Une grande partie des cultivateurs se concentre à Foumban, à la suite d'une tradition de centralisme plus fort qu'au Bamenda. L'emprise des cultures au Bamoun est donc plus affirmée que ne laissent supposer les densités rurales. Elle l'est surtout par la présence de grandes plantations de café qui perturbent le jeu des relations : densités de peuplement rural et importance de l'élevage bovin.

Après planimétrie des terres cultivées et laissées en pâturages au Bamenda, M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN calculent, en 1961, que 2.200 km2 mis en cultures portent une population agricole de 300.000 personnes, soit une densité de 136 hab./km2 (26). La concentration démographique est déjà forte sur les terres cultivées. Supposons que, de 1961 à 76, la population reste confinée sur les mêmes terroirs. La densité serait alors passée à 282 hab./km2 cultivés en 1968 et à 334 en 1976. Simples hypothèses de travail, ces densités n'expriment-elles pas l'entassement réel des ruraux ? A partir de ces ordres de grandeur, l'existence d'un élevage bovin extensif tiendrait du paradoxe.

26. BAWDEN, M.G., LANGDALE-BROWN (I.), 1961, "An aerial photographic reconnaissance..."

Au Bamiléké voisin, les densités rurales, déjà supérieures à celles du Bamenda dans les années soixante, ont continué de progresser par la suite (27). Les chefferies les plus densément peuplées, au centre du Bamiléké, avoisinent 400 hab./km2 ; l'élevage bovin en est exclu.

27. CHAMPAUD (J.), 1973 et DONGMO (J.L.), 1981, "Le dynamisme bamiléké (Cameroun)", vol. 1, fig. 10.

Les plateaux de l'Ouest-Cameroun font partie des hautes terres tropicales densément peuplées, largement représentées en Afrique de l'est. Au Rwanda et au Burundi, de même qu'à l'est du Zaïre, les plateaux étagés de 1.500 à 2.000 mètres portent une population particulièrement dense, de 200 à 300 hab./km2. Malgré l'existence de densités déjà très fortes, les contrastes de peuplement s'accentuent, au profit des altitudes au-dessus de 1.500 mètres (28). Les plateaux rwandais sont également un "pays à cheptel bovin" où cette activité doit s'adapter à un espace de plus en plus densément occupé.

28. BART (F.), 1988, "La paysannerie rwandaise ; étude géographique d'une haute terre tropicale densément peuplée".

La carte des densités de population au Bamenda met deux phénomènes en évidence : des aires de peuplement rural extrêmement dense mais, également, une répartition fragmentée par de grandes dicontinuités. Les atlas régionaux dressés dans les années soixante-dix n'avaient pas insisté sur les entassements démographiques qui atteignent au Bamenda des niveaux comparables à ceux des régions les plus peuplées d'Afrique tropicale. Chez les Kom, les densités excèdent parfois 400 hab./km2. Chez les Oku, elles dépassent 300. D'autres noyaux plus restreints atteignent des densités semblables. Ce sont d'énormes "villages" ou des "nébuleuses rurales", en même temps centres de chefferies : Bambuluwe, Big Babanki, Babanki Tungo, Babungo, Bafut classé comme ville par le recensement de 1976 mais encore essentiellement rural.

Contrairement au Bamiléké voisin, le peuplement très dense ne s'étend pas à l'ensemble des chefferies. Malgré la pondération entre carrés contigus, des gradients brutaux l'interrompent partout. En quelques kilomètres, les variations peuvent atteindre 100 à 200 hab./km2, voire davantage. Entre les noyaux les plus densément peuplés, des secteurs presque vides s'intercalent : de Njinikom à Oku ou à Babungo, d'Oku à Ndu. Des discontinuités affectent également le peuplement à la périphérie des plateaux, aux densités pourtant plus modestes. Le peuplement est fractionné dans l'espace : mode de répartition qui laisse comme des "alvéoles" pour l'élevage.

La mesure des étendues peuplées selon chaque gamme de densités confirme la concentration du peuplement le plus dense.

Tabl. 78 : *Distribution du peuplement rural sur les plateaux et leurs périphéries (Bamenda)*

densités (hab./km2)	superficies peuplées (en km2)	superficies peuplées (en pourcentages)
> 400	120	0,9
300 - 399	212	1,6
200 - 299	584	4,3
100 - 199	1.628	12,1
50 - 99	1.628	12,1
10 - 49	2.564	19,1
< 10	6.654	49,7

Les calculs n'englobent pas les basses vallées de la Metchum et de la Donga. Très faiblement peuplées, elles accentueraient la part de la dernière catégorie de densités.

Les noyaux les plus densément peuplés ne concernent que de petites étendues. Au contraire, les secteurs médiocrement peuplés couvrent la moitié de la région. Dans ce dernier contexte, le peuplement agricole ne concurrence pas les pasteurs. Au contraire, ceux-ci éprouvent des difficultés pour se ravitailler auprès de cultivateurs trop rares. En supposant qu'un peuplement supérieur à 50 hab./km2 n'admet plus de présence pastorale, la contrainte ne s'exerce que sur un tiers, à peine, du Bamenda. Finalement, des espaces assez vastes resteraient disponibles au bétail.

Deux observations nuancent ce constat plutôt favorable à l'élevage. Les secteurs faiblement peuplés ne conviennent pas tous aux éleveurs. Ils sont parfois couverts de forêts mais ce n'est pas encore un obstacle insurmontable. Les faibles densités de peuplement correspondent surtout aux basses altitudes, les moins propices à l'activité pastorale.

Si la répartition du peuplement à l'échelle régionale n'interdit pas absolument la présence de bétail, le contexte démographique des hauts plateaux s'y prête peu. C'est pourtant, au-dessus de 1.500 mètres, le milieu qui convient le mieux à l'élevage.

Tabl. 79 : *Distribution des densités rurales sur les hauts plateaux (Bamenda)*

densités (en hab./km2)	étendues peuplées (en km2)	pourcentages des hauts plateaux
> 400	72	2,0
300 - 399	84	2,3
200 - 299	360	10,1
100 - 199	616	17,2
50 - 99	432	12,1
10 - 49	660	18,5
< 10	1.340	37,6

Les reliefs au-dessus de 1.500 mètres portent un peuplement plus dense que l'ensemble du Bamenda. Ces densités élevées contrarient l'activité pastorale, en restreignant les espaces disponibles.

Les hauts plateaux ne représentent que le quart de la région étudiée mais ils concentrent l'essentiel des fortes densités. Plus de la moitié des densités supérieures à 200 hab./km2 se trouvent au-dessus de 1.500 mètres. Il est difficile que des éleveurs se maintiennent dans le contexte d'une telle pression démographique. En ne tenant compte que des densités supérieures à 50 hab./km2, presque la moitié (44 %) des hauts plateaux serait soustraite à l'élevage. Il est probable que les éleveurs tentent de s'introduire dans les moindres interstices disponibles en altitude, jusqu'à l'extrême limite supportable par les villageois.

Un peuplement plus soutenu des hauts plateaux et une pénurie de pâturages expliquent le transfert de troupeaux à moins de 1.500 mètres. Même si du cheptel réussit à se maintenir dans un contexte démographique exceptionnel, le croît d'effectifs doit être reporté vers des pâturages plus vastes. Par la descente, les Djafoun tentent de s'adapter aux inégalités de peuplement entre hauts et bas plateaux.

Relations spatiales entre le peuplement et le cheptel. Les isolignes de charges annuelles sont superposées, sur la carte, à la trame des densités de peuplement. Bien que la représentation des deux phénomènes diffère, leur confrontation suggère les modalités d'insertion de l'élevage dans un espace rural densément peuplé.

Dans l'ensemble, les fortes charges s'inscrivent dans les "creux" de peuplement. Cultures et pâturages se partagent les plateaux. L'emboîtage spatial est remarquable en hauts plateaux : environs de Nkambe, Ndawara, monts Bambouto, Meta-Ngie. Les secteurs au-dessus de 1.500 mètres conjuguent un fort potentiel pastoral avec des aptitudes agricoles multiples. Dès qu'un terrain reste relativement libre de cultures, les éleveurs l'occupent et le chargent fortement. Les hauts plateaux juxtaposent densités élevées de peuplement et fortes charges en bétail. Quelques solutions de continuité correspondent aux dernières forêts montagnardes : Oku, Ndawara, hauts de Bambuluwe.

En bas plateaux, les fortes charges en bétail se disposent moins nettement en négatif du peuplement. A ces altitudes, les contrastes de densités s'atténuent, les secteurs très peuplés se restreignant à des carrés dispersés. Les fortes charges en bétail recouvrent plus indifféremment le canevas du peuplement. Ce qui ne veut pas dire, pour autant, que toute confrontation soit éludée.

La configuration générale des charges en bétail se conforme au préalable du peuplement. Cependant, les deux occupations se superposent par endroits. Du bétail s'immisce en hauts plateaux, très prisés par les Djafoun, alors que le peuplement agricole excède déjà 50 hab./km2. Lorsque le peuplement dépasse un tel seuil et qu'en même temps, des charges en bétail excèdent 25 à 30 têtes/km2 (29), une concurrence devient inévitable. Le repérage de ces lieux localise probablement les confrontations les plus vives entre éleveurs et cultivateurs.

29. 30 bovins/km2 (1 bovin/3,3 ha) correspondent à la capacité de charge aux Grassfields si l'on admet une vieille règle empirique : autant d'hectares nécessaires pour une tête de bétail qu'il existe de mois de saison sèche.

Repérage des risques conflictuels. De fortes charges en bétail se superposent à un peuplement dense sur les hauts plateaux au nord du Bamenda (fig. 196). Les secteurs de Fundong-Bafumen et de Binka-Tabenken-Nkambe sont les plus encombrés par les cultures et le bétail : cultivateurs et éleveurs risquent de s'affronter durement, d'autant plus que les charges dépassent largement le seuil des 30 bovins/km2. A l'est de Binka, l'isoligne de 60 bovins bute contre des densités de 100 hab./km2. A l'est de Bafumen, même contact brutal entre des charges de 50 bovins/km2 et des densités de peuplement de 200 habitants. D'un côté comme de l'autre, ces secteurs sont probablement les plus disputés.

La grande plage de fortes charges en bétail, qui s'étend de Wum à Nkambe, englobe plusieurs carrés disséminés de densités supérieures à 50. Les abords des villages Misaje, Fonfuka, Lassin-Din, Mbizenaku représentent autant de lieux sensibles.

En hauts plateaux, d'autres lieux à risques se situent à l'est de Ndu (Dji Gadjeré/Ntumbaw) et sur les plateaux Meta (Oshié, Ngwo et Etwi). Cependant, les charges sont moins élevées (30-40 bovins/km2) et les lignes de tension se trouvent reportées à la périphérie des secteurs d'élevage. Des noyaux de fortes charges en bétail, peu étendus, risquent cependant de susciter des conflits avec les cultivateurs : environs de Bali, Santa, Bali Gham. Quelques savanes libres, mais de faible étendue, attirent beaucoup de bétail qui se heurte aux fortes densités voisines. En fait, les pâturages enclavés de Bali et de Bali Gham accueillent surtout des troupeaux en saison sèche, ce qui réduit la durée d'affrontement avec les cultivateurs.

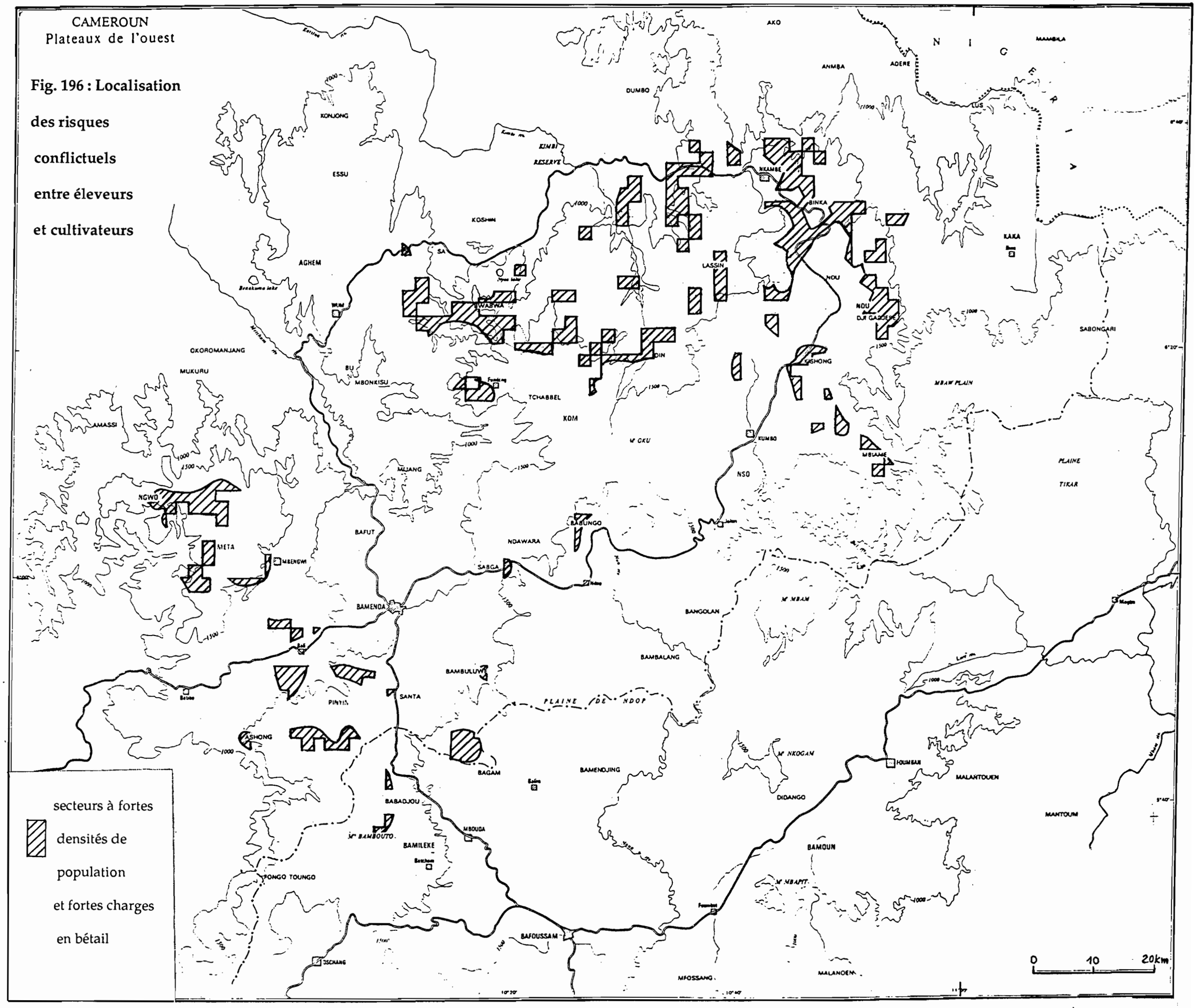
Alors que ces endroits portent des menaces de rivalités, d'autres bénéficient, apparemment, d'un partage complémentaire de l'espace. Autour des monts Bambouto, les charges s'atténuent dès que le peuplement devient dense, sauf du côté d'Ashong. Il en est de même des grands secteurs d'élevage en hauts plateaux : Ndawara, Tadu, Kishong, Mbiame. Leurs fortes charges s'ajustent sur de faibles densités de peuplement.

Le contact entre fortes charges en bétail et densités élevées de peuplement ne s'effectue pas toujours de la même façon. Parfois, des charges légères ménagent comme une transition (de Ndawara à Oku et à Big Babanki). Ailleurs, un noyau de fortes charges bute contre la "façade" d'un peuplement dense (de Ndawara à Babungo, de Tadu et Kishong vers la Ring Road). Il est prévisible que le second mode de contact engendre les conflits les plus fréquents.

La carte de l'encombrement de l'espace peut être interprétée comme celle des affrontements potentiels entre les deux populations. A la limite, elle pourrait servir d'instrument pour une politique destinée à prévenir ce type d'incidents. Reste à savoir si les conflits les plus fréquents se localisent effectivement sur les lignes de tension majeure mises en évidence. Il est probable que l'opposition entre les deux populations ne se résume pas à des rivalités spatiales.

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

Fig. 196 : Localisation des risques conflictuels entre éleveurs et cultivateurs



secteurs à fortes densités de population et fortes charges en bétail

L'emprise agricole

Forte densité de peuplement, encombrement des plateaux à la fois par les cultures et le bétail aggravent les tensions entre éleveurs et cultivateurs. Mais les conflits sont également suscités par les systèmes de culture pratiqués au Bamenda.

Les agricultures basées sur des céréales offrent les meilleures possibilités de complémentarité entre culture et élevage. Après la récolte, les céréales laissent des résidus abondants et de qualité pour le bétail. Elles libèrent les champs une grande partie de l'année. Au Bamenda, le maïs, culture principale sur les plateaux, pourrait favoriser une association entre les deux activités. Pourtant, celle-ci se heurte à de nombreux obstacles. Au maïs, culture de début de cycle agricole, s'ajoutent des plantes de milieu ou d'arrière-saison : haricot, igname, second maïs. Elles restent sur pied jusqu'en milieu de saison sèche, interdisant l'entrée du bétail. Quant au macabo, souvent planté parmi le maïs, il demeure longtemps en terre et souffre du piétinement par les animaux. Beaucoup de parcelles portent des cultures presque toute l'année. Peu de temps après l'achèvement des dernières récoltes, les femmes s'activent déjà, préparant les billons pour les prochains semis. Les cultures sont rarement à plat mais sur buttes, billons ou planches surélevées : toutes pratiques qui ne s'accommodent pas d'un piétinement par les animaux.

Certes, les entraves agricoles à la présence du bétail se font surtout sentir en secteurs densément peuplés de hauts plateaux. En bas plateaux moins peuplés, les associations culturales sont moins complexes, le cycle agricole se réduit à une récolte annuelle et les jachères se prolongent plusieurs années. Cependant, toutes les innovations agricoles récentes ont pour effet d'aggraver l'opposition entre cultivateurs et éleveurs. L'introduction de la culture du café fut la première à bouleverser la répartition des cultures et des pâturages.

L'accaparement des terres par le café

A partir des années cinquante et soixante, la diffusion du café Arabica en culture "paysanne" agrandit les exploitations, perturbe l'attribution traditionnelle des champs, modifie les associations culturales, réduit les jachères et repousse les limites des terroirs aux dépens des pâturages. Le café s'est inséré difficilement dans les exploitations, par un compromis qui handicape à la fois la nouvelle culture et les anciennes.

Une insertion au forcing.

L'administration anglaise n'a rien fait pour faciliter le développement de la caféiculture. Elle s'y opposait même carrément, dans la crainte d'une concurrence avec les cultures vivrières. Des villageois de Nso et de Bali, aidés de missionnaires, ont pris l'initiative d'importer des plants à partir de l'Est-Cameroun en 1934 et 35. Mais la caféiculture restait encore embryonnaire dans les années quarante. Sans encadrement technique, la production se limitait à 14 tonnes en 1947. Elle n'a pris un véritable essor qu'à la fin des années cinquante : 100 tonnes en 1954, 1.000 en 1957 et plus de 2.000 en 1959.

Ces statistiques sous-estimaient la production, une grande partie étant écoulée vers l'Est-Cameroun qui bénéficiait de prix plus rémunérateurs. Dès l'unification économique avec le Cameroun, la production excède 3.000 tonnes.

Aux environs de 1963, M.J.A. Brouwers estime que la plantation de nouveaux caféiers se ralentit et que la production plafonnera à 4.500 tonnes, si l'entretien des caféières ne s'améliore pas. Pourtant, la culture commerciale se diffuse vers le nord et l'ouest des plateaux. A partir de Nso, elle gagne le sud de Nkambe, les plateaux Kom et, plus récemment, ceux de Wum. Contrairement aux prévisions de l'expert, la production atteint 5.600 tonnes en 1969.

L'unification des deux Cameroun et l'alignement des prix d'achat donnent un coup de fouet à la plantation de caféiers au Bamenda. Au cours des années cinquante, 1.000 ha de nouvelles plantations sont créés chaque année, puis le rythme s'accélère à 3.600 ha annuels entre 1962 et 67, culminant même à 4.800 ha en 1967-68. Les terroirs de hauts plateaux connaissent alors de grands bouleversements.

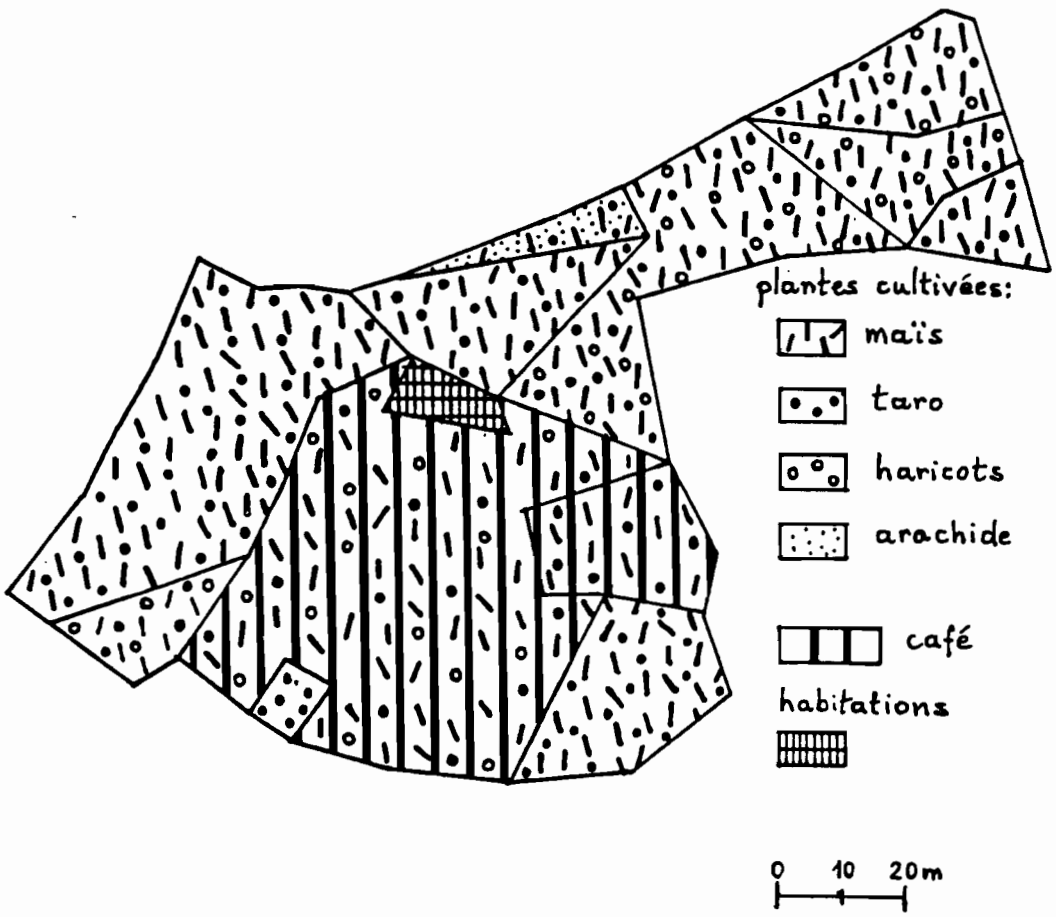


Fig. 197 : *Une exploitation chez les Nso en 1960.*
(source : Recensement agricole par sondage du "Federal Statistical Service, Government of Nigeria", 1959-60)

Les premières plantations s'immiscent dans les parcelles féminines proches des habitations, au voisinage mais surtout en compétition avec les cultures vivrières. L'administration et, à son instigation, les chefs, recommandent pourtant de ne pas planter au milieu des cultures vivrières. Mais leurs directives ne sont pas respectées ; l'encadrement technique de la nouvelle culture reste lâche, les parcelles attenantes aux habitations présentent les sols les plus fertiles et bénéficient de l'ombrage de bananiers et de kolatiers.

Pour planter des caféiers, l'homme peut soustraire n'importe quelle parcelle à son épouse. Elle cultive des terres qui relèvent du lignage du mari. Mais l'accaparement des meilleurs champs n'entérine pas seulement les droits du mari. Celui-ci choisit les terres les plus fertiles, dans l'espoir d'obtenir de bonnes récoltes de café, donc de compenser le manque à gagner en cultures vivrières (30). Dès lors, les habitations s'entourent de caféières, tandis que les cultures vivrières sont repoussées aux marges des terroirs. Les anciennes parcelles féminines sont accaparées par les hommes. Les femmes, en quête de nouveaux terrains, commencent à se heurter aux éleveurs (31).

30. BROUWERS (M.J.A.), 1963.

31. L'introduction des caféiers a provoqué une série d'autres perturbations à l'agriculture féminine : difficulté d'obtenir des terres d'autres lignages qui craignent la plantation de café après les cultures vivrières, abandon de cultures exigeantes en travail comme le mil et le petit tubercule Coleus (CHILVER, E.M., 1986, "Women cultivators, cows and cash-crops").

32. Plan d'une exploitation extrait de S.R.I., 1965, "Potentiel économique du Cameroun Occidental", fig. 5.

Le recensement agricole par sondage, entrepris par le "Federal Statistical Service" du Nigeria, en 1959, fournit un exemple d'intrusion du café au centre d'une exploitation. Elle se trouve au village de Ntundip, près de Ndu, dans la "division" de Nkambe (32). Le grand champ qui jouxte l'habitation, au sud, juxtapose maïs-macabo-haricots et caféiers, le tout complanté de bananiers. Les associations uniquement vivrières sont écartées et repoussées au nord. A la faveur de l'insertion du café, l'exploitation s'est agrandie sur des terrains avoisinants. Elle a pu le faire parce qu'elle disposait de terres en jachère. En d'autres terroirs, l'espace étant compté, les exploitations ne peuvent s'étaler sur leurs bordures. Les femmes doivent s'enquérir de terrains disponibles, parfois à grande distance des habitations (fig. 197).

Bien qu'aucun plan d'exploitation n'accompagne le recensement agricole de 1972, le temps mis pour se rendre à chaque champ permet de se faire une idée de la disposition des cultures par rapport à l'habitation. Fréquemment, les parcelles plantées en café sont plus proches que celles affectées exclusivement aux cultures vivrières.

Une exploitation à Nkeng, au nord de Kumbo, couvre 130,8 ares. Elle est menée, en culture manuelle, par un jeune ménage monogame. Le café accapare 85 ares, associé à du maïs, du macabo et des bananiers qui procurent de l'ombrage. Le grand champ (69,1 ares), attenant à l'habitation, est consacré au café de façon exclusive puisque les recenseurs relèvent une densité de 28 pieds/are (la densité recommandée est de 20 pieds). Entre des plants aussi serrés, il ne subsiste que de minces interstices pour le maïs et le macabo de l'épouse. A cette caféière principale, s'en ajoutent trois autres, de faible étendue : 5,6 ; 2,3 et 8 ares. Elles se trouvent à une trentaine de minutes de l'habitation. Des bananiers et des agrumes voisinent les caféiers, sans cultures vivrières. Quant au champ de l'épouse (45,8 ares en maïs et un peu de manioc), il faut 1 h. 1/4 pour s'y rendre à pied. Chaque jour, la femme chemine pendant 2 h.30 par les sentiers. Le mari s'est attribué le beau champ attenant à l'habitation, fumé par les déchets domestiques, pour y planter des caféiers. L'épouse n'a trouvé de compensation qu'en bordure du terroir, à une distance limite pour acheminer sa production. Le nouveau champ en maïs ne bénéficie d'aucune fumure.

Dans une première phase, le café a supplanté les cultures féminines aux abords des habitations. Ensuite, les lopins en "culture de case" ne suffisant pas, les hommes ont dû se résoudre à planter également aux lisières des terroirs. Dès lors, la culture caféière ne se confine plus aux centres des exploitations, elle devient pionnière. L'extension se produit aux dépens de vieilles jachères mais surtout de pâturages, ce que Ph. KABERRY dénomme "virgin land", non par suite d'absence d'appropriation foncière mais parce qu'elle n'est pas cultivée de mémoire d'homme (33). L'auteur signale une cinquantaine de nouvelles plantations caféières de ce type sur les plateaux Nso, éloignées de 2 à 3 kilomètres des villages. Ouvertes par des cultivateurs entreprenants, elles bénéficient souvent de meilleurs soins que les plants insérés dans les cultures féminines.

33. KABERRY (Ph.), 1959, p. 16.

> En 1972, une exploitation illustre cette dynamique agricole dans le village de Ndzento, au nord de Kumbo. Autour de l'habitation, le chef de famille a planté 61,4 ares en caféiers, auxquels se mêlent des bananiers, des kolatiers, des avocatiers, un peu de maïs et de manioc. Tout près, l'épouse ne dispose que de petits lopins en cultures vivrières : 5,2 ares en patate douce et arachide ; 1,3 ares en arachide et maïs ; 6 ares en arachide et igname. D'autres parcelles féminines, plus éloignées, sont un peu plus grandes : 10 ares de maïs et macabo à 15 mn de déplacement à pied ; 8,3 ares de maïs et igname à 20 mn ; 20,9 ares de maïs et macabo à 25 mn. Ces terrains lui sont attribués, selon la coutume, par le chef de lignage du mari. En plus, afin de compenser la perte du champ attenant à l'habitation, la femme loue un terrain de 44 ares à 20 mn, désormais lieu principal de production du maïs. Jusqu'ici, les éléments de l'exploitation correspondent au schéma initial d'insertion du café.
>
> Mais l'exploitation comporte, en plus, deux caféières d'une contenance de 30,3 et 25,8 ares, éloignées à 1 h. de marche (environ 5 km). Ces plantations nouvelles bénéficient d'apports d'engrais et ne sont pas associées à des cultures vivrières, sauf des bananiers et du plantain. Au total, le café occupe plus de la moitié de l'exploitation : 117,5 ares sur 213,2. Il est réparti en 3 parcelles, tandis que les cultures vivrières de l'épouse se dispersent entre 7 parcelles. Une caféière couvre 39 ares en moyenne, alors qu'une parcelle en cultures vivrières n'atteint que 13,6 ares.

Evaluations des premiers préjudices pastoraux. Au début des années soixante, M.J.A. BROUWERS s'est livré au calcul de l'emprise de la caféiculture sur les plateaux du Bamenda.

En 1961, la production caféière atteint 3.100 tonnes. Comme le rendement moyen est inférieur à 250 kg/ha, cette production provient d'environ 14 à 15.000 ha. Quelle amputation représente-t-elle pour les autres utilisations du sol ? D'abord pour l'agriculture vivrière. L'expert évalue les cultures d'une femme à une moyenne d'1,5 acre (60 ares). L'étendue transférée en café équivaut donc à la suppression théorique de 25.000 exploitations féminines. M.J.A. BROUWERS rappelle que cela représente le quart des cultivatrices du Bamenda.

Les femmes, spoliées par la culture du café, ont cherché des compensations aux dépens des pâturages. En adoptant le coefficient d'un bovin pour 1,6 à 2 ha en hauts plateaux, la poussée agricole suscitée par le café s'est produite aux dépens de 8 à 10.000 bovins. Certes, c'est relativement peu par rapport aux 250.000 têtes du Bamenda. La compétition spatiale ne serait pas

dramatique si l'augmentation de la surface agricole se répartissait uniformément. Or, ce n'est pas le cas. En 1962, la culture caféière se concentre en quelques secteurs de hauts plateaux (Nso, Pinyin, Kom) où environ 1/5e du bétail a dû se déplacer devant l'avance des cultures, uniquement par suite de l'introduction du café.

M.J.A. BROUWERS observe que les conflits cultivateurs-éleveurs sont surtout aigus dans les secteurs de forte production caféière. C'est précisément ce que relate Ph. KABERRY chez les Nso. Alors que l'anthropologue espérait les conflits résolus par les règlements de pâture édictés en 1947-48, elle se rend compte, plus tard, qu'il n'en est rien. Des délégations de femmes viennent, à nouveau, se plaindre à elle. « The women were anything but apathetic ; but many were in dispair... They said that their own needs for land had increased and they wanted boundaries revised. Already, they were walking many miles afield in search of fertile plots, the old ones nearer the villages having been worked out » (34).

34. KABERRY (Ph.), 1959, p. 9.

Le témoignage rend compte de la situation difficile des femmes, aux prises avec un manque de terres. Cependant, l'auteur s'en tient à l'aspect anecdotique des conflits entre cultivatrices et éleveurs, en relatant les destructions de récoltes et les rassemblements féminins de protestation. Elle ne met pas en évidence les fondements du problème agraire. En fait, les femmes sont dépossédées de leurs champs vivriers attenant aux habitations. Elles tentent de résoudre leur manque de terres en mettant en culture des jachères ou des pâturages. Lorsqu'elles ouvrent de nouvelles parcelles dans les pâturages, les récoltes ont peu de chances d'échapper aux dévastations du bétail. Dès lors, des querelles éclatent entre des cultivatrices en colère et les éleveurs. Mais le planteur de café, responsable initial de la tension, reste dans l'ombre...

La culture caféière au Bamenda se développe surtout dans les années soixante, après l'union économique avec le Cameroun. La méthode de M.J.A. BROUWERS permet d'évaluer ses nouvelles conséquences sur l'élevage. En 1970, avec un rendement supposé stable, la production caféière provient de 22.500 ha, soit 8 à 9.000 ha de plus qu'en 1961. La plupart des anciennes jachères étant déjà mises en culture, l'expansion de la caféiculture s'est poursuivie aux dépens des pâturages. Comme les hauts plateaux portent une charge moyenne d'1 bovin sur 2,5 ha en saison des pluies, l'essor de la caféiculture implique une nouvelle évacuation de 3.200 à 3.600 bovins.

En fait, les pertes de pâturages sont nettement plus importantes. Les nouvelles plantations villageoises n'entrent pas toutes en production dès 1970 mais elles écartent déjà les troupeaux. D'après la structure par âges des plantations, un rapport agricole a reconstitué le rythme annuel moyen de création des caféières (35). De 1962 à 69, 26.000 ha sont plantés en café Arabica dans la province du Nord-Ouest. Cette extension correspond à la mise à l'écart de 10.400 bovins.

35. Ministère de l'Agriculture, 1980, "Bilan diagnostic du secteur agricole de 1960 à 1980", p. 105.

A nouveau, les conquêtes de la caféiculture ne se répartissent pas uniformément sur les plateaux. D'après le rapport cité, la surface plantée en café dans chaque exploitation atteint 58 ares dans la province, au début des années soixante-dix. Mais le recensement agricole de 1972 indique de grandes variations, d'un département à l'autre.

Tabl. 80 : *Superficie moyenne plantée en café par exploitation au Bamenda**

départements	arrondissements	surfaces cultivées en café (en ares)
Bui		50,4
Mezam		
	Bamenda	40,8
	Ndop	29,4
Donga-Mantung		28,3
Menchum		
	Wum	10,5
	Fundong	64,3
Momo		26,3

* source : recensement agricole de 1972

Les principaux secteurs de production caféière restent les hauts plateaux Nso (Bui), Kom (Fundong) et Pinyin (Bamenda). La culture commerciale a gagné de nouveaux secteurs (Wum) mais les premiers ont agrandi leurs plantations, aux dépens des pâturages.

Le cheptel des trois "divisions" Bui, Mezam et Momo régresse de 116.000 bovins en 1961 à 100.000 en 1969. Les sources statistiques ne permettent pas de l'affirmer mais il est probable que le recul affecte surtout Mezam et Bui. Au cours des années soixante, les réductions de cheptel provoquées par la création de nouvelles caféières atteignent probablement 15.000 têtes.

Au cours des années soixante-dix, la dynamique agraire, fondée depuis deux décennies sur la caféiculture, change nettement. Le rythme de plantation décline à partir de 1968, puis s'effondre. Les plantations existantes sont négligées, la production de café Arabica diminue. La désaffection des planteurs de café s'explique par la mauvaise rémunération du produit. Jusqu'en 1975, une rémunération « plus que médiocre » (36) est liée à la stagnation des prix mondiaux. En 1976 et 77, les prix flambent sur le marché mondial, alors que ceux payés au producteur camerounais continuent de se dégrader par rapport aux produits vivriers (37). De plus, les retards de paiement par les coopératives perturbent les planteurs qui comptent sur ces rentrées d'argent.

36. Marchés Tropicaux et Médit., 1980, "Le marché camerounais", n° 1826, p. 2.775.

37. Ministère de l'Agriculture, 1980, fig. 4 et 13, p. 149.

Les revenus "réels" du café Arabica (prix d'achat moins indice des prix à la consommation) ont commencé à se dégrader dès les années soixante. Mais c'est la baisse au cours des premières années soixante-dix et l'envolée des prix d'autres marchandises (engrais et ciment) qui ont découragé les planteurs. Les paysans ne répondent plus à des programmes périodiques de relance de la caféiculture. Ils ont perdu confiance dans la source habituelle de revenus en milieu rural. De ce point de vue, les éleveurs n'ont pas eu à céder beaucoup de terrain au café depuis les premières années soixante-dix. Des réévaluations spectaculaires du prix d'achat, comme celle survenue en 1985 (de 370 à 450 francs le kg de café Arabica) interviennent trop tard pour déclencher un nouvel engouement de plantation. De plus, cet effort reste sans lendemain. Avec la crise économique qui s'étend, la chute des prix du café ne fait que confirmer le marasme qui affecte la principale culture commerciale sur les plateaux.

La caféiculture s'est développée au Bamenda de façon plus tardive et plus brève qu'au Bamiléké. Restées de plus petite taille, les plantations familiales ont tout de même perturbé les systèmes de culture et le partage de l'espace entre cultures et élevage. Elles ont provoqué la disparition des jachères, repoussé les cultures vivrières devenues permanentes tout en étant privées de fumure domestique. Enfin, environ 20 à 23.000 bovins ont été soustraits de bons pâturages d'altitude.

En fait, le bilan est encore plus lourd pour les Mbororo. En offrant aux villageois une source d'enrichissement, la caféiculture leur a permis de s'équiper en bétail. C'est ce qu'ont fait surtout les Nso et les Pinyin. Placés sur les hauts pâturages, les nouveaux troupeaux entrent en compétition avec ceux des Mbororo. Le préjudice excède donc largement les reculs successifs des limites entre cultures et pâturages.

L'introduction de la culture caféière dans les exploitations paysannes des plateaux a perturbé les systèmes de culture traditionnels et monétarisé l'économie familiale. Elle a amorcé une dynamique agricole qui remet sans cesse en cause le partage de l'espace entre les cultures et les pâturages.

Essor des cultures vivrières

En plus de l'adjonction du café, l'exploitation agricole a connu de profondes mutations au cours des dernières décennies. Des investigations étalées dans le temps nuancent la prétendue stabilité de l'agriculture vivrière. Les changements sont souvent perçus par intuition. Par exemple, les quelques champs de sorgho qui subsistent chez les Kom font penser à une culture résiduelle, sans qu'une donnée ancienne permette d'étayer cette supposition. Les transformations de l'agriculture sont mieux connues chez les Nso, grâce aux enquêtes de Ph. KABERRY.

Un témoignage.

En 1948, le système de culture des femmes Nso était basé sur deux céréales : le maïs et le petit mil. Chacune en cultivait, en moyenne 36 et 20 ares (38). Un peu de sorgho était produit au sud du plateau. A ces deux céréales s'ajoutaient des lopins de cultures secondaires : igname (4 ares en moyenne), le rizga, un tubercule des plateaux de l'ouest (2,5 ares), et des planches de patate douce (3 ares). Malgré leur faible superficie, ces dernières cultures exigeaient beaucoup de travail, notamment au moment de la préparation du terrain et de la plantation.

38. KABERRY (Ph.), 1952, p. 67.

Tout en combinant céréales et tubercules, ce système de culture ne mettait pas les Nso à l'abri de soudures difficiles, survenant habituellement de mai à juillet. Dans les années cinquante, les Nso développent la culture des patates douces puis celle des pommes de terre, comme plantes de soudure. En 1959, Ph. KABERRY observe les changements survenus depuis son premier séjour : disparition du petit mil et du rizga, au profit du maïs (60 ares par femme), de tubercules : igname, macabo, patate douce, pomme de terre (20 ares) et d'haricot, en culture intercalaire. La production de maïs s'est accrue et la sécurité alimentaire s'est améliorée (39). Une partie de la production de maïs et d'haricot commence à être commercialisée.

39. KABERRY (Ph.), 1959, p. 15.

En 1972-73, le recensement agricole permet d'esquisser un nouveau tableau de l'activité agricole des femmes Nso. Le maïs reste leur production de base mais les surfaces moyennes sont moindres qu'en 1959 : 30 ares par femme travaillant seule. Le petit mil a définitivement disparu ; le sorgho ne se maintient, en petits lopins, qu'aux villages d'Oku et de Noni (Din). En revanche, le manioc, jamais mentionné par Ph. KABERRY, prend une place non négligeable dans les exploitations : 10 ares en moyenne par cultivatrice. Il est surtout adopté dans les secteurs les plus densément peuplés et cultivés en permanence : environs de Kumbo et de Nkar, au centre des plateaux. Il en est de même du macabo. Cultures de sols peu fertiles, manioc et macabo jouent le rôle de plantes de sécurité.

En 1948, Ph. KABERRY évaluait que chaque cultivatrice disposait de 30 ares en jachère. Déjà, les périodes de jachère étaient presque toujours trop courtes pour assurer une bonne reconstitution du sol. Dix ans plus tard, les mises en repos des parcelles se sont raccourcies et l'auteur estime que la dégradation des sols devient un sérieux problème aux environs de Kumbo.

Les cultivatrices se sont adaptées à ce nouveau contexte en accordant une plus grande place au manioc. Le recensement de 1972 ne signale plus qu'exceptionnellement la présence de jachères au centre des plateaux Nso. S'agit-il d'oublis de la part des enquêteurs ? Peut-être, mais le manioc occupe désormais les terres autrefois laissées en jachère. Ce tubercule intervient en fin de cycle cultural, après plusieurs années de céréales. L'insertion du manioc dans la gamme des cultures n'exprime pas seulement une baisse du potentiel des sols mais également une utilisation agricole devenue permanente. Les changements dans la gamme des plantes cultivées témoignent d'une agriculture plus intensive. Par manque d'espace, le système se "tend" et perd son équilibre ancien.

L'intérêt des travaux de Ph. KABERRY tient aux statistiques qui accompagnent l'analyse de l'ancien système de culture des Nso. L'auteur estime que les terrains alloués aux troupeaux sur Nso doivent être revus en diminution. L'une des raisons invoquée concerne les changements survenus, entre 1948 et 59, dans le système de culture. Ils se traduisent par une extension des surfaces cultivées.

En 1948, l'enquête sur une vingtaine d'exploitations, près de Kumbo, aboutit aux résultats suivants. Chaque femme, travaillant seule, cultive en moyenne 1,29 acre, soit 51,6 ares. Avec l'aide d'une ou deux personnes, la moyenne par cultivatrice passe à 52,8 puis 56,4 ares. Globalement, chaque épouse cultive 53,6 ares en culture manuelle. Or, dix ans plus tard, l'auteur estime que les surfaces par cultivatrice se sont étendues à 80 ares et même davantage, lorsque la terre ne manque pas. Cependant, ces chiffres semblent avancés sans l'appui d'un corps de mesures comparable à celui de 1948.

Ph. KABERRY rend compte de l'extension des cultures féminines par la volonté de chaque épouse de produire suffisamment pour couvrir les besoins de sa famille et par une amélioration des conditions de vie, à la fin de la période coloniale. En tenant compte de l'augmentation de la population survenue entre-temps, les superficies mises en culture se sont considérablement accrues, ce qui explique les demandes répétées pour soustraire des terrains à l'élevage.

Le repère de 1972.

L'extension des cultures vivrières s'est-elle poursuivie après 1959 ? Le recensement agricole de 1972 offre un autre repère statistique relativement fiable. Afin de rester dans le même contexte agricole qu'en 1948, seuls les villages enquêtés sur les hauts plateaux Nso sont retenus. La documentation concerne 80 exploitations, réparties en une vingtaine de villages. Les catégories de Ph. KABERRY sont reprises en compte : cultivatrice seule, assistée d'une ou de deux aides.

Tabl. 81 : *Superficies moyennes cultivées par les femmes Nso en 1948 et 1972 (en ares)*

	1948	1972 cultures vivrières seules	1972 cult. vivr. avec cult. sous caféiers
1 cultivatrice seule	**51,6**	**61,3**	**77,8**
1 cultivatrice avec 1 aide	105,6	79,1	85,8
moyenne par femme	**52,8**	**39,5**	**42,9**
1 cultivatrice avec 2 aides	170,0	103,4	108,0
moyenne par femme	**56,4**	**34,4**	**36,0**

En 25 ans, la surface moyenne cultivée par une femme seule s'est légèrement agrandie, beaucoup moins cependant que les estimations avancées en 1959. Au fur et à mesure que les femmes actives deviennent plus nombreuses dans chaque famille, l'exploitation s'agrandit mais la moyenne par femme diminue. En 1948, la tendance était inverse. La moyenne des cultures vivrières n'atteint plus que 52,2 ares par femme, moins qu'en 1948. Les disponibilités en terres cultivables ne suffisent plus pour satisfaire les besoins agricoles des femmes.

En fait, les données de 1972 ne peuvent se comparer tout à fait à celles de 1948, la structure de l'exploitation n'étant plus la même. En 1948, elle est simple, chaque femme étant seule responsable de ses parcelles. En 1972, la présence des caféières complique les attributions de parcelles. L'affectation systématique, par les agents recenseurs, des parcelles en café au chef de famille, simplifie une situation complexe. Sous les caféières, la femme entreprend des cultures vivrières variées : maïs, haricot, arachide, manioc. Deux agricultures et deux attributions se superposent. Le tout s'enchevêtre. Il devient difficile de déterminer la surface qui revient au mari et à l'épouse. Ne tenir compte que des parcelles qui portent des cultures vivrières aboutit à réduire les surfaces effectives cultivées par les femmes.

Les recenseurs ont parfois relevé les associations culturales sous les caféiers, mais pas toujours. Il semble que le premier passage soit survenu en août, car le maïs venait d'être récolté, tandis que les haricots étaient à peine semés. Lorsqu'un second passage est intervenu plus tard, l'association : caféiers du chef de famille - haricots de l'épouse, est notée presque partout. Comme le recensement est basé sur le premier passage, en milieu de saison des pluies, les cultures féminines sous les caféiers sont largement inférieures à la réalité.

A partir des indications relevées lors du second passage, il est vraisemblable d'attribuer aux cultures féminines soit la moitié, le tiers ou le quart de l'étendue de

la caféière. Les superficies moyennes par cultivatrice en sont réévaluées. Malgré tout, la présence de filles qui aident leur mère dans les travaux agricoles ne se traduit plus par un net agrandissement de l'exploitation. Les unes et les autres pourraient cultiver davantage. Lorsque la main-d'oeuvre féminine devient nombreuse, elle reste sous-employée. Le lignage ne dispose plus suffisamment de terres libres pour en attribuer à toutes les cultivatrices. L'espace agricole des Nso est "saturé".

En quelques décennies, la part des cultures vivrières dans les exploitations sur les plateaux se serait réduite : les femmes manquent de terres à cultiver. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la pression sur les pâturages s'accentue et que les femmes soient les plus hostiles aux éleveurs.

Hiérarchie sociale et cultures "vivrières". A mesure que la culture caféière devient moins fiable comme culture de rente, les productions vivrières jouent un nouveau rôle. Les femmes développent les lopins en pomme de terre pour obtenir des revenus, de même qu'elles se mettent à vendre du maïs. Défaillants pour couvrir les dépenses indispensables du ménage (frais d'"écolage", achats de vêtements), les hommes deviennent plus dépendants de l'activité agricole de leurs épouses. Plus seulement vivrières, les cultures assurées par les femmes redeviennent le pivot des exploitations.

Le dynamisme et l'ouverture sur le marché des cultures féminines ne se généralisent pas à toute la société paysanne. C'est ce que montre un tableau de la société Nso (40). A la fin des années soixante-dix, la minorité des "Big Men" (notables traditionnels et nouveaux riches) ne s'intéresse qu'à ses plantations de café relativement grandes. Leurs épouses disposent de parcelles en culture vivrières qu'elles travaillent avec l'aide de femmes pauvres. Mais elles ne ressentent pas le besoin de cultiver pour vendre. A l'autre extrême de l'échelle sociale, la majorité des femmes de villageois ne cultive que pour assurer l'alimentation familiale. Elles dépendent plus qu'autrefois de groupes d'entr'aide féminine et d'épargne collective pour assurer des besoins monétaires urgents (frais de santé et d'"écolage"). Insérées dans les obligations de ces groupes, elles ne disposent pas de temps ni de champs pour cultiver du maïs destiné à la vente.

40. D'après E.M. CHIVER (1986) qui s'appuie sur les travaux de M. GOHEEN (in LEWIS, J.van D., 1980, "Agricultural marketing in the North-West Province, United Republic of Cameroon").

L'ouverture des productions vivrières sur le marché est le fait d'un groupe intermédiaire de villageois qui se qualifient eux-mêmes "progessive farmers". Les hommes se disent "farmers" mais ils ont souvent une autre activité : fonctionnaires subalternes et employés, petits commerçants. L'exploitation agricole est surtout travaillée par leurs femmes. Anciens scolarisés liés aux missions catholiques ou presbytériennes, ces villageois sont ouverts au progrès et participent parfois eux-mêmes aux travaux agricoles. C'est parmi leurs épouses que se trouvent les cultivatrices prêtes à vendre du maïs pour disposer de revenus personnels. Ayant été elles-mêmes scolarisées, elles sont conscientes de leur force sociale et prennent des initiatives d'extensions agricoles contre les pâturages.

La différenciation sociale croissante des paysanneries de plateaux se traduit par l'émergence d'un groupe de cultivatrices dynamiques. Assumant un rôle économique de plus en plus important dans les revenus des ménages, elles ne sont plus seulement les "nourricières" de leurs gens. Désireuses d'étendre leurs cultures, ces "paysannes modernes" se heurtent le plus souvent aux éleveurs.

Les pertes en pâturages. De même que l'expansion du café s'est traduite par une restriction des pâturages, ceux-ci reculent devant la poussée des cultures vivrières féminines. Quel est le préjudice subi par les éleveurs, en espace pastoral et en équivalents de bovins ?

En se référant aux Nso, la dynamique des cultures vivrières, des années cinquante à 1972, ne proviendrait pas d'un élargissement des parcelles féminines mais plutôt de l'augmentation de la population active. En 1976, le recensement démographique a dénombré 119.100 cultivatrices au Bamenda, soit 13 % de la population totale, une proportion qui semble quelque peu sous-évaluée. Si chacune se trouve à la tête de 52,2 ares en cultures vivrières (moyenne obtenue chez les Nso, à partir du recensement agricole de 1972), l'ensemble des cultivatrices utilise 62.200 ha.

En 1953, admettons que les cultivatrices représentent au moins 15 % de la population totale, soit 64.300 femmes. A partir d'une moyenne de 53,3 ares par femme (cultures féminines mesurées en 1948 chez les Nso), cela correspond à 34.500 ha en cultures vivrières. En une vingtaine d'années, celles-ci se seraient donc étendues de 27.700 ha. Il s'agit, pour une part, d'anciennes jachères ou bien, localement, de forêts montagnardes défrichées, mais surtout d'anciens pâturages. En adoptant la charge moyenne en saison des pluies (1 bovin/2,5 ha), les cultures vivrières féminines se sont étendues au détriment d'au moins 10.000 têtes de bétail, par le seul effet de l'accroissement démographique.

Cette réduction d'espace pâturable s'ajoute à l'emprise des plantations caféières : moins 10.000 bovins de 1950 à 61 et moins 10.500 de 1961 à 69. En deux décennies, l'extension des terres cultivées se serait donc traduite, au total, par la perte de pâturages pour plus de 30.000 bovins. Bien qu'elle ne prétende pas à une grande précision, l'évaluation offre un ordre de grandeur de la pression agricole sur l'espace pastoral. Si, entre-temps, le cheptel a quand même progressé, c'est en se déployant à des altitudes plus basses. Le transfert des Djafoun à moins de 1.500 mètres ne tient pas seulement à l'épuisement des pâturages de hauts plateaux mais également à l'avance du "front" des cultures.

Exemple de mesure d'occupation du sol

Qu'il s'agisse de plantations caféières ou de cultures vivrières, toute extension agricole sur les plateaux ne s'effectue-t-elle pas aux dépens des pâturages ? La réduction de l'espace pastoral apparaît inévitable, par suite de l'absence d'autres terrains disponibles. C'est ce que tend à démontrer une investigation menée par des pédologues, au nord de Ndop (41). Ce genre de démonstration s'impose souvent de façon irréfutable, à la fois par sa méthode et ses résultats.

41. HUMBEL (F.X.) et BARBERY (J.), 1972, "Notice explicative ; cartes pédologiques et d'aptitudes culturales à 1/50.000, Nkambe 1b et 2a", p. 30-31.

Une bande d'espace, du haut plateau à la plaine de Ndop.

L'étude concerne une grande bande de terrain, de 9 km de large sur 55 de long (fig. 198). Elle s'étend du col de Sabga juqu'au plateau de Jakiri, en prenant en écharpe plusieurs appendices de la plaine de Ndop (Babungo, Chingo, Babessi). En contrebas des abrupts de trachytes ou de basaltes, des glacis de piémont s'inclinent en pente

douce vers la plaine. Sur ce contact s'alignent de grandes bourgades rurales : Babungo (10.130 habitants en 1976), Babessi (11.700 habitants), Mbokidja et Wasi (1.700 habitants).

Les terroirs s'étendent sur sols colluvionnaires. Les abrupts voisins, roches volcaniques ou granito-gneiss, ont fourni les matériaux. Lorsque les débris sont surtout de nature basaltique, les sols sur colluvions s'avèrent plus fertiles et moins encombrés de sables grossiers. Les sols de hauts glacis, à bon drainage mais risques d'assèchement des horizons supérieurs, passent par transitions à des sols de bas glacis, moins poreux mais déjà marqués par des traces d'hydromorphie. Même si leur fertilité reste moyenne, les sols de glacis bénéficient de bonnes qualités physiques : ils sont plus faciles à travailler que les sols lourds de plaine. La houe ne heurte pas de cailloux et la nappe phréatique, peu profonde, humidifie l'horizon du chevelu racinaire. Les qualités pédologiques de l'auréole de colluvions, plaquée en bas des abrupts de massifs et de plateaux, ont incité les cultivateurs à s'installer en bordure de plaine.

Au contraire, les hauts plateaux ne sont peuplés que sur basaltes (Jakiri). Les reliefs accidentés sur trachytes portent un village, Baba (1.440 habitants) mais qui se vide, au profit du piémont. Dômes et épaulements trachytiques sont parcourus par les troupeaux d'éleveurs que les pédologues estiment « à quelques Fulani » seulement (42). Certes, les éleveurs sont loin de constituer une population équivalente à celle des villageois en la bordure de la plaine mais ils s'entourent de grands troupeaux. La bande de terrain porte environ 15.000 têtes de bétail. Sans que les hauteurs soient définitivement accaparées, du moins ne sont-elles pas vides. De plus, la répartition des terres agricoles et des pâturages dénote une bonne adaptation à l'altitude et aux sols.

42. idem, p. 37

Le bilan : un manque d'espace libre. Les pédologues entreprennent un inventaire de l'occupation du sol, étude originale pour une notice de carte pédologique. Les secteurs agricoles sont abordés par une cartographie des principaux types de végétation à deux dates différentes : 1965 et 70. Ils incluent les cultures effectives et les jachères. D'une carte à l'autre, les auteurs remarquent que les superficies culturales restent sensiblement équivalentes (43). Simplement, les terrains cultivés en 1965 sont retournés en jachère et réciproquement. Cela caractérise un système de culture encore extensif. En 1963, M.J.A. BROUWERS (44) relevait, à Ndop, 4 à 5 ans de culture pour chaque parcelle, suivis de 4 à 6 ans de jachère. Mais la carte de 1970 signale de nombreux endroits plantés en caféières, presque toujours associées à des cultures vivrières.

43. Il est probable qu'un délai de 5 ans est trop bref pour identifier des extensions de terroirs à petite échelle (1/200.000).

44. BROUWERS (M.J.A.), 1963, "Report of expert".

Bien qu'une extension des terres agricoles ne soit pas perceptible en 5 ans, une évolution en ce sens semble prévisible. Où les cultivateurs trouveront-ils de nouvelles terres ? Les auteurs apportent une réponse en faisant le décompte des autres formes d'utilisation du sol.

Les prairies d'altitude s'étendent sur 24 % de la zone étudiée. Mais 9 % juxtaposent prairies et galeries forestières. L'élevage disposerait donc d'un peu plus de 20 %. A l'autre terme altitudinal, savanes et forêts inondées de la plaine de Ndop couvrent 6 %. Les auteurs n'envisagent pas de mise en valeur des sols engorgés d'eau, bien que certains servent déjà de pâturages de saison sèche. S'ajoutent enfin des secteurs ni agricoles ni pastoraux : une forêt montagnarde, une petite réserve forestière, des stations d'essais et des lotissements, le tout ne comptant que pour 3 %.

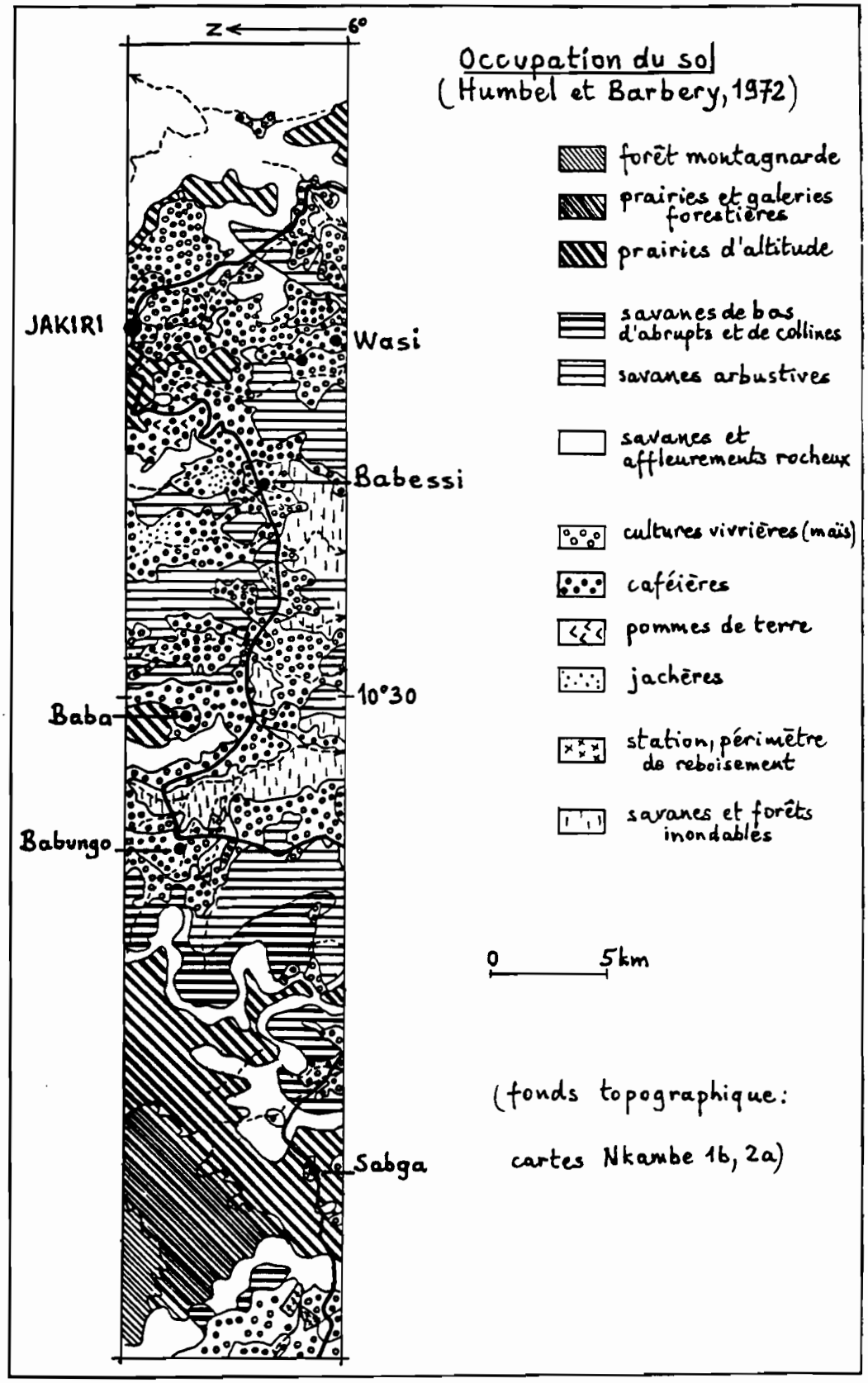


Fig. 198 : ***Une bande d'occupation du sol, en 1970***

En additionnant tous ces postes, il existe 37 % de terrains théoriquement libres. Mais les auteurs posent tout de suite que 31 % d'entre eux, à relief trop accidenté, ne peuvent être immédiatement cultivables. Conclusion des pédologues : « c'est donc principalement aux dépens des prairies d'altitude, actuellement réservées au pâturage, que des terres cultivables pourraient être récupérées, si le besoin s'en faisait sentir » (45).

45. HUMBEL (F.X.) et BARBERY (J.), 1972, p. 31.

En conséquence, une affectation agricole est proposée pour presque toutes les prairies d'altitude : celles sur basaltes du haut plateau de Jakiri et une grande partie de celles sur trachytes, dès que la pente est assez faible pour ne pas entraîner de menaces érosives (fig. 199). « Le plateau de Bamenda-Oku, actuellement utilisé en pâturage extensif, présente de nombreux terrains peu déclives qui pourraient convenir à différentes cultures, aux cultures arbustives par exemple » (46). Le théier risquant de souffrir de gelées au-dessus de 2.000 mètres, les pédologues proposent d'implanter des caféières. Un diagnostic scientifique aboutit à légitimer des annexions de pâturages.

46. idem, p. 136.

Limites de la méthode. Malgré la rigueur statistique de la démonstration, celle-ci reste quelque peu artificielle. Un terroir s'étale de façon progressive, en "absorbant" d'abord les terrains les plus proches. Il n'est pas évident que les terroirs de piémont se dédoublent au profit d'annexes, en caféières qui seraient portées à 2.000 mètres d'altitude. Inversement, les pédologues laisseraient en pâturages la plupart des savanes sur les dernières pentes d'abrupts, pourtant contiguës aux terroirs. Au contraire, il est probable que les prochaines extensions agricoles se feront aux dépens de ces savanes, même en modelé accidenté.

En termes d'aménagement de l'espace, les propositions des pédologues ne "tiennent" guère mieux. Actuellement, les troupeaux sont repoussés sur les hauteurs la plus grande partie de l'année, tandis que les terroirs s'étendent en contrebas. Un étagement des deux activités restreint les affrontements. Si les suggestions étaient appliquées, elles effaceraient la séparation par l'altitude des cultures et des pâturages. Dès lors, les deux activités s'imbriqueraient et la complexité de leurs contacts exacerberait les conflits.

Pourtant, il est indéniable que des lopins en caféiers ou cultures vivrières commencent à "miter" les prairies sur trachytes de Ndawara. Mais ces intrusions en altitude proviennent très peu des gens de Babungo. Les limites de la chefferie débordent à peine sur les hauteurs. Or, les initiatives agricoles se prennent, de préférence, dans le cadre de la chefferie. Les demandeurs de terre répugnent à requérir des autorisations de cultiver devant un autre chef que le leur. L'espace agraire ne se prête pas, de façon fluide, à des phénomènes de "décompression" et de transfert, en fonction des seuls critères d'aptitudes des sols. La grande autonomie des chefferies au Bamenda contribue à cloisonner les cellules territoriales, si bien que le bilan de l'occupation du sol devrait être conduit au sein de chaque chefferie et non dans l'espace neutre d'un cadre géométrique.

En fait, quelques années après l'essai de perspective d'occupation du sol, les villageois de Ndop sont engagés dans une nouvelle culture : le riz

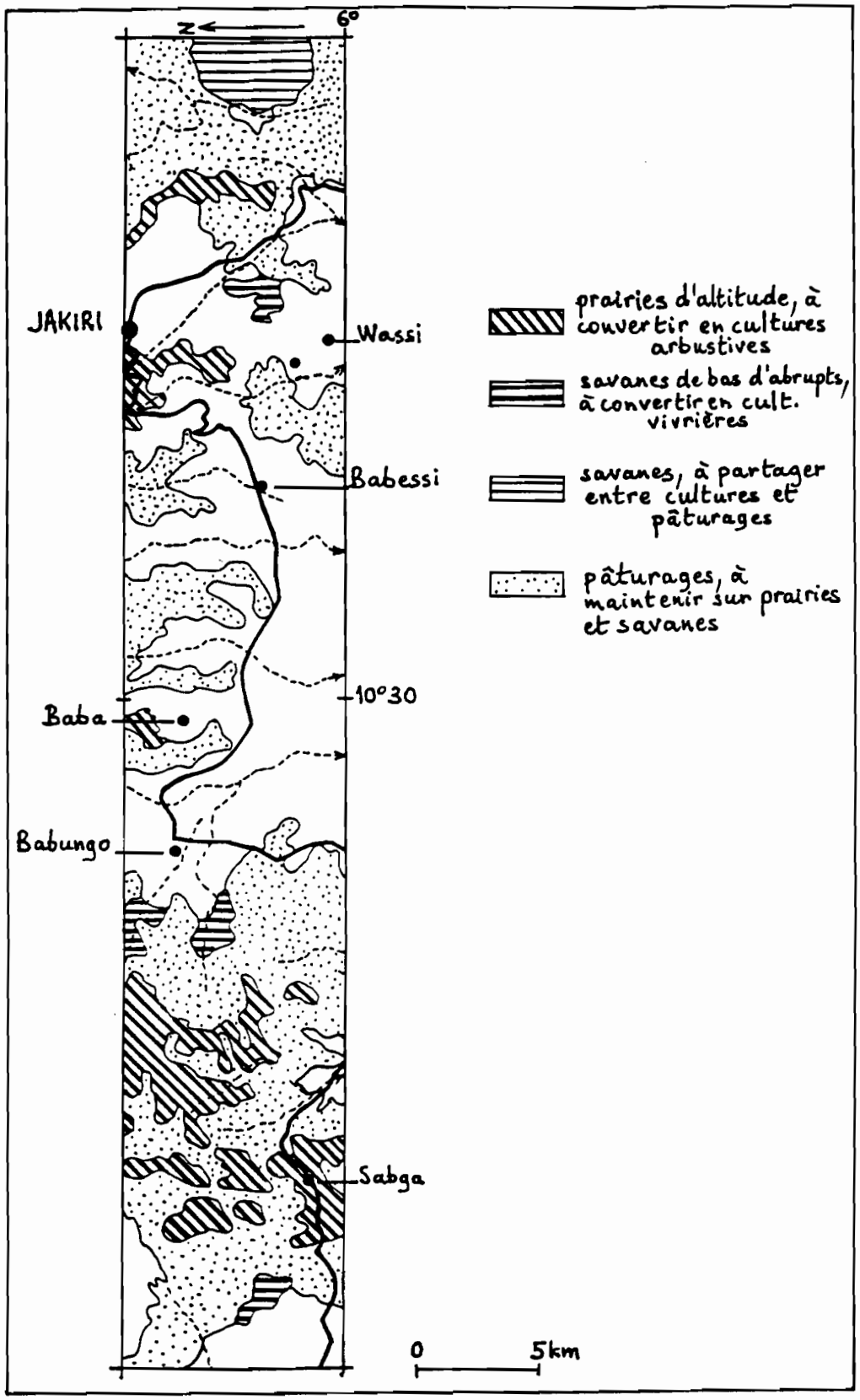


Fig. 199 : ***Propositions pédologiques d'affectation de pâturages, en 1972***

inondé. La poussée agricole principale ne s'oriente plus vers les hauteurs voisines mais en direction de la plaine alluviale. L'élevage n'en sort pas pour autant indemne : la plupart des rizières prennent la place d'anciens pâturages de saison sèche. Quelles que soient les initiatives agricoles, elles affectent les éleveurs. Or, ces initiatives ont tendance à se multiplier.

Multiplication des atteintes aux pâturages

A partir des années soixante-dix, la dynamique agricole suscitée par le café se ralentit, tandis que les cultures vivrières bénéficient d'une montée rapide des prix. C'est surtout le cas du *maïs*.

En 1975, le sac de 80 kg de maïs coûte 1.000 francs à Kumbo et 1.500 aux environs de Bamenda. En 1986, il se négocie à 10.000 francs près de Bamenda. Des marchands citadins ne cessent de solliciter les cultivateurs. Dès lors, les hommes eux-mêmes s'adonnent à une culture du maïs pour la vente. A nouveau, ils accaparent les parcelles les plus proches des habitations, repoussant les femmes vers des lopins plus éloignés où elles mènent de front : maïs, bananes plantain, haricots, macabos, ignames et pommes de terre. De riches villageois n'hésitent plus à recourir à une main-d'oeuvre salariée pour accomplir les sarclages. En 1986, un habitant de Big Babanki dépense 58.000 francs pour sarcler 3 ha en maïs. Mais il est assuré de gagner beaucoup d'argent : « *now, I sale most of the food to get money.* »

Un nouveau type d'agriculture commerciale se constitue, à côté des activités agricoles féminines. De façon encore plus originale, l'effondrement des revenus procurés par le café est compensé, en quelques secteurs, par un essor de l'agro-foresterie, autour de *l'eucalyptus*.

La plantation d'eucalyptus suscite un véritable engouement des hommes sur les hauts plateaux, surtout chez les Nso. Diffusé autrefois pour les besoins de clôtures ou l'établissement de petites "fuel plantations" villageoises, l'eucalyptus tend à faire l'objet d'une véritable agro-foresterie, privée et orientée vers la vente. L'arbre présente l'avantage d'une croissance rapide. Les troncs trouvent facilement preneur auprès de la SONEL (Société nationale d'électricité) pour la confection de poteaux électriques. Au prix moyen de 1.000 francs le pied de 5 à 6 ans, une plantation d'eucalyptus devient lucrative. De plus, elle n'exige aucun entretien. C'est une véritable rente que se constituent des villageois. L'intérêt pour l'arbre rappelle une vieille tradition de bûcheronnage chez les hommes. Les nouveaux boisements répondent également à une demande locale en bois de construction et de chauffage, accentuée par la destruction des forêts montagnardes (forêt d'Oku).

La faveur récente dont jouit cet arbre introduit à l'époque coloniale est comparable, toutes proportions gardées, à certaines hautes terres malgaches (47). De la même façon que dans l'est de l'Imerina, les boisements villageois ne donnent pas souvent de belles futaies mais plutôt des taillis exploités rapidement pour la fourniture de perches. Il n'est pas certain que l'eucalyptus joue le même rôle de signe foncier qu'à Madagascar mais son intérêt comme bois de cuisine est certain.

La plantation d'eucalyptus ne semble pas aussi menaçante pour les éleveurs que les progrès de la culture du maïs. Pourtant, cette nouvelle spéculation les inquiète. S'il ne s'oppose pas à la pénétration du bétail, un boisement d'eucalyptus étouffe le couvert herbacé sous-jacent. Surtout,

47. RAKOTO RAMIARANTSOA (H.), 1991, "La dynamique des paysages sur les hautes terres centrales malgaches et leur bordure orientale", p. 274 et suiv.
Au Bamiléké, le service des Eaux et Forêts a également encouragé récemment des reboisements en eucalyptus. Après une euphorie initiale pour un arbre qui procure des rentrées d'argent, les Bamiléké se sont rendus compte de ses inconvénients pour les cultures proches. Quant aux reboisements effectués par les forestiers, ils ont « stérilisé » une partie des derniers pâturages du Bamiléké, notamment sur le massif de Bana (TCHAWA, P., 1991, "Dynamique des paysages sur la retombée méridionale des hauts plateaux de l'Ouest-Cameroun").

l'arbre manifeste des besoins en eau considérables. Des boisements généralisés ont pour effet d'assècher les nappes phréatiques, même en climat humide. Les éleveurs au nord de Kumbo se plaignent déjà du tarissement de petits cours d'eau et de difficultés pour abreuver le bétail en saison sèche. Par ailleurs, les bovins ne consomment jamais les feuilles d'eucalyptus, véritable carton végétal. Le danger pastoral est donc bien réel, à telle enseigne qu'en 1986, les Mbororo de Nso le placent en priorité. ***Be teeti ladde bee forest fursigal*** *: « ils (les villageois) accaparent la brousse avec les plantations d'eucalyptus. »*

Les empiètements agricoles ou forestiers s'accentuent à l'encontre des pâturages, notamment en altitude. A ces initiatives spontanées s'en ajoutent d'autres, qui relèvent de grands projets agricoles. Il s'agit d'abord de la culture du thé, devenue une spécialité de ces hautes terres.

Dès sa création en 1958, le "Ndu Tea Estate" cherche à s'étendre sur de vastes superficies, au sud, en territoire nso. La tentative n'a pas réussi, non par suite de l'opposition des Mbororo qui occupaient les terrains visés, mais de celle des villageois qui entendaient développer leurs cultures vivrières ou caféières. Seuls, les chefs de village, relayés par le "Local Council" et le ***Fon*** des Nso, ont pu circonvenir la mainmise de la grande plantation sur des pâturages.

D'autres projets de plantations théicoles ont également visé des pâturages d'altitude. Celui de Santa fut rapidement abandonné mais une plantation est créée, en 1976, à Djutitsa, sur l'ancien domaine de la Compagnie Pastorale, vendu à l'Etat. En 1983, des essais de thé sont entrepris aux environs de Nkambe, semant l'inquiétude parmi les éleveurs. En 1986, les beaux feuillages des arbustes attestent les possibilités de la culture théière. Une autre grande plantation sera-t-elle décidée, évinçant des milliers de têtes de bétail ?

Au début des années quatre-vingt, une nouvelle culture mobilise plusieurs villages aux environs de Kumbo : *le blé* (48).

Cette culture avait déjà fait l'objet d'une introduction chez les Nso par le service de l'agriculture à l'époque coloniale, en 1954. Mais l'essai avait tourné court pour des raisons agronomiques et par suite de la disparition de soutien technique, au moment de l'Indépendance (49). La ré-introduction du blé tient à l'initiative d'un villageois qui se procure des semences à Ngaoundéré, à l'occasion du Comice Agro-Pastoral de 1974. Cette fois encore, l'amorce de la culture se produit dans le même village : Nse, au nord de Kumbo, à 1.900 mètres d'altitude. Ce sont précisément ces villageois qui avaient refusé une extension de la plantation théière de Ndu.

Des terrains sont disponibles, bien que déjà pâturés par des troupeaux. La culture du blé à haute altitude exige un véritable apprentissage. Les premières années, les semis sont effectués en début de saison des pluies (mars-avril), mais les récoltes en juillet souffrent des pluies et manquent de soleil après la coupe. La station agronomique de Bambui conseille des semis tardifs (août-septembre) et d'autres variétés.

La nouvelle culture se développe à partir de 1978-79, lorsque la "Nso Area Cooperative" s'y intéresse. En 1978, 60 villageois s'engagent à cultiver du blé, dans le cadre de groupements. En 1979, la coopérative met gracieusement un tracteur à la disposition des cultivateurs pour le labour et le hersage. Chaque ensemble de

48. MARIEN (A.) et VINCENT (B.), 1985, "Substitution aux importations alimentaires et dépendance alimentaire : la filière blé au Cameroun".

49. Le chef de Nse qui avait entrepris cette culture aurait été découragé par les dégâts commis par des troupeaux (KABERRY (Ph.), 1959, p. 10). Il s'agit de blé tendre, à farine panifiable, contrairement aux variétés de blé dur, parfois cultivées en zone sahélienne.

parcelles couvre 2 à 5 ha labourés, partagés ensuite entre 20 à 30 cultivateurs qui assurent les autres travaux. La coopérative achète toute la production et se charge de la commercialiser.

De Nse, la nouvelle culture se diffuse auprès des villages au nord de Kumbo : 80 ha sont emblavés en 1980 et les espoirs portent sur 100 ha en 1981. Afin de ne plus dépendre des services d'un tracteur souvent défaillant, un programme de culture attelée est lancé, auprès de jeunes cultivateurs. Un attelage élargit la parcelle de blé de chaque exploitant à 1,5-2 ha en 1982. La nouvelle culture en paysannat semble bien amorcée. « Farmers in the area have demonstrated a strong desire to grow the crop » (50). Dans l'euphorie des premiers succès, la diffusion est envisagée au Donga-Mantung, sous l'égide d'une "Wheat Development Authority" (51).

Dès le lancement de la culture du blé, des besoins en terres cultivables se manifestent. Ils sont plus ou moins satisfaits, selon les villages, par la donation de terrains, décidée par des chefs de lignage ou de sous-lignage. « The Nseh group is being very proud of an unestimated area donated to them by one of the indigenous landlord » (52). Mais ces allocations de terrains se font aux dépens d'éleveurs, en particulier de villageois, nombreux à posséder du bétail dans ce secteur. Le labour au tracteur conduit à délimiter des blocs de culture taillés dans les pâturages les plus proches.

Quand des espaces libres font défaut ou ne sont pas accordés, les cultivateurs introduisent le blé en culture d'arrière-saison, après la récolte du maïs. Mais, sans apport d'engrais, la double culture devient épuisante pour les sols. Récolté en décembre-janvier, le blé est encore sur pied à la fin de la saison des pluies, au risque de subir des dégâts par le bétail. Les parcelles ne sont pas toujours encloses, bien qu'elles jouxtent des pâturages. Dès les débuts de la nouvelle culture, des conflits surgissent avec les propriétaires de bétail, notamment à Nse.

Très vite, les ambitions foncières des cultivateurs de blé dressent contre eux les villageois qui possèdent du bétail. Finalement, cette opposition réussit à contrecarrer la culture du blé à partir de 1983. Quelques années plus tard, elle est pratiquement abandonnée.

Si la culture du blé a échoué provisoirement, faute de soutien des pouvoirs publics, cela ne veut pas dire que les initiatives agricoles ne reçoivent pas d'aide. Au Bamenda, elle s'oriente surtout en faveur des programmes d'installation de cultivateurs. Motivées par la lutte contre l'exode rural et le chômage, ou l'amélioration des techniques agricoles, plusieurs opérations de formation et d'installation de jeunes se sont succédées. Chaque fois, elles se traduisent par l'amputation de pâturages.

Dès l'époque coloniale, le département de l'agriculture crée des "group farming schemes", à Ndu et à Babungo. Après formation, chaque jeune reçoit un terrain, du bétail et une habitation (53). Après l'Indépendance, cette pédagogie du développement agricole est reprise par la puissante église presbytérienne, à travers le "Rural Training Center" de Mfonta. En 10 ans, de 1971 à 1980, le centre forme 244 candidats, installés ensuite comme "small farmers" (54).

A la même époque, la WADA (Wum Area Development Agency) oriente son intervention vers la culture attelée. Des candidats sont initiés à cette technique puis retournent chez eux, nantis d'un crédit pour s'équiper d'un attelage. Dès leur

50. AYUK-TAKEM (J.A.), 1983, "I.R.A. Bambui Station : Annual Report", p. 44

51. AYUK-TAKEM (J.A.), "Brief report of trip... to visit Bui wheat farmers".

52. Nso Area Cooperative, 1978, "Cultivation of wheat at Nkum Area".

53. Bamenda Province, 1952.

54. NEBASINA (E.N.), 1981, "Integrated rural development for small farmers".

installation, les premiers cultivateurs équipés de boeufs et de charrue abandonnent la rotation qui leur est prescrite (il est vrai qu'elle réservait une place secondaire au maïs...). Ils mettent en culture la portion de jachère prévue dans les 2 ha qui leur sont alloués et envisagent tous d'étendre leur exploitation. La culture attelée entraîne, comme premier effet, une extension (et une extensification ?) des cultures (55). A partir de 1980, les nouveaux cultivateurs installés par la WADA appliquent le "Bamenda-Modell" : culture permanente avec les boeufs, grâce à l'enrichissement du sol par du fumier, des résidus agricoles et des engrais (56). Les hommes sont mobilisés dans les travaux agricoles, tandis que des femmes sont initiées à la culture attelée...

Toutes ces initiatives impliquent l'octroi de terrains, saisis sur des pâturages. Dès 1952, l'administrateur de Bamenda mettait l'accent sur cette conséquence inévitable d'une politique agricole : « such schemes... will lead to more and more land being required. This in its turn would reduce the area available for grazing by Fulani » (57).

A côté des programmes d'amélioration des techniques agricoles, des opérations d'installation de cultivateurs concourent à l'extension des cultures. A l'époque du Cameroun Occidental, des "resettlement areas" sont décidées par les "councils". Les administrations locales décrètent qu'un secteur de pâturages est attribué à des cultivateurs. Le principe est issu des regroupements d'habitat opérés au Bamiléké, à la suite des troubles de l'Indépendance. Les autorités locales au Bamenda ont adopté cette politique pour légaliser des extensions de cultures.

Au cours des années soixante-dix, la WADA se lance dans un programme de développement agricole par des labours au tracteur. Des jeunes cultivateurs demandent une aide ; ils délimitent les terres à labourer et versent une indemnité symbolique à l'organisme. Les nouvelles parcelles sont prises sur des pâturages. Même des Akou engagent les "tractoristes" de la WADA pour cultiver du maïs. Pourtant, ils sont les premières victimes de cette culture assistée. Mais pas les seuls : les cultivatrices se plaignent également des jeunes, véritables accapareurs des meilleures terres. « *They are grapping all the land,* » accusent les femmes de We.

Récemment, les installations collectives sur d'anciens pâturages profitent à de "Young Farmers". Les "settlement schemes" sont encadrés par la MIDENO (Mission de Développement du Nord-Ouest) qui fournit une assistance technique en semences et outillage agricole.

La province du Nord-Ouest ayant paru négligée après la réunification du Cameroun, l'administration lance plusieurs actions de développement, au cours des années quatre-vingt. Face à toutes ces aides agricoles, les éleveurs ont conscience d'être abandonnés. Après avoir suscité beaucoup d'intérêt, les prêts du FONADER (Fonds National de Développement rural) ont déçu nombre de candidats. ***Haande, min on, min Don Baawo :*** « *aujourd'hui, nous autres, nous sommes laissés derrière,* » se lamentent les Mbororo.

Les agents du service de l'Agriculture manifestent une attitude ouvertement hostile aux éleveurs. ***Agric vallataa na'i sam :*** « *le service de l'Agriculture n'aide pas du tout les vaches (l'élevage).* » A la compétition entre éleveurs et cultivateurs s'ajoute une rivalité entre les services techniques. Faut-il préciser qu'elle ne date pas d'aujourd'hui ?

55. F.I.A., 1977, "Possibilities of the introduction of draught animals in the North West Province of the United Republic of Cameroon".
56. PRINZ (D.) et RAUCH (F.), 1985, "Das Bamenda-Modell".
57. Resident Officer, Bamenda Province to the Civil Secretary, Eastern Province, Enugu, 7/8/1952 : "Fulani settlement".

Dès l'époque coloniale, des responsables agricoles prenaient des positions hostiles aux éleveurs : « the Director of Agriculture expressed the belief that eventually, a long time hence, the Fulani would be squeezed out of existence, as far as this Province was concerned » (57). En 1952, cette menace tenait encore du paradoxe. Trente ans plus tard, elle relève du vraisemblable.

57. Bamenda, 1952.

Dans le contexte d'un espace utile "fini", la concurrence entre les cultures et l'élevage devient de plus en plus vive. Le chef mbororo de Sabga résume l'encombrement des hauts plateaux. ***Mbororo yiDi waDugo na'i, jooDa. KamBe, Garafi, Be yiDi waDugo ngesa ; Be yiDi waDugo na'i boo ; huundefuu, Be yiDi waDugo. Ammaa lesdi walaa, lesdi famdi :*** *« les Mbororo veulent avoir du bétail et se fixer. Quant aux autochtones, ils veulent des champs ; ils veulent également avoir des vaches ; ils veulent tout faire ; mais il n'y a pas de place, le pays est petit. »*

Les hautes terres volcaniques, les plus prisées, ne présentent pas de spécificité d'occupation bien affirmée. Elles conviennent à une large gamme de cultures, aussi bien qu'à de bons pâturages. Une étude de l'occupation du sol, effectuée au début des années soixante, reconnaissait les difficultés de proposer un nouvel aménagement des terres (58). Elle constatait que les possibilités naturelles du Bamenda étaient exploitées de façon rationnelle. A la fois les cultures et les pâturages se concentrent sur les meilleures terres. Dès lors, pour les auteurs, les choix d'occupation du sol relèvent de décisions des pouvoirs publics : « la division de l'espace entre cultivateurs et éleveurs doit être un arrangement administratif, basé sur des critères tels que l'organisation tribale et clanique, l'accessibilité et la convenance administrative » (58).

58. BAWDEN (M.G.) et LANGDALE-BROWN (I.), 1961.

Tout en renonçant à proposer un autre aménagement agraire, les auteurs prédisaient une extension irrésistible des cultures. L'évolution actuelle leur donne raison. Ne prévoyant pas de possibilité d'extension des pâturages, ils auguraient de grandes difficultés pour l'élevage. Heureusement, sur ce point, ils se sont en partie trompés. Les éleveurs accèdent à des secteurs qui n'étaient pas prévus en 1961.

Jeux politiques locaux

Les tensions entre éleveurs et cultivateurs ne proviennent pas d'une utilisation irrationnelle des plateaux. Les populations mettent à profit les meilleurs potentiels, ceux des hauteurs volcaniques. C'est là que les charges en bétail sont les plus fortes. De même, la population agricole y accentue sa pression, provoquant une extension des cultures. Les relations entre les deux populations relèvent d'un aménagement par compromis : choix et priorités dans l'utilisation des terres les plus convoitées mais également, rapports politiques locaux, jeux d'affinités ou de rivalités entre voisins.

Registre des rapports éleveurs - cultivateurs

Jamais très amicales, les relations entre Mbororo et villageois ne sont pas toujours franchement hostiles. Dans son intérêt, un ***arDo*** ne tient pas à

entrer en opposition ouverte avec ses voisins. Cette attitude serait dangereuse, car les villageois, par leurs notables et le *fon*, peuvent intervenir auprès de l'administration pour destituer un *arDo* faisant preuve d'hostilité systématique. Celui-ci ménage donc les bonnes dispositions des villageois par des cadeaux en bétail, à l'occasion de Noël ou lors de pertes d'animaux tués par la foudre.

Dans les grandes chefferies, par exemple à Nso, l'envoi régulier de bétail au *fon* faisait partie, autrefois, des conventions de bon voisinage. Chaque *arDo* faisait parvenir au "palace" un boeuf en moyenne tous les deux mois. L'administration coloniale l'ignorait ou laissait faire. Par le biais du "council", c'était en fait le *fon* qui accordait l'investiture aux responsables mbororo. Chacun rivalisait de générosité pour s'attirer ses bonnes grâces. Une alliance locale peut lier un *arDo* au *fon* contre un rival mbororo encombrant ou même, contre un lignage ou un groupe antagoniste. Certains *arDo* doivent leur charge à une attitude conciliante devant des demandes de terres à cultiver, contrairement à l'opposition inflexible d'un prédécesseur.

Les Djafoun mènent souvent un jeu subtil vis-à-vis des villageois. Ils réussissent à obtenir l'appui des *fon* contre les Akou en faisant valoir des arguments persuasifs : les Akou détruisent les pâturages et ne restent pas au même endroit ; ils n'offrent jamais de viande aux villageois, même en cas de perte d'animal. Une alliance de ce type rassemble les Gosi'en de Sabga et le chef de Bafut. Elle se fonde également sur une coexistence de longue date. Les Gosi'en se félicitent des bonnes dispositions du chef à leur égard : ***laamu Bafut, goDDo booDDum waane ; diga baaba maako*** : *« le chef de Bafut est très bien ; son père l'était déjà. »*

Par opposition à ces relations cordiales, une vive tension peut opposer un *arDo* à des cultivateurs. Remontant parfois à plusieurs années, il arrive qu'elle s'envenime brusquement. La dégradation des rapports passe par plusieurs phases, selon un scénario assez classique. Des dégâts survenant à des champs, les femmes exigent une réparation exemplaire. Elles obtiennent satisfaction auprès du *fon* qui impose une lourde amende à un éleveur. L'*arDo* trouve la punition exorbitante et riposte, en refusant d'accorder un don habituel en bétail. Les villageois prennent mal la chose et recourent à une mesure de rétorsion : l'ouverture de champs dans les pâturages.

A ce stade, les protagonistes ne maîtrisent plus le contentieux qui est porté devant les autorités, autrefois le "Farmer-Grazier Service", à présent directement le "Divisional Officer". Le plus souvent, les Mbororo sortent perdants de la confrontation. L'affaire reste en suspens et les champs sont maintenus ou elle est réglée par une réduction, au moins partielle, des pâturages. Les autorités administratives sont constamment saisies de problèmes agraires. Mais ceux-ci concrétisent et radicalisent d'autres dissentiments.

Les tenants et aboutissants d'une affaire sont parfois difficiles à démêler. Derrière le conflit entre un Mbororo et des cultivateurs, un autre Mbororo peut se cacher, parfois même un *arDo* qui encourage en sous-main les villageois à cultiver pour répéter les amendes, décourager l'éleveur et le contraindre à partir, écartant ainsi un rival redouté. C'est, pour les Mbororo,

adopter la politique du pire, puisque les nouveaux champs seront maintenus après le départ de l'éleveur encombrant. Mais la compétition est telle entre lignages, et même entre familles rivales, qu'elle prime parfois la crainte des cultivateurs. De tels comportements machiavéliques ont déchiré les Djafoun à Bafumen, affaiblissant leur résistance aux cultivateurs.

Selon que l'éleveur entretient de bons termes ou non avec le chef de village, les dégâts aux cultures sont réglés différemment.

Les animaux d'un marchand de bestiaux à Sabga abîment le maïs de gens de Bamessing qui sont venus cultiver dans ses pâturages habituels. Les cultivateurs sont théoriquement dans leur tort, mais ils réclament tout de même une compensation. Seulement, le propriétaire des animaux parvient à s'entendre avec le chef de Bamessing : il ne paiera rien aux victimes des dégâts.

Au contraire, un ***arDo*** réputé autant pour sa richesse que pour ses mauvais rapports avec les villageois, est condamné à dédommager 3 millions de francs, en 1983, des dégâts relativement mineurs à des champs de femmes. Après des années d'appel en justice, l'amende est ramenée à 1 million en 1986, ce qui représente encore une somme exorbitante. Plus que les dégâts de ses animaux, les villageois veulent punir l'éleveur pour son hostilité à leur égard.

Le registre des rapports entre éleveurs et cultivateurs n'est pas simple. Il se module selon une gamme subtile, de la complicité à l'opposition. Il est susceptible de changements, d'arrangements à l'amiable mais aussi de haussements de tons, jusqu'à la crise émotionnelle. Les responsables mbororo entretiennent souvent de mauvaises relations avec leurs voisins. Même s'ils sont en contacts réguliers avec les chefs villageois, cela ne résout pas tous leurs problèmes de voisinage.

Force et faiblesse des chefferies

Les rapports entre éleveurs et chefs villageois ne suffisent pas à rendre compte de toutes les situations. Des chefs peuvent être débordés ou leurs décisions ouvertement contestées par la population, notamment les cultivatrices.

Dans le premier cas évoqué plus haut, le refus du chef villageois d'entériner les plaintes contre l'éleveur n'empêche pas les gens de Bamessing de poursuivre leurs activités agricoles au milieu des pâturages. Des arrangements entre ***arDo*** et ***fon*** n'engagent pas nécessairement l'ensemble des villageois. Les mécontents ne se gênent pas pour accuser les chefs d'être soudoyés par les Mbororo.

A la limite, en ne prenant pas la défense des extensions agricoles dans les pâturages, les chefs villageois ne rempliraient pas une obligation morale vis-à-vis de leur population. Les femmes les accusent parfois de les priver de terrains nécessaires à la survie de leur famille. A plus long terme, les chefs porteraient préjudice aux générations suivantes. Dans ce contexte, des ouvertures intempestives de champs au milieu des pâturages expriment autant une contestation de l'autorité du chef de village qu'un acte d'hostilité à l'égard des éleveurs.

D'une chefferie à l'autre, éleveurs et cultivateurs peuvent entretenir des relations diamétralement opposées, alors que les densités de peuplement sont comparables. Telle est la situation sur les pâturages situés entre Bambuluwe et Balikumbat.

D'un côté (Bambuluwe), des cultures de maïs et de macabo s'infiltrent partout en haut des pâturages. A partir des années de l'Indépendance, champs et clôtures encerclent des campements. De l'autre (Balikumbat), les cultures sont contenues en bas et les troupeaux sur les hauteurs ; la séparation est respectée par les cultivateurs et des conflits surviennent rarement. Contrairement à celui de Balikumbat, le chef de Bambuluwe ne réussit pas à contrôler les initiatives agricoles de ses gens.

Les limites d'intervention sur la population tiennent à la nature même de la chefferie au Bamenda. Celle de Nso, étudiée par Ph. KABERRY dans les années quarante, représente le type d'une organisation politique déjà centralisée, autour du *fon*. Le chef est le propriétaire éminent de tout le territoire. C'est lui qui alloue des terres aux étrangers. De même, il décide « whenever there is any question of demarcating grazing-lands for Fulani people » (59). Cependant, son autorité foncière est davantage théorique que réelle. Elle revêt des prérogatives plus politiques qu'économiques. Le chef n'est pas absorbé par la gestion quotidienne du foncier, tâche qui relève des chefs de lignage, *fai*, entre lesquels le territoire est partagé.

59. KABERRY (Ph.), 1950, "Land tenure among the Nsaw of the British Cameroons", p. 312.

La propriété lignagère des terres n'implique pas nécessairement leur mise en culture mais le chef de lignage se doit de satisfaire les demandes d'attribution de parcelles à cultiver, présentées par les femmes. Il administre les terres du lignage et veille à ce que chaque famille soit lotie équitablement. Ce faisant, le chef de lignage se trouve directement confronté aux revendications féminines et au manque de terres lorsque la population s'accroît. Il tente d'obtenir des prêts de terre de la part d'un lignage voisin plus au large ou bien, décide de mettre en culture un secteur laissé en pâturages, c'est-à-dire en "vacant land". La pratique foncière d'un chef de lignage peut entrer en contradiction avec des attributions généreuses de pâturages consenties par le *fon*.

Les conflits fonciers suscités récemment par l'introduction de la culture du blé à Nso démontrent l'ambiguïté du partage du pouvoir au sein de la chefferie. Des attributions de blocs de culture sont consentis par des chefs de lignage ou de sous-lignage aux dépens de pâturages. Mais ceux-ci sont occupés par des troupeaux qui appartiennent à des villageois. Après l'expulsion des Mbororo en 1958-60, les éleveurs villageois doivent, à leur tour, évacuer Nse, Ngondzen puis Tatum. Alors, ils en réfèrent au *Fon* de Nso qui prend leur défense et interdit les expropriations prévues. « I am completely against the present allocation of grazing lands in Tatum to the Nso Union for Wheat Demonstration Scheme » (60). Singulière situation qui contraint le *fon* à réaffirmer ses prérogatives, à dénoncer une fausse signature et à s'opposer à la coopérative locale...

60. Lettre du 15/4/1981 du Fon de Nso adressée au Senior Divisional Officer à Kumbo.

Cette péripétie dévoile une constante dans l'organisation des chefferies du Bamenda, même les plus puissantes : le partage du pouvoir entre plusieurs instances. L'autorité du chef est limitée par les chefs de lignages et de quartiers, les conseillers, les tenants de charges, les leaders de sociétés, tous ceux que P. NCHOJI NKWI rassemble sous la notion d'"autorités tradi-

tionnelles" (61). L'administration anglaise a reconnu les chefs et parfois renforcé leurs prérogatives. Mais elle a ignoré les "autorités traditionnelles", remettant ainsi en cause l'équilibre ancien des pouvoirs. L'appui aux chefs, sous la surveillance attentive des administrateurs, n'a pas réussi partout à les imposer. En dehors des grandes chefferies, véritables petits royaumes, des titulaires de petites chefferies n'exercent qu'un contrôle lâche sur des "fédérations" de villages.

61. NCHOJI NKWI (P.), 1979, "Cameroon Grassfields Chiefs and modern politics".

Les chefferies des Bali (Bali Nyonga et Balikumbat) sont les seules à ignorer un équilibre subtil des pouvoirs. Le chef bali est le maître du territoire, "overlord of land" (62). Non seulement, il détient l'autorité suprême, mais il l'exerce effectivement, grâce à un système d'accès aux charges par le mérite et non par hérédité. Le chef est tenu au courant de ce qui se passe dans son territoire par tout un réseau d'informateurs : serviteurs, épouses, représentants placés dans les villages. A la centralisation politique répond une concentration de la population en une cité-Etat. Les cultivateurs ne résident à l'extérieur qu'au moment des travaux agricoles.

62. CHILVER (E.M.), 1961, "An outline of the traditional political system of Bali-Nyonga, Southern Cameroons".

Dans le contexte de ce système centralisé, le chef règle les relations entre éleveurs et cultivateurs et ses décisions sont respectées. Bien que le peuplement soit très dense et le territoire de la chefferie restreint, les limites entre cultures et pâturages ne sont pas remises en cause par des initiatives incontrôlées. Aucun différend grave n'oppose les Mbororo aux Bali, ni à Bali Nyonga, ni à Balikumbat. L'absence de conflit est d'autant plus remarquable que le maïs d'arrière-saison est largement cultivé à Bali Nyonga. Or, c'est une culture très exposée au bétail.

Il est rare de relever, dans les dossiers du "Farmer-Grazier Service", la mention de querelles dans cette chefferie. Les agents ont remarqué la situation exceptionnelle qui règne à Bali : « les disputes entre éleveurs et cultivateurs ne sont pas très graves car le *fon* et ses conseillers sont très intéressés par la présence des éleveurs Fulani, si bien que les cultivateurs, qui le savent, n'étendent pas leurs cultures sur les pâturages » (63). Même situation à Balikumbat : les Mbororo ne se plaignent pas de leurs voisins. Lorsque l'autorité du chef s'affirme avec force, les relations entre les deux populations sont comme normalisées.

63. Farmer-Grazier Service, "Rapport trimestriel, octobre-décembre 1970".

A l'autre extrême, les petites chefferies des Meta représentent un type d'organisation politique faiblement structuré. Les unités villageoises restent de petite taille et les chefs détiennent surtout des attributions rituelles. Les lignages marquent une propension à la segmentation, avec un transfert progressif des prérogatives politiques, des branches familiales aînées vers les cadettes (64). Un chef dont le lignage augmente en population peut accéder à l'autonomie, sans susciter de sérieuses réactions. De nouvelles limites des territoires de chasse sont simplement décidées.

64. CHILVER (E.M.), 1965, "Meta village chiefdoms of the Bome Valley in the Bamenda Prefecture of West Cameroon", p. 9.

Dans ce contexte d'institutions non coercitives, les relations entre éleveurs et cultivateurs deviennent imprévisibles. Les querelles se règlent directement avec les cultivateurs concernés, sans passer par l'arbitrage du chef de village. Les arrangements sont plus faciles mais les réactions moins contrôlées : incendie de campements, vols de bétail. Aucune limite entre cultures et pâturages n'est décidée. Le partage de l'espace se moule sur les

compartiments de relief : villages et cultures en fonds de vallée, troupeaux sur les sommets. Mais les cultures gagnent librement les forêts sur les hauteurs.

A la limite, les inégalités de cohésion des chefferies se reflètent dans les paysages agraires. A Bali, les limites entre pâturages et cultures se repèrent aisément à l'oeil nu, tellement leur séparation est nette. Tout près, à Ashong, c'est au contraire un semis de parcelles encloses qui se dispersent dans les pâturages. Ailleurs, la situation est intermédiaire entre ces deux extrêmes : des limites existent mais elles sont fréquemment remises en cause, tandis que des parcelles "pirates" s'introduisent dans les pâturages.

L'état des relations entre éleveurs et cultivateurs dépend de la cohésion politique des chefferies. Un pouvoir centralisé se montre capable d'imposer son arbitrage entre les deux populations et de le faire respecter. Au Bamenda, l'organisation classique des chefferies comporte des contre-pouvoirs qui équilibrent l'autorité des chefs, si bien que les décisions ne relèvent pas d'une volonté unique. Dans leurs rapports avec les éleveurs, les chefferies villageoises multiplient les revirements et ne sont pas exemptes de divergences internes.

De leur côté, les Mbororo sont partagés entre deux tendances. En contexte difficile, ils recherchent la protection d'un pouvoir fort, capable de contenir les réactions spontanées de populations hostiles. Mais, que le contexte politique s'avère moins tendu et ils supportent de plus en plus mal les contributions imposées par de grands chefs, préférant s'arranger directement avec des populations moins encadrées et moins exigeantes. Ce faisant, ils s'exposent à des réactions imprévisibles de la population agricole, en cas de tension.

Contre - pouvoirs et nouveaux pouvoirs

Entre les cultivatrices et les éleveurs, le chef villageois joue un rôle décisif dans l'attribution des terres et l'arbitrage d'intérêts opposés. Mais ses décisions prêtent souvent à contestation, soit par manque d'autorité, soit par maladresse personnelle.

La contestation des chefs

Naturellement, la plupart des chefs villageois se montrent d'abord sensibles aux besoins des femmes en terres agricoles. Face à des doléances répétées, ils se résignent à soustraire des pâturages aux éleveurs. Ceux-ci tentent de faire valoir leur point de vue avec l'aide, souvent, d'espèces sonnantes et trébuchantes. Il en résulte une position inconfortable des chefs qui suscite un mécontentement des deux côtés.

Que des cultures s'étendent aux dépens de pâturages, alors que des éleveurs ont "graissé la patte" au chef local, et cela suffit pour le soupçonner de pratiquer un double jeu. D'un côté, il interdit officiellement de mettre des pâturages en culture mais, en réalité, il laisse faire. Les Mbororo de Mbiame,

à l'est de Kumbo, accusent ainsi le chef local de les berner. Inversement, lorsque des cultivatrices n'obtiennent pas satisfaction, elles en rejettent la responsabilité sur le chef, accusé de connivences avec les Mbororo. Les chefs sont pris entre deux feux. Seuls, ceux qui disposent d'un pouvoir incontesté peuvent imposer leur volonté. Les plus nombreux sont tiraillés entre les uns et les autres, sans maîtriser la situation. Ouvertement contestés par les cultivatrices, ils en appellent alors à l'administration.

C'est le cas du petit chef de Zoa, à l'est de Wum, confronté à un grave conflit entre les femmes et les Akou : « I am already boiling in a pot of torments. Come quickly to save me and the Aku people for annoyance of the Zoa women have now risen and is almost reaching its climax » (65). Ayant demandé aux cultivatrices de suspendre leurs extensions agricoles, dans l'attente d'une décision administrative, le chef se trouve en butte à l'hostilité des femmes. Son sort est comme lié involontairement à celui des Mbororo.

65. Lettre au Farmer-Grazier Service, mai 1965.

Incapables d'imposer un arbitrage et de satisfaire les revendications des cultivatrices, les chefs s'exposent à perdre toute autorité vis-à-vis de leur population.

Lors des incidents de Wum en 1973, ils sont malmenés à la fois par l'administration et par les cultivatrices qui leur reprochent de ne pas les défendre. Les autorités les accusent de laisser les femmes prendre des initiatives sur des terres dont ils sont légalement les détenteurs. Dès lors, cela signifie qu'ils ont renoncé à leurs attributions. S'il en est autrement, les autorités laissent entendre que les chefs encouragent, en sous-main, les manifestations féminines. Donc, ils en seront tenus responsables. Un tel raisonnement met les chefs au pied du mur. Si les femmes ont des griefs, elles doivent les présenter à leurs chefs villageois qui les transmettront à l'administration. Devant ces remontrances, les chefs des Aghem promettent de faire cesser les manifestations de femmes. Et pourtant, elles se renouvellent les jours suivants.

L'administration prend conscience de la tombée en discrédit, en cas de crise, des chefs traditionnels. Les cultivatrices les contestent ouvertement, les accusant de recevoir de l'argent des Mbororo contre la promesse de ne pas les forcer à déménager. Dressée d'abord contre les éleveurs, la colère des femmes de Wum s'est retournée contre les chefs : « elles voudraient que les chefs soient obligés d'acheter de la nourriture pour l'ensemble de la population quand le temps de la moisson arrivera » (66).

66. Farmer-Grazier Service, "Conflits cultivateurs-éleveurs à Aghem", janvier 1973.

Le conflit initial avec les éleveurs dérive en une contestation des pouvoirs traditionnels. Une fois les chefs écartés, l'épreuve se joue entre les vrais partenaires : la population agricole authentique, c'est-à-dire les femmes avec leurs représentantes et, d'autre part, les autorités administratives, les seules capables d'imposer une décision aux éleveurs.

Les sociétés féminines

Les sociétés féminines représentent l'une des caractéristiques sociales les plus originales des Grassfields. Par le biais de ces organisations, les femmes exercent un véritable contre-pouvoir au sein des chefferies. Les leaders (***mandju*** ou ***natum*** : "mères") de ces sociétés jouissent d'un grand prestige. Elles sont souvent riches, l'accès à ce statut nécessitant plusieurs distributions d'excédents agricoles.

Les sociétés féminines ont parfois servi de cadre à la constitution de coopératives, notamment pour l'achat de moulins à maïs et la vente de produits vivriers. Ph. KABERRY (67) a souligné l'importance de ces sociétés qui offrent l'opportunité d'accéder à un rang social prestigieux et d'exercer des responsabilités collectives : régler des querelles entre femmes et agir comme leur porte-parole.

67. KABERRY (Ph.), 1952, p. 101.

Les femmes des Grassfields sont capables de manifester une grande solidarité dans leur activité et leur statut. En tant que cultivatrices, elles se sont opposées victorieusement au service de l'Agriculture qui s'efforçait, à l'époque coloniale, d'améliorer les techniques culturales : billons dans le sens des courbes de niveau et non de la pente, interdiction de l'écobuage lors de la préparation des champs. Devant le refus catégorique des femmes, ces décisions ont dû être rapportées.

De même, en tant que femmes, elles s'opposent parfois durement à l'autre sexe. La solidarité féminine s'exprime de façon originale, chez les Kom, par ***anlu***, une sorte d'auto-défense féminine décidée collectivement lorsque l'une d'elles a subi un affront, le plus souvent de nature sexuelle. Mobilisée, toute la population féminine prend sa défense et entreprend diverses attaques verbales contre le coupable qui est mis en quarantaine. Celui-ci ne résiste pas longtemps aux démonstrations collectives et finit par demander pardon aux femmes.

La capacité des cultivatrices à s'unir et à se mobiliser fut surtout démontrée au cours des années qui précédèrent l'Indépendance. En beaucoup d'endroits, elles contestèrent les pâturages et la présence d'"étrangers" : Mbororo et Haoussa, de même qu'Ibo. En cette période agitée, des partis politiques cherchaient à gagner l'appui des sociétés féminines. L'épisode le plus marquant fut l'utilisation d'***anlu*** comme moyen de lutte politique. Un parti, alors dans l'opposition, réussit à obtenir l'adhésion des femmes de Njinikom et à déclencher un soulèvement féminin de grande ampleur (68).

68. Il s'agit du K.N.D.P. ("Kamerun National Democratic Party"), dirigé par des hommes politiques originaires du Bamenda. RITZENTHALER (R.E.), 1960, "Anlu : a women's uprising in the British Cameroons" ; CHILVER (E.M.), 1986, "Women cultivators, cows and cash-crops", p. 7-9.

Le point de départ de l'affaire consista en une rumeur, selon laquelle le chef de Kom vendait la terre à des étrangers, les cessions se faisant par l'entremise du Premier Ministre du "Southern Cameroon". La condamnation de cultivatrices qui avaient cultivé dans le sens de la pente, la destruction de quelques billons et la confiscation de vivres sur le marché furent interprétées, par les femmes, comme des offenses ignobles. La colère féminine était déjà attisée par des conflits avec les éleveurs sur les hautes pentes où les femmes de Kom entreprenaient des cultures. La rumeur mettait en cause, dans la même vindicte populaire, chef traditionnel, autorité moderne et étrangers.

A partir de juillet 1958, les femmes Kom décrètent ***anlu*** et neutralisent la chefferie jusqu'en 1960. L'ancienne institution de défense morale se mue en une organisation efficace, avec des ressources financières, une hiérarchie de responsables féminines et tout un réseau de messagères, capable de provoquer rapidement des boycottages et des manifestations de masse. Celles-ci se succèdent, contre des marchés, des écoles et jusqu'à l'administration de Bamenda, où 2.000 femmes se rendent à pied.

Le ***fon*** et ses représentants ne détiennent plus aucune autorité. Les femmes le déclarent ouvertement, de même qu'elles récusent les tribunaux, les écoles, les églises et même les dispensaires. Enfin, elles réclament le départ de tous les

étrangers : Mbororo, Haoussa et Européens. Ces revendications dénotent une contestation globale de l'évolution moderne. Les femmes s'en prennent à des signes extérieurs, se vêtant seulement de feuilles lorsqu'elles défilent ou détruisant des toits de tôles. Elles font preuve de xénophobie, spécialement à l'encontre des éleveurs : une dizaine de vaches sont tuées en haut de Ndawara, à la suite de dégâts agricoles.

Mais des actions politiques occultent bientôt les revendications proprement féminines. Les familles qui ne participent pas à ***anlu*** et, surtout, qui entretiennent des sympathies pour l'autre parti politique s'exposent à des intimidations, voire à des destructions de récoltes. En janvier 1959, le parti qui soutient la révolte des femmes gagne les élections. Dès lors, les "meetings" s'exacerbent contre les concurrents politiques. Mais les femmes commencent à se détacher d'un mouvement qui ne les concerne plus directement.

La révolte des Kom en 1958 démontre la puissance de la population féminine, dès lors qu'une solidarité spontanée se renforce par une organisation calquée sur celle d'un parti politique, avec ses cellules locales et sa hiérarchie. D'un autre côté, en manipulant les femmes et en exploitant un mécontentement réel, des responsables politiques ont faussé la signification d'une ancienne institution de défense féminine. Ils ont réussi dans leurs objectifs politiques mais compromis la valeur morale d'***anlu***. Dès lors, ce code ne pourra plus être invoqué impunément.

Le soulèvement féminin de Kom s'inscrit dans un contexte de tensions politiques extrêmes, à la fin de la période coloniale. L'hostilité à l'égard des éleveurs n'en compose qu'un élément, peut-être pas le plus grave. Après l'Indépendance, les affrontements politiques s'atténuent, les soucis de la vie quotidienne reviennent au centre des préoccupations. Pour résoudre leurs problèmes, les réels comme les imaginaires, les cultivatrices se tournent fréquemment contre les éleveurs.

Une petite bagarre survient-elle avec un éleveur du coin ? Elle suffit pour déclencher des mécanismes de solidarité, toutes les femmes de la chefferie se sentant concernées. Les victimes en appellent aux ***mandju*** qui organisent des réunions, conduisent des démonstrations publiques et se font les interprètes des revendications féminines. Bien que les ***mandju*** soient souvent apparentées aux chefs de village, elles ne craignent pas, en certaines occasions, d'accuser leur compromission avec les éleveurs.

Au moment des incidents de Wum en 1973, comme aucune instance administrative ne parvient à apaiser la tension, le "Divisional Officer" se résoud à rencontrer lui-même les ***natum***. Celles-ci acceptent de se rendre à une réunion, à condition d'être seules à négocier avec le préfet. Elles lui exposent leurs griefs et le préfet prend l'engagement de veillier à l'éloignement des éleveurs. Dès lors, les femmes se remettent à cultiver et le calme revient. Dans son rapport, le préfet ajoute que les représentantes des femmes l'ont impressionné par leur dignité et leur sens des responsabilités.

Lors des années de l'Indépendance, des partis politiques rivaux ont mobilisé les populations en adoptant leurs revendications. Exaltées par ces nouveaux interlocuteurs, les manifestations de masse et les pétitions, les femmes ont rêvé d'une issue à leurs problèmes agraires. Mais une fois les

enjeux politiques apaisés ou désamorcés, elles sont restées avec leurs difficultés. Cependant, les capacités de mobilisation et d'organisation des femmes, démontrées par les Kom, ont servi de leçon. A la fois les chefs villageois et l'administration redoutent que des révoltes féminines semblables se reproduisent. Dès qu'un mouvement collectif s'esquisse, les autorités ont à coeur de l'enrayer.

Les pouvoirs modernes

Durant l'époque coloniale, les Anglais administraient le pays par l'entremise des chefs. A partir des années cinquante, cette collusion est dénoncée par une nouvelle élite, sortie des écoles et qui prétend parler au nom de la population ouverte au progrès. Encouragée par des Anglais qui préparent leur retrait, l'élite régionale se lance dans une activité politique débordante. Elle conteste le conservatisme des chefs, pour la plupart illetrés (69).

Plus tard, les jeunes formés à l'école fournissent les cadres de la nouvelle administration, dont les chefs exécutent de plus en plus les directives. Les nouveaux fonctionnaires accaparent des attributions autrefois dévolues aux chefs. Ils s'immiscent dans les affaires locales, en particulier les querelles entre éleveurs et cultivateurs.

Alors que les *fon* détiennent théoriquement le pouvoir d'accepter ou de refuser l'installation d'étrangers dans leur territoire, désormais le cas des éleveurs leur échappe en grande partie. Plusieurs instances interviennent dans les conflits entre éleveurs et cultivateurs. Des fonctionnaires peuvent s'interposer, voire s'opposer à la volonté des chefs traditionnels.

Lorsque les affaires se sont multipliées entre les deux populations, les chefs ont désigné des "cattle committee" pour les représenter, dans les procédures de règlement de conflits. Ces délégués, sans être reconnus officiellement, furent encouragés par l'administration coloniale. Leurs attributions, tout en restant vagues, étaient importantes : régler tous les contentieux locaux liés à l'élevage. « In some areas, they are able to negociate settlements, as to farming and grazing boundaries with the women, the kindred heads and the Fulani ; all that the Administration needs to do is to "confirm" these settlements » (70).

Les délégués villageois à l'élevage jouissaient d'une grande latitude dans l'attribution des terres. Ils devinrent des interlocuteurs redoutés par les Mbororo. Ceux-ci cherchaient à s'attirer leurs bonnes grâces par des donations en bétail. D'un autre côté, ils les accusaient de "vendre" des portions de pâturages à des villageois manquant de terre. Lorsque la chefferie manifestait peu d'autorité, les "cattle committee" réglaient les conflits comme ils l'entendaient.

Après la loi de 1962, les conflits relevèrent du "Farmer-Grazier Service". Ses agents avaient la charge de régler les disputes à l'amiable. Ils agissaient en liaison avec les anciens "cattle committee" mais des rivalités de compétence survenaient parfois. Les délégués villageois prétendaient décider comme autrefois et évaluer les amendes à infliger, tandis que les

69. De la même façon qu'ils se servent du mécontentement des cultivatrices, les responsables politiques réussissent à "noyauter" les chefs, à la fin de la période coloniale. Bien que certains réagissent à cette emprise et exhortent tous les chefs à se tenir au-dessus des luttes politiques, la plupart sont étroitement inféodés à un parti, à l'avènement de l'Indépendance (NCHOJI NKWI (P.), 1979).

70. MILNE (M.N.H.), 1948, "Instructions to Major Walters, Cattle Control Officer, Bamenda".

"inspectors" et "sub-inspectors" s'affirmaient seuls compétents, considérant les autres comme de simples messagers. Alors que les "cattle committee" restaient proches des chefferies, les agents du nouveau service ne dépendaient que du pouvoir central. Il leur arrivait d'agir à l'encontre de la volonté des chefs.

A partir de 1975, les conflits sont portés directement à l'attention de l'administration centrale lorsqu'ils ne sont pas résolus à l'amiable par les protagonistes. Les sous-préfets en confient l'instruction à une commission. Une "Land Consultative Commission" ou "Agro-pastoral Commission" existe dans chaque sous-préfecture. En cas de dommages à des cultures, l'agent agricole détient une voix prépondérante pour évaluer les préjudices.

L'intrusion de l'administration dans les affaires foncières devient de plus en plus évidente. Les *fon*, même les plus puissants, ne détiennent plus le pouvoir de faire et de défaire les *arDo*. Les détenteurs coutumiers de la terre n'en disposent plus selon leur volonté ; ils ont le sentiment d'être dépossédés de leurs attributions. Parfois, l'action intempestive d'un fonctionnaire soulève la réprobation d'un chef qui intervient auprès du "Divisional Officer".

Quant aux éleveurs, il leur faut composer avec ces nouveaux partenaires. *To Agric wara, vi'a a yoBa nawDum, sey to a waDi mo corruption, taa o nyaama seede DuDDum : « si l'agent agricole vient et demande de payer cher, il faut lui graisser la patte, pour qu'il ne "bouffe" pas trop d'argent. »* Pour les Mbororo, l'argument de la bourse reste le plus efficace. Seuls, les principaux bénéficiaires de leurs libéralités ont changé.

Les affrontements les plus graves contraignent les hautes autorités à intervenir : président et secrétaire départementaux du parti, préfet voire gouverneur provincial. Les chefs perdent toute prise sur des affaires lorsqu'elles risquent de porter atteinte à l'ordre public. Les incidents de Wum en 1973 donnèrent lieu à un arrêté du gouverneur provincial qui spécifia les lieux rétrocédés aux cultures et ceux maintenus en pâturages.

L'intervention de l'administration dans les querelles agraires s'affirme davantage au Bamenda qu'ailleurs au Cameroun. C'est une tradition administrative qui remonte à l'époque coloniale. Le plus souvent, les éleveurs comptent sur les pouvoirs publics pour freiner la pression des cultivateurs sur les pâturages.

L'influence des missions

Les populations du Bamenda sont encadrées par un réseau dense de missions chrétiennes, les unes catholiques mais la plupart d'obédience protestante, surtout presbytérienne. Les colonisateurs anglais leur confiaient de larges responsabilités en matière de santé et d'éducation. Hôpitaux et collèges privés, rattachés à des missions, représentent de véritables institutions. La distance est étroite entre l'intervention socio-culturelle et l'influence politique : les missions ont souvent encouragé la contestation de

l'ordre traditionnel et des chefs coutumiers. Aux abords des missions se sont installés des mécontents : anciens dépendants de chefs de lignages, villageois sans terre convertis en artisans et catéchistes. Les missions ne participent pas directement à l'exercice du pouvoir mais elles peuvent l'orienter, notamment dans les rapports avec la minorité musulmane.

Les Mbororo affirment qu'autrefois, leurs relations étaient meilleures avec les villageois. Ils mettent cette détérioration sur le compte d'un changement de comportement des nouvelles générations. Les anciens ne manifestaient pas d'hostilité systématique à l'égard des Mbororo. Il en est autrement des jeunes, formés dans les écoles missionnaires et travaillés par un activisme religieux, entretenu par une compétition entre Catholiques et Presbytériens.

Les influences culturelles dominantes s'inversent, du nord au sud. A Nkambe, les éleveurs sont minoritaires mais l'Islam gagne une partie de la population, surtout citadine. Une grande mosquée occupe le centre de la ville, près du marché. Nombre d'éleveurs exhibent, au mur de la case d'entrée, un "Islamic Calendar", avec les portraits des personnalités locales musulmanes : grands *arDo*, riches commerçants, iman de la mosquée. La mode du calendrier-affiche se diffuse à partir du Nigeria. Objet de décoration, le calendrier devient également un instrument de propagande culturelle.

A Kumbo et dans tout le pays Nso, ce ne sont plus les mosquées qui marquent le paysage mais des églises, parfois de grande taille. Le Bamenda est une aire de contact et d'affrontement religieux ; les Mbororo en subissent les conséquences dans leurs relations avec les cultivateurs. Dressés contre les "envahisseurs" musulmans, les jeunes n'acceptent plus de compromis avec les éleveurs. Ils n'hésitent pas à abattre les animaux aventurés dans les champs.

En complément à leur action religieuse et culturelle, les missions prennent de plus en plus d'initiatives économiques, dans le but d'améliorer la situation matérielle des villageois. Ces innovations agricoles accentuent les besoins en terres et multiplient les occasions de frictions. En plaine de Ndop, l'essor de la riziculture tient à l'action d'une société d'Etat mais, en bien d'autres secteurs (plaine Mbaw, vallées en contrebas des plateaux Kom), des agents missionnaires ont joué un rôle décisif dans l'introduction de la nouvelle culture. D'anciens secteurs de transhumance se ferment aux éleveurs.

Les centres missionnaires accordent des aides à l'installation de jeunes cultivateurs et à l'amélioration des techniques agricoles. Ils organisent une épargne collective, avec une forte participation de sociétés féminines. Ils diffusent un élevage bovin, associé à l'agriculture mais en concurrence, sur les pâturages, avec l'élevage de type mbororo. Creusets d'initiatives locales, les missions s'opposent souvent aux éleveurs traditionnels. Les animateurs agricoles des missions manifestent une grande hostilité aux Mbororo.

A la fois d'un point de vue culturel et économique, l'influence des missions accentue l'opposition entre les villageois et les Mbororo.

Le pouvoir, que ce soit à l'échelon national ou local, intervient dans les relations entre cultivateurs et éleveurs. En offrant un recours et une procédure légale, il normalise les accès de tension. Mieux encore, il permet de les éviter.

Les tensions surviennent souvent lors de périodes d'affaiblissement politique. Ce fut particulièrement net lors des premières années de l'Indépendance. Au Bamenda, ces années furent marquées par une dilution du pouvoir entre de multiples administrations locales. Les femmes ont profité de la faiblesse des autorités pour reprendre leur liberté agricole. De 1960 à 62, elles ont multiplié les actions contre les pâturages. Au contraire, en période de pouvoir fort, les antagonismes sont contenus et un statu quo à peu près respecté.

Les éleveurs au Bamenda le savent bien, en comptant sur la protection d'une administration puissante, bien que sa bienveillance ne leur soit pas toujours acquise : ***sey gomna valla min, senaa Do kam, sey Allah andi*** *: « il faut que l'administration nous aide, sans quoi seul Dieu sait (ce qu'il adviendra de nous),* » répètent-ils depuis des décennies.

Il en est de même à l'échelon local. Les éleveurs misent sur l'autorité des chefs villageois, seuls capables de freiner l'hostilité de la population. Ils établissent, grâce à des dons en bétail, des relations particulières avec les chefs, considérés comme les garants de la sécurité pastorale. Inversement, le décès d'un chef s'accompagne parfois d'offensives agricoles violentes. La population villageoise ne s'estimant plus tenue de respecter les engagements du chef disparu, les défrichements se déploient librement, jusqu'à ce que le nouveau chef instaure un autre équilibre. Poussées agricoles et rémissions alternent, selon l'emprise du pouvoir local auprès des populations.

Les pasteurs peuls sont souvent caractérisés par l'absence d'organisation politique. Des auteurs tiennent le refus du pouvoir comme le fondement même de leur conduite : « une sorte de malaise indéfinissable fait de crainte et de mépris vis-à-vis de celui qui s'investit du droit de peser sur le destin d'autrui » (71). Peut-être, mais cet individualisme à outrance livre les pasteurs sans défense, face à l'hostilité d'autres populations. Ils ne peuvent les contrer qu'en se plaçant sous la protection et dans la dépendance de chefs étrangers, quitte à les fuir s'ils souffrent trop de leurs extorsions.

71. BENOIT (M.), 1988, "Les Bowébés du Kantoora (Sénégal)".

Finalement, les pasteurs se trouvent partagés entre deux tendances contradictoires : l'aspiration à la liberté pastorale et l'utilité de se mettre sous la protection d'un pouvoir fort. Selon les contextes d'insécurité et d'hostilité à leur présence, de tolérance envers les "étrangers", ils inclinent pour l'un ou l'autre choix.

LES CONFLITS

A part quelques révoltes féminines mobilisant plusieurs villages, les affrontements entre éleveurs et cultivateurs restent souvent des incidents localisés qui mettent aux prises quelques familles. De leur inventaire se dégage le scénario répétitif d'une série d'affrontements violents mais circonscrits. Les harcèlements entre éleveurs et cultivateurs relèvent de querelles locales et de conflits de voisinage. Parfois, il faut recourir à des questions de personnes pour en démêler les motifs. Mais les multiples facettes de ces tensions s'insèrent dans un contexte historique et géographique plus global.

Les Mbororo n'auraient jamais pu s'infiltrer pacifiquement aux Grassfields sans la protection, même implicite, du pouvoir colonial. Les populations qui échappaient le plus à l'administration anglaise, par exemple les Kaka, manifestèrent ouvertement leur hostilité aux Mbororo, en abattant du bétail à coups de fusil. Puis, devant les punitions infligées par la puissance coloniale, ils durent s'incliner. Les villageois n'ont jamais souhaité l'installation d'éleveurs chez eux. L'administration coloniale est intervenue pour qu'ils acceptent leur présence. Dans ce contexte, il est presque normal, pour des villageois, de s'en prendre aux éleveurs et de vouloir les chasser.

Pourtant, l'opposition entre éleveurs et cultivateurs n'est pas une donnée générale ni une constante de l'histoire régionale. En quelques secteurs - soit par habileté des *arDo*, soit par suite d'un faible peuplement rural - les deux populations ne s'affrontent pas. Ailleurs, les conflits entre élevage et agriculture requièrent périodiquement l'attention des autorités.

Les disputes de terrains représentent la pierre d'achoppement des relations entre Mbororo et villageois. Mais les contentieux ne se réduisent pas seulement à des querelles agraires. Ils s'élargissent à des considérations plus générales. Comme l'a reconnu un administrateur anglais, « it is not one problem, but several : political, ethnic, financial and human » (72). Finalement, cette tension résulte du contact entre deux civilisations rurales étrangères l'une à l'autre.

72. Bamenda Division, 1955, "Annual Report".

Les dégâts aux cultures : "bonnonda"

Des auteurs l'ont déjà noté pertinemment (73) : l'histoire des relations entre éleveurs et cultivateurs au Bamenda est impossible à reconstituer à partir des rapports annuels adressés à la S.D.N. puis à l'O.N.U. Cet exercice administratif était rempli à contre-coeur par les autorités de Buea : « our pet horror, the annual report to the United Nations » (74). L'administration de tutelle, en dehors des 247 réponses annuelles à un questionnaire immuable, ne s'évertuait pas à révéler des problèmes internes, ne relevant pas de la grande politique coloniale.

73. KABERRY (Ph.), 1959, p.4.

74. BRIDGES (A.F.B.), 1980, "In the service of Nigeria", p. 61.

Les rapports annuels des chefs de "division" font parfois allusion à des conflits entre éleveurs et cultivateurs. A l'époque coloniale, les sources

documentaires les plus riches provenaient des "native authorities", des services d'Agriculture et d'Elevage et des tribunaux coutumiers. Ph. KABERRY avait dépouillé ces dossiers pour Nso mais non pour l'ensemble du Bamenda.

Une ancienne coexistence harmonieuse ?

Les rapports qui font état de conflits entre les deux populations les attribuent presque toujours aux dégâts provoqués par les troupeaux. Les administrateurs anglais incriminent une croissance démesurée du cheptel et un relâchement du gardiennage. Des auteurs affirment qu'éleveurs et cultivateurs vivaient en harmonie lorsque le cheptel était moins nombreux, c'est-à-dire avant les années quarante (75). D'autres remontent avant 1935 (76). La date de la dégradation des relations semble difficile à déterminer. En fait, ces relations ont-elles jamais été cordiales ?

De rares remarques dans les rapports annuels laissent penser que des difficultés surgirent très tôt. La première notation en ce sens date de quelques années seulement après l'entrée des Djafoun : « the Fulani cattle in the East of the Division have been rather a nuisance, and have occasionnally held up political officers on a motor cycle » (77). Il est probable que ce jugement était largement partagé. En suscitant des querelles qui contraignaient les administrateurs à intervenir, l'arrivée des Mbororo était regardée comme nuisible à la tranquillité générale. Mais l'administration se montrait incapable d'endiguer l'afflux des éleveurs. Le terme de "nuisance" revient souvent dans les textes : « there had been a tendency in the past to regard the Fulani as something of a nuisance, trespassers on farm lands » (78).

Que les éleveurs et leurs relations avec les cultivateurs ne soient presque jamais mentionnés entre-les-deux guerres résulterait d'une sous-administration, davantage que d'une coexistence harmonieuse. Pendant la Seconde Guerre Mondiale et l'après-guerre, les questions d'élevage deviennent, au contraire, l'objet de compte-rendus fréquents. Cela ne veut pas dire nécessairement que la présence des Mbororo soulève davantage de difficultés. L'encadrement administratif se renforçant, les problèmes de la région sont mieux pris en considération. Dans ses souvenirs coloniaux, le "Resident" des Cameroons reconnaît l'engouement du personnel administratif pour le climat frais du Bamenda : « it was surprising at times how interested people seemed to be in problems which took them to the cool and refreshing moorlands of Bamenda, though understandable after the long grind and restrictions of the war » (79).

L'un des problèmes les plus ardus du Bamenda tient précisément aux relations difficiles que les Mbororo entretiennent avec les villageois. Dès lors, la question pastorale fait l'objet d'analyses, de commentaires et de correspondances assidues entre les administrateurs en poste à Bamenda, Buea et les autorités de la Province Orientale à Enugu.

En 1943, un plan de sédentarisation des Mbororo évoque une détérioration des relations entre éleveurs et cultivateurs, due aux dommages causés par le bétail : « in recent years, there have been many and bitter disputes between the Fulani and the farmers over the question of trespass

75. BAWDEN (M.G.) et LANGDALE-BROWN (I.), 1961, "An aerial photographic reconnaissance..."

76. KABERRY (Ph.), 1960.

77. "Annual Report on the Bamenda Division, for 1926", by Captain DENTON, acting Divisional Officer.

78. Veterinary regional Headquarters, Enugu, to the Secretary of Eastern Provinces, Enugu, 13/4/1951.

79. BRIDGES (A.F.B.), 1980.

and damage to crops » (80). Un commentaire de ce plan par un "Comité d'administrateurs" fait également allusion à l'inquiétude des Mbororo, à la suite d'incidents avec les "pagans" (81). Toutefois, cette prise de conscience ne signifie pas que les tensions surviennent soudain à partir des premières années quarante.

Il est difficile de reconstituer une histoire des relations entre éleveurs et cultivateurs, à partir de sources écrites. La rareté des conflits mentionnés dans les années vingt et trente ne veut pas dire que la coexistence était harmonieuse.

De l'anthropologie appliquée...

A partir des années quarante, la documentation devient relativement abondante sur les rapports entre éleveurs et cultivateurs. Les administrateurs deviennent plus attentifs aux problèmes des populations. Surtout, les écrits et l'intervention d'une anthropologue réputée, Ph. KABERRY, font connaître ces problèmes. A partir de 1945, elle témoigne de l'ampleur des dégâts occasionnés par les troupeaux aux cultures et de la colère des cultivatrices. D'après elle, la situation s'est alors dégradée jusqu'à un point crucial. La préoccupation essentielle des femmes du Bamenda, c'est le problème du bétail.

Chargée d'analyser les racines sociales et économiques de la résistance d'une "backward society" au progrès (82), l'anthropologue découvre une situation inattendue. Les difficultés d'évolution de la société rurale ne seraient pas liées à l'activité agricole en elle-même ou bien au statut déprécié de la femme. La pression continuelle d'un bétail étranger empêche les femmes de s'adonner pleinement à leurs travaux agricoles.

Curieusement, l'auteur se montre relativement discrète sur ce sujet dans "Women of the Grassfields", son ouvrage principal. Les dégâts causés par les bovins sont rapidement signalés parmi d'autres agressions aux cultures : dégâts provoqués par les chèvres, grapillages commis par des voleurs. Au cours de l'analyse ethnologique, l'auteur évoque à peine la gravité du problème. A propos des sociétés féminines, elle y fait rapidement allusion, en s'excusant de la faiblesse de sa documentation à Nsungli, au nord de Kumbo : « infortunately, I spent only a few days in Nsungli where, owing to the insistence and persistence of the women, I had to discuss cattle problems most of the time » (83).

Soit par modestie, soit parce que cela ne ressort pas d'un travail proprement anthropologique, l'auteur ne laisse pas soupçonner le rôle qui fut le sien dans la prise de conscience officielle du problème. Son influence ne transparaît que dans les rapports administratifs de l'époque et dans un texte rédigé plus tard (84), puis publié sous une forme expurgée (85). Le texte dactylographié, plus spontané, relate les efforts de l'auteur pour que les femmes obtiennent justice. « During the course of my stay I inspected dozens of farms, wrote letters to the Administration, and discuss the matter at almost interminable and what must have seemed insufferable length with administrative, agriculture and veterinary officers » (84).

80. CLARKE (N.), 1943, "A scheme for the settlement..."
81. "Reorganization of Fulani in Bamenda Division", 28/8/1943 (Archives de Buea).

82. FORDE (D.), 1952, "Introduction", in "Women of the Grassfields" ; CHILVER (E.M.), 1986, "Women cultivators, cows and cash-crops", p. 2-3.

83. KABERRY (Ph.), 1952, p.98.

84. KABERRY (Ph.), 1959, "Farmer-grazier relations..."
85. KABERRY (Ph.), 1960, "Some problems of Land Tenure in Nsaw".

Ph. KABERRY n'avait pas entrepris son enquête dans le but d'évaluer les préjudices causés par les éleveurs aux cultivatrices. Mais celles-ci ont profité de l'aubaine de sa présence pour obtenir audience. Une complicité féminine les encourageait sans doute à plus de hardiesse que face à des administrateurs (86). Jusque-là, les femmes confiaient leurs plaintes aux maris ou aux chefs de lignage. Ceux-ci obtenaient des dédommagements en argent mais ne les employaient pas toujours à des achats de nourriture (87). Les femmes se trouvaient encore perdantes. Grâce à l'entremise de Ph. KABERRY, elles espèrent que l'administration les aidera, elles. De fait, l'anthropologue se solidarise avec le combat des cultivatrices. Il ne s'agit pas seulement d'arracher de bonnes compensations pour les pertes subies mais d'éviter qu'elles se reproduisent.

La plaidoirie de Ph. KABERRY réussit à convaincre des administrateurs et à les décider de prendre des initiatives en faveur des cultivatrices. La tâche n'est pas facile : elle implique un changement de ligne politique. Malgré les désagréments causés par les Mbororo, les administrateurs reconnaissaient les avantages de leur présence. Certains allaient encore plus loin en faveur des Mbororo, tel J.H.D. STAPLETON en 1947 : « the Fulani are here to stay for the simple reason that there is nowhere else for them to go ; so, taking the long view, they are going to be, if they are not already, part of the indigenous population of the Division » (88).

Dès 1946, un autre administrateur, prenant nommément appui sur le témoignage de Ph. KABERRY, soutient un point de vue opposé : « the time may well come when farmers will no longer tolerate the continued invasion of their farms » (89). Reprenant les pronostics pessimistes de l'anthropologue, il craint que l'administration ait à faire face à des troubles graves si elle poursuit la politique des années précédentes. Il faut qu'elle tienne compte davantage des intérêts des villageois. Deux orientations politiques s'affrontent.

Finalement, les partisans de la défense des intérêts villageois l'emportent. Les "Natives Authorities" sont invitées, en 1947, à décréter des règlements de pâture, afin de contrôler le cheptel et les pratiques pastorales des Mbororo. Les griefs principaux contre les éleveurs portent sur l'insuffisance de gardiennage des troupeaux. Les bergers ne sont pas assez nombreux ; des troupeaux déambulent parfois sans aucune garde. Quant aux propriétaires de bétail, ils ne s'occupent plus directement de leurs animaux. Mal rémunérés et déconsidérés, les bergers font défaut. Un rapport administratif, un peu plus tardif, affirme que chaque berger se trouvait à la tête de 4 à 500 têtes de bétail, avant 1947 (90). Cette évaluation, peut-être valable pour un éleveur particulièrement riche, ne s'appliquait tout de même pas à l'ensemble des Djafoun. Mais il suffit d'un cas pour envenimer les relations entre tous les éleveurs et les cultivateurs. « At night, the gaynako (shepherd) slept and every morning there was "little Boy Blue" getting his cows out of the corn of irate women » (90). D'après F.W. de ST. CROIX (91), spécialiste incontesté des Peuls au Nigeria, le bétail n'est pas correctement gardé au Bamenda, dès le jeune âge des animaux : « I disagree with these Fulani who say cattle cannot be controlled in this climate or in this area ; lack of handling from calfhood has caused lack of control. »

86. E.M. CHILVER, historienne qui a travaillé avec Ph. KABERRY, souligne ces connivences féminines : « women cultivators are finding it easier to discuss their problems with women rather than with men extension workers » (1986, p. 24).

87. KABERRY (Ph.), 1952, p. 90.

88. cité par MILNE (M.N.H.), 1949, "The status of Fulani regarding Land Tenure in the Bamenda Division".

89. MAYNE, 1946, "The Fulani welfare scheme".

90. Resident's Office, Bamenda, 1951.

91. cité par KABERRY (Ph.), 1959, p.7.

Les Djafoun se trouvent confrontés à un essor rapide du cheptel, tandis que la force de travail s'est réduite : la main d'oeuvre servile ne les a pas suivis au Bamenda ou bien, les rares serviteurs prennent de l'âge et ne sont pas remplacés. Il est probable également que l'abondance des pâturages n'a pas incité les Mbororo à embaucher de nombreux bergers. De toute façon, il n'est pas facile de recruter une telle main-d'oeuvre parmi des populations sans tradition pastorale. F.W. de St. Croix dénigre les pratiques pastorales au Bamenda, en les comparant à celles des éleveurs au nord du Nigeria. Mais ceux-ci peuvent recruter sur place autant de bergers qu'ils veulent.

Par les règlements de pâture édictés en 1947, l'administration escompte prévenir les conflits entre éleveurs et cultivateurs. Ils imposent une garde renforcée des animaux : limitation de la taille des troupeaux à 75 têtes et spécification aux éleveurs du nombre de bergers à employer. Ces mesures, assorties d'autres obligations, contiendront les troupeaux dans les pâturages. Même Ph. Kaberry pense que le problème est résolu. Elle espère que, sur ces nouvelles bases, de bonnes relations s'instaureront entre les villageois et les Mbororo. C'est la raison pour laquelle elle n'estime pas nécessaire de revenir sur les anciens conflits dans son ouvrage "Women of the Grassfields" : « I saw no point in discussing farmer-grazier relations in detail ; action had been taken by the Administration and I thought it better to let sleeping cows lie » (92).

92. idem ,1959, p.1.

L'aggravation des conflits entre éleveurs et cultivateurs, au cours des années quarante, s'inscrit dans une augmentation rapide des effectifs de cheptel. Les contraintes pastorales imposées par l'administration, en 1947, freinent cette évolution. Mais pas longtemps. Dès les années cinquante, le cheptel progresse à nouveau. Du moins, la réglementation de l'élevage réussit-elle à éviter les conflits avec les villageois ?

...mais dépassée par les évènements

A son retour à Nso en 1958, les espoirs de Ph. Kaberry se trouvent déçus. Si la situation s'était améliorée sous le coup des sommations administratives, dix ans plus tard, elle s'est à nouveau détériorée.

Le même scénario qu'en 1945 se répète. « After the planting of crops, delegates of women from some 17 villages came to request my help » (92). La situation est redevenue tendue. Contrairement aux affirmations rassurantes contenues dans les rapports administratifs, elle n'est pas restée longtemps sereine. D'après les archives de la "Native Court" de Nso, une cinquantaine d'affaires, en moyenne, attestent, chaque année, de dévastations commises par le bétail, de 1950 à 57. En 1952, la justice coutumière instruit jusqu'à 118 plaintes.

Face à ces déprédations constantes par le bétail, les femmes se plaignent de ne pas obtenir justice : dédommagements insuffisants, menaces de récidive l'année suivante. Pire : elles sont persuadées que les autorités locales ont partie liée avec les Mbororo. Les cultivatrices seraient les victimes d'une coalition insidieuse d'intérêts. Devant la compromission des autorités, elles se découragent - « many women were in dispair » (93) -

93. idem,1959, p.9.

ou s'engagent dans une contestation globale : « any policy will have to take into account the ill-will, frustration and suspicion which have been engendered among them over the past thirty years » (94). Sans autre possibilité de recours, les femmes se livrent à la violence. Ph. KABERRY cite le cas d'un campement saccagé et d'un éleveur expulsé de force en 1958, d'une manifestation féminine à l'occasion de la réunion du "local council". L'auteur commente en ces termes : « it is clear that women are prepared to take matters into their hands » (95).

94. idem,1959, p.1.

95. idem, 1959,p.12.

Quant à l'anthropologue, elle ne semble plus décidée à redevenir la porte-parole des femmes auprès de l'administration, rôle qu'elle avait tenu de 1945 à 47. Pourtant, les cultivatrices ne manquent pas de la solliciter : « the women repeatedly asked me to go and inspect farms, but I felt that little could be achieved by this » (96). L'échec de la politique pastorale adoptée en 1947 figure un peu comme le sien, puisqu'elle en fut l'instigatrice. En 1958, les revendications de villageois restent les mêmes que dix ans auparavant : renforcer le gardiennage de jour, parquer le bétail de nuit, diminuer les effectifs des secteurs surchargés. Mais la répétition des mêmes thèmes n'amène-t-elle pas à s'interroger quant aux possibilités réelles de leur mise en application ? L'anthropologue a l'impression de recommencer une vieille expérience et elle finit par en être irritée : « in a large mesure, I share something of the sense of frustration of the Nsaw women themselves » (97).

96. idem,1959, p.10.

97. idem,1959, p.13.

Le nouveau témoignage de Ph. KABERRY survient dans l'agitation des années de l'Indépendance. De la part des autorités, il ne bénéficie pas de la même attention que lors de son premier séjour. Les responsables politiques ne sont plus les mêmes et la séparation d'avec le Nigeria introduit d'autres priorités que les réclamations des cultivatrices. Celles-ci, profitant du flottement administratif, multiplient les coups de main contre les éleveurs. Pour les femmes, l'Indépendance, cela signifie recouvrer les disponibilités d'autrefois en terres, grâce à la disparition des contraintes imposées par l'administration coloniale. C'est donc chasser à volonté les intrus. Dans le contexte d'une vive politisation des problèmes locaux, à la veille de l'Indépendance, les femmes représentent un groupe de pression efficace. Les éleveurs ne trouvent plus recours dans une protection administrative, face aux expulsions décidées par les cultivatrices.

Déjà, avant l'Indépendance, des administrateurs étaient d'avis de punir les dégâts aux cultures par des amendes exemplaires qui dissuaderaient les éleveurs de recommencer. En 1958, une augmentation des compensations à payer pour les cultures dévastées figure parmi les revendications des Nso. Une situation politique agitée, au moment de l'Indépendance, engage des villageois à imposer cette rétorsion. Ils réclament des sommes tellement élevées, à chaque incursion de bétail, que des éleveurs, effrayés, quittent les lieux le plus vite possible.

A Mfonta, les champs des gens de Bafut se dispersent au milieu des savanes et les dégâts du bétail se multiplient. En peu de temps, l'*arDo* qui séjourne au même lieu depuis une trentaine d'années doit verser 900 £ de dédommagements, soit l'équivalent de 30 boeufs. Il abandonne ses pâturages, repris plus tard - et clôturés - par un centre missionnaire d'élevage.

Près de Fundong, la même mésaventure advient à un Toukanko. En 1957, les femmes se rassemblent et détruisent le campement de son berger, trop proche des cultures. Quelque temps plus tard, ses animaux ont le tort de dévaster un champ. La colère des cultivatrices redoublant, elles obtiennent l'imposition d'une amende de 1.000 £ au coupable, ce qui représente environ 34 boeufs. Après avoir vendu tout ce bétail, le Toukanko quitte le Bamenda.

Les éleveurs ont le sentiment d'affronter une véritable révolte des cultivatrices qui, désormais, ne sont plus contenues par l'administration. Il faut attendre la loi de 1962 relative à la séparation des cultures et des pâturages, pour que les punitions pour dégâts aux champs soient codifiées. La loi limite le montant des amendes à 20.000 francs CFA, mais avec la possibilité de l'assortir d'une peine de 4 mois de prison. Reste à savoir si des Mbororo ne préfèrent pas encore vendre des boeufs, plutôt que de croupir en prison...

Le témoignage de Ph. KABERRY sur la reprise des conflits, à la fin de la période coloniale, est d'autant plus amer qu'elle avait inspiré une politique dont elle constate l'échec. Elle incrimine les éleveurs, bien sûr, impossibles à régenter, mais également l'administration, pour son manque d'efficacité. Cependant, l'administration avait-elle vraiment les moyens de contrôler quotidiennement la conduite des troupeaux et la charge des pâturages ? Cette politique d'intervention administrative et de surveillance des éleveurs était-elle vraiment applicable ?

Le pessimisme de l'anthropologue provient de la mauvaise humeur des cultivatrices Nso. Mais la situation est-elle aussi mauvaise dans tout le Bamenda ? Enfin, les femmes n'amplifient-elles pas leurs récriminations, afin de pousser, encore une fois, l'anthropologue à défendre leur cause ?

Nouveaux lieux d'affrontements

Jusqu'à l'Indépendance, les dégâts aux cultures survenaient surtout en hauts plateaux, attisant la colère des cultivatrices de Nso et de Bafumen. Le choc paraissait presqu'inévitable, les fortes charges en bétail avoisinant les densités les plus élevées de cultivateurs. A partir des années soixante, les bas plateaux ne sont plus épargnés par les incursions de bétail. C'est ce qui ressort d'une répartition des affaires en instance de jugement, en 1967.

Tabl. 82 : ***Répartition des infractions à la loi de 1962, par "council"***

	total des infractions	dont : affaires dites "civiles" (98)
Gwofon (Momo)	11	6
Nso	4	0
Ngemba	40	?
Bali	4	?
Ndop	9	?
Wum	31	16
Nkambe	17	8

source : Farmer-Grazier Service, "rapport trimestriel, oct.-déc. 1967".

98. Dans le vocabulaire juridique de l'époque, les "affaires civiles" désignent des dégâts commis aux cultures, l'acte n'étant pas perpétré de manière intentionnelle.

Bien que le relevé soit partiel et inégalement détaillé, il souligne la fréquence des atteintes agricoles à Wum. Ce constat est sans doute à mettre en relation avec les arrivées d'Akou qui reprennent le chemin des plateaux, à partir de 1962. Pourtant, le contexte agro-pastoral de Wum semble moins difficile qu'en hauts plateaux. Des charges encore faibles et une population agricole moins nombreuse, groupée en gros villages, devraient faciliter la coexistence. Or, les relations entre les deux populations se dégradent tout au long des années soixante, pour aboutir à une véritable révolte des cultivatrices en 1973. Pour quelles raisons le bétail des Akou représente-t-il une telle menace pour les Aghem ?

Relâchement du gardiennage

A leur arrivée, les Akou sont réputés pour leurs qualités pastorales. Certains ont séjourné parmi les Tiv qui n'épargnaient pas le bétail trouvé en infraction dans les champs et qui dérobaient les animaux non accompagnés. Les Akou assurent une garde régulière de leurs troupeaux, contrairement aux Djafoun qui les laissent divaguer librement.

Du moins en est-il ainsi à l'entrée des Akou car, après quelques années, le gardiennage se relâche chez eux également. Prenant modèle sur les Djafoun, les jeunes se rendent de marché en marché où ils s'attardent. Par souci d'économie et par suspicion, les Akou répugnent à embaucher des bergers. Ils ont tendance à confier la garde du troupeau aux enfants, garçons et même fillettes qui s'occupent à des jeux ou contrôlent difficilement de nombreux animaux. Si les troupeaux des Akou sont accompagnés, cela ne veut pas dire que leur cheminement soit toujours maîtrisé.

Incompatibilités entre agriculture et élevage

D'un autre côté, la multiplication des dégâts occasionnés par le bétail tient au système de culture des Aghem. Leur système extensif se caractérise par un déplacement périodique des champs, une instabilité du parcellaire et l'absence de limites végétales matérialisant l'espace agraire. Un éleveur, installé au milieu de ce qui lui semblait de tout temps des pâturages, s'étonne d'être bientôt entouré de cultures, revenues occuper de vieilles jachères. Le risque de dégâts s'accentuant, il renforce la garde des animaux, mettant parfois 3 jeunes gardiens par troupeau. Mais la situation devient intenable. Les nouveaux champs ne sont pas clôturés, les Aghem refusant de faire ce travail. N'ayant jamais enfermé leurs cultures, ils n'admettent pas que ces dépenses et ces travaux leur incombent. De toute façon, ils n'en voient pas l'utilité, puisque dans quelques années, le champ retournera à la jachère.

Afin de prévenir les incursions de bétail dans les champs, l'éleveur les pousse chaque jour dans la direction opposée. Il achète du fil de fer barbelé et embauche des ouvriers pour édifier une clôture, empêchant les animaux de se diriger vers les cultures. Lorsque l'encerclement des pâturages se précise, il se résigne à attacher de nuit les bovins, à enfermer les moutons dans un abri et les veaux dans un parc. Des Akou se plient à une astreinte que les Djafoun n'ont jamais acceptée.

Le siège devient plus difficile à tenir lorsque des champs investissent les fonds de vallée au voisinage du campement. A Essu, les interfluves, à sols gravillonnaires, conviennent peu aux cultures, tandis que les vallons, à sols colluviaux et alluviaux, leur sont propices. Mais les bandes culturales en fonds de vallée coupent les pistes à bétail et condamnent les points d'abreuvement, ***regorDe***. Lorsque le troupeau ne dispose plus que d'un ***regorDe***, l'éleveur se sent comme prisonnier des cultivateurs.

Les extensions culturales et l'ouverture de nouveaux champs surviennent en saison sèche. Il suffit qu'un éleveur parte en transhumance avec sa famille pour que les cultivatrices interprètent ce départ comme définitif. Elles commencent à cultiver les abords du campement, surtout l'aire à bétail, en mettant à profit la fumure animale. En retour de transhumance, alors que les pousses de maïs sortent déjà de terre, elles sont piétinées et broutées par les animaux. C'est la dispute.

Divergences d'appréciation du risque agricole

Eleveurs et cultivateurs n'évaluent pas de la même façon les dommages agricoles. A Wum, les villageois deviennent de plus en plus sévères, condamnant toute incursion de bétail dans les champs, même s'il ne prélève aucune nourriture.



Fig. 200 : ***Vaine pâture de chaumes de maïs aux environs de Misaje : tolérance ou effraction ?***

Les Akou, en provenance du nord, avaient l'habitude de pratiquer une vaine pâture sur les chaumes de sorgho, en début de saison sèche. Une fois installés à Wum, ils tentent d'exploiter les adventices après l'enlèvement du maïs et des haricots. Il subsiste bien des tubercules, macabo et manioc, mais les animaux n'en consomment pas les feuilles. Les Akou pensent que les troupeaux peuvent parcourir librement ces restes de cultures mais bientôt, les villageois ne l'entendent plus ainsi. Ils n'admettent la vaine pâture qu'une fois toutes les cultures enlevées, même celles des tubercules.

En 1973, les chaumes d'un quartier de Wum sont parcourus par les troupeaux de 6 éleveurs. Le chef de quartier réclame une indemnité de 986.000 francs pour le piétinement des pieds de tubercules. Après évaluation par l'administration, le dédommagement est ramené à 57.500 francs. Désireuses de recevoir une indemnité, si petite soit-elle, plus de 100 femmes se déclarent concernées.

Désormais, les Akou de Wum ne doivent plus seulement éviter le maïs mais également les cultures associées, même celles de fin de cycle cultural. La coexistence devient plus difficile.

Ces divergences rendent compte de l'accentuation des conflits. Mais la cause fondamentale tient à la juxtaposition des cultures et des troupeaux aux mêmes endroits. Est-ce inévitable, lorsque l'espace ne manque pas ?

Contradictions pastorales

Wum est l'exemple d'une ville "rurale" où se concentre la population de dix quartiers ou "sections". Chaque chef détient un vaste secteur de terres agricoles que les cultivatrices mettent en valeur par rotation, sous la direction d'une ***natum***, responsable féminine. Matin et soir, c'est un long défilé de femmes, chargées de paniers et d'outils, entre la ville et les champs. Les secteurs cultivés alternent, mais à l'intérieur d'un rayon de 6 à 7 km autour de la ville, distance maximum que les femmes peuvent accomplir en un aller et retour quotidiens. Le même schéma se répète autour d'Essu. Au-delà de ces cercles cultivables, les champs deviennent rares, si bien que l'espace serait disponible aux éleveurs.

Il est curieux que les éleveurs ne s'écartent pas le plus possible des villageois, préférant, eux-mêmes, les abords des centres ruraux. C'est d'autant plus étonnant que les Akou redoutent les jugements des tribunaux coutumiers. En se rapprochant des villages, ils s'exposent à des frictions. Mais les Akou sont attirés par la présence de marchés où leurs épouses peuvent vendre, sinon du lait, du moins du beurre. Ils accordent un grand intérêt aux petits revenus procurés par ce commerce. Cela permet de restreindre d'autant les ventes de bovins ou de petit bétail. Or, ces transactions se déroulent aux grands marchés de Wum, Essu, We. Les femmes ne peuvent s'y rendre que si le campement se trouve, au plus, à une dizaine de kilomètres du centre rural.

A la contrainte géographique imposée par le petit commerce de produits laitiers s'ajoute une dépendance encore plus étroite envers les villageois pour le ravitaillement en produits agricoles. La nourriture est rare et

chère à Wum : un sac de maïs coûte 3.000 francs en 1975, contre 1.000 seulement à Nso. Se procurer du maïs représente parfois un véritable exploit. Dans cette quête de nourriture, les éleveurs qui habitent loin sont défavorisés.

Quelle que soit la salubrité des pâturages éloignés, il existe une distance maximum des villages, au-delà de laquelle les Akou répugnent à s'installer. C'est le cas à l'ouest de Wum et d'Essu. Ceux qui séjournent sur ces pâturages, en 1975, ont été repoussés des environs de Wum, lors des incidents de 1973. Certes, ils ne souffrent plus de la proximité des champs et évitent les querelles avec les villageois. Mais ils ont du mal à se ravitailler. Ils ne s'y plaisent pas, surtout pas leurs épouses.

Lorsque la distance du campement au village de cultivateurs excède une dizaine de kilomètres, l'éleveur se met à cultiver. Cependant, il est rare qu'il assure toute son alimentation. Les Akou sont partagés entre une dépendance alimentaire vis-à-vis des cultivateurs et les difficultés de coexistence des troupeaux avec des champs ouverts, sans protection. Ils ne consentent à s'écarter des villages que devant la répétition d'amendes ou face à la révolte de cultivatrices, excédées par les méfaits des animaux.

Inconvénients de la sédentarisation

La situation tend à devenir plus conflictuelle sur les bas plateaux. Au contraire, l'administration s'efforce depuis longtemps d'isoler les cultures des pâturages sur les hauts plateaux. Sous l'exhortation des agents du service "Farmer-Grazier", les villageois plantent des haies d'eucalyptus en lisière des champs. Des incidents se produisent surtout aux dépens d'extensions culturales, mal protégées. Des clôtures en barbelés n'étant pas entretenues, les troupeaux finissent par les franchir. De petits terroirs, isolés au milieu des pâturages, par exemple Kingomen à l'est de Kumbo, sont les plus exposés au bétail. Les villageois exigent des éleveurs qu'ils ne laissent pas leurs troupeaux sans berger. Mais les bergers n'assurent pas un gardiennage continu des animaux.

Deux facteurs accentuent les dommages aux cultures en hauts plateaux : la sédentarisation des Mbororo et le développement d'un élevage paysan. Une fois fixés et surtout complètement sédentarisés, les Djafoun n'abandonnent plus leur campement d'hivernage, même s'il avoisine des cultures.

Un riche Ringuimadji habite près de Nkambe, depuis les années quarante. En 1975, des champs entourent le campement à l'ouest et à l'est. Pour éviter des déprédations trop graves aux cultures, il a déjà éloigné 4 troupeaux "de brousse". Il ne maintient sur place que celui "de campement". Malgré la pression des villageois, il se refuse à quitter son campement, mais la situation risque de dégénérer.

A Kublum, au nord de Kumbo, un Barbanko ne possède plus qu'une dizaine de bovins. Il habite depuis des décennies au même endroit où il a construit des maisons en "semi-dur". Mais les champs se sont étendus tout autour du campement. Comme il ne veut pas partir, il place ses animaux en haut de Bantem en saison des pluies, puis les récupère en saison sèche. Il les conduit alors sur les chaumes les plus proches, avec l'accord des cultivateurs.

En se sédentarisant, les Djafoun évitent difficilement le contact du bétail avec des cultures qui s'étendent. Ils détournent le risque de conflits par divers procédés, mais sans trouver de solution vraiment satisfaisante.

Désordres de troupeaux villageois

L'essor de l'élevage paysan, grâce aux revenus procurés par la culture du café, a enrichi quelques villageois mais rendu la situation des cultivatrices plus critique. Les troupeaux qui appartiennent à des villageois sont mal gardés, placés sur les pâturages les plus proches des terroirs d'où ils partent rarement en transhumance. Les dommages aux cultures deviennent inévitables, opposant les villageois en querelles intestines.

A Babanki Tungo, un villageois est devenu riche éleveur, avec 130 bovins recensés. Ce gros troupeau, mal gardé, abîme les champs de 16 femmes lors de la saison sèche 1970-71. Elles portent plainte devant la "Customary Court" qui se trouve contrainte d'infliger une amende à l'un des principaux notables villageois.

Le terroir de Meluf, à l'ouest de Kumbo, s'étend jusqu'en limite des pâturages de Tadu. La clôture entre champs et pâturages, érigée en 1958, n'a jamais été réparée. A chaque saison sèche, les habitants de Meluf qui possèdent du bétail refusent de les envoyer en transhumance. En décembre 1970, leurs animaux franchissent la clôture en ruine et provoquent des dommages considérables aux cultures. Il s'en suit de violentes disputes entre les habitants de Meluf. Légalement, la réparation de la clôture incombe à tous les villageois mais ceux qui ne possèdent pas de bétail refusent de travailler au bénéfice des plus riches. En butte à l'hostilité de la majorité des gens du village, des propriétaires de bétail se résignent à s'en défaire.

Lorsqu'une amende est infligée à un troupeau collectif, les participants à la "society" ne restent pas toujours solidaires dans l'adversité. Des marchandages surviennent lors de la répartition des parts à payer.

A Tatum, au nord de Nso, un troupeau appartenant à trois villageois occasionne des dégâts dans les champs. Mais les associés ne peuvent se mettre d'accord pour payer l'amende. L'un accuse les animaux de l'autre d'être entrés les premiers dans les cultures... Celui-ci s'insurge. Ils se querellent, se séparent et chacun vend ses animaux. Le troupeau n'a pas survécu aux dommages agricoles.

L'essor du cheptel de riches citadins entraîne des dommages répétés dans les terroirs proches des villes, surtout de Bamenda.

En 1969, un commerçant de la ville place un troupeau de 100 têtes dans les pâturages de Nkwen. Il a obtenu l'accord du *fon* mais sans informer le "Farmer-Grazier Service" qui estime les pâturages insuffisants. Le troupeau envahit les champs d'un village voisin, Bambili. Les femmes de Bambili, furieuses des pertes subies, manifestent en ville contre le commerçant et viennent se plaindre au "Divisional Officer" de Bamenda.

Même des auteurs ne manifestant pas de dispositions favorables envers les Mbororo, reconnaissent que les dégâts aux cultures ne proviennent pas toujours de leurs animaux (99). Ils mettent surtout en cause les chèvres

99. CHILVER (E.M.), 1986, p. 9.

qui, dans leurs errances, peuvent commettre beaucoup de dommages. L'ancien élevage villageois, en particulier celui de taurins des chefferies, aurait été étroitement contrôlé. Clôtures de pâturages et de cultures en fonds de vallées, gardiennage assuré par des jeunes attachés aux chefs de lignages assuraient la coexistence des troupeaux et des activités agricoles. Le nouvel élevage villageois ne dispose pas d'une main-d'oeuvre aussi abondante. Pour les cultivatrices, les troupeaux des éleveurs villageois sont encore plus dangereux que ceux des Mbororo.

Contraintes de l'élevage sédentaire

Qu'ils relèvent des Djafoun ou des villageois, les troupeaux sédentaires provoquent souvent le plus de dégâts. Les Haoussa de Binka, Bafumen, Fujua près de Fundong ont souvent des ennuis, par suite des effractions de leurs troupeaux. Autour du ***sanyeere***, les pâturages sont surchargés de bétail et broutés à ras.

En hauts plateaux, les troupeaux sédentaires souffrent de faim en saison sèche. Ils ravagent les cultures d'arrière-saison, surtout les haricots. Même s'ils ne font que passer, sans avoir le temps de consommer des feuilles, les animaux piétinent et saccagent ces cultures. En fin de saison sèche, les femmes n'acceptent plus que du bétail déambule au milieu des billons préparés pour les semis de maïs. Plus tard, si des jeunes pousses viennent à être broutées, le préjudice est encore plus grave car les femmes affirment que de nouveaux semis ne donneront rien. La colère est d'autant plus grande que la récolte est condamnée.

Une grande partie des dégâts sont commis de nuit, les Mbororo ayant coutume de laisser les animaux en liberté nocturne. Les éleveurs estiment la pâture de nuit ou, plus précisément, du petit matin (***wamba*** ou ***sogga***) indispensable pour les animaux, surtout en saison sèche. Après la fraîcheur de la nuit, ils consomment mieux les herbes sèches qu'en plein soleil. En fin de saison sèche, la rosée matinale, ***sammam***, facilite la pâture. Mais les divagations nocturnes sont à l'origine de beaucoup d'ennuis.

« Night damage is the very devil. No method of keeping a gainako (shepherd) awake at night has been discovered » (100)... Derrière l'humour anglais se cachent des efforts répétés pour convaincre les Mbororo de renoncer à la pâture de nuit. Cette question a fait l'objet de débats animés au cours des réunions du "Fulani Council".

100. Resident's Office, Bamenda, 1951.

On a d'abord proposé d'entraver les animaux, ***haBBa***, deux par deux, chaque soir, solution qui n'exige pas d'investissements préalables. Mais elle requiert une main-d'oeuvre nombreuse dont les grands éleveurs ne disposent pas. De plus, elle n'est possible, avec des animaux adultes, que s'ils sont accoutumés à cette attache nocturne, dès leur plus jeune âge. Pour qu'elle se généralise, il faut compter au moins 5 années de dressage. Les quelques tentatives faites à l'époque coloniale se sont heurtées à l'inertie des bergers, mécontents de ce surplus de travail.

L'autre recours consiste à enfermer, ***howa***, chaque troupeau dans un parc de nuit, technique bien connue en d'autres pays, par exemple en Côte

d'Ivoire. Solution moins astreignante en travail, les Mbororo ne l'acceptent pourtant que du bout des lèvres. En 1975, les éleveurs de Sabga sont pratiquement les seuls à l'adopter en saison des pluies, pour éviter les incursions dans les champs de maïs proches du village. Mais ils ne l'admettent pas de gaieté de coeur.

Ceux qui peuvent engager un berger l'éloignent avec le troupeau, hors de portée des champs. Un Djafoun, possédant seulement 40 têtes, préfère quitter Sabga : « *il y a trop de champs près du village, les vaches dorment dans les clôtures.* » Pour les pasteurs, enfermer les animaux dans une clôture (*fensol*) est une solution de dernier recours.

En 1986, la technique du parc de nuit est entrée dans les habitudes à Sabga. ***Bikkon Do pat mari pensi haa Baawo saare maBBe, fuu mari*** : « *tous les jeunes d'ici ont des parcs derrière leurs habitations, tous en ont,* » reconnaît le chef mbororo. Mais le confinement nocturne des animaux n'est admis qu'à contre-coeur : ***Be wadda na'i haa fensol, doole*** : « *ils entrent les vaches dans le parc, bien forcés de le faire.* » Dès que la récolte du maïs est enlevée, les animaux retrouvent leur liberté nocturne. Bien que le danger principal soit écarté, des lopins de cultures secondaires souffrent encore de passages d'animaux, déchaînant les cris de femmes.

Les Djafoun les plus sédentarisés, comme ceux de Sabga, entourés de cultivateurs, se rendent compte que dans l'avenir, le bétail sera parqué de nuit à longueur d'année. Mais cette perspective ne les réjouit guère.

La réparation des dommages agricoles

Le dédommagement des dégâts commis par le bétail soulève d'autres motifs d'animosité entre éleveurs et cultivateurs. Les premiers accusent leurs voisins de provoquer sciemment des dévastations de récoltes, afin de bénéficier d'une véritable "rente". Quant aux modalités de remboursement, elles suscitent des tensions qui peuvent donner lieu à des révoltes féminines.

Mise en place de juridictions locales

A l'époque coloniale, les dissenssions entre éleveurs et cultivateurs étaient souvent réglées à l'amiable, sous l'entremise du "Cattle Control Officer", un fonctionnaire anglais chargé des affaires d'élevage. Mais, en cas de dégâts aux cultures, les villageois pouvaient porter plainte devant la "Native Court". Et, de fait, les plaintes affluaient devant certains tribunaux, par exemple à Nso. L'opposition des femmes Nso aux Mbororo alimentait un flot continu de procès. Des Nso, souhaitant le départ de Mbororo, les traînaient sans cesse devant la justice. Ailleurs, les villageois étaient moins dressés contre les éleveurs et les tribunaux coutumiers moins diligents. Même à Nso, des jugements pouvaient rester longtemps sans effet, devant l'inertie des éleveurs à payer.

Les "Native Courts", tribunaux coutumiers, ont représenté une pièce essentielle du dispositif administratif anglais, dans le cadre de l'"Indirect Rule". En statuant sur des

affaires mineures, selon leurs traditions, les villageois furent amenés à participer à l'ordre public. Le produit des amendes infligées par les tribunaux coutumiers entrait dans le budget des "Native Authorities", complétant une partie des impôts directs. Si une justice locale s'est mise très vite en place, sous l'autorité des chefs de Bali, Nso et Kom, il n'en fut pas de même pour les chefferies moins fortement constituées. L'administration anglaise s'efforçait de sortir du rang et de former des notables de confiance, capables de constituer une "Native Court". L'instance judiciaire coutumière représentait l'unité de base de l'espace politique et préparait l'émergence - ou la renaissance - d'un pouvoir local. Ses attributions dépassaient largement celles confiées aux "tribunaux du premier degré", institués par l'administration française du Cameroun.

Les réparations des dommages agricoles s'avéraient plus ou moins effectives, selon le zèle des tribunaux et des forces de police locales. Dans les années cinquante, les "Native Authorities" devinrent de véritables gouvernements locaux, dotés de larges pouvoirs économiques et d'une autonomie budgétaire. Certaines auraient pu prendre des mesures draconiennes à l'encontre des éleveurs. Elles ne l'ont pas fait, afin d'éviter un exode des Mbororo et une fonte de leurs ressources fiscales. Ph. KABERRY (101) regrette que les questions de budget aient bénéficié d'une telle priorité, aux dépens des intérêts de la population agricole.

101. KABERRY (Ph.), 1959, p.2.

Procédures des justices locales

La loi de 1962 revient en partie sur la décentralisation précédente. Désormais, les décisions relatives aux rapports entre éleveurs et cultivateurs sont prises par les agents du "Farmer-Grazier Service" qui relève directement du Secrétariat d'Etat du Cameroun Occidental. Les règles sont les mêmes partout, sans égard pour les préférences des autorités locales. Toutefois, cette centralisation ne se prolonge pas au plan judiciaire. L'agent du "Farmer-Grazier Service" règle les conflits agraires à l'amiable, évaluant les dommages et fixant le montant de la compensation à verser. Mais si l'une des parties refuse cet arbitrage, le contentieux est déféré devant les "Customary Courts", transposition des "Native Courts" de l'époque coloniale. La nouvelle organisation juxtapose la centralisation d'un service administratif avec la fragmentation des instances judiciaires.

Très vite, les tribunaux coutumiers se trouvent submergés de plaintes contre les éleveurs. Les villageois comptent bénéficier de meilleurs dédommagements que ceux proposés par l'agent administratif. La partialité des tribunaux locaux est évidente dans ces affaires, non seulement aux yeux des éleveurs, mais également du service "Farmer-Grazier". Le responsable en poste à Kumbo constate : « les jugements des Courts n'ont pas d'effet car leurs membres sont toujours favorables aux cultivateurs et hostiles aux Mbororo » (102).

102. Farmer-Grazier Service, Bui, "rapport trimestriel avril-juin 1971".

Recrutés parmi des notables villageois, les magistrats accordent satisfaction aux leurs, contre les "strangers". Partout, les Mbororo se plaignent des sentences ; ils font appel et, d'un report de séance à l'autre, dépensent sans cesse en frais de justice. Les deux populations, gagnées d'un esprit procédurier, s'affrontent en chicaneries interminables. Les amendes tombent sur les éleveurs et servent à entretenir tout un monde de messagers, assesseurs, juges...

Redoutant les "Courts", des éleveurs, mis en cause par une plainte, paient tout de suite des sommes exorbitantes, avant même que le procès soit plaidé. Pour cela, ils vendent du bétail. Des Mbororo en viennent à soutenir l'idée que beaucoup de villageois se sont constitués des troupeaux grâce aux actions engagées devant les "Customary Courts".

Encouragés par les dédommagements importants obtenus en justice par un voisin, des villageois entreprennent des cultures "traquenards" : elles ne sont pas vraiment destinées à produire une récolte mais à subir des dégâts par le bétail et à procurer une rentrée de numéraire. Ph. KABERRY (103) admet que les Mbororo de Nso se plaignent déjà de "cow farms", ouvertes délibérément à proximité des pistes à bétail, dans cette intention. Au cours des années soixante-dix, de nouvelles parcelles de ce type sont signalées un peu partout, notamment au nord de Nkambe, où la tension devient vive. A Wum, les Akou dénoncent également des chefs villageois qui inciteraient les femmes à ouvrir des champs à proximité des points d'eau et des pistes, de façon à multiplier les dégâts et à réclamer des dédommagements.

103. KABERRY (Ph.), 1959, p.7.

Inversement, les villageois accusent les éleveurs de conduire volontairement les animaux dans les champs isolés, comptant bien ne rien payer pour des cultures situées au milieu des pâturages. En 1969, l'agent "Farmer-Grazier" met en garde les Mbororo de Ndawara contre des incursions dans les cultures, commises de façon intentionnelle.

Auto-justices et vengeances féminines

Alors que les Mbororo se plaignent de la lourdeur des amendes infligées par les tribunaux coutumiers, les cultivatrices ne sont pas toujours satisfaites des jugements. Des dommages agricoles ne seraient pas correctement évalués. Parfois, les champs abîmés ne reçoivent pas de visite. Enfin, elles soupçonnent les chefs de recevoir de l'argent de la main des éleveurs pour étouffer les plaintes. Des femmes n'ont pas confiance dans la procédure légale et, sous le coup de la colère, cèdent à des débordements de violence contre les éleveurs ou même les autorités. Les dossiers du "Farmer-Grazier Service" relatent de nombreux cas de vengeances féminines.

> En 1970, le troupeau d'un Akou saccage des champs de maïs en début de végétation. Les cultivatrices envahissent le campement du coupable et il s'ensuit une violente bagarre. La femme de l'éleveur est copieusement rossée.
>
> En 1972, le bétail d'un *arDo*, proche de Konene, commet des dégâts en traversant les champs de maïs de 5 femmes, en début de saison des pluies. Les femmes se rassemblent, chassent l'éleveur et détruisent son campement.
>
> A l'ouest de Nkambe, une affaire se termine mal, en 1973. A la suite de dégâts répétés à leurs champs, des femmes s'insurgent et attaquent des éleveurs. La bagarre coûte la vie à 3 personnes : deux enfants et un adulte.

Localement, les cultivatrices ripostent aux incursions de bétail par une défense des cultures au moyen de tranchées. Lorsque les animaux entrent

dans les champs, ils se cassent les pattes. Le creusement de fossés est signalé à Santa et à Bafumen. En 1970, le service "Farmer-Grazier" relève 20 accidents d'animaux à Bafumen (104).

Lorsque les femmes parviennent à surprendre les animaux sur le fait, elles les contiennent, les empêchant de s'enfuir. Le propriétaire, ne pouvant nier que ce sont ses animaux, ne les récupère qu'après dédommagement. En procédant ainsi, les femmes sont assurées de recevoir de l'argent. Autrement, l'éleveur est tenté de repousser à plus tard le versement. En forçant les animaux à rester sur les lieux du méfait, la récolte sur pied finit par être entièrement détruite. Les femmes n'hésitent pourtant pas à recourir à cette rétention dans le cas de plantes secondaires, en fin de saison agricole. S'il s'agit de maïs sur pied, elles préfèrent chasser les animaux, le saccage complet de la récolte leur faisant trop mal au coeur.

Lorsqu'elles constatent des dégâts à leurs champs, la colère des femmes débouche plus spontanément sur une riposte violente que sur une longue procédure devant les tribunaux. Cependant, les représailles sont rarement poussées jusqu'à l'abattage du bétail, à la lance ou au fusil. Les abattages sont plutôt perpétrés à froid, par des voleurs.

En 1974, un Akou de Lassin perd pourtant une vache, blessée d'un coup de lance par un cultivateur. Il porte plainte à la "Customary Court", mais l'affaire traîne. Il affirme avoir déjà vendu 5 têtes pour supporter les frais de justice...

Une autre affaire relève des cultures-traquenards, tout en illustrant la détermination collective des femmes. En 1968, une pétition signée par 6 femmes de Bamessing, près de Ndop, proteste contre un éleveur dont le bétail occasionne de grands dommages aux cultures. Le chef du District de Ndop et l'agent du "Farmer-Grazier Service" décident de visiter les lieux. Cela les conduit en haut de Ndawara, au milieu des pâturages. « Ils trouvent 45 femmes en colère, habillées de feuilles, prêtes à quelque acte hostile contre eux, car elles savaient que leur démarche et leur plainte illégale ne pouvaient trouver gain de cause. Quand il leur est demandé de montrer les champs dévastés, elles avisent un petit lopin qui venait d'être cultivé autour de la hutte de l'éleveur. Quand il leur fut dit qu'elles avaient tort de laisser les vallées fertiles pour chasser le bétail des montagnes par de petits champs isolés, elles se rebellèrent et éparpillèrent les pailles de deux huttes fulani, exposant les personnes et les biens à la pluie. Le chef de District, essayant de les prévenir, fut assailli. Après cette bagarre, 41 femmes furent arrêtées par la gendarmerie et déférées à la "Magistrate Court" de Bamenda. Reconnues coupables, elles furent condamnées à un an de prison et à une amende de 5.000 francs chacune. Elles ont fait appel » (105).

Un détail attire l'attention dans toutes les révoltes féminines : la tenue vestimentaire des femmes. Elles se débarrassent des pagnes pour se vêtir comme autrefois. Nostalgie des temps anciens et contestation de l'ordre actuel expriment un profond malaise des cultivatrices. Autrefois, elles disposaient généreusement de terres à cultiver, transmises par les mères ou octroyées par le lignage du mari. Actuellement, la situation foncière est difficile en de nombreux terroirs, saturés par l'essor démographique et bloqués par les espaces réservés aux pâturages. Cette contestation féminine de l'ordre actuel ressurgira de façon plus radicale à Wum, quelques années plus tard.

104. Il est curieux d'oberver la même méthode de riposte des cultivateurs contre les Mbororo en Centrafrique, à mille kilomètres du Bamenda. Là-bas, des Gbaya creusent de véritables fosses à fauves autour des champs. Les animaux qui tombent dedans n'ont aucune chance d'en sortir vivants.

105. Farmer-Grazier Service, "rapport trimestriel, avril-juin 1968".

Les dégâts aux cultures déclenchent les incidents les plus violents entre éleveurs et villageois. Chaque fois que des animaux entrent dans leurs champs, les femmes réagissent sous le coup de la colère. Elles accusent les Mbororo de mépriser les travaux agricoles. Les procédures longues et complexes de dédommagement leur donnent rarement satisfaction : l'argent compense mal des pertes en cultures vivrières. Finalement, dans ces affaires, les cultivatrices se sentent flouées : ni les hommes, ni les chefs villageois ne comprennent vraiment leurs problèmes.

Les empiétements culturaux

C'est le second volet de l'opposition entre éleveurs et cultivateurs. Bien que leur présentation soit séparée, les deux motifs de discorde s'entremêlent fréquemment. A un empiétement agricole succèdent des dégâts par le bétail. Inversement, ceux-ci amènent parfois les femmes à riposter, en ouvrant des parcelles au milieu des pâturages. Si les conflits causés par des dégâts agricoles éclatent violemment, les pertes de pâturages provoquent des contentieux plus longs et plus complexes.

Une expansion contenue par l'administration coloniale

La pression agricole sur les pâturages est une constante au Bamenda, au moins depuis les années cinquante. Elle résulte de plusieurs causes : accélération de l'essor démographique, introduction de cultures destinées à la vente et ralentissement de l'émigration vers les grandes plantations côtières.

Depuis la période coloniale, l'administration est confrontée au dilemme du partage de l'espace entre agriculture et élevage. Le choix ne peut s'appuyer sur de nettes indications de potentiels naturels. Les décisions seront prises à partir d'arguments économiques ou résulteront de pressions politiques.

Les villageois sont toujours intervenus avec insistance auprès des pouvoirs publics mais ceux-ci n'ont pas cédé complètement à leurs arguments. Les administrateurs coloniaux se montraient soucieux de maintenir un équilibre entre les deux activités. L'espace pastoral était préservé pour plusieurs raisons : ressources fiscales immédiates, intérêt économique plus général pour compléter les ressources de la région, irriguer le milieu rural en numéraire et surtout, approvisionner en viande le sud côtier. La viande faisait souvent défaut dans les camps de travailleurs des grandes plantations ; l'administration s'efforçait d'orienter le commerce de bétail vers Victoria.

Une observation relevée dans un rapport annuel de 1953, en pleine période d'encadrement des éleveurs, rend compte du souci de maintenir un équilibre entre agriculture et élevage : « the main difficulty has been to strike a balance between the newly expressed request of the average village for more farm land and the desirability from an economic point of view of increasing the numbers of cattle » (106).

106. Bamenda Province, 1953, "Annual Report".

L'attitude de l'administration coloniale ne manque pas de susciter la réprobation de Ph. KABERRY (107). Elle estime qu'aux yeux des vétérinaires et de la plupart des administrateurs, les intérêts du bétail l'emportent sur ceux des hommes. Dès qu'une question de partage des terres se pose, ils se préoccupent d'abord d'attribuer suffisamment d'espace aux animaux. Au contraire, l'anthropologue pose comme principe que les besoins en terres à cultiver devraient guider toute décision. Par exemple, les secteurs à la périphérie de Nso conviendraient aussi bien à l'agriculture qu'à l'élevage. « It is in such areas that Nsaw will demand that the needs of farmers take precedence over those of Fulani » (108). L'auteur prévoit que les villageois auront besoin de terres, par suite de l'essor de la population et des modifications survenues dans leur système agricole. Des femmes réclament, en plusieurs endroits, une extension des terres agricoles, s'engageant à édifier des clôtures autour des nouveaux champs.

107. KABERRY, Ph., 1959, p.2.

108. idem, p.13.

L'anthropologue regrette que les demandes des cultivatrices soient fréquemment rejetées par une administration coloniale trop attentive à ne pas mécontenter les éleveurs. Aucun inventaire détaillé des besoins en terres agricoles n'a été dressé à Nso, ni ailleurs au Bamenda. Le service de l'Agriculture brille par son absence dans les négociations avec les éleveurs. Finalement, Ph. KABERRY reprend une revendication des Nso : que tous les 3 ans, les limites des pâturages soient revisées, afin de satisfaire les besoins de terres exprimés par les cultivatrices et tirer profit de la fumure par le bétail.

Le témoignage de Ph. KABERRY donne l'impression d'une situation bloquée, à la fin de la période coloniale, par une administration hostile à toute modification dans la répartition des terres. Le personnel administratif n'est pas assez nombreux pour veiller à une application des règlements de pâture. Les réformes engagées en faveur des administrations locales entraînent des confusions dans les attributions de pouvoir. Légalement, les "Native Authorities" accordent ou retirent les permis de pâture. En fait, les décisions relatives aux limites cultures-pâturages relèvent encore de fonctionnaires, les "Cattle Control Officers".

Pourtant, lorsque le premier de ces fonctionnaires fut nommé, en 1948, c'était dans l'intention de protéger les villageois, face aux intrusions des éleveurs. Les disputes entre les deux populations seraient résolues en tenant compte des régimes fonciers locaux. De la même façon que la création des "Native Authorities" était précédée d'une étude des institutions politiques traditionnelles, les décisions s'appuiraient sur un inventaire des "Native systems of Land Tenure". Le rôle de l'administration se limiterait à officialiser les régimes fonciers traditionnels. « You will get greater co-operation from the women and elders if you stick strickly to accepted tenetse of Land Tenure » (109).

109. MILNE, M.N.H., 1948, "Instructions to Major WALTERS, Cattle Control Officer".

La reconnaissance de l'autonomie locale ne devait autoriser aucune action de contrainte à l'égard d'un villageois, même en cas d'infraction aux règles de conduite admises par le lignage ou le village. La puissance coloniale s'engageait à prendre sous sa protection les droits des communautés agricoles : une position de principe à laquelle les Anglais s'attachèrent en permanence.

Appliquée à la lettre, cette politique aurait dû aboutir à de nombreuses expulsions d'éleveurs. En fait, ce fut rarement le cas, sauf lorsque des pâturages se trouvaient menacés de dégradation, à la suite d'une surcharge en bétail. Les "Cattle Control Officers" rassurèrent plutôt les éleveurs, refusant de donner suite à beaucoup de demandes d'extensions agricoles. Dans le souci de garder la balance égale entre les deux parties, des administrateurs étaient d'avis que l'encadrement ne se limite pas aux éleveurs mais qu'il englobe également les cultivateurs. « Legal sanctions should exist for the control not only of the Fulani themselves, but also of the local farmers where the irresponsible activities of the later threaten the mutual interests of both sides » (110).

110. MILNE, M.N.H., 1949, "The status of Fulani..."

Or, plusieurs pratiques agricoles suscitaient la réprobation : la dispersion du parcellaire et l'étendue des jachères, le billonnage dans le sens de la plus grande pente, le brûlis des restes de culture en écobuage de surface ou souterrain. En refusant de souscrire à des extensions agricoles, l'administration escomptait contraindre un regroupement des parcelles. En 1955, une "Agricultural Law" conférait de larges pouvoirs au service agricole pour imposer des techniques de culture conservatrices des sols. Les agents agricoles entreprirent de forcer les femmes à cultiver selon les courbes de niveau. Des amendes furent infligées, notamment à Kom, contre celles qui ne respectaient pas les directives. Ces interventions coercitives suscitèrent un mécontentement féminin.

Finalement, tout en reconnaissant officiellement les droits des villageois, les Anglais en contrôlèrent l'exercice. Les administrateurs se réservaient d'arbitrer l'utilisation des terres, noeud de discordes entre les populations. Alors que l'"Indirect Rule" régissait le domaine politique, les délégations de pouvoir se généralisant au profit des "Native Authorities", la gestion de l'espace restait un privilège du pouvoir central. En contrôlant, non seulement le dispositif d'élevage, mais également les pratiques agricoles, l'administration coloniale s'immisçait encore dans les affaires locales, marquant les limites de la "démocratisation" affirmée dans les rapports destinés à l'ONU. Au contraire, les villageois souhaitaient décider par eux-mêmes de l'utilisation des terres, qui pourrait en disposer et selon quelles conditions.

Les soulèvements féminins à la faveur de l'Indépendance

Les années de l'Indépendance firent sauter le carcan des limites entre cultures et pâturages. L'initiative passa du côté des chefferies et, plus encore, des groupes de cultivatrices. Elles s'emparèrent de pâturages et les convertirent, de force, en cultures. Les coups de main survenaient dans une agitation collective, entretenue par les revendications féminines.

Pour les villageois, l'Indépendance signifiait la restitution de leurs droits fonciers traditionnels. La terre redevenait accessible aux femmes. Elles entendaient tirer les conséquences concrètes de la nouvelle donne politique.

La tension entre cultivatrices et éleveurs devint très vive à Bafumen. Le terroir de ce gros village s'étire sur une langue de plateau, à 1.500 mètres d'altitude, de part et d'autre de la route qui relie Wum à Njinikom. Au nord et au sud, les nombreux

troupeaux de Toukanko'en enserraient les cultures. Les femmes entreprirent de nouveaux champs, en recourant à des démonstrations de force et à des expulsions d'éleveurs. L'*arDo* de l'endroit ne savait comment parer à cette invasion. Il se soucia d'abord de préserver les pâturages utilisés par ses troupeaux, en détournant l'agressivité féminine contre d'autres éleveurs. Dès lors, des Toukanko'en le soupçonnèrent d'être de connivence avec les cultivatrices et même de les encourager dans leurs conquêtes agricoles. Une petite source natronée proche de Bafumen fut bientôt encerclée de champs.

Afin de détendre la situation, le Premier Ministre du Cameroun Occidental se rendit lui-même sur les lieux en 1961, afin de réviser une limite entre cultures et pâturages qui datait des années cinquante. Mais la nouvelle limite, elle-même, devint vite caduque. Un chef de lignage, à Imoh, mobilisa ses gens pour étendre le secteur agricole. Ensuite, ils édifièrent une clôture sur 5 km.

Les femmes de Bafumen exigèrent que les troupeaux soient transférés au loin, vers Sa (Cha). Les Djafoun s'y refusaient, arguant que les animaux ne survivraient pas à si basse altitude. Eux-mêmes accusaient les femmes d'abandonner des vallées à la friche pour mettre les hauteurs en culture, parsemant de parcelles les parcours des troupeaux.

A Isse, une femme a ouvert un lopin en haut d'un pâturage, à 80 mètres seulement d'un campement. L'initiative déclenche de nouvelles disputes entre Mbororo et cultivatrices. « Il est reconnu que les femmes de Mme (Bafumen) sont hostiles aux éleveurs » (111). Mais elles s'affrontent tout aussi violemment aux Haoussa du village. Bientôt, ceux-ci ne peuvent plus entretenir de bétail près de leur quartier.

111. Farmer-Grazier Service, Wum, avril 1962.

Un autre soulèvement féminin éclate à Babanki Tungo, en 1962. Il succède au décès d'Ardo Sawga, l'ancien leader des Mbororo. Par son prestige et son influence auprès de l'administration, le vieux chef réussissait à freiner l'extension des cultures. Mais les femmes tirent prétexte de la division des troupeaux de l'ancien chef par ses héritiers, pour envahir les pâturages. Plus de 200 femmes assiègent les campements des bergers, dansent et dorment dans les huttes. Les animaux, effrayés, ne rentrent plus le soir. Les bergers abandonnent les pâturages qui sont immédiatement retournés à la houe. L'administration, impuissante, n'intervient pas. Environ 2.800 têtes de bétail sont refoulées.

Au début de 1963, un nouveau foyer de tension se déclare près de Wum, au quartier Su. Les éleveurs (26 chefs de famille) sont déplacés et leurs pâturages aussitôt convertis en culture. Reste le cas de l'*arDo* des Akou, qui réside à proximité de la ville. Il n'a pas l'intention de partir, ayant même entouré une portion des pâturages d'une forte clôture. Mais les gens de Su ne l'admettent pas. Ils portent plainte ; la clôture est brisée. Le chef de Su insiste pour que l'*arDo* quitte les lieux, puisque les autres éleveurs ont déménagé. Cette fois, les femmes n'obtiennent pas gain de cause. L'administration protège son interlocuteur privilégié pour les questions d'élevage au nord du Bamenda. C'est le point de départ d'un long affrontement entre les femmes Aghem et Ardo Oumarou.

Le cas de Wum, ville "paysanne" composée de plusieurs quartiers, est original. Quant à Bafumen et à Babanki Tungo, ce sont de grosses bourgades rurales. Les densités excèdent 400 hab./km2 au centre et atteignent encore 250-300 à la périphérie. Dans ce type de terroirs densément cultivés,

l'intrusion de la caféiculture a bloqué la situation foncière, déclenchant une forte poussée agricole sur les pâturages proches. Les cultures vivrières, enserrées entre les nouvelles caféières et des pâturages intangibles, couvrent une portion amoindrie des terroirs, alors que la population augmente : les femmes manquent de terres.

L'Indépendance et la campagne électorale précédant le plébiscite de 1961, l'effacement de l'autorité centrale et une déstabilisation politique donnent libre cours à de véritables soulèvements agraires. Après le plébiscite et la fédération du Cameroun, les éleveurs affrontent une contestation générale. Les Djafoun des hauts plateaux, ceux qui tiennent tête depuis longtemps aux demandes de terres, sont en butte à la vindicte des cultivatrices. Des rumeurs alarmantes se diffusent dans le monde pastoral. Des Akou se replient au Nigeria, quelques Djafoun s'enfuient à Banyo, en "pays" musulman. Les départs se traduisent par un déficit dans les budgets des "councils" qui exhortent les ***arDo*** à retenir leurs gens, mieux : à en attirer de nouveaux. Le parti politique qui a soutenu les revendications féminines, une fois parvenu au pouvoir, en vient à promulguer la loi de 1962 qui marque un coup d'arrêt aux empiétements agricoles.

Un gel impossible des terres

La loi de 1962 fige la répartition des cultures et des pâturages mais elle n'entre dans les faits qu'au terme de quelques années. A partir de 1964-65, les cultivatrices ne peuvent plus envahir de façon intempestive les pâturages. Toute extension agricole doit être précédée d'une demande adressée au service compétent qui procède à une enquête sur les lieux. Une procédure administrative et judiciaire freine, à nouveau, la conquête des pâturages.

Mais le dispositif se révèle bientôt moins efficace que son précédent colonial. En beaucoup d'endroits, la pression agricole devient si forte que les fonctionnaires et les magistrats ne contrôlent pas la situation.

De la contention légale...

En 1963 et 64, la nouvelle loi est présentée et expliquée, lors de "Fulani meetings" dans les grands centres d'élevage. Il s'agit de rassurer la population pastorale ; la loi est destinée à aplanir les difficultés entre éleveurs et cultivateurs. Les premiers sont invités à rester où ils se trouvent, sans crainte des villageois : leurs pâturages sont désormais protégés par l'administration. Des inspecteurs et sous-inspecteurs du "Farmer-Grazier Service" se mettent en place dans chaque "division".

L'arrêt mis à la progression des cultures s'observe à Bafumen. En 1965, les femmes reçoivent encore une portion de pâturage mais l'***arDo*** a donné son accord pour le transfert de l'éleveur concerné vers Nyos. Une difficulté de dernière minute empêche pourtant l'arrangement ; l'éleveur refuse de se rendre à Nyos, secteur qu'il juge mauvais pour le bétail ; il se fâche avec l'***arDo*** et migre au Bamiléké. En mars 1968, une nouvelle limite est fixée entre pâturages et cultures dans le quartier Imoh. Elle entérine une initiative des cultivatrices mais avec l'assentiment implicite de l'***arDo***.

A partir de ce précédent, les gens d'un autre quartier demandent, en octobre 1968, de nouvelles terres à cultiver ; même requête de deux quartiers en novembre 1968. Toutes ces interventions se voient opposer le refus du "Farmer-Grazier Service" : après la modification apportée à Imoh, aucun autre changement de limite n'interviendra à Bafumen en 1968. Le service pose comme principe qu'une modification incessante des limites serait préjudiciable à leur respect par les deux parties. Déjà, en mai 1968, au cours de la visite de la démarcation entre cultures et pâturages, les villageois de Bafumen avaient reçu l'ordre de détruire 3 clôtures édifiées dans les pâturages, parce qu'elles empêchaient la libre circulation des troupeaux. En janvier 1969, le "council" de Bafumen renouvelle les demandes de terres à cultiver, présentées par les quartiers précédents : sans résultat.

Quelques années plus tard, le problème se complique par le développement d'un cheptel aux mains de riches villageois de Bafumen. Les nouveaux troupeaux concurrencent ceux des Mbororo. Au début de 1972, le "Farmer-Grazier Service" délimite à nouveau des pâturages, en annulant des champs entrepris spontanément : les terres doivent retourner à la pâture, après l'enlèvement des récoltes. Le chef de village accepte l'injonction mais les femmes, soutenues par quelques villageois, s'opposent au règlement qui, du coup, reste lettre morte. En septembre 1972, une séparation des troupeaux est décidée pour alléger la compétition entre élevage et cultures. Le bétail qui appartient aux villageois sera rapproché des champs, puisqu'il en parcourt les jachères en saison sèche. Quant aux troupeaux des Mbororo, ils se tiendront éloignés de Bafumen. L'accord intervient à l'issue d'une réunion où assistent des cultivatrices et des Mbororo. Dès que les villageois, propriétaires de bétail, apprennent cette décision, ils la contestent, estimant que leurs troupeaux seront confinés sur des pâturages trop exigus.

Au contentieux entre Mbororo et villageois se greffent d'autres antagonismes. En 1973, l'agent du "Farmer-Grazier Service" ne voit de solution locale que dans le transfert d'une partie du cheptel en contrebas du haut plateau. Entre-temps, les cultures recommencent à mordre sur les pâturages au nord de Bafumen.

De 1964 au début des années soixante-dix, les cultures sont contenues dans leurs limites antérieures, avec plus ou moins de succès selon les secteurs. Des modifications, après requête des villageois, sont négociées avec les éleveurs et souvent acquises par compromis. C'est le cas en différents endroits de Nso : Kikaykom en 1964, Tadu en 1969. Les décisions du "Farmer-Grazier Service" sont mieux reçues et appliquées lorsqu'elles entérinent des avances culturales que lorsqu'elles les annulent. Dans le premier cas, les nouveaux champs sont tolérés, à condition d'être solidement enclos ou, à la rigueur, aux risques et périls du cultivateur. Mais une décision en sens inverse soulève des protestations et des contestations.

Lorsqu'un villageois s'obstine à cultiver au milieu des pâturages, son cas est déféré devant une "Customary Court". Il est alors condamné à une amende de quelques milliers de francs. L'accusé ne la verse pas toujours. Bravant le jugement, il persiste, en renforçant la clôture du nouveau champ.

En 1964, des villageois d'Ajung et Ake, au nord de Tchabbel, envahissent le pâturage d'un Mbororo. Traduits devant la "Customary Court", ils bénéficient d'une relaxe, à condition d'abandonner leurs nouveaux champs. Deux d'entr'eux refusent de quitter les lieux. Quelques mois plus tard, le bétail de l'éleveur abîme les cultures. Les

deux cultivateurs attaquent l'éleveur ; une bagarre éclate. L'affaire est soumise à la gendarmerie. Jugés à nouveau par la "Customary Court", les deux assaillants sont reconnus coupables. Mais ils ne paient pas l'amende qui leur est infligée, retournent à leurs champs et expulsent le Mbororo (112).

112. Farmer-Grazier Service, Wum, mars 1965.

A Mbot, au sud de Binka, un cultivateur s'empare d'une portion de pâturage. Condamné à démolir sa clôture par la "Magistrate Court" de Nkambe, en 1973, il n'hésite pas, au contraire, à la renforcer en plantant des eucalyptus.

Une législation agraire, appliquée par un corps de fonctionnaires spécialisés, stabilise globalement le partage des terres entre cultures et pâturages. Cependant, elle n'enraie pas toutes les initiatives d'ouverture de nouveaux champs. Les irréductibles ne perturbent pas seulement l'aménagement de l'espace ; ils donnent également un exemple.

...aux débordements de fait

Bientôt, il devient évident que les tribunaux coutumiers, composés de notables, montrent peu d'empressement à condamner les extensions illégales de cultures. Les affaires en instance de jugement s'accumulent. A la fin de 1972, l'agent du "Farmer-Grazier Service" à Kumbo écrit : « les "Customary Courts" n'engagent aucune action contre les cultivateurs, si bien que la progression des cultures se poursuit » (113). A la fin de 1970, le représentant du même service à Wum note que 33 affaires restent en instance à la "Customary Court". Celui de Njinikom informe, en 1971, que les affaires éleveurs-cultivateurs sont laissées en suspens. Des tribunaux tentent pourtant de remplir leur tâche correctement mais ils subissent une forte pression du milieu social environnant. Des villageois n'hésitent pas à refuser les jugements qui leur sont défavorables.

113. Farmer-Grazier Service, "Rapport trimestriel; octobre-décembre 1972".

En 1970, un conflit surgit à Mbizenaku, au nord d'Oku. Le chef de village se plaint lui-même des cultures que ses gens entreprennent sur des pâturages exploités depuis plus de 30 ans par les mêmes Mbororo. En juin, les huttes d'un campement sont détruites et des caféiers plantés à son emplacement. L'éleveur s'étant enfui, les cultivateurs interdisent qu'un autre tente de le remplacer. En juillet, nouvel épisode : des champs sont ouverts en travers de pistes à bétail et les cultivateurs menacent de molester les éleveurs qui se plaignent. Le "Farmer-Grazier Service" condamne les initiatives des gens de Mbizenaku : à la rigueur, des cultures comme le maïs et l'arachide peuvent être faites aux dépens des pâturages, aux risques et périls des cultivateurs, mais certainement pas des cultures pérennes comme les caféiers.

Les villageois sont eux-mêmes divisés. Le "council" de Mbizenaku affirme que le secteur disputé devrait être laissé en pâturage ; les envahisseurs le contestent. La tension devient dangereuse lorsque la "Customary Court" de Kom, devant qui l'affaire est portée, visite les lieux en août 1971. Des groupes de femmes manifestent et agressent les magistrats. Plusieurs personnes se retrouvent en prison.

A Nso, c'est un jugement de la "Court" qui fait déborder la colère des femmes, en 1972. Une démarcation entre cultures et pâturages, à l'est de Kumbo, implique l'abandon d'un secteur agricole exposé aux dommages par le bétail. Les cultivatrices de Kitiwum refusent de rétrocéder aux éleveurs une partie des champs. L'affaire est

soumise à la "Customary Court" qui avalise la limite décidée. Les femmes s'insurgent alors contre le jugement et manifestent devant la préfecture de Kumbo en conspuant les magistrats.

Le contrôle des extensions agricoles reste souvent théorique, par suite de la défaillance des instances judiciaires. Les contrevenants ne sont poursuivis qu'en cas de violences perpétrées contre les représentants du pouvoir. Quant aux condamnations des cultures illégales, elles ne sont guère suivies d'effet. Il suffit à l'accusé d'enclore ses nouvelles parcelles pour ne plus être inquiété. L'absence de réaction incite d'autres cultivateurs à prendre ce type d'initiative, donc à entrer dans une sorte d'illégalité générale. A partir de 1969 et 70, les tribunaux coutumiers renoncent pratiquement à statuer contre les villageois. « Les cultivateurs qui ont mis en culture des pâturages depuis 1969 sont mis en accusation, mais jamais inquiétés » (114). Cette constatation n'est pas valable seulement pour la "division" de Bui mais pour l'ensemble du Bamenda.

114. Farmer-Grazier Service, Kumbo juillet-septembre 1971,.

Au début des années soixante-dix, la pression agricole s'accentue partout sur les pâturages. C'est, d'une façon, la conséquence logique de slogans lancés par le gouvernement, préfigurant celui de la "Révolution Verte". Lorsqu'ils entendent les mots d'ordre : "Go back to the soil" ou "Grow more food", les villageois répondent par de multiples demandes de mise en culture des pâturages. En 1971, c'est ce qui se produit à Bali, la chefferie pourtant la mieux encadrée du Bamenda.

Le "Farmer-Grazier Service" maîtrise de moins en moins la situation. Les exemples deviennent nombreux de décisions violées ou simplement ignorées. En 1971, une limite préserve quelques enclaves de pâturages, près de Mankon. Elle est approuvée par le *fon*, l'un des chefs les plus puissants du Bamenda. Cela n'empêche pas les femmes d'organiser une mise en culture massive des pâturages protégés (115).

115. Farmer-Grazier Service, Bamenda, juillet-septembre 1971.

Le cas de Bambuluwe démontre le caractère irrésistible des accaparements agricoles, lorsqu'ils bénéficient de l'assentiment du chef. En 1971, les cultures envahissent les hauts pâturages qui séparent la chefferie de sa voisine, Bamunkumbit. Des points d'eau deviennent difficiles d'accès pour le bétail. Deux ans plus tard, le représentant du "Farmer-Grazier Service" avoue son impuissance à endiguer le déferlement des cultures au milieu des pâturages : « les villageois d'Awing (Bambuluwe) ont envahi les pâturages de parcelles dispersées. Tous les efforts pour écarter les coupables ont échoué ; les éleveurs de ces secteurs devront sans doute évacuer les pâturages après la saison sèche, afin d'éviter les querelles qui s'y répètent avec les cultivateurs depuis 3 ans » (116).

116. idem, Rapport de juillet-septembre 1973.

Le comble de la ténacité agricole survient à Nkwen, en 1971. L'épouse du Premier Ministre du Cameroun Occidental étant originaire du village, le "local council" lui accorde un pâturage où le chef d'Etat envisage de créer un élevage en ranching. Un villageois s'introduit alors dans le pâturage et commence à cultiver, avec l'intention de s'établir définitivement. L'administration a toutes les peines du monde à le faire changer d'avis...

Les initiatives qui mettent en cause le statu quo officiel de l'affectation des terres, au début des années soixante-dix, s'inscrivent dans une

tradition de liberté individuelle, spécifique au Cameroun anglophone. Elles montrent également que des problèmes agraires ne se résolvent pas seulement par une surveillance administrative et des actions judiciaires.

Les preneurs de pâturages

La dynamique agricole irrésistible résulte d'un essor démographique général mais quelques catégories de personnes se mettent en avant, dans la conquête des pâturages. Véritables accapareurs de terres, ils tiennent tête aux éleveurs mais résistent également à toutes les interventions pour les dissuader. Notables traditionnels ou nouveaux riches, ils risquent peu d'être vraiment inquiétés.

Ce sont d'abord *les grands polygames*, harcelés par leurs épouses qui manquent de terres, jusqu'à ce qu'ils se décident d'annexer un pâturage voisin.

A Bafumen, le meneur qui mobilise les villageois pour accaparer les pâturages se trouve à la tête d'une famille de 8 épouses. En 1968, il conduit les négociations pour étendre les cultures et obtient une bande de terrain de 45 ha dans le quartier Imoh. Il est en même temps le plus riche éleveur villageois et dispute les pâturages aux Mbororo.

Parmi les grands polygames figurent les chefs de lignage et surtout les *fon* dont la position se révèle inconfortable lors des conflits agraires. Les nombreuses épouses des *fon* sont presque toujours en quête de parcelles supplémentaires à cultiver, soit par prêt, soit par donation. Déjà, à l'époque coloniale, une sourde rivalité les opposait aux femmes du commun. Celles des *fon* savent faire jouer leur rang pour obtenir des terres auprès de chefs de lignage ambitieux, au besoin en évinçant une simple femme qui cultivait l'endroit depuis des années (117). Dans les grandes chefferies, comme Nso et Ndu, ce n'est pas le *fon* lui-même, mais un conseiller qui prend en charge les intérêts agricoles des épouses du chef.

117. KABERRY, Ph., 1950, p.315.

Les femmes du chef de Ndu sont les premières à revendiquer des pâturages, ce qui conduit leur mari à des prises de position hostiles aux Mbororo et parfois, assez originales. En 1969, le "Farmer-Grazier Service" concilie les éleveurs et les habitants d'un quartier de Ndu : une annexion de pâturages est acceptée, moyennant quelques conditions. Mais le chef refuse que des villageois s'emparent de pâturages réservés à l'intention de ses épouses. En 1973, nouveau conflit dans un autre quartier, entre un Mbororo et le représentant des femmes du chef. Celui-ci avait permis au Mbororo d'occuper un terrain de façon provisoire. Les femmes entreprennent de le mettre en culture plus vite que prévu mais l'éleveur résiste. Il refuse de déménager et le bétail commence à faire des dégâts. L'agent du service "Farmer-Grazier" est appelé à la rescousse.

Les anciens émigrés dans les grandes plantations côtières, une fois rentrés au pays natal, se comportent également en accapareurs de pâturages. Ils commencent par investir leurs gains dans la construction d'une habitation puis se mettent à cultiver aux alentours. Ignorant toute réglementation, ils s'installent au milieu de secteurs alloués aux éleveurs. Ce faisant, ils encouragent les villageois à les imiter.

Le rôle perturbateur des anciens "côtiers" est signalé à plusieurs reprises à Bafumen. En 1962, les femmes étendent leurs champs jusqu'à la maison d'un "côtier", édifiée dans les pâturages. L'administration demande aux hommes d'enclore solidement les nouvelles parcelles. En 1969, d'anciens émigrés, dont les noms : Douala et Sanaga, sont suggestifs, édifient des habitations au sommet de collines dans les pâturages d'Isse, au nord de Bafumen. Ils sont invités à enclore leurs champs et avertis qu'ils cultivent à leurs risques et périls. Leurs champs, isolés dans les pâturages, servent d'appui pour de nouveaux envahissements agricoles.

Les *chefs de village ou de lignage* prennent parfois des initiatives qui contredisent les objectifs de l'administration. Ils autorisent ouvertement leurs gens à cultiver et à construire des habitations sur des pâturages convoités, même si ces initiatives ont déjà fait l'objet de mises en garde. Le cas est signalé à Mbiame, à l'est de Nso, en 1969 et à nouveau en 1971. Soumis aux interventions pressantes de conseillers et de sociétés féminines, les chefs multiplient les volte-faces.

En 1968, le chef de Ntumbaw (Nkambe) demande une révision de la limite entre éleveurs et cultivateurs, fixée plusieurs années auparavant. Une nouvelle démarcation est adoptée, à la satisfaction des notables villageois et des Mbororo ; du fil de fer barbelé est distribué pour prévenir les incursions de bétail. Mais, après le départ de l'agent du "Farmer-Grazier Service", le chef et les conseillers se ravisent et reviennent sur leur accord. Ils souhaitent décaler la limite plus loin dans les pâturages, ce qui aurait pour conséquence de fermer la grande piste à bétail qui relie Mambila et Adamaoua au marché de Bamenda (118). Toute la négociation est à reprendre.

Enfin, des *hommes politiques* prennent la défense des extensions agricoles. C'est un moyen facile pour acquérir une popularité auprès des cultivatrices. La politisation des populations du Bamenda, au cours des années de l'Indépendance et du plébiscite, reste vivante malgré l'unification des partis politiques dans les années soixante-dix.

A Nso, le représentant du "Farmer-Grazier Service" se plaint de l'ingérence d'hommes politiques locaux dans les affaires entre cultivateurs et éleveurs, notamment à Mbiame. Au début de 1971, il souligne que cette immixtion empêche l'application des décisions qu'il a prises. Dans son rapport de juillet-septembre 1971, il renouvelle ce constat. Passant outre à son opposition, le "Council" de Nso a institué comme "resettlement area" tout un versant de vallée couvrant environ 125 ha, obligeant le transfert du cheptel sur le versant opposé, où plus de 1.000 animaux s'entassent.

L'opposition au gel des terres ne se limite donc pas aux chefs villageois, elle provient également de "Councils", instances administratives locales, souvent animées par des représentants actifs et pleins de mordant. Face à cette coalition de responsables locaux, le fonctionnaire chargé de maintenir les limites cultures-pâturages n'a qu'un recours : obtenir l'appui direct du "Divisional Officer".

Au début des années soixante-dix, la protection des pâturages dans leur intégrité par l'administration centrale s'avère une tâche de plus en plus malaisée. Si la législation agraire s'impose encore à la majorité de la population, des ruraux puissants se permettent de ne pas la respecter. Le "Farmer-Grazier Service" se trouve acculé à enregistrer des annexions de

118. Farmer-Grazier Service, Nkambe, Rapport de janvier-mars 1968.

pâturages qui se déroulent de façon de plus en plus ouverte. La révision des limites devient inéluctable, surtout sur les hauts plateaux où les densités de population sont les plus fortes.

En 1971, les demandes d'extension agricoles, par exemple à Nso, concernent presque tous les contacts avec les pâturages. Entre-temps, les relations entre les populations se dégradent. En beaucoup d'endroits, les agents de l'administration ont conscience de la concurrence croissante entre un cheptel important et la population rurale. Ils ne voient d'issue que dans le transfert d'une partie du cheptel en bas plateaux, moins densément peuplés. Pourtant, le coup de grâce à la législation agraire de 1962 ne viendra pas des hauts plateaux mais de Wum.

Une grande révolte agraire

L'une des plus grandes révoltes agraires des Grassfields se produit à Wum, en 1973. Les autorités, soucieuses d'assurer une coexistence des deux populations sur les hauts plateaux, ont été prises au dépourvu. Elles n'ont pas perçu, dès le début, l'ampleur du mécontentement des cultivatrices chez les Aghem. Il faut reconnaître que la terre ne leur manque pas, du moins en apparence.

A la suite de la réunification des deux Cameroun, en 1972, les autorités administratives sont renouvelées ; les nouveaux responsables n'ont pas tout à fait conscience de la gravité du problème. Pourtant, il suffit de consulter les dossiers du "Farmer-Grazier Service" à Bamenda pour se rendre compte que le soulèvement de 1973 était assez prévisible. Certes, ce constat a posteriori relève de l'exercice facile. Une question subsiste : pourquoi les femmes se sont-elles révoltées à Wum plutôt qu'ailleurs ?

Des conflits cycliques

Peu d'éléments laissaient supposer que les relations entre éleveurs et cultivateurs se dégraderaient surtout en bas plateau. La présence des Akou y est relativement récente. La population rurale, peu dense, se concentre en villages groupés. De plus, les charges de bétail seraient modérées, mais les indications ne sont pas très fiables chez les Akou.

Alors que le contexte semble favoriser des relations paisibles, les conflits entre les deux populations dégénèrent au cours des années soixante. Des accès de tensions surviennent, puis les relations se détendent, avant de s'envenimer à nouveau. Un cycle de crises se déroule selon une durée de 4 à 5 ans, chaque décennie marquant une explosion plus grave. Ce rythme correspond à celui du cycle agricole des Aghem. La chronologie des conflits reflète les temps de reprises culturales sur de nouvelles terres.

Les affrontements avec les éleveurs surviennent surtout en saison sèche, de décembre à février. Certaines années, les cultivatrices délaissent des secteurs cultivés pour se reporter vers d'autres, en repos depuis longtemps et devenus des pâturages pour les éleveurs. Au moment de la remise en culture des vieilles jachères, des heurts éclatent avec des éleveurs, surpris de voir des femmes retourner à la houe des terrains qui, pour eux, sont des pâturages. Comme la préparation des nouveaux champs représente une lourde tâche et que tout doit être achevé avant l'arrivée des premières pluies, les femmes se montrent impatientes, ne supportant pas l'arrêt des travaux.

Le compte-rendu d'un conflit survenu à Essu, au début de 1970, atteste l'antinomie entre le système agraire local et la présence d'éleveurs. « Les femmes délaissent des terres agricoles fertiles autour du village pour aller embêter les pauvres éleveurs Aku autour de leurs campements. Les femmes rétorquent que les terres disputées étaient déjà cultivées autrefois. Les Aku, de leur côté, affirment qu'ils résident là depuis plus de 7 ans, sans avoir jamais eu d'ennuis avec les cultivateurs, sauf l'année dernière. Maintenant, les femmes viennent cultiver autour d'eux, les menaçant chaque jour avec des fusils indigènes et des massues, et les pressant de quitter l'endroit » (119).

119. Farmer-Grazier Service, Wum, "Rapport de janvier-mars 1970".

Chacun met en avant sa bonne foi, mais sans comprendre la logique de l'autre. Le fonctionnaire, lui-même, pose bien les éléments du problème sur le moment. Il défend les éleveurs, victimes d'une agression apparente, mais sans être conscient du fonctionnement, à long terme, d'un système de culture extensif. Selon la logique de ce système, les secteurs cultivés "tournent" au sein du terroir. Le conflit avec les éleveurs résulte moins d'une extension des cultures que de l'alternance des terres cultivées, rotation lente indispensable pour assurer une reconstitution de la fertilité des sols.

Quelques exemples illustrent le mécanisme des conflits périodiques, liés au déplacement des cultures. A Zoa, village de 800 habitants à l'est d'Essu, une querelle surgit en 1965, à la suite de dégâts à des champs nouvellement ouverts. Ensuite, les relations s'apaisent jusqu'à la fin de 1971, lorsque le "council" du village intime à 4 éleveurs l'ordre de se déplacer, pour libérer des terres. Les éleveurs refusent de partir, surtout vers l'endroit proposé, situé à moins de 1.000 mètres d'altitude. « Si les éleveurs ne se décident pas à quitter les lieux avant Noël, les membres du "council" menacent de recourir à la force. »

A Essu, les premiers conflits surviennent pendant la saison sèche 1966-67. Une quinzaine d'éleveurs sont expulsés, avec 700 têtes de bétail. Ensuite, c'est une période de calme jusqu'en 1970 et 71, marquées de nouvelles annexions de pâturages. En 1971, un groupe de 33 cultivatrices est accusé d'avoir converti un pâturage en cultures, sans permission. La "Customary Court" les condamne à verser une amende de 500 francs chacune et à libérer les cultures qualifiées d'illégales. A l'instigation des femmes, les notables du "traditional council" d'Essu rédigent une lettre de protestation contre le jugement.

Le retour cyclique des conflits à propos de l'affectation des terrains apparaît de façon encore plus nette aux environs de Wum où populations agricole et pastorale se côtoient au début des années soixante. Les premières expulsions pour des besoins agricoles sont signalées en 1962-63, au quartier Su, l'un des plus proches de l'agglomération de Wum. Les années suivantes, l'alerte est oubliée ; le "council" souhaite même accueillir davantage de bétail, afin de renflouer ses finances. Mais, au début de 1966, des femmes partent en guerre contre les éleveurs. Tirant argument de dégâts aux cultures, elles dénoncent "l'invasion" des Akou et décident de boycotter la vente de produits agricoles à toute personne étrangère. L'année suivante, elles renouvellent leurs revendications, contraignant des éleveurs à quitter les environs de la ville, dans les secteurs de Su et Waindo. Les troubles s'étendent à presque tous les villages du plateau. Plus de 2.500 têtes de bétail abandonnent Wum pour Nkambe ou le Bamoun.

En 1968, 69 et 70, la tension persiste au quartier de Waindo tandis que le calme revient ailleurs. Les gens de Waindo sont surtout hostiles envers un éleveur qui tient longtemps tête aux femmes. En janvier 1968, les femmes du quartier s'adressent directement au préfet de Wum : « We, the Waindo women, wish to know from you why you have refused us to farm where we are farming... Sir, we sincerely beg you ; it is your duty as you have seen how far we have worked on that land. You, as the Government, can help us by advising the Aku to just excuse us to farm there. Because if we leave the land, we shall have no farm this year » (120).

120. "Lettre des femmes du quartier Waindo Down au Senior Divisional Officer de Wum", janvier 1968.

Par cette supplique respectueuse, les cultivatrices allèguent ne plus pouvoir revenir en arrière dans leurs travaux de préparation des champs. Elles ne manifestent aucune agressivité mais semblent plutôt désolées de manquer de temps pour changer d'endroit. La réponse du préfet se montre cassante : vous devez rester dans votre secteur pour y cultiver et cesser de causer des désordres. Alors, en février, les femmes ripostent : plus de 200 d'entre elles se rassemblent et retournent à la houe des pâturages qui portaient 500 têtes de bétail. « The Senior Divisional Officer of Wum and myself tried all we could to stop the women from farming, but failed » (121). Un secteur leur est attribué mais, deux jours plus tard, les femmes reprennent les défrichements initiaux qui menacent 1.000 têtes de bétail. Il a suffi de la gestion maladroite d'un incident isolé pour qu'il dégénère, aux dépens des éleveurs.

121. Farmer-Grazier Service, Wum, février 1968.

Au début de 1969, une limite officielle avec les pâturages entérine la nouvelle localisation des cultures à Waindo. L'éleveur le plus exposé est déplacé, mais l'*arDo* proteste contre ces changements continuels de limite. L'agent du "Farmer-Grazier Service" estime alors que les terres accordées aux femmes sont assez vastes pour satisfaire pendant 4 ans des agrandissements de parcelles. C'est effectivement ce qui va se passer.

Les éleveurs aux environs de Wum sont entraînés, malgré eux, dans une logique de réaménagement périodique des pâturages. Elle contredit leur tendance à se sédentariser et ne correspond pas à la législation agro-pastorale qui vise à stabiliser les limites agraires. Mal compris, les remaniements cycliques exigés par les cultivatrices vont aboutir à une crise.

Le film des évènements

Dès 1972, de petites révisions aux limites des cultures sont apportées en plusieurs quartiers de Wum. Les notables de Su adoptent une décision significative : instaurer une rotation des cultures et des pâturages dans leur

quartier. En conséquence, 200 têtes de bétail sont transférées vers un terrain laissé en jachère 5 ans auparavant et une nouvelle limite provisoire est fixée entre cultures et pâturages. Généralisée, cette solution aurait peut-être permis d'éviter la crise car elle est adaptée au système de culture des Aghem.

Les incidents de 1973 commencent dès la fin de l'année précédente. Les Mbororo avancent une explication au déchaînement des hostilités à leur égard. Chaque année, les chefs de quartier de Wum sollicitent l'*arDo* pour le don de quelques têtes de bétail, afin de festoyer à l'occasion de Noël. Cette année, les plaintes pour dégâts du bétail n'ont cessé de contraindre les Akou à payer des amendes. Devant cette situation, l'*arDo* décide, en décembre 1972, de refuser toute cession d'animaux. Les chefs de quartier n'admettent pas ce refus. Le "pays" leur appartient ; les éleveurs ne sont que des étrangers venus du Nigeria. Les chefs auraient mobilisé les femmes contre les Akou, tout en refusant ouvertement d'assumer la responsabilité des incidents. Cette explication correspond aux rapports complexes que les éleveurs entretiennent avec les chefs villageois. Toutefois, elle semble superficielle : c'est seulement l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. D'un évènement à l'autre, une détermination collective des cultivatrices se dégage, échappant largement à des manipulations par les chefs locaux.

Un cultivateur ouvre un champ dans un pâturage à Naikom : incident assez banal en lui-même, mais qui déclenche un mouvement d'une ampleur jamais vue. Le villageois est accusé et condamné à deux reprises. La "Customary Court" ordonne la destruction de la parcelle. A peine sorti de prison, le coupable invite un groupe d'une centaine de femmes à cultiver le pâturage. Mais le bétail d'un éleveur abîme les cultures. Le cultivateur conduit une manifestation de femmes devant la préfecture. Une enquête conclut au tort des villageois qui ne reçoivent aucune indemnité. Le même groupe de femmes se dirige alors chez la présidente de la section féminine de l'UNC ("Union Nationale Camerounaise", parti politique unique, à cette époque) et devant les chefs de quartier. Elles formulent une revendication qui deviendra constante : tous les Akou doivent évacuer les terres des Aghem. Les chefs temporisent : que les femmes attendent les décisions de l'administration.

Celle-ci convoque des réunions pour tenter de trouver une solution au conflit, mais sans succès. Un comité, constitué de représentants des quartiers de Wum et d'éleveurs, est créé pour dresser l'inventaire des problèmes. Une rumeur circule parmi les Aghem selon laquelle l'administration s'apprête à expulser les Akou. Quelques-uns sont molestés et des cultures ouvertes autour des campements. Pour intimider les éleveurs, des "juju medecine" sont placés en limite des nouvelles parcelles et des fossés creusés. Les femmes exigent que les Akou soient refoulés aux secteurs périphériques prévus, en 1955, pour les accueillir.

Le 23 décembre 1972, une réunion rassemble les chefs, les *natum* (responsables féminines), quelques Akou et les responsables du parti politique. Il est expliqué aux femmes que les éleveurs, devenus nombreux, ne peuvent plus être contenus aux endroits prévus en 1955. Cependant, ceux qui habitent trop près de Wum seront déplacés pour que les femmes puissent cultiver à faible distance de l'agglomération. Le Sous-Préfet s'engage à les informer de ces instructions, en compagnie de chaque chef de quartier.

A l'occasion d'une nouvelle assemblée, le 26 décembre, à la fois les cultivatrices et les éleveurs sont admonestés par l'administration. Les femmes doivent obéir à la loi et

ne cultiver qu'aux endroits indiqués par les chefs, en liaison avec le "Farmer-Grazier Department". Les Akou doivent gagner leurs secteurs de transhumance en saison sèche, comme tous les éleveurs, afin de permettre aux pâturages de se reconstituer. Ces directives s'appuient sur l'enquête effectuée par le comité de représentants des deux parties.

122. Wum, déc. 1972, "Inspection of Land for grazing and farming".

Les résultats de cette enquête se résument aux constatations suivantes (122). Dans le passé, les Akou de Wum n'ont jamais eu vraiment de pâturages alloués. La plupart d'entr'eux ne partent pas en transhumance, si bien que les pâturages deviennent insuffisants en saison sèche. D'un autre côté, les cultures sont itinérantes. Chaque femme détient de petites parcelles dispersées qu'elle cultive, sans se concerter avec les voisines.

Les solutions proposées : regroupement des cultures en blocs, établissement de limites de pâturages avec des clôtures en barbelés, ne satisfont pas les femmes qui manifestent contre les Akou. Pour elles, les éleveurs doivent quitter les environs de Wum, les indemnités pour dommages aux cultures être versées aux cultivatrices et non aux chefs, l'éleveur le plus proche de Waindo être expulsé car il s'est battu contre beaucoup de femmes dans leurs champs.

Devant la persistance de l'agitation, les responsables du parti prennent l'initiative d'une nouvelle réunion avec les chefs locaux, le 5 janvier. De leur côté, les femmes adoptent quelques résolutions : ne plus vendre de produits agricoles sur le marché, ne plus aller à l'église, organiser une marche sur Bamenda le jour de la réunion des chefs. Des bagarres se produisent sur le marché, les femmes molestant les personnes qui se présentent pour vendre des produits. Le 5 janvier, les femmes défilent devant le secrétariat du parti, en route vers Bamenda. Des chefs tentent de les arrêter, mais en vain. Au cours de la réunion, ils délèguent deux des leurs pour convaincre les femmes de rebrousser chemin. Quelques-unes descendent jusqu'à Befang, d'où elles sont ramenées par le camion du "council".

La réunion des chefs adopte de nouvelles résolutions. Un comité étudiera si les Akou peuvent être renvoyés aux pâturages prévus en 1955. Le gardiennage des troupeaux devra être renforcé, les enfants remplacés par des bergers adultes, les troupeaux scindés en petites unités. Ensuite, les responsables du parti se rendent chez l'*arDo*. Ils rappellent les griefs des femmes et informent les éleveurs de leurs nouvelles obligations. Contraints, les Akou acceptent de quitter les endroits revendiqués par les femmes.

Des cultivatrices s'estiment satisfaites mais d'autres exigent que les Akou s'en aillent avec leur bétail, avant qu'elles acceptent de vendre à nouveau des produits agricoles et se remettent à cultiver. Les femmes discutent âprement, dans le secret des habitations et surtout chez les chefs de quartiers. Des Akou commencent à prendre peur et se préparent à partir. Les responsables politiques appellent l'administration à éduquer la population plutôt que de réprimer les actes des femmes.

Le calme ne revenant pas, le parti réunit encore les chefs, le 7 janvier. En tant que chefs traditionnels, ils seront tenus responsables des manifestations futures des femmes. Les chefs promettent de les faire cesser et de leur indiquer les nouvelles terres qu'elles peuvent cultiver. La révolte féminine inquiète l'administration. La désertion du marché de Wum n'affecte pas seulement les éleveurs mais également les familles de fonctionnaires. L'administration se fait pressante : les chefs disposent d'armes magiques pour circonvenir les actions de leurs gens ; pourquoi ne les utilisent-ils pas ? Le parti soupçonne les femmes de disposer de l'appui de quelques chefs de quartier.

Malgré les promesses, les manifestations féminines se répètent, chaque jour, dans les rues de Wum, déconsidérant les promesses des chefs. Le 12 janvier, les responsables

politiques rencontrent les éleveurs chez l'*arDo*, les exhortent à garder leur calme et à ne pas quitter la "division". Ils acceptent en principe. Devant l'agitation croissante, le parti appelle à une réunion publique, le 18 janvier, au marché. Lors de cette réunion de masse, tous les responsables politiques et administratifs interviennent, expliquant les décisions prises et appelant à la fin des manifestations. Cependant, l'argumentation maladroite d'un orateur relance la colère des femmes. Grâce aux éleveurs, explique-t-il, « *les Aghem sont devenus riches : ils construisent des maisons couvertes de tôles, s'habillent bien et mangent de la viande...* » Alors les femmes le prennent au mot et répliquent : « *puisqu'il en est ainsi, nous préférons vivre comme autrefois, rendre nos vêtements aux Akou et qu'ils quittent Wum.* »

Le lendemain, elles manifestent dévêtues, en criant le slogan : *Aku, dilla* : « *les Akou, partez.* » Elles invitent les hommes à se défaire, eux aussi, de leurs vêtements. En même temps, les femmes chantent les noms des hommes politiques qu'elles tiennent pour corrompus. Le parti, jusque-là très actif, est discrédité, à son tour.

La contestation féminine devenant globale, le Préfet de Wum décide une entrevue, en tête-à-tête, avec les *natum* : les leaders des sociétés féminines. Elles confirment ne plus avoir confiance, ni en les chefs, ni en les hommes politiques : « *tous ces gens bernent les femmes, en les assurant que les Akou changeront de place. Ils reçoivent de l'argent des Akou et les laissent tranquilles.* » Le Préfet les rassure en leur certifiant qu'il veillera lui-même à l'éloignement des éleveurs. Le calme revient à Wum et les femmes se remettent à cultiver.

Le comité constitué le 5 janvier sélectionne, dans tous les quartiers, les pâturages à convertir en cultures. En fait, chaque chef choisit un secteur qu'il destine aux femmes pour la saison agricole prochaine. De nombreux éleveurs partent. Les membres du comité tentent de les retenir dans la "division". Quant aux femmes, elles renchérissent sur les ordres de déplacement, en délaissant des secteurs alloués pour venir cultiver autour des campements. Beaucoup d'éleveurs sont pris de panique et partent, sans avertir personne.

Le 29 janvier, un groupe de femmes de Su se rend de nuit au campement d'un riche Mbororo, proche de l'*arDo*. Le lendemain matin, elles commencent à cultiver. Une bagarre éclate. Les cordes à veaux sont coupées et les animaux s'égaillent. Les femmes s'en prennent aux volailles dont elles tordent le cou. Au quartier Naikom, les cultivatrices ne tiennent pas compte des directives données par le comité. Elles entreprennent de cultiver en d'autres endroits. « I find things very difficult to stop all farms going on in grazing areas and rugas of graziers which are not authorized. The farming areas chosen first by the chiefs are not touched at all for farming » (123).

123. Farmer-Grazier Service, Wum, 30 janvier 1973.

Des contestations surgissent entre les membres du comité qui ont choisi les nouveaux terrains agricoles et les femmes. Alors que 13 éleveurs sont déjà déplacés des endroits les plus proches de Wum (Su, Zongefu, Wanangwe), les femmes exigent que tous les Akou quittent ces quartiers, sans quoi elles ne cultiveront pas. Elles craignent une nouvelle collusion entre les collaborateurs du Préfet et les éleveurs.

Début février 1973, une délégation féminine se rend à Bamenda où elle est reçue par le Gouverneur de la province. Il leur promet d'intervenir en personne. Le 20 février, une commisssion, sous la présidence du Préfet, est chargée de régler les disputes entre cultivateurs et éleveurs à Wum. Le lendemain, un arrêté provincial officialise la création de 6 secteurs réservés aux cultures, aux environs de la ville. Les jours suivants, la délimitation et la mise en clôture commencent. Quelques accrochages surviennent encore, à l'occasion d'une limite repoussée plus loin que prévu. Mais, avec les premières pluies, les femmes sont accaparées par les semis de maïs.

Pendant trois mois, les cultivatrices de Wum se sont mobilisées contre les éleveurs, puis les hommes, les chefs villageois et même les autorités. Au

plus fort de la crise, elles ont manifesté chaque jour, alors que le régime autoritaire du Cameroun, à l'époque, n'admet pas les perturbations de l'ordre public.

Une insurrection féminine

La chronologie des évènements de Wum reconstitue l'enchaînement d'un soulèvement spécifiquement agraire et féminin. Contrairement aux soupçons des hommes politiques, les femmes n'ont pas agi sur les conseils de quelques meneurs tapis dans l'ombre, mais de leur propre initiative. A mesure que le mouvement s'amplifiait, les responsables se discréditaient, à tour de rôle. Les femmes ont pris conscience d'être trahies par tout le monde. Dans l'adversité, elles ont renforçé leur cohésion. Leur colère a débouché sur une remise en cause originale de toute l'évolution sociale récente : rejet de la christianisation et abandon des vêtements, symbole du changement culturel.

La capacité de mobilisation collective des femmes durant 3 mois est remarquable. Les ***natum*** apparaissent comme de véritables leaders, capables de forger une large solidarité féminine, en dépit de tentatives répétées de division et de démobilisation. Face au prestige des responsables de sociétés féminines, les chefs traditionnels agissent comme des marionnettes, multipliant les volte-face entre l'administration et les cultivatrices.

Quant aux Akou, ils restent silencieux, au plus fort des évènements, lorsque les femmes étalent leur puissance par de grandes manifestations. Ils auraient sans doute pris tous la fuite si l'administration ne les avait pas retenus. Au milieu des pâturages, ils esquivent également la confrontation directe avec les cultivatrices. Seul, un éleveur et ses fils ont défendu leur pâturage, à coups de bâton contre des intruses, s'emparant même de la houe d'une ***natum***, outil qu'ils remettent ensuite à la police, comme preuve de méfait. Un tel acte d'agression contre une femme respectée soulève l'indignation des femmes contre de « *bad people* » : elles exigent qu'ils soient expulsés en priorité du territoire des Aghem.

Le soulèvement des cultivatrices provient de la concentration habituelle des Akou autour des centres villageois. Les éleveurs s'y rendent presque chaque jour, se réunissant en longs conciliabules près du marché. A Wum, l'***arDo*** siège sous un petit abri proche d'habitations haoussa, au centre de la ville. C'est là qu'il reçoit les salutations des éleveurs, s'informe de leur situation, se concerte avec ses proches et accorde des pâturages aux nouveaux venus. Quant aux femmes d'éleveurs, elles ne cessent de prendre le chemin de Wum pour vendre des produits laitiers et acheter de la nourriture.

L'attrait de la ville est d'autant plus grand qu'une petite fromagerie artisanale fonctionne au centre. Les femmes d'éleveurs disposent d'un débouché assuré pour le lait frais. Mais aucun ramassage n'est organisé aux

campements. C'est aux femmes d'apporter à pied leur production, dans de grandes calebasses. Dès lors, elles ne peuvent guère habiter à plus de 5 kilomètres de la ville. Deux fois par jour, les femmes d'éleveurs croisent les cultivatrices sur les sentiers. Les unes comme les autres aspirent à se rapprocher le plus possible de Wum. Une confrontation devient inévitable.

Enfin, la révolte des cultivatrices de Wum tire son origine de la sédentarisation des Akou, dès qu'ils abordent le plateau. Après une longue migration, ces éleveurs disposent enfin d'un bon "pays" d'élevage. La plupart aspirent à s'installer aux abords de Wum. Ils ne se rendent pas compte que cette installation, sur de vieilles jachères, est inacceptable pour les villageois. De même, l'absence de transhumance du bétail ne facilite pas les relations entre les deux populations. Les Akou soutiennent qu'aucun pâturage de saison sèche n'est accessible mais, en fait, ils répugnent à s'éloigner des cultivateurs. Le maintien des troupeaux sur place à longueur d'année multiplie les occasions d'incursions dans les champs. Des dégâts à des cultures d'arrière-saison (haricots, macabo) ont déclenché la colère des cultivatrices, à la fin de 1972. Elles n'acceptent pas la vaine pâture pratiquée dès le début de la saison sèche. Les éleveurs devraient attendre l'enlèvement de toutes les récoltes avant d'introduire les animaux sur les chaumes. L'une des recommandations du premier comité, constitué pour régler la crise de 1973, exhorte les Akou à transhumer lors de chaque saison sèche.

Pourtant, ces directives n'apporteront pas de vraie solution aux relations entre femmes Aghem et éleveurs Akou. Même s'ils recourent à une transhumance régulière, les Akou resteront attachés, fixés à leurs campements d'hivernage. Quelques membres de la famille y séjourneront en permanence. Or, le système de culture des Aghem ne peut s'accommoder d'une fixation pastorale. Le principe des champs tournants implique un déplacement simultané des troupeaux, donc un déménagement périodique des éleveurs.

Les malheurs des Akou à Wum proviennent largement d'une ignorance du système agraire des Aghem. Tous les secteurs en herbe représentent, apparemment, des pâturages permanents. En fait, ce sont souvent d'anciens secteurs agricoles, en attente de remise en culture. Les vieilles jachères ne peuvent servir qu'à un usage pastoral temporaire. Les Akou ont le tort de vouloir s'y installer définitivement. Ils prennent pour des friches ce qui n'est, en réalité, que des jachères de plusieurs années.

Les conséquences

Les évènements de Wum connaissent un grand retentissement, auprès des villageois proches et de l'ensemble des Mbororo. Le soulèvement des femmes Aghem et leur courage incitent les cultivatrices d'autres villages à les imiter. L'agitation gagne Essu, We, Kumfutu et Kuk, chez les Fungom, voisins des Aghem.

Lorsque le comité chargé de l'enquête sur les contentieux entre éleveurs et cultivatrices se rend à Kuk, les femmes se précipitent vers un campement proche du marché, retournant la terre ici et là. Le chef de village avait accordé ce terrain à un éleveur 3 ans auparavant mais, sous la pression des femmes, il le somme de s'en aller : « your continued presence in that piece of land will not be in the interest of harmonious and peaceful co-existence between farmers and graziers in the village » (124). Le chef ne fait qu'entériner la volonté des cultivatrices.

124. Farmer-Grazier Service, Wum, janvier 1973.

De nouvelles démarcations élargissent les secteurs agricoles autour de tous les villages du plateau de Wum. Mais le refoulement des éleveurs prend surtout de l'ampleur aux abords de Wum même.

Extensions agricoles. L'occupation du sol aux environs de Wum est cartographiée en 1962, d'après les photos aériennes, puis en 1974, par prospection au sol (fig. 201). L'extension des cultures est donc comparée à 12 ans d'intervalle. Les secteurs cultivés occupent une étendue équivalente mais leur localisation n'est plus la même. Ce qui était cultivé en 1962 reste en jachère en 1974. Les cultures ne se maintiennent en continuité qu'à proximité de Wum et dans quelques vallons. Les autres secteurs mis en culture sont permutés.

Quelques secteurs cultivés en 1962 se trouvent déjà en cours de reprise agricole en 1974, les femmes retournant les touffes de graminées en billons. C'est le cas au nord, entre Wanangwe et We. La mise en jachère aura donc duré moins de 12 ans, à peine une dizaine d'années. Le rythme cultural est perturbé par le partage récent du plateau entre cultures et pâturages. Cette répartition des terres a sans doute précipité la remise en culture des jachères, dans les secteurs classés comme agricoles.

L'espace agricole couvre un ensemble presque continu, du sud de Wum au nord de We. L'absence de discontinuité entre les cultures devrait faciliter la séparation entre les champs et les troupeaux. Cependant, des habitations se dispersent en bordure de galeries forestières où des gens de Wum séjournent en saison agricole. Tandis que les hommes s'adonnent à l'exploitation des raphiales, les femmes ouvrent de petits lopins de cultures à proximité. Ces fermes isolées ne facilitent pas les démarcations entre éleveurs et cultivateurs.

De 1962 à 74, la localisation des éleveurs est également bouleversée : beaucoup d'anciens campements sont abandonnés, tandis que de nouveaux sont construits. Sur 164 campements repérés sur la carte aux deux dates, 19 sont restés en place, soit seulement 11 %. Résultat de l'instabilité des Mbororo mais surtout de la révolte des cultivatrices. En fait, les déménagements d'éleveurs furent encore plus nombreux. Entre-temps, de nouveaux venus se sont installés aux environs de Wum mais, sous la pression des cultivatrices, ils sont repartis avant la crise de 1973. Leur séjour (par exemple, à Naikom et aux environs de We) s'est écourté à quelques années.

1 : secteurs cultivés en 1962 et 74,

2 : jachères en 1962, converties en cultures en 1974,

3 : cultures en 1962, devenues des jachères en 1974,

4 : jachères en 1962 et 74,

5 : campement mbororo en 1962 et 74,

6 : campement abandonné entre 1962 et 74,

7 : campement construit entre 1962 et 74,

8 : ferme isolée,

9 ; limite entre cultures et pâturages décidée en 1973,

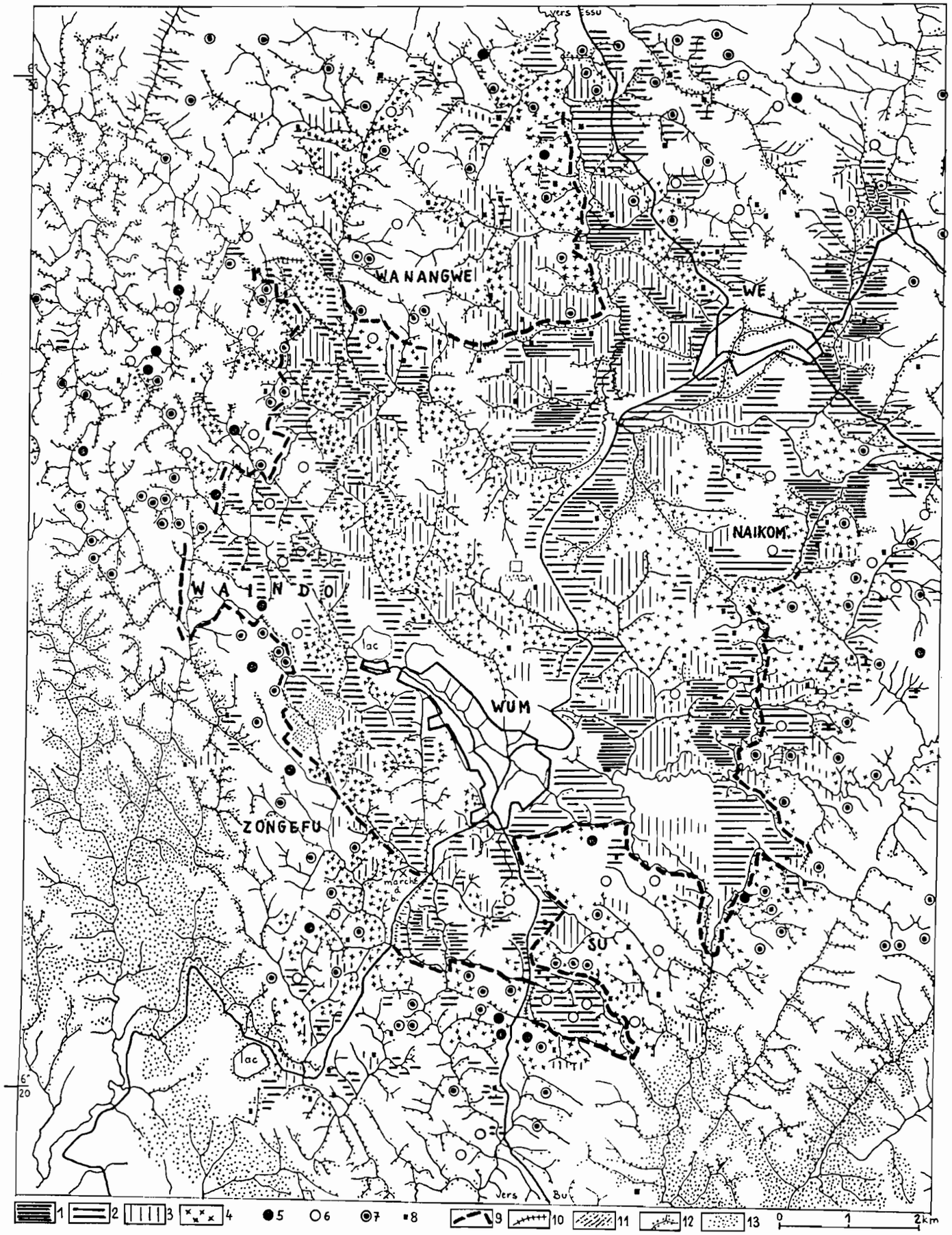
10 : clôture érigée en 1974,

11 : plantation forestière,

12 : galerie forestière,

143 : forêt dense.

Fig. 201 : ***Cultures et pâturages autour de Wum, de 1962 à 74***



Dans les années soixante, cultures et troupeaux s'imbriquaient, les Akou occupant des interfluves en jachère, non loin des champs. En 1974, il n'en est plus de même, sauf quelques campements à We, encore entourés de cultures. Ailleurs, la séparation s'est durcie entre cultures et pâturages. Les éleveurs ont dû reculer devant la poussée des cultures et évacuer les jachères qui subsistent au milieu de secteurs alloués aux cultivatrices.

A Waindo, des Akou en place en 1962 se sont déplacés, sous la contrainte, en 1973. L'année suivante, des cultures effacent déjà les traces des campements. Le retour des terres de ce quartier à une utilisation agricole a suscité les conflits les plus durs entre les deux populations.

Au nord de We, des campements, établis plus tard, se maintiennent encore au milieu des jachères en 1974. Mais celles-ci se trouvent en cours de reprise agricole. Il est probable que tous les éleveurs situés à faible distance de la piste entre We et Wum devront déménager dans un futur proche.

L'aire agricole ne se réduit pas aux cultures en cours ; elle s'étend également aux jachères. Au cours des années soixante, les Akou occupaient de vieilles jachères laissées à l'abandon mais les femmes comptaient les remettre en valeur, une année ou l'autre. Elles-mêmes supposaient que l'installation des Akou n'était que provisoire.

En 1974, les éleveurs de Wum sont repoussés aux marges des terroirs. La limite instituée en 1973 entre les cultures et les pâturages autour de Wum n'est pourtant pas régulière. De façon logique, elle s'appuie sur des cours d'eau, cloison naturelle entre les deux modes d'occupation du sol. Il suffit que des clôtures en barbelés rejoignent des têtes de cours d'eau pour protéger les interfluves situés en aval.

La plus longue clôture borde la route de Bamenda sur plus d'un kilomètre. Une autre fermeture fait plus de 500 mètres le long de la piste de Bu. Parfois, le tracé de la limite se complique, par exemple à Su, en isolant un interfluve cultivé, au milieu de pâturages. Pour libérer des secteurs revendiqués par des cultivatrices, des éleveurs ont déménagé sur l'interfluve en face. D'autres clôtures en barbelés n'atteignent qu'une centaine de mètres, par exemple à Waindo. Assez claire autour de Wum, la séparation entre cultures et pâturages ne l'est plus vers We.

Quelques années après la révolte de 1973, des contestations portent sur des campements situés juste à la limite ou englobés dans le secteur agricole, notamment au nord de Waindo. L'un d'eux est touché par l'annexion d'un petit interfluve, décidée par les gens de Waindo, au-delà de la limite officielle. Déjà, à l'est de Naikom, les femmes ont entrepris, en 1974, de repousser la limite des champs. D'anciennes fermes isolées, au milieu des secteurs mis en pâturages, s'entourent de clôtures. Dès lors, deux limites coexistent : l'une, théorique, suit le cours d'un cours d'eau tandis que l'autre, effective, résulte des clôtures édifiées à l'initiative des cultivateurs.

Se retrouvant, en 1973, en pleine zone pastorale, des cultivateurs ont refusé de déménager vers les secteurs agricoles. Ils se sont empressés d'enclôre les parcelles, renforçant leur emprise agricole. Ensuite, ils ont réclamé l'élargissement d'un secteur agricole en leur direction, ce qui explique le tracé compliqué de la limite au sud de Naikom.

Inversement, la limite de 1973 admet deux avancées des pâturages à proximité de Wum. L'une, à Zongefu, est destinée à faciliter l'accès au marché à bétail, près de la route de Bamenda. L'autre, à Su, correspond aux pâturages attribués à l'*arDo*, dont le campement devient le plus proche de la ville. Ces deux étranglements du secteur agricole ne manqueront pas de susciter de nouvelles plaintes.

Il en sera de même à Wanangwe. La limite, s'appuyant sur un coude du réseau hydrographique, attribue aux éleveurs des interfluves en jachère, mais cultivés en 1962. Nul doute que les anciennes cultivatrices de ces terres réclameront le droit d'en disposer à nouveau, dans un délai de quelques années.

Les secteurs maintenus en pâturages à faible distance de Wum et de We risquent de devenir de nouveaux sujets de discorde. Il est aisé de les repérer sur la carte. Les limites instaurées en 1973 ne règlent pas définitivement le contentieux entre les Aghem et les Akou. Il aurait fallu qu'elles soient fixées au-delà de l'espace agricole "utile". Comment en déterminer l'extension ? Elle ne correspond pas seulement aux cultures en 1974 ; s'y ajoutent les secteurs cultivés en 1962 puis laissés momentanément en repos. Même des jachères en 1962 et en 1974 devraient être incluses. Elles ont peut-être porté, entre-temps, un cycle de cultures décalé. Une fois "restitués" aux Aghem, tous ces terrains leur offriraient la possibilité de pratiquer leur système de culture traditionnel, à condition que la population n'augmente pas.

Or, une partie de cet espace agricole utile reste encore attribuée aux Akou en 1974 : jachères récentes au nord de We et à Wanangwe, vieilles jachères à Zongefu. Il est donc prévisible que de nouvelles contestations surgiront dans un délai de quelques années, entraînant un élargissement des "réserves" agricoles autour de Wum. Les conflits sont d'autant plus inévitables qu'à cette logique de mise à disposition d'un espace agricole supérieur à celui effectivement cultivé s'oppose celle de l'occupation de l'espace par les Akou.

Entassements de bétail contre les cultures. La révolte des cultivatrices de Wum montre que la tension entre éleveurs et villageois ne dépend pas directement des charges en bétail. Des systèmes de culture, par leur composante spatiale, interdisent l'insertion d'éleveurs, a fortiori s'ils tentent de se sédentariser.

Les systèmes extensifs, à longue jachère, conviennent apparemment à la présence de bétail. En fait, ils n'admettent pas qu'elle se pérennise, encore moins que des systèmes intensifs, à cultures permanentes ou à longs cycles agricoles. Ceux-ci s'accommodent d'un partage à long terme de l'espace, tandis qu'avec les premiers, des changements surviennent continuellement dans l'affectation des terrains. Cette constatation contredit une idée souvent admise.

Les charges aux environs de Wum, calculées d'après les effectifs fiscaux, atteignent seulement 30 à 40 bovins/km2 en saison des pluies. C'est nettement moins que sur la plupart des hauts plateaux. Certes, l'allègement du cheptel en saison sèche se fait moins sentir autour de Wum qu'à haute

altitude. Il en résulte des frictions entre les cultivatrices et les éleveurs, surtout aux changements de saison, par suite de troupeaux attirés par les chaumes ou de cultivatrices désireuses de récupérer des terres. En définitive, les charges annuelles restent modestes sur le plateau de Wum : 20 têtes/km2, en moyenne. Elles n'expliquent pas la gravité des affrontements entre les deux populations. Cependant, ces indications générales sont à préciser, à partir d'une analyse de la localisation des troupeaux.

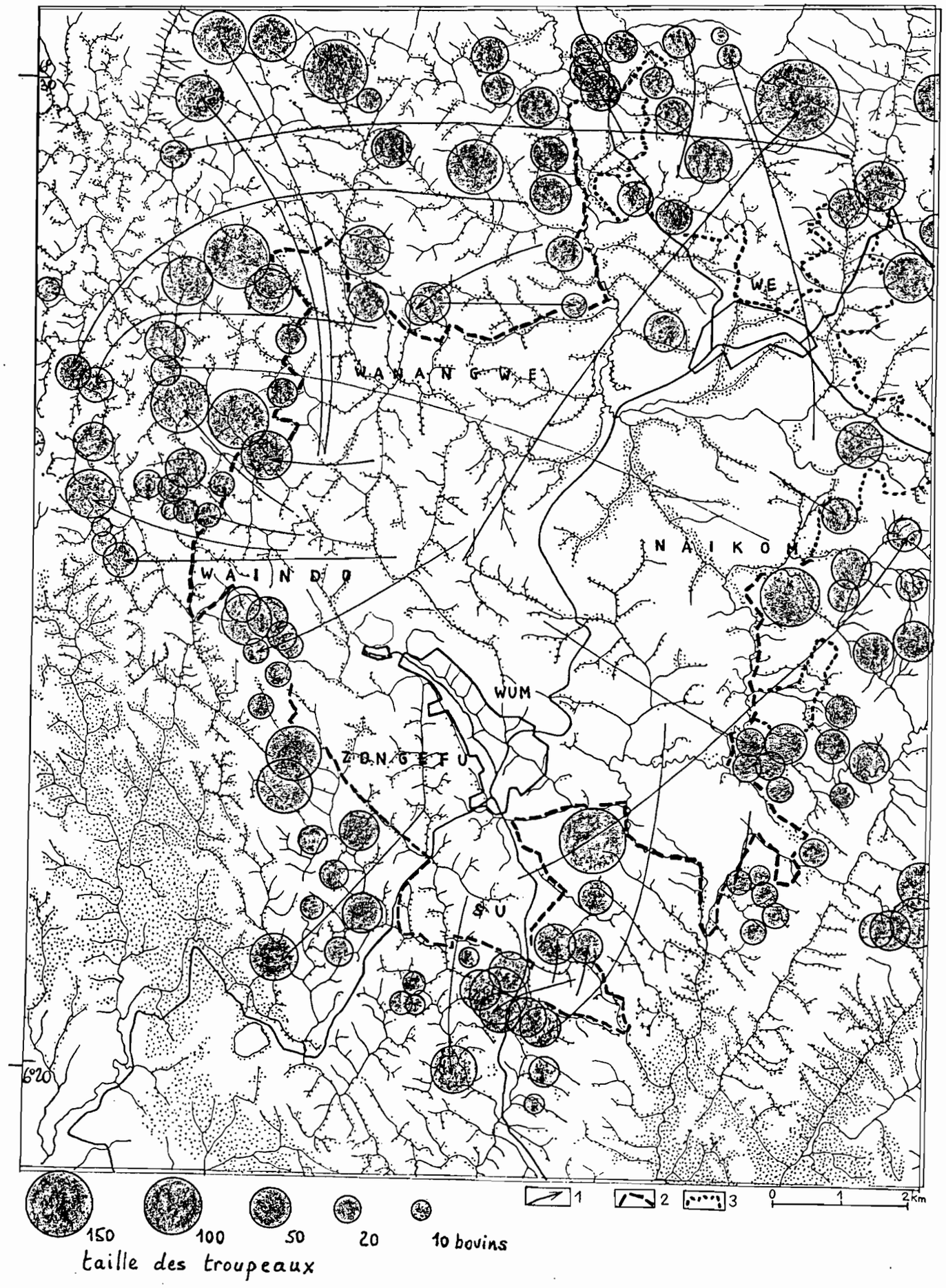
Par prospection à pied des environs de Wum, en 1974 et 75, les campements sont situés sur un fond de carte au 1/50.000. Ensuite, les effectifs de bétail imposés sont reportés à ces emplacements, sauf dans le cas de gros troupeaux, confiés partiellement aux soins d'éleveurs qui manquent de bétail. Le cheptel est donc localisé à ses points d'attache, en saison des pluies (fig. 202).

Sa répartition est loin d'être uniforme. Les troupeaux se concentrent à la périphérie des terroirs de Wum et de We. Cet entassement résulte des refoulements décidés au moment de la crise de 1973. Ecartés de pâturages reconvertis en cultures, des Akou se sont encore placés au plus près. Les deux marchés de Wum et de We jouent un rôle tellement important pour ces éleveurs qu'ils cherchent à s'établir à proximité. C'est une constante dans toutes les régions de savanes. Attachés à la vente de produits laitiers, les Mbororo se tiennent partout aux environs des villages, au risque de provoquer des dégâts aux cultures et de déclencher l'animosité des populations locales.

La disposition du cheptel autour de Wum et de We répond à cette règle, génératrice de conflits. Des Akou ne s'éloignent au milieu des pâturages qu'au nord de We et de Wanangwe. Ils n'ont consenti à s'y rendre qu'au terme de longues querelles, subies à leur emplacement précédent. Les éleveurs manifestent une préférence pour des endroits qui ont, en fait, une destination agricole.

Sur le plateau de Wum, cette contradiction est renforcée par l'existence de plusieurs unités de pâturages, inégalement appréciées. Les Akou recherchent en priorité la zone centrale de remblaiement volcanique, entre Wum et We. Ils l'appellent ***luggere*** : la plaine, car elle comporte de larges interfluves, presque plats, à 1.050 mètres. Les troupeaux évoluent aisément sur ces pâturages à bonnes graminées. Au nord et à l'ouest, des collines granitiques atteignent 1.200 mètres, accidentées de multiples vallées encaissées dont les petits cours d'eau sont temporaires. C'est un secteur de ravins, ***poggooji*** ou ***waana***, redoutés pour le bétail, surtout en saison sèche. Sur des sols peu épais, dérivés d'arènes, ne se développent que de maigres pâturages.

Les cultures s'étendent sur les sols dérivés de cendres volcaniques, entre Wum et We, aux dépens des éleveurs. ***Gese mbari luggere :*** *« les champs ont "tué" (accaparé) la zone plane, »* regrettent les Akou. Ils ne se replient vers les hauteurs voisines que sous la contrainte. Au sud de Wum, la table du plateau devient étroite. Au-delà, des forêts denses recouvrent l'abrupt du fossé de la Metchum. Les Akou répugnent à s'installer en bordure de forêt, par crainte des glossines. Logique de leur économie familiale et différences de potentiel pastoral poussent les éleveurs à se placer à faible distance des cultures.



1 : replis d'éleveurs devant l'avance des champs,
2 : limite officielle entre cultures et pâturages en 1973,
3 : limite réelle entre cultures et éleveurs en 1975.

Fig. 202 : ***Localisation des troupeaux autour de Wum en 1975***

Il en résulte une véritable accumulation de bétail aux marges des terroirs, surtout au sud du plateau de Wum. De plus, à l'est de Su, quelques troupeaux relèvent de Djafoun descendus des hauts plateaux. Mais tous les troupeaux qui se tiennent à proximité des champs appartiennent à des Akou.

Les charges des pâturages aux environs de Wum sont calculées à partir d'un fonds de carte au 1/50.000 (fig. 203). La trame des points de calcul n'est plus une grille géométrique. Elle est établie en tenant compte du contact entre les cultures et les pâturages. Les premières charges sont mesurées à la ligne de séparation avec les cultures, puis les autres en s'éloignant de plus en plus dans les pâturages.

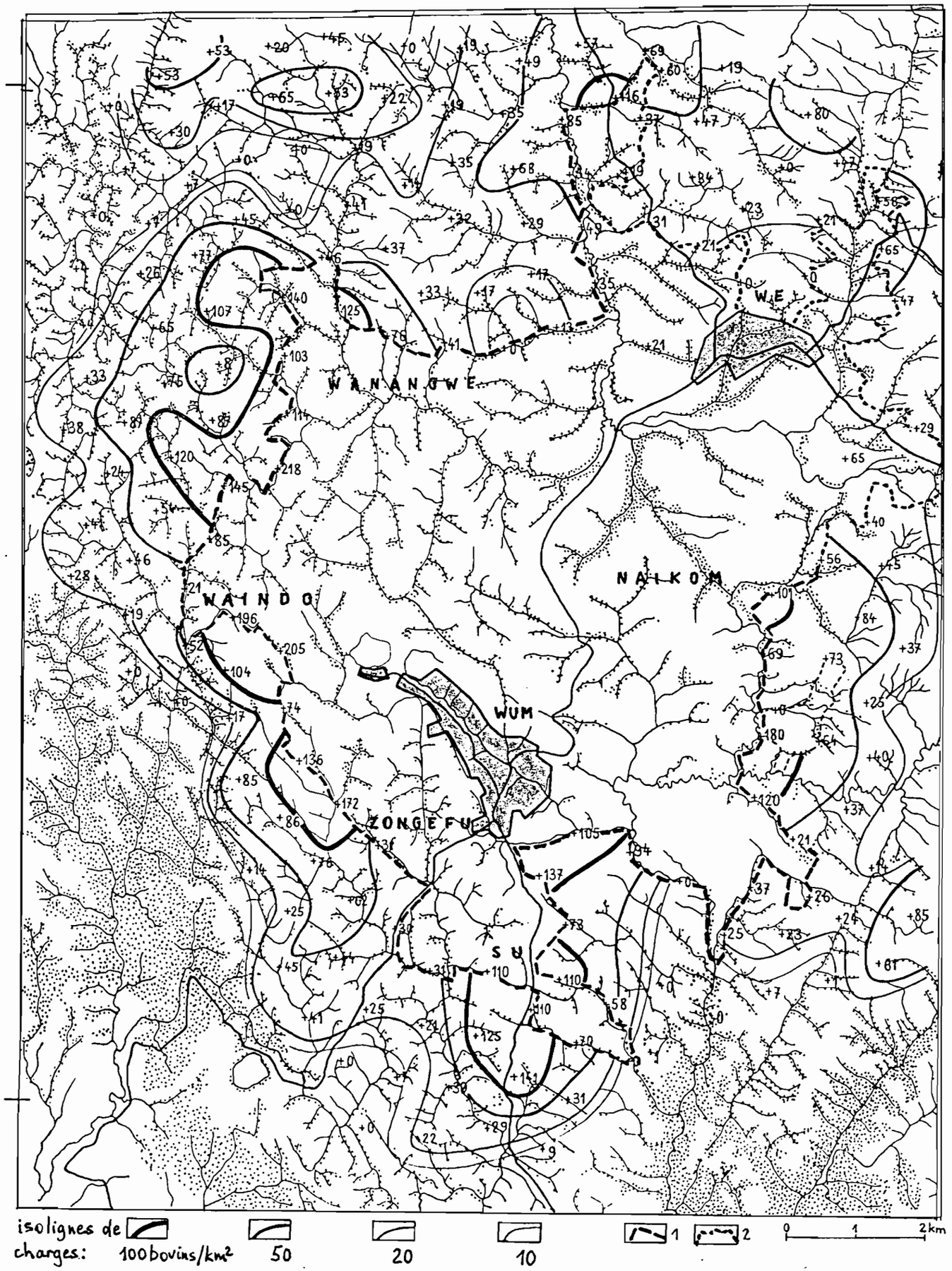
Certes, le cheptel des Akou de Wum échappe davantage à l'impôt que celui des Djafoun. Les charges, calculées d'après les statistiques fiscales, ne correspondent pas à ce que portent réellement les pâturages. Toutefois, les chiffres absolus des charges importent moins que leur variation, figurée par des isolignes.

L'isoligne des 100 bovins/km2 montre que les charges les plus fortes se plaquent contre les terroirs. Quelques exceptions concernent des secteurs peu chargés en bétail, à Wanangwe et sur les collines escarpées au nord de We. Partout ailleurs, les charges sont maximales aux abords des cultures, puis elles décroissent au milieu des pâturages : disposition assez paradoxale et lourde de menaces pour les cultivateurs.

Les plus fortes charges sont relevées à l'ouest du plateau, en bordure du terroir de Waindo (plus de 200 bovins/km2 à deux endroits). C'est là précisément que la tension fut la plus vive en 1973. Refoulés, les Akou ont lâché du terrain mais pour se porter sur les interfluves proches où les charges excèdent 100 bovins/km2. Un Galedji continue d'habiter dans le secteur agricole, où il cultive, tandis que son fils s'occupe du troupeau, installé en face. A Waindo, Zongefu et Su, les pâturages sont devenus brusquement surchargés en bétail, sur une largeur d'un kilomètre à la périphérie des cultures. Au-delà de la plantation forestière de Wum, les pâturages sont déjà broutés à ras en saison des pluies. Les éleveurs envoient les troupeaux à l'ouest, sur les hauteurs couvertes de savanes, au-dessus de la forêt. Ce faisant, ils entrent encore en conflit avec quelques cultivateurs isolés, en lisière de forêt...

Les charges de 30 à 40 bovins/km2, aux environs de Wum représentent une moyenne entre des situations très contrastées. A Zongefu et Su, le gradient des charges s'élargit de plus de 100 à moins de 10 bovins/km2. Les pâturages se resserrent en une étroite frange, entre la nouvelle limite des cultures et le rebord du plateau.

Le plateau granitique offrant des savanes plus larges au nord-ouest de Waindo (Waindo Up), le gradient de charges se détend un peu. Mais les Akou les plus éloignés ne se trouvent encore qu'à 5 km des champs de Waindo. Pâturages moins riches et surtout, refus de s'isoler loin du marché : les Akou n'occupent pas tout l'espace pastoral théoriquement disponible. Déjà, ceux qui se sont portés le plus loin ne peuvent escompter se ravitailler régulièrement au marché de Wum ; ils doivent ouvrir des champs de maïs. Du moins, les troupeaux ne risquent plus d'abîmer les champs des autres.



1 : limite officielle entre cultures et pâturages en 1973,

2 : limite réelle en 1975.

Fig. 203 : ***Les charges en bétail autour de Wum en 1975***

L'entassement de cheptel à la lisière des terroirs ne représente peut-être qu'une situation provisoire, liée à la crise de 1973. Avec les années, les Akou se rendront compte des avantages de pâturages plus éloignés et les charges deviendront un peu plus uniformes. Faute d'arrangements possibles avec les Aghem quant au pacage du bétail après l'enlèvement des récoltes, les Akou seront forcés de se replier plus loin. A moins qu'ils décident d'émigrer, à la recherche d'autres pâturages.

Remise en mouvement des Akou. Au plus fort de la révolte de 1973, les cultivatrices de Wum exigeaient le départ de tous les éleveurs, sans quoi elles ne se remettraient pas à cultiver. Afin de tourner ce chantage, les autorités ont déplacé les Akou les plus contestés, les transférant en un autre endroit de Wum, afin de ne pas se priver de revenus fiscaux.

Une fois déplacés, des Akou se heurtent à l'hostilité d'autres cultivatrices qui réclament encore leur départ. Des éleveurs ont ainsi changé plusieurs fois d'emplacements, devant la poussée des champs et les protestations des femmes. Constatant l'impossibilité de s'installer de façon durable ou craignant les violences féminines, des Akou quittent le plateau de Wum. A la stabilisation de ces Mbororo, dès leur arrivée en altitude, succède une remise forcée en mouvement.

Il est difficile d'évaluer le nombre de départs provoqués par la révolte des cultivatrices en 1973. Autant les chefs villageois ont perdu le contrôle des femmes, autant l'***arDo*** et, a fortiori, les autorités administratives, n'ont pas réussi à rassurer les éleveurs. En pleine crise, devant la détermination des femmes, un mouvement de panique s'est emparé des Akou. Certains se sont enfuis sans avertir personne, pas même l'***arDo***. L'administration est loin d'encourager ce genre de fuite. Au contraire, elle tente de freiner l'exode, exhortant les éleveurs à attendre le retour au calme. Les responsables tentent, d'un côté, de désamorcer la révolte féminine, de l'autre de retenir les éleveurs sur place : deux objectifs difficiles à concilier...

Lorsque les chefs de quartier soumettent à un Comité chargé de l'attribution des terrains les besoins des femmes en nouvelles terres, ils "exproprient" allègrement les éleveurs, sans se soucier de leur concéder un pâturage en compensation. C'est à leur ***arDo*** que revient habituellement cette charge. Mais, devant l'hostilité générale des femmes, celui-ci ne sait que faire. Dès lors, les responsables politiques locaux tentent de suppléer sa défaillance, en proposant aux expulsés de nouveaux endroits. « On leur a demandé de ne pas quitter le Wum Area Council » (125). En fait, les responsables reconnaissent ne pas être assurés que les Akou suivront leurs conseils : « leurs intentions ne sont pas connues » (125). Des acceptations de principe ne veulent pas dire que les éleveurs se rendront aux endroits indiqués. Or, les propositions ne sont guère attirantes. Chaque fois, il s'agit de Waindo, d'Essu ou de Fungom. Le nord-ouest de Waindo est isolé et sans possibilité de ravitaillement agricole ; les environs d'Essu accueillent chaque année de nouveaux venus du Nigeria. Quant aux savanes au nord de Fungom, à moins de 900 mètres, elles sont à peine salubres. Quitte à se déplacer, des Akou ignorent les recommandations officielles et abandonnent carrément le plateau de Wum.

125. Farmer-Grazier Service, Wum, 18 janvier 1973, "Exode du bétail du clan Aghem".

En pleine crise, les rapports du "Farmer Grazier Service" signalent quelques départs d'éleveurs : 4 avec 400 têtes de bétail en décembre 1972, 22 avec 430 bovins le mois suivant. Le rapport du premier semestre 1973 comptabilise 134 départs vers d'autres circonscriptions administratives, avec 3.500 têtes. Le rapport ne précise pas les directions prises par les partants. Sans l'arrivée de nouveaux migrants, il ne resterait que 2.300 bovins sur le territoire d'Aghem.

Un comptage personnel a posteriori complète ces informations. Les listes fiscales sont comparées pour 1973 et les années suivantes, ce qui permet de dresser un inventaire des Akou partis sous le coup de la révolte paysanne. Ensuite, leurs noms sont recherchés parmi les arrivants, les années suivantes, en d'autres secteurs d'élevage.

Tabl. 83 : *Nombre d'éleveurs partis des environs de Wum en 1973*

quartiers	nombre de familles d'éleveurs présentes en 1972	départs survenus en 1973
Waindo Down	75	17
Waindo Up	16	8
Zongekwo	16	16
Zongefu	33	19
Su	77	16
Naikom	39	9
Wanangwe	42	17
We	80	18
total	**378**	**120**

En 1973, un tiers des éleveurs qui séjournaient autour de Wum et de We, a pris la fuite. Ces émigrants étaient recensés avec 1.825 têtes de bétail mais, étant donné la sous-imposition du cheptel à Wum, il est probable que 3 à 5.000 bovins sont partis. Cette estimation concorde avec les données du "Farmer-Grazier Service". Les départs sont plus ou moins nombreux d'un quartier à l'autre. L'expulsion a surtout touché les quartiers les plus proches de Wum : Zongekwo et Zongefu. A Waindo Down, les éleveurs ont pu se reloger à proximité, sur des terrains encore libres. Le comptage n'inclut que les éleveurs partis, non ceux transférés vers d'autres quartiers de Wum. Les terrains de Waindo Up ont ainsi accueilli beaucoup d'Akou expulsés des abords de la ville.

Sur 120 familles parties, la localisation de 59, soit près de la moitié, est découverte les années suivantes, en 1974-75. Les fuyards ont trouvé refuge sur quelques pâturages d'accueil (tabl. 84). Contrairement aux souhaits des autorités, la plupart des partants ont refusé de s'installer chez les Aghem. Ils ont redouté, la solidarité ethnique jouant, d'être à nouveau la cible de manifestations hostiles. Les plus nombreux se sont dirigés vers les bas plateaux au nord du Bamenda. La chefferie Bum en accueille beaucoup, autour du lac de Nyos, dans la vallée de Bwabwa et aux environs de Su-Bum. L'expulsion des éleveurs de Wum accélère le peuplement pastoral de ces bas plateaux. Comme ils ne comportent qu'un faible peuplement agricole, les Akou espèrent séjourner en de meilleures conditions.

Tabl. 84 : *Nouveaux pâturages d'éleveurs expulsés de Wum*

pâturages d'accueil	nombre de familles accueillies	éloignement de Wum
Plateaux nord du Bamenda :	**40**	
dont : Aghem (Kumfutu, Zoa)	5	20 km
Bum (Su-Bum, Nyos, Bwabwa)	23	30-40 km
Misaje (Nkanchi, Bem)	12	60 km
Plateaux sud du Bamenda :	**7**	
dont : Ndop (Balikumbat)	6	70 km
Bafut (Mankon)	1	45 km
Plateau Bamoun :	**12**	**100-120 km**

Une fois expulsés de Wum, des éleveurs entreprennent des déplacements de plus grande ampleur. Dès l'année du départ, des Akou parcourent plus de 50 km à travers les plateaux. Les uns rejoignent le secteur de Dumbo-Misaje, en cours de peuplement par des migrants venus directement du Nigeria. Les autres traversent les hauts plateaux et aboutissent à la plaine de Ndop ou au Bamoun. Partir en catastrophe et parcourir plus de 100 km d'une seule haleine ressemble à une véritable fuite (fig. 204).

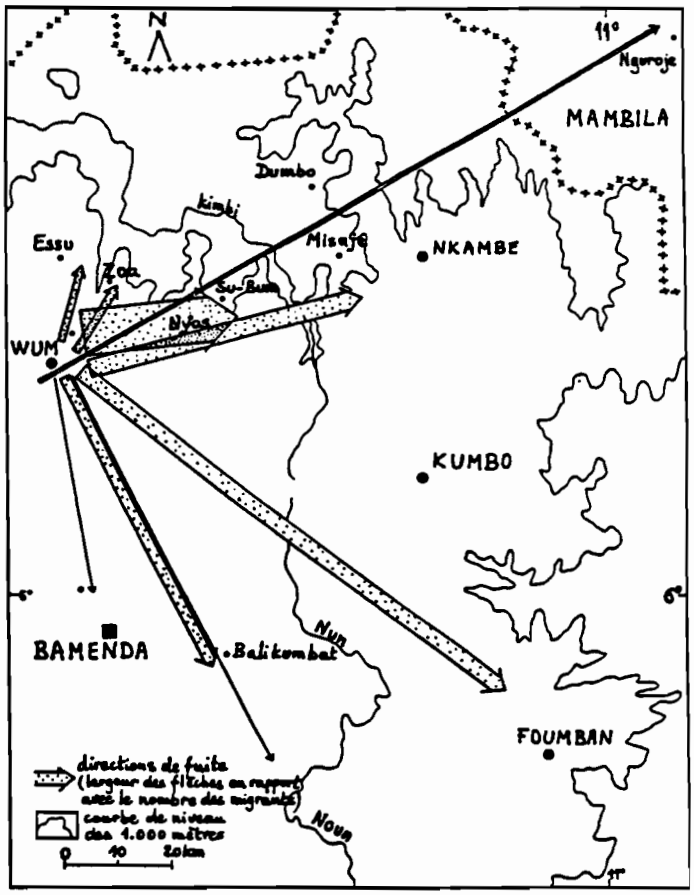


Fig. 204 : *Dispersion des éleveurs de Wum à la suite de la révolte des cultivatrices (1973)*

La révolte des femmes Aghem n'a pas seulement eu pour effet d'écarter les éleveurs du voisinage de leurs champs, elle les a relancés dans une longue migration, à travers les plateaux. La déstabilisation pastorale sous le coup des revendications féminines s'avère beaucoup plus grande que ne le laisseraient supposer des transferts locaux de campements. De plus, l'ébranlement de la population pastorale ne s'arrête pas avec la fin des manifestations paysannes. Bien qu'il n'en soit pas fait mention dans les rapports administratifs, l'ordre n'étant pas troublé, la pression agricole ne se relâche pas les années suivantes.

L'édification de clôtures pour marquer la limite entre cultures et pâturages donne lieu à de multiples exigences, de la part des villageois. Des éleveurs se trouvent encerclés par des clôtures poussées plus loin que prévu. Le succès des femmes de Wum encourage celles des villages voisins ; elles intiment l'ordre de partir à des éleveurs qu'elles n'osaient pas affronter les années précédentes. En 1974, de nombreux déplacements surviennent à We, à partir de vieilles jachères, en cours de remise en culture. De plus, le labour des champs au tracteur par l'organisme WADA se traduit par une réduction rapide des jachères, donc des pâturages potentiels.

En comparant à nouveau les listes fiscales, 52 éleveurs ont quitté Wum de 1974 à 75. Moins nombreux qu'au plus fort de la crise, ils représentent encore 20 % des éleveurs. Quelques-uns, transférés à la hâte en périphérie de Wum, ne sont pas satisfaits de leur nouvel emplacement et décident de partir. Dans la précipitation des déplacements forcés en 1973, des parents se sont dirigés vers des refuges différents. Tel Galedji était installé, contre son gré, au-delà de Waindo Up, tandis qu'un frère s'en allait à Nyos, sur des pâturages mieux dégagés de cultures. Le bon état du bétail à Nyos convaint le premier de venir le rejoindre. Après des dispersions en tous sens, en pleine crise, des regroupements se font selon les liens de parenté.

Tabl. 85 : ***Migrations de quelques éleveurs partis de Wum en 1974***

destinations	nombre de familles
nord du Bamenda :	**16**
Aghem (Essu, Zoa)	5
Bum (Su-Bum, Nyos, Bwabwa)	9
Misaje	2
sud du Bamenda :	**2**
Ndop	2
Mambila (Nigeria)	**3**

Parmi les éleveurs absents en 1975, la destination de 21 d'entre eux est connue. Elle s'apparente à celle des fugitifs de 1973 (tabl. 85). Les partants empruntent les mêmes trajets que l'année précédente mais ils n'atteignent pas tout de suite le Bamoun. Les déplacements ne revêtent plus un caractère de fuite éperdue. Quelques Akou se dirigent à l'inverse de l'orientation migratoire générale : "retours" de We vers Essu et surtout, déplacements "à rebours" de Danedji de Wum vers le Mambila nigerian.

Les rapports administratifs sur une crise agro-pastorale comme celle de 1973 à Wum évaluent mal ses conséquences. Le soulèvement des cultivatrices a déclenché des migrations qui ne se limitent pas aux transferts organisés d'éleveurs à la périphérie des espaces disputés. Seule, une enquête à l'échelle régionale restitue les itinéraires d'éleveurs enfuis devant l'insurrection paysanne. Le traumatisme de la population pastorale ne se résorbe pas avec la fin de la crise. Les années suivantes, des éleveurs continuent à partir.

Nouvelles dimensions du conflit. En deux ans, près de 200 familles ont quitté les environs de Wum et de We, sous la pression des cultivatrices. Les pertes fiscales portent sur 2.500 têtes mais le cheptel réellement évacué est beaucoup plus nombreux. En s'en tenant à la moyenne annuelle de 20 têtes/km2, les départs auraient libéré 15.000 ha. Certes, les charges étaient plus élevées aux abords de Wum et tous les départs ne se sont pas accompagnés de restitutions de terrains aux cultivatrices. Cependant, l'expulsion de ces éleveurs a détendu la pression sur les terres.

En 1975, les cultivatrices de Wum sont au large ; les terroirs incluent à nouveau de larges étendues de jachère. Pourtant, les femmes interdisent dorénavant aux éleveurs d'y pratiquer une vaine pâture. Les Akou se plaignent qu'elles laissent des secteurs en herbe près de la ville et qu'elles cultivent aux abords des campements. La stratégie des cultivatrices déconcerte également les agents du "Farmer-Grazier Service" : « the farming areas chosen first by the chiefs for farming are not touched at all for farming » (126). Quelques mois plus tard, un rapport du même service reconnaît que la crise de 1973 n'a pas été vraiment résolue : « après avoir accepté les décisions de la Commission (nommée par le gouverneur), trois mois après la fixation de la limite entre cultures et pâturages, les cultivatrices ne l'ont plus respectée » (127).

126. Farmer-Grazier Service, Wum, 30 janvier 1973.

127. Farmer-Grazier Service, Wum, "rapport semestriel janvier-juin 1973".

Tout se passe comme si les femmes refusaient de se laisser enfermer dans une limite. Elles montent sans cesse les enchères. En fait, il s'agit d'une stratégie foncière à long terme, visant à se constituer des disponibilités en terres, face à une nouvelle concurrence. A la faveur de l'expulsion des éleveurs, une véritable course à la terre met les femmes aux prises avec de "nouveaux cultivateurs". Grâce à l'aide des tracteurs de WADA, des notables et des jeunes accaparent de larges terrains. Afin de contrecarrer ces initiatives, les femmes dispersent leurs parcelles.

L'hostilité à la vaine pâture de saison sèche se comprend dans ce nouveau contexte. Elle ne vise plus seulement à préserver des cultures à long cycle de la dent du bétail. La déambulation d'animaux sur les jachères a pour effet de banaliser leur statut foncier : elle signifie que ces terres ne représentent plus de valeur agricole immédiate, qu'elles ne sont pas soumises à une emprise foncière, même ténue. Désormais, c'est ce que les femmes de Wum veulent éviter.

L'emprise foncière ne fait que s'accentuer, même sur des terres non cultivées. L'évolution est renforcée par le développement urbain de Wum dont les fonctions administratives s'étoffent. D'une population estimée à 11.000 personnes en 1968, l'ensemble Wum-We atteint 15.000 habitants en

1976. La bourgade rurale prend un caractère urbain ; la demande en produits agricoles ne cesse de croître.

Dans ce contexte, il devient inévitable que la limite de 1973 entre cultures et pâturages ne peut rester intangible. Au début des années quatre-vingt, l'agitation reprend. Les cultivatrices réclament la cession des pâturages les plus proches de Wum, dans les quartiers Zongefu et Su. L'enclave correspond aux pâturages de l'*arDo*. Dès lors, l'hostilité des femmes se concentre sur le responsable des éleveurs, désigné comme le principal ennemi. Il empêche l'administration de leur donner satisfaction et tient tête aux femmes sur ses pâturages. La tension devient explosive en 1983. Cette fois, elle s'achève de façon tragique. L'*arDo* de Wum, se sentant menacé, demande la protection de la gendarmerie. Les femmes organisent des manifestations, comme en 1973, et décident de marcher sur le campement de l'*arDo*. Les gendarmes s'interposent et ordonnent à la foule de rebrousser chemin. Comme elle continue d'avancer, ils font usage de leurs armes, faisant plusieurs victimes. C'est alors la panique. Cette fois, les cultivatrices n'ont pas gain de cause.

Des évènements graves surviennent dix ans après la première crise agraire. Par rapport à 1973, c'est le même intervalle de temps qu'après l'amorce des conflits entre Akou et Aghem, dans les premières années soixante. A chaque décennie, un renouveau de tension survient, de plus en plus violent. L'intervalle ne correspond pas tout à fait à la durée habituelle du cycle agraire qui s'étale sur 12 à 13 ans. Ce cycle a sans doute tendance à se raccourcir, par suite de l'accroissement de la population et de la pression sur la terre. Après un délai d'une décennie, les femmes envisagent de remettre en culture les jachères ou d'annexer de nouveaux secteurs. C'est alors qu'elles s'en prennent aux éleveurs, réclamant leur départ ou les repoussant au-delà des secteurs destinés aux cultures.

La séparation entre pâturages et cultures comme l'édification de clôtures en 1973 ont apaisé les femmes de Wum dans l'immédiat mais ne les ont pas satisfaites à long terme. Ces solutions figent l'espace agricole alors qu'il devrait admettre des remaniements périodiques. Eleveurs et cultivatrices se disputent les terrains proches des centres villageois. Les éleveurs pourraient disposer de larges interfluves en jachère, s'ils n'étaient pas tentés de se sédentariser. Faute de mieux, ils accepteraient une séparation nette des pâturages et des cultures mais cette solution ne peut satisfaire pleinement les cultivatrices. La coexistence à long terme s'avère donc difficile. Le système agricole extensif de Wum ne s'accommoderait, à la rigueur, que de la présence momentanée d'éleveurs restés nomades.

Une série d'autres griefs

Les incursions de bétail dans les champs et inversement, l'extension "illégale" des cultures aux dépens des pâturages représentent les deux principaux motifs d'affrontement entre éleveurs et cultivateurs. Ils donnent lieu à de multiples incidents : irruption d'animaux sans gardien dans les espaces agricoles, vaine pâture prédatrice de plantes à long cycle mais également, fermeture de pistes à bétail, encerclement de points d'abreuvement, mise en culture d'anciennes aires à bétail. Cependant, d'autres sources de conflits élargissent l'antinomie, du côté des villageois comme des Mbororo.

Le réquisitoire des villageois

Les cultivatrices répugnent à laisser les troupeaux des Mbororo déambuler sur les jachères. Elles leur reprochent de piétiner et de tasser le sol. Plus tard, la remise en culture exige un travail pénible. Les femmes travaillent la terre à l'aide d'une houe à large lame, retournant des plaques de sol tranchées presqu'à l'horizontale. Cet instrument aratoire convient à des sols meubles et légers. Les cultivatrices du Bamenda sont donc plus sensibles que d'autres au tassement du sol par les bovins.

Pourtant, *la vaine pâture* sur jachères est souvent présentée comme bénéfique aux cultivateurs, par l'apport de fumure. En fait, l'engrais organique laissé par des animaux qui déambulent sur les champs s'avère assez insignifiant. Il ne devient efficace qu'aux endroits de stationnement des animaux. Or, de tels sites doivent être dégagés de tout risque de déprédation, donc écartés des terroirs densément occupés.

Le bétail consomme ou détruit les graminées avant qu'elles deviennent de grandes *pailles*, matériau indispensable à la confection des toits. En début de saison sèche, les troupeaux ont arasé toutes les prairies, même les herbes en bas de versants. Ensuite, les bergers allument des feux précoces, de façon à déclencher une repousse. Or, des villageois n'ont pas encore coupé la paille destinée à la réfection des toitures. De grandes herbes ne subsistent qu'aux abords des champs ou dans les parcelles en jachère. Si cela ne suffit pas, les villageois doivent s'aventurer en fonds de vallée escarpés, inaccessibles aux animaux. Ensuite, il faut transporter sur la tête de lourdes bottes de paille.

Au début des années soixante, la réfection des toits en chaumes représente l'une des tâches importantes des hommes. Bien que les toitures ne soient pas refaites chaque année, M.J.A. Brouwers évalue la coupe de la paille et son transport à 10 journées de 8 heures par an et par homme (128). Ph. Kaberry (129) cite le cas d'hommes jeunes qui consacrent 17 et 36 jours par an au transport de bottes de paille.

En 1975, les toits de chaume sont encore les plus nombreux en zone rurale. Le recensement démographique de 1976 présente l'intérêt d'inclure l'habitat dans son questionnaire. Les résultats publiés comprennent un classement des habitations selon le matériau utilisé pour la toiture. Dans la province du Nord-Ouest, 58 % des habitations rurales sont toujours couvertes de chaume (130). Seuls les villageois les plus riches ont fait l'acquisition de tôles. Les toits "tôlés" se rencontrent surtout en secteurs de caféiculture. Les populations pauvres et isolées, au nord du Bamenda, n'utilisent encore que les pailles. Même la petite ville de Wum n'offre à la vue qu'une multitude de toits de chaume.

128. BROUWERS, M.J.A., 1963, "Report of expert".
129. KABERRY, Ph., 1952, p. 88.

130. En fait, ces habitations sont répertoriées comme ayant un toit « en terre. » Il s'agit d'une erreur, ce type de toiture n'existant qu'au Logone-et-Chari ("Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976", tableau 27, province du Nord-Ouest, p. 161).

Au moment de la révolte agraire de 1973, les hommes ajoutent la destruction de paille aux griefs imputés aux éleveurs. Ils les accusent de mettre le feu aux collines voisines de Wum, avant que la coupe de chaume soit achevée. Sur ce point, l'administration ne peut qu'entériner la plainte des villageois. Désormais, tout éleveur surpris à mettre le feu aux savanes proches de la ville sera sévèrement puni. En 1966, les habitants de Konene, aussi bien Haoussa que villageois, ont déjà interdit la pâture d'une colline près du village, déclarée "réserve de paille". Le souci de soustraire des

savanes à l'usage pastoral pour la confection des toitures n'est pas spécifique au Bamenda. La même revendication se retrouve en d'autres régions de savanes.

En Centrafrique, les villageois se plaignent également de la disparition de la faune sauvage, écartée de savanes inhabitées par l'arrivée massive de troupeaux. Au Bamenda, le grief est rarement avancé contre les Mbororo, la grande faune ayant disparu depuis longtemps des plateaux. Des antilopes ne se maintiennent qu'au nord du Bamenda, autour de la réserve de Kimbi et dans la vallée de la Donga. La chasse n'est pas une activité saisonnière parée d'un grand rôle social, comparable à celui qu'elle joue dans les savanes oubanguiennnes (131).

131. GOSSELIN, G., 1972, "Travail et changement social en pays Gbeya", p. 197.

Les villageois se plaignent d'une dépossession insidieuse de leurs *droits fonciers*. D'après eux, tout se passe comme si les pâturages revenaient, progressivement, aux Mbororo. Des éleveurs refusent avec intransigeance de céder des pâturages pour les besoins agricoles, comme si les terrains leur appartenaient. Une telle attitude fait monter la tension. Les cultivatrices recourent à la force ; elles se rassemblent et se mettent à cultiver le pâturage revendiqué. L'éleveur ne peut que se plaindre au "Farmer-Grazier Service" mais sans beaucoup d'espoir que les nouvelles parcelles seront abandonnées.

Des cultivateurs se refusent d'édifier, par eux-mêmes, des clôtures autour des champs. Les terres leur appartiennent de tout temps. Si des dégâts surviennent aujourd'hui, c'est par suite de l'arrivée et de l'installation des éleveurs. Etant à l'origine du mal, qu'ils supportent seuls les frais de la mise en clôture des champs !

Des contestations surgissent entre chefs villageois et représentants des Mbororo ou des Haoussa quant à l'utilisation habituelle de terrains disputés. Les premiers se fondent sur une occupation agricole ancienne. Les autres prétendent qu'il s'agit, depuis toujours, de pâturages. Les nouvelles cultures ne seraient destinées qu'à préparer la plantation de caféiers, non indispensables comme les cultures vivrières ; elles privent le bétail de pâturages précieux.

Les villageois qui possèdent maintenant des bovins n'acceptent pas de gaieté de coeur de remettre l'impôt sur le bétail à l'*arDo* du secteur, dépendance interprétée comme humiliante. A partir de 1975, de nombreux éleveurs villageois de Nkambe obtiennent une séparation fiscale d'avec les Mbororo. Ils versent la taxe à l'un des leurs, promu responsable des nouveaux propriétaires de bétail.

Dans le même sens, des chefs villageois revendiquent *le contrôle* de l'installation des Mbororo chez eux. Légalement, il suffit que l'arrivant se présente à l'*arDo* qui signale éventuellement sa présence à l'agent du "Farmer-Grazier Service". Des chefs villageois se plaignent de ne pas être consultés car ils subissent, plus tard, la pression de troupeaux plus nombreux que souhaités.

Une résolution en ce sens est présentée à l'administration par les chefs de Wum, lors de la crise de 1973. La revendication se réfère au principe des

droits fonciers éminents des villageois sur les pâturages. En fait, elle ressurgit à l'occasion d'une remise en cause globale de la coexistence entre les deux populations. Les positions des villageois vis-à-vis des installations d'éleveurs n'ont pas toujours été aussi restrictives. Quelques années auparavant, lorsque les administrations locales souhaitaient attirer le plus possible d'éleveurs, les chefs villageois reprochaient aux *arDo* de ne pas les seconder dans leurs efforts.

Au-delà de ces volte-face, il est indéniable que les villageois n'ont jamais reconnu ni emprise foncière, ni légitimité politique aux Mbororo. A la limite, ils contestent leur sédentarisation.

A ces plaintes générales s'ajoutent celles qui sont spécifiques aux cultivatrices. En cas de dégâts aux cultures, elles souhaitent des amendes infligées tout de suite, voire l'expulsion des éleveurs fautifs. Les estimations des dommages agricoles ne tiennent pas compte, à leur avis, du travail effectué pour rien. Elles accusent surtout les éleveurs de corrompre les chefs de village et les fonctionnaires chargés de régler les conflits. Les Mbororo sont réputés pour leur talent diplomatique à sortir de situations difficiles (fig. 205).

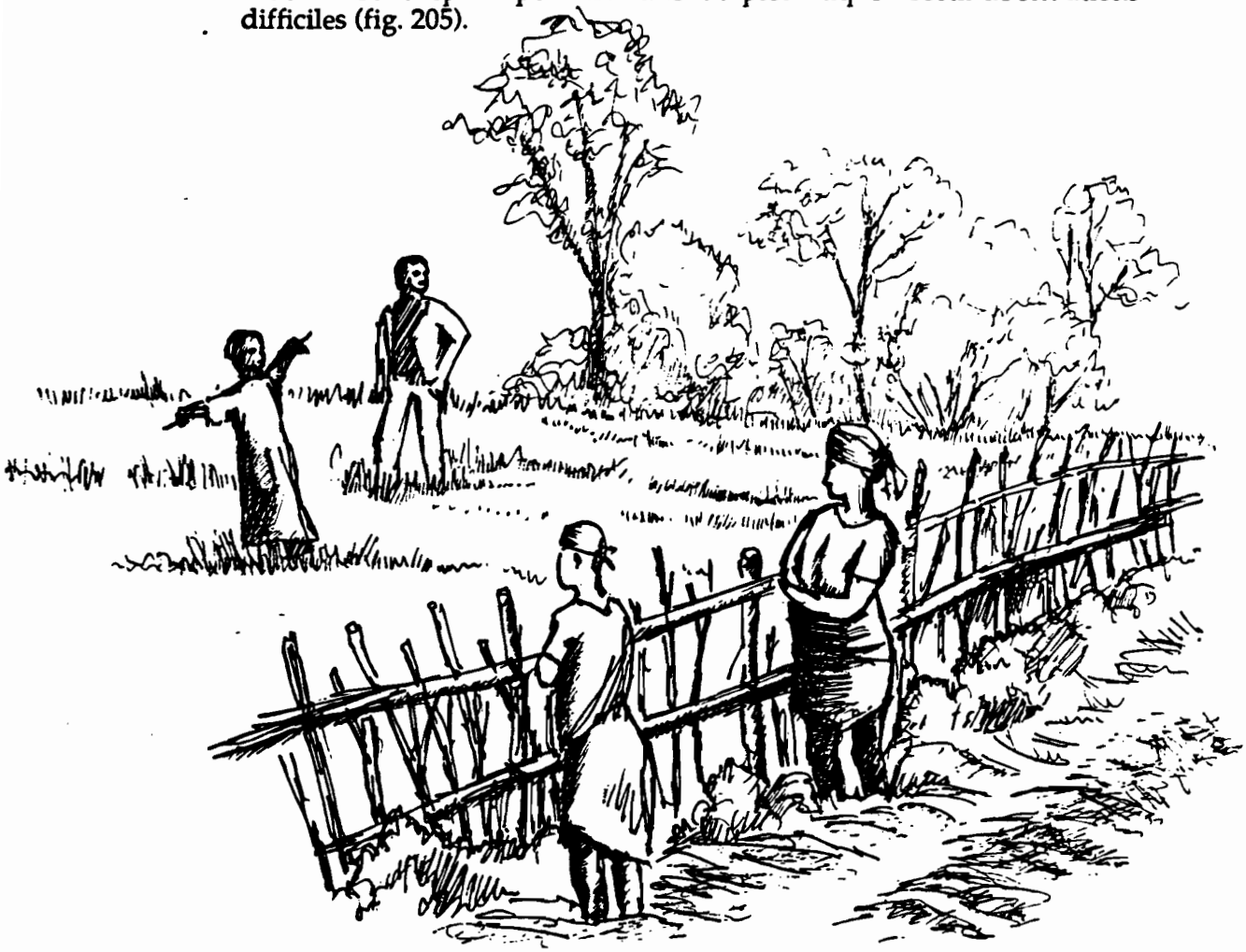


Fig. 205 : ***Discussion entre Mbororo et cultivatrices sur les hauts de Bambili***

Dans un texte teinté de féminisme militant, une anthropologue a stigmatisé la « condescendance amusée » des *arDo* djafoun, voire leur « mépris poli, » à l'égard des petits chefs villageois, avides de taxe *jangali* ou de dons en bétail (132). Des bergers sans scrupules conduiraient les animaux de nuit sur des champs isolés, pour les rassasier sans peine. Les Mbororo ne contrôlent pas leurs troupeaux et refusent d'améliorer la gestion des pâturages et du bétail. Pourtant, ceux du Nord-Nigeria l'acceptent, sans disposer pour autant de garanties foncières (132).

132. CHILVER (E.M.), 1986, "Women cultivators, cows and cash-crops" p. 12.

De griefs immédiats et vécus par les villageois, on passe à une contestation globale du mode d'élevage pratiqué aux Grassfields. Cependant, ces accusations sont formulées par une anthropologue qui a pris la défense des cultivatrices contre les vaches (mais aussi contre le café et ... les hommes). Elles sortent des préoccupations et des revendications exprimées sur place.

Les plaintes des Mbororo

De leur côté, les Mbororo mettent en avant de nombreuses plaintes à propos du comportement des villageois. Les accusations portent surtout sur les manifestations agressives de l'activité agricole : abandon de terres anciennement cultivées et mise en culture des abords de campements, ouverture de "champs-traquenards" au milieu des pâturages, de façon à percevoir des dédommagements pour les dégâts subis (133), non-respect des limites entre cultures et pâturages.

133. D'après E.M. CHILVER (1986, note 20, p. 30), ce serait faire preuve de « naïveté » que d'entériner les accusations de « champs-pièges » ouverts dans les pâturages. Les administrateuirs anglais qui vérifièrent les assertions des éleveurs les auraient trouvées sans fondement ou dues à des extensions non officielles de pâturages. Cette accusation est pourtant fréquemment avancée. L'interprétation de la situation d'un champ peut être différente, selon les parties en cause.

Fitinaaji hakkunde na'i e ngesa Buri naawugo ; imBe na'i Burna fuu, Be jaBan : *« les querelles à propos des vaches et des champs font le plus souffrir ; presque tous les éleveurs seront d'accord là-dessus. »* En quelques secteurs sensibles, par exemple aux environs de Nkambe, la pression des cultivateurs sur les pâturages devient une véritable hantise. A l'avancée des cultures s'ajoutent d'autres motifs d'appréhension.

Destructions de campements

Les transhumants se plaignent de dégradations ou même, de destructions de campements perpétrées durant leur absence. Les villageois placent des troupeaux de bovins ou des chevaux aux abords des huttes vides. Les animaux abîment les constructions en se frottant contre elles ou en arrachant le chaume des toits.

Parfois, le campement est détruit par incendie. A la suite d'actes répétés de malveillance, des Mbororo ne transhument plus sans laisser quelques personnes à demeure. Les anciens restent au campement d'hivernage, pendant que les autres membres de la famille partent avec le bétail. Face à l'hostilité des villageois, les Mbororo ont dû recourir à une première forme de sédentarisation. Lorsque les villageois revendiquent la cession d'un pâturage, faute de gain de cause, ils adoptent une procédure d'intimidation, en mettant le feu aux huttes de bergers. Effrayés, ceux-ci supplient les employeurs de ne plus les laisser dans le secteur.

Près de la montagne de Binka, l'abri d'un berger est plusieurs fois détruit par le feu. Mais l'employeur, un riche Mbororo, tient tête aux villageois. Il remplace la hutte de paille par un cabanon fait de tôles et décide d'y passer lui-même la nuit, de temps à autre. Chaque fois qu'il traverse le village, avec sa voiture, des pierres sont lancées contre elle... Ces incidents démontrent à quel point les relations peuvent se dégrader.

Un environnement hostile force des chefs de famille à se fixer et précipite l'évolution de l'habitat pastoral. La construction de maisons à murs en terre et toits tôlés représente la meilleure façon de parer aux malveillances. Mais la parade n'est pas infaillible ; elle risque de susciter l'exaspération de villageois.

Vols de bétail

Bien qu'ils ne soient pas généralisés, des vols de bétail inquiètent de temps à autre les éleveurs. Certes, les villageois ne sont pas les seuls impliqués dans ces affaires, mais ils semblent y prendre une responsabilité croissante.

A l'époque coloniale, des ethnies, par exemple les Kaka-Yamba, étaient réputées pour le vol de bétail, par hostilité ancienne à l'égard des Peuls et attrait pour la consommation de viande. Ces vols relevaient d'un "brigandage collectif", lié à une grande pauvreté. L'administration coloniale ayant sévi contre ces actes, les Kaka n'osèrent plus s'emparer d'animaux et des Djafoun purent s'installer chez eux.

Plus tard, le vol de bétail devint le fait de jeunes Djafoun ruinés, après dilapidation du troupeau. Devenir voleur de bétail représente une dévoyance presqu'inévitable, révélatrice d'une société pastorale en crise. ***To na'i jinni, walaa kuugal feere haa Mbororo, sey wujjo*** : *«quand il n'a plus de vaches, le Mbororo n'a pas d'autre occupation possible que de se mettre à voler (du bétail).* »

Un Dabanko de Ndu n'est imposé que pour 23 bovins, alors qu'il vit avec deux épouses. Il lui est impossible de céder des animaux aux deux fils qui ont pourtant l'âge de fonder une famille. Bien que démunis de bétail, les fils refusent de s'engager comme bergers ou de rejoindre un oncle riche, en Adamaoua. L'un d'eux est déjà compromis dans une affaire de vol de bétail.

Tout près, un Toukanko de Binka ne possède plus que 20 bovins. Les fils détournaient le bétail paternel pour le vendre à un boucher villageois. Le troupeau familial se réduisant dangeureusement, ils se mettent à dérober les animaux de voisins. Mais ils se retrouvent bientôt en prison, tandis que le boucher a constitué un troupeau personnel, grâce à de larges bénéfices sur la vente de viande.

Si le vol de bétail requiert la compétence de Mbororo pour maîtriser les animaux, ils ont besoin de lier partie avec des villageois pour écouler la viande en cachette. Sans la compromission de bouchers clandestins, les voleurs de bétail ne disposeraient pas de débouchés commodes sur place. L'association la plus fréquente lie de jeunes Mbororo, fils d'éleveurs ou bergers, à des villageois recéleurs et vendeurs.

Un incident oppose ainsi un Madjanko de Babadjou, sur les monts Bambouto, à son berger qui a soustrait du bétail, avec la complicité de Bamiléké. L'éleveur découvre l'endroit où les acolytes ont camouflé les animaux abattus. Une bagarre s'ensuit et se termine tragiquement. Un Bamiléké est tué d'un coup de bâton. Le Mbororo est condamné à 5 ans de prison à Mbouda...

A partir d'une participation secondaire aux détournements, des villageois s'engagent davantage dans la filière occulte du bétail. Deux nouveautés les poussent dans cette voie : une meilleure connaissance des animaux, acquise par le gardiennage au service des Mbororo et la montée du prix des animaux, à partir des années soixante. Le vol de bétail devient une affaire lucrative qui tente des jeunes sans argent.

D'anciens aide-bergers de Mbororo deviennent capables de détourner par eux-mêmes des animaux. Dès lors, toute la filière parallèle des animaux volés se déroule entre villageois, avec de nombreuses complicités, ce qui rend plus difficiles les recherches entreprises par les Mbororo.

Les éleveurs sont victimes de deux types de vols. Périodiquement, une tête de bétail disparaît, abattue tout de suite dans la nuit. Les quartiers de viande sont camouflés dans une galerie forestière ou chez un complice et écoulés clandestinement, dans la ville proche. Ces voleurs sont des villageois, voisins des éleveurs qui les connaissent et les soupçonnent mais ne parviennent pas à faire cesser leur manège.

Le détournement de plusieurs animaux doit être opéré sur de plus grandes distances. Les animaux ne sont pas abattus aux environs du forfait mais convoyés, à marches forcées nocturnes, vers un marché à bétail lointain. Après le vol, il s'agit de franchir rapidement une frontière, soit celle du Nigeria, soit l'ancienne entre les deux Cameroun. Deux ethnies sont spécialisées dans cette activité cachée. Les Pinyin des monts Bambouto, bons connaisseurs du bétail, agissent à cheval, en poussant les animaux devant eux, ce qui leur confère une grande mobilité. En 1975, ils écument Pinyin, Bali et Ashong d'où ils s'enfuient avec leur butin vers le Bamiléké. Dix ans plus tard, les forfaits s'étendent à Meta et Ngie, comme en témoigne un article de la presse camerounaise (Annexe 5).

Les Bamoun détiennent également une facheuse réputation de voleurs de bétail. Des Mbororo répugnent à s'installer chez eux pour cette raison. Autrefois, les voleurs sévissaient surtout au Bamoun même, écoulant les quartiers de viande à Foumban. A présent, ils étendent leurs méfaits aux secteurs limitrophes, surtout aux dépens de troupeaux descendus en transhumance. Les Mbororo qui se trouvent à proximité du Bamoun redoutent constamment de se faire dérober du bétail. ***Wuybe Buri min sembe ; waynaaBe narra bee bangarBe Bamum*** : «*les voleurs dépassent nos forces ; les bergers s'entendent avec les bouchers bamoun,* » se plaignent les éleveurs à Barare (Jakiri).

A la faveur de la frontière actuelle du Nigeria qui sépare le Mambila du Bamenda, des troupeaux volés sont acheminés vers le nord. Cette fois, il semble que des Mbororo soient eux-mêmes à l'origine d'un trafic qui exige de grandes compétences pour convoyer rapidement du bétail, sans se faire

remarquer. L'existence d'une frontière favorise le vol de bétail, en rendant difficiles, si ce n'est impossibles, les recherches de l'autre côté. De même, la coexistence de deux sociétés cloisonnées se révèle propice à de tels actes, les victimes se heurtant à une complicité passive des villageois.

Alors qu'autrefois, l'administration coloniale s'évertuait à châtier les vols collectifs de bétail au moyen d'amendes également collectives, les autorités actuelles ne punissent pas fermement les formes individuelles de brigandage. Les éleveurs se plaignent de ne pas rencontrer l'assistance désirée auprès des autorités. Il est souvent difficile de prouver la culpabilité d'un voleur, tant qu'il n'est pas surpris sur le fait.

Un éleveur, près de Jakiri, porte plainte contre un villageois, l'accusant d'avoir volé et abattu une vache dont la dépouille est retrouvée près de son habitation. Mais l'affaire traîne et devient embrouillée. A la fin, l'accusé porte plainte, à son tour, pour diffamation, réclamant une indemnité de 500.000 francs. Un nouveau procès s'engage, avec les frais de justice afférents.

Dans les années soixante, les Mbororo craignent d'être entraînés dans les procédures dispendieuses des tribunaux coutumiers qui ne condamnent pas rapidement les voleurs. Actuellement, les griefs se portent surtout contre les gendarmes, soupçonnés de tirer parti de ce genre d'affaires pour extorquer les Mbororo. A la limite, des éleveurs les tiennent pour «*aussi voleurs que les voleurs.* »

Cependant, l'insécurité du bétail n'affecte pas encore l'ensemble du Bamenda, comme d'autres régions d'élevage. Des secteurs sont réputés à risque, tandis que d'autres restent sûrs. Ainsi au nord de Nso, ***wuyBe DuuDaay, na'i Don waanca feere maaji*** : « *les voleurs ne sont pas nombreux, les vaches se promènent toutes seules.* » De même, à Bantem, ***haa Do, walaa wuyBe*** : « *ici, il n'y a pas de voleurs.* » Tranquillité appréciable, alors qu'au nord du Cameroun, les troupeaux ne peuvent sortir sans berger, ni celui-ci parcourir la brousse sans arc et carquois sur l'épaule... Les Grassfields sont exempts du grand banditisme qui, en d'autres régions d'élevage (est de l'Adamaoua) recourt de plus en plus à des armes modernes.

A l'exception de quelques populations qui s'adonnent presque de façon traditionnelle au vol de bétail, les disparitions d'animaux sont relativement rares sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun. Peu accoutumés à manipuler le bétail, la plupart des villageois ne sauraient le détourner. A l'inverse, la perspicacité des Mbororo est remarquable pour récupérer des animaux. Seulement, lorsqu'une affaire de vol se produit, les éleveurs ne font plus confiance aux autorités pour trouver et punir les coupables.

Un élevage perturbateur

Les Mbororo ne contestent pas que les villageois s'adonnent à l'élevage bovin mais ils s'élèvent souvent contre la conduite de leur élevage. Arguant d'une primauté foncière, les nouveaux propriétaires de bétail placent de force (***bee sembe***) les animaux à proximité des Mbororo, sans respecter la convention d'un certain écartement entre des troupeaux d'éleveurs diffé-

rents. Les villageois refusent de demander la permission à l'*arDo*, gestionnaire des pâturages, et placent leurs animaux où ils l'entendent. Les abords des villages deviennent surchargés de bétail. A Kishong, au nord de Nso, des charges de 50 à 75 bovins/km2 sont le fait de troupeaux qui appartiennent uniquement à des villageois.

L'accentuation des charges, par suite de l'engagement des cultivateurs dans l'élevage, n'est pas spécifique du Bamenda. Le même phénomène est signalé en plusieurs régions soudanaises, par exemple au Mali (régions du Haut Sénégal et du Delta Intérieur du Niger). Partout, des villageois investissent en bovins leurs gains monétaires. ***Na'i on woni njawdi :*** *« ce sont les vaches qui sont devenues la richesse. »* L'irruption de ce cheptel suscite des compétitions entre anciens et nouveaux éleveurs.

Les nouveaux troupeaux restent presque toujours sédentaires, ce qui accentue les effets de surcharge aux moments difficiles. Au Bamenda, les villageois ne consentent guère à descendre leurs animaux en transhumance. Il en résulte une pâture prématurée des jeunes pousses, en début des pluies, et la propagation de tiques à des altitudes de plus en plus élevées. Les villageois ne tiennent pas compte des règlements de transhumance. ***BiBBe lesdi tokkataa order :*** *« les autochtones ne respectent pas les règlements, »* font remarquer les Mbororo. Les déplacements anciens du cheptel sont perturbés.

Un refus comparable des nouveaux propriétaires de bétail de se conformer aux règles habituelles de pâture est mentionné au Macina : non-respect de la sortie saisonnière des troupeaux des bourgoutières, maintien du bétail à longueur d'année sur les pâturages humides. A la limite, ce comportement pastoral réfractaire à une discipline collective s'avère dommageable pour les animaux. Privés de transhumance vers des pâturages plus abondants, les troupeaux des villageois progressent peu. Des animaux achèvent les saisons sèches éprouvantes en étant épuisés. Des pertes surviennent. Mais les Mbororo insistent sur les conséquences inégales des pertes, selon les éleveurs.

Pour les Mbororo, la perte d'une vache représente un évènement grave, à la fois pour le devenir du troupeau et en termes de ressources monétaires. Ils vivent presqu'entièrement de la vente de leurs animaux, alors que ce n'est pas le cas de leurs voisins. Les normes culturelles s'avèrent plus ou moins contraignantes. ***KamBe, walaa ko yaali Be, to nge saaDi, Be nyaamay :*** *« quant à eux, ils ne se soucient guère qu'une vache crève, ils en mangent quand même la viande. »*

L'élevage villageois rend plus anarchique l'exploitation des pâturages. Comme des décisions collectives supposeraient le consensus de personnes qui, en fait, entretiennent peu de relations, une discipline pastorale commune s'avère difficile à instaurer. Au contraire, une concurrence s'engage entre Mbororo et villageois pour tirer un profit immédiat des pâturages, avant les autres. Le nouvel élevage se développe de façon marginale, en dehors de contrôles administratif et vétérinaire. ***Na'i maBBe joBataa jangali, tuffataa Di :*** *« ils ne paient pas l'impôt sur leurs vaches et ne les font pas vacciner. »* Rancoeur des anciens éleveurs à l'égard de pratiques qu'ils ne comprennent pas...

Les Mbororo redoutent encore plus les troupes de moutons et de chèvres que les villageois laissent divaguer en prairies d'altitude. Les ovins transmettraient des maladies contagieuses aux bovins. Les Mbororo citent en particulier ***pi'e saarol***, une fièvre accompagnée de diarrhée et ***Daamol***, le charbon bactéridien. Ils manifestent une grande crainte à l'égard de ces maladies. A la rigueur, les Mbororo accepteraient de mettre leurs troupeaux sur des pâturages communs avec des bovins appartenant à des villageois, mais jamais avec des moutons. Il est probable que les ovins, fragiles en milieu humide d'altitude, sont porteurs de maladies contagieuses.

Enfin, les Mbororo accusent des villageois de se servir de leur élevage comme d'un "cheval de Troie" pour introduire des cultures dans les pâturages. Un nouveau propriétaire de bétail place ses animaux au milieu des pâturages où il construit un abri. Quelques années plus tard, il ouvre un lopin de maïs à l'emplacement de l'aire à bétail, afin de bénéficier de la fumure. Chaque année, la parcelle s'élargit, repoussant le troupeau, jusqu'à prendre la taille d'une véritable exploitation agricole. ***GoDDo maBBa pellel fuu, Dum jinna*** : *« certains ferment des secteurs entiers, c'est fini (pour l'élevage). »*

Par disparition du pâturage, le troupeau pionnier est transféré en un autre secteur où il prépare une nouvelle percée agricole. Les Mbororo se trouvent complètement désarmés, face à cette dynamique agricole insidieuse, sous le couvert de l'élevage. En effet, il leur est impossible d'interdire l'accès des prairies à un troupeau villageois. Par des manoeuvres impossibles à contrecarrer, les villageois minent les pâturages. Ironie du sort : c'est le nouvel élevage qui sert à "couvrir" les atteintes aux pâturages.

D'un côté, l'essor de l'élevage villageois entérine l'intérêt des populations locales des Grassfields pour cette activité et désamorce les oppositions inter-ethniques. De l'autre, les pratiques des nouveaux éleveurs sont tellement peu conformes aux usages et conventions des "gens du bétail" qu'elles suscitent leur réprobation. Ils soupçonnent les nouveaux élevages de servir, à long terme, des objectifs agricoles. Au contraire, pour les Mbororo, l'élevage est un but en soi.

Danger d'acculturation

Minorité ethnique et démographique, les Mbororo se trouvent confrontés à une alternative : entretenir leur différence jusqu'à l'extrême ou accepter une forme d'intégration régionale.

Chaque choix est porteur de dangers. Le premier risque d'exacerber une mise à l'écart, d'aggraver une conscience d'exclusion et de tendre les relations entre les deux populations. Le second comporte, à terme, la menace d'une perte d'identité ethnique et culturelle, d'abandon de la religion musulmane et finalement, de la spécificité pastorale. La solution la plus acceptable consisterait sans doute en une voie moyenne, mais elle n'est pas facile à définir et surtout, à vivre au quotidien.

Au Bamenda, les Mbororo ont toujours eu conscience de ne pas être admis à part entière. Les villageois le leur font sentir, en les traitant constamment de "strangers". Des journalistes camerounais n'hésitent pas

à les qualifier de "population allogène", en reprenant à leur endroit un vocable usité en Côte d'Ivoire, à propos d'immigrants originaires d'autres pays : transposition, dans le langage des intellectuels, d'une exclusion très forte.

Il est difficile de soutenir que les Mbororo, surtout les Djafoun, "appartiennent" au Nigeria davantage qu'au Cameroun. Le caractère "étranger" des Mbororo ne tient pas à une différence d'identité nationale. Il s'appuie plutôt sur des oppositions culturelles et ethniques, les Mbororo étant perçus comme des gens "du Nord" ; en ce sens, ils ne sont pas chez eux aux Grassfields.

Ils sont également considérés comme des étrangers par suite d'une arrivée récente au Bamenda. L'exclusion s'appuie alors sur un critère historique. M.J.A. BROUWERS observe que fonder le concept de "population autochtone" sur la durée prête à discussion : « si les Fulani qui vivent au Bamenda depuis 40 ans ne sont pas des villageois, les Tikar qui sont venus, il y a 150 ans, en guerroyant contre des populations en place, ne le sont pas non plus » (134). Argumentation qui soulèverait certainement des polémiques. Les groupes d'origine tikar se sont imposés en haut de l'échelle politique et sociale, en intégrant les populations dans l'armature de chefferies, alors que les Mbororo sont restés à l'écart des organisations politiques locales.

134. BROUWERS, M.J.A., 1963.

Leur statut à part serait plutôt comparable à celui des Bali, descendants des Tchamba arrivés en envahisseurs au 19e siècle. L'intrusion des Bali n'a jamais été vraiment entérinée par les autres populations. En 1952, les Widekum, autrefois assujetis par ces envahisseurs, prétendirent récupérer les terres de la chefferie, sauf la ville de Bali Nyonga. N'obtenant pas satisfaction, ils attaquèrent leurs anciens seigneurs, détruisant 1.900 concessions et tuant des personnes (135).

135. "Report on the Cameroons...", 1952, p. 25.

Et pourtant, le système politique des Bali admettait l'intégration des populations vassales, selon le principe de la promotion d'après les mérites individuels. Il a permis, localement, une assimilation linguistique et sociale, sous le couvert d'une hégémonie (136). Malgré ce système intégrateur, les Bali suscitent encore des réactions de rejet. L'adoption de leur langue par les premiers missionnaires protestants, pour la traduction de la Bible et l'évangélisation des Grassfields, n'a pas atténué ces réactions. Mais les Bali-Tchamba furent des conquérants redoutés, alors que les Mbororo sont arrivés de façon pacifique.

136. KABERRY (Ph.), CHILVER (E.M.), 1961, p. 357.

Les Mbororo ne se tiennent pas seulement à l'écart des autres populations au plan politique mais également du point de vue social et culturel. Musulmans mais sans grande ardeur religieuse, ils n'ont jamais déployé de prosélytisme à l'égard de leurs voisins, contrairement aux Haoussa. Cette discrétion ne les empêche pas de mépriser discrètement leurs voisins, simples "païens", ***HaaBe***.

Finalement, la situation d'étrangers des Mbororo aux Grassfields est intimement liée à une activité longtemps spécifique, renforcée par la référence islamique. Eux-mêmes n'hésitent pas à s'en prévaloir : ***en jooDi nder lesdi HaaBe*** : *« nous habitons dans un pays de Païens, »* ce qui sous-entend: *« comme ils ne sont pas musulmans, il faut s'attendre à tout, de leur part. »* Les

codes de conduite étant irréductibles, il convient, selon les éleveurs, de rester sur la défensive, de ne pas se défaire d'une défiance fondamentale.

Ce complexe de minorité religieuse et culturelle se rencontre auprès de tous les petits groupes mbororo disséminés en savanes humides. Il s'exprime par l'amertume de ne pas accéder à un statut de citoyens à part entière. ***Haande, min on, min Don Baawo*** : *«aujourd'hui, nous autres (Mbororo), nous sommes derrière (pas traités à l'égal des autres),* » se plaint l'un des plus riches éleveurs de Nkambe. A la discrimination habituelle s'ajoute maintenant une inégalité, face aux aides économiques.

Le complexe de minorité maltraitée marque davantage les anciens que les nouvelles générations. Ayant grandi sur place, elles se considèrent comme des ressortissants du Bamenda. A la faveur des rencontres et des jeux avec les enfants des villages, les jeunes Mbororo ont appris la langue locale qu'ils manient couramment, ce qui leur confère une aisance dans les relations avec les villageois. Leur espace pastoral de référence s'est rétréci aux plateaux des Grassfields, du Mambila aux monts Bambouto, du Bamoun à Meta. Ils n'envisagent pas d'habiter ailleurs. En même temps que cette rétraction géographique, la vocation pastorale tend à s'émousser. Sous l'influence d'amis villageois, les jeunes deviennent sensibles à d'autres valeurs : la vie citadine, l'automobile, les beaux vêtements, pour ne pas parler de l'alcool. Tous ces nouveaux attraits mettent en péril la pérennité du cheptel. Les anciens vivent dans la hantise d'une attirance des jeunes pour le monde des villageois, des ***Garafi*** : les Bamiléké. Minorité entourée de populations ethniquement et culturellement différentes, les Mbororo craignent, à long terme, de perdre leur identité.

L'apparente facilité de s'enrichir par l'élevage, l'attrait de la vie villageoise ambiante, l'absence du contrôle collectif qu'assurerait une société largement islamisée, tel est le diagnostic culturel de la crise pastorale au Bamenda. Les anciens expriment l'acculturation des Mbororo à la région par les verbes ***naata*** : entrer, se fondre dans l'autre population, et surtout ***majja*** : se perdre. C'est une privation de l'identité mbororo à double titre : le reniement des principes religieux islamiques, en s'adonnant à la boisson, et la ruine du bétail. Or, en l'absence de bétail, l'appellation "Mbororo" se vide de sens.

Les anciens redoutent qu'en se rapprochant des villageois, les jeunes se détachent d'eux et les abandonnent, privés de bétail. ***Taa Be naata Garafi, Be huddina min haa ladde*** : *« qu'ils ne deviennent pas des Bamiléké, en nous abandonnant en brousse,* » tel est le voeu profond de nombreux Djafoun. Inquiétude des membres d'une génération pour leurs vieux jours mais également crainte d'une rupture de la solidarité qui lie les jeunes aux anciens.

La minorité mbororo au Bamenda est partagée entre deux aspirations : l'une, d'acceptation par les autres à part entière et la seconde, de préservation des valeurs pastorales. Les anciens, encore gestionnaires du cheptel, perçoivent les villageois et le contexte culturel qu'ils symbolisent comme un danger. Mais ils ont peu de moyens pour empêcher les jeunes d'en subir l'attrait. ***Min hultori yeeso, Buri min sembe*** : *« nous craignons l'avenir, cela dépasse nos forces.* »

Ils ne disposent que de deux solutions : se résigner à une évolution jugée inéluctable, malgré les risques qu'elle comporte pour la société pastorale, ou bien se déplacer vers le nord, "à contre-courant", vers des régions régies par les normes musulmanes. L'Islam est considéré comme le seul rempart possible des valeurs pastorales. Au contraire, le "modernisme", véhiculé par les villageois, est perçu comme foncièrement nuisible. Plusieurs familles ont quitté les plateaux de l'Ouest-Cameroun, au début des années quatre-vingt, pour se réfugier en Adamaoua, afin de retrouver identité culturelle et pastorale. ***Hakkiilo amin majji ton ton, ndikka min naata lesdi JuulBe*** *: « notre esprit s'est perdu là-bas (au Bamenda), il valait mieux entrer en pays musulman. »*

L'image conservatrice de la société pastorale, dominée par les ***mawBe*** : les "grands", s'exprime à la fois dans les techniques d'élevage et l'idéal culturel. Seuls, quelques jeunes Mbororo scolarisés et riches atténuent le discrédit porté sur les innovations. En devenant des interlocuteurs privilégiés des autorités, ils accèdent progressivement au statut de nouveaux notables, plus ouverts au modernisme.

Les doutes d'une minorité pastorale isolée, ses hésitations entre l'aspiration d'être reconnue et la crainte de perdre sa spécificité sont toujours présentes, en arrière-plan, dans les relations difficiles entre éleveurs et cultivateurs.

Discordances entre risques et conflits réels

Jusqu'en 1973, le "Farmer-Grazier Service" tient la liste, par le biais de rapports trimestriels, des conflits qui mettent aux prises éleveurs et cultivateurs. Complétée par des informations recueillies sur place, cette source documentaire permet de dresser une carte des incidents entre les deux populations. Le report cartographique de toutes les "affaires" ne prétend pas être exhaustif. Au Bamoun et au Bamiléké, l'information n'est pas aussi accessible qu'au Bamenda. De plus, les conflits ne sont pas classés selon leur gravité (fig. 206).

Dégâts aux champs et empiétements sur les pâturages se produisent souvent aux mêmes endroits. Les dommages subis par chaque population s'inscrivent dans une chaîne de réactions qui créent des secteurs de tension. Aux affrontements déclarés s'ajoutent les défrichements de forêt montagnarde. N'entraînant pas de conflit dans l'immédiat, ils grèvent cependant l'avenir des pâturages voisins.

Des conflits surviennent un peu partout, dès que des pâturages bordent des champs. Les hauts plateaux, densément cultivés et chargés en bétail, n'en ont pas l'exclusive. Ils connaissent des problèmes agraires mais peut-être moins qu'en bas plateaux. Certes, les périphéries de terroirs densément cultivés subissent des incursions de bétail et mordent sur les pâturages proches (Bafumen, Nkambe). Mais des querelles éclatent, tout aussi bien, en secteurs de cultures dispersées (Essu, Meta).

La carte des conflits répond-elle à celle des surcharges, tant agricole que pastorale ? La juxtaposition de fortes densités de population rurale et de charges élevées en bétail signalait des lieux à grands risques conflictuels (fig. 196). En fait, d'une carte à l'autre, les discordances l'emportent.

Les deux cartes s'harmonisent seulement dans le cas des disputes de terrains en lisière de cultures denses (Bafumen, Nkambe, Binka). Bien que la carte potentielle annonce des conflits autour des plateaux Meta et des monts Bambouto, elle reste ailleurs en deçà de la réalité. Elle ne prédit rien, en particulier, aux environs de Wum, pourtant les plus troublés au début des années soixante-dix.

La comparaison des deux cartes laisse supposer que les conflits entre éleveurs et cultivateurs ne se réduisent pas à une question de degrés d'occupation de l'espace. Les deux populations ne s'affrontent pas simplement autour de disputes de terrains, même si les querelles se cristallisent autour de cette question épineuse.

Cependant, la carte des conflits exprime la situation au début des années soixante-dix. Au Bamenda, cette période marque le terme d'une politique agraire de gestion des relations entre éleveurs et cultivateurs. En ce sens, correspondances et discordances avec les conflits potentiels montrent également la part d'échec et de réussite d'une politique.

De la comparaison entre les cartes de conflits potentiels et réels ressort une sorte de paradoxe : des incidents évités (ou atténués) dans les secteurs à grands risques conflictuels et des affrontements graves lorsque le contexte, a priori, ne s'y prêtait pas. Coment en est-on arrivé à ce retournement de situation ?

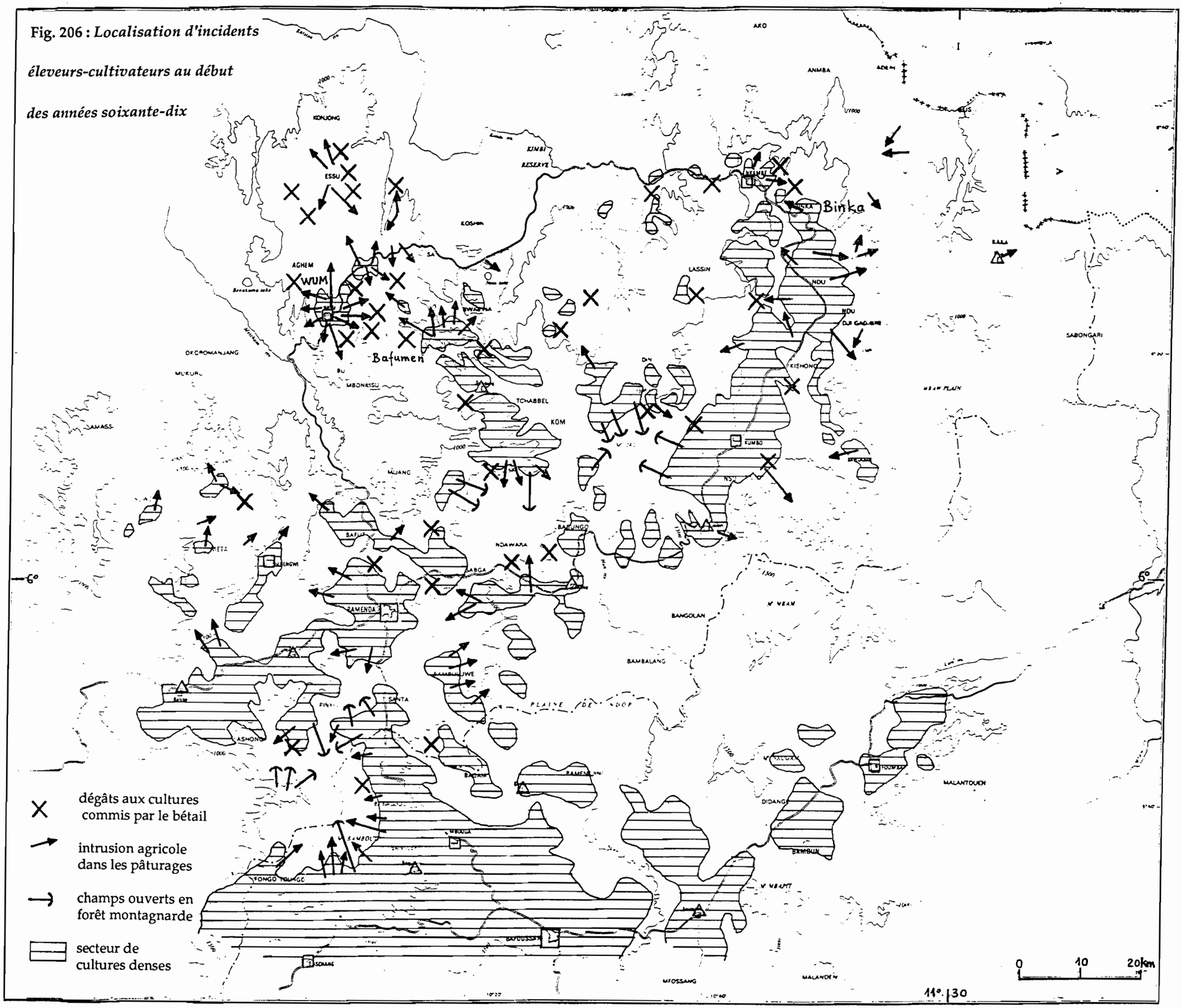
LES ESSAIS DE SOLUTION

A partir des premières années quarante, les conflits entre cultivateurs et éleveurs préoccupent l'administration du Bamenda en permanence. Auparavant, il n'en est guère fait mention dans les rapports administratifs. Le cheptel n'était pas encore nombreux. Surtout, l'état de sous-administration de la région ne permettait pas d'instruire les multiples petits incidents qui mettaient aux prises les deux populations.

Même à la fin de la période coloniale, les rapports transmis par les Anglais à l'O.N.U. signalent rarement ce type de conflits. Curieusement, ils se montrent plus explicites pour le Mambila voisin. Par exemple, le rapport de 1948 indique l'établissement de limites de pâturages, celui de 1950 précise le montant des compensations à verser en cas de dégâts aux cultures. En fait, les problèmes étaient similaires au Bamenda. Les dossiers déposés aux archives de Buea attestent les efforts des administrateurs pour résoudre les difficultés de coexistence entre éleveurs et villageois. Un vétérinaire le reconnaît, à la suite d'une mission au Bamenda : « the main concern of administrators appears to have been the friction between graziers and local farmers » (137).

137. Veterinary Regional Headquarters, Enugu, 18/4/1951.

Fig. 206 : *Localisation d'incidents éleveurs-cultivateurs au début des années soixante-dix*



Divergences à l'époque coloniale

Esquissant un historique des relations entre éleveurs et cultivateurs, le rapport cité ci-dessus met en avant quelques noms d'administrateurs : « the names of Stapleton, Jeffreys and Mayne are prominent amongst Administrative Officers who, faced with the problem, tend to understand the position and offer remedies » (137). Il est curieux de réunir, en un même hommage, les noms de personnalités qui s'affrontèrent quant aux solutions proposées. En effet, au cours des années quarante et cinquante, l'administration coloniale adopta successivement deux doctrines contraires.

137. Veterinary Regional Headquarters, Enugu, 1951.

Le partage des terres

La première solution consiste à séparer les terres agricoles des pâturages. De cette façon, chaque population disposera d'un espace attribué, une fois pour toutes ; les contestations n'auront plus lieu. La séparation entre cultures et pâturages sera décidée d'un commun accord entre les deux parties, sous l'égide d'un administrateur.

Un rapport rédigé dans les premières années quarante explicite les intentions des Anglais : « we decided that the Senior D.O., accompanied by the leaders of the Bororo and Banso, should survey the areas concerned and should set aside, by common agreement, defined areas within which the Bororo could graze their cattle without let or hinderance » (138).

138. SHUTE, 1943 (Archives de Buea, "Reorganization of Fulani in Bamenda Division").

Il s'agit de délimiter les terrains disponibles au bétail. Accueillis par les chefs locaux, les Mbororo se heurtent à l'hostilité des villageois qui les repoussent d'un côté et de l'autre. Ils font déjà les frais des contradictions qui divisent les villageois. La situation doit être clarifiée de façon urgente : « I regard a settlement of this question as of pressing importance » (138).

Une oeuvre de longue haleine

La tâche de conciliation et de répartition des terrains est confiée à M.D.W. JEFFREYS, l'administrateur anglais le plus célèbre du Bamenda, à la fois par ses travaux et ses écrits ethnographiques (139). Les procédures de délimitation commencent en 1942 au nord des hauts plateaux, dans la région de Ndu : Horti, Sinna puis Ntumbaw (Dji Gadjeré), chez les Wiya. En mettant fin à de longues contestations, la démarcation des terrains est alors considérée comme un succès. Les uns et les autres acceptent des compromis. Les propositions de l'administrateur font suite à de minutieuses enquêtes sur l'occupation traditionnelle des terres. Son travail est encore cité en exemple, par des responsables camerounais, 20 ans plus tard : « les limites tracées par JEFFREYS et STAPLETON à Nkambe en 1942 sont encore observées et respectées » (140).

139. GEBAUER (P.), 1975, "In Memoriam Dr. M.D.W. Jeffreys".

140. Farmer-Grazier Service, Wum, juin 1965.

Cependant, lorsque l'opération d'affectation des terrains est entreprise à Nsop et surtout chez les Nso, elle se révèle moins efficace. Des contestations s'élèvent, rendant la négociation plus ardue. La délimitation ne progresse que lentement, les problèmes s'avèrant plus difficiles à résoudre que prévu.

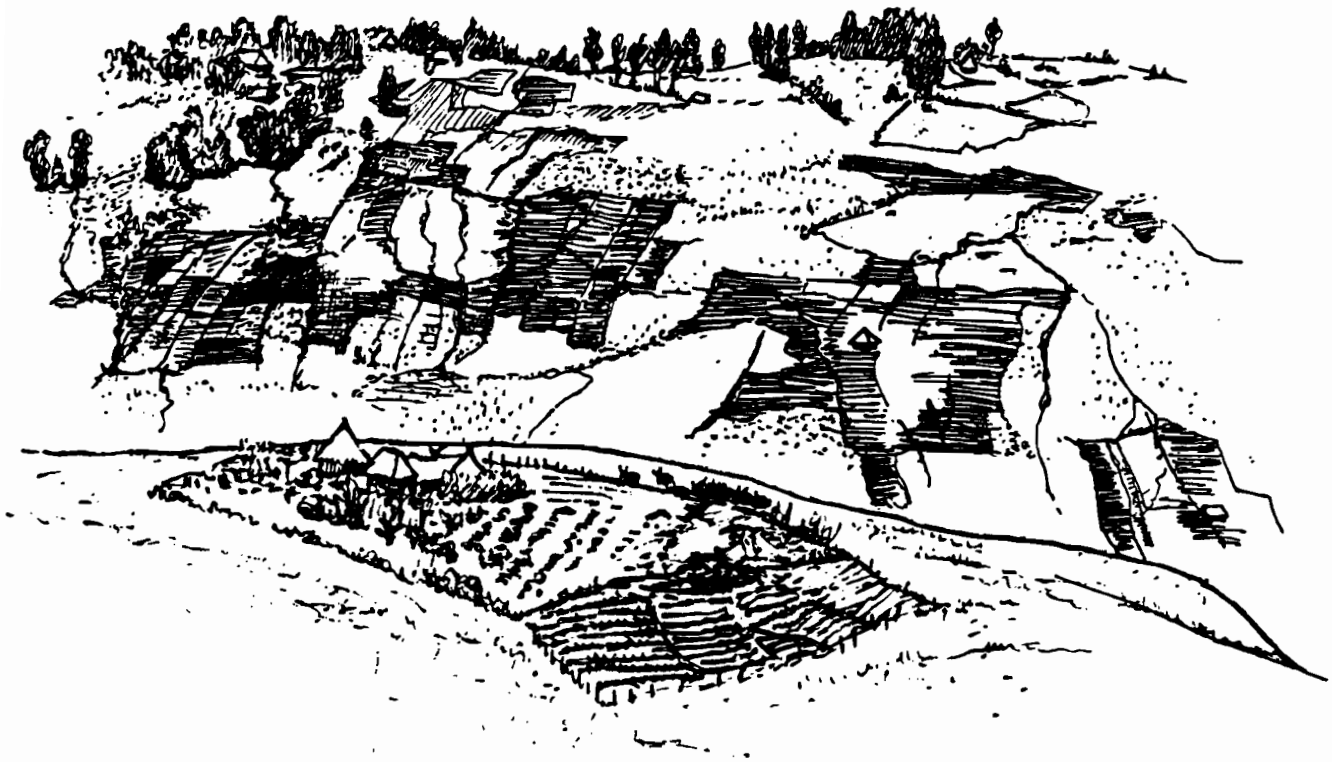


Fig. 207 : ***Affectation ancienne de deux interfluves à l'élevage et aux cultures***

Quelques indications glanées dans les rapports laissent poindre un désenchantement des Anglais, dès 1943 : « unfortunately, it is a tedious and painstaking job and under the present arrangement it will take some years to complete » (141). Le rapport poursuit, en souhaitant l'affectation d'un ou deux autres "Officers" pour accélérer la répartition des terrains. Les Mbororo expriment cette réclamation à l'un des hauts fonctionnaires en tournée dans la région : « they also wanted the demarcation of grazing lands expedited, but I had to tell them that at present we could not spare a second officer for this work » (142).

Par manque de personnel, M.D.W. JEFFREYS est le seul à mener à bien cette tâche délicate. En 1943, il estime que 4 années lui seront nécessaires pour l'achever. En fait, au début de 1946, il n'a encore réglé la situation que pour la moitié des Nso, en plus des Wiya de Nkambe. De véritables enquêtes ethnographiques entourent chaque répartition spatiale. Cette procédure convient mieux à une recherche fondamentale qu'au règlement d'un problème urgent. Finalement, la délimitation des pâturages est arrêtée en 1946, bien avant d'être achevée. La décision s'explique par un constat d'échec : « in 4 years Dr. JEFFREYS was engaged upon the work, he was unable to cover more than a small part of the highland grazing land affected » (143). Le jugement est sévère.

141. CLARKE (N.), 1943, "A scheme for the settlement and development of the Cattle owning Fulani".
142. Chief Secretary, Lagos, to Secretariat of Eastern Provinces, 27/4/1943.

143. MILNE (M.N.H.), 1949, "The status of Fulani...".

Les administrateurs hostiles à l'opération ont exposé les causes de son échec. C.J. MAYNE fut le premier à critiquer globalement l'initiative et à proposer une autre solution, dès février 1946, dans un rapport intitulé "The Fulani Welfare Scheme" mais cité plus souvent, par la suite, sous le titre : "The Mayne's Proposals".

Les critiques

La reconnaissance de pâturages ne pouvait être admise par tous les partenaires qu'à la condition d'être conduite rapidement, comme une mesure d'urgence. A la limite, il ne fallait pas laisser le temps aux parties de prendre conscience de ses implications : « demarcation had to be done without delay, before there was any plan of evasion of the idea » (144).

144. MAYNE (C.J.), 1946, "The Fulani Welfare Scheme".

Or, l'administration anglaise s'est montrée incapable de mener l'opération avec diligence. Pas seulement par manque de personnel, mais également parce que la délimitation des pâturages soulevait d'autres problèmes, notamment des disputes de limites entre chefferies voisines. M.D.W. JEFFREYS a dû résoudre des contestations entre villageois, autant qu'entre eux et les Mbororo. Il a procédé à des bornages de chefferies, au moyen d'amoncellements de blocs, dont certains restent encore visibles. Le recueil des avis, les procédures de conciliation se sont révélées un processus nécessairement lent. Mû par un souci de rigueur ethnographique, l'administrateur n'a pris des décisions qu'après de longues investigations.

Or, au fur et à mesure de l'avancement des délimitations, villageois et éleveurs se sont aperçus de leur importance. Elles engagent l'avenir, peut-être définitivement. Les uns et les autres ont alors amplifié, jusqu'à l'exagération, leurs besoins d'espace. « The farmers, anxious to be able to lay claim to as much land as possible when the time for demarcation comes, are rapidly extending their farming activities » (145). Ils devancent l'arrivée du conciliateur, en jetant leur option sur des terres plus larges que celles effectivement utilisées. Les arrangements deviennent difficiles entre villageois et éleveurs. Rétroactivement, lorsque les gens de Ndu se rendent compte que les Nso obtiennent davantage de terrains agricoles qu'eux, ils reviennent sur leur accord : « on two occasions, at Sinna and Ntumbaw, I was met by deputations of women-farmers protesting against the boundaries as delineated near their villages » (146). En principe, la délimitation serait donc à reprendre, ce qui ressemble à un travail de Sisyphe...

145. CLARKE (N.), 1946.

146. MAYNE (C. J.), 1946.

La démarcation des pâturages restreint les espaces agricoles, ce qui perturbe, les années suivantes, les pratiques des cultivatrices. Leurs parcelles se dispersaient au milieu de grandes jachères herbeuses. La menace du bétail contraint à regrouper les cultures par blocs et à raccourcir la durée des jachères. Ce changement et le réaménagement foncier qu'il impose ne satisfont pas les femmes. De plus, le regroupement des parcelles sur des versants déclancherait une érosion (147).

147. Ces risques d'érosion peuvent cependant être minimisés par le maintien de bandes herbeuses entre les cultures. Par ailleurs, les regroupements de parcelles auraient entraîné une conséquence sociale importante : les femmes ont pris l'habitude de travailler ensemble, ce qui facilite la constitution de groupes d'entr'aide (CHILVER, E.M., 1986, p. 25). Plus tard, ces groupes féminins seront efficaces contre les éleveurs...

D'autres reproches ne visent pas les insuffisances de la procédure mais remettent en cause son principe même. L'administration anglaise devient sensible à la préservation des pâturages d'altitude et accuse le cheptel des

Mbororo de les dégrader. Or, l'attribution de pâturages permanents n'écartera pas cette menace, au contraire. Les troupeaux épuiseront les pâturages obtenus puis les éleveurs se déplaceront et de nouvelles disputes surgiront avec d'autres villageois.

Enfin, avec la délimitation des cultures et des pâturages, les autochtones craignent une aliénation d'une partie de leurs terres. Certes, ce n'était pas l'intention des promoteurs de la formule mais elle peut en devenir le prolongement. « It is the intention of Government that the grazing areas, when demarcated, would be given to the Fulani for themselves and their cattle » (148). Les pâturages seraient remis aux *arDo* de chaque secteur qui les partageraient ensuite entre leurs dépendants.

148. CLARKE (N.), 1943, "A scheme...".

Certes, ce programme n'est encore qu'une proposition mais il démontre que l'idée est dans l'air d'une attribution des pâturages aux éleveurs. Elle s'insère dans un programme plus large de sédentarisation et d'intégration des Mbororo à la région, objectifs partagés par JEFFREYS et STAPLETON. « Taking the long view, the Fulani are going to be, if they are not already, part of the indigenous population of the Division » (149). Les objectifs de promotion pastorale et de protection des pâturages impliquent la fixation des éleveurs et l'octroi d'une sécurité foncière. Cependant, le principal défenseur de ce programme ne réclame pas un transfert foncier total des pâturages : « I do not advocate complete land rights but conditional and long term grazing rights. Otherwise, settlement of these people is written off without trial » (149).

149. STAPLETON (J.H.D.), 1946.

Il n'est pas difficile aux détracteurs du programme de rétorquer que les autochtones n'accepteront jamais de rétrocéder une partie de leur territoire aux éleveurs. « It would, I feel sure, require a deal of persuasion to convince the Native Authorities and indigenous population that the Fulani have any "rights" whatsoever in the land of this Division » (150). Légalement, l'administration anglaise ne saurait encourager un tel arrangement foncier entre les deux populations. Peu après la mise sous tutelle anglaise des Cameroons Provinces, la "Land and Native Rights Ordinance", élaborée pour le Nord du Nigeria, est étendue au nouveau territoire. Selon cette ordonnance, toutes les terres sont déclarées "native lands", sous le contrôle du Gouverneur, et « doivent être tenues et gérées pour l'usage et le bénéfice commun des autochtones » (Annexe 2).

150. MAYNE (C.J.), 1946, "The Fulani Welfare Scheme".

JEFFREYS et STAPLETON argumentent sur le sens conféré à "natives". Pour eux, les Mbororo sont des "natives du Nigeria", leurs parents étant nés dans ce pays. Ils ne doivent donc pas être regardés comme des "alien intruders" au Bamenda mais comme une partie tardive de la population "indigène". Les opposants à cette interprétation, notamment A.F.B. BRIDGES, Resident à Buea, répliquent en montrant l'absurdité d'une telle conception. Un originaire du Nord lointain du Nigeria bénéficierait de droits fonciers légitimes au Bamenda et non un Efik venu de la province plus proche de Cross River ?

Finalement, les défenseurs des Mbororo perdent la partie, défaite entérinée par le départ de STAPLETON en 1947. L'année précédente, C.J. MAYNE terminait son rapport par deux recommandations : « a : the demarcation of

grazing areas be discontinued, b : no land be leased to the Fulani » (150). Les responsables provinciaux, à Enugu, approuvent ces deux propositions. Dès lors, l'approche des conflits entre cultivateurs et éleveurs est inversée.

150. MAYNE (C.J.), 1946.

La réduction et la garde du cheptel

A partir de 1947, l'administration se rallie à une autre conception pour résoudre les conflits entre les deux populations. Le changement se fait surtout sentir dans les principes et les textes juridiques car, une nouvelle fois, l'application d'une politique agraire se heurte à de multiples difficultés.

De nouveaux principes

Non seulement la division des terres entre cultures et pâturages a échoué, mais elle est considérée comme une erreur. « The policy of demarcation is today admitted to have been a egregious error » (151).

151. Secretary for Eastern Provinces, Enugu, 1949.

D'abord pour une raison politique : elle privait les "natives" d'une partie de leurs droits fonciers, risquant de provoquer un mécontentement profond parmi la population majoritaire. « Had there been no change of policy, the rights of the local inhabitants would have been overriden and a lasting wrong perpetrated » (152). A cette erreur politique s'ajoutait une faute agronomique. L'élevage et l'agriculture ne doivent pas être séparés mais reliés, pour leur profit mutuel : lutte contre l'érosion en pâturages et fumure des terres cultivées. Une telle intégration peut être obtenue par un changement périodique de l'affectation des terres, une mesure impossible si la limite entre pâturages et cultures demeure intangible. Avec une démarcation provisoire, une "rotation" entre les deux occupations du sol devient possible, dépassant le niveau conflictuel quotidien : « the policy of farmer-grazier land interchange is the only means by which each side can benefit from the other » (152). A partir de 1947, l'administration anglaise s'oriente vers des limites temporaires entre pâturages et cultures, destinées à être modifiées tous les 3 ou 4 ans.

152. MILNE (M.N.H.), 1949, "The status of Fulani...".

La démarcation de pâturages permanents s'insérait dans le contexte d'une attitude bienveillante à l'égard des Mbororo. Cette fois, une position inverse prévaut chez les administrateurs qui formulent la nouvelle politique. Les droits fonciers traditionnels des "natives" ne peuvent être mis en cause ; lors des arbitrages, il sera tenu compte en priorité de leurs intérêts. Les conflits proviennent de l'accroissement rapide d'un cheptel laissé en divagation. Les pâturages étant surchargés, les troupeaux étendent leurs parcours aux dépens des champs. La solution réside en une réduction du cheptel et un renforcement du gardiennage. Des transferts autoritaires de troupeaux seront inévitables, à partir des secteurs surchargés. « There are at the present time, certain neighbourhoods where the incidence of cattle is too great, having regard to the needs of the farmers. There is no choice but to remove herds from such places and offer the owners alternative grazing » (152).

Il ne s'agit plus de ménager des espaces aux troupeaux. Au contraire, l'élevage doit s'adapter aux besoins en terres des cultivateurs. D'une façon

générale, les effectifs de cheptel doivent être réduits, de façon à alléger les menaces sur les espaces cultivés. « The present proposal is intended to supplant demarcation and to achieve control by making grazing a matter for annual agreement between each Native Autority and the Fulani concerned, and by compelling the Fulani to employ an adequate number of herdsmen » (153). Les documents d'archives montrent que toute la hiérarchie administrative se rallie aux nouveaux principes pour résoudre cette question dans un sens opposé à celui des années précédentes.

153. Provincial Office, Buea, 1946, "Pasturage in Bamenda Division".

L'établissement de relations entre éleveurs et cultivateurs sur de nouvelles bases est donc à l'origine du renversement de politique à l'égard des Mbororo. Les règlements de pâture édictés en 1947-48 résultent des principes avancés par C.J. MAYNE et repris par les fonctionnaires de Buea et Enugu (Annexe 3).

Les mesures principales tiennent dans les premiers articles : obligation d'un "grazing permit" pour séjourner au Bamenda, fixation par les autorités locales d'un maximum de cheptel admis sur leur territoire ou une partie de celui-ci. Ainsi sera évitée une surcharge des pâturages, tandis que les déplacements des éleveurs seront contrôlés. Les conflits avec les villageois sont imputés à un afflux excessif de cheptel.

Les articles suivants portent sur la taille optimum des troupeaux et spécifient le nombre de bergers à employer. Les dégâts aux cultures sont attribués surtout aux grands troupeaux insuffisamment gardés. Les riches Djafoun de Nso sont les plus visés par ces dispositions. Désormais, chaque troupeau ne comptera que 75 têtes au maximum et deux bergers l'accompagneront.

Enfin, les autorités locales peuvent interdire l'accès d'une partie de leur territoire au bétail. Cette disposition légalise l'alternance d'une utilisation agricole et pastorale des terrains, bien que la réciproque, la restitution de jachères aux troupeaux, ne soit pas expressément mentionnée.

Pris à la lettre, les nouveaux règlements sont contraignants pour les éleveurs. Ils les placent sous la tutelle des chefs villageois et leur enlèvent la liberté de conduite des troupeaux. Un auteur, qui a pris la défense des cultivatrices, résume son appréciation par la formule : « it was a good scheme » (154).

154. CHILVER (E.M.), 1986, p. 11.

Une application partielle

Après leur promulgation par les "Native Authorities", les règlements de pâture sont appliqués, sous l'égide d'un "Cattle Control Officer". Les premiers articles ne soulèvent guère de difficultés d'interprétation, sauf quant à l'effectif de cheptel admis par chaque territoire local. Aucune étude de capacité de charge n'étant effectuée, en dehors de la station de Jakiri, le contrôleur est livré à lui-même. Il intervient d'après l'état des pâturages et l'observation de traces d'érosion. Quelques éleveurs sont déplacés de secteurs trop marqués par la couleur rouge du sol. Quant au contrôle des troupeaux, il est relativement aisé en prairies ouvertes d'altitude.

La tâche la plus délicate concerne l'application du dernier article : définition des secteurs accessibles au bétail et préparation des alternances pâturages-cultures. Dès la première année de mise en pratique des nouvelles règles, c'est la question épineuse. « A large part of his (the Cattle Control Officer) time is taken up with grazier-farmer disputes and negociations with the local Cattle Committees, the Lineage Heads, the farmers, the women and the Fulani in attemps to produce settlements lasting for 3 years » (155).

155. Bamenda Division, 1948, "Annual Report".

L'obstacle ne réside pas tellement dans l'attribution de pâturages aux éleveurs. Désormais, l'importance du cheptel et ses besoins ne sont plus prioritaires. L'étendue des pâturages correspond à ce que les villageois acceptent de concéder aux éleveurs. « You will have to take care that you do not inadvertently make settlements which are opposed to the Native Land Tenure system » (155). Les droits fonciers des "natives" deviennent le seul cadre de référence. Les difficultés surgissent lorsque l'alternance s'effectue dans le sens : cultures-pâturages.

Pour qu'un échange de terrains puisse intervenir à la fin du cycle agricole, encore faut-il que le secteur cultivé se présente d'un seul tenant. C'est l'option du "block-farming", cheval de bataille de l'administration anglaise, dans les années cinquante. Elle figure comme le complément logique de la pâture par rotation. Dès lors, le "Cattle Control Officer" voit ses attributions déborder sur la gestion de l'espace agricole. Théoriquement, la responsabilité des chefs de lignage dans l'attribution des parcelles devrait faciliter la constitution de blocs de culture. En fait, les terres lignagères se dispersent souvent en plusieurs lots ; des parcelles peuvent être cédées en prêt à des lignages qui manquent de terres. L'enchevêtrement des droits et des usages fonciers complique la constitution de blocs culturaux homogènes, échangeables contre des pâturages. C'est ce que reconnaît, dès 1948, une étude des régimes fonciers : « attemps to combine grazing and farming control have in fact already run into difficulties » (156). Le point sensible est transféré des pâturages à l'espace agricole.

156. ROWLING (C.W.), 1948, "A study of Land Tenure in the Cameroons Province".

Le régime foncier traditionnel se révèle une entrave : il n'incite pas les villageois à cultiver ensemble aux mêmes endroits. Face à ce handicap, remettant en cause le mode d'intégration prévu entre agriculture et élevage, quelle solution adopter ? L'auteur précédent plaide en faveur d'une intervention extérieure : « customary tenure must be interfered with...The people must be restrained from rendering abortive an attempt to improve both grazing and agricultural fertility » (156).

Mais des administrateurs ne partagent pas cette position interventionniste, notamment ceux qui ont conçu les règlements de pâture. En témoignent les instructions signifiées au premier "Cattle Control Officer" : « I doubt if you will be able to advise the Native Autority to sue a recalcitrant farmer who insists on farming in a area against a settlement and against the orders of his kindred and village head » (157). En respectant de façon scrupuleuse les pratiques foncières traditionnelles, l'administration anglaise s'interdit pratiquement tout aménagement des terroirs, en vue de permuter agriculture et élevage. La négociation ne se limite plus aux chefs de villages mais "descend" au niveau de chaque chef de lignage, voire de chaque responsable de cultivatrices.

157. MILNE (M.N.H.), 1947, "Instructions to Major Walters...".

Finalement, les attributions annuelles de pâturages et les disputes sont négociées au coup par coup : « whenever grazier-farmer disputes arise, steps are taken to make local arbitrary settlements on the spot » (158). Mais il ne semble pas que des jachères soient retournées à la pâture, de façon à bénéficier d'une fumure. Le maintien de quelques parcelles en culture, parmi les jachères, empêche l'alternance souhaitée de devenir effective. Ainsi, les limites de pâturages, d'abord conçues comme provisoires, se pérennisent, sauf besoins agricoles supplémentaires.

158. MILNE (M.N.H.), 1949, "The status of Fulani".

En 1952, le "Cattle Control Officer" propose d'officialiser cet état de fait en prolongeant la durée des permis de pâture, d'une année à 3 ou 4 ans, de façon à les accorder avec le cycle cultural estimé le plus fréquent. Cette proposition se heurte au refus de l'administration provinciale à Bamenda qui ne veut plus toucher au système. Son refus s'appuie sur l'opposition de "Divisional Officers" qui interprètent l'allongement du permis comme une attribution implicite de pâturages : « do not alienate land to them (the graziers) ; it would be most unpopular with the Bamenda people, it would merely complicate the problem » (159).

159. GRIFFITH, Wum, 1952.

L'administration anglaise se refuse désormais à prendre toute initiative qui laisserait croire à un soutien des Mbororo. Elle souhaite que les accords soient conclus entre les intéressés eux-mêmes, sans intervention de sa part : « any bases that might be arranged, as a development of grazing permits, should only be with the full consent of both sides, negociated without administrative action » (160). Retrait de l'administration coloniale qui illustre le principe de la délégation des pouvoirs aux autorités locales. Du moins, est-ce ainsi que se présente officiellement la politique anglaise. Dans les faits, la situation s'écarte quelque peu du modèle.

160. Resident Officer, Bamenda, 16/12/1952.

Des résultats indécis

Dans quelle mesure la réglementation de l'élevage a-t-elle amélioré les relations entre éleveurs et cultivateurs ?

Les rapports des premières années d'application dénotent un optimisme serein dans l'efficacité de la méthode : « the Cattle Control Rules are proving effective in attaining their objectives of better cattle per acre, fewer farmer-grazier disputes » (161). A cette satisfaction, émise peu de temps après l'instauration de la nouvelle politique, en répond une autre, plus tardive : « it was found that by careful distribution of herds over pastures and the enforcement of the rules regarding the actual method of grazing, that farmer-grazier disputes could be reduced to negligible proportions » (162). Apparemment, le problème est en cours de résolution.

161. "Annual Report on the administration...", 1949, p. 88.

162. Veterinary Regional Headquarters, Enugu, 13/4/1951.

Cependant, la seconde manifestation d'optimisme émane du service vétérinaire qui n'a jamais été confronté directement au problème. La même année, un rapport de l'administrateur provincial, à Bamenda, soulève la question de la pâture de nuit qui semble à l'origine de la plupart des dégâts aux cultures. Sur les deux bergers attachés obligatoirement à chaque troupeau, l'un doit assurer la garde de jour et l'autre celle de nuit, une directive bien théorique ! Aucun contrôleur ne poussera le zèle jusqu'à vérifier la garde nocturne des troupeaux.

Mis en instance d'empêcher les animaux de paître de nuit, les Mbororo acceptent d'abord de les attacher deux par deux, *tonnga*. Mais cette attache représente un surcroît de travail pour ceux qui s'occupent des animaux : les bergers et les jeunes. *Be mbi'i min senda na'i, min tonnga BiBBe na'i : « ils nous ont dit de diviser les troupeaux, d'entraver les veaux. »* Des animaux adultes, n'ayant pas l'habitude d'être attachés, ne se laissent pas faire. « The gainakos (shepherds) have proved obstinate in the matter and the Fulani Council have now turned against hobbling and in favor of kraals » (163). La construction de parcs de nuit représente un investissement important pour les éleveurs. Des pâturages d'altitude manquent de perches pour confectionner la clôture des parcs. Enfin, les Mbororo sont presque tous partisans de la pâture de nuit, surtout en saison sèche. Les directives de l'administration ne sont donc appliquées qu'avec réticence. Aujourd'hui, les anciens relatent l'abandon progressif de l'entravement nocturne des animaux : *haala tonnga ye'hi, ye'hi, nden sankiti : « l'ordre d'attacher (les animaux) a été dit et redit, puis abandonné. »*

163. Resident's Office, Bamenda, 1951.

En 1953, le rapport administratif d'activités est encore empreint de satisfaction : « the year has shown generally little serious friction between farmer and grazier in the field of cattle control » (164). Cette détente dans les relations est mise au crédit des règlements de pâture. Une solution définitive semble apportée au problème : « this state of affairs may be regarded as the completion of a definite phase » (164).

164. Bamenda Province, 1953, "Annual Report".

Pourtant, il est déjà évident que les règlements n'ont pas réussi à freiner l'augmentation des effectifs. Selon les statistiques fiscales, ils passent, en quelques années, de 150.000 têtes à 200.000. Une telle évolution suscite de l'indécision quant à la politique à suivre : « the main difficulty has been to strike a balance between the newly expressed request of the average village for more farm land and the desirability from an economic point of view of increasing the numbers of cattle » (164). Ce jugement nuancé n'adopte plus les certitudes affirmées en 1947.

Malgré les principes émis en 1947, l'administration répugne à satisfaire toutes les demandes d'extensions agricoles. Les responsables anglais, conscients de l'importance économique de l'élevage, se refusent à le sacrifier aux intérêts des cultivateurs. Cette position est exprimée dès 1951, en pleine période d'application des règlements de pâture : « it was at all times clear to the Administration that the economic potential which the herds represented could not be wasted » (165).

165. Resident's Office, Bamenda, 1951.

Dès lors, il convient d'instaurer un équilibre entre intérêts agricoles et pastoraux. Mais cela représente une remise en cause ou, du moins, une évolution par rapport à la politique adoptée en 1947. Quelques années plus tard, Ph. KABERRY accusera l'administration anglaise d'avoir suivi, sauf quelques exceptions, une politique "pro-Fulani", pour des raisons de ressources fiscales.

Des administrateurs reconnaissent qu'avec les années, et surtout la nomination de vétérinaires à Bamenda, le problème ne se pose plus seulement en termes de relations entre éleveurs et cultivateurs : « the comparatively simple problem... became merged in the economic,

agricultural and veterinary problems » (165). Ph. KABERRY regrette, quant à elle, l'influence prédominante des vétérinaires sur l'administration : « when a request is made for a revision of grazing boundaries, the first question often asked is : Have the cows sufficient land ? » (166).

En fait, beaucoup de limites entre cultures et pâturages sont révisées, au cours des années cinquante, par suite de l'intrusion du caféier dans les exploitations. Ces révisions n'entrent pas en contradiction avec les principes adoptés en 1947, les limites de pâturages étant modifiables, à la volonté des villageois. Mais l'administration ne s'attendait pas à des demandes aussi nombreuses. Le rapport annuel de 1954 s'en fait l'écho : « much work has been done in adjusting the farmer-grazier boundaries throughout the Division... The boundaries are patrolled so that disputes can be quickly detected and nipped in the bud » (167). Nul doute que ce type d'intervention réclame une présence continue sur le terrain, des tournées fréquentes et la disposition d'un personnel compétent. Finalement, l'administration est toujours sur la brèche pour régler ce type de problème, ce qui paraît peu conforme à l'esprit de l'"Indirect Rule".

A la veille de l'Indépendance, Ph. KABERRY ne manque pas d'accuser l'administration à ce sujet. Elle souligne le décalage entre les déclarations de principe et la pratique. Théoriquement, les règlements de pâture sont édictés, contrôlés et modifiés par les "Native Authorities" elles-mêmes. Mais elles s'institueraient alors juge et partie. Dans les faits, les limites de pâturages et leur révision relèvent de fonctionnaires, supposés plus impartiaux. Ils ne se prêtent pas toujours à une extension des cultures, surtout si elle se répète à de courts intervalles.

L'administration ne tient pas à brimer constamment les éleveurs. Elle tente de freiner les offensives agricoles contre les pâturages et d'amener les villageois à supporter la présence des éleveurs : « no let-up is permitted in letting the people know how urgent is the need to have a contented pastoral community » (167). Avec le temps, les Anglais en viennent, presque malgré eux, à se poser en protecteurs des éleveurs, face aux cultivateurs. Mais cette position attire de plus en plus de critiques, de la part des "natives" qui se lancent dans la culture du café. Ph. KABERRY exprime le point de vue des Nso qui s'insurgent contre l'immobilisme des limites de pâturages : « it has been difficult in the past for a village to secure any revision of boundaries » (166).

En 1955, le rapport annuel de la Division de Bamenda manifeste moins de satisfaction que quelques années auparavant : « the problem of the farmer and the grazier still exists and is likely to continue to exist for a long time » (168). Les Anglais ne se bercent plus de l'illusion d'avoir définitivement normalisé les relations les deux populations. Désormais, un fatalisme empreint leurs jugements : une solution définitive est-elle vraiment possible ? Les administrateurs déplorent l'aggravation des oppositions. Aucune gratitude de la part des villageois ne compense le financement par les Mbororo des administrations locales. Au contraire, les villageois voient d'un mauvais oeil le reste d'autonomie politique dont les éleveurs jouissent, sous l'égide de leurs *arDo*.

L'administration anglaise tente de se poser en arbitre. Alors que les "Grazing Rules" furent édictées dans l'intention de mettre au pas les

165. idem.

166. KABERRY (Ph.), 1959, "Farmer-Grazier relations...", p. 2.

167. Bamenda Division, 1954, "Annual Report".

166. KABERRY (Ph.), 1959.

168. Bamenda Division, 1955, "Annual Report".

éleveurs, finalement elles se retournent contre les villageois. Contenus dans leurs besoins grandissants de terres, ceux-ci deviennent les plus hostiles à l'intervention de l'administration anglaise pour régler les problèmes avec les éleveurs.

Ph. KABERRY reprend les griefs des Nso, les villageois spécialement touchés par la résistance administrative aux réclamations de terres agricoles. « The local people are now deeply suspicious of any schemes for grazing which emanate from the Administration » (169). L'auteur fait ensuite l'inventaire des revendications des Nso : d'abord, le refus d'aliéner toute terre aux Mbororo. Il n'en est plus question depuis longtemps, du côté de l'administration, mais les Nso interprètent des limites intangibles de pâturages comme une attribution insidieuse. Les autres revendications sont à citer, car elles marquent des divergences de fond avec l'action administrative : « the increased needs of farmers engaged in producing both subsistence and cash crops will be met ; an elected council will have the authority to secure a revision of existing schemes if changes in the economy or population require it » (169).

196. KABERRY (Ph.), 1959.

Encore plus opposés que l'administration française au développement de la culture caféière en plateaux très peuplés, les Anglais n'étaient pas prêts à sacrifier les pâturages pour les besoins d'une spéculation agricole. Or, les Nso comptent sur la nouvelle culture pour accroître leurs ressources monétaires. Enfin, l'attribution aux autorités locales du pouvoir de modifier les limites cultures-pâturages correspond à la lettre des "Grazing Rules" de 1947. Sur ce point, l'administration anglaise ne les a pas appliquées scrupuleusement. Ce problème, noeud sensible des relations interethniques, a constitué comme un domaine réservé de l'autorité centrale. Les Nso, par la voix de Ph. KABERRY, réclament une application entière de l'"Indirect Rule", y compris le transfert de cette responsabilité aux "councils", dans une optique de "local government".

Une telle revendication reste difficile à admettre par les autorités. Contrairement à leurs homologues français, les Anglais ont respecté les prérogatives des autorités traditionnelles. Ils les ont même organisées, renforcées et modernisées, dans le cadre des "Native Authorities". La répartition des terres entre cultivateurs et éleveurs représente l'une des dernières attributions de l'administration centrale. Cette entorse au principe du renforcement des autorités locales comporte des justifications. Les attributions des terres doivent être décidées selon une procédure uniforme, d'une chefferie à l'autre. Autrement, la minorité pastorale serait traitée de façon inégale, selon les besoins en terre ou l'hostilité des chefs à l'égard des Mbororo.

C'est un peu ce qui se passe au cours des premières années de l'Indépendance. Alors que les limites entre cultures et pâturages étaient destinées à ménager les intérêts des deux populations, les cultivatrices les contestent comme une oppression de l'administration coloniale. Avec l'Indépendance, elles reprennent leur liberté agricole. De nombreuses annexions de pâturages se produisent sur les hauts plateaux.

Selon une interprétation, les règlements de pâture de 1947 n'ont pas été vraiment appliqués, par manque de personnel administratif. La rotation

entre cultures et pâturages n'aurait pas été possible, sans études pédologiques (170). La législation de 1947 a fait tout de même l'objet d'applications. Des limites de pâturages ont été modifiées, certes moins souvent que ne l'auraient souhaité les villageois. L'administration anglaise a voulu ménager à la fois les intérêts agricoles et pastoraux. Ce faisant, elle a protégé les éleveurs, presque malgré elle.

170. CHILVER (E.M.), 1986, p. 11.

Retour à la séparation cultures - pâturages

A la fin de la période coloniale, les Anglais prennent conscience que les rapports éleveurs-cultivateurs sont dans une impasse. L'arsenal juridique des "Grazing Rules" se révèle insuffisant pour apporter une véritable solution.

Les directives s'appliquent uniquement aux éleveurs, sans pour autant enrayer les dégâts du bétail, notamment ceux de nuit. Quant aux villageois, aucun texte législatif n'a remis en cause ou restreint leur liberté d'action. Les droits fonciers coutumiers n'ont cessé d'être réaffirmés solennement par les autorités. Chaque villageois s'estime habilité à mettre en culture autant de terres de sa collectivité qu'il désire et au lieu qu'il juge convenir. Cette grande latitude foncière n'a pas permis de regrouper les parcelles cultivées en blocs, ni d'alterner utilisations agricole et pastorale. Les limites de pâturages ne peuvent qu'être stables ou révisées aux dépens des éleveurs, non dans l'autre sens.

Dès lors, les Anglais ont tendance à geler les limites, n'acceptant des modifications qu'en cas de difficultés extrêmes des villageois. Il en résulte un mécontentement grandissant des "natives". Pour eux, les terres n'ont jamais été vendues ni données aux Mbororo ; ils leur ont simplement accordé l'autorisation de faire paître le bétail. Par cet accord tacite, le villageois estime qu'il peut reprendre sa terre s'il en a besoin. Il ne comprend pas pourquoi les Anglais lui interdisent l'utilisation d'une partie de son territoire lignager.

D'un point de vue juridique, la situation est "bloquée". Des prospections scientifiques permettront peut-être de sortir de l'impasse foncière, en proposant des critères d'aménagement des limites entre cultures et pâturages. A la fin de la période coloniale, l'administration du Cameroun fait appel à la F.A.O. pour diverses études. Publiées après l'Indépendance, elles mettent à la disposition des décideurs un corpus scientifique de premier ordre.

Les points de vue des scientifiques

Les études entreprises au Cameroun Occidental, au début des années soixante, relèvent de plusieurs disciplines : géographie, pédologie-écologie et agronomie. Mais ce bel ensemble pluri-disciplinaire ne doit pas faire illusion : les études sont conduites en ordre dispersé. Comme souvent, lorsqu'il s'agit de recherches fondamentales, les résultats sont publiés tardivement, alors qu'une nouvelle politique se trouve déjà engagée.

Tableau géographique de l'occupation du sol

La première investigation porte sur l'occupation du sol et ses possibilités, à partir de photographies aériennes. Les prises de vues sont effectuées à la fin de 1958 et le rapport est remis en 1961, en plein bouleversement institutionnel (171). Les auteurs ont interprété des photographies aériennes, sans prospection de terrain. Le sud du Bamenda (Santa, Pinyin, Ashong) et les plateaux Meta ne sont pas couverts par la mission aérienne, donc exclus de l'étude.

171. BAWDEN (M.G.) et LANGDALE-BROWN (I.), 1961, "An aerial photographic reconnaissance...".

Un objectif : redistribuer le cheptel. L'aggravation de la tension entre éleveurs et cultivateurs à la fin des années cinquante est à l'origine de cet inventaire. Les autorités envisagent d'atténuer les conflits entre les deux populations en les encourageant à s'installer aux endroits qui leur conviennent le mieux. En ce qui concerne les éleveurs, des pâturages ne restent-ils pas vides, alors qu'ils pourraient porter du bétail ? Depuis longtemps, des administrateurs ont soutenu ce point de vue : « it must be emphasised that there are vast areas in the Division which, although high and perfectly suitable for cattle, carry none » (172).

172. MILNE (M.N.H.), 1949.

Au cours des années cinquante, le transfert d'une partie du cheptel, des hauts plateaux à leur périphérie, devient d'actualité. L'administration engage les éleveurs à coloniser de "hauts" pâturages inoccupés, afin d'alléger la pression du bétail à proximité de terroirs très peuplés. A la même époque, une solution similaire est proposée pour atténuer la surcharge des hauts pâturages au Mambila : reconnaissance de nouveaux pâturages et redistribution des troupeaux, notamment à Filinga, au nord.

Le desserrement du cheptel des hauts plateaux, au profit de leur périphérie, n'entre que lentement dans les faits. Les hésitations des Djafoun sont attribuées à plusieurs conditions défavorables : nature des pâturages, hostilité ou rareté de cultivateurs pour le ravitaillement des éleveurs, absence de communautés haoussa assurant un commerce du bétail (173).

173. CARTER (J.), 1956, "On the Fulani, their cattle and the grazing lands of the Bamenda Province".

Il est curieux que la présence de glossines en saison des pluies ne soit pas suspectée. Contrairement aux assertions, tous les pâturages proposés ne se trouvent pas à haute altitude. Au Mambila voisin, l'essai d'installation de troupeaux à Filinga échoue, par suite d'une insalubrité glossinaire. Certes, la localisation du cheptel change rapidement, au Bamenda, à partir de 1956, au profit de plateaux jusque-là délaissés. Toutefois, leur occupation par le cheptel provient davantage de nouveaux venus du Nigeria que de Djafoun descendus des hauts plateaux.

Un constat : de faibles possibilités d'extension pastorale. Le rapport de M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN s'appuie sur deux cartes au 1/250.000. L'une, intitulée "Vegetation and Agricultural Use", répertorie l'utilisation des plateaux selon quatre rubriques principales : cultures denses, cultures dispersées avec quelques pâturages, pâturages exploités, pâturages vides. Les pâturages sont présumés exploités lorsque des pistes à bétail et des campements y sont repérés. La carte ne distingue pas la saison de présence du bétail. La cartographie de l'aire d'élevage est globale (fig. 141).

Dans l'ensemble, les cultures denses se concentrent sur des sols dérivés de roches volcaniques, en hauts ou en bas plateaux (Bafut et rebords sur colluvions volcaniques de la plaine de Ndop). Les cultures dispersées prolongent souvent les précédentes sur extrémités volcaniques et secteurs granitiques adjacents dont les sols sont enrichis de débris volcaniques. La localisation des cultures apparaît donc conforme aux potentiels pédologiques.

Les pâturages exploités s'étendent sur de hauts plateaux volcaniques et de bas plateaux granitiques, débordant même vers des plaines, à l'est. Leur disposition à cheval sur plusieurs unités de relief permet aux éleveurs de jouer sur des complémentarités saisonnières. Cette fois encore, la localisation se révèle adaptée aux possibilités naturelles.

Les deux types d'occupation du sol, cultures et élevage, accordent une préférence aux sols profonds et fertiles, dérivés de matériaux volcaniques. Ce choix est rationnel ; il correspond à la qualité des sols. Cependant, le diagnostic des auteurs se fonde presqu'exclusivement sur des critères pédologiques. Or, ce ne sont pas les plus décisifs pour l'élevage. La convergence de localisation des cultures et des troupeaux tient surtout à ce que les secteurs élevés et salubres bénéficient, en même temps, des sols les plus fertiles.

Les pâturages vides sont peu étendus, n'offrant à l'élevage que de faibles possibilités d'extension. Ils correspondent, à l'est, aux vallées de la Bui et de la Mapé, avec leurs affluents. Mais un relief accidenté entrave l'utilisation de ces vallées. Au nord, toute une auréole de pâturages reste inexploitée, du nord de Dumbo à la vallée de la Katsina Ala. Mais là encore, le relief devient accidenté et le couvert boisé relativement dense, donc probablement infesté de glossines. Les possibilités d'extension de l'aire d'élevage apparaissent donc limitées.

Dans quelle mesure des réaménagements peuvent être apportés à l'occupation du sol ? Les auteurs les proposent en une carte intitulée : "Agricultural Potential". Elle est dressée d'après plusieurs critères : le relief et la fragilité à l'érosion, les caractéristiques des sols (uniquement d'après photos aériennes) et la présence probable de glossines. Les rubriques s'organisent en deux classes (aptitude à l'agriculture et à l'élevage, aptitude à l'élevage), pondérées éventuellement de mesures anti-érosives. Une dernière catégorie de secteurs à relief très accidenté exige une mise en défens (fig. 208).

La carte des potentiels naturels démontre l'absence de plateaux aptes uniquement à une utilisation agricole. Inversement, les meilleurs pâturages conviennent également à des cultures. Les hauts plateaux qui s'étendent de Nkambe à Jakiri, les bas plateaux tabulaires de Wum-Essu et celui de Bafut sont propices aussi bien à l'agriculture qu'à l'élevage. Moyennant quelques mesures de protection contre l'érosion, tous les hauts plateaux entrent également dans cette classe d'aptitudes. De fait, cultures et pâturages se partagent déjà les hauts plateaux. De bonnes capacités de charge des pâturages permettent déjà la concentration d'importants effectifs en saison des pluies.

La classe des secteurs aptes seulement à l'élevage pourrait servir de guide à une relocalisation des éleveurs. L'aptitude agricole est jugée très faible lorsqu'il s'agit de sols dérivés de matériaux granitiques, parfois aggravés d'un relief accidenté. Tous ces types de sols devraient donc laisser le champ libre aux éleveurs. Mais, d'après les

auteurs, seuls la vallée de la Bui et les bas plateaux de Dumbo-Kimbi conviendraient, tels quels, à l'élevage. En apportant des corrections anti-érosives, quelques plateaux granitiques s'ajouteraient à cette liste étroite, de part et d'autre de la Kimbi (Nyos, Bum), autour du plateau de Wum-Essu et sur les hauts plateaux Meta.

En comparant avec les pâturages déjà exploités, les auteurs remarquent que les 2/3 des secteurs aptes seulement à l'élevage sont déjà pâturés. Ils estiment leur capacité de charge relativement faible, par rapport à ceux qui conviennent à la fois aux cultures et à l'élevage. Une grande partie de l'auréole de savanes vides, au nord du Bamenda, devrait être mise en défens.

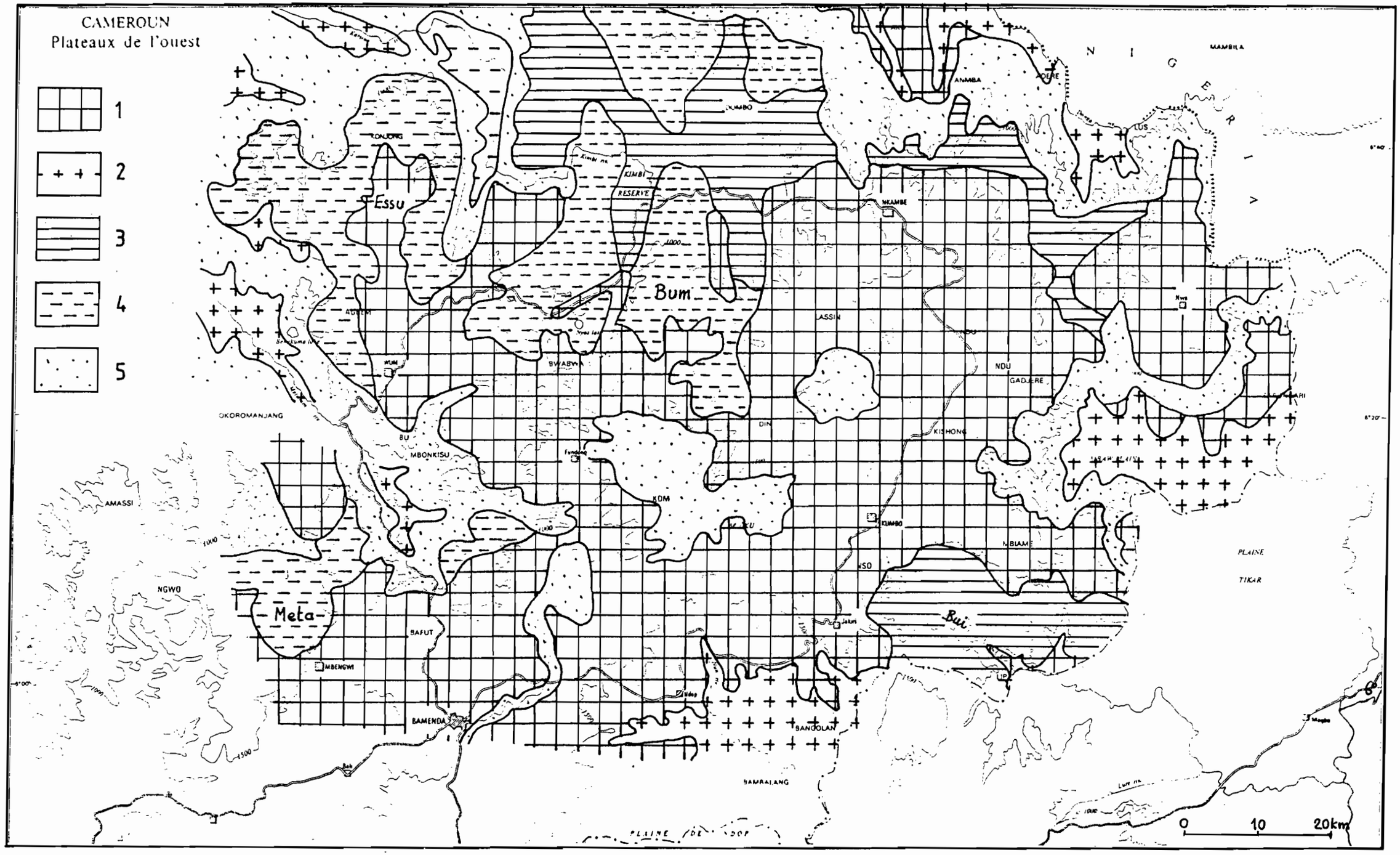
Une vision pessimiste de l'avenir pastoral. Finalement, M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN font observer que les deux activités bénéficient du meilleur support dans les mêmes secteurs. Dès lors, le partage de l'espace ressort de décisions administratives, basées sur d'autres critères : organisation clanique, accessibilité et "convenance administrative". En s'achevant par ce renvoi, la procédure atteint ses limites dans la proposition d'un nouvel aménagement de l'espace.

Seconde conclusion : les possibilités d'extension de l'élevage en secteurs apparemment libres de glossines restent faibles. Les auteurs ne proposent que deux secteurs : la vallée de la Bui et des plateaux au nord, de Dumbo à la Katsina Ala. D'un côté, il est probable que les cultures étendront leur emprise sur les meilleurs sols volcaniques, aux dépens des pâturages. De l'autre, les éleveurs se verront dans l'impossibilité d'étendre les parcours des troupeaux. Confrontées à ces deux blocages spatiaux, les techniques d'élevage devront devenir plus intensives si, du moins, les effectifs de cheptel sont à maintenir, sans danger pour les pâturages.

Malgré son intérêt cartographique, il est probable que cette étude n'ait pas complètement satisfait les autorités. En hauts plateaux, où les relations entre éleveurs et cultivateurs sont les plus tendues, les auteurs "renvoient la balle", un peu vite, du côté de l'administration. N'auraient-ils pu proposer des attributions, basées par exemple sur la pente : tous les terrains plats revenant aux cultivateurs et ceux accidentés réservés aux éleveurs ?

Peu de possibilités d'extension sont accordées à l'élevage. Mais la carte englobe pâturages d'hivernage et de saison sèche en une seule rubrique. Or, la part respective des pâturages saisonniers reste susceptible de changements. Les pâturages d'hivernage s'étendent rarement en savanes vides. Ils mordent surtout aux dépens des secteurs de saison sèche qui, par compensation, s'agrandissent à leur tour en savanes sans bétail. Pour les pâturages de saison sèche, une infestation glossinaire ne représente pas un obstacle insurmontable, sauf si elle atteint une grande intensité. L'aire d'élevage s'agrandit par le biais des secteurs de transhumance qui peuvent être, eux, très souples.

La conclusion d'une "fermeture spatiale" de l'élevage au Bamenda soutient une vision pessimiste de l'avenir pastoral. D'après l'interprétation des photos aériennes, l'occupation des plateaux n'est pas susceptible d'un aménagement plus rationnel. Sans changement dans les techniques



1 : secteurs convenant à la fois à l'agriculture et à l'élevage ;
2 : secteurs convenant apparemment à l'agriculture et l'élevage mais contraintes d'insalubrité et de terres inondables;
3 : secteurs convenant à l'élevage ;
4 : secteurs convenant à l'élevage, avec des protections contre l'érosion ;
5 : secteurs à mettre en défens (menaces d'érosion)

Fig. 208 : ***Potentiels agricoles et pastoraux du Bamenda, au début des années soixante***
(d'après G. Bawden et I. Langdale-Brown)

d'élevage, les effectifs de cheptel diminueront inévitablement. Cette prévision est assez largement partagée, au début des années soixante.

Potentiels pédo-écologiques

Jugeant inévitable l'évolution vers une forme d'élevage plus intensif, M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN insistent, à la fin de leur étude, sur l'importance d'une recherche consacrée aux pâturages. Cette prospection est entreprise dans le cadre d'une étude des sols, élargie à l'ensemble du complexe naturel : relief-climat-sols-végétation. Issu également de l'initiative des autorités du "Southern Cameroon" avant l'Indépendance, le rapport est publié en 1965 (173). Il s'agit toujours de proposer des fondements scientifiques pour une solution aux problèmes entre éleveurs et cultivateurs.

173. HAWKINS (P.) et BRUNT (M.), 1965, "The soils and ecology of West Cameroon".

Limites des systèmes actuels de production. Les auteurs reprennent en partie les conclusions du rapport précédent qui leur a servi de point de départ. Eux aussi observent qu'il ne subsiste pas de grands secteurs exempts de glossines et vides de bétail. Les pâturages de saison sèche couvriraient des superficies moindres qu'on ne l'affirme souvent (174). A partir de ces deux constats, l'évolution vers un élevage plus intensif devient inéluctable.

174. idem, p. 56.

D'un autre côté, la population agricole en hauts plateaux peut atteindre de fortes densités. Les auteurs estiment qu'elles excèdent 110 habitants/km2 à Nso et Oku. Dans ces conditions, le système de culture traditionnel, avec reconstitution du sol par une jachère herbacée ne peut être maintenu. Les cultivateurs esquivent cette contrainte par une extension constante des terres cultivées, aux dépens des pâturages et des lambeaux de forêt montagnarde. « These are the sort of facts which are at the root of the farmer-grazier problem » (175).

175. idem, p. 55.

Quant à l'occupation souhaitable du sol, les auteurs avancent quelques remarques générales. Les hauts plateaux se prêtent éminemment à l'élevage : climat salubre, nombreux cours d'eau, forte capacité de charge des pâturages. Même sous pâture intense, les prairies ne se dénudent pas et les sols ne s'érodent pas rapidement, une affirmation qui contredit beaucoup d'opinions antérieures. Un élevage orienté vers la production de viande n'exige pas des facilités de transport aussi bonnes que pour les productions agricoles. Il pourrait donc être encouragé en secteurs peu accessibles. Des sols marqués par un lessivage intense et développés sur une topographie accidentée doivent également orienter les choix vers l'élevage, de préférence à l'activité agricole.

Au-delà de ces principes, quel type d'utilisation convient le mieux à chaque classe de sol ? Les sols humiques de hauts plateaux volcaniques couvrent uniformément les hauteurs culminantes. En secteurs densément peuplés, déjà mis en culture, les auteurs proposent des interventions pour augmenter les rendements agricoles. En effet, étant très lessivés, ces sols sont pauvres en réserves minérales nécessaires aux plantes. L'utilisation d'engrais, rapidement entraînés par les eaux de ruissellement, serait une solution onéreuse et peu efficace.

Les pédologues accusent la pratique de l'écobuage d'épuiser les sols à long terme : « much common and pernicious is the practice of burning the grass in the soil » (176). Le feu détruit la matière organique qui assure la fertilité du sol. Pourtant, les auteurs reconnaissent qu'après un feu souterrain, la récolte présente de meilleurs rendements que sans feu. Il tentent d'expliquer ce gain par plusieurs phénomènes : apport de cendres, libération d'azote et de matières minérales directement assimilables par les plantes, destruction d'insectes nuisibles. La pratique de l'écobuage profite dans l'immédiat mais compromet la fertilité du sol à long terme. Les auteurs conseillent de lui substituer d'autres pratiques maintenant la fertilité du sol : paillage, introduction de légumineuses.

176. idem, p. 190.

Le besoin incessant de nouvelles terres agricoles ne provient pas seulement de l'accroissement de la population. Il est également lié à des pratiques culturales qui ne préservent pas le potentiel des sols. Dans un contexte de forte pression démographique, les femmes restent fidèles à des techniques encore extensives.

Inventaire des classes de sols.

En secteurs faiblement peuplés et à relief peu accidenté, les sols humiques d'altitude peuvent convenir à des plantations de thé ou à un élevage extensif. Même en situation de surpâturage, ces sols restent couverts d'une végétation herbacée protectrice, dominée par le *Sporobolus*. Une texture "plâtreuse" consistante et une forte perméabilité confèrent aux sols une grande résistance au ravinement. L'érosion en nappe ne se déclenche qu'après damage de la surface du sol par le piétinement des animaux, notamment le long des pistes à bétail. Grâce à une longue période végétative, la capacité de charge de ces pâturages se tient entre 1,5 et 3 ha par bovin. L'herbe "kikuyu", introduite avec succès en altitude, offre une bonne base fourragère pour un élevage plus intensif.

P. Hawkins et M. Brunt répartissent les sols granitiques en deux catégories : sols grossiers et sols profonds à texture fine. La différence ne relève pas d'une question d'altitude mais souvent de topographie. La teneur en argile varie d'une catégorie à l'autre de sols, ce qui influe sur l'utilisation possible. Les sols granitiques grossiers sont les plus largement répandus en bas plateaux et reliefs intermédiaires. Les sols fins tapissent seulement les fonds de vallées et les ondulations du plateau de Wum-Essu.

Au début des années soixante, les plateaux à sols granitiques grossiers servent, pour la plupart, de pâturages de saison sèche. La topographie détermine largement les aptitudes. En secteurs accidentés, l'élevage apparaît comme la meilleure utilisation possible. En secteurs vallonnés, des cultures sont envisageables mais là encore, une association avec l'élevage serait profitable. « For all the coarse-grained soils, the emphasis should therefore be on livestock production » (177).

177. idem, p. 142.

Quelques fonds de vallées à sols fins portent des cultures intensives mais la plupart restent également en pâturages. Ces sols profonds et à teneur en argile plus élevée se prêteraient davantage à des cultures. Toutefois, un élevage devrait leur être associé, afin d'améliorer la fertilité des sols, par fumure.

La "vocation" pastorale des sols granitiques grossiers soulève pourtant des problèmes. Leur flore herbacée est moins riche qu'en haute altitude et, en cas de fortes charges, le *Sporobolus* ne s'implante pas. Seules subsistent des touffes dispersées de grandes *Hyparrhenia*, séparées par des plages dénudées. L'érosion en nappe peut alors

devenir dangereuse. Les auteurs insistent sur la nécessité d'introduire de nouvelles graminées adaptées à ces altitudes, afin d'éviter une dénudation du sol sous forte pâture. Leur rapport s'achève par un ensemble de propositions qui constituent un programme complet d'amélioration de la végétation herbacée.

De l'inventaire pédologique et végétal ressortent deux orientations pastorales possibles. Climat, sols et végétation des hauts plateaux volcaniques en font les secteurs les plus doués pour l'élevage. Grâce à la stabilité des sols et à des remplacements dans la flore herbacée, l'élevage n'est pas dégradant en altitude, du moins à court terme. Sur plateaux granitiques peu accidentés, la menace d'érosion reste faible. Mais les sols fins et profonds intéressent les cultivateurs autant que les éleveurs. Alors qu'une asssociation des deux activités serait souhaitable, une compétition est prévisible. Finalement, les secteurs qui soulèveraient le moins de difficultés de coexistence entre éleveurs et cultivateurs (sur sols granitiques grossiers) se révèlent les plus fragiles à l'activité pastorale. Association des deux activités ou partage des terres, la juxtaposition des deux populations apparaît inévitable. L'investigation pédologique débouche sur des recommandations agronomiques.

Les propositions d'un agronome

Au début des années soixante, M.J.A. Brouwers, un agronome de la F.A.O. spécialiste des cultures tropicales, séjourne au Cameroun Occidental. Son rapport complète les travaux précédents (178). Dès 1963, il en existait une version préliminaire (179). L'année précédente, l'auteur proposait une solution aux conflits entre éleveurs et cultivateurs (180).

178. BROUWERS (M.J.A.), 1965, "Land use and Agricultural development of Cameroon".
179. BROUWERS (M.J.A.), 1963, "Report of expert".
180. BROUWERS (M.J.A.), 1962, "Les rapports éleveurs-cultivateurs au Bamenda".

Le rapport final de M.J.A. Brouwers dresse un tableau exhaustif des activités agricoles sur les plateaux, au début des années soixante. Il met en évidence de nombreuses insuffisances techniques, aussi bien du côté des cultures vivrières et commerciales que de l'élevage : les pratiques d'écobuage et de culture dans le sens de la pente, le mauvais entretien des caféières (notamment, le maintien d'un couvert herbacé sous caféiers), la gestion défectueuse des pâturages. Mais il aborde également les conflits entre éleveurs et cultivateurs, sans esquiver leur arrière-plan foncier.

Contradictions du régime foncier et fiscal. A la fin des années cinquante, Ph. Kaberry signalait des changements dans les pratiques foncières, liées au développement de la caféiculture (181). Selon la coutume, les plantations pérennes appartiennent à la collectivité ; le chef de lignage, qui a donné la permission de planter, hérite des arbres. La même règle devrait s'appliquer aux caféiers mais les héritiers directs s'opposent à cette éviction. La situation devient encore plus délicate lorsque la caféière occupe une terre reçue en prêt d'un autre lignage.

181. KABERRY (Ph.), 1959, p. 17-18.

M.J.A. Brouwers confirme l'évolution des régimes fonciers, en insistant sur le statut embrouillé des terres : « the absence of strict rules and regulations is associated with many thorny problems of land ownership » (182). Beaucoup d'occupants de parcelles reçues en prêt, en permission momentanée de cultiver, ou occupées de fait, s'en prétendent désormais les

182. BROUWERS (M.J.A.), 1965.

possesseurs. L'héritage des champs paternels par les descendants devient une pratique commune, non seulement dans le cas de caféières, mais également d'autres parcelles, en contradiction avec la coutume. Cette situation confuse ne concerne pas seulement le régime foncier traditionnel.

Légalement, le statut des terres est défini par la "Land and Native Ordinance" de 1925 qui se réfère continuellement aux droits traditionnels, mais sans préciser la nature de ces droits (Annexe 2). Au Bamenda, la coutume ignore la propriété individuelle de la terre mais tout se passe comme si celle-ci entrait dans les faits. Des villageois ouvrent, de leur seule volonté, des exploitations isolées ; les occupants d'abris de culture voisins ne relèvent pas du même lignage : toutes initiatives qui reflètent une désintégration des règles foncières traditionnelles. L'usufruit individuel des terres cultivées tend à se prolonger indéfiniment. Déjà, des spéculations foncières s'amorcent en secteurs de caféiculture. L'adoption, dans les faits, de la propriété privée enlève de sa souplesse au régime foncier traditionnel. Les femmes obtiennent moins facilement des terres à cultiver.

D'un autre côté, l'autorité centrale intervient pour délimiter les terres non agricoles ; elle édicte des règles d'utilisation des pâturages, sans pour autant détenir un titre sur ces terrains. Jamais l'autorité centrale ne s'est attribuée un privilège foncier sur les pâturages. Pourquoi les membres des lignages ne pourraient-ils plus les mettre en culture, à leur guise ?

La consécration officielle des droits coutumiers et le système d'administration décentralisée aboutissent, selon M.J.A. BROUWERS, à une situation paradoxale. Les autorités locales se réservent 90 % des taxes, en particulier du *jangali*. Voici un groupe de Camerounais qui impose et collecte des taxes presqu'à son bénéfice exclusif aux dépens d'autres Camerounais, situation pour le moins inhabituelle, s'étonne l'expert.

Le système fiscal se révèle également pernicieux pour les pâturages. Il ne faut pas s'attendre à ce que les administrations locales réduisent de façon autoritaire les effectifs de cheptel qui stationnent sur leur territoire. Au contraire, il est avantageux pour elles d'accueillir le plus d'animaux possible, avec le risque de précipiter une dégradation des pâturages. L'extension des cultures aux dépens des pâturages concourt également à accentuer les phénomènes de surcharge. Finalement, la détérioration des pâturages pourrait être mise sur le compte du système fiscal et politique du Cameroun Occidental.

Pour une réforme globale. M.J.A. BROUWERS propose une nouvelle solution aux problèmes entre éleveurs et cultivateurs. Il s'agit d'abord de remédier à la confusion de la situation foncière des pâturages : « farmer-grazier relationships do not and cannot develop harmoniously on a basis of confusion on land tenure » (182). Si les cultivateurs étaient les seuls concernés, une réglementation des droits fonciers serait peu nécessaire mais elle s'avère urgente pour clarifier le statut des secteurs occupés par les éleveurs. L'auteur met en avant deux principes essentiels. Les cultivateurs doivent bénéficier d'une priorité par rapport aux éleveurs, lors de l'attribution des terres. Inversement, les éleveurs doivent être protégés, en bénéficiant d'une garantie de stabilité et de sécurité d'usage des pâturages, sans que celle-ci se transforme en droit de propriété.

182. idem.

La solution repose sur une division des terres en deux catégories. Les communautés villageoises disposeront de réserves agricoles dont la superficie sera calculée d'après les besoins en terre d'une famille moyenne et les prévisions d'augmentation de la population durant les 25 années à venir. Les cultures commerciales n'entrent pas dans la superficie d'une exploitation moyenne ; le planteur acquittera un loyer pour ses caféières, ce qui l'amènera à les soigner davantage.

Toutes les terres situées en dehors du secteur agricole seront déclarées "Government property" et gérées par les pouvoirs publics qui les loueront aux éleveurs, par des baux de 25 ans. Des contrats d'installation à long terme seront conclus entre les deux parties. A l'expiration du contrat, si la population villageoise s'est accrue dans des proportions notables, le bail du pâturage le plus proche ne sera pas renouvelé. Le terrain sera repris par le village, après versement d'une compensation. Chaque éleveur disposera d'un "Certificate of occupancy", d'abord pour une période de 5 à 10 ans, susceptible d'être prolongée à 25 ans.

L'éleveur aura l'autorisation d'édifier des clôtures, de construire des habitations et de pratiquer des cultures vivrières, sous certaines conditions. L'impôt ne sera plus dressé d'après le nombre d'animaux mais selon la superficie moyenne exploitée. M.J.A. Brouwers estime que les pâturages nécessaires par bovin n'atteignent pas 4 ha au Bamenda, mais oscillent entre 1 et 2 ha seulement. Comme les pâturages n'appartiendront plus aux villageois, le *jangali* alimentera directement les caisses de l'Etat qui en reversera, éventuellement, une partie aux administrations locales.

Pour l'auteur, cette proposition est susceptible d'améliorer la gestion des pâturages. Disposant d'une longue sécurité de pâture, l'éleveur sera incité à investir. L'impôt basé sur le pâturage et non le bétail l'encouragera également à mieux exploiter des surfaces moins vastes. La fixation de l'assiette de l'impôt n'exigera plus un dénombrement annuel des animaux. Le contrôle des feux de brousse deviendra plus aisé. De même, des progrès interviendront en agriculture. Redevable d'un loyer pour sa plantation caféière, l'homme tentera d'en tirer un meilleur profit. Or, jusqu'ici, les femmes sont les seules à défendre les intérêts agricoles. Les hommes, jugeant que l'agriculture n'est pas leur affaire, restent passifs. Désormais, ils partageront les intérêts féminins. Enfin, les villageois savent que les éleveurs ne détiennent pas les pâturages ; plus tard, leurs descendants pourront en récupérer une partie.

Les propositions de l'agronome sont globales et ambitieuses. Elles réforment le régime foncier, dans ses implications à la fois pour les cultivateurs et les éleveurs. Elles introduisent l'Etat comme partenaire privilégié, arbitrant et dépassant les oppositions locales, alors que la colonisation anglaise avait toujours mis en avant les autorités traditionnelles.

La loi de 1962

Le Cameroun Occidental n'a pas repris à son compte l'ensemble des propositions de M.J.A. Brouwers. Lui-même a reconnu, en 1963, qu'elles étaient un peu trop "avancées".

Le gouvernement n'a pas osé nationaliser les pâturages, devant l'opposition prévisible des chefs villageois. Confortés par la consécration de leurs droits fonciers à l'époque coloniale, ils n'auraient pas admis en être dessaisis après l'Indépendance. La location des pâturages, pour des périodes de 25 ans, leur apparaîtrait comme une appropriation de fait par les éleveurs, l'Etat servant simplement d'entremise. Quant à l'acquittement d'un loyer pour les caféières, cette mesure serait encore plus difficile à faire admettre. Elle se pose à l'encontre de l'évolution du statut des cultures pérennes.

Le Cameroun Occidental entérine largement le principe de décentralisation à l'anglaise, en reconnaissant de grandes prérogatives aux "Local Councils". Dans ce contexte, l'Etat peut difficilement s'attribuer les revenus de la taxe sur le bétail. Le *jangali* garde donc le caractère d'une taxe locale, sorte de compensation versée par les éleveurs pour faire paître le bétail sur des terres qui ne leur appartiennent pas. Une proposition de M.J.A. BROUWERS est cependant retenue : la délimitation officielle des secteurs agricoles et pastoraux. Elle devient même le fondement de la loi du 30 octobre 1962 qui définit le nouveau cadre des relations entre éleveurs et cultivateurs (Annexe 4).

Les dispositions législatives

Les dispositions de la loi de 1962 s'organisent en quatre rubriques : limites entre cultures et pâturages, contrôle des cultures, contrôle de l'élevage, pénalités.

Le point essentiel concerne la remise en vigueur de limites entre cultures et pâturages. Il s'agit de rétablir l'ordre entre les deux populations, les cultivatrices niant, depuis l'Indépendance, la validité des anciennes démarcations. Désormais, des terres sont déclarées revenir exclusivement aux cultures et d'autres mises en pâturages. L'éventualité d'une association, par alternance des deux utilisations, n'est plus retenue.

Deux responsables détiennent le pouvoir de fixer les limites entre les champs et les pâturages : un Inspecteur, supervisé par un Secrétaire d'Etat. Cette disposition restreint la liberté d'action des administrations locales qui revendiquaient le droit de décider de l'extension des pâturages. En ce sens, la loi de 1962 renforce quelque peu les attributions du pouvoir central ou plutôt, elle les officialise, les règlements édictés à l'époque coloniale n'ayant pas été appliqués exactement dans un cadre décentralisé.

La centralisation des décisions représente une garantie de neutralité par rapport aux intérêts locaux. Mais le législateur accorde, de façon un peu imprudente, des pouvoirs discrétionnaires à un Inspecteur dont les décisions seront automatiquement couvertes par la loi. L'obligation de consulter le chef local atténue à peine le pouvoir dont l'Inspecteur se trouve investi.

La loi règle de façon abrupte, en un seul article, le contrôle des cultures : elles sont formellement interdites dans les pâturages, de même que la construction d'habitations. Une formulation aussi elliptique est à double tranchant. Elle protège les pâturages d'extensions agricoles indues mais,

d'une façon, elle conforte également le point de vue des villageois : la présence des éleveurs résulte d'une permission accordée seulement pour la pâture du bétail et rien d'autre. Cette interprétation s'oppose à l'ouverture de champs et à la construction d'habitations permanentes qui pourraient conférer des droits d'occupation aux éleveurs.

Au contraire, M.J.A. BROUWERS souhaitait que les éleveurs prennent ces initiatives, de façon à se fixer. A l'époque coloniale, quelques chefs, par exemple celui de Ndu, encourageaient les éleveurs à entreprendre des cultures, mais beaucoup s'y opposaient. La loi de 1962 confirme cette interdiction, applicable à tout le monde. En ce sens, elle ne favorise pas une sédentarisation pastorale. Il n'en reste pas moins que la loi protège les éleveurs. C'est sans doute l'objectif principal de cette disposition ; elle met un coup d'arrêt aux déploiements culturaux survenus à la faveur de l'Indépendance.

Les mesures de contrôle de l'élevage sont beaucoup plus explicites puisqu'elles comportent quatre articles, parfois complétés de sous-articles. Ils traitent surtout des déplacements du cheptel, en passant sous silence la gestion des pâturages. Tous les déplacements de troupeaux, à l'intérieur du Cameroun Occidental ou en provenance de l'extérieur, sont soumis à l'autorisation de l'Inspecteur déjà mentionné. Toutefois, ses décisions en ce domaine doivent recevoir l'aval des services vétérinaires. Remarquons que les troupeaux du Cameroun Oriental sont encore considérés comme étrangers. En matière d'élevage, le Cameroun Occidental dispose d'une autonomie complète.

Une dernière disposition interdit la présence de troupeaux dans les secteurs agricoles, corollaire de la mise à l'écart des cultures de l'aire des pâturages. Certes, il s'agit de rendre justice aux cultivateurs victimes d'intrusions d'animaux. Dans sa formulation abrupte, l'article 12 exclut la vaine pâture sur des jachères et la fumure par le bétail, donc des possibilités d'associations de l'élevage à l'agriculture.

La partie relative aux pénalités stipule que les contrevenants à la loi seront déférés devant les "Customary Courts" locales. La loi précise le montant maximum des amendes infligées pour entrée illicite de bétail dans les cultures ou déplacement non autorisé. Au contraire, les amendes pour mise en culture illégale de pâturages ne sont pas spécifiées. Curieux déséquilibre qui avantage, en apparence, les initiatives des cultivateurs. En fait, les amendes prévues contre les éleveurs fautifs s'avèrent bien inférieures aux sommes fréquemment réclamées par les victimes. La loi de 1962 protège donc les éleveurs des indemnités énormes qu'attendent les cultivateurs, pour chaque dégât aux cultures.

La loi de 1962 présente le mérite d'être simple et claire. Partant du principe de la séparation spatiale des activités, elle s'en tient à ses conséquences. Si elle apparaît, à la limite, comme simplificatrice, elle pondère les attributions de l'administration centrale et des pouvoirs locaux. De plus, elle établit un équilibre entre éleveurs et cultivateurs.

Les silences de la loi

La "Farmer-Grazier Law" de 1962 représente un exemple de juridiction agraire adoptée après l'Indépendance. Il est rare que les gouvernements, soumis à de multiples pressions, aient réussi à formuler, après 1960, une juridiction claire sur un problème aussi épineux.

Au Cameroun Oriental, les relations entre éleveurs et cultivateurs, également très tendues en quelques régions, n'ont jamais fait l'objet d'une législation. Elles relèvent des administrateurs en place qui traitent les conflits cas par cas, sans grandes lignes directrices. L'effort législatif du Cameroun Occidental pour statuer sur ce problème grave apparaît donc remarquable. La loi de 1962 bénéficie d'un grand retentissement parmi les populations des Grassfields, notamment auprès des éleveurs qui, depuis l'Indépendance, se sentaient abandonnés aux arbitraires locaux.

La solution adoptée repose donc sur une séparation nette des deux occupations du sol. Elle ressemble étrangement à celle que M.D.W. JEFFREYS tentait d'appliquer, dans les premières années quarante. Cependant, elle ne se prolonge pas par une attribution formelle des pâturages aux éleveurs. La loi reste silencieuse à propos de statut foncier et de garanties offertes aux éleveurs. Selon toute vraisemblance, les pâturages relèvent toujours des chefferies mais le gouvernement se confère le droit de les administrer.

Apparemment, les limites décidées par l'Inspecteur le sont pour de longues durées. Cependant, l'article 4 (c) prévoit la possibilité de modifier et de déplacer ces limites, sans préciser à quel moment. La loi de 1962 se situe donc en retrait par rapport à la proposition de M.J.A. BROUWERS, instituant une "réserve agricole" pour satisfaire les besoins de communautés villageoises en croissance.

La loi n'indique pas les modalités de séparation des champs et des pâturages. Dans son article 6, elle laisse à l'Inspecteur le soin de les déterminer. Il ne s'agit pas d'un plan général d'aménagement des plateaux, comme le prévoyait M.J.A. BROUWERS, mais d'une procédure de règlement des disputes.

Dans son rapport préliminaire de 1963, l'expert de la F.A.O. se montre critique vis-à-vis des dispositions de la loi votée l'année précédente. Selon lui, elle n'apporterait qu'une maigre solution au problème. Le gouvernement n'a pas vraiment défini les rapports entre éleveurs et cultivateurs. Il s'en remet au bon sens et à la bonne volonté d'une personne. Il n'a pas pris position sur le statut de la terre, préférant s'en tenir à l'ambiguïté de régimes coutumiers déjà largement remis en cause. L'expert pose alors une question de fond : « en attendant la propriété individuelle qui fait son apparition, la propriété du sol doit-elle être lignagère, sous-lignagère ou villageoise » (183) ? Il est probable que cette confusion et la superposition de droits sur la même terre ne faciliteront pas la séparation entre cultures et pâturages.

183. BROUWERS (M.J.A.), 1965.

La loi de 1962 n'offre qu'un cadre juridique au règlement des contentieux entre éleveurs et cultivateurs. Elle ignore des postulats agronomiques, aussi bien du côté de l'agriculture que de l'élevage. De même, elle reste silencieuse sur les modalités de séparation entre cultures et pâturages.

L'application : réussites et échecs

Bien que l'initiateur de la loi de 1962 en conteste certaines dispositions, elle aboutit à ce que l'on appelle parfois le "Brouwers' Scheme". La nouvelle législation entraîne le développement d'un service administratif, le "Farmer-Grazier Service", chargé de prévenir et de résoudre les conflits entre les deux populations. Le premier objectif engage à séparer les cultures des pâturages. Le second implique des évaluations de dégâts par le bétail ou d'extensions agricoles non autorisées. Ces activités nécessitent le recrutement d'agents (Inspecteur provincial, Sous-inspecteurs par département, "Cattle control assistants" locaux). Leur intervention devient plus soutenue que celle des rares agents chargés de ces problèmes à l'époque coloniale.

L'époque du barbelé

Un programme important d'édification de clôtures en fils de fer barbelés est entrepris, afin d'isoler les troupeaux des cultures et d'éviter les dégâts. Lorsque les deux parties tombent d'accord pour établir une clôture, une procédure est déclenchée. L'achat de rouleaux de fils de fer barbelés revient à charge des éleveurs, tandis que les villageois fournissent les piquets et la main-d'oeuvre. Fils barbelés et clous sont achetés par un bureau central, "Farmer-Grazier Fund", doté de fonds provenant d'un supplément d'impôt sur le bétail : 60 CFA par tête. Dans les années 1967-68, pour un cheptel fiscal de 240.000 têtes, ces ressources spéciales se montent donc à 14,5 millions CFA chaque année. Nul doute qu'un tel budget permet de fournir des kilomètres de barbelés. La réparation des clôtures, quant à elle, relève des villageois.

Dans les années soixante, l'érection de clôtures en barbelés devient la grande affaire du "Farmer-Grazier Service", le remède toujours mis en avant, lorsque des limites naturelles ne suffisent pas à prévenir les heurts entre éleveurs et cultivateurs. « Si la politique des clôtures est abandonnée, les querelles entre éleveurs et cultivateurs s'aggraveront à cause des dégâts des troupeaux dans les champs et les éleveurs seront amenés à quitter les zones les plus densément peuplées » (184).

184. Farmer-Grazier Service, Bamenda, "rapport trimestriel, janv.-mars 1968".

Le fonctionnaire du service "Farmer-Grazier" intervient pour arbitrer les conflits et fixer la limite entre cultures et pâturages. Ensuite, il fournit des rouleaux de barbelés et s'en va. C'est alors aux villageois de se mettre au travail. Le "Farmer-Grazier Service" tire un grand prestige des distributions gratuites de barbelés. De 1965 à 68, les responsables fournissent généreusement des rouleaux de barbelés, sans surveiller de près leur utilisation. Des éleveurs accusent les villageois de les détourner en vue d'un usage personnel. Néanmoins, des clôtures sont alors érigées un peu partout, surtout en hauts plateaux.

Les rapports du "Farmer-Grazier Service" citent comme secteurs enclos : Bali, Santa, Jakiri, Ndu, Fundong et Bafumen. Cependant, ils ne précisent pas la longueur des clôtures. L'une, posée en 1973, sépare cultures et troupeaux sur 3 km, à l'ouest de Nkambe, mais une telle longueur est exceptionnelle ; elle fait suite à une grave affaire. Le plus souvent, les

clôtures ne comptent que quelques centaines de mètres, en prenant en travers des interfluves. Celles qui sont renforcées de barbelés ne représentent qu'une longueur minime par rapport aux besoins. En 1968, 26 rouleaux sont distribués à Nwa pour édifier deux clôtures urgentes. Ensuite, plus rien. En 1973, le rapport de l'agent en service à Nkambe constate précisément l'absence de démarcations entre cultures et pâturages à Nwa.



Fig. 209 : ***Clôture en barbelés protégeant un versant cultivé, à Binka***

Le supplément d'impôt sur le bétail, destiné à l'achat de barbelés, est largement détourné de son objectif. A partir de 1969, les agents du "Farmer-Grazier Service" se plaignent de manquer de barbelés. « Beaucoup d'endroits devraient être clôturés autour de Jakiri, mais il n'y a plus de barbelés » (185). La plainte se renouvelle en 1970. Les agents du service proposent des limites, mais ne fournissent plus de barbelés pour équiper les clôtures : ils perdent une grande partie de leur crédibilité.

185. idem, oct.-déc. 1969.

Comme les clôtures en barbelés coûtent relativement cher, il convient que leur tracé soit bien étudié pour leur assurer une grande longévité. Or, ce n'est pas toujours le cas. A Kikaykom, à l'ouest de Kumbo, une grande clôture est édifiée en 1964 sous la direction du "Farmer-Grazier Service". Dès 1969, les gens du village désirent que la limite soit repoussée. Au début des années soixante-dix, les demandes de révision se multiplient, chez tous les villages Nso en contact avec des pâturages. La loi de 1962 ne prévoyant

aucune périodicité dans la re-négociation des limites, les villageois ont tendance à solliciter sans cesse des corrections. « Très souvent, les terrains réclamés ne sont pas effectivement mis en culture » (186).

186. Farmer-Grazier Service, Nkambe, janv.-mars 1971.

Les responsables sont partagés entre la satisfaction des besoins agricoles et le désir de ne pas remettre continuellement en cause des limites qui viennent d'être établies. A partir de quel moment convient-il de décider que des extensions agricoles sont légitimes ?

Un autre problème concerne l'entretien des clôtures, lorsque les piquets tombent en ruine. Bien souvent, les villageois négligent ou refusent de les réparer. Aucune indemnité n'est prévue pour ce travail. Il incombe aux hommes, alors qu'il bénéficie directement aux femmes. Parfois, les éleveurs sont contraints de payer à nouveau les villageois pour qu'ils acceptent d'entretenir les barrières (187). Le refus de réparer une clôture cache parfois celui de reconnaître plus longtemps son tracé. A Barare, à l'est de Jakiri, cultivateurs et éleveurs ne s'entendent pas, en 1970, sur la meilleure séparation. Dès lors, une clôture, édifiée 5 ans auparavant, tombe à l'abandon.

187. Au Bamoun, l'administration a défini des limites entre pâturages et cultures en quelques secteurs sensibles, par exemple à Chankap. Les frais de clôture sont à la charge des éleveurs.

Les agents du "Farmer-Grazier Service" regrettent périodiquement le manque d'entretien des clôtures. Il est curieux qu'ils n'aient pas procédé, de manière systématique, à la plantation de haies vives entre champs et pâturages. Quelques rangées d'eucalyptus sont plantées, par exemple à Akum (Santa) et Vainama (Jakiri) mais elles proviennent d'initiatives locales. Des arbustes locaux pourraient être multipliés par bouture et garnir des haies vives. Il en existe un exemple à Mfonta avec une belle haie privée d'*Erythrina*. La haie vive s'impose d'autant plus qu'en dessous d'une certaine altitude, les pieux subissent les attaques des termites. Les responsables s'en tiennent à la solution facile du barbelé, sans s'enquérir de techniques plus durables.

Les cultivateurs se rendent compte que les secteurs agricoles légaux sont toujours protégés d'une clôture. A la limite, la clôture marque la reconnaissance d'un agrandissement agricole. Lorsque les agents du "Farmer-Grazier Service" légalisent une extension culturale, ils exigent l'érection d'une solide protection contre le bétail. Des cultivateurs introduits dans les pâturages sont invités à enclore et avertis qu'ils cultivent à leurs risques et périls. Qu'à cela ne tienne ! Ils renforcent les clôtures.

Dès lors, des villageois en viennent à édifier par eux-mêmes des barrières, à l'abri desquelles ils se mettent à cultiver au milieu des pâturages. Les plaintes s'élèvent surtout lorsque des clôtures spontanées ferment une piste à bétail ou obstruent les accès d'un point d'eau. En 1970, les éleveurs de Mbiame (Bui) mettent en cause une clôture en barbelés édifiée par un chef de village et ses gens : elle coupe une partie des pâturages et interdit des points d'eau, sans intention de cultiver le terrain enfermé. En 1968, une conquête agricole spontanée à Bafumen est aussitôt protégée d'une clôture de plusieurs kilomètres. En 1973, le chef de Wat, en accord avec le "Cattle Committee" local, décide, de sa propre autorité, une nouvelle limite cultures-pâturages qui se trouve bientôt solidement clôturée.

Dans son action de mise en clôture des démarcations, le "Farmer-Grazier Service" se trouve comme pris de vitesse par des initiatives

spontanées. Une fois mis devant le fait accompli, il est invraisemblable que l'agent ordonnera la destruction d'une clôture. Même s'il se risquait à prendre cette décision, elle ne serait pas appliquée. Les villageois s'efforcent donc de récupérer l'initiative, de façon détournée. Ils préfèrent décider d'eux-mêmes du tracé d'une clôture et la construire, plutôt que d'en référer à l'arbitrage de l'agent du "Farmer-Grazier Service".

Manque de barbelés et répugnance des villageois à recourir à des arbitrages, l'un des derniers rapports d'activités du service exprime un désenchantement : « les progès des clôtures sont faibles ; la plupart du temps, les villageois ne veulent pas fournir les piquets et creuser les trous pour ériger de nouvelles barrières, ni réparer les anciennes » (188).

188. Farmer-Grazier Service, Bamenda, juil.-sept. 1973.

Le principe de démarcation

L'édification d'une clôture en barbelés succède théoriquement à un accord entre populations pour fixer la limite entre cultures et pâturages, tâche proprement dite des agents du "Farmer-Grazier Service". La politique suivie pendant les années soixante repose sur ce principe : délimiter franchement les terrains agricoles et les pâturages puis armer la séparation de barbelés, afin d'empêcher le passage des animaux.

D'une application à sens unique... Délimiter les pâturages s'avère relativement aisé en hauts plateaux : les Anglais avaient déjà largement préparé la tâche. Il suffit de confirmer la limite ancienne ou, fréquemment, de la corriger en tenant compte des avancées agricoles opérées lors de l'Indépendance.

En 1963, M.J.A. Brouwers conteste l'efficacité de la loi, en soulignant que son seul résultat consiste à entériner et légaliser les infractions des cultivateurs. Certes, mais elle contribue malgré tout à stabiliser la poussée des cultures. Les pâturages ont reculé mais, une fois la nouvelle limite reconnue par toutes les parties, elle devient officielle. Toute nouvelle avance des cultures, effectuée sans autorisation, peut faire l'objet d'une action en justice. M.J.A. Brouwers prédit que les décisions prises par les cultivatrices et les chefs locaux auront plus de poids que la loi. Ce n'est pas toujours le cas. En 1967, pour ne prendre qu'un exemple, les villageois de Ngie (plateaux Meta) sont « avisés de cesser leurs cultures illégales sur les pâturages et de ne plus enfreindre la loi. Les éleveurs Fulani, qui se sont enfuis, sont appelés à revenir à Ngie et à faire paître leurs troupeaux sans craindre d'être molestés. Leurs pâturages sont protégés par l'administration » (189). Certes, entre l'affirmation du droit et la situation prévalant sur place, l'écart peut être grand. Il n'est pas imputable à la loi en elle-même mais plutôt à des insuffisances dans les moyens d'application et de contrôle des décisions.

189. idem, juil.-sept. 1967.

Il faut le reconnaître : la loi de 1962 rencontre surtout un bon accueil lorsqu'elle permet de légaliser des extensions agricoles.

En 1969, les villageois de Tadu, à l'ouest de Nso, convertissent en culture une grande pièce de terre. Les éleveurs en sont très affectés et menacent de partir si le terrain n'est

pas restitué aux troupeaux. Finalement, sous l'arbitrage du "Farmer-Grazier Service", ils acceptent les nouvelles limites. « Les gens de Tadu, très heureux d'obtenir ces nouvelles terres, promettent de construire des clôtures solides pour éviter les dégâts aux nouveaux champs » (190).

190. idem, oct.-déc. 1969.

Lorsqu'il s'agit de restituer des terrains aux éleveurs, les choses se passent moins bien : manifestations de cultivatrices en colère, molestage des éleveurs et parfois des fonctionnaires. Au mieux, les limites sont des compromis que cultivateurs et éleveurs finissent par admettre, à contre-coeur. En termes d'aménagement de l'espace, elles s'avèrent rarement pertinentes : tracé compliqué, nombreuses enclaves agricoles dans les pâturages. Des requêtes pour les modifier deviennent prévisibles, peu de temps après leur établissement.

... à l'inefficacité de la loi. En bas plateaux, il s'avère parfois difficile de proposer une limite viable entre cultures et pâturages. C'est ce qui se produit sur le plateau de Wum.

L'administration anglaise n'était pas intervenue dans ce secteur, les Akou venant à peine de s'installer à la fin des années cinquante. La démarcation s'avère particulièrement ardue dans le cadre d'un système de culture extensif, la plupart des pâturages correspondant à de vieilles jachères, susceptibles d'être remises en culture. Dans ce contexte, toute limite des cultures est éphémère. Les villageois ne peuvent l'admettre comme ligne de séparation permanente avec des pâturages. Ce n'est pas seulement une extension agricole qui survient, après quelques années, mais un remodelage complet de la disposition des cultures et des jachères.

Dans ces conditions, le principe de la loi de 1962 s'avère d'application particulièrement malaisée. Il nécessiterait une réforme du système de culture des Aghem. Une note du "Farmer-Grazier Service" reconnaît la difficulté du problème, en 1965. Elle répond à des pétitions de cultivatrices, adressées au Premier Ministre, à l'occasion d'un voyage dans la région : « maintenant que les Akou se sont dispersés dans tous les territoires Aghem et Fungom, des limites cultures-pâturages sont nécessaires pour limiter les dégâts aux cultures et restreindre les déplacements des troupeaux. Mais il faut aussi que les cultivateurs Aghem et Fungom changent leurs méthodes de culture itinérante, de façon que les limites restent stables plusieurs années » (191). Les cultivatrices de Wum ne sont pas prêtes à admettre cette réforme de leurs pratiques culturales. Selon elles, les éleveurs doivent plutôt s'adapter au déplacement des champs.

191. Farmer-Grazier Service, Wum, juin 1965.

La confrontation entre deux logiques spatiales opposées suscite déjà un accès de tension en 1966 : « chaque année, les femmes déplacent leurs champs sans se soucier du bétail. Comme les cultivateurs, les éleveurs n'ont pas de secteur précis assigné au pâturage. La règle est que le bétail peut se déplacer d'un endroit à l'autre, sans problème » (192).

192. Divisional Office, Wum, mai 1967.

Pourtant, sous la pression de l'administration, chefs de quartiers et notables de Wum souhaitent, en 1968, l'établissement de limites entre cultures et pâturages. La démarcation est reportée après la récolte du maïs : « les parties concernées se mettront d'accord pour fixer exactement où cultiver et où faire paître le bétail » (193).

193. Farmer-Grazier Service, Bamenda, avr.-juin 1968.

De fait, à la fin de 1968, des limites sont décidées aux endroits les plus sensibles de Wum : Waindo et Su. Mais elles ne sont pas matérialisées par des clôtures en barbelés. Dès l'année suivante, des modifications sont apportées à Waindo Down. Dès la fin de 1969, quelques cultivatrices de Waindo Down, ne respectant plus la seconde limite, débordent sur des pâturages voisins. Chaque année, des femmes changent la disposition de leurs parcelles, ce qui les amène à enfreindre la limite avec les pâturages.

Au moment de la crise de 1973 à Wum, des responsables politiques locaux ont constitué un comité pour étudier les causes du conflit et proposer des solutions. Dans leur rapport (194), les auteurs mettent en cause l'absence d'allocation de pâturages aux éleveurs, de même que la pratique de cultures itinérantes et dispersées. Ils proposent le regroupement des cultures féminines, des séparations entre cultures et pâturages et l'érection de clôtures en barbelés.

194. Wum, 1972, "Inspection of land for grazing and farming".

Les auteurs du rapport reprennent donc les directives de la loi de 1962. Leurs propositions seront adoptées en 1973, moyennant une extension des secteurs agricoles. De grandes clôtures en barbelés sont érigées de part et d'autre du marché à bétail, près de la route de Bamenda. Mais ce travail important ne se poursuit pas sur toute la longueur de la nouvelle limite et des contestations s'élèvent déjà sur son tracé en 1974.

Les dispositions de la loi de 1962 peuvent-elles régler les conflits à Wum ? Au fond, les cultivatrices Aghem ne peuvent accepter une limite permanente des cultures. Il faudrait qu'elle s'écarte considérablement des champs, en englobant des jachères au moins deux fois plus étendues que les terrains cultivés. Les éleveurs ne comprendraient pas d'être privés de pâturages aussi vastes. Dans le cadre de systèmes de culture extensifs, le principe de la loi de 1962 se révèle inopérant. En système extensif, toute limite basée sur les cultures, une année donnée, ne peut être que temporaire.

La loi de 1962 implique un certain système de culture, caractérisé par des parcelles permanentes ou de courtes jachères au sein de terroirs stables. La séparation systématique des cultures et des pâturages n'est efficace que dans le cadre d'agricultures déjà intensives.

La résurgence d'une vieille idée. Une solution plus adaptée aux relations entre cultivatrices et éleveurs de Wum s'esquisse, à travers les résolutions émises par les autorités locales.

En 1970, le "Council" de Wum décide : « no grazier shall live in one place for more than five years. Whenever it becomes necessary for farmers to use grazing lands, the Sub-Inspector should notify the grazier to shift at least three months in advance before the farming season » (195). Périodiquement, les éleveurs devraient donc se tenir prêts à libérer les pâturages au profit des cultivateurs.

195. Farmer-Grazier Service, Wum, avril 1970.

En 1972, le conseil des notables de Su entreprend d'appliquer cette décision. Il se propose de déplacer 200 têtes de bétail et de transférer les éleveurs sur un terrain laissé en jachère 5 ans auparavant, une nouvelle séparation provisoire intervenant après le déplacement. Cette mesure se réfère au principe de l'alternance entre utilisations agricole et pastorale. Curieusement, une idée à laquelle des administrateurs anglais se montraient attachés, resurgit du côté de Wum.

C'est au même souhait de changement périodique d'usage des terres que font allusion les notables d'Essu, à la même époque : « nous voulons rester en paix avec les Akou mais nous ne le pouvons que s'ils coopèrent avec nous en ne choisissant pas leurs endroits eux-mêmes, et en s'installant sur les terres de pâture que nous leur montrons » (196). La rotation des cultures et des pâturages, prônée dans les années cinquante, n'est jamais entrée dans les faits, sur les hauts plateaux. Pourtant, la formule ne conviendrait-elle pas mieux au système agricole pratiqué sur le plateau de Wum ?

196. Traditional Village Council, Essu, juin 1971 (traduction par l'auteur).

L'alternance des cultures et des pâturages entre en contradiction avec le principe de la loi de 1962. Aussi n'est-il pas retenu en 1973. Les responsables ne pensent toujours qu'en termes de séparation, aussi nette et durable que possible, entre les deux activités. En juillet 1972, le "Farmer-Grazier Service" manifeste encore une confiance inébranlable dans cette méthode pour résoudre un premier accès de tension à Naikom : « as a result of the fences, the dispute could be felt being ended » (197).

197. Farmer-Grazier Service, Wum, juillet 1972.

Le remède n'a pourtant pas empêché un soulèvement agraire général d'éclater quelques mois plus tard. Certes, les éleveurs, même les Akou de Wum, désireux de se fixer sur de bons pâturages, ne sont pas prêts à permuter de pâturages tous les 5 ans. Pour eux, cette pratique engendre instabilité et incertitude. Pourtant, elle permettrait d'instaurer des relations sur des bases plus sereines avec les villageois.

La législation agro-pastorale de 1962 instaure un modèle de solution aux conflits entre éleveurs et cultivateurs. Elle présente l'inconvénient d'écarter a priori d'autres solutions qui conviendraient mieux à des systèmes de culture extensifs. Formés à l'édification de clôtures, les agents administratifs ne peuvent imaginer des arrangements sur d'autres bases.

Routine et innovations réglementaires

Malgré la solennité qui l'entoure, la loi de 1962 ne remet pas en cause des pratiques administratives antérieures. Au contraire, elle ré-affirme des dispositions déjà contenues dans les règlements de 1947, notamment en matière de contrôle de la conduite des troupeaux.

Le contrôle des éleveurs. Les éleveurs doivent disposer d'un "Grazing Permit" pour être admis à séjourner au Bamenda. En 1968, 400 permis de pâture sont ainsi vendus à 350 F l'unité. Chaque troupeau, de 75 têtes au maximum, doit être accompagné d'un berger. Les pâturages de saison des pluies et de saison sèche sont spécifiés pour chaque éleveur.

Le service accuse les Akou, notamment ceux de Wum, de ne pas se conformer à ces injonctions. Ils refusent de diviser les troupeaux en petites unités et d'employer des bergers. Les Akou recourent aux services de jeunes enfants, plutôt que de recruter des bergers. Enfin, ceux de Wum ne partent pas en transhumance, ce qui occasionne des dégâts en saison sèche. Tous ces griefs ressurgissent en 1973, prouvant que le "Farmer-Grazier Service" n'a pas réussi, entre-temps, à faire respecter les directives pastorales. Parmi les recommandations du comité qui a étudié les causes de la révolte de Wum figure l'encouragement des éleveurs à partir en transhumance.

Le même service veille également à la protection des pâturages et à la lutte contre l'érosion. Alors que les Anglais se montraient sensibles à cette responsabilité, c'est moins le cas après l'Indépendance. Les rapports d'activité ne mentionnent qu'un seul éloignement de cheptel d'un secteur surchargé, près de Jakiri.

Dans tous ces domaines, une routine réglementaire sert de référence depuis l'époque coloniale. Pourtant, de nouveaux problèmes surgissent, devant lesquels les règlements antérieurs restent muets. Il faut alors élaborer une ligne de conduite, sur le coup. Ainsi, le service "Farmer-Grazier" se trouve confronté à une initiative nouvelle, la mise en clôture de pâturages par des éleveurs, afin d'éviter que leurs animaux se mêlent à d'autres. Cette pratique peut-elle être admise ?

En principe, les pâturages restent collectifs. Des clôtures ne sont édifiées que pour isoler les troupeaux des champs. Une application scrupuleuse de la loi devrait s'opposer à la division des pâturages par des clôtures. Cependant, des entorses sont acceptées. Les clôtures spontanées sont le fait de villageois et non de Mbororo qui seraient vite suspectés de vouloir s'approprier des portions de pâturages. La tradition oblige les propriétaires de chèvres à édifier des clôtures, les dégâts de ces animaux étant fort redoutés. Des villageois, propriétaires de bovins, réussissent également à faire admettre la fermeture d'un interfluve où ils ont placé un troupeau.

En fait, les Mbororo sont les seuls à protester contre la réduction des pâturages communs. Dans ce nouveau motif de discorde, les villageois reçoivent parfois le soutien de Haoussa, également propriétaires de bétail et sédentaires. Les troupeaux mbororo sont écartés des abords de villages où les nouveaux éleveurs sont nombreux.

Bientôt, ce sont des Mbororo eux-mêmes qui érigent des clôtures pour les séparer de leurs voisins. Dans ce cas, le contentieux trouve difficilement une solution. Certes, les Mbororo, dans leur majorité, sont attachés au principe de la pâture collective mais, d'un autre côté, personne ne saurait diriger ses animaux aux abords d'un autre campement.

Chargés d'assurer la sécurité des cultures et une discipline de l'élevage, les agents de l'administration se trouvent comme dépassés par des initiatives qui vont plus loin que prévu. Les nouveaux conflits couvrent souvent des antagonismes de personnes, dans lesquels des notables, traditionnels ou nouveaux, se trouvent impliqués. Il est difficile de les soumettre aux directives officielles.

Un nouveau débat : l'autorisation de cultiver. Bientôt, un amendement a dû corriger la loi de 1962 sur l'interdiction de cultiver au milieu des pâturages. Conçu à l'intention des cultivateurs, l'argument se retourne contre des éleveurs, dès lors qu'ils souhaient entreprendre des lopins de cultures vivrières autour des campements. Ils obtiennent parfois l'autorisation des ***fon*** mais se trouvent en infraction avec la loi. Or, contrairement aux cultivateurs, les éleveurs ne peuvent vivre des seuls produits de leur activité. Contraints d'acheter, ils se heurtent parfois à la rareté des produits sur les marchés, notamment lors des mois de soudure, en début de saison des pluies.

Un amendement à la loi autorise les éleveurs à cultiver pour leurs besoins alimentaires, dans la limite d'un acre (0,4 ha) par famille, uniquement en cultures annuelles. Les cultures pérennes, telles que les caféières, restent interdites, de façon à éviter l'acquisition insidieuse de droits fonciers. L'amendement donne satisfaction aux éleveurs, qui reçoivent un "Farming permit", tout en préservant les prérogatives foncières des villageois.

Les Djafoun, au passé uniquement pastoral, n'ouvrent des champs qu'en recourant à des ouvrières. Mais il n'en va pas de même des Akou. Certains se conduisent autant en cultivateurs qu'en éleveurs, passant d'une activité à l'autre pour devenir presqu'autonomes. Alors que les Djafoun entreprennent du maïs puis s'en désintéressent lorsque vient le moment de sarcler, des Akou prennent chaque jour la houe après le détiquage des animaux. Quelques-uns réussissent même à vendre du maïs aux voisins.

Les beaux champs de maïs des Akou, bénéficiant d'une fumure animale, suscitent la jalousie et l'envie des femmes de villageois. L'une de leurs pétitions s'en fait l'écho : « quelques *Aku* font de grandes cultures dans les pâturages et si la loi était appliquée strictement, ils devraient être poursuivis. Si on permet aux *Aku* de faire des cultures et de les enclore, alors les *natives* ont également le droit d'en faire » (198). Les cultivatrices Aghem reprennent souvent cet argument, accusant des éleveurs de cultiver des champs qu'elles ont dû abandonner, sous la pression de l'administration. L'argument ne manque pas de poids mais il est difficile aux autorités d'interdire aux éleveurs de cultiver pour se nourrir.

198. Divisional Office, Wum, mai 1965.

Quant aux Djafoun, ils n'enfreignent pas seulement la loi en étendant de façon abusive les champs de maïs mais en se mettant à planter des caféiers. Au cours des années soixante, le prix du café augmente rapidement, si bien que cette culture, peu accaparante, devient attractive pour des éleveurs pauvres. Un rapport du "Farmer-Grazier Service", en 1970, recense 35 éleveurs de Bafumen qui se sont mis à planter illégalement des caféiers. Il ne s'agit que de plantations minuscules mais l'administration ne transige pas sur le principe. Tous ces Mbororo, parmi les plus pauvres, s'exposent à des ennuis. Les années suivantes, les prix du café n'étant plus réévalués, beaucoup d'éleveurs abandonnent leur petite plantation.

Les éleveurs profitent donc de l'amendement à la loi de 1962 relatif aux cultures vivrières. Ils outrepassent parfois leurs nouveaux droits, mais en s'exposant aux dénonciations de voisins. L'hostilité des villageois envers les éleveurs qui se mettent à cultiver n'est pas spécifique du Bamenda. Les Akou disent que les Tiv du Nigeria s'opposaient également à leurs initiatives agricoles. Quant aux Gbaya et Banda de Centrafrique, ils refusent souvent de vendre des boutures de manioc aux Mbororo. Cette opposition générale est compréhensible : il s'agit de sauvegarder des revenus, en écoulant des productions paysannes auprès d'acheteurs habituels.

Incertitudes et faiblesse administratives

Avec la réunification de 1972, la législation agraire du Cameroun Occidental devient obsolète. Des changements importants surviennent

dans le régime foncier. Enfin, le "Farmer-Grazier Service" tombe en désuétude, remplacé par des "Commissions Agro-Pastorales". Ces réformes apportent-elles vraiment de nouvelles réponses aux tensions entre éleveurs et cultivateurs ?

Législation foncière et réalités locales

Ni les colonisateurs anglais, ni le Cameroun Occidental n'avaient osé porter atteinte aux droits fonciers coutumiers. Certes, des innovations agricoles les remettaient en cause et la loi de 1962 limitait leur plein exercice sur les pâturages. Néanmoins, le droit sur la terre continuait d'être régi par les "Native Rights".

Les pâturages relevaient de deux régimes juridiques : celui des droits traditionnels des communautés lignagères et celui de la législation agraire moderne. Il en résultait une grande confusion juridique. Ainsi les "natives" détenaient la propriété des pâturages sans pouvoir en disposer à leur gré. A l'inverse, les éleveurs avaient l'usage de pâturages qui leur échappaient juridiquement. M.J.A. BROUWERS a insisté sur la nécessité de clarifier la situation foncière des pâturages : « un Fulani serait insensé d'investir de l'argent pour améliorer son pâturage, sans la moindre sécurité ou garantie » (199). D'un autre côté, il était invraisemblable d'attribuer purement et simplement les pâturages aux éleveurs. Ils seraient devenus les plus grands propriétaires fonciers des plateaux. L'expert proposait donc une troisième solution, la conversion des terres non agricoles en patrimoine national, "Government property".

199. BROUWERS (M.J.A.), 1963.

C'est un peu la formule adoptée par le Cameroun avec l'ordonnance du 6 juillet 1974 : seuls les terrains immatriculés accèdent au statut de propriété privée, ceux mis en valeur par les collectivités coutumières relevant d'un "domaine national", au même titre que les "terres libres de toute occupation effective". En clair, la nouvelle législation entérine et protège les détenteurs de titres fonciers mais elle récuse les droits coutumiers des communautés villageoises. Les "Native Rights" perdent toute valeur juridique, a fortiori sur les pâturages que les villageois ne mettent pas eux-mêmes en valeur.

Un décret d'avril 1976 précise les modalités d'obtention du titre foncier qui légitime la propriété privée. Elle est soumise à un bornage, réalisé par des géomètres patentés, et à un enregistrement au service du cadastre. Très peu de ruraux ont la possibilité d'engager des frais de cadastre. Seuls, de riches éleveurs, depuis longtemps sédentarisés, n'hésitent pas à entreprendre ces formalités. Mais les géomètres n'acceptent d'effectuer le levé que des habitations et de quelques arpents aux alentours. L'essentiel des pâturages, non enregistré, reste de statut foncier indéterminé.

La complexité du statut des pâturages se manifeste à l'occasion des prêts pour la modernisation de l'élevage, consentis par le FONADER (Fonds National de Développement Rural), au début des années quatre-vingt. Les prêts sont consentis d'après l'importance du cheptel et l'étendue des pâturages du demandeur. Cette fois, les pâturages sont cadastrés par

des géomètres mais le plan doit recevoir l'approbation du chef villageois. Craignant d'aliéner une partie du territoire à des éleveurs, les chefs refusent presque tous d'entériner ces plans, bloquant ainsi la procédure de prêt (200). Les rares Mbororo qui obtiennent l'agrément du chef villageois ne poursuivent pas leur démarche jusqu'à enclore le pâturage, comme le prévoit le modèle de prêt par le FONADER. Le seul qui ose ériger des clôtures de barbelés se heurte aussitôt à l'hostilité ouverte de ses voisins villageois.

200. A l'annonce du refus d'un chef villageois de signer une carte des pâturages proposée par un Mbororo, tous les notables applaudissent. Réaction qui en dit long sur la divergence entre le statut officiel des terres et les servitudes coutumières.

La situation juridique des pâturages devient paradoxale. Alors que les droits coutumiers n'ont plus d'existence légale, ils continuent de régir les rapports entre populations. L'application du droit moderne suscite des oppositions. Afin d'éviter ces tensions, des organismes publics multiplient les précautions et, dans les faits, reconnaissent la prééminence des "Native Rights". L'écart devient complet entre le statut moderne des terres et les pratiques foncières locales (201).

201. Les chefferies bamiléké des Monts Bamboutoimposentun décalage identique entre la légalité foncière et les pratiques locales sur les pâturages (FOTSING, J.M., 1988, "Problèmes fonciers et élevage bovin en pays bamiléké : exemple du nord de Bafou (Ouest-Cameroun)".

Faiblesse de l'arsenal administratif

La tombée en désuétude de la loi de 1962 crée un vide juridique. Certes, le gouvernement définit le régime foncier des terres en 1976 mais la législation demeure muette quant aux rapports entre éleveurs et cultivateurs. La création de Commissions Agro-pastorales ne supplée que partiellement à la disparition des agents du "Farmer-Grazier Service".

Les Commissions Agro-pastorales

Les agents chargés d'appliquer la loi de 1962 ont fini par être perçus, par les villageois, comme hostiles aux extensions agricoles. La suppression de leur service s'accompagne d'une nouvelle poussée des cultures dans les pâturages.

Les cultivateurs mettent à profit chaque période de changement et de flottement politique pour élargir leurs cultures. Désormais, les plaintes des éleveurs mettent en branle une lourde procédure. Dans le meilleur des cas, une Commission se rend sur les lieux. Comment instruit-elle une affaire ? Il n'existe plus de doctrine officielle pour statuer sur les rapports entre cultures et pâturages. Le plus souvent, la Commission tente de maintenir un statu quo, en confirmant les anciennes limites. En cas d'extension agricole intempestive, elle entérine l'existence de quelques champs et interdit d'en poursuivre d'autres. Le tout selon une cote mal taillée qui ne satisfait personne.

Il arrive cependant qu'une Commission prenne plus nettement position, en refusant d'accepter des intrusions agricoles. Le cas est relevé au nord de Bamenda : « the Commission noted that the farmers had no rights to farm in the grazing land without a permit duly issued by the authorities concerned. It was consequently recommended that these farmers be quitted and the new fence be destroyed to give access to cattle » (202). Une telle décision abrupte n'est toutefois jamais définitive ; elle figure comme une péripétie dans une longue lutte, pied à pied, entre éleveurs et villageois.

202. Tubah, oct. 1986.

Après avis de la Commission, le Préfet ou le Sous-Préfet ordonne des retraits agricoles. Mais les villageois, a fortiori les cultivatrices, ignorent les décisions placardées à l'entrée des bureaux et continuent de cultiver, comme si de rien n'était. Les éleveurs reçoivent copie des résolutions administratives et les conservent précieusement, tout en avouant que ces papiers ne les protègent guère de l'avance des cultures.

Aux environs de Nkambe, une série de décisions concernant le même pâturage démontrent leur inefficacité à stabiliser une limite entre cultures et pâturages. En mai 1983, un ordre préfectoral statue : « the S.D.O. for Donga-Mantung orders as follow : that farming, construction of houses, fencing and carrying out of any unauthorised activities on X... grazing area, is hereby prohibited ; that those farmers who have been trespassing into and carrying out farming activities in the portion of land meant for grazing shall discontinue forthwith. » La décision apparaît nette et sans appel. Cependant, quelques mois plus tard, le même éleveur porte plainte contre de nouveaux défrichements. En septembre 1983, la Commission se rend sur place, admet quelques champs, en interdit d'autres et décide de ne plus entériner de cultures spontanées : « there should be no further cultivation of farms within the area mentioned without formal allocation by the Commission. » Pourtant, à la fin de la même saison sèche, elle doit constater que sa résolution reste lettre-morte. En février 1984, elle écrit au Préfet : « I have the honour to report for your necessary action that some farmers have continued to farm illegaly in X... grazing area, contrary to Prefectoral Order and against the Land Consultative Commission's decision. »

Ensuite, la situation semble se stabiliser durant deux années. Avec l'arrivée de la saison sèche 1986, des défrichements mordent sur le même pâturage, nécessitant une nouvelle mise en garde : « my attention has been drawn that you are illegaly cultivating farms on the grazing land of X... You are therefore warned to quit the area with immediate effect or else prosecution will follow » (203). Il est probable que ce nouvel avertissement restera encore formel.

203. Sub D.O., Nkambe, oct. 1986.

En quelques secteurs, la pression agricole contre les pâturages se renouvelle d'année en année. La nouvelle procédure administrative contient encore moins l'avance des champs que l'ancien "Farmer-Grazier Service".

Les Commissions sont composées de personnalités locales, représentants de services techniques ou de chefferies. Uniquement consultatives, elles ne peuvent régler immédiatement les contentieux mais soumettent leur avis aux Préfet et Sous-Préfet. L'application des décisions administratives ne fait pas l'objet d'un contrôle régulier. Les limites ne sont pas inspectées, avant que des conflits éclatent. La présence administrative se révèle insuffisante sur place. A la fin de la période coloniale, les administratreurs passaient plus de deux mois en tournée par an, uniquement pour des questions de limites cultures-pâturages (204). A présent, les autorités n'interviennent qu'au plus fort des conflits. C'est trop tard, les passions étant déjà exacerbées. L'inspection des terres par une délégation de fonctionnaires et de notables est soupçonnée de favoriser les éleveurs. Prévoyant qu'ils seront perçus comme coupables, des villageois laissent éclater leur colère : « Mrs. C.A. and M.N. decidely and disdainfully insulted, assaulted and obstructed the work of the Commission » (205). Des cultivatrices s'insurgent d'avance contre l'abandon de terres qu'elles viennent de retourner à la houe et, a fortiori, contre le bris d'une clôture déjà édifiée.

204. Bamenda Division, 1954, "Annual Report".

205. Nkambe, sept. 1983, "Minutes on the decision of the Consultative Commission after inspection of farmer-grazier dispute at Morh".

Lourdeur des procédures, caractère bureaucratique des décisions, absence de suivi régulier sur le terrain enlèvent une grande partie de leur efficacité aux modalités actuelles de règlement des conflits entre éleveurs et cultivateurs.

Vers une troisième solution ?

La disparition du "Farmer-Grazier Service" donne à penser aux villageois que le principe de la loi de 1962 est devenu caduc. Pour eux, la séparation entre cultures et pâturages ne s'impose plus de façon intangible. Dès lors, des champs se dispersent un peu partout, au milieu des pâturages et en fonds de vallons, ceinturés de clôtures. ***Jooni, warti imBe gese nasta pellel na'i :*** *« maintenant, les cultivateurs se mettent à entrer dans les endroits réservés aux vaches, »* se plaignent les éleveurs.

Devant les interprétations contradictoires de la nouvelle légalité, beaucoup de Préfets prennent des décrets, renouvelant les interdictions de cultures dans les pâturages. Mais tout se passe comme si les décisions passaient inaperçues de l'opinion publique. Elles sont loin de bénéficier du même retentissement que la loi de 1962. De fait, elles ne freinent pas la dynamique agricole. Quelques mois après un décret préfectoral interdisant les cultures dans les pâturages, une Commission rédige un rapport désappointé : « the Commission inspected the area and was sadly disappointed to note that Fay Y... and Shey Z... have distributed a large portion of X... grazing area for farming to a number of women since last year » (205).

205. idem.

Face à la conquête agricole irrésistible des pâturages, les éleveurs souhaitent une intervention administrative plus énergique : ***ndikka gomnati vallito haala gese, Be senda e na'i :*** *« il faudrait que l'administration aide contre les champs, qu'elle les sépare des troupeaux. »* Les éleveurs restent attachés à la solution d'une séparation des terres. Pourtant, cette politique, déjà appliquée à l'époque du Cameroun Occidental, n'avait pas donné tous les résultats escomptés.

Quelques éleveurs proposent une solution plus novatrice : la mise en clôture, non pas des cultures mais de pâturages qui seraient investis d'un statut semi-collectif. Chaque unité de pâturage porterait les troupeaux de plusieurs éleveurs, réunis en une sorte de groupement.

Cette conception suppose un renversement de la façon de penser le problème : au lieu d'enclore des cultures qui débordent de toute façon les limites imposées, mettre les clôtures autour des pâturages. Certes, celles-ci seraient édifiées à peu près aux mêmes endroits, mais l'initiative changerait de côté. Il ne s'agirait plus de l'imposer à des villageois récalcitrants. Désormais, l'édification des clôtures et leur entretien reviendraient aux éleveurs. Ceux-ci accepteraient sans doute cet investissement, contre la garantie d'enrayer plus sûrement l'intrusion des cultures.

L'une des raisons de l'infériorité de l'élevage dans le domaine foncier tient à l'usage non personnalisé des pâturages. Tant qu'ils restent exploités de manière collective et neutre, ils sont exposés à des visées agricoles. Inversement, une attribution individuelle, comme celle proposée récem-

ment par les prêts FONADER, soulève l'opposition des villageois car elle ressemble trop à une appropriation privée, au bénéfice de détenteurs contestés. La meilleure solution réside peut-être dans une formule médiane, du type "pâturage de groupe". Malgré tous les efforts de l'administration, la simple démarcation des cultures et des pâturages ne représente plus un remède suffisant au déséquilibre des forces entre les deux populations.

Les politiques élaborées au Bamenda pour résoudre les conflits entre éleveurs et cultivateurs ont oscillé entre deux formules : la séparation spatiale des deux activités et leur alternance, voire leur "rotation". Alors que la séparation des pâturages et des champs s'avère toujours incomplète, insatisfaisante et provisoire, leur succession régulière est restée une solution idéale, sans tentative d'application.

Les politiques agro-pastorales au Bamenda, centrées depuis plusieurs décennies sur les rapports entre éleveurs et cultivateurs, révèlent une constance remarquable à l'égard d'un problème qui n'est jamais résolu. Les va-et-vient d'une politique à l'autre se traduisent, sur le long terme, par une pratique à mi-chemin entre les deux formules retenues. Séparés des cultures, les pâturages ne le sont pas tous de façon définitive : des portions d'espaces pâturés sont convertis pour un usage agricole mais la "rotation" ne joue pas dans l'autre sens.

CHRONIQUES DE SECTEURS PASTORAUX

Be tammi jaBtugo pellel fuu, haa jinna *: « ils (les cultivateurs) ont l'intention de s'emparer de tous les endroits, jusqu'à la fin (des pâturages). »* Les Mbororo expriment souvent des réflexions désabusées devant une avancée agricole qui leur paraît irrésistible. Plusieurs administrations se sont trouvées confrontées à la tension entre les deux populations. Elles ont tenté de la résoudre ou, du moins, de la gérer de différentes manières. Des solutions se sont succédées, au gré des changements politiques.

L'efficacité de l'action administrative peut être appréciée concrètement, en suivant l'évolution de l'occupation du sol dans quelques secteurs, durant plusieurs années. Le rôle de l'administration ne fut pas identique de part et d'autre de l'ancienne frontière entre les deux Cameroun. Au Bamenda, les rapports entre éleveurs et cultivateurs étaient perçus comme l'un des problèmes graves posés aux autorités. Ils donnaient lieu à des rapports, à des débats d'orientations politiques et, sur place, à une intervention presque permanente. Du côté du Cameroun francophone, l'attention des autorités s'orienta de façon moins constante sur la coexistence entre cultures et pâturages. Elle n'a pas donné lieu à des législations agraires comme du côté britannique. Et pourtant, le problème se pose en termes identiques, notamment en bordure du Bamiléké. A la fin de la période coloniale, c'est l'un des éléments d'un "problème bamiléké" plus large, que l'administration française ne parvient pas à résoudre. Résultat de ces approches différentes : des pâturages contigus mais ne relevant pas de la même administration, peuvent connaître des évolutions divergentes.

Grignotages agricoles au nord du Bamenda

L'occupation du sol sur les plateaux du Bamenda est comparée à 20 ans d'intervalle, entre les années 1958 et 1975 (fig. 210). Après cette date, l'originalité administrative du Bamenda s'estompe, par rapport au reste du Cameroun.

En 1958, les Anglais effectuent la première couverture de photos aériennes de la région. Les documents photographiques sont à l'origine de la carte "Vegetation and agricultural use", incluse au rapport de M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN (206). Comme cette carte, publiée au 1/250.000, mentionne de façon précise le chevelu du réseau hydrographique, ses indications peuvent être reportées sur un fonds topographique récent. Quant à la carte de Nkambe au 1/200.000, la qualité de ses premiers tirages est telle qu'elle permet de travailler sur des agrandissements au 1/50.000 (207).

206. "Vegetation and agricultural use", in M.G. BAWDEN, I. LANGDALE-BROWN, 1961, "An aerial photographic reconnaissance...".

207. Par la suite, les éditions du C.G.N. (Centre Géographique National) ne présentent plus la même qualité. Les courbes de niveau sont souvent effacées sur les tirages récents.

De nouvelles limites entre cultures et pâturages apparaissent sur les photos aériennes de 1963-64. Ensuite, des observations sur place, en 1975, donnent l'occasion de repérer d'autres changements. Ces relevés couvrent les plateaux au nord du Bamenda, correspondant à la carte Nkambe au 1/200.000 et à la première mission aérienne de 1958. Une série de trois observations, décalées de 6 et 11 ans, concerne ainsi un territoire de 100 km sur 70.

De 1958 à 75, les limites entre pâturages et cultures s'inscrivent dans deux contextes juridiques différents : les règlements de pâture de 1947 puis la loi de 1962. Entre ces périodes d'encadrement et de contrôle, les partenaires jouissent d'une liberté d'action presque totale, de 1960 à 62 ; les villageois annexent alors beaucoup de pâturages. Les changements, de 1958 à 75, correspondent surtout aux perturbations survenues au cours des années d'accession à l'Indépendance. La carte n'exprime pas une évolution agraire qui serait typique d'un encadrement administratif continu.

Une dynamique agricole freinée mais puissante

La cartographie de l'occupation du sol en 1975 se conforme aux rubriques retenues par M.G. BAWDEN et I. LANGDALE-BROWN en 1961. Les auteurs distinguent les cultures denses et celles qui restent dispersées, intercalées de pâturages. En cultures denses, plus des 3/4 de l'espace sont cultivés ou présentent des signes de cultures récentes sur les photos aériennes. Le paysage agraire ressemble à une mosaïque serrée de champs, de jachères et d'habitations, le tout dominé d'arbres protégés ou plantés. Il est probable que les secteurs non cultivés, insérés dans ces espaces, se révèlent impropres à toute utilisation agricole. Les photos aériennes de 1964 et les observations de 1975 amènent à corriger cette description sur un point : le paysage arboré. Au Bamenda, un paysage de parc accompagne des terroirs anciennement occupés. Mais de nouveaux secteurs intensément cultivés ne comportent parfois aucun arbre. Les champs se juxtaposent en un paysage ouvert, directement hérité d'anciennes prairies d'altitude.

Les auteurs du rapport de 1961 définissent les cultures dispersées par un taux d'occupation agricole inférieur à 75 % et par des pâturages qui portent les signes de la présence de bétail. Les auteurs ne précisent pas de limite inférieure au taux d'occupation agricole. Il en résulte une gamme très large de situations dont il serait

tentant de faire grief aux auteurs. Pourtant, ils ont raison de s'en tenir à une définition large : il suffit d'un taux relativement faible de cultures insérées au milieu de pâturages pour entraîner une situation conflictuelle.

La distinction entre cultures denses et dispersées repose moins sur un taux précis d'occupation agricole que sur leur coexistence ou non avec des troupeaux. Dans le contexte de cultures denses, la présence, même saisonnière, des éleveurs est exclue, alors que des jachères herbeuses subsistent. Dans le cas des cultures dispersées, les cultivateurs partagent l'espace avec des éleveurs. Ce sont des lieux de compétition où les cultures ne s'imposent pas de façon manifeste. N'utilisant qu'une fraction de l'espace, les cultivateurs composent avec la présence de bétail. Seules des révoltes, comme celle de Wum, remettent en cause le principe de cette coexistence.

Progrès des cultures dispersées

De 1958 à 75, les plus grands changements concernent les cultures dispersées (fig.210).

D'une part, leur extension est beaucoup plus ample que celle présumée en 1958, notamment sur le plateau de Wum-Essu. Dans ce cas, il s'agit probablement d'une erreur d'interprétation des photos de 1958. Les auteurs n'ont relevé que des cultures denses aux abords des gros villages, ignorant les cultures temporaires qui se déplacent d'un côté à l'autre des terroirs. A chaque permutation, les cultivatrices se heurtent à des éleveurs qu'il faut déloger ou qui deviennent gênants par leur voisinage. Les limites des cultures dispersées en 1975 correspondent à l'aire de balayage des champs, englobant les cultures en place et les jachères. Elles élargissent considérablement les secteurs d'affrontement potentiel entre cultivateurs et éleveurs.

S'il est probable qu'entre Wum et Essu, les cultures dispersées ne furent pas correctement reportées en 1961, ailleurs elles ont vraiment gagné sur les pâturages. L'aire agricole ne s'étend pas de manière frontale mais par infiltration au milieu des espaces pastoraux. Au début, les éleveurs ne réagissent guère mais, quand ils se plaignent, il est déjà trop tard.

Les cultivateurs déboisent d'abord un tronçon de galerie forestière ou un lambeau de forêt montagnarde. Ils ne se heurtent pas directement aux éleveurs, sauf s'ils ferment un point d'abreuvement. Ensuite, le lopin initial s'élargit au fond de vallon qui jouxte la galerie. En cas de contestation, le cultivateur incriminé prend à témoin des pieds de café de grande taille dans l'ancienne forêt, attestant la durée de la parcelle. L'affaire s'achève par un compromis, le cultivateur étant invité à enclore le bas de versant qu'il vient de s'approprier.

Des cultures isolées finissent par "trouer" les pâturages, le long des moindres cours d'eau. Comme l'activité pastorale n'est pas vraiment mise en cause, les conciliateurs invitent les éleveurs à prendre leur parti de ces intrusions agricoles. Mais les solides clôtures initiales tombent bientôt en ruine. Dès lors, il n'est pas difficile aux animaux de s'introduire dans les champs.

Si le besoin en terres continue de se faire sentir dans la famille du pionnier, il agrandit ses défrichements. Ce qui n'était, au début, qu'une parcelle isolée devient, à la génération suivante, une exploitation autonome. Elle est définitivement implantée dans l'espace pastoral où le cultivateur tient tête à ses voisins éleveurs.

L'avance des cultures se déploie rarement de manière frontale dans les pâturages mais de façon isolée et subreptice. Bientôt, les éleveurs affrontent une série de lopins cultivés, amorcés timidement, presqu'en cachette. L'extension agricole s'effectue par le biais de cultures dispersées.

Densification des cultures

La dynamique agricole se manifeste parfois par une "densification" des cultures. De dispersées, elles resserrent leur emprise spatiale. Les jachères, ceinturées de haies d'eucalyptus, deviennent inaccessibles aux troupeaux. L'espace pastoral se restreint à quelques interfluves, puis à des passages étroits en haut de versants.

Le processus se prolonge plusieurs années. Les éleveurs sont rarement expulsés de façon brutale, sauf à la faveur d'une période troublée. Ils constatent seulement que les entraves se multiplient à la présence des animaux. Condamnés à la suite de quelques incursions dans les champs, ils finissent par abandonner d'anciens pâturages.

Une densification agricole est survenue en de nombreux secteurs, de 1958 à 75 : à Bafumen et au nord de Fundong, à Binka et aux environs de Nkambe, à Lassin et à Nkor. Le plus souvent, il s'agit de portions de hauts plateaux soustraites définitivement à l'élevage. En bas plateaux, une exclusion comparable affecte les environs de Wum. Entre Wum et We, la WADA, organisme de développement agricole, interdit de larges interfluves aux troupeaux. Alors que le système extensif traditionnel des Aghem libérait périodiquement des jachères, l'emprise agricole devient irréversible.

Des avancées de cultures denses bordent presque toutes les anciennes aires agricoles de ce type, sur des largeurs, il est vrai, assez faibles. Les poussées de terroirs densément cultivés sont mieux contenues que les infiltrations de cultures éparpillées.

Annexions agricoles brutales

La conversion directe de pâturages en cultures denses représente une forme plus brutale d'expansion agricole. Si des antennes agricoles dispersées préservent de larges portions de savanes, encore accessibles au bétail, les pertes de pâturages entiers soulèvent une émotion parmi les éleveurs qui décident, en grand nombre, de quitter les lieux. Relativement rares au Bamenda, elles surviennent dans des circonstances exceptionnelles : réquisition de pâturages pour l'implantation d'un marché, d'une école ou de bâtiments administratifs.

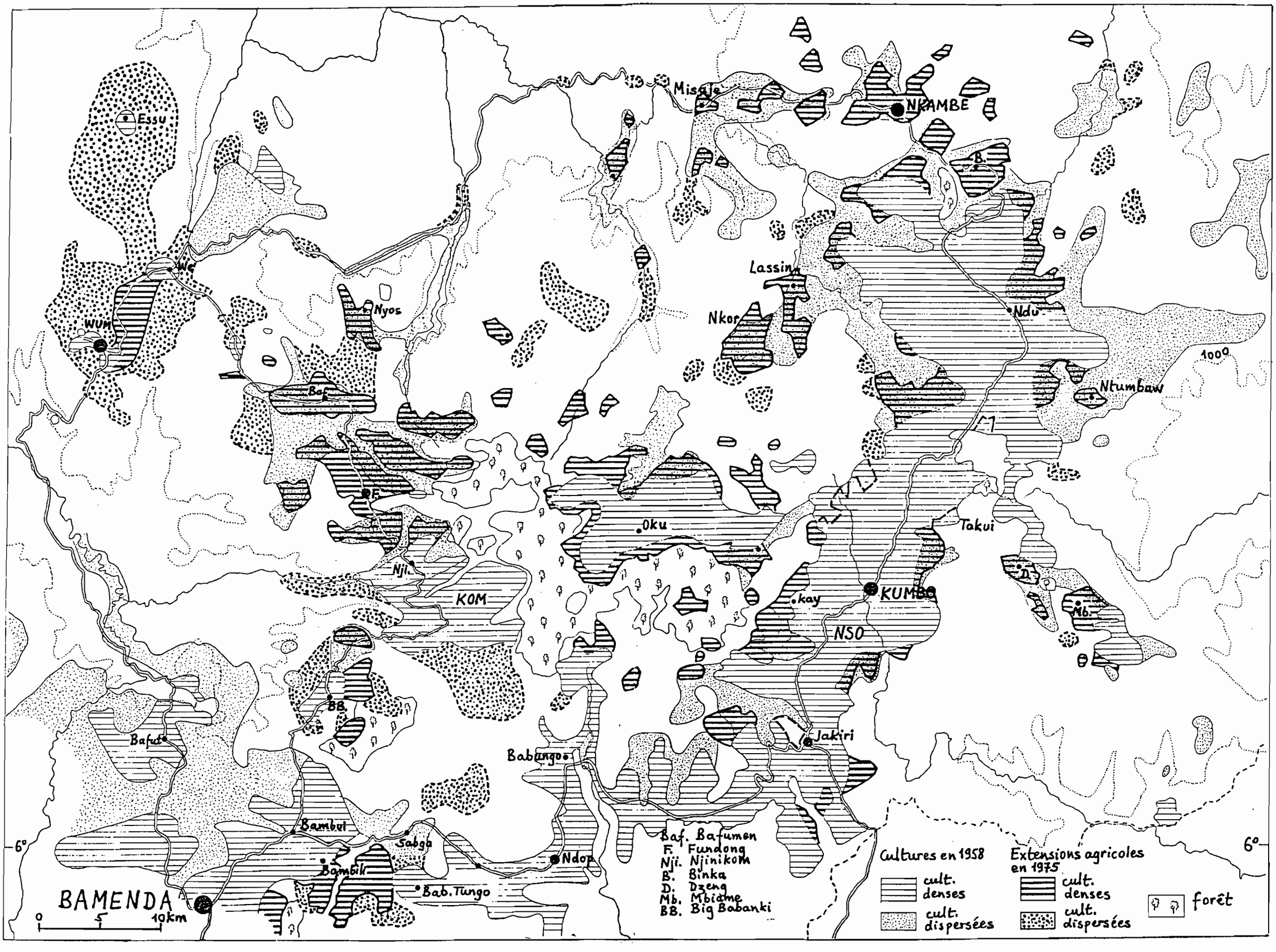


Fig. 210 : *Evolution des secteurs cultivés, au nord du Bamenda*

Le marché de Mbiame, créé au début des années soixante, à un croisement de pistes sur le haut plateau, illustre le premier cas. Bientôt, un nouveau village se développe autour du marché, entraînant la réquisition des pâturages voisins. En 1971, le "Council" de Nso convertit tous les pâturages au sud du marché en "resettlement area", une procédure qui officialise la conquête agricole d'un secteur pastoral précieux.

A Binka, une longue dispute oppose les villageois aux marchands de bestiaux haoussa et foulbé, à propos de l'emplacement du marché à bétail, proche du village. Les premiers veulent le déplacer pour construire une maternité et convertir les pâturages attenants en cultures. En 1968, l'administration propose d'éloigner le marché à l'est de Binka mais la population refuse. L'année suivante, l'agitation reprend. Plus de 300 femmes envahissent le terrain, le retournent à la houe et détruisent des huttes de bergers. Les forces de l'ordre interviennent, opérant des arrestations parmi les meneuses. Le marché à bétail est transféré au site déjà proposé, tandis que son emplacement initial se couvre de champs et d'habitations.

A Fundong, c'est l'administration elle-même qui réquisitionne des pâturages sur un large interfluve plat, afin d'édifier les bâtiments de la nouvelle sous-préfecture, en 1973. Njinikom, ancien chef-lieu d'arrondissement, n'offrait pas suffisamment de terrains pour tous les services administratifs. L'*arDo* de Fundong est déplacé. Aussitôt, des cultures envahissent ses anciens pâturages.

La perte la plus sévère de pâturages survient, en 1962, en haut de Babanki Tungo. Toute la haute vallée de la chefferie, au-dessus de 1.600 mètres, est conquise par les villageois. L'avance des cultures varie entre 3 et 5 km par rapport à 1958. En 1975, le front pionnier agricole escalade les pentes du mont Bambili. C'est dans la chefferie de résidence de leur ancien *arDo* supérieur que les Mbororo subissent les revers les plus graves.

Détournement de la pression agricole

Pour l'ensemble du Bamenda, les limites entre cultures et pâturages ne subissent pas de grands bouleversements en deux décennies. Des changements surviennent, par exemple à l'ouest et à l'est des terroirs nso : fermeture d'un décrochement cultural (Kaï) ou, au contraire, avancée des cultures "en coin" dans les pâturages (Barare). Mais les secteurs densément peuplés (Kom et Oku) ne repoussent pas nettement les limites des pâturages. Malgré ses défaillances, le "Farmer-Grazier Service", issu de la loi de 1962, a freiné la poussée agricole.

Au cours des années soixante, la loi agro-pastorale est destinée à prévenir des évènements comme ceux de Babanki Tungo. Le gouvernement s'efforce d'éviter de perdre des effectifs de bétail trop nombreux, pour sauvegarder les ressources fiscales des "Councils". Les deux arguments sont fréquemment opposés aux demandes d'extensions agricoles.

Les pâturages étant officiellement "gelés", les cultivateurs s'attaquent aux forêts : galeries forestières mais surtout forêts montagnardes qui reculent beaucoup devant la hache des défricheurs. Celles qui ne bénéficient d'aucune protection sont les plus touchées : Oku et Big Babanki.

M.J.A. BROUWNERS s'étonnait déjà, en 1965, que la grande forêt du mont Oku ne soit pas classée en réserve, alors qu'elle commande l'essentiel du réseau hydrographique. Plutôt que de descendre cultiver vers les bas plateaux au nord, les Oku mettent en culture la forêt qui domine leurs villages. En 1974, le front agricole atteint 2.200 mètres et progresse rapidement. Les arbres sont abattus pour entreprendre des cultures de haricots tardifs et une seconde récolte de maïs. Des villageois délaissent déjà le front cultural au-dessus d'Oku et ouvrent des clairières au centre de la forêt, à 2.600 mètres. Il en est de même au-dessus de Big Babanki, à 1.800-2.000 mètres. Quant à la réserve forestière de Bafut Ngemba, elle est activement mise en culture au-dessus de Mendankwe, à seulement quelques kilomètres de Bamenda ! A 2.000-2.100 mètres, champs de pommes de terre et de macabo trouent le couvert forestier sur tous les versants. En saison sèche, des fumées montent, signalant les défricheurs à l'oeuvre au milieu de la forêt.

En protégeant les pâturages, la législation agraire détourne les cultivateurs contre les forêts montagnardes. Mal défendues ou complètement délaissées par un service des Eaux et Forêts désorganisé, les forêts subissent des déboisements de plus en plus agressifs. A la fin des années soixante-dix, les tronçonneuses entrent en action, accroissant l'efficacité destructrice des défricheurs. Les exhortations de l'administration, afin de respecter les forêts, restent lettre morte.

Les nouveaux champs dans la forêt d'Oku livrent de gros épis de maïs, attisant l'envie de tous les cultivateurs. Des villageois des environs de Kumbo s'y rendent chaque matin. Inversement, la production de miel n'est plus qu'un souvenir (208). La destruction d'arbres florifères montagnards en est la cause directe.

La fièvre de déboisement est telle qu'elle n'épargne pas la forêt sacrée des Nso, au nord de Takui. Le *fon* doit intervenir en personne pour faire cesser l'abattage des arbres. A présent, seuls quelques grands arbres subsistent, au-dessus de fourrés et de broussailles.

La progression modérée des cultures aux dépens des pâturages au nord du Bamenda n'est pas à mettre entièrement au crédit du corps administratif chargé de gérer les relations entre les deux populations. La tension latente qui les oppose s'est parfois relâchée de façon imprévue, les cultivateurs se reportant contre les dernières forêts montagnardes.

Il n'est pas nécessaire de souligner le risque écologique que comporte la destruction de forêts localisées en sommet de reliefs : accentuation de l'agressivité érosive des cours d'eau et d'un régime hydrologique plus spasmodique. De toute façon, ces forêts sont d'extension réduite. Le détournement de l'expansion agricole n'est pas possible partout et ne procure qu'un court répit aux pâturages.

Les pâturages repérés et bien connus étant momentanément protégés d'une conquête agricole massive, la pression des cultivateurs s'est portée contre les forêts montagnardes, moins surveillées qu'à l'époque coloniale. Forêts et pâturages sont deux formes d'occupation fragiles de l'espace, également exposées à la dynamique agricole. Seule, une intervention du pouvoir peut les faire respecter.

208. Le miel d'Oku jouissait autrefois d'une grande réputation. Un endroit du marché de Kumbo était réservé aux vendeurs de ce produit. Il est curieux que Ph. KABERRY ne mentionne pas ce commerce dans sa description du marché (KABERRY, Ph., 1952, p. 120 et suiv.).

Nouvelles franges agricoles

Malgré quelques propositions plus originales, la solution aux querelles entre cultivateurs et éleveurs a presque toujours reposé sur le principe d'une démarcation. Le modèle d'occupation du sol comporte une limite nette et stable entre cultures et pâturages, s'appuyant si possible sur un élément naturel (cours d'eau, décrochement de relief), éventuellement renforcé d'une solide clôture. Une bonne limite évite les imbrications et interpénétrations des cultures dans les pâturages et inversement. La séparation entre les deux activités est la plus étanche possible.

Par rapport à ce modèle de clivage intangible de l'espace agraire, comment se présentent les contacts entre cultures et pâturages ? L'essai de classification repose sur une morphologie des contacts, en restituant leur évolution au cours d'une ou deux décennies (fig. 211).

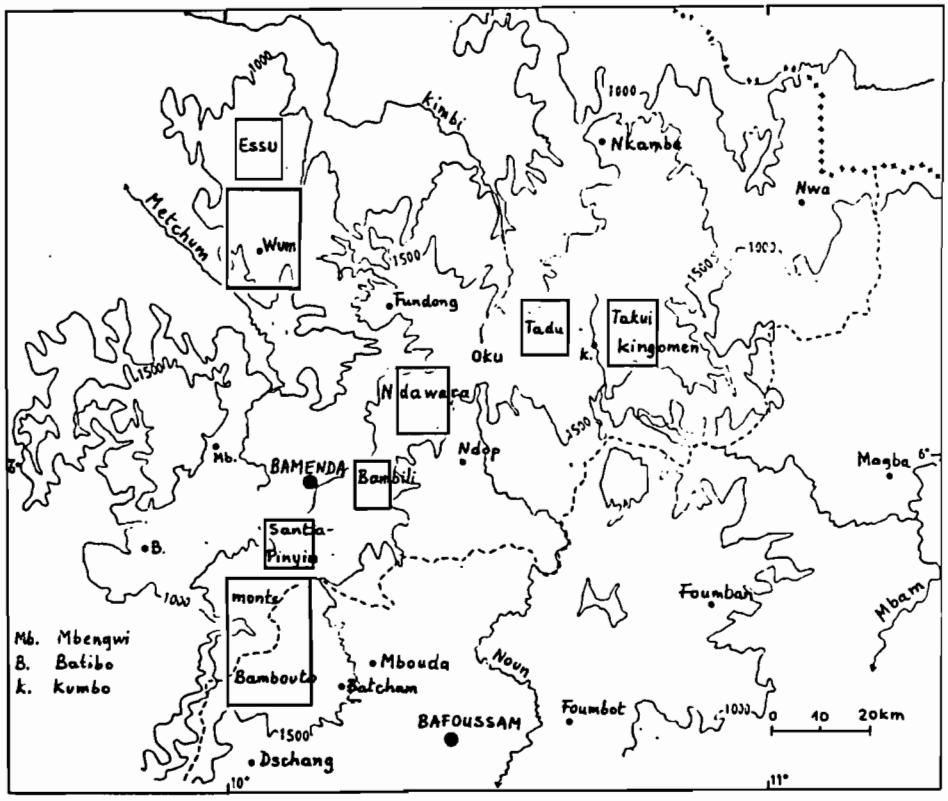


Fig. 211 : ***Localisation d'exemples de contacts cultures-pâturages***

Une limite stabilisée : Tadu (fig. 212)

Les pâturages de Tadu se localisent à l'ouest du haut plateau Nso, à une dizaine de kilomètres seulement de Kumbo. Ils s'intercalent entre le centre du plateau, densément peuplé et cultivé, et le dôme culminant du mont Oku, encore recouvert d'une forêt montagnarde dans les années soixante-dix.

A partir de Kumbo, la piste de Tadu gagne régulièrement de l'altitude, passant de 1.700 à 1.900 mètres. Puis elle gravit un petit escarpement dans les basaltes et, à 2.000 mètres, débouche sur les horizons ouverts de larges prairies. A l'ouest, le haut plateau surplombe, par un immense abrupt de près de 1.000 mètres, le bassin de Din.

Dès leur arrivée au Bamenda, des Djafoun séjournèrent sur la haute table de Tadu : des Bawanko'en d'abord, bientôt rejoints de Madjanko'en. Dans les années quarante, les Nso cultivaient plus bas, à 1.800 mètres. Les villages Ovum, Kay, Meluf, Toy et Kikaykom s'égrènent, en contrebas d'un abrupt volcanique. Des Haoussa furent les premiers à s'installer sur la table sommitale, au petit ***sanyeere*** de Tadu. Quant aux Djafoun, ils séjournaient sur les hautes prairies de Tadu mais descendaient tous en transhumance vers Dumbo : ***min Don dura na'i, min Don egga, gese DuuDaay, ladde Don heewi*** : « *nous gardons le bétail, nous partons en transhumance, les champs ne sont pas nombreux, il y a de la brousse en abondance* » (Alhadji Addou à Tadu).

A la fin des années cinquante, les cultures ne montent pas encore sur la table sommitale, sauf aux environs de Kay, village le plus proche des pâturages. Deux exploitations s'isolent déjà au milieu des prairies, tandis qu'un nouveau village, Bonya, mord sur la forêt d'Oku. L'administration anglaise contient les cultures en contrebas de l'abrupt des 2.000 mètres.

Au cours des premières années soixante, les pâturages reculent partout, mais surtout à l'est de Tadu. Les terroirs d'Ovum, Kay, Meluf, Kikaykom s'élargissent, annexant des prairies à 2.000 mètres. Une délimitation, en 1963, entérine la plupart de ces extensions agricoles. Une clôture de plusieurs kilomètres court d'une ondulation à l'autre du plateau. Située en retrait, la nouvelle limite ne s'appuie plus sur une rupture de relief. Pour la renforcer, la clôture de barbelés est plantée d'eucalyptus.

En 1964, le secteur agricole récemment conquis se repère facilement sur les photos aériennes. Les nouveaux champs n'occupent encore que les bas de versants, aux sols profonds. Des herbes couvrent les hauts d'interfluve où des traces de piste à bétail restent visibles, notamment au-dessus de Kay. En quelques années, les cultures ont progressé d'un kilomètre, en moyenne, aux dépens des pâturages. Au sud, la nouvelle limite des cultures longe la grande piste à bétail de commerce qui part de Binka pour rejoindre le marché de Bamenda. De nouveaux champs sont également ouverts en lisière de la forêt d'Oku. Subissant deux fronts d'attaque, l'avenir des pâturages de Tadu semble fortement compromis. Aussi, le "Farmer-Grazier Service" s'oppose-t-il à de nouvelles cessions de prairies aux cultivateurs.

De 1964 à 75, une seule pièce de terre est enlevée aux éleveurs, à proximité de Tadu. L'ancien village haoussa attire de plus en plus d'habitants, au croisement des pistes d'Oku et de Din. En 1969, ils s'emparent d'un interfluve attenant au village, entouré de bas-fonds marécageux. Il s'ensuit un grave conflit entre éleveurs et cultivateurs, les premiers menaçant de quitter les lieux. Finalement, par l'entremise du "Farmer-Grazier Service", les Mbororo consentent à laisser l'interfluve aux gens de Tadu.

Les habitants de Kikaykom réclament alors de nouvelles terres en haut de leur village. Ils avaient déjà accaparé plusieurs interfluves en 1963, réduisant les pâtura-

ges à deux couloirs d'un kilomètre de large. En 1970, l'*arDo* de Tadu, en signe de protestation face aux nouvelles ambitions agricoles, menace une nouvelle fois de s'en aller avec ses gens. En début de saison sèche, le bruit court qu'il se prépare à partir vers Banyo, avec 4.000 têtes de bétail (209). Les autorités interviennent immédiatement pour l'en dissuader. Il accepte de revenir sur sa décision « mais des problèmes restent en suspens dans la zone des pâturages » (209).

209. Farmer-Grazier Service, Bamenda, "rapport trimestriel", janv.-mars 1971.

Bien que contestée, la limite de 1963 reste en vigueur durant plus d'une décennie. Le passage d'une grande piste à bétail de boucherie contribue à figer l'avance des cultures. Les Nso de Meluf, de Kay et de Kikaykom sont de plus en plus nombreux à placer du bétail sur les pâturages de Tadu. L'espace disponible aux Mbororo se restreint. Quant aux cultures, elles commencent à grignoter la forêt d'Oku.

Ensuite, la situation des pâturages de Tadu reste inchangée jusqu'en 1986. Entre-temps, le secteur a servi d'essai pour la création d'un "ranch collectif", sous l'égide de la SODEPA (Société de Développement des Productions Animales). Les pâturages sont divisés en lots attribués aux éleveurs qui doivent respecter des règles d'utilisation. Des clôtures en barbelés compartimentent le secteur. A l'entrée, un panneau porte, en grandes lettres : « SODEPA Development Zone, Tadu. No trespassing. »

L'avertissement s'adresse aux cultivateurs. De nombreux champs buttent contre les clôtures de démarcation qui sont renforcées. Le secteur pastoral est comme gelé. Si les éleveurs de Tadu incriminent l'aspect tatillon des règlements, ils se félicitent de la protection dont bénéficient les pâturages. ***Dum waDanami sembe haa pellel na'i*** *: « cela nous a renforcé le secteur à bétail. »* La progression des cultures est arrêtée depuis une quinzaine d'années. Cette situation avantageuse ne manque pas de susciter l'envie des autres Mbororo. Ils souhaitent ardemment que la SODEPA aménage leur secteur sur le modèle de Tadu et, par ce biais, qu'elle le mette à l'abri des convoitises de cultivateurs. Entre-temps, ceux-ci ont entrepris le massacre de la forêt d'Oku.

Certes, la longue stabilité de la limite des cultures à Tadu tient à un contexte exceptionnel. En même temps, la longue clôture, au sud du secteur, est presque rectiligne sur 4 km. Ce tracé, sans décrochement et calé sur une grande piste à bétail, contribue à freiner l'avance des cultures.

Des pâturages, tout en étant encerclés de cultures, sont maintenus dans leur intégrité durant plus de vingt ans. C'est une situation rare, due à l'intervention d'un organisme étatique qui impose la préservation d'un espace pastoral pour une opération de "développement".

Un front agricole : Takui-Kingomen (fig. 213)

Les pâturages de Takui-Kingomen représentent le symétrique de Tadu par rapport à Kumbo. Ils se trouvent à quelques kilomètres seulement du centre nso, à la ramification de l'alignement méridional des hauts plateaux avec les hauteurs de Mbiame. De 1.700 mètres à Kumbo, l'altitude se relève également à l'est, par des versants peuplés de nombreux villages : Kitiwum,

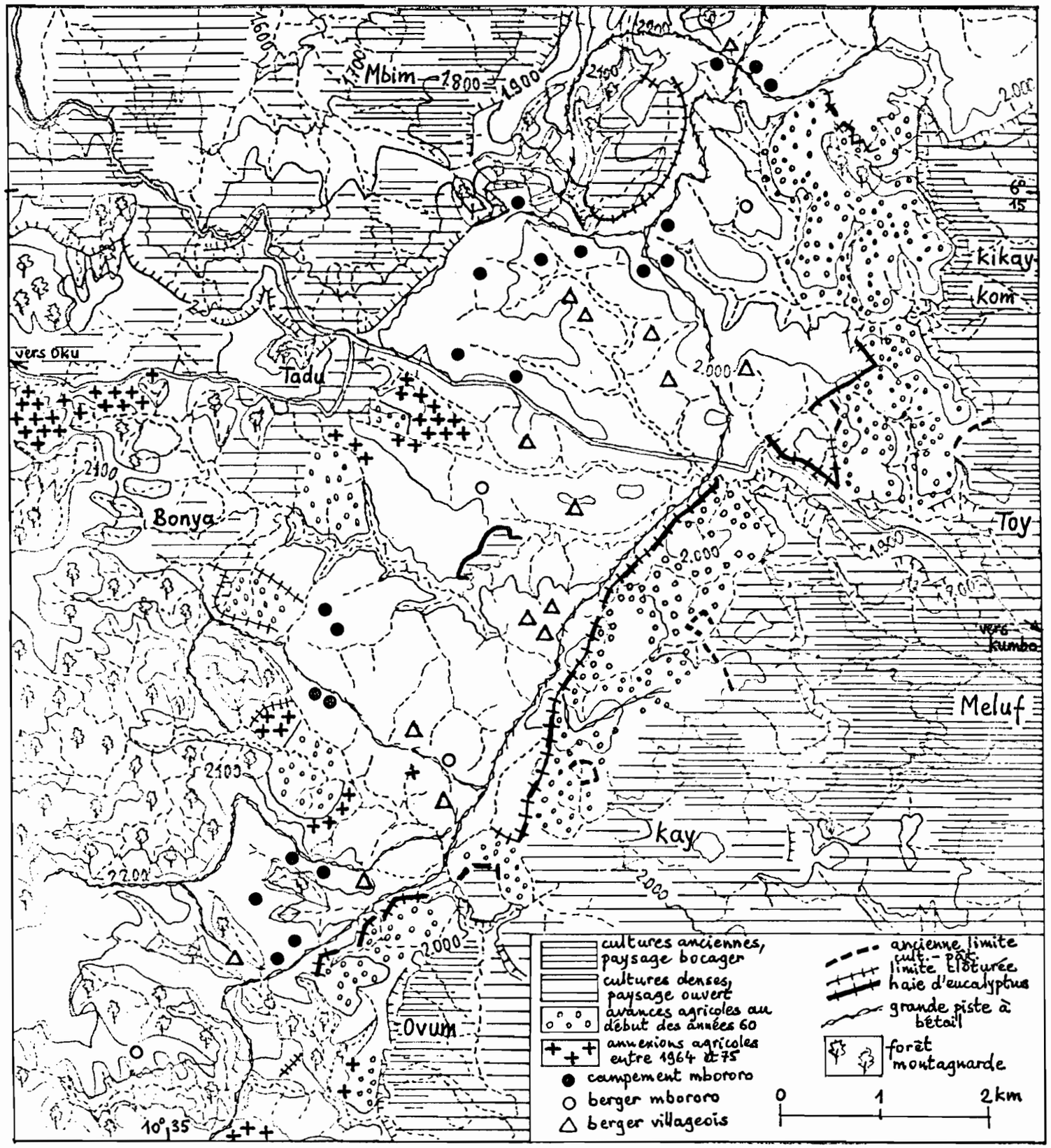


Fig. 212 : *Pâturages et cultures à Tadu*

Kishi, Kishong, Mbuluf, dont les terroirs s'étagent jusqu'à 2.000 mètres. Au-delà, commence l'aire pastorale dont la partie centrale culmine à 2.265 mètres.

Ce sont parmi les plus beaux pâturages d'altitude du Bamenda. Sur une dizaine de kilomètres du nord au sud et presqu'autant de l'ouest à l'est, des prairies couvrent les ondulations de la table volcanique. La forêt montagnarde ne subsiste que dans le bois sacré de Kovifem (Kwintar) et sous forme d'étroites galeries forestières, mieux conservées en têtes de vallons. Ces pâturages offrent l'exemple typique de prairies ouvertes à *Sporobolus*.

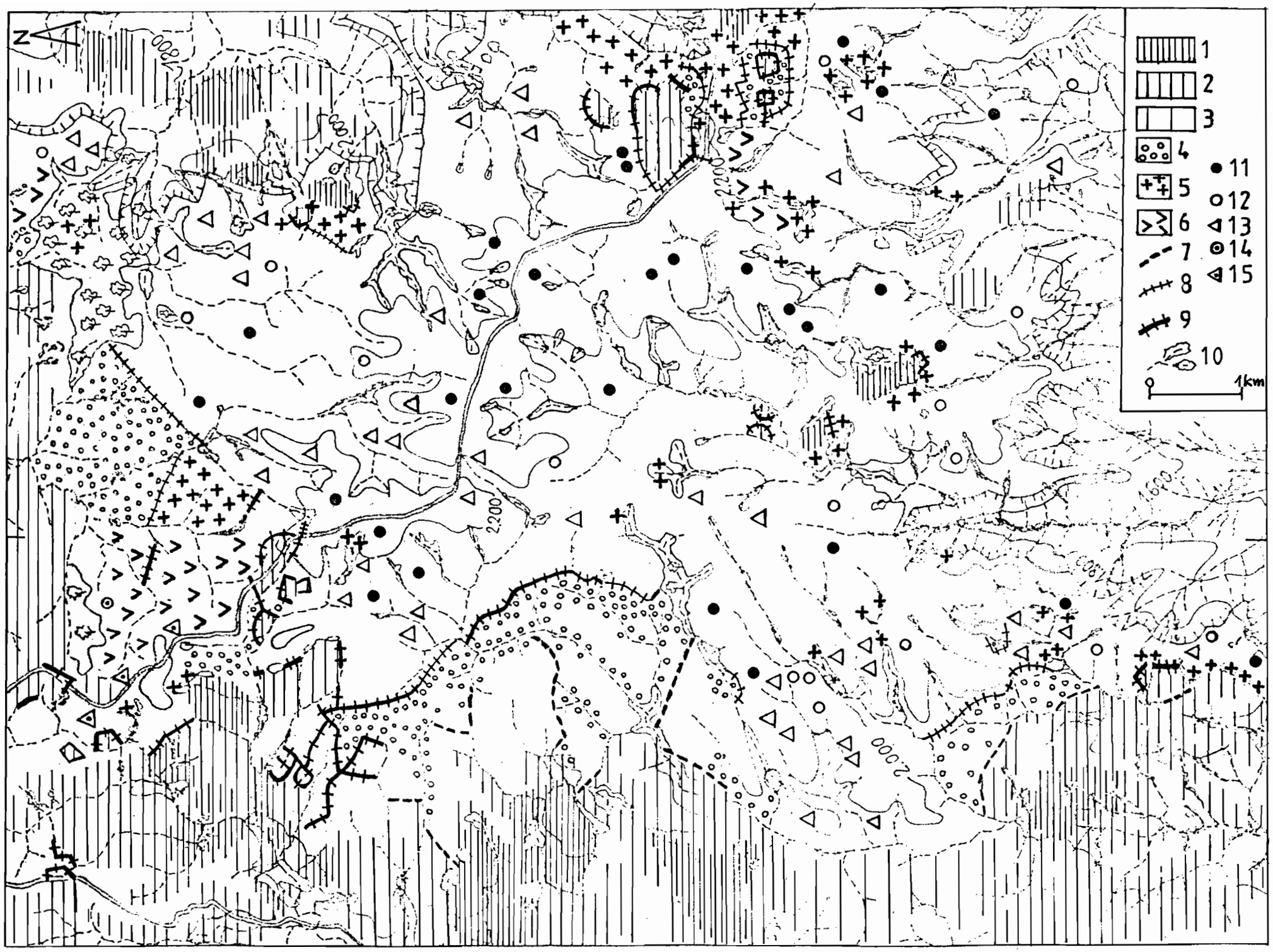
Autrefois, les Nso s'écartaient de la haute table volcanique, au climat trop rude. A leur arrivée, les Mbororo rencontrèrent seulement quelques hameaux, nichés dans les creux de vallons (Kingomen). ***Yaake man, Dum babal na'i :*** *« à ce moment-là, c'était un espace pour les vaches. »* Les qualités pastorales du secteur incitèrent des lignages "historiques" à s'y fixer : Gosi'en au nord (Dzeng, Takui, Kishong) et Rahadji au sud (Kingomen, Mbuluf). Les pâturages relèvent de plusieurs villages mais ils s'étendent de façon continue sur des milliers d'hectares. En 1975, 5.500 têtes de bétail sont recensées à Takui et Kingomen.

S'il ne comporte pas de grandes enclaves agricoles, le secteur pastoral subit une forte poussée des terroirs proches de Kumbo : Kitiwum, entouré de Takui et de Kishi. Les villageois entreprennent des cultures à des altitudes de plus en plus élevées. L'administration anglaise s'efforça d'abord de contenir ces extensions, en établissant des barrières dont les tracés subsistent, alors que les cultures les ont dépassées. Une clôture, rejoignant deux têtes de vallons, ferme un interfluve ou bien le coupe à mi-pente, la partie inférieure étant dévolue aux champs et le sommet aux troupeaux. Plusieurs délimitations se succèdent ainsi, au cours des années cinquante.

Au début des années soixante, les femmes de Kitiwum refusent de respecter plus longtemps ces limites et montent à l'assaut de têtes de vallons. A la suite de la loi de 1962, de nouvelles séparations sont établies, entérinant la plupart des conquêtes agricoles. De Takui à Kishi, elles se concrétisent par une barrière continue de 4 km de long, se tenant le plus souvent à mi-pente. Avec cette démarcation, les cultures atteignent une altitude de 2.100 mètres, au-dessus de Kitiwum.

Au sud, la pression agricole est moins forte ; la "farming area" ne s'est pas étendue depuis la période coloniale. Des petits cours d'eau en marquent la limite. Plus loin, le haut plateau perd un peu d'altitude. Le village Mbuluf se trouve encore à 1.800 mètres. Son terroir a annexé, au moins à deux reprises, des pâturages. Au sud de Mbuluf, l'aire pastorale se réduit à un véritable couloir, étranglé entre les cultures et l'abrupt du haut plateau. Campements et abris de bergers s'alignent en haut de crête, mais les troupeaux descendent paître sur les versants raides des affluents de la Bui.

En 1964, les clôtures de Kitiwum, Mbuluf et de Kishong au nord ne datent encore que de deux ans. Mais les photos aériennes montrent déjà des abords de pâturages intensément cultivés alors qu'en arrière, de larges



1 : cultures denses, paysage bocager ; 2 : cultures denses, paysage ouvert ; 3 : cultures dispersées, paysage ouvert ; 4 : avancées agricoles au début des années 60 ; 5 : annexions agricoles entre 1964 et 75 ; 6 : extensions agricoles après 1975 ; 7 : ancienne limite entre les cultures et les pâturages ; 8 : limite clôturée ; 9 : haie d'eucalyptus ; 10 : forêt en tête de galerie ; 11 : campement mbororo ; 12 : berger mbororo ; 13 : berger villageois ; 14 : campement abandonné après 1975 ; 15 : abri de berger abandonné après 1975

Fig. 213 : ***Les pâturages de Takui-Kingomen***

discontinuités interrompent le parcellaire : jachères ou sommets d'interfluves laissés en herbe. A Takui, plusieurs versants ne portent pas de champs. Des haies d'eucalyptus cloisonnent les pâturages enclos de petits élevages paysans, désormais insérés dans l'espace agricole. Chaque nouvelle séparation entre cultures et pâturages suscite un véritable front agricole, les cultivatrices se portant tout de suite aux confins des terrains accordés.

L'éloignement des cultures aux limites extrêmes du terroir est particulièrement net dans le cas de Kishong. En 1964, des champs activement exploités butent contre une clôture en barbelés récemment édifiée. En arrière, de vastes ondulations du plateau (en dehors du croquis) ne portent que des jachères. En 1975, les secteurs intensément cultivés 10 ans auparavant le sont déjà moins, le front agricole ayant progressé en haut d'un interfluve.

De 1964 à 75, la frange pionnière des cultures reste stable, de Kitiwum à Mbuluf. Cette situation est à mettre sur le compte de la vigilance du "Farmer-Grazier Service". En effet, la pression sur les pâturages ne s'est pas relâchée. En 1972, le service envisage de restituer à l'élevage deux interfluves proches de Kishi, presque vides de cultures. Mais les femmes ne l'entendent pas ainsi. Elles n'hésitent pas à se rendre à Kumbo et à manifester devant la Préfecture.

De Takui à Mbuluf, sur une distance d'une dizaine de kilomètres, les pâturages supportent la pression d'une population agricole supérieure à 4.000 personnes.

Tabl. 86 : *Population des villages à l'ouest des pâturages de Takui-Kingomen*

villages	recensement de 1969 *	recensement de 1976
Takui	665	1.049
Kitiwum	2.188	2.029
Kishi	386	618
Mbuluf	552	571
	3.791	**4.267**

* d'après CHAMPAUD (J.), 1973, "Dictionnaire des villages de Bui"

Malgré cette pression, il est remarquable que le front agricole ne déborde pas la limite légale, sauf en quelques endroits, au sud de Mbuluf. Par sa continuité sur plusieurs kilomètres, la barrière de Kitiwum a contenu efficacement les poussées des cultures qui suivent les fonds de vallons. Complantée d'eucalyptus, elle est devenue une grande ligne qui divise le paysage ouvert des hauts plateaux.

Au contraire, les cultures se sont déployées sur le plateau aux environs du petit village Dzeng. Limitée à quelques exploitations, la menace agricole semblait moins vive de ce côté des pâturages. Aucune limite officielle n'isolait les cultures, au début des années soixante. Mais l'attrait croissant d'une route et d'une école a augmenté brusquement la population de Dzeng. En 1975, les champs annexent des interfluves entiers et ferment une piste à bétail qui longeait l'abrupt du plateau.

De grandes démarcations ne protègent pas toujours efficacement les pâturages. Certes, le terroir de Kitiwum ne s'est pas étalé aux dépens des pâturages voisins mais de nouveaux champs trouent parfois l'aire pastorale. Ouverts dans les îlots forestiers des têtes de vallons, ils ne portent pas directement atteinte à l'intégrité des pâturages. Les restes ultimes de l'antique forêt montagnarde subissent les attaques des cultivateurs qui érigent des clôtures tout autour. Il n'empêche : ces nouveaux champs, "camouflés" au milieu des pâturages, servent d'amorces à de futures conquêtes agricoles.

Ils suscitent déjà des conflits en cas de bris de clôtures et d'intrusion du bétail. En 1969, plusieurs Rahadji de Kingomen décident de partir au Mambila, en compagnie de leur ***arDo***, avec un millier de têtes de bétail. Les forêts galeries sont déboisées jusqu'aux abords du campement de l'***arDo***. Les partants sont remplacés par quelques Mbororo mais surtout par des Nso plaçant, qui des bovins, qui des chèvres sur les pâturages abandonnés.

Les cultures progressent surtout à Takui où subsistait comme une "poche" pastorale, entourée de cultures. Après 1975, sa rétraction se précipite avec l'installation de villageois expulsés d'un secteur de captage pour la desserte de Kumbo en eau courante. Un Gosi, proche des extensions agricoles de Kishong et de Takui, décide à son tour de partir vers Banyo.

La protection officielle des pâturages de Takui-Kingomen se révèle moins efficace qu'à Tadu. L'administration a perturbé elle-même le partage initial, en installant des villageois sur des pâturages. Les Nso réussissent à contourner les grandes démarcations en déboisant les dernières galeries forestières au milieu des pâturages. A partir des années quatre-vingt, les éleveurs se plaignent surtout des plantations d'eucalyptus, une initiative qui prend les autorités au dépourvu. Les Nso se mettent à planter des arbres un peu partout : en creux de vallons et autour d'abris de gardiens de bétail. Situation inédite : l'agro-foresterie villageoise devient la menace la plus grave pour les pâturages.

L'intervention administrative se concrétise par des lignes clôturées qui balisent, de façon spectaculaire, la séparation entre les éleveurs et les cultivateurs. Mais ceux-ci réussissent à contourner l'écran de façon insidieuse ou inattendue.

De hauts pâturages "mités" : Ndawara (fig. 214)

Ndawara représente une unité pastorale remarquable des hauts plateaux. Sur une dizaine de kilomètres du nord au sud, les altitudes excèdent 1.900 mètres. Le paysage s'ouvre sur de vastes prairies, entrecoupées de forêts galeries plus nombreuses et plus larges qu'à Kingomen. Les vents humides de l'ouest balaient les hauteurs. Les formations herbeuses séparent deux forêts montagnardes, étagées sur des versants encore plus arrosés : Big Babanki (1.800-2.100 mètres) et Oku (2.100-3.000 mètres). Un grand cratère volcanique égueulé et de nombreux petits cônes accidentent la haute table de Ndawara qui domine les vallées Kom au nord et la plaine de Ndop au sud par des corniches vertigineuses, aux ressauts parfois

dédoublés. Ce relief accidenté isole les hauteurs, lacérées de pluies ou prises dans les brouillards une grande partie de l'année. En contrebas, au nord comme au sud, se pressent les villages et les cultures.

Les Mbororo ont longtemps bénéficié d'une grande liberté pastorale en haut de Ndawara. Les Kom ne traversaient les hautes prairies qu'en se rendant au grand marché de Babungo, pour se ravitailler en maïs dont ils manquaient périodiquement. Les Gosi'en furent les premiers Mbororo à se fixer en haut de Ndawara ; en 1975, ils constituent encore l'essentiel du peuplement pastoral. Le cheptel bovin compte alors 6.900 têtes recensées pour l'impôt sur le secteur figuré par le croquis. L'essentiel des pâturages relève de la chefferie kom, au nord (5.250 têtes). Au sud, les chefferies de la plaine de Ndop (Bamessing et Babungo) s'étendent peu sur la haute table volcanique.

Malgré l'importance du cheptel et les densités de population agricole extrêmement fortes au nord comme au sud, aucune démarcation n'était intervenue, à l'époque coloniale, entre pâturages et cultures. Les ruptures de relief (400 à 600 mètres de dénivelées), véritables "falaises", suffisaient pour imposer une limite naturelle. Tout le secteur d'altitude était considéré comme "grazing land", malgré la présence d'un minuscule village d'une dizaine de familles. Populations agricole et pastorale s'étageaient, à faible distance l'une de l'autre mais en étant séparées par une grande discontinuité de relief. A présent, ce partage de l'espace ne résiste plus à la pression des cultivateurs.

La carte d'occupation du sol, dressée en 1958, ne mentionnait que des pâturages à Ndawara. Les limites avec les cultures, aussi bien du côté de Kom que de Babungo-Ndop, suivaient le pied des abrupts du haut plateau. Pourtant, dès le début des années soixante, des galeries forestières et des lambeaux de forêts montagnardes subissent l'attaque de cultivateurs du côté des Kom. Les photos aériennes de 1963-64 témoignent de premiers déboisements, surtout en haut de Njinikijem, à 1.800 mètres. Les champs et les habitations de Njinikijem s'échelonnent déjà sur les pentes inférieures de l'abrupt volcanique, jusqu'à 1.400-1.500 mètres. Au-dessus, la pente se raidit encore plus, empêchant de cultiver. Les villageois escaladent alors la corniche et commencent à déboiser plus haut, les pentes étant plus modérées. Dès 1964, les galeries forestières de la bordure nord de Ndawara sont éventrées sur une profondeur d'un kilomètre.

L'attaque des galeries forestières de Ndawara se généralise à partir de 1965-66. Du côté de Njinikijem et de Belo, presque toutes les galeries sont détruites, en quelques années. Au début des années soixante-dix, les déboisements gagnent le centre de Ndawara, à une distance de 5 à 6 km des villages de cultivateurs. L'extension des cultures ne se produit plus seulement à partir de Kom. Les forêts subissent également les défrichements des gens de Bamessing, au sud. Seul, le côté de Babungo reste relativement préservé d'un assaut agricole. La présence de nombreux troupeaux qui relèvent d'habitants de Babungo freine peut-être l'expansion des cultures en altitude.

Limités, dans un premier temps, à des forêts galeries, les nouveaux champs ne diminuent pas l'étendue des pâturages ni la liberté de parcours des troupeaux. Pourtant, les cultivateurs n'ignorent pas qu'ils s'introdui-



1 : abrupt ; 2 : marécage d'origine volcanique ; 3 : cultures anciennes ; 4 : extensions agricoles au début des années 60 ; 5 : extensions agricoles entre 1964 et 75 ; 6 : affaire mentionnée dans le texte ; 7 : ancien campement mbororo ; 8 : campement construit entre 1964 et 75 ; 9 : campement abandonné entre 1964 et 75 ; 10 : berger mbororo ; 11 : berger villageois

Fig. 214 : ***L'infiltration des cultures à Ndawara***

sent dans une "grazing area". Les éleveurs les accusent de se servir des galeries forestières pour dissimuler des initiatives agricoles : plantation de caféiers, bananiers, canne à sucre. Après deux ou trois ans, les villageois abattent le couvert forestier et dévoilent la présence de cultures. En cas de plainte des éleveurs, le "Cattle Control Officer" n'ose pas ordonner la destruction d'une plantation en pleine croissance. Il conseille au nouvel occupant de protéger sa parcelle d'une barrière infranchissable, ce qu'il s'empresse de faire. Il ne lui reste plus qu'à construire une case de culture où il séjourne pendant les travaux agricoles. Désormais, il a pris pied au milieu des pâturages. Les éleveurs à Ndawara se plaignent amèrement du rôle des délégués villageois aux affaires d'élevage : les "Cattle Committee". Aucun nouveau champ n'est interdit, pourvu qu'il débute par la destruction d'un coin de forêt. Au contraire, les éleveurs affirment que les "Committee" distribuent les sections de forêt entre les candidats défricheurs.

La poussée agricole sur Ndawara ne se manifeste pas par un front continu comme à Kitiwum ou Tadu. Les champs s'infiltrent un peu partout, à la faveur des boyaux de galeries forestières. Le secteur pastoral finit par être comme "mité" de multiples lopins agricoles. La montée des cultivateurs sur le haut plateau provient de la pression démographique sur les terroirs anciens. Les grands villages kom, accrochés à des versants raides, manquent d'espace. Njinikijem, dont la population est estimée à 1.560 habitants en 1968, en compte 2.700 au recensement de 1976. Mais c'est surtout le café qui imprime sa dynamique à la conquête agricole des hauteurs.

La prolifération des champs dans les galeries forestières, à partir de 1965, s'explique par le rajustement des prix du café à Bamenda sur ceux du Cameroun Oriental. Il se produit alors un engouement des villageois pour la culture commerciale. Le couvert forestier des galeries assure un ombrage naturel aux jeunes plants. Culture pionnière à Ndawara, le caféier permet d'étaler les déboisements sur quelques années. Une fois dégarnies de leur couvert forestier, les nouvelles parcelles dévoilent des alignements de caféiers. La montée des cultures jusqu'à 2.000 mètres est donc essentiellement le fait des hommes : le café est une culture masculine et le déboisement des forêts incombe aux hommes. Au contraire, à Tadu comme à Kingomen, les éleveurs ont surtout affaire à des cultivatrices.

Bien que les nouvelles cultures à Ndawara n'empiètent pas directement sur les pâturages, elles tendent les relations entre les deux populations. Déboisements et mises en clôture finissent par affecter des points d'abreuvement. Inversement, des animaux cherchent la fraîcheur des fonds de vallons en début de saison sèche et entrent dans les champs. A partir de 1965, les rapports du "Farmer-Grazier Service" témoignent de disputes qui mettent aux prises les Mbororo et les Kom.

> En 1964, le service reconnaît qu'une clôture serait nécessaire autour du hameau de Ngemsibo. Mais rien n'est fait et des dégâts surviennent en 1970. Les villageois menacent d'expulser l'éleveur le plus proche s'il ne verse pas 50.000 CFA en dédommagement. L'année suivante, un autre éleveur porte plainte contre les agrandissements agricoles des mêmes villageois.

De 1964 à 75, les Mbororo abandonnent 5 campements en haut de Kom, encerclés par les cultures. Il arrive parfois qu'un éleveur porte plainte et qu'une affaire, déférée devant le tribunal local, n'aboutisse pas à l'avantage du cultivateur.

En 1969, un Mbororo qui habite au nord de Ndawara (n° 1 sur le croquis) reçoit l'ordre du "Committee" de quitter l'endroit dans les 4 jours, ses animaux étant trop proches d'une exploitation agricole. Paniqué, il alerte le "Farmer-Grazier Service" par l'intermédiaire de son *arDo*. Lors du jugement, il ressort que le cultivateur est venu s'établir près de l'éleveur, exposant de lui-même ses champs aux dégâts des animaux : il perd le procès, parce qu'installé dans une "grazing area" (210).

Quelques mois plus tard, une autre affaire concerne un voisin (n° 2), particulièrement menacé par les cultures. Exaspéré par des tracasseries, il refuse de payer des dédommagements pour les dégâts provoqués par ses animaux. Traîné en justice, il obtient gain de cause : le cultivateur a dépassé la limite des cultures en s'installant au milieu des pâturages. Il doit enlever la clôture qui obstrue le point d'abreuvement, rouvrir les pistes à bétail et enclore ses parcelles pour éviter des dégâts. Mais le Mbororo est averti de ne pas conduire, de façon intentionnelle, son troupeau dans les cultures (211).

210. Farmer-Grazier Service, Bamenda, "rapport trimestriel", avr.-juin 1969.

211. idem, juil.-sept. 1969.

Dans les années soixante, les agents du "Farmer-Grazier Service" et les responsables administratifs se rendent de temps à autre à Ndawara, à la demande des Mbororo. Ils avertissent les intrus qu'en cas de dégâts, ils n'ont pas à réclamer d'argent aux éleveurs. Ceux-ci en profitent-ils pour laisser les animaux assiéger les champs ? Les cultivateurs répliquent par la lance ou les flèches contre les animaux.

La vocation pastorale de Ndawara est donc réaffirmée officiellement. Mais quelques gains de cause offrent une piètre consolation aux éleveurs, sans enrayer la poussée agricole. Dans une seconde phase, de nouvelles cultures s'adjoignent à la caféière initiale. Rejoignant les hommes en montagne, les femmes se mettent à cultiver maïs, haricots et pommes de terre. Cette fois, les parcelles mordent sur les savanes des versants. L'ancienne clôture, devenue haie vive de titonias (plante pérenne introduite qui prolifère en régions pluvieuses) ou d'eucalyptus, ourlait un creux de vallon ou la tête d'une galerie forestière. Maintenant, une rangée de barbelés encercle une portion de versant, protégeant les cultures féminines. Les troupeaux ne disposent plus que de hauts d'interfluves. Qu'une extension parallèle se produise à partir d'un vallon voisin et la fermeture de l'interfluve devient prévisible, au terme de quelques années. Amorcée de façon "inoffensive", en galerie forestière, la pénétration agricole réduit les pâturages comme une peau de chagrin.

En 1975, la fermeture des interfluves s'amorce au nord de Ndawara, au-dessus de Njinikijem. Ailleurs, les nouvelles cultures se tiennent encore en creux de vallon. Les années suivantes, les prix évoluent à l'avantage du maïs et des pommes de terre, plus que du café. Dès lors, l'annexion des versants mitoyens devient inéluctable.

Les attendus d'une "Commission agro-pastorale", après la visite d'un endroit contesté entre éleveurs et cultivateurs, démontent cette dynamique : « the Commission saw an old barbed-wire fence constructed long ago by

the Veterinary Service. It stretches from one of the stream across the hills to the other stream, separating the farmers below the hills from the graziers on the hills. Farmers had gone over the barbed-wire fence into the grazing area and are farming seriously there. They had also constructed a new barbed-wire fence across, on top of the hill, quite a distance from the old one below, hence encircling a large piece of grazing land for farming without Administrative authorization » (212).

212. Tubah, "Minutes of the AgrPastoral Commission being held on 30/10/1986".

Les déboisements forestiers servent donc d'appuis à une conquête progressive des pâturages mitoyens. Chaque avancée est marquée d'une nouvelle clôture en barbelés qui encercle un pan de versant ou qui passe d'un vallon à l'autre, fermant l'aval d'un interfluve. A ce moment critique, les éleveurs tentent d'alerter les autorités, mais il est souvent trop tard.

L'exemple de Ndawara démontre qu'une forte discontinuité de relief ne suffit pas à protéger des pâturages. Ndawara était reconnu de tous comme une "grazing land", sans que ce statut évite des intrusions agricoles encore plus nombreuses qu'à Kingomen. Les cultures n'attaquent pas les pâturages de front. L'évolution est détournée et lente mais tout aussi menaçante pour l'activité pastorale.

Montagne préservée, montagne "éventrée" : Santa-Pinyin (fig. 215)

Les hauts pâturages de Santa-Pinyin répondent, de l'autre côté de la piste Bafoussam-Bamenda, au grand cratère de Santa. Comme beaucoup d'édifices volcaniques au sud de Bamenda, ils présentent un profil dissymétrique : versants faiblement inclinés d'un côté, brusque rupture de relief et abrupt sub-vertical de l'autre.

La "falaise" de Santa-Pinyin, de 500 mètres de commandement, s'ouvre sur la demi-caldeira de Bafochu. Exposée de plein fouet aux vents humides, elle est couverte d'une forêt, mise partiellement en réserve. A l'extérieur de l'arc de relief qui culmine à 2.100-2.200 mètres, les pentes s'abaissent régulièrement, sauf au nord, marqué d'un abrupt au-dessus du plateau de Bafut. Cette unité de relief se rattache à la Dorsale de Bamenda au col de Santa, ancien lieu de passage encore emprunté par la route qui relie Bafoussam à Bamenda.

Sur 8 km du nord au sud, les versants externes de ce "demi-volcan" excèdent une altitude de 1.900 mètres. Etant sous le vent, ils ne sont pas couverts d'une forêt continue, comme du côté de la falaise. Les cours d'eau qui divergent de l'arc sommital sont bordés de galeries forestières, de moins en moins larges au fur et à mesure qu'elles perdent de l'altitude : résultat de climats locaux d'abri mais également de déboisements anciens. Des prairies d'interfluve séparent les galeries forestières, lorsque l'altitude excède 1.900 mètres.

Ces prairies d'altitude constituèrent des lieux d'élection pour les Djafoun, dès leur arrivée au Bamenda. Le *lahore* de Babanki se trouve

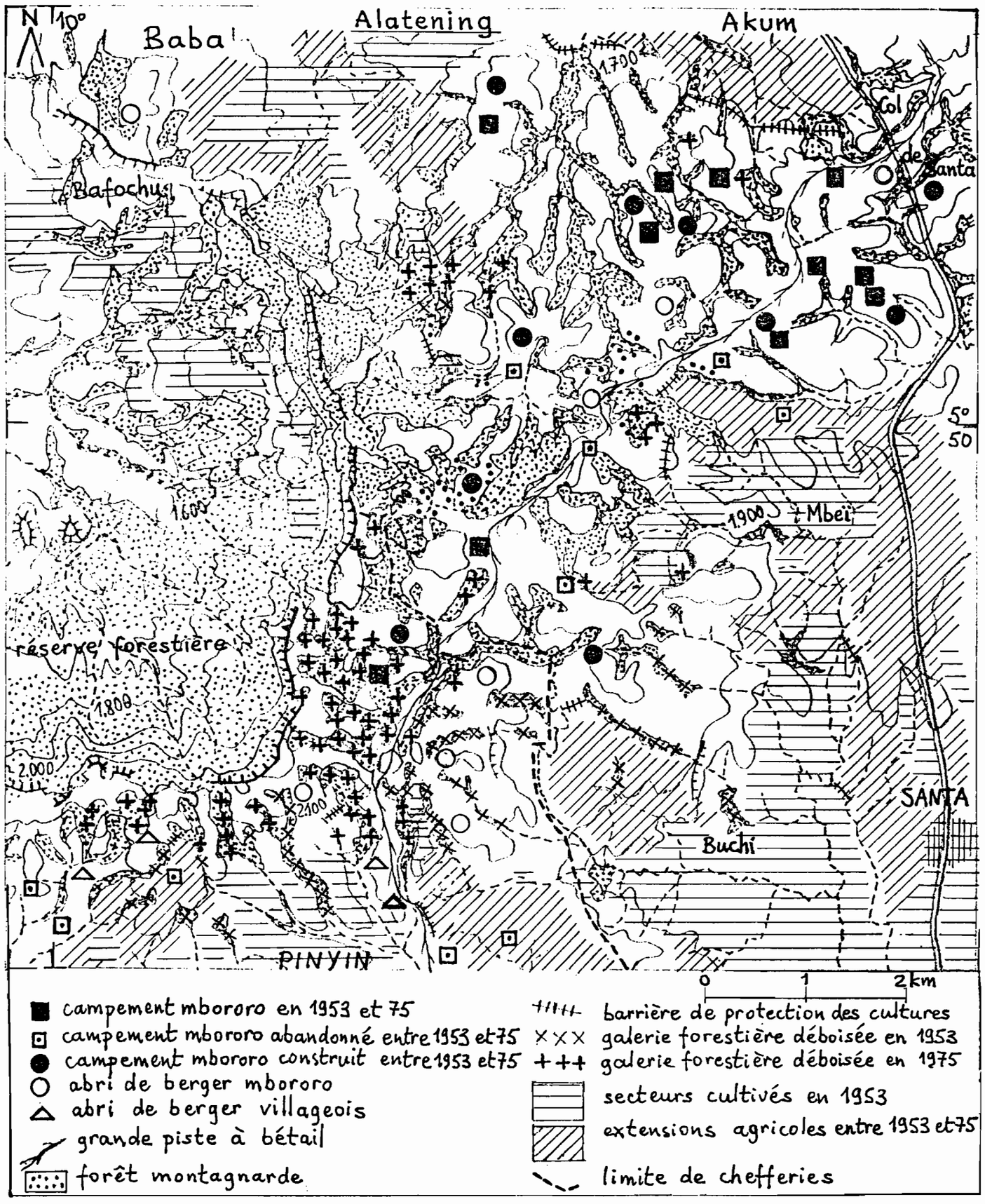


Fig. 215 : *Pénétration agricole des galeries forestières à Santa-Pinyin*

seulement à une trentaine de kilomètres au nord. Les Toukanko'en, Gosi'en, Aoutanko'en et Ba'en séjournèrent très tôt à Santa-Pinyin. Des Haoussa étaient nombreux à Santa, se livrant à des transactions frontalières et se constituant de petits troupeaux.

Le suivi de l'occupation du sol repose sur l'interprétation de photos aériennes prises en 1953-54 et une prospection de terrain en 1975. La plupart des Mbororo affirment qu'ils séjournaient déjà aux mêmes endroits 20 ans auparavant. Facilement accessibles à partir de Bamenda, ces éleveurs furent parmi les premiers à se fixer, sous la pression de l'administration anglaise. Cela n'empêchait pas les jeunes de transhumer chaque année vers Bali ou Bafut.

Bien que les pâturages correspondent à une seule unité de relief, ils relèvent de deux chefferies : Santa et Pinyin. Quant aux Mbororo, ils se répartissent entre 3 ***arDo***, sans compter les villageois de Pinyin devenus propriétaires de bétail. Or, les allégeances locales ne commandent pas seulement les liens politiques et fiscaux, elles influencent également les paysages agraires.

En 1953, les hauteurs appartiennent au domaine pastoral. Des pistes à bétail sillonnent les planèzes dans leur longueur ; une vingtaine de campements mbororo se dispersent en hauts d'interfluve, bien visibles sur les photos aériennes, les points blancs des huttes de paille contrastant avec le grisé des pâturages. Les modestes abris de bergers sont plus difficiles à repérer.

De tous côtés, champs et habitations des cultivateurs se circonscrivent à des creux de relief, sur des pentes (Baba, Alatening, Akum) ou en contrebas d'abrupts (Mbeï, Buchi, Bafochu). En haut de Mbeï, d'anciennes cultures isolées en montagne tombent à l'abandon. Seules, des haies vives signalent leurs traces dans le paysage. Très nette dans la chefferie Santa, la séparation entre cultures et pâturages porte la marque de la législation agraire anglaise. Son application est encore plus évidente aux environs du ***sanyeere*** de Santa. Encerclés de champs, parfois enclos de haies, deux interfluves proches du village sont maintenus en pâturages, au bénéfice de troupeaux appartenant aux Haoussa. Cependant, la construction d'une école et de bâtiments administratifs, entourés de plantations d'eucalyptus, entame déjà cette réserve pastorale, à 1.700 mètres.

La démarcation entre cultures et pâturages s'impose moins au sud de la montagne qui relève de la chefferie de Pinyin. Les prairies sommitales s'y réduisent à de courtes arêtes. A 2.000 mètres, un semis d'habitations et de champs enclos cloisonne déjà les interfluves. De grands campements se tiennent à faible distance. Eleveurs et cultivateurs se disputent des versants montagneux plus étroits qu'à Santa. Des cultivateurs s'attaquent déjà aux galeries forestières. Quelques grands arbres isolés subsistent, au milieu de broussailles qui marquent l'extension ancienne des formations forestières. L'espace est compté.

En 1975, les divergences se sont accentuées, au point que les paysages agraires s'opposent, d'un côté à l'autre de la montagne. La carte des charges

en saison des pluies indique des valeurs de 50 à 60 bovins/km2 pour Santa-Pinyin. En fait, cette mesure ne tient pas compte des galeries forestières désormais mises en culture et interdites au bétail. D'après le recensement fiscal, les pâturages figurés sur le croquis portent 2.530 bovins répartis sur 3.100 ha, soit une moyenne de 80 bovins/km2 (ou de 1,2 ha/bovin). Certes, elle n'atteint pas les charges de Nkambe ou des monts Bambouto ni, a fortiori, les extrêmes mentionnés par M.J.A. BROUWERS, quelques années auparavant : 0,7 ha/bovin (213). Néanmoins, la charge des pâturages de Santa-Pinyin excède la moyenne des hauts plateaux.

213. BROUWERS (M.J.A.), 1963, "Report of expert"

Une dizaine de campements ont disparu en 20 ans. Les effectifs de cheptel ont donc diminué. En est-il résulté un allègement des charges ? Ce n'est pas certain car, entre-temps, les pâturages ont également reculé devant les cultures.

Les terroirs périphériques, autrefois nichés en creux de relief, annexent de hautes vallées (Akum, Baba) ou débordent sur les planèzes sommitales (Mbeï, Buchi). Au cours des années soixante, le "Farmer-Grazier Service", informé de la poussée agricole en altitude, tente de la freiner par des clôtures établies au-dessus du front pionnier des champs. En 1967, les rapports mentionnent l'érection de clôtures en barbelés en haut d'Akum. Deux ans plus tard, nouvelle alerte au même village : « une veuve d'Akum semble avoir invité d'autres femmes à se joindre à elle pour renforcer les clôtures et étendre les cultures dans un secteur qui lui serait attribué » (214).

214. Farmer-Grazier Service, Bamenda, juillet-sept. 1969.

La montée des cultures en altitude provoque la désertion de campements, encerclés ou menacés, par exemple en haut de Mbeï. Cependant, la conquête agricole est entravée, autant que possible, par le service administratif qui pose de nombreuses clôtures. Il réussit à sauvegarder l'essentiel des pâturages de Santa, sauf la réserve pastorale destinée aux Haoussa.

Les rapports du "Farmer-Grazier Service" ignorent une autre forme d'expansion agricole en montagne : la mise en culture des galeries forestières. Déjà bien amorcé en 1953, leur déboisement s'est généralisé vingt ans plus tard dans la chefferie de Pinyin. Toutes les anciennes forêts sont détruites, jusqu'à la corniche sommitale, à 2.200 mètres. Quelques arbres résiduels offrent un ombrage à des cultures de contre-saison : pommes de terre, haricots, aux billons disposés dans le sens de la pente. Cette partie de la montagne est comme éventrée par les cultures alors qu'à Santa, les galeries restent indemnes : contraste saisissant.

Devant la fermeture des points d'abreuvement et le risque d'incursions d'animaux dans les anciennes galeries forestières, les Mbororo s'en vont. C'est le cas de plusieurs familles Gosi'en, au nord de Pinyin. Des villageois, propriétaires de bétail, les remplacent, ou des Mbororo de Santa qui délèguent des bergers, à plusieurs kilomètres. Quelques familles Mbororo se maintiennent, pour le moment, en haut de la montagne, près de galeries qui viennent d'être attaquées. De la pénétration des cultures en galeries résulte une nouvelle disposition de l'habitat pastoral : abris provisoires de bergers aux endroits les plus menacés et campements familiaux au sommet, en secteur plus sûr pour l'élevage.

La divergence d'évolution agraire se moule sur la limite entre les deux chefferies. Elle reflète deux politiques locales différentes, la chefferie de Santa préservant davantage les pâturages que celle de Pinyin. Mais les choix pro-pastoraux ou pro-agricoles renvoient eux-mêmes à des données plus fondamentales, en particulier à des pressions démographiques inégales.

D'après le recensement de 1976, le centre de Santa compte 6.000 habitants, tandis que Pinyin en porte 11.600. Par absence de résultats détaillés des recensements antérieurs, la croissance démographique ne peut être évaluée localement. Elle est probablement très forte : à Pinyin, 55 % de la population a moins de 15 ans et 54 % à Santa. L'augmentation prévisible du nombre des adultes signifie une demande accrue de nouvelles terres à cultiver. La dynamique agricole est également encouragée par la proximité de la grande route de Bamenda à Bafoussam qui permet de vendre facilement des légumes cultivés en altitude.

Une nouvelle investigation de Santa-Pinyin n'a pas été entreprise après 1975. Cependant, en 1983, l'*arDo* de Santa se plaint, à son tour, du déboisement des galeries forestières dans les pâturages de son ressort. Il déplore l'absence d'effet des directives de l'administration contre la destruction des forêts. La divergence observée entre Santa et Pinyin en 1975 exprimerait moins deux gestions vraiment différentes de l'espace agraire qu'un simple retard dans une même évolution : une progression générale des terroirs en altitude.

Avec les hauteurs de Santa-Pinyin, un nouveau degré est franchi dans l'intrusion des cultures en altitude. Une vente facile des produits agricoles, une chefferie qui laisse faire ses cultivateurs : le contexte local se traduit par l'attaque de toutes les forêts montagnardes. Encerclés de champs, les éleveurs finissent par abandonner leurs pâturages d'interfluves.

Assauts agricoles d'une montagne : le mont Bambili

La chaîne montagneuse qui domine la ville de Bamenda culmine, à 2.620 mètres, au mont Bambili. Les hautes tables volcaniques se rétrécissent en replats discontinus de quelques kilomètres de large, de chaque côté de grands édifices volcaniques. Au nord, les hauts reliefs se rétrécissent en un étroit pédoncule, au col de Sabga, ancien endroit de passage (fig. 216).

Le mont Bambili est un volcan récent, au sommet excavé de deux cratères coalescents dont l'un retient un petit lac. Les pentes du cône volcanique portent des forêts montagnardes, interrompues de prairies. Trois chefferies se partagent l'édifice montagneux : Bambili et Babanki Tungo au nord, Bambuluwe au sud. Les grands villages de Bambili (4.900 habitants d'après le recensement de 1967, 8.200 selon celui de 1976) et de Babanki Tungo (5.300 habitants en 1967 et 7.500 en 1976) se disposent de chaque côté de la dorsale volcanique, en contrebas de la corniche des 1.600-1.500 mètres. Un quartier de Bambili s'est établi, il y a longtemps, à 1.700 mètres, derrière un grand fossé de 500 mètres de long.

A part ce quartier, les villageois ne cultivaient pas au-dessus de 1.700 mètres, à l'arrivée des Mbororo. Ceux-ci furent nombreux à s'installer sur des prairies proches du *lahore* de Babanki : Gosi'en mais également Toukanko'en, Rijimanko'en et Sayganko'en. Les pâturages les plus vastes se trouvaient sur le terrritoire de Babanki Tungo, drainés de multiples cours d'eau issus du mont Bambili (Mayo Nangue). Les anciens hivernaient à 1.700-1.800 mètres, à faible distance de Sabga. Ils envoyaient les jeunes avec les troupeaux sur les pentes du volcan, à plus de 2.000 mètres. Dès 1925, les versants du mont Bambili portaient environ 10.000 têtes.

A la suite d'un long conflit avec Ardo Sawga, tous les Toukanko'en quittèrent les pâturages du Mayo Nangue. Des proches des Gosi'en et de nouveaux venus, les Madjanko'en, les remplacèrent. Par la suite, Ardo Sawga écarta les Rijimanko'en et Madjanko'en de Bambili, dont il réservait les pâturages à ses descendants qui se trouvaient à la tête d'énormes troupeaux, dans les années trente. De larges pâturages leur furent ainsi disponibles. Les Mbororo disent que les gens de Bambili et de Babanki Tungo n'habitaient qu'en bas, « *dans la forêt,* » allusion aux nombreux arbres qui entourent les habitations dans les vieux centres villageois.

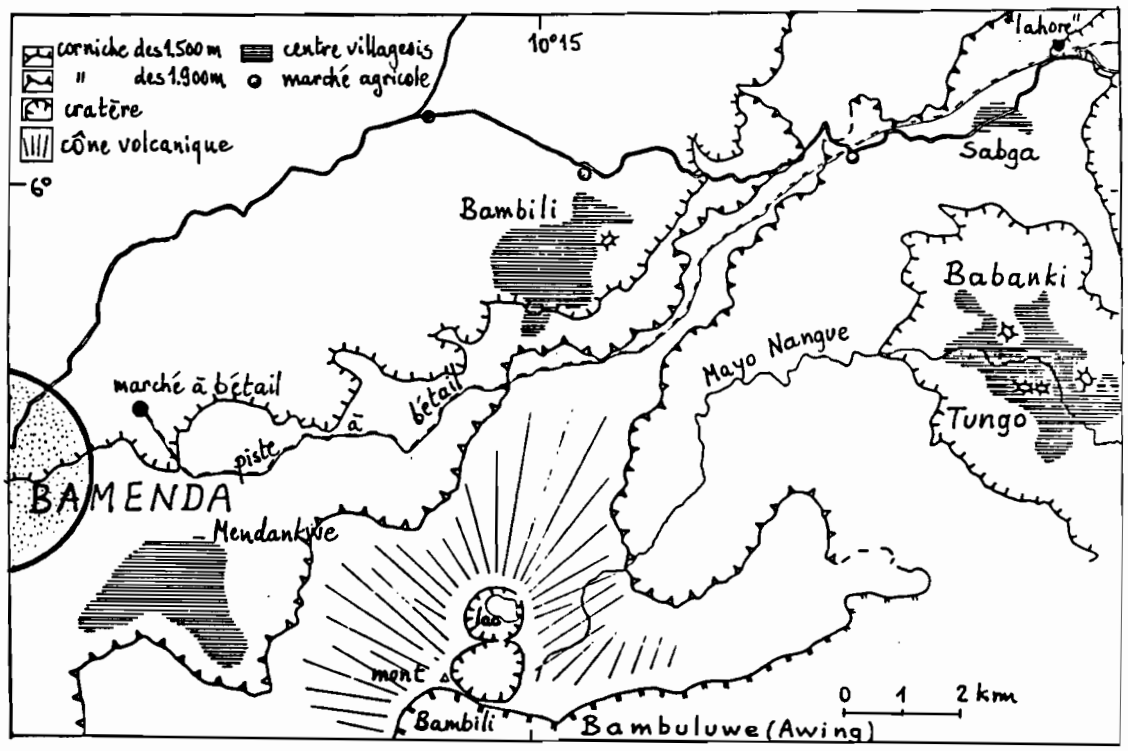


Fig. 216 : ***Croquis de localisation du mont Bambili***

En 1958, le haut bassin du Mayo Nangue portait encore des pâturages (fig. 217). La montée des cultures se déclenche l'année suivante, en liaison avec le relâchement de l'autorité coloniale. En 1959, des Sayganko'en sont repoussés par les gens de Babanki Tungo qui s'implantent au-dessus de la corniche des 1.600 mètres. L'assaut agricole est donné en 1962 contre les pâturages de Mayo Nangue, après le décès du vieil Ardo Sawga. L'invasion est décidée et orchestrée par des sociétés féminines. D'un seul coup, des

centaines de femmes se mettent à cultiver les abords des campements et les abris de bergers. Les animaux prennent la fuite. Mal soutenus par les nouvelles autorités administratives, les Mbororo se résignent à partir. Les uns se dirigent vers Nkambe, les autres vers Bagam où les maquisards bamiléké avaient fait le vide quelques années auparavant. D'après les indications du "Farmer-Grazier Service", 3.000 têtes de bétail quittent alors Babanki Tungo. Les cultures se déploient sur les versants du Mayo Nangue, jusqu'au pied de la corniche volcanique qui, à 1.800 mètres, marque la limite de Babanki Tungo.

Du côté de Bambili, les premières années soixante sont également propices à une montée des cultures en altitude. Comme le replat des 1.700 mètres se resserre en une marche étroite, les cultivateurs doivent se porter tout de suite à 1.900 mètres, sur les premières pentes du cône volcanique. Ils expulsent les fils d'Ardo Sawga des hauts de Bambili en 1961. La grande piste à bétail de commerce, reliant Nkambe au marché de Bamenda, est coupée et déviée en bordure de corniche. A plusieurs endroits, elle s'étrangle en un véritable couloir, entre deux rangées d'eucalyptus.

Tout en atteignant déjà une altitude de 2.000 mètres, le terroir de Bambili n'a gagné que quelques centaines d'hectares en 1964. La table allongée, au-dessus du village, est épargnée, grâce à la piste de bétail de boucherie qui l'emprunte. Trois familles Gosi'en ont édifié de grands campements de sédentaires : maisons cimentées et "tôlées", piste d'accès pour les voitures. Mais les pâturages environnants ne suffisent pas à tous leurs troupeaux. Seules, des vaches laitières stationnent sur place, l'essentiel du cheptel étant éloigné en haut du mont Bambili.

Les nouveaux champs de Babanki Tungo butent, en 1964, au pied de la corniche des 1.900 mètres. En quelques années, les cultures ont investi, de ce côté, plusieurs milliers d'hectares. Rien que pour le secteur figuré par le croquis, 75 nouvelles habitations sont dénombrées sur les photos aériennes. Parfois, il ne s'agit encore que d'une maison isolée au milieu de terrains fraîchement retournés à la houe. Par opposition aux anciennes portions de terroir, les nouveaux champs sont dégarnis d'arbres, sauf quelques eucalyptus qui signalent les campements d'autrefois. Les pâturages de Babanki Tungo ont cédé d'un seul coup à la pression agricole. Les troupeaux des Gosi'en de Sabga sont reportés sur les pentes du mont Bambili, à plus de 2.000 mètres.

A la fin des années soixante, les relations restent tendues entre villageois et Mbororo mais elles s'enveniment également entre ressortissants de Bambili et de Babanki Tungo. La table des 1.900 mètres, limite entre les deux chefferies, est l'objet de contestations. Les troupeaux passent d'une chefferie à l'autre, surtout ceux confiés à des bergers en haut du mont Bambili. Peu au fait des limites, les bergers estiment que toutes les hauteurs sont libres. Les notables villageois ne l'entendent pas ainsi : ils refusent l'intrusion de bétail dont le propriétaire verse le *jangali* à la chefferie voisine.

En 1971, le "Traditional Council" de Babanki Tungo émet une pétition, protestant contre le pacage de troupeaux de Bambili sur son territoire (215). Sont visés les Gosi'en de Bambili qui placent des troupeaux juste à la limite de la chefferie voisine.

215. Farmer-Grazier Service, Bamenda, "Rapport trimestriel avr.-juin 1971".

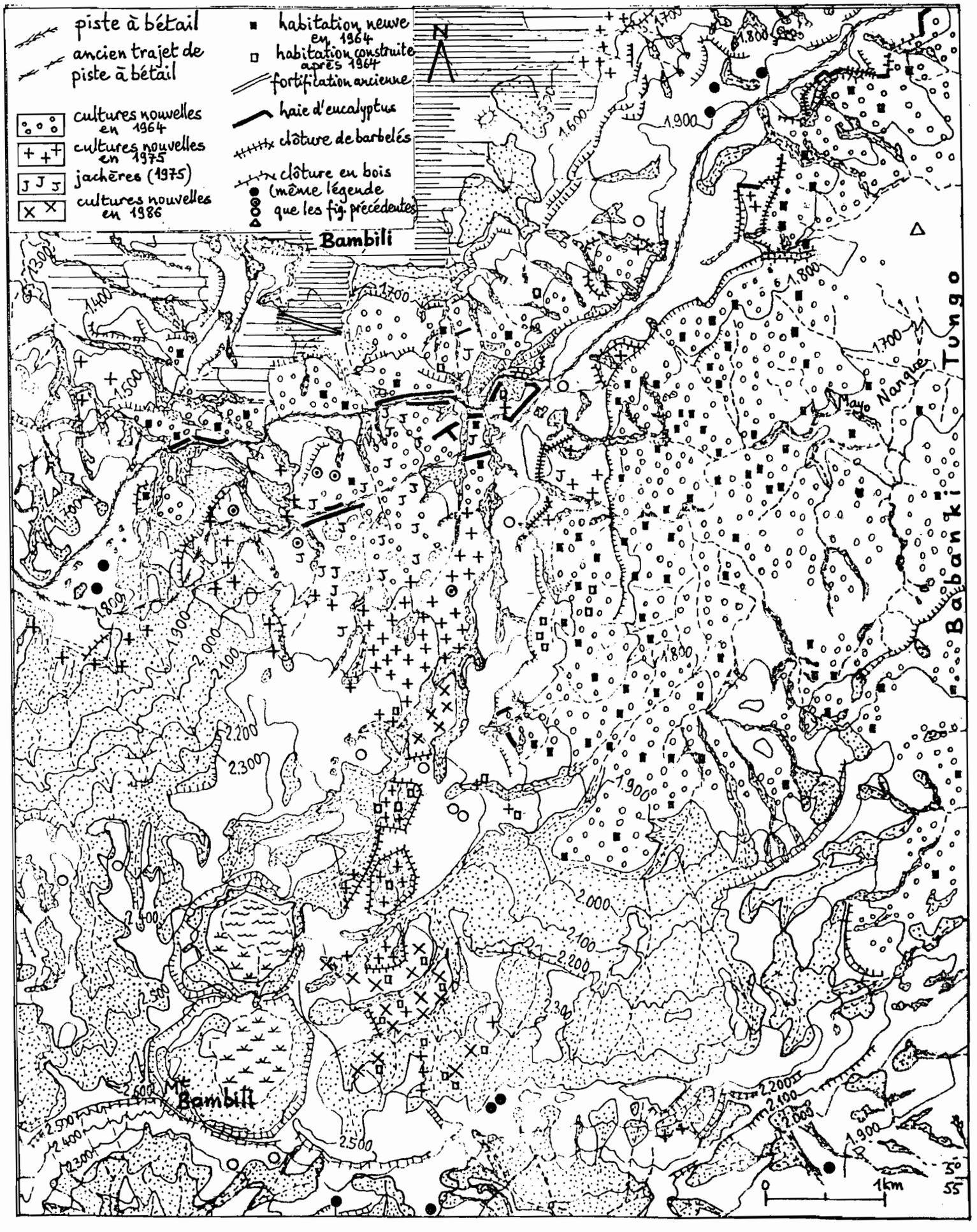


Fig. 217 :

Fronts agricoles sur le mont Bambili

Sous le couvert du bétail, la pétition met également en garde les gens de Bambili. Leurs initiatives agricoles commencent à empiéter sur la table des 1.900 mètres. Les habitants de Babanki Tungo, estimant qu'une part de ces pâturages leur revient, édifient de nouvelles clôtures en haut de la corniche, à la fin des années soixante. Un moment, les deux chefferies se trouvent au bord de l'affrontement. Chacune cherche à devancer l'autre dans l'annexion des pâturages mitoyens.

En 1975, la configuration du front agricole de même que sa logique diffèrent d'une chefferie à l'autre. Du côté de Bambili, les cultures montent à l'assaut des pentes du volcan, atteignant déjà 2.100 mètres. Ce sont des cultures féminines : taro, haricot et pomme de terre. Plus bas, à 1.900-2.000 mètres, les secteurs cultivés en 1964 retournent à la jachère. Des formations herbacées à *Imperata cylindrica* puis à sissongo recouvrent les billons à l'abandon, attirant les animaux de campements voisins. Avance du front agricole et retour à la jachère en arrière : c'est la dynamique habituelle des cultures vivrières.

Du côté de Babanki Tungo, la frange entre cultures et pâturages s'articule selon deux fronts. En contrebas de la corniche des 1.900 mètres, les conquêtes agricoles des premières années soixante sont stabilisées. Les cases provisoires font place à des habitations où des familles vivent à longueur d'année. Bananeraies et petites plantations caféières entourent les maisons. Comme à Ndawara, l'attrait de la culture du café a déclenché la conquête de nouvelles terres, au début des années soixante, jusqu'à une altitude de 1.900 mètres.

En 1975, la culture du café ne représente plus l'unique source de revenus pour Babanki Tungo. Au front agricole précédent s'en ajoute un autre, porté sur les pentes du volcan, jusqu'à 2.200 et 2.300 mètres. Il progresse aux dépens des prairies sommitales, parcourues par les troupeaux du successeur d'Ardo Sawga ; la culture de la pomme de terre devient le moteur de la conquête des alpages. L'humiditié ambiante, les températures fraîches, les sols humiques conviennent à cette culture au-dessus de 2.000 mètres. L'amélioration de la liaison routière entre Bamenda et Bafoussam et, au-delà, vers les villes côtières, donne un coup de fouet à la production de pommes de terre. Le nouveau front agricole, en haut de Babanki Tungo, répond à une ouverture de marchés lointains.

La résolution des villageois de cultiver au milieu des alpages ressort également d'un contentieux local. Les relations n'ont jamais été bonnes entre les gens de Babanki Tungo et le successeur de Sawga. Parce que ses animaux commettent des dégâts lors des va-et-vient entre le mont Bambili et le ***lahore***, il se voit réclamer des dédommagements. Autrefois, Ardo Sawga ne versait pas d'amendes pour les dommages commis par ses troupeaux. Cela faisait partie des convenances établies entre l'***arDo*** et le ***fon*** de Babanki Tungo. Dépité d'être traité comme un éleveur du commun, Ardo Jaki attend une occasion de mortifier le chef de Babanki Tungo. Elle s'offre en 1972 lorsque la foudre tue 7 de ses vaches. Au lieu d'inviter les gens de Babanki Tungo, sur les terres desquels l'accident s'est produit, à disposer des animaux, il les offre à ceux de Bambili, leurs voisins et rivaux. Le chef de Babanki Tungo riposte en invitant ses gens à ouvrir des champs près des bergers d'Ardo Jaki. Ils se précipitent en haut de la montagne, cloisonnent les pâturages de clôtures en bambous, ferment des interfluves, déboisent des lisières de forêt, construisent des cases de culture (fig. 205).

En 1975, les nouvelles parcelles de pommes de terre couvrent déjà une trentaine d'hectares. Elles s'élargissent d'année en année, tous les interfluves barrés n'étant pas encore retournés en billons. Malgré les interventions du "Farmer-Grazier Service", les autorités ne réussissent pas à enrayer l'invasion des alpages. Les nouveaux champs sont enclos et les villageois affirment s'installer seulement en forêt. En fait, les pâturages au-dessus de 2.100 mètres, autrefois libres, se trouvent désormais quadrillés d'enclaves agricoles. Dans leur rapport de force avec les gens de Babanki Tungo, les Gosi'en de Sabga sont en train de perdre.

En 1986, les champs de pommes de terre, mêlées de plants de taro, montent jusqu'à 2.400 mètres, à proximité du cratère de Bambili. Les cases de culture, provisoires en 1975, deviennent des maisons couvertes de tôles. La culture de la pomme de terre, possible à longueur d'année à cette altitude, s'avère une spéculation de plus en plus avantageuse. Les défrichements attaquent la forêt montagnarde mais ferment également des prairies sommitales. Ce faisant, les relations entre Gosi'en de Sabga et gens de Babanki Tungo restent tendues, bien qu'un autre descendant d'Ardo Sawga soit devenu *arDo*.

En 1983, les villageois réclament 3 millions CFA pour des dégâts commis dans des parcelles de "maurelle", un légume local. Nouvel accrochage en 1986 : des villageois de Babanki Tungo s'opposent, fusil en mains, à l'installation de Gosi'en à Sabga. De façon paradoxale, la situation des Djafoun devient précaire dans le secteur où ils étaient, autrefois, les plus puissants.

L'administration ne réussit pas à préserver un secteur pastoral pourtant proche de Bamenda. La proximité d'une ville joue en défaveur des éleveurs, la croissance du centre urbain élargissant les débouchés pour des productions agricoles. Les pâturages ont plus de chance de se maintenir en secteurs isolés où manque de débouchés et difficultés de transport freinent les initiatives agricoles pour le marché.

Evincés de pâturages à 1.700 mètres, au cours des années soixante, par l'essor démographique des villageois et l'engouement en faveur de la culture caféière, les Mbororo disposaient encore de beaux pâturages sur le mont Bambili. Dix ans plus tard, ces hauteurs subissent, à leur tour, un véritable assaut agricole, provoqué par l'essor de la culture de la pomme de terre. La nouvelle spéculation agricole pousse plus haut le front pionnier contre les pâturages. Désormais, de 1.500 à 2.600 mètres, aucun pâturage n'est à l'abri d'une initiative de cultivateurs. Des extensions agricoles "utilisent" encore les forêts mais d'autres progressent ouvertement dans les pâturages.

Cultures et pâturages imbriqués : Essu

Les contacts précédents entre cultures et pâturages se localisent en hauts plateaux où les Mbororo séjournent depuis longtemps. Les responsables, anglais puis camerounais, se sont efforcés de regrouper les champs d'un côté et les troupeaux de l'autre. Certes, les aménagements ont rarement résisté à l'épreuve du temps. Avance frontale ou intrusions ponctuelles des

cultures au milieu des pâturages : de nouvelles démarcations ont dû succéder aux anciennes. A leur tour, elles ne réussissent pas à endiguer la pression des cultivateurs. Néanmoins, ces contacts portent la marque d'une longue intervention, d'un remodelage patient de l'espace agraire. Il est partagé, aménagé, attribué. Qu'en est-il en bas plateaux ? La présence des Mbororo y est moins ancienne et surtout, les systèmes de culture fonctionnent selon un schéma plus extensif.

Les terroirs des quartiers de Wum enregistrent les premiers efforts d'un aménagement de l'espace, après la révolte de 1973. Bien que la démarcation ne se traduise pas encore nettement dans la disposition des cultures, elle écarte les troupeaux de secteurs attribués aux cultivatrices. De nombreux campements se tiennent juste en deçà de la limite des terroirs. La séparation entre les deux activités commence à entrer dans les faits.

En 1975, le cas de Wum reste exceptionnel. La plupart des bas plateaux n'ont pas fait l'objet d'un véritable partage de l'espace. Cultures et troupeaux s'imbriquent selon un canevas compliqué, situation illustrée par le village d'Essu, à une vingtaine de kilomètres au nord de Wum (fig. 217).

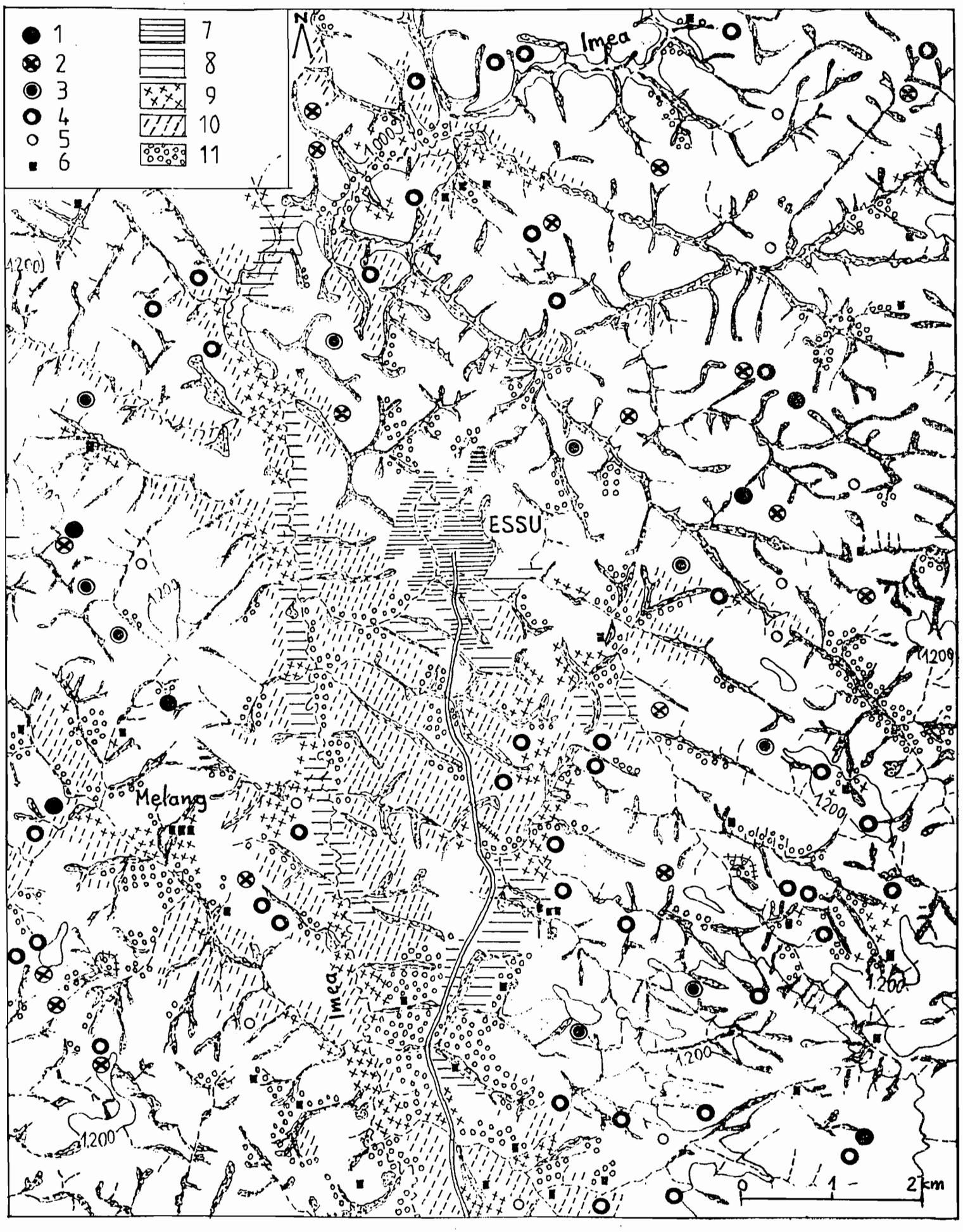
Ce gros village (3.640 habitants en 1969) occupe une partie du bas plateau bien individualisée, entre deux vallées méridiennes et rectilignes. Celle de l'est (Yemene) prend l'allure d'un fossé encaissé, profond de plus de 800 mètres. Les éleveurs n'osent s'y rendre en saison sèche, tellement les pentes sont abruptes. Ils craignent également la présence de glossines.

Les environs d'Essu ressemblent à une table mais, comme le soubassement est cristallin, la topographie se morcelle en collines, isolées par de multiples petites vallées à tracé souvent rectiligne. Les fonds de vallées, occupés par des galeries forestières, sont étroits, sauf celui de l'Imea qui méandre sur un large plancher alluvial. De 1.100 mètres à proximité d'Essu, les altitudes se relèvent, à l'ouest comme à l'est, à 1.200 mètres et davantage : les vallées s'encaissent alors dans un relief plus accidenté.

Comme pour les exemples précédents, les relevés d'occupation proviennent de photos aériennes en 1964 et d'une prospection en 1974-75. A ces deux dates, Essu présente un terroir comme "éclaté". Il ne s'ordonne pas selon la disposition régulière des terroirs soudaniens : champs permanents aux abords du village, cultures temporaires et, enfin, savanes ou boisements éloignés. Les environs d'Essu ne portent presque pas de cultures, ni en 1964, ni en 1975. Les champs de maïs s'écartent du village, s'alignant le long de vallées aux sols fertiles. Les pentes des collines n'offrent que des sols dérivés d'arênes granitiques. A leur mise en culture succède une longue période de jachère. Ainsi, les collines au sud d'Essu viennent d'être mises en repos en 1964. Les faisceaux de billons, confectionnés par les cultivatrices, ressortent encore sur les photos. Onze ans plus tard, ces terrains ne sont toujours pas remis en culture, sauf quelques bas-fonds.

Au contraire, un ruban de champs de maïs occupe, à la fois en 1964 et 75, la vallée plate de l'Iméa. Les cultures ne se répètent pourtant pas chaque année. Des Akou ont cru bon de s'installer en bas de Melang, en 1966, mettant à profit l'abandon cultural d'une portion de la vallée. Ils n'en ont

1 : campement mbororo présent en 1964 et en 75 ;
2 : campement maintenu en 75 mais changement d'éleveur ;
3 : campement abandonné entre 1964 et 75 ;
4 : nouveau campement construit entre 1964 et 75 ;
5 : abri de berger ;
6 : case de culture ;
7 : village ;
8 : secteurs cultivés en 1964 et 75 ;
9 : cultures en 1964, jachères en 75 ;
10 : jachères en 1964 et 75 ;
11 : nouvelles cultures en 1975


1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
N
Imea
1000
1200
ESSU
Melang
1200
1200
1200

pas bénéficié longtemps. Dès 1969, les femmes recommencent à mettre en culture ces terres alluviales. En 1975, les éleveurs se plaignent d'être encerclés par les champs. Ils perdent les points d'abreuvement du bétail, sauf un, maintenu grâce à l'intervention du "Cattle Committee".

Au plus fort des travaux, les cultivatrices ne rentrent plus chaque soir au village. Elles résident dans les cases de culture. Ces habitations constituent parfois de véritables villages saisonniers, par exemple celui de Melang qui comporte une cinquantaine de cases. Les habitats saisonniers sont aisés à discerner des campements d'éleveurs sur les photos aériennes, même à l'échelle du 1/50.000. Les premiers se situent toujours en bas de vallée, près d'une galerie forestière. Les seconds se tiennent en haut d'interfluve, au milieu de l'écheveau de pistes à bétail.

Le système agricole repose donc sur l'utilisation préférentielle des fonds de vallées, avec déboisement partiel des galeries forestières voisines. Cela confère à la disposition des champs une allure linéaire. Lorsque les jachères, surtout celles qui datent d'une décennie, sont figurées avec les cultures, le terroir forme une aire plus continue.

Avant 1960, la plupart des champs s'étendaient dans la vallée de l'Imea et de ses affluents. Les premiers Akou s'installèrent en haut de collines, de part et d'autre du village. Eleveurs et cultivateurs se partagèrent l'espace. Au début des années soixante-dix, les étendues alluviales de l'Imea ne suffisent plus à satisfaire les besoins en terres agricoles. Des vallons étroits sont mis en culture, jusqu'à 5 ou 6 km d'Essu, à proximité de campements mbororo. Les cultivatrices ou plutôt, les hommes, refusent d'édifier des clôtures autour des nouveaux champs. C'est aux éleveurs d'assurer une bonne garde du bétail, s'ils veulent éviter de verser des amendes pour les dégâts que commettent leurs animaux.

Inversement, des Akou, parmi les plus riches en bétail, s'établissent en 1970 à faible distance au sud d'Essu, sur des jachères anciennes. Mais de nouvelles cultures sont déjà entreprises à proximité, notamment en tête de galeries forestières. Cultures et lieux de pacage s'enchevêtrent, multipliant les occasions de conflits.

Pour éviter les champs proches, l'éleveur pousse chaque matin le troupeau dans la direction opposée. Si la menace conflictuelle se précise, il assure une garde continue du bétail, jeunes garçons et fillettes le secondant dans cette tâche. Les risques majeurs de dégâts au maïs correspondent à la période de détiquage des animaux, une corvée accaparante. Parfois, la proximité d'un champ sans protection incite l'éleveur à édifier une clôture, par l'achat de barbelés et l'engagement de manoeuvres. Restent les aléas de la pâture de nuit, avec des animaux incontrôlés. Beaucoup d'Akou recourent aux recettes d'une pharmacopée vétérinaire, poudres ou décoctions qui empêchent les animaux de s'éloigner. Lorsque les cultures encerclent le campement, l'éleveur se résigne à entraver ses animaux de nuit, s'ils ne sont pas nombreux. Autrement, il quitte les lieux.

L'éloignement des champs dans les bas-fonds et leur déplacement périodique contraignent à une instabilité du peuplement pastoral. Les environs d'Essu comptent 70 campements, répartis sur un espace de 13 km

sur 10. De 1964 à 75, des changements sont intervenus pour 50 d'entre eux : construction de 40 campements et abandon de 10. Seuls 20 campements font preuve d'une permanence au moins décennale. Mais 6 familles seulement restent stables, durant cette période. Les occupants des autres campements ont changé. De nouveaux venus se substituent aux partants, en prenant simplement possession des huttes laissées vides.

L'instabilité du peuplement pastoral tient sans doute au rôle d'accueil des pâturages d'Essu, situés sur le trajet migratoire des Akou. Elle manifeste également les conditions difficiles imposées par la mobilité des champs et leur dispersion dans tous les bas-fonds. En 1975, les galeries forestières les plus larges se trouvent à l'est d'Essu. C'est là que le maïs procure les meilleurs rendements, après déboisement. Dès lors, les villageois se mettent à cultiver au milieu des pâturages. Des Akou se plaignent d'être entourés de champs, en quelques années. Des cultures en bas-fonds bordent puis verrouillent des passages à gué, *regoorDe*, qui servent de points d'abreuvement. Le quadrillage agricole des pâturages rend la situation intenable pour les éleveurs.

Les habitants d'Essu invoquent le droit de disposer à leur guise du territoire villageois. Il en résulte un refus quasi général d'édifier des clôtures et la faculté d'expulser tout éleveur qui contrarie des intérêts agricoles. Cependant, dans les années soixante, l'administration se réfère aux principes de la loi de 1962 : séparation entre les cultures et les pâturages, afin de réduire les conflits. « Il faut que les cultivateurs Aghem et Fungom changent leurs méthodes de culture, de façon que les limites restent stables plusieurs années » (216).

216. Farmer-Grazier Service, Wum, 1965.

La chronique des relations entre les deux populations illustre l'écart entre les prescriptions officielles et la situation de fait. A la fin de 1969, le chef d'Essu accorde à un groupe de femmes l'autorisation d'entreprendre des cultures dans la vallée de Melang, décision qui provoque le départ d'éleveurs.

En 1971, une nouvelle initiative agricole met en évidence la contradiction entre les principes de 1962 et la norme défendue par les villageois. A la suite des plaintes d'un éleveur, un groupe de 33 cultivatrices est déféré devant la "Customary Court". Pour avoir cultivé au milieu des pâturages, les femmes sont punies d'une amende de 500 CFA chacune, aggravée des frais de justice, et astreintes à libérer les pâturages. Ce jugement, conforme à la loi, suscite pourtant une pétition du "Traditional Council" d'Essu : l'éleveur plaignant a, lui-même, ouvert une parcelle de 5 acres, reprenant en partie à son compte les travaux des femmes condamnées. Les notables demandent : *« pourquoi cet éleveur chasse-t-il les cultivatrices, puisque lui-même s'adonne à des cultures »* ? C'est à eux de proposer aux éleveurs des secteurs disponibles, et non l'inverse. Dans sa réponse, le "Farmer-Grazier Service" regrette l'absence de séparation nette entre cultures et pâturages à Essu, seule façon de prévenir de tels conflits.

Le "Traditional Council" d'Essu finit par accepter cette exhortation. Une délimitation des terrains est menée à bien en 1972 : « work went on successfully on the demarcation of the temporary farmer-grazier boundaries which both Fulani and farmers of Essu were happy » (217). Pourtant, la tâche n'a pas semblé aisée. Afin de tenir compte de l'agencement complexe du terroir, les cultures sont assignées en 8 périmètres, ce qui ne réduit guère les contacts avec les troupeaux. Les limites ne sont

217. Farmer-Grazier Service, Wum, juillet 1972.

pas matérialisées par l'érection de clôtures mais s'appuient sur des galeries forestières ou restent simplement verbales. Même dans quelques années, aucun rideau végétal n'isolera les cultures des pâturages.

En 1975, il est difficile de repérer, sur un plan d'occupation des sols à Essu, les limites fixées 3 ans auparavant. Un seul secteur, au sud du village, apparaît comme manifestement attribué aux cultures. Non qu'il soit davantage cultivé que les interfluves voisins, mais aucun campement ne s'y trouve. Ailleurs, des campements ne sont jamais éloignés des champs.

Malgré la complexité des limites entre cultures et pâturages, il s'avère vite impossible de contraindre les femmes d'Essu à les respecter. Dès 1972, des cultivatrices sont condamnées, à la suite d'extensions agricoles aux dépens d'un pâturage. Mais elles refusent d'abandonner les champs. L'argument est toujours le même : l'éleveur cultive autour de son campement, pourquoi pas elles ? A la fin de la même année, des femmes ouvrent de nouveaux champs à 6 km au sud-est d'Essu, au voisinage de nombreux campements. Une action en justice est engagée, mais elles persistent. En 1975, les éleveurs sont sur le point de quitter les lieux, un vallon proche étant couvert de champs.

La délimitation de 1972 n'empêche pas les cultures de se disperser dans tous les creux de vallées. Le "Farmer-Grazier Service" soutient la nécessité de renforcer la séparation entre cultures et pâturages par l'érection de clôtures continues autour des terroirs de Wum, We, Essu, Kumfutu. Mais les cultivatrices sont-elles prêtes à s'enfermer dans le corset de clôtures en barbelés ? Le rapport qui conseille de clôturer le reconnaît : la solution ne deviendra efficace que « si les femmes des cultivateurs acceptent de cultiver uniquement dans les secteurs qui leur sont attribués » (218).

218. Farmer-Grazier Service, Bamenda, "Rapport trimestriel oct.-déc. 1972".

Or, cette condition contredit toute la logique du système de culture des Aghem. A Essu, champs et troupeaux ne peuvent être qu'imbriqués. Les Akou doivent s'attendre à l'annexion périodique de terrains par les villageois. Un aménagement de ces terroirs n'est pas possible selon le même modèle qu'en hauts plateaux.

Des systèmes de culture relativement intensifs et des aménagements agro-pastoraux anciens sur les hauts plateaux ont comme "durci" les limites entre cultures et pâturages. Dans ce contexte, chaque extension agricole représente une perte irrémédiable d'espace pastoral. En bas plateaux, des systèmes culturaux plus extensifs et l'absence d'attributions anciennes de l'espace rendent plus complexes et fluctuants les contacts entre cultures et pâturages. La conversion agricole d'un pâturage ne veut pas dire qu'il soit définitivement soustrait à l'élevage. Mais les éleveurs vivent mal les changements périodiques d'affectation des terres. Quant aux autorités, elles ne savent pas gérer ce type de contact mobile entre élevage et agriculture.

D'un Cameroun à l'autre : les monts Bambouto

Les monts Bambouto, prolongement méridional des hauteurs du Bamenda, juxtaposent plusieurs formes de conquête agricole des pâturages : avance frontale, intrusion à la faveur de galeries forestières, fermeture

d'interfluves. L'assaut contre les pâturages se déroule à haute altitude puisque, sur une distance de 5 à 6 km, le relief s'élève de 1.700 à 2.500-2.600 mètres.

La montée des cultures sera surtout suivie sur les pentes "externes" de l'arc montagneux. Le même phénomène survient également à l'intérieur des monts Bambouto, aux dépens de la forêt montagnarde. L'ampleur des altitudes et l'unité de relief de la montagne presque circulaire offrent un observatoire de la dynamique agricole sur les hautes terres de l'Ouest-Cameroun.

L'étagement du peuplement

L'entassement de population sur les contreforts des monts Bambouto explique, en grande partie, la forte pression des cultures sur les pâturages. Les modalités de peuplement des basses pentes de l'édifice montagneux sont décisives pour l'enjeu qui se déroule sur les prairies sommitales.

Les densités de peuplement en 1976

En utilisant les données du recensement de 1976, D. DONGMO a calculé les densités des zones de dénombrement qui correspondent aux monts Bambouto, du côté de Dschang et de Mbouda (219). Presque toujours inférieures à 100 et même à 50 hab./km2 sur les pentes les plus hautes, elles excèdent 100 puis 200 sur les versants moins élevés. L'auteur calcule, localement, des densités extrêmes, de l'ordre de 400, 600, voire 900 hab./km2 à une douzaine de kilomètres de la crête des monts Bambouto. Parfois, il ne s'agit que d'une zone de dénombrement, d'étendue restreinte : 1 à 2 km2. Dès lors, sa densité exceptionnelle n'a pas grande signification. Ailleurs, ces petites zones de dénombrement se juxtaposent en un ensemble de peuplement soutenu. Lorsque leur puzzle couvre une dizaine de kilomètres carrés, il exprime un réel renforcement du peuplement, par exemple au nord de Fongo-Tongo et de Bangang.

219. DONGMO (D.), 1981, "Les relations agriculture-élevage sur les pentes des monts Bambouto ; étude de géographie rurale", fig. 8.

Les densités des zones de dénombrement en haut des monts Bambouto, englobant secteurs peuplés et vides, reflètent mal la réalité. D. DONGMO admet lui-même qu'une partie de ces zones de dénombrement « est presque vide. Seuls quelques éleveurs mbororo y vivent, avec leurs troupeaux de bovins » (219). Les oppositions de peuplement entre les sommets et les parties basses ne correspondent pas à la gamme de densités suggérée par les zones de dénombrement en 1976.

219. idem. Quant à R. NGOUFO (1988, "Les monts Bamboutos : environnement et utilisation de l'espace"), il parle, à plusieurs reprises, de « véritable désert humain » sur les versants sommitaux. « L'absence de cases et de champs crée un paysage désolé » (p. 27). L'expression peut paraître excessive mais elle exprime bien l'impression de quelqu'un habitué aux paysages entièrement humanisés du Bamiléké...

Un calcul des densités par carrés de 2 km de côté corrige le découpage précédent. Les densités des hautes pentes de la montagne restent inférieures à 10 hab./km2, sauf une exception au sud (fig. 219). A une distance à peu près constante de l'arc de cercle sommital, le peuplement enregistre soudain de fortes densités, atteignant rapidement 40-60, voire plus de 100 hab./km2. En s'écartant encore des sommets, les densités continuent de s'accentuer, jusqu'à 200 hab./km2. Mais, dans un rayon d'une douzaine de kilomètres, elles n'accèdent que par endroits à 300 et, a fortiori, 400 hab./km2.

Ce mode de calcul des densités a donc pour effet d'atténuer les records obtenus à partir de zones de dénombrement qui se circonscrivent parfois à des regroupements

forcés de l'habitat, dans les années soixante. D'un autre côté, l'opposition ressort plus nettement entre la montagne pastorale et les terroirs qui couvrent ses contreforts. Des densités supérieures à 100 encerclent complètement les pâturages montagnards.

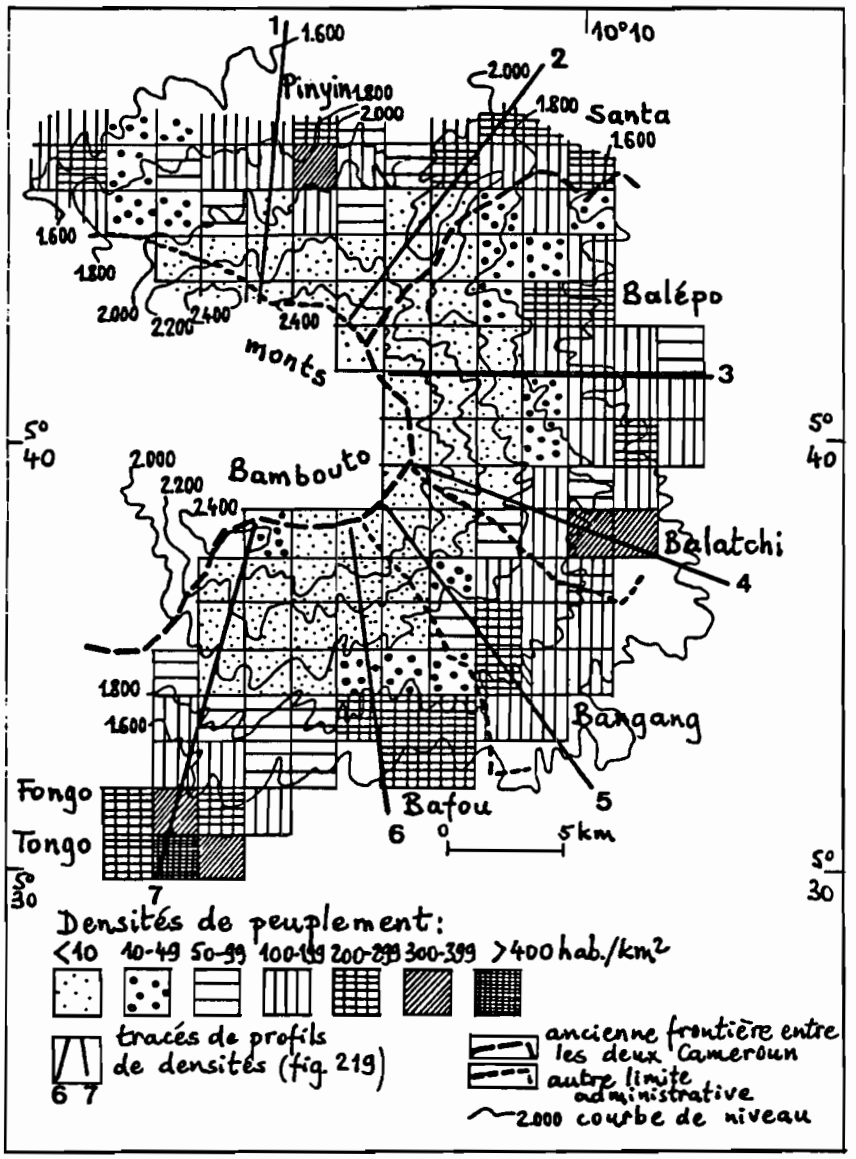


Fig. 219 : *Densités de peuplement autour des monts Bambouto (1976)*

Plusieurs profils schématiques de densités suivent des radiales qui partent des sommets pour descendre jusqu'au plateau bamiléké (fig. 220). Ils se redressent brutalement, à 6 km en moyenne de la crête sommitale. Après ce ressaut, les profils se diversifient, les uns continuant à s'accentuer (Fongo Tongo), les autres ne se renforçant guère (Babadjou) ou même, s'atténuant (Bangang). Le croisement des courbes de densité et des profils topographiques montre que l'intensité du peuplement évolue de façon inverse à l'altitude. Les fortes densités s'amorcent presque toujours en-dessous de 1.900-1.800 mètres. Seul le profil de Bangang s'écarte de ce modèle : un palier de densités moyennes (50 hab./km2) intervient dès 2.000 mètres et se renforce jusqu'à 200 hab./km2, alors que l'altitude se tient encore à 1.900 mètres.

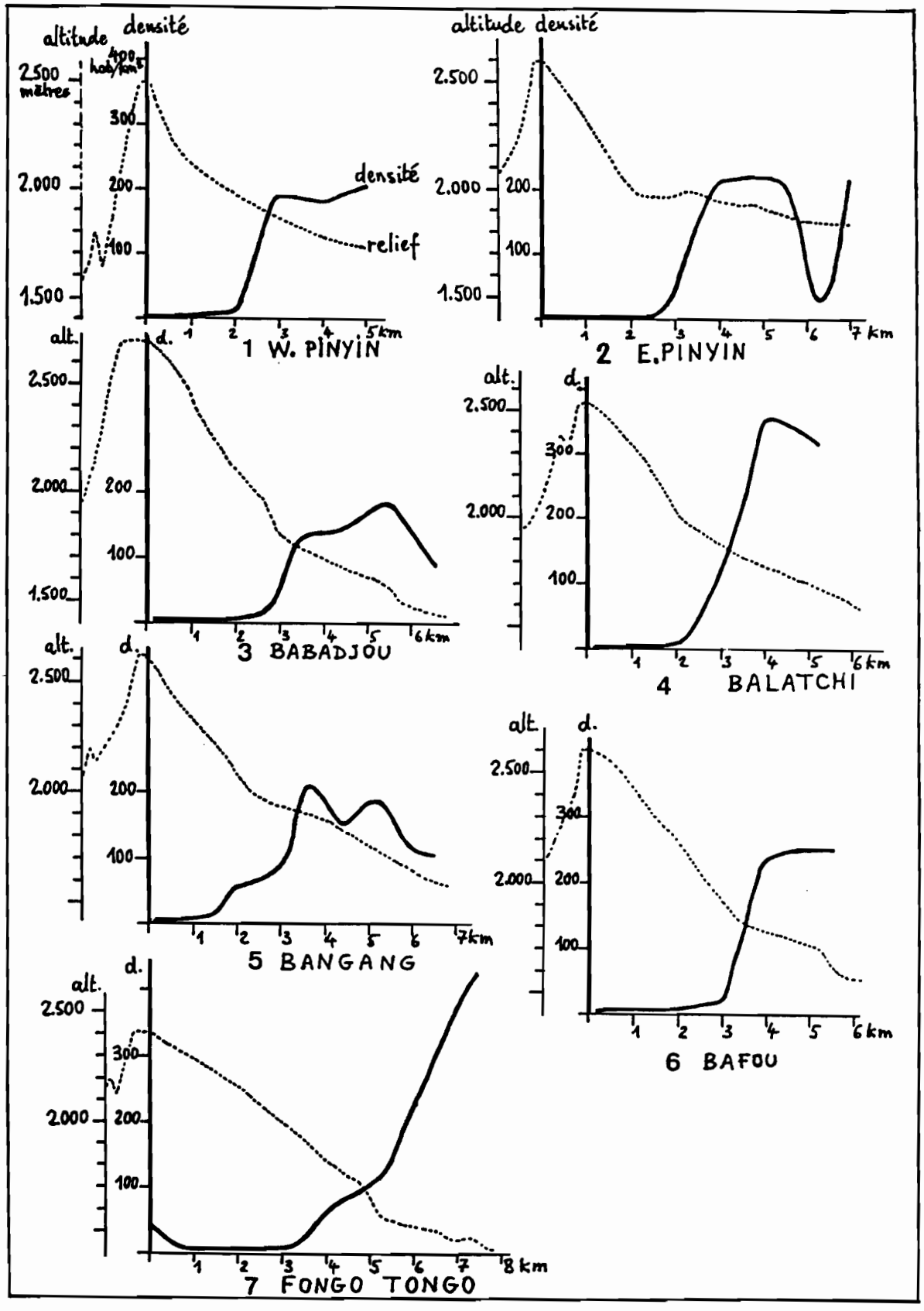


Fig. 220 : *Profils de densités de peuplement sur les versants des monts Bambouto*

La discontinuité majeure de peuplement exprime un étagement classique de l'occupation du sol. Les cultivateurs tirent parti des basses pentes, tandis que les éleveurs se tiennent sur les reliefs les plus élevés. Le partage de la montagne reflète les activités des deux populations. Le maïs, céréale de base des cultivateurs, ne procure que de médiocres récoltes au-dessus de 2.000 mètres, alors que l'élevage bénéficie de bons pâturages et d'une salubrité totale. En fait, les éleveurs n'ont pas eu le choix : ils ont simplement occupé les espaces qui restaient disponibles au début du siècle.

Limites anciennes du peuplement bamiléké

Témoignages oraux et premiers documents cartographiques attestent qu'autrefois, le clivage entre la montagne et le plateau, de part et d'autre de 1.500-1.600 mètres, était encore plus tranché qu'aujourd'hui. A la montagne vide d'hommes s'opposait le plateau, déjà bien peuplé.

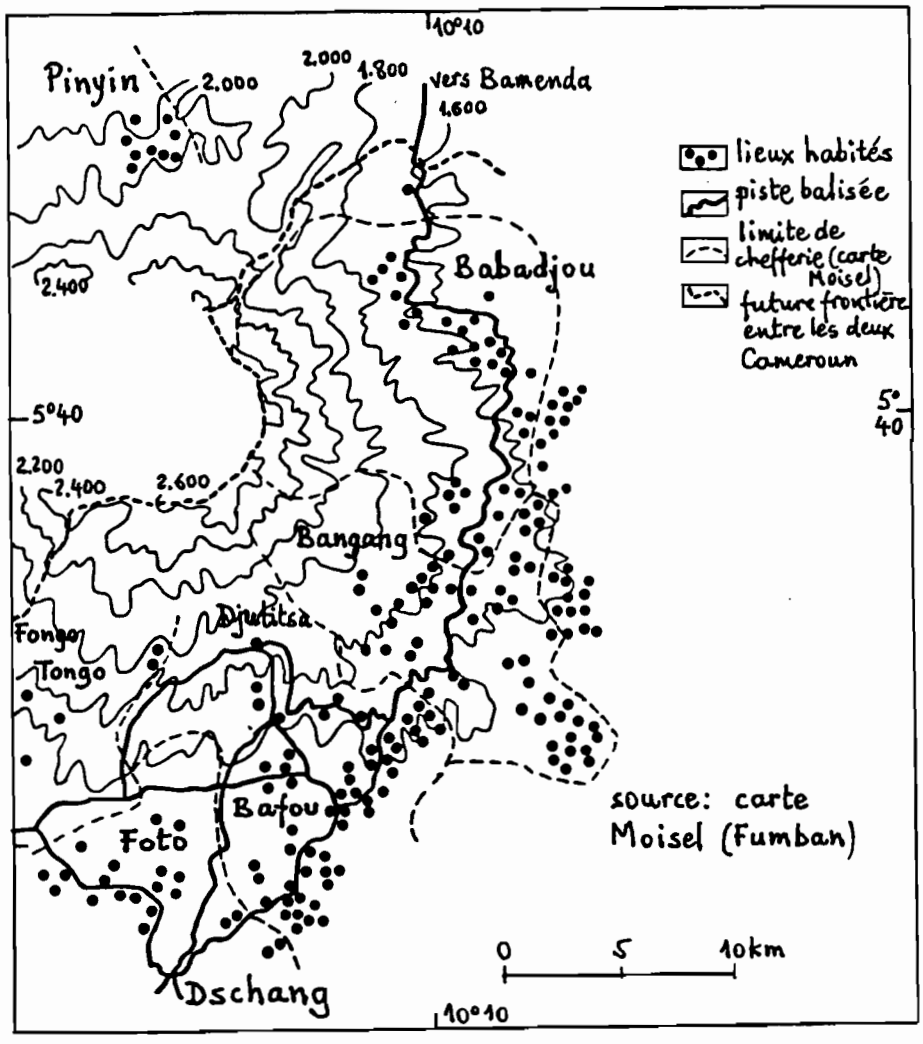


Fig. 221 : *Le peuplement des monts Bambouto en 1910*

Malgré son imprécision quant aux altitudes, la carte MOISEL atteste l'absence d'habitat en haut des monts Bambouto à cette époque (220). L'existence d'une ferme d'élevage à Djutitsa laisse supposer que les informations relatives au peuplement étaient déjà assez complètes dans le secteur. Une piste contournait une grande partie de la montagne, de Fongo Tongo à la ferme de Djutitsa, puis vers la chefferie de Bangang d'où elle obliquait vers le nord, en traversant l'éventail de plusieurs vallées, jusqu'à Babadjou. De là, l'itinéraire n'a pas changé jusqu'à Bamenda. Il est donc relativement facile de reporter, sur une carte actuelle, les indications de peuplement fournies par la carte MOISEL autour des monts Bambouto (fig. 221).

220. feuille Fumban, 1913.

Au début du siècle, l'habitat bamiléké se tenait à moins de 1.600 mètres. Il n'accédait à 1.800 mètres que dans la chefferie de Bangang et au sud de celle de Babadjou. A Fongo Tongo, quelques points de peuplement, mentionnés à 2.000 mètres, ne semblaient pas correspondre à des centres importants d'habitat. Au nord, le peuplement se restreignait aux abords de la chefferie de Pinyin. Tout le reste de la montagne était représenté comme vide d'hommes.

Avec le temps, le peuplement agricole s'est renforcé autour des monts Bambouto, tout en gagnant des altitudes de plus en plus élevées. Des Bamiléké et des Pinyin, gens de plateaux, se sont convertis en véritables montagnards. L'évolution correspond au recul général des pâturages devant les cultures. Cependant, à partir de 1919, une frontière politique a divisé la chaîne montagneuse. Dans quelle mesure des législations pastorales différentes ont-elles infléchi la dynamique de l'occupation du sol ? Au cours des premières années de l'Indépendance, les monts Bambouto deviennent l'un des sanctuaires d'une rébellion armée. L'effacement de l'autorité administrative a-t-elle favorisé une utilisation pastorale de la montagne ou accéléré, au contraire, la conversion des pâturages en cultures ?

Les Bamiléké contre une "White Highland" française
(carte hors-texte n° 7)

A l'époque coloniale, la portion des monts Bambouto qui relève du Cameroun français figure comme une petite réplique des "White Highlands" du Kenya. Grande ferme d'élevage, porcheries et cultures maraîchères de Djutitsa ; plantations caféières, maraîchages et élevages de Babadjou : la gamme des activités est un peu comparable à celles pratiquées sur les hauteurs de la région Kikuyu. De la même façon qu'au Kenya, l'emprise foncière de grandes exploitations européennes suscite une vive contestation politique, à la fin de la période coloniale.

La naissance d'un élevage européen

Entre les deux guerres, quelques Français, de vrais colons, s'établissent sur les rares terres disponibles des plateaux de l'Ouest-Cameroun. Intendants de société européenne ou privés à leur compte mettent en valeur des domaines, au moyen d'investissements et d'un labeur acharné. Ils emploient des pléiades de manoeuvres parmi des Bamiléké en quête de ressources monétaires. Si les bergers sont des Foulbé recrutés au loin pour

leur qualification pastorale, les Bamiléké fournissent la main-d'oeuvre pour les plantations, les cultures maraîchères, les laiteries et les porcheries. En 1948, la Compagnie Pastorale emploie 530 manoeuvres et Darmagnac : 350.

Bien que réduits à une poignée de familles, les colons exercent une grande influence auprès de l'administration coloniale. Ils ont obtenu des concessions dans les années trente et après la Seconde Guerre Mondiale. Plus tard, sous la pression des Bamiléké, l'administration s'est départie de sa bienveillance habituelle à l'égard des colons. A partir des années cinquante, elle refuse d'accéder aux demandes de constatation de droits fonciers présentées par des Européens. Le risque d'une agitation agraire devient trop évident. Toute la fin de la période coloniale est empoisonnée par la "Question des Bamboutos", dossier brûlant que les administrateurs traînent comme un boulet. Les Bamiléké manifestent, en particulier, une opposition constante à l'égard des élevages européens.

En fait, cette opposition se résume en une hostilité déclarée à l'égard de la Compagnie Pastorale. R. DIZIAIN expose, en 1952, un bref historique des contentieux fonciers, en mentionnant les décisions administratives destinées à les régler (221). Ses informations sont reprises plus tard par J.L. DONGMO (222) et par D. DONGMO (223), dans l'optique des positions défendues par les Bamiléké. Toutefois, une véritable histoire agraire des relations entre La Pastorale et les cultivateurs reste à écrire.

221. DIZIAIN (R.), 1952, "Cartes de la densité de population et de l'élevage en pays Bamiléké".
222. DONGMO (J.L.), 1971, "L'aménagement de l'espace rural en pays Bamiléké", p. 170-186.
223. DONGMO (D.), 1981, "Les relations agriculture-élevage sur les pentes des monts Bamboutos ; étude de géographie rurale". R. NGOUFO (1988) interprète les occupations pastorale et agricole de la montagne dans une perspective écologique qui rend dramatique l'évolution actuelle.

Dès l'époque allemande, une ferme d'élevage, implantée à Djutitsa, repousse plus bas quelques familles bamiléké. Après la Première Guerre Mondiale, la "Compagnie Pastorale Africaine", société privée, reprend la concession de la ferme allemande. C'est l'un des maillons d'une véritable "chaîne" de centres d'élevage, destinés à ravitailler Douala en viande. La concession initiale couvrait 1.900 ha autour du centre de Djutitsa mais, très vite, des troupeaux sont placés sur les pâturages voisins. Bientôt, le bétail de La Pastorale investit tous les versants au sud des monts Bambouto. Dans les années trente, la compagnie installe encore des troupeaux en haut de Babadjou, aux dépens de Mbororo, et elle occupe d'autres hauteurs au sud de Dschang (Fomopéa-Baloum). Le ravitaillement en viande de villes en croissance rapide et l'appui de l'administration coloniale favorisent le développement d'un élevage européen.

L'augmentation constante des effectifs de bétail ne tarde pas à entraîner des conflits avec les Bamiléké, dès les premières années trente. L'administration décide, une première fois en 1936, de délimiter pâturages et cultures sur les versants des monts Bambouto. En fait, cette séparation, consistant en une ligne tracée sur une carte, reste théorique. Aucun bornage ne la concrétise sur le terrain. Les pâturages reconnus englobent quelques enclaves agricoles où les cultivateurs conservent le droit de cultiver. L'administration n'est pas allée plus loin dans la réglementation de l'occupation de l'espace. A l'époque, cette simple décision administrative paraît suffisante pour apaiser les heurts.

L'élevage européen a mis à profit le vide humain des monts Bambouto, grand espace disponible dans une région déjà densément peuplée. A

l'époque coloniale, les capitaux privés sont rarement investis en faveur de l'élevage, du moins dans les pays administrés par la France. Les monts Bambouto en fournissent l'un des rares exemples.

Une montagne surchargée de bétail

La portion des monts Bambouto allouée à l'élevage devait être érigée en "réserve de pâturages" mais ce classement n'est jamais intervenu officiellement. Les pâturages étaient destinés aux troupeaux de quelques concessions européennes : La Pastorale à Djutitsa (chefferie de Bafou) et 3 petites entreprises à Babadjou.

En fait, aucune restriction n'intervient dans l'accès aux pâturages d'altitude. Quelques Mbororo se maintiennent au-dessus de Babadjou et de Fongo Tongo, en secteurs isolés et d'accès difficile. Quant aux éleveurs européens, ils augmentent les effectifs de cheptel au-delà des possibilités de leurs concessions. En 1946, La Pastorale entretient un cheptel déclaré de 6.000 têtes pour une concession de 1.900 ha. La même année, Darmagnac possède officiellement 1.150 animaux à Babadjou, alors que sa concession ne couvre que 200 ha.

Le déséquilibre est du même ordre de grandeur pour d'autres éleveurs-planteurs. Certains ne résident pas à proximité des monts Bambouto mais à Bagam, vers la vallée du Noun. Cela ne les empêche pas de placer du bétail sur les monts Bambouto, notamment à Babadjou. Des planteurs de café ont sollicité l'octroi d'une concession d'élevage, afin d'entretenir un troupeau qui fournit du fumier épandu sous les caféiers. L'administration ne leur accorde que des concessions d'élevage d'une centaine d'hectares. Les planteurs ne s'en tiennent pas pour autant à de petits effectifs. Ils investissent dans l'élevage bovin pour lui-même, éloignent des animaux sur les monts Bambouto et en surchargent les pâturages. L'obtention d'une concession d'élevage sert de prétexte à la constitution de grands troupeaux. Tous les pâturages disponibles portent du bétail, même à l'extérieur des limites officielles. La pression du cheptel sur les cultures devient très forte. D'après D. DONGMO, La Pastorale mobilise ses employés mbororo pour chasser les paysans qui tentent de cultiver ou d'enclore des pâturages (223).

223. DONGMO (D.), 1981.

Si l'élevage européen est alors une activité florissante, le bilan technique n'est pas entièrement positif, notamment pour les pâturages. Plusieurs observateurs ont insisté sur la surcharge des monts Bambouto par les élevages européens. Lorsqu'il étudie la végétation de cette montagne en 1943, le botaniste R. PORTERES note que les pâturages autour de Djutitsa, entre 1.800 et 2.000-2.100 mètres, portent les traces d'une charge très forte en bétail. Dégradés et envahis de *Sporobolus*, ces secteurs sont délaissés par les troupeaux de La Pastorale, au profit de pâturages plus élevés, au-dessus de 2.200 mètres et, probablement, en dehors de la concession (224).

224. PORTERES (R.), 1946, "Climat et végétation sur la chaîne des Bamboutos (Cameroun)".

En 1946, l'administrateur GELI relève des plaintes d'éleveurs européens à propos de l'épuisement des pâturages. Il met cette situation sur le compte de l'utilisation des monts Bambouto en libre pâture, sans aucun contrôle. Selon l'administrateur, la solution résiderait dans l'attribution de "conces-

sions d'élevage", suffisamment vastes pour correspondre aux effectifs réels. Sur de telles concessions, les bénéficiaires pourraient entreprendre un aménagement rationnel des pâturages. « Le pacage n'aurait plus lieu dorénavant que sur des zones spécialement affectées, sans contestations possibles, aux seuls éleveurs » (225). Mais ces grandes concessions présenteraient l'inconvénient d'entériner les extensions réclamées par des éleveurs européens. Avec le temps, cette proposition deviendra de plus en plus irréaliste.

225. GELI, "Rapport de tournée du 29 mai au 1 juin 1946 (Babadjou, Bamessingue, Bamendjing)".

Les rapports administratifs de l'époque estiment que les pâturages des monts Bambouto, tels qu'ils furent délimités en 1936, couvrent 40.000 ha. R. DIZIAIN tient à rectifier cette estimation en 1952 : d'après lui, elle excède de beaucoup les étendues réellement disponibles. Or, les pâturages ont porté, à la fin des années trente et au début des années quarante, de 10 à 12.000 têtes de bétail à longueur d'année. Ce cheptel a contribué à dégrader les pâturages et à déclencher une érosion. En 1945, les effectifs officiels se réduisent à 8.000 têtes mais ne restent-ils pas encore trop importants pour des pâturages non entretenus ?

A la réussite économique et commerciale des élevages européens s'oppose la dégradation d'un milieu pastoral, pourtant exceptionnel. Plutôt que d'investir dans l'amélioration des pâturages, les éleveurs européens cherchent à s'étendre. Mais ces visées se heurtent vite aux cultivateurs.

La montée des cultures

Du côté des cultivateurs, les limites de 1936 ne sont pas respectées longtemps. Au début, les Bamiléké ne les contestent pas globalement ; ils s'emparent simplement de portions de versants et les mettent en culture. « Les cultivateurs bamiléké lancent leurs femmes, munies de leurs instruments aratoires, à l'assaut des monts Bambouto, malgré les réactions de l'administration locale. C'est une sorte de lutte éparpillée où la palabre naît quelque part, aussitôt qu'elle est réglée ailleurs » (226).

226. MOURRUAU, Ss. date, "Rapport du chef de la Région Bamiléké au Commissaire de la République française au Cameroun".

Un rapport de tournée de l'administrateur GELI, en 1946, signale la tension latente qui règne aux contacts entre pâturages et cultures : « ce sont des bagarres, des interventions de femmes indigènes expulsant les bergers foulbé, des tentatives d'encerclement par des cultures des zones de pâturages et de points d'eau, des incendies de huttes de bergers » (225). Le même administrateur parle « d'atmosphère d'énervement dangereuse. »

225. GELI, 1946.

Les éleveurs européens des monts Bambouto commettent des abus, tandis que les habitants des chefferies voisines violent la limite de 1936. Les composantes d'un long conflit sont réunies. Face aux deux protagonistes, quelle est la position de l'administration coloniale ?

Les ambiguïtés administratives

L'administration est consciente d'un risque de dégradation de la situation. De nombreux rapports manifestent une inquiétude. « Les inci-

dents plus ou moins sérieux qui se produisent presque chaque année entre éleveurs européens et cultivateurs indigènes méritent d'être suivis de près, si l'on ne veut pas que la question de l'élevage européen dans la région bamiléké, question en instance depuis des années, ne prenne un jour un caractère dangereux » (227). Attentive aux évènements, l'administration ne prend pourtant pas d'initiative. Tout se passe comme si elle n'avait pas les moyens ni les coudées franches pour régler ce problème. A l'époque, ce n'est pourtant qu'un différend agraire.

227. Région Bamiléké, Dschang, 1945, "Rapport annuel".

Impuissante, l'administration s'empêtre dans ses contradictions. Certains administrateurs ont le mérite de reconnaître les insuffisances de leur action. Les éleveurs européens n'ont jamais amélioré les pâturages, parce que « nul ne les y a obligés. » GELI accuse l'administration de fermer les yeux sur les allées et venues des Mbororo qui « encombrent sans profit le pays. » Il propose de les cantonner au Bamoun, mesure souvent évoquée mais jamais prise. Sous-entendu : l'administration a fait preuve de trop de bienveillance envers tous les éleveurs, Européens comme Mbororo.

D'autres mettent l'accent sur l'insuffisance de l'aide en faveur d'un élevage paysan. L'absence de cheptel appartenant aux Bamiléké sur les monts Bambouto radicalise l'opposition entre éleveurs et cultivateurs. Elle la transforme en une confrontation entre Bamiléké et Français. « Pour le cultivateur bamiléké, qui dit "élevage" dit "Compagnie Pastorale" et les faits donnent raison à cette conception » (228). Bien que La Pastorale ne soit pas la seule à exploiter les alpages des monts Bambouto, elle en est la principale utilisatrice ; c'est contre elle que se cristallisent les revendications. La neutralité de l'administration coloniale est une position de plus en plus difficile. Elle est suspectée de défendre les intérêts privés d'une entreprise européenne puissante, aux dépens de la population locale.

228. MOURRUAU, 1950, "Rapport du Chef de la Région Bamiléké"..

> Simultanément, l'administration coloniale est aux prises avec une autre revendication des Bamiléké, celle de la liberté de culture du café. En effet, la création d'une caféière est alors soumise à autorisation administrative. Les responsables redoutent un développement excessif de la nouvelle culture, aux dépens des productions vivrières. Ils craignent également la prolifération de plantations médiocres, réservoirs de maladies et productrices d'un café de mauvaise qualité. Mais cette réglementation provoque un mécontentement profond de la masse paysanne, écartée d'une possibilité de s'enrichir. Devant l'exploitation de ce mécontentement par un parti politique, les autorités coloniales accordent la liberté de culture du café en 1947. Dès lors, celle-ci prend un grand essor mais en se développant de façon anarchique (229).

229. DONGMO (J.L.), 1981, p. 129.

Selon le même schéma qu'au Bamenda plus tard, la conversion de parcelles vivrières en caféières pousse les femmes à chercher de nouveaux terrains de culture, notamment sur les pâturages. L'administration a désamorcé un motif de mécontentement, mais en accentuant la pression agricole contre les pâturages. Là encore, elle se trouve en première ligne, face aux revendications des Bamiléké. De façon symptomatique, les conflits deviennent plus nombreux en 1948 et 49. A ces contradictions, l'administration ajoute la maladresse.

> En 1949, une controverse s'instaure entre responsables administratifs quant à l'ampleur de l'invasion des monts Bambouto par les cultures. D'après le chef du

service d'Elevage, qui reprend à son compte les arguments de La Pastorale, les champs montent à l'assaut de la montagne, des centaines d'hectares sont convertis en cultures. Les cultivateurs agissent de manière à contraindre, de façon indirecte, l'éloignement des troupeaux : champs ouverts près des lieux de stationnement des animaux ou en travers des pistes à bétail.

A ce point de vue alarmiste, le chef de Subdivision de Dschang rétorque, en atténuant l'ampleur des pertes de pâturages. « On cherche en vain les centaines d'hectares qui auraient été ensemencés » (230). Il met en doute le caractère sciemment hostile à l'élevage des nouvelles cultures : « d'une façon générale et comme dans le passé, les indigènes continuent leurs cultures de bonne foi » (230).

230. FAURE, 1949, "Rapport du chef de Subdivision de Dschang".

Le vétérinaire en poste à Dschang maintient et aggrave ses accusations: les cultures entreprises dans l'ancienne limite des pâturages ne se comptent pas en centaines mais en milliers d'hectares ; de nombreux quartiers existent très haut dans la montagne ; en 2 ou 3 ans, 7 à 8 "compagnies" (groupes de bergers de La Pastorale) ont dû évacuer les lieux.

Les uns évaluent les pertes de pâturages à 10.000 ha ; les autres les réduisent à 3.000. Des extensions agricoles sont surtout signalées à Babadjou, près d'un bain détiqueur et de la concession Darmagnac. La piste d'évacuation du bétail vers Nkongsamba est menacée de fermeture, dans la chefferie de Fongo Tongo. Les initiatives des cultivateurs ne datent « que de quelques années seulement » (231).

231. BLANC (R.), 1949, "Lettre à Monsieur le Commissaire de la République".

Le vétérinaire conclut en proposant d'enregistrer officiellement une nouvelle ligne de démarcation entre cultures et pâturages. Le chef de la Région Bamiléké se rallie à cette proposition qui va mettre le feu aux poudres.

Les incidents de 1949-50

Une "Commission des Bamboutos" est constituée, afin de visiter chaque chefferie et d'établir une nouvelle limite entre les champs et les secteurs réservés à l'élevage. « Le chef de la Subdivision de Dschang enregistrera les points de vue exposés et, agissant comme rapporteur-conciliateur, proposera la solution à adopter » (232). Mais le climat de suspicion est tel que cette procédure de conciliation n'apaise pas les esprits. Au contraire, elle renforce l'inquiétude et parfois, déclenche l'agitation.

232. MOURRUAU, Région Bamiléké, 9 juillet 1949.

La nouvelle délimitation des pâturages est interprétée comme une cession, par l'administration, de terres coutumières au profit de La Pastorale. Les responsables mettent cette désinformation sur le compte d'agitateurs politiques, un « groupe d'extrémistes de Dschang. » En fait, une campagne orchestrée n'était pas nécessaire pour éveiller dans les esprits la crainte d'une dépossession. Quelques années auparavant, les Nso du Bamenda ont réagi de la même manière, face à une délimitation des pâturages entreprise par les Anglais. Dès qu'il s'agit de questions de terrains, les cultivateurs de l'Ouest-Cameroun défendent leurs droits avec acharnement. Il est dommage que l'expérience acquise par l'administration anglaise voisine n'ait pas été connue et méditée par les administrateurs à Dschang.

Les chefs bamiléké n'ont pas de mal à dévoiler aux membres de la "Commission des Bamboutos" la contradiction des positions de l'administration. D'un côté, elle estime les cultures vivrières primordiales pour les Bamiléké ; de l'autre, elle prétend leur interdire de les pratiquer sur des terrains coutumiers qu'elle alloue à La Pastorale. Il s'avère très difficile de faire entériner par les chefferies le maintien des pâturages. Les administrateurs l'ont reconnu un peu plus tard : « malheureusement, la consultation "populaire" qui a eu lieu au cours des tournées de la commission a montré l'existence d'un climat politique très défavorable à la délimitation » (233).

233. MOURRUAU, Ss. date, "Rapport du chef de la Région Bamiléké au Haut Commissaire de la République Française".

L'administration coloniale tente d'effacer l'image de sa collusion avec La Pastorale. Elle propose que les pâturages protégés, les plus proches des cultures, soient réservés au bétail des ressortissants de chaque chefferie. Les autres troupeaux ne disposeront que des pâturages plus élevés. Un arrêté interdit les monts Bambouto à tout bétail qui n'est pas laitier. Cette mesure, envisagée depuis longtemps, aurait écarté 3.000 bovins. Elle touche peu La Pastorale mais les autres élevages européens et les quelques Mbororo qui séjournent encore à Babadjou et à Fongo Tongo. Le bétail destiné à la boucherie peut transiter mais non stationner sur la réserve pastorale. En fait, l'application de cet arrêté semble bien difficile à contrôler (Annexe 6).

Le déplacement de la "Commission des Bamboutos" sur des terrains disputés donne l'occasion aux administrateurs de se rendre compte d'initiatives irrégulières de La Pastorale. Ainsi, la construction d'un bain détiqueur à Babadjou, en dehors de sa concession, est interprétée comme un abus. L'équipement est confisqué et mis à la disposition de tous les éleveurs.

La limite des pâturages décidée en 1949 entérine presque partout les avancées culturales survenues depuis 1936 (carte h.t. 7). D'après R. DIZIAIN (234), elle est en retrait de 2 à 3 km par rapport à la démarcation précédente, dans les chefferies de Babadjou, Bangang et Fongo Tongo. A Babadjou, elle arrive jusqu'à 1.800 mètres mais atteint déjà 2.100 mètres à Bangang. Inversement, la ferme Darmagnac et un interfluve emprunté par une grande piste à bétail à Babadjou préservent des pâturages situés à seulement 1.700 mètres.

234. DIZIAIN (R.), 1952, p. 26.

Il est curieux qu'à Bafou, la Commission n'avalise pas, de la même manière, l'extension des cultures, quitte à restreindre un peu l'étendue de la réserve pastorale. Elle la repousse, au contraire, « d'un à deux kilomètres, pour s'appuyer sur une ligne de crêtes et de falaises » (234). De fait, elle s'aligne sur la corniche basaltique des 1.600-1.700 mètres qui marque un ressaut brutal sur tous les versants sud des monts Bambouto. Il est probable que la concession de La Pastorale s'étend jusqu'au rebord de cette corniche mais, entre-temps, des champs et des habitations ont occupé les pentes douces qui la surmontent. Ces nouveaux quartiers deviennent de véritables enclaves en zone pastorale, sans possibilité légale de s'agrandir. D'après D. DONGMO, le bornage de 1949 n'a pas amélioré la situation des cultivateurs ; au contraire, il l'a aggravée. En fait, ce jugement sévère ne s'applique qu'à Bafou. L'adoption d'une rupture de relief comme limite agro-pastorale, décision logique en terme d'aménagement de l'espace, devient maladroite dès lors que des cultures l'ont déjà dépassée.

En respectant trop scrupuleusement les droits de La Pastorale à Bafou, l'administration déclenche une grave crise agraire. Emaillée de nombreux incidents, elle révèle une contestation radicale de La Pastorale par la population locale.

En octobre 1949, des querelles mettent aux prises agents de la compagnie et habitants de Bafou qui viennent cultiver près de la ferme. Convoqués par le chef de Région, le chef et les notables de Bafou se voient signifier que la concession de La Pastorale ne peut être remise en question. La réponse ne se fait pas attendre. Des femmes envahissent, « en une véritable nuée, » les environs de Djutitsa où elles entreprennent de cultiver. Après quelques jours, les défrichements agricoles ne cessant pas, l'administration ordonne une opération de police. Des femmes sont arrêtées et emprisonnées. Les ouvriers bamiléké de La Pastorale se mettent alors en grève. Les autorités de Yaoundé sont saisies. Une inspection administrative instruit l'affaire au début de 1950.

Le fond du problème porte sur les droits fonciers de La Pastorale dont la situation juridique est complexe. La compagnie possède d'abord 100 ha, acquis en 1938, lors d'une adjudication de l'ancienne ferme allemande, devenue propriété du Territoire par le Traité de Versailles. A cette propriété s'ajoutent deux pâturages de 900 ha chacun, concédés en 1933 par des baux de 25 ans.

Cette emprise foncière couvre une grande partie des pâturages de Bafou. Or, le chef conteste ces cessions de terrains : distorsion classique entre le régime officiel des terres et leur inaliénabilité coutumière. Le chef affirme que les pâturages doivent revenir à ses gens, qui manquent de terres à cultiver. A l'administrateur dépêché de Yaoundé pour régler l'affaire, il écrit : « nous avons exposé un rapport résumant l'usurpation et les abus de la Compagnie Pastorale et toutes nos protestations continuelles de légitimes propriétaires » (235).

235. "Lettre du chef de Bafou à l'Inspecteur des A.P.A. en tournée à Dschang", janvier 1950.

L'administrateur tente d'obtenir l'assentiment d'un "Conseil des Notables" réuni à Dschang, en vue de la création d'une réserve de pâturages sur les monts Bambouto. L'utilisation exclusivement pastorale de ces terrains n'entraînerait aucune appropriation par les usagers ni transfert au domaine du Territoire. Malgré ces garanties, le chef de Bafou se dresse avec énergie contre le projet : « il n'y a pas assez de terres de culture pour les habitants ; je ne veux pas d'élevage » (236). Il faut reconnaître que, même sans transfert de droits fonciers, le projet de l'administration assujetit ces terrains à une servitude, puisqu'ils ne pourraient être destinés à une autre utilisation. Or, Bafou ne veut pas entendre parler d'une restriction de ses possibilités agricoles.

236. "Procès-verbal de la réunion du Conseil des Notables, 16 janv. 1950".

Les rapports administratifs rendent compte de la position intransigeante du chef de Bafou en incriminant l'influence de son entourage. Des notables auraient soutiré de l'argent aux villageois, leur promettant de pouvoir cultiver en montagne et d'y construire des habitations. D'autres rapports accusent l'U.P.C., qui commence à s'implanter à Dschang, de pousser le chef de Bafou à la provocation. Mais ces explications, un peu manichéennes, satisfont trop facilement les responsables administratifs. L'inspecteur envoyé par Yaoundé porte un diagnostic plus modeste sur le conflit : « il y a beaucoup plus que le jeu des extrémistes à retenir. Les Bamiléké de toutes nuances sont âpres et opiniâtres sur les questions de terrains. Ils luttent pour chasser la Compagnie Pastorale et tous les autres éleveurs, afin de récupérer le massif des Bamboutos » (237).

237. RAYNIER, Inspecteur des Affaires Administratives, au Haut Commissaire de la République Française, févr. 1950.

Bien que la pression agricole soit commune aux parties anglaise et française des monts Bambouto, la situation s'avère plus tendue du côté de Dschang. L'administration française affronte le début d'une révolte contre des colons européens. Les similitudes entre les causes du mécontentement des Kikuyu du Kenya et celles des Bamiléké sont nombreuses : revendication de la libre culture du café, malaise foncier né d'un accaparement de terrains, d'une "expropriation" accusent les Bamiléké, par des colons européens, expansion démographique et besoins de nouvelles terres à cultiver.

Certes, l'ampleur des problèmes n'est pas comparable au Kenya et à l'ouest du Cameroun. Pourtant, l'administration française envisage une solution qui n'est guère éloignée de celle adoptée par les Anglais de Nairobi : l'encouragement de riches villageois à constituer des troupeaux de bovins. « Le jour où les habitants d'une même chefferie seront les uns cultivateurs, les autres éleveurs, ou même à la fois éleveurs et cultivateurs, la question domaniale de répartition des terrains ne revêtira plus aucun aspect politique ni racial » (238).

238. MOURRUAU, 1950, "Rapport du chef de la Région Bamiléké".

De simple problème agraire, la limite entre cultures et pâturages a évolué en contentieux politique, à la fin de la période coloniale. Collusion entre l'administration et les éleveurs européens, contradiction entre le statut officiel de pâturages et leur régime coutumier : les autorités ne réussissent pas à tenir un rôle d'arbitre entre les parties adverses.

Des cultivateurs, deux administrations, plusieurs chefs

Dès les premières années cinquante, plusieurs études et rapports, suscités par l'administration française, analysent la situation des cultures et des pâturages sur les monts Bambouto.

Bien qu'elle concerne tout le pays bamiléké, la notice des cartes de R. DIZIAIN en 1952 mentionne fréquemment les monts Bambouto. En 1953, deux pédologues effectuent une tournée de prospection sur les pentes de la montagne. Leur rapport traite surtout de la protection des sols, de la lutte contre l'érosion et de l'amélioration des pâturages (239). Cependant, il comporte également des observations relatives à la dynamique de l'occupation du sol. Dès 1953-54, l'I.G.N. effectue une couverture photographique aérienne de la région au 1/50.000, permettant de dresser une carte des limites entre pâturages et cultures. Comme l'avion a survolé la partie des monts Bambouto en territoire anglais (Pinyin au nord et Bamumbu au centre), l'information cartographique ne s'interrompt pas à la frontière.

239. CLAISSE (G.) et LAPLANTE (A.), 1953, "Rapport pédologique préliminaire sur la première réunion de la Commission dite des Bamboutos".

Par photo-interprétation, les espaces agricoles sont répartis en deux catégories : les secteurs cultivés depuis longtemps et ceux récemment mis en culture. La distinction s'appuie sur le quadrillage ou non des terroirs par un réseau de haies. Certes, le critère convient davantage aux terroirs bamiléké qu'à ceux des Ngemba de Pinyin où le bocage se réduit à quelques haies autour des habitations. Quant aux Bamiléké, ils aménagent rapidement les terrains mis en culture par l'édification de barrières (carte h.t. 7). Bientôt les piquets prennent racine et des haies vives cloisonnent le nouveau secteur agricole. Les documents aériens, même à l'échelle du 1/50.000, permettent d'apprécier l'ancienneté des haies, d'après l'importance de leur végétation.

Fronts ou compartiments agricoles : deux gestions de la montagne

Cultures et pâturages n'entrent pas en contact de la même façon, côté français et côté anglais. Au sud et à l'est, la séparation suit une ligne presque continue, d'un interfluve à l'autre. Cette division brutale entre versants pâturés et cultivés se complique un peu au sud, à Bafou et Fongo Tongo, d'enclaves agricoles, nichées en creux de relief ou sur les pentes de petits vallons.

A Pinyin, bien que les altitudes soient plus élevées, la concurrence entre cultures et pâturages est également vive. Le contact, moins rigide, s'organise par unités d'interfluves. Au nord de Menka, plus de 500 ha sont maintenus en pâturages à 2.000 mètres, alors que le terroir du village monte jusqu'à 2.100 mètres. Les limites d'occupation du sol s'appuient sur des cours d'eau et des barrières édifiées à des étranglements d'interfluves. Elles ne sont pas étroitement commandées par l'altitude.

Les différences de paysages agraires proviennent de deux approches pour gérer la coexistence entre éleveurs et cultivateurs. Du côté français, l'idée défendue par l'administration, en dépit de nombreuses péripéties, consiste à maintenir une "réserve pastorale" en haut des monts Bambouto. Elle implique la préservation d'un ensemble vaste et continu de pâturages, excluant toute intrusion agricole. Peu importent, à la limite, les utilisateurs de cet espace protégé.

Dans les années trente et quarante, il s'agissait d'encourager un élevage européen pour l'embouche et le lait. Devant l'hostilité grandissante des Bamiléké, l'administration a reconsidéré ce choix. « Nous réserverons progressivement des terrains qui seront retirés ostensiblement à la Compagnie Pastorale et autres éleveurs européens, en même temps qu'à la culture des Africains, tout en restant à la disposition de ces derniers pour l'élevage exclusivement » (240). Aux accusations de collusion avec La Pastorale, l'administration répond par une défense désintéressée des pâturages des monts Bambouto et la promotion d'un élevage spécialisé.

240. "Rapport du chef de la Région Bamiléké au Haut Commissaire de la République Française", 1950.

A Pinyin, les Anglais se montrent moins préoccupés de préserver une activité pastorale en montagne que de maintenir de bonnes relations entre éleveurs et cultivateurs. L'aménagement de l'espace montagnard est conçu selon une optique plus pragmatique, par l'attribution de chaque interfluve soit aux uns, soit aux autres. Il en résulte un canevas plus compliqué des cultures et des pâturages mais qui satisfait mieux les besoins locaux.

Cependant, une affectation plus souple des terrains risque de résister moins efficacement à la pression des cultivateurs. Alors que la chefferie de Pinyin se tient à 1.800 mètres, en contrebas d'une corniche basaltique, de nouvelles habitations sont construites plus haut, à 2.100 mètres (Kwang). Les troupeaux sont écartés de ces hauteurs, protégées à l'amont par des clôtures. Des campements mbororo ne se trouvent qu'à un kilomètre des extensions agricoles. A l'est de Pinyin et en haut de Menka, de nouvelles habitations jouxtent déjà deux campements mbororo. Les initiatives des cultivateurs contraignent à réviser périodiquement l'occupation des sols. L'administration anglaise s'y emploie mais les éleveurs en font presque toujours les frais.

L'opposition entre les gestions anglaise et française des monts Bambouto s'inscrit dans des contextes régionaux différents. Au Bamenda, de nombreux pâturages d'altitude réservent d'autres possibilités d'élevage que les monts Bambouto. Au contraire, au Bamiléké, cette montagne est la seule unité pastorale de grande ampleur, au-dessus de 1.500 mètres. Ce caractère unique explique l'attachement des autorités françaises à sa conservation. C'est d'ailleurs là que les botanistes étudient la flore tropicale montagnarde. Une réserve forestière est créée à cette intention.

Partage en bloc de vastes terrains continus ou affectation locale de chaque interfluve entre cultures et pâturages, les deux pratiques relèvent de conceptions différentes d'aménagement d'espaces convoités. Il est prévisible que la formule française, plus contraignante, sera la plus difficile à faire respecter.

Une progression inégale des cultures

Bien que l'administration de Dschang ambitionne une protection intégrale des pâturages, elle ne réussit pas à endiguer partout la progression des cultures. La position du front agricole en 1953, par rapport à la limite de 1949, souligne les changements survenus en quelques années. La situation se présente différemment d'une chefferie à l'autre.

Plusieurs chefferies se partagent l'arc de cercle des monts Bambouto en territoire français. Les limites dessinent des "parts de gateau" en haut de la montagne, tout en restant sujettes à des contestations. C'est le cas, par exemple, entre Bafou et Fongo Tongo. De même, Balatchi a longtemps revendiqué son détachement de Babadjou et le contrôle d'une portion de la montagne.

Alors que Bafou se trouve à la pointe du combat contre la politique de gel des limites agricoles, les champs ne s'étendent pas de façon spectaculaire dans cette chefferie, du moins en 1953. Ils progressent davantage en haut de Bangang où, par endroits, l'avance atteint 1,5 km (quartier Mbiété). Le front principal des cultures atteint 2.100 mètres mais de nouvelles habitations se trouvent à près de 2.200 mètres, en haut de Mehue. De plus, elles sont construites en travers d'une grande piste à bétail, empruntée par les troupeaux de La Pastorale, en provenance du Bamoun ou de Babadjou.

Les animaux en déplacement doivent contourner les nouvelles clôtures de Bangang. En direction de Djutitsa, ils circulent dans un véritable couloir, bordé de haies et étranglé, par endroits, à seulement quelques dizaines de mètres. Déjà, de nouveaux champs non enclos sont entrepris à proximité, aggravant les risques de dégâts. Afin d'éviter les querelles avec les habitants de Bangang, les bergers de La Pastorale contournent désormais l'avance extrême des champs par un chemin de crête. Au sud de la "Dent" de Babadjou, ils montent les troupeaux jusqu'à 2.600 mètres, puis descendent le long de la réserve forestière des Bambouto : piste acrobatique et pénible pour le bétail.

Lors des incidents de Djutitsa, en 1949, l'intervention des forces de police a enrayé la progression des nouvelles cultures à Bafou, mais non à Bangang. « Les défrichements ont immédiatement cessé, sauf sur le terri-

toire de la chefferie de Bangang, où il nous a été signalé que des barrières nouvelles continuaient à être construites » (241). La concession de La Pastorale ne s'étend pas à Bangang, ce qui enlève à l'administration une justification juridique à l'interdiction d'étendre les cultures.

241. "Rapport du Maréchal des Logis-Chef CAMPOT", Dschang, 17 nov. 1949.

La population de Bangang ne tient pas compte des limites de pâturages décidées par l'administration. Dès 1953, elle occupe et convertit en cultures la frange destinée au bétail local. La mise en réserve des pâturages proches des terroirs, pour les besoins en élevage des populations locales, est interprétée comme une totale liberté d'usage.

Les pédologues G. CLAISSE et A. LAPLANTE se sont probablement trompés de localisation lorsqu'ils signalent un envahissement presque complet de la montagne par les cultures à Babadjou. Ils parlent, en fait, de Bangang ou de la petite chefferie voisine de Balatchi. Ils observent que les Bamiléké portent leurs champs au niveau des pacages les plus élevés, jusqu'à 2.200-2.300 mètres. Mais ils s'étonnent qu'en contrebas, d'anciennes parcelles restent à l'abandon, « fait insolite pour la région »(242).

242. CLAISSE (G.), LAPLANTE (A.), 1953.

Cette observation les conduit à des jugements sévères à l'encontre des pratiques culturales, qualifiées de déplorables sur les versants des monts Bambouto. Ils mettent en cause la technique de l'écobuage et le décapage de l'horizon humifère supérieur du sol. « De cette région, il se dégage une impression de danger, dû à l'érosion » (242). Les pédologues admettent qu'il ne « reste plus grand'place pour l'élevage » sur cette partie des monts Bambouto. Mais l'occupation agricole des pentes devrait se conformer à des règles strictes. Les auteurs insistent sur un effort nécessaire de lutte contre l'érosion par une agriculture dite « à l'horizontale » : haies, terrasses, banquettes alternées. Ce programme technique dépasse une simple délimitation entre cultures et pâturages. Il vise à réformer les méthodes de culture des Bamiléké, tâche énorme pour une administration coloniale disposant d'aussi peu de crédit auprès de la population.

Par opposition à Bangang, l'extension des cultures semble enrayée à Bafou. L'administration n'a pas réussi à faire admettre localement son projet de réserve pastorale mais, du moins, a-t-elle figé la situation. Les pédologues cités remarquent que les cultures montent le long des vallées jusqu'à la corniche de 1.700 mètres mais ils ne mentionnent pas de nouveaux champs à plus haute altitude. Ils proposent que la zone des cultures bamiléké s'arrête à la falaise des 1.700 mètres, ce qui reprend la position défendue par La Pastorale.

Cependant, ils décrivent avec sévérité les phénomènes d'érosion qui affectent les pâturages. Ils suggèrent donc une occupation pastorale des environs de Djutitsa mais accompagnée d'aménagements contre l'érosion et d'une amélioration des pâturages.

Il n'est pas besoin de préciser que ce choix en faveur de l'élevage ne recevait certainement pas l'agrément de la chefferie de Bafou. Elle déclarait, quelques années auparavant : « nous voulons faire le lever de toute l'étendue des terrains qu'occupe et utilise La Pastorale dans le groupement de Bafou depuis qu'elle a fait irruption chez nous et nous subjugue » (243). Le maintien de pâturages à seulement 1.800 mètres s'explique par la concession que détient La Pastorale à Bafou. Mais le bail principal arrive à expiration en 1958. L'arrêt de l'avance des cultures, en 1953, ne correspond probablement qu'à une situation d'attente.

243. Lettre du chef de Bafou à l'Inspecteur des A.P.A., 1950.

A Fongo Tongo, un relief plus morcelé et des pâturages de plus en plus isolés vers l'ouest atténuent l'enjeu entre cultivateurs et éleveurs. La limite de 1949 suit encore le rebord de la falaise de 1.700 mètres mais de petits quartiers occupent, depuis longtemps, des creux de vallons. Les troupeaux transitent d'un haut d'interfluve à l'autre. Les points sensibles se localisent le long de la piste d'acheminement du bétail, en direction de Nkongsamba.

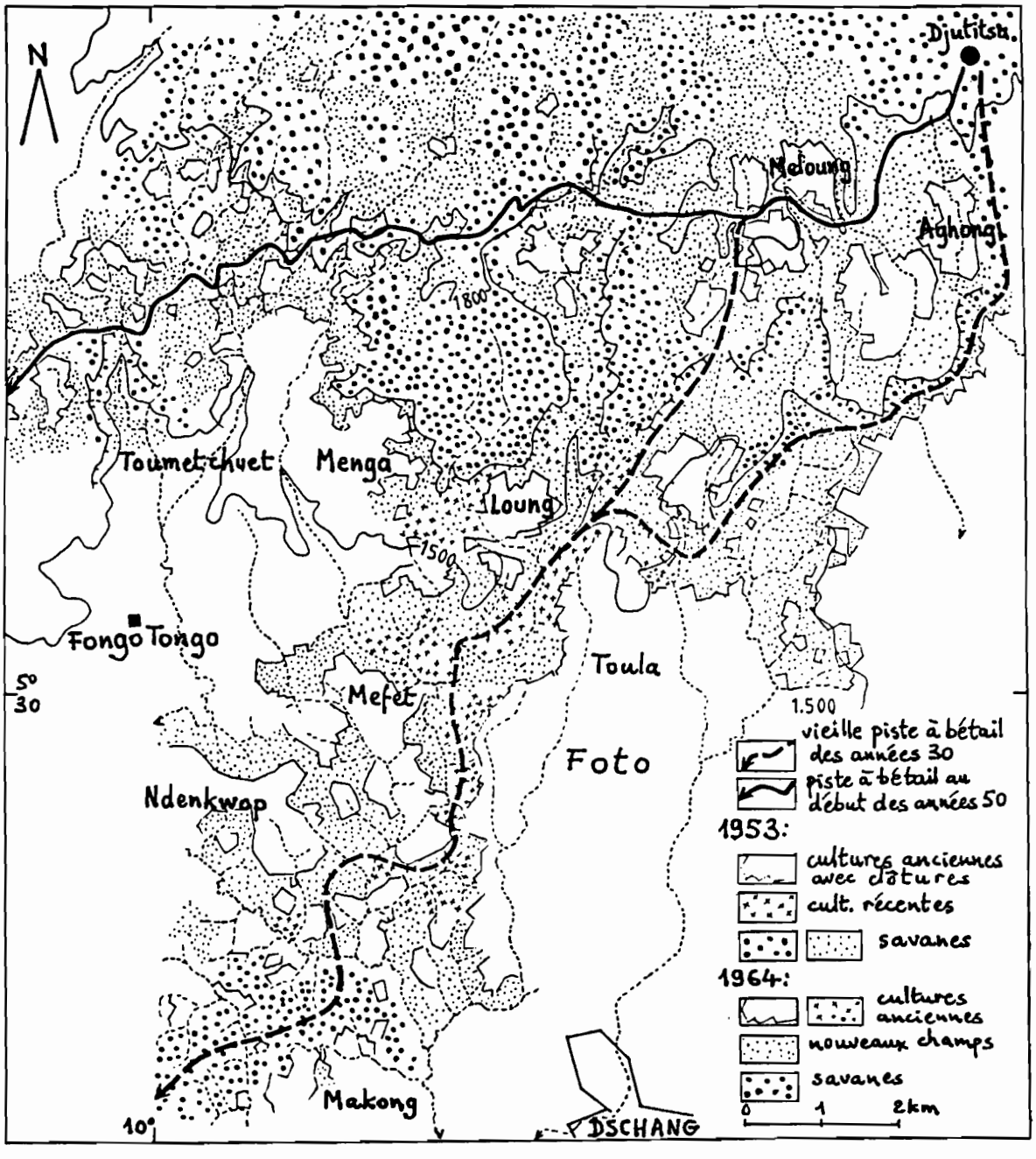


Fig. 222 : *Transfert et fermeture de la piste à bétail vers le sud*

L'itinéraire du bétail expédié à partir de Djutitsa a subi plusieurs modifications, à la suite d'entraves successives provoquées par des cultures. La carte de l'élevage dans l'Ouest du Cameroun, dressée par R. DIZAIN en 1952, indique le trajet d'une ancienne

piste. De Djutitsa, elle descendait vers le sud, traversait la chefferie de Foto et passait à l'ouest de Dschang. En 1953, cette piste est abandonnée, par suite d'occlusion agricole, en plusieurs endroits de Foto, de hauts de collines, autrefois maintenus en herbe. Seuls, des lambeaux de savanes émaillent encore son tracé, à travers des terroirs qui se ferment (fig. 222).

Au début des années cinquante, le bétail est donc acheminé par une nouvelle piste. De Djutitsa, elle prend vers l'ouest, passant d'une langue basaltique à l'autre, en se tenant à 1.800 mètres. Elle contourne les secteurs les plus habités et cultivés de Fongo Tongo par le nord et ensuite, par l'ouest.

En 1953, cet itinéraire devient lui-même difficile, au nord de Fongo Tongo. Des clôtures s'étendent, ne réservant au bétail que d'étroits corridors, au pied ou à la bordure de corniches volcaniques. Des champs non enclos occupent des fonds de vallée, à proximité du passage habituel des troupeaux. Dès lors, les convoyeurs doivent se porter plus haut, à 2.100 mètres, avant d'obliquer vers l'ouest de Fongo Tongo. En 1950, les responsables de La Pastorale se plaignaient déjà des pistes à bétail entravées par les cultures. Chaque fois, les bergers sont contraints de chercher de nouveaux passages à plus haute altitude, plus difficiles à emprunter.

De la corniche des 1.700 mètres à 1.800 mètres, les langues basaltiques ne portent que de maigres pâturages sur Fongo Tongo. Seuls, quelques Mbororo les exploitent. En 1953, presque tous les fonds de vallée sont mis en culture : champs sans doute provisoires car non enclos. La limite officielle des terroirs, calée sur la falaise des 1.700 mètres, n'est plus respectée.

Du côté de Babadjou, la limite entre cultures et pâturages subit moins de bouleversements qu'au sud. Certes, les photos aériennes de 1953 signalent un front de champs ouverts qui montent jusqu'à 1.900 mètres au-dessus du quartier Balépo. Il n'a progressé que de quelques centaines de mètres depuis 1949, sauf en haut de Bamélo où l'avance se fait plus rapide. Habitations et champs enclos de haies se tiennent un peu plus bas, ne dépassant guère la limite de 1949.

La montée des cultures ne suit pas le même schéma qu'au sud. Des vallées encaissées, presque des canyons disent les pédologues G. Claisse et A. Laplante, séparent de larges interfluves qui s'élèvent progressivement jusqu'à 2.000 mètres puis s'incurvent vers les sommets. Au lieu de s'insinuer dans les pâturages à la faveur des creux de relief, les nouvelles cultures s'étalent en haut d'interfluves. Elles entrent ainsi directement en contact et en concurrence avec les troupeaux qui parcourent, de préférence, les hauts de pentes. Moins spectaculaire qu'à Bangang, la montée des cultures sur les langues basaltiques de Babadjou suscite une vive appréhension des bergers de La Pastorale et de Darmagnac.

Le centre de la demi-caldeira des monts Bambouto s'oppose aux versants externes par un relief déchiqueté et par l'ampleur du couvert forestier. Dans ce cirque, les terroirs de Fomenji, Fossimondi et Baranka atteignent allègrement les 2.000 mètres. Des prairies tapissent les pentes abruptes, au creux de l'arc montagneux où des Mbororo stationnent à 2.300-2.400 mètres. Quelques centaines de mètres les séparent à peine de nouveaux champs ouverts dans la forêt montagnarde.

Malgré l'établissement difficile d'une limite entre cultures et pâturages, il a suffi de quelques années pour qu'elle ne soit plus respectée. Le grignotage des pâturages par les cultures réduit les espaces pâturables et désorganise les pistes d'acheminement du bétail, soit vers le centre d'élevage européen, soit vers les marchés du sud.

Une affaire de chefferie

La poussée des cultures s'exerce sur tous les versants des monts Bambouto, avec une ampleur plus ou moins grande selon les chefferies. Quelques chiffres résument ces différences.

Tabl.87 : ***Avances des cultures sur les monts Bambouto en 1953***

chefferies	distance du front agricole à la crête des Bambouto	altitude maximum des cultures	densité de population des chefferies, en hab./km2 (*)
Pinyin	5-7 km	2.100 m	?
Babadjou	5-6 km	1.900 m	92
Bangang	4 km	2.200 m	142
Bafou	8 km	1.800 m	149
Fongo Tongo	6-9 km	2.100 m	84

* d'après R. DIZIAIN (1952) ; les densités se rapportent à l'ensemble du territoire des chefferies.

L'avance modérée du front agricole en haut de Babadjou tient aux fortes déclivités des versants montagneux au-dessus de 2.000 mètres mais également à une densité de population moins forte qu'au sud. R. DIZIAIN attire l'attention sur la convergence des densités à Bafou et à Bangang qui traduirait une répartition homogène du peuplement. En fait, l'habitat et les cultures montent jusqu'à 2.100-2.200 mètres à Bangang tandis qu'à Bafou, les Bamiléké ont franchi la falaise de 1.700 mètres mais se heurtent ensuite à une interdiction.

Presqu'un tiers du territoire de Bafou est occupé par les pâturages, alors qu'à Bangang, leur part relative s'est beaucoup réduite : 20 km2 sur une centaine, au total. L'entassement de la population au centre de Bafou entretient l'hostilité de cette chefferie à l'égard de La Pastorale.

Les chefs bamiléké, bien qu'entourés de conseillers, disposent d'une grande latitude dans la gestion du patrimoine foncier. Les pâturages étant considérés comme des terres libres, certains chefs n'hésitent pas à les vendre aux enchères (244). Il n'existe pas d'instance d'arbitrage au-dessus de la chefferie. Lorsque l'administration coloniale a tenté de résoudre globalement la Question des Bambouto par un "Conseil des Notables", elle s'est attirée la défiance du chef de Bafou : « chaque groupement bamiléké a seul pouvoir de fournir la solution à adopter sur ses terres » (245).

244. DONGMO (J.L.), 1981.

245. Lettre du chef de Bafou, 1950.

Propriétaire éminent de la terre, le chef doit cependant tenir compte des aspirations générales de ses gens. Au besoin, les leaders des diverses associations, surtout féminines, transmettent plaintes et requêtes de la population. C'est ce contrôle, à la limite cette astreinte des chefs, qu'exprime un autre responsable coutumier, comme pour excuser des prises de position étonnantes : « il ne faut pas en vouloir au chef de Bafou ; ce ne sont plus les chefs qui commandent, ce sont les "bush men" » (246).

246. "Procès-verbal de la réunion du Conseil des Notables", Dschang, 1950.

D'une chefferie à l'autre, la tension est plus ou moins forte sur les pâturages d'altitude. L'acuité du problème à Bafou est compréhensible : c'est la seule chefferie des monts Bambouto à ne pouvoir disposer de la "réserve foncière" que représentent ses pâturages. Le gel d'une partie de son territoire est d'autant plus amèrement ressenti que le peuplement est très dense.

La défaite de l'élevage européen

En 1964, une mission photographique aérienne fournit un nouveau document concernant l'occupation du sol sur les monts Bambouto. Elle témoigne de profonds changements, surtout du côté français.

D'abord, la Compagnie Pastorale est "vaincue", selon l'expression de D. DONGMO, par la rébellion bamiléké. Bien que la révolte soit déclenchée pour des motifs de politique nationale et non un contentieux agraire et local, elle conforte les cultivateurs dans leur lutte contre les éleveurs européens. L'insurrection bamiléké exclut toute forme d'élevage, une grande partie des monts Bambouto étant évacuée par le bétail. Mais, après avoir servi leur cause, la rébellion nuit plutôt aux intérêts immédiats des cultivateurs. A l'invasion agricole de la montagne succèdent des reculs et même des abandons culturaux de positions acquises depuis longtemps. Quel est le bilan, en 1964, de ces avancées et retraits sur les versants montagneux ?

Colonisation agricole et réoccupation pastorale

Dans les premières années soixante, la résultante des bouleversements survenus à l'Indépendance n'est pas toujours à l'avantage des cultivateurs (carte 7).

L'exemple de Fongo Tongo le démontre déjà. Certes, l'ancienne piste d'expédition du bétail de La Pastorale est désormais obstruée en de nombreux endroits. De petits hameaux, ancrés en creux de vallées (Tsenkeng, Lembet, Melang) s'étendent en une traînée presque continue de cultures et d'habitations, à 1.900 mètres. Des haies dans le sens de la pente morcellent déjà les versants. Près de la limite de Bafou, d'anciens campements de La Pastorale se remarquent encore, en dos de terrain, par la convergence de pistes à bétail et un tapis d'herbe "kikuyu". Mais des champs les entourent et finiront par en faire disparaître les traces. Les marques de l'élevage seront alors effacées du paysage.

La population de Fongo Tongo n'a pas subi de transferts et ne semble pas avoir souffert des troubles. Pourtant, 200 mètres plus haut, l'impression est toute autre. En

1953, quelques cultivateurs résidaient déjà au milieu des pâturages, de solides haies vives protégeant les champs. En 1964, tout est abandonné et les champs laissés en friche. L'insécurité a contraint ces habitants isolés à se replier plus bas. Entre-temps, des Bamiléké propriétaires de bétail ont placé leurs troupeaux dans les parages. Les animaux déambulent sur les friches, passant à travers les anciennes haies. A cette altitude, les cultivateurs ont cédé du terrain. Certes, l'élevage fait les premiers frais d'une guerre civile mais, par sa mobilité, il redevient possible, dès que le calme se rétablit.

Une douzaine de campements mbororo et de nombreux abris de bergers, au-dessus de 2.200 mètres, confirment la réoccupation de cette partie de la montagne. Chaque interfluve porte un ou plusieurs troupeaux. Avec 1.500 têtes, le cheptel bovin en haut de Fongo Tongo est devenu plus nombreux qu'avant l'Indépendance.

A Bafou, les Bamiléké ont eu raison de La Pastorale, après une longue guerre d'usure. Pourtant, la victoire des cultivateurs ne s'accompagne pas, en 1964, d'une conquête agricole spectaculaire des anciens pâturages. Même sans rébellion armée, La Pastorale n'aurait pu maintenir son élevage bovin sur la plus grande partie des monts Bambouto. Une fois le bail à long terme de sa concession tombé à échéance, il était évident que l'administration ne pouvait le renouveler. Certes, la compagnie n'a pas replié ses animaux en 1958 mais elle l'aurait fait de façon progressive.

En 1959, l'abattage d'animaux en montagne et le meurtre de bergers isolés contraignent à rassembler le cheptel aux abords de Djutitsa. Un détachement de l'armée stationnant dans la ferme, la sécurité du bétail n'est menacée qu'à l'occasion de brèves attaques. Aucune installation de la ferme n'est endommagée. Cependant, l'abandon de vastes pâturages de montagne a ruiné l'élevage de La Pastorale, toujours resté de type extensif. Les troupeaux ne pouvaient être maintenus en bon état, une fois confinés autour de Djutitsa. La compagnie a dû se débarrasser de l'essentiel de son cheptel bovin. En 1964, seules subsistent trois "compagnies" de bergers, à seulement 1 ou 2 km de la ferme.

Malgré la fin de ce grand élevage européen, la colonisation agricole n'investit les pâturages qu'à l'écart de Djutitsa. De chaque côté, de nouveaux champs sont ouverts sur des langues d'interfluves parallèles. Les dos basaltiques portent des cultures jusqu'à 2.100 mètres, soit une avance de 3 km par rapport aux années cinquante.

La conversion des prairies en cultures s'opère de deux façons. Des ensembles de parcelles géométriques résultent de véritables lotissements agricoles de la montagne. La chefferie et les notables président à l'attribution des nouveaux secteurs. Quelques parcellaires irréguliers recouvrent des pentes encore plus élevées. Ils résultent d'initiatives spontanées, échappant au contrôle de la chefferie. D'anciens campements de La Pastorale se trouvent déjà complètement entourés de champs, jusqu'à 2.000-2.100 mètres. Seul, un cercle d'eucalyptus signale, dans un paysage ouvert, l'ancien site de rassemblement du bétail.

De nouvelles habitations sont édifiées en arrière du front des cultures. Le principe du lotissement se traduit par un alignement de maisons, soit en haut d'interfluve, soit à mi-pente. De petits quartiers se constituent déjà, par exemple Aghong, à l'ouest de Djutitsa. Des haies commencent à cloisonner les pentes en un quadrillage géométrique où de petites caféières alignent leurs plants réguliers : le paysage bamiléké se reconstitue, porté à 1.900 mètres.

C'est un exemple de colonisation agraire "interne" au pays bamiléké. Comme presque toutes les nouvelles constructions sont couvertes de tôles et que certaines comprennent déjà plusieurs maisons, il s'agit probablement de gens aisés. J.L. DONGMO (246) le confirme : parmi les nouveaux habitants se rencontrent les plus riches planteurs de Bafou. Tous ne résident pas sur place en permanence, leur habitat principal se trouvant au sud de la chefferie ou même à Dschang.

246. DONGMO (J.L.), 1981, p. 187.

La colonisation des pentes des monts Bambouto a donc dévié du motif mis en avant pour revendiquer la restitution des pâturages. Avant 1960, la chefferie les réclamait pour installer les jeunes paysans sans terre et offrir des terrains à cultiver aux femmes qui en manquaient : « une grande partie du peuple de Bafou ne trouve sa nourriture qu'à Njitetsa » (247). En fait, la libération des pâturages et la vente des terres offrent une opportunité, pour des cultivateurs enrichis par la culture du café, d'agrandir leur exploitation et de diversifier leur production agricole.

247. Lettre du Député NININE au Haut Commissaire du Cameroun, 1950.

Le retrait de La Pastorale de la plus grande partie du territoire de Bafou ne bénéficie pas seulement aux Bamiléké. Des Mbororo occupent les pâturages libérés, dès que le calme se rétablit. En 1964, les hauts versants de Bafou, à 2.300-2.400 mètres, comptent plusieurs campements d'éleveurs.

Parfois, les nouveaux venus reprennent simplement les sites de La Pastorale. Mais, le plus souvent, ils s'installent à part, faisant construire de nouvelles habitations en matériaux légers : huttes semi-circulaires en paille et maisons rectangulaires à clayonnages en tiges de raphias, mieux adaptées à l'humidité ambiante mais surprenantes pour des Mbororo. Curieusement, les nouveaux éleveurs ne cherchent pas toujours à tirer parti des étendues de "kikuyu grass". Ces pâturages offrent surtout de l'intérêt en saison sèche. Or, la plupart des Mbororo partent alors en transhumance. Le canevas des nouveaux campements se décale par rapport à celui de La Pastorale.

En 1964, un gros campement mbororo rassemble 19 habitations en haut de Bafou. Des troupeaux *mbororooji* remplacent les vaches laitières *fransaaji* sur les prairies sommitales, à 2.500-2.600 mètres. Les habitants de Bafou ont donc affaire à de nouveaux éleveurs qui ont introduit, bientôt, un millier de têtes (248).

248. Service d'Elevage, 1965, "Etude des pâturages de l'Ouest".

Les Mbororo se tiennent à plusieurs kilomètres du front des cultures, ce qui réduit les risques de dégâts. D'autre part, les Bamiléké redoutent moins les Mbororo que La Pastorale. Ce ne sont que des occupants sans droits fonciers, des "squatters" délogeables, en cas de besoin. Opinion bien exprimée par D. DONGMO : « les cultivateurs considèrent les éleveurs mbororo comme des étrangers, des êtres errants qui n'ont qu'un droit de pâture sur les pâturages qu'ils exploitent temporairement, en attendant leur mise en valeur effective, » c'est-à-dire agricole (249).

249. DONGMO (D.), 1981.

La ruine du principal élevage européen des monts Bambouto bénéficie aux cultivateurs mais également à de nouveaux éleveurs, des Mbororo. Pour les Bamiléké, rien n'est changé (les hauts pâturages portent toujours du bétail) et tout est changé (les éleveurs ne sont plus les mêmes). Dépourvus de tout droit foncier et sans appui administratif, les Mbororo ne peuvent tenir tête aux cultivateurs, en cas de contentieux.

Les regroupements villageois : une descente forcée des cultivateurs

A Bangang et Balatchi, l'histoire agraire des premières années soixante est fort agitée. Déploiements agricoles et abandons précipités n'entérinent pas des changements de rapports de force entre éleveurs et cultivateurs mais des accès d'insécurité qui troublent l'ancien espace pastoral.

Les femmes profitent d'abord du départ des troupeaux de La Pastorale pour entreprendre des cultures en altitude, surtout de pommes de terre. Elles montent jusqu'à 2.400 mètres à l'est de la réserve forestière des Bambouto et en haut de Maka (Balatchi). La grande piste à bétail qui passait entre les clôtures les plus élevées de Bangang tombe en désuétude. L'espace agricole se ferme.

Mais les "rebelles" qui trouvent refuge dans les forêts sommitales des Bambouto dérobent les récoltes féminines, voire s'attaquent aux cultivatrices. Dès lors, le chef de Bangang interdit aux femmes d'aller cultiver en montagne. En 1964, des traces de billonnages subsistent sur une centaine d'hectares, à 2.300-2.400 mètres.

La pression des maquisards s'accentue sur les quartiers les plus élevés de Bangang. Les habitants isolés n'osent plus passer la nuit dans leurs maisons. Alors, l'administration déplace toute la population des quartiers montagnards (Mbiété, Mehue, Ladjenti à Bangang, Maka à Balatchi) pour la relotir selon le principe du regroupement. Le nouveau village de Nzindong accueille les habitants délogés d'en haut de Bangang. Ce grand lotissement de maisons alignées occupe un ancien dos de terrain laissé en herbe, à 1.900-2.000 mètres. Une nouvelle route le traverse puis grimpe jusqu'à un poste militaire fortifié, en haut de la crête des monts Bambouto.

Le secteur montagnard des cultures encloses est comme vidé de contenu : maisons détruites, champs en friche. Seule subsiste l'armature des haies. En 1964, quelques Bamiléké se risquent à nettoyer les caféières, afin d'éviter les feux. Mais la plupart des anciennes parcelles se couvrent de grandes herbes et de fourrés, visibles sur les photos aériennes au 1/20.000. La déprise agricole est comparable dans les quartiers les plus élevés de Balatchi et au sud de Babadjou.

Lorsqu'ils partent en transhumance vers la vallée de la Mifi Nord, les Mbororo de Bafou et de Bangang empruntent, en sens inverse, la piste dite de La Pastorale. Au sud de Babadjou, ils prennent au plus court, en traversant un dos de terrain autrefois cultivé et habité. La piste de transhumance, toute blanche sur les photos aériennes, longe des clôtures épaisses et passe au travers d'autres, qui ne protègent plus rien.

Pour compenser la perte des terres agricoles d'altitude, les gens de Bangang achèvent d'occuper les versants moins élevés. Ceux qui voisinent la chefferie de Bafou, à 1.800-1.900 mètres, portaient encore des pâturages en 1953. Des campements de La Pastorale n'étaient guère éloignés de la limite entre les deux chefferies. Dix ans plus tard, ces planèzes sont intégralement mises en cultures, jusqu'à 2.000 mètres : champs ouverts, entrepris par les cultivateurs regroupés à Nzindong. Déjà, des habitations à toits de tôles apparaissent dans les nouveaux secteurs cultivés, amorçant un double habitat.

Les nouveaux champs, de forme géométrique, restent de petites dimensions et couvrent les versants selon un parcellaire serré. Il s'agit surtout de champs de

pommes de terre et autres cultures maraîchères (choux). Sur ces pentes douces et régulières, les cultivateurs reprennent à leur compte un aménagement de La Pastorale.

Les multiples cours d'eau qui rayonnent à partir des sommets des Bambouto ressemblent à des torrents qui tarissent en saison sèche. Pour éviter la concentration du bétail aux rares points d'eau permanents et la descente répétée des troupeaux en bas de ravins, La Pastorale avait creusé des fossés de dérivation qui captaient l'eau en haut de la montagne. De là, ils la dirigeaient, en dos de terrain, jusqu'à des abreuvoirs où le bétail disposait d'eau, à proximité des campements (250). Avec le retrait des troupeaux de La Pastorale, la plupart des dérivations, non entretenues, cessent de fonctionner. Les Mbororo ne se soucient pas de cet aménagement, d'autant plus qu'en saison sèche, ils partent en transhumance.

Seule, la dérivation de Bangang, longue de plusieurs kilomètres, sert désormais à irriguer des cultures maraîchères. Du haut de l'interfluve, des cultivateurs captent l'eau et l'amènent vers leurs parcelles, situées à mi-pente. Elle permet une culture supplémentaire, en saison sèche. La Pastorale se souciait de l'abreuvement des troupeaux, sans entreprendre une irrigation de pâturages. Son élevage, bien que rationnel, restait une forme d'occupation extensive de la montagne. A Bangang, une agriculture intensive lui succède.

Du côté de Babadjou, les cultivateurs n'ont pas encore tenté de tirer profit du départ de La Pastorale. Seuls, quelques sites de campements, à 1.900 mètres, sont convertis en cultures. Les habitants des hauts quartiers (Bamélo, Bawa, Balépo) sont évacués et regroupés le long de la grande route, au nouveau village de Balépo. L'absence de conquête agricole tient au faible développement de la culture de la pomme de terre à Babadjou. De plus, l'insécurité pèse encore sur cette partie des monts Bambouto. Un relief plus morcelé qu'au sud, de larges têtes de galeries forestières offrent des conditions de refuge idéales aux derniers maquisards.

Après le départ des troupeaux de La Pastorale, la montagne s'est comme vidée. Des Mbororo tentent de profiter des pâturages libérés mais ils doivent fuir des attaques incessantes. Même des bergers, pourtant plus mobiles que des familles entières, n'osent plus s'aventurer en haut de la montagne. Les pâturages, autrefois surchargés par les élevages européens, se couvrent de grandes herbes. Le tracé des pistes à bétail s'imprime encore dans le paysage, surtout lorsqu'elles dévalent, en traînées de sol décapé et érodé, les pentes les plus fortes. Les passages de cours d'eau, points d'abreuvement et de stationnement des troupeaux, laissent des cicatrices encore vives dans le couvert herbacé. Les griffes d'érosion liées à l'élevage s'élargissent en haut de Babadjou : indice d'un relief abrupt mais également d'une charge lourde et prolongée en bétail. C'est là qu'autrefois, des planteurs-éleveurs européens plaçaient leurs troupeaux.

Le cheptel le plus nombreux relevait de la ferme Darmagnac qui jouxtait la plantation de la même entreprise familiale. Durant toute l'époque coloniale, elle a réussi à maintenir en pâturage un interfluve proche, sur 350 ha. Contigu à la plantation caféière, il imposait, à seulement 1.700 mètres d'altitude, une enclave pastorale au milieu des cultures.

Bien que moins important que La Pastorale, l'élevage Darmagnac sombre, lors de l'Indépendance. Avec 1.700 têtes en 1958, il accaparait les pentes de Babadjou

250. Cet aménagement se justifiait sur une montagne où, de façon un peu paradoxale (mais commune à tous les hauts pâturages de l'Ouest-Cameroun), le manque d'eau pose un problème une partie de l'année. Cependant, il a suscité des critiques de la part des pédologues G. CLAISSE et A. LAPLANTE. Des dérivations empruntent parfois de fortes pentes en dos d'interfluves. Après la desserte du campement, l'eau dévale librement le versant. Chaque fois que la pente s'accentue, la vitesse de l'eau s'accélère, affouillant le sol en marmites de géants et cascatelles. De préférence à ces dérivations en dos de terrain, les pédologues conseillent de suivre les courbes de niveau. Fort bien, mais les campements étaient presque toujours situés en sommet d'interfluve...

proches de la frontière. Devant la menace des maquisards, Darmagnac obtient l'autorisation de transférer quelques troupeaux sur le ranch de Jakiri, une faveur insigne accordée par l'administration anglaise, plutôt sourdement hostile à ses voisins français. En 1960, la ferme Darmagnac ne possède plus qu'un troupeau de 110 têtes.

Avec l'Indépendance, Darmagnac cède devant la pression des cultivatrices. Les pâturages à 1.700 mètres sont partagés entre cultures et bétail. L'ancienne ferme d'élevage tombe à l'abandon, encerclée par les champs. Des parcelles lotissent une grande prairie de fond de vallée, autrefois réservée aux animaux affaiblis. Malgré la défaite de l'insurrection bamiléké, Darmagnac ne peut reconstituer son cheptel d'autrefois. Avec la plantation voisine de Sincoa, l'élevage européen ne compte que 300 têtes de bétail en 1964.

Un véritable front agricole se déploie de chaque côté de la plantation caféière Darmagnac. De petites parcelles, de forme irrégulière, sont taillées dans les grandes herbes : cultures féminines de maïs qui progressent chaque année en altitude. La culture ne se prolonge pas plus d'un an. Dès l'année suivante, les femmes montent plus loin. En 1964, la frange des cultures atteint 1.850 mètres, submergeant le site d'un abri de bergers tandis qu'en arrière, s'étendent des jachères. Ce type de colonisation agricole spontanée ne s'accompagne pas d'un peuplement. Il se montre trop instable et l'insécurité n'autorise pas la dispersion de l'habitat.

La désertion par le bétail de pâturages peu éloignés suscite comme un appel à la conquête agricole. Néanmoins, cette dynamique culturale ne se ralentira-t-elle pas d'elle-même, une fois parvenue à une certaine altitude ? L'éloignement du front des cultures et l'affaiblissement des rendements en maïs, à partir de 1.900 mètres, peuvent le laisser supposer.

A l'est des monts Bambouto, relief montagnard et larges forêts maintiennent une insécurité durant plusieurs années. Elle suffit pour interdire le retour d'éleveurs et compromettre les extensions agricoles. Les champs ne se déploient qu'à des altitudes plus basses, en comblant d'anciens pâturages, jusque-là préservés.

L'effritement d'une protection pastorale : Pinyin

Au nord des monts Bambouto, les limites entre cultures et pâturages ne sortent pas bouleversées de l'accession à l'Indépendance.

L'administration anglaise a fait l'économie d'un problème politique délicat, en refusant l'installation de colons européens. Les hauts pâturages auraient suscité quelques vocations de "gentlemen farmers", si la législation foncière n'avait pas protégé, de façon rigoureuse, les droits coutumiers. Les rapports entre les deux populations, moins chargés de passions qu'au Bamiléké, relèvent d'une législation spéciale, réaffirmée après l'Indépendance. Au contraire, du côté francophone, un vide juridique succède au retrait de l'administration coloniale. Malgré l'éviction des deux puissances mandataires et l'émergence d'un seul Etat camerounais, les contextes juridiques ne s'harmonisent pas, d'un versant à l'autre des monts Bambouto.

Les photos aériennes de 1964 attestent l'originalité de l'évolution agraire à Pinyin. Pas plus qu'en 1953, les cultivateurs ne s'opposent aux éleveurs selon des fronts rectilignes et continus. L'agrandissement d'exploitations agricoles doit tenir compte de la protection officielle des pâturages. La contrainte est surmontée, de la même manière qu'en de nombreux endroits du Bamenda, par le déboisement et la mise en culture des galeries forestières au milieu des pâturages. Il suffit d'édifier, à l'aide des matériaux issus du déboisement, des clôtures latérales au vallon annexé, pour ne pas tomber sous le coup de la loi.

En 1964, beaucoup de galeries forestières sont déboisées en haut de Pinyin et de Menka, de 2.100 jusqu'à 2.300 mètres. Seuls, quelques grands arbres subsistent, dominant des billons orientés dans le sens de la pente. C'est le même paysage qu'au sud de Santa. Les défrichements forestiers, inexistants en 1953, sont presque tous destinés à la culture de la pomme de terre. Parfois, ils s'accompagnent d'essais de dérivation d'eau, selon le même principe que La Pastorale, pour irriguer des parcelles. Mais les fossés, mal entretenus (des pertes d'eau sont repérables sur les photos), ne fonctionnent que de temps à autre.

L'intrusion des cultivateurs dans les galeries forestières ne se retrouve ni à Babadjou, ni à Bangang. Elle est spécifique des villageois du Bamenda qui tournent ainsi la protection légale des pâturages. La législation qui règle les rapports entre éleveurs et cultivateurs présente d'autres failles à Pinyin. Elle n'empêche pas une avancée graduelle des cultures et l'implantation de cultivateurs dans les pâturages. A partir des bas de versants, ils élargissent les parcelles encloses vers l'amont et finissent par interdire des interfluves au passage du bétail.

Le village de Menka, désormais le plus élevé de la chaîne des Bambouto, absorbe de cette façon d'anciens pâturages. Un Mbororo, encerclé par le maillage des clôtures et des haies, a dû quitter les lieux.

Il en est de même en haut de la chefferie de Pinyin. Certes, Ardo Damnorou, du lignage Gosi, se maintient à seulement 2.000 mètres, au milieu de grands pâturages. Cependant, des cultures l'entourent désormais de tous côtés. Il résiste aux cultivateurs, avec l'appui du "Farmer-Grazier Service". A chaque nouvelle dispute, il devient plus difficile de faire prévaloir l'usage pastoral des terrains. Des cultivateurs acceptent de cesser d'y cultiver mais d'autres s'entêtent et construisent des habitations. La permanence des pâturages n'est pas aussi bien assurée qu'avant l'Indépendance.

Enfin, Pinyin n'est plus à l'écart de l'insécurité qui trouble les monts Bambouto. Les Mbororo qui séjournaient en haut de Menka, à 2.300-2.400 mètres, ont abandonné leurs campements. Quelques-uns se sont repliés justement auprès d'Ardo Damnorou, accentuant la charge de bétail à proximité des cultivateurs.

En 1964, les campements mbororo à Pinyin se tiennent à 2.100-2.200 mètres. Chaque jour, les troupeaux gagnent les pentes supérieures puis redescendent en fin de journée, pour des raisons de sécurité. Allées et venues quotidiennes élargissent et creusent des pistes à bétail où dévalent, à chaque pluie, de véritables torrents. Des ravines zèbrent les versants montagneux. Les pâturages du secteur anglophone deviennent les plus érodés, alors que la protection de l'environnement pastoral figurait, autrefois, parmi les priorités de l'administration anglaise.

Au début des années soixante, le paysage agraire des monts Bambouto est révélateur d'insécurité. Les troubles ont ruiné la montagne pastorale. La répartition des cultures et des pâturages subit, durant plusieurs années, les conséquences de l'insurrection bamiléké.

Avant 1960, les deux administrations coloniales s'efforçaient, chacune à sa manière, de figer les limites des pâturages ; c'est une option difficile à maintenir, lorsque le rapport des forces se renverse. L'objectif français d'une réserve pastorale sur les monts Bambouto avait peu de chance de réussir, face à la contestation intransigeante des Bamiléké. Mais, en 1964, le vide d'une grande partie de la montagne n'apparaît pas non plus comme une situation durable. Dès le rétablissement de la sécurité, des éleveurs reviendront occuper les pâturages. La compétition avec les cultivateurs n'en sera-t-elle pas relancée ?

Eleveurs et cultivateurs : de nouvelles donnes

Une prospection de la chaîne des Bambouto, en 1975, permet d'observer de nombreux changements au cours d'une décennie. La rébellion bamiléké n'épargne plus les versants situés au Bamenda, nécessitant un nouveau déplacement de population montagnarde. Les élevages européens achèvent de disparaître ou se réduisent à quelques troupeaux résiduels, leurs anciens pâturages étant occupés par des Djafoun. Querelles, décisions administratives et interventions des gendarmes attestent la permanence d'un contentieux entre l'agriculture et l'élevage. Les efforts déployés n'empêchent pas les cultures de progresser, parfois de façon spectaculaire. Mais l'enjeu ne se circonscrit plus seulement à l'antagonisme entre Mbororo et Bamiléké.

Derniers soubresauts d'une rébellion

Les bouleversements les plus inattendus dans la répartition des cultures et des pâturages surviennent en secteur anglophone des monts Bambouto.

Les derniers rebelles s'étant repliés en haut de Pinyin où ils bénéficient de complicités, tous les montagnards, éleveurs et cultivateurs, font l'objet d'une expulsion en 1967. Le centre de la rébellion a opéré comme une dérive autour des monts Bambouto. En 1959-60, les chefferies du sud (Bafou, Bangang) en représentaient le sanctuaire. Puis les rebelles se sont réfugiés en haut de Babadjou et de Bamumbu, à l'est de l'arc montagneux, en 1962-64. Les années suivantes, ils glissent de l'autre côté de l'ancienne frontière.

Les services de sécurité appliquent alors le principe du regroupement de la population. Les terroirs de Menka et des quartiers les plus hauts de Pinyin (Kwang, Tonogo) en font les frais. Habitations détruites, champs livrés à la friche : le paysage déserté des populations déplacées se renouvelle. Les Mbororo sont évacués vers d'autres pâturages. Ceux qu'ils libèrent servent parfois de "resettlement areas" pour reloger des cultivateurs. Les pâturages d'Ardo Damnorou accueillent ainsi le nouveau Menka. Les maisons s'alignent le long de pistes établies pour la circonstance. Alors que les Bamiléké de Bangang et de Balatchi récupèrent lentement leur habitat dispersé, les Ngemba de Pinyin expérimentent, à leur tour, le traumatisme de l'évacuation.

L'abandon des hauts pâturages représente une dure épreuve pour les éleveurs, Mbororo et villageois propriétaires de bétail, qui ne savent où replier les animaux. Cependant, avec les années, le contrôle des autorités se relâche. Les villageois ramènent d'abord leurs troupeaux, sans rien dire, imités par quelques Mbororo. Plusieurs troupeaux ont regagné Pinyin lorsque l'administration libère enfin les pâturages.

En ayant la possibilité de récupérer leurs anciens campements, les éleveurs semblent avoir moins souffert que les cultivateurs dont le retour n'est pas admis officiellement. Partout, des haies d'eucalyptus, des fourrés de fougères ou de genêts de montagne signalent d'anciens lieux cultivés et habités. Des terroirs se sont rétractés. Mais la création de "resettlement areas" permet de passer outre aux dispositions de la loi de 1962 : la nécessité d'attribuer des terrains de culture à des villageois déplacés l'emporte sur la protection légale des pâturages. Par leur déplacement de 1967, les gens de Menka ont ainsi obtenu, d'un seul coup, les pâturages d'Ardo Damnorou qu'ils convoitaient depuis longtemps.

L'épisode de Pinyin sert de jurisprudence au Bamenda : les villageois ont trouvé le moyen juridique de déclasser des pâturages. Les années suivantes, plusieurs "Councils" décrètent des "resettlement schemes", une façon détournée de convertir des pâturages en cultures. Le "Farmer-Grazier Service" conteste ces relotissements qui ne répondent à aucun déplacement forcé de population. A Pinyin, les Mbororo sortent perdants de la nouvelle procédure administrative. La position d'autres Mbororo du Bamenda en est elle-même fragilisée.

Un renouveau de l'élevage

En 1975, le calme est rétabli sur les monts Bambouto, si bien que les troupeaux en occupent à nouveau les versants les plus élevés. D'après les statistiques des services d'Elevage et le *jangali*, l'ensemble de la chaîne montagneuse porte 21.500 bovins.

Les effectifs sur les anciens pâturages de La Pastorale montrent l'ampleur du retour du cheptel. En 1975, ils comptent 11.400 têtes, alors que de nombreux troupeaux sont probablement sous-estimés. Cela correspond au maximum atteint par les élevages européens, dans les années quarante (10 à 12.000 têtes). On diagnostiquait alors « une véritable surcharge » (251). Or, voici qu'avec des pâturages moins étendus, le cheptel retrouve ces records. Certes, des pâturages ont bénéficié, entre-temps, d'une mise en repos durant quelques années. La montagne retrouve donc sa "vocation" pastorale.

251. DIZIAIN (R.), 1952.

252. DONGMO (D.), 1981.

Pourtant, l'élevage européen a pratiquement disparu. D'après D. DONGMO (252), la Compagnie Pastorale quitte sa ferme de Djutitsa dès 1960, indemnisée par les habitants de Bafou qui ont constitué, dans ce but, une société anonyme. En fait, La Pastorale s'est simplement défaite des grands troupeaux de bovins, tout en poursuivant ses autres activités : élevage porcin, cultures maraîchères. Puis, en 1967, elle vend au Ministère de l'Agriculture les terrains qu'elle détenait en propriété. Cette fois, les deux porcheries sont abandonnées. Un centre agricole occupe les environs de la ferme, en s'orientant vers la sélection de pommes de terre, avec une collaboration hollandaise. L'effectif bovin, réduit à 30 têtes, est seulement destiné à la fourniture de fumier.

Au début des années soixante-dix, le troupeau de Darmagnac compte 170 bovins et celui de la ferme Sincoa, de l'autre côté de la route : 150. L'élevage européen, autrefois dominant du côté français, ne figure qu'en annexe d'activités agricoles. Ne disposant presque plus de pâturages, Darmagnac vend ses derniers animaux en 1975 et 76.

Les Mbororo ont remplacé, en partie, les troupeaux de La Pastorale. Ce sont eux qui se trouvent, désormais, aux prises avec les cultivateurs. D'après un recensement personnel, ils représentent une population pastorale de 790 personnes sur les pentes des monts Bambouto. Population peu nombreuse par rapport aux cultivateurs qui les entourent. Certes, mais ils se trouvent à la tête d'un cheptel de 17.000 bovins. Avec l'installation des Mbororo, l'élevage redevient l'activité principale des hauts versants.

Nouveauté par rapport aux décennies antérieures, les Mbororo ne sont plus les seuls éleveurs. Bamiléké ou Ngemba de Pinyin, des villageois autour des monts Bambouto possèdent maintenant du bétail. Le tableau suivant indique la répartition des deux catégories d'éleveurs, en nombre de propriétaires de bétail et en effectifs de cheptel.

Tabl. 88 : ***Eleveurs et cheptel sur les monts Bambouto, en 1975***

chefferies	nb. d'éleveurs mbororo	nb. d'éleveurs villageois	cheptel bovin mbororo	cheptel bovin villageois
Pinyin	60	40	4.750	2.500
Bamumbu	21	?	2.900	?
Babadjou	44	0 (?)	6.210	?
Balatchi	7	4	650	200
Bangang	9	9	970	?
Bafou	20	9	1.350	280
Fongo Tongo	0	93	0	2.900
	161	**(155)**	**16.830**	**(5.800)**

L'essor de l'élevage bovin aux mains des autochtones est remarquable. Au dénombrement reporté sur le tableau s'ajoutent de nouveaux détenteurs de bétail à Bamumbu. Ils possèderaient une dizaine de troupeaux, placés sur les sommets, près de Baranka. De même, D. DONGMO signale l'existence de 10 autres planteurs-éleveurs au nord de Babadjou.

Les Mbororo évacuent les hauts de Fongo Tongo au début des années soixante-dix. Ils cherchent à éviter le voisinage des nombreux troupeaux appartenant aux Bamiléké. Comme les propriétaires ne les envoient pas en transhumance, leurs animaux envahissent en saison sèche les secteurs libérés par les Mbororo, broutant à ras les pâturages. A Pinyin, les troupeaux des villageois se rassemblent sur les basses pentes, tandis que les Mbororo se tiennent en haut.

Comment les habitants des monts Bambouto ont-ils réussi à constituer un cheptel bovin ? D. DONGMO (252) insiste sur le rôle des Bamiléké qui furent engagés comme bergers par La Pastorale. Initiés à l'élevage du gros

252. idem.

bétail, ils ont servi de modèle à leurs voisins. Mais cette explication n'est pas la seule. Des autochtones ont également appris l'élevage en travaillant comme bergers auprès des Mbororo, notamment à Pinyin et Fongo Tongo. Lors du démantèlement des troupeaux de La Pastorale, de riches Bamiléké ont acquis des animaux à vil prix. L'enrichissement de certains planteurs par le café leur a permis d'investir dans le gros bétail. Enfin, l'ouverture de la frontière du Cameroun Occidental offre la possibilité d'acheter des bêtes sur le marché de Bamenda, où les cours restent peu élevés.

Les statistiques de bétail indiquées par D. DONGMO laissent supposer un renforcement du cheptel aux mains des Bamiléké, dans les années soixante-dix. De 3.500 têtes en 1975, du côté francophone, il passe à près de 4.000 en 1980, tandis que le cheptel mbororo reste stable ou diminue. A l'élevage bovin s'ajoute celui des petits ruminants, chèvres et surtout moutons qui déambulent partout, sans surveillance. Les pentes des monts Bambouto accueillent des troupes de moutons expulsées du plateau par la montée des cultures sur des hauts de collines, autrefois laissés en herbe.

La constitution d'un cheptel par les paysans des monts Bambouto répond aux souhaits des administrateurs français, avant l'Indépendance. Cependant, il s'est formé plus lentement qu'ils ne le prévoyaient, après un enrichissement par le café. Les administrateurs espéraient également que ce nouvel élevage désamorcerait l'hostilité des Bamiléké envers le bétail. Qu'en est-il ?

Des conflits plus complexes

Contrairement aux prévisions des administrateurs français, l'engagement des Bamiléké ne fait pas disparaître les conflits agraires mais il les rend plus complexes. Les parties adverses ne se moulent plus seulement selon le clivage entre autochtones et "étrangers".

Les troupeaux des Bamiléké provoquent davantage de déprédations que ceux des Mbororo : ils parcourent les savanes proches des champs, presque sans gardiennage. Le préposé au troupeau n'est pas un véritable gardien : il n'accompagne pas les animaux et ne passe pas la nuit à proximité. Chaque matin, il gagne les pâturages et compte les animaux pour vérifier s'ils sont tous là. Puis il redescend. Parfois, des troupeaux ne reçoivent pas de visite durant trois à quatre jours. Quant aux moutons, ils causent des préjudices innombrables, nécessitant l'édification de clôtures à treillis serré.

Au sud des monts Bambouto, une vive tension dresse des Bamiléké les uns contre les autres (253). Aux habitants proches des pâturages, souvent engagés dans l'élevage, s'opposent des cultivateurs qui ne résident pas sur place. A partir de secteurs anciennement peuplés, ils ont ouvert de nouveaux champs sur les pâturages. Mal protégées et sans surveillance de personnes résidant sur place en permanence, ces cultures font les frais de la divagation des troupeaux. Même sans dimension politique ou inter-ethnique, les incidents peuvent devenir violents (254).

D. DONGMO (255) dresse l'inventaire des conflits qui surgissent entre éleveurs et cultivateurs, d'après les lieux de discorde : cultures maraîchères

253. DONGMO (J.L.), 1981, t.1, p. 167.

254. En fait, les troupeaux placés sur les pentes des monts Bambouton'appartiennent pas toujours à ceux qui s'en occupent. Comme ils résident près de la montagne, des animaux leur sont confiés par des fonctionnaires et des employés à la coopérative de café. A Bangang, c'est le cas de 3 troupeaux sur 9 ; 2 autres appartiennent à des bouchers de Mbouda. Ce nouvel élevage n'est pas vraiment le fait de paysans.

255. DONGMO (D.), 1981, Chap. 2 : "Les relations conflictuelles entre l'agriculture et l'élevage".

en fonds de vallées, nouveaux champs en haut de la montagne, lisières des terroirs en "piémont". L'auteur ne précise pas quels éleveurs se trouvent les plus fréquemment mis en cause. Les conflits qui éclatent en haute montagne mettent en cause des Mbororo mais, en piémont, il n'est pas rare que les accusations se portent à l'encontre de Bamiléké.

> L'engagement des Bamiléké dans l'élevage bovin fait surgir des contestations de limites entre chefferies. Tant que la montagne n'était parcourue que par les troupeaux de La Pastorale ou des Mbororo, les chefferies ne se préoccupaient pas de défendre leurs droits sur ces hautes portions de territoire, perçues comme des espaces déshérités. Mais, lorsque des voisins entreprennent d'y placer des troupeaux, l'initiative suscite jalousies et querelles.
>
> Ainsi, des gens de Fongo Tongo débordent de leurs pâturages sur ceux de Bafou. Des bagarres opposent les ressortissants des deux chefferies. L'administration infirme les prétentions de Fongo Tongo et déplace la limite en contrebas d'une piste carrossable qui monte à Baranka. Les versants montagneux de Fongo Tongo se réduisent à 3 km de large, accentuant les charges en bétail d'une chefferie dont plusieurs habitants sont engagés dans l'élevage bovin.

Les relations ne sont pas moins tendues entre Mbororo et Bamiléké. Dès les années trente, des bagarres éclataient à Babadjou, provoquant la dispersion de Mbororo, chassés par des cultivateurs en colère. Les altercations suscitées par les dégâts aux cultures dégénèrent vite : bétail abattu à la lance ou au fusil, coups de bâton meurtriers. Du côté francophone, les conflits donnent souvent lieu à des violences. Les adversaires ne peuvent faire appel à aucune instance locale de conciliation. Quant aux interventions de la gendarmerie, elles s'avèrent brutales et répressives. En secteur anglophone, le "committee" villageois s'interpose et apaise les coups de colère.

L'hostilité des Bamiléké à l'égard des Mbororo se manifeste surtout en période de transhumance, par l'incendie des campements laissés vides en montagne. D. DONGMO précise que ces mesures de rétorsion commencèrent à Bangang, à la suite de dommages commis à des cultures (225). En fait, les administrateurs coloniaux signalaient déjà la pratique de l'incendie des huttes de bergers. Avec les Mbororo, il est facile de recourir à ces sévices, à l'occasion de chaque période de transhumance. Au retour, les éleveurs doivent reconstruire le *wuro*, en recourant parfois aux services de ceux-là mêmes qui l'ont détruit. Si les ruines du campement sont déjà encerclées de nouveaux champs, le Mbororo n'a plus qu'une solution : déguerpir.

255. idem. Alors que beaucoup d'actes de violence entre éleveurs et cultivateurs se retrouvent à des distances lointaines (par exemple, en Centrafrique), l'incendie des campements d'éleveurs est une pratique spécifique des populations de l'Ouest-Cameroun.

Absence de législation agro-pastorale et d'instances locales d'arbitrage : les compétitions entre éleveurs et cultivateurs au sud des monts Bambouto dégénèrent souvent en violences. Les conflits mettent aux prises des villageois aux Mbororo mais également des Bamiléké entr'eux.

Nouveaux assauts contre les pâturages

Jonta, min jooDi bana nder koowaagol : « *maintenant, nous sommes enfermés comme dans une clôture.* » Cette réflexion d'un Mbororo de Bangang exprime l'inquiétude des éleveurs devant l'avance des cultures et l'accaparement de la montagne par les Bamiléké.

Il faut avouer qu'à Bangang, la situation des éleveurs s'avère particulièrement critique. Dans les années soixante, ils s'installent en haut de la chefferie, souvent sur des terres abandonnées par les femmes, devant la menace des rebelles. Les troupeaux bénéficient de magnifiques pâturages, le sissongo couvrant les anciens billons. *Geene sosey : «tellement d'herbe »* reconnaissent, plus tard, des Mbororo.

Cependant, leur bonheur pastoral sera de courte durée. La rétraction des champs enclos résulte d'une situation de guerre. Un nouveau type de colonisation agricole s'amorce, par champs ouverts, rapidement taillés à même les pâturages. De 1964 à 75, l'espace pastoral recule de 2 km à l'ouest du quartier Mbiété. Plusieurs Mbororo sont expulsés, les cultures atteignant déjà une altitude de 2.200 mètres. Les Mbororo se plaignent au chef de Bangang qui s'inquiète, lui-même étant devenu propriétaire de bétail. Interdiction est faite aux femmes d'étendre les champs près des campements.

Les cultivateurs contournent la décision de la même façon qu'à Pinyin : en s'attaquant aux forêts de haute montagne. La réserve forestière des Bambouto devient la cible principale d'un nouveau front agricole. Elle est presqu'entièrement mise en culture en 1975. D'après D. DONGMO, son défrichement date de 1974 (225). En fait, il est entamé quelques années auparavant. Bientôt, des abris couverts de tôles s'éparpillent dans les nouveaux champs. Des cultivateurs habitent en montagne, à l'époque des récoltes, afin d'éviter des dégâts.

225. DONGMO (D.), 1981.

Les nouvelles cultures à 2.500-2.600 mètres ne concernent plus le maïs. A 2.200 mètres, il atteint déjà la limite de son aire culturale. En juin, les tiges n'ont que 20 à 30 cm de haut, alors que sur le plateau, elles dépassent un mètre. Les nouveaux champs au sommet des monts Bambouto sont consacrés à des cultures maraîchères : pommes de terre, choux, haricots et tabac. En 1975, les défricheurs respectent encore les bambousaies, utiles pour l'édification de clôtures. Mais, quelques-uns commencent à les couper, attirés par l'excellente qualité de leurs sols (256). Chaque matin, des cohortes de femmes et d'hommes s'acheminent vers les champs de montagne puis en reviennent, la nuit tombante, chargés de sacs de pommes de terre ou de choux.

256. En 1953, les pédologues G. CLAISSE et A. LAPLANTE insistaient sur la valeur agronomique des sols sous bambousaie au sommet des monts Bambouto. Ils attribuaient à cette végétation un rôle déterminant dans la conservation des sols et l'existence d'une nappe phréatique pérenne. Ces observations démontrent, a contrario, les risques qu'entraîne le déboisement des bambousaies montagnardes.

Tant que les nouveaux champs se circonscrivent aux forêts de montagne, les éleveurs ne s'inquiètent pas trop. Les conflits se focalisent aux points d'abreuvement. Mais des cultures répétées, sans apport d'engrais, se révèlent épuisantes, même pour les sols humifères de montagne. Contraints de les laisser en jachères, les maraîchers entrent dans une nouvelle dynamique d'extensions culturales. Lorsque les forêts n'offrent plus de possibilités de défrichement, des clôtures englobent les prairies voisines. C'est ce qui se produit en haut de Bangang, à partir de 1974. Un an plus tard, des prairies entre galeries forestières ont déjà disparu. Le bétail n'accède à la crête sommitale que par un étroit passage, ménagé en dos de terrain entre des clôtures. Confrontés à des cultures en bas et en haut, les Mbororo se trouvent comme enfermés et pris dans un piège.

Les pâturages de Bangang reculent devant deux fronts agricoles. L'un, parti du bas, progresse sur les versants montagneux ; l'autre s'attaque directement aux sommets. Les éleveurs à Pinyin se trouvent confrontés au même type d'encerclement. Le déboisement des galeries forestières, déjà bien amorcé en 1964, s'étend à presque tous les creux de vallons, dix ans

plus tard. Seuls, ceux situés à l'ouest de la montagne restent indemnes de la hache et du feu. En haut de Menka, les cultures dans les galeries forestières, autrefois circonscrites entre 2.100 et 2.300 mètres, atteignent 2.400 mètres, c'est-à-dire l'étage du bambou de montagne. Contrairement à Bangang, les cultures sous forêt ne s'étendent pas encore aux prairies mitoyennes. Mais l'interpénétration des cultures et des pâturages occasionne des querelles. Parfois, des champs jouxtent, à quelques dizaines de mètres, un campement. Des bovins, et surtout des moutons, risquent d'y pénétrer. Le cultivateur riposte en abattant les animaux surpris sur place.

Les forêts montagnardes subissent également l'assaut des cultivateurs à l'intérieur du cirque des monts Bambouto. La culture de légumes de pays tempérés est encouragée par l'existence de deux marchés, à Fomenji au nord et Baranka au sud, desservis par des routes carrossables. Les montagnards n'hésitent pas à ouvrir de nouvelles pistes accessibles aux camions, afin de pouvoir vendre les produits agricoles.

Au cours d'une journée de juin 1975, 5 gros camions, venus de Dschang, chargent des sacs de pommes de terre à Baranka. Des gens de Bangang les ont amenés, sur la tête, en suivant le chemin de crête. Tout cela, dans une brume humide et froide, à 2.500 mètres d'altitude...

A Babadjou et Bafou, les éleveurs affrontent la poussée des cultures à la partie basse des pâturages. Les grandes galeries forestières qui tapissent les hauts de Babadjou sont encore indemnes de défrichement : contraste étonnant avec Pinyin. Mais, en bas de pentes, les pâturages reculent partout.

A Bafou, l'avance des cultures s'échelonne entre 3 et 4 km en une décennie. Elle se fait surtout sentir dans les creux de vallées, entre les affleurements basaltiques. A 1.900-2.000 mètres, les parcelles de maïs se juxtaposent encore à celles de pommes de terre. Des champs entourent l'ancien centre de La Pastorale. Même la prairie enclose qui servait à rassembler les animaux en attente d'expédition est retournée à la houe.

A Babadjou, les cultures ont annexé moins de pâturages. Parfois, elles ont même cédé du terrain. Par exemple, en haut de Bawa, un interfluve autrefois occupé par La Pastorale, puis envahi de cultures, est abandonné. Mais c'est une exception. Sur les autres versants, les cultures ont avancé de 500 mètres à 1 km. Au sud de Babadjou, l'interfluve autrefois réservé au passage des troupeaux est couvert de cultures. Des campements mbororo se tiennent à seulement quelques centaines de mètres du front agricole. Les relations entre les deux populations passent par des accès de tension.

Parfois, des Bamiléké s'installent près d'un campement, intimant au Mbororo l'ordre de partir. Des villageois interdisent aux femmes mbororo de se rendre au marché, dispersent les troupeaux et les poursuivent pour les empêcher de paître. La gendarmerie doit intervenir pour rétablir le calme.

Autrefois, les Bamiléké mettaient en avant un droit coutumier d'utiliser la montagne, face à l'occupation considérée comme abusive de La Pastorale. Désormais, la conquête des pâturages s'effectue de manière spontanée, sans en référer aux chefs ou avec leur consentement implicite.

L'administration est la seule à s'interposer. Les responsables camerounais interviennent de la même façon qu'à l'époque coloniale, par une délimitation des terrains de cultures et d'élevage. Au-delà des changements institutionnels, la continuité est évidente.

> Les limites décidées par l'administration ne sont acceptées que si elles entérinent des conquêtes agricoles. Une limite des cultures imposée en 1972 à Babadjou provoque une révolte locale parce qu'elle contraint des Bamiléké à reculer leurs cultures, sur trois interfluves. Des soldats sont dépêchés de Dschang pour protéger les éleveurs. Au contraire, une limite instituée à Bafou, en 1974, se révèle une réussite, en diminuant la fréquence des conflits, au cours des années suivantes. En fait, elle reconnaît un quartier créé au milieu des pâturages, dont 230 ha sont soustraits officiellement (257).

257. FOTSING (J.M.), 1988, "Problèmes fonciers et élevage bovin en pays bamiléké : exemple du nord de Bafou (Ouest-Cameroun)", p. 46.

Les Mbororo adoptent une sorte de fatalisme devant la montée régulière des cultures. L'administration fixe des limites qui ne sont pas respectées. Quelques Mbororo, accrochés en haut de Balatchi, à 2.200 mètres, se montrent les plus pessimistes : «*nous ne pourrons rester longtemps, les champs se rapprochent chaque année.* » Tous les villageois aspirent à cultiver la pomme de terre, dès lors que les prix du café stagnent.

Un auteur, pourtant lui-même Bamiléké, partage le pessimisme des éleveurs (258). Les limites décidées par l'administration restent théoriques ; elles n'existent que sur le papier. Des chefs encouragent l'accaparement des pâturages. Eux-mêmes répartissent les terrains gagnés sur les pâturages. D'après l'auteur, la diminution des effectifs de cheptel sur les monts Bambouto, au cours des années soixante-dix, démontre que l'élevage est en danger. En fait, si le cheptel qui relève des Mbororo diminue, celui des autochtones augmente.

258. DONGMO (D.), 1981. Une pression agricole très vive s'exerce également contre de petites enclaves pastorales qui subsistent à la bordure sud du Bamiléké : massif de Bana, hauteurs de Fomopéa et de Bandenkop. Seules, quelques familles mbororo s'y maintiennent, à côté d'élevages bamiléké (TCHAWA, P., 1991, p. 284).

> Le cas de Fongo Tongo est révélateur. Ces pâturages, entièrement accaparés par des éleveurs locaux, souffrent moins qu'ailleurs d'invasions agricoles. Seuls, quelques anciens sites de stationnement du bétail sont mis en culture, afin de bénéficier de la fumure. Le cultivateur-éleveur déplace ses animaux à proximité. Il n'est pas dans son intérêt de convertir en cultures tous les pâturages environnants. L'existence d'un élevage local serait la meilleure chance de sauvegarde des pâturages.

On en revient implicitement au raisonnement des administrateurs coloniaux, dans les années cinquante : tant qu'il restera l'activité spécifique d'une minorité, l'avenir de l'élevage sera compromis. Les Mbororo des monts Bambouto ont hérité la position fragile des éleveurs européens d'autrefois. Les autochtones possesseurs de bétail sont les mieux à même de défendre les pâturages mais, en même temps, ils se révèlent des concurrents redoutables. Devant leurs troupeaux toujours plus nombreux et qui ne transhument pas, des Mbororo préfèrent se retirer.

Parades des éleveurs

A l'hostilité des villageois et à la pression des cultures, les éleveurs des monts Bambouto tentent d'opposer quelques parades. Ils s'efforcent de préserver les habitations de destructions malveillantes et d'écarter le bétail du voisinage avec les champs.

La fixation pastorale. Lorsqu'ils retrouvent plusieurs fois leurs habitations incendiées, en retour de transhumance, les Mbororo se résignent à déléguer l'un des leurs pour garder le campement. Le plus souvent, un ancien, ***mawDo***, habite désormais en montagne à longueur d'année, en compagnie de quelques vaches laitières.

> Un Bawanko, âgé d'une soixantaine d'années, s'est installé en haut de Bafou, après le départ de La Pastorale. Entouré des familles de 6 fils et de 2 neveux en saison des pluies, il reste seul en saison sèche. Les jeunes s'en vont au sud de Dschang avec les troupeaux. Bien que situé à 2.400 mètres, à l'écart des champs, le campement subissait des destructions lorsque tout le monde partait en transhumance.

Dans un contexte de compétition sur l'espace, le système transhumant place les éleveurs en position de faiblesse. Les conquêtes agricoles surviennent lors de l'absence des transhumants mis, à leur retour, devant le fait accompli. En habitant sur place en permanence, les éleveurs peuvent faire valoir leur présence. D'un autre côté, le maintien d'animaux en montagne pendant la saison sèche risque d'accentuer la tension avec les cultivateurs. Le manque d'herbe et la raréfaction des points d'eau poussent les animaux à descendre vers les vallées, en lisière des terroirs, où ils déclenchent des conflits. Devant cette alternative, les Mbororo des monts Bambouto adoptent le principe de la simple "fixation" : une famille reste en permanence au campement, tandis que les autres transhument avec le bétail, aidées de bergers. La tension latente avec les cultivateurs contraint les éleveurs à réduire leur mobilité, à recourir à une forme souple de sédentarisation (259).

Association entre éleveurs et maraîchers. Une autre solution aboutit, de façon un peu paradoxale, à l'association entre un éleveur transhumant et un maraîcher. Le premier redoute la destruction du campement durant son absence. Le second est en quête d'un bon terrain pour cultiver des pommes de terre : il demande au Mbororo l'autorisation de travailler l'aire couverte de poudrette, issue des déjections du bétail. Le Mbororo accepte, contre la promesse de surveiller les habitations pendant la transhumance. Ce type de contrat, inauguré dans les premières années soixante-dix, est surtout pratiqué en haut de Bafou. C'est une association originale entre l'élevage et une agriculture spécialisée, à la faveur du milieu montagnard.

D'autres arrangements lient des éleveurs fixés à des cultivateurs. L'éleveur offre un terrain fumé par le bétail, à proximité du campement, et prévient les dégâts des animaux. Le ou les cultivateurs effectuent les travaux. Les partenaires en tirent profit selon diverses modalités : partage de la récolte de pommes de terre en haute montagne, juxtaposition de maïs destiné à l'éleveur et de pommes de terre pour le cultivateur, à moindre altitude. En haut de Babadjou, des villageois entreprennent la culture du tabac près d'un campement en saison sèche puis, à l'arrivée des pluies, sèment du maïs à l'intention de l'éleveur qui les accueille. Ce type d'accord se retrouve au Bamenda, en haut de Bali ou sur le plateau Nso.

L'originalité des monts Bambouto tient aux associations éleveurs-cultivateurs fondées sur la culture de la pomme de terre. D. DONGMO en décrit deux exemples, en 1981, au nord de Bafou et de Bangang. Cependant, ces

259. En fait, d'après P. TCHAWA (1991, p. 283), la sédentarisation des Mbororo relance elle-même le contentieux avec les Bamiléké. Inquiets de la volonté d'installation manifestée par les éleveurs, les cultivateurs accentuent « des harcèlements et pressions de toutes sortes. »

contrats restent encore rares. En 1975, ils concernent seulement 11 familles d'éleveurs sur 80, en secteur francophone. Des Mbororo, fixés en saison sèche, préfèrent cultiver des pommes de terre à leur compte. Ils paient des femmes pour effectuer les travaux. Parfois, les plus pauvres se mettent eux-mêmes à l'ouvrage.

Le plan d'un campement, en haut de Bafou, montre comment des parcelles cultivées par des Bamiléké l'investissent, avec l'accord du Mbororo (fig. 223). Un, puis deux et jusqu'à quatre Bamiléké ont demandé l'autorisation de cultiver. Les clôtures de barbelés entourent maintenant les habitations de la famille mbororo. Le troupeau stationne sur l'unique côté resté libre. Profitant de la fumure par les déjections du bétail, les maraîchers offrent des pommes de terre au Mbororo. Lui-même a entrepris de cultiver autour de sa maison. Les billons cultivés par sa famille ne couvrent que 4 ares, tandis que les champs des Bamiléké varient entre 15 et 40 ares.

L'association est évidemment à l'avantage des Bamiléké. Pour le Mbororo, c'est un moyen de maintenir des relations assez bonnes avec les villageois. Cependant, il introduit lui-même des cultivateurs dans son pâturage. En cas de désaccord, ils n'hésiteront pas à l'expulser et compléteront l'envahissement agricole du campement.

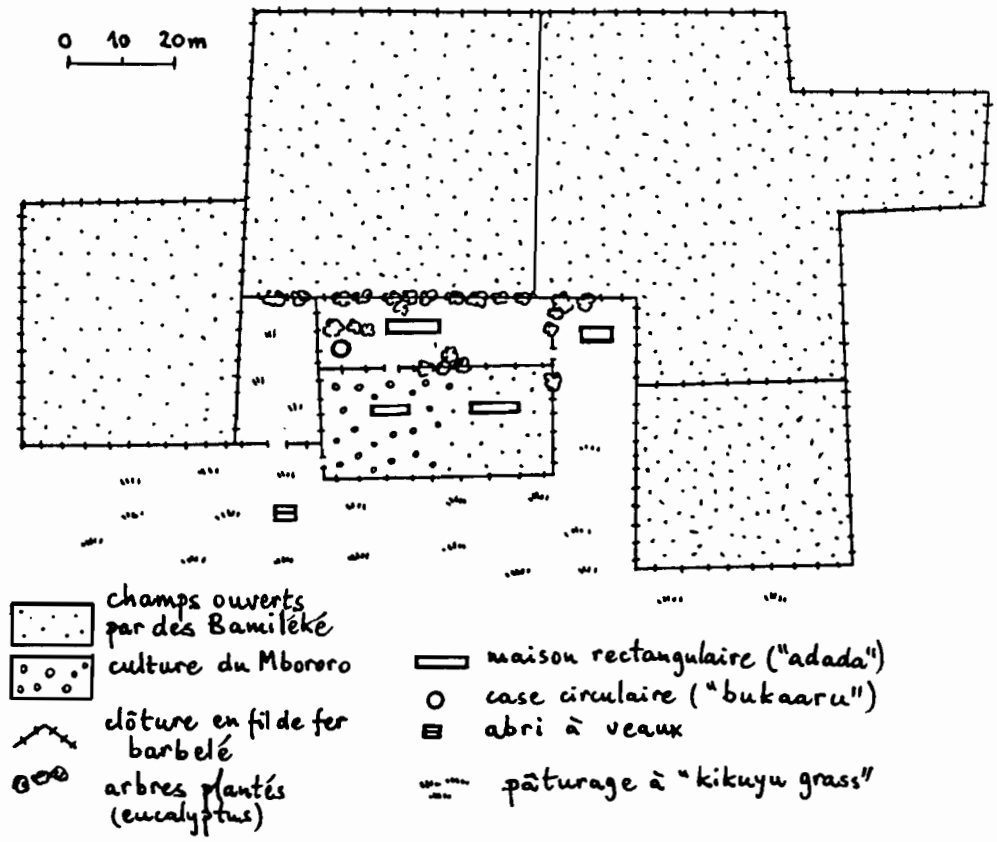


Fig. 223 : *Association campement mbororo- cultures bamiléké en haut de Bafou (d'après M. VANDERSCHAEGHE, 1989)*

Dans leurs arrangements avec les Bamiléké, les Mbororo s'intéressent davantage au maïs qu'à la pomme de terre. Cependant, le comportement alimentaire évolue rapidement. Quelques Mbororo se mettent à consommer la pomme de terre et à l'apprécier, comme aliment de luxe, au même titre que le riz. Vers 1980, des parcelles encloses de pommes de terre, attenantes aux campements, ne se rencontrent plus seulement en haut des monts Bambouto mais également aux environs de Jakiri et de Kumbo.

Les associations entre éleveurs et cultivateurs, en vue d'une production agricole spécifiquement montagnarde, nuancent le mode conflictuel qui régit les relations entre les deux populations. Reste à savoir si ces arrangements ne comportent pas des arrière-pensées. La mise en culture des aires de stationnement du bétail ne prépare-t-elle pas l'intrusion des cultivateurs en haut des monts Bambouto ? Garantie d'un respect des pâturages sur le moment, n'est-ce pas, pour les éleveurs, une solution de dupes ?

Refuge aux sommets. Un autre moyen d'éviter l'affrontement avec les cultivateurs consiste à transférer le bétail aussi haut que possible. Cette solution perd déjà de sa pertinence à Bangang puisque les nouveaux champs se déploient également aux sommets des monts Bambouto. Ailleurs, les Mbororo soulignent la quiétude dont jouissent les troupeaux qui séjournent en haut de la montagne.

A Bafou comme à Babadjou, les pelouses sub-alpines sont encore libres de cultures, dans les années soixante-dix. Les Mbororo laissent des troupeaux sans berger lorsqu'ils ne craignent pas les voleurs. Ce n'est pas le cas à Pinyin ni à Babadjou où les plaintes pour vols de bétail reviennent en leitmotiv.

Bien que les pelouses sommitales conjuguent les meilleures conditions pour l'élevage, les campements des Mbororo se localisent plutôt en bas des versants montagnards, non loin des cultures. Cette contradiction dans le comportement des éleveurs n'est qu'apparente. D'une part, ils souffrent, autant que les Bamiléké, du froid des sommets. De plus, ils aiment se rendre aux marchés, les hommes pour se promener, les femmes pour vendre quelques produits laitiers et se procurer des vivres. Au-delà des accès de tension qui s'élèvent entre éleveurs et cultivateurs, la dépendance des premiers s'impose comme une réalité quotidienne.

Confrontés à des exigences contradictoires, des éleveurs répartissent le bétail à deux niveaux d'altitude. Les pâturages sommitaux, à 2.400 mètres et plus, sont le domaine des bergers, voire des troupeaux laissés sans gardien permanent. En bas, près des campements familiaux, ne stationnent que des vaches laitières, peu nombreuses afin de limiter les risques de dégâts aux cultures. Les éleveurs les poussent, chaque matin, à paître en direction de la montagne. L'altitude moyenne des campements de propriétaires de bétail et des abris de bergers illustre la division de l'habitat pastoral (tabl. 89).

Certes, les différences d'altitude se comptent seulement en quelques centaines de mètres mais elles sont significatives, sur les sommets. L'écart est plus net à Babadjou, où les pâturages sont mieux préservés qu'à Pinyin

ou Bafou. L'étagement tient également à des inégalités fourragères selon l'altitude. A 1.900-2.000 mètres, les fougères envahissent une grande partie des versants de Pinyin et de Babadjou. Plus haut, les prairies à *Sporobolus* ne réservent que de maigres ressources, à partir de juillet-août. Les meilleurs pâturages correspondent aux pelouses sommitales.

Tabl. 89 : ***Altitudes moyennes des campements d'éleveurs et des abris de bergers sur les monts Bambouto (en 1975)***

	campements d'éleveurs		abris de bergers	
chefferies	nombre de campements	altitude moyenne	nombre d'abris	altitude moyenne
Pinyin	30	2.160 m.	9	2.210 m.
Babadjou	27	1.965 m.	7	2.200 m.
Bangang-Bafou	20	2.275 m.	7	2.440 m.

C'est surtout la montée des cultures qui pousse les Mbororo à éloigner le gros des troupeaux vers les sommets. Les nouveaux campements, en 1975, sont établis à des altitudes élevées, par exemple à Bafou et à Bangang. Même à Pinyin, les jeunes, une fois autonomes, s'installent à 2.300 mètres, au même niveau que les bergers.

Des querelles surgissent déjà entre les éleveurs qui habitent en haute montagne et ceux qui décident d'y placer des bergers. *Pellel faadi : «l'endroit est étroit,»* affirment les premiers, qui veulent s'en réserver l'usage. Un clivage selon l'altitude tend à s'instaurer entre les générations : les campements familiaux des anciens se tiennent en bas, tandis que jeunes Mbororo et bergers coexistent près des sommets. La longue crête des monts Bambouto offre un ultime refuge pastoral en altitude.

Renforcement de la présence pastorale, association avec des maraîchers ou repli en altitude, les parades des Mbororo à la poussée des cultures s'avèrent fragiles. Les éleveurs n'osent pas tenir tête aux Bamiléké, comme le faisait autrefois La Pastorale.

Une conquête agricole inéluctable ?

L'élevage bovin extensif a-t-il des chances de se maintenir sur les hauts des monts Bambouto ? Au contraire, la conquête agricole de la montagne, presqu'achevée à Bangang et amorcée à Pinyin, se généralisera-t-elle à toutes les chefferies ? L'extension des cultures sur les versants des monts Bambouto ne résulte-t-elle pas d'une pression démographique incontournable, que toutes les décisions administratives ne parviendront pas à contenir ? Les contextes de l'avance des cultures, de 1953 à 75, apportent quelques éléments de réponse (tabl. 90).

Les densités se rapportent à l'ensemble du territoire des chefferies et non aux seuls quartiers contigus aux pâturages. En effet, des gens se

déplacent parfois de loin, mais toujours dans le cadre de la chefferie, pour ouvrir un champ sur les pentes des monts Bambouto.

Tabl.90 : ***Progression des cultures autour des monts Bambouto en 1975***

chefferies	cultures		population	
	distance des cultures au sommet	avancée, de 1953 à 75	densités en 1976* (en hab./km2)	accroissement de densité entre 1953 et 76
Pinyin	0,5-2 km	4-5 km	100	?
Babadjou	4-5 km	1 km	107	+ 15
Balatchi	3 km	1 km	226	+ 84
Bangang	0	4 km	288	+ 146
Bafou	3-4 km	4 km	224	+ 75
Fongo Tongo	5-6 km	1-3 km	110	+ 26

* d'après J.L. DONGMO, 1981, fig. 10.

Les avancées agricoles s'accentuent dans quelques chefferies densément peuplées. Elles l'étaient déjà en 1953. L'ouverture de nouvelles parcelles aux dépens des pâturages a permis une "capitalisation" de la population sur place. L'expression, employée par J.L. DONGMO pour l'ensemble des plateaux bamiléké, traduit le rôle d'exutoire joué par la montagne en faveur des quartiers proches. Les jeunes ménages sans terre espèrent s'en procurer sur les hauteurs. Pour les Bamiléké, les pâturages sont des réserves foncières, destinées à accueillir les "surplus" réguliers de population rurale. Un véritable front de colonisation "interne" complète la colonisation de nombreuses "terres neuves" périphériques aux plateaux bamiléké (260).

L'exode rural affecte moins les populations voisines des monts Bambouto que celles enclavées au centre du plateau. Deux indices le montrent.

Dans le quartier New-Bell de Douala, il existait, vers 1960, plusieurs sociétés d'entr'aide réunissant les originaires de Bafang, ceux de Bafoussam ou de Bangangté. Mais une seule rassemblait les migrants venus de Mbouda, de même que de Dschang : indice d'une faiblesse des migrations lointaines en provenance de ces régions (261).

La sex ratio des personnes actives sert également d'indicateur d'un exode rural qui affecte surtout les hommes. En 1967 (262), seule la chefferie de Fongo Tongo émergeait d'un déficit masculin général au plateau bamiléké (moins de 65 hommes pour 100 femmes). En 1976, la population rurale de l'arrondissement de Mbouda apparaît moins déséquilibrée (76 hommes pour 100 femmes) que celles de Bafoussam (59 %), Bafang (60 %) ou Bangangté (65 %). La situation des ruraux de Dschang est déjà un peu meilleure (69 %).

Les possibilités d'extension agricole sur les monts Bambouto retiennent une partie des hommes et atténuent le déséquilibre entre les sexes. Il est probable que ce mécanisme de rétention démographique jouera tant que des pâturages subsisteront en altitude.

Cependant, le cas de Bafou montre l'absence de corrélation simple entre l'avance des cultures et l'accroissement des densités ou le nombre de

260. DONGMO (J.L.), 1981, t. 1, p. 166. D'après R. NGOUFO (1988, p. 240), la « ruée » de cultivateurs sur les hautes pentes des monts Bambouto résulte d'une absence d'innovations agricoles sur le plateau. Les caféières restent en place mais, âgées et à demi-abandonnées, leurs rendements ont chuté. De plus, elles étouffent les cultures vivrières intercalaires.

261. information orale de R. DIZIAIN.

262. CHAMPAUD (J.), 1967, "Atlas régional Ouest 2" ; planche "Démographie".

ruraux masculins. L'intérêt des monts Bambouto ne se mesure plus seulement aux étendues "libres" mais surtout à la possibilité de pratiquer de nouvelles cultures de rapport. C'est dans cette optique que la menace agricole se fait particulièrement vive sur les hauts pâturages. Or, elle s'exerce de façon relativement indépendante de la pression démographique.

Reflet d'une croissance démographique qui s'accumule sur place, la poussée des cultures autour des monts Bambouto tire surtout sa dynamique d'une spécialisation dans quelques productions agricoles pour le marché. Les cultures maraîchères de montagne mettent en péril la "vocation" pastorale des plus hautes terres de l'Ouest-Cameroun.

Epilogues

Deux situations, au cours des années quatre-vingt, servent d'épilogue à l'histoire des relations entre éleveurs et cultivateurs sur les monts Bambouto. L'évolution de l'élevage en haut de la chefferie de Bafou figure comme le dernier épisode d'un long affrontement entre deux activités et deux populations. Quant au nouveau secteur d'élevage de Bangangté, il ressemble à un espoir vite déçu.

La fin d'un réduit pastoral : Bafou

La partie montagneuse de la chefferie de Bafou concentre l'histoire agraire la plus conflictuelle entre élevage et agriculture autour des monts Bambouto. Centre de la Compagnie Pastorale à l'époque coloniale, elle fut l'enjeu d'une opposition radicale entre un élevage européen puissant, efficace mais dominateur et une paysannerie expansive, combative, opiniâtre. Après l'Indépendance, les hauts pâturages de La Pastorale sont occupés par des Mbororo tolérés et quelques cultivateurs pionniers. En 1975, malgré la montée des cultures jusqu'à 2.000-2.100 mètres, la partie sommitale de la chefferie reste en pâturages. Une série d'investigations, effectuées au cours des années quatre-vingt, dans le cadre de "l'Opération Bafou" lancée par le Centre Universitaire de Dschang, permettent d'évaluer les changements survenus en un peu plus d'une décennie (263).

A partir d'une couverture photographique aérienne en 1985, le géographe J.M. FOTSING a dressé une carte de l'occupation du sol au nord de Bafou (fig. 224). Le principal changement, par rapport à 1975, tient à l'invasion des pelouses sommitales par les cultures, au-dessus de 2.500 mètres. En 1975, les champs ne trouaient la forêt montagnarde et la bambousaie que dans la chefferie voisine de Bangang. En 1985, les rares Mbororo de Bafou affrontent des cultures qui se déploient au-dessus de leurs campements. Ils se trouvent presqu'encerclés entre la nouvelle plantation théière de Djutitsa et des cultures maraîchères qui, progressant le long des vallées, tendent à rejoindre celles des sommets.

La mise en culture du sommet de Bafou tient au voisinage de la route de Baranka qui permet d'évacuer les récoltes, à la présence d'étendues

263. Beaucoup de publications sont issues de ce programme de "recherche-action". Citons : DUCRET (G.) et al., 1987, "Diversité des systèmes agraires en pays Bamiléké : étude comparée de quatre quartiers de la chefferie Bafou (Ouest-Cameroun)". BERGERET (P.) et al., 1988, "Le système agraire de Bafou (Ouest-Cameroun), chefferie du pays Bamiléké". FOTSING (J.M.),Ss. date, "Colonisation agricole et évolution de l'élevage sur les pentes sud des monts Bamboutos (Ouest-Cameroun)". VANDERSCHAEGHE (M.), 1989, "Diversité et évolution des systèmes d'élevage bamiléké et mbororo dans une région agricole d'altitude : exemple de la chefferie de Bafou (Ouest-Cameroun)".

relativement planes et faciles à cultiver, enfin à l'écartement des campements mbororo. Au début, les éleveurs ne peuvent s'opposer à l'ouverture de nouveaux champs, clôturés et éloignés. A partir de cette base, l'aire agricole s'étend, se rapprochant des éleveurs qui se plaignent, mais trop tard. Les pâturages relictuels ne correspondent pas à la pelouse sommitale mais à des versants étagés de 2.100 à 2.400 mètres, accidentés de dalles et d'abrupts trachytiques. Les surfaces effectivement pâturables ne couvrent que 60 % de l'aire pastorale subsistante (264). C'est la zone la plus accidentée.

264. VANDERSCHAEGHE (M.), 1989, p. 44.

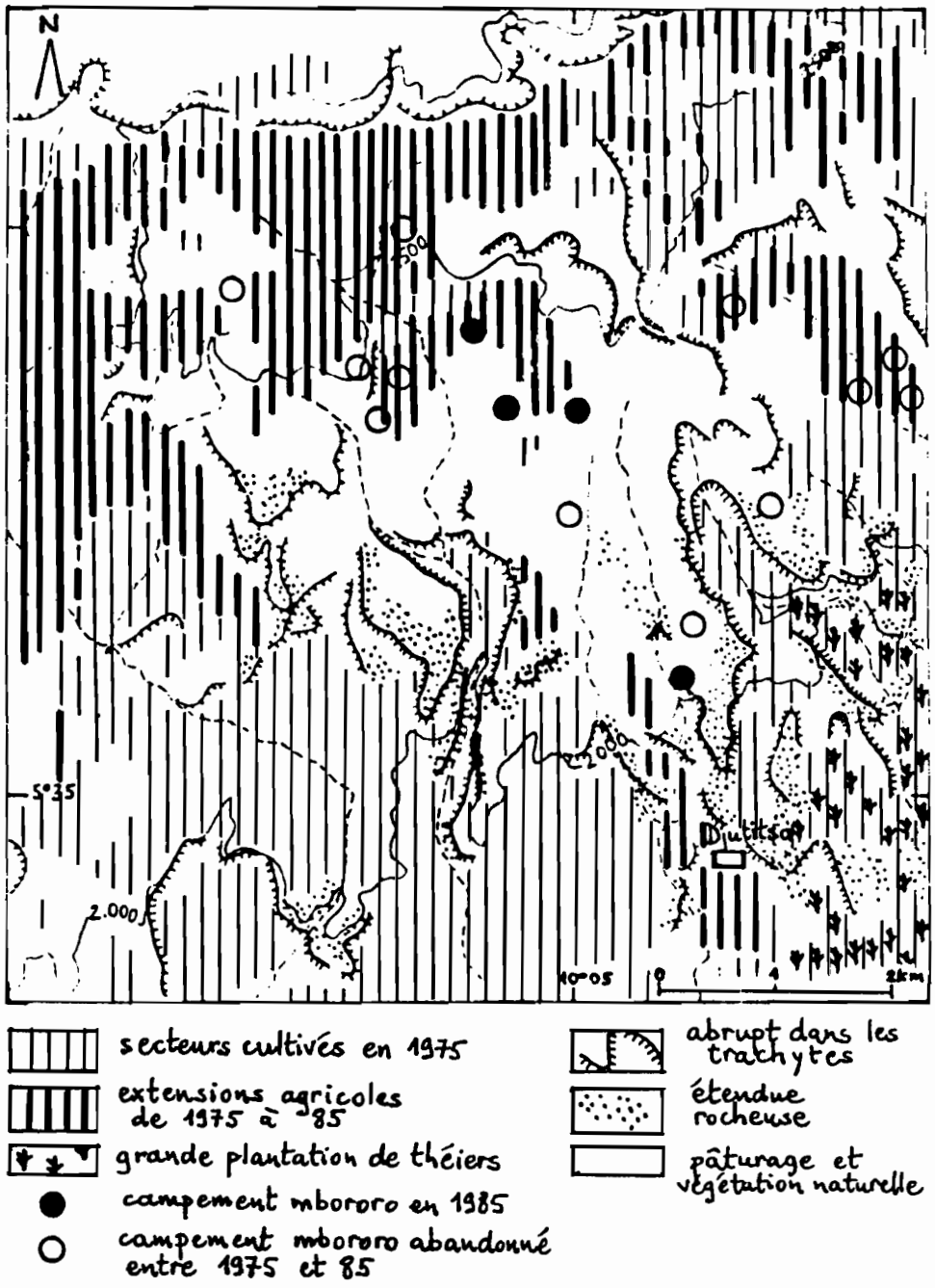


Fig. 224 : *Evolution de l'occupation du sol en haut de Bafou (sources : levés personnels et interprétation de* FOTSING *et* VANDERSCHAEGHE *(1989)*

La réduction des pâturages comme une peau de chagrin est la conséquence d'un essor rapide de cultures maraîchères. En 1975, le front agricole comportait déjà des champs de pommes de terre mais surtout de maïs. Entre-temps, l'action du centre de Djutitsa pour la diffusion de semences maraîchères a modifié les objectifs agricoles. Les creux de vallées, à sols profonds, sont propices aux cultures maraîchères, notamment par irrigation en saison sèche. Aux anciennes dérivations de cours d'eau, aménagées par La Pastorale, s'ajoute l'équipement en motopompes japonaises. Les revenus procurés par la vente des choux et des pommes de terre amortissent rapidement les équipements. Le seul problème concerne l'évacuation des récoltes, en haut de Bafou. Le rythme de création des nouveaux champs dans les pâturages s'accélère, à partir de 1983 et 84. D'après J.M. FOTSING, le changement tient à la réfection de la route de Baranka, seule voie d'accès des camions en haut de la montagne. Le transport des récoltes étant assuré, « on assiste à la ruée des paysans vers les pâturages et à une occupation anarchique des terres » (265).

265. FOTSING (J.M.), 1988, "Problèmes fonciers et élevage bovin en pays bamiléké : exemple du nord de Bafou (Ouest-Cameroun)".

Alors que les premières avancées agricoles aux dépens des pâturages étaient surtout le fait de jeunes paysans sans terre, la conquête agricole de la montagne tire désormais sa dynamique d'une agriculture maraîchère ouverte sur les marchés et hautement rentable. A la recherche de revenus monétaires importants, les cultivateurs qui s'attaquent aux pâturages sont des gens entreprenants et déterminés.

Les éleveurs ne peuvent guère contenir la progression rapide des cultures. Bien qu'installés en haut de Bafou depuis des décennies, ils ne détiennent aucun droit foncier. Simplement tolérés par les chefs de quartiers, ils leur remettent de temps à autre un boeuf, ce qui revient à une sorte de location des pâturages. Inversement, les extensions agricoles ne bénéficient pas d'un statut foncier exempt de toute contestation. Légalement, les pâturages relèvent, d'après le Code Foncier de 1974, du "domaine national" dont l'Etat assure la gestion. En fait, le chef et les notables attribuent des terrains dans les pâturages, comme si les droits coutumiers continuaient, seuls, à régir le régime des terres. La conversion de pâturages en cultures s'opère par des transactions occultes qui relèvent d'une « gestion illicite du domaine national » (265).

L'auteur cité dresse un inventaire des modalités d'accès aux nouvelles terres agricoles : cession dite "gratuite" bien que donnant lieu à des versements assez élevés, ventes et locations. Derrière la diversité de ces contrats se profile l'émergence d'un marché foncier, basé sur la possibilité de cultures rémunératrices. En monnayant l'attribution de nouvelles parcelles, le chef et les notables tirent des revenus des réserves foncières de la chefferie. La conversion de pâturages en cultures ne s'abrite plus derrière le problème des paysans sans terre.

Le système coutumier d'octroi de terres contre de menus cadeaux en nature étant perverti, les transactions foncières s'effectuent dans le secret. Les nouveaux occupants, peu assurés de leur droit à cultiver, procèdent de manière insidieuse. Dans un premier temps, ils enclosent fortement une portion de pâturages en saison sèche, en profitant de l'absence de la plupart des Mbororo. Ils ne se mettent pas tout de suite à cultiver, par crainte d'une

réaction des éleveurs. Au terme de cette "mise à l'épreuve", l'absence de riposte autorise le début des travaux agricoles, la plantation d'eucalyptus, l'équipement pour l'irrigation. La construction d'abris temporaires puis d'habitations sanctionne l'intrusion de la nouvelle parcelle dans l'espace pastoral (266).

266. idem, p. 50-51.

En fait, les Mbororo ne disposent guère de moyens de réagir contre l'appropriation progressive des pâturages. Certains font détruire la nouvelle clôture par le bétail ou y mettent le feu, de nuit. Cette défense entraîne des rétorsions : empoisonnement d'animaux aux points d'abreuvement ou dans des champs piégés, incendie des campements. Pour éviter cet enchaînement de violences, les Mbororo se résignent ou portent plainte devant les autorités administratives. Mais celles-ci, « lorsqu'elles interviennent, le font avec une lenteur et une partialité qui ne peuvent qu'encourager les paysans à poursuivre leur occupation des pâturages » (267).

267. idem, p. 51.

L'annexion de tous les sommets de Bafou par les cultivateurs a tout de même provoqué un tel émoi qu'à la fin des années quatre-vingt, l'administration décide une nième limite entre cultures et pâturages. Pourtant, l'initiative ne ressemble pas tout à fait aux précédentes : les éleveurs ne sont plus représentés, au moment de la démarcation, par le chef des Mbororo mais par un riche Bamiléké, propriétaire de bétail. L'administration entérine l'exclusion de droit des Mbororo (268).

268 VANDERSCHAEGHE (M.), 1989, p. 41.

L'avancée des cultures se poursuivant, la seule alternative consiste à changer de pâturage ou à quitter la chefferie.

Alors que 20 familles mbororo habitaient sur les hauts de Bafou en 1975, il n'en reste que 4 en 1988. L'*arDo* lui-même ne se fait plus d'illusions : « *un jour ou l'autre, je partirai, bon gré mal gré, car les autochtones ne veulent plus nous sentir.* » De fait, il est parti quelques mois plus tard, après une tentative d'incendie de son habitation (269). Après Fongo Tongo, les Mbororo sont en cours d'expulsion de Bafou.

269. idem, p. 42.

Désormais, les éleveurs bamiléké deviennent les seuls garants du maintien de quelques pâturages en haut de Bafou. Dans quelle mesure réussiront-ils à préserver un reliquat d'espace pastoral ? Ces éleveurs sont également des cultivateurs : planteurs de café ou maraîchers. Leur intérêt pour l'élevage n'est que relatif : placement de revenus dégagés par d'autres activités, attraction de prix du bétail longtemps en hausse. Mais la crise économique des années quatre-vingt a entraîné un ralentissement du commerce de bétail. La réduction des pâturages et l'absence de conduite effective des troupeaux se traduisent par de maigres performances de l'élevage villageois. Ce n'est plus une activité aussi rentable que dans les décennies précédentes.

270. Selon R. NGOUFO (1988, p. 294), l'élevage bovin et même ovin « n'en a plus que pour dix ans, tout au plus » sur la partie sud des monts Bambouto. Comme la mise en culture des hautes pentes ne s'accompagne pas de mesures de conservation, l'auteur prévoit un épuisement des terres dans les 30 ou 40 ans à venir. Le scénario est alarmiste mais vraisemblable.

D'anciens propriétaires de bétail qui n'habitent pas à proximité des monts Bambouto ont vendu leurs animaux, découragés par des vols et des plaintes de cultivateurs. Seuls, quelques Bamiléké des quartiers proches de Djutitsa maintiennent des bovins, à côté des derniers Mbororo. Pour combien de temps encore (270)?

En prenant la succession d'un élevage européen rejeté par la population locale, les Mbororo n'avaient guère de chance de se maintenir longtemps en haut de Bafou. Certes, leur présence discrète ne suscitait pas une

opposition aussi déterminée qu'envers La Pastorale. Elle n'impliquait pas de connotation politique et ne mettait pas en cause les droits coutumiers de la chefferie sur ses pâturages. Mais, avec les années, le besoin de nouvelles terres agricoles s'est accentué. En plus de l'accroissement démographique, les cultures maraîchères ont pris le relais du café comme sources de revenus, relançant le front pionnier des cultures en altitude.

Seule, l'administration aurait pu imposer le respect d'un espace pastoral précieux en haut de Bafou. Mais pouvait-elle, à la fois, encourager les cultures maraîchères et interdire les extensions agricoles ? L'administration a pratiquement abandonné l'idée d'une "réserve pastorale" en haut des monts Bambouto. Dans le contexte d'un espace de plus en plus convoité, l'élevage extensif des Mbororo ou même des Bamiléké peut-il légitimer l'existence d'une réserve pastorale ?

L'échec d'une alternative : Bangangté

Au cours des années quatre-vingt, les conflits se durcissent autour des monts Bambouto. Les Mbororo ne peuvent s'opposer à l'avance des champs. L'intervention administrative se révèle inefficace pour régler les contentieux : « il y a eu beaucoup de discours, de réunions, de nombreux textes et arrêtés préfectoraux délimitant les zones de culture et les zones d'élevage » (271). Sous-entendu : pour peu de résultats. Comme à l'époque coloniale, l'administration s'en tient à des mesures formelles, à des déclarations d'intentions qui restent lettre-morte. Un hiatus sépare les actes administratifs des réalités agraires locales, enjeux de compétitions de plus en plus âpres (272).

271. DONGMO, D., 1981.

272. « La solution de confier aux sous-préfets le règlement des litiges agro-pastoraux s'est révélée inefficace » (P. TCHAWA, 1991, p. 340).

Conscients de la précarité de leur situation, des Mbororo sont à la recherche d'une alternative aux monts Bambouto. Au lieu de repousser les troupeaux toujours plus haut, n'est-il pas préférable de les faire descendre en-dessous du niveau surpeuplé du plateau bamiléké ? C'est la tendance dominante tout autour du Bamenda. A la fin des années soixante-dix, un mouvement migratoire semblable se dessine en direction des rebords du plateau bamiléké, notamment vers la région de Bangangté. Les Mbororo qui habitent en bas des versants montagneux, par exemple à Babadjou, assistent avec inquiétude à l'avancée des champs : ***pellel man Billi, ngesa riiwi min bee sembe*** : « *cet endroit cause des ennuis, les cultures nous expulsent de force.* »

Les Mbororo de Babadjou ne sont pas les plus mal lotis des monts Bambouto mais ils viennent alors de perdre un secteur habituel de transhumance, envahi par des troupeaux refoulés de Ndop. En prospectant de nouveaux pâturages de saison sèche, à la périphérie du plateau bamiléké, ils découvrent des savanes, à faible distance de Bangangté. De la table du plateau, à 1.300 mètres, elles couvrent les pentes jusqu'aux basses terres voisines et la vallée du Noun, à 1.000 mètres. En quelques années, ces pâturages, relativement abondants, attirent des éleveurs variés : Rahadji du Bamoun, Madjanko'en de la plaine de Ndop, Toukanko'en des monts Bambouto (fig. 225). Eleveurs à l'étroit depuis longtemps ou qui viennent de perdre des pâturages, tous se dirigent vers Bangangté. Des Akou, toujours intrépides, s'installent à basse altitude tandis que les Djafoun se tiennent prudemment en haut de l'abrupt.

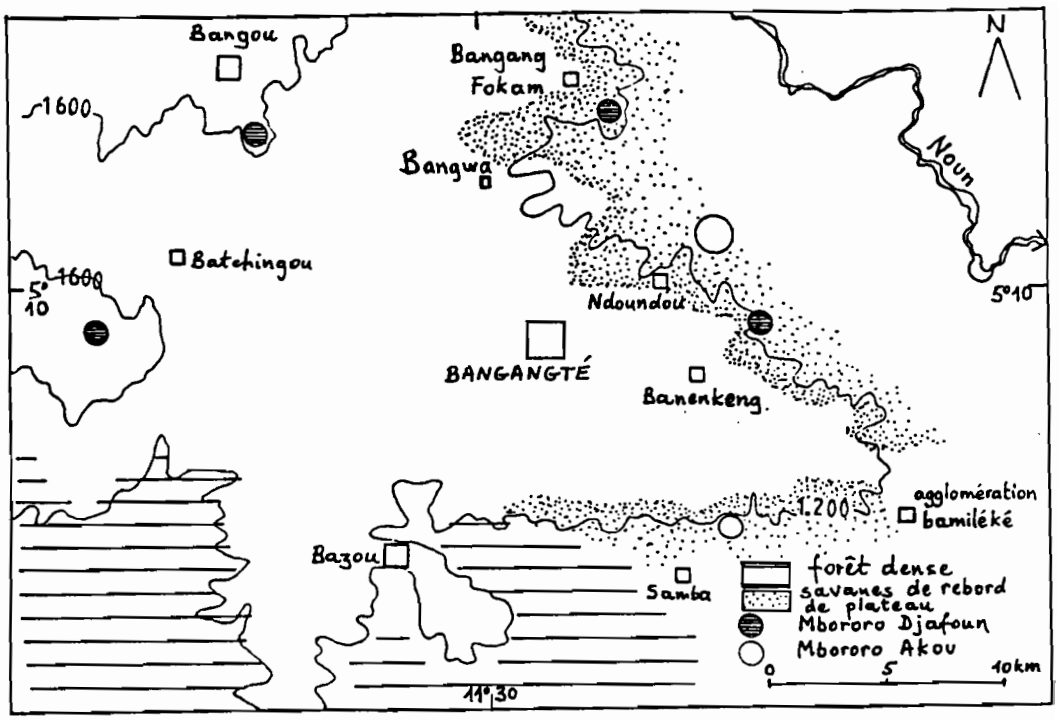


Fig.225 : *Essais de nouveaux pâturages en bordure du Bamiléké*

Avec les monts Bambouto, l'élevage disposait d'un étage altitudinal au-dessus du plateau bamiléké. Bousculés par une montée irrésistible des cultures en altitude, les éleveurs trouveront-ils refuge sur le flanc inférieur du plateau ? Il le semble un moment, d'après l'ampleur des arrivées aux environs de Bangangté.

Hélas, en 1988, l'espoir semble écarté d'une issue pastorale en contrebas du Bamiléké. En une seule année, plus d'une centaine de familles sont reparties. A 1.200 mètres, les animaux des Djafoun souffrent de trypanosomose, les moutons succombant les premiers. Surtout, les relations avec les cultivateurs se sont, une nouvelle fois, rapidement envenimées : champs ouverts sur les aires du bétail, dommages commis à de rares cultures par des animaux mal gardés. En quelques années, la situation des éleveurs est devenue intenable.

L'administration locale, peu accoutumée à traiter de tels problèmes, n'est pas intervenue. Elle n'a pas su prévenir les conflits en écartant les troupeaux des cultures. Ensuite, elle n'a pas tenté d'arbitrer les querelles. Devant le vide administratif, les cultivateurs ont imposé leur loi, en abattant les animaux surpris au voisinage des champs.

Au cours de la saison sèche 1987-88, un Toukanko de Banenkeng, près de Bangangté, perd 3 têtes, tuées par des Bamiléké : une génisse, un taurillon et une vache. Il est persuadé que porter plainte ne lui servirait à rien. Découragé, il s'apprête à quitter les lieux : ***toonyande Buri am sembe*** : « *l'oppression (par les cultivateurs) dépasse mes forces.* »

Devant cette situation, des retours s'esquissent vers les monts Bambouto, décision aberrante qui reflète un véritable désarroi. Un ancien *arDo* de Babadjou, arrivé parmi les premiers en bas de Bangangté, a regagné la montagne. Quelques Mbororo s'accrochent aux derniers pâturages des monts Bambouto, en haut de Babadjou et de Pinyin. Jusqu'à ce qu'ils soient chassés, comme à Bafou.

La descente des éleveurs, échappatoire habituelle aux conflits agro-pastoraux sur les plateaux, a échoué autour du Bamiléké. Elle s'est heurtée à une extension simultanée des terroirs du plateau, si bien que les affrontements ont recommencé. Un besoin permanent de nouvelles terres agricoles en pays bamiléké ne laisse guère d'espoir aux Mbororo de s'y maintenir. De plus, l'antinomie ethnique accentue la dimension proprement agraire des conflits. D'une "non-intégration" entre Mbororo et Bamiléké, encore plus manifeste qu'aux Grassfields, la situation évolue vers une réaction de rejet.

Conclusion : les conflits éleveurs - cultivateurs, fatalité géographique ou responsabilité administrative ?

Les éleveurs sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun se trouvent confrontés à une extension générale des cultures. Le rapport de forces est inégal avec les cultivateurs. Partout, les éleveurs assistent, comme désarmés, à l'avance des champs. Les divergences d'autrefois entre le Cameroun anglais et français s'estompent. La faiblesse des éleveurs n'est pas spécifique aux plateaux de l'Ouest-Cameroun mais elle s'y exprime de façon spectaculaire. A la compétition spatiale entre deux activités s'ajoute un affrontement culturel entre deux civilisations rurales.

Même s'ils exploitent depuis longtemps les pâturages, les éleveurs ne parviennent pas à imprimer concrètement leur occupation ni à contenir l'avance des cultures. Les marques de l'activité pastorale restent discrètes dans le paysage. Campements et abris dispersés de bergers, aires de stationnement des animaux, pistes à bétail convergeant aux passages des cours d'eau : l'espace pastoral ne porte que des empreintes tenues et parfois fugaces. Rien de permanent ni d'irréversible qui confèrerait une véritable emprise de l'élevage.

Certes, la fermeture d'une piste à bétail et, plus encore, d'un point d'abreuvement déclenchent une forte émotion chez les éleveurs car il s'agit de lieux sensibles. Avec les campements, les pistes à bétail sont les marqueurs visibles de l'élevage extensif, ceux qui freinent ou, du moins, qui servent de tampons à l'expansion des champs. Mais les cultivateurs contournent cet écran en corsetant la piste à bétail de clôtures parallèles. Bientôt réduite à l'état de simple corridor entre deux façades agricoles, elle ne survit pas longtemps. N'irriguant plus des pâturages, elle devient un passage dangereux où les troupeaux circulent le plus vite possible, épiés par des villageois aux aguets.

L'histoire de l'élevage sur les monts Bambouto illustre la précarité d'un chevelu pourtant dense de pistes à bétail, des sommets aux pentes inférieures. Le réseau de circulation du bétail est absorbé, au fur et à mesure de la progression des cultures. Pistes à bétail et sites de campements disparaissent, en quelques années, de la nouvelle trame agraire. Les repères pastoraux sont comme gommés, digérés. Seuls, quelques eucalyptus qui entouraient les campements subsistent dans le nouveau paysage.

Alors que l'utilisation pastorale des terres reste sujette à des remises en cause, leur conversion agricole devient irréversible. Les projets anglais d'alternance des cultures et des pâturages n'ont jamais connu de début d'application. Les compromis qui se traduisent par un recul des pâturages ont des chances d'être acceptés. Ceux qui impliquent également un retrait agricole déclenchent des révoltes. Les cultivateurs ne cèdent du terrain, même récemment conquis, qu'en situation exceptionnelle et devant la force. L'histoire agraire des monts Bambouto en offre quelques exemples.

Nourrie de revendications des cultivateurs, la rébellion bamiléké, à l'aube de l'Indépendance, a desservi ensuite leurs intérêts, en les forçant à lâcher des conquêtes agricoles. Avec les regroupements d'habitat et la tombée en friche de champs éloignés, les Mbororo ont pu s'immiscer à la périphérie de terroirs bamiléké. Mais l'offensive pastorale, profitant d'une désorganisation agraire, n'a pas duré longtemps. Avec la remise en état des caféières et l'engouement pour des cultures maraîchères d'altitude, les terroirs sont redéployés, repoussant les éleveurs en position défensive.

Talonnés par des extensions agricoles irrésistibles, les éleveurs sont réduits à voir leurs pâturages diminuer, ce qui entraîne, de façon inévitable, une diminution du cheptel. Apparaissent alors les menaces d'appauvrissement, de jeunes privés d'héritage et d'éclatements familiaux. Devant ces perspectives dramatiques, les Mbororo des plateaux se tiennent à l'affût de tout secteur susceptible d'accueillir du bétail. Une nouvelle de ce genre déclenche aussitôt le déplacement d'éleveurs aux abois.

Presque toujours, les nouveaux pâturages se trouvent en contrebas des hauts plateaux. Bordure du plateau bamiléké, vallée de la Bui : même des Djafoun se risquent à des altitudes peu élevées. Ils s'y heurtent, à nouveau, à la concurrence d'un mouvement parallèle de descente des cultivateurs. Les Bamiléké se rendent dans la vallée du Noun pour cultiver, les Nso peuplent la basse vallée de la Bui et la plaine Mbaw. De nouveaux fronts de contestations se cristallisent en contrebas des plateaux fortement peuplés.

Hitaande fuu, gese jaBta pellel na'i : « *chaque année, des endroits pour le bétail sont accaparés par les champs,* » se plaignent les Mbororo de Jakiri. Leur plainte ne concerne plus les pâturages de plateaux, déjà réduits à la portion congrue, mais les basses pentes de la Bui où ils avaient transféré du bétail. Tout se passe comme si les cultivateurs "suivaient" les éleveurs. Ils tirent parti des aires fumées par le bétail, où le maïs procure d'excellentes récoltes, du moins pendant les premières années.

Dès que les éleveurs des plateaux voisinent avec des cultivateurs (et cette coexistence leur est pourtant indispensable), des confrontations surgissent, forçant les premiers à céder du terrain. Les rapports conflictuels

pèseraient comme une sorte de fatalité. Les Mbororo seraient, eux-mêmes, assez enclins à interpréter de cette façon leurs démêlés avec les cultivateurs. Pourtant, les conflits ne répondent pas à une sorte de règle mécanique.

La carte de l'encombrement agricole et pastoral des plateaux indique des lieux d'affrontements potentiels entre éleveurs et cultivateurs, correspondant à des "sur-utilisations" de l'espace. L'histoire agraire confirme parfois ces risques (par exemple, à Bafumen) mais elle les dément également. Au Bamenda, les confrontations les plus dures, durant les décennies soixante et soixante-dix, n'ont pas éclaté en hauts plateaux mais sur celui de Wum. Ni des charges relativement légères (sans doute sous-évaluées), ni un peuplement peu dense et groupé en quelques centres ne laissaient présager des révoltes agraires d'une telle gravité.

La logique des affrontements entre éleveurs et cultivateurs échappe à une simple mesure de degrés d'occupation de l'espace. Les incidents de Wum expriment l'incompatibilité entre deux systèmes agraires : un système agricole maintenu volontairement extensif et un système pastoral, également extensif mais qui évolue vers la fixation des hommes et du bétail. Les responsables n'ont pas su organiser la coexistence des deux systèmes. Les solutions avancées se trouvaient presque toujours en porte-à-faux, par rapport au fonctionnement du système agricole.

Au contraire, l'opposition latente mais forte entre éleveurs et cultivateurs des hauts plateaux s'est vue contenue, arbitrée, gérée par une législation agraire relativement efficace, jusqu'en 1972. Les agents du "Farmer-Grazier Service" ont contrôlé ou, du moins, désamorcé des affrontements. Ainsi s'explique que les tensions entre fortes charges en bétail et peuplement dense soient restées virtuelles de Nkambe à Kumbo, de Santa à Pinyin, alors qu'elles éclataient à Babadjou, Bangang et Bafou, du côté francophone.

Après 1975, les relations entre cultivateurs et éleveurs se libèrent aux Grassfields, les contrôleurs des pâturages et des champs sont révoqués par la nouvelle administration. Alors, de Ndu à Binka, de Binka à Nkambe, les heurts se multiplient : avance de champs, destruction de campements, attaque de troupeaux et bagarres. Partout s'élève la même plainte des éleveurs : ***durngol walaa haa Do ; min caka gese cip*** : *« l'élevage n'a pas sa place ici, nous sommes complètement au milieu des champs. »*

Les relations entre populations agricole et pastorale évoluent selon une succession de tensions et d'apaisements. Sauf exceptions, les périodes de tensions consistent en une série d'incidents locaux, répétés et similaires ; ils ne prennent pas l'ampleur d'une véritable crise qui embraserait tout le monde rural.

Les rapports entre les deux populations renvoient à des contextes politiques. Une politique agraire résolue, l'action énergique d'un chef villageois respecté réussissent à canaliser et à contenir des oppositions latentes. Au contraire, l'absence de volonté politique ou le refus de gérer la coexistence donne libre cours aux tensions. L'expansion agricole peut, alors, devenir débridée et déboucher sur des explosions de violence.

La divergence d'évolution agraire entre monts Bambouto, de chaque côté de l'ancienne frontière, porte longtemps la marque d'administrations différentes. De même, la préservation d'une portion de montagne pastorale, à Santa, contraste avec l'abandon de l'autre moitié. L'opposition entre les versants montagneux tient à la défense du secteur pastoral par un chef, tandis que son voisin livre les pâturages aux cultivateurs. Des principes et des façons de gérer les rapports entre éleveurs et cultivateurs finissent par s'imprimer dans les paysages agraires.

Bien que leur attitude soit facilement empreinte de fatalisme, les Mbororo estiment que leurs rapports avec les cultivateurs relèvent des autorités administratives et politiques. Les périodes de pouvoir fort furent marquées par une atténuation des conflits. Au contraire, ils ont éclaté en série lorsque le pouvoir se relâchait. Les Mbororo veulent croire que leur avenir sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun dépend d'abord d'une volonté administrative.

Ils se raccrochent au souvenir de la législation agro-pastorale d'inspiration anglaise qu'ils tiennent pour un modèle d'arbitrage entre éleveurs et cultivateurs. L'attachement à une intervention de l'administration dans les relations entre populations peut surprendre, de la part d'éleveurs souvent présentés comme soucieux d'une grande liberté d'action. Il reflète un comportement de groupe minoritaire, à la recherche d'une protection vis-à-vis d'une population plus nombreuse et toujours redoutée.

L'histoire des relations entre éleveurs et cultivateurs au Bamenda montre que les périodes d'interventionnisme administratif ont freiné, voire désamorcé les conflits, sans régler vraiment la question sur le fond. Actuellement, l'espoir des éleveurs d'un engagement du pouvoir central dans les problèmes agraires devient quelque peu illusoire. Les capacités d'action de l'appareil administratif s'amenuisent. La philosophie politique dominante n'est plus celle qui légitimait l'intervention omniprésente de l'administration à l'époque coloniale, même au Cameroun anglais. Le rôle de l'administration consistera de moins en moins à encadrer, contrôler et diriger les activités. Il s'agira plutôt de laisser les initiatives privées s'exprimer.

Dans le contexte d'un relâchement de la présence administrative, quelle solution proposer ? Les systèmes agricoles et pastoraux, actuellement largement antagonistes, devraient évoluer de telle manière que les relations se détendent, voire deviennent complémentaires. Dans cette perspective, la localisation des conflits sur les plateaux n'est pas indifférente.

En supposant que tous les villageois partagent la même charge émotive d'hostilité à l'égard des Mbororo, les affrontements sont plus durs lorsqu'il s'agit de systèmes extensifs. Les conflits seraient inévitables entre deux activités qui misent sur des disponibilités en espace. La seule issue aux affrontements périodiques résiderait dans une évolution, si possible simultanée, vers une agriculture et un élevage plus intensifs. Une agriculture plus intensive a besoin de fumure pour entretenir la fertilité des sols ; dès lors, le bétail n'est plus considéré seulement comme une nuisance, il peut devenir un partenaire. D'un autre côté, un élevage plus intensif repose sur

l'utilisation de fourrages artificiels : l'espace pâturable n'a plus besoin d'être illimité ; le bétail devient moins mobile, donc moins perturbateur. Une meilleure compréhension et un partage plus stable des terres peuvent s'instaurer entre les deux populations.

De fait, l'évolution vers des systèmes agricoles et pastoraux plus intensifs est souvent préconisée comme remède aux problèmes agronomiques et écologiques en Afrique tropicale. Mais cette évolution reste difficile à engager : les cultivateurs, aussi bien que les éleveurs, tentent d'utiliser les dernières ressources dont ils disposent pour maintenir des systèmes plus avantageux, en termes de travail. L'exaspération des cultivatrices de Wum à l'égard des éleveurs renvoie à la logique du système agricole extensif mais surtout, à l'appréhension d'adopter une agriculture plus exigeante en travail. Pour compenser le raccourcissement des jachères et limiter la baisse des rendements, elles partent en quête des derniers secteurs susceptibles d'être cultivés et s'affrontent aux éleveurs. L'attachement à une agriculture extensive exaspère le besoin de terres et rend insupportable la présence des éleveurs.

De même, les Mbororo retarderont le plus possible l'abandon de l'élevage extensif, en ayant recours à toute alternative possible : utilisation de savanes jusqu'ici délaissées, croisement de races bovines, migrations plus ou moins lointaines. La descente des Djafoun des hauts plateaux illustre le premier choix. Des déplacements, plus difficiles à cerner, vers l'Adamaoua camerounais ou la Centrafrique s'inscrivent dans le dernier. Aux points de vue technique et psychologique, l'abandon de l'élevage extensif apparaît encore plus difficile que la transition vers l'intensif en agriculture. Seule, une minorité d'éleveurs s'y résoudra. Les futurs éleveurs aux Grassfields ne seront peut-être plus les mêmes que ceux d'aujourd'hui.

Reste à savoir si des systèmes intensifs entretiendront des relations harmonieuses. Ils impliquent le partage, à long terme, d'un espace d'altitude convoité, ce qui risque de soulever à nouveau le problème du statut foncier des pâturages. A la limite, même s'ils en avaient l'intention, les éleveurs pourraient-ils transformer les prairies naturelles en pâturages artificiels, sans provoquer l'inquiétude des villageois ? Il est à redouter que l'évolution des systèmes de production n'apaisera pas, comme par enchantement, des antagonismes profonds. L'administration n'a sans doute pas fini d'être requise pour séparer, faute de mieux, les éleveurs des cultivateurs.

TABLE DES MATIERES

DU SECOND VOLUME

Troisième Partie :

AUX GRASSFIELDS : LES ELEVEURS ET LES AUTRES 659

1. ANCIENS ET NOUVEAUX ELEVEURS 661
UNE POPULATION PASTORALE MINORITAIRE 662
Les insuffisances des recensements 663
Une enquête inadaptée 664
Un recensement difficile à exploiter 665
Le nombre des actifs masculins 665
Des éleveurs mal recensés : les bergers 667
Des oubliés : les aides familiaux 669
Une démographie dynamique... 670
...mais une population minoritaire 674
Première approche : les actifs masculins 674
Seconde approche : le total des actifs 676
Troisième approche : le nombre de bovins pour 100 hab. 677
Des éleveurs sur la défensive 678

MBORORO "ROUGES" ET MBORORO "BLANCS" 679
La dualité mbororo 681
Un faible peuplement ? 681
Une population mbororo restreinte 682
Un peuplement pastoral déficient ? 683
Peuplement humain et charges en bétail 685
Djafoun et "Akou" 688
Mbororo d'en haut et Mbororo d'en bas 690
Un essor inégal 692
Fondements démographiques de la dualité mbororo 693
Mbororo monogames et Mbororo polygames 695
Petites et grandes familles 697
Les accroissements de population, indicateurs de devenirs pastoraux 699
Un modèle démographique ? 700
Les Djafoun ("Jaafun") 702
Les lignages "historiques" 705
Les Rahadji (Rahaaji") 705
Rémanences d'un passé sédentaire 705
Un lignage ancré au Bamoun 708
Un détachement de la vie pastorale 711
Les Gosi'en ("Goosi'en") 714
Grandeur et déclin 714
Un lignage de hauts plateaux 717
Puissance lignagère et cohésion sociale 719
Les hypothèques de la démographie 720

Les Ringuimadji ("Ringimaaji") 723
Un lignage peu nombreux mais puissant 723
Richesse et concentration géographique 723
Un ancrage original 724
Les grands lignages 725
Les Toukanko'en ("Tukanko'en") 725
Les marques d'un lignage puissant 725
Agrégats familiaux en altitude 727
Des ombres au tableau 730
Un lignage complexe 731
Le maintien d'une petite polygamie 733
Les Madjanko'en ("Maajanko'en") 734
L'éparpillement du pouvoir 735
Une localisation à la périphérie des plateaux 736
Un lignage en marge 738
Une autre histoire 738
Des pâturages dédaignés 738
Des Djafoun encore mobiles 740
Les Ouranko'en ("Huranko'en") 743
Faiblesse politique 743
Une localisation marginale 744
Un lignage d'adoption 745
Les lignages secondaires 747
Les lignages affiliés aux Gosi'en 748
Les Hamaranko'en, lignage en cours d'absorption 749
Des associés récents : les Bawanko'en 749
Des voisins de longue date : les Sayganko'en 750
Un petit lignage d'altitude : les Rijimanko'en 752
Un lignage "périphérique" : les Aoutanko'en 753
Des lignages "éclatés" : Dabanko'en, Kounnanko'en, Djaranko'en 754
Autres associations de lignages 757
D'anciens alliés des Madjanko'en : les Djaromanko'en 757
Ouranko'en et Ba'en : une histoire commune 759
Des lignages secondaires autonomes 760
Un lignage à l'écart : les Faranko'en 760
La dispersion des Dakanko'en 762
Lignages de plateaux intermédiaires : Mbodi'en et Gamadanko'en 762
Des témoins de lignages 765
L'évolution du peuplement lignager 767
La disparition de la population servile 767
L'unification culturelle par le bétail 768
L'évolution démographique des lignages 768
Hiérarchie lignagère et altitude 770
Les Akou 773
Entre Akou et Djafoun 774
D'anciens Akou : les Danedji de Meta 774
Akou de hauts plateaux : Djoranko'en et Boutanko'en 774
Un ancrage fragile en altitude : les Gamanko'en 776
Le revirement des Siwalbe du Bamoun 777

Les Akou "installés" 778
Un lignage dominant : les Galedji 778
L'appropriation d'un plateau 780
Une démographie de vrais pasteurs 781
Migrations et changement de bétail 783
Des rivaux : les Natirbe 783
Une ambition de grand lignage 784
La séparation des sédentaires 785
Des Akou en quête de pâturages : Ba'en et Danedji 785
Les revers des Ba'en 786
Les Danedji : cohésion familiale mais émiettement lignager 787
Des Akou instables : Bogoyanko'en et Siwalbe 789
Des pionniers : les Bogoyanko'en 789
Les nouveaux Siwalbe 791
Lignages "dédoublés" : Rahadji, Mbodi'en 792
Un nouveau peuplement pastoral encore fluide 794
L'absence de population servile 794
Un peuplement récent... 794
... et susceptible de réaménagements 795
Le "front" entre Djafoun et Akou 796
Une absence remarquable 797
Polygamie et pastoralisme 798

LES AUTRES ELEVEURS 800
Haoussa et Foulbé, dans le sillage des Mbororo 801
La symbiose entre Mbororo et Haoussa 802
Les modes d'accès à l'élevage 806
Les villageois 809
La ruine d'un ancien élevage paysan 810
Les nouveaux éleveurs 812
Les contextes de l'élevage paysan 816
Diffusion ou captation sociale du bétail 816
La culture du café, tremplin à l'élevage ? 819
Nouvelles spéculations agricoles et élevage 821
L'indifférence des maraîchers à l'élevage 821
La nouvelle dimension des cultures "vivrières" 824
Prédispositions masculines à l'élevage 826
Une inconnue : le rôle de l'épargne lointaine 827
Les filières de capitalisation en cheptel 828
Les planteurs-éleveurs 828
L'élevage, prolongement d'activités commerciales 829
De l'apprentissage à la propriété du bétail 830
L'élevage, activité complémentaire de maquignons et de bouchers 831
Nouveaux investisseurs dans l'élevage 832
De l'épargne à l'élevage 834
Des ravisseurs de bétail 835
L'élevage, nouvelle forme de richesse 836
Une succession de nouveaux éleveurs 839
*Les étapes de constitution **du cheptel*** 839
Des troupeaux récents 840
La localisation des paysans-éleveurs 841
Développements récents de l'élevage villageois 842

Divergences géographiques 843
Diversification des nouveaux éleveurs 845
Echecs pastoraux 846
Forces et faiblesses des nouveaux éleveurs 848
Déficiences techniques 848
Problèmes d'intégration sociale 850
Eleveurs par vocation et éleveurs d'occasion 852
L'absence de "mixed farmers" 854
Conclusion : discordances entre société pastorale et pratiques administratives 856

2. LE FACE A FACE ELEVEURS - CULTIVATEURS 859
LES PARTIES EN PRESENCE 860
L'encombrement par le cheptel 860
L'accusation de cheptel excessif 860
Les charges annuelles en bétail 862
Danger des fortes charges 864
Un paradoxe : les fortes charges proches de terroirs 866
Fragilités des cultures au bétail 868
L'expansion des cultivateurs 870
Le poids démographique 871
Une croissance démographique accélérée 871
La dissuasion par les densités 873
Seuils de densité critiques pour l'élevage 874
Contrastes de densités 875
Relations spatiales entre le peuplement et le cheptel 878
Repérage des risques conflictuels 879
L'emprise agricole 881
L'accaparement des terres par le café 881
Une insertion au forcing 881
Evaluation des premiers préjudices pastoraux 884
Essor des cultures vivrières 887
Un témoignage 887
Le repère de 1972 889
Hiérarchie sociale et cultures "vivrières" 890
Les pertes en pâturages 891
Exemple de mesure d'occupation du sol 891
Une bande d'espace, du haut plateau à la plaine de Ndop 891
Le bilan : un manque d'espace libre 892
Limites de la méthode 894
Multiplication des atteintes aux pâturages 896
Jeux politiques locaux 900
Registre des rapports éleveurs-cultivateurs 900
Force et faiblesse des chefferies 902
Contre-pouvoirs et nouveaux pouvoirs 905
La contestation des chefs 905
Les sociétés féminines 906
Les pouvoirs modernes 909
L'influence des missions 910

LES CONFLITS 913
Les dégâts aux cultures 913
Une ancienne coexistence harmonieuse ? 914

De l'anthropologie appliquée ... 915
... mais dépassée par les évènements 917
Nouveaux lieux d'affrontements 919
Relâchement du gardiennage 920
Incompatibilités entre agriculture et élevage 920
Divergences d'appréciation du risque agricole 921
Contradictions pastorales 922
Inconvénients de la sédentarisation 923
Désordres des troupeaux villageois 924
Contraintes de l'élevage sédentaire 925
Les réparations des dommages agricoles 926
Mise en place de juridictions locales 926
Procédures des justices locales 927
Auto-justices et ripostes féminines 928
Les empiétements culturaux 930
Une expansion contenue par l'administration coloniale 930
Les soulèvements féminins à la faveur de l'Indépendance 932
Un gel impossible des terres 934
De la contention légale ... 934
... aux débordements de fait 936
Les preneurs de pâturages 938
Une grande révolte agraire 940
Des conflits cycliques 940
Le film des évènements 942
Une insurrection féminine 946
Les conséquences 947
Extensions agricoles 948
Entassements de bétail contre les cultures 951
Remise en mouvement des Akou 956
Nouvelles dimensions du conflit 960
Une série d'autres griefs 961
Le réquisitoire des villageois 962
Les plaintes des Mbororo 965
Destructions de campements 965
Vols de bétail 966
Un élevage perturbateur 968
Danger d'acculturation 970
Discordances entre risques et conflits réels 973

LES ESSAIS DE SOLUTION 974
Divergences à l'époque coloniale 976
Le partage des terres 976
Une oeuvre de longue haleine 976
Les critiques 978
La réduction et la garde du cheptel 980
De nouveaux principes 980
Une application partielle 981
Des résultats indécis 983
Retour à la séparation cultures-pâturages 987
Les points de vue des scientifiques 987
Tableau géographique de l'occupation du sol 988
Un objectif : redistribuer le cheptel 988

Un constat : de faibles possibilités d'extensions pastorales 988
Une vision pessimiste de l'avenir pastoral 990
Potentiels pédo-écologiques 992
Limites des systèmes actuels de production 992
Inventaire des classes de sols 993
Les propositions d'un agronome 994
Contradictions du système foncier et fiscal 994
Pour une réforme globale 995
La loi de 1962 996
Les dispositions législatives 997
Les silences de la loi 999
L'application : réussites et échecs 1.000
L'époque du barbelé 1.000
Le principe de démarcation 1.003
D'une application à sens unique. .. 1.003
... à l'inefficacité de la loi 1.004
La résurgence d'une vieille idée 1.005
Routines et innovations réglementaires 1.006
Le contrôle des éleveurs 1.006
Un nouveau débat : l'autorisation de cultiver 1.007
Incertitudes et faiblesse administratives 1.008
Législation foncière et réalités locales 1.009
Faiblesse de l'arsenal administratif 1.010
Les Commissions Agro-Pastorales 1.010
Vers une troisième solution ? 1.012

CHRONIQUES DE SECTEURS PASTORAUX 1.013
Grignotages agricoles au nord du Bamenda 1.014
Une dynamique agricole freinée mais puissante 1.014
Progrès des cultures dispersées 1.015
Densification des cultures 1.016
Annexions agricoles brutales 1.016
Détournement de la pression agricole 1.018
Nouvelles franges agricoles 1.020
Une limite stabilisée : Tadu 1.020
Un front agricole : Takui-Kingomen 1.022
De hauts pâturages "mités" : Ndawara 1.027
Montagne préservée, montagne "éventrée" : Santa-Pinyin 1.032
Assauts agricoles d'une montagne : le mont Bambili 1.036
Cultures et pâturages imbriqués : Essu 1.041
D'un Cameroun à l'autre : les monts Bambouto 1.046
L'étagement du peuplement 1.047
Les densités de peuplement en 1976 1.047
Limites anciennes du peuplement bamiléké 1.050
Les Bamiléké contre une "White Highland" française 1.051
La naissance d'un élevage européen 1.051
Une montagne surchargée de bétail 1.053
La montée des cultures 1.054
Les ambiguïtés administratives 1.054
Les incidents de 1949-50 1.056

Des cultivateurs, deux administrations, plusieurs chefs 1.059
Fronts ou compartiments agricoles : deux gestions de la montagne 1.060
Une progression inégale des cultures 1.061
Une affaire de chefferie 1.065
La défaite de l'élevage européen 1.066
Colonisation agricole et réoccupation pastorale 1.066
Les regroupements villageois : une descente forcée des cultivateurs 1.069
L'effritement d'une protection pastorale : Pinyin 1.071
Eleveurs et cultivateurs : de nouvelles donnes 1.073
Derniers soubresauts d'une rébellion 1.073
Un renouveau de l'élevage 1.074
Des conflits plus complexes 1.076
Nouveaux assauts contre les pâturages 1.077
Parades des éleveurs 1.080
La fixation pastorale 1.081
Association entre éleveurs et maraîchers 1.081
Refuge aux sommets 1.083
Une conquête agricole inéluctable ? 1.084
Epilogues 1.086
La fin d'un réduit pastoral : Bafou 1.086
L'échec d'une alternative : Bangangté 1.090
Conclusion : les conflits éleveurs-cultivateurs, fatalité géographique ou responsabilité administrative ? 1.092

UNIVERSITE DE PARIS X-NANTERRE, DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

HAUTES TERRES

D ' ELEVAGE AU CAMEROUN

VOLUME 3

Jean BOUTRAIS

1992

ORSTOM,

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

SOMMAIRE

DU TROISIEME VOLUME

QUATRIEME PARTIE : AUX GRASSFIELDS ; ENJEUX PASTORAUX

1 : Entre nomadisme et sédentarité
- Approches de la sédentarité
- Les facteurs de sédentarisation
- Les incidences de la sédentarisation
- La sédentarité, intermède pastoral ?

2 : La transhumance, jeu altitudinal
- Une transhumance d'éleveurs montagnards
- Une saison de transhumance
- Nouvelles entraves à la transhumance

CINQUIEME PARTIE : "CABBAL" DE L'OUEST ET DE L'ADAMAOUA

1 : "caBBal" disputés
- Le massif du Manengouba, bout du monde peul
- Le Mambila, réplique des Grassfields

2 : Refuges pastoraux
- Le Tchabbal Mbabo, des éleveurs sans cultivateurs
- La chaîne de Gandaba, une gamme de petits "caBBal"

3 : Derniers "caBBal"
- Le Tchabbal Ngouté, sous le signe de l'aventure
- Le mont Cameroun, "caBBal" interdit

CONCLUSION : ESSAI DE GEOGRAPHIE COMPAREE DE "CABBAL"

Annexes
Index
Bibliographie
Lexique
Liste des tableaux
Liste des figures
Liste des cartes de l'atlas
Table générale des matières

QUATRIEME PARTIE :

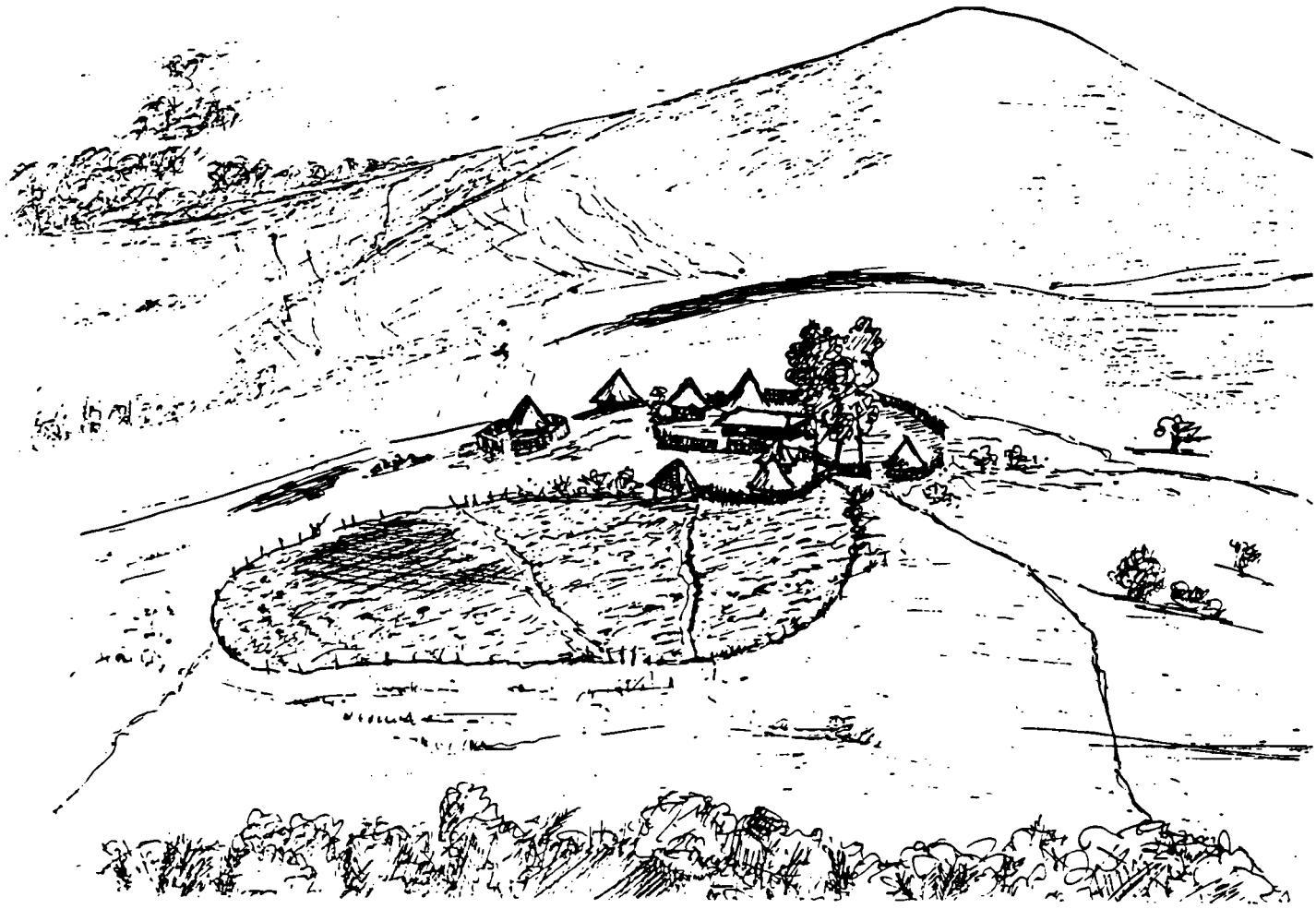
ENJEUX PASTORAUX

L'herbe ne va pas chercher les boeufs, ce sont les boeufs qui vont trouver l'herbe.

J. et J. THARAUD, 1922, *"La randonnée de Samba Diouf"*.

« Celui qui dort longtemps, couché sur un bras, aspire à changer de côté. »

Proverbe mbororo.



Des constructions solides, un lopin agricole enclos, quelques eucalyptus, des aires à bétail : une famille mbororo s'est fixée sur les hautes prairies.

« Il n'est pas douteux que dans la savane, le nomadisme pastoral peut représenter un problème écologique » (1). Cette affirmation d'un spécialiste des régions arides est révélatrice d'un postulat assez largement partagé : autant la mobilité des troupeaux et des éleveurs apparaît comme une technique d'utilisation de l'espace justifiée en zones arides, autant elle ne serait plus légitime, dès lors que les ressources fourragères sont meilleures. Le nomadisme pastoral serait le mode d'utilisation le mieux, ou même le seul adapté aux pâturages disparates et temporaires du désert, à la rigueur du Sahel. Mais que des éleveurs persistent à nomadiser en savanes, cela manifesterait le maintien d'habitudes contradictoires avec un environnement qui ne l'exigerait plus ; en somme, un gaspillage de ressources par un pastoralisme "paradoxal".

1. MONOD (Th.), 1975, "Introduction", in "Pastoralism in Tropical Africa", p. 15.

Selon cette conception, l'abondance et la permanence du couvert herbacé détermineraient, à elles seules, le mode d'utilisation de l'espace pastoral. Pourtant, l'histoire des Mbororo des Grassfields démontre comment, tout en s'attachant à des pâturages sous climats plus humides, ils ne se sont défaits que lentement de leur nomadisme. N'est-ce pas parce qu'en plus du couvert herbacé, d'autres éléments interviennent dans leurs décisions ? Pour quelles raisons des éleveurs qui séjournent en savanes de zones pluvieuses ne deviennent-ils pas rapidement des sédentaires ?

En fait, les Mbororo des Grassfields, tout en étant ancrés depuis longtemps sur les mêmes pâturages, se sont-ils vraiment convertis en sédentaires ? TH. MONOD a souligné l'ambiguïté, l'ambivalence du terme "sédentarisation". Il recouvre autant une initiative spontanée qu'une décision de fixation par voie autoritaire. De plus, la sédentarisation implique, pour certains auteurs, le passage du pastoralisme à une activité agricole. Dès lors, le changement impliquerait une véritable mutation de "civilisation".

Pour éviter de telles ambiguïtés, le terme de sédentarisation fera référence à un mode d'inscription dans l'espace. Sous sa forme achevée, c'est une situation d'immobilité, radicalement opposée au mouvement, aux déplacements des gens et des animaux. Toutefois, l'antinomie entre les deux grands modes d'utilisation pastorale de l'espace ne rend pas compte de toutes les situations vécues par les éleveurs.

L'existence de Mbororo dits "sédentaires" aux Grassfields soulève quelques interrogations relatives aux rapports entre sédentarité et élevage. D'abord, cette immobilité s'accommode-t-elle tout à fait avec l'activité pastorale, même dans le contexte de pâturages abondants ? Sinon, entre le nomadisme, technique d'utilisation "tous azimuths" de l'espace, et l'immobilisation complète, des solutions moyennes permettent-elles aux éleveurs de réduire leur mobilité, tout en préservant le pastoralisme ? Entre

tous les modes d'occupation pastorale, en est-il de plus "efficaces" que d'autres, en termes de croissance du cheptel ? Voilà des préoccupations que les Mbororo ne manquent pas d'avoir présentes à l'esprit lorsqu'ils envisagent d'abandonner le nomadisme.

1. ENTRE NOMADISME ET SEDENTARITE

La sédentarisation est un thème fréquent à propos des Mbororo. Ce fut un objectif adopté, dès l'époque coloniale, aussi bien par les administrations française qu'anglaise, malgré la divergence des doctrines coloniales. Quant aux indépendances, elles n'ont pas apporté d'innovations en ce domaine. Pour les jeunes Etats africains, la fixation des nomades et leur rattachement à des unités administratives font partie des mots d'ordre politiques.

L'administration recherche avant tout une stabilisation des allégeances et l'inscription des pasteurs en un ressort fiscal fixe. Cette forme de sédentarisation administrative, apparemment contraignante, peut recouvrir bien des arrangements. Elle admet une mobilité de fait d'une grande partie des pasteurs. Seuls, les chefs et leur proche entourage sont fixés, agissant comme interlocuteurs habituels des autorités administratives et se portant garants des autres, leurs dépendants. En même temps, ils font écran aux ordres de l'administration, atténuant ce que les instructions officielles peuvent comporter comme contraintes. Il existe une grande marge entre cette sédentarisation formelle et le passage effectif du nomadisme à un élevage sédentaire.

La sédentarisation d'une majorité des pasteurs n'implique pas nécessairement celle du bétail. Le plus souvent, les initiatives de fixation autoritaire s'adressent aux personnes, sans trop se préoccuper de ce qu'il advient des troupeaux. Or, beaucoup de Mbororo, apparemment sédentarisés par décision administrative, faisaient autrefois le bétail aller et venir entre des pâturages éloignés, sous la conduite de jeunes. Non seulement les chefs mais aussi la plupart des anciens respectaient la volonté de l'administration, mais seulement en apparence. Dans les faits, l'élevage continuait largement à "fonctionner" comme par le passé, grâce à la mobilité du bétail.

D'une façon générale, les Mbororo participent souvent à la fois d'une certaine sédentarité et d'une mobilité, notamment par le système transhumant, entendu au sens large. Selon les populations qu'ils côtoient, ils sont perçus comme sédentaires ou nomades. En savanes, les villageois ont

affaire, en saison sèche, à des éleveurs qui restent peu de temps dans leur voisinage, qui reviennent irrégulièrement d'une année à l'autre, se remettant en mouvement dès que des pluies tombent quelque part. Ils les considèrent naturellement comme des nomades. Au contraire, les villageois proches des mêmes éleveurs en saison des pluies sont les témoins de l'existence de gens presque toujours stables et qu'ils connaissent depuis longtemps, même si des personnes du campement font des va-et-vient avec le bétail.

A propos du mode d'existence des Mbororo, tout dépend également qui fournit l'information. La propagande administrative et politique en faveur de la sédentarisation finit par déformer les jugements, même des intéressés. Des éleveurs en viennent à s'afficher maintenant comme sédentaires, alors qu'ils changent encore facilement de lieux. Inversement, des villageois ou des responsables qualifient toujours de "nomades" des Mbororo installés à leurs côtés depuis 30, voire 50 ans. Admettre qu'ils sont établis définitivement équivaudrait à leur reconnaître implicitement des droits d'usage sur des terrains revendiqués par les villageois. Pour ceux-ci et les administrations, le terme "nomade" est porteur de discrédit. Tant qu'ils restent officiellement des nomades, les Mbororo ne peuvent se prévaloir d'aucun droit. Cela arrange bien des susceptibilités mais engendre également des contradictions entre les discours officiels et les comportements vis-à-vis des Mbororo. Ceux des Grassfields, insérés auprès d'une population sourcilleuse de ses prérogatives, vivent profondément ces ambiguïtés.

APPROCHES DE LA SEDENTARITE

Vus de "l'extérieur", les Mbororo sont habituellement considérés, du Sahel jusqu'aux savanes en climats humides, comme de vrais nomades. Des auteurs décrivent encore récemment ceux des plateaux de l'Ouest-Cameroun comme « se déplaçant continuellement avec leurs troupeaux » (2). Rien n'aurait donc changé depuis les années vingt, lorsqu'un voyageur anglais mentionnait rapidement les premiers Mbororo rencontrés au Bamenda : « they are nomad Fulbe and purely herdsmen » (3).

Une enquête démographique, effectuée aux Grassfields au début des années soixante, aborde de façon incidente les Mbororo, présentés dans une annexe intitulée : "la population nomade". Or, les auteurs découvrent avec étonnement que cette population est beaucoup moins mobile qu'ils ne le croyaient (4). Ils confirment les résultats chiffrés de l'enquête démographique par une rapide description de l'habitat mbororo puis concluent qu'une sédentarisation est en cours.

Voilà déjà des affirmations contradictoires. Les Mbororo des Grassfields sont-ils restés des nomades ou devenus des sédentaires ?

2. DONGMO (J.L.), 1972, "L'élevage bovin dans l'Ouest-Cameroun".

3. MIGEOD (F.W.H.), 1923-24, "Through British Cameroons", p. 181-182.

4. I.N.S.E.E., 1969, "La population du Cameroun Occidental ; résultats de l'enquête démographique de 1964", t. 2, p. 209.

L'ancienneté d'habitat

Le mode d'occupation pastorale des plateaux peut s'analyser, de façon simple, par l'ancienneté de séjour des Mbororo au même lieu.

Ce critère n'est pourtant pas le seul ni, peut-être, le plus pertinent. Par exemple, la sédentarisation peut également être définie par la résidence au lieu de naissance. Le démographe A.M. PODLEWSKI reporte ainsi, sur les pyramides des âges des populations de l'Adamaoua, les personnes nées hors du village pour évaluer leur degré de stabilité. Bien entendu, plus les personnes sont âgées, plus celles nées en dehors du village ont tendance à devenir nombreuses, et inversement. Il existe donc une courbe théorique des populations qui peuvent être qualifiées de sédentaires. Si les Mbororo se rapprochent de cette courbe, il devient possible de diagnostiquer leur sédentarisation. C'est ce qu'A.M. PODLEWSKI observe justement à propos de ceux de l'Adamaoua, à partir des moins de 20 ans (5). Mais ce critère de sédentarisation est "maximal". Même sans résidence au lieu de naissance, une certaine ancienneté d'habitat suffit pour caractériser une situation sédentaire.

5. PODLEWSKI (A.M.), 1971, "La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun, 2e. partie", p. 95.

L'ancienneté de résidence est une indication relativement aisée à obtenir auprès des Mbororo. Adoptée lors de l'enquête par sondage en 1964, elle fut reprise dans le questionnaire en 1974-75. L'intérêt n'est pas seulement d'examiner l'ancienneté des Mbororo à une date donnée, mais d'observer son évolution à une décennie d'intervalle (6).

6. Il est dommage qu'A.M. PODLEWSKI, dans son enquête auprès des Mbororo de l'Adamaoua, n'ait pas relevé leur ancienneté de résidence. Elle aurait permis de les comparer, de ce point de vue, à ceux du Bamenda.

Un recul récent de la sédentarité ?

En dehors des personnes nées sur place, l'enquête de 1964 répartit les Mbororo en trois catégories d'ancienneté : ceux de moins d'un an, d'un an à quatre, de cinq ans et plus. Les résultats sont exprimés selon plusieurs tranches d'âges (fig. 226).

Presque tous les enfants jusqu'à 5 ans d'âge sont nés sur place. C'est encore le cas d'un tiers des jeunes adultes de 15 à 39 ans. Quant aux personnes qui ne sont pas nées sur place mais qui s'y trouvent depuis plus de 5 ans, leur nombre augmente régulièrement avec l'âge. Cette caractéristique concerne déjà la moitié des Mbororo âgés de 15 à 39 ans. Elle augmente jusqu'à s'appliquer à tous les anciens, âgés de 60 ans et plus. La fixation des Mbororo, sur leurs vieux jours, est une habitude bien connue.

Admettons que les séjours de plus de 5 ans et les naissances sur place définissent, ensemble, un coefficient de "stabilité", sinon de sédentarité des Mbororo. D'après le graphique, les personnes stables représentent alors environ les deux-tiers des Mbororo, à toutes les tranches d'âges. L'instabilité ne reste sensible que pour les jeunes âgés de 5 à 14 ans. Ce résultat

surprend un peu car les jeunes de cet âge ne sont pas encore autonomes. Certes, ils commencent à habiter des huttes à part, mais peu éloignées du campement paternel. Les données ne sont-elles pas faussées par une enquête conduite en saison sèche, lorsque beaucoup de jeunes sont partis en transhumance ? Quant aux Mbororo âgés de 40 à 59 ans, ils présentent une situation caractéristique : presqu'aucun d'entre eux n'est né sur place mais la plupart y résident depuis plus de 5 ans. C'est la marque d'une région d'élevage relativement récente : la majorité des Mbororo n'y arrivèrent qu'après 1920. Les démographes ont raison de diagnostiquer que la population pastorale se trouve en cours de sédentarisation.

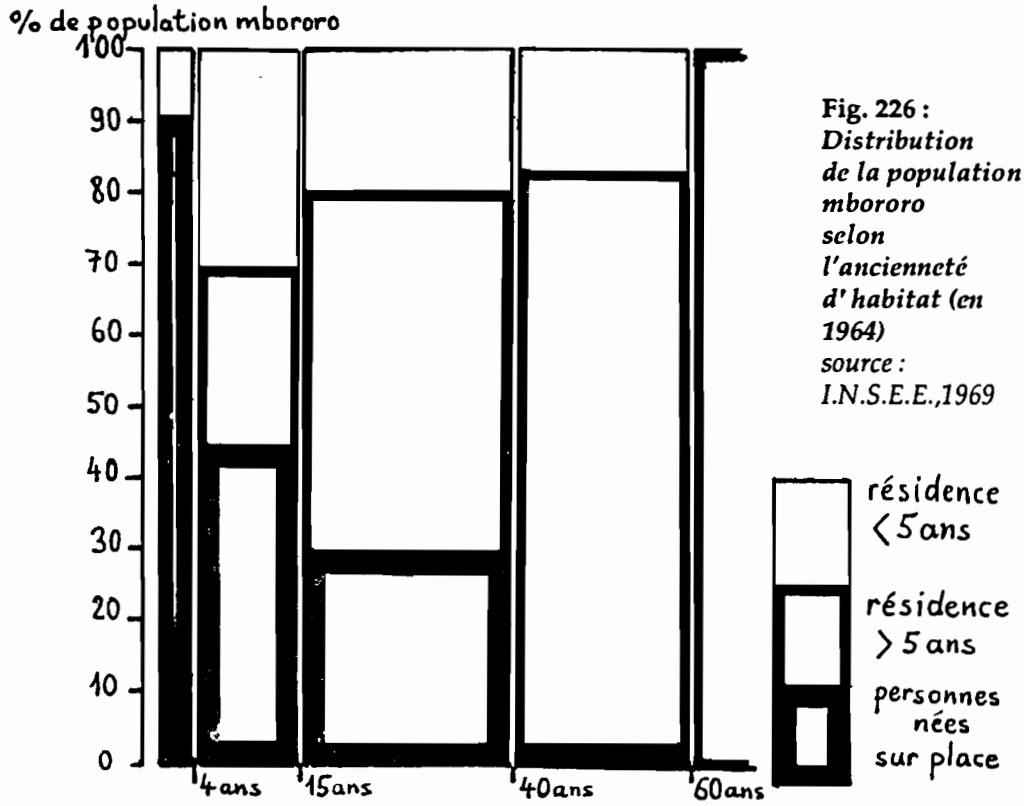


Fig. 226 : ***Distribution de la population mbororo selon l'ancienneté d'habitat (en 1964)*** *source : I.N.S.E.E.,1969*

Le constat est-il confirmé dix ans plus tard ? Pour le vérifier, les résultats sont présentés selon les mêmes critères d'ancienneté qu'en 1964. Les données s'appliquent à 3.200 Mbororo au Bamenda et à 4.100, en incluant ceux du Bamoun et du nord-Bamiléké, c'est-à-dire à environ la moitié des éleveurs actifs.

Tabl. 91 : Durée de séjour des Mbororo au même campement

	1 an	1-4 ans	> 5 ans *
1964 (Bamenda)	4 %	16,5 %	79,5 %
1975 (Bamenda)	11,9	23,1	64,9
1975 (total Ouest-Cameroun)	11,3	23,8	64,7

* *en incluant, en 1964, les Mbororo nés sur place.*

La stabilité des Mbororo, si remarquable au début des années soixante, l'est moins dix ans plus tard. En revanche, aucune différence n'oppose la population pastorale du Bamenda à celle du Bamoun et du nord-Bamiléké. Les troubles de l'Indépendance ne semblent pas avoir provoqué une plus grande instabilité des Mbororo à l'est de l'ancienne frontière entre les deux Cameroun. En fait, la "déstabilisation" affecte tous les Mbororo des plateaux. Elle se manifeste par une accentuation de leur mobilité, à la fois sur un rythme court, inférieur à une année, et sur une durée un peu plus longue, de l'ordre de deux à trois ans.

Cependant, une discordance s'introduit entre les données de 1964 et de 1975. Celles-ci ne tiennent compte que des éleveurs actifs, tandis que les premières englobent toute la population masculine. Les enfants étant presque tous nés sur place, la stabilité de la population en est peut-être accentuée. Pour corriger cette distorsion, il n'est tenu compte, dans les résultats de 1964, que des éleveurs âgés de 15 ans et plus (tabl. 92).

Tabl. 92 : ***Durée de séjour des Mbororo actifs au même campement***

** et, en 1964, nés sur place.*

	1 an	1-4 ans	> 5 ans *
en 1964	2,8 %	13,5 %	83,6 %
en 1975	11,9	23,1	64,9

Même en se limitant aux actifs, il est incontestable que les Mbororo du Bamenda ne présentent pas, en 1975, la même stabilité qu'en 1964. Ces données démontrent déjà, de façon statistique, que la sédentarisation n'est pas nécessairement un processus irréversible. Pourtant, les résultats de 1964 auraient dû enregistrer les conséquences de l'incertitude politique de l'Indépendance et des revendications de pâturages par les villageois, au cours des premières années soixante.

En fait, une enquête démographique cerne assez mal, par elle seule, le degré de stabilité d'une population. Elle ne touche que les personnes restées sur place, alors que les départs participent à la fraction de population déstabilisée. Si les migrations s'orientent hors de la région, elles ne sont pas comptabilisées.

La déstabilisation concerne-t-elle uniformément l'ensemble des Mbororo ? N'est-ce pas plutôt la conséquence du nouvel afflux des Akou à la fin des années soixante ? Il est dommage que l'enquête de 1964, tout en identifiant bien les "Bororo" (c'est-à-dire les Djafoun) et les "Akos", ne les ait pas dissociés dans l'analyse de la stabilité. Les seconds représentaient déjà le quart de la population pastorale. Mais les villages tirés au sort pour être recensés se localisent presque tous en bordure de l'aire d'hivernage des Djafoun. Il est donc probable que les résultats de 1964 se rapportent davantage aux Djafoun qu'à l'ensemble des Mbororo.

Dix ans plus tard, le comportement des deux groupes mbororo s'oppose nettement (tabl. 93). Les Djafoun du Bamenda, comme ceux de l'ensemble de l'Ouest-Cameroun, se distribuent de la même façon, en 1964

et 75. Ils conservent la même stabilité, si ce n'est une fréquence un peu plus grande de courts séjours, inférieurs à une année.

Tabl. 93 : ***Ancienneté de séjour des groupes mbororo au même campement, en 1975***

	1 an	1-4 ans	5 ans et plus
Bamenda :			
Djafoun	5,2 %	15,7 %	79 %
Akou	24,1	36,5	39,3
total Ouest - Cameroun :			
Djafoun	5	14,7	80,2
Akou	21,6	38,8	39,3

Beaucoup plus instables que les Djafoun, la plupart des Akou ne restent pas 5 ans au même campement. Pourtant, leurs entrées massives aux Grassfields datent alors d'une décennie. Aussi bien au nord du Bamenda qu'au Bamoun, un tiers seulement d'entre eux semble en cours de sédentarisation.

La comparaison de l'ancienneté d'habitat des Mbororo entre1964 et 1975 fait apparaître des différences inattendues. Alors que leur sédentarisation semblait acquise en 1964, elle a tendance à se "défaire" dix ans plus tard. En fait, il s'agit moins d'une remise en cause de l'évolution des anciens Mbororo que de l'adjonction d'un nouveau groupe pastoral. La population mbororo devient plus complexe. A un fonds déjà ancien et toujours stable s'ajoutent des Mbororo plus mobiles.

Critères de sédentarisation

D'après le raisonnement précédent, un séjour de 5 ans au même lieu marque une sorte d'acquisition de stabilité par les éleveurs. Mais est-ce vraiment suffisant ? Quelle durée de séjour au même lieu indique, de façon à peu près certaine, la sédentarisation d'anciens nomades ?

Les temps pastoraux

Suffit-il d'appréhender la sédentarisation par un certain nombre d'années passées au même endroit pour bien cerner le changement vécu par une population de moins en moins mobile ? Ce phénomène ne relève-t-il pas plutôt d'une nouvelle conception que se font les éleveurs de leurs rapports à l'espace, même si l'installation n'est pas totalement figée ?

Une étude récente définit comme sédentarisés ("settled") des Peuls de savanes en zones sub-humides au Nigeria et pourtant, ils changent d'endroits de façon périodique : « the settled Fulani live year-round at one site but shift to other sites a few kilometers away every few years » (7). D'après cette façon de voir, le changement d'habitat importe moins en lui-même que le déroulement complet de l'année pastorale au même lieu et le faible éloignement du nouvel emplacement choisi après quelques années. Sans être rigoureusement fixes, ces éleveurs séjournent toujours dans le même secteur. C'est ce qui conduit les auteurs à les considérer comme des sédentaires, en les opposant aux "transhumants" qui se déplacent sur de grandes distances à chaque saison sèche.

7. WATERS-BAYER (A.), TAYLOR-POWELL (E.), 1986, "Settlement and land use by Fulani pastoralists in case study areas", in I.L.C.A., "Livestock systems research in Nigeria's subhumid zone", p. 217.

En se sédentarisant, l'éleveur cesserait de tirer parti de plusieurs espaces rapidement les uns après les autres. Comme ce changement d'attitude relève du vécu pastoral, le diagnostic devrait se fonder sur l'appréciation subjective des intéressés, plutôt que d'après un seuil statistique de durée de séjour.

Dans le contexte du nomadisme, les déplacements sont incessants et se renouvellent à longueur d'année.

> C'est ce qu'exprime un Akou originaire du Bornou. ***Wayla, Dum eggol tan, imBe fuu egga, min duumay eggugo, haa yaaba*** : *« au nord, c'est seulement la migration; tout le monde se déplace, nous passons la saison des pluies à nous déplacer, jusqu'à l'arrivée de la saison sèche.* » Puis cet Akou a migré vers le sud ; long déplacement, jalonné par un séjour dans les plaines de Yola. Alors que, par son ampleur géographique, il semble que son nomadisme s'accentue, lui-même interprète autrement sa situation : ***lesdi Yola, min fuDDi de'itugo*** : *« au pays de Yola, nous avons commencé à nous tranquilliser.* » Et pourtant, il n'y reste que 4 ans, avant de s'en aller encore plus loin vers le sud. Mais ce sont des années passées au même endroit, grâce aux pâturages de décrue de la Bénoué.

Les Mbororo accordent moins d'importance à la durée d'un séjour en elle-même qu'au rythme des déplacements. L'abandon de déménagements répétés, de l'agitation de départs renouvelés, pour une installation plus calme, même si sa durée se limite à quelques années, marque pour eux une vraie rupture avec le nomadisme. Que le séjour se prolonge plus de 5 ans ou qu'il soit écourté à moins, il s'inscrit désormais dans un contexte nouveau, celui de ***joonde*** : l'installation "à demeure". Même si elle est remise en cause par intermittences, l'installation se répète ailleurs ; elle devient acceptée comme une situation possible et "normale".

Dès lors, ce n'est plus un séjour de 5 ans qu'il conviendrait d'adopter comme critère de stabilisation. A la limite, une année de présence suffirait, pourvu que l'éleveur s'immobilise vraiment. Une présence inférieure à une année caractériserait, au contraire, ceux qui campent provisoirement, les ***eggooBe*** : ceux qui se déplacent, ou les ***waancooBe*** : ceux qui se promènent. Sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, ils représentent presqu'un quart des Akou mais seulement une minorité de Djafoun. Au-delà d'une année de

séjour au même endroit, de nouveaux rapports s'instaurent entre les éleveurs et l'espace pastoral. Ils s'attachent à chaque lieu habité : ***min nanga njoonde*** : « *nous "prenons" l'installation,* » un peu comme s'ils disaient : « *nous prenons possession.* » Les Mbororo adoptent alors une succession d'installations dont ils récitent la série de mémoire, tellement ces endroits ont marqué leur existence.

Toutefois, lorsque cette "prise" d'installation se prolonge plusieurs années de suite, n'acquiert-elle pas une nouvelle charge significative ? L'allongement d'un séjour implique l'acceptation d'une nouvelle situation. A partir d'un certain nombre d'années, les Mbororo restituent mal de mémoire leur ancienneté au même lieu. Les années passent, semblables les unes aux autres, alors que pour les nomades, chacune est originale, caractérisée par un évènement marquant ou par un environnement différent. La succession des déplacements a pour effet de scander, de personnaliser les années. Au contraire, l'allongement de séjour les uniformise. Le passage du nomadisme à la sédentarité s'accompagne d'un changement de perception de la durée. Deux approches du temps coexistent chez les éleveurs. Pour les uns, le temps est fait d'une série ininterrompue de changements et de nouveautés alors que, pour les autres, il s'écoule, répétitif et uniforme, chaque année étant identique aux précédentes. Cette opposition se remarque lors de l'enquête : les nomades égrènent sans hésiter les années, chacune marquée par quelques faits saillants, tandis que les sédentaires se perdent dans leur succession monotone.

A partir d'un certain degré d'immobilité, les éleveurs ne parviennent plus à mémoriser le temps. Alors, il est possible d'estimer, avec eux, qu'ils sont devenus des sédentaires. Ce second seuil est bien supérieur à la coupure des 5 ans. Il varie selon les informateurs mais la plupart d'entre eux deviennent plus incertains dans la numération du temps à partir de périodes sédentaires excédant une quinzaine d'années. Pour simplifier, un seuil de 10 ans est adopté pour une nouvelle approche statistique.

Mbororo stables et Mbororo mobiles

La distribution des éleveurs par rapport au nouveau critère de durée d'habitat accentue l'opposition entre les deux groupes mbororo (tabl. 94).

Chez les Djafoun, la proportion d'éleveurs augmente en fonction de la durée d'installation. La plupart d'entre eux résident depuis longtemps au même endroit. A côté d'une population largement fixée, les éleveurs encore mobiles ne représentent qu'une minorité. Chez les Akou, c'est l'inverse : les séjours les plus habituels n'excèdent pas 4 ans. La proportion d'éleveurs s'amenuise pour les durées d'installation plus longues.

L'opposition entre les deux groupes mbororo renvoie à leur histoire. La présence des Djafoun aux Grassfields remonte au moins à 30 ans de plus

que celle des Akou. L'arrivée des premiers et leur coexistence avec les villageois n'ont pas soulevé, au début, de difficultés. Ensuite, ils ont bénéficié d'une longue période de sécurité et de protection coloniales. Au contraire, les Akou ont plutôt joué de malchance dès leur entrée sur les plateaux. A peine établis, la guerre civile menace, l'avenir politique devient incertain, l'administration ne s'interpose plus que mollement aux revendications des villageois. Enfin, les arrivées se succèdent en provenance du Nigeria. Elles font pression sur les prédécesseurs, les bousculent et les poussent plus loin. Dans le cas des Djafoun, ce fut l'inverse : le tarissement de leur immigration a grandement facilité la réussite de l'installation.

Tabl. 94 : ***Durée de séjour au site d'hivernage, en 1975***

	1 an	1-4 ans	5-9 ans	10 ans et plus
Bamenda :				
Djafoun	5,2 %	15,7 %	13 %	66 %
Akou	24,1	36,5	23,4	15,9
total Ouest - Cameroun :				
Djafoun	5	14,7	15,5	64,7
Akou	21,6	38,8	24,1	15,2

L'inégale stabilité des Djafoun et des Akou différencie une "vieille" immigration pastorale d'une nouvelle. Les premiers Mbororo sont maintenant insérés dans leur région d'accueil, alors que beaucoup, parmi les autres, sont toujours à la recherche de pâturages où ils pourraient s'établir. Leur mobilité serait contrainte : si les Akou forment encore une population flottante, ce serait presque malgré eux. La sédentarisation ne s'acquerrait qu'à long terme ou bien, dans le cas des Akou, elle réussirait moins bien qu'avec les Djafoun.

Mais l'histoire du peuplement suffit-elle à rendre compte de l'opposition de comportement entre les deux groupes mbororo ? Leur localisation sur les plateaux n'intervient-elle pas également pour faciliter l'installation des uns et contraindre les autres à la mobilité ?

La carte 8 (hors-texte) représente le degré de fixation des Mbororo pour chaque ensemble d'éleveurs qui dépendent du même *arDo*. Le critère retenu est celui des 10 ans de séjour au même endroit. Une opposition nette se dégage entre les Djafoun et les Akou : au moins la moitié des premiers n'a pas changé d'habitat depuis plus de 10 ans, tandis que cette ancienneté est exceptionnelle chez les Akou. Le cas des monts Bambouto, à l'histoire pastorale agitée, est à part. Au Bamoun, le contraste entre les pourcentages d'éleveurs fixés chez les Djafoun et les Akou résume la situation générale.

Pourtant, en arrière-plan à cette opposition, quelques exceptions apparaissent. Les Djafoun au nord des plateaux Kaka et de Konene, à moins de

1.500 mètres, n'ont pas encore pris pied solidement dans ces pâturages. Le rôle de l'altitude, notamment pour les pâturages à plus de 1.500 mètres, semble déterminant. Si les Djafoun sont aujourd'hui plus largement fixés que les Akou, c'est peut-être moins la conséquence d'une antériorité de peuplement que de l'appropriation des pâturages les plus élevés.

Sédentarisation et charges en bétail

La fixation des Mbororo n'est pas indépendante des charges en bétail sur les pâturages. C'est une évidence souvent mise en avant par les éleveurs eux-mêmes. Elle ressort également de la carte de fixation des Mbororo : plus les charges en bétail sont fortes, plus la proportion des éleveurs fixés depuis une dizaine d'années est élevée. Pourtant, il n'est pas évident que les Mbororo décident de se sédentariser dans ce contexte pastoral. Des charges légères, donc des pâturages abondants, devraient encourager les éleveurs à s'installer. Au contraire, des pâturages à peine suffisants contribueraient plutôt à les déstabiliser. Aux Grassfields, ce n'est pas ce qui se produit : la présence de pâturages peu chargés incite à la mobilité. Inversement, lorsque l'aisance spatiale se réduit, les fortes charges contraignent à rester sur place.

Les Djafoun sont enfermés actuellement dans ce genre de contrainte. Avec l'occupation complète des hauts plateaux de Meta, ils prennent conscience qu'il n'en subsiste plus d'équivalents. Quant aux bas plateaux, ils sont investis par les Akou. ***Ladde heewi, haa toy a yahta ? dilla haa heBa babal kesal, wala*** : « *la brousse est pleine, où iras-tu ? Partir pour obtenir un endroit neuf, ce n'est plus possible.* »

La saturation pastorale des hauts plateaux, l'encombrement des pâturages par les troupeaux amènent les Mbororo à se sédentariser comme à contre-coeur. Personne ne tient à perdre la portion de pâturage qu'il exploite depuis longtemps et qui finit par lui être reconnue, aux yeux des autres Mbororo. La fermeture de l'espace pastoral contribue à immobiliser les éleveurs. Inversement, de faibles charges et un espace encore libre favorisent la mobilité. Tant que la concurrence entre éleveurs reste lâche, un partant peut espérer bénéficier ailleurs d'un meilleur pâturage. De fortes charges et un espace pastoral limité entraînent à se contenter des pâturages disponibles, même s'ils ne satisfont pas vraiment.

La sédentarisation par la contrainte des fortes charges se vérifie un peu partout dans l'Ouest-Cameroun. Comme les Djafoun chargent plus fortement leurs pâturages que les Akou, ils sont les plus nombreux à s'implanter longuement. Si les Djoranko'en et les Boutanko'en de Binka sont les seuls Akou fixés dans les mêmes proportions que les Djafoun, cela provient de ce qu'ils chargent, eux aussi, à un bovin pour 2 hectares. Inversement, les charges relativement faibles des versants sud d'Oku attirent de nouveaux Djafoun et ne consolident pas de forts pourcentages de fixation. Une exception cependant : les Djafoun de Konene, bien que chargeant à un bovin sur 2 hectares, sont encore peu solidement établis. Avec les plateaux Meta, c'est l'un des rares secteurs d'expansion récente des Djafoun. Il est probable que leur sédentarisation s'affermira dans l'avenir.

Une carte de fixation des Mbororo, dressée avant 1960, aurait sans doute montré une longue implantation encore plus généralisée des Djafoun. Les évènements politiques des premières années soixante et le relâchement du contrôle des éleveurs ont contribué à les rendre plus mobiles. De plus, la fixation des éleveurs dans le contexte de fortes charges en bétail ne joue plus lorsqu'une situation de surcharge devient insupportable, mettant en cause l'avenir pastoral.

Le "profil" de la fixation des Djafoun sur les hauts plateaux Nso et Nkambe s'explique par une réaction à un déséquilibre de ce genre. Au centre, plus des trois-quarts des éleveurs sont fixés mais ils sont moins nombreux à la périphérie des hauts plateaux. A partir des années soixante, des Djafoun "glissent" à des altitudes moins élevées. Les hauts plateaux sont surchargés de bétail, d'autant plus qu'au cheptel des Djafoun s'ajoute celui, grandissant, des villageois. A moins de 1.500 mètres, les charges restent plus faibles, ce qui encourage les Djafoun à s'y diriger. Ainsi, la situation ne se résume pas tout à fait en une fixation des Djafoun, opposée à l'instabilité des Akou. Certes, la descente des Djafoun se restreint encore à de courts déplacements. Mais des secteurs avec moins de 75 % de Djafoun fixés entourent maintenant les hauts plateaux. Ce premier déplacement après de longues années de stabilité en altitude ne prélude-t-il pas au retour des Djafoun à la mobilité ?

Alors que de faibles charges entretiennent l'instabilité, des charges trop fortes finissent également par remettre les éleveurs en mouvement. Finalement, le meilleur contexte pour une sédentarisation s'inscrit dans une fourchette de charges ni trop faibles, ni trop fortes. D'après la carte des charges, les secteurs d'instabilité correspondent à des charges qui n'atteignent pas un bovin pour 5 hectares. D'un autre côté, les hauts plateaux d'où s'en vont les Djafoun portent plus d'un bovin sur 2 hectares en 1975. En fait, ces hauts pâturages ont déjà bénéficié du délestage d'une partie du cheptel qui s'y concentrait avant les années soixante. Il est probable que des charges de plus d'une tête de gros bétail par hectare sont vraiment dissuasives pour les Mbororo.

La sédentarisation aurait le plus de chance de s'amorcer dans le contexte de charges comprises entre un bovin pour 5 hectares et un pour 2 hectares. Mais ces indications restent approximatives. D'un seuil à l'autre, elles se rapportent à des pâturages d'inégale altitude. Or, il est vraisemblable que le gradient des charges qui convient le mieux à une sédentarisation varie des hauts aux bas plateaux. La nature des pâturages et, surtout, le contexte écologique dans son ensemble se prêtent plus ou moins à l'abandon de la mobilité.

Sédentarisation et altitude

La descente de Djafoun des hauts plateaux atténue déjà la corrélation entre l'altitude et l'ampleur de la fixation. Le lien était sans doute plus évident avant 1960. Cependant, si la situation a tendance à évoluer, il n'en reste pas moins que les Mbororo sont encore plus stables en hauts pâturages qu'à une altitude de seulement 1.000 mètres.

La différence ne s'explique pas seulement par des raisons historiques. Une altitude élevée, par ses conséquences écologiques, encourage incontestablement les éleveurs à se fixer. Il ne s'agit pas seulement de la disparition des glossines ; elles se raréfient déjà aux environs de 1.000 mètres. Mais une altitude supérieure apporte un autre avantage décisif : une réduction puis, au fur et à mesure de l'élévation, une disparition de l'infestation des animaux par des parasites externes, notamment les tiques. Ce changement écologique, apparemment mineur, affranchit l'élevage de l'une de ses principales contraintes en zone pluvieuse.

Tous les éleveurs craignent beaucoup ces parasites, notamment les grosses tiques noires, *Amblyomma*. Si les bergers négligents les laissent s'incruster dans la peau des animaux, elles provoquent des pustules, des plaies qui s'infectent et transmettent bientôt des maladies. Or, l'arrachage des tiques à la main, à l'aide des ongles, est une tâche pénible et souvent dangereuse car les animaux souffrent et se rebellent. Il faut observer, chaque matin, les Mbororo affairés au milieu des animaux, pour se rendre compte de la corvée que représente le détiquage. *Nde fini fuu, kooti :* « *chaque matin, (il faut enlever) les tiques.* » *Huunde ko Buri Billugo min, Dum kooti :* « *la chose qui nous embête le plus, ce sont les tiques.* » Tous les éleveurs en savanes expriment la même plainte.

Or, la densité des tiques accrochées aux animaux diminue nettement au-dessus de 1.500 mètres, notamment en juin-juillet, période d'infestation maximum (fig. 59). D'autre part, elle disparaît en saison sèche alors qu'à 1.200 mètres, les éleveurs ne cessent jamais tout à fait de détiquer. L'installation des animaux à haute altitude, en saison des pluies, est donc tout à l'avantage des éleveurs. Les travaux sont réduits d'autant et les animaux moins exposés à une série de maladies.

A basse altitude, l'infestation des animaux par les tiques ne contrarie pas seulement la fixation des éleveurs, en nécessitant davantage de travail. Le processus est cumulatif. Lorsqu'ils arrivent sur un pâturage inoccupé depuis longtemps, les animaux ne portent presque pas de tiques. Puis, à mesure que leur séjour se prolonge, elles prolifèrent. La présence permanente d'hôtes favorise le déroulement complet du cycle évolutif des tiques qui comporte un passage au sol. Les Mbororo tentent de lutter contre cette prolifération en mettant à feu la "poudrette": déjections desséchées et piétinées qui recouvrent les aires de stationnement des animaux, véritable réservoir de larves à tiques. De même, ils déplacent l'aire de stationnement du bétail. Mais, à mesure que l'installation devient plus ancienne, ces précautions ne suffisent plus. Le détiquage manuel requiert bientôt une force de travail qui excède les capacités de la famille. L'éleveur n'a plus qu'une solution : déplacer les animaux et, mieux encore, s'en aller lui-même.

A moins de 1.000 mètres, le maintien des animaux en permanence au même lieu s'avère impossible. La sédentarisation engendre d'elle-même la

nécessité d'une remise en mouvement. Entre 1.000 et 1.500 mètres, le phénomène est comparable, mais à un rythme plus lent. A plus de 1.500 mètres, il n'est pas nécessaire de déplacer périodiquement les animaux. Certes, la sédentarisation des Djafoun est responsable d'un parasitisme des animaux à des altitudes de plus en plus élevées. Mais la densité des tiques reste tout de même moindre qu'en bas ; elles ne couvrent les animaux qu'en début de saison des pluies. A 2.000 mètres, il n'y en a presque plus.

A basse altitude, le parasitisme externe devient le handicap majeur de toute sédentarisation dans les savanes de zones pluvieuses. ***GoDDo faBBan, ammaa bee bone :*** « *on peut rester longtemps, mais en souffrant.* » En supposant qu'un Mbororo s'installe dans un pâturage "neuf", c'est-à-dire indemne de tiques, l'infestation prévisible ne lui laisse, de toute façon, l'espoir de se maintenir au même lieu qu'un nombre limité d'années. La durée prévisible d'installation dépend de l'altitude. Au Bamoun et à Galim, à 1.000-1.200 mètres, les troupeaux ne peuvent stationner sur la même aire plus de 3 ans de suite. Le répit s'allonge si tout le bétail se déplace en saison sèche. L'absence saisonnière d'hôtes et la mise à feu de *ngooba* : la poudrette de l'aire à bétail, interrompent le cycle de reproduction des tiques. Autrement, la saison sèche n'apporte qu'une baisse de leur densité, sans être assez rigoureuse pour les supprimer.

Les savanes du plateau bamoun, étant toutes pâturées, subissent moins de mises à feu en saison sèche ou ne brûlent pas. D'après les Mbororo, cette absence de feux de brousse favorise également la prolifération des tiques.

Il n'existe plus de pâturages "neufs" sur le plateau bamoun. Pour en trouver encore à peu près exempts de tiques, il faut descendre vers les savanes de Malanden ou de la plaine Tikar. Mais les Mbororo n'en profitent pas longtemps. Comme ces pâturages se trouvent à faible altitude, les tiques commencent à pulluler dès la seconde année. Les basses savanes occupées à partir de 1977-78 n'assurent qu'une courte stabilité aux éleveurs. A mesure que l'aire d'élevage déborde vers des reliefs moins élevés, les Mbororo peuvent de moins en moins s'installer pour de longues durées.

La solution technique à cette contrainte écologique est bien connue, c'est le bain détiqueur. Cet équipement, une fois mis à la disposition des éleveurs, s'est révélé l'instrument le plus efficace de leur sédentarisation en d'autres savanes sous climats pluvieux (8).

Au Bamenda, il n'existait que trois installations de ce genre dans les années soixante, dont l'une près de Sabga. Situé à 1.600 mètres d'altitude, le bain de Sabga n'était pas vraiment indispensable mais il libérait les Gosi'en sédentarisés de la corvée du détiquage. Il est tombé à l'abandon lors des années soixante-dix et subsiste en cet état en 1986. Quant à la station de Jakiri, elle est équipée depuis longtemps d'une douche avec pompe, un type d'installation valable pour un ranch mais non en milieu éleveur. Récemment, quelques bains détiqueurs ont été construits, dont l'un à Tadu, à plus de 2.000 mètres d'altitude, mais il n'a jamais servi. C'est surtout en bas plateaux qu'il aurait fallu en construire. L'absence de bain détiqueur dans ces pâturages livre les éleveurs à la merci du fléau des tiques. Il est peu probable que les Akou réussiront à se fixer pour de longues périodes au Bamoun et à Wum.

8. CROUAIL (J.C.), 1969, "Une étape vers la sédentarisation de l'éleveur M'Bororo en République Centrafricaine, le bain détiqueur adapté à l'élevage nomade".

L'altitude intervient sur la sédentarisation par un biais plus insidieux mais qui finit, lui aussi, par devenir contraignant : la dégradation des savanes soumises à la pâture. Le phénomène se manifeste de façon différente selon l'altitude et aboutit à des ressources fourragères inégales. Les différences se constatent déjà lors des substitutions de graminées, à la suite de la présence prolongée des animaux. Les changements botaniques sont d'autant plus rapides que le pâturage se trouve à faible altitude. Les graminées de remplacement sont moins appétées et couvrent mal le sol (tabl. 32). Sur les hauts plateaux, *Sporobolus africanus* présente le mérite de couvrir toutes les pentes et de supporter de fortes charges en bétail. Les savanes guinéennes apparaissent d'autant plus fragiles à la pâture et dépréciées que l'altitude se fait moindre.

Au remplacement, pas toujours bien assuré, d'espèces herbacées par d'autres, s'ajoute un embuissonnement des pâturages qui les soustrait plus ou moins vite au bétail. D'anciennes prairies d'altitude se couvrent de fougeraies après 50 ans de pâture. Au Bamoun, des harunganeraies remplacent les savanes dégradées après 20 ans de présence des troupeaux (fig. 92). Les savanes de la plaine Tikar s'embuissonnent encore plus vite, à la faveur d'une présence continue du bétail. A basse altitude et, semble-t-il, tout autour des plateaux, l'étouffement du tapis herbacé devient dramatique, depuis quelques années, sous les fourrés d'Eupatoire, une nouvelle composée qui prolifère à grande vitesse. A mesure que les ligneux gagnent du terrain, les ressources fourragères diminuent, les éleveurs doivent éloigner les troupeaux puis abandonner eux-mêmes le secteur. La remise en cause de la sédentarisation intervient plus vite en bas plateaux qu'à haute altitude. Meilleure stabilité du couvert herbacé et agressivité moindre des arbustes, les prairies altimontaines résistent le mieux à une pâture continue.

Pourtant, les bas plateaux de l'Ouest-Cameroun ne se dégradent pas de façon aussi catastrophique que d'autres savanes. Certains Mbororo ont conscience que leur fixation n'est qu'un répit plus ou moins long, selon la vitesse d'évolution des pâturages.

> Un Akou, installé depuis 9 ans près de Lassin, se félicite de disposer encore assez d'herbe pour ses animaux. Il sait par les siens qu'au sud de l'Adamaoua, il suffit de séjourner 2 ou 3 ans au même lieu pour être contraint de se déplacer, par suite de la disparition du couvert herbacé.

La sédentarisation des premiers Mbororo des Grassfields est remarquable par son ampleur. Des pasteurs ont rarement changé aussi radicalement leur rapport à l'espace en un délai de quelques décennies. L'ancrage des Djafoun sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun s'inscrit dans un contexte particulier : charges suffisamment fortes pour contraindre les éleveurs à s'attacher à un pâturage, milieu d'altitude assez stable pour admettre une présence prolongée du bétail sans que la végétation soit rapidement perturbée. Les anciens nomades ont réussi leur sédentarisation grâce à la conjonction de ces données favorables. Il est probable qu'en l'absence de l'un de ces avantages, elle aurait eu moins de chance d'aboutir.

Cependant, l'abandon du nomadisme ne se réduit pas à l'influence heureuse de l'altitude. Le processus de sédentarisation n'est-il pas propre à toutes les sociétés pastorales ? Sa dynamique ne relève-t-elle pas d'une logique interne aux pasteurs qui serait assez comparable d'une région à l'autre ? Le passage du nomadisme à l'état sédentaire n'admet-il pas partout les mêmes étapes transitoires, la même réduction progressive de déplacements ? Dès lors, la sédentarisation des pasteurs répondrait à un schéma universel et, finalement, assez banal.

Types de sédentarisation

Le critère de l'ancienneté de séjour ne permet de saisir que partiellement et imparfaitement le phénomène de la sédentarisation. Il recouvre au moins deux situations différentes : une résidence continue au même lieu (la fixation complète des *jooDiiBe* : ceux qui restent) et une simple attache à cet endroit, admettant une succession de départs et de retours (les *rimdooBe* : ceux qui partent et reviennent). L'ambiguïté n'est pas seulement formelle et affaire de terminologie. Les deux situations relèvent de systèmes d'élevage différents.

Une imprécision analogue se retrouve dans les politiques de sédentarisation. Qu'entend-on exactement par "sédentariser" les éleveurs ? Est-ce les attacher simplement à un lieu de levée de l'impôt et de commandement ou bien exiger une présence effective et permanente au même endroit ? Bien souvent, les mots d'ordre de sédentarisation n'en disent rien.

Les Mbororo des Grassfields désignent les nomades, *eggooBe* ou *waancooBe* : les gens instables. Cependant, les deux termes foulfouldé ne sont pas tout à fait synonymes. Les *eggooBe* se déplacent sans intention de retour. Quant aux *waancooBe*, ils vont et viennent en tous sens, de-ci de-là, en séjournant parfois à plusieurs reprises au même lieu. Les Djafoun rappellent volontiers que c'était le cas des premiers venus sur les plateaux. *Naane, Be waanca waane : « autrefois, ils se déplaçaient (allaient et venaient) tellement. »* A présent, ils estiment que les Akou se comportent encore de cette manière.

Des études générales présentent souvent la sédentarisation comme une progression de plusieurs phases qui s'enchaînent. De l'une à l'autre, le séjour des éleveurs au même endroit se prolonge, tandis que l'ampleur des déplacements diminue. En même temps, la taille des troupeaux se réduit. L'élevage tient d'abord une place exclusive puis seulement principale pour enfin, la partager à égalité avec l'agriculture. L'activité agricole prend de l'importance à mesure que le processus s'amplifie. L'évolution se ferait toujours dans le même sens, pour devenir bientôt irréversible (9). Les Mbororo des Grassfields s'insèrent-ils dans ce schéma d'évolution progressive, du nomadisme à la sédentarisation complète ?

9. Cette conception un peu schématique de la sédentarisation est encore exposée dans une publication récente d'un organisme international spécialisé dans l'élevage tropical : I.L.C.A., 1979, "Livestock production in the subhumid zone of West Africa ; a regional review", p. 66-68.

Les transhumants

Selon le schéma classique du processus de sédentarisation pastorale, la transhumance n'est qu'une situation intermédiaire entre le nomadisme et la fixation. Situation transitoire qui annonce l'arrêt de tout déplacement. Dès lors, la transhumance retient habituellement moins l'attention que le début ou le terme d'une évolution orientée dans un seul sens.

Transhumants ou semi-nomades ?

Les Djafoun qui manifestent actuellement le plus de mobilité sont les ***rimdooBe*** : ceux qui vont et viennent d'un pâturage à l'autre. L'appellation dérive de ***rimda*** : charger les bagages sur le dos d'un animal porteur, évènement important qui rythme les déplacements dans un sens puis dans l'autre.

Toute la famille bouge avec le bétail, si bien qu'il ne s'agit pas d'une transhumance au sens français du terme : déplacement saisonnier du troupeau avec seulement quelques personnes. Faut-il pour autant qualifier ces éleveurs de l'appellation, tout aussi ambiguë, de "semi-nomades" ? Elle mettrait trop l'accent sur un caractère imprévu des déplacements. Certes, le foulfouldé ***rimda*** se réfère aux déménagements qui accompagnent la succession des saisons. Mais les semi-nomades ne s'attachent qu'épisodiquement aux endroits habités. Au contraire, les ***rimdooBe*** des plateaux de l'Ouest-Cameroun retournent régulièrement aux mêmes pâturages, en un mouvement pendulaire. Ils accomplissent des va-et-vient entre deux campements, le ***ruumirde*** de saison des pluies et le ***seeDirde*** de saison sèche.

Leurs déplacements ne s'étendent pas à un espace en principe illimité, comme dans le cas des ***eggooBe***. Ils s'ordonnent et, surtout, se circonscrivent à deux unités de pâturages associées en alternance. C'est déjà une forme d'utilisation plus restreinte de l'espace. Un administrateur anglais, ayant longtemps travaillé avec les Djafoun du Bamenda, l'affirmait nettement, dans les années cinquante : « I cannot accept that these dry season migrations are essentially nomadic in character » (10). Certes, en saison sèche, le campement d'hivernage donne l'impression d'être laissé à l'abandon : portes des huttes entr'ouvertes, vieux ustensiles traînant à terre. Mais les autres Mbororo n'oseraient pas pour autant s'y installer. Tant que les pluies ne sont pas bien rétablies, l'ancien occupant garde le droit de regagner son campement.

10. WALTERS (Assistant D.O.), ss.date, (archives de Buea).

Les déplacements saisonniers des Djafoun mettent à profit l'étagement des plateaux, ce qui leur confère peut-être davantage de régularité qu'en relief plus uniforme. Lorsqu'à cette complémentarité en altitude s'ajoute l'existence de pâturages particulièrement propices en saison sèche, les éleveurs vont et viennent avec le plus de constance.

Des Madjanko'en de Balikumbat descendaient depuis 50 ans aux mêmes endroits dans la plaine de Ndop, avant son ennoyage par les eaux d'un barrage de retenue (11). Des Rahadji du Bamoun s'y rendent régulièrement depuis 25 ans, à partir du Nkogam. Des Faranko'en, près de Baba, descendent depuis 23 ans au même site dans la plaine. Des Aoutanko'en, en bordure des hauts plateaux de Ndu, gagnent également depuis plus de 20 ans les mêmes pâturages de transhumance dans la plaine Mbaw.

11. BOUTRAIS (J.), 1978, "Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide", p. 143 et fig. 36.

Le retour aux campements saisonniers des années précédentes devient une habitude. Parfois, l'ancienneté de séjour en saison sèche excède celle des campements de saison des pluies. Certains pâturages de saison sèche ont joué un grand rôle dans la stabilisation des Mbororo. Les Madjanko'en installés autour de la plaine de Ndop ont d'abord choisi leurs lieux d'attache durant la saison sèche avant de décider où ils séjourneraient en saison des pluies.

Le nomadisme correspond à une utilisation imprévisible de l'espace. Les nomades déambulent de façon désordonnée, même si l'enveloppe des déplacements n'englobe pas toujours un espace très vaste. Quant aux déplacements saisonniers, ils se plient à une première mise en ordre des mouvements. C'est ce qui s'est produit au Bamenda, deux décennies environ après l'arrivée des Djafoun. « The Fulani are now in the habit of moving their herds at the end of each wet season from the hills to the lower ground and fadamas where they remain until the following spring » (12).

12. CLARKE (N.), 1943, "A scheme for the settlement and development of the Cattle Owning People of Bamenda Division...".

A partir de cette organisation spontanée des déplacements, l'administration anglaise n'avait plus qu'à régler et à planifier l'affectation des pâturages à chaque saison. Son intervention ne remettait pas en cause le principe des changements de pâturages, ni leur rythme. D'un point de vue historique, les Mbororo des Grassfields ont effectivement évolué du nomadisme au système transhumant. Cette forme d'utilisation de l'espace, bien qu'encore mobile, marque un premier stade de stabilisation.

Les femmes et la transhumance

L'importance des transhumants au Bamenda est mesurée par le nombre d'éleveurs qui se déplacent eux-mêmes, à la tête du troupeau, en saison sèche. Cette approche minimise le rôle des femmes. Pourtant, elles interviennent dans la régularité du séjour saisonnier à moindre altitude. Elles construisent les huttes du nouveau campement et entrent en contact avec les villageois pour approvisionner la famille en céréales et tubercules. Bien que l'installation ne soit que saisonnière, elles lui confèrent une sorte de plénitude domestique. Cris des enfants, martèlements du pilon, chants des coqs ; l'ambiance quotidienne du campement s'est reconstituée.

Or, de nombreux Djafoun gagnent maintenant les pâturages saisonniers en laissant les épouses au campement d'hivernage, en compagnie d'un frère aîné ou du père. Les femmes n'accompagnent plus le bétail pour

« *ne plus endurer les souffrances de la saison sèche.* » L'éleveur part seul ou avec des aides et bergers. Le campement de saison sèche devient sommaire, se réduisant parfois à un simple abri sous un arbre. Dès que les femmes ne participent plus à la transhumance, l'habitat saisonnier tombe dans le précaire. C'est simplement un lieu de repos près duquel les animaux sont rassemblés. Les hommes bâclent la cuisine, se nourrissant surtout de lait. Des femmes ne suivent plus le troupeau en saison sèche quand l'éleveur ne s'assigne pas un seul pâturage, à cette période difficile de l'année.

L'arrêt du déplacement saisonnier de la ou des épouses est souvent significatif. Il annonce, à quelques années d'intervalle, celui de l'éleveur lui-même. Certaines jeunes femmes djafoun du Bamenda, ayant vécu en permanence au campement d'hivernage, ont perdu toute compétence pour les tâches qui leur incombent habituellement en saison sèche. Elles ne savent plus édifier la hutte couverte de paille. Il arrive même que l'incompétence totale d'une épouse amène l'éleveur à cesser de se déplacer. ***Be Daani mo haa joonde :*** « *elles l'ont "endormi" à rester sur place.* »

Des éleveurs peu nombreux.

Malgré le rôle des femmes, imprimant régularité et constance à la transhumance, le critère retenu sera le déplacement de l'éleveur lui-même. En effet, sa présence dans le pâturage de saison sèche atteste que l'alternance des deux endroits est vécue comme essentielle. Un recensement exhaustif des transhumants différencie les deux groupes mbororo.

Tabl. 95 : ***Importance des transhumants en 1975***

	Djafoun	Akou
Plateaux de l'Ouest - Cameroun :		
éleveurs enquêtés :	2 500	1 340
% de transhumants :	**40 %**	**33 %**
dont Bamenda :		
éleveurs enquêtés :	2 100	1 050
% de transhumants :	**37 %**	**21 %**

Les éleveurs qui se déplacent avec leurs animaux ne représentent pas la majorité, ni chez les Djafoun, ni chez les Akou. Les uns et les autres auraient-ils déjà renoncé à cette forme de disponibilité à l'espace ?

Le pourcentage des transhumants est plus élevé chez les Djafoun que chez les Akou, ce qui ne manque pas de surprendre. Avec la transhumance, les éleveurs retrouvent périodiquement un peu de leur ancienne mobilité. Par elle, ils n'ont pas encore renoncé à une forme de disponibilité, d'ouverture à l'espace ; les campements saisonniers des transhumants ne diffèrent guère de ceux des nomades. Pendant une courte période de l'année, ils

récupèrent une liberté caractéristique de la vie nomade. Dans ces conditions, pourquoi les Djafoun qui, dans l'ensemble, sont davantage sédentarisés que les Akou, comptent-ils plus de transhumants ?

Ce pourcentage élevé recouvre des situations en cours de changement. Il devient rare maintenant que les éleveurs âgés accompagnent le bétail vers les pâturages de saison sèche, alors que c'était encore habituel il y a quelques décennies. Le fait n'est plus signalé qu'au Bamoun où presque tous les Mbororo quittent le plateau à cette période de l'année. Autrefois, il en était partout ainsi. Même les vieillards, juchés à cheval, suivaient le mouvement ; tous les membres d'une famille partaient avec le bétail.

A présent, les éleveurs qui transhument sont souvent de jeunes chefs de famille. Ils prennent en charge, en plus de leurs animaux, ceux de proches parents. Une nouvelle répartition du bétail intervient, à chaque départ, au sein de la famille élargie. Le troupeau qui se déplace peut regrouper les animaux de plusieurs frères. En d'autres cas, l'éleveur qui descend en transhumance surveille de loin leurs troupeaux, gardés par des bergers. Dans une grande famille, le transhumant est souvent le plus jeune des fils ayant accédé à la responsabilité d'un troupeau. Il part avec sa femme et parfois, un ou deux enfants, formant une petite cellule familiale qui garde une liberté de mouvement.

Dès que le nombre des enfants excède 3 ou 4, une nouvelle distribution des personnes intervient. Femmes et enfants rejoignent les sédentaires, tandis que l'éleveur s'adjoint un berger ou simplement un aide local pour la durée de la saison sèche. Dans le cas d'un polygame, les épouses se répartissent entre le "pied à terre" de saison des pluies et les campements provisoires de transhumance. Ne se déplacent avec le bétail que les personnes les plus vaillantes. La transhumance d'un Mbororo n'entraîne plus nécessairement celle de toute sa famille.

Raisons géographiques de la transhumance

La carte des transhumants présente des situations contrastées, à la fois parmi les Djafoun et les Akou (fig. 227). Les clivages recoupent moins l'appartenance à tel groupe pastoral que la localisation sur les plateaux. Au Bamoun, la plupart des Mbororo transhument, tandis qu'au nord du Bamenda, c'est une minorité.

Les Djafoun du Bamoun disent qu'autrefois, ils ne transhumaient pas. Mais l'afflux des Akou s'est traduit par une présence continue de bétail sur le plateau. Les Mbororo reconnaissent qu'il ne subsiste plus assez d'herbe en saison sèche. De plus, la saison sèche est un peu plus rigoureuse qu'au Bamenda, par suite d'une position d'abri aux vents humides. Aussi les éleveurs du Bamoun expliquent : « *ici, toute la brousse s'assèche, tout le monde part.* » Des Djafoun affirment pourtant qu'ils se déplacent seulement depuis les dernières années soixante. Des éleveurs déjà sédentaires ont alors recouru, à nouveau, à des techniques de mobilité.

La disposition du relief et de la végétation se prêtent à la transhumance. Sur trois côtés, le Bamoun domine des plaines couvertes de savanes tandis qu'à l'ouest, la plaine de Ndop offrait de bons pâturages de décrue jusqu'en 1975. Cependant, les Djafoun accusent les plaines du Mbam, à l'est, d'être infestées de mouches tsé-tsé. Les animaux *mbororooji* n'en reviennent pas en bonne santé. Malgré tout, ils continuent à s'y rendre, ne pouvant faire autrement. Dans ces conditions, la transhumance est vécue comme une obligation, non comme une aspiration à une liberté de mouvement.

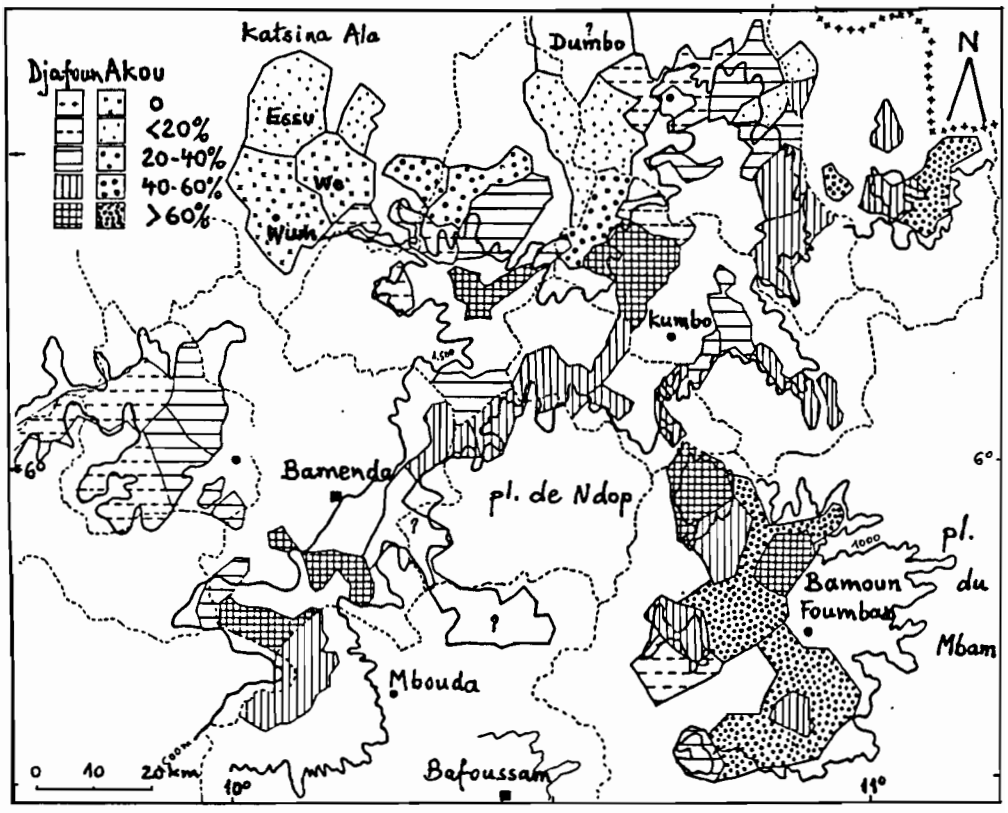


Fig. 227 : ***Importance des Mbororo transhumants en 1975***

Au nord du Bamenda, une histoire pastorale similaire à celle du Bamoun se traduit par des conséquences opposées. Les Akou se sont introduits dans les pâturages utilisés autrefois, en saison sèche, par les Djafoun. La perte de ces pâturages, au cours des années soixante, a forcé beaucoup de Djafoun à rester aux campements d'hivernage. Leur ancien système pastoral est comme amputé. Mais les Akou eux-mêmes se trouvent dans une situation similaire. Contrairement au plateau bamoun, les reliefs de Wum et de Dumbo ne dominent pas des plaines périphériques faciles d'accès et salubres pour le bétail. Tant que des savanes restent inoccupées au milieu des bas plateaux, des Akou s'y rendent en saison sèche. Mais, à mesure que Wum et Dumbo accueillent de nouveaux éleveurs, cette petite transhumance devient difficile. Les Akou d'Essu, de We et de Wum se plaignent de ne pas disposer de bon secteur de transhumance. Ceux qui avoisinent les affluents de la Katsina Ala y descendent en saison sèche, entre des forêts infestées de glossines.

Alors que l'afflux des Akou au Bamoun réactive les déplacements saisonniers, il les annihile au nord du Bamenda. Cette immobilisation n'était pas durement ressentie tant que les nouveaux venus bénéficiaient de pâturages abondants. Mais, à partir des premières années soixante-dix, les

savanes s'épuisent et les tiques commencent à proliférer. Tout en devenant souhaitable, une transhumance se heurte au manque de pâturages salubres.

Le rôle des conditions naturelles, en se prêtant ou non à l'association de pâturages, compte beaucoup dans l'adoption d'une transhumance régulière. De ce point de vue, les Mbororo situés à l'est des Grassfields sont davantage amenés à transhumer que ceux de l'ouest.

A l'est, les plateaux dominent des plaines couvertes de savanes où il est aisé de se rendre en saison sèche. Quant aux hauteurs qui entourent la plaine de Ndop, leur situation se prêtait encore mieux à la transhumance avant 1975. Au moins la moitié des Djafoun descendaient chaque année au centre de la plaine. Son attrait se faisait sentir aussi bien du côté du Bamenda que du Bamoun.

A l'ouest, seuls quelques Djafoun des plateaux Meta se déplacent avec le bétail. Des forêts denses et humides encerclent les hauts plateaux, au moins sur deux côtés. Vers le plateau de Bafut, les cultures s'étendent sans cesse. Des dissuasions géographiques empêchent de transhumer. De plus, orientées face aux vents humides, ces hauteurs bénéficient d'une saison sèche plus courte que du côté oriental. Elle n'engage pas à transférer régulièrement les troupeaux vers d'autres pâturages.

Le contraste de comportement saisonnier entre les Mbororo à l'est et ceux de l'ouest admet cependant une exception, celle des reliefs culminants. Qu'il s'agisse des monts Bambouto, de Tchabbel (Kom), de Bantem (Nso) ou du Mbam, la majorité des Mbororo qui se trouvent à plus de 2.000 mètres partent en saison sèche. A cette période de l'année, les montagnes se vident presque de bétail et même d'éleveurs.

Que ce soit aux monts Bambouto ou à Tchabbel, les Mbororo invoquent les mêmes raisons contraignant à transhumer : le dessèchement du tapis herbacé et surtout le tarissement des points d'abreuvement pour le bétail. Ni les torrents clairs qui dévalent des montagnes en saison des pluies, ni les nombreuses cascades qui sautent des corniches rocheuses ne doivent faire illusion. En saison sèche, les prairies au-dessus de 2.000 mètres manquent de points d'eau. Sur les monts Bambouto, les Djafoun se plaignent même de ne pas en disposer suffisamment pour eux-mêmes. Le soubassement de ces prairies d'altitude est constitué de trachytes sur lesquels se développent des sols à texture poreuse. Sous prairie, les sols subissent un assèchement prononcé (13). L'eau de pluie est rapidement évacuée sur les fortes pentes. Les montagnes connaissent un "pédo-climat" relativement sec pour une région aussi pluvieuse (14). Autant les hautes montagnes conviennent à l'élevage en saison des pluies, autant elles imposent le départ du bétail en saison sèche.

13. MULLER (J.P.) et al, 1972, "Etude pédologique à 1/50.000°, feuille Bafoussam 3c", p. 162-166.
14. idem, p. 44.

Des conditions naturelles, spécifiques aux plateaux des Grassfields, interviennent donc dans la décision de transhumer. Cependant, il est indéniable que les Mbororo évoluent vers une fixation. Un sondage auprès de 65 Djafoun, à Santa et près de Jakiri, ne relève plus que 13 transhumants en 1983 alors qu'en 1975, ils étaient 40. Certes, cette réduction correspond aux changements habituels vécus par chaque Mbororo. A partir d'un

certain âge, les chefs de famille se dégagent de la conduite du troupeau. Devenus ***ndotti'en*** : des anciens, ils prennent une "retraite" en s'installant en permanence au campement d'hivernage. Les fils, une fois mariés et à charge de famille, acquièrent des responsabilités de plus en plus grandes auprès du troupeau. A mesure qu'un ancien se fixe, il est remplacé par un jeune à la tête du troupeau transhumant.

Cependant, la pratique de la transhumance tend à être remise en cause par de nombreux Djafoun. ***Naane, Mbororo rimda, hebba riba ; jonta walaa :*** *« autrefois, les Mbororo transhumaient, en tiraient bénéfice ; maintenant, ce n'est plus vrai. »* L'informateur, près de Jakiri, fait allusion à l'extension des rizières dans la plaine de Ndop et à son ennoyage par les eaux d'un barrage. Il ajoute : ***a torra meere ; to a joodi ruumirde, Bandu maaDa walaa mbidu :*** *« (en transhumance) tu t'éreintes pour rien ; si tu restes au campement d'hivernage, ton corps ne souffre pas. »* Signe d'un détachement à l'égard des exigences du bétail et d'une réticence vis-à-vis des contraintes de la vie pastorale. Les Djafoun des Grassfields mesurent de plus en plus leur dévouement au bétail. Le changement d'attitude vis-à-vis des animaux prépare la fixation des éleveurs.

Les éleveurs fixés (carte h.t. n° 8)

La présence permanente du propriétaire de bétail au campement de saison des pluies marque un changement important. De ***rimdoowo***, il devient ***jooDiiDo*** : quelqu'un qui reste sur place. Cette fixation est fréquemment interprétée comme le signe de la sédentarisation. Elle n'en représente pourtant qu'une forme incomplète.

Des changements significatifs

L'abandon des déplacements saisonniers par l'éleveur s'accompagne souvent de transformations dans le campement : construction d'habitations à murs en terre et, de plus en plus, de maisons rectangulaires à toit de tôles. Cet effort de construction représente l'aspect le plus spectaculaire de la fixation. Il dénote la volonté des Djafoun de marquer leur ancrage à un endroit précis, surtout aux yeux des autres.

Certains affirment qu'ils couvrent leurs constructions de tôles pour que les villageois n'y mettent plus le feu en saison sèche. En 1975, seules quelques habitations sont ainsi modernisées. Une dizaine d'années plus tard, les toits de tôles se sont généralisés à presque tous les campements. C'est la transformation récente la plus voyante. Les toits de tôles ne marquent plus le signe extérieur de la richesse ou l'indice d'une sédentarisation. Même les transhumants adoptent les toits de tôles, alors qu'ils laissent les maisons vides en saison sèche.

L'installation d'un Djafoun à demeure s'accompagne parfois d'un engagement agricole : ouverture d'un champ de maïs, embauche de femmes des villages pour cultiver. L'éleveur, étant sur place, peut surveiller les travaux agricoles. La transhumance de saison sèche s'harmonise mal avec la culture du maïs. Les semis du premier cycle s'effectuent en mars, alors que les transhumants ne regagnent les pâturages d'altitude qu'en avril-mai. De plus, les semis nécessitent une préparation préalable de la terre par enfouissage ou brûlis des vieilles tiges puis retournement à la houe. Pour entreprendre tout de même une culture de maïs, des transhumants regagnent précocement le campement de saison des pluies avec quelques vaches laitières, avant le gros du troupeau. Celui-ci prolonge son séjour en transhumance durant plus d'un mois, en compagnie de fils ou de bergers. Pendant ce temps, l'éleveur peut employer des ouvrières agricoles.

En procédant ainsi, des Djafoun cherchent à concilier la nécessité de transhumer avec le besoin d'une production agricole personnelle. C'est une solution intermédiaire mais difficile à mettre en pratique ; aussi prélude-t-elle souvent à une fixation. Les quelques éleveurs qui l'avaient adoptée en 1975 ont fini par s'établir à demeure en 1983. Un autre compromis entre la transhumance et la fixation est parfois adopté par de riches Djafoun. Eux-mêmes descendent juste en contrebas des plateaux avec un petit troupeau, tandis qu'ils envoient plus loin des fils et des bergers, avec le gros du cheptel. Au moment des travaux agricoles, ils regagnent rapidement le campement d'hivernage, en laissant les jeunes prolonger leur temps de transhumance.

Le maïs étant une céréale à cycle court, sa récolte précède de plusieurs mois le départ en transhumance. Celui-ci n'en est pas retardé ni contrarié. Au contraire, en zone soudanienne, c'est la récolte souvent tardive du sorgho qui perturbe le départ des transhumants vers les pâturages de saison sèche. D'une zone écologique à l'autre, les difficultés d'harmoniser les calendriers agricole et pastoral sont décalées dans l'année.

Légalement, les Mbororo du Bamenda ne peuvent planter des caféiers. Ceux du Bamoun le font plus librement. Leurs petites plantations ne les empêchent pas pour autant de transhumer. Certains possèdent des caféières mais ne s'adonnent pas à la culture du maïs, plus astreignante en travail (15).

La fixation de l'éleveur entraîne rarement l'immobilisation de tous ses animaux. A chaque début de saison sèche, des séparations interviennent au sein des familles et du bétail. Le troupeau est scindé en deux parties inégales. Les quelques animaux qui restent au campement d'hivernage sont souvent dénommés ***sureeji*** (16). Mais les Djafoun des Grassfields disent plus couramment, ***na'i kosam*** : les vaches pour le lait, ou ***na'i wuro*** : les vaches de campement. C'est un petit lot de vaches laitières, ***BireteeDi***, qui subviennent aux besoins des sédentaires, surtout des enfants. Quant

15. Cela provient également du fait que les Mbororo engagent difficilement des ouvriers agricoles parmi les Bamoun.

16. de ***sura*** : cloître, parquer, enfermer. Lorsqu'un Mbororo possède plusieurs troupeaux, il donne cette appellation à celui dont il s'occupe personnellement. Quand il est lui-même transhumant, il se déplace donc avec ses ***sureeji***.

17. de *hoore* : la tête.

aux animaux transhumants, ils sont désignés habituellement ***hooreeji*** (17). Les Djafoun les nomment simplement, ***na'i ladde*** : les vaches de brousse. Les Foulbé sédentaires pratiquent également ce genre de scission saisonnière des troupeaux. Si les éleveurs se fixent, ce n'est donc pas le cas de l'essentiel du cheptel. Un compromis intervient entre la mobilité et la sédentarisation.

La technique d'utilisation de l'espace ne se différencie pas fondamentalement du système précédent. A chaque saison sèche, le gros du cheptel redevient mobile. Bien plus, les jeunes qui s'en occupent peuvent se déplacer plus librement qu'une famille entière. En fin de saison sèche, ils conduisent le troupeau aux endroits arrosés par les averses orageuses, pour qu'il profite des premières pousses. Autant les transhumants ont l'habitude de prendre leurs quartiers au même lieu, autant les fils d'éleveurs fixés circulent alors, d'un pâturage à l'autre.

Une originalité des Djafoun

Les Mbororo qui ne participent plus eux-mêmes à la transhumance sont relativement nombreux.

Tabl. 96 : ***Importance des éleveurs fixés, en 1975*** *

	Djafoun	Akou
plateaux de l'Ouest - Cameroun :	32 %	14 %
dont Bamenda :	36 %	18 %

* *même base d'enquête que pour le tableau précédent*

Le pourcentage des Djafoun est deux fois plus important que celui des Akou. Le résultat est conforme à l'inégale ancienneté des deux groupes peuls dans la région. Les pourcentages de transhumants (tabl. 95) excèdent, dans un groupe comme dans l'autre, ceux des éleveurs fixés ; écart qui souligne les limites de la sédentarisation. Pourtant, la fixation des éleveurs tend à se généraliser. Ainsi, un tiers des Djafoun ne sont fixés que depuis moins de 10 ans. Les Mbororo eux-mêmes le reconnaissent, en expliquant pourquoi ils ne participent plus aux déplacements saisonniers : ***jamanu wayliti*** : « *l'époque a changé.* » Pour eux, c'est une évolution "normale", voire inéluctable.

La figure 228 représente l'importance relative des Mbororo fixés, au cours de la saison des pluies de 1975, quelle que soit l'ancienneté de leur fixation. La proportion de Mbororo fixés varie presqu'à l'inverse de celle des transhumants, du moins pour les Djafoun. Ils sont peu nombreux au Bamoun mais davantage sur les plateaux Meta. Corollaire des observations précédentes à propos des montagnes : elles ne se prêtent guère à la fixation, que ce soit aux monts Bambouto, à Tchabbel ou à Bantem. L'installation permanente au campement d'hivernage devient plus aisée à moins de 2.000 mètres.

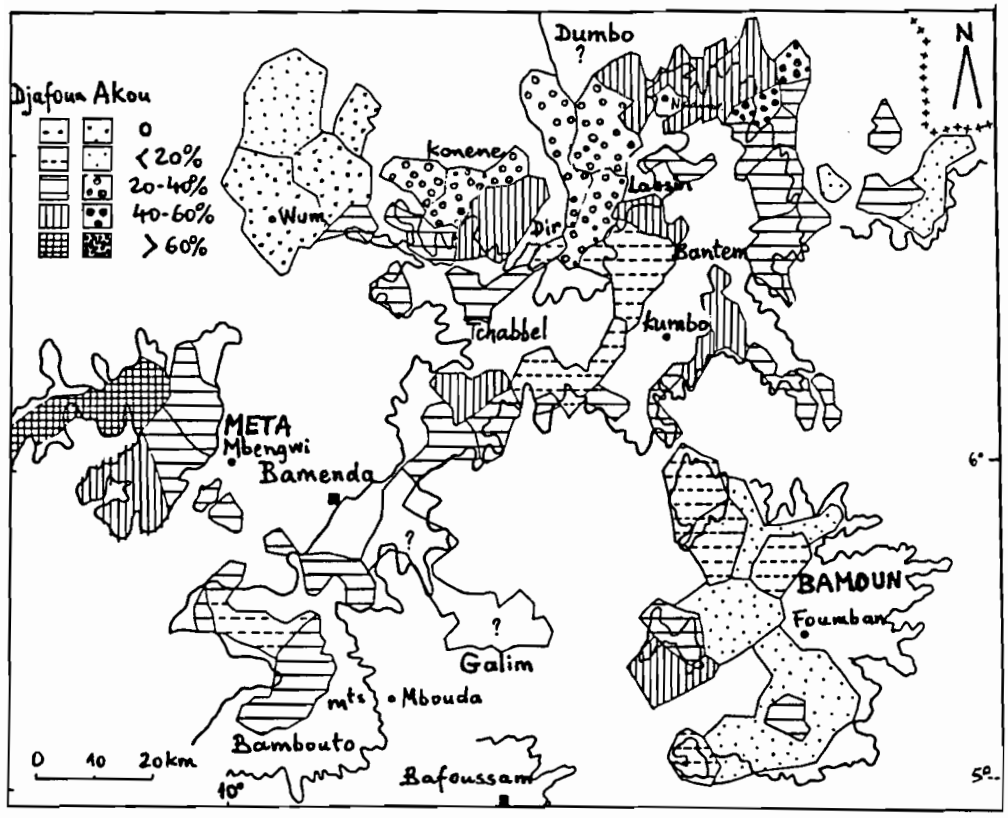


Fig. 228 : *Importance des Mbororo fixés au campement de saison des pluies en 1975*

Alors que la répartition des transhumants met en évidence des contraintes géographiques, la fixation des éleveurs caractérise surtout le groupe des Djafoun. Les Akou, peu adeptes de cette formule, reconnaissent que les Djafoun en sont les vrais partisans. Seuls, les Akou de Din-Lassin et du plateau de Konene se fixent plus volontiers, avouant d'ailleurs qu'ils « *font maintenant comme les Djafoun.* » Sur les plateaux périphériques, aussi bien de Wum que de Dumbo, les Akou recourent peu à ce mode d'insertion dans l'espace.

Fixation de l'éleveur mais déplacements saisonniers du bétail impliquent une séparation, donc un certain détachement à l'égard des animaux. C'est parfois une forme d'élevage "indirect", conduit par l'intermédiaire de salariés : caractéristique d'éleveurs riches mais également de ceux qui ne s'intéressent plus exclusivement à l'élevage. Or, les Akou restent très attachés à la conduite de leurs troupeaux et se méfient beaucoup des bergers. Même les Djafoun reconnaissent : ***waynaaBe nyaama jawdi :*** *« les bergers mangent (détournent) la richesse (le bétail).* » Pourtant, en ne se déplaçant plus eux-mêmes en saison sèche, ils sont de plus en plus contraints de recourir à leurs services. Le décalage grandissant entre un idéal pastoral encore largement partagé et des pratiques qui s'en écartent, participe de la crise actuelle du pastoralisme chez les Djafoun.

Entreprendre soi-même de transhumer représente encore, pour la majorité des Mbororo des Grassfields, le moyen le plus sûr d'accroître son

cheptel. Ce principe n'est guère différent du raisonnement qui sous-tend le nomadisme : c'est en se déplaçant qu'on trouve de l'herbe et qu'on rassasie les animaux. Autant les Djafoun admettent le bien-fondé de cette pratique, autant leur comportement actuel ne la respecte plus. Autrefois, seuls les vieillards (les ***siutooBe*** : ceux qui se reposent ou, même, les ***tampuuBe*** : ceux qui n'en peuvent plus) remettaient à d'autres la conduite du troupeau. C'était toujours en dernier recours. Tant qu'il avait des forces, le Mbororo ne se séparait pas de son troupeau. Ensuite, les jeunes le prenaient en charge, de façon qu'il continue à prospérer.

Aujourd'hui, le retrait des Djafoun de la conduite des animaux survient de plus en plus tôt. Divers évènements familiaux servent de prétextes pour cesser de se déplacer : présence d'une personne âgée dans la famille, décès du père ou accession d'un fils à la tête d'une large maisonnée, charge de nombreux enfants. Un Toukanko de Binka ne se déplace plus depuis 2 ans parce qu'il a trop d'enfants. Renseignements pris, il n'en a que 3... Chez les Djafoun tentés par la fixation, le motif d'installation à demeure devient simplement le mariage. La fondation d'une famille fige déjà le jeune Mbororo qui se met en quête d'un berger pour accompagner le troupeau. C'est devenu une règle parmi les Rahadji de Dji Gadjeré, les Toukanko'en de Binka et les Ouranko'en de Meta. Certains anciens déplorent que les jeunes rejoignent ainsi le groupe des ***siutooBe. Bejoggataa na'ibeehakkiilo ; Be acca Di e gaynaako*** : *« ils ne s'occupent plus de leurs vaches avec soin ; ils les laissent au berger. »*

Parfois, il suffit que des voisins cessent de transhumer pour que l'exemple gagne de proche en proche plusieurs Djafoun. Les ***arDo*** furent les premiers à se fixer dans les années quarante et cinquante. Certains de leurs descendants, promus à leur tour propriétaires de bétail, n'ont jamais participé à la transhumance. Dès qu'ils ont reçu un troupeau, ils l'ont confié à un berger en saison sèche. C'est surtout le cas des éleveurs les plus riches : Toukanko'en et Ringuimadji de Nkambe. Dans ces lignages, les jeunes Mbororo n'effectuent que de courts séjours au campement de saison sèche, pour surveiller les bergers et choisir les animaux à vendre.

Quelques cas d'évolution inverse peuvent cependant se produire. Lorsque l'infirmité d'un parent âgé retenait une famille sur place, le décès du vieillard la libère et lui permet de transhumer à nouveau. Les évènements familiaux interfèrent souvent avec la mobilité saisonnière. L'éleveur adapte ses décisions à l'imprévisible.

D'une façon générale, lorsque la charge en bétail devient forte, elle engage les éleveurs à partir en saison sèche. C'est le cas des Djafoun et même des premiers Akou installés au Bamoun. Certains ont abandonné le champ de maïs qu'ils avaient ouvert pour se mettre à transhumer avec tout le bétail. *« Les **sureeji** souffraient trop sur place, »* avouent-ils. Il en est de même en haute prairie montagnarde.

Un Toukanko de Pinyin cesse de transhumer pour la première fois en 1973 mais il reconnaît que ce n'est pas une bonne solution pour les animaux. ***Sureeji torray waane :*** *« les vaches de campement ont tellement souffert. »* Certes, cet éleveur est *mawDo*, un notable, et il se trouve à la tête d'une nombreuse famille. Mais il est évident que sa fixation ne le satisfait pas. C'est un pis-aller.

Entre le desséchement saisonnier des hautes prairies et la prolifération des tiques en bas plateaux, les meilleures conditions pour une fixation des éleveurs ne sont remplies que dans un gradient altitudinal assez étroit, de 1.500 à moins de 2.000 mètres. Une partie des hauts plateaux des Grassfields se trouve précisément dans cette gamme d'altitudes.

Les vrais sédentaires

Tant que troupeau continue à transhumer sous l'égide de jeunes ou de bergers, le lot des animaux de campement est réduit au minimum nécessaire pour fournir du lait aux personnes restées sur place. Le plus souvent, il n'excède pas 5 à 10 vaches laitières. Voici pourtant 20 ***daadaaji*** : vaches mères, attachées au ravitaillement d'une grande famille sédentaire comprenant 3 épouses et 9 enfants. La taille du troupeau de campement s'accroît en fonction du nombre de personnes sédentaires : règle assez logique mais qui se heurte vite à des impossibilités pratiques.

Avec la simple fixation, l'éleveur ne s'enferme pas complètement dans un espace restreint. Le départ saisonnier du gros du cheptel le concerne, même s'il n'y participe plus en personne. Le plus souvent, il transhumait lui-même, avant de se fixer. Il connaît les pâturages habituels de transhumance. Souvent, il conduit le troupeau transhumant, installe le jeune ou le berger qui s'en occupera puis regagne le campement. Ensuite, il retourne là-bas périodiquement, soit à cheval, soit en moto depuis quelques années. La fixation de l'éleveur n'empêche pas ses animaux de rester mobiles. Par le biais de cette mobilité, le propriétaire du troupeau participe encore à une sorte d'ouverture à l'espace.

En revanche, l'immobilisation du bétail en saison sèche caractérise des éleveurs vraiment sédentaires. ***Haa na'i dilla, walaa :*** *« que les vaches partent, il n'en est pas question. »* Pourtant, cette décision n'est pas acquise facilement. Alors que la famille n'accompagne plus le bétail transhumant, le début de la saison sèche suscite encore un moment d'agitation, ***dimbannde,*** et de fébrilité dans chaque campement. Avec l'air redevenu sec et le jaunissement des prairies d'altitude, une excitation s'empare des personnes et des animaux. Les Mbororo qui n'envoient plus leur troupeau en transhumance disent : ***mi fadda na'i :*** *« je retiens mes vaches (je les empêche de partir).* » La tendance spontanée est de se déplacer en saison sèche. En se sédentarisant, les éleveurs refusent de céder à une sorte de réflexe collectif, à chaque changement de saisons.

Ambivalence de l'immobilité pastorale

Les pourcentages de Mbororo qui stationnent à longueur d'année au campement avec leur bétail ne sont pas négligeables.

Tabl. 97 : ***Importance des vrais sédentaires, en 1975***

	Djafoun	Akou
plateaux de l'Ouest - Cameroun :	18 %	24 %
dont Bamenda :	18 %	28 %

Ces résultats surprennent. L'immobilisation du cheptel marquant l'achèvement du processus de la sédentarisation, elle devrait être plus fréquente chez les Djafoun que chez les Akou. Or, c'est le contraire. Précisons que ces données se rapportent seulement à l'année qui précéda l'enquête. Etendus à plusieurs années, les pourcentages d'installation complète seraient sans doute différents.

Sédentarisation éphémère... La carte des vrais sédentaires confirme l'ampleur du phénomène chez les Akou et son caractère plus limité chez les Djafoun (fig. 229). Parmi ces derniers, seuls ceux des plateaux Meta sont nombreux à ne plus transhumer du tout. Chez les Akou, c'est une règle au nord du Bamenda (18), alors que ceux du Bamoun accomplissent, presque tous, des déplacements saisonniers. Même à l'intérieur d'un groupe mbororo, les comportements divergent donc d'un plateau à l'autre.

18. Comme les informations n'ont pas été exhaustives dans tout le nord du Bamenda, il est probable que le pourcentage des Akou immobiles est encore plus élevé.

En fait, ces chiffres représentent un instantané dans une situation qui évolue. Les Akou de Wum affirment qu'ils ne peuvent transhumer à partir de leur plateau. A l'ouest, ce ne sont que rochers et ravins, sans village pour se ravitailler en nourriture. Pourtant, des jeunes commencent à partir avec le bétail, en emportant du ravitaillement à partir d'Essu ou de Wum. Certains reconnaissent que leurs troupeaux ne transhumaient pas, jusque-là, parce que l'herbe sur place suffisait. A partir des premières années soixante-dix, les troupeaux se serrent les uns contre les autres ; la transhumance devient une nécessité. L'immobilisation du cheptel n'est alors qu'une situation provisoire. C'est une période particulièrement favorable pendant laquelle l'abondance des pâturages dispense de quérir ailleurs des compléments.

Au Bamoun, les Akou n'ont pas eu une chance analogue car des Djafoun y séjournaient déjà. Peu nombreux, ils s'étaient sédentarisés. De même, les Djafoun qui abordèrent les plateaux Meta profitèrent de bons pâturages et cessèrent de transhumer. Ce type de sédentarisation marque une phase initiale d'occupation des plateaux qui peut difficilement se prolonger.

En 1975, seuls 10 % des Djafoun et 4 % des Akou ont leur bétail immobile depuis plus de 10 ans. Certes, ce faible pourcentage chez les Akou se comprend par une entrée récente aux Grassfields, mais pas seulement. La sédentarisation de ceux de Wum n'est déjà plus qu'un pis-aller en 1975. Ils se plaignent de l'appauvrissement des pâturages en saison sèche, des

tiques devenues nombreuses, sans parler des ennuis avec les villageois. *Min jooDiiBe ammaa jooDiiBe Don nder Billa, ndikka waancooBe :« nous sommes des sédentaires mais les sédentaires sont au milieu de tracas, il vaut mieux être nomades. »*

Il est probable que ces sédentaires en 1975 n'ont pas continué à stationner plusieurs années de suite. Un pointage auprès d'une vingtaine de familles à Misaje en 1983 n'a permis de retrouver que 7 sédentaires sur 14 en 1975. Pour expliquer le retour aux déplacements saisonniers, l'*arDo* de l'endroit reconnaît : ***ladde jinni haa amin : « la brousse est finie chez nous. »***

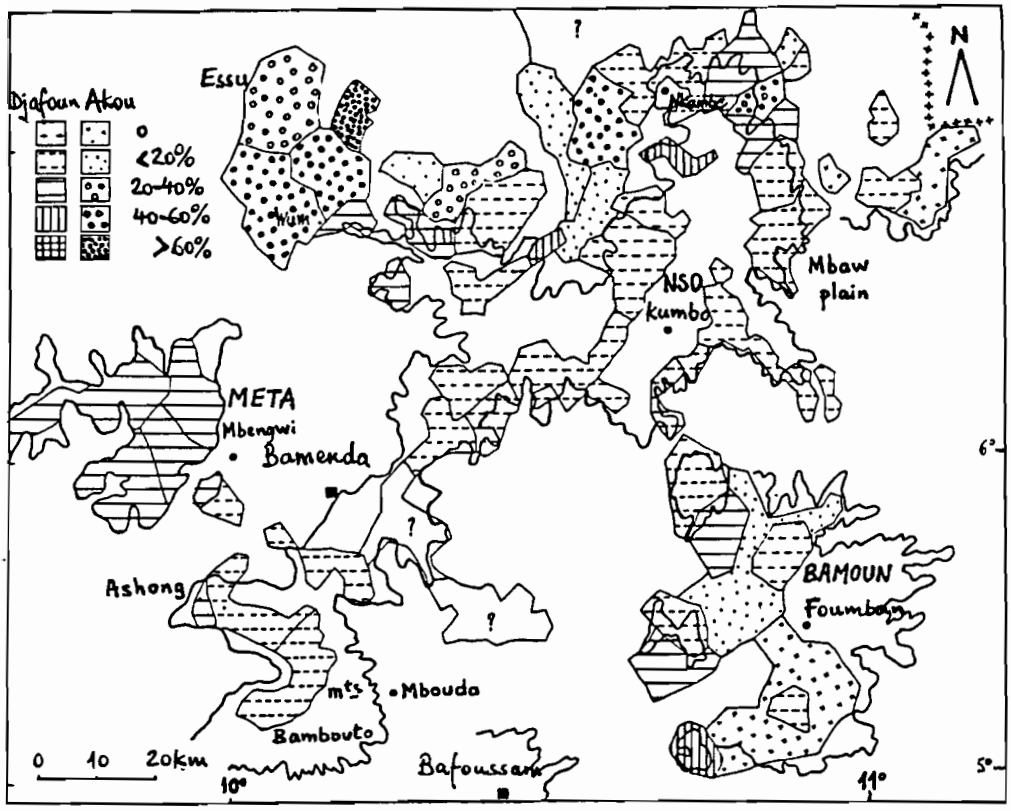


Fig. 229 : ***Importance de la sédentarisation complète en 1975***

...et sédentarisation contrainte. L'immobilisation du bétail peut s'insérer dans un autre contexte, celui d'une restriction graduelle des pâturages de saison sèche. Ayant perdu son secteur de transhumance habituel ou confronté à des concurrents, l'éleveur préfère retenir le troupeau sur place. Cette décision est surtout le fait de Djafoun.

Un Rijimanko au nord des monts Bambouto (Ashong) envoyait autrefois ses troupeaux vers les plateaux Meta en saison sèche. L'installation de Djafoun sur ces plateaux le contraint à faire ses troupeaux transhumer plus près, au pied des plateaux Meta et vers Bali. Mais des éleveurs s'établissent là aussi et des cultures s'étendent. En 1974, le Rijimanko interdit désormais à ses fils de transhumer. De recul en recul du secteur de transhumance, des Djafoun en viennent ainsi à immobiliser leur bétail.

La sédentarisation comme recours ultime est souvent adoptée par des Djafoun victimes de l'usurpation des pâturages de saison sèche par les Akou, au nord du Bamenda. Ceux-ci étendent leur occupation des plateaux par un processus d'infiltration et de prise de possession insidieuse. En début de saison des pluies, les Djafoun quittent les campements de transhumance pour regagner les hauteurs. L'endroit devenant libre, des Akou les remplacent, sans demander l'autorisation de s'installer. La saison des pluies tirant à sa fin, les Djafoun reviennent en visite, pour préparer la future transhumance. Ils découvrent que leur site habituel de saison sèche est déjà occupé et les pâturages broutés. Dès lors, ils renoncent à s'y rendre avec le bétail ; il n'y a plus d'herbe et surtout, ils craignent que les animaux des Akou propagent des maladies.

L'extension des cultures intervient également pour décider des éleveurs à maintenir le bétail sur place. Les Mbororo redoutent surtout la culture du riz inondé, encore sur pied en début de saison sèche. Les rizières s'étendent sur les plaines périphériques, surtout à Ndop, autrefois grand secteur de transhumance. En 1972, des Mbororo de Nso renoncent également à descendre vers la plaine Mbaw, face au danger des rizières.

A ces deux causes principales d'arrêt des déplacements s'ajoute la menace des voleurs, plus entreprenants en saison sèche quand les animaux se trouvent éloignés de leurs propriétaires. De plus, ceux-ci soupçonnent les fils de profiter d'une autonomie plus grande à cette saison pour vendre des animaux en cachette.

Chaque fois, l'éleveur décide, à contre-coeur, de ne plus envoyer le troupeau en transhumance. Bien que contrainte, cette sédentarisation complète a plus de chance de durer que celle spontanée des Akou. Et pourtant, le maintien du troupeau en saison sèche sur un pâturage d'altitude à *Sporobolus* n'est pas une panacée.

> En 1974, un jeune Bawanko de Vekovi, près de Jakiri, descend, comme toutes les années précédentes, vers le bassin de Din-Lassin avec sa famille. En 1983, il est devenu sédentaire et garde en haut son petit troupeau de 35 têtes. ***Di torro kam, Di haBda non non :*** *« elles souffrent certes, elles se débrouillent comme ça. »* L'immobilisation ressemble à une solution de facilité pour l'éleveur mais elle ne sert pas ses intérêts pastoraux.

Des éleveurs tentent de résoudre la contradiction entre les contraintes de la sédentarisation et le devenir du troupeau par la solution classique des Djafoun : l'introduction de la race goudali. ***Kesum, o fuDDi gudaali ; mbororooji Don torra masin :*** *« c'est récemment qu'il "commence" les goudali ; les zébus mbororo souffrent beaucoup, »* font observer des voisins.

La sédentarisation complète des Djafoun est souvent acquise et entérinée par le changement de la race de bétail. Les goudali de l'Adamaoua ont la réputation de mieux se comporter que les zébus rouges sur les pâturages

d'altitude en saison sèche. Les Mbororo constatent : ***gudaali rima seeDu :*** *« les vaches goudali vêlent en saison sèche. »* Sous-entendu : ce n'est pas le cas des zébus mbororo, affaiblis par des pâturages qui ne leur suffisent plus.

La diffusion des goudali varie selon l'emplacement des éleveurs par rapport aux anciennes pistes à bétail de commerce et la situation sociale des Mbororo. Mais elle dépend également de l'ampleur de la sédentarisation. Sur les hauts plateaux Nso, 52 Djafoun sur 180 vrais sédentaires possèdent maintenant des goudali. Au contraire, au Bamoun, les Djafoun sont moins sédentarisés et la race goudali presqu'ignorée. L'introduction de cette race sert presque toujours un projet d'arrêt des déplacements.

Inégalités lignagères face à la sédentarisation

L'utilisation de l'espace diffère d'un groupe mbororo à l'autre. Les Djafoun sont attachés à la transhumance du bétail, assurée soit par l'éleveur lui-même, soit par un jeune ou un berger. Les Akou changent moins facilement de pâturage, en saison sèche, du moins lorsqu'ils abordent les plateaux. S'ils le font, toute la famille se déplace avec le troupeau. Les conduites du bétail n'étant pas les mêmes, la sédentarisation ne revêt pas une signification analogue.

Même entre Djafoun, les rapports à l'espace diffèrent d'un lignage à l'autre, notamment du point de vue de leur sédentarisation. Les données chiffrées se rapportent aux Djafoun sédentarisés au sens large : tous ceux simplement fixés ou complètement sédentaires (tabl. 98).

Tabl. 98 : ***La sédentarisation chez les grands lignages djafoun (en 1975)***

lignages	nombre de familles prises en compte	pourcentages de sédentaires
Rahadji	112	69 %
Gosi'en	151	50
Ringuimadji	51	66
Toukanko'en	477	58
Madjanko'en	292	53
Ouranko'en	198	54

Pour l'ensemble des Djafoun, la proportion des sédentaires atteint 50%. Chez les lignages "historiques" et les grands lignages, les sédentaires deviennent majoritaires. Les membres des grands lignages ont davantage tendance à se fixer que ceux des lignages secondaires. Cohésion sociale plus forte, richesse bien "assise", accès au pouvoir et antécédents sédentaires peuvent rendre compte d'une fixation plus largement adoptée.

Les comportements lignagers, eux-mêmes, ne se maintiennent pas constants, d'un secteur géographique à l'autre. Le degré de sédentarisation des grands lignages est mesuré à trois paliers principaux de relief.

Tabl. 99 : ***La sédentarisation des grands lignages djafoun à différentes altitudes.***

secteurs d'élevage	nombre de familles	pourcentages de sédentaires
Bamoun : (47 % de Djafoun sédentaires)		
Rahadji	71	64 %
Madjanko'en	56	16
Plateaux Meta : (67 % de Djafoun sédentaires)		
Ouranko'en	87	69
Madjanko'en	124	79
Hauts plateaux du Bamenda : (54 % de Djafoun sédentaires)		
Gosi'en	124	51
Toukanko'en	403	62
Ouranko'en	111	43
Monts Bambouto : (30 % de Djafoun sédentaires)		
		nombre de familles sédentaires :
Gosi'en	19	4
Toukanko'en	63	19
Rijimanko'en	43	12
Madjanko'en	19	7

L'ampleur de la sédentarisation varie avec l'altitude. Elle augmente du Bamoun (1.000-1.200 mètres) aux plateaux du Bamenda (1.500-2.000 mètres), pour diminuer aux monts Bambouto (2.000-2.500 mètres) : résultat d'une inégale aptitude des pâturages à porter du bétail à longueur d'année ou contexte général plus ou moins favorable à la présence permanente d'animaux ?

La sédentarisation d'un lignage s'affirme plus ou moins, d'un secteur à l'autre. Le cas le plus flagrant oppose les Madjanko'en du Bamoun à ceux de Meta. Des familles, pourtant apparentées, ne se comportent pas de la même façon. Les différences renvoient à la place que détient le lignage dans une hiérarchie pastorale spécifique à chaque secteur.

Ainsi, les Ouranko'en sont moins sédentarisés que la moyenne sur les hauts plateaux du Bamenda. Ils se classent en un rang intermédiaire entre les lignages prestigieux et ceux à faible poids politique. Au contraire, à Meta, ils partagent le contrôle des pâturages avec les Madjanko'en. La revalorisation locale de leur statut s'accompagne d'une sédentarisation plus affirmée.

Il en est de même des Madjanko'en, peu influents au Bamoun mais dominants à Meta. Dans un contexte de grande mobilité saisonnière, les Rahadji sont les seuls vrais sédentaires au Bamoun. Leur ancrage se comprend par le rôle politique ancien qu'ils ont joué auprès des éleveurs de ce plateau.

La correspondance entre la hiérarchie des lignages djafoun et leur degré de sédentarisation découle des modalités mêmes de ce phénomène.

La fixation des Mbororo s'est amorcée autour des *arDo*. Au Bamenda, l'obtention du titre implique maintenant une fixation. Même si tous les *arDo* n'étaient pas autrefois sédentaires, les plus prestigieux furent les premiers à s'installer au milieu des pâturages. Ensuite, leur exemple s'est propagé aux familles les plus proches, avant de gagner les autres membres du lignage.

Les premières sédentarisations n'étaient pas neutres. Elles manifestaient l'investiture d'un pouvoir auprès d'une majorité de Mbororo encore mobiles. L'*arDo* fondait un *laBBaare* : village peul composé d'habitations imitées de celles des Foulbé villageois. Autour du chef se groupaient quelques parents et des *maccuBe* : anciens serviteurs restés volontairement auprès de leurs maîtres d'autrefois, dès lors que ceux-ci ne se déplaçaient plus. La fondation de Sabga au Bamenda et de Didango au Bamoun répondait encore à cette amorce de sédentarisation "par le haut". Plus récemment, la grande concession de l'*arDo* des Akou à Wum procède du même schéma : les chefs sont les premiers à se fixer. La fixation participe à leur prestige : ils ont le "luxe" de ne plus devoir se déplacer à la recherche d'herbe. Le processus qui a conduit les Djafoun à se sédentariser, quelques décennies après leur arrivée aux Grassfields, se répète-t-il maintenant chez les Akou ?

Processus de sédentarisation

L'analyse numérique des types de sédentarisation montre une opposition entre les Djafoun et les Akou. Il ne semble pas que ces derniers entament, à leur tour, le processus qui a conduit des Djafoun du nomadisme à un ancrage de plus en plus assuré sur les hauts plateaux. Au contraire, ils le prendraient à rebours.

Migration et nomadisme

A leur entrée au Bamenda, les Akou peuvent-ils être assimilés aux Djafoun des années vingt ? Lorsqu'ils se dirigent vers ces plateaux, les uns et les autres sont à la recherche de pâturages. Ils ne se comportent pas seulement en nomades mais surtout en migrants.

Certes, migration et nomadisme ne s'opposent pas totalement : la migration s'inscrit souvent dans un nomadisme. L'inverse se vérifie moins fréquemment : les nomades se déplacent beaucoup mais ne quittent pas de façon définitive une aire de parcours. Les termes utilisés dans la langue peule marquent la différence entre nomades et migrants. Les vrais nomades sont les *eggo-eggooBe* : ceux qui vont et viennent, d'une direction à l'autre, sans que de leurs déplacements résulte une direction d'ensemble ni

une migration. Les Mbororo les appellent également les ***yiilotooBe*** : les "visiteurs", ceux qui vont d'un côté et de l'autre, sans direction bien précise, les "errants". Au contraire, à leur arrivée au Bamenda, les Djafoun puis les Akou sont des ***eggooBe*** : des migrants qui se dirigent vers de nouveaux pâturages. De leurs déplacements résulte une nette poussée migratoire vers le sud.

Autrefois, les longues migrations des Djafoun allaient de pair avec le nomadisme. Seuls, quelques chefs supérieurs avaient connu des années de fixation politique à Lompta. Les autres allaient et venaient à travers l'Adamaoua. Dans le cas des Akou, leur migration vers le sud succède à une ou plusieurs sédentarisations au nord du Nigeria. Elle est un retour presque forcé à la mobilité, d'éleveurs chassés par une détérioration des pâturages sahéliens. Ils partent, mais avec l'intention de reprendre une vie sédentaire dès qu'ils en auront la possibilité.

C'est le cas des premiers Akou qui arrivent à Wum. Les pâturages leur conviennent si bien qu'ils passent, sans transition, de la migration à l'immobilisation complète. Le troupeau n'est même plus envoyé en transhumance car il pleut presque toujours sur le plateau. En fait, ces Akou n'abandonnent pas brutalement un nomadisme supposé pour devenir des sédentaires. Beaucoup redeviennent simplement ce qu'ils étaient, quelques années auparavant.

Des sédentarisations répétées

La "re-sédentarisation" rapide des Akou reste cependant fragile à long terme, surtout en bas plateaux. Epuisement des pâturages et parasitisme par les tiques empêchent bientôt de la prolonger. Nouveaux venus qui ont à coeur d'augmenter leur cheptel, les Akou se refusent à employer des bergers qui accroîtraient pourtant leur capacité de détiquage et accompagneraient le bétail en transhumance. Les troupeaux sont maintenus en permanence sur place, ce qui accélère la détérioration des pâturages. Les effectifs de cheptel ne cessent d'augmenter, par suite de nouvelles arrivées. Des animaux finissent par entrer dans les champs, attisant la colère des cultivatrices. « *Il y a des vaches partout,* » admettent eux-mêmes des Akou de Wum en 1975. La remise en cause de leur installation devient imminente. L'alternative est simple : soit ils acceptent d'éloigner au moins les troupeaux en saison sèche, au besoin en laissant femmes et enfants au campement, soit ils s'en vont définitivement.

La même situation peut se renouveler, au terme de quelques années, à chaque installation. Des Akou vivent ainsi une succession de phases de fixation rapide puis de remises en mouvement. Certes, l'attrait de nouveaux pâturages incite à partir. Mais l'instabilité résulte également d'une immobilisation trop radicale, entraînant un déséquilibre entre les effectifs de cheptel et les capacités des pâturages.

L'histoire de ces Mbororo peut se schématiser ainsi :

migration —>sédentarisation —>migration —>sédentarisation...

Des éleveurs tentent de se sédentariser, à chaque halte migratoire. La sédentarisation représente une tentation permanente et commune à de nombreux Mbororo. Mais elle n'est pas facilement acquise pour une longue durée. Ne devient-elle pas également plus fragile, à mesure que les Mbororo s'avancent dans les savanes de zones pluvieuses ?

La transhumance, forme de transition ou terme évolutif ?

Par rapport aux essais et échecs répétés de sédentarisation des Akou, comment les Djafoun réussissent-ils à se maintenir aux mêmes lieux depuis plusieurs décennies ?

D'abord, ils ne séjournent pas à la même altitude que les Akou. L'absence d'infestation des hauts pâturages par les tiques confère un atout déterminant. Ensuite, leur sédentarisation s'est amorcée de façon progressive, sans toujours aboutir à l'immobilisation du bétail.

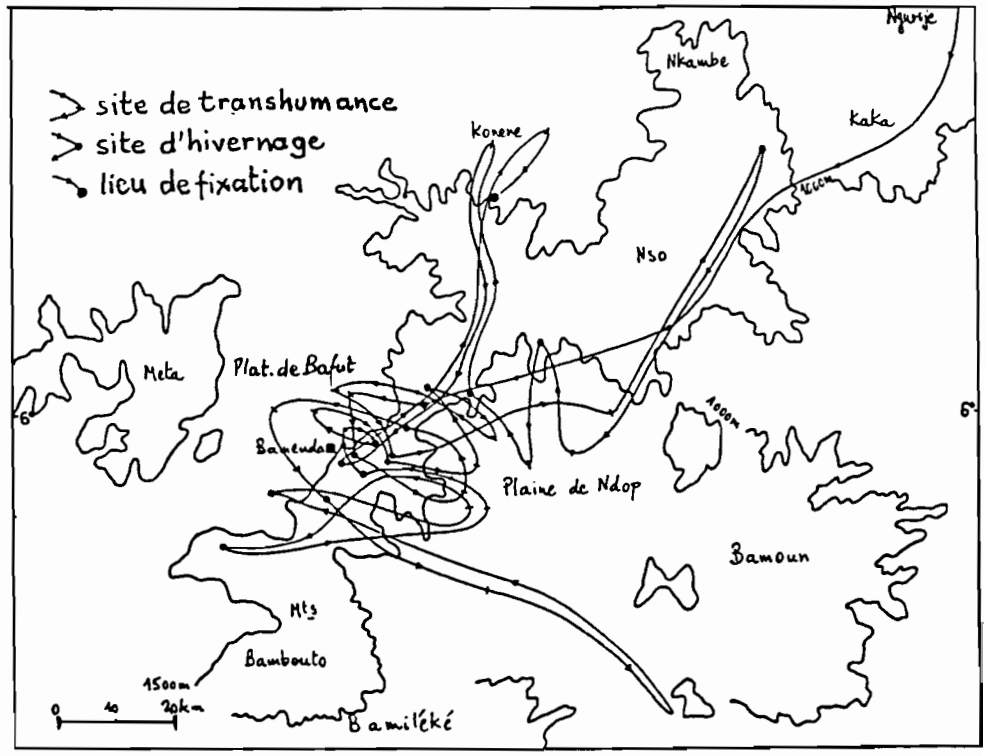


Fig. 230 : *Les déplacements d'un Ouranko avant sa fixation*

A leur arrivée aux Grassfields, les Djafoun ont découvert des pâturages abondants, largement suffisants pour ne plus se déplacer. Comme ils n'avaient pas le passé sédentaire des Akou, ils ne se sont pas aussitôt fixés. L'histoire des premiers Djafoun comporte plusieurs années de séjour près du *lahore* de Babanki Tungo. Mais, en saison sèche, tout le monde descendait avec le bétail vers la plaine de Ndop ou le plateau de Bafut. En saison des pluies, chacun tendait à retrouver les pâturages les plus proches du *lahore*.

Durant les années vingt et trente, l'histoire d'un Ouranko se compose de multiples va-et-vient, embrouillés, de la Dorsale de Bamenda (en saison des pluies) à ses abords immédiats (en saison sèche). Ensuite, l'éleveur explore un autre pâturage de saison sèche vers Konene. Il lui convient ; il y retourne plus tard et finit par se fixer. Son bétail transhume alors chaque année juste en contrebas de ce plateau. Son utilisation de l'espace s'est stabilisée depuis plusieurs décennies (fig. 230).

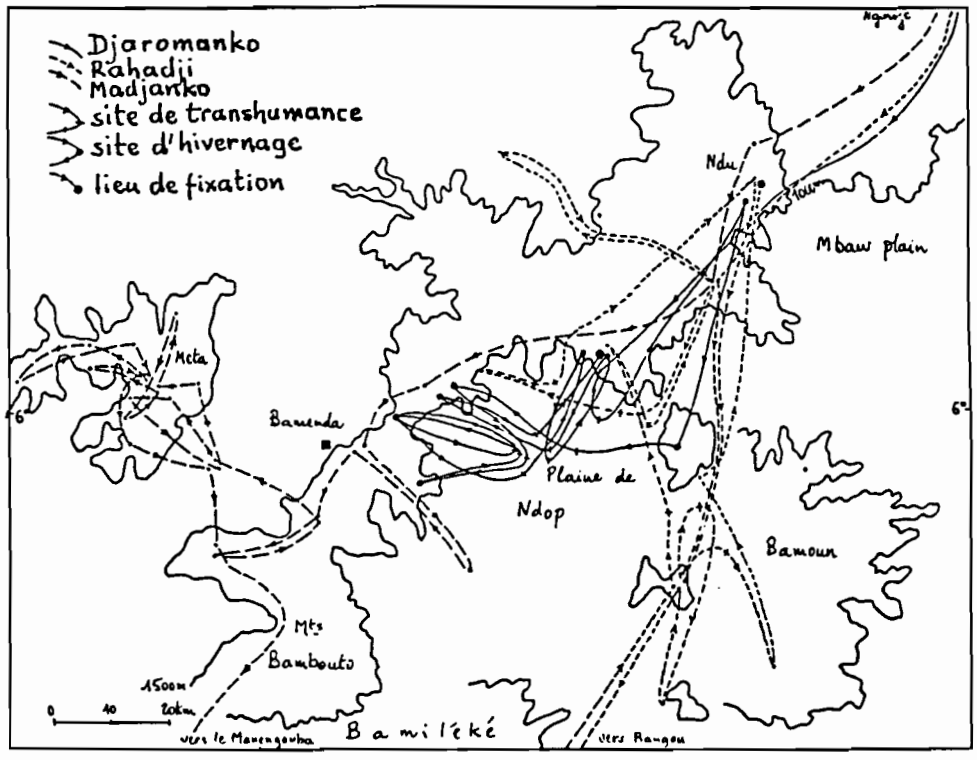


Fig. 231 :*Les déplacements de trois Djafoun avant leur fixation*

Un Djaromanko, de son côté, essaie presque tous les plateaux au nord de la plaine de Ndop. A chaque saison sèche, il descend vers la plaine. Il séjourne à trois reprises près de Jakiri avant de se décider à en faire son lieu d'attache.

Autre cas : un Rahadji, après une courte incursion au Bamiléké, passe et repasse du Bamoun au nord du Bamenda. Finalement, il s'installe, tandis que ses troupeaux transhument chaque année vers la plaine Mbaw. Quant à un Madjanko, il traverse rapidement les hauts plateaux du Bamenda, du nord au sud. Puis il sonde les plateaux Meta en tous sens, au cours des années quarante. Très mobile, il séjourne cependant à plusieurs reprises aux mêmes endroits (fig. 231).

Dans tous les cas, la fixation succède à une période d'essais de plusieurs pâturages. Renonçant à cette grande mobilité, l'éleveur se fixe, tandis que le bétail adopte un rythme régulier de va-et-vient entre deux pâturages utilisés en "rotation" saisonnière.

Manque d'espace pour déployer davantage leurs mouvements ou reconnaissance des avantages des prairies d'altitude, les Djafoun finissaient par tourner en rond, durant les années trente et quarante. Ils restaient très mobiles mais en revenant souvent sur leurs pas. ***Mi taara Do nii, nii, haa mi lora ruumirde naane*** : *« je tourne ici et là, jusqu'à revenir à mon campement d'autrefois. »* ***Taarol*** désigne un mouvement désordonné mais qui revient sur soi, en traçant une boucle. Avec des retours fréquents aux mêmes pâturages, les Djafoun des Grassfields pratiquaient alors une sorte de "semi-nomadisme". L'expression est ambiguë et recouvre quantité de situations. Cependant, elle exprime bien des restrictions spatiales, par opposition à une totale liberté de mouvement.

De là, les Djafoun ont évolué vers un élevage transhumant. La transhumance n'est pas une technique qui s'oppose formellement à la sédentarisation. Au contraire, l'éloignement saisonnier du bétail garantit l'ancrage de l'éleveur au même site d'hivernage ou même, sa fixation. D'un côté, il peut se comporter en sédentaire, tandis que le cheptel dispose encore d'un registre d'au moins deux pâturages complémentaires.

L'évolution des nomades vers la sédentarisation est souvent schématisée de la manière suivante :

"fully mobile pastoralists" —> "less mobile pastoralists" —> "semi-settled pastoralists" —> "fully settled pastoralists" (19)

19. I.L.C.A., 1979, "Livestock production in the subhumid zone of West Africa ; a regional review". p. 66.

D'après ce schéma, la transhumance pratiquée par les "less mobile pastoralists" ne représente qu'une transition (20). En fait, l'élevage transhumant est un système beaucoup plus stable. Aux Grassfields, les Djafoun évoluent rarement jusqu'à la sédentarisation complète. C'est une alternative à la transhumance, mais possible seulement dans certaines conditions. Pour les Djafoun, transhumance du bétail et fixation de l'éleveur représentent le terme le plus habituel de l'évolution qui se résume, dès lors, de la façon suivante :

20. idem. «This pattern is an intermediate stage leading to full sedentarization». p. 67.

nomades (et migrants) —> "semi-nomades" —>transhumants —>éleveurs fixés (et transhumance du bétail)

Sans gonflement important des effectifs de cheptel, le système transhumant ménage un équilibre entre le bétail et les pâturages. La fixation des éleveurs a des chances de devenir pérenne. Mais l'exemple des Mbororo du

Bamoun démontre que l'évolution n'est pas toujours irréversible. Ce constat s'oppose à la présentation classique du processus de sédentarisation (21).

21. idem. « Oncesettled, it seems that groups seldom revert to transhumance. » p. 67.

Il suffit qu'un afflux de cheptel détériore nettement le potentiel fourrager pour que des éleveurs immobiles se voient contraints de reprendre, en personne, les déplacements de saison sèche. Sans doute, l'adoption d'un habitat "lourd" freine le retour à la mobilité saisonnière. Mais elle ne l'interdit pas. Lorsque le contexte pastoral continue de se dégrader, des sédentaires ne redeviennent pas seulement des transhumants ; ils ont carrément recours à la migration. Au Bamoun, des Djafoun ont abandonné leurs habitations "en dur" et même des plantations caféières cédées à des voisins. Ils ont vendu sur place les animaux pour s'éloigner jusqu'en Centrafrique et reconstituer, là-bas, un nouveau cheptel. Les moyens actuels de déplacement facilitent la rupture d'une sédentarisation. Alors même que l'administration et tout le contexte ambiant encouragent la sédentarisation pastorale, celle-ci peut se défaire encore plus brutalement qu'autrefois.

LES FACTEURS DE SÉDENTARISATION

Par dénombrement, il est possible de mesurer l'importance des différentes formes de sédentarisation, de dresser un tableau des rapports des Mbororo avec l'espace. Ces rapports ne renvoient pas à un modèle unique d'évolution entre la grande mobilité et la sédentarisation. Pour restituer l'évolution des éleveurs dans son déroulement concret, il convient de remonter dans leur passé.

Evolution de la stabilité des Djafoun

Comment les Djafoun se sont-ils fixés sur les Grassfields ? Par une évolution régulière ou selon des moments privilégiés, marqués par l'instauration de nouveaux rapports entre les éleveurs et leur espace ?

La méthode repose sur des relevés biographiques de Mbororo qui séjournent dans la région depuis au moins les années trente ou quarante. Chacun a indiqué, de mémoire, ses changements de campements d'hivernage et les durées de séjour à chaque lieu. Quelques informateurs n'ont pas été retenus parce que leurs informations s'avéraient trop vagues. Dans l'ensemble, les Djafoun se remémorent assez bien leurs déplacements. Ceux-ci sont datés par recul dans le passé, à partir du moment de l'enquête ou par rapport à des évènements marquants : l'installation d'Ardo Sawga à Babanki Tungo en 1923, l'invasion des sauterelles en 1931, la révolte des Bamiléké en 1959- 60.

Un tableau chronologique détaillé est présenté pour 63 Djafoun : 52 au Bamenda et 11 au Bamoun-Baniléké (fig. 232). Dissocier les Djafoun entre ces plateaux est un peu artificiel car certains se sont déplacés à travers l'ancienne frontière. Toutefois, le petit lot retenu au Bamoun-Baniléké y séjourne depuis longtemps. Comme les éleveurs pris en compte sont assez âgés, leur stabilité s'est probablement affermie avec les années.

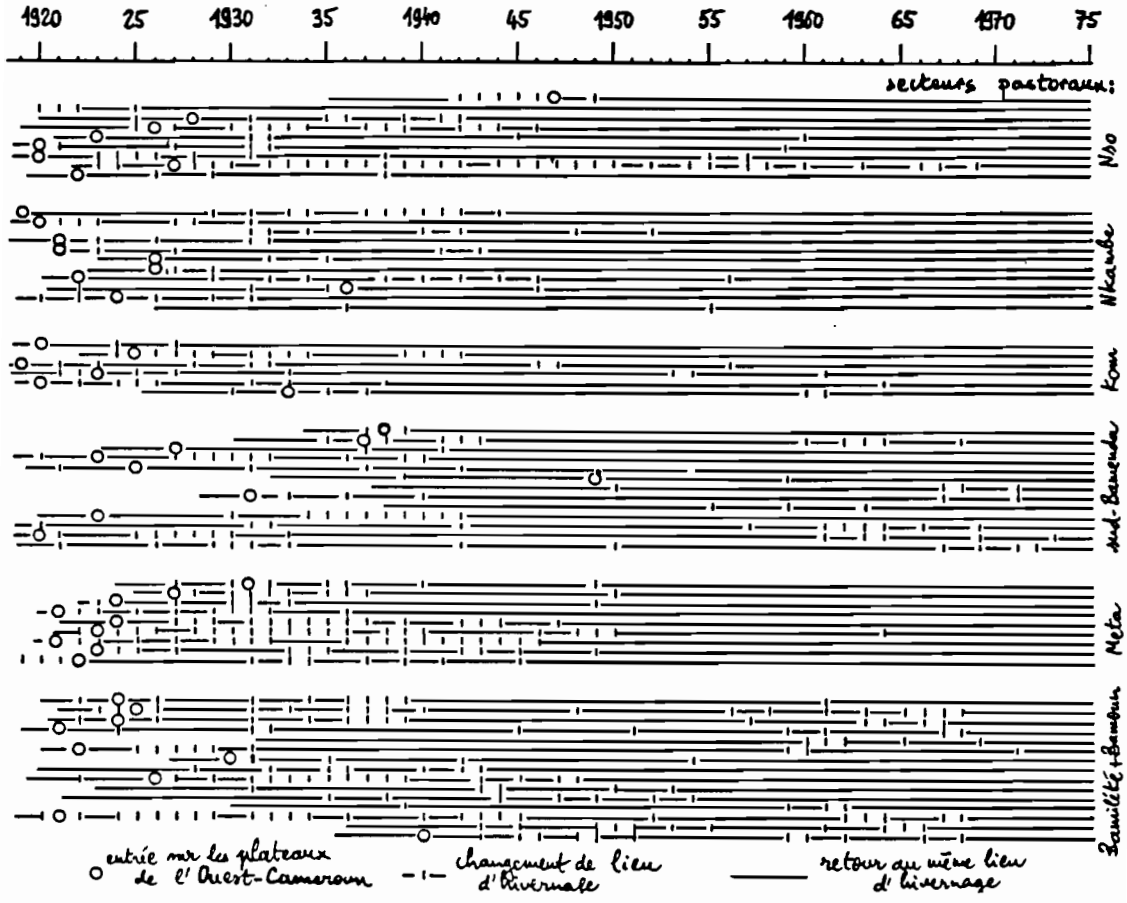


Fig. 232 : ***Stabilité et instabilité de quelques Djafoun depuis leur entrée sur les plateaux***

Des différences apparaissent entre éleveurs, d'un plateau à l'autre. La stabilisation des Djafoun s'est amorcée plus tardivement à Meta qu'au nord du Bamenda (Kom, Nkambe). Elle ne se généralise qu'au début des années cinquante dans un cas, mais dès les années trente et quarante dans l'autre. Une nette reprise de mobilité survient dans les années soixante au Bamoun-Baniléké et au sud du Bamenda. Quelques années sont plus spécialement marquées d'une grande mobilité, par exemple 1931. Sur 54 Djafoun présents, 36 changent alors d'habitat et encore 22 l'année suivante. Ces années connaissent un record de turbulence pastorale.

Presque tous ces Djafoun ont abordé les Grassfields dans les années vingt, ce qui permet de suivre leur comportement spatial depuis les débuts de l'élevage dans la région. Du tableau chronologique précédent est tiré un

graphique de moyennes mobiles (fig. 233). Les changements de site d'hivernage sont dénombrés par périodes de 5 années et ramenés à une moyenne par éleveur. Les deux profils retracent l'évolution générale de la stabilité des Djafoun du Bamenda et du Bamoun-Baméléké depuis 1920-24. Dans les deux cas, l'instabilité se réduit avec les années.

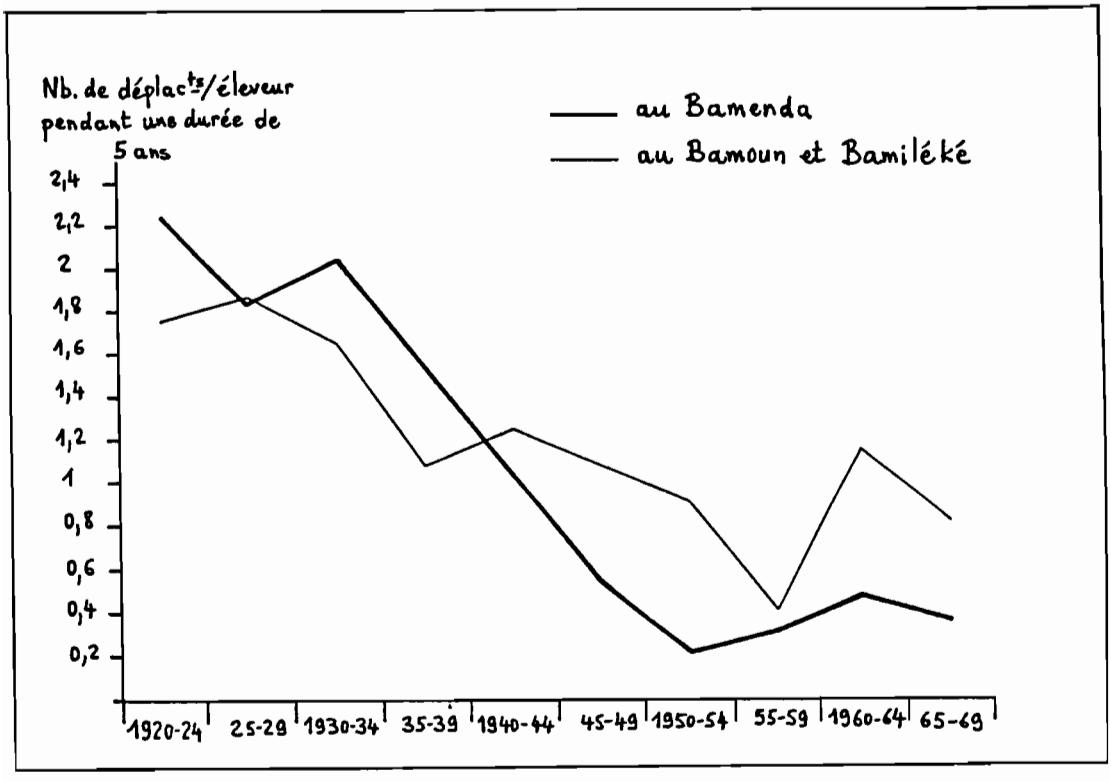


Fig. 233 : *Evolution de la stabilité des Djafoun*

A leur arrivée au Bamenda, les Djafoun changent plus de 2 fois de site d'hivernage en 5 ans. Dès la fin des années vingt, cette fréquence diminue à moins de 2 déménagements. Très vite, les premiers éleveurs s'attachent aux meilleurs pâturages qu'ils viennent de découvrir : Ndawara, Babanki Tungo mais également Babadjou au Baméléké. Cet ancrage initial ressemble à ce qui se passera plus tard, avec les Akou de Wum. Les Djafoun ne s'immobilisent pas tout à fait, alors que l'herbe ne fait pas défaut. Les témoignages d'anciens insistent, au contraire, sur l'abondance et la qualité des prairies d'altitude, à cette époque.

Les invasions de sauterelles en 1930-31 déstabilisent une première fois les Djafoun du Bamenda. Entre 1930 et 34, ils changent à nouveau plus de 2 fois de sites d'hivernage. Les années suivantes, l'évolution, amorcée en 1925-29, reprend et s'affirme, cette fois, sur une longue durée. La fréquence des déplacements diminue rapidement au Bamenda tandis qu'au Bamoun-Baméléké, le phénomène progresse moins régulièrement. Les Djafoun du Bamenda atteignent leur plus grande stabilité entre 1950 et 54.

Les premières années soixante remettent en mouvement les éleveurs, surtout au Bamoun-Bamiléké mais également au Bamenda. Un léger retour à la mobilité s'était déjà fait sentir au Bamenda à la fin des années cinquante. Entre 1965 et 69, les Djafoun redeviennent plus stables, sans égaler le niveau des années cinquante.

L'évolution globale recouvre des comportements divers d'un lignage à l'autre. Trois lots d'importance comparable sont constitués parmi les 63 biographies retenues : les lignages "historiques" (Gosi'en et Rahadji) : 11 histoires individuelles, les Toukanko'en : 10 et les Madjanko'en : 11 (fig. 234).

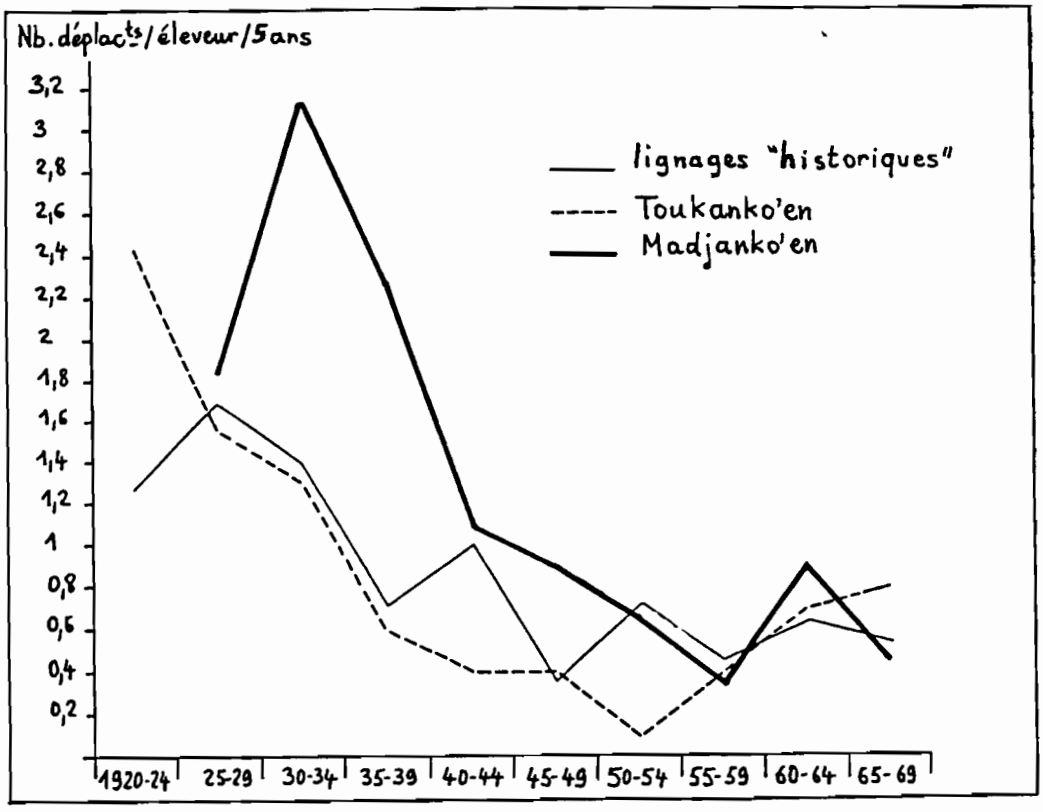


Fig. 234 : *Evolution de la stabilité de quelques lignages djafoun*

Les Toukanko'en, d'abord plus mobiles que les Gosi'en et les Rahadji, manifestent ensuite une tendance plus constante à se fixer. Au début des années cinquante, ils deviennent les plus stables de tous. Mais, les années suivantes, cet acquis tend de plus en plus à être remis en question. Quant aux Madjanko'en, ils réagissent vivement à la destruction des pâturages d'altitude par les invasions de sauterelles (22). Leur comportement spatial ne s'aligne sur celui des autres grands lignages qu'à partir des années quarante. A nouveau, les premières années soixante les déstabilisent davantage que les autres. Ces écarts illustrent la réputation d'éleveurs mobiles dont jouissent les Madjanko'en.

22. Cet accès de mobilité n'est pas exceptionnel : les quelques Ouranko'en "suivis" présentent alors une moyenne de 2,66 déplacements en 5 ans.

Malgré un regain de turbulence dans les premières années soixante, les Djafoun se sont progressivement fixés. Alors qu'à leurs débuts, ils changeaient plus de 2 fois de site d'hivernage en 5 ans, ils prolongent maintenant leur séjour au même endroit plus d'une dizaine d'années en moyenne. Le ralentissement du rythme des déménagements est très sensible. Il excède la tendance habituelle des anciens à s'installer. Dans cette évolution générale, des lignages, souvent prestigieux, donnent l'exemple. Cependant, la stabilisation pastorale reste susceptible de remises en cause, même pour les grands lignages djafoun.

Les aléas des politiques de sédentarisation

L'histoire de l'élevage aux Grassfields a montré combien l'administration anglaise n'est pas restée attachée à une seule ligne de conduite à l'égard des Mbororo. Des revirements se sont également produits dans les prises de position vis-à-vis de la sédentarisation.

Les deux politiques anglaises

Les colonisateurs se trouvaient confrontés à une alternative. Dans une région non islamisée et non pastorale par tradition, la question relevait d'un choix politique difficile : fallait-il prendre des initiatives pour faciliter résolument l'installation d'éleveurs ou, au contraire, se tenir vigilant pour que l'intrusion d'une minorité musulmane ne provoque pas de préjudices aux populations locales ?

Pour les uns, un appui officiel à la sédentarisation des Mbororo représentait le volet principal d'une politique de développement de l'élevage dans la région. Pour les autres, l'installation à demeure des Mbororo entraînait de tels torts à l'égard des "natives" qu'elle ne devait pas recevoir l'aval de l'administration. Les deux points de vue renvoyaient à l'attitude générale des uns, favorables à la présence d'éleveurs peuls, tandis que les seconds manifestaient un souci prioritaire de protéger les droits coutumiers des "natives".

Favoriser l'installation des Mbororo

Malgré l'accroissement rapide du cheptel au Bamenda, l'administration anglaise ne s'est résolue qu'au début des années quarante à prélever un agent au nord du Nigeria pour étudier les problèmes spécifiques de la

nouvelle région d'élevage. Il faut reconnaître que, dans le cadre nigerian, le Bamenda ne représentait qu'une petite région d'élevage (23). Le premier expert présenta, en 1943, un plan d'installation des Mbororo et de développement général de l'élevage (24).

Ce plan proposait une véritable stratégie à l'égard de l'élevage mais également des populations pastorales, sans oublier les femmes ni les fils d'éleveurs. Une politique de sédentarisation était clairement formulée : « the desirability of settling the Fulani cannot be gainsaid but the experiment has never been tried. Bamenda at present offers a splendid opportunity for such an experiment » (24).

De quelle manière l'installation définitive des éleveurs pouvait-elle être encouragée par les autorités ? Le plan suggérait une allocation de pâturages faite par les "Natives Authorities" à l'*arDo* de chaque secteur, à charge pour lui de répartir ensuite les terrains de pâture entre ses gens. Une location des pâturages se substituerait au *jangali* calculé d'après le nombre de bovins. Chaque Mbororo recevrait un lopin d'1 à 1,5 ha pour construire des habitations et entreprendre des cultures fourragères.

Ces propositions novatrices furent immédiatement critiquées, comme l'ensemble du plan, par le Secrétariat des Provinces Orientales du Nigeria, dont dépendait alors le Bamenda : « the idea of getting nomadic Fulani to settle down in one place and of a Fulani cooperative society is dubious » (25). Malgré cette opposition, le Conseil de la Couronne, organe suprême à Lagos, adopta le principe de "Certificates of Occupancy" qui seraient accordés aux Mbororo pour une durée limitée.

Dans les premières années quarante, les administrateurs au Bamenda avançaient deux arguments en faveur d'une intervention pour sédentariser les Mbororo. D'abord, ces éleveurs sont prêts à se fixer sur les plateaux ; il suffit simplement de les aider un peu. « I should describe the Bamenda Fulani in that stage of evolution when, like migratory birds, they want to settle but are, as yet, undecided where that place shall be... All the more need, I suggest, for us to make up their minds for them » (26). Les Mbororo se sont enrichis, grâce aux excellentes conditions que la région offre à l'élevage. Ils ne sont plus comparables aux nomades sahéliens.

D'un autre point de vue, la sédentarisation est conçue comme un moyen d'améliorer l'élevage et surtout, d'amener les éleveurs à une meilleure gestion des pâturages, souci majeur des responsables anglais. « The first step is to anchor the grazier to his grazing » (27). Une fois ancré à un pâturage, le Mbororo en prendra soin car, autrement, il compromettrait son avenir même. Encore faut-il qu'il soit assuré de pouvoir disposer de ce pâturage. « To achieve this (preserve and even improve his pastures), he must have an adequate security of tenure » (27). La politique de sédentarisation débouchait sur une attribution de droits, au moins d'usage, sur les pâturages. C'est sur ce point crucial qu'elle achoppa.

23. L'immense Nord du Nigeria était lui-même sous-encadré en matière d'élevage.
24. CLARKE (N.), 1943, "A scheme for the settlement and development of the Cattle Owning Fulani people of Bamenda Division".

25. CARR (F.B.), Secretariat of Eastern Provinces, Enugu, 1943, (archives de Buea).

26. HARRIS, Residence, Cameroons Province, 1944, (archives de Buea).

27. STAPLETON (J.H.D.), 1947.

Eviter la dépossession des "natives"

D'abord, le principe de la délivrance de certificats d'occupation aux Mbororo ne fut pas appliqué. Les éleveurs, eux-mêmes, n'étaient pas demandeurs, si l'on en croît une série de requêtes qu'ils formulaient en 1943. Le principe même d'allouer des pâturages aux éleveurs pour qu'ils puissent s'installer souleva des objections de la part d'administrateurs, très soucieux de respecter les droits fonciers des "natives". Se considérant comme les seuls vrais détenteurs des pâturages, ceux-ci s'opposeront à toute tentative de l'administration pour remettre à des "strangers" de larges portions de terrains. Aussi, des propositions faites en 1946 par un nouvel administrateur à Bamenda recommandèrent-elles qu'aucune terre ne soit affectée aux Mbororo (28).

28 MAYNE, Divisional Office, Bamenda, 1947, "The Fulani Welfare Scheme".

Une argumentation serrée fut développée en ce sens par les rapports administratifs des années suivantes. Faut-il révoquer les droits des "natives", chaque fois que des Mbororo souhaitent s'installer ? Non, car la sédentarisation des éleveurs ne peut se faire contre les villageois (29). Les ***arDo*** qui ont créé autour d'eux de nouveaux villages, comme à Sabga, ne peuvent disposer de droits qui éclipseraient ceux des chefs qui les accueillirent. L'acquisition de droits permanents sur les pâturages ferait des Mbororo les plus grands propriétaires fonciers (30). En fait, combien de Mbororo ont réellement l'intention de se sédentariser ? Leur installation est présentée comme un moyen de leur faire adopter un élevage moderne. Mais les "natives" ne seront-ils pas, dans l'avenir, les meilleurs éleveurs (31) ?

29. « Settlement would only be possible if the opposition of the Indigenes were over-ridden » (Secretary for Eastern Provinces, Enugu, 1949).

30. Divisional Office, Bamenda, 1949, "The status of Fulani regarding Land Tenure in the Bamenda Division".

31. « Will be the Fulani or the Indigenes most quickly absorb and adopt our ideas of cattle management ? The veterinary say the Fulani. Others experts give the opposite answer » (Secretary for Eastern Provinces, Enugu, 1949).

Certes, les ***arDo*** les plus prestigieux sont déjà fixés. Leurs troupeaux paissent les mêmes pâturages depuis plus de 20 ans. Mais l'administration ne saurait reconnaître pour autant qu'un long usage entraîne l'obtention de droits. « The Fulani leaders have made villages on the ranges and are quietly acquiring prescriptive rights as against the indigenes, but not as against Government » (32). L'administration anglaise se posait en défenseur des droits traditionnels immuables et contre toute prise de possession par des usages prolongés.

32. idem, 1949.

La défense des "natives" face aux nouveaux venus se concrétisa par les "Grazing Rules" de 1947. Dès lors, les Mbororo durent se soumettre à des règlements et même se plier à toute interdiction de pâture décrétée par les "Native Authorities". Ils ne disposèrent d'aucune garantie et leur sédentarisation ne fut même plus évoquée. Le recul de l'administration anglaise était patent, par rapport au plan de 1943. Les règlements de 1947 furent également conçus pour faire échec à toute aliénation de droits fonciers au bénéfice des éleveurs (33).

33. « Because it was feared that the grazing rights might become unassailable, the Bamenda Native Authorities introduced grazing rules between 1949 and 1950 » (Nigerian Livestock Mission, 1952, "Memorandum on Fulani Settlement in Bamenda Province").

Les "grazing permits" ne furent attribués aux éleveurs que pour une période de 3 à 4 ans. L'idée sous-jacente consistait à procéder à des échanges périodiques de terrains entre cultivateurs et éleveurs. Après 4 ans, lorsque

les sols cultivés deviennent épuisés, les cultivateurs récupèreraient des pâturages et les éleveurs seraient transférés dans un autre secteur. Ce changement périodique de pâturages interdisait toute installation permanente des éleveurs. « No settlement will be made which restricts the farming activities of the locals » (34).

34. Divisional Office, Bamenda, mars 1949.

En fait, jamais de tels échanges de terrains ne se sont produits. Les "grazing permits" furent reconduits pour des périodes plus longues que prévu. Ils acquirent, du moins aux yeux des Mbororo, la valeur d'une sorte de reconnaissance de l'usage des pâturages.

L'administration anglaise manifestait une attitude plus souple dans la réalité que ne laisse supposer la rigidité des "grazing rules". Une fois posé officiellement le refus d'entériner des droits fonciers aux Mbororo, ceux-ci pouvaient tout de même continuer à les exploiter en toute tranquillité (35). Faut-il observer que les Djafoun n'en demandaient pas plus ? Tout le débat relatif aux droits sur les pâturages s'est déroulé entre administrateurs, en dehors des Mbororo. Eux-mêmes étaient étrangers à la notion d'appropriation privée de la terre. Même les *arDo* les premiers fixés n'ont jamais prétendu posséder les pâturages qui entourent leurs campements. Ils souhaitaient seulement que ces pâturages restent accessibles au bétail.

35. « The Fulani were assured that it is the intention that they should continue to enjoy security of occupation of their present grazing areas, subject only to full observance of the Grazing Orders » (Divisional Office, Bamenda, 1949).

Une sédentarisation sans garantie

Par le biais du "Cattle Control Officer", chargé de veiller à leur application, les "grazing rules" précipitèrent la sédentarisation des Djafoun, conséquence inattendue d'un code pastoral contraignant. Même si cela n'apparaît pas expressément dans les textes, les témoignages des éleveurs attestent que la pression fut alors très forte pour qu'ils se fixent. Certains refusèrent d'obéir aux consignes et s'enfuirent au Mambila. Mais les *arDo* et leurs familles proches acceptèrent de s'installer. Finalement, l'administration en arriva à promouvoir une sédentarisation, tout en refusant de tenir compte de ses implications, notamment dans le domaine foncier. « Settlement on the Bamenda context means a volontary conversion from a nomadic life with the willing aquiescence of the African population, unaided by any scheme of land acquisition » (36).

36. Nigerian Livestock Mission, 1952.

Cette formule pragmatique soulevait le moins de difficultés entre populations. En fin de compte, elle convenait aux Mbororo. A partir des années cinquante, un consensus de fait s'établit entre leur fixation et les souhaits de l'administration : retour régulier des éleveurs aux mêmes sites de saison des pluies, abandon du "nomadisme" et installation sur les pâturages sans qu'il y ait pour autant une acquisition et une reconnaissance officielle de droits imprescriptibles. L'administration ne prétendit plus "lotir" des éleveurs dans un secteur qui leur serait légalement alloué. Elle se borna simplement à encourager une évolution entamée spontanément par les Djafoun.

En regard de ses avantages, cette politique n'engagea pas les Mbororo à modifier fondamentalement leur méthode d'exploitation des pâturages. C'était pourtant l'un des objectifs des administrateurs qui leur étaient les plus favorables, dans les années quarante. De même, les "grazing rules" devaient ménager les pâturages, en allégeant d'autorité le cheptel. En fait, d'autres intérêts, en particulier fiscaux, ont occulté cet objectif. Dans le contexte d'une sédentarisation sans garantie foncière, les Mbororo ne se sentaient pas contraints d'investir pour améliorer le capital fourrager (37). La seule amélioration décisive fut la diffusion du "kikuyu grass", à partir de 1947. Sa propagation devint spectaculaire. Son succès tenait à un bouturage très facile et à une adaptation remarquable de la nouvelle graminée aux pâturages d'altitude. Elle n'exigeait pas de véritable investissement en travail ; à partir des premiers plants, elle se diffusa d'elle-même.

37. « They are interested when the techniques involve little or no work » (Mc CULLOCH, J.M., 1948, "Grazing improvement in Bamenda Division", p.281).

« The aim is to induce the Fulani to come to rest of his own will and with the willing co-operation of the indigenes » (38). La politique de sédentarisation des Mbororo ne se jouait pas seulement entre eux et l'administration mais surtout avec un troisième partenaire : les villageois. Or, ceux-ci se montraient souvent hostiles à l'établissement permanent de Mbororo sur des pâturages qui ne leur appartenaient pas. Dans les chefferies les plus ombrageuses, les Djafoun n'avaient même pas le droit d'édifier des murs en terre ni d'entreprendre des cultures. Pour les villageois, ce genre d'initiatives équivalait à les placer devant un état de fait qu'ils contestaient fortement : l'acquisition subreptice de droits fonciers. Bientôt, les freins les plus forts à la sédentarisation ne provinrent plus d'une répugnance des pasteurs mais de l'opposition des villageois (39).

38. Nigerian Livestock Mission, 1952.

Alors qu'un plan ambitieux de développement de l'élevage s'appuyait sur une sédentarisation officialisée des Mbororo, l'administration anglaise a reculé, pour éviter des tensions prévisibles entre populations. Derrière la reconnaissance des droits coutumiers sur les pâturages, l'administration coloniale a tout de même encouragé une sédentarisation "discrète". Encore aujourd'hui, la vraie question soulevée par la sédentarisation des éleveurs consiste moins à savoir jusqu'où les Djafoun peuvent aller dans cette voie mais plutôt quel type d'installation les autres peuvent, à la rigueur, admettre.

39. KABERRY, Ph., (1959, p. 12) dresse une liste de dix requêtes formulées par les Nso à l'encontre des Mbororo. La dernière exige qu'ils cessent de construire des habitations à murs en terre. Les villageois attribuent aux Mbororo des arrière-pensées auxquelles la conception peule du statut de la terre n'est pas accoutumée.

Les contradictions du Cameroun Occidental

Le premières années incertaines de l'Indépendance sont mises à profit par de nombreux villageois pour contester la protection de fait dont les Mbororo bénéficient au Bamenda. Des éleveurs prennent peur de menaces proférées à leur encontre et quittent la région. Dans l'incertitude politique

de l'époque et devant des hostilités locales, les éleveurs redeviennent plus mobiles. La loi de 1962, relative aux rapports entre éleveurs et cultivateurs, détend la situation en légalisant un statu quo.

Politique officielle de sédentarisation...

En posant le principe que les pâturages doivent être seulement utilisés comme tels, sauf procédure légale de changement d'affectation des terres, la loi de 1962 se montre plus favorable aux éleveurs que les règlements pastoraux de 1947. Elle accorde aux éleveurs une garantie officielle de disposer de leurs pâturages habituels. Son effet est décisif pour les encourager à se fixer. De plus, elle adopte le principe d'une délimitation entre pâturages et cultures. C'était déjà celui des administrateurs anglais favorables aux Mbororo, au début des années quarante, en particulier M.D.W. JEFFREYS et J.H. STAPLETON. Les Mbororo ne sont plus soumis au bon vouloir des "Native Authorities". Leurs rapports avec les cultivateurs sont gérés par un service administratif central, donc plus neutre. De nouveaux "grazing permits" sont émis et vendus aux éleveurs.

> Tirant peut-être les conséquences de cette nouvelle législation, un Bornouan, riche propriétaire de bétail à Ndawara, propose dès 1962 d'acquérir les pâturages qu'il exploite. Le "council" du clan Kom est vivement ému qu'un éleveur puisse émettre une telle prétention. Il adopte une résolution ferme selon laquelle aucune terre ne peut être aliénée à un éleveur, ce qui limite clairement leurs droits.

En fait, du point de vue foncier, rien n'est changé. Les pâturages continuent d'être "gelés" et interdits d'appropriation. Le statu quo dans leur utilisation ne veut pas dire qu'ils soient transférés à ceux qui les exploitent. Cependant, la loi de 1962 est amendée pour autoriser les éleveurs à entreprendre quelques cultures autour des campements. Les champs, destinés uniquement à des productions vivrières, ne doivent pas excéder une dizaine d'ares. Cette disposition améliore la situation des pauvres ; de façon générale, elle facilite l'installation de tous les éleveurs. Cependant, les caféières restent interdites, de même que toute plantation entraînant une occupation permanente.

L'autorisation de cultiver ne fait que légaliser la pratique de certains éleveurs, notamment des Akou de Wum. Elle reçoit tout de même un grand retentissement auprès des Mbororo. En effet, elle annule des interdictions locales fréquemment émises par des chefferies.

...et réalités locales

Le gouvernement de Buea adopte une politique d'équilibre entre éleveurs et cultivateurs du Bamenda. Il s'efforce de fixer et d'intégrer les

Mbororo dans le nouveau cadre national. Mais, sur place, l'application des décisions législatives se heurte à l'opposition de la population locale.

L'autorisation accordée aux Mbororo de cultiver ajoute un nouveau grief à leur égard. Certes, cette mesure leur est favorable mais elle complique les relations avec les villageois. Les cultivatrices ne comprennent pas que les éleveurs puissent entreprendre des cultures de maïs autour des campements, en pleine zone dévolue aux troupeaux, et pas elles. En autorisant les Mbororo à pratiquer quelques cultures, il s'agit de les amener à associer l'agriculture et l'élevage. Mais cette disposition entre en contradiction avec la séparation officielle des deux modes d'utilisation du sol.

Les Mbororo du Bamenda n'ont donc pas connu une politique continue de sédentarisation mais l'alternance de deux attitudes opposées à leur égard. Cependant, les prises de position abruptes dans les textes ne doivent pas faire illusion. Derrière une doctrine officielle rigide, les interventions sur le terrain sont empreintes de pragmatisme. A la limite, elles s'harmonisent mal avec la législation pastorale.

La période coloniale a marqué une stabilisation croissante des Mbororo. Pourtant, à la fin de cette époque, la politique qui prévalait à leur égard se voulait contraignante. Mais l'intervention des administrateurs dans les affaires d'élevage rassurait finalement les Mbororo, en leur évitant un tête-à-tête avec les "natives". En les encadrant, en les soumettant à des règlements, l'administration anglaise reconnaissait implicitement leur présence. Cette attention administrative ne fut pas étrangère à la réduction constante des déplacements des Djafoun. Au contraire, les Mbororo du Bamoun-Bamiléké étaient davantage livrés à eux-mêmes et à l'arbitraire des pouvoirs locaux. Aussi les progrès de leur stabilisation furent-ils plus irréguliers.

Après l'Indépendance et les peurs des Mbororo, la loi de 1962 assure à nouveau une certaine protection et sécurité aux éleveurs du Bamenda. Mais ses dispositions ne sont pas respectées partout. Parfois, elles sont même contredites par les initiatives d'administrations locales qui disposent d'une grande autonomie. "Councils" émanant des populations locales et "Divisional Officers" représentant l'administration centrale se juxtaposent, sans toujours adopter la même politique. Face à ce double pouvoir, les Mbororo comptent sur l'appui des uns pour neutraliser les décisions hostiles des autres. Néanmoins, les "councils" détiennent l'essentiel du pouvoir local jusqu'en 1972. Les Mbororo renforcent donc leur sédentarisation sans qu'elle soit vraiment entérinée par les autorités.

En quelques décennies, les relations entre les Mbororo et l'administration ont changé de sens. Autrefois, la plupart des responsables coloniaux s'efforçaient de convaincre les éleveurs de se fixer. A présent, ce serait presque l'inverse. Les Mbororo s'installent d'eux-mêmes, obligeant les administrateurs à tenir compte de leur présence. Dans les conflits avec les

cultivateurs, les éleveurs n'acceptent pas facilement d'être déplacés. Ils ne manquent pas de faire intervenir l'ancienneté de leur installation, les habitations construites et les préjudices qu'entraînerait un déplacement forcé. La sédentarisation des Mbororo devient un élément à prendre en compte dans les conflits entre éleveurs et cultivateurs.

Engagement agricole et sédentarisation

Les campements d'éleveurs sur les hauts plateaux ne surprennent pas seulement par leurs grandes habitations cimentées et couvertes de tôles. Ils s'entourent maintenant de plantations d'eucalyptus, parfois même de conifères. Les abords de certains campements présentent un fouillis végétal qui tranche avec les grandes prairies voisines. Haies de titonias aux fleurs jaunes, vergers de caféiers et de bananiers, parcelles de maïs encloses sont les marques d'une sédentarisation. La nature et la compacité des haies vives servent d'indicateurs de l'ancienneté d'un campement. Des piquets et des fils de fer barbelé autour du lopin de maïs peuvent dénoter une installation relativement récente (fig. 207). Au contraire, des haies touffues de titonias témoignent de plusieurs années de présence.

Que des Mbororo adjoignent un champ à leur campement représente une nouveauté. Autrefois, les pasteurs ne se résignaient à cultiver qu'en période de détresse, lorsque le bétail venait d'être décimé. C'était, avec l'élevage de petit bétail et même le commerce, un moyen habituel pour reconstituer le cheptel bovin. Aujourd'hui, l'initiative agricole ne s'insère plus seulement dans un contexte de pauvreté pastorale. Elle en perd le caractère de pis-aller temporaire, destiné à préparer des temps meilleurs. Désormais, des Mbororo des Grassfields ne cesseront probablement plus de cultiver.

Dès lors, l'engagement agricole ne représente-t-il pas le changement décisif qui entraîne la sédentarisation ? En fait, des Djafoun aux Akou, l'initiative agricole ne revêt pas la même signification. Elle sera examinée pour chaque groupe, même si les inégalités sociales entraînent également des comportements spécifiques.

Initiation agricole des Djafoun

Il semble logique de supposer que l'engagement agricole des éleveurs intervient simultanément avec leur stabilisation. En fait, est-ce bien toujours le cas ?

Obtenir, auprès des Mbororo, des datations relatives à l'activité agricole est souvent plus difficile qu'à propos de faits d'élevage. Lorsque l'ouverture d'un champ remonte à plus d'une dizaine d'années, les informateurs disent simplement qu'ils cultivent « *depuis très longtemps.* » Certains Mbororo ont multiplié des essais agricoles, suivis d'abandons. Ils omettent souvent de le signaler, en indiquant seulement le dernier retour à l'agriculture.

Du maïs au café et à la pomme de terre

L'amorce d'une activité agricole, chez 300 Djafoun des plateaux Nso et Nkambe, ne coïncide guère avec l'arrêt de leurs déplacements (fig. 235). Soit elle le précède de quelques années, soit elle intervient dans les années qui suivent l'ancrage pastoral. La médiane qui symbolise, sur le graphique, une coïncidence des deux initiatives ne concentre pas de points. Chez des Mbororo également sédentarisés, près du plateau de Jos au Nigeria, l'année d'installation correspond, au contraire, à celle de l'engagement agricole (40). Le comportement des Mbororo des Grassfields est donc original.

40. I.L.C.A., 1986, "Livestock systems research in Nigeria's subhumid zone", p. 215. Mais les auteurs remarquent que l'engagement agricole n'implique pas nécessairement une sédentarisation complète : des transhumants à longue distance pratiquent des cultures, à leur retour au nord du Nigeria.

La plupart des Djafoun ne se sont mis à cultiver qu'au cours des années soixante, encouragés par l'amendement à la loi de 1962. Certains se souviennent qu'au temps du gouvernement Foncha, l'administration autorisa les cultures auprès des campements. D'autres conservent précieusement le "farming permit" délivré dans ces années. Les initiatives agricoles se sont alors généralisées. A partir des années soixante, l'ouverture d'un champ peut précéder de quelques années la stabilisation pastorale. Elle amorce le processus de sédentarisation.

L'enchaînement entre les deux innovations reste tout de même assez lâche. L'engagement agricole des Djafoun est "indirect", les travaux étant accomplis par des salariés, presque toujours des cultivatrices des villages voisins. Certes, les ressources du ménage s'élargissent mais rarement par une implication personnelle de d'éleveur. Le manque de compétence, l'incapacité physique et le mépris des travaux agricoles empêchent encore les Djafoun d'être de véritables éleveurs-cultivateurs.

L'autorisation de cultiver ne s'appliquait qu'à des lopins de cultures vivrières destinées au ravitaillement des éleveurs. Cultures commerciales ou plantations pérennes restaient interdites. Les cultures ne devaient pas acquérir un caractère permanent qui puisse servir de prétexte à l'acquisition insidieuse de droits fonciers. En fait, les Mbororo ont interprété de façon large leurs "farming permits".

Ils ont parfois agrandi les superficies qui leur étaient octroyées. Une autorisation de cultiver, délivrée en 1967, spécifie par exemple que les cultures ne doivent pas excéder un quart d'acre, soit 10 ares. Parmi les exploitations enquêtées au moment du recensement agricole de 1972 figure celle d'un Djafoun installé sur les plateaux Kaka. Elle couvre 58,4 ares, entièrement travaillés par des salariés agricoles. Le maïs intervient en culture principale, associé à quelques pieds de macabo et à des bananiers.

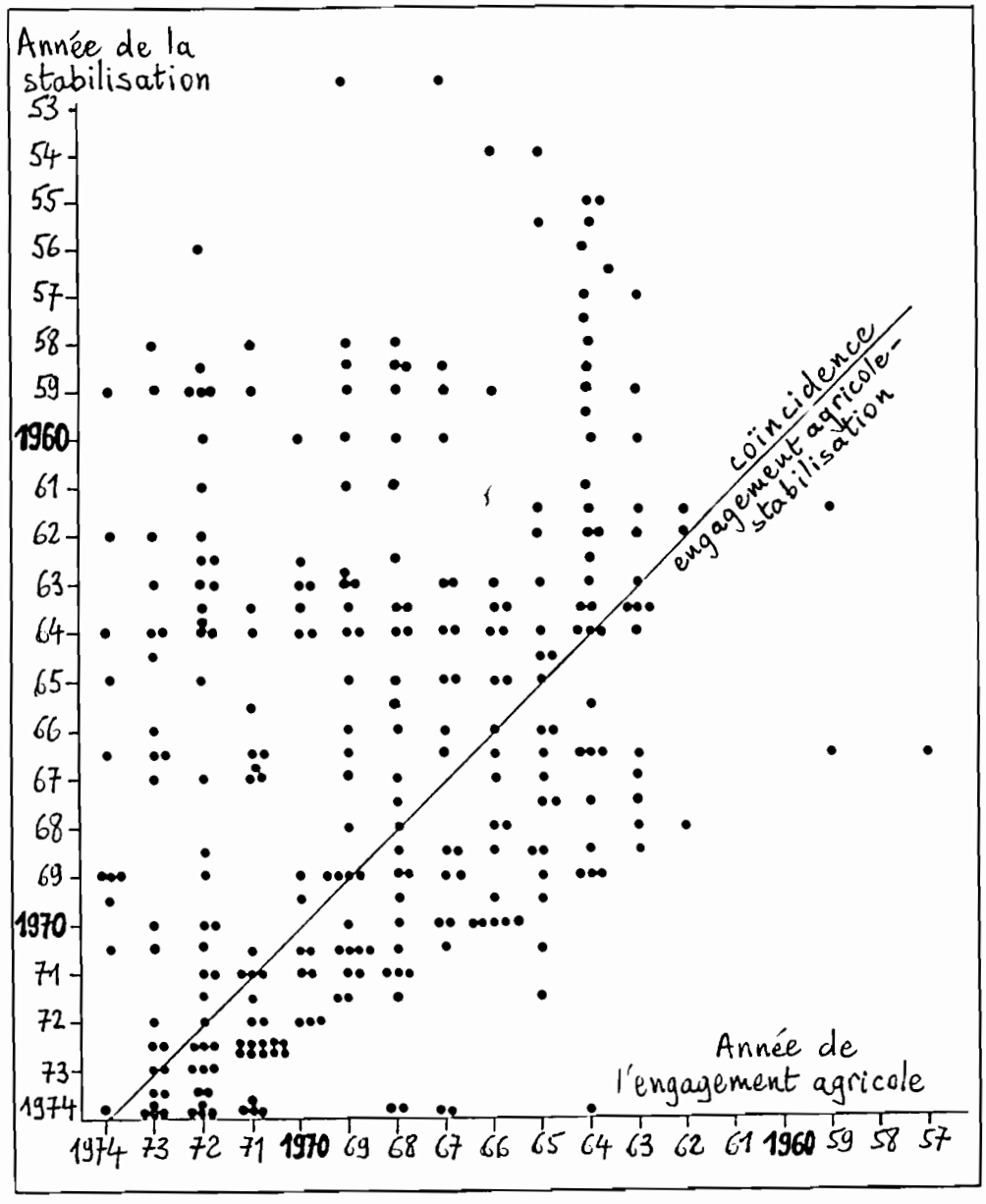


Fig. 235 : *Stabilisation et engagement agricole des Djafoun*

Cependant, il est rare que les exploitations agricoles des Djafoun atteignent de grandes dimensions. Le plus souvent, elles restent très modestes : quelques dizaines d'ares de maïs. Mais certains se sont mis à planter des caféiers, au cours des années soixante. Cette infraction à la loi est plus ou moins bien supportée par les villageois. Au début des années soixante-dix, des Djafoun ont des ennuis pour ce motif avec les "cattle control committee" des villages voisins.

Une production caféière offre plusieurs attraits pour des éleveurs. Une fois la plantation créée, les travaux d'entretien ne sont pas aussi astreignants que pour une culture annuelle. La taille et la récolte des caféiers ne sont pas entachées d'une connotation avilissante comme le

travail à la houe. Même des femmes mbororo participent à la cueillette et au lavage des cerises de café. Les caféiers souffrent moins du voisinage des animaux que les céréales. Des Djafoun aménagent une petite plantation près du campement mais éloignent la parcelle de maïs à l'écart du bétail, dans un fond de vallée ou même en plaine. Bientôt, des bananiers, du macabo, des pieds de manioc se mêlent aux caféiers en un "verger" qui entoure les campements anciens de Mbororo, créant un type d'habitat insolite pour des Peuls dits "nomades".

La majorité des éleveurs entreprend de cultiver en priorité pour se nourrir. L'engagement agricole s'amorce par la culture du maïs avant de s'élargir, pour quelques Djafoun, aux caféiers. Ceux qui possèdent une plantation en 1975 se sont mis à cultiver depuis 7, 8, 9 ans, voire davantage. A l'inverse, ceux qui cultivent depuis moins de 5 ans ne s'adonnent encore qu'au maïs, en réponse à des besoins de ravitaillement. La culture du maïs offre également l'opportunité de se familiariser avec les travaux agricoles.

L'adoption de la culture caféière concerne surtout des Djafoun installés depuis au moins une vingtaine d'années. Ce sont donc vraiment des sédentaires. La culture du café revêt également une signification sociale. Sauf quelques exceptions, les Djafoun qui possèdent plus de 100 bovins ne se mettent pas à planter des caféiers : ils n'ont pas besoin d'appoint de revenus. En revanche, une production de maïs les intéresse pour couvrir, au moins partiellement, les besoins alimentaires de familles souvent nombreuses. Les petites plantations caféières sont donc spécifiques d'éleveurs sédentarisés et pauvres. Certains ne disposent que de 20 à 30 têtes, à peine le minimum pour fonder une famille (fig. 236).

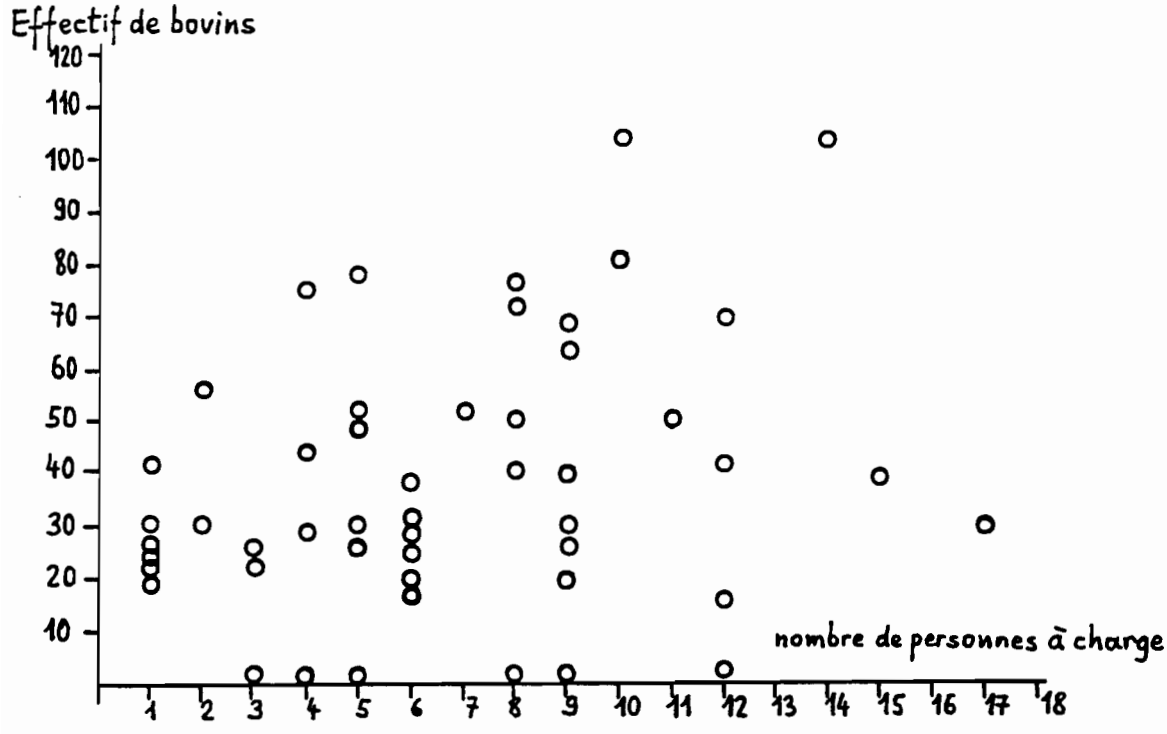


Fig. 236 : *Coordonnées des Djafoun engagé dans la caféiculture*

Il peut s'agir également d'anciens qui, ayant réparti leur cheptel entre des fils, se retrouvent avec un tout petit troupeau ou même, sans bétail. Une fois âgé, le Mbororo délègue les animaux aux héritiers et cesse de se déplacer. Au schéma habituel de dépossession du bétail s'ajoute l'ouverture d'une petite exploitation agricole, basée sur le maïs et le café, aux Grassfields. Pour les anciens, la surveillance des travaux agricoles prime désormais les préoccupations pastorales. Certains éleveurs pauvres travaillent d'eux-mêmes leur champ. Ils s'occupent, en même temps, d'un petit troupeau, ou bien le confient à des fils, voire à un parent. Pour des gens qui dédaignaient autrefois les travaux agricoles, il s'agit d'une véritable reconversion.

L'élargissement des activités à la culture du café reste encore rare en 1975. Sur 900 familles réparties entre les plateaux Nso et Nkambe, 300 adjoignent un lopin de maïs au cheptel. Mais 30 seulement possèdent, en plus, une caféière. Ils se rencontrent surtout sur les plateaux Nso et Ndu. L'ancienneté de la culture du café dans ces secteurs a incité des éleveurs pauvres à suivre l'exemple de voisins villageois. Au Bamoun, des Rahadji disposent de caféières depuis les années cinquante. Là aussi, c'est une caractéristique d'éleveurs pauvres. La plupart des plantations caféières des Djafoun sont de toute petite taille, ne produisant que 2 à 3 sacs. Seul, un Rahadji du Bamoun se vante de posséder une plantation de 4.000 pieds qu'il entretient avec l'aide d'ouvriers agricoles (41).

Dix ans plus tard, l'intérêt des Djafoun pour la culture du café apparaît comme une particularité des années soixante. En effet, la situation a bien changé. Les petites plantations des éleveurs ne se sont pas agrandies ; au contraire, celles qui existaient tombent à l'abandon. ***Min acci coffee*** *: « nous avons abandonné le café, »* admettent les anciens éleveurs-planteurs. Le revirement ne leur est pas propre ; il touche une majorité des planteurs, découragés par la stagnation des prix d'achat du café aux producteurs. Dès lors, les éleveurs des hauts plateaux préfèrent s'adonner à la culture de la pomme de terre (***dankali batuure*** : la patate des Blancs) et des haricots, après la récolte du maïs. Désormais, ces nouvelles cultures entourent les grands campements des sédentaires.

La confection des billons, le sarclage et le buttage des pommes de terre augmentent le recours à la main-d'oeuvre salariée. Fragiles aux dégâts du bétail, ces cultures exigent l'édification de clôtures solides. Les dépenses occasionnées par l'engagement agricole ne font que s'accroître. Pourtant, des éleveurs estiment qu'il est toujours rentable de cultiver, face à la montée du prix des produits vivriers. Dans ce contexte, l'activité agricole s'impose davantage aux éleveurs pauvres que dix ans auparavant. ***Talaka, sey rema ; nyaamndu fuu saddi jonta :*** *« le pauvre, il faut qu'il cultive ; toute la nourriture est chère à présent. »* Les Mbororo des Grassfields, anciens pasteurs qui pouvaient vivre des revenus de leur cheptel, accordent de plus en plus d'intérêt à l'activité agricole.

41. Au Bamenda, le record semble détenu par un Madjanko près de Dji Gadjeré (Ntumbaw) qui récolte 30 sacs de café chaque année. S'affairant auprès des champs de maïs et du café avec l'aide d'ouvriers agricoles, il confie désormais le troupeau (50 têtes) aux soins d'un berger. Cette répartition des activités est vraiment exceptionnelle.

Difficultés des nouveaux "cultivateurs"

La plantation de café, l'ouverture d'une parcelle de maïs ne représentent pas des décisions neutres qui s'insèreraient dans un processus banal de sédentarisation. L'engagement agricole des Djafoun n'est pas uniforme d'un plateau à l'autre. Ceux qui se comportent en "employeurs agricoles", plus qu'en véritables cultivateurs, représentent presqu'un quart des éleveurs : 480 sur 2.000 chefs de famille. Ils se concentrent presque tous au nord du Bamenda. Au sud des plateaux et à Meta, l'activité agricole complète rarement l'élevage (fig. 237).

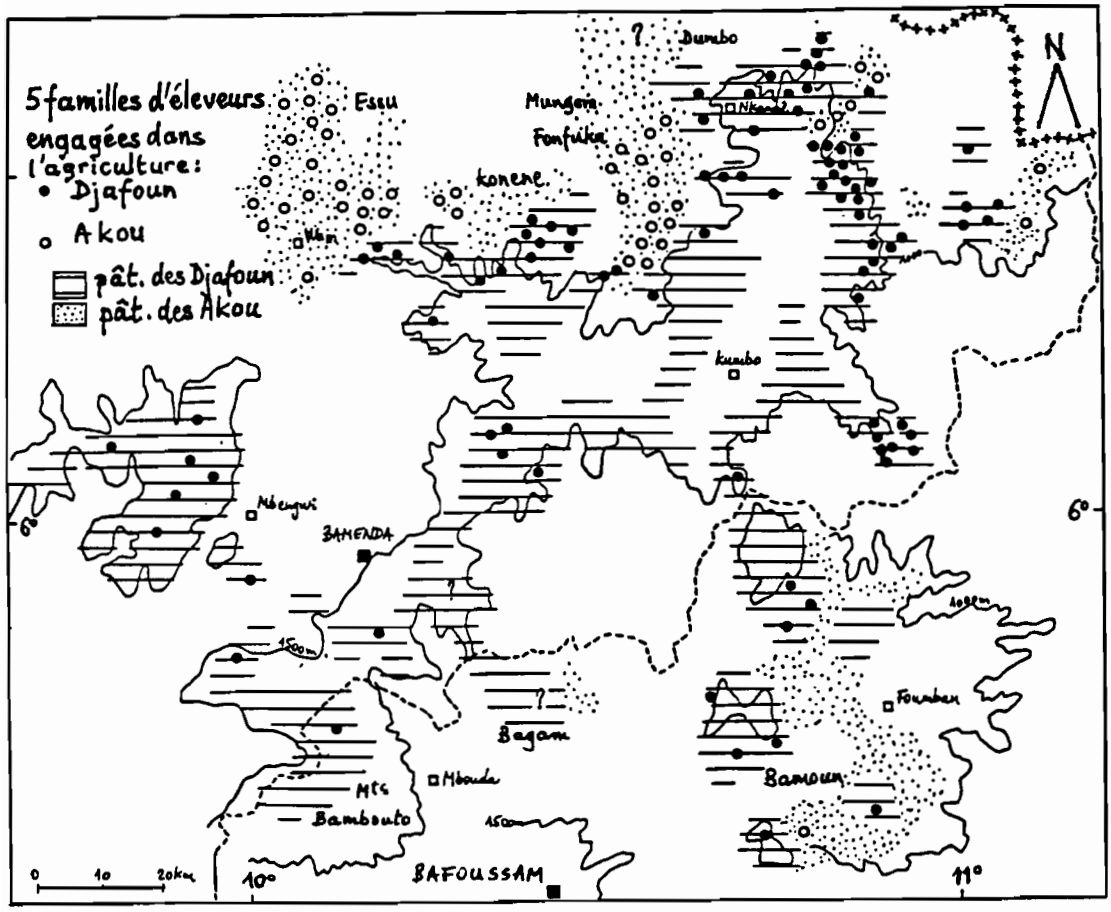


Fig. 237 : *Localisation de Mbororo qui entreprennent des cultures (1975)*

Limites écologiques de la culture du maïs. Les Djafoun consomment, de préférence, des céréales. Le mil étant rare dans la région, ils se reportent sur le maïs. Mais cette culture se heurte à des seuils écologiques. D'abord en altitude : les rendements décroissent puis deviennent très faibles au-dessus de 2.200 mètres. Aussi les Djafoun qui séjournent à plus de 2.000 mètres ne cultivent-ils presque jamais. Ceux des monts Bambouto entreprennent la culture de pommes de terre, souvent en association avec des Bamiléké.

Sur les plateaux Meta, la longueur et l'intensité des pluies introduisent une autre limite écologique à la culture du maïs. Les villageois produisaient peu de maïs avant l'arrivée des éleveurs. A présent, ils se mettent à en cultiver dans les galeries forestières, pour le vendre aux Djafoun. Les rares éleveurs de Meta qui persistent à cultiver ne se limitent plus au maïs mais l'associent au macabo, au plantain et aux haricots, toutes cultures mieux adaptées à la forte humidité ambiante.

Une altitude inférieure à 1.500 mètres et un climat pas trop humide conjuguent les conditions les plus favorables à la culture du maïs. C'est le cas au nord des Grassfields : au moins la moitié des Djafoun y disposent d'une parcelle. Dès les premières pluies, des transhumants remontent pour s'occuper du lopin de maïs.

Contraintes de main-d'oeuvre. Une autre donnée conditionne l'engagement agricole de ces éleveurs : le recrutement de main-d'oeuvre. Les Djafoun ne savent pas ou ne veulent pas cultiver par eux-mêmes, sauf les plus pauvres. Or, la main-d'oeuvre, essentiellement féminine, se montre plus ou moins disponible et onéreuse.

> Depuis le nettoyage du champ jusqu'à la récolte, un éleveur dépense 30 à 40.000 francs CFA en 1975 pour assurer le ravitaillement d'une famille de 15 personnes. En 1986, un autre Djafoun avance 42.000 francs pour la préparation du champ et les sarclages du maïs. Malgré cela, il ne récolte pas suffisamment pour nourrir toute l'année sa grande famille. Ces estimations sont recueillies sur les plateaux Nso et Ndu, où la main-d'oeuvre féminine est relativement facile à trouver.
>
> Il n'en est pas de même partout. Chez les Meta et les Ngwo il s'avère difficile d'embaucher des cultivatrices. La population locale est moins nombreuse et le besoin de numéraire peut-être moins pressant que chez les Nso. Des Mbororo ont dû abandonner des tentatives agricoles ou mettre la main à la houe. Afin de surmonter ces difficultés, ils s'associent parfois à des villageois.
>
> Quant aux Bamoun, ils refusent carrément de cultiver pour des Mbororo.

De plus en plus élevés, les salaires agricoles finissent par dissuader des employeurs. D'après certains, il est préférable d'acheter de la nourriture plutôt que de rétribuer de la main-d'oeuvre. Les riches Djafoun continuent de faire appel régulièrement à des cultivatrices. Mais tous les sédentaires ne sont pas convaincus de la rentabilité d'une exploitation agricole qui dépend d'une main-d'oeuvre salariée. Certains ont tenté l'expérience puis renoncé.

> C'est le cas d'un Gosi de Dzeng, avec pourtant 7 personnes à charge. ***Mi foondi ngesa, mi acci, mi yi'aay bote ; mi tawi seede ko mi majjinta Buri ko mi sooda e luumo :*** *« j'ai tenté de cultiver, j'ai abandonné, je n'ai pas vu les avantages ; j'ai trouvé que l'argent versé (pour cultiver) dépassait ce que je dépenserais au marché. »*

Chaque année, des Djafoun hésitent entre la poursuite ou l'abandon d'une petite activité agricole. Les uns se plaignent des ventes continuelles de bétail entraînées par les achats de nourriture ; les autres, des salaires exorbitants réclamés par les ouvrières agricoles.

Lorsqu'elles se rendent chez les éleveurs, les cultivatrices ne soignent pas les travaux agricoles comme chez elles. D'ailleurs, elles-mêmes ne tiennent pas tellement à travailler pour les éleveurs. Assurées de vendre du maïs, elles préfèrent agrandir leurs champs personnels. Dès lors, elles ne commencent les semis que trop tard chez les éleveurs, ce qui se traduit par de mauvais rendements.

Face aux difficultés soulevées par le salariat agricole, des Djafoun recourent à diverses formes d'association avec des cultivateurs. La culture du tabac se prête bien à de tels arrangements. En effet, elle exige des sols riches et demande beaucoup de soins.

Au nord des monts Bambouto, des Djafoun se mettent à cultiver des jardinets de tabac enclos, sur d'anciennes aires de stationnement du bétail. Ils s'associent à des cultivateurs, surtout des Ashong, spécialisés dans ce type de jardinage.

Un villageois s'engage comme salarié agricole pour semer, sarcler et récolter un lopin de 2 ares de tabac, près d'un campement. Après la vente du tabac, le Djafoun lui remet une somme de 5 000 francs (en 1975). Cette spéculation agricole accapare peu de terrain et réussit bien, à une altitude de 2.000 mètres, sur des sols fumés par le bétail.

Le plus souvent, les villageois n'acceptent pas de cultiver du tabac au profit des éleveurs, préférant le faire à leur compte. Dans un autre type de contrat, relevé à Babadjou, le Bamiléké entreprend la culture du tabac à son profit sur une aire fumée par le bétail d'un Djafoun ; en compensation, il cultive un peu de maïs pour ce dernier.

Le fait que de nombreux Djafoun s'intéressent aux cultures, dans des conditions souvent difficiles, représente une grande nouveauté. En effet, ils n'accordaient pas, jusque-là, la moindre attention aux activités agricoles. Même actuellement, tous ne sont pas prêts à diversifier leurs occupations.

Quelle catégorie d'éleveurs s'engage le plus dans l'agriculture ? Des riches, parce qu'ils ont de grandes familles et qu'ils peuvent payer des ouvrières agricoles ? Des pauvres, parce que leur cheptel ne suffit pas à couvrir les dépenses du ménage ?

Un expédient de pauvres

Le profil familial d'"éleveurs-cultivateurs" (420 familles) ne se superpose pas exactement à celui de l'ensemble des Djafoun (fig. 238). L'initiative agricole apparaît d'abord comme le fait de familles de taille relativement restreinte, de 4 à 7 personnes. Au-delà, le pourcentage d'éleveurs-cultivateurs devient presque toujours inférieur à la moyenne.

Les décalages démographiques invitent à proposer une interprétation sociale à l'initiative agricole. Ce serait moins une caractéristique d'éleveurs riches que de familles moyennes à petites, incapables de s'agrandir parce

que limitées par des effectifs de cheptel insuffisants. La majorité des Djafoun engagés dans l'agriculture possède un effectif de cheptel relativement faible, pour la région : moins de 50 têtes.

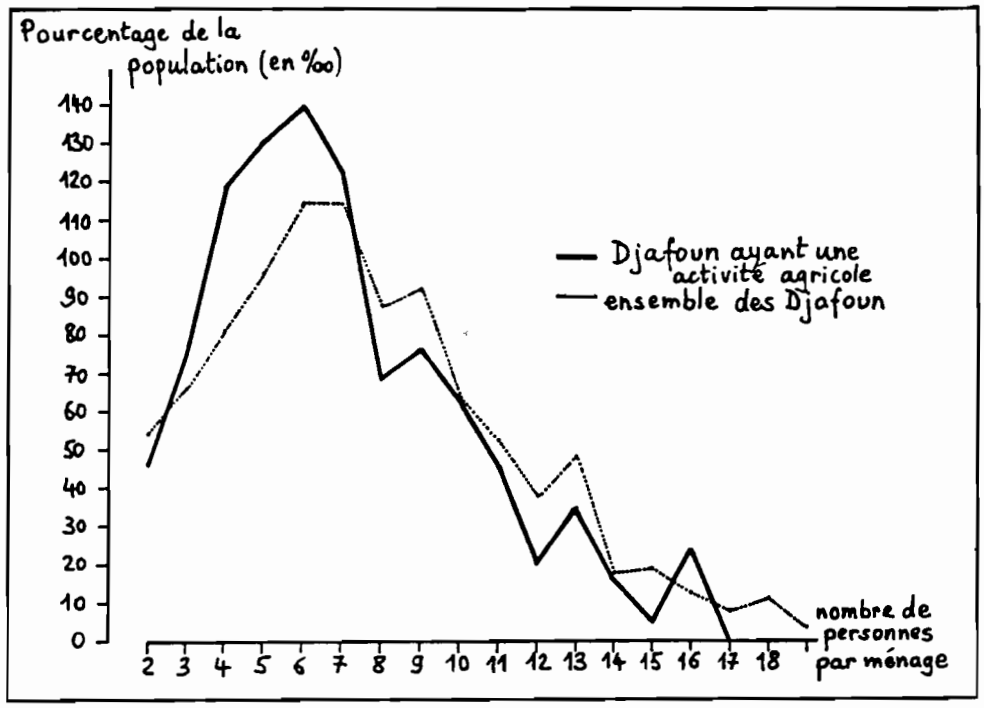


Fig. 238 : *Taille des familles d'éleveurs engagés dans l'agriculture*

Tabl. 100 : ***Distribution des éleveurs-cultivateurs selon l'importance du troupeau*** (familles de 4 à 7 personnes)

effectif de cheptel	< 50 têtes	50-100 têtes	100-150 têtes	150-200 têtes	200-250 têtes
nombre de familles	115	45	20	5	1

(sources : enquêtes personnelles)

Reportée sur un graphique, la distribution de ces éleveurs-cultivateurs s'ordonne selon une courbe en asymptote aux deux axes (fig. 239). La plupart de ces Djafoun sont pauvres. Ils entreprennent une culture pour ne plus dépendre exclusivement des ressources d'un petit troupeau.

Les éleveurs riches, possédant plus de 200 têtes, sont prêts à vendre autant d'animaux qu'il le faut pour acheter de la nourriture. Lorsque l'effectif du troupeau dépasse 50 bovins, les Djafoun emploient souvent des ouvrières ; en-dessous de cet effectif, cela devient difficile. Avec un trou-

peau de seulement 20 têtes, il n'est plus possible de vendre des animaux pour employer une main-d'oeuvre agricole : l'éleveur doit accomplir l'essentiel des travaux par lui-même. Avec moins de 10 têtes, l'épouse participe aux travaux des champs : dure obligation pour sauvegarder une autonomie familiale fragile. Autrement, l'éleveur est contraint de s'engager comme berger, perspective encore plus amère.

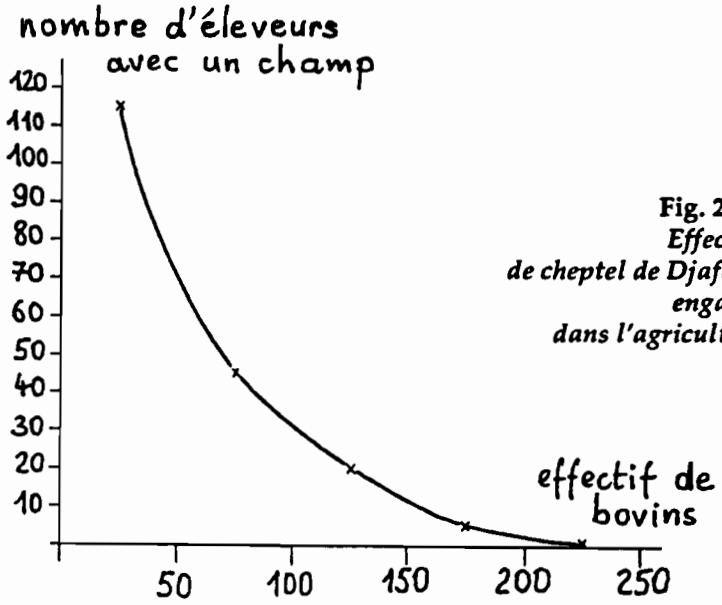


Fig. 239 :
Effectifs de cheptel de Djafoun engagés dans l'agriculture

Freins agronomiques et stratégies économiques

La fixation au campement d'hivernage prépare souvent l'activité agricole. Le maintien d'un petit troupeau de vaches laitières aux abords du campement assure, en saison sèche, la fumure d'un lopin de terre. L'éleveur se rend compte de l'intérêt de semer du maïs à cet endroit. C'est une céréale qui "répond" bien à la fumure du sol. Il suffit d'enclore la parcelle par quelques piquets et du fil de fer barbelé. Les années suivantes, les vaches laitières sont réintroduites sur les chaumes de maïs.

C'est le principe classique de la fumure animale, pratiqué par les éleveurs-cultivateurs. Mais les Djafoun ne l'appliquent pas de manière systématique. Ils ne déplacent pas régulièrement l'aire de stationnement du bétail pour que toute l'étendue du champ soit fertilisée de manière uniforme. En février, alors que la saison sèche tire à sa fin, les déjections des vaches ne couvrent souvent qu'une petite partie du champ. Au moment des travaux de préparation et de nettoyage, la poudrette est rarement répandue sur le reste de la parcelle.

Bien que le maintien d'un troupeau laitier au campement conforte l'initiative agricole, des contraintes empêchent ce support de jouer tout son rôle. Les prairies d'altitude se dessèchent tellement après l'arrêt des pluies

que le troupeau laitier se limite à quelques vaches. Elles ne réussissent pas à fumer, en deux ou trois mois, des champs qui excèdent parfois un demi-hectare. Les riches Djafoun se trouvent confrontés au même handicap agronomique : l'effectif de cheptel qu'ils peuvent maintenir près du campement, en saison sèche, excède peu celui des pauvres. Finalement, l'association entre élevage et agriculture ne joue pas pleinement : incompétence des Djafoun certes, mais également impossibilité de retenir beaucoup d'animaux pour la fumure en saison sèche.

A l'instar des Djafoun aux Grassfields, de nombreuses sociétés pastorales se sédentarisent et s'engagent dans une activité agricole. Plutôt que de les comparer à des Peuls sahéliens, il est plus pertinent de les rapprocher d'autres pasteurs de hauts plateaux. Par exemple, ceux d'Afrique orientale.

Chez les éleveurs Il Chamus des hauts plateaux, au nord du Kenya, les riches et les pauvres se sont tous mis à cultiver (42). Mais ils ne pratiquent pas les mêmes cultures. Les riches paient de la main-d'oeuvre pour s'occuper de champs irrigués, tandis que les pauvres s'adonnent eux-mêmes à des cultures sous pluie, plus aléatoires. Leurs objectifs diffèrent également. Les riches investissent dans l'activité agricole puis achètent du bétail, grâce aux bénéfices retirés de la vente de leur production. Quant aux pauvres, ils se mettent à cultiver pour assurer simplement leur subsistance.

42. LITTLE (P.D.), 1985, "Social differentiation and pastoralist sedentarization in northern Kenya".

Aux Grassfields comme au Kenya, l'engagement agricole de pasteurs qui séjournent sur de hauts plateaux, dans de bonnes conditions pour l'élevage, révèle des inégalités sociales. Les riches Djafoun des Grassfields sont moins contraints de se mettre à cultiver que les pauvres. Lorsqu'ils ouvrent des champs, c'est, dans les années soixante-dix, pour récolter du maïs et non du café : ils n'ont pas besoin d'argent. L'engagement agricole et, a fortiori, la présence d'une caféière près du campement servent de véritables "indicateurs sociaux".

Choix et contraintes agricoles des Akou

Alors que la fixation des Djafoun précède souvent leurs initiatives agricoles, les deux phénomènes se produisent davantage de façon simultanée chez les Akou (fig. 240). Certes, leur installation aux Grassfields est plus récente ; la plupart sont arrivés après la légalisation des cultures vivrières. Pourtant, quelques Akou n'hésitaient pas à ouvrir des champs avant 1962.

Un véritable engagement agricole

Alternances élevage-agriculture. Contrairement aux Djafoun, l'intérêt agricole n'est pas une nouveauté pour beaucoup d'Akou. Déjà, au nord du Nigeria, ils menaient de front les deux activités. Au début du siècle,

ils disposaient de serviteurs dans les régions de Sokoto, Katsina et Kano, pour accomplir les tâches agricoles. Avec l'affranchissement des personnes serviles et le retour à la mobilité pastorale, anciens maîtres et serviteurs se sont séparés. Des Peuls sédentaires sont retournés à la vie nomade. D'autres ont reconstitué plus au sud (Zaria, Jos) une économie agro-pastorale, en ayant recours à une main-d'oeuvre salariée ou en cultivant eux-mêmes. Les choix n'étaient pas intangibles. En cas de perte grave de cheptel, des pasteurs se mettaient à cultiver. Dans un contexte pastoral incertain, l'agriculture offre une position de repli et un moyen de reconstituer un cheptel.

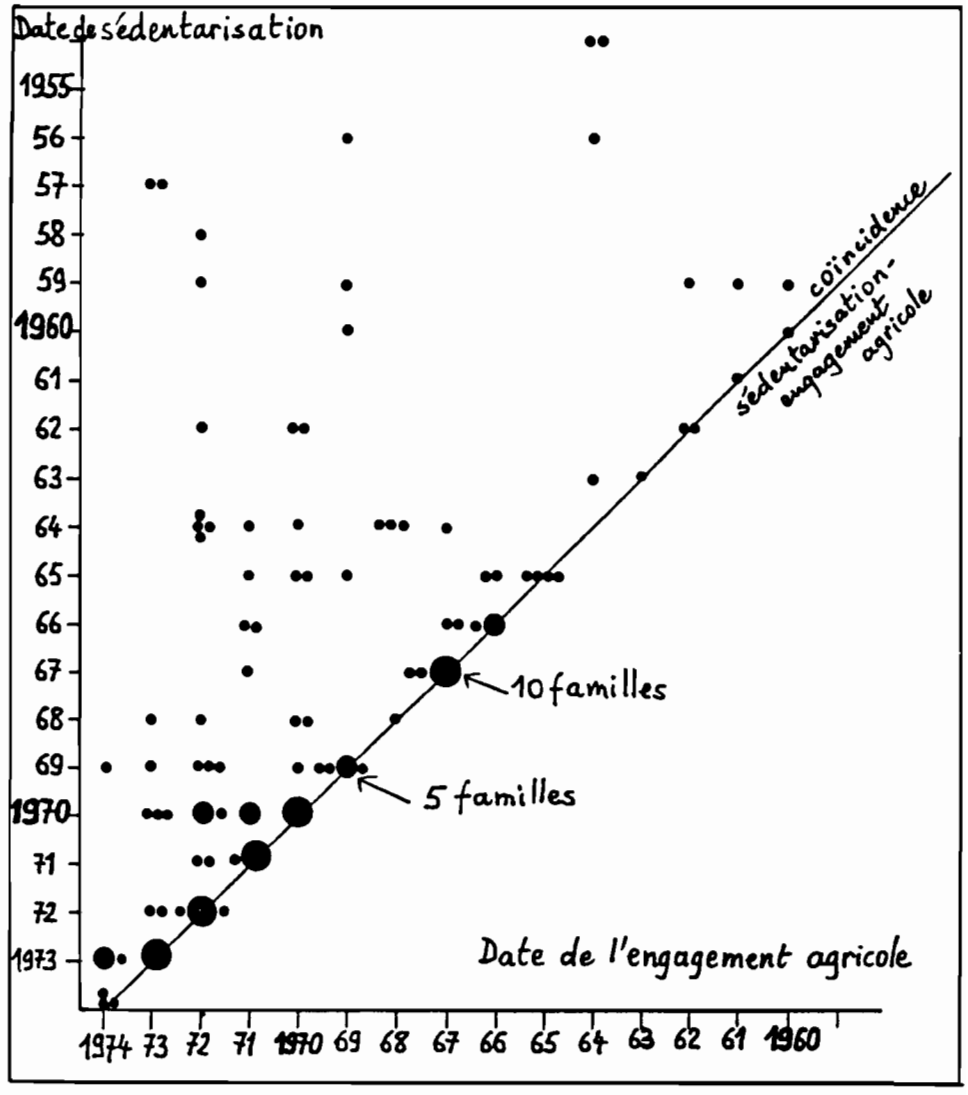


Fig. 240 : *Sédentarisation et engagement agricole des Akou*

De ce passé agro-pastoral, des Akou ont gardé une familiarité avec les travaux agricoles. Chez eux, il y a longtemps que le travail de la terre n'est plus réservé à des catégories de personnes déconsidérées. L'activité agri-

cole n'est pas entachée de mépris. Au contraire : un Akou qui confie son troupeau à la garde d'un berger et qui reste au campement sans ouvrir un champ est regardé comme un *mereejo* : un bon à rien. Dès qu'ils s'installent, des Akou s'adonnent à des cultures.

Alors que les Djafoun dépendent largement d'une main-d'oeuvre agricole extérieure, ce n'est pas le cas des Akou. Chaque matin, dès qu'ils ont fini de s'occuper des animaux, ils prennent la houe et poursuivent les sarclages du maïs. Les Djafoun expliquent souvent cette ardeur au travail de la terre en insinuant que les Akou ne veulent pas dépenser d'argent pour rémunérer des ouvriers. Quant aux Akou de Wum, ils se plaignent que les cultivatrices refusent de travailler pour eux. Sur le plateau de Jos, ils employaient des ouvriers agricoles. Il est probable que les deux explications se complètent, les Akou se montrant moins généreux que les Djafoun dans la rémunération des tâches. Ils ne cultivent pas de la même façon que les femmes des Grassfields : alors que les Aghem sèment souvent le maïs sur petites buttes, les Akou le font sur billons.

Initiatives agricoles. L'engagement agricole des Akou se différencie de celui des Djafoun. Chez les Akou, l'ouverture de parcelles n'est pas une singularité des anciens. Le fils décide fréquemment de cultiver, alors que le vieux père se promène. L'intérêt des Akou pour l'agriculture se manifeste par des initiatives : le transport de semences à l'occasion des migrations ou des visites au Nigeria, l'emprunt de semences de maïs à des voisins ou même auprès du service agricole. Dans le dernier cas, les Akou se sont rapidement aperçus des inconvénients des variétés de maïs proposées : cycle végétal plus long que les variétés locales, grains plus durs et difficiles à écraser au pilon.

Autre différence avec les Djafoun : les Akou ne plantent pas de caféiers. Ils s'en tiennent à la culture du maïs et parfois, du manioc. Certes, ils séjournent peu dans les secteurs caféiers de hauts plateaux. Mais cette culture de rente leur reste étrangère. L'objectif agricole est uniquement vivrier.

Un complément de ressources. Pour certains, le maïs représente déjà un changement alimentaire appréciable car au Bauchi et vers Zaria, les sorghos constituent la base de la nourriture. Des anciens se plaignent de ne pouvoir en cultiver aux Grassfields. Quant aux surfaces semées en maïs, elles dépassent souvent les 10 ares légaux. En 1971, l'étendue des cultures permises est ajustée par le "Farmer Grazier Service" de Wum à 2 acres, soit 80 ares, surface qui, en l'absence de mesure de parcelles, semble correspondre à peu près à la moyenne cultivée par les familles Akou.

Pour ces Mbororo, l'ouverture de parcelles de maïs relativement vastes traduit un réaménagement de l'économie familiale. Au nord du Nigeria et même dans les plaines de la Bénoué, ils couvraient l'essentiel des

achats alimentaires par des ventes de lait et de beurre. Or, aux Grassfields, les villageois ne sont pas consommateurs de lait. Quant au beurre fondu, son utilisation dans la cuisine se heurte à la concurrence de l'huile de palme, d'usage courant parmi les populations locales.

Le commerce des produits laitiers ne suffisant plus à assurer l'achat des produits alimentaires, les éleveurs se trouvent contraints de vendre du bétail, s'ils ne cultivent pas. C'est ce que font les Djafoun. Mais les Akou sont entrés aux Grassfields avec l'espoir d'accroître leur cheptel. Se refusant à vendre des animaux, ils sont contraints d'accentuer leur engagement agricole.

Activité agricole ou transhumance

Malgré la taille relativement grande de certains champs, les Akou qui cultivent restent peu nombreux. Sur 1.230 familles au Bamenda et au Bamoun, seules 270 se sont engagées dans l'agriculture, soit 22 %. La proportion est équivalente à celle des Djafoun. Ces éleveurs-cultivateurs se concentrent, eux aussi, au nord du Bamenda (fig. 237). L'absence d'activité agricole est remarquable chez les Akou du Bamoun.

Des hauts plateaux à ceux de Wum et Dumbo, les densités de population agricole chutent de plus de 50 à moins de 10 habitants/km2. Les productions sont faibles et, a fortiori, les surplus commercialisables. A leur arrivée, de nombreux Akou ont souffert de difficultés de ravitaillement.

> Aux environs de Dumbo, les villageois cultivent du manioc mais en faibles quantités. Des commerçantes achètent du maïs au sud, à Lassin, pour le revendre aux Akou de Mungom et de Dumbo. Au nord des plateaux, les vivres coûtent cher sur les marchés. En 1975, les Mbororo obtiennent 4 bananes pour 5 francs chez les Kom, 2 au marché de Fonfuka et seulement 1 à celui de Mungom. Le tout à l'avenant. Par exemple, le sac de maïs coûte 3 fois plus cher à Wum qu'à Kumbo en 1974.

Une fertilité moindre des sols sur granites s'ajoute au faible peuplement pour limiter les disponibilités vivrières au nord du Bamenda. Tous les Akou s'en plaignent. Pour eux, cette situation est inédite ; ils n'étaient pas confrontés à de telles pénuries alimentaires au Nigeria. Quelques-uns ne les supportent pas et repartent. Ceux qui restent se mettent à cultiver pour atténuer, au moins une partie de l'année, le manque de vivres.

> Les Akou répugnent à s'installer sur les hauteurs à l'ouest d'Essu, à plus de 10 kilomètres du village. Les pâturages sont vides de cultivateurs ; les éleveurs ne peuvent se procurer de la nourriture en saison des pluies, quand il devient impossible de traverser des cours d'eau en crue.

L'attitude des cultivatrices exacerbe la pénurie périodique de vivres. Elles refusent parfois de vendre des produits agricoles aux éleveurs, leur reprochant de les empêcher de cultiver comme elles l'entendent. Des

"grèves du marché" sont décrétées. Cherté de la nourriture et incertitudes de l'offre sur les marchés encouragent les Akou à cultiver.

La décision de cultiver s'inscrit dans une sédentarisation complète. Au contraire, au Bamoun, les transhumants ne cultivent pas. Les deux phénomènes sont liés : comme les Akou transhument avec le bétail, il leur est difficile d'entreprendre en même temps un champ de maïs. Comment pourraient-ils effectuer les travaux agricoles, avant le retour du troupeau ? Ce ne serait possible, à la rigueur, qu'en adoptant une transhumance de courte durée. Mais il serait difficile de ramener les animaux sur le plateau en fin de saison sèche, à la période la plus critique en ressources fourragères. Les systèmes d'élevage des Djafoun sont plus souples, grâce à l'emploi de bergers.

L'engagement agricole des Akou accentue le passage brutal de la migration à la sédentarité. L'absence de transhumance est possible, tant que les pâturages restent "neufs". Mais l'arrêt de déplacement des éleveurs et du bétail, en bas plateaux, risque de n'être que temporaire.

Diversité des rapports à l'agriculture

Bien que spectaculaire, la coexistence de champs de maïs avec les campements d'Akou récemment installés n'est pas générale. La présentation des lignages a déjà montré des différences de comportement face à l'activité agricole.

Anciens éleveurs-cultivateurs. Certains Akou se comportent depuis longtemps en éleveurs-cultivateurs. L'entrée aux Grassfields ne change pas leurs habitudes. Depuis le nord du Nigeria, ils ouvrent le champ d'un côté et rassemblent le troupeau de l'autre. Ils ne sont pas forcément de vrais sédentaires pour autant. Ceux qui se déplacent fréquemment entreprennent un champ à chaque halte migratoire.

> C'est le cas d'un Ba. Parti des environs de Kano en 1935, il arrive près de Lassin en 1973 après 12 déplacements à travers le Nigeria. Tout en ne séjournant que 3 années en moyenne à chaque étape, il n'a jamais cessé de cultiver : « *j'ai trouvé mon père qui faisait ainsi, je continue.* » Après avoir consommé sa petite récolte de céréales, il part, emportant des semences pour la prochaine saison des pluies.

Parfois, la variété de maïs cultivée par les migrants n'est plus adaptée à leur nouvelle région. Le maïs cultivé par des Akou près de Wum fournit des panicules plus grosses que celui des Aghem mais il est sujet aux attaques d'oiseaux.

Beaucoup d'anciens éleveurs-cultivateurs ont séjourné longtemps sur les plateaux de Jos ou du Bauchi, avant de gagner les Grassfields. Sur Jos, ils se consacraient à des cultures de mil, de pomme de terre mais surtout de

maïs. Parvenus au Bamenda, ils se spécialisent dans cette dernière céréale. C'est le cas de Gamanko'en, de Boutanko'en et de ceux dénommés plus largement : Bewebbe. Ils ont jalonné leur itinéraire migratoire d'une série de champs, rapidement ouverts puis délaissés.

Abandons et reprises agricoles. Des Akou possédaient des champs lorsqu'ils étaient fixés au nord du Nigeria. Par la suite, des déplacements incessants les ont empêchés de continuer à cultiver. Les séjours devenaient trop brefs à chaque halte, ne leur laissant pas le temps de préparer le champ ni de tirer parti de la récolte. Une stabilisation au nord du Bamenda les décide, pour la première fois, à s'adonner à nouveau à l'agriculture. Abandon puis reprise agricole concernent encore des Gamanko'en, des Bewebbe et des Ba'en, de même que d'anciens sédentaires comme les Sisilbe.

L'abandon agricole remonte parfois plus loin dans le passé. Des Ba'en se souviennent que leurs pères cultivaient lorsqu'ils séjournaient aux environs de Kano. Eux-mêmes ont cessé de s'intéresser aux champs dans les années quarante et cinquante. Ils viennent seulement de reprendre cette activité au nord de Wum.

Le retour à l'agriculture tient à des difficultés locales de ravitaillement. Il accompagne également la décision de se fixer, lorsque le bétail est en bon état. Des Akou ont connu des cycles d'engagements agricoles puis de retours à la vie pastorale.

Apprentissages agricoles. Des lignages présentent davantage de points communs avec les Djafoun. Autrefois uniquement éleveurs, ils apprennent maintenant les travaux agricoles. C'est surtout le cas de Galedji et de Danedji à Wum, de Natirbe, Ba'en et Bogoyanko'en à Lassin.

Ces lignages ne se sont peut-être pas toujours comportés en "purs" pasteurs. Mais leur spécialisation dans l'élevage remonte loin dans le passé. Aujourd'hui, ils se disent incompétents en matière agricole. Parfois, les membres du même lignage ont effectué des choix divergents, aux générations précédentes. Au nord du Nigeria, des scissions se produisaient encore, dans les années quarante, entre les uns, de plus en plus mobiles en brousse et les autres, convertis en villageois. A mesure que le cheptel des sédentaires diminuait, ils accordaient une place plus grande aux cultures, l'extension de celles-ci réduisant d'autant le cheptel admis à séjourner sur place. Au contraire, ceux de brousse allongeaient leurs déplacements et devenaient des ***waancooBe***, ne s'intéressant plus qu'au bétail. « *"Nos" cultivateurs sont restés vers Kano,* » disent-ils. Des choix opposés se sont traduits par des dédoublements de lignages.

Les pasteurs transfèrent bientôt leurs sites de saison des pluies au Bauchi ou près de Minna. En saison sèche, ils décalent d'autant leurs périples vers le sud, effectuant de longs trajets dans les plaines de la Bénoué ou du Niger. En retour de transhumance, ils changent chaque année de site d'hivernage. De décalage en décalage de parcours, les secteurs de saison sèche étant convertis en pâturages de saison des pluies, ils traversent la Bénoué et abordent chez les Tiv. L'abondance des savanes et la longueur de la saison des pluies réduisent parfois leur mobilité. Mais ils restent toujours spécialisés dans l'activité pastorale. L'emprise des cultures exige une garde continue des animaux. En cas de dégâts agricoles, les Tiv réagissent avec violence.

C'est seulement au nord du Bamenda que le contexte redevient favorable à des initiatives agricoles. Abondance des pâturages et emprise moindre des cultures incitent les Akou à s'installer et à relâcher quelque peu la garde du bétail. Il envisagent alors de se mettre à cultiver.

Pour les Akou, l'activité agricole ne représente pas toujours une innovation mais l'agriculture reste une ressource secondaire, loin de couvrir les besoins vivriers de la famille. La diversification des activités permet simplement de tirer un meilleur parti de la fixation. Elle la suit mais ne la commande pas. La consolide-t-elle ? Il ne le semble même pas. L'intérêt agricole reste trop accessoire ou trop récent pour les retenir sur place. Une forte dégradation des pâturages suffit pour les remettre en mouvement, laissant dans l'état campements, greniers, clôtures et chaumes de maïs...

Avec les modifications d'habitat, l'engagement agricole signe dans le paysage la sédentarisation des Mbororo. En fait, il l'accompagne plus qu'il ne la suscite. L'ancrage que semble manifester la présence de champs ne doit pas faire illusion. Face à l'intérêt prioritaire pour le bétail, les acquis agricoles ne pèsent pas lourd, en cas de décision grave à prendre. Si des Mbororo des Grassfields deviennent des sédentaires, ce n'est pas, du moins au début, pour se convertir en véritables éleveurs-cultivateurs.

L'histoire des Peuls "haoussaïsés" au nord du Nigeria démontre cependant que la sédentarisation finit par infléchir les centres d'intérêt. Des contraintes d'espace et de calendrier des activités contrarient les exigences propres à l'élevage. L'option de la population majoritaire en faveur de l'agriculture et l'assimilation à une société de villageois achève alors le désengagement pastoral.

Fidèlité à la cause du bétail ou détachement, voire abandon des impératifs pastoraux pour se maintenir sédentaires ; à ce moment-là se posent les choix décisifs. Les Mbororo des Grassfields ne sont pas encore placés devant un tel dilemme. Pourtant, certains Djafoun ne s'en rapprochent-ils pas ?

Effectifs de cheptel et sédentarisation

L'activité agricole ne provoque pas la sédentarisation ; elle l'accompagne et la complète. Elle la renforce peut-être dans le cas des Djafoun, non dans celui des Akou. Elle s'inscrit aussi bien dans le passage rapide de la migration à l'immobilité que dans l'adoption lente d'une fixation limitée aux personnes. Parmi les Djafoun, des éleveurs fixés, parfois même des transhumants réussissent à s'occuper de cultures. Mieux que l'activité agricole, les effectifs de cheptel ne rendent-ils pas compte de la forme de sédentarité ?

Les sédentarisations, même partielles, se répercutent sur la conduite du bétail : la transhumance, avec ses va-et-vient réguliers entre des pâturages saisonniers ; l'immobilisation complète, avec l'exploitation d'un seul pâturage à longueur d'année. Quant à la fixation des éleveurs, elle n'est pas indépendante des effectifs de cheptel. Comme elle s'accompagne d'une division saisonnière du cheptel, les effectifs doivent atteindre une taille suffisante pour que les troupeaux en saison sèche ne soient pas trop réduits.

Les Djafoun des Grassfields ont d'abord vécu une période de mobilité et de croissance rapide des troupeaux. Leur sédentarisation ne s'est vraiment amorcée que plus tard. N'est-ce pas parce qu'elle supposait la possession préalable d'un cheptel suffisamment nombreux ?

L'importance du cheptel intervient de deux manières dans un changement d'utilisation de l'espace. A partir d'un certain nombre de bovins, il devient difficile de les maintenir tous, à longueur d'année, dans un seul troupeau. Une division est souhaitable, du moins en saison sèche, lorsque les ressources fourragères diminuent. En divisant son cheptel en plusieurs troupeaux, l'éleveur acquiert la possibilité d'exploiter, de front, plusieurs pâturages selon divers registres de mobilité-stabilité. La conduite du cheptel gagne en souplesse.

Disposer d'un cheptel nombreux confère une certaine garantie pastorale (43). Bien qu'aux Grassfields, les contraintes fourragères et les risques de maladies ne pèsent pas comme en régions sèches, le premier objectif des Mbororo fut d'augmenter leur cheptel : mesure de précaution tirée d'une expérience ancestrale quant au caractère aléatoire de l'élevage. Une catastrophe peut toujours décimer le bétail. Dans cette éventualité, celui qui se trouve à la tête d'un cheptel important garde plus de chances qu'un éleveur pauvre de sauver assez d'animaux pour subvenir aux besoins d'une famille.

Dans un second temps, un accroissement rapide du cheptel ne s'impose plus comme un impératif à la plupart des Djafoun. Dès lors, ils peuvent envisager de s'installer.

Les rapports entre les effectifs de cheptel et le processus de sédentarisation peuvent être analysés de façon assez précise au Bamenda, grâce à des statistiques de *jangali* plus fiables qu'ailleurs, du moins pour les Djafoun (44). La méthode repose sur la comparaison des effectifs que possèdent les éleveurs à chaque forme de sédentarisation.

Large éventail de cheptel des transhumants

L'ancienneté d'une transhumance régulière, vers les mêmes pâturages de saison sèche, ne présente pas, sur un graphique, de corrélation évidente avec l'importance du cheptel (fig. 241). Que la transhumance excède 10 ans ou qu'elle soit plus récente, la taille des troupeaux s'ouvre en un large éventail.

43. L'objectif commun à tous les pasteurs d'accroître leurs effectifs de cheptel n'est plus jugé systématiquement comme irrationnel. Pour d'autres populations, des auteurs ont démontré que de grands troupeaux sont nécessaires comme garantie à long terme (DAHL, G.; HJORT, A., 1976, "Having herds : pastoral growth and household economy").

44. Cela ne veut pas dire qu'ils correspondent aux effectifs réels. Peut-être faudrait-il les corriger de 25 % comme le proposaient des experts, dans les années soixante. En fait, le coefficient de correction devrait varier, à la fois d'un groupe mbororo à l'autre et selon les unités administratives.

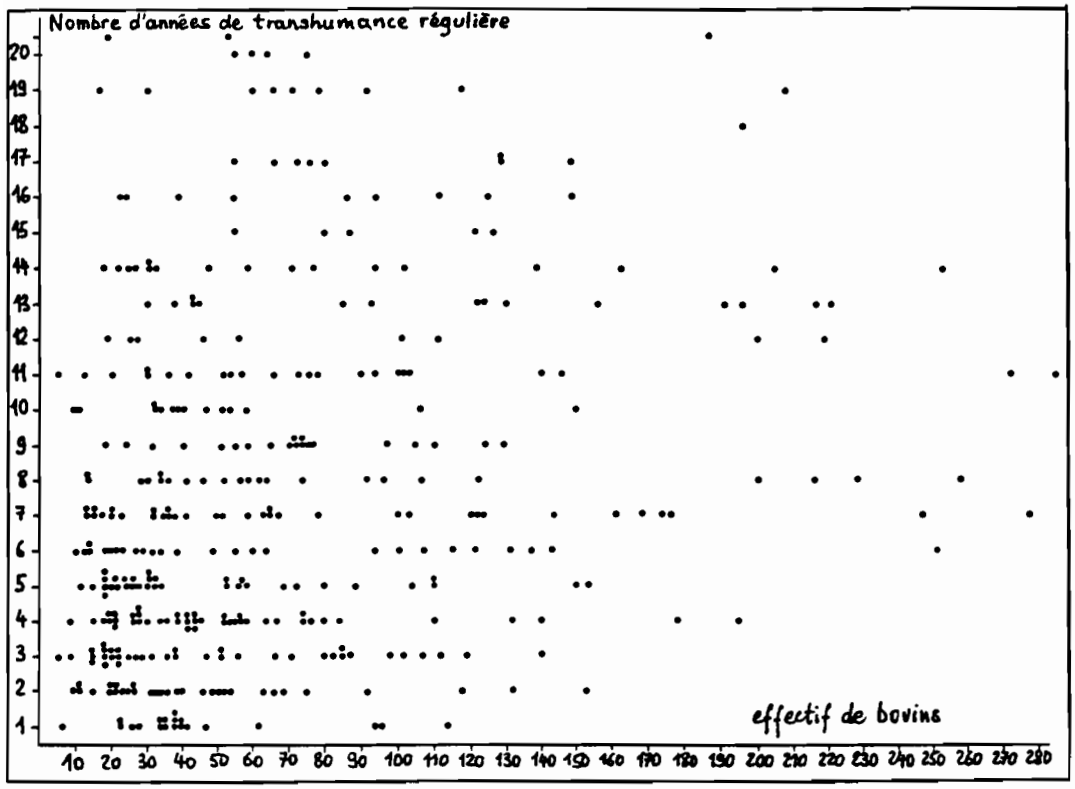


Fig. 241 : *Importance du cheptel et ancienneté des Djafoun transhumants*

Le système transhumant convient à une gamme étendue d'effectifs de cheptel, d'une vingtaine de têtes à plusieurs centaines. Cette variété de situations, en termes de richesse pastorale, ne se retrouve pas dans les formes plus avancées de sédentarisation.

Un minimum de cheptel nécessaire pour se fixer

La fixation des éleveurs au campement de saison des pluies ne modifie pas fondamentalement la conduite de la majeure partie du cheptel. Cependant, les Djafoun estiment que cet arrêt entraîne des conséquences négatives pour le bétail. Ne plus transhumer avec le troupeau signifie que l'éleveur est prêt à se satisfaire d'un cheptel dont les effectifs restent stationnaires.

Au contraire, les transhumants conduisent eux-mêmes les troupeaux aux meilleurs endroits. ***Be yiDaa siutaare*** *: « ils ne veulent pas se reposer. »* ***Be fottaay Be acca na'i e gaynaako*** *: « ils ne sauraient abandonner les vaches au berger. »* Commentaires éloquents sur des éleveurs qui s'efforcent de faire leur cheptel prospérer. Quant aux éleveurs fixés, ce sont des ***siutooBe*** : ceux qui se reposent. Ils confient leurs animaux à des jeunes qui ne savent pas où les mener et qui passent leurs journées à déambuler chez les villageois. Ils ne tiennent pas le troupeau avec ***hakkiilo*** : prudence, intelligence et compétence mais également habileté, toutes qualités qui s'acquièrent avec l'âge et le sens des responsabilités (45). Dans ces conditions, le cheptel ne s'accroît plus rapidement.

45. ISSA (A.), LABATUT (R.), 1974, "Sagesse de Peuls nomades", p. 42.

Ces conceptions, encore partagées par la majorité des Djafoun, permettent de comprendre le graphique des éleveurs fixés (fig. 242). Aucune corrélation évidente ne lie l'importance du cheptel à la date de fixation. Qu'elle soit récente ou qu'elle remonte à plus de 15 ans, les moyennes se maintiennent à 120-130 têtes. Les effectifs de cheptel se rassemblent moins que ceux des transhumants dans les tranches inférieures à 50 têtes.

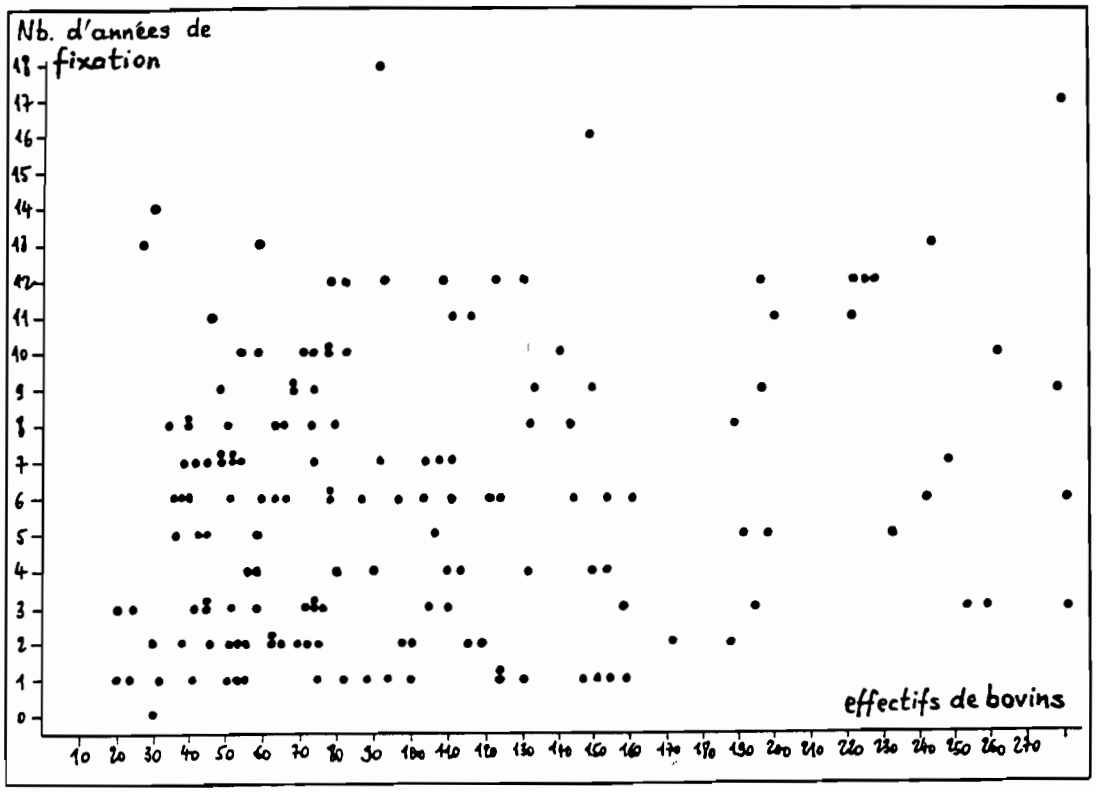


Fig. 242 : *Importance du cheptel et ancienneté de fixation des Djafoun*

Les jeunes Djafoun ont la réputation d'abandonner la transhumance de plus en plus tôt. Ils confient leurs animaux à des bergers, surtout en saison sèche. Autrefois, le jeune Mbororo conduisait lui-même son troupeau en transhumance. Après la pâture assez libre et facile en saison des pluies, l'arrivée de la saison sèche marquait une reprise en mains des animaux par le propriétaire. Il ne les laissait plus divaguer. Sa compétence dans le repérage des bons pâturages devenait décisive pour maintenir les animaux en bon état. Au terme de plusieurs années, il se trouvait à la tête d'un troupeau florissant. Alors, il pouvait cesser de transhumer en personne. Aujourd'hui, de jeunes Mbororo héritent déjà d'un troupeau de 80 à 100 têtes qu'ils remettent tout de suite à un berger. La taille du troupeau suffit pour qu'ils adoptent un mode d'élevage indirect qui, autrefois, intervenait seulement en fin de "carrière pastorale".

Par rapport à l'ensemble des Djafoun, ceux qui sont fixés font partie d'une catégorie de gens relativement riches. Leur cheptel s'abaisse rarement à moins de 40 têtes (46). Il existe une taille minimum de troupeau

46. En tenant compte de la sous-imposition des Djafoun, il est vraisemblable que ce chiffre devrait être corrigé au moins à 50 têtes.

permettant d'en déléguer la conduite en saison sèche. Le recrutement d'un berger ne se justifie que pour un nombre de bovins déjà important, d'autant plus que le maintien de vaches laitières au campement réduit le nombre d'animaux qui transhument. Seuls des frères se libèrent de ce seuil minimum, en rassemblant leur bétail, chaque saison sèche, autour d'un berger embauché pour l'occasion. Les éleveurs dont le cheptel excède à peine 40 à 50 têtes ne recrutent un berger qu'en saison sèche et, de préférence, un ***Bi lesdi*** : autochtone, moins rémunéré qu'un Peul.

Tous les Djafoun ne peuvent envisager de confier la transhumance du troupeau à un berger salarié. Il faut être suffisamment riche pour que la rémunération du berger n'obère pas les ressources. Quant aux autres éleveurs, soit ils délèguent un jeune membre de la famille pour transhumer, soit ils cessent d'envoyer les animaux en transhumance. C'est alors une sédentarisation complète.

Un cheptel nombreux, entrave pour la sédentarisation

Le graphique des "vrais" sédentaires se présente à l'inverse du précédent (fig. 243). Que la sédentarisation complète (des personnes et du bétail) soit récente ou ancienne, l'effectif de cheptel reste toujours faible, avec une moyenne de 20 à 30 têtes. Il est rare que des troupeaux sédentaires atteignent ou dépassent les 50 têtes.

La sédentarisation complète est donc soumise à un maximum de cheptel. Cette limitation est imposée par l'assèchement et l'appauvrissement saisonnier des prairies d'altitude, déjà exploitées en saison des pluies. Seuls des troupeaux de petite taille peuvent s'y maintenir en permanence.

L'optimum de cheptel des vrais sédentaires est un peu plus élevé (60-70 têtes) sur les plateaux Meta qu'au nord du Bamenda. Le seuil varie d'un secteur pastoral à l'autre. La tendance des Djafoun à retenir toujours plus d'animaux en altitude se heurte à la diminution de valeur des prairies, au fur et à mesure que la durée de la sédentarisation s'allonge.

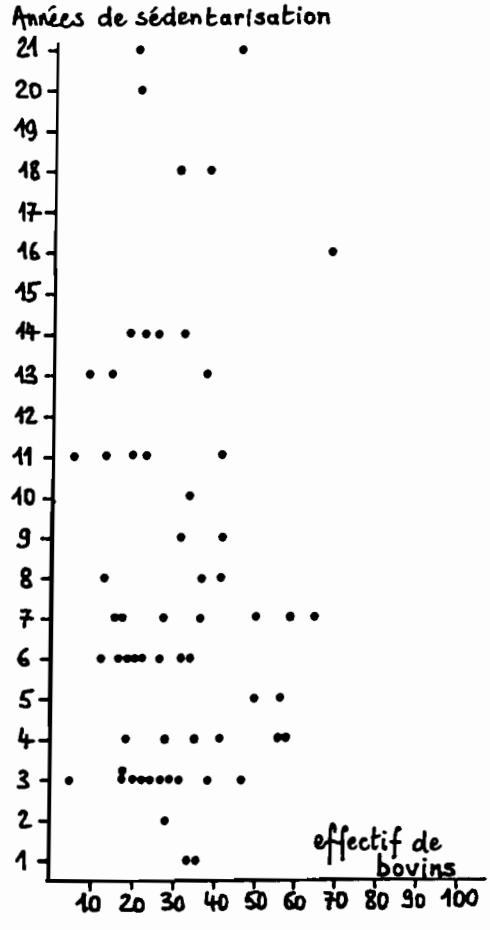


Fig. 243 : *Cheptel et ancienneté des Djafoun vrais sédentaires*

Un Toukanko, installé au nord de Nkambe, transhumait régulièrement, avec un troupeau de 58 têtes. Il vient de cesser de se déplacer mais ses animaux ne sont-ils pas trop nombreux pour être maintenus sur place en saison sèche ?

Les vrais sédentaires sont souvent des anciens ou des jeunes mais, de toute façon, des pauvres. Des Mbororo âgés ont déjà remis le plus gros du cheptel aux héritiers. Il ne leur reste que des ***sureeji*** : les vaches "de campement" soit, au plus, 25 à 30 têtes qui stationnent en permanence sur les prairies d'altitude. Inversement, de jeunes Mbororo n'ont parfois hérité que de 10 à 15 têtes. Ils pourraient transhumer à la recherche de bons pâturages. Pourtant, ils ne se déplacent pas. Le petit troupeau ne dépérit pas trop et puis, eux-mêmes n'ont jamais participé à la transhumance. Enfin, des adultes ne possèdent, eux aussi, que de 20 à 30 têtes : ils sont pauvres. Certains descendent en transhumance ; d'autres y renoncent, retiennent ce petit troupeau en haut et se mettent à cultiver.

Chez certains Djafoun qui s'adonnent à la boisson (le fait n'est pas exceptionnel, aux Grassfields), le cheptel se réduit d'année en année.

De 200 têtes, celui d'un Hamaranko de Meta n'en compte que 66, une dizaine d'années plus tard ; aussi a-t-il cessé de le faire transhumer. Il en est de même pour trois Rahadji installés au nord de Jakiri. En 1974, ils possèdent respectivement 72, 69 et 149 bovins qui transhument avec des bergers. En 1983, les troupeaux sont réduits à 16, 37 et 77 têtes. Les deux premiers ne transhument plus. Pourquoi un tel recul ? ***Be Don yara paajam :*** *« ils boivent du vin de palme, »* explique leur ***arDo***.

Une réduction de cheptel peut rendre mobiles des Mbororo, tant que le déficit n'est pas trop grave. Elle les immobilise lorsque le troupeau, très amoindri, a peu de chance d'être reconstitué par le recours à la transhumance.

Malgré ces situations dramatiques, il est relativement rare que des éleveurs fixés évoluent en vrais sédentaires. A la limite, il est impossible qu'un Djafoun, disposant assez d'animaux pour les envoyer en transhumance, envisage de les retenir tous sur place. Une telle décision entérine une diminution grave de cheptel.

Le schéma classique d'évolution pastorale, du nomadisme à la transhumance puis à la sédentarité, occulte plusieurs contraintes pastorales. En revanche, il est habituel qu'un Mbororo, sur ses vieux jours, cesse de transhumer pour se convertir en sédentaire. Il le devient en se dégageant de l'élevage, par la donation du gros du cheptel à ses fils. L'évolution classique s'applique à des "histoires de vie", prises individuellement. Ce n'est pas un processus irréversible engageant tout un groupe pastoral. Les histoires individuelles, du nomadisme ou de la transhumance à la sédentarisation complète, se répètent selon un cycle, au fur et à mesure de la succession des générations. Quant à la mutation d'éleveurs, simplement fixés, en vrais sédentaires, elle apparaît impossible, tant que les effectifs de cheptel sont préservés.

N'est-il pas symptomatique que la politique de sédentarisation des Mbororo, envisagée par l'administration anglaise, allait de pair avec une réduction autoritaire des effectifs de bovins ? En effet, c'était le seul moyen de la rendre cohérente, d'un bout de l'année à l'autre, avec les

capacités de charge des pâturages d'altitude. Il n'est pas besoin de souligner que les Mbororo ne sont pas prêts à admettre de telles modalités de sédentarisation (47).

47. L'objectif de réduire d'autorité des effectifs de cheptel réapparaît périodiquement en divers programmes d'intervention, non seulement en Afrique de l'ouest mais également de l'est. Comment est-il possible d'envisager que des éleveurs acceptent de se défaire d'eux-mêmes d'une partie de leurs animaux ?

LES INCIDENCES DE LA SEDENTARISATION

La sédentarisation des Djafoun aux Grassfields s'étend sur une durée suffisamment longue et touche une population assez nombreuse pour qu'en soient appréhendées les conséquences. Elles sont multiples, depuis les changements démographiques, les rapports entre la population et le cheptel, jusqu'aux fondements mêmes de la société pastorale.

Le constat le plus rigoureux découlerait d'une comparaison entre la situation pastorale avant la sédentarisation et l'état actuel. La première étant difficile à reconstituer a posteriori, la méthode consiste à comparer divers stades de sédentarisation. Seront donc distingués les éleveurs encore instables (présents depuis moins de 5 ans au campement de saison des pluies), les transhumants réguliers, les éleveurs fixés mais à bétail encore transhumant et enfin, les vrais sédentaires.

Mutations démographiques

A la fois au Diamaré et en Adamaoua, le démographe A.M. PODLEWSKI a démontré comment les ethnies islamisées s'ordonnent en une série évolutive, des pasteurs nomades aux sédentaires puis aux cultivateurs récemment islamisés (48). D'un extrême de la gamme ethnique à l'autre, la polygamie s'élargit mais surtout, l'instabilité matrimoniale augmente, tandis que le nombre d'enfants par femme diminue. Les Mbororo d'une part et les Arabes Choa de l'autre, les seuls à être demeurés pasteurs itinérants, présentent les plus fortes fécondités (49). L'auteur établit une corrélation entre la bonne fécondité des populations islamisées et le genre de vie pastoral, en particulier la faible influence de la sédentarisation. « Il semble que la fécondité des Mbororo du plateau (de l'Adamaoua), peu sédentarisés, n'ait pas encore été altérée, comme cela s'observe auprès d'autres populations sédentaires et islamisées » (49).

48. PODLEWSKI (A.M.), 1966 et 1971.

49. PODLEWSKI (A.M.), 1971, p.100. La fécondité des femmes mbororo de l'Adamaoua est de 5 enfants et celle des Arabes Choa de l'Extrême-Nord : 4,4. Au contraire, les femmes des Foulbé sédentaires de l'Adamaoua ne mettent que 3,5 enfants au monde et celles des Foulbé sédentaires du Diamaré : 2,9.

La sédentarisation des éleveurs perturbe leur démographie. Est-ce également le cas aux Grassfields ? Les Djafoun se sédentarisent au voisinage de populations majoritaires qui ne sont pas marquées par l'Islam. Les comportements liés à l'Islam exercent donc moins d'influence qu'en Adamaoua et au Diamaré. Mais le phénomène de sédentarisation ne suffit-il pas à déclencher par lui-même une évolution comparable à celle des populations du nord, orientée vers le "modèle" démographique foulbé ?

Certes, il aurait fallu entreprendre une étude plus spécifiquement démographique pour mettre en évidence les changements dans la fécondité des femmes djafoun concernées par la sédentarisation. Cependant, le degré de polygamie et la taille des ménages apportent quelques éléments de réponse.

La polygamie

Les lignages mbororo, en particulier les Djafoun, s'ordonnent selon des indices de polygamie échelonnés (fig. 185). Mais la polygamie varie également en fonction du degré de sédentarisation. Avec la richesse en bétail, l'accès aux femmes confère de la notoriété, ou plutôt, l'entérine.

L'élargissement polygamique, cause et effet de fixation

Il est difficile de discerner dans quelle mesure les différences de polygamie résultent de la sédentarisation ou interviennent plutôt comme une cause. D'un côté, l'élargissement de la polygamie peut freiner la mobilité ; de l'autre, la fixation des éleveurs semble faciliter la conclusion de nouveaux mariages (50). Ainsi, les Djafoun qui transhument disposent rarement de 3 épouses, le déplacement d'une grande famille étant difficile.

50. Par un tableau comparatif de quelques indices démographiques, M. DUPIRE (1970, p. 79) a également présenté les écarts de polygamie entre Peuls sahéliens. Les nomades, surtout les Wodabe du Niger et du Bornou, sont moins polygames que les sédentaires.

> Tel est pourtant le cas d'un riche Toukanko de Mbiame, à la tête de 4 troupeaux. Des bergers en conduisent 3 tandis que le chef de famille descend en plaine avec le quatrième, accompagné de ses épouses. Toute la famille déménage à chaque saison sèche, comme aux premières années des Djafoun aux Grassfields. Mais ces grands déménagements familiaux deviennent de plus en plus rares.

Avec 2 épouses, les bagages et ustensiles de ménage à transporter sont déjà encombrants. Des Djafoun déplacent encore de telles unités familiales lorsque les vaches "de campement" ne peuvent tenir en altitude, durant toute la saison sèche. Les ménages à 2 épouses qui transhument sont souvent ceux de jeunes chefs de famille. Pourtant, eux-mêmes adoptent bientôt des compromis qui préparent une fixation. Ils se déplacent avec une épouse et confient l'autre au père, avec 4 ou 5 vaches laitières pour assurer son entretien. D'autres Djafoun transhument avec le berger, laissant les épouses aux soins des anciens. Même dans le cas de ménages monogames, des séparations entre membres de la famille interviennent, en saison sèche.

A l'inverse, la fixation des éleveurs peut s'accompagner d'un élargissement de polygamie, surtout si une activité agricole s'adjoint à l'élevage. Le degré de polygamie ne dépend plus alors des seuls revenus du cheptel. Le ravitaillement d'une grande famille peut être résolu sur le moment. Seule, l'attribution de bétail aux futurs héritiers risque de soulever, plus tard, des difficultés.

Des Djafoun fixés sont de riches propriétaires de bétail. Ils n'entreprennent pas des cultures mais ils sont les premiers à construire des habitations cimentées et couvertes de tôles. Fait nouveau : l'accumulation de bétail n'est plus la seule à conférer du prestige, la richesse s'expose également par l'apparence de l'habitat.

> Un riche Ouranko du plateau de Konene vient de reconstruire tout son campement. A chacune des 3 épouses il a attribué une maison rectangulaire, cimentée et "tôlée", bâtie selon le même modèle. Les nouvelles constructions sont alignées, comme autrefois les huttes dans les campements de nomades.

Les riches Djafoun qui investissent dans l'habitat acquièrent plus de chances de nouer de nouveaux mariages que les éleveurs continuant à vivre

dans les huttes. En effet, « *les temps ont changé,* » répètent les Djafoun du Bamenda ; « *les femmes ne veulent plus rester en brousse, traire les vaches, porter le lait au marché; elles désirent habiter des maisons et manger du pain comme les* ***Garafi*** *: les Bamiléké.* » Cela, les éleveurs fixés sont mieux à même de l'offrir que les nomades. La sédentarisation, en s'accompagnant d'une vie plus facile, répond à l'aspiration des femmes. Leur pression suffit parfois pour amener des éleveurs à ne plus transhumer avec le bétail. Les sédentaires offrent la vie calme et stable, honorable, souhaitée par des épouses, surtout parmi les jeunes générations.

Signature polygamique des sédentarisations

L'ambiguïté du sens dans lequel jouent les relations entre polygamie et sédentarisation se retrouve constamment. Lorsque la sédentarisation est déjà ancienne, la polygamie s'inscrit comme conséquence mais actuellement, elle intervient de plus en plus comme cause. Des écarts de polygamie signent les différentes formes de sédentarisation.

Faible polygamie des Djafoun mobiles et transhumants. Les Djafoun encore mobiles présentent un indice de polygamie de 1,27, soit nettement moins que la moyenne du groupe (1,36). Ces éleveurs restent en majorité des monogames. Est-ce une conséquence directe de la mobilité ou la caractéristique essentielle de ces éleveurs réside-t-elle dans leur pauvreté ? Celle-ci rendrait compte à la fois d'une quête régulière des meilleurs pâturages et d'une polygamie restreinte. Pourtant, quelques Djafoun encore mobiles se trouvent à la tête de cheptels assez importants.

> C'est le cas de deux frères Kessanko'en qui, avec leur père, possèdent 170 bovins imposés. Malgré cet effectif appréciable, ils ne séjournent jamais plus de 2 ans au même endroit. Tous les 3 restent des monogames.

De telles familles répondent encore au comportement des éleveurs d'autrefois. Mais ce choix pastoral devient de plus en plus rare. Il suscite beaucoup de moqueries au sein de la société djafoun.

Tout se passe comme si l'instabilité pastorale freinait l'augmentation des mariages. Il est probable qu'avant la sédentarisation de la majorité des Djafoun, leur polygamie était plus restreinte qu'aujourd'hui. Les anciens l'affirment fréquemment : ***naane, Jaafun DuuDaay te'ugo :*** *« autrefois, les Djafoun ne se mariaient pas beaucoup. »*

Avec un indice polygamique de 1,29, les transhumants réguliers ne se différencient guère des Djafoun mobiles. Le départ saisonnier des membres de la famille suffit pour imposer encore une restriction de polygamie. Il est assez rare qu'un transhumant ait 2 épouses. Quant aux ménages à 3 épouses, ils sont l'exception. Lorsque cela se produit, l'***arDo*** ne manque pas de le souligner : ***wuro rimda e rewBe maako fuu :*** *« la famille se déplace (en transhumance) avec toutes ses femmes. »* Comme si cela représentait, aujourd'hui, une sorte d'exploit.

Les transhumants manifestent encore une disponibilité à l'espace qui les empêche d'alourdir le campement par la présence de plusieurs épouses. Les faibles indices de polygamie renvoient à un comportement largement "pastoral" de ces Mbororo. Les situations démographiques varient cependant d'un lignage à l'autre.

Tabl. 101 : ***Indices polygamiques de "type pastoral", chez quelques lignages djafoun***

	Toukanko'en	Madjanko'en - Ouranko'en	lignages secondaires
éleveurs mobiles :			
nombre de familles	41	79	98
indice de polygamie	1,19	1,26	1,31
transhumants :			
nombre de familles	160	173	256
indice de polygamie	1,18	1,24	1,37

La polygamie augmente, des Toukanko'en aux Madjanko'en - Ouranko'en et aux lignages secondaires. L'indice évolue de façon inverse au prestige des lignages et à l'ampleur de leur installation sur les hauts plateaux. Chez les grands lignages, les familles encore mobiles ne représentent qu'une minorité d'éleveurs jeunes ou pauvres. Au contraire, chez les petits lignages, moins solidement installés en altitude, la mobilité interannuelle ou saisonnière serait plus habituelle. Dans les deux cas, les Madjanko'en et Ouranko'en présentent une polygamie intermédiaire qui correspond à leur place dans la hiérarchie des lignages.

Elargissement polygamique des Djafoun fixés. La situation démographique des Djafoun fixés est radicalement différente puisque leur indice de polygamie s'élève à 1,76. Aucun lignage, pris séparément, n'accumule les épouses à ce degré (fig. 185). Ce net élargissement polygamique ressort de la distribution des éleveurs selon le nombre d'épouses dans les ménages.

Tabl. 102 : ***Répartition des Djafoun du Bamenda selon le nombre d'épouses (en pourcentages)***

	1 épouse	2 épouses	3 épouses	4 épouses	nombre de familles
éleveurs mobiles	74,6	23,2	2,1	0	237
transhumants	74,6	21,7	3,6	0	613
éleveurs fixés	44,7	40,6	12,3	2,2	613

(sources : enquêtes personnelles)

Le régime matrimonial des transhumants ressemble encore à celui des éleveurs mobiles. Il rappelle également celui des Mbororo de l'Adamaoua (51) ; il est probable qu'il est valable pour tous les pasteurs peuls, plus ou moins "nomades". Au contraire, les Djafoun fixés présentent un comportement démographique nouveau. Chez eux, les monogames ne sont plus majoritaires. Pour se fixer et déléguer le bétail à d'autres personnes en saison sèche, ces éleveurs doivent être suffisamment riches, aisance qui permet une polygamie plus large. La fixation entraîne également un agrandissement des familles, en facilitant l'arrivée de nouvelles épouses. "L'alourdissement" des unités familiales n'est plus freiné par des déménagements répétés. Richesse et fixation concourent à augmenter le nombre des mariages.

51. PODLEWSKI (A.M.), 1971, p. 97. Le régime matrimonial de ces Mbororo est reporté au tableau 60.

La présentation des éleveurs des Grassfields a déjà montré combien le régime matrimonial des Djafoun diffère du "modèle" mbororo, mis en évidence par A.M. PODLEWSKI en Adamaoua. Ce modèle s'appliquait encore assez bien aux Akou. En revanche, il s'avérait difficile de rendre compte du rapprochement de la démographie des Djafoun avec celle des Foulbé de l'Adamaoua, étant donné l'éloignement entre les deux populations. L'explication réside dans l'ampleur et l'ancienneté de leur fixation sur les pâturages d'altitude. Elle a déjà altéré en profondeur l'ancienne démographie de type "mbororo" des Djafoun.

Au fur et à mesure que la fixation se généralise et qu'elle devient plus ancienne, le régime matrimonial s'infléchit. Le pointage rapide d'une trentaine de familles, près de Jakiri, le démontre.

> Dans ce petit lot, 19 sont des éleveurs fixés qui confient leur bétail transhumant à des jeunes ou à des bergers. La fixation n'est pas toujours ancienne ; pour 12 d'entre eux, elle n'est intervenue qu'entre 1974, date du premier passage, et 1983. En 1974, 21 chefs de familles étaient entourés de 36 épouses ; en 1983, les chefs de famille, réduits à 19, disposent de 37 épouses. La polygamie s'est accentuée en une décennie, de pair avec la fixation. Comment la redistribution des épouses s'est-elle effectuée ? D'une part, 2 familles se sont défaites, "libérant" 5 femmes ; de l'autre, 5 éleveurs ont contracté chacun un nouveau mariage.

Avec la fixation, il se produit une concentration des épouses au bénéfice des éleveurs riches. Inversement, les victimes de départs d'épouses sont des Djafoun qui dépensent à tort et à travers, gaspillant leur cheptel. La ruine du troupeau entraîne le départ des épouses. ***Na'i maako jinni, rewBe sankiti :*** *« ses vaches sont terminées, les femmes se sont dispersées. »* La conséquence est inéluctable.

Il est exceptionnel qu'une épouse reste avec un mari ruiné. A mesure que le cheptel diminue, des épouses s'en vont d'elles-mêmes ou sont chassées du ménage. La fin du troupeau décide l'éleveur lui-même à s'enfuir. Il part se refaire une nouvelle vie ailleurs. L'élargissement de la polygamie des éleveurs fixés s'effectue aux dépens d'une partie de la population pastorale qui s'appauvrit.

Le régime matrimonial des Djafoun fixés n'est pas uniforme, d'un lignage à l'autre. Les trois ensembles lignagers déjà distingués s'ordonnent

encore de la même manière : Toukanko'en : 1,62 ; Madjanko'en et Ouranko'en : 1,73 ; lignages secondaires : 1,80. Les Toukanko'en, dont la fixation sur les hauts plateaux est pourtant bien assurée, freinent davantage leur polygamie que les autres. Cette particularité, déjà signalée lors de la présentation du lignage, se retrouve même chez ses éléments fixés. Il s'agit d'un réflexe typique d'éleveurs attachés au maintien d'un équilibre entre la taille de la famille et les ressources du cheptel.

Etroitesse polygamique des sédentaires. L'indice polygamique des vrais sédentaires s'abaisse à 1,19. Ce faible indice confirme qu'il s'agit d'une catégorie d'éleveurs différente de la précédente. Aux effectifs de cheptel réduits des vrais sédentaires correspond une petite polygamie. Il est donc rare que des passages se produisent d'une catégorie à l'autre, sauf lorsque chaque Djafoun prend de l'âge.

Les vrais sédentaires sont en majorité des monogames (81 %). Alors qu'ils s'engagent presque tous dans une activité agricole, celle-ci ne contribue pas à élargir nettement leur polygamie. Elle réussit seulement à compenser les maigres revenus retirés de troupeaux de petite taille. Le maintien de ces troupeaux en permanence sur les pâturages d'altitude n'est pas pour favoriser leur accroissement. Dès lors, les vrais sédentaires sont conduits à augmenter leur effort agricole. Pour quelques-uns, encore rares, le cheptel est tellement réduit que les ressources principales du ménage proviennent maintenant de l'agriculture.

D'une forme de sédentarisation à l'autre, la polygamie des Djafoun est donc nettement différente. La présentation des lignages a déjà montré que leur polygamie permet de distinguer les lignages "pastoraux" et ceux marqués par la sédentarisation, soit dans le passé, soit de façon plus récente (fig. 185). En fait, le régime polygamique des Djafoun est encore plus contrasté. L'écart entre les taux de polygamie, d'après le comportement spatial des éleveurs, est 2,5 fois plus étendu que celui par lignages (fig. 244).

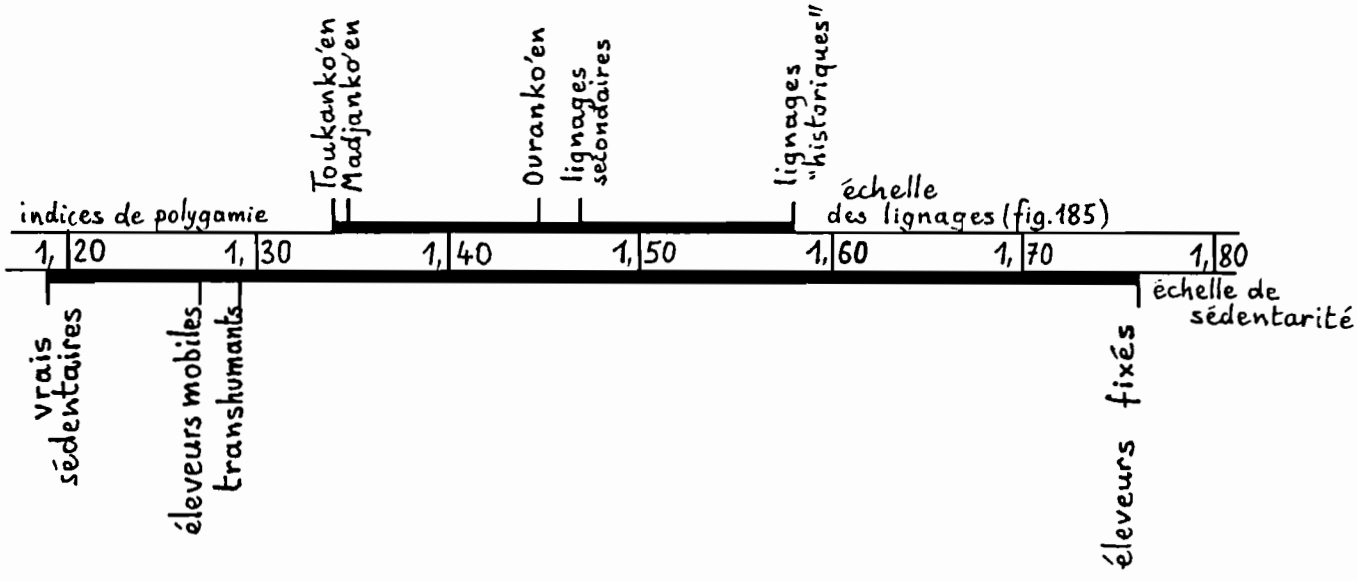


Fig. 244 : ***Registre polygamique des Djafoun, d'après le comportement spatial***

D'après le registre de polygamie, les transhumants ne se situent pas entre les éleveurs mobiles et les vrais sédentaires. Il est donc vraisemblable que le processus de sédentarisation ne se déroule pas selon le schéma admis habituellement : des éleveurs mobiles aux transhumants puis aux sédentaires. Les transhumants évolueraient plutôt, soit vers une sédentarisation complète, soit vers une simple fixation : deux états pastoraux dont les caractéristiques démographiques sont aux antipodes.

La taille des familles

Le nombre d'épouses altère moins, en lui-même, l'économie familiale que l'augmentation de consommateurs qu'il entraîne à terme, par la naissance d'enfants plus nombreux. Les perturbations démographiques liées à la sédentarisation se manifestent surtout par la taille des familles. La sauvegarde d'un équilibre entre la taille des familles et la richesse en bétail est une préoccupation vitale, à la fois sur le moment pour satisfaire les besoins de consommation et plus tard, lorsqu'il s'agira d'attribuer du bétail aux fils.

Les comptages portent sur plus de 900 familles du Bamenda, réparties en trois lots d'importance assez comparable. Les profils de la figure 245 présentent la fréquence des personnes à charge selon le type de sédentarisation.

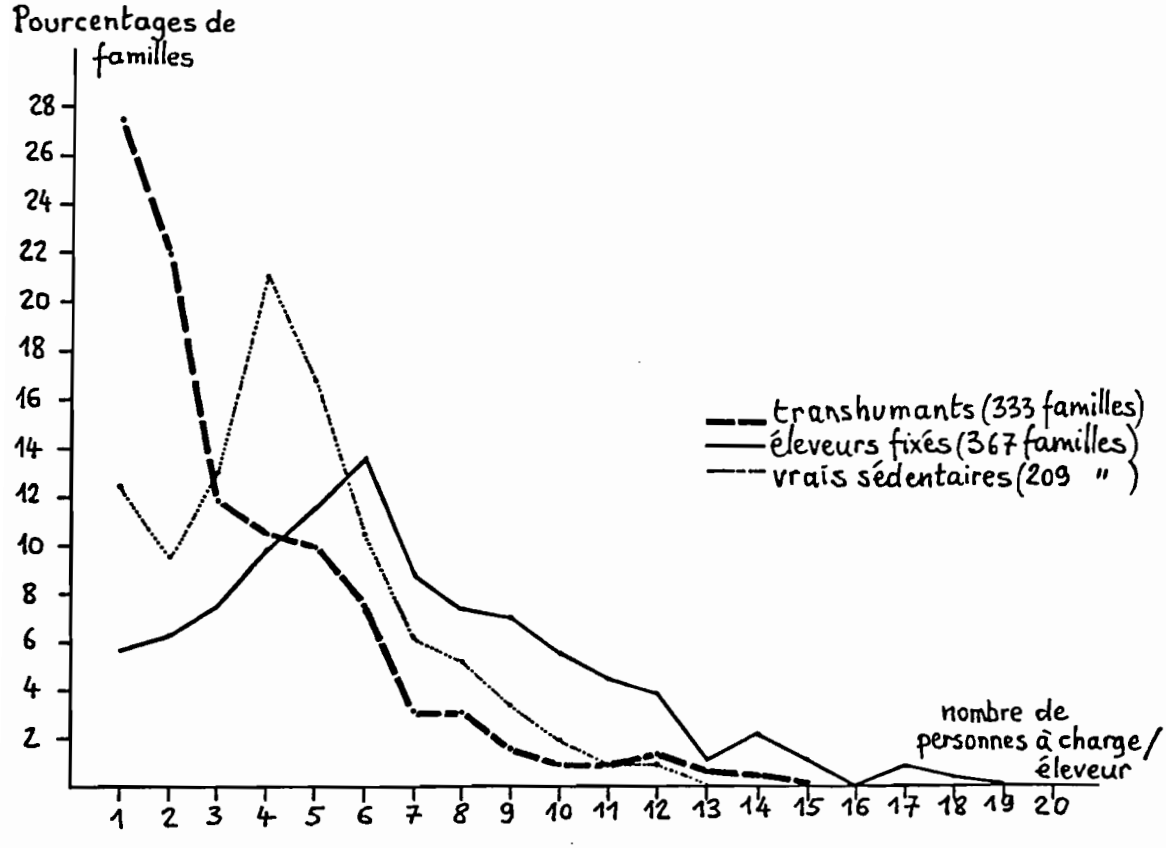


Fig. 245 : ***Taille des familles et type de sédentarisation des Djafoun***

Des profils familiaux différents

Le profil familial des transhumants s'oppose à ceux des deux autres catégories d'éleveurs. Il se rapproche d'une courbe en asymptote aux deux axes. A taille de famille de plus en plus grande, les transhumants deviennent de moins en moins nombreux : les impératifs de la mobilité saisonnière poussent à ne pas s'entourer d'une famille trop nombreuse.

Le profil des Djafoun fixés ressemble, au contraire, à une courbe en cloche dissymétrique. Les familles les plus fréquentes ne sont pas de petite taille. La fixation de l'éleveur et de presque tous ses gens l'autorise à agrandir sa famille, jusqu'à un certain point. Des revenus pastoraux confortables confèrent également plus de liberté aux stratégies familiales.

Le nombre de personnes qui dépendent des vrais sédentaires varie de façon plus curieuse. Alors que la polygamie de ces éleveurs reste plus étroite que celle des transhumants, leur profil familial présente encore une courbe en cloche. Elle se décale simplement par rapport aux Djafoun fixés, en s'accentuant au niveau des familles de plus petite taille. Le décalage est lié à des ressources plus modestes. Quant aux Djafoun encore mobiles, il est probable que le nombre de leurs personnes à charge varie comme pour les transhumants.

Le profil familial de l'ensemble des Djafoun (fig. 172) correspond presqu'exactement à celui des éleveurs fixés. Les profils des autres éleveurs (transhumants et sédentaires) se compensent.

La catégorie des éleveurs fixés influence largement, à elle seule, le profil familial des Djafoun aux Grassfields. Ce type de sédentarisation est caractéristique des Djafoun ou répond mieux aux possibilités régionales.

Les relations famille - cheptel

Il est vraisemblable que plus les familles sont grandes, plus l'effectif de cheptel est également important. Le plus souvent, c'est l'effectif de cheptel qui autorise l'élargissement de la famille. Pourtant, des discordances peuvent survenir et un déséquilibre momentané s'instaurer entre charges familiales et ressources du troupeau. Tous les types de sédentaires réussissent-ils à sauvegarder un équilibre entre le cheptel et la famille ?

Les relations entre la taille des familles et l'effectif de leur cheptel sont présentées par une série de graphiques qui reprennent les trois types de sédentarisations distinguées : les transhumants, les éleveurs fixés et les vrais sédentaires.

Le seuil de transhumance : un minimum très faible de cheptel. La plupart des transhumants se concentrent en bas et à gauche du graphique (fig. 246). Ils se caractérisent par des troupeaux de petite taille (20 à 60 têtes) et des familles inférieures à 6 personnes. Quelques seuils de cheptel sont significatifs. Ainsi, les transhumants possèdent rarement moins de 25 bovins. On ne transhume pas avec un troupeau inférieur à 20 têtes. Il existe

un minimum de cheptel qui légitime le recours à la transhumance. Ce "seuil de transhumance" se maintient constant, tant que le nombre de personnes par famille n'excède pas 5 ou 6 ; au-delà, il a tendance à s'accroître. Le minimum de cheptel des transhumants est réévalué lorsque la famille à déplacer augmente. Tout se passe comme si une "lourde" famille exerçait un effet dissuasif pour entreprendre des déplacements réguliers.

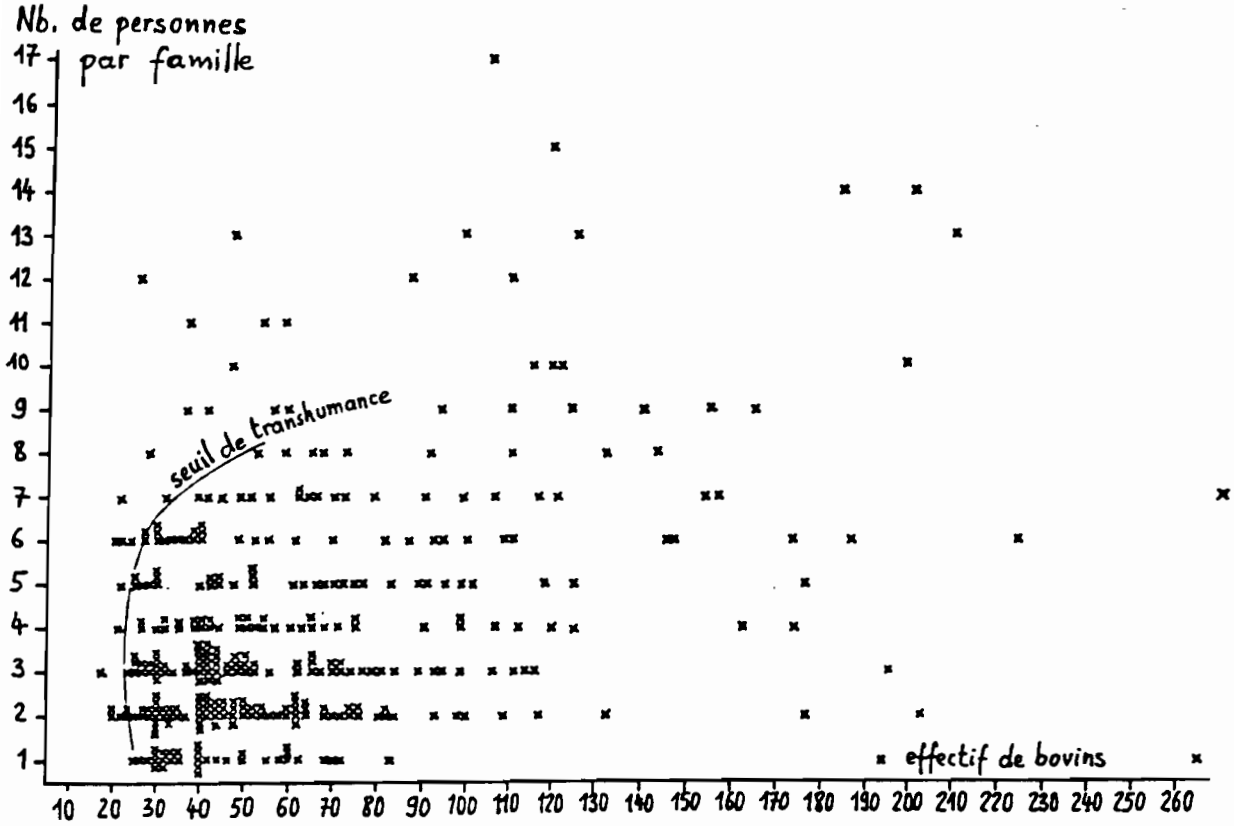


Fig. 246 : *Taille des familles et cheptel des Djafoun transhumants*

Au contraire, aucun maximum ne limite le cheptel des transhumants. Cependant, des paliers de réduction de fréquence s'observent à 60-70 têtes puis à 100-120. Des différences interviennent entre les lignages.

Les Gosi'en et Toukanko'en qui transhument ne sont à la tête que de petits troupeaux (20 à 40 têtes) et, corrélativement, de petites familles. Quand le nombre de personnes à charge excède 3, ils cessent de se déplacer. Dès qu'elles ont des enfants en bas âge, les femmes gosi'en répugnent à suivre le bétail. C'est l'inverse pour les Madjanko'en et les Ouranko'en : ils se trouvent près du seuil minimum de cheptel par rapport aux personnes à charge. Les membres de ces lignages continuent de transhumer, tant que le déplacement saisonnier présente un avantage.

L'attachement au système transhumant est bien illustré par 5 frères Ouranko'en des plateaux Meta. Chacun ne possède que de 20 à 30-40 têtes. Bien qu'ils aient charge de

4 à 6 personnes, ils transhument chaque année. Seul l'un d'eux a cessé de se déplacer mais il faut dire qu'il a 10 dépendants. Le rapport entre un petit troupeau et une grande famille l'a tout de même dissuadé de se déplacer. Même les autres frères se trouvent dans des conditions qui justifient à peine le recours à la transhumance.

Le seuil de fixation : une exigence plus grande de cheptel. La distribution des Djafoun fixés est différente : dispersion sur une grande partie du graphique, avec une densification qui s'esquisse plutôt au milieu (fig. 247). Les éleveurs fixés possèdent au moins 30 têtes de bétail. En représentation graphique, ce minimum est vertical : c'est une condition incontournable, quelle que soit la taille de la famille. En excluant quelques cas, le minimum de cheptel se situerait, en fait, à 40 têtes. Il s'incurve légèrement en haut du graphique, lorsque les familles comptent plus de 9 dépendants. Plus la famille est grande, plus il faut être riche pour prétendre se fixer. La configuration du "seuil de fixation" ressemble à celui des transhumants mais décalé vers des effectifs de cheptel plus importants.

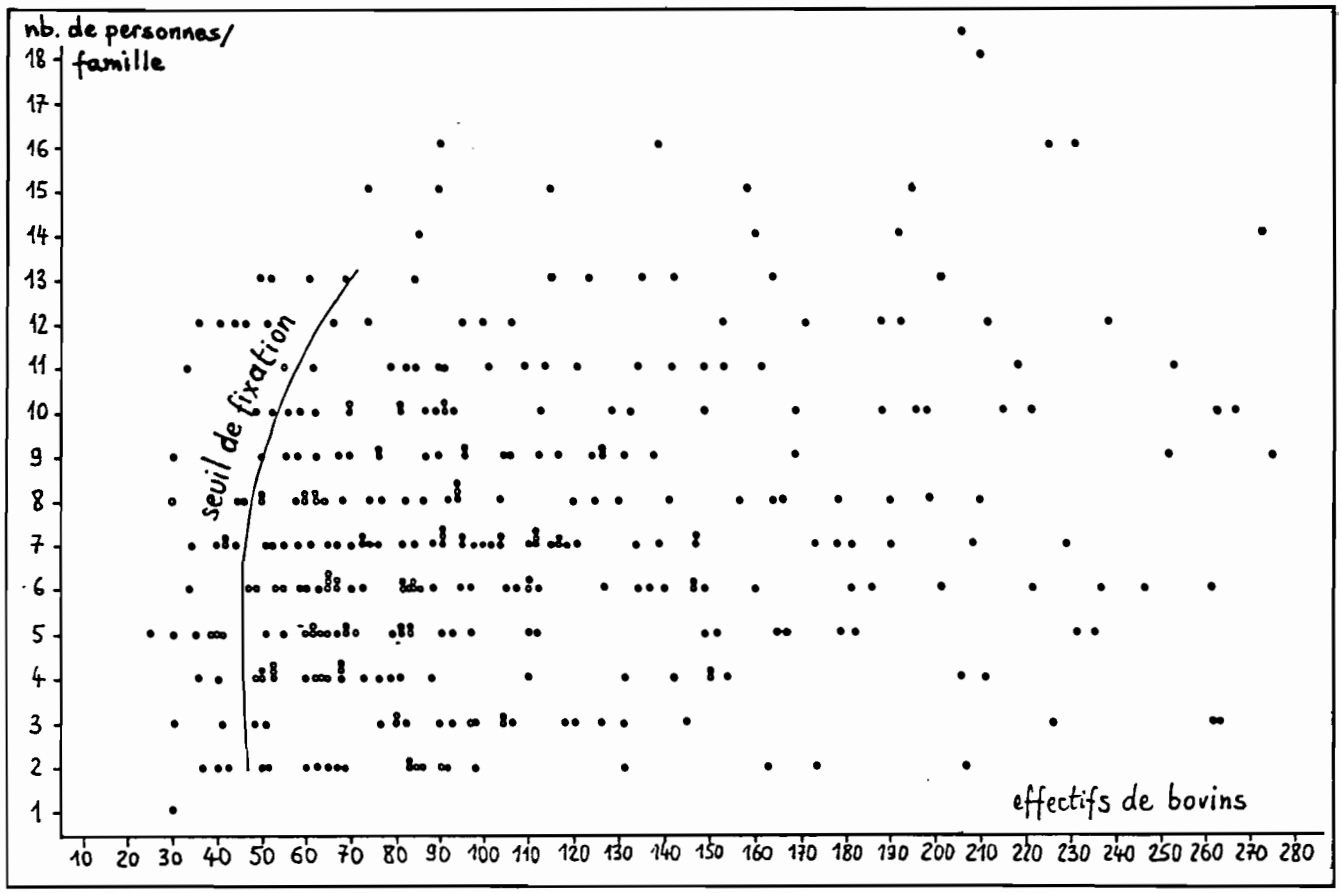


Fig. 247 : ***Taille des familles et cheptel des Djafoun fixés***

De la même façon que pour les transhumants, aucune limite maximum de cheptel n'intervient chez les éleveurs fixés. Ce système pastoral fonctionne encore de la même façon que celui des transhumants mais avec des exigences plus grandes en effectifs de cheptel.

La plupart des éleveurs fixés se définissent par les coordonnées suivantes : un cheptel compris entre 50 et 120 têtes et des familles comportant

de 3 à 7 personnes à charge. Mais ces caractéristiques ne sont guère restrictives : beaucoup de Djafoun fixés possèdent plus de 120 bovins et rassemblent plus de 7 dépendants.

Djafoun transhumants et fixés entrent partiellement en superposition graphique, ce qui correspond à la réalité. A cheptel suffisant, le passage de la transhumance à la fixation est fréquent. Il se produit à un âge de plus en plus jeune chez les Djafoun. Malgré quelques exceptions, il survient moins lors du mariage qu'à l'occasion de la naissance des premiers enfants. Tel jeune Ouranko, seul avec son épouse, continue de transhumer tandis que son frère, déjà père de deux enfants, s'est fixé.

Avec la naissance des premiers enfants, le Djafoun acquiert le statut d'adulte à part entière, ***baaba wuro*** : père de famille. Il peut installer son campement à l'écart de celui du père ; il devient le vrai responsable de son troupeau. L'entrée dans le monde des adultes, ***ndottala'en***, offre souvent l'occasion de se fixer, si le cheptel le permet. Parfois, un jeune marié a déjà prévu son installation, dès qu'il aura des enfants.

Le seuil de sédentarisation : une logique inverse. Alors que les autres éleveurs doivent disposer de minimums de cheptel, les vrais sédentaires ne peuvent posséder que des troupeaux inférieurs à une certaine taille, même si la famille est grande (fig. 248). Le maximum observé est de 70-80 têtes mais le seuil habituel se limite à 40-50. Sauf pour les familles les plus petites, la configuration graphique de ce maximum est encore verticale. Des éleveurs entourés d'une grande famille tentent parfois de se sédentariser, avec un cheptel qui excède l'optimum habituel. Ces essais ne se prolongent guère. D'autres sédentaires ont une grande famille et ne possèdent qu'un petit cheptel : situation de déséquilibre apparent, surmonté par des ressources extérieures à l'élevage (agriculture).

La limitation de l'importance du cheptel des vrais sédentaires est stricte au-dessus de 1.500 mètres, par suite du dessèchement des prairies à *Sporobolus* à la fin des pluies. En plateaux moins élevés, des troupeaux de 80 à 100 bovins parviennent à se maintenir sur place à longueur d'année.

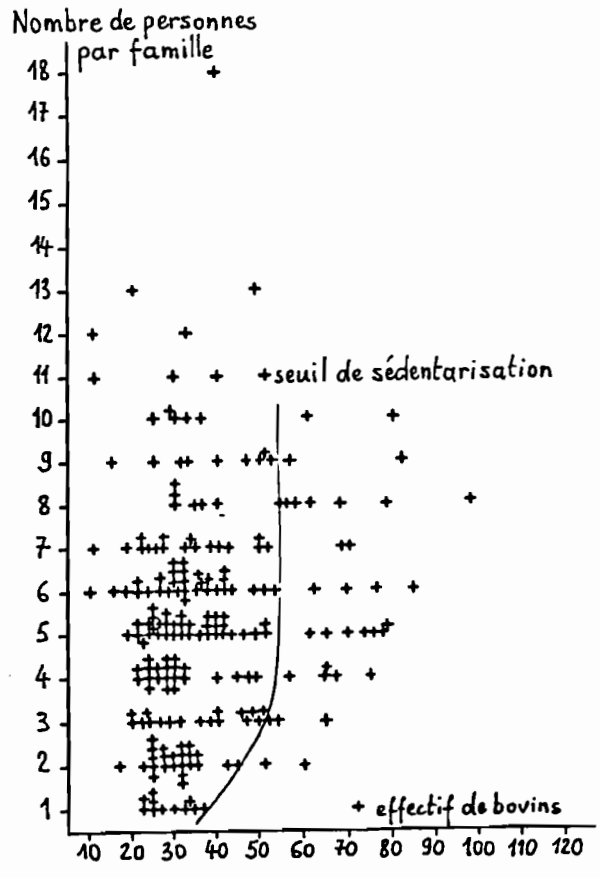


Fig. 248 : ***Taille des familles et cheptel des Djafoun sédentaires***

Dans les trois formes de sédentarisation, la taille des familles intervient relativement peu, par rapport aux effectifs de cheptel. C'est l'importance du cheptel qui rend possible, ou non, une forme de sédentarisation. La taille des familles n'infléchit que légèrement les "lignes dures" des seuils liés au cheptel possédé.

Continuités et ruptures pastorales. Des évolutions probables peuvent se déduire des relations entre cheptel et famille. Un schéma extrait des graphiques précédents montre que les vrais sédentaires ne se "superposent" presque pas avec les éleveurs fixés (fig. 249). Cela démontre, une nouvelle fois, combien il est invraisemblable qu'un Djafoun fixé adopte une sédentarisation complète.

Quant aux transhumants, ils se superposent graphiquement à la fois aux éleveurs fixés et aux vrais sédentaires : ils peuvent évoluer vers l'une ou l'autre forme de stabilisation pastorale. Certes, le passage de la transhumance à la fixation représente le "cursus" le plus habituel. Mais des Djafoun ont également abandonné la transhumance pour une sédentarisation complète.

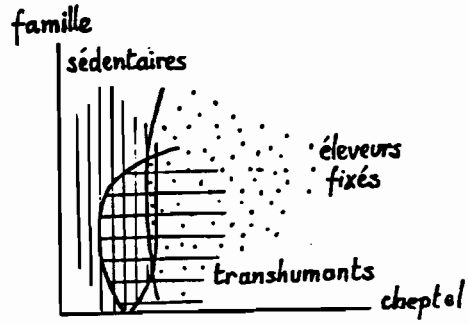


Fig. 349 : ***Schéma des relations famille-cheptel***

C'est le cas d'un Aoutanko au nord de Nkambe, à la tête de 25 bovins et avec 7 personnes à charge, deux données qui s'inscrivent parfaitement dans les normes des vrais sédentaires. Son voisin Toukanko a également abandonné la transhumance. Ses 58 bovins en font pourtant l'un des plus riches dans cette catégorie. Il est parmi ceux dont le cheptel se trouve exposé à des insuffisances de pâturages en saison sèche.

Les caractéristiques des formes de sédentarité, en termes d'effectifs de cheptel, confortent celles du registre polygamique. Eleveurs complètement sédentarisés et éleveurs fixés représentent deux pôles pastoraux opposés. Les transhumants se situent entre ces extrêmes, à la fois par leur démographie et leur cheptel : situation médiane qui ne veut pas dire, nécessairement, transitoire.

Equilibre et déséquilibre cheptel-famille

Une autre méthode permet d'appréhender les relations entre la taille des familles et le cheptel : la moyenne de bétail possédé par des éleveurs qui font vivre un nombre équivalent de personnes. Alors que l'approche graphique précédente met en évidence des seuils en effectifs de cheptel, celle-ci s'appuie sur des médianes.

Pour chaque catégorie d'éleveurs, les moyennes de cheptel tendent à s'aligner (fig. 250). Plus les médianes sont bien cernées et pentues, plus la corrélation est forte entre le nombre de personnes et le cheptel possédé. De

fait, la pente des médianes aux points apparaît inégale selon les trois types de sédentarisation : très faible chez les vrais sédentaires, forte chez les transhumants, composite chez les éleveurs fixés.

Le cheptel n'augmente pratiquement pas en même temps que le nombre de personnes à la charge des vrais sédentaires. Un déséquilibre est patent, chez les familles les plus grandes, entre cheptel et charges familiales. Au contraire, les transhumants présentent des écarts nets de cheptel au fur et à mesure que les dépendants s'avèrent plus nombreux. Ces éleveurs préservent un bon équilibre entre cheptel et taille de la famille.

La situation des éleveurs fixés est plus complexe. Les familles les plus grandes sont souvent riches et l'avenir des héritiers paraît assuré. En revanche, la pente du rapport cheptel-dépendants est faible chez les familles moins grandes ; les moyennes se disposent également de façon plus irrégulière. Pour une partie des éleveurs fixés, il ne semble pas que l'équilibre cheptel-famille soit parfaitement maîtrisé.

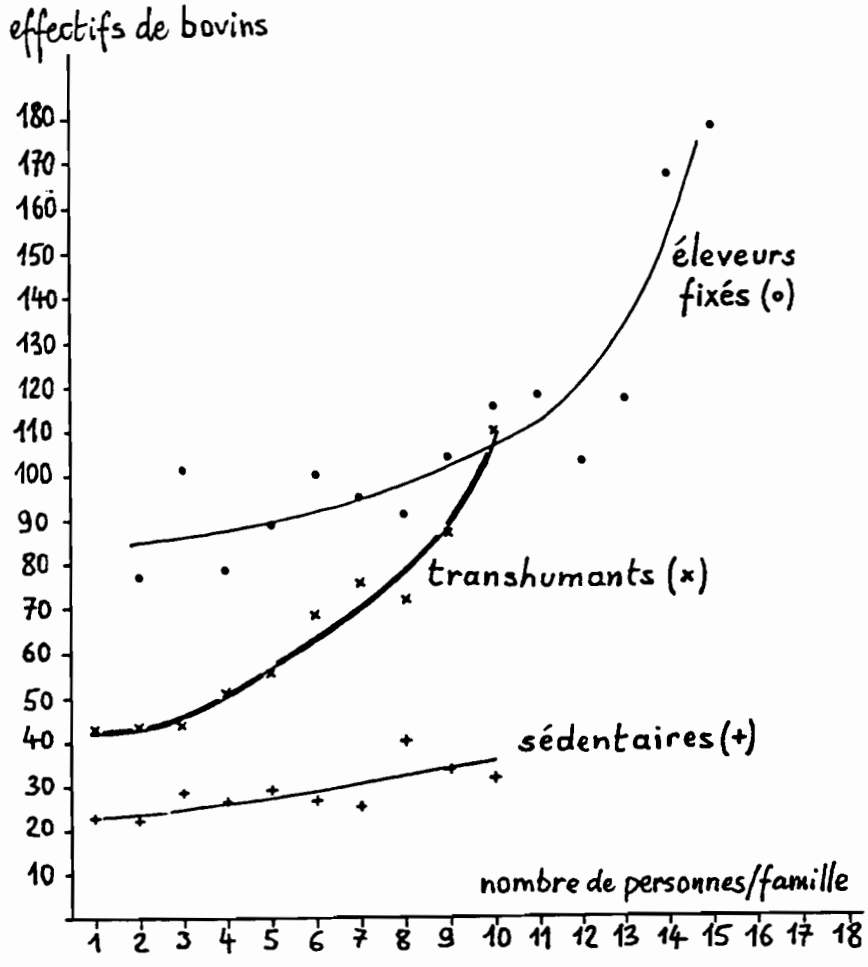


Fig. 250 : ***Moyennes de cheptel selon la taille des familles***

Des vrais sédentaires aux éleveurs fixés, les moyennes de cheptel s'étagent nettement. L'adoption d'un type de sédentarisation relève moins d'une affaire de choix que de disponibilités en bétail par personne à charge.

Les transhumants se situent en position moyenne. Lorsqu'ils se trouvent à la tête de familles déjà grandes et d'un cheptel supérieur à 80 têtes, ils ne sont guère "éloignés" graphiquement des éleveurs fixés. Il est fort probable qu'ils finiront eux-mêmes par se fixer, le déménagement de 8 personnes ou plus étant difficile à organiser chaque année. D'un autre côté, le petit troupeau des jeunes transhumants ne diffère pas tellement de celui des vrais sédentaires. Pourtant, il est vraisemblable qu'ils n'aspirent pas à les "rejoindre". Au contraire, s'ils se déplacent avec les animaux, c'est dans l'espoir de les accroître rapidement, ce qui les rapprocherait des éleveurs fixés.

Les changements démographiques introduits par la sédentarisation entraînent des conséquences importantes pour le cheptel. Mais le diagnostic diffère selon le type de sédentarité. Pour beaucoup de vrais sédentaires, la rupture d'équilibre entre famille et cheptel est un fait accompli. L'élevage ne procure plus toutes les ressources du ménage. Les héritiers ne nourrissent plus l'espoir d'obtenir un troupeau économiquement viable.

Les transhumants se situent en position intermédiaire entre les vrais sédentaires et les éleveurs fixés. Leur système pastoral est le plus performant, en terme d'équilibre entre effectifs de cheptel et tailles des familles.

Les éleveurs fixés sont les plus riches mais une interrogation se pose à leur propos. L'agrandissement des familles, encouragé si ce n'est suscité par la fixation, ne risque-t-il pas d'excéder le rythme d'accroissement du bétail ? La situation de ces éleveurs n'est pas inquiétante pour le moment mais l'avenir pastoral des héritiers, dans certaines familles moins bien pourvues en bétail, ne risque-t-il pas de s'avérer précaire ?

Sédentarisation et devenir du cheptel

Si les premiers Mbororo se sont fixés aux Grassfields, ils répètent que c'est à cause du cheptel. Eux-mêmes ne se sentent pas chez eux au milieu de populations tellement différentes. L'écart culturel est trop large pour qu'un véritable rapprochement soit possible. Mal à l'aise, ils se résignent tout de même à rester. La prospérité du cheptel incite à la fixation. Inversement, celle-ci favorise-t-elle un accroissement de cheptel ?

Fortunes et ruines pastorales

Pour les Mbororo, la fortune pastorale relève d'abord de la chance, ***barka***, avec tout ce qu'elle implique d'aléatoire et de gratuit. Ils ne reconnaissent qu'ensuite les qualités personnelles des éleveurs prospères et les avantages des pâturages d'altitude.

Réussites exemplaires

Aux Grassfields, les Mbororo très riches ne sont pas rares. De plus, la richesse de quelques-uns est relativement récente.

Tous les Mbororo citent l'exemple d'un Ouranko du plateau de Konene qui possède plus de 2.000 têtes de bovins. A la mort de son père, aux environs de 1940, le cheptel familial ne comportait encore que 3 troupeaux, soit à peu près 300 têtes. En 1965, cet Ouranko se trouvait déjà à la tête de 960 animaux, tandis que ses fils en possédaient 300. Ardo Bouba est âgé d'une cinquantaine d'années en 1975. Son cheptel personnel n'a plus progressé : il se maintient à 935 bovins imposés. Mais celui des fils s'est accru à 1.300 têtes (52). L'aîné, déjà promu ***arDo***, possède à lui seul 525 bovins. Cette grande famille est imposée, en 1975, pour 2.306 bovins. C'est l'un des essors de cheptel les plus remarquables au Bamenda.

52. C'est une règle chez les Mbororo : lorsque les chefs de famille deviennent âgés, le cheptel n'augmente plus comme auparavant, tandis que celui attribué aux fils progresse rapidement.

La réussite du vieil ardo Djaromanko de Jakiri n'est pas moins spectaculaire. Lorsque son père arriva du Mambila, en 1926, il n'avait, en tout et pour tout, qu'une trentaine de bovins avec lesquels il lui fallut "équiper" 5 jeunes gens. Quelques années suffirent pour que le fils aîné dispose d'un petit troupeau personnel. Les sauterelles surviennent en 1931 : il ne reste alors à l'aîné que 10 bovins. Il vend une tête et en abat une autre pour le "baptème" de son premier né. A partir de 8 vaches au début des années trente, ce Mbororo réussit à constituer un énorme cheptel. En 1974, avec ses fils et petit-fils, il possède un millier de têtes et 1.200 en 1983. Il a pourtant perdu 200 bovins en 1982-83, par suite d'une saison sèche exceptionnellement sévère.

Un Madjanko de Ngwo offre un autre exemple de prospérité pastorale. Tout jeune, il se trouvait à la tête de 70 bovins lorsque la peste bovine anéantit la presque totalité du troupeau, en 1916-17, près de Gombe. Ils sont nombreux à s'enfuir vers Yola, où l'épizootie fait encore des ravages, puis au Mambila où la santé des animaux s'améliore enfin. Mais le Madjanko n'a plus qu'une dizaine de vaches. Il migre alors vers les Grassfields et s'installe au-dessus de la ville de Bamenda. En 1931, il dispose d'environ 40 têtes. Nouvelles pertes avec les sauterelles, vite compensées les années suivantes. Lorsqu'il part à Ngwo, en 1944, il possède déjà 80 bovins. L'abondance et la salubrité des nouveaux pâturages, à 1.800 mètres d'altitude, assurent une progression ininterrompue des effectifs. En 1975, le patriarche, ses fils et petit-fils sont imposés pour 1.800 bovins. Ils sont devenus les plus riches sur les plateaux Meta.

Au cours des premières décennies de leur séjour aux Grassfields, les Djafoun ont eu la possibilité de faire fortune. Les pâturages d'altitude présentaient de telles qualités que les vaches vêlaient presque chaque année. Aucune grande maladie, sauf le charbon symptomatique, ne freinait la progression du cheptel. Comme leurs animaux prospéraient, les Djafoun n'ont plus cherché d'autres pâturages.

Pourtant, l'un des exemples de réussite concerne un Mbororo qui ne séjourne plus sur les hauts plateaux. A partir des années cinquante, l'essor du cheptel s'est ralenti à haute altitude, par suite de l'exiguïté et de l'appauvrissement des pâturages. C'est alors que la tendance à la sédentarisation s'est accentuée. Elle n'est pas intervenue au moment de la progression la plus rapide du cheptel.

Ruines spectaculaires

En dépit de conditions encore favorables à l'élevage, des cas de ruine ne sont pas moins spectaculaires que les exemples de réussite. Des revers de fortune n'épargnent même pas les plus riches.

Au début des années cinquante, le Gosi Ardo Djouli de Nso possède plus d'un millier de têtes : exactement 1.078 en 1952 (53). Un rapport administratif de l'époque le présente de façon succinte mais suggestive, « the richest, most miserly and most reactionary ardo in Bamenda » (54). En 1974, c'est un vieil homme de 70 ans, vraiment misérable cette fois, avec seulement 34 têtes et un campement délabré : grandeur et décadence d'un Mbororo... Ses 10 fils détiennent le gros du cheptel mais sans avoir la volonté de le faire prospérer. En 1973, ils ne paient le *jangali* que pour 750 têtes en 1973 et moins de 700 l'année suivante. Un seul possède plus de 200 bovins ; les autres n'en détiennent que de 30 à 40. Ils sont relégués parmi les éleveurs pauvres. De plus, 3 se sont enfuis en Centrafrique, complètement ruinés. La famille autrefois la plus riche s'est disloquée.

53. KABERRY (Ph.), 1959, p. 11, note 7.

54. BOULAY (R. du), 1953.

Le cheptel peut donc se réduire ou stagner tout aussi bien qu'augmenter rapidement. Actuellement, la croissance des troupeaux ne semble plus assurée comme autrefois. Mais les exemples cités sont exceptionnels. Ils concernent de grands éleveurs dont la prospérité ou les revers sortent de l'ordinaire. Par leur position d'*arDo*, ils bénéficient de bons pâturages mais, inversement, ils doivent faire face à des sollicitations incessantes. Règlement du *jangali* à la place de Mbororo défaillants ou en fuite, fourniture de "dash" : cadeaux en bétail, aux chefs villageois multiplient les ponctions de cheptel au détriment des *arDo*. S'ils ne sont pas riches à leur nomination, ils risquent de voir leur cheptel fondre rapidement. Les cas d'*arDo* ruinés par les dépenses afférentes à leur charge sont fréquents. Qu'en est-il des éleveurs plus "ordinaires" ? La sédentarisation généralisée des Djafoun entraîne-t-elle des conséquences sur leur cheptel ?

55. De St CROIX (F.W.), cité par KABERRY (Ph.), 1959, p. 7-8.

56. Les jugements sévères de ce vétérinaire à l'égard des Mbororo du Bamenda (traite partielle des vaches, veaux livrés à eux-mêmes, troupeaux laissés en liberté la nuit) sont le fait d'un bon connaisseur des techniques d'élevage au nord du Nigeria. Il estime, implicitement, qu'elles devraient également être adoptées au Bamenda, ce qui reste discutable, les conditions écologiques étant radicalement différentes.

Au-delà des destins exceptionnels

Les rapports anglais des années trente et quarante insistaient sur l'augmentation rapide des effectifs de bétail, sans distinguer ce qui relevait d'un solde positif du cheptel sur place et de l'entrée de nouveaux Mbororo. Un vétérinaire attribuait l'essentiel de l'essor des effectifs aux troupeaux sur place : « the Jafun tribes who have been here for a number of years have experienced a vast increase in cattle » (55). A son avis, une telle progression s'avère même inutile et, à la limite, excessive : les animaux deviennent trop nombreux pour que les éleveurs s'en occupent convenablement, pour que les vaches soient traites, pour que le gardiennage de grands troupeaux soit efficace. La croissance du cheptel serait telle que les Mbororo, peu nombreux, ne maîtriseraient plus la conduite de leurs troupeaux et n'en tireraient plus tout le bénéfice possible. A partir d'un certain effectif, le bétail en surplus ne leur servirait à rien ; il deviendrait "non-économique" (56). Ce point de vue ne pouvait que renforcer les partisans d'une restriction autoritaire du cheptel. Dans quelle mesure la thèse d'un accroissement effréné du cheptel (57) est-elle valable et peut-elle encore être soutenue ?

57. D'après l'évolution du cheptel imposé, des années vingt à 1956, Ph. KABERRY qualifie l'accroissement du cheptel : « almost meteoric » (1959, p. 6).

Au milieu des années trente, chaque Mbororo est imposé pour une quarantaine d'animaux. En 1949, les 150.000 bovins du Bamenda relèvent de 1.660 "Fulani" (58). En moyenne, chaque éleveur se trouve alors à la tête de 90 bovins. L'effectif de cheptel par éleveur a plus que doublé en 13 ans. La thèse précédente semble donc confirmée. Cependant, l'interprétation des statistiques serait à nuancer par les progrès accomplis, entre-temps, dans le dénombrement des effectifs.

58. MILNE (M.N.H.), Divisional Office, Bamenda, 1949, (archives de Buea).

A partir des années soixante, les moyennes de cheptel par éleveur ne signifient plus grand' chose, tellement l'écart est grand entre Djafoun et Akou. M.J.A. BROUWERS avance une moyenne de 60 têtes par éleveur (59). Mais les Akou de Dumbo ne sont imposés que pour 39 bovins chacun, tandis que les Gosi'en de Nso en comptent 150. L'expert souligne combien le nombre moyen de bovins par éleveur varie d'un *arDo* à l'autre. Dans ces conditions, mieux vaut s'en tenir aux Djafoun, de façon à comparer leur cheptel récent avec celui d'avant 1950. En 1974, les 162.000 têtes de cheptel fiscal des Djafoun se répartissent entre 2.370 éleveurs. Chacun dispose donc, en moyenne, de 68 têtes. Après une augmentation rapide, leur cheptel aurait eu tendance à diminuer (60).

59. BROUWERS (M.J.A.), 1963.

Ces évolutions opposées correspondent à deux grandes périodes déjà distinguées dans l'histoire des Djafoun : l'une, initiale, de mobilité et l'autre, de stabilisation généralisée à partir des années quarante. Dès lors, une question se pose : la sédentarisation, au sens large, ne s'est-elle pas accompagnée ou même, n'est-elle pas la cause d'un recul du cheptel ? D'une façon générale, le processus de sédentarisation ne contrarie-t-il pas l'essor du cheptel?

60. Les Akou sont écartés de cette comparaison parce que leur entrée fut plus tardive au Bamenda et que leur bétail est recensé moins systématiquement.

Deux "suivis" de troupeaux

Pour évaluer exactement les effets pastoraux de la sédentarisation, il faudrait "suivre" des troupeaux sur une longue durée. Comme les administrations locales n'ont pas archivé les anciennes listes d'imposition du bétail, la reconstitution de l'évolution générale des cheptels n'est pas possible.

Un recensement fiscal des éleveurs qui transhumaient vers Wum en 1965 permet de comparer leur cheptel avec celui de 1975. Il s'agit de 86 Djafoun répartis au nord du Bamenda : plateau de Konene et hauts plateaux Kom. D'autre part, la vaccination contre la peste bovine, systématique autour du foyer de Ndop, fournit des effectifs par éleveur en 1983. Ce second lot comporte 80 Djafoun localisés au sud du Bamenda (Santa, Ndawara, Jakiri), dont le cheptel est comparé entre 1974 et 83.

Les deux séries statistiques, d'importance équivalente, ne touchent que 4 % des Djafoun. De plus, elles ne concernent pas les mêmes éleveurs de 1965 à 1983. Elles offrent cependant la possibilité de tenter deux "suivis" successifs de cheptel. Mais les chiffres sont à exploiter avec beaucoup de précautions.

Un recensement fiscal, malgré la précision de ceux du Bamenda à cette époque, ne cerne pas les effectifs comme le fait une vaccination contre la peste bovine. La croissance récente des cheptels au sud du Bamenda risque d'en être amplifiée. Dans l'effectif de chaque éleveur, il faut parfois tenir compte des animaux qui relèvent de son entourage familial. La réduction du cheptel d'un chef de famille peut provenir de donations faites aux héritiers ; le cheptel n'a pas forcément régressé au niveau familial, au contraire.

Un Ouranko de Konene est ainsi crédité, en 1965, de 142 bovins. En 1975, il ne lui resterait plus qu'un troupeau de campement, trop petit pour partir en transhumance. De fait, il n'est plus imposé que pour 40 têtes en 1974 et 36 l'année suivante. Est-ce le

cas typique d'un Djafoun en train de se ruiner ? Non, car près de lui se sont mis à leur compte deux fils qui ont reçu le plus gros du cheptel. Leur troupeau fiscal atteint 78 têtes en 1974 et 84 en 1975. Certes, le cheptel familial a diminué en une décennie, mais moins que ne le suggérait le seul troupeau du patriarche. En 1974, les deux fils aînés ont repris en mains l'essentiel du cheptel paternel que l'un d'eux conduit en transhumance. D'une année à l'autre, ce cheptel progresse, alors que les animaux laissés au père continuent à diminuer.

L'histoire de chaque troupeau mbororo juxtapose une phase d'expansion tant que l'éleveur est jeune et en pleine force de l'âge, puis de déclin quand il vieillit. L'éleveur ne s'en occupe plus d'aussi près, jusqu'à ce que les fils reçoivent la responsabilité du bétail, lui insufflant un nouvel essor. Reste à savoir si ce cycle de progressions et de reculs n'est pas remis en cause par la sédentarisation. Les histoires de chaque cheptel familial interfèrent avec une évolution d'ensemble. Néanmoins, une majorité de troupeaux peut présenter des changements d'effectifs concordants. Dès lors, ils ne relèvent plus d'aléas individuels.

De 1965 à 74, le cheptel moyen par Djafoun au nord du Bamenda passe de 110 à 126 têtes puis 134 en 1975 (61). Les Djafoun au sud du Bamenda possèdent seulement 89 bovins en 1974 et 100 en 1983. Bien que la progression soit un peu moindre que lors de la décennie précédente, le cheptel continue d'augmenter. Ces moyennes recouvrent des tendances divergentes selon le type de sédentarisation.

61. La différence entre les effectifs de 1974 et 75 tient à un effort de l'administration provinciale pour réduire le sous-enregistrement du cheptel imposé, notamment dans le département Menchum.

L'enrichissement des transhumants

En 1965, les transhumants étaient peu nombreux (seulement 7) parmi les Djafoun relevés au nord du Bamenda. En une décennie, leur cheptel a nettement progressé, de 78 têtes par éleveur à 124. L'appoint représente 58 % de l'effectif en 1965. Dans le lot au sud du Bamenda, les transhumants sont plus nombreux - 37 -, par suite de la proximité de la plaine de Ndop. Leur cheptel s'accroît également entre 1974 et 83 : de 71 têtes à 94. Quand l'éleveur participe aux déplacements de saison sèche, il réussit à maintenir ses animaux en bon état, ce qui se traduit par un rythme de progression plus soutenu que la moyenne.

A partir de 90-100 têtes, un Djafoun envisage souvent de confier ses animaux à un berger pour la saison sèche. De 1974 à 83, c'est ce qui se produit pour 15 Djafoun dans le lot au sud du Bamenda. La décision succède à une grande prospérité. Ceux qui restent transhumants n'ont pas bénéficié d'un accroissement aussi fort de leur cheptel.

Tabl. 103 : ***Evolution des moyennes de cheptel par Djafoun au sud du Bamenda***

	cheptel en 1974	cheptel en 1983	accroissement (en pourcentages)
transhumants	56,2	68,1	21
transhumants devenus fixes	93,4	133,5	43

En 1974, des Djafoun accompagnaient encore leurs animaux vers la plaine de Ndop, alors qu'ils semblaient assez riches pour se fixer. Ils repoussaient cette décision à plus tard, une fois ménagée une sorte de "marge de sécurité" en bétail. La fixation sanctionne l'enrichissement.

La figure 251 indique l'évolution du cheptel de chaque transhumant. Les transhumants en 1974 et en 83 possèdent moins de bétail que ceux devenus fixes entre-temps. La progression de leur cheptel apparaît également plus faible et plus aléatoire, surtout dans le cas de troupeaux inférieurs à 50 têtes (62). Sur 12 transhumants dans cette situation, les troupeaux de 4 ont même diminué en 1983. Un mariage, l'agrandissement d'une famille entraînent des ponctions qui peuvent excéder l'accroissement naturel d'un petit troupeau.

62. Les Gosi'en de Ndawara qui transhument possèdent moins de 50 bovins. Dès qu'ils disposent de troupeaux un peu plus grands, ils les confient à des bergers. La fixation des Djafoun n'intervient pas en fonction du même effectif de cheptel, d'un lignage à l'autre.

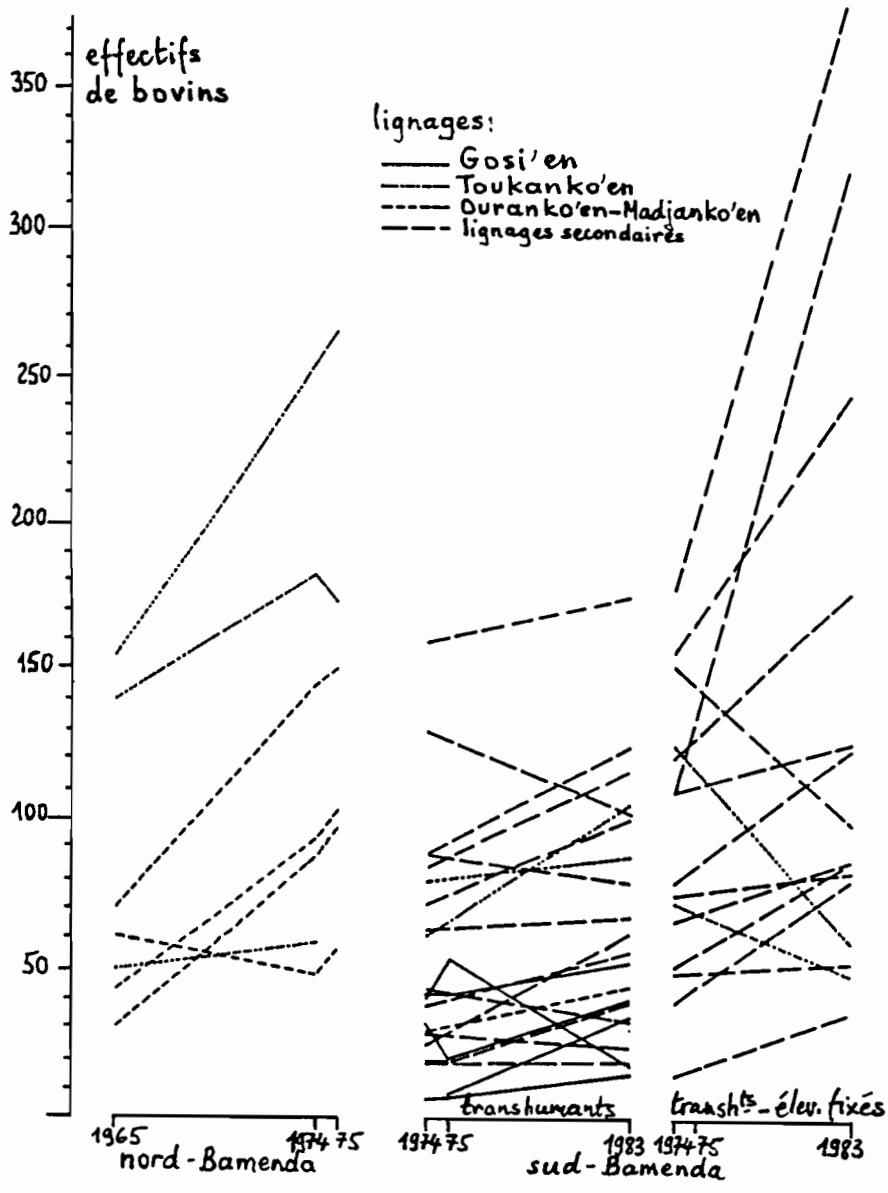


Fig. 251 : *Evolution du cheptel d'éleveurs transhumants*

Chez les anciens transhumants fixés en 1983, les situations apparaissent diverses. Les cheptels progressent d'autant plus qu'ils étaient déjà importants en 1974. Pourtant, des diminutions peuvent également survenir. Une fois fixés, les éleveurs sont sollicités par des dépenses, tandis que les bergers, livrés à eux-mêmes, ne prennent pas toujours soin des animaux.

Le renversement de fortune des éleveurs fixés

Alors que les transhumants réussissent presque toujours à renforcer leur cheptel, est-ce également le cas des Djafoun fixés depuis longtemps ? Cette catégorie rassemble les éleveurs les plus nombreux dans les deux lots : 66 au nord du Bamenda et 35 au sud. Ceux du nord possèdent en moyenne 125 têtes en 1965 et 157 dix ans plus tard. Peut-être le recensement fiscal de 1965 n'a-t-il pas tenu compte de tous les éleveurs pauvres. De toute façon, la croissance de cheptel est indéniable.

Ceux du sud-Bamenda disposent de 119 bovins en 1974. Malgré le soin apporté à la vaccination contre la peste bovine aux environs de Ndop en 1983, les statistiques relatives aux mêmes éleveurs ne leur accordent alors qu'une moyenne de 118 têtes. Leur cheptel est resté stationnaire ou même, a probablement diminué.

Les graphiques d'évolution du cheptel de chaque éleveur fixé, malgré leur complexité, permettent d'analyser cette inversion de tendance (fig. 252). De 1965 à 75, les augmentations restent modérées lorsque le troupeau n'excède pas 80 à 100 têtes.

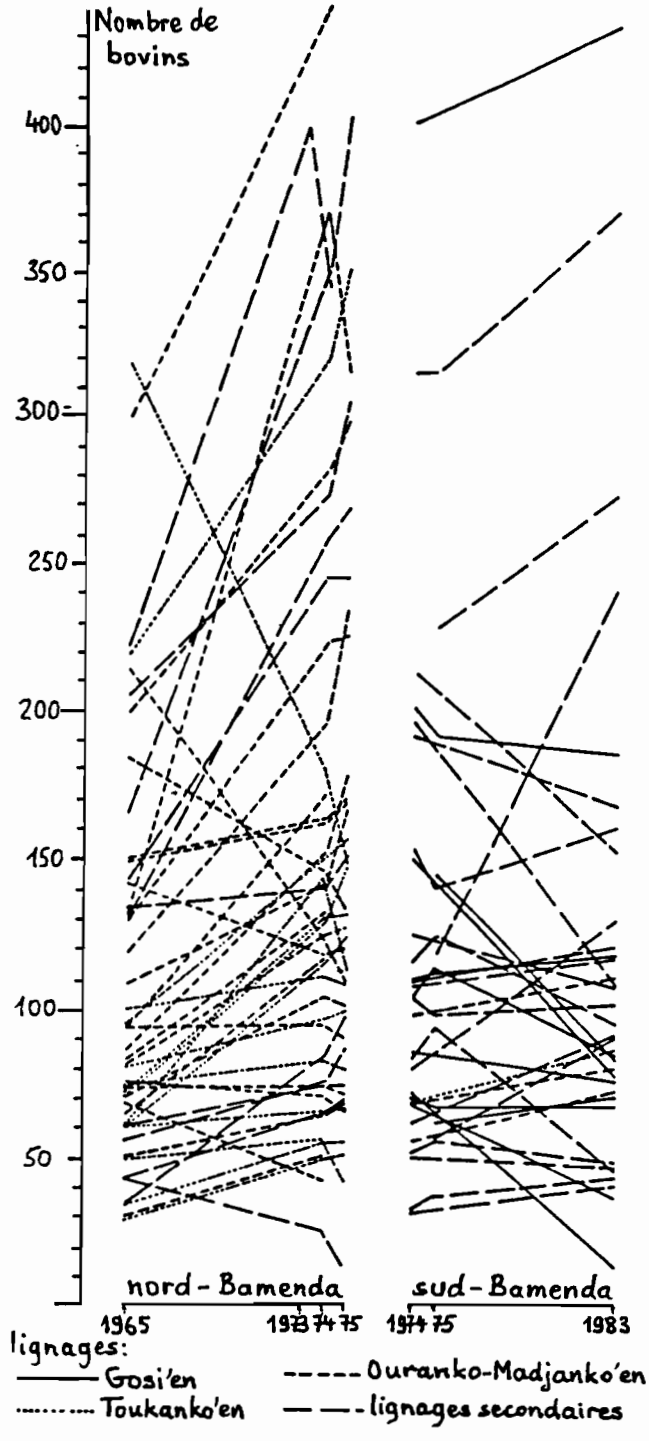


Fig. 252 : *Evolution du cheptel de Djafoun fixés*

Au-dessus de ce seuil, les pentes des lignes d'évolution se redressent. Bien que des diminutions affectent parfois des éleveurs riches mais âgés, incapables de contrôler les bergers, la fixation des Djafoun risque peu d'entamer la prospérité du cheptel, dès lors que celui-ci excède une centaine de têtes.

De 1974 à 83, les effectifs au sud du Bamenda évoluent de façon plus inquiétante. Les cheptels inférieurs à 120 têtes progressent lentement, comme au cours de la décennie précédente, ou diminuent. Surtout, les régressions ne se limitent plus à cette gamme de cheptels ; elles affectent également la tranche de 120 à 200 têtes. Quelques Gosi'en de Ndawara sont particulièrement touchés. Seuls, des effectifs "de départ" supérieurs à 200 têtes garantissent encore une évolution positive.

Un schéma résume, par tranches de cheptel, les changements survenus d'une décennie à l'autre (fig. 253). Le rythme de croissance se ralentit ou même, s'inverse pour une catégorie de cheptels.

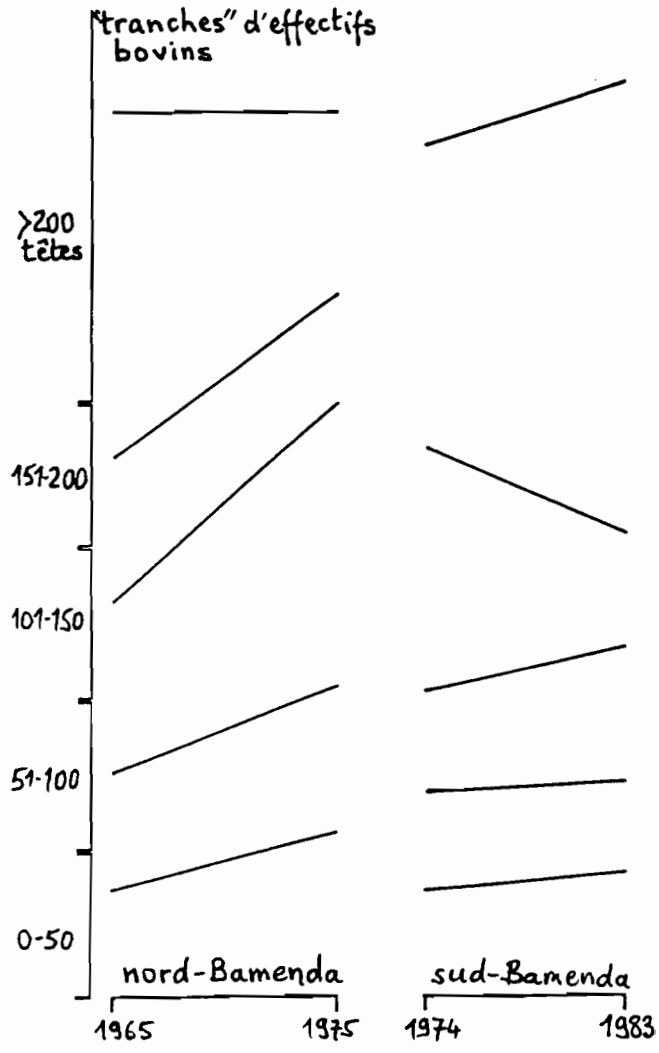


Fig. 253 : ***Evolution des moyennes de cheptel des Djafoun fixés***

Tout se passe comme si la fixation, "payante" pour des effectifs de 100 à 200 bovins dans les années soixante, ne l'était plus dix ans plus tard. Les dépenses afférentes à la fixation gonflent, entraînant des ponctions excessives dans un cheptel inférieur à 200 têtes. Actuellement, il faut être de plus en plus riche pour envisager de se fixer, sans compromettre l'avenir du cheptel. Des Djafoun, pas assez riches pour se permettre le "luxe" de ne plus transhumer et d'employer des bergers, sont en train de s'appauvrir.

La paupérisation des sédentaires

Quant aux vrais sédentaires, ils correspondent déjà, en majorité, à des éleveurs pauvres. De 1965 à 75, le cheptel de 14 sédentaires, au nord du Bamenda, passe en moyenne de 58 bovins à seulement 36. Une diminution semblable affecte ceux du sud-Bamenda de 1974 à 83 : de 45 bovins à 39. D'une décennie à l'autre, le "laminage" de bétail ne se ralentit pas.

Les graphiques mettent en évidence la tendance négative de ces petits cheptels (fig. 254). Parmi les 14 vrais sédentaires du nord-Bamenda, un seul voit son cheptel augmenter de 1965 à 74 et 2 parmi les 8 au sud du Bamenda. Le recul affecte tous les lignages.

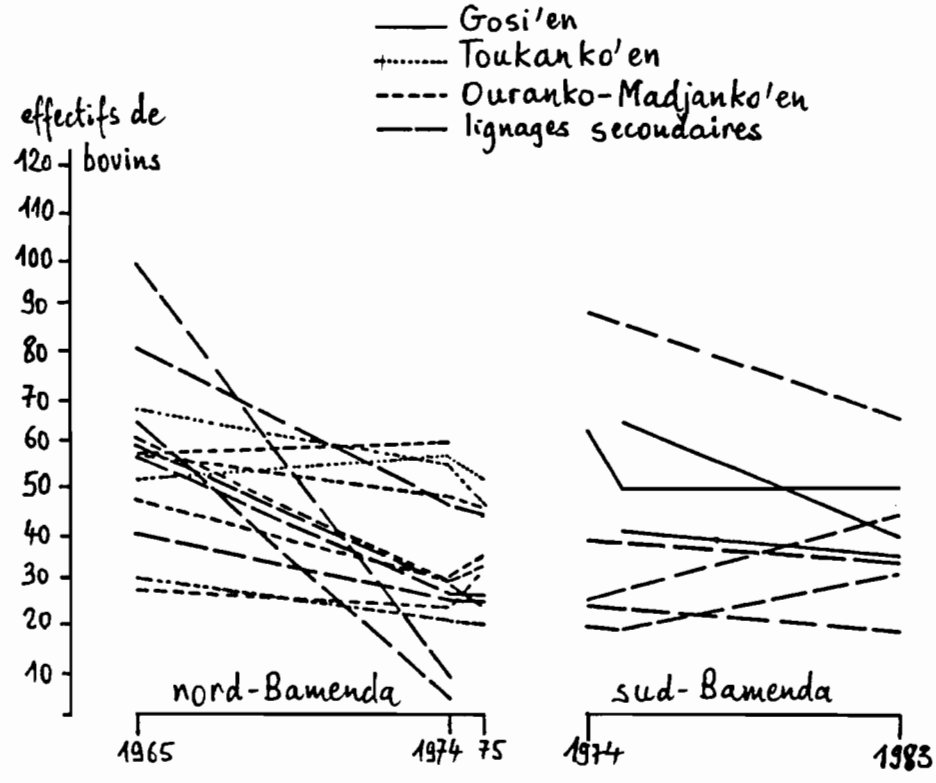


Fig. 254 : ***Evolution récente du cheptel des vrais sédentaires***

Certains vrais sédentaires transhumaient autrefois, quand ils possédaient de 60 à 80 têtes. Mais des pertes ou des ventes excessives ont réduit le cheptel à tel point qu'il ne vaut plus la peine de se déplacer : les animaux, peu nombreux, pourront se maintenir sur place en saison sèche. En fait, ils se maintiennent mal et un recul des effectifs devient inéluctable. Dès lors, les sédentaires se mettent à cultiver. Mais l'engagement agricole lui-même est limité par la modestie des moyens monétaires pour payer des ouvrières.

Les sédentaires, même pauvres en bétail, répugnent à cultiver par eux-mêmes. Avec un cheptel qui n'atteint plus une quinzaine de têtes, certains s'y résignent pourtant. Parfois, un père se consacre entièrement au champ de maïs, laissant le peu d'animaux qu'il possède aux soins des fils. Lorsque les épouses mbororo participent elles-mêmes aux travaux agricoles, c'est le signe d'une véritable paupérisation.

Alors que l'ouverture de champs par de vrais sédentaires devrait permettre de sauvegarder le troupeau, en réduisant les ventes, c'est souvent l'inverse qui se produit. Il devient difficile à un éleveur pauvre de prodiguer des soins aux animaux, de leur ménager une bonne alimentation, tout en s'activant sur le champ de maïs. S'il se met à cultiver par lui-même, le

Mbororo ne peut faire face à toutes ses occupations en début des pluies. Les tâches de détiquage s'ajoutent alors aux sarclages de maïs. La production vivrière ne suffisant pas à enrayer le déclin du petit troupeau, le sédentaire accentue son engagement agricole en plantant des caféiers. Mais les revenus du café ne sont pas immédiats et ne suffisent pas à couvrir les besoins en numéraire d'une famille.

Des études de pasteurs Masaï en Afrique orientale ont également montré que l'adjonction d'une activité agricole à l'élevage réussit rarement à redresser l'effectif de bétail par personne (63) . Au contraire, la juxtaposition et non l'intégration des cultures à l'élevage entraîne comme conséquences une réduction des troupeaux, une affectation d'anciens pâturages à l'agriculture et une dégradation des pâturages d'altitude. De même, chez le petit groupe des Il Chamus, au nord du Kenya, l'engagement agricole des éleveurs pauvres ne suffit pas à enrayer les achats de produits agricoles, surtout de maïs (65). Davantage que les riches, les éleveurs pauvres sont pris dans la spirale de l'inflation des prix de produits agricoles. Contraints de vendre du bétail pour subsister, ils subissent un "cycle de marginalisation".

63. ARHEM, K., 1984, "Pastoral man in the garden of Eden", p. 100.

65. LITTLE, P.D., 1985, p. 250.

Dangers pastoraux de la sédentarisation

Les vrais sédentaires souffrent fréquemment d'une forte instabilité matrimoniale. Les femmes répugnent à vivre avec un éleveur pauvre. Plus il est pauvre, plus l'économie du ménage repose sur elles. Quand un troupeau diminue brutalement, il n'est pas rare qu'elles désertent le ménage. Ce qui amène la réflexion suivante chez certains Djafoun : ***naa gorko, Dum jawdi on Be te'ata :*** *« ce n'est pas le mari, c'est la richesse (le bétail) qu'elles épousent.* » Un jeune avec seulement une quinzaine d'animaux parvient difficilement à trouver une épouse.

Un Ouranko détient 60 bovins en 1965 mais seulement 29 en 1974. Il n'a pu en attribuer que 13 au fils aîné. Comme celui-ci ne parvient pas à se marier, il laisse ses vaches au père et part s'engager comme berger, espérant accroître son petit lot d'animaux. C'est une tentative habituelle pour échapper à l'exclusion sociale entraînée par la pauvreté.

Les mariages, divorces et remariages des vrais sédentaires attestent combien leur situation est dévalorisée au sein de la société djafoun. Non seulement, ce sont des éleveurs détenant peu de bétail mais ils ont, de plus, tendance à s'appauvrir toujours davantage. La sédentarisation complète comporte, dès lors, bien peu d'éléments attractifs. Pour les riches Djafoun, il ne peut être question de "pousser" la fixation jusqu'à retenir tout le bétail sur place, à longueur d'année. Une telle décision aurait un aspect suicidaire.

Tout au moins, la fixation de l'éleveur, combinée avec une mobilité saisonnière du cheptel, permet-elle de concilier deux exigences : une aspiration des Djafoun et de leur famille à s'installer, composante permanente du comportement mbororo, et la nécessité d'assurer la prospérité du cheptel. Au Bamenda, il suffisait, dans les années soixante, de posséder au minimum une centaine de têtes. L'accroissement naturel du troupeau, peu contrarié par des maladies, couvrait largement les dépenses d'une famille

moyenne fixée au campement d'hivernage. A présent, il n'en est plus de même. La marge de sécurité pour que la fixation n'entame pas le cheptel se situe à des effectifs de plus en plus élevés.

Dès lors, les Djafoun vivent une contradiction qui risque de compromettre leur avenir pastoral. D'un côté, la fixation est porteuse de menaces quant à la prospérité du cheptel. De l'autre, les jeunes Djafoun aspirent à s'installer de plus en plus tôt et à remettre le cheptel transhumant à des bergers. « *On ne tire plus de bénéfice,* ***riba****, comme autrefois à transhumer soi-même,* » disent-ils. ***Ladde teetike :*** « *la brousse est pillée (confisquée).* »

Beaucoup de Djafoun expriment une attitude désenchantée et découragée devant les difficultés actuelles de l'élevage. Certes, la fixation de la famille au campement présente l'avantage immédiat d'éviter ***mbidu*** : la souffrance. Attrait du moindre effort. Mais les Djafoun se rendent compte que ce choix ne favorise pas un essor du cheptel. « *Maintenant, il n'existe plus de bon berger,* » avouent-ils. Et puis, les vaches de campement, retenues sur place en saison sèche, le sont ***haa dow Billaake :*** « *dans la misère, la détresse.* » ***Feere waDa asar masin :*** « *certaines subissent beaucoup de pertes.* »

De la transhumance à la fixation et à l'immobilité complète, plus la sédentarisation s'affirme, plus ses conséquences apparaissent négatives pour le cheptel. La société pastorale ne change pas ses rapports à l'espace sans être secouée de graves traumatismes. Les pasteurs soupçonnent les dangers de la sédentarisation pour le cheptel. Ceux qui décident, malgré tout, de ne plus se déplacer avec le bétail estiment en posséder largement pour leurs besoins ou se sont déjà détachés de l'impératif pastoral. Quant aux responsables de la politique de sédentarisation, sont-ils conscients que, pour la majorité des éleveurs, elle signifie des perspectives d'appauvrissement ?

Altérations de la société pastorale

La sédentarisation, au sens large, ne représente qu'une facette de la transformation globale d'une ancienne société nomade, enkystée au milieu de populations dites Semi-Bantou. Tant qu'ils se comportaient en nomades, les Djafoun se différenciaient de façon évidente des villageois. Une fois fixés, les éleveurs entretiennent avec eux des rapports plus suivis de voisinage. En abandonnant leur mobilité, ils perdent un élément de spécificité. Même si les anciens maintiennent ostensiblement leurs distances à l'égard des ***BiBBe lesdi*** (les « *fils du pays* »), les jeunes Mbororo n'évitent plus ceux de leur génération. Longtemps "étrangère" à la région, la population pastorale commence à s'insérer par la frange des nouvelles générations. Par là-même, ne risque-t-elle pas de perdre son identité, en particulier ses valeurs pastorales ?

Des rapports administratifs entrevoyaient déjà cette évolution à l'époque anglaise. D'un côté, l'objectif avoué consistait à sédentariser les nomades mais, de l'autre, les conséquences négatives en étaient bien perçues : détachement à l'égard du bétail et négligence dans le gardiennage, déser-

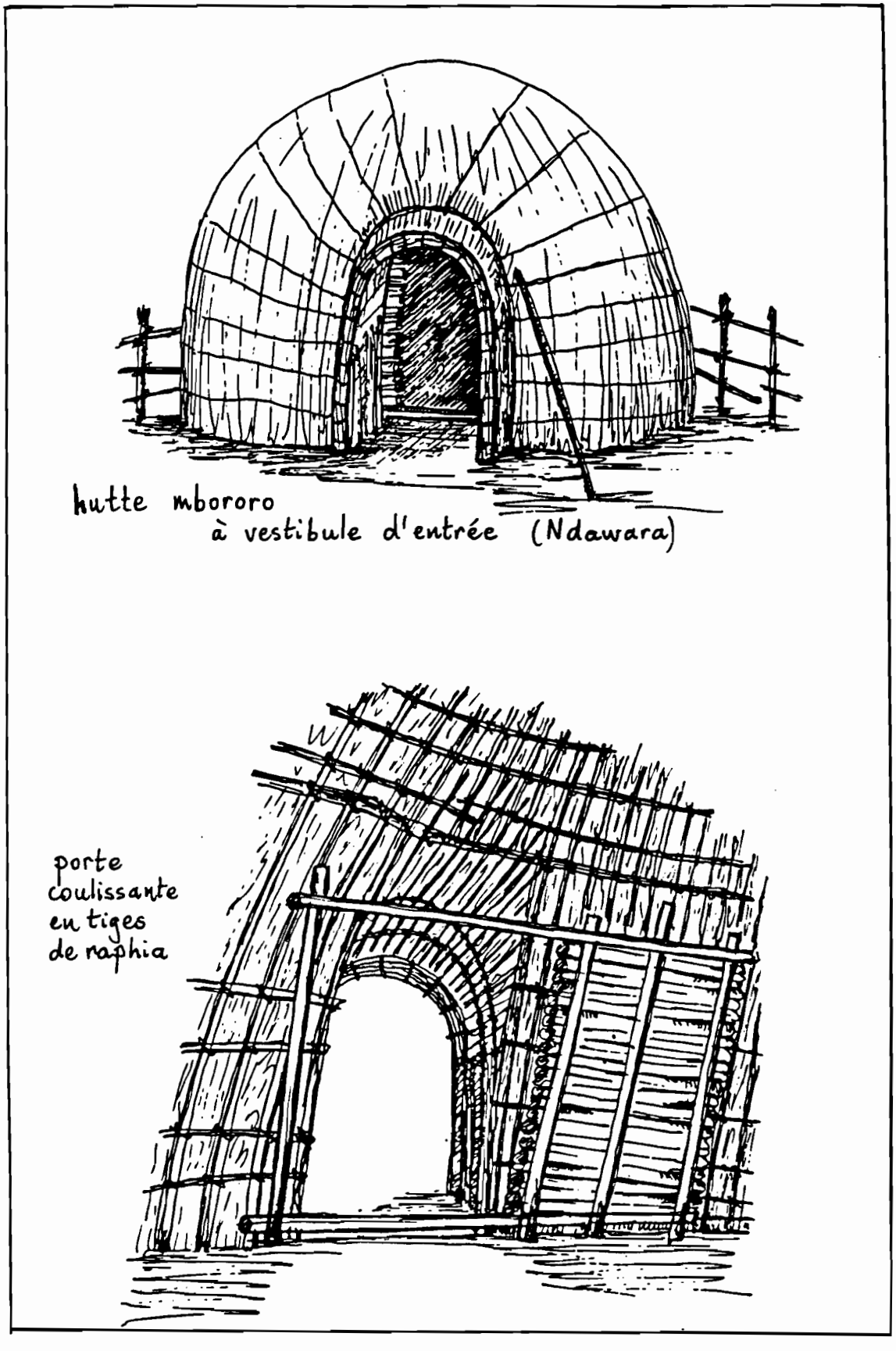


Fig. 255 : ***La hutte "Buteeru" aux Grassfields***

tion de vastes pâturages dépourvus de marchés et d'établissements haoussa, surcharge des pâturages proches de ces commodités. Enfin, les Djafoun les plus riches accumulaient déjà des biens susceptibles de rehausser leur prestige : burnous, chaussures, harnachements de chevaux. Possessions qui n'avaient plus rien à voir avec le maigre équipement des nomades, transporté à dos de boeuf. Aujourd'hui, plus encore, c'est par le cadre de vie matériel que s'évaluent concrètement les changements survenus au sein de la société pastorale.

Nouveaux cadres de vie

Il y a longtemps que les Djafoun des Grassfields ont troqué la culotte de cuir des Peuls sahéliens pour les vêtements en cotonnade empruntés aux Haoussa. En revanche, leur cadre de vie quotidien ne s'est transformé qu'au cours des dernières décennies. C'est surtout sensible dans l'habitat et l'ameublement.

Un habitat de plus en plus "lourd"

La marque traditionnelle du peuplement mbororo, c'est le "campement". Appellation couramment employée en français pour désigner des habitations élémentaires : hutte confectionnée en matériaux végétaux ou ensemble de huttes couvertes de paille. Les Mbororo distinguent deux types de campements. Le ***wuro*** désigne l'habitation d'un chef de famille, dont le modèle traditionnel comprend plusieurs huttes disposées selon un ordre habituel. En tant que lieu habité et centre d'une famille, le ***wuro*** s'oppose au ***waalde***, modeste campement ou plutôt abri de berger, ne comportant, le plus souvent, qu'une hutte isolée au milieu des pâturages. Autrefois simple endroit où l'on passait une nuit, le ***waalde*** reste encore la construction la plus précaire. Elle n'est pas affectée par les changements qui altèrent la physionomie du ***wuro***.

Du point de vue architectural, l'ancien habitat des Djafoun se limite à la hutte semi-sphérique de paille : ***Buteeru*** ou, mieux encore, ***Buteeru mbororo***, tant elle leur est spécifique. Au Sahel, cette construction caractérise plutôt les Peuls semi-nomades (65). Les vrais Peuls nomades sahéliens se contentent d'un abri encore plus sommaire : non couvert, c'est simplement une aire nettoyée, à demi-enclose d'une haie d'épineux.

65. DUPIRE (M.), 1962, "Peuls nomades", p. 55.

Au-dessus d'une armature de perches, ***loosol***, courbées et attachées, le ***Buteeru*** comporte un simple couvert de paille. Aux Grassfields, la paille est attachée pour résister aux bourrasques. C'est dire combien cet abri protège mal du vent et de la pluie qui sévissent durant de longs mois en haut des plateaux. Les Djafoun sont restés fidèles à une construction légère, adaptée aux savanes sèches mais guère à un milieu montagnard pluvieux. Quelques innovations architecturales renforcent pourtant sa maigre étanchéité, par exemple l'étroit vestibule d'entrée et la porte glissante en tiges de raphia (fig. 255). La technique de la porte à glissières est empruntée à l'habitat villageois. Ce sont probablement des ouvriers recrutés parmi des voisins qui l'ont transmise aux Mbororo. Cependant, l'armature rigide et droite de

la porte s'ajuste mal à la forme en coupole de la hutte. En montagne à plus de 2.000 mètres, l'intérieur des cases est tapissé d'une paroi confectionnée d'éclats de tiges de bambous. Mais cette isolation supplémentaire s'adapte encore mal au profil en courbe du ***Buteeru***. En altitude, le toit de paille pourrit rapidement après de longues pluies ; il doit être remplacé presque chaque année. L'habitat traditionnel des Mbororo se révèle en porte-à-faux par rapport aux conditions climatiques des Grassfields.

Dans les années quarante et cinquante, seuls les ***arDo*** sédentarisés faisaient construire des cases rondes à murs en terre, ***bongooru***, typiques des Foulbé. En 1975, des Djafoun, âgés d'une cinquantaine d'années, avouent n'avoir abandonné que depuis peu la hutte de paille. Et pourtant, ils sont fixés depuis une vingtaine d'années.



Fig. 256 : *Emmitouflée de cotonnades, une femme djafoun se dirige vers sa case "bongooru", à côté d'une hutte "Buteeru"*

L'habitation à murs en terre suppose une assurance de séjour durant plusieurs années et pose des problèmes de construction aux Mbororo. En effet, les femmes se chargent habituellement d'édifier les huttes de paille. Pour le pétrissage de la terre et la montée des murs, travaux pénibles et sales, les Mbororo font appel à une main-d'oeuvre villageoise.

> En début de saison sèche, à Tadu, un Madjanko est étendu sur l'herbe en train de se prélasser tandis que, tout près, un ouvrier pétrit de ses pieds boueux un tas de terre, avant de confectionner des briques : contraste saisissant... Les Djafoun dépendent des autres pour la construction d'habitations en terre. Au-delà des accès d'hostilité, une symbiose quotidienne lie les deux populations : facilités pour trouver de la main-d'oeuvre d'un côté et, de l'autre, possibilités de gagner de l'argent sur place.

En 1975, l'habitat traditionnel mbororo et la disposition linéaire des huttes ne se maintiennent, chez les Djafoun, qu'en saison sèche, aux ***seedirde***. Par exemple, des campements familiaux de transhumance dans la plaine de Ndop s'ordonnent encore du sud au nord. Les huttes des épouses s'alignent à l'est où se déroule la vie domestique. Au contraire, la hutte du chef de famille s'ouvre à l'ouest, en direction de la corde à veaux, ***daangol***, et de l'aire des animaux. Le campement est orienté, avec un "devant", côté masculin et du bétail, et un "derrière", domaine réservé aux femmes, selon le même principe qu'au Sahel (66). En même temps qu'ils récupèrent, en saison sèche, un peu de leur mobilité ancienne, les Djafoun reprennent un plan ancestral d'organisation du groupe domestique.

66. DUPIRE (M.), 1970, "L'organisation sociale des Peuls", p. 99.

Quant aux campements de saison des pluies, ils comportent une grande diversité de constructions, surtout chez les Djafoun. Certes, certains ***ruumirde*** ne consistent encore qu'en un alignement de huttes de paille. Dans le cas de bergers ou de jeunes célibataires, chaque enclos n'entoure qu'une hutte isolée. Mbororo encore mobiles ou jeunes ménages qui transhument chaque année, ils ne s'intéressent guère à des habitations qui restent vides plusieurs mois de l'année. En deux jours, les femmes ont vite fait de monter un ***Buteeru***. La hutte est d'une seule pièce. Les murs n'existent pas en tant que tels ; l'armature des perches, fichée dans le sol, fait office de toit et de parois latérales. Cette architecture permet un montage rapide.

Les campements d'hivernage ne comprennent souvent que des ***Buteeru*** chez les Akou au nord du Bamenda. Chez les Djafoun, de tels campements dénotent soit une installation récente, soit une grande pauvreté.

> A 2.200 mètres, sur Bantem, le campement d'un Madjanko se réduit à deux huttes. Il possède pourtant 62 bovins, ce qui lui confère une autonomie pastorale, si ce n'est une grande aisance. Mais il est arrivé il y a peu de temps de Bana, au Bamiléké. Pour le moment, il se borne à habiter des huttes de paille. Si l'endroit lui convient et qu'il décide de s'installer, il fera construire des habitations plus durables.

La plupart des campements djafoun juxtaposent plusieurs types de constructions, indice d'un habitat en pleine évolution. Les choix dépendent du degré de sédentarisation mais également de la richesse de l'éleveur. La hiérarchie des campements se fonde moins sur le nombre des habitations que sur leur architecture. Dans les exemples suivants, le type d'habitation est présenté dans le contexte social et l'environnement naturel.

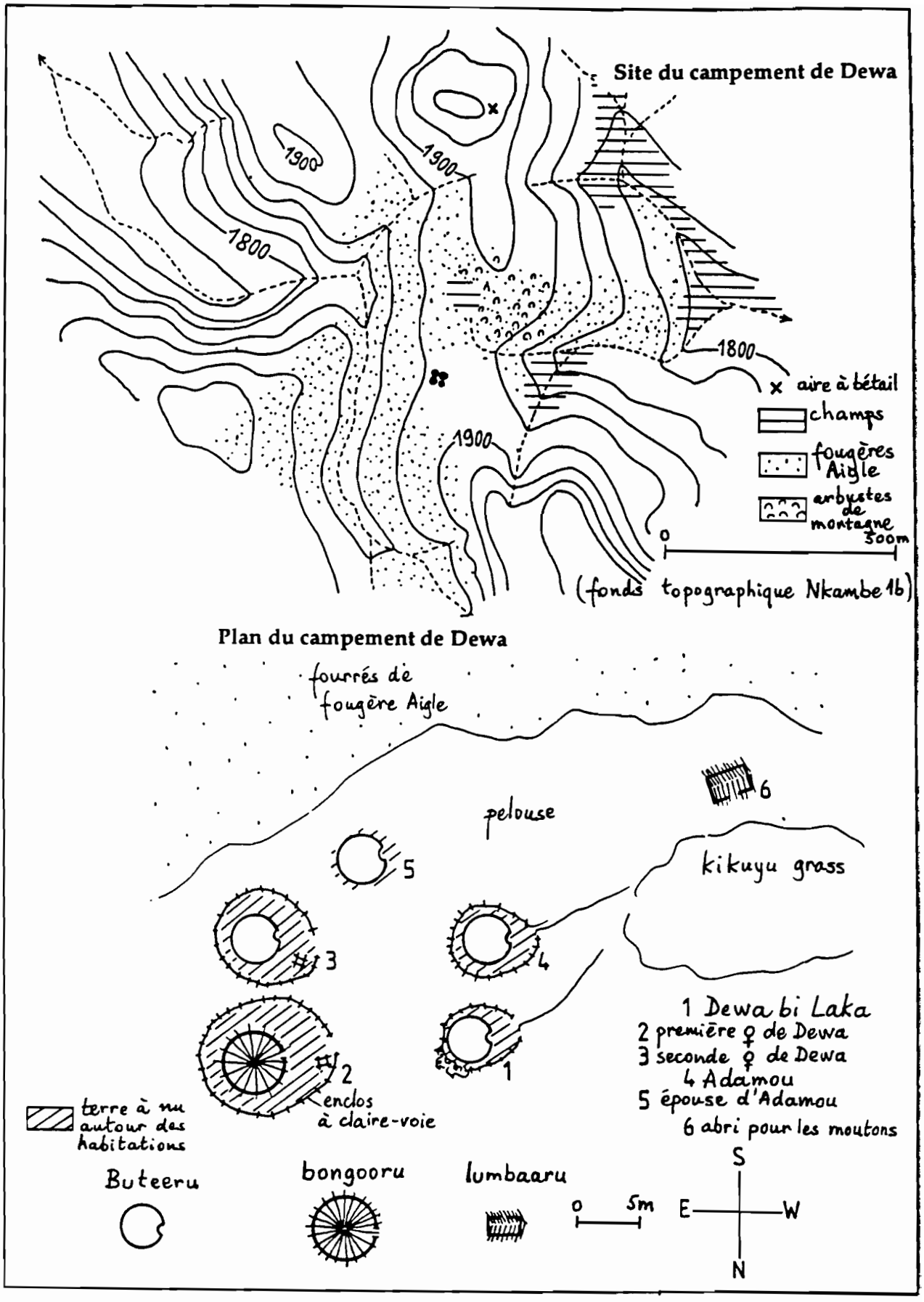


Fig. 257 : ***Le campement de Dewa, en haut de Bamessing***

Des Djafoun innovent à peine par rapport à l'habitat traditionnel. Dewa bi Laka est l'un d'entre eux. C'est un Aoutanko d'une trentaine d'années qui habite au-dessus de Bamessing, sur les hauteurs de Ndawara, à 1.900 mètres (fig. 257). Comme il avoisine l'abrupt du haut plateau, des cultures vivrières et même des caféières envahissent les vallons aux environs du campement. Pour cette raison, l'aire des animaux est éloignée sur une éminence, à 500 mètres des habitations. Le troupeau réunit les animaux de Dewa (60 têtes) à ceux d'Adamou (10 têtes seulement) dont Dewa est l'oncle maternel, ***kaawu***. Malgré la présence de deux épouses et de 8 jeunes enfants, Dewa transhume chaque année dans la plaine de Ndop avec Adamou. En saison sèche, il ne reste plus personne en haut.

Le ***wuro*** se trouve sur un ensellement de terrain entre deux hauteurs, site privilégié de campement. Tous les pâturages voisins sont envahis de fourrés de fougère Aigle et même d'arbustes montagnards. Mais un grand placage de "kikuyu grass" marque, à l'ouest du campement, l'ancienne aire à bétail. Les habitations ne sont encore que des huttes de paille, sauf celle de la première épouse de Dewa. Elle loge maintenant dans un ***bongooru***, case ronde à toit conique largement évasé. S'abaissant presque jusqu'à terre, le toit protège les murs des rafales de pluie qui dégradent les torchis. L'innovation en matière d'habitat profite, d'abord, à la première épouse et non au chef de famille. Le campement est par essence l'espace domestique, donc féminin. Cependant, chaque personne adulte dispose d'une habitation. Une haie à claire voie l'entoure, délimitant un terre-plein à nu, après décapage de l'herbe. Les hommes sortent dans leur "cour" personnelle, devant les huttes, isolées de celles des femmes. Mais les dépendances des femmes sont plus vastes et concentrent la vie familiale.

Comme le jeune Adamou vient de se marier, son épouse ne bénéficie pas encore d'une large cour devant sa hutte. Quant à la première épouse de Dewa, elle est la mieux installée. Cela signifie probablement qu'elle cessera bientôt de transhumer.

Un changement pastoral s'accompagne de transformations dans l'habitat. Parfois, c'est l'inverse : l'adoption de nouvelles constructions annonce des changements futurs dans l'utilisation de l'espace.

A quelques kilomètres de Dewa, le campement d'Alhadji Madjalé illustre le type d'habitat d'un Djafoun qui ne transhume plus. C'est un Faranko d'une cinquantaine d'années qui séjourne depuis 20 ans en haut de Ndawara. Lui-même ne possède que 55 bovins mais il a déjà remis une grande partie du cheptel à ses fils. L'aîné se trouve à la tête de 63 animaux et s'est installé à part, à 3 km de là. Le second, Addou, bien que célibataire, dispose déjà de 30 bovins. Ces animaux étant rassemblés avec ceux du père, le jeune transhume avec tout le troupeau dans la plaine de Ndop. Il est accompagné de Gagaré, un frère cadet d'Alhadji Madjalé, qui possède lui-même 45 bovins. En saison sèche, Alhadji Madjalé reste au campement avec sa mère, son épouse et deux jeunes enfants. Ils gardent alors une vingtaine de vaches ***sureeji*** pour disposer de lait. C'est l'exemple d'un Djafoun fixé dont le gros du cheptel continue à transhumer. La fixation est imposée par l'invalidité de la vieille mère ; elle permet également d'affirmer une présence à l'encontre d'initiatives agricoles récentes, dans un vallon proche.

Comme celui de Dewa, le campement occupe un ensellement de terrain entre deux hauteurs qui culminent à plus de 1.800 mètres, avec des abrupts verticaux dans les trachytes. Il se trouve juste à la bordure du haut plateau volcanique dominant la plaine de Ndop (fig. 258). Le campement comprend quatre unités de résidence,

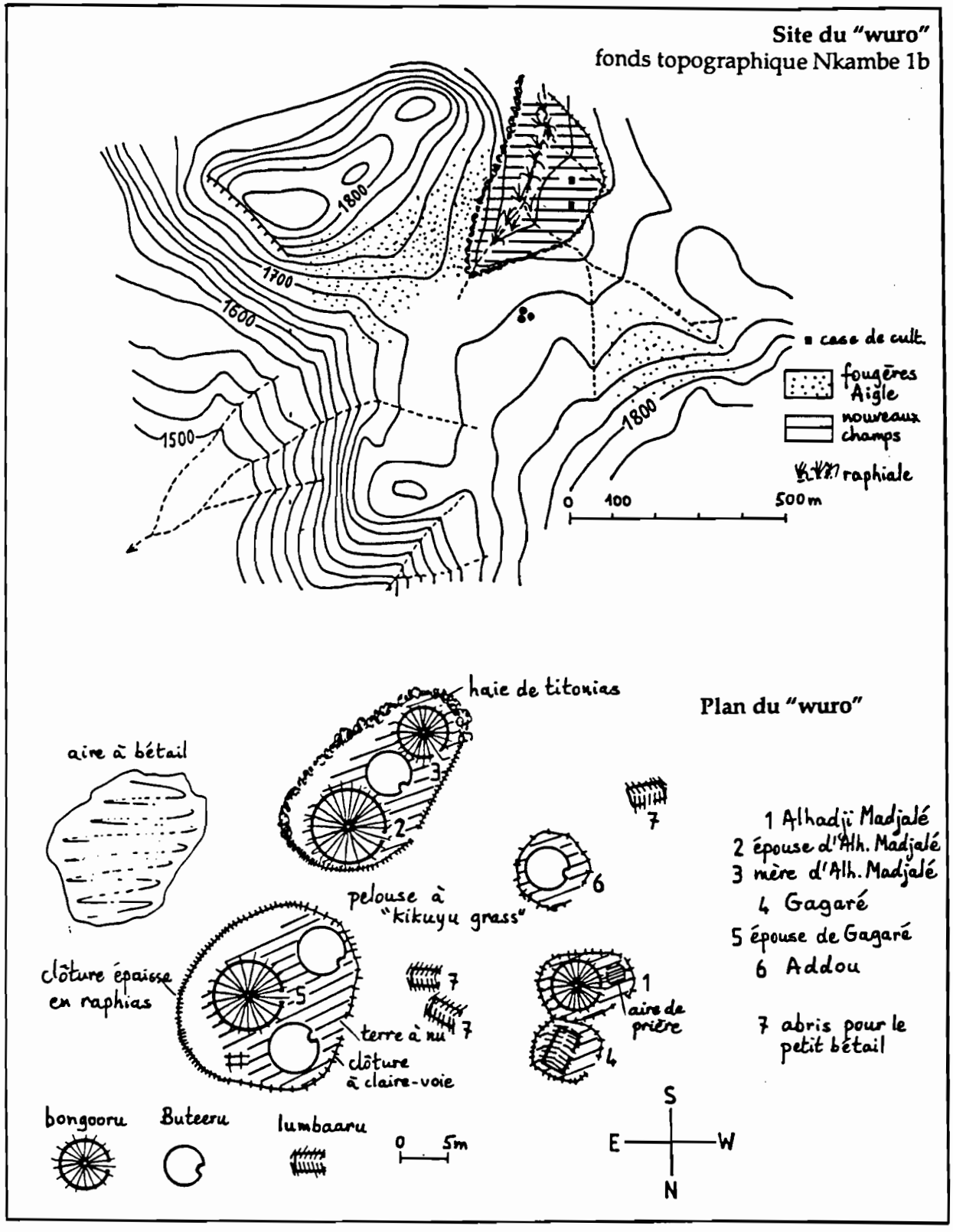


Fig. 258 : *Le campement d'Alhadji Madjalé à Ndawara*

chacune isolée par une clôture, ***kowaagol***, en tiges de raphias renforcée à l'est, "derrière" les habitations. Les enclos empêchent les animaux d'abîmer les constructions en s'y frottant ou en arrachant la paille des toits. Le schéma d'alignement des habitations transparaît dans l'organisation du campement en deux rangs, les hommes à l'ouest et les femmes à l'est. Mais les bovins stationnent à l'est et non du côté masculin, sans doute pour éviter la proximité des champs. La hiérarchie familiale ne guide pas la disposition des habitations. La mère habite au sud des deux fils, mais la disposition des générations ne s'ordonne pas sud-nord comme dans les campements d'autrefois. L'espace domestique féminin se circonscrit à l'alvéole délimitée par les enclos.

Dans ce campement, trois types de constructions coexistent. La hutte de paille, ***Buteeru***, abrite les enfants à l'intérieur des enclos féminins, de même qu'Addou, jeune célibataire. Les cases rondes sont destinées aux adultes des deux sexes. Celles des épouses atteignent une plus grande taille, faisant office à la fois de chambre et de cuisine. Tout près, se trouve le séchoir à vaisselle, ***denki***, un tréteau confectionné en tiges de raphias. Les visiteurs accèdent seulement à l'enclos d'Alhadji Madjalé qui se distingue par une petite aire de prière soigneusement sablée.

L'architecture du ***bongooru*** est plus complexe que celle de la hutte de paille. La charpente, déjà pesante, prend appui sur un pilier central ou répartit le poids sur le mur circulaire. Les perches principales reposent sur les têtes fourchues de piquets de renfort. Le mur remplit seulement les intervalles entre les appuis. Il est en terre ou en pisé appliqué sur une armature de branchages.

Une autre construction, ***lumbaaru***, protège le petit bétail ou les veaux des intempéries et du froid. Parfois, les veaux ont tellement froid en plein air, à cette altitude, qu'ils grelottent et ne tètent plus leurs mères. Les Djafoun ont pris l'habitude d'édifier un abri pour les jeunes animaux, près du campement. C'est une petite case rectangulaire aux murs en torchis ou en feuilles de raphias sur une armature en bois. L'habitation personnelle de Gagaré est du même type.

La case rectangulaire représente une nouveauté dans l'habitat mbororo. Son adoption tient à l'embauche de maçons locaux qui utilisent des tiges de raphias comme matériau de base. Ces perches, droites et rigides, se prêtent mieux à des constructions à plan rectangulaire qu'en cercle. Avec le déboisement et la mise en culture des forêts de montagne, les Mbororo se plaignent de ne plus trouver de perches flexibles pour l'armature des ***Buteeru***. A la forêt succède, le long des cours d'eau, une raphiale, source principale de "bois" d'oeuvre. Tout en étant d'habiles maçons, les villageois des Grassfields ne sont pas experts dans l'édification de murs circulaires, ni dans la pose de charpentes coniques.

Si l'organisation ancienne du campement se maintient chez Alhadji Madjalé, la hutte traditionnelle est en train de disparaître. Attribuée aux membres situés au rang le plus bas de la hiérarchie familiale, elle est comme dévalorisée, prélude à son abandon. Les Djafoun eux-mêmes l'appellent, en manière de dérision, ***Buteeru geene :*** *« la hutte de paille. »* La case ***bongooru*** la supplante progressivement. Avec son toit pointu et la longue pente de sa charpente conique, elle signe la fixation des anciens nomades. Ne serait-ce que pour la charpente, elle implique le recours à des ouvriers et un investissement que n'exige pas la simple hutte.

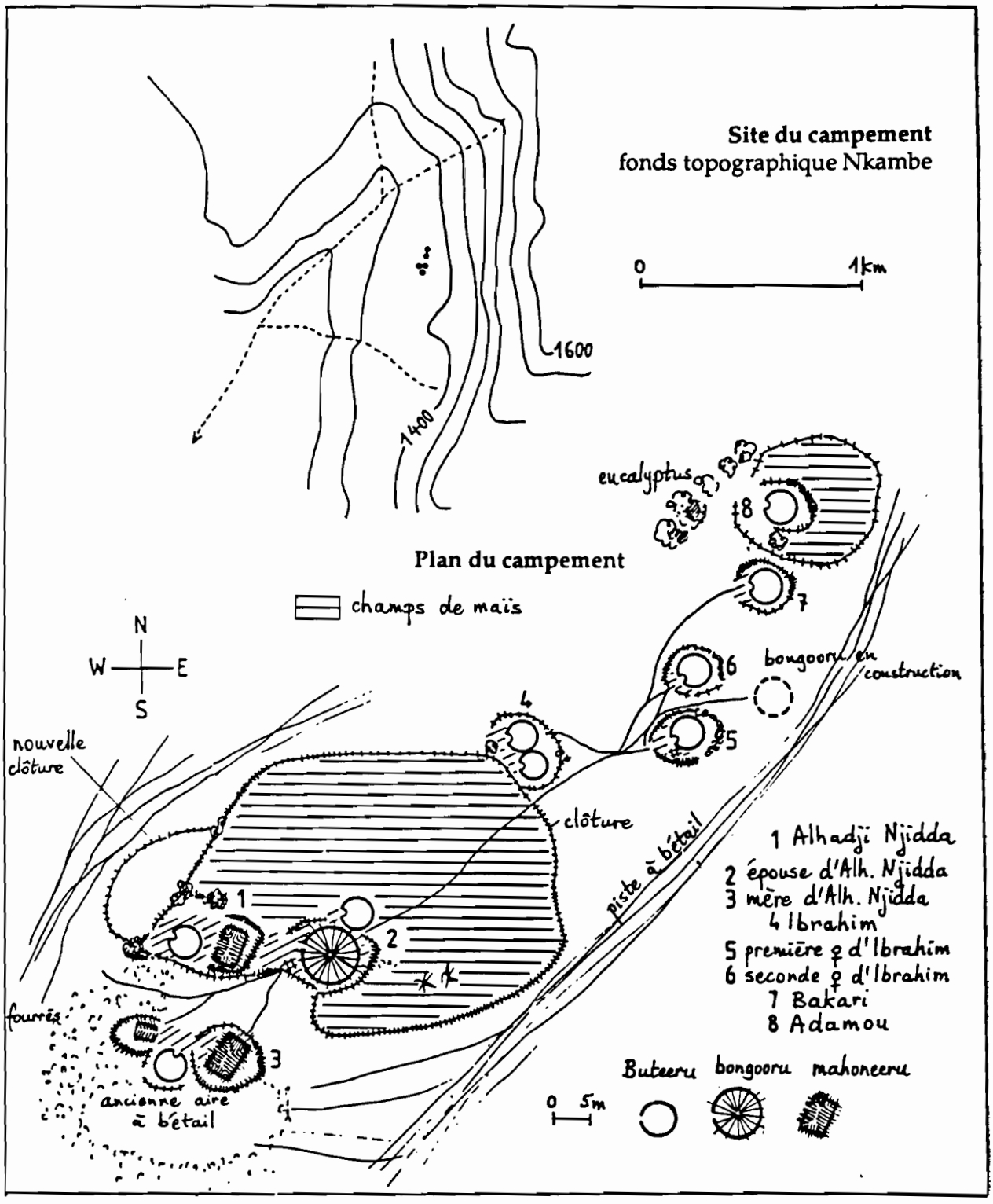


Fig. 259 : ***Le campement d'Alhadji Njidda à Mbiame***

Chez Alhadji Njidda, un Toukanko au sud de Mbiame, la diversité des constructions s'élargit par des emprunts de plus en plus évidents (fig. 259).

Déjà, ce Djafoun est plus riche que le précédent. A ses 120 bovins s'ajoutent les 100 têtes de son fils aîné Ibrahim et les 20 du second : Bakari. Un autre jeune, Adamou, est venu rejoindre son oncle mais il ne possède que 11 têtes. Les quatre unités familiales s'alignent, en contrebas d'un abrupt volcanique. Du côté masculin, elles s'ordonnent selon une hiérarchie familiale, du sud au nord. Mais elles sont dissociées par le grand champ de maïs qu'entreprend, depuis 3 ans, le chef de famille.

Alhadji Njidda ne quitte plus son campement, alléguant le vieil âge de sa mère. Il confie une partie du troupeau à un berger, surveillé en transhumance par les fils qui descendent vers la vallée de la Bui. Dès lors, le père engage des salariés agricoles et couvre maintenant ses besoins en maïs. Il a l'intention d'agrandir encore le champ. Le jeune Adamou tente également de cultiver mais il ne peut s'occuper de sa parcelle qu'au retour de transhumance.

Ici, plusieurs types d'habitat se juxtaposent : les uns abritent des personnes sédentaires, les autres des membres de la famille qui se déplacent. Ces derniers se contentent des ***Buteeru***, tandis que les autres bénéficient d'habitations plus importantes. L'épouse d'Alhadji Njidda dispose d'un grand ***bongooru*** en bordure du champ. Quant au chef de famille et sa mère, ils habitent maintenant des maisons rectangulaires, ***mahoneeru*** (***maha*** : construire un mur). Les murs ne sont plus en pisé (terre plaquée contre une armature de paille tressée et de branchages) mais en terre "pleine" (mortier monté par couches successives sur toute la largeur du mur). Le toit est à quatre pans, comme les constructions des villageois. La poutre faîtière et les quatre pannes d'arêtes supportent tout le poids de la toiture. Dès lors, la charpente doit prendre appui sur des murs plus épais que ceux du ***bongooru***. Les maçons montent les murs en "levées" de terre ou en briques séchées. Alors que le ***Buteeru*** est une construction très légère, le ***mahoneeru*** pèse déjà quelques tonnes.

L'installation du père et les va-et-vient des fils en transhumance correspondent au modèle de sédentarisation par les anciens. La prochaine étape sera la fixation du fils aîné qui a déjà la charge de 2 épouses et de 9 enfants. Il est justement en train de faire construire une case ***bongooru***. La première épouse au moins cessera d'accompagner le mari en transhumance.

En 1975, seuls les Djafoun les plus riches ont entrepris de construire des maisons en "semi-dur", appelées ainsi parce qu'elles associent des murs en terre et un toit de tôles. Chacune représente un investissement de plusieurs centaines de milliers de francs pour la main-d'oeuvre, l'achat et le transport des tôles et des chevrons. Si les cases couvertes de paille admettent une charpente irrégulière, ce n'est plus le cas des toits de tôles qui nécessitent l'embauche de spécialistes charpentiers-couvreurs. L'édification de ces maisons par les éleveurs n'est pas une mince affaire pour l'achat en ville des matériaux et surtout leur acheminement à tête d'homme jusqu'aux campements isolés. Elle implique une volonté de construire et des capacités financières suffisantes.

Wakili Adamou, riche Gosi de Ndawara, habite à 2.050 mètres, dans une vaste clairière de la forêt montagnarde qui couvre le mont Oku. Au nord, des abrupts de plusieurs centaines de mètres dominent la haute vallée de Belo, densément occupée par les Kom. En saison sèche, Wakili confie ses 200 têtes à des bergers. Bien qu'âgé

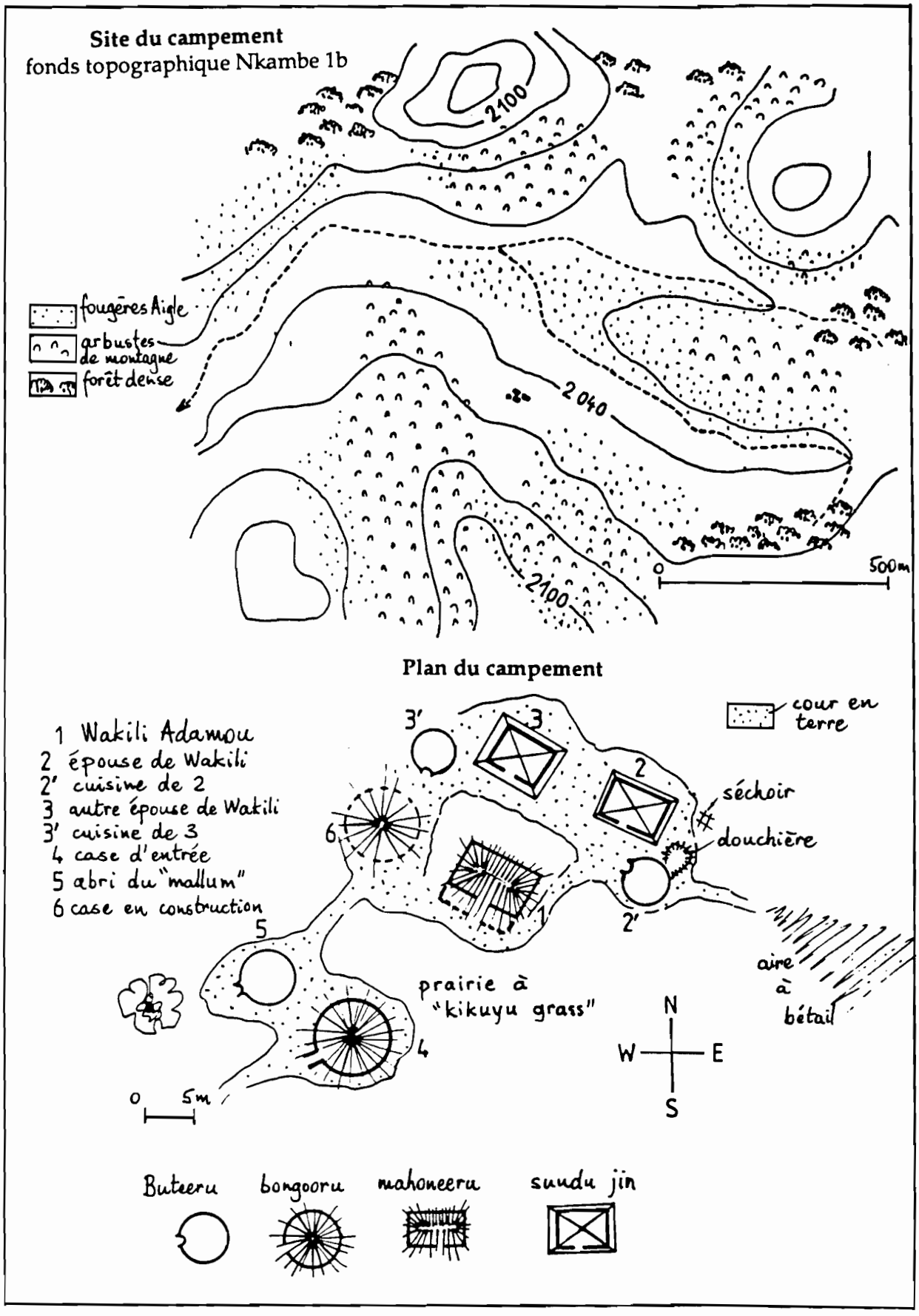


Fig. 260 : ***Le campement de Wakili Adamou en haut de Ndawara***

seulement d'une trentaine d'années, il reste au *wuro* avec une quinzaine de vaches laitières. Il a deux jeunes épouses et déjà 8 enfants. Malgré ses charges familiales, il ne cultive pas : le maïs ne pousserait pas bien à cette altitude et, de toute façon, les revenus du cheptel suffisent pour faire face aux achats de nourriture. C'est le type du riche Djafoun solidement établi dans ses pâturages : son père est l'un des *arDo* de Ndawara.

La disposition et l'orientation du *wuro* s'écartent du schéma traditionnel : les habitations des épouses se trouvent au nord et non à l'est ; les personnes étrangères à la famille logent au sud, tandis que le chef de famille occupe la place centrale (fig.260). Mais l'originalité du campement tient surtout aux toits en tôles des maisons attribuées aux épouses. Elles restent de dimensions modestes, servant uniquement de chambres. Les femmes font la cuisine dans des huttes de paille, à proximité : contraste étonnant entre les deux extrêmes de l'habitat mbororo. Un trottoir entoure les maisons, surélevé à l'aide de bouteilles retournées et fichées en terre. Cette décoration, très prisée des femmes foulbé, est imitée par les Mbororo en cours de sédentarisation. Une maison ne comporte que la porte comme ouverture car le froid sévit à cette altitude.

En plus de ces types extrêmes de constructions, le campement de Wakili juxtapose les habitations communes aux éleveurs fixés. Lui-même dispose d'une grande *mahoneeru* précédée d'une véranda à claire-voie pour abriter de la pluie. Les murs sont faits d'un torchis appliqué sur un treillage serré de montants en bois. Mais les rafales de pluie détrempent le bas des murs et enlèvent le torchis. La rigueur des conditions climatiques en altitude se remarque également par l'étroit vestibule qui protège l'accès à la case d'entrée, *jawleeru*, destinée à recevoir les visiteurs. Cette construction n'existe pas dans les campements mbororo habituels. C'est un emprunt aux habitations de Foulbé sédentaires. Tout près, la hutte d'un malloum chargé de l'éducation coranique des enfants confirme l'intégration culturelle de la famille au modèle foulbé.

Du *Buteeru* à la *suudu jin* (la maison "tôlée"), le campement de Wakili Adamou résume l'itinéraire architectural des Djafoun des Grassfields. Il n'y manque qu'une construction : la mosquée, *juulirDe*, qui symbolise le statut d'*arDo*. Chez les chefs mbororo, une cour commune donne accès à la case d'entrée et à la mosquée. Celle-ci ressemblerait à une construction banale, si ce n'était le décrochement orienté à l'est. Il tient à coeur de chaque *arDo* de cimenter et de "tôler" en priorité la mosquée, par souci de prestige. C'est là que les gens se rassemblent pour la grande prière du vendredi.

L'adoption d'un habitat de plus en plus "lourd" exprime les progrès de la sédentarisation certes, mais surtout l'adoption des valeurs culturelles propres aux sédentaires. Ce faisant, le passage d'un type d'habitat à l'autre concerne des catégories d'éleveurs de plus en plus riches. Les différences d'habitat reflètent des clivages sociaux. En effet, des Djafoun, même sédentarisés, n'ont pas les moyens d'entreprendre des constructions onéreuses.

Wawou, Dabanko de Mbiame, est un voisin d'Alhadji Njidda. Il habite au même endroit depuis 8 ans et ne transhume plus depuis 2 ans. Devenu vrai sédentaire, il a entrepris de cultiver. Ces décisions s'expliquent par son petit troupeau : seulement 24 têtes en 1974. Pourtant, le campement comporte seulement deux *Buteeru* pour lui,

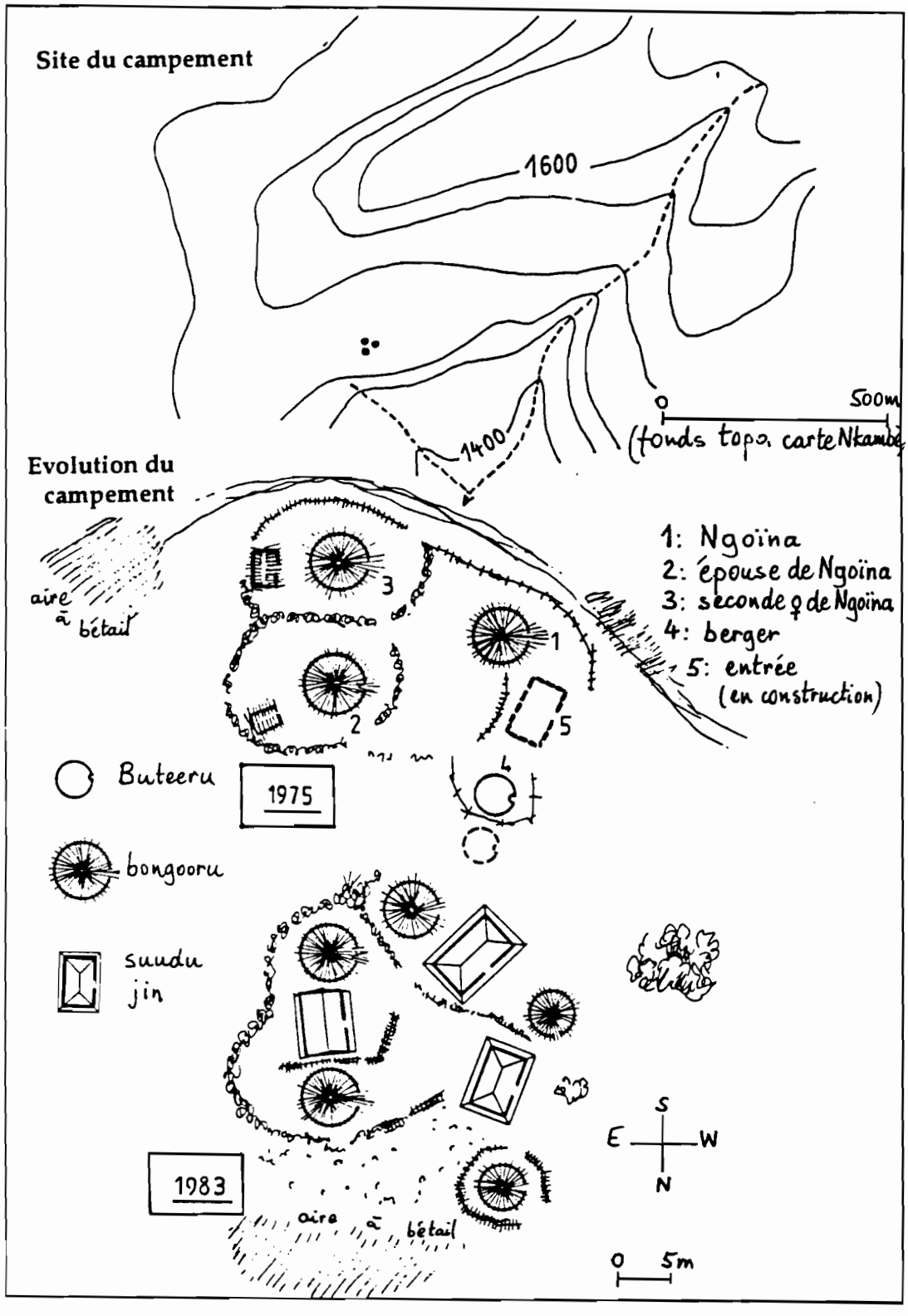


Fig. 261 : ***Le campement de Ngoïna, près de Nkambe***

son épouse et les 3 enfants. Il ne laisse pas supposer qu'il s'agit d'un vrai sédentaire. Wawou n'est pas assez riche pour se faire construire des cases à murs de terre.

L'ancrage spatial des éleveurs n'entraîne pas nécessairement une transformation de l'habitat. Lorsqu'ils adoptent un nouveau type d'habitation, les Mbororo deviennent dépendants d'artisans extérieurs à la société pastorale. Ils ne peuvent solliciter leurs services qu'en disposant de ressources suffisantes en cheptel.

Pourtant, ce frein économique n'entrave pas complètement l'évolution de l'habitat pastoral. A partir de 1975, celui-ci se modifie plus profondément en une décennie que depuis l'arrivée des Mbororo, au début du siècle. Partout, les campements en altitude sont ponctués de maisons "tôlées" qui brillent au loin. Alors même que leur insertion régionale devient plus difficile, que les relations avec les cultivateurs se tendent, les éleveurs accentuent leur installation.

Ngoïna, un Ringuimadji, séjourne depuis 1953 à la bordure du haut plateau de Nkambe. Il occupe un replat épargné par les cultures, bien que ses troupeaux, en brousse, reculent sans cesse devant les champs. Il faut dire que Ngoïna possède officiellement 483 bovins et emploie 4 bergers en permanence. Malgré sa richesse, il a relativement peu investi en constructions. Lui-même et ses deux épouses n'habitent que des ***bongooru*** avec un petit auvent au-dessus de la porte, caractéristique des Foulbé sédentaires en Adamaoua. Au berger célibataire qui s'occupe des vaches laitières n'est attribué qu'un ***Buteeru***, un peu à l'écart. En 1974, Ngoïna fait construire une ***suudu jin***, à murs en briques séchées (fig. 261).

En 1983, le ***wuro*** de Ngoïna a bien changé avec ses trois maisons à murs enduits de ciment et toits couverts de tôles. Les épouses ont chacune la leur, aux murs blanchis à la chaux et précédés d'une véranda à gros piliers. Les maisons de femmes sont plus grandes que celle du chef de famille. Les autres constructions (cuisines pour les épouses, abris pour les bergers) sont des ***bongooru***. Les ***Buteeru*** ont disparu.

Ngoïna a modernisé son campement mais, entre-temps, il a dû replier un troupeau tout près, à la suite de querelles avec des cultivateurs. Alors même qu'il vient d'investir dans l'habitat, ne risque-t-il pas de se trouver encerclé par des cultures ?

A présent, les jeunes générations de Djafoun adoptent carrément le type de construction moderne répandu aux Grassfields : large toit "tôlé", terrasse couverte et, pour les plus riches : renforcements des arêtes de murs en pierres apparentes. Certaines habitations prennent l'allure pimpante de vraies villas.

Yerima Idje, Gosi de Nso, a toujours vécu au nord de Kumbo, à 2.200 mètres. Son père était autrefois le plus riche de la région. Lui-même possède encore environ 300 têtes, gardées par des bergers. Il a cessé de transhumer en 1968, envoyant seulement les bergers vers la vallée de la Bui. Devant les pertes subies au cours de la saison sèche en 1983, il retient maintenant tous les troupeaux en altitude. Il est devenu un vrai sédentaire, tout en se plaignant du mauvais état des animaux en saison sèche.

Dans un paysage de prairies ouvertes à perte de vue, le ***wuro*** d'Idje se niche au milieu d'un bosquet de verdure. Grands eucalyptus et conifères, haie touffue de titonias

entourent les habitations. De loin, elles offrent l'image d'un amas de toits "tôlés". Derrière la maison d'entrée destinée aux visiteurs, celle du chef de famille se remarque par les tôles rouillées du toit. Ce fut la première à être modernisée, avant la diffusion des tôles en aluminium. Autour d'une cour s'alignent les maisons des femmes. Il ne subsiste plus qu'une habitation couverte de chaume.

Les modifications récentes de l'habitat pastoral dénotent la volonté des jeunes générations d'améliorer leur cadre de vie. Ils ne veulent plus donner prise aux dénigrements des villageois qui se moquent de leurs huttes de paille. Inversement, l'édification de véritables maisons est entreprise en dépit de l'hostilité des voisins, opposés à ce que les Mbororo acquièrent par ce biais des droits d'occupation.

Les villageois, au fond d'eux-mêmes, n'ont jamais souscrit à la politique de sédentarisation des Mbororo. Ils se sont d'abord opposés à une affectation définitive de terrains à l'élevage. De même, ils n'ont pas admis des initiatives interprétées comme une installation subreptice des éleveurs. C'est le cas de la construction de cases en terre qui trahit une intention d'habiter longtemps au même lieu.

Cette exclusion des éleveurs s'exprimait ouvertement, à l'époque coloniale, dans les résolutions des "Local Clan Councils". L'une d'elles, citée dans un rapport d'administrateur, est explicite : « at a meeting of the Menemo Clan Council, it was recommended that the Fulani should not be allowed to build permanent mud-block houses » (67). A la même époque, les Nso formulent la même prescription. C'est ce qui ressort de l'une des revendications de leur "Local Council", énumérées par Ph. KABERRY : « protests that Fulani were building mudblock houses in grazing areas ; on other words, they were making permanent buildings and, by implication, claiming permanent rights of settlement » (68).

67. Bamenda Division, 1955, "Annual Report".

68. KABERRY, Ph., 1959, "Farmer-grazier relations and the changing pattern of agriculture in Nsaw", p.12.

Les villageois refusent que les Mbororo aient la moindre possibilité d'acquérir des droits sur des terrains qui ne leur appartiennent pas. Ils préfèreraient avoir affaire à des nomades qui, au moins, ne prétendent à aucun droit. Cette opposition irréductible semble s'atténuer après l'Indépendance. Du moins, elle ne s'exprime plus aussi ouvertement, même si elle survit dans les comportements. La loi de 1962, codifiant les rapports entre les éleveurs et les cultivateurs, reconnaît la présence des Mbororo et les encourage à s'installer. Elle les a certainement incités à construire des campements permanents. Toutefois, elle n'a pas réglé le statut juridique des terrains habités par les éleveurs.

L'équipement domestique des sédentaires

Les transformations de l'habitat vont de pair avec un équipement domestique de plus en plus fourni. Autrefois, celui des nomades se réduisait à des nattes, des couvertures (***daDu***) pour le boeuf porteur, des calebasses et du matériel élémentaire de cuisine, en particulier le mortier en bois : ***unordu***, symbole, avec le pilon, du foyer familial. ***Unordu woni wuro :*** *« c'est le mortier qui fait le campement familial. »* Tout cela ne représentait qu'un maigre capital.

En saison sèche, les nattes sont simplement étendues à même le sol. Au campement d'hivernage, les lits sont surélevés pour éviter l'humidité. Deux pièces de bois, posées sur des pieux fourchus, soutiennent un treillis serré de baguettes et voilà le ***leeso***. Ou bien, deux troncs latéraux, calés par des piquets, délimitent une couche rembourrée de paille ; c'est ***saBBo*** : le nid. Deux, parfois trois lits de ce genre entourent la place centrale du foyer. Quand le froid réveille un dormeur dans la nuit, il ravive le feu et s'accroupit tout près pour se réchauffer. Des accidents surviennent, par la chute dans le foyer de gens qui somnolent. Quelques ustensiles et des cordes pendent à l'armature de la hutte. Près du feu, la bouilloire, ***buuta***, indispensable pour les ablutions avant les prières...

La sédentarisation entraîne une accumulation de biens domestiques. De riches ***arDo*** ont amorcé l'évolution, dans le souci de renforcer leur prestige. Après avoir souligné le désintérêt général des nomades à l'égard de biens autres que le bétail, un administrateur anglais observait déjà un changement chez les Mbororo du Bamenda : « there are signs that the richer Fulani are beginning to acquire considerable personal possessions » (69). Il citait le cas du plus riche Djafoun de Nso, en s'appuyant sur un fait divers. Le campement de cet éleveur ayant été détruit, des marchandises furent retirées des décombres. Or, leur valeur fut évaluée à plus de 150 £, soit l'équivalent du prix de 10 boeufs moyens : c'était déjà une petite fortune. A cette époque, les riches Mbororo thésaurisaient surtout en vêtements et en effets personnels. Leurs épouses collectionnaient de la vaisselle émaillée, abandonnant les calebasses aux plus pauvres. L'équipement domestique était encore restreint.

69. MILNE, M.N.H., 1949, "The status of Fulani regarding land tenure in the Bamenda Division".

A présent, les Djafoun aiment s'entourer d'objets et de meubles. Ils s'équipent de vrais lits : lits locaux à armature de tiges de raphias pour les plus pauvres, lits en bois ou même métalliques pour les plus riches. On les recouvre de tapis ramenés de La Mecque par les pélerins. Au sol cimenté, une petite excavation permet d'allumer un feu la nuit ou bien les femmes préparent un brasero pour réchauffer la pièce. L'équipement domestique s'enrichit surtout chez les femmes. Des étagères contiennent des rangées de cuvettes et de plats émaillés. Des cantines renferment des amoncellements de pagnes. Quelques riches éleveurs ont également meublé de véritables salons : table basse et fauteuils en skay, calendriers nigerians aux murs. Le cadre quotidien s'apparente à celui des villageois les plus aisés.

D'une façon, les changements actuels du cadre de vie attestent la réussite de la politique définie par les administrateurs, il y a plusieurs décennies : « the object is to transform the Fulani of Bamenda from nomadic graziers into sedentary graziers » (69). Mais cet objectif n'a pas été atteint par les moyens envisagés. Les rapports de l'époque mettaient l'accent sur une préservation et une amélioration des pâturages comme moyens d'intéresser les éleveurs à leur milieu pastoral et de s'y attacher. En fait, la protection des pâturages ne fut effective qu'à la fin de la période anglaise et encore, l'appétit en ressources fiscales des administrations locales la contrecarrait sans cesse. Finalement, les Mbororo se sont sédentarisés d'eux-mêmes, en marge du processus prévu. Non seulement ils ne bénéficient pas de garanties foncières mais leur assise pastorale paraît de plus en plus fragile.

La sédentarisation répondrait moins à un objectif politique qu'à un contexte économique favorable. Entreprendre la construction d'une maison "en dur" ou en "semi-dur", l'équiper d'un ameublement moderne, tout cela représente des dépenses importantes.

Disponibilités monétaires

Aux Grassfields, comme souvent en régions de savanes, les Mbororo jouissent d'une réputation de gens riches. Les cultivateurs envient leur fortune apparente. Ce faisant, ils apprécient surtout un capital-cheptel qui ne peut être aliéné et n'implique pas toujours des revenus élevés. Au contraire, depuis les années soixante-dix, le cheptel de la plupart des Djafoun aurait régressé. C'est ce qu'indiquent les statistiques de *jangali*, confirmées par des observateurs. Les effectifs commercialisables diminuent donc probablement. Qu'en est-il des prix du bétail ?

La situation des éleveurs des Grassfields est depuis longtemps favorable, par suite de la proximité des marchés de consommation. C'était surtout le cas avant 1961 quand ils approvisionnaient les villes ibo du Nigeria. En 1942, le prix moyen d'une tête de bétail atteignait déjà 5 £, soit une Livre de plus que du côté français (70). L'union économique avec le Cameroun en 1961 a désorganisé le marché du bétail et provoqué une chute des prix. Ensuite, les cours du bétail ont suivi une courbe ascendante, jusqu'à la crise économique de la fin des années quatre-vingt. Un tableau présente quelques repères chiffrés, répartis sur une quarantaine d'années (tabl. 104).

70. d'après CLARKE (N.), 1943

L'année 1962 n'offre pas un très bon repère pour l'évolution des prix du bétail, juste après leur chute de 1961. Avant l'union avec le Cameroun, un boeuf moyen se vendait l'équivalent de 20.000 CFA, son prix ayant à peu près doublé en une dizaine d'années (71). Malgré une diminution de revenus durant les premières années soixante, la tendance fut nettement positive de 1949 à 62. En tenant compte des prix pratiqués avant 1961, un rapport a démontré que les revenus monétaires des éleveurs étaient satisfaisants (72). La vente annuelle de 8 boeufs procurait un revenu brut de 160.000 francs. En déduisant les coûts de production (limités au versement de 5 années de taxes sur le bétail), les ventes laissaient un revenu annuel net de 150.000 francs. A cette époque, c'était davantage que le revenu d'un conducteur mécanicien employé dans l'administration (salaire annuel de 90.000 francs) et, a fortiori, plus que celui d'un manoeuvre dans une plantation côtière (40.000 francs). Cependant, tous les éleveurs ne bénéficiaient pas de telles rentrées d'argent. Avec un taux d'exploitation maximum de 10 %, la vente annuelle de 8 boeufs impliquait la possession d'au moins 80 têtes. Or, en 1963, la moyenne de cheptel par éleveur atteignait 60 têtes. Il est vrai que les petits troupeaux des Akou contribuaient à réduire les moyennes. Du côté des Djafoun, beaucoup de chefs de famille possédaient le minimum permettant de vivre décemment.

71. BERRIELL, 1960, "Rapport sur l'économie du Cameroun Occidental".

72. S.R.I., 1965, vol. 1

Tabl. 104 : ***Evolution du prix du bétail au Bamenda, de 1949 à 1986***

	1949 (+), équivalent en F. CFA (++)	1962 (*)	1972 (**)	1975 (***)	1986 (***)
mâle 2 ans	2.200		15.000		50 - 60.000
boeuf 4 ans ou vache maigre	3.300	10.000	28.000		70 - 75.000
boeuf 6 ans ou vache en bon état	4.900	17.000	30 - 40.000	50 - 60.000	90 - 100.000
boeuf lourd (7 ans, 400 kg)	8.800	20.000	40 - 42.000		120.000
boeuf très lourd (9ans, 500 kg)		24.000	45 - 50.000		150.000
indice moyen d'augmentation du prix du bétail		2,9	2,2	3	
coefficient d'érosion monétaire			0,5	1,4	
augmentation du prix du bétail, en francs constants			**1,7**	**1,6**	

(+) d'après MILNE (M.N.H.), 1949
(++) selon le taux de change en 1949 : 1 £ = 550 F.CFA
(*) prix indiqués par LACROUTS (M.), 1963
(**) D'après le Service d'Elevage, "Rapport annuel 1972-73 ; North-West Province".
(***) enquête personnelle.

A partir de 1962, le commerce du bétail se réorganise et les prix du bétail augmentent régulièrement. Mais, après 1973, la crise pétrolière déclenche une érosion monétaire de 10 % par an (73) qui absorbe une partie de l'augmentation des prix du bétail. En 1983, les prix chutent, par suite de la fermeture des marchés pour juguler la propagation de la peste bovine. Ils remontent dès l'année suivante. En francs constants, l'augmentation du pouvoir d'achat des éleveurs s'est un peu ralentie, par rapport à la décennie 1962/72. Toutefois, elle réserve encore aux éleveurs une bonne situation économique.

73. d'après "Marchés tropicaux et méditerranéens", n° 1.616, p. 2.827 et n° 2.084, p. 2.565.

Pour disposer, en francs constants, d'un revenu équivalent à celui de 1961, il n'est plus nécessaire de vendre 8 boeufs mais seulement 6. En termes de ressources, l'augmentation de la valeur monétaire d'un animal a compensé la diminution probable du cheptel de chaque Djafoun.

Les prix n'évoluent pas aussi rapidement d'une catégorie d'animaux à l'autre. Au cours des années soixante-dix, ceux des boeufs très lourds et des jeunes mâles ont augmenté le plus vite. Les derniers sont recherchés par les villageois, surtout les Nso, qui font de l'embouche, attirés par les prix offerts sur les marchés à bétail.

Enfin, la crise économique récente du Cameroun, aggravée par des importations de viande européenne, a renversé la tendance des prix du bétail. Produit alimentaire relativement cher, la viande bovine enregistre les difficultés d'une grande partie des consommateurs citadins. Aujourd'hui, la situation économique des éleveurs n'est plus aussi satisfaisante.

Durant plusieurs décennies, les éleveurs du Bamenda ont disposé de bonnes ressources monétaires. C'est ce qui leur a donné la possibilité d'investir dans l'habitat et l'équipement domestique. Les transformations récentes de leur cadre de vie tiennent, en grande partie, à la bonne tenue du marché à bétail. Encore fallait-il que les Mbororo aient la volonté de réaliser une partie de leur capital pour des acquisitions qu'ils dédaignaient autrefois.

Nouveaux rôles sociaux

La vie familiale dans une habitation construite pour durer diffère de l'improvisation qui règne dans une hutte au caractère provisoire. En facilitant le changement du cadre de vie quotidien, la sédentarisation entraîne des transformations de comportement, notamment chez les riches. Ils prêtent plus d'attention à l'habitation et prennent des habitudes casanières. En adoptant un nouvel environnement domestique, les Djafoun s'alignent sur une autre façon de vivre, celle des Foulbé et Haoussa qu'ils côtoient au *sanyeere*. Finalement, le fonctionnement de la société pastorale lui-même est perturbé. Cela se manifeste surtout dans la situation de deux catégories de personnes : les femmes et les jeunes.

Redéfinition du rôle des femmes

Avec la sédentarisation, les femmes accèdent à un statut plus conforme aux valeurs islamiques qui s'imposent de plus en plus à la société pastorale. Les épouses d'éleveurs sédentarisés gagnent en considération mais perdent en autonomie économique.

Marginalisation des femmes, acteurs économiques. Chez les nomades, les épouses collaborent activement à l'économie familiale par la vente de produits laitiers : lait caillé et beurre. Une fois les besoins de la famille en lait couverts, elles disposent de surplus qu'elles échangent, tous les deux ou trois jours, contre des produits agricoles. Les Peuls nomades ont toujours vécu en association avec des populations d'artisans, de commerçants et surtout de cultivateurs. Les relations avec ces derniers s'établissent par le biais des femmes. Pendant que le mari se consacre aux animaux, l'épouse noue des échanges commerciaux avec le monde extérieur.

Par opposition à ce rôle économique actif, la femme d'un nomade ne jouit pas de droits sur la propriété et la transmission du bétail. Elle ne possède que la vache reçue en dot du mari (***saadaaki***) et sa descendance, parfois quelques vaches données par le père. Les filles n'héritent pas du père, afin d'éviter que le cheptel soit dispersé, plus tard, en dehors de la lignée agnatique. La sédentarisation pastorale, en même temps que l'encadrement islamique, introduisent des changements dans la situation féminine.

Au sein de la famille djafoun, la femme cesse souvent la première de transhumer. Cet arrêt est facilité par la présence permanente, au ***ruumirde***, de beaux-parents âgés. Dès qu'elles ont donné naissance à deux ou trois enfants, les épouses ne souhaitent plus se déplacer avec le troupeau. Elles restent au campement, en compagnie des anciens.

Une famille d'Ouranko'en de Meta comprend, autour du patriarche, trois fils mariés et pourvus en bétail. Les fils descendent en transhumance en bas des plateaux, mais ils laissent leurs familles sur place. En saison sèche, le vieux père est donc entouré des quatre épouses de ses fils. Cette division des jeunes ménages en saison sèche intervient fréquemment aux Grassfields.

Chez les nomades et les transhumants, l'épouse s'efforce de vendre des produits laitiers même en saison sèche, malgré la réduction des lactations. Si tant est que les femmes djafoun pratiquent encore ce petit commerce, elles ne peuvent le continuer en saison sèche, en restant au ***ruumirde***. Le mari laisse seulement quelques vaches laitières qui produisent peu de lait sur les maigres prairies d'altitude. L'épouse ne reprend ses ventes qu'après le retour de transhumance des animaux. Son activité et ses revenus deviennent épisodiques.

La réduction du commerce des produits laitiers tient également à la rareté des consommateurs. Les villageois achètent peu de lait, même pour en donner aux enfants. Pour certains, c'est un produit cher ; d'autres n'apprécient pas le lait caillé (***penndiiDam***) que les femmes mbororo vendent, les accusant d'y ajouter de l'eau. Même les populations des hauts plateaux cuisinent à l'huile de palme plutôt qu'au beurre (74).

74. Comme les Grassfields sont dépourvus de palmeraies, des courants commerciaux, autrefois renforcés d'alliances ou de dominations politiques, unissaient les chefferies de plateaux aux populations de forêt, pourvoyeuses d'huile de palme.

Les femmes mbororo ne trouvent d'acheteurs qu'aux ***sanyeere*** peuplés de Haoussa et de Foulbé. Or, ceux-ci sont peu nombreux. Dès que les Mbororo s'écartent en brousse, les femmes ne peuvent pratiquement plus vendre de lait. Cette dépendance à l'égard d'une frange étroite de population rend compte de l'agglutination des éleveurs dans quelques secteurs. Contrairement aux rapports d'administrateurs anglais, mettant en cause "l'instinct grégaire" des Mbororo ou leur attrait pour les villages et marchés haoussa, les éleveurs ne sont pas tout à fait libres dans le choix du lieu d'installation ; ils doivent tenir compte des préférences féminines. Dans toutes les savanes, de l'est du Cameroun à la Centrafrique, les Mbororo se concentrent autour des rares centres ruraux peuplés de commerçants islamisés.

Chez les lignages djafoun les plus prestigieux, les femmes refusent à présent de s'abaisser à la pratique du petit commerce de produits laitiers, en considérant cette activité comme dégradante. Des hommes ne manqueraient pas de se moquer d'elles, au marché, en lançant d'une voix railleuse : ***kosam sippugo Don naa ?*** *: « y a-t-il du lait à vendre ? »* Seules, les femmes des Akou restent insensibles à cette déconsidération. Elles continuent de troquer inlassablement du beurre contre des produits agricoles. Au Bamoun, où les Akou sont nombreux, les villageois sont plus ouverts à la consommation de produits laitiers.

Au fur et à mesure que la sédentarisation s'accentue, les femmes djafoun répugnent davantage à vendre du lait. L'encadrement islamique plus poussé des sédentaires limite la liberté de déplacement des épouses. Les règles de savoir-vivre, diffusées par les maîtres coraniques, interdisent aux épouses d'aller de-ci de-là, sauf pour des visites aux parents et aux malades : ***non Defte amin vi'i*** *: « c'est ce que disent nos Livres Saints. »* Les Mbororo nomades eux-mêmes ont quelque connaissance de ces prescriptions mais ils ferment les yeux. D'ailleurs, leurs épouses refuseraient de s'y soumettre, arguant qu'elles ne peuvent vivre comme les femmes des Foulbé. Et puis, les nomades apprécient les échanges que pratiquent leurs épouses : ***kamBe joggi wuro*** *: « ce sont elles qui entretiennent la famille. »*

Chez les Djafoun, les femmes proches d'un ***sanyeere*** et qui s'adonnent encore au commerce du lait, refusent désormais de subvenir à la nourriture de la famille. Elles réservent leurs recettes à des dépenses personnelles, ***haaje maBBe*** *: « leurs besoins, »* disent les hommes, de façon laconique. Le mari n'a aucun droit de regard sur l'utilisation de cet argent ; il ne peut compter dessus pour assurer l'alimentation de la famille. Celle-ci ne repose plus que sur les ressources dont le mari dispose, c'est-à-dire l'argent des ventes de bétail, ***seede nagge***. Alors qu'autrefois, la vente d'animaux n'intervenait que de façon épisodique, offrant un revenu supplémentaire aux ventes régulières de lait, elle devient la base de l'économie familiale. L'évolution n'est pas propre aux Djafoun des Grassfields. Elle caractérise tous les lignages mbororo prestigieux qui se sédentarisent en savanes. Le rôle socio-économique des femmes change complètement : ***joonde rewBe wayli bee booDDum ma*** *: « il est vrai que la situation des femmes a beaucoup changé. »*

Inégalités d'accès aux femmes. D'acteur dans l'économie familiale des nomades, l'épouse en vient à se comporter comme personne à charge chez les sédentaires. Dès lors, la richesse en bétail du mari intervient comme facteur déterminant du régime matrimonial. Elle accentue les oppositions entre les riches, engagés dans une large polygamie, et les pauvres qui trouvent difficilement à se marier. Les riches confient les troupeaux à des bergers salariés qui se chargent de la traite, amenant de temps à autre du lait au *jagorDo* : le patron. Les épouses de celui-ci n'oseraient, par honte, aller traire les vaches, alors que le berger s'active déjà auprès d'elles. Chez les "grands" éleveurs, les épouses ne s'occupent plus des vaches ; certaines

sauraient à peine faire la traite. ***Jonta kam, sey defugo tan*** : « *maintenant, elles ne font plus que la cuisine,* » reconnaissent les maris. La condition féminine dans les grandes familles se rapproche du modèle islamique.

Chez les nomades, la situation des femmes ne se différencie guère, que le mari soit riche ou pauvre. Elles participent, de la même façon, à l'économie du ménage. Elles vont et viennent, en de longues marches, la calebasse toujours calée sur la tête. ***Sey Be ngaanca tan*** : « *elles ne font que de se déplacer.* » Chez les sédentaires, les épouses de riches éleveurs ne s'abaissent plus à faire le porte-à-porte auprès des villageois. ***Min de'iti non non, min mbiDataa meere*** : « *nous restons seulement tranquilles, nous ne souffrons plus pour rien,* » affirment celles qui s'en trouvent satisfaites. Lorsque des femmes de sédentaires continuent à vendre du lait, elles le font vraiment par nécessité.

A Bambui, au nord de Bamenda, l'épouse d'un Sayganko amène encore du lait comme autrefois aux Haoussa du village. Son mari ne possède que 9 bovins en 1974. Il s'est engagé, depuis les premières années soixante, comme berger du plus riche Gosi des environs. Il aimerait bien cultiver pour compléter son maigre salaire, mais l'employeur l'interdit, craignant qu'il néglige les animaux. Dès lors, l'épouse est contrainte de vendre le lait des quelques vaches du mari, sans cela « *les enfants n'auraient pas de quoi manger à leur faim,* » une perspective qui n'épargne pas les plus pauvres.

Les Djafoun considèrent maintenant comme des corvées humiliantes les tâches qui revenaient autrefois normalement aux épouses. Dès lors, les femmes n'acceptent plus de se marier avec des éleveurs pauvres, a fortiori des bergers, les parias de la société pastorale. Au siècle dernier, les Mbororo achetaient de jeunes serviteurs pour s'occuper gratuitement des animaux. Aujourd'hui encore, le statut de berger est entaché d'un caractère avilissant. Quand un jeune s'engage comme berger, les Mbororo jugent qu'il s'abaisse à l'état de ***maccuDo*** : serviteur. Aussi, la plupart des bergers viennent-ils de loin, de l'Adamaoua ou du nord de la Bénoué. Aucune femme mbororo "bien née" n'oserait fréquenter un simple berger. Les Mbororo sans bétail sont les victimes d'une grande instabilité matrimoniale, leurs épouses successives fuyant une situation misérable.

Près de Lassin, un Bogoyanko est le berger d'un villageois, situation encore plus humiliante, peut-être, que de travailler pour un Mbororo. Son épouse actuelle est la huitième mais les scènes de ménage deviennent fréquentes ; elle veut partir. Lui-même, plein d'amertume, a l'intention d'abandonner la garde du bétail pour rentrer au Bauchi, sa région d'origine, et se mettre à cultiver.

Au mieux, le berger s'établit en ménage avec l'une des rares filles d'origine servile, ***korDo***, qui subsiste au sein de la population pastorale. Autrement, il se résigne à épouser une femme d'origine locale, prise notamment parmi les Bali, comme si l'origine lointaine de cette population facilitait les liens avec les Mbororo. Sur ses vieux jours, il cesse le gardiennage du bétail, se fixe dans un ***sanyeere*** et se met à cultiver, aidé par l'épouse. Il peut compter sur l'ardeur au travail de sa compagne pour assurer la subsistance du ménage.

Berdou Amadou, qui se dit Foulbé et originaire du Bauchi, est âgé d'une cinquantaine d'années. Il s'est engagé comme berger auprès des Mbororo depuis l'âge de 25 ans. Malgré ces nombreuses années de service, il n'a pas réussi à constituer un troupeau personnel. Ne trouvant pas d'épouse parmi les siens, il a choisi une fille de Misaje. Elle continue à cultiver du maïs dans son village et entretient le mari. Celui-ci est tombé malade, a perdu son emploi et n'a pu subsister que grâce au travail de l'épouse. ***O joggini am, haa mi yamditi*** *: « elle a pris soin de moi, jusqu'à ce que je sois guéri. »* Berdou tire la morale de son destin : ***rewBe haa Do woodi barka, joonde rewBe feere feere*** *: « les femmes d'ici (des villageois) sont remarquables, le comportement des femmes n'est pas partout le même. »*

Avec la sédentarisation, l'entretien d'une famille suppose la possession d'un minimum de cheptel. A mesure que les femmes deviennent des personnes à charge, les plus déshérités des Mbororo sont comme écartés de la société pastorale, incapables d'y nouer une alliance matrimoniale. Les mariages entre Mbororo tendent à se restreindre à ceux qui possèdent suffisamment de cheptel. Les filles issues des lignages prestigieux n'acceptent de se marier qu'avec des éleveurs riches.

Fonctionnant jusqu'ici à l'écart des populations des Grassfields, la société des Mbororo finira par se souder à elles par l'intermédiaire des catégories sociales les plus défavorisées. Ce métissage sera facilité par le rôle économique décisif assumé par les femmes d'origine locale, productrices de nourriture. Ce qu'un vieux berger mbororo résume à sa manière : ***debbo Bi-lesdi, naa sarla naa ?*** *: « une femme du pays, n'est-ce pas elle qui porte le pantalon ? »*

Inerties du statut juridique des femmes. Alors que la situation sociale des femmes sédentaires s'aligne sur celle des Foulbé, leur statut juridique s'en écarte toujours. La fille n'hérite pas de bétail, en concurrence avec ses frères. La coutume mbororo veut que l'héritage du bétail se fasse en ligne masculine. En l'absence de descendants masculins, le bétail revient aux frères du défunt. Les femmes mbororo ne bénéficient pas des droits que leur accorde le code islamique. Cependant, une évolution s'amorce dans les règles d'héritage, à la suite de jugements rendus par les ***alkaali*** institués dès l'époque coloniale, à Ndop puis à Nkambe. A présent, quelques femmes mbororo possèdent du bétail, hérité du père, en absence d'héritier masculin direct.

Boy est une femme Ouranko de Meta qui habite auprès de 4 oncles paternels. Au décès de son père, elle a bénéficié d'une priorité, en tant que descendante directe, sur les collatéraux du défunt. Elle a hérité d'un petit troupeau de 19 têtes, mises en garde chez un voisin du même lignage. En vrai droit musulman, elle n'aurait dû recevoir que la moitié de l'héritage, l'autre moitié revenant aux frères. M. DUPIRE signale une évolution comparable des partages successoraux chez des nomades qui ont vécu longtemps au voisinage de villages musulmans, au Nigeria (75).

75. DUPIRE (M.), 1962, pp. 208-209.

En dépit des enseignements de maîtres coraniques, les Djafoun des Grassfields adoptent difficilement les règles de succession islamiques. Les femmes restent largement à l'écart de la transmission du bétail. La situation sociale et économique des épouses d'éleveurs sédentaires évolue plus vite que leur personnalité juridique.

La tombée en désuétude de leurs activités commerciales, de pair avec la sédentarisation, représente une marginalisation économique des femmes d'éleveurs. Ne disposant plus de revenus personnels, elles dépendent de la richesse et de la générosité des maris. Pourtant, il ne faut pas s'y tromper : pour les Djafoun, le renoncement au commerce des produits laitiers n'exprime pas une dégradation du statut social de la femme mais, au contraire, un gain d'honorabilité. Dès lors, les femmes d'éleveurs « *n'ont plus honte.* » Elles ont remplacé, sur la tête, la calebasse de lait par le fichu des femmes foulbé, symbole d'une promotion.

Le désarroi des jeunes

De même que pour les femmes, les changements vécus par les jeunes tirent leurs racines à la fois de la sédentarisation et d'un resserrement de l'encadrement islamique, les deux phénomènes étant intimement liés. Les modifications de statut des jeunes présentent quelques analogies avec la nouvelle situation féminine : mise à l'écart des tâches pastorales et détachement vis-à-vis du bétail. Mais, cette fois, les modifications ébranlent le fonctionnement même de la société. Elles ne touchent plus seulement les éleveurs pauvres. Toutes les catégories sociales se trouvent menacées, les riches peut-être davantage que les autres.

Selon la tradition chez les nomades, les enfants participent très tôt à la vie pastorale. Tout jeunes, ils s'occupent des veaux avec lesquels ils nouent des liens de familiarité et d'amitié. Ils les attachent lors du départ des mères à la pâture et les détachent au moment de la traite. A partir de 5-6 ans, le ***Bingel***, qu'il soit fille ou garçon, prend part à la garde d'un troupeau. C'est, en même temps, l'occasion de jeux qui accaparent parfois les enfants, leur faisant oublier les animaux qui commettent des dégâts. Après 12 ans, le jeune mbororo devient ***suka*** et reçoit la responsabilité d'un troupeau. Dès lors, il passe toute la journée en brousse et adopte une tenue originale, les cheveux touffus tressés en deux nattes le long du visage. L'adolescent s'occupe des animaux à longueur de journée, ce qui offre au père le loisir de se rendre à de nombreux marchés. La garde des animaux, la connaissance des soins qu'ils exigent et de leurs besoins constituent l'essentiel de l'apprentissage du jeune dont l'éducation religieuse est négligée. La formation est centrée sur les valeurs pastorales : respect des vaches, n'excluant pas l'affection pour une préférée, fierté devant les plus beaux mâles, tendresse envers les veaux. Techniquement et moralement, le jeune est préparé à prendre la relève du père.

Lorsqu'il devient ***derkeejo***, aux environs de sa vingtième année, le jeune reçoit une partie du cheptel paternel, par une sorte de pré-héritage. Il ne manque pas de l'amener sur les meilleurs pâturages pour qu'il prospère le plus possible. Vers 30 ans, l'héritier, marié et lui-même père de famille, entre dans l'âge adulte, ***dotta***. Acquérant une pleine autonomie, il s'écarte du père. La descendance familiale est assurée et le bétail maintenu au sein de la lignée paternelle.

La déstabilisation par les écoles. Actuellement, la sédentarisation introduit une formation islamique des jeunes Mbororo. Elle les écarte du bétail et provoque des difficultés dans la transmission du bétail, d'une génération à la suivante.

La présence permanente de jeunes enfants aux campements d'hivernage amène des maîtres coraniques à proposer leurs services pour assurer l'éducation religieuse. Toutes les savanes peuplées de Mbororo deviennent de véritables "terres de mission" islamique pour des lettrés originaires de centres d'enseignement, au nord. Autrefois, c'étaient surtout des Haoussa venus du Nord-Nigeria : Yola, Gombe, Kano. A présent, les Foulbé de l'Adamaoua tendent à les supplanter.

Les maîtres coraniques séjournent de 6 mois à un an chez un Mbororo puis l'autre, avant de rentrer, une fois un pécule amassé. De riches éleveurs engagent un maître uniquement pour leurs enfants, lui assurant logis, nourriture et rémunération à la fin de l'apprentissage du Coran. D'autres parents s'associent et mettent leurs enfants chez celui qui héberge le malloum.

De gardien des vaches, ***duroowo***, le jeune devient subitement élève coranique, ***pukaraajo***. Le changement de vie est radical. Le matin, il faut répéter de bonne heure le verset appris la veille. Dans la journée, les élèves peuvent s'occuper du bétail mais il faut également ramasser du bois mort. La nuit tombée, ils allument un feu, se rassemblent à la lueur des flammes, chacun criant à tue-tête le verset recopié sur la planchette. Le rythme quotidien des études, l'effort intellectuel de mémorisation d'une langue étrangère détournent les enfants des préoccupations du bétail. Les anciens qui savent à peine réciter leur prière et qui se contentent de marmonner en répétant des gestes entrevus, accordent une grande importance à la lecture et à l'écriture de la langue sacrée.

La prière solennelle, ***do'a***, qui marque la fin de l'étude du Coran, donne lieu à une grande fête. Les parents, les relations du jeune impétrant, les invités font assaut de générosité en offrant, qui du bétail, qui de l'argent. Chaque don est annoncé, à voix de stentor, par un griot de service : ***Alhaaji Umaru, mo Barare, hokki nyalahol haa pukaraajo e temeere jowi haa do'a ; Allah hokku jam*** : « *Alhadji Oumarou de Barare donne une génisse à l'élève et cinq cents francs pour la prière (pour le griot) ; que Dieu le bénisse.* » Tous les assistants ont à coeur d'entendre leur nom annoncé publiquement. Des jeunes, aux parents démunis de bétail, reçoivent à cette occasion suffisamment de dons pour constituer un petit troupeau. Le record est peut-être détenu par le petit-fils d'un ***arDo*** autrefois célèbre à Ndu : il a reçu 48 bovins à la fin de ses études .

Après la litanie des annonces de cadeaux, vient l'examen religieux. Il se réduit à la lecture, sous la conduite du maître, des derniers versets du Coran. Toute l'assistance en est témoin et reprend en choeur la prière. Puis le jeune certifié, tout habillé de blanc, va saluer sa mère au son des flûtes et des tambours. Assis sur un tapis dans la cour des femmes, il est félicité et récompensé par de nouveaux cadeaux. Les femmes entament la danse foulbé ***loopeeji***, au rythme de la musique des griots. Garçons et jeunes filles préfèrent s'amuser à l'écart et danser au son du tambourin d'aisselle. Quant aux anciens, ils partagent déjà les morceaux de viande grillée. Le père de l'élève a fait égorger plusieurs boeufs pour la fête.

L'éducation religieuse marque un temps fort chez les jeunes Mbororo. Soudain, ils sont entourés de respect, devenant même, lors de ***do'a***, le point de mire des attentions. Après ce temps d'exaltation, le retour à la garde du bétail et à la rude vie en brousse provoquent un abattement. Les vêtements en haillons des gardiens de troupeau, la faim et l'isolement deviennent plus difficiles à supporter. Dès lors, les jeunes font preuve d'indifférence ou, même, refusent carrément la vie pastorale. Certains poursuivent leurs études religieuses et partent vers un centre réputé. Après un séjour de quelques années au loin, ils reviennent, nantis du savoir de ***mallum*** aux yeux des Mbororo. Détachés des intérêts pastoraux, ils s'engagent à leur tour comme enseignants coraniques, hébergés d'un campement à l'autre. D'autres mènent une vie oisive, à l'écart du troupeau mais attirés par des occupations plus prestigieuses : chauffeur de taxi, employé de boutique.

L'éducation religieuse n'est pas la seule à écarter les jeunes des valeurs pastorales. Il en est de même des rares Djafoun passés par l'école officielle, ***booko***. A la fin des années quarante, l'administration anglaise a institué une "Fulani School" à Jakiri mais la plupart des parents ont refusé d'y envoyer leurs enfants. Celle-ci supprimée, quelques jeunes se sont inscrits aux "Native Administration Schools" ou même à des écoles de missions. Il est exceptionnel qu'ils aient poussé leurs études jusqu'au cycle secondaire mais, d'un autre côté, ils ne retournent pas à la vie pastorale. Tout se passe comme si l'éducation moderne empêchait la réinsertion dans l'élevage. Au mieux, des Mbororo scolarisés trouvent un débouché dans le service vétérinaire, après une courte formation à Jakiri (76).

76. Quelques exemples récents, trop rares, contredisent l'incompatibilité entre l'éducation moderne et l'élevage bovin. Des jeunes, ayant hérité de nombreux troupeaux, entreprennent de vivre en "gentleman-farmer", en partageant leur temps entre la ville et le ranch personnel.
77. CLARKE (N.), 1943.

Pourtant, dès 1943, les principes d'une éducation adaptée aux Mbororo étaient formulés. « The aim and most important part of the school curriculum should consist of instruction in improved methods of animal husbandry and the aim of their education should be to maintain and stimulate interest in their own vocation of pastoralists and on no account to alienate them from this vocation » (77). Ce programme éducatif reste d'actualité. Peut-être les Mbororo n'étaient-ils pas prêts, autrefois, à soutenir des initiatives d'écoles adaptées à l'élevage. Il faut reconnaître que les appréhensions des anciens, redoutant d'être abandonnés par des fils scolarisés, se vérifient presque toujours.

> Alhadji Addou, un Bawanko âgé de 70 ans, est installé depuis 42 ans au même campement, à Tadu. Il a fait instruire ses fils à l'école officielle ou par des maîtres coraniques. Résultat : ils ont presque ruiné leur vieux père. Alors qu'il détenait 170 têtes à son arrivée, il n'en reste plus qu'une quarantaine en 1986. ***Mi sendi Be na'i, Be nyaami fuu : « je leur ai attribué des vaches, ils ont tout gaspillé.*** » L'aîné habite encore avec le père, dilapidant les derniers animaux. Les autres sont dispersés : deux comme malloum itinérants, un devenu agent vétérinaire, un autre chauffeur au Nigeria, un dernier employé de boutique à Douala. Le père doit s'adonner à des cultures pour subsister.

Tout se passe comme si la scolarisation, surtout moderne, entraînait un refus du travail pastoral, au lieu de le concilier avec des pratiques améliorées. L'exemple de ces échecs raidit les anciens dans leur opposi-

tion à l'école. Ce contexte préfigure les difficultés d'une modernisation de l'élevage qui serait fondée sur l'alphabétisation des fils d'éleveurs. C'est pourtant l'option récente d'organismes chargés de promouvoir le développement de l'élevage.

Des faillites pastorales. Qu'elle soit religieuse ou moderne, l'éducation des jeunes Mbororo comporte un risque pastoral. De façon plus large, le danger est inhérent à la sédentarisation elle-même.

A l'époque coloniale, les administrateurs mettaient le détachement des jeunes à l'égard du bétail sur le compte d'un enrichissement rapide, facile et, à la limite, excessif des premiers Djafoun entrés aux Grassfields. « The wealth of the fathers indicates slackness among many of the sons, who spend their time in the villages » (78). Quelques années plus tard, l'accusation se fait plus explicite. « The young men are able to afford the hire of herd-boys who guard their herds while they themselves spend their time drinking and debauching in the Hausa settlements » (79). L'administration anglaise attribuait les conflits entre éleveurs et cultivateurs au manque de gardiennage des troupeaux. Les éleveurs les plus riches et, en particulier, les fils d'éleveurs, se désintéressent de la garde de leurs gros troupeaux.

78. De St CROIX (F.W.), in HARRIS (P.G.), 1944, "A preliminary survey of the economic possibilities of the Cameroons Province".
79. MILNE (M.N.H.), 1949.

D'un autre côté, l'administration anglaise poussait les Mbororo à se sédentariser. Pourtant, l'adoption d'un habitat fixe suffit pour altérer l'engagement pastoral. Les liens se relâchent entre les personnes et les animaux. Les faillites pastorales ont presque toujours affecté des éleveurs sédentarisés.

Le destin de la famille de l'ancien chef des Toukanko'en, Ardo Sounda, fixé entre Ndu et Binka, en fournit l'exemple le plus saisissant. En 1948, avec 1.200 têtes, il figurait comme l'un des plus riches Mbororo du Bamenda. C'était également l'un des premiers à se fixer sur les pâturages d'hivernage. Afin de les préserver, il en écartait d'autres éleveurs, à la satisfaction de l'administration, soucieuse de limiter la charge en bétail. Il était alors cité comme un modèle. « He has foregone his jangali "dash" on thousands of cattle this year to make future grazing better. He is our most promising link with the Fulani » (79).

En fait, il s'agissait d'une convergence d'intérêts : le riche ***arDo*** tenait à se réserver des pâturages personnels, quitte à surcharger les autres, à la périphérie. L'éviction d'autres éleveurs servait une stratégie d'accaparement d'un espace pastoral, non le souci désintéressé de préserver des pâturages. Les fils, installés au centre d'un vrai village, entourés de clients et de dépendants, n'ont pas géré avec autant de soin leurs affaires d'élevage. Ils ont vite fait, en quelques décennies, de dissiper la fortune du père. En 1974, le fils aîné n'a plus de bétail. Il ne s'occupe que de petites parcelles de maïs et de bananiers, réduit à la même pauvreté que d'anciens bergers, ses voisins. Un autre fils s'est enfui au Nigeria, ruiné lui aussi.

Parmi les petits-fils, l'un ne possède que 36 têtes dont plusieurs reçues en dons de membres du lignage. Pour ravitailler sa mère et ses enfants en lait, il prend en garde les animaux d'un villageois. Quant à un autre petit-fils, sans bétail, il s'est engagé comme berger d'un Mbororo aux environs. Le déclassement social est total.

Du côté des Gosi'en de Sabga et de Kishong, les premiers sédentarisés, dilapidations de bétail et déchéances sociales ponctuent les histoires familiales. Si la génération qui amorce la sédentarisation réussit à préserver le cheptel, ce n'est pas le cas des générations suivantes. N'ayant pas grandi dans l'intimité des animaux, les sédentaires n'hésitent pas à les vendre, jusqu'à la fin du troupeau. Les anciens se convertissent alors en villageois, vivant chichement de leurs dernières ressources, tandis que les jeunes partent chercher fortune ailleurs.

En 1983, un petit-fils du prestigieux Ardo Sawga est employé comme berger dans un ranch d'Etat, en Adamaoua. Mal payé, mal ravitaillé en nourriture comme tous les bergers de ces grandes entreprises d'élevage, comment un descendant d'illustre chef mbororo en est-il venu à cette situation humiliante ?

Jeune chef de famille, il gaspillait le bétail transmis par le père. Alors, celui-ci a confisqué ses animaux. Lui-même avoue : ***O jaBti na'i, mi Berni, mi waDi ko durugo imBe*** : *« il a confisqué les vaches, je me suis fâché, je n'ai plus que gardé (le bétail) des gens.* » Il connait alors une existence errante, celle des jeunes Mbororo qui ont rompu tout lien avec leur famille et leur région d'origine. Il devient berger chez des Djafoun de Centrafrique, puis chez des Foulbé de l'Adamaoua, ensuite convoyeur de bétail de boucherie, pour aboutir comme berger salarié dans un ranch. A 45 ans, il n'est qu'un prolétaire, séparé de sa femme restée près de Ngaoundéré. Certes, il souhaite revoir ses enfants à Sabga, mais il ne s'installera que s'ils détiennent des animaux. Or, à Sabga, le vieux père ne possède plus que 10 têtes, placées dans le troupeau de l'***arDo***. Déshérités, les petits fils ne peuvent s'établir à leur compte. Seule, la vieille mère souhaiterait revoir un fils dont elle ignore s'il est toujours vivant. Les autres, surtout les petit-fils, maudissent celui qui les a poussés dans la misère.

Ce destin n'est pas exceptionnel. En seulement une décennie, de 1973 à 1983, trois fils du ***laamiiDo*** de Sabga ont dilapidé les troupeaux qu'il leur avait attribués : de 35 à 45 têtes pour chacun. L'un se retrouve berger du père qui se contente de le nourrir, lui et sa nombreuse famille. L'autre s'est engagé comme berger à la station d'élevage de Bambui. Le dernier a réussi à devenir chauffeur, le nec plus ultra des jeunes Djafoun. Attrait de la modernité, dans ses signes les plus voyants, et refus de la vie pastorale...

Tous les éleveurs le savent : la richesse pastorale est éminemment fragile. La menace d'une réduction de cheptel n'est jamais écartée. Lorsqu'elle survient, les nomades la vivent comme un drame. A long terme, elle s'avère encore plus lourde de conséquences pour les sédentarisés. En effet, les nomades s'efforcent de rattraper une perte de bétail. Au pire, ils se mettent à cultiver momentanément. A force de volonté et de privations, ils reconstituent lentement un cheptel et, finalement, redeviennent des éleveurs. Chez les sédentarisés, une régression de cheptel entraîne un éclatement de la famille, une fuite et une paupérisation irrémédiable. Tout se passe comme si les sédentarisés n'avaient plus le courage de "reconstruire" un troupeau. Ils ne sont plus prêts à endurer de grandes privations pour le bétail. Même appauvris, les nomades ne pensent qu'au bétail ; ce n'est plus le cas des sédentaires.

De même que la sédentarisation a commencé par quelques chefs prestigieux, la contestation d'une vie pastorale empreinte de rudesse et de

parcimonie s'est d'abord développée parmi les jeunes dans leur entourage. De là, elle s'est propagée chez les autres Djafoun, au fur et à mesure de l'adoption de la vie facile et confortable des sédentaires. Aujourd'hui, aucun lignage ne se trouve à l'abri de cette "maladie" de la société pastorale. Même les Ringuimadji de Nkambe et les Djaromanko'en de Jakiri, réputés pour leur attachement au bétail, se méfient du comportement des jeunes.

Au début des années soixante-dix, Ardo Souley, un Djaromanko, n'a pas assez de pâturages, aux environs de Jakiri, pour "placer" deux fils cadets qui viennent de se marier. Les ayant pourvus en bétail, il les installe sur le massif du Mbam, au Bamoun, avec l'accord d'un ***arDo*** du même lignage. En 1974, ils séjournent seuls en haut de la montagne. Quelques années plus tard, le père décide pourtant de les rapatrier à Jakiri. Livrés à eux-mêmes, ils vendaient les animaux de façon inconsidérée. L'un n'en a pratiquement plus lorsqu'il regagne le campement paternel où il séjourne, désormais, sous surveillance. Si les fils aînés ont fait prospérer les troupeaux reçus du père, le schéma habituel d'essor du cheptel ne se répète plus, avec les jeunes générations.

En grandissant à l'écart de la majorité du cheptel, les jeunes Mbororo n'acquièrent plus d'intérêt pour le bétail. Livrés à une grande oisiveté, ils vendent des animaux, sans se préoccuper de leur avenir pastoral. La sédentarisation est porteuse, à terme, de comportements dangereux.

La mise à l'écart des jeunes. Les relations entre générations deviennent tendues et empreintes d'une méfiance réciproque. Les anciens n'attribuent plus d'animaux aussi facilement qu'autrefois. Dès qu'ils n'approuvent pas une vente, ils menacent de confisquer tout le troupeau d'un jeune. De leur côté, les fils accusent les anciens d'accaparer le plus d'animaux possible pour servir des ambitions personnelles, politiques ou matrimoniales. Ils perdent patience devant une attribution de bétail sans cesse différée. Dès lors, certains refusent de s'occuper plus longtemps des animaux du père, préférant s'engager comme bergers d'autres éleveurs.

Tout en ne possédant que 45 têtes, un Ouranko de Meta embauche pourtant un ***boy*** : aide-berger d'origine locale. Quant au fils, il s'est engagé comme berger chez des gens du lignage à Konene. Par suite de la mésentente qui les oppose au sujet du troupeau, les membres d'une même famille ne peuvent plus travailler ensemble.

Les relations plus difficiles entre générations mbororo s'apparentent maintenant aux contentieux qui divisent habituellement les familles foulbé. La société sédentaire est incapable de retenir ses jeunes.

La dilapidation de bétail par les jeunes ne date pas d'aujourd'hui et n'est pas spécifique des Grassfields. Mais elle y prend des proportions alarmantes. En Adamaoua, les jeunes Mbororo se débauchent au cours de ***hiirDe***, soirées galantes passées en compagnie de courtisanes. Les réunions se déroulent selon un scénario codifié, basé sur le principe d'une enchère aux cadeaux. Les plus riches ou les plus fanfarons rivalisent de générosité, gratifiant les dames, qui en argent, qui en bétail. Lorsque la courtisane

estime avoir reçu suffisamment de dons, elle choisit l'amant d'une nuit, en principe le plus généreux. Lourde de dangers pour certains patrimoines, cette débauche reste cependant spécifique à la société pastorale : elle peut être contrôlée.



Fig. 262 : *Un ancien djafoun : dépositaire de la morale peule*

Aux Grassfields, les jeunes Mbororo ne participent plus à des ***hiirDe***. Ils fréquentent les cabarets, en compagnie de villageois. Enivrés, ils représentent des victimes faciles pour des profiteurs de tout acabit : achats de bière à des prix exorbitants, jeux de hasard, mises en gage d'animaux.

Vécues en dehors de la société pastorale, les distractions ont pour conséquence de ruiner rapidement les jeunes. Les Mbororo ont coutume d'affirmer qu'un jeune, une fois démuni de bétail, n'est plus qu'un bon à rien. Incapable de s'adonner à une autre activité, il s'abaisse à garder les troupeaux des autres ou bien, il se convertit en voleur de bétail.



Fig. 263 : ***Deux jeunes djafoun : nouveaux habits et transistor***

Le désarroi des jeunes Djafoun tire en partie son origine de la sédentarisation. Inversement, leur conduite contribue à la précipiter. Les fils dissipent surtout le bétail au moment de la transhumance, loin de la surveillance des anciens, restés aux campements de saison des pluies. Dès

qu'ils s'en rendent compte, les pères réagissent en interdisant d'emmener le troupeau en transhumance. Ils tiennent les jeunes sous un contrôle permanent, même si les animaux souffrent de l'épuisement saisonnier des prairies d'altitude. Eleveurs simplement fixés, ils deviennent de vrais sédentaires, par réaction au comportement des jeunes.

Les fils d'éleveurs vivent mal la sédentarisation. Peu préparés aux tâches pastorales par une éducation religieuse engluée de scolastique, supplantés dans la conduite des troupeaux par des bergers salariés, ils ne jouent plus de rôle précis. Ils sont livrés à eux-mêmes et, le plus souvent, désoeuvrés. Les pères s'en méfient et ne leur confient plus de responsabilités. Les jeunes se sentent rejetés par une société dominée par les anciens. En effet, la sédentarisation profite surtout aux anciens, en prolongeant leur rôle économique et en accentuant leur prestige social. La transmission du cheptel est freinée, au passage d'une génération à l'autre.

Avec la sédentarisation, la société pastorale écarte plusieurs catégories de personnes, par déconsidération ou par simple rejet. Chez les nomades, les bergers, souvent d'origine servile, étaient autrefois laissés à eux-mêmes, lorsqu'ils devenaient âgés. Des villages d'anciens serviteurs de Mbororo subsistent ainsi, abandonnés en cours de migration par les anciens maîtres. Mais les éleveurs pauvres n'étaient pas déconsidérés. La pauvreté faisait partie de l'expérience commune, dans un contexte d'activité pastorale aléatoire. « *On ne se moquait pas de ceux qui n'avaient pas de bétail,* » regrettent aujourd'hui de vieux Djafoun. Les pauvres bénéficiaient de secours, en dons de lait ou vaches mises en prêt. A présent, l'état d'esprit a changé aux Grassfields. Les éleveurs ne reconnaissent pas aux pauvres les mêmes droits qu'aux autres. Ils sont méprisés, jugés comme des incapables, voire sujets de moqueries. Pour vivre uniquement de l'élevage et entretenir une famille d'inactifs, il devient indispensable de se trouver à la tête d'un cheptel important. Les relations d'entr'aide tombent en désuétude. Les comportements deviennent individualistes et plus durs. Le critère de prestige se résume à celui de la richesse en bétail. Elle suffit pour conférer autorité et pouvoir, tandis que la pauvreté entraîne la mise à l'écart ou un éloignement qui équivaut presqu'à un bannissement.

Enfin, les jeunes deviennent également l'objet d'une exclusion de fait de la société sédentaire. Leur place n'est pas prévue ni leur présence souhaitée comme chez les nomades. Leur comportement suscite la réprobation des anciens. Pour les sédentaires, les jeunes deviennent des éléments dangereux. Leur attitude "a-sociale" est une façon de contester et de braver une société qui, désormais, les ignore pour l'essentiel.

Alors que les nomades manifestent souvent une grande cohésion devant l'adversité, la société sédentaire est parcourue de tensions : rivalités entre lignages, oppositions entre catégories de personnes, se prolongeant par des clivages au sein même des familles. Ces tensions secrètent des départs ou des exclusions. La société sédentaire s'effrite par le rejet d'éléments marginalisés qui alimentent un exode rural. Les jeunes

Mbororo qui traînent dans les marchés de Douala comme petits vendeurs de vêtements ou blanchisseurs sont originaires de familles sédentarisées, presque jamais de nomades.

LA SEDENTARITE, INTERMEDE PASTORAL ?

Comment la sédentarisation des Djafoun "vieillit"- elle ? Devient-elle un acquis durable ou, au contraire, le retour à la mobilité, amorcé dans les années soixante, se confirme-t-il ?

La stabilité en 1983-86

Il est important de "suivre" la sédentarisation déjà ancienne des Djafoun. Avec le temps et les difficultés pastorales en hauts plateaux, renoncent-ils à une stabilité, il faut le reconnaître, assez exceptionnelle pour des Mbororo, réputés les plus "nomades" des Peuls ? Du côté des Akou, les interrogations ne manquent pas également : réussissent-ils à s'ancrer en bas plateaux aussi bien que les Djafoun en altitude ; l'appropriation de fait de pâturages, déjà entamée en 1975 par quelques lignages, s'est-elle renforcée, une dizaine d'années plus tard ?

D'après la présence des mêmes éleveurs en 1975 puis en 1983 ou 86, un nouvel indice de sédentarisation s'applique à des durées de 8 ou 11 ans (tabl. 105). Ces intervalles soulèvent quelques difficultés de comparaison avec la stabilité pastorale en 1975. Il est possible de comparer un intervalle de 11 ans à une ancienneté de 10 ans ou plus en 1975. Mais à quelle ancienneté d'installation en 1975 confronter les 8 ans de 1983 ? En englobant tous les plus de 5 ans, l'indice de stabilité pastorale serait surestimé en 1975 ; en se limitant aux plus de 10 ans, il risque, au contraire, d'être sous-estimé par rapport aux résultats de 1983.

Tabl. 105 : Stabilité des Mbororo de 1975 à 1983-86

	1983	1986
nombre d'éleveurs inventoriés à une décennie d'intervalle	465	212
- dont Djafoun	281	202
pourcentages de Djafoun présents	66 %	76 %
- dont Akou	184	10
pourcentages d'Akou présents	26 %	

Bien que peu d'Akou aient été revisités, leur stabilité ne s'améliore pas, par rapport aux décennies précédentes. Cette turbulence tient à des pointages effectués aux environs du ranch de Dumbo. En 1975, et encore les années suivantes, la création du grand ranch d'Etat s'accompagne d'innombrables

expulsions d'éleveurs. Pour les Akou des Grassfields, ce sont des années de déménagements et d'incertitude. L'instabilité ne se limite pas aux éleveurs expulsés d'autorité. Elle affecte également leurs voisins, perturbés par l'accueil de réfugiés trop nombreux pour les pâturages disponibles.

Entre 1975 et 1983, le secteur de Misaje, au sud de Dumbo, perd 30 familles sur 64 mais il en accueille 46. Les secteurs occupés par les Akou connaissent alors un chassé-croisé entre partants et arrivants.

L'onde de choc provoquée par le déguerpissement de milliers de bovins à Dumbo se propage à travers les Grassfields, puis se répercute jusqu'au centre de l'Adamaoua. L'afflux d'éleveurs expulsés bouscule d'autres éleveurs, remis en mouvement. A leur tour, ceux-ci déstabilisent les secteurs où ils jettent leur dévolu. La création d'un grand ranch d'Etat, dans un secteur privilégié de sédentarisation, freine peut-être le flux migratoire en provenance du Nigeria. Mais elle exacerbe la mobilité des Akou à travers le Cameroun, les poussant vers l'Adamaoua et la province de l'Est.

Du côté des Djafoun, les résultats des nouveaux passages apparaissent assez contradictoires. En 1983, 66 % d'éleveurs stables pendant 8 ans ou plus, cela marque une sédentarité stationnaire ou en recul par rapport à 1975. Au contraire, un pourcentage de 76 % d'éleveurs présents depuis 11 années ou plus, en 1986, indique un renforcement de sédentarité. Comment rendre compte de cet écart ?

Ouverture ou blocage géographique

La localisation de l'importance des départs par rapport à la population mbororo en 1975 apporte quelques éléments de réponse (fig. 204).

Les Djafoun se répartissent entre des secteurs relativement stables et d'autres perturbés. Parmi les premiers, figurent les hauteurs voisines de Nkambe et les plateaux qui dominent la plaine Mbaw. Au contraire, les hauts plateaux proches des bassins de Lassin-Din perdent la moitié ou la majorité de leurs éleveurs. Beaucoup sont descendus vers les bas plateaux.

Les prairies d'altitude ne retiennent plus aussi bien les éleveurs qu'autrefois. ***CaBBal salori e geene*** : « *le haut plateau devient impossible par manque d'herbe.* » Ce faisant, les Djafoun gagnent des pâturages déjà presqu'entièrement investis par les Akou : ***doole, na'i akuuji bee boDeeji narataa, sey doole tan*** : « *nous sommes forcés (de descendre), les vaches akou et mbororo ne s'accommodent pas entre elles ; seulement on ne peut faire autrement.* » Réflexion qui en dit long sur les tensions accompagnant la descente des Djafoun. La compétition s'exacerbe entre les deux groupes mbororo.

A l'est des hauts plateaux, la situation n'est pas meilleure en altitude, mais les Djafoun n'osent pas encore descendre le bétail en plaine, durant la saison des pluies. Ils ne disposent pas, de ce côté, de reliefs intermédiaires permettant de dégager du bétail des hauts pâturages surchargés. La dénivellation entre hauts plateaux et plaines bloque pratiquement les Djafoun en altitude.

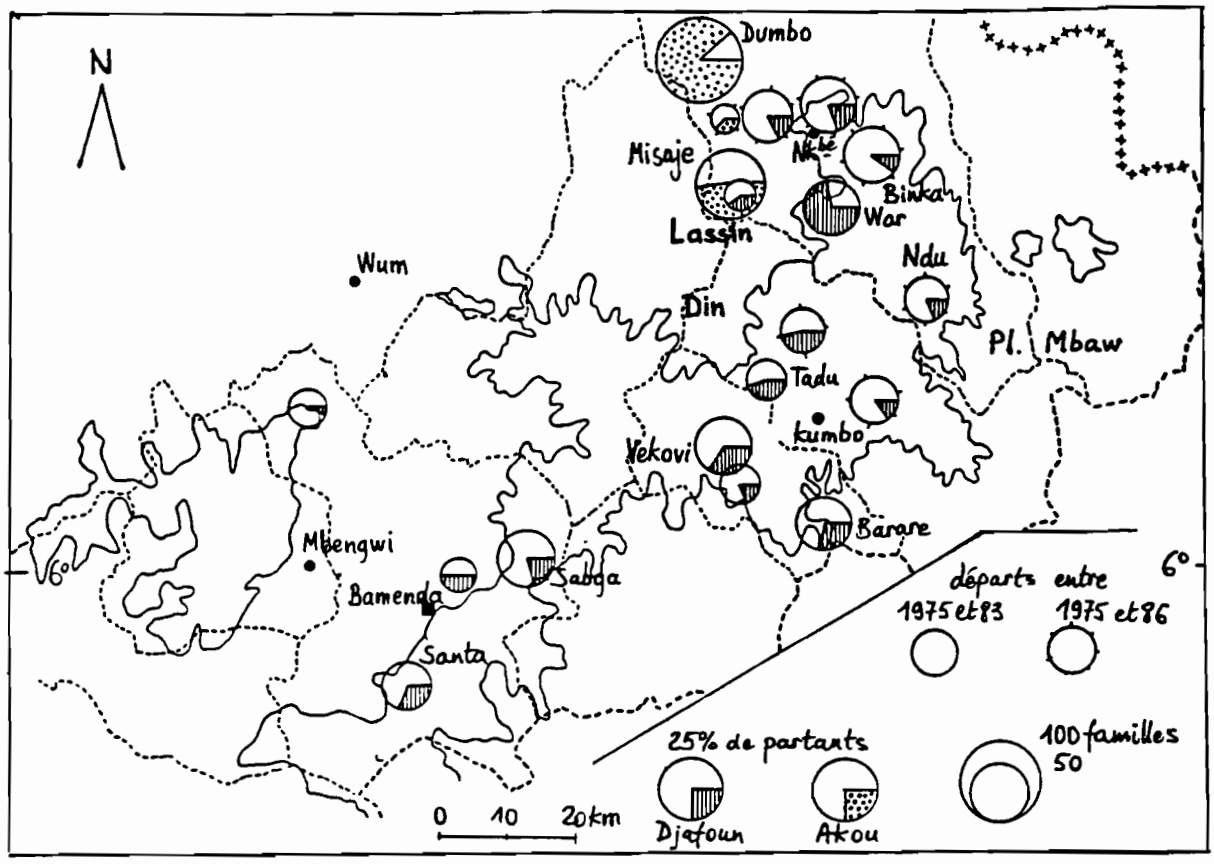


Fig. 264 : *Départs récents de Mbororo, au Bamenda*

L'étagement des plateaux d'un côté, leur retombée directe au-dessus des plaines de l'autre, facilitent ou freinent les changements de pâturages. Si des Djafoun restent stables en hauts plateaux, c'est qu'ils ne disposent pas de solution de rechange. Ils sont comme piégés en altitude.

Lorsque la situation pastorale est ressentie comme insupportable, des Djafoun se libèrent brutalement de la sédentarisation, en recourant à de longues migrations. Les uns partent avec leur bétail au Bamoun. Les départs les plus spectaculaires succèdent à des ventes d'animaux sur place. La formule de la migration sans bétail, adoptée par les Akou au nord du Nigeria dès les premières années soixante, est maintenant de plus en plus pratiquée par les Djafoun des Grassfields. Elle permet de rompre rapidement avec les attaches locales et de se déplacer très loin.

Les Djafoun se rendent alors jusqu'à l'est de l'Adamaoua et même la Centrafrique où ils retrouvent des membres du lignage. La rupture est complète et brutale avec les Grassfields. ***O sorri pat, ko mbaala luttaay*** : *« il a tout vendu, il ne reste même pas de moutons. »* Autrefois, quand les Mbororo partaient, ils laissaient souvent des animaux, confiés à des proches. C'était une mesure de précaution, en cas d'échec de la nouvelle installation, et une possibilité de repli. Aujourd'hui, les migrations sans bétail sanctionnent un abandon complet des pâturages de départ. C'est une façon de sortir du "piège pastoral" des hauts plateaux de l'Ouest-Cameroun.

Tradition sédentaire et retour à la mobilité

Au-delà du contexte géographique, n'existe-t-il pas comme une tradition de mobilité chez les uns, s'opposant à la sédentarité confirmée des autres ? Finalement, les éleveurs qui bougent ne sont-ils pas toujours les mêmes ? En marge d'une population pastorale largement stabilisée, une minorité entretiendrait une certaine précarité du peuplement. Autrement dit, la situation des Djafoun, dans les années quatre-vingt, n'était-elle pas prévisible en 1975 ?

Le degré d'ancienneté, en 1975, des éleveurs qui partiront plus tard, est comparé avec les coordonnées de ceux constamment retrouvés au même lieu. Cet examen n'a pu être entrepris, a posteriori, pour tous les éleveurs. L'inventaire porte sur 110 migrants et 270 sédentaires, soit 16 % de la population djafoun. L'échantillon serait davantage représentatif s'il ne se concentrait pas chez les Djafoun de Nso et de Nkambe. La stabilité de ceux de Meta n'est peut-être pas la même.

Tabl. 106 : ***Degrés d'ancienneté, en 1975, des futurs Djafoun stables et migrants***

	moins de 5 ans de séjour	de 5 à 9 ans	10 ans et plus
éleveurs stables	5 %	7 %	87 %
futurs migrants	22 %	16 %	62 %

La majorité des sédentaires en 1983/86 résidaient déjà depuis longtemps au même campement en 1975. Poursuivant une habitude bien acquise, ils constituent le noyau dur d'une population pastorale fixée de longue date sur les hauts plateaux.

Ceux qui se sont déplacés, dans les années quatre-vingt, étaient déjà plus instables en 1975. En fait, ils ne l'étaient pas tellement davantage que l'ensemble des Djafoun (tabl. 94). La part d'instabilité récente ne tient pas seulement à une minorité pastorale toujours mobile. Des éleveurs ont décidé de se déplacer, alors qu'autrefois, ils se comportaient en sédentaires. Une partie de la population pastorale est redevenue mobile.

Parmi les anciens sédentaires, certains ont réussi à préserver leur stabilité, tandis que d'autres sont partis à la recherche de pâturages. La localisation des abandons de sédentarité souligne, à nouveau, l'opposition entre l'ouest et l'est des hauts plateaux (fig. 265). D'anciens sédentaires finissent par quitter les prairies d'altitude.

Le destin d'éleveurs peu éloignés peut s'opposer. A Binka et aux environs de Nkambe, tous ou presque tous les sédentaires en 1975 se retrouvent sur place une dizaine d'années plus tard. A Wat, quelques kilomètres au sud, c'est l'inverse : la plupart des sédentaires ont quitté leurs pâturages en 1983. Ces départs étaient imprévisibles, une décennie auparavant.

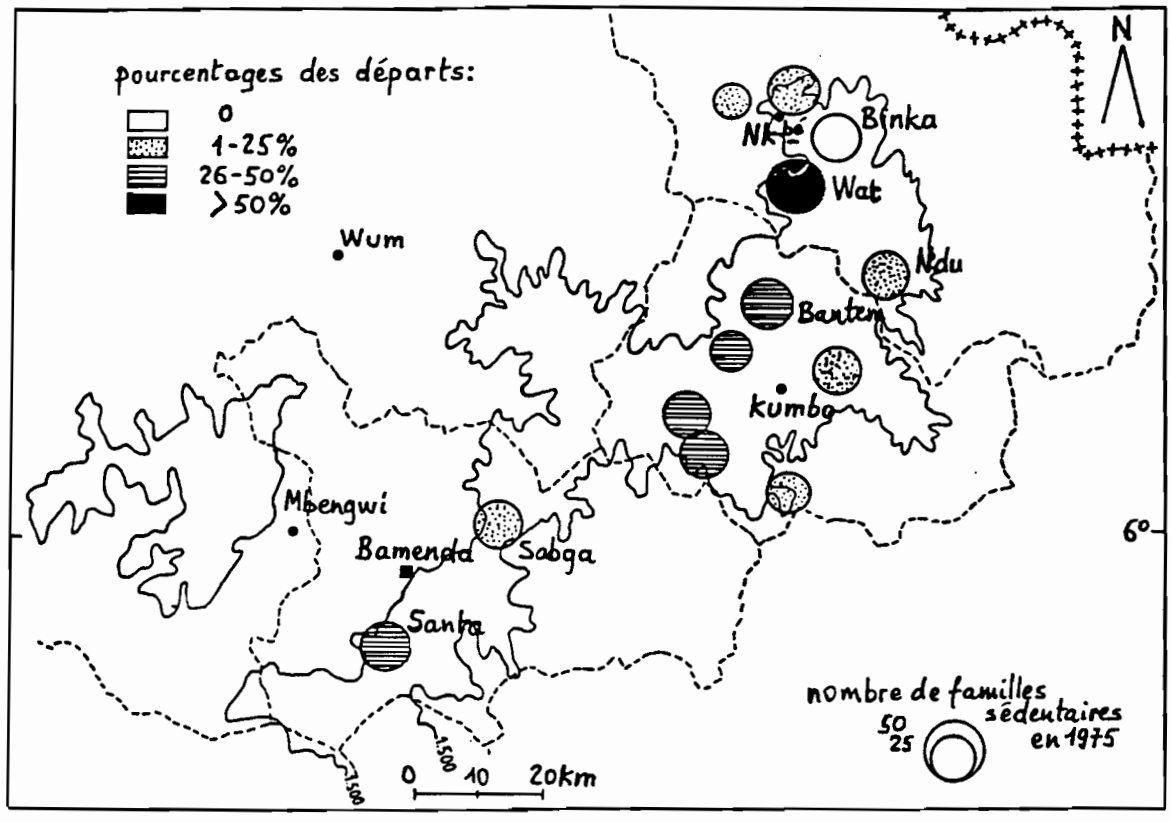


Fig. 265 : ***Importance des départs récents parmi les sédentaires, en 1975***

La désertion de pâturages résulte d'une contestation locale très forte, par les cultivateurs, de la présence d'éleveurs. Mais le retour à la mobilité d'une partie des sédentaires d'autrefois ne tient-il pas, fondamentalement, à des clivages au sein de la société pastorale ?

Maintien de la stabilité des riches, retour des pauvres à la mobilité

Deux types d'éleveurs peuvent décider de se déplacer, en rompant une longue phase de sédentarité. Les uns possèdent beaucoup de bétail et, soit par la progression soutenue des effectifs, soit par la réduction de ressources fourragères intensément exploitées, ils se trouvent bientôt à l'étroit. Ils cherchent alors des pâturages plus vastes, où les troupeaux pourront continuer de prospérer : c'est une migration de riches. Des freins limitent cependant ce type de mobilité aux Grassfields : une assise solide de cette catégorie d'éleveurs sur des pâturages exploités de longue date, des investissements dans l'habitat, des inconvénients à transférer le bétail à des altitudes moindres.

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, des éleveurs décident également de se déplacer. Le retour à la mobilité succède alors à l'appauvrissement. L'éleveur escompte qu'en changeant de pâturage, il surmontera ce qu'il interprète comme une mauvaise chance. S'il ne lui reste pratiquement rien, il n'a plus comme recours que de s'engager berger. Mais il a honte de s'y résoudre sur place et, de toute façon, il est rare qu'un voisin accepte de lui

confier du bétail. La ruine pastorale et l'engagement comme berger entraînent un retour à la mobilité. Bien souvent, les bergers restent les éléments "nomades" d'une société pastorale devenue, en majorité, sédentaire.

Le retour récent de Djafoun à la mobilité relève-t-il surtout de l'un ou de l'autre contexte migratoire ? Les effectifs de cheptel, en 1975, de ceux qui resteront des sédentaires et des futurs migrants fournissent une indication. Sans doute est-il difficile, à partir des effectifs en telle année, d'inférer l'évolution des cheptels. Cependant, dans un contexte de sédentarisation, les riches ont des chances de s'enrichir davantage, tandis que les pauvres sont menacés de s'appauvrir encore plus.

Tabl.107 : *Effectifs de cheptel, en 1975, des futurs sédentaires et migrants* *(Djafoun des hauts plateaux)*

	futurs sédentaires	futurs migrants
nombre d'éleveurs inventoriés	324	158
effectifs de bovins / éleveur	**91**	**37**

Ceux qui se décideront à partir détiennent, en moyenne, presque trois fois moins de bétail que les sédentaires confirmés. Le retour à la mobilité est lié à la pauvreté. Dans une société pastorale qui évolue globalement vers la sédentarité, les pauvres entretiennent une part d'instabilité. Le retour récent de Djafoun des Grassfields à la mobilité résulte, presque toujours, d'un appauvrissement grave. C'est ce qu'exprime le commentaire elliptique des *arDo*, à propos de nombreux départs : ***na'i jinni, o dilli*** : *« les vaches sont finies, alors il est parti. »*

Avec seulement une trentaine de bovins, la cohésion de l'unité familiale devient fragile. Il suffit du décès du chef de famille pour que les parts d'héritage des fils ne suffisent plus à leur entretien. Même de son vivant, l'éleveur pauvre ne peut transférer une partie de ses animaux à des fils qui, dès lors, quittent le campement paternel. ***Na'i haa baaba, Biiko Don waanca, Do DaBBita*** : *« les vaches restent au père, le fils voyage, cherche (du travail). »* Les membres d'une famille pauvre se dispersent ; ils ne peuvent vivre tous du petit troupeau paternel.

Avec moins de 20 bovins, les Djafoun parviennent difficilement à rester stables durant une décennie. Presque toutes les familles dans cette situation en 1975 se sont déplacées ou dispersées dix ans plus tard.

Trois frères Toukanko'en habitent ensemble, près de la montagne de Binka, en 1975. Bien que tous mariés, ils ne disposent respectivement que de 34, 12 et 7 bovins. Dix ans plus tard, seul le mieux pourvu initialement en bétail est encore présent. Les deux autres sont partis s'engager comme bergers, l'un jusqu'en Adamaoua.

A l'autre extrémité du Bamenda, trois jeunes frères Madjanko'en vivent ensemble sur les hauteurs de Santa. En 1975, ils ne sont accrédités que de 14, 15 et 16 bovins. Quelques années plus tard, ils se sont dispersés en tous sens. L'un, complètement ruiné, est devenu berger à Pinyin chez un riche Djafoun. L'autre est parti à Meta avec

quelques vaches, complétées par un troupeau pris en garde. Le dernier a vendu son petit lot d'animaux pour tenter sa chance vers Meiganga, à l'est de l'Adamaoua. Mais, une fois là-bas, il s'est ruiné. Un jour, son épouse rentre seule chez ses parents. Personne n'a plus de nouvelles du mari. ***O naati dunya, o majji*** *: « il est entré dans le monde, il est perdu. »* Honte du "mauvais" éleveur qui ne sait pas maintenir son cheptel ; désir de se faire oublier...

Autant la richesse renforce la stabilité des uns, autant la pauvreté pousse à la mobilité. Dans une société pastorale devenue largement sédentaire, les pauvres tentent de sauvegarder leur activité d'élevage en changeant de lieux : instabilité vécue à contre-coeur.

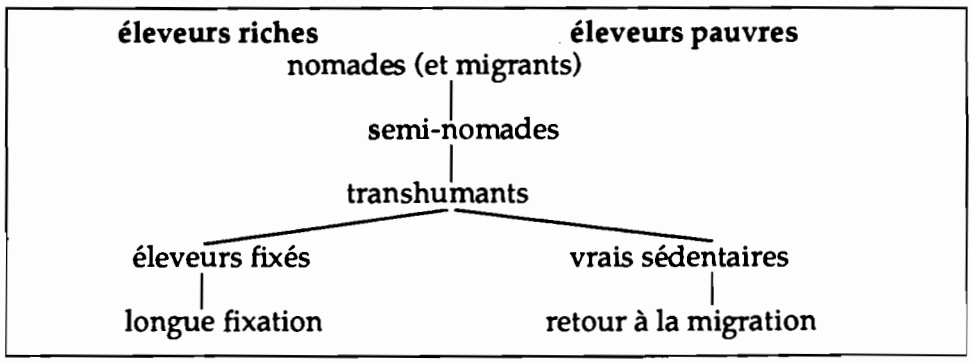
A posteriori, le refuge d'éleveurs pauvres dans une sédentarisation complète ne représente plus le terme d'une évolution pastorale. C'est une situation moins durable qu'elle ne le paraît à première vue.

L'appauvrissement et même la ruine d'éleveurs semblent devenir de plus en fréquents aux Grassfields. Des migrants sont réduits à l'état de sans-bétail. Le gaspillage d'animaux à l'occasion de séjours prolongés en ville et d'abus d'alcool atteint des proportions alarmantes, surtout auprès des jeunes générations. C'est le résultat d'une désaffection à l'égard du bétail et de la vie pastorale. ***O famDiti na'i ; o vonni na'i ; o teeti na'i*** *: « il a réduit le nombre des vaches, il a abîmé (gaspillé) le troupeau, il a pillé le troupeau »* : explications qui reviennent, comme en leit-motiv, aux départs récents...

Une fois ruinés, les Mbororo ne restent pas sur place. S'abaisser à l'état de berger est "honteux". Pour échapper au discrédit qui sanctionne la ruine d'un troupeau, d'anciens éleveurs partent s'engager comme bergers le plus loin possible, au Mambila et en Adamaoua, parfois jusqu'en Centrafrique. ***Be nyukki haa dayDum*** *: « ils se cachent au loin. »* Les Djafoun des Grassfields vivent une déstabilisation provenant de contraintes pastorales de plus en plus dures mais surtout d'une crise sociale profonde.

Conclusion : cycle de vies pastorales, cycle de groupes pastoraux

Les retours récents à la mobilité de Djafoun autrefois sédentaires invitent à compléter et à corriger le schéma initial du processus de sédentarisation. La richesse en bétail intervient au cours de ce processus, infléchissant les choix entre fixation et sédentarisation complète. Ensuite, c'est encore elle qui affermit la fixation des uns et renvoie les autres en de nouveaux déplacements.



Pour une partie de la population pastorale, l'évolution devient cyclique. Des Mbororo connaissent une alternance de mobilité et de stabilité, à titre personnel et, à plus long terme, comme destin collectif.

Chaque Mbororo expérimente, au cours de son existence, d'abord une grande disponibilité à l'espace au cours de sa jeunesse, puis un ralentissement des déplacements au fur et à mesure qu'il prend de l'âge. Dans le schéma traditionnel, les anciens s'installaient alors auprès de serviteurs qui cultivaient pour eux. Bergers au cours de leur jeunesse, les serviteurs entretenaient ensuite les Mbororo qui se retiraient de l'élevage. A présent, les anciens recourent à l'emploi de salariés agricoles. Dès qu'une nouvelle génération d'éleveurs hérite du bétail, elle "reprend du large". A mesure que le Mbororo évolue de la mobilité vers la stabilité, son capital en bétail s'amenuise. Né pauvre, le Mbororo meurt également dans la pauvreté. Entre-temps, certains deviennent riches, grâce à des dons généreux d'animaux ou par leur réussite personnelle. Une classification des éleveurs, entre riches et pauvres, ne devrait retenir que les mêmes phases d'une vie pastorale. Les anciens ont pratiquement légué leur richesse ou, restés sans héritiers, ils ont confié les troupeaux à des bergers qui ne les font pas prospérer. Installés dans l'entourage d'un chef prestigieux ou dans un village, le long d'une route, les Mbororo connaissent une vieillesse parcimonieuse et souffreteuse.

Au cycle qui module la succession des générations, s'en surimpose un autre qui infléchit l'insertion dans l'espace d'une société pastorale. Les nomades renoncent à leur souplesse de mouvance pour se fixer dans une région, à la faveur de conditions d'élevage particulièrement favorables. Ce faisant, ils s'enferment dans des contraintes d'espace et s'enferrent dans des sujétions locales, au point que le cheptel finit par en pâtir. La sédentarisation complète est liée à la pauvreté ; réciproquement, elle ne fait que l'aggraver. Le retour à la mobilité est alors vécu comme une véritable libération pastorale.

Reste à savoir si, dans l'avenir, le retour des Djafoun des Grassfields à la mobilité se généralisera. Si c'était le cas, la "boucle" se fermerait ; la sédentarisation sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun ne figurerait plus, dans un temps pastoral long, que comme un intermède...

Mais, après tout, ce ne serait pas le seul, dans l'histoire de ces Mbororo. Leurs ancêtres se sont bien sédentarisés durant plusieurs générations au cours du 19e siècle, au nord du Nigeria, dans un contexte politique et, probablement pastoral, également favorables. Cette longue phase de stabilité ne les a pas empêchés, du moins pour une partie d'entre eux, de se remettre en mouvement de façon spectaculaire. Qu'en sera-t-il de ceux des Grassfields dans quelques décennies ?

2. LA TRANSHUMANCE, "JEU" ALTITUDINAL

Dabbunde, na'i sankitake, doole mi dillan : « *en saison sèche, les vaches se dispersent, je suis obligé de partir.* » ***Ko na'i nyaamata, wa laa, nagge DaBBita ko nyaama, haa do'a gaaruwol*** : « *de la nourriture pour les vaches, il n'y en a plus, (chaque) vache part à la recherche de ce qu'elle pourrait manger, jusqu'à tomber dans un ravin.* » Ces réflexions d'éleveurs dénotent combien le changement de saison rend les conditions pastorales plus rudes. Aux disponibilités fourragères de la longue saison pluvieuse succède une période de restriction. Il est surprenant qu'à une latitude méridionale, bénéficiant d'une pluviométrie aussi abondante, la saison sèche reste si durement ressentie par le bétail.

Sans doute, est-ce l'effet de l'altitude. A Bamenda même, la saison sèche est plus accentuée qu'à Mamfe, à latitude équivalente (1). Et encore, la station de Bamenda, exposée aux vents d'ouest, n'est-elle représentative que des versants pluvieux. De l'autre côté de la dorsale montagneuse, la sécheresse saisonnière s'impose avec davantage de rigueur. Les mois de décembre et de janvier ne reçoivent plus de pluies.

1. SUCHEL (J.), 1972, "La répartition des pluies et les régimes pluviométriques au Cameroun", p. 237.

Pourtant, la saison sèche ne dure pas longtemps. Si les troupeaux ressentent tant ses effets, cela provient également des fortes charges en bétail que les pâturages ont supportées au cours de la longue saison des pluies. Vers le mois d'octobre, il ne reste plus grand'chose à brouter sur les hautes prairies à *Sporobolus*. Les chevaux et quelques vaches laitières ne s'écartent plus des tapis de "kikuyu grass", autour des campements.

Déjà, les hautes prairies n'offrent pas des fourrages plantureux durant toute la saison des pluies. Les Djafoun font remarquer que l'herbe pousse surtout en début de saison. En août et septembre, alors que les précipitations deviennent optimales, la croissance du *Sporobolus* se ralentit. Les éleveurs disent qu' « *il pleut trop pour l'herbe,* » comme si l'engorgement du sol en eau entravait la végétation herbacée, par asphyxie des racines. Ensuite, les touffes d'herbe commencent à durcir et à se lignifier, avant l'arrêt des pluies en novembre. Les troupeaux sont souvent confrontés en altitude à des insuffisances de fourrage, avant même que la saison sèche s'établisse.

L'interruption brutale des pluies marque une véritable rupture dans les conditions pastorales. L'air, devenu sec, se charge d'odeurs entêtantes de paille. Les prairies jaunissent. Une nervosité s'empare des animaux et

des hommes. Ressentant les premiers symptômes de la faim, les animaux perdent leur placidité habituelle. Les troupeaux se disloquent en cours de pâture et ne regagnent plus régulièrement les campements. Ils attendent avec impatience le départ vers d'autres pâturages. Parfois, ils s'en vont d'eux-mêmes. Les jeunes partent alors à leur recherche pour les ramener de force : ***dabbunde, Di salor-ma, Di dogga*** : « *en saison sèche, elles (les vaches) dépassent tes forces ; elles s'enfuient.* »

Les Mbororo comprennent leurs animaux. Le plus souvent, ils ne s'obstinent pas longtemps à contrecarrer leur instinct. En début de saison sèche, les bovins devenant indisciplinés, le gardiennage est plus difficile. Partir en transhumance c'est, au fond, une façon de calmer l'agitation et l'inquiétude du troupeau. C'est aussi la meilleure manière d'éviter les conflits avec les cultivateurs. Dès qu'ils ont faim, les animaux deviennent un peu "fous" et pénètrent dans les champs où subsiste quelque verdure. Le départ en transhumance ressemble à une dérobade pour satisfaire les animaux et mettre fin à leur nervosité. Les Mbororo reconnaissent que leurs vieilles vaches prennent d'instinct le chemin vers les pâturages habituels de saison sèche.

Comment les éleveurs s'adaptent-ils aux exigences pastorales qu'entraîne chaque retour de saison sèche ? Celles-ci se résument en un besoin de nouveaux pâturages. Or, l'intensité de l'occupation agricole atteint un tel degré aux Grassfields que les éleveurs se trouvent déjà à l'étroit en saison des pluies. Comment réussissent-ils à faire face à de nouveaux besoins d'espaces en saison sèche ? Certes, les pluies ne s'interrompent pas longtemps, de 3 à 4 mois, mais les couverts herbacés perdent beaucoup, en capacité de charge. Occupant des plateaux élevés, mais entourés sur plusieurs côtés de forêts denses, les éleveurs des Grassfields ne sont-ils pas confrontés à un dilemme plus difficile qu'en régions sèches où l'espace ne manque pas ?

UNE TRANSHUMANCE D'ELEVEURS MONTAGNARDS

Aux Grassfields, la transhumance, c'est ***dabbol*** en langue peule : un déplacement au cours de la saison sèche (***dabbunde***). Les éleveurs de ces plateaux guinéens recourent au même type de transhumance qu'en savanes soudaniennes. Leurs déplacements s'opposent aux transhumances sahéliennes qui surviennent habituellement en saison des pluies.

Au Diamaré, la forte pression des cultures amène actuellement les Foulbé à entreprendre également une petite transhumance de saison des pluies. Même aux Grassfields, des Mbororo éloignent quelques troupeaux en fin d'hivernage. A cette période, les pâturages de hauts plateaux perdent déjà de la valeur. Les Djafoun qui stationnent à leur bordure font alors descendre les animaux ***horeeji***, ceux de brousse ; plusieurs jours de suite, ils ne rentrent pas au campement. Parfois, un berger est installé pour quelques semaines sur un replat ou une crête moins élevée, « *où il y a de l'herbe.* » Avec le temps, ces éloignements de bétail se prolongent et deviennent plus réguliers. Ils préfigurent un glissement définitif de troupeaux à des altitu-

des moins élevées. L'éloignement en hivernage de ce cheptel ne l'empêche pas de participer aux déplacements généraux de saison sèche.

Le schéma de transhumance

Une question initiale se pose : les déplacements saisonniers aux Grassfields correspondent-ils à une véritable transhumance ? Le terme est employé, notamment par emprunt en langue anglaise, pour désigner des mouvements pastoraux tellement variés qu'une clarification n'est pas inutile.

Une descente en saison sèche

Quelques semaines après l'arrêt des pluies, les Mbororo - ou seulement une partie d'entre eux - descendent les troupeaux vers de nouveaux pâturages : fonds de vallées, bas plateaux ou même, plaines périphériques dont les savanes ont déjà brûlé. Les animaux paissent d'abord les repousses de saison sèche puis les premières herbes qui succèdent aux orages annonciateurs du retour des pluies.

Le changement de pâturages répond à l'alternance des saisons, mais avec un décalage en début et en fin de saison sèche. Alors que celle-ci s'amorce habituellement à la mi-novembre, la plupart des animaux ne se mettent en marche qu'en décembre. Ils sont retenus en haut en début de saison sèche (pendant la période dite ***yaftal***), le temps que les savanes d'en bas s'assèchent, puis qu'elles soient embrasées par les feux de brousse. A l'inverse, tornades et pluies orageuses s'amorcent dès la fin de février ou au début de mars ; c'est la période ***seeto***. Mais les troupeaux ne regagnent les hauteurs qu'en avril ou, même, s'attardent en bas jusqu'en mai.

Les premières pluies déclenchent, à basse altitude, une pousse herbacée vigoureuse dont les éleveurs tirent profit le plus longtemps possible. En même temps, ils laissent aux prairies d'altitude le temps de se regarnir. Il en résulte une durée de transhumance décalée et allongée, par rapport à celle de la saison sèche : cinq mois contre trois et demi. Le recours aux pâturages de complément excède la durée de l'alternance climatique saison des pluies - saison sèche.

Bien que la latitude et la longueur des saisons diffèrent, la transhumance aux Grassfields s'apparente à celle de l'Adamaoua, vaste ensemble de plateaux déjà plus secs. Alors que la saison sèche se raccourcit de cinq mois à trois mois et demi, la transhumance dure presqu'aussi longtemps. Tout se passe comme si l'ampleur dans le temps de l'oscillation saisonnière du cheptel dépassait les exigences proprement climatiques.

L'originalité des déplacements de saison sèche aux Grassfields ne tient pas tellement aux distances parcourues. Le plus souvent, l'éloignement reste inférieur à 50 kilomètres à vol d'oiseau. Ce qui compte, c'est le changement d'altitude qui peut atteindre une amplitude considérable : plus de 1.000 mètres et parfois, plus de 1.500 mètres.

Les déplacements saisonniers mettent à profit, sur de courtes distances, de grandes dénivellations qui se traduisent par des différences dans la nature des pâturages et le rythme de la végétation herbacée. Les repousses de saison sèche sont plus abondantes à basse altitude, par suite d'une plus grande humidité dans les horizons supérieurs du sol et, probablement, d'un desséchement moindre de l'atmosphère. Des éleveurs insistent sur les bienfaits des changements périodiques de pâturages et même de points d'abreuvement. Les graminées à basse altitude sont-elles plus riches que celles d'altitude ? Toujours est-il que les éleveurs leur accordent un rôle essentiel dans le maintien en état des animaux.

La descente des troupeaux n'atteint un fort gradient altitudinal qu'à partir des hauts plateaux. Le cheptel qui séjourne maintenant à moins de 1.500 mètres ne descend, en saison sèche, que de 500 mètres ou même moins. Parfois, des pâturages de saison sèche sont accessibles sans que le changement d'altitude soit vraiment sensible. C'était le cas, pour beaucoup de troupeaux, des prairies de décrue de Ndop, avant qu'une grande partie de cette plaine soit submergée par la retenue de Bamendjing. Par les troupeaux qu'elle attirait en saison sèche, la petite plaine de Ndop jouait alors un rôle pastoral exceptionnel.

Questions de définitions

La transhumance de saison sèche aux Grassfields ne ressemble pas seulement à celle pratiquée en Adamaoua mais également aux mouvements saisonniers du bétail au Fouta Djalon. Or, J. RICHARD-MOLARD, dans un article sévère à l'égard du « prétendu élevage foula, » a contesté qu'il existe, sur ce plateau, une véritable transhumance (2).

2. RICHARD - MOLARD (J.), 1944, "Essai sur la vie paysanne au Fouta-Djalon", in "Hommage à J. RICHARD - MOLARD", 1953, p. 200-202.

D'abord, la plupart des troupeaux des Peuls du Fouta Djalon restent en altitude à longueur d'année. Ceux qui se déplacent ne parcourent que de faibles distances, à l'intérieur d'un même territoire coutumier. De plus, ces mouvements se dirigent du haut vers le bas, alors que la transhumance classique méditerranéenne opère du bas, où se trouve l'habitat principal, vers le haut. L'auteur propose de qualifier les déplacements saisonniers, au Fouta Djalon, d'"estivage inverse". Rien à voir, dit-il, avec les "vraies transhumances" pratiquées, sur de longues distances, des plaines aux montagnes en Amérique du Sud, ni même avec celles qui relient la Crau aux Alpes. C'est, tout au plus, une "oscillation" comparable aux mouvements du cheptel alpin entre vallées et alpages.

Faut-il suivre cet auteur et poser que les mouvements saisonniers du cheptel, aux Grassfields comme au Fouta Djalon, ne relèvent pas d'une vraie transhumance ? Dans un essai de classification des formes de nomadisme, D.L. JOHNSON (3) regrette également que la notion de transhumance soit généralisée, sans discernement, en dehors de son contexte d'origine méditerranéen et alpin. D'abord, elle est attribuée à toutes sortes de déplacements qui mettent à profit des disponibilités inégales en pâturages selon l'altitude. Pire, le sens de transhumance s'est élargi à tout déplacement saisonnier qui utilise en alternance deux ensembles de pâturages, sans qu'intervienne pour autant un changement d'altitude.

3. JOHNSON (D.L.), 1969, "The nature of nomadism", p. 18-19

De ces extensions de sens résultent des confusions auxquelles l'auteur cité se propose de remédier. Il rappelle que la transhumance méditerranéenne s'organise à partir d'un habitat fixe. Elle ne concerne qu'une partie de la communauté, l'activité agricole étant prioritaire. Les déplacements de transhumance, d'après D.L. JOHNSON, restent d'ampleur limitée, n'excédant pas habituellement le cadre d'un système de vallées. Rien de commun avec les grands itinéraires entre plaines et plateaux des pasteurs d'Asie qui pratiquent plutôt un "nomadisme vertical" (4).

Parmi les populations pastorales qui changent d'altitude selon les saisons, D.L. JOHNSON distingue deux types de déplacements : le nomadisme dit resserré-oscillatoire (« constricted-oscillatory nomadism ») et le nomadisme de faible amplitude (« limited-amplitude nomadism »). Les exemples du premier type existent surtout en Asie où des nomades se déplacent, avec leurs tentes, des plaines en hiver aux montagnes en été. Ce nomadisme est dit resserré : à une dispersion des unités pastorales sur les pâturages d'hiver succède leur rassemblement par des trajets migratoires linéaires pour gagner les hauteurs. Une fois là-haut, elles s'élargissent à nouveau. D'autre part, il est oscillatoire : chaque année, les tribus font le va-et-vient entre des pâturages saisonniers bien définis. Des nomadismes verticaux de faible amplitude sont pratiqués en milieu aride, chez les Touaregs de l'Ahaggar et les Teda du Tibesti. Il s'agit de déplacements courts, le long d'axes de vallées, accomplis par des troupeaux laitiers et les familles qui en vivent.

Les pasteurs présentés par D.L. JOHNSON sont des nomades : leurs déplacements verticaux relient une aire de nomadisme en bas à une autre en haut. Au contraire, les transhumants méditerranéens changent d'altitude mais en passant d'un pâturage stable en bas à un autre également stable en haut. Chaque année, ils retournent aux mêmes alpages. Il en est un peu de même de la majorité des Mbororo des Grassfields. En ce sens, leurs déplacements saisonniers s'apparentent davantage au système transhumant qu'au nomadisme vertical. Ils effectuent des allers et retours entre un campement souvent fixe en saison des pluies et un pâturage, sinon attribué, du moins devenu habituel en saison sèche. Cependant, l'utilisation des deux espaces est plus ou moins régulière, selon le groupe mbororo et la durée de la saison sèche.

4. C'est le contraire de ce que posait J. RICHARD-MOLARD, à propos du Fouta Djalon. Des contradictions surgissent ainsi, même entre des auteurs qui réfléchissent sur le contenu exact de la notion de transhumance.

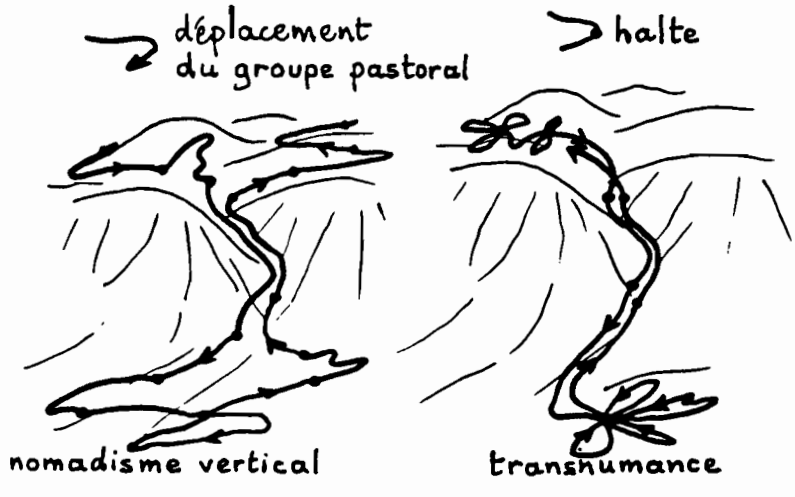


Fig. 266 : *Schémas du nomadisme "vertical" et de la transhumance*

La transhumance correspond à un déplacement en altitude entre deux ancrages pastoraux. Au contraire, le nomadisme vertical associe deux aires de divagation. Cependant, ces distinctions n'échappent pas au danger de schématisme qu'implique toute classification. Entre la divagation de saison sèche et le retour continuel au même site, bien des situations intermédiaires s'interposent. Les allées et venues entre différentes altitudes n'introduisent-elles pas déjà une restriction au nomadisme, entendu comme une suite de déplacements aléatoires et imprévisibles ? Dès que ces errances s'ordonnent en un mouvement périodique de va-et-vient, ne relèvent-elles pas davantage de la transhumance ?

Par un élargissement graduel de sens, l'acception du terme "transhumance" en vient à recouvrir, dans le langage courant et même le vocabulaire géographique, tout déplacement saisonnier et régulier de bétail, qu'il se produise à même altitude ou non. Lorsque cette alternance repose effectivement sur l'utilisation de différences altitudinales, la transhumance retrouve une signification d'origine. Sans la crainte d'une redondance, disons qu'il s'agit alors d'une transhumance verticale.

La transhumance inverse

La transhumance méditerranéenne, fondée sur l'utilisation complémentaire de pâturages de plaines et de montagnes, permet de tirer parti de croissances herbacées décalées. En hiver, il ne fait pas assez froid en plaine pour entraver la croissance de l'herbe, tandis que les alpages sont recouverts de neige. En été, les plaines se dessèchent, tandis que les montagnes se garnissent d'herbe après la fonte des neiges.

Aux Grassfields, l'alternance des saisons introduit une complémentarité un peu comparable de pâturages. La vigueur des repousses après les feux de brousse dépend des rhizomes et des réserves en eau disponibles dans le sol. Très faibles en hauts plateaux, elles ne permettent que des repousses insignifiantes de *Sporobolus*. Au contraire, elles favorisent la constitution d'une biomasse herbacée appréciable à basse altitude, en savanes non pâturées. Surtout, elles fournissent un fourrage de très bonne qualité. La descente des troupeaux des hauts plateaux répond donc à la même logique que la transhumance classique : mettre à profit les incidences opposées des changements de saison sur des pâturages à différentes altitudes.

Le haut ou le bas, comme points d'attache

Par opposition au nomadisme "vertical", dans le système transhumant les déplacements s'organisent autour de points d'attache des groupes pastoraux. Ces lieux de référence se situent en haut ou en bas de la gamme altitudinale des pâturages habituels. Dans le modèle méditerranéen, les attaches des transhumants se trouvent en bas. Aux Grassfields, c'est le contraire, si bien que la transhumance peut être qualifiée d'inverse. Les transferts saisonniers de bétail en altitude s'effectuent en sens inverse de la transhumance "normale".

Bien que générale, la descente du bétail en saison sèche n'est pas une règle absolue en Afrique tropicale. Au lieu de descendre, des pasteurs retournent en montagne à cette saison. En Afrique orientale, les Turkana du Kenya et les Masaï au nord de la Tanzanie passent ainsi la saison des pluies en plaine puis la saison sèche en montagne. Les pâturages saisonniers restent les mêmes d'une année à l'autre, les déplacements pendulaires étant réguliers. Mais, avec une saison sèche de 5 mois et des pluies de 500 mm en plaine à 1.000 mm en montagne, le contexte climatique n'est pas comparable à celui des Grassfields. Quand les pluies s'interrompent plusieurs mois, la plaine devient plus aride que la montagne (5). Les troupeaux sont alors repoussés en montagne, un peu de la même manière qu'en région méditerranéenne.

5. GOUROU, P., 1970, "L'Afrique", p. 238.

Ces pasteurs africains pratiquent donc apparemment une transhumance "normale". Pas tout à fait cependant : les campements d'attache des Masaï du massif de Ngorongoro se trouvent en altitude. Au début des pluies, une partie de la famille descend en plaine où elle établit des campements provisoires. Les autres personnes : les femmes, les anciens, les enfants restent en haut avec quelques vaches laitières (6). L'ancrage en altitude de ces pasteurs s'apparente donc à celui des Mbororo des Grassfields mais le rythme d'utilisation des étages altitudinaux est opposé.

6. ARHEM, K., 1985, "The garden of Eden...", p. 43.

A une échelle plus restreinte, des Foulbé du Diamaré, au nord du Cameroun, accomplissent des déplacements saisonniers comparables, entre plaine et montagne (7). Bien que la circulation des troupeaux soit actuellement compromise par l'extension des cultures, certains continuent de se rendre sur les monts Mandara à chaque saison sèche. De plus, l'habitat permanent se trouve en plaine. Tout le monde s'y rassemble en saison des pluies et c'est le point d'attache administrative. Va-et-vient saisonniers entre un bas et un haut mais ancrage principal en bas : ces éleveurs, souvent également un peu cultivateurs, se comportent en vrais transhumants.

7. BOUTRAIS, J., 1987, "Mbozo-Wazan", p. 41. FRECHOU, H., 1966, "L'élevage et le commerce du bétail dans le Nord du Cameroun", p. 16.

La transhumance implique une durée d'éloignement relativement courte. Habituellement, les transhumants ne s'absentent que quelques mois. Ils séjournent plus longtemps aux abords de l'habitat principal. Or, la durée de la saison sèche excède celle de l'hivernage au Diamaré. De plus, la pression des cultures contraint à éloigner les troupeaux, même en saison des pluies. Dans ce système pastoral, le bétail et les personnes qui s'en occupent sont, en fait, presque toujours absents du "village". Des auteurs en viennent à distinguer une grande transhumance d'une petite. La première, survenant au cours de la saison sèche en zone soudanienne, est plus importante, à la fois en durée et par les distances parcourues. La petite transhumance, adaptation des éleveurs du Diamaré à l'extension des cultures en plaine, se retrouve en d'autres contrées soumises aux mêmes contraintes, par exemple dans l'Atakora (8). Dans les deux cas, l'adoption d'une nouvelle transhumance résulte de l'introduction de la culture cotonnière qui accentue la pression agricole sur les pâturages.

8. BIERSCHENK (T.), FORSTER (R.), 1987, "L'organisation sociale des Peuhls dans l'est de l'Atacora (R.P. du Bénin)", p. 46.

En effectuant, chaque année, une grande et une petite transhumance, le bétail de ces éleveurs devient presqu'aussi mobile que celui des nomades. En étant toujours rattachés à un habitat permanent, les hommes restent des transhumants, mais le bétail ne l'est plus tellement...

Agressions parasitaires contre le bétail

Des montagnes tropicales sèches aux montagnes humides, des systèmes pastoraux relèvent également de la transhumance mais en "fonctionnant" en sens inverse. En savanes sous climats pluvieux, l'infestation des plaines par les glossines et les parasites du bétail est telle en saison des pluies qu'elle interdit la présence de troupeaux. Cette forte contrainte est partiellement levée lors de la saison sèche. En changeant d'altitude, les éleveurs ne s'adaptent pas seulement à des différences de biomasses végétales, comme dans la transhumance classique. Ils profitent également d'une atténuation momentanée d'agressions spécifiques des milieux humides contre le bétail.

En zones sèches, l'inégale salubrité saisonnière n'intervient pas de façon aussi décisive pour orienter les déplacements du cheptel. Si elle le fait, c'est dans un sens opposé à celui de la zone guinéenne. En saison des pluies, les montagnes deviennent un milieu humide, davantage exposé que les plaines à la propagation de maladies parasitaires. Il est alors préférable d'écarter les troupeaux vers les plaines où les pluies restent insuffisantes pour rendre l'environnement propice aux glossines. Cette logique sous-tend l'alternance saisonnière des déplacements pastoraux sur les hautes terres d'Afrique orientale, en sens inverse des Grassfields.

De la zone sèche à la zone humide, les alternances saisonnières introduisent des modifications dans les aptitudes pastorales. Tantôt, elles favorisent les pâturages en plaines, tantôt ceux d'altitude. D'une zone climatique à l'autre, les variations d'aptitudes pastorales jouent différemment. Chaque fois, les directions de transhumance expriment dans quel sens se produit l'inversion saisonnière des "bons pâturages".

Du nomadisme vertical à la transhumance

Dès leur installation aux Grassfields, les Djafoun se sont mis à descendre des hauts plateaux en saison sèche. Tous les membres des familles se déplaçaient avec le bétail et, d'une année à l'autre, ils ne remontaient pas toujours au même endroit. Cette migration saisonnière s'insérait dans un nomadisme à long terme ou plutôt, pour reprendre la terminologie de D.L. JOHNSON, elle s'apparentait à un nomadisme vertical.

En quittant l'Adamaoua pour les plateaux de l'Ouest-Cameroun, les Mbororo ont accédé à des pâturages sous climat plus humide, ce qui ne les a pas incités pour autant à se fixer tout de suite. Pourtant, l'abondance des pâturages était telle à cette époque qu'elle aurait pu leur permettre de stationner à longueur d'année au même lieu. Eux-mêmes le reconnaissent aujourd'hui, en évoquant ces premières années : « *en saison sèche, tout le monde partait, mais ce n'était pas à cause du manque d'herbe.* »

Tout se passe alors comme si, fidèles à leur habitude de changer fréquemment de pâturages, les Mbororo restaient indifférents aux sollicitations de leur nouveau milieu. Ils ne conçoivent pas que les animaux

séjournent à longueur d'année aux mêmes endroits : manifestation d'un conservatisme pastoral ou simple prudence de nouveaux venus à l'égard d'un environnement encore mal connu ?

Des déplacements spontanés

Les déplacements saisonniers, dès l'arrivée des Mbororo aux Grassfields, ne relèvent pas seulement d'une habitude ancestrale, pratiquée quel que soit le milieu. C'est un moyen d'utiliser, en alternance, les deux niveaux principaux de relief : les hauts plateaux (***caBBal***) et les bas plateaux que les Mbororo englobent alors avec les plaines sous l'appellation : ***luggere***. Les informateurs témoignent des descentes autrefois générales du bétail. ***Ndotti'en, Be koosa na'i pat, Be dilla luggere ; ko nagge go'o luttataa dow caBBal, haa ndungu*** : « *les anciens prenaient toutes les vaches et partaient vers les plaines ; il ne restait pas une seule vache sur les hauts plateaux, jusqu'au retour des pluies.* » Bien que les éleveurs ne manquent pas d'herbe à haute altitude, la descente permet d'élargir l'aire pastorale à une gamme plus vaste de plateaux, de varier les ressources fourragères.

Cependant, les premières années, les Mbororo ne descendent pas vers tous les bas plateaux. Ils privilégient trois secteurs : Dumbo au nord, Bagam au sud et Bafut-Mankon à l'ouest de la dorsale montagneuse (fig. 267).

Premiers secteurs de saison sèche.

Le plateau de Dumbo accueille chaque année les troupeaux des Ringuimadji de Nkambe, des Gosi'en de Nso et des Toukanko'en de Kom. Ses savanes à *Loudetia* s'assèchent et brûlent vite, offrant les premières repousses vertes, raison pour laquelle elles sont appréciées. En même temps, les Mbororo se procurent du natron auprès de commerçants haoussa, installés à Dumbo ou s'y rendant régulièrement. Les déplacements saisonniers en direction de Dumbo se sont très vite amorcés. Un Bawanko de Jakiri, âgé de 72 ans, remarque : ***baaba holli min wakkere Dumbu*** : « *(mon) père nous a montré (conseillé de transhumer) en direction de Dumbo.* »

D'autres savanes de bas plateaux s'étendent au pourtour de la plaine de Ndop, de Balikumbat à Bamenyam et Bagam. Les troupeaux les plus nombreux sont acheminés vers la chefferie bamiléké de Bagam, alors faiblement peuplée. C'est l'aire habituelle, en saison sèche, des Gosi'en de Babanki Tungo et de Pinyin, des Ouranko'en de Santa, des Toukanko'en et Rijimanko'en de Babadjou. Même des Toukanko'en ayant quitté le sud-Bamenda pour Kom reviennent transhumer à Bagam. A chaque saison sèche, beaucoup de Mbororo franchissent la frontière qui divise alors les deux Cameroun. Ceux des monts Bambouto poussent au-delà du Noun pour abreuver les troupeaux au ***lahore*** de Mfosset. Après l'abreuvement, ils se replient vers Baleng, sur le plateau bamiléké. De pâturage de saison sèche en cure natronée puis en nouveau pâturage de saison sèche, les troupeaux accomplissent un périple qui rappelle, probablement, les déplacements saisonniers en Adamaoua, avant l'arrivée aux Grassfields.

Bagam est un peu plus élevé que Dumbo : 1.250 mètres au lieu de 1.000. Lors des dévastations provoquées par les sauterelles, dans les premières années trente, de

nombreux Mbororo y trouvent refuge, de même qu'au Bamoun. De lieu de refuge, certains tentent de s'installer en permanence sur ces savanes. Mais l'essai ne se prolonge pas plus de deux ans, la trypanosomose s'étant déclarée dans les troupeaux, en saison des pluies. A cette époque, le bétail n'échappe aux glossines qu'en se tenant au-dessus de 1.500 mètres.

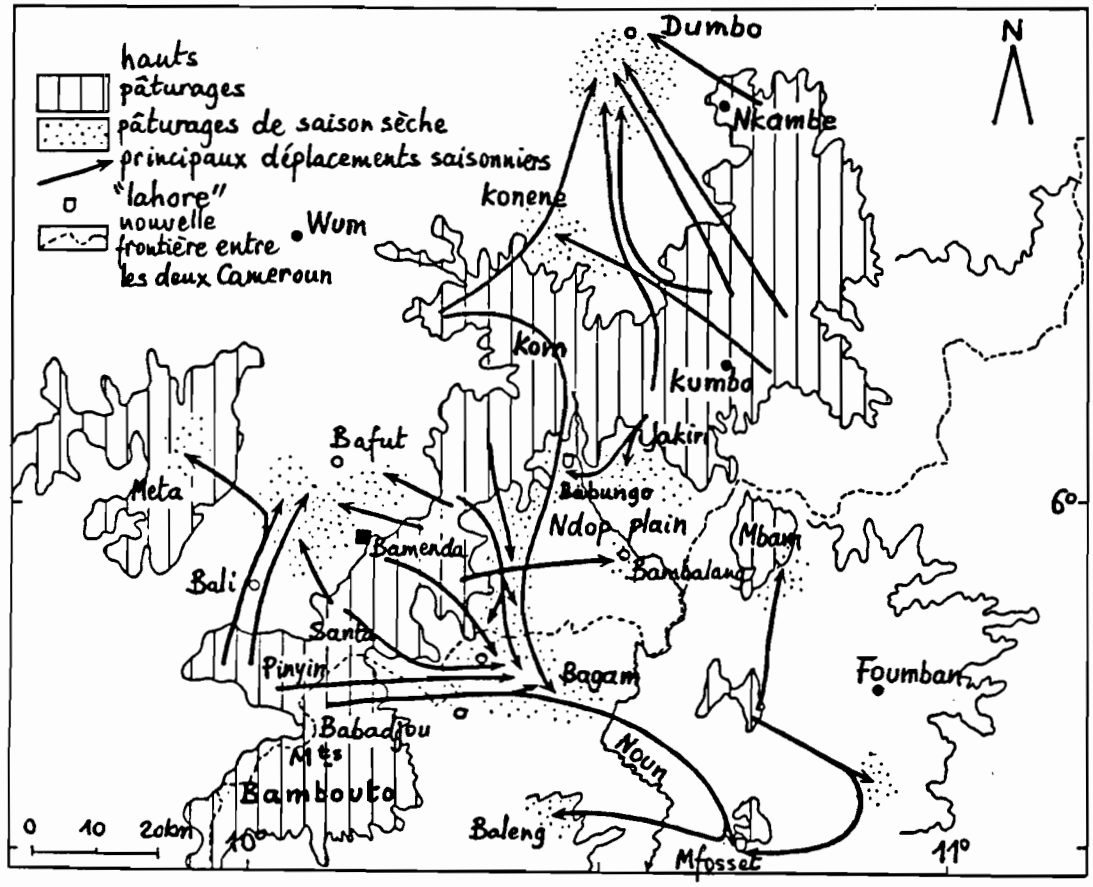


Fig. 267 : *Premiers déplacements saisonniers, dans les années trente*

Les parcours de saison sèche s'étendent à la plaine de Ndop, sans inclure sa partie inondable. Les troupeaux sont contenus sur les ***yoolde*** : les savanes d'interfluve. Seuls, les Madjanko'en, d'arrivée récente, entrent leurs troupeaux dans les marais de Bambalang, pâturages "mouillés" qui restent encore largement inutilisés. Les Toukanko'en de Babadjou et les Gosi'en de Babanki disent qu' « *ils ne connaissent pas le burgu.* » Au nord de la plaine, les Bawanko'en de Jakiri ne descendent également que sur les pentes sèches du piémont. En même temps, ils amènent leurs troupeaux s'abreuver au ***lahore*** de Babungo, en bordure de plaine.

Le plateau de Bafut convient mieux aux Mbororo car il ne comporte que des interfluves secs. Une fois descendus de la chaîne de Bamenda, les troupeaux parcourent les dos d'interfluves, des environs de Bamenda jusqu'à Bafut. D'autres vont des hauts pâturages de Bali vers le nord de cette chefferie. Des Djafoun de Bali se rendent jusqu'aux plateaux Meta. Partout s'étendent de vastes savanes vides, les cultures se restreignant aux abords de villages peu nombreux.

Du côté bamoun, les Rahadji se comportent en saison sèche de la même manière que la plupart des Djafoun du Bamenda. Ils n'entrent pas dans la bourgoutière du Noun

mais emmènent leurs troupeaux paître les repousses au pied du mont Mbam ou à l'est du plateau. Entre-temps, ils les abreuvent régulièrement au ***lahore*** de Mfosset.

D'une saison à l'autre, presque tout le cheptel effectue le va-et-vient entre les deux niveaux de plateaux : 1.500-2.000 et 1.000-1.200 mètres. La descente en saison sèche excède donc presque toujours un gradient de 500 mètres. Mais tous les reliefs à 1.000 mètres ne sont pas mis à contribution. Par exemple, les Mbororo ignorent encore le plateau de Wum. D'un palier de relief à l'autre, les pâturages ne diffèrent, à cette époque, que par l'abondance et la précocité des repousses après les feux. Presque tous les Djafoun négligent d'exploiter le ***burgu*** de Ndop. Ils disposent de fourrages tellement abondants à Bagam qu'ils n'éprouvent pas le besoin de conduire le bétail vers les prairies libérées par la décrue.

Des déplacements plus réguliers

Durant les années quarante, les troupeaux se déplacent vers les mêmes pâturages de saison sèche. Les Madjanko'en vont et viennent entre la bourgoutière du Noun et la périphérie de la plaine de Ndop, côté Bamenda ou Bamoun. Ils passent et repassent la frontière, en profitant du régime fiscal le plus avantageux mais surtout, en associant des pâturages qui se complètent bien. Bientôt, des Faranko'en et des Djaromanko'en les rejoignent et adoptent la même technique d'utilisation de la plaine.

Le mouvement pendulaire du bétail, du haut vers le bas, devient régulier. Les rapports d'administrateurs le soulignent à partir de cette époque : d'une année à l'autre, les Mbororo font l'aller et le retour entre les mêmes pâturages. La mise à profit des deux principaux gradins de plateaux s'est faite de manière spontanée.

Au début des années cinquante, l'évolution de ce nomadisme vertical se précise (fig. 268). D'abord, le mouvement saisonnier ne s'apparente plus tellement à un véritable nomadisme ; il en perd le caractère imprévisible. D'autre part, la saison sèche s'accompagne souvent de scissions au sein des unités familiales. Des anciens se déplacent certes, mais moins loin que les jeunes. Ils descendent seulement au pied des hauts plateaux où ils passent la saison sèche avec des vaches laitières. C'est le cas des Madjanko'en et Ouranko'en de Bantem. Les anciens s'arrêtent près de Lassin et de Din, tandis que les jeunes s'éloignent à la recherche d'herbe vers Fonfuka et Dumbo. La division saisonnière des familles et des troupeaux s'apparente à une transhumance. Cependant, le campement d'attache n'acquiert pas encore les caractères d'un habitat permanent ; déserté par toute la famille à chaque saison sèche, il n'est qu'un lieu d'enregistrement fiscal. Situation intermédiaire entre un nomadisme vertical et une véritable transhumance...

Evolution des premiers secteurs de transhumance.

Avec l'accroissement des effectifs de cheptel, les trois premiers secteurs de transhumance ne suffisent plus. En saison sèche, les Mbororo tendent à se disperser sur toute la périphérie des hauts plateaux.

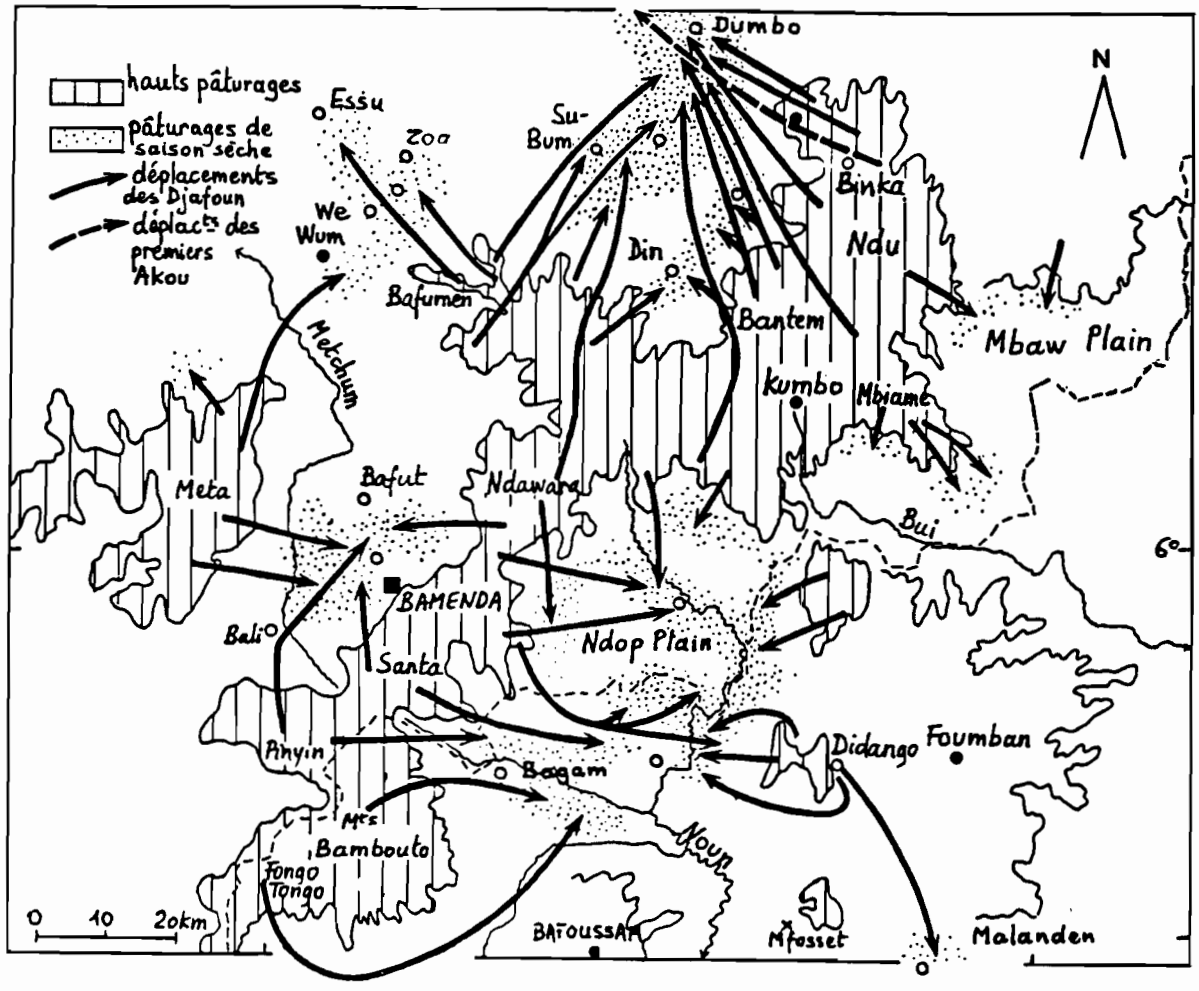


Fig. 268 : ***Les déplacements saisonniers pendant les années cinquante***

Au début des années cinquante, le plateau de Dumbo draîne encore presque tous les troupeaux au nord du Bamenda : Nkambe, Ndu, Nso, Kom et même Ndawara. Les premiers Akou s'établissent près de Binka et se déploient, en saison sèche, au-delà de Dumbo. Les Djafoun rassemblent surtout les troupeaux à proximité de ce village, profitant de savanes presque dépourvues de couvert arbustif. Ils ne consentent guère à s'en écarter, par crainte des piqûres de glossines. Au contraire, les Akou de Binka les redoutent moins, grâce à leurs zébus blancs. A chaque saison sèche, ils poussent les troupeaux plus loin, au nord et à l'ouest de Dumbo. Plus ils s'éloignent, plus ils tirent profit de repousses abondantes, où ils ne rencontrent que des hordes de buffles. Les premiers Akou jouent un rôle pionnier dans l'élargissement de l'aire de transhumance.

En saison sèche, Dumbo, Fonfuka, Su-Bum accueillent de grands rassemblements de bétail. Mais l'herbe n'abonde plus autant que lors des décennies précédentes. Des Djafoun sont en quête d'autres pâturages saisonniers. Les Toukanko'en de Bafumen se détournent alors de Dumbo au profit du plateau de Wum : Essu, We, Kumfutu, Zoa. Les savanes de ces secteurs, constituées de grandes *Hyparrhenia*, offrent de meilleures repousses qu'à Dumbo et le plateau de Wum se trouve à même altitude.

Avec des arrivages plus fréquents de sel, les achats de natron à Dumbo s'imposent moins qu'autrefois. A cette époque, des Madjanko'en des plateaux Meta se mettent également à transhumer vers Wum, en traversant rapidement la vallée de la Metchum, infestée de glossines.

Dumbo reste la destination habituelle, en saison sèche, des Djafoun de Nso et de Nkambe. De ce côté des plateaux, quelques éleveurs tentent également des solutions de remplacement. De Mbiame, ils amorcent une descente vers la vallée de la Bui et de Ndu vers la plaine Mbaw. Tentatives prudentes car la plaine Mbaw se trouve à moins de 800 mètres d'altitude. Les Djafoun ne s'éloignent guère de sa bordure en saison sèche et ne séjournent pas longtemps, à peine un mois. Eux aussi craignent la trypanosomose. Les grandes galeries forestières de la plaine abritent des glossines.

La plaine de Ndop se confirme de plus en plus comme l'aire de transhumance où se rassemblent les troupeaux du sud-Bamenda et du Bamoun. Les Madjanko'en ne sont plus les seuls à en exploiter les parties inondables. Les Gosi'en de Babanki Tungo et des Rahadji de Didango restent parmi les derniers à refuser d'y entrer.

Les interfluves de Bagam n'offrent plus des fourrages aussi abondants qu'autrefois. Des Mbororo commencent à s'y installer en saison des pluies. De plus, des Français, marchands de bestiaux, arrêtent dans ces savanes des troupeaux de boucherie, en provenance de l'Adamaoua, pour leur faire reprendre du poids. Quand les repousses de saison sèche sont épuisées à Bagam, les Madjanko'en pénètrent dans la bourgoutière près de Bamendjing. Ils passent même du côté bamoun. Leur exemple incite quelques Rahadji à conduire leurs troupeaux vers les savanes de décrue.

Il ne subsiste plus beaucoup de Mbororo au sud des monts Bambouto, presque tous les versants étant accaparés par la Pastorale. Des Gosi'en, isolés à Fongo Tongo, traversent le Bamiléké en suivant la vallée de la Metchié et passent la saison sèche dans la chefferie de Bamenkombo, entre les rivières Mifi Nord et Mifi Sud. De là, ils longeaient autrefois le Noun jusqu'à Foumbot pour abreuver les animaux au *lahore* de Mfosset. Il y avait bien des glossines, causant quelques pertes à chaque incursion à Foumbot. Mais l'ensemble du troupeau tirait profit de la cure natronée. A partir des années cinquante, ces Gosi'en cessent de traverser le Noun pour abreuver le bétail à la source de Mfosset.

Les Rahadji du Bamoun qui ne dirigent pas leurs troupeaux vers la plaine de Ndop les envoient au sud, vers Malanden. Le revers du plateau porte des savanes immenses, presqu'inhabitées mais parcourues d'une faune nuisible pour le bétail, lions et cynhyènes.

Madjanko'en et Ouranko'en s'installent sur les plateaux Meta. Certains descendent en saison sèche vers Mankon, au centre du plateau de Bafut où ils rencontrent des Djafoun en provenance de Pinyin, de Santa et de Babanki Tungo. Ce plateau attire donc toujours les transhumants. Mais, comme à Bagam, des Djafoun, notamment des Ouranko'en, commencent à s'établir en bas, à longueur d'année. Cela diminue d'autant les pâturages disponibles en saison sèche.

A partir des années cinquante, les savanes à 1.000-1.200 mètres deviennent de plus en plus exploitées en saison sèche. L'aire de transhumance s'étale à tous les plateaux intermédiaires. Mieux encore, les oscillations de cheptel ne se limitent plus entre les paliers de 1.500-2.000 et 1.000-1.200

mètres. Leur amplitude commence à s'élargir jusqu'au "plancher" des 800 mètres, en lisière de la plaine Mbaw. La complémentarité entre des pâturages situés à des altitudes plus tranchées devient mieux assurée. En plaine de Ndop, les troupeaux ne changent pas tellement d'altitude mais pénètrent plus nombreux dans les prairies de décrue. En termes de complémentarité de pâturages, le résultat est équivalent.

La configuration des plateaux de l'Ouest-Cameroun convient particulièrement bien à un système d'élevage transhumant. Contraints de les contenir sur les tables sommitales en saison des pluies, les éleveurs transfèrent les troupeaux à de basses altitudes en saison sèche. En jouant sur les altitudes, ils ont réussi, dès le début, à offrir de bons pâturages à leur cheptel d'un bout de l'année à l'autre. Complémentarité pastorale qui assure une longue prospérité des troupeaux.

La transhumance organisée

L'alternance des troupeaux d'un pâturage à l'autre, la réponse par le changement d'altitude à l'opposition des saisons, tout cela reste encore souple et fluide. L'association d'un pâturage habituel de transhumance à un autre d'hivernage n'exclut pas des initiatives individuelles, des essais de savanes encore "neuves". Bientôt, la flexibilité de déplacements spontanés se trouve entravée par une volonté administrative d'encadrer les éleveurs.

Le principe.

L'histoire des rapports entre l'administration et les Mbororo au Bamenda a montré combien ces derniers se sont trouvés placés sous un contrôle pointilleux, notamment par les "Grazing Rules" de 1947-48. Quelques années plus tard, l'encadrement de l'élevage ne se limite plus à codifier l'utilisation des pâturages de saison des pluies. L'administration ambitionne d'organiser également les pâturages de saison sèche. Pour ce faire, chaque *arDo* se voit attribuer un ou plusieurs secteurs où ses gens se rendront désormais chaque année. Ainsi seront évitées des concentrations excessives de cheptel aux mêmes lieux, alors que d'autres savanes restent inexploitées.

D'après les archives de Buea, l'encadrement des éleveurs en saison sèche entre en application à partir de 1954-55. Ce n'est encore qu'une tentative, comme en témoigne un rapport administratif de l'époque. «For the dry season this year, an attempt is being made to keep the personnel and cattle of each Ardo-ate intact in its own allotted grazing area» (9). Chaque Mbororo gagnera donc l'endroit qui lui est assigné et n'en bougera plus.

9. "Annual Report", 1954, Bamenda.

Ses implications

En saison sèche, le premier souci des éleveurs est d'amener le bétail sur les pâturages qui offrent le plus d'herbe. Si, en début de saison, les repousses sont assez bien réparties à basse altitude, il n'en est plus de même

en fin de saison sèche. Quelques secteurs bénéficient de bonnes repousses, après le passage d'un orage isolé tandis qu'ailleurs, le tapis herbacé est râpé. A cette période cruciale, beaucoup d'éleveurs deviennent vraiment mobiles, en se tenant aux aguets de pâturages reverdis.

L'organisation administrative de la transhumance supprime cette liberté de mouvement, adaptée aux premières pluies. Elle n'admet plus que deux courtes périodes de mobilité : l'aller et le retour du pâturage d'hivernage à celui de saison sèche. Logiquement, une stabilisation en saison sèche ne pourrait être exigée que si les éleveurs disposaient de bons pâturages. C'est seulement le cas de ceux qui se rendent dans la partie inondable de la plaine de Ndop. Les autres, ne disposant que de simples repousses sur interfluves, peuvent difficilement stabiliser le bétail au même lieu, plusieurs mois de suite, à cette période de l'année.

Volonté de freiner les déplacements des éleveurs et manie administrative, à l'époque coloniale, de vouloir tout contrôler. Le rapport cité indique les objectifs de l'encadrement de la transhumance : « the object (is) of maintaining better control and the exercise of authority » (10). Curieusement, il n'est pas fait mention de la protection des pâturages de saison sèche. Les avis demeurent déjà partagés quant à la capacité de charge des pâturages de saison des pluies. Nul doute que l'incertitude s'avère encore plus grande pour ceux de saison sèche : l'argument de la surcharge animale est prudemment écarté.

10. "Annual report", 1954, Bamenda.

L'organisation de la transhumance marque un nouvel effort de contrôle des Mbororo. Pour eux, la saison sèche représente une période de liberté pastorale, liberté qu'ils ont perdue en hivernage depuis l'instauration des "Grazing Rules". Retour saisonnier à ce qui ressemble à un nomadisme, libre choix des pâturages ; les secteurs de saison sèche s'identifient aux derniers espaces de liberté et d'innovation. Les décisions importantes se prennent à cette période : retour au campement d'hivernage ou départ vers un autre pâturage. C'est alors que se produisent les migrations, les passages de la frontière entre Cameroun anglais et français, c'est-à-dire les déplacements qui irritent le plus les administrateurs. Ensuite, avec la saison des pluies et l'installation au campement d'hivernage, tout est joué, du moins pour une année. Les directives de stabilisation et de fixation ne contrarient pas les éleveurs en cette saison ; de toute façon, ils ne bougeront plus. Pour l'administration coloniale, un contrôle des éleveurs seulement en saison des pluies reste d'une efficacité limitée.

Pour que l'autorité administrative puisse se faire sentir en permanence auprès des Mbororo, il faut éviter qu'ils passent la frontière entre les deux Cameroun. Or, beaucoup d'éleveurs du sud-Bamenda ont l'habitude de se rendre à Bagam, au Bamiléké, à chaque saison sèche. Ce va-et-vient est interdit à partir de 1955. « Last dry season, an attempt was made to keep the cattle of the South-West within the Division, instead of having them to go to the French Cameroons as they had done previously... Many of the Fulani preferred to continue to go to the French Cameroons, although they were warned that they would not be allowed to re-enter the Division if they did so » (11).

11. "Annual Report", 1955, Bamenda.

Les déplacements de saison sèche sont régis de façon que les Mbororo ne sortent plus du Bamenda. Ainsi, les arrivées de nouveaux Mbororo seront-elles plus faciles à déceler. L'administration pourra les refouler, sans craindre d'avoir affaire à des gens simplement partis de l'autre côté, le temps d'une saison sèche. L'intrusion de l'administration dans les pratiques spatiales des Mbororo ne vise pas seulement une utilisation plus rationnelle des pâturages. Elle poursuit également des objectifs de contrôle politique.

Transhumance officielle et complications

Gestion, contrôle et réorientation des transhumances. Une carte schématique des trajets de transhumance planifiés, publiée en 1967 mais provenant d'une documentation recueillie vers 1960, montre que les éleveurs ne sortent plus, théoriquement, du Bamenda (fig. 269).

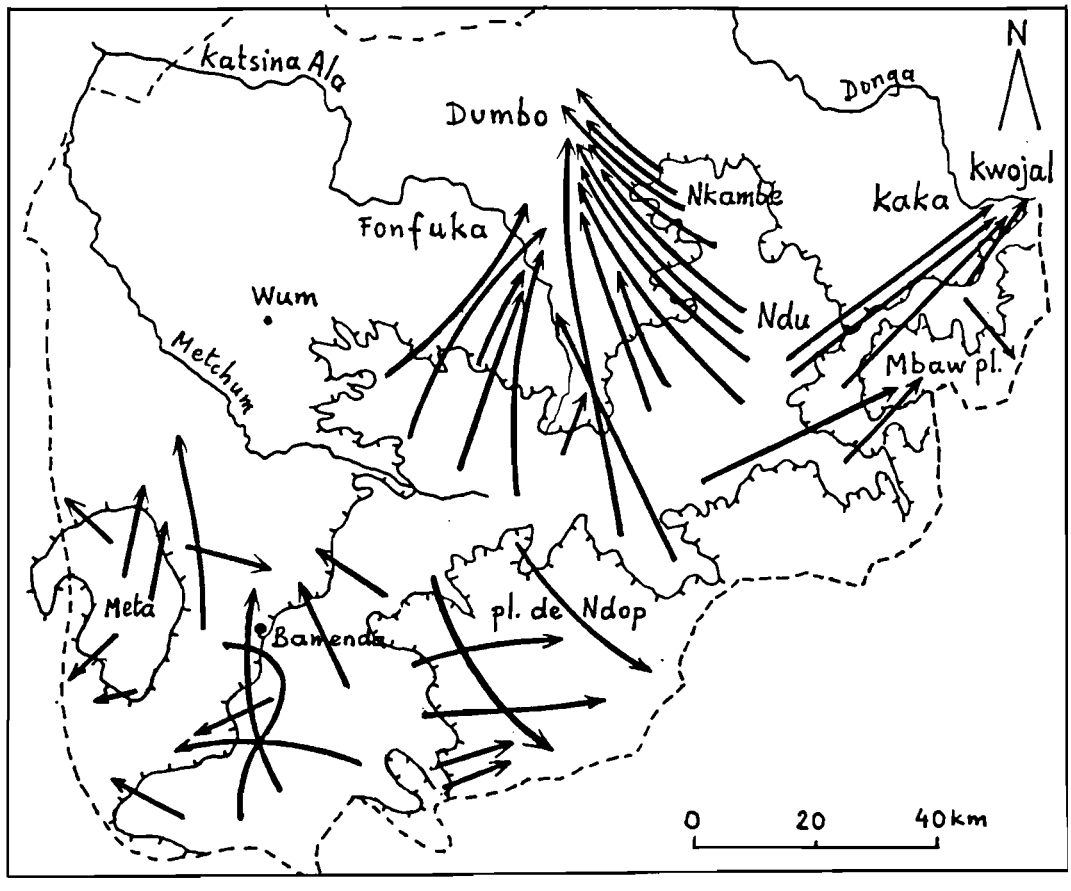


Fig. 269 : *Directions officielles des transhumances au cours des années soixante, d'après J. Carter, 1967*

La convergence de plusieurs flèches souligne que presque tous les troupeaux au nord du Bamenda se retrouvent encore, en saison sèche, aux

environs de Dumbo et de Fonfuka. Pourtant, l'administration anglaise tente d'alléger ce secteur en détournant des Mbororo vers Wum à l'ouest et Kaka à l'est.

Les Djafoun de Ndu (Horti, Dji Gadjeré) sont orientés vers le nord des plateaux Kaka (Kwojal), vide d'éleveurs. Mais il est douteux que beaucoup de transhumants respectent ces consignes. Des vallées profondes accidentent le secteur qui leur est assigné. Les troupeaux doivent être scindés en petites unités qui longent des crêtes et dévalent des pentes abruptes pour accéder à des points d'eau. Du côté de Wum, les Mbororo se souviennent encore de l'administrateur GRIFFITH qui répartit les secteurs de transhumance au cours des années cinquante. De ce côté, le détournement de Dumbo semble avoir mieux réussi mais il s'était déjà amorcé de façon spontanée.

L'Indépendance puis la réunification en 1961 n'apportent guère de modifications à l'emprise administrative sur les Mbororo. Les déplacements de saison sèche sont toujours décidés et coordonnés lors du "Fulani Meeting" qui se tient habituellement à Bamenda au début de décembre. Pour éviter que des éleveurs pressés abordent les pâturages de saison sèche avant les autres et en profitent seuls, les départs doivent se produire simultanément. Ils sont fixés, le plus souvent, dans la seconde quinzaine de décembre.

Au moment des retours, des transhumants sont impatients de remonter dès le début de la saison des pluies. Les mouches pullulent en bas, empêchant les animaux de paître tranquillement. Les Djafoun craignent surtout les piqûres de glossines. Cependant, les pâturages d'altitude ne sont pas encore bien regarnis. Les animaux risquent de divaguer à la recherche d'herbe et d'entrer dans les champs. Le retour des troupeaux est donc repoussé aussi tard que possible.

Le respect de ces règles par les Mbororo est contrôlé par les agents du service "Farmer-Grazier", assistés des "committee" villageois. En cas de départ précipité ou de retour trop précoce, le Mbororo indiscipliné s'expose à des amendes.

La transhumance devient donc organisée, contrôlée. Non seulement les destinations sont fixées mais également les dates de déplacements. En d'autres pays, des administrations ou des services d'Elevage ont également institué des règlements de transhumance, par exemple en Centrafrique, au cours des années soixante. Mais ils n'ont pas atteint une telle minutie dans la codification des déplacements. Le plus souvent, les administrations ne tentent même pas d'intervenir un tant soit peu dans la transhumance. En saison sèche, les éleveurs échappent alors à l'emprise administrative. C'est le cas des autres régions d'élevage au Cameroun.

"Frontières" entre régimes de transhumance. Les déplacements en saison sèche au Bamoun et au Bamiléké ne sont soumis à aucune directive. Bien que les deux Etats du Cameroun soient fédérés, dans les années soixante, leurs législations pastorales diffèrent nettement. Certains Mbororo, proches de l'ancienne frontière, tentent d'en profiter. En plaine de Ndop, il suffit de faire passer à la nage les animaux de l'autre côté pour

profiter de bons pâturages, avant que ceux du Bamenda aient reçu l'autorisation de s'y rendre. Bien sûr, il s'agit de repasser rapidement la limite, dès que la venue d'un surveillant est suspectée. S'ils sont "pris", les bergers ne déclinent en aucun cas leur identité ni celle du propriétraire du troupeau. Les Djafoun de Jakiri se plaignent que leur secteur de transhumance, entre Bambalang et Bangolan, soit ainsi pâturé, avant leur arrivée, par des troupeaux descendus du massif du Mbam.

Des législations pastorales aussi opposés, fréquentes dans le cas d'Etats différents, deviennent originales lorsqu'elles s'inscrivent dans un même cadre national. Tout en faisant partie du Cameroun, le Cameroun Occidental a maintenu la tradition britannique d'un encadrement serré des éleveurs.

Dimension fiscale de la transhumance organisée. A la réglementation de la transhumance (affectation des pâturages, dates des allers et retours) se greffe bientôt un aspect fiscal. A partir de 1964-65, un quart du montant du *jangali* est alloué aux circonscriptions administratives où séjournent les transhumants. La "Native Authority" de l'endroit de départ reverse ce pourcentage à une ou plusieurs administrations locales d'accueil en saison sèche.

Mais ces reversions ne sont pas fidèlement appliquées, ce qui suscite des contentieux sans fin entre administrations locales des Grassfields. Les effectifs de cheptel transhumant ne sont jamais exactement ceux qui étaient prévus. Des surveillants peuvent, à la rigueur, vérifier les dates de départ et de retour des troupeaux sur les prairies dégagées d'altitude. Mais, une fois les transhumants partis, qui peut contrôler s'ils se dirigent effectivement vers les endroits prescrits ? En saison sèche, les troupeaux se dispersent davantage qu'en saison des pluies. Isolés au milieu des savanes arbustives des bas plateaux, ils deviennent moins repérables qu'en prairies d'altitude. De plus, à cette période, ce n'est pas toujours le propriétaire qui accompagne les animaux, mais un simple berger. Face à toute remontrance, celui-ci n'en peut mais. L'encadrement des transhumants reste plus lâche qu'en saison des pluies. Enfin, à partir des années soixante, toutes les affectations de pâturages de saison sèche sont remises en cause par l'afflux des Akou.

La planification de la transhumance de plusieurs centaines de milliers de bovins répond à un objectif d'administrateurs. Mais ce schéma théorique peut-il être vraiment appliqué ? Une organisation rigoureuse de la transhumance suppose la participation de toute une population pastorale, partageant les objectifs officiels. Elle implique également qu'aucun élément extérieur ne vienne altérer le dispositif prévu de déplacements. Justement, à ces deux points de vue, l'organisation des déplacements saisonniers subit bientôt des perturbations.

La transhumance perturbée

L'attribution officielle d'un pâturage de saison sèche n'a fait, bien souvent, qu'entériner une habitude de transhumance. Dans son souci d'attacher chaque éleveur à un lieu, l'administration anglaise n'est pas allée jusqu'à imposer une véritable sédentarisation, une immobilisation à lon-

gueur d'année des personnes et du bétail. Elle a admis la légitimité du départ saisonnier des troupeaux. Bien que des administrateurs aient soulevé la question, le déplacement saisonnier n'est généralement pas considéré comme contradictoire avec la fixation pastorale. « In my view, a dry season migration is of a more and common sens utilization of grasslands » (12).

12. WALTERS, 1952.

Au début, la réglementation de la transhumance aboutit à dégager les hauts plateaux de presque tout le cheptel, pour le transférer vers les bas plateaux. C'est rendre systématiques des déplacements autrefois spontanés. A partir des années cinquante, des Djafoun commencent à s'installer en saison des pluies sur des reliefs moins élevés, par exemple autour de Konene et sur des arêtes montagneuses, en contrebas de Mbiame. Or, c'étaient d'anciens pâturages de saison sèche. De telles initiatives remettent localement en cause le schéma de la transhumance. Certes, quelques extensions de l'aire d'hivernage ne compromettent pas encore l'oscillation générale du bétail entre les deux niveaux de relief. Il en va tout autrement à partir des années soixante.

Remises en cause

Dans leur afflux au nord du Bamenda, les Akou envahissent les bas plateaux de Wum et de Dumbo, à partir de 1955. Leurs troupeaux investissent le palier inférieur du système transhumant des Djafoun. Déjà, par une pâture préalable en saison des pluies, ils réduisent la repousse herbacée après les feux. De plus, comme les troupeaux des Akou ne se déplacent pas en saison sèche, ils entrent en compétition avec ceux des Djafoun qui arrivent en transhumance. Finalement, cette concurrence aboutit presque toujours au repli des Djafoun. C'est tout le système d'occupation antérieur des plateaux qui se trouve compromis.

Exclusion des transhumants aux environs de Wum.

A Wum, des listes de *jangali* relatives à la saison sèche 1965-66, indiquent, pour chaque "village", le cheptel des Akou sur place, celui des Djafoun transhumants et leur provenance. Cette documentation à but fiscal permet de dresser une petite carte du cheptel à cette période de l'année (fig. 270). Elle illustre sans doute la phase de compétition la plus aiguë entre Djafoun et Akou, pour l'utilisation du bas plateau en saison sèche.

Au nord et au sud de Wum, 3.700 bovins de Djafoun qui transhument s'imbriquent avec 11.300 animaux appartenant aux Akou. Les deux groupes mbororo se tiennent face à face sur tout le plateau de Wum. Les statistiques de *jangali* prouvent que le cheptel relevant des Akou est déjà presque partout le plus nombreux, si ce n'est au pied des hauts plateaux et vers la vallée de Bwabwa.

Des Djafoun des plateaux Meta, qui transhumaient également vers Wum, ont cessé les premiers de s'y rendre, à partir de 1959. Les Toukanko'en de Fundong et de Tchabbel n'arrivent plus au nord de Wum en 1966. Ils accusent les Akou d'avoir ruiné leur aire de transhumance. En même temps, ils regrettent l'ancienne fermeté des Anglais qui interdisaient aux Akou l'accès du Bamenda. Maintenant, disent-ils, *« avec leur "politique", les gens du pays laissent des milliers de bovins s'introduire chaque année. »*

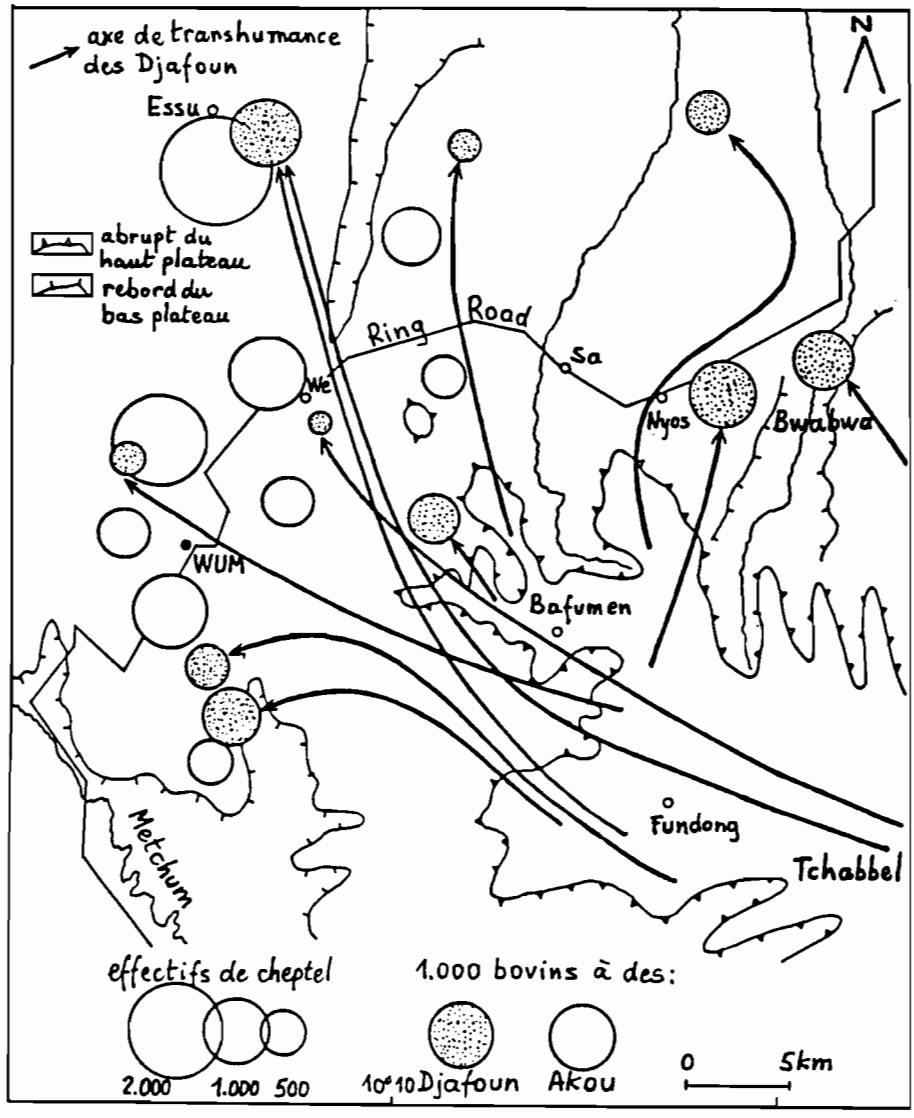


Fig. 270 : *La compétition entre Mbororo sur le plateau de Wum, en 1965-66*

Reculs des transhumants au sud de Dumbo.

Le même phénomène se produit du côté de Dumbo (fig. 271). Des Akou prennent pied sur les pâturages de saison sèche des Djafoun de Nkambe et de Nso. Après un délai de quelques années, les Djafoun ne peuvent plus regagner leur site habituel de saison sèche. Ceux qui descendent des hauts plateaux les plus éloignés sont les premiers à lâcher prise. Dès 1959, des Madjanko'en n'atteignent plus Dumbo ; ils s'arrêtent aux environs de Fonfuka, au sud de la Ring Road. L'année suivante, des Gosi'en les imitent. Transhumant aux environs de Lassin, ils ne s'éloignent plus du pied des hauts plateaux. En 1960, les Toukanko'en de Tchabbel cessent également de transhumer vers Dumbo.

Les Djafoun qui descendent de hauts plateaux plus proches tiennent tête un peu plus longtemps. Des Toukanko'en de Binka abandonnent Dumbo en 1961 mais d'autres s'y rendent jusqu'en 1964. Des Ringuimadji de Nkambe ne se résignent à changer de pâturages qu'en 1965. Les Gosi'en de Kishong sont sans doute les derniers à transhumer

là-bas, jusqu'en 1968. Kishong est loin de Dumbo mais les Gosi'en estiment détenir une sorte de "droit coutumier" de saison sèche à Dumbo. Las, eux-mêmes doivent bientôt céder à la poussée des Akou...

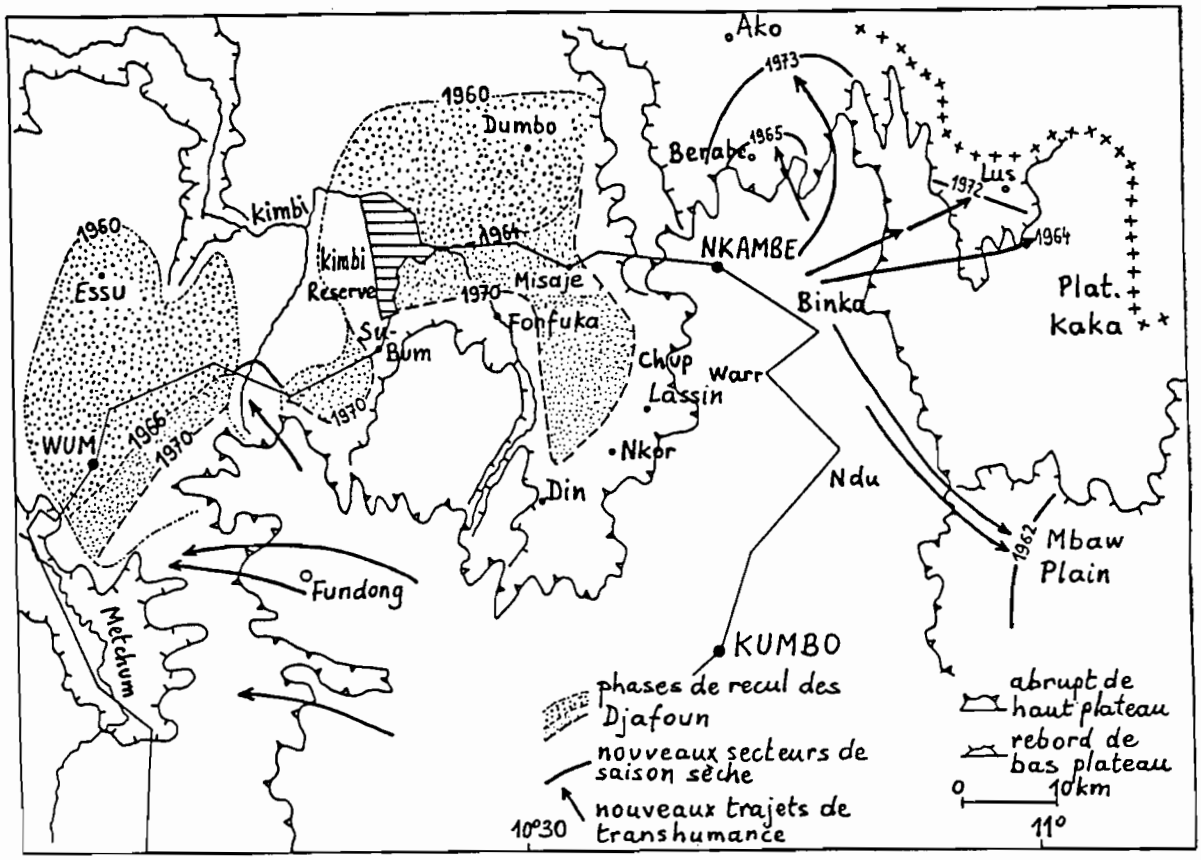


Fig. 271 : ***Reculs des Djafoun en saison sèche au nord du Bamenda***

La raison invoquée par les Djafoun est toujours la même : ***daliila na'i daneeji*** *: « à cause des vaches blanches. »* ***Min dabba nder duumirle akuuji*** *: « nous passons la saison sèche au milieu des campements d'hivernage des vaches akou. »* En saison sèche, les deux groupes mbororo utilisent les mêmes pâturages. Or, les Djafoun répugnent à faire paître leurs troupeaux près de ceux des autres, par crainte de maladies contagieuses. Ils suspectent les animaux des Akou de ne pas être en bonne santé, redoutant plusieurs maladies, surtout la piroplasmose (13). Les animaux des Akou ont souvent acquis une immunité à cette maladie qui peut être meurtrière pour les autres.

A partir de 1964, la plupart des Djafoun ne passent plus au nord de la Ring Road. Ils se tiennent au sud de Misaje, à Fonfuka, Lassin et Su-Bum. Alors même que les Djafoun sont en train de perdre leur aire de transhumance la plus ancienne, ils apprennent la création d'une réserve de faune aux environs de la rivière Kimbi. L'émotion est alors considérable parmi la population pastorale. Ce secteur, à une altitude de 900-1.000 mètres, couvert de savanes et vide d'habitants, offrait une

13. Les piroplasmoses (ou babésioses) sont des maladies graves du bétail, transmises par des tiques. Elles se traduisent par de la fièvre et de l'anémie. Les Mbororo les identifient d'après l'émission d'une urine de couleur sombre, presque noire. Ils disent que les vaches *« pissent du sang. »*

solution de rechange à la perte de Dumbo. Des Djafoun de Konene et de Nso s'y rendaient régulièrement. Il semble que le projet initial du service des Eaux et Forêts ait été ambitieux. Mais des *arDo* se plaignent auprès de l'administration. Des Djafoun de Konene commencent à émigrer vers l'Adamaoua, en 1964. Finalement, la réserve de Kimbi couvre seulement 60 km2 à l'ouest du plateau de Dumbo, soit beaucoup moins que prévu. Mais elle est strictement interdite aux transhumants (14).

La contraction de l'aire de transhumance des Djafoun ne s'arrête pas là. En 1967-68, la vallée de Sandi, au sud de Misaje, leur est presqu'entièrement soustraite par des Akou. En 1970, la compétition se reporte aux environs de Fonfuka et de Su-Bum où les troupeaux se rassemblent en nombres considérables pendant la saison sèche. Les Djafoun constatent, avec amertume, qu'il ne reste plus d'herbe. Des Madjanko'en de Nso ont déjà abandonné Su-Bum en 1967. En 1972-73, des désistements commencent à se produire aux environs de Fonfuka. Les Akou empiètent déjà plus au sud, sur les pâturages de saison sèche de Din, au pied même des hauts plateaux (fig. 271).

14. Des images satellites démontrent combien la protection de la réserve est efficace. En février 1973 par exemple, alors que toutes les savanes des environs ont été mises à feu, même celles des réserves forestières, celles de Kimbi restent intactes.

L'intrusion de nouveaux Mbororo sur les plateaux compromet l'ancien schéma de transhumance codifié par l'administration. La concurrence entre les deux groupes ne concerne pas tout de suite les pâturages élevés, "appropriés" par les Djafoun. Elle se cristallise au niveau des secteurs de transhumance où leur présence reste épisodique. Le séjour des troupeaux en saison sèche ne suffit pas à marquer un usage exclusif de pâturages. Aux yeux des Akou, nouveaux venus, ces pâturages épisodiques sont "à prendre".

Adaptations des Djafoun

L'afflux des Akou au nord du Bamenda entraîne une rétraction régulière de l'aire de transhumance des Djafoun. Sur le plateau de Wum, elle a reculé de 20 kilomètres, de 1960 à 70. De Dumbo au sud de Lassin, le décrochement atteint une cinquantaine de kilomètres. Comment les Djafoun s'adaptent-ils à ces concurrences en saison sèche ?

Des palliatifs. Certains Djafoun se contentent désormais de descendre au pied des hauts plateaux. Ils ne s'aventurent plus à la recherche d'herbe, les bas plateaux étant "saturés" de troupeaux d'Akou dont ils préfèrent éviter le contact.

Des Ringuimadji de Nkambe ne dépassent plus Misaje ; des Mbodi'en de Warr s'arrêtent à Chup ; tous les Djafoun de Nso se limitent aux environs de Lassin-Nkor-Din. Ceux de Konene descendent tout près, dans les vallées profondes de Ngunokimbi et de Bwabwa. Pourtant, piémonts des hauts plateaux et vallées encaissées ne réservent pas de grandes ressources fourragères. Tous ces transhumants se plaignent désormais de manquer de pâturages en saison sèche.

D'autres Djafoun cessent de transhumer. La perte des pâturages de Dumbo et de Wum a précipité des sédentarisations complètes en hauts plateaux. Mais cette solution n'est envisageable que pour de petits troupeaux. A long terme, elle-même ne favorise pas le devenir de ces petites unités de bétail. D'autre part, elle risque d'aggraver la détérioration des prairies d'altitude, exploitées à longueur d'année.

Nouveaux secteurs de transhumance. Dernière solution : la recherche de nouveaux secteurs de transhumance. Presque tous les Djafoun la tentent, avec plus ou moins de succès. Dans le meilleur des cas, les nouveaux pâturages se trouvent à peu près à la même altitude que ceux perdus.

Les Djafoun de Kom découvrent des savanes sur les versants qui dominent les affluents de la Metchum. Ce sont des reliefs accidentés de profondes vallées. Les hauts de versants portent des savanes arbustives, tandis que la forêt couvre les bas de pente. A partir de 1965, les Gosi' en de Ndawara qui cessent de transhumer vers le nord se détournent vers l'ouest, en direction de Mijang. De la même manière, les Toukanko'en de Fundong et de Tchabbel se dirigent vers Mbonkisu. Au-delà de ce village, ils ont obtenu la permission d'entrer en saison sèche dans la réserve forestière de Kom-Wum, contre le versement d'un droit de pacage de 20 F par animal. C'étaient les seules savanes encore disponibles à 1.000 mètres.

La plupart des nouveaux secteurs de transhumance des Djafoun se trouvent à une altitude moindre qu'autrefois : ce sont des vallées profondes ou des plaines périphériques.

A partir de 1970, des Toukanko'en de Bafumen descendent dans la vallée de Sa, située à seulement 750 mètres d'altitude (fig. 270). Les réorientations de transhumance sont surtout spectaculaires pour les Djafoun de Nkambe (fig. 271). Déboutés de Dumbo en 1964, les Toukanko'en de Binka descendent la vallée du même nom ou se dirigent vers les vallées des plateaux Kaka. Mais les ressources fourragères y sont rares. De plus, des Mbororo commencent à hiverner sur place. Dès 1965, quelques-uns, en bordure du haut plateau, se mettent à descendre vers les vallées affluentes de la Donga, en direction de Berabe. Malgré une couverture forestière assez dense, les animaux ne subissent pas trop de piqûres de glossines.

A partir de 1972, les troupeaux de Binka descendent de plus en plus nombreux vers les affluents de la Donga. Chaque année, ils progressent plus bas. En 1973, ils sont à 700 mètres près de Lus et à seulement 500 mètres, aux environs d'Ako. Les fonds de vallée sont garnis de *Pennisetum purpureum* dont les animaux se rassasient. Et les glossines ? Personne ne s'en plaint. Les transhumants pratiquent-ils d'eux-mêmes des traitements trypanocides ? Il ne le semble pas. Mais ce sont des précautions que l'on ne dévoile pas à l'enquêteur de passage.

Les Djafoun de Binka convertissent progressivement les savanes du bassin de la Donga en une nouvelle aire de transhumance. Initiative remarquable de Mbororo acculés à dégager leurs animaux en saison sèche dans une nouvelle direction. Leurs voisins Akou, Djoranko'en et Gamanko'en, affirment qu'ils furent les premiers à descendre vers le nord ; les Toukanko'en auraient simplement emboîté le pas. Mais cela n'enlève rien à leur témérité, les animaux ***mbororooji*** se montrant plus sensibles à la trypanosomose.

Les Toukanko'en de Ndu et d'autres Djafoun de Binka s'adaptent de la même manière, en détournant leurs trajets de transhumance, de Dumbo vers la plaine Mbaw. Celle-ci n'était pas inconnue autrefois mais les transhumants ne s'éloignaient guère du pied des plateaux. Les grandes forêts galeries de la plaine avaient mauvaise réputation auprès des Djafoun de Ndu. C'est seulement à partir de 1962 qu'ils s'aventurent, attirés par des étendues de *Pennisetum purpureum* le long des rivières.

Des accès de trypanosomose sont contractés en plaine. Pourtant, ils ne freinent pas la descente des troupeaux, à chaque saison sèche. En fait, les Djafoun des hauts plateaux peuvent-ils faire autrement ?

Autrefois contenus sur les hauteurs, les troupeaux descendent de plus en plus bas en saison sèche. Rien ne semble freiner leur transfert saisonnier à de faibles altitudes. Certes, cette tendance répond à une nécessité pastorale urgente : trouver de nouveaux pâturages de saison sèche pour remplacer ceux perdus, devant la poussée des Akou. Mais l'arrivée du bétail à des altitudes inhabituelles tient également d'un changement général du contexte écologique. L'infestation en glossines des savanes à basse altitude tend à se résorber. N'est-ce pas lié à des conditions climatiques plus sèches?

Toutefois, des Djafoun atteignent parfois une limite dans la descente du cheptel, par exemple dans la vallée de la Metchum. Des Mbororo n'ont pas hésité à dépasser la réserve de Mbonkisu pour parcourir les dernières pentes au-dessus de la rivière. Il s'en est suivi de lourdes pertes dans les troupeaux aventurés le plus bas. Dès lors, les transhumants deviennent prudents, de ce côté des plateaux. Ils ne se risquent plus à gagner les fonds de vallées affluentes de la Metchum. Malgré cet échec local, le cheptel a de plus en plus tendance à se libérer des contraintes de l'altitude.

Une nouvelle instabilité

L'afflux des Akou a entraîné un réaménagement de l'ancien schéma d'occupation des plateaux. Les Djafoun ont perdu l'essentiel des bas plateaux qu'ils exploitaient autrefois. Ils ont eu parfois la possibilité d'en récupérer d'autres à même altitude mais, le plus souvent, ils ont dû consentir à descendre plus bas.

L'amplitude des alternances d'altitude s'est accentuée d'une saison à l'autre. Autrefois, elle était comprise entre 500 et 1.000 mètres. Avec les nouveaux secteurs de transhumance, elle excède souvent une dénivellation de 1.000 mètres. Il est vrai qu'un glissement concomittant de nombreux campements de saison des pluies, à moins de 1.500 mètres, atténue quelque peu le changement d'altitude effectué en transhumance. Il n'empêche : faire descendre puis remonter plus de 1.000 mètres à des troupeaux, chaque année, s'avère une tâche délicate. Certaines pentes sont vertigineuses.

Tant que les Djafoun étaient les seuls Mbororo à occuper les plateaux, leur système transhumant fonctionnait de façon invariable ; les secteurs de saison sèche ne recevaient du bétail qu'à cette époque de l'année. La stabilité du système pastoral provenait sans doute d'un accroissement régulier mais encore modéré du cheptel. Après l'essor des années vingt et trente, le courant d'immigration s'était presque tari. Avec l'arrivée des Akou, tout change. Ils envahissent d'anciens pâturages de saison sèche, les "remplissent" de bétail, talonnent les Djafoun dans leur retrait des aires de transhumances. Aucune entrave ne semble ralentir leur conquête pastorale des bas plateaux.

Le destin des pâturages de saison sèche semble, à plus ou moins longue échéance, de porter également du bétail en saison des pluies. Cette conversion ne provient pas tellement d'une expansion des transhumants

mais de l'irruption de nouveaux éleveurs qui bouleversent l'ancien schéma d'utilisation des Grassfields. L'occupation pastorale des plateaux connaît une nouvelle dynamique mais dans le désordre. Chacun tente de se tirer d'affaire en saison sèche, en empiétant au besoin sur les parcours habituels des autres. ***Saa'i seedu, to geene yoori, pulaaku walaa*** **:** *« en saison sèche, quand l'herbe est desséchée, il n'y a plus de morale peule. »*

UNE SAISON DE TRANSHUMANCE

La saison sèche 1973-74 illustre, d'une façon, la dernière transhumance "normale", avant que l'ennoyage de la plaine de Ndop par un barrage provoque de grandes perturbations. Les déplacements saisonniers vers cette plaine ont déjà fait l'objet d'une publication (15). Il s'agit simplement de les replacer dans le cadre régional des plateaux de l'Ouest-Cameroun.

15. BOUTRAIS (J.), 1978, "Etude d'une zone de transhumance : la plaine de Ndop", in "Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide (Cameroun)".

Au Sahel et même en zone soudanienne, la saison des pluies rassemble les éleveurs et suscite une vie sociale intense. Aux Grassfields, il pleut trop et il fait trop froid à cette époque de l'année pour se livrer à des festivités. Parfois, la pluie ne cesse pas de la journée. Chacun reste alors chez soi, accroupi autour du feu. C'est le début de la saison sèche qui marque la période de réjouissances et de liesse. En octobre et novembre, les fêtes se succèdent : baptèmes, mariages, fin de l'"écolage" coranique. Les Djafoun, en particulier, ne lésinent pas sur les abattages de bétail. Chaque Mbororo se gave de viande grillée, avant d'endurer les privations de la saison sèche.

D'un campement à l'autre, les invitations s'échangent, les rencontres se multiplient. De petites fêtes offrent l'occasion de resserrer les liens entre parents. D'autres rassemblent des centaines de personnes et permettent de manifester publiquement prestige et richesse. Plus les invités sont nombreux, plus l'hôte en retire une légitime fierté. Pour se montrer à la hauteur, il convient d'offrir beaucoup de viande. Plus tard, au cours des veillées, les convives ne manquent pas de louer ou de critiquer la générosité de leur hôte : *« il a abattu des boeufs bien gras »* ou bien, au contraire, *« il n'a pas honte, il n'a consenti à abattre qu'une vieille vache, la viande était dure à manger. »*

Les festivités battent leur plein à la fin de novembre, entre l'arrêt des pluies et le départ en transhumance. ***Jonta Dum yaake do'a bee indeeri fuu ; min de'itake ; ko yaasi, goDDo jooDan ; amma to lewru feere darake, imBe pat sankiti, sukli haala jawdi*** : *« maintenant, c'est le moment de fêter la fin de l'apprentissage du Coran et aussi les baptèmes ; nous sommes tranquilles ; les gens peuvent s'asseoir dehors ; mais, à la nouvelle lune, tout le monde sera dispersé et accaparé par le bétail. »* Réjouissances collectives qui rythment les années pastorales.

A la courte période des fêtes, au plaisir de revêtir de beaux habits et à la joie des rencontres succèdent les préparatifs en vue de la saison sèche. Après l'abondance, voici poindre des motifs d'inquiétude. Les pâturages de saison sèche suffiront-ils cette année ? De nouveaux éleveurs ne les ont-ils pas déjà occupés ? Après quelques semaines de vie sociale intense, c'est la perspective de l'isolement et des épreuves physiques, aussi bien pour les hommes que pour les animaux.

Déjà, les campements vivent dans l'attente du départ. Chacun prête attention aux nouvelles : « *demain, un tel descend à Bambalang, tel autre attend quelques jours, sa vieille mère étant malade.* » Avec les préparatifs de départ, une fébrilité s'empare des hommes et des animaux. Après la longue vie immobile de la saison des pluies, la saison sèche apporte un besoin de changement, de déplacement. Pourtant, des Mbororo se tiennent maintenant à l'écart de cette agitation.

Les non-transhumants

Bien que la vie pastorale soit réglée par le rythme de l'hivernage et de la transhumance, tous les troupeaux des Grassfields ne se déplacent plus en saison sèche. La fixation fréquente des Mbororo et d'une partie de leur entourage familial s'accompagne déjà de la retenue de quelques animaux sur place, surtout de vaches laitières. A un autre stade, la sédentarisation devient effective lorsque tout le bétail cesse de transhumer.

L'importance du cheptel non-transhumant dépend du degré de sédentarisation. Mais elle varie également selon l'altitude. On l'a déjà souligné : le bétail se maintient difficilement en saison sèche sur les reliefs culminants. Enfin, au Bamenda, le nombre d'animaux non-transhumants est théoriquement déterminé par la réglementation en vigueur.

En effet, depuis l'époque anglaise, la transhumance est obligatoire. Aux yeux des responsables, elle permet un allègement de la charge des pâturages et surtout, elle limite la menace de dégâts aux cultures, plus fréquents en saison sèche. Le cheptel sédentaire se restreint, théoriquement, aux vaches laitières qui ravitaillent les enfants et les vieillards.

D'après le "planning" annuel de transhumance, seuls de tout petits effectifs resteraient aux *ruga*, terme haoussa usité par l'administration pour désigner les campements d'hivernage (16). Dans quelle mesure les éleveurs respectent-ils ces prescriptions ? En fait, le cheptel non-transhumant ne se limite pas aux vaches laitières ; la proportion de bétail immobilisé à longueur d'année sur les mêmes pâturages est beaucoup plus importante que ne l'indiquent les chiffres officiels.

En 1973, le "planning des pâturages en saison sèche", document officiel détaillé par *arDo*, prévoit que seulement 19.000 bovins resteront aux campements d'hivernage, pour 234.000 têtes recensées au Bamenda, soit seulement 8 % du total. Or, contrairement à ces indications, un pointage du cheptel, effectué la même année, aboutit à 76.000 bovins non-transhumants. Le cheptel qui se soustrait à la transhumance est donc quatre fois plus nombreux que prescrit.

16. A l'époque anglaise, beaucoup d'administrateurs du Bamenda, ayant longtemps servi au nord du Nigeria, employaient des termes haoussa relatifs à la vie pastorale. Depuis lors, la tradition s'est maintenue dans les textes administratifs. Quant aux Djafoun du Bamenda, ils ignorent ce vocabulaire. Singulière discordance linguistique !

Refus ou incapacité des villageois à transhumer

Les villageois et les Akou participent moins à la transhumance que les Djafoun. La constatation ressort d'entretiens avec les éleveurs et de l'observation des troupeaux qui restent en altitude. Mais, comme les directives

sont notifiées par *arDo* et non par catégories d'éleveurs, il est souvent difficile de le démontrer à partir de la documentation officielle.

Le "planning" de 1973 range cependant à part les villageois propriétaires de bétail dans le "Council" Wimbum qui correspond aux plateaux de Ndu, Binka et Nkambe. Pour ces plateaux, il est alors possible de comparer la répartition officielle du bétail villageois en saison sèche avec celle qui résulte de relevés sur place.

Tabl. 108 : *Cheptel non-transhumant des villageois dans le council Wimbum en 1973*

	d'après le planning de transhumance	d'après l'enquête personnelle (17)
effectif total (en têtes)	9.400	7.700
effectif non - transhumant (en têtes)	1.500	5.100
% non-transhumants / total	16 %	66 %

17. L'effectif moindre issu de l'enquête personnelle se rapporte seulement aux troupeaux dont la situation a pu être précisée en saison sèche.

Les effectifs officiels de cheptel non-transhumant ne correspondent pas à la réalité, pour cette catégorie d'éleveurs. Il est probable qu'il en est de même, ailleurs au Bamenda.

Face aux directives administratives, ces propriétaires de bétail opposent un véritable refus de transhumer. Ils répugnent à éloigner les troupeaux et, bien souvent, ils seraient incapables de le faire. Les animaux stationnent sans véritable garde, à proximité du village. Les villageois leur rendent des visites mais ils ne vivent pas en permanence avec eux.

Insérés au milieu de Mbororo et peu éloignés, les animaux ne peuvent s'égarer. La garde et, plus globalement, la sécurité du bétail sont assurées d'elles-mêmes, grâce à un entourage pastoral stable. Il serait impossible de pratiquer une méthode d'élevage aussi lâche et absentéiste en transhumance. Sur les pâturages de saison sèche, les voisins villageois sont moins bien connus, les animaux côtoient de nouveaux troupeaux et les vols de bétail deviennent monnaie courante. Avec un environnement pastoral plus fluide, la garde du bétail doit être renforcée.

Les bergers locaux ne sont pas assez compétents pour acheminer des animaux entre les champs, ni pour les contrôler en permanence loin du village. Les propriétaires de bétail évitent donc, autant que possible, d'éloigner les troupeaux. Des expériences souvent décevantes de transhumance ne sont pas pour les encourager. Des pertes de bétail surviennent plus fréquemment à cette époque et, de plus, les propriétaires ne peuvent récupérer la viande des animaux à l'agonie. Au moins, si les pertes se produisent près du village, les propriétaires pourront vendre la viande débitée in extremis. Contrairement aux interdits des Peuls, cette récupération pour la boucherie se pratique dans tous les élevages paysans.

Les statistiques officielles étant erronées pour cette catégorie d'éleveurs, des indications relativement fiables ne peuvent provenir que d'un

pointage systématique sur place. Lors de la saison sèche 1973-74, sur 38.000 bovins appartenant à des villageois, 25.000 n'ont pas transhumé, soit les deux-tiers. Le pourcentage varie beaucoup par secteurs, sans doute en fonction de la contrainte exercée par les agents du "Farmer-Grazier Service". La plupart des villageois se soustraient à l'obligation de transhumer. Ce qui fait dire à leurs voisins djafoun qu'il existe en fait deux règlements, l'un rigoureux, à leur intention et l'autre, plus souple, pour les villageois. Les agents de surveillance étant recrutés parmi les villageois, des arrangements sont plus faciles que pour les Mbororo.

Les réticences des Akou

Les Akou, au nord du Bamenda, se comportent de la même manière que les villageois en saison sèche, bien que les motivations soient différentes. La situation du cheptel de ces Mbororo démontre l'importance des effectifs qui ne transhument pas.

Tabl. 109 : ***Cheptel non-transhumant relevant des Akou au nord du Bamenda (en 1973-1974)***

	d'après le planning de transhumance	d'après l'enquête personnelle
effectif total (en têtes)	45.300	43.000
effectif non - transhumant	2.300	22.400
% non - transhumant / total	**5 %**	**52 %**

Le cheptel non-transhumant est dix fois plus nombreux que prévu. Un rapport constatait la même réticence, lors de la saison sèche précédente : « les pâturages de saison des pluies sont surpâturés, surtout près de Wum où les Akou n'ont pas transhumé vers leurs pâturages de saison sèche » (18).

18. "Rapport trimestriel", janvier-mars 1972. Farmer-Grazier Service, Wum.

Cette fois, il ne s'agit pas d'incriminer un manque de compétence ni une quelconque appréhension de la transhumance. Provenant de régions plus sèches, les Akou jugent les pâturages de Wum suffisamment abondants et n'éprouvent pas le besoin de se déplacer vers d'autres. Leur appréciation des ressources fourragères diffère de celle des Djafoun, plus exigeants. De toute façon, les secteurs que leur assigne le "planning" de transhumance sont d'ores et déjà occupés par de nouveaux venus. Déjà exploités en saison des pluies, ils deviennent fort peu attrayants à la saison suivante. L'extension rapide de l'aire d'élevage, du côté des Akou, rend très vite caducs les trajets officiels de transhumance.

L'immobilisation des Akou en saison sèche est spécifique des éleveurs qui séjournent au nord du Bamenda. Au Bamoun, leur comportement est opposé : presque tous se déplacent. Il est vrai que les pâturages se dessèchent davantage, mais pas au point d'entraîner une opposition aussi nette de comportement.

Les Djafoun, entre l'immobilité et la transhumance

Les Djafoun, eux-mêmes, recourent moins aux déplacements saisonniers qu'il ne l'est prescrit par l'administration. Lorsque le cheptel devient stationnaire, le processus de sédentarisation des anciens nomades aboutit apparemment à son terme. Cependant, la sédentarisation complète n'est pas sans conséquences néfastes pour des pâturages chargés en permanence. Aussi, la stabilisation du cheptel n'est-elle pas toujours une situation définitive.

Des Djafoun affirment qu'ils ne transhument plus, de façon à maintenir, par une présence permanente, une sorte de "droit" sur des pâturages convoités par les cultivateurs. Il suffirait qu'ils délaissent, momentanément, leur aire de pâture pour que d'autres s'en emparent. ***KamBe, to goDDo yahri na'i mum haa luggere, Be ndemay ; kanjum masiibo maBBe*** : « *eux, si quelqu'un emmène ses vaches en plaine, ils se mettent à cultiver ; voilà leur grand défaut.* » Que des Mbororo soient contraints à cette vigilance atteste la vigueur de la pression agricole sur les pâturages. L'argument est surtout avancé par les Djafoun des monts Bambouto, des plateaux Nso et Ndu.

L'abandon de la transhumance par les Djafoun est également à mettre en relation avec leur glissement à des altitudes moins élevées. La règle d'un seuil de cheptel maximum autorisant la sédentarisation ne joue pleinement qu'en hauts plateaux. Dès que les Djafoun gagnent des pâturages moins élevés, exploités depuis moins longtemps, ils se libèrent des contraintes en cheptel compatible avec l'immobilité. En contrebas de Binka, des Djafoun, installés depuis quelques années à 1.400 mètres, n'emmènent plus en transhumance des troupeaux qui comptent entre 75 et 120 têtes. C'est deux à trois fois plus que la taille optimum des troupeaux sédentaires en hauts plateaux.

Les altitudes en dessous de 1.500 mètres permettront-elles longtemps une sédentarisation de gros troupeaux ? Cet avantage n'est-il pas temporaire ? La présence du bétail sédentaire devenant plus ancienne, la masse herbacée se réduira, comme sur les hauts plateaux. Dès lors, les troupeaux ressentiront plus durement les effets de la saison sèche. La nécessité de partir en transhumance s'imposera à nouveau, surtout pour les troupeaux de grande taille.

Les départs

Le départ en transhumance survient en début de saison sèche, ***hoore dabbunde*** : la "tête" de la saison sèche, ou ***bendol dabbunde*** : le "mûrissement" de la saison sèche. Au nord du Cameroun, l'interruption des pluies étant plus longue, ***dabbunde*** ne désigne que la première partie de la saison sèche, celle des nuits froides. Aux Grassfields, ***dabbunde*** devient presque l'équivalent de ***seedu*** : la vraie saison sèche et chaude. Partir en transhumance, c'est ***dabba***, en langue peule. Comme les éleveurs ne peuvent pratiquer la vaine pâture sur des chaumes, le départ en transhumance intervient de

façon plus soudaine qu'en zone soudanienne. C'est un abandon ou une dissociation soudaine du campement d'hivernage. Bien que les prairies d'altitude se dessèchent rapidement, la transhumance s'amorce par des départs relativement précoces ou tardifs.

L'annonce du départ

Officiellement, les éleveurs du Bamenda n'ont pas le choix de leur date de départ. Il est interdit de partir avant une date réglementaire, portée à la connaissance des transhumants par la radio. Elle est décidée par l'administration, à l'occasion du "Fulani Meeting". L'ordre de transhumer intervient presque toujours à la mi-décembre. « *C'est trop tard,* » disent les Mbororo.

Les autorités veulent éviter que des transhumants se précipitent vers les pâturages de saison sèche et en profitent, aux dépens de ceux qui ont l'habitude de partir plus tard. Il s'agit surtout de restreindre les dégâts aux cultures, provoqués par des troupeaux qui se déplacent (19). Certes, il y a longtemps que la récolte du maïs est achevée mais les haricots, en cours de ramassage, peuvent souffrir d'incursions de bétail dans les champs.

19. Une circulaire du "Farmer-Grazier Service", datée de décembre 1964, demande aux Mbororo d'éviter le plus possible les dégâts aux cultures lors du départ en transhumance.

Les réglementations aboutissent presque toujours à retarder les départs, par rapport à des transhumances libres. Il semble que l'on veuille éviter la pratique des feux précoces dans les pâturages de saison sèche, feux qui déclenchent une bonne repousse herbacée mais sans brûler complètement les grandes herbes. Cependant, le bien-fondé de départs retardés est discutable, surtout si les pâturages de saison des pluies sont fortement chargés. En prolongeant de fortes charges en début de saison sèche, ne risque-t-on pas d'aggraver la dégradation du couvert herbacé ? De plus, les animaux entreprennent les déplacements en moins bon état que s'ils partaient plus tôt. La vraie raison des ordres de départ tardifs n'est pas élucidée ; peut-être est-ce simplement le fait d'une routine administrative.

Après la réunification de 1972 et la mise en place d'un système administratif calqué sur le modèle "français", les habitudes léguées par les Anglais ne sont plus fidèlement suivies. En 1974, il semble que l'on ait "oublié" de réunir le "Fulani Meeting". Convoqué à la hâte, après le 20 décembre, il décrète le départ en transhumance tout de suite après, le 25. Il était temps. A cette période, chaque semaine les animaux sont plus difficiles à contrôler. Des Mbororo, désemparés par le silence officiel, allaient prendre sur eux de descendre.

De nombreux Mbororo se plaignent que l'administration ne les laisse pas partir avant le 15 décembre. C'est notamment le cas de ceux dont les pâturages de saison sèche jouxtent le Bamoun. Les éleveurs de l'autre côté de l'ancienne frontière font des incursions pour emmener leurs troupeaux brouter les meilleures herbes. Les "vols" de pâturages se produisent surtout dans la plaine de Ndop. D'autres Mbororo parcourent 25 à 30 kilomètres, dès le début de la saison sèche, pour amener le bétail au pied de Mbiame, notamment au lieu-dit Mabibi. Des éleveurs de Mbiame, à seulement 5 kilomètres de Mabibi, ne peuvent légalement descendre. Pourtant, ils savent que ceux du Bamoun sont déjà en bas.

Les Mbororo du Bamenda ressentent davantage la contrainte administrative dans le retard imposé au départ que dans la répartition des pâturages de transhumance. Même dans les années soixante, époque de volonté d'application des règlements pastoraux, il est possible d'obtenir des dérogations sur place. Le "cattle control officer" ferme les yeux, moyennant gratification. Selon les éleveurs, les sollicitations sont opposées. Les villageois s'efforcent d'obtenir des aménagements pour ne pas transhumer ou le moins longtemps possible. Quant aux Djafoun, ils souhaitent partir avant la date légale.

Des départs décalés

Présenter la transhumance uniquement d'après les modalités de sa réglementation ne manquerait pas de tronquer une réalité plus variée. Le risque de réduction se constate déjà dans les dates de départs. Certes, le départ n'est pas toujours facile à situer exactement a posteriori. Il suffit de quelques mois pour que les Mbororo ne puissent plus l'indiquer précisément, en comptant les jours ou les semaines écoulés depuis lors. Parfois, la célébration d'une fête musulmane aide à se repérer. Cependant, il importe de noter la date de cette fête, car elle se décale par rapport au calendrier officiel, d'une année à l'autre. Le calendrier des déplacements présentés se rapporte à la saison sèche 1973-74.

Un graphique (fig. 272) montre l'échelonnement du départ des transhumants. Il concerne une cinquantaine de Mbororo, répartis entre différents secteurs : hauteurs autour de la plaine de Ndop, nord du Bamenda, plateau de Wum. Les départs se succèdent durant trois mois, depuis le début de novembre jusqu'à la fin de janvier. Il est surprenant que, dans le cadre d'une transhumance organisée, les départs soient autant décalés. De la fin de la saison des pluies au milieu de la saison sèche, les troupeaux ne partent pas des mêmes plateaux. Est-ce la véritable raison du décalage des mises en mouvement ?

La course aux prairies de décrue

Les premiers transhumants à se mettre en route descendent vers la plaine de Ndop.

> Contrairement aux assertions des Djafoun du Bamenda, ceux du Bamoun les précèdent de peu dans la plaine. En voici un, pourtant : c'est un Djaromanko du massif du Mbam, descendu en plaine dès la mi-octobre. Les éleveurs du Bamenda se plaignent de ce genre de déplacement précipité. Début décembre, presque tous les Mbororo sont déjà dans la plaine de Ndop, avant que l'autorisation de transhumer soit accordée. Malgré la réglementation, les transhumants se livrent une véritable compétition dans l'accès aux prairies de décrue. Chacun tient à se trouver sur place, dès que les eaux se retirent (20).
>
> Début novembre, les interfluves allongés de la plaine émergent, au milieu de la nappe d'inondation. Les transhumants les empruntent comme voie d'accès. Ils broutent à peine les grandes herbes d'interfluve qui n'ont pas encore brûlé. Le but,

20. D'après les relevés hydrologiques effectués à Bamendjing, à la sortie du Noun de la plaine de Ndop, les débits commencent à baisser au début de novembre. Mais la plaine se découvre dès octobre. La vidange de la nappe d'inondation contribue précisément, à soutenir, un moment, les forts débits du Noun. Actuellement, ce rythme hydrologique est modifié par le barrage de retenue.

c'est d'atteindre le plus vite possible les prairies en cours d'émersion, notamment celles à ***burgu***. Au centre de la plaine, entre la colline de Mbissa et le village de Bambalang, seules des "îles" émergent de la nappe d'eau en début de saison sèche. Les transhumants engagent les troupeaux à la nage pour passer d'une île à l'autre, jusqu'aux étendues de ***burgu*** non encore broutées. Parfois, des animaux s'égarent dans les vasières et ne peuvent s'en dépêtrer.

Le rythme de la décrue encourage la pratique de déplacements précoces. La plaine de Ndop est une plaine inondable : ***fadamaare***, et non une simple dépression : ***luggere***. La végétation herbacée suit le rythme de la crue et de la décrue. Les éleveurs adaptent leurs déplacements à ce rythme, alors que la réglementation pastorale l'ignore. Avec le barrage de Bamendjing, les transhumants vers la plaine de Ndop doivent attendre une décrue retardée en pleine saison sèche, voire en fin de saison.

Descentes tardives vers des plaines à risques

L'échantillon au nord du Bamenda concerne surtout des transhumants du haut plateau de Ndu vers la plaine Mbaw. Leurs départs surviennent dans la seconde quinzaine de décembre, en accord avec la réglementation.

En fait, cette concordance tient à un concours de circonstances. En saison sèche, leurs troupeaux disposent en plaine de quelques savanes à herbe à éléphants (***toloore***), en fonds de vallée mais ils exploitent surtout des repousses (***dawarde***) après les feux. Ces transhumants doivent patienter, le temps que les savanes brûlent et que des repousses regarnissent les terrains. C'est un type de pâturage classique d'une plaine de type ***luggere***. Les transhumants l'abordent plus tardivement que des prairies de décrue.

La plaine Mbaw est réputée infestée de glossines, surtout le long des galeries forestières (21). Faute d'autre secteur disponible, les Djafoun de Ndu et de Binka y descendent tout de même. En ne la parcourant qu'une fois la saison sèche bien établie, les animaux ont plus de chance d'échapper aux piqûres des tsé-tsé. La tendance à transhumer à de basses altitudes contribue également à retarder les départs. Par prudence, les Mbororo contiennent d'eux-mêmes les animaux en haut, en début de saison sèche.

21. D'après la "Mission Spéciale d'Eradication des Glossines" de Ngaoundéré, *Gl. fuscipes fuscipes* est présente dans toutes les plaines du Mbam, dont la plaine Mbaw représente un appendice.

Contrairement à l'Adamaoua, le service vétérinaire au Bamenda n'assure pas de traitement trypanocide régulier. Certes, des médicaments circulent sous le manteau et quelques Mbororo utilisent les recettes d'une pharmacopée vétérinaire. Mais, dans l'ensemble, le bétail est exposé à l'agression des glossines. Cette absence de protection ne manque pas de limiter la marge de manoeuvre des éleveurs. Elle explique les départs tardifs vers des pâturages peu salubres. Les descentes vers la vallée de Metchum et la plaine de la Donga, autres secteurs à risques, commencent en même temps que vers la plaine Mbaw.

La décision de retarder de quelques semaines le départ en transhumance ne se plie pas seulement aux ordres officiels. En agissant ainsi, les Djafoun des hauts plateaux envoient les troupeaux à basse altitude au moment le plus propice : repousses plus abondantes et meilleure salubrité.

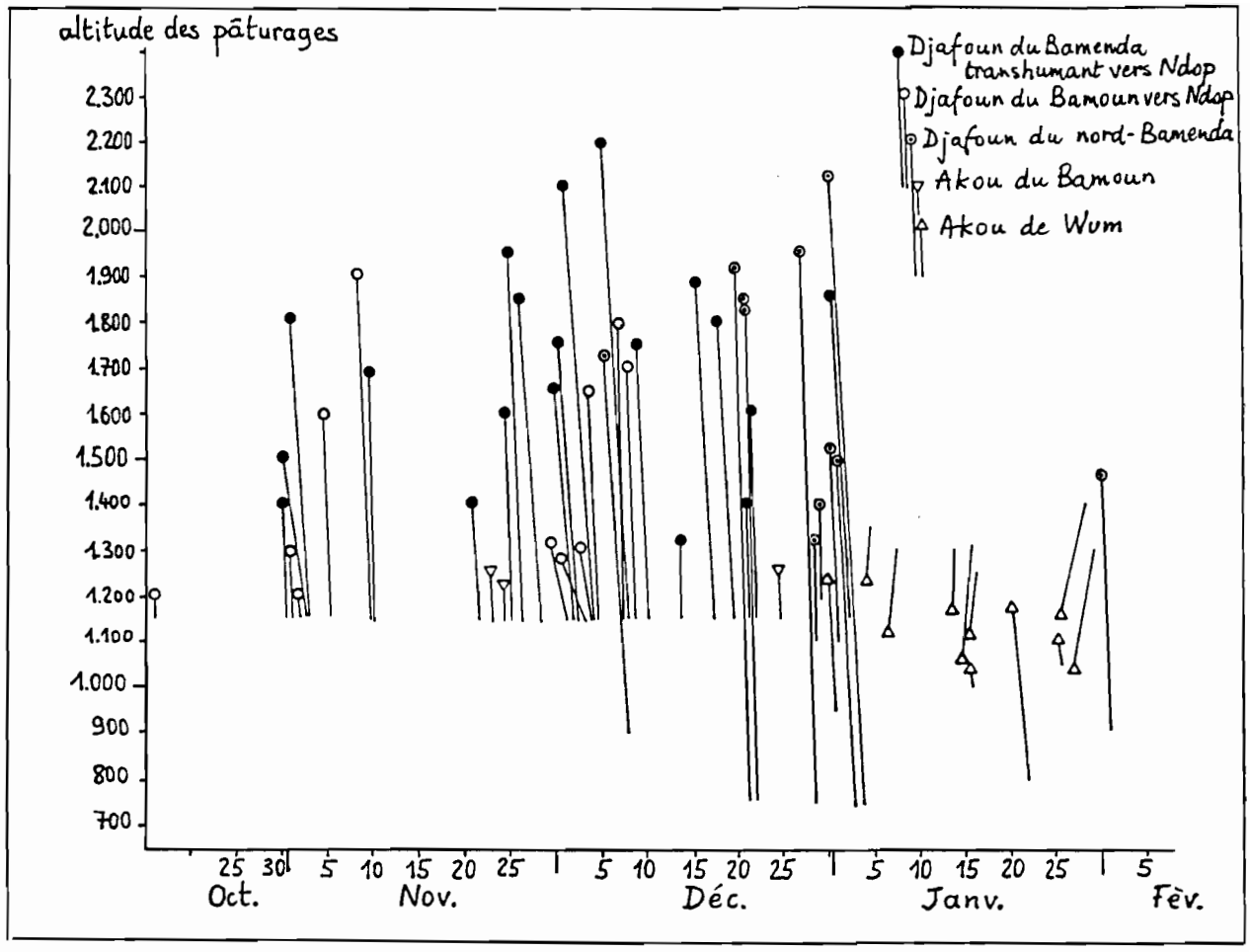


Fig. 272 : *Echelonnement des départs et changements d'altitude*

Départs de dernière heure

Les Akou de Wum ne se mettent en marche qu'au cours de janvier. C'est déjà la période chaude et sèche : ***seedu***. Pourquoi partent-ils si tard ? Est-ce lié au fait qu'ils séjournent sur un bas plateau ? Certes, le couvert herbacé se dessèche moins vite qu'en haut plateau et les petits cours d'eau tarissent plus tard. Mais les départs tardifs paraissent surtout spécifiques des Akou. D'abord, leur type de zébu est réputé capable de subsister sur un maigre paillasson herbacé, contrairement aux animaux ***mbororooji***. Les Akou n'envisagent pas de transhumer, chaque année, comme le font les Djafoun. Ils s'y résignent seulement lorsque les animaux ont faim, la saison sèche se prolongeant. Ils partent alors en quête d'un pâturage temporaire. Mais rien n'était prévu en début de saison sèche. Tout dépend de sa rigueur et de sa durée. Les Akou de Wum ignorent la réglementation de la transhumance.

Ces Akou effectuent des déplacements saisonniers en sens inverse des autres éleveurs, par rapport à l'altitude. Au lieu de descendre vers des bas-fonds, ils gravissent des reliefs où les troupeaux ne séjournent pas encore en hivernage. En 1974, les plaines et les basses vallées autour du plateau de Wum sont largement infestées de glossines. Même les Akou redoutent d'y envoyer le bétail durant plusieurs semaines.

Quelques Djafoun de hauts plateaux ne partent en transhumance, eux aussi, que tardivement.

Le 21 janvier 1975, un troupeau descend encore les pentes de Dji Gadjeré, en direction de la plaine Mbaw. Précédant le troupeau, voici d'abord une femme, chargée d'un énorme paquet sur la tête. Un jeune villageois l'accompagne, portant le mortier et le pilon. Ensuite, c'est la longue cohorte des animaux qui abordent la pente en file indienne. Le boeuf porteur, ***ngaari Daandi***, lourdement harnaché, ferme la marche, sous la surveillance de l'homme.

Des Djafoun de Binka descendent encore plus tard vers la plaine Mbaw, à la mi-février 1975. Comme il ne reste plus rien à brouter sur le ***caBBal***, les animaux cherchent de l'herbe aux endroits les plus dangereux et tombent dans les ravines. Chaque matin, des jeunes partent à la recherche de bêtes absentes du troupeau. Lassés d'une saison sèche plus dure que d'habitude, des sédentaires se résignent à transhumer.

Il est rare de rencontrer des Djafoun qui décident de partir en transhumance aussi tard. C'est la conséquence d'une saison sèche plus longue que prévu. Des éleveurs avaient l'intention de rester en altitude, espérant quelques averses en milieu de saison sèche. Autrefois fréquentes, ces pluies, très utiles du point de vue pastoral, deviennent rares dans les années soixante-dix. Dès la fin des années soixante, des saisons sèches ne sont plus entrecoupées d'averses (fig. 66). Le déplacement tardif d'animaux affaiblis devient une entreprise délicate, en relief accidenté.

En contradiction avec une législation pastorale qui uniformise les dates de départs, ceux-ci s'échelonnent, en fait, sur plusieurs mois. Le moment de partir dépend des caractéristiques des pâturages de saison sèche : prairies de décrue appréciées et disputées, repousses en bas-fonds redoutés. La succession des mises en mouvement s'ordonne selon le groupe mbororo et ses habitudes de mobilité. L'étalement des départs varie également d'une année à l'autre, selon la précocité de la saison sèche et sa rigueur. Les éleveurs se tiennent prêts à répondre à des aléas climatiques que la réglementation pastorale aux Grassfields semble ignorer.

Les déplacements (cartes hors-texte 9 et 10)

Une carte des transhumances a déjà été dressée, en 1971, par J.CHAMPAUD (22). Plus détaillée que les rares documents cartographiques antérieurs, elle laisse encore ignorer ce que les flux de transhumance représentent en effectifs de bétail. Cependant, la convergence de troupeaux du Bamenda et du Bamoun vers la plaine de Ndop est bien montrée. De même, des troupeaux du Bamoun descendent déjà vers les plaines du Mbam, à l'est. Sans doute, seuls les flux principaux sont reportés mais la carte est loin d'être exhaustive. A part les environs de la plaine de Ndop, elle donne l'impression que relativement peu de cheptel se déplace en saison sèche. Certes, les troupeaux sédentaires représentent des effectifs plus nombreux que ne l'affirment les sources officielles. Cependant, ils sont encore loin d'être majoritaires.

22. CHAMPAUD (J.), 1973, "Atlas Régional Ouest 2", planche : Elevage.

Pour un cheptel répertorié légèrement supérieur à 300.000 bovins, la situation en saison sèche de 287.000 d'entre eux a été relevée en 1973-74. Les troupeaux transhumants comptent 195.000 têtes, soit 68 % du cheptel régional. En saison sèche, les hauts plateaux ne portent plus l'essentiel du cheptel. Le système pastoral dominant associe un pâturage d'altitude à un autre situé en bas. L'un ne va pas sans l'autre. Il suffit qu'un élément du système pastoral soit remis en cause pour que la viabilité de son homologue se trouve compromise. Il n'est pas toujours tenu compte de cette interdépendance des deux types de pâturages, l'importance de ceux de saison sèche étant fréquemment sous-estimée.

La pratique de la transhumance varie d'une catégorie d'éleveurs à l'autre. Un tiers seulement (34%) du cheptel des villageois change de pâturage en saison sèche. Au contraire, les Djafoun descendent plus des trois-quarts (77 %) de leurs animaux. Chez les Akou, la proportion est moindre, peut-être, une nouvelle fois, parce qu'ils occupent des bas plateaux. Mais la décision de transhumer dépend également d'un accès plus ou moins aisé aux savanes de basse altitude.

L'importance relative du cheptel transhumant n'est pas uniforme entre les éleveurs. Ils s'opposent souvent par la direction et l'ampleur de leurs déplacements saisonniers, chaque groupe se caractérisant par une pratique de transhumance.

Transhumances officielle et réelle

La carte de l'Atlas Ouest 2 reflète une documentation recueillie auprès du service d'Elevage. Une autre carte peut être dressée, d'après les indications des éleveurs eux-mêmes. Des discordances ne manquent pas d'apparaître entre la transhumance officielle et celle qui est effectivement pratiquée la même année. Des éleveurs refusent, pour diverses raisons, de gagner les secteurs qui leur sont attribués. D'autres sont complètement sédentarisés.

Pour illustrer ces remarques, les effectifs de transhumants sont comparés à ceux prévus dans le "planning des pâturages de saison sèche", dressé par le service vétérinaire en 1973. Les écarts d'effectifs, soit en plus, soit en moins sont figurés pour chaque flux de transhumance (fig. 273).

Dans l'ensemble, la transhumance correspond assez bien aux prévisions au sud du Bamenda (23). Au contraire, au nord des Grassfields, de nombreuses divergences concernent des effectifs importants. Est-ce l'effet d'une emprise moindre des services administratifs auprès d'éleveurs éloignés ? L'arrivée des Akou perturbe-t-elle davantage l'organisation de la transhumance ?

D'une façon, le "planning" de la transhumance est en retard par rapport à la réalité ; il régit une situation dépassée. Les responsables administratifs ont tendance à reprendre, chaque année, les instructions de l'année précédente, tandis que les éleveurs adaptent continuellement leurs parcours de saison sèche aux conditions du moment.

23. Quelques années auparavant, des rapports s'en faisaient l'écho dans la Division de Bamenda : « la plupart des ardo et de leurs suivants ont gagné les secteurs qui leur sont assignés » ("Rapport d'octobre-décembre 1967", Farmer-Grazier Service, Bamenda).

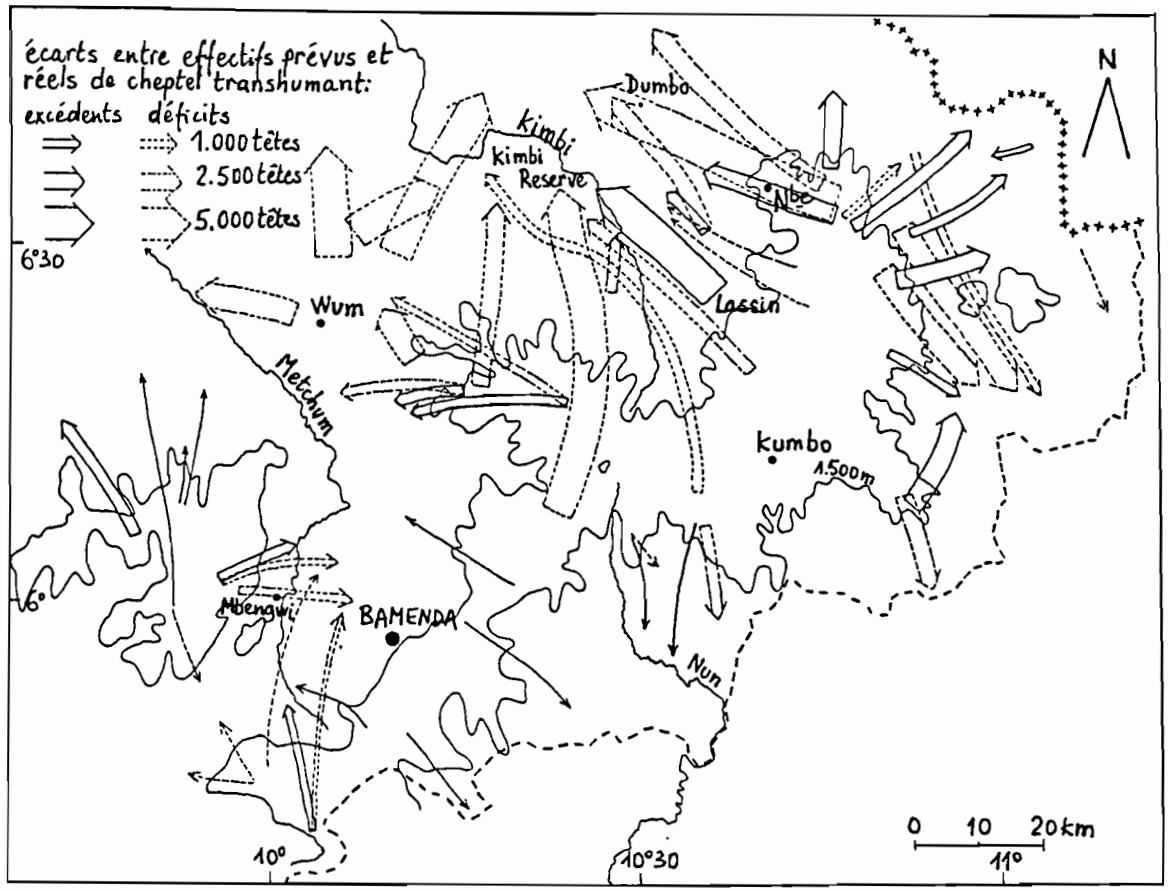


Fig. 273 : ***Discordances entre transhumance réelle et officielle en 1973-74***

De nombreux exemples illustrent ces décalages. Le "planning" de 1973 oriente des Djafoun vers des pâturages qui ne leur sont plus accessibles parce que les Akou les occupent. Ainsi, 10.000 bovins de Nkambe devraient encore se rendre vers Dumbo. En fait, 2.000 seulement continuent de s'y diriger. Même chose du côté de Wum : près de 7.000 bovins appartenant à des Djafoun sont prévus au sud du plateau, mais seuls 1.300 s'y rendent effectivement. Ces directives étaient valables avant l'afflux des Akou. Quelques années plus tard, les Djafoun ne peuvent plus les respecter.

Des déplacements existent toujours mais ils sont moins importants que prévus. C'est le cas de la descente de troupeaux des hauts plateaux vers le nord, aux environs de la réserve de Kimbi. Les Djafoun devraient y emmener plus de 11.000 bovins. En fait, ils n'arrivent qu'avec 3.600 têtes. Ces secteurs restent disponibles en saison sèche mais les Djafoun subissent la concurrence de transhumants Akou. D'une façon, ceux-ci pallient les défections des Djafoun, en envoyant 5.000 bovins à partir de Lassin : un mouvement de bétail qui n'était pas planifié par les bureaux à Bamenda.

Plus inquiétant : des transhumances prévues sur le papier n'ont jamais existé. Ainsi, les Akou de Wum sont supposés faire transhumer, de chaque côté du plateau, au moins 15.000 bovins. En fait, ils n'en déplacent que 1.500 en 1973. Dans ce cas, il ne s'agit pas de déplacements perturbés, freinés ou réduits. Depuis leur entrée à Wum, les Akou n'ont jamais transhumé ; ils commencent seulement à s'y résoudre. Les instructions de transhumance s'avèrent alors tout à fait formelles.

Certes, les divergences entre transhumances officielle et réelle ne concernent qu'une année, caractérisée par une saison sèche peu sévère. Les discordances avec les prévisions de transhumance varient selon les conditions climatiques annuelles. D'autres, au contraire, proviennent d'indications vraiment contradictoires avec les contextes locaux.

Les Mbororo n'accueillent pas tous de la même manière les directives administratives. Les Djafoun s'y plient plus volontiers que les Akou. Déjà soumis à des règlements avant les années soixante, ils sont davantage respectueux des décisions de l'administration. Engagés dans une sédentarisation et désireux de rester aux Grassfields, ils perçoivent le pouvoir central comme un protecteur, face à l'hostilité latente des villageois. Au contraire, les Akou, d'arrivée plus récente, ignorent presque totalement les instructions pastorales.

Directions de transhumance

La configuration des trajets de transhumance en 1973-74 ne répond plus au schéma antérieur aux années soixante. Sur presque toute la périphérie des hauts plateaux, les Djafoun sont dessaisis de leurs anciens secteurs de transhumance. En une quinzaine d'années, les changements affectent davantage l'utilisation de ces pâturages que ceux d'hivernage. Parfois, de nouvelles directions de transhumance s'esquissaient déjà avant l'Indépendance. Ainsi, au nord du Bamenda.

Le plateau de Dumbo ne draîne plus les troupeaux de Nkambe, Ndu et Nso. Un seul secteur reste disponible, à Koshin, entre la réserve de Kimbi et le cours aval de la rivière du même nom. Environ 2.500 têtes s'y rendent encore, par de longs trajets, du moins pour la région (de 50 à 70 kilomètres). Ils descendent des hauteurs d'Oku et de Ndawara. A ces transhumants se joignent environ un millier de têtes, en provenance du plateau de Konene. C'est tout ce qui subsiste des grandes concentrations saisonnières d'autrefois aux environs de Dumbo. Des Ringuimadji, peu nombreux, envoient encore quelques troupeaux sur les hauteurs qui dominent Dumbo. Des Akou se rendent au-delà de Dumbo, jusqu'à des pâturages isolés, au nord. Mais la plupart des déplacements dans cette direction sont raccourcis à 10 ou 20 kilomètres ; ils ne dépassent plus la Ring Road.

Transhumance et problème de frontière

Les Mbororo qui transhumaient autrefois aux environs de Dumbo se sont détournés vers les versants de la Metchum à l'ouest et surtout les basses plaines Mbaw ou du Mbam à l'est. Cet ensemble continu de plaines devient une grande aire de transhumance pour les troupeaux des hauts plateaux. Beaucoup d'éleveurs se tiennent encore, prudemment, au pied des plateaux et dans la vallée de la Bui. D'autres n'hésitent plus à s'avancer en plaine.

Les plaines accueillent en 1973 au moins 53 à 55.000 têtes en saison sèche. Les effectifs se répartissent ainsi, d'après les secteurs de départ : Mambila nigerian : 12 à 15.000 têtes ; Kaka : 6.200 ; Ndu et Binka : 11.500 ; Nso : 14.500 ; Bamoun : 10.000. A ces

troupeaux, il conviendrait d'ajouter ceux qui descendent du plateau de Banyo en direction de la plaine Tikar. Bénéficiant de traitements de protection contre la trypanosomose, des Mbororo de Banyo s'avancent de plus en plus loin en plaine, jusqu'à atteindre la rivière Mapé (24).

24. BOUTRAIS (J.), 1978, "L'élevage sur le plateau de l'Adamaoua", in "Deux études sur l'élevage...", p.63.

Les troupeaux qui transhument vers les plaines du Mbam subissent une forte concurrence de bétail descendu du Mambila nigerian. La carte 9 illustre l'importance des transhumants qui traversent la frontière. Dès le début de la saison sèche, ils se dispersent sur une grande partie de la plaine Mbaw. Des Mbororo de Ndu et de Binka se détournent de cette plaine où les troupeaux deviennent, à leur gré, trop nombreux. Ils s'orientent vers les vallées étroites du plateau Kaka ou les affluents de la Donga, mettant encore en défaut les prévisions du "planning" de transhumance.

L'afflux de transhumants nigerians du côté camerounais soulève un problème de frontière entre les deux pays. En effet, les plaines du Mbam représentent l'exutoire de tout le cheptel du sud-Mambila en saison sèche. Le tracé de la frontière, depuis la réunification des deux Cameroun, enferme les éleveurs nigerians dans un réduit, sans autre débouché vers des plaines relativement proches que celles du Mbam, à moins de 5 kilomètres de la frontière. La modification de frontière entre les deux Etats indépendants a pour résultat d'aggraver des difficultés pastorales déjà surgies, en 1919, après la division du Cameroun allemand.

Pour remédier à cette situation, le Cameroun Occidental admettait l'entrée de troupeaux nigerians dans la plaine Mbaw en saison sèche, contre le versement d'un léger droit de pacage (70 francs CFA par tête). L'arrangement est prorogé après l'unification de 1972 mais en restant soumis à une négociation annuelle. Le Cameroun veut réduire progressivement à 10.000 têtes le contingent admis à transhumer. Or, en 1972, il atteint officiellement 17.000 bovins. En fait, les effectifs réels sont supérieurs. En 1973, le "Farmer-Grazier Service" les évalue à 17.000 têtes (25) mais le service vétérinaire à 20.000 (26).

25. "Rapport trimestriel", oct.-déc. 1972, Nkambe.

26. "Rapport annuel", 1972-73, North-West Province.

Les transhumants venus du Nigeria débordent les limites de la petite plaine Mbaw, envahissant le district de Bankim qui relève de Banyo. Les éleveurs camerounais se plaignent d'un afflux excessif de transhumants nigerians, tandis que les populations de plaine ne manquent pas de signaler les dégâts occasionnés aux champs. En 1983, les deux pays s'accordent encore pour que 10.000 têtes traversent la frontière en transhumance. Les années suivantes, les relations se tendent : le Cameroun interdit alors le va-et-vient des troupeaux nigerians. Toutefois, la fermeture de la frontière est difficile à contrôler dans une région montagneuse et isolée. Des troupeaux voisins de la frontière continuent sans doute à descendre vers les plaines du Cameroun.

Depuis la réunification de 1972, le Cameroun freine la transhumance à travers la frontière, alors que le Cameroun Occidental se montrait accueillant. Les restrictions de mobilité saisonnière aggravent les surcharges pastorales au Mambila nigerian. Les riches éleveurs font pression auprès de leur "Local Government" pour qu'il obtienne, du Cameroun, le libre accès aux pâturages habituels de saison sèche. Du coup, le refus camerounais suscite

un large mécontentement du côté nigerian. Le rôle pastoral des plaines du Mbam soulève un véritable problème frontalier entre les deux pays (27).

Les passages réguliers de frontière par les éleveurs, déjà mal supportés à l'époque coloniale, le sont encore moins par les Etats indépendants. Les transhumants qui descendent du Mambila relèvent souvent des mêmes lignages mbororo que ceux des Grassfields mais les bons pâturages de saison sèche, de plus en plus rares, deviennent l'objet de vives compétitions pastorales.

27. Cette source de contentieux frontaliers s'ajoute à ceux qui opposent les deux pays sur la côte : délimitations des zones de pêche et partage des ressources pétrolières.

L'attrait de la plaine de Ndop

La plaine de Ndop draîne, en 1973, le cheptel au centre des plateaux. De toutes les hauteurs voisines, des troupeaux convergent vers ses pâturages humides. Le plus souvent, les trajets sont courts : une dizaine de kilomètres, 30 à 40 au maximum. Malgré quelques chevauchements, les transhumants se répartissent dans les prairies inondables en fonction des secteurs de départ. Tout se passe comme si chaque pâturage d'hivernage était associé à une portion de plaine. L'ancienne frontière entre les deux Cameroun est encore respectée, 10 ans plus tard, par les directions de transhumance. Malgré la réunification, les transhumants originaires du Bamoun sont refoulés, lorsqu'ils s'aventurent sur Ndop.

Rien ne subsiste des déplacements saisonniers des années trente, du sud-Bamenda vers Bagam. Ces anciens pâturages de transhumance sont convertis en secteurs d'hivernage. L'ex-frontière entre les deux Cameroun, par le jeu de la réglementation pastorale, a fini par défaire les premières associations spontanées de pâturages. Quant à la réunion des deux Cameroun, elle n'a pas encore suscité, en 1973, de nouvelles complémentarités entre pâturages. S'adaptant lentement aux changements politiques, les agencements pastoraux témoignent d'une sorte d'inertie spatiale.

Cette situation apparaît assez originale. Habituellement, les déplacements de bétail ignorent plutôt les frontières. Mais cette relative liberté des pasteurs par rapport aux cloisonnements politiques va souvent de pair avec une faible emprise administrative sur les populations pastorales. Or, rien de tel n'existait au Bamenda colonial. Ensuite, le Cameroun Occidental a hérité d'une tradition de contrôle administratif pointilleux des affaires d'élevage. Même après le remodelage du cadre politique dans lequel ils évoluaient, les Mbororo n'en sortent que lentement.

D'après un pointage des troupeaux observés sur place, 20.000 bovins se rassemblent encore au milieu des prairies de décrue de Ndop, en février 1974. Mais le dénombrement est survenu à une date déjà tardive pour la région. La partie inondable de la plaine est exploitée en tout début de saison sèche par les transhumants. Ensuite, beaucoup se retirent vers les interfluves. Cette sous-estimation, conjuguée avec le non repérage de troupeaux, conduit à supposer que 30.000 têtes se dirigent chaque saison sèche vers les prairies de décrue, au début des années soixante-dix.

Par relevé des départs, aux pâturages d'hivernage, il est possible de contrôler cette estimation. De fait, en 1973-74, plus de 33.000 bovins sont descendus vers la plaine

de Ndop. Ils proviennent de tous les côtés : 15.200 têtes du Bamenda, 10.200 du Bamoun et 8.000 du Bamiléké. Les contingents les plus nombreux se dirigent au centre de la plaine, de chaque côté du Noun. Seuls, quelques effectifs passent toute la saison sèche à la périphérie ou sur les interfluves exondés.

Deux comptages croisés illustrent l'attrait pastoral de la plaine de Ndop, avant sa submersion par une retenue d'eau. Même actuellement, de nombreux troupeaux continuent à transhumer vers les rives du lac artificiel. D'autres exemples démontrent combien les secteurs de transhumance sont fragiles aux Grassfields.

Remises en cause d'anciennes directions

Le plateau de Bafut représentait, autrefois, une aire de transhumance importante. Il offrait une alternative à la plaine de Ndop en saison sèche. De Santa à Ndawara, les Mbororo descendaient soit d'un côté, soit de l'autre. Parfois, le même éleveur alternait entre Bafut et Ndop (fig. 230).

Les savanes de Bafut convenaient davantage aux premiers Djafoun que les prairies de décrue de Ndop. Les troupeaux passaient d'un haut d'interfluve à l'autre, sur des pâturages salubres et accessibles dès le début de la saison sèche.

En 1973, la situation n'est plus aussi confortable, le rôle pastoral du plateau de Bafut étant réduit. Les troupeaux ne s'éloignent plus de la retombée de la chaîne de Bamenda. Alors qu'autrefois, ils parcouraient le plateau en tous sens, leurs déplacements se raccourcissent à une dizaine de kilomètres. L'aire de transhumance s'est rétractée.

L'abandon du centre du plateau Bafut tient à l'installation d'Akou sur d'anciens pâturages de saison sèche. Même peu nombreux, leur présence suffit pour dissuader des Djafoun. Mais la raison essentielle du recul des transhumants provient de l'emprise de plus en plus grande des cultures. Elle est liée à l'essor urbain de Bamenda, la ville offrant des débouchés aux productions agricoles. Rétrécissement des pâturages par l'ouverture de nouveaux champs, obstruction des pistes de transhumance par des barrières et des cultures disposées en travers : l'espace rural se ferme à la circulation du bétail.

Devant la perte de Bafut, les Djafoun du sud-Bamenda ont réagi de la même manière qu'au nord. Les uns sont acculés au pied des hauts plateaux et dans les vallées qui les échancrent. Les autres se détournent vers de nouveaux pâturages de saison sèche. Une nouvelle aire de transhumance se subtitue à l'ancienne, au nord des plateaux Meta, jusqu'à la vallée de la Metchum. Mais l'altitude n'est plus la même. Les transhumants perdent des savanes à 1.000-1.200 mètres pour descendre jusqu'à 700 et même 500 mètres, en exposant les animaux à l'insalubrité.

L'exemple de Bagam, glacis entre le plateau Bamiléké et la plaine de Ndop, est encore plus éloquent. Les Djafoun des monts Bambouto se rendaient autrefois vers ce secteur en saison sèche. Eux aussi ont dû réajuster leurs trajets de transhumance, en reculant à la périphérie du plateau bamiléké, dernier refuge encore peu envahi de cultures.

Non seulement les secteurs de transhumance se rétractent, mais les itinéraires eux-mêmes deviennent de plus en plus difficiles. Les cultivateurs ne les respectent plus ; ils les rétrécissent, jusqu'à les obturer de barrières. Les transhumants doivent emprunter les routes, entre des "façades" de cultures. Pour éviter des accidents de circulation, ils déplacent surtout les animaux de nuit, le plus rapidement possible. Emprise agricole omniprésente, circulation automobile sur les routes : l'espace bamiléké se ferme à la transhumance.

Les Mbororo tentent de compenser la perte de Bagam en prospectant de nouveaux secteurs pour la saison sèche. Ils en ont découvert, au rebord du plateau Bamiléké qui domine la plaine des Mbo. En 1974, plus d'un millier d'animaux s'y rendent, par un trajet périlleux. Combien de temps réussiront-ils à préserver ces dernières savanes de plateau ? Il est prévisible que, dans quelques années, les troupeaux sur les monts Bambouto seront comme enfermés sur un réduit montagnard (28).

Le système transhumant se caractérise par des déplacements réguliers, des va-et-vient pendulaires, les directions de déplacement ayant perdu le caractère aléatoire du nomadisme. En fait, l'opposition entre les deux systèmes pastoraux n'est pas toujours aussi tranchée. Les transhumants eux-mêmes doivent s'adapter aux conditions locales, abandonner des étapes puis des itinéraires habituels pour en "inventer" de nouveaux. Plus l'occupation du sol se densifie, plus les transhumants doivent faire preuve d'opportunisme dans la mise à profit des reliquats d'espaces pastoraux.

28. Dans les années quatre-vingt, les Mbororo de Bafou exploitent toujours les mêmes pâturages de saison sèche. D'autres ne disposent plus que de « minuscules enclaves éparpillées sur le plateau bamiléké, » jachères que les cultivateurs n'accordent pas de façon gratuite (J.M. FOTSING, Ss date, "Colonisation agricole et évolution de l'élevage sur les pentes sud des monts Bamboutos (Ouest-Cameroun)", p. 131).

Nouvelles destinations

Des transhumants reprennent le même trajet depuis plusieurs années mais beaucoup d'itinéraires d'autrefois se trouvent désorganisés. L'installation de Mbororo sur d'anciens secteurs de transhumance contribue parfois à restreindre la mobilité saisonnière. Ailleurs, elle allonge, au contraire, les déplacements ou suscite la recherche de nouvelles destinations. A mesure que l'aire d'hivernage s'étend, les transhumants progressent vers de nouvelles savanes.

Les poussées du bétail en saison sèche ne s'exercent pas tout autour des plateaux. L'installation des Akou sur le plateau de Wum ne s'est pas encore accompagnée de l'ouverture de nouveaux secteurs de transhumance. A l'inverse, leur afflux au Bamoun a provoqué une irruption saisonnière de troupeaux dans les plaines voisines.

C'est le cas, au nord, en direction de la rivière Bui et du district de Magba. Quelques troupeaux ***mbororooji*** commencèrent à descendre la vallée de Lure à la fin des années soixante mais sans dépasser la Bui. En 1971-72, des Akou entreprirent d'aller au-delà. L'année suivante, des Djafoun les imitent, surmontant la crainte des mouches tsé-tsé. Quant aux Akou, ils atteignent déjà les environs de Magba, au centre des plaines du Mbam, après des parcours d'une cinquantaine de kilomètres.

Dernière aire de transhumance qui semble promise à l'accueil d'effectifs de plus en plus nombreux : le revers sud du plateau bamoun. Il y a déjà longtemps (depuis les

années cinquante, disent certains) que les Djafoun transhument dans cette direction. Mais ils ne traversaient pas la piste de Foumbot à Malantouen. Là encore, les Akou poussent plus loin vers le sud, le long du Nja et surtout du Nkoup. En 1973, environ 2.500 bovins passent au sud de la route Foumbot-Malantouen. Lorsque la saison sèche se prolonge, les troupeaux descendent lentement la vallée du Nkoup sur une vingtaine de kilomètres, jusqu'à sa confluence avec le Noun. A partir de là, ils rebroussent chemin. Les transhumants s'avancent de plus en plus loin en plaine, autour du Bamoun, en suivant les pâturages de vallées comme axes de pénétration.

A mesure que d'anciens secteurs de transhumance leur échappent sur les plateaux, les éleveurs des *caBBal* se reportent vers des savanes qu'ils évitaient autrefois. L'allongement récent des itinéraires de transhumance bénéficie d'une réduction probable de l'infestation en glossines à basse altitude. Mais n'importe qui ne s'aventure pas dans ces nouvelles savanes.

L'éloignement (carte 9)

Bien que le "planning" de transhumance ne tienne pas compte de l'identité des éleveurs, leurs itinéraires de saison sèche ne se ressemblent pas. Beaucoup répugnent à conduire leur bétail au voisinage de troupeaux qui relèvent d'un autre groupe. De plus, ils font preuve d'une aptitude inégale à s'aventurer en savanes isolées, à introduire leur bétail en contrées mal connues.

Les petits écarts des troupeaux villageois

Les villageois déplacent leur bétail le moins loin possible. La faible amplitude de leurs déplacements se remarque, en particulier, en direction de la plaine Mbaw.

Les Nso et les Wiya dirigent leurs troupeaux vers cette plaine mais la plupart ne l'atteignent pas. Ils s'arrêtent au fond de vallées qui festonnent l'abrupt des hauts plateaux. La salubrité incertaine de la plaine les rebute moins que le fait de sortir de leur chefferie. Ils ne tiennent pas à se mêler aux troupeaux mbororo imbriqués les uns les autres en basses savanes. Là-bas, une population flottante d'anciens bergers évolue dans un incognito qui se prête aux mauvais coups. Les villageois suspectent de jeunes Mbororo dévoyés de s'en prendre de préférence à leurs animaux.

De l'autre côté des hauts plateaux, les troupeaux villageois accomplissent également de courts trajets. Ils ne dépassent pas les environs de Din et de Lassin ou le fond de la vallée Balewo, au sud de Nkambe. Les rares Kaka qui déplacent leurs troupeaux les font simplement gagner un fond de vallée proche.

Non seulement, les villageois ne consentent pas à éloigner leur bétail en saison sèche mais, au contraire, certains le rapprochent. Après la récolte des haricots en décembre, ils l'installent sur les chaumes ou le font entrer dans les caféières. Alors qu'en saison des pluies, ces propriétaires de bétail se comportent d'un côté en cultivateurs et, de l'autre, en éleveurs, en saison sèche les deux activités se complètent mieux.

Toutefois, la faible mobilité du cheptel villageois n'est pas une règle intangible. Bien souvent, elle ne tient qu'à l'incapacité du gardien d'entreprendre un grand déplacement. Il quitte l'endroit où les animaux ont l'habitude de stationner en saison des pluies mais sans changer vraiment d'environnement, ce que les Mbororo appellent ***sotta*** : se déplacer juste à côté.

Il suffit qu'un villageois dispose d'un berger mbororo ou foulbé pour que son troupeau transhume plus loin. C'est le cas de quelques riches Kaka dont le bétail descend dans la plaine Mbaw, vers Ntem. Mais les villageois n'engagent, le plus souvent, que de jeunes compatriotes, payés moins cher. La faible ampleur des déplacements saisonniers tiendrait à une sorte d'inaptitude à sortir le bétail de ses parcours habituels : incapacité d'acheminer des animaux au loin, appréhension de sortir du territoire coutumier. L'espace vécu des villageois est encore un espace cloisonné : il ne se prête pas à de longues transhumances.

Un éloignement inégal des Mbororo

Les déplacements saisonniers des Djafoun et des Akou s'opposent à ceux des troupeaux villageois. Cependant, tous les Mbororo ne parcourent pas de longs trajets. Les Djafoun craignent la rencontre avec les troupeaux des Akou, les suspectant de transmettre des maladies et refusant des croisements de races bovines. Certaines aires de transhumance étaient habituellement réservées aux Djafoun, par exemple la plaine de Ndop.

> A Bamendjing, près de la sortie du Noun de la plaine, les Djafoun tentent d'écarter les Akou qui viennent transhumer près d'eux. En vain. Ils en sont furieux. ***Be semtataa, Be jooDa non non*** : *« ils (les Akou) n'ont pas honte, ils s'installent comme ça (sans demander l'accord de personne).* »

> A Fonfuka, au nord du Bamenda, Djafoun et Akou se dirigent apparemment vers les mêmes pâturages de saison sèche. Mais les premiers précisent qu'ils se tiennent au pied du plateau de Konene, pour rester à l'écart des Akou. Un partage des pâturages s'instaure, peut-être provisoirement.

Aussi bien au nord du Bamenda que dans les plaines du Mbam, les transhumances des Akou sont plus longues que celles des Djafoun, les écartant davantage des plateaux. Au nord, il se produit un chassé-croisé. Les Djafoun descendent des hauts plateaux vers des savanes de plus en plus envahies d'Akou. Entre-temps, ceux-ci "poussent" plus loin, en saison sèche, vers des portions du plateau de Dumbo encore disponibles. Mais ces déplacements en chaîne ne satisfont ni les uns, ni les autres.

Les premiers se plaignent de pâturages déjà broutés par des Akou. Les seconds disent qu'il ne sert à rien de gagner de nouveaux pâturages en saison sèche puisque d'autres troupeaux viennent sur leur campement de saison des pluies (***ruumirde***). Dès lors, du bétail s'y trouve à longueur d'année, entraînant une prolifération de tiques dont le cycle n'est plus interrompu.

Du côté des plaines du Mbam, Djafoun et Akou partent de pâturages proches mais les seconds s'avancent plus loin. Ils s'en vont à 30 ou 50 km du site d'hivernage, alors que les Djafoun parcourent rarement plus de 20 km. En absence de traitement contre la trypanosomose bovine, les Djafoun du Bamoun ne s'aventurent dans les plaines du Mbam qu'à contre-coeur. Ils reconnaissent que les Akou peuvent descendre leurs animaux sans prendre de précautions. Grâce aux zébus blancs, ils disposent d'une plus grande liberté à basse altitude.

D'une façon, l'afflux des Akou au Bamoun contraint les Djafoun à transhumer, par suite de l'accentuation des charges en saison des pluies et de l'épuisement momentané des pâturages. D'un autre côté, leur exemple encourage des Djafoun à s'écarter du pied du plateau, encore relativement salubre, pour gagner le centre de la plaine, plus incertain. Mais cette avancée se révèle parfois imprudente pour des animaux ***mbororooji***.

> En 1972, des Djafoun de Matapit, aventurés en saison sèche aux environs de Magba, perdent plus de 100 têtes, uniquement des zébus rouges. Ils s'enfuient alors en Adamaoua « *où l'on traite le bétail.* »

Contrairement aux transhumances sahéliennes et même soudaniennes, qui peuvent couvrir des centaines de kilomètres, celles de l'Ouest-Cameroun sont courtes : seulement quelques dizaines de kilomètres. Même sur d'aussi faibles distances, des différences interviennent, d'une catégorie d'éleveurs à l'autre. Les villageois, nouveaux propriétaires de bétail, appréhendent d'envoyer leurs animaux vers des endroits peu familiers. Pour les Mbororo, l'histoire du peuplement et les aptitudes inégales du bétail entraînent des choix divergents. Plusieurs entraves freinent de grands déplacements saisonniers : l'encadrement des éleveurs au Bamenda, la dépendance étroite d'une race bovine à l'égard du contexte sanitaire. Surtout, l'ampleur de la descente compense la faiblesse des éloignements.

La descente (carte hors texte n° 10)

Chaque flux de transhumance se caractérise par la dénivellation qui sépare les pâturages d'une saison à l'autre. Aux Grassfields, les cultivateurs mettent souvent en valeur un seul niveau altitudinal. Ils n'introduisent que récemment un étagement des activités agricoles, à la faveur de l'essor des cultures maraîchères au-dessus de 2.000 mètres. Au contraire, les éleveurs ont misé sur des pâturages étagés. Le départ en transhumance signifie, presque toujours, une descente vers des savanes qui ne portent pas de bétail en saison des pluies.

Certes, des transhumants gravissent quelques centaines de mètres autour de Wum, une modeste montée qui ne suffit pas pour introduire de différences entre les pâturages. Ces Mbororo se dirigent vers les hauteurs, simplement parce qu'elles sont vides de bétail en saison des pluies et couvertes de regain après les feux. Si les éleveurs n'hivernent pas sur ces collines, ce n'est pas pour des raisons écologiques mais par suite de l'absence de cultivateurs ; il est difficile de s'y ravitailler en céréales. Les

Akou répugnent à s'installer sur les pâturages vides de population, s'il existe des étendues herbeuses proches des cultivateurs. Quand le bétail encombrera ces secteurs, les nouveaux venus seront contraints de s'écarter davantage des villages. Le changement risque d'être précipité par l'expulsion des éleveurs aux abords de Wum et des gros villages, tant l'hostilité des Aghem est grande à leur égard. A partir de ce moment, ces Akou descendront peut-être, eux aussi, en saison sèche.

L'ampleur de la descente

Une remarque préliminaire s'impose à propos de la carte des descentes de bétail en saison sèche. En introduisant des coupures entre les descentes de plus ou moins 1.000 mètres, elle dissocie des courants de transhumance qui sont parfois assez semblables. Par exemple, à partir des monts Bambouto, il existe peu de différence entre les déplacements orientés vers Bali au nord, entraînant une descente de 1.050-1.100 mètres, et ceux dirigés vers les rivières Mifi à l'est, avec une dénivellation de 900 mètres.

La coupure à 500 mètres apparaît plus pertinente que celle des 1.000 mètres. Presque tous les troupeaux qui descendent de plus de 500 mètres proviennent des hauts plateaux et appartiennent à des Djafoun. Si ceux-ci parcourent souvent des trajets moins longs que les Akou, ils changent davantage d'altitude. La descente est telle que les troupeaux abordent, en bas, un environnement différent de celui qu'ils viennent de quitter : les herbes, les eaux d'abreuvement, l'air ambiant ne sont plus les mêmes.

Les troupeaux qui descendent de moins de 500 mètres partent des bas plateaux et relèvent, en majorité, d'Akou. Certes, quelques exceptions nuancent ce schéma. D'un côté, certains Djafoun n'entreprennent que de modestes descentes vers des vallées insérées dans les hauts plateaux. De l'autre, la descente des Akou est accentuée à partir du rebord nord du Bamoun. Par l'importance de leurs changements d'altitude en saison sèche, les Djafoun s'opposent cependant presque toujours aux Akou. Le schéma des écarts d'altitude n'est vraiment atténué qu'autour de la plaine de Ndop. Une nouvelle fois, cette aire de transhumance apparaît originale, au milieu des plateaux.

Altitudes de départ et descentes

L'ampleur de la descente ne suffit pas à rendre compte, à elle seule, de la mise à profit des différences d'altitude. Des écarts équivalents n'ont pas la même signification pastorale s'ils interviennent à partir de 1.000, 1.500 ou plus de 2.000 mètres.

Grandes descentes périlleuses. Un graphique résume, en fonction de l'altitude des pâturages de saison des pluies, les descentes des transhumants (fig. 274). L'importance des dénivellations est en relation avec l'altitude du pâturage de départ : plus celle-ci est élevée, plus les troupeaux effectuent une grande descente. La relation peut paraître évidente, mais pourquoi l'ampleur des descentes ne serait-elle pas équivalente, quel que soit le point de départ ?

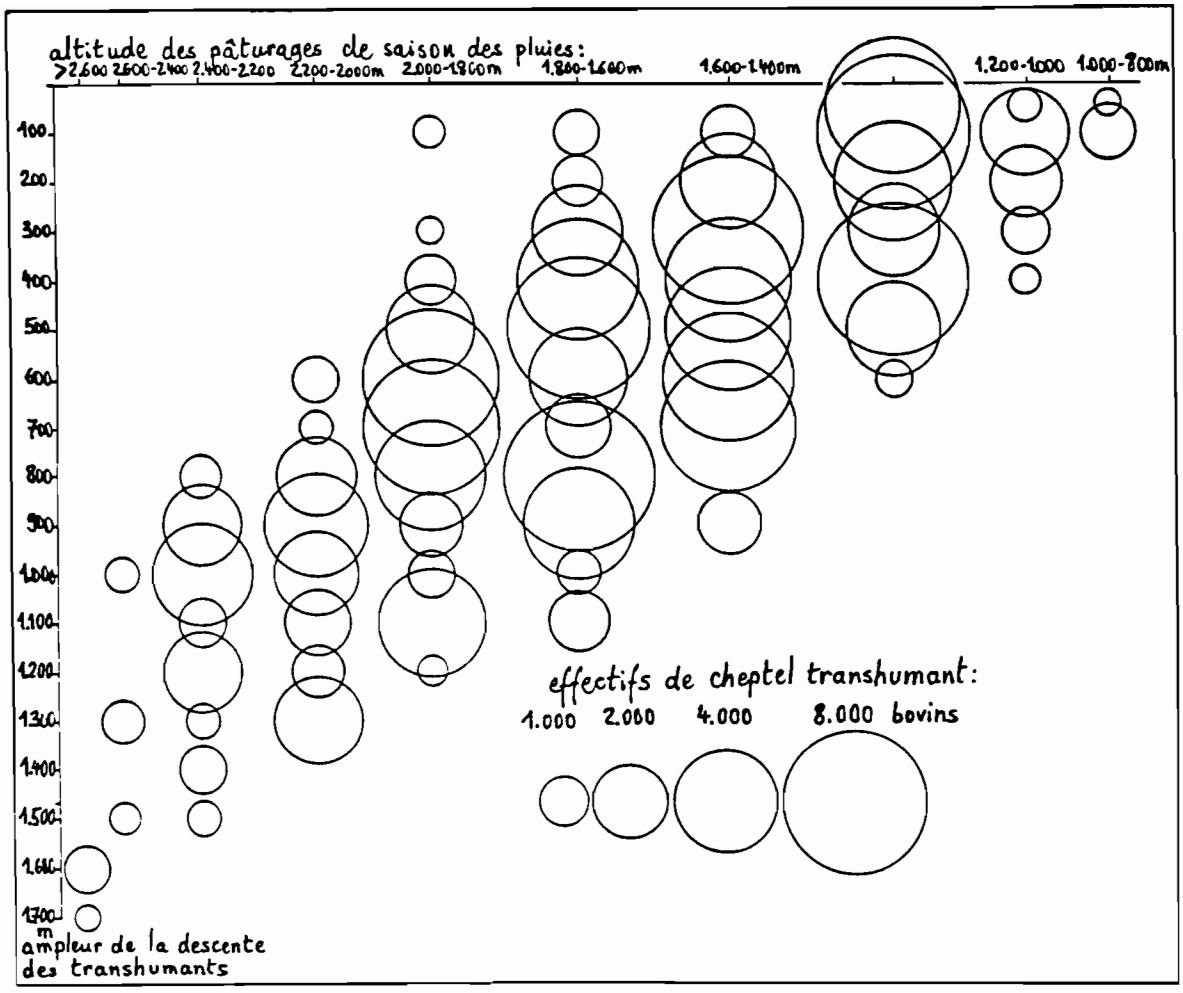


Fig. 274 : ***Altitude des pâturages de départ et ampleur de la descente en saison sèche***

Le record est détenu, de façon prévisible, par les troupeaux qui partent du mont Oku, à 2.800-2.900 mètres. Soit vers la plaine de Ndop, soit vers Din et la vallée de Kimbi au nord, ils dévalent de 1.600 à 1.700 mètres, par des trajets d'une trentaine de kilomètres. De Tchabbel, quelques troupeaux qui séjournent à 2.300 mètres, changent presqu'autant d'altitude (1.500 mètres) en se dirigeant vers une vallée profonde, affluente de la Kimbi. A partir des monts Bambouto, les descentes excèdent peu 1.000 mètres : les Mbororo séjournent à plus de 2.500 mètres en saison des pluies mais ils transhument vers les franges du plateau bamiléké qui se trouvent, elles-mêmes, au-dessus de 1.000 mètres.

De telles descentes de troupeaux, par des pentes souvent abruptes, se révèlent périlleuses. Les animaux empruntent à la queue leu leu des sentiers étroits, encombrés de rochers et bordés de précipices. Les bergers veillent à ce que les animaux ne se bousculent pas. En cas de sol glissant, des accidents surviennent ; un animal peut perdre pied (***talla***) sur une pente et basculer dans l'abîme. Tous les hommes participent aux déplacements du bétail, même s'ils le quittent, une fois parvenu à destination. C'est le moment le plus délicat de la transhumance. Les anciens accompagnent à cheval mais, si le sentier devient dangereux, ils mettent pied à terre.

La descente des troupeaux offre toujours un beau spectacle. Les animaux ***mbororooji*** sont habiles à dévaler les pentes. Ces grands animaux, forts et musclés, sont aussi suffisamment sveltes pour ne pas souffrir de la marche en relief accidenté. Les Djafoun insistent souvent sur l'aptitude de leur race bovine à paître à flanc de ***waana*** : la pente abrupte, celle qui donne le vertige. Au contraire, les ***guDaali*** s'avèrent trop lourds et trop mauvais marcheurs pour s'adapter au milieu montagnard. Ce qu'un Djafoun, partisan de la race ancestrale, exprime ainsi : ***guDaali fotaay nder kooseeje ; Dum na'i fadamaare, mbororooji kam koseeje :*** *« les goudali ne peuvent se faire aux montagnes, ce sont des vaches de bas-fonds ; quant aux zébus mbororo, (ce sont des vaches) de montagnes. »*

Tous les transhumants qui se mettent en route à partir des hautes prairies, à plus de 2.000 mètres, parcourent de fortes dénivellations (toujours supérieures à 800 mètres) avant d'atteindre le site de saison sèche. C'est même le cas des troupeaux des Nso qui, pourtant, n'accèdent pas à la plaine Mbaw. Entre les fonds de vallées qui échancrent l'abrupt du haut plateau et la table de celui-ci, s'intercalent plus de 1.000 mètres de pentes.

Dénivellations et difficultés de parcours. Lorsque l'altitude du lieu d'hivernage se trouve à moins de 2.000 mètres, les déplacements de transhumance peuvent se réduire à une descente de quelques centaines de mètres. Mais une faible résultante altitudinale ne veut pas dire que le trajet soit aisé. C'est le cas des transhumances à partir des plateaux Meta.

Les Mbororo ne peuvent acheminer les troupeaux dans les fonds de vallées où se concentrent les villages et les cultures des Meta, des Ngwo et des Ngie. A la périphérie des plateaux, des forêts denses recouvrent des creux de vallées inhabitées. Les éleveurs envoient donc le bétail transhumer vers des crêtes herbeuses, au-dessus d'Angay, Tezie, Ebang. Ces savanes isolées sont encore vides de bétail en saison des pluies, par suite des difficultés des éleveurs à se procurer de la nourriture. En se tenant sur les hautes pentes de ces pâturages de saison sèche, les transhumants ne changent presque pas d'altitude, tout en évoluant dans un relief escarpé.

Il en est un peu de même des savanes que les Djafoun explorent encore plus loin, au nord des plateaux Meta. D'Amassi à Batabi et Ossatu, ils s'éloignent de plus en plus, en se tenant sur les hauteurs. Comme les villageois occupent seulement les fonds de vallée, des collines couvertes d'herbes sont disponibles. Il en résulte des déplacements "de hauts vers d'autres hauts", alors que les trajets habituels de transhumance aux Grassfields relient un haut à un bas.

Le transfert du bétail à de hautes altitudes en saison sèche est spécifique des plateaux Meta, encerclés de forêts denses jusqu'à 1.200, voire 1.600 mètres sur les versants exposés aux pluies. Ailleurs, les transhumants descendent presque tous de 500 à 800 mètres. A partir de 1.600-1.400 mètres, les descentes se réduisent à des amplitudes comprises entre 200 et 700 mètres. Il s'agit de Djafoun installés sur des tables volcaniques peu élevées ou arrivés tardivement sur les plateaux à 1.500 mètres. C'est également le cas des premiers Akou qui ont réussi à s'immiscer en altitude. La transhumance vers des fossés profonds, tels ceux de la haute vallée de la Kimbi et de Bwabwa, ou vers la plaine Mbaw, entraîne des descentes de 500 à 700 mètres.

Glissements de faible amplitude. Quand le point de départ se trouve à moins de 1.400 mètres, les transhumants changent relativement peu d'altitude : à peine 500 mètres. Pour beaucoup de troupeaux, la descente devient même insensible, inférieure ou égale à 100 mètres. Les pâturages à 1.400-1.200 mètres sont déjà occupés par une majorité d'Akou. Ils ne portent des Djafoun qu'au Bamoun et à Galim. Seules, quelques Djafoun sont descendus jusqu'à 1.300 mètres au Bamenda. A ces altitudes, la race de bétail intervient dans l'ampleur de la descente : les troupeaux de zébus blancs peuvent changer davantage d'altitude que les animaux rouges.

Les pâturages d'hivernage situés à moins de 1.200 mètres ne comptent plus que du bétail d'Akou. Malgré la plus grande liberté de ces Mbororo aux faibles altitudes, leur mouvement vers le bas perd lui-même de l'ampleur. La dizaine de milliers de bovins qui séjourne à moins de 1.000 mètres ne transhume presque plus. Sur un millier de têtes qui se déplacent, la plupart ne descendent que de 100 mètres.

L'amplitude de la descente des troupeaux en saison sèche varie selon l'altitude des pâturages de départ. A moins de 1.400 mètres, les Akou se substituent progressivement aux Djafoun, en prenant le relais des descentes saisonnières. Puis, à mesure que les lieux de départ deviennent encore moins élevés, les Akou réduisent eux-mêmes leurs transferts de bétail en altitude. Tout se passe comme si le battement altitudinal du cheptel était progressivement laminé.

Pourquoi, à partir de pâturages inférieurs à 1.000 mètres, les troupeaux ne descendent-ils presque plus en saison sèche ? Se heurtent-ils à des contraintes insurmontables de végétation ou d'insalubrité ?

Le "jeu" altitudinal des transhumants

Le relief n'interdit pas théoriquement à des troupeaux qui stationnent aux environs de 1.000 mètres d'effectuer de grandes descentes en saison sèche. Rien qu'autour du plateau de Wum, le fond de la vallée de la Metchum s'abaisse à seulement 400 mètres (soit une dénivellation de 650 mètres avec le plateau), celui de la Katsina Ala est à moins de 200 mètres (soit 900 mètres d'écart). Au-delà du plateau de Dumbo, la plaine de la Donga est également déprimée à une altitude moyenne de 300-200 mètres. De grandes dénivellations entourent les bas plateaux mais les Mbororo ne semblent pas encore prêts à les utiliser.

Les planchers altitudinaux de saison sèche

Un graphique schématise les transferts en altitude des troupeaux, à partir de chaque tranche de pâturages d'hivernage (fig. 275). Quelle que soit celle-ci, les transhumants les plus nombreux se dirigent vers une gamme à peu près comparable d'altitudes en saison sèche, comprise entre 1.200 et 700 mètres. L'ampleur des descentes se réduit donc au fur et à mesure que les points de départ se trouvent moins élevés.

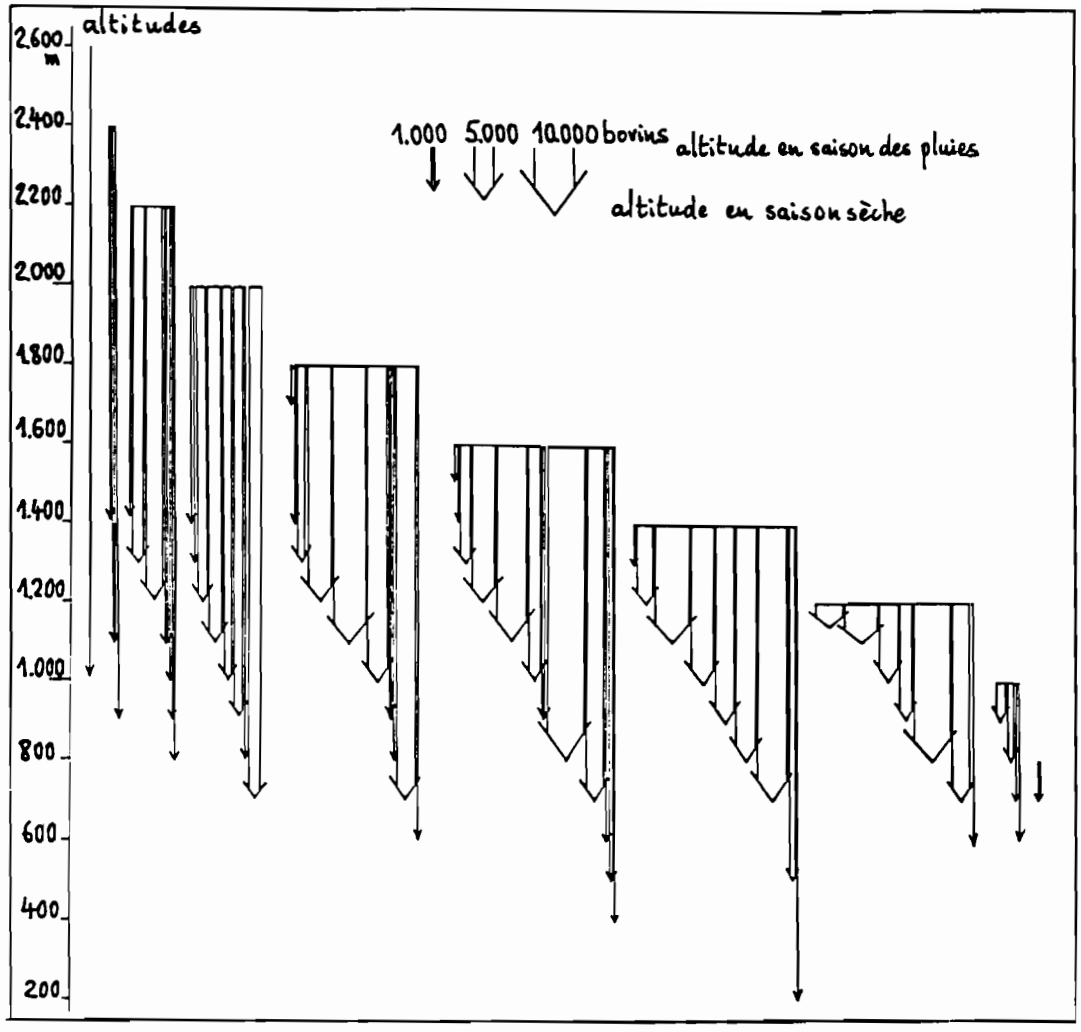


Fig. 275 : *Répartition du cheptel transhumant selon l'altitude des pâturages de départ et de saison sèche*

Au-delà des altitudes qui accueillent les plus grands effectifs, quelques transhumants descendent plus bas, à 500-400, voire 200 mètres. Ces savanes ne reçoivent que quelques milliers de têtes mais elles représentent de nouveaux secteurs de transhumance : vallées affluentes de la Donga (Berabe, Amba, Adere, Lus) parcourues par des troupeaux de Binka et de Nkambe, affluents de la Metchum (Mundum, Okoromanjang, Mukuru) qui accueillent des troupeaux de Meta. Les transhumants vers les vallées les plus basses ne proviennent pas de bas plateaux mais de pâturages situés au-dessus de 1.400 et 1.600 mètres. Les troupeaux qui hivernent à des altitudes relativement faibles se dirigent peu vers les secteurs de transhumance les plus déprimés.

Le rôle réparateur de l'altitude

L'entrée de bétail transhumant en savanes jusque-là vides ne dépend pas seulement de la race des animaux mais aussi de l'autre maillon du système pastoral : les pâturages de saison des pluies. A moins de 500 mètres d'altitude, les animaux entrent, de façon presqu'inévitable, en contact avec

des glossines. D'un côté, les troupeaux bénéficient de pâturages abondants ; de l'autre, ils sont bientôt atteints de trypanosomose. Le séjour à basse altitude ne peut se prolonger, sans compromettre la santé des animaux. Après quelques mois passés dans les savanes les plus basses, leur santé commence à décliner. Il est temps de les ramener d'urgence en haut : grâce au froid et au vent du ***caBBal***, ils se referont rapidement une santé.

En l'absence de couverture vétérinaire systématique contre la trypanosomose, la transhumance en milieu glossinaire n'est possible que par un retour rapide des troupeaux en secteur parfaitement salubre. Les pâturages situés au-dessus de 1.500 mètres permettent d'enrayer naturellement la maladie, davantage que ceux des bas plateaux. En envoyant quelques troupeaux vers les vallées les plus basses, les éleveurs de hauts plateaux prennent donc un risque calculé : gaver les animaux en moins de temps (1 à 2 mois) qu'il n'en faut à la maladie pour se déclarer. Ensuite, le retour à haute altitude garantit la guérison.

Ce calcul procède d'une série de tâtonnements, de réussites mais également d'échecs cuisants de transhumance à des altitudes inhabituellement basses. Telle année, un Djafoun descend plus bas que les autres mais il perd du bétail. Dès lors, personne n'ose retourner là-bas durant plusieurs années, jusqu'à ce qu'un nouveau pionnier s'aventure sans subir de dommage. Sa réussite encourage alors d'autres éleveurs à l'imiter. Les Mbororo affirment que le nouveau secteur de transhumance s'assainit progressivement. Plus les troupeaux sont nombreux à s'y rendre, moins la menace de trypanosomose se fait sentir.

La progression des transhumants à des altitudes de plus en plus faibles procède donc d'une stratégie du risque. Les Djafoun l'adoptent, grâce à la parade dont ils disposent sur leurs arrières à haute altitude. Les Akou des bas plateaux ne bénéficient pas d'une telle assurance. Or, leurs troupeaux ont beaucoup souffert de trypanosomose au cours des migrations en direction des Grassfields. Aucun ne redescend vers les vallées de la Metchum ou de la Katsina Ala. S'ils avaient accès à de hauts plateaux, nul doute qu'ils transhumeraient aussi bas que les Djafoun.

L'importance du repli à haute altitude pour les troupeaux qui transhument en milieu insalubre confère une nouvelle dimension à la compétition entre Djafoun et Akou. Même avec des pâturages dont le potentiel pastoral s'amenuise, les hauts plateaux jouent un rôle vital pour les Djafoun. Les lignages les plus menacés, par exemple les Toukanko'en de Bafumen, opposent un refus catégorique à tout accès d'Akou en prairies d'altitude, afin de préserver le plus longtemps possible leurs espaces potentiels de remise en état des animaux.

Depuis quelques décennies, les Djafoun ont perdu l'essentiel de leurs premiers secteurs de transhumance. Ils se sont plus ou moins bien adaptés à la remise en cause de l'ancienne association de pâturages. Certains ont cessé de transhumer. La plupart ont raccourci leurs itinéraires au pied des hauts plateaux. Quelques-uns, enfin, les ont déviés. La descente vers des vallées profondes représente une innovation spectaculaire qui met en évidence, à l'autre maillon du système, le rôle réparateur de l'altitude.

L'altitude des pâturages d'hivernage module la possibilité de descendre plus ou moins en transhumance. Elle devient un critère décisif pour les Djafoun dont la race bovine est la plus sensible à la maladie. Une couverture vétérinaire systématique de la trypanosomose bovine ne manquerait pas de lever des appréhensions. Les éleveurs en bas plateaux ne craindraient plus d'amener leurs troupeaux jusqu'aux plaines les plus basses. Les entraves naturelles seraient plus ou moins surmontées. Ce n'est pas le cas au cours des années soixante-dix, malgré de rares interventions vétérinaires, à l'appel d'éleveurs. La logique de la transhumance subit encore les contraintes des seuils d'altitude.

Une autre géographie de l'élevage

Alors qu'au Sahel, la saison sèche marque un repli des pasteurs vers le sud, au voisinage des puits et des chaumes, elle s'accompagne habituellement en savanes d'une dispersion des hommes et du bétail. Avec l'arrêt des pluies, la baisse des eaux dans les grandes rivières et la raréfaction des insectes piqueurs, les espaces disponibles au bétail s'élargissent. Inversement, les ressources fourragères chutent après (et même avant) le passage des feux de brousse. Les éleveurs tentent de compenser l'amenuisement de la biomasse herbacée en allongeant les parcours et en se dispersant.

Aux Grassfields, les Mbororo se plaignent souvent des fortes charges en bétail et de l'exiguïté des pâturages en saison des pluies. ***Na'i heewi, ladde timmi*** : « *les vaches remplissent (les pâturages), la brousse est finie.* » D'après eux, il ne reste plus d'espace libre. Sont-ils mieux lotis en saison sèche ?

Une nouvelle localisation du cheptel

Avec l'arrivée de la saison sèche, comment le cheptel se redistribue-t-il entre les gradins des plateaux ? En se concentrant aux mêmes altitudes ou en se répartissant entre plusieurs niveaux de relief ? Il est difficile de présenter un tableau du cheptel en saison sèche sans le situer dans une perspective diachronique : les pâturages saisonniers ont beaucoup changé au cours des dernières décennies.

Un autre étagement en altitude

Avant les années soixante, les transhumants quittaient les hauts plateaux pour gagner le premier palier de relief inférieur. En saison sèche, l'essentiel du cheptel se situait à des altitudes comprises entre 1.200-1.150 mètres (plaine de Ndop) et 1.000-1.100 mètres (Dumbo-Wum).

En 1973, le cheptel se répartit différemment (fig. 276). Un graphique des destinations de transhumance présente deux maximums d'effectifs aux altitudes de 1.100-1.200 et de 700-800 mètres. Ils correspondent à deux aires importantes de saison sèche : la haute plaine de Ndop et l'ensemble des plaines du Mbam. A l'unique palier de transhumance d'autrefois en succèdent deux, nettement distincts.

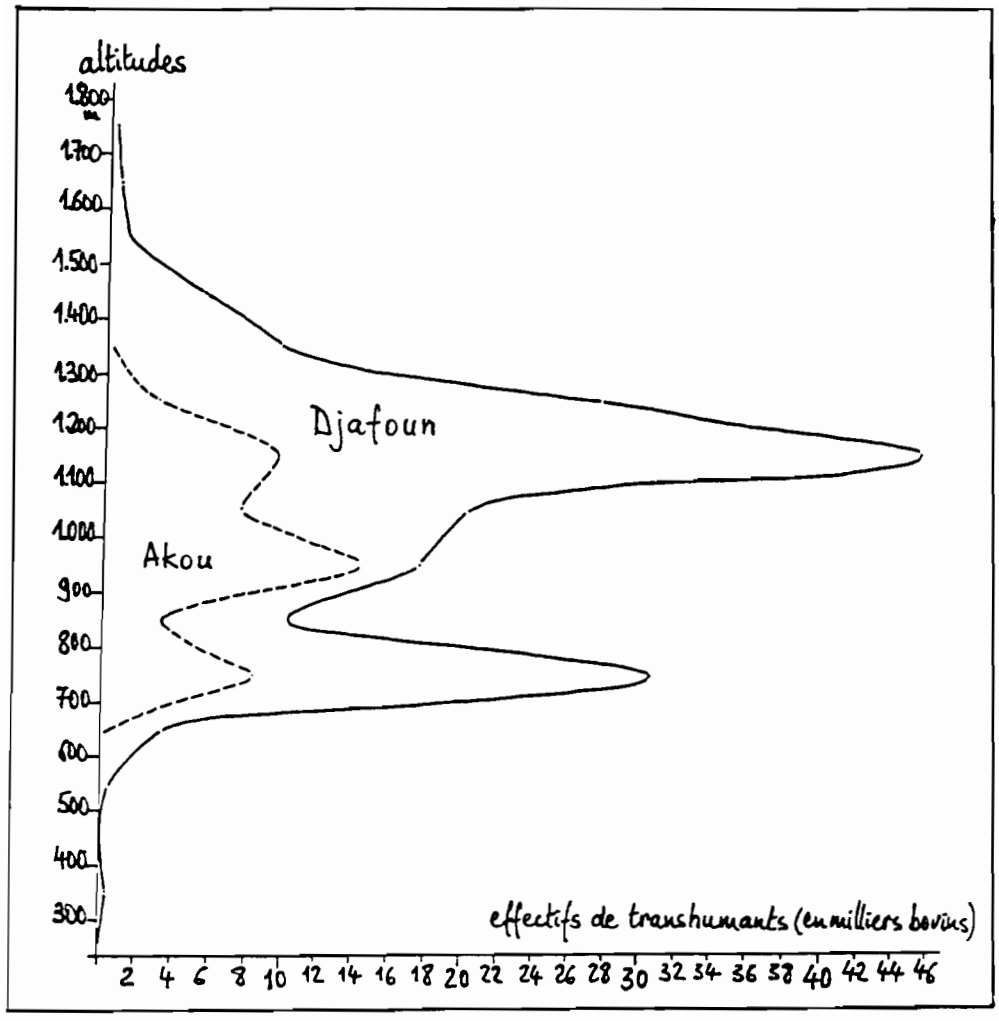


Fig. 276 : ***Altitudes des secteurs de transhumance (en 1973 - 74)***

Celui de 1.100-1.200 mètres accueille, à lui seul, plus de 45.000 bovins, soit plus du quart des transhumants. L'importance du cheptel à cette altitude tient surtout à la concentration de troupeaux dans les prairies inondables de la plaine de Ndop. Mais ces prairies s'alignent sur un seul plan situé à 1.150 mètres. Or, le gonflement d'effectifs s'amorce au-dessus de 1.200 mètres et se prolonge en-dessous de 1.100. C'est ce qui reste, au nord du Bamenda, des anciens secteurs de saison sèche à Dumbo : transhumants repliés au pied des hauts plateaux, à 1.300 mètres, ou avancés vers les dernières savanes libres, à moins de 1.100 mètres.

Le second maximum de cheptel s'inscrit entre 700 et 800 mètres. Il correspond aux plaines du Mbam dont le plancher s'aligne presqu'à l'horizontale. Cette aire de transhumance paraît moins importante que la précédente, mais le graphique ne tient compte que des troupeaux du Cameroun. Or, ceux du Mambila nigerian descendent également à cette altitude. En adoptant les estimations vraisemblables de 20.000 bovins venus du Mambila en 1973, ce palier altitudinal est devenu le plus important.

L'aire de transhumance s'est élargie en altitude. En une quinzaine d'années, beaucoup de transhumants ont descendu d'un "cran" dans les étages de relief.

En 1974, les effectifs qui parviennent à moins de 400 mètres apparaissent encore insignifiants. Cependant, ces pâturages de saison sèche ne datent que de quelques années. Tout laisse présager qu'ils attireront de plus en plus de troupeaux. C'est l'amorce d'un troisième palier de transhumance.

Le cheptel des deux groupes mbororo ne se répartit pas de la même façon à chacun des paliers de transhumance. Les Akou amènent relativement peu de bétail à 1.150 mètres, c'est-à-dire en plaine de Ndop. Leurs effectifs de bétail les plus nombreux se trouvent à 900-1.000 mètres, dans un "creux" de la courbe des Djafoun. Tout se passe comme si les Akou étaient les seuls à mettre à profit cette altitude qui correspond, en particulier, au plateau de Dumbo. A Koshin, Su-Bum, Fonfuka, les transhumants akou écartent de plus en plus les Djafoun.

La répartition en altitude des effectifs ne reflète pas l'étendue des savanes à chaque gradin de relief. Les bas plateaux jouent encore un rôle pastoral important en saison sèche, tandis que celui des plaines les plus déprimées reste marginal. A la géographie pastorale en hivernage en succède une autre. Mais elle reste susceptible de réaménagements. D'un côté, l'aire d'hivernage s'étend sans cesse aux dépens de secteurs de transhumance. De l'autre, ceux-ci ont tendance à se décaler vers des altitudes de plus en plus faibles. Dans l'avenir, les éleveurs utiliseront probablement tous les étages de relief des Grassfields.

Une répartition périphérique

Bien que plus d'un tiers des effectifs ne transhume pas, la répartition du cheptel en saison sèche diffère complètement de celle de saison des pluies. Une localisation des bovins par points suffit à le démontrer (fig. 277).

Les effectifs les plus nombreux ne se concentrent plus sur les reliefs élevés mais à la périphérie des hauts plateaux. Les pentes des monts Oku et Mbam, les hautes tables de Tchabbel et de Ndawara se vident de bétail. Les troupeaux désertent moins systématiquement les pâturages qui s'étendent à moins de 1.500 mètres. Une exception : le plateau bamoun, presque vide de bétail en saison sèche.

La plupart des troupeaux se tiennent maintenant en bordure des hauts plateaux, alors qu'en saison des pluies, ils se concentraient au centre. Toutefois, cette dispersion saisonnière n'exclut pas des regroupements en quelques nouveaux secteurs privilégiés : les abords du Noun dans la plaine de Ndop, la plaine Mbaw (29) et des vallées au milieu des plateaux, notamment celle de la Kimbi, de Bwabwa et de la Metchum.

Autre originalité par rapport à la saison des pluies : les troupeaux d'éleveurs différents ne sont plus aussi nettement cloisonnés. Des clivages ne peuvent plus prendre appui sur des discontinuités de relief aussi nettes

29. Faute d'information précise sur l'appartenance des troupeaux qui descendent du Mambila nigerian, ils n'ont pas été reportés sur la carte.

qu'en hauts plateaux. Sans se mêler tout à fait, des transhumants djafoun et akou se côtoient à faible distance, par exemple vers Fonfuka et en aval de la plaine de Ndop.

Les voisinages entre troupeaux appartenant à des groupes différents ne sont pas acceptés de gaieté de coeur. Ils sont vécus en termes de compétition et d'opposition dans l'accès à certains pâturages privilégiés.

Des transhumants djafoun vers Fonfuka s'arrêtent maintenant à proximité de campements d'hivernage des Akou : ***doole non non*** : « *c'est ainsi, (nous sommes) obligés.* » Cependant, ils s'écartent autant que possible des aires de stationnement des animaux akou. « *Les étendues de fumier (**ngoobaaje**) fourmillent de tiques et de germes de maladies,* » disent les Djafoun.

Dans quelques secteurs de transhumance en cours d'annexion par les Akou, la tension devient vive entre les deux groupes mbororo. Les Djafoun de Konene résument la situation : ***jam walaa, sey haBre*** : « *ça ne va pas, il n'y a que des bagarres.* »

Plainte qu'illustrent les péripéties, en saison sèche, d'un riche Ouranko de Konene. Autrefois, ses gens transhumaient tout près, à la bordure du plateau de Konene, près de Saf. Dès les années cinquante, quelques familles akou s'y introduisent. Les Djafoun changent alors de secteur de transhumance et descendent plus bas, vers le plateau de Dumbo, aux environs des villages de Su-Bum, Fang et même Koshin. Il en est ainsi durant une décennie. Mais de nouveaux Akou s'installent encore dans les pâturages de saison sèche des Djafoun. En 1972, ils hivernent à Su-Bum, en 1973 à Fang, en 1974 à Koshin. Chaque fois, les Djafoun tentent de les faire déguerpir ; en vain. Ils redoutent maintenant d'y transhumer, car leurs animaux attrapent la fièvre ***pi'al***. D'un autre côté, les Akou ne supportent plus la présence de transhumants dans leur voisinage.

Une vive compétition oppose des Mbororo à d'autres Mbororo, à propos de pâturages de transhumance. Certes, ces secteurs sont précieux par eux-mêmes. Mais ce n'est pas tout : lorsqu'un secteur d'hivernage est amputé des pâturages qui lui sont habituellement associés, il perd lui-même de l'intérêt. Ces répercussions expliquent la vigueur des rivalités sur beaucoup de pâturages de saison sèche.

Cependant, les rassemblements de transhumants par groupe d'éleveurs ne correspondent pas toujours à des lignes de tension. Certes, les Djafoun n'acceptent qu'à contre-coeur l'arrivée d'Akou dans la plaine de Ndop. Mais beaucoup d'Akou hésitent, d'eux-mêmes, à diriger leurs animaux vers ces prairies marécageuses. Des choix différents en saison sèche s'expliquent parfois par les aptitudes inégales des races bovines. Les animaux ***mbororooji*** sont assez forts et nerveux pour se dépêtrer des bourbiers. Au contraire, les Akou reconnaissent que leurs animaux n'aiment pas s'enfoncer dans la boue des prairies inondables. Les zébus blancs se reportent, de préférence, sur les savanes d'interfluve, ***yoolde***, aux sols bien ressuyés. Le partage de l'espace convient alors aux uns et aux autres ; ailleurs, il est imposé par les plus forts.

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

Localisation du cheptel en saison sèche (en 1974)

- 100 bovins à des Mbororo Djafoun
- 100 bovins à des Mbororo Akou
- 100 bovins à des Foulbé-Haoussa
- 100 bovins à des villageois
- ? Absence de donnée
- ranchs anciens
- nouveau ranch
- hauts plateaux

CARTE DE SITUATION

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE
- Capitale de province
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chefferie importante au grand secteur d'élevage MBIAME
- Ethnie PINYIN

Les Djafoun du Bamoun renoncent à transhumer le long de la rivière Nkoup, en aval de Foumbot, depuis que les troupeaux ***daneeji*** s'y concentrent. Comme en saison des pluies, le meilleur moyen d'écarter le groupe concurrent consiste à se rassembler nombreux au même endroit, de façon que les autres n'aient guère d'espoir de trouver de l'herbe.

En saison sèche, le cheptel des villageois se trouve nettement à l'écart de celui des Mbororo. Il transhume moins loin et surtout, il est souvent le seul à rester sur les hauts plateaux. Au nord de Nso et sur les monts Bambouto, seuls subsistent les troupeaux des villageois à cette époque de l'année. Cette présence permanente ne manque pas de soulever des protestations. Les Mbororo pressent les villageois de transhumer, afin de laisser en repos les pâturages d'hivernage. Mais ils se heurtent à un refus obstiné. ***Be yidaa dabbugo ; Be acca na'i nder duumirle Mbororo*** : « *ils ne veulent pas transhumer, ils laissent les vaches dans les campements d'hivernage des Mbororo.* »

Tel villageois de Dji Gadjeré a promis de transhumer à la fin de 1973 mais, au 21 janvier 1974, il n'est pas encore parti. Retardant sans cesse son départ, il est fort probable qu'il ne déplacera pas ses animaux.

Avec la saison sèche, les troupeaux se disposent d'une nouvelle façon dans l'espace régional. Cette localisation saisonnière traduit les aptitudes inégales des races bovines à s'affranchir des contraintes de l'altitude mais également la capacité plus ou moins grande des éleveurs à utiliser un large espace. Au reste de liberté pastorale des Mbororo s'opposent les attaches du cheptel villageois à un espace coutumier circonscrit.

Un étalement limité de l'espace pastoral

Avec l'arrivée de la saison sèche, les espaces impropres à l'élevage pendant les pluies s'ouvrent-ils au bétail ? De fait, l'insalubrité des savanes n'est plus une contrainte absolue, jusqu'à une altitude toujours plus basse. Quant aux bas-fonds inondables, la décrue y libère de bons pâturages. Restent les cas des terrains cultivés et des forêts.

Maintien de la fermeture des espaces agricoles. Contrairement aux troupeaux soudaniens et même de l'Adamaoua, ceux des Grassfields ont rarement accès aux champs après l'enlèvement des céréales, surtout si le maïs est associé à des haricots, récoltés tardivement.

Une vaine pâture sur chaumes de maïs est cependant pratiquée aux environs de Misaje. Les densités de cultivateurs sont moins fortes qu'en hauts plateaux et les parcelles de maïs se dispersent en fonds de vallées, parsemées de quelques pieds de bananiers : un contexte qui s'accommode mieux des passages du bétail (fig. 200).

Les troupeaux qui accèdent aux lisières de la plaine de Ndop disposent également de quelques jachères de maïs. Les récoltes sont faites avant que l'inondation atteigne son niveau optimum, en fin de saison des pluies, et qu'elle submerge les champs. A leur arrivée, les animaux ne consomment pas les vieilles tiges sèches de maïs. Mais de nombreuses plantes adventices ont poussé, entre-temps, dans un sol humide. En début de saison sèche, le bétail circule dans un fouillis de restes de tiges de maïs et de grandes herbes.

Sur les interfluves allongés qui émergent des dépressions inondables de la plaine de Ndop, les cultivateurs associent quelques pieds de manioc au maïs. Une fois le maïs enlevé, il ne reste plus sur les chaumes que les pieds clairsemés de manioc. Cette association culturale se repère dans toutes les savanes des zones pluvieuses, au contact de l'aire des céréales avec celle des tubercules. On la retrouve chez les Banda de Centrafrique. Elle interdit la vaine pâture sur les chaumes de maïs. A Ndop, les dégâts aux jeunes pieds de manioc sont punis de sévères amendes. La saison sèche n'enlève donc pas l'appréhension des dégâts aux cultures. Les Mbororo qui descendent aux abords de la plaine de Ndop avouent : ***min jooDi nder demetirle :*** *« nous sommes parmi des cultures. »* En quelques endroits dangereux, la saison sèche exige une véritable garde du bétail qu'on enferme, la nuit, dans un enclos. Aux Grassfields, il est cependant exceptionnel d'en arriver à cette mesure.

Les troupeaux mbororo étant écartés des chaumes, l'espace pastoral ne s'étend pas aux terroirs en saison sèche. Dans un calcul des charges de bétail, il convient à nouveau de les exclure. Pourtant, l'exclusive à l'égard des bovins ne joue pas de façon absolue. Des villageois, propriétaires de bétail, le font entrer dans les jachères de leurs exploitations. C'est l'une des raisons du refus répété de l'envoyer en transhumance. Un pacage sur jachère de maïs, complété par le tapis herbacé d'une petite caféière, suffit pour entretenir un troupeau d'une dizaine de bovins durant la saison sèche. Néanmoins, comme l'essentiel du cheptel ne peut accéder à ces jachères, il n'en est pas tenu compte dans la carte des charges.

En saison sèche, l'espace pastoral s'étend tout de même un peu du côté des cultures, par rapport à la séparation radicale des deux activités en saison des pluies. Lorsque toutes les récoltes se trouvent sur pied, elles soustraient au bétail des étendues plus vastes que celles effectivement cultivées. Des lambeaux de savanes, insérés entre des champs éparpillés, sont inaccessibles au bétail, le risque de dégâts étant trop grand. Cette éviction du bétail se fait moins sentir en saison sèche, des Mbororo ne craignant pas d'amener les troupeaux à proximité de jachères récentes. C'est le cas, par exemple, au sud de la ville de Bamenda, vers Mboutou, où des Djafoun de Santa descendent chaque année.

Ambivalence des forêts vis-à-vis de l'élevage. Une question analogue à celle des jachères se pose à propos des réserves forestières qui couvrent de vastes étendues en contrebas des hauts plateaux. Convient-il de les soustraire encore de l'espace pastoral ? Contrairement au Nigeria, où les éleveurs sont autorisés à habiter dans les réserves forestières, cela leur est interdit au Bamenda. Cependant, ils peuvent amener les animaux y paître, moyennant le versement d'un droit de pacage.

En saison des pluies, seuls quelques Mbororo proches des forêts classées en altitude profitent de cette permission. En saison sèche, c'est différent. Aussi bien au nord de Wum que dans la vallée de la Metchum, de grandes réserves forestières offrent des pâturages saisonniers de plus en plus recherchés, à mesure que Dumbo et Wum perdent ce rôle. Les Mbororo, aussi bien Akou que Djafoun, s'y rendent nombreux. En 1973,

tous ne versent pas pour autant la taxe de pacage. Dès lors, les réserves forestières peuvent être incluses dans l'espace pastoral à cette époque de l'année. Toutefois, ce n'est pas le cas de la réserve de faune de la Kimbi, interdite en permanence à l'incursion des bovins.

En saison sèche, l'attitude des éleveurs vis-à-vis des forêts denses est partagée. Certes, cette formation végétale n'écarte jamais le bétail de façon absolue. Avec la fin des pluies, les troupeaux peuvent y pénétrer sans trop de danger, les insectes piqueurs (Tabanides) devenant plus rares. Sans doute, la strate herbacée est-elle maigre sous couvert forestier mais les animaux aiment s'y réfugier aux heures chaudes de la journée pour s'y reposer à la fraîcheur.

Pourtant, les Mbororo redoutent le voisinage de certaines galeries forestières, surtout si elles comportent des jachères faciles d'accès par le bétail. Les recrûs forestiers comprennent des plantes toxiques dont l'ingestion peut provoquer de lourdes pertes. Ainsi, les transhumants écartent-ils le plus possible le bétail des galeries forestières dans les plaines de Ndop et de Magba. Ces formations végétales sont donc soustraites du calcul des charges en saison sèche.

Si le cheptel des Grassfields ne se disperse pas autant, en saison sèche, que ceux de la zone soudanienne, c'est la conséquence d'une insalubrité résiduelle à très basse altitude mais surtout, de l'impossibilité d'accéder à des restes de cultures. L'alternance de l'usage agricole et de la vaine pâture, si importante au Sahel et en zone soudanienne, n'est presque pas pratiquée aux Grassfields. Il en est de même dans la plupart des savanes en zone guinéenne.

Le relais de nouvelles charges en bétail

La carte des charges en saison sèche recourt à la méthode des isolignes ; elle reprend donc celle déjà adoptée pour figurer les charges en saison des pluies. Grâce aux indications recueillies sur place, à propos de la localisation des troupeaux de chaque éleveur, tous les effectifs de cheptel sont reportés sur un fonds de carte au 1/200.000. A partir d'une trame géométrique de points, la charge est calculée dans une circonférence de 50 km2 et le résultat porté au centre. Cette circonférence correspond à un éloignement de 4 km autour du campement qui en occuperait le centre.

En saison des pluies, un tel éloignement représente un maximum, étant donné le relief accidenté des Grassfields. Au contraire, en saison sèche, les déplacements quotidiens des animaux les écartent facilement de cette distance. Aucune enquête précise n'a été entreprise sur ce thème ; la mobilité journalière des animaux dépend beaucoup du type de pâturage dont ils disposent. En prairie inondable à ***burgu***, les troupeaux circulent peu. Il en est de même dans les grandes vallées tapissées d'herbe à éléphant. Au contraire, sur interfluves (***yoolde***), les animaux paissent en marchant. Si la trame des circonférences de 50 km2 avait comme résultat d'atténuer les écarts de charges en hivernage, elle risque d'accentuer les contrastes en saison sèche. Elle est cependant maintenue, afin de faciliter les comparaisons, d'une saison à l'autre (30).

30. En zone sahélo-soudanienne, lorsque les troupeaux s'abreuvent chaque jour (cas le plus fréquent), l'éloignement du pâturage par rapport au point d'eau atteint 6 km en moyenne (GUILLAUD, D., 1989, "L'espace d'une chefferie", p. 251). Il est probable qu'en savanes sillonnées de nombreux cours d'eau, les déplacements sont moindres.

Le délestage des pâturages d'hivernage

La décision de faire transhumer ou non le bétail ne relève pas seulement des inclinations de chacun. Certes, la catégorie des éleveurs et leur fixation plus ou moins ancienne influencent cette décision. Mais des contraintes fondamentales, par exemple la charge en bétail des pâturages, s'imposent à tous les éleveurs.

Avec l'arrivée de la saison sèche, presque tous les secteurs d'hivernage bénéficient d'allègements en bétail (fig. 278). Seuls, les pâturages au nord du Bamenda sont "rechargés" à cette époque de l'année. Les délestages les plus nets concernent presque toujours les secteurs qui étaient les plus chargés. Tout se passe comme si le fait de charger très fort en saison des pluies imposait d'enlever du bétail en conséquence, au cours de la saison suivante.

Sur la carte, les isolignes d'allègements en saison sèche correspondent presqu'exactement aux gradients de charge en saison des pluies. Le tableau suivant passe en revue, du sud au nord des Grassfields, les secteurs les plus chargés en hivernage : les délestages de saison sèche varient en proportion.

Tabl. 110 : ***Fortes charges de saison des pluies et délestages de saison sèche***

secteurs d'hivernage	charges en saison des pluies (en bovins/km2)	allègements optimums en saison sèche (en bovins/km2)
monts		
Bambouto	112	- 105
Galim	76	- 74
Meta	72	- 51
Ndawara	72	- 55
Jakiri	60	- 59
Mbiame	76	- 66
Kishong	83	- 79
Ndu	80	- 48
Binka	102	- 72
Nkambe	105	- 74
Konene	73	- 51
Fundong	70	- 53

Le tableau et les cartes correspondantes (celle des charges en saison des pluies et celle des isolignes de délestage en saison sèche) montrent que pour une charge de 70 bovins/km2 (1,4 ha/tête), l'allègement en saison sèche atteint au moins 50 bovins. Quant aux records de charge en hivernage (plus de 100 bovins/km2), les départs soustraient au moins 70 bovins/km2. La nouvelle saison entraîne donc un changement radical pour les grands secteurs d'élevage des Grassfields.

Parfois, les troupeaux partent en saison sèche en nombre tel que des pâturages deviennent presque vides (monts Bambouto, Galim, Jakiri). D'autres, tout en étant fortement chargés en hivernage, gardent malgré tout une partie de leur cheptel (Meta, Ndu, Binka, Nkambe).

En pâturages peu chargés, les changements ne sont pas aussi simples. Au Bamoun, les allègements de cheptel soustraient une fraction importante des charges d'hivernage. Les isolignes de délestage suivent encore la configuration des charges durant la saison précédente. Sur le plateau de Wum, les modifications sont moins claires, des secteurs perdant un peu de bétail, d'autres en recevant. Les faibles écarts traduisent une redistribution des troupeaux, à faible distance, plutôt qu'un transfert généralisé.

Tabl.111: ***Charges d'hivernage et allègements de saison sèche en bas plateaux***

secteurs d'hivernage	charges en saison des pluies (en bovins/km2)	allègements de saison sèche (en bovins/km2)
Bamoun :		
mont Mbam	50	- 40
Foumloum	46	- 41
mont Nkogam	34	- 31
Nkounchankap	35	- 29
mont Mbapit	25	- 15
Wum :		
Essu	28	- 9
We	28	- 1
Kumfutu	34	- 4
Su	40	- 24
Waïndo	40	- 21

Les troupeaux désertent les pâturages du Bamoun pourtant peu chargés en hivernage, tandis qu'à Wum, une majorité du bétail reste sur place.

Avec l'arrivée de la saison sèche, les pâturages d'hivernage bénéficient d'un allègement des charges, mais selon des proportions variables. Les hauts plateaux, qui concentraient le plus de bétail, en laissent davantage partir que les bas plateaux. Les Mbororo expriment ce renversement de situation, à chaque changement de saison, par la sentence : ***seedu, caBBal fottaay joga na'i :*** *« en pleine saison sèche, le haut plateau ne peut retenir les vaches. »*

Articulations entre aires d'hivernage et de transhumance

La carte des changements de charge, d'une saison à l'autre, comporte une limite significative : celle qui marque une inversion de sens dans l'alternance des charges. D'un côté, il se produit un délestage de bétail ; de

Fig. 278
Plateaux de l'ouest

INVERSIONS DE CHARGES
de la saison des pluies à la saison sèche
(1974)

Accroissement des charges (2 Valeur positive)

- + de 70 bovins / km²
- + de 60 bovins / km²
- + de 50 bovins / km²
- + de 40 bovins / km²
- + de 30 bovins / km²
- + de 20 bovins / km²
- + de 10 bovins / km²
- Ligne de changement d'évolution des charges

Allègement des charges (2 Valeur négative)

- – de 10 bovins / km²
- – de 20 bovins / km²
- – de 30 bovins / km²
- – de 40 bovins / km²
- – de 50 bovins / km²
- – de 60 bovins / km²
- – de 70 bovins / km²
- *prolongation théorique des isolignes*
- 48 charge calculée au centre de 50 km² de pâturages

CARTE DE SITUATION

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE

- Capitale de province
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chefferie importante ou grand secteur d'élevage — MBIAME
- Ethnie — PINYIN

l'autre, une "recharge". Cette ligne peut être interprétée comme la véritable séparation entre l'aire d'hivernage et celle de saison sèche. Dès lors, l'aire d'hivernage correspondrait à l'ensemble des pâturages qui portent du bétail en saison des pluies et qui en perdent en saison sèche.

Au nord du Bamenda, la ligne d'inversion des charges passe au milieu de pâturages qui portaient déjà du bétail, en saison des pluies. Des secteurs, tout en étant déjà exploités, accueillent encore du bétail en saison sèche. Les appoints de cheptel concernent parfois des secteurs déjà chargés à 40 et même à 50 bovins/km2 (Din, Lassin, Misaje). Exploités à la fois en saison des pluies et en saison sèche, ce sont les pâturages actuellement les plus sollicités. Certes, les charges n'atteignent pas des records, ni à une saison, ni à l'autre. Mais elles se tiennent au-dessus de la moyenne à longueur d'année. Ainsi, en plusieurs endroits, au sud de Nkambe, des charges de 40 à 50 bovins/km2 succèdent à d'autres de 50 à 60. Cette exploitation continue compromet davantage la strate herbacée qu'une charge extrême mais de courte durée. Les secteurs éprouvés sont précisément ceux où les Djafoun s'affrontent aux Akou.

L'élévation des charges en saison sèche s'amorce rapidement au-delà de la ligne d'inversion. C'est une caractéristique de régions d'élevage en zone guinéenne : les aires de transhumance jouxtent les pâturages de saison des pluies. Certes, l'ampleur des dénivellations aux Grassfields permet au cheptel d'accéder à des pâturages différents sur de faibles distances. En d'autres savanes de zones pluvieuses, les pâturages saisonniers sont également contigus. Au contraire, en régions sèches, les troupeaux parcourent souvent de grandes distances avant d'accéder à des pâturages de complément.

L'arrivée de la saison sèche entraîne un remodelage complet des charges en bétail sauf certains secteurs qui, chargés pendant les deux saisons, sont les plus éprouvés. En fait, disputés entre les Djafoun et les Akou, ils sont en train de basculer, de l'aire de transhumance à celle d'hivernage.

Les charges en saison sèche

La carte des isolignes de charges en saison sèche complète celle de saison des pluies. En effet, les charges se présentent de façon entièrement nouvelle (fig. 279).

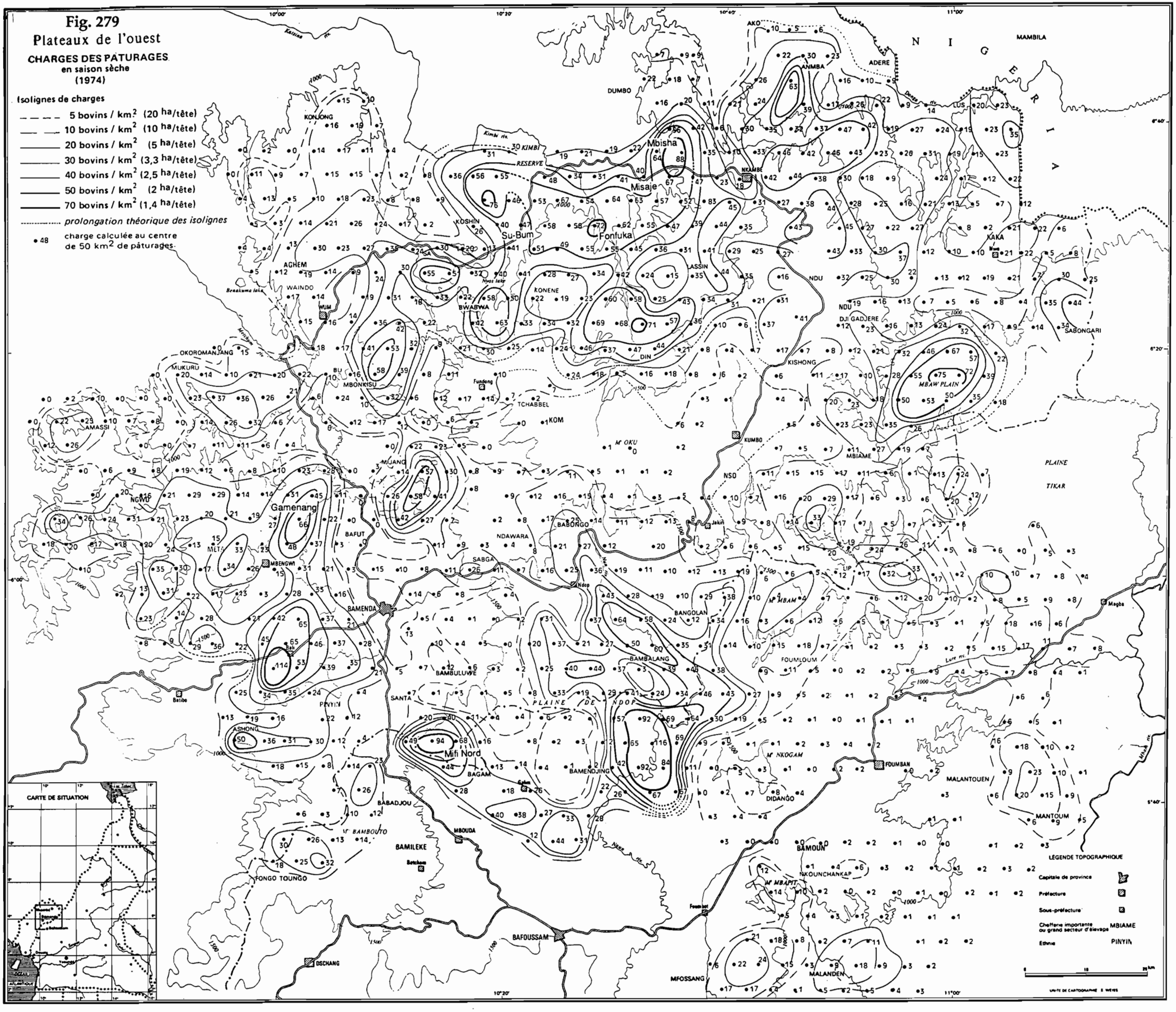
La plupart des pâturages fortement chargés au cours de la saison précédente se trouvent dégarnis de bétail, ne retenant que 20, souvent même moins de 10 bovins/km2. Inversement, des pâturages périphériques, auparavant vides de bétail, portent les charges les plus élevées, notamment celles qui excèdent 50 bovins/km2. Une exception, déjà signalée : les environs de Lassin où les animaux se pressent à la fois en saison des pluies et en saison sèche.

Fig. 279
Plateaux de l'ouest

CHARGES DES PATURAGES
en saison sèche
(1974)

Isolignes de charges

- 5 bovins / km² (20 ha/tête)
- 10 bovins / km² (10 ha/tête)
- 20 bovins / km² (5 ha/tête)
- 30 bovins / km² (3,3 ha/tête)
- 40 bovins / km² (2,5 ha/tête)
- 50 bovins / km² (2 ha/tête)
- 70 bovins / km² (1,4 ha/tête)
- *prolongation théorique des isolignes*
- 48 charge calculée au centre de 50 km² de pâturages


CARTE DE SITUATION
LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE
Capitale de province
Préfecture
Sous-préfecture
Chefferie importante ou grand secteur d'élevage
MBIAME
Ethnie
PINYIN
Mbisha
Misaje
Su-Bum
Fonfuka
Gamenang
Mifi Nord
PLAINE DE NDOP
PLAINE TIKAR
MBAW PLAIN
M' OKU
M' BAMBOUTO
M' MBAPIT
M' NKOGAM
M' MBAM
NIGERIA
MAMBILA
KONJONG
KIMBI RESERVE
AKO
ANMBA
ADERE
DUMBO
NKAMBE
KAKA
AGHEM
WAINDO
WUM
KONENE
BWABWA
LASSIN
NDU
DJI GADJERE
SABONGARI
OKOROMANJANG
MUKURU
BU
MBONKISU
DIN
KISHONG
TCHABBEL
KOM
AMASSI
KUMBO
MBIAME
NSO
NGWO
MBENGWI
BAFUT
NDAWARA
BABONGO
SABGA
BAMENDA
BANGOLAN
BAMBALANG
FOUMLOUM
BAMBULUWE
SANTA
PINYIN
ASHONG
BAGAM
BAMENDJING
FOUMBAN
DIDANGO
MALANTOUEN
MANTOUM
BABADJOU
MBOUDA
BAMILEKE
Batcham
FONGO TONGO
BAMOUN
NKOUNCHANKAP
MALANDEN
MFOSSANG
BAFOUSSAM
DSCHANG
Batibo
Magba
Ndop
Jakiri
Foumbot
Fundong
Nyos lake
Bafut lake
Kimbi riv.
Donga riv.
Lua riv.
Lere riv.
Mbam riv.
Noun riv.
Nkam riv.
Katsina riv.
Breakuma lake
Mezam riv.
Mbam riv.
Nkam riv.
Nkogam riv.
Mbam riv.
Nyos riv.
Mbam riv.
Mbam riv.
Mbam

Des charges inhabituelles. Les savanes très chargées s'alignent à la bordure même de l'aire d'hivernage. D'une saison à l'autre, les fortes charges sont donc transférées des hauts plateaux à leur périphérie. Une seule exception à cette tendance centrifuge : les basses terres situées à l'ouest des plateaux Meta. Couvertes de forêts denses, elles ne peuvent accueillir de bétail.

Bien que les savanes fortement chargées ne soient plus celles qui l'étaient en hivernage, elles en sont peu éloignées. Entre les charges supérieures à 50 bovins/km2 en saison des pluies et celles qui le deviennent en saison sèche, la distance n'est que de 8 km du côté de la plaine Mbaw, 5 à l'est de Meta, 10 dans la plaine de Ndop et 0 au nord de Konene. Un écart aussi mince confère à la région d'élevage une forte unité géographique.

L'aire de transhumance enveloppe la région d'élevage, sauf dans la plaine Mbaw où les transhumants descendus du Mambila nigerian renforcent les charges dans une proportion qui n'a pu être calculée. Au-delà, ils sont relayés par ceux venus du plateau de Banyo. La petite plaine Mbaw raccorde, du point de vue pastoral, l'Ouest-Cameroun à l'Adamaoua.

Contrairement au Bamenda, aucune forte charge n'entoure le Bamoun en saison sèche. Pourtant, ce plateau se vide presque complètement de bétail. Mais les transhumants ont tendance à se disperser davantage dans les plaines. Les noyaux de charges les plus soutenues n'atteignent qu'une vingtaine de têtes et s'écartent à 10 ou 15 km de l'aire d'hivernage. Cet étalement du secteur de transhumance répond déjà au mode "soudanien" de dilution spatiale du cheptel en saison sèche. La concentration du bétail en quelques secteurs privilégiés apparaît spécifique du Bamenda, à cette époque de l'année. Des situations équivalentes ne se retrouvent que dans les prairies de décrue des cuvettes et des fleuves sahéliens.

Certes, sur la carte, les isolignes de fortes charges attirent le plus l'attention. Cependant, de larges savanes ne portent que des charges relativement faibles, inférieures à 20 bovins/km2.

Tabl. 112 : ***Répartition des pâturages de saison sèche, d'après les charges***

charges (en bovins/km2)	étendues des pâturages (en km2)
10 - 20	3.312
20 - 30	2.400
30 - 40	1.600
40 - 50	912
50 - 60	528
60 - 70	288
> 70	160
total	**9.200**

A mesure que les charges de saison sèche sont moins fortes, l'étendue des pâturages concernés augmente. Quant aux charges inférieures à 10 bovins/km2, elles caractérisent tous les hauts plateaux, de Ndu au sud de Bamenda, ainsi que le Bamoun, soit les espaces pastoraux les plus étendus. Il ne s'agit souvent que de bétail "résiduel", en ce sens qu'il est maintenu sur des pâturages d'hivernage très appauvris en saison sèche. A cette époque de l'année, le bétail se répartit entre deux types de pâturages : ceux qui, ayant déjà porté des troupeaux en saison des pluies, en retiennent encore quelques-uns et ceux dont le rôle est d'accueillir des transhumants.

A la faveur de transferts massifs de cheptel, l'aire de transhumance se caractérise par des charges qui deviennent souvent supérieures à 20 bovins/km2. Sur les hauteurs qui dominent les plaines de Ndop et Mbaw, les charges n'atteignent pas 20, tandis qu'en bas, elles excèdent ce seuil. De telles charges, à l'échelle de milliers de km2, sont élevées pour des pâturages de saison sèche.

L'aire de transhumance s'articule parfois avec celle d'hivernage à des niveaux de charge plus élevés. A l'est des plateaux Meta, le contact s'effectue à 30 et, entre Konene et Lassin, à 40. L'encombrement des pâturages par le bétail devient alors sensible, non seulement en secteurs de transhumance mais également dans ceux d'hivernage qui gardent de nombreux effectifs. Le record est détenu par les plateaux au nord de Binka qui, tout en étant chargés à 80-100 bovins/km2 en saison des pluies, en retiennent encore plus de 40, au cours de la saison suivante.

La rétention de nombreux troupeaux sur les hauts pâturages de Binka tient peut-être à leur altitude de 1.500 mètres, limite pour de hauts plateaux. Mais elle s'explique également par l'absence de secteur de transhumance aisément accessible. Les troupeaux se dirigeaient autrefois vers le plateau de Dumbo. Une nouvelle aire de transhumance, au nord de Binka, s'insère dans les vallées étroites des affluents de la Donga mais elle n'est pas appréciée par tous les éleveurs. Certains refusent d'y envoyer leur bétail.

Les charges élevées de Binka sont à rapprocher de celles du Mambila, de l'autre côté de la frontière. Par recensement aérien récent du bétail, on a calculé sur ce haut plateau une charge moyenne de 37 bovins/km2 en saison sèche (31). Les départs en transhumance allègent à peine de moitié les charges d'hivernage. La rétention d'un cheptel nombreux en haut du Mambila tient aux mêmes raisons qu'en certains secteurs du Bamenda : perte de pâturages habituels de transhumance, accaparés par des zébus blancs et essor d'un cheptel sédentaire, aux mains de cultivateurs.

31. R.I.M., 1984, "Livestock and Land Use in Southern Gongola" ; tabl. 8 : "Abundance and densities of livestock, by cattle system".

Dans l'aire de transhumance autour des Grassfields, les charges montent rapidement à 50 et à 70 bovins/km2. La plupart des charges supérieures à 50 ne couvrent que de petits "noyaux" de pâturages répartis à la périphérie des plateaux. Ce sont des fonds de vallées où se rassemblent les troupeaux descendus des hauteurs voisines (Bwabwa, Sa, Gamenang, Mifi

Nord). Parfois, des pentes et des interfluves portent également des charges élevées : l'absence de bétail en hivernage favorise de bonnes repousses d'herbe (Mbonkisu, Mijang). Les fortes charges s'étalent plus largement en trois secteurs de transhumance : le nord du Bamenda, la plaine de Ndop et la plaine Mbaw.

Le premier, de Su-Bum à Misaje, n'offre que des repousses sur interfluves à sols granitiques. Les pointes de charges se circonscrivent à quelques bas-fonds couverts de sissongo (vallées de la Kimbi au nord de Fonfuka et de Mbisha au nord de Misaje).

En 1974, les charges varient nettement en plaine de Ndop, des savanes d'interfluves aux prairies de décrue. Sur les premières, elles oscillent entre 20 et 30 bovins/km2, tandis que les secondes concentrent des records : 60 le long du Noun vers Bambalang et de 90 à 116 dans la bourgoutière en aval. Ce maximum en saison sèche (0,8 ha/bovin) n'est pas étonnant, les grandes bourgoutières du Sahel peuvant supporter 1 U.B.T./0,25 ha pendant une longue saison sèche et même 1 U.B.T./0,10 ha, en tenant compte des repousses (32).

32. BOUDET (G.), 1984, "Manuel sur les pâturages tropicaux", p.123.

A seulement une centaine de kilomètres au nord de la frontière, des charges de 166 bovins/km2 ont été relevées, en saison sèche, sur les plaines de Wukari, en aval de la rivière Donga (33). Dans les grandes bourgoutières du Sahel, les charges en saison sèche atteignent également des records. Par exemple, dans le Delta central du fleuve Niger, elles excèdent fréquemment 100 bovins/km2 (34). A ces charges bovines s'ajoutent des ovins qui se concentrent tout autant sur les pâturages de décrue, en saison sèche. Les ondulations périphériques au delta du Niger se vident presque de bétail, sauf de caprins qui dépendent moins étroitement des bourgoutières.

33. R.I.M., 1984.

34. R.I.M., 1987, "Un refuge dans le Sahel", carte 4.1.

Les records de charges des plaines alluviales au Sahel ne sont pas surprenants. A cette époque de l'année, les bovins ne disposent guère d'autres pâturages, tandis qu'aux Grassfields, des savanes à basses altitudes offrent une alternative. La concentration des troupeaux sur les prairies de décrue de Ndop n'en est que plus remarquable. D'après les calculs de charges, chaque bovin dispose d'à peine 1,4 ha, sur 80 km2 de bourgoutière. Certes, ce n'est qu'une petite réplique des vastes bourgoutières sahéliennes mais remarquable à cette latitude. Ailleurs, les prairies inondables attirent moins de bétail, de 30 à 60 bovins/km2 (35).

35. BOUTRAIS (J.), 1978, "Deux études...", carte 5 hors-texte : "L'utilisation des zones alluviales de la plaine de Ndop".

La plaine Mbaw est devenue un autre secteur important d'élevage en saison sèche. Bien qu'elle n'offre pas de prairies de décrue comparables à Ndop, les charges montent à plus de 70 bovins/km2. Les fonds de vallées à sissongo concentrent beaucoup de troupeaux en début de saison sèche. Plus loin, les charges diminuent rapidement. A une dizaine de kilomètres de la rivière Mapé, les savanes ne comptent plus que 10 bovins/km2. Mais ces chiffres ne tiennent compte que des transhumants originaires du Bamenda. A l'est de la plaine, les troupeaux descendus du Mambila renforcent les charges.

Alors qu'en savanes, la saison sèche s'accompagne habituellement d'un étalement du cheptel, les transhumants au Bamenda continuent de se serrer. Des savanes presque sans bétail séparent des noyaux de fortes charges, à gradients pentus. La configuration des isolignes exprime un mode de répartition du bétail comparable à celui de la saison des pluies. Dans certains secteurs, les éleveurs ont conscience d'une concentration excessive de transhumants. Ainsi, les Djafoun estiment que les environs de Fonfuka sont surchargés. D'après la carte, ils portent de 60 à 70 bovins/km2. En fait, l'importance des charges n'intervient pas seule. La conscience d'une surcharge tient souvent à la compétition que se livrent des transhumants de groupes différents.

A l'exception des plateaux rocailleux proches de Fonfuka, presque tous les noyaux de fortes charges correspondent à des fonds de vallées, surtout s'ils sont couverts de *Pennisetum purpureum (toloore)*. Dans un contexte plus humide qu'en Adamaoua, cette graminée devient plus fréquente sur sols alluviaux et sur jachères. Alors qu'en Adamaoua, elle est contenue aux berges des cours d'eau, en milieu guinéen elle pousse sur tous les sols frais et argileux. Elle est particulièrement appréciée en début de saison sèche pour ses feuilles et, plus tard, pour les pousses tendres qui naissent aux aisselles des vieilles feuilles (fig. 280). Etant très acqueuse, elle brûle rarement en saison sèche. A cette saison, les jeunes pousses présentent une valeur nutritive remarquable (36).

36. BOUDET (G.), 1984, tabl. 19, p. 176. Les repousses de *Pennisetum purpureum* sont parmi les espèces guinéennes les plus riches en azote. Quant à leur teneur en éléments énergétiques, elle est satisfaisante.

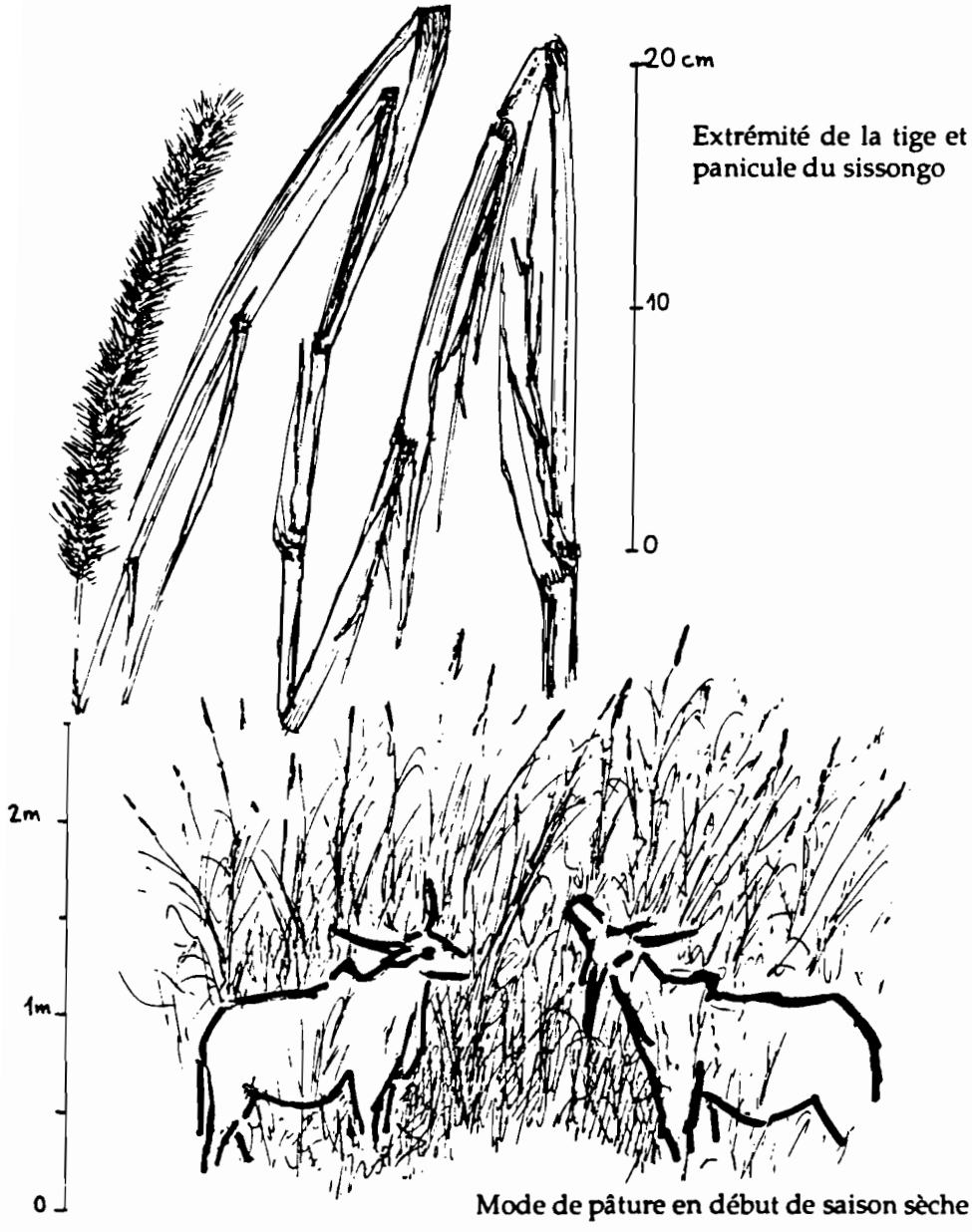


Fig. 280 : *L'herbe à éléphants, pâturage privilégié de saison sèche*

Comme elle contient beaucoup d'eau, la production de matière sèche par cette graminée reste relativement faible. La détermination des capacités de charge étant basée habituellement sur ce critère, nul doute qu'une carte des potentialités pastorales accorderait une place médiocre à ce type de pâturage. Et pourtant, c'est lui qui attire en priorité les transhumants, mise à part la bourgoutière le long du Noun.

Même en saison sèche, l'espace pastoral de l'Ouest-Cameroun n'est pas illimité. Contrairement à la zone soudanienne, il ne se dilate pas aux terroirs, après l'enlèvement des récoltes. D'un autre côté, les éleveurs n'introduisent leurs animaux dans les savanes les plus basses qu'avec appréhension. Ces deux contraintes n'étant pas vraiment levées, les troupeaux se concentrent sur des secteurs qui deviennent, pour quelques mois, les nouveaux centres de l'élevage.

Ce mode de répartition du bétail caractérise surtout la transhumance autour des Grassfields. Les éleveurs du Bamoun se dispersent davantage, quitte à s'isoler momentanément. La recherche de l'herbe devient un souci prioritaire. Ceux qui découvrent de bons pâturages ne tiennent pas à ce que la nouvelle se propage. Ils évitent le voisinage de trop nombreux troupeaux. Les sites de transhumance s'éparpillent, comme en zone soudanienne.

Les inversions de profils de charge. Les va-et-vient saisonniers en altitude du cheptel compensent sa faible fluidité dans l'espace. Une série de profils illustrent la nouvelle disposition des charges par rapport au relief. Ils reprennent des coupes décrites en saison des pluies (fig. 146 à 150 et 155 à 157).

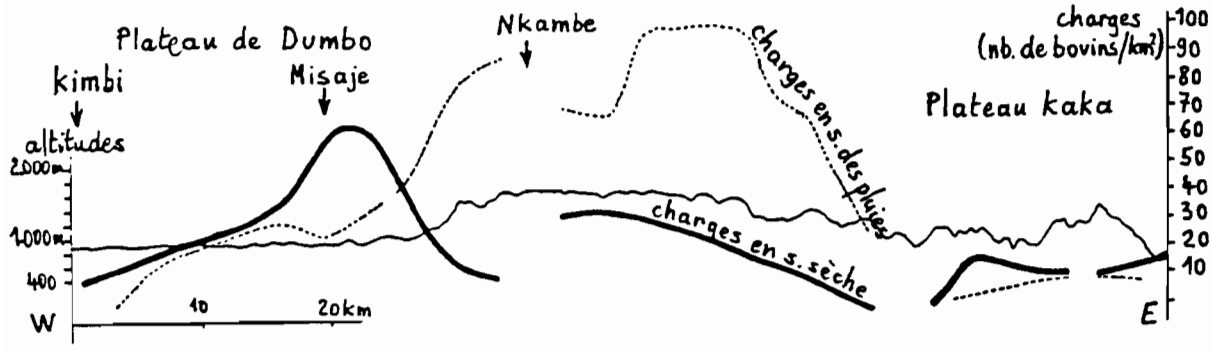


Fig. 281 : *Profil de charges en saison sèche, à travers les plateaux de Nkambe*

Du plateau de Dumbo à celui de Kaka, en passant par Nkambe, les charges les plus élevées ne correspondent plus à la table du haut plateau (fig. 281). Elles sont décalées en contrebas, surtout à l'ouest. Des troupeaux *boDeeji* de Nkambe descendent transhumer dans les vallées de Misaje où les charges atteignent un maximum. Entre Misaje et la rivière Kimbi, des

Akou relèvent moins les charges que les Djafoun, en savanes d'altitude équivalente. Sur le haut plateau, des charges encore sensibles, aux abords de Nkambe, proviennent de villageois et de Djafoun qui ne transhument plus. A l'est, quelques transhumants ***boDeeji*** s'ajoutent à ceux des Kaka qui ne bougent pas. Le changement le plus important tient donc à l'effacement des fortes charges sur le haut plateau, transférées vers le bas plateau de Dumbo.



Fig. 282 : *Profil de charges en saison sèche, de Fungom à Ndu*

De Fungom à la plaine Mbaw, par Konene et le haut plateau de Ndu, les charges s'inversent en série, de la saison des pluies à la saison sèche (fig. 282). De Konene à Lassin, plusieurs vallées ou dépressions méridiennes accueillent une partie du cheptel des hauteurs voisines. Ainsi, les troupeaux des Djafoun de Konene "glissent" d'un côté et de l'autre du plateau, vers la vallée de Bwabwa à l'ouest et celle de la Kimbi à l'est. Il en est de même, de chaque côté du haut plateau de Ndu. L'angle de "croisement" des profils de charge est plus ou moins aigu, selon le type de cheptel et la catégorie des éleveurs. Les pâturages occupés par les Djafoun connaissent de grands battements de charge, d'une saison à l'autre. C'est ce que démontrent les "couples" de pâturages : plateau de Konene/vallée de Bwabwa et haut plateau de Ndu/plaine Mbaw. Près de Lassin, un niveau de plateau occupé par des Akou bénéficie également d'un net allègement de charges. Au contraire, les villageois qui possèdent beaucoup de bétail, à l'ouest de Ndu, libèrent à peine les pâturages d'altitude. Par endroits, ils chargent même à plus de 40 bovins/km2 des jachères de maïs ou des dessous de caféières. Bien que le report des fortes charges à basse altitude fonctionne à chaque discontinuité de relief, il ne mobilise pas tout le cheptel.

De la vallée de la Metchum à celle de la Bui, le profil est plus simple (fig. 283). Dans leur disposition et leur évolution saisonnière, les charges se présentent de façon symétrique, d'un côté à l'autre du mont Oku. Déjà faibles en hivernage sur les prairies sommitales d'Oku, elles deviennent presque nulles en saison sèche : les pâturages les plus élevés ne retiennent presque pas les troupeaux. Les hauts plateaux de Fundong et de Jakiri, à 1.500 mètres, gardent eux-mêmes peu d'animaux. Les Djafoun de Fundong descendent dans la réserve forestière de Mbonkisu dont ils chargent les savanes presqu'aussi fort que leurs prairies d'hivernage ; bel exemple de



Fig. 283 : ***Profil de charges en saison sèche, à travers le mont Oku***

complémentarité pastorale entre deux unités de relief. Du côté de Jakiri, l'étroit rebord de haut plateau perd du bétail au profit de la vallée de la Bui. Mais l'angle de croisement des profils est plus aigu qu'à Fundong : des troupeaux appartenant à des villageois coexistent avec ceux des Djafoun et ne changent pas de pâturage en saison sèche.

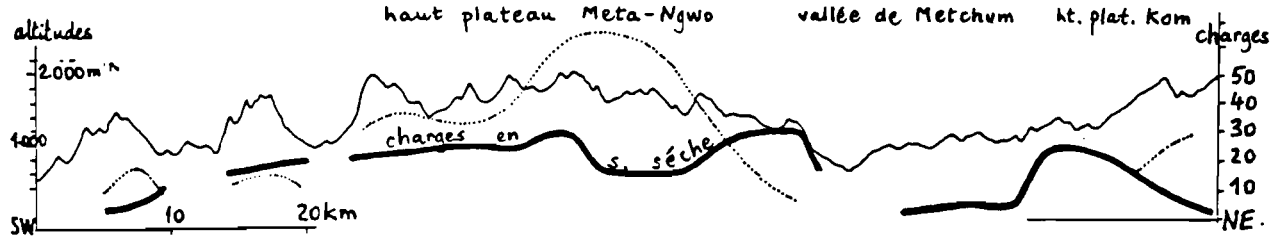


Fig. 284 : ***Profils de charge en saison sèche, de Meta à Kom***

Le profil au nord des plateaux Meta et par la vallée de la Metchum ne présente pas des charges de saison sèche aussi fortes que les coupes précédentes (fig. 284). Les plateaux Meta retiennent une vingtaine de bovins/km2, par suite de la présence de troupeaux villageois. Une partie des transhumants se reporte vers les hauts de versants de la vallée de la Metchum. Mais ces pentes, trop étroites, ne peuvent accueillir tous les troupeaux qui libèrent les hauteurs de Meta. De l'autre côté de la Metchum, des savanes, séparées de lambeaux forestiers, occupent une vingtaine de kilomètres. Cependant, les transhumants n'exploitent pas tout ce secteur accidenté ; ils se concentrent au pied des hauts plateaux. L'insalubrité des savanes à basse altitude empêche encore les troupeaux de s'aventurer plus loin. Les associations de pâturages ne sont que partielles.

La coupe des environs de Bamenda à ceux de Foumban, à travers la plaine de Ndop, illustre l'entassement du cheptel dans les zones alluviales du Noun et de ses affluents (fig. 285). Entre les bas-fonds, des interfluves, pourtant à peine marqués dans le relief, suffisent pour infléchir nettement le profil des charges. De chaque côté de la plaine, les pâturages d'hivernage

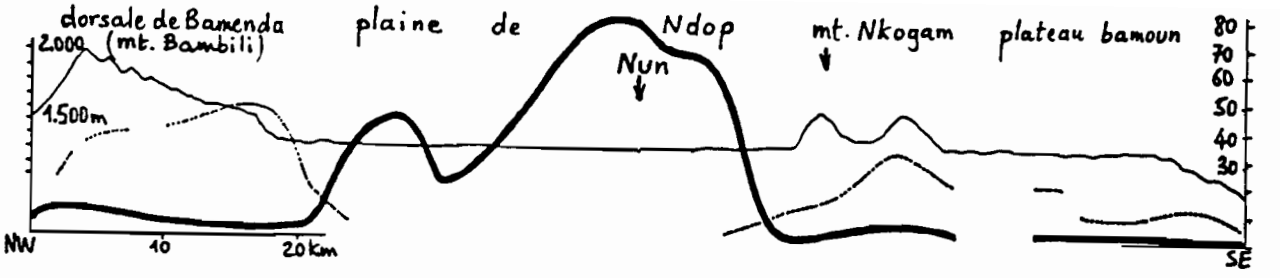


Fig. 285 : ***Profil de charges en saison sèche, de Bamenda au Bamoun***

se vident presque complètement de bétail. Des secteurs contigus fonctionnent en complémentarité saisonnière pratiquement totale. Les croisements des profils de charge montrent deux "couples" de pâturages : dorsale de Bamenda/plaine de Ndop et mont Nkogam/plaine de Ndop. Mais les charges au centre de la plaine excèdent leurs homologues en saison des pluies. Les concentrations de bétail dans la plaine ne sont pas seulement alimentées par des transferts "latéraux" proches. Elles fonctionnent également en association avec des pâturages d'hivernage éloignés : situation inverse de la coupe précédente.

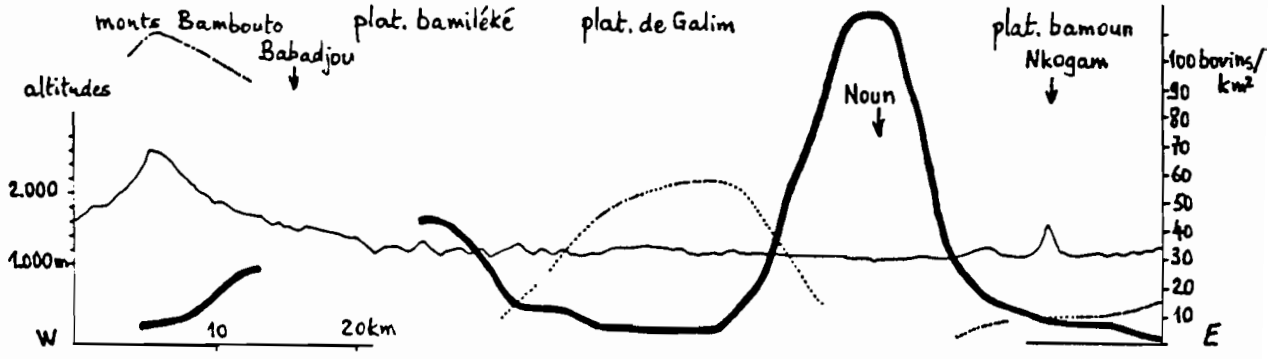


Fig. 286 : ***Profil de charges en saison sèche, des monts Bambouto au Bamoun***

Des monts Bambouto au Bamoun, les charges s'inversent encore complètement (fig. 286). Les discontinuités pastorales deviennent très marquées : à quelque distance de records de charges, des savanes ne portent presque pas de bétail. Les départs concernent presque tout le cheptel des Djafoun sur les monts Bambouto et des Akou de Galim. Même le Bamoun, déjà faiblement chargé en hivernage, laisse partir du bétail. Tout ce cheptel se déverse de part et d'autre du Noun, dans la bourgoutière large de 1 à 2 km. Cet étroit bas-fond de prairies de décrue porte alors des charges comparables aux maximums enregistrés en hivernage sur les hauts plateaux.

De la saison des pluies à la saison sèche, les profils de charge s'inversent. Aux fortes charges des hauts plateaux succèdent de nouvelles "pointes", calées sur des vallées, des plaines ou, simplement, des bas d'abrupts. L'inversion se produit au niveau des grands décrochements de relief. Elle

se traduit, sur presque toutes les coupes, par des croisements à larges angles des profils de charge. Aux changements de saison, le bétail circule d'un noyau de fortes charges à l'autre. Chaque pâturage saisonnier représente donc une composante d'ensemble pastoral. Les systèmes pastoraux fonctionnent au sein de cette enveloppe spatiale et non dans le cadre des seuls pâturages d'hivernage.

Mobilité et stabilité en transhumance

Les cartes de localisation du cheptel et des charges en saison sèche présentent l'inconvénient de figer une situation pastorale à une période qui ne s'y prête guère. Malgré la réglementation en vigueur au Bamenda, beaucoup de troupeaux redeviennent mobiles à ce moment de l'année. Les cartes sont dressées d'après la destination de transhumance indiquée pour chaque troupeau mais elle peut s'inscrire dans un périple, de pâturages en pâturages. Autrefois, la situation pastorale était extrêmement mouvante en saison sèche. Elle le reste partiellement, même sur les meilleurs pâturages (37).

37 Des déplacements en cours de saison sèche, dans la plaine de Ndop, sont présentés dans l'étude déjà citée (BOUTRAIS (J.), 1970, p. 150, fig. 37 et 38)

Divergences de comportements

Une fois les savanes desséchées, le cheptel devient plus instable au Bamoun qu'au Bamenda. Conséquence de deux politiques pastorales opposées : laissez-faire d'un côté et dirigisme de l'autre ? Au Bamenda, l'attribution officielle des secteurs de transhumance interdit, en principe, d'en changer en cours de saison. Cependant, les directives ne sont pas fidèlement respectées.

Beaucoup de Mbororo séjournent au moins en deux endroits. Le premier correspond au vrai campement de saison sèche : ***seedirde.*** De là, ils se déplacent vers un site un peu plus élevé, lors de la période ***seeto :*** le début des pluies. ***Mi seetini haa dubbe hooseere :*** *« j'ai passé le début des pluies au pied de la montagne. »* Les transhumants résument ainsi leurs itinéraires au cours de la saison sèche. De fait, les derniers campements de saison sèche se trouvent fréquemment au pied des hauts plateaux.

Le changement de site devient impératif en fin de saison sèche pour les transhumants dans la plaine de Ndop, même ceux du Bamenda. Avec les fortes chaleurs, les animaux sont assaillis de petites mouches, ***Bokkaaje***, qui les tourmentent et les empêchent de paître dans la journée. Une averse au pied des hauts plateaux précipite l'abandon de la plaine inondable. C'est ce qui se passe pour un exemple étudié en 1974, le mouvement de retour s'étant amorcé dès le 15 janvier.

Placés dans le même milieu et disposant des mêmes ressources fourragères, les Djafoun et les Akou adoptent des comportements différents. Les

uns ont tendance à se stabiliser sur la plaine de Ndop, tandis que les autres n'y restent pas longtemps. Autrefois, les Rahadji ne rentraient leurs troupeaux qu'une ou deux semaines dans la plaine inondable. Ensuite, ils finissaient la saison sèche en parcourant le plateau bamoun, alors peu pâturé. L'afflux des Akou, à la fin des années soixante, a contraint les premiers à séjourner plus longtemps en plaine : comme les savanes du plateau sont râpées, mieux vaut rester sur les restes de ***burgu*** le long du Noun. L'extension des cultures au nord de Foumbot dissuade également de sortir des prairies inondables. En 1974, de jeunes Rahadji quittent tout de même la bourgoutière, début mars, et partent à la recherche de repousses vers Njindoum, entre les champs. Mais des Madjanko'en patientent dans la bourgoutière, dans l'attente des pluies.

A la stabilisation saisonnière des Djafoun dans la plaine de Ndop s'oppose l'agitation des Akou. Dès la décrue, ils se précipitent vers le ***burgu***. Après un mois ou deux, ce fourrage diminue ; les Akou se retirent alors aussi vite qu'ils étaient venus. Ils se replient vers le plateau bamoun, parcourant des jachères de maïs, envahies d'adventices. D'autres entreprennent, en pleine saison sèche, un déplacement de plus de 50 km, à vol d'oiseau, vers la plaine de Magba. Plus tard, ils reviennent lentement vers le plateau bamoun. Les Akou font preuve de turbulence spatiale durant presque toute la saison sèche.

Transhumances familiale et individuelle

La mobilité du cheptel, à cette époque, dépend également des personnes qui accompagnent les animaux. Une famille qui se déplace toute entière avec le cheptel prend ses quartiers de saison sèche dans un lieu habituel puis elle n'en bouge plus. Parvenue à cet endroit, elle débâte les animaux et s'installe ; c'est ***jippugo*** : descendre de sa monture et, par extension, prendre ses quartiers. Des ***seedirle*** familiaux rassemblent des dizaines de huttes dans la plaine de Ndop, constituant de véritables "villages" de transhumance. Durant des mois, les troupeaux vont et viennent entre les aires de stationnement et les pâturages.

Une telle forme de transhumance stable implique que les pâturages soient relativement étendus autour du campement et qu'ils offrent des ressources fourragères suffisantes pour tenir en état les animaux. Déjà, la première condition est rarement remplie autour des plateaux de l'Ouest-Cameroun. Par exemple, les Djafoun des monts Bambouto qui se rendent vers les vallées des Mifi, au Bamiléké, ne disposent plus que de lambeaux de savanes, encerclés de cultures. Ces reliquats de pâturages ne sont plus assez étendus pour établir un grand campement familial, durant toute la saison sèche. Dès lors, les Djafoun délèguent les troupeaux à des jeunes qui les déplacent d'un lieu à l'autre, quitte à les garder de nuit comme de jour. « *Ce que des hommes seuls peuvent faire, une famille ne peut pas.* » Un troupeau

accompagné par toute une famille en transhumance voit sa liberté de mouvement entravée. Conduit seulement par des jeunes, il devient mobile et capable d'évoluer dans un milieu pastoral plus difficile.

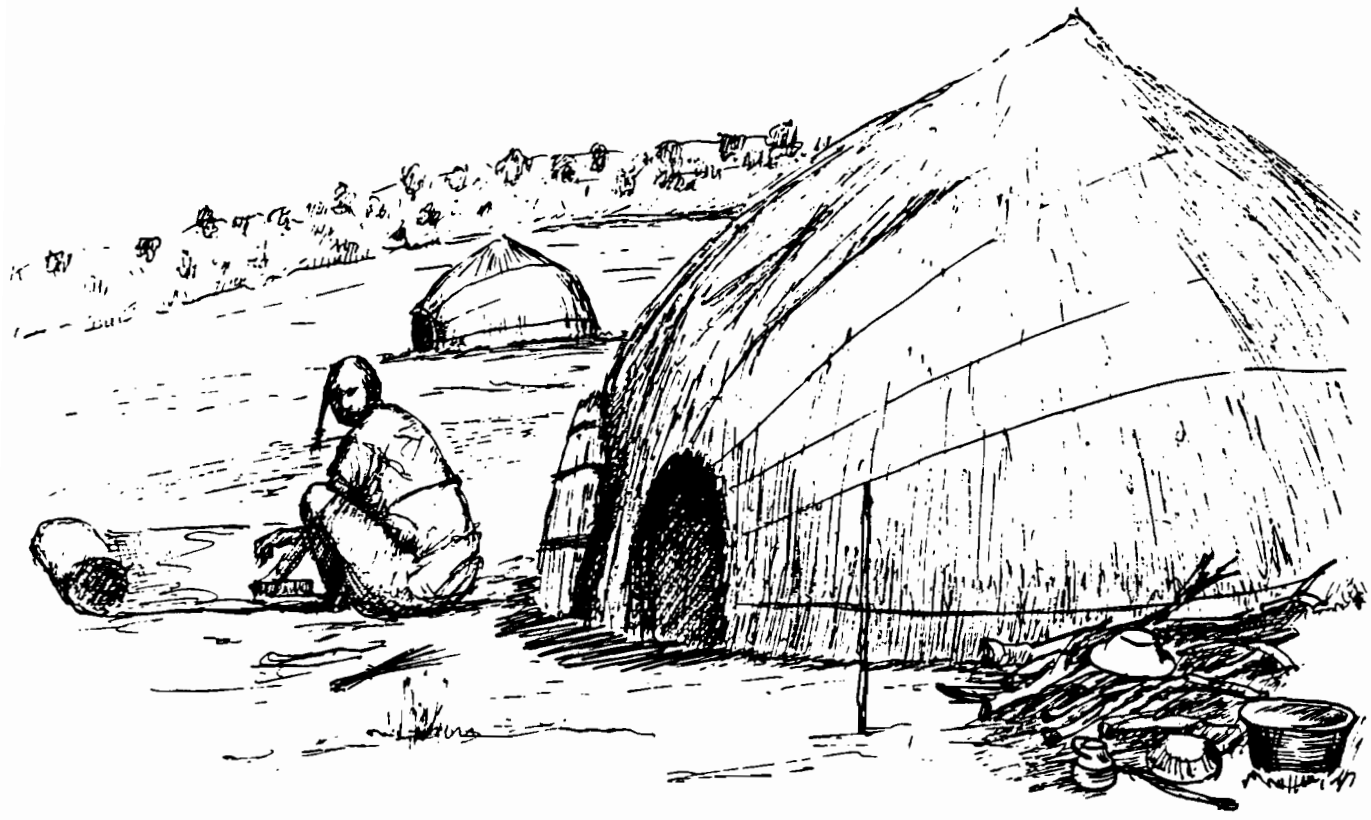


Fig. 287 : ***Campement saisonnier de familles mbororo en transhumance***

La transhumance des Akou de Wum vers les hauteurs voisines s'organise selon le même principe. Les étendues de savanes ne manquent pas mais les repousses sont peu abondantes sur des sols granitiques maigres. Les troupeaux ne restent pas longtemps au même endroit. Durant deux mois, ils se déplacent sans cesse, « à *la recherche de l'herbe,* » disent les jeunes. Dès lors, les femmes ne suivent pas. Elles restent au ***ruumirde*** avec les anciens. De plus, le ravitaillement d'une famille entière en transhumance deviendrait préoccupant, en l'absence de cultivateurs aux environs.

Au nord des plateaux Meta, deux jeunes frères descendent d'abord transhumer jusqu'à Okoromanjang « *où il y a beaucoup d'herbe.* » Après deux mois, ils gagnent Gamenang, leur ancien secteur de transhumance, où ils terminent la saison sèche avant de remonter sur les plateaux. En prévision de ces changements de campements, ils ont laissé les épouses auprès du père. Ils ne se déplacent plus qu'en compagnie de leur *boy* : l'aide-gardien.

A une transhumance relativement stable des familles s'oppose la mobilité des bergers et des jeunes. De façon curieuse, la "vraie" transhumance de ceux qui conduisent, seuls, les troupeaux, se caractérise par une plus grande mobilité et disponibilité à l'espace que le "nomadisme" de tout un groupe familial. A la limite, les critères habituels de définition des déplacements correspondent mal aux comportements réels. Le déplacement saisonnier de tous les membres d'une famille peut être interprété comme une forme de nomadisme alors qu'en fait, il contribue à figer le cheptel en saison sèche.

Evolution saisonnière de la mobilité

La mobilité des transhumants s'accentue au fur et à mesure que la saison sèche avance. En décembre-janvier, les repousses après feux se répartissent assez uniformément, même si les bas-fonds sont mieux pourvus que les ***yoolde***. A partir de février, les ressources fourragères deviennent disparates, dépendant d'averses orageuses locales. Les éleveurs s'adaptent à ce changement par une conduite plus individuelle du bétail. Chaque Mbororo tente de repérer des secteurs arrosés par les pluies. A cette période difficile, les grandes familles laissent partir les animaux robustes, sous la conduite de jeunes. Chaque aire d'averse suscite, les jours suivants, le rassemblement de troupeaux qui ont vite fait de raser les jeunes pousses.

Si la saison sèche se prolonge, les Mbororo se décident à éloigner encore davantage le gros du troupeau. Les Akou, en particulier, ne craignent pas de pénétrer en secteur glossinaire, pourvu qu'ils rassasient leurs animaux. Des transhumants font alors des incursions dans des savanes rarement parcourues. Ces initiatives sont facilitées par la raréfaction des glossines, au fur et à mesure que la sécheresse s'accentue.

> Par exemple, les Akou descendent progressivement, depuis les premières années soixante-dix, la rivière Nkoup, le long de la piste de Foumbot à Bangangté, jusqu'à la basse vallée du Noun. La vallée étant infestée de glossines et les animaux affaiblis, certains sont atteints de ***Badawnde***, la trypanosomose. Quelques-uns périssent sur place, d'autres rentrent malades et se rétablissent lentement sur le plateau bamoun.

En saison sèche anormalement longue, la mobilité acquiert un caractère pionnier. Les secteurs habituels de transhumance ne suffisent plus. La recherche de fourrage incite les transhumants à pénétrer dans des savanes pastoralement vierges. Ces incursions sont presque toujours le fait des Akou. Elles se multiplient, au début des années soixante-dix, par suite de saisons sèches plus longues que lors de la décennie précédente. La dynamique spatiale de l'aire d'élevage vers des altitudes de plus en plus basses se produit en saison sèche et, en particulier, à l'occasion des saisons sèches les plus sévères.

Stabilité par alternance de pâturages

En opposition aux avancées par à-coups dans de nouvelles savanes, des transhumants manifestent une stabilité remarquable en saison sèche. Comportement étonnant sur des pâturages qui n'offrent pas de grandes ressources fourragères, même en savanes guinéennes. Des transhumants réussissent à passer toute la saison sèche au même lieu, en pratiquant une véritable "rotation" de pâturages. Les meilleurs exemples proviennent encore de la plaine de Ndop.

Beaucoup de campements de saison sèche dans cette plaine adoptent un site similaire, juste à la retombée d'un interfluve sur le plancher alluvial. A partir de ce point de contact, les transhumants exploitent les deux types de pâturages : celui de ***yoolde*** en haut et celui de ***fadamaare*** qui s'étend en contrebas. A leur arrivée, les troupeaux traversent les savanes désséchées d'interfluve, sans s'arrêter. Ils sont pressés d'entrer dans les herbes encore vertes que libère la décrue, ***geene peewDum*** : l'herbe humide et fraîche. Les animaux ***boDeeji*** ne craignent pas de s'y engager, en ayant de l'eau jusqu'à mi-corps.

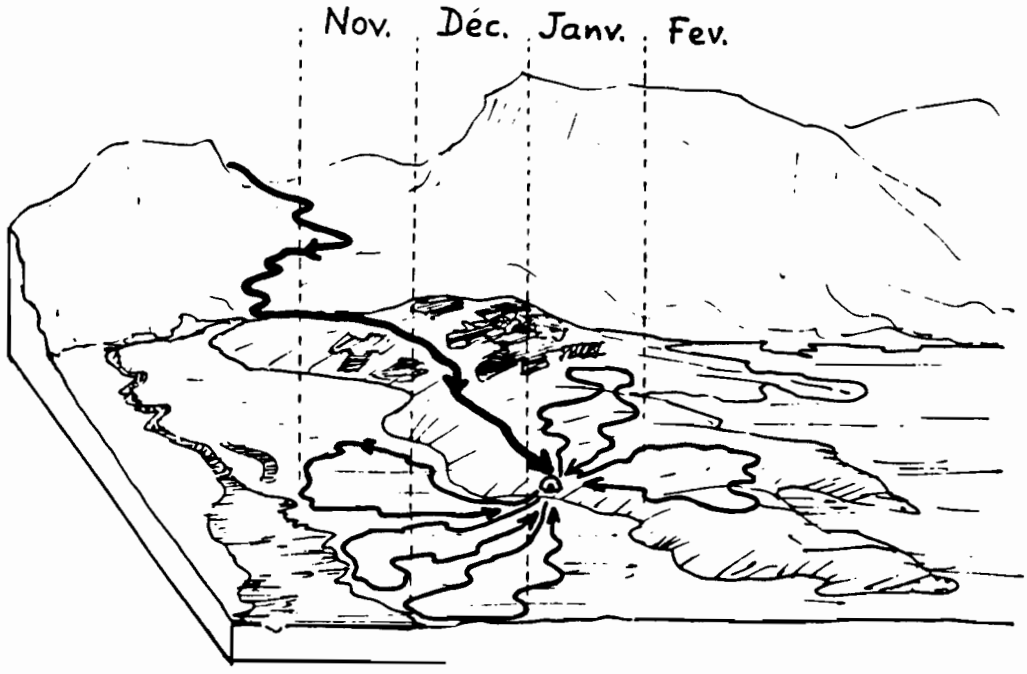


Fig. 288 : ***Alternance "longue" des parcours dans la plaine de Ndop, en début de saison sèche***

En décembre-janvier, les prairies de décrue sont déjà rabattues par les animaux. Aux feux sur interfluves ont succédé des repousses vertes et tendres. C'est ***nawre*** ou ***dawarde*** : un pâturage frais, en pleine saison sèche brûlante. Les troupeaux désertent alors les parties basses durant quelques semaines (fig. 288). Une fois les repousses de saison sèche arasées à leur

tour, les troupeaux sont renvoyés vers ***fadamaare*** où les éleveurs n'allument pas de feux. Le sol est tapissé d'herbes sèches que les animaux grapillent, surtout s'il s'agit de débris de ***burgu***. A partir de la mi-février, la situation commence à devenir difficile. S'il ne se met pas à pleuvoir, les animaux ne mangent plus à leur faim.

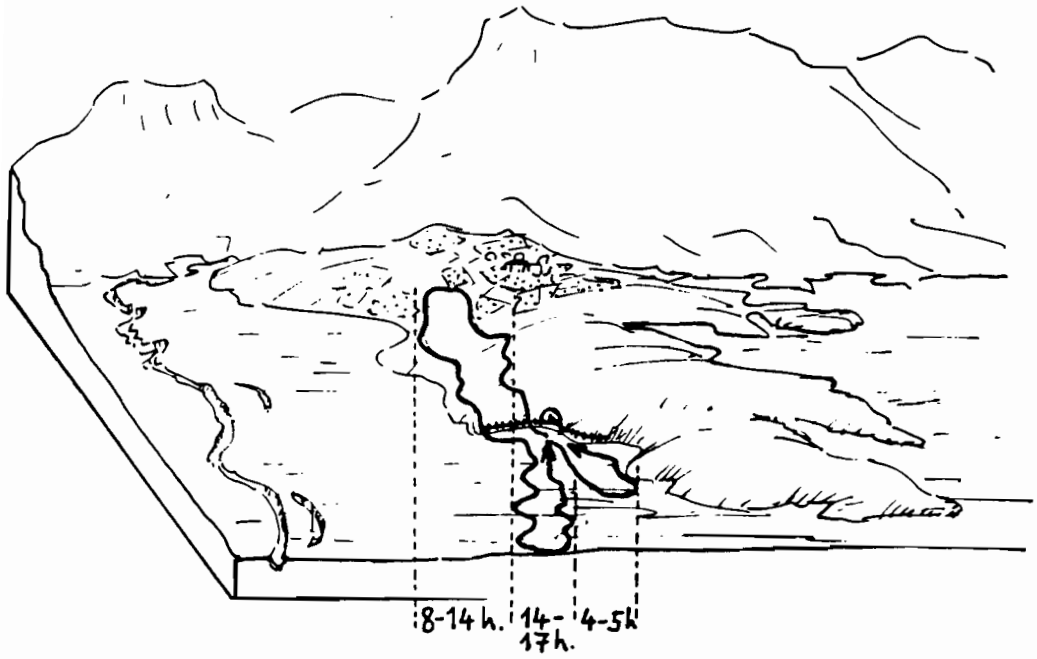


Fig. 289 : *"Rotation" quotidienne des parcours dans la plaine de Ndop, en fin de saison sèche*

Néanmoins, des transhumants dans la plaine de Ndop maintiennent encore leur troupeau sur place, en pratiquant une alternance quotidienne, cette fois, des parcours (fig. 289). Le matin, après la traite, le troupeau monte sur les ***yoolde***, sous bonne garde, afin d'éviter les dégâts aux pieds de manioc. A 14 heures, ***juura***, le gardien regagne le campement et pousse le troupeau vers la plaine inondable. De ce côté, l'absence de champs ou de jachère parsemée de manioc permet de laisser les animaux sans garde. Ils y retournent également de nuit, ***wamba***, broutant à la fraîcheur des restes de paille sèche. Parfois, une barrière édifiée de part et d'autre du campement aide à contenir le troupeau du côté ***fadamaare***. Ceci, jusqu'à ce que la partie inondable redevienne marécageuse et que le pullulement des insectes piqueurs empêche de séjourner plus longtemps à proximité.

La stabilité des transhumants dans la plaine de Ndop tient à la qualité fourragère des prairies de décrue mais, également, à la possibilité de les compléter par des repousses sur pâturages secs. Les transhumants jouent sur un contact de milieux et une complémentarité de ressources fourragères assurée durant presque toute la saison sèche. Ils le peuvent, grâce à la configuration particulière de la plaine de Ndop, où interfluves allongés "en doigts de gant" s'interpénètrent avec zones inondables. Il est possible d'amener le bétail sur les deux types de pâturages, sans quitter le campement.

Aux Grassfields, les transhumants tirent peu profit d'une autre complémentarité éventuelle entre tapis herbacé et pâturage aérien. En plaine de Ndop, les zones inondables ne portent pas d'arbustes. Même ailleurs, les animaux broutent rarement les feuillages. Quant aux éleveurs sahéliens, et même ceux de la zone soudanienne, ils accordent beaucoup d'intérêt, en saison sèche, aux arbres fourragers. En savanes humides, les herbes suffisent presque toujours, si bien que les éleveurs négligent ce complément fourrager.

En surimposition aux variations de comportement pastoral, du nomadisme à la sédentarité, les éleveurs se partagent donc entre transhumants stables et mobiles. La distinction recoupe souvent celle qui oppose déplacements réguliers vers le même site de saison sèche et mouvements aléatoires à la recherche d'herbe. Les premiers entraînent un changement de cadre pastoral certes, mais des liens se reconstituent, des habitudes sont reprises chaque année. La transhumance rythme la vie pastorale avec régularité. Dans l'autre cas, elle réintroduit, au contraire, de l'imprévu, de l'innovation et, finalement, un peu de "nomadisme".

La transhumance "stable" ne se confond pas avec l'immobilisation du cheptel qui survient parfois, en régions arides, à la fin d'une longue saison sèche. Les animaux sont épuisés par des privations, à tel point que les éleveurs hésitent à les mettre en mouvement. La stabilité en fin de saison sèche devient alors une mesure de prudence, afin de ménager des animaux. Aux Grassfields, elle exprime une attache pour des pâturages devenus habituels. Les autres éleveurs savent que tel endroit est occupé régulièrement par la même famille. S'ils respectent le code de conduite peul, ils ne s'y installent pas indûment.

Quant aux transhumants les plus mobiles, c'est la recherche de l'herbe qui les guide. Même en saison sèche, ils s'efforcent d'amener les animaux sur des pâturages verdoyants. Pour rendre compte d'une exigence aussi grande, ils lancent : ***na'i yakka geene yornde naa*** *?*: « *est-ce que les vaches peuvent croquer de l'herbe sèche* ? » Un comportement d'éleveurs comblés par la nature, diraient ceux du Sahel...

La vie en transhumance

Installés depuis des années et des années aux mêmes campements d'hivernage, les Mbororo des Grassfields ont tendance à oublier la vie fruste, au contact de la nature, des nomades. Seule, la transhumance provoque un retour et une immersion brutale des jeunes dans le "nomadisme" : abris à peine ébauchés sous des arbres, solitude et privations mais inversement, familiarité retrouvée avec le bétail et "libération" du contrôle des anciens.

Avec la réduction générale des fourrages, le bétail devient le centre des préoccupations. Chaque Mbororo s'efforce de lui procurer ***geene ndime*** : de la bonne herbe. Celui qui aime ses animaux ne lésine plus sur la fatigue, la faim, le manque de confort, pourvu qu'ils ne souffrent pas de la saison sèche. C'est à ce moment-là qu'il faut se dévouer pour le bétail.

Diga jonta haa seeto, woodi mbidu : « *depuis maintenant (en décembre) jusqu'en début des pluies, il y a de la souffrance.* » Les bergers sont éprouvés par une garde du bétail qui devient difficile : ***dabbunde, Buri bone*** : « *c'est en saison sèche qu'on a le plus de mal.* » Quant à la nourriture, elle est parfois difficile à se procurer, loin des villages : ***dabbunde, a torra waane*** : « *en saison sèche, tu souffres tellement.* » ***Mbidu, bone, torra***, le vocabulaire peul est riche pour désigner les épreuves de la saison sèche. Pour les affronter, il s'agit d'être costaud : ***geeto***.

Est-ce appréhension, devant ces épreuves, de gens qui ne sont plus habitués à les vivre ou "amollissement", une tendance dénoncée autrefois par les rapports d'administrateurs anglais ? Toujours est-il que des Mbororo des Grassfields répugnent à payer de leur personne en saison sèche. Ils se cantonnent au campement d'hivernage et n'en bougent plus. Cette décision ne manifeste pas seulement l'ancrage d'anciens nomades mais également le refus d'endurer les « *souffrances* » de la transhumance. Le troupeau est confié à d'autres personnes. Le propriétaire convoie le bétail jusqu'au site habituel de saison sèche. Il installe des fils et des bergers puis rentre. Après deux ou trois semaines, il revient en visite durant quelques jours. Il ne cesse d'effectuer ainsi le va-et-vient, à cheval ou en moto, sans affronter les fatigues et les privations de la saison sèche, en compagnie des animaux. La fixation au campement d'hivernage, autrefois privilège des anciens, ménage maintenant un confort personnel. Autrefois pis-aller, elle devient une solution de facilité pour les hommes, mais aux dépens du bétail.

Avec cette "démission", la population pastorale dans les secteurs de transhumance diffère de celle des plateaux d'hivernage. C'est d'abord une population beaucoup plus jeune. Elle comprend une majorité d'adolescents et de jeunes ménages mbororo, de célibataires villageois employés comme aide-bergers. L'ambiance quotidienne des campements diffère de celle d'hivernage. Déserts en milieu de journée, ils s'animent en soirée d'éclats de voix et de rires bruyants. Au campement familial, le patriarche impose aux jeunes retenue et discrétion. A celui de saison sèche, chacun s'exprime librement. Les thèmes de conversation ne sont plus les mêmes : autres centres d'intérêt, autres plaisanteries. Les transistors et les magnétophones égaient les soirées. Les jeunes Djafoun, hommes et femmes, ne descendent plus en transhumance sans ces appareils qu'ils arborent avec fierté (fig. 263).

La garde du bétail

Les tâches de gardiennage deviennent souvent accaparantes. Si des ravins accidentent le secteur, les animaux risquent de s'aventurer à la recherche d'herbes préservées par la difficulté d'accès. Les gardiens doivent se tenir sur leur garde. Des chutes d'animaux surviennent fréquemment : ***dabbunde, nde veeti fuu, gaynaako dilla e Boggol haa mo andi na'i yana nder gaska*** : « *en saison sèche, chaque matin le berger se rend avec une corde où il sait que les vaches tombent dans le ravin.* » Les transhumants redoutent certains secteurs pour leur relief tourmenté, en particulier la vallée de la Bui et de ses affluents : ***pellel ngel woodi ngaruuji waane*** : « *cet endroit a tellement de ravins.* » En plaine de Ndop, les transhumants ne craignent pas que les animaux culbutent au fond de ravins mais qu'ils s'embourbent dans des fondrières.

Un 5 février, alors que les pâturages commencent à se réduire dans la plaine, un Dakanko cherche toute la matinée une vache qui manque, sans la retrouver. Voici que le fils arrive : il l'a découverte, empêtrée et morte d'épuisement dans une vasière près de Bambalang. Alerte trop tardive et fatalité de la transhumance...

Comme en saison des pluies, le gardiennage en saison sèche vise surtout à écarter les animaux des champs : caféières, parcelles de manioc mais surtout rizières. Introduite en 1967, la riziculture se développe dans toutes les plaines : Ndop, Mbaw, vallée de Metchum. A Ndop, des rizières sont regroupées et encadrées en blocs de culture. Mais d'autres sont dites "sauvages" parce que spontanées et éparpillées en plaine. Les travaux agricoles, non contrôlés par l'organisme d'encadrement, sont souvent accomplis en retard. La récolte, au lieu de se produire en décembre, est alors repoussée en janvier. Ces rizières isolées, prêtes à être récoltées, suscitent la plus grande appréhension de la part des transhumants.

Ceux qui s'arrêtent au nord de la plaine de Ndop, non loin des rizières, s'entr'aident pour en écarter les animaux. ***Be hulay maaroori, Be fotaay Be acca na'i e gaynaako*** : « *ils ont peur du riz, ils ne peuvent laisser les vaches à la charge du berger.* » Quant aux rizières de la plaine Mbaw, aucun organisme agricole ne les encadre. Aussi se dispersent-elles un peu partout. Les troupeaux les plus proches doivent être gardés continuellement de jour et enfermés de nuit.

Seules, les parties inondables de la plaine de Ndop réservent quelque quiétude aux bergers. Là, pas de rizières ni de jachères de maïs parsemées de pieds symboliques de manioc, pas de tiques ni de glossines. Dans ***fadamaare***, les jeunes ne se soucient pas trop du bétail la nuit. C'est le seul endroit où ils peuvent dormir tranquilles. Les journées se passent à confectionner des cordes, à se rendre visite en chantant, accompagné du tambour d'aisselle. Des bergers traînent dans les villages ou les campements de pêcheurs au bord du Noun plutôt que de s'occuper du troupeau. Il est vrai qu'ici, les animaux ressentent rarement la faim. Au centre de la plaine, ***na'i Don haara geene*** : « *les vaches se gavent d'herbe.* » Ces conditions exceptionnelles expliquent la réputation pastorale de la plaine, avant l'édification du barrage de Bamendjing.

Des bergers aux voleurs de bétail

Chaque retour de saison sèche marque l'engagement de bergers. Les transhumants renforcent la garde du troupeau avant de partir. Même des jeunes qui se déplacent avec le bétail recrutent des aide-bergers. L'association d'un jeune Mbororo avec un aide villageois se pratique surtout au sud du Bamenda. C'est une réponse au danger constant des cultures entre Bamenda, Bali et Bafut. Au nord, il est plus facile de recruter des Foulbé originaires de l'Adamaoua ou du Nigeria. ***GoDDo gooto fotaay dura na'i*** : « *un homme seul ne peut garder les vaches (en saison sèche).* »

Un Ouranko, à la tête d'une centaine de bovins près de Bamenda, n'a pas encore quitté le pâturage d'hivernage, au début de janvier. En saison des pluies, les fils suffisent pour s'en occuper. Mais il tient à leur joindre un berger pour la saison sèche. Cette année, il n'a pas encore réussi à en embaucher, si bien que le départ du troupeau est retardé.



Fig. 290 : ***Abris provisoires, en saison sèche, de deux familles de bergers***

Habituellement, deux gardiens encadrent chaque troupeau en transhumance. Le second n'est qu'un ***boy na'i*** : aide-berger. Des Mbororo qui possèdent de 150 à 200 bovins emploient de 2 à 3 bergers en saison des pluies mais passent à 5 et 6 en transhumance. Deux jeunes assurent à tour de rôle ***(worla)*** la garde d'un troupeau. Quand l'un surveille les animaux, l'autre se préoccupe du ravitaillement auprès des cultivateurs les plus proches. Au sud du Bamenda, les transhumants n'étant jamais très éloignés de villageois, la nourriture ne fait pas défaut. En janvier commence la récolte du second maïs annuel. Aux environs de Bali, les bergers se nourrissent surtout d'épis frais. Au nord du Bamenda, les cultivateurs sont moins nombreux et les cultures moins étendues : les bergers ne disposent souvent que de lait.

Lorsque le troupeau n'excède pas 40 à 50 têtes, le ***boy na'i*** est remercié en retour de transhumance. Pour 5 mois de gardiennage, soit la période dite ***gaynaaka***, il reçoit en paiement un bouvillon et 3 à 4 000 F, en 1974. De jeunes villageois s'engagent ainsi fréquemment chez les Mbororo. Les bergers saisonniers les plus nombreux sont des Pinyin et des Meta au sud, des Misaje et Fungom au nord. C'est une occasion de constituer un petit pécule. Cependant, les membres d'autres ethnies refusent carrément de se mettre au service des Mbororo.

Le renvoi du berger en saison des pluies ne tient pas à la seule volonté de l'employeur. Des jeunes villageois ne tiennent pas à rester plus longtemps auprès du bétail. Avec le retour des pluies, vient le moment de s'occuper des caféières. Autrefois, les Nso étaient nombreux à chercher du travail auprès des Djafoun. Puis le développement de la caféiculture les a dispensés de recourir à ce type de salariat. Quant aux jeunes Misaje et Fungom, ils ne disposent pas de culture de rente. Une fois entrés au service de Mbororo, certains souhaitent y rester à longueur d'année. On rencontre ainsi, près de Jakiri et vers le mont Oku, des ***boy na'i*** originaires des villages de Koshin et de Mashi au nord. Recrutés sur place, au moment de la transhumance, ils ont raccompagné le troupeau vers les hauts plateaux. En milieu rural, le salariat pastoral offre parfois une alternative à la migration vers les grandes plantations côtières.

La plupart des transhumants vivent à la dure. Passant souvent la nuit à la belle étoile, ils ne mangent pas toujours à leur faim. Inversement, la saison sèche offre aux jeunes éleveurs une grande liberté s'ils partent seuls avec le bétail familial. Les vendeurs de ***paajam*** : le vin de palme (ici, du vin de raphia) enivrent les jeunes Mbororo dans les cabarets. Des prostituées, ***akoora***, déambulent de marché en marché pour soutirer de l'argent aux transhumants. Les jeunes se retrouvent aux marchés, s'attardent aux cabarets et profitent de leur autonomie ; ***nderkaaku tan*** : « *c'est seulement la jeunesse.* » A cette époque, marquée par un relâchement du contrôle des anciens, de jeunes Djafoun gaspillent le cheptel qui leur est confié. Les vols de bétail sont fréquents, facilités par l'isolement des transhumants et la mobilité des troupeaux.

> Dès le 15 janvier, un Djaranko est remonté en haut de Santa. Les semaines précédentes, on lui a volé 4 vaches, alors qu'il transhumait le long de la Mifi. Il soupçonne des Bamiléké, anciens bergers, de dérober les animaux de nuit. Aussi a-t-il replié son troupeau précipitamment pour échapper au voisinage des villageois qu'il incrimine.
>
> Des villages, à la périphérie de la plaine de Ndop, sont réputés recéler des voleurs de bétail. Un Djaromanko de Jakiri est descendu en transhumance près de Bamessi mais il ne garde avec lui que 10 vaches laitières. Le reste est envoyé au centre de la plaine, avec des bergers. Aux abords des villages, des voleurs de bétail rôdent autour des campements. Ils abattent les animaux à la lance, les dépècent, enterrent rapidement les quartiers de viande et reviennent les récupérer de nuit. L'année précédente, les transhumants ont perdu 10 animaux de cette façon.

Dans ces affaires, les bergers ne sont pas toujours innocents, bien au contraire.

> En voici un, démasqué : ***o wujji nagge, kombi waalde o hirsi nge*** : « *il a volé une vache, c'est près du campement qu'il l'a égorgée.* » Les Mbororo sont stupéfaits ; la témérité des voleurs de bétail n'a plus de borne. Celui-ci, en accord avec un villageois, a caché la viande dans une forêt. Puis, le soir, ils l'ont emmenée au village voisin pour la vendre.

Les transhumants redoutent surtout les voleurs de bétail à la périphérie du Bamoun. Des villages bamoun, comme Foyet, proches de la limite du Bamenda, ont la réputation d'être des repaires de voleurs. Les grands marchés, "frontaliers" et cosmopolites, favorisent toutes sortes de trafics,

dont l'écoulement d'animaux volés. Dérobés du côté du Bamenda, ils sont acheminés au Bamoun, grâce à tout un réseau de complicités. Parfois, un *arDo* participe au trafic de bétail. Un moment, les voleurs agissaient pour le compte de fils du sultan (*yerima*) de Foumban...

> Un Mbororo de Nso est descendu en transhumance près de Lip, à la bordure du Bamoun. Une nuit, toute une partie du troupeau disparaît. Mais il réussit à retrouver les traces des animaux. En les suivant, il parvient aux environs de Foyet. Là, il reconnaît ses animaux, enfermés dans la clôture du marché à bétail. Il les libère et repart avec eux... sans rien demander à personne.

Les éleveurs qui transhument à proximité du Bamoun ne dorment jamais tout à fait tranquilles (38). Les pertes des uns, les exploits de ceux qui réussissent à récupérer des animaux volés et à confondre les voleurs, alimentent des conversations interminables entre Mbororo. La saison sèche, en redistribuant les troupeaux, en les éloignant vers des secteurs isolés, offre des conditions propices aux coups de mains. En même temps, les vols de bétail sanctionnent le détachement des Djafoun vis-à-vis de leurs animaux.

38. Il en est de même des convoyeurs de troupeaux de boucherie, en provenance de l'Adamaoua. Dès qu'ils abordent le Bamoun, ils doivent se tenir sur leurs gardes, de jour comme de nuit.

En effet, la distinction n'est pas toujours nette entre bergers et voleurs de bétail. Les jeunes Mbororo qui s'engagent comme bergers ont souvent dilapidé leurs propres animaux et il y a de fortes chances qu'ils ne soient guère honnêtes. L'emploi comme berger n'est qu'un épisode dans une vie d'aventures. Une fois le salaire d'une saison de garde dissipé, il est tentant de le reconstituer aux dépens d'autrui. Quant aux villageois, ils se familiarisent avec les bovins, au contact des Mbororo.

Tous les Mbororo tombent d'accord sur ce point : les bergers sont des voleurs de bétail en puissance. ***WaynaaBe nyaama jawdi*** : « *les bergers "bouffent" le bétail.* » Mais certains employeurs les traitent si mal, ils connaissent une existence si misérable que le vol de bétail devient une issue presqu'inévitable.

> Un Madjanko est au service du même éleveur depuis deux ans. Auparavant, il a travaillé durant sept ans comme berger au Bamoun. Fin janvier, le voici en transhumance au centre de la plaine de Ndop, avec l'aide d'un jeune villageois. Le propriétaire arrive justement au campement pour visiter le troupeau. Mais le berger se plaint : voilà trois semaines que l'employeur ne lui a pas remis d'argent pour acheter de la nourriture. Sans ressources, ils ne mangent qu'en empruntant aux Mbororo qui transhument à côté d'eux. Si l'éleveur n'avance encore rien cette fois-ci, le berger est décidé à quitter le troupeau. Il confie son amertume, comme pour se donner du courage avant d'affronter le "patron".

Sans bétail, le berger est un moins que rien. Dépendant complètement de la générosité de l'employeur, il est le paria de la société pastorale. La dévalorisation du métier de berger, chez les Mbororo, renvoie aux facilités de recrutement, à l'époque pré-coloniale, d'esclaves (*maccuBe*) pour assurer ces tâches. Il en subsiste une condition proche de la servitude.

Les Djafoun des Grassfields ont toujours entretenu des rapports difficiles avec leurs bergers. Pourtant, riches propriétaires de bétail, ils manquent

régulièrement de main-d'oeuvre. Les Grassfields ont représenté une aire d'embauche pour des jeunes sans bétail, originaires du Nord et se disant Foulbé.

A l'époque coloniale, ces bergers étaient organisés en une sorte de "syndicat" qui gérait les offres d'emploi, statuant même à propos de différends entre bergers et employeurs. Originaires des contrées de Maroua, Gombe et Banyo, ils empêchaient de jeunes villageois d'entrer au service des Mbororo. Les mesures de rétorsion contre des bergers récalcitrants dégénérèrent, des bergers sans travail s'alliant à de jeunes Mbororo ruinés pour former des bandes de voleurs et de brigands. La répression fut brutale, aux débuts des années soixante, surtout aux environs de Fundong. Des bergers furent tués, suspects du seul fait qu'ils étaient des Foulbé. La plupart des bergers originaires du Nord désertèrent le Bamenda.

Confrontés à un problème aigu de gardiennage, les Mbororo des Grassfields ont fait appel à de jeunes villageois. Bien que réticents pour ce travail, certains, dépourvus de famille ou dans la misère, ont accepté d'entrer à leur service. Les riches Mbororo se sont entourés d'une main-d'oeuvre pastorale de jeunes sans qualification. Employés à des travaux divers, ils grandissent dans la famille de leur "patron", selon des rapports de clientèle. Le recours à une main-d'oeuvre locale pour le gardiennage du bétail n'a pas contribué à revaloriser le statut de berger.

Nouveaux risques pastoraux

En saison des pluies, la garde se réduit à une surveillance lâche du bétail sur les hauts plateaux. Il suffit de le tenir à l'écart des champs. Au milieu des pâturages d'altitude, il court peu d'autres risques. Tout change avec la descente en transhumance. Les dangers deviennent nombreux : égarement d'animaux, voleurs à l'affût, dégâts dans les rizières. A cette liste s'ajoute le risque de plus en plus redouté d'empoisonnements végétaux, lorsque les animaux pénètrent dans les jachères forestières garnies de *Spondianthus preussii*, une plante très toxique. Des accidents graves ont commencé à se produire lorsque les transhumants ont gagné les plaines les plus basses, celle de la Donga et les vallées affluentes de la Metchum. Ils ne se doutaient pas du danger que représentent les jachères à faibles altitudes. Maintenant, ils prennent garde que les troupeaux s'en approchent. ***Sey gaynaako hakkila booDDum*** : « *il faut que le berger fasse bien attention.* »

Pour améliorer le gardiennage, les éleveurs scindent les troupeaux qui transhument en petites unités. Ils adoptent d'eux-mêmes une mesure que l'administration anglaise avait beaucoup de mal à leur imposer, à l'époque coloniale. Pour les éleveurs, les dégâts agricoles n'étaient sans doute pas aussi catastrophiques que l'empoisonnement d'animaux ! Des bergers, effrayés de leur responsabilité devant des pertes graves en bétail, ne demandent pas leur compte et s'enfuient.

D'autres empoisonnements proviennent de produits insecticides utilisés par les planteurs de café. En saison sèche, des animaux, à la recherche d'herbes tendres, pénètrent dans les plantations caféières. Les éleveurs soupçonnent les planteurs de riposter de manière insidieuse, en aspergeant d'insecticides les herbes proches des plantations. Ces produits sont capables de tuer, au moins de jeunes animaux.

Devant tous ces dangers, la garde du bétail doit être attentive en saison sèche. De nuit, les animaux ne peuvent plus paître comme ils en avaient l'habitude, à la fraîcheur. Dès qu'ils descendent en plaine Mbaw, les transhumants édifient une clôture pour contenir le bétail, de nuit. ***To Di warti, Di nasta koowaagol, nden gaynaako siuta*** : « *au retour du pâturage, les vaches entrent dans l'enclos, alors seulement le berger se repose.* »

L'énumération des dangers qui guettent les transhumants ne doit pas faire illusion. Les pertes en bétail restent faibles, par rapport au tribut payé par les cheptels sahéliens lors de dures années sèches. Aux Grassfields, la sécheresse est courte et entrecoupée d'averses orageuses. Trop brèves et trop localisées, elles ne présentent pas d'intérêt agricole mais elles déclenchent une pousse d'herbe précieuse pour les éleveurs.

La transhumance de saison sèche met en valeur les qualités pastorales de quelques dépressions, surtout lorsqu'elles sont salubres. Les transhumants à Ndop admettent que leurs animaux prennent du poids, alors que les autres en perdent. Des troupeaux stationnent presque toujours dans la petite bourgoutière, négligeant les *yoolde* voisins. Les bergers conviennent : « *ici, les vaches n'ont pas faim, elles ne "sentent" pas la saison sèche.* »

Ailleurs, la saison sèche est vécue comme une période difficile, à la fois pour les animaux et les hommes. Perte de poids par le bétail, renforcement du gardiennage et quête de pâturages : le système pastoral fonctionne selon un modèle comparable à celui de régions soudaniennes, même si l'intermède de la saison sèche est plus bref. En savanes pluvieuses à basses altitudes, par exemple en Côte d'Ivoire et en Centrafrique, c'est l'inverse : le bétail prospère en saison sèche, période d'amélioration de la salubrité et d'ouverture de nouveaux espaces à la pâture.

Les retours

Les Mbororo des Grassfields désignent le retour de transhumance par ***yenta*** : retourner chez soi, ou par ***yeenga*** : gravir un abrupt. En effet, le retour correspond presque toujours à l'ascension de plateaux.

En accédant en altitude, le bétail échappe aux insectes piqueurs qui pullulent en bas, dès les premières pluies. Il quitte également la chaleur étouffante des plaines, ***ngulDum***, pour humer les souffles frais d'altitude, ***hendu***. Autant dire que les remontées s'effectuent dans l'allégresse de retrouver un milieu accueillant.

Retours précoces et tardifs

Comme les pluies se rétablissent habituellement en mars, il semblerait prévisible que les retours se concentrent dans ce mois. Un graphique de 36 retours d'Akou et de Djafoun, en 1974, montre qu'ils s'échelonnent, en fait, de février à début mai (fig. 291). Ils s'accordent donc peu avec la reprise des

pluies. Sur les plateaux Meta, davantage exposés aux vents de la "mousson", la pluviométrie excède déjà 50 mm en février. Pourtant, les transhumants ne reviennent que deux mois plus tard, en avril.

Une autorisation tardive de retour

Le retard des transhumants par rapport à l'amorce de la saison pluvieuse s'explique d'abord par la réglementation pastorale. Afin de laisser aux pâturages d'altitude le temps de se regarnir, le retour des troupeaux n'est admis qu'à une date tardive. La radio ne diffuse l'ordre de remonter que vers la mi-avril. Lorsque les pluies ne reprennent pas vite, le retour est même repoussé à plus tard. Ainsi, en 1970, les éleveurs n'ont reçu l'autorisation de regagner les hauts plateaux que le 4 mai, ce qui allonge la durée de la transhumance à presque 5 mois. Un retour tardif des troupeaux atténue les conflits avec les cultivateurs. Les animaux retrouvent des plateaux couverts d'herbe et ne sont pas tentés par de jeunes pousses de maïs. La transhumance officielle se prolonge en début de saison des pluies.

Un retour aussi tardif ne satisfait pas la majorité des éleveurs. D'abord, ils se plaignent de la détérioration de la santé des animaux à basse altitude. En zone marécageuse, les bovins ne peuvent plus paître de jour. Le sol devient boueux et surtout, des miriades de petites mouches assaillent les animaux, notamment les veaux nés en transhumance. Les enfants sont chargés d'entretenir des feux à l'étouffée qui, en dégageant beaucoup de fumée, ***suurna***, écartent les insectes. Mais, occupés à des jeux, les enfants n'assurent pas toujours correctement cette tâche. Les animaux adultes souffrent eux-mêmes des moucherons. Ils s'agglutinent au pâturage et se tiennent immobiles, serrés les uns contre les autres. Ils ne paissent plus. Le berger doit les disperser au bâton.

Après les premières pluies, la chaleur et l'humidité qui règnent à basse altitude exacerbent les risques de maladies du bétail, notamment la trypanosomose et le charbon symptomatique. Les glossines prolifèrent et, avec la reprise de la végétation, retrouvent des gîtes à l'abri des feuillages ; elles se dispersent de plus en plus. Quant aux spores responsables du charbon symptomatique, elles persistent dans le sol des plaines inondables. Dès que l'environnement devient chaud et humide, il se produit un réveil des spores et une prolifération des bacilles. Le charbon sévit surtout à cette époque de l'année, sur des animaux en transhumance. Or, les jeunes animaux n'ont pas toujours été vaccinés.

Des éleveurs répugnent à retarder le retour pour des raisons qui tiennent également à la situation au pâturage d'altitude. Les extensions de cultures se produisent fréquemment à ce moment-là. Profitant de l'absence des transhumants, les femmes envahissent des pâturages, retournent des billons prêts à recevoir les semis de maïs. En cas de retour tardif, les éleveurs sont mis devant le fait accompli. La conquête des pâturages s'effectue parfois de façon encore plus spectaculaire : des villageois n'hésitent pas à construire des habitations au milieu des pâturages durant l'absence des transhumants. Les éleveurs peuvent se plaindre ; l'accusé compte sur les lenteurs de la procédure des "traditional courts". Au pire, il ne paiera qu'une amende.

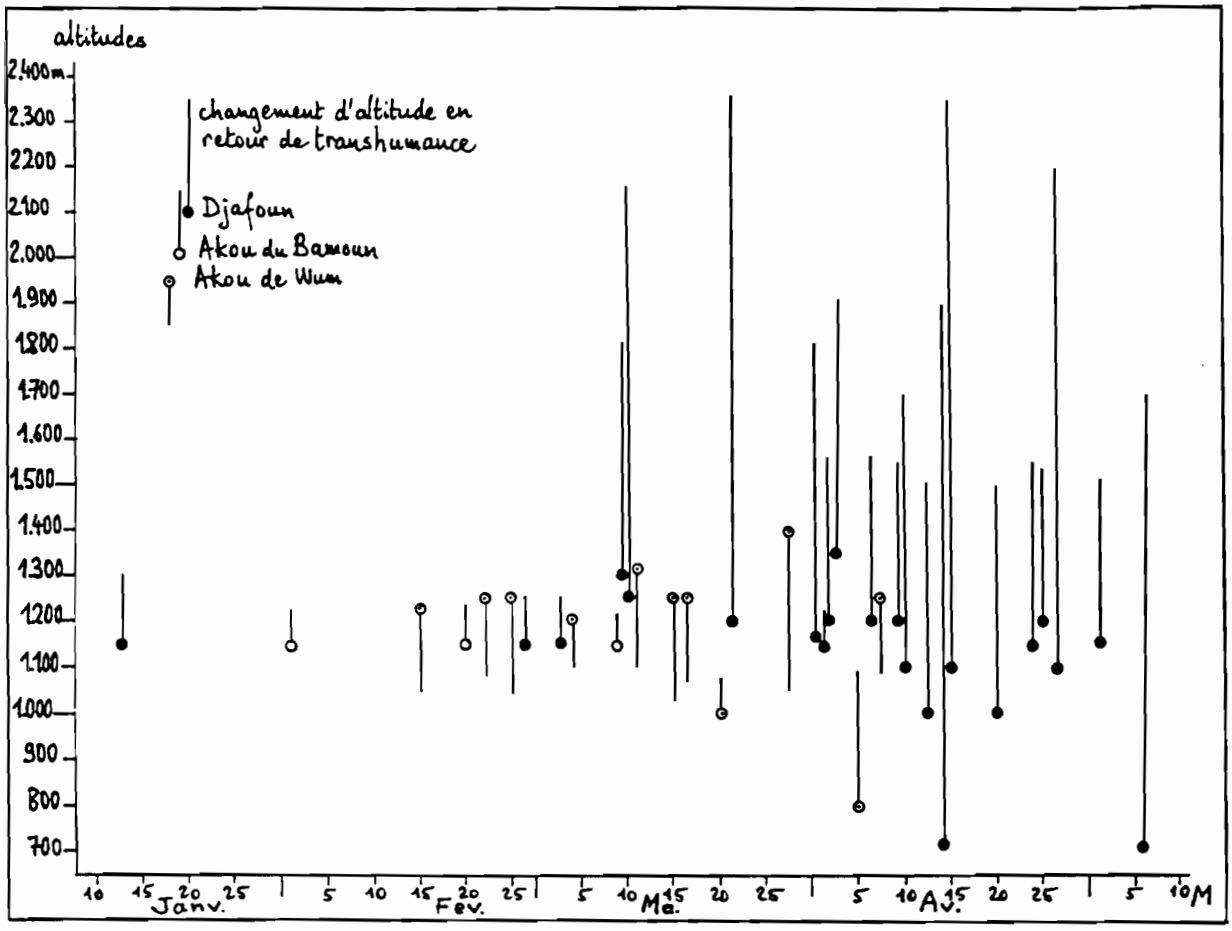


Fig. 291 : ***Retours de transhumance et changements d'altitude en 1974***

Il convient de ne pas se méfier seulement des villageois. Des éleveurs n'hésitent pas à accaparer le pâturage d'un transhumant qui tarde à rentrer. Ils supposent, de bonne ou de mauvaise foi, qu'il a migré. Les archives du "Farmer-Grazier Service" à Bamenda contiennent des plaintes motivées par des accaparements abusifs de pâturages. Un Djafoun de Ndawara accuse, en mars 1965, un autre Mbororo d'occuper son pâturage, pendant que lui-même se trouve encore en transhumance.

Malgré les inconvénients avancés par les éleveurs à l'encontre d'un retour tardif de transhumance, la réglementation est appliquée de façon tâtillonne à l'époque du Cameroun Occidental. Les "Cattle Committee" villageois sont chargés de surveiller leurs voisins mbororo et de punir les fautifs. Ils ne s'en privent pas.

> Le troupeau d'un Akou de Lassin revient de transhumance avant la date prescrite. Le "Committee" le convoque ; il ne répond pas. Alors, l'agent le fait arrêter le jour d'un marché et enfermer dans la prison du tribunal local. L'éleveur n'est libéré que contre le versement d'une caution de 50.000 francs. La punition est amèrement ressentie par le coupable.

Avancement de retours spontanés

En 1974, la réglementation pastorale n'est plus scrupuleusement appliquée, ni pour les départs, ni pour les retours de transhumance. Quelques années auparavant, des retours avant la date officielle se déroulaient en cachette, par des déplacements de nuit. En 1974, des arrivées "prématurées" de troupeaux se produisent en plein jour, ce qui suscite une réflexion désabusée d'autres éleveurs : ***jooni, walaa order :*** *« maintenant, il n'y a plus de règlements. »*

Les Akou sont les premiers à replier leurs animaux vers les pâturages d'hivernage. Dès la seconde moitié de février et le début de mars, ceux du Bamoun se retirent de la plaine de Ndop. De même, ceux de Wum quittent les hauteurs au nord d'Essu. Or, ils n'étaient partis que tardivement, si bien que leur transhumance n'aura duré qu'un à deux mois. Les transhumants ont laissé des membres de la famille au campement d'hivernage. Isolés et sans possibilité de se ravitailler, ils les rejoignent rapidement.

L'abandon précoce de la plaine de Ndop ne tient pas seulement à l'épuisement rapide du ***burgu***. Au pied du massif Mbam, les Bamoun entreprennent des cultures de maïs, même en terrain inondable. La céréale achève son cycle végétal avant l'inondation de la plaine, en juin. Pour cela, les semis doivent être les plus précoces possible. Ils sont entrepris dès le début de février. Grâce à l'humidité des sols alluviaux, des pousses commencent à sortir, une semaine plus tard. Ensuite, l'arrivée des pluies permet au maïs de continuer sa croissance (39).

39. Une adaptation analogue se produit sur les fonds du lac Tchad exondés pendant les années de sécheresse. Les Arabes Choa y cultivent du maïs de contre-saison qui pousse grâce à l'humidité contenue dans le sol. Il suffit d'une ou de deux pluies pour qu'il achève sa croissance. La récolte intervient avant que ces endroits deviennent marécageux.

Ce calendrier cultural est en avance de plus d'un mois sur le cycle du premier maïs de saison des pluies. Il entraîne de vives tensions entre cultivatrices et transhumants. Les premières préparent de préférence les terrains autour des campements, afin de profiter de la fumure des animaux. Des terres retournées à la houe encerclent bientôt les campements. Les cultivateurs exigent alors que les transhumants quittent l'endroit, dès les premières pluies. Les pousses tendres de maïs deviendraient une trop grande tentation pour les animaux. Si les transhumants sortent rapidement de la plaine de Ndop, c'est qu' ils en sont pratiquement expulsés.

Le contexte écologique des retours

Quelques retours de Djafoun vers les hauts plateaux surviennent dès le mois de mars. Ils se généralisent en avril et se poursuivent encore au début de mai. La durée de la transhumance est donc allongée à 5, voire à 6 mois. Certains éleveurs trouvent leur intérêt dans ces retours tardifs.

Les retours en mars s'orientent vers les pâturages les plus élevés : 1.800 et plus de 2.000 mètres. Au contraire, les secteurs à 1.500-1.600 mètres ne sont réoccupés qu'à partir d'avril. Ce décalage ne provient pas tellement de différences de pâturages mais de degrés dans l'infestation par les tiques, qui dépend de l'altitude. Le début de la saison des pluies s'accompagne d'une véritable flambée dans la densité de tiques, sous forme de nymphes puis d'adultes, après une période de rémission. Des transhumants évitent

les corvées de détiquage en remontant rapidement à 2.000 mètres. Si le pâturage d'hivernage se trouve aux environs de 1.500 mètres, il n'est pas tout à fait indemne de l'"explosion" des tiques. Dès lors, les transhumants tiennent moins à regagner rapidement leur plateau.

En début de saison des pluies, les transhumants à basse altitude sont confrontés à un dilemme : soit profiter le plus longtemps possible des nouvelles herbes qui poussent vite en plaine, soit remonter sur les plateaux pour éviter des insectes piqueurs qui prolifèrent : mouches tsé-tsé mais également grosses tiques et moucherons. Au cours des années soixante-dix, la menace des glossines à basse altitude s'atténue, favorisant un allongement de la durée de transhumance. Cette tendance est confortée par une infestation croissante des plateaux en tiques : s'il faut, de toute façon, détiquer les animaux, autant les laisser en bas, sur des pâturages plus abondants.

Avec une présence continue de bétail en altitude, les tiques ont tendance à devenir plus nombreuses. C'est la conséquence de la sédentarisation complète de Djafoun et de la formation d'un élevage villageois qui ne pratique pas la transhumance. Le départ saisonnier du bétail présente comme avantage, non seulement de mettre les pâturages en repos, mais également d'interrompre le cycle biologique des tiques. Les éleveurs disent que l'absence de bétail en altitude au moment des premières pluies permet à celles-ci de nettoyer, de laver (*loota*) les pâturages. ***To na'ifuu dillay luggere, acci caBBal, ndiyam toBa loota ngal*** : « *si toutes les vaches descendaient en plaine, délaissaient le haut plateau, les pluies le laveraient.* » Autrement, il reste comme encrassé de ***deerti*** : saleté.

Le départ saisonnier du bétail empêche, par absence d'hôtes, des larves de tiques de devenir adultes. A l'inverse, plus les effectifs de cheptel sédentaire sont nombreux, plus les tiques se multiplient et plus les transhumants tendent à retarder leur retour. A cela s'ajoute le fait que les animaux sédentaires broutent les premières pousses d'herbe et ralentissent la reconstitution des pâturages.

Au-delà de la date officielle du retour de transhumance, les éleveurs sont sensibles, à chaque rétablissement des pluies, à toute une série de contraintes. L'obligation de libérer des secteurs à cultiver se retrouve un peu partout, en zones tropicales. En revanche, les contraintes liées au pullulement d'insectes piqueurs sont caractéristiques des savanes guinéennes. Les éleveurs ne s'en affranchissent vraiment qu'en accédant à une altitude de 1.800 à 2.000 mètres. Les pâturages les plus élevés offrent la plus grande liberté de retour de transhumance. Seul, le manque d'eau la restreint quelque peu. Les torrents au milieu des pâturages culminants ne sont en eau qu'une fois les pluies bien établies, ce qui n'incite pas les transhumants à remonter avant le mois de mars.

Haltes de mi-parcours

Aux Grassfields, des retours de transhumance s'effectuent en une seule fois, en ralliant par une marche continue le campement d'hivernage. La

plupart des transhumants étant peu éloignés de leur lieu d'attache, quelques journées de marche suffisent pour rentrer. Pourtant, d'autres retours s'échelonnent en plusieurs étapes.

L'abandon du pâturage de transhumance ne signifie pas toujours un retour direct au ***ruumirde***. Des transhumants s'installent pour quelques semaines en un lieu provisoire, souvent situé à mi-chemin entre les deux attaches saisonnières. C'est une façon d'éviter à la fois les contraintes qui empêchent de séjourner plus longtemps au site de transhumance et celles qui rendent encore peu attrayant un retour en altitude.

Cette halte se produit à la saison ***seeto***, celle des pluies orageuses intermittentes, et les Mbororo appellent le séjour intermédiaire : ***seetina***. Alors qu'en régions sèches, le début des pluies exacerbe les déplacements et la recherche de l'herbe, il s'accompagne ici d'un premier regroupement des transhumants vers leurs secteurs respectifs. Les campements provisoires de ***seeto*** sont établis au pied des abrupts de plateaux qu'il suffira d'escalader un peu plus tard (40).

40. BOUTRAIS (J.), 1978, fig. 37, p.148.

C'est un repli vers des pâturages déjà plus salubres. Ainsi, des Djafoun de Meta descendent d'abord dans les vallées basses d'Okoromanjang où ils séjournent deux mois. Quand le ciel s'obcurçit de nuages orageux, que la chaleur devient pesante, ils regagnent le pied des plateaux, en situation d'attente sur des pâturages restreints mais indemnes de glossines. Des cheptels familiaux se réunissent à cette occasion, après une scission durant la saison sèche. Les animaux "de brousse", partis transhumer avec des jeunes et des bergers, rejoignent la petite portion de troupeau arrêtée à faible distance. Le retour de tout le monde au ***ruumirde*** n'est plus qu'une question de semaines.

> Les troupeaux de Ndawara descendus près de Mijang, du côté de Bafut, bénéficient de pluies un peu plus précoces qu'à l'est des hauts plateaux. Vers la mi-mars, des repousses d'herbe tendre recouvrent tous ces versants. Les huttes en bas de vallées profondes sont déjà abandonnées. Les bergers les remplacent par de nouveaux abris en hauts de versants.

La période ***seeto*** annonce la vie facile de saison des pluies. Les animaux, rassasiés, récupèrent leur pleine forme, oubliant les fatigues de la saison sèche. Les bergers disent que les troupeaux remonteraient d'eux-mêmes sur les hauteurs s'ils n'étaient maintenus en bas. Lorsqu'il n'y a pas de champs de maïs aux environs, le gardiennage se relâche. Laissant les animaux à eux-mêmes, des bergers passent les journées aux villages proches. Certains ne dorment plus que quelques nuits par semaine au campement. Les bergers ont pratiquement achevé leur période de garde, ***gaynaaka***. Dès qu'ils remonteront le troupeau, ils recevront leur salaire.

Parfois, la période ***seeto*** s'accompagne, au contraire, d'une division du troupeau familial. C'est le cas lorsque l'éleveur s'efforce de combiner la transhumance avec une activité agricole. En savanes sèches, la culture du sorgho perturbe le départ en transhumance, contraignant des membres de la famille à attendre la récolte. Au contraire, en savanes de zones pluvieuses, les éleveurs qui veulent cultiver du maïs doivent trouver des compromis en fin de transhumance.

La préparation du champ intervient en février-mars, avant le retour habituel de transhumance. L'éleveur ramène alors le gros du troupeau au pied des plateaux et le confie aux soins de fils ou de bergers. Quant à lui, il regagne tout de suite, avec quelques vaches, le ***ruumirde*** pour s'occuper du champ : engager des salariés agricoles afin de nettoyer et brûler les vieilles tiges, retourner la terre en billons et même effectuer les semis aux premières pluies.

Deux frères Aoutanko'en, près de Dji Gadjeré, transhument ensemble dans la plaine Mbaw. Ils possèdent peu de bétail. L'un n'est imposé que pour 26 bovins, alors qu'il a charge d'une épouse et de 7 enfants. Aussi a-t-il entrepris de cultiver, en payant des ouvrières. Au mois de mars, il remonte seul au campement, laissant le petit troupeau aux soins du frère qui ne cultive pas.

D'autres divisions de troupeau familial peuvent survenir en fin de transhumance, sans que des préoccupations agricoles soient en cause. A la fin de février, des transhumants se retirent de la plaine de Ndop avec les vaches laitières et les jeunes veaux, en laissant de jeunes frères s'occuper du reste du troupeau. Les animaux adultes souffrent moins des attaques de moucherons que les veaux. De plus, les pâturages mouillés de la plaine sont exempts de tiques, même au début des pluies. Le maintien des animaux adultes le plus longtemps possible en plaine de Ndop réduit la rude corvée du détiquage.

Pour la même raison, des troupeaux qui transhument à l'ouest des hauts plateaux (Mijang, Bali) sont dissociés en ***seeto***. Comme celle-ci survient plus vite qu'à l'est, les Djafoun restés sur les hauteurs prélèvent des vaches laitières qui ravitaillent les personnes sédentaires. Le détiquage de quelques vaches ne représente pas une corvée insurmontable. Les autres animaux prolongent leur séjour durant un mois au site de transhumance ou dans un endroit intermédiaire. Si tous les gros troupeaux rentraient en même temps, dès le début des pluies, leur détiquage excéderait les capacités de la main-d'oeuvre familiale.

Même lorsque la famille transhume avec le bétail, tout le monde ne regagne pas le ***ruumirde*** en même temps. Le chef de famille vient d'abord s'enquérir de l'état des habitations restées vides. Presque toujours, des dégradations se sont produites, notamment dans la toiture. Comme les Djafoun n'habitent presque plus des huttes de paille, les travaux de construction échappent à la compétence des épouses. Ils requièrent les services de villageois pour les remises en état. Parfois, les habitations ont été entièrement détruites par un incendie, accidentel ou non. Manifestation de malveillance certes, mais également assurance, pour les villageois, d'obtenir du travail au retour des transhumants.

Le départ en transhumance se décide en fonction d'un seul objectif : la recherche de bons pâturages. Au contraire, la décision du retour tient compte de plusieurs données parfois contradictoires : l'état des pâturages bien sûr, mais également les risques de piqûres de glossines et d'infestation par les tiques. Il n'est pas facile d'échapper aux uns et aux autres, ce qui explique l'étalement des retours et leur caractère plus progressif que les départs.

Les unités pastorales

Aux changements de saison, la majorité du cheptel effectue un va-et-vient entre les plateaux et les basses terres périphériques. Ces transferts réguliers de bétail s'inscrivent dans le cadre d'ensembles spatiaux, dénommés "unités pastorales". C'est une notion comparable aux "zones d'endodromie pastorale", définies par H. BARRAL (41), et aux "cattle systems" des auteurs anglais (42). Cependant, les zones d'endodromie pastorales concernent des éleveurs sédentaires ou nomades, tandis que les unités pastorales des Grassfields s'appliquent surtout à des transhumants. Les espaces pastoraux des sédentaires sont de nature différente ; ils se tiennent d'une seule pièce. Quant aux nomades, ils traversent les unités pastorales sans se mouler dans leurs enveloppes. Les transhumants parcourent, de façon régulière, des espaces qu'ils utilisent en commun, selon des rythmes similaires et les mêmes orientations générales.

41. BARRAL (H.), 1974, "Mobilité et cloisonnement chez les éleveurs du Nord de la Haute-Volta : les zones d'endodromie pastorale".
42. R.I.M., 1984, "Livestock and land use in Southern Gongola State, Nigeria".

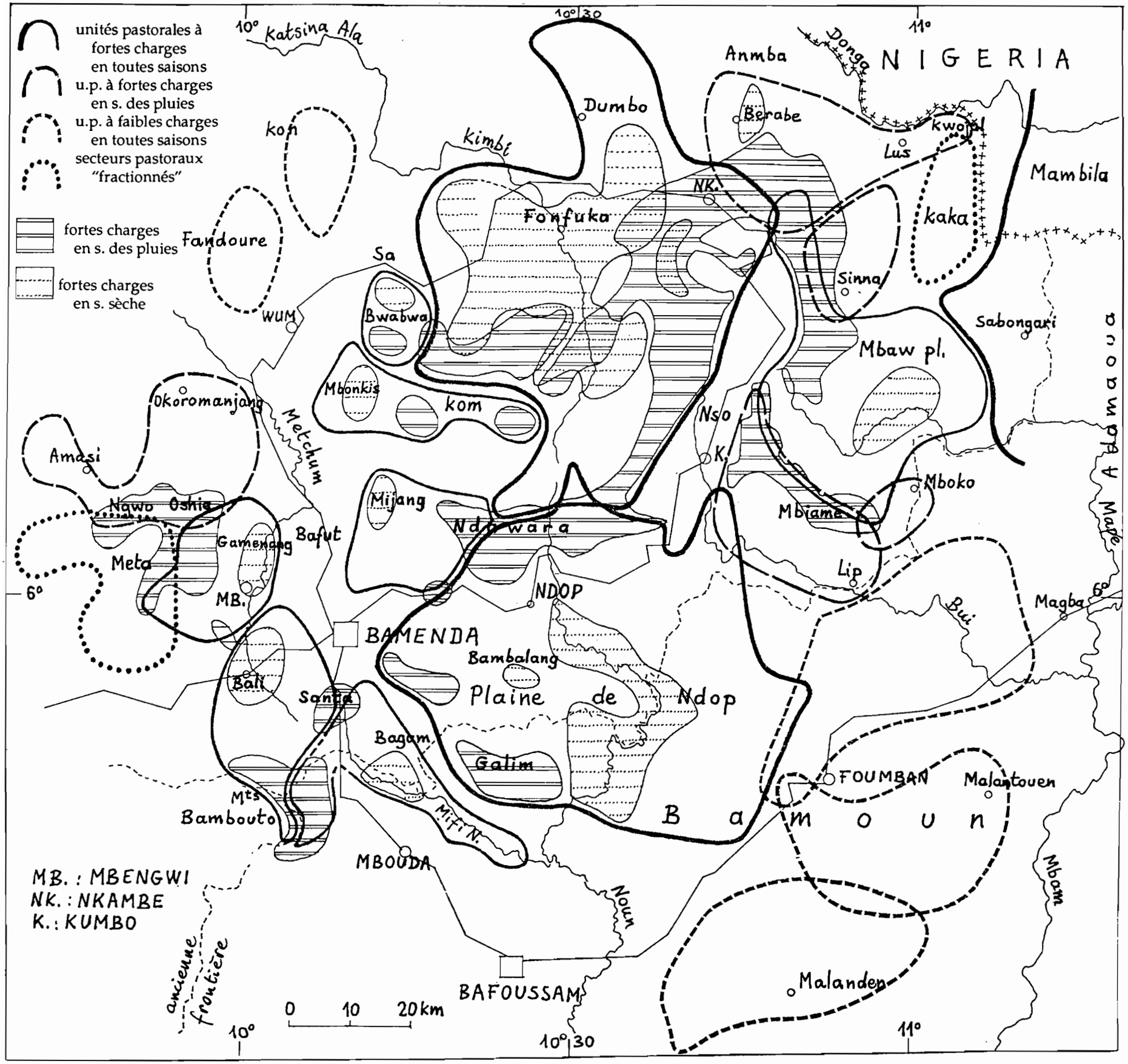
Chaque unité pastorale est constituée par le couplage de pâturages d'hivernage et d'autres de saison sèche. Bien que les troupeaux ne descendent que quelques mois, le rôle des secteurs de saison sèche s'avère décisif : ils tiennent en état les animaux au moment le plus critique. C'est là que se prennent les décisions importantes. La taille des ensembles pastoraux dépend largement de la qualité et de l'étendue des pâturages de saison sèche. S'ils se réduisent, l'unité pastorale se rétracte également et, à la limite, se défait. Etant donné le rôle régulateur des secteurs de transhumance, ils serviront d'entrée à la présentation des unités pastorales (fig. 292).

En saison des pluies comme en saison sèche, les charges juxtaposent plusieurs noyaux de concentration du bétail. La carte des déplacements du bétail indique les liaisons qui s'établissent, d'une saison à l'autre, entre ces charges. Des noyaux rapprochés de fortes charges n'échangent pas nécessairement du bétail. C'est le cas du plateau de Galim et de la vallée, pourtant toute proche, de la Mifi Nord. Des transhumants s'orientent vers des secteurs privilégiés, en évitant de gagner des pâturages moins éloignés. Les éleveurs de Ndawara envoient ainsi leur bétail au nord, vers Su-Bum et même Koshin, à plus de 50 km, alors que la plaine de Ndop se trouve tout près. De même, les éleveurs de Binka dirigent leurs troupeaux vers la plaine Mbaw, à plus de 40 km, alors que d'autres les conduisent vers les vallées voisines du plateau Kaka. Cependant, ces liaisons éloignées sont relativement rares. Le plus souvent, les transhumants font le va-et-vient entre des pâturages proches. "L'enveloppe" des déplacements s'étire parfois en unités pastorales linéaires mais elle englobe plus souvent des espaces de forme ramassée.

Les espaces "durs" d'élevage

Bien que l'élevage extensif s'exprime de manière discrète dans le paysage, sa présence se fait plus ou moins sentir. Par exemple, lorsque des pâturages portent de fortes charges, les cultivateurs sont amenés à tenir compte des éleveurs. Répétées d'une saison à l'autre, les fortes charges définissent des espaces pastoraux "durs".

Fig. 292 : *Les unités pastorales en 1974*



Des unités pastorales simples n'associent qu'un noyau de fortes charges en hivernage à un autre en saison sèche. D'extension limitée, elles sont assez fréquentes, par suite du compartimentage des plaines et des systèmes de vallées. D'autres unités, plus complexes, juxtaposent plusieurs noyaux de fortes charges en hivernage reliés à un même secteur de transhumance. Il en existe deux en 1974 : Ndop et Fonfuka.

Deux grandes unités pastorales

L'unité de Ndop est centrée sur la plaine du même nom. Lui sont associés des pâturages d'hivernage, sur une profondeur de 5 à 15 km. Les transhumants n'arrivent pas de très loin du côté des hauts plateaux. La cohésion remarquable de cette unité pastorale tient à sa forme presque circulaire. En saison sèche, les transhumants convergent vers un "centre", le long du Noun puis repartent vers une "périphérie", en saison des pluies.

En fait, deux sous-unités peuvent être distinguées. L'une associe, au nord, les hauts plateaux à la plaine alluviale amont du Noun, centrée sur Bambalang. Elle ne comporte que des Djafoun, avec une majorité de Madjanko'en et de Djaromanko'en. L'autre, au sud, lie la bourgoutière du Noun aux plateaux de Galim et du Bamoun. Ici, des Djafoun coexistent avec des Akou. Les deux sous unités pastorales de Ndop coïncident presque avec le tracé de l'ancienne frontière.

L'unité de Fonfuka est adjacente à la précédente. Le village Fonfuka se trouve au milieu de fortes charges de saison sèche : c'est ce qui subsiste de l'ancien secteur de transhumance de Dumbo. Avec l'arrivée des Akou, il s'est rétréci et décalé vers le sud, en se plaquant au pied des hauts plateaux.

Malgré la concurrence croissante des Akou, beaucoup de Djafoun continuent de transhumer vers le nord des plateaux. Les déplacements ne convergent pas, comme au centre de la plaine de Ndop, mais s'orientent de façon parallèle. Par suite de l'abandon de Dumbo, ils sont déviés vers la vallée de la Kimbi, aux environs de la réserve du même nom. Il est curieux de constater comment des Djafoun de Jakiri et de Ndawara s'insèrent encore dans cette unité pastorale. Cela n'a pas été sans soulever des problèmes fiscaux embrouillés, car les transhumants changent d'unités administratives. Quant aux Akou les plus avancés sur les plateaux, eux aussi se mettent à transhumer vers Fonfuka.

L'unité de Fonfuka est encore plus complexe que celle de Ndop. Au débouché des hauts plateaux, chaque grande vallée forme une sous-unité, avec des déplacements de bétail courts mais de grande amplitude altitudinale. Même la petite unité de Sa, à l'ouest de Nyos, pourrait être raccordée à cet ensemble. Elle lie étroitement les hauteurs de Bafumen à un fond de vallée isolé. Ces deux pâturages "appartiennent" en priorité à des Toukanko'en ; homogénéité lignagère qui contraste avec le mélange des lignages à Fonfuka.

Quant aux transhumances des troupeaux de Binka vers les montagnes au nord de Dumbo, elles sont incluses dans l'unité de Fonfuka, tout en étant particulières. Elles reprennent d'anciens itinéraires vers Dumbo, légèrement déviés par suite de l'installation des Akou.

A elles deux, les unités de Ndop et de Fonfuka recouvrent plus du tiers de l'aire d'élevage. Les autres unités n'atteignent que de petites dimensions.

Petites unités pastorales autour de la Metchum

La vallée de la Metchum, à l'ouest, aurait pu constituer une troisième unité pastorale de taille comparable, englobant les hauts plateaux Kom avec ceux de Meta. Mais la végétation forestière des fonds de vallées, l'insalubrité du plancher alluvial, à seulement 600 mètres d'altitude, empêchent les troupeaux d'y converger en saison sèche. Cet ensemble virtuel est donc scindé en plusieurs petites unités. Autrefois, l'amont de la Metchum, au niveau du plateau de Bafut, réunissait en un seul espace pastoral les troupeaux des monts Bambouto, de la chaîne de Bamenda et des plateaux Meta. L'expansion des cultures et le développement urbain de Bamenda ont fait éclater cet ensemble en trois unités distinctes.

Au sud, les fortes charges de Santa et d'une partie des monts Bambouto alimentent des transferts de bétail vers les petites vallées qui échancrent les hauts plateaux, jusqu'aux environs de Bali. Les charges les plus élevées en saison sèche se circonscrivent autour de cette petite agglomération qui représente le centre saisonnier d'une unité pastorale. Les hautes prairies des monts Bambouto sont depuis longtemps associées aux savanes de Bali. La limite de l'unité suit l'ancienne frontière entre les deux Cameroun. Même les éleveurs isolés à l'intérieur de la caldeira des monts Bambouto s'y insèrent. Dans leur va-et-vient, les troupeaux se déplacent côte à côte, selon une même direction. Ils appartiennent tous à des Djafoun, les nombreux villageois propriétaires de bétail ne participant pas à la transhumance. Mieux encore, l'unité pastorale de Bali est d'abord celle des Rijimanko'en.

Plusieurs petites unités pastorales jalonnent la vallée de la Metchum. Sur la rive droite, celle de Mijang couvre une partie de l'ancien secteur de transhumance de Bafut. En fait, villages et cultures s'interposent entre les fortes charges d'hivernage et celles de saison sèche. Les transhumants font le va-et-vient entre les deux, en empruntant d'étroits couloirs entre les champs. Malgré ces inconvénients, l'unité pastorale englobe une bonne partie du haut plateau de Ndawara. Elle est utilisée par une majorité de Gosi'en, certains se trouvant à la tête de cheptels importants.

Au niveau de Fundong, l'unité de Mbonkisu s'organise selon un cadre spatial comparable. Elle relie deux noyaux d'hivernage à un secteur commun de saison sèche. Son origine remonte à un éclatement de l'unité de Fonfuka, par détournement vers l'ouest de trajets de transhumance. Presque tous les éleveurs sont des Toukanko'en.

Sur la rive gauche de la Metchum, une unité pastorale associe une portion du plateau de Bafut avec les hauts plateaux Meta. Elle est centrée sur la Metchum et un petit affluent, le Gamenang, riche en sissongo, pâturage précieux en saison sèche. Autrefois, cette unité s'étalait davantage sur le plateau de Bafut, jusqu'aux environs de Mankon. La rétraction de l'espace disponible en saison sèche a entraîné une diminution parallèle du secteur d'hivernage qui lui est associé. Des éleveurs de Meta ont organisé de nouvelles liaisons de pâturages, en dehors du plateau de Bafut.

Unités pastorales isolées

A l'est des plateaux, les vastes plaines du Mbam ne se "soudent" pas encore en une seule unité pastorale. Plusieurs "cellules" se juxtaposent, chacune associant une portion de l'aire d'hivernage avec de basses terres voisines. Parmi ces unités cloisonnées, la plus cohérente est centrée sur la plaine Mbaw.

Sa configuration est originale : elle n'enserre pas seulement les hauteurs qui dominent la plaine mais également d'autres, éloignées d'une cinquantaine de kilomètres. Chaque année, il se produit comme une "coulée" d'environ 3 000 têtes de bétail qui partent de Binka vers la plaine Mbaw. L'excroissance vers le nord s'est produite aux dépens de l'ancienne unité pastorale de Fonfuka-Dumbo, par un renversement complet des flux saisonniers. Ces transhumants à longue distance, du moins pour la région, se recrutent parmi des Djafoun et des Akou anciennement installés à Binka. Inversement, l'unité de Mbaw déborde peu sur les hauts pâturages de Mbiame, les villageois étant les seuls à descendre leurs animaux de ce côté. L'afflux de troupeaux venus de Binka a contribué à orienter les Djafoun de Mbiame vers le sud.

L'emprise des cultures au Bamiléké ne laisse guère la possibilité à une unité pastorale cohérente de s'organiser. Seule, subsiste celle de Bagam qui associe la vallée de la Mifi Nord aux monts Bambouto et Santa. Mais les cultures à Babadjou et Santa introduisent une discontinuité entre les pâturages. Les savanes de Bagam s'étendaient autrefois davantage. Il en résulte un malaise des Djafoun des monts Bambouto, en quête d'autres secteurs de saison sèche.

Malgré quelques discontinuités imposées par les cultures, la plupart de ces unités pastorales sont solidement constituées. Les troupeaux y circulent en grand nombre, deux fois par an. Leurs flux soudent les éléments de ces unités pastorales. Enfin, elles "fonctionnent" depuis plusieurs décennies, en faisant preuve d'une relative pérennité. Elles comprennent presque toujours des Djafoun.

Les espaces fluides

Des noyaux de fortes charges en hivernage vont de pair avec des secteurs de transhumance où les troupeaux ont tendance à se diluer dans l'espace : la présence du bétail devient discrète, une partie de l'année.

Alternance entre fortes et faibles charges

Cette alternance saisonnière de charges correspond à la norme en savanes. Le changement exprime la diminution générale des capacités de charge à la nouvelle saison. Les unités pastorales associent souvent un secteur d'étendue restreinte, en hivernage, à de vastes secteurs de transhumance. A priori, ces unités pastorales offrent des pâturages plus étendus par unité de bétail, donc de meilleures conditions en saison sèche. Mais la faiblesse des charges à cette saison peut également provenir de contraintes de relief et d'insalubrité.

Deux unités pastorales, bien qu'éloignées, présentent des points communs : celles de la Donga et du nord de Meta. Elles unissent des hauts plateaux fortement chargés à des ensembles de crêtes et de vallées à faible altitude. Elles datent de quelques années, par scission d'unités voisines et déviation des transhumances vers de nouvelles savanes. La configuration des unités de la Donga et du nord-Meta reste encore mouvante. Chaque année, les transhumants essaient de nouvelles savanes. Ils procèdent par tâtonnements, partagés entre l'attrait de pâturages neufs et la menace

des glossines. Dès qu'un bon secteur est repéré, des transhumants entrent en compétition pour l'accaparer. D'un autre côté, des vides pastoraux subsistent en saison sèche : la prospection de toutes les savanes n'est pas achevée.

Au nord de Meta, plusieurs associations de pâturages se juxtaposent selon le même modèle. Elles lient de hauts pâturages à des crêtes et collines séparées par des affluents de la Metchum (Okoromanjang, Amassi). Quand ces orientations nouvelles de transhumance deviendront régulières, un partage des secteurs de saison sèche entrera dans les faits. Allongement des déplacements, réaménagement des assemblages de pâturages ; ces unités pastorales sont susceptibles de fluctuations rapides.

Unités pastorales à faibles charges

Des unités pastorales n'embrassent que de faibles charges, à la fois en hivernage et en saison sèche. Le bétail n'occupant jamais densément l'espace, l'élevage fait peu sentir sa présence. Ce sont les espaces pastoraux les plus fluides. De ce fait, leur organisation est malaisée à mettre en évidence.

Contrairement aux unités fondées sur de fortes charges, ces associations de pâturages se chevauchent, notamment au Bamoun. Des itinéraires de déplacements se croisent. Le choix du pâturage de saison sèche relève encore de l'initiative individuelle, alors qu'en contexte de fortes charges, la gamme des possibilités est réduite. Au Bamoun et à Wum, l'espace pastoral reste flou.

Les unités pastorales de ce type comprennent une majorité d'Akou. L'originalité des bas plateaux du Bamoun et de Wum se manifeste à nouveau. Exprime-t-elle des capacités de charge moindres de ces plateaux ? Il semble qu'elle corresponde surtout au comportement des Akou. Dans leur quête de pâturages abondants, ces éleveurs ont tendance à se détourner des secteurs fortement chargés, que ce soit en saison des pluies ou en saison sèche. S'ils chargent fort un secteur, ce n'est que de façon momentanée. Bientôt, la tentation de l'espace reprend le dessus. Elle s'affirme encore davantage en saison sèche.

Corollaire de charges en bétail relativement faibles, ces unités pastorales couvrent de grands espaces. En fait, leurs limites restent imprécises, surtout en saison sèche. Au Bamoun, les troupeaux se dispersent sur toute la périphérie du plateau. La carte des charges permet de repérer trois unités, correspondant aux façades du plateau au-dessus des plaines : Bui, Malantouen et Malanden.

La configuration des unités pastorales ne dépend pas seulement de l'espace disponible mais également du groupe mbororo dominant. A partir de sites d'hivernage voisins, Djafoun et Akou peuvent décider de transhumer vers des directions différentes.

Même lorsqu'elles n'englobent que de faibles charges, les unités pastorales se caractérisent par des associations de pâturages. En saison sèche, la majorité du cheptel est transférée en un nouveau secteur peu

éloigné certes, mais distinct du précédent, notamment par l'altitude. Les flux de cheptel, le rôle régulateur du secteur de saison sèche organisent, structurent l'espace pastoral. Mais ce schéma ne fonctionne pas partout. Il caractérise davantage les pratiques des Mbororo que des éleveurs villageois. Quelques secteurs d'hivernage ne s'adjoignent pas de véritables homologues en saison sèche. S'ils se déplacent, les troupeaux ne parcourent que de petits trajets, en diverses directions, sans qu'il en résulte de flux d'ensemble. Les complémentarités de pâturages se fractionnent en facettes de petite taille.

Une limite régionale

Toutes ces unités pastorales s'inscrivent dans le cadre régional des plateaux de l'Ouest-Cameroun. Mieux, elles respectent assez fidèlement, en 1974, l'ancienne frontière entre les deux Cameroun. L'enveloppe globale des unités pastorales définit une région d'élevage d'un seul tenant. Le fait que les déplacements saisonniers n'entraînent pas de grands éloignements et ne nécessitent pas des passages de frontières oppose cette région à celles du Sahel et même du Diamaré soudanien. Une seule discontinuité intervient, à la jointure des Grassfields avec le Mambila et l'Adamaoua.

L'irruption saisonnière de troupeaux nigerians ouvre l'unité pastorale de Sabongari, non seulement aux hauteurs voisines du plateau Kaka, mais surtout au sud-Mambila. En termes de complémentarité de pâturages, l'unité est très cohérente. Elle s'appuie sur des charges élevées à la fois en saison des pluies et en saison sèche. Mais des flux saisonniers de bétail traversent et retraversent la frontière. Relevant en même temps d'un autre grand ensemble pastoral, elle marque la véritable limite de la région d'élevage de l'Ouest-Cameroun.

Sa configuration, à cheval sur le Cameroun et le Nigeria, soulève un problème frontalier délicat. Autrefois, beaucoup de Djafoun du Mambila descendaient en transhumance vers Sabongari. En 1974, la plaine reçoit du bétail proche de la frontière et d'au-delà de Gembu. Les années suivantes, l'unité se restreint au sud de la vallée de la Donga, par suite des limitations d'entrée qu'impose le Cameroun. Enfin, en 1984, l'interdiction édictée aux Nigerians de transhumer au Cameroun place les éleveurs du Mambila en fâcheuse situation mais libère des pâturages pour ceux du Bamenda.

La région d'élevage de l'Ouest-Cameroun se compose de plusieurs unités plus ou moins cohérentes. Des connexions étroites lient des noyaux de fortes charges. Dotées de cohésion, ces unités pastorales apparaissent plus durables que celles à bétail diffus.

La présentation des unités pastorales se réfère à des charges et à des flux de bétail au cours d'une seule année. Pour juger de leur permanence, il aurait fallu recommencer l'exercice à plusieurs années d'intervalle. La plupart des anciens secteurs de transhumance portent les charges les plus élevées en saison sèche. Les éleveurs ont l'habitude de s'y rendre à chaque saison sèche. Les transhumants abandonnent rarement d'eux-mêmes des pâturages qu'ils connaissent bien. Ils ne le font que contraints et forcés. Mais justement, les éleveurs sont de plus en plus confrontés à ce genre de situation.

NOUVELLES ENTRAVES A LA TRANSHUMANCE

Les parcours de saison sèche représentent une composante essentielle des systèmes d'élevage extensifs en savanes. C'est encore vrai lorsque la saison sèche se réduit à quelques mois. Les Djafoun des Grassfields n'envisagent de cesser de transhumer qu'à contre-coeur, en sachant que la sédentarisation ne bénéficie pas au bétail. ***Seedirle, kanjum marata na'i :*** « *les campements de saison sèche, c'est cela qui (fait) avoir beaucoup de vaches.* »

Au contraire, les villageois ne comprennent pas l'intérêt des déplacements saisonniers ; pour eux, ils équivalent à un gaspillage d'espace. Quant aux responsables, même ceux qui ont affaire directement aux éleveurs, ils jugent cette pratique comme nuisible. Par exemple, les agents qui accordent des crédits bancaires à l'élevage, au cours des années soixante-dix, portent des jugements sévères sur la transhumance, méthode d'élevage dite "archaïque". En tant que responsables de sa modernisation, ils n'ont de cesse de la condamner et d'inciter les Mbororo à se sédentariser.

Ce discours hostile n'est plus ignoré des intéressés. Par crainte de provoquer la mauvaise humeur de l'interlocuteur, des Mbororo n'avouent plus spontanément qu'ils envoient les troupeaux vers des pâturages de saison sèche. Seulement, si l'enquête est poussée jusqu'au berger, elle dévoile une pratique différente. Une contradiction surgit entre l'information officielle, adaptée aux conventions d'un élevage "moderne", et la documentation de terrain.

Comme le nomadisme en pays sahéliens, la transhumance est soumise à une remise en cause idéologique. Les éleveurs s'adaptent à la discordance entre un élevage "admissible" et une technique réprouvée, en ayant recours à un double langage. Soumis à la pression d'une autre façon de faire et, à la limite, de penser, les transhumants finissent par avoir honte de rester fidèles à cette pratique. Et pourtant, il suffit qu'ils soient mis en confiance pour adopter un autre langage. Ils font alors l'éloge de la transhumance, en se plaignant des multiples obstacles qu'ils rencontrent.

En plus d'une contestation de principe, les éleveurs sont confrontés à une réduction générale des espaces de transhumance. Rétraction des pâturages, fermeture des voies d'accès, tracasseries administratives : la transhumance devient de plus en plus difficile. Certes, le phénomène n'est pas spécifique aux Grassfields, ni au Cameroun. Partout, en Afrique tropicale, les pâturages de saison sèche, surtout s'il s'agit de dépressions humides et fertiles, font l'objet d'initiatives agricoles : cultures de contre-saison, cultures irriguées à partir de points d'exhaure de l'eau ou de barrages. L'originalité des plaines à l'ouest du Cameroun tient à l'édification de barrages de simple retenue, à buts non agricoles. Dans le cadre d'un vaste programme d'aménagements hydro-électriques, ils sont destinés à régulariser les débits du fleuve Sanaga qui produit de l'électricité en aval.

Bien que situées en zone équatoriale, à pluviométrie régulière, les centrales électriques subissent les étiages des cours d'eau qui descendent de l'Adamaoua et des Grassfields. Dès lors, le principe des barrages de Mbakaou, de Bamendjing puis de la Mapé

consiste à retenir de grandes quantités d'eau en saison des pluies, pour les lâcher progressivement en saison sèche. Le programme s'achèvera lorsque les débits de la Sanaga seront presque régularisés, permettant une production régulière d'électricité. N'étant pas des réserves profondes, les retenues d'eau en amont du bassin de la Sanaga submergent de larges dépressions qui servaient de pâturages de saison sèche. L'éclusage des eaux pour les besoins hydro-électriques impose un nouveau rythme de décrue et de baisse des lacs. Dans quelle mesure les transhumants s'adaptent-ils à ces nouvelles conditions ?

La perte de la plaine de Ndop

Au cours des années soixante, plusieurs secteurs de transhumance autour des Grassfields sont envahis par de nouveaux éleveurs. Des transhumances en sont perturbées, déviées ou raccourcies. La plaine de Ndop reste le seul secteur indemne de ces compétitions. Elle joue alors un rôle capital pour les Mbororo du Bamenda, du Bamoun et même au Bamiléké. Moins importante autrefois que le plateau de Dumbo, elle a progressivement attiré dans son orbite tous les troupeaux des plateaux environnants. En 1974, les prairies inondables tiennent en état des milliers de bovins. Cet atout pastoral, au coeur de l'aire d'élevage, est compromis à partir de 1975. Deux évènements écartent les troupeaux de la plaine.

Une succession de projets de développement

Par suite d'un peuplement moins dense que dans la majeure partie du Bamenda et d'une grande planité au milieu d'une région montagneuse, la plaine de Ndop a suscité depuis longtemps des projets. La plupart ont mis en avant des productions agricoles, alors que la plaine était surtout utilisée par des éleveurs. Presque tous les "développeurs" ont refusé de tenir compte de cette utilisation spontanée.

En 1955, le "Veterinary Department" proposait la création d'un grand ranch aux Grassfields pour ravitailler en viande les villes du Sud. L'approvisionnement de ces villes et des plantations côtières a toujours représenté un souci pour l'administration anglaise. Le ranch lui-même devait être établi sur les hauteurs de Mbiame. Un abattoir lui serait associé, ainsi qu'un terrain d'aviation dans la plaine de Ndop pour évacuer immédiatement les carcasses vers Victoria, Tiko et Buea. Ce programme ambitieux n'a jamais connu de début d'application.

Des essais agricoles étaient entrepris au cours des mêmes années, notamment de coton et de riz. Ils ont échoué, par suite d'une humidité excessive et des faibles températures liées à l'altitude. En 1965, un expert de la F.A.O., M.J.A. BROUWERS, proposait un programme de "mixed farming" dans la plaine de Ndop. Sous l'égide d'une "Nun Plain Authority", les 66.000 ha de marécages et de dos de terrain seraient colonisés par 6 à 7.000 habitants. Mais cette mise en valeur agricole se heurtait au handicap d'un excès d'eau une partie de l'année. L'expert envisageait donc de faire "sauter" le verrou de Bamendjing et de drainer les marécages. « With the controlled water table and proper agricultural management or planning, the Ndop Plain would become, agriculturally speaking, one of the most complete and balanced units conceivable » (43).

43. BROUWERS (M.J.A.), 1965, "Report to the Government of Cameroon", p.75.

Les colons possèderaient quelques têtes de bétail pour la production de lait et de viande mais ils s'adonneraient surtout à la culture commerciale de l'arachide. Etait-ce la culture la mieux adaptée à la plaine ? Le choix s'expliquait-il, au contraire, par les besoins du marché mondial de l'époque en corps gras ? D'autres grands projets agricoles, par exemple en Tanzanie, étaient également orientés vers la production d'arachide. Les 12 à 18.000 tonnes d'arachide produites seraient converties en 6 à 9.000 tonnes d'huile et en tourteau. Pour ce dernier produit, le marché semblait pratiquement illimité, grâce à la présence d'éleveurs. L'expert citait, à l'appui de sa proposition, les compléments de tourteau que La Pastorale distribuait à ses animaux. Vue un peu utopiste, les Mbororo n'étant pas prêts à nourrir leur bétail de la même façon que l'entreprise européenne !

L'expert admettait cependant l'existence d'un problème d'aménagement. Si la mise en valeur agricole de la plaine se limitait aux sols exondés, la transhumance de saison sèche par les "Fulani" pourrait se poursuivre. En revanche, un drainage des marécages entraînerait des difficultés pour les éleveurs. L'expert tenait compte de leur présence, sans les intégrer vraiment dans son programme de développement.

En 1965, un bureau américain d'études proposait également un plan de développement agricole de la plaine, selon le modèle grandiose du Gezira Scheme au Soudan (44). Le projet visait cette fois la production de riz, de maïs comme aliment pour le bétail, de soja, légumes et éventuellement de canne à sucre sur 30.000 ha irrigués. Proposer la culture du maïs pour le bétail apparaît plutôt mal venu dans une région où cette céréale représente la base de l'alimentation humaine. C'était dans l'optique d'un élevage intensif, à l'étable, destiné à pallier les défaillances supposées de l'élevage extensif des Mbororo dans le ravitaillement des marchés urbains. L'élevage, dans son ensemble, serait encouragé par la création d'un Office de Commercialisation du bétail et par la construction d'une usine de corned-beef.

44. S.R.I., 1965, "Potentiel économique du Cameroun Occidental".

La même année, une étude pédologique encourage également des utilisations agricoles de la plaine. Bien que les auteurs conseillent des prospections complémentaires par des spécialistes, ils estiment possible d'entreprendre des cultures de canne à sucre, de riz et de fruits sub-tropicaux (45). Certes, les utilisations traditionnelles (pâturages de saison sèche en zone inondable, cultures intensives sur colluvions et hautes alluvions) sont reconnues comme adaptées aux conditions locales. Les auteurs insistent sur le rôle pastoral de la plaine. « The extensive area of grassland on the Ndop Plain is one of the most valuable areas of dry season grazing for the Fulani » (46). Cependant, ils attribuent d'autres possibilités à ces étendues planes, à condition de ne pas s'en tenir au système de culture local (47).

45. HAWKINS (P.), BRUNT (M.), 1965, "The soils and ecology of West Cameroon", p. 63.
46. idem, p. 252.
47. idem, p. 156.

Pour P. HAWKINS et M. BRUNT, un drainage des zones inondables représente un objectif peu réaliste, étant donné les travaux énormes qu'il nécessiterait ; de plus, il suppose une concertation préalable entre les deux Cameroun. Ils proposent donc de tirer parti des terrains inondables, dans leur état. Selon cette optique, trois solutions seraient envisageables : la culture de riz irrigué, des cultures "sèches" intervenant après le retrait des eaux et avant le dessèchement des sols, enfin la diffusion de graminées supportant l'inondation et à forte capacité de charge. L'herbe du Nil *(Acroceras macrum)* pourrait ainsi compléter l'herbe à éléphants sur les alluvions. En sols bien drainés, la culture mécanisée de la canne à sucre aurait de bonnes chances de réussite. Les auteurs insistent sur les nombreux atouts de la plaine pour des projets de développement. « The Ndop Plain should rate very high on any development programme » (48). Pour eux, les perspectives ne sont pas seulement agricoles mais également pastorales.

48. souligné par les auteurs, p. 156.

Quelques années plus tard, d'autres pédologues confirment les bonnes aptitudes agricoles des zones inondables. « Possédant un bon horizon humifère et ayant de bonnes propriétés physiques et une richesse chimique convenable dans tout le profil, ces sols parfaitement plats, avec des superficies importantes, pourraient être intéressants pour diverses cultures, à condition de s'assurer la maîtrise de l'eau » (49). Cependant, leur carte des aptitudes culturales ne retient plus la possibilité de pâturages à haut rendement fourrager. Elle n'envisage que la culture de riz en saison des pluies et une culture dérobée complémentaire de maïs. L'avenir de la plaine est conçu dans une optique strictement agricole. C'est ce qui ressort de la conclusion : « la plaine de Ndop devrait pouvoir devenir, par les soins des agriculteurs et avec des techniques modernes, une région agricole prospère » (50).

49. BARBERY (J.), VALLERIE (M.), 1970, "Cartes pédologiques et d'aptitudes culturales Foumban-Dschang, 3d et 4c".
50. idem, p. 110.

Les pédologues ne réserveraient en pâturages que les interfluves du plateau bamoun et de Galim. Et encore, ne s'agirait-il que de pâturages de saison des pluies. Rien n'est prévu pour le bétail en saison sèche, alors que c'est l'utilisation principale des zones inondables. Le massif du Mbam et les hauts plateaux du Bamenda seraient simplement mis en défens. Pourtant, n'importe quel éleveur les préfèrerait aux savanes du Bamoun, infestées de tiques une grande partie de l'année.

L'avenir de la plaine de Ndop comme pâturage de saison sèche apparaît méconnu par la plupart des experts. Cependant, un autre destin est déjà décidé à Yaoundé pour une grande partie de la plaine : celui de devenir simplement une retenue d'eau. En plus des difficultés de fonctionnement du régime fédéral, les divergences de vues entre les deux Cameroun à propos de l'avenir de la plaine de Ndop ont précipité l'unification, décidée brutalement en 1972. Les responsables du Cameroun Occidental, nourrissant de grands projets de plantations de canne à sucre et de rizières, s'opposaient à la construction du barrage de Bamendjing. Au contraire, ceux du Cameroun Oriental comptaient sur ce barrage pour compléter celui de Mbakaou, afin de régulariser le régime de la Sanaga (51). Des études hydrologiques approfondies sur le régime du Noun et de ses affluents étaient effectuées, dans cette perspective, dès la fin des années soixante. De fait, Bamendjing est mis en chantier aussitôt après l'unification et la mise en eau intervient dès la fin de 1974. Pour les transhumants, la perte en pâturages est considérable.

51. C'était indispensable pour obtenir une production régulière d'électricité à Edéa. Déjà, le barrage de Mbakaou avait été surélevé, quelques années après sa construction, sans que cela suffise.

L'ennoyage de la plaine (carte h.t.2)

Sur les 540 km2 de terres alluviales, la retenue de Bamendjing en submerge environ 340. Elle atteint son niveau le plus haut en début de saison sèche, lorsque les transhumants auraient le plus grand besoin de ces pâturages. De plus, les 200 km2 qui subsistent ne comportent pas seulement des pâturages.

D'après les études pédologiques (52), les vasières et tourbières couvraient 7.300 ha, tandis que les forêts marécageuses et les raphiales occupaient 10.200 ha avant la construction du barrage. Une grande partie de ces formations passent sous les eaux, sauf environ 6.000 ha, mais ces milieux ne se prêtent pas à une utilisation pastorale. De plus, en amont de la plaine, des rizières se substituent à de bons pâturages. Finalement, les prairies mouillées se réduisent à environ 10.000 ha, dans quelques fonds de vallées, aux

52. BARBERY (J.) et VALLERIE (M.), 1970, "Cartes pédologiques... Foumban-Dschang, 3d et 4c". HUMBEL (F.X.) et BARBERY (J.), 1972, "Notice explicative , cartes pédologiques et d'aptitudes culturales Nkambe 1b et 2a".

franges de la retenue. La limite des eaux est fluctuante, sur des terrains à très faible déclivité. Les seuls pâturages qui subsistent ne s'étendent pas tellement le long du Noun mais d'affluents. Leurs vallées, moins humides que celle du Noun, restaient peu exploitées jusque-là par les transhumants. A présent, les troupeaux s'y concentrent, dans l'attente du retrait des eaux.

Premiers désarrois pastoraux

Dès la première année de mise en eau, les transhumants ont durement ressenti la perte de pâturages habituels. Recouvertes par le plan d'eau, les grandes herbes des zones inondables, aux environs de Bambalang, ont pourri. Seul un peu de ***burgu*** a survécu. Mais, peu étendu dans cette partie de la plaine, il ne suffit pas aux nombreux troupeaux qui se pressent sur les rives du lac. Les transhumants doivent se reporter vers des savanes d'interfluves, insuffisantes pour des effectifs aussi nombreux.

Des transhumants n'osent plus s'avancer dans la plaine comme les années précédentes. Ils s'arrêtent sur les colluvions du piémont, au milieu de jachères de maïs. Des recrûs herbeux sont parsemés de pieds de manioc, imposant une attention sans relâche à l'égard des animaux. ***Min dabbi nder bone :*** « *nous avons transhumé dans la souffrance.* » Quand les eaux libèrent enfin les abords de Bambalang, des transhumants ont déjà commencé à remonter vers les plateaux.

Le barrage de Bamendjing entraîne des conséquences encore plus dramatiques en aval de la plaine. Mbororo de Galim et du Bamoun s'agglutinaient dans la bourgoutière du Noun en saison sèche. Or, les eaux du barrage la submergent complètement et ne la libèrent qu'en dernier. Dès lors, les troupeaux sont déviés vers les vallées des Mifi où ils entrent en concurrence avec les transhumants descendus des monts Bambouto. L'entassement de bétail atteint un tel degré dans ces vallées que les herbes sont vite arasées. Des transhumants regagnent précipitamment les monts Bambouto lorsque les animaux n'ont plus rien à paître. Dans leur désarroi, de nombreux Mbororo quittent définitivement les environs de Galim.

Répercussions pastorales

Les années suivantes, les éleveurs tentent de s'adapter tant bien que mal à la perte des meilleurs pâturages de Ndop. D'abord, des anciens cessent de se déplacer. Puisqu'il ne subsiste pas assez de pâturages, autant maintenir le plus possible d'animaux près du ***ruumirde***. Seuls, des fils partent avec une partie du troupeau familial, quand les eaux du lac commencent à se retirer. L'ennoyage de la plaine de Ndop, en bouleversant la transhumance dans toute la partie méridionale des plateaux, a précipité des fixations.

A partir de 1975, les transhumants qui convergeaient au centre de la plaine s'arrêtent à sa périphérie et surtout, se détournent vers d'autres secteurs. Ainsi, des Gosi'en aux environs de Sabga abandonnent Ndop pour le plateau de Bafut. Des Djafoun, près de Jakiri, descendent mainte-

nant vers la vallée de la Bui. D'autres tentent de transhumer au nord, dans la direction de Fonfuka mais ils se heurtent à l'emprise des Akou sur les bas plateaux.

Les détournements de transhumance n'affectent pas seulement les troupeaux qui stationnent autour de la plaine de Ndop. Reportés sur d'autres secteurs de saison sèche, ils provoquent des surcharges qui déclenchent, à leur tour, des réorientations de transhumance.

Les Djafoun des monts Bambouto, supportant mal la concurrence soudaine des troupeaux de Galim le long des Mifi, tentent de transhumer ailleurs. Ils découvrent quelques savanes aux rebords du plateau bamiléké. Les uns passent la saison sèche, à partir de 1975, dans la chefferie de Fotouni qui domine la plaine des Mbo. Les autres vont plus loin et, traversant tout le Bamiléké, débouchent dans la petite chefferie Bangwa, au nord de Bangangté, sur des savanes qui s'inclinent vers la vallée du Noun. Toutefois, ils ne descendent pas encore jusqu'au Noun lui-même, par crainte des glossines (fig. 293).

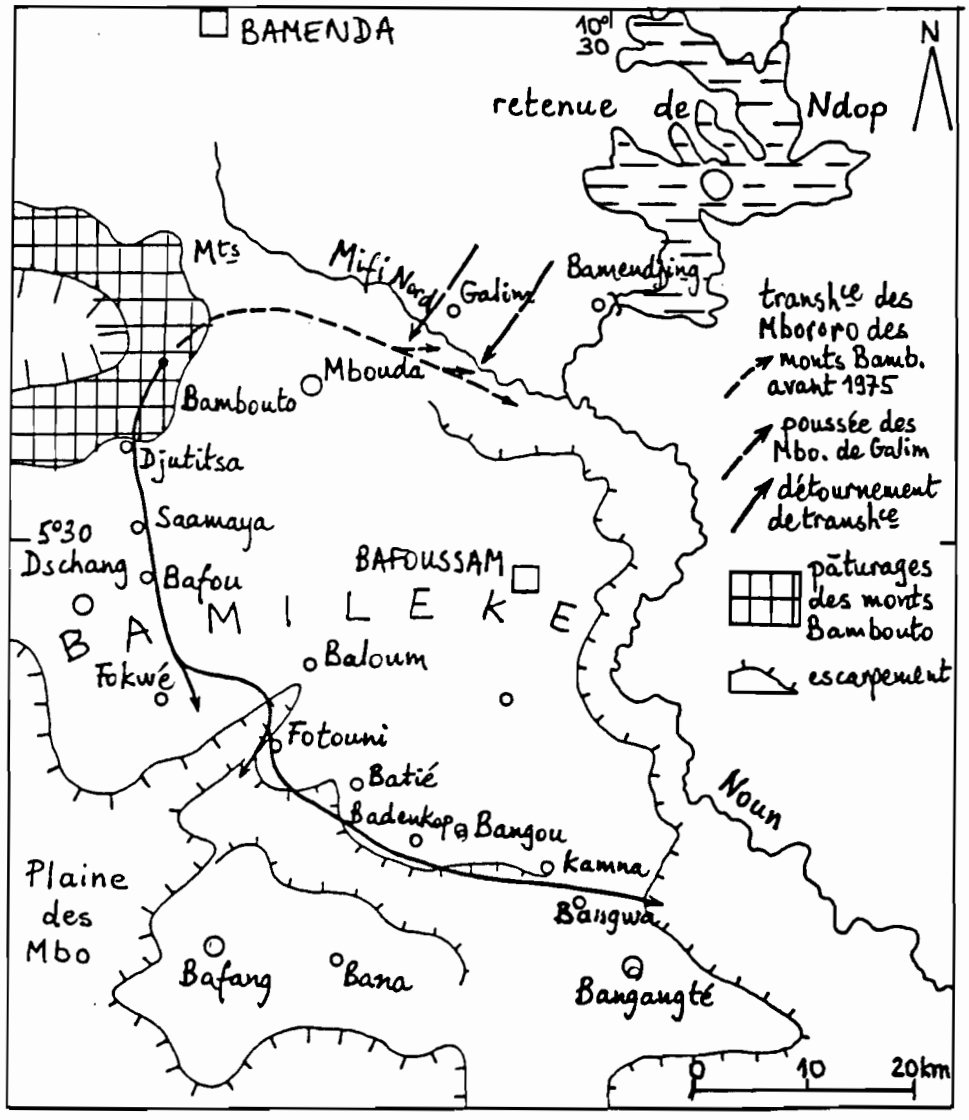


Fig. 293 : *Détournements de transhumance après l'ennoyage de la plaine de Ndop*

Parcourir plus d'une centaine de kilomètres à travers le pays bamiléké ne représente pas une mince affaire. Le plus difficile consiste à sortir des monts Bambouto pour rejoindre les savanes qui bordent le plateau, de Fokwé à Baloum. Sur une vingtaine de kilomètres, de Djutitsa à Saamaya, Bafou et Fokwé, les troupeaux circulent, par la route, entre deux rangées continues de champs. Ensuite, le trajet devient plus accidenté mais moins périlleux pour des troupeaux. De Batié à Bandenkop, Bangou et Kamna, ils profitent d'une échancrure dans la table du plateau, marquée par une discontinuité dans l'occupation agricole (53). Les transhumants progressent alors plus lentement, laissant les animaux paître, en cours de route, des pentes couvertes de savanes. En tout, ils mettent une vingtaine de jours pour rallier Bangwa.

Ce type de déplacement requiert une grande mobilité pour franchir au plus vite des secteurs densément cultivés. Pourtant, de petites familles accompagnent le troupeau, avec femmes et enfants. Par manque d'herbe, les Mbororo se refusent à laisser des animaux sur les monts Bambouto en saison sèche. La diversion d'un flux de transhumance ayant réussi de l'autre côté du Bamiléké, des Mbororo tentent de s'établir à demeure aux environs de Bangangté (fig. 225). On a déjà vu comment, quelques années plus tard, cet essai est en train d'échouer.

53. Contrairement à une idée reçue, l'occupation du sol n'est pas uniformément dense sur le plateau bamiléké. Ainsi, un "creux" de peuplement sépare le plateau méridional de Bafang-Bana et celui de Bafoussam-Bandjoun. Quelques Mbororo occupent, en saison des pluies, des restes de savanes en haut de Bangou et de Bana.

En réduisant la composante en saison sèche d'une grande unité pastorale, l'ennoyage de la plaine de Ndop a remis en cause des équilibres entre groupes d'éleveurs et défait des associations de pâturages. Même des éleveurs éloignés sont affectés par ce changement.

L'adaptation par une plus grande mobilité ne se manifeste pas seulement dans les déplacements saisonniers. Dès 1974, des Mbororo prennent peur de l'ennoyage de la plaine et décident de partir (54). Après la mise en eau du barrage, des éleveurs tentent de s'installer en amont de la plaine, près de Ndop et de Babungo. C'est encore là que subsiste un peu de place, ***babal***, pour les animaux. Mais les rizières s'y étendent d'année en année. Dès lors, la situation apparaît à certains comme insupportable. Ils vendent leurs animaux sur place, afin de gagner rapidement l'Adamaoua, réputé pour l'immensité de ses pâturages. Face à des conditions pastorales de plus en plus dures, les éleveurs se résignent à une forme moderne de fuite, retrouvant un vieux réflexe de nomades soumis à des agressions insurmontables.

54. BOUTRAIS (J.), 1978, "Deux études sur l'élevage en zone humide", fig.45, p. 178.

Gestion de la retenue d'eau et transhumance

Une nouvelle bourgoutière... Le lac de retenue impose une contrainte pastorale plus ou moins sévère, selon la gestion de l'eau adoptée par les techniciens. Avec les années, une réplique de la bourgoutière de Bamendjing s'est reconstituée en bordure du lac, notamment aux environs de Bambalang. Le ***burgu*** s'est transféré de l'aval vers l'amont. En fin de saison des pluies, une végétation herbacée aquatique surnage près des rives plates du lac. Le ***burgu*** s'est propagé à partir des petites cuvettes où il était autrefois contenu. Cette graminée s'avère capable de supporter une hauteur de submersion assez grande.

A présent, les transhumants ne disposent plus de pâturages sur zone alluviale qu'au nord de Bambalang, le long des rives amont du Nun et de ses affluents. Même en pleines eaux, la retenue n'atteint pas, chaque année, l'extension prévue. Sur les

étendues planes des zones alluviales, il était difficile d'anticiper le tracé exact de la courbe correspondant au niveau optimum des eaux. Début novembre 1978, les rives du lac se tiennent en retrait d'1 à 3 km, selon les secteurs, par rapport aux limites prévues (fig. 294).

Début novembre, les troupeaux des Grassfields se mettent justement à descendre vers la plaine de Ndop. Ils séjournent maintenant sur la portion de la vallée du Nun qui reste à découvert, en amont de Bambalang. Beaucoup se dirigent vers la zone alluviale du Maklong, à végétation aquatique plus abondante. Déjà, avant la mise en eau du barrage de Bamendjing, des transhumants quittaient les hauteurs de Jakiri pour gagner les rives des défluents du Maklong : ***Julol Kotimay*** et ***Julol Ibbi***. Désormais, ces prairies alluviales, épargnées par la retenue, concentrent d'innombrables troupeaux. Les transhumants se rassemblent entre Babessi, Basingom et les rives du lac. Même des éleveurs de la dorsale de Bamenda se dirigent vers ces prairies de décrue, en faisant leurs troupeaux traverser la vallée du Nun à la nage. Les bergers suivent les animaux, en louant des barques de pêcheurs. Les pâturages du rivage étant vite épuisés, les animaux entrent à mi-corps dans les eaux, à la recherche du ***burgu***. Quant aux bergers, ils longent les abords marécageux sur des pontons confectionnés avec des troncs de palmiers phoenix.

Une nouvelle fois, les animaux ***boDeeji*** manifestent une meilleure adaptation aux pâturages aquatiques de ***burgu*** que les autres races bovines. Ceux qui possèdent maintenant des goudali, ou des produits de croisements, n'osent pas les envoyer sur les rives du lac. ***Gudaali amin majjan pat :*** *« nos goudali se perdraient tous, »* avouent-ils. Les troupeaux qui pénètrent le plus loin dans les eaux appartiennent à des Madjanko'en, des Faranko'en et des Djaromanko'en.

Les nouvelles prairies aquatiques ne couvrent qu'une frange du lac. Le bétail n'accède aux parties plus profondes qu'à la faveur du retrait des eaux. D'après le témoignage des transhumants, avant 1980, le niveau du lac commençait à baisser dès le mois de janvier. Les troupeaux suivaient alors le recul du rivage, broutant le ***burgu*** au fur et à mesure qu'il devenait accessible. Finalement, les éleveurs se sont adaptés au nouveau rythme de la décrue. Mais les cultivateurs ont fait de même. Sur l'aire de "marnage" du lac, ils ont entrepris de cultiver du maïs de décrue. Un nouvel antagonisme met aux prises éleveurs et cultivateurs.

... encore remise en cause. A partir des premières années quatre-vingt, la retenue de Bamendjing n'est "éclusée" qu'au mois de mars. La mise en service du barrage de Song Loulou, sur la Sanaga elle-même, retarde l'appel aux réserves d'eau stockées par les barrages d'amont. Le retard dans la vidange du lac de Bamendjing aggrave la situation des transhumants. ***Jonta, ndiyam heewa tip, haa seeto yotta, walaa ko canji :*** *« maintenant, l'eau est à ras bord, jusqu'au début des pluies, rien n'a changé. »* Les animaux piétinent au bord du lac, dans l'attente de la baisse des eaux. ***Di ngiila non non, Di yara ndiyam :*** *« les vaches vont et viennent seulement et s'abreuvent. »* Quand les eaux commencent enfin à baisser, les animaux sont épuisés.

La rétention des eaux de Bamendjing en saison sèche détourne les troupeaux vers les dos d'interfluves, aggravant les dégâts aux plantations de manioc. Entre-temps, des cultures se sont en effet étendues sur les

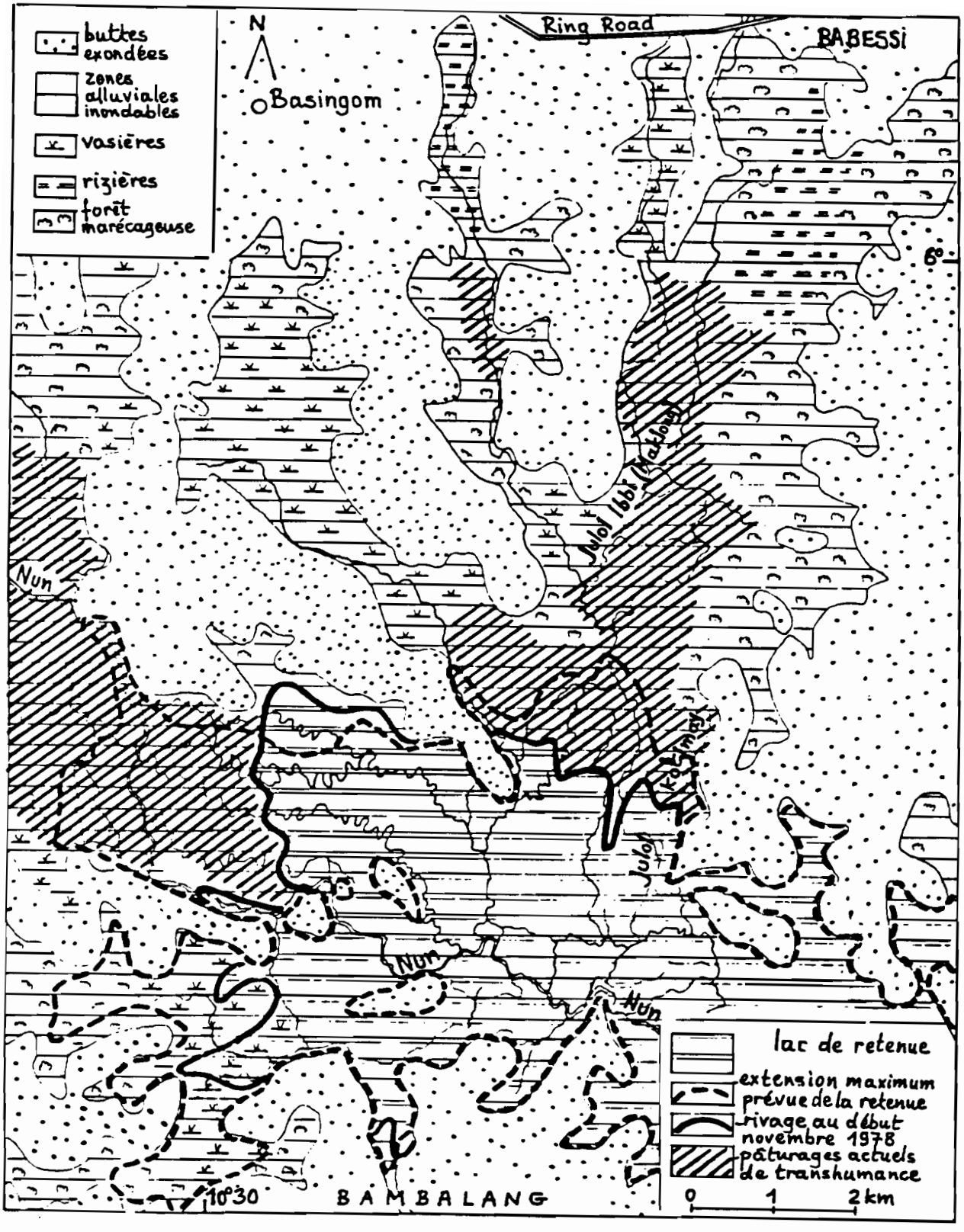


Fig. 294 : ***Pâturages épargnés par la retenue de Bamendjing***

interfluves. Enfin, les eaux stagnantes du lac sont un bouillon de culture pour des miriades de moustiques. A présent, des Mbororo ne consentent plus à descendre avec femmes et enfants dans la plaine. La vie est devenue trop pénible, au bord des marécages infestés d'insectes piqueurs.

Un constat d'exclusion

Les éleveurs aux environs de Ndop sont pleins d'amertume depuis la perte de leur aire de transhumance. ***Diga ko Be sukki ndiyam Bambalang, jooDiiBe lesdi ngalaa jam :*** *« depuis qu'ils ont barré l'eau de Bambalang, les éleveurs fixés au pays ne sont pas bien. »* Certains évoquent avec nostalgie les saisons sèches d'autrefois, quand ils *« entraient dans les prairies de Bambalang. »* Les animaux prenaient du poids, les taureaux montaient. ***Naane, Di koyay sosey haa fadamaare, a numataa ko a sorra ; jonta nagge koyataa bana naane, fuu daliila na'i karataa :*** *« autrefois, les accouplements étaient nombreux dans la plaine inondable, on vendait (des animaux) sans faire attention ; maintenant, les vaches ne vêlent plus comme autrefois ; tout cela parce qu'elles ne sont pas rassasiées. »*

Au malaise pastoral s'ajoute une pointe de rancoeur relative aux conditions dans lesquelles la submersion de la plaine s'est produite. A cette occasion, les villageois ont perçu des indemnités, soit pour la reconstruction des habitations, soit pour des cultures submergées. Non seulement les caféières mais les cultures vivrières ont fait l'objet de dédommagements. Quant aux éleveurs, ils n'ont pas été pris en compte. Pourtant, ils se considéraient comme les principaux utilisateurs des terres ennoyées. L'administration n'a pas voulu reconnaître, même de façon symbolique, les préjudices subis par les transhumants. ***Ko kecco gooro, walaa joBaaDo haa jonta, walaa ko minngi'i, walaa ko min nani :*** *« même une kola fraîche, personne n'a rien reçu, on n'a rien vu ni entendu aucune nouvelle. »* Tout s'est passé comme si les éleveurs n'avaient aucun droit à réparation, confirmant leur conscience de ne pas être des citoyens à part entière. "L'affaire" de Ndop a laissé beaucoup d'amertume dans la population pastorale. La procédure de réparation des dommages a relevé, à la limite, de la faute politique. Encore aujourd'hui, la gestion de la retenue d'eau ne tient pas compte de la population locale.

Bien que sympomatique, l'oubli des éleveurs n'est pas spécifique de Ndop. En d'autres régions, de grandes opérations de "développement" ne les prennent pas mieux en compte. Non seulement pour les cultivateurs, mais également pour les pouvoirs publics, les éleveurs n'utilisent l'espace qu'à titre précaire. A la limite, c'est comme s'ils n'existaient pas.

L'extension des rizières

A part un essor de la pêche sur le lac saisonnier, le barrage de Bamendjing n'apporte rien à l'économie régionale. La déception des autorités locales est à la mesure de l'ampleur des projets qu'envisageait, en son temps, le Cameroun Occidental. Pour apaiser ce mécontentement, le programme rizicole est relancé à partir de 1973.

Antagonisme entre riziculture et transhumants

Introduite en 1967, la riziculture irriguée ne couvre encore que 20 à 30 ha en 1972 : c'est un échec. Culture entièrement nouvelle, elle n'intéresse guère les paysans : ils ne sont pas consommateurs de riz ; les travaux, de juillet à décembre, s'ajoutent à ceux destinés aux cultures traditionnelles ; la société d'encadrement détient un monopole d'achat du riz à un prix peu attractif (55 F/kg). Pourtant, à partir de 1973, les rizières s'étendent rapidement, passant à 525 ha en 1974 et 625 en 1975. Ce sont alors les capacités des petites usines de décorticage qui ne suffisent plus. Des paysans ne peuvent faire décortiquer leur paddy et ne disposent pas de numéraire au moment voulu, alors que pour eux, l'intérêt de la riziculture réside dans la possibilité de gagner de l'argent.

En 1976, un projet ambitieux est conçu pour étendre les rizières à 3.000 ha et renforcer les capacités de décortiquage. Les années suivantes, des rizières s'étendent dans toutes les zones alluviales : Bamessing-Ndop, Babungo, Baba, Babessi, Wasi-Bangolan.

A partir de la fin des années soixante-dix, le barrage de Bamendjing ennoie l'aval de la plaine, tandis que des rizières accaparent l'amont. Les transhumants ne disposent plus que de quelques prairies de décrue entre le lac et les rizières. Celles-ci s'étendent à la périphérie de la plaine, ce qui rend plus difficile l'accès aux pâturages mouillés. Les troupeaux doivent se frayer un chemin entre les cultures d'interfluves. Certes, des rizières occupent des secteurs où les transhumants ne s'attardaient guère autrefois, préférant descendre vers les prairies humides au sud de Bambalang. Mais une fois celles-ci submergées par les eaux, ils se seraient repliés à l'amont des zones inondables.

Les rapports difficiles entre riziculteurs et transhumants ne proviennent pas seulement de l'emprise grandissante des rizières. Avant 1974, cette culture ne tenait qu'une place secondaire dans beaucoup d'exploitations. A côté de quelques grandes parcelles (plus de 50 ares), la plupart des exploitants ne cultivaient que de petites rizières (moins de 20 ares). De plus, la maîtrise de l'eau n'était pas tout à fait assurée (55). Des diguettes restaient sans entretien ou à l'état d'ébauches dans les rizières "sauvages". Le calendrier agricole n'étant pas respecté, les grains n'arrivaient pas à maturité en même temps. Malgré des récoltes en plusieurs passages, des épis mal venus restaient sur le champ, offrant un bon aliment de saison sèche au bétail.

55. S.E.D.A., 1976, "Etude de factibilité pour le passage à 3.000 ha de rizières dans la haute vallée du Noun", t. 3, p. 131.

Pourtant, les riziculteurs n'acceptent pas que les troupeaux circulent librement sur les chaumes de riz. Certains exigent le versement d'un droit de pacage. Après la récolte, des riziculteurs avaient l'habitude de brûler les pailles. Des bergers les ont sollicité de retarder les feux, afin que les animaux puissent brouter les pailles et profiter des épis tardifs. En échange, ils ont offert de l'argent aux cultivateurs. Depuis lors, la pratique s'est codifiée : il faut payer pour entrer les animaux sur les chaumes de riz.

L'intrusion en cachette de bétail sur les rizières récoltées déclenche des bagarres. Des cultivateurs surgissent et chassent les animaux qui, affolés, traversent des parcelles non récoltées. Le berger est alors puni d'une amende, après convocation à Ndop sur plainte des riziculteurs. ***Jonta, Be***

Don sorra pellel haa imBe na'i *: « maintenant, ils vendent leur champ aux éleveurs. »* Des transhumants se résignent à payer parce que les animaux ont faim.

A la limite, la vente des résidus de riz figure encore comme un compromis acceptable. En effet, les transhumants ont conscience d'une hostilité encore plus grande de la part des agents de la société d'encadrement. Ceux-ci proscrivent toute entrée de bétail, l'accusant de détériorer les diguettes et les canaux. ***ImBe agri, Be ngiiDaa haala na'i ko sedda*** *: « les gens du service de l'agriculture ne veulent pas entendre parler des vaches. »* ***Suuno maBBe, Be kaDa na'i haa pellel maroori fuu*** *: « ce qu'ils souhaitent, c'est interdire les vaches partout où il y a du riz. »* Devant cette hostilité, les éleveurs se retournent vers l'administration pour qu'elle intervienne en leur faveur.

Le pire, pour les Mbororo, c'est de voir des chaumes de riz brûlés sans que le bétail en tire parti. De même pour les tas de balle de riz qui restent sur le champ, après battage. Pour les éleveurs, les brûler, ***Dum ganyaandi tan*** *: « c'est seulement de la méchanceté. »* Certes, c'est un fourrage de médiocre qualité, mais les animaux le grapilleraient en saison sèche.

Conséquences pastorales d'une riziculture plus intensive

Par des aménagements hydrauliques, la société d'encadrement s'efforce de développer un cycle supplémentaire de riz en culture irriguée. La seconde culture de riz irrigué s'oppose à la présence du bétail, en l'excluant des secteurs remis en eau et en accentuant d'autres antagonismes entre agriculture et élevage. Les nouveaux travaux entrent en concurrence avec ceux destinés au maïs : repiquage du riz contre préparation des billons de maïs, désherbage du riz contre sarclages du maïs. La principale ressource vivrière souffre des efforts d'intensification de la culture du riz. De cette concurrence dans les travaux résulte une revalorisation du manioc comme assurance alimentaire. Les conséquences ne sont pas négligeables pour les transhumants.

Avant 1975, le manioc ne représentait qu'une culture secondaire. Bouturé avant la mise en repos des parcelles, il servait simplement d'indicateur foncier, ne faisant l'objet d'aucun soin et parfois, n'étant même pas récolté. Les cultivateurs ne s'opposaient pas franchement à ce que des animaux déambulent dans les vieilles jachères de maïs. Ils prévenaient les dégâts en effeuillant les pieds de manioc. Ne restaient que des tiges non consommées par les animaux. Un rapport de 1976 s'en tient au constat d'une culture marginale : « dans les conditions actuelles, le manioc ne paraît pas avoir un avenir assuré dans la zone » (56).

56. S.E.D.A., 1976, p. 109.

Les transhumants partagent cette appréciation : le manioc n'a pas vraiment d'importance agricole. ***Gese ngalaa, diga mbay tan ; mbay boo vi'e-ma ngesa naa ?*** *: « il n'y a pas de champs, seulement du manioc ; dira-t-on que du manioc, c'est un vrai champ ? »* Pourtant, cette culture n'est plus marginale, lorsque le maïs tend à être négligé au profit du riz. Même isolés au milieu de mauvaises herbes, les pieds de manioc deviennent précieux, en cas de soudure difficile. A présent, les cultivateurs contraignent les

transhumants à dédommager les dégâts au manioc. Ceux-ci ne comprennent pas ces exigences nouvelles. Pour eux, ce n'est que ***ledde meere*** : « *du simple bois.* »

Finalement, la riziculture intensive ne s'oppose pas seulement par elle-même à la présence du bétail. En perturbant le système agricole traditionnel, elle le rend plus incompatible avec la transhumance de saison sèche. A la fin des années quatre-vingt, la seconde culture de riz est abandonnée à Ndop mais les rizières ne s'ouvrent pas davantage au bétail.

Les transhumants à Ndop ne vivent plus dans l'insouciance d'autrefois. La menace des cultures devient tellement omniprésente qu'il faut enfermer les animaux de nuit. ***Nyende a rimdi na'i ma Do nii, to naa haa koowaagol, Di mbaalataa jam*** : « *le jour où tu transhumes avec tes vaches, si ce n'est pas dans une clôture, elles ne passent pas bien la nuit.* » Dure obligation pour des transhumants qui tenaient autrefois à laisser les animaux paître de nuit, à la fraîcheur. La pâture de nuit maintient les animaux en état, au cours de la période la plus chaude. Mais elle suppose un espace pastoral ouvert, sans risque de dégâts. La divagation du bétail n'est plus possible dans une plaine parsemée de cultures, même en saison sèche.

Le destin de la plaine de Ndop n'a pas entériné les grands projets de culture mécanisée élaborés dans les années soixante. Néanmoins, elle a cessé d'être attractive pour les éleveurs. Les Mbororo proches y descendent encore mais avec appréhension. ***Jonta, ko min ummake, min dirti Do, belDum walaa*** : « *maintenant, quand nous partons descendre là, nous ne sommes pas bien.* » L'antagonisme entre l'élevage et la riziculture irriguée n'est pas spécifique à la plaine de Ndop. Il se retrouve, avec une ampleur plus grande, aussi bien dans la plaine du Logone et le delta central du fleuve Niger que dans la vallée du fleuve Sénégal (57).

Comment la transhumance pourrait-elle s'adapter aux changements survenus dans la plaine de Ndop ? En 1974, quelques propositions furent avancées pour aménager les prairies de décrue encore disponibles et détourner des itinéraires vers les plaines du Mbam ou la basse vallée du Noun, grâce à une assistance vétérinaire (58). Aujourd'hui, les transhumants souhaitent simplement que les eaux de Bamendjing soient relâchées le plus tôt possible. Ainsi seraient découvertes les étendues de ***burgu*** qui se sont reconstituées en bordure du lac. Mais ces modestes réclamations ont-elles quelque chance d'être entendues ? Les ingénieurs hydro-électriciens connaissent à peine l'existence des éleveurs transhumants...

Nouvelles bousculades par les Akou

Au moment de la submersion de la plaine de Ndop, il semblait possible de détourner une partie des transhumants en direction de Magba, au nord du Bamoun. Des traitements trypanocides réguliers, comme en Adamaoua, auraient rassuré les Djafoun qui hésitaient à envoyer leurs troupeaux vers ces savanes à basse altitude. En fait, la géographie de l'élevage a évolué plus rapidement que prévu. Sans intervention extérieure, non seulement des éleveurs ont dévié les troupeaux vers ces plaines mais ils ont décidé de s'y

57. SANTOIR (C.), 1983, "Peul et aménagements hydro-agricoles dans la vallée du Sénégal", in "Raison pastorale et développement : les problèmes des Peul sénégalais face aux aménagements", p. 151 et suiv.

58. BOUTRAIS (J.), 1974, "Etude d'une zone de transhumance : la plaine de Ndop (Cameroun) ; résumé et recommandations" (en français et en anglais).

installer à longueur d'année. L'extension de l'aire d'hivernage à basse altitude représente une innovation qui perturbe d'anciennes associations de pâturages. Une nouvelle fois, des transhumances se trouvent désorganisées.

Intrusions des Akou à basses altitudes

Les courants migratoires des Akou ont déjà fait l'objet d'une présentation. Il ne s'agit pas d'analyser leur installation aux basses altitudes, mais d'indiquer ses conséquences pour les transhumants. Lorsque des Akou sont expulsés de Dumbo, en 1975, peu d'entre eux trouvent refuge au Bamenda. Beaucoup s'enfuient au Bamoun et, de là, encore plus loin, par une grande migration vers le centre de l'Adamaoua.

Quelques-uns n'entreprennent pas d'aussi longs déplacements mais innovent en altitude. Au lieu de se tenir à 900-1.000 mètres en saison des pluies, ils n'hésitent pas à descendre à 800 mètres et même plus bas. A partir de 1976, ils s'installent au pied des hauts plateaux du côté des plaines Tikar et Mbaw. En quelques années, toutes les basses pentes voisines de Lip, Mabibi, Mboko, puis Mbaron et Nsop sont occupées par des troupeaux de zébus blancs en saison des pluies (fig. 295). Les savanes à basse altitude offrent des pâturages abondants. Le couvert boisé des pentes de piémont est moins dense qu'au centre des plaines, ce qui limite l'infestation en glossines (59). Soit par une meilleure résistance de leurs zébus, soit grâce à l'achat de trypanocides, les Akou maîtrisent la trypanosomose bovine.

59. Dans la plaine Mbaw, les formations arbustives claires de piémont passent à un réseau serré de forêts alluviales, dans la plaine proprement dite (HAWKINS, P. et BRUNT, M., 1965, p. 159 et photogr. 17).

Une nouvelle fois, des Akou s'approprient les secteurs de transhumance de Djafoun et remettent en cause l'organisation pastorale à partir des hauts plateaux. Les nouveaux campements se situent presque toujours sur des pâturages de transhumance que les Djafoun viennent de quitter. Les Akou procédaient déjà de cette façon sur le plateau de Dumbo, dans les années soixante. Tout se passe comme si, d'un relief à l'autre, les Djafoun préparaient le terrain, en saison sèche, à l'installation future des Akou. Ensuite, ils ne peuvent que constater, impuissants, l'usurpation de pâturages. ***Be Don ruuma haa seedirle am naane :*** *« ils (les Akou) hivernent dans mes anciens campements de saison sèche. »*

Un contentieux pastoral exacerbé

Devant l'accaparement de leurs secteurs de transhumance, beaucoup de Djafoun cessent de se déplacer. Quelques pointages indiquent une tendance à la sédentarisation, sur les plateaux de Nso et Ndu.

A Kishong et Takui, 7 familles gosi'en ne transhument plus depuis 1983. A Dzeng, 9 familles du lignage s'arrêtent la même année et une en 1984. A Mbiame, 4 Aoutanko'en cessent de descendre en 1983, tandis que les Kounnanko'en et Dabanko'en continuent de transhumer vers la plaine Mbaw (20 familles) et Mabibi (10 familles). A Dji Gadjeré, la plupart des Rahadji ne descendent plus vers la plaine Mbaw (12 familles contre 3). Leur abandon de la transhumance, amorcé en 1983, se généralise en 1984 et 85.

Après quelques années, l'intrusion des Akou fige des Djafoun en altitude. Une partie des mouvements de transhumance reportés sur la carte 9, vers Lip et Mbaw, n'existe plus en 1986.

Risques sanitaires

En saison sèche, les Akou quittent le pied des plateaux pour s'avancer en plaine, vers Magba et le long de la Mapé. Lorsqu'ils descendent, les Djafoun repèrent des secteurs libérés. Mais ils ont la hantise d'entrer leurs troupeaux sur ***doogol*** : un pâturage déjà exploité. ***Geene doogol na'i maBBe, kanjum min kulay, ndikka dow caBBal*** : « *l'herbe déjà pâturée par leurs vaches, c'est de cela dont nous avons peur, il vaut mieux rester sur le haut plateau.* » D'après les Djafoun, si les animaux ***boDeeji*** paissent après ceux des Akou, ils attrapent des maladies. La plaine, c'est déjà, par elle-même, un milieu insalubre. ***Ton nyaw woni*** : « *c'est là que sévit la maladie.* » Mais les Djafoun précisent tout de suite : « *ces maladies ont été introduites par les animaux des Akou.* » Quelques transhumants, ayant subi une hécatombe en saison sèche, nourrissent un ressentiment aigu à l'égard de ceux qui les ont précédés.

> Un Rahadji perd une centaine de têtes en 1984 sur un cheptel de 390 bovins. Tel autre déplore la perte de 12 animaux dans la plaine Mbaw sur une quarantaine seulement. ***Di nyaami doogol Aku, Di vonni masin*** : « *elles (les vaches) ont mangé de l'herbe des Akou et elles en ont beaucoup souffert.* »

De quelle maladie s'agit-il ? Les désignations restent imprécises et ambiguës : ***pi'al***, la fièvre ou ***pi'e aku***, la fièvre des Akou. Cependant, les Djafoun différencient ***Badawnde*** : la trypanosomose bovine de ***nyaw na'i akuuji*** : la maladie des vaches akou. Des informateurs assimilent cette maladie avec ***kenye*** ou ***sammoore***, le dernier terme s'appliquant habituellement à la babésiose. Il est probable que les désignations précédentes se rapportent également à cette maladie, effectivement redoutable.

Pour les Djafoun, elle est directement liée à une occupation antérieure par des Akou : ***yaake min seedoya dow ruumirde Aku*** : « *(elle survient) quand nous transhumons sur les sites d'hivernage des Akou.* » En fait, la maladie n'est pas transmise par les herbes, comme le pensent les Djafoun, mais par de petites tiques infestées à partir d'animaux porteurs. Les parasites trouvent de nouveaux hôtes auprès d'animaux transhumants, non prémunis car descendus de pâturages indemnes. La maladie se déclare alors de manière foudroyante. Après des pertes sévères, les éleveurs des hauts plateaux n'osent plus redescendre en saison sèche. ***Luggere meedi min tan*** : « *la plaine nous a proprement chassés.* »

Dégradations de pâturages

Au risque sanitaire s'ajoutent d'autres effets pernicieux de la présence des Akou en plaine. Beaucoup possèdent des troupeaux de 100, 200 voire 300 têtes qui ne sont pas scindés en petites unités de gardiennage. Résultat : les gros troupeaux dégradent rapidement le couvert herbacé autour des campements. La végétation herbacée à basse altitude ne supporte pas une

pâture prolongée, par absence de graminées de remplacement. ***Na'i maBBe tampina geene luggere*** : « *leurs vaches épuisent les herbes de plaine.* » Les Djafoun accusent les Akou de ne pas prendre de précaution pour sauvegarder les pâturages. Curieusement, ils reprennent à leur compte, contre les Akou, les anciens arguments de l'administration anglaise...

Les transhumants descendus des hauts plateaux ne disposent plus de savanes abondantes. La dénudation du sol compromet davantage l'avenir pastoral, en favorisant l'implantation d'une espèce pionnière, le ***bokasa*** : *Chromolaena odorata*. Cette calamité végétale de toutes les savanes pluvieuses n'épargne pas les plaines du Mbam. Elle est signalée en 1980-81 à Lip et à Mabibi où il suffit de deux à trois ans pour qu'elle envahisse les abords des campements. En quelques années, les fourrés deviennent impénétrables. En 1986, elle ferme une grande partie des pâturages autour de Lip puis touche ceux de Mboko. Elle gagne des pâturages jusqu'à 1.000 mètres, sans avoir pour autant atteint sa limite altitudinale. A la faveur de la pâture, l'embroussaillement des savanes à basse altitude progresse rapidement.

Déjà, des Akou s'enfuient de Lip, devant la dégradation de leurs nouveaux pâturages, pour se réfugier en direction de la plaine Mbaw. Mais *Chromolaena*, dans sa progression vers le nord, finira par les rejoindre. Ainsi, les Akou n'ont peut-être réussi que temporairement à investir la plaine. Ils créent eux-mêmes les conditions d'une transformation des savanes qui deviennent impénétrables au bétail.

Des sédentaires malgré eux

Devant ces nouvelles contraintes, des Djafoun cessent de transhumer, comme à contre-coeur. ***Na'i Don haa dow caBBal, ndaa Domka, ndaa veelo*** : « *les vaches restent sur le haut plateau ; voilà la soif, voilà la faim.* » Les animaux sont épuisés en fin de saison sèche mais, du moins, restent-ils indemnes de maladie. Avec les pluies, ils reprennent du poids.

Une fois les pluies rétablies, des Djafoun envoient des troupeaux brouter les premières pousses en bordure de plateaux. C'est simplement ***seetingo*** : passer le début de la saison des pluies, une forme de transhumance résiduelle. Les troupeaux ne descendent plus en plaine et ne s'absentent qu'environ un mois. Pourtant, même ces déplacements écourtés ne satisfont pas tout à fait les éleveurs : des pentes abruptes et glissantes, après les pluies, provoquent des accidents.

> Un Gosi de Takui qui possède 240 bovins en a perdu 12 à la suite de chutes dans les ravins, en une seule saison ***seeto***. Il n'enverra plus ses animaux en terrain aussi dangereux. Désormais, ils resteront à longueur d'année sur la table du ***caBBal***.

Les infiltrations des Akou sur d'anciens pâturages de saison sèche dérèglent les systèmes pastoraux des éleveurs en hauts plateaux. En se sédentarisant, ils se dérobent aux dangers de la transhumance en plaine. Mais l'absence de toute alternance de pâturages est souvent mal vécue.

La mobilité comme échappatoire

Quelques Djafoun réagissent différemment à la présence des Akou au pied des hauts plateaux. En se faufilant entre eux, ils partent transhumer plus loin en plaine (fig. 295).

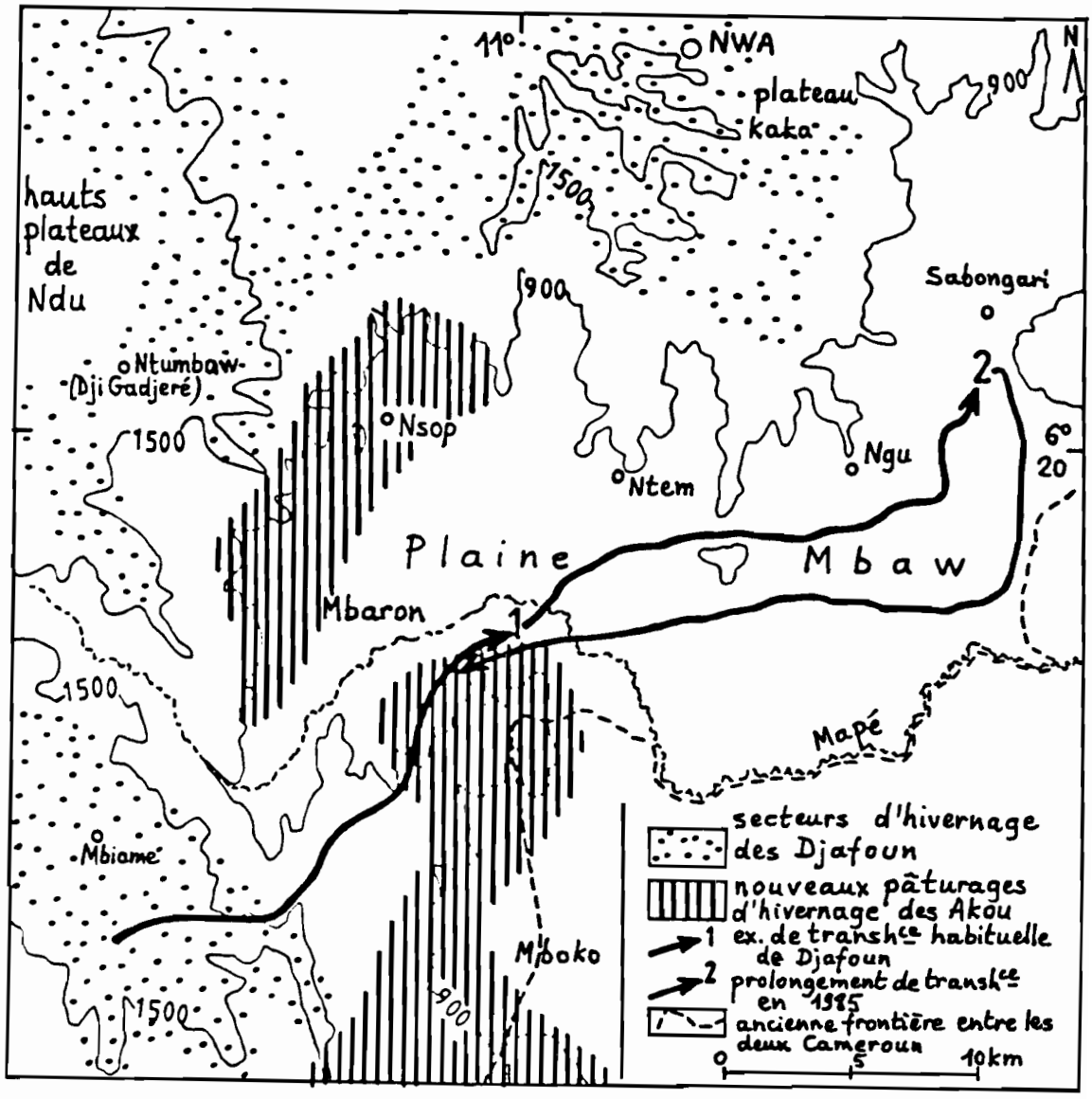


Fig. 295 : ***Allongement d'une transhumance d'éleveurs de hauts plateaux***

En 1985, des Kounnanko'en de Mbiame descendent comme d'habitude vers la plaine Mbaw. *Min tawi daama walaa ; Aku nduumi haa pellel ngel ; waane jooDugo :* « *nous trouvons qu'il n'y a pas moyen (de transhumer là) ; des Akou ont hiverné à cet endroit ; impossible de rester.* » Ils traversent alors la Mapé et se dirigent au nord de la plaine Mbaw, vers les anciens pâturages de transhumance des Mbororo du Mambila. *Min tawi nokkuure haa ton, min tawi geene :* « *nous avons trouvé de la place là-bas, nous avons trouvé de l'herbe.* » Au lieu de s'arrêter juste au pied du plateau, les transhumants ont allongé leur déplacement, à la recherche de pâturages libres.

Face à l'infiltration des Akou, la transhumance des Djafoun devient flexible. Chaque année, les itinéraires sont adaptés pour éviter le voisinage des Akou qui, eux-mêmes, changent constamment de pâturages. ***Be nduuma ndungu go'o go'o, fuu Be dogga, Be nanga pellel kesel*** : « *ils hivernent un an, un an, puis ils partent et prennent possession d'un endroit neuf.* » Les Akou nomadisent, en progressant du Bamoun vers le centre des plaines. Dès lors, les Djafoun qui transhument encore n'empruntent plus d'itinéraires réguliers. A chaque saison sèche, ils prennent de nouvelles initiatives, au coup par coup. Leurs déplacements saisonniers perdent une partie des caractères de la transhumance, en tant que va-et-vient régulier entre les mêmes pâturages.

Ce type de "transhumance imprévisible" ne convient guère à de grandes familles qui se déplacent au complet avec le bétail. Pour être mobiles et prêts à parer à toute éventualité, seuls quelques jeunes conduisent les animaux.

> Un Rahadji d'une vingtaine d'années se déplace sans cesse en saison sèche, accompagné de sa jeune femme. ***O seedi waancuru ; o ye'hi nii lewru, salori mo ; o lori nii fahin*** : « *il a passé la saison sèche à se déplacer, il est allé à tel endroit pendant un mois, c'était intenable ; il est reparti à tel autre endroit.* » La transhumance reprend le caractère d'une aventure.

Les deux groupes mbororo se livrent une véritable course aux pâturages de plaine. Chaque année, c'est à qui profitera le premier des meilleures herbes. Mais, à long terme, l'issue de la compétition ne fait guère de doute. Les Akou finiront par accaparer (***jaBta***) les plaines et par en écarter les Djafoun. En effet, leurs animaux sont mieux adaptés à des contextes sanitaires difficiles et à des pâturages dégradés. Seuls, les Djafoun dont les animaux acquerront une immunité aux maladies transmises par les tiques pourront se maintenir aux côtés des Akou. C'est déjà le cas de ceux qui séjournent à moins de 1.500 mètres, autour de Mbiame. ***Sey durugo bee Aku ; na'i amin bee na'i maBBe, min wakkeere go'o*** : « *il n'y a plus qu'à garder (le troupeau) près des Akou ; nos vaches et les leurs sont du même côté.* »

Quant aux Djafoun des hauts plateaux, il leur sera de plus en plus difficile de descendre, en saison sèche, vers les plaines du Mbam. Ils ont déjà conscience d'être encerclés par les Akou. ***Aku, Be taari caBBal; min kam, min Don caka*** : « *les Akou, ils entourent le haut plateau ; nous autres, nous sommes au milieu.* »

Si une nouvelle carte des éleveurs était dressée, elle montrerait l'encerclement des Djafoun par les Akou. Ceux-ci procèdent partout de la même façon, en s'installant dans les secteurs de transhumance des Djafoun. Ils ont commencé par investir les pâturages de saison sèche les plus élevés, autour de Dumbo et de Wum. A présent, le processus se répète à un "cran" inférieur d'altitude. Insidieuse, la compétition pastorale devient permanente. Dans ce contexte, les règlements de transhumance sont de plus en plus dépassés.

Un refuge extrême des transhumants

En 1986, un seul niveau de savanes échappe à l'emprise des Akou, celui du plancher alluvial de la Donga. Cette plaine est encore plus basse que les précédentes, à seulement 250-300 mètres d'altitude. Côté camerounais, c'est une contrée des plus isolées, entre la frontière du Nigeria et l'abrupt des hauts plateaux de Nkambe.

Un essai d'installation d'éleveurs, suscité par une administration inquiète des conséquences du ranch de Dumbo, a complètement échoué. Une fois n'est pas coutume, l'échec des Akou a fait le bonheur des Djafoun. Les premiers s'étant presque tous repliés en 1979, des savanes à faible altitude sont devenues disponibles aux transhumants. Les Djafoun de Nkambe et de Binka s'y dirigent de plus en plus.

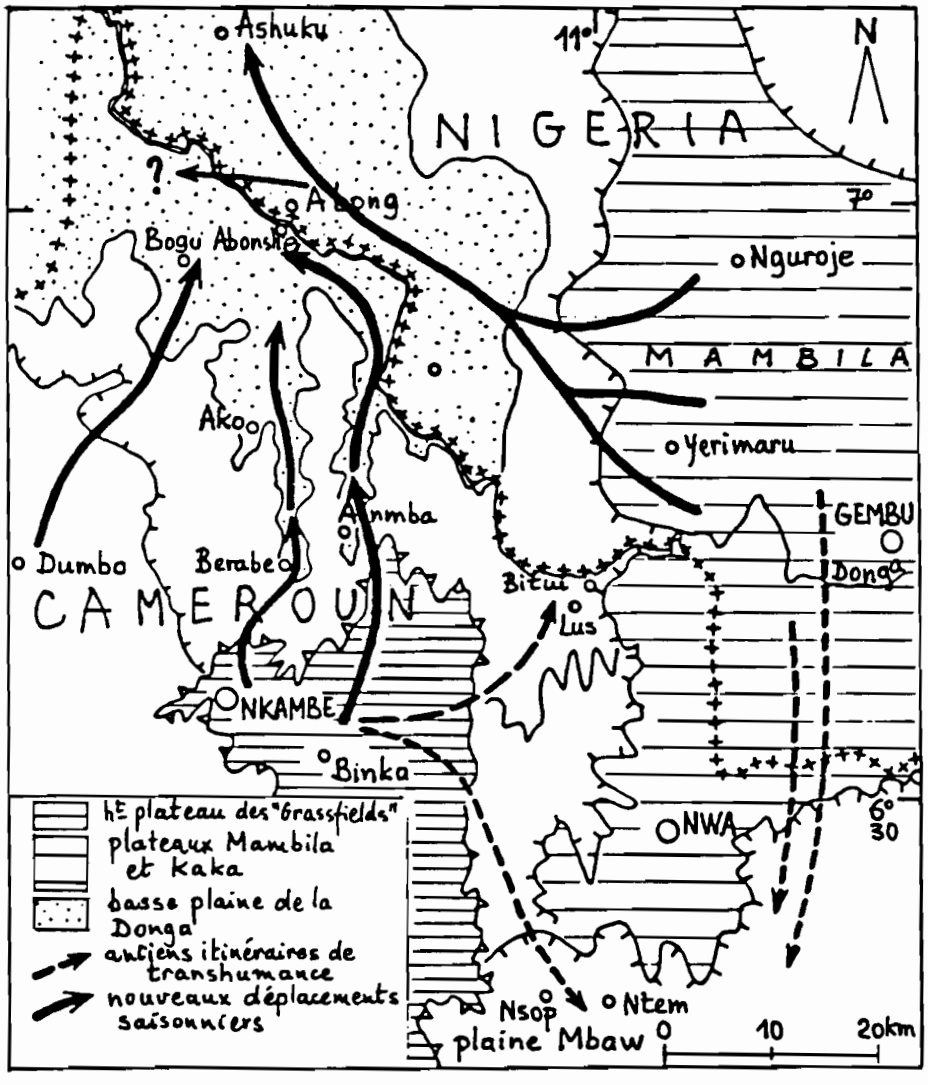


Fig. 296 : *Nouveaux itinéraires de transhumance vers la plaine de la Donga (Cameroun - Nigeria)*

sources : enquêtes personnelles et R.I.M., 1984, carte 7 : "Dry season cattle migrations before 1983".

Les éleveurs de Binka se détournent de la plaine Mbaw, après des pertes sérieuses subies lors de la saison sèche 1982-83. Certains se reportent vers les vallées du plateau Kaka mais les pâturages de saison sèche s'y restreignent à des fonds de vallées accidentés. Dès lors, d'autres descendent vers la plaine de la Donga. Les animaux doivent dévaler un immense escarpement de plus de 1.000 mètres mais, une fois en bas, ils disposent de pâturages abondants.

Dès les premières années quatre-vingt, des Djafoun de Nkambe descendent les vallées d'Anmba, de Berabe et d'Ako, tapissées d'herbe à éléphants. De leur côté, les Akou de Dumbo gagnent, en saison sèche, les environs de Bogu. De là, ils atteignent bientôt Abonshe, sur les rives de la Donga. A leur tour, les Djafoun de Binka s'engagent dans la plaine, à partir de 1983-84. Ils exploitent des repousses abondantes, sur interfluves. Tous les transhumants, même les Akou, reconnaissent que la plaine est infestée de glossines. Mais ils prennent le risque d'envoyer les troupeaux pour un mois ou deux. Des trypanocides se vendent librement aux marchés frontaliers (fig. 296).

Alors que les transhumances s'allongent vers la plaine de la Donga, les éleveurs du Mambila entreprennent des déplacements comparables, de l'autre côté de la frontière. Exclus du Cameroun, ils se reportent également vers la plaine de la Donga. A partir de 1977, ils séjournent aux environs d'Abong (60). Ces savanes de basse altitude deviennent rapidement un secteur pastoral important en saison sèche. Au Nigeria, les Djafoun prétendent s'en réserver l'usage, à l'encontre des Akou.

Des deux côtés de la frontière, le palier altitudinal le moins élevé se trouve inclus, en quelques années, dans les systèmes d'élevage des hauts plateaux. Mais l'afflux soudain de transhumants est mal accueilli par les habitants de la plaine, Mbembe et Tigong, qui cultivent du sorgho à long cycle. Encore sur pied à l'arrivée des troupeaux, cette culture risque fort de subir des dommages (61).

Contrairement à tous les autres secteurs de transhumance, les Djafoun ne se heurtent pas à la concurrence d'Akou dans la plaine de la Donga. Les faibles altitudes et l'échec de l'installation dirigée en 1976 écartent cette éventualité. Pour combien de temps encore ? Chaque fois que les transhumants se sont aventurés à des altitudes plus basses, les animaux ont d'abord subi de sévères attaques de trypanosomose. Ensuite, avec le temps, elles sont devenues moins graves. Tout se passe comme si la présence régulière de bétail assainissait le milieu. *Na'i ndiiwi Badawnde : « les vaches ont chassé la trypanosomose. »* Rabattues par les animaux dès les premières pousses, les herbes perdent en hauteur et en densité. Le couvert herbacé devient plus aéré, clairsemé. A la faveur du processus d'assainissement, les Akou réussissent bientôt à maintenir leurs animaux sur place, à longueur d'année. Les Djafoun transhumants sont écartés.

Pour la plaine de la Donga, l'évolution n'est encore qu'amorcée. L'administration eut tort, en 1976, de transférer des Akou, expulsés de Dumbo, vers une plaine qui n'était pas déjà parcourue par des transhumants. N'ayant bénéficié d'aucun assainissement par les troupeaux en saison sèche, elle n'était pas prête, a fortiori, pour accueillir des troupeaux en permanence. A présent, les transhumants y descendent chaque année ; le "façonnement" d'un nouveau milieu pastoral a commencé.

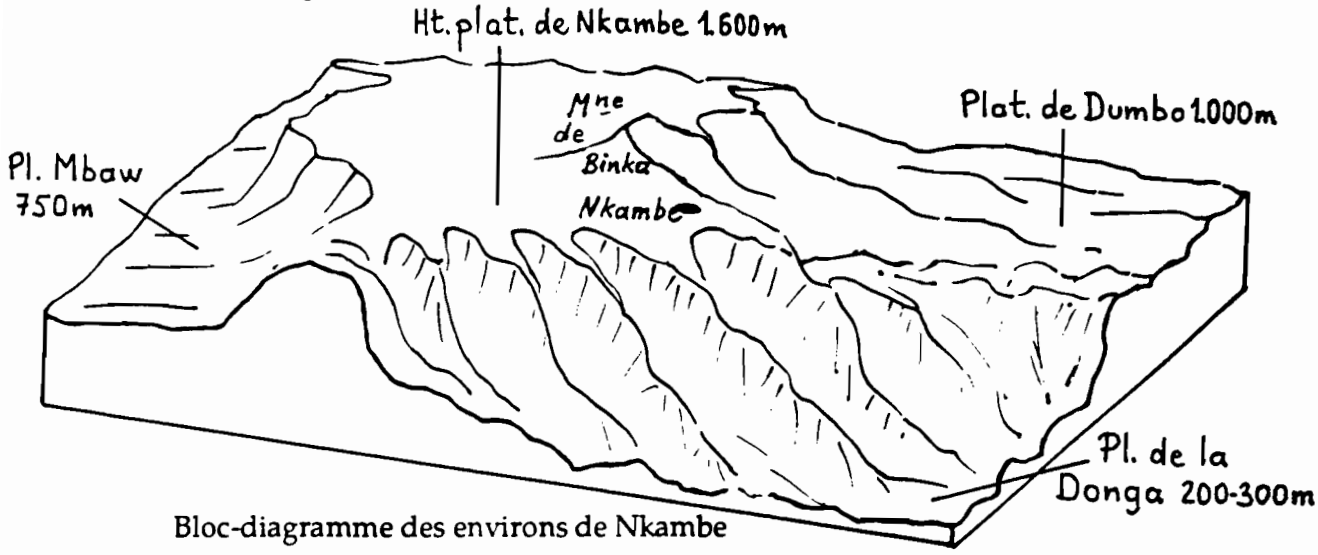
60. R.I.M., 1984, p. 84. D'après ce rapport, des transhumants en provenance du Mambila nigerian passeraient au sud de la Donga, du côté camerounais. Les lignages étant apparentés, les différences de nationalité sont mieux vécues par les Mbororo que les oppositions entre Djafoun et Akou.

61. Du côté nigerian, les cultivateurs réussissent à faire entendre leurs plaintes. En faisant pression sur le "Local Government" du Mambila, ils restreignent le nombre de troupeaux admis à transhumer officiellement vers la Donga (R.I.M., 1984, p. 88).

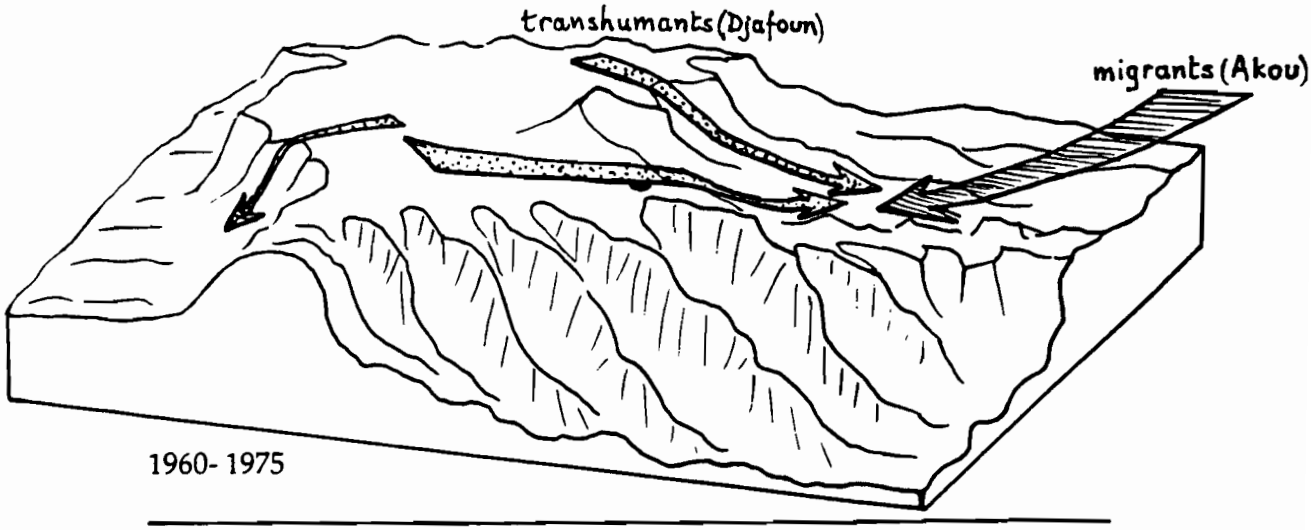
La transhumance dans la plaine de la Donga comporte encore des aléas. En 1986, beaucoup de Djafoun de Nkambe n'osent descendre les troupeaux aussi bas : ***min kula Badawnde wakkere wayla-Do*** : *« nous avons peur de la trypanosomose vers le nord, là-bas, »* avoue un Ringuimadji. Ceux qui s'aventurent vers la Donga comptent sur l'influence réparatrice de l'altitude pour juguler l'effet des piqûres de glossines subies en plaine.

Alors que les transhumants prolongent leur séjour après les premières pluies, en secteurs salubres, ce n'est pas possible en plaine de la Donga. Le risque serait trop grand. ***To seeti, to ndiyam toBi nii, Di ngarta, wala ko Di daro ton*** : *« quand la saison pluvieuse arrive, que les averses se mettent à tomber, les vaches reviennent, elles ne peuvent rester là-bas. »* Les Djafoun se méfient de secteurs de transhumance situés à des altitudes aussi faibles. A mesure qu'ils perdent leurs pâturages habituels de saison sèche, ils sont contraints d'en explorer d'autres, toujours plus à la limite des possibilités pastorales.

Depuis plusieurs décennies, la transhumance fait l'objet d'enjeux pastoraux, selon une logique qui se répète, d'un palier altitudinal à l'autre (fig. 297).



Bloc-diagramme des environs de Nkambe



1960- 1975

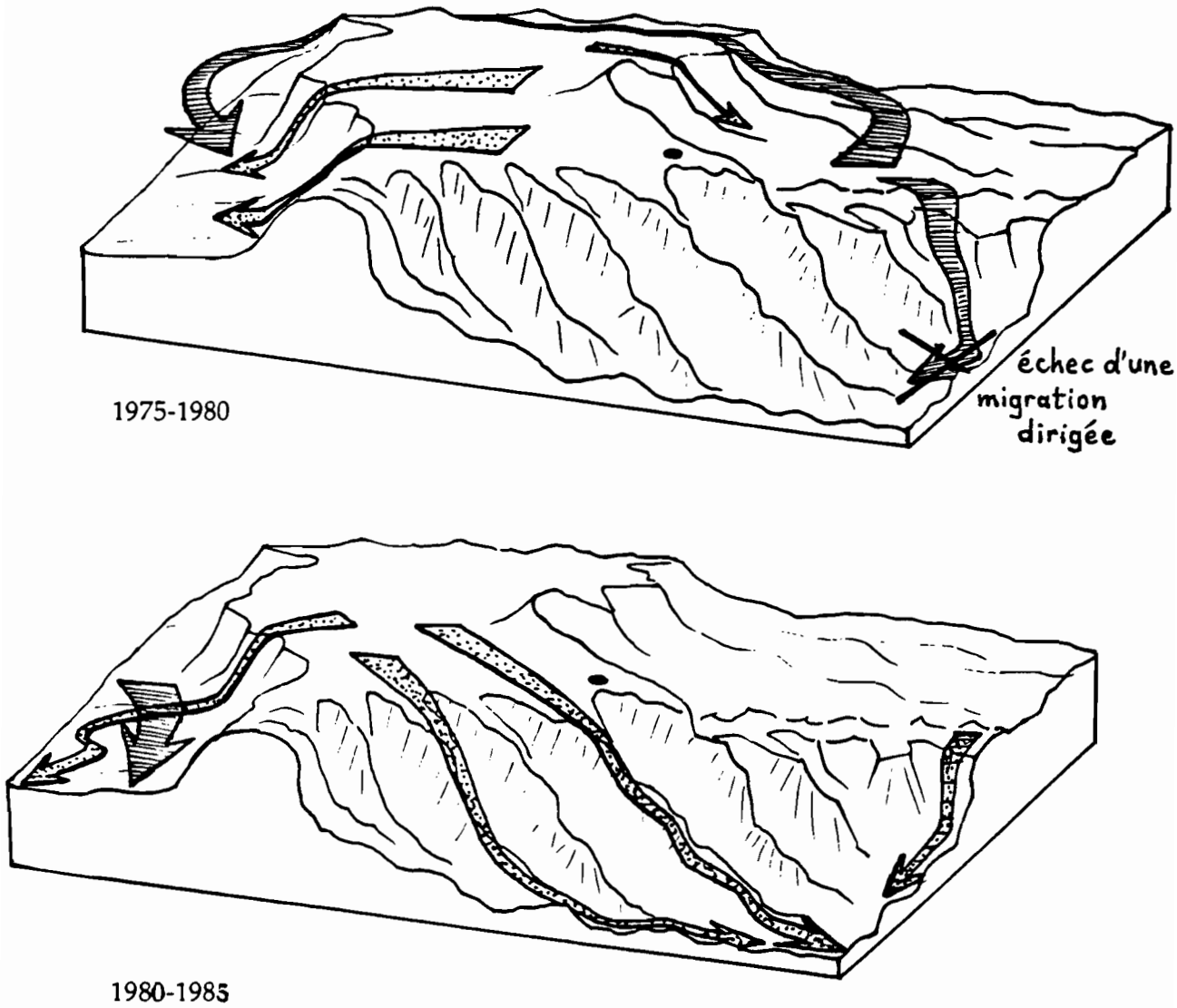


Fig. 297 : *Schémas des compétitions pastorales dans la région de Nkambe*

Les Djafoun des hauts plateaux préparent involontairement les pâturages de saison sèche pour une installation des Akou. Au fur et à mesure qu'ils ont décalé leurs destinations de transhumance à des altitudes plus basses, les Akou les ont "suivis", après un délai plus ou moins long. Il y a fort à parier que leur premier échec dans la plaine de la Donga n'est que provisoire. Dès que les transhumants auront rabattu les grandes herbes et assaini le milieu, des éleveurs tenteront de s'y établir, à longueur d'année. Les Djafoun des *caBBal* perdront un refuge ultime de transhumance.

Une répétition du scénario de Ndop ? (carte h.t. n° 2)

La plaine Mbaw et ses prolongements, du côté bamoun, ne sont pas seulement l'enjeu d'une compétition entre Mbororo. Tout se passe comme si l'histoire de la plaine de Ndop se répétait. Bien qu'elles ne présentent pas, du point de vue géographique, une réplique exacte de celle de Ndop, ces plaines sont soumises aux mêmes alternatives de mise en valeur : élevage en saison sèche ou rizières et/ou barrage réservoir.

Isolée dans le cadre de l'ancien Cameroun Occidental, la plaine Mbaw n'a pas suscité autant de projets de développement que celle de Ndop. En 1965, une étude pédologique détaillée était pourtant accompagnée de propositions de développement (62). Le principal obstacle tenait alors aux difficultés d'accès à partir des hauts plateaux. Quant à l'élevage, la trypanosomose interdisait aux troupeaux d'exploiter toute la plaine. Mais les auteurs estimaient que les sols fertiles sur dépôts alluviaux, au pied des plateaux, offraient de grandes possibilités agricoles pour une agriculture intensive et même mécanisée. Une irrigation pouvait également être envisagée à partir des cours d'eau permanents qui débouchent des plateaux. « The Mbaw Plain should be regarded as having considerable potential for development » (63).

62. HAWKINS (P.), BRUNT (M.), 1965, p. 159-169 et carte h.t. n°7 au 1/100.000.

63. idem, p. 159.

Contrairement à la plaine de Ndop, le développement de cette plaine, par ailleurs faiblement peuplée, a peu intéressé les responsables du Cameroun Occidental. L'introduction du riz irrigué fut le fait d'initiatives privées, notamment de missions catholiques. Ph. KABERRY a signalé, dès 1959, le rôle pionnier de notables Nso dans la mise en valeur de basses terres fertiles qui offrent une alternative aux plateaux densément occupés. Un chef de lignage avait entrepris des cultures d'igname, manioc, maïs et arachide ; il tentait déjà le riz et plantait des palmiers à huile. Mais la chaleur qui règne en plaine incommode les Nso habitués à l'air frais des plateaux. Ils souffrent de paludisme. De plus, il ne suffit pas de cultiver ; l'absence de piste carrossable posait des problèmes pour évacuer la production agricole (64).

64. KABERRY (Ph.), 1959, "Farmer-Grazier relations...", p. 16.

Au cours des premières années soixante-dix, les rizières s'étendent sur les alluvions, le long des cours d'eau, et sur des sols hydromorphes au centre de la plaine. Elles sont cultivées par les gens des plateaux, notamment des Nso. En 1974, les riziculteurs se regroupent en une "Mbaw and Nso rice Cooperative" qui dispose d'une décortiqueuse de paddy à Kumbo.

N'étant pas aménagées sous l'égide d'une société d'encadrement, les rizières de Mbaw se dispersent davantage qu'à Ndop. Dès 1974, les transhumants se plaignent de la difficulté d'acheminer des troupeaux entre de petites rizières éparpillées. Dix ans plus tard, ils affrontent une situation un peu similaire à celle de Ndop. A la descente des troupeaux, le riz n'étant pas encore récolté, le bétail doit être enfermé de nuit. ***To a dirtake luggere, sey a arta, waDa koowaagol*** : « *si tu descends en plaine, il faut d'abord faire un parc à bétail.* » Après la récolte et le battage du riz, des pailles et des restes de culture deviennent théoriquement disponibles pour les animaux. Mais des riziculteurs y mettent le feu. Néanmoins, ils ne s'opposent pas à ce que des troupeaux grappillent des restes de récoltes. Contrairement à Ndop, il ne semble pas que les riziculteurs dans la plaine Mbaw exigent un droit de pacage. Les riziculteurs n'interdisent pas, d'eux-mêmes, la venue du bétail. Lorsque des agents agricoles encadrent la riziculture, ils se comportent avec plus de rigidité à l'encontre des éleveurs.

Du point de vue géographique, la plaine Mbaw s'étend en continuité avec la plaine Tikar et celle de Magba : plusieurs limites administratives compartimentent un milieu homogène. Après l'introduction du caféier Robusta, dans les années soixante, la grande agriculture mécanisée du maïs était envisagée, au début des années quatre-vingt. En fait, le centre de la plaine se trouve ennoyé sous les eaux du barrage de retenue de la Mapé, à partir de 1987. Un nouveau lac-réservoir, dont le rôle est identique à celui de Bamendjing, submerge toute la partie aval de la vallée de la Mapé et de ses affluents. A ses plus hautes eaux, le lac recouvre une petite portion de la plaine Mbaw.

Le scénario de la plaine de Ndop se reproduit, avec des conséquences dommageables pour les populations locales. Cependant, les terrains submergés une partie de l'année par les eaux portaient autrefois des galeries forestières, davantage que des savanes. L'incidence pastorale du barrage n'est donc pas aussi grave qu'à Ndop. D'après J. HURAULT (65), les conséquences du lac de retenue sont catastrophiques pour les cultivateurs tikar qui pratiquent des cultures caféières et vivrières dans les galeries forestières. A l'inverse, elles seraient bénéfiques aux éleveurs transhumants qui disposent, désormais, de savanes d'interfluves isolées des cultures par des nappes d'eau. Toutefois, le constat s'applique surtout à la partie aval de la Mapé et de ses affluents. Il ne tient pas compte de la submersion de savanes à herbe à éléphants, plus en amont. D'autre part, il est prévisible que les Tikar compenseront les champs perdus dans les bas-fonds forestiers par de nouvelles parcelles ouvertes en dos d'interfluves ou à la limite des vallées inondées. Alors qu'ils se partageaient les forêts et les savanes, cultivateurs et éleveurs se côtoient désormais sur les savanes, selon le même schéma qu'à Ndop. Il est probable que leurs relations seront plus tendues.

65. HURAULT (J.), Ss. date, "Le lac de retenue de la Mapé : son incidence sur l'agriculture et l'élevage dans la plaine des Tikar", p. 35.

A dix ans d'intervalle, deux plaines de transhumance autour des plateaux connaissent une similitude frappante de destins. Leurs capacités agricoles ou pastorales sont occultées par les exigences de l'équipement énergétique du pays. Les populations locales n'en retirent pas de bénéfices, sauf si elles se convertissent à des activités de pêche. A l'inverse, la formation d'étendues marécageuses en saison sèche introduit de nouvelles conditions écologiques, illustrées par le pullulement de moustiques. Quant aux conséquences des lacs de retenue sur les mouches tsé-tsé, elles restent encore mal connues : réduction par destruction de gîtes forestiers ou prolifération, à la faveur d'un milieu plus humide ?

Conclusion : la transhumance comme idéal, la sédentarisation comme réalité.

Bien que perturbée par l'intrusion des Akou au nord des Grassfields, la transhumance répond encore en 1974 au modèle d'utilisation pastorale des plateaux par les premiers éleveurs. Pour eux, l'idéal consiste à aller et venir entre deux pâturages complémentaires. ***To na'i ngoodi ruumirde, jooDi ruumirde, nden to dabbuunde waddi, Di dilla seedirde*** : « *si les vaches ont un site d'hivernage, elles y restent ; puis à l'arrivée de la saison sèche, elles se rendent au site de transhumance.* » Le va-et-vient entre plateaux et plaines est posé comme le garant de la prospérité du cheptel. ***Di njaha luggere, Di seeday, Di ngartay nduuma caBBal, Do kam Di njahan yeeso*** : « *elles vont en plaine,*

y passent la saison sèche ; elles reviennent hiverner en haut plateau ; alors, elles deviendront nombreuses. » Schéma idéal, adapté à l'étagement du relief, à l'alternance des saisons et expérimenté durant des décennies de prospérité par les Djafoun.

La transhumance confère une efficacité certaine au système d'élevage extensif mais elle en représente également l'élément fragile. Elle permet aux éleveurs de tirer parti pour le mieux de pâturages sans les améliorer, alors que l'espace est compté. Le départ régulier de bétail en saison sèche offre la possibilité de recharger très fort en hivernage, donc de se contenter d'espaces restreints à cette époque de l'année. D'une façon, l'explication des charges en bétail sur les plateaux en saison des pluies se trouve dans les pratiques pastorales en saison sèche. Mais chaque saison sèche suscite désormais la perplexité des transhumants. Malgré la répartition programmée des pâturages au Bamenda, ils ont dû faire face à tant d'imprévus, à tant d'empiétements...

Brièveté de la présence pastorale dans les secteurs de saison sèche, attrait des basses terres pour de nouvelles spéculations agricoles : les transhumances risquent à tout moment d'être remises en cause. Au cours des dernières décennies, chacun a dû s'adapter, faire face à des pertes de pâturages, prospecter de nouveaux secteurs, entreprendre de plus grandes descentes. En dépit de ces efforts, beaucoup de transhumants se sont, finalement, résignés à l'immobilité. Découragés par des entraves multiples, les éleveurs n'osent pas faire valoir une sorte de "droit à la transhumance", aussi légitime que le droit à de nouvelles terres agricoles. Les modalités d'indemnisation des victimes des barrages de retenue démontrent que l'existence même des transhumants n'est pas officiellement reconnue. Une occupation temporaire, même régulière, d'espaces naturels n'acquiert pas de réalité juridique.

Par contraste avec l'éloge des bienfaits de la transhumance, la sédentarisation des Djafoun s'est accentuée aux Grassfields, après 1975. ***Jooni, seedugo jinni haa amin*** *: « maintenant, transhumer, c'est fini pour nous.* » Certes, la dure saison sèche de 1982-83 a compté pour beaucoup dans l'arrêt des déplacements. Des transhumants ont alors subi de lourdes pertes. Isolés en pleine brousse, ils ne pouvaient même pas vendre les animaux affaiblis. ***Daliila mbaata, mi acci yahugo seedu*** *: « à cause des pertes, j'ai cessé d'aller en transhumance,* » explique un nouveau sédentaire. Pourtant, un tel arrêt n'est souvent décidé que de façon temporaire. Après deux ou trois ans de remise en état des animaux en altitude, l'éleveur reprendrait la transhumance, s'il le pouvait. Mais il se heurte à l'accaparement du pâturage habituel de saison sèche. ***Pellel seedugo jinni*** *: « il n'y a plus de place pour transhumer.* »

Un peu partout, les liaisons entre pâturages d'hivernage et de saison sèche se défont. Ces associations se rompent presque toujours du côté du pâturage de saison sèche, maillon le plus faible. Dès lors, les éleveurs en hauts plateaux restent comme bloqués en altitude. La région d'élevage perd progressivement sa cohérence d'organisation spatiale en unités pastorales.

Certes, les troupeaux contenus en altitude ne risquent pas d'être décimés de façon brutale mais des sédentaires prennent conscience d'un

amenuisement lent et régulier des effectifs de cheptel. ***To Di dari dow caBBal, Di rimataa*** *: « si les vaches restent en haut, elles ne vêlent pas. »* ***Nde veeti fuu, ndikka rawaani; na'i lora Baawo*** *: « chaque matin (on se dit que) c'était mieux l'an dernier; les vaches diminuent. »* Presque tous les Djafoun des Grassfields sont pessimistes quant à l'avenir du cheptel montagnard.

Certains prennent conscience qu'avec cette tendance, les éleveurs des Grassfields ne possèderont plus, dans l'avenir, que quelques dizaines de bovins chacun, enfermés dans des parcs enclos. A cette activité réduite, ils devront adjoindre des lopins de maïs pour survivre. ***Durngol na'i walaa jonta ; jonta talakaaku meema min*** *: « il n'y a plus d'élevage maintenant ; maintenant, la pauvreté nous guette. »*

Pour des "développeurs", cette perspective d'un cheptel peu nombreux et sédentaire sur des herbages restreints et fermés répond à un modèle d'élevage amélioré et intensif. Quant aux Mbororo, ils n'osent l'envisager qu'avec tristesse. Pour eux, ce ne serait plus un "vrai élevage... "

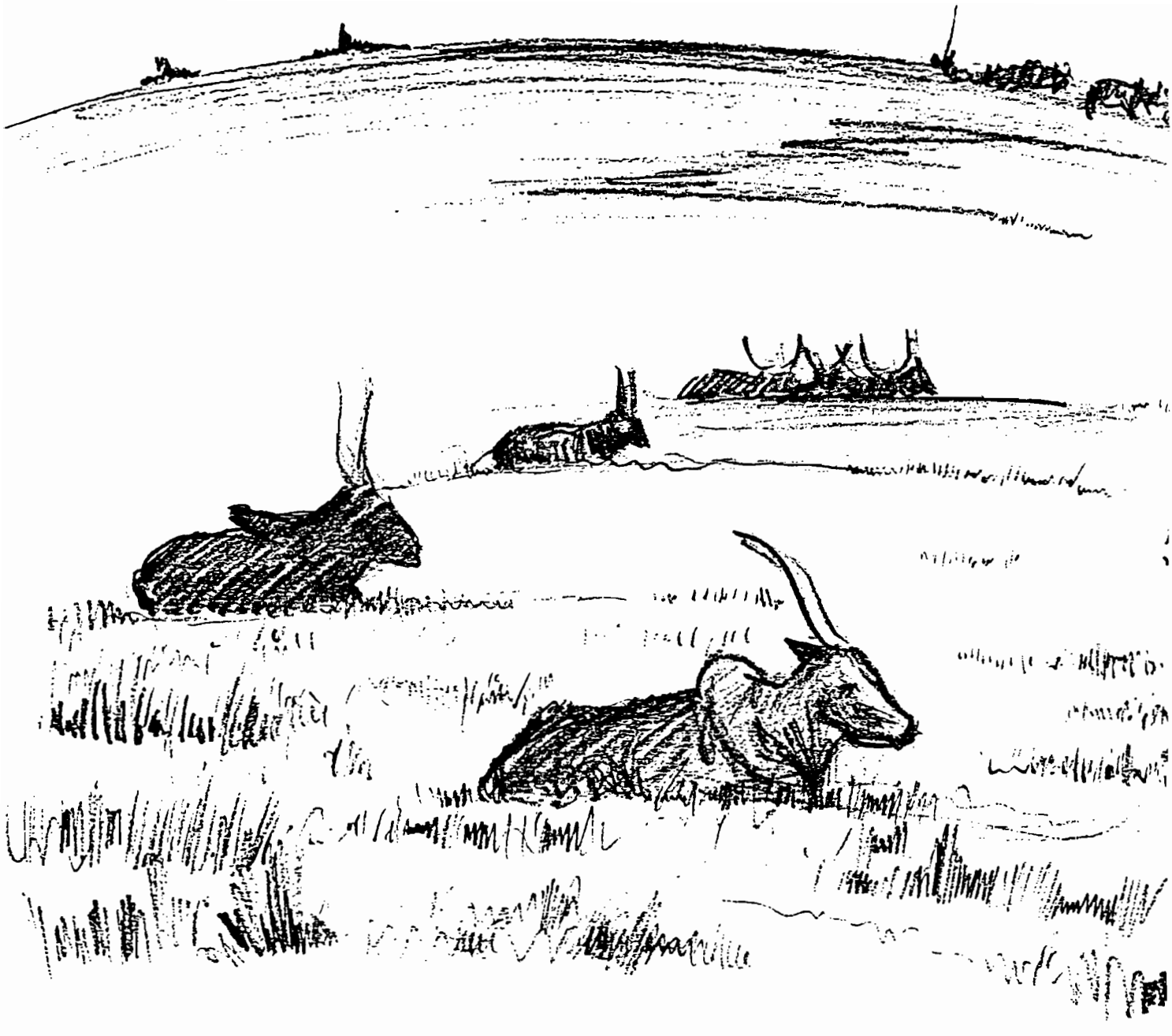


CINQUIEME PARTIE :

CABBAL DE L'OUEST ET DE L'ADAMAOUA

« Et je trouvai l'herbe, le royaume fluant et somptueux de l'herbe » Marie MAURON, 1951, *"La transhumance"*.

Min laara dunyaaru, min waanya tan :
« nous visitons le monde, nous ne faisons que bourlinguer » (Un Mbororo du Manengouba).



« Leur queue ne bougeait même pas, aucun insecte ne les embêtait... »
(p. 1.394).

Les Mbororo des Grassfields ont développé une civilisation pastorale d'altitude, grâce à des conditions exceptionnelles. Les plateaux de l'Ouest-Cameroun conviennent particulièrement à l'élevage : ***lahore*** encore utilisés partiellement, absence de maladies du bétail, climat pluvieux, pâturages abondants et complémentaires d'un niveau de relief à l'autre. Au siècle dernier, le cheptel des Mbororo connaissait probablement des hauts et des bas, des périodes d'essor brisé par des pertes brutales. A leur arrivée sur les plateaux de l'Ouest-Cameroun, les Djafoun étaient pauvres, comme la plupart des Mbororo. « *Autrefois, on avait peu de bétail,* » reconnaissent les anciens. Une fois les Djafoun installés sur les Grassfields, leur bétail a progressé rapidement. Les animaux étant toujours en bon état, le taux de vêlage devait être élevé. Au début, les pâturages sur les plateaux excédaient les besoins. ***Hudo heewi*** : « *il y avait de l'herbe en abondance.* »

Les premiers éleveurs se sont tellement enrichis que les Grassfields ont acquis la réputation d'une terre bénie pour le pastoralisme. On se dit, dans les plaines du Nigeria, que sur le ***caBBal*** du Bamenda, il est facile de se constituer un troupeau d'une centaine de têtes. Là-bas, tous les Mbororo sont riches. Les hauts pâturages des Grassfields ont acquis, dans l'imaginaire peul, le statut de ***lesdi barka*** : « *le pays de la chance.* » Alors, de nouveaux groupes, chassés par les maladies du bétail, le manque de pâturages ou, simplement, désireux de faire fortune, s'y dirigent. ***Min DaBBita njawdi*** : « *nous sommes venus chercher la richesse* » (c'est-à-dire le bétail). C'est le ressort principal des migrations pastorales vers les plateaux du Cameroun. Ce faisant, l'afflux de nouveaux éleveurs, impatients de profiter des avantages des Grassfields, perturbe l'ancien système pastoral qui avait assuré la prospérité des Djafoun. A l'abondance pastorale succèdent une compétition sur les pâturages, une situation de surcharge, une dégradation progressive des prairies d'altitude et, récemment, une diminution probable des effectifs de cheptel.

Actuellement, la principale entrave à l'ancien système pastoral tient à la concurrence des cultivateurs. Les hauts plateaux du Bamenda conviennent particulièrement bien à l'élevage mais également à l'agriculture. En même temps que le pastoralisme prospérait, les cultivateurs devenaient plus nombreux et développaient leurs activités. Une compétition s'avérait inéluctable entre les deux populations. Les essais d'aménagement de l'occupation du sol d'après des potentiels naturels ont pratiquement échoué. Les hautes terres se prêtant aussi bien à l'élevage qu'à l'agriculture, il est impossible de les répartir de façon évidente entre les deux activités. Leur place respective relève de choix politiques et, finalement, de rapports de forces. Dans ce contexte, les éleveurs des Grassfields sont en position de faiblesse. L'âge d'or du pastoralisme appartient probablement au passé. Les atouts écologiques des hauts plateaux du Bamenda (climat humide, salubrité, sols fertiles) ont assuré la prospérité du pastoralisme, en même temps qu'ils expliquent ses difficultés actuelles. L'élevage bovin se heurte à d'autres spéculations, également encouragées par l'altitude. Si ce n'était le problème lancinant du manque d'espace, des cultures nouvelles auraient pris une grande extension, par exemple celles du thé ou du blé. Sans parler

de cultures jamais introduites mais qui s'accommoderaient de ce milieu d'altitude, par exemple le pyrèthre. L'élevage bovin affronte déjà la concurrence d'autres activités stimulées par l'altitude et le climat : des cultures maraîchères et la plantation d'eucalyptus. L'élevage devient une utilisation des hautes terres de plus en plus difficile à faire admettre dans ses formes actuelles, face aux besoins en terres d'une paysannerie nombreuse.

Les Grassfields offrent un modèle de ***caBBal*** qui conjugue des atouts pastoraux remarquables avec des problèmes de concurrence agricole presqu'insurmontables. Grâce aux pâturages d'altitude, les Mbororo se sont enrichis de façon spectaculaire. En même temps, ils affrontent une hostilité de plus en plus déterminée des autres populations. Les deux phénomènes ne sont pas indépendants. Cet antagonisme découle-t-il, de façon inéluctable, des nombreuses potentialités qu'offrent les ***caBBal*** ?

D'autres hauts pâturages jalonnent la Dorsale Camerounaise, du Mont Cameroun au Tchabbal Gandaba, d'un climat équatorial très pluvieux à une dominante déjà soudanienne. Ces hautes prairies ont attiré des Mbororo qui ont fini par s'y fixer, sauf sur le Mont Cameroun. Plutôt que par la gradation de l'environnement climatique, les ***caBBal*** se différencient par les problèmes pastoraux. Des pâturages d'altitude sont âprement disputés entre éleveurs et cultivateurs : c'est la problématique amplement illustrée par les Grassfields. D'autres ne connaissent pas de tels enjeux dans l'occupation de l'espace ; c'est le contexte écologique de l'élevage qui devient critique. Aux ***caBBal*** de l'ouest s'opposent ceux de l'Adamaoua.

1. *CABBAL* DISPUTES

La concurrence irréductible entre pâturages et cultures se retrouve sur de hautes terres situées de part et d'autre des Grassfields : le massif du Manengouba et les hauts plateaux Mambila. Certes, les cultivateurs ne sont pas les mêmes et les activités agricoles ne répondent pas au même schéma. Mais les densités de population sont partout relativement élevées. Les pâturages, même circonscrits à des espaces sommitaux, sont interprétés par les cultivateurs comme des secteurs d'expansion potentielle. Les éleveurs qui subissent cette pression agricole sont partout les mêmes : des Mbororo Djafoun qui, d'un ***caBBal*** à l'autre, ont développé un véritable pastoralisme d'altitude. Le maintien de cette forme de pastoralisme dépend du rapport de forces entre éleveurs et cultivateurs et, surtout, de l'écart culturel qui les sépare.

LE MASSIF DU MANENGOUBA : "BOUT DU MONDE" PEUL

A 70 km au sud des monts Bambouto, le Manengouba représente un môle de relief important dans la Dorsale Camerounaise. Vaste édifice volcanique d'une vingtaine de kilomètres de diamètre, il introduit des paysages pastoraux à seulement 5° de latitude Nord. La couverture forestière des crêtes qui le relient aux plateaux bamiléké et l'insalubrité de la plaine des Mbo l'isolent complètement des Grassfields. Les petites communautés de Mbororo, confinées en haut du Manengouba, sont entourées de populations "étrangères" et d'espaces inhospitaliers au bétail : il en ressort une impression de réduit, coupé du "monde peul".

Le sommet d'un grand volcan

Alors que les monts Bambouto ne se ferment pas en un cercle complet, le massif du Manengouba est circulaire. Avec un sommet à 2.411 mètres, c'est le relief le plus élevé, entre le mont Cameroun et les monts Bambouto. Les crêtes et les versants sommitaux au-dessus de 2.000 mètres s'étendent sur 8 km dans un sens et 6 dans l'autre (fig.298).

De longues planèzes, parfois découpées par des ravins profonds, rayonnent à partir d'un sommet complexe. B. GEZE a montré qu'il consiste en deux caldeiras emboîtées (1). Les photographies aériennes des années soixante, à l'échelle du 1/20.000, indiquent une morphologie encore plus compliquée.

1. GEZE (B.), 1943, "Géographie physique et géologie du Cameroun occidental", fig. 46, p. 190.

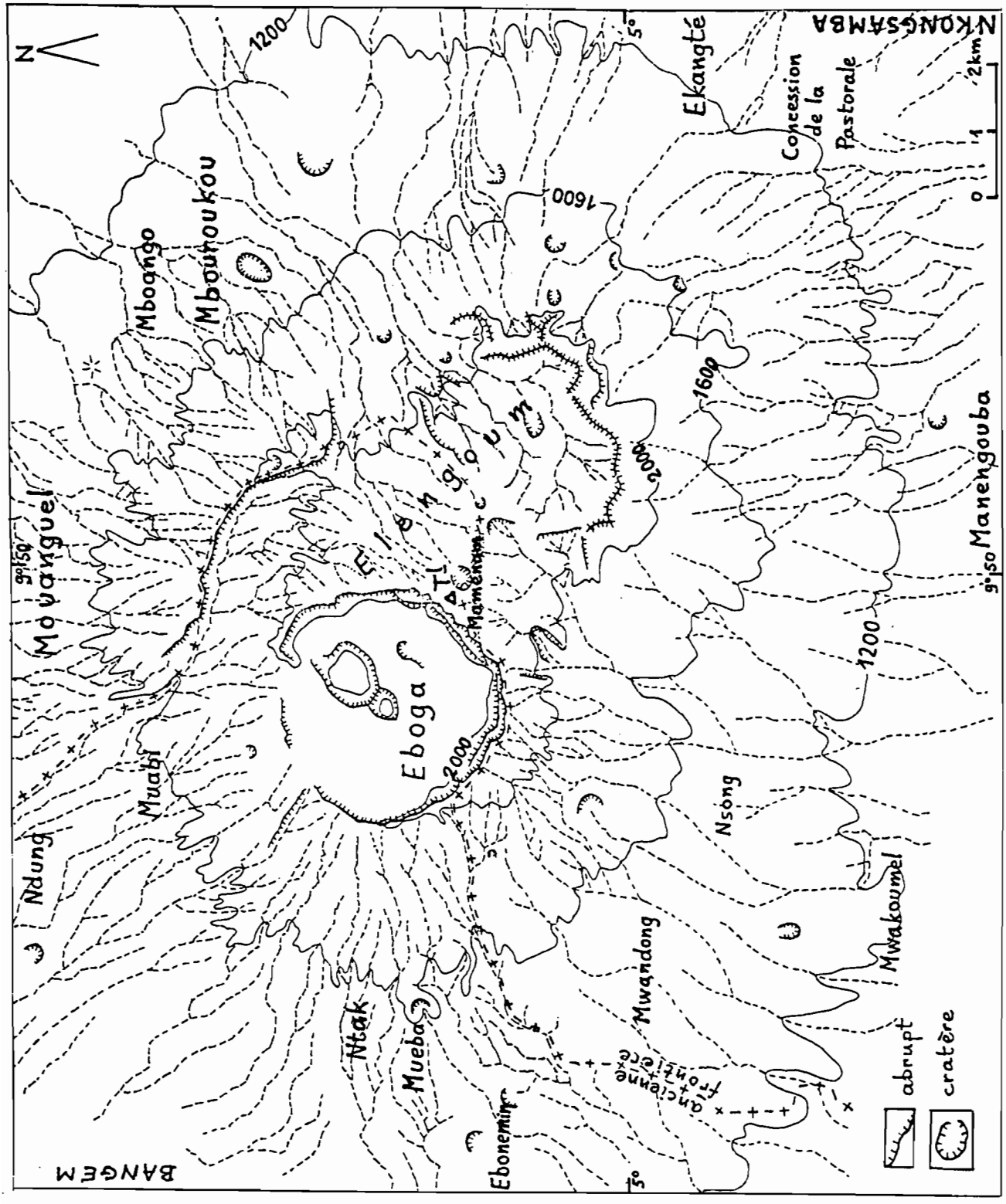


Fig. 298 : *Le massif du Manengouba*

La caldeira la plus ancienne, dite de l'Elengoum, se compose, en fait, de plusieurs cuvettes plus ou moins individualisées par des reliefs médians et des têtes de réseaux hydrographiques. Les lacs de laves basaltiques qui remplissaient les caldeiras s'écoulèrent par les brêches qui interrompent encore le cirque des falaises internes. Les réseaux hydrographiques actuels souligent les directions d'écoulement des laves. Deux cuvettes sommitales se vidèrent vers l'est, tandis que les laves de la troisième se sont déversées en direction du nord. Les remparts périphériques de ces cuvettes ne sont bien conservés qu'au nord et au sud.

La caldeira dite de l'Eboga s'est emboîtée plus tard dans l'édifice volcanique. Cette fois, les laves se sont écoulées vers le nord-ouest. Cirque parfaitement rond, avec 3 km de diamètre, la caldeira de l'Eboga conserve des formes plus "fraîches" que les précédentes. En bas de parois presque verticales s'étend un plancher horizontal, défoncé par deux cratères que des lacs remplissent aujourd'hui.

Tout se passe comme si le centre d'activité volcanique avait "tourné" au sommet du Manengouba, de l'est vers l'ouest. A une série de cuvettes d'effondrement coalescentes a succédé une caldeira plus tardive, insérée à l'emporte-pièces. L'ensemble sommital couvre environ 30 km2.

Les Mbororo ne désignent comme *caBBal* que les sommets de l'Elengoum (Tchabbal Mamenam). Le plancher de la caldeira de l'Eboga, bien que situé à 1.900 mètres et garni d'une prairie montagnarde typique, ressemble à un véritable "trou". Comme les hauts reliefs des Grassfields, le Manengouba oppose des versants nord herbeux à des pentes méridionales couvertes de forêts montagnardes : résultat d'un contraste de pluviosité mais également d'un peuplement plus dense au nord. Sur une partie du massif, l'emprise forestière ne laisse aux éleveurs que d'étroites clairières.

A 2.000 mètres, des taillis s'interposent entre la forêt montagnarde et la prairie, en couvrant parfois de grandes étendues. Ils sont composés d'espèces typiques d'altitude, comme *Maesa lanceolata*, *Croton macrostachyus* et surtout *Myrica arborea*, petit arbre très répandu sur les hauts du Manengouba (fig. 299). Des fourrés de "genêt de montagne" (*Adenocarpus mannii*) se restreignent aux points culminants (2.300-2.400 m).

D'après les Mbororo, il n'y avait pas de *Sporobolus africanus* en haut du Manengouba, dans les années cinquante. A présent, c'est la composante principale des prairies au-dessus de 1.800 mètres. Les petites *Setaria anceps* s'imposent surtout entre 1.600 et 1.800 mètres. Les premiers Mbororo avaient « *de l'herbe jusqu'aux épaules,* » tandis qu'à présent le faciès de prairie domine partout. La végétation herbacée du Manengouba a connu les mêmes modifications botaniques et morphologiques qu'aux Grassfields.

Une évolution plus avancée de l'écosystème pâturé se caractérise par des étendues de fougères Aigle. Elles se localisent sur les versants orientaux du massif, de 1.500 à 2.000 mètres : conséquence d'un surpâturage prolongé par les troupeaux de La Pastorale, peut-être accentué par un effet d'abri climatique, comme sur les monts Bambouto. En dessous de 1.500 mètres, les anciens pâturages de La Pastorale sont complètement envahis par des fourrés de goyaviers (*Psidium guayava*). Les versants orientaux du Manengouba offrent comme un raccourci des réactions végétales à la pâture au Bamenda et au Bamoun.

Les étendues herbeuses du Manengouba forment un espace presque fermé par des forêts ou des cultures qui encerclent la montagne. Les brouillards fréquents, l'isolement et le silence de ces hauteurs surprennent, par rapport à l'agitation qui anime la ville de Nkongsamba, à quelques kilomètres, en contrebas.

Une histoire pastorale classique de l'Ouest-Cameroun

Alors que l'unité naturelle du massif est incontestable, le Manengouba fut partagé par l'ancienne frontière entre les deux Cameroun. Il en est résulté deux histoires pastorales, de la même façon qu'aux monts Bambouto.

La Pastorale

Avant l'Indépendance, la Compagnie Pastorale occupait l'est du massif, de concert avec quelques Européens adjoignant du bétail à des plantations de café sur les pentes volcaniques. Les indications écrites sur les effectifs de cheptel de La Pastorale sont assez discordantes. Un rapport administratif fait état de 7.400 bovins (2). Deux ans plus tard, un autre rapport ramène cet effectif à seulement 1.500 têtes (3). Selon des informations orales recueillies sur place a posteriori, La Pastorale entretenait en permanence 2 à 3.000 têtes de bétail au-dessus de Nkongsamba. Cet effectif variait sans cesse, par suite du rôle de transit de ces pâturages, entre l'Adamaoua et Douala. Par exemple, 4.500 têtes sont arrivées en 1949, tandis que 4.100 ont pris la direction de Douala, la même année.

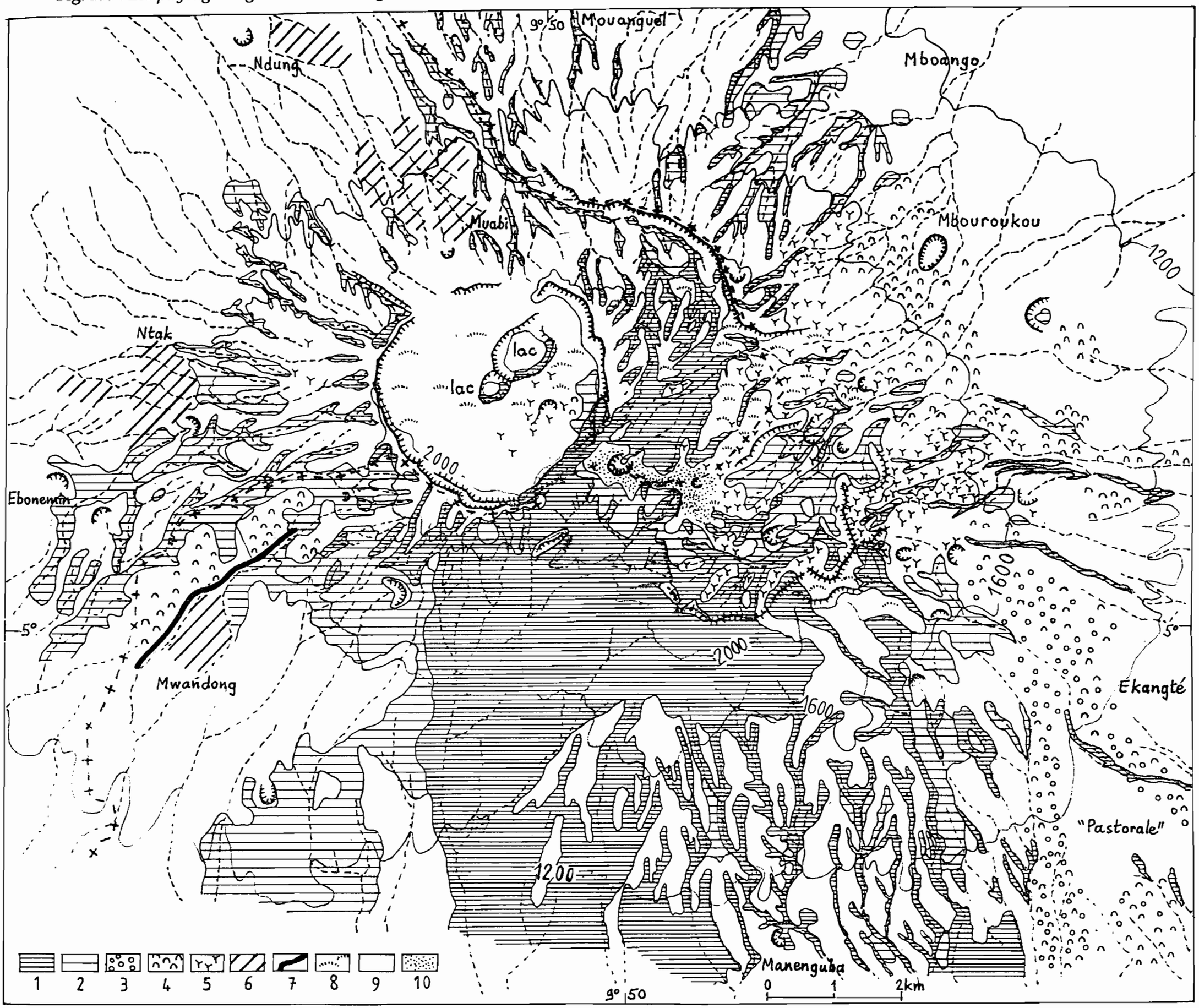
2. Région du Moungo, 1948, "Rapport annuel".
3. Région du Moungo, 1950, "Etude du commerce du bétail et de la viande dans les principaux centres urbains".

Les troupeaux de La Pastorale arrivaient des monts Bambouto, après avoir traversé la plaine insalubre des Mbo. Au début des années cinquante, les responsables de la compagnie estimaient qu'en moyenne, 20 % des animaux étaient trypanosomés au cours de la traversée de cette plaine. Ils abordaient le Manengouba par une grande piste à bétail, entre Mbouroukou et Mouanguel. Après une montée raide jusqu'à la crête nord, la piste redescendait vers les "fermes" de la compagnie. De Nkongsamba, la Pastorale expédiait la plupart des animaux par le train jusqu'à l'abattoir de Bonabéri. Quelques troupeaux descendaient à pied, en longeant d'abord les versants du Manengouba puis ceux du mont Koupé. La piste à bétail ne rejoignait la route qu'à Nlohé, à 30 km au sud de Nkongsamba.

Les jeunes têtes étaient gardées sur les pâturages du Manengouba. Les troupeaux de La Pastorale se répartissaient entre 3 "fermes". Les petits pâturages de la première, proche de la gare, accueillaient les animaux en instance d'expédition. La seconde "ferme", à 1.000 mètres, comportait environ 200 ha de pâturages destinés à des vaches laitières. Une partie du lait alimentait des porcheries industrielles qui comptaient 1.800 porcs en 1948. Enfin, la troisième "ferme" était située sur la grande piste d'arrivage du bétail, à 1.200 mètres, et contrôlait les troupeaux dits d'élevage, répartis sur la montagne. Le personnel des bergers, des convoyeurs de bétail et des manoeuvres dans les porcheries représentait 200 salariés en 1948.

La Pastorale de Nkongsamba était le dernier centre d'élevage de la compagnie, entre le ranch de Gounjel en Adamaoua, l'abattoir de Bonabéri

Fig. 299 : *Les paysages végétaux du Manengouba*



1 : forêt dense, 2 : forêt claire et taillis à *Myrica a.*, 3 : fourrés de goyaviers, 4 : autres fourrés arbustifs, 5 : fougeraie, 6 : bocage,
7 : rideau arboré 8 : prairie à *Sporobolus*, 9 autres formations herbacées, 10 : pelouse subalpine,

et les boucheries de Douala (4). L'ensemble constituait une véritable "chaîne d'élevage", répartie entre les hauts reliefs de la Dorsale Camerounaise. En plus de sa concession, la compagnie d'élevage accaparait les prairies sommitales du massif, du côté français. Au contraire, il n'y avait que des Mbororo du côté anglais.

4. BOUTRAIS (J.), 1990, "Derrière les clôtures ; essai d'histoire comparée de ranchs africains".

Les Mbororo

Les Mbororo n'auraient atteint les hauteurs du Manengouba qu'au début des années quarante. Les premiers migrants furent des Rijimanko'en et des Gosi'en, partis de Fongo Tongo, sur les monts Bambouto. Ils séjournèrent 4 ans (1943-47) dans la caldeira de l'Eboga, dénommée ***Baleejam*** en langue peule. Bien que leurs troupeaux prospéraient, ils retournèrent sur les monts Bambouto. En 1949, nouvelle migration : une dizaine de familles Madjanko'en et 2 Aoutanko'en arrivent du Bamiléké (Bana, Bagam) et du Bamoun. Malgré des retours vers le nord, une petite communauté mbororo occupe désormais en permanence les hauts du Manengouba.

Pourquoi une arrivée si tardive, alors que le Manengouba se trouve à 30 km seulement des dernières hauteurs du Bamiléké ? Les convoyeurs de La Pastorale, pour la plupart des Peuls, parcouraient sans cesse le trajet entre les monts Bambouto et le Manengouba. Précisément, ils se rendaient compte des dangers de la plaine des Mbo pour les animaux. Ceux de La Pastorale étaient alors traités contre la trypanosomose, mais les Mbororo ne pouvaient compter sur cette protection. Pour éviter les mouches tsé-tsé de la plaine, les premiers Mbororo décidèrent d'emprunter la crête montagneuse qui ferme les têtes de sources du Nkam (fig. 300). Itinéraire difficile, passant par une succession de crêtes et de vallées...

> Un Madjanko raconte l'expédition selon un mode épique. Du Bamiléké, ils mirent 14 jours pour atteindre le Manengouba, en se déplaçant le plus souvent dans la forêt. Ils durent, parfois, ouvrir à la machette un chemin pour les vaches. Une fois arrivés en haut du Manengouba, des animaux commencèrent à mourir, par suite des piqûres de mouches tsé-tsé. Parti avec 113 têtes, l'informateur a perdu 33 animaux à la suite de cette équipée. Trente ans plus tard, il se souvient encore des chiffres.

Malgré les difficultés du trajet, la prospérité des Mbororo installés en haut du Manengouba attire de nouveaux migrants, en particulier des Madjanko'en. Les membres de ce lignage manifestent encore leur comportement pionnier d'explorateurs de pâturages. Sur le massif du Manengouba, l'herbe est abondante, la saison sèche ne dure qu'un mois et il n'y a pas de voleurs de bétail. Quant aux tiques, elles prolifèrent seulement lorsque la saison sèche excède 2 mois. Le plus souvent, le climat est trop pluvieux et les températures trop basses pour que les larves et les nymphes se développent à terre (5). Les éleveurs en haut du Manengouba ne détiquent presque jamais. Autant dire que les Mbororo regardent seulement leurs animaux paître...

5. Sur les Grassfields, la densité d'infestation par les grosses tiques diminue également, en pleine saison des pluies (MERLIN, P. et al. , 1986).

Le massif est entouré de nombreuses sources minérales mais les éleveurs ne mentionnent pas l'attrait de *lahore* comme motif migratoire. De fait, aucune de ces sources ne présente l'intérêt de Mfosset ou de Babanki Tungo (6).

6. LEMARECHAL (A.), 1976, "Géologie et géochimie des sources thermominérales du Cameroun", carte 2 et tableau d'analyses chimiques.

Il existe pourtant une exception : la source de Ngol, près de Manjo, dont les eaux contiennent presqu'autant de magnésium et de calcium que Mfosset. Elle aurait pu offrir aux éleveurs un excellent ***lahore***, si elle n'était pas située à une quinzaine de kilomètres du Manengouba, à faible altitude (700 m) et au milieu de villages. Les convoyeurs qui acheminaient du bétail à pied au-delà du Manengouba ne passaient pas loin de cette source. La connaissaient-ils ?

Dès les années quarante, les commerçants de Nkongsamba étaient largement approvisionnés en sel marin. La cure à une source natronée ne représentait plus un impératif pastoral pour les Mbororo installés sur le massif du Manengouba. A l'inverse, il n'est pas impossible que les prix du bétail plus élevés à Nkongsamba aient attiré des Mbororo vers le sud, à proximité des centres de consommation de viande. En 1950, les prix de la viande bovine, sur les marchés de Nkongsamba, sont deux fois plus élevés que les tarifs fixés par l'administration (7). Mais l'avantage d'une localisation très méridionale des éleveurs pour la vente du bétail ne joue pas à l'ouest du massif car les populations Bakossi s'adonnent à l'élevage de nombreux chevaux pour la boucherie (8).

7. Région du Moungo, 1950.

8. Une partie de ces chevaux provient des Grassfields. Ils sont lâchés en haut du Manengouba, avant d'être abattus, au fur et à mesure des besoins.

Au cours des années cinquante, les Mbororo qui migrent vers le Manengouba empruntent un itinéraire direct, au milieu de la plaine des Mbo. C'est l'ancienne "piste des Allemands", dite ***laawol Gungu***, qui aboutit à Mankouat puis à Mouanguel, au pied du massif (fig. 299). Moins acrobatique que le trajet par les sources du Nkam, elle reste redoutable par son insalubrité : « *du matin au soir, les animaux marchent en forêt,* » disent ceux qui l'ont parcourue. Après la montée sur le Manengouba, des vaches avortent et des veaux crèvent. Les animaux ne sont vraiment guéris qu'une année après leur arrivée sur le nouveau ***caBBal***, phénomène classique d'amélioration sanitaire liée à l'altitude.

Ne couvrant que quelques milliers d'hectares, les pâturages aux sommets du Manengouba commencent à porter de fortes charges en bétail. Des Mbororo qui arrivent à la fin des années cinquante ne trouvent plus de place sur les pâturages sommitaux en secteur anglais. Ils s'installent sur des versants, à seulement 1.500 et 1.600 mètres d'altitude. Autrefois, les troupeaux n'y descendaient qu'à l'occasion de la courte saison sèche. Les nouveaux venus profitent de pâturages plantureux sur les pentes, sans que les animaux subissent d'attaques par les mouches tsé-tsé. A l'est du Manengouba, les élevages européens transfèrent également leurs troupeaux vers 1.500 mètres, les pâturages sommitaux étant épuisés. Le massif du Manengouba devient exigu pour le cheptel qui s'y presse.

Les troubles de l'Indépendance

La révolte bamiléké éclate juste avant l'Indépendance. Bien que le Manengouba ne se situe pas dans l'aire ancienne de peuplement bamiléké, le soulèvement gagne les secteurs d'immigration dans la région du Moungo et, particulièrement, Nkongsamba (9). Aux yeux des "maquisards", La Pastorale symbolise le colonialisme français. Ses troupeaux sont victimes d'abattages, comme sur les monts Bambouto. La Pastorale replie ses animaux de la montagne, gardant seulement quelques troupeaux dans les

9. DONGMO (J.L.), 1981, "Le dynamisme bamiléké (Cameroun)", t. 2, p. 105 et suiv.

pâturages enclos. Des planteurs européens qui possédaient également du bétail abandonnent cette activité. Les Mbororo qui stationnaient sur le côté français du Manengouba s'enfuient vers les monts Bambouto puis le Bamenda. La moitié du massif se vide de bétail, tandis que les Mbororo du côté anglais ne sont pas inquiétés.

Après quelques années, le vide pastoral d'une partie du Manengouba suscite un nouvel attrait. Comme sur les monts Bambouto, des Mbororo remplacent La Pastorale. En 1965, ils appréhendent encore de circuler avec du bétail à travers les secteurs isolés de la plaine des Mbo. Les migrants suivent désormais les routes, plus sûres que les anciennes pistes. Les itinéraires migratoires vers le Manengouba ont ainsi changé plusieurs fois.

Des Madjanko'en quittent le plateau bamiléké et descendent vers la plaine des Mbo par la route de Santchou. Se déplaçant de nuit et *« en courant, »* ils se trouvent déjà au sud de Santchou le lendemain matin. Quelques heures plus tard, ils traversent la petite ville de Melong et le soir, à 4 heures, ils sont près de Mbouroukou, au pied du massif. Ils laissent alors les animaux se reposer : en une nuit et une journée, ils ont parcouru 40 km ! Menaces des glossines et des maquisards transforment une migration hasardeuse en une véritable course.

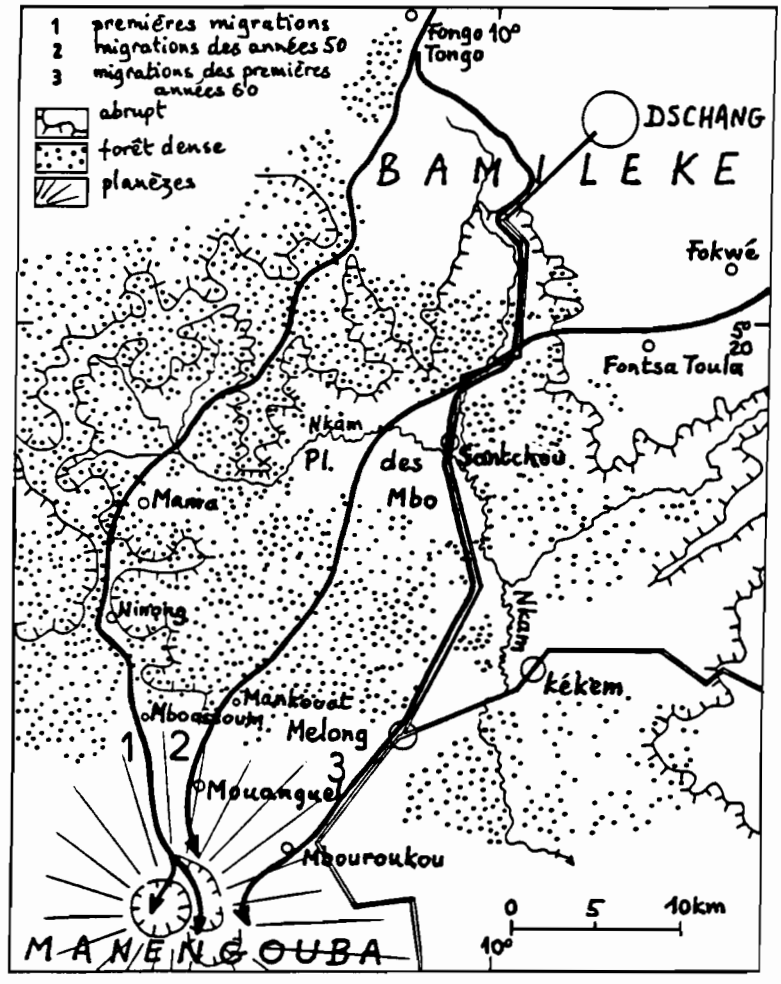


Fig. 300 : *Migrations pastorales vers le massif du Manengouba*

Contrairement à Djutitsa, La Pastorale n'abandonne pas les hauts de Nkongsamba. Le cheptel est reconstitué jusqu'à 700 têtes, puis les effectifs diminuent à nouveau, se réduisant à 2 troupeaux en 1975. Les activités de la compagnie se concentrent alors sur l'élevage porcin, avec la construction de nouvelles porcheries industrielles. Les arrivages de bétail en provenance de Djutitsa et de l'Adamaoua ont cessé depuis les troubles de l'Indépendance, si bien que l'unité de Nkongsamba fonctionne à part du reste de l'entreprise. Cet isolement se concrétise, au début des années quatre-vingt, lors de la vente de la compagnie à des hommes d'affaires camerounais : l'unité de Nkongsamba est séparée de celle de Ngaoundéré.

Avec la fin de l'élevage européen, les Mbororo restent les seuls à occuper le massif du Manengouba. A l'inverse des monts Bambouto, l'élevage villageois n'existe pratiquement pas, sauf chez les Bakossi qui possèdent un petit cheptel de taurins, enfermés dans des enclos. Les Bakossi développent surtout l'élevage de chevaux, élevage presque "sauvage" dans la cuvette de l'Eboga.

Les Mbororo se dispersent en petites communautés, souvent unies par des liens de parenté. Les Madjanko'en peuplent tous les pâturages sommitaux, de chaque côté de l'ancienne frontière (fig. 300). Les plus nombreux ont repris les anciens pâturages de La Pastorale, dont ils occupent les sites de campements. Aux Madjanko'en s'ajoutent quelques Djaranko'en à l'ouest (Ntak) et des Toukanko'en au sud (Manengouba). Les Akou n'étant pas encore arrivés jusqu'à ce massif, les Djafoun y restent entre eux. Ils entretiennent des relations étroites avec les Haoussa de Nkongsamba où ils se rendent souvent.

Le peuplement pastoral, centré autour des Madjanko'en, résulte du dynamisme spatial de ce lignage. Mais les autorités locales, soucieuses d'accroître leurs ressources fiscales, accusent ces Mbororo d'interdire l'installation d'autres éleveurs sur le massif (10). L'accusation n'est sans doute pas dénuée de fondement : les seuls Toukanko'en du Manengouba sont isolés au sud du massif, sur d'étroites clairières. C'est la même logique pastorale qu'aux Grassfields : dès qu'un lignage dispose de bons pâturages, il s'efforce de les contrôler et de s'en réserver l'usage. A défaut de propriété foncière, les membres du lignage dominant font valoir une priorité d'usage qui limite la liberté d'accès aux pâturages. Ces restrictions s'exercent pleinement dans la société pastorale, en dehors des populations locales, pourtant seules détentrices de droits sur la terre. D'un autre côté, les espaces vacants et pâturables sur le massif ne sont pas aussi vastes que les autorités locales veulent le faire croire.

10. Bakossi Area Council, nov. 1972-fév. 1973 (in Archives "Farmer-Grazier Service", Bamenda).

Les Madjanko'en de la caldeira de l'Eboga, sédentarisés, ont un habitat original qui juxtapose des constructions mbororo (***Buteeru-bongooru***) avec des emprunts aux techniques locales (11). Des cases rectangulaires (***adada***) se composent d'un toit de tôles posé sur des murs édifiés par assemblage de troncs de fougères arborescentes. C'est une technique locale efficace pour se protéger du froid et de l'humidité qui règnent en haut du Manengouba. Grosses haies protectrices de titonias autour des habitations, réserves de bois sec, abris couverts pour les veaux : tous ces indices témoignent de la rudesse du climat. Né aux environs de Kano, à la fin du siècle dernier, le plus âgé des Madjanko'en de l'Eboga illustre le transfert des Peuls vers le sud, jusqu'à une limite pastorale extrême.

11. BOUTRAIS (J.), 1976, "Amélioration des conditions climatiques : vers une sédentarisation des éleveurs Mbororo (Cameroun)".

Elevage et cultures autour du Manengouba

A l'arrivée des Mbororo, les sommets du Manengouba sont vides d'habitants. Cependant, plusieurs petits groupes humains se répartissent autour du massif. Les anthropologues et les linguistes les regroupent dans l'ensemble Bakossi-Mbo, du nom des deux populations les plus nombreuses, au nord et à l'ouest du massif.

Les groupes qui relèvent des Bakossi-Mbo partagent un fonds culturel commun, caractérisé par une intercompréhension linguistique et une même forme d'habitat traditionnel (12). Les habitations circulaires, à mur en rondins de fougères arborescentes et haut toit conique, sont encore fréquentes dans les villages du secteur anglais, sur les flancs du Manengouba. Chaque famille dispose de deux alignements de cases, de part et d'autre d'une cour allongée. Les populations se reconnaissent également un ancêtre commun qui résidait sur les pentes du Manengouba. Cette idéologie de l'ancêtre commun indiquerait un ancien pôle de peuplement sur la montagne.

12. BARBIER (J.C.) et al., 1983, "Migrations et développement ; la région du Moungo au Cameroun". EJEDEPANG-KOGE (S.N.), 1971, "The tradition of a people : Bakossi", p. 261.

Des villages anciens occupent les planèzes du volcan jusqu'à des altitudes élevées, au nord (Muabi : 1.600-1.700 mètres) et à l'ouest (Ntak et Mueba : 1.400 mètres). Autour des habitations s'esquisse un véritable bocage de haies vives qui enferment des enclos où les taurins sont parqués (13). Au-delà, des cultures de maïs et de macabo parsèment les planèzes, dans un paysage de champs ouverts.

13. Au sud-ouest, un rideau d'arbres longe, sur plusieurs kilomètres, un côté du village Mwandong, empêchant le cheptel de divaguer dans les champs. Il est probable qu'autrefois, cette barrière végétale jouait un rôle défensif contre les populations voisines. Des fossés, creusés en haut du massif (Muabi), témoignent du même souci défensif.

Alors que les flancs sud du massif comptent seulement quelques villages isolés par la forêt (Nsong, Manengouba), de gros villages s'alignent à l'est et au nord (Mbouroukou, Mouanguel). De grandes plantations caféières montent jusqu'à 1.000 et 1.100 mètres, sur des élargissements de planèzes (Mboango). Les caféières villageoises et les cultures presque permanentes de maïs forment un front agricole continu, de ce côté du massif. Les relations entre éleveurs et cultivateurs y prennent une nature conflictuelle comparable à la situation qui prévaut sur les monts Bambouto.

Un front agricole bamiléké

Si les villages montagnards à l'ouest du Manengouba restent à l'écart de l'immigration bamiléké, ce n'est pas le cas de ceux situés à l'est. La proximité du centre de Nkongsamba et la grande route entre le Bamiléké et Douala expliquent l'implantation de "colonies" d'immigrants jusqu'au pied du Manengouba (14). Les nouveaux venus n'hésitent pas à acheter des terrains en pente forte, à des altitudes de plus en plus élevées. Au fur et à mesure qu'ils ouvrent des champs plus haut, des disputes éclatent avec les éleveurs.

14. DONGMO (J.L.), 1981, t. 1, fig. 20 et BARBIER (J.C.) et al., 1983, carte 13.

Dès la fin des années trente, l'administration française s'inquiète de la montée des cultures, notamment des petites plantations de caféiers sur les versants du massif : « il a été décidé de fermer le Manengouba à l'octroi de toutes concessions et de le réserver à l'élevage du gros bétail » (15). Certes, il s'agit, à l'époque, de protéger les élevages européens, notamment La Pastorale. De la même façon qu'aux monts Bambouto, l'administration coloniale ambitionne de contrôler l'occupation du sol, sans en avoir vraiment les moyens.

15. Rapport de tournée agricole, Nkongsamba, déc. 1937 (cité par BARBIER, J.C. et al., 1983, p. 72).

La protection des élevages européens reste toute théorique, sans bornage ni délimitation, au point qu'un administrateur reconnaît, plus tard : « à ma connaissance, les pâturages ne sont pas délimités ni administrativement protégés » (16). Pourtant, c'est alors une période de création intense de caféières villageoises. La Pastorale se plaint surtout du rétrécissement des pistes à bétail, resserrées entre de nouvelles plantations. Elle demande le respect d'une certaine largeur, même en secteur cultivé. Bien que des règlements garantissent le droit de passage du bétail sur des pistes assignées, ils ne précisent pas la largeur des pistes. L'administration est incapable d'élargir des passages étranglés entre des cultures : « les largeurs de la piste sont difficilement rectifiables, quand il s'agit de troupeaux importants de 100 à 120 bêtes, comme ceux de La Pastorale » (17).

Quant au recul des pâturages du Manengouba devant les cultures, l'administration coloniale se reconnaît également impuissante à le freiner. Elle préconise des arrangements directs entre les éleveurs européens et les chefs "supérieurs", qui garantiraient les pâturages dans leur ressort. Mais les chefs autochtones ne maîtrisent pas les initiatives agricoles des Bamiléké. « Les discussions ne peuvent qu'augmenter, si l'administration n'y met bon ordre » (18). A l'inverse, les autorités reprochent à La Pastorale d'amener ses troupeaux à des altitudes de plus en plus basses, ce qui provoque des conflits. Enfin, l'administration poursuit elle-même des objectifs contradictoires : d'un côté, la protection des pâturages d'altitude, de l'autre l'encouragement de cultures vivrières. « On ne saurait reprocher aux Africains de faire des cultures vivrières, alors que l'administration les y pousse par ailleurs » (19). A la même époque, une contradiction identique empêche l'administration coloniale de résoudre la "question des Bamboutos". Les Bamiléké mettent en avant leurs besoins en cultures vivrières alors qu'en fait, ils créent surtout des caféières. Partis des plateaux bamiléké par manque de terres pour les cultures vivrières, les migrants s'empressent, dès qu'ils en obtiennent dans un secteur d'accueil, de planter des caféiers. Il est vrai que les deux cultures ne sont pas contradictoires, les femmes cultivant du maïs entre les caféiers des hommes.

La fin de l'époque coloniale et les premières années de l'Indépendance sont marquées par une situation insurrectionnelle aussi grave qu'au Bamiléké (20). Cependant, La Pastorale n'est pas dépossédée de ses pâturages, comme sur les monts Bambouto. Les chefs coutumiers des Mbo et des Mouamenam ne participent pas à la pression des Bamiléké contre l'élevage européen (21). Néanmoins, pressés par des besoins d'argent ou alléchés par les offres d'acheteurs bamiléké, ils continuent de vendre des terrains en bordure des pâturages.

Après l'Indépendance, l'antagonisme entre la compagnie européenne d'élevage et les cultivateurs, surtout des Bamiléké, devient une véritable "guerre d'usure", scandée de procès et de harcèlements. Au moindre dégât du bétail dans les caféières, les Bamiléké portent plainte, n'hésitant pas à réclamer des indemnités de l'ordre du million de francs CFA. Exaspéré par des affaires incessantes et par la partialité des tribunaux locaux, les responsables de La Pastorale décident de retirer leurs troupeaux du Manengouba en 1970. Ils sont remplacés par des Mbororo qui affrontent désormais la poussée agricole à l'est du massif.

16. Région du Moungo, 1950.

17. idem.

18. idem.

19. idem.

20. Le témoignage de S. PREVITALI (1988, "Le Cameroun, par les ponts et par les routes") restitue, de façon vivante, l'insécurité et la peur qui régnaient dans toutes les régions habitées par les Bamiléké.

21. Il en est de même dans les plaines méridionales du Moungo : les populations locales ne s'en prennent pas aux grandes plantations européennes mais aux migrants bamiléké. Un auteur estime que dans ces affaires, les autochtones se sont trompés d'adversaires : les Bamiléké n'auraient joué qu'un « rôle de bouc émissaire » dans les contentieux fonciers qui troublent alors la région (DONGMO, J.L., 1981, t. 1, pp. 272-273).

En 1964, les cultures encerclent déjà les pâturages de la seconde "ferme", de 1.000 à 1.200 mètres d'altitude. Elles se rapprochent de la grande piste à bétail de La Pastorale qui longe les flancs du massif, à 1.400 mètres. Avant même que les champs atteignent la piste, le bétail ne l'emprunte plus. Devant les risques de dégâts aux cultures, il transite plus haut, entre 1.500 et 1.600 mètres. A la fin des années soixante, les taillis de *Myrica arborea* et de goyaviers qui ont envahi les abords de la vieille piste sont activement déboisés et mis en culture.

Au début des années soixante-dix, le front agricole se porte déjà vers la nouvelle piste à bétail. Enserrée dans le corridor d'une double rangée de barrières, elle est rapidement atteinte puis dépassée. En 1975, le front agricole arrive à 1.700 mètres, de ce côté du massif. Il n'est plus qu'à 500 mètres de distance d'un campement mbororo. En une dizaine d'années, les cultures ont progressé d'1,5 à 2 km sur ces versants montagneux (fig. 300).

A la demande des Mbororo, le Sous-Préfet de Nkongsamba tente d'intervenir en 1974 pour arrêter la conquête agricole des pâturages. « Nous avons expliqué à la population que les textes en vigueur protègent les zones de pâturage que l'administration coloniale a bien voulu délimiter pour éviter des palabres » (22). Cependant, les mesures décidées (interdiction d'ouvrir de nouveaux champs, mise en clôture de ceux qui existent, annulation des ventes de terrains non mis en valeur) restent théoriques, voire utopiques. Ni les "vendeurs clandestins" de terrains, ni les acheteurs ne peuvent revenir sur des contrats qui ont donné lieu à des versements d'argent. L'interdiction de « la vente, l'achat et la création de nouvelles plantations caféières ou vivrières » (22) est une mesure illusoire, l'administration n'ayant pas les moyens de contrôler les transactions foncières.

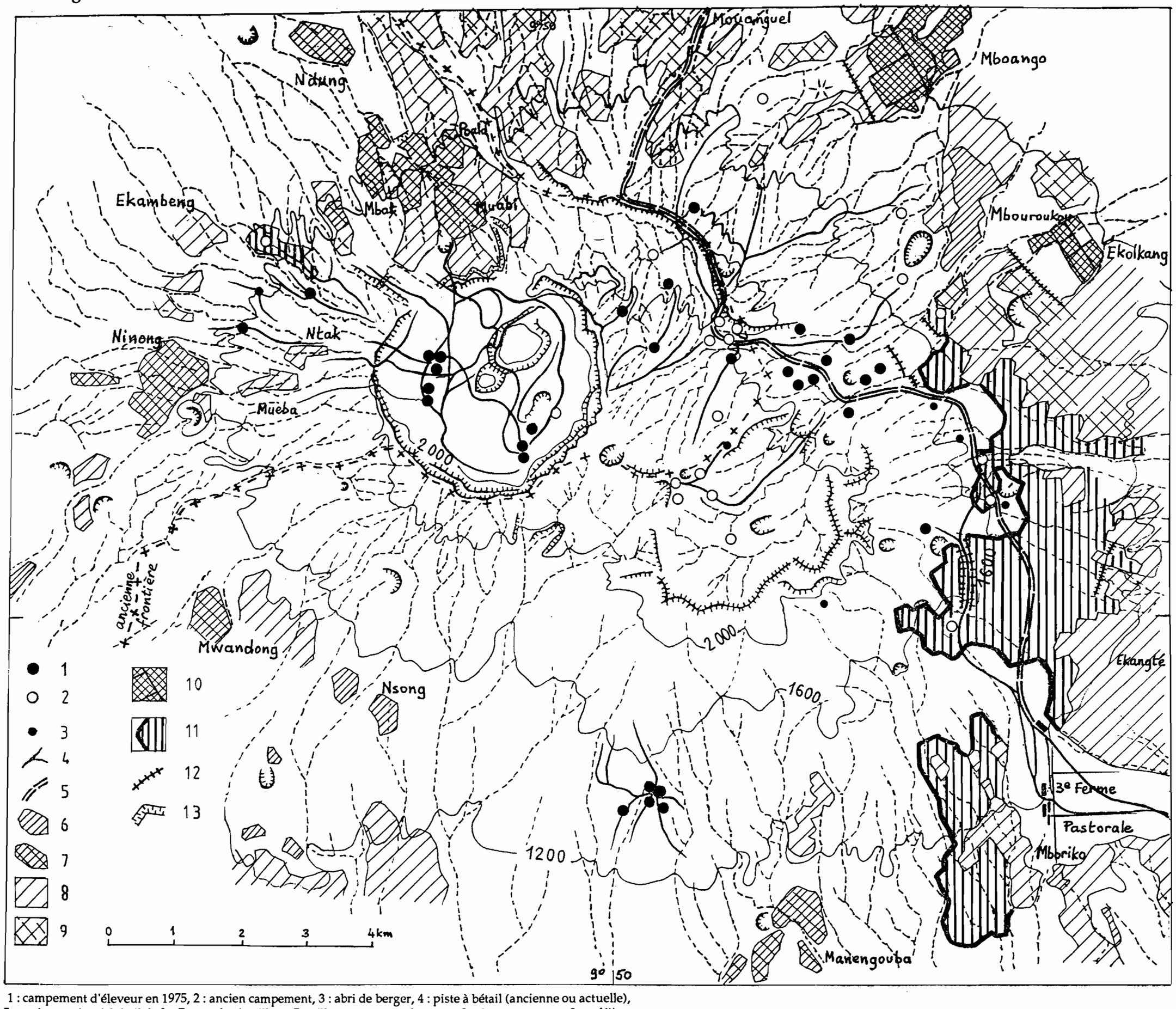
22. "Procès-verbal de la tenue de palabre en vue du règlement du litige opposant les éleveurs Bororo, les habitants des villages Ekangté, Ndogmoa, Mboriko et les planteurs", 10 sept. 1974.

Les nouveaux champs situés en bordure des pâturages portent du maïs, des haricots puis du macabo et des bananiers, toutes cultures vivrières. Contrairement aux monts Bambouto, l'attaque récente des pâturages d'altitude tient peu à l'essor de cultures maraîchères destinées à la vente. L'avancée la plus nette de cultures aux dépens des pâturages se trouve juste au-dessus de Nkongsamba, à 5 km de la ville. Or, une grande partie de la population urbaine s'adonne encore à des activités agricoles. Caractère peut-être spécifique d'une ville à population bamiléké majoritaire : elle investit la région environnante par des initiatives agricoles. « Nkongsamba est essentiellement une ville de planteurs... La ville vit au rythme de l'agriculture, » observe J.L. Dongmo, au risque de contredire des classifications socio-professionnelles sophistiquées qui surévaluent des activités urbaines, en fait, secondaires (23). Chaque matin, avant même le lever du jour, c'est un défilé de "citadins" qui gagnent les plantations sur les versants du massif. L'après-midi, c'est « le même grouillement pour les retours » (23).

23. DONGMO (J.L.), 1981, t. 2, p. 116.

L'envahissement du flanc oriental du massif par les cultures traduit la concentration à Nkongsamba d'une population restée agricole. L'ancien domaine de La Pastorale est complètement encerclé. Quant aux Mbororo isolés plus haut, ils ne peuvent résister à une poussée aussi forte des cultures. L'administration, appelée à la rescousse, n'a pas les moyens de protéger les pâturages d'altitude.

Fig. 301 : *Eleveurs et cultivateurs du Manengouba*



1 : campement d'éleveur en 1975, 2 : ancien campement, 3 : abri de berger, 4 : piste à bétail (ancienne ou actuelle), 5 : ancienne piste à bétail de La Pastorale, 6 : village, 7 : village et paysage bocager, 8 : champs ouverts, 9 : caféières villageoises, 10 : grandes plantations caféières,11 : extensions agricoles, de 1964 à 75, 12 : haie ou clôture de séparation entre cultures et pâturages, 13 : ancienne fortification

Mbororo et Bakossi

A l'ouest du massif, les relations entre éleveurs et cultivateurs sont moins tendues. De 1964 à 75, les cultures n'ont pratiquement pas avancé aux dépens des pâturages. De nouveaux champs sont ouverts, aux abords de villages situés à 1.400-1.600 mètres, mais d'autres tombent à l'abandon. Les populations Ninong, Elong et Mwamenam de l'ensemble Bakossi cultivent peu de maïs qui, paraît-il, ne donne pas de bons rendements de ce côté de la montagne (24). Les Mbororo qui stationnent à l'ouest du Manengouba se rendent aux marchés situés à l'est (Mboango) pour se ravitailler en maïs qu'ils consomment, de préférence aux tubercules. Inversement, ils ne se plaignent pas de tensions avec les cultivateurs. Ces bons rapports sont confirmés par les autorités locales chez les Bakossi (25).

24. Ce sont surtout des cultivateurs de macabo.

25. Bakossi Area Council, 1972-73.

Les versants pluvieux à l'ouest du Manengouba se prêtent sans doute moins à la culture du maïs que l'autre côté de la montagne. Il est également reconnu que les populations locales manifestent moins d'ardeur à cultiver que les Bamiléké. Dès lors, ils s'accommodent mieux de la présence des Mbororo. Mais les rapports entre éleveurs et cultivateurs ne dépendent pas seulement de logiques agronomiques. L'identité des populations intervient dans les modalités de leurs relations.

Regains de tension en saison sèche

Les Mbororo du Manengouba disent qu'autrefois, ils ne transhumaient pas. Il existe bien une saison sèche de près de 3 mois à Nkongsamba (26), mais elle traduit une situation d'abri par rapport au massif. D'après les Mbororo, la saison sèche se réduit à 2 mois au sommet. En fait, les pluies ne s'arrêtent pas complètement, comme aux Grassfields. Les Mbororo affirment qu'autrefois, c'était en "saison sèche" que l'herbe poussait le mieux, grâce à des pluies moins abondantes. C'est probable, les sols étant alors moins engorgés d'eau que le reste de l'année. De plus, les herbes ne s'asséchaient pas vraiment, à tel point que les feux se propageaient difficilement.

26. SUCHEL (J.B.), 1988, "Les climats du Cameroun", t. 3, p. 1.048 et fig. 322.

Au cours des années soixante-dix, les saisons sèches s'allongent à plus de 3 mois. De plus, la concentration de bovins et de chevaux sur le massif appauvrit les pâturages qui deviennent insuffisants en décembre et janvier. Il faut partir en transhumance. Or, les Mbororo se plaignent de l'absence de bons secteurs de transhumance autour du Manengouba. La plaine des Mbo offre bien des savanes au nord. Ses étendues d'herbe à éléphants, un excellent fourrage, suscitent l'envie des éleveurs. Mais ils n'osent pas s'y aventurer, par crainte des mouches tsé-tsé. Il devient dangereux de descendre à moins de 1.200-1.100 mètres. Quant aux secteurs à 1.300 et 1.200 mètres qui conviendraient au bétail en saison sèche, ils sont souvent couverts de cultures de maïs et de caféiers Arabica.

A l'est du Manengouba, la descente du bétail en décembre près des champs de Mbouroukou et de Mboango ranime des tensions chaque année. Lorsque, la saison sèche se prolongeant, les animaux ne peuvent être contenus en haut, les Mbororo les "poussent" au-delà des nombreuses caféières de Mouanguel, vers Mboassoum. Les transhumants circulent entre des villageois hostiles.

A l'ouest du massif, les versants à 1.300 mètres sont moins accaparés par les cultures. Les transhumants disposent d'interfluves et de quelques bas-fonds garnis de sissongo. Les troupeaux s'infiltrent pourtant « *entre des champs,* » reconnaissent les Mbororo. Certes, les chefs de villages demandent aux transhumants de verser des droits de pacage pour amener les animaux sur leurs terres. Mais, en cas de dégâts, les Bakossi ne font pas payer des amendes aussi lourdes que les Bamiléké. Au-delà de fermetures spatiales plus ou moins complètes au bétail, des cultivateurs sont, plus que d'autres, les ennemis des "gens du bétail".

En 1982-83, une saison sèche exceptionnellement longue survient dans toute la zone guinéenne. Il ne pleut presque pas durant 5 mois à Nkongsamba (27). Confrontés à des pâturages complètement desséchés, les Mbororo se sentent pris dans "un piège", en haut du Manengouba. Certains descendent les animaux au sud du massif, aux environs de Ndoungué. A moins de 1.000 mètres d'altitude, c'est, pour eux, une véritable plaine (***luggere***). Les animaux se gavent d'herbes sissongo. Ils sont tellement en bon état que les éleveurs tentent de rester en bas durant les pluies. Au début, tout se passe bien mais, au cours de la seconde année, des pertes surviennent. C'est alors la dispersion, les uns retournant aux Grassfields, les autres partant jusqu'en Adamaoua, après avoir vendu leur bétail sur place. Les plaines du Moungo ne sont pas encore prêtes pour accueillir un élevage mbororo.

27. SUCHEL (J.B.), 1988, p. 1.048.

La petite communauté pastorale du Manengouba est confinée en haut du *caBBal* par un front agricole bamiléké et par l'insalubrité des plaines environnantes. La montée des cultures empêche les Mbororo de descendre, à l'inverse, les troupeaux sur les versants encore salubres du volcan. Le massif devient un enjeu entre deux populations extérieures à la région. Mais le courant migratoire des pasteurs peuls est mince et fragile, comme "en bout de course". Au contraire, le flux migratoire bamiléké est puissant et régulier. La région de Nkongsamba étant relativement proche du plateau bamiléké, le déferlement des migrants dynamise les activités agricoles qui, dès lors, réduisent les savanes de façon inexorable. Devant cette colonisation agricole massive, les Mbororo sont comme assiégés en haut de leur *caBBal*.

Conclusion : un isolat pastoral

Le massif du Manengouba a fixé un petit isolat pastoral à l'extrême sud de la Dorsale Camerounaise. Isolat par le relief, le sommet du massif étant accidenté par de nombreux abrupts et cloisonné par des forêts. Le bétail accède aux versants moins élevés par des pistes peu nombreuses, surtout celles qui restent libres d'entraves agricoles.

Isolat pastoral, parce que les populations voisines ne s'intéressent pas à l'élevage bovin. Les Bakossi placent surtout des chevaux en montagne, les abattant à coups de fusil lorsqu'ils ont besoin de viande. Les Bamiléké manifestent une hostilité ouverte à l'égard des Mbororo. Quant au service d'Elevage à Nkongsamba, il s'intéresse davantage au foirail de la ville qu'aux éleveurs voisins. En cas de maladie du bétail, ceux-ci doivent se débrouiller, acheter des médicaments et les utiliser par eux-mêmes.

Isolat culturel enfin, d'une minorité complètement différente des populations environnantes, si ce n'est le petit groupe des Haoussa de Nkongsamba. L'isolement pèse surtout lorsqu'un chef de famille a des fils en âge d'être mariés. Pour nouer des alliances matrimoniales, il faut entreprendre de nombreux voyages aux Grassfields ou au Mambila. « *Sans quoi, les gens du lignage vous oublient et les jeunes deviennent des Bamiléké : nous avons peur de cela,* » reconnaissent des Mbororo du Manengouba. Alors, puisqu' « *on ne peut aller plus loin, il vaut mieux revenir en arrière.* »

LE MAMBILA, REPLIQUE DES GRASSFIELDS

Du Mambila au Tchabbal Mbabo et à Gandaba, une série de hautes terres pastorales offrent plusieurs termes de comparaison avec les Grassfields. Le Mambila, étant surtout situé au Nigeria, n'a pas fait l'objet d'investigations de terrain, sauf sur les étroits promontoires camerounais. Aussi ne sera-t-il que brièvement présenté.

L'évolution pastorale du plateau est esquissée par diverses études. A l'époque coloniale, le Mambila faisait partie du Cameroun sous tutelle anglaise, si bien que les rapports annuels à la S.D.N. puis à l'O.N.U. fournissent quelques indications d'intérêt historique. Ensuite, deux publications ont fait le point sur l'évolution au cours des dernières décennies (28). La proximité géographique et la parenté des populations pastorales avec les Grassfields aidant, les situations se ressemblent, de chaque côté de la frontière.

28. BAWDEN (M.G.) ; TULEY (P.), 1966, "The land resources of Southern Sardauna and Southern Adamawa Provinces". R.I.M., 1984, "Livestock and land use in Southern Gongola State".

Le Mambila s'étend surtout au Nigeria mais un liseré discontinu, du côté camerounais, relie les hauts plateaux des Grassfields à ceux de l'Adamaoua. Les deux principaux gradins de relief des Grassfields se prolongent au Mambila. Le haut plateau s'étale dans l'angle que dessine la frontière. Les interfluves développés sur socle cristallin excèdent à peine 1.500 mètres, tandis que des coulées basaltiques, au nord de Nguroje, relèvent la table sommitale jusqu'à 2.000 mètres. Des reliefs voisins de 1.000 mètres ourlent presque tous les côtés du haut plateau. Ils correspondent aux bas plateaux du Bamenda, avec un modelé peut-être plus disséqué.

Bien que l'altitude du *caBBal* oscille le plus souvent entre 1.600 et 1.800 mètres, les principaux éléments du système pastoral des Grassfields s'y retrouvent, de même que ses contraintes. A l'époque coloniale, aucune frontière ne séparait le Mambila du Bamenda. Les ressorts administratifs étaient différents mais les politiques, notamment en matière pastorale, suivaient les mêmes objectifs : sédentarisation, arrêt de l'immigration peule, allègement des charges et contrôle de l'utilisation des pâturages, séparation des cultures et des pâturages.

Les données du problème agro-pastoral

Le Mambila juxtapose des effectifs importants de bovins et une population agricole relativement nombreuse, moins cependant qu'aux

Grassfields. Au début des années soixante, les densités étaient estimées à environ 20 hab./km2 sur l'ensemble du plateau. Des observations aériennes récentes ont dénombré plus de 15 habitations/km2 à l'est du plateau. Vers l'ouest, la population agricole devient plus discontinue et plus dense aux abords des centres. Comme aucun indice de population n'est avancé par habitation, il est impossible de convertir ces indications en densités de population.

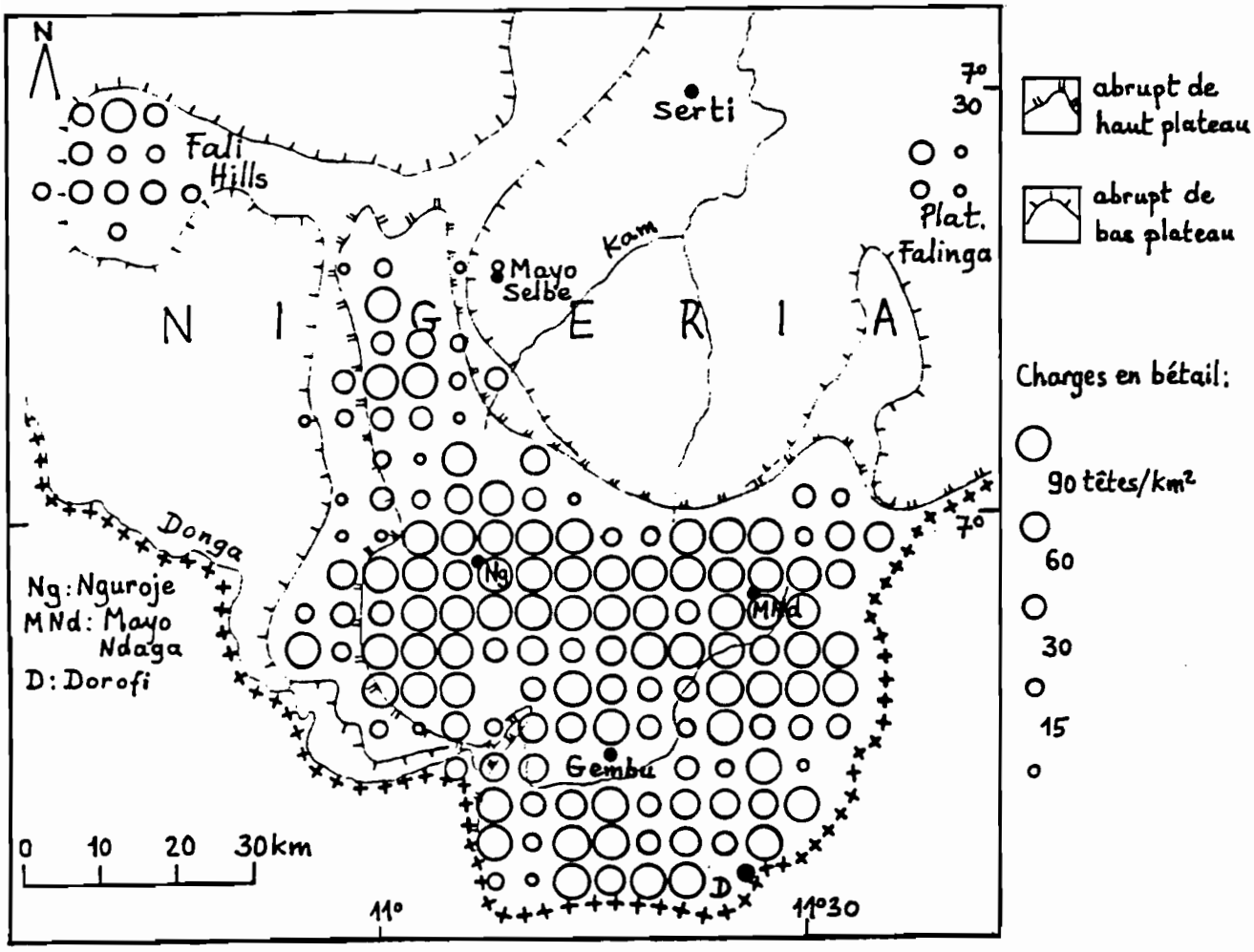


Fig. 302 : *Plateau Mambila ; répartition des charges en saison des pluies (d'après R.I.M., 1984)*

Quant à la charge de bétail en saison des pluies, elle est évaluée à 79 bovins/km2 au début des années soixante et à 93 en 1983, sur l'ensemble du plateau. Les observations aériennes montrent que, toutes les catégories d'animaux étant réunies, le bétail charge presque partout le Mambila à plus de 90 unités/km2 (fig. 302). Les charges montent jusqu'à des records de 300 à 350 unités de bétail/km2 au nord du plateau (29). Elles restent fortes dans les secteurs densément habités par les cultivateurs. Par report des aires de

29. R.I.M., 1984, p. 63.

stationnement des troupeaux sur un fonds de carte au 1/50.000, J.HURAULT a calculé une charge de 150 bovins/km2, aux environs de Mayo Ndaga (30). L'auteur reconnaît que les charges ne sont pas aussi fortes en relief accidenté mais il estime que la moyenne régionale atteint 120 têtes. C'est davantage qu'aux Grassfields en saison des pluies.

30. HURAULT (J.), 1987, "Rapport provisoire sur des recherches effectuées dans le district Mambila" (manuscrit aimablement communiqué par l'auteur).

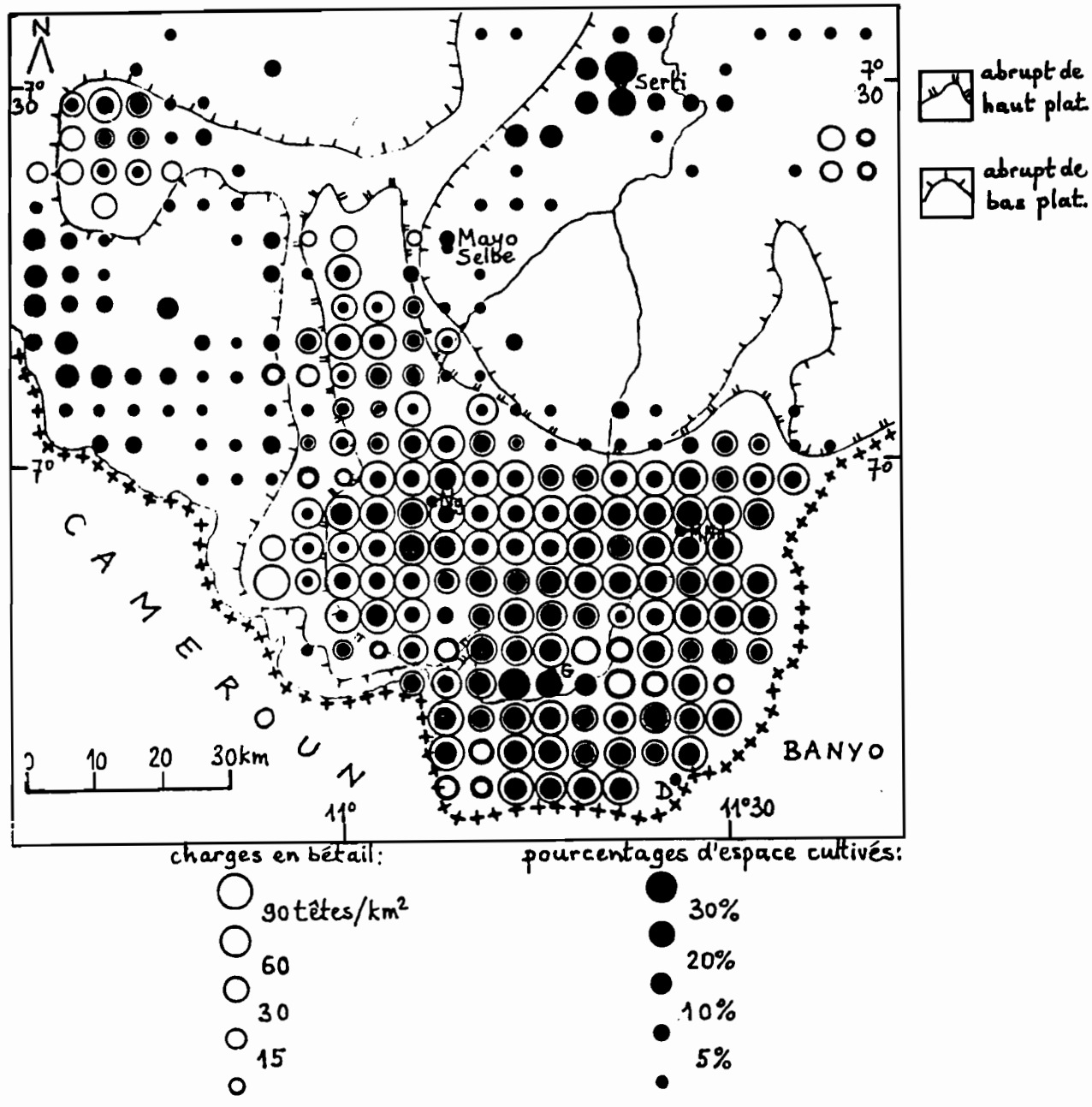


Fig. 303 : *Occupations pastorale et agricole du Mambila, en saison des pluies (d'après R.I.M., 1984)*

La juxtaposition de deux occupations intenses est permise par une division de l'espace plus fine qu'aux Grassfields. Elle s'appuie sur les mailles d'un réseau hydrographique régulier qui compartimente la table du plateau. L'occupation des sols est adaptée aux potentiels pédologiques. Les sols ferrallitiques rouges d'interfluves sont dévolus aux troupeaux, tandis que des cultures de maïs occupent les sols bruns plus humifères en creux de vallons. Il en résulte une imbrication spatiale des deux activités plus poussée qu'aux Grassfields. Une carte de l'occupation du sol aux environs de Gembu montre des rubans agricoles étirés le long des vallées (31). Seules, quelques enclaves occupent des interfluves, au milieu de pâturages. Du côté camerounais, l'habitat des Mambila s'égrène le long des vallées. Au Nigeria, il se concentre plutôt en villages sur interfluves, résultat probable d'une division de l'espace entre éleveurs et cultivateurs, suscitée par l'administration coloniale. Quant aux campements d'éleveurs, eux-mêmes entourés de lopins de maïs, ils se tiennent toujours en dos d'interfluves.

31. HURAULT (J.), 1966, "Leme, levé agro-pastoral", 1/50.000.

La répartition des terres cultivées confirme que l'agencement des cultures par rapport aux pâturages diffère du schéma des Grassfields. Les secteurs cultivés n'occupent, en moyenne, que 10 à 20 % des surfaces mais en se répartissant de façon régulière sur le plateau (fig. 303). Au lieu de s'inscrire dans de grands vides agricoles, les fortes charges en bétail s'imbriquent dans le tissu linéaire des terroirs.

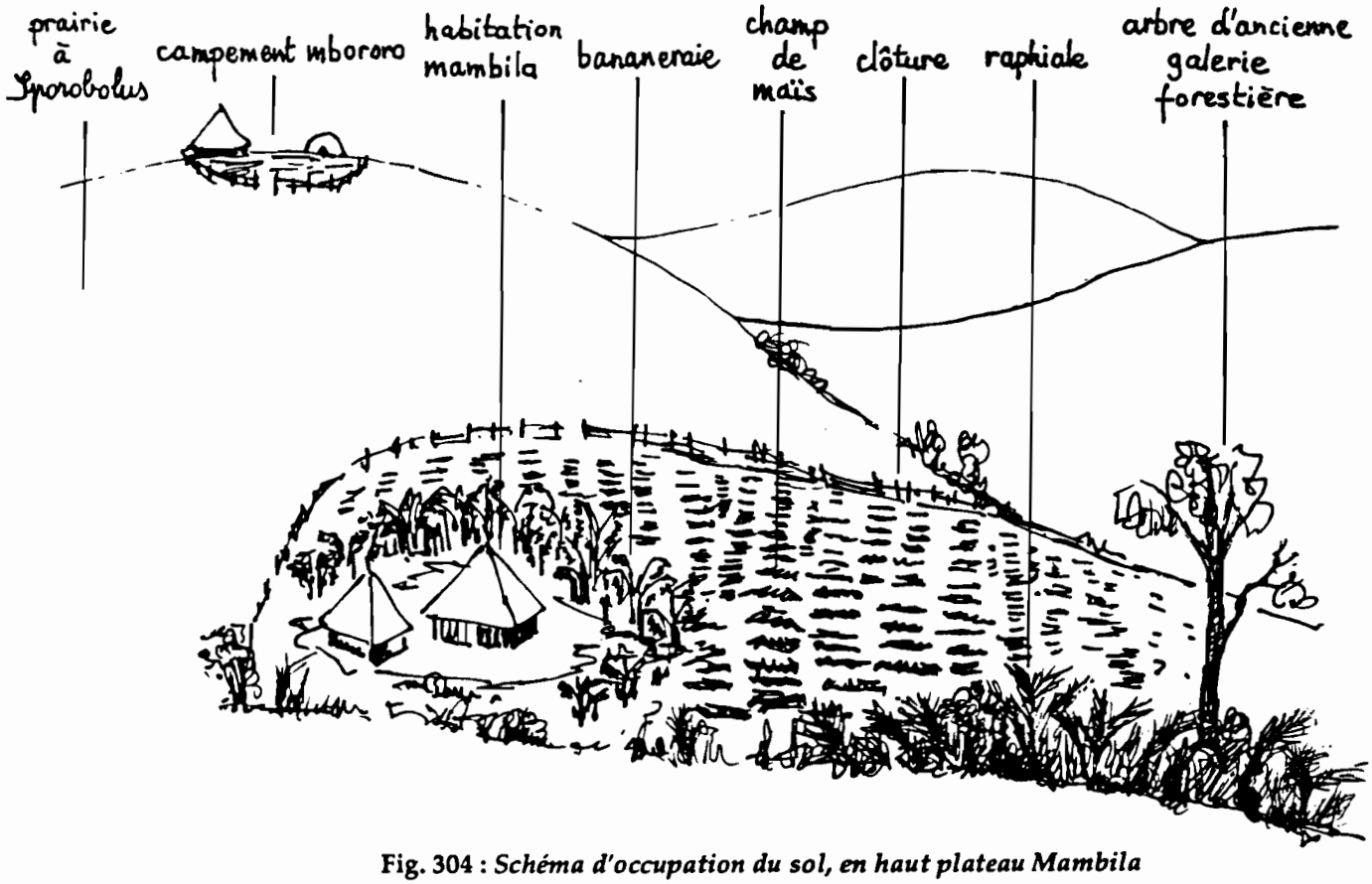


Fig. 304 : *Schéma d'occupation du sol, en haut plateau Mambila*

Les Mambila ont étendu leurs cultures de maïs à la plupart des vallées sur le plateau, en déboisant les galeries forestières, remplacées par des raphiales (fig. 304). Ce faisant, ils ont supprimé les refuges d'une faune dangereuse pour le bétail : cynhyènes et panthères. Mais, conjugués à un ruissellement plus fort sur les versants, les déboisements ont déclenché des entailles dans les planchers alluviaux. Tant que les galeries forestières sont en place, l'érosion linéaire reste limitée (32).

De leur côté, les éleveurs ont également perturbé le milieu physique du plateau par le biais du bétail. Les grandes *Hyparrhenia* ont d'abord été remplacées par des formations à *Sporobolus* (33). L'évolution se poursuit actuellement par des envahissements de fougères Aigle (34). La végétation réagit selon le même schéma qu'aux Grassfields à une pâture intense et ancienne (35).

Même société pastorale, mêmes nouveaux éleveurs

Des Foulbé originaires de l'Adamaoua possèdent du bétail, à proximité de la frontière du Cameroun, mais les éleveurs du Mambila sont surtout des Mbororo. Beaucoup de lignages des Grassfields s'y retrouvent ; seule leur hiérarchie change. Les Rahadji ont joué au Mambila le rôle historique tenu par les Gosi'en au Bamenda. Ils en tirent encore un certain prestige, bien que leur richesse en bétail ait décliné. Une ancienne prospérité pastorale leur a permis de se sédentariser rapidement et de nourrir des ambitions politiques au niveau régional (36). Les Bawanko'en sont les Djafoun les plus riches et les plus nombreux, alors qu'au Bamenda, ils ne représentent qu'un petit lignage, dans l'orbite des Gosi'en. Les Bawanko'en du Mambila font preuve d'une forte cohésion lignagère. Ils se concentrent aux environs de Nguroje, sur les pâturages les plus élevés. De la même façon qu'aux Grassfields, la richesse pastorale va de pair avec la cohésion lignagère et la concentration géographique. Grand lignage pastoral au Mambila, les Bawanko'en occupent un rang équivalent à celui des Toukanko'en au Bamenda. D'ailleurs, les alliances matrimoniales sont anciennes entre les deux lignages.

Si les Djafoun des Grassfields réussissent à préserver les hauts plateaux à leur usage exclusif, ce n'est plus le cas au Mambila. Des Akou ont pris pied à haute altitude, entre Gembu et Nguroje. Ils relèvent des mêmes lignages pionniers qu'au Bamenda : Gamanko'en, Boutanko'en et Danedji. A mesure que les Djafoun vendent davantage de bétail et que les pâturages d'altitude offrent moins de fourrages, les zébus blancs représentent une part plus grande du cheptel régional. Les Akou sont réputés accumuler rapidement du bétail.

Les Djafoun affrontent une autre concurrence, celle des nombreux Mambila qui ont réussi à se constituer des troupeaux, autre point commun avec certains villageois des Grassfields. D'abord employés comme bergers par de riches Mbororo et rémunérés en bétail, les Mambila se sont mis ensuite à cultiver du maïs pour le vendre aux éleveurs. Ceux-ci devenaient nombreux et s'accoutumaient à consommer en priorité autre chose que du lait. Les cultivateurs convertirent leurs gains monétaires en bouvillons achetés sur les marchés. Cet enrichissement, au contact des éleveurs, n'a

32. Certes, J. HURAULT affirme le contraire, en tenant le surpâturage comme responsable de l'érosion des versants puis du surcreusement des lits de rivières (HURAULT, J., 1974, "Surpâturage et transformation du milieu physique ; l'exemple des hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun)".

33. BAWDEN (M.G.) et TULEY (P.), 1966.

34. Information orale de R. BLENCH.

35. D'après J. HURAULT (1987), les secteurs érodés par surpâturage au Mambila sont envahis de fourrés à *Harungana madagascariensis*. Pourtant, aux Grassfields, cet arbuste envahissant ne réussit pas à s'implanter au-dessus de 1.500 mètres.

36. Du BOULAY (R.), 1953.

pas manqué d'attirer des populations voisines, en particulier des Kaka (ou Yamba) et des Wimbum de Nkambe. D'après les cartes dressées par J. HURAULT aux environs de Gembu et de Mayo Ndaga (37), la plupart des troupeaux qui relèvent des Mambila sont plus petits que ceux des Mbororo et des Foulbé. Cependant, quelques-uns excèdent 40 têtes.

37. HURAULT (J.), 1986, "Leme et Kuma-Kilayang, levés agro-pastoraux" au 1/ 50.000.

L'élargissement de l'intérêt pour l'élevage à toutes les populations du plateau s'est traduit par des charges extrêmement fortes en bétail. De la même façon qu'au Bamenda, les nouveaux éleveurs répugnent à envoyer leurs troupeaux en transhumance. Conjuguée avec la sédentarisation de nombreux Mbororo, cette tendance maintient des charges élevées en saison sèche : 52 bovins/km2 en moyenne, de nombreux secteurs dépassant encore 90. Ce cheptel permanent remet en cause la division de l'espace entre élevage et agriculture. En saison sèche, les troupeaux sont attirés par les points d'eau et la végétation des fonds de vallée. Ils brisent les clôtures et broutent la légumineuse de jachère *Tephrosia vogelii*. Pour éviter ces dégâts, les cultivateurs tendent à déplacer les cultures sur les versants, aux dépens de pâturages. Le partage de l'espace entre les éleveurs et les cultivateurs n'est plus respecté, ni par les uns, ni par les autres.

Au Mambila, les relations entre les deux populations sont aussi tendues qu'au Bamenda. Aux querelles agraires s'ajoutent des rivalités politiques pour s'assurer le contrôle du "Local Government". L'administration étant décentralisée au Nigeria, selon le modèle anglais, l'action politique comporte des enjeux locaux plus cruciaux qu'au Cameroun. Le système administratif exacerbe les tensions entre des populations rivales.

Le refus de l'intensif

Conscients des problèmes de surcharge pastorale et des menaces d'érosion, les services techniques se sont efforcés d'améliorer les techniques traditionnelles d'élevage. Ils ont procédé à des attributions de pâturages, définis par des limites géographiques (cours d'eau) mais également par des clôtures. Les cartes d'occupation du sol dressées par J. HURAULT indiquent que la plupart des clôtures délimitent des pâturages exploités par des citadins, notamment des commerçants (37). D'après l'auteur, de riches éleveurs ont ensuite imité les commerçants, en accaparant des secteurs aux dépens des cultivateurs. Mais la plupart des éleveurs ont refusé cette privatisation de l'espace pastoral. Devant la surcharge en bétail, ils accordent leur préférence à d'autres solutions. Parmi celles-ci figure le changement de race bovine.

Tant que les pâturages n'étaient pas trop râpés et que la transhumance permettait de tenir les animaux en état, les éleveurs du Mambila, comme ceux des Grassfields, restèrent attachés aux grands zébus ***boDeeji***. Les seuls croisements concernaient la race goudali de l'Adamaoua, plus facile à se procurer qu'au Bamenda. Ensuite, les pâturages d'altitude se dégradant, les Djafoun se rendirent compte que les zébus blancs se comportaient mieux que leurs animaux. Les qualités de rusticité et d'adaptation à des pâturages médiocres devinrent de plus en plus appréciées. Dès lors, les changements de race s'orientèrent en faveur des ***daneeji***. Les Djafoun du

Mambila ont pris les premiers cette initiative sur une grande ampleur, relayés par ceux du Bamenda qui se trouvaient également en position difficile.

L'autre solution envisagée par les éleveurs du Mambila consiste à transférer des troupeaux à des altitudes plus basses. Le haut plateau se prolonge par des reliefs disséqués qui se terminent aux Fali Hills, dont les collines offrent des savanes à 1.000 mètres d'altitude. Des Akou s'y installent dès les premières années cinquante (38). De la même façon qu'à la périphérie des hauts plateaux du Bamenda, les reliefs inférieurs sont occupés par les Akou qui bloquent les Djafoun en altitude ou les contraignent à descendre directement jusqu'aux basses plaines, à une altitude de seulement 500 mètres. Dès lors, les Djafoun réclament que les savanes à basse altitude soient assainies par des pulvérisations d'insecticides, de la même façon qu'au nord de la Bénoué. Les difficultés du système pastoral à haute altitude sont tournées, plus que résolues, par un transfert de cheptel vers la basse plaine de la Donga. Il est probable que ce mouvement préfigure l'évolution spatiale d'une partie des Djafoun du Bamenda.

38. BLENCH (R.), 1990, "FulBe movement into Southwestern Adamawa from 1845 to the present".

Face à la "saturation" des hauts plateaux, la majorité des éleveurs ne fait pas crédit à des solutions techniques qui exigent du travail ou des investissements, par exemple la culture de plantes fourragères ou l'érection de clôtures en fil de fer barbelé. Ils se résignent à l'abandon partiel des hauts pâturages, où ne subsistent que des sédentaires entourés de petits troupeaux laitiers. Une scission de ce genre était déjà intervenue au nord du Nigeria, après une longue période de fixation, lorsque les cultures n'ont plus permis la présence de tout le cheptel. La division des troupeaux annonce souvent une scission entre les sédentaires, de plus en plus cultivateurs, et ceux qui restent fidèles au pastoralisme en redevenant mobiles.

Le Mambila présente les mêmes problèmes pastoraux qu'aux Grassfields. Comme ils se posent depuis plus longtemps et avec une acuité plus forte, les éleveurs du Mambila ont dû inventer des parades. Ceux des Grassfields esquiveront probablement leurs problèmes de la même façon. Alors que l'intensité de l'occupation pastorale, aussi bien qu'agricole, exigerait le passage à des systèmes de production plus intensifs, la plupart des éleveurs se dérobent.

Malgré un allègement des effectifs de cheptel, surtout en saison sèche, la situation pastorale s'aggraverait récemment au Mambila (39). Au début des années soixante, les pâturages ne souffraient pas d'érosion alors qu'aujourd'hui, ses effets deviendraient catastrophiques. En quête de nourriture pour les animaux, les éleveurs les maintiennent en fonds de vallées, provoquant des incursions répétées dans les cultures. Des Mambila renonceraient à tenir tête à une pression pastorale croissante et chercheraient refuge en Adamaoua camerounais : exemple exceptionnel, en Afrique tropicale, de cultivateurs repoussés par des éleveurs !

39. Information orale de R. BLENCH.

Lorsque la pression pastorale atteint des records en hauts plateaux également peuplés de cultivateurs, les rapports entre populations se dégradent, de façon presqu'inévitable. Alors que les uns et les autres se partageaient autrefois le plateau Mambila de façon harmonieuse, la

coexistence devient impossible. Apparemment, au Mambila, ce sont les cultivateurs qui lâchent prise devant les éleveurs. Aux Grassfields, il est probable que les tensions ne connaîtront pas le même dénouement. Des Grassfields au Mambila, les rapports de forces s'inverseraient entre éleveurs et cultivateurs. Résurgence d'une ancienne domination des Foulbé, alors que les Grassfields ne furent qu'effleurés par leurs raids ?



2. REFUGES PASTORAUX

Des Grassfields au Manengouba et au Mambila, le contexte pastoral s'inscrit dans un registre similaire : partout, les éleveurs ne disposent que d'espaces limités en altitude, occupés selon de fortes charges en saison des pluies. Les contraintes pastorales se relâchent durant la courte saison sèche, sans ouvrir pourtant de vastes étendues au bétail. Ces espaces pastoraux, morcelés et étriqués, résultent peu des menaces d'insalubrité, certes réelles mais moins insurmontables qu'elles ne le paraissent. C'est la pression des activités agricoles qui restreint la part des hautes terres disponible à l'élevage. Contrairement à l'insalubrité, cette contrainte se renforce avec les années, à tel point que l'avenir du grand élevage bovin apparaît compromis, du moins dans ses formes actuelles.

Avec l'Adamaoua, le contexte pastoral bascule : les espaces pastoraux s'étendent apparemment à tous les territoires traditionnels, tandis que les populations agricoles deviennent minoritaires, si ce n'est en nombre, du moins en influence politique et en prestige social. Le passé encore vivant de la conquête foulbé et l'hégémonie d'une culture musulmane valorisent l'activité pastorale. A une latitude déjà soudanienne, les avantages pastoraux des hauts plateaux devraient s'estomper, à la faveur d'un milieu globalement propice à l'élevage. Pourtant, il n'en est rien.

LE TCHABBAL MBABO : DES ELEVEURS SANS CULTIVATEURS

Le Tchabbal Mbabo représente, après les Grassfields, le plus vaste ensemble pastoral d'altitude au Cameroun. A l'époque coloniale, de rares administrateurs avaient sillonné ces hauteurs. Séduits par leurs possibilités pastorales, ils les décrivaient comme « d'excellents pâturages » (40) ou de « magnifiques tchabals » (41). Les hauts pâturages avaient déjà enrichi quelques éleveurs, en particulier un Foulbé, Dewa Mohaman, devenu légendaire pour sa fortune : il possédait, à lui seul, 12.000 têtes de bétail sur les hauts de Banyo. Des Français engagés dans l'élevage et le commerce du bétail étaient également attirés par des herbages qui leur rappelaient ceux d'Europe. Des disputes de pâturages opposaient déjà les éleveurs, à tel point que l'administration devait s'interposer : « le tchabal est suffisain-

40. Rapport de tournée du Chef de Subdivision de Banyo (GENIN) du 16 janvier au 22 février 1929, dans le nord de la Subdivision.
41. Rapport de tournée de perception d'impôt faite en avril 1941 par DELCROIX, Adjoint au Chef de Subdivision de Banyo.

ment grand pour que leurs troupeaux et même beaucoup d'autres y puissent pâturer sans jamais se gêner » (42). Certes, le Tchabbal Mbabo couvre environ 100.000 ha mais il portait déjà beaucoup de bétail, ses qualités pastorales étant appréciées.

Contrairement aux Grassfields, aucune documentation statistique ne peut servir de fil conducteur à une histoire pastorale du Tchabbal Mbabo. Les administrateurs étaient partagés entre l'objectif de lever l'impôt sur le plus de bétail possible et la crainte de provoquer des départs d'éleveurs au Nigeria, tout proche : « la difficulté de dénombrer avec exactitude le bétail est manifestement grande » (43). Le commentaire n'a en rien perdu de sa pertinence. Le Tchabbal Mbabo porte toujours beaucoup de bétail, sans que les effectifs soient vraiment connus : 75.000, 100.000 ou 150.000 têtes?

Le Tchabbal Mbabo est un grand édifice volcanique qui relève, à l'ouest, la table de l'Adamaoua. L'arc de cercle sommital, dont l'altitude dépasse 2.000 mètres, se déploie sur 25 km de long. Il se poursuit, de chaque côté, par des hauteurs étagées de 1.600 à 1.800 mètres qui complètent le dispositif en demi-cercle, au-dessus du bassin de Dodéo. Cet ensemble de hautes terres se raccorde aux *caBBal* frontaliers du Nigeria par un chaînon étroit, dont l'altitude oscille de 1.900 à 1.600 mètres. Un col à 1.400 mètres sépare la vallée du Mbamti au sud (1.000 mètres) de celle de Yim, au nord. Ouverte vers le Nigeria, la vallée de Yim est l'une des contrées les plus enclavées du Cameroun.

De part et d'autre de l'arc de cercle sommital, le relief est dissymétrique. Au nord, le *caBBal* tombe vers le bassin de Dodéo, cuvette presqu'encerclée de hauteurs : l'altitude passe de 2.000 à moins de 900 mètres sur une distance de 6 km. Côté "externe", de hautes tables se déploient au-dessus du plateau proprement dit (*leesDiwol*). A 10 km des sommets, l'altitude se maintient parfois à 1.800 mètres et encore à 1.600 mètres, 10 km plus loin. Une série de vallées radiales découpent l'auréole tabulaire en plusieurs "planèzes", de plus en plus étroites vers l'aval. Dans leur cours supérieur, les cours d'eau coulent sur les tables qu'ils entaillent ensuite par des vallées encaissées. La vallée du Mayo Koui s'encastre profondément dans le bâti principal, ne laissant qu'un passage étroit en amont de ses sources (44).

Ce type de relief tabulaire serait dû à de vastes épanchements de basaltes fluides (45). En fait, le socle cristallin participe pour une grande part au bâti montagneux. Il apparaît en fenêtres jusqu'à de hautes altitudes (1.900-2.000 mètres), surtout à l'ouest du Koui. Tout en étant mince, la couverture volcanique se traduit par les mêmes types de relief qu'aux Grassfields : entablements à rebords brutaux, ondulations couvertes de sols ferrallitiques, dykes et pitons de trachytes qui ont percé les basaltes.

Au sortir du cadre montagneux, les cours d'eau prennent des allures d'oueds, en saison sèche : un mince filet d'eau serpente sur un pavage de gros cailloux arrondis. A l'aval, des vallées s'élargissent en une série de

42. Rapport de la tournée effectuée à Tignère et à Lompta par le Chef de la Région de l'Adamaoua accompagné du Chef de la Subdivision de Tibati (6-9 juin 1941). La même année, un autre témoignage ne manifeste pourtant pas autant d'optimisme : « les tchabals de Galim, bien qu'offrant de vastes possibilités pour l'élevage du gros bétail, paraissent surpeuplés » (SOULIE, 1941, "Rapport de tournée à Galim", 39 p. dactyl.).

43. Rapport de tournée du 26 mai au 16 juin 1932 dans les Subdivisions de Tibati et de Banyo (GRANIER).

44. L'agencement du relief n'était que suggéré par l'ancienne carte topographique de Tignère au 1/200.000, dressée dans les années cinquante. La nouvelle carte exprime mieux l'ampleur des dénivellations. Cependant, elle n'est disponible, depuis plusieurs années, que sous forme de tirages provisoires.

45. C'est l'image qu'en donne la carte géologique (GUIRAUDIE, C., 1955, "Notice explicative sur la feuille Ngaoundéré-Ouest").

couloirs : Mbamti, Koui, Djem, Tagouri, Garbaya. Les terrasses inférieures comportent des dépôts alluviaux qui reposent sur des amoncellements de cailloux. Les horizons supérieurs, parfois de couleur noire, offrent des sols très fertiles.

A la dissymétrie du relief s'ajoute un contraste végétal entre les abrupts "internes" de l'édifice montagneux et ses longues pentes "externes". Au nord, des forêts denses sont plaquées, à partir de 1.200 mètres, dans les creux qui festonnent les abrupts. Ces taches de forêts s'élargissent en altitude, si bien que des forêts montagnardes presque continues ourlent le rebord sommital. Au sud, les longues pentes du ***caBBal*** portent surtout des savanes, entrecoupées de galeries forestières.

Les composantes écologiques du *caBBal*

Les altitudes du Tchabbal Mbabo sont comparables à celles des Grassfields. Toutefois, les sommets n'atteignent pas 2.500 mètres. Plusieurs endroits excèdent 2.200 mètres et l'un d'eux approche 2.400. Il ne faut donc pas s'attendre à retrouver des pelouses subalpines, déjà peu étendues aux sommets des Grassfields. La situation du Tchabbal Mbabo, à 7°15 de latitude Nord, sa position plus continentale et l'orientation des grands versants vers le sud ou l'est modifient l'étagement de la végétation, par rapport aux Grassfields.

Une nuance climatique plus sèche

D'après la carte de la pluviosité moyenne au Cameroun, dressée par J.B. SUCHEL (46), les pluies excèdent 2 000 mm sur le Tchabbal Mbabo. Elles seraient plus abondantes que les 1.500 mm en moyenne sur l'ensemble de l'Adamaoua. Cependant, ces données proviennent davantage de suppositions que de relevés pluviométriques. Comme les flux de mousson ne s'y heurtent pas de front, il est probable que le Tchabbal Mbabo ne reçoit pas de paroxysme pluvieux aussi affirmé qu'aux Grassfields. L'effet du relief sur les pluies serait plus sensible sur les versants qui dominent la vallée de la rivière Yim, à proximité de la frontière nigeriane. Les ***caBBal*** au-dessus de Sambolabo, à l'ouest, dénotent déjà une ambiance plus humide que ceux dominant Wogomdou et, a fortiori, Garbaya, à l'est. Le relief compartimenté en couloirs profonds et entablements élevés se traduit par une grande variété de climats locaux. Au-delà de cette mosaïque, les grands versants herbeux relèvent davantage des régimes pluviométriques d'abri que de paroxysme pluvieux (47) : maximum pluviométrique moins prononcé, saison sèche plus sévère. Cette tendance plus sèche du climat influence la végétation.

46. SUCHEL (J.B.), 1972, "La répartition des pluies et les régimes pluviométriques au Cameroun".

47. idem, p. 236-246.

L'étagement végétal

Les savanes arborées ou arbustives couvrent les contreforts du ***caBBal*** jusqu'à des altitudes de 1.600 à 1.700 mètres. Des galeries forestières zèbrent les savanes arbustives par de multiples cordons végétaux. Parfois étroits, ces "boyaux" forestiers se ramifient à l'extrême, à la faveur des facettes de relief. Au-dessus de Garbaya, de grands *Anogeissus leiocarpus* constituent l'élément dominant des galeries forestières. Une fois défrichées par les cultivateurs, elles sont remplacées par des raphiales qui offrent des perches pour la confection des toitures.

Le couvert boisé des interfluves varie en composition et en densité. Une forte densité de ligneux forme des taillis (***guuBe***). Les éleveurs disent que la brousse est alors fermée (***ladde sukki***) : c'est une végétation qui ne convient guère à l'élevage. Au contraire, des ligneux peu nombreux libèrent de l'espace pour des étendues herbeuses qui ressemblent déjà à celles de haute altitude. Les Peuls dénomment ***caBBoy*** ces savanes herbeuses à des altitudes encore faibles.

Les espèces ligneuses typiques de l'Adamaoua montent jusqu'à des altitudes variables : 1.300 mètres pour les grands *Daniellia oliveri*, 1.400 pour *Lophira lanceolata* et davantage pour les *Syzygium guineense* de savane. Au-dessus de 1.500 mètres, des espèces favorisées par l'altitude dominent la strate arbustive : des *Combretum*, des *Terminalia glaucescens* et des *Cussonia barteri*. En haut d'interfluves, *Harungana madagascariensis* forme des fourrés qui dénotent une longue pâture par le bétail. A partir de 1.600 mètres, il s'y mêle des *Croton macrostachyus* qui deviennent dominants à 1.700 mètres. De la même façon qu'aux Grassfields, leurs feuillages touffus, en coupole, marquent souvent une lisière brutale avec les prairies montagnardes. Des *Croton*, isolés, montent jusqu'à 2.000 mètres, au milieu des prairies. La prolifération de *Croton macrostachyus* fournit un autre indice d'une longue occupation pastorale. Les deux dernières espèces densifient le couvert ligneux, à la frange supérieure des savanes arbustives (fig. 305).

La catena des graminées est parallèle à celle des ligneux. En savanes arborées soudano-guinéennes, les grands *Panicum phragmitoïdes* s'associent à *Urelytrum*, voire à des *Hyparrhenia* lorsque le secteur reste peu soumis à la pâture. Les couloirs alluviaux issus du ***caBBal*** portent un ruban central de sissongo (*Pennisetum purpureum*), dont le rôle pastoral est important, en saison sèche. Dès 1.300 mètres, *Urelytrum* devient la graminée des pentes, jusqu'à 1.600 mètres. A 1.500 mètres, elle s'associe parfois à *Setaria sphacelata*. La gamme altitudinale d'*Urelytrum* s'élargit donc par rapport aux Grassfields, ce qui n'est pas sans conséquences pour l'élevage, car elle résiste mal à de fortes charges en bétail. La végétation actuelle des contreforts du ***caBBal*** reflète autant l'influence du bétail que les conditions naturelles.

Fig. 305 : *ADAMAOUA ; Tchabbal Mbabo,*
les paysages végétaux.

forêt montagnarde

prairie d'altitude

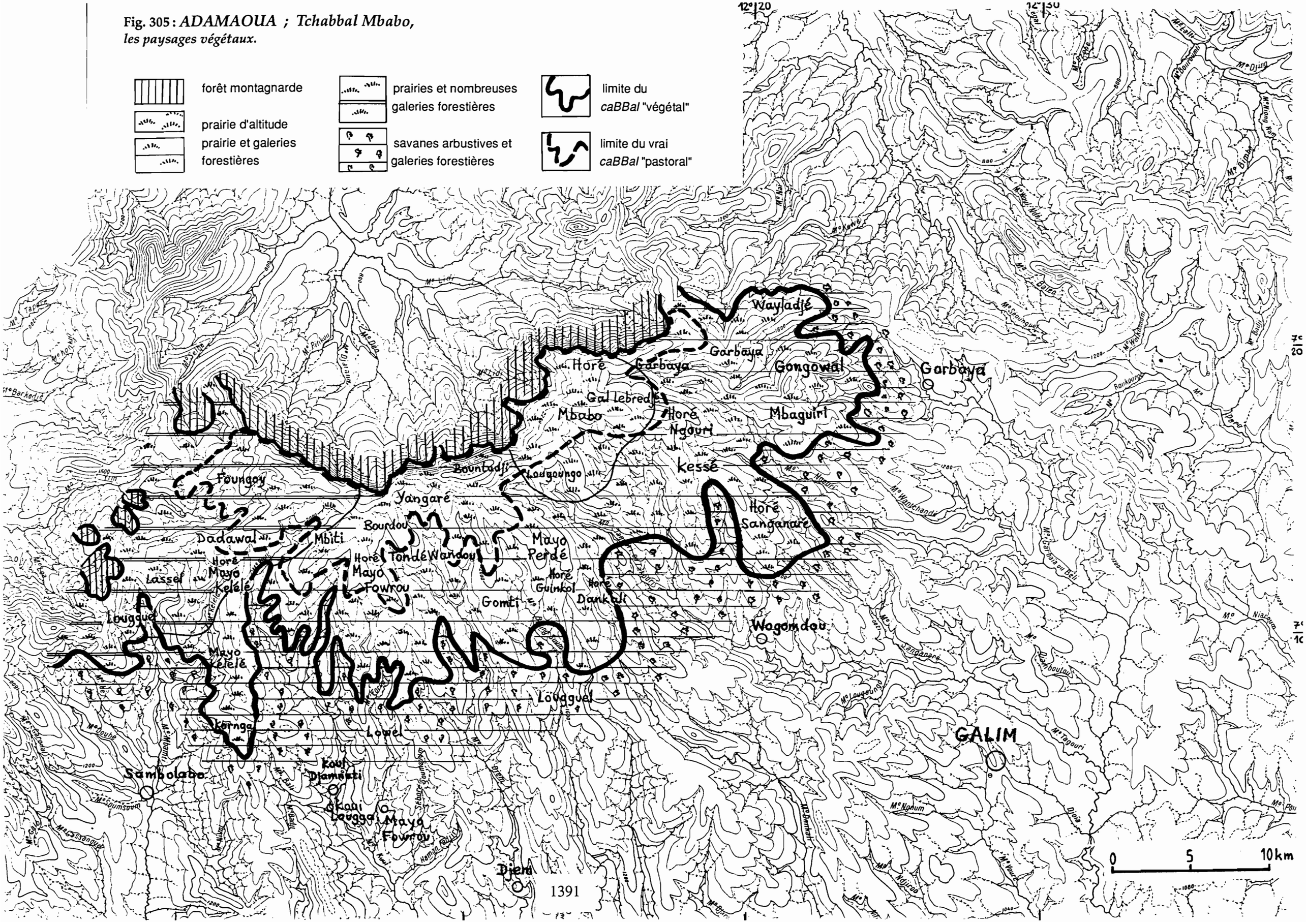
prairie et galeries forestières

prairies et nombreuses galeries forestières

savanes arbustives et galeries forestières

limite du *caBBal* "végétal"

limite du vrai *caBBal* "pastoral"



Influences anthropiques

L'influence anthropique, au sens large, se manifeste surtout à l'étage des prairies montagnardes. Comme aux Grassfields, la graminée *Sporobolus africanus* caractérise ces prairies mais elle ne devient vraiment dominante qu'à partir de 1.700 et surtout, de 1.800 mètres. Des galeries forestières cloisonnent les prairies montagnardes, selon un maillage plus ou moins serré : les nombreuses galeries sur socle granitique s'espacent sur les épanchements basaltiques. Des niveaux sommitaux du ***caBBal***, à l'est, sont dépourvus de galeries forestières. Les cours d'eau y draînent des étendues marécageuses, provenant de barrages volcaniques. C'est le secteur pastoral de Mbabo proprement dit. Au contraire, un réseau dense de galeries forestières s'imbrique dans les prairies montagnardes à l'ouest du ***caBBal***. L'écart entre chaque galerie n'excède pas quelques centaines de mètres, des têtes de galeries opposées se touchant presque. Le maillage forestier plus dense tient au climat plus humide de cette partie du ***caBBal*** et à un soubassement de larges panneaux cristallins.

De grands *Syzygium* de forêt composent les galeries de l'étage montagnard. Seules, les hautes vallées des rivières Koui et Yim, à l'ouest, portent les cimes en parasol d'*Albizia gummifera*, à 1.900 et 2.000 mètres. A l'est, les galeries forestières de la haute vallée de Garbaya se réduisent, au contraire, à des fougères arborescentes, *Cyathea dregei*, à 2.100 mètres.

L'arbuste *Gnidia glauca*, typique des lisières de forêts montagnardes sur les Grassfields, ne se retrouve qu'en haut de la vallée de Koui, à 2.000 et 2.200 mètres. Quant au genêt de montagne, *Adenocarpus mannii*, il ne forme des fourrés qu'au sommet du Tchabbal Mbabo, à 2.300 mètres. Par rapport aux Grassfields, ces espèces se trouvent donc repoussées en altitude de 2 à 300, voire de 500 mètres.

De 1.600-1.700 mètres jusqu'aux sommets s'étendent des prairies uniformes à *Sporobolus africanus*, parsemées seulement de petits *Croton*. Mais ces formations ne sont pas plus originelles que sur les Grassfields. Les anciens disent qu'autrefois, le Tchabbal Mbabo était couvert de grandes graminées, les troupeaux ne paissant que les hauts d'interfluves, plus accessibles que les pentes. Entre les grandes herbes se maintenaient des arbustes, même à haute altitude, en particulier *Protea madiensis* et *Entada abyssinica*. Exploités comme bois de chauffage par les éleveurs, le bétail piétinant ensuite les jeunes pousses, ils ont fini par disparaître, au point que les éleveurs se plaignent aujourd'hui de se procurer difficilement du bois de chauffage. En ce sens, l'occupation pastorale du ***caBBal*** en a renforcé la "savanisation".

L'introduction du "kikuyu grass" a également accentué les paysages herbeux d'altitude. Contrairement aux Grassfields, cette graminée n'a jamais fait l'objet d'une diffusion organisée sur le Tchabbal Mbabo. Pour-

tant, elle tapisse maintenant les abords de campements au-dessus de 1.700 mètres. Des Mbororo l'ont introduite spontanément à partir du Bamenda et du Mambila, au début des années soixante. A présent, elle se répand d'elle-même, les animaux disséminant des morceaux de tiges dans les fentes de leurs sabots. Les éleveurs ne l'apprécient pas toujours, l'accusant d'être trop envahissante. C'est surtout l'avis de Foulbé. Les Mbororo reconnaissent davantage son utilité, surtout en saison sèche. La nouvelle herbe suscite la même réaction initiale de refus qu'aux Grassfields. Elle s'étend pourtant sur le ***caBBal***, à la faveur du bétail, prouvant une adaptation remarquable à ce milieu écologique. Sur le Tchabbal Mbabo, le "kikuyu" ne s'implante pas spontanément en dessous de 1.700 mètres. Les premiers tapis ont été observés à 1.680 mètres, au début des années quatre-vingt.

Les lieux de stationnement du bétail sont bientôt envahis de fourrés de *Solanum*, un arbrisseau nitrophile typique des pâturages d'altitude. L'importance et la densité des fourrés de *Solanum* servent d'indicateurs d'ancienneté des aires à bétail. Cependant, l'espèce reste contenue aux abords de ces aires. Il est probable qu'après le déménagement des troupeaux, elle finirait par disparaître, au terme de plusieurs années.

Si les savanes arbustives des contreforts du ***caBBal*** sont sujettes aux envahissements classiques à *Harungana* et à *Croton*, les prairies montagnardes semblent beaucoup plus stables. Elles ne subissent pas des invasions de fougères Aigle, comme sur les Grassfields. Pourtant, les prairies du Tchabbal Mbabo sont fortement chargées en bétail, surtout depuis quelques décennies. Les éleveurs situent au cours des années quarante et cinquante le remplacement des graminées "tendres" (***geene DigguDe***) par le *Sporobolus*. A présent, les touffes de *Sporobolus* sont râpées par le bétail en de nombreux secteurs. Les éleveurs du ***caBBal*** se plaignent d'un manque d'herbe, surtout en saison sèche et en début de saison des pluies. Les pousses de *Sporobolus* étant tardives, ils sont à l'affût des pâturages moins élevés qui reverdissent plus vite. Avec une charge animale qui paraît énorme en quelques secteurs, la prairie à *Sporobolus* est fortement rabattue mais reste stable. C'est aux altitudes d'*Urelytrum* que le milieu pastoral se dégrade, des hauts d'interfluves étant dénudés en étendues de ***karal*** : terres à nu.

Avec des charges en bétail de plus en plus fortes, les touffes de *Sporobolus* n'émettent presque plus de repousses, après le passage des feux. Comme les troupeaux sédentaires ne trouveraient pas à se nourrir, les éleveurs ne mettent plus à feu la prairie montagnarde, depuis les années soixante-dix, en début de saison sèche. Ainsi, une pratique que l'administration tentait d'imposer en vain depuis longtemps, est-elle adoptée par les communautés pastorales, dès lors qu'elle correspond à leur intérêt. Les feux ne sont allumés qu'en début de saison des pluies, suivis rapidement de jeunes pousses d'herbe. A longueur de saison sèche, les troupeaux demeurés sur le ***caBBal*** broutent des herbes sèches (***mbuudiire***). Ils paissent surtout de nuit, lorsque la fraîcheur assouplit les herbes ; de jour, les tiges

raides du *Sporobolus* rebutent les animaux. Comme la plupart des cours d'eau ne tarissent pas, les troupeaux peuvent se maintenir à longueur d'année sur le Tchabbal Mbabo.

Cependant, l'arrêt des feux favorise un pullulement de tiques et de parasites. Les veaux souffrent de diarrhées, probablement liées à des ascaridiases. Quant aux tiques, elles prolifèrent sur les animaux, dès le début des pluies, à des altitudes habituellement indemnes de ces parasites : 1.700, voire 1.800 mètres. Ces changements écologiques mettent en évidence, a contrario, le rôle d'assainissement des pâturages joué par les feux de saison sèche. A présent, il faut séjourner à 1.900 mètres pour ne pas avoir à détiquer les animaux. Les éleveurs disent que le "vrai" ***caBBal*** commence à cette altitude. La notion de ***caBBal*** ne se limite pas à un paysage végétal ; elle caractérise un milieu écologique et un contexte pastoral particuliers qui influencent les pratiques d'élevage. Ce "vrai" ***caBBal*** se réduit à une bande de quelques kilomètres de large, le long de la crête sommitale du Tchabbal Mbabo.

De la végétation à l'écologie pastorale

Comme sur les Grassfields, les zébus de race ***mbororooji*** souffrent plus que les autres de la réduction des ressources fourragères. Il faut disposer de beaucoup d'herbe pour rassasier ces animaux, ce qui conduit les Djafoun du Tchabbal Mbabo à changer souvent de pâturages, même en saison des pluies. La contrée idéale, pour ce bétail, se définirait par la formule : ***ladde feesi*** : *« la brousse vaste, illimitée. »*

Pourtant, les animaux de race ***mbororooji*** se concentrent sur les prairies sommitales du Tchabbal Mbabo, celles qui correspondent au "vrai" ***caBBal***. En même temps qu'ils ressentent durement les restrictions fourragères, les zébus rouges se montrent les plus sensibles à la salubrité pastorale des hautes terres. Devant des exigences qui deviennent contradictoires, des éleveurs tentent de jouer, alternativement, sur deux registres. Ils descendent les animaux vers des pâturages abondants mais à la limite de la salubrité, pour de courtes périodes : de quelques semaines à un mois. Ensuite, ils les remontent sur les prairies sommitales, ***haa Di yara hendu*** : *« pour qu'elles (les vaches) "boivent" le vent. »* Le vrai ***caBBal*** assure comme une cure sanitaire aux animaux fragiles. Par l'expression : ***caBBal feewi*** : *« le haut plateau est frais, il rafraîchit, »* les éleveurs expriment l'abaissement des températures en altitude mais ils veulent dire également que l'altitude apaise la fièvre des animaux. Pour les éleveurs, le vrai ***caBBal*** n'est pas seulement une prairie dénuée d'arbres, c'est également un milieu qui remet les animaux en état, grâce à la disparition des parasites. Les anciens disent que les premiers troupeaux sur le Tchabbal Mbabo ne paissaient que de petites aires, tellement l'herbe était abondante. Ensuite, les animaux se couchaient, rassasiés : *« leur queue ne bougeait même pas, il n'y avait pas d'insecte à les embêter. »*

La limite inférieure du ***caBBal***, en tant que paysage herbeux, est repoussée de 1.500 mètres, sur les Grassfields, à une altitude de 1.600-1.700 mètres au Tchabbal Mbabo. Elle définit une bande de pâturages d'altitude ayant 10 à 15 km de large sur 50 de long, soit environ 600 km2. Ces pâturages conviennent à l'élevage car ils semblent indemnes de mouches tsé-tsé. Mais le couvert herbacé est devenu maigre et ces altitudes n'écartent plus complètement les tiques ni les autres parasites. Au-dessus, les éleveurs reconnaissent le vrai ***caBBal***, sorte de réduit sanitaire où les animaux guérissent, notamment des fièvres liées à la trypanosomose. Le couvert herbacé n'est pas plus abondant mais l'absence d'insectes piqueurs et de parasite procure un avantage pastoral décisif. Ces "alpages" se réduisent à environ 150 km2, en haut du Tchabbal Mbabo. Pâturages extrêmement précieux, ils représentent le contrepoint écologique de ***pellel sofnde*** : « *le secteur à maladies* », où les animaux dépérissent, même s'ils se gavent d'herbe.

Des Grassfields au Tchabbal Mbabo, les formations végétales s'étagent de façon parallèle, les repères altitudinaux étant simplement décalés vers le haut. Au fur et à mesure que l'altitude devient plus élevée, la biomasse herbacée des pâturages diminue, alors que leur salubrité pastorale est mieux assurée. Les éleveurs, partagés entre deux besoins contradictoires du bétail, jouent sur les altitudes pour les satisfaire à tour de rôle.

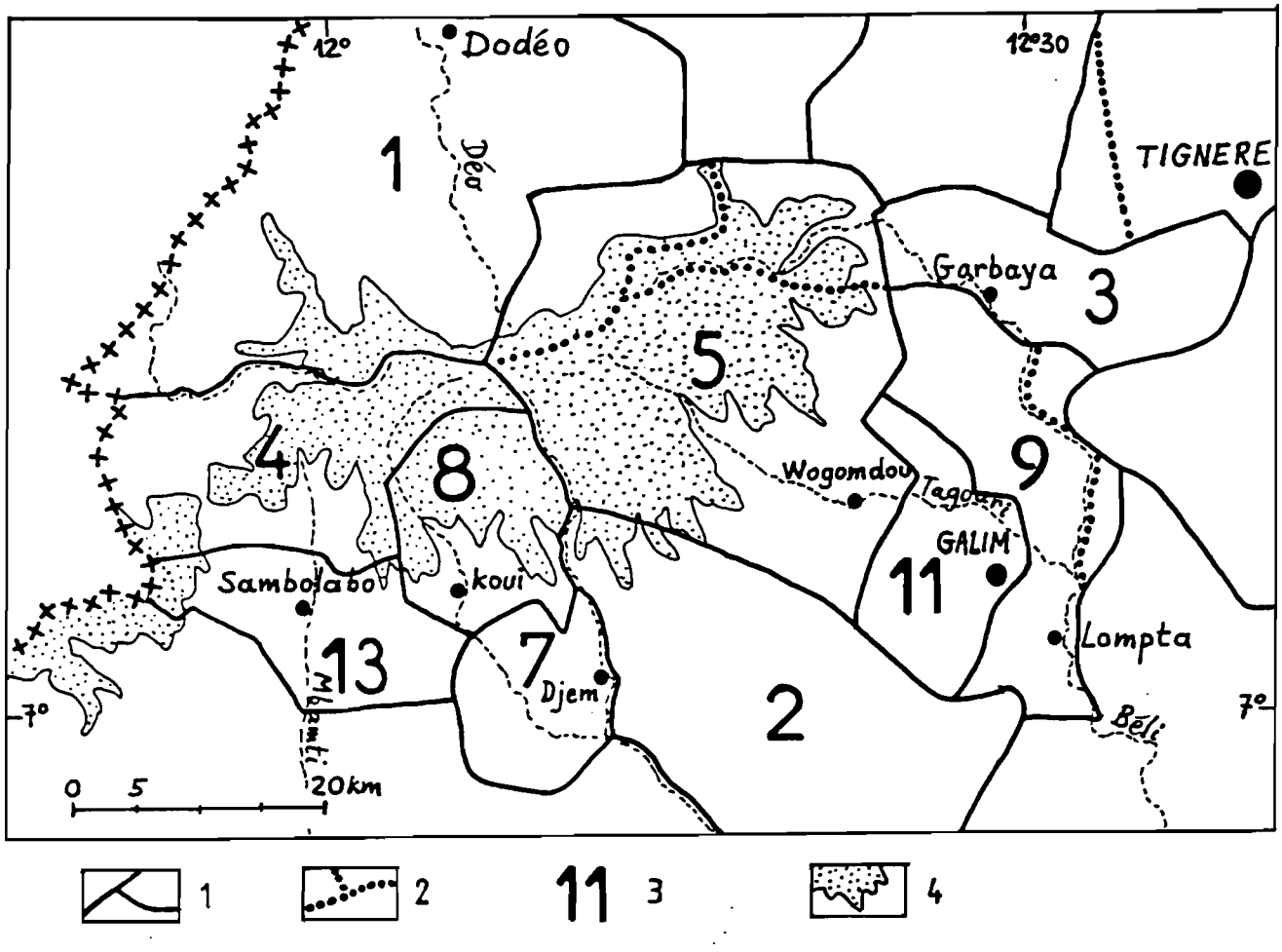
Un *caBBal* sans cultivateurs

Le Tchabbal Mbabo et ses contreforts s'étendent sur environ 1.000 km2, alors que les pâturages des Grassfields sont 6 à 7 fois plus vastes. Ces différences d'étendue n'empêchent pas de comparer les peuplements. Aux Grassfields, peuplés d'au moins 50 hab./km2 en 1976, s'opposent les 5 hab./km2 du Tchabbal Mbabo, à la même date.

Le dernier chiffre est calculé à partir des résultats du recensement de 1976, exprimés par "zones de dénombrement" (fig. 306). Le report sur un fonds de carte de ces unités artificielles soulève quelques difficultés. Les indications cartographiques remises aux agents recenseurs ne suivaient ni la limite de l'arrondissement de Tignère, ni celle de Galim sur le ***caBBal***. Il est probable que les agents, une fois sur place, n'ont pas respecté à la lettre les limites des secteurs qu'ils avaient à recenser. Les zones de dénombrement qui couvrent le Tchabbal Mbabo englobent des villages de basses vallées qui relèvent les densités, en particulier celle de Koui, à 8 hab./km2. Plus loin, les grosses bourgades de Galim et Sambolabo portent les densités à 11 et 12. Mais, sur le Tchabbal Mbabo lui-même, il est vraisemblable que le peuplement oscille entre 3 et 6 hab./km2.

Le peuplement du Tchabbal Mbabo s'inscrit dans la même gamme de densités que la population pastorale des Grassfields. Mais celle-ci coexiste avec des populations agricoles nombreuses. Au contraire, le Tchabbal Mbabo est vide de cultivateurs. Hauteurs pastorales, elles s'ouvrent presqu'entièrement au bétail. Etant donné les relations à dominante conflictuelle entre éleveurs et cultivateurs du Bamenda, le changement de contexte

humain est radical. Les éleveurs du Tchabbal Mbabo ne se tiennent pas sur la défensive, face à des avancées agricoles incessantes. Ils ne craignent pas, chaque année, de perdre une nouvelle portion de pâturages. Mieux, ils ne souffrent pas d'une contestation latente de leur présence, même si les droits fonciers pastoraux sur le Tchabbal Mbabo ne sont pas explicites. Toute une série de tracasseries quotidiennes disparaissent, de soumission à des chefferies hostiles aux intérêts pastoraux, d'incertitude quant à l'avenir du cheptel.



1 : limites des zones de dénombrement, 2 : limites administratives, 3 : densité de population, 4 : extension du *caBBal*

Fig. 306 : *Densités de population du Tchabbal Mbabo en 1976*

Des Grassfields au Tchabbal Mbabo, le milieu de *caBBal* change seulement de repères altitudinaux. Mais le contexte démographique et social, voire politique de l'élevage bascule complètement. Minorité contestée à l'Ouest-Cameroun, les éleveurs participent à la population dominante en Adamaoua, même si les Mbororo occupent une place à part dans l'échiquier peul.

La disparition d'un ancien peuplement agricole

Au début du siècle, les étendues herbeuses du Tchabbal Mbabo n'étaient pas habitées. Des buffles erraient dans les grandes herbes et se camouflaient sous les feuillages d'arbustes. Des troupes d'antilopes offraient des proies faciles aux lions. Toute cette faune attirait des chasseurs Nyem Nyem, surtout en saison sèche. Les premiers Mbororo à s'aventurer sur le ***caBBal*** redoutaient davantage les Nyem Nyem que les attaques des lions. Contre les chasseurs, seules les amulettes confectionnées par des "malloum" donnaient confiance, tandis que les zébus rouges des Djafoun se défendaient d'eux-mêmes contre les lions. Ceux-ci cherchent à effrayer les animaux qui prennent la fuite, ce qui permet aux prédateurs de choisir une proie. Au contraire, les zébus ***boDeeji*** restent sur place, baissent la tête et affrontent l'attaquant. Le lion hésite devant toutes ces cornes pointées contre lui, puis il recule dans une galerie forestière, en rugissant. C'est ce que les Peuls appellent ***teeta*** : refouler, expulser de force. Les anciens Djafoun du Tchabbal Mbabo ne tarissent pas d'éloges sur le courage de leurs animaux. Eux-mêmes chassaient les lions à l'arc et aux pièges. La nuit, ils entretenaient des feux autour des aires à bétail, afin d'écarter les fauves. Lorsque les vaches les sentaient rôder aux environs, elles ne dormaient pas et devenaient nerveuses.

De jeunes Mbororo nomadisaient sur le ***caBBal*** avec les troupeaux, tandis que les anciens étaient installés aux environs de Lompta. Les jeunes s'écartaient de la chefferie mbororo. S'isoler en brousse représentait déjà le meilleur moyen de restreindre les ventes de bétail, donc d'augmenter le troupeau remis par le père. Les Mbororo séjournaient moins en haut de Mbabo proprement dit qu'à Dadawal, sur le territoire de Banyo, où ils côtoyaient les bergers placés par les Foulbé de Sambolabo ou même de Banyo. Tous ces jeunes se nourrissaient de lait, de miel et de viande. Pour disposer de céréales, il fallait descendre vers un village dans les vallées, ce que les jeunes Mbororo faisaient rarement.

Les éleveurs, surtout les Djafoun, ont joué un rôle pionnier dans le peuplement du Tchabbal Mbabo, davantage qu'aux Grassfields. Au début du siècle, les Foulbé eux-mêmes n'y habitaient pas en permanence. Ils peuplaient la vallée du Mbamti, au sud, et les plaines Koutine (Lougguéré Bello) et de Dodéo au nord, où l'élevage était alors prospère. Le peuplement pastoral du Tchabbal Mbabo s'accentua lorsque les relations se pacifièrent entre les Mbororo et les Nyem Nyem, à partir des années vingt. La concentration d'éleveurs était également favorisée par la proximité de nombreux ***lahore***. Ceux de Falkoumré et de Galim étaient les plus célèbres mais il existe d'autres sources natronées, à la fois au sud (Mba, Djamboutou, Gassanguel) et au nord du Tchabbal Mbabo (Pinkou, Riga, Guissiré). A l'occasion des transhumances vers les savanes à basses altitudes, les Mbororo abreuvaient les troupeaux à ces sources. Comme le reconnaît un ancien : ***to na'i keBaay lawre, durngol wooDataa*** : *« si les vaches ne disposaient pas de source natronée, l'élevage ne prospérait pas. »*

La toponymie locale atteste le rôle pionnier joué par les Mbororo dans l'occupation des pâturages d'altitude. En dehors des appellations de cours d'eau (Horé Garbaya : le haut de la rivière Garbaya, Horé Ngouri : le haut de la rivière Ngouri...), ou d'origine botanique (Gal Lebredjé : l'endroit des *Protea*), les unités de pâturages portent les noms des premiers Mbororo à y séjourner : Mbaguiri, Boudji, Djaware, Abeere... Alors qu'aux Grassfields, les toponymes peuls restent confinés au monde pastoral, sur le Tchabbal Mbabo, ils tendent à s'imposer officiellement.

L'installation des éleveurs sur des prairies désertes ne veut pas dire qu'elles aient toujours été vides. Les témoignages d'une ancienne occupation abondent : pierres taillées dans le basalte, meules à écraser le mil évidées en coupelle, débris de grandes poteries, tas d'épierrage des champs, touffes de la grande graminée *Jardinea congolensis* servant à délimiter les parcelles dans les vallées, pieds de *Tephrosia vogelii* (légumineuse fertilisante), tas de débris charbonneux (provenant de hauts fourneaux ?). Les restes les plus nombreux ont été observés sur les versants de la vallée du Tagouri et les vallées voisines (Sanganaré, Ngouri). Mais les éleveurs signalent également beaucoup de témoins archéologiques sur la partie du ***caBBal*** qui dépend de Banyo (Mayo Kélélé). Les indices d'une ancienne occupation agricole s'accompagnent parfois de la disparition des galeries forestières en haut du ***caBBal*** (Horé Mayo Dankali).

Qui étaient les anciens habitants du Tchabbal Mbabo ? Sur la chefferie de Galim, les témoignages oraux attestent que des Nyem Nyem vivaient autrefois en altitude, d'Horé Ngouri à Mbabo, Yangaré et Foungoy. Faisant partie d'un "clan" différent (les Sang) des Nyem Nyem de Galim, ils se dispersaient sur les hauteurs. Alors que ceux de Galim semaient sorghos et maïs sur les terres alluviales des vallées, les habitants de Mbabo cultivaient du petit mil et des *Coleus*, un tubercule disparu de la région. Ces cultures sur interfluves éclaircissaient le couvert arbustif, préparant le paysage herbacé actuel.

Les Nyem Nyem ont souffert de la domination foulbé, en essuyant plusieurs expéditions lancées par Tibati, au 19e siècle. Depuis le célèbre Nyamboula, au milieu du siècle dernier, chaque ***laamiiDo*** de Tibati a renouvelé les attaques de son prédécesseur, afin de soumettre les Nyem Nyem. En vain. Mais, dans les paniques de la guerre foulbé, les Nyem Nyem-Sang ont quitté le ***caBBal***, pour rejoindre les clans plus nombreux, proches de Galim (48). Les versants du Tchabbal Mbabo ne sont pas assez escarpés pour entraver la progression de cavaliers. La plupart des Nyem Nyem trouvèrent refuge "dans" la montagne de Galim, dont les granites se débitent en gros blocs formant des chaos et ménageant des grottes. Grâce à ce massif granitique, ils ont réussi à tenir tête aux Foulbé, à seulement 1.400-1.500 mètres d'altitude, alors que le ***caBBal*** à 2.000 mètres était "balayé" par la cavalerie des assaillants.

48. La réaction défensive de ces populations assiégées fut donc différente de celle des habitants des monts Mandara. Un ***caBBal***, avec son relief tabulaire, ne peut servir la même stratégie défensive qu'un relief de type ***hooseere***, aux pentes plus escarpées. Seuls, les Nyem Nyem du clan Jow se seraient réfugiés sur les buttes trachytiques de Tondé Wandou, en haut de Djem.

Du côté de Banyo, les anciens occupants n'ayant pas résisté à la pression des Foulbé, leur souvenir reste moins vivace qu'à Galim. Il est probable qu'il s'agissait de Vouté dont l'aire de peuplement était vaste sur l'Adamaoua. Se dispersant en tous sens devant les attaques des Foulbé, les Vouté du ***caBBal*** ont rejoint ceux du Mbamti ou les Nyem Nyem. Les pieds de la légumineuse *Tephrosia vogelii* qui parsèment les vallons attestent de son utilisation par d'anciens cultivateurs sur le ***caBBal***. Destinée à fertiliser les champs de maïs, c'est l'indice d'une paysannerie sans bétail, du même type que les Wawa à l'ouest de Banyo (49).

49. HURAULT (J.), 1964, "Antagonisme de l'agriculture et de l'élevage sur les hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun)".

Les coups de butoir de la conquête foulbé ont bousculé les anciennes populations du Tchabbal Mbabo, vidant le massif et le transformant en un "désert herbeux". Il ne sera repeuplé qu'après plusieurs décennies d'abandon, par des pasteurs Mbororo, capables de vivre à l'écart de populations agricoles. Au contraire, les Foulbé dépendaient des cultivateurs autochtones pour les travaux pénibles et leur ravitaillement en céréales. Finalement, cette dépendance les contraignait à résider au voisinage des populations soumises. Ne pouvant s'isoler sur le ***caBBal***, ils se contentaient d'y envoyer le bétail avec des bergers, en saison des pluies.

L'absence de cultivateurs sur le Tchabbal Mbabo ne tient pas à un milieu qui ne conviendrait pas à l'activité agricole. C'est le résultat de la conquête foulbé du 19e siècle. De rares populations de l'Adamaoua résistèrent en se concentrant dans les sites propices à une défense ; les autres furent regroupées sous la domination des Foulbé. Dans un cas comme dans l'autre, le peuplement rural se concentra. Dès lors, de vastes étendues, vidées de leur population, offraient de bons pâturages aux pasteurs Mbororo.

Avantages et inconvénients de l'absence de cultivateurs

Encore aujourd'hui, les hautes tables du Tchabbal Mbabo ne comportent pas de vrais cultivateurs. Seuls, quelques-uns s'installent près de galeries forestières qu'ils déboisent, afin de vendre plus aisément du maïs aux éleveurs. Mais, isolés, ils ne restent pas longtemps. Les champs dans les galeries subissent de nombreux dégâts, pas tellement du fait du bétail mais des singes. Les populations agricoles peuplent les grandes vallées, en contrebas du ***caBBal*** : Nyem Nyem et Koutines de Garbaya, Nyem Nyem de Ngouri, Tagouri et Djem, Foulbé et leurs anciens serviteurs (Vouté, Koutines, Laka, Tikar) de Mayo Fowrou, Koui et Mbamti.

La dissociation spatiale entre les éleveurs et les cultivateurs assure l'économie de relations conflictuelles comparables à celles qui mettent en cause l'élevage sur les Grassfields. Les tensions ne peuvent survenir qu'en saison sèche, lorsque les troupeaux du ***caBBal*** descendent en transhumance, attirés par les herbes encore vertes des planchers alluviaux où se

concentrent également les cultures. Une fois libérés par l'administration française de la pression foulbé, les Nyem Nyem sont descendus de la montagne de Galim. Actuellement, leur peuplement s'égrène le long des vallées, en séries ininterrompues de villages (Garbaya, Ngouri, Tagouri). Cultivateurs de maïs sur sols alluviaux, ils n'ont pas regagné leurs anciens habitats de ***caBBal*** où des vallons, souvent encaissés, réservent peu de possibilités agricoles.

L'absence de cultivateurs en altitude représente un avantage pour les éleveurs du Tchabbal Mbabo, par rapport à ceux des Grassfields. De ce fait, le premier a souvent offert un refuge aux Mbororo du Bamenda soumis à l'hostilité des villageois. « *Il vaut mieux affronter des hyènes et des lions que de payer tout le temps des amendes, pour cause de dégâts aux champs,* » affirme un riche Djafoun venu du Bamenda. Les relations qu'entretiennent les membres d'un même lignage, d'un ***caBBal*** à l'autre, ont facilité les migrations. En haut de Mbabo, les animaux paissent librement, sans garde effective. En saison sèche, ceux qui restent sur le ***caBBal*** pratiquent une pâture nocturne. Aucun dommage n'est à craindre et les vols de bétail sont rares. Les éleveurs ne s'occupent des animaux que matin et soir, pour la traite et les retrouvailles des veaux et des vaches. La vie pastorale sur le Tchabbal Mbabo est plus détendue qu'aux Grassfields. Actuellement, la grande faune a disparu. Quelques buffles subsisteraient dans la vallée profonde de Koui mais les troupeaux y descendent rarement. Seuls, des phacochères s'attaquent parfois aux veaux qui viennent de naître au milieu des pâturages. Quant aux panthères, elles ne trouvent des abris que dans les rochers de la montagne de Galim.

Inversement, l'absence de cultivateurs en milieu pastoral suscite quelques difficultés, en particulier pour le ravitaillement en vivres. Alors qu'il n'est pas difficile de se procurer de la nourriture aux Grassfields, c'est un sujet de préoccupation sur le Tchabbal Mbabo. La plupart des éleveurs étant sédentarisés, ils ne se contentent plus de la vie fruste des bergers foulbé ou des jeunes Mbororo d'autrefois qui restaient des mois sans disposer de céréales. En dehors du lait et du miel, ils cuisinaient des tubercules sauvages déterrés dans les galeries forestières. A présent, les familles sédentaires, surtout les Foulbé, n'acceptent plus cette «*souffrance.* »

Dans les années trente, les Mbororo du Tchabbal Mbabo consommaient surtout du lait et de la viande. ***Nyaamdu feesaki :*** « *il n'était pas facile de trouver de la nourriture.* » Il fallait beaucoup marcher pour se procurer du maïs chez les Nyem Nyem, en l'absence de marché. De vieilles femmes descendaient chez les cultivateurs dans la vallée du Mayo Tagouri. Elles y passaient la nuit et remontaient le lendemain, avec un peu de maïs. Les Mbororo avaient souvent faim.

Aujourd'hui, la majorité des éleveurs du ***caBBal***, Foulbé aussi bien que Mbororo, sont devenus également des cultivateurs de maïs. Le Tchabbal Mbabo se trouve à la limite méridionale de l'aire des sorghos, encore

cultivés par les Koutines de Tignère et de Gadjiwan, juste au nord. Mais le maïs présente plusieurs avantages, notamment pour des éleveurs. C'est une céréale à cycle court, ce qui limite les risques de dégâts par les animaux. En début de saison sèche, lorsque la qualité des pâturages décline, les champs de maïs sont déjà récoltés ; ils offrent alors des chaumes aux animaux. Culture exigeant des sols fertiles, le maïs donne de bons résultats après une fumure par le bétail. Inversement, les rendements ont tendance à baisser à mesure que l'altitude est plus élevée. Les éleveurs du Tchabbal Mbabo se plaignent de ce phénomène, également constaté aux Grassfields. Les récoltes deviennent médiocres à l'ouest du ***caBBal***, par suite d'un climat peut-être trop humide. Les éleveurs qui séjournent sur les ***caBBal*** frontaliers, à l'ouest de Sambolabo, disent que le maïs mûrit difficilement en altitude.

Le recours au salariat agricole

Isolés des cultivateurs, les éleveurs du Tchabbal Mbabo se sont mis à cultiver, en engageant surtout des ouvriers agricoles. Ceux des Grassfields font également appel à des femmes de villageois pour travailler des lopins de maïs et, récemment, de pommes de terre. Mais ces contrats de travail ne se déroulent qu'à l'échelon local, entre voisins. Au contraire, les éleveurs du Tchabbal Mbabo suscitent un appel de main-d'oeuvre à une échelle régionale. Les Koutines d'Almé et de Kontcha parcourent plus d'une centaine de kilomètres pour aller travailler sur le ***caBBal***. Les Tchamba du Nigeria viennent d'encore plus loin. Plusieurs facteurs concourent à renouveler ces déplacements, à chaque retour de saison sèche.

Une solution de facilité. Alors que de nombreux Mbororo du ***caBBal*** ne cultivent pas, la majorité des Foulbé se comportent, depuis longtemps, en éleveurs-cultivateurs. Tant qu'un Foulbé reste célibataire, il peut négliger les travaux agricoles pour se consacrer à l'élevage, partir en transhumance sans toujours manger à sa faim, voire s'engager comme berger afin d'agrandir son troupeau. Dès qu'il se marie, il est habituel qu'il s'installe et entreprenne des cultures. Les femmes foulbé acceptent difficilement la vie à la dure des bergers. La naissance d'enfants accentue l'obligation de cultiver : ***o Don bee Bikkoy, o fotti o jooDa haa waalde naa ?*** : *« il a de jeunes enfants ; peut-il habiter encore sur l'aire à bétail ? »* c'est-à-dire comme un simple berger, demandent ses voisins. Alors que les riches éleveurs peuvent, à la rigueur, s'installer sans entreprendre de cultures, l'ouverture d'un champ devient inévitable pour les autres. *« Mes vaches ne sont pas nombreuses ; si je n'ouvre pas un champ, je finirai par les vendre toutes pour acheter de la nourriture, »* reconnaissent les Foulbé les plus nombreux. De pasteurs dans leur jeunesse, ils évoluent rapidement vers l'agro-pastoralisme, en ayant recours à une main-d'oeuvre extérieure à la famille.

Les Foulbé et, a fortiori, les Mbororo ne disposent pas d'une force de travail familiale suffisante pour faire face aux tâches agricoles. Certes, ils

constituent des équipes d'entr'aide (***surga***), basées sur la réciprocité, mais elles mènent rarement à terme les travaux les plus pénibles : la confection de billons avant les semis (***tarugo***) et le premier sarclage (***remtugo***). Retourner la terre en billons représente un travail de force que les Foulbé du ***caBBal*** évitent, en effectuant directement des semis à plat, sur un sol simplement nettoyé. Mais le premier sarclage devient alors une tâche pénible. Les éleveurs s'avouent incapables d'effectuer ces travaux, à longueur de journée. Pour le démontrer, ils allongent des mains fines, sans callosités, en demandant : ***mi woodi sembe naa?*** : *« suis-je assez fort (pour faire ce travail) ? »* D'autres se plaignent d'avoir mal au dos lorsqu'ils travaillent longtemps courbés : ***ndemri pullo, toy yahataa ? to turi Baawo, sey naawa*** : *« l'agriculture faite par les Peuls, qu'est-ce que ça donne ? Si je courbe le dos, il me fait mal. »* Les allégations d'incapacité physique entérinent une dépréciation ancienne du travail agricole, autrefois relégué à des serviteurs.

Bien que les Foulbé disposent, avec les goudali, d'animaux puissants et trapus, adaptés à la culture attelée, un seul habitant de Sambolabo pratiquait cette technique de labour, au début des années quatre-vingt. Le labour attelé conviendrait pourtant au billonnage des champs de maïs, sur terres alluviales profondes. Mais les éleveurs répugnent à faire travailler les animaux en début de saison des pluies, lorsqu'ils se trouvent affaiblis par la saison sèche. De plus, la facilité d'embaucher des saisonniers agricoles n'engage pas à chercher des solutions qui requièrent des innovations.

Ceux qui possèdent beaucoup de bétail disposent facilement de numéraire pour payer des ouvriers agricoles. Les employeurs ont tendance à mépriser secrètement les "manouvriers", considérés comme les descendants d'esclaves. Certains, se référant aux rapports de domination d'autrefois, considèrent encore les ouvriers agricoles comme *« leurs boeufs de labour... »* Mais la plupart, conscients de la rareté de la main-d'oeuvre sur le ***caBBal***, se montrent plus prévenants, invitant les ouvriers à revenir travailler chez eux, l'année suivante. Le statut dévalorisé du salariat agricole détourne les Nyem Nyem, pourtant plus proches, des emplois sur le ***caBBal***. Le travail sur le champ d'un éleveur entraîne une honte, difficile à accepter lorsqu'on est un voisin.

Les migrations saisonnières de travail agricole vers le Tchabbal Mbabo concernent surtout les Koutines. Bons cultivateurs, ils restent cependant parmi les populations les plus pauvres de l'Adamaoua. Les essais d'introduction de cultures de rente (arachide et surtout coton) ont échoué dans leur région (50). Les Koutines acceptent de louer leurs bras aux éleveurs du ***caBBal*** parce qu'ils manquent de numéraire. Leurs déplacements saisonniers sont des migrations de la pauvreté.

50. BOUTRAIS (J.), 1978, "Peuplement et milieu naturel en zone soudanienne ; le cas de la plaine Koutine".

Complémentarités. Les migrants saisonniers jouent sur le décalage des pluies et des calendriers agricoles entre leur région et le Tchabbal Mbabo. Alvéole enclavée entre de hauts reliefs, la plaine Koutine connaît un climat

d'abri. Cette situation se traduit par un retard de presqu'un mois dans l'arrivée des pluies, par rapport aux versants sud du ***caBBal***. Les Koutines s'emploient donc à l'extérieur pour les premiers travaux destinés au maïs, puis ils retournent chez eux commencer les mêmes travaux, grâce au décalage climatique. Au contraire, les Nyem Nyem de Galim s'activent sur leurs champs en même temps que les Foulbé du ***caBBal***. S'ils travaillent pour les autres, ils risquent de ne pas récolter suffisamment pour eux-mêmes.

Au-delà de compatibilités dans les calendriers agricoles, les migrations saisonnières de grande ampleur expriment de forts gradients de richesse entre populations rurales. En Adamaoua, les éleveurs sont, globalement, des gens riches, par rapport aux cultivateurs. Disposant de numéraire, ils exercent une attraction de main-d'oeuvre auprès des ruraux démunis. Un "différentiel" de richesse existe également aux Grassfields, mais il n'entraîne pas de telles conséquences.

Les migrations saisonnières de travail agissent comme des révélateurs de la situation économique des communautés rurales. Dans les années soixante-dix, de nombreux Tchamba du Nigeria venaient s'embaucher chez les éleveurs du Tchabbal Mbabo. Grâce à l'inflation sur les produits agricoles nigerians, au début des années quatre-vingt, ils cessent de se déplacer. Le même phénomène bénéficie, plus modestement, aux Koutines qui habitent les villages situés sur la route de Kontcha à Tignère. Ils vendent de plus en plus de sorgho à des commerçants, ce qui leur évite de louer leurs bras chez les autres.

Le marché du travail agricole. La répartition des ouvriers agricoles sur l'aire d'emploi est fluctuante, d'une année à l'autre. Les changements reflètent les salaires que les employeurs sont prêts à verser. Au début des années quatre-vingt, les Koutines délaissent les éleveurs au nord du Tchabbal Mbabo, dont les ressources sont affectées par des pertes de bétail dues à la trypanosomose. Ils préfèrent louer leurs services aux Foulbé de Banyo qui les paient mieux. Ils ont également tendance à abandonner les éleveurs du ***caBBal***, au profit des Foulbé des grandes vallées de Mbamti et de Koui. Les récoltes étant incertaines sur le haut plateau, les employeurs hésitent à dépenser beaucoup d'argent, par crainte de ne pas rentrer dans leurs frais. Les ouvriers agricoles apprennent à repérer les bons employeurs ; ils n'hésitent plus à s'éloigner et à faire jouer le marché du travail.

L'expression cartographique des dépenses salariales montre une gradation, des franges nord-est du Tchabbal Mbabo (hauts de Garbaya) au sud-ouest (hauts de Sambolabo). A part quelques grands employeurs, les salaires versés par les éleveurs ont tendance à augmenter vers le sud-ouest (fig. 308). Cette gradation est en rapport avec un éloignement plus grand de la plaine Koutine, principale région pourvoyeuse de main-d'oeuvre. Les éleveurs de Garbaya, proches des Koutines, ont beaucoup de mal à recruter

des ouvriers. Ceux des environs de Wogomdou tentent de les embaucher lorsqu'ils transitent au marché du village, mais les saisonniers préfèrent se rendre chez les gens de Banyo.

Les dépenses agricoles consenties par les éleveurs dépendent de leurs ressources monétaires. Celles-ci varient, d'un éleveur à l'autre, en fonction de l'importance du cheptel. Mais elles dépendent également des prix du bétail sur les marchés. Or, les maquignons de Banyo, mieux placés par rapport aux marchés de consommation, ont l'habitude d'acheter les animaux plus cher que ceux de Galim et, a fortiori, de Tignère. La prospérité de l'économie pastorale développe un salariat agricole qui recrute chez les populations pauvres, sans élevage.

Sur le Tchabbal Mbabo, les Foulbé font plus largement appel à des ouvriers agricoles que les Mbororo. Les dépenses salariales de ceux-ci restent modestes, leur permettant rarement de récolter suffisamment pour couvrir leur alimentation. Les Foulbé cherchent davantage à atteindre cet objectif.

En 1979-80, sur 56 familles foulbé auto-suffisantes en maïs, 9 seulement n'ont pas recours à des ouvriers agricoles. Les dépenses des autres augmentent en fonction de la taille des familles. C'est ce que suggère un graphique des dépenses salariales, en fonction du degré de polygamie du chef de famille (fig. 307). On admet que le degré de polygamie fournit une indication sur la taille des familles. Les dépenses salariales oscillent entre une moyenne de 10.000 F.CFA pour un ménage monogame, à presque 100.000 chez un polygame entouré de 4 épouses.

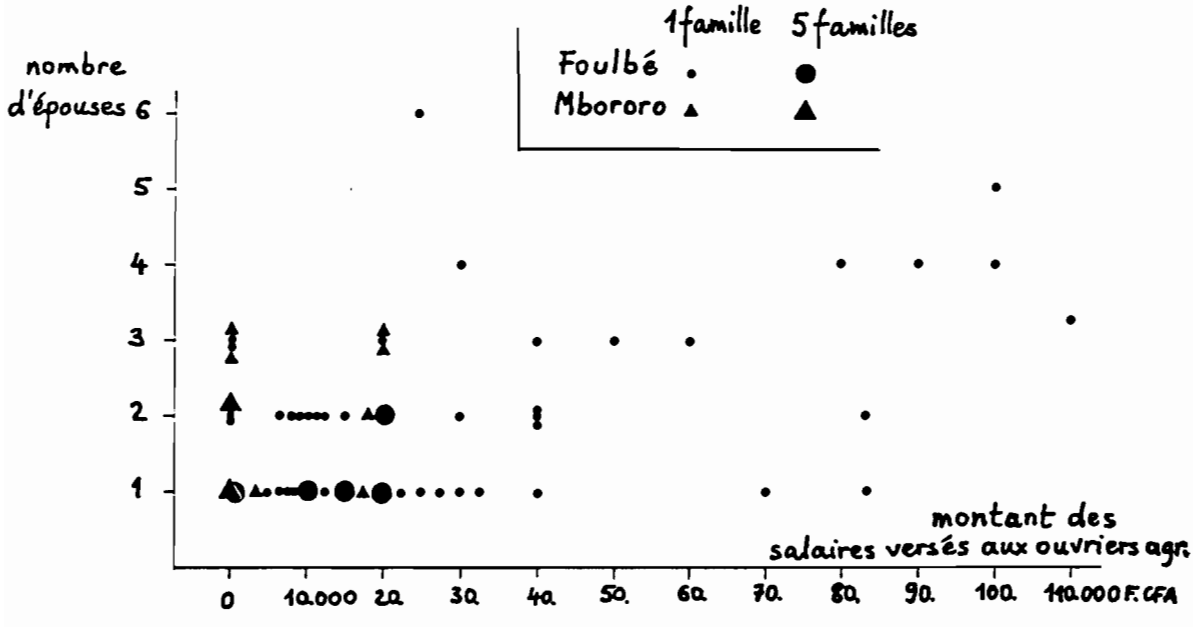


Fig. 307 : *Salaires agricoles versés par des éleveurs auto-suffisants en vivrier*

Il est probable que les salaires versés augmentent également en fonction des effectifs de cheptel. Faute de données numériques fiables sur le Tchabbal Mbabo, cette corrélation ne peut être vérifiée. Néanmoins, de nombreux témoignages la confirment : il faut être capable de vendre du bétail pour employer des ouvriers agricoles. Des Foulbé qui ne consacrent pas de dépenses de ce type s'expliquent en disant : ***sembe yeenugo walaa*** : « *je ne suis pas capable de payer des ouvriers.* » L'éleveur pauvre est contraint de se mettre lui-même au travail. Lorsque les dépenses salariales restent inférieures à 10.000 F, les Foulbé assurent la plus grande partie des travaux agricoles. Ils n'engagent une main-d'oeuvre extérieure que pour les seconder dans les travaux pénibles : préparation des billons et premiers sarclages.

Autant la coexistence des pasteurs avec une masse paysanne nombreuse suscite des conflits incessants, autant leur isolement complet se révèle impossible. A part quelques groupes de jeunes décidés à supporter de grandes privations, les pasteurs ne peuvent vivre en autarcie. Leur ravitaillement vivrier pose un problème économique de plus en plus sérieux, dont la véritable solution réside dans une formule d'agro-pastoralisme. Mais les activités agricoles des éleveurs du Tchabbal Mbabo sont "indirectes", en ce sens qu'elles reposent surtout sur l'emploi d'une main-d'oeuvre salariée. Les va-et-vient des travailleurs saisonniers illustrent une forme d'association entre éleveurs de hauts plateaux et cultivateurs de plaine. Par le biais du salariat, les éleveurs du Tchabbal Mbabo sont plus engagés dans l'agriculture que ceux des Grassfields. C'est le corollaire à l'absence de cultivateurs sur le *caBBal*.

L'achat de produits agricoles

Une alternative à l'emploi de salariés agricoles consiste à se procurer des vivres, soit directement chez des cultivateurs, soit sur des marchés. Des éleveurs achètent du maïs auprès de Nyem Nyem qui habitent les vallées en contrebas du Tchabbal Mbabo : Garbaya, Djem, Koui. Les éleveurs se rendent parfois acquéreurs de récoltes sur pied ; méthode de ravitaillement qui est surtout le fait de Foulbé. La plupart des éleveurs se rendent aux marchés situés au pied du Tchabbal Mbabo : Garbaya, Wogomdou, Koui et Sambolabo. Ces grands marchés, complétés par des marchés secondaires plus éloignés (Djem, Mayo Kouladjé) ravitaillent tout le ***caBBal*** en maïs. Chaque marché agricole se situe au contact du Tchabbal Mbabo avec une grande vallée qui débouche sur le plateau. De petits marchés sur le ***caBBal*** ne jouent qu'un rôle secondaire dans le ravitaillement des éleveurs, les cultivateurs répugnant à transporter du maïs jusqu'en haut des pâturages. La dépendance de la population pastorale à l'égard de marchés périphériques est spécifique du Tchabbal Mbabo ; les Mbororo des Grassfields s'approvisionnent auprès de voisins villageois.

Les marchés. Chaque marché est fréquenté par les éleveurs qui habitent sur les hauteurs voisines. L'aire d'influence d'un marché dessine un arc de

cercle sur le ***caBBal***, avec un rayon d'une quinzaine de kilomètres. C'est la distance maximum parcourue, à l'aller et au retour, au cours d'une journée. Reportés sur une carte, les déplacements vers les marchés agricoles composent des "éventails" qui se juxtaposent (fig. 308). Aux franges de deux aires commerciales, les éleveurs se rendent indistinctement à l'un ou l'autre marché. A ce schéma simple s'ajoutent des superpositions d'aires d'influence. La plus remarquable favorise le marché de Garbaya, aux dépens de Wogomdou. De même, des éleveurs dans l'orbite de Koui se rendent à Mbamti pour acheter du maïs. Les marchés situés aux deux extrémités du ***caBBal*** prennent l'avantage sur les autres. Les trajets d'un éleveur illustrent ces reports vers des marchés éloignés : habitant en haut de Djem, soit "au milieu" du Tchabbal Mbabo, il achète son maïs à Mbamti (30 km) ou à Garbaya (35 km), de préférence aux marchés plus proches (Koui et Wogomdou).

Les achats vivriers à longue distance s'expliquent par des différences sensibles sur les prix. De Garbaya à Wogomdou, distants seulement de 20 km à vol d'oiseau, les prix "à la tasse" du maïs s'écartent du simple au triple, en période de soudure. Wogomdou est réputé comme l'un des marchés les plus chers du département de Tignère. Cela tient à plusieurs raisons : une situation centrale dans l'arc du Tchabbal Mbabo, une fréquentation à majorité de Mbororo qui préfèrent (sauf des Akou) acheter leur nourriture plutôt que de cultiver, même avec l'aide d'ouvriers agricoles. La forte demande mbororo en maïs engage des commerçants à s'approvisionner en plaine Koutine pour revendre à Wogomdou. Le marché du maïs dans ce village est dominé par des boutiquiers, tandis qu'à Garbaya, ce sont des cultivateurs qui présentent leur production.

Les Mbororo sont davantage prêts que les Foulbé à payer le maïs un prix élevé. S'informant du cours des céréales tout autour du Tchabbal Mbabo, les Foulbé n'hésitent pas à se rendre où il est le moins cher. De la haute vallée de Djem au marché de Garbaya, il faut compter 3 jours de marche, aller et retour, avec des ânes. Long trajet mais qui en vaut la peine, lorsque le maïs est 2 à 3 fois moins cher qu'à Wogomdou. Cependant, pour les Mbororo, la fréquentation du marché le plus proche représente un intérêt social qui l'emporte souvent sur le calcul économique. Au marché voisin, ils retrouvent les membres du lignage et font la prière ensemble, dans la mosquée des villageois. Certains marchés, comme Wogomdou, sont également des foirails qui intéressent les éleveurs, même s'ils n'ont pas de bête à vendre.

Les acheteurs. Il est difficile d'évaluer le montant des achats en maïs d'une famille d'éleveur, le ravitaillement se renouvelant à longueur d'année, par petites quantités. Plusieurs Mbororo monogames annoncent des achats annuels de 30 à 50.000 F, au début des années quatre-vingt, ce qui représente le prix d'un boeuf de 4 à 6 ans. Chez une famille foulbé comparable, les

Fig. 308 : ***ADAMAOUA ; Tchabbal Mbabo, ravitaillement vivrier des éleveurs***

40 salaires versés à des ouvriers agricoles en 1980 (en milliers de F. CFA)

déplacements habituels pour acheter du maïs

? absence d'information sur les salaires versés

Garbaya

Wogomdou

GALIM

Guinkol

Djem

Libir

Koui

Sambolabo

Mbamti

Maya Fowrou

Mavo kouladié

Horé Déo

0 5 10km

12°

12°10

12°20

12°30

achats varient de 10 à 20.000 F, mais ils s'ajoutent à des salaires déjà versés à des ouvriers agricoles. Il est probable que ces indications, avancées de mémoire par les informateurs, sont inférieures à la réalité.

Les dépenses des éleveurs pour assurer leur alimentation se répartissent différemment, des Foulbé aux Mbororo. Chez les premiers, les charges salariales sont les plus lourdes et, parfois, les seules. Chez les Mbororo (sauf les Akou), les salaires d'ouvriers agricoles restent secondaires, par rapport aux achats de céréales. La plupart des éleveurs estiment qu'il est plus économique de rétribuer des ouvriers agricoles que d'acheter toute la nourriture sur les marchés. La solution des Foulbé paraît donc plus rationnelle que celle des Mbororo. Mais ceux-ci répugnent à entreprendre la culture du maïs, pour plusieurs raisons. Certains, n'ayant jamais cultivé de leur vie, reconnaissent leur manque de compétence et redoutent que les ouvriers en profitent, en bâclant le travail. La culture du maïs ne s'harmonise pas parfaitement avec un système d'élevage fondé sur la transhumance de saison sèche. Des difficultés de coordination surviennent lors de la préparation du champ de maïs et des semis, au moment de l'éloignement des transhumants. Parfois, ceux-ci ne sont pas encore remontés sur le ***caBBal*** au moment du premier sarclage. Les choix différents des Foulbé et des Mbororo, face au problème alimentaire, renvoient à des types différents d'élevage.

Les vendeurs. Un commerce actif de produits agricoles bénéficie aux cultivateurs qui peuplent les vallées périphériques au Tchabbal Mbabo : Nyem Nyem et Koutines de Garbaya, Nyem Nyem de Wogomdou, ethnies variées de Koui et Sambolabo. Grâce à une population pastorale concentrée sur le ***caBBal***, les cultivateurs disposent d'un débouché assuré pour des surplus en maïs. Des Vouté de Koui et Sambolabo, des Koutines de Garbaya se sont constitués progressivement de petits troupeaux, en achetant des veaux avec l'argent obtenu des ventes de maïs. Dès que les veaux ont grandi, ils les échangent contre des génisses. Une fois nombreux, ce bétail est confié à des bergers ou à des fils.

> L'acquisition de bétail par la vente de maïs semblait plus facile autrefois. Il suffisait de vendre 10 "paniers" de maïs pour se procurer un taurillon d'un an. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Les cultivateurs qui détiennent un troupeau l'ont constitué il y a 20 ou 30 ans. Mais il est plus facile de repérer un troupeau déjà constitué qu'un autre en train de se former...

La vente de produits agricoles aux éleveurs entraîne des effets économiques plus sensibles autour du Tchabbal Mbabo qu'aux Grassfields. Elle bénéficie aux cultivateurs proches du ***caBBal***, tandis qu'aux Grassfields, elle se dilue entre des populations agricoles nombreuses. De plus, aux Grassfields, les vendeuses de maïs sont des femmes qui ne réinvestissent pas dans l'élevage bovin. Au contraire, dès que les cultivateurs de l'Adamaoua disposent de numéraire, ils achètent du bétail.

Quelques cultivateurs développent leur activité, en faisant eux-mêmes appel à des ouvriers agricoles. L'un d'eux verse 64.000 F de salaires mais il vend, quelques mois plus tard, pour 100.000 F de maïs aux éleveurs : une opération fructueuse ! Même des Foulbé ne dédaignent pas cette source de revenus. Eux aussi vendent du maïs, ce qui permet de payer l'impôt et d'acheter des vêtements aux membres de la famille, sans avoir à vendre du bétail. Mais ces Foulbé habitent en bas du *caBBal*.

Une population pastorale stimule les échanges locaux et anime les marchés. Une série de grands marchés, au contact du *caBBal* avec le plateau, est liée à la concentration d'éleveurs sur le Tchabbal Mbabo. Chaque marché dessert une portion du *caBBal*, ce qui n'exclut pas des concurrences et des chevauchements. L'aire d'influence des marchés définit des unités économiques locales mais les pratiques de ravitaillement diffèrent, des Foulbé aux Mbororo. Les uns prennent des décisions en fonction de la géographie des prix, tandis que pour les autres, le rôle social du marché interfère avec sa fonction économique.

La descente d'éleveurs

La majorité des éleveurs du Tchabbal Mbabo entreprennent maintenant de cultiver, même les Djafoun, pourtant les plus réticents envers les travaux agricoles. Cependant, cette ouverture à l'agriculture ne résoud pas tous les problèmes de ravitaillement vivrier des populations du *caBBal*. Des pénuries en céréales surviennent de façon périodique. Le maïs devient rare ou introuvable sur les marchés ; il faut se résoudre à acheter du riz dans les villes.

***Limites de la culture du maïs sur le* caBBal**. Les éleveurs répètent que le maïs ne donne pas de bons rendements en haut du Tchabbal Mbabo. La plupart des familles qui habitent au-dessus de 1.500 mètres en achètent, même si elles disposent d'un champ. Il faut dire que, parfois, ce champ ne dépasse pas la taille d'un lopin de quelques ares. Les Djafoun se contentent de récolter du maïs frais qu'ils « *croquent,* » une fois grillé. Au-dessus de 1.900 mètres d'altitude, une seconde récolte renouvelle cette friandise, au mois de décembre. Des Mbororo ne tentent pas de produire davantage de maïs. D'ailleurs, ils s'occupent à peine de leur champ.

La culture du maïs exige des sols profonds et fertiles. Les éleveurs du *caBBal* fument les champs par les déjections du bétail qui stationne sur les chaumes, une partie de la saison sèche. Plus le troupeau à fumer les chaumes est important, meilleure sera la récolte suivante de maïs. La bonne réponse de cette céréale à la fumure confère un avantage aux éleveurs riches. Dans l'ensemble, les sols de *caBBal* sont moins profonds que ceux des grandes vallées situées en contrebas. Surtout, les champs de maïs se trouvent exposés à beaucoup de dégâts, en altitude. Ceux des troupeaux,

tout d'abord. La charge en bétail des prairies sommitales est telle que les champs font sans cesse les frais d'incursions d'animaux. Les éleveurs reconnaissent que des clôtures en fil de fer barbelé n'empêchent pas les animaux d'y pénétrer. Devant cette pression du bétail, des Mbororo du Tchabbal Mbabo ont cessé leurs tentatives agricoles.

Les éleveurs qui habitent sur les pâturages cloisonnés par de nombreuses galeries forestières subissent des dégâts causés par les singes et les phacochères. Cette faune prolifère sur le Tchabbal Mbabo, à la faveur de la faible densité du peuplement et de la dispersion de l'habitat. L'éparpillement des cultures, autour de chaque campement, ne facilite pas leur surveillance. Les cynocéphales sont perçus comme une calamité. Quant aux phacochères, ils provoquent également beaucoup de dommages. Il est reconnu que la culture généralisée du maïs attire spécialement une faune de suidés. En haut de Mayo Kélélé, les Foulbé font garder par les enfants les champs prêts à la récolte.

Les éleveurs choisissent leurs sites d'habitat en haut de terrains, aux sols bien ressuyés après les pluies. Or, la culture du maïs donne de meilleurs résultats en bas de versants, aux sols plus profonds. Cependant, la pression de la faune nuisible empêche de dissocier les champs de maïs des habitations. Beaucoup d'éleveurs se résignent à cultiver autour du campement, quitte à n'obtenir que des récoltes médiocres.

L'activité pastorale incite à une dispersion de l'habitat, afin de mieux répartir les charges en bétail sur les pâturages. Mais, s'ils entreprennent de cultiver du maïs, les éleveurs isolés subissent beaucoup de pertes. Ils ne réussissent à les limiter qu'en se regroupant par agrégats d'habitations, avec des champs jointifs. Les Foulbé du Tchabbal Mbabo se rassemblent ainsi, en nébuleuses, le long des vallées. Au contraire, les Mbororo se tiennent dispersés au milieu des pâturages. La place de l'élevage et de l'agriculture dans les économies familiales se déduit des deux types d'habitat.

A ces nombreuses causes de dégâts aux cultures s'ajoutent les accidents climatiques. En saison des pluies, les *caBBal* subissent des orages violents qui abîment les grandes tiges du maïs. De plus, des vents très forts provoquent des verses. Les panicules, jonchant le sol, sont alors exposées aux attaques des rongeurs.

Toutes ces difficultés expliquent qu'*« on ne récolte pas beaucoup en haut du caBBal. »* Lorsqu'une famille comprend de nombreux enfants, les achats de maïs représentent une lourde charge. Des informateurs soutiennent que, pour vivre en haut du *caBBal*, il faut être riche (en bétail, bien sûr). Si le cheptel n'est pas assez nombreux, les achats répétés de céréales risquent d'excéder les ressources monétaires et de compromettre le renouvellement des animaux. Les éleveurs pauvres, ceux qui ont beaucoup de personnes à charge, ceux qui ne veulent pas vendre trop d'animaux, tous ceux dont "l'équilibre" du cheptel est fragile supportent difficilement la logique

économique imposée par le *caBBal*. Ils sont enclins à s'installer dans les vallées voisines (Garbaya, Koui, Mbamti), afin de développer leur activité agricole. Descente encouragée ou enrayée par la situation sanitaire du bétail en contrebas du *caBBal*.

La descente. Il est difficile de dater le début de la descente des éleveurs mais elle s'accentue au cours des années soixante et soixante-dix. De nombreux Foulbé de *caBBal* s'établissent en particulier aux environs de Sambolabo, sur les sols alluviaux du Mbamti et de ses affluents.

Motivation agro-pastorale. Sans posséder beaucoup de bétail, donc avec une fumure des champs légère ou irrégulière, les Foulbé descendus obtiennent de bonnes récoltes, grâce à la fertilité des sols de vallée. Les grands terroirs alluviaux s'étendent en rubans continus, bordés de rangées d'habitations, ce qui facilite la surveillance des cultures contre la faune nuisible (fig. 309).

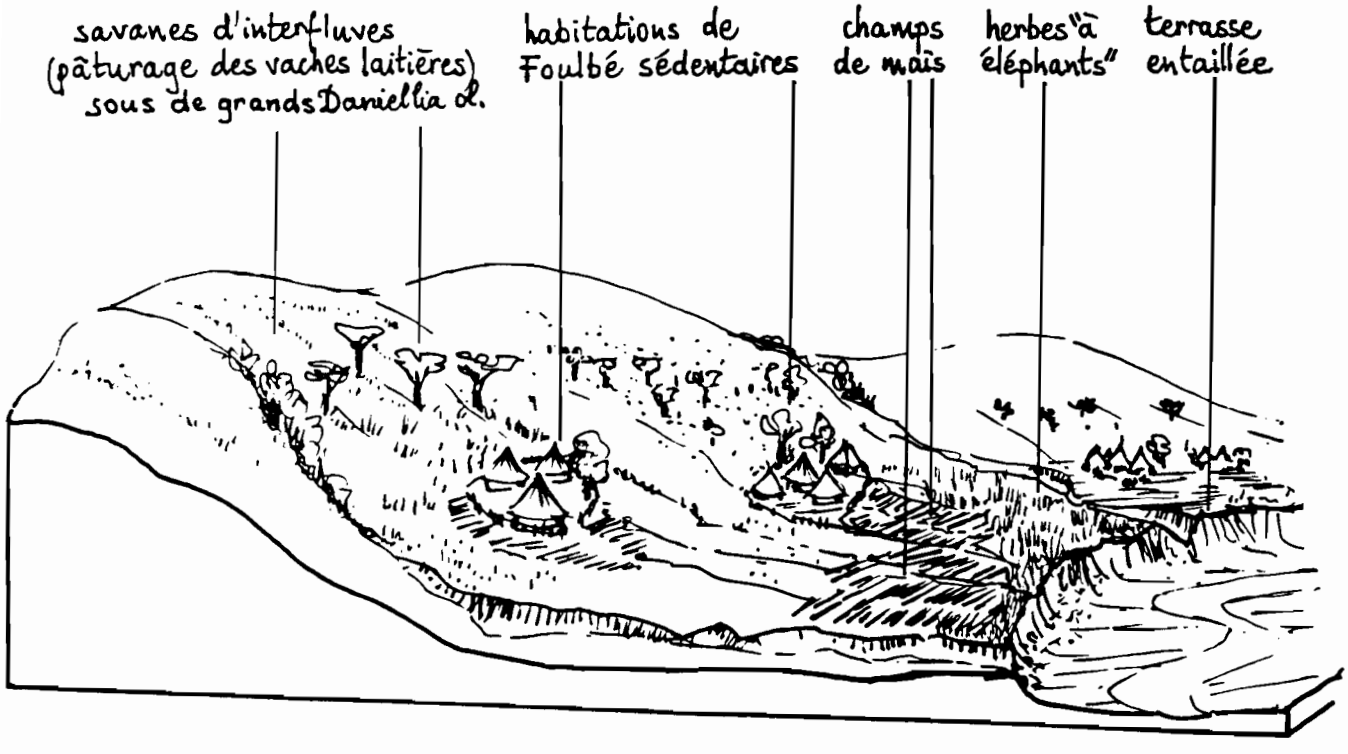


Fig. 309 : ***Schéma du peuplement peul de la vallée du Mayo Koui, au pied du caBBal***

La plupart des éleveurs descendus du Tchabbal Mbabo récoltent suffisamment pour se nourrir. Ils reconnaissent, avec satisfaction : ***mi hisi na'i jonta*** : « *maintenant, je ne vends plus de vaches.* » Les Foulbé répugnent à vendre des animaux pour se procurer des produits vivriers. Ils destinent les ressources monétaires issues du bétail aux dépenses peu courantes : habillement, salaires d'ouvriers, cérémonies familiales et dépenses religieuses. Le modèle d'économie familiale des Foulbé est agro-pastoral.

L'absence de cultivateurs procure de grands avantages pastoraux sur le Tchabbal Mbabo. Mais elle entraîne également une vie difficile, faite de restrictions alimentaires. Les Mbororo des Grassfields ignorent le souci de la nourriture qui devient obsédant en haut du Tchabbal Mbabo. Un Foulbé exprime les contraintes qu'impose l'absence de cultivateurs proches : ***bone, a dirta, sooda, roonda haa wamnde, sorra na'i*** : « *c'est de la souffrance : tu descends, achètes (du maïs), charges sur l'âne, vends des vaches.* » Les éleveurs des Grassfields font les frais de la coexistence avec des cultivateurs (trop) nombreux. A l'inverse, le Tchabbal Mbabo montre que des populations pastorales, dans un milieu équivalent, vivent mal l'absence de cultivateurs.

En augmentant la production agricole, les Foulbé descendus dans les vallées périphériques au ***caBBal*** préservent leur cheptel. Au fond, leur objectif principal reste d'ordre pastoral. Pourtant, le changement d'altitude entraîne des conséquences négatives sur l'état des animaux. Les migrants se rendent compte que leurs vaches « *ne sont pas bien,* » qu'elles ne vêlent pas autant que sur le ***caBBal***. Une incidence plus forte des tiques et d'autres insectes piqueurs explique en partie cette détérioration sanitaire. Les Foulbé descendus du ***caBBal*** retrouvent la difficulté de concilier deux objectifs : une prospérité du cheptel et une production agricole couvrant les besoins alimentaires.

Associations caBBal-*vallées.* Les Foulbé s'efforcent de mener de front agriculture et élevage en jouant sur des milieux complémentaires : vallées à large plancher alluvial et hauts pâturages de ***caBBal***. Double activité et dédoublement de l'insertion géographique donnent lieu à une grande variété de combinaisons. Des Foulbé récemment installés sur l'exploitation agricole en vallée ont maintenu (ou renvoyé) l'essentiel du cheptel en haut du ***caBBal***, aux soins de bergers ou de fils. Seul, un petit troupeau de vaches laitières stationne en bas, à longueur d'année. En saison sèche, les animaux du ***caBBal*** descendent transhumer sur les chaumes de maïs dont ils assurent la fumure. A l'inverse, des éleveurs qui habitent en haut du ***caBBal*** ouvrent un champ dans une vallée. Ils y travaillent en début de saison des pluies puis remontent, en confiant le champ à la surveillance de voisins ou de parents installés en bas. La récolte est engrangée dans un grenier édifié sur le champ ; ensuite, on descend s'approvisionner avec des ânes, au fur et à mesure des besoins. Cette solution se concrétise parfois par un double habitat, à dominante pastorale en haut et agricole en bas. En fait, l'habitat de vallée accueille également le bétail en saison sèche. Ce système est surtout adopté par les Foulbé de Garbaya qui vont et viennent entre le

Tchabbal Gongowal et la vallée de Garbaya, selon les travaux. Une partie de la famille réside en permanence en bas et surveille le champ. Parfois, plusieurs frères s'associent, les uns prenant en charge les troupeaux et les autres, les cultures. Les premiers séjournent habituellement en haut du ***caBBal*** ; ils ne rejoignent les seconds qu'une partie de la saison sèche. Dans d'autres cas, le partage des activités lie un père à ses fils. Le père s'occupe des cultures dans une vallée, tandis que les jeunes vivent en haut avec le bétail. Plus tard, eux-mêmes rejoindront l'habitation de la vallée, en confiant les animaux à une nouvelle génération de jeunes.

Fuites d'oppressions fiscales. La descente des Foulbé vers les vallées tient à l'intérêt qu'ils accordent à l'activité agricole. Des Mbororo descendent également du ***caBBal*** mais uniquement pour disposer de pâturages plus vastes ; cette fois, la dynamique migratoire est similaire à celle des populations pastorales des Grassfields. Les éleveurs du Tchabbal Mbabo ne vivent pas dans la hantise des dégâts du bétail et des annexions agricoles aux dépens de pâturages. Cependant, cette aisance spatiale ne veut pas dire qu'ils échappent aux exigences fiscales des chefs. Les témoignages sont peu nombreux et plus allusifs qu'aux Grassfields mais ils n'en restent pas moins éloquents.

Au début de la période française, le chef de Galim, pourtant non-musulman, prélève les taxes islamiques et les alourdit sur les Mbororo. « Il a su faire rendre ces redevances dans des proportions à faire pâlir n'importe quel lamido » (51). L'administrateur dévoile la clé de cette réussite, grâce au témoignage du chef lui-même : « *Il faut bien que je me débrouille. Mes Niam Niam ne paient pas l'impôt ; j'ai des frais et il me faut récupérer sur ceux qui sont riches l'argent dont j'ai besoin pour moi et pour l'impôt* » *(51)*. S'offusquant de ces procédés, l'administrateur disculpe pourtant le chef, pour son « dévouement à la cause française » (51). La logique fiscale à Galim n'est pas différente de celle qui prévaut chez les Nso des Grassfields, à la même époque. Informés d'exactions fiscales à l'encontre des Mbororo, les administrateurs ne retirent pourtant pas leur appui aux chefs qui tiennent bien en main les populations.

51. "Rapport de tournée faite par l'administrateur NOUTARY, adjoint au chef de Circonscription de Ngaoundéré, dans les Subdivisions de Tibati et de Banyo, du 23 nov. 1933 au 16 janv. 1934".

L'extorsion des éleveurs n'est pas spécifique à Galim ; les chefs foulbé ne manifestent guère davantage de scrupules. Dans le rapport cité, l'administrateur s'inquiète de constater, sur le territoire de Banyo, de nombreux départs d'éleveurs : « à toutes mes questions, la réponse fut identique : « *ils sont partis parce qu'ils ont peur du lamido, à cause de l'impôt* » (52). L'administrateur en tire la conviction que des exactions sont commises.

52. idem. A la même époque, beaucoup de Foulbé abandonnent la ville de Ngaoundéré pour se soustraire aux redevances exigées par le ***laamiiDo***. Ils s'isolent en brousse, avec leur bétail. Le refus des multiples prélèvements sur le cheptel participe au mouvement de repastoralisation des Foulbé de l'Adamaoua.

Les prélèvements s'aggravent sur Banyo à la fin de la période coloniale, sous le long règne d'un ***laamiiDo*** despotique. A la taxe sur le bétail, à l'impôt religieux (***na'i zakkat***), il ajoute une taxe de transhumance (***na'i geene***), rejoignant curieusement une innovation également introduite aux Grassfields. Il s'ensuit le départ de nombreux éleveurs, Foulbé et Mbororo.

Les fugitifs résument le régime fiscal auquel ils sont alors astreints : ***laamu saati, waDu butaali, waDu seede*** *: « le pouvoir est dur, amène du maïs, amène de l'argent. »* Ils ajoutent : *« seuls, ceux qui possèdent beaucoup de bétail peuvent supporter un tel régime. »* A cette époque, les autres se réfugient sur Galim, où les prélèvements sont moins lourds.

Exempts de la pression des cultivateurs, les éleveurs du Tchabbal Mbabo ne sont pas à l'abri d'exactions. Pour tous les chefs, la richesse apparente des éleveurs doit être mise à contribution. L'administration, elle-même, a longtemps limité sa politique d'élevage à des objectifs fiscaux immédiats.

La descente d'éleveurs du Tchabbal Mbabo, milieu pastoral typique d'altitude, relève apparemment du paradoxe. En fait, des éleveurs quittent de bons pâturages pour plusieurs raisons, à la fois économiques et historiques. Un milieu purement pastoral ne convient pas tellement à la population peule qui ne possède pas assez de bétail pour en vivre de façon exclusive. Les éleveurs riches tirent le mieux parti des aptitudes du *caBBal* à l'élevage. Inversement, la descente résoud certains problèmes mais elle en crée d'autres, si bien qu'elle aboutit rarement à une coupure avec les hauts pâturages. Une série de complémentarités s'établit entre les deux milieux géographiques. La transhumance est l'une des composantes de cette association du haut avec le bas.

Les populations pastorales

D'un ***caBBal*** à l'autre, les mêmes groupes ethniques se retrouvent, voire les mêmes lignages. Ce sont des Peuls pour qui l'élevage représente l'activité principale. Au-delà du Tchabbal Mbabo et du Mambila, les Grassfields ont longtemps constitué l'avancée extrême de leur peuplement, à la faveur de l'alignement méridien de la Dorsale Camerounaise. Seuls, des groupes mobiles et spécialisés dans le pastoralisme pouvaient aller aussi loin, hors de leur environnement culturel. Quant au Tchabbal Mbabo, il s'insère dans l'aire peule de l'Adamaoua mais des conditions climatiques rudes d'altitude n'en font pas un secteur attractif pour tout le monde. Les habitants du ***caBBal*** disent qu'ils habitent là-haut, à cause du bétail. ***Min waynaaBe, imBe na'i*** *: « nous sommes des bergers, des gens des vaches. »* L'expression "berger", en langue foulfouldé, ne doit pas toujours être prise dans un sens strict mais pour désigner toute personne qui s'occupe d'abord du bétail. Les Mbororo et des Foulbé se distinguent ainsi de ceux qui manifestent seulement de l'intérêt à l'égard du bétail, sans aller jusqu'à se dévouer pour lui. Dans une aire culturelle où l'intérêt pour l'élevage est largement partagé, les ***caBBal*** renforcent la spécialisation pastorale.

La dualité du peuplement mbororo (fig.310)

Le Tchabbal Mbabo est peuplé par les mêmes Mbororo que les Grassfields : des Djafoun et des Akou. Avec le Mambila en situation intermédiaire, une constante s'observe dans le peuplement peul des hauts plateaux. Le groupe des Wodabe, important en zone sahélienne et, aujourd'hui, en d'autres savanes de zones pluvieuses (53), n'est pas représenté sur les grands ***caBBal***. Cette absence est remarquable, de la part des Mbororo qui pratiquent le pastoralisme le plus "pur", justement favorisé par les hauts plateaux. Les espaces d'altitude étaient-ils trop exigus pour leurs troupeaux, grands "mangeurs de savanes" ? En fait, des refus d'allégeance ont davantage compté. L'administration française avait rattaché une partie des pâturages du Tchabbal Mbabo à la chefferie mbororo de Lompta, accaparée par les Gosi'en. Or, les Wodabe ont toujours souhaité préserver leur autonomie et surtout, ne pas dépendre des Djafoun. L'argument a déjà expliqué l'absence de Wodabe aux Grassfields.

53. BOUTRAIS (J.), 1990, "Les WoDaaBe, Mbororo de Centrafrique".

L'effritement des Djafoun

Les Djafoun du Tchabbal Mbabo sont proches parents de ceux des Grassfields. Pendant les années vingt et trente, les allées et venues étaient fréquentes entre les hauts plateaux. Les partants laissaient souvent du bétail chez des parents, si bien que des familles possédaient des animaux à la fois aux Grassfields et sur le Tchabbal Mbabo.

> Ces va-et-vient furent mis en lumière par "l'affaire Djae" en 1943 : le ***laamiiDo*** de Banyo confisqua l'important cheptel (4 à 500 têtes) d'un Djafoun en provenance des Grassfields et qui, traversant son territoire, tentait d'éviter de verser un droit de passage. Dans ce cheptel se trouvait un troupeau appartenant au chef mbororo de Lompta. Celui-ci porta plainte contre le ***laamiiDo*** de Banyo. L'administrateur qui avait entériné la saisie du bétail à Banyo se trouva compromis dans l'affaire et perdit son poste.

A la dispersion du bétail, stratégie classique pour limiter les risques de pertes, s'ajoutent des alliances matrimoniales à longue distance. Les Djafoun privilégient une endogamie, non seulement dans le groupe mais également dans le lignage. Les échanges d'épouses, les déplacements occasionnés par les premières naissances maintiennent une forte cohésion lignagère entre les Mbororo du Tchabbal Mbabo et ceux des Grassfields. A partir des années quarante, de nombreux Djafoun séjournent également sur Bocaranga et Bouar, si bien que le Tchabbal Mbabo est au centre d'un réseau de relations dont les fils s'étirent, d'ouest en est, sur 500 km.

Les liens entre Mbororo de ***caBBal*** différents se sont manifestés lors des années difficiles de l'Indépendance. Ceux des Grassfields, soumis à des pertes de pâturages au Bamenda et à des abattages de bétail au Bamiléké, ont trouvé refuge au Mambila et au Tchabbal Mbabo. Les solidarités lignagères ont permis aux fugitifs de retrouver des pâturages similaires à ceux qu'ils venaient de quitter.

La connivence entre Mbororo des Grassfields et du Tchabbal Mbabo se mesure également par le recrutement de bergers, d'une région à l'autre. Les jeunes qui ont dilapidé le bétail reçu en héritage répugnent, par honte, à s'engager comme bergers chez eux. Ils rejoignent souvent des membres du lignage sur l'autre *caBBal* où ils sont comme pris en charge.

***Les premiers pasteurs du* caBBal.** L'histoire des Djafoun du Tchabbal Mbabo est inséparable de la chefferie de Lompta, leur centre politique. Proche de la source natronée de Galim, Lompta se trouve cependant sur le plateau, à seulement 1.000 mètres d'altitude. Dès le début du siècle, les animaux étaient en meilleur état en haut du *caBBal*, où ils séjournaient sous la garde de jeunes. Les Mbororo ne possédant pas beaucoup de bétail répugnaient à s'installer à Lompta où les besoins de la vie sédentaire conduisaient à vendre trop d'animaux. En s'isolant avec le bétail, en haut du Tchabbal Mbabo, ils limitaient les ventes et le troupeau progressait plus vite. Espace pastoral, le *caBBal* polarisait les occupations des jeunes sur le bétail, les écartant des dépenses de la vie villageoise.

A partir des années vingt, les Nyem Nyem ne s'opposent plus par la violence à la présence des Djafoun qui peuvent s'isoler sur les hauteurs de Galim. Mais ils ne s'attachent pas à un seul lieu, même en saison des pluies. Des hauts de Mbabo proprement dit, ils passent à Dadawal et Dalang, au-dessus de Sambolabo ou à Nguroje au Mambila. Toutes ces hautes terres de la Dorsale Camerounaise forment un espace pastoral continu. La nouvelle frontière coloniale entre Cameroun et Nigeria ne freine pas encore les déplacements des Mbororo qui pratiquent un véritable "nomadisme d'altitude". En saison sèche, ils descendent abreuver les troupeaux aux sources natronées de Galim ou de Mba. A cette occasion, les anciens (*mawBe*), installés à Lompta, reçoivent quelques vaches laitières pour leur ravitaillement.

Les Djafoun du Tchabbal Mbabo bénéficient alors d'une grande prospérité. Les anciens insistent sur l'abondance des grandes herbes, des *Hyparrhenia* dont les animaux courbent les tiges avant de les brouter. Il ne semble pas que le cheptel des Mbororo soit atteint par un accès de peste bovine qui éclate en 1929 sur Banyo. Pourtant, des Djafoun commencent à quitter le Tchabbal Mbabo pour de nouvelles régions d'élevage. Les plus nombreux rejoignent les Gosi'en et les Toukanko'en aux Grassfields. En 1926, des Faranko'en prennent la direction inverse, vers Meiganga.

L'exode. Les départs deviennent plus nombreux au cours des années trente, conséquence de l'installation sur le *caBBal* de Foulbé de Banyo. A la suite des dégâts causés aux pâturages par les sauterelles, de nombreux Djafoun refluent des Grassfields mais ils transitent seulement sur le Tchabbal Mbabo, en direction de l'est. L'écrasement de la révolte des Gbaya de l'Oubangui-Chari en 1929-30 rassure les Mbororo qui entrent alors sur Bouar. Les sauterelles provoquent également une disette sur le plateau de Tignère, au début des années trente. Les difficultés pour se ravitailler en

céréales, conjuguées à l'absence d'acheteurs de bétail, par suite de la crise économique, engagent les Mbororo à partir. A Dadawal (Banyo), les premières années trente sont marquées par un véritable exode des Djafoun vers Tignère puis Meiganga. Les départs deviennent tellement nombreux qu'ils suscitent l'inquiétude du chef de Lompta : « le lamido Baba Haram se plaint toujours de la fuite des Bororos de Lompta pour diverses régions : Nigeria, Ngaoundéré, Tignère et Tibati. Le lamido déclare cependant qu'il fait ce qu'il peut pour les conserver près de lui » (54). Les nouveaux espaces pastoraux à l'est de l'Adamaoua (Meiganga et Bouar) exercent un attrait irrésistible. Ils s'ouvrent sur des savanes immenses, alors qu'à l'ouest, les possibilités de parcours apparaissent déjà limitées.

54. "Rapport de tournée effectuée par BUSSON, chef de Subdivision de Tibati, du 14 au 30 octobre 1932 dans les régions de Lompta, Galim et Tignère".

La situation difficile des Mbororo, soumis à des taxes par Lompta et par des chefs locaux, a déjà été évoquée. L'installation des premiers Akou sur le plateau de Tignère pousse également des Djafoun à partir. Dès le début, le chef de Lompta s'est opposé à l'arrivée des Akou, puis il a tenté de la contrôler. En vain. Or, des Djafoun évoluent sur le plateau de Tignère, au nord et au sud de Lompta. De plus, des troupeaux du ***caBBal*** y descendent en transhumance. L'accaparement du plateau de Tignère par les Akou préfigure les compétitions actuelles entre les deux groupes mbororo, sur les bas plateaux des Grassfields.

Le témoignage d'un Djafoun rencontré dans la région de Bouar, en 1984, illustre l'exode mbororo à partir du Tchabbal Mbabo, au cours des années trente. Leur lignage (les Madjanko'en) était peu représenté, à côté d'une majorité de Faranko'en. Sachant que des membres du lignage séjournent déjà dans la région de Bocaranga, ils viennent leur rendre visite, à pied (400 km à l'aller et autant pour le retour). Ils se promènent et trouvent les animaux en bon état : ***sey eggol tan :*** *« il n'y a plus qu'à migrer. »* Rentrés au Tchabbal Mbabo, ils mettent en marche le bétail. D'une seule traite, en 34 jours de marche, ils rejoignent Bocaranga. ***Nde veeti fuu, min ngaanca :*** *« chaque matin, nous nous mettons en marche. »* Exemple de grande migration, à travers tout l'Adamaoua...

L'exode des Djafoun se poursuit au cours des années quarante. Ils se dirigent surtout vers l'est, où ils ne subissent pas la concurrence des Foulbé. De plus, ils vendent bien leurs animaux, grâce à la demande des chantiers miniers d'A.E.F. et de Bétaré-Oya. Les départs du Tchabbal Mbabo sont compensés par les retours d'autres Djafoun, à la suite des premières tensions entre éleveurs et cultivateurs sur les Grassfields. C'est le cas de Rijimanko'en qui abandonnent les pâturages d'Ashong, au sud du Bamenda. Ils viennent sur le Tchabbal Mbabo et s'installent en haut de Koui. De même, des Gosi'en délaissent les monts Bambouto et refluent en haut de Mbabo.

Pendant les années quarante, l'administration française s'efforce de sédentariser les Mbororo sur le ***caBBal***. Les Djafoun gardent le souvenir des interventions en ce sens de P.F. LACROIX, le premier administrateur français à Tignère, réputé plus tard pour ses travaux linguistiques sur le foulfouldé. De la même façon qu'aux Grassfields, la sédentarisation et le

partage des pâturages d'altitude entre les ***arDo*** déclenchent de vives rivalités. Les questions de pouvoir, ***laamu***, mobilisent les forces des Djafoun, montrant combien les pâturages d'altitude sont précieux.

Les années suivantes, les Djafoun continuent pourtant d'être attirés par la région de Meiganga où ils n'ont pas à supporter les exigences du pouvoir foulbé, en particulier le versement de la dîme ("zakkat") sur le bétail. De plus, la création de laiteries-beurreries à Meiganga et Bocaranga offre des débouchés assurés pour le lait. L'intérêt de rester sur le Tchabbal Mbabo tient à la possibilité d'acheminer du bétail au grand marché de Mayo Ndaga (Mambila nigerian) où les cours sont plus élevés qu'au Cameroun. La frontière n'oppose pas d'obstacle véritable à la circulation du bétail.

A partir des années cinquante, des Akou investissent les premiers plans du ***caBBal***, au-dessus de 1.500 mètres, en concurrence avec des Foulbé. Les uns et les autres "enferment" les Djafoun sur les reliefs les plus élevés. En cas de manque de pâturages, ceux-ci ne disposent plus d'issue proche ; ils sont contraints d'entreprendre de longues migrations.

Les années de l'Indépendance voient arriver de nouveaux Djafoun qui fuient l'Ouest-Cameroun, en particulier des Gosi'en partis des monts Bambouto. Habitués à vivre sur des prairies d'altitude, ils s'installent tout en haut du Tchabbal Mbabo. Mais des Djafoun se plaignent du manque d'herbe sur les prairies sommitales. Les zébus de race rouge ne mangent plus à leur faim, si bien que des éleveurs descendent vers Galim et Mayo Dankali, au pied du Tchabbal Mbabo, tandis que d'autres partent sur les territoires de Tibati ou de Meiganga. Les partants disent qu'il n'y a plus d'herbe en haut du ***caBBal***. En fait, le constat est relatif : il vaut pour la race des zébus rouges. Il est probable qu'une autre race bovine s'en contenterait.

Depuis plusieurs décennies, les mouvements des Djafoun n'ont donc pas cessé au Tchabbal Mbabo : départs vers de nouvelles régions d'élevage mais également reflux. Les "histoires de vie" des Djafoun du ***caBBal*** comportent souvent un séjour aux Grassfields, parfois dans les savanes lointaines de Meiganga et de Bouar. Pour les anciens des Grassfields et surtout de Centrafrique, le Tchabbal Mbabo sert de référence historique, comme centre de dispersion. Aujourd'hui, les Djafoun ne représentent plus qu'une minorité de la population du ***caBBal***.

Une population résiduelle. Un recensement personnel, effectué en 1979, n'a dénombré que 170 familles djafoun en haut du Tchabbal Mbabo, sur les territoires de Galim et de Banyo. Dans le tableau 113, ils sont répartis en lignages "autonomes" ou "dépendants", selon qu'ils relèvent d'un ***arDo*** du lignage ou non.

Des lignages des Grassfields se retrouvent au Tchabbal Mbabo, disposés selon une hiérarchie de prestige qui diffère peu. Cependant, leur importance

numérique ne s'ordonne pas de la même façon. Si les Gosi'en marquent à nouveau leur présence, les Toukanko'en s'effacent et les Rahadji sont absents. A l'inverse, les Faranko'en deviennent nombreux. Ils furent les premiers à s'établir en haut de Mbabo proprement dit et ils exercent encore un large contrôle sur les hauteurs de Galim. Le profil ethnique du peuplement de Tchabbal Mbabo se rapproche des plateaux de Bouar, en Centrafrique, où les Faranko'en détiennent également une position dominante.

Tabl. 113 : *Distribution des Djafoun du Tchabbal Mbabo, par lignages, en 1980*

	nombre de familles
lignages "autonomes" :	
Gosi'en	43
Faranko'en	54
Dabanko'en	10
Ringuimadji	7
Toukanko'en	6
Djaranko'en	3
lignages "dépendants" :	
Aoutanko'en	19
Madjanko'en	11
Rijimanko'en	11
Bawanko'en	4
Djalanko'en	2

Les Djafoun du Tchabbal Mbabo ont affronté de vives compétitions pastorales. Faranko'en et Gosi'en de Mbabo n'ont pas réussi à endiguer la "montée" des Foulbé et des Akou. Leurs pâturages sommitaux se sont restreints : les grands lignages de Mbabo se plaignent, actuellement, de la diminution régulière de leur cheptel. Même réduits à quelques familles, les Toukanko'en sont encore réputés pour leur richesse. Ils déploient une défense persévérante de leurs pâturages (Foungoy), en refusant tout voisinage d'autres éleveurs. Les Djaranko'en offrent l'exemple inverse d'un échec. Autrefois puissants sur les hauts de Banyo (Mayo Fowrou) et de Galim (Tonde Wandou), ils ont perdu presque tous ces pâturages, devant la pression des Foulbé. Le lignage est réduit à sa "racine" : quelques descendants d'un ancien *arDo*, laissés par les autres familles, parties vers Meiganga. Aux Grassfields, ce lignage, dans l'ombre des Gosi'en, n'a pas mieux réussi à s'imposer. Il semble qu'au Mambila, sa puissance ancienne ait également décliné.

Dans leur prise de "possession" (au sens pastoral) des hauts plateaux, les Djafoun se sont répartis par grands lignages. Sur les Grassfields, Gosi'en et Toukanko'en se disputent l'hégémonie des Mbororo. Sur le Tchabbal Mbabo, les premiers cèdent la prééminence aux Faranko'en. Enfin, sur le haut plateau Mambila, la suprématie politique, appuyée par la richesse

pastorale, est revendiquée par les Rahadji, suivis (et contestés ?) par les Bawanko'en (55). Autour de ces lignages prestigieux gravitent de petits lignages, souvent les mêmes d'un *caBBal* à l'autre.

55. En 1953, ces deux lignages comptent, chacun, plus de 150 familles au Mambila. Les Rahadji possèdent alors, officiellement, 30.000 têtes de bétail et les Bawanko'en 15.000 (BOULAY, R. du, 1953).

Les Djafoun du Tchabbal Mbabo sont les héritiers de la chefferie de Lompta qui dispose d'une enclave pastorale sur les hauts de Galim. Mais l'histoire de cette chefferie mbororo est celle d'un long déclin. Les Djafoun, autrefois les seuls vrais occupants du *caBBal*, n'y représentent plus qu'une minorité. Certes, ils contrôlent des prairies sommitales, mais pour combien de temps encore ?

Des Akou de caBBal

Selon le même schéma qu'aux Grassfields, des Akou occupent la périphérie du Tchabbal Mbabo. Concentrés au-dessus de Garbaya et de Wogomdou, ils n'encerclent pas les Djafoun au même point qu'au Bamenda. Les Akou sont absents du *caBBal* sur Banyo où les Foulbé exercent une pression telle qu'aucun pâturage ne reste disponible. A l'inverse, des Akou ont réussi à s'infilter sur les hauts de Galim. Comme au Mambila, l'opposition des Djafoun à la montée des Akou sur les hauts plateaux appartient au passé.

La séparation des races bovines est moins tranchée qu'aux Grassfields. Les clivages entre groupes ethniques ne s'imposent plus de façon aussi étanche et surtout, les Akou du *caBBal* ont largement croisé leurs zébus blancs. Certes, les *boDeeji* caractérisent toujours les prairies sommitales mais, en contrebas, les troupeaux croisés ou à dominante goudali deviennent les plus nombreux. Les Akou installés sur le *caBBal* ont envie de posséder des zébus rouges et surtout des goudali dont ils font l'éloge : ***Di wooDi haa gite masin*** : « *elles (ces vaches) sont très belles à regarder.* » En changeant de race bovine, les Akou qui séjournent depuis longtemps sur le *caBBal* ont modifié leur "signature ethnique", en même temps que leur comportement culturel évoluait.

Les Akou du Tchabbal Mbabo relèvent de quelques lignages qui occupent également une position d'avant-garde sur les Grassfields. Les Danedji, arrivés dès 1931 en Adamaoua, ne se sont pas dirigés vers le *caBBal*. Par suite de l'opposition des Djafoun de Lompta, l'administration les a contenus au sud du plateau de Tignère, aux environs de Doualayel. Trois lignages principaux ont investi plus tard les hauts plateaux : les Boutanko'en, Gamanko'en et Mbewebbe. En 1979, ils constituent encore l'essentiel du peuplement akou sur le Tchabbal Mbabo (tabl. 114).

Boutanko'en et Gamanko'en tentent également de s'implanter sur les hauts plateaux de Nkambe, aux Grassfields, disputant les pâturages d'altitude aux Toukanko'en. Ils sont déjà bien établis sur le haut plateau

Mambila où les Boutanko'en contestent la suprématie des Rahadji. Ils partagent un passé commun avec les Mbewebbe qui permet de comprendre ces choix pastoraux.

Tabl. 114 : *Composition lignagère des Akou du Tchabbal Mbabo*

	nombre de familles inventoriées
lignages principaux :	
Boutanko'en	67
Gamanko'en	36
Bewebbe	13
lignages secondaires :	
Pikadji	6
Djoranko'en	4
Natirbe	1

Boutanko'en et Gamanko'en nomadisaient sur le plateau Bauchi (Nigeria), au début du siècle. La paix anglaise leur offrit l'opportunité de s'installer sur le plateau de Jos, plus élevé (1.500 mètres) mais peuplé de cultivateurs hostiles aux Peuls. Aux bagarres avec les cultivateurs s'ajoutaient des épizooties de peste bovine, notamment celle de 1918 qui décima presque tout le cheptel. Les Peuls se mirent à cultiver et reconstituèrent leurs troupeaux avec la race ***daneeji***.

La concurrence entre le bétail et les champs devenant de plus en plus vive, Boutanko'en et Gamanko'en migrent en 1932 vers le Tchabbal Kiri (Shebshi Mountains), au sud de la Bénoué. Les uns y séjournent seulement quelques années, puis se dirigent vers le haut plateau Mambila, plus élevé et aux pâturages moins encombrés de ligneux. Les autres restent sur Kiri durant une vingtaine d'années. Les hauts du Tchabbal Kiri, comme Mbabo, sont dépourvus de cultivateurs, ce qui, d'une façon, ne facilite pas un peuplement peul. Mais les Akou surmontent ces problèmes de ravitaillement : ils savent cultiver et des cultivateurs en plaine montent leur vendre du mil.

La "fermeture" du Mambila en 1946, renforcée en 1948, arrête le courant migratoire en provenance du Tchabbal Kiri (1e Partie). Aussi n'est-il pas étonnant que les premiers Boutanko'en abordent l'Adamaoua par Tignère en 1947 et les premiers Gamanko'en en 1950. La politique pastorale rigoureuse des Anglais détourne et pousse les migrants vers le Cameroun. Une fois parvenus sur le plateau de Tignère, ils montent sur les contreforts du Tchabbal Mbabo, à 1.500-1.600 mètres, alors vides de bétail. Les Djafoun n'y faisaient que passer, en allant et en revenant de transhumance. Les nouveaux venus se portent surtout à Gongowal qui, pour eux, est « *un bon caBBal, avec beaucoup d'herbe et qui tient les animaux en bon état, presque sans tiques.* » Les Djafoun, plus exigeants, n'étaient pas de cet avis. De toute façon, Gongowal dépend des Foulbé de Tignère. Or, les Djafoun, gardant le souvenir du mauvais traitement infligé à leurs parents par ces Foulbé, ne tiennent guère à se remettre sous leur coupe.

Les arrivées d'Akou se succèdent durant les années cinquante et soixante, jusqu'à ce que le Cameroun ferme, à son tour, l'entrée de l'Adamaoua, en 1970. Depuis lors, une grande partie des Boutanko'en et Gamanko'en ont quitté le Tchabbal Mbabo, devant les menaces de trypanosomose bovine.

L'installation des Akou sur le Tchabbal Mbabo est le fait de quelques lignages habitués à des pâturages d'altitude. Ils ont migré "par sauts", d'un

caBBal à l'autre. Eux-mêmes disent qu'ils ont toujours habité « *en montagne,* » depuis la région de Pankshin, au sud de Jos. ***Min mboowaay lesDiwol, min mboowi peewol :*** « *nous ne sommes pas habitués aux régions basses, nous sommes habitués au froid.* » Discours pastoral qui ressemble à celui des Djafoun. En fait, encore une fois, l'accoutumance des hommes à l'altitude renvoie au bétail, dont les exigences sont déterminantes. Un Boutanko l'explicite d'ailleurs clairement : ***na'i amin yiDi hendu, Dum na'i hooseere :*** « *nos vaches aiment le vent, ce sont des vaches de montagne.* » Ces Akou sont attachés à un modèle pastoral (voire, à une "idéologie pastorale") proche des conceptions des Djafoun. Il n'est pas étonnant que les Boutanko'en et Gamanko'en se trouvent à la fois aux Grassfields, sur le haut plateau Mambila et sur le Tchabbal Mbabo. Comme les Akou de Binka, aux Grassfields, ceux qui habitent depuis longtemps en haut du Tchabbal Mbabo (Tchabbal Kessé) ressemblent étrangement aux Djafoun, rapprochement entériné par leur bétail qui n'est plus seulement de race blanche.

Les cultivateurs autour du Tchabbal Mbabo se rendirent compte de l'arrivée de nouveaux Mbororo. Les arrivants ne se comportaient pas de la même façon que ceux du *caBBal*. A la suite d'un long séjour au nord du Nigeria, ils parlaient un foulfouldé émaillé de termes haoussa. Pour cette raison, les Nyem Nyem englobent tous les Akou sous l'appellation curieuse de "Mbororo-Haoussa".

Avec l'installation des Akou, les relations entre éleveurs et cultivateurs deviennent plus étroites, grâce à l'instauration d'échanges par troc, mais elles passent également par des moments de tensions. Les femmes des Akou sont attachées à la vente de produits laitiers, ce qui occasionne de nombreuses rencontres entre les deux populations. Au contraire, les Djafoun ont la réputation de vivre isolés, en haut du *caBBal*, d'où les femmes ne descendent pas de lait vers les villages de cultivateurs. D'un autre côté, les troupeaux des Akou, déambulant sur les versants du *caBBal*, s'aventurent souvent dans les vallées où ils occasionnent des dégâts aux cultures. L'arrivée des Akou s'est donc accompagnée de conflits entre éleveurs et cultivateurs alors qu'auparavant, les antagonismes agraires étaient rares.

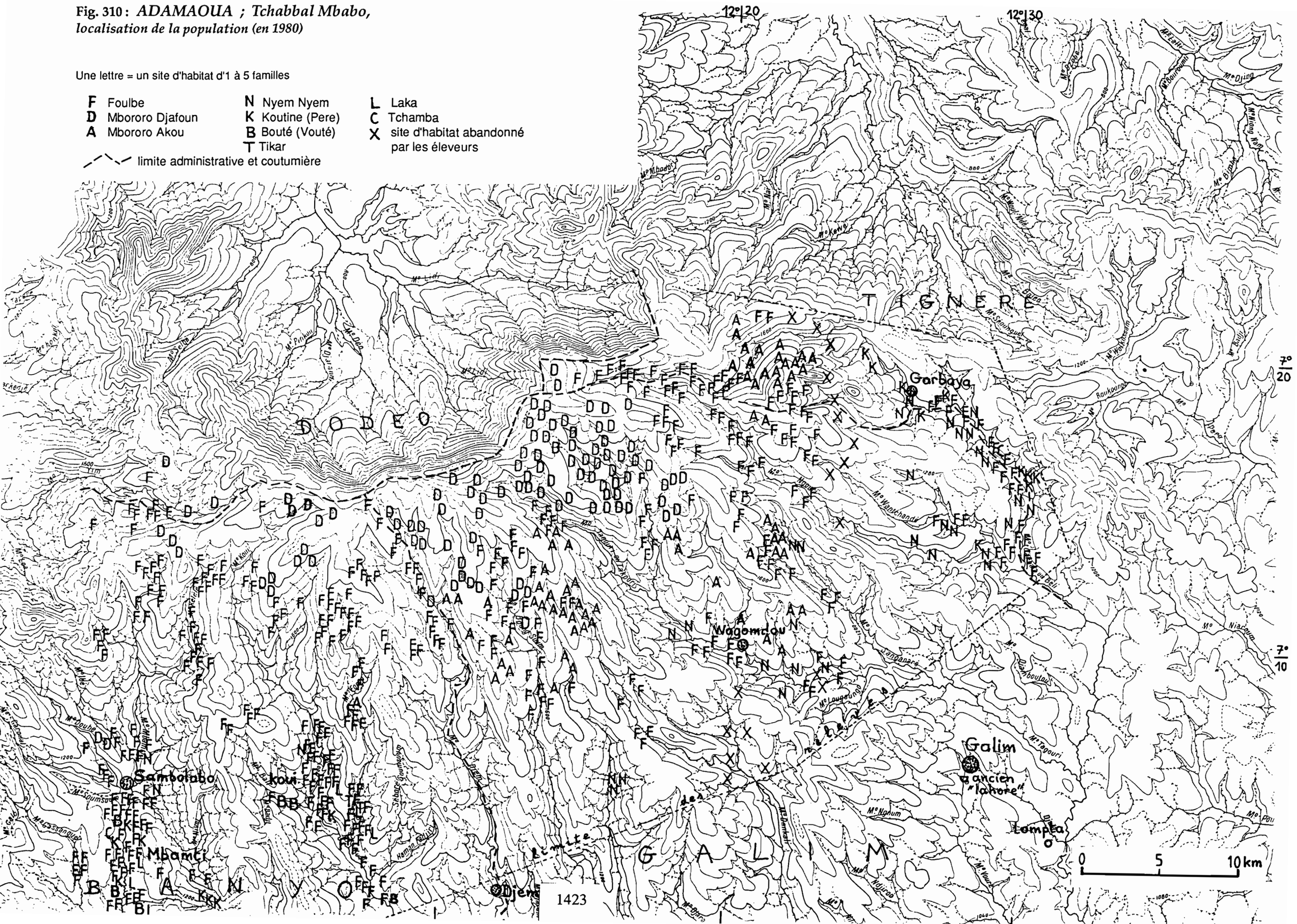
Au milieu de ce siècle, une seconde vague migratoire mbororo déferle sur les plateaux. Tandis que les Anglais entreprennent de l'arrêter au Mambila, les Français partagent d'abord les pâturages de l'Adamaoua entre les anciens et les nouveaux Mbororo. Mais cet aménagement de l'espace ne peut fonctionner qu'avec l'appui de chefs coutumiers. Lorsqu'ils n'endiguent plus la poussée des Akou, ceux-ci investissent les pâturages disponibles en altitude. Le Tchabbal Mbabo ressemble à un môle pastoral où s'accrochent les derniers Djafoun, la pression des Akou s'exerçant à des altitudes de plus en plus élevées. La montée des Akou sur le *caBBal* préfigure le devenir pastoral des Grassfields.

Fig. 310 : ***ADAMAOUA ; Tchabbal Mbabo,***
localisation de la population (en 1980)

Une lettre = un site d'habitat d'1 à 5 familles

F	Foulbe	**N**	Nyem Nyem	**L**	Laka
D	Mbororo Djafoun	**K**	Koutine (Pere)	**C**	Tchamba
A	Mbororo Akou	**B**	Bouté (Vouté)	**X**	site d'habitat abandonné par les éleveurs
		T	Tikar		

limite administrative et coutumière



L'afflux de Foulbé

Le peuplement pastoral du TchaBBal Mbabo se différencie de celui des Grassfields par l'importance des Foulbé. Au Bamenda, ce groupe ethnique se limite à d'anciens bergers établis à leur compte. Quelques marchands de bestiaux, par exemple ceux de Binka, se comportent davantage en Haoussa qu'en Foulbé. Au contraire, sur le Tchabbal Mbabo, les Foulbé représentent environ la moitié de la population, davantage si l'on inclut les grandes vallées périphériques. Cet élément confère au ***caBBal*** un "profil peul" plus sédentaire et davantage marqué par l'Islam.

Les Foulbé sont majoritaires sur les parties du ***caBBal*** qui dépendent de Banyo et de Tignère, territoires à commandement foulbé. A l'inverse, ils restent minoritaires sur Galim. Les allégeances politiques traditionnelles influencent la composition ethnique du peuplement. Les limites politiques ont pourtant joué à double sens, dans la localisation des groupes peuls. A la fin de la période coloniale, le long règne autoritaire du ***laamiiDo*** de Banyo a provoqué des fuites de Foulbé vers Galim. Les éleveurs du ***caBBal***, ayant la réputation d'être riches, étaient souvent mis à contribution en bétail. Lorsque les exigences d'un chef deviennent trop lourdes, les Foulbé de brousse changent de territoire, comme les Mbororo.

Une succession d'arrivées

Les Foulbé ne résident en permanence sur les hauts du Tchabbal Mbabo que depuis quelques décennies. Pendant les années vingt, seuls des Mbororo parcouraient les hauteurs de Galim et de Banyo. La haute vallée de Garbaya restait déserte, des antécédents fâcheux pesant sur les relations entre Mbororo et Foulbé de Tignère. D'après les anciens, ce fut le dernier repaire de lions sur le ***caBBal***.

Les Foulbé du Tchabbal Mbabo ne relèvent pas des grands lignages de l'Adamaoua : WollarBe, Kiri'en et Yillaga'en. Ils appartiennent à des lignages moins prestigieux et plus "ruraux" : Mbewe'en, Kilba'en, Wuiti'en, Soukour'en. Ces lignages sont mieux représentés dans les plaines de la Bénoué (Garoua, Yola) qu'en Adamaoua. Ils ont migré vers le sud, dans le sillage des Foulbé conquérants. Les habitants de l'Adamaoua dénomment les Foulbé derniers venus sur le plateau, des "Mayo Iné", d'après le nom d'un cours d'eau à l'ouest de Yola. Eux-mêmes acceptent mal cette appellation qui implique un mépris et une exclusion de la part des autres Foulbé de l'Adamaoua. A ce groupe ethnique corrrespond pourtant une race bovine spécifique, dite ***ma-ineeji*** ou ***Buuli***. Les lignages les plus fréquents sont des Mbewe'en, Wuiti'en et Isho'en. Ces Foulbé ont abordé l'Adamaoua par vagues successives, à la suite de catastrophes pastorales : épizooties de peste bovine et de péripneumonie bovine dans les années cinquante et soixante. Certains arrivaient avec de petits troupeaux mais la plupart, complètement ruinés, s'engageaient comme bergers.

A part quelques familles isolées, les premières grandes migrations de Foulbé en haut du Tchabbal Mbabo datent des années trente. Elles succédèrent aux invasions de sauterelles de 1931 qui, conjuguées à la fièvre aphteuse, provoquèrent beaucoup de pertes de bétail sur le plateau de Banyo. Des Grassfields à l'ouest de l'Adamaoua, la destruction des pâturages par les sauterelles fut une catastrophe pastorale. Les années suivantes, des Foulbé montèrent sur le ***caBBal*** (hauts de Mayo Kélélé et de Mayo Fowrou) avec des reliquats de cheptel, dans l'intention de reconstituer rapidement des troupeaux. Le Tchabbal Mbabo était déjà reconnu comme plus propice à l'élevage que le plateau.

De façon plus large, l'installation de Foulbé de Banyo en haut du ***caBBal*** s'inscrivait dans un mouvement de re-pastoralisation. Le processus s'accentua sous la pression de l'administration française qui affranchit les populations serviles. Le recrutement d'anciens serviteurs pour les mines d'étain de Mayo Darlé, au début des années quarante, dénouait également les liens entre les deux populations. Certes, les Foulbé tiraient bénéfice de ces liens mais, en même temps, ils les attachaient aux villages des serviteurs. Ne pouvant plus compter pleinement sur un travail agricole gratuit, les Foulbé accordèrent davantage d'intérêt au bétail. Devant la dispersion des anciens serviteurs, les maîtres n'hésitèrent pas à migrer vers le ***caBBal***.

Quelques Foulbé s'étaient déjà établis sur le Tchabbal Mbabo, attirés par les Mbororo. Des maîtres coraniques, des commerçants de cotonnades (***turmiiji***) fabriquées à Kano circulaient parmi les Mbororo du ***caBBal***. Ils convertissaient les gains de leur négoce en animaux, confiés à leurs clients. Une fois nantis de petits troupeaux, ces Foulbé se sont installés sur place, en engageant des bergers. Tous les grands secteurs de peuplement mbororo ont attiré ainsi des Foulbé qui sollicitent la générosité réputée des pasteurs.

Dès les années trente, le Tchabbal Mbabo devint un refuge pour des Foulbé victimes de catastrophes pastorales. Les hauteurs sur Banyo (Mayo Kélélé) accueillirent des Foulbé de Dodéo, ruinés par une flambée de trypanosomose bovine. Alors que l'élevage était prospère dans cette plaine située juste au nord du ***caBBal***, les glossines provoquèrent de grosses pertes, à partir de 1932-33. La plupart des Foulbé de Dodéo n'avaient plus de bétail lorsqu'ils vinrent sur le Tchabbal Mbabo. Bergers de Foulbé et de Mbororo, ils reconstituèrent rapidement des troupeaux.

Ces Foulbé proches du Tchabbal Mbabo furent bientôt relayés par d'autres, en provenance des plaines de la moyenne Bénoué : Yola et Garoua. Au cours des années quarante et cinquante, des Foulbé partis des environs de Ganye, Jada et Mayo Belwa, au sud de Yola abordaient le Tchabbal Mbabo. La peste bovine et la péripneumonie contagieuse faisaient, périodiquement, des coupes sombres au sein des troupeaux dans les plaines de Yola. Au contraire, le plateau de l'Adamaoua jouissait d'une réputation de prospérité pastorale et d'élevage facile, pratiquement sans

gardiennage. Les Mbewe'en de Yola furent les plus nombreux à s'engager comme bergers, en profitant de la présence d'autres Mbewe'en, installés depuis le début du siècle dans la vallée de Garbaya (Tignère). Au cours des premières années quarante, des Français faisaient de l'élevage sur les hauteurs du Tchabbal Gongowal et de Mayo Perdé (Galim). Le départ de ces troupeaux permit aux Foulbé de Garbaya d'y placer leur bétail, sous la conduite de bergers. La plupart des Foulbé de Garbaya sont ainsi d'anciens bergers, originaires des contrées de Yola et de Garoua.

En 1950, les hauts pâturages de Gongowal n'étaient encore habités que par des bergers foulbé. Une quinzaine d'années plus tard, les Foulbé de ce ***caBBal*** sont devenus de vrais éleveurs autonomes. Au cours des années soixante, d'autres Foulbé arrivent encore des plaines de Yola. Ils fuient la trypanosomose bovine qui provoque des pertes aux environs de Ganye et de Jada. A la fin des années soixante, cette migration semble tarie, soit par des interdictions d'entrée au Cameroun, soit par des éradications de glossines dans les secteurs de départ.

A partir des années soixante-dix, ce sont des Foulbé du plateau de l'Adamaoua eux-mêmes qui transfèrent des troupeaux en haut du Tchabbal Mbabo. La salubrité pastorale du plateau commence à se dégrader, d'abord du côté de Tignère puis de Galim. Devant ces nouveaux troupeaux, les Foulbé du ***caBBal*** déplacent leur bétail plus haut, au-dessus de 2.000 mètres. Ce faisant, ils entrent en compétition avec les Djafoun, désireux de se réserver les prairies sommitales. Cependant, des Foulbé habitent déjà aux côtés des Djafoun : ce sont souvent leurs anciens bergers, installés sur place avec les animaux qu'ils ont rassemblés. Le peuplement mbororo en altitude n'est pas aussi homogène qu'aux Grassfields : les premiers occupants résistent moins efficacement aux prétentions de nouveaux pasteurs.

Après chaque catastrophe pastorale aux basses altitudes, le Tchabbal Mbabo accueille des Foulbé fugitifs. C'est là qu'ils trouvent les meilleures chances de poursuivre leur activité. Les vaches sont en bon état ; elles vêlent souvent. La plupart des Foulbé admettent qu'ils sont montés sur les hauteurs, ***daliila durngol*** : *« à cause de l'élevage. »* Sans cette raison majeure, ils n'habiteraient pas à ces altitudes : la nourriture est rare, il fait froid et il est parfois difficile de se procurer du bois de chauffage. Les Foulbé acceptent moins ces contraintes que les Mbororo. Mais les vaches prospèrent en haut : ***ton ton Di mboowi sosey*** : *« c'est là qu'elles se plaisent tout à fait. »* Le dévouement au bétail sur le ***caBBal***, commun aux Mbororo des Grassfields et du Tchabbal Mbabo, est ressenti comme une dure obligation par beaucoup de Foulbé. Ils n'aiment pas habiter sur ces hauteurs. Sur leurs vieux jours, ils aspirent à une retraite en ville ou dans un village de piémont.

Alors que le Tchabbal Mbabo a rapidement séduit les Mbororo pour ses qualités pastorales, les Foulbé n'y sont venus que tardivement et comme

malgré eux. Le *caBBal* offrait un refuge à ceux qui, ayant perdu leur bétail, refusaient de devenir de simples cultivateurs. Mais la rudesse de la vie pastorale, ses restrictions et son isolement conviennent peu à la plupart des Foulbé. Insatisfaction qui se traduit par une instabilité du peuplement : selon la situation familiale et l'état de santé, les Foulbé montent sur le *caBBal* ou le quittent facilement. La plupart n'envisagent pas d'y passer toute leur vie. Les anciens, plus sensibles au froid, aspirent à descendre dans un village périphérique, au climat plus chaud donc plus confortable. Le *caBBal* est loin de représenter le type de "pays" idéal pour les Foulbé.

Conséquences culturelles

Le peuplement foulbé du Tchabbal Mbabo accentue le caractère conservateur de la société. En plus du bétail (parfois au-dessus), les Foulbé accordent une grande importance à l'Islam. Des maîtres coraniques (***mallum***), Foulbé souvent originaires de Yola, proposent leurs services aux éleveurs, d'un campement à l'autre. Ils renforcent l'islamisation, à vrai dire superficielle, des Mbororo. Quelques lettrés (***moodiBBe***) résident sur le ***caBBal***, en étant l'objet d'un grand respect, mêlé d'une certaine crainte. Ils attirent des disciples et prolongent les exercices religieux, surtout après la prière du vendredi. Les Mbororo sollicitent beaucoup les lettrés, pour guérir des maladies et assurer la prospérité du bétail. Ils apprécient surtout les ***mbitiiri*** : écrits magico-religieux, dont quelques lettrés connaissent les formules. Les ***moodiBBe*** les plus réputés entretiennent une émulation religieuse. On vient de loin passer une "retraite" de quelques jours dans leur entourage. Un encadrement religieux dense enserre la population du ***caBBal***.

Par leurs prêches et leur exemple, les lettrés musulmans influencent les comportements de la population. Ainsi, les surplus monétaires sont canalisés vers l'édification de mosquées, plutôt que pour des loisirs peu conformes à une morale rigide. Tandis que des bergers s'occupent du bétail, de jeunes Foulbé se consacrent à l'étude des textes religieux. Ils regardent avec mépris les jeunes Mbororo qui vont et viennent, d'un marché à l'autre. Sur le Tchabbal Mbabo, on ignore les dépenses folles, les dérèglements de conduite qui ruinent les Mbororo des Grassfields. Des Djafoun gagnent le Tchabbal Mbabo pour éviter que les jeunes « *se perdent* » chez les villageois. Si le ***caBBal*** n'était peuplé que de Mbororo, des soirées galantes (***hiirde***) égailleraient sans doute la vie monotone et rude sur les hautes prairies. Mais le voisinage des Foulbé impose un comportement plus contrôlé. Contrairement aux Grassfields, le Tchabbal Mbabo est perçu comme un espace culturel alliant pastoralisme et Islam.

Moins étendu que les Grassfields, le Tchabbal Mbabo a fixé une population pastorale plus complexe. Certes, la liste des lignages mbororo est

succinte, surtout parmi les petits lignages. Tout se passe comme si les lignages prestigieux n'avaient pas réussi à s'associer des lignages secondaires, sur des pâturages trop exigus. Mais l'intrusion des Foulbé au milieu des Mbororo diversifie le registre du peuplement peul et impose des codes sociaux plus rigides qu'aux Grassfields. Difficultés d'accès et hégémonie peule préservent un milieu culturel dominé par l'Islam et fermé aux influences extérieures. L'absence de cultivateurs en haut du *caBBal* en fait également un milieu vraiment pastoral. Partout, le bétail est au centre des préoccupations ; c'est une valeur reconnue par tous et le critère principal de hiérarchie sociale.

Etagements pastoraux

Les éleveurs du Tchabbal Mbabo s'étagent en altitude, de 1.600 à 2.200 mètres. En fait, seules quelques familles mbororo habitent au-dessus de 2.000 mètres. Les prairies sommitales sont surtout parsemées d'abris de bergers, comme sur les Grassfields. Des habitations s'insèrent dans les savanes boisées des contreforts du ***caBBal***, de 1.300 à 1.500 mètres, par exemple au nord de la vallée de Wogomdou. Avant 1970, l'habitat pastoral se répartissait de façon plus régulière, jusqu'aux versants inférieurs. Mais les éleveurs ont tendance à les abandonner pour des pâturages plus élevés, notamment au-dessus de Garbaya. En 1980, l'essentiel du peuplement pastoral se dispose donc de 1.600 à 2.000 mètres.

Akou et Djafoun : resserrement des altitudes

Bien que les Akou soient maintenant établis sur les prairies d'altitude du Tchabbal Mbabo, les deux groupes mbororo s'imbriquent rarement. L'altitude moyenne des campements djafoun est de 1.860 mètres, alors que celle des Akou est de 1.670 mètres. Certes, l'écart altitudinal est moindre que sur les Grassfields mais 200 mètres de dénivellation suffisent pour modifier le contexte pastoral. A 1.670 mètres, les Akou occupent les premières prairies du ***caBBal***, où le *Sporobolus* est mal implanté et le "kikuyu grass" absent. Il faut détiquer les animaux une partie de la saison des pluies. A 1.860 mètres, les Djafoun se trouvent, au contraire, au centre du "vrai" ***caBBal***, indemne de tiques et de parasites. Les Djafoun sont les gens "d'en haut", isolés une grande partie de l'année dans les brumes et les pluies. Quant à l'altitude moyenne des Akou, elle a changé au début des années soixante-dix. Auparavant, elle était inférieure à 1.600 mètres. Les Akou se concentraient sur les bordures du ***caBBal***, celles qui réservent encore des pâturages abondants. L'arrivée des glossines sur les flancs du Tchabbal Mbabo les a bousculés : les uns ont émigré vers l'est de l'Adamaoua, les autres se sont repliés à des altitudes plus élevées.

Au cours des dernières décennies, la gamme altitudinale des Mbororo s'est resserrée. Les altitudes moyennes des principaux lignages précisent leur étagement sur les pentes du Tchabbal Mbabo.

Tabl. 115 : *Situation en altitude des principaux lignages mbororo du Tchabbal Mbabo*

	altitude moyenne des campements
lignages djafoun :	
Gosi'en	1.900 m
Faranko'en	1.820 m
Aoutanko'en	1.760 m
lignages akou :	
Gamanko'en	1.730 m
Boutanko'en	1.680 m
Bewebbe	1.620 m

Il n'existe plus de véritable discontinuité entre les Djafoun et les Akou. Sur le Tchabbal Kessé, les campements des uns et des autres se trouvent à de faibles distances. Mais, du côté des Djafoun, les voisins des Akou sont des Aoutanko'en, un lignage également "périphérique" aux Grassfields. En situation de contact, les troupeaux des Aoutanko'en comportent déjà des animaux de race ***daneeji***, appréciés pour leur rusticité. Quant aux lignages djafoun prestigieux, ils maintiennent encore un écart altitudinal avec les Akou. Les familles peu nombreuses sur le Tchabbal Mbabo mais "nobles" des Ringuimadji se tiennent ainsi à 2.000 mètres. Elles détiennent toujours de grands animaux de race ***boDeeji***, tout en commençant à introduire des ***gudaali***. Pour le moment, ce serait déchoir, pour les Ringuimadji, que d'adopter la race bovine des Akou.

Des Grassfields au Tchabbal Mbabo, une hiérarchie entre lignages mbororo se répète, concrétisée par leur étagement en altitude. La différence tient aux Akou qui s'introduisent à des altitudes auxquelles ils n'ont pas accès aux Grassfields. C'est ce type de situation que les Djafoun du Bamenda tentent d'éviter. En effet, placés sur les mêmes pâturages, les animaux des Akou ne tardent pas à prendre l'avantage.

Foulbé et Mbororo : l'évitement

Pour les Foulbé du Tchabbal Mbabo, une altitude moyenne de peuplement ne serait guère significative. Certes, des concentrations de Foulbé se situent à 1.600-1.700, voire à 1.400 mètres. Mais d'autres Foulbé habitent également en haut du ***caBBal*** : anciens bergers de Mbororo installés à leur compte, anciens ***mallum*** également attachés aux Mbororo. Le peuplement foulbé s'échelonne sur une large gamme altitudinale. Comme les Akou, les Foulbé des contreforts du ***caBBal*** ont tendance à se porter à

des altitudes plus élevées. Il en résulte des compétitions sur les pâturages, par exemple en haut de Mayo Perdé, à 1.800 mètres.

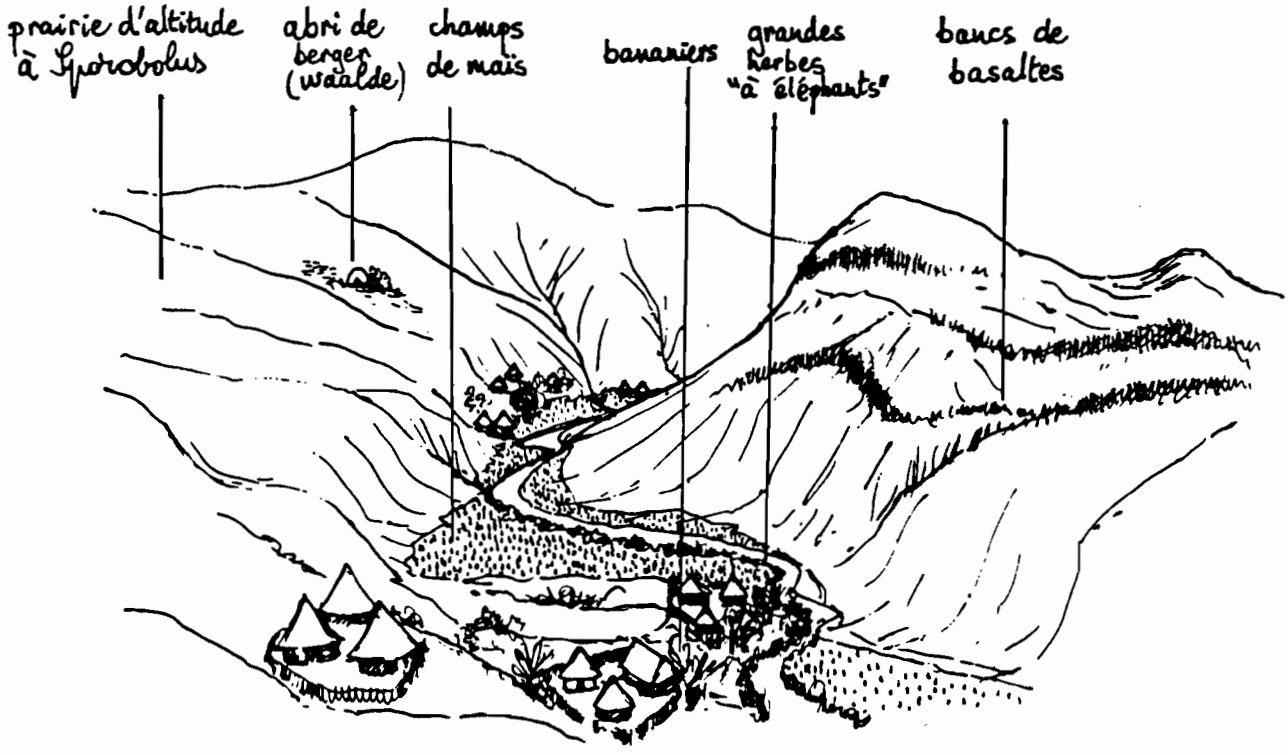


Fig. 311 : ***Peuplement foulbé de la haute vallée du Mayo Djem, vers 1.800 mètres***

A même altitude, l'habitat des Foulbé ne se mêle pas à celui des Mbororo. Les campements de ceux-ci se situent en haut d'interfluves, où le bétail aime se reposer, alors que les cases des Foulbé s'alignent en fonds de vallées (fig. 311). Les habitations de chaque famille (***saare***), ponctuées de bananiers et de colatiers, groupées par enclos (***dakkol***), dominent les champs de maïs sur les berges alluviales (***fomownde***). Au-dessus des habitations, une clôture en fil de fer barbelé (***kowaagol***) isole les pâturages, parsemés d'abris de bergers. L'espace villageois des Foulbé est disjoint et protégé de l'espace pastoral (fig. 312). Chaque jour, les Foulbé font le va-et-vient, des habitations aux animaux et, en saison des pluies, aux champs.

Linéaire, l'habitat foulbé tend cependant à se grouper par agrégats d'habitations, formant un ***labbaare*** : village spécifiquement peul. Les plus grands villages foulbé correspondent à des élargissements de vallées (Lassel et Mayo Kélélé sur Banyo, Mayo Perdé Lougguel sur Galim, Horé Garbaya sur Tignère), qui offrent de bonnes terres pour la culture du maïs. Les ***labbaare*** du Tchabbal Mbabo ne comportent pas de descendants de serviteurs. En bas du ***caBBal***, les Foulbé voisinent fréquemment avec des cultivateurs : Nyem Nyem, Koutines, Bouté. En haut, les Foulbé restent entre eux. Les habitants d'un ***labbaare*** relèvent d'un seul lignage ou de

lignages proches. La cohésion de ces communautés s'établit souvent autour d'un *mawDo* : notable et patriarche, autour duquel se rassemblent plusieurs ménages apparentés.

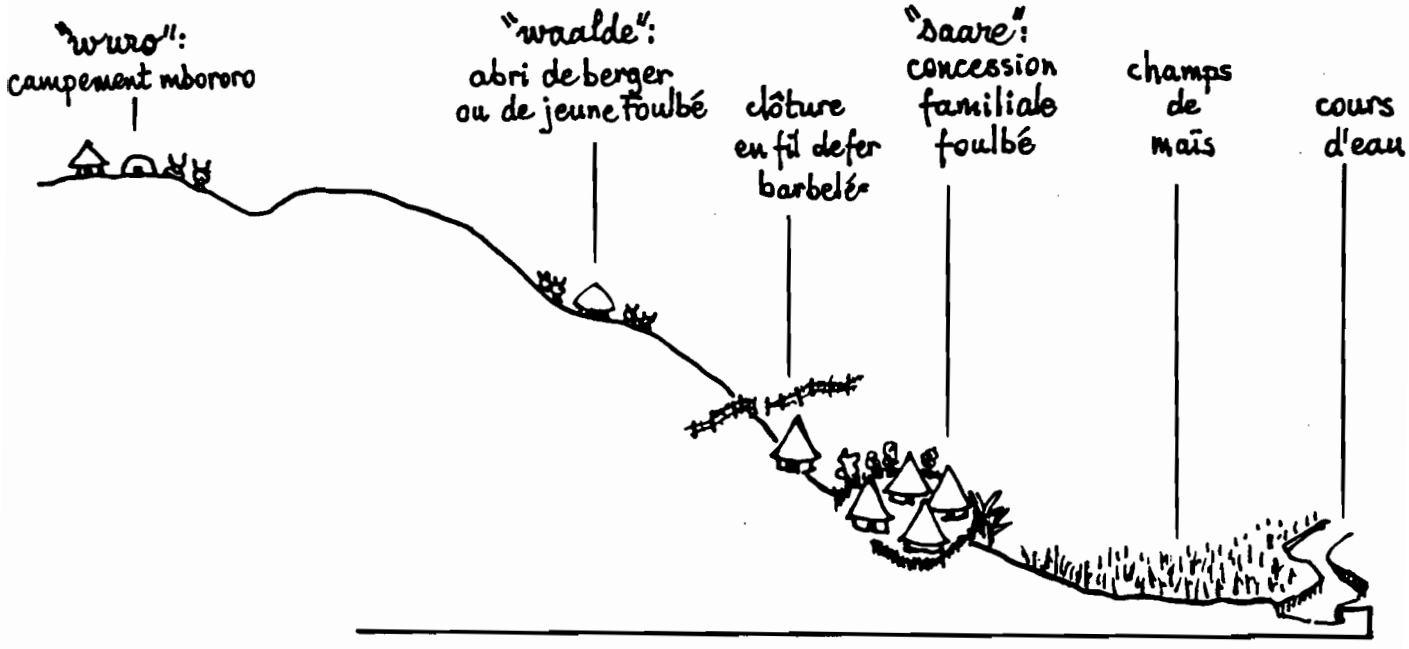


Fig. 312 : *Schéma de disposition des Foulbé et des Mbororo sur le Tchabbal Mbabo*

Un hameau foulbé de ce type est situé le long d'une vallée de Gongowal, à 1.720 mètres. La concession du notable (A) se remarque par le nombre important de cases ; il est entouré de deux épouses et il détient le titre d'*alaaji*, réservé aux pélerins de La Mecque (fig. 313). Il cultive un champ de maïs avec les deux fils aînés de chaque lit : l'un est déjà marié (D) ; l'autre, encore célibataire (E), vit avec sa grand'mère. Une partie du champ est restée à l'abandon, faute de soins car les fils sont accaparés par les trois troupeaux du père (fig. 314).

Deux troupeaux "de brousse" passent la saison des pluies à 1 km de là, à 1.800 mètres. Ils partagent le même *waalde* ; ce sont les fils du second lit qui s'en occupent. Un troupeau "de campement" hiverne plus près, à l'opposé des précédents. Il est aux mains du fils aîné qui, marié, ne part plus en transhumance. Le patriarche possède, en plus, presqu'une centaine de moutons, surveillés par de jeunes enfants.

A proximité, une autre unité de production agricole rassemble deux familles alliées à la précédente. D'abord, un oncle maternel (B) est venu s'installer près de A, à la fin des années cinquante, en vendant ses ani-

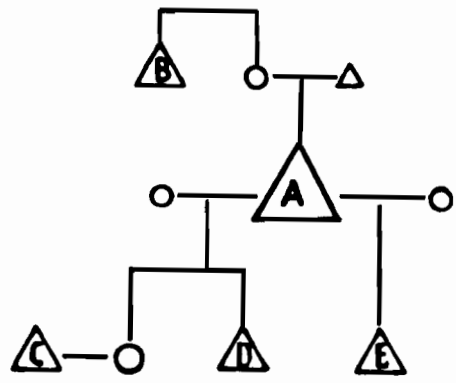


Fig. 313 : *Tableau généalogique des Foulbé du hameau de Djaware*

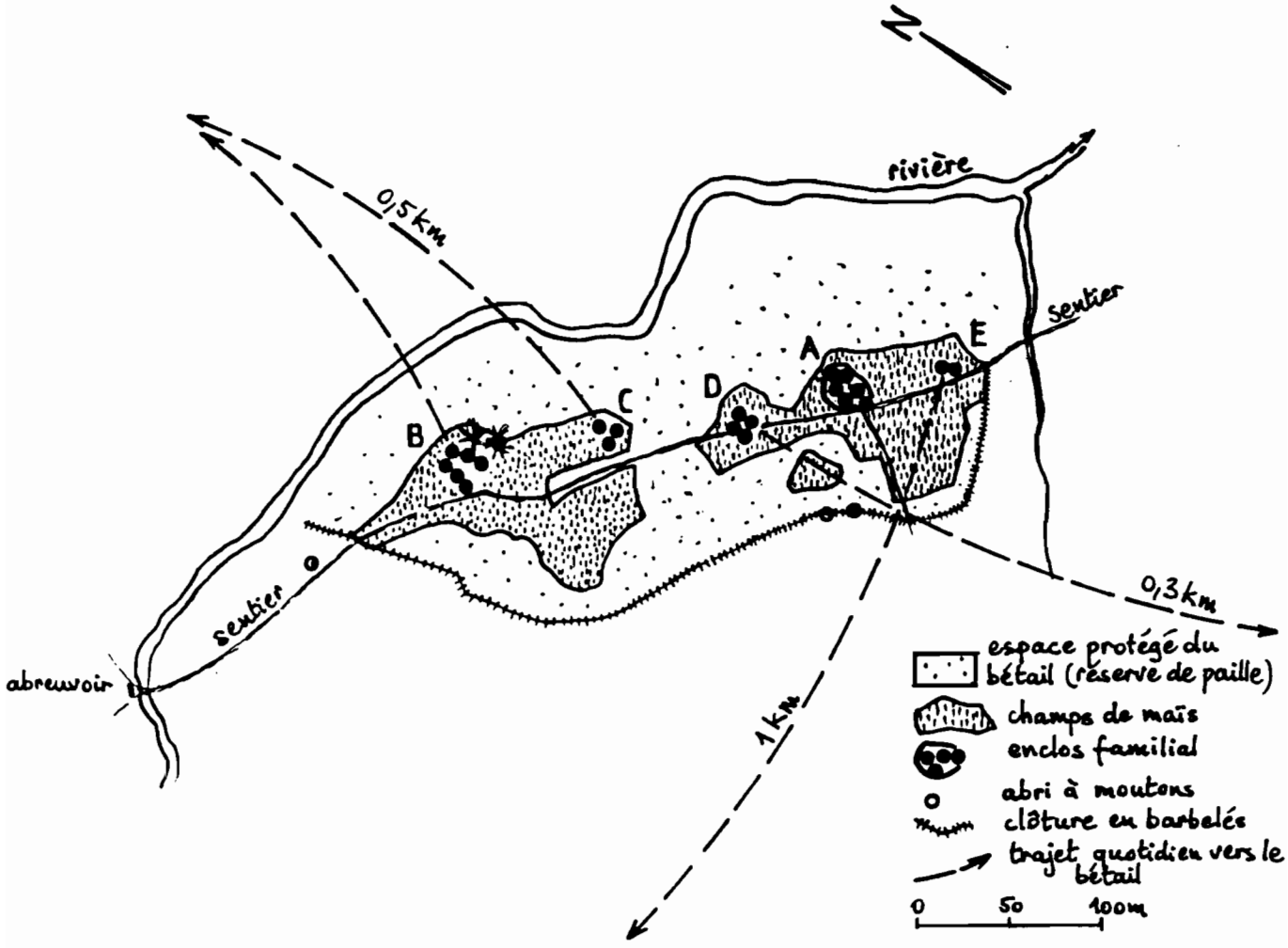


Fig. 314 : *Terroir d'un hameau foulbé (Djaware à Tchabbal Gongowal)*

maux sur Yola pour en racheter ici. Il ne dispose que d'un troupeau, placé au nord de la rivière. Deux fils, encore célibataires, sont responsables de ce bétail. Lui-même cultive un champ de maïs presqu'aussi grand que celui de A. Dans le même champ habite le gendre (C) de A, monté sur le *caBBal* en 1969, après avoir subi des pertes par trypanosomose bovine sur le plateau de Tignère. Encore jeune, il s'occupe surtout de son troupeau. Ses voisins résument ses activités par quelques formules lapidaires : *veeti fuu, o yaha, o Bira, o me'a ; o hoora kiikiDe, o haBBa Bikkoy : « chaque matin, il rejoint (ses vaches), il fait la traite, il détique ; le soir, il les ramène et il attache les veaux. »* Aussi n'a-t-il pas le temps de cultiver. Son *saare* est presqu'entièrement entouré d'herbe et il achète toute sa nourriture. En saison sèche, il descend en transhumance avec les jeunes.

Sauf dans le dernier cas, à chaque unité agricole correspond un *waalde* pour les animaux. Agro-pasteurs, les Foulbé sont d'abord des pasteurs dans leur jeunesse, puis l'activité agricole devient plus importante, au fur et à mesure qu'ils prennent de l'âge et qu'ils s'entourent d'une famille plus nombreuse.

Foulbé et Mbororo se côtoient sur le ***caBBal*** mais sans habiter ensemble. Ils ne se rendent guère de visites et ne nouent pas d'alliances matrimoniales. Les deux populations peules se juxtaposent mais en s'ignorant. Les Foulbé ne croisent pas leur bétail avec les races bovines des Mbororo. De même, les conduites du bétail diffèrent. Chez les Mbororo, les animaux ne passent jamais la nuit seuls, au milieu des pâturages. Ils regagnent chaque soir le campement familial dont ils font partie. Au contraire, les Foulbé refusent de « *dormir avec les vaches.* »

Champs de maïs d'un côté, troupeaux de l'autre, les Foulbé mettent à profit l'environnement du ***caBBal*** d'une autre façon que les Mbororo. "Gens de l'herbe", ceux-ci vivent au milieu des étendues pastorales. Au contraire, les Foulbé s'agglutinent le long des vallées. Ils déboisent les galeries forestières pour disposer de bonnes terres agricoles mais également pour se ravitailler en bois de chauffage. Sans feu entretenu dans les habitations à longueur de nuit et parfois de jour, les Foulbé ne supportent pas le froid qui règne en altitude. Des Foulbé ont abandonné le ***caBBal***, sur Banyo, par suite de la coupe de tous les arbres, dans leur vallée.

Le peuplement du Tchabbal Mbabo répond à deux logiques. Les Mbororo se partagent les pâturages en fonction de l'altitude, les Djafoun se tenant sur les prairies sommitales et les Akou plus bas. Même si cet étagement se resserre récemment, il reste perceptible. L'occupation des hauts plateaux suit un modèle identique aux Grassfields et au Mambila. Entre Mbororo et Foulbé, les attributions de terrains se font plutôt en fonction du modelé : les premiers occupent les hauts de reliefs, tandis que les seconds s'abritent dans les creux de vallées.

Certes, le partage de l'espace pastoral ne s'appuie pas sur une appropriation foncière, si bien que la répartition du peuplement peut changer. Cependant, un contrôle des pâturages intervient par le biais des ***waalde***, les aires à bétail. Chaque lieu de rassemblement de troupeau "appartient" pratiquement à un éleveur qui dispose des pâturages environnants. Lorsqu'un nouveau venu demande à un chef l'autorisation de s'installer sur le ***caBBal***, la négociation porte sur des ***waalde***, localisés avec précision, et non directement sur des pâturages. De même, les conflits entre éleveurs se déroulent autour de ***waalde***, endroits précis qui font l'objet de contestations, et non les limites de pâturages, toujours floues.

Le statut privé des aires à bétail assure une certaine stabilité au peuplement pastoral. Tout le ***caBBal***, sauf à l'extrême ouest, est couvert d'un semis dense de ***waalde***, d'où le bétail rayonne chaque jour. Les éleveurs se plaignent : « *le caBBal est petit, on ne peut s'écarter de son endroit.* » Cette occupation comme figée des pâturages se modifie pourtant, par suite des invasions de l'Adamaoua par les glossines.

La menace glossinaire

Les éleveurs des plateaux de l'Ouest-Cameroun ne rangent pas les glossines parmi les contraintes pastorales majeures. Elles se restreignent aux plaines périphériques où leur incidence sur le bétail semble s'atténuer. Au contraire, le Tchabbal Mbabo partage l'évolution actuelle des hauts plateaux de l'Adamaoua : ils deviennent des isolats pastoraux, soumis à la menace des glossines. L'accentuation de la pression glossinaire sur les savanes de l'Adamaoua remonte aux années cinquante et soixante.

L'invasion de l'Adamaoua par les glossines

Selon les éleveurs de Tignère et de Ngaoundéré, la table de l'Adamaoua était indemne de trypanosomose dans la première moitié de ce siècle. Les glossines étaient cantonnées aux plaines de la Bénoué, en contrebas de la "falaise". D'autres infestaient les grandes vallées du revers sud de l'Adamaoua : Mbéré (?), Djérem, Mbamti. Les Foulbé de Tibati, avancés à une latitude déjà méridionale, étaient réputés pour leur pauvreté en bétail, par rapport à ceux de Ngaoundéré. De même, la partie sud du plateau de Banyo restait vide de troupeaux au début du siècle. Lorsque les Foulbé de Ngaoundéré envoyaient leurs troupeaux en transhumance vers les vallées du sud, ils les exposaient aux piqûres des glossines. Les éleveurs évitant les plaines du nord, le principal danger glossinaire se situait au sud du plateau. Dans les années trente et quarante, une extension de l'aire glossinaire (*Gl. fuscipes* ?) a soustrait une grande partie du territoire de Tibati à l'élevage bovin, dans le secteur des vallées du Béli et du Djérem, avec leurs affluents.

Une étude récente conteste cependant l'hypothèse de la salubrité ancienne de l'Adamaoua (56). Se fondant sur quelques rapports de vétérinaires et sur l'absence d'investigations précises concernant la répartition ancienne des glossines, les auteurs estiment qu'elles existaient depuis longtemps sur le plateau, même si elles ne se manifestaient pas de façon grave. L'augmentation régulière des effectifs de cheptel aurait favorisé une « brutale élévation de glossines déjà présentes, » notamment par « une accélération des cycles de transmission des trypanosomes, aboutissant à l'éclosion de foyers graves de la maladie » (56).

56. CUISANCE (D.) et al., 1987, "Lutte contre les glossines dans l'Adamaoua ; bilan et perspectives", p. 3 et suiv.

L'hypothèse d'une expansion soudaine de poches de glossines, restées jusque-là en état de latence, ne s'accorde guère avec les témoignages des éleveurs. Ils ne se doutaient peut-être pas de l'existence de glossines dans les vallées, le bétail se tenant en retrait des secteurs à végétation dense. Quelques éleveurs signalent seulement la présence ancienne de mouches dans la vallée de Koui qui entaille le Tchabbal Mbabo. Mais il s'agit peut-être de Tabanides, insectes piqueurs qui pullulent en début des pluies dans les fonds humides. De Ngaoundéré à Tignère, les éleveurs disent que les mouches sont venues des plaines du nord, alors qu'autrefois, les vallées au

sud du plateau étaient les plus redoutées. En fait, les glossines au nord de l'Adamaoua sont plus dangereuses pour le bétail car il s'agit de *Gl. morsitans*, une espèce particulièrement agressive.

Au début des années trente, plusieurs rapports administratifs se font l'écho des ravages causés sur le bétail, dans la petite plaine de Dodéo, par une maladie dite ***muuDow*** : le pica, symptôme caractéristique de la trypanosomose bovine : l'animal malade mange de la terre. « Au début de 1932, une maladie (mou-Déo) se mit dans le cheptel de Dodéo, le décimant... Les restes du cheptel furent, à part quelques vaches laitières, envoyés dans les montagnes de Sambolabo et à Galim » (57). Peu de temps plus tard, un autre administrateur témoigne de la ruine de l'élevage dans cette plaine au nord du Tchabbal Mbabo : « la chefferie de Dodéo est d'une pauvreté stupéfiante. L'épidémie de "mou-deo" de 1932 a achevé de ruiner la région : les propriétaires de bétail sont partis sur les hauts plateaux de Galim ou Tingéré » (58). Lors d'une enquête personnelle à Dodéo en 1972, les informateurs ont confirmé l'invasion de la plaine par les mouches tsé-tsé en 1931. En 1933, tous les éleveurs de Dodéo s'étaient enfuis sur les plateaux. Les rapports administratifs ne signalent pas d'extension de la trypanosomose bovine les années suivantes, en particulier sur le plateau de l'Adamaoua ; les glossines restent cantonnées aux plaines. Elles n'empêchent pas les Mbororo du Tchabbal Mbabo de descendre en transhumance vers Dodéo et la plaine Koutine. Les glossines perturbent alors l'élevage sur les plaines de Ganye et de Jada (Nigeria), beaucoup plus loin au nord. Des éleveurs de ces régions, ruinés, migrent vers le Tchabbal Mbabo.

57. Rapport de tournée en août-septembre 1933 dans la région nord de la Subdivision de Banyo, par PENENT.

58. Rapport de tournée faite par NOUTARY dans les Subdivisions de Tibati et Banyo, du 22 nov. 1933 au 16 janv. 1934.

A partir des années cinquante, les glossines amorcent une nouvelle avance vers le sud. Cette fois, les pâturages du plateau ne sont pas épargnés. De leur bordure, les glossines se déploient vers le sud, en progressant au fur et à mesure que les troupeaux abandonnent des pâturages. C'est une véritable invasion, dont les étapes peuvent être restituées par des isolignes (59).

Au cours des années cinquante, les glossines infestent la "surface du Faro" (900 mètres), excluant le bétail des bords du Faro et de ses affluents : Ro, Manang, puis Mbakana et Ndeng, au pied de la montagne Djinga. Dans les années soixante, elles continuent leur avancée sur le plateau de Tignère : haute vallée du Faro, puis vallée de Garbaya, touchée à partir de 1965. En 1967 et 68, les Akou installés sur les premières pentes du Tchabbal Mbabo, à Gongowal (1.400 mètres), se replient vers le sud, au-delà de Wogomdou (Hosséré Nyogui). Mais les glossines progressent également dans cette direction, en enveloppant les premières pentes du ***caBBal*** : vallée de Tagouri et Galim en 1972, vallées de Mayo Dankali en 1974 et de Bounsoung en 1975. Des informateurs à Galim relatent comment ils ont vécu cette expansion irrésistible des glossines : « *petit à petit, les mouches avancent ; nous entendons dire que les vaches sont malades à Karedjé, à Tignère puis à Gassanguel. Ça s'étend lentement. Et puis, une année, elles sont au Mayo Béli et à Lompta. Alors, ici, c'est la panique : tout le monde envoie ses troupeaux vers le sud.* »

59. BOUTRAIS (J.), 1974, "Les conditions naturelles de l'élevage sur le plateau de l'Adamaoua", carte h.t. : "Les fluctuations des espaces pastoraux". BOUTRAIS (J.), 1983, "L'élevage soudanien", fig. 27.

D'après une carte des glossines, dressée en 1970 par le chef du Service d'Elevage (Dr. HAMADJODA A.), la limite des glossines passe alors à Garbaya puis s'incurve vers le sud-est, en formant une immense poche infestée sur le plateau. Quelques années plus tard, une nouvelle carte, dressée d'après une prospection entomologique, met en évidence une avancée des glossines (60). Une aire de concentration est relevée, de Galim à Mayo Dankali, au pied du Tchabbal Mbabo. L'entomologue observe que si *Gl. morsitans* ne vit pas au-dessus d'une altitude de 1.000 mètres au Nigeria, elle dépasse 1.200 mètres sur l'Adamaoua (61).

60. BLASDALE (P.), 1976.

61. in CUISANCE (D.) et al., 1987, p. 181.

En même temps que les glossines s'étendent sur le plateau, elles s'infiltrent dans les vallées qui échancrent les abrupts du Tchabbal Mbabo : Garbaya, Tagouri. De même, elles infestent les savanes boisées qui ourlent les contreforts du ***caBBal***, jusqu'à des altitudes de 1.300-1.400 mètres. Les Foulbé et les Akou qui se sont repliés sur ces hauteurs, de part et d'autre de Wogomdou (Tchabbal Madja, Hosséré Nyogui), doivent les quitter, à leur tour, en 1972 et 73.

L'invasion de l'Adamaoua par la glossine *morsitans* représente une véritable catastrophe pastorale, dont la logique n'apparaît pas encore clairement. C'est l'espèce la plus dangereuse pour le bétail. Contrairement aux glossines de rivière, plus discrètes, c'est une mouche brutale, hargneuse, qui attaque ses hôtes de front et les harcèle. De ces mouches ***silongji***, les éleveurs de l'Adamaoua disent : ***buubi kalluDi*** : « *des mouches méchantes.* »

Le plateau de l'Adamaoua, longtemps considéré comme indemne de mouches tsé-tsé, ne l'a jamais été en certains secteurs, notamment sur le revers méridional. Pourtant, l'invasion glossinaire du plateau s'est produite à partir des plaines situées au nord. Durant plus de deux décennies, les mouches tsé-tsé se sont étendues de façon irrésistible. En 1975, lorsque leur éradication est entreprise, on ignore si les glossines s'arrêteraient d'elles-mêmes au sud, de même qu'en altitude.

Les conséquences pastorales

L'infestation du plateau par les mouches tsé-tsé perturbe le peuplement pastoral mais surtout les parcours du cheptel. Si beaucoup d'éleveurs s'enfuient vers le sud du plateau, ceux qui sont proches du Tchabbal Mbabo cherchent refuge sur les hauteurs. Les Foulbé des vallées montent leurs troupeaux sur les pâturages de ***caBBal*** les plus proches ou partent eux-mêmes s'y installer.

Décalages et inversion de systèmes pastoraux

L'altitude des parcours en saison des pluies est portée de 1.100-1.200 mètres à plus de 1.500. Aux environs de Wogomdou, où la pression des

glossines reste pourtant faible en 1975, les troupeaux sont transférés à 1.600 mètres.Les pentes de Gongowal, proches de la plaine Koutine, subissent une pression glossinaire plus forte : les éleveurs qui stationnaient à 1.500 mètres montent à 1.800. En 1978, des Akou situés à 1.600-1.650 mètres se plaignent déjà d'animaux malades. Chaque matin ils poussent les troupeaux vers les parties hautes du ***caBBal***, alors que le bétail est attiré par les pentes basses, plus enherbées. L'insalubrité du plateau, au début des années soixante-dix, accentue la concentration pastorale en altitude.

Tel éleveur sur le plateau refuse pourtant de s'installer plus haut : *o woowaay caBBal* : *« il n'est pas habitué au haut plateau, »* disent les autres. Soit il finit par perdre tous ses animaux sur place, soit il "recule" de plus en plus vers le sud du plateau, en direction de Tibati. Tout le monde n'accepte pas d'affronter l'isolement et la rudesse de la vie pastorale sur les hauteurs.

Le transfert de beaucoup de troupeaux sur le Tchabbal Mbabo, du côté de Tignère et de Galim, modifie la conduite du bétail et le système de transhumance. Les Foulbé qui ne quittent pas les vallées de Garbaya ou de Ngouri confient leur bétail aux soins d'un berger en haut du ***caBBal***. En saison sèche, l'infestation glossinaire diminuant, les animaux peuvent redescendre dans les vallées, aux abords des habitations d'éleveurs. C'est un système pastoral inversé, par rapport au schéma des déplacements saisonniers du bétail sur l'Adamaoua. Au lieu de se séparer du bétail en saison sèche, ces éleveurs le font en saison des pluies. Lorsqu'il "récupère" ses animaux, le propriétaire tient à s'en occuper par lui-même, en remerciant le berger. Ce système est également inverse, en ce sens que la période d'emploi des bergers correspond à la saison des pluies et non à la saison sèche, comme c'est habituellement le cas en Adamaoua (fig. 315). L'inversion saisonnière des rassemblements et des séparations entre le bétail et la famille se répercute sur l'alimentation des personnes, notamment en lait.

Maintien d'une association élevage-agriculture

La descente du ***caBBal*** en début de saison sèche permet de fumer les champs de maïs des Foulbé éleveurs-cultivateurs. Bien que les sols alluviaux des grandes vallées périphériques au Tchabbal Mbabo soient fertiles, c'est la fumure animale qui permet de les cultiver chaque année. Passant la nuit sur les chaumes, le bétail déambule dans la journée parmi les grandes tiges de sissongo, encore vertes en décembre-janvier. Après quelques mois, il ne reste rien à brouter le long des vallées, aux berges piétinées et nettoyées de leurs grandes herbes par de nombreux animaux. Les Foulbé envoient alors les troupeaux paître des repousses sur les interfluves voisins.

La période de fumure des chaumes de maïs par les troupeaux transhumants joue un rôle capital pour les systèmes agricoles. Des Foulbé montés sur le ***caBBal*** avec le bétail, devant la menace des glossines, redescendent en saison sèche vers l'ancien habitat de vallée où ils cultivent

encore du maïs. Des troupeaux transhumants, conduits par des fils d'éleveurs ou des bergers, sont sollicités par les cultivateurs Nyem Nyem qui les invitent à fumer leurs champs. Les terroirs alluviaux, disposés à la périphérie du Tchabbal Mbabo, permettent à des complémentarités entre éleveurs et cultivateurs de s'exercer, selon un modèle souvent décrit en zone sahélienne.

A chaque saison sèche, les Nyem Nyem sont demandeurs de fumure auprès des Foulbé qui possèdent du bétail. Les cultivateurs de la vallée de Ngouri édifient des abris sur leurs champs, afin que des bergers s'y installent, au moment de la descente du ***caBBal***. Des cultivateurs ravitaillent les bergers en maïs, par exemple une fois tous les 4 jours. Tel fils d'éleveur, encore célibataire, descend chaque année chez le même Nyem Nyem « *qui le nourrit gratuitement et très bien.* » Lorsque le berger est marié, le cultivateur remet du maïs, « *de temps en temps,* » à la femme. Un autre arrangement original lie un Foulbé du ***caBBal*** à un Nyem Nyem de la vallée de Ngouri. En saison sèche, le Foulbé remet son petit troupeau au cultivateur qui le garde gratuitement, en fumant les champs. En saison des pluies, le Foulbé récupère ses animaux. Des Foulbé de Garbaya, sans bétail ou qui préfèrent le laisser en haut du ***caBBal***, sollicitent d'autres bergers pour qu'ils transhument sur leur champ dans la vallée.

Faciles à retenir chez les cultivateurs en début de saison sèche, quand les sissongos tapissent les creux de vallées, les transhumants aspirent à reprendre leur liberté lorsque le bétail n'a plus grand'chose à brouter. Les Nyem Nyem tentent de retarder ce départ, par diverses attentions : meilleure nourriture, remise d'argent ou d'un sac de sel pour le bétail. Mais les bergers doivent veiller à ce que les animaux disposent d'assez de pâturage. Si le bétail revient de transhumance en mauvais état, ils s'exposent aux reproches des employeurs.

La sollicitude des Nyem Nyem vis-à-vis des transhumants se manifeste surtout dans les vallées de Garbaya, Ngouri et Tagouri. Mais des complémentarités entre agriculture et élevage s'exercent également au sein des exploitations foulbé des grandes vallées de Koui et de Mbamti. Ces vallées ne sont pas infestées de glossines, en 1975, si bien que de petits troupeaux "de campement" restent, à longueur d'année, au pied du ***caBBal***. En début de saison sèche, le ou les troupeaux de brousse renforcent leur capacité de fumure, selon le même schéma qu'à Garbaya.

Allongements et retards de transhumance

L'association saisonnière élevage-agriculture est spécifique des Foulbé autour du Tchabbal Mbabo. Les Mbororo, notamment les Djafoun, pratiquent une transhumance de saison sèche à plus longues distances. Certains descendaient vers la plaine Koutine et celle de Dodéo mais la pression

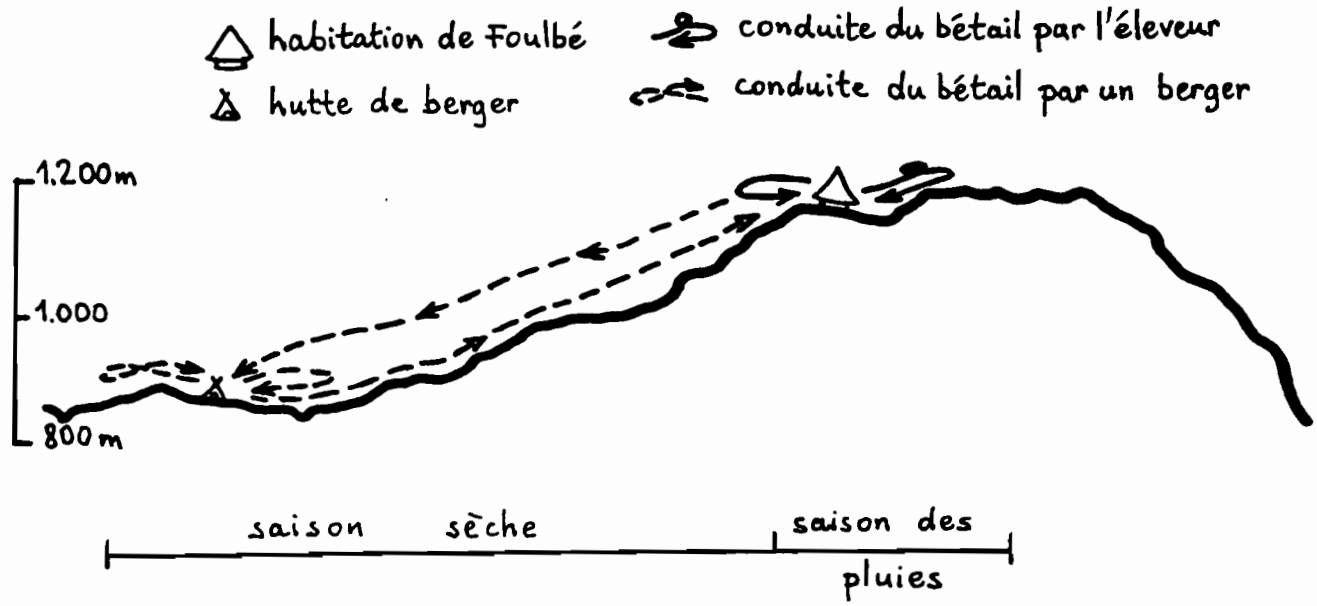
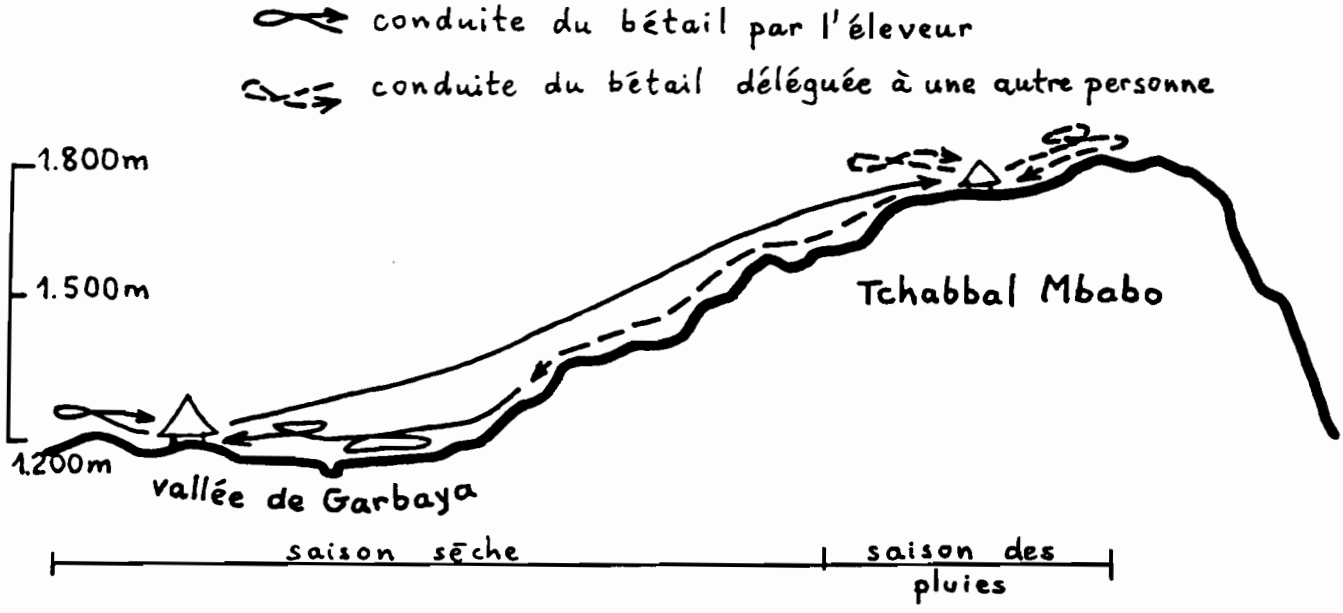


Schéma du système transhumant classique en Adamaoua



Système transhumant inversé des Foulbé de Garbaya (1975)

Fig. 135 : ***Repli du bétail en altitude et inversion du système pastoral en Adamaoua***

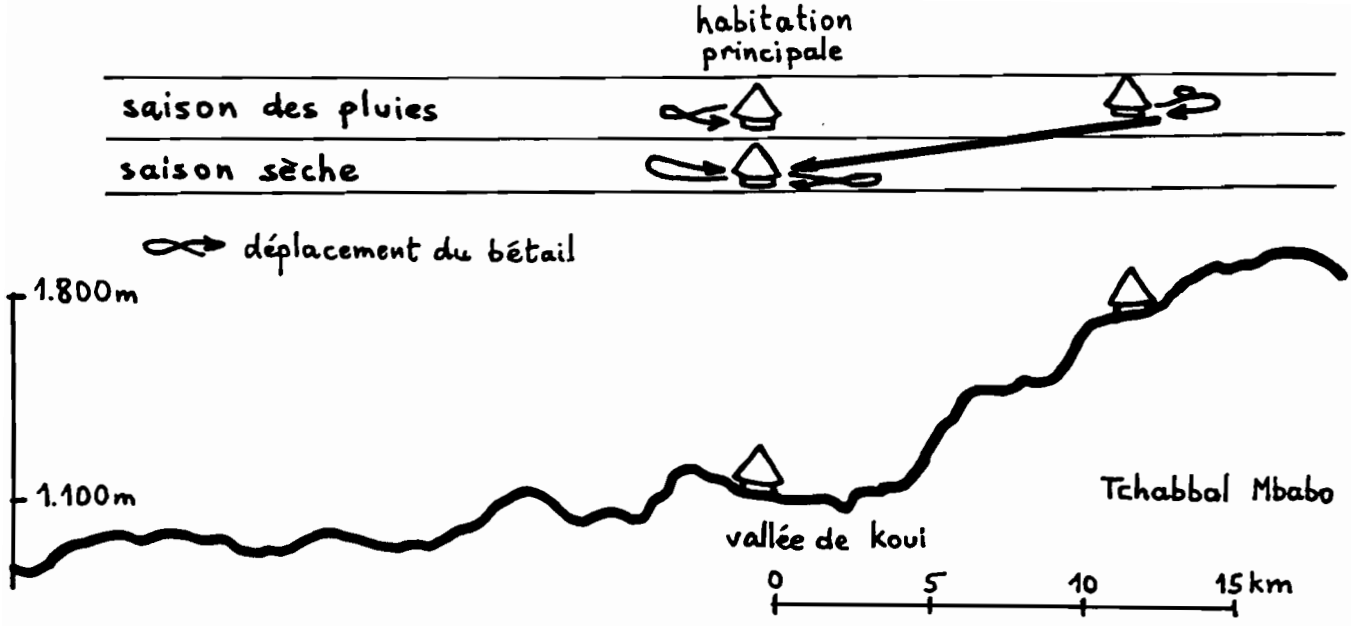
glossinaire s'y aggrave également, au début des années soixante. Les transhumants se détournent alors vers le sud du *caBBal*, en s'éloignant jusqu'à une cinquantaine de kilomètres vers les vallées de Tibati (fig. 316). A la fin des années soixante, des traitements trypanocides permettent à nouveau au bétail de descendre dans la plaine Koutine. Mais les Mbororo sont désormais peu nombreux à s'y rendre.

La transhumance des Mbororo est plus précoce et plus longue que celle des Foulbé. Elle répond à des objectifs uniquement pastoraux, tandis que celle des Foulbé s'efforce de concilier intérêts pastoraux et exigences agricoles. Ce système plus complexe s'adapte à l'infestation glossinaire, grâce au refuge sur le Tchabbal Mbabo. Autrefois, une grande partie du cheptel foulbé stationnait à longueur d'année à proximité des terroirs. Chaque jour, les Foulbé faisaient le va-et-vient entre les animaux et le champ de maïs. Dans les années soixante-dix, les deux activités se dissocient, du moins en saison des pluies.

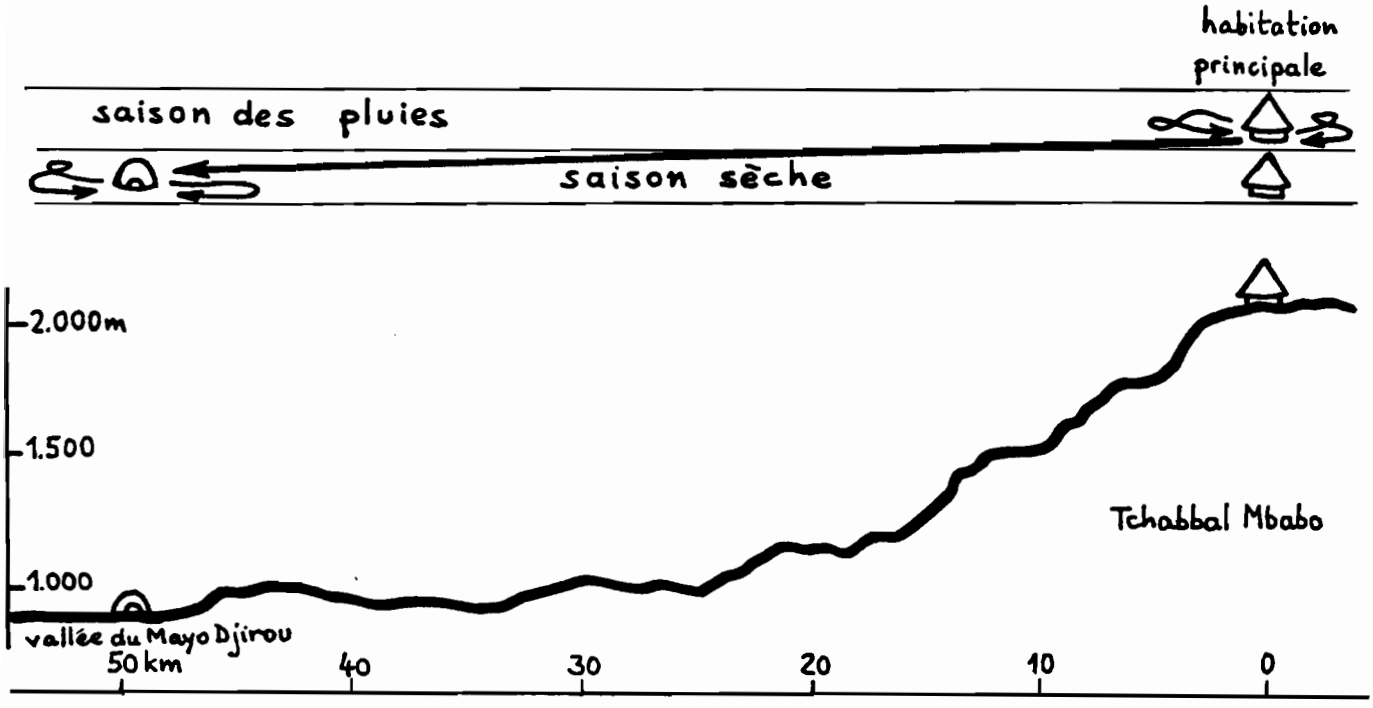
Déjà, des éleveurs du *caBBal* répugnent à descendre le bétail vers le plateau durant toute la saison sèche, par crainte des glossines qui subsistent dans les galeries forestières. Par souci également de maintenir occupé le *waalde* en haut, la concurrence sur les pâturages d'altitude devenant très vive. Dès lors, les prairies de *caBBal* ne sont plus mises à feu en saison sèche, afin de laisser aux troupeaux sédentaires un peu de fourrage, même désséché. ***Min fotti wulugo caBBal ? na'i waatan veelo :*** *« pouvons-nous brûler les herbes du haut plateau ? Les vaches crèveraient de faim. »* Dans un contexte pastoral devenu difficile, la pression collective réussit à imposer l'arrêt des feux, mesure que l'administration n'a jamais pu faire respecter, par elle-même. En fait, les hauts pâturages sont brûlés, mais en fin de saison sèche, peu de temps avant le retour des pluies. Les troupeaux du *caBBal* descendent alors sur le plateau, *« à la recherche de l'herbe. »* C'est une transhumance de fin de saison sèche, écourtée à quelques semaines. Elle ne s'accompagne plus d'une fumure des champs de maïs. A ce moment-là, les cultivateurs ont déjà repris les travaux agricoles.

L'arrivée des mouches tsé-tsé sur le plateau de l'Adamaoua a perturbé les conduites du bétail. Les hauts pâturages du Tchabbal Mbabo ont cependant permis au système agro-pastoral des Foulbé de continuer à fonctionner. Mais des transhumances retardées en fin de saison sèche ne jouent plus de rôle agro-pastoral. Elles préfigurent le moment où les éleveurs s'enfermeront en haut du *caBBal*.

Alors que les Mbororo des Grassfields ont tendance à gagner des altitudes de moins en moins élevées, les éleveurs du Tchabbal Mbabo se rassemblent sur les hautes prairies. Bien qu'elles ne soient pas envahies de fougères, leurs ressources fourragères ne sont guère plus abondantes qu'au Bamenda. Si des éleveurs montent sur le Tchabbal Mbabo, c'est par contrainte écologique. Le *caBBal* devient un refuge pastoral.



Système pastoral des Foulbé de Koui



Système pastoral des Mbororo de Mbabo

Fig. 316 : ***Schémas de systèmes pastoraux foulbé et mbororo***

L'éradication des glossines

Après des investigations qui découvrent une nouvelle avancée de mouches tsé-tsé en 1975, l'éradication aérienne commence en 1976. Reprise lors de chaque saison sèche jusqu'à la fin des années quatre-vingt, c'est la plus grande opération de lutte contre les mouches tsé-tsé entreprise en pays francophone. Cette méthode de lutte a surtout été mise en pratique dans les pays anglophones : Nigeria, Zambie, Botswana.

L'utilisation de l'hélicoptère pour éradiquer les glossines présente de grands avantages : survol à basse altitude de secteurs isolés et accidentés, repérage et traitement systématique des gîtes potentiels de glossines, pénétration des gouttelettes d'insecticides à travers la canopée forestière par un courant d'air descendant au-dessous de l'hélicoptère. Les inconvénients tiennent au prix de revient élevé de l'hélicoptère (maintenance, assurance, pilotes) et au caractère toxique des insecticides, notamment pour les eaux des rivières. Diverses solutions ont été tentées pour réduire les effets négatifs des insecticides sur les autres insectes et sur la petite faune qui leur est associée : espacement des pulvérisations, remplacement de produits nocifs par d'autres formulations, allègement des concentrations. Cependant, ces mesures risquent de laisser des glossines vivantes après la pulvérisation, ce qui contraint à recommencer l'opération. Dans ces choix techniques, les conseillers écologistes se sont souvent affrontés aux responsables des campagnes d'éradication.

Une autre source d'incertitudes concerne les limites d'infestation des tsé-tsé. Au fur et à mesure de l'éradication, des équipes de prospecteurs effectuent des investigations dans les secteurs traités et au-delà. Mais ces prospections ne sont pas toujours fiables ; l'absence de capture de glossines ne veut pas dire qu'il n'en existe pas, même lorsque les recherches sont bien conduites. Dans les années soixante-dix, les spécialistes estiment que l'élimination des glossines par les moyens chimiques est une solution coûteuse mais définitive (62). Les années suivantes, les avis se font plus nuancés : l'éradication des glossines n'est pas assurée, tant que des foyers subsistent, même à de grandes distances. En Adamaoua, une inconnue tient à l'altitude que peuvent atteindre les glossines.

62. ITARD (J.), 1969, "Difficultés de la lutte contre les trypanosomes et leurs vecteurs" ; GRUVEL (J.), 1979, "Lutte contre les glossines ; situation actuelle".

Le Tchabbal Mbabo, rempart contre les glossines ?

Au début du programme d'éradication, le plafond des glossines semble se situer à 1.200 mètres. Dès lors, les hauts plateaux interposent une barrière apparemment infranchissable, contre laquelle il est possible de s'appuyer pour commencer l'élimination des mouches tsé-tsé. La première campagne assainit les contreforts du Tchabbal Mbabo, de part et d'autre de Galim : vallées de Mayo Dankali, Tagouri, Béli. A partir de là, elle se déploie sur le plateau de l'Adamaoua, en prenant appui sur les secteurs assainis.

Cependant, deux ans plus tard, quelques mouches sont attrapées au pied du Tchabbal Mbabo, à la fois en secteur traité et au-delà. Certaines sont capturées au-dessus de 1.200 mètres. On suppose qu'elles survivent, en faible nombre, sur les pentes escarpées du Tchabbal Mbabo, en se nourrissant aux dépens de la faune sauvage : phacochères, antilopes, buffles (?). Afin d'éliminer ces glossines laissées "en arrière", de nouvelles pulvérisations d'insecticides sont entreprises sur les versants et les vallées du ***caBBal***, de 1978-79 jusqu'en 1980-81. Cette fois, les hélicoptères montent « jusqu'à 1.400 mètres et même plus » (63). Il s'agit de tirer parti « au maximum, de la barrière naturelle du Tchabbal Mbabo » (64).

Pourtant, dès 1972, le flanc ouest de l'aire assainie ne s'avère pas tout à fait sûr : une poche de glossine est découverte à Gassanguel, le long du Mayo Béli et d'autres, de Djem à Sambolabo, au-devant de la limite d'éradication. En 1983, même scénario : une nouvelle poche de glossines est repérée dans les vallées étroites qui échancrent le Tchabbal Mbabo (ouest de Mayo Dankali), alors que ce secteur fut assaini en 1978-79. La poche est immédiatement retraitée, de crainte qu'elle s'étende. Les responsables commencent à se demander si le Tchabbal Mbabo procure une véritable protection. Ils estiment que les éleveurs, en transhumant du ***caBBal*** vers le plateau et vice versa, contribuent à entraîner des glossines de plus en plus haut. Au nord de Tignère, les troupeaux les auraient amenées jusqu'à 1.700 mètres (65).

En 1983, l'aire assainie sur le plateau est supposée soumise à deux menaces de réinfestation : l'une à partir du nord, la densité des glossines étant très forte aux abords du plateau, tandis que l'autre viendrait de l'ouest, aux environs du Tchabbal Mbabo. Une carte dressée en 1983 par la "Mission Spéciale d'Eradication des Tsé-Tsé" indique que la pression des glossines s'exerce de part et d'autre du Tchabbal Mbabo. A partir de la plaine Koutine (500-600 mètres), elles tendent à monter sur le plateau de Tignère qui atteint à peine 1.100 mètres. A l'ouest, d'autres glossines passeraient au-dessus du Tchabbal Mbabo pour entretenir l'infestation aux environs de Sambolabo. Le Tchabbal Mbabo ne dresserait pas une barrière infranchissable entre les aires infestées au nord et la surface du plateau, au sud. Toutefois, si la montée des glossines sur le plateau à partir de la plaine Koutine est admise par tous les spécialistes, la réinfestation par l'ouest (Lelewal-Sambolabo) reste hypothétique.

Des réinfestations répétées

De 1983 à 87, des poches de glossines sont signalées chaque année au sud du Tchabbal Mbabo, dans les secteurs de Mayo Dankali, Djem et Koui. Malgré des interventions rapides pour les supprimer, elles renaissent les années suivantes. Sur le moment, les responsables supposent qu'il ne s'agit pas vraiment de réinfestations mais de découvertes, à la faveur de pros-

63. SCHOLZ (E.), 1979, "Project report : tsetsefly eradication in the Adamawa Highlands".
64. NDOKI DOUMBE (J.N.), "Eradication des glossines sur le haut plateau de l'Adamaoua ; rapport d'activités 1980-81".
65. idem, "rapport d'activités 1982-83".

pections plus méthodiques, de glossines présentes depuis longtemps. Cependant, l'évolution de la situation ne confirme pas cette interprétation, les glossines envahissant rapidement les contreforts méridionaux du Tchabbal Mbabo, de Galim à Sambolabo. Aussi, une campagne plus vaste est-elle entreprise, en 1986-87, pour "nettoyer" toutes les vallées qui débouchent du ***caBBal***, autour des axes de Mayo Koui et Mayo Djem, en remontant sur leurs versants. L'année suivante, les épandages aériens sont étendus vers l'ouest (Sambolabo), toujours sur les contreforts du Tchabbal Mbabo.

Les efforts renouvelés pour contenir la réinfestation glossinaire échouent. Une année seulement (1988) après le retraitement général des contreforts du Tchabbal Mbabo, des mouches tsé-tsé infestent « fortement » (66) les vallées, de Koui à Mayo Dankali. D'après le responsable de l'opération, des livraisons insuffisantes d'insecticides n'ont pas permis de traiter toute l'aire infestée. Des glossines n'auraient pas été touchées au sud (Hossere Ngo), ce qui leur aurait permis, ensuite, de réoccuper le terrain. Les éleveurs incriminent plutôt les produits utilisés qu'ils estiment inefficaces. Après les pulvérisations, ils observent qu'il subsiste beaucoup d'insectes. De fait, les écologistes (Département de Géographie de l'Université de Saarbrucken, en Allemagne) ont imposé la substitution de produits "écologiquement acceptables" aux anciens insecticides rémanents (Dieldrine et Thiodan). La pression des écologistes a compromis l'efficacité de la lutte chimique contre les glossines.

66. CUISANCE (D.), 1989, "La lutte contre les glossines dans l'Adamaoua (Cameroun) ; compte-rendu de situation en Février 1989 et propositions de programme".

A partir de 1988, l'arrêt des pulvérisations, par manque de moyens financiers, laisse les glossines se redéployer. L'aire réinfestée s'étend alors en tache d'huile au large des contreforts du Tchabbal Mbabo. En 1989, les responsables reconnaissent que les pâturages sont menacés par deux poches de réinfestation : l'une s'élargit au sud du Tchabbal Mbabo, tandis que l'autre marque un retour des glossines à partir des plaines du nord. Les pâturages perdus couvriraient 175.000 ha en 1989 et « au moins 200.000 ha en juin 1990 » (67). La situation est jugée « réellement dramatique » (68).

67. NDOKI DOUMBE (J.N.), 1990, "Mission spéciale d'éradication des glossines ; rapport annuel", pp. 28-29.
68. idem, p. 27.

En l'absence de lutte chimique, les glossines gagnent rapidement du terrain sur le plateau. A la fin de 1990, les pâturages considérés par les éleveurs comme dangereux couvrent 350.000 ha. Les deux poches des années précédentes se sont soudées, aux environs de Tignère, pour former une grande aire qui s'enfonce au centre du plateau. « Adossée aux versants du Tchabbal Mbabo, elle a progressé d'une dizaine de kilomètres, de 1989 à 90 » (69). A présent, rien ne semble freiner le redéploiement des glossines sur cette partie du plateau. Seul, le Tchabbal Mbabo reste indemne, mais avec des surfaces pâturables qui se rétrécissent. Les glossines atteindraient maintenant une altitude de 1.650 à 1.700 mètres, de part et d'autre des hauts plateaux (70).

69. BOUTRAIS (J.), 1991, "Les populations pastorales et les glossines en Adamaoua (Cameroun)", p. 31 et fig. 3.
70. Un peu partout en Afrique, les spécialistes se rendent compte que les glossines *morsitans* survivent à des altitudes plus élevées qu'on ne le soupçonnait. Sur les versants orientaux pluvieux du massif éthiopien, elles infestent des vallées boisées jusqu'à 1.500 mètres d'altitude (information orale de B. FAYE)

Malgré la mise en oeuvre de moyens modernes et coûteux, l'éradication des glossines n'a peut-être assaini les pâturages de l'Adamaoua que de

façon provisoire. Tant que la destruction des glossines n'est pas complète, une menace de réinfestation subsiste. De fait, les mouches tsé-tsé sont en train de réenvahir les pâturages, jusqu'à des altitudes de plus en plus élevées. Le retour des glossines coïncide avec des campagnes d'éradication devenues irrégulières par réduction des moyens et, surtout, remise en cause du principe même de la lutte chimique.

Les causes de réinfestation

Les espoirs de tirer profit du Tchabbal Mbabo comme d'un rempart naturel contre les glossines sont déçus. Certes, cet ensemble de hauts plateaux ne pouvait protéger tout l'ouest de l'Adamaoua. Aux environs de Tignère, le plateau domine seulement de quelques centaines de mètres la plaine Koutine, l'un des principaux "réservoirs" de glossines. Il était à craindre qu'un retour des glossines sur le plateau se produise par le "col de Sadec", au passage d'une piste empruntée par des piétons et des troupeaux transhumants. En fait, les poches de réinfestation les plus nombreuses se sont déclarées au sud du Tchabbal Mbabo (Mayo Dankali, Mayo Perdé, Mayo Boungsoum), dans un secteur théoriquement à l'abri d'un retour de glossines. Des traitements insecticides, pratiquement renouvelés chaque année, n'ont pas réussi à venir à bout de ces réinfestations au pied du *caBBal*.

Les éleveurs en position d'accusés

Les responsables de l'éradication des glossines mettent les réinfestations sur le compte des éleveurs. Ils ne devraient se déplacer qu'à l'intérieur de l'aire assainie sur le plateau mais, étant indisciplinés, ils vont et viennent entre les pâturages salubres et d'autres, infestés de glossines. Au retour de ces incursions, les troupeaux entraînent les mouches tsé-tsé, facilitant leur entrée dans les secteurs assainis. Les transhumants qui descendent du Tchabbal Mbabo vers les vallées du Mayo Béli et de ses affluents sont impliqués dans la formation répétée des poches de glossines. Afin de limiter les conséquences des transhumances, les troupeaux sont tenus d'emprunter des "corridors de passage" où ils bénéficient de traitements. Quelques clôtures de barbelés sont édifiés pour interdire la descente de bétail en plaine Koutine mais, le plus souvent, cette réglementation reste verbale.

Or, les éleveurs du Tchabbal Mbabo ne respectent pas les consignes : « ils passent sans traitements par d'autres vallées (Mayo Perdé, Djem, Koui Djamnati), ce qui constitue une des raisons principales des réinfestations annuelles » (71). En fait, seuls deux "corridors de passage" sont proposés aux transhumants, à Garbaya et Wogomdou. En transhumance, les troupeaux du Tchabbal Mbabo ont l'habitude de se disperser dans les vallées

71. CUISANCE (D.) et al., 1987, p. 160.

qui rayonnent autour des hauts plateaux. Le transit à seulement deux postes impose des détours par un relief accidenté, selon des circuits difficiles à faire accepter. Il est probable que les déplacements de transhumance ont contribué à élargir les poches de réinfestation, au pied du *caBBal*. Sont-ils, pour autant, à l'origine du retour des glossines ?

En plus des déplacements saisonniers de bétail, les responsables de l'éradication des glossines incriminent une circulation incessante d'animaux vers les marchés à bétail. C'est l'occasion d'accuser les "intermédiaires" dans cette profession, qui se livrent à un « trafic de bétail » entre les éleveurs du *caBBal* et des commerçants citadins (72). La question des marchés à bétail a fait l'objet de polémiques entre le service d'Elevage et la "Division Tsé-Tsé", davantage à propos des éleveurs du Tchabbal Gandaba que du Tchabbal Mbabo, moins connu. Responsable des marchés à bétail, le service d'Elevage est accusé de favoriser des déplacements excessifs de troupeaux qui contribuent également à réintroduire les glossines en secteurs assainis.

72. idem. Ces accusations relancent les griefs du service d'Elevage à l'encontre des intermédiaires, dans le commerce du bétail. En fait, on leur tient surtout rigueur de ne pas payer la patente pour exercer leur activité.

L'infestation des contreforts du Tchabbal Mbabo a provoqué un déplacement des activités commerciales. Les foirails situés au pied du *caBBal* voient leurs activités cesser (Djem) ou décliner (Wogomdou, Sambolabo). Au contraire, de nouveaux foirails se développent en haut du *caBBal* (Mayo Kélelé, Séoudi). L'acheminement de bétail vers ces marchés, en secteur salubre, ne devrait pas entraîner de diffusion de mouches tsé-tsé. Il n'en est pas de même lorsque les troupeaux de boucherie descendent du *caBBal*, en direction du sud. Ces pistes (*laawol coggal* : piste à bétail de commerce) traversent des secteurs infestés de glossines. Le bétail qui les emprunte contribue à étendre l'infestation glossinaire sur le plateau. Il est pourtant impossible d'interdire les transactions sur le bétail, la vente d'animaux étant indispensable à l'économie des Mbororo, aussi bien que des Foulbé. La solution réside dans un meilleur contrôle des animaux de boucherie qui devraient subir une pulvérisation d'insecticides, à leur descente du *caBBal*.

Une barrière imparfaite

Une autre explication met en cause l'étanchéité assurée par le Tchabbal Mbabo entre les plaines infestées de glossines au nord et le plateau assaini au sud. On a d'abord supposé que des glossines provenaient du Nigeria puis, remontant la vallée de Yim, qu'elles passaient par un col situé à 1.400 mètres, au nord de Sambolabo. Pourtant, des Mbororo séjournent en saison des pluies dans la haute vallée de Yim, ce qui exclut la présence de glossines, du moins de *Gl. morsitans*, très agressive contre le bétail.

A présent, il n'est pas exclu que des glossines issues de la plaine Koutine ou du bassin de Dodéo franchissent la barrière du Tchabbal Mbabo et alimentent les poches qui se développent au sud. Des glossines auraient été capturées à 1.700 mètres, en haut du *caBBal*. La crête du Tchabbal Mbabo

excède 1.700 et même 2.000 mètres mais des têtes de vallons opposées sont peu distantes. Les unes sont en continuité avec le réseau hydrographique d'aires infestées de glossines, tandis que les autres se poursuivent par des vallées en secteur assaini. La proximité des têtes de galeries et la présence d'un bétail nombreux sur la ligne de crête faciliteraient le passage des mouches tsé-tsé, d'un versant à l'autre (73). En montant par des galeries forestières, d'un côté du ***caBBal***, et en resdescendant par des galeries opposées, les mouches tsé-tsé utiliseraient de véritables "couloirs de pénétration" à travers des prairies d'altitude.

73. CUISANCE (D.), 1989, p. 28.

Il ne s'agit encore que d'une hypothèse, le franchissement du Tchabbal Mbabo par les glossines n'étant pas démontré avec, comme preuve, des captures effectuées au-dessus de 1.700 mètres. Des arguments écologiques plaident à l'encontre de cette hypothèse : les grandes étendues d'herbes rases en haut du ***caBBal***, les faibles températures nocturnes, les vents forts qui soufflent sur les hauteurs. Mais ces derniers sont-ils constants à longueur d'année et, dans la journée, au cours des heures d'activité des glossines (74) ? Des investigations écologiques et entomologiques en haut du Tchabbal Mbabo seraient nécessaires pour élucider son rôle dans le mécanisme de réinvasion de l'Adamaoua par les glossines.

74. CUISANCE (D.), 1991, "Lutte contre les glossines dans l'Adamaoua (Cameroun) ; bilan de situation et recommandations", p. 44.

Changements culturels et écologiques

Selon une troisième hypothèse, les glossines n'auraient jamais été totalement éradiquées au sud du Tchabbal Mbabo. Certes, l'hélicoptère est le moyen le plus rapide pour intervenir en relief tourmenté et assez boisé. Mais les contreforts du ***caBBal*** restent difficilement accessibles, même par hélicoptère. Les poches de réinfestation sont souvent centrées sur les gorges de Mayo Perdé et Mayo Guinkol, véritables canyons à leur sortie du ***caBBal***. Dès les premières années d'éradication des glossines, le responsable reconnaissait : « il est difficile d'affirmer que les mouches n'aient pas survécu en quelques sites » (75). Pourquoi les glossines épargnées sur les contreforts du Tchabbal Mbabo ont-elles proliféré, au point d'envahir des milliers d'hectares ? C'est qu'elles bénéficient d'un biotope favorable à leur multiplication.

75. SCHOLZ (E.), 1979.

D'abord, la végétation arbustive des contreforts du ***caBBal*** est devenue assez dense. A une altitude de 1.300-1.400 mètres, l'épaississement du couvert arbustif est la conséquence d'une pâture intense et prolongée, selon un processus classique en savanes. De plus, une faune de phacochères parcourt les abords et même les hautes surfaces du Tchabbal Mbabo. Or, les animaux de la famille des Suidés représentent des hôtes nourriciers privilégiés pour les glossines *morsitans* (76). Facilitée par les faibles densités de peuplement du Tchabbal Mbabo et de ses environs, la prolifération des phacochères l'est également par l'Islam et la généralisation de la culture du maïs. Les relations entre les populations locales et leur environnement ont complètement changé, source d'une détérioration profonde du contexte écologique de l'élevage.

76. Information orale de D. CUISANCE, 1991.

Changements de civilisation rurale. Alors que les Nyem Nyem furent les seules populations de l'Adamaoua à résister victorieusement aux Foulbé, ils se sont islamisés à la fin de l'époque coloniale, en s'intégrant dans le moule culturel et religieux qui unifie les populations du plateau. La coexistence avec des Bornouans et Haoussa, installés à Galim pour faire du négoce avec les Mbororo, a préparé la conversion des Nyem Nyem. L'islamisation de la population a suivi rapidement celle du chef, au cours des années cinquante. « *Ils ont vu les Foulbé prier,* » formule qui exprime l'adoption d'une culture dominante (77). Dans les années soixante-dix, seuls les anciens qui habitent des villages isolés (Ngouri, Garbaya) continuent à pratiquer des sacrifices en l'honneur des ancêtres. L'islamisation ne supprime pas encore les beuveries de bière de maïs, dernier accroc aux normes du nouveau comportement culturel.

77. A l'époque coloniale, la christianisation des populations de l'Adamaoua qui échappaient encore à l'influence de l'Islam fut confiée à des missions protestantes. Mais l'intervention de la mission norvégienne à Galim fut longtemps affaiblie par des dissensions internes. Finalement le chef de Galim s'islamisa et « empêcha les Nyem Nyem de devenir chrétiens » (LODE, K., 1990, "Appelés à la liberté ; histoire de l'Eglise Evangélique Luthérienne au Cameroun", p. 65 et 91).

Autrefois, des Nyem Nyem pratiquaient la chasse en saison sèche, en exploitant la grande faune qui abondait sur le ***caBBal***. Cette activité est tombée en désuétude, par suite du recul des animaux sauvages devant l'omniprésence du cheptel bovin. L'islamisation des Nyem Nyem a signifié, en particulier, l'arrêt de la chasse aux phacochères qui, dès lors, ont proliféré. En 1980, un Laka, dernier chasseur de phacochères sur le Tchabbal Mbabo, s'islamise, s'interdisant par là-même ce gibier. Les bandes de phacochères deviennent si nombreuses en haut du ***caBBal*** que des chasseurs bamiléké entreprennent des abattages et expédient la viande fumée vers l'Ouest-Cameroun. Mais les Foulbé de Banyo interdisent bientôt ce trafic. En 1984, une épizootie de peste bovine fait des ravages parmi les phacochères. Depuis lors, cette faune s'est reconstituée rapidement. La disparition des grands animaux carnassiers (lions, panthères) ne freine plus la prolifération d'animaux devenus intouchables.

La monoculture du maïs offre également des conditions favorables, comme "base nourricière", à la prolifération des phacochères (78). Or, cette monoculture est relativement récente chez les Nyem Nyem. Datant des années cinquante et soixante, elle est concomittante de leur islamisation, sans que les deux phénomènes soient apparemment liés. Au début du siècle, les Nyem Nyem étaient surtout des cultivateurs de mils : petit mil et sorgho rouge. Disposés sur terrasses alluviales ou interfluves, les champs de mils étaient permanents, grâce à la rotation avec une légumineuse semée, le ***yom*** (*Tephrosia vogelii*), selon un système déjà décrit chez les Wawa de Banyo (79).

78. Information orale de D. CUISANCE, 1991.

79. HURAULT (J.), 1964, "Antagonisme de l'agriculture et de l'élevage sur les hauts plateaux de l'Adamawa : le lamidat de Banyo (Cameroun)".

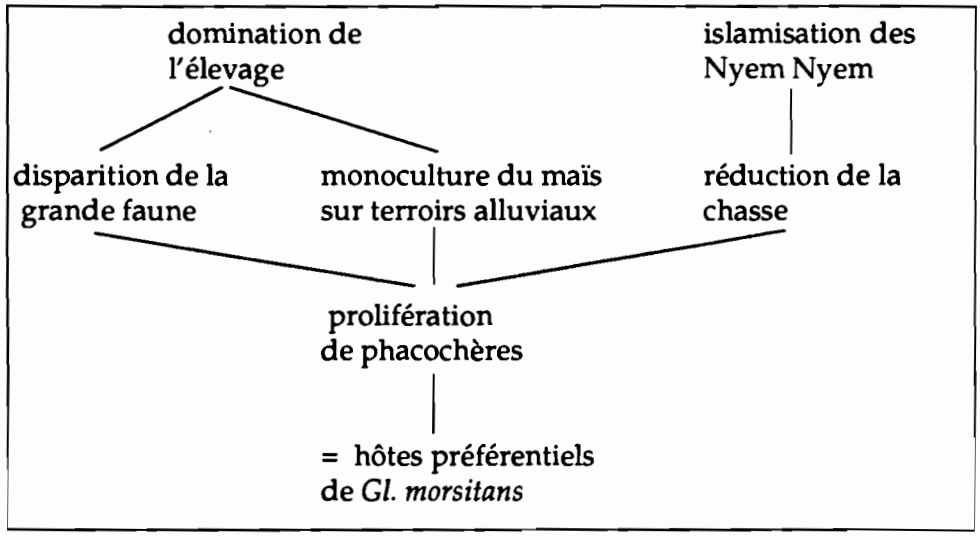
L'afflux de bétail descendu du Tchabbal Mbabo pour transhumer le long des vallées habitées par les Nyem Nyem provoquait, lors de chaque saison sèche, des destructions de mils encore sur pied. Quant aux jachères couvertes de ***yom***, elles étaient entièrement broutées, annihilant l'effet de fertilisation du sol. Devant la pression irrésistible des transhumants, les Nyem Nyem ont abandonné les mils au profit du maïs, céréale à cycle court (4 mois), déjà récoltée à l'arrivée des troupeaux. Les exigences du maïs et la ruine de la légumineuse ***yom*** ont provoqué une rétraction des terroirs le long des grandes vallées qui rayonnent autour du Tchabbal Mbabo.

La monoculture du maïs est donc la conséquence de la suprématie des éleveurs sur les cultivateurs, situation inverse à celle des Grassfields. D'après les Nyem Nyem, l'administration française interdisait aux Mbororo du Tchabbal Mbabo de transhumer à proximité des champs de mil. Après l'Indépendance, l'administration n'intervient plus, si bien que « *les éleveurs "n'entendent" plus rien,* » se plaignent-ils. Les rapports sont surtout devenus conflictuels, après l'installation de nombreux Akou sur les contreforts du ***caBBal***, dans les années cinquante. Ce sont eux qui conduisent les troupeaux aux abords des champs, provoquant des conflits avec les cultivateurs. Les Djafoun ont l'habitude de transhumer plus loin sur le plateau, jusqu'aux grandes vallées de la région de Tibati.

La rétraction des terroirs le long des zones alluviales résulte également de la situation dominante de l'élevage : des champs dispersés sont plus exposés au bétail qu'un parcellaire groupé. Si les cultivateurs bénéficient du voisinage des éleveurs, en leur vendant du maïs et en obtenant une fumure par le bétail, ils ont dû s'adapter aux contraintes de l'élevage. La gamme des cultures s'est appauvrie. La patate douce et le manioc, plantes à cycle trop tardif ou trop long, s'accordent mal avec la transhumance. Les Nyem Nyem ne peuvent s'adonner à ces cultures autant qu'ils le souhaiteraient (80).

Conséquences écologiques. Les Nyem Nyem ont connu, de façon simultanée, un changement de leur agriculture et un abandon de leur ancienne identité culturelle (81). Par une série d'enchaînements, ces transformations ont modifié l'environnement des abords du Tchabbal Mbabo et offert des conditions favorables pour une installation durable des glossines.

Tabl. 116 : ***Schéma de l'établissement de conditions favorables aux mouches tsé-tsé***



Des chercheurs ont tenté d'établir des corrélations entre les poussées glossinaires et des phases climatiques pluvieuses (82). Tout en étant vraisemblables, de telles convergences restent difficiles à vérifier. En fait, les

80. Ces entraves agricoles sont remarquablement exposées dans un rapport d'administrateur : « il ne semble pas que cette tribu soit dans un état d'épanouissement économique. On dirait qu'un malaise paralyse l'activité. J'ai cru en discerner la cause dans la promiscuité de ces cultivateurs avec des gens d'un autre statut plus élevé, les éleveurs Foulbé ou Bororo. On dirait que les Niam Niam sont jaloux des éleveurs » (SOULIE, 1941, "Rapport de tournée à Galim").

81. Avant même l'islamisation des Nyem Nyem, l'administrateur cité a bien perçu l'émergence d'une nouvelle culture. Il l'a montrée par la substitution de règles de parenté patrilinéaires à d'anciennes règles matrilinéaires. De même, l'instabilité conjugale s'accentue alors à Galim (SOULIE, 1941).

82. MALEY (J.), 1981, " Etudes palynomogiques dans le bassin du Lac Tchad et paléoclimatologie de l'Afrique nord-tropicale, de 30.000 ans à l'époque actuelle", annexe.

changements écologiques ne dérivent pas seulement de processus naturels. Des perturbations dans les influences anthropiques sur le milieu sont intervenues récemment aux environs du Tchabbal Mbabo. Elles suffisent pour rendre compte d'une dégradation du contexte pastoral.

A l'influence de mutations culturelles longues et profondes sur l'environnement s'ajoutent les spécificités des ***caBBal*** comme unités géographiques. Si les mouches tsé-tsé ne peuvent pas "monter" sur les hautes tables de ***caBBal***, comme l'assurent les éleveurs, elles s'accrochent à leurs périphéries. Les abrupts sont festonnés de ravins garnis de galeries forestières et parcourus de cours d'eau permanents (fig. 1). Couvert boisé et humidité, en situation d'abris, entretiennent des micro-climats favorables aux glossines, à des altitudes inhabituelles : ils constituent de véritables "niches écologiques" à glossines. Comme ces ravins sont difficiles d'accès, même pour des hélicoptères, toutes les conditions sont réunies pour la formation de foyers permanents de glossines autour du Tchabbal Mbabo.

L'infestation des savanes de Galim par les glossines est l'aboutissement, à long terme, d'une domination culturelle et d'une occupation du sol commandée par l'élevage, activité plus prestigieuse que l'agriculture en Adamaoua. En savanes relativement humides, situées à des altitudes basses ou moyennes, l'élevage et l'islamisation "produisent" des milieux propices à l'infestation glossinaire.

Désarrois pastoraux

Instigateurs lointains de modifications dans l'environnement qui le rendent favorable aux mouches tsé-tsé, les éleveurs en subissent les conséquences de plein fouet. Sans les murailles protectrices du Tchabbal Mbabo, Foulbé et Mbororo auraient dû évacuer tout l'ouest de l'Adamaoua, devant les pertes infligées par la trypanosomose bovine. Pendant presqu'une dizaine d'années, les campagnes d'éradication, entrecoupées de réinfestations, ont fait alterner des phases de prospérité et de régression pastorales autour du Tchabbal Mbabo.

Tribulations des éleveurs (1975-1983)

La première éradication aérienne, en 1976-77, détend la pression pastorale sur le ***caBBal***, surtout en saison sèche. Les troupeaux peuvent redescendre transhumer le long des grandes vallées (Ngouri, Watchandé et Garbaya au nord de Galim). L'assainissement des contreforts du ***caBBal*** est vivement apprécié, les pâturages d'altitude étant broutés à ras. Pourtant, dès 1978, des transhumants assurent que des vallées restent dangereuses (Mayo Tagouri-Sanganaré) car ils continuent d'y perdre du bétail. Ils savent également que le rebord du plateau de Tignère au-dessus de la plaine Koutine ne convient pas toujours à l'élevage : « *quand les nuages se forment, il y a des mouches au bord du plateau.* »

La pulvérisation d'insecticides s'accompagne d'une interdiction de pâture durant au moins une année. Cette mesure, assortie de lourdes amendes infligées aux contrevenants, entraîne parfois des conséquences aberrantes. En 1978, devant l'interdiction d'accès aux vallées du plateau de Tignère, des Foulbé de Garbaya descendent leurs troupeaux en saison sèche dans la plaine Koutine où certains subissent de graves pertes.

Au sud de Galim, l'assainissement des pâturages déclenche de nombreuses migrations (83). Foulbé du plateau et Akou du ***caBBal*** s'installent sur les collines voisines de Mayo Dankali, attirés par l'abondance de pâturages longtemps inaccessibles. Des campements neufs se dispersent alors sur tous les hauts d'interfluves. Des éleveurs rencontrés à Mayo Dankali en 1978 témoignent de la prospérité retrouvée de l'élevage : « *les vaches sont très belles ; on dirait que ce sont des boeufs, tellement elles sont grasses ; leur poil luit comme avec de l'huile, on ne se lasse pas de les regarder.* » Hélas, l'euphorie ne dure pas longtemps. Dès l'année suivante, « *des mouches descendent des premières montagnes,* » disent ceux qui déplorent les premières pertes. C'est alors une débandade des éleveurs vers les collines encore salubres, de préférence au nord de Galim.

83. BOUTRAIS (J.), 1983, "L'élevage soudanien ; des parcours de savanes aux ranchs", p. 119.

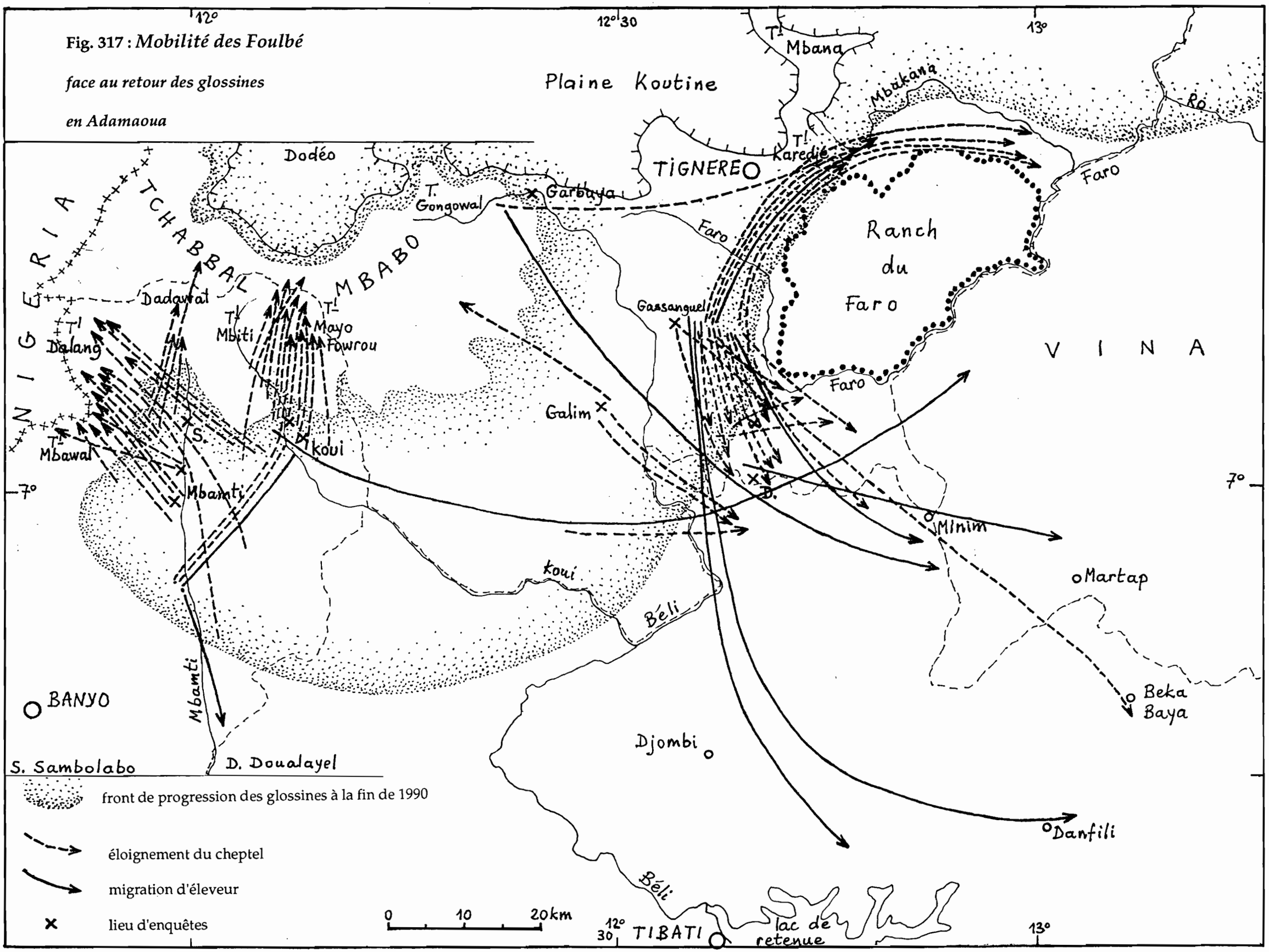
Les retraitements des contreforts du Tchabbal Mbabo, au début des années quatre-vingt, s'accompagnent d'une situation pastorale instable. A des vallées assainies depuis peu de temps s'opposent des secteurs déjà réinfestés. Les transhumants qui descendent du Tchabbal Mbabo apprennent à jouer avec les fluctuations des glossines. « *Quand il y a de l'herbe, il y a aussi de la trypanosomose,* » avertit un éleveur, sans illusions. Au contraire, la concentration du bétail dans les vallées salubres suscite des querelles entre éleveurs, par manque d'herbe en saison sèche.

En 1983, une partie des abords du Tchabbal Mbabo (Mayo Dankali) est à nouveau désertée. Pourtant, le secteur a déjà fait l'objet de 3 traitements aériens. Les éleveurs disent qu'un traitement n'assainit les pâturages que durant une année. Ensuite, les mouches reviennent. Selon eux, toutes les mouches ne sont pas détruites ; il en subsiste dans les ravins (***gaska*** ou ***lowol***) qui accidentent les hauteurs voisines. La même année, un autre fléau, la peste bovine, aggrave la situation pastorale, provoquant la dispersion des éleveurs de Mayo Dankali.

Chaque nouvelle pulvérisation d'insecticides attire une multitude d'éleveurs, avides de profiter de pâturages assainis et bien garnis d'herbes. L'attrait est d'autant plus fort que la salubrité est perçue comme provisoire. C'est ce que les Mbororo appellent eux-mêmes ***suuno pompaanDe*** : « *l'envie des pâturages assainis.* » Il existe bien une "Commission du Haut-Faro", chargée d'organiser l'occupation des pâturages restitués aux éleveurs mais cette instance administrative, épisodique, n'exerce pratiquement aucune activité. Il est probable que les déplacements incessants de troupeaux accélèrent la réinfestation de secteurs assainis.

Les éleveurs reconnaissent que les mouches tsé-tsé « *suivent* » les troupeaux (***Di tokka na'i***). Mais ils répliquent que les pulvérisations d'in-

Fig. 317 : ***Mobilité des Foulbé face au retour des glossines en Adamaoua***



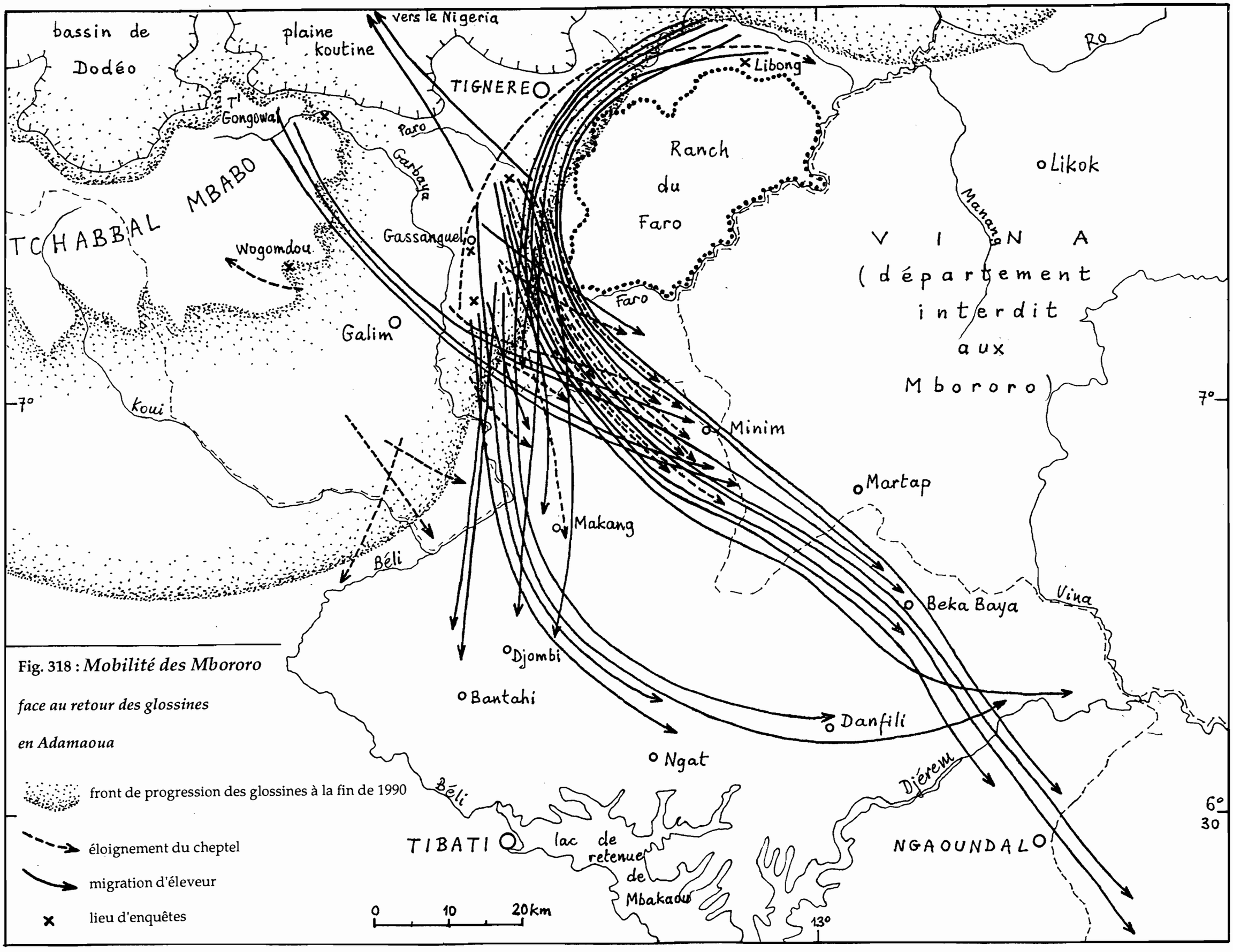


Fig. 318 : *Mobilité des Mbororo face au retour des glossines en Adamaoua*

secticides ont « *poussé* » *(yerBa)* les mouches plus loin, si bien qu'il en subsiste toujours. D'une année à l'autre, les éleveurs changent de pâturages, en évitant les plus infestés. Comme ils l'avouent, ils sont ballottés (***dimbi dimbugo*** : secouer de-ci, de-là) par des réinfestations incessantes. L'espace pastoral en Adamaoua devient incertain.

Le caBBal, *refuge pastoral (1983-...)*

A partir de 1983, la situation des éleveurs se dégrade tout autour du Tchabbal Mbabo, les pulvérisations aériennes ne parvenant plus à contenir l'expansion des glossines. Les éleveurs affirment que les insecticides ne sont plus efficaces : ***lekki nyaDDaay*** : *« le remède n'est pas amer (fort).* » Ceux qui avancent leurs troupeaux le plus vite possible après l'éradication, selon une stratégie pastorale devenue habituelle, subissent tout de suite des pertes. Les éleveurs perdent alors confiance dans les pulvérisations aériennes.

Les troupeaux ne peuvent plus stationner en saison des pluies au pied du ***caBBal***. Les glossines interdisent le bétail à Koui (1986) puis à Sambolabo (1988). Devant la dégradation des conditions pastorales, les éleveurs ne disposent guère de solutions : soit éloigner le bétail avec des jeunes ou des bergers, soit fuir avec les animaux, en abandonnant tous les autres biens : les maisons, les champs, les arbres plantés (84). Les Foulbé adoptent largement la première solution, tandis que des Mbororo se résignent à la seconde (fig. 317 et 318).

84. BOUTRAIS (J.), 1991, "Les populations pastorales et les glossines en Adamaoua (Cameroun)", p. 40.

Les Foulbé au nord de Banyo (Koui, Sambolabo, Mbamti) ont transféré leur bétail sur le Tchabbal Mbabo et les hauteurs à la frontière du Nigeria (Tchabbal Dalang, Mbawal). Ceux de Garbaya les ont remontés à l'est du Tchabbal Mbabo (Gongowal). Tous ces Foulbé n'habitent pas loin du ***caBBal***. Ils disposent de parents ou d'amis en haut, à qui le bétail est confié. Eux-mêmes s'y rendent de temps en temps, pour amener du sel aux animaux. Mais ils vivent, maintenant, séparés de leurs troupeaux.

Le Tchabbal Mbabo devient le refuge pastoral des Foulbé aux environs. Pourtant, la situation n'y est guère brillante, le bétail s'entassant sur les hautes prairies. Sur le ***caBBal*** même, les pâturages à 1.600-1.700 mètres d'altitude ne sont plus tout à fait sûrs. Les éleveurs transfèrent les troupeaux, de ces altitudes (***sera caBBal*** : la frange du haut plateau) vers les prairies les plus hautes (***reedu caBBal*** : le "ventre" du haut plateau). Les compétitions s'exacerbent sur les pâturages sommitaux, le Tchabbal Mbabo n'étant pas assez étendu pour accueillir tous les troupeaux réfugiés.

A chaque saison sèche, la situation redevient critique. Les prairies du ***caBBal*** étant broutées à ras, les animaux ont faim mais les gardiens les empêchent de descendre. Même en saison sèche, des abords du Tchabbal Mbabo restent insalubres. L'ancienne transhumance n'est presque plus

pratiquée. Seuls, quelques Foulbé achètent des médicaments (Trypamidium) et traitent les animaux qu'ils font descendre. Mais beaucoup de Foulbé ne veulent pas dépenser d'argent pour des produits trypanocides. D'autres appréhendent simplement de faire descendre leurs animaux : ***ndikka veelo, Di yamDi :*** *« il vaut mieux que les vaches aient faim, au moins elles sont en bonne santé. »*

Contrairement aux Foulbé, les Mbororo ne peuvent vivre séparés de leurs animaux. De même, ils supportent mal de les voir souffrir de faim, jusqu'à l'épuisement. C'est pourquoi le Tchabbal Mbabo ne les retient plus comme autrefois. Encerclé de glossines, c'est un refuge mais également un piège. Au lieu d'y replier le bétail, comme les Foulbé, ils s'enfuient vers le centre et l'est de l'Adamaoua,pour retrouver la liberté des grands espaces.

Naane, lesdiwol Buri haa na'i : *« autrefois, le plateau était meilleur pour l'élevage, »* soupirent des Foulbé de Sambolabo, en comparant les secteurs à 1.000 mètres avec ceux qui dépassent les 1.500. Maintenant, leur élevage ne survit que grâce à la proximité du Tchabbal Mbabo. Certes, les meilleures graminées et les plus abondantes poussent sur le plateau. Mais la prospérité pastorale en Adamaoua ne se mesure plus à l'aune des pâturages. C'est la salubrité qui devient le critère décisif. A ***pellel jamu*** (l'endroit sain) s'oppose ***pellel nyaw*** (l'endroit insalubre). Que l'Adamaoua ait toujours abrité quelques glossines en creux de vallées ou qu'il ait subi une véritable invasion de mouches tsé-tsé, celles-ci ont désormais trouvé sur le plateau un milieu qui leur convient. Au-dessus des savanes du plateau, sans doute trop boisées pour garantir une permanence du bétail, seules les prairies de ***caBBal*** gardent une véritable "vocation" pastorale. Si le plateau lui-même ne réussit plus à retenir les animaux, c'est toute la civilisation des Foulbé de l'Adamaoua qui se trouve menacée.

Le Tchabbal Mbabo illustre un modèle de système pastoral en altitude opposé à celui des Grassfields. Bien que les paysages soient similaires, de même qu'une partie du peuplement pastoral, les problématiques de l'élevage s'inscrivent dans des registres différents.

Aux Grassfields, l'avenir de l'élevage dépend de compétitions dans l'occupation des hautes terres. Relevant du domaine "politique" au sens large, il est lié à des décisions publiques ou à des rapports de force entre populations. Au Tchabbal Mbabo, les contraintes sont d'un autre ordre : c'est l'écologie qui pose un handicap à l'élevage bovin. Relevant apparemment de mécanismes naturels, ces contraintes semblent plus difficiles à surmonter. L'échec à peu près patent de l'éradication des glossines le prouve.

En fait, l'écologie pastorale résulte autant de processus anthropiques, voire de choix culturels, que de déterminants naturels. Les difficultés de l'élevage autour du Tchabbal Mbabo renvoient à la faiblesse du

peuplement agricole et à des changements de civilisation rurale. La contrainte écologique ne pèse pas seulement sur l'élevage autour du Tchabbal Mbabo. D'autres *caBBal* de l'Adamaoua s'insèrent dans la même problématique pastorale.

LA CHAINE DE GANDABA : UNE GAMME DE PETITS *CABBAL*

Un alignement de hauts reliefs s'articule sur l'Adamaoua à proximité de Tignère. Sur plus de 50 km, il lance vers le nord une muraille entre le bassin du Faro et la plaine Koutine. Panneaux cristallins soulevés, enrobés de courts épanchements basaltiques ou percés de dykes ont construit des reliefs complexes qui se traduisent par de grandes dénivellations. Des escarpements de plusieurs centaines de mètres plongent au-dessus de piémonts où les cours d'eau entaillent des glacis. L'alignement montagneux se réduit à une crête étroite ou s'élargit à des entablements qui composent autant de ***caBBal***. Au fur et à mesure qu'elle s'éloigne du bâti principal de l'Adamaoua, la chaîne ne perd pas en altitude. Au contraire, elle se redresse, pour se terminer par un véritable belvédère au-dessus des plaines de la Bénoué. Dès lors, les altitudes deviennent comparables à celles des Grassfields. La série de ***caBBal*** qui se succèdent du sud au nord présente toute une gamme de paysages naturels et humains.

Le Tchabbal Karedjé : un faux *caBBal*

La chaîne de Gandaba s'amorce au Tchabbal Karedjé. Les Foulbé désignent ainsi un bombement situé à une dizaine de kilomètres de Tignère. En fait, à seulement 1.200 mètres d'altitude, ce n'est pas un vrai ***caBBal***. Comme son nom l'indique, il est encombré de vieux karités (***kaareehi***) qui marquent peut-être un ancien parc anthropique, mêlés à d'autres arbustes soudaniens (*Syzygium g.*, *Piliostigma t.*, *Protea m.*).Dans les années soixante-dix, ce pâturage porte de grandes graminées : des *Hyparrhenia* et même des *Andropogon gayanus*, les herbes que les animaux préfèrent. Ces fourrages restent intacts parce qu'il n'y a plus de bétail à Karedjé. C'est une situation relativement nouvelle.

Jusqu'à la moitié de ce siècle, Karedjé représentait la zone d'élevage privilégiée des Foulbé de Tignère. Les Mbororo n'y avaient pas accès, les pâturages suffisant à peine aux animaux placés par les notables de la ville. Partout s'égrénaient les campements de bergers et les troupeaux de race goudali. La plupart des bergers étaient des Foulbé originaires de la région de Yola (Jada, Ganye), ayant perdu leur bétail par suite de peste bovine. Tous les deux mois, les troupeaux étaient dirigés vers le *lahore* de Falkoumré, de l'autre côté de la ville. La cure natronée durait une semaine, jusqu'à ce

que les animaux soient rassasiés. En saison sèche, les bergers partaient en transhumance, à la recherche d'herbes à éléphants (*Pennisetum purpureum*). Seules herbes encore vertes à cette période de l'année, elles tapissent les fonds alluviaux des grandes vallées. Des troupeaux ne descendaient que vers la proche vallée de Mbakana, en s'éparpillant sous sa rôneraie. D'autres dévalaient au nord, au fond de la plaine Koutine où le sissongo est plus abondant. En début de saison des pluies (***seeto***), les transhumants se repliaient vers le Tchabbal Mbana ou même Gandaba, alors vides d'éleveurs. Ils y attendaient la repousse de l'herbe sur les pâturages râpés de Karedjé. Au 19e et au début de ce siècle, les ***FulBe wuro*** en Adamaoua pratiquaient un système pastoral de ce type : élevage absentéiste, main-d'oeuvre servile puis salariée, aire pastorale attenante à la ville peule et utilisation d'un ***lahore*** contrôlé par le pouvoir traditionnel.

Ce système n'a pas survécu à la dégradation des conditions pastorales sur le plateau de l'Adamaoua, marquée surtout par l'invasion de glossines, à partir des années cinquante. La principale poche de mouches tsé-tsé se déployant à la faveur du bassin du Faro, les troupeaux de Karedjé furent d'abord touchés au moment de la transhumance, dans la vallée de Mbakana (83). Les transhumants raccourcirent leurs trajets mais les mouches avançaient, en "talonnant" les troupeaux dans leurs pâturages de repli.

83. BOUTRAIS, J., 1974, "Les conditions naturelles de l'élevage sur le plateau de l'Adamaoua (Cameroun)" ; carte h.t. : "Les fluctuations des espaces pastoraux".

Dès la fin des années cinquante, la situation devint dramatique à Karedjé : les vaches avortaient les unes après les autres. Des traitements trypanocides massifs, associant le Bérénil en traitement curatif, au Trypamidium en injection à titre préventif, furent appliqués d'urgence dans le secteur. Ils réussirent, un moment, à ralentir la fuite des éleveurs. Mais ils ne parvinrent pas à enrayer la maladie, si bien que presque tous les troupeaux avaient abandonné Karedjé à la fin des années soixante. Dès le début des années soixante, beaucoup de troupeaux avaient été déplacés, par mesure de précaution. Ceux qui restaient sur place diminuaient de taille d'année en année. Au début des années soixante-dix, les Foulbé de Tignère ne laissent à Karedjé qu'une dizaine de petits troupeaux, maintenus en état à coup de piqûres. Ce ne sont, partout, que des ruines de campements. Les cultivateurs sont, eux-mêmes, découragés : ils ne trouvent plus d'acheteurs de mil et s'appauvrissent.

Dans le cadre de la campagne d'élimination des glossines par aspersion d'insecticides à partir d'hélicoptères, le Tchabbal Karedjé est traité rapidement, dès 1977-78. Le secteur redevenant salubre, les troupeaux peuvent regagner leurs pâturages. Pas tous cependant : ceux situés au sud de la route Ngaoundéré-Tignère sont attribués à l'immense ranch du Faro. Les Foulbé de Tignère ont perdu la moitié de leur ancienne aire d'élevage. Ils n'ont jamais vraiment accepté cette dépossession.

Le Tchabbal Karedjé n'est pas un vrai *caBBal*, d'altitude élevée et dénué de végétation boisée. N'ayant pas protégé les troupeaux de l'avance des

glossines, il a connu récemment le sort de la majorité des pâturages au nord de l'Adamaoua : abandon pastoral et dépeuplement puis retour des troupeaux, grâce à une intervention de grande ampleur. Reste à savoir si cette restauration de l'activité pastorale sera durable.

Le Tchabbal Mbana : un *caBBal* de bergers Foulbé

Au nord du Tchabbal Karedjé, un dos de terrain s'étire sur une dizaine de kilomètres, à 1.300 mètres d'altitude (Soukol, Doukouwal). Des troupeaux y séjournaient autrefois mais ils ont connu le même sort qu'à Karedjé. Plus loin, le relief s'élève à 1.400 mètres au Tchabbal Mbana.

Bien que sa surface sommitale ne couvre que 35 km2, cette petite unité pastorale est originale à plus d'un titre. C'est le ***caBBal*** qui s'écarte le plus nettement du modèle des Grassfields, à la fois dans ses composantes naturelles et humaines. Moins élevé que le Tchabbal Mbabo et situé un peu plus au nord, il présente une ambiance plus sèche, d'affinités déjà soudaniennes. Quant aux éleveurs de Mbana, ce sont presqu'uniquement des Foulbé. Ils entretiennent des relations régulières avec la petite ville de Tignère, distante d'une vingtaine de kilomètres.

Un caBBal *soudanien*

A 1.400 mètres, l'altitude du Tchabbal Mbana semble insuffisante pour accentuer la pluviométrie par rapport aux contrées voisines. Les Foulbé de Mbana se plaignent souvent de pluies plus tardives qu'au sud de Tignère, retardant la reprise herbacée et les semis de maïs. Les escarpements qui circonscrivent le ***caBBal*** ne portent pas de forêt montagnarde comme en haut de Mbabo. Au contraire, les pentes au sud et à l'est sont couvertes d'une bambousaie d'*Oxytenanthera abyssinica* sur plusieurs milliers d'hectares (86). C'est une espèce considérée comme typique de la zone soudanienne. Bien que les botanistes l'aient repérée au Cameroun à des latitudes encore plus méridionales, elle témoigne de conditions climatiques relativement sèches.

86. Il est curieux que R.LETOUZEY ne mentionne pas cette formation, ni dans l'inventaire qu'il dresse de ces bambousaies en Adamaoua (1968, p. 293), ni sur la carte phytogéographique du Cameroun au 1/500000 (1985, cartes 2 et 4).

La bambousaie est étagée de 1.300 à 1.400 mètres d'altitude. En haut de Mbana, elle ne subsiste que le long des cours d'eau. Il est probable qu'elle s'étendait autrefois plus largement : elle est très exploitée pour la confection de perches et les éleveurs l'utilisent comme pâturage aérien en saison sèche. Après le passage des feux, de nouvelles feuilles poussent aux noeuds des tiges. Les bergers coupent alors ces tiges et donnent le feuillage à brouter aux animaux.

La bambousaie présente deux faciès. Elle constitue, par endroits, un peuplement serré de touffes jointives. Ailleurs, les touffes se dispersent, chacune étalant un paquet de tiges droites, de plusieurs mètres de haut. Il est difficile de discerner si les touffes isolées marquent des avancées de la bambousaie ou si, au contraire, elles figurent comme des témoins d'une plus grande extension. L'exploitation pastorale dont elle fait l'objet conforte la seconde hypothèse. Pour éviter d'avoir à descendre

en plaine, des éleveurs de Mbana emmènent leurs troupeaux "transhumer" dans la bambousaie. L'abattage de tiges est alors intense. Les chaumes ne se renouvelant qu'au terme de plusieurs années, leur exploitation avant la fructification réduit la vigueur des touffes. Quant aux jeunes pousses, elles sont broutées avidement, si bien que la bambousaie se régénère mal.

L'ambiance écologique plus sèche du ***caBBal*** ressort également des quelques arbustes qui le parsèment. Les *Piliostigma thonningii, Annona senegalensis* et *Nauclea latifolia* forment un cortège soudanien. Cependant, *Entada abyssinica* et surtout *Croton macrostachyus*, avec *Maesa lanceolata*, appartiennent déjà à une végétation sub-montagnarde. Contrairement aux Grassfields et à Mbabo, la prairie de Mbana comprend peu de *Sporobolus africanus* mais surtout des *Urelytrum* dont la saveur amère est vite reconnaissable. Cette graminée, dominante au Bamoun à 1.200 mètres, se retrouve ici à 1.400. Comme au Bamoun, c'est une formation issue d'une longue pâture d'espèces plus anciennes, probablement des *Hyparrhenia*. Le "modèle Adamaoua" d'évolution des savanes pâturées, habituellement circonscrit à des altitudes de 1.000 à 1.200 mètres, peut donc s'étendre plus haut.

Les éleveurs de Mbana apprécient *Urelytrum* pour ses vertus vermifuges : cette graminée évite aux veaux de souffrir de diarrhées. Sur d'autres formations, des pertes de jeunes animaux peuvent survenir en début de saison des pluies, lorsque les herbes sont tendres. Mais *Urelytrum* présente l'inconvénient de donner un goût amer au lait et, surtout, de ne pas couvrir le sol aussi bien que *Sporobolus*. Comme sur le Tchabbal Mbabo, cette graminée résiste mal aux fortes charges en bétail. De plus, les sols ferrallitiques rouges du Tchabbal Mbana apparaissent plus sensibles à l'érosion que des sols humifères bruns de hautes altitudes.

Un asile pastoral

Alors que le ***caBBal***, selon le modèle des Grassfields, est le domaine des Mbororo, celui de Mbana est peuplé de Foulbé. Les Foulbé de Tignère et les Djafoun s'évitent autant que possible, depuis les affrontements qui les mirent aux prises, à la fin du siècle dernier. Les premiers occupants du Tchabbal Mbana furent des Foulbé venus du pays de Yola, dits "Mayo-Iné", d'après leur lieu principal de départ. Ils arrivèrent dans les années trente et quarante, en fuyant des maladies du bétail au nord.

Le rôle pionnier de ces Foulbé à Mbana n'est pas surprenant. Dans le registre des Peuls, ils se situent entre les Foulbé villageois et les Mbororo. Bien que Foulbé, ils vivent isolés en brousse avec le bétail. Leur race bovine, elle-même, présente des caractéristiques intermédiaires entre le zébu mbororo et le goudali : bosse dorsale moins développée que chez le goudali, cornage plus long et corpulence moins lourde. Cultivateurs mais surtout éleveurs, les Foulbé Mayo-Iné étaient prêts à supporter l'isolement du

Tchabbal Mbana. Pourtant, à présent, seuls quelques descendants des premiers venus restent encore sur place. Les autres sont partis vers l'est, à la recherche de pâturages à travers l'Adamaoua. Ceux de Mbana étaient probablement trop exigus pour leurs troupeaux. Surtout, ils subirent la concurrence de nouveaux arrivants.

A partir des années soixante, beaucoup de troupeaux du Tchabbal Karedjé sont transférés à Mbana. Devant une menace sanitaire qui s'aggrave de façon irrésistible, les Foulbé de Tignère ne peuvent éloigner les troupeaux jusqu'à l'est de l'Adamaoua : ils perdraient tout contrôle sur leurs bergers. Ils les dirigent donc vers le Tchabbal Mbana, le secteur le plus proche encore indemne de mouches tsé-tsé.

Au cours des années soixante-dix, ce rôle de refuge s'affermit, les glossines encerclant le ***caBBal***. Les transhumances sont raccourcies et parfois, arrêtées. Pourtant les animaux aspirent, dès le début de la saison sèche, à descendre vers les basses vallées garnies de sissongo. Celles du bassin du Faro (Méré, Mbigni) sont les plus infestées de glossines. Aussi les transhumants renoncent-ils à s'y rendre dès les années soixante. En 1977, une nouvelle tentative en haut de la Mbigni échoue : au bout d'un mois, les animaux, assaillis de tsé-tsé, doivent être ramenés d'urgence en haut du ***caBBal***. Il ne subsiste, comme secteurs de transhumance disponibles, que la plaine Koutine à l'ouest et la vallée de Mbakana au sud.

Les troupeaux de Mbana descendent surtout vers la plaine Koutine, jusqu'à 600 et même 500 mètres, soit un écart d'altitude comparable à ceux des Grassfields (87). Les animaux entrent dans de grandes étendues de sissongo mais les bergers sont conscients de la menace des glossines. Dès le début des pluies, ils remontent rapidement, sans attendre la pousse de nouvelles herbes. Quant à la vallée de Mbakana, elle n'est salubre que dans sa partie amont. Les Foulbé de Tignère préfèrent que leurs troupeaux s'y rendent, pour éviter des conflits avec les Koutines et ne pas trop s'éloigner. Devant les dangers encourus par le bétail en plaine, des Foulbé maintiennent le bétail à longueur d'année sur le ***caBBal***. Cette décision est surtout prise par ceux qui possèdent de petits troupeaux. Pourtant, il ne subsiste presque plus d'herbe en haut. Les sédentaires reconnaissent que les animaux souffrent de faim : ***bone, torra dabbunde :*** *« souffrance, épreuve de saison sèche. »*

87. BOUTRAIS, J., 1978, "Peuplement et milieu naturel en zone soudanienne ; le cas de la plaine Koutine" ; fig. 9.

En saison des pluies, les troupeaux ne peuvent s'écarter de la table sommitale, la seule salubre. Les éleveurs savent que les animaux tombent malades lorsqu'ils descendent paître les pentes parsemées d'arbustes. Pourtant, les troupeaux sont attirés par ces versants couverts de graminées plus abondantes. A la fin des années soixante-dix, les éleveurs signalent quelques cas de trypanosomose sur le ***caBBal*** lui-même. Une altitude de 1.400 mètres semble à peine suffisante pour interdire les glossines. Quant aux tiques, elles deviennent nombreuses, même à cette altitude, lorsque les animaux stationnent plusieurs années de suite aux mêmes lieux. Enfin, l'arête rocheuse au nord de Mbana sert de repaire à des hyènes qui, la nuit, attaquent les animaux isolés. Chaque soir, il s'agit de ramener (***jaanya***) le troupeau à proximité du campement. Quant aux moutons, il faut les enfermer dans des abris. Les éleveurs de Mbana sont comme assiégés par une série de menaces sur le bétail.

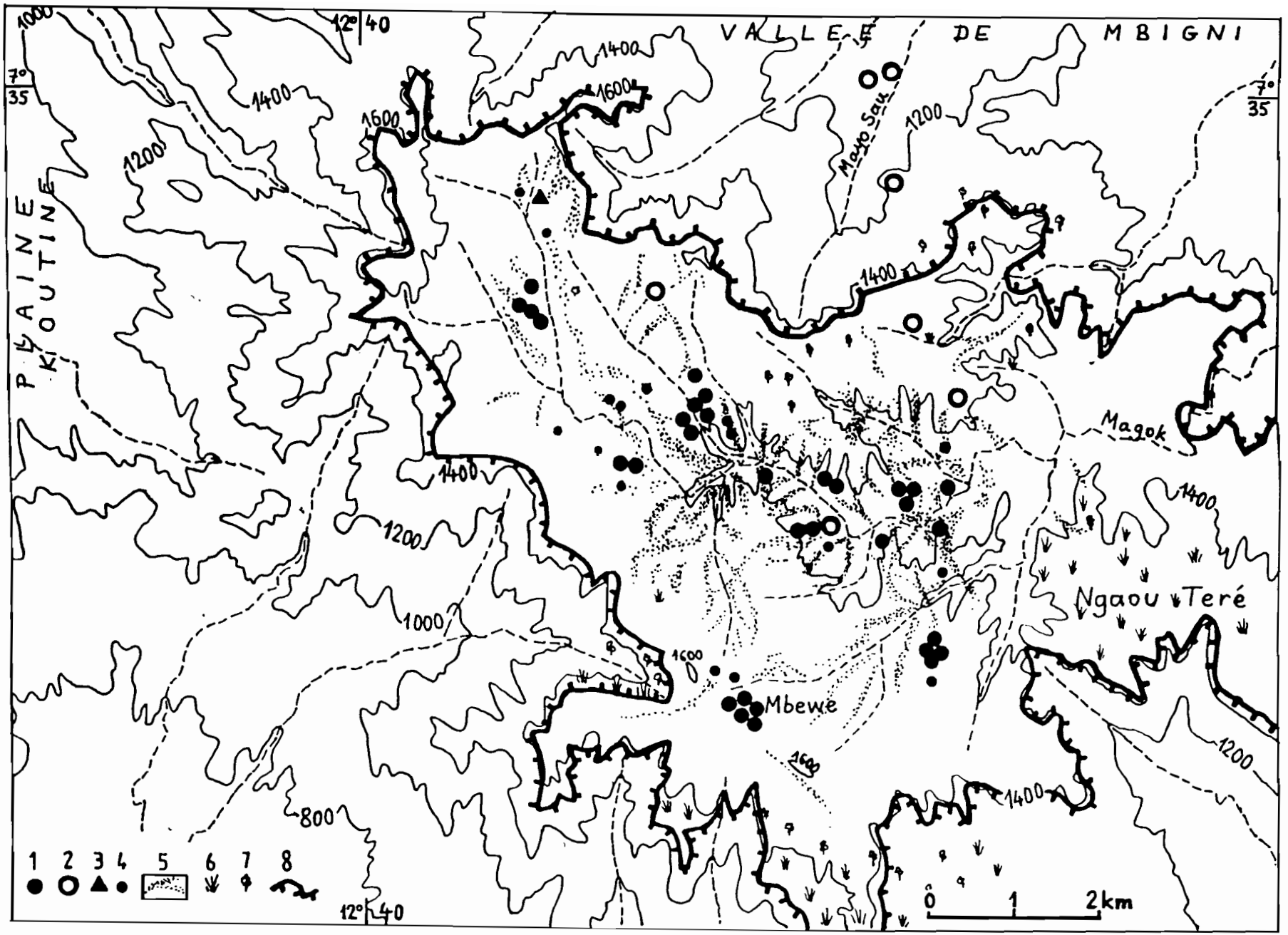


Fig. 319 : *ADAMAOUA : le Tchabbal Mbana*

un symbole = une famille ; 1 : Foulbé, 2 : autre population (Mboum...), 3 : Mbororo, 4 : abri de berger, 5 : pâturage dégradé, 6 : bambousaie, 7 : savane arbustive, 8 : rebord du haut plateau

Le *caBBal* étant peu étendu, il en résulte de fortes charges en bétail. En 1978, 40 troupeaux exploitent 3.500 ha. Avec une moyenne de 70 têtes par troupeau, chaque bovin dispose seulement d'1,2 ha. Comme des cultures de maïs empiètent sur les pâturages, la charge effective est proche d'1 ha par bovin. Si une prairie à *Sporobolus* semble capable de porter une telle charge en saison des pluies, ce n'est pas le cas d'une formation à *Urelytrum*. Contrairement aux Grassfields, le Tchabbal Mbana est le théâtre d'une érosion catastrophique. Des traînées rouges de sols dénudés s'étalent en haut d'interfluves et aux traversées des cours d'eau par le bétail (fig. 320). Le décapage de la prairie affecte davantage la partie du ***caBBal*** à soubassement cristallin que la moitié sud, sur basaltes. En beaucoup d'endroits, il ne subsiste que des touffes éparses d'*Urelytrum* et de *Setaria*. Les sols souffrent de tassement, par suite d'un piétinement intense par les animaux. Les éleveurs reconnaissent que cette action du bétail entrave la pousse de l'herbe. En début de saison des pluies, les pâturages de Mbana se reconstituent plus tardivement qu'ailleurs.

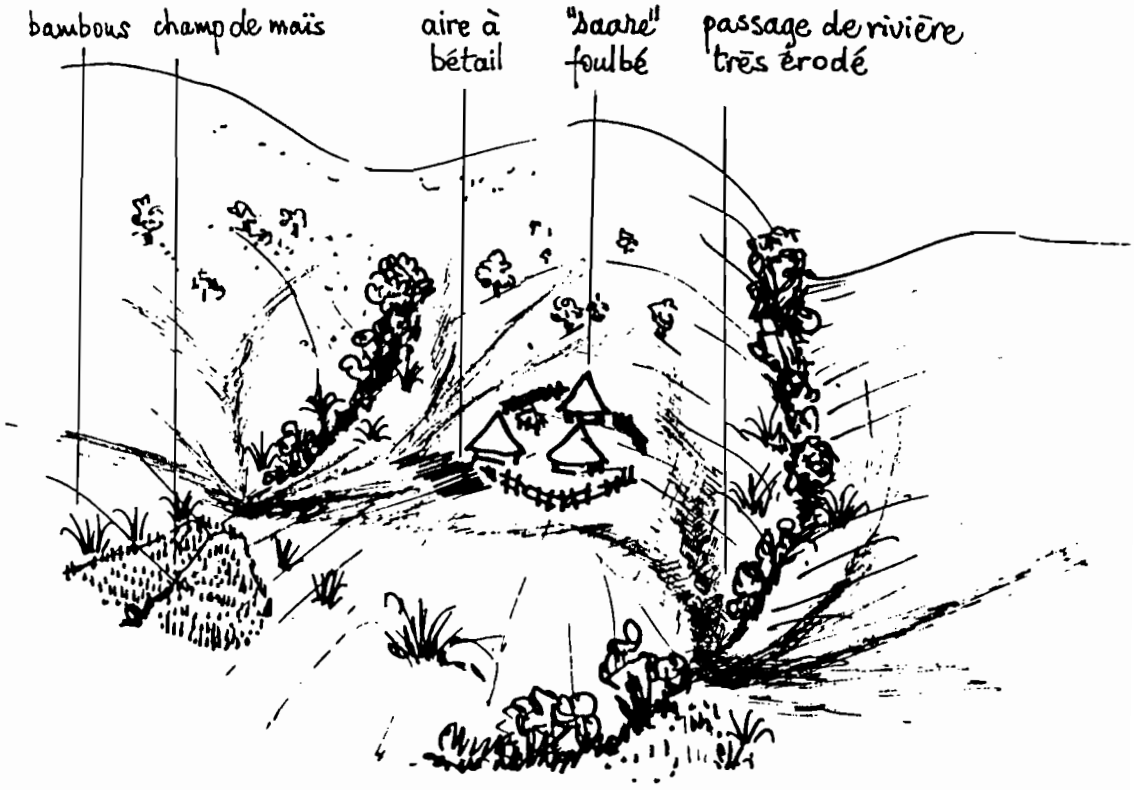


Fig. 320 : *Erosion pastorale en haut du Tchabbal Mbana*

Devant une situation aussi précaire, il est compréhensible que les éleveurs tentent de descendre les troupeaux en saison sèche, malgré les risques qu'ils encourent. Véritable réduit pastoral, le Tchabbal Mbana se trouvait menacé d'une destruction de ses pâturages. En 1985, des pulvérisations d'insectides ont détendu la pression du bétail, en assainissant les savanes du bassin du Faro. Dès lors, les troupeaux descendent à

nouveau en transhumance vers la vallée de la Mbigni. Les années suivantes, ils s'écartent d'une dizaine de kilomètres du pied du ***caBBal***, en saison sèche. Mais ces va-et-vient saisonniers de bétail, à la limite du périmètre éradiqué de glossines, ne sont pas acceptés par les responsables de la lutte contre les tsé-tsé. En 1988, ils rassemblent les troupeaux, les traitent à l'insecticide et les renvoient d'autorité en haut du Tchabbal Mbana.

De fait, l'assainissement du bassin du Faro ne se maintient pas longtemps. Entraînement des glossines par les troupeaux qui reviennent de transhumance ou dynamique propre des mouches, à la faveur de l'arrêt de l'éradication : toujours est-il que la vallée de la Mbigni redevient infestée. En 1989-90, des troupeaux du Tchabbal Mbana, descendus en transhumance, subissent beaucoup de pertes. Désormais, les éleveurs de Mbana contiennent leurs troupeaux en haut du ***caBBal***, à longueur d'année. Les campagnes d'éradication des glossines n'ont brisé l'isolat pastoral du Tchabbal Mbana que de façon momentanée. Les éleveurs y sont, à nouveau, comme enfermés.

Des Foulbé bergers et cultivateurs

Les Foulbé du Tchabbal Mbana habitent de petits hameaux qui rassemblent plusieurs familles de même parenté. Le nombre de bâtons, ***sawru***, appuyés aux toitures des cases, à l'occasion de réunions, est le signe d'une population essentiellement pastorale. Les pasteurs sont attachés à leur bâton, autant que les cultivateurs à leur houe. Ils ne s'en séparent pas de la journée. Les beaux bâtons sont enviés et parfois, volés. Même les vieux qui ne s'occupent plus des animaux se promènent, le bâton passé sur les épaules...

Sur 44 chefs de familles, 19 (soit près de la moitié) gardent du bétail qui ne leur appartient pas. Parmi les autres, 13 ont constitué leur troupeau en étant bergers durant de nombreuses années. C'est donc une population de bergers, ***waynaaBe***, ou d'anciens bergers. L'offre de gardiennage est forte : des Foulbé de Mbana ne trouvent pas de troupeau à prendre en garde. Il ne s'agit pas du statut habituel de berger salarié, dépendant entièrement d'un employeur. Les Foulbé prennent en garde (***sigana***) des animaux étrangers qu'ils rassemblent aux leurs. En recevant un bouvillon tous les 5 mois, ils comptent agrandir leur troupeau personnel. L'employeur confie son bétail à un éleveur installé et n'en contrôle que partiellement la conduite. Par exemple, il ne sait pas toujours où ses animaux descendent en transhumance. L'éleveur lui-même délègue parfois à un fils les animaux reçus en garde ; il n'exerce alors qu'une tutelle, ***kaliifa***, sur ce bétail.

La plupart des propriétaires de bétail résident à Tignère, les plus riches étant des marchands de bestiaux. Les va-et-vient sont incessants entre la ville et le Tchabbal Mbana : propriétaires qui viennent visiter leurs ani-

maux, éleveurs qui vont s'approvisionner en sel ou simplement participer à la grande prière du vendredi (*jumba*) à la mosquée de la ville. Les Foulbé supportent moins que les Mbororo l'isolement permanent en haut d'un *caBBal*.

Comme les autres *caBBal* de l'Adamaoua, la population de Mbana ne comprend pas de vrais cultivateurs. Dès lors, aucun conflit agraire ne dresse les gens les uns contre les autres mais des problèmes de ravitaillement se posent. Contrairement aux Mbororo, les Foulbé de Mbana se comportent à la fois en éleveurs et en cultivateurs. Sur 44 chefs de famille, 43 disposent d'un champ de maïs. Fait encore plus remarquable, ils cultivent par eux-mêmes, sans avoir recours à des ouvriers agricoles. En saison des pluies, les groupes d'habitations s'insèrent au milieu de champs de maïs, souvent situés en bas d'interfluves, aux sols plus profonds et plus fertiles (fig. 319). Le bétail se repose à l'extérieur d'une clôture commune à plusieurs habitations. C'est la même logique d'occupation de l'espace que celle des Foulbé du Tchabbal Mbabo.

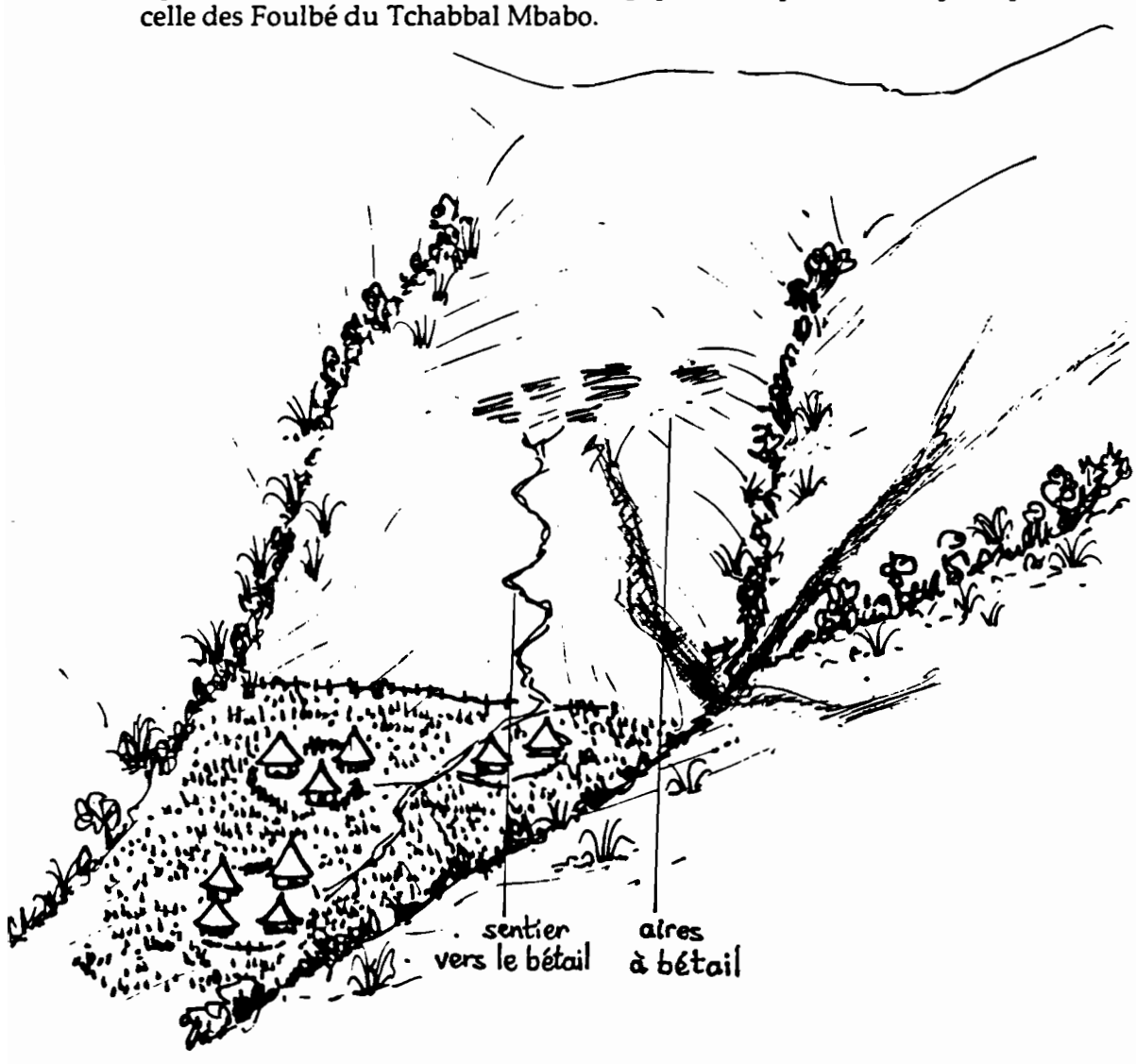


Fig. 321 : *Habitat de Foulbé et champs de maïs au Tchabbal Mbana*

Après la récolte du maïs, en août-septembre, le schéma d'occupation du sol permute. Les animaux entrent sur les chaumes dont ils paissent les vieilles tiges et les herbes adventices. Ils se couchent à proximité des habitations, fumant le sol pour la prochaine récolte. Chaque troupeau stationne environ un mois sur les chaumes de maïs, avant de partir en transhumance. La fumure n'est pas pratiquée en retour de transhumance car l'arrivée des troupeaux correspond à la date de semis du maïs, en avril-mai. Les Foulbé de Mbana pratiquent donc une association entre l'élevage et l'agriculture, comme les Peuls au nord de la Côte d'Ivoire (88). Mais, contrairement aux schémas de rotation des champs "derrière" les parcs à bétail en Côte d'Ivoire, le maïs n'alterne ici qu'avec la patate douce, sur une partie des champs. L'enfouissage d'engrais verts, au moment du billonnage des patates douces, contribue à entretenir la fertilité des sols.

88. BERNARDET, P., 1984, "L'association agriculture-élevage en Côte d'Ivoire septentrionale ; utilisation des déjections animales à des fins agricoles".

Malgré une rétraction générale de la culture du sorgho en Adamaoua, elle est encore pratiquée aux environs de Tignère. Les Foulbé de Mbana, quant à eux, ne cultivent que du maïs. Pourtant, ils préfèrent consommer du sorgho. Pourquoi ctte discordance, alors que les cultivateurs en plaine s'adonnent à la culture du sorgho ? Certains invoquent les mauvais rendements obtenus en sorgho sur le ***caBBal***. En Adamaoua, le cycle de cette céréale excède de 2 mois celui de la même culture en zone soudano-sahélienne (89). D'après les habitants du Tchabbal Mbana, le sorgho doit rester sur leurs champs encore 2 mois de plus qu'en plaine Koutine. Lorsque la saison sèche s'établit brusquement, les panicules ne sont pas complètement formées. Déjà, des feuilles pendent et se dessèchent...

89. BOUTRAIS, J., 1978, "Peuplement et milieu naturel en zone soudanienne..." ; fig. 8.

La médiocre adaptation du cycle du sorgho au climat d'un ***caBBal*** soudanien n'explique pourtant pas le désintérêt dont il est l'objet. L'abandon du sorgho sur le Tchabbal Mbana, comme sur une grande partie de l'Adamaoua, tient à son incompatibilité avec la présence du bétail. En début de saison sèche, lorsque les animaux ont déjà faim, le sorgho est encore sur pied. Si la charge en bétail est forte, des dégâts deviennent inévitables, même lorsque des clôtures protègent les champs. Au contraire, le maïs, à cycle plus court, est récolté lorsque la saison sèche survient. Les animaux peuvent compléter des fourrages en déclin rapide par des résidus agricoles. De plus, le maïs procure de bons rendements lorsque les sols bénéficient d'une fumure régulière. Quant au manioc, il prend de l'importance en plaine mais il n'est pas cultivé sur le ***caBBal***. Culture à cycle long, elle souffrirait encore plus que le sorgho des dégâts du bétail.

L'attention portée aux animaux, surtout lors des détiquages en début de saison des pluies, de même que l'absence d'ouvriers agricoles empêchent les Foulbé de cultiver suffisamment pour couvrir la totalité de leurs besoins alimentaires. Ils assurent, en moyenne, la moitié de leur alimentation. Pour le reste, ils recourent à des achats de sorgho. Une véritable symbiose s'établit entre les éleveurs du ***caBBal*** et les cultivateurs en plaine. Les ânes

qui déambulent autour des campements témoignent du transport de céréales. Les Foulbé s'adressent surtout aux Mboum du bassin du Faro. La dénivellation à parcourir atteint 500 mètres, tandis que du côté de la plaine Koutine, elle approche 1.000 mètres. Cependant, les Mboum sont peu nombreux et ne produisent pas suffisamment pour satisfaire la demande des éleveurs. C'est pourquoi il s'avère intéressant de descendre en transhumance vers la plaine Koutine. Les transhumants séjournent à proximité des villages au moment de la récolte du sorgho, en décembre-janvier. Ils achètent de la nourriture sur place et à bon prix. Il ne reste plus qu'à assurer la soudure, en début de saison des pluies. A cette époque, des cultivateurs n'hésitent pas à gravir les pentes du ***caBBal***, chargés de farine de manioc (***gurka***), tant que les herbes ne sont pas trop hautes. Ils gagnent de l'argent, grâce au voisinage des éleveurs.

Comme au Tchabbal Mbabo, les relations entre éleveurs de Mbana et cultivateurs s'écartent du modèle antagoniste des Grassfields. Il est vrai qu'ici, les deux populations ne coexistent pas. Cependant, quelques tensions surgissent à l'occasion de la transhumance en plaine Koutine. Des troupeaux tôt descendus abîment parfois des champs de sorgho, avant la récolte. De plus, les Koutines accordent un intérêt croissant aux pieds de manioc qui restent sur les chaumes, après l'enlèvement du mil. Ils n'admettent plus que les animaux cassent les tiges de cette plante, à l'occasion de la vaine pâture. Ces nouvelles dissensions répondent à une logique conflictuelle qui existe déjà aux Grassfields, par exemple en plaine de Ndop. Malgré ces difficultés récentes, le grand étagement de relief, du ***caBBal*** aux plaines voisines, assure une complémentarité entre éleveurs et cultivateurs.

Asile pastoral le plus proche de Tignère, dans un environnement devenu difficile, le Tchabbal Mbana a remplacé Karedjé pour les troupeaux de Foulbé citadins. Mais son altitude encore moyenne et sa faible étendue supportent mal un grand afflux de bétail. Quelques décennies de surcharge pastorale ont suffi pour déclencher une grave érosion.

Après l'épisode de l'assainissement des basses savanes voisines, le retour des glossines confine à nouveau les éleveurs dans leur réduit. Chaque saison sèche, ils supputent la menace glossinaire sur les contreforts du *caBBal*. Par tâtonnements, les éleveurs tentent de sortir le bétail et de le maintenir en secteurs moins élevés, jusqu'au retour des pluies.

Le Tchabbal Mbana n'offre qu'un refuge pastoral imparfait où les animaux manquent de pâturage en saison sèche. Les Foulbé affirment qu'ils abandonneraient ces hauteurs si d'autres pâturages redevenaient salubres. Certes, ils sont devenus des "montagnards" mais comme malgré eux.

Le Tchabbal Gandaba : des Foulbé de brousse

Au nord du Tchabbal Mbana, le relief s'étrangle en une arête montagneuse inaccessible aux animaux sur une dizaine de kilomètres. Ensuite, il s'élargit par un replat situé à 1.500 mètres d'altitude. Couvert d'arbustes *Terminalia*, ce niveau est déserté par les éleveurs, sauf des bombements granitiques un peu plus élevés. Le paysage de ***caBBal*** ne prend vraiment de l'ampleur qu'à Gandaba.

Un caBBal *d'altitudes moyennes*

Bien que le Tchabbal Gandaba jouisse d'une réputation pastorale flatteuse et que ses paysages soient grandioses, les altitudes restent moyennes, par rapport à celles des Grassfields. C'est une haute dépression, en forme de cuvette presque fermée, d'où sort la rivière Méré. Cet affluent du Faro sert de limite entre les provinces de l'Adamaoua et du Nord, si bien que les pâturages de Gandaba relèvent de deux autorités coutumières. Le ***laamiiDo*** de Tignère n'en contrôle qu'une partie, la plus grande il est vrai. De 1.500 mètres en son centre, la cuvette de Gandaba se relève à 1.600 et 1.700 mètres vers ses bordures. Le socle cristallin central est bordé de coulées volcaniques, de pitons intrusifs et d'un dyke émergeant d'un grand cône de débris. Malgré ce relief tourmenté, de longs interfluves à faibles pentes, au centre du ***caBBal***, offrent de bons parcours.

Entre des galeries forestières à grands *Syzygium* s'étendent des prairies constituées surtout de sétaires (*Setaria anceps*). *Urelytrum* ne domine la strate herbacée que sur les premières pentes au-dessus de la plaine Koutine. Quant au *Sporobolus africanus*, il apparaît autour des aires à bétail. Quelques arbustes disséminés (*Entada abyssinica, Croton macrostachyus*) sont liés à l'altitude. Cette végétation montre des affinités sub-montagnardes. Malgré le paysage actuel de prairies, elle correspond assez bien aux savanes arbustives d'altitude étagées entre 1.300 et 1.400 mètres aux Grassfields. Avant les éleveurs, des cultivateurs Mboum habitaient sur le ***caBBal*** ; ils sont à l'origine de l'élimination des arbustes au profit d'une prairie (90). Le bétail a provoqué ensuite une évolution du couvert herbacé ; les éleveurs témoignent que les étendues actuelles de sétaires ont remplacé des formations à base d'*Hyparrhenia* et de sissongo. Toutefois, l'altitude semble insuffisante pour que le *Sporobolus* s'implante sur toutes les prairies.

90. L'ancien habitat a laissé des traces encore visibles : bosquets de *Ficus platyphylla*, anciens pieux ayant pris racine ; cupules sur des pierres à écraser le mil.

Le Tchabbal Gandaba offre de bons pâturages mais d'étendue limitée : environ 50 km2, au-dessus de 1.500 mètres. Dès que les troupeaux abordent les grandes pentes en saison pluvieuse, ils s'exposent à des piqûres de tsétsé. Les campements et les aires de stationnement du bétail se rassemblent au centre du ***caBBal***. Les prairies du Tchabbal Gandaba ne souffrent pas d'une érosion aussi grave qu'à Mbana : conséquence de sols ferrallitiques plus profonds et moins fragiles ou d'une charge moindre en bétail ? La

prairie à sétaires offre une meilleure protection aux sols qu'*Urelytrum*, en partie parce qu'elle résiste mieux à la pâture. Dès que les tiges montent, elles deviennent peu appétées. Les inflorescences arrivent rapidement à maturité en début de saison des pluies, au-dessus de vastes étendues herbeuses. Le comportement de *Setaria* se rapproche déjà de celui des *Sporobolus*.

Une société de petits éleveurs foulbé

Du sud vers le nord de la chaîne de Gandaba, le peuplement pastoral s'est mis en place de façon toujours plus tardive. Ce retard tient à l'isolement des hauts plateaux, par rapport aux centres foulbé traditionnels de l'Adamaoua. En même temps, la caractéristique pastorale du peuplement s'affirme.

Histoire du peuplement pastoral. Ancien secteur de transhumance pour les Foulbé de Tignère, le Tchabbal Gandaba n'est occupé en permanence qu'à partir de la fin des années quarante. Ce sont encore des Foulbé Mayo-Iné qui s'installent les premiers. Les uns, très pauvres, gardent des troupeaux de Tignère. D'autres viennent directement de Jada au Nigeria, avec de petits troupeaux personnels. Un troisième lot de migrants arrive du Tchabbal Mbabo où les pâturages sont surchargés. Tous ces arrivants relèvent de lignages culturellement assez proches les uns des autres : Mbewe'en, Bornanko'en, Isho'en. Le Tchabbal Gandaba jouit alors d'une bonne réputation pastorale. Peu étendus mais salubres, ses pâturages sont plus abondants qu'à Mbana.

Cependant, Gandaba est très isolé. Il existe bien un petit ***lahore*** en bas, dans la vallée de la Méré, mais il n'est pas accessible en saison des pluies. L'achat de sel nécessite une expédition de 5 jours, avec un convoi d'ânes, pour se rendre à Tignère et en revenir. A présent, les transhumants eux-mêmes n'utilisent plus le ***lahore*** de la Méré. L'isolement pose également des contraintes, à l'occasion des ventes de bétail. Autrefois, les Foulbé de Gandaba n'hésitaient pas à convoyer des animaux jusqu'au marché de Ngaoundéré, à une centaine de kilomètres à vol d'oiseau. Ensuite, les invasions de glossines n'ont plus permis ces expéditions. Quelques vendeurs se rendent au marché de Wogomdou, presqu'aussi éloigné que Ngaoundéré. La plupart des éleveurs demandent à des acheteurs de venir sur place. Dès lors, les prix proposés sont très inférieurs à ceux des marchés à bétail. L'isolement du ***caBBal*** pèse moins pour le ravitaillement en céréales. Les vallées qui s'encaissent autour du Tchabbal Gandaba sont habitées de cultivateurs qui vendent du mil. Mais certaines pentes sont tellement abruptes que les ânes ne peuvent les aborder en saison des pluies (fig. 321).

Devant de telles difficultés, les Foulbé de l'Adamaoua répugnaient à s'installer à Gandaba. Quant aux Foulbé Mayo-Iné, ils étaient prêts à subir les contraintes de l'isolement, pourvu que le bétail prospère. L'un des premiers arrivants témoigne de sa décision : ***mi waanci haa Do, mi tawi***

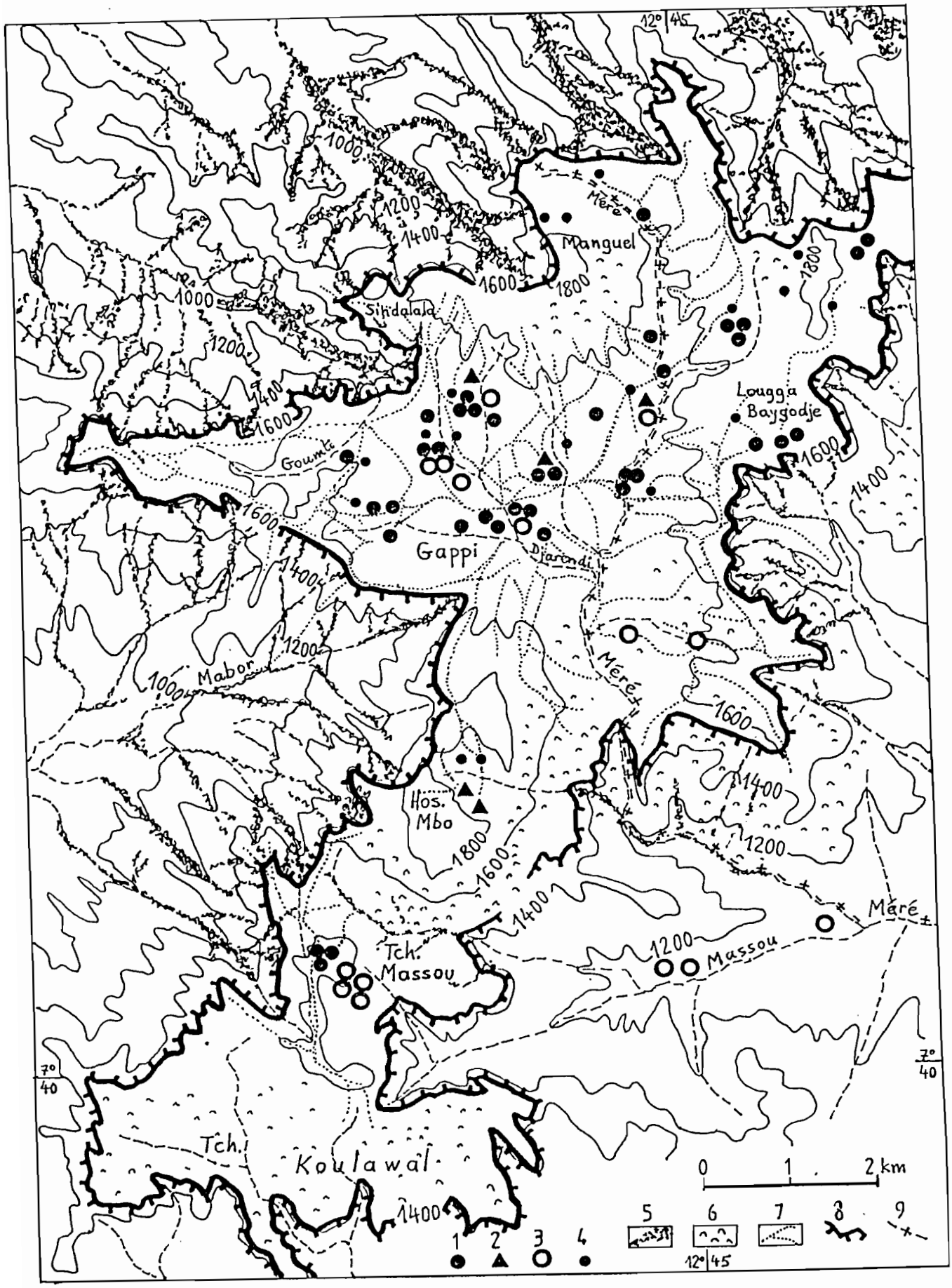


Fig. 322 : *Le Tchabbal Gandaba*

1 : une famille de Foulbé, 2 : Mbororo, 3 : Mboum ou Koutine, 4 : "waalde", abri de berger, 5 : galerie forestière, 6 : arbustes, 7 : pistes à bétail, 8 : rebord du haut plateau, 9 : limite de province

ladde, na'i tekki, wooDi, nden mi wari : « je suis venu me promener ici, j'ai trouvé du pâturage, les vaches sont grasses et en bon état, alors je me suis déplacé. » De tels termes ne seraient pas désavoués par un Mbororo. Les Foulbé de Gandaba sont des Foulbé "de brousse", attachés au bétail. Certains disent qu'ils sont « *devenus* » des éleveurs, menant une existence comme seuls des bergers l'acceptaient autrefois. Les arrivées se succèdent au cours des années cinquante et soixante, renforcées par quelques venues à partir de Karedjé. Aux Foulbé s'ajoutent des Mbororo partis du Tchabbal Mbabo.

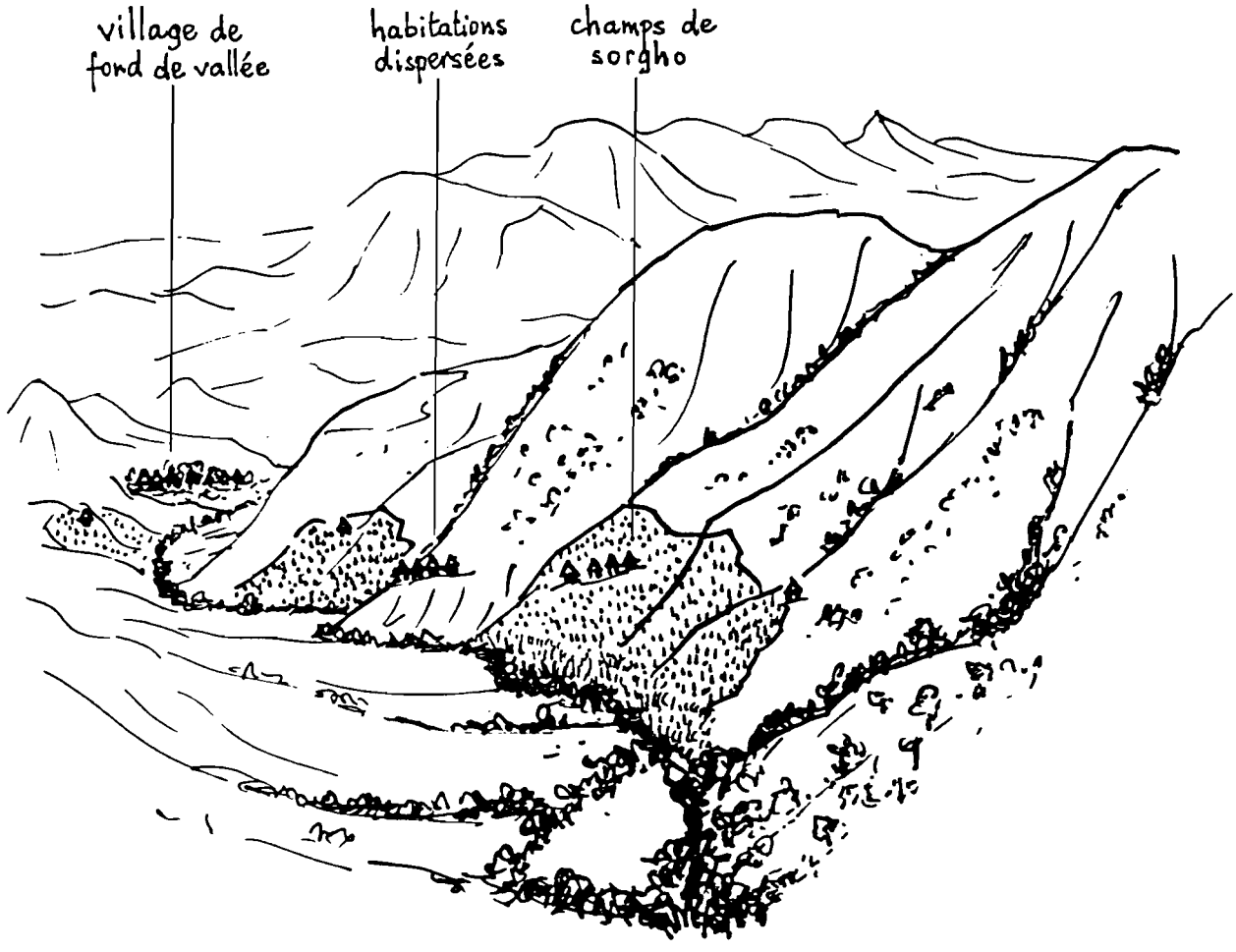


Fig. 323 : *Vallée et habitat de cultivateurs en contrebas du Tchabbal Gandaba*

Bientôt, les conditions pastorales ne sont plus aussi favorables. L'afflux de bétail provoque la disparition des grandes Andropogonées et leur remplacement par les sétaires. Or, *Setaria anceps*, aux feuilles effilées, fournit un fourrage moins abondant que les grandes *Hyparrhenia*. Surtout, ses feuilles durcissent rapidement et les repousses de saison sèche sont peu fournies. Alors que les premiers occupants du *caBBal* ne le quittaient pas en saison sèche, la transhumance s'impose à la fin des années soixante. Les

troupeaux descendent alors sur une trentaine de kilomètres en plaine Koutine, jusqu'à Almé et la limite de la Réserve du Faro, en opérant un transfert de 1.000 mètres en altitude. Mais l'invasion de la plaine Koutine par les glossines désorganise les déplacements saisonniers. Devant ces difficultés, des Foulbé et des Mbororo abandonnent le *caBBal* au cours des années soixante-dix. Ils partent vers les savanes de Tibati et de Meiganga, où l'espace pastoral ne manque pas.

Une société égalitaire. Les éleveurs de Gandaba restent de petits propriétaires de bétail. Aux bovins s'ajoutent des troupes nombreuses de moutons, indice d'une relative pauvreté, dans la société peule. La "structure pastorale" des Foulbé de Gandaba est différente de celle de Mbana.

Tabl. 117 : ***"Structure pastorale" des Foulbé de Mbana et de Gandaba***

	Tc. Mbana	Tc. Gandaba
Nb. de chefs de famille	36	34
Nb. de bergers	17	7
Nb. d'éleveurs-propriétaires	33	26
dont : troupeau hérité	26	15
troupeau constitué en étant berger	7	11

Quelques Foulbé de Gandaba sont encore des bergers démunis de bétail. Cependant, la plupart se comportent en éleveurs autonomes. Ils ont hérité leur troupeau du père mais ceux qui l'ont constitué par eux-mêmes sont également nombreux. Une fois nantis de bétail, ils sont venus s'installer sur le Tchabbal Gandaba. Ici, ils s'occupent eux-mêmes des animaux ou les confient à des fils. Seuls, 4 Foulbé de Gandaba manquent de main-d'oeuvre familiale et doivent engager un berger salarié. A l'inverse, 4 jeunes ne disposant pas assez de bétail sont partis s'employer comme bergers.

Il s'agit d'une société pastorale égalitaire de petits propriétaires de bétail. En plus, ils cultivent du maïs, en sarclant par eux-mêmes, selon le même principe qu'à Mbana. Une fois les sarclages achevés, la rareté des tiques sur les animaux laisse beaucoup de loisirs en saison des pluies. Les Foulbé passent alors les journées chez leur *jawro*, chef de village. Tandis que les *mawBe* se rassemblent dans la case des visiteurs, les jeunes se tiennent à l'extérieur. Tout le monde participe à la prière de 14 heures, *juura*. Ensuite, on passe le temps à croquer des noix de cola et à échanger des nouvelles. Cette petite société pastorale a su faire preuve de cohésion, face aux voisins Mbororo. Pourtant, quelques Foulbé, ne supportant pas l'ennui du *caBBal*, ont migré à Tignère.

L'enfermement pastoral sur le caBBal

Promontoire avancé au-dessus des plaines de la Bénoué, le Tchabbal Gandaba subit encore plus que Mbana la pression des mouches tsé-tsé. Les éleveurs tentent de s'adapter à cette situation en changeant de secteur de transhumance et en réduisant la durée des déplacements saisonniers.

La vallée de la Méré étant abandonnée dès les années soixante, celle de la Mbigni l'est, à son tour, au cours des années soixante-dix. Il est alors impossible aux transhumants de descendre vers le bassin du Faro, infesté de glossines. En même temps, ils doivent renoncer à la vallée de Mabor, du côté de la plaine Koutine. Les savanes étagées de 600 à 900-1.000 mètres étant dangereuses, les transhumants s'arrêtent à des altitudes plus élevées. Ils gagnent seulement les contreforts du ***caBBal***, à 1.200-1.300 mètres. Les troupeaux parcourent les arêtes étroites qui dominent la vallée de Goumti à l'ouest. D'autres n'hésitent pas à traverser la plaine Koutine pour accéder à la montagne de Guen Fa Labo. A son sommet, à 1.200-1.300 mètres, ils retrouvent des pâturages salubres. Mais il faut, auparavant, traverser des secteurs où les mouches pullulent « *comme des abeilles,* » s'exclament des informateurs. Le jeu altitudinal des transhumants évolue donc à l'inverse des Grassfields. Au lieu d'élargir les transferts de bétail en altitude, les éleveurs de Gandaba les réduisent.

Les transhumants qui se dirigent jusqu'à Gadjiwan, grand village de la plaine Koutine, contredisent pourtant le schéma précédent. Dans un contexte d'insécurité croissante, ils choisissent les savanes les plus déboisées à basse altitude : celles les mieux peuplées et cultivées de la plaine (91). Lorsqu'elles sont suffisamment vastes, de vieilles jachères débarrassées d'arbres offrent un milieu encore supportable aux transhumants. Mais il faut pouvoir s'y rendre et en revenir...

91. BOUTRAIS (J.), 1978, "Peuplement et milieu naturel en zone soudanienne : le cas de la plaine Koutine" ; carte h.t. n° 2.

Les transhumants de Gandaba ne peuvent plus accéder aux pâturages verdoyants des sissongos le long des grandes vallées. Le plus souvent, ils se contentent des repousses sur les pentes, après les feux de brousse. Ce changement de pâturages, de même que l'insalubrité croissante aux basses altitudes, réduisent la durée de la transhumance. Les troupeaux de Mbana s'absentent en moyenne durant 4 mois, de décembre à début avril. Autour de Gandaba, les transhumances ne durent que 2 à 3 mois, de la fin de décembre à mars. D'abord, les transhumants attendent que les feux aient brûlé toutes les basses savanes, exerçant ainsi un effet d'assainissement des glossines. Mais la transhumance est surtout écourtée en fin de saison sèche, lorsque la chaleur devient humide et lourde. C'est la période la plus dangereuse pour des animaux affaiblis, celle d'une dispersion rapide des mouches en dehors des gîtes forestiers. Beaucoup de transhumants regagnent le ***caBBal*** 15 jours ou 3 semaines avant le début des pluies. Les troupeaux affrontent alors une courte période critique : comme ils ne trouvent pas d'herbe à leur retour sur le ***caBBal***, ils sont tentés d'en cher-

cher sur les grandes pentes, accidentées de véritables ravins. Les bergers ne quittent plus les troupeaux de la journée, pour éviter des chutes mortelles.

Les troupeaux qui reviennent de transhumance ne sont pas amaigris et pourtant, « *ils sont sans forces,* » disent les éleveurs. Il leur faut plusieurs semaines pour retrouver un bon état. Le rôle réparateur du ***caBBal*** devient décisif dans un contexte de forte insalubrité en basses savanes. A l'altitude du Tchabbal Gandaba, les animaux ne souffrent plus de trypanosomose. Dès lors, la tentation est forte de ne plus quitter les hauts pâturages. A la fin des années soixante-dix, 26 troupeaux sur 41 ne descendent plus en saison sèche. Mais tous les troupeaux ne pourraient rester en haut du ***caBBal*** à longueur d'année. Le choix semble laissé aux initiatives individuelles. Pourtant, il met en cause, à long terme, les pâturages restreints du ***caBBal*** : plus le nombre de troupeaux sédentaires augmente, plus les pâturages risquent de se dégrader.

Sur le Tchabbal Mbana, les problèmes de salubrité se posent surtout en saison des pluies parce que l'altitude suffit à peine pour écarter les glossines. A Gandaba, les pertes de bétail surviennent plutôt en saison sèche. Une fois remontés, les animaux prospèrent. C'est le cycle pastoral classique d'un vrai ***caBBal***.

Au cours des premières années quatre-vingt, les savanes du Faro ont bénéficié de pulvérisations d'insecticides jusqu'à la Méré. Au contraire, la portion de la plaine Koutine adjacente à Gandaba n'a pas fait l'objet de traitement aérien. Les éleveurs de Gandaba se sont adaptés à cette situation nouvelle en détournant leurs itinéraires de transhumance, de la plaine Koutine vers le bassin du Faro. De même qu'à Mbana, la reprise des transhumances a allégé la charge saisonnière des prairies du ***caBBal***, en ré-introduisant une sorte de rotation pastorale.

Malheureusement, la restauration de la salubrité et du système pastoral ancien ne s'est pas maintenue longtemps. Le retour des mouches tsé-tsé a "bloqué", de nouveau, les troupeaux en haut de Gandaba. Les glossines atteignent maintenant des densités intolérables du côté de la plaine Koutine (Mabor), à tel point que les gens ne peuvent plus se déplacer de jour. Des essaims de mouches les assaillent et les piquent douloureusement. Quant aux animaux, il devient difficile de les vendre et de les expédier vers Tignère. Dès lors, les éleveurs ne peuvent plus acheter de médicaments, justement pour protéger le bétail de la trypanosomose. C'est un véritable cercle vicieux qui accentue l'impression d'enfermement pastoral en altitude.

Les prairies d'origine anthropique du Tchabbal Gandaba s'insèrent dans un contexte plus sub-montagnard que franchement montagnard. Pourtant, la petite communauté pastorale de Gandaba rassemble de vrais éleveurs de brousse. Système transhumant bloqué, bétail assiégé en altitude, économie pastorale en suspens, le Tchabbal Gandaba s'insère parfaitement dans la problématique de *caBBal* propre à l'Adamaoua.

Le Tchabbal Lambang : un *caBBal* trop petit pour de riches Mbororo

La dernière unité pastorale de la chaine de Gandaba ne ressemble pas aux précédentes. Cette fois, l'altitude et les paysages deviennent comparables à ceux des Grassfields. Les situations pastorales les rappellent également, mais réduites à de petits espaces.

Un caBBal *de petites dimensions*

Après un étranglement entre deux têtes de vallées encaissées, le relief prend une allure tabulaire à des altitudes qui dépassent 1.800 mètres. Le Tchabbal Lambang se compose de deux chaussées trachytiques disposées en V, une branche s'allongeant sur 7 km et l'autre sur 4. La largeur de ces tables varie entre 1 et 2 km.

A 1.800 mètres, la prairie à sétaires de Gandaba s'efface devant les touffes de *Sporobolus*, entre lesquelles s'insinuent de nombreux trèfles de montagne. La table sommitale, à 1.900-2.000 mètres, est déjà couverte d'une pelouse rase, d'allure sub-alpine. Des pentes sont encombrées de fougères Aigle, de ronces, de fourrés à *Hypericum* et d'arbustes *Gnidia glauca* au feuillage en boule. De rares galeries forestières comprennent de grands *Syzygium* mais également des *Albizia gummifera*. C'est une végétation comparable à celle des Grassfields. Cette convergence est encore accentuée par la présence de "kikuyu grass". Comme sur le Tchabbal Mbabo, un Mbororo en aurait apporté quelques tiges, à partir du Mambila. A présent, le "kikuyu" s'étend rapidement autour des campements, à 1.900 mètres d'altitude. Tout cela compose un paysage pastoral typique de ***caBBal***.

En juillet et août, il pleut durant des journées entières, à tel point que les femmes ne peuvent sortir ramasser du bois. En prévision des pluies interminables, elles font des provisions, entassant du bois sec sous les rebords des toitures et à l'intérieur des cases. Celles-ci sont équipées de petits vestibules étroits qui préservent des coups de vent et du froid. C'est la même architecture que sur les hauts du Bamenda.

Comme les animaux sont indemnes de tiques, les soins au bétail se réduisent à peu de chose. On ne s'en occupe que le matin et le soir, pour attacher les veaux après la traite. Ce travail est dévolu aux enfants, garçons et même petites filles, lorsque les animaux sont nombreux. Chaque jour, les animaux paissent librement. Les ***mawBe*** n'ont pas de tâches particulières en saison pluvieuse. Quand il ne pleut pas, ils passent leur temps à se rendre des visites entre voisins, les prières rythmant les journées. La facilité de l'élevage n'est pas le moindre attrait du ***caBBal***, l'autre étant une prospérité pastorale garantie.

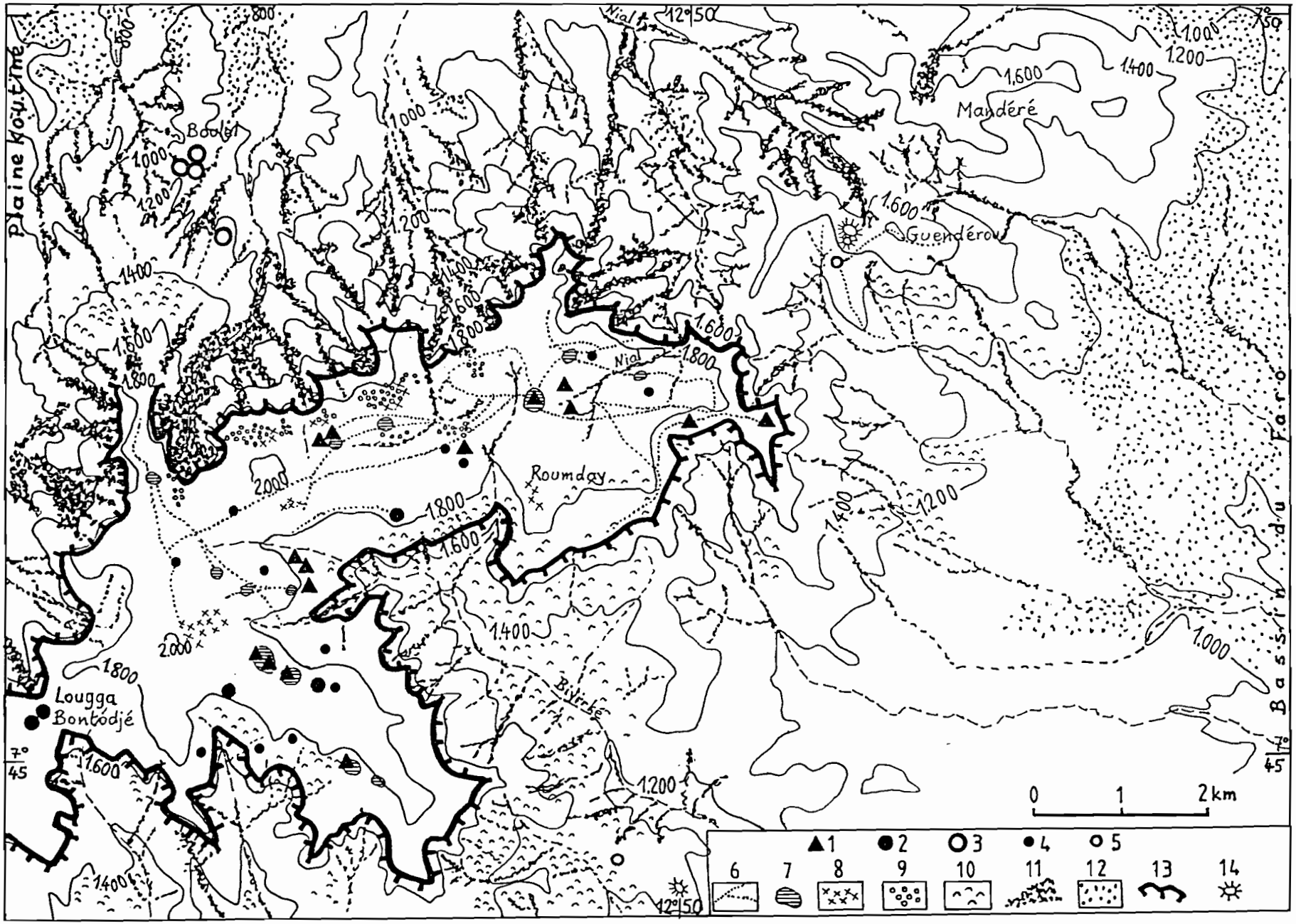


Fig. 324 : *NORD : le Tchabbal Lambang*

1 : une famille mbororo, 2 : Foulbé, 3 : Koutine ou Mboum, 4 : "waalde", aire à bétail, 5 : campement de saison sèche, 6 : pistes à bétail, 7 : tapis d'herbe "kikuyu", 8 : fougeraie, 9 : arbustes de hautes altitudes (*Gnidia*), 10 : arbustes d'altitudes moyennes, 11 : forêt dense, 12 : forêt claire à *Isoberlinia*, 13 : rebord du haut plateau, 14 : grand piton rocheux

L'histoire des Grassfields en raccourci

Les hauts pâturages de Lambang ne portent pas des animaux goudali mais surtout des zébus de race ***daneeji***, autre originalité par rapport à Mbana et Gandaba. Le peuplement mbororo devient majoritaire sur le ***caBBal*** le plus élevé et le plus isolé de la chaine de Gandaba. L'isolement va de pair avec une dominante pastorale. La coincidence n'est pas fortuite. Elle résulte de nombreuses tensions, les prairies de haute altitude ayant suscité beaucoup de convoitises.

Les premiers éleveurs de Lambang arrivent au cours des années quarante. Ce sont des Peuls d'origines diverses : à des Foulbé Mayo-Iné s'ajoutent des Mbororo, aussi bien des Djafoun que des Akou. Les arrivants ne possèdent pas beaucoup de bétail, en moyenne entre 20 et 30 têtes chacun. Bien que d'étendue restreinte, les pâturages de Lambang sont tellement plantureux que les troupeaux n'ont pas besoin de transhumer en saison sèche. La prospérité du bétail compense l'isolement sur ce toit montagneux.

L'augmentation rapide des effectifs de cheptel et les nouvelles arrivées excèdent bientôt les capacités du petit ***caBBal***. Des tensions surgissent entre éleveurs. Les Akou sont les plus nombreux et surtout les plus riches. Leur race bovine progresse plus vite et sa façon de paître "en tondeuse" ne laisse rien aux autres animaux. Un Akou très riche réussit à se faire nommer ***arDo*** par l'administration. Dès lors, les autres éleveurs partent d'eux-mêmes ou sous la contrainte. Quelques Foulbé se maintiennent à la bordure du ***caBBal***; d'autres se replient à Gandaba ou migrent vers l'est de l'Adamaoua. Des Gosi'en se retirent également à Gandaba au cours des années soixante puis retournent vers Mbabo. Tous ces départs scandent l'enrichissement des Akou maîtres du ***caBBal***. Il s'agit seulement de deux familles Gamanko'en.

Les Gamanko'en furent parmi les premiers Akou à aborder les plateaux nigerians et camerounais, à partir du plateau de Jos où ils séjournèrent longtemps. Ils partagent les antécédents migratoires et le comportement culturel des Boutanko'en du Tchabbal Mbabo. Dès les années quarante, ils devinrent nombreux au Mambila où ils possédaient 158 troupeaux en 1953 (92). Du Mambila, ils gagnent les hauts plateaux les plus proches : les Grassfields et le Tchabbal Mbabo. Aux Grassfields, ils s'affrontent aux Djafoun, en échouant à Binka mais en réussissant à Misaje. Dans leur quête de pâturages en haut de ***caBBal***, les Gamanko'en font partie des Akou que redoutent le plus les Djafoun.

92. BOULAY (R. du), 1953, "The Cattle owning Fulani in Mambila District".

Ceux de Lambang ont migré par les monts Shebshi (Tchabbal Kiri), le Mambila puis le Tchabbal Mbabo, avant d'atteindre l'extrémité de la chaine de Gandaba, au début des années cinquante. En acquérant la maîtrise des prairies de Lambang, ils permettent à leur cheptel de progresser rapidement.

Ardo Mokaou détenait 300 têtes en 1953 ; vingt ans plus tard, il dispose de plus d'un millier de têtes. L'essor est comparable pour son frère cadet, arrivé avec un seul troupeau. Leur cheptel avait déjà grandi rapidement sur le Tchabbal Mbabo. En 7 ans, il était passé de 60 têtes à 300 pour Ardo Mokaou et de 30 à 170 pour son frère

cadet, soit une progression de 5 à 6 fois. Les vaches vêlaient chaque année. Au fur et à mesure que leur cheptel devenait plus nombreux, les Gamanko'en manquaient de place. Leurs "amis" Boutanko'en étant fortement implantés à Mbabo, les Gamanko'en durent se résoudre à chercher d'autres pâturages. C'est alors qu'ils s'introduisent sur le Tchabbal Lambang.

La mise à l'écart des Foulbé et des Djafoun survient d'abord, leurs races bovines ne pouvant supporter longtemps la compétition avec les animaux ***daneeji***. L'accaparement des pâturages devient plus difficile lorsqu'il s'agit d'écarter d'autres Akou, nantis du même type de bétail. Des querelles surgissent à propos des pâturages dévolus à chacun. Un Boutanko ne se résoud à partir qu'après une bagarre à coups de bâtons, une arme dangereuse aux mains des Mbororo. Actuellement, les 18 familles mbororo de Lambang sont des Gamanko'en. Mieux, elles sont toutes apparentées à l'***arDo. ImBe lenyol*** : « *des gens du lignage,* » admet celui-ci, avec satisfaction. L'homogénéité lignagère est parfaite. C'est le type de conquête pastorale que craignent les Djafoun des Grassfields.

L'impérialisme pastoral des Gamanko'en de Lambang ne s'arrête pas là. Le départ des autres lignages compense à peine la progression des troupeaux restés sur place, si bien que la charge reste forte, supérieure à 1 bovin par hectare. Dès lors, les jeunes Mbororo cherchent d'autres pâturages.

Ils jettent leur dévolu sur les plus proches, à Gandaba. Versent-ils de l'argent ou remettent-ils des animaux au ***laamiiDo*** de Tignère ? Toujours est-il qu'ils obtiennent son accord pour placer un troupeau à Gandaba, à la fin des années soixante-dix. A cette nouvelle, l'émoi est grand chez les Foulbé. Petits propriétaires de bétail, ils craignent que leurs riches voisins ne s'en tiennent pas à un troupeau et qu'ils finissent par investir leurs pâturages. Ils soutiennent le ***jawro*** qui refuse d'accueillir chez lui des animaux de Lambang. Les Gamanko'en rétorquent qu'ils ont « *acheté* » un pâturage. L'affaire est tellement grave qu'elle est déférée au Ministre de l'Elevage. Une Inspection tire prétexte de la limite provinciale pour refuser le transfert de bétail. Pour la première fois, de riches éleveurs sont déboutés dans leur stratégie d'accaparement de hauts pâturages.

A haute altitude, de bonnes conditions d'élevage sont assurées, permettant à des éleveurs de s'enrichir rapidement. Une dynamique d'expansion pastorale soutenue entraîne, de façon presqu'inévitable, des accaparements de nouveaux pâturages ou des migrations vers des secteurs plus vastes.

Les fragilités de la prospérité pastorale

Les 18 chefs de famille mbororo de Lambang sont entourés de 35 épouses. Le taux de polygamie atteint presque 2 (contre 1,37 chez les Gamanko'en des Grassfields), signe de la richesse de ces familles. En effet, elles tirent l'essentiel de leurs ressources des ventes de bétail. Sur ce ***caBBal*** isolé et entouré de pentes escarpées, les femmes ne peuvent vendre des produits laitiers à des cultivateurs difficiles à contacter et, de plus, très

pauvres. Une dizaine de familles récoltent du maïs mais les travaux agricoles sont effectués par des ouvriers. Alors que les Foulbé de Mbana et de Gandaba s'occupent eux-mêmes de leurs parcelles de maïs, les Mbororo recourent à des salariés (93). En ce sens, les Mbororo de Lambang ne sont pas de vrais éleveurs-cultivateurs. Leurs dépenses familiales sont couvertes par les ventes de bétail. Or, les effectifs de cheptel ont tendance à diminuer. Celui d'Ardo Mokaou est estimé à 750 têtes en 1978, contre plus d'un millier à la fin des années soixante. Le recul tient à l'appauvrissement des pâturages d'altitude mais surtout à des pertes subies en saison sèche.

93. Engagement d'ouvriers agricoles et achats de mil mettent plus souvent les Mbororo en contact avec les Koutines que les Foulbé. Dès lors, les Mbororo entretiennent des rapports de voisinage plus amicaux avec les cultivateurs, une constante qui se retrouve partout en Adamaoua.

Au nord de Lambang, la chaîne montagneuse se prolonge sur une quinzaine de kilomètres mais l'altitude de l'axe sommital s'abaisse à 1.600 puis à 1.400 mètres. En contrebas, une forêt claire à *Isoberlinia* couvre tous les versants. Infestée de glossines, c'est le domaine d'une grande faune de buffles et de lions. Les troupeaux de Lambang ne disposent pas de bon secteur de transhumance. Seuls, deux ou trois troupeaux descendent sur des arêtes montagneuses, juste en contrebas du ***caBBal***. Ils ne peuvent pas y rester en fin de saison sèche, par crainte des mouches tsé-tsé. Dès lors, les Mbororo de Lambang se dirigent vers les mêmes secteurs de transhumance que les Foulbé de Gandaba. Mais leurs troupeaux, non protégés par des traitements trypanocides, se trouvent exposés aux piqûres des glossines. Arguant de la limite provinciale, les équipes vétérinaires de l'Adamaoua refusent de traiter le bétail de Lambang. Quant aux vétérinaires de Poli, ils ne se rendent jamais en haut du ***caBBal***, très difficile d'accès de ce côté. Avec l'aggravation de l'insalubrité en plaine Koutine, ces Mbororo ont perdu du bétail. Leur situation ne s'est pas améliorée récemment, les savanes en bas de Lambang n'ayant pas été assainies par la campagne d'éradication des tsé-tsé. Le Tchabbal Lambang est devenu un véritable isolat encerclé de savanes insalubres.

Enfin, les anciens attribuent le recul de cheptel au comportement des jeunes à l'égard des animaux. Dans le contexte d'un élevage facile, l'attention portée au bétail se relâche. Les anciens accusent les jeunes de ne plus éprouver ***enDam*** pour les animaux ; ***enDam*** étant un sentiment très fort qui s'exprime par l'attention, les soins et, à la limite, l'amour maternel. Contrepartie de l'oisiveté en saison pluvieuse et de la richesse acquise sans effort, les jeunes vendent facilement des animaux. Nantis de beaucoup d'argent, ils se rendent à des veillées (***hiirde***) à Gandaba, pour retrouver la compagnie de prostituées venues de Tignère. ***Jonta, Bc naati hiirugo bana Huya'en sosey*** : « *maintenant, ils se mettent à "faire des veillées", tout à fait comme les Foulbé,* » se lamentent les anciens.

Il est entendu que, pour les Mbororo, les Foulbé font passer leurs convenances personnelles avant l'impératif du bétail. Que les jeunes Mbororo imitent le comportement foulbé signifie, pour les anciens, que l'avenir du cheptel se trouve compromis. En appui à cette thèse, ils citent le cas d'un Gamanko. Il s'était enrichi sur le Tchabbal Lambang, jusqu'à détenir 7

troupeaux. Après sa mort, les fils ont dilapidé tout ce cheptel, avant de se disperser comme de simples bergers. Tout se passe comme si un enrichissement pastoral rapide n'évitait pas la ruine des générations suivantes.

Un vrai *caBBal* qui n'a jamais porté de bétail peut assurer une prospérité spectaculaire aux premiers éleveurs. Inversement, ces pionniers sont prêts à supporter des privations pour assurer l'essor du cheptel. ***Naane, imBe enDay*** : « *autrefois, les gens aimaient le bétail,* » regrettent les anciens de Lambang. Mais bientôt, les inconvénients de la vie sur le *caBBal* deviennent difficiles à supporter : le froid, le vent et surtout ***geuDum***, la solitude. Isolés sur les hauteurs de Gandaba, les éleveurs souffrent du poids de l'isolement et d'un besoin de relations sociales plus étendues. Le mal de vivre en altitude devient aigu à Lambang, promontoire étroit entouré de ravins. Un vieillard foulbé qui vit chez un riche neveu, entre Gandaba et Lambang, ne se plaît pas sur le *caBBal* : il se plaint du froid et de l'impossibilité de se promener, ***waanca***. Les visites aux membres du lignage, les achats de nourriture et les rencontres aux marchés font partie des besoins sociaux des pasteurs peuls. Même les Mbororo âgés du Tchabbal Lambang, pourtant ardents défenseurs d'une morale pastorale, avouent qu'ils souhaitent se retirer à Tignère, dans la ville la plus proche. Les comportements "déraisonnables" des fils d'éleveurs riches expriment l'ennui de vivre, à longueur d'année, en haut des *caBBal*.

A la présentation des *caBBal* comme secteurs pastoraux par excellence et support d'enrichissement s'oppose la perception peule d'un milieu difficile à vivre, voire inhospitalier. Les *caBBal* de l'Adamaoua n'ont pas attiré les Foulbé, dès leur arrivée sur ce plateau, au cours du siècle dernier. *FulBe wuro*, les premiers Foulbé se regroupèrent au sein de cités fortifiées, les espaces pastoraux restant circonscrits aux environs. Les aires d'élevage ne se dilatèrent à l'ensemble de l'Adamaoua que par l'établissement tardif des Foulbé en villages et surtout par l'arrivée de vrais pasteurs, les Mbororo. Ce sont les Djafoun qui ont découvert le potentiel pastoral exceptionnel du Tchabbal Mbabo. Dès lors, ils ont adopté une véritable civilisation pastorale de *caBBal*. Cependant, par suite de la concurrence des Foulbé, les Djafoun n'ont pas maintenu longtemps leur monopole sur le Tchabbal Mbabo. Les Foulbé ont fini par s'intéresser aux prairies de *caBBal*. Encore ne s'agissait-il pas des vrais Foulbé de l'Adamaoua, mais de nouveaux venus, plus engagés dans la vie pastorale et prêts a vivre à l'écart des villes ou des villages de cultivateurs.

L'histoire pastorale et l'altitude inégale des *caBBal* de l'Adamaoua aboutissent à un étagement des groupes humains (fig. 323). Tous ces groupes relèvent de l'ensemble peul mais ils se différencient par l'économie, le type de bétail, le passé récent et, finalement, des manières d'être. A 2.000 mètres d'altitude et davantage, les prairies sommitales du Tchabbal Mbabo restent le domaine des Djafoun, les mêmes que ceux des Grassfields. Mais ils ont perdu le réduit de Lambang, accaparé par les

Akou. Ceux-ci se sont également introduits sur le Tchabbal Mbabo, à 1.600-1.700 mètres, en concurrence avec les Foulbé Mayo-Iné. Cette "strate" de peuplement foulbé se retrouve aux mêmes altitudes, à la fois sur le Tchabbal Gandaba et sur le Tchabbal Silé, de l'autre côté de l'Adamaoua. Quant aux Foulbé de l'Adamaoua proprement dits, ils investissent les pâturages jusqu'à 1.400-1.500 mètres, qu'il s'agisse du Tchabbal Mbana ou des hautes surfaces de la région de Ngaoundéré. L'étagement des groupes peuls marque une gradation de pastoralisme : plus les groupes sont spécialisés dans l'activité pastorale, plus ils se tiennent à de hautes altitudes.

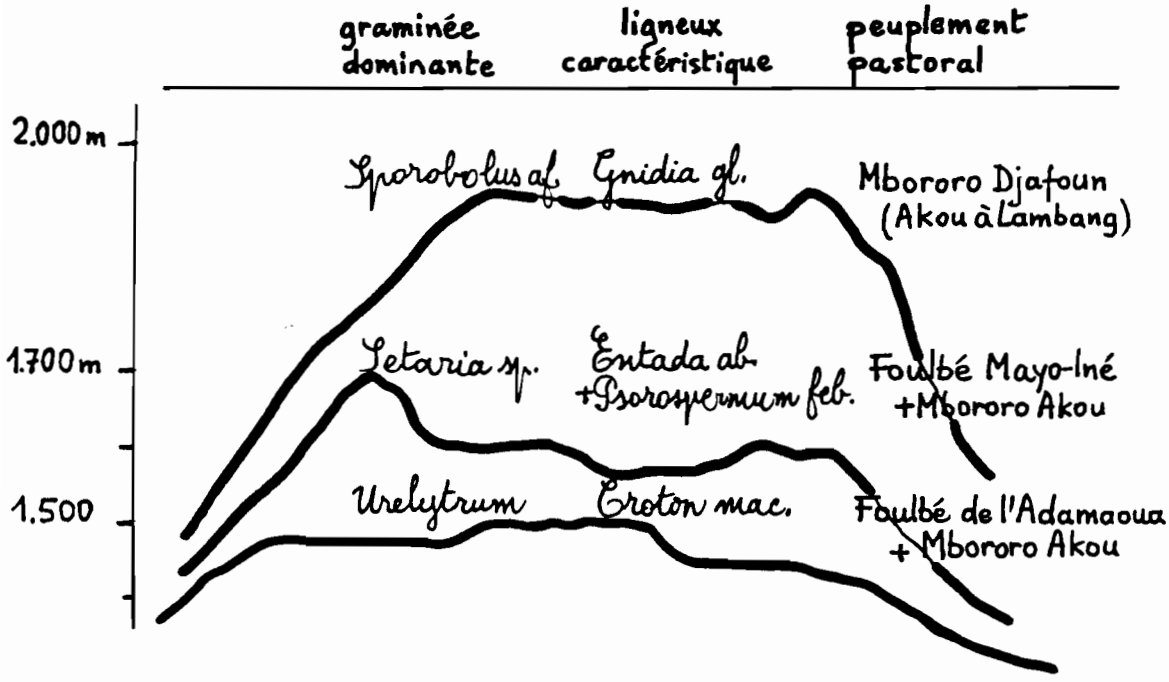


Fig. 325 : *Etagement schématique des "caBBal" de l'Adamaoua*

Aujourd'hui, les Foulbé deviennent nombreux sur les *caBBal* de l'Adamaoua parce que les prairies d'altitude procurent de véritables refuges pastoraux. C'est là que le bétail peut encore prospérer de lui-même, sans faire appel aux vétérinaires. Ailleurs, l'élevage est soutenu de façon artificielle sur les vieux pâturages de l'Adamaoua, grâce à des épandages d'insecticides ou des injections de trypanocides.

Plutôt que de se replier en haut de réduits montagneux, une autre façon de sauvegarder l'activité pastorale consiste à partir à la recherche de nouveaux pâturages. C'est encore la solution que beaucoup de Mbororo préfèrent.

3. DERNIERS *CABBAL*

Dans chaque région d'élevage, des éleveurs restent insatisfaits de leur sort. Pâturages encombrés de troupeaux ou disputes répétées avec les cultivateurs, ils aspirent à changer de secteur. Entendent-ils que de vastes pâturages sont disponibles ailleurs et surtout, que des troupeaux y prospèrent ? Ils éprouvent alors une envie irrésistible de s'y rendre. L'envie, ***suuno***, caractérise l'un des ressorts du comportement des Peuls pasteurs. Eux-mêmes reconnaissent : ***gikku Mbororo, min DaBBita, haa na'i DuuDa*** : *« le caractère des Mbororo, c'est de chercher (tous les moyens) pour que les vaches deviennent nombreuses. »*

Dans cette quête d'un ailleurs pastoral, des noms finissent par envahir l'imaginaire peul, ceux de ***caBBal*** situés très loin vers le sud : *« il y pleut toujours et les vaches ont de l'herbe à longueur d'année. »* Pour des éleveurs confrontés aux *« souffrances »* de la saison sèche, même si celle-ci dure seulement quelques mois, l'abondance fourragère en permanence devient la marque d'un paradis pastoral. L'idéal des éleveurs est un bon ***caBBal***, à climat pluvieux et pratiquement libre de cultivateurs. Deux hautes terres ont longtemps tenu cette place un peu mythique : le Tchabbal Ngouté et le Tchabbal Buea (mont Cameroun).

LE TCHABBAL NGOUTE : SOUS LE SIGNE DE L'AVENTURE

Situé dans le vide central du Cameroun, le Tchabbal Ngouté est réputé depuis longtemps auprès des Mbororo. Pourtant, ce bloc de hautes terres est particulièrement isolé. Aucune piste ancienne de bétail ne le traverse. Or, les pistes à bétail de commerce ont souvent servi d'antennes à la pénétration pastorale des contrées sans élevage. Certes, les maquignons de l'Adamaoua expédiaient autrefois beaucoup de bétail (94) par la piste de Yoko, en direction de Yaoundé. A une cinquantaine de kilomètres du Tchabbal Ngouté, elle suit le rebord du "plateau de Yoko" qui est en continuité avec le môle de Ngouté. A l'occasion de haltes, des convoyeurs ont dû apprendre l'existence d'un ***caBBal*** dans la région puis la rapporter aux éleveurs de l'Adamaoua. L'attrait de ces pâturages vierges s'est transmis de génération en génération, chez les Mbororo. Attirance qui restait le plus souvent velléitaire, les tentatives pour la concrétiser ayant longtemps échoué.

94. environ 15.000 têtes par an, dans les années cinquante. C'était la principale piste d'expédition du bétail, de l'Adamaoua vers le sud du Cameroun.

Obstinations pastorales

Les Mbororo gardent la mémoire d'essais répétés d'installation à Ngouté. Sur le moment, ces initiatives étaient suivies avec attention, puis longuement commentées. Avec les grandes épizooties, ce type d'évènements a tissé la trame d'une histoire proprement pastorale, différente de celle que les archives permettent de reconstituer. Le plus souvent, les évènements pastoraux n'étaient que des faits divers, aux yeux des autorités administratives. L'administration était mal informée des déplacements de petits groupes de population mal connus et fuyant tout contrôle. L'installation de quelques éleveurs sur un nouveau pâturage n'entraînait pas d'incidence politique, du moins pas dans l'immédiat. Plus tard, lorsqu'un groupe pionnier avait ouvert la voie à un flux pastoral, son arrivée pouvait acquérir une signification plus large.

Les temps forts d'une histoire pastorale diffèrent habituellement de ceux que livrent les archives, dépôts de témoignages d'un pouvoir moderne. Pourtant, cet écart s'estompe à propos de la première avancée pastorale sur le Tchabbal Ngouté. En effet, cette initiative a provoqué un grand émoi chez des administrateurs. De façon exceptionnelle, des documents d'archives permettent de comprendre le contexte d'une migration pastorale.

Un échec des Djafoun

Ardo Yakane fut le responsable de cette première tentative d'installation à Ngouté. Pour les Mbororo de l'époque, ce n'était pas n'importe qui. Il se fit connaître aux Grassfields à la fin des années vingt, en devenant ***arDo*** des Toukanko'en de Kom, émancipés de la tutelle des Gosi'en. Lorsque les sauterelles dévastèrent les hauts pâturages, au début des années trente, Ardo Yakane s'enfuit en Adamaoua, comme beaucoup d'autres Djafoun. Au cours de ce reflux, il séjourna sur le territoire de Tibati où il fut astreint à de lourdes redevances par le ***laamiiDo***. Aux Grassfields, les Djafoun s'étaient libérés des ponctions en bétail imposées par les Foulbé de l'Adamaoua. Le retour sous ce régime dut paraître intolérable à Ardo Yakane et à ses gens. Comment retrouver une autonomie pastorale ? D'autres Djafoun, les Djaranko'en, tenaient les pâturages de Meiganga, tandis que les Faranko'en s'accaparaient déjà de ceux de Bouar et de Bocaranga. Il ne pouvait être question, pour des Toukanko'en qui avaient déjà souffert de la tutelle des Gosi'en aux Grassfields, de retomber sous la férule d'un lignage mbororo. Ils aspiraient, non seulement à se libérer des Foulbé mais également à ne pas dépendre d'autres Mbororo. Risquant le tout pour le tout, ils se dirigèrent en 1933 vers le Tchabbal Ngouté, à 150 km au sud de Tibati. Ardo Yakane entraîna un groupe d'éleveurs, avec un cheptel estimé à 4.500 têtes. C'était considérable, pour une migration vers l'inconnu.

En sortant de l'Adamaoua, les Mbororo échappaient à la domination des Foulbé et en gagnant des savanes vides d'éleveurs, ils redevenaient autonomes. Une quinzaine d'années plus tard, ils renouvelaient l'aventure des Gosi'en, lorsque ceux-ci quittèrent les pâturages de Banyo pour le Bamoun. Mais les Gosi'en eurent l'avantage de migrer pendant les années troubles de la Première Guerre Mondiale. L'administration allemande

n'existait plus, sans être encore remplacée par les Français ou les Anglais. En 1933-34, les Toukanko'en ne bénéficièrent pas d'un vide administratif comparable. Le ***laamiiDo*** de Tibati se plaignit à l'administration de Ngaoundéré qui réagit de façon vigoureuse. Un contentieux opposa Ngaoundéré à Yaoundé à propos de la sortie des Mbororo de l'Adamaoua, la région traditionnelle d'élevage.

Une "affaire administrative." Dans une corrrespondance adressée à son homologue de Bafia, l'administrateur de Ngaoundéré insiste sur les conséquences fiscales de la migration des Mbororo : ils échappent à la taxe de pacage, levée seulement en Adamaoua. Etant inscrits sur le rôle de Ngaoundéré pour l'impôt personnel, ils doivent le verser à cette recette et non à Yoko. Après cette mise au point initiale, l'administrateur développe une véritable plaidoirie contre l'initiative des Mbororo.

> « Je tiens à vous signaler tout particulièrement que ces Mbororo :
> 1/ sont partis de leur circonscription d'origine sans laissez-passer ni préavis aux autorités. » L'administrateur invoque une réglementation alors en vigueur qui soumet le déplacement lointain des personnes au loin à une autorisation délivrée par les autorités. Il s'agissait de lutter contre des recrutements abusifs de main-d'oeuvre, voire contre la capture et la déportation d'esclaves au Nord. Il est pour le moins curieux d'invoquer ces clauses à propos des déplacements d'une population pastorale.
>
> « 2/ Qu'ils n'ont nullement besoin des lahorés de Yoko, en ayant 7 ici à leur disposition. » Il est vraisemblable que les migrants se sont plaints de ne pas accéder librement aux sources natronées de l'Adamaoua. L'existence de deux ***lahore***, à proximité de Ngouté, les a probablement encouragés à s'y rendre. Les Gosi'en avaient déjà quitté le territoire de Banyo pour une raison identique. Sa réfutation par l'administrateur relève de la mauvaise foi ou de l'ignorance. Il est incontestable que les Mbororo ne disposaient pas à leur gré des sources natronées des régions de Ngaoundéré et de Banyo. Seule, celle de Galim leur était disponible, mais contre le versement de redevances au chef des Nyem Nyem.
>
> « 3/ Que cette migration de bétail dans des régions à mouches et sans contrôle vétérinaire ne peut qu'aider à la propagation des épizooties. » L'argument du risque sanitaire est plus sérieux que les précédents, encore que la trypanosomose bovine, transmise par les mouches tsé-tsé, ne soit pas à proprement parler une épizootie, c'est-à-dire une maladie contagieuse. A cette époque, même l'Adamaoua ne bénéficiait pas d'assistance sanitaire, les rares docteurs vétérinaires étant affectés à Maroua. La perte de contrôle sanitaire du cheptel parti sur Ngouté se révèle, finalement, assez illusoire.
>
> « 4/ Que si elles étaient tolérées, ces migrations pourraient avoir des répercussions budgétaires fâcheuses, de nombreux éleveurs tentés par cet exemple étant susceptibles de quitter Ngaoundéré pour une circonscription ne percevant pas les taxes de pacage » (95). La perte fiscale revient comme argument final. Il est vrai que l'administrateur s'adresse à un confrère, avec copie à des supérieurs hiérarchiques, pour qui les rentrées fiscales représentent un objectif prioritaire.

95. Lettre du Chef de Circonscription de Ngaoundéré au Chef de Circonscription de Bafia, février 1934.

L'administrateur de Ngaoundéré adhère à la position du ***laamiiDo*** de Tibati, reprenant ses arguments, notamment quant à l'accès aux sources natronées. Au litige entre éleveurs, il ajoute une série d'arguments qui relèvent de la logique administrative, bafouée par le comportement des

Mbororo. Il conclut sa lettre officielle en demandant le refoulement des Mbororo sur le territoire de Tibati. Mesure radicale, s'il en est...

L'administrateur de Bafia souscrit à la demande et transmet l'ordre d'expulsion à son agent administratif de Yoko. Le compte-rendu de la réaction des Mbororo à cette décision est un document capital car transcrit sur le vif. Il éclaire les relations cachées de domination et d'oppression vécues par les Mbororo en Adamaoua. « En apprenant la décision que je lui signifiai, l'Ardo Yakani a pleuré et m'a déclaré que la première des raisons qui l'avait incité à venir dans la région de Yoko était le désir d'échapper aux exactions du lamido de Tibati - chef de la terre, lamido des Bororos, chef ethnique, - que les Bororos étaient fatigués d'être pressurés de toutes parts : impôt administratif, impôt du lamido terrien, impôt du lamido ethnique et taxes des propriétaires des lahorés, et que quoi qu'on fasse, il quitterait la région de Tibati. Il a ajouté que les Bororos étaient nombreux dans son cas » (96). Pour une fois, voici un témoignage d'administrateur neutre, non impliqué dans l'opposition sourde mais permanente entre Foulbé et Mbororo. La plupart des administrateurs coloniaux qui servaient en Adamaoua ne jugeaient les Mbororo que par la voix des Foulbé : des errants « anarchiques par habitudes et tempérament » (97), si ce n'est « une race très sauvage » (98).

96. Le Chef de Subdivision de Yoko au Chef de Circonscription de Bafia, mars 1934.

97. "Rapport de tournée effectuée dans les subdivisions de Tibati et de Banyo, du 29 septembre au 8 novembre 1931" par GENIN.

98. "Rapport de tournée dans la région de Tibati du 16 mai au 11 juin 1921" par le Chef de Subdivision de Ngaoundéré.

Devant ce document accablant, l'administrateur de Ngaoundéré conteste les affirmations d'Ardo Yakane : « pas plus ici qu'ailleurs, les Bororos ne paient double redevance à un chef ethnique et à un chef terrien » (99). Nous savons pourtant, certes a posteriori, que les Mbororo de Tibati ou de Galim relevaient de leur chef "ethnique" à Lompta et, en même temps, du *laamiiDo* foulbé ou du chef nyem nyem de Galim.

99. commentaire du Chef de Circonscription de Ngaoundéré sur le rapport du Chef de Subdivision de Yoko.

Cette fois, les hauts fonctionnaires à Yaoundé n'entérinent pas les vues de l'administrateur : « il convient, en présence d'éléments ethniques aussi particuliers que les Bororos, de se garder prudemment de toute mesure administrative par trop rigide qui pourrait avoir pour résultat d'émouvoir ces nomades et de les inciter à chercher hors du Territoire une tranquillité qui leur ferait ici défaut » (100). C'est une attitude de prudence politique. Le même rapport ajoute pourtant : « si ce groupement bororo s'est décidé à quitter le lamidat de Tibati, il y a tout lieu de penser qu'il y avait intérêt » (100). De la prudence, on passe à la clairvoyance politique. L'administration analyse mieux à Yaoundé les soubassements de l'affaire que les administrateurs sur place, trop engagés aux côtés des chefs foulbé.

100. Bureau des Affaires Politiques et Administratives (Yaoundé) au Chef de Circonscription de Ngaoundéré, 1934.

Yaoundé décide de surseoir à l'expulsion des Mbororo. Dès lors, l'administrateur réplique, en proposant une solution inverse à celle qu'il préconisait initialement : « personnellement, je ne verrai que des avantages au refoulement sur Yoko de tous les Bororos, si j'étais certain de leur établissement définitif (souligné par l'administrateur) sur ce territoire... Je demande qu'on étende la perception de la taxe de pacage au territoire de

Bafia ; qu'une fois installés, les Bororos y soient stabilisés » (101). Imposition du bétail et sédentarisation : les deux exigences de l'administration coloniale sont manifestes. L'administrateur rappelle également les griefs habituels contre des « nomades impénitents. » Cependant, il est probable que cette nouvelle proposition excède les souhaits de certains chefs foulbé, en particulier celui de Tibati (102).

Devant l'entêtement de l'administrateur, Yaoundé explicite ce qui restait, jusque-là, seulement suggéré : « la migration ne peut avoir d'autre origine qu'un malaise politique dû aux exigences abusives des autorités indigènes locales » (103). Suit une mise en garde sur la conduite à tenir : « c'est, par suite, bien plutôt dans un contrôle attentif des diverses redevances coutumières que dans des mesures de refoulement brutal qu'il convient de chercher la solution des problèmes de cette nature » (103). Le rappel à l'ordre est net. Il clôt l'affaire administrative proprement dite.

L'apport documentaire des archives, pour une fois exceptionnellement riche, n'offre pas d'informations sur la migration elle-même mais sur les réactions qu'elle suscite. C'est, en quelque sorte, l'écho d'un évènement pastoral. Si le dénouement administratif est plutôt favorable aux Mbororo, la tradition orale apprend que leur aventure pastorale finit très mal.

Un désastre pastoral. Dès le début des pluies, l'état du cheptel parti à Ngouté se dégrade. C'est l'occasion, pour l'administrateur qui vient d'être débouté, de prendre sa revanche : « nous avons été avisé que l'un des troupeaux d'Ardo Yakani avait perdu par trypanosomiase les 3/4 de son effectif. J'ai aussitôt donné des ordres pour stopper à la limite sud de Tibati tous les troupeaux de l'Ardo Yakani et leur mise en observation sous le contrôle d'un infirmier vétérinaire. Si la trypanosomiase animale est confirmée dans ces troupeaux, je refoulerai sur Yoko tout le cheptel de l'Ardo Yakani » (104). Devant cette menace, le pouvoir central reste serein : « nous devons admettre que ces populations pastorales sont trop averties des conditions locales et des besoins de leurs troupeaux pour conduire ceux-ci dans des pâturages dangereux » (105). Hélas, non ! Les Mbororo prennent parfois des risques sur leur bétail...

> Alors qu'Ardo Sawga avait réussi à ouvrir une nouvelle région d'élevage aux Mbororo, Ardo Yakane échoua sur le Tchabbal Ngouté. Les pertes infligées par les mouches tsé-tsé devinrent tellement graves que la situation fut intenable. Les Toukanko'en se dispersèrent, la plupart pratiquement ruinés. Ardo Yakane ne retourna pas vers Tibati mais aux Grassfields. Les membres de son lignage s'associèrent pour lui reconstituer un petit troupeau, solidarité habituelle dans la société pastorale, en cas de catastrophe. En 1975, l'un de ses fils, près de Ndu, ne possède que 26 bovins. Comme il est pauvre, il garde en même temps le bétail d'un villageois. Le destin d'Ardo Yakane illustre l'échec d'une migration pastorale.

Non seulement la première tentative d'installation sur le Tchabbal Ngouté a échoué, mais elle a peut-être compromis l'élevage dans la région de départ, l'Adamaoua. Quelques années plus tard, l'administrateur de

101. Le Chef de Circonscription de Ngaoundéré, NOUTARY, au Commissaire de la République Française à Yaoundé, juin 1934.

102. L'administrateur en question est resté plus de 10 ans en poste à Ngaoundéré. Cette longévité administrative exceptionnelle impliquait des rapports très cordiaux avec les *laamiiDo* foulbé.

103. Lettre des Affaires Politiques et Administratives au Chef de Circonscription de Ngaoundéré.

104. Le Chef de Circonscription de Ngaoundéré au Commissaire de la Rep. Franç. à Yaoundé, juin 1934.

105. Bureau des Aff. Polit. et Adm. au Chef de Circonscription de Ngaoundéré, 1934.

Ngaoundéré tire argument de cette aventure malheureuse pour réclamer une « police du bétail » dans les pâturages peu salubres : « la trypanosomiase sévit encore, en dépit des mesures prises et en raison de la propagation d'infection due à l'importance du gibier dans la région ; toute la partie sud de Tibati est infestée et interdite à l'élevage, en dépit de la richesse de ses pâturages ; la trypanosomiase importée, à la suite de cette erreur, constitue une menace permanente » (106). Il est incontestable que, de 1935 à 55, les contrées voisines de Tibati subissent une emprise croissante des glossines (107) qui progressent du sud vers le nord de Tibati (108).

Selon l'administrateur cité, le retour en catastrophe des Mbororo aurait entraîné les mouches tsé-tsé en direction de l'Adamaoua. La concordance des dates est, en effet, troublante. Les restes de troupeaux, fuyant le Tchabbal Ngouté, ont-ils vraiment introduit les glossines dans la région de Tibati ? Il est difficile, a posteriori, de répondre à cette question.

Il semble que le sud de Tibati n'était pas propice à l'élevage bovin, avant même l'expédition des Mbororo à Ngouté. Cependant, les années trente et quarante furent catastrophiques pour les éleveurs au nord de Tibati, dans les vallées du Béli et du Mbamti. D'après une estimation, certainement inférieure à la réalité, de 50.000 en 1940, le cheptel bovin sur Tibati se réduisit à moins de 20.000 têtes en 1950. Environ 5.000 km2 d'anciens pâturages furent désertés et des éleveurs, surtout foulbé, ruinés.

Le manque de bétail devint tellement criant que le service d'Elevage organisa, en 1951, une migration de Mbororo Akou, convoyés de la frontière nigeriane jusqu'au territoire de Tibati. C'est le seul exemple historique d'appel à des Mbororo pour repeupler une région d'élevage.

Une autre conséquence indirecte de la tentative mbororo à Ngouté fut l'octroi de pâturages en leur faveur, dans la région de Meiganga. L'administrateur de Ngaoundéré, qui s'était pourtant opposé fermement à leur départ vers Yoko, reconnut bientôt l'existence d'une "question bororo" en Adamaoua : d'une part, les éleveurs foulbé refusent de coexister avec les Mbororo ; de l'autre, les chefs foulbé les extorquent. Il convient donc de les isoler et, en même temps, de les protéger des Foulbé dans un « cantonnement, » voire une « véritable réserve » créée sur Meiganga. « Les Bororos, actuellement pressurés par les chefs de villages et les dignitaires, auront un intérêt évident à s'installer sur Meiganga » (109).

L'administrateur se félicitait déjà que la plupart des *arDo*, installés aux environs de Meiganga, aient acquitté les taxes de pacage qui lui tenaient tellement à coeur. Malgré tout, la politique fiscale se fit un peu plus libérale à l'égard des Mbororo : « pour certains des ardos nouvellement arrivés, il y aura lieu de fixer forfaitairement leurs contributions, afin d'éviter une inquisition fiscale qu'ils supporteraient difficilement » (109). C'était un langage nouveau, de la part d'un administrateur de Ngaoundéré.

106. Lettre du Chef de Circonscription de Ngaoundéré au Commissaire de la Rep. Franç. à Yaoundé, juillet 1938.

107. S'agissait-il de glossines *fuscipes* ou *morsitans* ? Le sud de l'Adamaoua correspond à l'aire des *Gl. fuscipes* mais une poche de *morsitans* subsisterait aujourd'hui aux environs de Tibati. C'est peut-être le reliquat d'une aire autrefois plus étendue.

108. BOUTRAIS, J., 1974, "Les conditions naturelles de l'élevage sur le plateau de l'Adamaoua (Cameroun)", p. 169 et carte h. t. : "les fluctuations des espaces pastoraux."

109. "Rapport de tournée de NOUTARY, Chef de Région de l'Adamaoua, dans la Subdivision de Meiganga", 1936.

Le premier essai des Djafoun sur le Tchabbal Ngouté s'est soldé par un échec total. Condamnée par l'administration régionale, la tentative a pourtant révélé la domination subie par les Mbororo en Adamaoua. Elle a préparé leur installation à l'est du plateau, où les Mbororo développeront une économie pastorale en symbiose avec les cultivateurs Gbaya : l'antithèse des Grassfields...

Nouvelles tentatives infructueuses

L'échec des premiers Djafoun au Tchabbal Ngouté et l'invasion postérieure d'une partie de l'Adamaoua par des mouches tsé-tsé expliquent l'interdiction faite aux éleveurs de s'aventurer au sud du plateau. Pourtant, les Mbororo n'oublient pas ces pâturages abondants, presque toujours verdoyants et libres de domination foulbé.

Au début des années cinquante, d'autres Djafoun quittèrent Tibati pour tenter leur chance sur le Tchabbal Ngouté. Les Aoutanko'en dépendent souvent de lignages plus prestigieux, aussi bien aux Grassfields qu'en Adamaoua. Le petit groupe migratoire espérait acquérir des pâturages qui lui seraient propres. Cette fois, les rapports administratifs ne mentionnent pas la migration. Le service d'Elevage ne s'opposa pas à la tentative, puisqu'il aurait affecté un infirmier vétérinaire à Linté, à proximité du ***caBBal***. Les migrants ne comptaient qu'une dizaine de familles, avec moins de bétail qu'en 1934. Ils parvinrent à se maintenir deux ans à Ngouté puis l'abandonnèrent à leur tour.

Des discordes ont divisé les migrants qui, de plus, ont perdu beaucoup de bétail. D'après les informateurs, l'infirmier vétérinaire ne disposait pas suffisamment de médicaments. En fait, un seul produit trypanocide était employé dans les années cinquante (110). Il ne protégeait les animaux que pour une durée d'un mois. Ce délai, suffisant pour expédier du bétail de commerce vers le sud, devenait trop court pour écarter les menaces de trypanosomose durant une longue saison des pluies. Les Aoutanko'en fuirent au Bamoun, tandis que leur ***arDo*** vendit le reste de son bétail et s'engagea dans le commerce. Nouvel échec de Djafoun.

110. le bromure de dimidium (Trypadine).

Avec leurs grands zébus rouges, les Djafoun ne sont pas bien armés pour s'installer sur des pâturages encore peu salubres. Les animaux ***boDeeji*** sont particulièrement sensibles à la trypanosomose bovine, alors que les ***daneeji*** ont la réputation de supporter une certaine infestation glossinaire. Dans ces conditions, la migration de quelques Akou vers Yoko, en 1969-70, paraît avoir plus de chances de réussite.

Les migrants sont conduits par un Danedji, fils du premier Akou arrivé en Adamaoua. Ils partent des environs de Tibati, où les animaux supportent déjà un peu de glossines. En empruntant la piste du bétail de com-

merce, ils arrivent au nord de Yoko, où ils décident de s'installer. Ils n'ont donc pas poursuivi leur avance jusqu'au Tchabbal Ngouté.

Dans le secteur choisi, les hauts d'interfluves s'alignent sur une altitude de presque 1.000 mètres et portent des savanes arbustives à *Annona*. Ce sont apparemment de bons pâturages. Mais de larges galeries forestières cloisonnent les savanes, tandis que des forêts plus larges recouvrent la bordure du plateau.

Les Akou ne restent même pas une année au nord de Yoko. Effrayés par les pertes en bétail, ils refluent vers Tibati en pleine saison des pluies. Là-bas, des animaux continuent de périr. Bientôt, des pertes se déclarent dans les troupeaux auprès desquels les migrants se sont repliés. Une panique s'empare alors des Akou aux environs de Tibati, qui s'enfuient à leur tour vers Meiganga. ***Ladde turti teema :*** *« la brousse s'est peut-être "révoltée", »* craint l'un des fuyards. Une recrudescence de trypanosomose bovine va-t-elle rendre déserte la région de Tibati, comme après 1934 ? En fait, la situation est vite redressée, grâce à l'intervention des vétérinaires. Le service d'Elevage dispose, depuis peu, d'un trypanocide puissant (le Bérénil) qui permet de guérir les animaux trypanosomés.

Jusqu'en 1970, toutes les tentatives des Mbororo pour s'établir sur les hautes terres de Yoko ont échoué. Chaque incursion pastorale s'est soldée par une déroute. En même temps, les Mbororo s'aventurent pourtant de plus en plus loin, au sud de Meiganga puis de Garoua Boulay. Il est vrai qu'ils bénéficient d'une protection vétérinaire qui fait défaut, dans la région de Yoko. Les plateaux qui prolongent l'Adamaoua, au centre du Cameroun, sont-ils définitivement interdits à l'élevage bovin ?

Deux réussites simultanées (1972)

Deux ans seulement après l'échec des Danedji à Yoko, des Mbororo s'installent sur le Tchabbal Ngouté. Pourquoi réussissent-ils, alors que tous les autres avaient échoué ? L'explication est largement d'ordre géographique.

Les premiers migrants vers la région de Yoko empruntaient la grande piste à bétail de commerce qui longe l'ancienne "route allemande" entre Tibati et Yoko. Son tracé épouse une ligne de partage des eaux qui est déportée presqu'au bord du plateau. D'un côté de la route s'étendent les molles ondulations du plateau, où les savanes dominent le paysage végétal. De l'autre, la route se tient en haut d'un abrupt couvert de forêts denses (fig. 326). Lorsque le rebord du plateau marque un redant (Doumé), fidèlement suivi par la vieille route, la piste à bétail coupe au plus court : elle descend dans la vallée, en traversant des forêts. La piste à bétail adopte donc un

itinéraire dangereux, car susceptible d'être exposé aux glossines. D'autant plus que le passage régulier d'animaux vers le sud tend à concentrer les glossines aux abords de la piste à bétail.

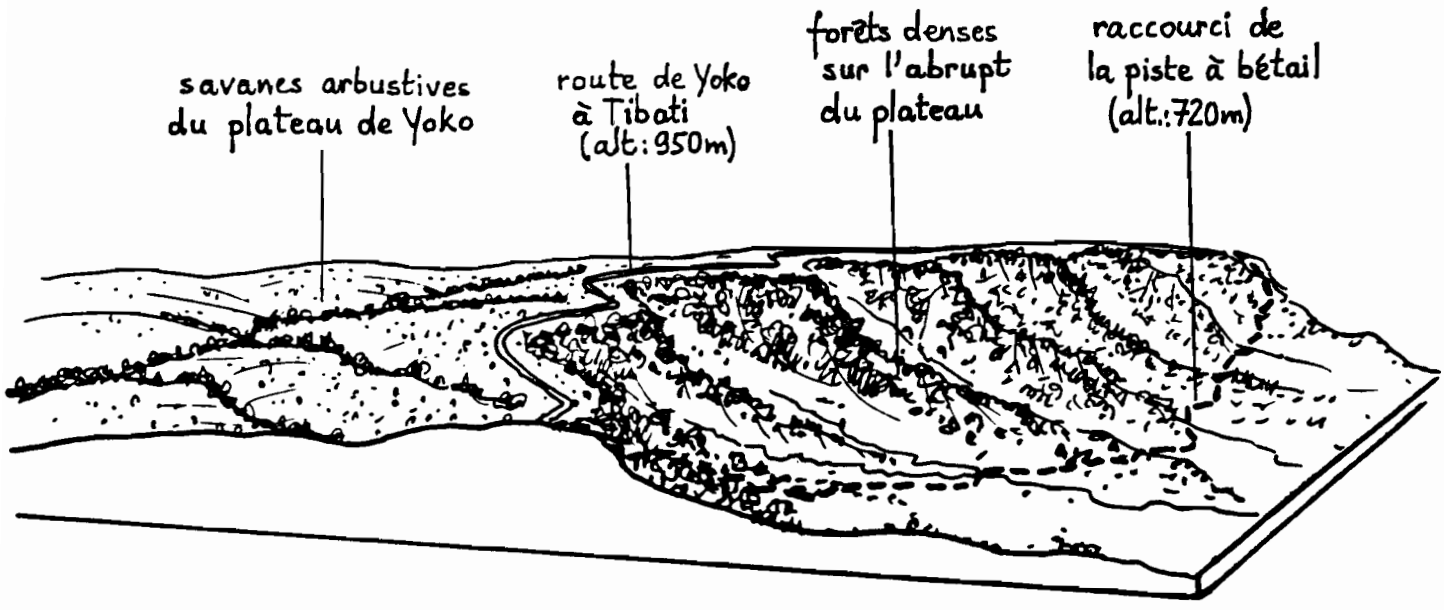


Fig. 326 : *Route et piste à bétail au rebord du plateau de Yoko*

Les convoyeurs ne se soucient pas outre mesure de cette menace, les animaux de commerce étant protégés par des traitements trypanocides jusqu'au moment de l'abattage. De plus, les accompagnateurs tiennent à se ravitailler auprès des rares villages qui s'égrènent le long de la route, dans une contrée par ailleurs vide d'habitants. Mais un itinéraire qui convient à l'acheminement du bétail de commerce n'est pas favorable à la migration de troupeaux d'élevage. S'ils sont piqués en cours de déplacement, les animaux tomberont malades, une fois parvenus dans leurs nouveaux pâturages.

De façon symptomatique, les premiers Mbororo qui réussissent au Tchabbal Ngouté ont emprunté d'autres itinéraires, jusque-là jamais parcourus par le bétail. En 1971-72, deux groupes d'éleveurs partent de directions opposées et convergent sur le ***caBBal***, en ouvrant deux itinéraires différents : des Wodabe, à partir de Tibati et des Akou, en provenance du Bamoun. En fait, les uns et les autres utilisent un vieil axe de circulation, la "piste des colas", fréquentée autrefois par des porteurs, entre Foumban et Tibati (fig.327).

Les Akou et les Wodabe avaient déjà parcouru à pied leurs itinéraires respectifs. Les Akou vinrent même deux fois sur le Tchabbal Ngouté : d'abord pour se rendre compte des pâturages et ensuite pour couper les galeries forestières, aux passages prévus du bétail. Quant aux premiers Wodabe, ils ont ouvert le chemin au bétail au fur et à mesure de leur

progression. Leur itinéraire est remarquable car il se tient à égale distance de massifs forestiers, à la faveur d'interfluves herbeux situés à 850-900 mètres d'altitude. Les troupeaux ne subissent pas de piqûres de mouches tsé-tsé, sauf à la traversée de la vallée de Kim, avant la montée sur le Tchabbal Ngouté.

Le trajet suivi par les premiers Akou contourne par Ngambé un grand massif forestier dans la basse vallée de Kim. Eux aussi disent que cette piste est facile pour le bétail, en saison sèche. Pourtant, elle longe ou traverse davantage de forêts denses. D'abord descendus en transhumance dans les plaines du Mbam (Malantouen, Magba), les Akou transforment le déplacement saisonnier en migration, en franchissant la grande rivière Mbam. Au cours de la même saison sèche, d'autres Akou relient directement le Bamoun à l'Adamaoua, en empruntant tout le trajet de l'ancienne "piste à colas". C'est une année de mobilité pastorale intense, favorisée par une saison sèche plus longue que les années précédentes.

La migration des Wodabe vers le Tchabbal Ngouté est encore plus remarquable que la pénétration des Akou. C'est la première fois que ce groupe mbororo manifeste de l'intérêt pour un ***caBBal***. Les Wodabe de l'Adamaoua sont toujours restés à l'écart du Tchabbal Mbabo et des Grassfields, dominés par les Djafoun. La plupart des Wodabe ont préféré se diriger vers la Centrafrique, où les savanes sont immenses. Les petits groupes restés en Adamaoua nomadisent dans les régions de Tibati et de Meiganga, à l'écart des Foulbé et d'autres Mbororo. Peu désireux de côtoyer d'autres éleveurs, ils sont soucieux, au contraire, d'assurer des pâturages abondants à leur bétail, au besoin en s'isolant en pleine brousse. Eux-mêmes se disent : ***imBe ladde :*** « *les gens de la brousse* » (111).

111. BOUTRAIS, J., 1990, "Les savanes humides, dernier refuge pastoral : l'exemple des Wodaabe, Mbororo de Centrafrique".

Les Wodabe s'avancèrent souvent les premiers sur des pâturages vides, au sud de l'Adamaoua. Ce fut le cas du secteur de Maysaba, près de Tibati. A la fin des années soixante, il y avait là « *beaucoup d'herbe et de la bonne herbe.* » L'avancée des Wodabe vers le Tchabbal Ngouté s'inscrit dans une quête continuelle de pâturages abondants. Cette attention aux ressources fourragères renvoie à leur bétail, de type ***boDeeji***, qui supporte mal les restrictions de pâturage, notamment en saison sèche. Très attachés à leurs animaux, les Wodabe ont donc besoin de beaucoup d'espace. Leur poussée au sud de l'Adamaoua est favorisée, au cours des années soixante, par les traitements trypanocides systématiques qu'effectue alors le service d'Elevage. Mais cette couverture sanitaire n'est assurée qu'en Adamaoua. En sortant de la province, les Wodabe perdent cette protection et font courir des risques à leur bétail.

112. Lorsque j'enquête dans la région de Banyo en mars 1973, j'entends parler pour la première fois du Tchabbal Ngouté, encore mystérieux pour moi puisqu'aucune carte ne le mentionne.

Contrairement à leurs prédécesseurs, les Mbororo arrivés sur le Tchabbal Ngouté en 1972 passent la longue saison des pluies sans trop de dommages pour les animaux. Le retentissement de cette réussite est considérable dans le monde pastoral : la naissance d'un "nouveau ***caBBal***" enflamme les imaginations. ***Ladde jaBi na'i :*** « *la brousse accepte les vaches,* » se réjouissent les éleveurs (112).

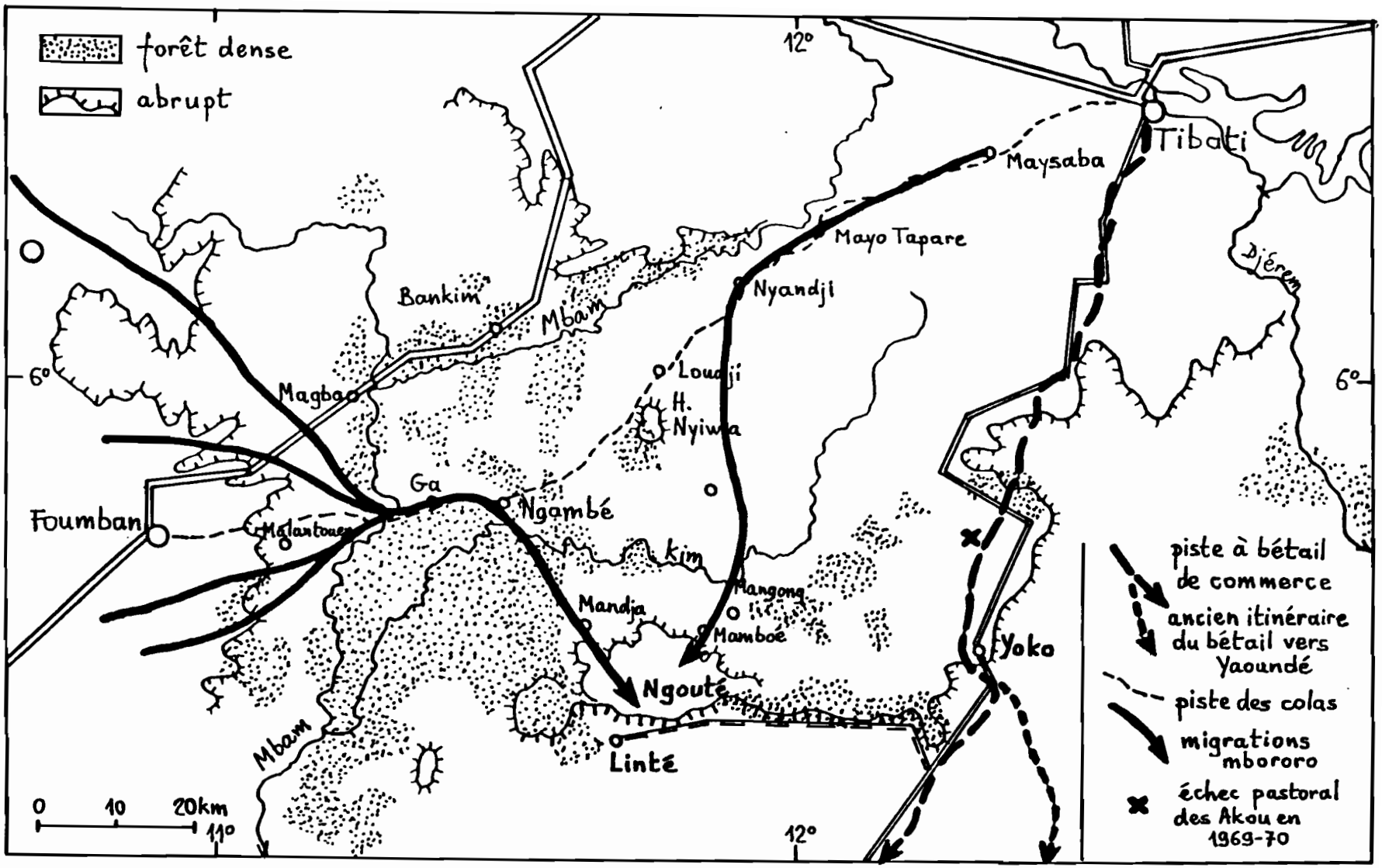


Fig. 327 : ***Premières arrivées mbororo sur le Tchabbal Ngouté***

Le succès de la première année des éleveurs à Ngouté déclenche deux flux migratoires qui, l'année suivante, renforcent le peuplement pastoral. Dès qu'ils reçoivent de bonnes nouvelles des pionniers, des Wodabe qui leur sont apparentés « *courent* » les rejoindre. Du nord de Tibati, ils mettent tout de même deux mois pour arriver à Ngouté, car ils laissent les animaux se refaire sur des pâturages verdoyants rencontrés en cours de route. Mais les Wodabe ne comptent qu'une dizaine de familles. L'afflux migratoire principal est surtout le fait d'Akou.

La nouvelle d'un nouveau ***caBBal*** "investi" par des Akou se répand comme une traînée de poudre au Bamoun et au nord du Bamenda (Lassin, Fonfuka, Dumbo). Là-bas, les Akou souffrent justement d'un blocage des meilleurs pâturages par les Djafoun. La nouvelle est d'autant plus sensationnelle que les premiers occupants du Tchabbal Ngouté sont des Bogoyanko'en et des Ba'en. Ces lignages n'ont pas réussi à s'approprier de secteur pastoral au nord des Grassfields. La perspective de ne plus dépendre d'autres Mbororo sur des pâturages neufs enthousiasme les membres des petits lignages. Dès qu'ils entendent parler du Tchabbal Ngouté, des Ba'en et Bogoyanko'en des Grassfields rendent visite au nouveau ***caBBal***. Il s'agit moins de renouer des liens entre membres du lignage que d'observer l'état du bétail. Il suffit qu'il se présente en assez bon état pour que la décision de migrer soit prise rapidement. En deux ans, plusieurs familles Akou se dirigent vers le Tchabbal Ngouté.

Tabl. 118 : ***Lieux de départ et identité lignagère des Akou arrivés au Tchabbal Ngouté en 1973***

étape précédente :	Bamoun	Bagam	nord des Grassfields (Lassin)	étape non relevée
Bogoyanko'en	19	1	3	2
Ba'en	10		1	1
Danedji	7			3
Toubanko'en	2			4
Rahadji	1			
Natirbe				1

La plupart des Akou arrivent du Bamoun, plateau symétrique du Tchabbal Ngouté, par rapport à la vallée du Mbam. En fait, le Bamoun ne représente qu'une brève étape migratoire pour beaucoup de ces Mbororo, venus de Lassin, de Dumbo et, auparavant, du Nigeria. Le recrutement des migrants s'opère surtout parmi les Bogoyanko'en et les Ba'en, les lignages des premiers venus à Ngouté. Ils entraînent dans leur sillage des Danedji, autre lignage sans assise pastorale au nord des Grassfields.

En 1973, un "recensement" du cheptel par le service d'Elevage à Yoko fait état de 38.500 bovins. Deux ans auparavant, il n'y avait pas de bétail dans la région. Les bouchers de Yoko n'abattaient que des animaux de passage, épuisés et incapables de se rendre jusqu'à Yaoundé. La constitution de ce cheptel est un résultat remarquable, pour une migration pastorale spontanée.

Dès qu'ils ont connaissance de l'ouverture à l'élevage de nouveaux pâturages sur un *caBBal*, de nombreux Mbororo s'y rendent rapidement. Cette réponse migratoire démontre la grande pression pastorale qui s'exerce, alors, sur les plateaux du Bamoun et du Bamenda. Elle résulte également d'un comportement pionnier, voire aventurier des Akou, éleveurs sans cesse à l'affût de nouveaux pâturages. Les Djafoun ne participent plus à la colonisation pastorale de Ngouté. Tout se passe comme si leur capacité d'expansion s'était relâchée ou détournée vers Meiganga. Quant aux Foulbé, ils se tiennent à l'écart de cette percée. Depuis le 19e siècle, ce ne sont plus des découvreurs d'espaces pastoraux. D'autres intérêts que l'élevage les retiennent sur place. Possédant moins de bétail que les Mbororo, ils craignent de les perdre en s'aventurant vers des pâturages incertains.

A l'inverse, l'obstination des Mbororo sur le Tchabbal Ngouté n'est pas exceptionnelle. C'est de cette façon que les aires d'élevage s'élargissent autour des Grassfields, comme au sud de l'Adamaoua. Plusieurs tentatives échouent, des pionniers perdent du bétail jusqu'à ce que d'autres réussissent à se maintenir sur place à longueur d'année. Ils ouvrent alors un nouveau secteur à l'élevage.

Un contexte pastoral particulier

Lorsqu'on gravit l'escarpement du Tchabbal Ngouté au-dessus de Linté, on débouche, après une rude escalade, sur de vastes ondulations couvertes d'herbes. La surprise de l'arrivée en haut d'un ***caBBal*** survient à une altitude relativement modeste : environ 1.200 mètres. Là réside toute l'ambiguïté pastorale du secteur : le type de pâturages ne correspond pas à l'altitude.

Un vrai caBBal ?

Un ***caBBal*** est un paysage végétal et un type de relief mais également l'appréciation subjective d'un milieu de haute altitude. Même si elles deviennent seulement fraîches, des températures plus basses, combinées avec des vents forts, donnent une impression de froid.

Or, sur le Tchabbal Ngouté, les éleveurs ne se plaignent pas de ces coups de froids, si durs à supporter en altitude, surtout le froid sec (*jaangol*) de décembre et janvier. Si l'on en juge par les températures relevées à Yoko, elles restent douces durant la courte saison sèche. C'est en saison des pluies que la différence s'accentue entre la touffeur de la plaine de Linté et la fraîcheur humide du Tchabbal Ngouté. D'après les éleveurs, les pluies s'interrompent plus franchement en saison sèche sur les hauts du ***caBBal*** qu'en plaine de Linté. En bas, des pluies occasionnelles portent la promesse de repousses d'herbes qui aideront à tenir en état les animaux. En même temps, la sécheresse en haut est un gage d'assainissement des pâturages. Les éleveurs peuvent "jouer" sur des complémentarités altitudinales, caractéristique des systèmes pastoraux de ***caBBal***.

Un désert herbeux.

Le Tchabbal Ngouté fait partie du plateau de Yoko, appendice méridional de l'Adamaoua. Ce plateau s'amorce de manière insensible au revers de l'Adamaoua. Incurvé au centre par la gouttière de la rivière Kim, il se relève vers ses bordures méridionales. L'abrupt du plateau de Yoko est particulièrement vigoureux : sur plus de 70 km, un grand escarpement rectiligne domine, de 4 à 500 mètres, les plaines centre-camerounaises. Avec 1.000 et 1.100 mètres d'altitude, les hauts de ce talus retrouvent le niveau général de l'Adamaoua. Au sud de Yoko, plusieurs pitons rocheux sont isolés devant l'abrupt du plateau, comme les témoins d'un recul provoqué par l'érosion (?). Le relèvement des bordures du panneau cristallin de Yoko complique le plan incliné du revers de l'Adamaoua, lui conférant une disposition en "touches de piano".

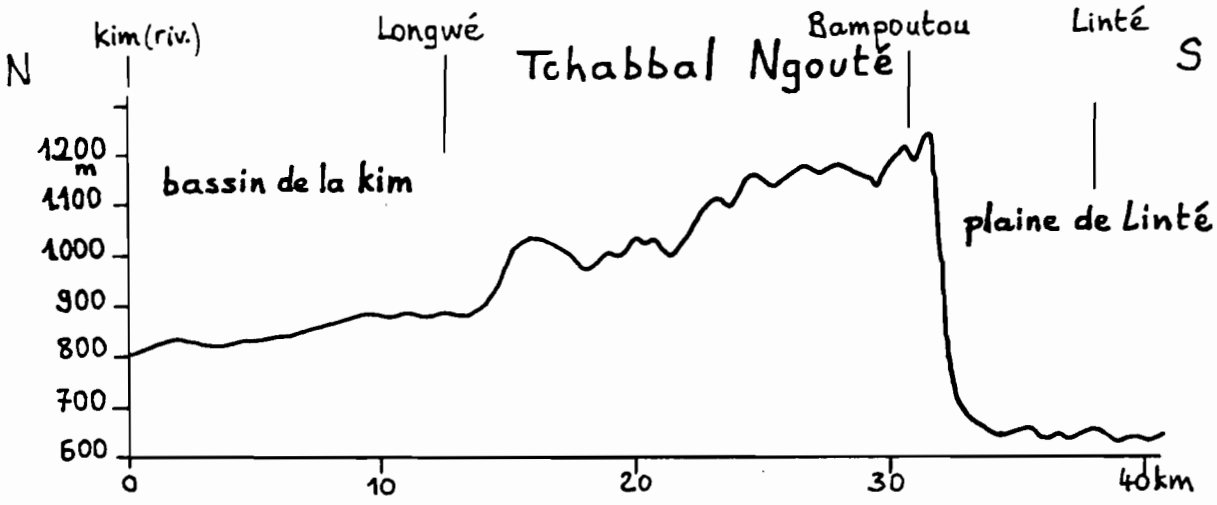


Fig. 328 : *Coupe topographique à travers le Tchabbal Ngouté*

Le Tchabbal Ngouté renforce le grand escarpement méridional du plateau de Yoko. Il atteint des altitudes un peu plus élevées que le reste du talus, en dominant les environs comme un bastion rectangulaire. C'est un

batholite de granites intrusifs, des syénites, roches cristallines particulièrement dures. L'abrupt nord, au-dessus du bassin de la Kim, se limite à une dénivellation de 100-200 mètres, interrompue par les rentrants de vallées, tandis que celui vers le sud se dresse comme une paroi sub-verticale et continue (fig. 328). Elle est tellement raide que les animaux ne peuvent se rendre en transhumance, en descendant aux environs de Linté (fig. 329). Ils empruntent un chemin plus praticable, à l'est du *caBBal*. Les Mbororo disent que, du côté de Linté, ***hooseere halli : « la montagne est dure. »*** Cette allure de montagne escarpée s'efface pourtant au sommet. Une surface se déploie alors vers le nord, seulement creusée de vallées profondes. Aux cônes rocheux qui se dressent au-dessus de Linté succèdent des vallonnements polyconvexes alignés sur un même plan. L'entablement sommital s'abaisse graduellement vers le nord, de 1.300-1.200 mètres à 1.050-1.000. Ce profil tabulaire, entouré d'abrupts, correspond assez bien au schéma d'un *caBBal*.

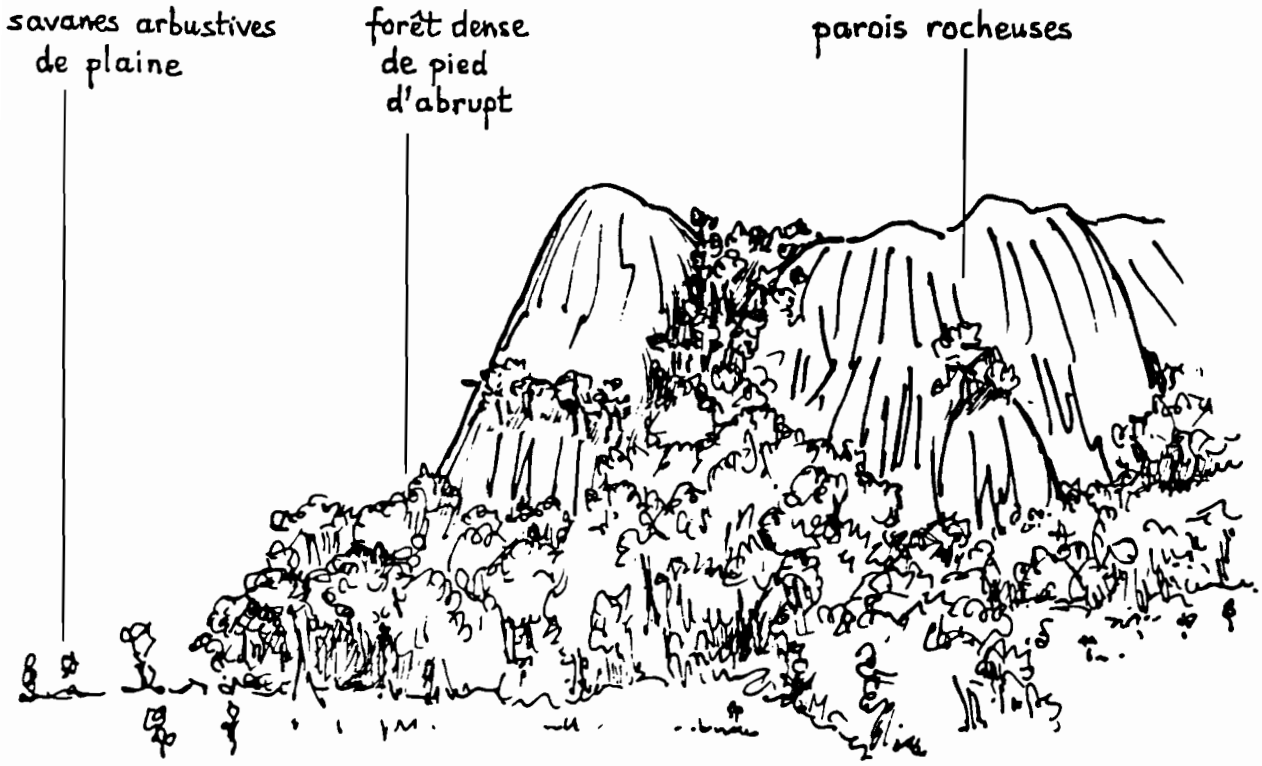


Fig. 329 : *La "falaise" du Tchabbal Ngouté au-dessus de Linté*

Le paysage de *caBBal* est renforcé par les savanes herbeuses à *Hypparhenia* et *Panicum* qui recouvrent les vallonnements les plus élevés. D'autres interfluves portent des savanes arbustives claires avec surtout *Entada abyssinica*, accompagné d'arbustes soudano-guinéens (*Hymenocardia acida, Annona s., Syzygium g.* et des *Combretum*). Cette végétation, à dominante herbeuse, se différencie des savanes arbustives et arborées plus denses du plateau de Yoko, avec surtout *Lophira lanceolata* et *Terminalia*

glaucescens qui apparaît en bas de versants. Elle s'oppose encore davantage aux forêts denses qui, plaquées contre l'abrupt méridional du plateau de Yoko, débordent sur les hauts du talus, de part et d'autre du Tchabbal Ngouté (fig. 329). Seules, des galeries forestières encastrées dans les creux de vallées compartimentent le paysage ouvert du ***caBBal***.

La végétation herbeuse du Tchabbal Ngouté est étonnante à une latitude aussi méridionale et à des altitudes inférieures à 1.500 mètres. C'est une clairière herbeuse, au milieu de paysages végétaux déjà dominés par les arbres.

Un ancien refuge montagnard. Sur la carte de végétation du Cameroun, R. LETOUZEY (113) rattache les savanes du Tchabbal Ngouté à celles dominées par *Daniellia oliveri* et *Lophira lanceolata* de l'Adamaoua, savanes dégradées par une pâture quasi permanente. Le bétail serait à l'origine de dégradations importantes du tapis graminéen et du sol. Bien que récente, la présence de bétail a, en effet, déjà fortement marqué les savanes du ***caBBal***. Des hauts de "demi-oranges", intensément pâturés et piétinés, sont dégarnis de strate herbacée, le sol affleurant à nu (***karal***).

113. LETOUZEY, R., 1985, "Carte phytogéographique du Cameroun au 1/500.000", feuille 3 et notice 1, p. 21.

Le Tchabbal Ngouté des Mbororo est également appelé dans la région : montagne Ndomé. Ngouté est le nom d'un ancien chef des Vouté de Linté ou, peut-être, le titre honorifique de ces chefs. D'un autre côté, les Vouté dénomment "Ndomé" les Tikar qui les avoisinent au nord. Encore aujourd'hui, la partie sud du ***caBBal*** relève de la chefferie de Linté, tandis que le nord dépend de Ngambé, chefferie tikar. Si les cultivateurs n'habitent plus le haut plateau, la localisation du peuplement était différente autrefois, notamment à la fin du siècle dernier.

Un alignement de petits villages tikar au nord et la chefferie de Linté juste au sud suggèrent que les deux populations ont utilisé le haut plateau comme refuge. Cette position de repli, inaccessible aux chevaux (en tout cas par le sud), permettait de se soustraire aux razzias des Foulbé de Tibati qui tenaient également la place-forte de Yoko.

Une tradition orale rapporte que le fondateur de Linté se réfugia sur la montagne Ndomé pour échapper à une réquisition de captifs (114). Le second chef de Linté tenta bien de s'installer en plaine mais il ne put s'y maintenir, pour la même raison (115). Vassal de Tibati mais, en même temps, désireux de garder une certaine autonomie, Linté ne pouvait quitter le bourrelet abrupt du haut plateau. A partir de cette position défensive, des champs s'étendaient sur les interfluves du ***caBBal***. Les sols relativement pauvres sur interfluves granitiques convenaient au sorgho, culture principale des Vouté à la fin du 19e siècle.

La guerre menée par les Foulbé bouleversa toutes les habitudes des Vouté. Les Foulbé leur imposèrent de se battre en saison sèche, alors qu'ils ne partaient habituellement en guerre qu'en saison des pluies. La saison sèche était consacrée à la chasse puis à la préparation des champs. « Toute guerre qui avait lieu pendant la saison sèche était déloyale et illégitime » (116). Au contraire, les Foulbé lançèrent des expéditions à cheval en saison sèche, moins pour éviter les glossines (comme on l'a

114. MOHAMADOU, E., 1967, "Pour une histoire du Cameroun central : les traditions historiques des Vouté ou Babouté", p. 109 (tradition recueillie par DELTEIL, 1936, "Rapport de tournée").

115. idem. « Il dut se replier sur Ngoba, site favorable où les amoncellements de rochers formant cavernes lui procuraient un asile sûr. Il revint ensuite vers la montagne de la Ndomé où se trouvent des grottes mieux retranchées encore. »

116. MOHAMADOU, E., 1967, p. 79.

trop souvent répété) que pour traverser plus facilement des cours d'eau en étiage. La guerre foulbé perturba le cycle des travaux agricoles et le ravitaillement des Vouté en viande de chasse, les deux fondements de leur économie.

En 1891, le voyageur allemand C. Von MORGEN fit la connaissance du chef Ngouté, en guerre contre un voisin (117). Contrairement à son intention, il n'eut pas l'opportunité de visiter sa chefferie, ce qui nous prive d'un témoignage précieux. Cependant, son arrivée aux environs de Yoko confirme la mise à profit du rebord de plateau par des habitats de refuge : « les villages étaient soit perchés sur des montagnes ou des pitons rocheux inaccessibles, soit enfouis au plus épais des galeries forestières qui longeaient les cours d'eau. Les premiers, libres et dégagés et même fiers comme des châteaux, regardaient en bas, dans la plaine, de toute leur hauteur » (118). Quelques années plus tard, H. DOMINIK visita l'un des sites successifs de Linté. Présenté comme une ville tassée et entourée de remparts, cet ancien Linté se trouvait sur le plateau, à faible distance de l'abrupt méridional (119).

117. MORGEN, C. Von, 1893, "A travers le Cameroun, du sud au nord" (trad. par P. LABURTHE-TOLRA, 1972, p. 151).

118. idem, p. 159.

119. DOMINIK, H., 1911, "Kamerun sechs kriegs und friedensjahre in deutschen tropen", Berlin (cité par M. LACHENAUD, Ss. date, "Histoire des Vuté du centre du Cameroun, d'après leurs traditions orales", 93 p. multigr.

Certes, cette région est maintenant presque vide d'habitants. Une carte de densité de la population rurale du Cameroun à la fin des années soixante (120) montre que tout l'ouest de Yoko est inhabité ou seulement occupé par 1 habitant sur plus d'1 km2. Mais cette situation est relativement récente. D'après une carte de répartition de la population du Cameroun, publiée en 1932 (121), la contrée était faiblement peuplée (moins de 5 hab./km2) mais pas inhabitée. Le dépeuplement résulte d'un exode rural intense et d'une faible natalité des ménages restés sur place. Les familles se défont facilement chez les Vouté (122).

120. ORSTOM, 1973, "Atlas du Cameroun", pl. XII : "Densité de la population rurale, d'"après le recensement administratif de 1967-68".

121. "Rapport annuel à la S.D.N. sur l'"administration du Cameroun sous tutelle française", 1932, p. 126.

122. Linté, autrefois l'une des chefferies vouté les plus puissantes, avait encore 1.800 habitants dans les années cinquante. Il n'en reste que 600 en 1975.

Déjà, à la fin du siècle dernier, les ponctions opérées par les Foulbé de Tibati et les pertes provoquées par des conflits incessants entre chefferies décimaient la population. La guerre, presque permanente chez les Vouté, s'accompagnait de pillages des récoltes, entraînant des famines et des surmortalités (123).

123. MVOUTSI KARANG, N., 1985, "L'"histoire des Vouté du Cameroun central", Yoko, p. 41.
Cet historien local expose "l'idéologie de la guerre" honorée par les Vouté. Il distingue plusieurs types de guerres : les conquêtes, les razzias et les guerres gratuites qu'il appelle "guerres de démonstration". A la fureur des grands combats s'ajoutait une agressivité quotidienne, génératrice d'insécurité. Le voyageur C. Von MORGEN confirme cette situation : « même au travail, les hommes sont armés jusqu'aux dents car ici, tout le monde est en guerre contre tout le monde » (1972, p. 159).

Les paysages végétaux ne sont pas en rapport avec la faiblesse du peuplement actuel. Comme sur une grande partie du Tchabbal Mbabo, les savanes herbeuses du Tchabbal Ngouté sont d'origine anthropique. Les Vouté de Linté abandonnèrent leur refuge montagnard au début de ce siècle, de même que leurs voisins Tikar. Entretenues par des feux annuels, les savanes se sont maintenues sur d'anciens terroirs de refuge.

Même si la faible épaisseur des sols développés sur des granites durs se prête mal à une végétation de grands arbres, le désert herbeux du Tchabbal Ngouté est d'abord un héritage anthropique. Une nouvelle fois, les éleveurs ont tiré parti d'une modification préalable du couvert végétal par des cultivateurs. Mais le môle de Ngouté n'est pas très étendu : à peine 300 km2. Comment un cheptel de plus de 30.000 têtes peut-il s'y maintenir ? Les hauteurs se prolongent jusqu'à Yoko par un rebord de plateau à plus de 1.000 mètres mais il est partiellement enveloppé d'une végétation forestière. Le voisinage d'une forêt dense, abritant des gîtes potentiels de mouches tsé-tsé, ne menace-t-il pas l'élevage bovin ?

Un bon caBBal ?

Les premiers Mbororo à visiter les hauts de Ngouté furent séduits : « *il n'y a des arbres que dans les vallées ; ailleurs, c'est seulement de l'herbe à perte de vue.* » Ils expriment ce type de paysage par l'expression : ***pellel ferwi*** : « *c'est un secteur désert (sans arbres).* » Pour eux, ce paysage est idéal pour l'élevage. De plus, les herbes de Ngouté sont de bonnes herbes, surtout des ***da'e*** (*Hyparrhenia*). Abondantes en saison des pluies, elles le restent encore durant la courte saison sèche.

Défaillances de cultivateurs. A côté de ces éléments favorables à l'élevage, les Mbororo expérimentent bientôt les inconvénients du Tchabbal Ngouté. Les premiers tiennent à la faiblesse du peuplement agricole. Secteur inhabité à leur arrivée, le Tchabbal Ngouté était le domaine d'une grande faune de lions et de buffles. Les premières années, des lions tuent plusieurs vaches, surtout à proximité de repaires dans les rochers. Certes, l'absence de cultivateurs libère les éleveurs de la hantise des conflits avec une autre population. Sans cultures, tout l'espace devient accessible au bétail : c'est ***ladde***, la brousse précieuse. L'avantage est apprécié par les Akou, soumis auparavant à des pressions (Bamoun) et au manque d'espaces pâturables (Grassfields).

Mais la rareté de cultivateurs entraîne des inconvénients, surtout des difficultés de ravitaillement. Comme au Tchabbal Mbabo, les éleveurs doivent descendre de Ngouté pour se procurer de la nourriture. Or, les Vouté ne cultivent pas suffisamment pour disposer de larges surplus agricoles. Les premières années, une disette frappe les éleveurs et des cultivateurs qui ont vendu une part excessive de leur récolte.

> Une journée de mars 1978, une femme Mbororo fait le porte à porte dans Linté. A 14 h., sa calebasse est encore pleine de lait. Comment se procurera-t-elle de la farine de manioc ? Devra-t-elle remonter avec du lait non vendu ? Cet exemple montre la difficulté persistante, pour les Mbororo, de susciter des relations de troc avec les cultivateurs. Chez les Vouté, les hommes ne participent aux cultures vivrières (maïs et manioc) que pour la préparation des champs. Les travaux agricoles restent à la charge des femmes, les hommes ne s'occupant que de petites plantations cacaoyères.

Les Mbororo ne trouvent des vivres à acheter que dans les villages tikar au nord du ***caBBal***. Mais pour s'y rendre, il faut parcourir une quinzaine de kilomètres à l'aller. La plupart des Akou de Ngouté se sont rapidement mis à cultiver du maïs ou des patates douces. Au moins, lorsque la pluie tombe à longueur de journée, en septembre et octobre, disposent-ils d'une petite réserve personnelle. Les Akou appellent cette amorce d'activité agricole : ***ndemal ngam valluki*** : « *de l'agriculture de dépannage.* » Faute d'ouvriers agricoles comme sur le Tchabbal Mbabo, cette initiative ne peut prendre davantage d'ampleur. Les Akou disent qu'ils ne peuvent se contenter de boire du lait, comme les Wodabe. Le matin, il leur faut la "boule" (***nyiiri***) et, après la garde du bétail, les jeunes attendent la bouillie (***mbusiri***).

La défaillance des voisins villageois ne se limite pas au ravitaillement agricole, elle concerne également les travaux de construction. Les Mbororo ne parviennent pas à embaucher des ouvriers pour construire des habitations. Contraints, ils se mettent à la tâche. Or, les techniques de construction doivent s'adapter au climat pluvieux, marqué par une saison des pluies de 9 mois. Des insectes attaquent les toits de chaumes qui pourrissent avant la fin des pluies. Les Mbororo de Ngouté ont adopté le toit en feuilles de palmiers raphia et la maison rectangulaire à murs en torchis. Mais la confection de rames en feuilles de raphia est délicate : de minuscules épines pénètrent dans les doigts des personnes non expertes... Corvée délicate pour des gens habitués à manier le bâton.

Les Mbororo de Ngouté font l'expérience d'un nouveau type de relations avec les cultivateurs. Distinct à la fois de l'antagonisme qui domine aux Grassfields et de l'association ou de l'intérêt manifesté pour le bétail en Adamaoua, il se caractérise par de l'indifférence. ***Be fallaki min :*** *« ils ne font pas attention à nous, »* **disent les Mbororo à propos des Vouté. Tout se passe comme si les Vouté n'étaient pas intéressés ou incapables de répondre aux sollicitations économiques qui accompagnent la présence de pasteurs.**

L'isolement. Si la population agricole n'est pas assez nombreuse ni assez dynamique, les Mbororo souffrent également d'une atonie de la vie de relations. L'élevage a besoin d'apports externes et s'ouvre sur des filières commerciales, aujourd'hui plus encore qu'autrefois. Par exemple, l'alimentation fourragère des animaux en savanes doit être complétée par du sel ou du natron.

Le Tchabbal Ngouté présente l'avantage d'offrir deux sources natronées, au pied du talus nord (à Mamboué et Lonwé). Leur existence est attestée depuis longtemps (124). Les Mbororo, pourtant installés à proximité, n'y abreuvent pas leurs animaux. Pour rendre ces sources utilisables, il faudrait creuser des puits et les aménager, même de façon rudimentaire. Manque de main-d'oeuvre ou absence de solidarité collective ? L'intérêt pastoral pour les ***lahore*** appartient au passé. Les nouvelles générations d'éleveurs recourent à des achats de sel.

124. Ces sources minérales ne sont pas signalées par A. LE MARECHAL qui a limité ses investigations à l'Adamaoua et aux plateaux de l'Ouest (LE MARECHAL, A., 1976, "Géologie et géochimie des sources thermominérales du Cameroun").

Justement, il n'est pas aisé de s'approvisionner en sel sur le Tchabbal Ngouté. La petite route de Linté n'est praticable que durant quelques mois. Les éleveurs effectuent alors de grands achats de sel qu'ils entreposent chez des villageois de Linté. Ensuite, ils acheminent sur la tête les sacs de sel en haut du ***caBBal***, au fur et à mesure des besoins. Au plus fort de la saison des pluies, le Tchabbal Ngouté est comme coupé du monde.

Alors que le sel est cher (2.500 F. le sac de 18 kg, en 1980, contre 1.500 en Adamaoua), il est difficile de vendre du bétail. Aucun boucher ne débite de la viande sur place, ni à Linté, ni dans les villages tikar au nord. Les populations locales vivent des produits de la chasse, bien que le gibier devienne de plus en plus rare. Or, le boucher est un partenaire indispensa-

ble des éleveurs. C'est lui qui les débarrasse, certes à faible prix mais à la demande, des bêtes fatiguées ou malades. Sur le Tchabbal Ngouté, les animaux qui ne sont pas abattus par les éleveurs eux-mêmes agonisent sur place.

Quant au commerce du bétail, il est embryonnaire. Un Haoussa de Linté s'est reconverti dans cette activité, concurrencé par un Foulbé venu du Bamoun. Ils achètent surtout en saison sèche, car ils expédient alors les animaux à pied vers Bafia, au sud. En saison des pluies, des cours d'eau en crue empêchent le bétail de passer. Il faut le diriger vers la grande route de Yoko. Isolés une grande partie de l'année, les éleveurs du Tchabbal Ngouté ne tirent guère d'avantages d'une localisation pourtant relativement proche des centres urbains du Sud-Cameroun.

Tout un réseau de services et de relations dessert les régions pastorales traditionnelles. En plus d'une demande locale de produits d'élevage, ce réseau suppose la présence de personnes spécialisées et disposant de certaines capacités financières. C'est tout un environnement commercial difficile à émerger d'une population pauvre.

A la limite de la salubrité. Le Tchabbal Ngouté est-il vraiment salubre pour l'élevage bovin ? La réponse dépend, d'abord, de la présence ou non de mouches tsé-tsé.

Dans le passé, les glossines n'ont pas toujours infesté ces contrées. A la fin du 19e siècle, les chefs vouté entretenaient des chevaux qu'ils obtenaient de Tibati. Le récit d'une expédition militaire, accompagnée par le voyageur allemand C. Von MORGEN, insiste sur la difficulté des chevaux à traverser des vallées marécageuses, non sur leur harcèlement par des mouches tsé-tsé (125). Les Foulbé de Tibati assiégèrent durant plusieurs années la forteresse de Ngambé, près de la rivière Kim, en maintenant sur place une cavalerie de « quelques trois cents chevaux » (125). Les troupeaux de bovins restaient cantonnés près de Tibati mais des boeufs étaient acheminés régulièrement vers le camp de guerre (126). Le convoyage de ces animaux, de Tibati à Ngambé, ne soulevait pas de difficultés particulières, alors que des Akou eurent leurs troupeaux assaillis de tsé-tsé, lorsqu'ils empruntèrent le même trajet, en 1972. L'infestation glossinaire du plateau de Yoko remonte au début du siècle. Représente-t-elle un obstacle irrémédiable pour l'élevage ?

125. MORGEN, C. Von, 1972 (trad.), p. 144.

125. idem, p. 169.

126. Les Foulbé déplacèrent même une vache laitière au camp pour permettre à l'illustre visiteur de se refaire une santé, en buvant du lait.

Les mouches tsé-tsé qui infestent les abords du Tchabbal Ngouté sont probablement des *Gl. fuscipes*. Glossines de galeries forestières, elles se montrent moins agressives que celles de savanes et ne piquent le bétail qu'au moment de l'abreuvement. Pour éviter le contact avec les animaux, les Mbororo disposent les campements et les aires à bétail sur des hauts d'interfluves. Les Wodabe eux-mêmes affirment qu'ils ne craignent pas la "petite" trypanosomose du sud : ***mbadawnDe***. Elle sévit déjà aux environs

de Tibati où ils ont séjourné longtemps. ***Min mboowi mbadawnDe :*** *« nous avons l'habitude de la petite trypanosomose bovine. »* Pourtant, des essais d'installation aux lisières du ***caBBal***, près de la forêt, ont échoué, les animaux tombant malades. La maladie reste bien une menace.

Les Mbororo ne passent pas la saison des pluies sur la moitié nord du ***caBBal***, un peu moins élevée. Les animaux y souffrent des attaques de petites mouches, ***sandooji*** (des stomoxes ?) qui les empêchent de paître. Les mêmes insectes piqueurs pullulent en plaine de Linté, dès le mois de mars qui marque, ici, la fin de la saison sèche. Elles contraignent les transhumants à remonter sur le ***caBBal***, avant même le retour des pluies. En plaine, les animaux ne peuvent plus paître que de nuit. La partie sud du Tchabbal Ngouté est la seule qui soit indemne de ces insectes piqueurs, à longueur d'année. La partie salubre du ***caBBal*** se restreint donc à une bande de 5 km de large sur une vingtaine de kilomètres d'est en ouest, à proximité de l'abrupt de Linté.

Le parasitisme interne représente une autre containte sanitaire grave sur le Tchabbal Ngouté. Les veaux sont atteints d'ascaridiase, d'helminthiase, voire de coccidiose. Les parasites se transmettent par la pâture d'herbages souillés, aux environs des campements. La transmission est favorisée en saison des pluies, les pertes de veaux intervenant surtout en fin de saison. Cette contrainte est typique de savanes guinéennes à climat chaud et humide. Contrairement aux Grassfields, l'altitude du Tchabbal Ngouté ne suffit pas pour entraver le développement de ces parasites du bétail. Les pertes de veaux sont toujours amèrement ressenties par les Mbororo.

A l'inverse, les pâturages de Ngouté restent indemnes de tiques, même en 1978, soit 7 ans après l'arrivée des Mbororo. Indice de pâturages neufs, c'est un avantage sanitaire incontestable. Cependant, il finira probablement par disparaître, surtout à ces altitudes relativement faibles.

Depuis l'arrivée des Mbororo, l'état sanitaire du bétail s'avère très variable, d'une année à l'autre : *« une année, les animaux hivernent bien ; la suivante, il y a des ennuis, »* remarquent les Mbororo. L'incertitude est liée à la saison sèche mais la logique pastorale bascule, par rapport à l'Adamaoua et aux Grassfields. Sur le Tchabbal Ngouté, plus la saison sèche est marquée, mieux les animaux se portent bien au cours de l'hivernage suivant. La sécheresse exerce un effet de "nettoyage" et d'assainissement des pâturages, notamment en densité de parasites. Au contraire, *« quand il pleut tout le temps, les vaches ont toujours de l'herbe mais elles ne sont pas en bonne santé, »* reconnaît un Mbororo. Cette corrélation se retrouve en d'autres savanes guinéennes de basses altitudes, dans la région de Batouri et en Centrafrique.

Alors que le *caBBal* couvre seulement 300 km2, les pâturages de Ngouté effectivement exploités en saison des pluies se restreignent à environ 100 km2, à peu près indemnes d'insectes piqueurs et de trypanosomose. C'est donc un réduit pastoral. Et encore, les veaux n'y sont-ils pas à l'abri de

maladies parasitaires. Bon *caBBal* par ses pâturages, Ngouté ne l'est guère par l'état sanitaire du bétail. De plus, les modalités d'occupation par les premiers Mbororo ont aggravé ces handicaps.

Premières vicissitudes du peuplement pastoral

L'installation des Mbororo sur le Tchabbal Ngouté ne fut pas de tout repos. Le bétail n'était pas en bon état. Les pâturages du ***caBBal*** ne suffisaient pas pour accueillir tous les éleveurs qui s'y pressaient. Les Mbororo s'affrontèrent en tensions qui accompagnent, de façon presqu'inévitable, l'ouverture d'un nouveau secteur d'élevage.

Afflux et exode des Akou

Arrivés sans doute les premiers, les Akou s'installent au sud du ***caBBal***, sur le bourrelet sommital. Les Wodabe sont relégués au nord, au-dessus du village tikar de Mamboé. En 1973, on dénombre 58 familles akou et 16 Wodabe mais 135 troupeaux. De nouveaux venus sont de riches éleveurs, en particulier chez les Wodabe. Quant aux Akou, leurs troupeaux se concentrent sur quelques hauts d'interfluves. La charge en bétail est tellement forte, localement, qu'en deux ans, les abords de campements sont dénudés. Par manque d'herbe, les troupeaux doivent déjà descendre transhumer dans la plaine de Linté où les Akou affrontent un milieu difficile : de larges galeries forestières qu'il faut couper pour ouvrir des passages et des points d'eau au bétail. Les abords des cours d'eau sont tellement marécageux que les animaux s'enfoncent dans la boue. Les transhumants étendent alors des tapis d'herbes sur la vase pour faciliter l'accès aux cours d'eau... En plus de ces difficultés, des animaux remontent malades sur le ***caBBal***.

Après deux années passées sans trop de pertes, 1974 est catastrophique. Les vaches avortent, d'autres crèvent, par suite de trypanosomose. La concentration des animaux en haut du ***caBBal*** provoque une "explosion" de parasitisme intestinal. Tous les veaux périssent, surtout en fin de saison des pluies. Les Akou prennent peur (127). ***Be mbi'i : na'i jinnan :*** *« ils se disaient : nous allons perdre toutes nos vaches, »* racontent, plus tard, les Wodabe. Eux-mêmes subissent des pertes graves. Les interventions du vétérinaire de Yoko, appelé à l'aide, n'enraient pas les pertes.

127. Tel Akou, arrivé sur Ngouté avec 3 troupeaux, n'en conserve plus qu'un, seulement deux ans plus tard.

A ces déconvenues s'ajoute une compétition entre les Akou et les Wodabe pour contrôler le ***caBBal***. Les Wodabe se rendent compte que le bourrelet méridional convient le mieux à l'élevage. Ils s'efforcent d'y accéder, en intriguant auprès du chef de Linté, contre les Akou. En 1973 et 74, des Akou partent déjà vers Tibati. Comme la situation ne s'améliore pas l'année suivante, ils abandonnent tous Ngouté, en compagnie du leader des Bogoyanko'en (128).

128. Certains Akou seraient bien restés à Ngouté, mais ils redoutèrent d'être seuls. Du moins, c'est ce qu'ils disent, plus tard.

Tabl. 119 : *Exode des Akou de Ngouté vers Tibati*

	en 1973	en 1974	en 1975
Bogoyanko'en	5	4	15
Ba'en	1		11
Danedji	3	1	6
Toubanko'en	4		2
Rahadji			2
Natirbe	1		

Les migrants quittent le Tchabbal Ngouté pour Tibati en empruntant le trajet ouvert par les Wodabe, quelques années auparavant. Ils ne retournent pas vers les plateaux de l'ouest : Bamoun ou, a fortiori, Bamenda. C'est une constante de la logique migratoire des Mbororo : en cas de déboires, ils ne reviennent pas "en arrière"mais poussent plus avant. En se dirigeant vers Tibati, les Akou rejoignent la coulée migratoire principale qui longe l'Adamaoua vers Meiganga puis Garoua Boulay. Leur séjour au Tchabbal Ngouté n'aura représenté qu'un intermède dans une longue migration.

Quant aux Wodabe, un seul d'entr'eux retourne vers Tibati. Les autres n'osent pas refaire le chemin. Ils invoquent ***semtuDum*** : la honte, l'humiliation. Honte d'admettre, auprès des siens, qu'on a perdu beaucoup de bétail, par sa faute. A la limite, des Mbororo restés sur Tibati éprouveraient une secrète satisfaction en constatant ces déboires : « *ils ont voulu beaucoup d'herbe mais ils ont perdu beaucoup de bétail, c'est bien fait pour eux.* » La jalousie (***kaajal***) n'est pas exempte du comportement pastoral. Par amour-propre, les Wodabe sont restés au Tchabbal Ngouté. ***Min munyi, min kaBdi :*** « *nous avons patienté, nous avons trimé.* »

En partant, le chef des Bogoyanko'en aurait lancé aux Wodabe, ses concurrents, qu'ils ne pourront pas rester longtemps seuls sur Ngouté. Il est vrai qu'avec leur bétail fragile, l'aventure prend alors une mauvaise tournure.

Embellie pastorale

Après l'exode des Akou, les Wodabe occupent quelques-uns de leurs campements, sur le bourrelet méridional. L'effectif de bétail tombe soudain d'environ 30.000 têtes à 2.000. Est-ce l'effet de cet allègement pastoral ou de saisons sèches plus marquées ? Toujours est-il qu'à partir de 1976, les troupeaux hivernent en meilleur état.

Les éleveurs disent que la trypanosomose n'est plus aussi grave. Ils se procurent peut-être des médicaments directement à Yaoundé. Il arrive également que cette maladie s'atténue dans un nouveau secteur d'élevage, après quelques années de présence du bétail. A l'inverse, les affections

parasitaires des veaux restent un motif d'inquiétude. Le service d'Elevage a longtemps concentré ses efforts contre la trypanosomose bovine. Il s'est équipé en trypanocides que les éleveurs achètent également auprès de commerçants plus ou moins clandestins. A l'inverse, les parasites intestinaux sont négligés, alors que les cheptels paient un lourd tribu à ces maladies en savanes guinéennes. Les éleveurs ignorent l'emploi et ne parviennent pas à se procurer des vermifuges.

La nouvelle d'une détente pastorale sur le Tchabbal Ngouté ne tarde pas à se faire savoir. Des Akou reviennent en visite et demandent au responsable des Wodabe la permission de le rejoindre. De façon exceptionnelle, 9 familles refont le trajet de Tibati à Ngouté en 1977. L'amélioration de l'état du bétail se confirmant, ce sont 12 familles qui arrivent l'année suivante. Tous les Mbororo sur Tibati savent, désormais, que le bétail hiverne bien sur le Tchabbal Ngouté. Mais tous ne sont pas prêts pour autant à y retourner. Les Akou revenus relèvent, cette fois, surtout du lignage des Ba'en. Il semble qu'ils aient regretté d'avoir suivi les Bogoyanko'en dans leur départ précipité de 1975 (fig. 330).

En revenant sur le Tchabbal Ngouté, les Ba'en nourrissent l'espoir de contrôler une portion des pâturages. Dès 1978, des querelles ressurgissent entre eux et les Wodabe... Ceux-ci redoutent que les nouveaux venus envahissent le secteur qu'ils se sont attribués. Ils accusent les Akou de s'enfuir lorsque le bétail est mal en point et de se précipiter quand il se porte bien. Les Wodabe n'ont pas tout à fait tort...

Quel avenir ?

A partir des premières années d'élevage, quel pronostic avancer sur l'avenir pastoral du Tchabbal Ngouté ? Il connaîtra sans doute des hauts et des bas, à l'image des débuts. A mesure que les troupeaux s'écarteront du réduit sommital, ils s'exposeront à des accès de trypanosomose. Quant aux parasites internes des bovins, leur incidence tend à s'aggraver sur de "vieux" pâturages, souillés par les excréments d'animaux malades. Sans déparasitage des jeunes animaux, ce sont ces maladies (***mbeebu***) qui causeront le plus grand handicap à l'élevage. Il s'y ajoutera probablement des maladies transmises par les tiques, en particulier la babésiose, tellement redoutée par des éleveurs.

Une autre source d'inquiétude tient à la fragilité de ces savanes, une fois soumises à un régime de pâture intense. Elles sont rapidement dégradées, en dos d'interfluves, laissant des sols à nu (fig. 331). Quelques années après la formation de plaques dénudées, en haut du Tchabbal Ngouté, un semis d'espèces forestières s'est déjà implanté. Des graînes dispersées à partir des galeries forestières ont pu germer, une fois la strate herbacée disparue. En climat pluvieux, il suffit d'un sol découvert et de l'arrêt des feux pour que

Fig. 330 : *Tchabbal Ngouté ; les éleveurs en 1978*

un symbole = une ou quelques familles

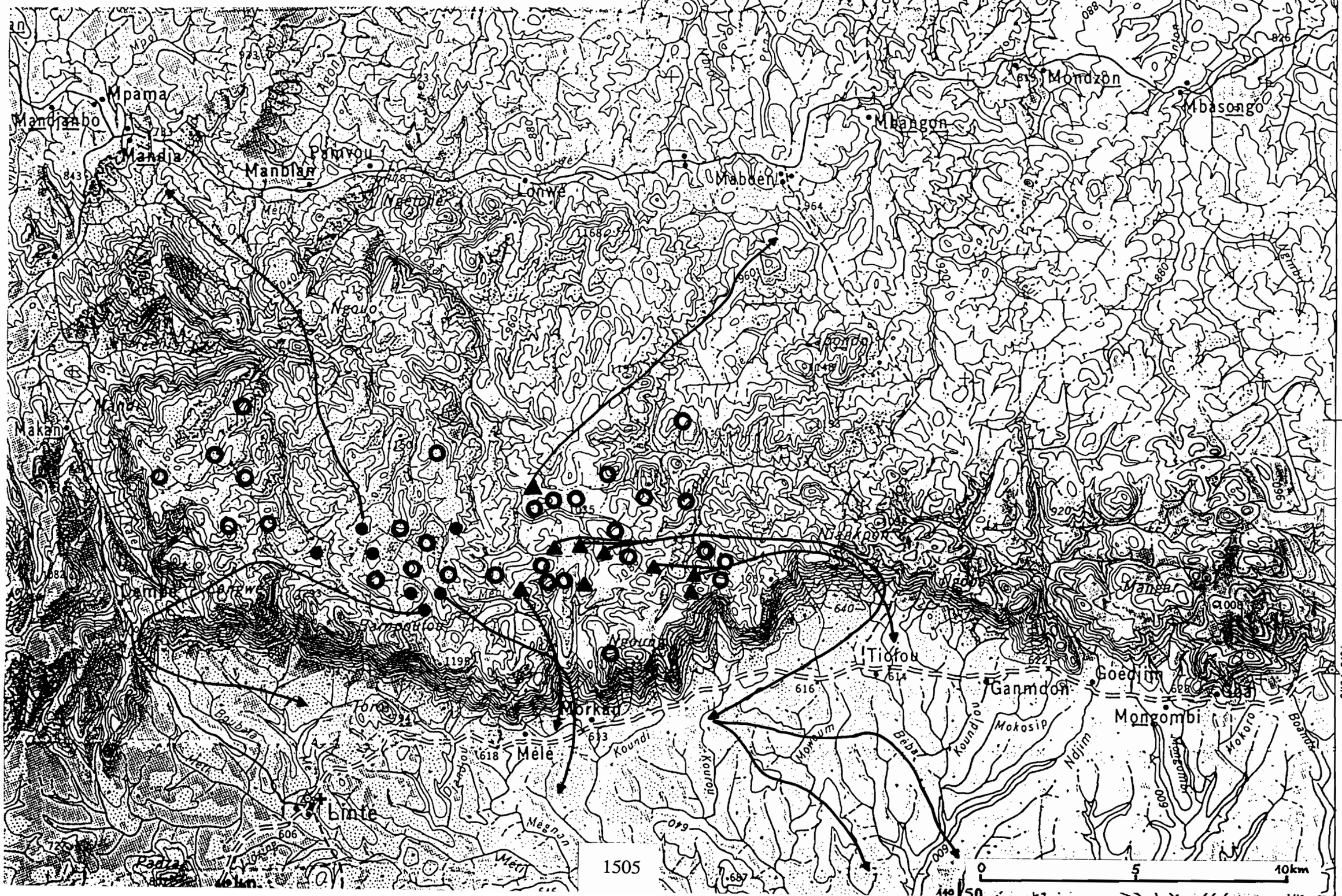
- ▲ Wodabe
- ● Akou
- ○ site d'habitat des premiers Akou

trajet de transhumance

forêts

savanes

équidistance des courbes de niveau : 40 mètres



la forêt commence à s'installer. Elle ne semble pas avoir besoin de formations arbustives intermédiaires, comme en Adamaoua. Il est probable qu'en une dizaine d'années seulement, les abords surpâturés des campements seront couverts de bosquets forestiers. Pour offrir un pâturage durable, les savanes des contrées pluvieuses devraient être exploitées de façon légère. Au contraire, les Mbororo ont tendance à les utiliser par à-coups et de façon intense.

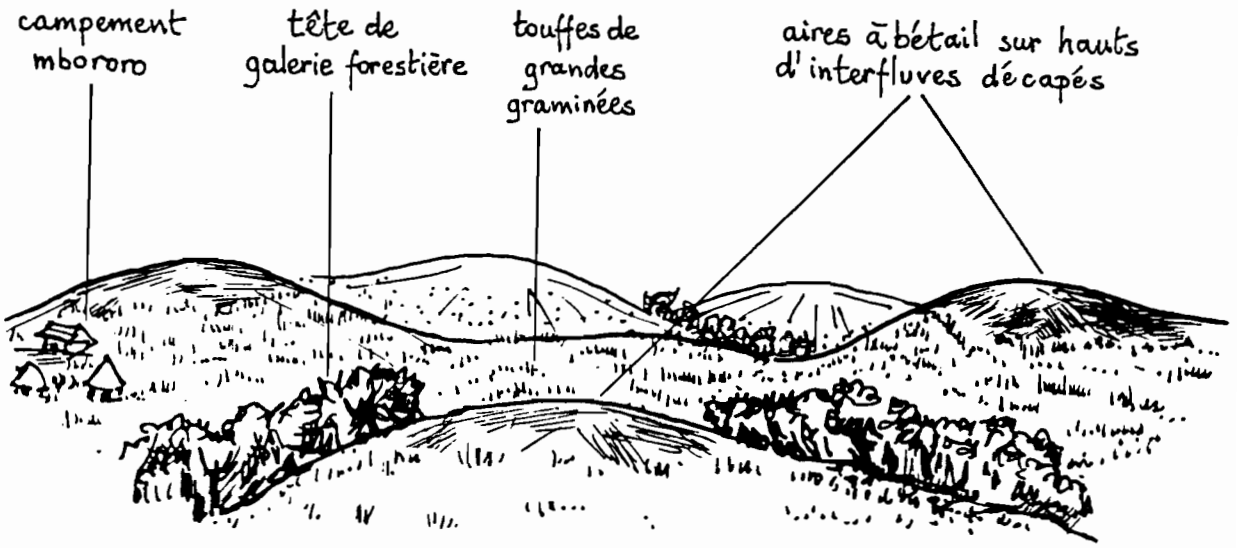


Fig. 331 : *Décapage de hauts d'interfluves à Ngouté par surcharge pastorale*

Les Mbororo, surtout les Akou, se tiennent aux aguets de nouvelles à propos d'autres pâturages, qu'ils soient nouveaux ou de meilleure qualité. Ils n'hésitent pas à entreprendre de longs déplacements pour en profiter. Ils y rassemblent alors tellement de bétail que la situation pastorale ne tarde pas à se dégrader, soit par destruction des pâturages, soit par éclosion de maladies. A la phase de concentration succèdent des départs précipités. Les premières années de peuplement pastoral sur le Tchabbal Ngouté illustrent ce rythme qui scande la mobilité pastorale, en relançant périodiquement des migrations.

L'occupation pastorale du Tchabbal Ngouté reste fragile, du point de vue sanitaire comme des pâturages. Elle ne se stabilisera que par une régulation des arrivées, afin d'éviter que se reproduise la surcharge initiale en bétail. Mais quelle autorité serait capable d'imposer, aujourd'hui, ce type de réglementation pastorale ? Les chefs locaux ne détiennent plus qu'un pouvoir formel et l'administration est loin des pâturages de Ngouté.

LE MONT CAMEROUN : *CABBAL* INTERDIT

Au-delà du Tchabbal Ngouté, de vastes savanes guinéennes s'interposent avant l'écran de la forêt dense. Même si les galeries forestières s'élargissent et deviennent puissantes, la masse herbacée produite par les savanes est abondante. Leur attrait pastoral serait grand, si ce n'étaient des savanes à basse altitude, en climat chaud et humide. Aucun relief n'apporte un peu de fraîcheur ni d'air venteux, si appréciés des troupeaux. Au-devant du massif Manengouba, seul un grand relief ultime pourrait offrir ces préférences pastorales, au bord de l'océan : le mont Cameroun.

Un problème de ravitaillement en viande

A l'époque coloniale, la région du mont Cameroun représentait un marché relativement important pour la viande bovine. Les villes de Victoria et de Buea, la main-d'oeuvre rassemblée par les grandes plantations (16.000 salariés dans les années cinquante), le ravitaillement des cargos qui accostaient aux ports de Victoria et de Tiko suscitaient une demande en viande, même si la consommation de poisson et de gibier la couvrait en partie. Les rapports des administrateurs anglais signalaient régulièrement le manque de viande bovine sur les marchés : « owing to the unsatisfactoring marketing arrangements between the cattle-producing area in the Bamenda area and the rest of the province, there is a shortage of meat in the southern Cameroons » (129).

Les maquignons qui opéraient auprès des éleveurs des Grassfields étaient des Haoussa et des Ibo. Ils expédiaient plus volontiers du bétail vers les marchés du Nigeria (Abakaliki, Enugu) que vers Kumba et Tiko. Les prix étaient plus élevés sur les grands marchés nigerians et surtout, les marchands de bestiaux venus du "Cameroon" étaient payés au comptant par les acheteurs, eux-mêmes maquignons (130). Au contraire, les ventes de bétail au sud du "Cameroon" se faisaient à crédit aux bouchers, par le biais de "logeurs", garants des versements d'argent et intermédiaires entre des partenaires qui ne se faisaient guère confiance.

L'attrait des marchés nigerians explique que 70 % du bétail commercialisé aux Grassfields (25.000 têtes environ) s'y dirigeait, contre moins de 20 % vers le sud du Cameroun (131). Le bétail était acheminé vers la région du mont Cameroun par la route de Kumba à Mamfe, à travers la forêt. Le harcèlement d'insectes piqueurs, l'absence de savanes le long de la route et parfois de points d'abreuvement provoquaient des pertes de poids de 40 à 60 kg par tête, en une vingtaine de jours de marche. Les animaux étaient abattus peu de temps après leur arrivée, par suite d'une demande pressante en viande. Presque tout l'animal était consommé, y compris les abats, la peau et même les os, après broyage et cuisson, ce qui dénotait « une faim très forte en protéines animales » (131).

129. "Report to United Nations on the administration of the Cameroons", 1948, p. 82.

130. LACROUTS, M., 1963, "Etude des problèmes posés par l'"élevage et la commercialisation du bétail... au Cameroun Occidental", p. 43.

131. BRACHETKA, J.A., 1960, "Interim report to the Government of Nigeria on the improvement of meat supplies from the Bamenda area".

La pénurie de viande bovine sur les marchés se traduisait par des prix élevés durant la période coloniale (fig. 330).

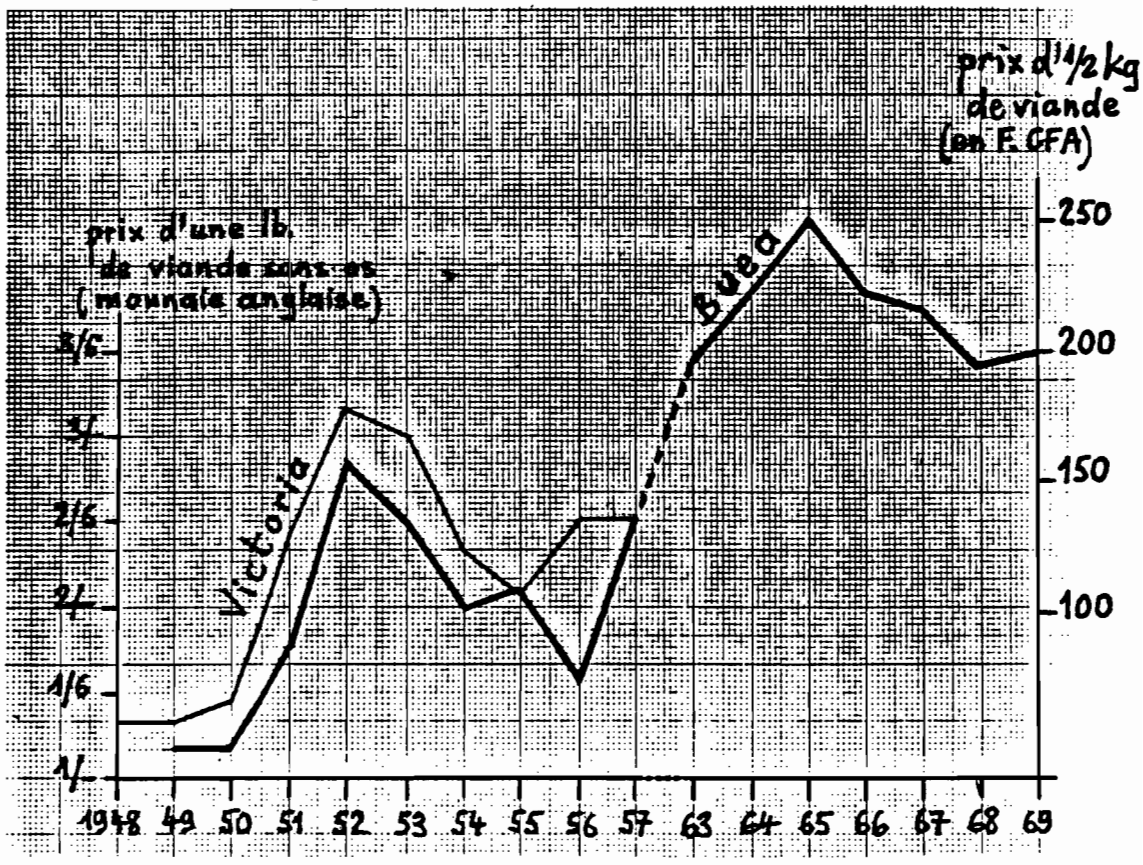


Fig. 332 : *Evolution du prix de la viande bovine dans la région du mont Cameroun* (se reporter également au tabl. 10)

Les prix d'une "pound" (450 g) de viande sans os, relevés régulièrement à Victoria et Buea, ont subi une inflation brutale à partir de 1950. En quelques années, ils ont triplé, avant de redescendre, à la fin des années cinquante (132). En 1950, la viande se vendait pratiquement au même prix sur les marchés de Nkongsamba et du Moungo, de l'autre côté de la frontière entre les deux Cameroun. A la fin de la période coloniale, les bouchers de Victoria et Buea écoulaient la viande nettement au-dessus du barème fixé par les autorités (2 shillings par pound). Ces prix étaient amèrement ressentis par une population à faible pouvoir d'achat (manoeuvres sur les plantations). Les premières années de l'Indépendance furent également marquées par une grande inflation des prix, avant une lente retombée. Ces poussées brutales des cours dénotaient des insuffisances périodiques de ravitaillement.

132. Ces prix étaient collectés par les agents du "Department of Labour" et jugés comme « fairly reliable » par les administrateurs anglais ("Reports to United Nations...", 1952).

De plus, d'amples variations mensuelles ou saisonnières affectaient les prix de la viande bovine à Victoria et Buea. Des interruptions d'arrivages faisaient doubler les cours à n'importe quel moment de l'année. De plus, ils montaient toujours en fin d'année, à l'occasion des fêtes.

Les difficultés de ravitaillement de la région côtière s'inscrivaient dans une pénurie générale de produits vivriers. Les populations locales avaient tendance à rendre les manoeuvres des grandes plantations responsables de cette rareté des vivres sur les marchés.

L'administration anglaise s'efforçait d'améliorer le ravitaillement en viande bovine, en détournant vers le sud les flux de bétail originaires des Grassfields. En 1948, un vétérinaire fut affecté à Buea pour étudier et réorganiser le commerce du bétail (133). Quelques années plus tard, alors que les prix de la viande avaient tout de même baissé, on s'efforça d'encourager les acheminements de bétail en améliorant les pistes à bétail (134). En fait, le commerce du bétail resta défaillant jusqu'à la fin de la période coloniale pour des raisons d'organisation et de faiblesse financière des opérateurs, par rapport au Nigeria.

C'est dans ce contexte qu'est né le projet d'implanter un élevage bovin sur les versants du mont Cameroun. Il existait bien une ferme d'élevage à Buea, mais elle n'était pas destinée à fournir du bétail pour la viande (135). L'idée d'un élevage sur place pour remédier au déficit constant de viande bovine est exprimée à partir de 1949 (136).

Des prairies sèches en haut d'une montagne très humide

Il peut paraître incorrect de ranger parmi les ***caBBal*** l'édifice volcanique du mont Cameroun qui culmine à plus de 4.000 mètres. En dépit de cette altitude, la montagne ne présente pas la silhouette altière d'autres grands volcans africains, par exemple les monts Kenya ou Kilimandjaro. Une large base lui confère un profil en dôme évasé, sans versants déchiquetés qui seraient d'allure montagnarde. La partie sommitale est de plan ovoïde à peu près régulier. L'édifice culminant émerge d'un "haut plateau" qui se déploie au-dessus de 2.700 mètres. Cette assise se raccorde aux versants inférieurs par un escarpement raide, nettement marqué au-dessus de Buea (137). La discontinuité des pentes, surtout sur les versants orientaux, rappelle le profil d'un ***caBBal***.

Les Bakweri, population locale, dénomment Fako le sommet du mont Cameroun, ce qui peut se traduire par "montagne chauve", c'est-à-dire sans arbres (138). En effet, au-dessus des ceintures de forêts submontagnardes puis montagnardes, la coupole du mont Cameroun porte des formations herbeuses qui, elles-mêmes, se raréfient au sommet. De rares clairières herbeuses s'ouvrent déjà dans la masse compacte des forêts submontagnardes, vers 1.500 mètres. Elles comportent surtout des *Melinis minutiflora*, alors qu'à 1.000 mètres, l'herbe à éléphants (*Pennisetum purpureum*) devient la principale graminée.

Des taillis arbustifs bordent la lisière supérieure des forêts montagnardes, aux environs de 2.200-2.500 mètres. Ils forment une ceinture végétale

133. "Report to United Nations...", 1948, p. 82.
134. idem, 1956.

135. Créée à l'époque allemande, la ferme de Buea fut encore gérée par des Allemands entre les deux guerres. Ensuite, la C.D.C. (Cameroon Development Corporation) la prit en charge, en effectuant des croisements entre races européennes (montbéliarde et frisonne). Le troupeau, destiné à la production de lait, n'était pas exempt de problèmes sanitaires (tuberculose). La fabrication de beurre, entreprise au début des années cinquante, fut abandonnée pour la seule production de lait pasteurisé, destiné à la population aisée de Buea et de Victoria. Le budget de la ferme était régulièrement déficitaire, par suite d'un personnel trop nombreux pour un cheptel limité.

136. "Report to United Nations...", 1949, p. 87.

137. C'est à la bordure de ce "haut plateau" que se produisent périodiquement des manifestations volcaniques : projections de nuées de cendres et émissions de coulées de laves (BEDERMAN, S.H., 1966, "Mount Cameroun : West Africa's active volcano" in "The Nigerian Geographical Journal", vol. 9 n° 2 ; DERUELLE, B., 1982, "Risques volcaniques au mont Cameroun" in "Revue de géographie du Cameroun", vol. 3 n° 1 ; DERUELLE, B., MOREAU, C., NKONGUIN NSIFA, E., Ss date, "La dernière éruption du mont Cameroun, dans son contexte structural" in "Revue de géographie du Cameroun", vol. 4 n° 2).

138. ARDENER, E., MACROW, D.W., 1959, "Cameroon mountain", p 241 (in "Nigeria Magazine", n° 62).

étroite, bien que riche du point de vue floristique (139). Les arbustes aux sommets des Grassfields s'y retrouvent : le "genêt de montagne" (*Adenocarpus mannii*), la fougère arborescente (*Philippia mannii*), *Agauria salicifolia* et le pittoresque *Gnidia glauca* (140).

Il est admis qu'aux Grassfields, la limite actuelle de la forêt montagnarde résulte largement de défrichements anciens. Qu'en est-il sur le mont Cameroun ? R. LETOUZEY estime que la limite est encore « certainement artificielle » (141) ; il accorde une grande action perturbatrice aux feux des chasseurs et aux feux naturels, allumés par des coulées de laves. Au contraire, le géographe J.B. SUCHEL (142) suggère que la limite de la forêt correspond à une réduction brutale de la pluviométrie aux alentours de 2.000 mètres d'altitude.

Le mont Cameroun connaît l'un des climats les plus pluvieux du monde, puisque les pluies annuelles déversent une tranche d'eau de 11 mètres sur le versant tourné vers l'océan. Il y pleut 3 jours sur 4, dans « une interminable succession de journées ruisselantes, sous la charge oppressante des épaisses nuées de la mousson, avec de longues séquences d'aggravation, où tout semble sombrer dans la profusion diluvienne des eaux » (143) ! Une forte pluviosité, bien qu'atténuée par rapport au versant sud-ouest, enveloppe toutes les façades du mont Cameroun, jusqu'aux environs de 1.000 mètres. Plus haut, une régression pluviométrique s'amorce puis s'accentue jusqu'au sommet : « toute la haute coupole du mont Cameroun est peu arrosée » (144). A la diminution des pluies totales s'ajoute leur interruption pendant une saison sèche qui n'existe pas au pied du mont Cameroun. Sa durée s'allongerait en fonction de l'altitude, de 5-6 mois à 2.500 mètres jusqu'à 6-7 mois au sommet. C'est pratiquement un rythme saisonnier soudanien ! Aux versants forestiers très humides succèdent des prairies sèches.

La nature des sols sur le "haut plateau" renforce la sécheresse climatique. Leur soubassement volcanique récent de laves ne retient pas l'eau. Entre les amas de projections et les coulées de laves, des vallons restent à sec à longueur d'année. Malgré une humidité atmosphérique fréquente, le "pédo-climat" de l'aire sommitale est sec.

D'après R. LETOUZEY (145), les arbustes d'altitude représentent la végétation primitive d'un milieu marqué par la sécheresse. Des auteurs ont pourtant noté la faible extension de ces formations arbustives en haut du mont Cameroun. Contrairement aux sommets des Grassfields, elles se confinent aux lisières de forêts et aux creux de ravins (146). R. LETOUZEY répond que ce sont des « sites de refuge contre les feux qui ravagent les herbages voisins » (145). D'autres observateurs estiment, au contraire, que ces arbustes sont assez résistants aux feux et adaptés aux conditions sévères du milieu. « These shrubs, or more properly speaking stunted trees, are resisting the exposure to winds, the intense drought conditions during the dry season, and the burning of the hunters every year » (147). Le caractère climacique ou secondaire d'une formation végétale de transition, entre forêt et prairie montagnardes, reste controversé.

139. BOUGHEY, A.S., 1955, The vegetation of the mountains of Biafra".

140. Il manque pourtant, sur le mont Cameroun, le grand bambou de montagne (*Arundinaria alpina*), si caractéristique des sommets aux Grassfields. Les botanistes ont noté que la flore montagnarde du mont Cameroun est moins riche que celle des montagnes de l'intérieur (KEAY, R.W.J., 1955, "Montane vegetation and flora in the British Cameroons").

141. LETOUZEY, R., 1968, "Etude phytogéographique du Cameroun", p. 347.

142. SUCHEL, J.B., 1972, "La répartition des pluies et les régimes pluviométriques au Cameroun", p. 220.

143. SUCHEL, J.B., 1988, "Les climats du Cameroun", t. 3, p. 1.011.

144. SUCHEL, J.B., 1972, p. 220.

145. LETOUZEY, R., 1968, p. 348.

146. KEAY, R.W.J., 1955.

147. GUILLAUME, G.M.D., 1968, "A subactive crater on the North East flank of Mount Cameroon", p. 62 (in "The Nigerian Field", vol. XXXIII, n° 2).

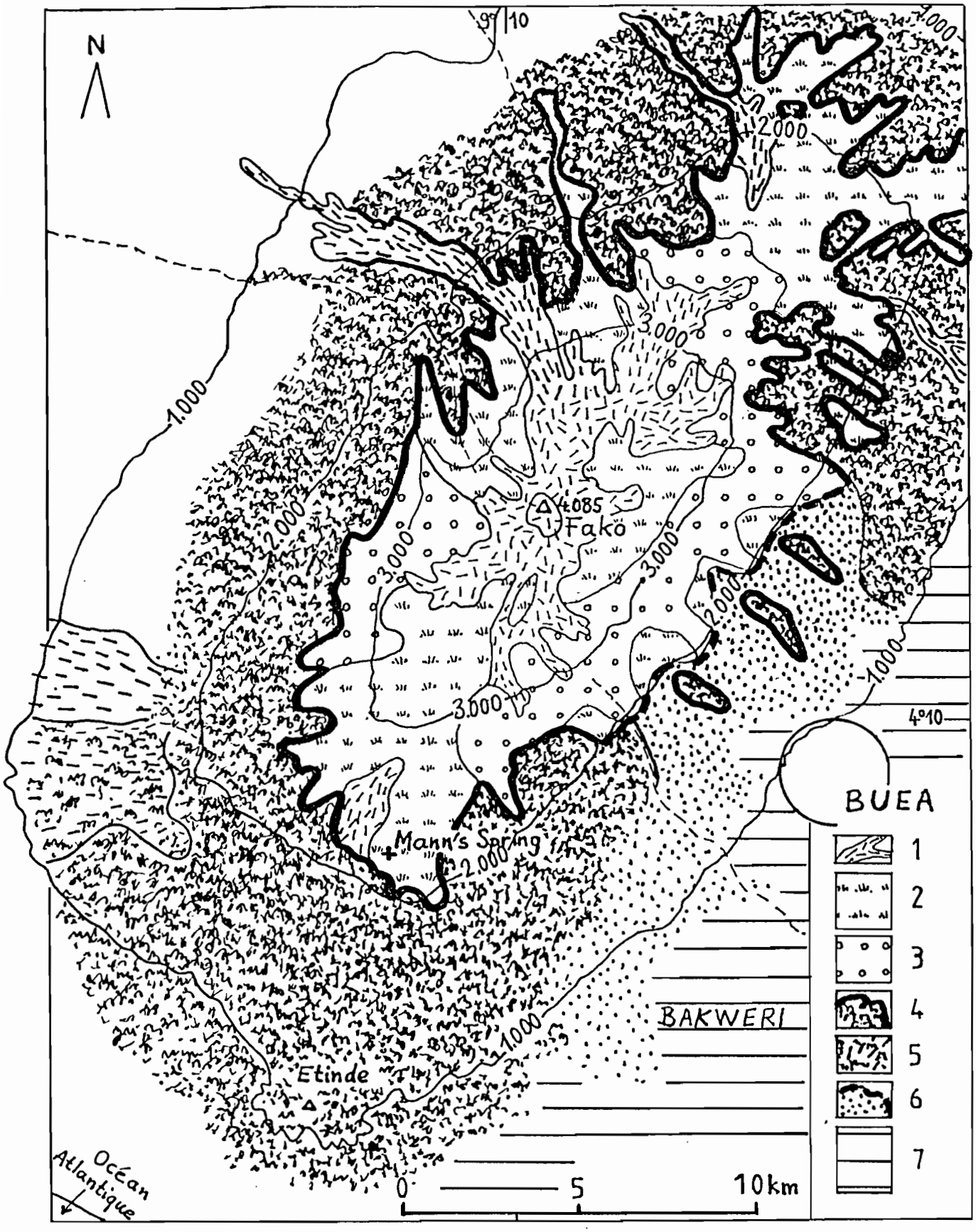


Fig. 332 : ***La partie sommitale du Mont Cameroun*** (sources : "Carte du Cameroun à 1/200.000", Buea-Douala, 1975 ; LETOUZEY (R.), 1985, "Carte phytogéographique du Cameroun", 1985)

1 : coulées de laves, 2 : prairies et pelouses de hautes altitudes, 3 : taillis arbustifs de hautes altitudes (à *Gnidia* et *Hypericum*), 4 : forêts denses montagnarde et submontagnarde, 5 : forêts reconstituées sur coulées de laves, 6 : restes de forêts, jachères et cultures éparses, 7 : secteurs habités et cultivés

La faible emprise des arbustes d'altitude laisse une prairie montagnarde couvrir les pentes entre 2.500 et 3.200 mètres. Selon R. LETOUZEY encore (148), elle s'étend surtout au sud et au nord de la plate-forme sommitale. « The vegetation is predominantly grassland dotted with forest galeries, many of which are growing around the bases of extinct craters » (149). Les graminées dominantes sont *Andropogon sp.* et *Loudetia camerunensis*, ce qui donne une indication probable sur la composition des prairies montagnardes des Grassfields, avant l'arrivée des Mbororo.

148. LETOUZEY, R., 1985, "Carte phytogéographique du Cameroun au 1/500.000", feuille 5).
149. GUILLAUME, G.M.D., 1968.

Au-dessus de 3.000 mètres, des plantes gazonnantes composent une pelouse subalpine, avec des espèces d'affinités européennes, comme les festuques. A cette pelouse, plus vaste qu'au mont Oku, succèdent des étendues de cendres couvertes de mousses et de lichens, près du sommet (fig. 333).

Au-dessus des forêts denses qui baignent dans un manteau presque permanent de nuages, un paysage herbeux coiffe le mont Cameroun. Les alpages, le vent et la fraîcheur rappellent les hauts des Grassfields. Nul doute que, pour des Djafoun, ce serait un bon *caBBal*. Faut-il ajouter que la présence de quelques Haoussa à Buea leur offrirait, comme toujours, un "pied-à-terre" et des médiateurs vis-à-vis des autorités ?

Le refus d'éleveurs

Les rapports de l'administration anglaise aux instances internationales permettent de reconstituer une tentative originale d'élevage bovin sur le mont Cameroun, à l'époque coloniale. Contrairement au Tchabbal Ngouté, cette incursion sur un nouveau ***caBBal*** n'a pas laissé de souvenirs dans la population pastorale. Il est vrai que l'initiative est venue de l'administration, alors que les aventures sur Ngouté furent décidées par des Mbororo.

En 1948, le vétérinaire anglais déjà signalé, recruté au titre de "development officer", est chargé de trouver des solutions au manque de viande sur les marchés du "Southern Cameroon". L'année suivante, il propose de créer un élevage bovin naisseur et surtout d'embouche sur les hautes prairies du mont Cameroun. Le projet entre en application en juin 1950, avec le transfert d'un troupeau (mbororo?) à partir des Grassfields. Le bétail prospère et des vêlages surviennent.

Cependant, l'essai se heurte à deux difficultés. L'une tient à l'abreuvement du bétail sur des prairies dépourvues de points d'eau. Le bétail est placé au sud des pâturages, à proximité de l'une des rares sources, Mann's Spring (150). Cependant, ce point d'eau ne suffirait pas à abreuver un cheptel important. La seconde difficulté tient à l'opposition des Bakweri, population locale qui détient des droits coutumiers sur la montagne. « The

150. du nom d'un botaniste allemand qui parcourut plusieurs fois le mont Cameroun, au milieu du 19e siècle, en constituant un herbier de référence pour la flore montagnarde.

local Bakweri people, who do not use the land at Mann's Spring, except for a little hunting, showed opposition to the scheme » (151).

151. "Report to the United Nations... ", 1950, p. 74.

L'année suivante, les promoteurs de l'opération confirment l'aptitude du mont Cameroun à l'élevage : « the Cameroun Mountain has a large area of grassland which has now been shown to be suited for cattle and sheep breeding » (152). Cependant, ils abandonnent le projet d'un ranch : « ranching on a large scale would not be profitable. » Ils n'en précisent pas les raisons ; il s'agit probablement du problème d'abreuvement du bétail et des difficultés de recrutement de bouviers acceptant de vivre en permanence au sommet de la montagne. Au contraire, un élevage traditionnel est estimé possible, sans doute parce que des éleveurs seraient davantage prêts à supporter de rudes conditions de vie. De nombreux troupeaux pourraient alors être placés en haut de la montagne. Le rapport rappelle cependant l'hostilité de la population locale : « the Bakweri people, who have traditional rights of uses in the area, for hunting and honey collecting, continue to oppose the use of mountain grassland for cattle » (152).

152. idem, 1951, p. 84.

Les années suivantes, les rapports ne mentionnent plus le projet, preuve qu'il a échoué devant le veto des populations locales. L'argument d'un meilleur ravitaillement en viande, grâce à un élevage bovin sur place, n'a pas convaincu. En fait, cet argument, constamment rappelé pour justifier l'installation de bétail, était-il pertinent ?

Le commun des Bakweri souffrait moins de la pénurie de viande bovine que l'élite de la population employée dans l'administration et les grandes plantations. S'adonnant à la chasse sur le mont Cameroun, les Bakweri se procuraient une viande de gibier (antilopes) gratuite. Même si elle ne fournissait pas de grandes ressources, la chasse était une activité fort prisée (153). Encore aujourd'hui, les Bakweri pratiquent, dans ce but, de grands feux sur les prairies sommitales, en janvier et février, qui donnent parfois l'illusion, vus d'en bas, d'une éruption volcanique. La présence permanente de bovins et d'éleveurs sur la montagne ferait disparaître le gibier.

153. Les droits de chasse sont réservés à 5 villages proches de Buea. C'est une sorte de rente de situation dont ils ne tiennent pas à se défaire (COURADE, G., 1981-82, "Marginalité volontaire ou imposée ? Le cas des Bakweri (Kpe) du mont Cameroun", p. 366 (in "Cah. ORSTOM, ser. Sc. hum.", vol. 18, n° 3).

Il n'est pas certain qu'un élevage bovin sur le mont Cameroun aurait réglé les problèmes de ravitaillement de la région en viande. La coupole sommitale, au-dessus de 2.500 mètres, s'étend sur environ 100 km2. Les prairies et pelouses n'en occupent que la moitié, les taillis arbustifs et les coulées de lave couvrant le reste. Avec une charge d'1 bovin/2,5 ha (moyenne des Grassfields), le mont Cameroun porterait 20.000 têtes. En appliquant un taux d'exploitation de 10 % en élevage extensif, ce cheptel livrerait 2.000 têtes chaque année à la boucherie. Or, dans les années cinquante, les Grassfields expédiaient plus du double en bétail de commerce vers le "Southern Cameroon". La création d'un élevage sur place n'aurait donc pas permis de couvrir tous les besoins. De plus, la présence d'un nombreux cheptel sur le mont Cameroun aurait posé des problèmes d'abreuvement du bétail et de transhumance en saison sèche.

L'essai d'installation d'éleveurs sur le mont Cameroun est intervenu à un moment défavorable. Au début des années cinquante, les Bakweri s'opposaient vigoureusement aux autorités coloniales, à propos d'une revendication qu'ils soutiendront de façon permanente : la reconnaissance de leurs droits fonciers sur les terres expropriées par les Allemands pour créer de grandes plantations. Malgré une législation foncière qui reconnaissait, en principe, les prérogatives des populations locales, les Anglais rejetèrent les prétentions des Bakweri. Ils suggéraient simplement d'agrandir les réserves accordées aux villages, en retirant quelques terrains des grandes plantations. Les instances locales des Bakweri refusèrent de collaborer à ces aménagements fonciers, tant que leur revendication de principe ne serait pas satisfaite. Attitude du tout ou rien qui tendit les relations avec l'administration coloniale (154).

154. "Report to United Nations...", 1950, p. 94 ; COURADE, G., 1981-82, p. 363.

Au-delà du contentieux juridique, il existait un véritable "problème bakweri". La population locale se trouvait submergée par l'afflux de migrants, suscité par les grandes plantations. Les migrations incessantes de travail perturbaient le climat social. Perte de bonnes terres agricoles et compétitions vis-à-vis des femmes bakweri provoquaient, par réaction, des attitudes de rejet à l'égard des "strangers". Déjà dépossédés d'une grande partie de leurs terres, les Bakweri refusaient de perdre leur montagne, aire de chasse et lieu symbolique.

Pour les Bakweri, le mont Cameroun contiendrait, en effet, une sorte de paradis où chacun mangerait ce qui lui plaît. Mais il serait défendu de descendre de la montagne avec des provisions, sous peine d'être encerclé de nuages et égaré pour toujours (155). Les éruptions volcaniques donnent lieu à des rites qui écartent les dangers. La charge affective des Bakweri pour leur montagne ne se justifie peut-être pas par des bienfaits évidents (156) mais elle soude la conscience collective de cette population.

155. ARDENER, E., MACROW, D.W., 1959.

156. COURADE, G., 1981-82, p. 359.

Il n'est pas étonnant que les Bakweri se soient opposés fermement à l'installation de Mbororo sur le mont Cameroun. L'administration a renoncé à son projet, remplacé par un "Meat Scheme" dans les années soixante : expédition vers le sud de viande par camion frigorifique, à partir d'un abattoir situé à Bali, près de Bamenda. Non rentable, ce ravitaillement moderne n'a pas fonctionné longtemps. L'opération s'est achevée par un accident du camion. Quant aux Mbororo des Grassfields, ils savent que le Tchabbal Buea leur est inaccessible.

L'exemple du mont Cameroun montre que les Mbororo ne peuvent s'installer n'importe où, impunément. La mise à profit des potentialités pastorales reste soumise à l'agrément des populations locales. Même des hauteurs herbeuses apparemment désertes font l'objet d'appropriations, comme réserves de chasse ou de cueillette.

Les Mbororo, eux-mêmes, ne sont pas suffisamment organisés pour s'abstraire des pouvoirs locaux : c'est leur faiblesse, par rapport aux Foulbé et, en même temps, la garantie d'une insertion plus harmonieuse auprès des populations locales. Ainsi, l'absence d'autorité supérieure au sein de la société pastorale ne permet pas d'arbitrer des différends entre groupes. Dès lors, les parties adverses s'adressent aux chefs villageois. Même les Vouté, indifférents à la présence des éleveurs, voient leur chef entraîné à statuer sur des querelles entre Mbororo. S'ils sont attachés à leur identité culturelle, les Mbororo ne prétendent jamais s'imposer aux populations locales. Voilà qui les différencie fondamentalement des Foulbé.

Conclusion : les *caBBal*, espaces pastoraux insulaires

A l'exception des Grassfields, les *caBBal* ne constituent pas, au Cameroun, de grands ensembles pastoraux. Ce sont de petites unités d'élevage, séparées par de vastes étendues à faibles altitudes ou isolées au milieu de paysanneries denses. Le caractère singulier des *caBBal*, paysages herbeux et milieux pastoraux entourés de basses terres, les rapproche des îles ou des oasis : même enfermement en des lieux circulaires, même attachement à des milieux exceptionnels qui confèrent une sorte de plénitude, mêmes liens tissés entre "insulaires" par delà de grands espaces.

La présentation des *caBBal* les plus connus fait ressortir leur éparpillement. Pour être exhaustive, cette revue aurait dû mentionner des secteurs encore plus restreints, par exemple au Bamiléké : le Tchabbal Bana (1.500 mètres), celui de Baloum (1.800 mètres) ou les hauteurs de Baleng (1.500 mètres) au-dessus du Noun. Sur chacun de ces promontoires, quelques familles mbororo se tiennent (pour combien de temps encore ?) au milieu de savanes encerclées par les champs. Malgré la pression agricole (ou à cause d'elle ?), les Mbororo se sont sédentarisés depuis longtemps sur ces enclaves herbeuses qu'ils protègent parfois, fait exceptionnel, par des clôtures en barbelés.

A l'ouest des Grassfields, les hauteurs d'Akwaya offrent d'autres exemples de *caBBal* complètement isolés sur des crêtes cernées de forêts. C'est comme si le peuplement mbororo s'était diffusé à toutes les hauteurs herbeuses de la Dorsale Camerounaise, même les plus reculées. Signe d'une capacité remarquable d'investigation spatiale.

Le caractère insulaire des *caBBal* tient à l'isolement des pasteurs. Isolement contraint une partie de l'année, lorsque de longues journées pluvieuses empêchent de se déplacer. Mais isolement également voulu. Il est rare que des routes desservent les hautes surfaces des *caBBal*, sauf aux Grassfields. Aux escarpements de reliefs difficiles à franchir s'ajoute la faiblesse du peuplement qui n'incite pas à des investissements par les

instances administratives. Les éleveurs en subissent les conséquences commerciales mais, finalement, ils s'en accommodent assez bien. L'absence de route préserve les pâturages. Aux Grassfields, l'ouverture d'une route à travers les *caBBal* attire des villageois qui délaissent les creux de vallées. Bientôt, le nouvel axe de circulation provoque une traînée de colonisation agricole qui grignote les pâturages. C'est à partir d'un réseau de routes jusqu'en haut des monts Bambouto que les cultures maraîchères ont « *absorbé* » (*jabbata*) les pâturages (par exemple, à Bafou). En régions densément peuplées, les pâturages n'ont de chance d'être préservés que dans les secteurs isolés et difficiles d'accès. Tout se passe comme si le pastoralisme devenait une activité de plus en plus fragile, incapable de supporter la concurrence d'autres activités, sans la protection du relief et de l'isolement.

Pour les autres populations, même en Adamaoua, les habitants de *caBBal* ont la réputation de vivre à part, dans la solitude des hauts pâturages mais aussi le refus des influences extérieures, voire de l'innovation. Refuges pastoraux, les *caBBal* figurent également comme des bastions de traditionalisme. A Galim, on dit qu'une fois descendus du Tchabbal Mbabo, les Mbororo « *ouvrent leur esprit au monde* » et ne retournent plus vivre en haut. Au marché de Wogomdou, lorsque les Mbororo sanglent leurs chevaux pour remonter sur les *caBBal*, c'est un peu comme s'ils coupaient les ponts avec le monde. La vie quotidienne dans le silence des hautes prairies accentue les comportements de retenue, que les autres populations interprètent comme de la fierté peule.

Isolés par force ou par choix, les pasteurs peuls ne se tiennent pourtant pas complètement repliés sur leur *caBBal*. Ils surmontent l'éparpillement géographique en entretenant des relations régulières avec d'autres communautés pastorales, même lointaines. Les fêtes familiales offrent l'occasion d'invitations à des centaines de kilomètres aux membres du lignage. *Min Don maatindira, min Don yaha, Be Don ngara, min Don te'indira :* « *nous échangeons des nouvelles, nous allons les visiter, ils viennent nous visiter, nous nous marions entre nous,* » disent les Djafoun des Grassfields à propos de ceux de l'Adamaoua. A l'isolement local s'opposent les solidarités lignagères entretenues sur de longues distances. Aux relations de voisinage sont préférées les affinités culturelles, en dépit de l'éloignement. Les Djafoun des Grassfields, en particulier les anciens, aspirent, avant tout, à ne pas se fondre (« *ne pas se perdre,* » précisent-ils) dans les populations locales. C'est également par leur comportement vis-à-vis des autres que les gens de *caBBal* sont des insulaires.

CONCLUSION :

ESSAI DE GEOGRAPHIE COMPAREE DE *CABBAL*

Dans leur expansion vers le sud, les pasteurs peuls ont pris appui sur les hauts reliefs de la Dorsale Camerounaise. Alignées selon une direction presque méridienne sur plus de 400 km, de hautes surfaces herbeuses ont favorisé et canalisé les avancées des Mbororo. Elles leur ont permis de profiter de climats pluvieux, donc de pâturages longtemps verdoyants, sans avoir à en subir les inconvénients : chaleurs humides, prolifération d'insectes piqueurs et de germes de maladies du bétail. L'alignement des hauts plateaux de l'Adamaoua et des Grassfields recoupe la succession en latitude de zones écologiques de plus en plus insalubres pour l'élevage bovin. Grâce à cette chaussée de hautes terres, les Mbororo se trouvaient, dès les années vingt, à seulement 200 km de l'océan. C'était alors l'une des poussées les plus méridionales des pasteurs en savanes. Cependant, cet axe de pénétration reste relativement étroit. D'un côté ou de l'autre, peu de reliefs servent de relais pour assurer un déploiement des éleveurs à ces latitudes.

Prolongements de hautes terres pastorales

A l'ouest, au-delà des immenses plaines de la Bénoué, des pasteurs peuls tiennent le plateau de Jos pour un autre véritable ***caBBal***. Ceux qui ont séjourné longtemps en haut de ce plateau disent : ***hendu Don, ledde walaa :*** *« le vent souffle, il n'y a pas d'arbres. »* Bien que les altitudes n'atteignent pas tout à fait 1.500 mètres, la table du plateau offre de larges espaces dégagés. Seuls, des parcs d'*Acacia albida* ponctuent d'anciens terroirs tandis que des boisements d'eucalyptus masquent à peine les déblais miniers récents.

En dépit de ses avantages pastoraux (absence de mouches tsé-tsé), le plateau de Jos n'a pas fixé de principauté peule, au cours du 19e siècle. L'hostilité des populations locales, embusquées dans des amas de rochers, empêchait les pasteurs d'y conduire leur bétail. Les principautés peules de Zaria et de Bauchi encerclaient le plateau de Jos, sans offrir à l'élevage des conditions aussi favorables. Dès que des coups de mains ne furent plus à craindre contre le bétail, grâce à la paix anglaise, des pasteurs affluèrent en haut du plateau. ***Ton Buri jamu :*** *« c'est là que les vaches sont en meilleure santé, »* explique un Akou dont le grand-père quitta la contrée de Zaria pour les hauteurs de Jos. L'attrait d'un "bon pays" pour l'élevage scinda les populations peules, au début du siècle. Les anciens restèrent dans les ***gasol***,

places fortifiées où ils étaient entourés et, en même temps, dépendants économiquement de serviteurs. Au contraire, les jeunes emmenèrent le bétail sur les hauteurs « *où les vaches sont mieux qu'au Bauchi.* » C'est une constante de l'histoire pastorale des ***caBBal*** : le peuplement peul de ces hauteurs venteuses et froides n'attire que de vrais pasteurs. Leur population est comme décantée des éléments serviles et des cultivateurs, greffés aux Peuls sédentaires, au cours du 19e siècle.

Les pasteurs montés sur le plateau de Jos, au début du siècle, connurent une grande prospérité mais, en même temps, une hostilité grandissante de la part des populations locales. L'administration anglaise accentua la compétition entre éleveurs et cultivateurs en forçant les derniers à quitter leurs habitats défensifs. Une fois installées sur la table du plateau, les populations locales se mirent à élargir les champs, aux dépens des pâturages. L'administration s'alarma des fortes charges en bétail, du déboisement et des risques d'érosion. Elle géra les rapports éleveurs-cultivateurs selon les mêmes principes qu'aux Grassfields : contrôle et limitation des effectifs de cheptel plutôt qu'intensification des systèmes de culture. Des essais d'utilisation alternée de secteurs par des éleveurs et des cultivateurs échouèrent, pour les mêmes raisons qu'aux Grassfields : lorsque les cultivateurs ont accaparé d'anciens pâturages, ils refusent de les restituer aux éleveurs, pour une période de fumure par le bétail. Le transfert des terres s'opère dans un sens, jamais dans l'autre. Les pâturages se réduisant de façon régulière devant les cultures et l'emprise des mines d'étain, le plateau de Jos a alimenté des migrations constantes de pasteurs peuls : ***gese meedi na'i :*** *« les champs ont chassé les vaches, »* disent ceux qui ont quitté le plateau.

Grand bloc granitique entouré de plaines, le plateau de Jos n'est pas relayé par des reliefs qui offriraient une issue proche pour alléger les concentrations de bétail. Les pasteurs ont longtemps appréhendé de descendre vers les plaines de la Bénoué, situées à moins de 300 mètres d'altitude. Ils ne s'y hasardaient qu'en transhumance de saison sèche, contraints par le manque d'herbe sur le plateau. Quant aux migrations, elles s'orientaient vers les monts Shebshi puis les hauteurs de la Dorsale Camerounaise. Les éleveurs quittaient ainsi de hauts pâturages pour en retrouver d'autres, en traversant les plaines le plus vite possible, par "sauts migratoires" d'un plateau à l'autre. La réputation élogieuse d'autres pâturages en altitude déclenchait les départs : ***Hooseere wodi inDe masin :*** *« la Montagne (l'Adamaoua) avait une grande réputation. »*

*

La voie de pénétration pastorale par la Dorsale Camerounaise ne débouche que sur des impasses : un plateau bamiléké saturé de cultures, un massif du Manengouba encerclé de champs ou de forêts et un mont Cameroun interdit. Beaucoup de Mbororo s'engagèrent vers les Grassfields puis rebroussèrent chemin, rebutés par l'exiguïté des pâturages et les

rebuffades des cultivateurs. Ils partaient alors en quête d'autres pâturages d'altitude capables de ménager davantage d'aisance spatiale. Mais le plateau de l'Adamaoua ne comporte, dans sa partie orientale, que des surfaces étagées aux environs de 1.000 mètres. Rien qui ressemble aux "alpages" des Grassfields ou du Tchabbal Mbabo.

Des Mbororo s'ancrèrent sur de hauts niveaux basaltiques à l'est de Ngaoundéré (Tchabbal Bakari Bata, Galdi). A 1.400 et 1.500 mètres, ils retrouvaient des horizons dégagés et venteux qui leur étaient familiers. Cependant, à mesure que les Foulbé s'enrichissaient en bétail, ils jetaient leur dévolu sur ces pâturages. Les Mbororo en furent purement expulsés, à la fin de la période coloniale.

C'est à la frontière entre Cameroun et Centrafrique que les Mbororo découvrirent de hauts pâturages qui leur rappelaient les ***caBBal*** : savanes herbeuses sur des ondulations de relief, parfois surmontées d'amoncellements granitiques en boules, vallées peu encaissées et sillonnées d'étroites galeries forestières. Tchabbal Ngou au Cameroun, Tchabbal Talam avec ses prolongements vers Bouar devinrent de grands centres pastoraux ouverts aux Djafoun à partir des années trente, les Gbaya habitant et cultivant dans les vallées. Faranko'en, Toukanko'en, Ringuimadji, Sayganko'en, Hamaranko'en : les lignages djafoun de la Dorsale Camerounaise s'y retrouvèrent, se déchirant en querelles épiques, comme aux Grassfields.

Les premiers pasteurs furent vraiment des pionniers : les savanes étaient vides, seulement parcourues de hordes de buffles et d'antilopes. L'absence de cultivateurs contraignait à se nourrir seulement de lait, de miel et parfois de viande. Les Djafoun étaient accoutumés à de telles restrictions alimentaires sur le Tchabbal Mbabo. Contrairement aux Foulbé, ils pouvaient se maintenir avec leur bétail loin de cultivateurs. La vie pastorale sur les ***caBBal*** exige souvent une capacité d'autonomie qui fait défaut aux Foulbé sédentaires.

De 1930 à 70, les Djafoun se concentrèrent en grand nombre dans le secteur de Djohong-Bocaranga, à cheval sur la frontière entre Cameroun et Centrafrique. Pour les Mbororo, ces pâturages représentaient un véritable ***caBBal*** : *« il y avait beaucoup d'herbe. »* Les anciens évoquent les pâturages dégagés à perte de vue, au début de leur séjour : ***perongal pat*** : *« partout, des étendues sans arbres, »* ***laaBi tarr*** : *« complètement clair. »* Expressions qui définissent un paysage de ***caBBal***.

Des abrupts bordent ce panneau de relief sur plusieurs côtés : grand escarpement du fossé de la Mbéré, cirques des hautes vallées de Nana, Tibine et Pendé. En fait, la surface principale du plateau ne se tient qu'à 1.200 mètres, avec quelques intrusions granitiques qui culminent à 1.400 mètres. C'est nettement moins haut que les reliefs à l'ouest de l'Adamaoua. De telles altitudes moyennes ne sont pas étrangères aux transformations végétales spectaculaires des savanes pâturées : envahissements arbustifs à

Harungana à 1.200 mètres, reboisements à *Croton macrostachyus* à 1.250-1.300 mètres qui dénotent un milieu déjà submontagnard. Lorsque les savanes sous climats pluvieux se trouvent à moins de 1.500 mètres d'altitude, elles réagissent vigoureusement à la pâture, en étant encombrées puis submergées de ligneux. A présent, le plateau de Djohong a perdu sa dominante herbeuse d'autrefois. ***Ladde sukki :*** *« la brousse est fermée, compacte, »* reconnaissent les Mbororo. A des altitudes limites, ce que les premiers Mbororo tenaient encore pour un ***caBBal*** s'avère un milieu pastoral fragile : au terme de quelques décennies, les formations herbeuses peuvent disparaître sous l'effet d'une pâture intense.

Pour caractériser un bon secteur d'élevage, les Mbororo disent volontiers : ***ladde fewi :*** *«la brousse est fraîche.* » La notion de fraîcheur se rapporte au climat mais surtout à la salubrité pastorale. C'est l'absence de fièvre chez les animaux, alors que les secteurs insalubres se manifestent souvent par l'état fiévreux du bétail. A ***ladde fewi*** s'oppose ***ladde nyawi :*** *« la brousse est malade .* » Pour les éleveurs en savanes, une brousse *« malade »* signifie qu'elle est infestée de mouches tsé-tsé. L'état ***ladde nyawi*** va souvent de pair avec celui de ***ladde sukki.*** L'embuissonnement des pâturages fournit des gîtes propices aux tsé-tsé. En 1975, une partie des plateaux de Bocaranga et de Djohong est envahie de glossines, comme le plateau de Tignère, ce qui provoque la fuite de beaucoup de Mbororo. Incapables de préserver la salubrité pastorale, ces plateaux ne sont décidément pas de vrais ***caBBal***.

"Lecture" de l'élevage par la race bovine

Les avancées pionnières des Mbororo, en particulier des Djafoun, sur les reliefs les plus élevés ne tiennent pas à un comportement foncièrement montagnard de ce groupe peul. Les pasteurs souffrent, autant que les populations locales, de la rudesse des conditions climatiques et de l'isolement des hautes terres. S'ils consentent tout de même à y vivre, c'est à cause de leur bétail.

Les ***caBBal*** sous climats humides et sub-humides permettent de satisfaire deux exigences des animaux de race ***boDeeji***. D'abord, le besoin de disposer de pâturages abondants et de bonne qualité. Ces animaux répugnent à consommer les pailles sèches des savanes dont la qualité fourragère, il faut le reconnaître, est presque nulle par rapport aux herbes sèches du Sahel. Cette exigence alimentaire force les Mbororo à transhumer vers des secteurs encore verdoyants en saison sèche. De même, elle les contraint à découvrir des pâturages abondants, lorsque les parcours habituels ne réservent plus de ressources fourragères suffisantes. Afin de satisfaire les besoins alimentaires de leur bétail, les Djafoun ont pénétré dans les savanes méridionales. Ce faisant, ils se trouvent confrontés au risque d'amener leurs troupeaux en contact avec des mouches tsé-tsé. Or, les ***boDeeji*** se révèlent très sensibles aux trypanosomoses.

Finalement, les spécificités du comportement de ces animaux deviennent largement contradictoires en savanes. Seules, les hautes trerres lèvent cette contradiction, en offrant, du moins dans une phase initiale, des pâturages à la fois abondants et salubres. Les Djafoun ne sont devenus des pasteurs montagnards que pour assurer la prospérité des animaux ***boDeeji***. C'est le bétail qui a suscité des choix géographiques difficiles, non les pasteurs qui les ont adoptés d'eux-mêmes.

On pourrait s'étonner que les Djafoun conservent une race bovine aussi fragile et, en même temps, aussi exigeante. La possession d'une race de bétail est un engagement collectif qui ne se change pas au gré des circonstances. Dans le passé, des changements de races bovines sont survenus après des catastrophes, par exemple la grande épizootie de peste bovine des années 1890 qui a décimé des cheptels entiers. En temps ordinaires, les pasteurs ne modifient que rarement et lentement les races bovines. Entre les pasteurs et leurs animaux se noue tout un ensemble d'affinités. Ces liens et cette connivence sont particulièrement forts entre les Djafoun et les ***boDeeji***, davantage qu'entre les Foulbé et leurs ***gudaali***.

Il faut dire que la race des ***boDeeji*** ne manque pas d'attraits : beauté des animaux, intelligence, obéissance et régularité de comportement au pâturage. La race bovine léguée par les générations précédentes participe à l'identité lignagère et à ses racines. Ce sont des ***na'i asli*** : *« vaches d'origine. »* Les Djafoun éprouvent, pour leurs ***boDeeji***, de la confiance et de la fierté. Confiance dans la fidélité (***alkawal***) des animaux et leur chance (***barka***) ; fierté de posséder de beaux animaux. Certes, le bétail ne représente pas une valeur religieuse en soi mais des Djafoun emploient un langage proche du sacré pour faire l'éloge de cette race bovine. Pour eux, elle est une référence sûre, comme les Livres Saints (***binndi***).

Inversement, cet attachement profond à une race bovine a entraîné les Mbororo à modeler leurs choix d'existence sur les besoins de ces animaux. Ils sont de véritables pasteurs, en ce sens qu'ils se dévouent pour un bétail valorisé culturellement, en dépit de ses fragilités. La poussée des Mbororo sur les ***caBBal*** du Cameroun tire sa logique d'une position de principe : le refus de métisser le bétail pour l'adapter à des pâturages, même si les ressources fourragères s'amenuisent. La volonté de préserver le bétail dans sa pureté a entraîné les Mbororo jusqu'aux prairies les plus hautes et les plus isolées de la Dorsale Camerounaise. C'est l'expression de ce que les Anglais appellent un "cattle complex" : un lien très fort envers un type de bétail spécifique.

Le maintien d'une race bovine entraîne toute une série de choix dans les techniques d'élevage, les rapports à l'espace et, finalement, la culture pastorale. Il suffit d'observer la race des animaux d'un éleveur pour le situer entre le pastoralisme le plus pur et l'acceptation de la sédentarité des Foulbé. Par son rôle central dans l'élevage, la race bovine agit à l'égal d'un

"paysage". Dans les faits, c'est celui qui retient toujours en priorité l'attention des éleveurs, avant les pâturages. Lorsque plusieurs races bovines coexistent, elles donnent à lire des transitions entre systèmes pastoraux.

Le modèle du "caBBal"

Le modèle du ***caBBal*** est un plateau qui atteint des altitudes relativement élevées : 1.500 mètres ou davantage. Aux Grassfields, cette altitude introduit un changement dans les conditions climatiques (fraîcheur des températures) et dans les paysages végétaux (prédominance de l'herbe). Des plateaux moins élevés peuvent ressembler à des ***caBBal*** mais leurs formations herbeuses se révèlent moins stables, face à la pâture. Une altitude élevée se traduit également par une forte emprise des vents, élément important dans la perception d'un milieu original et gage de salubrité pastorale.

Les ***caBBal*** ont des profils tabulaires ou à faibles pentes sommitales, ce qui permet au bétail d'évoluer facilement. Alors que les rares tentatives d'aménagement de l'espace n'attribuent à l'élevage que des secteurs trop accidentés pour convenir aux cultures, les éleveurs eux-mêmes redoutent les fortes pentes. Si les bovins s'accommodent de déclivités, jusqu'à un certain point, cela n'exclut pas des accidents. Les entablements à hautes altitudes sont souvent la caractéristique de reliefs volcaniques : coulées de laves et planèzes de grands édifices d'allure massive. Les sols développés sur soubassements volcaniques portent une végétation herbeuse qui résiste mieux à la pâture que les pâturages sur sols granitiques. Sur basaltes, les bonnes graminées fourragères se maintiennent longtemps et les envahissements arbustifs restent lents, même en régime d'utilisation pastorale intense.

Pour les pasteurs peuls, la signature des ***caBBal*** tient à la prédominance de l'herbe. Quelques expressions reviennent, comme en leit-motiv, lorsque les Mbororo définissent le vrai ***caBBal***. ***Ladde ferwi :*** *« la brousse est déserte (sans arbres). »* Du verbe ***ferwugo*** dérivent les toponymes Perongal et Perengou en secteurs pastoraux de l'Adamaoua. Le "désert", c'est-à-dire l'absence d'arbres, représente un milieu répulsif pour les cultivateurs, confrontés au manque de bois pour construire les habitations et faire la cuisine. Aux yeux des pasteurs peuls, c'est un milieu attractif, garant d'animaux rassasiés et de liberté pastorale. Dans le même sens, les Mbororo disent ***ladde laaBi :*** *« la brousse est propre, claire, »* c'est-à-dire à végétation uniquement herbeuse. Dans la conception pastorale, arbres et arbustes encombrent, voire "salissent" les pâturages. Contrairement au Sahel, les arbres ne présentent guère d'intérêt fourrager sur ces hauts reliefs. Les pasteurs n'ont d'attention que pour l'herbe : ***geene***.

A leur arrivée aux Grassfields, les premiers Mbororo furent transportés d'allégresse : ***mi tawi geene sosey ! :*** *« j'ai trouvé tellement d'herbe ! »* Lorsque

l'herbe est abondante, les animaux se rassasient et donnent beaucoup de lait, c'est une période de bonheur pastoral. Les pasteurs qualifient également les ***caBBal*** de ***pellel jamu*** : *« endroit sain, »* pour le bétail bien entendu. La salubrité des hauts pâturages s'oppose aux nombreuses maladies qui menacent les animaux à basse altitude. Règne de l'herbe et absence de maladies du bétail conjuguent des conditions exceptionnellement favorables à l'élevage : ***caBBal mboongal, nokkuure na'i*** : *« un bon pâturage d'altitude, c'est un endroit idéal pour les vaches. »* Bien que la notion de vocation ait été galvaudée, elle s'impose pour marquer à quel point ce milieu convient à l'élevage bovin.

La vocation pastorale dérive d'une autre caractéristique des ***caBBal*** : la faiblesse du peuplement. Même insérées en régions densément peuplées, des hautes terres restaient pratiquement vides d'habitants, avant l'installation de pasteurs peuls. Les cultivateurs répugnaient à habiter sur de hauts reliefs à rude climat. Champs et maisons s'égrénaient sur les versants ou se nichaient dans les creux de vallées. Les Mbororo expriment cette particularité par une autre formule : ***ladde meere*** : *« c'est uniquement de la brousse. »* Les hauts plateaux n'étaient pas seulement dépourvus d'arbres ; ils se caractérisaient également comme des déserts humains. Des anciens témoignent de leur isolement, lorsqu'ils se fixèrent sur les hautes prairies des Grassfields, du Tchabbal Mbabo et même du Tchabbal Ngou : difficultés de ravitaillement, attaques du bétail par une grande faune, longues marches pour assurer les transactions indispensables. Ils expliquent : ***bilaa Mbororoojo bee na'i, goDDo walaa*** : *« à l'exception du Mbororo et de ses vaches, il n'y avait personne. »* Le vide humain entraînait la solitude. Il fallait que les nouveaux venus disposent d'une certaine autonomie, en tant que pasteurs, pour s'aventurer sur les hauts déserts herbeux et surtout, pour s'y fixer : groupes pionniers, libres d'attaches autres que pastorales, prêts à tout sacrifier pour amener les troupeaux sur les meilleurs pâturages. Les Mbororo n'hésitent pas à faire preuve d'intrépidité : ***to geene Don, to na'i Do haara, mi hulataa ko mbana, ko rawaandu*** : *« s'il y a de l'herbe, si les vaches se rassasient, je n'ai peur de rien, ni des buffles, ni des lions. »* Armés d'une telle détermination, ils n'ont pas redouté de vivre en haut des ***caBBal***.

Les Mbororo exaltent sous une forme épique leurs avancées pastorales sans soutien de peuplement agricole préalable. Les pénétrations en régions vides sont vécues comme des performances parce qu'habituellement, les pasteurs s'installent dans la mouvance de cultivateurs. Les sociétés pastorales dépendent surtout des populations locales pour leur ravitaillement vivrier. D'ailleurs, les vides humains trouvés par des pasteurs pionniers n'ont pas tardé à disparaître. L'installation des pasteurs, leur richesse en bétail et leurs achats de nourriture attirent bientôt une population agricole. De plus, les sols volcaniques d'altitude se révèlent fertiles, si bien que les vides humains de certains ***caBBal*** appartiennent au passé.

Entourés d'abrupts vigoureux, les ***caBBal*** ne couvrent que des étendues relativement limitées au Cameroun. Avec leurs qualités pastorales

exceptionnelles, les hautes tables herbeuses sont rapidement accaparées. Les éleveurs premiers venus imposent des restrictions à l'égard des nouveaux. Il en résulte comme un regret : ***pellel famDi :*** *« le secteur est étroit.»* Idée d'un espace précieux mais compté, surtout lorsqu'il est disputé par des cultivateurs. C'est également l'envers de la prospérité pastorale : tous les pâturages étant occupés par des troupeaux, ils ne réservent plus de perspectives d'accroissement des effectifs. Espaces pastoraux "finis", les ***caBBal*** se différencient d'autres pâturages que les Mbororo qualifient : ***ladde feesi, yaaji :*** *« la brousse est large, vaste. »* Hésitations entre de bons pâturages restreints et d'autres qui sont immenses mais à risques.

Pastoralisme de hautes altitudes

Les hautes terres, définies globalement par des altitudes supérieures à 1.500 mètres, sont rares en Afrique de l'ouest et du centre. Elles s'étendent sur à peine 15.000 km2 au Cameroun et au Nigeria. Comme la table principale de l'Adamaoua, le Fouta Djalon se tient entre 1.100 et 1.400 mètres. Seuls, les monts Nimba, à la frontière entre la Guinée et la Côte d'Ivoire, pointent au-dessus de 1.500 mètres. Au contraire, les hauts plateaux représentent un milieu fréquent en Afrique orientale. Du point de vue humain, les hautes terres pastorales du Cameroun se rattachent à l'Afrique de l'ouest, les Mbororo des ***caBBal*** ayant des antécédents historiques au Nord-Nigeria et entretenant une communauté culturelle avec le monde peul. A l'inverse, du point de vue écologique, les hauts plateaux camerounais ont plutôt leurs homologues en Afrique de l'est.

Avec une étendue d'environ 1 million km2, les hauts plateaux ne couvrent que 4 % du continent africain au sud du Sahara. Mais 75 % de ces hautes terres se trouvent en Afrique orientale. Malgré une superficie restreinte, les hauts reliefs portent des pourcentages relativement importants de la population (20 %) et des effectifs de cheptel (17 %) de cette partie du continent. Les charges en bétail, toutes catégories de bétail confondues (24 unités de bétail/km2) sont 8 fois supérieures à la moyenne de l'Afrique au sud du Sahara (3 unités de bétail/km2). Les hauts reliefs concentrent donc des charges en bétail et des densités de population également fortes (1). La règle générale serait plus proche de la situation aux Grassfields qu'au Tchabbal Mbabo.

1. JAHNKE (H.E.), 1982, "Livestock production systems and livestock development in Tropical Africa", Kieler Wissenschaftsverlag Vauk., Kiel, 253 p.

La coexistence de concentrations d'hommes et de bétail sur des espaces limités tient à des facteurs favorables, d'ordre climatique (températures modérées, pluies abondantes) et pédologique (fertilité des sols, souvent d'origine volcanique). Mais les atouts décisifs des hautes terres tiennent à leur salubrité, à la fois pour les hommes (rareté des moustiques au-dessus de 1.500 mètres et surtout de 2.000 mètres) et pour les animaux : si l'absence de mouches tsé-tsé ne peut être assurée au-dessus de 1.000 mètres, elle l'est à partir de 1.500 mètres. La particularité des systèmes d'élevage en altitude

a conduit le CIPEA (Centre International pour l'Elevage en Afrique) à concevoir un programme spécial pour les hauts plateaux (2).

Les avantages procurés par l'altitude s'exercent donc à la fois en faveur de l'élevage et de l'agriculture. En fait, J. GALLAIS a montré, il y a déjà longtemps (3), que les montagnes en régions tropicales sèches offrent surtout de meilleurs contextes agricoles que les plaines voisines. Au contraire, en régions tropicales humides, c'est plutôt l'élevage qui devient favorisé par l'altitude. D'une zone climatique à l'autre, tout se passe comme si la "vocation" des hautes terres basculait. Au Cameroun, l'opposition entre les monts Mandara, massifs soudano-sahéliens peuplés de cultivateurs, et les ***caBBal*** de l'Adamaoua ou des Grassfields, s'inscrit dans ce schéma.

Les hauts reliefs au sud du Sahara se partagent de façon égale, en superficie, entre ceux à climats humide ou sub-humide (580.000 km2) et ceux à climat sec ou aride. L'aridité est une menace pour les plateaux kenyans et une réalité autour des plateaux éthiopiens. Selon le contexte climatique, l'élevage bovin se localise surtout aux basses altitudes ou sur les hautes terres. En climat sec, les plaines sont indemnes de mouches tsé-tsé et offrent de vastes pâturages. En climat pluvieux, les vallées à faibles altitudes sont infestées de glossines et contiennent les éleveurs sur les hauteurs.

A l'exception des plateaux éthiopiens, les régions de haute altitude en Afrique tropicale pluvieuse entourent, par une ceinture discontinue, la grande cuvette congolaise (fig. 333). La Dorsale Camerounaise forme une réplique modeste à la Dorsale Zaïre-Nil. A 3.000 km de distance, les mêmes paysages d'altitude se retrouvent : collines herbeuses parcourues par des troupeaux de bovins, forêts montagnardes bordées de bambous au-dessus de 2.000 mètres, flore subalpine et alpine des grands édifices volcaniques et cristallins. Sur les contreforts de la Dorsale Zaïre-Nil, la forêt dense monte jusqu'à 1.700 mètres. Dans les anciennes cultures de bananiers et de manioc, ouvertes en lisière de forêt en Ituri, poussent des fougères Aigle qui tendent également à envahir les pâturages d'altitude. L'Ituri est un haut pays de villages éparpillés sur les collines herbeuses, lorsque les densités de population restent modérées.

Plutôt qu'aux Masaï, pasteurs en savanes sèches d'Afrique orientale, les Mbororo des ***caBBal*** camerounais seraient à rapprocher de populations pastorales des hautes terres pluvieuses de la Dorsale Zaïre-Nil. Un "projet" de développement de l'élevage en Ituri s'est accompagné de rapports qui fournissent des points de comparaison (4). Parmi les populations de cette région, les Bahima (ou Bahema) se comportent comme de véritables pasteurs. Originaires des plateaux du sud éthiopien, ils se sont avancés il y a plusieurs siècles jusqu'en Ituri. Ils étaient poussés vers le sud et l'ouest par des extensions de glossines *morsitans* dans l'actuel Ouganda. A présent, les Bahima peuplent les hauteurs au sud de l'Ituri et les hautes terres adjacentes de l'Ouganda.

2. Cependant, ce programme ne concerne que l'Ethiopie, ce qui ne lui confère pas de signification générale.

3. GALLAIS (J.), Ss date, "Problèmes de mise en valeur des montagnes tropicales et subtropicales", vol. 1, p. 72-73.

4. B.D.P.A., 1974, "Modernisation de l'élevage en Ituri", 128 p. multigr. DECHERVOIS (N.), 1986, "Caractéristiques socio-économiques des exploitations agro-pastorales encadrées par le projet Ituri", S.E.D.E.S.

Bien que d'autres populations de l'Ituri s'adonnent également à l'élevage bovin, les Bahima sont les plus spécialisés dans cette activité et les plus performants. Ils tirent l'essentiel de leurs revenus de troupeaux qui dépassent souvent 30 têtes pour atteindre, parfois, plusieurs centaines de têtes. Les taux de mortalité des veaux sont nettement moindres que chez les populations voisines, engagées à la fois dans l'agriculture et l'élevage. Ces résultats sont d'autant plus remarquables que le bétail des Bahima est un "pseudo-zébu" de grande taille, dont les aptitudes bouchères sont limitées et l'entretien difficile. Le bétail des Bahima ressemble à l'Ankole du Rwanda et fait partie de la race bovine dite "sanga" qui occupe les hautes terres d'Afrique orientale, de l'Ethiopie au lac Tanganyika (5). D'Ouganda, cette race bovine fut introduite un peu en Tanzanie mais surtout sur les hautes terres du Rwanda et du Burundi par les Batutsi, puis au sud du lac Kivu.

5. EPSTEIN (H.), 1971, "The origin of the domestic animals of Africa", t. 1, p. 409 et suiv.

La diffusion des bovins *boDeeji* par les Mbororo le long de la Dorsale Camerounaise répète, à une échelle plus modeste et une date plus tardive, la pénétration des pasteurs de bétail "sanga" sur les hautes terres d'Afrique orientale. La ressemblance des animaux *boDeeji* et "sanga" est frappante dans leur conformation et leur comportement : même silhouette élancée avec un grand cornage, bosse peu développée et en position avancée sur la ligne dorsale, tête allongée, corps étroit et haut sur pattes. Surtout, les animaux de race "sanga" se comportent de la même façon que les *boDeeji*. Comme eux, ils exigent des pâturages de bonne qualité, sont sensibles à la trypanosomose et à d'autres maladies (tuberculose). C'est seulement en milieu montagnard qu'ils prospèrent vraiment.

Se fondant sur ces similitudes, une théorie assume la même origine lointaine aux deux races (6). Elles seraient le résultat d'un métissage entre une très ancienne race éthiopienne (à grandes cornes et sans bosse dorsale) et des zébus en provenance d'Asie (7). La fragilité des *boDeeji* et des "sanga" aux maladies tropicales et aux pâturages médiocres serait l'héritage d'une ascendance commune du côté de la grande race éthiopienne. La propagation du bétail "sanga", du sud éthiopien vers la ligne de hautes terres Zaïre-Nil est étayée par un chapelet de races locales. Quant au transfert du bétail "proto-mbororo" vers l'Afrique de l'ouest, ses étapes historiques demeurent mal éclaircies.

6. EPSTEIN (H.), 1971, p. 554.

7. L'arrivée des zébus en Afrique daterait d'il y a 3.000 ou 3.500 ans (EPSTEIN, H., 1971, p. 548).

Si l'expansion des Mbororo au Cameroun a privilégié le milieu montagnard, comme les pasteurs de bétail "sanga" en Afrique orientale, les modalités sociales des deux avancées pastorales furent radicalement différentes. Les Mbororo se sont infiltrés aux Grassfields sans s'imposer aux populations locales qui les supportent plus ou moins et tirent profit de leur présence. Au contraire, les Bahima et surtout les Batutsi ont dominé d'anciennes populations, grâce au prestige de leurs troupeaux et à la supériorité d'une organisation politique centralisée. Ils ont transformé les sociétés anciennes des plateaux. L'avancée des Mbororo à l'Ouest-Cameroun date seulement du début du siècle, tandis qu'au Rwanda, elle est survenue

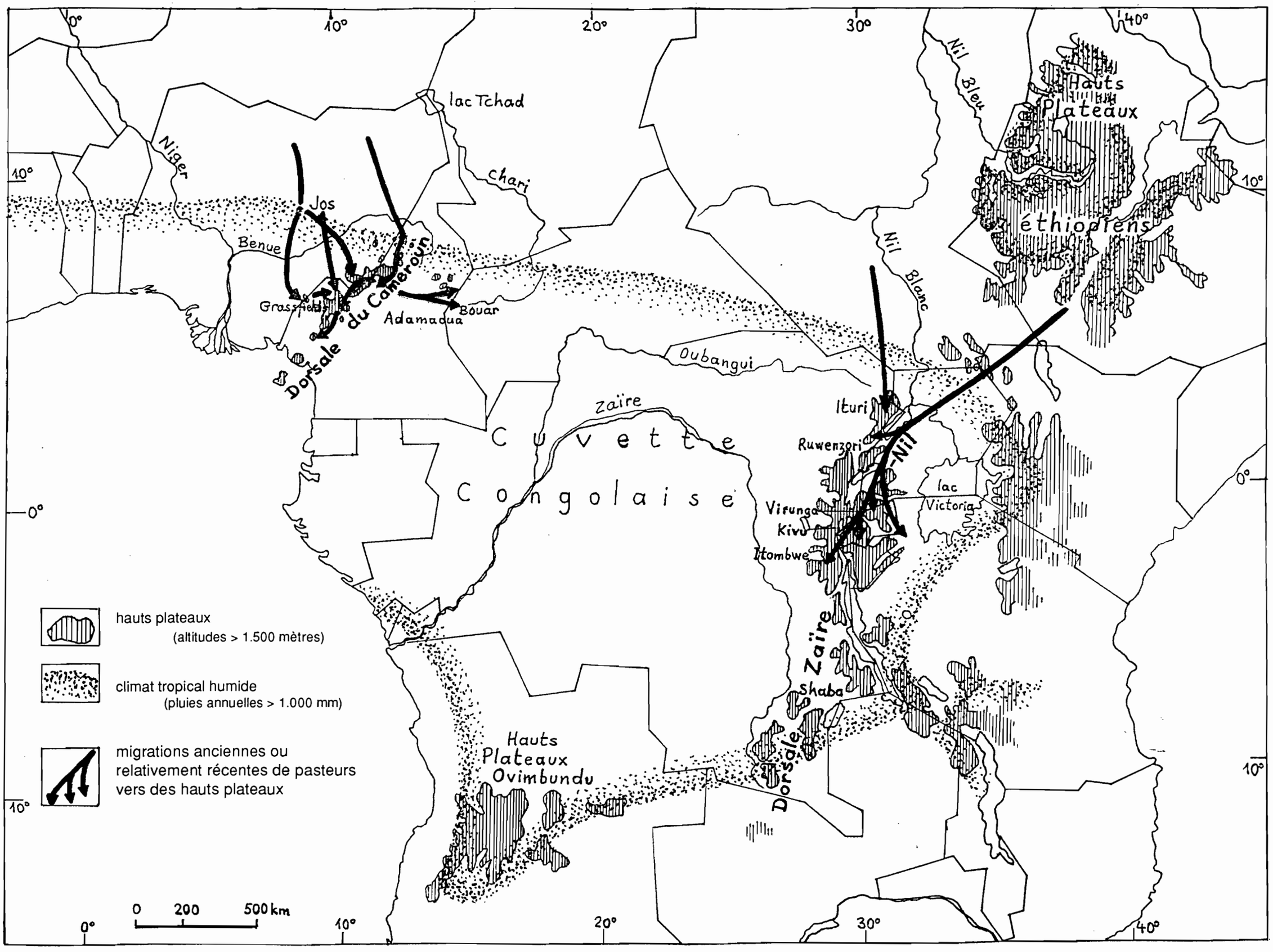


Fig. 333 : *Hauts reliefs en Afrique pluvieuse*

il y a plusieurs siècles. Pourtant, dans les deux cas, l'infiltration de pasteurs, leur population minoritaire et les difficultés de coexistence entre le bétail et les champs sont à l'origine de tensions.

Alors que les Mbororo ont exploré toutes les prairies d'altitude de la Dorsale Camerounaise, les pasteurs d'Afrique orientale n'ont pas occupé intégralement les hauteurs de la Dorsale Zaïre-Nil. Il est vrai qu'elles s'échelonnent sur plus de 1.000 km. Au sud du Kivu zaïrois, de hautes surfaces herbeuses restent vides de pasteurs. Comme sur les plateaux du Shaba, ces vides pastoraux ont offert des pâturages à d'immenses ranchs. Tout se passe comme si les poussées pastorales étaient canalisées par les hautes terres mais avec des secteurs d'ancrage, en symbiose avec des paysanneries.

Logiques spatiales des rapports éleveurs-cultivateurs

Bien que les Mbororo glorifient quelques avancées pastorales en contrées désertes, ils subsistent difficilement sans la présence, plus ou moins proche, de cultivateurs. L'élevage bovin n'exclut pas un peuplement agricole, au contraire. Si les relations entre éleveurs et cultivateurs sont souvent vécues de façon conflictuelle, les pasteurs dépendent d'achats, autant que possible compensés sous forme de trocs, auprès des populations locales. En savanes susceptibles d'être infestées de mouches tsé-tsé, un peuplement agricole assainit le milieu, en éclaircissant la végétation ligneuse. Aux basses altitudes, les pasteurs réussissent difficilement à pénétrer en savanes sub-humides dépourvues de population agricole. Des infiltrations pastorales de ce type profitent souvent d'une ancienne occupation agricole qui a modifié le couvert végétal. A plus de 1.500 mètres, la levée de la menace glossinaire confère plus de liberté aux pasteurs.

En climats humides et sub-humides, les pâturages les plus propices à l'élevage bovin s'étagent de 1.500 à 1.900-2.000 mètres. Les pasteurs n'ont plus à craindre les mouches tsé-tsé et les tiques prolifèrent moins qu'à des altitudes inférieures. La pousse de l'herbe restant vigoureuse, cette tranche altitudinale offre des conditions idéales pour la prospérité du cheptel bovin. C'est là que les charges en bétail étaient les plus fortes aux Grassfields, avant qu'une partie du cheptel gagne des pâturages moins élevés.

En même temps, les reliefs étagés de 1.500 à 2.000 mètres conjuguent, en climats sub-humides, les meilleures conditions agricoles : températures moyennes aux environs de 20° et accentuation des pluies par l'altitude. Aux Grassfields, les rendements en maïs baissent au moins de moitié au-dessus de 1.900 mètres. Quant au bananier, il souffre du froid au-dessus de 2.000 mètres. Une convergence des mêmes seuils agricoles et pastoraux se retrouve sur les plateaux d'Afrique orientale. Elle explique déjà l'ampleur des compétitions entre agriculture et élevage bovin sur les hautes terres de l'Afrique pluvieuse

Selon une idée couramment admise, le pastoralisme ne s'accommode pas de la présence de cultivateurs, l'importance du cheptel bovin évoluant de façon inverse aux densités de population agricole. En fait, les relations entre élevage et agriculture, en termes d'occupation de l'espace, ne se réduisent pas à un schéma aussi simple.

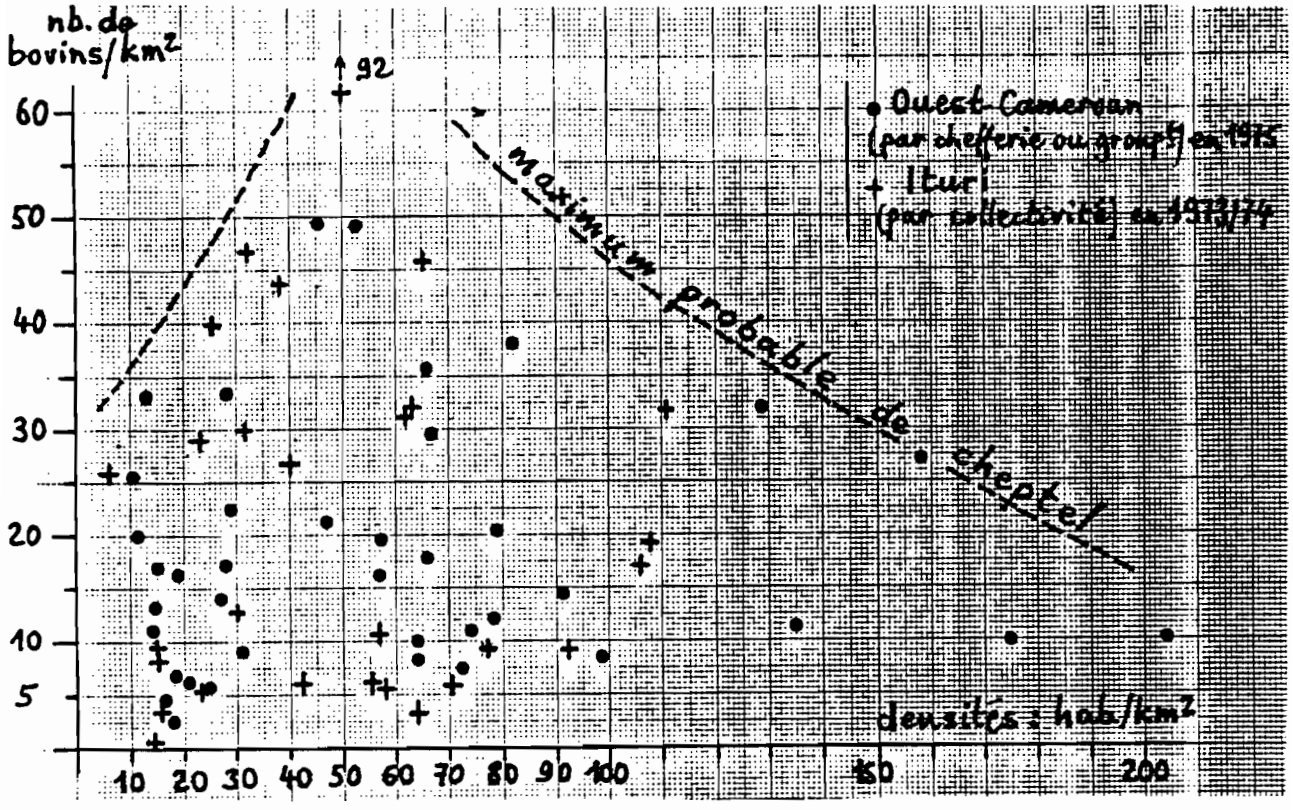


Fig. 334 : *Pressions en bétail et densités de population sur deux hautes terres*

Un graphique confronte les densités de population et les pressions en bétail, rapportées à de petites unités administratives, à l'Ouest-Cameroun et dans l'Ituri zaïrois (fig. 334). Les paramètres d'occupation de l'espace sur ces hautes terres éloignées (2.200 km) s'imbriquent assez bien. Tant que le peuplement reste relativement faible, la pression en bétail peut augmenter en même temps que les densités. Les pressions les plus fortes en bétail vont de pair avec des densités voisines de 50 hab/km2. Dans un contexte de techniques agricoles encore manuelles et de cultures surtout vivrières, des densités de cet ordre s'accompagnent de surfaces cultivées qui réservent des espaces suffisants pour entretenir un cheptel bovin important. Lorsque les densités de peuplement excèdent ce seuil, les pressions en bétail tendent à baisser : l'espace laissé aux troupeaux se rétrécit, les effectifs de cheptel diminuent. C'est ce qui s'est produit en Ituri, entre 1973 et 87 : les augmentations de population n'ont guère affecté les pressions en bétail de chaque "collectivité", sauf lorsque les densités excèdent environ 100 hab/km2.

Dans une gamme d'occupation soutenue de l'espace, la relation entre densités de peuplement et pressions en bétail bascule vers une logique d'exclusion. Mais la corrélation peut d'abord être positive, les deux formes d'occupation spatiale se confortant mutuellement.

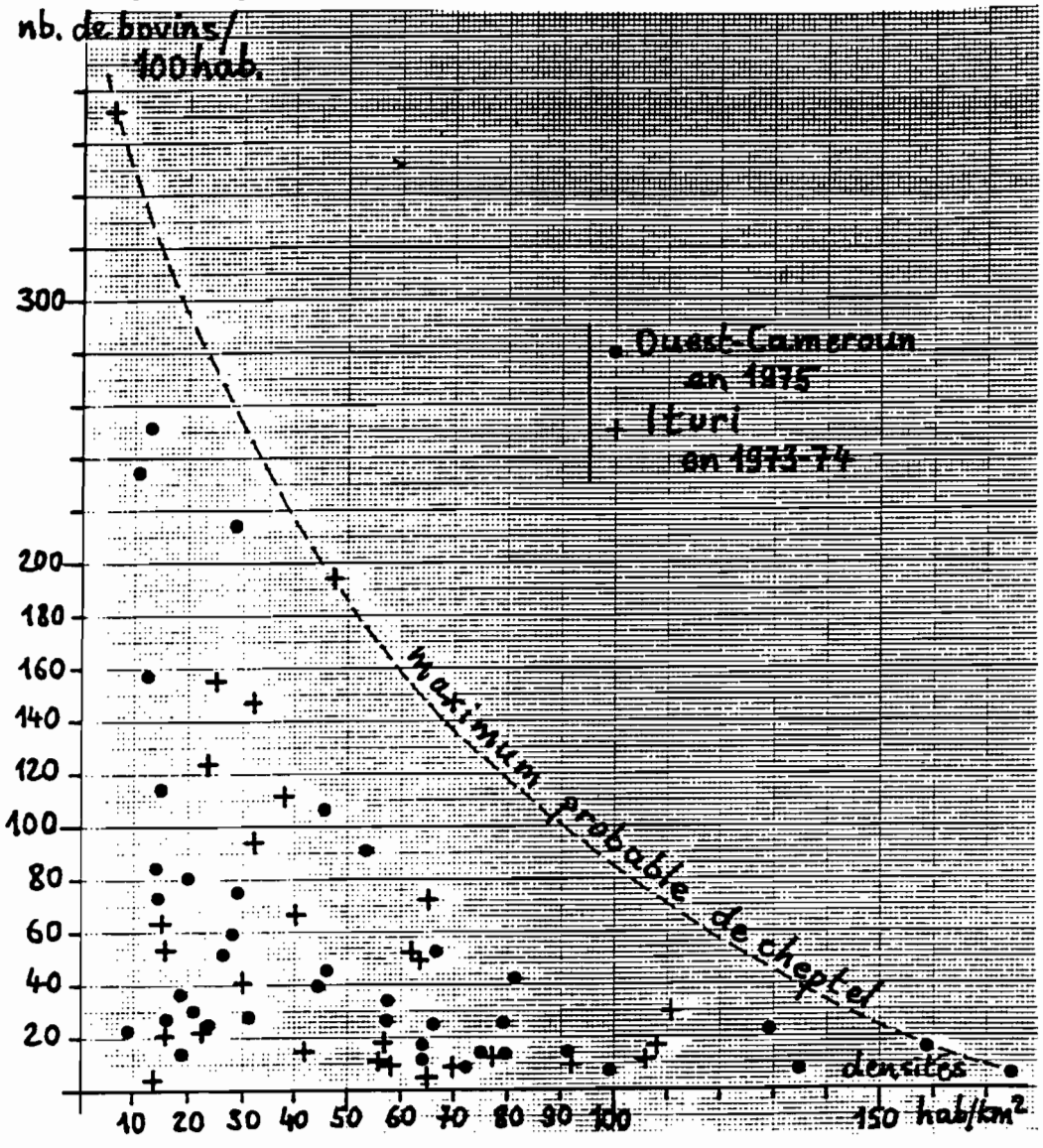


Fig. 335 : *Disponibilités théoriques en bovins et densités de peuplement sur deux hautes terres*

Le même exercice s'applique au nombre de bovins pour 100 habitants de ces régions de hauts plateaux (fig. 335). Les données évoluent encore de façon similaire. Alors que les valeurs maximales esquissaient une courbe "en cloche" sur le graphique précédent, cette fois elles sont bornées par une asymptote aux deux axes. Pour chaque densité, les habitants disposent théoriquement d'un effectif assez étendu de bovins. Cependant, plus le peuplement devient dense, plus la "zone de battement" se rétrécit vers le

bas du graphique. Lorsque les densités atteignent environ 100 hab/km2, un habitant sur deux ne possède pas théoriquement de bovin. Tout se passe comme si, en contexte de peuplement dense, l'élevage bovin ne se diffusait plus dans la masse de la population rurale.

Deux fonctionnements spatiaux similaires recouvrent, en fait, des modalités différentes d'insertion de l'élevage dans les sociétés. Bien que des villageois possèdent maintenant du bétail aux Grassfields, la coexistence de l'élevage bovin avec des cultures résulte de la "superposition" d'une population pastorale à des cultivateurs. Deux sociétés se juxtaposent, largement étrangères l'une à l'autre, sur la base d'un partage de l'espace. Ce partage n'est pas entériné en droit et la présence des éleveurs n'est que supportée. Le pouvoir central a organisé ou couvert la coexistence entre Mbororo et cultivateurs, dans un contexte de forte occupation de l'espace. A mesure que le peuplement augmente, la juxtaposition des deux populations génère des conflits. Aux Grassfields, les questions agraires se dénouent, de façon presqu'inéluctable, à l'avantage des cultivateurs.

En Ituri, les rapports sociaux entre éleveurs et cultivateurs s'inscrivent dans un autre schéma. Grâce à une organisation plus centralisée, les éleveurs Bahima occupent un statut supérieur et entretiennent des liens de clientèle avec certains cultivateurs. Au nord de l'Ituri, d'autres populations (les Alur et les Lugwaré) sont des éleveurs et, en même temps, des cultivateurs. Ils pratiquent des activités agro-pastorales équilibrées, ce qui explique la persistance de l'élevage bovin dans un contexte de peuplement dense. Cependant, une meilleure diffusion du cheptel dans la population rurale n'évite pas des situations conflictuelles.

Sur les hautes terres du Rwanda, les rapports entre éleveurs et cultivateurs étaient également organisés, sous "l'ancien régime", autour de contrats de clientèle : reconnaissance de liens de dépendance en échange de la remise d'un petit troupeau de vaches. La dispersion des élevages "seigneuriaux" reflétait des rapports de domination entre la minorité des pasteurs et la masse des cultivateurs. Le cheptel bénéficiait de domaines fonciers réservés aux pâturages. Au moment de l'Indépendance, les cultivateurs ont obtenu la propriété de la majorité des troupeaux dont ils s'occupaient. La diffusion du cheptel auprès des "plébéiens" s'est transformée en une appropriation. Cette dissémination du bétail résoud théoriquement les anciens conflits sociaux mais ne règle pas les problèmes d'affectation des terres, lorsque les densités dépassent 300 hab/km2.

La coexistence d'un élevage bovin important avec une large emprise agricole peut s'appréhender au niveau du versant. Contrairement à de véritables civilisations montagnardes, par exemple aux Andes, les villageois des Grassfields n'exploitaient pas intensément tous les étages écologiques des hautes terres. Les habitations et les cultures permanentes (*sengo*, en foulfouldé) occupaient souvent des versants et des piémonts

situés entre 1.200 et 1.500 mètres : attrait de conditions climatiques clémentes, de sols en pente, bien ressuyés et légers, plus faciles à travailler à la houe que des terrains lourds sur aplats ; avantage de ces altitudes pour la culture du maïs. Les *caBBal* n'étaient utilisés que pour des activités de cueillette (miel) et de chasse.

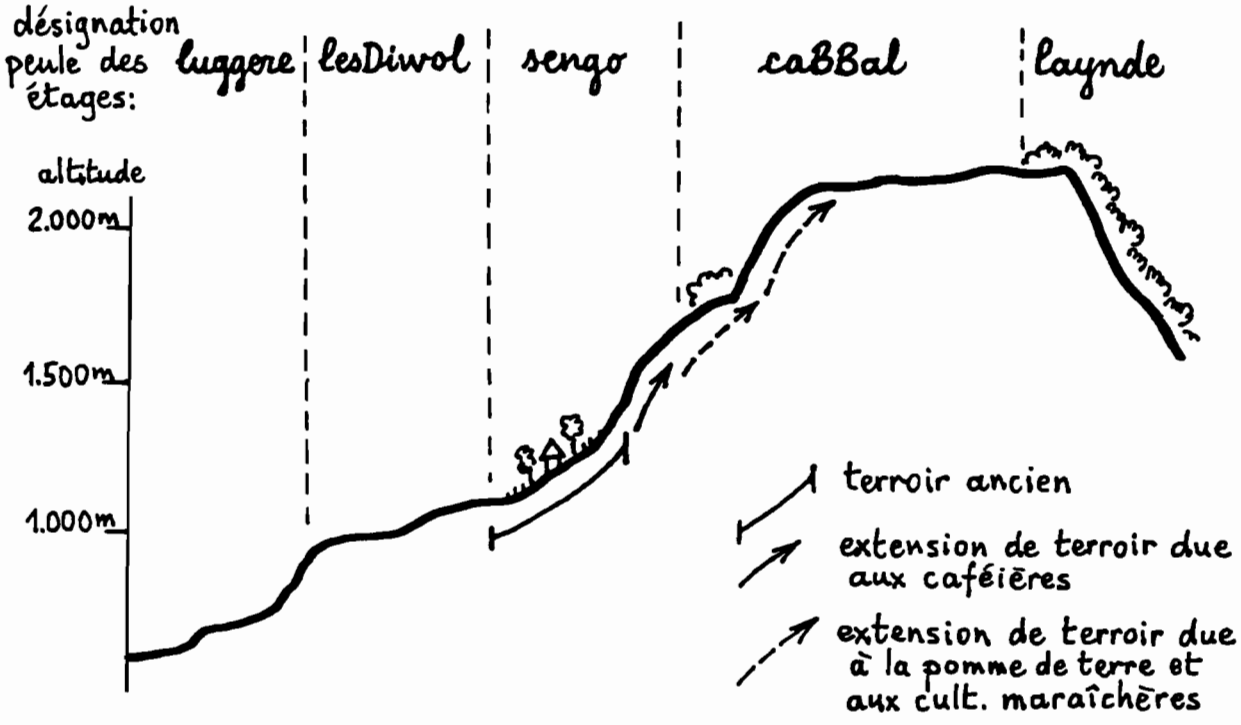


Fig. 336 : *Schéma des étages écologiques aux Grassfields*

A leur arrivée, les Mbororo ont disposé d'un étage écologique relativement libre, au-dessus des terroirs et entre les forêts montagnardes (*laynde*). Très vite, ils ont adopté un système transhumant pour utiliser en tandem les pâturages de *caBBal* et d'autres de *lesDiwol*. La transhumance du haut vers le bas s'est substituée aux déplacements saisonniers en latitude qui régissent les systèmes pastoraux sahéliens et soudaniens. Les va-et-vient entre *caBBal* et *lesDiwol* n'étaient pas difficiles. Il suffisait de contourner des terroirs pour accéder à des replats couverts de savanes à physionomie végétale différente.

Le partage des étages écologiques des Grassfields entre cultivateurs et éleveurs a bien fonctionné, tant que les cultures restaient vivrières et basées sur le maïs. L'introduction du caféier a déjà poussé vers le haut l'emprise des terroirs. Mais c'est surtout le succès des cultures maraîchères de type tempéré (pommes de terre et choux) qui a élargi l'activité agricole aux *caBBal*. Dès lors, les cultivateurs sont entrés en compétition avec les éleveurs. La mise en culture initiale des *laynde* a servi de prélude à l'assaut agricole des hautes prairies (monts Bambouto).

Au Rwanda, l'évolution de l'occupation du sol sur les hautes terres est encore plus poussée qu'aux Grassfields, en rapport avec des densités rurales plus fortes : entre 200 et 400 hab/km2 (8). Dans un contexte climatique comparable à celui de l'Ouest-Cameroun (3 mois de saison sèche), les terroirs anciens occupaient déjà la partie supérieure de la tranche d'altitudes optimales (1.500-2.000 mètres) pour l'agriculture. Des pâturages n'étaient préservés qu'en dos de collines et sur les hautes terres de la Crête Zaïre-Nil.

8. SIRVEN (P.) et al., 1974, "Géographie du Rwanda"; CHARLERY de la MASSELIERE (B.) et al., 1986, "La répartition régionale des cultures vivrières au Rwanda ; analyse statistique" in Cah. Sc. hum. de l'ORSTOM ; ROSSI (G.), 1991, "Croissance de la population, mise en valeur et équilibre des versants : quel avenir pour le Rwanda ? " in C.O.M., n° 173, p. 29-47 ; CHARLERY de la MASSELIERE (B.), 1992, "Fragments d'espaces ; mutation des systèmes agraires au Rwanda", manuscrit.

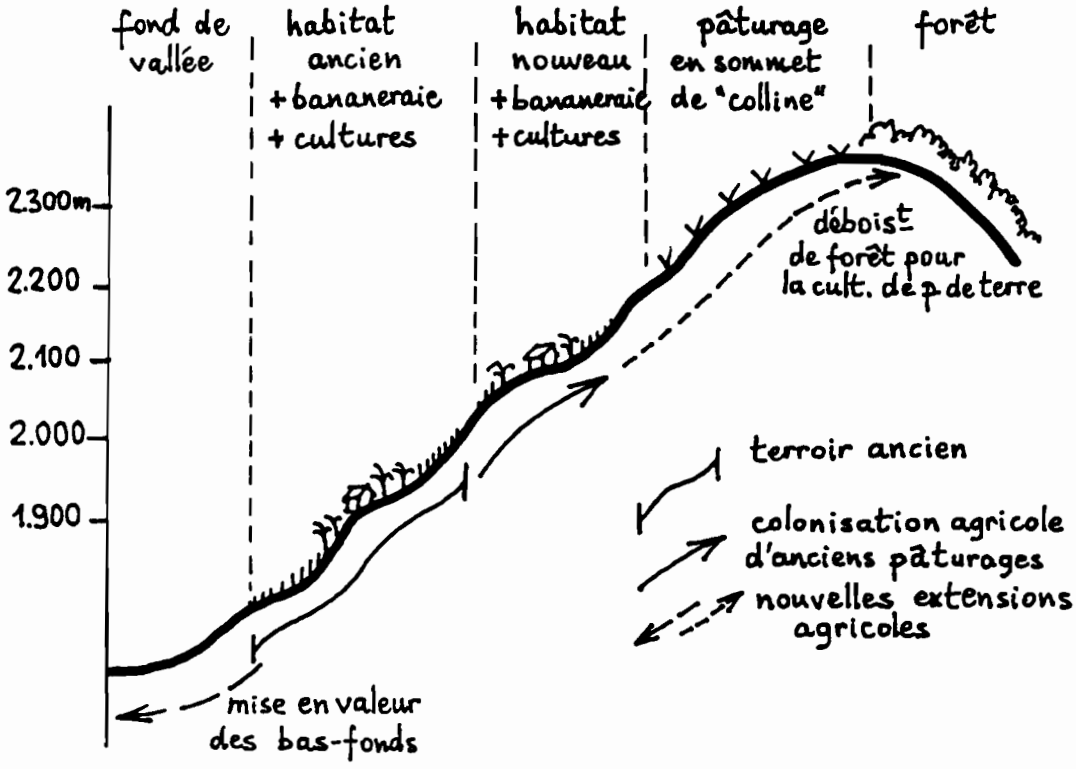


Fig. 337 : *Schéma de "versant agraire" sur les hautes terres du Rwanda*

Comme aux Grassfields, l'accroissement démographique a poussé les cultures principales en altitude, dans un milieu qui leur est de plus en plus marginal. Alors que le bananier donne de bons rendements en dessous de 1.900 mètres, il est cultivé jusqu'à 2.200 mètres. Les haricots qui accompagnaient le bananier à moins de 1.900 mètres montent désormais jusqu'à 2.300 mètres. Il en est de même pour la patate douce et le sorgho.

Le plateau central du Rwanda, étagé de 1.500 à 2.000 mètres, ne comporte plus des pâturages que sur des sols pauvres ou trop pentus pour être mis en culture. Au-dessus de 2.000-2.100 mètres, des cultures de type tempéré (pommes de terre, petits pois, maïs) prennent le relais des cultures tropicales et entretiennent la poussée agricole jusqu'à 2.500 mètres sur la Crête Zaïre-Nil. Les prairies d'altitude sont de plus en plus "mitées" par des cultures qui mordent également sur la forêt montagnarde.

Des Grassfields au Rwanda, les pâturages d'altitude reculent devant les champs selon un processus similaire, marqué notamment par la substitution de cultures tempérées aux tropicales, au-dessus de 2.000 mètres. La culture de la pomme de terre devient le moteur de la conquête agricole des hautes prairies. Aux Grassfields, l'ouverture à de grands marchés urbains accélère le processus, par le biais des cultures maraîchères. Au Rwanda, la dynamique agricole provient davantage de besoins vivriers, encore que la fabrication de bière de banane relève davantage de besoins sociaux que vivriers. Enfin, à pression agricole équivalente, les cultivateurs admettent moins la présence de bétail qui appartient à une autre population (cas des Grassfields) que celui de voisins ou de notables de la même ethnie (cas du Rwanda, depuis la fin de "l'ancien régime").

De l'idéologie à la physiologie des races bovines

Qu'il s'agisse des Grassfields ou du Tchabbal Mbabo, l'arrivée en haut d'un ***caBBal*** surprend par le déploiement des prairies mais également par la race bovine des ***boDeeji*** qui forment la plupart des troupeaux. Les ***caBBal*** sont devenus les berceaux de cette race prestigieuse mais presque disparue de l'Adamaoua, alors qu'elle y était bien représentée au début de ce siècle. Même sur les ***caBBal***, les métissages de bétail deviennent de plus en plus fréquents, notamment avec les ***gudaali***. Ces interventions sur le bétail sont une façon de résoudre des problèmes pastoraux. Ils dénotent également une nouvelle conception des rapports entres les pasteurs et les animaux.

Lorsque l'installation des Mbororo en haut des ***caBBal*** acquiert de l'ancienneté, le contexte pastoral s'altère. Les prairies d'altitude, exploitées de façon intense par des troupeaux qui augmentent, ont une production fourragère qui décline progressivement. A partir d'un moment, un déséquilibre s'instaure entre les ressources fourragères et les besoins des effectifs de cheptel. Même si des réductions de cheptel surviennent, à la faveur de départs spontanés, elles ne suffisent pas à enrayer le processus lent de dégradation des prairies d'altitude. Les animaux de race ***boDeeji*** ressentent particulièrement les insuffisances des "vieux" pâturages d'altitude. Au contraire, les ***gudaali*** s'en accommodent relativement bien.

La sédentarisation aboutit également à limiter les ressources disponibles aux troupeaux. C'est le résultat évident de la sédentarisation dite "complète", le bétail se tenant à longueur d'année sur un seul pâturage. Même la simple fixation entraîne des restrictions d'étendue et de diversité des pâturages proposés au bétail. En ne guidant plus les déplacements saisonniers des troupeaux, les Mbororo restreignent la gamme des pâturages exploités. Seul, un éleveur qui conduit lui-même ses animaux prend l'initiative de les amener aux meilleurs endroits, à chaque période de l'année. Cette conduite opportuniste répond aux besoins des ***boDeeji***, animaux grands marcheurs et avides de bons fourrages. A mesure que la

mobilité pastorale se réduit, la race bovine des Djafoun affronte des difficultés. Au contraire, des pâturages pauvres et peu abondants affectent peu les *gudaali*. *Gudaali saati waane* :« *les goudali sont tellement résistants,* » admirent des Djafoun. C'est la race bovine toute indiquée pour les sédentaires et les Mbororo âgés qui ne peuvent plus se déplacer.

La sédentarisation des pasteurs n'est pas un changement neutre, comme on l'a trop souvent posé, un simple abandon d'habitudes. Comme les politiques de sédentarisation ne s'accompagnent pas d'améliorations significatives de pâturages devenus permanents, elles mettent en cause l'état du bétail. Elles se traduisent par une réduction de l'alimentation d'animaux qui dépérissent. Devant cette situation, les Mbororo n'ont le choix qu'entre le retour à une certaine mobilité et le changement de bétail. L'adoption du *gudaali* de l'Adamaoua prépare ou entérine une sédentarisation. Par une sorte de paradoxe, venus sur les *caBBal* pour préserver leur race bovine, les Mbororo se trouvent contraints de s'en séparer, s'ils ont l'intention de se fixer définitivement.

Le changement ou même le métissage de bétail entérine un nouveau comportement, moins essentiellement pastoral. L'attachement à un type d'animaux, pour des raisons plus culturelles ou sociales qu'économiques, s'impose moins désormais que les facilités d'existence, l'acquisition de garanties d'installation, voire l'obtention de meilleurs prix sur les marchés à bétail. L'abandon de la race des *boDeeji* sanctionne souvent un relâchement de gardiennage. Lorsque ces animaux évoluent seuls à longueur de journée, ils deviennent comme "sauvages" et difficiles à contrôler, surtout au moment des séances de détiquage. Les éleveurs qui ne vivent plus en permanence avec les troupeaux ont tendance à se défaire de bêtes qui n'acceptent pas d'être atouchées, ni manipulées par les hommes. Les *gudaali* ont la réputation d'être plus faciles à gérer. Dociles, ce sont, en même temps, des animaux indifférents à leurs gardiens. Les *boDeeji*, moins familiers, exigent un apprivoisement régulier par une présence humaine constante.

Plus encore que ces différences de "caractère" entre races, c'est l'aptitude des *gudaali* à se contenter de pâturages médiocres qui devient décisive, sur de "vieux" *caBBal*. Cet avantage est partagé par toutes les variétés de vrais zébus africains. Il tiendrait à une faible contenance de leur appareil digestif (9). Dès lors, ce type d'animaux présente une capacité d'ingestion relativement faible. Le *gudaali* répète de courtes périodes de pâture. A l'inverse, les Mbororo disent, en parlant de leurs animaux, *reedu yaaji* : « *leur panse est grande,* » pour signifier qu'ils peuvent absorber une grande quantité de fourrages.

9. EPSTEIN (H.), 1971, t. 1, p. 523.

La bosse dorsale des zébus trapus est développée et surtout constituée de graisses (10). Elle accumule des réserves utiles pour surmonter des périodes d'alimentation déficitaire, comme dans le cas des grosses queues

10. C'est une caractéristique essentielle de la race des vrais zébus.

de certaines races ovines. Au contraire, la bosse dorsale des ***boDeeji***, peu développée et à structure musculaire, offre peu de réserves en cas de difficultés alimentaires. Les capacités des ***gudaali*** à surmonter des conditions médiocres d'élevage expliquent qu'ils tendent à supplanter presque partout les grands animaux de type ***boDeeji***.

En Afrique orientale, des zébus similaires au ***gudaali*** se sont imposés chez des populations pastorales, par absorption de races plus anciennes de type "sanga". L'expansion tardive mais générale des zébus s'effectue par métissages, constituant des races intermédiaires qui ressemblent aux ***bakalleeji*** de l'Ouest-Cameroun. Les Lugwaré des hauts plateaux au nord de l'Ituri et des régions voisines en Ouganda possèdent une race véritable de zébus, semblable aux ***gudaali*** de l'Adamaoua : petite taille, large croupe, courtes cornes, grosse bosse retombante, robe pie rouge. De même que les ***gudaali***, la race lugwaré (ou lugwaret) manifeste de bonnes aptitudes pour la boucherie.

Contrairement aux Bahima, vrais pasteurs, les Lugwaré sont des agro-pasteurs qui accordent une grande valeur sociale au bétail. Entre ces deux ethnies, les Alur se sont constitué une race bovine intermédiaire, dite également Nyoka (11), résultat de croisements entre les "sanga" des Bahima et les vrais zébus des Lugwaré. Les Alur, d'abord cultivateurs, diversifient leurs activités dans l'élevage, pas seulement de bovins mais également de petits ruminants. Ils sont beaucoup moins mobiles que les Bahima. Des Bahima aux Lugwaré, en passant par les Alur, une gamme de races bovines répète ainsi l'éventail des ***gudaali*** aux ***boDeeji*** des Peuls camerounais.

11. Nyoka est une ancienne station d'élevage qui avait sélectionné et stabilisé cette race bovine.

Tabl. 120 : ***Races bovines des hauts plateaux camerounais et zaïrois***

Ouest-Cameroun et Adamaoua :		
boDeeji des Djafoun	***bakalleeji*** des Djafoun sédentarisés	***gudaali*** des Foulbé
Ituri (Zaïre) :		
race "sanga" des Bahima	race alur ou Nyoka	zébus des Lugwaré

A mesure que la race bovine privilégiée comporte davantage de sang zébu, le système pastoral est plus sédentaire et des activités agricoles peuvent s'adjoindre à l'élevage bovin. Cependant, cette règle est spécifique des hauts plateaux. Les Masaï qui évoluent dans les plaines sèches de Tanzanie ont abandonné leur race ancienne de type "sanga" au profit de vrais zébus, après la grande épizootie de peste bovine des années 1890. Ils ne se sont pas départis pour autant de leur spécialisation pastorale. Inver-

sement, les Galla du fossé éthiopien, au climat aride, préservent une race pure "sanga", tandis que la race Arado des hauts plateaux voisins est issue de croisements entre "sanga" et zébus (12).

12. EPSTEIN (H.), 1971, t. 1, 417.

Les croisements entre les races bovines à longues cornes et les vrais zébus permettent de valoriser les potentiels pastoraux des hauts plateaux sous climats humides. Ils améliorent la petite stature des zébus et "mettent de la chair" sur la grande conformation des ***boDeeji***. Du point de vue des aptitudes bouchères, c'est donc un choix excellent. Il est probable que les ***bakalleeji*** préfigurent la future race bovine des ***caBBal*** camerounais. En même temps, l'abandon de l'ancien cheptel par les Mbororo indique un changement culturel fondamental. Des Djafoun qui ont croisé presque tout leur bétail avec des ***gudaali*** reconnaissent : ***min warti bana Huya'en :*** *« nous sommes devenus comme des Foulbé. »* Commentaire qui, par sa forme linguistique même (abandon de l'alternance consonnantique du singulier au pluriel), en dit long sur la perte d'identité pastorale de ces Mbororo.

Au-delà des "caBBal"

Pour beaucoup de Mbororo, les ***caBBal*** du Cameroun ne représentent désormais qu'une étape, dans le cadre de longues migrations vers les savanes guinéennes. Plutôt que de rester enfermés sur de hautes prairies étroites ou encerclées de cultures, ils ont repris leur liberté de déplacement. Les années soixante et surtout soixante-dix marquent de grandes avancées de pasteurs peuls dans la province de l'Est au Cameroun et partout en Centrafrique (13).

13. BOUTRAIS (J.), 1981-82, "L'expansion des éleveurs peul dans les savanes humides du Cameroun".
BOUTRAIS (J.), 1988, "Des Peul en savanes humides ; développement pastoral dans l'Ouest centrafricain", p. 20.

Des Mbororo évoluent maintenant au contact de la forêt et de la savane, dans les régions de Batouri (Cameroun), de Berbérati et de Boda (R.C.A.). Ils s'introduisent jusqu'à des clairières situées à une centaine de kilomètres à l'intérieur de la forêt, par exemple près de Nola (R.C.A.). La grande sécheresse de 1983-84, inhabituelle en zone guinéenne, a fourni l'occasion de nouvelles poussées pastorales. Des Mbororo de Centrafrique traversent l'Oubangui, alors en étiage, pour entrer au Zaïre. D'autres quittent le Bamoun pour s'installer aux environs de Ndikiniméki, en bordure de la forêt dense. Depuis lors, ils s'y maintiennent, en effectuant de petites transhumances vers Bafia (carte 1). Les Mbororo parcourent des savanes à des latitudes extrêmes (4° Nord), des altitudes faibles (700-600 mètres et même moins) et sous un climat très humide (seulement 2 mois de saison sèche, en moyenne).

L'affranchissement de la protection assurée à l'élevage bovin par les hauts reliefs tient probablement à des modifications importantes de l'environnement pastoral en savanes. A la faveur d'années sèches, l'infestation glossinaire aurait beaucoup diminué à ces latitudes, alors qu'elle s'aggravait en Adamaoua. De plus, les éleveurs emploient de plus en plus des

produits trypanocides, vendus légalement en Centrafrique et en cachette au Cameroun. Au Nigeria, l'attrait des marchés de consommation interviendrait dans une avancée parallèle des pasteurs vers le sud (14). Au Cameroun, ce facteur joue moins, le commerce du bétail étant mal organisé dans les nouvelles régions d'élevage. C'est l'assurance de disposer de pâturages presque toujours verts qui attire les Mbororo jusqu'aux limites des savanes. De ce point de vue, l'avantage est décisif pour ceux qui restent attachés aux animaux ***boDeeji***. En les amenant aux latitudes les plus méridionales, ils leur assurent des pâturages abondants à longueur d'année. La mobilité pour la recherche de l'herbe est une façon de préserver la race bovine ancienne.

14. Information orale de R. BLENCH, 1990.

Néanmoins, cette course aux pâturages ne se révèle pas toujours bénéfique. Les éleveurs ne se plaignent pas tellement des mouches tsé-tsé mais plutôt des parasites intestinaux. Des veaux maigrissent et périssent d'anémie. Les grands animaux ***boDeeji*** se trouvent particulièrement exposés à ce mauvais contexte sanitaire. Mais, d'après les témoignages recueillis, les ***gudaali*** ne se comportent pas tellement mieux. La supériorité des ***gudaali*** se manifeste en termes de comportement alimentaire, davantage que vis-à-vis des grandes maladies.

En Afrique orientale, le bétail de type "sanga" supporte également mal un environnement sanitaire difficile. Des Bahima, partis des hauteurs de l'Ituri vers les plaines du lac Victoria, ont changé leur bétail "sanga" pour des zébus à courtes cornes, plus résistants. Au Cameroun et en Centrafrique, à mesure que le front pastoral se déploie à des altitudes plus basses, les Djafoun cèdent leur rôle pionnier d'autrefois aux Akou, mieux armés avec le bétail de race ***daneeji*** pour affronter l'inconnu. C'est seulement dans une seconde phase, si les nouveaux pâturages « *acceptent le bétail,* » que les Djafoun se déplacent dans le sillage des Akou.

Alors que la dérive migratoire vers les savanes péri-forestières devrait maintenir intacte la race des ***boDeeji***, les Djafoun se rendent compte de la supériorité des ***daneeji*** dans ce nouveau contexte. Certains n'hésitent plus à l'adopter, alors qu'autrefois, ils la méprisaient. Les ***boDeeji*** se trouvent donc partout en régression. En Afrique orientale, il en est de même de la race de type "sanga".

Lorsqu'ils se heurtent à des difficultés pastorales, les Mbororo ne tentent pas de les résoudre par de nouvelles techniques d'élevage. Ils recourent plutôt à la mobilité et, en second lieu, à des interventions sur les races bovines. La seconde solution implique déjà un changement d'attitude envers le bétail. Les Mbororo affirment qu'autrefois, chaque groupe ne se séparait pas de ses animaux. Même aujourd'hui, les questions de races bovines suscitent des discussions passionnées. Beaucoup de pasteurs aventurés au sud hésitent entre le maintien de la race qu'ils connaissent le mieux et la diversification de leur stock bovin. Indécision provoquée par des avantages et des inconvénients partagés : la race la plus prolifique n'est pas la plus belle, celle dont le lait est apprécié se révèle la plus fragile...

Beaucoup de migrations vers les savanes péri-forestières à basses altitudes se sont déclenchées à partir de ***caBBal***. Elles furent suscitées par l'appauvrissement des pâturages d'altitude, lui-même dû à un grand essor du cheptel. Ce fut la rançon du succès pastoral de nombreux Mbororo sur ces hauts plateaux. Leur bétail a tellement prospéré que les pâturages sont devenus insuffisants et surchargés. Ne pouvant se résoudre à réduire leurs effectifs d'animaux, des Mbororo ont préféré quitter les ***caBBal*** pour s'aventurer à la recherche de l'herbe.

Les savanes à basses altitudes offrent d'immenses pâturages mais à peine salubres. Dès lors, des Mbororo avancés aux environs de Garoua Boulay ou de Batouri expriment une nostalgie des ***caBBal*** qu'ils ont connus. Des Akou qui ont séjourné sur le plateau de Jos affirment que c'était un très bon secteur pour l'élevage : ***min ngi'aay bana lesdi Jos*** : *« nous n'avons pas vu l'équivalent de Jos.* » D'autres Mbororo, partis des Grassfields vers l'Adamaoua, admettent que les vaches étaient en meilleure santé au Bamenda ; c'est l'invasion des pâturages par des champs qui les a forcés à migrer. Tous ceux qui ont connu les ***caBBal*** admettent leurs atouts pour l'élevage : ***ton Buri jamu*** : *« c'est là-bas que les animaux sont en meilleure santé.* » Pourtant, ils n'envisagent pas d'y retourner, regrettant qu'il n'y ait plus assez d'herbe sur ces hauts pâturages.

L'élevage sur ***caBBal*** appartient-il désormais au passé ? Bien que véritables pasteurs, les Mbororo ont rarement réussi à maintenir une économie pastorale longtemps prospère. En l'absence de régulation, les progressions rapides de cheptel se terminent par des pertes presqu'inévitables. Les ***caBBal*** du Cameroun, surtout aux Grassfields, offrent l'exemple assez exceptionnel d'un temps long de pastoralisme florissant, grâce à la convergence de plusieurs conditions favorables : une salubrité excellente, des prairies en bon état, une concurrence supportable des cultures. A présent, soit par l'effet d'annexions agricoles, soit par dégradation de pâturages, les ***caBBal*** ne procurent plus des conditions aussi propices à l'élevage.



ANNEXES

ANNEXE 1 : LIGNAGES MBORORO DES HAUTS PLATEAUX

La liste alphabétique des lignages mentionne leurs principales localisations sur les plateaux, répertoriées par unités administratives (provinces, départements). Les informations relatives au Cameroun datent des années 70, avec des remises à jour partielles au cours des années 80. Ces données sont issues d'enquêtes de terrain.

Pour les plateaux nigerians du Mambila qui s'interposent entre Grassfields et Tchabbal Mbabo, la principale source d'information est un dossier de notes rédigées par R. du BOULAY, administrateur de la province Sardauna, de 1948 à 53. R. BLENCH m'a aimablement prêté ces documents inédits. Lui-même a dressé récemment un inventaire des lignages peuls, non seulement sur les plateaux Mambila, mais également en plaine, jusqu'à la Bénoué.

AOUTANKO'EN, AUTANKO'EN, AWTANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Mbiame), Donga-Mantung (Dji Gadjere, Horti, Konchep, Nwa), Mezam (Bambuluwe, Bamessing, Santa)

Adamaoua : Faro-et-Déo (Tchabbal Kessé), Mayo Banyo (Tchabbal Nyanyiri)

Nigeria

Mambila : présents seulement à Magu et Karkara (BOULAY, 1953) ; Zongo Ajiya (BLENCH, 1991)

BA'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Mezam (Santa)

Ouest : Bamboutos (Galim)

Nigeria

Mambila : seulement signalés par BOULAY (1953) ; Mayo Ndaga, Yerimaru (BLENCH, 1991)

BA'EN (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Lassin, Nkor, Din), Donga-Mantung (Misaje), Menchum (Essu, Mungom, Saff, Konene)

Ouest : Noun (Matapit, Mfiyet)

Centre-Sud : Mbam (Tchabbal Ngouté)

Nigeria

Mambila : largement distribués : Njawoi, Mbamnga, Tchabbal Djanse, Mayo Sollare, Gembu, Leme, Mayo Ndaga, Mayo Wurbo, Nguroje, Tamnya (BOULAY, 1953) ; Fali, Filinga Plateau (BLENCH, 1991)

BAMBANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Binka, Nkambe, Nsop)

Nigeria

Mambila : lignage non représenté (BOULAY, 1953)

BARBANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Bantem)

Adamaoua : Mayo Banyo (Tchabbal Dalang)

Nigeria

Mambila : Nguroje (BOULAY, 1953)

BAWANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Vekovi, Tadu, Mbulum, Bantem), Donga-Mantung (Mbor)
Ouest : Bamboutos (Babadjou, Bawa, Bamélo), Ménoua (Bafou)
Adamaoua : Faro et Déo (Tchabbal Mbabo)

Nigeria

Mambila : très nombreux à Nguroje, Karkara, Hainare, Gembu (BOULAY, 1953) ; Nguroje (BLENCH, 1991)

BAWOY (Wodabe)

Cameroun

Centre-Sud : Mbam (Tchabbal Ngouté)

BEWE'EN (voir MBEWE'EN)

BOGOYANKO'EN (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest ; Bui (Lassin), Donga-Mantung (Bem, Kibbo, Nfume), Menchum (Essu, Su-Bum, Djunten, Mungom, Foman, Mashi)
Ouest : Noun (Matapit, Koufen, Massarou)
Centre-Sud : Mbam (Tchabbal Ngouté)

Nigeria

R. BLENCH ne signale pas de Bogoyanko'en sur les plateaux Mambila mais dans les plaines de Donga et de la Bénoué

BOUTANKO'EN, BUTANKO'EN (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Binka, Mbibji), Menchum (Essu, Naekom, Waqindo, Zongefu)
Adamaoua : Faro-et-Déo (Tchabbal Gongowal, Tchabbal Wayladjé, Wogomdou, Tchabbal Mayo Perdé, Horé Mayo Dankali, Mayo Sanganaré)

Nigeria

Mambila : Hainare, Karkara, Bellel, Nguroje, Gembu, Leme, Mayo Ndaga (BOULAY, 1953) ; Gembu, Kusuku, Mai Samari, Yerimaru, Zongo Ajiya et Mayo Selbe au nord du Mambila (BLENCH, 1991)

DABANKO'EN, DABBANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Mbiame), Donga-Mantung (Ndu, Mbor), Menchum (Konene)
Adamaoua : Mayo-Banyo (Dadawal), Faro et Déo (Tchabbal Mayo Perdé)

Nigeria

Mambila : Magu (BOULAY, 1953) ; Zongo Ajiya (BLENCH, 1991)

DAKANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Bantem, Lassin, Nkor), Donga-Mantung (Wat, Mbor, Binka, Mbokop), Menchum (Konene)

Nigeria

Mambila : non représentés (BOULAY, 1953) ; non mentionnés par BLENCH (1991)

DANAGOU'EN (Djafoun ?)

Cameroun

Ouest : Noun (Koupara, Kounden)

Nigeria

Mambila : confondus avec les Danedji (BOULAY, 1953)

DANEDJI, DANEEJI (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Misaje, Bem, Fonfuka, Dumbo), Menchum (Essu, Nyos, Kuk, Bu)
Ouest : Noun (Mfiyet, Makam)
Adamaoua : Mayo Banyo (Mayo Darlé), Faro et Déo (Mayo Sanganaré)

Nigeria

Mambila : largement distribués : Nguroje, Karkara, Gembu, Hainare (BOULAY, 1953) ; Fali, Mai Dule, Mai Samari, Nguroje, Yerimaru, Zongo Ajiya (BLENCH, 1991)

DAORANKO'EN, DAURANKO'EN (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Lassin)
Adamaoua : Mayo Banyo (Tchabbal Haynaré, Mayo Darlé)

Nigeria

Mambila : très nombreux à Njawoi, Gembu, Leme, Tchabbal Djance, Mayo Ndaga, Ngubin, Titon (BOULAY, 1953) ; Falinga Plateau, Gembu, Mai Samari, Mayo Ndaga, Warwar, Yerimaru (BLENCH, 1991)

DJALANKO'EN, JALANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Binka)
Adamaoua : Faro et Déo (Tondé Wandou)

Nigeria

Mambila : une seule famille à Dorofi (BOULAY, 1953)

DJALLANKO'EN, JALLANKO'EN (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Lassin)
Ouest : Bamboutos (Menfoung, Bamenyam, Bagam), Noun (Koufen)

Nigeria

Mambila : recensés seulement en plaine de Donga, Suntai et Wukari (BLENCH, 1991)

DJARANKO'EN, JARANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Mezam (Santa, Bambuluwe, Bamunkumbit, Bamessing, Anong), Momo (Ngie, Acha Tugi)
Ouest : Noun (Nkoubam, Koufen)
Adamaoua : Faro et Déo (Tonde Wandou)

Nigeria

Mambila : Karkara (BOULAY, 1953) ; Zongo Ajiya (BLENCH, 1991)

DJAROMANKO'EN, JARUMANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Jakiri, Mbulum, Kingomen, Barare)
Ouest : Noun (Nkoutoupi, Nkoubam)

Nigeria

Mambila : non représentés (BOULAY, 1953)

DJORANKO'EN, JORANKO'EN (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Binka, Yang, Lih, Saham, Gwombwe), Menchum (Mungom)
Adamaoua : Faro et Déo (Wogomdou), Mayo Banyo (Tchabbal Guessimi, Mayo Darlé)

Nigeria

Mambila : Mayo Wurbo, Njawoi (BOULAY, 1953)

FARANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Mezam (Balikumbat, Bamukumbit, Babungo, Bamessing, Baba, Sabga)

Ouest : Bamboutos (Menfoung, Bamenyam), Noun (Nkoubam, Koundoum-Koufen, Yolo-Mancha, Mbapit)

Adamaoua : Faro-et-Déo (Tchabbal Mbabo, Foungoy, Tchabbal Mayo Perdé)

Nigeria

Mambila : quelques-uns à l'est du Mambila : Tchabbal Djance, Mayo Sollare, Mayo Wurbo, Titon (BOULAY, 1953) ; Dorofi, Mai Dule, Mayo Ndaga (BLENCH, 1991)

GALEDJI, GALEEJI (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Nsop, Gwombwe, Sigum, Ganfe, Rom), Menchum (Essu, Wum, We, Wenegwe, Naekom, Waindo, Zoa, Menkaf, Foman, Mashi), Mezam (Balikumbat, Babungo)

Ouest : Bamboutos (Menfoung), Noun (Matapit, Didango, Koupara, Fomloum)

Nigeria

Mambila : Dorofi et dans les plaines (Suntai, Wukari) (BLENCH, 1991)

GAMADANKO'EN, GABADANKO'EN (Djafoun)

Cameroun)

Nord-Ouest : Bui (Barare), Donga-Mantung (Ntong, Ganfe), Mezam (Ndop, Sabga)

Ouest : Noun (Fomloum, Ngambi)

Nigeria

Mambila : peu nombreux : Titon, Tchabbal Djance, Mbamnga, Mayo Sollare, Tamnya (BOULAY, 1953) ; Dorofi, Mai Dule, Gembu, Mayo Ndaga, Tamniya, Titong, Warwar (BLENCH, 1991)

GAMANKO'EN (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Mbibji, Gwombwe, Misaje), Menchum (Essu, Zoa-Menkaf, Waindo, Zongefu, Su-Bum, Mungom)

Adamaoua : Faro et Déo (Tchabbal Mayo Perdé, Horé Mayo Dankali), Mayo Banyo (Mayo Darlé)

Nord : Faro (Tchabbal Lambang)

Nigeria

Mambila : Bellel, Tchabbal Djanse, Mayo Sollare, Gembu, Karkara, Leme, Mbamnga, Mayo Ndaga, Mayo Barkeje, Mayo Wurbo, Nguroje, Njawoi, Tamnya (BOULAY, 1953) ; Mai Samari, Zongo Ajiya (BLENCH, 1991)

GOSI'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest ; Bui (Kishong, Belel, Dzeng, Mbiame, Lassin, Nkor, Oku), Menchum (Ndawara, Saff), Mezam (Sabga, Bambui, Bambili, Mundum, Akum, Menka, Bali), Momo (Guneku, Anjing)

Ouest : Menoua (Bafou)

Adamaoua : Faro-et-Déo (Tchabbal Mbabo), Mayo Banyo (Tchabbal Bourdou)

Nigeria

Mambila : absents, sauf à Wajjuru, près de frontière (BOULAY, 1953)

GUERODJI, GEROJI, GEROOJI, GERAWJI (Djafoun)

Cameroun

Ouest : Bamboutos (Menfoung, Bagam), Noun (Matapit, Nganou, Njitapon)

Nigeria

Mambila : quelques-uns au sud du Mambila : Mbamnga, Tamnya, Mayo Sollare (BOULAY, 1953) ; Garbabi, Zongo Ajiya (BLENCH, 1991)

HAMARANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Momo (Guneku)

Nigeria

Mambila : absents (BOULAY, 1953)

KAROUANKO'EN, KARAWANKO'EN, KARWANKO'EN (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : absents

Adamaoua : Mayo Banyo (Tchabbal Guessimi)

Nigeria

Mambila : Karkara (BOULAY, 1953) ; Mai Dule, Warwar, Yerimaru (BLENCH, 1991)

KESSANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Nkambe-Njap), Menchum (Konene-Saff)

Ouest : Mifi (Baleng), Noun (Kourom, Nganou)

Nigeria

Mambila : non signalés

KOUNNANKO'EN, KUNNANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Oku, Mbiame), Donga-Mantung (Akweto), Menchum (Konene, Saff), Mezam (Babungo)

Nigeria

Mambila : absents (BOULAY, 1953)

MADJANKO'EN, MAJANKO'EN, MAZANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Barare, Tadu, Mbiame, Bantem, Lassin, Nkor, Din), Donga-Mantung (Dji Gadjere, Sinna), Menchum (Fundong, Konene, Mbisenaku, Saff), Momo (Chup, Guneku, Ngie, Zang Tabi, Tudig, Tugi, Ngwo, Anjing), Mezam (Balikumbat, Bamukumbit, Babungo, Mundum, Santa)

Ouest : Bamboutos (Babadjou, Balépo, Bangang), Ménoua (Bafou), Noun (Kourom, Njitapong, Bangourain, Fomloum)

Sud-Ouest : Manyu (Bangem, Akwaya)

Littoral : Moungo (Manengouba)

Adamaoua : Faro et Déo (Tondé Wandou)

Nigeria

Mambila : peu nombreux : Mayo Barkeje, Hainare, Mayo Sollare (BOULAY, 1953) ; Dorofi (BLENCH, 1991)

MBEWEBBE, BEWEBE, WEWEBBE, WEWEDBE, VE'VE'BE (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Menchum (Essu, Nyos), Mezam (Bafut)

Adamaoua : Faro et Déo (Wogomdou, Tchabbal Kessé, Tchabbal Mayo Perdé)

Nigeria

Mambila : largement distribués : Hainare, Bellel, Dorofi, Mayo Sollare, Mayo Ndaga, Mayo Wurbo, Njawoi (BOULAY, 1953) ; Dorofi (BLENCH, 1991)

MBEWE'EN, BEWE'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Lassin), Menchum (Konene, Ndawara)

Ouest : Bamboutos (Bamenyam), Noun (Ngambi, Fomloum)

Adamaoua : Mayo Banyo (Tchabbal Dadawal, Sambolabo)

Nigeria

Mambila : non signalés par BOULAY (1953) ; répertoriés par BLENCH (1991) mais non localisés

MBODI'EN, BODI'EN (Djafoun)

Cameroun

Donga-Mantung (Mbem, Sigum, Ganfe, Rom), Menchum (Ndawara), Momo (Andek), Mezam (Sabga)

Adamaoua : Mayo Banyo (Tchabbal Nyanyiri)

Nigeria

Mambila : une seule famille (BOULAY, 1953)

MBODI'EN, BOODI, BO'ODI (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Menchum (Mungom, Mashi)

Ouest : Bamboutos (Bagam), Noun (Koufen, Chankap)

Nigeria

Mambila : Fali Plateau mais surtout en plaines de la Bénoué (BLENCH, 1991)

NATIRBE, NAATIRBE (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Mbiame, Lassin, Nkor, Din), Donga-Mantung (Dumbo, Misaje, Bem, Kibbo), Menchum (Mungom, Mashi)

Ouest : Noun (Matapit, Koufen-Massarou, Chankap)

Nigeria

Mambila : Mayo Ndaga, Zongo Ajiya (BLENCH, 1991)

OURANKO'EN, URANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Tadu, Bantem, Nkor), Donga-Mantung (Dji Gadjere, Horti, Sinna, Nsop, Ntim, Sigum, Gom, Koffa), Menchum (Konene, Saff, Kuk, Kumfutu, Bafumen), Momo (Chup, Zangnembeng, Guneku, Tugi, Oshie), Mezam (Nkwen, Bambui)

Nigeria

Mambila : Tchabbal Djance, Tamnya (BOULAY, 1953)

PIKADJI, PIKAAJI, FIKAJI, FIKAAJI (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Menchum (Essu, Mungom)

Adamaoua : Faro et Déo (Wogomdou)

Nigeria

Mambila : Karkara (BOULAY, 1953) ; signalés par BLENCH (1991) en plaines de la Bénoué

RAHADJI, RAHAJI, RAHAAJI (à bétail rouge)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Kingomen, Mensay), Donga-Mantung (Dji Gadjere, Ndu-Horti, Sinna, Saa)

Ouest : Noun (Didango, Nkoubam, Koumenke, Koumelap, Mbapit, Koussam)

Adamaoua : Mayo Banyo (Tchabbal Haynaré)

Nigeria

Mambila : très nombreux : Mbamnga, Tamnya, Gembu, Mayo Sollare, Karkara, Leme, Hainare (BOULAY, 1953) ; Dorofi, Garbabi, Gembu, Hainare, Jamtari, Kusuku, Mai Dule, Tamniya, Warwar (BLENCH, 1991)

RAHADJI, RAHAAJI (Akou)

Cameroun

Ouest : Noun (Chankap, Koufen, Yolo-Mancha)

Nigeria

dispersés sur les plaines de la Bénoué (BLENCH, 1991)

RIJIMANKO'EN, RUJIMANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Oku), Donga-Mantung (Horti, Nkambe), Menchum (Konene, Tchabbel), Mezam (Pinyin, Bali), Momo (Ashong, Angong)

Sud-Ouest : Manyu (Mbambo)
Adamaoua : Faro et Déo (Tondé Wandou), Mayo Banyo (Tchabbal Mbiti)

Nigeria

Mambila : absents (BOULAY, 1953)

RUIGUIMADJI, RINGIMAJI, RINGIMAAJI (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Din), Donga-Mantung (Nkambe, Ndu-Horti, Mbokop, Akweto, Bebekette)
Adamaoua : Faro et Déo (Tchabbal Bountadji)

Nigeria

Mambila : Mayo Barkeje (BOULAY, 1953)

SAYGANKO'EN, SEGANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Mbiame, Mbokinjum, Kovki, Rifem), Donga-Mantung (Dji Gadjere, Nsop), Menchum (Tchabbel), Mezam (Bambuluwe, Balikumbat, Bandja, Babungo, Sabga, Pinyin)
Ouest : Bamboutos (Balatchi, Bamenyam), Noun (Mfiyet, Bangourain, Kounden)

Nigeria

Mambila : non recensés mais seraient présents (BOULAY, 1953)

SISILBE, SILSILBE (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Ntim), Menchum (Essu)
Ouest : Bamboutos (Bamenyam, Bagam)

Nigeria

Mambila : Dundere, Njawoi (BOULAY, 1953) ; Yerimaru et en plaine (BLENCH, 1991)

SIWALBE, SIIWAALBE, SUALBE (Akou)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Lassin, Nkor), Donga-Mantung (Dumbo), Menchum (We, Nyos, Abba, Mashi, Foman, Su-Bum, Mungom)
Ouest : Bamboutos (Bagam), Noun (Matapit, Mamben, Nganou)

Nigeria

Mambila : nombreux aux environs de Gembu : Gembu, Hainare, Mayo Barkeje (BOULAY, 1953) ; recensés par BLENCH (1991) seulement en plaines de la Bénoué

TOUKANKO'EN, TUKANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Bui (Mbiame, Mbokinjum, Kovki), Donga-Mantung (Ndu-Horti, Ngarum, Wat-Mbor, Binka, Mbokop, Bih, Saa, Mbissa, Kibbo, Bem, Ntong, Nwa, Mbibji), Menchum (Fundong, Konene, Tchabbel, Mbisenaku, Laka Bum, Bafumen, Kuk, Isse, Nyos), Mezam (Nta Iya, Santa, Baba, Mbei, Pinyin, Bali, Banjah, Mbeisey), Momo (Guneku, Tudig, Ashong, Angong)
Ouest : Bamboutos (Babadjou, Bawa, Balépo, Bangang, Bamenyam), Noun (Nkoubam)
Sud-Ouest : Manyu (Mbambo, Maga)
Littoral : Moungo (Manengouba)
Adamaoua : Faro et Déo (Foungoy)

Nigeria

Mambila : peu nombreux et dispersés : Mayo Sollare, Nguroje, Hainare, Karkara, Leme, Mbamnga, Tamnya, Mayo Wurbo (BOULAY, 1953) ; Dorofi (BLENCH, 1991)

WAGOUDANKO'EN, WAGUDANKO'EN (Djafoun)

Cameroun

Nord-Ouest : Donga-Mantung (Binka)
Adamaoua : Faro et Déo (Horé Garbaya)

Nigeria

Mambila : absents (BOULAY, 1953)

ANNEXE 2 : Extrait de "LAND AND NATIVE RIGHTS ORDINANCE" de 1916, élargie aux British Cameroons en 1926

« AN ORDINANCE TO DEFINE AND REGULATE THE TENURE OF LAND WITHIN THE NORTHERN PROVINCES OF THE PROTECTORATE AND THE BRITISH CAMEROONS.

WHEREAS it is expedient that the existing customary rights of the natives of the Northern Provinces and of the British Cameroons to use and enjoy the land of the Protectorate and the natural fruits thereof in sufficient quantity to enable them to provide for the sustenance of themselves and their families should be assured, protected and preserved ;

AND WHEREAS it is expedient that existing native customs with regard to the use and occupation of land should, as far as possible, be preserved ;

AND WHEREAS it is expedient that the rights and obligations of the Government in regard to the whole of the lands within the boundaries of the Northern Provinces of the Protectorate and of the British Cameroons and also the rights and obligations of cultivators or other persons claiming to have an interest in such lands should be defined by law :

BE IT ENACTED by the Governor of the Protectorate of Nigeria as follows : -

1. This Ordinance may be cited as the Land and Native Rights Ordinance, and shall apply to the Northern Provinces of the Protectorate and to the British Cameroons.

2. Definitions :-
..."Native" means a person whose parents were members of any tribe or tribes indigenous to the Northern Provinces or the British Cameroons and the descendants of such persons.
..."A right of occupancy" means a title to the use and occupation of land and includes the title of a native or native community lawfully using or occupying land in accordance with native law and custom...

4. All native lands, and all rights over the same, are hereby declared to be under the control and subject to the disposition of the Governor, and shall be held and administered for the use and common benefit of the natives ; and no title to the occupation and use of any such lands shall be valid without the consent of the Governor.

5. The Governor, in exercise of the powers conferred upon him by this Ordinance with respect of any land, shall have regard to the native laws and customs existing in the district in which such land is situated....

9. No single right of occupancy granted to a non-native shall exceed 1,200 acres if granted to agricultural purposes, or 12,000 acres if granted for grazing purposes. Every native resident on such land shall remain under the control of the native authorities and subject to the same taxation as though he were not so resident...»

(in "Report on the British Sphere of the British Cameroons for 1928, p. 129-131").

ANNEXE 3 : "GRAZING RULES " de 1947

« 1. No cattle shall be permitted to enter, or remain in, the area except with the prior permission in writing of the Native Authority.

2. The number of cattle in the area or on any specified part or parts thereof shall not exceed the number from time to time laid down by the Native Authority and communicated in writing to the cattle-owners by the clerk.

3. The size of herds when grazing shall not exceed such number as may from time to time be specified by the Native Authority and communicated in writing to the cattle-owners by the the clerk.

4. There shall be employed such proportion of herdsmen to cattle as may, from time to time, be specified by the Native Authority and communicated in writing to the cattle-owners by the clerk.

5. The Native Authority may at any time prohibit the grazing of cattle on such part or parts of the area as it shall think fit, and such prohibition and the terms thereof, shall be communicated in writing to the cattle-owners by the clerk. »

ANNEXE 4 : "FARMER - GRAZIER LAW " DU 30 OCTOBRE 1962

« A LAW TO MAKE PROVISION FOR THE CONTROL OF FARMING AND GRAZING IN WEST CAMEROON.

This law may be cited as the Control of Farming and Grazing Law, 1962...

Part I- Farmer-Grazier Boundaries

4. Within the area, it shall be lawful for an Inspector, acting in accordance with such directions as may, from time to time, be given under section 15, in consultation with the Land Lord or the Chief of the area concerned :

a/ to determine and declare lands which shall be used exclusively for farming and for grazing respectively;

b/ to make such lines of demarcation between such lands as he may consider necessary ;

c/ to alter and refix lines of demarcation made under this or any other law ; and

d/ to fix the date on and after which such lands lying within any such lines of demarcation may be used solely for farming or grazing as the case may be.

5. Upon application made to him, in writing, or of his own motion, the Secretary of State may review any line of demarcation made by an Inspector under section 4 and may, in his discretion, confirm alter or amend it :

Provided that any line of demarcation in respect of which an application for review has been made shall remain in full force and effect until such time as the Secretary of State shall alter or amend it.

6. An Inspector may, with the prior approval of the Secretary of State, direct the manner in which a line of demarcation shall be demarcated and the person or persons who shall be responsible for carrying out the demarcation.

7. In giving effect to the provisions of this Part, the Secretary of State or an Inspector, as the case may be, shall have all the powers of a magistrate in connection with any civil cause in respect of enforcing the attendance of witnesses and compelling the production of documents.

Part II : Control of farming

8. Save with the permission in writing of an Inspector, it shall be an offence for any person to farm or cultivate, or erect any building on land which has been set aside for grazing, in accordance with the provisions of Part 1.

Part III : Control of grazing

9. It shall be an offence punishable by a fine not exceeding 34.600 F.CFA or imprisonment for 6 months or both such fine and imprisonment for any person to permit or invite the owner or person in charge of any cattle to bring such cattle into the area, or to move such cattle from one part of the area to another, without the prior permission in writing of an Inspector :

Provided that no Inspector shall grant permission for cattle to enter the area from any place outside West Cameroon without the prior permission of the Director of Veterinary Services.

10. (1) Any cattle brought into the area from any place outside West Cameroon in contravention of the provisions of section 9 may be impounded by order of the Director of Veterinary Services and the owner of such cattle shall

be liable to pay the sum of 1.000 F.CFA per day, in respect of each head of cattle so impounded, commencing on the day of which the cattle were impounded and, in default of payment of the aforesaid sum, the cattle shall be liable to be confiscated and sold by the Director of Veterinary Services :

Provided that no cattle impounded under the provisions of this section shall be confiscated and sold after the aspiration of one month after the date on which the cattle were impounded.

(2) Sums obtained from the impounded, confiscation and sale of any cattle of the powers conferred by sub-section (1) of this section shall form part of and be paid into the general revenue of the West Cameroon Government.

11. (1) Permission for cattle to enter the area, or to move from one part of the area to another, shall be granted in such form and upon such conditions as the Secretary of State, in consultation with the Director of Veterinary Services shall prescribe.

(2) Any person to whom permission has been given to bring cattle into the area or to move cattle from one part of the area to another who fails to observe the conditions upon which such permission was granted shall be guilty of an offence.

12. Notwithstanding any conditions prescribed by the Secretary of State under section 11, it shall be an offence punishable by a fine not exceeding 20.000F.CFA or imprisonment for 4 months or both such fine and imprisonment for any cattle-owner or person in charge of cattle to allow such cattle to enter or graze upon land which has been set aside for farming in accordance with the provisions of Part I of this law...»

("Supplement to West-Cameroon Gazette, n° 69, vol. 2, 15 th December 1962, part A-A45")

ANNEXE 5 : EXEMPLE DE "GRAZING PERMIT" EMIS PAR "THE CONTROL OF FARMING AND GRAZING LAW, 1962" EN OCTOBRE 1963.

« PERMIT TO BRING/GRAZE CATTLE INTO/IN THE AREA....

Number of cattle authorized to graze
a/ in the wet season, in the village of...
b/ in the dry season, in the village of ...(area prescribed annually)

The jangali, in respect of the cattle to which this permit relates shall be paid to ...
The owner of the cattle to which this permit relates shall be subject to the juridiction of Ardo ...and shall render to him such marks of respect and shall discharge for him such duties and obligations as Fulani law and custom may require.

Movement of cattle within the area : ...

General conditions :

The owner of the cattle to which this permit relates shall :

1/ ensure that no single herd of cattle shall exceed 75 in number,

2/ ensure that each herd of cattle shall at all times be accompanied by and be under the control of a herdsman,...

4/ when so directed, in writing, by the Director of Veterinary Services, plant such grass in such areas of his grazing land as such direction may specify...»

ANNEXE 6 : REGLEMENTATION DE L'UTILISATION PASTORALE DES MONTS BAMBOUTO A L'EPOQUE COLONIALE

« ARRETE n° 2599 du 17 juillet 1950 réglementant les conditions d'exercice du droit de pacage et de parcours dans la réserve de pâturages des monts Bamboutos

LE GOUVERNEUR,
HAUT-COMMISAIRE DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE
AU CAMEROUN,
CHEVALIER DE LEGION D'HONNEUR,

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française dans les territoires du Cameroun, ensemble le décret du 13 février 1937 ;
Vu l'arrêté n° 1867 réglementant l'utilisation des pâturages sur les monts Bamboutos (Région Bamiléké) ;
Vu la lettre n° 59 du 8 mai 1950 de M. le Chef de la Région Bamiléké ;
Vu l'urgence et sous réserve d'approbation ultérieure en Conseil d'administration,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.- La réserve de pâturages des monts Bamboutos établie par l'arrêté n° 1867 du 18 mai 1948, d'une superficie d'environ 36.000 hectares, s'étend entre la frontière franco-britannique d'une part, et une ligne brisée définie ainsi qu'il suit, et telle au surplus qu'elle figure au plan joint au présent arrêté, d'autre part.....

ART. 2.- Le massif des Bamboutos est réservé uniquement au pacage des troupeaux laitiers dans les conditions ci-après.

ART. 3.- Jusqu'à l'exécution de travaux suffisants de régénération contrôlés par le Service de l'Elevage, le nombre maximum d'animaux pouvant pâturer sur ce massif est fixé à une tête de bétail pour six hectares de prairie.
Les superficies pacageables n'excédant pas 35.000 hectares, le nombre maximum de 6.000 têtes ne pourra être dépassé.

ART. 4.- Il est formellement interdit d'avoir en subsistance sur les Bamboutos des troupeaux comprenant plus de 50 % d'animaux non laitiers, ces 50 % d'animaux non laitiers ne pouvant comprendre eux-mêmes que des reproducteurs mâles croisés, des génisses ou des veaux à la mamelle.

ART. 5.- Il est formellement interdit aux élevages déjà installés d'accroître l'effectif de leur cheptel déclaré au dernier recensement, sauf l'autorisation spéciale délivrée par le Service de l'Elevage dans les limites numériques prévues à l'article 3.

ART. 6.- Les habitants des chefferies installées sur les Bamboutos pourront, sur autorisation du Chef de Région, après avis du Service de l'Elevage, entretenir du bétail dans les conditions prévues aux articles 3 et 4 du présent arrêté.

ART. 7.- Si les autorisations délivrées en application de l'article précédent avaient pour effet de faire dépasser le total maximum de têtes tel qu'il est fixé à l'article 3 ci-dessus, des troupeaux appartenant à des non-ressortissants des chefferies installées coutumièrement sur les Bamboutos subiront la réduction nécessaire.

ART. 8.- Les propriétaires des terrains inclus dans la réserve de pâturages des Bamboutos pourront percevoir des propriétaires de troupeaux étrangers à la chefferie un droit de pacage annuel qui ne pourra excéder 50 % du montant de la taxe sur le bétail.
Ce droit de pacage fera dans chaque cas l'objet d'une convention écrite entre les parties, approuvée par le Chef de Subdivision et le Chef du Secteur Sud de l'Elevage.

ART. 9.- Toutes les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5, 6 et 7 du présent arrêté seront punies :
1° d'une amende de 1.000 francs par tête de bétail non autorisée ;

2° de la saisie de l'effectif excédentaire en cas de récidives ou de refus d'application.

ART. 10 - L'arrêté 1867 du 18 mars 1948 est abrogé.

ART. 11 - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 17 juillet 1950.
SOUCADAUX.

("Rapport à l"O.N.U sur l'administration du Cameroun pour l'année 1950", p. 448)

ANNEXE 7 : INCIDENTS AUX GRASSFIELDS RAPPORTES PAR LA PRESSE CAMEROUNAISE

Deux articles, extraits du quotidien "Cameroon Tribune", témoignent de la persistance de problèmes liés à l'élevage aux Grassfields : les vols de bétail et les conflits entre éleveurs et cultivateurs.

L'épisode des vols de bétail sur les plateaux Meta provient d'éléments marginaux qui portent atteinte à la société pastorale mais qui en sont probablement issus. Par réaction, les éleveurs se comportent de façon solidaire : Mbororo et villageois, particulièrement nombreux à s'être engagés dans l'élevage sur les plateaux Meta. Le porte-parole choisi par les éleveurs devant l'administration est précisément un villageois. L'administration pose les éléments d'une meilleure gestion de la filière du bétail. Elle élargit le débat sur la minorité mbororo et un élevage plus moderne, en lançant la formule miracle du "ranch". Nous sommes en 1986.

L'article de 1992 n'est plus empreint de la même sérénité. Dans la compétition politique qui déchire le Cameroun, la province du Nord-Ouest s'affirme comme l'un des hauts lieux de la contestation. A la lutte politique contre le régime s'ajoutent des revendications locales, souvent passées sous silence par les politologues. Pourtant, ce sont des contentieux graves, vécus de façon intense par la majorité de la population. Aux Grassfields, chaque période d'affaiblissement du pouvoir central voit ressurgir les revendications contre les éleveurs. De multiples incidents rappellent la situation des années d'accès à l'Indépendance, avec une violence décuplée. Des populations rurales ne se trouvent plus seulement en état de "désobéissance civile", selon un mot d'ordre politique, mais en véritable révolte contre les autorités administratives. A la violence paysanne répond celle de la répression. L'accusation scandée de « vandales » relève d'un journal devenu militant. La fin de l'article laisse songeur. « L'ordre règne à Mmen, » pourrait-on dire, mais les problèmes ne sont pas résolus. Les éleveurs et leur bétail doivent s'attendre à des rétorsions.

« MOMO : LE VOL DE BETAIL INQUIETE LA POPULATION A ACHA

En très peu de temps, 58 boeufs ont été enlevés par des voleurs dans les localités de Metta et Ngie. C'est un acte d'irresponsabilité qui préoccupe au plus haut point les éleveurs locaux. Ils ont porté l'affaire à la connaissance des pouvoirs publics.

Présidée par le sous-préfet de Mbengwi, elle a regroupé une assistance de près de 150 éleveurs de Metta et Ngie. Leur porte-parole, M. A..N.., dans son mot, a déclaré que ce problème de vol de bétail est d'autant plus grave pour l'avenir des éleveurs de la place que les dégâts de la sécheresse des années 1982-83 n'ont pas été jusqu'ici réparés aux éleveurs. Au nom de ses pairs, il a émis le voeu de voir le gouvernement prendre une action pour remédier à la situation.

L'élevage occupe une place importante dans l'économie rurale de l'arrondissement de Mbengwi, a reconnu le sous-préfet au cours de son intervention.

Le sous-préfet a conclu que le vol de bétail ne peut que porter préjudice au développement de l'élevage. Il a interdit tout mouvement de bétail dans la nuit, de même que la vente et l'achat du bétail ne se feront que dans le marché d'Acha. Aussi, le sous-préfet a-t-il demandé aux éleveurs d'aider la police à retrouver les malfaiteurs. Il s'est saisi de l'occasion pour prodiguer quelques conseils aux membres de la communauté musulmane locale : envoyer leurs enfants à l'école et vivre dans la société sans complexe ni discrimination.

Au cours de son exposé, le chef du sous-secteur d'élevage et des industries animales de Mbengwi a demandé aux éleveurs d'améliorer leurs méthodes de travail et a annoncé que des études sont en cours pour la création d'un Ranch à Acha. »

("Cameroon Tribune", n° 3427, 17/18 novembre 1986)

EN BREF.... WUM :

Des conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs du village de Mmen ont fait récemment 4 morts et 14 blessés.

Selon le préfet du Menchum, ces conflits datent de longtemps et ont été ravivés par la situation politique qui prévaut dans la province du Nord-Ouest.

Le préfet a révélé que certains agriculteurs posent des actes de provocation à l'endroit des éleveurs, allant jusqu'à étendre leurs champs jusqu'aux portes des éleveurs et les soumettent à des traitements ignobles. Reconnaissant que les agriculteurs de Mmen disposent de peu de terre cultivable, le préfet a annoncé la création de deux commissions d'enquête à Wum et Fundong en vue de la redistribution des terres. Le préfet a cependant regretté que les membres de ces deux commissions ne puissent pas avoir accès sur les terrains litigieux à cause de la présence dans ces lieux des vandales qui prétendent que le gouvernement n'existe plus, que le pouvoir revient au peuple et qu'ils peuvent résoudre eux-mêmes leurs problèmes. C'est alors qu'il a été décidé de faire appel aux forces de l'ordre afin de disperser les vandales. Devant l'insistance des vandales, les forces de l'ordre ont fait usage des armes à feu. Bilan : 4 morts et 14 blessés. Tout est rentré dans l'ordre. »

("Cameroon Tribune", n° 5086, 6 mars 1992)

LEXIQUE

de termes vernaculaires

(F : foulfouldé ; G : langues des Grassfields)

arDo (F) : chef d'un ensemble de familles mbororo

boDeeji (F) : zébus rouges à longues cornes (***mbororooji***)

burtol (F) : piste à bétail

burgu (F) : prairie inondable à *Echinochloa sp.*

caBBal (F) : haut plateau à végétation herbacée

caBBoy (F) : pâturages d'altitudes moyennes, parsemés de quelques ligneux

coggal : bétail de commerce, souvent destiné à la boucherie

daneeji (F) : zébus mbororo blancs (ou ***akuuji***)

fadamaare (F): plaine inondable, marécageuse

fai (G) : chef de lignage (chez les Nso)

fon (G) : chef supérieur de populations locales

FulBe ladde (F) : Peuls de brousse, pasteurs (Mbororo)

FulBe wuro (F) : Peuls citadins (Foulbé)

gaynaaka (F) : période d'engagement d'un berger (habituellement 5 mois)

gaynaako (F) : berger salarié

gudaali (F) : zébus foulbé à courtes cornes

guuBe (F) : taillis, fourrés

HaaBe (F) : "Païens", populations non islamisées ni christianisées

hooseere (F) : montagne, grand relief escarpé

jawro (F) : chef de village foulbé

karal (F) : sols dénudés

kurmi (F) : le sud forestier

laamiiDo (F) : chef supérieur des Foulbé

labbaare (F) : village d'éleveurs sédentaires (souvent des Foulbé)

ladde (F) : la brousse, l'espace pâturable, non cultivé

lahore ou ***lawre*** (F) : source natronée

laynde (F) : forêt, galerie forestière

lenyol (F) : lignage peul

lesDiwol (F) : région relativement basse, en contrebas d'un relief plus élevé

luggere (F) : plaine, dépression, terres basses

maccuBe (F) : esclaves, serviteurs

mandju (G) : femme responsable d'une société féminine

mawDo/mawBe (F) : ancien, notable

naDDere (F) : plaine alluviale, large vallée

natum (G) : (voir ***mandju***)

ndungu (F) : saison des pluies

ruumirde (F) : campement pastoral de saison des pluies

saabeere (F) : jachère, savane sans arbres

saare (F) : ensemble des habitations d'une famille (chez les Foulbé)

sangol (F) : petit cours d'eau

sanyeere ou ***sangeere*** (F) : village de Foulbé ou de Haoussa (autrefois : camp de guerre des Foulbé)

seedirde (F) : campement pastoral de saison sèche

seedu (F) : saison sèche, milieu de la saison sèche

sengo (F) : village de cultivateurs

seeto (F) : début de la saison des pluies

sofal (F) : taxe traditionnelle sur le bétail

suudu (F) : habitation, lignée

waalde (F) : abri de berger, aire à bétail

waana (F) : abrupt, ravin

wuro (F) : campement familial (Mbororo), ville (Foulbé)

yoolde (F) : interfluve, pâturage d'interfluve

INDEX

Les noms de populations ou de lignages mbororo sont écrits en majuscules, ceux de plantes en italique.

abreuvement du bétail : 1.015, 1.035, **1.045**, 1.070, 1.092, 1.121, 1.502, 1.512

Adamaoua : 301, 1.223, 1.229, 1.233, 1.298, 1.339, ***caBBal*** de l'Adamaoua : 10, **1.387- 1.480**, démographie des Mbororo : 695, évolution des pâturages : 449-462, histoire : 47, pâturages : 383, 448, races bovines : 483, 499-500

Adenocarpus mannii (genêt de montagne) : 364, 411, 418, 419, 424, 426, 1.365, 1.392, 1.510

AGHEM : 213, 920, 1.004, 1.008, 1.045, révolte des femmes : **940-951**

agro-pastoralisme (voir aussi association agriculture-élevage) : 32, 33, 35, **854-855**, 1.095, 1.412, 1.432, 1.464

aires à bétail : 297, **584-586**, 1.091, **1.433**

AKOU (groupe mbororo) : **35**, 64, 328, **688**, 692, 1.004, 1.006, 1.090, 1.108, 1.228, 1.246, 1.253, 1.262, 1.267, 1.279, 1.287, 1.307, 1.309, 1.322, 1.331, 1.346, 1.382, 1.417, 1.428, 1.476, 1.479, 1.502, 1.540, Akou du Tchabbal Mbabo : **1.420-1.422**, engagement agricole : **1.159-1.165**, 1.498, histoire : **75-78**, 156, **159-174**, 176, 179-181, **199-219**, 234, 245, 248, 251, lignages : **773-797**, révolte contre les Akou : **943-961**

alcool, alcoolisme : 835, **1.224**, 1.316

alternance cultures-pâturages : 980, **982**, 1.005, 1.144, 1.520

Andropogon gayanus : 449, 457, 1.456

Annona senegalensis (Annone du Sénégal) : 383, **384-385**, 450, 1.457, 1.495

AOUTANKO'EN (lignage djafoun) : 134, **753-754**, 1.034, 1.117, 1.182, 1.200, 1.325, 1.346, 1.368, 1.429, 1.487, 1.543

arbres protégés : 369, 618, 1.014

arDo (chef mbororo) : 39, 66, 130, 131, 195, 226, 231, 542, 579, 691, 714, 718, 726, 731, 735, 743, 789, 857, 900, **901-902**, 1.133, 1.144

association élevage-agriculture : 556, 614, 616, **854-855**, 998, 1.008, **1.081-1.083**, 1.148, 1.465

babésiose (cf. piroplasmose)

BA'EN (lignage akou) : 135, **164-165**, **785-787**, 1.163, 1.164, 1.492, 1.504, 1.543

BA'EN (lignage djafoun) : **759**, 1.034, 1.543

Bafumen ou Mmen : 286, 806, 808, 925, 938, 939

Bafut (plateau de) : 281, 382, 622, 1.244, 1.274, 1.329

Bagam (secteur pastoral de) : 121, 172, 176, 182, 215, 500, 1.038, 1.053, **1.243-1.244**, 1.247, 1.249, 1.274, 1.330, 1.368

BAHIMA (Zaïre) : 1.527, 1.540

BAKOSSI : 510, 1.369, 1.371, **1.372**, 1.376

BAKWERI : 1.509, 1.512, **1.514**

BALI : **904**, 971

Bambili (mont) : **421-424**, 646, 654, 752, **1.036-1.041**

bambous (*Arundinaria alpina*) : 364, **365-366**, 375, 420, 423, 426, 1.078, (*Oxytenanthera abyssinica*) : 1.458-1.459

Bambouto (monts) : 15, 105, 131, 177, 237, 241, 287, 313, 376, 378, 397, 400, 402, 409, 436, 480, 504, 516, 548, 646, 719, 727, 750, 752, 814, 821, 831, 850, 1.093, 1.156, 1.243, 1.280, 1.290, 1.305, 1.307, 1.329, 1.330, 1.338, 1.368, centre d'insurrection : **182-187**, pâturages d'altitude : **418-421**, rapports éleveurs-cultivateurs : **1.046-1.090**

bamiléké (insurrection) : 176, 182, 184, 187, 1.066, 1.067, 1.069, 1.073, 1.369

Bamiléké (plateau) : 176, 303, 565, 566, 606, 618, 1.275, 1.338, 1.515

BAMILEKE : 507, 560, 814, 831, 1.013, **1.047-1.092**, 1.372

Bamoun (plateau) : 83, 92, 106, 113, 115, 116, 121, 215, 216, 236, 252, 279, **280-281**, 303, 325, 326, 338, 340, 382, 438, 442, 444, 453, 486, 496, 509, 524, 584, 611, 646, 647, 654, 707, 761, 777, 780, 790, 793, 1.119, 1.247, 1.262, 1.275, 1.305, 1.331, 1.492, arrivée des Mbororo au Bamoun : **95-99**

BAMOUN : 967, 1.316

Banyo : 47, 84, 473, 503 572, 777, 1.272, 1.399, 1.413, 1.425, 1.434

BARBANKO'EN (lignage djafoun) : 765, 1.543

bâton de berger : 1.463, 1.477

BATUTSI (Rwanda et Burundi) : 1.528

Bauchi (plateau), Nigeria : 53, 64, 490, 774, 789, 1.164, 1.216, 1.217

BAWANKO'EN (lignage djafoun) : 105, **749-750**, 1.021, 1.130, 1.220, 1.244, 1.382, 1.420, 1.544

bergers : 334, 336, 424, 505, 586, 668, 673, 806, 813, 849, 916, 1.035, 1.075, 1.125, 1.169, 1.216, 1.217, 1.231, 1.233, 1.382, 1.414, 1.437, 1.463, bergers villageois : **830-831**, bergers en saison sèche : **1.314-1.318**, statut de berger : **1.317**

bière (consommation de) : 829, 835, 972

blé (culture du) : **897-898**, 1.361

bocage : 508, 547, 561, 606

Bocaranga (Centrafrique) : 1.521

boDeeji ou ***mbororooji*** (race de zébus) : 53, 175, 290, 345, **477-487**, 623, 650, 1.278, 1.281, 1.288, 1.310, 1.340, 1.347, 1.383, 1.394, 1.397, 1.418, 1.487, 1.490, **1.522-1.523**, 1.528, 1.536, 1.540

BOGOYANKO'EN (lignage akou) : 210, 257, **789-790**, 797, 1.216, 1.492, 1.544

Bornou (Nigeria) : 38, 42, 53

Bouar (Centrafrique) : 1.416, 1.521

bouchers : 804, 832, 838, 845, 966, 1.499, 1.507

bourgoutière (***burgu***) : 390, 1.245, 1.266, 1.300, 1.305, 1.337, 1.339

BOUTANKO'EN (lignage akou) : 64, 75, 76, **774**, 1.110, 1.164, 1.382, 1.420, **1.421-1.422**, 1.476, 1.544

BOUTE (voir VOUTE)

Brachiaria ruziziensis : 431

café (culture du) : 433, 604, 612, 614, **819-821**, 828, 839, **881-887**, 985, 986, 1.030, 1.040, 1.055, 1.151, 1.152, 1.316, 1.372, 1.373

campements d'éleveurs : **296-298**, 346, 426, **1.196-1.211**

caprins (élevage des) : **557-562**, 826, 831, 924, 970, 1.007

Cassia sp. : 443

changement (de race bovine) : 489, **518-527**, 745, 759, 764, 775, 777, 783

charges de bétail : 575, 686-687, **862-865**, 1.110-1.111, 1.326-1.330, 1.331, 1.462, 1.477, 1502, en saison des pluies : **632-656**, en saison sèche : **1.292-1.306**

chasse : 1.397, 1.448, 1.513

chefs traditionnels villageois : 834, 846, 894, 901, 912, 938, 998, 1.036, 1.040, 1.065, chefferie bamiléké contre l'élevage : 1.061-1.066, chef de Galim : 1.413, chefs aux Grassfields : **902-906**

chevaux (élevage des) : **571-574**, 1.369, 1.500

Chromolaena odorata (Herbe du Laos) : 442, 1.348

citadins : 32, 51, 803, 808, 832, 843, 844, 848, 924

clôtures (de barbelés) : **1.000-1.005**, 1.007, 1.015, 1.024, 1.035, 1.045, 1.383

cola (noix de) : 83, 84, 122, 802, **829**

commerce et marchés de bétail : 136, 191, 504, 505, 807, **831-832**, 838, 845, 1.018, 1.211, 1.446, 1.468, 1.500, 1.507

commissions agro-pastorales : 229-230, 1.010-1.012

comportement du bétail : 479, 494, 495, 500, 540, **650, 654-656**

coopératives : 846, 897, 907

Croton macrostachyus : **395-396**, 415, 424, 463, 469, 1.365, 1.390, 1.459, 1.467, 1.522

cultivatrices : 548, 675, 811, 823, 859, 883, 916, 997, 1.004, 1.011, 1.031, 1.040, 1.044, 1.155, 1.162, 1.320, travail agricole féminin : **888-890**, hiérarchie sociale : 890, sociétés féminines de solidarité : **906-909**

culture attelée : 854, 898, 1.402

DABANKO'EN (lignage djafoun) : 87, 89, **754-755**, 1.346, 1.544

DAKANKO'EN (lignage djafoun) : **762**, 1.544

DANAGOU'EN (lignage djafoun) : **754**, 1.544

DANEDJI (lignage akou) : 64, 75, 76, **163-164**, 210, 745, 774, **787-789**, 1.382, 1.487, 1.492, 1.545

daneeji ou ***akuuji*** (race de zébus) : 252, 258, **487-497**, 623, 650, 783, 1.255, 1.288, 1.350, 1.383, 1.476, 1.487, 1.540

Daniellia oliveri : 383, 384, 1.390, 1.496

déforestation : 372, 426, 448, 624, **1.018-1.019**, 1.028, 1.035, 1.072, 1.075

démographie des éleveurs : 670, **693-699**, 768-770, **798-800, 1.171-1.184**, 1.477, par lignage djafoun : 720-721, **733-734**, 741-742, 746, 752, par lignage akou : 781-782, 787-788, 790

détiquage du bétail : 333, 1.323, 1.325

Diamaré : 29, 1.241

DJAFOUN (groupe mbororo) : **34**, 52, 76, 234, 241, 245, 477, 500, 673, **688-693**, 698, 1.108, 1.131, 1.228, 1.253, **1.263**, 1.279, 1.306, 1.346, 1.361, 1.363, 1.382, 1.428, 1.476, 1.540, lignages : **702-771**, engagement agricole : **1.149-1.159**, Djafoun du Tchabbal Mbabo : **1.415-1.420**

DJARANKO'EN (lignage djafoun) : **756**, 1.233, 1.245, 1.316, 1.371, 1.419, 1.545

DJAROMANKO'EN (lignage djafoun) : **757-759**, 1.185, 1.223, 1.316, 1.328, 1.340, 1.545

Djohong : 1.521

DJORANKO'EN (lignage akou) : 64, 75, 76, 135, **774-776**, 1.110, 1.257, 1.545

Djutitsa : 82, 1.051

Donga (plaine de la) : 258, 276, 324, 446, 1.257, 1.283, 1.330, **1.351-1.353**

Dumbo (plateau de) : 106, 167, 207, 211, 234, 249, 282, 324, 446, 496, 784, 1.246, 1.251, 1.254, 1.270, 1.271, 1.286, 1.302, 1.328, secteur de transhumance : **1.243**, végétation : **387-388**

école moderne : 140, 222, 840, 1.220

élevage paysan ou villageois : **812-855, 924-925, 968-970**, 1.022, 1.059, 1.075, **1.076-1.077**, 1.089, 1.261-1.262, 1.276-1.277, 1.290, 1.303, 1.382

embouche (élevage d') : 505, 846

Entada abyssinica : **392-393**, 419, 1.392, **1.459**, 1.467, 1.495

épargne villageoise : 825, **827-828**, 834-835

érosion des pâturages : 280, 404, 406, 413, 432, 458, 472, 868, 981, 1.007, 1.062, 1.072, 1.382, 1.462

esclaves-serviteurs (dans la société peule) : **49**, 512, 711, **745, 767-768, 794**, 1.226, 1.317, **1.425**

ESIMBI : 168, 204, 447

Essu (plateau d') : 205, **1.041-1.046**

eucalyptus (boisements d') : 606, 609, 626, **896-897**, 1.002, 1.021, 1.026, 1.027, 1.362, 1.519

exode rural : des villageois : 827, 834, 873, 1.085, 1.316, des éleveurs : 1.226

extensifs (systèmes agricoles) : 609, **941**, 951, 1.046

FARANKO'EN (lignage djafoun) : 59, **760-761**, 1.117, 1.200, 1.245, 1.340, 1.416, **1.419**, 1.521, 1.546

"Farmer-Grazier Service" : 193, **223-224, 228-229**, 1.000-1.003, 1.006, 1.008-1.009

faune (grande) : 454, 1.246, 1.247, 1.382, 1.397, 1.400, 1.410, 1.424, 1.443, 1.460, 1.478, 1.498

femmes d'éleveurs : 701, 746, 805, 808, 1.117, 1.172, 1.173, 1.175, 1.193, 1.198, 1.200, 1.206, **1.213-1.218**, 1.308, 1.401

fêtes pastorales : 1.219, **1.259**

feux pastoraux : 341, **375-377**, 383, 386, 398, 401, 408, 451, 454, 457, 460, 461, 1.113, 1.264, 1.393,
feux "naturels" : 1.540

fiscalité sur le bétail (voir *jangali*) : 39, 48, 58, **69-71**, 88, 1.413, 1.482, 1.483, 1.486

foncier (problème des pâturages) : 144, 683, 963, **979**, 980, **1.009-1.010**, 1.088, 1.143, **1.144-1.146**, 1.147, 1.209, 1.371, 1.433, statut des terres : 817, 903, 982, **994-995**

forêts : **366-371**, 413, 1.018, 1.035, 1.078, 1.079, 1.291, et élevage en saison des pluies : **624-626**, et élevage en saison sèche : 1.291-1.292

fougères Aigle (*Pteridium aquilinum*) : 396, 397, 413, 415, 419, 423, 424, 432, 448, **458-462**, 465, 1.365, 1.393, 1.474

FOULBE (Peuls villageois) : 29, **32-34**, 498, 504, 505, 506, 680, 694, 700, 801, 802, 806, 1.051, 1.219, 1.314, 1.318, 1.382, 1.387, 1.397, 1.399, 1.401, **1.424-1.427**, 1.429, 1.477, 1.521, Mayo-Iné : 30, 1.424, **1.459-1.460**, 1.468, 1.476, Mbewe'en : 1.424, 1.426, 1.468, Isho'en : 1.424, 1.468, Wuiti'en : 1.424

foulfouldé (langue peule) : **20-28**, 703, 1.422

Fouta Djalon (Guinée) : 270, 1.238

fièvre aphteuse : 531

frontière : 89, 179, 191, 192, 635, 710, 751, 757, 808, 967, 1.051, 1.243, 1.249, 1.251, **1.271-1.272**, 1.332, 1.416, ancienne frontière entre les deux Cameroun : 710, 1.060, 1071-1.073, 1.095, 1.273, 1.328, 1.329, 1.332

fumure par le bétail : 435, 436, 439, **614-615**, 854, 962, 980, 998, 1.008, 1.053, 1.080, 1.081, 1.158, 1.322, 1.401, 1.412, 1.437, 1.465

Fungom : 1.316

GALEDJI (lignage akou) : **160-163**, 172, 207, 210, 212, **778-783**, 1.546

GAMADANKO'EN (lignage djafoun) : 65-66, 763-764, 1.546

GAMANKO'EN (lignage akou) : 64, 776, 210, **776-777**, 778, 797, 1.164, 1.257, 1.382, 1.420, **1.421-1.422, 1.476-1.477**, 1.546

garde du bétail : 143, 360, 436, 448, 494, 623, 782, 916, 920, **981**, 1.044, 1.261, **1.313-1.314**, 1.324

GBAYA ou BAYA : 801, 1.416

gendarmes : 968, 1.077

Gnidia glauca ou *Lasiosiphon glaucus* : **396-397**, 419, 423, 424, 463, 469, 471, 1.392, 1.474, 1.510

GOSI'EN (lignage djafoun) : 66, 88, 91, 105, 107, 413, **714-722**, 748, **770**, 1.024, 1.028, 1.034, 1.035, 1.037, 1.038, 1.072, 1.172, 1.141, 1.179, 1.186, 1.222, 1.243, 1.244, 1.254, 1.329, 1.337, 1.346, 1.348, 1.368, 1.417, 1.418, 1.476, 1.546

groupement pastoral : 1.012

gudaali (race de zébus) : 492, **498-507**, 529, 535, 544, 1.213, 1.281, 1.340, 1.383, 1.456, 1.536-1.539

GUERODJI (lignage proche des Djafoun) : 765, 1.546

guerre (les pasteurs peuls et la) : **41-43**, 45, 46, 59, 67, 89, **174-176**, 187, 1.496

habitat mbororo : **1.103-1.108**, 1.122, **1.195-1.211**- 1.371, 1.410, 1.412, 1.499, habitat foulbé : 1.430-1.432, 1.464-1.465

haies vives : **1.002**, 1.031, 1.059

HAMARANKO'EN (lignage djafoun) : **749**, 1.170, 1.521, 1.547

HAOUSSA : **83-84**, 85, 179, 424, 505, 531, 556, 557, 681, 703, **802-809**, 841, 925, 1.007, 1.029, 1.034, 1.214, 1.219, 1.371, 1.507, 1.512

haricots (culture des) : 609, 868, 1.019, 1.264

Harungana madagascariensis (Haronga) : **450-452**, 453, 454, 456, 1.390, 1.521

héritage du bétail : 50, 722, 1.187, 1.217, 1.218, chez les villageois : 818, **851**

huile de palme : 545, 547

Hymenocardia acida (Hyménocarde acide) : 383, **384**, 450, 454

Hyparrhenia sp. (grandes graminées de savanes) : 381, 383, 386, **393**, 399, 400, 402, 403, 449, 457, 1.390, 1.456, 1.467, 1.495, 1.498

IBO : 179, 907, 1.507

Imperata cylindrica (herbe baïonnette) : 452

insectes piqueurs (autres que les tsé-tsé) : 627, 1.292, 1.320, 1.323, 1.342, 1.395, 1.412, 1.434, 1.501

insecticides (pulvérisation d') : 1.384, 1.442, **1.451-1.454**, 1.462, 1.473

intensifs (systèmes agricoles) : **606-607**, 608, 609

Islam : 40, 49, **50-51**, 83, 568, 706, 746, 804, 807, 824, 911, 971, 973, 1.206, 1.218, **1.219-1.220**, 1.387, **1.427-1.428**, 1.448

Ituri (Zaïre) : 1.527, 1.530, 1.538

jachères : 408, 447, 450, 507, 607, 608, 610, 888, 941, 947, 1.004, 1.040, 1.042, 1.290, 1.318

jangali (taxe sur le bétail) : 48, 80, 81, 109, 127, **145-149**, 157, 189, 192, **197-198**, 224, 226, **227-228**, 238, 482, 576, 577, 1.038, 1.252

jeunes (fils d'éleveurs) : 337, 667, 670, 673, 966, 1.167, 1.168, 1.170, **1.218-1.227**, 1.245, 1.307, 1.316, 1.350, 1.397, 1.413, 1.416, **1.478-1.479**

Jos (plateau de), Nigeria : 157, 203, 292, 490, 649, 778, 1.160, 1.161, 1.163, 1.421, **1.519-1.520**, 1.541

Kaka (plateaux) : 154, 156, 204, **284-285**, 295, 762, 775, 1.251, 1.352

KAKA ou YAMBA : 94, 611, 825, 830, 835, 840, 842, 913, 966, 1.276, 1.383

Kano (région de), Nigeria : 52-53, 54, 64, 783, 785, 786, 789, 792, 1.160

KESSANKO'EN (lignage djafoun) : 765, 1.173, 1.547

"kikuyu grass" *(Pennisetum clandestinum)* : 297, 356, 359, 409, 413, 415, 419, **431-440**, 462, 469, 471, 556, 585, 613, 614, 1.146, 1.235, 1.392, 1.474

KOM : 193-195, 816, 907-908, 1.028

Konene (plateau de) : 244, **283**, 295, 737, 761, 805, 864, 1.253, 1.288, 1.303

KOUNNANKO'EN (lignage djafoun) : **755-756**, 1.346, 1.349, 1.547

Koutine (plaine) : 1.397, 1.402, 1.435, 1.443, 1.451, 1.457, 1.460, 1.466, **1.472**, 1.473

KOUTINES ou PERE : 1.399, 1.401, 1.402, 1.408

lahore (source natronée) : 56, **74-75**, **89-90**, 95, **101-102**, 123, 136, 201, **298-308**, 708, **716**, 730, 1.032, 1.136, 1.243, 1.245, 1.247, 1.368, 1.397, 1.456, 1.468, 1.483, 1.499

lait (production et commerce) : 483, 492, 516, 721, 773, 805, 922, 952, 1.214, 1.216, nouvel élevage laitier : 846, 854

législation pastorale : **143-144**, 981, **997-999**, 1.009-1.010, 1.551-1.553

Lompta ou Lomta : 59, **66-73**, 88, 753, 1.397, 1.416

macabo (culture du) : 881, 888, 922

MADJANKO'EN (lignage djafoun) : 106, 133, **734-743**, 757, 1.021, 1.090, 1.117, 1.132, 1.141, 1.174, 1.176, 1.179, 1.185, 1.232, 1.244, 1.245, 1.256, 1.307, 1.317, 1.328, 1.340, 1.368, 1.370, 1.371, 1.417, 1.547

maïs (culture du) : 353, 355, 371, 373, 386, 447, 608, 620, 810, 830, 868, **881**, 887, 896, 970, 1.008, 1.019, 1.123, 1.322, 1.372, 1.376, 1.381, 1.401, **1.409-1.410**, 1.448, 1.471

Mambila (plateau), Nigeria : 87, 106, 156, 209, 292, 294, 295, 303, 473, 487, 497, 503, 527, 532, 636, 712, 750, 777, 1.272, 1.286, 1.299, 1.332, 1.352, **1.378-1385**, 1.421

MAMBILA : 1.382

Manengouba (massif du) : 15, 510, **1.363-1.378**

manioc (culture du) : 608, 888, 922, 1.291, 1.311, **1.344-1.345**, 1.466

maraîchères (cultures) : 615, **821-823**, 844, 1.070, **1.078**, 1.081-1.083, **1.088**

marchés de produits agricoles : 922, 1.018, 1.316, **1.405-1.409**

MASAI (Afrique de l'Est) : 1.241, 1.527

matrilinéaire (société) : 816, 818-819

Mbam (plaines du) : 256, 257, 276, 1.271, 1.275, 1.278, 1.286, 1.329, 1.490

Mbaw (plaine) : 276, 1.247, 1.257, 1.266, 1.268, 1.276, 1.287, 1.298, 1.300, 1.303, 1.325, 1.329, 1.346, 1.348, 1.349, **1.355-1.356**

MBEWEBBE (lignage akou) : 76, 1.420, 1.547

MBEWE'EN (lignage djafoun) : 76, 745, **759-760**, 797, 1.420, 1.547

Mbo (plaine des) : 1.338, 1.363, 1.366, 1.370, 1.376

MBODI'EN (lignage akou) : 793, 1.548

MBODI'EN (lignage djafoun) : **762-763**, 1.256, 1.548

MBOUM : 1.466, 1.467

Meiganga : 1.417, 1.418, 1.471

Melinis minutiflora : 395, 399, 402, **407-408**, 457, 608, 1.509

Meta (plateaux) : 15, 121, 242, 289, 303, 467, 611, 630, 645, 730, 736, **740**, 744, 756, 774, 1.155, 1.247, 1.281, 1.304, 1.308, 1.324, 1.329, 1.330

META-NGWO : 740, 825, 832, 842, **904-905**, 1.281, 1.315

Metchum (vallée de la) : 276, 323, 645, 1.257, 1.258, 1.283, 1.303, 1.329

métissage de races bovines : 503, **528-543**, 1.420, 1.537-1.539

mil (culture du) : 887

minorité pastorale (situation de) : 37, 38, 39, 674, 678, 972

Misaje : 1.316

missions chrétiennes : 837, 898, **910-911**, 1.355

mobilité pastorale : **52-57**, 64, **94-95**, **174-175**, 741, 956, 1.045, 1.105, 1.108, 1.139, 1.249, **1.268-1.269**, **1.277-1.282**, **1.309-1.312**, 1.339, 1.350

Montbéliard (race bovine) : 515-518

NATIRBE (lignage akou) : 164, **165-167**, 776, **783-785**, 1.548

natron : 56, 74, **122**, 136, 201, 299, 302, 724, 802, 1.247

Nauclea latifolia : 387, **445**, 1.457

N'dama (race bovine) : 515

Ndawara (haut plateau de) : 105, 288, **467-469**, 647, 648, 717, 730, **1.027-1.032**, 1.328

Ndop (plaine de) : 119, 236, **277-278**, 338, 353, 373, 383, **389-391**, 394, 446, 481, 608, 628, 737, 740, 758, 760, 891, 1.117, transhumance dans la plaine : 1.244, 1.247, 1.265, **1.273-1.274**, 1.277, 1.286, 1.287, 1.300, 1.304, **1.310-1.314**, 1.322, 1.325, **1.328**, éleveurs et riziculteurs dans la plaine : **1.334-1.345**

Ndu (plateau de) : 286, 644, 653, 866, 978, 1.303, 1.346

Ngaoundéré : 10, 1.434
Ngou (Tchabbal) : 10, **1.521-1.522**

Nkambe (plateau de) : 14, 286, 642, 653, 691, 723, 911, 1.011, 1.228, 1.230, 1.302, 1.351

nocturne (pâture) : 925, 983, 1.044, 1.311, 1.345, 1.393

NORDANKO'EN (lignage djafoun) : 761

Nso (plateau) : 286, 410, 609, 648, 718, 820, 866, 1.003, 1.020, 1.290, 1.346

NSO : 198, 411, 509, 561, 803, **817**, 821, 828, 839, **887-891, 903**, 917, 926, 976, 986, 1.001, 1.276, 1.316, 1.355

NYEM NYEM ou NYAM NYAM ou NIAM NIAM : 57, 59, 68, 1.397, **1.398**, 1.400, 1.405, 1.408, 1.438, **1.448-1.449**

Oku (mont) : 14, 244, 288, 347, 397, **424-427**, 645, 647, 75, 1.019, 1.280, 1.303

OURANKO'EN (lignage djafoun) : 105, 113, **743-746**, 759, 1.132, 1.172, 1.174, 1.176, 1.179, 1.185, 1.187, 1.193, 1.217, 1.243, 1.288, 1.314, 1.548

ouvriers artisans (des éleveurs) : 1.202, 1.203

ovins (élevage des) : **550-557**, 826, 831, 970, 1.076, 1.471

Panicum phragmitoïdes (mil des oiseaux) : 381, 444, **449-450**, 452, 1.390, 1.495

Pastorale (Compagnie d'élevage) : 131, 156, 177, 183, 187, 340, 419, 421, 436, 500, 515, 531, 534, 571, 753, **1.052-1.058**, 1.066-1.067, 1.070, 1.365, **1.366-1.368**, 1.369-1.370, 1.371, 1.373

pâturage aérien : 445, 1.312

pâture (mode de) : 481, **655**, 1.311 (voir aussi pâture nocturne)

pauvreté pastorale : 96, 239, 712, 749, 756, 1.008, **1.156-1.157**, **1.170**, 1.175, 1.191, 1.216, 1.221, 1.226, 1.231, **1.232-1.233**, 1.261, 1.405

Pennisetum purpureum (herbe à éléphants, sissongo) : 386, 389, 429, 433, 447, 452, 1.257, 1.300, **1.301-1.302**, 1.329, 1.352, 1.356, 1.376, 1.377, 1.390, 1.437, 1.457, 1.472, 1.509

permis de cultiver : 1.150

permis de pâture : 142, **144**, 157, 981, 983, **1.006**, 1.144, 1.553

peste bovine : **57**, 124, 239, 489, 501, 514, 580, 741, 757, 842, 1.185, 1.416, 1.421, 1.424, 1.451

peste porcine : 570

petit bétail : **545-550**, 826

piétinement du sol : **402-403**, 1.070

PINYIN : 831, 832, 844, 967, 1.060, 1.071, 1.315

piroplasmose : 328, 1.255, 1.347

pistes à bétail : 168, 204, 215, 248, 254, 413, 473, 531, 607, 626, 629, 630, 1.002, 1.021, 1.038, **1.061, 1063-1.064, 1.092,** 1.366, **1.373**, 1.374, 1.481, 1.488

plantations (grandes) : **611-616**

polygamie des éleveurs : 586, **695-697**, 720-721, 733-734, 741, 775, 781, 787, **798-800, 1.172-1.177**, des villageois : 836

pommes de terre (culture de) : 397, 1.031, 1.040, 1.069, 1.072, 1.078, 1.081

porcin (élevage) : **563-571**, 826, 1.371

pratiques agricoles : 932, 978, 993, 994, 1.004

prêts à l'élevage : 899, 1.009-1.010

prix du bétail : **1.211-1.213**, 1.369, de la viande bovine : 192, 1.508, des produits agricoles : 1.162, 1.406

prostitution en milieu pastoral : 1.223, 1.316, 1.478

Protea madiensis : 449

Psidium guajava (goyavier) : 442, 1.365

RAHADJI (lignage akou) : 218, 793, 1.548

RAHADJI (lignage à bétail rouge) : 53, 54, 477, 526, **705-714**, 746, 764, 767, 1.024, 1.090, 1.117, 1.170, 1.244, 1.307, 1.346, 1.347, 1.350, 1.382, 1.548

ranchs et stations d'élevage : 499, 500, 515, 534, 634, 1.227, 1.334

ravitaillement vivrier des éleveurs : 679, 780, 922, 1.162, 1.308, 1.315, 1.400, **1.405-1.409**, 1.465, 1.498

recensements du bétail : 227, 489, 1.187, de la population : 663, 665

repastoralisation : 32, 706, 732, 746, 785, 786, 792

réserves forestières : 626-627, 1.257, 1.291, 1.303, de faune : 1.255, 1.292
résidus agricoles : 1.343, 1.355 (voir aussi vaine pâture)

richesse pastorale : 155, 173, 334, 413, 535, 538, 542, 586, 699, 719, 723, 731, 758, 1.159, 1.168, 1.172, **1.184-1.185**, 1.215, 1.231, 1.403, 1.476-1.477

RIJIMANKO'EN (lignage djafoun) : **752-753**, 1.037, 1.129, 1.243, 1.329, 1.368, 1.417, 1.548

RINGUIMADJI (lignage djafoun) : **723-725**, 1.208, 1.126, 1.243, 1.254, 1.256, 1.271, 1.429, 1.521, 1.549

risques pastoraux : 257, 323, 324, **1.284-1.285**

riz (culture du) : 628, 830, 1.130, 1.314, **1.342-1.345**, 1.355

ruines pastorales : 1.185-1.186

Rwanda : 1.527, 1.528, 1.533, 1.535-1.536

Sabga : 101, 715, 717, 902, 926, 1.037, 1.041, 1.113

salariat agricole : 33, 721, 1.150, 1.155, **1.401-1.405**

"sanga" (race de zébus) : 1.527, 1.538-1.539

sauterelles (invasions de) : **111-119**, 1.140, 1.141, 1.185, 1.416, 1.425, 1.482

SAYGANKO'EN (lignage djafoun) : **750-752**, 1.037, 1.216, 1.521, 1.549

sécheresse : 256, 360

sédentarisation : 43, 53, 131, 290, 340, 341, 435, 481, 495, 500, 536, 540, 542, 655, 695, 701, 706, 734, 764, 784, 789, **923**, 947, 979, **1.099, 1.133-1.138**, 1.148, **1.149, 1.169-1.170**, 1.171, 1.176, 1.181, **1.187, 1.191-1.193**, 1.209, 1.219, 1.221, 1.260, 1.417

segments lignagers : 732, 791

sel : 122, 136, 201, 299, 302, 307, 308, 436, 716, 740, 802, 829, 849, 1.247, 1.369, 1.468, 1.499

séparation cultures-pâturages : **976-980, 997, 1.000, 1.003-1.005**, 1.006, 1.012, 1.034, 1.147

Setaria sp. : 1.462, 1.467

Shebshi mountains (Tchabbal Kiri) : 16, 1.421

Sida sp. : 438, **442**

SISILBE (lignage akou) : 75, 792, 1.549

SIWALBE (lignage akou) : 75, **777, 791-792,** 1.549

Sokoto, Nigeria : 43, 49, 51, 53, 499, 706, 785, 1.160

Solanum incanum : 415, 440, 1.393

sols de plateaux : 283, 284, **286**, 287, **288-289, 993-994**

sorgho (culture de) : 388, 608, 868, 887, 1.352, 1.400, 1.465, 1.496

soulèvements féminins : **907-908**, 919, 928, **932-934, 940-947**

Spondianthus preussii : 386, 389, **446-448**, 1.292, **1.318**

Sporobolus africanus : 118, 133, 135, 394, **395, 398-407,** 416, 419, 423, 428, 432, 435, 457, 458, 465, 487, 639, 993, 1.024, 1.053, 1.365, 1.392, 1.467, 1.474

Stylosanthes : 429

surcharges en bétail : **633**, 656, **861-862,** 1.053, 1.111, 1.504, **1.506**

tabac (culture du) : 824, 830, 1.081, 1.156

Talam (Tchabbal) : 10, 1.521

taurins (races bovines de) : **507-514**, 811, 1.371, 1.372

Tchabbel : 366, **471**, 727, 1.280

TCHAMBA : 510, 513, 571

Terminalia glaucescens : 381, 382, **383**, 385, 386, 1.390, 1.496

thé (plantations de) :612, 897, 1.361

Tibati : 55, 58, 75, 254, 1.398, 1.434, 1.471, 1.483, 1.486, 1.490, 1.496, 1.503

Tignère : 56, 1.435, 1.445, 1.456, 1.463

TIKAR : 447, 512, 971, 1.356, 1.496

tiques : 244, 253, **327-342**, 484, 509, 517, 530, 849, 1.112, 1.322, 1.368, 1.394, 1.412, 1.460, 1.501

TIV, Nigeria : 167, 181, 202, 203, 204, 207, 208, 510, 512, 1.008, 1.164

TOUKANKO'EN (lignage djafoun) : 105, 107, 117, **725-734**, 776, 797, 1.034, 1.037, 1.090, 1.126, 1.141, 1.141; 1.170, 1.172, 1.174, 1.176, 1.179, 1.182, 1.221, 1.232, 1.243, 1.244, 1.253, 1.254, 1.257, 1.284, 1.328, 1.329, 1.371, 1.419, 1.482, 1.521, 1.549

toxiques (plantes) : 386, 389, **446-448**, 1.292, **1.318** (voir aussi *Spondianthus preussii*)

transhumants : 135, 341, 342, 354, 359, 434, 446, 862, 1.006, **1.116-1.122**, 1.163, 1.166, 1.173, 1.178, 1.188, **1.242-1.248, 1.253-1.259, 1.263-1.285, 1.306-1.325**, 1.333, 1.438, 1.460, 1.473

travail pastoral : 334, 336, 670, 798

trèfles d'altitude : 395, 402, **408-410**, 428, 431, 458, 1.474

tribunaux coutumiers : 926, **927-928**, 936, 968

Tripsacum laxum (herbe du Guatemala) : 430-431

troupeau (notion de) : 583, 585

trypanotolérants (bovins) : 490, 508

tsé-tsé (mouches) et maladie trypanosomose bovine : 168, 236, 258, 281, **320-327**, 484, 490, 501, 514, **623-624**, 791, 988, 1.244, 1.246, 1.258, 1.266, 1.284, 1.309, 1.320, 1.346, 1.352, 1.368, 1.395, 1.425, **1.434-1.436**, 1.451, 1.457, 1.460, 1.472, 1.478, 1.486, 1.500, 1.522

Urelytrum sp. : 381, **444-445**, 449, 1.390, **1.459**

vaccination du bétail : 579

vaine pâture : 356, 408, 500, 609, 855, 922, 960, 998, 1.276, 1.290, 1.344

viande (commerce et consommation) : 483, 531, 1.259, 1.261, 1.334, **1.507-1.509**

vieillesse pastorale : 539, 540

vivrières (cultures) : 824-825, 868, **887-890**, 1.008, 1.152

vol de bétail : 423, 424, 426, 573, 835, 838, **966-968**, 1.083, 1.130, **1.316-1.317**, 1.368, 1.400

VOUTE : 1.399, **1.496-1.497**, 1.498

WAGOUDANKO'EN (lignage djafoun) : 765, 1.549

WIYA : 824, 976, 1.276

WODABE (groupe mbororo) : **34-35**, 62, **797**, 1.415, 1.489, **1.490**, 1.502, 1.503

Wum (plateau de) : 113, 116, 159, 160, 168, 173, 196, 197, 202, 211, 213, 234, 247, 249, 279, **281-282**, 340, 382, 439, 452, 453, 496, 504, 520, 609, 780, 788, 790, 921, **922**, **940-961**, 1.004, 1.042, 1.128, 1.246, 1.251, 1.253, 1.262, 1.267, 1.270, 1.278, 1.308, 1.331

Yola, Nigeria : 54, 55, 738, 745, 802, 1.424, 1.425, 1.426

BIBLIOGRAPHIE

Les investigations de terrain se sont largement appuyées sur les cartes topographiques et les photos aériennes disponibles. Les feuilles de la "Carte du Cameroun au 1.200.000" ont servi de document de base. Les premières éditions de la feuille Nkambe, par exemple celle de 1971, étaient d'excellente qualité. Elles ont permis de travailler sur des agrandissements au 1/50.000. Les photographies aériennes de la mission NB 32 XVI-XVII de 1963-64 ont complété les informations cartographiques, grâce à une couverture nuageuse très faible, ce qui est rare aux Grassfields. Au moment des enquêtes, les images satellitaires n'étaient pas aisément disponibles.

En Adamaoua, la couverture cartographique est inégale, soit complète (1/200.000 et 1/ 50.000) mais ancienne (cas de Banyo), soit déficiente (Tignère).

Afin d'en faciliter la consultation, la bibliographie est présentée simplement par ordre alphabétique, sans divisions thématiques. Les documents d'archives, déjà cités dans les marges du texte, ne sont généralement plus inventoriés.

ABU MANGA, A.A., 1986, "Fulfulde in the Sudan ; process of adaptation to Arabic". *Marburger St. zur Afr. und As.*, vol. 44, 292 p.

ANDRE, E., "L'évolution des sociétés africaines au Cameroun ; évolution et réformes en région bamoun de 1951 à 1955". *L'Agr. trop.*, vol. XVI, n° 1, p. 60-98, fig.

ANYE TIBUI, J., 1983, L'amélioration des pâturages naturels : la lutte contre une fougère Pteridium aquilinum dans les pâturages d'altitude du Nord-Ouest du Cameroun". Créteil/ Univ. Paris XII/ IEMVT, 70 p., tabl., graph., bibliogr.

ARDENER, E. ; MACROW, D.W., 1959, "Cameroon Mountain". *Nig. Mag.*, n° 62, p. 230-245, photogr.

ARHEM, K., 1984, "Pastoral Man in the garden of Eden ; the Masaï of the Ngorongoro Conservation Area, Tanzania".

AUBREVILLE, A., 1950, "La flore forestière soudano-guinéenne ; AOF-Cameroun-AEF". Soc. éd. géogr. marit. et col., Paris, 523 p., pl., cart., illustr., bibliogr.

AUDRU, J., 1977, "Les ligneux et subligneux des parcours naturels soudano-guinéens en Côte d'Ivoire". I.E.M.V.T., Maisons-Alfort, 267 p. multigr., fig., illustr., lexique, index, bibliogr.

AYUK-TAKEM, J.A., 1980, "The influence of altitude on the agronomic performances of highland maize (Zea mays) varieties in Cameroon". *L'Agr. trop.*, t. XXXV, n° 2, p. 135-147, tabl., bibliogr.

AZAVEDO, M., PRATER, G., 1986, "The comparative status and future of Muslim women in Cameroon". *Journ. of Inst. of Muslim Minority Affairs*, vol. 7, n° 2, 419-438.

BALLARD, 1986, "The repercussions of rinderpest : cattle plague and peasant decline in colonial Natal". *The Intern. Journ. of Afr. hist. studies*, vol. 19, n° 3, p. 421-450, fig., tabl.

BARBERY, J. ; VALLERIE, M., 1970, "Notice explicative des cartes pédologiques Foumban-Dschang 3d et 4c à 1/50.000". ORSTOM, Yaoundé, 1 vol. 112 p. multigr., bibliogr. + 4 cart. depl. en coul.

BARBIER, J. C. et al., 1983, "Migrations et développement ; la région du Moungo au Cameroun". *Trav. et Doc. ORSTOM*, n° 170, 372 p., tabl., graph., fig., bibliogr.

BARDEZ, 1936, "Notes relatives au gros bétail camerounais de la région Mayo-Kebbi, Mayo-Bénoué, Mayo-Faro". *Recueil de méd. vét. exot.*, Paris, t. 9, n° 2, p. 55-69, photogr.

BARRAL, H., 1974, "Mobilité et cloisonnement chez les éleveurs du nord de la Haute-Volta : les zones dites d'endodromie pastorale". *Cah. ORSTOM, ser. Sc. hum.*, vol. XI, n° 2, p. 127-135, fig.

BART, F., 1988, "La paysannerie rwandaise ; étude géographique d'une haute terre densément peuplée". Bordeaux 3, 2 vol., 1.047 p., tabl., fig. + planches h.t.

BASSETT, T.J., 1986, "Fulani herd movements", *Geogr. Rev.*, N.York, vol. 76, n° 3, p. 233-248, fig.

BASSETT, T.J., "The political ecology of peasant-herder conflicts in the Northern Ivory Coast", *Annals of Am. Geographers*, vol. 78, n° 3, p. 453-472, fig., bibliogr.

BAWDEN, M.G. ; LANGDALE-BROWN, I., 1961, "An aerial photographic reconnaissance of the present and possible Land Use in the Bamenda Area, Southern Cameroons". Directorate of Overseas Surveys, Tolworth, 25 p. multigr., 8 fig., bibliogr. + 4 cart. depl.

BAWDEN, M.G. ; TULEY, P., 1966, "The Land resources of Southern Sardauna and Southern Adamawa Provinces, Northern Nigeria (with a short study of the high altitude grasslands)". Directorate of Overseas Division, Tolworth, 119 p., photos + cart.

B.C.R., 1978-1981, "Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976". Yaoundé, 3 vol., t. 2 : 314 p., t. 3 : 314 p., tabl.

B.D.P.A., 1974, "Modernisation de l'élevage en Ituri". Paris, 128 p. multigr., tabl.

B.D.P.A., 1987, "Cameroun ; 3° projet d'élevage, rapport de préparation". t. 1 : 158 p. multigr., tabl.

BELIBI-ONANA, F., 1973, "Production et commercialisation des bovins au Cameroun". Paris, Mém. Sc. écon. et soc., EPHE, 191 p.

BELOT, J. ; HARDOUIN, J., 1982, "L'élevage du mouton en milieu traditionnel au Cameroun". Inst. de méd. Trop. Prince Léopold, Colloque Intern. : *Trop. animal production for the benefit of Man*, p. 215-219, bibliogr.

BERNARDET, P., "Association agriculture-élevage en Afrique ; les Peuls semi-transhumants de Côte d'Ivoire". L'Harmattan, Paris, 235 p., fig., tabl., photogr., bibliogr.

BERNUS, E., "Touaregs nigériens ; unité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur". *Mém. ORSTOM*, n° 94, 507 p., fig., cart., photogr., index, bibliogr. + cart. dépl.

BERRIELL, K., 1960, "Rapport sur l'économie du Cameroun Occidental". 62 p. multigr.

BIERSCHENK, T. ; FORSTER, P., 1987, "L'organisation sociale des Peuls dans l'est de l'Atacora (R. P. du Bénin". Berlin-Bielefeld, 120 multigr., tabl., fig., bibliogr. + annexes

BILLE, J.C., 1964, "Pâturages du secteur occidental d'élevage de la R.C.A.". I.E.M.V.T., Maisons-Alfort, 286 p. multigr., carte h.t. en coul.

BLANC, L. ; ROUX, P., 1938, "La race montbéliarde et l'élevage colonial". *Zootechnie* I, n° 18.

BLANC, L., 1947, "La lutte contre la peste bovine au Cameroun". *Rev. Elev. méd. vét. Pays trop.*, 1, n° 2, p. 102-108

BLANC, R., 1961, "Epizootie de peste bovine en Adamaoua (Rép. du Cameroun)". *Rev. élev. Méd. vét. Pays trop.*, t. 14, n° 4, p. 385-392, carte.

BLANCOU, J. et al., 1977, "Composition du pâturage naturel consommé par les bovins en milieu tropical ; note sur une technique nouvelle".

BLENCH, R., 1991, "Fulbe movements into Southwestern Adamawa, from 1835 to the present". in "Du politique à l'économique ; études historiques dans le bassin du lac Tchad", Mega-Tchad IV, vol. 3, *Coll. et Sém. ORSTOM*, p. 15-63, fig., annexes, bibliogr.

BLOOD, D.C. ; HENDERSON, J.A., 1971, "Médecine vétérinaire". Vigot Frères, Paris, 1017 p., index, bibliogr.

BOCQUENE, H., 1986, "Moi, un Mbororo ; autobiographie de Ndoudi Oumarou, Peul nomade du Cameroun". Karthala, Paris, 387 p.

BONFIGLIOLI, A.M., 1988, "DuDal, histoire de famille et histoire de troupeau chez un groupe de WoDaaBe du Niger". Cambr. Univ. Press-Maison des Sc. de l'H., 293 p., fig., cart., photogr., bibliogr.

BONG AMAZEE, V., 1990, "The Igbo scare in the British Cameroons, 1945-1961". *Journ. of Afr. hist.*, 31, p. 281-293.

BOSSIS, A., 1976, "Etude socio-économique du pastoralisme en Adamaoua camerounais ; possibilité de développement de cette zone agro-pastorale". Paris, Mém. EHESS, 222 p., tabl., graph.

BOUDET, G., 1977, "Pâturages de la zone tropicale humide ; connaissances acquises et besoins en recherches complémentaires". *Rev. élev. méd. vét. Pays trop.*, t. XXX, n° 2, p. 175-180, bibliogr.

BOUDET, G., 1984, "Manuel sur les pâturages tropicaux". I.E.M.V.T., Maisons-Alfort, 266 p., tabl., ill., photogr., bibliogr., annexe.

BOUGHEY, A.S., 1955, "The vegetation of the mountains of Biafra". *Proc. Linn. Soc.*, London, vol. 165, p. 144-150, 1 graph., bibliogr.

BOULAY, R. du, 1953 (ou 1955 ?), "General notes on the Cattle Owning Fulani in Mambila, Adamawa Division" (dossier dactyl. non publié)

BOURN, D., 1983, "Tsetse control, agricultural expansion and environnmental change in Nigeria". Thesis, Fac. of Biological and Agric. Sc., Christ Church Coll., Oxford.

BOUTRAIS, J., 1977, "Une conséquence de la sécheresse : les migrations d'éleveurs vers les plateaux camerounais". in DALBY, D. ; HARRISON CHURCH, R.J. ; BEZZAZ, F., *Drough in Africa/Sécheresse en Afrique*.I.A.I., Londres, p. 127-139, fig., bibliogr.

BOUTRAIS, J., 1978, "Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide (Cameroun)". *Trav. et Doc. ORSTOM*, n° 88, Paris, 194 p., fig., photogr., bibliogr. + cart. dépl.

BOUTRAIS, J., 1980-81, "L'expansion des éleveurs peul dans les savanes humides du Cameroun". *Cah. ORSTOM, ser. Sc. hum.*, vol. 18, n° 1, p. 31-45, tabl., fig., photogr., bibliogr.

BOUTRAIS, J., 1983, L'élevage soudanien ; des parcours de savanes aux ranchs (Cameroun-Nigeria). *Trav. et Doc. ORSTOM*, n° 160, 148 p. , tabl., fig., photogr., bibliogr. + cart. depl.

BOUTRAIS, J., 1984, "Entre nomadisme et sédentarité ; les Mbororo à l'ouest du Cameroun". in "Le développement rural en questions", *Mémoires ORSTOM*, n° 106, p. 225-256, 2 fig., tabl., photogr.

BOUTRAIS, J., 1984, "Mbozo-Wazan ; Peul et montagnards au Nord du Cameroun". ORSTOM, *Atlas des structures agraires au sud du Sahara*, n° 22, 154 p., fig., photogr., bibliogr. + 7 cart. en coul.

BOUTRAIS, J., 1988, "Des Peul en savanes humides ; développement pastoral dans l'Ouest centrafricain". *Etudes et Thèses ORSTOM*, 383 p., tabl., fig., photogr., bibliogr. + carte dépl.

BOUTRAIS, J., 1990, "Les savanes humides, dernier refuge pastoral ; l'exemple des WoDaaBe, Mbororo de Centrafrique". *Genève-Afrique*, vol. 28, n° 1, p. 65-90, fig.

BOUTRAIS, J., 1990, Derrière les clôtures ; essai d'histoire comparée de ranchs africains". *Cah. ORSTOM, ser. Sc. hum.*, vol. 26, n° 1-2, p. 73-95.

BOUTRAIS, J., 1992, "Zébus, mouches tsé-tsé et techniciens en Adamaoua camerounais". in "Les terrains du développement", *Didact. ORSTOM*, p. 235-252, tabl., fig., bibliogr.

BRACHETKA, J.A., 1960, "Interim report to the Government of Nigeria on the improvement of meat supplies from the Bamenda area". F.A.O., Rome, 21 p. multigr.

BRAYNE BAKER, J., 1976, "1976, "Southern Cameroons reminiscences, 1928-1934". *Nig. Field*, vol. XLI, n° 2, p. 79-89.

BREMAUD, M., 1966, "Introduction au Second Plan de développement de l'élevage en République Fédérale du Cameroun (1966-1970)". Yaoundé, Min. des Fin. et du Plan, 31 p., tabl.

BRENNER, 1973, "The Shehus of Kukawa ; a history of the Al-Kanemy dynasty of Bornu". Clarendon Press, Oxford, 145 p., tabl., ill., index, bibliogr.

BRIDGES, A.F.B., "In the service of Nigeria". *The Nig. Field*, 64 p., photogr.

BRISON, R. W. ; NEWSHOLMES, S. J., 1978, "Kikuyu grass poisoning of cattle in Natal". *Journ. of the South Afr. Vet. Ass.*, vol. 49, n° 1, p. 19-21.

BROUWERS, M.J.A., 1962, "Les rapports éleveurs-agriculteurs au Bamenda". 48 p. dactyl. (trad. BDPA).

BROUWERS, M.J.A., 1963, "Report of expert". Ministry of Natural Resources, Buea, West Cameroon. 28 + 100 + 95 p. multigr.

BROUWERS, M.J.A., 1965, "Land Use and Agricultural development of Cameroon ; report to the Government of Cameroon". Rome, F.A.O., Expanded program of Technical assistance, n° 2062, 90 p. multigr., tabl., 9 fig. + annexes

BUCHANAN, K.M. ; PUGH, J.C., 1955, "Land and people in Nigeria". Hodder and Stoughton, 252 p., tabl., fig., annexes, index.

BUCHANAN, P. et L, 1968, "Tiv economy". Longmans, 265 p., tabl., fig., index, bibliogr.

CARTER, J., 1963 (?), "On the Fulani, their cattle and the grazing lands of the Bamenda Province of the S. Cameroons". typescript.

CARTER, J., 1967, "The Fulani in Bamenda". *The Journal of Tropical Geography*, t. 25, p. 1-7, fig., bibliogr.

CHAMPAUD, J., 1973, "Atlas régional Ouest 2 ; commentaire des cartes". ORSTOM, Yaoundé, 1 vol. 117 p., 9 fig., 7 tabl., bibliogr. + 10 cart. depl. en coul.

CHARLERY de la MASSELIERE, B. et al., 1986, "La répartition régionale des cultures vivrières au Rwanda ; analyse statistique". *Cah. ORSTOM, ser. Sc. hum.*, vol. 22, n° 3-4, p. 453-477, fig., bibliogr.

CHATAIGNER, J., 1978, "Les relations hommes, troupeau, espace dans le nord de la Côte d'Ivoire". CIRES, Abidjan, n° 19, pp. 9-22.

CHATAIGNER, J., 1978, "Les systèmes de production de l'élevage bovin et leur évolution en Côte d'Ivoire". CIRES, Abidjan, n° 19, pp. 29-48.

CHILVER, E.M., 1965, "Meta village chiefdoms of the Bome valley in the Bamenda Prefecture of West Cameroon". *The Nig. Field*, vol. 30, n° 1, p. 4-18, photogr.

CHILVER, E.M.; KABERRY, P. M., 1966, "Traditional Bamenda ; the pre-colonial history and ethnography of the Bamenda Grassfields". Min. Prim. Educ. Soc. Welfare-West Cam. Antiquities Com., Buea, 134 p., carte h.t.

CHILVER, E.M., KABERRY, P. M., 1970, "Chronology of the Bamenda Grassfields". *Journal of African History*, vol. XI, n° 2, p. 249-257.

CHILVER, E.M., 1986, "Women, cultivators, cows and cash crops". Univ. Oxford; 36 p. dactyl., bibliogr.

C.I.P.E.A., 1979, "Le bétail trypanotolérant d'Afrique occidentale et centrale". Addis-Abeba, 2 vol., 148 + 303 p. multigr., tabl., fig., photogr. en coul.

C.I.P.E.A., 1986, "Livestock systems research in Nigeria's subhumid zone". Addis Abeba, 484 p. multigr., fig., tabl.

CLAISSE, G. ; LAPLANTE, A., 1953, "Rapport pédologique préliminaire pour la première réunion de la Commission dite des Bamboutos (Dschang, 16-21 février 1953)". 19 p. multigr.

CLARKE, N., 1943, "A scheme for the settlement and development of the Cattle Owning Fulani People of Bamenda Division, for the improvement of their livestock, for the establishment and Development of Livestock Industries and for the preservation and improvement of the pastures". 10 p. multigr. (Archives de Buea).

COMPERE, R., 1960, "Mise en valeur des pâturages improductifs à Kikuyu (Pennisetum clandestinum) ; essai en région du Mulume-Munene (Kivu)". *Bull. agric. Congo*, 51, n° 4, p. 923-945.

COULIBALY, S., 1983, "La difficile mais nécessaire intégration de l'élevage zébu dans le monde rural sénoufo (de la zébusite)". *Ann. Univ. Abidjan, sér. G.*, t. XII, p. 65-146, fig., tabl., annexes, bibliogr.

COURADE, G., 1972, "Atlas régional Ouest 1". ORSTOM, Yaoundé, 1 vol. 266 p. multigr., 59 tabl., bibliogr. + 12 cart. depl. en coul.

COURADE, G., 1980, "La gestion du patrimoine forestier dans un secteur fragile ; les Grassfields du Bamenda". *Cah. ORSTOM, ser. Sc. hum.*, vol. XVII, n° 3-4, p. 265-266.

COURADE, G., 1981-82, "Marginalité volontaire ou imposée ? Le cas des Bakweri (Kpe) du mont Cameroun". *Cah. ORSTOM, ser. Sc. hum.*, vol. 18, n° 3, p. 357-388, fig., photogr., annexes, bibliogr.

COUTY, P., 1966, "Sur un secteur intermédiaire dans une économie de savane : le natron". ORSTOM, 138 p. multigr.

CROUAIL, J.C., 1969, "Une étape vers la sédentarisation de l'éleveur M'Bororo en République Centrafricaine : le bain détiqueur adapté à l'élevage nomade". Alfort, 87 p., photogr., fig., bibliogr., annexes.

CROWDER, M., 1960, "Mambila Plateau". *Nig. Mag.*, p. 156-176, photogr.

CUISANCE, D. et al., "Lutte contre les glossines dans l'Adamaoua ; bilan et perspectives". B.D.P.A., Paris, 250 p. multigr., fig.

DALBY, D., 1977, "Language map of Africa and the adjacent islands," I.A.I, Londres, 63 p. + 4 cart. dépl.

DAHL, G. ; HJORT, A., 1976, "Having herds ; pastoral growth and household economy". Dep. Soc. Anthrop., Stockholm, 335 p., fig., illustr., bibliogr.

DAUZATS, A., 1943, "Une grave enzootie de charbon symptomatique au Cameroun". *Rev. Sc. méd. Pharm. Vét. Afr. Fr. Libre*, 2, n° 3, pp. 283-298.

DAUZATS, A., 1952, "Lexique Français-Peul et Peul-Français". Albi, 444 p.

DAVIES, H.R., 1964, "The West African in the economic geography of Sudan". *Geography*, vol. XLIX, n° 224, p. 222-235, fig.

DECHERVOIS, N., "Caractéristiques socio-économiques des exploitations agro-pastorales encadrées par le projet Ituri". S.E.D.E.S., Paris.

DESHLER, W. ; THOMAS, J.C., 1960, "Africa, distribution of cattle". *The Geogr. Rev.*, vol. 53, n° 1, carte dépl.

DESPOIS, J., 1945, "Des montagnards en pays tropical : Bamiléké et Bamoun (Cameroun français)". *Rev. de Géogr. alpine*, t. 32, n° 4, p. 595-635, illustr.

DIDUK, S., 1989, "Women's agricultural production and political action in the Cameroon Grassfields". *Africa*, vol. 59, n° 3, p. 338-355, bibliogr.

DIEU, M. ; RENAUD, P. (ed.), 1983, "Atlas linguistique de l'Afrique centrale (ALAC) : le Cameroun". ACCT-DGRST, 475 p., tabl., cart., index, bibliogr.

DIZIAIN, R., 1952, "Cartes de la densité de population et de l'élevage en pays Bamiléké" ; notice. Yaoundé, IRCAM-ORSTOM, 47 p. multigr., 2 fig., bibliogr. + 3 cart. h.t.

DOGNIN, R., 1981, "L'installation des Djafoun dans l'Adamaoua camerounais". in *"Contrib. de la rech. ethn. à l'hist. des civil. du Cam."*, vol. 1, p. 139-148, 2 fig.

DONGMO, D., 1981, "Les relations agriculture-élevage sur les pentes des monts Bambouto ; étude de géographie rurale". Univ. de Yaoundé, 116 p. multigr., fig., photogr., bibliogr.

DONGMO, J.L., 1971, "L'aménagement de l'espace rural en pays bamiléké (Ouest-Cameroun)". Lille, 200 p. multigr., bibliogr. + cart.

DONGMO, J.L., 1972, "L'élevage bovin dans l'Ouest-Cameroun". *Cameroun agricole, pastoral et forestier*, n° 133, p. 17-27, 2 cart., bibliogr.

DONGMO, J.L., 1981, "Le dynamisme bamiléké (Cameroun)". Yaoundé, 2 vol., 424 + 293 p., tabl., fig., cart., bibliogr.

DOPPLER, W., 1980, "The economics of pasture improvement and beef production in semi-humid West Africa". GTZ, Eschborn, 195 p., tabl., fig., bibliog.

DOUFFISSA, A., 1988, "L'élevage bovin dans le Mbéré en Adamaoua camerounais". 291 p. multigr., tabl., fig., carte dépl.

DOUTRESSOULLE, G., 1947, "L'élevage en Afrique Occidentale française". Larose, Paris, 298 p., photogr., cart., bibliogr.

DUMORT, J.C., 1968, "Notice explicative sur la feuille Douala-Ouest (carte géol. de reconnaissance au 1/500.000)". 69 p. + carte depl. en coul.

DUPIRE, M., 1962, "Peuls nomades ; étude descriptive des WoDaaBe du Sahel nigérien". Inst. d'Ethn., Paris, 338 p., fig., cart. dépl., photogr., index, bibliogr.

DUPIRE, M., 1970, "L'organisation sociale des Peuls ; étude d'ethnographie comparée". Plon, Paris, 624 p., 61 fig., 2 cart., photogr., bibliogr.

EHLERS, H., 1973, "Study of the availability of milk in the Wum area". Wum, 30 p. dactyl., tabl.

EJEDEPANG KOGE, S.N., 1971, "The tradition of a people : Bakossi , a historico-socio-anthropological study of one of Cameroon's Bantu peoples". SOPECAM, Yaoundé, 362 p., tabl., fig., cart., bibliogr.

EKUE, F. N. ; TANYA, V. N., 1985, "The 1982 African swine fever epizootic in Cameroon". *Rev. Sc. et Techn.*, vol. 1, n° 4, p. 65-69, tabl.

EPSTEIN, H., 1971, "The origin of the domestic animals of Africa". A.P.C., 2 vol., 573 + 719 p., fig., cart., photogr., index, bibliogr.

ETOGA EILY, F., 1971, "Sur les chemins du développement ; essai d'histoire des faits économiques du Cameroun". CEPMAE, Yaoundé, 521 p., tabl., fig., photogr., bibliogr.

F.I.A., 1977, "Possibilities of the introduction of draught animals in the North West Province of the United Rep. of Cameroon". Techn. Univ. Berlin, 291 p. multigr., tabl., cart., bibliogr.

FORD, J., 1971, "The role of trypanosomiases in African ecology : a study of the tse-tse fly problem". Clarendon Press, Oxford, 582 p.

FOTSING, J.M., Ss. date, "Colonisation agricole et évolution de l'élevage sur les pentes sud des monts Bamboutos (Ouest-Cameroun)". *Rev. de Géogr. du Cam.*, vol. VIII, n° 2, p. 118-138, tabl., fig., bibliogr.

FOTSING, J. M., 1988, "Problèmes fonciers et élevage bovin en pays bamiléké : exemple du nord de Bafou (Ouest-Cameroun)". *Les Cahiers de la recherche développement*, n° 20, p. 43-52, fig.

FOTSING, J. M., 1990, "Transformation des pratiques pastorales en milieu d'altitude densément peuplé : les monts Bamboutos en pays Bamiléké (Ouest-Cameroun)". *Cah. de la rech. dév.*, n° 27, p. 32-46, fig., bibliogr.

FRANTZ, C., 1980, "The open niche ; pastoralism and sedentarization on the Mambila grasslands". in "When nomads settle" (SALZMAN, P. C., ed.), Bergin, New York, p. 62-79.

FRICKE, W., 1979, "Cattle husbandry in Nigeria ; a study of its ecological conditions and social-geographical differentiations". *Heidelberg Geographische Arbeiten*, n° 52, 330 p., 20 fig., 33 cart., 52 tabl. photogr., bibliogr.

FROELICH, J.C., 1954, "Le commandement et l'organisation sociale chez les Foulbé de l'Adamaoua". *Et. Cam.*, n° 45-46, p. 1-91, tabl., fig.

GALLAIS, J., 1962, "Problèmes de mise en valeur des montagnes tropicales et subtropicales". C.D.U., Paris, 123 p. multigr., 21 fig., bibliogr.

GALLAIS, J., 1967, "Le delta intérieur du Niger, étude de géographie régionale". *Mém. IFAN*, n° 79, Dakar, 2 vol. 621 p.

GALLAIS, J., 1972, "Les sociétés pastorales ouest-africaines face au développement". *Cah. Et. afr.*, vol. XII, n° 3, p. 353-368.

GALLAIS, J., 1976, "Contribution à la connaissance de la perception spatiale chez les pasteurs du Sahel". *L'espace géogr.*, n° 1, p. 33-38.

GALLAIS, J., 1979, "La situation de l'élevage et le problème des éleveurs en Afrique occidentale et centrale". *Cah. O. Mer*, n° 126, p. 113-138, fig., tabl.

GATES, G.M., 1952, "Breeds of cattle found in Nigeria". *Farm and Forest*, vol. XI, p. 19-43, fig., photogr.

GERMAIN, M.; GRENIER, P.; MOUCHET, J., 1968, "Les simulies du Cameroun Occidental ; influence du milieu physique sur leur répartition". *Cah. ORSTOM, sér. Ent. méd.*, vol. VI, n° 2, p. 167-190, cart., tabl., bibliogr.

GERMAIN, M.; EOUZAN, J.P.; FERRARA, L., 1972, "Données sur les facultés de dispersion de deux diptères d'intérêt médical : Aedes africanus et Simulium damnosum dans le domaine montagnard du nord du Cameroun Occidental". *Cah. ORSTOM, sér. Ent. méd. Parasit.*, vol. X, n° 4, p. 291-300.

GEZE, B., 1943, "Géographie physique et géologie du Cameroun occidental". *Mém. Mus. Hist. Nat.*, t. XVII, 271 p., fig., pl. photogr.

GLEAVE, M.B., 1965, "The West Cameroon Meat Scheme". *Geography*, vol. XLIX, part. 2, p. 166-168.

GLEAVE, M.B. ; THOMAS, M.F., 1968, "The Bagongo valley : an exemple of land utilization and agricultural practice in the Bamenda Highlands". *Bull. IFAN*, t. XXX, n° 2, p. 655-681, photogr., cart.

GOLDMAN, M., 1982, "Preliminary finding on the economic viability of small dairy farms in the Nort-West Province, Cameroon". *Rev. Sc. et Techn.*, Yaoundé, vol. 2, n° 4, p. 47-53.

GOSSELIN, G., 1972, "Travail et changement social en pays Gbeya". Klincksieck, Paris, *Rech. Oubanguiennes*, n° 2, 356 p., tabl., fig., photogr., annexes, bibliogr.

GOUROU, P., 1970, "L'Afrique". Hachette, Paris, 488 p., fig., ill., bibliogr., index.

GOUROU, P., 1973, "Pour une géographie humaine". Flammarion, Paris, 388 p.

GRANIER, P., CABANIS, Y., 1976, "Les feux courants et l'élevage en savane soudanienne". *Rev. élev. méd. vét. Pays trop.*, t. XXIX, n° 3, p. 267-275, bibliogr.

GUILLAUD, D., "L'espace d'une chefferie : construction et gestion d'un territoire sahélien, le pays d'Aribinda (Burkina Faso)". Paris X-Nanterre, 359 p., tabl., fig., bibliogr. + cart. dépl.

GUIRAUDIE ,C., 1955, "Notice explicative sur la feuille Ngaoundéré-Ouest". Imp. Nat., Paris, *Cameroun ; carte géol. de reconnaissance au 1/500.000*, 22 p., tabl., bibliogr. + carte dépl. en coul.

HANSFORD, K. ; BENDOR-SAMUEL, J. ; STANFORD, R., 1976, "A provisional language map of Nigeria". *Savanna*, vol. 5, n° 2, p. 115-124, carte dépl. en coul.

HARRIS, P.G., 1944, "A preliminary survey of the economic possibilities of the Cameroon Province".

HAVARD-DUCLOS, B., 1967, "Les plantes fourragères tropicales". Maisonneuve et Larose, Paris, 397 p., fig., annexes, index, bibliogr.

HAWKINS, P. ; BRUNT, M., 1965, "The soils and ecology of West Cameroon ; report to the Government of Cameroon (a broad reconnaissance survey, with special reference to the Bamenda area)". F.A.O., Rome, 2 vol. dt. 1 vol. annexes, 506 p. multigr., fig., photogr., bibliogr. + 10 cart. depl.

HEPPER, F.N., 1966, "Outline of the vegetation anf flora of Mambila Plateau, Northern Nigeria". *Bull. IFAN*, t. 28, ser. A, n° 1, p. 91-127, fig. + annexe

HUMBEL, F.X. ; BARBERY, J., 1972, "Notice explicative des cartes pédologiques et d'aptitudes culturales à 1/50.000 : Nkambe 1b et 2a." ORSTOM, Yaoundé, 1 vol. 140 p. multigr. + 4 cart. en coul.

HURAULT, J., 1964, "Antagonisme de l'agriculture et de l'élevage sur les hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun) ; le lamidat de Banyo". *Etudes Rurales*, n° 15, p. 22-71, 3 cart. h.t., photogr.

HURAULT, J., 1970, "L'organisation du terroir dans les groupements Bamiléké". *Etudes rurales*, n° 37-38-39, p. 232-256, fig.

HURAULT, 1975, "Surpâturage et transformation du milieu physique ; l'exemple des hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun)". I.G.N., Paris, 218 p., fig., bibliogr., planches photogr.

HURAULT, J., Ss date, "Le lac de retenue de la Mapé ; son incidence sur l'agriculture et l'élevage dans la plaine des Tikar". *Rev. de Géogr. du Cam.*, vol. VIII, n° 1, p. 27-42, tabl., fig.

I.E.M.V.T., Bambui Station, 1970, "Annual Report, Animal husbandry and Grasslands Sections". 53 + 56 p. multigr., fig., tabl.

I.L.C.A., 1979, "Livestock production in the subhumid zone of West Africa ; a regional review". Addis Abeba, 184 p. multigr., bibliogr. (version franç. en 1984).

INSEE-SEDES, 1969, "La population du Cameroun Occidental ; résultat de l'enquête démographique de 1964". Secr. d'Et. Aff. Etr., Paris, 2 vol. + note de synthèse, 295 + 352 + 81 p., fig., tabl.

ISSA, A. ; LABATUT, R., 1974, "Sagesse de Peuls nomades". Clé, Yaoundé, 67 p., lexique.

ITARD, J., 1969, "Difficultés de la lutte contre les trypanosomes et leurs vecteurs". in *Colloque sur l'élevage (Fort-Lamy)*, I.E.M.V.T., Maisons-Alfort, p. 152-157.

JACQUES-FELIX, H., 1950, "Géographie des dénudations et dégradations du sol au Cameroun ; conditions physiques et humaines". Min. Fr. d'Outre-Mer, Nogent S/ Marne, *Bull. Scientifique*, n° 3, 127 p., photogr.

JACQUES-FELIX, 1953, "Les hauts pâturages du Cameroun". *L'Agr. trop.*, T.VII, n° 3, p. 286-291, 3 fig.

JACQUES-FELIX, H., 1956, "Ecologie des herbages en Afrique intertropicale". *L'agr. trop.*, vol. XI, n° 2, 217-231, fig., photogr.

JACQUES-FELIX, H., 1961, "Caractères des prairies d'altitude en Afrique Occidentale". *Journ. d'agr. trop. et de Bot. appl.*, vol. VIII, n° 6-7, p. 229-235.

JACQUES-FELIX, H., 1962, "Les graminées d'Afrique tropicale". IRAT, Paris, 345 p., fig., index.

JAHNKE, H.E., 1982, "Livestock production systems and livestock development in Tropical Africa". Kieler Wissenschaftsverlag, Kiel, XX + 253 p., tabl., bibliogr. (ed. franç. en 1984)

JEFFREYS, M.D.W., 1940, "Some sources of salt in Nigeria". *Nig. Field*, vol. 9, n° 1, p. 37-40.

JEFFREYS, M.W.D., 1943, "The mineral springs of Bamenda". *Farm and Forest*, n° 4, p. 173-178.

JEFFREYS, M.D.W., 1945, "This burning question". *Farm and forest*, n° 6, p. 115-123.

JEFFREYS, M.D.W., 1951, "Feux de brousse". *Bull. IFAN*, t. XIII, n° 3, p. 682-710, bibliogr.

JEFFREYS, M.W.D., 1964, "Notes on the Neolithic Stone Age Culture of Bamenda". *The Nigerian Field*, vol. 29, n° 1, p. 38-41, photogr.

JEFFREYS, M.W.D., 1966, "Somes notes on the Fulani of Bamenda in West Cameroon". *Abbia*, n° 14-15, p. 127-134.

JEFFREYS, M.W.D., 1971, "Some notes on the Iron Workers of Bamenda". *The Nigerian Field*, vol. 36, n° 2, p. 71-74.

JEFFREYS, M.D.W., S. date, " The Jafun'en enter Bamenda". (dossier dactyl. non publié).

JOHNSON, D.L., 1969, "The nature of nomadism ; a comparative study of pastoral migrations in Southwestern Asia and Northern Africa". Univ. Chicago, 200 p., bibliogr.

JOHNSTON, H. A. S., "The Fulani empire of Sokoto", Oxford Univ. Press, 312+XVI p., cart. dépl., annexes, gloss., index.

JONES, G.I., 1946, "The beef cattle trade in Nigeria". *Africa*, vol. 16, n° 1, p. 29-38, tabl.

KABERRY, P. M., 1950, Land tenure among the Nsaw of the British Cameroons". *Africa*, vol. 20, n° 4, p. 307-323.

KABERRY, P. M., 1952, "Women of the Grassfields : a study of the economic position of women in Bamenda, British Cameroons". Londres, H.M.S.O., 220 p., photogr., cart. dépl., annexes, index.

KABERRY, P. M., 1959, "Traditional politics in Nsaw". *Africa*, vol. XXIX, n° 4, p. 366-383.

KABERRY, P. M., 1959, "Farmer-grazier relations and the changing pattern of agriculture in Nsaw (South Eastern Federation, Bamenda, Southern Cameroons)". 21 p. dactyl.

KABERRY, P. M., 1960, "Some problems of Land Tenure in Nsaw, Southern Cameroons". *Journ. of Afr. Adm.*, vol. XII, n° 1, p. 21-28.

KABERRY , P. M. ; CHILVER, E. M., 1961, "An outline of the traditional political system of Bali-Nyonga, Southern Cameroons". *Africa*, vol. 31, n° 4, p. 355-371.

KAUFMANN, R. Von, CHATER, S., BLENCH, R., 1986, "Livestock systems research in Nigeria's subhumid zone ; proceedings of the second ILCA/NAPRI Symposium held in Kaduna", Nigeria, 29 oct.-2 nov. 1984. ILCA, Addis Abeba, 484 p.

KEAY, R.W.J., 1955, "Montane vegetation and flora in the British Cameroons". *Proc. Linn. Soc.*, London, vol. 165, part 2, p. 140-143, 1 fig.

KEAY, R.W.J., 1971, "A botanical study of the Obudu Plateau and Sonkwala Mountains". *The Nigerian Field*, vol. 44, part. 3/4, p. 106-119, fig., bibliogr.

KIRK-GREENE, A.H.M., 1958, "Adamawa, past and present ; an historical approach to the development of a Northern Cameroons Province". Oxford Univ. Press, Londres, IX-230 p., cart.

LABOURET, H., 1955, "La langue des Peuls ou Foulbé". *Mém. IFAN*, n° 16, 286 p., lexiques.

LABOURET, H., 1955, "La langue des Peuls ou Foulbé : lexique français-peul". *Mém. IFAN*, n° 41, Dakar, 160 p.

LACHENAU, M., Ss. date, "Histoire des Vuté du centre du Cameroun, d'après leurs traditions orales". 93 p. multigr., bibliogr.

LACROIX, P.F., 1952-53, "Matériaux pour servir à l'histoire des Peul de l'Adamaoua". *Et. Cam.*, n° 39, p. 3-63 ; n° 40, p. 5-40, fig., bibliogr. + cart.

LACROUTS, M., 1963, "Etude des problèmes posés par l'élevage et la commercialisation du bétail et de la viande au Cameroun Occidental". Minist. Coop., Paris, 86 p. multigr.

LACROUTS, M.; SARNIGUET, J., 1965, "Le cheptel bovin du Cameroun ; exploitation, commercialisation, perspectives d'avenir". t. 1 : "Les zones de production". 259 p.

LACROUTS, M., SARNIGUET, J., TYC, J., 1967, "Le cheptel bovin de la République Centrafricaine ; production, commercialisation, perspectives d'avenir". Paris-Bangui, 321 p., cart., tabl.

LAST, M., 1967, "The Sokoto caliphate". Longmans, 280 p., photogr., bibliogr., index.

LEEUW, P.N. de, 1971, "The prospect of livestock production in the Northern Guinea Zone". *Samaru Agric. Newsl.*, 13, pp. 124-133.

LE MARECHAL, A., 1976, "Géologie et géochimie des sources thermominérales du Cameroun". *Trav. et Doc. ORSTOM*, n° 59, 175 p., fig., annexes, bibliogr. + 2 cart. dépl. en coul.

LETOUZEY, R., 1968, "Etude phytogéographique du Cameroun". Le Chevalier, Paris, 513 p., cart. et graph., tabl., photogr., bibliogr., index.

LETOUZEY, R. et al., 1978, "Flore du Cameroun ; documents phytogéographiques". Museum Nat. d'hist. nat., n° 1., 1979 : n° 2.

LETOUZEY, R., 1985, "Notice de la carte phytogéographique du Cameroun au 1/500.000". Yaoundé-Toulouse, 5 doc., 25 + 61 + 93 + 142 p., bibliogr., index + cart. en coul.

LE VINE, 1970, "Le Cameroun, du mandat à l'indépendance". Nouv. Horizons, Paris, 2 vol., 236 + 181 p., tabl.

LHOSTE, Ph., 1969, "Les races bovines de l'Adamaoua (Cameroun)". *Colloque sur l'élevage, Fort-Lamy*, I.E.M.V.T., p. 519-533, photogr.

LIGHTBODY, J.S., 1952, "The mountain grassland forest of Bamenda, Cameroons UBT, and some factors influencing their structure and composition". Intern. Rep. Col. For. Serv. Nigeria, Oxford, 42 p.

LITTLE, P.D., 1985, "Social differentiation and pastoralist sedentarization in Northern Kenya". *Africa*, vol. 55, n° 3, p. 243-261, tabl., bibliogr.

LOW, V.N., 1972, "Three Nigerian emirates ; a study in oral history". Northwest. Univ. Press, Evanston, 296 p., fig., annexes, bibliogr., index + cart. dépl. en coul.

LUKE, K., WARNIER, J.P., 1982, "A historical and socio-economic approach to the problem of pig production in the North West Province of Cameroon". Inst. de méd. trop. Prince Léopold, Coll. intern. : *Tropical animal production for the benefit of Man*, Anvers, p. 504-520, bibliogr.

MALEY, J., 1981, "Etudes palynologiques dans le bassin du Tchad et paléo-climats de l'Afrique nord-tropicale, de 30.000 ans à l'époque actuelle". *Trav. et Doc. ORSTOM*, n° 129, 586 p., tabl., fig., annexe, bibliogr.

MAITLAND, T.D., 1932, "The grassland vegetation of the Cameroons Mountains". *Kew Bull.*, n° 9, p. 417-425.

MARIEN, A. ; VINCENT, B., 1985, "Substitution aux importations alimentaires et dépendance alimentaire : la filière blé au Cameroun". DES, Univ. Paris X-Nanterre, 138 p. multigr., tabl., annexes, bibliogr.

MARSHALL, R.S., 1942, "Fulani grazing practices". *Farm and forest*, vol. 3, p. 108.

McCULLOCH, J. M., 1949, "Grazing improvement in Bamenda Division ; Cameroons under British Mandate". *Bull. Agr. du Congo Belge*, vol. 40, fasc. 2, p. 1878-1883.

McILROY, R.J., 1972, "An introduction to tropical grassland husbandry". London, Oxford University Press, VIII + 160 p.

MERLIN, P., TSANGUEU, P., ROUSVOAL, D., 1986 et 1987, "Dynamique saisonnière de l'infestation des bovins par les tiques (Ixodoidea) dans les hauts plateaux de l'ouest du Cameroun". *Rev. Elev. Méd. vét. Pays trop.*, vol. 39, n° 3-4, p. 367-379, fig. et vol. 40, n° 2, p. 133-140, fig.

MERLIN, P., 1987, "Efficacité du chlorfenvinphos dans la lutte contre les tiques des bovins du Nord-Ouest du Cameroun". *Rev. Elev. Méd. vét. Pays trop.*, vol. 40, n° 1, p. 77-81.

MIGEOD, F.W.H., 1925, "Through British Cameroons". 285 p., photogr.

MILLEVILLE, P. et al., 1982, "Systèmes d'élevage sahéliens de l'Oudalan ; étude de cas". ORSTOM, Ouagadougou, 126 p. multigr., fig., annexe, bibliogr.

MILLIGAN, K. ; BOURN, D., 1979, "Dry and wet season patterns of cattle and land use in four regions of the Nigerian sub-humid zone". ILCA, Kaduna, 123 p. multigr., tabl., fig., bibliogr.

MILNE, M.N.H., 1949, "The status of Fulani regarding Land Tenure in the Bamenda Division. Bamenda", 20 p. dactyl. + appendices (Archives de Buea).

Ministère de l'Agriculture, 1980, "Bilan diagnostic du secteur agricole, de 1960 à 1980", Yaoundé, 180 p. multigr., tabl., graph. + annexes

MOHAMADOU, E., 1965, "L'histoire de Tibati, chefferie foulbé du Cameroun". Abbia, Yaoundé, 72 p., photogr., fig.

MOHAMADOU, E., "Pour une histoire du Cameroun central : les traditions historiques des Vouté ou Babouté". *Abbia*, p. 59-127, fig., photogr., bibliogr.

MOHAMMADOU, E., 1969, "Les Peuls du Niger oriental ; groupes ethniques et dialectes". *Camelang*, n° 2, Yaoundé, p. 57-93, fig.

MOHAMMADOU, E., 1975, "Kalfou ou l'émirat peul de Baguirmi et les TooroBBe Sokoto". *Afrika zamani, rev. d'hist. afr.*, n° 4, p. 67-114, fig.

MOHAMMADOU, E., 1978, "FulBe Hooseere : les royaumes foulbé de l'Adamaoua au XIX° siècle : Tibati, Tignère, Banyo, Ngaoundéré". ILCAA, Tokyo, 439 p., tabl., fig., annexe, bibliogr.

MOHAMMADOU, E., 1981, "L'implantation des Peuls dans l'Adamaoua ; approche chronologique". in *"Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun"*, vol. 1, p. 229-247, fig., annexe.

MONOD, T. (ed.), 1975, "Pastoralism in Tropical Africa ; les sociétés pastorales en Afrique tropicale". Oxford Univ. Press-I.A.I., Londres, 502 p., index, bibliogr.

MORGEN, C. Von, 1893, "A travers le Cameroun, du sud au nord". trad. de Ph. LABURTHE-TOLRA, 1972, Univ. Yaoundé, 2 vol. 375 p., texte + comment., index, bibliogr.

MORIN, S., 1980, "Apport des images Landsat à la connaissance de la structure des hautes terres de l'Ouest Cameroun". *Rev. Geogr. du Cam.*, vol. I, n° 2, p. 181-196, fig., carte depl., photogr., bibliogr.

MORIN, S., 1981, "Les paysages des hautes terres de l'Ouest et leur perception par l'imagerie Landsat". *Rev. Geogr. du Cam.*, vol II, n° 2, p. 149-162, 2 fig., photogr. en coul.

MORIN, S. et PAHAI, J., 1986, "La catastrophe de Nyos (Cameroun)". *Rev. Geogr. du Cam.*, vol VI, n° 2, p. 81-105, fig., cart. depl., bibliogr.

MORIN, S., 1989, "Hautes terres et bassins de l'Ouest-Cameroun". Bordeaux 2, 2 vol., 1.190 p. multigr., illustr., planch. + atlas.

MULLER, J.P. ; MOUKOURI-KUOH, H.N. ; BARBERY, J., 1972, "Etude pédologique à 1/ 50.000 ; feuille Bafoussam 3c". ORSTOM, Yaoundé, 432 p. multigr. 40 fig., bibliogr., annexes + 3 cart. en coul.

MULLER, P. ; NAGEL, P. ; FLACKE, W., 1980, "Incidences d'une application de Dieldrine sur les écosystèmes dans le cadre de la lutte anti-tsé tsé sur les hauts plateaux de l'Adamaoua au Cameroun". Sarrebrück, X + 205 p. multigr., 32 fig., 58 tabl., bibliogr.

MVOUTSI KARANG, N., 1985, "L'histoire des Vouté du Cameroun central". Yoko, 128 p. multigr., fig.

NDUMBE, R.D., 1977, "Les pâturages, les aliments du bétail, l'embouche". I.R.Z., Station de Bambui-Bamenda, 27 p. dactyl.

NGOUFO, R., 1988, "Les monts Bamboutos ; environnement et utilisation de l'espace". Univ. Yaoundé, vol. 1 : 349 p. multigr., fig., bibliogr., vol. 2 : atlas.

NICOD, H., 1945 (?), "Conquérants du golfe de Guinée". Soc. Miss. Evang., 306 p., photogr.

NIELSEN, M., HARDOUIN, J., 1982, "Petits ruminants dans le Nord-Ouest du Cameroun". Inst. de méd. trop. Prince Léopold, Coll. intern. : *Tropical animal production for the benefit of Man*, Anvers, pp. 215-219, bibliogr..

NKWI, P.N., 1976, "Traditional government and social change : a study of the political institutions among the Kom of the Cameroon Grassfields". Fribourg Univ. Press, 240 p.

NKWI, P. N., 1979, "Cameroon Grassfields chiefs and modern politics". *Paideuma*, n° 25, p. 99-115, bibliogr.

NKWI, P.N., WARNIER, J.P., 1982, "Elements for a history of the Western Grassfields". Univ. Yaoundé, 236 p., tabl., fig., photogr., bibliogr.

NORMAN, D.W., SIMMONS, E.B., HAYS, H.M., 1982, "Farming systems in the Nigeria savannas : research and strategies for development". Westview Press, Boulder, Colorado.

NOYE, D., 1989, "Dictionnaire foulfouldé-français ; dialecte peul du Diamaré, Nord-Cameroun". Geuthner, Paris, 425 p.

OKAIYETO, P.O., 1980, "A descriptive study of the major economic activities of the settled pastoral Fulani in three Zaria villages of Kaduna State". Unpublished M. Sc. Thesis, Ahmadu Bello Univ. Zaria.

ORSTOM, 1971, "Atlas du Cameroun : localisation des groupes humains". 2 planches dépl. en coul.

ORSTOM-CIEH, 1978, "République du Cameroun ; précipitations journalières, de l'origine des stations à 1972". 2 vol.,

ORSTOM, 1984, "Le Nord du Cameroun ; des hommes, une région". *Mém. ORSTOM*, n° 102, 551 p., fig., lexique, photogr., bibliogr. + 3 cart. dépl. en coul.

OXBY, C., 1982, "Progress in the settlement of nomadic herders in the subhumid savannas of Africa : a study of experiences and administrative arguments for settlement of nomadic herders with special reference to tse-tse freed areas in Nigeria and Upper Volta". FAO, Rome.

PAGOT, J., 1985, "L'élevage en pays tropicaux". Paris, Maisonneuve et Larose/ ACCT, 526 p., tabl., photogr., bibliogr.

"Palaces and chiefly households in the Cameroon Grassfields", n° special *Paideuma*, Stuttgart, 31, 1985.

PALMER, R., 1936 (rééd. 1971), "The Bornu, Sahara and Soudan". Negro Univ. Press, Westport, 296 p.

PEAL, J., 1961, "Local leave on Mambila Plateau". *The Nig. Field*, vol. 26, n° 3, p. 129-137, fig.

PERCIVAL, A.D., 1936, "The Bush-Fulani of the Southern Adamawa Highlands". (dossier dactyl. non publié).

PERONNE, Y., 1969, "Notice sur la feuille Wum-Banyo (carte géol. de reconnaissance au 1/ 500.000)". 49 p. + carte depl. en coul.

PFEFFER, V.G., "Die Djafun-Bororo, ihre Gesellschaft, Wirtschaft und Sesshaftwerdung auf dem Hochland von Ngaundere". *Zeitchrift f. Ethnologie*, n° 1-3, p. 150-196, bibliogr.

PIOT, J., 1966, "Etudes pastorales en Adamaoua camerounais". *Rev. élev. vét. Pays trop.*, t. XIX, n° 1, pp. 45-62.

PIOT, J., 1969, "Végétaux ligneux et pâturages des savanes de l'Adamaoua au Cameroun". *Rev. élev. méd. vét. Pays trop.*, t. XXII, n° 4, pp. 541-559.

PINGPOH, D. P., 1985, "Determination of the selling price of milk produced by the farmers of the Bamenda Dairy Cooperative Society". *Rev. Sc. et Techn.*, vol. 1, n° 4, p. 113-117, tabl., bibliogr.

PLATON, P., 1980, "Le marché camerounais". *Marchés trop. et médit.*, n° 1826, p. 2709-2917.

PODLEWSKI, A.M., 1971, "La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun ; 2° partie : piémont et plaine de l'Adamaoua. *Cah. ORSTOM, sér. sc. hum.*, vol. VIII, n° spécial, 148 p.

PORTERES, R., 1946, "Climat et végétation sur la chaîne des Bambuttos (Cameroun)". *Bull. Soc. Bot. de Fr.*, 93, pp. 352-360.

PORTERES, R., 1948, "Esquisse géologique et agro-pédologique des hauts plateaux de Dschang-Foumban au Cameroun français". *L'Agr. trop.*, n° 3, p. 137-187.

POUMAILLOU, P., 1963, "Inspection fédérale de l'Ouest ; pays bamiléké et bamoun : la relance de l'économie et les perspectives de développement". t. 1 : "Rapport général". 59 p., graph., tabl., cart. depl.

PRINZ, D. ; RAUCH, F., 1985, "Das Bamenda-Modell ; entwicklung eines Systems permanenter landnutzung im Hochland von Kamerun". *Entw. + landlicher raum*, n° 3, p. 22-26, fig., photogr.

PROVOST, A., BORREDON, C., 1969, "Rapport de mission effectuée au Cameroun Occidental". Farcha/Fort-Lamy, 84 p. multigr.

PUGH, J.C., 1954, "High level surface in the eastern highlands of Nigeria". *S. Afr. Geogr. Journ.*, vol. 36, p. 31-42.

RICHARD-MOLARD, J., 1944, "Essai sur la vie paysanne au Fouta Djalon". in *Hommage à RICHARD-MOLARD*, 1953. Prés. Afr., Paris, p. 155-251.

R.I.M., 1984, "Livestock and Land Use in Southern Gongola State, Nigeria". Jersey, 169 p. multigr., fig., tabl., cart. depl. en coul., bibliogr.

R.I.M., 1987, "Refuge in the Sahel ; livestock populations and production systems in the Mali Fifth Region". 112 p. multigr., tabl., fig. + cart. dépl. en coul.

RIPPSTEIN, G. ; BOUDET, G., 1977, "Expérimentations sur parcours de savanes tropicales humides". in "*Recherches sur l'élevage bovin en zone tropicale humide*", Bouaké, vol. 1, p. 227-243, tabl., fig., bibliogr.

RIPPSTEIN, G., 1986, "Etude sur la végétation de l'Adamaoua". *Etudes et synthèses de l'I.E.M.V.T.*, n° 14, Maisons-Alfort, 366 p., tabl., fig., annexes, bibliogr. + photogr.

RIZENTHALER, R.E., 1960, "Anlu : a women's uprising in the British Cameroons". *Afr. Studies*, p. 151-156.

ROSS, D.D., 1944, "Nigerian cattle in Nigeria". *Farm and Forest*, n° 5, p. 52-58.

ROSSI, G., 1991, "Croissance de la population, mise en valeur et équilibre des versants : quel avenir pour le Rwanda ?". *Cah. d'O. Mer*, n° 173, p. 29-47.

ROUSVOAL, D., 1981, "Lutte contre la fougère Pteridium aquilinum dans les pâturages d'altitude du Nord-Ouest du Cameroun ; note sur les essais préliminaires menés à la Station I.R.Z. de Bambui". *Rev. Elev. méd. vét. Pays trop.*, t. 34, n° 1, p. 101-107, photogr.

ROUW, A. de, 1990, "Rice, weeds and shifting cultivation in a rain forest ; a study of vegetation dynamics". Paris, 263 p. + annexes, tabl., fig., bibliogr.

ROWLANDS, M., 1979, "Local and long distance trade and incipient state formation in the Bamenda Plateau in the late 19th century". *Paideuma*, n° 25, p. 1-19, bibliogr.

ROWLING, C.W., 1948, "A study of land tenure in the Cameroons Province". Lagos-London, Col. Off., 37 p.

RUDIN, H.R., 1938 (rééd. 1968), "Germans in the Cameroons, 1884-1914 ; a case study in a modern imperialism". Greenwood Press, N. York, 456 p. index, bibliogr + cart. dépl.

RUTHENBERG, H., 1980, "Farming systems in the Tropics". Clarendon Press, Oxford, tabl., photogr., index, bibliogr.

SA'AD ABUBAKAR, B.A., 1977, "The lamibe of Fombina ; a political history of Adamawa, 1809-1901". A. Bello Univ.-Oxford Univ. Press, 190 p., gloss., bibliogr., index.

SANTOIR, C., 1983, "Raison pastorale et développement : les problèmes des Peuls sénégalais face aux aménagements". *Trav. et Doc. ORSTOM*, n° 166, 185 p., tabl., fig., bibliogr.

SCHNELL, R., 1971-1976, "Introduction à la phytogéographie des pays tropicaux". Gauthier-Villars, Paris, vol. 2 : "Les milieux, les groupements végétaux", 451 p. ; vol. 3 :"La flore et la végétation de l'Afrique tropicale", 459 p.

S.E.D.A., 1976, "Etude pour le passage à 3.000 ha de rizières dans la haute vallée du Noun". Yaoundé, 5 vol., T. 3 : "Milieu humain, agriculture, élevage", 178 p. multigr., tabl., graph. + cart. dépl.

S.E.D.A., 1976, Etude des structures des exploitations agricoles dans les zones d'arabiculture des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest". 157 p. multigr., tabl.

SEGALEN, P., 1967, "Les sols de la vallée du Noun". *Cah. ORSTOM, sér. Pédol.*, vol. V, n° 3, p. 278-349, 12 fig., 22 tabl., photogr., bibliogr. + carte en coul.

SERE, A. et al., 1982, "Spondianthus preussii Engl., plante toxique pour le bétail africain". *Rev. élev. Méd. vét. Pays trop.*, vol. 35, n° 1, p. 73-82, tabl., graph., bibliogr.

SIMON, H., 1976, "Wada extension farmers ; a socio-economic survey about the living conditions and annual budgets". Wum, 155 p. dactyl., tabl.

SIRVEN, P. et al., 1974, "Géographie du Rwanda". A. de Boeck, 175 p. tabl., fig., photogr.

SMITH, M.F., 1969, "Baba de Karo ; l'autobiographie d'une musulmane haoussa au Nigeria". *Terre humaine*, Plon, Paris.

STAPLETON, J.H.D., 1948, "In their end is their beginning ; a Fulani crisis". *Nigerian Field*, 13, 2.

St. CROIX, F. W. de, 1945 (rééd. 1972) "The Fulani of Northern Nigeria". Gregg Inter., Farnborough, 74 p., lexique.

St. CROIX, F.W. de, 1944, "Notes on the use of the word Bororo". (dossier dactyl. non publié).

STENNING, D., 1958, "Household viability among the pastoral Fulani". in *"The developmental cycle in domestic groups"* (GOODY, J., ed.), p. 92-119, Cambridge Univ. Press.

STENNING, D.J., 1959, "Savannah Nomads ; a study of the Wodaabe Pastoral Fulani of Western Bornu Province, Northern Nigeria". Inter. Afr. Inst., Oxford Univ. Press, 266 p., 5 cart. dt. 1 depl. h.t., photogr., bibliogr.

S.R.I.(Stanford Research Institute), 1965, "The economic potential of West Cameroon ; priorities for development". 7 vol. ; vol. 1 : "General Study", 102 p. multigr. + annexes ; vol. 2 : Agriculture, 148 p. multigr. + annexes.

SUCHEL, J.B., 1972, "La répartition des pluies et les régimes pluviométriques au Cameroun ; contribution à l'étude des climats de l'Afrique tropicale". CEGET-Univ. Fed. du Cam., 287 p., 85 fig., bibliogr.

SUCHEL, J., 1988, "Les climats du Cameroun". Univ. St. Etienne, 3 vol. + atlas, 1.188 p. multigr., tabl., fig., photogr., index, bibliogr.

SUCHEL, J.B., 1989, "Les privilèges climatiques du pays Bamiléké". *Cah. d'O. Mer*, n° 165, p. 31-52, tabl., fig., bibliogr.

SYNGE, B., 1980, "Factors limiting cattle productivity in highland areas of Nigeria". Center for Trop. Vet. Med., Easter Bush, Midlothian, Scotland.

TAMURA, T., 1988, "A savannization history of the humid tropical highlands of Cameroons". *Geogr. Rev. of Japan*, Tokyo, vol. 61, ser. A, n° 2, pp. 170-185, résumé en anglais.

TANGA, S., 1974, "La région de Foumbot ; étude géographique". DES, Yaoundé, 140 p. multigr.

TARDITS, C., 1980, "Le royaume bamoun". A. Colin, Paris, 1.078 p., cart., fig., illustr., index, annexes, bibliogr.

TAYLOR, F.W., 1932, "A Fulani-English dictionary". Clarendon Press, Oxford, 242 p., annexe.

TCHAWA, P., 1991, "Dynamique des paysages sur la retombée méridionale des hauts plateaux de l'Ouest-Cameroun". Bordeaux 3-CEGET, 399 p. multigr., fig., cart. dépl., photogr., bibliogr.

THEBAUD, B., 1988, "Elevage et développement au Niger ; quel avenir pour les éleveurs au Sahel ?". B.I.T., Genève, 147 p., tabl., fig., photogr., bibliogr.

THILLARD, R. 1920, "L'agriculture et l'élevage au Cameroun". Paris, Larose, 199 p., cart., 8 photogr.

TIOTSOP, B., 1967, "Monographie des Mbamboutos". IPD, Douala, 99 p. multigr. + annexes, tabl.

TROCHAIN, J., 1980, "Ecologie végétale de la zone intertropicale non désertique". Toulouse, Univ. Sabatier, 468 p., 106 fig.

TSALEFAC, 1986, "Le déficit pluviométrique au Cameroun pendant l'année sèche 1983". *Rev de Géogr. du Cam.*, vol. VI, n° 1, p. 65-79, fig., bibliogr.

TULEY, P., 1966, "The Obudu Plateau ; utilization of high altitude tropical grassland". *Bull. IFAN*, t. 28, sér. A, n° 3, p. 899-911, fig., carte, photogr. + annexe.

TULEY, P. ; JACKSON, J.K., 1971, "The vegetation of Chappal Waddi (Gangirwal) of the Cameroon Rep./Nigeria border". *The Nig. Field*, vol. 36, n° 1, p. 4-20, tabl., fig., photogr., bibliogr.

VALLERAND, F. ; BRANCKAERT, R., 1975, "La race ovine Djallonke au Cameroun ; potentialités zootechniques, conditions d'élevage, avenir". *Rev. Elev. méd. vét. Pays trop.*, t. 28, n° 4, p. 523-545, photogr., tabl. graph., bibliogr.

VANDERSCHAECHE, M., 1989, "Diversité et évolution des systèmes d'élevage bamiléké et mbororo dans une région agricole d'altitude : exemple de la chefferie Bafou (Ouest-Cameroun)". CNEARC-ESAT, Montpellier, 95 p. multigr. + annexes, tabl., fig., bibliogr.

VAN HEERDEN, J. et al., "An outbreak of kikuyu poisoning in Western Transvaal". *Journ. of the South Afr. Vet. Ass.*, vol. 49, n° 1, p. 27-30, fig., bibliogr.

VAN RAAY, H.G.T., 1975, "Rural planning in a savanna region". Rotterdam Univ. Press, 183 p., tabl., fig., index, bibliogr.

VEREECKE, C., 1989, "From pasture to purdah : the transformation of women's roles and identity among the Adamawa Fulbe". *Ethnology*, Pittsburgh, vol. XXVIII, n° 1, pp. 53-73, bibliogr.

WALEWSKI, A., STEFANSKI, B., 1974, "Quelques remarques sur la production agricole semi-commercialisée du Cameroun : l'exemple du groupement de Babadjou". *Afr. Bull.*, 21, pp. 207-224.

WARNIER, J.P. et FOWLER, I., 1979, "A nineteenth-century Ruhr in Central Africa". *Africa*, vol. 49, n° 4, p. 329-350, fig., photogr., bibliogr.

WARNIER, J.P., 1984, "Histoire du peuplement et genèse des paysages dans l'Ouest camerounais". *Journal of Afr. Hist.*, vol. 25, p. 395-410.

WARNIER, J.P., 1985, "Echanges, développement et hiérarchies dans le Bamenda pré-colonial (Cameroun)", Stuttgart, F. Steiner, 323 p., fig., cart., bibliogr., index

WHITNEY, A. S., 1971, "Sward characteristics of kikuyu grass : their measurement and interrelationships". in "Colloque sur l'intensification...", p. 84-91, fig., tabl., bibliogr.

WILLIAMSON, G. ; PAYNE, W.J.A., 1965, "An introduction to animal husbandry in the Tropics". Longmans, 447 p., photogr., index

LISTE DES TABLEAUX

1. Généalogie des Gosi'en, premiers migrants au Cameroun 95
2. Evolution du *jangali* et de l'impôt sur les personnes au Bamenda 146
3. Evolution du *jangali* et de l'impôt sur les personnes aux "Southern Cameroons" 146
4. Evolution du cheptel imposé au Bamenda, de 1948 à 57 154
5. Entrées des premiers Akou sur le plateau de Wum 171
6. Evolution du cheptel imposé au Bamenda, de 1957 à 60 173
7. Estimations du cheptel bovin au nord du Bamiléké, en 1958 178
8. Secteurs d'accueil des troupeaux mbororo expulsés des monts Bambouto en 1967 185
9. Statistiques fiscales du cheptel au Bamenda, de 1960 à 64 189
10. Evolution du prix d'un kilo de viande de boeuf à Victoria 192
11. Statistiques fiscales du cheptel bovin au Bamenda, de 1964 à 68 200
12. Changement de répartition du cheptel, de 1948 à 68, par grandes unités géographiques 201
13. Retours au Bamenda d'Akou partis en 1960-61 204
14. Provenance des Akou entrés au Bamenda, de 1962 à 68 205
15. Amorce des départs, à partir de Wum et de Dumbo, de 1962 à 69 211
16. Répartition lignagère des arrivées et des remises en mouvement, au nord du Bamenda, de 1962 à 69 212
17. Evolution du cheptel imposable à Wum et Dumbo, au cours des années 60 214
18. Arrivées des Akou au Bamoun, de 1965 à 69 217
19. Composition lignagère des arrivants au Bamoun, de 1965 à 69 217
20. Statistiques de cheptel, en 1969 et 75 232
21. Evolution des pâturages d'hivernage au Bamoun 237
22. Diminution du cheptel imposé en quelques secteurs de Nso 238
23. Passage des statistiques fiscales aux statistiques vétérinaires, en une décennie 240
24. Arrivées d'Akou à Wum, au cours des premières années 70 246
25. Arrivées d'Akou au Bamoun, de 1970 à 74 253
26. Importance du cheptel bovin par unités de relief 294
27. Changements géographiques de l'élevage sur les plateaux du Bamenda 295
28. Sources minérales des plateaux de l'Ouest-Cameroun, reconnues d'intérêt pastoral 302
29. Relevés botaniques en savanes arbustives de type Adamaoua 384
30. Relevés botaniques de quelques savanes à *Entada* 393
31. Comparaison de valeurs fourragères de l'herbe "kikuyu" et de l'herbe à éléphant 433
32. Modèle Adamaoua d'évolution des savanes pâturées 452
33. Modèle Grassfields de dégradation des pâturages 463
34. Répartition des zébus rouges selon l'altitude, en 1975 486
35. Répartition des zébus blancs selon l'altitude 496
36. Localisation des zébus rouges possédés par les Akou 519

37. Distribution par races des troupeaux des Akou de Binka 519
38. Effectifs de ***bakalleeji*** appartenant aux Djafoun 529
39. Localisation en altitude des ***bakalleeji*** appartenant aux Djafoun 530
40. Distribution de l'ancienne et de la nouvelle race bovine chez des Djafoun du Bamenda 537
41. Répartition des races bovines chez trois familles de Nkambe 539
42. Deux exemples de répartition des races bovines entre trois générations 541
43. Importance de l'élevage porcin au Bamiléké, autour des monts Bambouto, en 1972 566
44. Importance de l'élevage porcin au sud du Bamenda, en 1972 567
45. Variations du cheptel imposé de 1.300 éleveurs au Bamenda 578
46. Comparaison des effectifs de cheptel sur les Grassfields 581
47. Modification du cheptel taxé, à la suite de migrations 582
48. Cheptel fiscal et cheptel observé des Akou de Wum 582
49. Modification d'effectifs de cheptel fiscal, du Bamoun au Bamenda 584
50. Effectifs de cheptel, en fonction de quelques indicateurs, au Bamenda 589
51. Superficies moyennes des exploitations comprenant des caféières 607
52. Evaluations de l'étendue des pâturages au Bamenda 631
53. Distribution schématique du cheptel selon l'altitude 638
54. Distribution des zébus blancs selon les charges, en saison des pluies 652
55. Deux recensements des éleveurs actifs aux Grassfields 666
56. Catégories d'éleveurs actifs d'après le dénombrement de 1974 et le recensement de 1976 668
57. Pourcentages de bergers et de jeunes éleveurs 673
58. Evolution de la population mbororo du Bamenda 682
59. Indices de polygamie de populations pastorales au Cameroun 695
60. Distribution des familles de populations pastorales, d'après le nombre d'épouses 695
61. Distribution des Mbororo des Grassfields, d'après le nombre d'épouses 696
62. Généalogie des ardo du lignage Rahadji 707
63. Généalogie des ardo du lignage Gosi 714
64. Division géographique des branches familiales des Gosi'en au Bamenda 718
65. Généalogie et répartition géographique d'une lignée de Mbodi'en 763
66. Evolution de la population des Djafoun, de 1946 à 75 769
67. Influence de l'organisation politique et sociale sur l'adoption de l'élevage bovin 816
68. Répartition des villageois selon le nombre d'épouses 837
69. Dates de constitution de troupeaux par les populations du Bamenda 840
70. Evolution de la population d'éleveurs villageois et haoussa, de 1964 à 74 841
71. Evolution du cheptel de nouveaux éleveurs, de 1974 à 83 845
72. Cessations d'élevages villageois intervenues entre 1974 et 83 847
73. Variations des charges annuelles selon l'altitude 863
74. Evolution de la population au Bamenda 871
75. Evolution de la population rurale au Bamenda 872
76. Indice de jeunesse des ruraux au Bamenda 873
77. Evolution du peuplement et du cheptel 874
78. Distribution du peuplement rural sur les plateaux et leur périphérie 877

79. Distribution des densités rurales sur les hauts plateaux 877
80. Superficie moyenne plantée en café par exploitation au Bamenda 886
81. Superficies moyennes cultivées par les femmes Nso en 1948 et 72 889
83. Eleveurs partis des environs de Wum en 1974 957
84. Nouveaux pâturages d'éleveurs expulsés de Wum 958
85. Migrations de quelques éleveurs partis de Wum en 1974 959
86. Population agricole à l'ouest des pâturages de Takui-Kingomen 1.026
87. Avances des cultures sur les monts Bambouto en 1953 1.065
88. Eleveurs et cheptel sur les monts Bambouto en 1975 1.075
89. Altitudes moyennes des campements d'éleveurs et des abris de bergers sur les monts Bambouto 1.084
90. Progression des cultures autour des monts Bambouto en 1975 1.085
91. Durée de séjour des Mbororo au même campement 1.104
92. Durée de séjour des Mbororo actifs au même campement 1.105
93. Durée de séjour des groupes mbororo au même campement 1.106
94. Durée de séjour au site d'hivernage, en 1975 1.109
95. Importance des transhumants, en 1975 1.118
96. Importance des éleveurs fixés, en 1975 1.124
97. Importance des vrais sédentaires, en 1975 1.128
98. La sédentarisation chez les grands lignages djafoun 1.131
99. La sédentarisation des grands lignages djafoun à différentes altitudes 1.132
100. Distribution des Djafoun éleveurs-cultivateurs selon l'importance du troupeau 1.157
101. Indices de polygamie de type pastoral, chez quelques lignages djafoun 1.174
102. Répartition des Djafoun du Bamenda selon le nombre d'épouses 1.174
103. Evolution des moyennes de cheptel par Djafoun au sud du Bamenda 1.188
104. Evolution du prix du bétail au Bamenda, de 1949 à 86 1.212
105. Stabilité des Mbororo, de 1975 à 1983-86 1.227
106. Degrés d'ancienneté, en 1975, des futurs Djafoun stables et migrants 1.230
107. Effectifs de cheptel, en 1975, des futurs sédentaires et migrants 1.232
108. Cheptel non-transhumant des villageois dans le Council Wimbum 1.261
109. Cheptel non-transhumant des Akou au nord du Bamenda 1.262
110. Fortes charges de saison des pluies et délestages de saison sèche 1.293
111. Charges d'hivernage et allègements de saison sèche en bas plateaux 1.294
112. Répartition des pâturages de saison sèche, d'après les charges 1.298
113. Distribution des Djafoun du Tchabbal Mbabo, par lignages, en 1980 1.419
114. Composition lignagère des Akou du Tchabbal Mbabo 1.421
115. Situation en altitude des principaux lignages mbororo du Tchabbal Mbabo 1.429
116. Schéma de l'établissement de conditions favorables aux mouches tsé-tsé 1.449
117. Structure pastorale des Foulbé de Mbana et de Gandaba 1.471
118. Lieux de départ et identité lignagère des Akou arrivés au Tchabbal Ngouté en 1973 1.492
119. Exode des Akou de Ngouté vers Tibati 1.503
120. Races bovines des hauts plateaux camerounais et zaïrois 1.538

LISTE DES FIGURES

1. Bloc-diagramme d'un ***caBBal*** : le Tchabbal Wade 7
2. Bloc-diagramme d'un "faux" ***caBBal*** : la table de Kognoli 8
3. Répartition de la langue peule à l'ouest du Lac Tchad 22
4. Répartition de la langue peule à l'est du Lac Tchad 23
5. Aires de langue peule comme langue principale (Nigeria-Cameroun) 26
6. Extension maximum de la langue peule (Nigeria-Cameroun) 27
7. Localisation des Peuls, de l'Adamaoua à l'Ouest-Cameroun 31
8. Répartition de la population aux environs de Gombe, à la fin du 19e siècle 44
9. Répartition de la population aux environs de Hadejia, à la fin du 19e siècle 46
10. Les premières migrations des Djafoun vers Yola 54
11. L'arrivée des premiers Mbororo en Adamaoua 56
12. La "montée" vers le nord des Wodabe Mannga 63
13. Transferts pastoraux vers le sud, au début du siècle 65
14. Les Djafoun à Lompta, au début de ce siècle 85
15. Evolution du cheptel imposé au Bamenda 81
16. Dispersion des Djafoun de Lompta, au début de ce siècle 85
17. Les Mbororo à l'ouest de l'Adamaoua, au début du siècle 86
18. L'arrivée des premiers migrants au Bamoun 93
19. Les Djafoun au Bamoun, en 1918 98
20. Les premiers Djafoun aux Grassfields, dans les années 20 104
21. Evolution du cheptel fiscal et du ***jangali***, de 1922 à 1939 111
22. La crise pastorale des premières années 30 114
23. Evolution du cheptel fiscal et du ***jangali*** au Bamenda, de 1940 à 55 126
24. Localisation du cheptel au Bamenda, en 1944 et 48 129
25. La fixation des Mbororo dans les années 40 132
26. L'arrivée des premiers Galedji à Wum 162
27. Les antécédents migratoires des Danedji 164
28. Migrations des Ba'en et Natirbe vers les Grassfields 166
29. L'irruption des Akou sur les plateaux du Bamenda 169
30. Migrations pastorales liées à l'insurrection bamiléké 177
31. Le reflux des Akou au Nigeria, en 1960-61 180
32. Retours mbororo au Bamiléké 186
33. Evolution du cheptel fiscal et du ***jangali***, de 1950 à 75 188
34. Evolution du cheptel bovin au Bamenda, de 1948 à 68 200
35. Nouvelles entrées d'Akou au nord du Bamenda 206
36. Premières traversées du Bamenda par les Akou 216
37. Amplitude des variations d'effectifs, au début des années 70 233
38. Evolution de l'aire d'élevage au Bamenda, de 1960 à 75 235
39. Une halte migratoire, sous un bosquet d'arbres, au sud de Dumbo 250
40. Evasions des Akou hors des plateaux de l'Ouest-Cameroun 255
41. La situation des Grassfields dans la "coulée" des Akou 260
42. Perspective des Grassfields 273

43. Les unités de relief des Grassfields 275
44. La périphérie de la plaine de Ndop, près de Babungo 277
45. Abrupt de Ndawara au-dessus du plateau de Bafut 287
46. Effectif de cheptel, par petites unités administratives 293
47. Phénomènes liés au volcanisme 300
48. Teneurs en anions des sources minérales de l'ouest 304
49. Teneurs en cations des sources minérales 305
50. La catastrophe de Nyos en 1986 310
51. Humidité mensuelle à différentes altitudes 314
52. Températures moyennes à différentes altitudes 315
53. Variations des températures à trois altitudes 316
54. Diagramme ombrothermique de Ntem 318
55. Diagramme ombrothermique de Koundja 318
56. Diagramme ombrothermique de Jakiri 319
57. Localisation probable des glossines autour des Grassfields 321
58. Fréquence des petites tiques, à deux altitudes, près de Nkambe 330
59. Fréquence des grosses tiques, à deux altitudes, près de Bamenda 333
60. Le détiquage d'un animal récalcitrant 335
61. Infestation des pâturages par les tiques, au début des pluies 339
62. Degrés de salubrité des Grassfields, en début des pluies 343
63. La période végétative à Bamenda 349
64. La période végétative à Koundja 350
65. Variation de la saison des pluies, à 4 stations de plateaux 352
66. Averses de saison sèche et retour des pluies 358
67. Conséquences de deux saisons sèches sur des bovins à Bambui 362
68. Façade d'une bambousaie au sommet du mont Bambili 365
69. Prairie et forêt en haut de Tchabbel 367
70. Schéma des décalages forestiers de chaque côté des Grassfields 370
71. Schéma de l'étagement des pâturages en altitude 379
72. Types de pâturages sur les Grassfields 381
73. Hutte mbororo au milieu d'une savane à *T. glaucescens* 382
74. Savane arbustive de type Adamaoua près de Matapit 385
75. Savanes herbeuses du plateau de Dumbo 387
76. Grands *Gnidia glauca* en haut du mont Bambili 396
77. Les deux états des prairies montagnardes non pâturées 400
78. Evolution des prairies montagnardes soumises à la pâture 401
79. Protection ou mise à découvert sous deux couverts herbacés montagnards 405
80. Localisation des exemples de végétation montagnarde 411
81. Les prairies ouvertes de Takui-Kingomen 412
82. Prairies et forêts de Santa-Pinyin 414
83. Grands genêts de montagne, au sommet des monts Bambouto 418
84. Bambousaie et pelouse de part et d'autre de la crête des monts Bambouto 420
85. Végétation du mont Bambili 422
86. Végétation du mont Oku 425
87. Schéma des systèmes racinaires de graminées dressées et rampantes 437
88. Localisation de quelques sites d'herbe "kikuyu" à moins de 1.500 mètres 438
89. Végétaux nuisibles à l'élevage et formations envahissantes de bas plateaux 441

90. Encombrement des abords d'un campement à Dumbo par *Cassia* 443
91. Localisation des exemples de pâturages dégradés 543
92. Envahissements arbustifs à Yolo 455
93. De la prairie montagnarde à la fougeraie 459
94. Schéma du profil d'une fougeraie sur un versant 461
95. De la fougeraie à la forêt montagnarde 464
96. Localisation des principales fougeraies sur les Grassfields 466
97. Fougeraies et taillis de Ndawara 468
98. Hauts pâturages de Tchabbel 470
99. Profil d'un animal ***boDeeji*** 478
100. Evolution du poids de jeunes zébus à la station de Jakiri 482
101. Evolution du poids moyen des carcasses de zébus rouges achetés en 1962-63 483
102. Localisation des races bovines en saison des pluies 485
103. Profil d'un boeuf de race ***daneeji*** 488
104. Evolution du poids de zébus blancs à Bambui 491
105. Croissance des veaux mâles de zébus blancs à Bambui 493
106. Variation de la production moyenne de lait par jour d'une vache ***daneeji*** 494
107. Croquis de goudali de l'Adamaoua 498
108. Croissance des veaux de deux races goudali à Bambui 501
109. Comportement annuel de plusieurs lots de goudali à Bambui 502
110. Les taurins de savane au Cameroun et au Nigeria 511
111. Changements de race bovine 521
112. Croquis de zébu de race ***bakalleeji*** 528
113. Courants commerciaux de petit bétail au 19e siècle 546
114. Distribution des ovins par exploitations agricoles aux Grassfields 551
115. Effectifs d'ovins et taille des exploitations agricoles au Bamenda 552
116. Effectifs d'ovins en rapport avec l'âge des propriétaires 553
117. Classement par âges des propriétaires d'ovins sur les plateaux du Bamenda 554
118. Localisation des ovins 555
119. Distribution des cheptels caprin et ovin dans les exploitations agricoles 558
120. Localisation des caprins 559
121. Distribution par âges des propriétaires de caprins 560
122. Corrélation entre les tailles des troupeaux caprins et ovins 562
123. Exemple d'enclos à porcs 563
124. Localisation des porcins 567
125. Le matin, quelques chevaux paissent le "kikuyu" 572
126. Correspondance entre bétail imposé et observé chez les Akou de Wum 583
127. Etalonnage des effectifs de cheptel, en fonction d'indicateurs socio-économiques chez les Djafoun 587
128. Etalonnage des effectifs de cheptel, en fonction d'indicateurs socio-économiques chez les Akou 588
129. Les pressions en cheptel bovin (1975) 591
130. Pressions en bétail et densités de peuplement 593
131. Pressions de bétail en 1975 595
132. Distribution des effectifs selon la pression en bétail 597
133. Interférences entre cheptel et peuplement 599
134. Pressions en bétail les plus fréquentes et densités de population, au Bamenda 600

135. Localisation probable des tensions entre population et cheptel 601
136. Limites des pâturages en saison des pluies 605
137. Localisation des grandes plantations 612
138. Grandes plantations et cheptel bovin aux environs de Foumbot, dans les premières années 50 613
139. Schéma de la concurrence entre les racines du "kikuyu" et du caféier 615
140. Emprise des cultures denses sur les hauts plateaux du Bamenda 617
141. Occupation du sol au Bamenda 619
142. Occupation du sol au Bamenda 621
143. Charges des pâturages en saison des pluies 637
144. Hauts plateaux et fortes charges en bétail 641
145. Profil de charges n° 1, à travers les plateaux de Nkambe 642
146. Localisation des profils de charges 643
147. Profil de charges n° 2, de Fungom à Ndu 644
148. Profil de charges n° 3, de la Metchum au plateau Nso 644
149. Profil de charges n° 4, du plateau Meta au plateau Kom 645
150. Profils de charges n° 5 et 6, des hauteurs méridionales au Bamoun 646
151. Profil de charges n° 7, d'Essu à Ndop 647
152. Profil de charges n° 8, du mont Oku au Bamoun 647
153. Profil de charges n° 9, de Bamenda au plateau Nso 648
154. Charges de bétail et races bovines 651
155. Profil de charges selon les races bovines, à travers les plateaux de Nkambe 652
156. Profil de charges selon les races bovines, de Fungom à Ndu 653
157. Profil de charges selon les races bovines, de Bambili au Bamoun 653
158. Distribution par âges de la population active dans l'élevage 671
159. Distribution par âges de la population agricole masculine 671
160. Profils démographiques des éleveurs dans quelques arrondissements du Bamenda 672
161. Pourcentages des actifs masculins éleveurs, par rapport aux cultivateurs 675
162. Rapports entre le cheptel et la population totale 676
163. Disponibilités théoriques en bovins et densités de peuplement 677
164. Densités du peuplement mbororo 684
165. Densités des Mbororo par rapport aux pâturages de saison des pluies 685
166. Densités de peuplement mbororo et charges en bétail 687
167. Les éleveurs 689
168. Djafoun et Akou aux environs de Nkambe 690
169. Pyramide des âges des Mbororo du Bamenda 693
170. Comparaison de la fécondité féminine chez plusieurs populations peules du Cameroun 694
171. Distribution des Mbororo des Grassfields, d'après la taille des ménages 698
172. Population mbororo par taille des ménages dans le département Menchum 698
173. Population mbororo par taille des ménages dans le département du Noun (Bamoun) 699
174. Localisation des lignages "historiques" Djafoun 713
175. Localisation des Toukanko'en et de lignages secondaires 729
176. Distribution des Toukanko'en selon la taille des ménages 733
177. Localisation des Madjanko'en et Ouranko'en 739

178. Distribution des Madjanko'en selon la taille des ménages 742
179. Schéma de la hiérarchie des lignages majeurs des Djafoun 746
180. Schéma de l'étagement des lignages secondaires de Djafoun 766
181. Localisation des Akou 779
182. Distribution des Galedji, d'après la taille des ménages 782
183. Taille des ménages chez les Danedji et les Galedji 788
184. Djafoun et Akou sur un plateau intermédiaire, aux environs de Lassin 796
185. Echelonnement des taux de polygamie des lignages djafoun 799
186. Disposition des taux de polygamie par lignage akou 800
187. Pyramide des âges des Haoussa du Bamenda 803
188. Répartition des éleveurs villageois, par arrondissements 813
189. Jeune fille gardant les animaux de son père, près de Santa 815
190. Répartition par âges de paysans éleveurs et de cultivateurs maraîchers 823
191. Importance des éleveurs villageois au Bamenda en 1964 841
192. Répartition des éleveurs villageois en 1976 842
193. Evolution du cheptel villageois au sud-Bamenda, de 1974 à 83 843
194. Charges annuelles des pâturages 865
195. Exemple de montée des cultures sur les versants 869
196. Localisation des risques conflictuels entre éleveurs et cultivateurs 880
197. Une exploitation chez les Nso en 1960 882
198. Une tranche d'occupation du sol en 1970 882
199. Propositions pédologiques d'affectation de pâturages en 1972 895
200. Vaine pâture de chaumes de maïs aux environs de Misaje 921
201. Cultures et pâturages autour de Wum, de 1962 à 74 949
202. Localisation des troupeaux autour de Wum en 1975 953
203. Les charges en bétail autour de Wum en 1975 955
204. Dispersion des éleveurs de Wum, à la suite de la révolte des cultivatrices 958
205. Discussion entre Mbororo et cultivatrices, sur les hauts de Bambili 964
206. Localisation d'incidents éleveurs-cultivateurs, au début des années 70 975
207. Affectation ancienne de deux interfluves, à l'élevage et aux cultures 977
208. Potentiels agricoles et pastoraux du Bamenda, au début des années 60 991
209. Clôture en barbelés protégeant un versant cultivé à Binka 1.001
210. Evolution des secteurs cultivés, au nord du Bamenda 1.017
211. Localisation d'exemples de contacts cultures-pâturages 1.020
212. Pâturages et cultures à Tadu 1.023
213. Les pâturages de Takui-Kingomen 1.025
214. L'infiltration des cultures à Ndawara 1.029
215. Pénétration agricole des galeries forestières à Santa-Pinyin 1.033
216. Croquis de localisation du mont Bambili 1.037
217. Fronts agricoles sur le mont Bambili 1.039
218. Cultures et pâturages à Essu 1.043
219. Densités de peuplement autour des monts Bambouto 1.048
220. Profils de densité du peuplement sur les versants des monts Bambouto 1.049
221. Le peuplement des monts Bambouto en 1910 1.050
222. Transfert et fermetures de la piste à bétail vers le sud 1.063
223. Association campement mbororo-cultures bamiléké en haut de Bafou 1.082
224. Evolution de l'occupation du sol en haut de Bafou 1.087

225. Essai de nouveaux pâturages en bordure du Bamiléké 1.091
226. Distribution de la population mbororo selon l'ancienneté d'habitat 1.104
227. Importance des Mbororo transhumants, en 1975 1.120
228. Importance des Mbororo fixés au campement de saison des pluies 1.125
229. Importance de la sédentarisation complète des Mbororo 1.129
230. Les déplacements d'un Ouranko avant sa fixation 1.135
231. Les déplacements de trois Djafoun, avant leur fixation 1.136
232. Stabilité et instabilité de quelques Djafoun, depuis leur entrée sur les plateaux 1.139
233. Evolution de la stabilité des Djafoun 1.140
234. Evolution de la stabilité de quelques lignages djafoun 1.141
235. Stabilisation et engagement agricole des Djafoun 1.151
236. Coordonnées de Djafoun engagés dans la caféiculture 1.152
237. Localisation de Mbororo qui entreprennent des cultures 1.154
238. Taille des familles d'éleveurs engagés dans l'agriculture 1.157
239. Effectifs de cheptel de Djafoun engagés dans l'agriculture 1.158
240. Sédentarisation et engagement agricole des Akou 1.160
241. Importance du cheptel et ancienneté des Djafoun transhumants 1.167
242. Importance du cheptel et ancienneté de fixation des Djafoun 1.168
243. Cheptel et ancienneté des Djafoun vrais sédentaires 1.169
244. Registre polygamique des Djafoun, d'après le comportement spatial 1.176
245. Taille des familles et type de sédentarisation des Djafoun 1.177
246. Taille des familles et cheptel des Djafoun transhumants 1.179
247. Taille des familles et cheptel des Djafoun fixés 1.180
248. Taille des familles et cheptel des Djafoun sédentaires 1.181
249. Schéma des relations famille-cheptel 1.182
250. Moyennes de cheptel selon la taille des familles 1.183
251. Evolution du cheptel d'éleveurs transhumants 1.189
252. Evolution du cheptel de Djafoun fixés 1.190
253. Evolution des moyennes de cheptel des Djafoun fixés 1.190
254. Evolution du cheptel des vrais sédentaires 1.192
255. La hutte ***Buteeru*** aux Grassfields 1.195
256. Hutte ***Buteeru*** et case ***bongooru*** d'un campement djafoun 1.197
257. Le campement de Dewa en haut de Bamessing 1.199
258. Le campement d'Alhadji Madjalé à Ndawara 1.201
259. Le campement d'Alhadji Njidda à Mbiame 1.203
260. Le campement de Wakili Adamou en haut de Ndawara 1.205
261. Le campement de Ngoïna, près de Nkambe 1.207
262. Un ancien Djafoun : dépositaire de la morale peule 1.224
263. Deux jeunes Djafoun : nouveaux habits et écoute du transistor 1.275
264. Départs récents de Mbororo, au Bamenda 1.229
265. Importance des départs récents, parmi les sédentaires en 1975 1.231
266. Schémas du nomadisme "vertical" et de la transhumance 1.239
267. Premiers déplacements saisonniers, dans les années 30 1.244
268. Les déplacements saisonniers pendant les années 50 1.246
269. Directions officielles des transhumances, au cours des années 60 1.250
270. La compétition entre Mbororo sur le plateau de Wum, en 1965-66 1.254
271. Reculs des Djafoun en saison sèche, au nord du Bamenda 1.255

272. Echelonnement des départs et changements d'altitude 1.267
273. Discordances entre transhumance réelle et officielle, en 1973-74 1.270
274. Altitude des pâturages de départ et ampleur de la descente en saison sèche 1.280
275. Répartition du cheptel transhumant, selon l'altitude des pâturages de départ et de saison sèche 1.283
276. Altitude des secteurs de transhumance 1.286
277. Localisation du cheptel en saison sèche 1.295
278. Inversions de charges, de la saison des pluies à la saison sèche 1.295
279. Charges des pâturages en saison sèche 1.297
280. L'herbe à éléphants, graminée privilégiée de saison sèche 1.301
281. Profil de charge en saison sèche, à travers les plateaux de Nkambe 1.302
282. Profil de charges en saison sèche, de Fungom à Ndu 1.303
283. Profil de charges en saison sèche, à travers le mont Oku 1.304
284. Profil de charges en saison sèche, de Meta à Kom 1.304
285. Profil de charges en saison sèche, de Bamenda au Bamoun 1.305
286. Profil de charges en saison sèche, des monts Bambouto au Bamoun 1.305
287. Campement saisonnier de familles en transhumance 1.308
288. Alternance longue des parcours, dans la plaine de Ndop, en début de saison sèche 1.310
289. Rotation quotidienne des parcours, dans la plaine de Ndop, en fin de saison sèche 1.311
290. Abris provisoires, en saison sèche, de deux familles de bergers 1.315
291. Retours de transhumance et changements d'altitude, en 1974 1.321
292. Les unités pastorales en 1974 1.327
293. Détournements de transhumance après l'ennoyage de la plaine de Ndop 1.338
294. Pâturages épargnés par la retenue de Bamendjing 1.341
295. Allongement d'une transhumance d'éleveurs 1.349
296. Nouveaux itinéraires de transhumance vers la plaine de la Donga 1.351
297. Schéma des compétitions pastorales dans la région de Nkambe 1.353
298. Le massif du Manengouba 1.364
299. Les paysages végétaux du Manengouba 1.367
300. Migrations pastorales vers le massif du Manengouba 1.370
301. Eleveurs et cultivateurs du Manengouba 1.375
302. Haut plateau Mambila : répartition des charges en saison des pluies 1.379
303. Occupations pastorale et agricole du Mambila en saison des pluies 1.380
304. Schéma d'occupation du sol, en haut plateau Mambila 1.381
305. Tchabbal Mbabo : paysages végétaux 1.391
306. Densités de population du Tchabbal Mbabo 1.396
307. Salaires agricoles versés par des éleveurs auto-suffisants 1.404
308. Tchabbal Mbabo : ravitaillement vivrier des éleveurs 1.407
309. Schéma de la vallée du Mayo Koui, au pied du ***caBBal*** 1.412
310. Tchabbal Mbabo : localisation de la population 1.423
311. Peuplement foulbé de la haute vallée du Mayo Djem 1.430
312. Schéma de disposition des Mbororo et des Foulbé sur le Tchabbal Mbabo 1.431
313. Tableau généalogique des Foulbé du hameau de Djaware 1.431
314. Terroir d'un hameau foulbé : Djaware à Tchabbal Gongowal 1.432
315. Repli du bétail en altitude et inversion du système pastoral en Adamaoua 1.439

316. Schémas de systèmes pastoraux foulbé et mbororo 1.441
317. Mobilité des Foulbé, face au retour des glossines en Adamaoua 1.452
318. Mobilité des Mbororo, face au retour des glossines en Adamaoua 1.453
319. Le Tchabbal Mbana 1.461
320. Erosion pastorale en haut du Tchabbal Mbana 1.462
321. Habitat de Foulbé et champs de maïs au Tchabbal Mbana 1.464
322. Le Tchabbal Gandaba 1.469
323. Vallée et habitat de cultivateurs en contrebas du Tchabbal Gandaba 1.470
324. Le Tchabbal Lambang 1.475
325. Etagement des ***caBBal*** de l'Adamaoua 1.479
326. Route et piste à bétail au rebord du plateau de Yoko 1.489
327. Premières arrivées mbororo sur le Tchabbal Ngouté 1.491
328. Coupe topographique à travers le Tchabbal Ngouté 1.494
329. La "falaise" du Tchabbal Ngouté au-dessus de Linté 1.495
330. Les éleveurs sur le Tchabbal Ngouté en 1978 1.505
331. Décapage de hauts d'interfluves à Ngouté par une surcharge en bétail 1.506
332. La partie sommitale du mont Cameroun 1.511
333. Hauts reliefs en Afrique pluvieuse 1.529
334. Pressions en bétail et densités de population sur deux hautes terres 1.531
335. Disponibilités théoriques en bovins et densités de peuplement sur deux hautes terres 1.532
336. Schéma des étages écologiques aux Grassfields 1.534
337. Schéma de "versant agraire" sur les hautes terres du Rwanda 1.535

LISTE DES CARTES

DE L'ATLAS

1 : Hautes terres de la Dorsale Camerounaise

2 : Cameroun : plateaux de l'ouest ; carte de repérage

3 : Cameroun : Monts Bambouto ; végétation de la zone d'élevage

4 : Cameroun : plateaux de l'ouest ; culture du café et élevage paysan

5 : Cameroun : plateaux de l'ouest ; élevage paysan et cultures vivrières "masculines"

6 : Cameroun : plateaux de l'ouest ; encombrement de l'espace par les hommes et le bétail en 1975

7 : Cameroun : Monts Bambouto ; évolution de l'occupation du sol

8 : Cameroun : plateaux de l'ouest ; fixation des Mbororo en saison des pluies

9 : Cameroun : plateaux de l'ouest ; transhumance de saison sèche, déplacement du cheptel en 1974

10 : Cameroun : plateaux de l'ouest ; transhumance de saison sèche ; transfert du cheptel en altitude en 1974

TABLE GENERALE DES MATIERES

INTRODUCTION : LE « CABBAL, » MILIEU PASTORAL D'ALTITUDE 5
Le « caBBal, » haut plateau pastoral 5
Les « caBBal » du Cameroun 9

Première partie :

LA POUSSEE PEULE VERS LE SUD 17

1. DU SAHEL A L'ADAMAOUA 19
TABLEAUX GEOGRAPHIQUES DES PEULS 19
L'"archipel" peul 21
Les Peuls des plateaux camerounais 29
Les Foulbé citadins 32
Les Foulbé villageois 32
Les Mbororo 34

FOULBE ET MBORORO : AU CENTRE ET EN MARGE DE L'HISTOIRE 37
La priorité pastorale avant le 19e siècle 38
Elevage et pouvoir au 19e siècle : la "dé-pastoralisation" des Peuls 41
La guerre : perte et conquête de pâturages 41
Peuplement et remodelage social 43
Domination politique et activité pastorale 47
Islamisation et pastoralisme 50
Différenciation sociale 51
Les Mbororo à l'époque des guerres, « jamanu konooji » 52
Les premières migrations des Djafoun 52
De Kano à Yola 52
De Yola à l'Adamaoua 55
De la peste bovine à la "guerre" de Boure-Galim 57
L'expansion pastorale au 20e siècle 59
Une direction privilégiée : l'est 60
La poussée peule vers le nord 62
Nouvelles migrations vers le sud 64
Remises en mouvement au début du siècle 64
Les échecs de Lompta 66
Au-delà de Lompta 73
Le « lahore, » ancien impératif pastoral 74
Le choc de nouveaux Mbororo : les Akou 75

2. UNE NOUVELLE REGION D'ELEVAGE : LES GRASSFIELDS 79
LA NAISSANCE D'UNE REGION D'ELEVAGE 82
Le départ de l'Adamaoua 82
Des précurseurs : les Haoussa 83
Les Mbororo de Banyo en 1910 84
La ou les causes de départ 87
Pâturages surchargés ou querelles de chefferie ? 87
Des confiscations de cheptel ? 88
Une conséquence de la nouvelle frontière ? 89
La recherche de nouvelles sources natronées 89
Les circonstances du départ 90
Une exploration pastorale 90
Querelles politiques et migration 91
Pourquoi le Bamoun ? 92
L'intermède au Bamoun 92
L'aventure d'un petit groupe mbororo 94
Avantages et inconvénients naturels du Bamoun 95
Les premiers Mbororo au Bamoun 96
Eleveurs et cultivateurs 97
D'une sujétion l'autre 98
L'arrivée au Bamenda 99
Une arrivée mouvementée 100
Le rôle des sources natronées 101
L'afflux des Djafoun 102
La progression du cheptel 103
Une localisation centrée sur les « lahore » 105
Nouvelles arrivées 106
Premières dissenssions entre Djafoun 107
Les invasions de sauterelles 108
Pression fiscale et dépendance politique 108
Une réforme fiscale décisive 109
La perte d'autonomie politique 109
Les difficultés des premières années trente 110
Une catastrophe pastorale : les criquets 110
La prise de conscience officielle 111
Des dégâts inégaux selon l'altitude 112
Les pâturages refuges 113
Le retour en altitude 115
Les abandons du Bamenda 116
Les conséquences lointaines 118
L'essor pastoral de la fin des années trente 119
Rivalités lignagères en altitude 120
Extensions de l'aire d'élevage 121
L'approvisionnement en compléments minéraux 122
Avantages pastoraux des hauts plateaux 123

L'ACHEVEMENT DE LA PREMIERE PHASE PASTORALE 125
La saturation pastorale des hauts plateaux 125
Fluctuations de cheptel 125
L'incidence d'une épizootie 125
Progrès de la fiscalité sur le bétail 127
L'élevage au début des années quarante 129
Une activité circonscrite en altitude 129
Amorce de fixation des Djafoun 130
Nouveaux arrivants 134
Une transhumance régulière 135
Changements commerciaux 136
L'échec politique des Mbororo 137
Le refus de l'autonomie mbororo 137
Le "Fulani Council" 138
Le statut des Mbororo 139
L'encadrement des éleveurs 140
Une nouvelle orientation administrative 140
Les "Grazing Rules" 143
Dimension fiscale de l'enjeu pastoral 144
L'absence de contrepartie 149
Un essor imprévu de cheptel 150
Nouvelles localisations 153
La fermeture des plateaux 155
Effet pervers d'une politique pastorale 157
Les bouleversements, avant et après 1960 159
Les premières arrivées d'Akou 159
Une solution à la redistribution du cheptel 159
Antécédents migratoires des nouveaux Mbororo 160
La poussée des Galedji en savanes humides 160
Des Danedji dans le sillage des pionniers 163
Des précurseurs : les Ba'en 164
Les revirements des Natirbe 165
Les épreuves de l'arrivée à Wum 168
Premières dissenssions entre Akou 171
Le résultat : un nouvel essor des effectifs 172
Les Mbororo, d'une guerre à l'autre 174
Eloge de la fuite 174
Les péripéties des années de l'Indépendance 176
L'évacuation du Bamiléké 176
Les fuites du Bamenda 178
Des retours mouvementés 181
Les monts Bambouto : Mbororo, maquisards et administration 182
Mbororo et maquisards : l'accoutumance... 183
Mbororo et administration : l'expulsion 184
La réouverture de la montagne 186

Dans les griffes fiscales du Cameroun Occidental 188
Les difficultés de l'élevage 188
Le recul du cheptel 188
L'alourdissement de la pression fiscale 189
Des perturbations commerciales 191
La quête administrative de cheptel 193
Les efforts des administrations locales 193
Oppositions à l'afflux de cheptel 195
Le dépeçage de la manne fiscale 197
Afflux et migration des Akou 199
Reprise de l'essor du cheptel 199
Nouvelles entrées d'Akou 202
Les causes 202
Les entrées 203
Un nouveau mode de déplacement : la "vente-migration" 208
Le chassé-croisé entre les entrées et les sorties 210
Les départs 211
Les causes de départ 212
Le bilan migratoire 213
La traversée des plateaux 215
La colonisation pastorale du Bamoun 216

NOUVELLES DONNES 220
Réformes dans l'administration de l'élevage 220
Les originalités du Cameroun Occidental 220
Une longue sous-administration 221
Les compétences du service vétérinaire 221
Un service spécial des affaires d'élevage 223
Une minorité sans droit politique 224
L'alignement administratif après 1972 227
L'atténuation du « jangali » 227
La fin du service "Farmer-Grazier" 228
Une égalité politique ? 230
Elargissement de l'aire d'élevage 232
Une nouvelle instabilité du cheptel 232
Nouveaux pâturages d'hivernage 234
Esquisse de l'évolution actuelle 238
Des statistiques fiscales déficientes 238
L'incertitude des données du service d'Elevage 239
La descente des Djafoun 241
Colonisation pastorale des dernières hauteurs 241
Le nord des monts Bambouto 241
De Meta à Akwaya 242
Les changements d'altitude 243
A partir des reliefs culminants 243
A la périphérie des hauts plateaux 244

La "coulée" migratoire des Akou 245
Dynamique migratoire au Nigeria 245
Les arrivées au nord du Bamenda 247
Relances migratoires 248
Les Akou au centre du Bamenda 251
Le passage au Bamoun 252
Les sorties du Bamoun 254
L'installation en plaine 256
Conclusion : l'élevage au Bamenda, une chance plus qu'un préjudice 261

Seconde Partie :

LES GRASSFIELDS : ENTRE NATURE ET CULTURE PASTORALES 265

1. ALTITUDE ET ELEVAGE 269
UN RELIEF ETAGE 270
Evolution des connaissances géographiques 271
Les unités naturelles 274
Les plaines : « luggere » 276
Les abrupts 278
Les bas plateaux 279
Les plateaux intermédiaires 283
Hauts plateaux et grands édifices volcaniques : « caBBal » 285
Le relief, composante pastorale 291
Une corrélation altitude - effectifs de cheptel... 292
... mais qui se relâche 295
Relief et habitat pastoral 296
Volcanisme et élevage 298
Les sources minérales, « lahore » 298
Rôle pastoral des sources 299
Localisation et configuration des sources 301
Composition chimique des eaux 304
Aménagement et destin des sources 306
Les émissions de gaz 308

UN CLIMAT FAVORABLE A L'ELEVAGE 312
Un climat montagnard pluvieux 312
Des pluies abondantes 312
Approche de la salubrité par l'humidité et les températures 314
Climat et glossines 320
Discordances cartographiques 320
Les éleveurs et les glossines 323
Climat et tiques 327
Contraintes des tiques pour l'élevage 327

Ecologie des tiques et pratiques pastorales 329
Ambivalence des petites tiques 329
Des ennemies déclarées, les grosses tiques 332
Ecologie 332
Le détiquage 333
Tiques et sédentarisation 337
Les pratiques pastorales 341
Le bétail et les hommes en climat montagnard 342
L'accoutumance du bétail 345
L'inadaptation des hommes 346
La priorité au bétail 347
Des saisons pastorales contrastées 348
Une longue saison des pluies 348
Saison pluvieuse et activité végétale 348
Les phases de la saison des pluies 351
Le début des pluies, « seeto » 352
La vraie saison des pluies, « ndungu » 354
Une saison sèche brève mais sévère 357

DES PATURAGES ANTHROPIQUES 363
De la forêt à l'herbe 363
A la recherche des végétations climaciques 364
Pelouses subalpines naturelles ou secondaires ? 364
Des forêts montagnardes aux prairies 365
Disparition de la forêt montagnarde 368
Décalages végétaux 369
Les agents de déforestation 371
Un peuplement très ancien 372
La métallurgie du fer 373
Le feu, créateur de savanes d'altitude ? 375
Le rôle controversé des éleveurs 377
Des savanes aux pelouses 379
Les savanes de bas plateaux 380
Savanes périforestières et de type Adamaoua 380
Les savanes de Dumbo 387
Les prairies inondables de Ndop 389
Les savanes arbustives d'altitude 391
Les prairies montagnardes 394
Les paysages végétaux 394
La prairie 395
Les lisières 395
Les fourrés montagnards 397
Une graminée contestée 398
Un indicateur d'exploitation pastorale 398
Le processus de diffusion 398
Critiques et défense du Sporobolus 404

Plantes secondaires de prairie 407
Secteurs pastoraux à Sporobolus 410
Les prairies ouvertes de Takui-Kingomen 410
Des prairies cloisonnées : Santa-Pinyin 413
Les pelouses subalpines 416
Une végétation originale 416
Quelques montagnes des Grassfields 418
Les monts Bambouto 418
Le sommet du mont Bambili 421
Le mont Oku 424
Pâturages d'altitude et élevage 427
Enrichissement des pâturages 428
Des essais tous azimuts 428
La saga de l'herbe "kikuyu" 431
Une excellente graminée fourragère 431
Le renversement d'attitude des éleveurs 434
Seuils écologiques ou déficiences de diffusion ? 435
Plantes nuisibles à l'élevage 440
Les envahissantes 440
Les amères 444
Les toxiques 446
Evolution des pâturages 448
Le modèle de l'Adamaoua 449
Le schéma d'évolution 449
La situation des bas plateaux 452
Le modèle des Grassfields 456
Les substitutions de graminées 457
Les fougeraies 458
Les ligneux 462
La situation des prairies d'altitude 465
Exemples de dégradation pastorale 467
Conclusion : Les pâturages de zone pluvieuse, formations instables 472

2. LE CHEPTEL, MARQUEUR CULTUREL 475
LES RACES BOVINES 476
Les zébus 476
Une race prestigieuse... 478
... mais exigeante 480
Le problème de la saison sèche 480
Variations pondérales 481
Une exigence de salubrité 484
Une race d'altitude 484
Les « daneeji, » zébus blancs mbororo 487
Une arrivée récente 489
De nombreuses qualités ... 490
... dont certaines ambivalentes 492
Des bovins de bas plateaux 495

Les « gudaali, » zébus introduits 498
Une race de ranchs 499
L'animal des sédentaires 500
Une race mal fixée 503
Les « jilluDi, » troupeaux de race composite 504
Un cheptel d'acheteurs 504
Des concurrents aux « boDeeji » 506
La fin de deux races 506
Les taurins, ancienne race autochtone 507
Le cheptel bamiléké 507
Autres anciens cheptels taurins 508
Hypothèses d'origine ... 512
... et de disparition 513
L'échec d'une introduction 515
La disparition d'une race européenne 515
Le support d'un élevage laitier 516
L'absence de diffusion 516
« Sannja, » les changements de races bovines 518
L'introduction de zébus rouges par les Akou 518
Les processus 520
Fondements du changement de race 523
Limites de l'intervention 524
Les Djafoun face aux zébus blancs 525
Les « bakalleeji » 528
Un cheptel important 529
Modalités de croisement 530
Acquisitions d'animaux de boucherie, « coggal » 531
L'organisation d'un trafic 532
Cloisonnement ou perméabiblité des élevages 534
Contextes écologiques et pastoraux 535
Un indicateur écologique 535
Croisement et sédentarisation 536
Croisement et conduite du bétail 537
Croisement de bétail et générations d'éleveurs 539
Dimensions sociales des croisements 542
Retours à la race ancienne 543

LE CHEPTEL NON BOVIN 545
Le bétail "des autres" 545
Spécialisation commerciale ou atout écologique ? 545
Une désaffection des Mbororo 548
Les catégories de petit bétail 550
Les moutons : un élevage fragile ou redouté 550
Les chèvres : un élevage populaire 557
Essor et ruine du cheptel porcin 563
Essor ou déclin du cheptel ? 564
Localisation du cheptel à son apogée 565

Quel développement ? 568
La ruine 570
Les chevaux : un cheptel controversé 571

DES PRESSIONS AUX CHARGES EN BETAIL 575
Le cheptel dans l'espace régional 575
Un casse-tête : les effectifs de cheptel 576
Les statistiques de cheptel 577
Inégalités de traitement fiscal 577
Les statistiques vétérinaires 579
Recettes de correction 581
Des indicateurs de cheptel 584
Les aires à bétail 584
Indicateurs socio-économiques 586
Les pressions en bétail 590
Cheptel et peuplement : symbiose ou exclusion spatiale ? 590
Rapports soudaniens entre population et cheptel 592
Elargissement de la coexistence sur les Grassfields 593
Un élevage à fortes pressions de bétail 594
Premier portrait de la région d'élevage 596
Seuils de saturation en peuplement et en cheptel 598
Le cheptel dans l'espace pastoral 603
Les exclusions de cheptel 603
Les emprises agricoles 603
Une domination agricole 603
Espaces agricoles saturés ou perméables 606
Grandes plantations et cheptel bovin 611
Evaluations de l'emprise agricole 616
Autres formes d'exclusions 623
Vers la fin de l'insalubrité ? 623
Les forêts et le cheptel : intégration ou séparation ? 624
Les zones inondables, répulsives puis attractives 627
La résultante en pâturages 629
Les charges en bétail 632
Charge et capacité de charge 632
Une charge mal connue... 632
... pour une capacité de charge controversée 633
Géographie des charges 635
Portrait retouché de la région d'élevage 635
Charges en bétail et altitude 638
Charges et relief 642
Charges et races bovines 650
Charges et manières de paître 654
Conclusion : Le cheptel encombre davantage les plateaux que les charges ne l'indiquent 656

Troisième Partie :

AUX GRASSFIELDS : LES ELEVEURS ET LES AUTRES 659

1. ANCIENS ET NOUVEAUX ELEVEURS 661

UNE POPULATION PASTORALE MINORITAIRE 662
Les insuffisances des recensements 663
Une enquête inadaptée 664
Un recensement difficile à exploiter 665
Le nombre des actifs masculins 665
Des éleveurs mal recensés : les bergers 667
Des oubliés : les aides familiaux 669
Une démographie dynamique... 670
... mais une population minoritaire 674
Première approche : les actifs masculins 674
Seconde approche : le total des actifs 676
Troisième approche : le nombre de bovins pour 100 hab. 677
Des éleveurs sur la défensive 678

MBORORO "ROUGES" ET MBORORO "BLANCS" 679
La dualité mbororo 681
Un faible peuplement ? 681
Une population mbororo restreinte 682
Un peuplement pastoral déficient ? 683
Peuplement humain et charges en bétail 685
Djafoun et Akou 688
Mbororo d'en haut et Mbororo d'en bas 690
Un essor inégal 692
Fondements démographiques de la dualité mbororo 693
Mbororo monogames et Mbororo polygames 695
Petites et grandes familles 697
Les accroissements de population, indicateurs de devenirs pastoraux 699
Un modèle démographique ? 700
Les Djafoun (« Jaafun ») 702
Les lignages "historiques" 705
Les Rahadji (« Rahaaji ») 705
Rémanences d'un passé sédentaire 705
Un lignage ancré au Bamoun 708
Un détachement de la vie pastorale 711
Les Gosi'en (« Goosi'en ») 714
Grandeur et déclin 714
Un lignage de hauts plateaux 717
Puissance lignagère et cohésion sociale 719
Les hypothèques de la démographie 720
Les Ringuimadji (« Ringimaaji ») 723
Un lignage peu nombreux mais puissant 723

Richesse et concentration géographique 723
Un ancrage original 724
Les grands lignages 725
Les Toukanko'en (« Tukanko'en ») 725
Les marques d'un lignage puissant 725
Agrégats familiaux en altitude 727
Des ombres au tableau 730
Un lignage complexe 731
Le maintien d'une petite polygamie 733
Les Madjanko'en (« Maajanko'en ») 734
L'éparpillement du pouvoir 735
Une localisation à la périphérie des plateaux 736
Un lignage en marge 738
Une autre histoire 738
Des pâturages dédaignés 738
Des Djafoun encore mobiles 740
Les Ouranko'en (« Huranko'en ») 743
Faiblesse politique 743
Une localisation marginale 744
Un lignage d'adoption 745
Les lignages secondaires 747
Les lignages affiliés aux Gosi'en 748
Les Hamaranko'en, lignage en cours d'absorption 749
Des associés récents : les Bawanko'en 749
Des voisins de longue date : les Sayganko'en 750
Un petit lignage d'altitude : les Rijimanko'en 752
Un lignage "périphérique" : les Aoutanko'en 753
Des lignages "éclatés" : Dabanko'en, Kounnanko'en, Djaranko'en 754
Autres associations de lignages 757
D'anciens alliés des Madjanko'en : les Djaromanko'en 757
Ouranko'en et Ba'en : une histoire commune 759
Des lignages secondaires autonomes 760
Un lignage à l'écart : les Faranko'en 760
La dispersion des Dakanko'en 762
Lignages de plateaux intermédiaires : Mbodi'en et Gamadanko'en 762
Des témoins de lignages 765
L'évolution du peuplement lignager 767
La disparition de la population servile 767
L'unification culturelle par le bétail 768
L'évolution démographique des lignages 768
Hiérarchie lignagère et altitude 770
Les Akou 773
Entre Akou et Djafoun 774
D'anciens Akou : les Danedji de Meta 774
Akou de hauts plateaux : Djoranko'en et Boutanko'en 774
Un ancrage fragile en altitude : les Gamanko'en 776
Le revirement des Siwalbe du Bamoun 777

Les Akou "installés" 778
Un lignage dominant : les Galedji 778
L'appropriation d'un plateau 780
Une démographie de vrais pasteurs 781
Migrations et changement de bétail 783
Des rivaux : les Natirbe 783
Une ambition de grand lignage 784
La séparation des sédentaires 785
Des Akou en quête de pâturages : Ba'en et Danedji 785
Les revers des Ba'en 786
Les Danedji : cohésion familiale mais émiettement lignager 787
Des Akou instables : Bogoyanko'en et Siwalbe 789
Des pionniers : les Bogoyanko'en 789
Les nouveaux Siwalbe 791
Lignages "dédoublés" : Rahadji, Mbodi'en 792
Un nouveau peuplement pastoral encore fluide 794
L'absence de population servile 794
Un peuplement récent... 794
... et susceptible de réaménagements 795
Le "front" entre Djafoun et Akou 796
Une absence remarquable 797
Polygamie et pastoralisme 798

LES AUTRES ELEVEURS 800
Haoussa et Foulbé, dans le sillage des Mbororo 801
La symbiose entre Mbororo et Haoussa 802
Les modes d'accès à l'élevage 806
Les villageois 809
La ruine d'un ancien élevage paysan 810
Les nouveaux éleveurs 812
Les contextes de l'élevage paysan 816
Diffusion ou captation sociale du bétail 816
La culture du café, tremplin à l'élevage ? 819
Nouvelles spéculations agricoles et élevage 821
L'indifférence des maraîchers à l'élevage 821
La nouvelle dimension des cultures "vivrières" 824
Prédispositions masculines à l'élevage 826
Une inconnue : le rôle de l'épargne lointaine 827
Les filières de capitalisation en cheptel 828
Les planteurs-éleveurs 828
L'élevage, prolongement d'activités commerciales 829
De l'apprentissage à la propriété du bétail 830
L'élevage, activité complémentaire de maquignons et de bouchers 831
Nouveaux investisseurs dans l'élevage 832
De l'épargne à l'élevage 834
Des ravisseurs de bétail 835
L'élevage, nouvelle forme de richesse 836

Une succession de nouveaux éleveurs 839
Les étapes de constitution du cheptel 839
Des troupeaux récents 840
La localisation des paysans-éleveurs 841
Développements récents de l'élevage villageois 842
Divergences géographiques 843
Diversification des nouveaux éleveurs 845
Echecs pastoraux 846
Forces et faiblesses des nouveaux éleveurs 848
Déficiences techniques 848
Problèmes d'intégration sociale 850
Eleveurs par vocation et éleveurs d'occasion 852
L'absence de "mixed farmers" 854
Conclusion : discordances entre société pastorale et pratiques administratives 856

2. LE FACE A FACE ELEVEURS - CULTIVATEURS 859
LES PARTIES EN PRESENCE 860
L'encombrement par le cheptel 860
L'accusation de cheptel excessif 860
Les charges annuelles en bétail 862
Danger des fortes charges 864
Un paradoxe : les fortes charges proches de terroirs 866
Fragilités des cultures au bétail 868
L'expansion des cultivateurs 870
Le poids démographique 871
Une croissance démographique accélérée 871
La dissuasion par les densités 873
Seuils de densité critiques pour l'élevage 874
Contrastes de densités 875
Relations spatiales entre le peuplement et le cheptel 878
Repérage des risques conflictuels 879
L'emprise agricole 881
L'accaparement des terres par le café 881
Une insertion au forcing 881
Evaluation des premiers préjudices pastoraux 884
Essor des cultures vivrières 887
Un témoignage 887
Le repère de 1972 889
Hiérarchie sociale et cultures "vivrières" 890
Les pertes en pâturages 891
Exemple de mesure d'occupation du sol 891
Une bande d'espace, du haut plateau à la plaine de Ndop 891
Le bilan : un manque d'espace libre 892
Limites de la méthode 894
Multiplication des atteintes aux pâturages 896

Jeux politiques locaux 900
Registre des rapports éleveurs-cultivateurs 900
Force et faiblesse des chefferies 902
Contre-pouvoirs et nouveaux pouvoirs 905
La contestation des chefs 905
Les sociétés féminines 906
Les pouvoirs modernes 909
L'influence des missions 910

LES CONFLITS 913
Les dégâts aux cultures 913
Une ancienne coexistence harmonieuse ? 914
De l'anthropologie appliquée ... 915
... mais dépassée par les évènements 917
Nouveaux lieux d'affrontements 919
Relâchement du gardiennage 920
Incompatibilités entre agriculture et élevage 920
Divergences d'appréciation du risque agricole 921
Contradictions pastorales 922
Inconvénients de la sédentarisation 923
Désordres des troupeaux villageois 924
Contraintes de l'élevage sédentaire 925
Les réparations des dommages agricoles 926
Mise en place de juridictions locales 926
Procédures des justices locales 927
Auto-justices et ripostes féminines 928
Les empiétements culturaux 930
Une expansion contenue par l'administration coloniale 930
Les soulèvements féminins à la faveur de l'Indépendance 932
Un gel impossible des terres 934
De la contention légale ... 934
... aux débordements de fait 936
Les preneurs de pâturages 938
Une grande révolte agraire 940
Des conflits cycliques 940
Le film des évènements 942
Une insurrection féminine 946
Les conséquences 947
Extensions agricoles 948
Entassements de bétail contre les cultures 951
Remise en mouvement des Akou 956
Nouvelles dimensions du conflit 960
Une série d'autres griefs 961
Le réquisitoire des villageois 962
Les plaintes des Mbororo 965
Destructions de campements 965
Vols de bétail 966

Un élevage perturbateur 968
Danger d'acculturation 970
Discordances entre risques et conflits réels 973

LES ESSAIS DE SOLUTION 974
Divergences à l'époque coloniale 976
Le partage des terres 976
Une oeuvre de longue haleine 976
Les critiques 978
La réduction et la garde du cheptel 980
De nouveaux principes 980
Une application partielle 981
Des résultats indécis 983
Retour à la séparation cultures-pâturages 987
Les points de vue des scientifiques 987
Tableau géographique de l'occupation du sol 988
Un objectif : redistribuer le cheptel 988
Un constat : de faibles possibilités d'extensions pastorales 988
Une vision pessimiste de l'avenir pastoral 990
Potentiels pédo-écologiques 992
Limites des systèmes actuels de production 992
Inventaire des classes de sols 993
Les propositions d'un agronome 994
Contradictions du système foncier et fiscal 994
Pour une réforme globale 995
La loi de 1962 996
Les dispositions législatives 997
Les silences de la loi 999
L'application : réussites et échecs 1.000
L'époque du barbelé 1.000
Le principe de démarcation 1.003
D'une application à sens unique... 1.003
... à l'inefficacité de la loi 1.004
La résurgence d'une vieille idée 1.005
Routines et innovations réglementaires 1.006
Le contrôle des éleveurs 1.006
Un nouveau débat : l'autorisation de cultiver 1.007
Incertitudes et faiblesse administratives 1.008
Législation foncière et réalités locales 1.009
Faiblesse de l'arsenal administratif 1.010
Les Commissions Agro-Pastorales 1.010
Vers une troisième solution ? 1.012

CHRONIQUES DE SECTEURS PASTORAUX 1.013
Grignotages agricoles au nord du Bamenda 1.014
Une dynamique agricole freinée mais puissante 1.014
Progrès des cultures dispersées 1.015

Densification des cultures 1.016
Annexions agricoles brutales 1.016
Détournement de la pression agricole 1.018
Nouvelles franges agricoles 1.020
Une limite stabilisée : Tadu 1.020
Un front agricole : Takui-Kingomen 1.022
De hauts pâturages "mités" : Ndawara 1.027
Montagne préservée, montagne "éventrée" : Santa-Pinyin 1.032
Assauts agricoles d'une montagne : le mont Bambili 1.036
Cultures et pâturages imbriqués : Essu 1.041
D'un Cameroun à l'autre : les monts Bambouto 1.046
L'étagement du peuplement 1.047
Les densités de peuplement en 1976 1.047
Limites anciennes du peuplement bamiléké 1.050
Les Bamiléké contre une "White Highland" française 1.051
La naissance d'un élevage européen 1.051
Une montagne surchargée de bétail 1.053
La montée des cultures 1.054
Les ambiguïtés administratives 1.054
Les incidents de 1949-50 1.056
Des cultivateurs, deux administrations, plusieurs chefs 1.059
Fronts ou compartiments agricoles : deux gestions de la montagne 1.060
Une progression inégale des cultures 1.061
Une affaire de chefferie 1.065
La défaite de l'élevage européen 1.066
Colonisation agricole et réoccupation pastorale 1.066
Les regroupements villageois : une descente forcée des cultivateurs 1.069
L'effritement d'une protection pastorale : Pinyin 1.071
Eleveurs et cultivateurs : de nouvelles donnes 1.073
Derniers soubresauts d'une rébellion 1.073
Un renouveau de l'élevage 1.074
Des conflits plus complexes 1.076
Nouveaux assauts contre les pâturages 1.077
Parades des éleveurs 1.080
La fixation pastorale 1.081
Association entre éleveurs et maraîchers 1.081
Refuge aux sommets 1.083
Une conquête agricole inéluctable ? 1.084
Epilogues 1.086
La fin d'un réduit pastoral : Bafou 1.086
L'échec d'une alternative : Bangangté 1.090
Conclusion : les conflits éleveurs-cultivateurs, fatalité géographique ou responsabilité administrative ? 1.092

Quatrième partie :

AUX GRASSFIELDS : ENJEUX PASTORAUX 1.097

1. ENTRE NOMADISME ET SEDENTARITE 1.101
APPROCHES DE LA SEDENTARITE 1.102
L'ancienneté d'habitat 1.103
Un recul récent de la sédentarité ? 1.103
Critères de sédentarisation 1.106
Les temps pastoraux 1.106
Mbororo stables et Mbororo mobiles 1.108
Sédentarisation et charges en bétail 1.110
Sédentarisation et altitude 1.111
Types de sédentarisation 1.115
Les transhumants 1.116
Transhumants ou semi-nomades ? 1.116
Les femmes et la transhumance 1.117
Des éleveurs peu nombreux 1.118
Raisons géographiques de la transhumance 1.119
Les éleveurs fixés 1.122
Des changements significatifs 1.122
Une originalité des Djafoun 1.124
Les vrais sédentaires 1.127
Ambivalence de l'immobilité pastorale 1.128
Sédentarisation éphémère... 1.128
... et sédentarisation contrainte 1.129
Inégalités lignagères face à la sédentarisation 1.131
Processus de sédentarisation 1.133
Migration et nomadisme 1.133
Des sédentarisations répétées 1.134
La transhumance, forme de transition ou terme évolutif ? 1.135

LES FACTEURS DE SEDENTARISATION 1.138
Evolution de la stabilité des Djafoun 1.138
Les aléas des politiques de sédentarisation 1.142
Les deux politiques anglaises 1.142
Favoriser l'installation des Mbororo 1.142
Eviter la dépossession des "natives" 1.144
Une sédentarisation sans garantie 1.145
Les contradictions du Cameroun Occidental 1.146
Politique officielle de sédentarisation... 1.147
... et réalités locales 1.147
Engagement agricole et sédentarisation 1.149
Initiation agricole des Djafoun 1.149
Du maïs au café et à la pomme de terre 1.150
Difficultés des nouveaux "cultivateurs" 1.154

Limites écologiques de la culture du maïs 1.154
Contraintes de main-d'oeuvre 1.155
Un expédient de pauvres 1.156
Freins agronomiques et stratégies économiques 1.158
Choix et contraintes agricoles des Akou 1.159
Un véritable engagement agricole 1.159
Alternances élevage-agriculture 1.159
Initiatives agricoles 1.161
Un complément de ressources 1.161
Activité agricole ou transhumance 1.162
Diversité des rapports à l'agriculture 1.163
Anciens éleveurs-cultivateurs 1.163
Abandons et reprises agricoles 1.164
Apprentissages agricoles 1.164
Effectifs de cheptel et sédentarisation 1.165
Large éventail de cheptel des transhumants 1.166
Un minimum de cheptel, nécessité pour se fixer 1.167
Un cheptel trop nombreux, entrave pour la sédentarisation 1.169

LES INCIDENCES DE LA SEDENTARISATION 1.171
Mutations démographiques 1.171
La polygamie 1.172
L'élargissement polygamique, cause et effet de fixation 1.172
Signature polygamique des sédentarisations 1.173
Faible polygamie des Djafoun mobiles et transhumants 1.173
Elargissement polygamique des Djafoun fixés 1.174
Etroitesse polygamique des sédentaires 1.176
La taille des familles 1.177
Des profils familiaux différents 1.178
Les relations famille-cheptel 1.178
Le seuil de transhumance : un minimum très faible de cheptel 1.178
Le seuil de fixation : une exigence plus grande de cheptel 1.180
Le seuil de sédentarisation : une logique inverse 1.181
Continuités et antinomies pastorales 1.182
Equilibre et déséquilibre famille-cheptel 1.182
Sédentarisation et devenir du cheptel 1.184
Fortunes et ruines pastorales 1.184
Fortunes exemplaires 1.184
Ruines spectaculaires 1.185
Au-delà des destins exceptionnels 1.186
Deux "suivis" de troupeaux 1.187
L'enrichissement des transhumants 1.188
Le renversement de fortune des éleveurs fixés 1.190
La paupérisation des sédentaires 1.191
Dangers pastoraux de la sédentarisation 1.193

Altérations de la société pastorale 1.194
Nouveaux cadres de vie 1.196
Un habitat de plus en plus "lourd" 1.196
L'équipement domestique des sédentaires 1.209
Disponibilités monétaires 1.211
Nouveaux rôles sociaux 1.213
Redéfinition du rôle des femmes 1.213
Marginalisation des femmes, acteurs économiques 1.213
Inégalités d'accès aux femmes 1.215
Inerties du statut juridique des femmes 1.217
Le désarroi des jeunes 1.218
La déstabilisation par les écoles 1.219
Des faillites pastorales 1.221
La mise à l'écart des jeunes 1.223

LA SEDENTARITE , INTERMÈDE PASTORAL ? 1.227
La stabilité en 1983-86 1.227
Ouverture ou blocage géographique 1.228
Tradition sédentaire et retour à la mobilité 1.230
Maintien de la stabilité des riches, retour à la mobilité des pauvres 1.231
Conclusion : cycle de vies pastorales, cycle de groupes pastoraux 1.233

2. LA TRANSHUMANCE, "JEU" ALTITUDINAL 1.235
UNE TRANSHUMANCE D'ELEVEURS MONTAGNARDS 1.236
Le schéma de transhumance 1.237
Une descente en saison sèche 1.237
Questions de définitions 1.238
La transhumance inverse 1.240
Le haut ou le bas comme attache 1.240
Agressions parasitaires contre le bétail 1.242
Du nomadisme vertical à la transhumance 1.242
Des déplacements spontanés 1.243
Premiers secteurs de saison sèche 1.243
Des déplacements plus réguliers 1.245
Evolution des premiers secteurs de transhumance 1.245
La transhumance organisée 1.248
Le principe 1.248
Ses implications 1.248
Transhumance officielle et complications 1.250
Gestion, contrôle et réorientation des transhumances 1.250
"Frontières" entre régimes de transhumance 1.251
Dimension fiscale de la transhumance organisée 1.252
La transhumance perturbée 1.252
Remises en cause 1.253
Exclusion des transhumants aux environs de Wum 1.253
Reculs des transhumants au sud de Dumbo 1.254

Adaptations des Djafoun 1.256
Des palliatifs 1.256
Nouveaux secteurs de transhumance 1.257
Une nouvelle instabilité 1.258

UNE SAISON DE TRANSHUMANCE 1.259
Les non-transhumants 1.260
Refus ou incapacité des villageois à transhumer 1.260
Les réticences des Akou 1.262
Les Djafoun, entre l'immobilité et la transhumance 1.263
Les départs 1.263
L'annonce du départ 1.264
Des départs décalés 1.265
La course aux prairies de décrue 1.265
Descentes tardives vers les plaines à risques 1.266
Départs de dernière heure 1.267
Les déplacements 1.268
Transhumance officielle et réelle 1.269
Grandes directions de transhumance 1.271
Transhumance et problème de frontière 1.271
L'attrait de la plaine de Ndop 1.273
Remises en cause d'anciennes directions 1.274
Nouvelles destinations 1.275
L'éloignement 1.276
Les petits écarts des troupeaux villageois 1.276
Un éloignement inégal des Mbororo 1.277
La descente 1.278
L'ampleur de la descente 1.279
Altitudes de départ et descente 1.279
Grandes descentes périlleuses 1.279
Dénivellations et difficultés de parcours 1.281
Glissements de faible amplitude 1.282
Le "jeu" altitudinal des transhumants 1.282
Les planchers altitudinaux de saison sèche 1.282
Le rôle réparateur de l'altitude 1.283
Une autre géographie de l'élevage 1.285
Une nouvelle localisation du cheptel 1.285
Un autre étagement en altitude 1.285
Une répartition périphérique 1.287
Un étalement limité de l'espace pastoral 1.290
Maintien de la fermeture des espaces agricoles 1.290
Ambivalence des forêts vis-à-vis de l'élevage 1.291
Le relais de nouvelles charges en bétail 1.292
Le délestage des pâturages d'hivernage 1.293
Articulations entre aire d'hivernage et de transhumance 1.294

Les charges en saison sèche 1.296
Des charges inhabituelles 1.298
Les inversions de profils de charge 1.302
Mobilité et stabilité en transhumance 1.306
Divergences de comportement 1.306
Transhumances familiale et individuelle 1.307
Evolution saisonnière de la mobilité 1.309
Stabilité par alternance de pâturages 1.310
La vie en transhumance 1.312
La garde du bétail 1.313
Des bergers aux voleurs de bétail 1.314
Nouveaux risques pastoraux 1.318
Les retours 1.319
Retours précoces et tardifs 1.319
Une autorisation tardive de retour 1.320
Avancements de retours spontanés 1.322
Le contexte écologique des retours 1.322
Haltes de mi-parcours 1.323
Les unités pastorales 1.326
Les espaces "durs" d'élevage 1.326
Deux grandes unités pastorales 1.328
Petites unités pastorales autour de la Metchum 1.329
Unités pastorales isolées 1.329
Les espaces fluides 1.330
Alternance entre fortes et faibles charges 1.330
Unités pastorales à faibles charges 1.331
Une limite régionale 1.332

NOUVELLES ENTRAVES A LA TRANSHUMANCE 1.333
La perte de la plaine de Ndop 1.334
Une succession de projets de développement 1.334
L'ennoyage de la plaine 1.336
Premiers désarrois pastoraux 1.337
Répercussions pastorales 1.387
Gestion de la retenue d'eau et transhumance 1.339
Une nouvelle bourgoutière... 1.339
... encore remise en cause 1.340
Un constat d'exclusion 1.342
L'extension des rizières 1.342
Antagonisme entre riziculture et transhumants 1.343
Conséquences pastorales d'une riziculture plus intensive 1344
Nouvelles bousculades par les Akou 1.345
Intrusions des Akou à basse altitude 1.346
Un contentieux pastoral exacerbé 1.346
Risques sanitaires 1.347
Dégradations de pâturages 1.347
Des sédentaires malgré eux 1.348

La mobilité comme échappatoire 1.349
Un refuge extrême des transhumants 1.351
Une répétition du scénario de Ndop ? 1.355
Conclusion : la transhumance comme idéal, la sédentarisation comme réalité 1.356

Cinquième partie :

« CABBAL » DE L'OUEST ET DE L'ADAMAOUA 1.359

1. « CABBAL » DISPUTES 1.363
LE MASSIF DU MANENGOUBA : "BOUT DU MONDE" PEUL 1.363
Le sommet d'un grand volcan 1.363
Une histoire pastorale classique de l'Ouest-Cameroun 1.366
La Pastorale 1.366
Les Mbororo 1.368
Les troubles de l'Indépendance 1.369
Elevage et cultures autour du Manengouba 1.372
Un front agricole bamiléké 1.372
Mbororo et Bakossi 1.376
Regains de tension en saison sèche 1.376
Conclusion : un isolat pastoral 1.377

LE MAMBILA, REPLIQUE DES GRASSFIELDS 1.378
Les données du problème agro-pastoral 1.378
Même société pastorale, même nouveaux éleveurs 1.382
Le refus de l'intensif 1.383

2. REFUGES PASTORAUX 1.387
LE TCHABBAL MBABO : DES ELEVEURS SANS CULTIVATEURS 1.387
Les composantes écologiques du « caBBal » 1.389
Une nuance climatique plus sèche 1.389
L'étagement végétal 1.390
Influences anthropiques 1.392
De la végétation à l'écologie pastorale 1.394
Un « caBBal » sans cultivateurs 1.395
La disparition d'un ancien peuplement agricole 1.397
Avantages et inconvénients de l'absence de cultivateurs 1.399
Le recours au salariat agricole 1.401
Une solution de facilité 1.401
Complémentarités 1.402
Le marché du travail agricole 1.403
L'achat de produits agricoles 1.405
Les marchés 1.405
Les acheteurs 1.406
Les vendeurs 1.408

La descente d'éleveurs 1.409
Limites de la culture du maïs sur le « caBBal » 1.409
La descente 1.411
Une motivation agro-pastorale 1.411
Associations « caBBal »-vallées 1.412
Fuites d'oppressions fiscales 1.413
Les populations pastorales 1.414
La dualité du peuplement mbororo 1.415
L'effritement des Djafoun 1.415
Les premiers pasteurs du « caBBal » 1.416
L'exode 1.416
Une population résiduelle 1.418
Des Akou de « caBBal » 1.420
L'afflux de Foulbé 1.424
Une succession d'arrivées 1.424
Conséquences culturelles 1.427
Etagements pastoraux 1.428
Akou et Djafoun : resserrement des altitudes 1.428
Foulbé et Mbororo : l'évitement 1.429
La menace glossinaire 1.434
L'invasion de l'Adamaoua par les glossines 1.434
Les conséquences pastorales 1.436
Décalages et inversion de systèmes pastoraux 1.436
Maintien d'une association élevage-agriculture 1.437
Allongements et retards de transhumance 1.438
L'éradication des glossines 1.442
Le Tchabbal Mbabo, rempart contre les glossines ? 1.442
Des réinfestations répétées 1.443
Les causes de réinfestation 1.445
Les éleveurs en position d'accusés 1.445
Une barrière imparfaite 1.446
Changements culturels et écologiques 1.447
Changements de civilisation rurale 1.448
Conséquences écologiques 1.449
Désarrois pastoraux 1.450
Tribulations des éleveurs (1975-83) 1.450
Le « caBBal, » refuge pastoral (1983-...) 1.452

LA CHAINE DE GANDABA : UNE GAMME DE PETITS « CABBAL » 1.456
Le Tchabbal Karedjé : un faux « caBBal » 1.456
Le Tchabbal Mbana : un « caBBal » de bergers foulbé 1.458
Un « caBBal » soudanien 1.458
Un asile pastoral 1.459
Des Foulbé bergers et cultivateurs 1.463
Le Tchabbal Gandaba : des Foulbé de brousse 1.467
Un « caBBal » d'altitudes moyennes 1.467

Une société de petits éleveurs foulbé 1.468
Histoire du peuplement pastoral 1.468
Une société égalitaire 1.471
L'enfermement pastoral sur le « caBBal » 1.472
Le Tchabbal Lambang : trop petit pour de riches Mbororo 1.474
Un « caBBal » de petites dimensions 1.474
L'histoire des Grassfields en raccourci 1.475
Les fragilités de la prospérité pastorale 1.476

3. DERNIERS « CABBAL » 1.481
LE TCHABBAL NGOUTE : SOUS LE SIGNE DE L'AVENTURE 1.481
Obstinations pastorales 1.482
Un échec des Djafoun (1934) 1.482
Une "affaire administrative" 1.483
Un désastre pastoral 1.485
Nouvelles tentatives infructueuses 1.487
Deux réussites simultanées 1.488
Un contexte pastoral particulier 1.493
Un vrai « caBBal » ? 1.493
Un désert herbeux 1.494
Un ancien refuge montagnard 1.496
Un bon « caBBal » ? 1.498
Défaillances de cultivateurs 1.498
L'isolement 1.499
A la limite de la salubrité 1.500
Premières vicissitudes du peuplement pastoral 1.502
Afflux et exode des Akou 1.502
Embellie pastorale 1.503
Quel avenir ? 1.504

LE MONT CAMEROUN : « CABBAL » INTERDIT 1.507
Un problème de ravitaillement en viande 1.507
Des prairies sèches en haut d'une montagne très humide 1.509
Le refus d'éleveurs 1.512
Conclusion : les « caBBal, » espaces pastoraux insulaires 1.515

Conclusion générale :

ESSAI DE GEOGRAPHIE COMPAREE DES « CABBAL » 1.517

Prolongements de hautes terres pastorales 1.519
"Lecture" de l'élevage par la race bovine 1.522
Le modèle de « caBBal » 1.524
Pastoralisme de hautes altitudes 1.526
Logiques spatiales des rapports éleveurs-cultivateurs 1.530
De l'idéologie à la physiologie des races bovines 1.536
Au-delà des « caBBal » 1.539

Annexes 1.543
1 : Lignages mbororo des hauts plateaux 1.543
2 : "Land and Native Rights" Ordinance de 1926 1.551
3 : "Grazing Rules"de 1947 1.551
4 : "Farmer-Grazier Law"de 1962 1.552
5 : Exemple de "Grazing Permit" 1.553
6 : Réglementation de l'utilisation pastorale des monts Bamboutos à l'époque coloniale 1.554
7 : Incidents aux Grassfields rapportés par la presse camerounaise 1.555
Lexique de termes vernaculaires 1.557
Index 1.561
Bibliographie 1.577
Liste des tableaux 1.597
Liste des figures 1.601
Liste des cartes de l'atlas 1.609
Table générale des matières 1.611

Texte saisi et mis en pages par l'auteur.

Les illustrations sont également de l'auteur.

Simone WEISS-MICHOUX a mis en forme les cartes de l'atlas et plusieurs figures.

La reliure des volumes et de l'atlas est de Geneviève LISSILLOUR.

CARTE N°1

ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

HAUTES TERRES
de la Dorsale Camerounaise

par J. Boutrais

100 50 20 5 0 300 600 900 1500 2100 2700 3600 m

d'après l'Atlas du Cameroun - ORSTOM

LÉGENDE

YOLA — Grande région peule ou liée à l'histoire des Peuls

Tc. MBABO — Appellation peule des hauts plateaux

Limites de bassins hydrographiques

ÉCHELLE 1/2 000 000

0 km — 100 km

Cartographie : S. WEISS 1991

14°00′ 16°00′ 12°00′ 10°00′ 8°00′ 6°00′ 4°00′

LAC TCHAD
N'DJAMENA
Kousseri
BORNOU
BAGUIRMI
Mts MANDARA
ROUMSIKI
Maroua
DIAMARE
Bongor
Mubi
Nafada
Gombe Abba
Plat. de BIU
Kangere
Alkaleri
Gombe
Bauchi
BAUCHI
Bununu
NIGERIA
PLATEAU DE JOS
Pankshin
Numan
Muri
BENUE
YOLA
Yola
Garoua
TINGUELIN
LAC LAGDO
TCHAD
Jalingo
Jada
VERE HILLS
Mts ALANTIKA
Tchamba
Rey
Moundou
Poli
Mts de POLI
Tcholliré
Tc. TIBA
Tc. GURUM (Mts SHEBSHI)
Ganye
Gamu
Tc. KIRI
Toungo
Awe
Ibi
Wukari
Kontcha
Pl. KOUTINE
Tc. LAMBANG
Tc. GANDABA
PERONGAL
Baibokoum
Pl. de DODEO
Tc. HENDE
Tc. MBANA
Tc. KAREDJE
Tc. MOUNGUEL
FALI HILLS
Gashaka
Tc. FILINGA
Tignère
Hoss. DJINGA
Ngaoundere
Hoss. NGANHA
Tc. SILE
Gounjel
Mbang
Takum
TCHABAL MBABO
Tc. DJILOUGOU
Tc. NIANKHI
Tc. WADE
Sambolabo
Galim
Minim
Tc. BAKARI/BATA
Bocaranga
Kasimbila
Bissaula
Ngurore
Tc. HORE TARAM
Kognoli
Tc. HALEO
Martap
Tc. TALAM
Tc. NGOU
Jato Aka
Tosso
Ht PLATEAU MAMBILA
Gembu
Banyo
ADAMAOUA
Nkambe
Tc. GUESIMI
Meiganga
Ngaoundal
Hoss. NGAOUNDAL
OBUDU
Akwaya
Wum
Tc. HAYNARE
Tibati
LAC MBAKAOU
TCHABBEL MLOKU
NSO
Kumbo
Pl. TIKAR
MBAW Pl.
MEZA
NDAWARA
Bankim
ASHANTI YELDS
Bamenda
Pl. de NDOP
Mt MBAM
LAC AMENDJING
PLAT. BAMOUN
Foumban
NKOGAM
Mamfe
Pl. de MAMFE
Mts BAMBOUTO
Dschang
PLAT. BAMILEKE
Batoussam
MBAPIT
BANGOU
Tc. NGOUTE
Yoko
Linté
Pl. du MBAM
Pl. des MBO
Mt BANA
Mf. du MANENGOUBA
(Tc. MBONGE) RUMPI HILLS
Nkongsamba
Mt. KOUPE
Calabar
Kumba
Bafia
Bertoua
Batouri
I.Bakasi
Pl. du MOUNGO
(Tc. BUEA) Mt CAMEROUN
Buea
Victoria
Douala
Berberati
Carnot
Bouar
Bétaré Oya
R.C.A.
Abong Mbang
YAOUNDÉ
Yokadouma
I.Papagayos
I.FERNANDO PO
I.Malimba
Sta Isabel
C.Nachtigal
Estuaire du Cameroun
pnte Debundsha
pnte d'Europe
pnte Souellaba
pnte Hermosa
B.de la Conception

Documents utilisés : carte ORO-HYDROGRAPHIQUE et RÉSEAU HYDROMÉTRIQUE du CAMEROUN (Atlas du CAMEROUN-1960), complétée par J.-C. OLIVRY – Unité de Cartographie-1984.

© ORSTOM 1991.

IMPACT GRAPHIC • 45.09.18.50 - FRANCE

CARTE N° 2

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

Carte de repérage
par J. BOUTRAIS

3000 mètres
2500 m
2000 m
1500 m
1000 m
750 m
500 mètres

hauts plateaux montagnes
bas plateaux hautes plaines piémonts
plaines basses vallées

retenue d'eau saisonnière

ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

PLAINE DE LA DONGA
RANCH DE DUMBO
PLATEAU DE DUMBO
KIMBI RESERVE
PLATEAU DE WUM
HAUT-PLATEAU DE NKAMBE
PLATEAU KAKA
HAUT-PLATEAU MAMBILA
PLATEAU DE LASSIN
PLATEAU DE KONENE
HAUT-PLATEAU NSO
MBAW PLAIN
PLAINE TIKAR
HAUT-PLATEAU META
MONTS BAMBOUTO
MONT BAMBILI
MONT OKU 3011m
MONT MBAPIT
MONT NKOGAM
MONTS DE BAMBOUTOS
PLATEAU DE BAFUT
PLATEAU BAMILEKE
PLATEAU BAMOUN
PLAINE DE NDOP
PLAINES DU MBAM
BASSIN DE MAMFE
CHAINE DE SANTA
Caldeira de BAFOCHU
Cratère de SANTA
Cratère de FOLESHELE
Dent de Babadjou
Oku lake
Bambili lakes
Bambuluwe lake
Benakuma lake
Elum lake
Enep lake
Nyos lake
Nyi lake
Monoun lake
Marais de KOUTABA
barrage de BAMENDJING
barrage de la MAPE
Fosse de la SUNKA
Rosse de la MEKIM
Plant. de NDU
Station Elev. Lahore
Station Elev.
Station Elev.
Station Elev.
Assesse
Konjong
Tukissong
Menka
Ebang
Etwi
Andek
Zang Tabi
Tezie
Widekum
Batibo
Ashong
Bamumbu
Mundum
Mundum 2
Amassi
Oshie
Ngwo
Meta
Gamenang
Mbengwi
Nkwen
Mankon
Ngemba
Bamenda
Bali
Bali (Bali Nyonga)
Angong
Mendankwe
Mboutou
Alatening
Baba
Akum
Bafochu
Pinyin
Mogham
Bamenyam
Baligham
Bagam
Galim
Babadjou
Balatchi
Mbouda
Bamenkombo
Djutitsa
Batcham
Bamileke
Bangang
Fongo Tongo
Bafou
Dschang
Foleké
Fokwé
Baloum
Bafoussam
Foumbot
Koupara
Nkounchankap
Yolo
Didango
Koundja
Koutaba
Foumban
Bamoun
Mantoum
Malanden
Mfosset
Mfossang
Matapit
Fomloum
Mfiyet
Bangambi
Bangolan
Bambalang
Bali Kumbat
Bambuluwe (Awing)
Bamendjing
Kounden
Galim
Mbamkouop
Bafou
Babanki Tungo
Bamessing
Babungo
Lahore
Baba
Bambui
Sabga
Ndop
Nwa
Bamendjing
Mbokidja
Babessi
Barare
Nkoutoupi
Wassi
Jakiri
Soukol
Shishong
Kay
Ovum
Vekovi
Nkar
Mbuluf
Kumbo
Kikaykom
Kiyang
Takui
Kitiwum
Ndzento
Belel
Kingomen
Dzeng
Mbiame
Takija
Kishong
Ngondzen
Tatum
Nkeng
Ntundip
Nse
Kublum
Wat
Chup
War
Tabenken
Sinna
Ndu
Horti
Wiya
Lassin
Nkor
Konene
Bum
Ajung
Ake
Mbizenaku
Njottin
Din (Noni)
Bantem
Fujua
Fundong
Issé
Nyos
Kuk
Saf
Bwabwa
Laka-Bum
Bem
Fonfuka
Misaje
Mbisha
Akweto
Bebe Jatao
Bebe Kette
Ako
Anmba
Adere
Berabe (Ngari)
Dumbo
Mashi
Koshin
Fang
Aba
Zoa
Fungom
Su-Bum
Misaje
Nkambe
Wimbum
Binka
M' Binka
Mbibji
Lus
Mfumte
Kwojal
Ntong
Gembu
Mambila
Mbamga
Tamnyan
Nwa
(Yamba) Kaka
Mbem
Ngonnkor
Sonkolonge
Sabongari
Dji Gadjere (Ntumbaw)
Nsop
Ntem
Mbaron
Mapé riv.
ancien Gorori
Kumfutu
Wanangwe
Fandoure
Waindo
Naikom
Nyi lake
Nyos lake
Zongefu
Su
Modele
Mukuru
Okoromanjang
Befang
Beba-Befang
Esimbi
Mbonkisu
Baysso
Mbinkas
Njinikom
Fujua
Anyajua
Belo
Mbingo
Big Babanki
Ndawara
Mijang
Oku
Kom
Tadu
Ovum
Kay
Shishong

CARTE N° 3

CFSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

CAMEROUN

MONTS BAMBOUTO

Végétation de la zone d'élevage

par J. BOUTRAIS

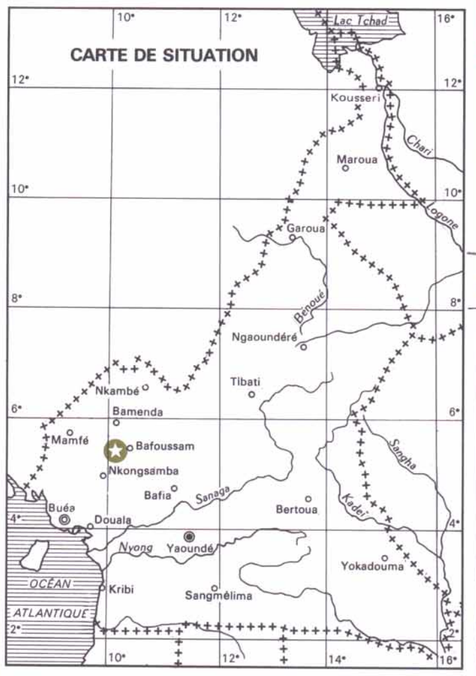
LÉGENDE

- pelouse subalpine
- étendue d'herbe "Kikuyu"
- prairie montagnarde à *Sporobolus a.*
- fougeraie
- fourré sur vieilles jachères
- arbustes envahissants sur prairie
- savane arbustive à *Entada a.* et *Combretum sp.*
- forêt montagnarde
- bambousaie à *Arundinaria a.*
- limite des terroirs cultivés ou interdits aux troupeaux
- BAFOU chefferie importante
- limite de chefferie

équidistance des courbes de niveau : 20 m

0 10 km

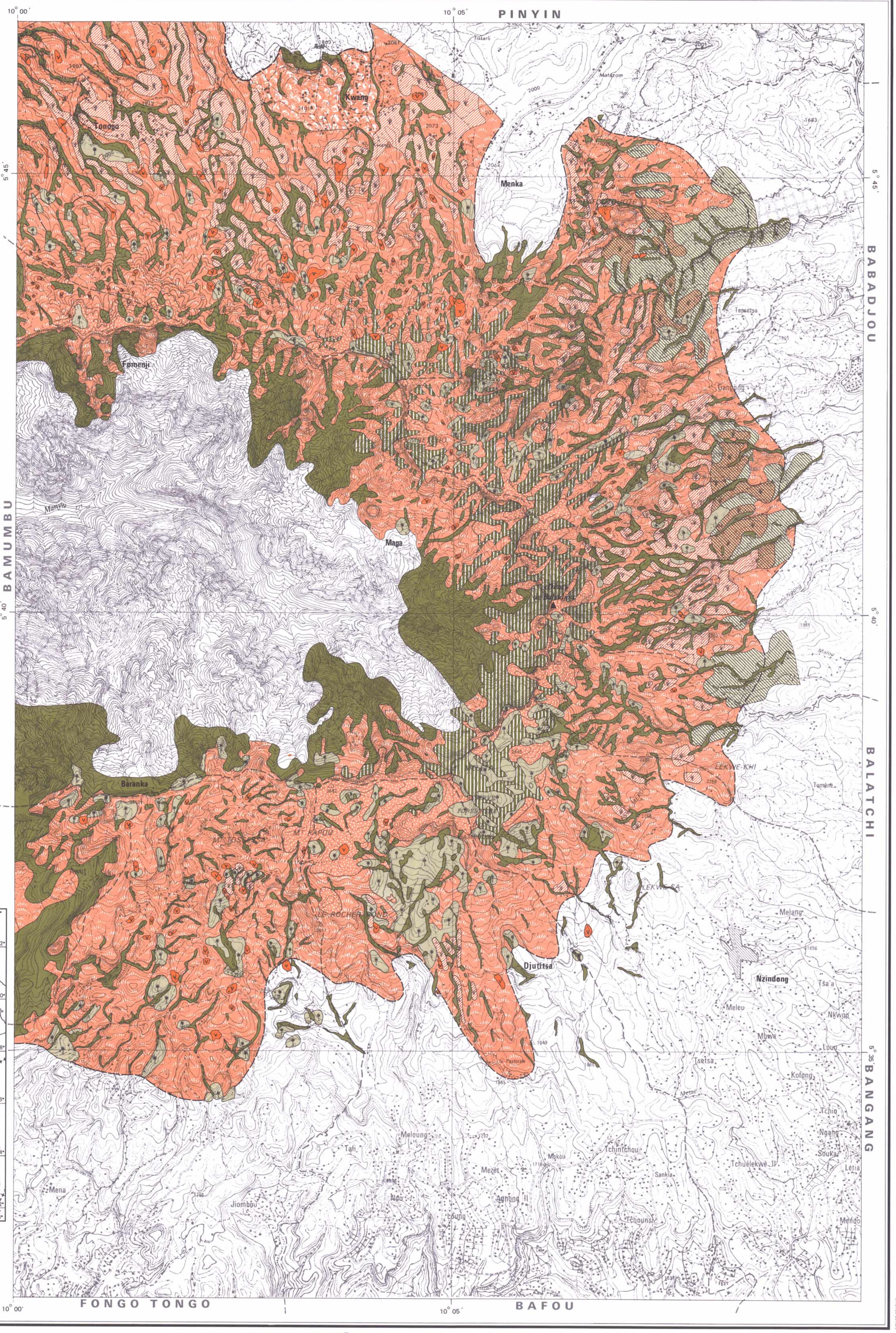
CARTE DE SITUATION



Réalisation Cartographique : S. WEISS

référence : carte topographique au 1/50 000 de l'IGN 1974
BAFOUSSAM 3a
BAFOUSSAM 3c

© ORSTOM 1990



IMPACT GRAPHIC

CARTE N° 4

ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

par J. BOUTRAIS

Culture du café et élevage paysan

CULTURE DU CAFÉ

cultures denses

• 95 surface moyenne de café Arabica par exploitation (en ares)

surface en café Arabica
par exploitation — par paysan éleveur

< 25 ares — (16) 16 ares (recensement agricole de 1973)
> 25 < 50 ares
> 50 < 100 ares
> 100 < 200 ares
> 200 ares

? absence de données en 1973

AR plantation de cafés Arabica et Robusta

R plantation de café Robusta

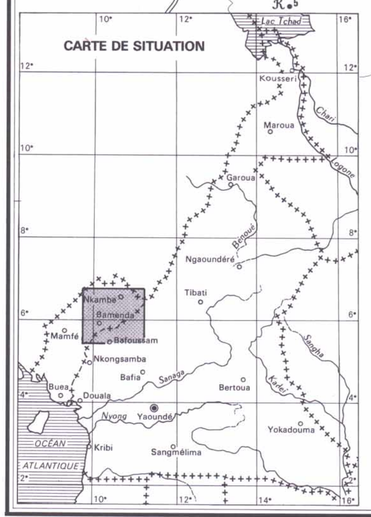
ÉLEVAGE PAYSAN

5 troupeaux appartenant à des "Natives" (enquête de terrain)

localisation des paysans-éleveurs (recensement agricole de 1973)

hauts plateaux

CARTE DE SITUATION



Référence topographique :
cartes C. G. N. du CAMEROUN à 1 : 200 000.

© ORSTOM 1986

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE 1986
avec la collaboration de S. WEISS

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE

Capitale de province
Préfecture
Sous-préfecture
Chefferie importante ou grand secteur d'élevage — MBIAME
Ethnie — PINYIN

0 10 20 km

ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

par J. BOUTRAIS

Elevage paysan et cultures vivrières "masculines"

- 5 Troupeaux appartenant à des "Natives" (enquête de terrain)
- localisation des villages (recensement agricole de 1973)
- 58 superficie moyenne par exploitation des cultures vivrières à charge des hommes

< 25 ares
> 25 < 50 ares
> 50 < 75 ares
> 75 < 100 ares
> 100 < 150 ares
> 150 ares
> 50 ares
> 1 ha
? absence de donnée en 1973
hauts plateaux

- localisation des paysans-éleveurs (recensement agricole de 1973)
- 59 extension en ares des cultures vivrières des paysans-éleveurs

les résultats ne sont pas reportés au Bamiléké

CARTE DE SITUATION

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE

- Capitale de province
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chefferie importante ou grand secteur d'élevage MBIAME
- Ethnie PINYIN

0 10 20 km

Référence topographique :
cartes C G N du CAMEROUN à 1 : 200 000

© ORSTOM 1986

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE 1986
avec la collaboration de S. WEISS

CARTE N° 6

ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

par J. BOUTRAIS

Encombrement de l'espace par les hommes et le bétail en 1975

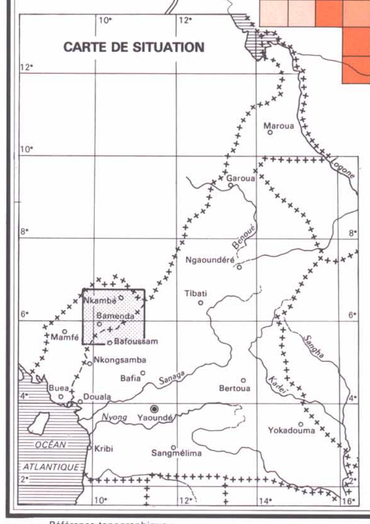
DENSITES DE POPULATION RURALE

- moins de 10 habitants / km²
- de 10 à 49 habitants / km²
- de 50 à 99 habitants / km²
- de 100 à 199 habitants / km²
- de 200 à 299 habitants km²
- plus de 300 habitants / km²
- secteur inhabité

CHARGES ANNUELLES EN BETAIL

- 10 bovins / km²
- 20 bovins / km²
- 30 bovins / km²
- 40 bovins / km²
- 50 bovins / km²
- 60 bovins / km²
- prolongation théorique des isolignes (secteurs non pastoraux)

CARTE DE SITUATION



Référence topographique :
cartes C. G. N. du CAMEROUN à 1 : 200 000

© ORSTOM 1988

CARTOGRAPHIE : S. WEISS

Impact Graphic

CARTE N° 7

CFSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

CAMEROUN

MONTS BAMBOUTO
Évolution de l'occupation du sol

par J. BOUTRAIS

LÉGENDE

OCCUPATION PASTORALE

- abri de berger mbororo
- abri de berger autochtone
- aire de stationnement du bétail
- piste à bétail (ancienne ou récente)

1949

- limite cultures-pâturages fixée par l'administration

1953

- campement mbororo
- campement d'élevage européen
- ferme d'élevage européenne

Cultures traditionnelles

- cultures, haies et habitations
- champs ouverts

Grandes plantations

- café

1964

- campement mbororo
- extension agricole
- abandons agricoles

1975

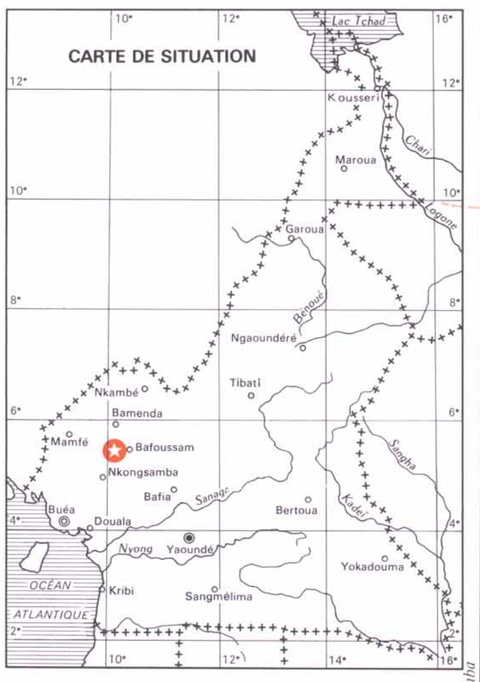
- campement mbororo
- extension agricole
- abandons agricoles

- limites de chefferies
- BAFOU chefferies

équidistance des courbes de niveau : 20 m

0 2,5 km

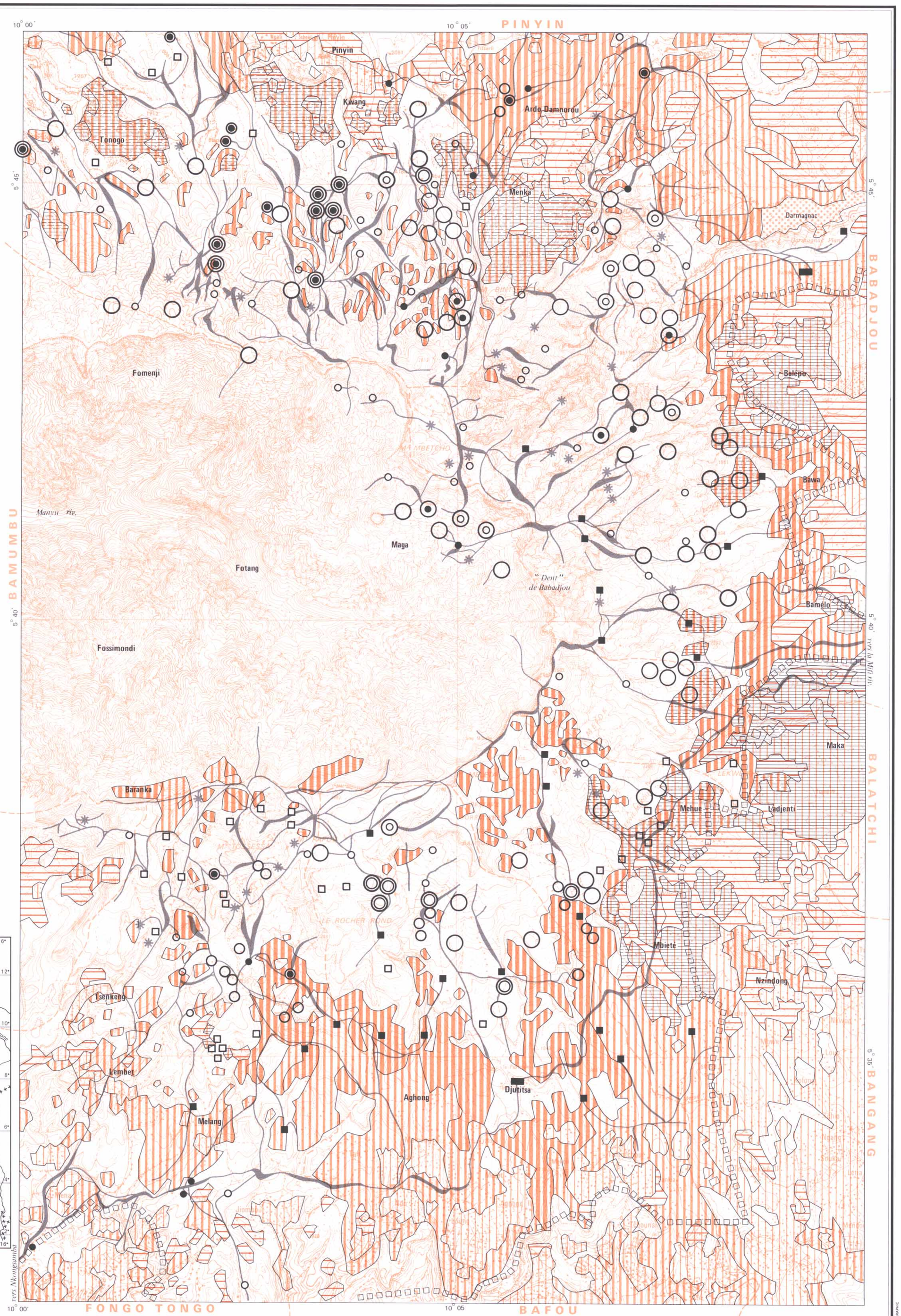
CARTE DE SITUATION



Réalisation Cartographique : S. WEISS

référence : carte topographique au 1/50 000 de l'IGN 1974
BAFOUSSAM 3a
BAFOUSSAM 3c

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE ©ORSTOM 1989



IMPACT GRAPHIC

ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

par J. BOUTRAIS

Fixation des Mbororo en saison des Pluies

pourcentages de Mbororo installés depuis 10 ans ou plus au même campement d'hivernage

AKOU	DJAFOUN	
		0 %
		< 25 %
		> 25 < 50 %
		> 50 < 75 %
		> 75 < 100 %

éleveurs non Mbororo

? absence de données en 1973

limite de l'aire d'hivernage des troupeaux

hauts plateaux



Référence topographique :
cartes C G N du CAMEROUN à 1 : 200 000.

© ORSTOM 1986

UNITÉ DE CARTOGRAPHIE 1986
avec la collaboration de S. WEISS

IMPACT GRAPHIC

CARTE N° 9

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

par J. BOUTRAIS

Transhumance de saison sèche
déplacements du cheptel
en 1974

CFET M
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Transhumance par catégories d'éleveurs :

- bovins appartenant à des Djafoun
- appartenance non déterminée (Mbororo)
- bovins appartenant à des Akou
- bovins appartenant à des Natives
- bovins appartenant à des Foulbé-Haoussa

Effectifs de cheptel transhumant :

- de 100 à 199 bovins
- de 200 à 399 bovins
- de 400 à 699 bovins
- de 700 à 999 bovins
- de 1000 à 1299 bovins
- de 1300 à 1599 bovins
- de 1600 à 2000 bovins et plus
- 330 nombre de bovins
- hauts plateaux

CARTE DE SITUATION

Référence topographique : cartes C.G.N. du CAMEROUN à 1 : 200 000.

© ORSTOM 1986

CARTOGRAPHIE : S. WEISS

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE

- Capitale de province
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chefferie importante ou grand secteur d'élevage MBIAME
- Ethnie PINYIN

0 10 20 km

CARTE N° 10

CAMEROUN
Plateaux de l'ouest

par J. BOUTRAIS

CFET M
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Transhumance de saison sèche
transferts du cheptel en altitude
en 1974

- descente > à 1000 m
- descente de 500 à 1000 m
- descente de 100 à 500 m
- déplacement à même altitude (+ ou − 100 m)
- montée > à 100 m

Effectifs de cheptel transhumant :

- de 100 à 199 bovins
- de 200 à 399 bovins
- de 400 à 699 bovins
- de 700 à 999 bovins
- de 1000 à 1299 bovins
- de 1300 à 1599 bovins
- de 1600 à 2000 bovins et plus
- 330 nombre de bovins
- hauts plateaux

10°00′ 10°20′ 10°40′ 11°00′ 6°40′ 6°20′ 6°00′ 5°40′

Katsina riv. Kimbi riv. Donga riv. Mbam riv. Mapé riv. Sanaga riv. Noun riv. Nun riv. Nyong riv. Lure riv. Nkam riv.

KONJONG ESSU AGHEM Benakuma lake WUM KOSHIN SA BWABWA Nyos lake KIMBI RESERVE DUMBO AKO ANMBA ADERE MAMBILA NIGERIA BERABE (NGAR) NKAMBE BINKA M' BINKA LASSIN NDU DJI GADJERE LUS KAKA Nwa NSOP NTEM NGONNKOR SABONGARI

OKOROMANJANG MUKURU BEFANG BU MBONKISU Fundong BAYSSO TCHABBEL KOM M' OKU Oku lake DIN KISHONG MBAW PLAIN DZENG KUMBO MBIAME MBOKO PLAINE TIKAR

AMASSI NGWO MBENGWI MIJANG BAFUT BABUNGO Lahore NDAWARA SABGA BAMBILI Ndop Jakiri MABIBI LIP ancienne frontière entre les deux Cameroun

BAMENDA Bali Batibo PINYIN SANTA ASHONG BAMENYAM BALIGHAM BAGAM PLAINE DE NDOP BAMENDJING BANGOLAN M' MBAM BAMBALANG BAMBULUWE Galim BABADJOU BAFOU M' BAMBOUTO BAMILEKE MBOUDA BAMENKOMBO Batcham FONGO TONGO DSCHANG BAFOUSSAM Foumbot Noun (Sanaga) Lahore Nun riv. Nkam riv. Magba FOUMBAN MALANTOUEN DIDANGO M' NKOGAM MANTOUM BAMOUN M' MBAPIT MALANDEN MFOSSANG

CARTE DE SITUATION

Lac Tchad Chari Logone Benoué Sanaga Nyong Kadéi

Maroua Garoua Ngaoundéré Tibati Nkamba Bamenda Mamfé Bafoussam Nkongsamba Bafia Buea Douala Bertoua Yaoundé Yokadouma Kribi Sangmélima OCÉAN ATLANTIQUE

Référence topographique : cartes C.G.N. du CAMEROUN à 1 : 200 000.

© ORSTOM 1986

LÉGENDE TOPOGRAPHIQUE

- Capitale de province
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chefferie importante ou grand secteur d'élevage MBIAME
- Ethnie PINYIN

0 10 20 km

CARTOGRAPHIE : S. WEISS
Impact Graphic